


3 1761 11650482 0

Government
Publications

Government
Publications



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761116504820>

SENATE
HOUSE OF COMMONS

Issue No. 35

Friday, January 9, 1981

Joint Chairmen:

Senator Harry Hays, P.C.
Serge Joyal, M. P.

SENAT
CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 35

Le vendredi 9 janvier 1981

Coprésidents:

Sénateur Harry Hays, c.p.
Serge Joyal, député

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Special Joint Committee of
the Senate and of
the House of Commons on the*

Constitution of Canada

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité mixte spécial
du Sénat et de
la Chambre des communes sur la*

Constitution du Canada

RESPECTING:

The document entitled "Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada" published by the Government on October 2, 1980

CONCERNANT:

Le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981

SPECIAL JOINT COMMITTEE OF
THE SENATE AND OF THE HOUSE
OF COMMONS ON THE CONSTITUTION
OF CANADA

Joint Chairmen:

Senator Harry Hays, P.C.
Serge Joyal, M.P.

Representing the Senate:

Senators:

Asselin	Lucier
Lafond	Petten
Lapointe	

Representing the House of Commons:

Messrs.

Baker (<i>Gander-Twillingate</i>)	Crombie
Bockstael	Dionne (<i>Northumberland- Miramichi</i>)
Corbin	Epp

COMITÉ MIXTE SPÉCIAL DU SÉNAT
ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES
SUR LA CONSTITUTION DU CANADA

Coprésidents:

Sénateur Harry Hays, c.p.
Serge Joyal, député

Représentant le Sénat:

Les sénateurs:

Roblin	Williams
Tremblay	Wood—(10)

Représentant la Chambre des communes:

Messieurs

Friesen	Mackasey
Hawkes	McGrath
Henderson	Nystrom
Irwin	Rose—(15)

(Quorum 12)

Les cogreffiers du Comité

Richard Prigent

Paul Bélisle

Joint Clerks of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b) of the House of Commons:

Mr. Henderson replaced Mr. Tobin;
Mr. Dionne (*Northumberland-Miramichi*) replaced Miss
Campbell (*South West Nova*);
Mr. Maltais replaced Mr. Henderson;
Mr. Hawkes replaced Mr. Beatty;
Mr. Henderson replaced Mr. Maltais;
Mr. Baker (*Gander-Twillingate*) replaced Mr. Allmand.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement de la Cham-
bre des communes:

M. Henderson remplace M. Tobin;
M. Dionne (*Northumberland-Miramichi*) remplace M^{lle}
Campbell (*South West Nova*);
M. Maltais remplace M. Henderson;
M. Hawkes remplace M. Beatty;
M. Henderson remplace M. Maltais;
M. Baker (*Gander-Twillingate*) remplace M. Allmand.

Pursuant to an order of the Senate adopted November 5, 1980:

Senator Petten replaced Senator Connolly.

Conformément à un ordre du Sénat adopté le 5 novembre
1980:

Le sénateur Petten remplace le sénateur Connolly.

Published under authority of the Senate and the Speaker
of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Publié en conformité de l'autorité du Sénat et de l'Orateur de la
Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and
Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnement et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

MINUTES OF PROCEEDINGS

FRIDAY, JANUARY 9, 1981
(64)

[Text]

The Special Joint Committee on the Constitution of Canada met this day at 9:46 o'clock a.m., the Joint Chairman, Senator Hays, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Hays, Lafond, Lapointe, Lucier, Petten, Tremblay and Wood.

Representing the House of Commons: Messrs. Allmand, Baker (*Gander-Twillingate*), Bockstael, Corbin, Crombie, Dionne (*Northumberland-Miramichi*), Epp, Friesen, Hawkes, Henderson, Irwin, Joyal, Mackasey, Maltais, McGrath, Nystrom and Rose.

In attendance: From the Parliamentary Centre: Mr. Peter Dobell, Director; *From the Research Branch of the Library of Parliament:* Messrs. John McDonough and Louis Massicotte, Researchers.

Witnesses: Professor Gil Rémillard, Laval University. *From Denominational Education Committees of Newfoundland:* Archbishop A. L. Penney, Chairman; Bishop M. Mate; Reverend Boyd Hiscock; Pastor Roy King and Mr. James Greene.

Professor Rémillard made a statement and answered questions.

The witnesses from Denominational Education Committees of Newfoundland made statements and answered questions.

On motion of Mr. McGrath, it was ordered,—That the brief of the Denominational Education Committees of Newfoundland be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (*See Appendix "CCC-12".*)

At 3:20 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE VENDREDI 9 JANVIER 1981
(64)

[Traduction]

Le Comité mixte spécial sur la Constitution du Canada se réunit aujourd'hui à 9 h 46, sous la présidence du sénateur Hays (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Hays, Lafond, Lapointe, Lucier, Petten, Tremblay et Wood.

Représentant la Chambre des communes: MM. Allmand, Baker (*Gander-Twillingate*), Bockstael, Corbin, Crombie, Dionne (*Northumberland-Miramichi*), Epp, Friesen, Hawkes, Henderson, Irwin, Joyal, Mackasey, Maltais, McGrath, Nystrom et Rose.

Aussi présents: Du Centre parlementaire: M. Peter Dobell, directeur. *Du Service de recherches de la Bibliothèque du Parlement:* MM. John McDonough et Louis Massicotte, chercheurs.

Témoins: M. Gil Rémillard, Université Laval. *Du Comité de l'éducation confessionnelle de Terre-Neuve:* Archevêque A. L. Penney, président; Évêque M. Mate; Révérend Boyd Hiscock; Pasteur Roy King et M. James Greene.

M. Rémillard fait une déclaration et répond aux questions.

Les témoins du Comité de l'éducation confessionnelle de Terre-Neuve font des déclarations et répondent aux questions.

Sur motion de M. McGrath, il est ordonné,—Que le mémoire du Comité de l'éducation confessionnelle de Terre-Neuve soit joint aux procès-verbal et témoignages de ce jour. (*Voir Appendice «CCC-12».*)

A 15 h 20, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Les cogreffiers du Comité

Richard Prigent

Paul Bélisle

Joint Clerks of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

January 9, 1981

• 0950

[Text]

The Joint Chairman (Senator Hays): We will start our proceedings this morning with Professor Rémillard from Laval University who is one of our expert witnesses.

We are honoured to have you with us and we welcome you, sir.

I am sure that you are familiar with the procedure, and you may proceed.

Mr. Gil Rémillard (Professor, Laval University): I thank you, sir.

Monsieur le coprésident, messieurs et mesdames les députés, messieurs et mesdames les sénateurs, je tiens tout d'abord à vous remercier de cette invitation que vous m'avez faite.

On m'a bien expliqué que c'est une invitation du Comité que je recevais et que un peu comme, si vous me permettez l'expression, dans un mariage, eh bien j'étais l'invité de l'un des conjoints mais que de fait je participais au banquet, si vous voulez, à l'invitation de tous. Alors, n'ayez crainte, je sais que ce n'est pas une fête, je ne participe pas à une fête, mais je voudrais quand même bien que l'on comprenne que je n'ai aucun lien avec quelque parti politique que ce soit et que les présentations que je vous ferai aujourd'hui, je les veux les plus techniques possible et je les veux aussi les plus apolitiques possible.

Je dois vous dire aussi que j'ai été extrêmement impressionné parce que j'ai eu l'occasion hier d'assister à vos débats et j'ai été extrêmement impressionné par le sérieux de votre travail, par la façon dont vous procédez et j'en suis heureux et aussi, croyez-moi, inquiet parce que j'ai vu à quel point les questions que vous posez sont sérieuses et bien à point.

Alors, c'est donc bien modestement que je vous propose quelques réflexions sur cette résolution que vous étudiez présentement, résolution qui se situe au cœur même du problème de notre fédéralisme. Proposition qui est en relation directe avec l'essence de notre fédéralisme en proposant de rapatrier notre Constitution et en proposant une charte des droits et libertés fondamentales, en incluant aussi quelques principes de partage des richesses.

Ce projet de résolution soulève, une fois de plus, la fameuse question dans notre histoire constitutionnelle à savoir quelle est la véritable nature du BNA Act et quelles en sont les conséquences juridiques.

Vous avez devant vous mon mémoire. Je vous prie d'en excuser certains éléments peut-être qui auraient dû être développés mais vous comprendrez que j'ai disposé d'un temps relativement court et étant donné que vous avez, grâce au système administratif extrêmement efficace que vous avez ici, que vous avez ce mémoire devant vous, je me permettrai donc d'en résumer certains éléments que je considère les plus importants quitte ensuite, bien entendu, à répondre à vos questions.

C'est donc dire que, à mon sens, cette résolution met en cause l'essence même de notre fédéralisme en soulevant cette

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le 9 janvier 1981

[Translation]

Le coprésident (sénateur Hays): Notre premier orateur ce matin est le professeur Rémillard de l'Université Laval qui est de nos témoins experts.

Votre présence ici ce matin, monsieur, nous honore. Soyez le bienvenu.

Je suis certain que vous connaissez la procédure. Vous pouvez commencer.

M. Gil Rémillard (professeur, Université Laval): Merci, monsieur.

Mr. Joint Chairman, honourable members of the House and Senate, first of all I would like to thank you for your invitation.

It was explained to me that this invitation is being extended by the committee. It is as if, so to speak, I were invited by one member of a married couple but, since I am invited to a banquet, I am there at the invitation of all those present. Be reassured, I know this is not a banquet, I know I am not participating in a banquet but I would like it to be understood that I have absolutely no links with any political party whatsoever and that I wish my presentations today to be as technical as possible while being as a political as possible.

I must say that I was extremely impressed, having had the opportunity to attend your debates yesterday, by the serious work you are doing and by the manner in which you are proceeding. I must say that I am pleased, but I am also worried, because I know how serious but also appropriate are the questions you are examining.

Therefore, it is in all modesty that I will reflect on the resolution you are presently studying, which is at the very heart of the problem of our federalism. This resolution is directly related to the basis of our federalism since it proposes to patriate our constitution, to entrench a charter of basic rights and freedoms and to include certain resource sharing principles.

This proposed resolution raises, once more, a familiar question in our constitutional history, that is, what is the real nature of the BNA Act and what are its legal ramifications.

You have my brief before you. Please forgive me for not having developed certain aspects but you must understand that I had very little time in which to do it and since the extremely efficient administrative system you have here has allowed me to submit this brief to you, I will take the liberty of summarizing those aspects I consider to be the most important and then, of course, I will endeavour to answer your questions.

As I said, I believe that the proposed resolution challenges the very basis of our federalism since it raises the familiar

[Texte]

fameuse question, à savoir quelle est la nature de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord de 1867.

Pour répondre à cette question il est nécessaire, tout d'abord, de faire un petit rappel historique. Il faut se rappeler qu'en 1864, lors de la conférence de Charlottetown et de la conférence de Québec qui a suivi, et de la conférence de Londres, les Pères de la Confédération ont fait un travail admirable. Il faut rendre hommage à ces hommes politiques qui ont su surmonter leurs intérêts particuliers, leurs intérêts divergentes pour créer en fonction d'un intérêt national qu'ils ont pu cerner fort justement, qui ont pu créer ce nouveau pays le Canada.

C'est un compromis très difficile que les pères de la Confédération ont réalisé. Ils devaient faire face à une situation politique, économique et même militaire très difficile, très complexe. Ils ont su réaliser un excellent compromis, l'Acte de l'Amérique britannique du Nord de 1867 pour les circonstances qui existaient à cette époque peut être considéré comme un très bon compromis alors que l'Ontario, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick voyaient la possibilité de développer leur économie en créant un marché commun, la Province de Québec voyait là une autre étape vers l'évolution de l'expression de son particularisme, de son phénomène national.

Cependant, il faut bien comprendre que si l'Acte de 1867 est un compromis comme d'ailleurs nos cours de justice, que ce soit la Cour Suprême ou le Comité judiciaire du Conseil privé, l'ont confirmé à maintes reprises, même si c'est un pacte, un pacte qui a été convenu surtout à la conférence de Québec où les Pères de la Confédération, après des libérations ardues, en sont venus à accepter 72 résolutions. Soixante-douze résolutions qui sont, à toutes fins pratiques, à la base même de notre fédéralisme, à la base même de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord que nous connaissons actuellement.

Ces 72 résolutions ont été reprises et augmentées ensuite à la Conférence de Londres, elles ont été ensuite rédigées par Lord Tring, rédacteur anglais, sous une forme législative mais il demeure que essentiellement les 72 résolutions négociées à Québec sont à la base même de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord de 1867. C'est donc un pacte, c'est donc un compromis. Cependant, comme les Pères de la Confédération ne faisaient pas là, en créant ce nouveau pays, ne faisaient pas là acte d'indépendance comme l'avaient fait, par exemple, les voisins du sud, les États-Unis d'Amérique. Il ne s'agissait pas pour les Pères de la Confédération de mettre fin au lien colonial. Il s'agissait simplement de remodeler, de refaire la structure politique d'une colonie en créant le Dominion du Canada.

C'est donc dire que l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, tout en créant un nouveau pays, le Canada, comprenant originalement quatre partis, c'est-à-dire la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, l'Ontario et le Québec et en joignant aussi deux peuples, les Canadiens-français et les Canadiens-anglais, demeurerait quand même une loi anglaise et la conclusion qui s'impose dans ce cas-là c'est tout simplement que l'Acte de l'Amérique britannique du Nord de 1867 est essentiellement, matériellement un compromis, un pacte mais formellement c'est une loi du Parlement de Westminster,

Voilà, en quelque sorte, le fondement des problèmes que nous avons aujourd'hui. Nos problèmes d'amendements, nos

[Traduction]

question, what is the nature of the British North America Act of 1867?

To answer this question, we must look back at history. We must remember that in 1884, at the Charlottetown Conference, the Quebec conference that followed and the London conference, the Fathers of Confederation did a wonderful job. We must pay tribute to these politicians who were capable of overcoming their interests and their differences for a national cause that they defined very well in order to create a new country, Canada.

This was a very difficult compromise for the Fathers of Confederation to achieve. The political, economic and military situation was very difficult and complex. They were able to achieve an excellent compromise, the British North America Act of 1867, which, under the circumstances that existed at the time, can be considered as an excellent compromise while Ontario, Nova Scotia, and New Brunswick were studying the possibility of developing their economy by creating a common market and Quebec interpreted it as another step towards the expression of her own identity, her own national existence.

However, it must be understood that the 1867 act is a compromise, as was confirmed on many occasions by the Supreme Court and the Legal Committee of the Privy Council; it is a pact, that was mainly accepted during the Quebec conference where the Fathers of Confederation, after lengthy debates, finally accepted 72 resolutions. The 72 resolutions are, to all intents and purposes, at the very basis of our federalism and of the existing British North America Act.

The 72 resolutions were discussed and amplified at the London conference and put in legislative form by the English drafter, Lord Tring, but it remains nonetheless that the 72 resolutions which were negotiated at Quebec formed the very basis of the British North America Act of 1867. Therefore, this act is a pact and a compromise. However, as the Fathers of Confederation were not acting independently when they created this new country as did their neighbours to the south, the United States of America, they did not intend to sever the colonial ties. They only intended to modify the political structure of the colony by creating the Dominion of Canada.

Therefore, even if the British North America Act created a new country, Canada, consisting initially of four provinces, that is Nova Scotia, New Brunswick, Ontario and Quebec and joined two people, the French Canadians and the English Canadians, the BNA Act remained nonetheless an English law. This means that the British North America Act of 1867 is essentially and practically a compromise and a pact but officially, it remains an act of the Westminster Parliament.

This, then, is the historical origin of the problems we are experiencing today. The amendment and patriation problems

[Text]

problèmes de rapatriement viennent de cette double nature de l'Acte de 1867. L'Acte de 1867 qui est à la fois un pacte et à la fois une loi du Parlement anglais.

Le problème c'est que dans ce compromis intéressant que les Pères de la Confédération ont négocié en 1867, il appert quand même qu'il y a une grave lacune. Cette lacune c'est qu'on ne trouve pas de formule d'amendement. Il n'y a pas d'éléments qui pourraient nous permettre d'élaborer selon le texte même de l'Acte de 1867 une formule d'amendement.

Bien sûr il y a cette possibilité pour les Provinces, selon l'article 92.1 qui permet aux Provinces de modifier leur Constitution si ce n'est la charge de Lieutenant-gouverneur. Mais on ne retrouve à aucun endroit dans l'Acte une possibilité pour le Gouvernement fédéral de modifier sa Constitution ou encore pour répartie pour les intervenants, les Provinces et le Gouvernement fédéral, de modifier les éléments fédératifs de ce compromis négocié en 1867. C'est une lacune extrêmement importante. C'est une lacune extrêmement importante parce que dans toute constitution, qu'elle soit unitaire ou fédérative, il est extrêmement important de penser et d'élaborer une formule d'amendement qui pourra permettre à ce contrat social qu'est toute constitution d'évoluer, de s'adapter aux circonstances qui pourront changer dans l'évolution du contexte social de cette société.

Il est impossible de rédiger une constitution une fois pour toutes et lorsqu'on rédige une constitution il faut avoir à l'esprit qu'un jour il faudra la modifier. Lorsque les Pères de la Confédération ont écrit la Constitution en 1864, 1865, 1866 et 1867, probablement qu'ils étaient très peu portés à croire qu'on marcherait sur la lune et qu'on pourrait communiquer comme nous communiquons aujourd'hui par la télévision, les micros, enfin tout le système électronique que nous connaissons. C'est donc une lacune extrêmement importante dans notre Constitution qu'il n'y ait pas de formule d'amendement de prévue et c'est une lacune qui a causé des problèmes au lendemain même de la sanction de l'Acte de 1867.

On s'est demandé, alors, pourquoi les Pères de la Confédération canadienne n'avaient pas inclus de formule d'amendement dans ce compromis de 1867. Eh bien, probablement qu'on peut dire que c'est parce que les Pères de la Confédération et les législateurs anglais aussi croyaient alors qu'en vertu de la souveraineté parlementaire, l'Acte de 1867 étant une loi anglaise, seule une autre loi anglaise pourrait l'amender. Et c'est pour ça que nous ne retrouvons pas de formule d'amendement dans notre Constitution alors que lorsqu'on créera le Dominion d'Australie on aura déjà une expérience à ce niveau-là et là, bien, on pourra inclure, on inclura dans la Constitution d'Australie une formule d'amendement comme vous le savez. Mais le Canada ayant été, si vous voulez, en quelque sorte le modèle, eh bien on l'a cru, à ce moment-là, qu'il faudrait demander au Parlement de Westminster pour amender une loi qu'il avait déjà faite et il faut dire que c'était très logique et en conformité avec la conception qu'on avait à ce moment-là de la souveraineté du Parlement. Cependant, le problème demeurait entier et vous savez très bien qu'il s'est posé de nombreux problèmes à savoir comment peut-on amender les éléments tant fédéraux que fédératifs de l'Acte de

[Translation]

stem from the double nature of the 1867 act, which is at the same time a pact and an act of the English Parliament.

The problem is that this interesting compromise that the Fathers of Confederation negotiated in 1867 contains some serious deficiencies. It contains no amending formula and no mechanisms that would allow us to derive an amending formula from the actual text of the 1867 act.

Of course, Section 92.1 allows the provinces to amend any part of their constitution, except the provisions concerning the Office of the Lieutenant Governor. But nowhere does the act allow the federal government to amend its constitution or the provinces and the federal government to amend the federative aspects of the compromise negotiated in 1867. This is a very serious deficiency. Because any constitution, whether unitarian or federative, must contain an amending formula that will allow it to evolve and to adapt to circumstances which change the evolution of the social climate.

It is impossible to draft a constitution once and for all. Sooner or later, it will have to be amended. When the fathers of confederation drafted the constitution in 1867, 1865, 1866 and 1867 they could never have imagined that man would one day land on the moon or the existing means of communication, such as television, microphones and other electronic equipment. Therefore, the lack of an amending formula in our constitution is a very serious discrepancy that created problems the very day after the act was passed in 1867.

Some people wondered, then, why the Canadian fathers of Confederation did not include an amending formula in their 1867 compromise. Well, we believe that the fathers of Confederation and the English parliamentarians believed that because of the sovereignty of Parliament, since the 1867 act was an English law, only another English law could amend it. This is why there is no amending formula in our constitution while the Australian constitution contains one, because the Australians had learned from our experience when they created the Dominion of Australia. But since Canada was a kind of prototype, at least this is what was believed at the time, we must ask the Parliament of Westminster to amend what is one of its own laws. You must remember that this was very logical at the time and consistent with the concept that existed at the time of the sovereignty of Parliament. However, the problem was never solved and you are aware that the amending of the federal as well as federative elements of the 1867 act created many problems. Je crois qu'il est très important de faire cette distinction entre un amendement fédéral, c'est-à-dire un amendement qui concerne le gouvernement fédéral et un amendement fédératif, c'est-à-dire un amendement qui se rapporte au

[Texte]

1867. And I think it is really important to make this distinction between a federal amendment, a federal amendment in relation with the federal Government and a federative amendment, a federative amendment in relation with the compromise pact, with the BNA Act in relation with the federal-provincial relations. That distinction is really fundamental to understand in its real dimension the problem we are discussing now.

Lorsqu'en 1931, à la suite de la demande canadienne le Parlement anglais accepta de donner pleine souveraineté du Canada, de faire du Canada un pays vraiment souverain par le Statut de Westminster, eh bien les Provinces canadiennes et surtout l'Ontario et le Québec ont craint qu'en ayant sa pleine souveraineté et n'ayant pas réussi à s'entendre sur une formule d'amendement, qu'à ce moment-là le Parlement canadien puisse modifier à sa guise les éléments les plus essentiels du pacte de 1867.

A une conférence fédérale-provinciale tenue au mois d'octobre, si ma mémoire est bonne, 1931, on en est venu à un compromis. Le compromis, c'était de demander à Londres de promulguer le Statut de Westminster mais avec cette restriction à l'effet que les Actes de l'Amérique du Nord britannique demeurent de la compétence de la souveraineté du Parlement anglais.

Il faut bien s'entendre sur la réelle nature de cette exception. Il faut comprendre que cette exception a été demandée au Gouvernement anglais par une résolution présentée en Chambre alors par le premier ministre Bennett et, résolution qui faisait suite à une conférence fédérale-provinciale où on s'était entendu sur ce point et dans ce sens. Il faut bien comprendre que le Statut de Westminster est une entente fédérale-provinciale. L'article 7.1 du Statut de Westminster est la conséquence d'une entente fédérale-provinciale.

D'autre part, il faut comprendre aussi que ce Statut de Westminster, bien que formellement il soit une loi du Parlement anglais, le Statut de Westminster demeure un traité international. Le Gouvernement canadien, le Canada était déjà souverain, effectivement, avant 1931. Le Statut de Westminster est venu en quelque sorte confirmer juridiquement un état de chose qui existait bien avant. Il faut comprendre qu'en 1924 le Canada avait déjà signé son premier traité international avec les États-Unis sans l'assentiment de Londres.

Donc, c'est une confirmation, tout simplement, formelle, de cette souveraineté que le Parlement canadien détenait déjà et en ce sens on doit bien comprendre le Statut de Westminster comme étant un traité international entre deux états souverains, deux gouvernements souverains, le Canada et le Gouvernement du Royaume-Uni.

A la suite de ce traité de Westminster, le problème, quand même, demeurait entier et je dois dire qu'il était plus compliqué encore puisqu'à ce moment-là le Gouvernement canadien n'avait pas plus le pouvoir d'amender sa propre Constitution comme le possèdent les Provinces, comme vous le savez, excepté la charge de Lieutenant-gouverneur et, d'autre part, eh bien il y avait ces exceptions, ce pouvoir qui demeuraient toujours aux mains du Parlement de Westminster mais qui, quand même, étaient assez vagues, assez ambiguës. On peut parler de cette distinction que je faisais tout à l'heure entre les

[Traduction]

pacte de compromis et aux dispositions de l'AANB qui portent sur les relations fédérales-provinciales. Cette distinction est essentielle si nous voulons comprendre la gravité du problème dont nous discutons.

When the English Parliament agreed in 1931 to grant complete sovereignty to Canada and to make of Canada a fully sovereign nation by the Statute of Westminster, Canadian provinces, particularly Ontario and Quebec, feared that if Canada became a fully sovereign nation without having been able to agree on an amending formula, the Canadian Parliament would then have a free hand to amend the most essential elements of the 1867 pact.

During a Federal-Provincial Conference held in October 1931, if my memory serves me right, a compromise was achieved. London would be asked to promulgate the Statute of Westminster, with the proviso restriction that the British North America Act remain within the jurisdiction of the English Parliament.

The real meaning of this exception must be understood. It was requested of the English government by means of a resolution submitted in the House by the then Prime Minister Bennett following a Federal-Provincial Conference where this was agreed to. The Statute of Westminster is a federal-provincial agreement. Article 7.1 of this statute is the result of a federal-provincial agreement.

On the other hand, even if the Statute of Westminster is an act of the English Parliament, it remains an international treaty. The Canadian Government, that is, Canada, was already sovereign before 1931. The Statute of Westminster only serves to confirm legally a situation that existed long before it was passed. It must be remembered that in 1924, Canada had already signed its first international treaty with the United States, without the consent of London.

Therefore, this statute only served to confirm officially the already existing sovereignty of the Canadian Parliament. This is why it is considered to be an international treaty between two sovereign states, two sovereign governments, that is Canada and the Government of the United Kingdom.

The treaty of Westminster had still not solved the problem and I believe that it was even more complicated then since at that time, unlike the provinces the Canadian government did not have the power to amend its own Constitution, whereas the provinces were free to do so except as regards the provisions relating to the office of the lieutenant governor. On the other hand, there were these exceptions, this power that still remained in the hands of the Westminster Parliament, even though they were quite vague and ambiguous; remember the distinction I already made between the federal and the federative

[Text]

éléments fédéraux et les éléments fédératifs et ça s'exprime très bien théoriquement, mais lorsqu'on veut les appliquer, il se peut que ce soit beaucoup plus difficile. Quand un élément est-il véritablement en relation avec les relations fédérales-provinciales? Quand regarde-t-il seulement le Gouvernement du Canada et le meilleur exemple de cette situation, de cette difficulté c'est la décision de la Cour Suprême dans l'affaire du Sénat, l'avis de la Cour Suprême dans l'affaire du Sénat où il faut dire, il faut le dire, à la surprise de la très grande majorité des observateurs la Cour Suprême en est arrivée à la conclusion, conclusion fort heureuse selon moi, que le Sénat était un élément essentiel de ce pacte de 1867 et que dans ces éléments fédératifs il demeurerait de la compétence du Parlement de Westminster et que, par le fait même, le Gouvernement canadien ne pouvait l'amender unilatéralement. Mais, cette ambiguïté résultant de l'application de l'article 7.1 du Statut de Westminster est venue en quelque sorte, a été précisée en quelque sorte en 1949 lorsque monsieur St-Laurent a procédé au rapatriement partiel de la Constitution sans consulter les Provinces mais quand même en prenant bien soin d'inclure dans cet amendement très important pour l'avenir du fédéralisme canadien, en prenant bien soin d'inclure dans ce pouvoir d'amendement du Gouvernement fédéral d'amender sa propre Constitution, cinq catégories de sujets.

En 1949, donc, le Gouvernement canadien recevait un pouvoir semblable à celui que possédaient déjà les Provinces de par l'article 92.1 avec, cependant, cinq catégories de sujets et c'est un élément extrêmement important parce qu'il ne s'agit pas d'une liste exhaustive de sujets qui ne peuvent être amendés unilatéralement par le Gouvernement fédéral mais bien de domaines de législation, de catégories qui ne peuvent être amendées seulement par le Gouvernement fédéral mais bien par le Parlement anglais. C'est dans ce sens que l'a interprété cet article 91.1, c'est dans ce sens que l'a interprété la Cour Suprême dans son avis sur le Sénat.

La Cour Suprême, dans cet avis, en est arrivée à la conclusion que le Sénat était un élément fédératif de notre Constitution et si on suit ce jugement, si on suit ce raisonnement de la Cour Suprême, on pourrait dire que probablement le Lieutenant-gouverneur des Provinces est un élément fédératif aussi. On pourrait dire également que le Gouverneur-général est un élément fédératif.

Donc, il faut comprendre que ces cinq catégories de sujets sont quand même d'implication qu'on peut considérer comme large tout dépendant de la conception que le tribunal peut se faire du pacte de 1867. Ces cinq catégories donnent aux interprètes de notre Constitution, à la Cour Suprême, un très large pouvoir discrétionnaire d'interprétation quant au pacte de 1867.

C'est donc dire qu'à la suite de cet amendement de 1949 la Province peut faire des amendements à sa Constitution sauf en ce qui regarde la charge de Lieutenant-gouverneur. Le Gouvernement fédéral peut modifier sa Constitution sauf en ce qui regarde ces cinq catégories de sujets énumérées à 91.1 et quant à ces exceptions qui ressortent de l'article 91.1, eh bien nous devons, à ce moment-là, aller au Parlement de Westminster pour demander ces amendements.

[Translation]

elements which is very easy to explain in theory but difficult to apply in practice. When does a provision truly relate to federal-provincial relations and when does it concern only the Government of Canada? The best example of this difficulty is the decision rendered by the Supreme Court concerning the Senate. This decision surprised the great majority of Supreme Court observers in that it is based on the conclusion, which I believe to be very appropriate, that the Senate constitutes an essential element of the 1867 pact and that among the federative elements, it remains within the jurisdiction of the Westminster Parliament, which meant that the Canadian Government could not amend it unilaterally. But this ambiguity resulting from the application of Section 7.1 of the statute of Westminster was clarified in 1949 when Mr. St-Laurent proceeded with the partial patriation of the constitution without consulting the provinces, while being very careful to include five categories of subjects in this very important amendment for the future of Canadian federalism, that is the power of the federal government to amend its own constitution.

Therefore in 1949, the Canadian government received a power similar to that which Section 92.1 already conferred on the provinces containing, however, five categories of subjects. This is very important because it is not an exhaustive list of subjects which can be amended unilaterally by the federal government but legislative fields or categories which cannot be amended by the federal government alone but by the English Parliament. This is the interpretation that was given to this section by the Supreme Court in its ruling on the Senate.

In this ruling, the Supreme Court concluded that the Senate was a federative element of our Constitution. If you follow this logic, the Lieutenant Governors of the provinces, as well as the Governor General, are probably also federative elements.

Therefore, the implications of these five categories of subjects is still quite significant, depending on the legal interpretation that is given to the 1867 pact. These five categories confer on the interpreters of our constitution, that is the Supreme Court, a very wide discretionary power of interpretation as regards the 1867 pact.

Therefore, under the 1949 amendment, the provinces can amend their constitution, except as regards the Office of Lieutenant Governor. The federal government can amend its constitution, except as regards the five categories of subjects listed under Section 91.1. These exceptions must be amended by the Parliament of Westminster.

[Texte]

C'est donc dire que d'une façon générale nous devons en tirer les conclusions légales qui s'imposent et que vous retrouvez à la page 27 de mon mémoire et dans la version anglaise à la page 24 de mon mémoire.

La première conclusion, à mon sens, qui s'impose de cette situation sommaire du problème de l'amendement, c'est tout d'abord un simple rapatriement de la Constitution confirmant la règle de l'unanimité comme formule d'amendement ne soulève, à mon sens, aucun problème juridique. A la page 24 de la version anglaise vous avez ces conclusions, à la page 27 dans la version française.

Rien, à mon sens, n'empêche le Parlement canadien de procéder unilatéralement au rapatriement de la Constitution à condition que l'on prenne soin de conserver la règle de l'unanimité.

Je ne dis pas que politiquement ces gestes seraient heureux mais je dis juridiquement il me semble que ça serait inattaquable. Les Provinces pourraient en tirer un certain bénéfice parce qu'en procédant de cette façon, le Gouvernement fédéral, le Parlement canadien confirmerait législativement et juridiquement la règle de l'unanimité pour modifier les actes fédératifs de l'Acte de 1867.

Cependant, politiquement, évidemment, vous connaissez les problèmes que ça peut poser.

Deuxième conclusion, c'est à la suite de l'avis de la Cour Suprême sur le Sénat. Il est maintenant établi que le Parlement canadien ne peut, en vertu de l'article 91.1 de l'Acte de 1867, modifier les éléments essentiels fédératifs du compromis de 1867.

Troisième conclusion, ces éléments fédératifs de même que ceux énumérés à l'article 91 de l'Acte de 1867, doivent être amendés par le Parlement du Royaume-Uni.

Quatrième conclusion, l'amendement de ces éléments fédératifs doit se faire par le Parlement du Royaume-Uni sous la forme législative à la suite d'une demande en ce sens au gouvernement anglais par le gouvernement canadien.

Cinquième conclusion, le gouvernement canadien doit saisir le gouvernement anglais de sa demande par une résolution votée par les deux chambres législatives, le Sénat et la Chambre des communes.

Sixième conclusion, cette résolution du parlement fédéral demandant à Londres d'amender un élément fédératif du pacte de 1867 doit être approuvée par toutes les Provinces, selon des conventions et coutumes dûment établies.

Maintenant, en fonction de ce tableau constitutionnel concernant le problème de l'amendement, comment pouvons-nous situer la résolution concernant la Constitution du Canada que vous étudiez présentement?

Il me semble tout d'abord évident que cette résolution en proposant une formule d'amendement ou des possibilités, en tous cas, pour en arriver à une formule d'amendement, en proposant une charte des droits et libertés, en proposant des principes de partage des richesses, il m'apparaît évident que cette résolution est relative à des éléments fédératifs de l'Acte de 1867, c'est-à-dire qu'elle est relative au partage des compé-

[Traduction]

The general legal conclusions stemming from all this are contained on page 27 of the French version of my brief and on page 24 of the English version.

In my opinion, the first conclusion to be drawn from this summary description of the problem relating to the amending formula is that no legal problem would arise if the constitution were simply patriated and the rule of unanimity as regards the amending formula, confirmed. These conclusions are contained on page 24 of the English version and page 27 of the French version.

There is nothing to prevent the Canadian Parliament from proceeding with the patriation of the constitution, provided the rule of unanimity is observed.

I do not suggest that this would be wise from the political point of view but, legally, it cannot be faulted. It would be advantageous for the provinces because by proceeding in this way, the federal government, through the Canadian Parliament, would legislatively and legally confirm the rule of unanimity as regards the amendment of the federative elements of the 1867 act.

However, you are well aware of the political implications of such a measure.

My second conclusion concerns the Supreme Court ruling on the Senate. It has now been established that the Canadian Parliament cannot, under Section 91.1 of the 1867 act, amend the essential federative elements of the 1867 compromise.

Thirdly, these federative elements as well as those listed under Article 91 of the 1867 act, must be amended by the Parliament of the United Kingdom.

The fourth conclusion is that these federative components must be amended by the Parliament of the United Kingdom through the legislative process, as a result of a request from the Canadian government to the British government.

The fifth conclusion is that the Canadian government must submit its request to the British government by way of a resolution voted by the two legislative bodies, that is the Senate and the House of Commons.

The sixth conclusion is that this resolution from the Canadian Parliament requesting that London amend the federative components of the 1867 Act must be approved by all the provinces, according to duly established procedures and customs.

Now, how does the resolution you are presently considering on the Constitution of Canada fit into this constitutional picture concerning the amendment problem?

It seems obvious that this resolution, which suggests an amendment formula or alternatives for an amendment formula, as well as a charter of rights and freedoms and resource-sharing principles, concerns federative components of the 1867 Act. It concerns the distribution of legislative powers, it involves federal-provincial relations, and it is fundamentally related to what brought the Fathers of Confederation, in 1864,

[Text]

tences législatives, qu'elle est relative aux relations fédérales-provinciales, qu'elle est relative fondamentalement en ce qui a fait en sorte qu'en 1864, en 1865, en 1866 les Pères de la Confédération en sont arrivés aux compromis qu'ils ont faits pour créer ce nouveau pays, le Dominion du Canada.

En fonction de cette considération, nous devons en arriver à deux conclusions juridiques. Un tel projet de résolution doit être absolument sanctionné par le parlement anglais par la voie législative, c'est-à-dire par une loi.

Deuxièmement, un tel projet d'amendement doit être communiqué au gouvernement anglais après avoir reçu l'assentiment de toutes les Provinces, selon les conventions et coutumes établies.

Il est évident, messieurs, mesdames, que la première condition sera remplie puisque cette résolution que vous étudiez actuellement est en quelque sorte la demande que le Parlement canadien fera au gouvernement anglais qui, lui, eh bien, soumettra à son parlement une loi.

Le problème, évidemment, se situe au niveau de la deuxième condition, c'est-à-dire ce besoin, cette nécessité d'avoir l'assentiment de toutes les Provinces pour procéder en ce sens.

Comment peut-on situer à l'intérieur de notre droit constitutionnel, comment peut-on situer cette règle de l'unanimité? Cette règle de l'unanimité nous vient d'une façon de procéder qui a été établie depuis le début de notre Confédération en 1867.

Il faut bien comprendre qu'à quelques occasions le gouvernement fédéral a amendé ou demandé d'amender la Constitution dans certains éléments qui pouvaient regarder, qui pouvaient toucher les relations fédérales-provinciales sans vraiment l'assentiment des Provinces. Je pense, par exemple, à ce cas de 1943 où le pays était en guerre. Monsieur Mackenzie King a voulu amender la Constitution pour modifier l'article 51 de la Constitution qui l'obligeait à refaire, si vous voulez, le partage des sièges selon chaque province au niveau de la Chambre des communes selon le dernier recensement. Étant donné la situation difficile que vivait le Canada, monsieur Mackenzie King a alors demandé au parlement anglais de modifier l'article 51 pour lui permettre de passer outre à cette obligation et le gouvernement québécois s'est objecté, s'est objecté énergiquement à cette modification, et il est intéressant de noter à ce moment-là que monsieur Duplessis, probablement dans l'un de ses discours les plus intéressants, les plus flamboyants avait réussi à persuader monsieur Godbout, alors premier ministre du Québec, de voter une résolution commune des deux Chambres pour demander à Londres de ne pas accepter cet amendement et vous savez comme moi quand même qu'on avait procédé à cet amendement et que le gouvernement anglais avait refusé de s'immiscer dans les questions internes du pays.

Il faut comprendre aussi qu'en 1909 le gouvernement Laurier a voulu changer les subventions fédérales-provinciales et que la Colombie-Britannique s'est objectée à ce changement. Encore là, Londres a procédé avec un petit changement parce que le gouvernement de monsieur Laurier voulait inclure que cette modification se faisait d'une façon définitive et pour toujours; alors on a dit, c'est contraire à la souveraineté

[Translation]

1865 and 1866, to the compromises which led to the birth of a new country, the Dominion of Canada.

Two legal conclusions can be drawn from this. It is absolutely essential that the proposed resolution be approved through an Act of the British Parliament.

The second conclusion is that the proposed amendment can only be submitted to the British government after it has been approved, according to established procedures and customs, by all the provinces.

It is obvious, ladies and gentlemen, that the first requirement will be met since the resolution that you are presently considering is the request to be submitted by the Canadian Parliament to the British government who, in turn, will put an Act before their Parliament.

The problem obviously, stems from the second requirement, that is the need for a consensus among the provinces.

Where, within our constitutional law, does this need for unanimous consent come from? This need for unanimous consent is based on a procedure established from the very beginning of our Confederation in 1867.

It must be realized that in a few instances the federal government has made or requested, without full consent of the provinces, amendments to certain aspects of the Constitution that could affect federal-provincial relations. There was such a case for example, in 1943, when the country was at war. Mr. Mackenzie King wanted to amend Section 51 of the Constitution which called for a redistribution, based on the latest census, of the number of seats held by each province within the House of Commons. Because of the difficult situation Canada was in, Mr. Mackenzie King requested that the British Parliament amend section 51 to allow him to waive the obligation. The government of Quebec strongly objected to the amendment, and it is interesting to note that Mr. Duplessis, in what was probably one of his most interesting and colourful addresses, managed to persuade Mr. Godbout, then Premier of Quebec, to vote a joint resolution of both Houses to request London not to accept the proposed amendment. As you know, the amendment was nonetheless carried through and the British Government refused to interfere in our internal affairs.

You may also recall that in 1909, the Laurier government wanted to change federal-provincial subsidies and that British Columbia objected. Again, London made a small change, but the Laurier government wanted the change to be definitive and permanent. This last aspect was deemed contrary to parliamentary sovereignty and removed, but the fact remains that an amendment was made and in some cases, as in 1949, when the

[Texte]

parlementaire, on a enlevé cette petite réserve mais il demeure quand même qu'on a procédé et, dans certains cas, comme en 1949, par exemple, lorsqu'on a fait le rapatriement partiel de la Constitution, on a amendé la Constitution dans certains éléments fédératifs parce que permettre au gouvernement fédéral de modifier sa propre Constitution, il est certain qu'on touche à ce moment-là beaucoup d'éléments du pacte fédératif, et on l'a fait sans consulter les Provinces.

Cependant, il faut bien comprendre que lorsqu'on a voulu modifier le partage des compétences législatives d'une façon directe en 1940 pour l'assurance-chômage, en 1954, 1955 et 1956 pour les questions de sécurité sociale, de pension de vieillesse, les trois fois qu'on a touché directement au partage des compétences législatives, on l'a fait avec l'assentiment des Provinces, et c'était conforme.

C'était conforme à la pensée qu'on a toujours eue de notre fédéralisme. C'était conforme à cette conférence fédérale-provinciale qu'on a tenue en 1931 dont je vous ai parlé tout-à-l'heure, au mois d'octobre 1931 lorsqu'on a discuté du Statut de Westminster et qu'on a dit que justement pour ces éléments fédératifs on devrait aller à Londres. Pourquoi? Parce que l'on jugeait à ce moment-là que ces éléments devaient être faits à l'unanimité des Provinces et du gouvernement fédéral, sans cela pourquoi, pourquoi aurait-on excepté du gouvernement fédéral ce pouvoir d'amender ces éléments fédératifs?

C'est donc dire qu'à mon sens cette résolution pourrait être déclarée par les tribunaux illégale. Elle pourrait être déclarée illégale parce que cette résolution est certainement en relation sous plusieurs aspects avec des éléments fédératifs tels que définis par la Cour Suprême dans l'avis sur le Sénat et que, en fonction de cet aspect fédératif de cette résolution, une demande d'amendement à Londres doit être faite avec l'assentiment de toutes les parties selon les conventions et coutumes qui s'appliquent dans notre droit constitutionnel.

Maintenant, brièvement, messieurs, j'aimerais vous souligner quand même qu'il ne faut pas simplement situer le problème que peut poser cette résolution dans la stricte légalité, dans le strict juridisme positif. Il demeure quand même qu'il faut regarder sous l'angle de la légitimité ce geste essentiel, fondamental que le Parlement canadien s'apprête à poser pour le fédéralisme canadien et on doit s'interroger très sérieusement sur le mandat que vous avez, sénateurs et députés, pour modifier ainsi un contrat social, une constitution, un pacte.

Peut-on dire que des parlementaires peuvent changer, peuvent modifier une constitution sans en avoir reçu expressément de leurs électeurs soit la possibilité dans la Constitution, soit le mandat exprès par une élection, un référendum, en fait tout moyen pour que le peuple puisse exprimer sa volonté.

Je crois qu'il est assez évident qu'une constitution n'est pas seulement la structure juridique d'un état. C'est aussi un contrat social. C'est ce contrat en vertu duquel des individus acceptent de se départir de leur liberté, acceptent de se départir de la pleine jouissance de leur liberté pour poursuivre un but commun et acceptent ces conditions à la condition évidemment qu'on leur donne une structure juridique qui apparaît dans la Constitution.

[Traduction]

Constitution was partially patriated, certain federative components of the Constitution were amended, since allowing the federal government to amend its own Constitution invariably involves many components of the federative pact, and this was done without consulting the provinces.

However, it must be understood that when decided to directly amend the distribution of legislative authority, in 1940 for unemployment insurance purposes and in 1954, 1955 and 1956 for social security and old age pensions, the only three cases which directly affected the distribution of legislative powers, the amendments were approved by the provinces and were therefore in order.

This is in accordance with the concept we have always had of our federalism. It also agreed with the federal-provincial conference held in October, 1931, which I mentioned earlier, during which the Statute of Westminster was discussed and it was decided that the federative components should be settled by London. Why? Because it was felt then that these components should be unanimously agreed upon by the provinces and the federal government. Why else would the authority to amend those federative components have been withheld from the federal government?

Because of this, I believe this resolution might be found illegal by the courts, since it concerns several of the federative components as defined by the Supreme Court in its ruling regarding the Senate. That is why a request for an amendment submitted to London must be approved by all the parties concerned, according to the rules and traditions of our constitutional law.

Gentlemen, I would now like to briefly point out that the problem with this resolution must not be viewed solely from the legal point of view. We must consider the legitimacy of this basic and fundamental action which the Parliament of Canada is about to take in the interest of Canadian federalism, and we must seriously examine whether you, Senators and members of Parliament, have the authority to change our constitution in this way.

Can Senators and members of Parliament change the constitution without an explicit mandate provided to that effect either in the Constitution or through an election, a referendum, or any other means by which the people can express their wishes.

I believe it is fairly obvious that a constitution is not only the legal backbone of a country. It is also a social contract, whereby individual freedom is relinquished in the pursuit of a common goal, provided, of course, that a legal structure be included in the Constitution.

[Text]

En guise de conclusion, je voudrais quand même vous dire que je ne suis pas pessimiste quant à la situation que nous vivons actuellement. Bien au contraire, à mon sens, l'échec de la conférence d'Ottawa de septembre dernier est pour moi un signe de vigueur de notre fédéralisme. Il est tout-à-fait normal et sain dans un régime fédératif que les forces centralisatrices et décentralisatrices, que les forces fédéralistes, que les Provinces puissent s'affronter pour établir un juste équilibre.

Évidemment, il faut bien comprendre, et je sais très bien que vous en êtes conscients, que le Canada ne peut pas se payer bien longtemps le luxe d'un tel débat constitutionnel, qu'il faut en arriver à une entente mais à mon sens ce qui est important, c'est la réforme constitutionnelle et il me semble que sur le strict plan légal le rapatriement de la Constitution est un faux problème, dans la mesure où nous décidons de réécrire une nouvelle Constitution, dans la mesure où nous décidons de refaire un nouveau pacte, et c'est la décision, je crois, qui a été prise jusqu'à l'échec de la conférence d'Ottawa en septembre dernier.

Si on regarde les douze sujets qui étaient à l'agenda, je devrais dire les quatorze sujets puisqu'on en a ajouté après, qui étaient à ce moment-là à l'agenda des premiers ministres, on se rend compte que c'est, à toutes fins pratiques, toute notre Constitution qu'on voulait re-écrire. Dans la mesure où on veut refaire notre Constitution, légalement je ne vois aucune obligation de retourner devant le parlement anglais pour rapatrier la Constitution. Nous n'avons qu'à nous entendre entre nous à rédiger ce nouveau contrat social, à rédiger ce nouveau pacte et nous n'avons nullement besoin d'aller à Londres. Nous avons besoin d'aller à Londres dans la mesure où nous voulons seulement remplacer certaines parties de notre Constitution. Dans la mesure où nous ne voulons pas refaire cette réforme constitutionnelle qui est nécessaire, dans ce cas, lorsque nous voulons aussi toucher à la règle de l'unanimité, nous devons aller à Londres, mais ça ne devrait pas être la situation.

Ce que nous avons de besoin, c'est une réforme constitutionnelle. Je crois que vous êtes tous d'accord et je crois que cet échec qu'on a évidemment reçu difficilement en septembre dernier, il faut quand même le voir sous ses angles positifs et c'est pour cela que je m'associe, avec le professeur Léon Dion de l'Université Laval qui demandait qu'on crée une commission fédérale-provinciale qui aurait pour mandat de faire l'état de la situation et de proposer aux intervenants, le gouvernement fédéral comme les Provinces, une réforme constitutionnelle. Cette commission fédérale-provinciale n'a pas de précédent dans notre histoire politique. Il ne s'agit pas simplement de créer une commission royale d'enquête mais bien une commission royale d'enquête qui serait agréée par les Provinces et par le gouvernement fédéral. En fait, c'est tout simplement utiliser le système du médiateur et à ce moment-là, si ce rapport du médiateur n'était pas accepté par les parties, à mon sens, il ne reste qu'une seule solution, c'est un référendum national. Le peuple doit décider en dernier ressort de la Constitution qu'il doit et qu'il veut avoir.

Ce référendum devrait se faire dans le sens que l'article 42 de votre résolution propose, avec quelques modifications pour

[Translation]

In conclusion, I would like to point out that I am not pessimistic as to our present situation. On the contrary, I believe that the failure of the conference held in Ottawa last September indicates the strength of our federalism. It is quite normal and good that within a federated system, centralizing and decentralizing forces as well as federal and provincial forces are confronted to bring about a fair balance.

Of course, it must be understood, as I am sure you do, that Canada cannot long afford the luxury of the present constitutional debate. An agreement must be reached, but I think what matters is constitutional reform, and it seems to me that, from a strictly legal point of view, patriation of the Constitution is not the real problem if we decide to write a new Constitution and reach a new pact, as I believe we had decided until the failure of the Ottawa conference last September.

If we look at the 12 items that were on the agenda, although I should say 14 since some were added that were on the agenda of the prime ministers' meeting, it is obvious that, for all practical purposes, our whole Constitution was to be rewritten. Since that was the case, I see no legal obligation to request patriation of our Constitution from the British Parliament. All we have to do is to agree between ourselves on a new social contract, a new pact, for which we have no need to go to London. We only have to go to London if we simply want to replace certain parts of our Constitution. If we do not want to go through with the full constitutional reform that is necessary and we want to abide by the rule of unanimous consent, we must go to London. But that should not be the case.

What we need is a constitutional reform. I believe you all agree with this, and I think that our failure of last September, which was obviously difficult to swallow, should be seen from a positive viewpoint. That is why I agree with Professor Léon Dion, from Laval University, who requested formation of a federal-provincial commission to determine the situation and propose to interested parties, that is the federal government and the provinces, a constitutional reform. Such a federal-provincial commission is unprecedented in our political history. It would be not just a regular royal commission of inquiry, but a royal commission on inquiry agreed to by the provinces and the federal government. In fact, it would be a mediator whose report, if it were not accepted by the parties, would leave only one solution: a national referendum. It remains basically up to the people to decide what constitution they want and need.

Such a referendum should be conducted according to section 42 of your resolution, with a few changes so that in each

[Texte]

que dans chaque région du Canada il y ait une majorité d'électeurs qui se prononcent en faveur de ce référendum.

Voilà, monsieur le coprésident, mes modestes remarques, et je suis à votre disposition pour les questions.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Professor Rémillard.

Before I call on Senator Tremblay, I would like the honourable members to know that our co-chairman, Mr. Joyal, will be here directly.

I now call on Senator Tremblay to question our witness.

Senator Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Merci bien, monsieur le coprésident.

Monsieur le professeur Rémillard, je veux d'abord vous souhaiter la bienvenue à ce Comité et vous remercier d'avoir accepté d'apporter à nos réflexions vos propres réflexions qui s'inspirent non seulement des études antérieures que vous avez faites et qui correspondent à l'exercice de votre fonction de professeur à l'Université Laval à la faculté de droit mais aussi de votre participation à divers organismes de caractère juridique tel le Barreau canadien, la section de Québec en particulier où vous êtes responsable, si je suis bien informé, de la section des affaires constitutionnelles, si on peut l'appeler ainsi, je ne me rappelle plus exactement de son titre mais enfin la section du Barreau qui est précisément chargée de l'étude de ces questions.

Je pense que les réactions qui ont suivi votre exposé et qui n'étaient pas des réactions exclusivement de ce côté-ci mais partiellement, tout au moins, de l'autre côté, ces réactions vous ont montré jusqu'à quel point votre approche du problème et votre manière de l'articuler ont impressionné les membres de ce Comité.

Par ailleurs, les nécessités de réduire un peu l'exposé que vous aviez à faire pour permettre le plus grand nombre de questions possible m'a semblé laisser un peu dans l'ombre un aspect de votre mémoire qui m'a particulièrement frappé. Vous me corrigerez si j'en fais une mauvaise lecture mais j'ai compris par certaines parties de votre mémoire, entre autres, celles qui se situent aux pages 34 et 35 dans la version française.

Si j'ai bien compris, à la stricte question de la légalité de l'opération qui nous est proposée, le projet de résolution serait légal du fait qu'il serait adopté par une loi britannique mais que cette légalité ne réglerait que le problème de la légalité entre le Canada et la Grande-Bretagne, ne réglerait que ce que j'appellerais l'aspect international de la légalité du projet mais ne réglerait absolument pas le problème de sa légalité interne au Canada, à telle enseigne que même si le projet était légal du fait de son adoption par le Parlement britannique, il pourrait juridiquement être remis en cause à l'intérieur du Canada par les Provinces, à telle enseigne qu'il n'aurait pas d'effet à l'intérieur du Canada sur le plan juridique.

Un aspect qui m'a frappé dans cette approche, d'abord c'est son caractère inédit. Quant à moi, c'est la première fois que je voyais le problème analysé de cette manière et si je comprends bien la portée de ce type d'analyse, c'est vraiment de très, très sérieuses conséquences qu'il faut en tirer.

[Traduction]

region of Canada a majority of voters be in favour of the referendum.

These few comments, Mr. Joint Chairman, are respectfully submitted, and I am ready to answer any question.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, professeur Rémillard.

Avant de donner la parole au sénateur Tremblay, je tiens à annoncer aux députés que le coprésident, M. Joyal, sera ici sous peu.

Je donne maintenant la parole au sénateur Tremblay.

Sénateur Tremblay.

Senator Tremblay: Thank you, Mr. Joint Chairman.

Professor Rémillard, I would first like to welcome you to this committee and thank you for enlightening this committee with your comments based not only on previous studies which you have conducted in your capacity as a teacher within the Law faculty at Laval University but also on your involvement in various legal-oriented organizations such as the Canadian Bar Association, and in particular the Quebec chapter where you are responsible, if my information is correct, for the constitutional affairs section, if it may be called that. Although I do not remember its exact name, I am referring to the section of the Bar Association which is specifically responsible for the study of such matters.

I think the reactions to your statements, which were not exclusively from this side but at least partially from the other side, have shown you how much your approach to the problem and your way of developing it have impressed the members of this committee.

However, the need to slightly shorten your presentation in order to allow for as many questions as possible seems to have prevented you from clearly covering an aspect of your brief which particularly caught my attention. Please correct me if I have not read it right. I am referring particularly to pages 34 and 35, in the French version, of your brief.

Unless I am mistaken, the proposed resolution that we are considering would be legal, strictly speaking, because it would be carried by means of a British law but this would only solve the problem of legality between Canada and Great Britain, that is what I would call the international legal aspect of the proposition, and would absolutely not solve the problem of its internal legality in Canada. Even if the resolution was carried by the British Parliament, it could be legally challenged in Canada by the provinces because it would have no effect within Canada, from a legal point of view.

An aspect of your approach which struck me is its novelty. To my knowledge, this is the first time that the problem is analysed in this way and, if I clearly understand the scope of this type of analysis, it should have some very, very serious consequences.

[Text]

A titre d'information qui vous intéressera peut-être, votre analyse me semble correspondre à la manière dont le premier ministre britannique de l'époque, monsieur Callaghan, répondait en 1976, en septembre, à une question que le premier ministre du Québec lui avait posée dans une rencontre à laquelle j'avais été invité à participer, sur le point suivant: est-ce que, advenant une démarche unilatérale de la part du fédéral, le gouvernement britannique répondra dans le sens de la question que cette démarche lui posera?

Monsieur Callaghan à l'époque avait dit, bien entendu. Pourquoi alors? Parce que nous ne voulons pas, comme gouvernement britannique nous insérer dans les politiques intérieures du Canada parce que, pour nous, le Canada est un pays souverain.

Je me suis permis alors de lui poser la question suivante: sous prétexte de ne pas intervenir dans la politique intérieure d'un gouvernement souverain comme le Canada, peut-être que vous y intervenez de facto si vous vous trouvez à modifier ainsi des conventions constitutionnelles qui existent à l'intérieur de ce pays et qui requièrent dans un changement qui affecte les aspects fédératifs de ce pays, l'unanimité, le consentement de tous les partenaires étant requis. Il m'a dit, ça n'est pas notre point de vue, au titre de la relation internationale de souveraineté entre l'Angleterre et le Canada, il nous suffit, quant à nous, que le Canada nous le demande et nous allons le faire. Il me semble qu'il y a une correspondance entre votre analyse. Votre analyse va cependant plus loin et quant à moi elle m'éclaire profondément. Elle ajoute l'élément suivant que même si du point de vue international la légalité serait établie de ce projet de résolution que nous avons devant nous par le geste du parlement britannique, il ne découlerait pas que la légalité interne au Canada soit aussi établie.

Voilà le genre de lecture que je fais de certains passages de votre mémoire. Ça me paraît suffisamment important, je pense, pour que je vous demande de me dire d'abord si je fais une lecture correcte de votre document et que vous nous expliquiez davantage les conséquences même du point de vue juridique sans parler, évidemment, des aspects politiques de toute cette question.

Est-ce que je peux vous demander d'explorer davantage cette dimension de votre approche?

M. Rémillard: Je vous remercie, sénateur Tremblay.

May I say that I discuss that point at page 31 in the English version.

Je crois que vous soulevez-là, de fait, un point que je considère très important et que j'ai oublié de vous livrer dans mon résumé mais, comme je vous l'ai dit, le Statut de Westminster est un traité international, c'est une convention fédérale-provinciale. Dans son article 7.1, cet article 7.1 excepte de la compétence fédérale d'amendement les cinq catégories qu'on retrouve dans l'article 91.1

Donc, en ce sens, c'est une convention fédérale-provinciale et je crois que tout le monde l'admet et c'est aussi, je crois que là aussi on l'admet, le Statut de Westminster, bien qu'il soit formellement une loi du Parlement de Westminster, demeure quand même un traité international.

[Translation]

For your information, your analysis seems to correspond to the way in which the British premier, Mr. Callaghan, answered, in September 1976, a question that the Quebec premier had asked him, at a meeting to which I had been invited, to this effect: In the event of a unilateral move by the federal government, would the British government answer favourably?

Mr. Callaghan had said: Of course. Why? Because the British government does not want to interfere in the internal politics of Canada since, for them, Canada is a sovereign country.

I had then ventured the following comment: On the pretence of not interfering in the internal politics of a sovereign government such as that of Canada, you may in fact be interfering if your action changes constitutional conventions which exist within that country and which require, for a change affecting federative aspects of that country, unanimous consent of all partners. He said: that is not our point of view; because of the international sovereignty relationship between England and Canada, we are satisfied that if Canada asks us to do it, we will do it. It seems to me that this view corresponds to your analysis. However, your analysis goes further, and I find it very enlightening. It adds that aspect that even if the British Parliament established the international legality of the resolution before us, the internal legality within Canada would not necessarily be established.

That is how I understand certain parts of your brief. I believe they are important enough for me to ask you to first indicate whether I interpreted your paper correctly, and then further explain to us the legal consequences, notwithstanding the political aspects, of this whole matter.

May I ask you to elaborate on this part of your approach?

Mr. Rémillard: Thank you, Senator Tremblay.

Je vous signale que je traite de ce point à la page 31 de la version anglaise du mémoire.

I think you have raised a point that I consider very important and that I omitted in presenting my summary, that, as I said, the Statute of Westminster is an international treaty, a federal/provincial agreement. Its section 7.1 excepts from federal amendment authority the five categories listed in Section 91.1.

That is what makes it a federal/provincial agreement, as I believe everyone admits, but, as I believe everyone also admits, the Statute of Westminster, although a formal Act of the Parliament of Westminster, remains an international treaty.

[Texte]

Lord Sankey dans l'affaire Bonanza Creek donnait pour exemple de cette distinction que bien que ce soit une loi du parlement anglais, il est impensable que le Parlement anglais modifie l'article 7.1 ou l'article 4, par exemple, et décide de légiférer pour le Canada. On peut le penser en théorie parce que c'est formellement une loi anglaise mais c'est impensable. C'est impensable parce que c'est un traité international, ce sont deux entités souveraines qui ont négocié ce traité et Londres, bon joueur, a quand même accepté de nous rendre ce service. Londres n'est pas le chien de garde de l'unanimité pour modifier les éléments fédératifs, Londres est simplement le bureau de poste, c'est simplement le dépositaire de l'Acte parce que l'on a bien voulu lui demander d'être le dépositaire de l'Acte et en ce sens je crois que cette résolution sera agréée par le Gouvernement anglais et par le Parlement de Westminster. Il se peut qu'on prenne des moyens, quand même, de discussion. On ne peut pas empêcher un Parlement de discuter mais il demeure que, je crois, tous, nous sommes d'accord pour dire qu'il faut se situer sur le plan du droit international. Ce sont deux entités de droit international qui discutent et à ce moment-là, eh bien, il est évident que Londres devra procéder.

Cependant, dans la mesure où on se situe sur cet aspect de droit international, on doit à ce moment-là se référer au partage des compétences législatives en matière de droit international tel qu'il existe dans notre fédération et quel est ce partage? Il est très bien expliqué dans le fameux arrêt 'Labour Convention Case' de 1937 où le comité judiciaire du Conseil privé a bien précisé que le Canada était le seul compétent pour conclure des traités internationaux mais que ces traités internationaux, lorsqu'ils étaient en relation avec des compétences provinciales devaient recevoir l'assentiment des Provinces pour être appliquées dans les Provinces. C'est clair, c'est la situation actuelle. Si le Gouvernement fédéral négocie une entente internationale en matière d'éducation, c'est très bien, c'est très intéressant mais s'il veut appliquer cette entente au Canada, il doit avoir l'assentiment des Provinces parce que l'éducation est un domaine strictement provincial.

C'est la même chose lorsqu'on parle d'une charte des droits et des libertés. Alors, il faut comprendre que formellement la demande à Londres est une résolution conjointe du Sénat et de la Chambre des communes.

Cependant matériellement, il faut comprendre que cette résolution doit être la conséquence d'un accord qui doit être en conformité avec notre droit constitutionnel interne et s'il n'y a pas eu entente et que les Provinces ne veulent pas l'application d'un traité sur leur territoire dans un domaine qui relève de leur compétence, à ce moment-là ils n'ont qu'à refuser cette application et le Gouvernement fédéral n'a absolument pas de pouvoir pour imposer cette application.

Ma conclusion est donc que cette résolution que vous étudiez, dans ces éléments regardant les Provinces, entre autres, en ce qui regarde la Charte des droits, peut être considérée en ce sens comme à la suite d'une loi du Parlement anglais, comme la conséquence d'un traité international et si les Provinces ne veulent pas de son application on ne peut pas les obliger à l'appliquer. C'est ma conclusion.

[Traduction]

Lord Sankey, in the Bonanza Creek matter, illustrated this distinction by stating that although it is an Act of the British Parliament, it would be unthinkable for that Parliament to amend Section 7, Part 1, or Section 4, for instance, and decide to legislate for Canada. Theoretically, it can be considered because it is formally a British Act. However, it remains practically inconceivable because it is an international treaty negotiated by two sovereign entities. Nonetheless, London graciously accepted doing us that favour. However, London does not watch over unanimity for the amendment of federative components; it simply provides storage. It is the repository for the Act because we asked them to be, and I believe our resolution will be accepted by the British government and the Parliament of Westminster because of this. They may nevertheless debate it. A parliament cannot be prevented from debating but I think we all agree that our platform should be that of international law. Discussion is taking place between two entities under international law, and that means that London will have to proceed with patriation.

However, if we consider the matter from the international law point of view, we must refer to the division of legislative authority for international law, as it exists within our federation. And what is that division? It is well explained in the famous Labour Convention Case decision of 1937 whereby the legal committee of the Privy Council specified that Canada alone is empowered to sign international treaties but that these treaties, when related to provincial authority, should be approved by the provinces before they are applied within the provinces. This is clearly the present situation. If the federal government negotiates an international agreement on education, that is fine and very interesting, but if it wants to apply that agreement in Canada, it must be agreed to by the provinces, because education is a strictly provincial field.

The same rule applies to a charter of rights and privileges. That is why it must be understood that the request submitted to London is formally a joint resolution from the Senate and the House of Commons.

In practice this resolution must be the result of an agreement in accordance with our constitutional law. If there is no such agreement and if the provinces do not want a treaty to be applied on their territory in respect of a question under their jurisdiction, they can refuse this application and the federal government has no power to impose it.

In conclusion, I would say that those aspects of the resolution which concern the provinces, particularly the bill of rights, cannot be enforced in those provinces against their wish, the same as any other international treaty or act of the English Parliament. That is my conclusion.

[Text]

Je crois qu'il faut procéder logiquement et, à mon sens, le syllogisme il est là. Il doit s'appliquer.

Le sénateur Tremblay: Est-ce que je peux poser une autre question?

Le coprésident (M. Joyal): Certainement.

Le sénateur Tremblay: Je vous remercie de la réponse très claire et très explicite que vous venez de nous faire. Je pense qu'elle aura sûrement une place considérable dans nos réflexions ultérieures.

Je voudrais poser une question sur un tout autre sujet, qui a un caractère un peu plus politique mais j'ai noté que dans votre palmarès, non seulement vous êtes docteur en droit mais vous êtes aussi docteur en sciences politiques.

Alors, c'est un peu au docteur en sciences politiques que je m'adresse en ce moment. En référence au dernier paragraphe de votre mémoire où vous tenez compte du sens, en quelque sorte, des choses au Québec par rapport à ce projet de résolution, par rapport à l'action que se propose de poser le Gouvernement et qu'il nous demande de lui suggérer de la poser.

Vous résumez, en quelque sorte, dans quelques phrases l'évolution du Québec, de maître chez-nous du Gouvernement. L'égalité ou l'indépendance du Gouvernement Johnson, la souveraineté culturelle du Gouvernement Bourassa et même la souveraineté-association du Gouvernement Lévesque reposent toutes, à différents degrés, sur le même fondement constitutionnel, l'autonomie du Québec.

Après le référendum, nous devons dire que les Québécois désirent cette autonomie dans un cadre fédératif.

Cependant, pour ce faire, une réforme constitutionnelle complète s'impose dans le sens d'un compromis capable de satisfaire la spécificité du Québec; dans le cas où une telle réforme s'avérerait impossible, il n'est pas dit que le 20 mai 1980 n'aurait pas été le premier pas du Québec vers son indépendance.

Je crois discerner, là-dedans, une façon d'interpréter le sens du référendum québécois en relation avec une réforme constitutionnelle. Tant que vous faites allusion à des attentes québécoises quant à cette réforme. Ma question est donc celle-ci. Elle est très directe. Est-ce que vous croyez, selon vos perceptions de la réalité québécoise, que le projet qui est devant nous répond aux attentes du Québec telles qu'elles étaient implicitement exprimées dans le référendum du 20 mai?

M. Rémillard: Sénateur Tremblay, vous me posez, évidemment vous en êtes conscient, une question très difficile et évidemment je parle en mon nom strictement personnel et ma formation en sciences politiques ne va pas jusqu'au doctorat mais je vous avoue que peut-être ça ne changerait rien. C'est une question qui fait appel à une conception, je crois, fondamentale de notre société, notre fédéralisme, du phénomène national québécois et, si vous me permettez, je la relie quand même étroitement aux problèmes constitutionnels que nous vivons, en ce sens que comme je vous l'ai dit tout à l'heure, si nous voulons vraiment reviser notre Constitution nous n'avons absolument pas besoin d'aller à Londres. Légalement il n'y en a aucune obligation. Nous pouvons réécrire cette constitution-là chez nous. Donc, si nous allons à Londres, si nous

[Translation]

This is what we should do if we wish to proceed in a logical way.

Senator Tremblay: May I ask another question?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Of course.

Senator Tremblay: I thank you very much for your answer which was very clear and very explicit. I am sure we will take note of it and think about it.

I would like to ask a question on another subject, which is more political. I noticed that you have a Ph.D. not only in law, but also in political science.

I am now talking to the Ph.D. in political science. Regarding the last paragraph of your report, where you deal with Quebec's reaction to this resolution, and with the action the government intends to take.

You summarized, in a few sentences, Quebec's evolution, from wanting to be masters in their own home, to the Johnson government's quest for equality or independence, to the Bourassa government's quest for cultural sovereignty and even to the Lévesque government's quest for sovereignty-association which all are based, to various degrees, on the same constitutional principle which is Quebec's autonomy.

After the referendum, it became obvious that the people of Quebec want this autonomy within a federal state.

However, to achieve this, a complete constitutional reform has to be carried through, which will be a compromise capable of satisfying Quebec's specific character; if such a reform proves to be impossible, May 20, 1980 may well have been the first step towards Quebec's independence.

I believe I see a way to interpret the Quebec referendum in relation to constitutional reform. My question is as follows. It is very direct. Do you believe, according to your perception of the Quebec reality, that the project before us meets the needs of Quebec as they were implicitly expressed in the referendum of May 20?

Mr. Rémillard: Senator Tremblay, you ask me a very hard question, and you are aware of it. Of course, I only speak for myself. My studies in political science did not go as far as a Ph.D., which probably change nothing anyway. The question raises a basic concept, of our society, and of our federalism, that is the Quebec national phenomenon. This directly related to the constitutional problems you are now facing; as I told you a while ago, if we really want to revise our constitution, we do not need to go to London. Legally, there is no obligation. We can rewrite our constitution here. If we go to London, if we want to bring back the constitution, is it because we do not want to remake our own constitution? We do not wish to go ahead with the constitutional reform which is needed. This, I believe, is an extremely serious question because I believe I

[Texte]

voulons rapatrier la Constitution, est-ce que c'est parce que nous ne voulons pas refaire notre Constitution? Nous ne voulons pas procéder avec cette réforme constitutionnelle qui s'impose. Voilà un élément, je crois, extrêmement sérieux parce que je crois comprendre les frustrations de certains devant les difficultés que nous rencontrons actuellement, à modifier notre Constitution.

Il faut comprendre quand même que malgré la situation difficile qu'ils connaissaient en 1864, 1865, 1866, les Pères de la Confédération avaient quand même une situation plus facile que la vôtre. Plus facile parce qu'actuellement nous avons, non pas à créer une fédération, non pas à créer un gouvernement central mais à composer avec lui. Ce que je veux dire, c'est qu'il existe maintenant une entité fédérale qui a véritablement pris sa place, qui est présent dans tous les éléments de la vie et qu'on doit composer pour reformer notre Constitution, c'est bien normal. Donc, l'opération est difficile mais ce qui compte c'est la réforme constitutionnelle.

Ce que les Québécois, à mon sens, ont voulu dire par ce référendum, bien que la question était, à mon sens, très ambiguë, c'est à toutes fins pratiques de renvoyer leurs hommes politiques tant provinciaux que fédéraux à leur table de travail.

Je crois qu'il est difficile de tirer d'autres conclusions du référendum québécois que celui à savoir qu'il est maintenant temps de s'attaquer aux véritables problèmes qui nous occupent, c'est-à-dire celui de composer avec une réalité politique, sociale, économique pour ajuster notre Constitution aux véritables éléments, aux circonstances qui existent actuellement dans notre fédéralisme.

En ce sens aussi, évidemment, je pourrais soulever des problèmes très importants que je retrouve dans le projet de résolution comme celui concernant les droits linguistiques. À mon sens, les droits linguistiques soulèvent une problématique extrêmement importante et peut-être même fondamentale du dualisme du fédéralisme canadien.

Comment doit-on comprendre ce dualisme? Vous savez que selon la Commission Laurendeau-Dunton, on en est arrivé à la conclusion que ce dualisme c'était le phénomène binational, c'était l'union de deux nations, Canadiens-français et Canadiens-anglais.

Cependant, je crois que le grand mérite de la Commission Pépin-Robarts, la Commission de l'Unité canadienne, a été justement de percevoir que ce dualisme a été modifié par l'évolution des choses et que maintenant ce dualisme doit se situer en fonction de Québec-Canada et en ce sens, j'en arrive aux mêmes conclusions que celles de cette Commission de l'Unité canadienne, la Commission Pépin-Robarts où on laisse aux Provinces l'entière responsabilité de l'application de la langue d'enseignement.

Je réponds sommairement mais je suis prêt à compléter ma réponse au fur et à mesure des questions.

Le sénateur Tremblay: Merci, professeur Rémillard. Je pense que je vais passer le flambeau à d'autres pour poursuivre les questions.

Merci bien, monsieur le président.

[Traduction]

understand the frustrations of some people regarding the problems we are now facing, in trying to change our constitution.

Despite the difficult situation which the fathers of Confederation were faced with in 1864, 1865 and 1866, it was easier for them than it is for you. It was easier because now we have not only to make a federation, but to make a central government and to live with it. I mean to say, there now is a federal entity which has really taken its place, exists in all elements of life and with which we must live to reform our constitution, which is normal. Therefore the task is difficult, but constitutional reform is what matters.

What the people of Quebec, in my view, wanted to do with the referendum, even if the question was very ambiguous, was to send the provincial and federal level politicians back to work.

I believe it would be difficult to draw other conclusions from the Quebec referendum, besides this one; it is now time to raise the real problem we have, i.e. dealing with the political, social, economic realities, in order to adjust our constitution to real elements, to circumstances now existing in our federal system.

I could also mention very important problems which I find in the proposed resolution, such as the one regarding language rights. I believe language rights bring up an extremely important problem, which is fundamental in the dualism of Canadian federalism.

How must we understand this dualism? You know that according to the Laurendeau-Dunton Commission, this dualism is a bi-national phenomenon which is the union of two nations, the French-Canadian nation and the English-Canadian nation.

However, I believe, the great achievement of the Pepin-Robarts Commission, the Commission on Canadian Unity, was to point out that this dualism has been modified by the evolution of things and that it now must be understood in relation to Quebec and Canada. And I have thus come to draw the same conclusion as the Committee on Canadian Unity, the Pepin-Robarts Commission, where it's up to the provinces to deal with the question of the language of schooling.

My answer is short, but I am ready to give more answers as questions go on.

Senator Tremblay: Thank you, Professor Rémillard. I will now let the others who might want to question you have the floor.

Thank you, Mr. Chairman.

[Text]

Le coprésident (M. Joyal): Merci, sénateur Tremblay.

J'ai déjà un coureur sur la piste, monsieur Lorne Nystrom.
Monsieur Nystrom.

M. Nystrom: Merci, monsieur le président.

Je veux souhaiter la bienvenue à notre témoin de ce matin pour son excellent mémoire, un mémoire très, très extensif et j'espère, monsieur le professeur, que vous excuserez mon accent de la Saskatchewan mais je vais essayer de vous poser trois ou quatre questions.

Je vais commencer avec la dernière question du sénateur Tremblay.

Le parti Libéral a dit plusieurs fois devant ce Comité et au Parlement que la raison de cette résolution qui est devant nous en ce moment est que les Québécois ont demandé le 20 mai d'agir, ils ont dit qu'il était temps d'agir. Le 20 mai, la majorité des Québécois a voté non; c'était 60 p. 100 à 40 p. 100.

Est-ce que les Québécois ont voté pour cette résolution et, si vous n'êtes pas d'accord, sur quoi les Québécois ont-ils voté le 20 mai?

M. Rémillard: Je crois, monsieur Nystrom, que vous posez une très importante question et ma réponse, eh bien, c'est que je crois qu'on doit prendre en considération que lors du référendum le Parti Libéral du Québec avait rendu public ses propositions concernant la réforme constitutionnelle qu'il entend négocier, s'il était élu, avec le gouvernement fédéral.

Bien qu'on puisse faire certaines réserves sur certains éléments de ce Livre Beige du Parti Libéral du Québec, il demeure que ce Livre Beige propose un ensemble de modifications majeures de notre Constitution, un ensemble d'éléments qui nous amènent finalement à dire que c'est une nouvelle constitution que propose le Parti Libéral du Québec. Vous savez qu'il doit y avoir au Québec des élections prochainement et, pour la première fois, le sénateur Tremblay me corrigera si je fais erreur, pour la première fois dans l'histoire politique du Québec un parti politique se présentera avec des propositions constitutionnelles élaborées, structurées, définies, qu'il entend négocier avec le gouvernement fédéral. En ce sens, je crois que les négociations qui pourraient suivre l'élection possible, comme celle du Parti Québécois d'ailleurs, l'élection possible du Parti Libéral pourrait être d'autant plus compliquée et difficile qu'on aurait procédé avec cette résolution auparavant.

Vous savez, à mon sens, le fédéralisme c'est beaucoup plus qu'une structure légale, c'est une philosophie, c'est une façon de penser, c'est une façon d'être, c'est une façon de voir les choses non seulement au niveau étatique mais au niveau des relations humaines. C'est une philosophie qui est basée essentiellement sur le compromis et la question que je vous pose est celle-ci: dans quelle situation croyez-vous qu'on se retrouverait au lendemain de l'adoption d'une telle résolution pour négocier ce compromis, ce «new deal» nécessaire à la revision constitutionnelle.

J'espère que j'ai répondu à votre question.

M. Nystrom: Oui, vous avez répondu.

[Translation]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Senator Tremblay.

I already have someone who is ready, Mr. Lorne Nystrom.

Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: Thank you, Mr. Chairman.

I wish first of all to welcome our guest this morning and thank him for his excellent report, which covered a lot of ground. Professor, I hope you will excuse my Saskatchewan accent, but I will try to ask you three or four questions.

I will start with Senator Tremblay's last question.

The Liberal Party has often said before this committee and before Parliament that the reason for this resolution being put before us was that the people of Quebec, on May 20th, asked for some action. They stated that now as the time to act. On May 20th most Quebecers voted "no"; that was 60 to 40 per cent.

Did the people of Quebec voted for this resolution and, if you disagree, what did the people of Quebec voted for on May 20th?

Mr. Rémillard: I believe, Mr. Nystrom, you are asking me a very important question. I can only say, I believe we must consider that during the referendum, the Liberal Party of Quebec had made public its proposals regarding constitutional reform which it intended, if elected, to use in dealing with the federal government.

Even though we can have certain reservations about some elements of the Quebec Liberal Party's beige book, this beige book proposes a series of changes to our constitution, a series of elements which brings us to say that the Liberal Party of Quebec proposes a new constitution. You are aware that there will soon be elections in Quebec and, Senator Tremblay can correct me if I am wrong, for the first time in the political history of Quebec, a political party will bring forward detailed, structured, constitutional proposals which it intends to use, in dealing with the federal government. That is why I believe the negotiations which could follow the possible election of the Parti Québécois or of the Liberal Party would be more difficult and complicated, since that resolution would have been studied beforehand.

I believe federalism is much more than a legal structure, it is a philosophy, a way of thinking, a way of being, a way of seeing things not only at the state level, but at the level of human relations. This philosophy is based essentially on compromise. The question I ask you is the following: In what situation do you think we would be better in the adoption of such a resolution to negotiate this compromise, this "New Deal" necessary to constitutional revision?

I hope I have answered your question.

Mr. Nystrom: Yes, you have.

[Texte]

Vous avez mentionné tout-à-l'heure que la réforme constitutionnelle est plus importante que le rapatriement de la Constitution et vous venez de mentionner aussi qu'il est très important que les négociations constitutionnelles commencent.

D'après vous, quel est le meilleur moyen pour les négociations? Est-ce que vous êtes d'accord avec les négociations entre seulement les premiers ministres provinciaux et le premier ministre fédéral ou est-ce que vous êtes plutôt d'accord avec un processus qui est plus large que cela? Certaines personnes ont parlé d'une assemblée constituante et peut-être d'un autre processus où les partis d'opposition au niveau fédéral et les partis d'opposition aux niveaux provinciaux pour participer dans ce processus ainsi que les Indiens, les Autochtones, les Esquimos de notre pays et peut-être aussi les autres groupes.

D'après vous, quel est le meilleur système pour négocier, pour trouver une constitution qui n'est pas seulement une constitution pour les politiciens, les premiers ministres et les députés du Parlement mais est vraiment une constitution pour le peuple du Canada?

M. Rémillard: Votre question est fondamentale, c'est une excellente question.

A mon sens, je crois que si on veut en arriver véritablement à un compromis et réaliser cette réforme constitutionnelle, il faut, comme je vous le disais tout-à-l'heure dans mon exposé, il faut créer une commission fédérale-provinciale d'enquête, une commission où les membres seraient nommés à la fois par les Provinces et par le gouvernement fédéral, par le Sénat et la Chambre des communes. Cette commission devrait faire enquête.

Monsieur Cohen qui m'a précédé a parlé d'un secrétariat général, je crois, hier. Alors, c'est dans ce sens aussi que je verrais dans cette proposition de former une commission qui ne serait pas simplement une commission fédérale comme l'a été, par exemple, la Commission Pépin-Robarts ou comme l'a été la Commission sur le Bilinguisme et le Biculturalisme—Laurendeau-Dunton—mais bien pour la première fois une commission qui serait formée de membres acceptés, nommés par les deux paliers de gouvernement. Ce seraient en quelque sorte des médiateurs et ces médiateurs auraient mandat de faire rapport avec un échéancier déterminé et si ce rapport d'un médiateur n'était pas accepté, à ce moment-là il faudrait recourir au fondement même de notre Constitution, c'est-à-dire à la souveraineté, et qui détient la souveraineté, c'est le peuple.

Le Parlement, il est souverain, mais il est souverain par délégation. C'est le peuple qui détient cette souveraineté, et je crois que cette formule est beaucoup plus intéressante, c'est une formule qui a été mise de l'avant par le professeur Dion de l'Université Laval, c'est une formule qui me semble beaucoup plus intéressante parce qu'elle respecte plus, je crois, notre système politique actuel que la constituante. Si on avait à créer un nouveau pays, si on parlait de rien comme ce fut le cas, par exemple, pour les États-Unis d'Amérique en 1787, eh bien, à ce moment-là une constituante est possible et bien adaptée mais lorsqu'on a à composer avec des institutions qui existent déjà—et je crois qu'on peut être fiers de nos institutions, notre Parlement, on peut être fiers de notre Parlement tant au

[Traduction]

You mentioned a while ago that constitutional reform was more important than the repatriation of the constitution and you have just mentioned that it was very important for constitutional negotiations to start.

According to you, what is the best way to hold negotiations? Would you be favourable to negotiations between only the provincial premiers and the federal prime minister, or would you prefer a broader process? Some people were talking about a constituent assembly and suggested a system whereby opposition parties at the federal and provincial levels could take part, as well as the Indians and the Eskimos of our country, and maybe even other groups.

According to you, which is the best negotiating system, a constitution which would not only suit the politicians, the premiers and members of parliament, but also the people of Canada?

Mr. Rémillard: That is an excellent question.

I believe that if we really want to come to a compromise and bring about that constitutional reform, as I was saying a while ago in my report, a federal-provincial inquiry commission must be set up, the members of which would be named by the provinces, the federal government, the Senate and the House of Commons. This commission would have to make a study.

Mr. Cohen, who talked before me, yesterday, I believe, mentioned a general secretariat. That is the type of proposal I would like to see for the setting up a commission which would not only be a federal commission such as, for instance, the Pepin-Robarts Commission or the Commission on Bilingualism and Biculturalism—Laurendeau-Dunton—but, for the first time, a commission which would be made up of members named and accepted by both levels of government. They would, in a way, be mediators and they would have to present the report at a certain date; if this report were not accepted, we would have to resort to the basic principle of our constitution, that is sovereignty; and it is the people of Canada who are sovereign.

Parliament is sovereign, but it is sovereign by delegation. It is the people who have this sovereignty, and I believe this formula is much more interesting. The formula was set up by Professor Dion of Laval University; it is much more interesting, in my opinion, because I believe it shows more respect for our present political system than would a constituent assembly. If we had to create a totally new country, if we had to start from scratch as was the case, for instance, of the United States of America in 1787, a constituent assembly would be possible; but when we have to deal with institutions that already exist—and I believe we can be proud of our Parliament of our institutions and at the federal and provincial levels—we have to use them as they are. We have not to be at all ashamed of

[Text]

niveau fédéral que les différents parlements aux niveaux provinciaux. Nous n'avons pas à rougir du tout de nos institutions et nous avons, je crois, des institutions qui non seulement fonctionnent bien mais qui sont reconnues mondialement comme étant des institutions qui peuvent être un modèle de parlementarisme et, en ce sens, je crois qu'on doit les utiliser en conformité avec le mandat qu'elles ont et en conformité avec la souveraineté du peuple pour faire en sorte que cette réforme constitutionnelle puisse déboucher sur quelque chose de concret, sur un compromis acceptable de tous les intervenants.

M. Nystrom: Vous avez mentionné la souveraineté du peuple et avant vous avez mentionné que vous êtes d'accord avec l'article 42 de notre résolution mais avec certains changements.

Si vous regardez la section 42 de notre résolution, telle que formulée maintenant, pensez-vous que le référendum tel que décrit touche les arrangements fédératifs de notre fédération et est-ce qu'il touche aussi à la balance du pouvoir entre les Provinces et le gouvernement fédéral?

Une autre question supplémentaire. Vous avez mentionné certains amendements de la résolution à la section 42.

Est-ce que vous pouvez élaborer quels amendements vous proposez pour notre Comité?

M. Rémillard: Voilà une autre excellente question, monsieur le député Nystrom. Eh bien, je dois vous dire tout d'abord que je ne suis pas d'accord avec l'article 42. J'y faisais référence en ce sens que l'article 42 fait bien ressortir qu'un référendum au Canada ne doit pas simplement avoir la majorité des Canadiens mais il doit avoir aussi la majorité des Canadiens résidant dans les quatre grandes régions du Canada.

M. Nystrom: Mais il dit cela, n'est-ce pas?

M. Rémillard: Dans ce sens-là, je trouve que c'est un élément intéressant. Cependant, il y a une lacune très importante à l'article 42, c'est qu'il n'y a pas de droit d'initiative des Provinces pour avoir recours à ce référendum et je crois que d'autres parlementaires l'ont soulevé, ce n'est pas tellement original et je crois que les critiques que vous avez reçues sur l'article 42 et même du député Duclos, en ce sens, du parti Libéral, sont particulièrement justifiées en ce sens qu'il n'y a pas d'initiative des Provinces possible pour ce référendum et il est intéressant, évidemment, d'avoir, il est même nécessaire d'avoir ce droit d'initiative.

Maintenant, vous savez, un référendum est peut-être la mesure la plus démocratique qu'on puisse imaginer dans un état. Cependant, c'est une arme à deux tranchants. Pour qu'il soit vraiment démocratique, il y a à mon sens deux conditions essentielles qu'on doit respecter, c'est-à-dire qu'il faut que les questions posées soient claires. Il faut que les règles du jeu soient claires. Il faut aussi qu'il y ait une information adéquate de la population face à ce choix qu'on lui demande de faire et en ce sens, on ne peut laisser encore là à un seul niveau de gouvernement la responsabilité de mettre en place ce référendum de déterminer la question, de déterminer le processus d'information, un référendum qui peut avoir des répercussions au niveau fédéral-provincial doit, à ce moment-là, être fait en

[Translation]

our institutions and we have, I believe, institutions that not only work well, but also are recognized the world over as models of parliamentary government. This is why I believe they should be used in accordance with their mandate and in accordance with the sovereignty of the people, so that constitutional reform can bring about something concrete, a compromise acceptable to all.

Mr. Nystrom: You mentioned the sovereignty of the people and said that you agreed with Section 42 of our resolution, provided that certain changes be made.

If you look at Section 42 of our resolution as it is now, do you believe the referendum, as it is described, would affect the federative arrangements of our federation and the balance of power between the provinces and the federal government?

A supplementary. You also mentioned certain changes to Section 42 of the resolution.

Could you tell the Committee which changes you would propose?

Mr. Rémillard: That is also another excellent question, Mr. Nystrom. I must say, from the start, I disagree with Section 42. I was referring to it since Section 42 clearly states that a referendum in Canada must not only gather the majority of Canadians, but also gather support from the majority of Canadians living in the four large areas of the country.

Mr. Nystrom: But it does say so, does it not?

Mr. Rémillard: In that sense, it is an interesting element. However, there is something very important missing in Section 42; no where does the text say that the provinces may use the referendum. I believe other parliamentarians have brought the matter up; this is not something new. I think the criticisms you received regarding Section 42 even those brought up by Mr. Duclos of the Liberal Party are all justified, since the provinces have no initiative regarding that referendum. It must be said that it is not only advantageous, but essential to have this right of initiative.

The holding of a referendum is perhaps the most democratic method a country may use. However, it is two-edged. To be really democratic, there have to be two essential conditions. The questions asked must be clear. The rules also have to be clear. And the population has to be adequately informed regarding the choice it has to make. That is why it must not be left up to one single level of government to set up the referendum, to draw up the question and, to determine the way in which people will be informed. A referendum which may have an impact at the federal-provincial level must be made in accordance with the people involved regarding the way the question is worded and the way it is put into effect.

[Texte]

conformité avec les intervenants tant dans la rédaction de sa question que dans ses modalités d'application.

Il est bien évident que cet article 42 peut avoir des implications très sérieuses et comme telles sur les éléments fédératifs, comme vous l'avez très bien souligné. En ce sens, eh bien, je crois qu'il faudrait, si on acceptait un tel amendement, une telle façon de procéder, il faudrait absolument prévoir une participation active des Provinces tant dans le droit d'initiatives que dans l'élaboration de la question et des modalités d'application de ce référendum.

Ca répond à votre question, monsieur le député?

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Nystrom.

Je crois constater que vous avez d'autres questions, je conserve votre nom sur ma liste et je reviendrai vers vous éventuellement selon les disponibilités de temps qu'il nous sera encore loisible d'utiliser.

Merci beaucoup.

M. Nystrom: Merci beaucoup.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable Bryce Mackasey, suivi de l'honorable James McGrath.

Monsieur Mackasey.

M. Mackasey: Merci, monsieur le président.

Pour ma part je souhaite aussi la bienvenue au professeur de la part du parti libéral et je le félicite pour son mémoire qui est très explicite dans plusieurs sens et je soulève au professeur, si je continue dans ma langue maternelle, j'espère qu'il va répondre au moins dans la sienne.

M. Rémillard: C'est le bilinguisme, monsieur.

M. Mackasey: Exactement. C'est la nature du pays aussi.

M. Rémillard: Exactement.

Mr. Mackasey: I must say that I am intrigued and impressed by the document and I think that is the reason why we have invited experts, and if at times, Professor, I sound like one of your pupils I think you can appreciate that the whole area of constitution is a very complex one, at best. I think you have brought a good dimension to it because from my knowledge of your background, you are equally competent as a doctor of philosophy and many other things. I think you made the point already this morning that a country, federalism, Canada, Quebec is more than a legal document. It must also reflect our attitudes towards each other and our system needs the flexibility to adjust. Am I right? I do not want to put words in your mouth but I think I am right in reflecting that.

What has concerned me as a member of this Committee, but not surprised me is the honest difference of opinions that exist not only between parliamentarians but between experts. For instance, let us take, which I believe you mentioned in your document, the compact theory. You consider the compact theory as significant, do you believe in the compact theory, treaty between nations? Est-ce que vous croyez dans la théorie de «compact»?

M. Rémillard: Oui.

Mr. Mackasey: Yet, others do not. I recall from my days at Dawson's, Dawson dismissed that whole compact theory as

[Traduction]

It is clear that Section 42 could have a very serious impact on the federative elements, as you so rightly mentioned. In that sense, I believe, if we were to accept such an amendment, the provinces would have to take an active part; they should be granted the right of initiative and the right to participate in the drawing up of the question and in the definition of the way the referendum would be carried out.

Does that answer your question, Mr. Nystrom?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Nystrom.

I believe you have other questions I will keep your name on my list and come back to you if we have time.

Thank you very much.

Mr. Nystrom: Thank you very much.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The Honourable Bryce Mackasey, then the Honourable James McGrath.

Mr. Mackasey.

Mr. Mackasey: Thank you, Mr. Chairman.

I too would like to welcome the Professor on behalf of the Liberal Party and I thank him for his report which was very explicit in several ways. If I may now carry on in my first language, I hope our witness will answer in his.

Mr. Rémillard: That is bilingualism for you, sir.

Mr. Mackasey: Exactly. That is the nature of the country.

Mr. Rémillard: Exactly.

M. Mackasey: Je dois avouer que le document m'impressionne et que je me pose des questions. C'est pourquoi nous avons fait appel à des experts. Si parfois, monsieur Rémillard, je ressemble à l'un de vos élèves, c'est que, vous comprenez, tout le domaine de la Constitution est très compliqué. D'après ce que je sais de vos titres, vous détenez un doctorat en philosophie, et d'autres diplômes. Vous avez fait valoir ce matin, je crois, qu'un pays, que le fédéralisme, que le Canada, que le Québec, sont plus qu'un document juridique. Ces réalités doivent refléter nos attitudes envers chacun; notre régime doit avoir assez de souplesse pour réagir. Ai-je raison? Je ne veux pas vous prêter des paroles, mais je crois avoir raison.

En tant que membre du Comité, ce qui m'intrigue mais ne me surprend pas, c'est la divergence d'opinions entre non seulement les parlementaires, mais aussi les experts. Prenons, par exemple, ce que vous avez mentionné dans votre mémoire au sujet de la théorie du pacte. Vous la considérez comme étant importante; croyez-vous en la théorie du Pacte et au traités entre pays? Do you believe in the "Pact" theory?

M. Rémillard: Yes.

M. Mackasey: Pourtant, d'autres n'y croient pas. Je me rappelle le temps où j'étudais au collège Dawson. On disait

[Text]

interesting theory with no relevance and no significance. I am sure you are aware of Dawson's view. Why should I accept Dawson more than you, or why should I accept your view more than Dawson? Right. Okay.

Mr. Rémillard: Why did you invite me?

Mr. Mackasey: Because we respect your views, because we have an open mind. Maybe you are right and maybe Dawson is wrong, that is why we invited you, not for the reason inferred by the intervention. If you accept their intervention, you were invited for partisan reasons.

If we were afraid of partisan or conflicting views, with our majority we would have said, bring nobody at all. We are here because we want to understand. At least I do. And if we are being partisan, I could have invited other witnesses who would have reflected our views. Nobody has reflected them informally. What is more important to me, however, is the referendum. I believe that the question was asked to you, "What were the people of Quebec trying to tell our government?" I think you said it quite adequately. I think you used the words, I think I wrote them down, je pense que vous avez souligné le fait que la population a tout simplement dit à leurs chefs, dans le domaine politique, retournez à votre table de travail.

Am I right in that? In other words, you are saying what the referendum indicated is a wish on the part of the people that we get on with it. At least we are in agreement that we must do something with the present government. What, is where we differ. I am quite prepared to accept the theory that we do not even have to go back to England to amend or patriate the constitution. Would you agree that we would have to go to England to include an amending formula?

Mr. Rémillard: Yes, sure.

Mr. Mackasey: So, there again, we differ. The government in its wisdom or lack of wisdom, depending on how you see it, has felt that after half a century, because the Fathers of Confederation did not include an amending formula and you treat it very eloquently with the new brief as to what the reasons may be, because nobody really knows why. All kinds of intelligent theories, including your own, be as it may we have not got an amending formula. Now, you suggested the Pepin-Robarts. Mr. Russell, another witness invited for non-partisan reasons by the Opposition suggested the Victoria Charter. Why could you not perhaps expand for me, explain for me why one over the other in your own point of view?

M. Rémillard: Je crois, monsieur que vous soulevez des questions extrêmement pertinentes et importantes, entre autres lorsque vous soulevez tout le problème du pacte, vous soulevez, de fait, toute la problématique de la question.

Évidemment, je dois vous dire que mon opinion vaut celle de d'autres et celles de d'autres valent la mienne et je n'ai pas la prétention d'avoir la vérité absolue et je crois que vous êtes conscient que dans ce domaine il n'y en a pas. Il n'y a que des

[Translation]

alors que la théorie du Pacte était intéressante, et sans importance. Je suis sûr que vous connaissez le point de vue de Dawson. Pourquoi accepterais-je Dawson plus que vous, ou pourquoi accepterais-je votre point de vue davantage?

M. Rémillard: Pourquoi m'avez-vous invité?

M. Mackasey: Parce que nous respectons votre point de vue, parce que notre esprit est ouvert. Vous avez peut-être raison et peut-être que Dawson a tort; C'est pourquoi nous vous avons invité, non pas à cause de la raison mentionnée dans l'intervention. Si vous acceptez leur intervention, vous avez été invité pour des raisons partisans.

Si nous avions peur des points de vue partisans ou contradictoires, étant donné notre majorité, nous aurions demandé de ne faire comparaître personne. Nous sommes ici parce que nous voulons comprendre. C'est, du moins, mon point de vue. Si nous étions partisans, j'aurais pu inviter d'autres témoins qui auraient fait connaître nos points de vue. Personne n'a fait connaître nos points de vue de façon officielle. Ce qui compte surtout à mes yeux, c'est le référendum. Je crois que la question qu'on vous a posée était la suivante: «Qu'est-ce que les gens du Québec essayaient de dire au gouvernement fédéral?». Je crois que vous y avez bien répondu. Je crois que vous avez employé les paroles suivantes; je crois les avoir notées... I believe the population simply told its political leaders to go back to work.

Ai-je raison? En d'autres mots, ce que vous dites c'est que le référendum était l'expression du souhait du peuple que l'on se mette à la tâche. Au moins, nous nous entendons pour affirmer que le gouvernement actuel doit agir. Mais nous ne nous entendons pas sur les mesures à prendre. Je suis prêt à accepter la théorie selon laquelle nous n'avons même pas besoin d'aller en Angleterre pour modifier ou rapatrier la Constitution. Seriez-vous d'accord pour affirmer que nous devons aller en Angleterre pour ajouter une formule d'amendement?

M. Rémillard: Bien sûr.

M. Mackasey: Une fois de plus, nous sommes d'avis contraire. Le gouvernement, dans sa sagesse ou son manque de sagesse, selon le point de vue où l'on se place, a cru qu'après un demi-siècle, parce que les pères de la Confédération n'avaient pas inclus une formule d'amendement, ou en avait besoin d'une. Vous semblez connaître les raisons, parce que personne ne les connaît vraiment. On a eu droit à toutes sortes de théories, y compris la vôtre, mais nous n'avons pas de formule d'amendement. Vous avez mentionné la Commission Pépin-Robarts. M. Russell, un autre témoin, invité par l'Opposition, a proposé la charge de Victoria. Pourriez-vous me préciser pourquoi, à votre avis, une formule serait préférable à l'autre?

Mr. Rémillard: I believe, sir, that the questions you ask are most relevant and important. Among other things, you bring up the question of the pact. That is the very core of the whole matter.

Of course, I must tell you that my opinion is about as good as that of anybody else. I do not claim to have the whole truth. I believe you know that in that area there is no absolute truth. There are only probabilities, especially when you talk about

[Texte]

probabilités surtout lorsqu'on parle de conventions. Lorsqu'on parle de pacte, justement, et à toutes fins pratiques vous comprendrez aussi que c'est très sain que deux professeurs d'université ou deux avocats ne soient pas d'accord comme deux partis politiques ne soient pas d'accord. C'est simple démocratie.

Alors, c'est dans ce sens que je dirai tout simplement que la théorie du pacte sur le strict plan du droit c'est très difficile de la comprendre.

C'est très difficile parce que, voyez-vous, quand même, en 1867 le Canada n'était pas un pays souverain et les Provinces qui ont créé le Canada n'étaient pas souveraines, donc elles ne pouvaient pas faire de traité. C'est quand même Londres, le Parlement de Westminster qui avait ce pouvoir et sur le plan juridique, sur le plan formel, il est difficile de parler de pacte. Ensuite, les questions qu'on peut se poser, c'est à savoir: les autres Provinces qui sont venues par la suite se joindre aux quatre premières Provinces, est-ce que elles aussi elles font partie de ce pacte? Mais je crois qu'il faut bien comprendre que notre fédéralisme n'est pas strictement basé sur du positivisme juridique. Sans ça on ne serait pas dans la situation où on en est actuellement. On aurait pas évolué de la façon qu'on a évolué jusqu'à présent.

Politiquement, il est évident que les 72 résolutions qu'on a négociées à Québec sont le fondement de cet Acte de 1867. Je suis certain que le professeur Dawson accepte ça.

Alors, c'est en fonction de ça, je crois, et de la pratique qu'on a faite ensuite que nous devons comprendre actuellement le problème qui est devant nous. Lorsque les Québécois ont dit non au référendum, comme je le disais tout à l'heure, je crois qu'ils ont, avant tout, compris qu'il fallait peut-être entamer d'une façon particulièrement énergique cette revision constitutionnelle qui s'impose parce que tous les intervenants au Québec, et ce n'est pas simplement un phénomène québécois maintenant. C'est peut-être ce qui est le plus intéressant dans la conjoncture constitutionnelle actuelle. On pouvait parler comme ça il y a dix ans mais maintenant toutes les Provinces veulent reviser ce pacte, toutes les Provinces veulent revoir cet Acte qui a été négocié en 1867 qui correspondait à un compromis intéressant à ce moment-là mais qui doit être réajusté, quand même, aux circonstances, aux événements que nous vivons maintenant.

M. Mackasey: Je suis d'accord que tous les problèmes d'aujourd'hui ne sont pas exactement les problèmes d'il y a dix ans, si vous voulez. Alors, il faut que dans notre sagesse on anticipe encore l'avenir au lieu de passer tout notre temps à discuter ce qu'ils désiraient ou ce qu'ils voulaient, les Pères de la Confédération.

M. Rémillard: Oui.

Mr. Mackasey: Because like the *Bible* it is still open to interpretation as to what is wanted. Really you and I are saying the same thing that we want a constitution that reflects or anticipates to some degree the problems of the future. It must reflect the growth and the survival of the French-speaking culture which is to me one of the positive great things in this country.

[Traduction]

conventions. In discussions about pacts, I believe it is very good to see two university professors or two lawyers will disagree, just like two political parties will disagree. That is simple democracy.

I will simply add that the pact theory, strictly from a legal point of view, is very difficult to understand.

It is very difficult because, even in 1867, Canada was not a sovereign country and the provinces which made up the country were not sovereign. Therefore they could not make any treaties. It was London and the Parliament of Westminster who had the power and, from a legal point of view, it is difficult to talk about a pact. We can also ask ourselves some questions. For instance: the other provinces who came to join the first provinces, are they also included in the pact? I believe we must understand that our federalism is not strictly based on judicial positivism. Without that, we would not be where we are now. We would not have come as far as we have up to now.

Politically, it is clear that the 72 resolutions negotiated in Quebec are the basis of the 1867 Act. I am sure Professor Dawson accepts that.

All this explains why we must understand the problem facing us. When the people of Quebec said no to the referendum, as I mentioned a while ago, I believe they understood that the time had come to perhaps energetically launch this constitutional revision process which was needed because the situation was no longer only related to Quebec. That is perhaps what is most interesting in the present constitutional situation. We could talk like that 10 years ago, but now all the provinces want to revise the pact. All the provinces want to revise the Act which was negotiated in 1867, which then corresponded to a compromise that was interesting at the time, but which must now reflect the circumstances we are living in.

Mr. Mackasey: I agree. All the problems we are facing today are not the same ones we had 10 years ago. That is why we must think about the future instead of spending our time discussing what the Fathers of Confederation wanted.

Mr. Rémillard: Yes.

M. Mackasey: Tout comme la Bible, le pacte laisse beaucoup de place à l'interprétation pour savoir ce qui lui manque. Nous sommes d'accord; nous voulons une constitution prévoyant, d'une certaine manière, les problèmes de l'avenir. Elle doit tenir compte de la croissance et de la survie de la culture canadienne française, qui est, à mes yeux, l'un des aspects positifs et merveilleux de ce pays.

[Text]

But coming down to and getting away from your very intriguing knowledge of it as a doctor of philosophy and back for a moment to the practicalities, am I right in my reading of your document that you were saying the Supreme Court's decision vis-à-vis the Senate indicated that Canada could not change its own constitution. Am I right? The Government of Canada. But you are not suggesting that the Parliament of Great Britain cannot and what we are doing with this resolution is simply asking the Parliament. I mention this because I know that you are objective when you are making a point. I have heard even at this Committee arguments advanced eloquently by Opposition members that because the Supreme Court has suggested that we cannot amend the Senate, that they are losing track. The fact that the Government of Canada is in recognition of that asking Parliament of Great Britain to amend the British statute, the BNA Act. We are not making amendments. We are asking the government. Am I right on that?

Mr. Rémillard: I think you are right. Yes.

Mr. Mackasey: So, I am not saying what the government would do if they had their own powers. That is another story.

Mr. Rémillard: That is another problem.

Mr. Mackasey: Alors, we do agree that if the Government of Canada wants to, and the people of Canada are reflected by the referendum, want progress made, we have to start at least around the bargaining table as you suggested, the working table, the table de travail, with at least something to work on. I think where you and I part differences is that I do not think we can go on for another five or 10 years arguing about what the amending formula may be. What is your judgment, for instance?

Quel est votre jugement sur la possibilité, par exemple, d'avoir un consentement à une formule d'amendement, que ce soit la formule de Victoria, celle de Vancouver, Toronto, Pepin-Robarts?

How long do you think we can wrestle with that problem?

Mr. Rémillard: Vous me posez des questions extrêmement pertinentes, encore une fois, et je me permets simplement une remarque. J'ai donné beaucoup d'importance à l'aspect historique dans mon livre sur le fédéralisme canadien parce que, à mon sens, lorsqu'on ne connaît pas l'histoire on est condamné à la répéter et entre autre il faut peut-être se souvenir de cette discussion des 72 résolutions qui a eu lieu au Parlement du Canada-Uni en 1865 et se souvenir aussi, je me permets de le porter à votre attention, que Johnny McDonald et Cartier ont refusé d'en appeler au peuple sur ces 72 résolutions contrairement à ce qui s'est fait dans certaines Provinces maritimes. C'est certainement une lacune importante dans notre histoire parce qu'on ne saura jamais si les Québécois, dans quelle mesure les Québécois approuvaient ces 72 résolutions. On peut penser que ça aurait été confirmé mais reste quand même que ça aurait été très intéressant. Ceci dit, donc, je me permets, sur la question de l'amendement, il y a l'amendement de Victoria qui me paraît intéressant.

[Translation]

Si je laisse tomber l'aspect philosophique de votre exposé pour revenir à des questions pratiques, aurais-je raison d'affirmer que d'après vous, en vertu de la décision de la Cour Suprême vis-à-vis du Sénat, le Canada ne pourrait changer sa propre constitution? Ai-je raison? Vous n'affirmez pas que le Parlement de Grande-Bretagne peut le faire. Nous avons rédigé cette résolution en vue de poser la question au Parlement. Je mentionne la question parce que je connais votre objectivité. J'ai même entendu devant ce comité des opinions émises par des membres de l'opposition, comme quoi ils étaient désespérés parce que la Cour Suprême avait affirmé qu'on ne pouvait modifier le Sénat. Pourtant, le gouvernement du Canada demande au Parlement de la Grande-Bretagne de modifier l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique. Nous ne formulons pas de modifications. Nous demandons au gouvernement d'intervenir. Ai-je raison?

M. Rémillard: Je crois que vous avez raison.

M. Mackasey: Je ne parle pas de ce que le gouvernement ferait s'il détenait ces pouvoirs. La situation serait toute différente.

M. Rémillard: C'est un autre problème.

M. Mackasey: Nous sommes donc d'accord: si le gouvernement du Canada le désire et si le peuple canadien veut des changements, nous devons commencer à la table de négociations, comme vous l'avez mentionné, avec au moins un texte. Nous sommes, vous et moi, en désaccord parce que je ne crois pas que nous puissions continuer de la sorte pendant encore 5 ou 10 ans, en essayant de vous entendre sur une formule d'amendement. Qu'en pensez-vous?

What do you think of the possibility, for instance, of reaching an agreement regarding an amending formula, be it the Victoria formula, the Vancouver formula, the Toronto formula or the Pepin-Robarts formula?

Pendant combien de temps pensez-vous que l'on doive discuter de ce problème?

Mr. Rémillard: Once again you ask very relevant questions. I will only make one comment. I insisted on the historical aspect in my book on Canadian federalism because, in my view, when we do not know history, we are bound to repeat it. We must also remember the discussions on the 72 resolutions, which took place in the United Canada Parliament in 1865 and remember also the fact that John A. Macdonald and Cartier refused to call an election regarding those 72 resolutions, contrary to what was done in some of the Maritime provinces. This is certainly an important missing link in our history; we will never know if the people of Quebec would have approved these 72 resolutions. We may think they would have been adopted, but since we do not know all that we can say is that it would have been very interesting. Having said that, I would suggest that The Victoria amendment appeals to me.

[Texte]

Cependant, il ne m'apparaît pas que ce soit la meilleure formule parce que, à mon sens, le fédéralisme c'est une union non seulement d'états fédérés mais c'est aussi une union de personnes et lorsqu'on a une constitution fédérative et qu'on veut l'amender, il me semble nécessaire de retrouver dans le processus d'amendement, la possibilité d'intervenir de ces deux paliers, si vous voulez, de décision. Le peuple et les états et en ce sens . . .

Mr. Mackasey: I want to hear the answer but. . . alors vous êtes en faveur du concept du référendum.

M. Rémillard: Je suis en faveur du concept de référendum à deux niveaux. Tout d'abord, pour sortir de l'impasse qui pourrait résulter à la suite d'une enquête fédérale-provinciale, comme je vous l'ai expliqué tout à l'heure, je crois que c'est au peuple à dire le dernier mot et je crois aussi que le peuple doit être associé à toute formule d'amendement. En ce sens, je trouve très intéressante la formule préconisée par la Commission Pepin-Robarts. Je trouve, de toute façon, que ce rapport Pepin-Robarts devrait être la toile de fond de toute réforme constitutionnelle. C'est un travail remarquable fait par des hommes très conscients de la problématique canadienne, ils n'ont pas abordé d'une façon spécifique des problèmes comme le partage des compétences législatives mais on peut, je crois, croire qu'il s'agit là d'un élément qui devrait être considéré très fortement dans un processus de révision.

M. Mackasey: Merci beaucoup.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Mackasey.

Honorable James McGrath, followed by the Honourable Warren Allmand.

Mr. McGrath.

Mr. McGrath: Thank you very much, Mr. Chairman.

Professor Remillard, first of all, may I say that you have done us a great service by your brief because of its comprehensive nature, because it, in fact, identifies some of the areas of concern that at least some of us have and have been in fact identified by other witnesses before the Committee.

You are the last of the five expert witnesses that we have been able to call. It is interesting that the first of the five expert witnesses, Archbishop Scott, suggested that we should have more time, that there should be more citizen involvement in the framing of a new constitution for Canada, and, Professor LaForest, when he came before us, indicated that, let us get on with it. It is important that we move, and move quickly and that we seize the moment; somewhere between the two we have to find a middle ground, because I think it is important to seize the moment, but I think it would be folly for us to rush in because we are framing fundamental law here, the constitution of the land.

I would like, for a few moments, to touch on some of the testimony of Professor LaForest in the context of what you have said because you have brought into our discussions a new element. At least new in terms of the evidence presented before this Committee.

[Traduction]

However, it does not seem to be the best formula because in my view federalism is a union, not only of states but also of people, and when we have a federative constitution, which we want to amend, it is essential to be able to find in the amending formula where the two levels of government can intervene. The people and the states and . . .

M. Mackasey: Je veux entendre la réponse . . . You are therefore in favour of the referendum concept.

Mr. Rémillard: I agree with the referendum concept on both levels. First of all, to get out of the bind which would result after a federal-provincial inquiry, as I mentioned a while ago, I believe it is up to the people to have the last word and I also believe the people must take part in the definition of any amending formula. That is why I find the formula brought about by the Pepin-Robarts Commission so interesting. I believe that this Pepin-Robarts report should be the background, the scaffolding for any constitutional reform. It is a remarkable piece of work, accomplished by people who were quite familiar with the Canadian problem. They did not specifically mention problems like the distribution of legislative powers, but I believe we can say it is an element which should be strongly considered in revision process.

Mr. Mackasey: Thank you very much.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Mackasey.

La parole sera maintenant à l'honorable James McGrath, qui sera suivi de M. Warren Allmand.

Monsieur McGrath.

M. McGrath: Merci beaucoup, monsieur le président.

Monsieur Rémillard, laissez-moi tout d'abord vous dire que vous nous avez rendu un grand service en nous présentant votre rapport, qui est très complet, parce qu'il précise certains des domaines qui nous préoccupent et que d'autres témoins ont identifiés lorsqu'ils ont comparu devant nous.

Vous êtes le dernier des cinq experts que nous avons invités à témoigner. Il est intéressant de noter que le premier des cinq experts, l'archevêque Scott, a proposé que nous consacrons plus de temps à notre étude et que nous fassions participer plus de citoyens à l'élaboration d'une nouvelle constitution canadienne. M. La Forest, lorsqu'il a comparu devant nous, nous a encouragé à aller de l'avant. Il importe que nous agissions vite; nous devons trouver le moyen terme entre ces deux points de vue parce que, selon moi, il importe de profiter de l'occasion. Toutefois, à mon avis, il ne faut pas foncer à toute allure parce que nous sommes tout de même en train de formuler des lois, la constitution même du pays.

Je voudrais, pendant quelques instants, parler de certains points soulevés par M. La Forest, en les rapprochant de ce que vous avez dit, parce que vous avez apporté à nos discussions un nouvel élément. Il s'agit en tout cas d'un nouvel élément pour ce qui est des témoignages présentés à notre Comité.

[Text]

I refer you to your statement on the Statute of Westminster, page 39. I think it is worth quoting back into the record:

It should be understood that the Statute of Westminster, the cause of our patriation problems, is much more than simple British law. It is to some extent an international treaty between Canada, which actually was already sovereign prior to 1931, and England, but also a Canadian federal-provincial agreement. As long as provincial legislatures and the Canadian Parliament agree on the terms of a new constitution there is no need to go to London. The Statute of Westminster is a conventional text, whose Canadian application may be left to the discretion of the Canadian parties involved, in other words, the provinces of Canada.

Now, we were told yesterday, by Professor LaForest, that in terms of the Joint Address to the Parliament of Westminster, the federal government could do just about anything it wanted to do. There were, in fact, no restraints.

This, of course, raises the whole question of convention, which is the pith and substance of the provincial questions that are now before the appeal court.

If we take your view of the Statute of Westminster, which is very similar to a view expressed by Professor Elmer A. Dreidger, Emeritus Professor of Law, University of Ottawa, and a former Assistant Deputy Minister of Justice, then the Statute of Westminster looms very large in the context of what the federal government proposes to do unilaterally by the resolution that is now before the Committee.

I believe it adds a new element to the whole argument of conventions and how binding these conventions are on the partners to the federation.

Professor Dreiger described conventions as the flesh to clothe the bare bones of the law and my colleague here referred to the fact that we as parliamentarians should not be concerned with the bare bones of the law, but with the flesh and blood of the law.

It is interesting that the use of conventions has really only come into its own since 1920, the Declaration of 1920, or more particularly or precisely since the Statute of Westminster. And if we look at the only three areas of the 15 amendments that impacted directly on the balance between the two levels of government:

One, the 1940 amendment, dealt with the power of the federal government to implement an unemployment insurance policy;

The 1951 amendment dealt with social policy, the power, or the concurrent power, which the government assumed unto itself by that amendment to enter into the area of social security;

And the 1964 amendment which widened the power that the government had taken onto itself in the 1951 amendment, in terms of Section 94(a).

In all three cases, the Joint Address only went forward after consent, after consultation and agreement by the provinces.

[Translation]

Je me reporte à votre déclaration sur le statut de Westminster, à la page 39 du document. Je crois qu'il serait bon de citer votre déclaration:

Il faut comprendre que le statut de Westminster, qui est à la source de nos difficultés de rapatriement, est plus qu'une simple loi britannique. Il s'agit, dans une certaine mesure, d'un traité international entre le Canada, qui était déjà souverain avant 1931, et l'Angleterre, mais aussi d'une entente canadienne fédérale-provinciale. Tant que les assemblées provinciales et le Parlement canadien s'entendent sur les modalités d'une nouvelle constitution, il n'est pas nécessaire d'aller à Londres. Le Statut de Westminster est un texte conventionnel, dont l'application au Canada peut être laissée à la discrétion des parties canadiennes en cause, autrement dit, les provinces du Canada.

M. La Forest nous a dit hier qu'en ce qui concerne le projet de résolution portant adresse commune au Parlement de Westminster, le gouvernement fédéral pouvait faire à peu près ce qu'il voulait. Il n'y a, de fait, aucune limite.

Cela nous amène donc à la question de l'accord, qui est à la source des questions provinciales maintenant devant la Cour d'appel.

Si nous nous en tenons à votre opinion du Statut de Westminster laquelle s'approche de celle du professeur Elmer A. Dreiger, professeur de droit à l'Université d'Ottawa, et ancien sous-ministre adjoint de la Justice celui-ci occupe le premier plan dans le contexte des intentions du gouvernement fédéral d'agir unilatéralement en vertu de ce projet de résolution.

Voilà un nouvel élément à ajouter à la question des conventions, et de la façon dont celles-ci lient les partenaires de la Fédération.

Le professeur Dreiger décrit les conventions comme étant le vernis qui donne un poli à la loi, et mon collègue estime que nous, les parlementaires, ne devons pas nous attarder à cela, mais plutôt nous attacher à l'esprit et l'essence mêmes de la loi.

Il convient de noter que ces conventions ne datent que de la déclaration de 1920 et surtout, depuis l'entrée en vigueur du Statut de Westminster. Trois amendements seulement ont eu un effet direct sur l'équilibre des pouvoirs entre les deux paliers de gouvernement.

L'amendement de 1940 visait à permettre au gouvernement fédéral de mettre en place une politique d'assurance-chômage.

L'amendement de 1951 traitait de la politique sociale du pouvoir, ou du pouvoir aux commettants que le gouvernement se donnait pour s'ingérer dans le secteur de la sécurité sociale.

L'amendement de 1964 élargissait les pouvoirs que le gouvernement s'était donnés en 1951, en vertu de l'article 94(a).

Dans les trois cas, la résolution portant adresse commune ne fut envoyée qu'avec le consentement des intéressés, après

[Texte]

And I think that is important, because, it seems to me that those three amendments passed only after a Joint Address in which the provinces concurred, were in the spirit of Section 7(2) of the Statute of Westminster, if not within the direct frame of the law.

And, accordingly, it raises the question posed by Professor LaForest, that the Government of Canada, in terms of the unilateral nature of the action taken, can, in fact, do anything. There are no restraints because in terms of the bare bone of the law, these conventions are not binding. You also made the point, and then this was supported by Professor Cohen, that because of these very important questions of law that are raised as a consequence of this measure, we should not proceed until the Supreme Court of Canada has had a chance to rule on the appeal, or on the questions now before the provincial courts of appeal by the provinces.

And, interestingly enough, you referred at page 41 of your brief, to the unilateral nature of this move by the Government of Canada after it deemed that the First Ministers Conference had failed, and had, in fact, broken down, you referred to that as a coup de force.

The Honourable Robert Stanfield referred to it as a coup d'état and the end result, of course, is the same. You assume unto yourself powers which, legally, you have no right to assume.

I would like to ask you, Professor, in terms of Section 72 of the Statute of Westminster, the impact or the legality, if you like, because after all, that is what we are dealing with, we have to recommend to Parliament whether or not, and that is in our Order of Reference, whether or not this Joint Address should proceed to the Parliament of Westminster.

So when you take your argument in terms of the Statute of Westminster, and its international dimension in terms of international law, binding on Canada and binding on Great Britain, two sovereign international parties to that convention, then we have to take a look at what the government proposes in Section 51 of the measure before us, which, in fact, repeals Section 91(2) of the British North America Act. And then we take another look at Section 50, whereby the federal government assumes unto itself the power to change, by the use of the amending procedures of Section 41 and 42 of the bill, to change, for example, the Office of the Queen, the Governor General, Lieutenant Governor of a province, and, interestingly enough, the powers of the Senate, which has already been the subject of a ruling by the Supreme Court of Canada, in terms of Bill C-60, wherein they ruled last year that the Government of Canada did not have the power to unilaterally change the Senate of Canada, because the Senate of Canada represented a part of the compact of Confederation, whereby, theoretically at least, and I do not say that offensively, the powers of the provinces would be affected within the federal Parliament.

So, I would then put to you that the Government of Canada does not have, I am not talking about their unilateral right to proceed, I want to zero in on precisely the sections I identified. It does not have the power, for example, to unilaterally repeal Section 91(1)(2) of the British North America Act, and it does not have the power to take upon itself amendments to the

[Traduction]

consultation avec les provinces. Il s'agit là d'un point important parce que dans les trois cas, le gouvernement fédéral avait obtenu l'accord des provinces avant d'en rayer la résolution; ce qui était conforme à l'article 7(2) du Statut de Westminster, même si cela n'était pas prévu au sens strict de la loi.

Il faut donc revoir l'argument du professeur La Forest selon lequel le gouvernement du Canada peut faire tout ce qu'il veut en agissant unilatéralement. Il n'y a en fait pas de limites parce que, au sens strict de la loi, les conventions ne lient pas le gouvernement. Vous avez aussi dit, tout comme le professeur Cohen, qu'étant donné l'importance des implications juridiques de cette mesure, nous ne devrions rien faire tant que la Cour suprême du Canada n'a pas rendu une décision en appel des cas qui ont été soumis par les provinces aux Cours provinciales.

A la page 41 de votre exposé, vous affirmez que le caractère unilatéral de la décision prise par le gouvernement du Canada après l'échec complet de la Conférence des premiers ministres, est un véritable coup de force.

M. Robert Stanfield a appelé cette mesure un coup d'état parce que, d'après lui, le gouvernement fédéral se donne des pouvoirs qu'il n'a pas.

Je voudrais vous demander si d'après vous, étant donné l'article 72 du Statut de Westminster, et l'incidence ou le caractère juridique de la question, nous devrions recommander ou non au Parlement, conformément à notre mandat, qu'il envoie au Parlement de Westminster son projet de résolution portant adresse commune.

Si nous reprenons votre argument relatif au Statut de Westminster et à sa dimension internationale, liant le Canada avec la Grande-Bretagne, deux pays souverains, il nous faut donc revoir l'article 51 du projet de résolution qui abroge l'article 91(2) de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Nous devons aussi revoir l'article 50 aux termes duquel le gouvernement fédéral se donne le pouvoir de modifier, dans la procédure d'amendement inscrite aux articles 41 et 42, les fonctions notamment de la Reine, du gouverneur général, du gouverneur d'une province et même les pouvoirs du Sénat, bien que ceux-ci aient déjà fait l'objet d'une décision de la Cour suprême du Canada, lors du débat sur le Bill C-60. En effet, la Cour Suprême avait alors décidé que le gouvernement du Canada n'aurait pas le pouvoir de modifier unilatéralement le Sénat parce que les fonctions de ce dernier sont inscrites dans le pacte confédératif et parce que, du moins théoriquement, et sans vouloir vous offenser, une telle modification toucherait aux pouvoirs des provinces au sein du Parlement fédéral.

On en concluerait donc que le gouvernement du Canada n'a pas le pouvoir d'abroger unilatéralement, par exemple, l'article 91(1) (2) de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et qu'il n'a pas le pouvoir de modifier unilatéralement les institutions fédérales, dont les pouvoirs de la reine, du gouverneur-général, des lieutenants-gouverneurs, à cause de la décision rendue par

[Text]

institutions of the federation, namely, the Queen, the Governor General, the Lieutenant Governor unilaterally, (a) by virtue of the ruling of the Supreme Court on Bill C-60 and, (b), by virtue of the provisions of Section 7(2) of the Statute of Westminster. In other words, the Statute of Westminster would have the effect of making these moves illegal, because the Statute of Westminster is just as binding on the Parliament of Westminster as it is on the Parliament of Canada.

Mr. Rémillard: Well, I think you point out, Mr. McGrath, the more important elements of the problem we are studying here. And it is very difficult for me to answer your question, very complete question.

First of all, j'aimerais préciser la nature du Statut de Westminster en ce sens que c'est avant tout un traité international ce qui, à mon sens, pourrait dire que si jamais le gouvernement anglais refusait la résolution que vous étudiez actuellement, que ce soit parce que vous n'avez pas l'unanimité des Provinces ou pour toutes autres considérations, le gouvernement canadien n'a qu'à dénoncer tout simplement le Statut de Westminster et agir d'une façon unilatérale sans absolument aucune consultation avec le gouvernement anglais, comme pour tout traité international.

Le Statut de Westminster lie le gouvernement canadien comme le gouvernement anglais de la même façon, c'est-à-dire conventionnellement puisqu'il s'agit de deux entités souveraines et c'est dans ce sens que la situation que nous vivons actuellement est difficile parce que, finalement, vous avez le pouvoir de tout faire comme parlementaires, comme membres des deux Chambres du Parlement canadien. Vous pouvez déclarer d'une façon unilatérale, déclarer que maintenant le Canada aura une nouvelle constitution et je ne vois pas légalement, sur le strict plan de la légalité, je ne vois pas comment on pourrait vous en empêcher.

Mr. McGrath: We can also say that Canada, from now on, will be a unitary state.

Mr. Rémillard: Yes, sure, why not?

Mr. McGrath: We could do away with the provinces unilaterally. It follows logically.

Mr. Rémillard: Sure.

Mais, vous savez, vous pourriez faire cela comme le parlement anglais de Westminster pourrait légiférer pour le Canada même en allant à l'encontre du Statut de Westminster. C'est légalement possible.

Comme dit Lord Sankey dans l'affaire Bonanza Creek, c'est possible mais c'est possible en théorie. En pratique, c'est impensable parce que, même si on prend la résolution actuelle, prenons le scénario que vous procédez sans l'unanimité des Provinces, vous savez que c'est déjà devant les tribunaux, les Cours d'Appel de quelques provinces, et qu'il est tout probable que la Cour Suprême aura à se prononcer sur cette question. Si vous n'attendez pas la décision de la Cour Suprême, quel pourrait être le scénario?

A ce moment-là, vous demandez à Londres d'agir. A mon sens, Londres doit agir. S'il veut respecter les conventions internationales, le Statut de Westminster, il se doit d'agir. Londres agit, il y a une loi du parlement anglais qui devient la

[Translation]

la Cour Suprême au sujet du bill C-60 et à cause des dispositions prévus à l'article 7(2) du Statut de Westminster. Autrement dit, une telle action unilatérale serait illégale en vertu du Statut de Westminster, qui est obligatoire autant pour le Parlement de Westminster que pour le Parlement du Canada.

M. Rémillard: Vous avez bien résumé, monsieur McGrath, les principaux éléments du problème. Et il me sera difficile de répondre à votre question.

D'abord, . . . I would like to define the very nature of the Statute of Westminster. The Statute is first and foremost an international treaty, and I think that if the government of England rejected the resolution you are presently studying because some provinces did not give their consent, or for any other reason, then the government of Canada would simply have to denounce the treaty and act unilaterally without any consultation with the government of Britain as would be the case with any international treaty.

The Statute of Westminster is binding upon the government of Canada and the government of Britain because it is agreement entered into by sovereign nations, and that is why the present situation is so intricate. In fact, you have the power to do whatever you want as members of Parliament, as members of the two houses of Parliament of Canada. You have the power to declare unilaterally that Canada now has a new constitution, and I can see no legal argument that could be brought to bear to stop you from doing that.

M. McGrath: Nous pourrions également déclarer que le Canada est maintenant un état unitaire.

M. Rémillard: Oui, pourquoi pas?

M. McGrath: Nous pourrions donc, en toute logique, abolir unilatéralement les provinces.

M. Rémillard: Certainement.

But, you know, you could go ahead just as Britain's Westminster Parliament could legislate for Canada even in spite of the Statute of Westminster. It is legally possible.

As Lord Sankey said with reference to the Bonanza Creek case, it is possible, but only in theory. In practice, it is unthinkable, because even according to the present draft resolution, under which we will proceed without the unanimous agreement of the provinces, you are aware that the matter is already before the courts, the courts of appeal of several provinces, and that the Supreme Court will most likely have to make a decision on the issue. What is likely to happen if you do not wait for the Supreme Court's decision?

According to this scenario, you will ask London to act. I feel that London will have to act. If London wishes to respect international conventions, the Statute of Westminster, it will be forced to act. So London will go ahead, and an act passed

[Texte]

loi du Canada mais quelle est la situation juridique à ce moment, la situation juridique si la Cour Suprême entre temps a déclaré que la résolution de demande à Londres était illégale, inconstitutionnelle?

Nous serions un petit peu, avec les nuances qui s'imposent, si vous me permettez la comparaison, on serait un petit peu dans la situation d'un coup d'état comme vous le mentionniez tout-à-l'heure, c'est-à-dire que vous avez à un moment donné un processus illégal qui aboutit à une légalité. C'est lorsque vous avez, par exemple, un groupe de révolutionnaires qui s'emparent d'un pouvoir légalement établi et qui, par le droit international, étant donné qu'il contrôle la situation du pays interne, sont reconnus internationalement par les pays et donc deviennent légaux par le fait même mais il faut comprendre à ce moment-là que si ces gens qui détiennent le pouvoir d'une façon légale, ces gens ne sont pas nécessairement détenteurs d'un pouvoir légitime et c'est là que c'est extrêmement important de faire la distinction entre légitimité et légalité et c'est pour cela que lorsqu'on étudie dans sa réelle dimension le problème actuellement que pose la résolution que vous étudiez, il ne faut pas oublier de considérer l'aspect légitime parce que, sur le strict plan de la légalité, les pouvoirs que vous détenez comme membres des deux Chambres, comme membres du Parlement canadien sont quasi-complets.

Ce que vous devez quand même considérer, c'est l'esprit du pacte fédératif, c'est l'esprit de nos conventions, de nos coutumes, l'esprit de l'évolution de ces conventions et de ces coutumes, l'esprit d'une société qui a évolué et qu'elle est ce qu'elle est actuellement et ça, évidemment, c'est une considération politique que vous comprendrez qui n'est pas de ma compétence.

M. McGrath: Une question, s'il vous plaît?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I have no quarrel with your last question, Mr. McGrath. The only point, and I want to raise it for the benefit of all of the honourable members, is that our next witnesses, our group of next witnesses is in the audience with us this morning. It is past 11:30 a.m. and I have still . . .

Mr. McGrath: My question has a bearing on the . . .

The Joint Chairman (Mr. Joyal): No, but I think I need guidance from all the honourable members, and that is why I take time. There are on my list seven more speakers so that is why I expect guidance from honourable members and wisdom, and it is not at all because I want to make any judgment of any questions that are put through by honourable members.

Mr. McGrath: My question is very short, Mr. Chairman. I merely wanted to ask the witness, and if the honourable members let me proceed, I will go ahead.

I merely wanted to ask the witness: given the absolute power of the Parliament of Canada to do anything it wants, and given the unilateral nature of what the Government of Canada proposes, my question deals with what protection there is for the provinces in this federal pact.

And I put to you that the advice has been given to the Select Committee at Westminster, that, given the legal obligations

[Traduction]

by the British Parliament will become a Canadian act; but what will be the legal situation at that point if the Supreme Court in the meanwhile has declared the resolution presented to London illegal and unconstitutional?

If you will accept my analogy, we would find ourselves to a certain extent in a situation comparable to a *coup d'état* as you said earlier; in order words, at some point we will be left with an illegal process which has led to something legal. The same occurs, for instance, when a group of revolutionaries takes over legally established power and, through international law, since the group controls the domestic situation of the country, is recognized internationally by other countries, and consequently achieves legal status. But it is necessary to understand that even if this group does legally hold power, it does not necessarily hold legitimate power. It is here that it becomes extremely important to distinguish between legitimacy and legality, which is why in a study of the true dimensions of the problems raised now by the resolution before you, the aspect of legitimacy must not be ignored since, as far as strict legality is concerned, your powers as members of the two Houses of Canada's Parliament are almost total.

What you must consider is the spirit of the federal pact, the spirit of our conventions and our customs, the spirit of the evolutions and our conventions and customs, the spirit of a society which has evolved and which is what it is today; obviously, that is a political issue which, as you will understand, is beyond my competence.

Mr. McGrath: A question, please?

Le coprésident (M. Joyal): Je ne dispute pas votre dernière question, monsieur McGrath. Il n'y a qu'une chose que j'aimerais dire à l'intention de tous les honorables membres du comité: c'est que nos témoins suivants, le groupe suivant de témoins, attendent parmi nous ce matin. Il est déjà passé 11 h 30, et il me reste . . .

M. McGrath: Ma question a trait au . . .

Le coprésident (M. Joyal): Non, je crois que je dois me laisser guider par tous les membres; c'est pour cela que j'interromps. J'ai encore sur ma liste les noms de 7 personnes qui voudraient poser des questions; c'est pour cette raison que j'invite les membres à me conseiller, et non parce que je veux juger les questions posées par un membre du comité.

M. McGrath: Monsieur le président, ma question est très courte. Je voulais tout simplement poser une question au témoin; si les membres du comité me le permettront, je procéderai.

Je voulais tout simplement demander au témoin quelle protection existe pour les provinces en vertu de ce pacte fédératif, vu le pouvoir absolu du Parlement canadien de faire tout ce qu'il veut, et étant donné la nature unilatérale de ce que propose le gouvernement du Canada.

Le Comité spécial de Westminster a été prévenu que les obligations juridiques du gouvernement de la Grande-Bretagne

[Text]

that the Government of Great Britain, or the Parliament of Great Britain has under the convention or the terms of the Statute of Westminster, they would have an obligation to look behind any joint resolution that goes to Westminster from the Parliament of Canada, given the fact that it deals with and changes the balance of power in the federation.

M. Rémillard: Ma réponse sera brève parce qu'elle se situe strictement au niveau politique, vous avez parfaitement raison dans le sens politique, je crois qu'on doit prendre en considération quand même toute cette histoire fédérative que nous avons. De toute façon, tout à l'heure on parlait en théorie parce que je ne crois pas que ce soit l'intention de quelque parti qui est représenté ici de bouleverser à ce point le fédéralisme canadien pour en faire un état unitaire.

Alors, c'est un petit peu de la théorie. Cependant, il est évident que l'on doit être extrêmement attentif aux éléments qui ont permis de faire en sorte que notre système politique, que notre fédéralisme puisse évoluer dans le sens que nous connaissons actuellement, mais vous avez fondamentalement raison, il faut être très attentif à l'aspect politique de cette demande.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. McGrath, and I am still seeking the advice and guidance of honourable members with the very question I have raised, because, I think, as a Joint Chairman of this Committee, and I am quite sure that honourable Senator Hays shares the same view, we have to manage with all the interests of the honourable members in the time we have at our disposal.

Honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, I would suggest, in view of the fact that we have spent approximately three hours with every expert witness, that we be guided by that rule this morning as well.

That being the case, I would suggest that we stay with the expert witness until approximately 12:30 p.m., that we work on that. I would think, in view of the fact of the importance of the delegation from Newfoundland, gentlemen covering all denominations in that province, as well, obviously, as the whole question of the school system there, that members work right through from approximately 12:30 p.m. then to 1:30 p.m. I think we are always guided by the Chair in that sense and that would allow members still to meet the obligations and the requirements that they have for the afternoon and I would think that that would be the best arrangement.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): If this suggestion is agreeable, I would proceed as requested and suggested by honourable...

Honourable Bryce Mackasey.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, one little provision that you set the establishment, or you made a decision yesterday that we periodically could use a five minute break. I know you are talking for yourself and I will go along with the concept provided that five or 10 minutes...

I will summarize that we agree that we hear Professor Remillard until 12:30 p.m. and have a five minute break, and then...

[Translation]

ou du Parlement de la Grande-Bretagne en vertu des dispositions du Statut de Westminster, obligeraient ce comité de tenir compte de toutes les implications d'une résolution mixte envoyée par le Parlement canadien à Westminster, puisque la répartition des pouvoirs au sein de la fédération sera modifiée.

Mr. Rémillard: My answer will be short since it is strictly at the political level. Politically speaking, you are perfectly correct; I think that we must take into account all of our history as a federation. In any case, earlier we were speaking on a theoretical level, because I do not believe that anyone represented here has the intention of upsetting Canadian federalism to such an extent that it becomes a unitary system.

So that is a little bit of theory. It is clear, however, that it is necessary to pay careful attention to the elements which allowed our political system and our federalism to evolve into what we know today; basically, however, you are right in saying that we must pay close attention to the political aspects of this request.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur McGrath. Je demande encore aux honorables membres du comité de me donner leurs conseils sur la procédure à suivre. Comme coprésident de ce comité, et je suis certain que l'honorable sénateur Hays partage mon point de vue, je crois que nous devons tenir compte de tous les intérêts des membres du comité dans la mesure où le temps le permet.

L'honorable Jake Epp.

M. Epp: Monsieur le président, vu le fait que nous avons passé environ trois heures avec chaque spécialiste, je propose qu'on suive cette même règle ce matin aussi.

Ceci étant dit, je proposerais que nous poursuivions avec notre témoin jusqu'à environ 12 h 30, plus ou moins. Vu l'importance de la délégation de Terre-Neuve, composée de personnes représentant toutes les confessions de la province, et leur participation au système scolaire de cette province, je proposerais que le comité continue à siéger de 12 h 30 à 13 h 30. Je crois que nous nous laissons toujours guider par la présidence dans ces questions, et cette formule permettrait aux membres de s'acquitter de leurs obligations et leurs engagements de l'après-midi. Je crois que ce serait la meilleure solution.

Le coprésident (M. Joyal): Si cette proposition vous convient, je ferai comme l'honorable député a proposé...

L'honorable Bryce Mackasey.

M. Mackasey: Monsieur le président, hier vous avez décidé qu'il nous faut de temps à autres une pose de cinq minutes. Je suis d'accord avec l'horaire proposée, du moment qu'on nous laisse cinq ou dix minutes...

Bref, je propose qu'on continue avec le professeur Rémillard jusqu'à 12 h 30; nous pourrions ensuite faire une pause de cinq minutes, et ensuite...

[Texte]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thanks a lot. I receive the subamendment to the proposal as put through by Mr. Jake Epp.

So, I would like to invite now the honourable Warren Allmand.

M. Allmand: Professeur Rémillard, comme vous le savez plusieurs provinces, surtout dans l'ouest, ont rejeté la formule d'amendement dans la proposition et parmi d'autres raisons, le fait que cette proposition donne aux Provinces de l'Ontario et du Québec le droit de veto complet, sans limites, pour des siècles et des siècles et ces Provinces considèrent cette formulation inéquitable, injuste, surtout s'il y a un grand changement dans la population dans cinquante ans, dans cent ans, par exemple.

Votre proposition et la proposition de Pépin-Robarts est plus ou moins la même parce que vous considérez l'ouest comme une région et le Québec une région et l'Ontario une région. Il me semble que votre proposition sera rejetée aussi pour ces raisons.

Maintenant, il y avait d'autres alternatives suggérées à ce Comité. Le premier ministre Blakeney a suggéré une formule où on doit avoir un amendement avec une majorité des Provinces représentant 80 pour cent de la population canadienne et aussi avec d'autres détails.

Maintenant, avec cette formule, le Québec aurait un veto maintenant mais le veto n'est pas garanti dans l'avenir.

D'un autre côté, M. Notley, le chef NPD de l'Alberta a suggéré une formule avec la majorité des Provinces représentant 95 p. 100 de la population mais avec exception pour les questions de langue, de culture et de ressources naturelles où toutes les Provinces auraient un veto.

Ma question: est-ce que vous croyez qu'il soit possible d'avoir une formule d'amendement sans un veto garanti pour le Québec, pour des siècles et des siècles, pour jamais.

Si non, voulez-vous suggérer un compromis ou des moyens de satisfaire ces sentiments dans l'ouest du Canada où vous avez maintenant deux grandes provinces comme la Colombie-Britannique et l'Alberta et même la Saskatchewan qui ont une croissance formidable depuis quelques années.

M. Rémillard: Écoutez, monsieur Allmand, vous me posez une excellente question qui met en cause, finalement, un des aspects les plus originaux de notre fédéralisme, c'est-à-dire le dualisme canadien.

Pour moi, la conception que j'ai du dualisme est celle-ci. Lors de la conquête en 1760, il y avait des Canadiens, le peuple vaincu, et il y avait des Anglais.

Cette distinction s'est perpétuée jusqu'en 1840, 1841, avec le régime d'union lorsqu'à la suite des troubles de 1837, 1838, des patriotes dans le Bas-Canada et à la suite du rapport Durham on a convenu qu'il fallait unir le Haut et le Bas-Canada pour faire une seule entité politique, le Canada uni et c'est alors qu'est apparue pour la première fois cette distinction entre Canadiens-français et Canadiens-anglais.

Nous étions tous des Canadiens mais la distinction se faisait selon la langue, française ou anglaise. Lors de la Confédération, en 1867, c'est cette situation qui existait et, en ce sens, on

[Traduction]

Le coprésident (M. Joyal): Merci. Je reçois le sous-amendement à la proposition de M. Jake Epp.

J'aimerais maintenant donner la parole à l'honorable Warren Allmand.

Mr. Allmand: Mr. Rémillard, as you know, several provinces, especially in the west, have rejected the amending formula in the proposal because of, among other reasons, the fact that this proposal gives the provinces of Ontario and Quebec the right to a full veto, without any limits, forever and ever. These provinces consider this to be unfair, especially if there is a great population change 50 or 100 years from now, for instance.

Your proposal and the Pepin-Robarts proposal are more or less the same because you consider the west to be an area, Quebec one area, and Ontario another area. It seems to me your proposal will be rejected for those reasons.

There were other alternatives before this Committee. Premier Blakeney suggested a formula whereby an amendment would require the approval of the majority of the provinces representing 80 per cent of the Canadian population.

Under such a formula, Quebec would have a veto as things now stand but the veto is not guaranteed for the future.

On the other hand Mr. Notley, the NDP Leader in Alberta, suggested a formula requiring a majority of the provinces representing 95 per cent of the population, except for questions of language, culture and natural resources, where all provinces would have a veto.

My question is as follows: do you believe it would be possible to have an amending formula without a permanently guaranteed veto for Quebec?

If not, would you suggest a compromise or a way to deal with feelings prevalent in Western Canada, with its two large provinces, British Columbia and Alberta, and even Saskatchewan, where growth has been phenomenal for a few years?

Mr. Rémillard: Mr. Allmand, you are asking me an excellent question which involves one of the more original aspects of our federalism, namely Canadian dualism.

My idea of dualism is as follows. At the time of the conquest in 1760, there were the "Canadiens", the vanquished people, and, the English.

This distinction lasted until 1840, 1841 when, after the troubles in 1837, 1838, with the patriots in Lower Canada and after the Durham report it was agreed to unite Lower and Upper Canada as a single political entity, a united Canada. That is where first arose distinction between French Canadians and English Canadians.

We were all Canadians, but the distinction was made according to the language, French or English. Such was the situation at the time of Confederation, in 1867 and that is why we

[Text]

peut dire que le pacte de 1867 unissait deux peuples, les Canadiens-français et les Canadiens-anglais.

Cependant, à partir de cette notion de peuple Canadien-français s'est développé au Québec un phénomène national, par la suite d'événements qui sont extrêmement difficiles à expliquer d'une façon cartésienne, d'une façon précise, entre autre au moment de la révolution tranquille de 1960. Il arrive des moments dans l'histoire de tout pays qui sont extrêmement difficiles à expliquer sur le strict plan de la raison mais qui se sentent, qui se comprennent avec une politique d'ensemble et qui fait en sorte que maintenant, je crois, on peut dire qu'il existe au Québec un phénomène national. Pour moi, le Québec est une nation.

Maintenant, le fait de dire que le Québec est une nation ne veut pas dire nécessairement que le Québec doit être indépendant. Je prends le terme de nation au sens socio-juridique du terme, dans son réel sens. Lorsqu'on a associé nation et état souverain on a déformé, de fait, le mot nation. Le mot nation c'est un groupe de personnes, c'est une entité de personnes qui, prenant conscience de son individualité, prenant conscience tant des éléments d'ordre moral que physique, matériel qui les unit, décide de former une entité, décide de poursuivre ensemble un but commun et de confier à un gouvernement qu'ils organisent juridiquement par une constitution d'en arriver à ce but commun.

Il est parfaitement possible d'être une nation et de vivre dans un contexte supra-national comme dans un fédéralisme. Il n'y a, à mon sens, aucune objection à ce que le Québec soit un phénomène national consacré et qu'il exprime pleinement ce phénomène national dans le contexte du fédéralisme canadien, à la condition, évidemment, qu'on lui permette d'exprimer cette spécificité, d'exprimer ce qui le distingue comme phénomène national parce qu'il reste que dans un fédéralisme il y a ce phénomène national supra-national et qu'en autant qu'on accepte le fédéralisme, on accepte que l'intérêt national fédéral doit prédominer sur cet intérêt régional.

C'est une conséquence du fédéralisme qu'on vit actuellement avec tout le problème des richesses naturelles.

Dans ce contexte, il me semble que si on veut respecter le pacte de 1867, si on veut respecter celui qu'on négociera suite à une réforme constitutionnelle, il faudra que le Québec se voit garanti un droit de veto dans les éléments qui font partie de sa spécificité, dans ces éléments qui l'amène à accepter ce compromis fédératif parce qu'il considère que même s'il est un phénomène national, il peut s'exprimer pleinement dans un cadre fédératif et je crois que c'est possible fondamentalement.

Mr. Allmand: Alors, si je comprends bien, vous dites qu'il est possible peut-être d'avoir une formule d'amendement où le Québec, et peut-être toutes les Provinces, ont le droit de veto sur des questions spécifiques peut-être plus que M. Notley a suggéré mais pas toutes les questions, par exemple. Maintenant selon la convention, toutes les Provinces ont le droit de veto, mais vous croyez que c'est possible peut-être d'avoir un droit de veto mais limité à ces questions qui touchent surtout l'individualité du Québec.

[Translation]

can say that (the pact of 1867 united two peoples,) French Canadians and English Canadians.

However the notion of a French Canadian people, later gave rise to a nationalist phenomenon in Quebec at the time of the quiet revolution in 1960. Following developments extremely difficult to explain in a logical fashion. There are some moments in the history of any country which are extremely difficult to explain from a strictly logical point of view, but which can be understood from an overall perspective. I believe we can say there is in Quebec a form of nationhood to my view, Quebec is a nation.

Saying that Quebec is a nation does not necessarily mean that Quebec must be independent. I am using the term nation in its sociological and legal sense, that is, its real meaning. To equate nation and sovereign state is to distort the meaning of nation. The word nation means a group of persons who, on becoming aware of their individuality, of the physical, moral, and material elements bringing them together, decide to form an entity and seek a common goal forming a legal government under a constitution.

It is perfectly possible to be a nation and to live in a supranational context like federalism. In my view, there is nothing preventing Quebec from constituting a nation and fully expressing its nationhood in the context of Canadian federalism, provided that it be permitted to express the distinct personality setting it apart as a national phenomenon. There is, in federalism, a supranational phenomenon and if one accepts federalism, one also accepts the fact that the federal national interest must be stronger than regional interest.

The problem of natural resources which we are now experiencing is a result of federalism.

Thus it seems to me that if we want to respect the pact of 1867, if we want to respect the pact which we will be negotiating after a constitutional reform, Quebec will have to be guaranteed a veto in matters relating to its distinctive characteristics. Federalism is an acceptable compromise for a nation provided it can express itself fully in a federative system. I believe that is possible.

Mr. Allmand: If I understand you correctly, you are saying it may be possible to have an amending formula whereby Quebec, and maybe all the provinces, would have a veto on specific questions, maybe more than Mr. Notley had suggested, but not on all questions. According to convention, all provinces now have the right to veto, but you believe it may be possible to have a veto which would be limited to those questions which specifically relate to Quebec's individuality.

[Texte]

Vous savez, parce que nous avons maintenant un mouvement séparatiste dans l'Ouest, c'est une raison de plus pour avoir une formule qui est juste et équitable pour toutes les provinces.

M. Rémillard: Le problème de l'amendement est le problème majeur dans toute constitution fédérative, comme dans toute constitution ordinaire aussi, et celui que nous avons ici se double en plus de cet aspect du dualisme et du régionalisme aussi. Alors, je crois qu'on doit trouver une formule qui pourrait être acceptable tant sur le plan du dualisme, c'est-à-dire pour les régions qui sont les quatre grandes régions qu'on connaît mais éventuellement il faudrait s'ajuster. La formule d'amendement que l'on pourra négocier actuellement pourrait être renégociée en fonction de cette formule d'amendement un peu plus tard.

Tout élément qu'on retrouve dans une constitution peut être à un moment donné renégociable, selon les termes de négociation inclus évidemment dans cette constitution, mais même la formule d'amendement, vous savez, monsieur Allmand, vous ne pouvez pas la déterminer une fois pour toutes au moment de la rédaction de la constitution.

M. Allmand: D'accord.

Une question finale.

Ce matin M. Nystrom vous a demandé ce pourquoi le Québec a voté quand il a rejeté la question de souveraineté-association et vous avez mentionné le Livre Beige de M. Ryan et du Parti Libéral du Québec.

Dans ce document-là, il propose l'extension de l'article 133 aux autres provinces du Canada. J'ai remarqué dans votre proposition que vous suggérez d'enchâsser les questions linguistiques mais seulement au niveau fédéral, ce qui est différent de la proposition de M. Ryan et du Parti Libéral du Québec.

Maintenant, je voudrais vous demander quelle est votre opinion concernant l'extension de l'article 133? Pour moi, je crois que les gens du Québec ont voté d'être chez-eux partout au Canada plutôt que simplement chez-eux dans le territoire du Québec. Pour moi, l'article 133 signifie ce désir.

Quelle est votre opinion?

M. Rémillard: Vous savez, mon interprétation du référendum vaut n'importe quelle autre comme n'importe quelle autre vaut la mienne. C'est bien difficile de tirer des conclusions de ce référendum québécois pour différentes raisons: parce que c'était tout simplement un mandat de négocier qu'on demandait, parce que jamais dans toute l'histoire du fédéralisme canadien les Francophones n'ont eu autant de possibilités, en tout cas au sein du gouvernement fédéral, il faut bien l'admettre, parce que aussi la situation économique générale, mondiale et nationale était très difficile et que la question à mon sens aussi était ambiguë, bref, je crois qu'il faut se garder de tirer des conséquences trop rigides du référendum.

Le référendum québécois, il a été intéressant et je crois qu'en ce sens il aura fait progresser, je crois, quand même le débat si les parlementaires se remettent à leur table de travail et abordent la réforme constitutionnelle.

[Traduction]

Now that we have a separatist movement out west, that is another reason to have a formula which is fair for all provinces.

Mr. Rémillard: The amendment problem is the major problem in any federative constitution, as in any regular constitution. This problem is compounded by dualism and regionalism. I believe we have to find a formula to accommodate dualism, that is for our four present main areas, but eventually we would have to make adjustments. The amending formula we may now be able to negotiate could be renegotiated later on in accordance with the amending formula.

All elements found in a constitution can, at any moment, be renegotiated, under the negotiating terms included in the constitution. However, the amending formula, as you know, Mr. Allmand, cannot be determined once and for all at the time the constitution is written.

Mr. Allmand: That is correct.

A final question.

This morning, when Mr. Nystrom asked you what Quebec had voted for when it had rejected the question of sovereignty association, you mentioned the Beige Book brought out by Mr. Ryan and the Liberal Party of Quebec.

In that document, there is a proposal to extend section 133 to the other provinces of Canada. I noticed that you suggested, in your proposal, to include language matters only at the federal level, which is different from the proposal made by Mr. Ryan and the Liberal Party of Quebec.

I would now like to ask you your opinion regarding the extension of section 133. I believe the people of Quebec voted in favour of considering all of Canada their home rather than simply the Province of Quebec, and I believe that extending section 133 is consistent with that desire.

What is your opinion?

Mr. Rémillard: My interpretation of the referendum is as good as anyone else's. It is difficult to draw conclusions from the Quebec referendum for different reasons. Because it was simply an attempt to obtain the power to negotiate, because never in the history of Canadian federalism had francophones had so many possibilities in the federal government (one has to admit it), because of the general economic situation at the world and national levels, which was very difficult, and because the question, in my view, was very ambiguous, I believe it is better not to draw overly precise conclusions from the referendum.

The Quebec referendum was very interesting and I believe it helped advance the debate, if parliamentarians go back to work to tackle constitutional reform.

[Text]

Maintenant, conformément à votre question concernant l'article 133, pour moi, en conformité avec la conception de la nation québécoise que je vous ai exprimée, cette conception d'une nation qui peut vivre dans une structure supra-nationale qu'est le fédéralisme canadien, à mon sens, ça implique quand même qu'on doit laisser au Québec la pleine liberté de l'enseignement dans la langue, de pleine liberté en droit en ce qui regarde sa langue, le français, et j'adopte dans ce sens la position de la Commission de l'Unité canadienne, la Commission Pépin-Robarts.

Cependant, je dois dire que si on devait mettre de côté cette conception, il me semble qu'il faudrait absolument faire en sorte que 133 s'applique aux quatre provinces où les Francophones et les Anglophones font en sorte qu'ils sont soit la majorité, soit la minorité, c'est-à-dire aussi, en plus du Manitoba et le Québec, l'appliquer, 133, à l'Ontario et l'appliquer au Nouveau-Brunswick. Il me semble que ce serait tout simplement une conséquence logique. Cependant, comme je vous l'ai dit, pour moi la solution c'est de laisser aux Provinces l'entière responsabilité de leurs droits linguistiques, quitte à permettre aux Provinces de faire les accords de réciprocité qu'elles veulent pour le bien-être de leurs minorités, cependant avec la réserve que le gouvernement fédéral devrait faire en sorte d'accentuer ses services et tous les éléments qui peuvent regarder son gouvernement lorsque les minorités sont en cause.

Mr. Allmand: Merci.

Mr. Rémillard: Je vous en prie, monsieur Allmand.

Le coprésident (M. Joyal): M. Hawkes, s'il vous plaît, suivi de M. Eymard Corbin.

Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman and welcome, Professor. I apologize for the length of my preamble but I think I have to set a context to get to my basic question.

You have given me considerable reason for thought this morning and thank heavens I have had an hour and a half to consider the ideas and listen to the questions, but the citizen groups that have appeared before us have addressed themselves I think in many instances to the concept of legitimacy. I have been interested in the last three days since we have heard expert witnesses beginning with Archbishop Scott chosen by the NDP, that there is consistency not in the law from the experts but there is consistency in either assertions that legitimacy is perhaps the cornerstone of any democratic system, institutions, and those who serve in those institutions must have that legitimacy.

I set that aside for a minute as a just a basic principle which must be addressed in constitutional terms.

Okay, you bring a new element of law to our attention and it is in the following kind of context. You say that if the government moves quickly with its package and gets it to Westminster then it will likely be passed by Westminster; you cannot judge that totally, but that if that happens it will be accepted in international law as the law of this country, and the Privy Council memo in its strategy addressed that point

[Translation]

As for your question regarding section 133, in keeping with my idea of the Quebec nation, this idea of a nation which can live in the supranational structure of Canadian federalism, Quebec has to have full freedom to offer education in its own language, in French. That is why I agree with the position of the Commission on Canadian Unity, the Pépin-Robarts Commission.

However, I must say that if we were to put aside this idea, it seems to me we would have to apply section 133 to the four provinces where French speakers and English speakers are a majority or a minority, that is Ontario and New Brunswick, in addition to Manitoba and Quebec. It seems to me that this would be a logical result. However, as I have told you before, I believe it is up to the provinces to take full responsibility for their linguistic rights, at the risk of letting the provinces make reciprocal agreements for the well-being of their minorities, on condition that the federal government do all it can to improve its services and all matters relating to its jurisdiction with respect to minorities.

Mr. Allmand: Thank you.

Mr. Rémillard: You are welcome, Mr. Allmand.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Hawkes followed by Mr. Eymard Corbin.

Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président et bienvenu, monsieur le professeur. Je m'excuse à l'avance de la longueur de mon préambule, mais je dois établir certains points avant d'en venir à ma question.

Votre exposé de ce matin m'a donné à réfléchir et, Dieu merci, j'ai eu une heure et demie pour l'étudier et écouter les questions. Je crois que les groupes de citoyens qui sont venus témoigner devant nous ont fait souvent appel au concept de la légitimité. Depuis trois jours, un bon nombre d'experts sont venus témoigner, à commencer par le très révérend Scott, représentant du NPD. Ils estiment tous, même si les textes juridiques ne sont pas précis à cet égard, que la légitimité est probablement la clef de voûte de tout système ou institution démocratique et que ceux qui se mettent au service de ces institutions doivent avoir cette légitimité.

Ce juste principe doit aussi s'appliquer au processus constitutionnel.

Cependant, vous nous soulignez de nouveaux éléments juridiques qui pourraient être soulevés dans le cas suivant. Vous affirmez que si le gouvernement agit rapidement et dépose sa résolution devant le Parlement de Westminster, celle-ci sera probablement adoptée. Vous ne pouvez pas l'affirmer avec certitude, mais vous croyez que si cette situation se produit, la résolution sera considérée en loi internationale comme la cons-

[Texte]

and urged speed so that the Supreme Court could be avoided. So then we would end up with that situation.

But the new element you introduced, in my mind, I would call it the opting out element. You say that in domestic law your legal opinion is that a province or provinces could opt out in total or in part from those constitutional revisions, and you might at some point address the total versus part, but at least that possibility exists.

I sit here and I say—let me deal with the Quebec referendum for just one second—but 60 per cent of the people voted for a continuation in a federated state and I think we concentrate on that, 60 per cent, but 40 per cent of the people in that vote, I think that 40 per cent could be interpreted as a group who have serious reservations about the legitimacy of the system as they have experienced it at least to this point.

Then I drag myself back to my own province. I am from Calgary Alberta, and Alberta is getting the reputation, and my part of Alberta is getting the reputation as the hot bed of separatism. Last night about midnight I read the *Ottawa Citizen*. There was a group called West Fed which is the most rapidly growing separatist group in the Province of Alberta. There was just a little piece in the paper last night, but their budget for 1981 is \$4 million, West Fed. That announcement was made in Vancouver. They are trying, and reasonably successfully, to build legitimacy for a set of ideas. In some ways, of the groups in the West as I understand them, this is the most modern separatist group. It is a group which would dissipate quickly if it could see more legitimacy in the relationship with its central government.

The Saskatchewan delegation the other day used the phrase which I think captures shortly a lot of the feeling out there, we will be partners but not victims of this federation, and I think that maybe sums up the kind of growing thing that is there for them.

If we take your principles that you have enunciated for us on the legal side, our concern for legitimacy, and we marry them in the following kind of way, I was sitting here as a social scientist trying to draft a question that could be used in a Gallup poll that could get me a high degree of yes, if that is what I wanted, and for the West I phrased it "It is legally possible for the province to opt out of a unilaterally determined constitutional change. Do you want your provincial legislature to pass a resolution opting out of the Trudeau-Liberal constitutional change?" In Western Canada I think that would pass in the present climate. If you want to reduce it to the specifics of the Province of Alberta I would put it as the Trudeau-Broadbent Liberal-NDP constitutional change, and I think it would go up.

An hon. Member: Even higher.

Mr. Hawkes: Even higher, the proportion of yes.

So I can manipulate a question to establish legitimacy and in our context that is the question.

[Traduction]

titution de notre pays, ce que le Conseil privé souligne dans sa note. Il nous demande aussi d'agir le plus rapidement possible afin d'éviter d'aller devant la Cour suprême. Voilà où nous en serions.

Mais, le nouvel élément que vous apportez, selon moi, je l'appelle l'élément de refus. Vous affirmez qu'en droit interne, une ou des provinces pourraient refuser totalement ou partiellement les révisions constitutionnelles. Vous êtes d'avis que cette possibilité existe.

Dans ce contexte, je reviens au référendum du Québec, 60 p. 100 de la population a voté pour le maintien de liens fédératifs, je crois que nous nous sommes bien réjoui de cette majorité; cependant, 40 p. 100 de la population, lors du même référendum, a déclaré avoir de sérieuses réserves sur la légitimité du système politique qu'il connaissait.

J'en viens maintenant à ma province. J'habite Calgary, en Alberta, et cette province a la réputation d'être le berceau du séparatisme dans l'Ouest. J'ai lu le *Ottawa Citizen* hier. On y parle d'un groupe appelé *West Fed* qui est le groupe séparatiste connaissant la croissance la plus rapide en Alberta. Il n'y avait qu'un tout petit article dans le journal hier, mais le budget de la *West Fed* en 1981 est de 4 millions de dollars. L'article venait de Vancouver. Ce groupe réussit dans une certaine mesure à faire admettre certaines idées. D'une certaine manière, dans l'Ouest, ce groupe semble être le mouvement séparatiste le plus dynamique. Il pourrait cependant se dissiper rapidement s'il percevait plus de légitimité dans les relations avec le gouvernement central.

La délégation de Saskatchewan a utilisé des termes qui semblent bien rendre compte des sentiments d'un bon nombre d'habitants de cette région; l'Ouest sera un partenaire de la Fédération mais non la victime. Voilà qui résume admirablement bien un sentiment répandu chez nous.

Supposons que je sois un sociologue qui doit rédiger une question permettant d'obtenir un grand nombre de oui à un sondage Gallup; je rédigerais ma question comme suit en mariant les principes juridiques que vous avez énoncés et la question de la légitimité telle qu'elle se pose dans l'Ouest: «Est-il possible qu'une province rejette légalement les modifications constitutionnelles adoptées unilatéralement? Voulez-vous que le gouvernement de votre province adopte une résolution de rejet des modifications constitutionnelles du gouvernement libéral?» Vu le climat actuel qui prévaut dans l'Ouest, je crois que cela pourrait passer. Et particulièrement en Alberta, je présenterais la chose comme étant le projet de constitution Trudeau-Broadbent, libéral-NPD, ce qui renforcerait encore plus l'opposition.

Une voix: Tout à fait.

M. Hawkes: La proportion des oui serait encore plus élevée.

Je peux donc manipuler une question de façon à en assurer sa légitimité et, dans le contexte qui nous occupe, voilà la question.

[Text]

If I moved that from Gallup poll status to referendum status, something like that, then our recent history would suggest that the federal government would advertise in some fashion to fight the passage of that resolution and if they adopted that strategy, given my sense of the feeling of anger out there, then the yes vote would increase because each time they saw the Government of Canada with the little maple leaf on the bottom they would say Liberal, boom. They would resent the ads and it would increase the legitimacy for this kind of option.

You could fight, and it is not inconceivable that we will have to fight in the next provincial election in one or more of the western provinces an election on the issue of whether or not the provincial government should pass a resolution opting out of these changes, not because of the substantive nature of them, but I think the issue in an election campaign would be on the process and it would be very likely to pass.

Okay, if the legitimacy was established in that fashion, some variant of that fashion, then the legislature pass that resolution, they would not be bound by this package. My question to you is one of consequence. There are really two parts to this package that are important. One is an amending part and the other is the charter part. Would that mean in law that if this process were followed and if your thesis is correct, would that mean in law that any future amendments, passed under the provisions of this resolution would therefore not be binding unless action were taken to make them binding of whatever province did that? What would be the consequences for instance of a Supreme Court ruling on the Charter? Let us say the Supreme Court ruled that you could not use age as a discriminant for school entry. They made that ruling. Would the people of the province then be bound by that ruling or could that province proceed to use age or whatever it wanted in terms of its social policy? Can you give me a better sense of what is produced by that scenario?

Mr. Rémillard: Your question, sir, is really complete and I think you understand that there are too many political elements and I think you can understand that I do not have any competence to answer to those political elements but I would like to point out some more legal aspects of your question, the question in relation to la légitimité. When we have to talk about that I think we have to make relation with the convention. The convention is in the case we are studying now the source of that légitimité but the problem is, what is a convention and what is the legal obligation of the convention and when a convention exists, I think that the other experts spoke to you about that, but there is a very important legal problem there.

Je crois qu'il est aussi difficile de dire quand une convention existe ou n'existe pas que de déterminer combien il faut de moutons pour former un troupeau. Combien faut-il de moutons pour former un troupeau? Tout dépend, évidemment, de la situation, de la richesse du cultivateur, enfin, vous savez ce que je veux dire, et c'est aussi difficile de déterminer quand une convention existe.

[Translation]

Si je fais de cette question une question référendaire, je suppose, d'après l'expérience récente, que le gouvernement fédéral ferait une certaine publicité contre cette résolution mais étant donné le sentiment d'hostilité qu'il suscite, la proportion de oui augmenterait après chaque message publicitaire. Les affiches et les réclames du gouvernement du Canada avec leur petite feuille d'érable seraient automatiquement assimilés au parti libéral et leur effet serait le contraire du but recherché. La légitimité de la nouvelle option n'en serait que rehaussée.

Il n'est pas inconcevable que cette question devienne primordiale lors des élections provinciales; il s'agirait de savoir si oui ou non le gouvernement provincial devrait passer une résolution contre ces changements. Je crois que, dans une campagne électorale, la question passerait fort probablement.

Donc, si la légitimité était établie de cette façon, à quelques variantes près, la législature passe alors cette résolution et n'est pas limitée par les dispositions de la nouvelle constitution. La question que je vous pose en est une de conséquence. Deux aspects de cette résolution sont vraiment importants. Le premier est la formule d'amendement et le second, la charte. Si l'on procédait de cette façon et si votre thèse est exacte, cela signifie-t-il que légalement les amendements futurs, passés en vertu de cette résolution n'auraient pas force de loi à moins qu'une province quelconque prenne les mesures nécessaires pour les rendre exécutoires? Que se passerait-il dans le cas de décisions de la Cour suprême touchant la charte? Disons que la Cour suprême établit que l'âge ne peut pas servir comme critère pour l'entrée à l'école. Les citoyens de la province seraient-ils liés par cette décision ou la province pourrait-elle utiliser l'âge ou n'importe quel autre critère déterminé en vertu de sa politique sociale? Pouvez-vous m'en dire plus long?

M. Rémillard: Votre question, monsieur, est vraiment complète et vous comprenez qu'il est question là de trop d'éléments politiques pour que je puisse en traiter. J'aimerais toutefois soulever certains aspects juridiques de votre question concernant la légitimité. Quand il est question de cela, je crois que nous devons faire un rapprochement avec la convention. Dans le cas qui nous occupe actuellement, la convention est à la base de cette légitimité mais le problème est le suivant. Qu'est-ce qu'une convention et quelle est l'obligation légale d'une convention? L'existence d'une convention, d'autres spécialistes vous en ont parlé je crois, pose un problème juridique très important.

I think it is as hard to determine the existence of a convention than it is to determine how many sheep it takes to have a flock. How many sheep does it take to form a flock? Of course, that depends on the situation, on the wealth of the farmer, well you understand what I mean. And it is as hard to determine whether or not a convention exists.

[Texte]

But I think it is very important to make a distinction between a use, a convention and a custom. A use does not have any legal obligation. What I mean for instance, is by example

Par exemple, citons le cas que le ministre des Finances habituellement fait son discours des finances avec une paire de souliers neufs mais il pourrait très bien faire son discours avec une paire de mocassins. Je crois que c'est un précédent même déjà qui a été établi et, à ce moment-là, eh bien, ce fut le fin d'un usage! It is the end of ewes, you know!

Mais lorsqu'on parle d'une convention, c'est quelque chose de plus moralement, poétiquement accepté. C'est une façon de procéder et une convention peut changer le texte d'une loi. Par exemple, prenons l'article 9 de notre Constitution, du BNA Act. Selon cet article 9 c'est la Reine qui est le gouvernement, qui a le pouvoir exécutif. Il serait très surprenant que la Reine arrive au Canada et décide d'occuper le bureau du Premier ministre pour dire que dorénavant c'est elle qui exerce le pouvoir exécutif. C'est une convention. C'est une convention qui existe et qui change le texte même de notre Constitution.

Mais il est important de faire une distinction entre une convention et une coutume, «a custom». That is a very important distinction between a convention and a custom, et actuellement l'obligation que nous avons de consulter et d'avoir l'assentiment des Provinces pour modifier le partage des compétences législatives c'est pour moi une coutume, c'est-à-dire qu'à chaque fois que nous avons voulu le faire depuis les débuts de la fédération, nous avons agi de cette façon-là. Donc, c'est une coutume et, à la différence d'une convention, une coutume se plaide devant les tribunaux. On peut plaider une coutume au soutien d'un point de droit, et la distinction est très importante. Cependant, il demeure que fondamentalement, pour répondre à votre question, la légitimité du geste dépend essentiellement des conventions en place et des coutumes en place et lorsqu'on veut aller à l'encontre de ces conventions qui ont été négociées à un certain moment étant donné les circonstances, étant donné le contexte dans lequel on était à ce moment-là, eh bien, on doit être certain que ces conventions ne répondent plus au besoin en fonction duquel elles ont été faites, et c'est la question que vous devez vous poser.

Si vous décidez d'aller à l'encontre de la convention de l'unanimité ou de la coutume de l'unanimité, vous avez à ce moment-là à décider que cette convention, cette coutume n'est plus adéquate et ne correspond plus à la légitimité canadienne.

J'espère que j'ai répondu à votre question.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: One little piece of clarification if I could, very brief. If the courts rule that opting out by the province was legal and Westminster had done its thing so that was also legal, is there any way in the courts to resolve that or would it then have to be resolved politically.

M. Rémillard: Nous serions dans la même situation... Ce serait une situation très difficile et nous serions exactement

[Traduction]

Par contre, je crois qu'il est très important d'établir la distinction entre un usage, une convention et une coutume. Un usage ne porte aucune obligation légale. Je veux dire par là que...

For instance, let us take this case. Usually, the Minister of Finance wears, when he makes his speech on finance, a pair of new shoes. But he could very well wear a pair of moccasins. I think that precedent has already been established, thus putting an end to the tradition! Et voilà la fin des brebis!

But a convention is better situated in the moral and poetical sphere. It is a procedure and a convention can change the text of a piece of legislation. For example, take Section 9 of our constitution, the BNA Act. Under that Section 9, the Queen is the government, she has the executive powers. We would be quite surprised to see the Queen arrive in Canada and decide to take over the Prime Minister's office, saying that from now on she will exercise her executive powers. The existing convention changes the meaning of our constitution itself.

But it is important to distinguish between a convention and a custom. Il existe une distinction très importante entre convention et coutume, and the fact that we now have to consult the provinces and obtain their approval for any changes in the sharing of legislative jurisdictions is a custom, as far as I am concerned. That is, every time we wished to change something since the start of the federation, we have proceeded in that manner. Since it is a custom, unlike a convention, it is debated in a court. It is possible to plead a custom in support of a point of law and the difference there is very important. Nevertheless, basically, to answer your question, the legitimacy of the Act depends essentially on the conventions and customs of the times. When one wants to go against conventions which were once negotiated because of changing circumstances or a new context, one must be sure that those conventions no longer serve the purpose for which they were established, and that is the questions you must ask yourself.

If you decide to go against the convention of unanimity or the custom of unanimity, you must decide at that point that this convention, this custom, is not adequate and is no longer a factor in determining Canadian legitimacy.

I hope I answered your question.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Hawkes.

M. Hawkes: J'aimerais ajouter une petite précision. Si les tribunaux jugent que le retrait de la province est légal et si Westminster avait fait ce qu'il fallait pour que la résolution soit légale, existe-t-il un moyen pour que les tribunaux tranchent la question ou est-ce que la question devrait être tranchée sur le plan politique?

Mr. Rémillard: We would be in the same situation... This would be a very difficult situation and we would be exactly in

[Text]

dans la même situation que lorsqu'il y a un traité international dans un domaine de compétence provinciale, comme je vous ai dit tout-à-l'heure, et que les Provinces décident de ne pas participer à l'application de ce traité.

Alors, on serait, selon la théorie légale que je vous propose en fonction du Labour Convention Case et en fonction de la nature internationale du Statut de Westminster, nous serions dans une situation, au lendemain de l'adoption de la loi par le parlement de Westminster, en conformité avec cette résolution, nous pourrions être dans une situation où certaines Provinces accepteraient l'application de cette résolution et d'autres Provinces la refuseraient et si on veut considérer la situation actuelle, il pourrait y avoir six Provinces qui décideraient que ce n'est pas la constitution du Canada, ce n'est pas la loi du Canada. Quelle serait à ce moment-là la situation? Ah! A very difficult situation, a very difficult situation.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Hawkes.

Thank you very much, Mr. Hawkes.

Je voudrais demander maintenant à monsieur Corbin de bien vouloir s'adresser à notre témoin de ce matin.

M. Corbin: Je vous remercie, monsieur le président.

J'essaierai d'être très bref puisque mes questions portent sur un aspect sous-jacent qui a été soulevé avec mon collègue, monsieur Allmand, il y a quelques instants. Évidemment, je veux référer à la question des langues.

Je suis quelque peu surpris et même déçu de constater l'approche prise par le professeur Rémillard d'autant plus qu'il semble quitter le raisonnement qu'il soutenait pour tirer des conclusions sur la légitimité du processus actuel de rapatriement. En ce qui concerne les langues, il ne semble pas suivre ce même raisonnement avec la même rigueur. Il se peut que j'aie mal compris... j'aie mal entendu mais, enfin, voilà ce que je veux mettre au test présentement.

C'est que le professeur Rémillard a commencé tout-à-l'heure par reconnaître le dualisme ici au Canada en partant des vaincus et des Anglais, il a évolué en passant par Durham pour en venir à cette distinction de Canadiens-français et de Canadiens-anglais, il est arrivé finalement à ce concept de nation, d'entité socio-juridique qui peut très bien trouver des accommodements à l'intérieur d'un état supra-national qui, évidemment, veut dire le gouvernement fédéral, mais là où je le perds c'est qu'il en arrive, suite à la question posée par monsieur Allmand, à l'article 133, il dit que dans son opinion 133 devrait être le *modus vivendi* de quatre provinces, le Québec, le Manitoba qui l'ont déjà, et forcément le Nouveau-Brunswick qui, pour votre information, est la province que je représente ici au Parlement fédéral et, évidemment, l'Ontario.

Le professeur Rémillard dit cependant que le fédéral devrait se retirer de cette question, qu'on devrait laisser aux Provinces le soin de régler le mode d'application de l'usage des deux langues officielles du pays dans leurs provinces respectives.

D'abord, je trouve ce commentaire—ce n'est pas une remarque que vous devez prendre personnellement parce que d'autres avant vous l'ont dit aussi—je trouve que c'est un acte de trahison que de vouloir limiter le concept de l'usage de langues

[Translation]

the same situation as when there is an international treaty in a provincial area, as I mentioned a while ago, and when the provinces decide not to apply the treaty.

Then, according to the legal theory, in accordance with the Labour Convention Case and according to the international nature of the Westminster Treaty, once the resolution is adopted by Westminster, we could find ourselves with some provinces which would apply the resolution and others which would refuse to do so. Judging from the present situation, there could be six provinces which would decide that this is not the constitution of Canada, that this is not the law of Canada. What would then be the situation? A very difficult situation, a very difficult situation.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Hawkes.

Merci beaucoup, monsieur Hawkes.

I will now ask Mr. Corbin to begin his questioning.

Mr. Corbin: Thank you, Mr. Chairman.

I will be very short, since my questions are related to a subject which was brought up by my colleague, Mr. Allmand, a few minutes ago. Of course, I refer to the language question.

I am somewhat surprised and even shocked to notice the approach taken by Professor Rémillard, since he seems to set aside his reasoning to draw conclusions on the legitimacy of the actual repatriation process. Regarding languages, he does not seem to be nearly as strict in following the same reasoning. It is possible I may have misunderstood. However, this is what I would like to know.

Professor Rémillard recognized the dualism which exists in Canada by referring, first of all, to vanquished "Canadiens" and the English; he then went on to Durham and then to this distinction between French Canadians and English Canadians. He finally arrived at his idea of nation, a social and legal entity which can be accommodated within a supra-national state, meaning of course the federal government. However, I wonder where he is going when he says, after the question asked by Mr. Allmand, regarding section 133, when he says that in his view section 133 should be the *modus vivendi* in four provinces, Quebec and Manitoba where it already applies, and of course, New Brunswick which, for your information, is the province I represent in the federal government and last but not least, Ontario.

Professor Rémillard, however, states that the federal government should not bother with that question, that the provinces should have the responsibility of determining the use of the two official languages in their own jurisdiction.

Please do not take this personally, because others before you have said it also, but I find it an act of treason to limit the use of our official languages to only four provinces in the country. In my view this is a departure from the original idea.

[Texte]

officielles à quatre provinces seulement au pays parce que, à mon sens, c'est un départ du concept original.

C'est que historiquement aussi, puisque vous semblez vous appuyer très fortement sur les précédents et l'histoire, c'est qu'à un moment donné ce peuple canadien-français qui vivait à l'intérieur du Québec a débordé, par force de circonstances, les fermes étaient devenues trop petites, c'est pour cela, par exemple, que dans Madawaska-Victoria au Nouveau-Brunswick on ne retrouve pas tellement un grand nombre d'Acadiens mais des ressortissants Québécois. Moi, tous mes ancêtres, avant d'aller plus loin, sont originaires du Québec et je me sens quelque peu trahi quand vous dites qu'il faut limiter, enfin, on pourrait reconnaître à quatre Provinces l'usage du français et de l'anglais.

Que faites-vous des Franco-albertains, des Franceskois, des gens de la Colombie-Britannique, de l'Île-du-Prince-Édouard, et cetera, et cetera?

Je pense que d'une certaine façon il doit découler du pacte original des avantages sûrs et certains pour les Francophones qui vivent aussi dans ces autres provinces que celles que vous avez nommées et c'est le sourire aux lèvres que je lisais au tout début de vos remarques que lorsqu'on a voulu rédiger le pacte de 1867, vous faites allusion aux paquebots et aux festivités, et il m'est venu tout de suite à la mémoire une rencontre que j'avais ici à Ottawa, il y a quelques années de cela, avant que les députés du Parti Québécois deviennent éventuellement le gouvernement qu'ils sont aujourd'hui et j'avais, lors du cocktail, parce qu'il s'agissait d'une réunion de parlementaires fédéraux et québécois, j'avais demandé à un député entre autres que je ne nommerai pas: qu'est-ce qu'il va faire, le Parti Québécois, et la réponse que j'ai eue à ce moment-là c'est: je ne travaille pas après sept heures, monsieur Corbin. Je me demande moi aussi si on ne serait pas mieux d'avoir un gros party ici à Ottawa, de prendre quelques verres au lieu de s'en tenir à des concepts trop rigides et je me demande pourquoi on n'essaie pas plutôt de régler ces questions-là à l'amiable.

Je constate que dans *Le Devoir* de ce matin Mr. Ryan croit, il déclare que le premier ministre de l'Ontario, William Davis, devrait accepter 133. J'ai toujours prôné cela mais je pense qu'on doit aller plus loin et, dans mon opinion, là où vous semblez manquer c'est que la rigueur que vous soutenez pour reconnaître la nation québécoise, vous semblez l'abandonner lorsqu'il s'agit de ces Franco-canadiens qui sont pour la plupart issus du Québec à un moment donné de notre histoire et que maintenant vous semblez prêt à vouloir sacrifier aux aléas de la majorité, aux aléas des politiciens qui vont et qui viennent.

Pourriez-vous me justifier votre prise de position sous ce rapport parce que je la trouve difficilement acceptable, monsieur le professeur.

M. Rémillard: Je vous remercie de votre question.

Je suis très peiné de vous décevoir parce que j'ai beaucoup apprécié votre invitation et je ne viens certainement pas ici pour vous décevoir mais vous livrer, évidemment, bien modestement et honnêtement, le fruit de mes recherches, de mes réflexions et, est-ce que je pourrais vous poser une question, monsieur Corbin?

[Traduction]

You seem to rely heavily on precedence and history. At a certain time, the French-Canadian population, which was living in Quebec, left, because of certain circumstances, because the farms were getting to be too small. That is why, for instance, in the Madawaska-Victoria in New Brunswick, we do not find too many Acadians, but people from Quebec. All my ancestors came from Quebec; that is why I feel somewhat betrayed when you say that the use of French and English should be limited to four provinces.

What do you think of the Franco-Albertans, of the French speakers in Saskatchewan, in British Columbia, in Prince Edward Island, etc., etc.?

I believe that the original pact had some advantages for French speakers who live in other provinces than the ones you mentioned. I was pleased to notice, at the beginning of your comments, that when we wanted to write out the pact in 1967 (you mentioned boats and festivities); that is when I remembered a meeting I had here in Ottawa a few years ago, before the Parti Québécois members became the government. At a cocktail party during a meeting between federal and Quebec members of Parliament, I had asked one member of Parliament, whose name I will not mention, what the Parti Québécois would do about French speaking minorities outside Quebec. He answered: I do not work after 7 o'clock, Mr. Corbin. I also wonder if it would not be better to have a big party here in Ottawa and have a few drinks, instead of dealing with demanding concepts. I also wonder why some attempt is being made to settle these questions by some friendly arrangement.

I notice in this morning's *Le Devoir* that Mr. Ryan believes the premier of Ontario, William Davis, should accept Section 133. This is what I always recommended, but I believe we can go further. You seem to be making a mistake: the logic demonstrating the existence of the Quebec nation seems to vanish when mention is made of the French-Canadians who left Quebec at a certain time in our history and whom you now seem to be ready to sacrifice to the majority, to politicians who come and go.

Could you justify your position because I find it difficult to accept, Professor Rémillard.

Mr. Rémillard: Thank you for your question.

I am sorry to disappoint you, because I appreciated your invitation and I did not come here to disappoint you. I come here, of course, to tell you about the conclusions I have come to, after studying the question. May I ask you a question, Mr. Corbin?

[Text]

M. Corbin: Évidemment.

M. Rémillard: Est-ce que vous croyez que vous pourriez respecter encore plus ces éléments du dualité que vous venez de mentionner, le phénomène canadien-français à l'extérieur du Québec, par les dispositions actuelles de la résolution qui déterminent que lorsque le nombre est suffisant on pourra procéder avec un système bilingue?

M. Corbin: Je crois que le concept de la clause limitative de la justification par le nombre je pense, c'est mon information, que le gouvernement a l'intention de la laisser tomber et que nous serons probablement saisis d'un amendement au texte à cet effet.

Maintenant, je vous repose la question. Si à l'intérieur d'un pays on accepte le concept d'une loi des langues officielles, si à l'intérieur du pacte confédératif on a reconnu cela, on a reconnu deux entités linguistiques dès le départ, pourquoi est-ce que logiquement et naturellement on ne l'a pas étendu, ce concept-là, en même temps que se faisait la dispersion des Canadiens-français à l'extérieur du Québec? Pourquoi est-ce qu'ils n'ont pas pu amener cette chose-là avec eux et pourquoi les Provinces n'ont-elles pas été astreintes à respecter cet item très important du pacte original?

M. Rémillard: Tout-à-l'heure, lorsque je vous ai élaboré mon raisonnement à partir de la conquête de 1760, de l'évolution des Canadiens-français, j'en suis arrivé à dire que dans les années 60, par un ensemble d'éléments tant politiques, tant d'ordre moral que d'ordre matériel, il s'est produit au Québec un phénomène national et je crois que maintenant on doit reconnaître l'existence de ce phénomène national comme, d'ailleurs, la Commission de l'Unité canadienne, la Commission Pepin-Robarts l'a reconnu.

Mais je crois que pour comprendre la réelle portée de cette analyse, il est important de faire la distinction extrêmement importante en droit constitutionnel entre une nation et un peuple.

Un peuple est un ensemble, une communauté de personnes qui ont des affinités communes qui sentent qu'elles peuvent avoir des éléments d'ordre, je dirais, moral qui les unissent, que ce soit la langue, la culture, l'histoire, que ce soit la religion, mais qui ne sont pas nécessairement politiquement organisées et qui n'ont pas de territoire défini.

Je crois, par exemple, qu'on peut dire qu'il existe un peuple acadien.

Cependant, une nation a les mêmes éléments, cependant, à la différence qu'une nation se circonscrit sur un territoire donné et est politiquement organisée, et je suis convaincu, monsieur, je suis convaincu qu'actuellement nous vivons l'émergence d'un phénomène national acadien comme on a vécu le phénomène national québécois dans les années 60, et que c'est sain pour notre fédéralisme, que c'est souhaitable et qu'on devra composer avec cette réalité.

Il existe un disque, une chanson, un cinéma, une façon d'être, une culture acadienne.

M. Corbin: Il y a un peuple acadien!

M. Rémillard: Et un peuple acadien, comme je vous l'ai dit tout-à-l'heure, et de ce peuple acadien, je suis convaincu, va

[Translation]

Mr. Corbin: Of course.

Mr. Rémillard: Do you believe that the French-Canadian fact outside Quebec, would be better served by the present resolution which provides for a bilingual system when numbers warrant it?

Mr. Corbin: According to my information, the government intends to drop the possible numerical restriction and we will probably receive an amendment to that effect.

Let me reword the question. If the concept of an official languages act is accepted within a country, if it is accepted within a confederation pact, two linguistic entities are recognized from the outset; why then was this concept not logically and naturally extended to French-Canadians when they moved outside of Quebec? Why were they not able to take this concept with them, and why were the provinces not forced to respect this very important part of the original pact?

Mr. Rémillard: Earlier, when I gave you my understanding of what has happened since the conquest of 1760, of the evolution of French-Canadians, I said that in the sixties political, moral, and material elements coincided to produce a national phenomenon in Quebec; I think that we must now recognize the existence of that national phenomenon as did the Task Force on Canadian Unity, the Pepin-Robarts Commission.

But in order to understand the true impact of that analysis, I think it is essential to understand the extremely important distinction made in constitutional law between a nation and a people.

A people is a group, a community of persons with common affinities who feel that they can be united by elements which I would call moral elements such as language, culture, history, or religion. But these persons are not necessarily politically organized and have no clearly defined territorial boundaries.

For instance, I feel that we can say that an Acadian people exists.

A nation has the same elements; however, there is the difference that a nation is circumscribed within a given territory and is politically organized. I am convinced, sir, that we are now experiencing the emergence of an Acadian national phenomenon like the Quebec national phenomenon of the sixties; I am also convinced that it is healthy for our federalism, that it is desirable, and that we should come to terms with that reality.

Acadian records, Acadian songs, an Acadian cinema, an Acadian way of life, an Acadian culture do exist.

Mr. Corbin: There is an Acadian people!

Mr. Rémillard: And an Acadian people, as I said earlier, and I am convinced that from this Acadian people will emerge

[Texte]

émerger une nation acadienne et il se pourrait qu'on lui fasse la place qu'elle s'impose à l'intérieur du fédéralisme canadien mais, vous savez, être une nation n'impose pas être indépendant.

On vient de reconnaître l'existence de la nation basque et de la nation catalane et elles font toujours partie, avec un simple statut d'autonomie, elles font toujours partie de l'Espagne. Cependant, il se peut fort bien qu'à un certain moment donné une nation prenne conscience que ce statut autonome ne lui convient plus, ne lui permet plus d'exprimer pleinement son identité et qu'elle décide à ce moment-là d'être souveraine et indépendante mais ce n'est pas une nécessité, et c'est en fonction de cela, monsieur, que j'élaborerai ma dialectique pour en arriver à la reconnaissance du phénomène national québécois et aussi à la notion du peuple canadien qui peut exister à l'extérieur du Québec mais en fonction quand même de ce dualisme Québec-Canada qui, je crois, existe actuellement.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Corbin.

Vous comprendrez que nous sommes au point où je dois inviter l'honorable David Crombie à poser ses questions.

M. Crombie.

Mr. Crombie: Thank you, Mr. Chairman.

I have one question, as a matter of fact, given the limited time, I would have liked to continue the discussion that Mr. Corbin was on, but I wish to deal with the question of unilateral action, if I could.

If one had to look at the resolution and the discussion of the last couple of months on it, I think that there are three things which would be clear to people is happening:

One, that people's rights will be affected by the government's resolution.

Two, that provincial government rights will be altered, rights and powers will be altered, by the government's resolution.

And thirdly, that both people's rights and government's rights will be altered by the federal government's resolution unilaterally. That is to say, without their consent and without, indeed, any broadening of any consensus, and I think that is clear in your paper.

Much of the discussion that we have had with our expert witnesses so far, Professor, have dwelt on the question of legal and nonlegal aspects of that unilateral action.

One particular expert indicated that in this view, at any rate, there was a narrow legal justification for the federal government's unilateral action.

There have been others who have indicated that there are nonlegal convention, custom, tradition, which makes the government's unilateral action illegitimate. Before I ask my question, I would like to advise you that I am one of those who regards the federal government's action on the basis of our constitutional traditions and customs and conventions as illegitimate.

Indeed, I believe that the means that they are using to achieve their end is going to wreck, for a long time, the

[Traduction]

an Acadian nation; we may have to give it the place it claims within Canadian federalism, although, as you know, nationhood does not necessarily imply independence.

The existence of the Basque nation has just been recognized, as has that of the Catalan nation; enjoying a simple statute of autonomy, they remain part of Spain. It is, however, entirely possible that at some point a nation will realize that its autonomous status is no longer sufficient, no longer allows it to fully express its identity. At that point it may decide to become sovereign and independent, however that may not necessarily happen. It is because of this, sir, that I have presented my argument leading to the recognition of the Quebec national phenomenon and also to the concept of a Canadian people which can exist outside of Quebec but within the terms of the Quebec-Canada duality which I believe now exists.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Corbin.

You will understand that we must now move on; I will invite the hon. David Crombie to ask his questions.

Mr. Crombie.

M. Crombie: Merci, monsieur le président.

J'ai une question à poser, vu le fait que le temps est limité. En fait, j'aurais aimé continuer la discussion entamée par M. Corbin, mais si vous le permettez, je vais passer à la question d'action unilatérale.

Si on étudie la résolution et les discussions à son sujet au cours des deux derniers mois, je crois qu'il est clair que trois choses arrivent:

Premièrement, que les droits des gens seront touchés par la résolution du gouvernement.

Deuxièmement, que les droits des gouvernements provinciaux seront modifiés, que leurs droits et pouvoirs seront modifiés par la résolution du gouvernement.

Et troisièmement, que les droits des gens et des gouvernements seront modifiés par la nature unilatérale de la résolution du gouvernement fédéral. C'est-à-dire que ce geste est posé sans leur consentement et sans même l'élargissement d'un consensus; je crois que vous le dites clairement dans votre mémoire.

Monsieur Rémillard, jusqu'à présent nos discussions avec les spécialistes se sont basées sur la légalité de ce geste unilatéral.

Un spécialiste a dit que selon lui, du moins, il existait une justification juridique limitée du geste unilatéral du gouvernement fédéral.

D'autres ont dit qu'il existe des conventions, des coutumes, des traditions non-juridiques qui rendent le geste unilatéral du gouvernement illégitime. Avant de poser ma question, j'aimerais vous avertir que je me nombre parmi ceux qui considèrent que ce geste du gouvernement fédéral est illégitime en vertu de nos traditions, coutumes, et conventions constitutionnelles.

En fait, je crois que les méthodes qu'ils utilisent pour atteindre leur but vont détruire pendant longtemps les conven-

[Text]

conventions and traditions that surround constitution making and indeed public life in this country.

I might say that there are some experts who have come before us who agree with that proposition. The Most Rev. Scott, the Primate of the Anglican Church, indicated the other day that, in his view, the federal government should pull back from its course of action and begin to broaden the basis of consensus.

Max Cohen, a well-known lawyer from Montreal, indicated that it was time to consider a delay in the government's course of action. And, indeed, he indicated to us this: in his view, Canada cannot any longer tolerate chronic threats of confrontation, litigation or separation as a way of life. Unless appropriate institutions, I underline that, unless appropriate institutions are created, what was to have been a triumphant constitution may become a tragic bitterness.

Professor Russell, from the University of Toronto, last night, a constitutional expert from the University of Toronto, indicated this to us: this government resolution is being pushed through the federal Parliament by the use of closure and the imposition of arbitrary deadlines without permitting the Canadian people sufficient opportunity to discuss and consider all of its implications.

It is to be made part of our constitution, not by a constitutional act of Canadians, but by a foreign legislature in the teeth of bitter opposition from a majority of provincial governments.

You, sir, in your own brief at page 29, have indicated that conventions, customs, traditions, I use your quote, are the very basis of our federal and parliamentary system.

On page 36, you indicate that the government is proceeding without the consent of the governed.

On page 37 and 38 you say this, and I think that it is fundamentally important that people understand your impression, you say and I quote:

The current Canadian Parliament was not given the mandate to fundamentally modify the social contract of Canadians, the federative pact of the ten provinces; yet, such is the aim of the latest proposed resolution. The last elections, during which the current government refused to discuss constitutional reform, and the Quebec Referendum cannot be used to justify such a procedure.

In your brief you recommend, Professor, that, like Primate Scott, like Max Cohen, like Peter Russell, you indicate that we need to seek out another institutional framework so that we can broaden consensus and absorb and engage the interests of Canadians in constitution-making.

You propose, two, I think, certainly one at the end of your brief, where you suggest that it might be advisable to consider a commission of inquiry, as originally suggested by Leon Dion, from Laval.

You also suggest, I forgot which page it is on, but you suggest that we might want to consider the establishment of a constituent assembly or constitutional assembly.

[Translation]

tions et les traditions qui entourent la formulation de constitution et même la vie publique de ce pays.

Je pourrais ajouter que certains des spécialistes qui ont témoigné devant nous sont d'accord avec cette proposition. Le très révérend M. Scott, archevêque de l'église Anglicane, nous a dit il y a quelques jours que selon lui, le gouvernement fédéral devrait se retirer de ce processus pour commencer à élargir le consensus.

M. Max Cohen, avocat connu de Montréal, a dit que le moment était venu de penser à un retard dans le processus du gouvernement. Effectivement, il nous a dit que selon lui, le Canada ne peut plus tolérer comme mode de vie des menaces chroniques de confrontation, de litigation, ou de séparation. A moins qu'on ne crée des institutions appropriées, et je souligne «des institutions appropriées», ce qui devait être une constitution de triomphe pourrait devenir une amertume tragique.

Hier soir, le professeur Russell, spécialiste constitutionnel de l'Université de Toronto, nous a dit qu'on se sert de clôture et de l'imposition de délai arbitraire pour accélérer le passage de cette résolution du gouvernement par le Parlement fédéral sans offrir au peuple canadien une occasion suffisante pour discuter et étudier toutes ces répercussions.

Cette résolution deviendra une partie de notre constitution; non pas un geste constitutionnel posé par des Canadiens, mais par le geste d'une assemblée législative étrangère, et malgré l'opposition acharnée de la majorité des gouvernements provinciaux.

Vous dites, monsieur, à la page 29 de votre propre mémoire, que les conventions, coutumes, et traditions—et je vous cite—sont à la base même de notre système fédéral et parlementaire.

A la page 36, vous dites que le gouvernement agit sans le consentement de ceux qui le gouvernent.

Aux pages 37 et 38 vous dites, et je crois qu'il est d'importance fondamentale que les gens comprennent votre interprétation:

Le Parlement canadien actuel n'a pas reçu expressément le mandat de changer dans le fond le contrat social des Canadiens, le pacte fédératif des 10 provinces; pourtant, c'est bien l'objectif du projet de résolution actuel. On ne peut une telle initiative aux termes ni des dernières élections, car le gouvernement au pouvoir a refusé de discuter de la réforme constitutionnelle, ni des résultats du référendum au Québec.

Comme l'archevêque Scott, Max Cohen, et Peter Russell, vous recommandez dans votre mémoire, professeur, qu'il nous faut trouver de nouvelles institutions, afin d'élargir la base du consensus, et intéresser les Canadiens à la question de la constitution.

Vous proposez deux institutions, je pense, certainement à la fin de votre mémoire, vous proposez qu'il serait prudent de considérer la création d'une commission d'enquête, comme l'a proposée originalement Leone Dionne de Laval.

Vous proposez aussi, je ne peux me souvenir à quelle page, d'étudier la possibilité d'établir une assemblée constituante, ou une assemblée constitutionnelle.

[Texte]

There are, indeed, a number of models that are possible so we can broaden consensus in the country, so that we can pull back from the unilateral course of action that we are on. I wondered if you would like to elaborate, either on your suggestion for a commission of inquiry or on your suggestion for the reconsideration of a constitutional assembly or both.

Mr. Rémillard: Thank you, Mr. Crosbie, for your questions.

Mr. Crombie: Mr. Crosbie is the tall, rich man from Newfoundland.

Mr. McGrath: That is not me, by the way.

Mr. Rémillard: Excuse me, sir, I am very sorry.

Mr. Crombie: That is all right.

Mr. Rémillard: I think I will use my language.

Mr. Crombie: I think that is only fair. I was using mine.

An hon. Member: Mr. Crombie is the short, rich man.

Mr. Rémillard: Excuse me, sir.

Je crois que l'amendement constitutionnel devrait être pensé, devrait être élaboré lorsqu'on aura complété l'ensemble de la revision constitutionnelle, tout d'abord comme premier principe.

Il est à mon sens impossible d'élaborer une formule d'amendement en conformité avec, tant le dualisme canadien que le fait que le fédéralisme est une union de personnes ou une réunion d'états, si on n'a pas auparavant révisé les institutions fédérales.

Je vous référerai à la formule d'amendement proposée par la Commission Pepin-Robarts. Cette formule d'amendement se réfère à un conseil de la fédération, c'est-à-dire un Sénat réformé. Il est donc, à mon sens, extrêmement difficile d'élaborer une formule d'amendement si on n'a pas auparavant revu toute la revision constitutionnelle.

Et comment doit-on faire cette revision constitutionnelle. La constituante est une mesure très intéressante parce qu'on peut y associer directement le peuple, le peuple qui détient cette souveraineté qu'exerce le Parlement. Mais lorsqu'on doit réécrire, repenser une constitution qui crée déjà des institutions telles le Parlement que nous avons au niveau fédéral, telles les législatures des Provinces, à mon sens, il vaut mieux procéder avec ces instances politiques déterminées et qui sont actuellement en exercice et c'est pour cela que beaucoup plus qu'une constituante, je préférerais une commission d'enquête fédérale-provinciale, un médiateur, comme dans les relations patronales-ouvrières. Il s'agirait tout simplement de donner le mandat à ces gens choisis par les Provinces et par le fédéral de faire le bilan de la situation et de proposer les éléments de la réforme constitutionnelle et si les intervenants, le gouvernement fédéral, le Parlement canadien et les Provinces ne peuvent s'entendre sur le rapport de ce médiateur, à ce moment-là, il me semble qu'il faut en appeler au peuple parce que, selon moi, comme parlementaire, le Parlement canadien n'a pas le mandat actuellement, n'a pas reçu expressément le mandat de changer le contrat social, de changer le pacte fédératif canadien et s'il procédait en ce sens, il m'apparaît que ce serait un geste qui pourrait être contestable quant à sa légitimité.

[Traduction]

Il existe, effectivement, un certain nombre de modèles qui permettraient d'élargir la base de consensus au pays, et d'éviter la voie unilatérale actuelle. Pourriez-vous expliquer soit votre suggestion d'une commission d'enquête, soit la possibilité d'une assemblée constitutionnelle, ou les deux.

M. Rémillard: Merci, monsieur Crosbie, de vos questions.

M. Crombie: M. Crosbie est le riche et très grand personnage de Terre-Neuve.

M. McGrath: Et ce n'est pas moi.

M. Rémillard: Excusez-moi, monsieur.

M. Crombie: De rien.

M. Rémillard: Je répondrai dans ma langue.

M. Crombie: Ce n'est que juste, j'ai bien parlé dans la mienne.

Une voix: M. Crombie est l'homme riche et court.

M. Rémillard: Excusez-moi, monsieur.

Basically, I believe that a constitutional amending formula can only be worked out after a complete constitutional review.

In my opinion, it is impossible to develop an amending formula which will answer as well to the Canadian dualism, as to the fact that federalism is the union of persons, or states, unless there has first been a revision of the federal institutions.

I refer to the amending formula proposed by the Pepin-Robarts Commission. That formula mentions a federation council, that is a reformed Senate. So, I think it would be extremely difficult to find an amending formula, unless we first proceeded to a constitutional reform.

And how should we go about this constitutional reform? The constituent assembly seems an interesting avenue, since it would involve directly the people who hold sovereign power exercised by Parliament. But when it comes to rewriting, or rethinking a constitution which has already created certain institutions such as Parliament at the federal level, and the provincial legislatures, it would seem better to me to work within the framework of these political structures already in place, and for that reason rather than a constituent assembly, I would much prefer the establishment of a federal-provincial commission of inquiry, with a mediator, as provided in labour relations. It would mean simply that certain people selected by the provinces and by the federal government, would be given a mandate to review the situations and propose certain elements of constitutional reform, and if the interested parties, the federal government, the Canadian Parliament, and the provinces could not agree on the mediator's report, then only should we go to the people, because in my opinion, as a parliamentarian, I do not believe that the current Canadian Parliament was given the mandate to expressly modify the social contract of Canadians, the federative pact and the legitimacy of such a course of action would seem questionable.

[Text]

Mr. Crombie: Thank you very much, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Crombie, for your co-operation.

I still have three names on my list and, as Joint Chairman, I always want to allow each member to have his full participation in the debate. Those are three members who have not yet had an opportunity to speak this morning. I have the names of Mr. Benno Friesen, Mr. Mark Rose, and Mr. Maurice Dionne and I wonder if I would get an agreement from the honourable members to allow each of those three members one question. With the help of our avec, bien sûr, le consentement de notre invité de ce matin.

So, Mr. Friesen, a short question.

Mr. Friesen: Thank you. I had already intended, Mr. Chairman, to restrict myself to one question.

I turn to page 47 of your brief, sir, under the amending formula. You say that constitutions are not drafted in their definitive form, a federative constitution is not only a pact between individuals, but also between states and I would like to add that it is also, in view of the nature of a constitution, and the Charter of Rights, it is also a pact with future.

Given the fact that we cannot anticipate all of the social changes that will come to our country in the next 100 years this is a very awesome responsibility. I was impressed with the historical context in which you put your propositions.

A tentative question, if there had been a charter of rights included in the BNA Act, given the social milieu of the time, where would, where do you think Quebec nationalism would be today and then attendant on that question, should the Charter of Rights, as you describe it, be a list of fundamental rights, or how expansive should that Charter be, given the fact that it is difficult to anticipate social change in our country.

M. Rémillard: C'est une excellente question.

Il me semble que le problème de la charte des droits, et je réponds très brièvement, ne soulève pas seulement le problème du partage des compétences législatives mais il y a aussi le fait que le Canada est un très grand pays. C'est un pays qui est faiblement peuplé, un pays où la géographie fait en sorte qu'il y a des régions bien découpées, ce qui fait en sorte que nous devons quand même nous rendre compte qu'il existe différentes mentalités au Canada et j'ai eu l'occasion de plaider devant la Cour Suprême canadienne une cause qui justement était en relation avec cette différence quant à la conception sociale qu'on peut avoir dans différentes régions du Canada.

Ça concernait le pouvoir des Provinces de censurer les films et, comme vous le savez, ça se rapporte à ce moment-là à la liberté de l'information, la liberté de communication, et la Cour Suprême en est arrivée à la conclusion qu'il fallait respecter les différences de perceptions morales qui pouvaient exister dans certaines régions et dans le cas c'était le fameux film *The Last Tango in Paris* qui avait été complètement censuré en Nouvelle-Écosse et qui avait été classé pour 18 ans et plus tout simplement au Québec.

Il y aurait aussi l'exemple du film de Louis Malle, *La Petite*. Do you remember that film? Et cela a été aussi censuré par l'Ontario mais cela a été classé, encore là, 18 ans et plus et il y

[Translation]

M. Crombie: Merci beaucoup, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci de votre collaboration, monsieur Crombie.

J'ai encore trois noms sur ma liste, et comme coprésident, je voudrais bien permettre à chaque membre du comité de participer pleinement au débat. Ces trois députés n'ont pas encore pris la parole ce matin. Il s'agit de M. Benno Friesen, M. Mark Rose et M. Maurice Dionne. Les membres du comité sont-ils d'accord que chacun puisse poser une question. (Of course, with the consent of our guest this morning.)

Très bien, monsieur Friesen, une question très brève.

M. Friesen: Merci. De toute façon, monsieur le président, je ne voulais poser qu'une question.

Monsieur, à la page 47 de votre mémoire, en discutant de la formule d'amendement, vous dites que les constitutions rédigées dans leur forme définitive, et qu'une constitution fédérale est non seulement un pacte entre individus, mais aussi entre états, et j'ajouterais qu'en vue de sa nature, et de la Charte des droits, c'est aussi un pacte avec l'avenir.

Puisque nous pouvons anticiper tous les changements sociaux au cours du prochain siècle, notre responsabilité est énorme. Le contexte historique de vos propositions m'impressionne beaucoup.

Aux termes du climat social à ce moment-là, si on avait inclu une charte des droits dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, on serait le nationalisme québécois d'aujourd'hui, et pour compléter la question, la Charte des droits, comme vous l'appellez, devrait-elle être une liste de droits fondamentaux, et quelle devrait être son étendue, étant donné qu'il est difficile d'anticiper les changements sociaux du pays.

Mr. Rémillard: That is an excellent question.

Very briefly, the charter of rights raises not only the problem of shared legislative powers, but also the fact that Canada is an enormous country. It is a lightly populated country, which geographically is divided into well-defined regions, which compels us to remember that there are different mentalities in Canada and in a case before the Supreme Court of Canada, I had the occasion to note this difference in the social concepts which exist in the various regions of Canada.

The case concerned the right of the provinces to censor films, and as you know, this has a bearing on the freedom of information, of communication, and the Supreme Court ruled that the different moral perceptions which might exist in certain regions had to be taken into account and as the film in question was the famous *The Last Tango in Paris*, which had been completely censored in Nova Scotia, but which had been classed as restricted to adults of 18 years and over in Quebec.

There is also the film by Louis Malle, *La Petite*. Vous souvenez-vous de ce film? That film was also censored in Ontario, but the Quebec censor's office classed it again as

[Texte]

a eu une grave discussion au Bureau de Censure québécois, qu'on m'a dit; certains voulaient le classer «pour tous».

Alors, il faut quand même se rendre compte qu'il y a une différence de mentalités qui est saine et qui existe et qui ne doit pas être entravée par une charte des droits qui ferait en sorte qu'on impose des conditionnements d'agir à certains groupes de personnes qui ne sont pas du tout enclins à agir de cette façon-là, et c'est pour cela qu'existe un fédéralisme et c'est pour cela qu'on doit permettre aux Provinces de compléter les énoncés de la charte des droits qui existent dans la Constitution, qui doivent exister dans la Constitution.

Une constitution, à mon sens, doit comprendre des droits fondamentaux mais, cependant, dans notre système fédératif, on doit permettre aux Provinces de faire en sorte qu'elles puissent compléter ces droits fondamentaux en fonction de leur réalité sociale.

Je ne sais pas si je répons à votre question.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Friesen.

Mr. Rose:

Mr. Rose: Mr. Chairman, could I begin just briefly with a point of order. I think Mr. Crombie may have unintentionally misled the witness in the sense of quoting Mac Cohen of yesterday.

In response to a, you may have Mr. Cohen's paper there before you, but I asked him, and I have written down in my notes, that when I asked him the direct question whether or not at this time we should proceed unilaterally, and he said, as I have got it, he said he does not like it but he feels there is no other choice now. That is what I got from his testimony.

Now, that may be arguable but I just thought that there is another view of what Mr. Cohen said on that subject. And neither did he say, in any way, this does not allude to you but does to something that the witness has in his own brief, that he agrees that all provinces are equal and sovereign in relation to the state.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, and not on Mr. Rose's time but to save time, I too had intended to raise the point of order, as you recall, on the same point. I categorically ask Mr. Cohen what he stood for.

I think perhaps Mr. Crombie may be reflecting more precisely an article in the *Globe and Mail* than what transpired here.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Honourable David Crombie.

Mr. Crombie: Mr. Chairman, I know that we do not want to waste any time on it and certainly I do not, but since everybody is recalling yesterday, the quote that I used for the witness today is precisely the quote I used for Mr. Cohen yesterday.

I read the quote to Mr. Cohen for his response and you can check the record.

[Traduction]

restricted to adults 18 years and over, which gave rise to strong debate I am told; certain people wanted it classified as "general".

We must take into account that there is a difference in mentalities, which is healthy, which must not be constrained in any way by a charter of right which might restrict the actions of certain groups of people who are not at all inclined to act in such a way. That is why federalism exists, and why we must allow the provinces to have their say on the charter of right enshrined within a constitution, which must be enshrined within the constitution.

Certainly, as far as I am concerned, a constitution must comprise certain fundamental rights, however, within our federal system, the provinces must be allowed to add those fundamental rights which are related to its social reality.

I do not know if that will answer your question.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Friesen.

Monsieur Rose.

M. Rose: Monsieur le président, pourrais-je d'abord invoquer le Règlement brièvement. M. Crombie malheureusement a peut-être induit le témoin en erreur, par une citation attribuée à Max Cohen qui comparaisait hier.

En réponse à l'alinéa, vous avez peut-être le mémoire de M. Cohen sous les yeux, je lui ai demandé, et j'ai pris des notes, directement si oui ou non nous devrions procéder à un rapatriement unilatéral, et selon mes notes, M. Cohen aurait répondu qu'il n'aimait pas cela, mais que nous n'avions plus le choix. Voilà ce que j'ai tiré de son témoignage.

Cette question est peut-être douteuse, mais il y a un autre point de vue de M. Cohen à ce sujet. Il n'a pas dit non plus, comme le dit le témoin dans son propre mémoire, qu'il est d'accord que toutes les provinces sont égales et souveraines dans le contexte d'État fédéral.

M. Mackasey: Monsieur le président, je ne peux pas prendre le temps de parole de M. Rose, plutôt pour épargner du temps, j'avais aussi l'intention d'invoquer le Règlement à cet égard. J'ai demandé catégoriquement à M. Cohen d'expliquer sa position.

M. Crombie je crois a cité plus tôt un article du *Globe and Mail* plutôt que le témoignage de notre témoin ici.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Crombie.

M. Crombie: Monsieur le président, je ne veux pas non plus perdre notre temps, mais puisque tout le monde réfère au témoignage d'hier, la citation que j'ai mentionnée au témoin aujourd'hui, est précisément la citation que j'ai mentionnée hier à M. Cohen.

J'ai lu la citation à M. Cohen pour avoir sa réaction, et sans doute inscrit au procès-verbal.

[Text]

Mr. Rose: I do not want to make a big thing out of this either. We will check the record.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Please. I will put an end to this and I think that each one of us has the solution which is to read the transcript of the answer of Mr. Cohen. So you might go on, Mr. Rose.

Mr. Rose: Mr. Chairman, to the witness.

After listening to Mr. La Forest yesterday, and Mr. Rémillard today, I am almost in the position of some judge who is dealing with the sanity of a prisoner on trial, or the question of the sanity and whether or not to accept the testimony of one psychiatrist over another psychiatrist.

So I think really what it underlines here is that it is really, probably more of a political question that we are engaged in than perhaps a strictly legal one. I think we all would agree with that. We will all agree as well that the fact that there is certain important matters of substance being discussed, that the process is extremely important as well. It has to be seen to be fair and that is what we tried to do in our particular party when we called for extension of time and that sort of thing in order for people to be heard.

I would like to get a quote that is in a summary of what you had to say and I will read the quote in English to you and it is on the English text under amending formula, page 3:

In a federal constitution, the amending formula is critical, the absence of an amending formula in the BNA Act of 1867 is lacuna which must be filled as soon as possible. The most acceptable amending formula is that proposed by the Pepin-Robarts Commission, particularly because of the referendum clause.

However he, that is referring to you, sir,

considers both impossible and unacceptable the establishment of an amending formula removed from the context of a complete constitutional revision.

Now, if that correctly states what you mean and the nuances there, it seems to me that what you are saying there really is opposing the conservative policy which is to patriate now with an amending formula and then, with some other means develop the, once we have the amending formula, package which will be acceptable to all Canadians.

And, finally, if we agree peripherally and finally that if, as you assert, a package changing provincial rights and jurisdictions passed by the British Parliament at the behest of this assembly is not binding on the provinces, really is that not a form of opting out, and could that be tested in the courts as well, here in Canada.

Mr. Rémillard: Thank you for your question.

Well, as I think back to my formulation of my statement it is a little bit ambiguous. What I mean . . .

Mr. Rose: The translation of your . . .

Mr. Rémillard: Well, yes, perhaps. Well, I will see the French version perhaps something like that.

But, what I mean is that we need to rewrite our constitution.

[Translation]

M. Rose: Je ne veux pas insister non plus, nous vérifions le compte rendu.

Le coprésident (M. Joyal): Oui, s'il vous plaît. Je mets donc fin à cette discussion, et chacun de nous pourra lire au compte rendu la réponse de M. Cohen. Allez-y, monsieur Rose.

M. Rose: Monsieur le président, je m'adresse au témoin.

Après avoir entendu M. La Forest, hier, et M. Rémillard, aujourd'hui, je me sens plutôt comme un juge qui doit décider de la santé mentale d'un accusé, ou décider si je dois accepter, sur la question de la santé mentale, le témoignage de tel ou tel psychiatre.

A mon sens, cela fait ressortir qu'il s'agit ici d'une question politique, plutôt que d'une question strictement juridique. Je crois que nous sommes tous d'accord à ce sujet. Nous sommes sans doute aussi tous d'accord sur le fait que les sujets en discussion sont des questions de fonds et que le processus est aussi très important. Il faut que le débat semble juste; c'est ce que mon parti a cherché à faire en demandant une prolongation de l'étude en Comité, afin de permettre aux gens d'exprimer leurs opinions.

Je voudrais maintenant citer un passage du résumé de votre mémoire, à la page 3, sous la rubrique formule d'amendement:

Dans une constitution fédérale, la formule d'amendement est vitale, et son absence dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867 est une lacune qu'on doit combler aussitôt que possible. La formule la plus acceptable est celle proposée par la Commission Pepin-Robarts, surtout en vue de la clause portant sur le référendum.

Toutefois, le témoin, c'est-à-dire vous, monsieur.

considère qu'il est impossible et inacceptable d'établir une formule d'amendement indépendamment d'une révision constitutionnelle complète.

Cette citation reflète correctement votre position, et toutes ses nuances; il semble que vous vous opposiez à la politique conservatrice, qui est de rapatrier la constitution immédiatement, avec une formule d'amendement, et par la suite, et par d'autres moyens, une fois qu'on aura décidé d'une formule d'amendement, de développer un ensemble qui soit acceptable à tous les Canadiens.

Enfin, si nous sommes d'accord, comme vous l'affirmez, sur le fait qu'une loi d'ensemble, adoptée par le Parlement britannique, à la demande de ce Parlement, et modifiant les droits et compétences des provinces, n'oblige aucunement les provinces, n'est-ce pas en fait une forme de non-participation, qui pourrait être contestée devant les tribunaux, ici, au Canada?

M. Rémillard: Merci de votre question.

Je dois admettre que le libellé de ma déclaration est plutôt ambigu. ce que je veux dire . . .

M. Rose: La traduction . . .

M. Rémillard: Oui, peut-être. Je lirai la version française, peut-être est-ce là l'ambiguïté.

Je voulais dire qu'il faut rédiger notre constitution de nouveau.

[Texte]

Impossible. Il est impossible de penser à une formule d'amendement adéquate si on n'a pas complété auparavant la revision constitutionnelle.

Par exemple, dans un état fédératif, habituellement, on considère que la Chambre des communes et la première chambre législative c'est les représentants du peuple. Les députés représentent le peuple ou la population d'une fédération alors que la deuxième chambre, le Sénat, est supposé représenter les états; les sénateurs sont supposés représenter les états et non pas la population et, en fonction de cette distinction qui est essentielle au fédéralisme parce que le fédéralisme est non seulement une union d'états mais c'est une union aussi de personne, comme je l'ai écrit, il est nécessaire de penser à une formule d'amendement qui respecterait ces deux aspects du fédéralisme.

Vous comprendrez avec moi qu'il est nécessaire à ce moment-là de faire tout d'abord une revision constitutionnelle et ensuite de voir, en fonction de cette revision constitutionnelle, comment nous pouvons respecter ces deux dimensions du fédéralisme et c'est dans ce sens que je dis que c'est une lacune importante mais qu'on doit tout d'abord faire la revision constitutionnelle et ensuite penser à une formule d'amendement et, de toutes façons, je reviens toujours à ce que je vous ai dit au début, si nous refaisons notre Constitution, si nous re-écrivons notre Constitution, nous n'avons nullement en droit, nous n'avons nullement l'obligation d'aller à Londres.

If we want to rewrite a new constitution, if we want to negotiate a new deal, a new contract, we do not have to go to Westminster Parliament to patriate our constitution.

I think, first of all, we would have to revise our constitution and see what we want to change and after we can decide if we have to go to London or not. We can see what kind of amending formula we can have in relation to our federalism. You know what I mean?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Merci beaucoup, Mr. Rose.

Mr. Maurice Dionne for the final question.

Mr. Dionne: Thank you, Mr. Chairman, I shall be as brief as possible.

I appreciate the brief presented by Professor Rémillard. I think it is very comprehensive, I do not agree with it all and there is one statement in particular on which I would like to direct my question.

On page 47 of the English version of your brief, Professor, you state:

However, this charter of fundamental rights should not include language rights except at the level of the federal government and its administration.

Then you go on to say:

This would be a first step and if necessary could be followed up by an amendment to the constitution.

Earlier in your brief you said that this process, this resolution, that because of it, the concept of unanimity is being

[Traduction]

That is impossible. It is impossible to consider an adequate amending formula, before completing a constitutional revision.

For example, in a federal state, normally it is considered that the House of Commons, or superior legislative house, represents the people. The members of Parliament represent the people, or the population of the federation, while the Upper House, the Senate, is supposed to represent the state; senators are supposed to represent the state or the provinces, and not the population, and in view of this distinction, essential to federalism, since federalism is not only a union of states, but also a union of its people, as I wrote, it is necessary to devise an amending formula which will respect both these aspects of federalism.

You and I both realize that a constitutional revision would have to be made first and then, as a consequence of that revision, we would have to determine how to satisfy both dimensions of that federalism. That is why I say that there has been quite a gap left open in that area. We must first think of constitutional revision and then of the amending formula. In any regard, I am always brought to what I stated in the beginning, and that is that we are neither dutifully nor legally bound to go to London to revise, to rewrite our constitution.

Pour rédiger une nouvelle constitution, pour négocier un nouveau contrat, pour négocier une nouvelle entente, nous ne sommes nullement obligés de passer par le Parlement de Westminster pour rapatrier la constitution.

Il faudrait, à mon avis, réviser notre constitution d'abord, afin de voir quels changements y seraient apportés et, ensuite, décider s'il faut passer par Londres. On pourrait d'abord étudier la formule d'amendement par rapport à notre fédéralisme. Voyez-vous ce que je veux dire?

Le coprésident (M. Joyal): Thank you very much, Mr. Rose.

Monsieur Maurice Dionne, pour la dernière question.

M. Dionne: Merci, monsieur le président. Je vais être aussi bref que possible.

Je vous remercie pour le mémoire que vous nous avez présenté, monsieur Rémillard. Il est très complet; toutefois, je ne suis pas d'accord avec tout ce que vous avez dit, et notamment avec une affirmation que j'aimerais aborder maintenant.

Professeur, à la page 47 du mémoire vous déclarez:

Cependant, cette charte des droits fondamentaux ne devrait pas comprendre les droits linguistiques, sauf au niveau du gouvernement fédéral et de son administration.

Et vous poursuivez:

Voulà une première étape et, s'il y a lieu, elle serait suivie d'un amendement à la constitution.

Plus haut dans votre mémoire, vous dites que ce projet de résolution vient ébranler le principe de l'unanimité. Donc, j'en

[Text]

undermined and therefore I draw the conclusion that you favour unanimity for the amendment to the constitution. I may be wrong in that and you will have the opportunity to correct me if I am.

But, are we to draw the conclusion from this statement regarding language rights in the constitution that those rights, for instance, the Acadians of New Brunswick have gained after making sacrifices since 1755, tremendous sacrifices, to maintain their language and culture, having never had their own high schools or any university until the mid-sixties, that these rights should now not be entrenched in the constitution; that they again be left to the whim of a provincial legislature which may not, at some future date, be as enlightened as the two legislatures, or the two governments of New Brunswick, which promoted and granted these rights.

Are we to conclude from that that the provisions contained in the British North America Act with regard to the use of language in the legislature and courts of Quebec should not be maintained, and that those same, or similar, rights contained in the Manitoba Act of 1870, with regard to the legislature and courts of Manitoba, should not now be maintained as fundamental rights.

Mr. Rémillard: Thank you, sir, for your question. A very important question.

Je crois que pour moi la solution au problème linguistique nous la trouvons dans le rapport de la Commission de l'Unité canadienne ou le rapport de la Commission Pepin-Robarts, et vous connaissez comme moi les conclusions de ce rapport.

A la suite de la reconnaissance du phénomène national québécois, on propose de laisser aux législatures de chaque province la responsabilité du secteur linguistique, quitte, cependant, évidemment, à développer le bilinguisme au niveau des institutions fédérales, et il me semble que cette proposition est en conformité avec l'évolution de la situation dans le contexte canadien et je crois que ça pourrait donner lieu à des accords de réciprocité qui pourraient faire en sorte que les minorités puissent exister pleinement dans le cadre fédératif que nous voulons créer.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Dionne.

Professeur Rémillard, au nom de l'honorable sénateur Hays, notre coprésident, et au nom des honorables membres de ce Comité, c'est un plaisir pour moi de vous remercier, d'autant plus que même si je n'ai pas personnellement participé au débat ce matin, j'ai eu l'occasion—et je ne ferai certainement pas de réclame gratuite—mais j'ai eu l'occasion de lire le magistral ouvrage que vous avez publié au cours du mois de décembre et de lire, bien sûr, les entrevues que vous avez eu l'amabilité de donner aux différents media qui nous ont permis et qui m'ont permis en particulier de bien saisir les points de vue que vous avez exprimés ce matin.

Je vous remercie d'autant plus de vous être prêté à notre discussion ce matin et, comme vous l'avez constaté, il y a eu plusieurs questions qui ont été mises de l'avant des deux côtés de la table et de la part de chacun des participants et, comme je le disais ce matin, de l'autre côté de la rue, s'il y a une chose qui importe à ce moment-ci c'est que nous puissions mettre à

[Translation]

déduis qu'à votre avis, l'accord unanime doit exister avant que la constitution ne soit amendée. Je me trompe peut-être, mais vous aurez l'occasion de me corriger, si c'est le cas.

Cependant, faudrait-il aussi comprendre que les droits à la langue et à la culture, pour lesquels, depuis 1755, ont lutté les Acadiens du Nouveau-Brunswick, qui, d'ailleurs, n'ont eu leurs propres écoles secondaires et leur université qu'au milieu des années 60, après maints sacrifices, ne devraient pas être enchâssés dans la constitution? Faudrait-il comprendre que les droits linguistiques seront laissés aux caprices d'une assemblée provinciale qui ne sera peut-être pas aussi éclairée que les deux assemblées, que les deux gouvernements du Nouveau-Brunswick qui ont promu et accordé ces droits?

Faudrait-il conclure que les dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique prévoyant la langue d'usage à l'Assemblée nationale et dans les tribunaux de la province de Québec ne devraient pas être maintenues, et que ces mêmes droits, prévus dans l'Acte du Manitoba de 1870, touchant l'assemblée législative et les tribunaux de cette province, ne devraient pas être enchâssés comme des droits fondamentaux?

M. Rémillard: Merci, monsieur, de votre question. Elle est très importante.

In my opinion, the solution to the language problem can be found in the report from the Canadian Unity Task Force or the Pepin-Robarts Commission. You are as familiar as I am with the conclusions of that report.

After recognizing the Quebec phenomenon, it is proposed that each provincial legislature be responsible for language rights, as long, of course, as bilingualism exists in federal institutions. It appears to me that this suggestion follows the evolution of the situation in the Canadian context. I feel that this could lead to reciprocity agreements which would allow minorities to live fully within the federalism we want to create.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Dionne.

Professor Rémillard, on behalf of the Honourable Senator Hays, our joint chairman, and the honourable members of this Committee, it is my pleasure to thank you for having appeared here today. Although I did not have the opportunity to participate personally in the debate this morning, I did have the chance, and I am not making any spurious claims here, to read the magnificent work which you published in December as well, of course, as the interviews which you kindly gave to various media, which allowed me to really grasp the points you were expressing here this morning.

I thank you for having participated in our discussion this morning and, as you have noticed, many questions were put by both sides of the table from every member of the Committee. As I said this morning across the road, if there is one thing which is important now, it is that we put to good use the 175 hours which we have had the opportunity to share with

[Texte]

profit les 175 heures que nous avons eu l'occasion de partager avec les groupes et les citoyens canadiens qui ont bien voulu accepter notre invitation et participer et partager pendant quelques heures avec nous ces échanges sur le contenu du genre de pays dans lequel nous voulons habiter.

Je suis d'autant plus heureux que ce matin vous avez re-exprimé une idée qui est fort importante et qui est fort contemporaine qui est celle de l'existence de la nation indépendamment du statut de l'état ou des états à l'intérieur desquels cette nation s'exprime.

Comme vous le savez, un homme politique, un homme—et j'utilise simplement ce vocable—qui a déjà eu cette idée, monsieur André Malraux, qui avait été aussi un homme fort préoccupé par la situation de la politique dans son pays et de la situation de l'évolution des institutions politiques avait exprimé cette idée dans les dernières années de son existence et je pense que ce que nous faisons présentement c'est d'essayer précisément de trouver une forme originale au Canada pour permettre à tous les groupes, à tous les peuples, au moins ceux qui s'y trouvent, nous avons entendu les Autochtones, Dieu, merci, je crois que c'en est une, nation, s'il y en a une qui existe au Canada, c'est bien celle-là, de permettre à tous ces groupes et à toutes les nations de pouvoir vivre et se développer mutuellement et de contribuer mutuellement à se développer. C'est certes fondamentalement le défi que nous avons, et je vous remercie d'avoir insisté sur cet aspect qui jusqu'ici était nouveau et de nous permettre, au moment où nous allons entamer d'autres discussions, selon le vœu des membres du Comité, d'avoir rappelé à notre esprit cette tâche importante.

M. Rémillard: Je vous remercie, monsieur le coprésident.

J'aimerais simplement dire à quel point je suis touché par l'excellence de votre travail et à quel point j'ai confiance aussi aux résultats que vous pourrez obtenir.

Merci beaucoup.

Mr. McGrath: Before we take a brief recess, I would just like to make one very brief point, if I may. We have worked here 175 hours. We were here all this week, most nights until late and this Committee has been characterized by a degree of co-operation which we all appreciate, and I just want to express to the Committee my hope that, while we take a brief recess, I do not want anybody to think for a moment that the next witness is not an important one in terms of that it represents, as it does, all of the denominational education committees, the entire system of education in Newfoundland, and they have come a long way at great inconvenience and relatively short notice and I am sure that the Committee will want to give them a good hearing.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I receive with much openness your suggestion, Mr. McGrath, and I was accepting the suggestion as put through by Mr. Mackasey a moment ago, to remind the honourable members that it is, and I will use a french word, if you do not mind, c'est l'aéropage le plus impressionnant, that we ever had since the beginning and I think that any members around this table will be greatly interested to hear what they have said because I think that they will touch a point and address themselves to a point which I think we are not in a position and we have not received all of

[Traduction]

interested groups and individuals in Canada who accepted our invitation and who participated and shared in the exchanges regarding the type of country in which we want to live.

I am also very happy that you reiterated this morning a concept which is an extremely important and timely one. I am referring to the existence of the nation independent of the status of the state or the states within which that nation expresses itself.

As you know, a politician, a man, quite simply, who already expressed that notion was Mr. André Malraux. He was also a man who was deeply concerned by the political situation in his country and by the evolution of political institutions who expressed that same concept in the last years of his life. So, I think that what we are doing now is trying to find an original way to allow all groups, all peoples, all nations—especially the native groups, whom we had the pleasure to hear, who most certainly constitute a nation in this country—to live and develop together and to mutually contribute to growth in Canada. This challenge which we face is certainly a fundamental one and I thank you for having underlined a point which was unspoken until now. I thank you, at a time when we are to begin further discussions, in accordance with the wishes of the members, for having brought this important task to our attention.

Mr. Rémillard: I thank you, Mr. Joint Chairman.

I would simply like to say how touched I am by the excellent quality of your work and how confident I am in the results you will obtain.

Thank you very much.

Mr. McGrath: Avant de suspendre la séance brièvement, j'aimerais soulever une dernière petite question, si vous me le permettez. Nous avons travaillé 175 heures. Nous avons été ici toute la semaine, souvent tard le soir, et les travaux du Comité ont été marqués d'une collaboration dont nous sommes tous reconnaissants. A cet égard, je ne voudrais pas que les membres du Comité croient que le prochain groupe de témoins n'est pas important au niveau de sa représentation. En fait, il représente tous les comités d'éducation confessionnelle, tout le système d'éducation de Terre-Neuve, et ses représentants se sont donné beaucoup de mal pour venir de loin, à très court préavis. Je suis convaincu que le Comité voudra leur prêter une attention soutenue.

Le coprésident (M. Joyal): Je suis bien d'accord avec vous, monsieur McGrath. D'ailleurs, en conformité avec la proposition faite par M. Mackasey, il y a un instant, je rappelle aux honorables membres que c'est, pour employer un terme anglais, «the most august assembly» qu'il y ait eue. Je crois que tous les membres s'intéresseront à ce qu'ils ont à dire, surtout parce qu'il s'agit d'une question que nous avons étudiée et que nous ne sommes pas encore en mesure de trancher, faute de renseignements suffisants sur l'article 93 de l'Acte de l'Améri-

[Text]

the information that we should have had to make up our minds on Section 93, especially, of the BNA Act, and I understand that it is this very aspect that they want to address themselves.

So, thank you very much. We will be adjourning for five minutes after which we will have an opportunity to hear the Denominational Education Committees of Newfoundland.

La séance est ajournée pour cinq minutes.

• 1310

The Joint Chairman (Senator Hays): This afternoon we are honoured to have the Denominational Education Committees of Newfoundland here represented by Archbishop Penney who is the Chairman. Archbishop Penney I would hope that you would introduce your colleagues and then, if you would make an opening statement so that members can question you on your brief.

Archbishop A. L. Penney (Chairman, Denominational Education Committees of Newfoundland and Labrador): Thank you very much, Mr. Chairman. As you have mentioned, we are the members of the Joint Denominational Education Committees of Newfoundland and Labrador and present here this morning are some of the heads of the churches in Newfoundland, or representatives of the heads of churches in Newfoundland, and we are very grateful to you, Mr. Chairman and monsieur le président, and members of the Committee for the invitation to come here and to have an opportunity to have an input into your deliberations. Nous regrettons que vous n'avez pas en mains l'introduction de notre présentation. Mais, monsieur le président, nous vous promettons qu'elle va venir.

In Newfoundland and Labrador, Mr. Chairman, we have a very unique situation with regard to a system of education. First of all, we have a system of education which is a public system of education, based in a denominational framework, and this public system of education based in a denominational framework is operated through a partnership of the government of Newfoundland and the churches in Newfoundland which are recognized for educational purposes.

This partnership is carried on through the joint services of the Department of Education representing the Government of Newfoundland and the Denominational Education Committees representing the churches. And in Newfoundland and Labrador there are three denominational education committees. There are the Integrated Education Committee, the Pentecostal Education Committee and the Catholic Education Committee.

The Integrated Education Committee is present here today through a number of the delegates and first of all, I would like to introduce the Right Reverend Martin Mate, who is here at my right, who is the Bishop of the Anglican Diocese of Eastern Newfoundland and Labrador and who, in matters of education, is recognized in Newfoundland by the Anglican Church as a head of church. But at the same time, he is also representing here today the Anglican Diocese of Central Newfoundland and the Anglican Diocese of Western Newfoundland, but, as I say, in education matters he is recognized as a head of church with regard to the Anglican church.

[Translation]

que du Nord britannique. Si je ne m'abuse, c'est cette question que veulent traiter les témoins.

Donc, je vous remercie beaucoup. Après une pause de cinq minutes, nous aurons l'occasion d'entendre les représentants des Denominational Education Committees of Newfoundland.

The meeting is adjourned for five minutes.

Le coprésident (sénateur Hays): Cet après-midi, nous avons l'honneur d'entendre les Denominational Education Committees of Newfoundland, représentés par l'Archevêque Penney, président. Monseigneur, j'espère que vous nous présenterez vos collègues et, ensuite, que vous ferez une déclaration liminaire, pour permettre aux membres de vous poser des questions.

L'archevêque A. L. Penney (président, Denominational Education Committees of Newfoundland and Labrador): Merci beaucoup, monsieur le président. Comme vous l'avez bien dit, nous sommes membres des comités mixtes d'éducation confessionnelle de Terre-Neuve et du Labrador. Sont présents ici ce matin des chefs D'églises de Terre-Neuve, ou leurs représentants, et nous vous savons gré, messieurs les coprésidents et membres du Comité, de nous avoir invités et de nous avoir offert l'occasion de participer à vos délibérations. We apologize for the fact that you are without an introduction to our presentation, but, Mr. Chairman, we promise that it is forthcoming.

A Terre-Neuve et au Labrador, monsieur le président, règne une situation unique dans le système d'éducation. D'abord, c'est un système public qui fonctionne selon les confessions religieuses. Ce système public d'éducation confessionnelle fonctionne grâce aux efforts conjoints du gouvernement et des Églises de Terre-Neuve qui sont reconnues aux fins de l'éducation.

Cette association se traduit par les services conjoints du ministère de l'Éducation, qui représente le gouvernement de Terre-Neuve, et des comités d'éducation confessionnelle, qui représentent les Églises. A Terre-Neuve et au Labrador, il y a trois comités d'éducation confessionnelle. Ce sont l'Integrated Education Committee, le Pentecostal Education Committee et le Catholic Education Committee.

Je voudrais vous présenter la délégation du Comité sur l'éducation des Églises intégrées. Tout d'abord, à ma droite, le très révérend Martin Mate, évêque du diocèse anglican de l'est de Terre-Neuve et du Labrador, qui, en matière d'éducation, est reconnu par l'Église anglicane comme son chef à Terre-Neuve. Il représente ici aujourd'hui, outre son propre diocèse, le diocèse anglican du centre et de l'ouest de Terre-Neuve, mais, comme je l'ai déjà dit, il est reconnu par l'Église anglicane, comme son chef en matière d'éducation.

[Texte]

The second one from left here is the Reverend Boyd Hiscock, who is the Executive Secretary of the United Church of Canada in Newfoundland and Labrador and who is representing the Conference of the United Church of Canada in Newfoundland and Labrador.

To the left of Reverend Hiscock is Major Albert Browning, who is the Divisional Commander of the Salvation Army in Eastern Newfoundland and who, in our province, is the ranking Salvation Army Officer responsible for education.

Also on my far right, the gentleman in the plaid coat there with the collar on, I was about to say the Roman collar, with the clerical collar on, is the Reverend Ian Wishart of the Presbyterian Church and he is representing the Newfoundland presbytery of the Presbyterian Church, so the Integrated Committee represents, presented here this morning, the interests of the Anglican, the United Church, the Presbyterian and the Salvation Army, but besides these groups which are represented here this morning, it also represents the privileges and rights of the Moravian Church in Labrador. And this is the mandate of the Integrated Education Committee. That is one committee, Mr. Chairman.

A second committee is the Pentecostal Education Committee and it is present here this morning and the person second to my right is Pastor Roy King, who is the General Superintendent of the Pentecostal Assemblies of Newfoundland and Labrador. That is the second committee.

And the third committee is the Catholic Education Committee and this is present here this morning in a particular way in my own person, and I am also representing the Roman Catholic Diocese of Grand Falls and the Roman Catholic Diocese of St. Georges in Newfoundland and also the Newfoundland-Labrador part of the Diocese of Schefferville, Labrador and the Bishop of that diocese, I do believe, is almost directly behind me, Bishop Sutton.

The remaining member of our delegation is our worthy counsel, Mr. James Greene, Queen's Counsel and who is also our legal adviser.

My position Mr. Chairman, is to give you, besides introducing the members of our Committee, also to give you a background to our brief; and this is the first part of our brief which we have submitted to you.

Following this, Bishop Mate will address our interests on the matter of the Charter of Rights, which is the second part of our brief. This will be followed by Reverend Boyd Hiscock, who will address the interests of our Joint Committee regarding the amending formula or formulas, and finally Pastor King will address the interests of the Committee regarding the particular situation confronting the Pentecostal Assemblies in Newfoundland and Labrador.

Mr. Chairman, as I am sure you are aware, the churches in Newfoundland and Labrador have had a long history in the field of education. For over 300 years of our history, it was the churches and the churches alone which provided education in our province; and I might submit to you this is the basis of the entrenchment and the enshrining of the rights of classes of

[Traduction]

Le deuxième délégué, à ma gauche, est le révérend Boyd Hiscock, secrétaire exécutif de l'Église Unie du Canada à Terre-Neuve et au Labrador et représentant de la conférence de l'Église Unie du Canada à Terre-Neuve et au Labrador.

À sa gauche se tient le major Albert Browning, chef divisionnel de l'Armée du salut dans l'est de Terre-Neuve, qui est, dans notre province, le responsable le plus haut gradé en matière d'éducation de l'Armée du salut.

À mon extrême droite, le monsieur avec le pardessus à carreaux et le col d'ecclésiastique est le révérend Ian Wishart, de l'Église presbytérienne, représentant le consistoire de Terre-Neuve de l'Église presbytérienne. Ainsi, les délégués du Comité des Églises intégrées, que je viens de vous présenter, représentent les intérêts des Églises anglicane, unie et presbytérienne, et de l'Armée du salut. Cependant, le mandat du comité l'autorise en outre à représenter les intérêts de l'Église moravienne du Labrador. Voilà, monsieur le président, le Comité sur l'éducation des Églises intégrées.

Le deuxième comité est le Comité sur l'éducation de l'Église de la Pentecôte. Il est représenté, à ma droite, en deuxième position, par le pasteur Roy King, surintendant général des assemblées de l'Église de la Pentecôte à Terre-Neuve et au Labrador.

Le troisième comité est le Comité sur l'éducation de l'Église catholique, représenté par moi-même. Je représente en outre les diocèses catholiques de Grand Falls et de St. Georges, à Terre-Neuve, ainsi que la section Terre-Neuve-Labrador du diocèse de Schefferville, au Labrador, à la tête duquel est l'évêque Sutton, qui se trouve, je crois, derrière moi.

Le dernier membre de notre délégation est M^e James Greene, conseiller de la reine, qui est notre conseiller juridique.

Monsieur le président, il me reste, après vous avoir présenté les membres de notre comité, à vous exposer l'historique, c'est-à-dire la première partie, du mémoire que nous vous avons soumis.

Le très révérend Mate prendra la parole après moi pour vous exposer notre point de vue sur la charte des droits, c'est-à-dire la deuxième partie de notre mémoire. Le révérend Boyd Hiscock vous exposera ensuite la point de vue de notre comité mixte sur la ou les formules de modification et, enfin, le pasteur King vous exposera le point de vue du comité concernant la situation particulière des assemblées de l'Église de la Pentecôte à Terre-Neuve et au Labrador.

Monsieur le président, comme vous le savez certainement, les Églises, à Terre-Neuve et au Labrador, ont eu une longue histoire dans le domaine de l'éducation. Pendant plus de 300 ans, l'éducation donnée dans notre province était la compétence exclusive des Églises et, à mon avis, c'est là le fondement de l'incorporation, en 1949, dans l'Acte d'union avec le

[Text]

people in Newfoundland to education, which was set forth so clearly in the Terms of Union with Canada in 1949.

Not only that, Mr. Chairman, but I would also like to submit to you that these rights of classes of people in Newfoundland to education, these rights are a very integral component of the very social fabric of our province. It is one of the distinguishing characteristics of the Province of Newfoundland in having the rights of people, all classes of people to education interwoven so intimately and so widely in the social fabric of the province. These rights guarantee the totality of education, both in regards to the truths communicated as well as to the opportunity of complete growth and development afforded to the student to enable him or her to live in our society, or in the society in which they find themselves.

I would submit to you that it is no exaggeration to state that if our denominational school rights were not protected to the extent that they were protected in the Terms of Union and in particular, in Term 17 of the Terms of Union in 1949, that due to the very narrow percentage points, a per cent and a half difference in the swinging of Confederation, or not having Confederation, Confederation very easily could never have happened at that time, but these rights were guaranteed in such a very minute and in a very thorough way.

I would also like to submit to you Mr. Chairman, and to help you to come to appreciate the very distinctive flavour of the denominational system of education in Newfoundland and I would, in bringing this to your attention, I would like to point out to you—I do believe it is on page 4 in the brief, Section 63 of the Schools Act. It states there:

No School Board shall refuse admission to any school under its control solely on the ground that that child is of a religious faith which is not the denomination or one of the denominations of the school, if there is no school of his own religious persuasion reasonably available to him.

Section 64 states:

No person shall, in any college or school aided by money granted under this Act, impart to any child attending it any religious instruction which may be objected to, in writing, by the parent or guardian of that child.

The saving feature of these two sections Mr. Chairman, I would like to underline, is the fact that in the 104 years that these have been on the statutes, that they have never been contested in court. That is an indication of the harmony in the quality of the relationship that exists within our public school system, being denominationally based.

I would like to briefly just point out that the protection of the rights to our educational system at the present time rest on the disability of the federal government to amend the constitution of Canada, the BNA Act, in so far as such amendments would relate to matters affecting any class of persons with respect to schools.

Moreover, and this I might suggest, Mr. Chairman and tell you that it sounds and it appears very curious to us, the only part of Section 91(1), the second amendment of the BNA Act in 1949, the only part of that act which is not being protected

[Translation]

Canada, des droits des diverses catégories d'habitants de Terre-Neuve en matière d'éducation.

J'ajouterais, monsieur le président, qu'à mon avis, ces droits des diverses catégories d'habitants de Terre-Neuve en matière d'éducation constituent un élément essentiel et inséparable de la société de notre province. Ce qui distingue Terre-Neuve des autres provinces, c'est que les droits en matière d'éducation de ses habitants, de toutes catégories, sont si intimement et si profondément intégrés dans la société terre-neuvienne. Ces droits garantissent la totalité de l'éducation, tant au point de vue des vérités enseignées qu'au point de vue des chances de croissance et de maturité complète offertes aux élèves pour les préparer à la vie dans notre société ou dans leur environnement.

Je n'exagère pas en disant que l'adhésion de notre province à la Confédération, en 1949, adhésion qui s'est décidée à l'époque avec une majorité de quelques pourcents, dépendait du degré de protection accordée par l'Acte d'union, en particulier l'article 17, aux droits de nos écoles confessionnelles. Heureusement, ces droits étaient garantis de manière très précise et très complète.

Pour vous aider à mieux saisir le caractère distinctif du système d'éducation confessionnel à Terre-Neuve, j'aimerais attirer votre attention, monsieur le président, sur l'article 63 de la loi dite *Schools Act*, qui est reproduit, je crois, à la page 4 de notre mémoire:

Nul conseil scolaire ne peut refuser d'admettre un enfant dans une de ses écoles confessionnelles pour le seul motif que la religion de l'enfant est différente de celle, ou celles, de l'école, s'il n'existe aucune école confessionnelle de sa religion où il peut raisonnablement se faire admettre.

Voici ce que dit en outre l'article 64:

Il est interdit aux établissements d'enseignement subventionnés en application de la présente loi de donner à un enfant une instruction religieuse contrairement à la volonté, exprimée par écrit, de son père ou sa mère ou de son tuteur.

Je voudrais souligner, monsieur le président, que les interdictions prévues dans ces deux articles, qui existent depuis 104 ans, n'ont jamais été contestées devant les tribunaux. C'est là la preuve de l'harmonie qui existe dans notre système scolaire essentiellement confessionnel.

Je dirais brièvement que la protection de nos droits scolaires dépend actuellement de l'impossibilité où se trouve le gouvernement fédéral de modifier la constitution canadienne, c'est-à-dire l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, dans la mesure où ces modifications affectent les droits scolaires d'une catégorie de personnes.

J'ajouterais, monsieur le président, qu'il nous semble très étrange que, pour ce qui est du paragraphe 91(1) de la deuxième modification de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1949, les seuls droits et privilèges qui ne sont pas

[Texte]

in the proposed Charter or Rights are the privileges and rights belonging to classes of persons with regard to schools.

I would submit all of the other articles, and all of the other areas there are being protected in the Charter of Rights, with that sole exception.

That was the first leg, you might say, on which our rights stood, to our schools in Newfoundland, with this disability of the federal Parliament to make such an amendment.

The second leg of our protection was on Term 17 of the Terms of Union, which withdrew any authority from the provincial government to make laws prejudicially affecting any right or privilege with respect to denominational schools, that any class or classes or persons have, by law in Newfoundland at the date of Union, and out of public funds of the Province of Newfoundland, been provided for education.

This is the double basis on which our denominational rights were protected in Newfoundland. This was, you might say, based on a double disability—one on the part of the federal government—and the other on the part of the provincial government.

The mandate of ourselves, of this Joint Committee of the Joint Denominational Education Committees of Newfoundland is to seek to have the Canadian Constitution 1980 afford protection for the rights and privileges with respect to denominational schools to no lesser extent than these are now protected in the constitution of Canada for the province of Newfoundland and Labrador.

This, Mr. President, I submit is the background, and I would now ask Bishop Mate if he would address the concerns of the Committee with regard to the Charter of Rights, which is the second section in the brief.

Bishop Martin Mate (Bishop of the Anglican Diocese of Eastern Newfoundland and Labrador): Honourable Joint Chairmen, in Newfoundland and Labrador, as has been mentioned, we have now, as we have had for many generations, a public school system, denominationally based. When we came into Confederation great care was taken to recognize, protect and safeguard the system.

At present, for us in Newfoundland and Labrador, denominational rights in education are strongly entrenched in legislation. We are all confident that it is not intended that the Constitution Act, 1980 will adversely affect these existing rights and privileges. However, the absence of clear and precise statements aimed at the protection and preservation of these rights in the proposed Charter, a Charter that guarantees rights and freedoms to individuals, raises real concerns over the possibility that rights and privileges with regard to denominational schools could be eroded.

Specifically, the enactment of the proposed Charter, being a constitutional document of great authority, gives to the court of this and future generations the power of interpretation, interpretation in novel, unforeseen and unexpected ways in light of the evolving value system of Canadian society as interpreted and applied by the judges then presiding.

[Traduction]

protégés dans le projet de charte des droits sont les droits et privilèges scolaires des catégories de personnes.

A mon avis, tous les autres articles et tous les autres domaines sont protégés dans la charte des droits, à part cette seule exception.

L'incapacité du Parlement fédéral d'adopter une telle modification constitue, à mon avis, la première protection dont bénéficient nos droits scolaires à Terre-Neuve.

La deuxième protection est fournie par l'article 17 de l'Acte d'union, qui retire au gouvernement provincial le pouvoir d'adopter des lois qui porteraient atteinte aux droits et privilèges reconnus, à la date de l'union, par la loi, à Terre-Neuve, à une ou à plusieurs catégories de personnes, de fréquenter des écoles confessionnelles subventionnées avec des deniers publics de la province.

Nos droits aux écoles confessionnelles, à Terre-Neuve, sont ainsi fondés sur une double protection découlant, si l'on peut dire, d'une double incapacité, à savoir celle du gouvernement fédéral et celle du gouvernement provincial.

Notre comité interconfessionnel sur l'éducation à Terre-Neuve a pour mandat de rechercher pour la province de Terre-Neuve et pour le Labrador, et à l'égard des droits et privilèges relatifs aux écoles confessionnelles, une protection au moins égale à celle qui existe dans l'actuelle constitution du Canada.

Je viens de vous présenter, monsieur le président, l'histoire de la question. J'invite maintenant le très révérend Mate à vous exposer le point de vue de notre comité concernant la charte des droits, exposés qui fait l'objet de la deuxième partie de notre mémoire.

Le très révérend Martin Mate (évêque du diocèse anglican de l'est de Terre-Neuve et du Labrador): Messieurs les coprésidents, comme vous venez de l'entendre, nous avons depuis plusieurs générations, à Terre-Neuve et au Labrador, un système d'enseignement public constitué d'écoles confessionnelles. En adhérant à la Confédération, nous avons pris grand soin de faire reconnaître, maintenir et protéger ce système.

À présent, les droits des écoles confessionnelles à Terre-Neuve et au Labrador en matière d'éducation sont solidement ancrés dans la législation. Nous sommes absolument certains qu'il n'est pas dans l'intention de la constitution de 1980 de porter atteinte à ces droits et privilèges acquis. Cependant, l'absence, dans le projet de charte des droits et libertés individuels, de dispositions claires et précises visant à protéger et préserver ces droits relatifs aux écoles confessionnelles soulève de réelles inquiétudes quant à la possibilité d'empiètement sur ces droits.

En particulier, l'adoption du projet de charte, qui est un texte constitutionnel de grande force, accordera dorénavant aux tribunaux le pouvoir d'interprétation, et il est à présent difficile, compte tenu de la jurisprudence changeante au Canada en matière d'interprétation et d'application des valeurs sociales, de prévoir l'interprétation que les tribunaux donneront de ces droits, interprétation qui pourra être originale et imprévue.

[Text]

The constitutional entrenchment of the Canadian Charter of Rights and Freedoms gives to the judges of this country the authority to declare unconstitutional, therefore illegal, any action of any group or institution that the court considers to have interfered with any of the rights and freedoms enumerated in it.

Our Committee therefore, representing approximately 97 per cent of the population of our province who are affiliated with the denominational groups now recognized in law for educational purposes, asks that the proposed constitution be amended to state specifically that rights and privileges with respect to denominational schools now enshrined in the present constitution of Canada, are rights and freedoms guaranteed under the proposed new Charter of Rights and Freedoms, and that the guarantee in the Charter of certain individual rights shall not abrogate or derogate from existing denominational rights.

I now turn to page 27 of our brief and will read the amendment proposals:

For the consideration of the Special Joint Committee on the Constitution of Canada, we propose the following draft amendments for inclusion in appropriate places in Part I of the constitution act, 1980:

Any right or privilege with respect to denominational, separate or dissentient schools granted or secured under Section 93 of the Constitution Act, 1867, formerly named the British North America Act, 1867, as amended, or under any provision of the Constitution of Canada in substitution thereof, shall be a right or freedom guaranteed by the Canadian Charter of Rights and Freedoms.

The guarantee in this Charter of certain rights and freedoms shall not be construed or interpreted as abrogating or derogating from any right or privilege with respect to denominational, separate or dissentient schools granted or secured under Section 93 of the Constitution Act, 1867 formerly named the British North America Act, 1867, as amended, or under any provision of the constitution of Canada in substitution thereof.

Rev. Penney: I would now ask Reverend Hiscock if he would address the concerns of the Committee towards the amending formula.

Reverend Boyd Hiscock (Executive Secretary, United Church of Canada in Newfoundland, Denominational Education Committees of Newfoundland): Honourable Chairmen and members of the Committee, you are probably relieved by the presentations of Archbishop Penney and Bishop Mate that we have not come to your final session to preach you a series of sermons, or even to pronounce benediction on your work that you are doing here. You have listened to many presentations and may be feeling at this point that we might do better to be praying for you and your success in the mission impossible of making all Canadians completely happy with the constitution that issues from these deliberations.

[Translation]

L'incorporation dans la constitution d'une charte canadienne des droits et libertés accorde aux tribunaux de notre pays le pouvoir de déclarer inconstitutionnelle, c'est-à-dire illégale, toute mesure prise par un groupement ou établissement portant, de l'avis des tribunaux, atteinte aux droits et libertés qui y sont énumérés.

En conséquence, notre comité, qui représente 97 p. 100 environ de ceux qui, dans notre province, sont affiliés aux religions légalement reconnues en matière d'éducation, demande que le projet de constitution soit amendé de manière à prévoir expressément que les droits et privilèges prévus dans l'actuelle constitution du Canada et relatifs aux écoles confessionnelles sont des droits et libertés garantis par la nouvelle charte des droits et libertés et que la garantie, par cette charte, de certains droits individuels ne peut abroger les droits existants relatifs aux écoles confessionnelles, ni y déroger.

Je me réfère maintenant à la page 27 de notre mémoire pour vous lire le texte des amendements proposés.

Nous soumettons à l'examen du Comité spécial mixte sur la constitution du Canada les projets d'amendements suivants, pour inclusion aux endroits appropriés de la partie I de la loi constitutionnelle de 1980:

les droits ou privilèges relatifs aux écoles confessionnelles, séparés ou protestantes, et accordés ou garantis par l'article 93 de la loi constitutionnelle de 1867, anciennement appelée Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, et ses modifications, ou par une constitution subséquente du Canada, sont garantis par la charte canadienne des droits et libertés.

La garantie, dans la présente charte, de certains droits et libertés ne doit pas s'interpréter de manière à abolir aucun des droits ou privilèges relatifs aux écoles confessionnelles, séparées ou protestantes, accordés ou garantis par l'article 93 de la loi constitutionnelle de 1867, anciennement appelée Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, et ses modifications, ou par toute constitution subséquente du Canada, ni y déroger.

M. Penney: J'invite maintenant le révérend Hiscock à exposer le point de vue du comité concernant la formule de modifications.

Le révérend Boyd Hiscock (secrétaire exécutif, Église unie du Canada à Terre-Neuve, Comité de l'éducation confessionnelle de Terre-Neuve): Messieurs les coprésidents, honorables membres du Comité, vous devez probablement vous sentir soulagés, en écoutant les exposés de l'archevêque Penney et de l'évêque Mate, de constater que nous ne sommes pas venus à votre dernière séance pour vous prêcher une série de sermons, ou même pour bénir vos travaux. Compte tenu du nombre de dépositions que vous avez entendues, vous penseriez peut-être, à ce stade, que nous ferions mieux de prier pour le succès de votre mission impossible, qui consiste à rendre tous les Canadiens entièrement heureux de la constitution issue de vos délibérations.

[Texte]

Our purpose is however, to bring our concerns about the possible effects of the constitutional proposal on the public system of education, denominationally-based, in Newfoundland and Labrador.

As may be seen from page 8 of our brief, we are not asking any new thing. Nor are we suggesting that anyone is trying to take away any rights. We are asking that the Charter of Rights protect group rights that have already been safeguarded in the BNA.

In our opinion, there are two prongs on which our denominationally-based public school system can be skewered. One, the Charter of Rights, where the courts may rule against the system, as Bishop Mate has suggested; two, the amending formulae. Governments of the future may change the constitution, according to the formulae presented here.

There should be the ability to change but it should be only with the consent of those who have rights and those who wish to retain rights. Those who wish to retain rights ought to be able to retain them. They ought not to be forced to give them up.

There are three parties who should have to be involved in the matter of changing the rights and education in Newfoundland and Labrador, and naturally, the Government of Canada and the Government of Newfoundland are two of those parties. We represent the third party, and the churches which pioneered, promoted, supported and administered education in Newfoundland and Labrador have rights protected in the BNA. We are simply asking that these be joined by the Pentecostal Assemblies in Newfoundland at this time, as has been asked several years ago, and asking then that these rights be maintained until such time as we who have these rights shall decide to give them up.

We would never suggest that it is the intention of the present government to wrest from the churches in Newfoundland and Labrador the rights heretofore safeguarded. Quite the contrary, we accept the government's intention not to interfere with these rights, but intentions may not be enough.

We are concerned that in providing for future governments to have the constitution amended, the proposed wording of the amending formulae makes it possible for some future government to remove these rights presently protected without reference to those who have earned and been granted the rights in education.

We would prefer that Section 43, amended as we suggest in our brief, is the only means of making amendments affecting one or more but not all of the provinces. We are concerned that the proposed provision to amend the amending formulae makes it possible for the rights heretofore protected to be changed or removed without reference to those who have earned and been granted those rights.

Section 47 provides for the amending formulae of Section 41 and Section 42 to be used for amending the amending formulae of Section 41 and Section 42 and Section 43, thus

[Traduction]

Notre but est cependant de porter à votre attention nos inquiétudes concernant les effets que pourra avoir le projet de constitution sur le système des écoles confessionnelles publiques à Terre-Neuve et au Labrador.

Comme vous pouvez le constater en lisant la page 8 de notre mémoire, nous ne demandons rien de nouveau ni n'accusons personne d'essayer d'enlever quelque droit que ce soit. Nous demandons que la charte des droits protège les droits collectifs qui sont déjà garantis par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

A notre avis, notre système d'écoles publiques confessionnelles risque d'être menacé de deux façons. D'une part, par la charte des droits, qui peut donner lieu à une interprétation judiciaire défavorable à notre système, comme l'a mentionné l'évêque Mate; d'autre part, par les formules de modification. Il sera possible aux gouvernements à venir de modifier la constitution en suivant les formules proposées.

Il faut naturellement prévoir la possibilité de modifier la constitution, mais seulement avec le consentement des titulaires des droits et de ceux qui désirent garder leurs droits. Il faut respecter le désir de ces derniers et ne pas les obliger à se départir de leurs droits.

Trois parties doivent avoir voix au chapitre lorsqu'il s'agit de modifier les droits relatifs au système d'éducation à Terre-Neuve et au Labrador. Naturellement, les gouvernements du Canada et de Terre-Neuve sont les deux premières parties. Nous représentons la troisième partie, et les Églises, qui ont introduit, encouragé, soutenu et administré les écoles à Terre-Neuve et au Labrador possèdent des droits garantis par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Nous demandons simplement, aujourd'hui comme il y a plusieurs années, que ces droits soient aussi reconnus aux assemblées de l'Église de la Pentecôte, à Terre-Neuve, et qu'ils soient maintenus jusqu'à ce que nous, les titulaires, décidions de nous en départir.

Nous ne pensons pas que le gouvernement actuel ait l'intention de confisquer les droits jusqu'ici reconnus aux Églises de Terre-Neuve et du Labrador. Au contraire, nous acceptons que le gouvernement ait l'intention de ne pas porter atteinte à ces droits. Mais les intentions ne suffisent pas.

En ce qui concerne le projet de texte de la formule de modification de la constitution, nous craignons qu'il ne soit possible à l'avenir pour un gouvernement d'abolir, sans consulter leurs titulaires, ces droits en matière d'éducation actuellement garantis.

Nous préférons que l'article 43, amendé conformément à notre mémoire, soit le seul moyen de faire des modifications touchant certaines, mais non toutes les provinces. Nous craignons que le projet de disposition permettant de modifier les formules de modification ne rende possible le changement ou l'abolition des droits jusqu'ici protégés, et ce, sans consultation de leurs titulaires.

Aux termes de l'article 47, les formules de modification prévues aux articles 41, 42 et 43 peuvent être modifiées de la façon prévue aux articles 41 et 42, permettant ainsi de modifier toute disposition non réservée de la constitution.

[Text]

making possible the amendment of anything in the constitution that is not exempt from the amending formulae.

We are asking that denominational rights in education be exempt from these formulae. We are asking that it not be possible for the people of the whole of Canada, acting either through the Government of Canada, or by referendum, to take away the rights in education earned by the churches in Newfoundland and Labrador and granted to them by the British North America Act.

We are asking that even if some of us who enjoy rights, these educational rights, were to volunteer to give up our rights and ask the governments concerned to make radical changes to the system of education in Newfoundland and Labrador, that those who wish to retain their rights would not have them removed.

In other words, we would have each church protected from each other, not because we do not trust each other, but so that we will have no reason for mistrust. This protection we seek is what we have enjoyed. Four of us here represent four of the five churches which have agreed to integrate their schools. The other two—the Pentecostal and Roman Catholic, have elected to carry on their separate schools and they have that right and that right is respected by those who join to form one integrated system. We would not like to see that right that has been agreed upon by us locally in Newfoundland and Labrador taken away or threatened by the constitution of Canada.

Therefore, to this end we propose some amendments. Bishop Mate has already read to you those concerning the Charter of Rights. Now, if the amendments to the Charter of Rights as we have proposed in the earlier section of our brief, and which Bishop Mate just read.

Whereby Section 93 or substitute denominational rights in education, mean Term 17 for Newfoundland, would be stated to be rights or freedoms guaranteed by the Charter, are accepted.

If you accept that, then:

We suggest for the consideration of this Joint Committee a new subsection (h) to the proposed Section 50, which would bring Section 93 and its substitutes Term 17 for Newfoundland under the strictest provisions for amendment in the constitution act, 1980, namely:

By the way, I am reading from page 29 of the brief, and at the bottom of the page:

50. An amendment to the constitution of Canada in relation to the following matters may be made only in accordance with a procedure prescribed by Section 41 or 42.

(h) Section 93 of the constitution act, 1867, formerly named the British North America Act, 1867 as amended, and any provision of the constitution of Canada in substitution thereof, provided always that no amend-

[Translation]

Nous demandons que les droits relatifs aux écoles confessionnelles soient inclus dans une disposition réservée, c'est-à-dire non modifiable. Nous demandons que soit ôtée à la population de tout le Canada, agissant soit par l'entremise du gouvernement du Canada, soit au moyen d'un référendum, la possibilité d'enlever aux Églises de Terre-Neuve et du Labrador les droits en matière d'éducation qui leur ont été accordés par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

Nous demandons qu'au cas où certains des titulaires actuels de ces droits en matière d'éducation accepteraient volontairement de renoncer à leurs droits et demanderaient aux gouvernements intéressés de réformer radicalement le système d'éducation à Terre-Neuve et au Labrador, le autres titulaires qui désireraient conserver leurs droits n'aient pas à s'en départir.

Autrement dit, chaque Église doit être protégée contre les actions des autres, non pas par manque de confiance mutuelle, mais plutôt pour éviter toute source de suspicion. Nous ne demandons qu'à protéger ce dont nous jouissons déjà. Quatre de nos délégués ici présents représentent quatre des cinq Églises qui ont convenu d'intégrer leurs écoles. Les deux autres, l'Église de la Pentecôte et l'Église catholique, ont choisi de continuer à maintenir des écoles séparées. C'est là leur droit et ce droit est respecté par toutes les Églises qui ont adopté le système scolaire intégré. Nous ne voulons pas que ce droit, sur lequel nous nous sommes entendus localement, à Terre-Neuve et au Labrador, soit enlevé ou menacé par la constitution du Canada.

Nous proposons donc certaines modifications. Le révérend Mate nous a déjà lu celles qui concernent la charte des droits. Maintenant, si les modifications à la charte des droits telles que nous les avons proposées dans la section précédente de notre mémoire, et que le révérend Mate vient de vous lire, à savoir:

L'article 93 sur les droits confessionnels en éducation, clause 17 pour Terre-Neuve, précise qu'il s'agit de droits ou de libertés garantis par la charte . . .

sont acceptées; si vous acceptez cela, alors:

Nous proposons que le Comité conjoint prenne en considération l'inclusion d'un nouveau paragraphe *h*) à l'article 50 proposé, qui assujettirait l'article 93 et ses substituts (clause 17 pour Terre-Neuve) aux dispositions rigoureuses de modification de la loi constitutionnelle de 1980, à savoir:

Au fait, je suis à la page 29 de l'exposé, au bas de la page:

50. Toute modification de la constitution du Canada portant sur les questions suivantes se fait selon la procédure visée aux articles 41 ou 42.

(h) L'article 93 de la loi constitutionnelle de 1867, antérieurement désignée sous le titre: Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, dans sa forme modifiée, et toute disposition de la constitution du Canada

[Texte]

ment in relation to this matter shall apply to any province unless it is authorized by resolution of the legislative assembly of that province, and provided further that no amendment in relation to this matter shall apply to any class of persons having rights and privileges in relation thereto in that province without the consent of any such class of persons.

Now, if the amendment proposed by Bishop Mate for this Committee, the amendment to the Charter is not made as we have suggested, then we suggest the addition of a new part to Section 50 of the constitution act, 1980 to provide that:

An amendment to Section 93 of the constitution act, 1867, formerly named the British North America Act, 1867, as amended, or to any provision of the constitution of Canada in substitution thereof, may be made only by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada where so authorized by resolutions of the Senate and House of Commons and by resolutions of the legislative assembly of each province that no amendment in relation to this matter shall apply to any class of persons having rights and privileges in relation thereto in a province without the consent of any such class of persons.

So if you accept our first proposed amendment then take the second one; if you do not accept our first proposed amendment, then would you please take our third one. Now, if you do not take either of those, then we have to concern ourselves with Section 43—that Section 43 only of the constitution act 1980 be used to amend Section 93 of the constitution act 1867 and substitute provisions, term 17, for Newfoundland. That is that neither of Sections 41, 42 be used for that purpose.

It can be argued that the intention is that Section 43, and that section only, would be used where the amendment proposed would be in relation to any provision that applies to one or more, but not all, provinces. And that an amendment to the said Section 93 and its substitutes would be such a provision. With respect, it is the opinion of the joint DEC's that such an intention is both unclear and ambiguous on the present wording of Section 43. To make it clear and put it beyond doubt that neither Section 41 nor Section 42 could be used, for example, to amend or repeal term 17 of the terms of Union of Newfoundland with Canada, that is, might be amended or repealed without the specific authority of the Newfoundland legislature, we would propose that Section 43 be amended to read: notwithstanding Section 41 and 42, an amendment to the constitution of Canada in relation to any provision that applies to one or more, but not all, provinces may be made only by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada where so authorized by resolutions of the Senate and the House of Commons and the Legislative Assembly of each province to which the amendment applies.

Finally, the joint DEC's of Newfoundland and Labrador are concerned with Section 49 of the constitution act. We hope that our concern is not justified, that there will indeed be clear

[Traduction]

qui la remplace, pourvu qu'aucune modification sur cette question ne s'applique à une province, à moins qu'elle ne soit autorisée par résolution de l'Assemblée législative de cette province, et pourvu, de plus, qu'aucune modification sur cette question ne s'applique à une catégorie de personnes ayant des droits et des privilèges s'y rapportant dans cette province sans le consentement de cette catégorie de personnes.

Si la modification proposée par le révérend Mate au nom de ce comité, la modification à la charte, n'est pas apportée comme nous l'avons demandé, nous proposons alors l'ajout d'une nouvelle partie à l'article 50 de la loi constitutionnelle de 1980 stipulant que:

L'article 93 de la loi constitutionnelle, 1867, antérieurement désignée sous le titre d'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, dans sa forme modifiée, ou toute disposition de la constitution du Canada qui la remplace, peut être modifié seulement par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisé par des résolutions du Sénat et de la Chambre des communes et par des résolutions des assemblées législatives de chacune des provinces, pourvu qu'aucune modification sur cette question ne s'applique à une catégorie de personnes ayant des droits et des privilèges pertinents dans une province sans le consentement de cette catégorie de personnes.

Alors, si vous acceptez notre première proposition de modification, passez à la deuxième; si vous n'acceptez pas notre première modification, alors, passez, s'il vous plaît, à la troisième. Toutefois, si vous n'acceptez ni l'une ni l'autre, nous devons alors nous reporter à l'article 43: que seulement l'article 43 de la loi constitutionnelle de 1980 serve à modifier l'article 93 de la loi constitutionnelle de 1867 et ses dispositions de substitution, clause 17 pour Terre-Neuve. C'est-à-dire que ni l'article 41 ni l'article 42 ne servent à cette fin.

On peut faire valoir que l'intention est que seulement l'article 43 est appliqué lorsque la modification proposée porte sur toute disposition s'appliquant à certaines provinces seulement, et que toute modification audit article 93 et à ses substituts représenterait pareille disposition. Le Comité mixte sur l'éducation confessionnelle estime que le libellé actuel de l'article 43 est ambigu et qu'il n'exprime pas clairement cette intention. Pour le rendre clair et pour écarter tout doute que ni l'article 41 ni l'article 42 ne pourraient être utilisés, par exemple, pour modifier ou abroger la clause 17 des conditions de l'union de Terre-Neuve avec le Canada, c'est-à-dire qu'elle pourrait être modifiée ou abrogée sans l'autorisation particulière de l'assemblée législative de Terre-Neuve, nous proposons que l'article 43 soit modifié de la façon suivante: nonobstant les articles 41 et 42, la constitution du Canada relativement à toute disposition s'appliquant à certaines provinces seulement peut être modifiée par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par les résolutions du Sénat et de la Chambre des communes et des assemblées législatives de chaque province à laquelle la modification s'applique.

Finalement, les comités mixtes sur l'éducation confessionnelle de Terre-Neuve et du Labrador s'inquiètent de la portée de l'article 49 de la loi constitutionnelle. Nous espérons que

[Text]

issue out of that; but to preclude an interpretation that would go against the system that we have, we recommend that the proposed Section 49 be renumbered Section 49(1) and that the following be added: 49(2) This section shall not be deemed to authorize an amendment to Section 93 of the Constitution Act 1867, formerly named the British North America Act 1867, as amended, or any other provision in substitution thereof.

Honourable Chairman, I thank you.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much.

Rt. Rev. Penney: I would now ask Pastor King to give the submission for the Committee of Pentecostal Assemblies in Newfoundland and Labrador.

Pastor Roy King (Denominational Education Committees of Newfoundland): Thank you your Grace, honourable Chairmen, members of the Committee. We now come to the fourth section of our brief. This is a matter that has concerned the Pentecostal Assemblies of Newfoundland for ten years, actually.

The Pentecostal Assemblies of Newfoundland have a long history, and we were involved in education for some 20 years prior to Confederation. However, the denominational rights of the Pentecostal Assemblies of Newfoundland were not a part of the original terms of union. The reason for this is that we did not receive recognition from the Government of Newfoundland until 1954.

On August 11, 1954, all political parties in the Newfoundland House of Assembly unanimously agreed to recognize the Pentecostal Assemblies of Newfoundland for educational purposes. Therefore, the Pentecostal Assemblies of Newfoundland were accorded official representation within the Newfoundland Department of Education with the right to receive capital and current educational grants by the Government of Newfoundland on exactly the same basis as other denominations.

In 1968, the Newfoundland House of Assembly again unanimously endorsed a government resolution to amend Term 17 to include the Pentecostal Assemblies of Newfoundland and, by so doing, grant the people, that is our denominational people, the same constitutional rights as other denominations operating schools in our province.

On October 25, 1971, in the House of Commons here in Ottawa, a notice of motion to amend the constitution of Canada as per the request of the Pentecostal Assemblies of Newfoundland, through the Government of Newfoundland, having been called was transferred to government orders for consideration at the next sitting of the House.

Mr. Chairman, the Pentecostal Assemblies of Newfoundland wish to impress upon the Government of Canada that for 10 years now the request of the Government of Newfoundland respecting the rights of the Pentecostal people in Newfoundland has not been honoured. With a deep sense of respect and appreciation for my colleagues here today—we are not a select committee, we are a co-operative committee representing the various denominations conducting schools in the Province of Newfoundland together with Mr. James Greene, our coun-

[Translation]

notre inquiétude n'est pas fondée; toutefois, pour écarter toute interprétation qui irait à l'encontre de notre système, nous recommandons que l'article 49 proposé soit renuméroté 49(1) et que soit ajouté le paragraphe 49(2). Cet article ne doit pas être regardé comme autorisant toute modification à l'article 93 de la loi constitutionnelle de 1867, antérieurement désignée sous le titre d'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, dans sa forme modifiée, ou toute autre disposition la remplaçant.

Monsieur le président, je vous remercie.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup.

M. Penney: Je demanderais maintenant au pasteur King de faire un exposé au nom du Comité de l'Église de la Pentecôte de Terre-Neuve et du Labrador.

Le pasteur Roy King (Comité de l'éducation confessionnelle de Terre-Neuve): Merci beaucoup révérend, honorables présidents, membres du Comité. Nous abordons maintenant la quatrième partie de notre exposé. Il s'agit d'une question qui inquiète l'Église de la Pentecôte de Terre-Neuve depuis déjà 10 ans.

L'Église de la Pentecôte de Terre-Neuve a une longue histoire. Vingt ans avant la Confédération, nous œuvrions dans le domaine de l'éducation. Toutefois, les droits confessionnels de l'Église de la Pentecôte de Terre-Neuve ne figurent pas dans les conditions de l'union, et ce, parce qu'il a fallu attendre jusqu'en 1954 avant d'être reconnu par le gouvernement de Terre-Neuve.

Le 11 août 1954, c'est à l'unanimité que tous les partis politiques de l'Assemblée législative de Terre-Neuve conviennent de reconnaître l'Église de la Pentecôte de Terre-Neuve à des fins d'éducation. Cette représentation officielle au sein du ministère de l'Éducation de Terre-Neuve nous donne droit aux subventions à l'éducation accordées par le gouvernement de Terre-Neuve, au même titre que toutes les autres Églises.

En 1968, l'Assemblée législative de Terre-Neuve, encore une fois, accepte unanimement une résolution du gouvernement visant à modifier la clause 17, de façon à inclure l'Église de la Pentecôte de Terre-Neuve et, de ce fait, accorde à notre groupe les mêmes droits constitutionnels qu'aux autres groupes confessionnels qui dirigent des écoles dans notre province.

Le 25 octobre 1971, la Chambre des communes, ici, à Ottawa, était saisie d'un avis de motion visant à modifier la constitution du Canada, à la demande de l'Église de la Pentecôte de Terre-Neuve, par l'intermédiaire du gouvernement de cette province, avis qui devait être étudié à la prochaine séance de la Chambre.

Monsieur le président, l'Église de la Pentecôte de Terre-Neuve souhaite faire remarquer au gouvernement du Canada que depuis 10 ans déjà, la demande du gouvernement de Terre-Neuve concernant les droits des membres de l'Église de la Pentecôte de Terre-Neuve est restée lettre morte. Avec un sens profond de respect et de considération pour mes collègues ici présents aujourd'hui—nous ne sommes pas un comité choisi; nous sommes un comité coopératif qui représente les diverses confessionnalités qui dirigent des écoles dans la pro-

[Texte]

sel—my colleagues share their concerns for the Pentecostal people in Newfoundland by making Section 4 of our brief, which deals with a matter that is primarily Pentecostal in urgency and concern, a part of our submission.

Mr. Chairman, we hereby request that the matter be addressed to the satisfaction of the Pentecostal people; that is, that the proposed amendment—it is found in our brief from page 36 forward—be affected before the constitution is patriated to Canada.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much.

Thank you very much. We go to the honourable James McGrath.

Mr. McGrath: Thank you very much, Mr. Chairman.

First of all, Mr. Chairman, with the consent of the Committee, I would like to move that the entire brief of the Denominational Education Committees be appended to today's proceedings because, given the limitations of time, the delegation chose not to read the entire brief but it is very important to our deliberations that we have it appended to today's proceedings, and I so move.

The Joint Chairman (Senator Hays): Agreed. Agreed.

Some hon. Members: Agreed.

Mr. McGrath: Thank you very much, Mr. Chairman.

First of all I want to join with you in welcoming the representatives of the Denominational Education Committees of Newfoundland before our Committee today.

It is not without significance, in my view, that they are the last witness to be heard; because their brief, not only in the Newfoundland context but, I believe, in the national sense as well, goes right to the heart and soul of some of the concerns that we have raised in this Committee with regard to some of the provisions of the resolution and of the draft bill before us.

In that regard it has national implications as well; and on behalf of the delegation—I am sure I speak for my Newfoundland colleagues on the Committee in saying we are grateful to the Committee, to you, Mr. Chairman and your Joint Chairman, that you agreed to hear the delegation today.

During the appearance yesterday of Professor Cohen, I, in the course of my intervention, raised the whole question of the impact of the government's proposed joint address and the bill that will be forwarded to the British Parliament on the terms of union between Newfoundland and Canada. The brief makes reference to that, and I think it is important enough to be underlined; because what we are talking about here, and what Professor Cohen agreed with yesterday, is really quite a unique situation! The signing of the terms of union between Newfoundland and Canada was the signing of a contract between two sovereign dominions—two dominions under the Statute of Westminster; and we heard evidence today regarding the

[Traduction]

vince de Terre-Neuve, avec M. James Greene, notre avocat—mes collègues souhaitent montrer leur inquiétude pour les membres de l'Église de la Pentecôte de Terre-Neuve en faisant de la partie 4 de notre exposé, qui porte sur une question urgente qui intéresse surtout les membres de cette Église, une partie de notre mémoire.

Monsieur le président, nous demandons que la question reçoive la considération voulue pour satisfaire les membres de l'Église de la Pentecôte; c'est-à-dire que la modification proposée, qui se trouve à la page 36 de notre exposé, soit mise en vigueur avant que la constitution soit rapatriée au Canada.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup.

Merci beaucoup. La parole est maintenant à l'honorable James McGrath.

M. McGrath: Merci beaucoup, monsieur le président.

D'abord, monsieur le président, avec le consentement du Comité, je propose que tout l'exposé présenté par les comités d'éducation confessionnelle soit annexé aux délibérations d'aujourd'hui, parce que, faute de temps, la délégation a choisi de ne pas lire tout l'exposé, mais il est très important pour nos délibérations qu'il soit annexé au compte rendu d'aujourd'hui. Je propose donc cette annexion.

Le coprésident (sénateur Hays): D'accord.

Des voix: D'accord.

M. McGrath: Merci beaucoup, monsieur le président.

Permettez-moi d'abord de me joindre à vous pour souhaiter la bienvenue aux représentants des comités de l'éducation confessionnelle de Terre-Neuve devant notre Comité aujourd'hui.

Il est tout à fait significatif qu'ils soient les derniers témoins à être entendus aujourd'hui. Leur exposé, non seulement dans le contexte de Terre-Neuve, mais, je crois, au sens national également, touche le cœur même de certaines des préoccupations qui ont été soulevées devant ce Comité concernant certaines dispositions de la résolution et du projet de loi qui sont devant nous.

A cet égard, leur exposé comporte également des répercussions nationales. Au nom de la délégation, ... je suis sûr de parler au nom de mes collègues de Terre-Neuve qui font partie du Comité lorsque j'exprime ma gratitude au Comité, à vous, monsieur le président, et à votre président conjoint, d'avoir accepté d'entendre la délégation aujourd'hui.

Au cours de mon intervention devant le professeur Cohen, hier, j'ai soulevé toute la question des répercussions que l'adresse commune du gouvernement et le projet de loi, qui seront envoyés au Parlement britannique, auront sur les conditions de l'union entre Terre-Neuve et le Canada. L'exposé en fait état, et je crois qu'il s'agit d'une question assez importante, qui mérite d'être soulignée; ce dont il est question ici, aujourd'hui, et comme le professeur Cohen en a convenu hier, est une situation unique! La signature des conditions de l'union entre Terre-Neuve et le Canada a été la signature d'un contrat entre deux dominions souverains, deux dominions établis en vertu du statut de Westminster. Ainsi avons-nous entendu

[Text]

international nature of the Statute of Westminster in terms of it being an international convention.

Just by way of footnote, although our constitution was in suspension in terms of our Parliament, and we were operating under a commission form of government, the British government, in fulfilment of the obligation it made to Newfoundland in 1933, restored dominion status to Newfoundland shortly before the Act of Union took effect on March 31, 1949. It is important to remember that because that speaks to the very special nature of what we are dealing with here today. We were given assurances. I think it has to be said—and Archbishop Penney himself indicated—that without these assurances and, indeed, without the provisions of Term 17, the Act of Union between Newfoundland and Canada, in my view, would not have taken place. Assurances were given over and above the legal implications of Term 17, subsequent to the terms of Union, subsequent to the act of Confederation itself, at no time could this be changed! And we must remember that Term 17 imposes not only a limitation on the Parliament of Canada, but equally imposes a limitation on the Legislature of Newfoundland. The legislature of Newfoundland under Term 17 cannot alter or change in any way the provisions of Term 17 protecting the denominational education rights of Newfoundland without the express consent of the various participating denominations. That assurance was given time and time again by various premiers of Newfoundland starting with Premier Smallwood, of course; and he spoke very eloquently about it.

Professor Cohen agreed with me that this could be a very serious question in terms of the change in that solemn agreement between those two sovereign entities; because what we propose to do by this resolution is to change that contract in a unilateral way. That speaks to the unique nature of the Newfoundland case. It also speaks as well to the broader implications in terms of the protection we enjoy in education rights across the country under the provisions of Term 93 of the BNA Act and the consequences posed in Section 42 and 43 of the draft bill before us.

Mr. Chairman, when Mr. Chrétien appeared before the Committee, introducing this joint resolution, in reply to my questions and questions from my colleagues from Newfoundland, he said that it is not the intention of the Government of Canada to change in any way the contractual nature of Term 17 and its umbrella clause within the terms of the British North America Act, Section 93. Well, sir, we are not concerned with the good intentions of the government. We are concerned with the possible consequences down the road, the possible actions of future governments which would not be bound to the spirit of Term 17, because we are going to eliminate the letter of Term 17 by the action proposed in the bill before us.

I just wanted to point that out to you, Mr. Chairman, by way of historical background if you like, because I think it is important to our deliberations.

[Translation]

aujourd'hui des témoignages sur la nature internationale du statut de Westminster en ce qu'il est une convention internationale.

Ajoutons simplement que bien que notre constitution était en suspens pour ce qui est de notre parlement, et que nous fonctionnions sous une forme de gouvernement mandataire, le gouvernement britannique, pour remplir son obligation contractée avec Terre-Neuve en 1863, a redonné à Terre-Neuve son statut de dominion peu avant l'entrée en vigueur, le 31 mars 1949, de l'Acte d'Union. Il importe de s'en souvenir, car cela s'adresse à la nature très spéciale du sujet qui nous intéresse aujourd'hui. Certaines assurances nous ont été données. Je crois qu'il convient de le dire—Mgr Penney lui-même l'a mentionné—que sans cette assurance et de fait sans les dispositions de la Condition 17, l'Acte de l'union entre Terre-Neuve et le Canada, à mon avis, n'aurait pas eu lieu. Des assurances ont été données au-delà des incidences juridiques de la condition 17, à la suite des conditions de l'union, à la suite de la Loi sur la confédération elle-même. Jamais cela ne pourra être changé. Nous devons aussi nous souvenir que la condition 17 impose non seulement une limite au parlement du Canada, mais également à l'Assemblée législative de Terre-Neuve. Celle-ci, en vertu de la condition 17, ne peut ni changer ni modifier les dispositions de la condition 17, qui protège les droits à l'éducation confessionnelle à Terre-Neuve sans le consentement expresse des diverses confessions intéressées. Cette assurance a été donnée tant et plus par divers premiers ministres de Terre-Neuve, dont surtout le premier ministre Smallwood qui en a parlé en termes fort éloquents.

Le professeur Cohen a convenu avec moi qu'il pourrait s'agir là d'une question très grave concernant le changement de cet accord solennel entre ces deux entités souveraines, car ce que la résolution propose, c'est de changer ce contrat d'une façon unilatérale. Cela témoigne de la nature unique du cas de Terre-Neuve. Cela témoigne également des incidences plus grandes sur la protection des droits à l'éducation dont nous jouissons à la grandeur du pays en vertu des dispositions de l'article 93 de l'AANB et des conséquences des articles 42 et 43 du projet de loi devant nous.

Monsieur le président, lorsque M. Chrétien s'est présenté devant le comité, en introduisant cette résolution mixte en réponse à mes questions et à celles de mes collègues de Terre-Neuve, il a précisé que ce n'est pas l'intention du gouvernement du Canada de changer d'aucune façon la nature contractuelle de la condition 17 et de sa clause «parapluie» aux termes de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, article 93. Eh bien, monsieur, les bonnes intentions du gouvernement ne nous intéressent pas. Ce qui nous intéresse, ce sont les conséquences éventuelles en cours de route, les actions possibles des gouvernements futurs qui ne seraient pas liés à l'esprit de la condition 17, étant donné que nous allons éliminer la lettre de la condition 17 par ce qui est proposé dans le projet de loi qui est devant nous.

Je voulais souligner cela, monsieur le président, en guise d'historique, si vous voulez, parce que je crois qu'il est important de le faire au cours de nos délibérations.

[Texte]

I said yesterday, and repeat today, that we look upon this with the gravest of concern. I think the presence here today of the heads of the denominations and representatives of the heads of the denominations, representing all of the churches in Newfoundland, probably speaks much more eloquently than the presentation that was made here today. The fact that these people would consider this important enough for all of them to join together, in this national forum outside of Newfoundland, to make their case, speaks much more eloquently than any words that they could use or any words that I could use. I think probably that fact has not been lost on the Committee because we have been meeting here for long hours, we have gone beyond our lunch hour, and I notice that the attendance in the Committee has not dropped off; and for that I know that the delegation is very grateful.

I merely have one question because I just do not want to take up the time of the Committee. I would like to ask the members of the delegation, perhaps Archbishop Penney, as the Chairman of the Executive Committee of the Denominational Education Committees of Newfoundland, or their counsel could answer, this question. The question very simply is: have you made a submission to the Government of Canada expressing your concerns, and, if so, are you in a position to give us any indication of what kind of reception that submission received? I think that is important since we are going to be involved on Monday next with the clause by clause examination of the bill and we will be dealing with amendments that will be presented to us by the Minister of Justice on behalf of the Government.

Rt. Rev. Penney: Well Mr. Chairman, in answer to the question of the Honourable Mr. McGrath, I would say that a group of us, the subcommittee of the joint DC, joint Denominational Education Committees, was received by the Government of Canada in a meeting between officials of the Department of Justice in which we presented our concerns; and the concerns we presented at that meeting were the very same concerns that we presented here today with regard to our preoccupation, our apprehensions, our fears about the charter of rights and the way we see it may go, the uncertainty that we have about it as well as the amending formula; and I might say, Mr. Chairman, that we received a very thorough hearing. I know I could say that the committee having left the meeting after two and a half hours, felt certain that we had communicated, to these officials, our concerns. Again, I do not know whether our legal counsel would like to add something to that. Needless to say, these people were in no position to be able to make a response to us at that time; but we did feel that what we had to say was communicated and understood by these people.

I might say the only other wrinkle that perhaps was there was we had endeavoured to go through that route, all the time holding our options open to appear before this group. I think I can say that if we had achieved our objectives with the former route we had taken, in all probability we would not be here today protracting your hearings. But we had an understanding; at least, it was said to us that we would hear back from them regarding our submission; but not hearing back from them, we

[Traduction]

J'ai dit hier, et je le répète aujourd'hui, que cette question nous inquiète au plus haut point. Je crois que la présence ici aujourd'hui des chefs des sectes religieuses et de leurs délégués, représentant toutes les Églises de Terre-Neuve, est un témoignage plus éloquent que le mémoire qui a été présenté ici aujourd'hui. La présence de toutes ces personnes à ce forum national à l'extérieur de Terre-Neuve pour défendre leur cause, exprime mieux que toute parole l'importance qu'ils y accordent. Le comité en est bien conscient, je pense, car nous nous sommes rencontrés ici pendant de longues heures, oubliant parfois l'heure du déjeuner et je remarque que la participation en comité n'a pas diminué; je sais que la délégation est très reconnaissante de ce fait.

Je ne vais poser qu'une question parce que je ne veux pas empiéter sur le temps du Comité. J'aimerais poser aux membres de la délégation, peut-être à Monseigneur Penney, en tant que président du Comité exécutif des comités de l'éducation confessionnelle de Terre-Neuve, ou à leur avocat peut-être, la question suivante: Avez-vous fait une présentation au gouvernement du Canada exprimant vos inquiétudes et si oui, êtes-vous en mesure de nous donner une indication de la façon dont cette présentation a été reçue? Je crois que cela est important étant donné que nous allons aborder lundi prochain l'étude article par article du projet de loi et nous aurons à discuter de modifications que nous proposera le ministre de la Justice au nom du gouvernement.

M. Penney: Monsieur le président, en réponse à la question de l'honorable McGrath, je dirai qu'un certain nombre d'entre nous, du sous-comité du Comité mixte sur l'éducation confessionnelle et des comités mixtes de l'éducation confessionnelle, avons été reçus par le gouvernement du Canada à l'occasion d'une rencontre entre les représentants du ministère de la Justice au cours de laquelle nous avons présenté nos inquiétudes. Il s'agissait en effet des mêmes inquiétudes qui ont été présentées ici aujourd'hui, c'est-à-dire nos préoccupations, nos appréhensions, nos craintes au sujet de la Charte des droits et de l'orientation qu'elle prendra, l'incertitude à ce sujet de même qu'au sujet de la formule d'amendement; et j'ajouterai monsieur le président, que nous avons été dûment entendus. Je puis affirmer qu'après deux heures et demie de rencontre, nous avons nettement l'impression d'avoir fait part de nos inquiétudes à ces fonctionnaires. Je ne sais pas si notre avocat aimerait ajouter quelque chose à cela. Inutile de dire que ces gens n'étaient pas en mesure de nous donner une réponse à ce moment. Mais nous avons eu l'impression d'avoir été bien compris de ces gens.

Nous avons toutefois également tenu à comparaître devant vous. Je crois pouvoir dire que si nous avions atteint nos objectifs lors de la première rencontre, nous ne serions vraisemblablement pas ici aujourd'hui à retarder vos délibérations. Mais nous avions une entente; et il nous a été dit que nous aurions des nouvelles concernant notre présentation. Nous n'avons pas eu de nouvelles alors nous avons décidé de nous présenter ici aujourd'hui. Évidemment, monsieur le président,

[Text]

decided that we would come this route. Of course, we would not want Mr. Chairman, 20, 30, 40 or 50 years down the road to have somebody say, where was the church at this critical moment. At least we will be on record as doing all we could to safeguard the right of the classes of people in Newfoundland and this is our purpose in being here.

Mr. McGrath: Archbishop Penney, you and your confreres have identified a number of areas of concern—and I will not repeat them—over the impact of certain provisions of the bill on the very existence of the denominational education system in Newfoundland and its being threatened. These are indeed grave concerns because it really is a major breach of contract between the two sovereignties of Newfoundland and Canada as it is represented by the bill. I merely want to ask you, in conclusion, Archbishop Penney, when you met with representatives of the Government of Canada, in your meeting were you given any assurances at the time?

Rt. Rev. Penney: I presume, as I recollect and the legal counsel here, because he is the only other person who was at that meeting, the other three members of our Subcommittee are not present here today. They opted out in favour of the heads of churches to come. The only assurance that we had from them at the time that they would certainly consider what we were about. They would take into consideration our concerns and endeavour to integrate them so that our rights would be preserved in the constitution of 1980.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much. Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: Out of courtesy to my colleagues from Newfoundland I think you should recognize them first then come back to me.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much. Senator Petten.

Senator Petten: Thank you, Mr. Chairman.

I would also like to join my fellow Newfoundlander, the honourable James McGrath, in welcoming the delegation to Ottawa, and we congratulate you on your excellent brief. It was most enlightening and comprehensive and I am sure it will go far in explaining the concern of Newfoundlanders re the denominational system of education in Newfoundland.

I am also pleased to agree with my fellow Newfoundlander, the honourable James McGrath, in having your brief appended to today's proceedings.

As you point out in your brief, the Church sponsored the first schools and continued to do so for some 110 years, until 1836 when the government of the day decided to vote a little money, as I understand it, to help the cause of education.

So one can see, because of the early involvement of the Church with education, that a partnership evolved between church and state and it has proved, in my opinion and in the opinion of many others, most satisfactory.

Having been born in and spending the first 40 odd years of my life in and around St. John's, and attending the denomina-

[Translation]

nous n'aimerions pas que dans 20, 30, 40 ou 50 ans d'ici quelqu'un demande où était l'Église à ce moment critique. L'histoire témoignera que nous avons fait tout en notre pouvoir pour protéger les droits des différentes classes de terre-neuviens et c'est pourquoi nous sommes ici aujourd'hui.

M. McGrath: Monseigneur Penney, vous et vos confrères avez cerné un certain nombre d'inquiétudes, que je ne répéterai pas, au sujet des incidences de certaines dispositions du projet de loi portant sur l'existence même du système d'éducation confessionnelle à Terre-Neuve et sur les dangers qui le guettent. Ce sont là en effet de graves inquiétudes parce qu'il s'agit d'un bris de contrat entre les États souverains de Terre-Neuve et du Canada aux termes du projet de loi. Je voudrais simplement vous demander, en guise de conclusion, Monseigneur Penny, si lorsque vous avez rencontré les représentants du gouvernement du Canada, ils vous ont donné certaines assurances?

M. Penney: Je suppose, tel que je me souviens et comme se souvient aussi l'avocat-conseil ici présent, parce qu'il est la seule autre personne qui assistait à cette réunion, les trois autres membres de notre sous-comité ne sont pas ici aujourd'hui. Ils ont cédé la place aux chefs des Églises. La seule assurance que nous avons reçue d'eux à ce moment a été qu'ils prendraient certainement en considération nos préoccupations et tenteraient de les intégrer de façon à ce que nos droits soient préservés dans la Constitution de 1980.

Le coprésident (sénateur Hays): Je vous remercie. Monsieur Nystrom.

M. Nystrom: Par courtoisie pour mes collègues de Terre-Neuve, je pense que vous devriez leur donner la parole en premier.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci. Sénateur Petten.

Le sénateur Petten: Merci, monsieur le président.

Je voudrais m'associer à mon collègue de Terre-Neuve, l'honorable James McGrath, pour souhaiter la bienvenue à la délégation et la féliciter de l'excellence de son exposé. Il était très complet et très enrichissant et je me suis sûr qu'il suffira à expliquer les préoccupations des Terre-Neuviens en ce qui concerne le système scolaire confessionnel de Terre-Neuve.

Je suis heureux d'être d'accord avec mon collègue de Terre-Neuve, l'honorable James McGrath, pour que votre exposé soit versé au dossier des délibérations d'aujourd'hui.

Comme vous l'avez souligné dans votre exposé, l'Église a parrainé les premières écoles et a continué à le faire pendant 110 ans, jusqu'en 1836 lorsque le gouvernement de l'époque a décidé d'accorder un peu d'argent, si je comprends bien, pour aider la cause de l'éducation.

Comme on peut le constater, à cause de l'engagement de l'Église dans l'éducation, une relation étroite s'est instaurée entre l'Église et l'État et il est prouvé, à mon avis et de l'avis de bien d'autres, qu'elle s'est révélée très satisfaisante.

Étant né et ayant passé les 40 premières années de ma vie près de Saint-Jean de Terre-Neuve, et ayant étudié dans des

[Texte]

tional schools, I am well aware of the feelings of my fellow Newfoundlanders concerning our unique system of education. Your Grace will recall at the meetings with the Minister, which you referred to just a few moments ago, the honourable John Chrétien, his assurance that our system of education in Newfoundland would not be changed and it was not the intention of the government to effect any changes whatsoever to our educational system and the conditions upon which Newfoundland and Canada agreed to when they entered Confederation in 1949, they would remain intact.

It is not the intention to change the constitution which is not now only an important part of Newfoundland's heritage but that which has also become an important part of the Canadian mosaic.

Your Grace, I would now like to turn to Bishop Mate and ask him just one question if I may.

Bishop Mate, what would you think if it were somehow made clear that the Charter of Rights and Freedoms did not supersede any other part of the constitution, including Section 93? Do you think that this would alleviate your concerns about the effects of the Charter of Rights and Freedoms on the denominational school system? That is my question, sir.

Bishop Mate: I think I will ask our counsel to answer that one.

Mr. Greene: Thank you, Mr. Chairman.

Senator Petten, our brief sets out at some length the specific areas of our concern because it seems to us that the Charter of Rights, and I think I should make it clear that none of us here today are against the idea of recognizing and, indeed, enshrining individual rights, but it is a question which I know this Committee has considered on a number of occasions, the relationship between individual rights on the one hand, and group or collective rights on the other; and there is distinct danger, it seemed to us, particularly when it would be left to the courts of future years to determine just what was intended in that regard, and particularly in view, for example, of such sections as Section 25 of the draft act now before you which provides that any law that is inconsistent with the provisions of this Charter is, to the extent of such inconsistency, inoperative and of no force and effect.

That seemed to us to put the Charter of Rights on a special plateau and any law I suppose could be interpreted as meaning any other part of the constitution act, and if that were so, then perhaps simply referring to Section 93 or reconfirming Section 93 perhaps would not give us sufficient comfort in regard to the continued entrenchment of our rights because Archbishop Penney, in making his representation, referred to the fact that Section 91(1) of the BNA Act, which coincidentally came into the constitution of Canada the same year that Newfoundland did, it is the BNA Act number 2 of 1949, that gave the Parliament of Canada certain rights to legislate in the constitutional areas but removed or said that these rights did not extend to certain areas.

[Traduction]

écoles confessionnelles, je suis très conscient des sentiments qu'éprouvent mes compatriotes de Terre-Neuve en ce qui concerne notre système unique d'éducation. Vous vous souviendrez qu'au cours des rencontres que vous avez eues avec le Ministre, auxquelles vous avez fait allusion il y a quelques moments, l'honorable Jean Chrétien a donné son assurance que notre système d'éducation ne serait pas modifié et qu'il n'était pas dans l'intention du gouvernement d'y apporter des changements quelconques et que les conditions qui avaient été acceptées par Terre-Neuve et le Canada au moment de l'entrée de la province dans la Confédération demeureraient inchangées.

Ce n'est pas notre intention de modifier la Constitution qui est maintenant une partie importante de l'héritage de Terre-Neuve mais qui est aussi devenue une partie importante de la mosaïque canadienne.

Je voudrais maintenant poser une question à monseigneur Mate si c'est possible.

Monseigneur Mate, que penseriez-vous si on vous donnait l'assurance que la Charte des droits et libertés ne supplantera pas la Constitution, y compris l'article 93? Pensez-vous que cela suffirait à soulager vos inquiétudes à propos des conséquences de la Charte des droits et libertés sur le système scolaire confessionnel?

M. Mate: Je préférerais demander à notre conseiller de répondre à cette question.

M. Greene: Merci, monsieur le président.

Sénateur Petten, notre exposé soulignait de manière assez approfondie les domaines précis qui nous préoccupent parce qu'il nous semble que la Charte des droits... Et je pense qu'il faut signaler qu'aucun d'entre nous, présent ici aujourd'hui, ne s'oppose à l'idée de reconnaître et, bien sûr, d'enchâsser les droits individuels, mais il s'agit là d'une question que le Comité a eu l'occasion d'étudier à de nombreuses occasions, il s'agit de la relation entre les droits individuels d'une part et les droits collectifs d'autre part; il y a là un danger évident, il nous semble, particulièrement si nous confions aux tribunaux des années futures de déterminer ce qui avait été prévu à cet égard et, en particulier, par exemple ce qui avait été prévu par des articles comme l'article 25 du projet de loi qui vous est présenté aujourd'hui et qui prévoit que les dispositions d'autres lois qui seraient incompatibles avec les dispositions de cette charte seraient inopérantes.

Il nous semble que cela place la Charte des droits sur un piédestal et que l'expression «toute autre règle de droit» pourrait, je le suppose, être interprétée comme s'appliquant aux autres parties de la Loi sur la Constitution. Si tel était le cas, peut-être alors qu'une simple référence à l'article 93 ou la reconfirmation de l'article 93 ne nous donnerait pas suffisamment d'assurance en ce qui concerne l'enchâssement permanent de nos droits car l'Archevêque Penney a fait allusion, dans son exposé, au paragraphe 91(1) de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique qui, il est bon de le faire remarquer, est entré dans la constitution du Canada en même temps que Terre-Neuve; c'est cet article de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique numéro 2 de 1949, qui a donné au Parlement du Canada certains droits à légiférer dans des domaines constitu-

[Text]

I am sure all honourable members are aware of the limitations which Section 91(1) imposes now on the Parliament of Canada. One of these is that it may not make laws prejudicially affecting the rights and classes of persons with respect to schools.

Now, Section 51 of the constitution act 1980 repeals Section 91(1), and what is now dealt with in Section 91(1), the various matters, so far as we are aware, all of these matters are specifically dealt with either in the Charter of Rights or in some other sections.

For example, minority language rights and education, several sections in the Charter of Rights specifically dealing with these, these are now referred to specifically in Section 91(1). The life of Parliament is also a present Section 91(1) matter. That is dealt with specifically.

The one item now part of Section 91(1) which is not specifically and directly referred to in the act before you is that part respecting the rights of classes of persons with respect to schools, and we wonder, frankly, whether that is an oversight or whether it is a matter of design and intention, and what we are saying is that we accept, of course without any qualification, the comments made in the House of Commons by the right honourable the Prime Minister in answer to a question, and by the Minister of Justice, Mr. Chrétien, in his comments to this Committee, that it is not intended that this act affect these rights which we now enjoy. We accept that, but the point has already been made that intention is not sufficient.

Judges are not, in my opinion, are not entitled to consider the intention of legislators where they have clear words to follow, and if that is indeed the intention then we would see no objection to making two things very clear: one, that existing rights, and with the sole exception of the fact that we are now, the Pentecostal assemblies of Newfoundland are asking to have an amendment made to the constitution of Canada which was asked for by the legislature of Newfoundland 10 years ago, we would ask that that be acted on; but apart from that we are asking nothing new, we are not asking to have further rights given to us or any deeper entrenchment than we now have. We are simply saying please preserve to us the rights we now have, do not put us in the position of having to argue before some courts in years to come: oh, by necessary inference our rights are protected; or the Prime Minister of that day said it was not intended; or the Minister of Justice said we did not mean to do it.

We say it is so vital and so important to us, particularly when, as I have said earlier, honourable gentlemen, that there are a number of matters in the present Section 91(1) that are all, *seriatim*, dealt with in this act. The one that is not now dealt with is that present federal legislative disability regarding the rights of persons, classes of persons with regard to schools.

[Translation]

tionnels mais qui éliminait d'autres droits ou disait que ces droits ne s'étendaient pas à certains domaines.

Je suis certain que les membres sont conscients des limites que le paragraphe 91(1) impose au Parlement du Canada. L'une d'entre elles est qu'il ne peut pas adopter des lois qui porteraient préjudices aux droits des personnes en ce qui a trait aux écoles.

L'article 51 de la Loi sur la Constitution de 1980 abroge le paragraphe 91(1) et tout ce qui est couvert jusqu'à présent par ce paragraphe. Ces diverses questions seront traitées maintenant soit dans la Charte des droits ou dans un autre article.

Par exemple, les droits des minorités linguistiques et l'éducation sont traités dans plusieurs articles de la Charte des droits alors qu'il en était fait mention très précisément au paragraphe 91(1). Le mandat du Parlement est également traité au paragraphe 91(1). Il en est fait mention très précisément.

Le seul point qui fasse actuellement partie du paragraphe 91(1) et qui n'est pas mentionné spécifiquement et directement dans la Loi constitutionnelle est le point qui concerne les droits des catégories de personnes en ce qui a trait aux écoles et nous nous demandons très sincèrement s'il s'agit là d'un oubli ou si c'était intentionnel; nous acceptons sans discuter les déclarations faites à la Chambre des communes par le très hon. premier ministre en réponse à une question, et les déclarations faites par le ministre de la Justice, M. Chrétien, devant ce comité lorsqu'il déclarait que cette loi ne nuirait pas aux droits que nous avons présentement. Nous l'acceptons mais nous sommes conscients que l'intention ne suffit pas.

Les juges ne sont pas, à mon avis, tenus de prendre en considération les intentions des législateurs lorsqu'ils ont sous les yeux des textes très clairs. Si tel est le cas nous n'aurions alors aucune objection à rendre deux choses très claires: d'une part, les assemblées des Églises de la Pentecôte de Terre-Neuve demandent que l'amendement, qui avait été réclamé par l'Assemblée législative de Terre-Neuve il y a 10 ans, à la Constitution du Canada, soit adopté; cela mis à part nous ne demandons rien de nouveau, nous ne demandons pas que nous soient accordés davantage de droits ou un enchâssement plus profond que celui que nous avons maintenant. Nous demandons simplement de sauvegarder les droits que nous avons à l'heure actuelle, de ne pas nous placer dans une position qui nous obligerait à défendre ces droits devant des tribunaux en arguant que nos droits sont protégés, que le premier ministre d'alors avait dit que ce n'était pas l'intention ou que le ministre de la Justice a dit qu'il ne savait pas ce que cela signifiait.

Nous affirmons que cela revêt une importance capitale en ce qui nous concerne car, comme je le disais auparavant, messieurs, il y a un certain nombre de questions qui font actuellement partie du paragraphe 91(1) qui sont abordées, dans l'ordre, dans cette loi. Celle qui nous préoccupe maintenant concerne l'incapacité du fédéral à légiférer sur les droits des personnes, des catégories de personnes en ce qui concerne les écoles.

[Texte]

We ask two things in that regard, that first of all it be made clear that existing group rights in education be themselves declared to be rights under the Charter of Rights; and secondly, to avoid any doubt or uncertainty in the future we ask a declaration that the cataloguing, the setting forth of individual rights, such rights as freedom of conscience, freedom of religion, commendable though they be, that it be made clear that no individual can assert that right where to do so would be to jeopardize or call into question rights, analogous rights which those enjoy or other citizens enjoy as groups because there is perhaps no greater present demonstration in our law of a right of religion or a right of freedom of conscience than the school system that we enjoy in Newfoundland and which many of our fellow Canadians enjoy in other ways.

I am quite satisfied that it is not the intention of the legislators to effect that by their wording but to put it beyond doubt it is our respectful submission, Senator, that express wording be used to that effect.

Senator Petten: Thank you, Mr. Greene.

The Joint Chairman (Senator Hays): Do you have another question?

Senator Petten: Yes, Mr. Chairman. A question of the Reverend Mr. Hiscock.

My question to you, Reverend Hiscock, would be that you have expressed concern about the amending procedure. I take it that you would be satisfied, or can I take that you would be satisfied if it were made clear that amendments affecting one or more but not all provinces could only be effected through Section 43 of the constitutional proposals.

Rev. Hiscock: Senator Petten, I think if Section 43 were not subject to the amending formulae of Section 41 and Section 42, as we have suggested, we would be happy with that, but unless it is removed from that possibility that the next time there is an amendment, Section 41 and Section 42 would apply over Section 43, we would not be happy because it would not be put out of reach, it would still be only by the Government of Canada, and the provincial government would not necessarily be protected in their interests, and certainly not the interest of the Churches education.

Senator Petten: Thank you very much, Reverend Hiscock.

Could I just say one other thing? I would like to thank Mr. Nystrom for his courtesy in letting me proceed. Thank you.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you, Senator Patten.

Mr. Baker.

Mr. Baker: Thank you, Mr. Chairman, I will be fairly brief.

First of all, I want to join with the other members in congratulating the group for this presentation here today, but I would also like to congratulate the subcommittee that was struck by the joint executive of the Denominational Education Committees, headed by Archbishop Penney, with Mr. Rakes and Mr. Tracy and Pastor Backsten and Mr. Greene.

Mr. Chairman, I want to congratulate them from the view that I think it was a good example of a group who had really done their homework. I know of the meetings that they had

[Traduction]

A cet égard, nous demandons deux choses: qu'il soit clair que les droits existants de la collectivité en matière d'éducation soient déclarés des droits en vertu de la Charte des droits; deuxièmement, pour éviter tout doute ou incertitude à l'avenir, nous demandons qu'en ce qui a trait aux droits individuels, les droits tels que la liberté de conscience et de religion, aussi respectables qu'ils soient, qu'aucun individu ne puisse se prévaloir d'un tel droit si en le faisant il nuit ou remet en question des droits analogues que d'autres individus ou d'autres groupes ont car, à l'heure actuelle, il n'y a peut-être pas de plus grands exemples de droits à la liberté de religion et de conscience que le système scolaire que nous possédons à Terre-Neuve, droits que de nombreux autres Canadiens possèdent d'une autre manière.

Je suis confiant que ce n'est pas l'intention des législateurs de nuire à ces droits mais, pour rendre la chose tout à fait certaine, nous demandons très respectueusement, sénateur, que ceci soit inscrit dans un texte de loi.

Le sénateur Petten: Merci, monsieur Greene.

Le coprésident (sénateur Hays): Avez-vous une autre question à poser?

Le sénateur Petten: Oui, monsieur le président. Je voudrais poser une question au révérend Hiscock.

M. Hiscock, vous avez exprimé quelque inquiétude au sujet de la procédure d'amendement. J'ai cru comprendre que vous seriez satisfait s'il était établi clairement que des modifications touchant une ou plusieurs provinces, mais pas toutes, ne pouvaient être effectuées qu'en vertu de l'article 43 de propositions constitutionnelles.

M. Hiscock: Sénateur Petten, je pense que si l'article 43 n'était pas assujéti à la formule d'amendement des articles 41 et 42, comme nous serions très satisfaits mais, à moins d'éliminer la possibilité que la prochaine fois qu'il y aura des amendements, les articles 41 et 42 s'appliqueraient plutôt que l'article 43, alors nous ne serions pas satisfaits car cela le mettrait hors de portée, il relèverait alors uniquement du gouvernement du Canada et les intérêts des gouvernements provinciaux ne seraient pas nécessairement protégés, non plus que ceux des Églises en matière d'éducation.

Le sénateur Petten: Je vous remercie, révérend Hiscock.

Pourrais-je ajouter quelque chose? Je voudrais remercier M. Nystrom de m'avoir permis de prendre la parole avant lui.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci, sénateur Petten.

Monsieur Baker.

M. Baker: Merci, monsieur le président. Je serai assez bref.

Tout d'abord, je voudrais m'associer à tous les autres membres pour féliciter le groupe sur son exposé d'aujourd'hui, mais j'aimerais aussi féliciter le sous-comité des comités sur l'éducation confessionnelle, présidé par l'Archevêque Penney et comprenant M. Rakes et M. Tracey ainsi que le pasteur Backsten et M. Greene.

Monsieur le président, je veux les féliciter car c'est un groupe qui a accompli beaucoup a un travail. Je suis au courant des rencontres qu'ils ont eues ici à Ottawa, de toutes

[Text]

here in Ottawa, of all the conversations they had with the Minister of Justice and Minister of National Revenue, and also, Mr. Chairman, to the point of speaking to all of the members of this Committee from Newfoundland, both Liberal and Progressive Conservative.

I think, Mr. Chairman, from all of these meetings and the way in which they went about doing their homework, that it is my feeling that they will certainly come up in the end with a good pass mark. In fact, they might come out with honours.

Mr. Chairman, I would like for Reverend Hiscock to clarify his answer to Senator Petten regarding the bottom line as far as the proposed amendments are concerned, as they relate to several of the amendments that you proposed, and I recall you saying, Reverend Hiscock, that if the Committee did not do this, they did not do that, they do something else, then you would hope that they would take the final step, and I would like to clarify that final step with you.

Are you simply referring to changing Section 43 with the simple amendment as Senator Patten mentioned, or do you still maintain, as you say on page 28 of the brief, it is the strong view of the joint DEC's that any future amendments to the constitution of Canada intended, directly or indirectly, to change, or abrogate term 17 should be made only with the express consent of the Senate and House of Commons, the legislature of Newfoundland and the denominations in Newfoundland which would be affected by the amendment?

Rev. Hiscock: I think, Mr. Baker, the answer to that is if we could not get the position where the churches as a third party in this had their rights protected as we have suggested, that we would have to settle for this and would hope that the relationship that has obtained with governments of Newfoundland and Labrador since 1949, and they are of two different political stripes, that this would still obtain, that we would indeed be consulted before any kind of change would be made, that the churches would have the opportunity to respond to any changes suggested by the government.

I was reminded after I had answered Senator Patten that we have a concern about Section 49, and that would be the only other stipulation I think on that, if we had Section 43, provided we could not get our first asking, if we had Section 43 and we were assured that Section 43 and we were assured that Section 49 did not throw a monkeywrench into things we would be reasonably happy, but perhaps Mr. Greene could say a little more on that.

Mr. James Greene (Denominational Education Committees of Newfoundland): Mr. Chairman, if I may just add to what Reverend Hiscock has said in answer to Mr. Baker, our concerns or what we would like with regards to the amending formula really depends on the view which the Committee and the Government of Canada takes with regard to our proposals on the Charter of Rights because, as I see it, if our submission that existing denominational rights in education should themselves be declared to be rights and freedoms under the Charter, then it puts them in a special class because I think it is fair to say that even on the proposed amending formula now before this Committee it is going to be awfully hard to change the

[Translation]

les conversations qu'ils ont eues avec le ministre de la Justice et le ministre du Revenu national et, également, monsieur le président, je sais qu'ils se sont fait un point d'honneur de rencontrer tous les membres du comité venant de Terre-Neuve, tant du parti conservateur que du parti libéral.

Je pense, monsieur le président, qu'à partir de toutes ces rencontres et du travail qu'ils ont accompli, ils ont certainement mérité une excellente note. En fait, je crois qu'ils ont mérité une note d'excellence.

Monsieur le président, j'aimerais que le révérend Hiscock apporte quelques éclaircissements sur la réponse qu'il a donnée au sénateur Petten au sujet des amendements qu'il a proposés. Si j'ai bonne mémoire, révérend Hiscock, vous avez dit que si le Comité ne faisait pas ce que vous avez demandé, qu'il ferait quelque chose d'autre et que vous espérez alors qu'il poserait un geste définitif; j'aimerais avoir quelques éclaircissements à ce sujet.

Faites-vous simplement allusion à la modification de l'article 43 par un amendement que le sénateur Petten a mentionné, ou maintenez-vous toujours, comme il est indiqué à la page 28 de votre exposé, que tout futur amendement à la constitution du Canada qui aurait pour objet, directement ou indirectement, de modifier ou d'abroger l'article 17, devrait être fait uniquement avec le consentement exprès du Sénat et de la Chambre des Communes, de l'Assemblée législative de Terre-Neuve et des Églises de Terre-Neuve qui seraient touchées par cet amendement?

M. Hiscock: Je pense, monsieur Baker, que si les Églises en tant que troisième partie concernée, n'obtiennent pas que leurs droits soient protégés comme nous l'avons suggéré, nous serions obligés d'accepter cela et d'espérer que grâce à la relation qui existe entre les gouvernements de Terre-Neuve et du Labrador depuis 1949, et ils sont de deux principes politiques différents, nous serons consultés avant que quelque changement que ce soit soit apporté et que les Églises aient l'occasion de répondre à tout changement proposé par le gouvernement.

Je me suis souvenu, après avoir répondu au sénateur Petten, que nous éprouvons quelque inquiétude au sujet de l'article 49; c'est la seule chose que je voudrais ajouter à ce propos, si nous obtenons l'article 43, même si nous n'obtenons pas ce que nous avions tout d'abord demandé, et que nous obtenions l'assurance que l'article 49 ne vienne pas tout saboter, nous serions très satisfaits, mais peut-être que M. Greene pourrait en parler davantage.

M. James Greene (Comité de l'éducation confessionnelle de Terre-Neuve): Monsieur le président, si vous me permettez d'ajouter quelque chose à ce que le révérend Hiscock a répondu à M. Baker, nos préoccupations en ce qui regarde la formule d'amendement dépendent réellement de la façon dont le Comité et le gouvernement envisagent nos propositions au sujet de la Charte des droits car, à mon avis, si notre demande visant à ce que les droits en matière d'écoles confessionnelles soient déclarés comme étant des droits et des libertés en vertu de la charte est acceptée, cela les placerait alors dans une catégorie spéciale parce que je pense qu'il est juste de dire que même en ce qui concerne la formule d'amendement proposé

[Texte]

Charter of Rights and we would be happy with that and that is why we suggest if our proposals vis-à-vis the Charter are accepted, and the addition of a new subsection 8 to Section 50, with a very important rider, Mr. Baker, to which I draw your attention, and it is on the top of page 30 of our brief, that this be done by a resolution of the legislative assembly or—I am sorry, I should begin reading at the bottom of page 29, that no amendment would come into effect unless it is authorized by a resolution of the legislative assembly of that province, and further provided that no amendment in relation to that matter would apply to any class of persons having rights or privileges in relation thereto in that province without the consent of such class of persons. Because Reverend Hiscock hypothecated a situation where one or more groups enjoying its rights now might say we are content no longer to exercise these rights but we do not wish to impose our determination to waive these to effect others, so that we can see a situation where, let us say, term 17 might by consent be amended but only to apply to those who wished not to take continued advantage of these existing rights.

If our position with regard to the Charter of Rights is not accepted, then I suppose the least I think we can expect would be that Section 43 only be used to make these changes because that at least would require the consent of the legislature of Newfoundland in the case of term 17 people, and of course we realize there are other provinces in Canada which have rights under Section 93 or the equivalent sections for Manitoba, Alberta and Saskatchewan.

However, I guess an amendment to Section 43, to make it clear that Section 43 and Section 43 only would be used, that would be satisfactory up to a point only if our request that denominational rights in education be enshrined as part of the Charter if that request was not met.

If it was met, Mr. Baker, it seems to me that we are a little better off in the sense that, as I understand the intention of the legislation, the Charter of Rights would perhaps be the most difficult Section of the constitution to amend hereafter.

Mr. Baker: I would like to ask one other question, Mr. Chairman, and I would put the question to Pastor King, as well perhaps with a comment from Mr. Greene after, or vice versa.

In the submission from the Pentecostal assembly from Newfoundland they make good note of the fact that the denominational rights of the Pentecostal assemblies of Newfoundland are not part of the original terms of union but rather were recognized by provincial statute in 1954, and then as Pastor King went on to explain, by resolution of the provincial legislature in 1968, which was sent on to the House of Commons but really did not go anywhere.

[Traduction]

devant ce Comité, il va être très difficile de modifier la Charte des droits et nous nous contentions d'un tel amendement; voilà pourquoi nous suggérons que si notre proposition au sujet de la charte est acceptée, et si on ajoutait un nouveau sous-paragraphe 8 à l'article 50, ce qui représente un élément très important, monsieur Baker, sur lequel j'attire votre attention, il est mentionné, au haut de la page 30 de notre exposé, que cela pourrait être fait par une résolution de l'Assemblée législative ou, je m'excuse, je voudrais dire qu'il fallait commencer à lire à la fin de la page 29, qu'aucun amendement n'entrerait en vigueur à moins qu'il n'ait été autorisé par une résolution de l'Assemblée législative de la province en question. Il faudrait également stipuler qu'aucun amendement en rapport avec cette question ne pourrait s'appliquer à aucune catégorie de personnes ayant des droits ou des privilèges dans cette même province sans obtenir tout d'abord le consentement de cette catégorie de personnes. Le révérend Hiscock a fait allusion à une situation où plusieurs groupes jouissant de droits pourraient dire que nous sommes satisfaits de ne plus exercer ces droits mais nous ne désirons pas imposer quoi que ce soit qui puisse imposer quelque chose aux autres, nous pouvons donc envisager une situation où, par exemple, la condition 17 pourrait être, avec le consentement des parties en cause, amendée mais s'appliquer uniquement à ceux qui ne désirent pas recourir en permanence aux avantages que procurent ces droits existants.

Si notre position en ce qui concerne la Charte des droits n'est pas acceptée, je suppose qu'alors nous nous attendrions au moins à ce que l'article 43 seul soit utilisé pour effectuer ces changements parce que cela exigerait au moins le consentement de l'Assemblée législative de Terre-Neuve, du moins en ce qui concerne la condition 17, et bien sûr, nous réalisons qu'il y a d'autres provinces au Canada qui ont des droits en vertu de l'article 93 ou des articles analogues qui s'appliquent au Manitoba, à l'Alberta et à la Saskatchewan.

Toutefois, je suppose que si nous obtenions un amendement à l'article 43, qui prévoirait que l'article 43 et seulement celui-ci pourrait être utilisé, nous serions satisfaits uniquement si notre demande que les droits aux écoles confessionnelles soient inscrits dans la charte n'était pas acceptée.

Si notre demande est acceptée, monsieur Baker, il me semble que nous serions dans une meilleure position en ce sens que, si je comprends bien l'intention de la loi, la Charte des droits serait peut-être l'article le plus difficile à amender dans la constitution.

M. Baker: J'aimerais poser une dernière question, monsieur le président, et j'aimerais la poser au Pasteur King ainsi qu'à M. Greene.

Dans l'exposé présenté par l'Assemblée des Églises de la Pentecôte de Terre-Neuve, il est fait mention du fait que les droits confessionnels des assemblées des Églises pentecostales de Terre-Neuve ne font pas partie des clauses originelles de l'union mais qu'ils ont plutôt été reconnus par un statut provincial en 1954, et, comme le Pasteur King nous l'a expliqué, par une résolution de l'Assemblée législative provinciale

[Text]

I would like to ask you, Pastor King, why are you so adamant in having it included now, and by the way I agree with you, why are you so adamant in having it included now? I notice in the brief, for example, that the statements from the Pentecostal assemblies are rather a little bit stronger than some of the other statements that were made pertaining to exactly the same points before in the brief.

• 1420

If you could explain to the Committee why that is so important to have this done now and if you have any further comments about any further matters that were discussed up to this point, and then to ask the legal counsel whether or not a resolution passed by the provincial legislature of Newfoundland of 1968 and presented to the Canadian Parliament, legally asking his opinion, whether or not that same resolution should now be presented again to the Newfoundland Legislature or does it really have to be presented as you suggested in the brief that has been up here for 10 years. But, is it really, in legal terms.

Rev. King: Mr. Chairman, Mr. Baker, I guess, having wrestled with this for ten years, one is inclined to develop perhaps a strong attitude towards having this amendment arise at this particular point in time.

It was simply a housekeeping chore when we started out back in 1968, to have our rights entrenched in Term 17, in as much as we had received full recognition by the Government of Newfoundland in 1954.

We were enjoying all the rights and privileges as far as the Government of Newfoundland was concerned, as a denomination.

However, we felt, at that particular point in time, that the name of the Pentecostal Assemblies should appear in Term 17, in as much as only those that were named at that particular point in time, 1949, were enjoying the rights by statutes.

We were, in practice, enjoying them but we did not have the constitutional protection, so that is why we have waited 10 years and we felt strongly that it should be raised at this particular point in time. It is not only a concern of ours now, but it is a concern of the Denominational Committee.

If I might just add this one opinion that it is an opportune time for the government of Canada to show good faith towards the denominational educational system in Newfoundland by including this as one of the amendments that they are suggesting to Westminster.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Mr. Baker. Mr. Crombie.

Mr. Baker: Mr. Chairman, on a point of order, I asked Mr. Greene, the legal counsel, another pertinent question which he did not answer. I wonder if you would give him time to attempt to answer.

[Translation]

en 1968, résolution qui a été envoyée à la Chambre des communes, mais qui n'a donné aucun résultat.

J'aimerais demander au Pasteur King pourquoi il tient tant à ce que cela soit inscrit maintenant, et je dois dire que je suis d'accord avec vous, mais pourquoi tenez-vous tellement à ce que cela soit inscrit maintenant? Je note que dans votre exposé, par exemple, les déclarations émanant des Églises pentecostales sont peut-être un peu pressantes que quelques-unes des autres déclarations qui ont été faites dans l'exposé à propos des mêmes questions.

Vous pourriez peut-être expliquer au Comité pourquoi c'est si important que cela se fasse aujourd'hui et si vous avez d'autres commentaires à faire au sujet des autres questions qui ont été discutées jusqu'à présent... Nous pourrions ensuite demander au conseiller juridique si une résolution adoptée par l'Assemblée législative de Terre-Neuve en 1968 et présentée au Parlement canadien, lui demander une opinion juridique afin de savoir si oui ou non cette même résolution devrait être présentée à nouveau à l'Assemblée législative de Terre-Neuve comme cela est suggéré dans l'exposé, même si cette résolution se trouve ici depuis 10 ans? Est-ce vraiment nécessaire du point de vue juridique.

M. King: Monsieur le président, M. Baker, je suppose, qu'après avoir combattu pour cela pendant 10 ans, une personne a tendance à adopter une attitude très ferme à propos de cet amendement, surtout en ce moment.

C'était une question purement interne lorsque nous avons commencé en 1968 à exiger que nos droits soient insérés dans la condition 17, d'autant plus qu'ils avaient été reconnus par le gouvernement de Terre-Neuve en 1954.

Nous ne pouvions jouir de tous ces droits et privilèges confessionnels aux yeux du gouvernement de Terre-Neuve.

Toutefois, nous avons ressenti le besoin, à ce moment-là, de faire mentionner le nom des assemblées des églises pentecostales dans la condition 17, d'autant plus que seuls ceux qui y étaient nommés à cette époque-là, en 1949, jouissaient de ces droits par statut.

Nous en jouissons, en pratique, mais nous n'avions pas de protection constitutionnelle, c'est pourquoi nous avons attendu 10 ans et nous pensons que la question doit être soulevée à ce moment-ci. Nous ne sommes pas les seuls à nous en préoccuper maintenant, c'est devenu une préoccupation du Comité confessionnel.

Si je puis me permettre d'ajouter quelque chose, je dirai que c'est le moment opportun pour le gouvernement du Canada de montrer sa bonne foi vis-à-vis du système des écoles confessionnelles de Terre-Neuve en incluant cela comme faisant partie d'un des amendements suggérés à Westminster.

Le coprésident (sénateur Hays): Je vous remercie monsieur Baker. Monsieur Crombie.

M. Baker: Monsieur le président, je me permets d'invoquer le Règlement; j'ai posé une question à M. Greene, le conseiller juridique et il n'a pas répondu. Je me demande si vous pourriez lui accorder le temps de me répondre.

[Texte]

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Greene.

Mr. Greene: Mr. Baker, I would not hold myself out as a constitutional expert, but my impression would be that in so far as a resolution of the Newfoundland legislature, I would distinguish between a resolution passed and, let us say, something transferred to orders of the day to be dealt with, the latter I think dies when the Parliament ends its life. A resolution once passed, I believe, remains a resolution and could, I think, be acted upon by the Parliament of Canada for example, without further reference back to the province of Newfoundland with this one caveat; that if in the meantime the Parliament of Canada was advised that the Newfoundland legislature had changed its mind and had rescinded the resolution, then I think perhaps you would not be entitled to act on it, but it seems to me, with great respect, that perhaps is not the reason this matter has not been dealt with for 10 years, that it is considered staledated or rather like an old cheque, and if that was a concern I suppose it would be a reasonably easy matter for the Pentacostal assemblies to ask the Newfoundland House of Assembly to once again indicate its wishes in this matter. So I do not really know that there is a yes or a no answer, at least I could not give it to that question, but it seems to me on the matter that Pastor King has raised, it would seem to us to be an opportune time. I do not know why for ten years the Parliament of Canada has not acted on this unanimous resolution of the Newfoundland House. Perhaps it was some reluctance on the part of the Government of Canada to go to Westminster on this matter and not wishing to draw attention perhaps too often to the fact that this was a requirement.

The Government of Canada is now intending to do that very thing. It is intending to go to the Parliament of Westminster and say please make certain amendments to the act and it would seem to us the amendment longest in the queue waiting 10 years, is this Pentecostal one. I see no reason why it should not be given that pride of place and allowed to do it this way because I also wonder if the other side of the coin perhaps is, well, wait until we get the constitution back to Canada then we will deal with it. But how many years is that going to be?

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Mr. Greene.

The honourable Mr. Crombie.

Mr. Crombie: Thank you, Mr. Chairman. I do not propose to ask any questions concerning the content of the brief because the question has been adequately answered and indeed your brief, I would like to say to this distinguished delegation, Mr. Chairman, your brief is mercifully specific in relation to the things that you would like to have this Committee do and I was very impressed from that point of view.

I might say also that I hope when the government looks at your brief they look at page 15 which is not specific only to Newfoundland. It relates to your comments on the possible impact in the Charter of freedom of religion and your point of view that it goes beyond even that considered in the United States I think is worthy of the government's consideration when they go through your brief.

[Traduction]

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur Greene.

M. Greene: Monsieur Baker, je ne voudrais pas me faire passer pour un expert constitutionnel, mais à mon avis, en ce qui a trait à la résolution de l'Assemblée législative de Terre-Neuve, je ferais une distinction entre une résolution adoptée et quelque chose qui, dirions-nous, a été simplement inscrit au Feuilleton et disparaît donc à la fin de la session. Je crois toutefois qu'une résolution adoptée demeure une résolution et que le Parlement du Canada, par exemple, pourrait agir en vertu de celle-ci sans avoir à se référer à la province de Terre-Neuve sauf que si, entre-temps, le Parlement du Canada était avisé que l'Assemblée législative de Terre-Neuve avait changé d'idée et avait annulé la résolution, vous ne pourriez peut-être alors agir en vertu de celle-ci; cependant, il me semble, sauf votre respect, que ce n'est peut-être pas la raison pour laquelle cette question n'a pas été traitée depuis 10 ans, qu'elle est considérée comme périmée et que si cela était un sujet de préoccupation, j' imagine qu'il serait facile pour les assemblées pentacostales de demander à l'assemblée législative de Terre-Neuve de reformuler ses demandes à cet égard. Je ne sais donc pas vraiment s'il existe une réponse affirmative ou négative, du moins je ne pourrais trancher cette question, mais il me semble que le moment serait opportun de trancher la question soulevée par le pasteur King. Je ne sais pourquoi, depuis 10 ans, le Parlement du Canada n'a pas statué sur cette résolution unanime de la Chambre de Terre-Neuve. Peut-être répugnait-il au gouvernement du Canada de porter cette question devant Westminster et qu'il ne désirait peut-être pas attirer l'attention trop souvent sur le fait qu'il s'agissait d'une exigence.

Le Gouvernement du Canada a maintenant l'intention de le faire. Il veut se présenter devant le Parlement de Westminster et lui demander d'apporter certaines modifications à la loi; il nous semblerait que la modification qui attend depuis le plus longtemps soit celle des assemblées pentecostales. Je ne vois pas pourquoi cette question ne recevrait pas cet ordre de priorité, mais je me demande aussi si l'autre côté de la médaille n'est pas d'attendre jusqu'à ce que la Constitution soit rapatriée au Canada. Combien de temps cela va-t-il prendre?

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, monsieur Greene.

L'honorable M. Crombie.

M. Crombie: Merci, monsieur le président. Je ne me propose pas de poser des questions au sujet de la teneur de ce mémoire, car vous avez déjà répondu à la question et j'aimerais dire à cette délégation distinguée, monsieur le président, que votre exposé est très précis sur ce que vous voulez que le Comité fasse; j'ai été très impressionné par votre point de vue.

J'ajouterai que j'espère qu'au moment où il étudiera votre mémoire, le gouvernement étudiera la page 15, qui ne traite pas uniquement de Terre-Neuve. Elle a trait à vos observations sur les répercussions éventuelles de la charte sur la liberté de religion; j'estime que votre point de vue, selon lequel elle va plus loin que ce qui s'est fait aux États-Unis, est digne de l'attention du gouvernement.

[Text]

My question related more to the question of the process that you have been in. The only other group, to my recollection, that has appeared before this Committee from Newfoundland has been the Newfoundland Bar Association, they to make the comment with respect to the Charter of Rights and specifically to the education rights that you have been talking about this afternoon. They also offered to this Committee their strong concern with respect to unilateral action that the federal government is taking and I wondered if you agreed with Newfoundland on that point or indeed whether you had any comment to offer this Committee with respect to the unilateral action that the government has been engaged in?

Mr. Greene: Mr. Chairman, if I may on behalf of our group reply to Mr. Crombie, yes, we are aware of course of the Newfoundland brief and their view that in so far as infringement upon denominational group rights in education and education of individual rights, as I recall they said they were unable to reach a consensus but they did agree it was a question which might go either way and we perhaps feel even more strongly than them that an issue as important as this should not be left in a doubtful limbo.

As to the question of the decision of the Government of Canada to move in the fashion in which it has, Mr. Crombie, all I can say is that it is a matter of public record that the Government of Newfoundland has taken the position that it does not agree that the Government of Canada has this power. It has chosen therefore not to appear before this Committee or make representations. We are aware of that. We do not express any opinion on whether that is right or wrong but the importance of the matter is so great to us, it is so vital that because the Government of Canada has chosen to proceed this way and we respect the institution of Parliament, we had no choice in our own minds but to seek to come before this group and to put our concerns before you. We would not particularly want to be asked to give a legal opinion as to whether the Government of Canada is right in the way it is proceeding but perhaps to say that if they are right we want to be heard and we want to make our points of view, if the Government of Canada decides to proceed in this route or if the courts of the land say that they have the authority to proceed in that route. In any event, we wish to be on record with our concerns.

The Government of Newfoundland, that is the provincial government, has been kept fully aware of our position in the matter. Each document that is made available either to the federal representatives in the Department of Justice or to this Committee, each document from our subcommittee concurrently made available to the government in opposition in the province of Newfoundland. They are not associated with us but they have been informed as to our position.

Mr. Crombie: Thank you, sir. Thank you, gentlemen.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Mr. Crombie.

Mr. Epp.

Mr. Epp: Thank you, Mr. Chairman.

[Translation]

Ma question a davantage trait au processus par où vous avez passé. Si ma mémoire est bonne, le seul autre groupe de Terre-Neuve qui se soit présenté devant ce comité a été la Newfoundland Bar Association, qui a formulé des observations relativement à la Charte des droits, et en particulier aux droits à l'éducation dont vous avez parlé cet après-midi. Elle a aussi formulé au Comité ses profondes préoccupations au sujet de la mesure unilatérale prise par le gouvernement; je me suis demandé si vous étiez d'accord avec Terre-Neuve sur ce point ou si vous aviez des observations à formuler au Comité relativement à la mesure unilatérale prise par le gouvernement?

M. Greene: Monsieur le président, si je peux me permettre de répondre à M. Crombie au nom de notre groupe, oui nous sommes au courant du mémoire de Terre-Neuve et de son opinion selon laquelle, en ce qui concerne la violation des droits à l'éducation des différentes confessions et aux droits individuels, il ne pouvait atteindre un consensus. Ils ont toutefois convenu qu'il s'agissait d'une question ambiguë; nous estimons peut-être plus fermement qu'une question de cette importance devrait être éclaircie.

Quant à la question de la décision du gouvernement du Canada de prendre cette mesure, tout ce que je puis vous dire, monsieur Crombie, c'est que le fait que le gouvernement de Terre-Neuve ait adopté la position selon laquelle il n'accordait pas ce pouvoir au gouvernement du Canada est connue de tous. Il a donc choisi de ne pas se présenter devant le Comité et de ne pas exposer de nouveau ses revendications. Nous sommes au courant de cela. Nous ne nous sommes pas prononcés sur le fait de savoir s'il avait tort ou raison, mais cette question est si importante pour nous, si cruciale, que, selon nous, nous n'avions pas d'autre choix que de nous présenter ici et vous faire part de nos préoccupations, parce que le Gouvernement du Canada a choisi de procéder de cette façon et que nous respectons le Parlement. Nous ne tenons pas particulièrement à donner une opinion juridique quant à savoir si le gouvernement du Canada a adopté la bonne voie, mais nous voulons nous faire entendre et faire connaître notre point de vue, si le gouvernement du Canada décide de continuer dans cette voie ou si les tribunaux déclarent qu'il a le pouvoir de continuer dans cette voie. De toute façon, nous voulons faire connaître nos préoccupations.

Nous avons tenu le gouvernement de Terre-Neuve, le gouvernement provincial, entièrement au courant de notre position sur cette question. Chaque document présenté aux représentants fédéraux du ministère de la Justice ou à ce Comité, chaque document de notre sous-comité est simultanément présenté au gouvernement de Terre-Neuve. Il ne s'est pas associé à nous, mais a été informé de notre position.

M. Crombie: Merci, monsieur. Merci, messieurs.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, monsieur Crombie.

Monsieur Epp.

M. Epp: Merci, monsieur le président.

[Texte]

I have just one question to the delegation, and that is relating to Section 51 and specifically its impacting on the British North America Act, Section 91(1) and 92.

The question is very straightforward and that is this: have you had any assurances from either the Prime Minister or the Minister of Justice or anyone speaking authoritatively on their behalf that they will be bringing forward an amendment to this Committee along the lines that you have requested, namely, the protection that is now inherent for denominational schools, principally Section 91(1) and 92(1), notwithstanding the additional protection, of course, of Section 93.

Have you had that assurance either verbally or in written form.

Rt. Rev. Penney: Mr. Chairman, I have, and I suppose I should have mentioned before, I had the privilege of having two interviews with the Minister of Justice, Mr. Chrétien, in which I discussed these issues, these same issues. We had the meeting with this Special Committee of the Department of Justice. We have had the help of our Newfoundland member in the Cabinet, the honourable Mr. Rompkey, as well as the Newfoundland members of this Committee, the Newfoundland members of the Senate, Newfoundland members of Parliament.

It has been just fantastic the unity amongst us all on the issues. But to answer the question now I would say my answer is, no, we have not been given any assurance. We have been told to have hope, that there is hope, that they would do their best but nobody has ever said to me, and I am sure that it was said to no other member of the Committee, that the government will do this, that or the other thing.

Mr. Epp: Sir, it is good to live in hope and possibly even better to live in faith and all of us might have both qualities, to a greater or lesser degree. I think I should stress charity.

Mr. McGrath: That may be stretching charity a little too far.

Mr. Epp: The point that we have to make is that when our work is complete here, we cannot rest, or hide behind good intentions, and the Minister, when he was here to introduce and explain his bill, initially, had at a number of times used the reference: I do not think that that would happen or I hope that will not happen or I do not think that will happen.

None of the above are good enough, and we say to you that we not only want the Minister to move that kind of an amendment, we expect him to do it.

Rt. Rev. Penney: I would say, Mr. Chairman, that I have said the very same thing in suggesting to the Honourable Mr. Chrétien that we did not feel intentions were adequate and we also said the same to the subcommittee of the Justice department.

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Nystrom, at last.

Mr. Nystrom: Thank you very much, Mr. Chairman. I want to only ask one question but perhaps preface that with a

[Traduction]

Je n'ai qu'une question à formuler à la délégation, au sujet de l'article 51 et plus particulièrement de ses répercussions sur le paragraphe 91(1) et l'article 92 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

Ma question est très directe: avez-vous reçu l'assurance du Premier Ministre, du ministre de la Justice ou de quiconque ayant le pouvoir de les représenter, qu'ils présenteront une modification à ce Comité, conformément à ce que vous avez demandé, notamment la protection de ce qui est inhérent aux écoles confessionnelles, principalement au paragraphe 91(1) et 92(1), sans parler, évidemment, de la protection additionnelle de l'article 93?

Avez-vous reçu cette assurance, oralement ou par écrit?

M. Penney: Monsieur le président, j'imagine que j'aurais dû le mentionner avant, j'ai eu le privilège d'avoir deux entrevues avec le ministre de la Justice, M. Chrétien, au cours desquelles j'ai traité de ces mêmes questions. Nous avons rencontré le comité spécial du ministère de la Justice. Nous avons obtenu l'aide de notre député de Terre-Neuve au Cabinet, M. Rompkey, ainsi que des membres terre-neuviens de ce comité, des membres terre-neuviens du Sénat et des députés terre-neuviens.

Notre unanimité sur ces questions a été fantastique. Mais, pour répondre à votre question, non, nous n'avons reçu aucune assurance. On nous a dit d'espérer, qu'il y avait de l'espoir, qu'ils feraient leur possible, mais personne ne m'a dit et n'a dit, j'en suis sûr, aux autres membres du comité, que le gouvernement le fera.

M. Epp: Monsieur, il est bon d'avoir l'espoir et peut-être encore mieux d'avoir la foi. Il se peut que nous tous, ici présents, possédions ces deux qualités, à un degré plus ou moins élevé. Je crois que nous devrions mettre l'accent sur la charité.

M. McGrath: C'est peut-être pousser la charité un peu trop loin.

M. Epp: Le point que nous devons faire valoir est que, lorsque nous aurons terminé notre travail, nous ne pourrions nous arrêter pour nous cacher derrière de bonnes intentions et au début, lorsque le ministre est venu présenter et expliquer son projet de loi, il a utilisé ces expressions à plusieurs reprises: je ne crois pas que cela se produirait ou j'espère que cela ne se produira pas ou je ne crois pas que cela se produira.

Aucun de ces témoignages ne nous satisfait et nous vous déclarons que nous ne voulons pas uniquement que le ministre propose cette modification, nous voulons qu'il l'adopte.

M. Penney: Je dirai, monsieur le président, que j'ai dit exactement la même chose en indiquant à l'hon. M. Chrétien que les intentions ne nous suffisaient pas; nous avons dit la même chose au sous-comité du ministère de la Justice.

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur Nystrom enfin.

M. Nystrom: Merci beaucoup, monsieur le président. Je ne veux poser qu'une question mais je désire au préalable, vous

[Text]

preamble and say to you I am pleased you have unity in your cause, your crusade, from the Newfoundland members of Parliament, the Newfoundland Senators. Unfortunately we, the New Democratic Party, lost our member of Parliament, in Fonz Faour in the last election.

But, even so, I want to assure you that we are fully in support of what you are asking for today. I said before in this Committee on behalf of the party that we believe there is a place in the constitution for collective rights, for group rights.

You are not the first group that has come down requesting them. We have the Newfoundland Bar Association, we had the Mennonites of Canada, we had the Catholic School Trustees and we had about 17 different groups of native people—Inuit, Métis, nonstatus Indians, Indians—and they came from all regions of our country, all wanting collective rights and group rights and I firmly believe that we should have in our constitution and in charter of rights if we are to have a charter of rights, not only individual rights, but collective rights, and I want to assure you that we will be anticipating positive results on Monday when Mr. Chrétien comes back to the Committee and you can be assured of our support for your cause. I wanted to say that.

I also wanted to underline what Mr. Epp said by way of preamble as well, and that is that I think you are right not just to take the intentions of any government or any Minister, as I am sure Mr. Chrétien means very well and he is a very honest person, but he will not be here in 20 years or in 50 years or 100 years or 150 years. Stanley Knowles may, but I do not think he will, and I think what you have to do is just take the words of the law as written. A lot of our law is based on precedents, you know, and on custom and on usage and practice, but once we have a Charter of Rights we are starting a brand new practice and I have no idea how the courts have interpreted some of these things; and Mr. Chrétien says he is not sure, and he is being honest when he says that.

I have been talking too much. I just wanted to ask you one question. Earlier today we had an expert witness before the Committee, a brilliant young professor from Laval University, and he said that the Statute of Westminster was basically an entente, or an agreement, or an accord between the federal government and the provinces. Then they went to Britain and it became law and it becomes international treaty and what he said in his opinion, and I do not know if he is right or wrong—I want to ask legal counsel for an opinion on this—is that if we, as a Parliament go ahead and patriate unilaterally and do what we are doing now, that the provinces could choose not to abide by the new patriated constitution. They could ignore the amending formula. They could ignore the referendum procedures or anything else we may do because it was done without their consent.

I wanted to ask you, because of the special place of Newfoundland, as a dominion on your own, only some 30 odd years ago, whether or not, if I can be a pessimist for a moment, we get a response from Mr. Chrétien and in the final analysis it is negative, and Parliament is negative and you do not get what

[Translation]

dire que je suis heureux que vous ayez obtenu l'unité pour votre cause, votre croisade, des députés et des sénateurs terre-neuviens. Malheureusement, le Nouveau parti démocratique a perdu son candidat, Fonz Faour, aux dernières élections.

Malgré tout, je tiens à vous assurer que nous appuyons entièrement ce que vous demandez aujourd'hui. Au nom du parti, j'ai dit devant ce comité que nous croyons qu'il existe une place, dans la Constitution, pour les droits collectifs et les droits des groupes.

Vous n'êtes pas le premier groupe à en avoir fait la demande. La Newfoundland Bar Association, les Mennonites du Canada, les Catholic School Trustee et environ 17 associations différentes d'autochtones, Inuit, Métis, les non inscrits, Indiens, sont venus de toutes les régions du Canada pour demander les droits collectifs et les droits de groupe et je crois fermement que notre Constitution et notre Charte des droits, si nous en avons une, ne devrait pas comporter que des droits individuels mais aussi des droits collectifs. Je veux vous assurer que nous prévoyons des résultats positifs, lundi, lorsque M. Chrétien reviendra devant le Comité. Vous pouvez être assuré de notre appui envers votre cause. C'est ce que je voulais vous dire.

Je tenais aussi à souligner ce que M. Epp a déclaré par voie de préambule, que vous avez raison de ne pas vous satisfaire des intentions d'un gouvernement ou d'un ministre. Je suis persuadé que M. Chrétien est très honnête, mais il ne sera pas ici dans 20 ans, dans 50 ans, dans 100 ans ou dans 150 ans. Seul Stanley Knowles y sera peut-être encore, mais j'en doute! Vous ne pouvez accepter que ce qui a été écrit dans la Loi. Vous savez qu'une grande partie de nos lois sont fondées sur des précédents, sur la tradition, l'usage et la pratique, et lorsque nous aurons une Charte des droits, nous mettrons à l'essai un usage tout à fait nouveau. Je n'ai aucune idée de la façon dont les tribunaux ont interprété certains de ces points; M. Chrétien dit qu'il n'est pas certain, et il est honnête en disant cela.

J'ai trop parlé. Je voulais seulement vous poser une question. Au début de la journée un témoin expert s'est présenté devant le Comité; il s'agit d'un jeune professeur brillant de l'université Laval, qui a déclaré que le Statut de Westminster était essentiellement une entente entre le gouvernement fédéral et les provinces qui se sont rendus en Grande-Bretagne pour en faire une loi, un traité international, et à son avis, je ne sais pas s'il a tort ou s'il a raison, il me faudra une opinion juridique à ce sujet, si le Parlement rapatrie unilatéralement la constitution, les provinces pourraient déclarer qu'elles ne sont pas liées par cette nouvelle constitution. Les provinces pourraient ainsi ne pas tenir compte de la Charte des droits, de la formule d'amendement, des procédures entourant le référendum, etc., car le processus aurait été accompli sans leur consentement.

Au sujet de Terre-Neuve, province qui était encore un dominion il y a trente ans, si vous me permettez, j'aimerais être pessimiste pour un instant et vous poser une question. Si en dernière analyse M. Chrétien a une décision négative que le Parlement entérine et que, donc, vous n'obteniez pas ce que

[Texte]

you want, do you see any ultimate protection in the Statute of Westminster, 1931, is there any ultimate protection there for Newfoundland under Section 72 of the Statute, or any other part of the Statute of Westminster, because of your special arrangement in Canada?

Because, in many ways, we have Indians as special people, we have Quebec as special people, but we also have a very special arrangement with Newfoundland that is different from the other provinces.

Rt. Rev. Penney: Mr. Chairman, in answer to Mr. Nystrom, I listened to the witness that you heard earlier this morning, the distinguished professor from Laval, and I would not qualify myself as being as experienced in this area as he, but I do wholeheartedly concur with him on his general principle that he enunciated and certainly draw a parallel in the case of Newfoundland, its entry into Confederation, that this more than a territory being given provincehood, or an area being given statehood.

This was a case of two sovereign peoples deciding to form a solemn compact. To ask ourselves now the question, what privilege does that give us or what power or right does that give us, if our concerns are not met by this Committee, perhaps is to take too pessimistic a view, because it is almost to invite us to imagine that our concerns are not going to be met; and we came into Confederation with Canada in 1949, and we have had our ups and downs; I think we have made contributions to Canada and certainly Canada has made great contributions to our life in Newfoundland, and the people of Canada have not seen fit up to now to impose some of their ideas and ways of life that are not perhaps totally compatible with ours on us. They have allowed us to be as we are. We hope that continues.

We are asking nothing more really than to be allowed to continue our educational system as we have known and enjoyed it for a number of years; and I would hope, Mr. Nystrom, that the time would never come when we as Newfoundlanders, who are Canadians, would have to say, "We are not getting what we think we should have, so perhaps now we should consider exercising our international rights because of the basis in which we came into Confederation." I would hope that would not be necessary; and I believe that Professor Cohen, when he addressed you yesterday, in answer to a question from one of your committee, said he felt there was indeed something special in the case of Newfoundland because of the way we came into it; and I understand his words were that if we had some concerns about how this charter or the amending formula would impinge on our rights, that it seemed to him, as I understand his evidence, it seemed to him that we had strong grounds to ask that some language be used specifically to give us the assurance. That would be our position. We would hope that our points would be met and that it would never become necessary for us to consider a Newfoundland equivalent of separation.

Mr. Nystrom: Well, I am not surprised you are an optimist. I am an optimist as well, and I was not talking about separation; I was just asking if everything went badly, whether or not

[Traduction]

vous demandez, croyez-vous que le Statut de Westminster de 1931, en vertu de l'article 72 dudit statut ou de tout autre article, vous garantisse une protection, compte tenu de l'entente spéciale conclue avec le Canada?

En effet, il faut reconnaître le caractère particulier des peuples autochtones, des Québécois et aussi des Terre-Neuviens, lesquels ont conclu une entente différente des autres provinces.

M. Penney: Monsieur le président, en réponse à la question de M. Nystrom, j'écoutais ce matin le distingué professeur de l'université Laval, et je n'ai absolument pas son expérience dans ce domaine, mais je l'appuierais sans réserve au sujet du principe général et j'établirais un parallèle avec Terre-Neuve et son entrée au sein de la Confédération, soit qu'il s'agit plus d'un simple territoire devenu province ou d'une région devenue État.

Il s'agit d'un cas où deux peuples souverains ont décidé de former un tout officiellement. Maintenant, pour ce qui est de savoir quels privilèges ou pouvoirs ou droits nous sont conférés dans le cas où ce Comité ne tiendrait pas compte de notre position, je crois qu'il ne faut pas prendre une tangente trop négative, en supposant presque que l'on ne tiendra pas compte de nous. En fait, nous avons intégré les rangs de la Confédération canadienne en 1949, nous avons connu des hauts et des bas, mais je pense que la contribution de Terre-Neuve au Canada, et vice versa, a été appréciable. D'ailleurs, le peuple canadien n'a jamais jusqu'à maintenant imposé ses vues et sa façon de vivre qui ne seraient peut-être pas entièrement compatible avec les nôtres. Ils nous ont laissé notre propre identité et nous désirons continuer dans cette veine.

Nous voulons, en fait, simplement que notre système d'éducation demeure tel qu'il est et, de plus, monsieur Nystrom, j'espère que les Terre-Neuviens, des Canadiens à part entière, n'auront jamais à recourir au droit international pour solutionner des problèmes liés à leur entrée dans la Confédération. Je crois que monsieur Cohen, lors de son exposé d'hier, en réponse à une question d'un membre de ce Comité, a mentionné que la province de Terre-Neuve représentait un cas particulier à cause des modalités entourant son entrée dans la Confédération. Je crois qu'il a voulu dire que, si nous étions inquiets des répercussions possibles de cette charte ou de la formule d'amendement sur nos droits, nous avions les moyens nécessaires pour obtenir les garanties nécessaires. Nous tenterons donc de faire valoir nos opinions en espérant qu'il ne sera jamais nécessaire de songer à la séparation de Terre-Neuve.

M. Nystrom: Tout comme vous, je suis un optimiste et je ne parlais pas de séparation, je voulais simplement savoir, dans le cas où les choses tourneraient mal, si le Statut de Westminster vous conférerait une protection ultime.

[Text]

you had some ultimate protection here in the Statute of Westminster.

Mr. Greene: In other words, whether we could say the charter is in place, it does not protect us, but the charter does not apply to Newfoundland because we choose not to have it apply to us and we are entitled because the terms of union were bilateral and we were not consulted or the points of the Newfoundland people were not taken into consideration in the amendment, we choose not to accept it.

Mr. Nystrom: Or by passing resolution in Newfoundland or a referendum in Newfoundland that says that Section 2(a), for example, does not pertain to Newfoundland. I am not talking about separation, please do not get me wrong, but does that offer you some ultimate protection in your opinion.

Mr. Greene: I would want to do a good deal more study, Mr. Nystrom, before I committed myself to that; but, again, I can only repeat I hope that it would not be necessary. The more that the people and the legislature of Newfoundland can adopt willingly and live with uniform legislation, the better. We would not, I think, want to feel that we have to pass special legislation to give us our rights which should be recognized by the whole of Canada.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you Mr. Nystrom. The Honourable Mr. Mackasey.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, I will not be very lengthy, but I speak with a dual purpose, one to remind the Committee that the interest in your problem goes well beyond just the members of our party that represent your magnificent province. Canada is a federal system and quite often we get bogged down in the concerns of Quebec's unique culture, forgetting the unique culture of the people of Newfoundland and I hope the Canadian culture that is emerging will reflect whatever it borrows from your particular culture as well as from Quebec's and anybody else's.

I want to talk first on a philosophical vein, if I may, and say the conduct of our Committee must necessarily reflect to some degree the adversarial concept. I say this because I have been very concerned over Christmas talking to an old friend of mine from your province, one of the clergymen prominent in the field of education, with whom I grew up—I was educated by the Christian Brothers—and who became a Member of the Order of Jesus, about how the press, perhaps unintentionally, reflect on all the crossfire here in a most inappropriate way. This, after all, is a man who is close to the field of education, close to Parliament; yet he really believed, somehow, this feeble party set in the constitution to almost deliberately remove from the people of Newfoundland their particular way of life. And that is why I was pleased with, and motivated to participate by, some of the answers, which indicated that that is not the feeling. Perhaps however, for the record, you might stress that—would appreciate it, because I have the privilege of sitting in caucus with Mr. Baker and Mr. Rompkey, and I must say that that particular province has very strong supporters and I could not visualize the Liberal party, even for selfish

[Translation]

M. Greene: En d'autres mots, vous me demandez si après l'adoption de la Charte, nous pouvons choisir de ne pas nous y soumettre compte tenu de l'entente bilatérale que nous avons conclue et du fait que nous n'avons pas été consultés avant qu'on ne procède à l'amendement.

M. Nystrom: Oui, vous pourriez aussi voter une résolution à Terre-Neuve ou tenir un référendum dans lequel vous demanderiez à la population de décider si le paragraphe 2(a) par exemple, s'applique à Terre-Neuve. Il n'est pas question ici de séparation mais à nouveau, j'aimerais savoir si vous croyez qu'il s'agit là d'une protection ultime.

M. Greene: Monsieur Nystrom, avant de vous donner une opinion précise, j'aimerais me pencher un peu plus longuement sur la question. Cependant, je ne peux que répéter qu'il faut espérer que nous n'aurons jamais à envisager de telles démarches. Je crois que le peuple et l'assemblée législative de Terre-Neuve désirent vivre le plus possible dans l'harmonie législative, sans être obligés de voter des lois spéciales pour protéger les droits qui devraient nous être reconnus par le Canada.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci, monsieur Nystrom; l'honorable M. Mackasey.

M. Mackasey: Monsieur le président, je serai bref, mais mes propos auront deux volets. J'aimerais d'abord rappeler au Comité que l'intérêt envers votre problème ne se traduit pas uniquement à travers les membres de notre parti qui représentent votre magnifique coin de pays. Le Canada est un système fédéral, et bien souvent, nous avons tendance à nous empêtrer dans des considérations liées à l'unicité culturelle du Québec qui nous amène à oublier les particularités du peuple terre-neuvien. J'espère que la nouvelle culture canadienne traduira le dynamisme de toutes les zones démographiques du pays, y compris la vôtre.

D'un point de vue philosophique, si je puis dire, j'aimerais d'abord préciser que le fonctionnaire de notre comité doit nécessairement tenir compte, jusqu'à un certain point, des oppositions. Vous savez, au cours du temps des fêtes, j'ai rencontré un vieil ami terre-neuvien, un éminent membre du clergé dans le secteur de l'éducation, lequel tout comme moi, a reçu l'enseignement des frères des Écoles chrétiennes et est devenu un membre de la Société de Jésus. Il a ainsi été question de la façon dont la presse, peut-être de façon non intentionnelle, relevait les échanges en comité de la façon la plus maladroite. Après tout, cet homme connaît bien le secteur de l'enseignement et connaît bien les rouages du Parlement et à son avis, notre parti avait en quelque sorte planifié, organisé la constitution de façon à éliminer, ou presque, le mode vie particulier des Terre-neuviens. Je suis donc heureux d'apprendre par les réponses fournies que tel n'est pas le sentiment général. Cependant, je crois qu'il fallait souligner cet aspect. J'ai le privilège de siéger en caucus avec MM. Baker et Romkey, et je dois souligner que cette province a d'ardents supporteurs et je ne vois pas comment le parti libéral, même

[Texte]

partisan reasons, doing anything to upset your way of life. Which does not mean to say that you have not got a right to be concerned and be heard, because some things do happen unintentionally and I think the whole purpose of this deliberation is for people who are affected to bring to our attention the dangers I, as a former minister, can tell you that some of the problems I had with unemployment insurance reflected poor or inappropriate drafting or perhaps my inability to communicate to my officials what I meant, what was the concept for maternity benefits based on, things of this nature. I will not bore you with them.

I think you are doing us a great service. I think sometimes we do ourselves a disservice in our partisan moments, however, when we leave things on the record or express opinions that get distorted. In the process you become innocent victims or innocent pawns, if you like, of a broader partisan matter, political matter; and that is unfortunate because this is one of those things that almost transcends petty politics.

For instance, take the question whether or not Your Grace received any assurance from the Minister that he would amend this. Had you said yes, then we would have been stuck with points of order at the Minister's contempt for the Committee. Now, I suppose, to take the other side of it, newspapers tomorrow could say, "Delegation unable to obtain ministerial assurance." So it is extremely difficult. I must say the Opposition is quite astute at it.

Mr. McGrath earlier said that this was a major rupture or something of this nature. Well, it is not. It was never intended to be. What we do intend is to amend this resolution based on a consideration of interested groups, such as your own, in particular, in matters of the sort you have raised, because this is part of the Canadian fabric, our way of life. And I doubt if I would be sitting here if I thought the resolution in any way was determined to radically change the lifestyle of what is one of the greatest countries in the world.

Our BNA act has been a great instrument. Unfortunately, it has not provided the flexibility needed to keep our constitution ahead, and that is really what we are trying to do.

Coming down to arguments of your learned counsel expressing certain concerns about collective rights and individual rights and, more importantly, whether the Charter of Human Rights and the decisions of the Supreme Court somehow affect your unique position. Would it help, for instance, if, in the drafting, we made it very clear that the Charter is only part of the constitution, which is really all it is, and that it does not in any way have priority over other aspects of the constitution. Would that help? Because my own view is that would give, you see, Section 43 a kind of power, if you like, importance that you seek, because Section 43 was designed really to say that there is no way we are going to change the school system in Newfoundland without the support of the province. That is really what Section 43 is all about; but you are quite proper in saying, "That may be what you are after, but it can be circumvented by a court decision based on something brought

[Traduction]

pour des motifs bien partisans, pourrait tenter de changer le mode de vie de ces habitants. Évidemment, vous avez le droit de faire état de vos préoccupations, car dans le cadre du processus que nous désirons mettre en branle, certaines erreurs non intentionnelles peuvent se produire et entraîner certains risques qui doivent être dénoncés. A titre d'ex-ministre, je peux vous dire que dans le secteur de l'assurance-chômage, certains des problèmes que nous avons rencontrés étaient dus à des erreurs de rédaction dans les textes ou peut-être à mon incapacité de bien faire comprendre à mes fonctionnaires ce que je désirais, par exemple, au sujet du concept entourant les avantages devant être accordés aux femmes enceintes.

Je crois que vous nous rendez un grand service. Je crois que vous faites beaucoup pour nous. A mon avis, bien souvent, les moments de partisanerie que nous connaissons nous nuisent plus qu'autre chose, car les propos alors tenus risquent d'être déformés. En cours de route, vous devenez les victimes innocentes ou les pions, si vous le préférez, de votre partisanerie politique, ce qui s'avère malheureux car il faudrait toujours éviter de faire de la basse politique.

Par exemple, si vous nous aviez dit que le ministre vous avait fourni une garantie au sujet de l'amendement, nous aurions été aux prises avec des questions portant sur le mépris dudit ministre à l'égard de ce comité. Maintenant, le contraire pourrait se produire et les journaux pourraient titrer dans l'édition de demain: «La délégation n'a pu obtenir aucune garantie ministérielle». Le problème est donc extrêmement compliqué. De fait, le jeu de l'opposition à cet égard est fort astucieux.

M. McGrath a fait état d'une importante rupture ou de quelque chose du genre. Tel n'est pas le cas. Notre intention est plutôt d'amender cette résolution après avoir tenu compte des opinions de groupes tels le vôtre sur des sujets comme ceux que vous avez soulevés particulièrement, car ils rejoignent l'essence même de notre mode de vie. J'imagine que je ne siégerais pas ici si je croyais que la résolution allait modifier radicalement le style de vie de ce pays qui est l'un des plus merveilleux au monde.

L'AANB a été fort utile, mais malheureusement, il n'avait pas la flexibilité lui permettant de suivre l'évolution de notre pays, et c'est cette lacune que nous avons voulu corriger.

Au sujet de certaines préoccupations de votre savant conseiller au sujet des droits collectifs et des droits de la personne et, plus important encore, au sujet des répercussions que pourraient avoir la Charte des droits et les décisions de la Cour Suprême dans votre province jouissant d'un caractère distinct, j'aimerais savoir si, par exemple, il serait utile d'inscrire clairement dans le texte que la Charte ne représentait qu'une partie de la Constitution, et c'est tout ce qu'elle est en réalité, et qu'à ce titre elle n'avait pas préséance sur les autres aspects de la Constitution. A mon avis, vous obtiendriez ainsi le pouvoir, l'importance que vous recherchez, car l'article 43 visait à préciser notre intention de ne pas modifier le système scolaire de Terre-Neuve sans l'appui de cette province. Naturellement, vous êtes inquiets à juste titre de la possibilité qu'une décision d'un tribunal fondée sur un autre article de la Charte des droits de la personne vienne annuler l'effet dudit

[Text]

before it through that other section in the Charter of Human Rights". Really what I am saying is we should at least make it very clear, as a preliminary step, that whatever those court decisions are, they cannot affect the intent of Section 43. I have been handed a note to tell me to shut up.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Mackasey, I want to state that it does not come from me.

Mr. Mackasey: However, I do not care really where it comes from.

Your Grace, I have arrived at the point where I can say what I want within reason. I do want to say in conclusion that I regret some of the things I have read in newspapers. Some of the statements that have been made outside this Committee by leading politicians have left me very hurt that in some parts of Newfoundland, particularly with friends that are dear to me, that they could think that somehow any of us here could sit down and deliberately ignore the concepts of Section 49; and when we come back to amendments—there will be amendments; there is no doubt in my mind. The amendments will be there, not because of political pressures. Amendments will be there because we want to do it properly. I am not for a moment presuming what they are. I might have an idea, but I do know that we will go as far as we can. When we come down to individual rights, for instance, the American experience makes us very wary of how the court with no flexibility has interpreted their constitution so that you cannot say prayers in the school. I do not want that kind of a country. I would not want to be part of it. But I am also aware that in the United States the instructions to the courts are very deliberately against religion. I think you agree with that. In this country, we are saying freedom of religion, we are directing the courts in directly the opposite way. Thank you very much. I would like your comments.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you, Mr. Mackasey. Your Grace.

Rt. Rev. Penney: In response or in observation of the honourable Mr. Mackasey's statement, certainly as a number of us have already said here today, none of us is of the opinion or the conviction that this is being promoted to do away with the denominational system of education in Newfoundland. Now, certainly that is not our view. I would say quite frankly that as a committee we are very conscious of the very fine line that we have to walk politically because of the political situation, and we have endeavoured to address ourselves uniquely to the issue at stake and not to become involved in any way, shape or form in the political dimensions of it with a capital "P". Now, I know with a small "p" we are involved politically. There is no question about it, because this is the life of the nation. But we would hope certainly, and I am encouraged by the statement of Mr. Mackasey and we do hope that the government, when the moment comes for decision, will be able not simply to do what it can but it will do what is necessary, particularly, as far as we are concerned, to enable us to maintain our unique expression of a way of life in North America.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much. Mr. Hawkes has a short question. I would like to remind you,

[Translation]

article 43. En fait, dès le départ, je crois qu'il est nécessaire d'établir très clairement que, quelles que soient les décisions des tribunaux, elles ne pourraient avoir des effets sur l'esprit de cet article. Je viens de recevoir une note dans laquelle on me demande de me taire.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Mackasey, permettez-moi de vous dire que je n'en suis pas l'auteur.

M. Mackasey: Peu importe qui en est l'auteur.

Mon Révérend, en conclusion, j'aimerais mentionner que je regrette certaines des déclarations faites par certains politiciens à l'extérieur des murs de cette enceinte et qui ont pu porter certains de mes bons amis terre-neuviens à croire que nous pourrions nous réunir ici et volontairement ignorer l'article 49. Je suis persuadé qu'il y aura des amendements, pas à cause de pressions politiques, mais à cause de notre volonté de faire les choses proprement. Je n'ai aucune idée du contenu précis de ces amendements, mais je suis persuadé que nous irons le plus loin possible. Au sujet des droits de la personne, par exemple, l'expérience américaine nous met en garde contre l'inflexibilité dont peut faire preuve le système judiciaire dans l'interprétation de la constitution. L'on sait que dans ce dernier cas, les prières à l'école sont interdites. Je ne désire pas un pays de ce type mais je sais aussi, et vous serez sans doute d'accord avec moi, que les instructions fournies aux tribunaux visent délibérément à éliminer la liberté de choix dans le domaine des croyances religieuses, tandis que dans notre pays, les tribunaux reçoivent des directives contraires. Merci Beaucoup, j'aimerais obtenir vos commentaires.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci, monsieur Mackasey. Révérend Penney.

M. Penney: Au sujet des observations de l'hon. Mackasey, comme un certain nombre d'entre nous l'ont déjà fait savoir, nous ne prétendons aucunement que ce processus vise à éliminer le système scolaire confessionnel de Terre-Neuve. Je vous avouerai bien franchement que notre comité est bien conscient du fait que nous sommes sur un terrain glissant à cause de la situation politique et nous avons tenté le plus possible de nous en tenir à la question primordiale, sans entrer dans les dimensions politiques. Toutefois, il faut admettre qu'il est impossible d'éviter totalement cette dimension politique, car il s'agit du fonctionnement de notre pays. Quoi qu'il en soit, à la lumière du témoignage de M. Mackasey, nous osons espérer qu'au moment de prendre une décision, le gouvernement fera le nécessaire pour que nous puissions sauvegarder notre mode de vie unique en Amérique du Nord.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup. M. Hawkes aurait une question à poser. Je lui rappellerai cepen-

[Texte]

Mr. Hawkes, I have been informed that our witnesses have to catch a plane so if you would make it very short.

Mr. Hawkes: I will. Mr. Mackasey and Mr. Nystrom got to issues of some concern to me in part; and I think I read into your brief that the potentiality of the legislation as it sits could radically, alter our lifestyles which is maybe a different sense than Mr. Mackasey.

I come out of a social science tradition, and I conclude it is a major change that it could produce a society more often in conflict—that is one of the changes; because you have—and I think your brief says it clearly, the dilemma of individual rights versus collective rights. Your case is specific, but that generally covers our society. Our common law tradition mixed with the French law tradition has produced a pretty satisfactory existence for all of us and this may not—and you come to us with your very specific brief—and I heard Mr. Baker say that he thinks you are going to get a passing grade. I was sitting here thinking: there can be no passing grade that is not synonymous with 100 per cent; that if I have an automobile and I rustproof it 80 per cent or 85 per cent, the one thing I am sure of is that it will rust away. Anything less than 100 per cent protection does not protect. I see the nods, and my question was: do you agree? Therefore, it is short.

Rt. Rev. Penney: Mr. Chairman, what we are looking for is the protection of our rights simply. It is as simple as that. Whatever that takes, that is what we are looking for.

The Joint Chairman (Senator Hays): Archbishop Penney and Bishop Mate, Reverend Boyd Hiscock, Reverend Wishart, Pastor Roy King, Mr. James Green . . .

Rt. Rev. Penney: And Major Browning.

The Joint Chairman (Senator Hays): And Major Browning, yes, I am sorry. On behalf of the Committee, I should like to thank you for bringing your brief. Although you are one of the most important delegations that we have had, I am sure that I speak for all of the Committee that it was news to me and you are a unique case in Newfoundland. I think that you impressed all of the Committee. I think that the honourable Mr. McGrath's intervention was something that was certainly startling to me in the Committee, and I am sure that when this Committee rises and reports that I would be very surprised if your wishes and your prayers were not answered. We want to thank you for being here and we wish you a pleasant trip home and hope that things in Newfoundland will go on as they were before.

Rt. Rev. Penney: Thank you kindly, Mr. Chairman. On behalf of the Committee, for your hearing. We feel that there is one little good omen in all of this today. Not only should the last be first but, likewise, we were scheduled to appear on cable television in Newfoundland today at 1 o'clock and we started here in Ottawa at 1 o'clock. So, perhaps Ottawa is catching up to Newfoundland.

The Joint Chairman (Senator Hays): Now I have a few announcements for the Committee. The media will be able to

[Traduction]

tant que nos témoins doivent prendre l'avion et lui demandera d'être bref.

M. Hawkes: Certainement. MM. Mackasey et Nystrom ont abordé des questions qui m'intéressent et je crois qu'il est précisé dans votre mémoire que la nouvelle constitution pourrait modifier sensiblement votre mode de vie, et dans ce sens, vous iriez à l'encontre de l'opinion de M. Mackasey.

J'ai l'expérience des sciences sociales, et je conclus qu'il s'agit d'un changement majeur qui pourrait engendrer plus de conflits dans notre société, comme vous le mentionnez dans votre mémoire, car nous risquons de nous retrouver devant le dilemme des droits de la personne par opposition aux droits de la collectivité. Votre situation est précise, mais en même temps, je crois que vos préoccupations en recourent d'autres dans notre société en général. Notre tradition de droit coutumier ainsi que de droit français nous a assurés d'une existence fort satisfaisante et, comme le disait M. Baker, nous avons obtenu des résultats excellents. Pourtant, nous ne pouvons pas nous satisfaire d'une note de moins de 100 p. 100. Ainsi, si j'utilise un produit anti-rouille sur 80 ou 85 p. 100 de mon automobile, je me retrouve sans protection. Il nous faut donc aller chercher une note parfaite, et je vois les têtes hocher dans l'affirmative et je me demande si nous sommes tous d'accord.

M. Penney: Monsieur le président, nous désirons simplement obtenir la protection de nos droits.

Le coprésident (sénateur Hays): Au nom du comité, Monseigneur Penney et Monseigneur Mate, révérend Boyd Hiscock, révérend Wishart, monsieur le pasteur Roy King, monsieur James Green . . .

M. Penney: Et le major Browning.

Le coprésident (sénateur Hays): Oui, M. le major Browning, je m'excuse, j'aimerais vous remercier de votre mémoire. Vous êtes l'une des plus importantes délégations à s'être présentées ici, et je ne crois pas me tromper en disant, et je crois pouvoir parler ici au nom de tous les membres du comité, que les données que vous nous avez présentées nous ont beaucoup appris: vous nous avez mieux fait voir l'unicité de Terre-Neuve. Je crois que vous avez impressionné tous les membres de ce comité. J'estime aussi que l'intervention de M. McGrath était remarquable et je suis persuadé qu'au moment de soumettre son rapport, ce comité devrait exaucer vos prières. Nous vous remercions d'avoir été des nôtres et nous vous souhaitons un bon voyage de retour à Terre-Neuve.

M. Penney: Merci beaucoup, monsieur le président. Au nom du groupe, je désire vous remercier ainsi que les membres de votre comité pour l'accueil qui nous a été fait. Nous croyons que tous ces propos sont de bonne augure. Les derniers seront les premiers dit-on, saviez-vous que grâce au système de câblo-diffusion, nous devons passer à la télévision à Terre-Neuve à 13 heures et que nous avons commencé ici à Ottawa à la même heure. Peut-être qu'Ottawa est en train de «rattraper» Terre-Neuve.

Le coprésident (sénateur Hays): Voici maintenant quelques communiqués pour le bénéfice du comité. Les médias pourront

[Text]

reach any of the material they want. There will be a special room just outside of Room 200 where you can pick up any material that you may wish as of Monday.

Did you have a point of order, Mr. McGrath?

Mr. McGrath: No, but I would like to add a few words after, if I may.

The Joint Chairman (Senator Hays): We will be sitting on Monday next at 8 o'clock when the Minister of Justice will be in attendance.

You have a word to say, Mr. McGrath?

Mr. McGrath: Since we are about to conclude this part of our proceedings, Mr. Chairman, I wanted to make a brief intervention on behalf of my colleagues. Mr. Epp and some of my colleagues had to catch an airplane; but I do not think the moment should be passed without seizing it, because we are today finishing one very important phase of our deliberations.

We have heard from 93 or 94 witnesses. We met here for what, approximately 176 or 177 hours. I may say, Mr. Chairman, that all of us on the Committee have been very impressed, indeed very gratified and are, in fact, very grateful for the impartiality and the co-operation of the Joint Chairmen under very trying and at times very difficult circumstances. You have served us all well with your impartiality. I think we should, although we have not finished our hearings because we are going into clause-by-clause, but in facilitating the witnesses we want to pay tribute to Mr. Dobell for the work he has done, again, under very trying circumstances. We did not always agree with him, but that is the nature of the controversy of the situation in terms of trying to get all the witnesses we wanted to hear, because although we are finishing today, there are still a number of groups, 323 groups, 153 individuals who served notice to appear and 606 individuals who notified the Committee of their intention to appear.

It all speaks to our frustration with the process, Mr. Chairman. I think Archbishop Scott said it most eloquently when he said that there should be an opportunity to involve the average Canadian in the process. There has been a limited opportunity for involvement in the process by the media, by the coverage of television, by the witnesses who have appeared here, but there is great interest out there amongst the average Canadian. We have aroused that interest. It would be folly for us to terminate the process now that the interest has been aroused. It is there, by the number of groups who will not be able to be heard, by the individuals that we cannot hear, by the expression of concern as exemplified in the two polls that were taken; one by the Gallup poll and one by the CBC.

Mr. Chairman, we expressed our concern at the outset over the limitations of time placed upon us by the government. We had to fight for an extension of that time. Whilst we have sat long hours, we have heard a number of witnesses. We feel that in order to get maximum involvement out there, we should have been given permission to travel across this country. Regrettably, we were denied that opportunity and I think that is a great opportunity that has been missed, because I think the average person in this country has been aroused and his

[Translation]

se procurer les documents qu'ils désirent à l'extérieur de la pièce 200 pour la séance de lundi.

Monsieur McGrath, désirez-vous soulever une question de Règlement?

M. McGrath: Non, mais j'aimerais ajouter quelques mots.

Le coprésident (sénateur Hays): Nous siégerons lundi matin à 8 heures et le ministre de la Justice sera présent.

Oui, monsieur McGrath.

M. McGrath: Nous sommes sur le point de mettre un terme à cette partie de nos délibérations, monsieur le président. M. Epp et quelques-uns de mes collègues doivent prendre l'avion, mais j'aimerais y aller d'une brève intervention, car nous terminons aujourd'hui une phase importante de nos travaux.

Nous avons entendu 93 ou 94 témoins pendant 176 ou 177 heures. Monsieur le président, je dois dire que tous les membres du comité ont été impressionnés de l'impartialité et de l'esprit de collaboration dont ont fait preuve les coprésidents, malgré les circonstances quelquefois très difficiles, et nous leur en sommes reconnaissants. Bien que notre mission ne soit pas terminée, puisque nous entreprendrons l'étude article par article, je désire tout de même rendre hommage à M. Dobell pour le travail qu'il a accompli dans un contexte très difficile. Nous n'avons pas toujours été d'accord avec lui, mais nous désirions que tous nos témoins puissent venir participer aux délibérations. Les audiences se terminent aujourd'hui, mais il y a 323 groupes et 153 personnes qui ont envoyé un avis de comparution et 606 personnes qui ont avisé ce comité de leur intention de comparaître.

Voilà qui explique notre frustration en rapport avec le processus, monsieur le président. Je crois que l'archevêque Scott a abordé avec beaucoup d'éloquence cette question en disant qu'il faudrait trouver moyen de faire participer le Canadien moyen à ce processus. Jusqu'à un certain point, grâce aux médias, à la télévision, aux témoins qui ont comparu, cet objectif a pu être atteint, mais l'intérêt est grand chez les Canadiens en général. Nous avons de fait soulevé cet intérêt et il ne serait pas bon de mettre fin au processus à ce moment précis. Pour s'en persuader, que l'on tienne compte du nombre de groupes et de personnes qui n'ont pu être entendus ainsi que des préoccupations mises en évidence lors du dernier sondage Gallup et du sondage de Radio-Canada.

Monsieur le président, dès le départ, nous nous sommes élevés contre cette limite de temps que nous imposait le gouvernement. Nous nous sommes battus pour obtenir une prolongation. Bien que nous ayons siégé pendant de longues heures, nous n'avons entendu qu'un certain nombre de témoins. Pour encourager le maximum de participation, nous aurions dû avoir la permission de voyager à travers le pays. Malheureusement, cette chance nous a été refusée et je crois que l'on a laissé passer une occasion en or; en effet, le citoyen

[Texte]

interest is great in what is happening to this, the most fundamental law of the land, the framing of a new constitution for Canada.

With these few words, Mr. Chairman, I merely wanted to place on record the fact that, while this part of our proceedings is terminating today and we proceed with clause-by-clause next week, the fact remains that we have to be back in the House with our reports to our respective Houses by February 6.

May I say in conclusion, Mr. Chairman, that I am sure I speak on behalf of all my colleagues when I say that we have been touched by the degree of collegiality and the spirit of co-operation that has developed in this Committee. Indeed, in my 20 years here, it has been one of the outstanding experiences of my parliamentary career, the co-operation and the fellowship—I can use that word, the fellowship—that has developed here and the fact that we have been able to discipline ourselves by keeping out of our discussions narrow partisanship. We scored points procedurally. We scored points with witnesses, but that is the nature of the adversarial game we are involved in in the parliamentary system and I think that is the way it should be.

In spite of all that, we have still retained that very important spirit of collegiality and I hope that that will lend itself to making great progress next week as we commence clause-by-clause because that, obviously, in terms of the bill, is the most important stage and we have not really had a chance to digest the evidence or read all the briefs; but I still feel that there is still a chance that we may emerge from here with a resolution. That may not satisfy all the needs of those who appeared before us; but certainly it is our solemn obligation to proceed in that direction.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, honourable Mr. McGrath. You impress us with your words. You also said some very nice things about us, and I am sure I speak for Mr. Joyal, when I say we appreciate that very much. I would like you to know that I have kept a record of the number of meetings that I have Chaired or helped to Chair and it is well over 1,000 meetings now, and I have never been with a Committee or helped Chair a Committee that has been as serious as this Committee is. Probably this is the most serious Committee that I have had an opportunity to help Chair. I just want all of the Committee members to know on both sides that as far as I am concerned, I am sure I speak for my Joint Chairman, that you were just excellent. We certainly appreciate it.

I think Mr. Irwin would like to say a word.

Mr. Irwin: Mr. Chairman, I would echo Mr. McGrath's remarks. We, on the Liberal side, are very pleased with what has happened here within this Committee, and the support that has been given to us by the staff has been excellent.

I am a relative newcomer to federal politics, Mr. Chairman. I always used to wonder why normal people, after being elected come back and say nasty things about Opposition members because they are in the opposition; nasty things about people in government just because they are in the

[Traduction]

moyen s'intéresse beaucoup à l'établissement d'une nouvelle constitution pour le Canada, qui est le fondement de notre droit.

Avec ces quelques mots, monsieur le président, je voulais simplement mettre en relief le fait que nous devons retourner à nos deux Chambres respectives munis de nos rapports avant le 6 février, même si cette partie de nos délibérations prend fin aujourd'hui et que nous commençons l'étude du bill article par article la semaine prochaine.

Pour terminer, j'aimerais dire, monsieur le président, que je suis sûr de parler au nom de tous mes collègues lorsque je dis que nous avons été touchés par l'esprit de cohésion et de collaboration qui s'est développé au sein du Comité. En fait, c'est l'une des expériences les plus remarquables que j'ai vécues depuis vingt ans que je suis ici. Nous avons réussi à instaurer un climat de collaboration et de solidarité, je dis bien solidarité, et à écarter de nos débats toute partisanerie étroite. Nous avons marqué des points avec les témoins, mais c'est la nature de jeu que nous devons jouer dans le système parlementaire.

Malgré tout cela, nous avons gardé cet esprit très important de cohésion et j'espère que cela nous permettra d'accomplir de grands progrès, la semaine prochaine, lorsque nous commencerons l'étude du bill clause par clause; il s'agit évidemment de l'étape la plus importante et nous n'avons pas vraiment eu le temps d'assimiler les faits ou de lire tous les comptes-rendus; cependant, je crois quand même qu'il existe encore une chance que nous sortions d'ici avec une résolution. Celle-ci ne satisfera peut-être pas tous ceux qui ont comparu devant nous, mais il est certainement de notre devoir d'agir en ce sens.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, monsieur McGrath. Votre exposé nous a impressionnés. Vous avez en outre dit des choses très gentilles à notre égard, et je suis sûr de parler au nom de M. Joyal en disant que nous apprécions beaucoup cela. Après avoir présidé ou aidé à présider des milliers de réunions, je peux vous dire que je n'ai jamais été en présence de comités aussi sérieux que celui-ci. Il s'agit probablement du comité le plus sérieux dont j'ai aidé à assumer la présidence. Je veux dire à tous les membres du Comité, qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition, qu'en ce qui me concerne, et je suis sûr de parler au nom de mon adjoint, vous avez été excellent et nous l'apprécions beaucoup.

Je crois que M. Irwin aimerait ajouter un mot.

M. Irwin: Monsieur le président, j'aimerais faire écho aux observations de M. McGrath. Du côté des libéraux, nous sommes très heureux de ce qui s'est passé ici, au sein de ce Comité, et l'appui que nous a donné le personnel a été excellent.

Monsieur le président, je suis relativement nouveau sur la scène fédérale. Je me suis toujours demandé pourquoi des gens normaux, après avoir été élus, reviennent et disent des méchancetés sur les membres de l'opposition ou du gouvernement parce qu'ils sont dans l'opposition; j'ai déjà dit que

[Text]

opposition; and I said I hope I never get to that stage if and when I ever get to Ottawa and I have seen that same development that Mr. McGrath has spoken of not only within the Committee but also vis-à-vis different parties and also within our own party where, as you know, we had disagreements between the House and the Senate when we started and I think we have reached a meeting of minds that way, and a meeting of minds across the way. I feel at this stage, Mr. Chairman, it is like the flag debate. We are past the point on whether we were going to have a flag or not; we are talking about what colour it is going to be or what the sign is going to be. I think that is marvellous for Canada; because six Prime Ministers have tried this; two Conservatives and four Liberals have failed and when there has been objection, it has not only been from the other side. On two occasions, major occasions, it was from our own party at the provincial level, Bourassa at one time and Premier Lesage at another time.

All sides have failed on every occasion over the last 53 years and as individual voices in our caucus have said from time to time, usually the last speaker, "Hey fellows, we are not Liberals going in there; we are Canadians. That is your first obligation, not to your party, not to the government, not to the Leaders, but to the people of Canada." I think that is right and that we are going to come out of it with that feeling.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much. Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: I wish to begin with the last comment made by my friend Ron Irwin. I think he said something we should all take to heart, that we are not, in his case, Liberals coming in here, we are Canadians; in my case New Democrats; in my colleagues case, Conservatives; because I think that this Committee may be the beginning of a new revolution in the Parliamentary system in Canada. I hope it is not only an aberration.

I have been in the House of Commons now for nearly 13 years, back in June of 1968 was when I was first elected, and I have grown increasingly and increasingly frustrated with the Parliamentary system in many ways. I view committees basically as playpens for members and make-work projects for members, and I am not speaking of the Senate here, Senator Hays, the Senate is a bit different because you have a different tradition; and often is a waste of time for members of the Commons. I know many, many members feel the same way, but I think this Committee is a bit different.

If we have done nothing differently we have brought in broadcasting and televising of our proceedings, so I think in the future it will be very difficult for anyone or any government or any party to say no to broadcasting and televising an important Committee hearing and I think that is good.

I think we have also asserted a bit of independence from our party lines, so to speak, and I think that is true of all members of this Committee and all three parties of this Committee and I think that is good. I hope we have in this country soon, in this Parliament soon another debate about parliamentary reform, put it very high on our agenda.

[Translation]

J'espérais ne jamais en arriver là si j'allais à Ottawa; j'ai pu constater dont M. McGrath a parlé non seulement au sein du Comité, mais aussi vis-à-vis des différentes parties et dans notre propre parti où, comme vous le savez sans doute, il y a une mésentente entre la Chambre et le Sénat, au début. Je crois que nous avons atteint une certaine cohésion de cette façon. Monsieur le président, j'estime qu'à ce stade, la situation est semblable à celle des débats au sujet du drapeau. Nous n'en sommes plus à la question de savoir si nous allons avoir un drapeau ou non. Nous parlons de sa couleur et de son emblème. Je crois que c'est merveilleux pour le Canada, car six premiers ministres, deux conservateurs et quatre libéraux, ont déjà échoué dans cette tentative et lorsqu'il y avait des objections, elles ne venaient pas toujours du côté adverse. A deux occasions, notamment elles venaient de notre propre partie, au palier provincial, avec Bourassa et avec Jean Lesage.

Au cours des 53 dernières années, toutes les tentatives ont échoué et comme certains membres de notre caucus l'ont dit de temps à autre, habituellement le dernier orateur: «Mes amis, avant d'être libéraux, nous sommes Canadiens. Notre premier devoir ne concerne ni le parti, ni le gouvernement, ni les dirigeants, mais le peuple canadien.» Je crois que cette remarque est juste et que nous allons sortir d'ici avec ce sentiment.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup.

Monsieur Nystrom.

M. Nystrom: J'aimerais reprendre la dernière remarque de mon collègue, Ron Irwin. Je crois qu'il a dit quelque chose que nous devrions tous prendre à cœur, à savoir que nous ne sommes pas ici en tant que Libéraux, Néo-démocrates ou Conservateurs, mais en tant que Canadiens, car je crois que ce Comité peut être à l'origine d'une nouvelle évolution dans le système parlementaire canadien. J'espère que je ne me fait pas des illusions.

Voilà près de 13 ans que je suis à la Chambre des communes. Depuis juin 1968, date à laquelle j'ai été élu pour la première fois, le système parlementaire provoque chez moi une frustration croissante, de bien des façons. Je considère essentiellement les comités comme des lieux où les députés peuvent se distraire ou s'occuper; je ne parle pas du Sénat, sénateur Hays; le Sénat est quelque peu différent, car sa tradition est différente; les comités sont souvent une perte de temps pour les députés des Communes. Je sais que beaucoup de députés pensent de la même façon, mais je crois que le présent Comité est quelque peu différent.

En effet, nous avons introduit la radio et la télédiffusion dans nos délibérations; je crois donc qu'à l'avenir, il sera très difficile pour quiconque, pour tout gouvernement ou pour tout parti, de refuser la radio et la télédiffusion d'audiences importantes, et je crois que cela est bon.

Je crois aussi que nous nous sommes, pour ainsi dire, écartés un peu des lignes de conduite de nos partis. Je crois que cela est vrai pour tous les membres de ce Comité et pour les trois partis représentés au Comité, et je pense que cela est bon. J'espère que notre pays et notre Parlement connaîtront bientôt un autre débat sur la réforme parlementaire.

[Texte]

An hon. Member: Hear, hear.

Mr. Nystrom: And I really feel that way because I really feel that a lot of us waste a lot of time. We were elected to legislate and most of the time members are rubber stamps for party establishments and caucus decisions and party leaders or Prime Ministers or cabinets, because of the block voting system, because of the discipline, because of the caucuses.

I think what we have to do is evolve a bit away from that where members can exercise a bit more independence, where committees can have more power to subpoena witnesses, to conduct investigations on their own, to initiate legislation, in other words to play a real and truly meaningful legislative role, and I hope that this Committee by exercising a bit of independence has started a new chapter in the evolution of parliamentary reform in this country and that this is not just an aberration, and I would appeal to all members of this Committee to try and persuade our parties to put parliamentary reform on the top of the agenda very shortly, because I think that is a very important issue for the people of this country.

I wanted to say one thing about the constitution itself, and that is that, as we said at the outset in Parliament, we regretted the process, regretted unilateral action, we regret all of those things, we think that more people should be involved and in fact we have a resolution of the federal council of our party that, and Mr. Broadbent has mentioned this in the House as well as myself, that says that in the process you should have more than just the 11 governments involved, and in fact we have this Committee of course now widening the process and to that extent it is beneficial, but beyond that we felt we should have had the opposition parties involved at the provincial level, the provincial parties that form the government as well as the opposition parties, as well as the Indian people of this country.

I think that process should be widened. The constitution does not belong to the politicians, it belongs to the people, and perhaps we can look at this as one of the recommendations we make.

The last thing I wanted to say was to commend the Joint Chairman, as Mr. McGrath did, for his impartiality. I have been perfectly happy at all times and I have never heard any of my colleagues complain about either Joint Chairman. To Senator Hays, I appreciate your down to earth nature, your experience with life and your way of saying things the way you see them and saying them in no uncertain terms and your directness.

A mes collègues, monsieur Serge Joyal, malheureusement je ne suis pas capable de m'exprimer en français aussi bien que vous vous exprimez en anglais, il est beaucoup plus bilingue que moi mais j'ai bien apprécié le travail de monsieur Joyal. Il a été un acquis précieux pour notre Comité et je suis très heureux de son travail. I also want to commend all of my colleagues on the Committee for their lack of petty partiality. Mr. McGrath has mentioned this and Mr. Irwin has mentioned this as well. I think it is a good sign and I hope that we can take that back into the House of Commons and make the

[Traduction]

Une voix: Bravo!

M. Nystrom: Je crois vraiment qu'un grand nombre d'entre nous perdent beaucoup de temps. Nous avons été élus pour légiférer et la plupart du temps, les députés ne sont que des machines à voter pour le parti, pour les décisions du caucus, pour les dirigeants du parti, pour les premiers ministres ou pour les cabinets, à cause de système de vote en bloc, de la discipline et des caucuses.

Je crois que nous devons évoluer un peu pour que les députés puissent exercer un peu plus d'indépendance et que les Comités aient davantage de pouvoirs pour citer des témoins, pour diriger leurs propres enquêtes, pour présenter des textes de loi, bref, pour jouer un rôle législatif, véritablement significatif; j'espère qu'en jouissant d'un peu d'indépendance, ce Comité a ouvert un nouveau chapitre à l'évolution de la réforme parlementaire de notre pays, et qu'il ne s'agit pas uniquement d'une aberration; je demanderai à tous les membres de ce Comité d'essayer de persuader nos partis respectifs de mettre la réforme parlementaire en tête de liste de nos priorités, car je crois qu'il s'agit d'une question très important pour le peuple de ce pays.

Un mot sur la constitution elle-même. Comme nous l'avons dit au Parlement, nous déplorons le procédé, nous déplorons les mesures unilatérales et nous estimons que plus de gens devraient prendre part à cette réforme. Le Conseil fédéral de notre parti a même adopté une résolution à cette fin et M. Broadbent et moi-même l'avons présentée en Chambre; selon cette résolution, les 11 gouvernements ne devraient pas être les seuls à participer à cette réforme; heureusement que ce Comité a permis d'élargir un peu le débat, mais nous pensons aussi que les partis d'opposition des provinces, les partis provinciaux qui forment le gouvernement ainsi que les autochtones de notre pays auraient dû davantage participer à ce processus.

Je crois que ce processus doit être élargi parce que la constitution n'appartient pas aux politiciens mais au peuple; on peut considérer cela comme une de nos recommandations.

Enfin, j'aimerais comme M. McGrath féliciter le coprésident de son impartialité; il a joué son rôle de façon magistrale et je n'ai entendu aucun de mes collègues se plaindre des coprésidents; sénateur Hays, j'apprécie votre bon sens, votre expérience de la vie et votre façon de dire les choses telles qu'elles sont.

Mr. Joyal, perhaps my French is not as good as your English but I want to commend him for his work. He has played an important role in our Committee and I have been perfectly happy with his work. Je tiens aussi à féliciter tous mes confrères du Comité de leur impartialité. MM. McGrath et Irwin l'ont déjà mentionné, mais je crois que cela est très important et j'espère que nous saurons redonner à la Chambre des communes le rôle qui lui revient, afin d'en faire non pas une scène de théâtre, mais le haut lieu de la vie politique canadienne.

[Text]

House of Commons itself more than just theatre and make it meaningful in terms of legislation.

I want to thank Peter Dobell for the work he has put in and I think Mr. Dobell's work now, as I understand his mandate, is pretty well over because he was with us to line up the witnesses and I want to thank you, Peter, for a job that I thought you did well in trying circumstances, in circumstances that were difficult for anyone to please everyone at all times. I think you have done an excellent job and I appreciate that and I want you to know that.

I also want to thank the library for the preparation of the briefing notes, like the ones we received today. We have some excellent people in the library and that should not go unnoted, that we appreciate the work they have done.

Mr. McGrath: Not finished yet.

Mr. Nystrom: And we are not, as Mr. McGrath said, finished with them yet, but in this interlude I think we should thank the staff, the clerks, the secretarial staff, the researchers and I suppose also thank the press for helping us communicate the importance of the constitution in our country and the fact that more people should be involved in trying to evolve it, and evolve Canada into a much better country in the future.

Thank you very much.

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Mackasey.

Mr. Mackasey: A very short note in the middle of this chinook wind because it will get cold again on Monday, I just wanted to say in observation that, like Mr. McGrath, who has been here 20 years, this is the first time I have sat or participated in a Joint Committee of the House and Senate, and I have to say that I have been impressed, you were talking about parliamentary reform, Lorne, on the potential of joint committees. I think there were moments, talking from our side, when the Senate members kept us going and it is significant how many are here and we cannot minimize the tremendous input of Senator Tremblay and his vast pool of knowledge. It seems to me one of the constitutional reforms that I am becoming less and less zealous about is any reform that would touch the present status of the Senate. I think there is a tremendous pool of knowledge over there and through more usage of joint committees the Canadian public could understand it better.

Certainly I would imagine that people who follow these deliberations day in and day out, and there are many, many people across Canada, cannot help be impressed at not only the sober second thought, but in many instances the sober first thought of the members on this Committee from the Senate and I am very appreciative for having had a chance to participate side by side with them in the last few weeks.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you.

Did you have something to say, Mr. Hawkes?

Mr. Hawkes: A brief comment. I welcome in particular Mr. Mackasey's implicit acknowledgement that the legitimization of the central institutions, including the Senate, is a very important institution or very important thing to do in terms of national unity and I hope as we move forward through the

[Translation]

Je veux remercier Peter Dobell pour le magnifique travail accompli, c'est lui qui était chargé de recevoir les témoins et il l'a fait dans des conditions parfois difficiles. Pierre, je te félicite pour le travail difficile que tu as accompli, toi qui étais chargé de faire plaisir à tout le monde en même temps. Je veux que tout le monde sache que tu as fait un excellent travail.

Je veux aussi remercier le personnel de la Bibliothèque qui a préparé tous nos documents de travail. Nous avons d'excellents employés à la bibliothèque et il est bon de leur dire de temps à autre combien nous apprécions leur travail.

M. McGrath: Ils n'ont pas encore terminé.

M. Nystrom: Nous non plus, mais il est temps de remercier le personnel, les commis, les secrétaires, les chercheurs et aussi les gens de la presse qui nous ont permis de montrer l'importance de la Constitution pour notre pays et de démontrer que plus de gens devraient participer à son élaboration pour que nous puissions vivre dans un Canada meilleur.

Je vous remercie beaucoup.

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur Mackasey.

M. Mackasey: Un bref rappel au milieu de ces éloges puisque je crois que le ton aura changé d'ici lundi; je tiens seulement à souligner que tout comme M. McGrath qui est ici depuis 20 ans, c'est la première fois que j'ai la chance d'être membre d'un comité conjoint de la Chambre et du Sénat. J'en ai été vivement impressionné et pendant que tu parlais de réforme parlementaire, Lorne, tu as souligné les possibilités offertes par de tels comités conjoints. Pour nous, je crois qu'à certains moments, les membres du Sénat ont vraiment pris la relève, il n'y a qu'à voir le nombre de sénateurs réunis ici. Nous ne pourrions passer sous silence l'immense apport du sénateur Tremblay qui est un puits de science. Pour ma part, une des réformes constitutionnelles proposées que j'ai de moins en moins envie de défendre est celle qui concerne le Sénat. Je crois que l'immense science des sénateurs peut nous rendre de grands services et que d'autres comités conjoints permettront de mieux les faire connaître au public canadien.

Je suis convaincu que les gens qui ont suivi ces délibérations jour après jour, et ils sont nombreux au Canada, n'ont pu qu'être impressionnés par les sénateurs siégeant à ce comité. Je suis particulièrement ravi d'avoir pu travailler avec eux au cours des dernières semaines.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup.

Avez-vous quelque chose à ajouter, monsieur Hawkes?

M. Hawkes: Un bref commentaire seulement. Je suis d'accord avec M. Mackasey pour dire que la légitimation de nos institutions centrales et du Sénat est très importante pour l'unité nationale. J'espère qu'au cours des semaines à venir où nous devons travailler ensemble, nous ne laisserons pas tiédir ce sentiment que M. Mackasey a si bien su exprimer.

[Texte]

next few weeks together that we will not lose sight of that sentiment which I thought he expressed very well.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much.

I should like to thank Mr. Nystrom for mentioning the staff and Peter Dobell because he did a tremendous job and it was a great contribution to Canada and I understand he did not get any pay for it.

Mr. McGrath: I did not mention the staff, Mr. Chairman, because we are continuing another phase and the excellent support work of the staff will have to continue, unfortunately.

The Joint Chairman (Senator Hays): But they have sat here for hours and hours and they have done a great job.

The meeting is adjourned, we will see you at 8 o'clock on Monday evening.

Le coprésident (M. Joyal): The meeting is adjourned.

[Traduction]

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup.

Je remercie M. Nystrom d'avoir souligné le travail du personnel, et celui de Peter Dobell en particulier. Par son travail, celui-ci a apporté bénévolement une grande contribution au principe d'un Canada meilleur.

M. McGrath: Je n'ai pas mentionné le travail du personnel, monsieur le président, parce que nous abordons d'autres étapes et que le personnel de soutien devra encore nous servir.

Le coprésident (sénateur Hays): Quand même, nous avons siégé pendant des heures et des heures et ils ont accompli un travail fantastique.

La séance est levée, nous nous retrouverons à 20 heures lundi.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): La séance est levée.

APPENDIX "CCC-12"

BRIEF
to the
Special Joint Committee on the
Constitution of Canada
from
The Joint Executive of
The Denominational Education Committee
of Newfoundland

December 1980

CONTENTS

1. Introduction and Background:

The Denominational Education Committees of Newfoundland representing the religious denominations recognized under the Department of Education Act of Newfoundland for the purpose of providing public schooling denominationally based.

2. Part I of the Constitution Act, 1980:

Canadian Charter of Rights and Freedoms

3. Part V of The Constitution Act, 1980:

Procedure for Amending Constitution of Canada

4. Pentecostal Education System in Newfoundland:

Request for Amendment to Term 17 of the Terms of Union of Newfoundland with Canada

1. Introduction and Background:

The Denominational Education Committees of Newfoundland representing the religious denominations recognized under the Department of Education Act of Newfoundland for the purpose of providing public schooling denominationally based.

"We have by law a denominational system of education in the sense that by our own legislation the Churches recognized for educational purposes have certain rights and privileges. These are entrenched in the Terms of Union between Newfoundland and Canada and, therefore, form part of the British North America Act." (Hon. F. W. Rowe, Statement to the House of Assembly, Newfoundland, 1969.)

Educational beginnings in Newfoundland were made under the auspices of the Churches and for over 100 years it was the clergy, the Society for the Propagation of the Gospel, and other British Agencies which supplied education to the people. It was not until 1836, one hundred and ten years after the first school was founded by a clergyman, that the Government awoke to its duties and awarded a sum of money for education. The children of the province, and the province itself, have a deep debt to the various religious denominations who encouraged the early development of education. For over three hundred years, while the colony was ruled directly from England, the United Kingdom Government did not contribute one cent to the education of the people and it was only after Newfoundland received Representative Government in 1832 that an effort was made by the local legislators to extend and

APPENDICE «CCC-12»

MÉMOIRE
présenté au
Comité mixte spécial sur
la Constitution du Canada
par l'exécutif conjoint
des Comités de l'éducation confessionnelle
de Terre-Neuve

Décembre 1980

TABLE DES MATIÈRES

1. Introduction et bref historique:

Les comités de l'éducation confessionnelle de Terre-Neuve, représentant les sectes religieuses reconnues aux termes de la Loi sur le ministère de l'éducation de Terre-Neuve, aux fins d'assurer un enseignement confessionnel dans les écoles publiques.

2. Partie I de la Loi constitutionnelle de 1980:

Charte canadienne des droits et libertés

3. Partie IV de la Loi constitutionnelle de 1980:

Procédure de modification de la Constitution du Canada

4. Système d'éducation pentecostale à Terre-Neuve:

Demande de modification du 17^e article des conditions de l'union de Terre-Neuve avec le Canada

1. Introduction et bref historique:

Les comités de l'éducation confessionnelle de Terre-Neuve représentant les sectes religieuses reconnues, aux termes de la Loi sur le ministère de l'Éducation de Terre-Neuve, aux fins d'assurer un enseignement confessionnel dans les écoles publiques.

«Notre système d'éducation est juridiquement confessionnel puisque, en application de nos propres lois, les Églises reconnues pour l'enseignement disposent de certains droits et privilèges. Ces derniers sont enchassés dans les modalités d'union entre Terre-Neuve et le Canada et font ainsi partie de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.» (L'honorable F. W. Rowe, déclaration à la Chambre d'assemblée, Terre-Neuve, 1969.)

C'est avec l'appui des Églises qu'est né le système d'éducation à Terre-Neuve et, pendant plus de cent ans, ce sont le clergé, la Society for the Propagation of the Gospel, ainsi que d'autres organismes britanniques qui ont assuré l'éducation de la population. Ce n'est qu'à partir de 1836, cent dix ans après l'ouverture de la première école par un ecclésiastique, que le gouvernement s'est rendu compte qu'il était de son devoir de consacrer une partie de son budget à l'éducation. Les enfants de la province et, partant, cette dernière, ont donc une importante dette à rembourser aux diverses sectes religieuses qui ont contribué au tout début l'essor de l'éducation. Pendant plus de trois cents ans, alors que la colonie relevait directement de l'Angleterre, le gouvernement du Royaume-Uni n'a voté aucun crédit ou titre de l'éducation et ce n'est qu'après que Terre-Neuve eut été dotée d'un gouvernement représentatif en 1832

improve the means of education as far as the financial resources then at their disposal would permit.

For over a century before 1836 then, education in Newfoundland was completely sponsored by church agencies. As a result of these early efforts of the churches, the pattern of denominational schools was gradually established in Newfoundland and was given legal status by the Education Act of 1876, the basis on which our educational system continues to rest. A church-state partnership in education thus evolved and, with minor administrative changes, continued in its original form until the reorganization of education brought about by the legislation of 1968-69, which enacted a major re-organization of education within the Province, resulting largely from the recommendations of the Royal Commission on Education and Youth appointed in 1964. Prior to 1968-69, there were Denominational Superintendents in the Newfoundland Department of Education, each essentially an agent of both his Church and the Government, and the activities of the various Superintendents were co-ordinated through the Council of Education. The historic legislation of 1968-69 (The Education Act, and The Schools Act) brought an end to this direct involvement of the Churches in the Department of Education; the Churches withdrew their representatives from the department and the former Council of Education was abolished.

Provision was made in legislation, however, for the churches to continue to participate in the educational process by the establishment of Denominational Education Committees outside the Department of Education. The churches thus continue to influence educational decisions through participation in the denominational policy commission, the general advisory committee and other committees established from time to time.

While the organizational framework for the administration of education was changed considerably by the 1968-69 legislation, it is clear that the denominational basis of our system did not change, as indeed it could not be changed, without the agreement of the churches.

Through their respective Education Committees, the churches continue to exert influence and give direction to the school system of the province.

With the passing of the 1968-69 legislation, the Provincial Legislature created three separate Denominational Education Committees, each responsible, with the School Boards under their jurisdiction, for the administration of education in the Province: The Roman Catholic Education Committee, the Pentecostal Education Committee and, combining all other religious denominations in the Province, the Integrated Education Committee.

During the 1979-80 school year, the denominational school system of the Province provided educational services to some 150,382 pupils, taught by 7,731 teachers in approximately 660 schools across Newfoundland and Labrador. According to the Canadian Census of 1971, the religious affiliation of the population of the Province is as follows:

qu'un effort a été fait par le législateur, afin de diversifier et d'améliorer les méthodes d'enseignement du moins dans la mesure où le permettait les ressources dont ils disposaient.

Ainsi, pendant plus d'un siècle avant 1836, ce sont les sectes religieuses qui se sont entièrement occupées de l'éducation à Terre-Neuve. Ces premiers efforts ont permis de structurer graduellement le système d'éducation confessionnelle de Terre-Neuve qui a été légalisé par la promulgation de la Loi sur l'éducation de 1876 et sur laquelle se fonde toujours notre système d'éducation. L'association Église-État s'est donc poursuivie, à part certaines modifications administratives mineures, jusqu'au moment de la réorganisation du système d'éducation entraînée par la loi de 1968-1969 laquelle décréait une réorganisation en profondeur du système d'éducation provincial; cette loi était surtout le fruit des recommandations de la Commission Royale d'enquête sur l'éducation et la jeunesse créée en 1964. Avant 1968-1969, il existait des postes de surintendants confessionnels au sein de ministère de l'Éducation de Terre-Neuve; la tâche de ces derniers consistait essentiellement à représenter leur Église et le gouvernement et leurs activités étaient coordonnées par l'intermédiaire du Conseil de l'éducation. La loi historique de 1968-1969 (la Loi sur l'éducation et la Loi sur les écoles) a mis fin à cette participation directe des Églises au sein du ministère de l'Éducation; les Églises ont retiré leurs représentants et l'ancien Conseil de l'éducation a été aboli.

La loi prévoyait toutefois que les Églises continueraient à participer au système d'enseignement grâce à la mise sur pied de comités d'éducation confessionnelle en dehors du ministère de l'Éducation. Les Églises continuent ainsi à influencer les décisions en matière d'enseignement puisqu'elles peuvent participer à la commission de politique confessionnelle, au comité consultatif général ainsi qu'à d'autres comités qui sont créés de temps à autres.

Bien que la loi de 1968-1969, ait modifié sensiblement le cadre de l'administration de l'éducation il est évident que le fondement confessionnel de notre système n'a pas changé et qu'il ne pourrait en fait être modifié sans l'accord des Églises.

Par le biais de leurs comité d'éducation respectifs, les Églises continuent à exercer une certaine influence sur le système scolaire de la province et à dicter son orientation.

En application de la loi de 1968-1969, la législature provinciale a créé trois comités d'éducation confessionnelle distincts qui de concert avec les Conseils scolaires relevant de leurs compétences, sont chacun comptables de l'administration du système d'éducation dans la province: le Comité d'éducation catholique romaine, le Comité d'éducation pentecostale et, réunissant toutes les autres sectes religieuses de la province, le Comité d'éducation intégrée.

Au cours de l'année scolaire 1979-1980, le système scolaire confessionnel de la province a procuré des services éducatifs à quelque 150 382 élèves en faisant appel à 7 731 enseignants dans quelque 660 écoles de Terre-Neuve et du Labrador. Selon le recensement canadien de 1971, voici la répartition des affiliations religieuses de la population de la province:

DENOMINATION	PERCENTAGE
Roman Catholic	36.6
Anglican	27.7
United Church	19.5
Salvation Army	7.9
Pentecostal	5.5
Presbyterian	0.6
Jehovah's Witnesses	0.4
Baptist	0.2
Lutheran	0.2
Other	1.1
No Religion	0.4

Thus, approximately 97% of the population of the Province is affiliated with the major denominational groups recognized in law for educational purposes.

That the education system of Newfoundland is a public school system denominationally based is made clear in The Schools Act (RSN 1970, c. 346). Section 63 provides:

"No School Board shall refuse admission to any school under its control to any child solely on the ground that that child is of a religious faith which is not the denomination or one of the denominations of the school if there is no school of his own religious persuasion reasonably available to him."

Section 64 provides:

"No person shall, in any college or school aided by money granted under this Act, impart to any child attending it any religious instruction which may be objected to, in writing, by the parent or guardian of that child."

The latter provision was first enacted into the educational legislation of Newfoundland in 1876 and has been re-enacted in all such succeeding legislation; in 104 years, there is no instance on record of this provision of the Act ever having been violated by any school in Newfoundland.

When the terms of the union of Newfoundland with Canada were negotiated in 1948, great care was taken by those negotiating on behalf of Newfoundland to ensure that the historic denominational rights in education in Newfoundland would be fully recognized, protected and strongly entrenched in the Constitution of Canada. Term 17 of the Terms of Union is the result. It would not be an exaggeration to say, so important was the issue in the minds of Newfoundlanders, that the absence of a Term 17 might well have resulted in a majority of Newfoundlanders voting in the second referendum not to enter into union with Canada.

The Terms of Union of Newfoundland with Canada (British North America Act, 1949, 12-13 Geo. VI, c. 63, U.K.) constitute a contract, a covenant, between sovereign peoples, and carry great solemnity as a consequence. These terms should not be repealed, altered, amended or prejudicially affected by other legislation save by mutual consent; this is especially true of Term 17, which strongly entrenched denominational rights in education in Newfoundland by providing that the Legislature of Newfoundland would not have authority to make laws

SECTES	POURCENTAGE
Catholique romaine	36.6
Anglicane	27.7
Église unie	19.5
Armée du salut	7.9
Pentecostale	5.5
Presbytérienne	0.6
Témoins de Jéhova	0.4
Baptiste	0.2
Luthérienne	0.2
Autres	1.1
Sans religion	0.4

Ainsi, quelque 97 p. 100 des habitants de la province sont affiliés aux principaux groupes confessionnels reconnus dans la loi aux fins d'éducation.

La Loi sur les écoles (RSN 1970, c. 346) stipule que le système d'éducation de Terre-Neuve est un système d'écoles publiques. L'article 63 stipule ce qui suit:

«Aucune commission scolaire ne doit refuser à un enfant quel qu'il soit l'accès à n'importe quelle école relevant de sa compétence pour la seule raison que la croyance religieuse de ce dernier ne correspond pas à la secte religieuse ou à une des sectes religieuses de l'école si pour des motifs raisonnables, il est impossible que cet enfant fréquente une école de sa propre appartenance religieuse.»

L'article 64 prévoit ce qui suit:

«Personne ne doit, dans tout collège ou école bénéficiant d'une subvention aux termes de la présente Loi, prodiguer à un enfant fréquentant cette institution, un enseignement religieux auquel peut s'opposer par écrit les parents ou le gardien de cet enfant.»

Cette dernière disposition a été insérée en 1876 dans la Loi de l'éducation de Terre-Neuve et l'a été de nouveau dans toutes les lois successives; en 104 ans, d'après les archives, cette disposition de la Loi n'a jamais été violée par une école de Terre-Neuve.

Lorsque les conditions de l'union de Terre-Neuve avec le Canada ont été négociées en 1948, les parties à cette négociation ont pris soin, au nom de Terre-Neuve, de s'assurer que les droits confessionnels historiques dans le domaine de l'éducation seraient entièrement reconnus, protégés et enchâssés dans la constitution de Canada. L'article 17 des conditions de l'Union en est le résultat. Il ne serait pas exagéré de dire, compte tenu de l'importance que revêt la question pour les Terre-neuviens, que l'absence de cet article aurait peut-être poussé la plupart des Terre-neuviens à voter contre l'Union de Terre-Neuve avec le Canada lors du deuxième référendum.

Les conditions de l'Union de Terre-Neuve au Canada (Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1949, 12-13 George VI, c. 63, R.-U.) constituent un contrat, une entente, entre peuples souverains et revêtent donc un caractère vraiment solennel. Ces conditions ne peuvent être abrogées, modifiées, ni altérées par aucun texte législatif sans l'échange préalable de consentements mutuels; ce principe est d'autant plus vrai dans le cas de la condition 17, qui affirme les droits relatifs aux écoles confessionnelles en matière d'éducation à Terre-Neuve en

prejudicially affecting any right or privilege with respect to denominational schools, common (amalgamated) schools or denominational colleges "that any class or classes of persons have by law in Newfoundland at the date of Union" and further provided for the allocation of public funds for education on a non-discriminatory basis. Term 17 is as follows:

Education

17. In lieu of section ninety-three of the British North America Act, 1867, the following Term shall apply in respect of the Province of Newfoundland:

In and for the Province of Newfoundland the Legislature shall have exclusive authority to make laws in relation to education, but the Legislature will not have authority to make laws prejudicially affecting any right or privilege with respect to denominational schools, common (amalgamated) schools, or denominational colleges, that any class or classes of persons have by law in Newfoundland at the date of Union, and out of public funds of the Province of Newfoundland provided for education

(a) all such schools shall receive their share of such funds in accordance with scales determined on a non-discriminatory basis from time to time by the Legislature for all schools then being conducted under authority of the legislature; and

(b) all such colleges shall receive their share of any grant from time to time voted for all colleges then being conducted under authority of the Legislature, such grant being distributed on a non-discriminatory basis.

In the same year, 1949, the Parliament of the United Kingdom passed the British North America (No. 2) Act (13 Geo. VI, c. 81) which added a new class to section 91 of the British North America Act, 1867. Section 91 is the section of the B.N.A. Act which sets forth the powers of the Parliament of Canada. The 1949 amendment to section 91 is as follows:

1. Section ninety-one of the British North America Act is hereby amended by renumbering Class 1 thereof as Class 1A and by inserting therein immediately before that Class that following as Class 1:

"1. The amendment from time to time of the constitution of Canada, except as regards matters coming within the classes of subjects by this Act assigned exclusively to the Legislatures of the provinces, or as regards rights or privileges by this or any other Constitutional Act granted or secured to the Legislature or the Government of a province, or to any class or persons with respect to schools or as regards the use of the English or the French language or as regards the requirements that there shall be a session of the Parliament of Canada at least once each year, and that no House of Commons shall continue for more than five years from the day of the return of the

prévoyant que l'assemblée législative de Terre-Neuve n'a pas le pouvoir d'adopter des lois portant atteinte aux droits ou privilèges conférés relativement aux écoles confessionnelles, aux écoles communes (fusionnées) ou aux collèges confessionnels, droits ou privilèges «que la loi, à la date de l'Union, conférerait dans Terre-Neuve à une ou plusieurs catégories de personnes» et en prévoyant en outre l'affectation de deniers publics à l'éducation sur une base exempte de différenciation injuste. Cette condition 17 se lit comme suit:

Enseignement

17. En ce qui concerne la province de Terre-Neuve, la clause suivante devra s'appliquer au lieu de l'article quatre-vingt-treize de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867:

Dans la province de Terre-Neuve et pour ladite province la Législature aura le pouvoir exclusif d'édicter des lois à l'enseignement, mais la Législature n'aura pas le pouvoir d'adopter des lois portant atteinte aux droits ou privilèges que la loi, à la date de l'Union, conférerait dans Terre-Neuve à une ou plusieurs catégories de personnes relativement aux écoles confessionnelles, aux écoles communes (fusionnées) ou aux collèges confessionnels, et, à même les deniers publics de la province de Terre-Neuve affectés à l'enseignement

a) toutes semblables écoles recevront leur part desdits deniers conformément aux barèmes établis à l'occasion par la Législature, sur une base exempte de différenciation injuste, pour les écoles fonctionnant alors sous l'autorité de la Législature; et

b) tous semblables collèges recevront leur part de toute subvention votée à l'occasion pour les collèges fonctionnant alors sous l'autorité de la Législature, laquelle subvention devra être distribuée sur une base exempte de différenciation injuste.

La même année, soit en 1949, le Parlement du Royaume-Uni adopte l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (N° 2) (13 George VI, c. 81) qui ajoute une nouvelle catégorie à l'article 91 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867. Cet article 91 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique définit les pouvoirs du Parlement du Canada. Voici la modification apportée en 1949 audit article 91:

1. L'article quatre-vingt-onze de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, est modifié par la désignation de la catégorie 1 comme catégorie 1A et par l'insertion, immédiatement avant cette catégorie, de la catégorie 1 suivante:

«La modification, de temps à autre, de la constitution du Canada, sauf en ce qui concerne les matières rentrant dans les catégories de sujets que la présente loi attribue exclusivement aux législatures des provinces, ou en ce qui concerne les droits ou privilèges accordés ou garantis, par la présente loi ou par toute autre loi constitutionnelle, à la législature ou au gouvernement d'une province, ou à quelque catégorie de personnes en matière d'écoles, ou en ce qui regarde l'emploi de l'anglais ou du français, ou les prescriptions portant que le parlement du Canada tiendra au moins une session chaque année et que la durée de chaque chambre des communes sera limitée à cinq

Writs for choosing the House; provided, however, that a House of Commons may in time of real or apprehended war, invasion or insurrection be continued by the Parliament of Canada if such continuation is not opposed by the votes of more than one-third of the members of such House. (Emphasis added).

This, the B.N.A. Act, as amended in 1949, made it clear that the Parliament of Canada had no authority to amend the Constitution of Canada insofar as any such amendment would relate to matters affecting "any class of persons with respect to schools."

Since 1949, then, denominational rights in Newfoundland have been strongly entrenched in that the Legislature of Newfoundland has no authority "to make laws prejudicially affecting any right or privilege with respect to denominational schools..." etc., and the Parliament of Canada has no right to amend the constitution in any way that would affect "any class of persons with respect to schools."

It is realized, of course, that these entrenchments are not totally sacrosanct in that the British Parliament could be asked, at any time prior to repatriation of the Constitution of Canada, to amend the B.N.A. Act to change these safeguards but, from a practical point of view, it is unlikely that any such request would be made in specific terms. Unless the United Kingdom Parliament was asked, and agreed, to change the existing legislation, the only bodies having legislative authority in the matter, the Parliament of Canada and the Legislature of Newfoundland, are now both specifically precluded by the B.N.A. Act from exercising any legislative jurisdiction in the area, a total exclusion in the case of the Parliament of Canada and a partial exclusion in the case of the Legislature of Newfoundland in that the Legislature, while it has authority and jurisdiction to enact laws relating to education, is expressly precluded from enacting legislation which would prejudicially affect denominational rights in education.

While denominational "rights and privileges" in education now held in Newfoundland are not enumerated in any detail in the statutes, they certainly include the following:

- a) the right of the denominational school system to exist and to continue its work;
- b) the right of the denominations to preserve and promote their interests and fundamental rights in education;
- c) the right to provide and operate schools in accordance with the spiritual and religious tenets of the denominational groups;
- d) the right to non-discriminatory allocations of public funds for education.

Quite clearly, a number of concomitant rights and privileges derived from both law and practice flow from each of such

années, depuis le jour du rapport des brefs ordonnant l'élection de cette chambre; toutefois, le parlement du Canada peut prolonger la durée d'une chambre des communes en temps de guerre, d'invasion ou d'insurrection, réelles ou appréhendées si cette prolongation n'est pas l'objet d'une opposition exprimée par les votes de plus du tiers des membres de ladite chambre.» (C'est nous qui soulignons.)

Ainsi, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, modifié en 1949, précise bien que le Parlement du Canada n'a pas le pouvoir de modifier la Constitution du Canada en ce qui concerne des questions touchant «les droits ou privilèges accordés à quelque catégorie de personnes en matière d'écoles».

Depuis 1949 donc, les droits conférés en matière d'écoles confessionnelles à Terre-Neuve ont été bien respectés du fait que le Parlement de Terre-Neuve n'a pas le pouvoir d'adopter des lois portant atteinte aux droits ou privilèges... conférés relativement aux écoles confessionnelles..., et que le Parlement du Canada n'a pas le droit de modifier la Constitution d'une manière qui porterait atteinte aux droits ou privilèges accordés ou garantis à quelque catégorie de personnes en matière d'écoles.

Il est bien certain que ces dispositions inscrites dans la Constitution ne sont pas sacro-saintes, et que le Parlement britannique pourra être invité, antérieurement au rapatriement de la Constitution au Canada, à modifier l'Acte de l'Amérique du Nord britannique pour changer ces garanties, mais, du point de vue pratique, il est peu probable que cette demande soit présentée dans des termes bien définis. A moins que le Parlement du Royaume-Uni soit invité à modifier la loi actuelle et consente à le faire, les seuls organismes qui détiennent un pouvoir législatif en la matière, à savoir le Parlement du Canada et l'assemblée législative de Terre-Neuve, sont actuellement, aux termes de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, tous deux dans l'impossibilité d'exercer une compétence législative dans ce domaine: il s'agit d'une exclusion totale dans le cas du Parlement du Canada et d'une exclusion partielle dans le cas de l'Assemblée législative de Terre-Neuve, en effet, cette dernière bien qu'elle ait le pouvoir et la compétence d'adopter des lois en matière d'éducation, se voit expressément interdire la possibilité d'adopter des textes législatifs qui porteraient atteinte aux droits et privilèges reconnus aux écoles confessionnelles en matière d'éducation.

Bien que les «droits et privilèges» en matière d'éducation actuellement reconnus à Terre-Neuve ne soient pas énumérés de façon bien précise dans les lois, ils incluent:

- a) le droit du système scolaire confessionnel d'exister et de poursuivre son œuvre;
- b) le droit des groupes confessionnels de protéger et de promouvoir leurs intérêts et leurs droits fondamentaux en matière d'éducation;
- c) le droit de fournir et de maintenir des écoles en conformité des principes spirituels et religieux des groupes confessionnels;
- d) le droit de bénéficier, sur une base exempte de différenciation injuste, de crédits provenant des deniers publics affectés à l'enseignement.

Il est bien clair qu'un certain nombre de droits et privilèges connexes dérivant du droit et de la pratique se rattachent à

fundamental "rights" (eg. establishment and alteration of school district boundaries, appointment of school board members, certification and employment of teachers, religious education programmes, etc.).

At a meeting of the Joint Executive of the Denominational Education Committees held on November 14, 1980, a sub-committee consisting of Archbishop A. L. Penney, D.D., (Chairman); the three Executive Secretaries: Mr. M. Riggs, Integrated Education Committee, Dr. J. K. Tracey, Catholic Education Committee, Pastor A. E. Batstone, Pentecostal Education Committee; and Mr. J. J. Greene, Q.C., was set up to make representation to the appropriate authorities concerning the continued entrenchment of rights and privileges with respect to denominational schools as now exist in law in the Province of Newfoundland.

The mandate of this sub-committee is to seek to have the Canadian Constitution 1980 afford protection for the rights and privileges with respect to denominational schools to no lesser extent that these are now protected in the Constitution of Canada for the Province of Newfoundland and Labrador.

2. Part I of The Constitution Act, 1980:

Canadian Charter of Rights and Freedoms

Introduction:

The proposal to entrench a Charter of Rights and Freedoms in the new Constitution of Canada has ramifications which raise considerable concerns of the Denominational Educational Committees of Newfoundland. As noted in the first section of this Brief, the educational system in Newfoundland has had from its very inception strong ties with organized religion and its denominational character is not only perceived as being fundamental to the system itself but is also seen as an integral component of the very social fabric of our province. From the fact, as earlier noted, that approximately 97% of the population of the Province of Newfoundland is affiliated with the major denominational groups recognized in law for education purposes, there is widespread acceptance of the present system. Implicit in this acceptance is the desire to retain and preserve that system. However, it is feared that the proposed Charter of Rights and Freedoms as presently structured may, if entrenched, prove detrimental to the very survival of the denominational public school system in Newfoundland. While recognizing that the guarantee of "freedom of religion" and "freedom of conscience" and the other rights and freedoms set forth in the Charter will inevitably work to the advantage of individuals in Canadian society, those citizens who today enjoy entrenched group rights under the Constitution have serious concerns and reservations about effects which the guarantee of such fundamental rights and freedoms to individuals will have on the integrity of the denominational education system. The Denominational Education Committees express grave reservations about the effects in the future, if amendments to Part I of the Constitution Act, 1980, are not made.

chacun de ces droits «fondamentaux» (par exemple l'établissement et la modification des limites des districts scolaires, la nomination des membres des conseils scolaires, l'attestation et l'embauchage de professeurs, les programmes d'enseignement religieux et autres questions).

Lors d'une réunion de l'exécutif mixte du Comité de l'éducation confessionnelle qui s'est déroulée le 14 novembre 1980, un sous-comité composé de l'Archevêque A. L. Penney, D.D. (président), de trois secrétaires exécutifs: M. M. Riggs, Comité de l'enseignement intégré; M. J. K. Tracey, Comité de l'enseignement catholique, et le pasteur A. E. Batstone, du Comité de l'enseignement de la Pentecôte, ainsi que M. J. J. Greene, c.r., a été constitué pour soumettre des propositions aux autorités concernées relativement au maintien des droits et privilèges reconnus aux écoles confessionnelles tels qu'ils sont actuellement établis dans les lois de la province de Terre-Neuve.

Le mandat de ce sous-comité consiste à veiller à ce que la Constitution canadienne de 1980 protège les droits et privilèges relatifs aux écoles confessionnelles tout autant que les garantit la Constitution du Canada à la province de Terre-Neuve et au Labrador.

2. Partie I de la Loi constitutionnelle de 1980:

Charte canadienne des droits et libertés

Introduction:

Le Comité de l'éducation confessionnelle de Terre-Neuve se préoccupe grandement des conséquences de la proposition visant à inscrire une Charte des droits et libertés dans la nouvelle Constitution du Canada. Comme on le souligne dans le premier paragraphe du présent mémoire, le système scolaire de Terre-Neuve possède depuis ses débuts des liens solides avec la religion officielle et son caractère confessionnel est considéré non seulement comme un aspect fondamental du système lui-même, mais aussi comme une composante de la société de notre province. Le système actuel est accepté par la majorité compte tenu du fait, comme nous l'avons déjà souligné, qu'environ 97% de la population de la province de Terre-Neuve appartiennent à l'un des principaux groupes confessionnels reconnus par la loi en ce qui touche à l'enseignement. Cette acceptation du système sous-tend le désir implicite que nourrissent les citoyens de cette province de le conserver. Toutefois, on craint que la Charte proposée des droits et libertés ne menace, si elle est inscrite dans la Constitution sous sa forme actuelle, la survie même du système scolaire public confessionnel dans Terre-Neuve. Bien qu'il soit de mise de reconnaître que les garanties touchant à la «liberté de religion» et à «la liberté de conscience» ainsi que les autres droits et libertés contenus dans la Charte profiteront inévitablement à la société canadienne, les citoyens à qui la Constitution actuelle confère des droits collectifs ont des réserves au sujet des conséquences que ces garanties auront sur le système scolaire confessionnel. Le Comité de l'éducation confessionnelle exprime de sérieuses réserves au sujet des conséquences futures de l'adoption de cette Charte si l'on n'apporte pas des modifications à la partie I de la Loi constitutionnelle de 1980.

Judicial Interpretation:

The ambiguity and uncertainty which pervade certain sections of the Charter may eventually give rise to judicial interpretations unforeseen and contrary to the intentions of the framers of the document. It is feared that such interpretations might erode the basic rights and privileges guaranteed to Newfoundland under Term 17 of the Terms of Union with Canada.

The enactment of the proposed Charter in a constitutional document of great authority will have a most wide-ranging effect on Canadian society. Among other important effects, it will give to the judges of this country the authority to declare unconstitutional, and, therefore, void and illegal, any action or inaction of any person, group or institution that the court considers to have interfered with any of the rights and freedoms enumerated in it.

An entrenched Charter would result in a shift of power from the Parliament of Canada to the Supreme Court of Canada, a body which is not subject to public pressure. As final arbiters, the Court would have the last say with regard to any legislation passed by Parliament. The only check upon the exercise of power by the Supreme Court would, in effect, be its own sense of self-restraint.

The American experiences vis-a-vis constitutional law affords us little encouragement as to the exercise of power by the judiciary. Professor Raoul Berger in his recent book, *Government by Judiciary*, (Harvard Univ. Press, 1977), in discussing the history of judicial decision-making in the area of the Fourteenth Amendment to the American Constitution, states as follows:

The court, it is safe to say, has flouted the will of framers of the American Bill of Rights and substituted an interpretation in flat contradiction of the original design . . . it has done this under cover of the so-called "majestic generalities" of the *Fourteenth* Amendment—"due process", "equal protection"—which it found "conveniently vague", without taking into account the limited aims those terms were meant to express. When Chief Justice Warren asserted that "we cannot turn back the clock to 1868", he in fact *rejected the framers' intention as irrelevant*. On that premise, the entire constitution merely has such relevance as the Court chooses to give to it, and the Supreme Court is truly a "continuing Constitutional Convention constantly engaged in revising the Constitution, a role clearly withheld from the Court. Such conduct impels one to conclude that the Justices are become a law unto themselves. P. 408. (Emphasis added).

A similar situation can also be gleaned from the example of Australia. In that country, which like Canada has strong roots in British tradition, an American style Bill of Rights has been "constitutionalized". Already, it is being invoked against denominational public schools on the grounds of separation of church and state. Further, one fundamental and extremely important distinction between the American Bill of Rights and the proposed Canadian Charter must be recognized.

Interprétation judiciaire:

L'ambiguïté qui caractérise certains articles de la Charte risque de donner lieu à ses interprétations judiciaires imprévues et contraires aux intentions des auteurs du document. On craint que ces interprétations ne portent atteinte aux droits et privilèges fondamentaux garantis à la province de Terre-Neuve aux termes de la condition numéro 17 des Conditions d'union avec le Canada.

L'inscription de la Charte proposée dans un document constitutionnel important aura de vastes conséquences sur la société canadienne. Cette Charte donnera notamment aux juges du pays l'autorité de déclarer que, toute action ou omission que le tribunal pourrait considérer comme portant atteinte aux droits et libertés de la Charte est inconstitutionnelle, c'est-à-dire nulle et illégale. Cette disposition s'appliquerait à tous les particuliers, groupes ou établissements.

En inscrivant la Charte dans la Constitution, le pouvoir dévolu jusqu'à maintenant au Parlement du Canada passerait entre les mains de la Cour suprême du Canada, organe qui n'est pas soumis aux pressions publiques. Ainsi, la Cour suprême aurait le dernier mot en ce qui concerne toute loi adoptée par le Parlement. La seule limite à l'exercice du pouvoir de la Cour suprême serait son propre sens de la mesure.

L'expérience américaine en matière de droit constitutionnel n'est pas de nature à nous rassurer au sujet de l'exercice du pouvoir par les tribunaux. M. Raoul Berger, dans son récent ouvrage intitulé *Government by Judiciary*, (Harvard Univ. Press, 1977) affirme ce qui suit au sujet des décisions judiciaires relatives au Quatorzième Amendement de la Constitution américaine:

On peut dire, sans risque de se tromper, que les tribunaux ont fait fi des intentions des auteurs de la Déclaration américaine des droits et leur ont substitué une interprétation qui est totalement contraire à l'intention première de la Déclaration. A cette fin, ils ont invoqué «les généralités imposantes» du Quatorzième Amendement, soit «la procédure légale régulière» et «l'égle protection» qu'ils ont trouvées commodément vagues sans tenir compte du but visé par l'utilisation de ces termes. Lorsque le juge en chef Warren a affirmé que «nous ne pouvons pas retourner en 1868», il affirmait que les intentions des auteurs n'étaient plus pertinentes. Par conséquent, toute la constitution n'est pertinente que dans la mesure où les tribunaux en décident ainsi, et la Cour suprême est véritablement «une convention constitutionnelle permanente» constamment en train de modifier la Constitution, rôle qui n'est clairement pas le sien. Ceci nous amène à conclure que les juges font maintenant la loi. Page 408. (Mots soulignés par nous.)

La situation est sensiblement la même en Australie. Dans ce pays où, comme au Canada la tradition britannique est vivace, une Déclaration des droits de type américain a été inscrite dans la Constitution. Déjà, on l'invoque contre les écoles publiques confessionnelles, sous prétexte que l'Église et l'État doivent être distincts. En outre, il convient de tenir compte d'une distinction fondamentale et extrêmement importante entre la Déclaration américaine des droits et la Charte canadienne proposée.

The U.S. Bill of Rights only prohibits the enactment of laws by Government abridging freedom of religion. Non-Governmental institutions and individuals are not prohibited. Thus, an institution in the United States, which is non-Governmental, cannot be, strictly speaking, guilty of infringing the constitutional right of freedom of religion of a U.S. citizen.

By contrast, the Charter would give to each individual Canadian the right of freedom of conscience and religion—not only as against governmental interference, but apparently as against all individuals, groups and organizations in Canadian society.

Thus it would be open to a Canadian citizen to argue that his rights of freedom of religion, conscience and free speech, etc. had been violated by a school board exercising denominational rights in education. Such a claim by a U.S. citizen would not be supported by the wording of the U.S. Bill of Rights.

The significance of this distinction vis-a-vis denominational schools in Canada is not easy to assess because the values of judges in future generations and the political climate years hence cannot now be assessed.

Since the Charter of Rights and Freedoms will be a law of parallel authority with the constitutional rights with respect to denominational schools, the Courts will have to decide how the two intermesh. As the proposal stands now, it is impossible to predict what policy choices the Courts will make in fixing the line of demarcation between denominational school rights on the one hand and the freedoms and liberties of individuals on the other hand. Where the line will be drawn is completely dependent on the policy choices which a majority of the judges of the Supreme Court of Canada make at the time that the particular issues are put before them.

Thus, the constitutional entrenchment of the Canadian Charter of Rights and Freedoms gives to the Courts of this and future generations the power to interpret the Constitution in novel and unexpected ways in light of the evolving value systems of Canadian society as interpreted and applied by the judge then presiding.

The "majestic generalities" of the Canadian Charter of Rights and Freedoms, as it presently stands, will leave considerable room for interpretation and, in future generations, reinterpretation of its provision.

It will be perfectly open to any Court to state that the British Parliament intended, by enacting Sections 2 and/or 15 of the Charter, that "reasonable limits" be placed on constitutional denominational school rights in the interest of the civil liberties of the individuals in Canadian society.

It is therefore evident that a very real danger exists if the Supreme Court of the land is put in position as the final arbiter and as a consequence becomes the law maker of our country. It is conceivable that, adopting Senator Forsey's reference to the Privy Council, the Supreme Court will become, whether or not by design, the "Stepfathers" of our new Constitution.

Mere intention, in the absence of clear and concise language aimed at the protection and preservation of denominational education rights and privileges, is not enough. Such absence of clarity and precision has provided the Courts with ample

La Déclaration américaine des droits n'interdit qu'au gouvernement d'adopter des lois restreignant la liberté de religion. Cette disposition ne s'applique pas aux établissements non gouvernementaux ni aux particuliers. Par conséquent, un établissement non gouvernemental des États-Unis ne peut pas, au sens strict, être reconnu coupable d'enfreindre le droit constitutionnel de liberté de religion d'un citoyen américain.

Par opposition, la Charte garantirait le droit de liberté de conscience et de religion de tous les Canadiens contre toute ingérence non seulement du gouvernement, mais, semble-t-il, des particuliers, des groupes et des organismes de la société canadienne.

Par conséquent, un citoyen canadien pourrait alléguer que ses droits à la liberté de religion, de conscience et d'expression ont été enfreints par un conseil scolaire appliquant des droits confessionnels en matière d'enseignement. En vertu de la Déclaration américaine des droits, un citoyen américain ne pourrait pas soutenir cet argument.

Il est difficile d'évaluer la situation en ce qui concerne les écoles confessionnelles au Canada parce qu'il est impossible d'établir la valeur des juges qui seront nommés dans l'avenir ainsi que le climat politique futur.

Vu que la Charte des droits et libertés sera une loi ayant autant de poids que les droits constitutionnels en ce qui touche les écoles confessionnelles, les tribunaux devront décider comment ces deux éléments s'imbriqueront. En vertu de la proposition actuelle, il est impossible de prévoir les choix de politique que les tribunaux devront faire afin de déterminer d'une part les droits des écoles confessionnelles, et, d'autre part, les droits et libertés des particuliers. Où la ligne de démarcation sera tracée dépend totalement des choix de politique que la majorité des juges de la Cour suprême du Canada feront au moment où ils seront saisis d'une question donnée.

Par conséquent, en enchâssant la Charte canadienne des droits et libertés dans la constitution, le Parlement confère aux tribunaux actuels et futurs le pouvoir d'interpréter la Constitution de façon nouvelle et inattendue en fonction de l'évolution des valeurs de la société canadienne comme les juges du moment les interpréteront et les appliqueront.

Les «généralités» imposantes de la Charte canadienne des droits et libertés sous sa forme actuelle, sont suffisamment vagues pour laisser place à l'interprétation et, dans l'avenir, à la réinterprétation de ses dispositions.

Tout tribunal pourra soutenir que le Parlement britannique voulait, en adoptant les articles 2 et 15 de la Charte, «limiter raisonnablement» les droits des écoles confessionnelles afin de protéger les libertés civiles des citoyens canadiens.

Il est donc clair qu'un véritable danger existe si la Cour suprême du Canada devient l'arbitre final et, par conséquent, le législateur du pays. On peut concevoir, en reprenant les propos du sénateur Forsey au sujet du Conseil privé, que les juges de la Cour suprême deviennent, délibérément ou non, les «beaux-pères» de la nouvelle Constitution.

Les bonnes intentions ne suffisent pas pour protéger et préserver les droits et privilèges des écoles confessionnelles. L'absence de dispositions claires et précises a permis aux tribunaux, à de nombreuses reprises depuis 1867, de réinter-

opportunity since 1867 to re-interpret the Constitution and in effect derogate from the original "intention" of the B.N.A. Act.

Consequently it is the view of the Denominational Education Committees of Newfoundland that every effort must be taken to ensure that the rights and privileges of denominational schools, now constitutionally entrenched, be explicitly mentioned and given full weight in the Charter of Rights. It is something of an anomaly that the rights and privileges recognized under Section 93 of the B.N.A. Act and its substitutes (Term 17 for Newfoundland), which are really specific rights regarding the free exercise of religion, are not recognized under the proposed Charter of Rights and Freedoms. Although the rights and freedoms enumerated therein do not pretend to be exhaustive; (see Section 24), they cover a wide range, including some very particular rights and freedoms, such as the analogous provisions regarding the educational rights of a linguistic minority. In fact, many of the provisions of the B.N.A. Act which respect matters that would be construed as general or minority rights have now been brought specifically under the Charter of Rights and Freedoms. Indeed, it may be possible that the rights and privileges recognized under Section 93 and its substitute provisions are the only such constitutional rights and freedoms not now guaranteed under the Charter.

It is significant to note that while the Constitution Act, 1980, makes specific reference in the Charter to most of the "classes of subjects" now enumerated in Section 91 of the B.N.A. Act, the one class of subjects, now in Section 91, which is not specifically dealt with in the Constitution Act, 1980, is the subject of "any class of persons with respect to schools".

It would appear only just, therefore, that a guarantee of recognized denominational educational rights and privileges should now be given under the Charter. This would accord such rights, as the Charter does for similar rights, a positive constitutional guarantee in the place of the constitutional recognition they now enjoy by virtue of the limitation of the legislative authority of the Provinces. Furthermore, to bring such rights and privileges under the Charter would avoid the possibility of a conflict of law between the provisions of the Charter and the provisions of Section 93 and its substitutes. It could also ensure that Section 93, etc. would be amended only in a manner similar to the Charter, which is one of the most stringently protected areas of the Constitution.

Specific Provisions of the Charter:

Section 2(a) of the proposed Charter provides that everyone has certain "fundamental freedoms" including "the freedom of conscience and religion". Section 15(1) provides that:

"Everyone has the right to equality before the law and to the equal protection of the law without discrimination because of . . . religion."

In neither of these Sections is there inserted a saving clause which would exempt certain groups now enjoying constitutional protection, eg. denominational rights in education now provided by Section 93 of the B.N.A. Act and its successor

préter la Constitution et de faire fi des intentions premières de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

Par conséquent, le Comité de l'éducation confessionnelle de Terre-Neuve considère qu'il faut tout mettre en œuvre pour veiller à ce que les droits et privilèges des écoles confessionnelles qui sont, actuellement, enchâssés dans la Constitution, soient explicitement mentionnés dans la charte des droits et qu'ils aient la même valeur que les autres droits et libertés. Il est étrange que des droits et privilèges reconnus par l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et par les articles en découlant (clause 17 pour Terre-Neuve), lesquels sont des droits précis sur la liberté de culte, ne sont pas reconnus dans le projet de charte des droits et libertés. Bien que les droits et libertés énumérés dans la charte comprennent également d'autres droits et libertés non expressément visés, (voir l'article 24), la charte comprend une vaste gamme de droits, y compris des droits et libertés très particuliers, notamment les dispositions concernant les droits à l'éducation d'une minorité linguistique. En fait, bon nombre des dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique portant sur des questions qui pourraient être considérées comme des droits généraux ou de la minorité, ont maintenant été précisées dans la charte des droits et libertés. De fait, il se pourrait même que les droits et libertés reconnus à l'article 93 et aux articles en découlant ne soient plus que les seuls droits et libertés constitutionnels qui ne sont pas garantis actuellement par la charte.

Il est intéressant de remarquer que, bien que la Loi constitutionnelle de 1980 fasse précisément référence dans la charte à la majorité des catégories de personnes énumérées à l'article 91 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, la seule catégorie de personnes figurant actuellement à l'article 91 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, non précisément visée par la loi constitutionnelle de 1980, est celle des écoles.

Par conséquent, il semblerait à tout le moins équitable que la charte garantisse les droits et privilèges reconnus à l'éducation confessionnelle. Cela conférerait à ces droits, comme la charte le fait pour des droits semblables, une garantie constitutionnelle en remplacement de la reconnaissance constitutionnelle actuelle donnée par les limites imposées au pouvoir législatif des provinces. En outre, en incluant ces droits et privilèges dans la charte, on éviterait un conflit juridique possible entre les dispositions de la charte et celles de l'article 93 et des articles en découlant. Cela assurerait également que l'article 93 et les articles en découlant ne seraient modifiés que d'une façon semblable à la charte, laquelle est un des domaines les mieux protégés de la Constitution.

Dispositions précises de la Charte:

Le paragraphe 2a) du projet de charte stipule que chacun a certaines libertés fondamentales, notamment les libertés de conscience et de religion. Le paragraphe 15(1) stipule que:

"Tous sont égaux devant la Loi et ont droit à la même protection de la loi, indépendamment de toute distinction fondée sur . . . la religion."

Aucun de ces paragraphes ne comporte une clause d'exception visant certains groupes déjà protégés par la Constitution, par exemple les droits à l'éducation confessionnelle prévus par l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et ses

amended versions for some of the Provinces—Term 17 for Newfoundland. This failure of the Charter to include saving clauses stands in strong contrast to comparable provincial legislation in Newfoundland. The Newfoundland Human Rights Code, (RSN 1970, c. 262), provides in Section 4(2) that:

“This Act shall be construed and interpreted so as to ensure that no provision thereof shall prejudicially affect any right or privilege with respect to denominational schools, common (amalgamated) schools or denominational colleges, that any class or classes of persons had by law in the province at the date of Union of Newfoundland with Canada, or any such right or privilege hereafter by law acquired by the Pentecostal Assemblies of Newfoundland.”

This provision operates to reaffirm Term 17 of the Terms of Union of Newfoundland with Canada; nothing as explicit is expressed in the proposed Charter of Rights and Freedoms.

It is possible that the Courts, applying Sections 2(a) and 15(1), might interpret them so as to limit or even abrogate the constitutional rights and privileges guaranteed by Term 17. This is especially so when Section 1 of the Charter is considered, the section providing that the rights and freedoms set out in the Charter are “subject only to such reasonable limits as are generally accepted in a free and democratic society with a parliamentary system of government.”

This Brief has already made the points that, in applying these sections, it will be open to the Court to hold that the British Parliament, in enacting these sections, “intended” that “reasonable limits” be placed on constitutional denominational rights in education in the interest of the civil liberties of individuals and that where the line will be drawn will be completely dependent on the policy choices which a majority of the judges of the Supreme Court of Canada make from time to time on particular issues before them.

Consequently, we repeat that every effort must be taken to make certain that the rights and privileges of denominational schools, now included in the Constitution, and intended to be continued by the Constitution Act, 1980, be explicitly mentioned and given full weight in the Charter of Rights.

Furthermore, it is vitally important to note that Section 25 of the Charter provides that any law that is inconsistent with the provisions of the Charter is, to the extent of such inconsistency, inoperative and of no force or effect.

Section 25 makes no reference to other provisions of the Canadian Constitution or to laws that are outside the Constitution. Thus, it is quite possible that the Courts might interpret Section 25 as being of paramount importance and thus capable of over-riding other provisions of the Constitution, including Section 93 of the B.N.A. Act and its successor amended versions for some of the Provinces; in the case of Newfoundland, Term 17.

As a result of adoption by the Courts of such canons of interpretation, any provision might be interpreted in the light of the standards of an individual's rights of “freedom of conscience and religion” (including the “freedom of the person

versions ultérieures modifiées pour certaines des provinces, soit la clause 17 pour Terre-Neuve. Cette absence d'exception dans la charte contraste grandement avec les textes législatifs provinciaux de Terre-Neuve. Le Code des droits de la personne de Terre-Neuve (RSN 1970, chapitre 262) prévoit, au paragraphe 4(2) que:

«La présente loi sera interprétée de façon qu'aucune de ces dispositions ne porte préjudice à quelque droit ou privilège se rapportant aux écoles confessionnelles, aux écoles communes (fusionnées) et aux collèges confessionnels et que toute catégorie de personne, à la date de l'Union de Terre-Neuve au Canada, avait juridiquement, ni à quelque droit ou privilège obtenu par la suite par les Pentecostal Assemblies de Terre-Neuve».

Cette disposition reprend ainsi la clause 17 des conditions de l'Union de Terre-Neuve au Canada; le projet de charte des droits et libertés en renferme aucune disposition aussi précise.

Il se pourrait que les tribunaux, en interprétant les paragraphes 2a) et 15(1) imposent des limites aux droits et privilèges constitutionnels garantis par la clause 17 ou même les annulent. Cela est d'autant plus possible que l'article 1 de la Charte prévoit que cette charte garantit les droits et les libertés «sous les seules réserves normalement acceptées dans une société libre et démocratique d'origine parlementaire».

Nous avons déjà fait valoir dans le présent mémoire qu'il est possible que les tribunaux, dans l'application de ces articles, statuent que le parlement britannique «voulait» que des «réserves normalement acceptées» soient formulées à l'égard des droits constitutionnels à l'éducation confessionnelle, dans l'intérêt des libertés civiles des personnes et ainsi, les «réserves acceptées» dépendront entièrement des choix politiques que fera la majorité des juges de la Cour suprême du Canada.

Par conséquent, nous demandons de nouveau que tout soit mis en œuvre pour que les droits et privilèges de l'éducation confessionnelle qui sont maintenant garantis par la Constitution et qui doivent être maintenus dans la loi constitutionnelle de 1980, soient explicitement mentionnés dans la charte des droits et qu'ils aient les mêmes valeurs que les autres droits et libertés.

En outre, il est également important de souligner que l'article 25 de la Charte rend inopérante les dispositions incompatibles de toute autre règle de droit.

L'article 25 ne fait pas référence aux autres dispositions de la Constitution du Canada, ni aux lois autres que la Constitution. Par conséquent, il serait possible que les tribunaux interprètent l'article 25 comme ayant préséance sur les autres dispositions de la Constitution, notamment l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et ses versions modifiées pour certaines provinces; dans le cas de Terre-Neuve, il s'agit de la clause 17.

Si les tribunaux adoptent de tels principes d'interprétation, toute disposition pourrait être interprétée à la lumière des normes des droits personnels de «la liberté de conscience et de religion» (y compris celle de n'avoir aucune religion) et d'une

who chooses to have no religion”) and of “equal protection of the law without discrimination because of . . . religion . . .”.

The inherent danger in such a wide interpretation is that individual rights such as freedom of religion and freedom of conscience might prevail over the freedom of organized religion to protect the denominational integrity of the educational system and to retain the rights and privileges recognized by law. As a result of such an interpretation, rights presently held, for example, by School Boards in relation to hiring policies and practices as well as certification of teachers would be severely jeopardized. Already, with regard to individual human rights, litigation has taken place in Alberta, British Columbia and Ontario, involving the relationship between constitutional denominational rights in education and provisions of provincial human rights laws. As a rule, at least at higher court levels, the primacy of the B.N.A. Act protection has been upheld, but this situation, however, would be quite different under the proposed Charter where all such rights would, at best, enjoy equal standing.

The Pepin-Robarts Task Force foresaw such problems and tried to deal with them by distinguishing “individual” rights and “group” rights, with priority to the former; “individual” would mean every Canadian; “group” would mean Canadian workers, Canadian Indians, Canadian denominations covered by a right of association. But these intellectual pigeon holes do not necessarily correspond to reality. Francophone rights, for example, are not merely individual or communal (self-determination); they are primarily historical. And so they would be the object of a specific, if limited, entrenchment, just as denominational rights have been since Confederation and should remain so.

It must be realized that no individual right or freedom exists in absolute terms. Some individual rights must give way to and be superceded by larger rights, that of “the greater good of the greatest number”; if there were otherwise, chaos would result and democracy would be imperiled.

Those who would wish to argue the adequacy of the proposed Charter of Rights would undoubtedly point to Section 24, which provides:

“The guarantee in this Charter of certain rights and freedoms shall not be construed as denying the existence of any other rights or freedoms that exist in Canada including any rights or freedoms that pertain to the native peoples of Canada.”

This section, it might be argued, gives considerable weight to the view that the existing constitutional protections afforded to denominational rights in education cannot be whittled away by claims made by litigants to the rights and or freedoms enumerated in the Charter.

However, inevitably the Courts will have to decide what the constitutional rights in education are in a particular situation and the bold enumeration of the rights and freedoms of Canadians in the Charter may very well affect what the Courts perceive the denominational education rights to have been *prior* to the Charter's enactment, rights which may well be assessed through a “filter” of values held by the judges of

«même protection de la loi, indépendamment de toute distinction fondée sur . . . la religion . . .».

Le danger inhérent à une interprétation aussi large est que les droits personnels tel que la liberté de religion et de conscience pourraient avoir préséance sur la liberté des groupes religieux organisés pour protéger la confessionnalité du système éducatif et conserver les droits et privilèges reconnus par la loi. Une telle interprétation pourrait remettre en question les droits qu'ont présentement les commissions scolaires d'établir leurs lignes directrices en matière d'embauche et de certification des enseignants. Pour ce qui est des droits de la personne, des litiges ont déjà eu lieu en Alberta, en Colombie-Britannique et en Ontario à propos de la relation entre les droits constitutionnels à l'éducation confessionnelle et les dispositions des lois provinciales sur les droits de la personne. En règle générale, à tout le moins dans les tribunaux supérieurs, la primauté de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique a été maintenue, mais la situation pourrait changer si le projet de charte était accepté; en effet, tous ces droits seraient sur un pied d'égalité.

La Commission Pepin-Robarts a prévu ces problèmes et a essayé de les régler en établissant une distinction entre les droits «de la personne» et les droits «des groupes», en accordant priorité aux droits de la personne; ainsi, «personne» comprend tous les Canadiens; «groupe» comprend les travailleurs canadiens, les Indiens du Canada, les groupes religieux du Canada qui ont le droit de s'associer. Mais ces classifications ne correspondent pas nécessairement à la réalité. Les droits des francophones, par exemple, ne sont pas simplement des droits individuels ou collectifs (droit à l'auto-détermination); ce sont principalement des droits historiques. Ils seraient donc l'objet d'une inscription qui devrait être précise si elle était limitée, tout comme les droits confessionnels le sont depuis la Confédération et devraient continuer à l'être.

Il est à noter que les droits ou libertés individuels, quels qu'ils soient, n'existent pas en termes absolus. Certains droits individuels doivent faire place à des droits plus vastes, pour le plus grand bien du plus grand nombre; autrement, ce serait le chaos, et la démocratie serait mise en péril.

Les partisans de la Charte des droits proposée feraient sans aucun doute valoir dans leur argumentation l'article 24, qui dit ceci:

«La présente Charte ne nie pas l'existence des droits et libertés qu'elle ne garantit pas expressément et qui existent au Canada, notamment les droits et libertés des peuples autochtones du Canada.»

On pourrait alléguer que cet article donne beaucoup de poids au point de vue selon lequel les garanties constitutionnelles existantes à l'égard des droits confessionnels dans l'enseignement ne peuvent être sapées par des prétentions aux droits ou libertés énoncés dans la Charte.

Toutefois, les tribunaux auront inévitablement à décider dans tel cas, de ce que sont les droits constitutionnels dans l'enseignement; aussi l'énumération des droits et libertés des Canadiens dans la Charte pourrait-elle influencer la perception qu'ont les Tribunaux de ce que les droits confessionnels dans l'enseignement était *avant* l'adoption de la Charte. De plus, ces droits pourraient être évalués à travers une «grille» de

future generations. This "filter" will be much influenced by a system of legal education giving the highest importance to the "majestic generalities" of the Charter—the supreme document of the Canadian Constitution proclaiming the most fundamental values of Canadian society.

As now drafted, Section 24 is too vague and uncertain to assuage the fears and concerns expressed in this Brief about the proposed Charter of Rights.

There has existed, and continues to exist, the unquestioned rights of the people of Newfoundland, or those who choose to exercise that right, to have their children educated in a system which, while following a normal academic program, is permeated throughout with the goal and intention of developing in the students taught in this denominational public school system the knowledge, love and practice of their particular faith. A distinctive characteristic of the education system in Newfoundland is the totality of education both in regard to truths communicated to students as well as the preoccupation with their complete growth and development for the society in which they live.

However, such a guaranteed right may not be allowed to continue. As noted earlier in this Brief, since the Charter of Rights and Freedoms will be a law of parallel authority with the constitutional rights under Section 93 (Term 17 for Newfoundland), the Courts will decide how the two intermesh. As the proposed Charter now stands, it is impossible to predict what policy decisions the Courts will make in fixing the line of demarcation.

We also note that Section 26 of the Declaration of Human Rights of the United Nations states that parents have the prior right to choose the kind of education they wish for their children. The Canadian Charter of Rights and Freedoms should state this fundamental right in clear and unambiguous language. Such a statement would allow parents to exercise their choice with freedom and with the necessary public funds to make such a choice practical and feasible.

Conclusion:

It must be remembered that the agreement which brought Newfoundland into the Canadian federation was a solemn covenant between two proud peoples. Paramount amongst the concerns of Newfoundlanders at that time was the safeguarding of their denominational public school system. Without such assurance, it is most unlikely that the Union would have been effected. To deny or jeopardize that guarantee, whether directly or by judicial interpretation in generations to come, is tantamount to a betrayal of trust.

Both the Prime Minister and the Minister of Justice have, in public statements, assured the people of Newfoundland that it is not intended that the constitution Act 1980 will adversely affect existing denominational rights in education, now constitutionally entrenched. The Denominational Education Committees of Newfoundland accept that statement of intention but respectfully submit that, in order to implement that intention in future practice so as to preserve intact the present group rights of denominational education, more explicit wording must be included in the proposed Charter of Rights.

valeurs par les juges des générations à venir, «grille» qui sera beaucoup influencée par un système d'enseignement juridique qui accorde préséance aux généralités de la Charte, document suprême de la Constitution canadienne proclamant les valeurs fondamentales de notre société.

Dans sa forme actuelle, l'article 24 est trop vague et incertain pour apaiser les craintes et inquiétudes exprimées dans le présent mémoire au sujet de la Charte des droits proposée.

Les habitants de Terre-Neuve ont encore le droit indiscutable de faire instruire leurs enfants dans un système qui, dans le cadre d'un programme scolaire normal, vise à donner aux élèves des écoles publiques confessionnelles la connaissance, l'amour et la pratique de leur foi particulière. Un trait distinctif du système éducatif de Terre-Neuve est sa globalité tant à l'égard des vérités communiquées aux élèves que du souci de leur croissance et de leur développement pour la société dans laquelle ils vivent.

Mais même s'il est garanti, ce droit pourrait être supprimé. En effet, comme nous l'avons fait remarquer plus haut, la Charte des droits et libertés fera autorité parallèlement aux droits constitutionnels visés à l'article 93 (paragraphe 17 en ce qui concerne Terre-Neuve); les tribunaux auront donc à écider de la façon dont les deux s'imbriquent. Et vu la forme actuelle de la charte proposée, il est impossible de prévoir quelles décisions les tribunaux prendront lorsqu'il s'agira de déterminer la ligne de démarcation.

En outre, l'article 26 de la Déclaration des droits de l'homme des Nations-Unies stipule que les parents ont le droit de choisir le type d'enseignement qu'ils veulent pour leurs enfants. La Charte canadienne des droits et libertés devrait énoncer ce droit fondamental de façon claire et non équivoque. Ainsi, les parents pourraient faire leur choix librement, et ils disposeraient des fonds publics nécessaires pour que ce choix soit faisable.

Conclusion:

Il faut se rappeler que l'accord par lequel Terre-Neuve s'est jointe à la fédération canadienne était une entente solennelle conclue entre deux peuples fiers. A cette époque, les habitants de Terre-Neuve se souciaient notamment de la sauvegarde de leur système d'écoles publiques confessionnelles. Sans l'assurance de cette sauvegarde, il est peu probable que l'union se serait faite. Nier ou menacer cette garantie, directement ou par une interprétation juridique des générations à venir, équivaudrait à une trahison.

Le Premier ministre et le ministre de la Justice ont, dans des déclarations publiques, assuré aux habitants de Terre-Neuve qu'on ne visait pas à ce que la Loi constitutionnelle de 1980 influe de façon négative sur les droits confessionnels dans l'enseignement actuellement inscrits dans la constitution. Le Comité de l'éducation confessionnelle de Terre-Neuve accepte cette déclaration d'intention, mais il soutient respectueusement que la charte des droits proposée doit être plus explicite afin d'assurer l'application de cette intention dans les pratiques futures, de manière à préserver les droits collectifs actuels en matière d'éducation confessionnelle.

Amendment Proposals:

For the consideration of the Special Joint Committee on the Constitution of Canada, we propose the following draft amendments for inclusion in appropriate places in Part I of the Constitution Act, 1980:

Any right or privilege with respect to denominational, separate or dissentient schools granted or secured under section 93 of the Constitution Act, 1867, (formerly named the British North America Act, 1867), as amended, or under any provision of the Constitution of Canada in substitution thereof, shall be a right or freedom guaranteed by the Canadian Charter of Rights and Freedoms.

The guarantee in this Charter of certain rights and freedoms shall not be construed or interpreted as abrogating or derogating from any right or privilege with respect to denominational, separate or dissentient schools granted or secured under section 93 of the Constitution Act, 1867 (formerly named the British North America Act, 1867), as amended, or under any provision of the Constitution of Canada in substitution thereof.

3. *Part V of The Constitution Act, 1980:*

Procedure for Amending Constitution of Canada

A further serious concern to the Denominational Education Committees of Newfoundland is the proposed procedure for future amendments to the Constitution of Canada. The proposed Constitution Act 1980 makes no specific change to the educational status quo of Newfoundland (but see the section of this Brief on the proposed Charter of Rights and Freedoms for our concerns about the effect of the Charter in its proposed form); however, the amending formulae proposed could well be used in future years to make actual changes to, impair, derogate from or even totally abrogate, Term 17.

It is the strong view of the Joint D.E.Cs. that any future amendments to the Constitution of Canada intended, directly or indirectly, to change, impair or abrogate Term 17 should be made only with the express consent of

1. The Senate and House of Commons;
2. The Legislature of Newfoundland; and
3. The denominations in Newfoundland which would be affected by the amendment.

As to the third consent referred to above, the Joint D.E.Cs. expresses its concern that an amendment to Term 17 not be used to affect the rights in denominational education of any one or more denomination out of the totality of the denominations now enjoying such rights without the consent of those denominations. By way of example, we hypothecate a situation where the legislature of Newfoundland, acting on the request of, let us say, some but not all of the denominations in Newfoundland now recognized for educational purposes, passed a resolution to amend Term 17 and requested the Parliament of Canada to effect such change. In such circumstances, we urge that provision be made in the Constitution to the effect that such changes would affect only those denominations which agreed to such changes, leaving intact the rights of any denominations which did not wish such changes to be made.

Propositions d'amendement:

Nous soumettons au Comité mixte spécial sur la Constitution du Canada les amendements suivants, à inclure aux endroits appropriés, dans la partie 1 de la loi constitutionnelle de 1980:

Tout droit ou privilège à l'égard des écoles confessionnelles, séparées ou dissidentes accordés par l'article 93 de la loi constitutionnelle de 1867 (anciennement appelée Acte de l'Amérique du Nord Britannique de 1867), dans sa forme modifiée, ou par toute disposition de la Constitution du Canada qui le remplace, est garanti par la charte canadienne des droits et libertés.

Dans la présente charte, la garantie de certains droits et libertés ne peut s'interpréter comme abrogeant (ou comme en dérogeant) un droit ou privilège relatif aux écoles confessionnelles, séparées ou dissidentes accordé par l'article 93 de la loi constitutionnelle de 1867 (anciennement appelée Acte de l'Amérique du Nord Britannique de 1867), dans sa forme modifiée, ou par toute disposition de la Constitution du Canada qui le remplace.

3. *Partie V de la Loi constitutionnelle de 1980:*

Procédure de modification de la Constitution du Canada

Le Comité de l'éducation confessionnelle de Terre-Neuve a également de sérieuses préoccupations concernant la procédure de modification de la Constitution du Canada proposée. La Loi constitutionnelle de 1980 proposée ne modifie en rien le statu quo éducatif de Terre-Neuve (voir toutefois la partie du présent mémoire concernant la Charte des droits et libertés proposée pour ce qui est de nos préoccupations quant à l'effet de la charte dans sa forme actuelle); cependant, les formules de modification proposées pourraient très bien servir dans l'avenir à modifier, à diminuer et même à abroger le paragraphe 17, ou encore à en déroger.

Les C.E.C. mixtes estiment que toute modification future de la Constitution du Canada visant, directement ou indirectement, à modifier, à diminuer ou à abroger le chapitre 17 ne devrait être apportée qu'avec l'assentiment exprès:

1. Du Sénat et de la Chambre des communes;
2. De l'Assemblée législative de Terre-Neuve; et
3. Des confessions terre-neuviennes qui seraient touchées par la modification.

Les C.E.C. mixtes insistent pour qu'une modification du paragraphe 17 ne serve pas à influencer sur les droits à l'éducation confessionnelle d'une ou de plusieurs confessions parmi toutes celles qui jouissent actuellement de ces droits sans l'assentiment de celles-ci. A titre d'exemple, supposons que selon l'assemblée législative de Terre-Neuve, agissant au nom de quelques uns, mais non de tous les groupes confessionnels de son territoire reconnus comme tels aux fins de l'éducation, adoptait une résolution visant à modifier le paragraphe 17 et demandait au Parlement du Canada d'apporter la modification. Dans ces circonstances, nous demandons qu'il soit prévu dans la Constitution que ces modifications touchent uniquement les groupes confessionnels en faveur des modifications et que les droits des autres confessions demeurent intacts.

If the amendments to Part I: Canadian Charter of Rights and Freedoms proposed by Joint D.E.Cs. in an earlier section of this Brief, whereby Section 93 or substitute denominational rights in education (Terms 17 for Newfoundland) would be stated to be rights or freedoms guaranteed by the Charter, are accepted, we suggest for the consideration of the Special Joint Committee on the Constitution of Canada a new sub-section *(h)* to the proposed Section 50 which would bring Section 93 and its substitutes (Term 17 for Newfoundland) under the strictest provisions for amendment in the Constitution Act 1980, namely:

50. An amendment to the Constitution of Canada relation to the following may be made only in accordance with a procedure prescribed by Section 41 or 42:

(h) Section 93 of the Constitution Act, 1867, (Formerly named the British North America Act, 1867) as amended, and any provision of the Constitution of Canada in substitution thereof, provided always that no amendment in relation to this matter shall apply to any province unless it is authorized by resolution of the legislative assembly of that province, and provided further that no amendment in relation to this matter shall apply to any class of persons having rights and privileges in relation thereto in that province without the consent of any such class of persons.

If the amendment to the Charter, proposed earlier in this Brief, is not made, the Joint D.E.Cs. suggest for consideration the addition of a new part to Section 50 of the Constitution Act 1980 to provide that:

An amendment to Section 93 of the Constitution Act, 1867, (formerly named the British North America Act, 1867), as amended, or to any provision of the Constitution of Canada in substitution thereof, may be made only by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada where so authorized by resolutions of the Senate and House of Commons and by resolutions of the legislative assembly of each province, provided that no amendment in relation to this matter shall apply to any class of persons having rights and privileges in relation thereto in a province without the consent of any such class of persons.

If neither of the foregoing amendments to Section 50 of the Constitution Act 1980 is accepted (either because the Charter is not amended as proposed by the Joint D.E.Cs. or for other reasons), we propose, as a further alternative, that Section 43 only of the Constitution Act 1980 be used to amend Section 93 of the Constitution Act 1867 and substitute provisions (Term 17 for Newfoundland), i.e. that neither Sections 41 and 42 be used for that purpose.

It can be argued that the intention is that Section 43, and that Section only, would be used where the amendment proposed would be "in relation to any provision that applies to one or more, but not all, provinces" and that an amendment to the

Si l'on accepte les modifications à la Partie I: Charte canadienne des droits et libertés, proposées plus haut par les comités mixtes de l'éducation confessionnelle, modifications selon lesquelles l'article 93 ou d'autres dispositions le remplaçant (l'article 17 des Conditions de l'Union de Terre-Neuve) seraient établis à titre de droits ou de libertés garantis par la Charte, nous proposons au Comité mixte spécial sur la Constitution du Canada d'ajouter un nouvel alinéa *h)* à l'article 50 du projet de résolution lequel assujettirait l'article 93 et les dispositions qui le remplacent (l'article 17 des Conditions de l'Union de Terre-Neuve) aux mesures rigoureuses concernant la procédure de modification prévue dans la loi sur la Constitution de 1980, notamment:

50. Toute modification de la Constitution du Canada portant sur les questions suivantes se fait selon la procédure visée aux articles 41 ou 42:

h) l'article 93 de la Loi sur la Constitution, 1867, (anciennement appelée l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867), tel que modifié, et toute disposition de la Constitution du Canada le remplaçant, pourvu que aucune modification portant sur cette question ne s'applique à une province à moins qu'elle ne soit autorisée par des résolutions de l'Assemblée législative de la province, et pourvu que aussi, aucune modification portant sur cette question ne s'applique à une catégorie de personnes de cette province ayant des droits et des privilèges en la matière sans qu'elle y consente.

Dans le cas où la modification de la Charte proposée plus haut ne serait pas apportée, les comités mixtes de l'éducation confessionnelle de Terre-Neuve proposent qu'on considère l'ajout d'une nouvelle partie à l'article 50 de la loi sur la Constitution de 1980 pour que:

Les dispositions de l'article 93 de la loi sur la Constitution, 1867, (anciennement appelée l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867), tel que modifié, ou toute disposition de la Constitution du Canada remplaçant l'article 93, puissent être modifiées uniquement par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, lorsque la modification est autorisée par des résolutions du Sénat et de la Chambre des communes et des résolutions de l'Assemblée législative de chaque province, pourvu qu'aucune modification portant sur cette question ne s'applique à une catégorie de personnes de la Province ayant des droits et des privilèges en la matière sans qu'elle y consente.

Si aucune des modifications précédentes à l'article 50 de la loi sur la constitution de 1980 n'est acceptée (soit parce que la Charte n'est pas modifiée tel que proposé par les comités mixtes de l'éducation confessionnelle de Terre-Neuve, soit pour d'autres raisons), nous proposons comme solution de rechange, que seul l'article 43 de la loi sur la constitution de 1980 serve à modifier l'article 93 de la loi de la constitution de 1867 et des dispositions la remplaçant (le paragraphe 17 pour Terre-Neuve), c'est-à-dire que ni l'article 41, ni l'article 42, ne soient utilisés à cette fin.

Cette mesure aurait pour but de faire en sorte que seul l'article 43 soit utilisé pour apporter des modifications «à toute disposition applicable à certaines provinces seulement» et qu'une modification de l'article 93 et des mesures qui le

said Section 93 and its substitutes would be such a provision. With respect, it is the opinion of the Joint D.E.Cs. that such an intention is unclear and ambiguous on the present wording of Section 43. To make it clear and put it beyond doubt that neither Section 41 or Section 42 could be used, for example, to amend or repeal Term 17 of the Terms of Union of Newfoundland with Canada (i.e. might be amended or repealed without the specific authority of the Newfoundland Legislature), we would propose that Section 43 be amended to read:

43. Notwithstanding Section 41 and 42, an amendment to the Constitution of Canada in relation to any provision that applies to one or more, but not all, provinces may be made **ONLY** by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada where so authorized by resolutions of the Senate and House of Commons and of the legislative assembly of each province to which the amendment applies.

The Joint D.E.Cs. are also somewhat concerned with the proposed wording of Section 47, and, while realizing that the intent of the section is to make it clear that the Constitution of Canada is not "writ in stone" and that the amending formulae now proposed may themselves in future be changed, ask that consideration be given to adding wording to make it clear that any future changes to Section 43 (which deals with amendments "in relation to any provision that applies to one or more, but not all, provinces") would only apply to such of the provinces whose Legislatures authorized such change by resolution.

Finally, the Joint D.E.Cs. of Newfoundland are concerned with section 49 of the Constitution Act, 1980:

49. Subject to section 50, the legislature of each province may exclusively make laws amending the constitution of the province.

A possible interpretation of section 49 might be that it empowers a Provincial Legislature to amend, impair or repeal section 93 of the Constitution Act, 1867 (formerly named the British North America Act, 1867) or the relevant substitute in a particular Province (Term 17 in Newfoundland). To preclude such an interpretation, we recommend that the proposed Section 49 by re-numbered section 49(1) and that the following be added:

49(2) This section shall not be deemed to authorize an amendment to section 93 of the Constitution Act, 1867 (formerly named the British North America Act, 1867), as amended, or any other provision in substitution thereof.

4. Pentecostal Education System in Newfoundland:

Request for Amendment to Term 17 of the Terms of Union of Newfoundland with Canada.

remplacerait constituerait une telle disposition. Selon l'humble avis des comités mixtes de l'éducation confessionnelle de Terre-Neuve, le libellé actuel de l'article 43 n'exprime pas clairement et sans ambiguïté cette intention. Pour qu'il soit parfaitement clair que ni l'article 41 ni l'article 42 ne servent, par exemple, à modifier ou abroger l'article 17 des Conditions de l'Union de Terre-Neuve au Canada (c'est-à-dire qui peut être modifié ou abrogé sans l'autorisation spécifique de l'Assemblée législative de Terre-Neuve), nous proposerions de modifier le libellé de l'article 43 de la façon suivante:

43. Nonobstant les articles 41 et 42, les dispositions de la Constitution du Canada applicables à certaines provinces seulement peuvent être modifiées **UNIQUEMENT** par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par des résolutions du Sénat, de la Chambre des communes et de l'Assemblée législative de chaque province à laquelle la modification s'applique.

Les comités mixtes de l'éducation confessionnelle de Terre-Neuve s'inquiètent aussi un peu du libellé de l'article 47 et, tout en étant conscients que cet article vise à démontrer clairement que la Constitution du Canada n'est pas gravée dans la pierre et que les formules d'amendement que l'on propose maintenant peuvent être changées aussi, ils demandent qu'on songe à préciser clairement que toute nouvelle modification à l'article 43 qui traite de modifications («applicables à certaines provinces seulement») toucherait seulement les provinces dont l'Assemblée législative aurait autorisé la modification par voie de résolution.

Enfin, les Comités mixtes de l'éducation confessionnelle de Terre-Neuve ont des réserves au sujet de l'article 49 de la loi sur la constitution de 1980:

49. Sous réserve de l'article 50, la législature de chaque province a compétence exclusive pour modifier la constitution de celle-ci.

L'article 49 pourrait être interprété comme étant une disposition habilitant une assemblée Législative provinciale à modifier, contourner ou supprimer l'article 93 de la loi de la constitution, 1867, (anciennement appelée l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867) ou les mesures qui le remplacent dans une province particulière (l'article 17 des Conditions de l'union de Terre-Neuve). Pour éviter une telle application de l'article, nous recommandons que l'article 49 devienne le paragraphe 49(1) et qu'un nouveau paragraphe 49(2) soit ajouté et se lise comme suit:

49 (2) Le présent article ne doit pas être considéré comme constituant une autorisation à apporter une modification à l'article 93 de la loi sur la constitution, 1867 (anciennement appelée l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867), tel que modifié, ou à toute autre disposition le remplaçant.

4. Le système d'éducation de la Pentecôte de Terre-Neuve:

Demande de modification de l'article 17 des Conditions de l'union de Terre-Neuve au Canada.

POTENTIAL IMPACT OF CURRENT CANADIAN CONSTITUTIONAL PROPOSALS OF FEDERAL GOVERNMENT AS IT APPLIES TO PENTECOSTAL EDUCATIONAL SYSTEM IN NEWFOUNDLAND

The Pentecostal Education Committee recognizes that the denominational rights of the Pentecostal Assemblies of Newfoundland are not part of the Original Terms of Union but rather were recognized by provincial statute in 1954. However, in our view, the thrust of the Constitutional proposals as a whole directly affect the rights of all denominations in the Province of Newfoundland.

Newfoundland's Terms of Union provide expressly for protection of the denominational education system in Newfoundland.

The Newfoundland Human Rights Code contain a general prohibition against discrimination on the basis of religion but expressly exempts the educational system from the application of the code.

However, there are certain aspects of the Constitutional proposals and in particular, the charter of Human Rights that casts great doubt on the protection available to the denominational education system and even with respect to the protection given under the "Terms of Union."

Section 15(1) of the "Proposed Constitutional Act 1980" clearly provides that there shall be non-discrimination based on religion. There is no exception as in the Newfoundland Human Rights Code with respect to the educational system.

In addition to that, Section 25 provides that "any law that is inconsistent with the provisions of this Charter, is, to the extent of such inconsistency, inoperative and of no force or effect."

Section 29(1)(b) indicates that the Charter of Human Rights applies to all matters within the legislature of each Province.

The Pentecostal Education Committee is of the opinion that the current proposed constitutional legislation could provide the practical opportunity to a citizen to ask a Newfoundland Court of competent jurisdiction to declare that the absence of non-denominational schools is discriminatory based on religion and even more specific, it is possible for a teacher to challenge the teacher certification process and hiring preference of school board with respect to denominational philosophy, as being discriminatory based on religion. Should such an appeal be upheld the denominational system with its long history would have a very insecure future.

The Pentecostal Education Committee recommends that we request the Federal Government to include such wordings in the Constitution particularly in Article 1, 15, 25 and 43 so as to clearly ensure that our right under Term 17 of the British North America Act is not prejudicially affected.

With respect to the amending of Term 17 to include the Pentecostal Assemblies of Newfoundland thus entrenching

EFFET POTENTIEL DU PROJET DE CONSTITUTION DU CANADA PROPOSÉ PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL, TEL QU'IL S'APPLIQUE AU SYSTÈME D'ÉDUCATION DE LA PENTECÔTE DE TERRE-NEUVE

Le Comité de l'éducation de la Pentecôte reconnaît que les droits confessionnels des assemblées de la Pentecôte de Terre-Neuve ne font pas partie des conditions initiales de l'union, mais ces droits ont été reconnus par une loi provinciale en 1954. Cependant, à notre avis, le projet de constitution dans son ensemble touche directement les droits de tous les groupes confessionnels de la province de Terre-Neuve.

Les conditions de l'union de Terre-Neuve au Canada prévoient expressément la protection du système d'éducation confessionnelle de Terre-Neuve.

Le code des droits de la personne de Terre-Neuve renferme une interdiction générale concernant toute discrimination fondée sur la religion, mais dispense expressément le système d'éducation de l'application de cette disposition.

Cependant, certains aspects du projet de constitution, et en particulier la Charte des droits, laissent planer d'énormes doutes sur la protection du système d'éducation confessionnelle et même sur la protection du système prévue dans les Conditions de l'union.

Le paragraphe 15(1) du «projet de loi sur la Constitution de 1980» stipule sans équivoque que tous possèdent des droits à la non-discrimination sur le plan religieux. Ce projet de loi ne contient, en ce qui concerne le système d'éducation, aucune exception semblable à celle que prévoit le code des droits de l'homme de Terre-Neuve.

En outre, l'article 25 prévoit que «la présente charte rend inopérantes les dispositions incompatibles de toute autre règle de droit».

Selon l'alinéa 29(1)(b), la charte s'applique à tous les domaines relevant de la législature de chaque province.

Le Pentecostal Education Committee est d'avis que le projet de loi à l'étude permettrait à un citoyen de demander à un tribunal terre-neuvien compétent de déclarer que l'absence d'écoles non confessionnelles est discriminatoire sur le plan de la religion; en outre, en alléguant qu'il s'agit de mesures discriminatoires fondées sur la religion, un enseignant pourrait même contester le processus de délivrance des brevets d'enseignement et les méthodes d'embauche de la commission scolaire en ce qui concerne le principe de la confessionnalité. Si les tribunaux donnaient raison au requérant, le système des écoles confessionnelles depuis longtemps en place serait gravement menacé.

Le Pentecostal Education Committee recommande de demander au gouvernement fédéral d'ajouter au projet de constitution, particulièrement aux articles 1, 15 25 et 43, des termes garantissant sans équivoque que les nouvelles dispositions ne portent pas atteinte à notre droit prévu par la clause 17 des Conditions énoncées à l'Annexe de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1949.

Pour ce qui est de modifier la clause 17 afin de tenir compte des Pentecostal Assemblies of Newfoundland et de garantir

their rights, we urge upon the Federal Government to now respond to the request of the Newfoundland Legislature of 1968.

In 1968, the Newfoundland House of Assembly unanimously endorsed a Government resolution to amend Term 17 to include the Pentecostal Assemblies of Newfoundland and thus grant our people the same constitutional rights as other classes (Religious denomination) operating schools in the Province.

On October 25, 1971, in the House of Commons, Ottawa, the following Notice of Motion having been called was transferred to Government Orders for consideration at the next sitting of the House pursuant to Standing Order 21(2).

That a humble Address be presented to Her Majesty the Queen in the following words:

To the Queen's most Excellent Majesty:

Most Gracious Sovereign:

We your Majesty's most dutiful and loyal subjects, the Commons of Canada in Parliament assembled, humbly approach Your Majesty praying that You may graciously be pleased to cause a measure to be laid before the Parliament of the United Kingdom to be expressed as follows:

An Act to amend the British North
America Act, 1949

Whereas Canada has requested, and consented to, the enactment of the following provisions, and the Senate and House of Commons of Canada in Parliament assembled have submitted an Address to Her Majesty praying that Her Majesty may graciously be pleased to cause a measure to be laid before the Parliament of the United Kingdom for that purpose:

Be it therefore enacted by the Queen's most Excellent Majesty by and with the advice and consent of the Lords Spiritual and Temporal, and Commons, in this present Parliament assembled, and by the authority of the same, as follows:

1. Term 17 of the Terms of Union of Newfoundland with Canada set out in the Schedule to the British North America Act, 1949 is repealed and the following substituted therefor:

"17. (1) In lieu of section ninety-three of the British North America Act, 1867, the following Term shall apply in respect of the Province of Newfoundland.

In and for the Province of Newfoundland the Legislature shall have exclusive authority to make laws in relation to education, but the Legislature will not have authority to make laws prejudicially affecting any right or privilege with respect to denominational schools, common (amalgamated) schools, or denominational colleges, that any class or classes of persons had by law in Newfoundland at the date of Union, or any like right or privilege with respect to such schools or colleges that any other class or classes of persons have had by law in Newfoundland after the date of Union as members of a religious denomination or one of a group of religious denominations that, by or under the Schools Act of Newfoundland, is or at any time has been recognized as being organized for educational purposes and out of public funds of the Province of Newfoundland provided for education,

leurs droits, nous demandons au gouvernement fédéral de donner suite à la requête formulée par l'Assemblée législative de Terre-Neuve en 1968.

Cette année-là, l'Assemblée législative de Terre-Neuve a appuyé à l'unanimité une résolution du gouvernement visant à modifier la clause 17 afin d'inclure les Pentecostal Assemblies of Newfoundland et à accorder ainsi à ses membres les mêmes droits constitutionnels que les autres catégories (confessions religieuses) administrant des écoles dans cette province.

A la Chambre des communes d'Ottawa le 25 octobre 1971, l'avis de motion suivant a été reporté et l'examen en a été ordonné à l'appel des ordres inscrits au nom du gouvernement, et ce en vertu de l'article 21(2) du Règlement.

Que soit présentée à Sa Majesté la Reine l'humble adresse suivante:

A Sa Très Excellente Majesté la Reine:

Très Gracieuse Souveraine:

Nous, membres des Communes du Canada, très dévoués et fidèles sujets de Votre Majesté en Parlement assemblés, demandons humblement qu'il plaise à Votre Très Gracieuse Majesté de faire présenter au Parlement du Royaume-Uni le projet de loi suivant:

Loi modifiant l'Acte de l'Amérique du
Nord britannique, 1949

Considérant que le Canada a demandé l'adoption des dispositions suivantes et y a consenti, que le Sénat et la Chambre des communes du Canada en Parlement assemblés ont en outre présenté à Sa Majesté une adresse demandant qu'il plaise à Sa Très Gracieuse Majesté de faire déposer devant le Parlement du Royaume-Uni un projet de loi à cet effet;

En conséquence, Sa Très Excellente Majesté la Reine sur l'avis et du consentement des Lords spirituels et temporels et des Communes, en l'actuelle session du Parlement assemblés, et sur l'autorité de celui-ci, décrète:

1. La clause 17 des Conditions de l'union de Terre-Neuve au Canada énoncées à l'Annexe de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1949 est abrogée et remplacée par ce qui suit:

«17. (1) Au lieu de l'article quatre-vingt-treize de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, la clause suivante s'applique pour la province de Terre-Neuve;

Seule la Législature de la province de Terre-Neuve aura, pour cette province, le pouvoir d'adopter des mesures législatives sur l'enseignement, mais ces mesures ne pourront porter atteinte aux droits ou privilèges que la loi de Terre-Neuve conférerait, en matière d'écoles confessionnelles, d'écoles communes (fusionnées) ou de collèges confessionnels, à une ou plusieurs catégories de personnes à la date de l'Union ou qu'elle a conféré en les mêmes matières, après la date de l'Union, à une ou plusieurs autres catégories de personnes à titre de membres d'une confession religieuse ou de l'une d'un groupe de confessions religieuses qui, en vertu de la Loi sur les écoles à un moment quelconque reconnus comme organisés à des fins d'enseignements et, sur les fonds publics de la province de Terre-Neuve affectés à l'enseignement,

(a) all such schools shall receive their share of such funds in accordance with scales determined on a non-discriminatory basis from time to time by the Legislature for all schools then being conducted under authority of the Legislature; and

(b) all such colleges shall receive their share of any grant from time to time voted for all colleges then being conducted under authority of the Legislature, such grant being distributed on a non-discriminatory basis.

(2) In this term, "Schools Act of Newfoundland" means the Schools Act, 1969, being the Act No. 68 of 1969 (Statutes of Newfoundland), as amended from time to time, or any Act substituted therefor as amended from time to time."

2. For greater certainty, the provisions of Term 50 of the Terms of Union of Newfoundland with Canada set out in the Schedule to the British North America Act, 1949, in so far as those provisions relate to the approval and coming into force of the said Terms, do not apply to or in respect of the amendment set out in section 1 of this Act.

3. This Act may be cited as the British North America Act, 1972; and the British North America Acts, 1867 to 1965, and this Act may be cited together as the British North America Acts, 1867 to 1972.

We wish to impress upon the Federal Government that for 10 years the request of the Government of Newfoundland respecting the rights of the Pentecostal people of Newfoundland has not been honored. We therefore now request that this matter be addressed to the satisfaction of the Pentecostal people of Newfoundland—that is, that the proposed amendment be effected before the Constitution is patriated to Canada.

Respectfully submitted,

Alphonsus L. Penney, D.D., LL.D., Archbishop of St. John's; Chairman, Denominational Education Committees Joint Executive

A. E. Batstone, B. Ed., Pastor; Executive Secretary, Pentecostal Education Committee

Max Riggs, B. Ed.; Executive Secretary, Integrated Education Committee

J. Kevin Tracey, Ph.D.; Executive Secretary, Roman Catholic Education Committee

James J. Greene, Q.C.; Counsel

a) toutes ces écoles recevront leur part selon les barèmes établis à l'occasion sans discrimination par la Législature pour toutes les écoles fonctionnant alors sous son autorité; et

b) tous ces collèges recevront leur part de toute subvention votée à l'occasion pour tous les collèges fonctionnant alors sous l'autorité de la Législature, cette subvention devant être répartie sans discrimination.

(2) Dans la présente clause, «Loi sur les écoles de Terre-Neuve» désigne la Loi de 1969 sur les écoles c'est-à-dire la Loi n° 68 de 1969 (Statuts de Terre-Neuve), avec les modifications y apportées, ou toute loi la remplaçant avec les modifications y apportées.»

2. Il est précisé que les dispositions de la clause 50 des Conditions de l'Union de Terre-Neuve au Canada énoncées dans l'Annexe à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1949, dans la mesure où ces dispositions ont trait à l'approbation et à la mise en vigueur desdites conditions, ne s'appliquent pas en ce qui concerne la modification énoncée à l'article 1 de la présente loi.

3. La présente loi peut être citée sous le titre: Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1972; et les Actes de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1965 ainsi que la présente loi peuvent être cités sous le titre général: Actes de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1972.

Nous tenons à rappeler au gouvernement fédéral que le gouvernement de Terre-Neuve a présenté cette requête, il y a dix ans et qu'aucune mesure n'a été prise pour y donner suite. Nous lui demandons par conséquent de régler cette question de façon à satisfaire cette catégorie de citoyens en adoptant la modification proposée avant de rapatrier la Constitution.

Nous vous prions d'accepter, Messieurs, l'expression de nos sentiments distingués

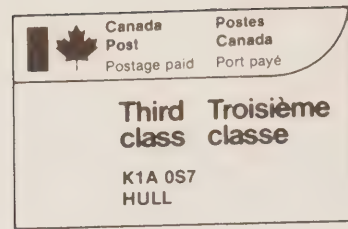
Alphonsus L. Penney, D.D., LL.D., Archevêque de Saint-Jean; président, Denominational Education Committees Joint Executive

A. E. Batstone, B. Ed., pasteur; secrétaire exécutif, Pentecostal Education Committee

Max Riggs, B. Ed.; secrétaire exécutif, Integrated Education Committee

J. Kevin Tracey, Ph.D.; secrétaire exécutif, Roman Catholic Education Committee

James J. Greene, C.R., conseiller.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESSES—TÉMOINS

Professor Gil Rémillard, Laval University.

Professeur Gil Rémillard, Université Laval.

From Denominational Education Committees of Newfoundland:

Du Comité de l'éducation confessionnelle de Terre-Neuve:

Archbishop A. L. Penney, Chairman;

Archevêque A. L. Penney, président;

Bishop M. Mate;

Évêque M. Mate;

Reverend Boyd Hiscock;

Révérénd Boyd Hiscock;

Pastor Roy King;

Pasteur Roy King;

Mr. James Greene.

M. James Greene.

SENATE
HOUSE OF COMMONS

Issue No. 36

Monday, January 12, 1981

Joint Chairmen:

Senator Harry Hays, P.C.
Serge Joyal, M.P.

SÉNAT
CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 36

Le lundi 12 janvier 1981

Coprésidents:

Sénateur Harry Hays, c.p.
Serge Joyal, député

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Special Joint Committee of
the Senate and of
the House of Commons on the*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité mixte spécial
du Sénat et de
la Chambre des communes sur la*

Constitution of Canada

Constitution du Canada

DEPOSITORY LIBRARY NATIONAL

RESPECTING:

The document entitled "Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada" published by the Government on October 2, 1980

CONCERNANT:

Le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980

APPEARING:

The Honourable Jean Chrétien,
Minister of Justice and
Attorney General of Canada

COMPARAÎT:

L'honorable Jean Chrétien,
Ministre de la Justice et Procureur
général du Canada

WITNESSES:

(See back cover)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981

SPECIAL JOINT COMMITTEE OF
THE SENATE AND OF THE HOUSE
OF COMMONS ON THE CONSTITUTION
OF CANADA

Joint Chairmen:

Senator Harry Hays, P.C.
Serge Joyal, M.P.

Representing the Senate:

Senators:

Connolly	Lucier
Goldenberg	Murray
Lamontagne	

Representing the House of Commons:

Messrs.

Beatty	Corbin
Bockstael	Crombie
Campbell (Miss)	Epp
(<i>South West Nova</i>)	Hawkes

COMITÉ MIXTE SPÉCIAL DU SÉNAT
ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES
SUR LA CONSTITUTION DU CANADA

Coprésidents:

Sénateur Harry Hays, c.p.
Serge Joyal, député

Représentant le Sénat:

Les sénateurs:

Petten	Tremblay
Roblin	Wood—10

Représentant la Chambre des communes:

Messieurs

Henderson	Nystrom
Irwin	Robinson (<i>Burnaby</i>)
Mackasey	Tobin—15
McGrath	

(Quorum 12)

Les cogreffiers du Comité

Richard Prigent

Paul Bélisle

Joint Clerks of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b) of the House of Commons

On Monday, January 12, 1981:

Miss Campbell (*South West Nova*) replaced Mr. Dionne
(*Northumberland-Miramichi*);

Mr. Tobin replaced Mr. Baker (*Gander-Twillingate*);

Mr. Beatty replaced Mr. Friesen;

Mr. Robinson (*Burnaby*) replaced Mr. Rose.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement de la Cham-
bre des communes

Le lundi 12 janvier 1981:

M^{lle} Campbell (*South West Nova*) remplace M. Dionne
(*Northumberland-Miramichi*);

M. Tobin remplace M. Baker (*Gander-Twillingate*);

M. Beatty remplace M. Friesen;

M. Robinson (*Burnaby*) remplace M. Rose.

Pursuant to an order of the Senate adopted November 5, 1980:

On Monday, January 12, 1981:

Senator Connolly replaced Senator Wood;

Senator Wood replaced Senator Williams;

Conformément à un ordre du Sénat adopté le 5 novembre
1980:

Le lundi 12 janvier 1981:

Le sénateur Connolly remplace le sénateur Wood;

Le sénateur Wood remplace le sénateur Williams;

Published under authority of the Senate and the Speaker
of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Publié en conformité de l'autorité du Sénat et de l'Orateur de la
Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

Senator Goldenberg replaced Senator Lapointe;
Senator Murray replaced Senator Asselin;
Senator Lamontagne replaced Senator Lafond.

Le sénateur Goldenberg remplace le sénateur Lapointe;
Le sénateur Murray remplace le sénateur Asselin;
Le sénateur Lamontagne remplace le sénateur Lafond.

MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, JANUARY 12, 1981
(65)

[Text]

The Special Joint Committee on the Constitution of Canada met this day at 8:13 o'clock p.m., the Joint Chairman, Mr. Serge Joyal, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Connolly, Goldenberg, Hays, Lamontagne, Lucier, Murray, Petten, Roblin, Tremblay and Wood.

Representing the House of Commons: Messrs. Beatty, Bockstael, Miss Campbell (*South West Nova*), Messrs. Corbin, Crombie, Epp, Friesen, Hawkes, Henderson, Irwin, Mackasey, McGrath, Nystrom, Robinson (*Burnaby*), Rose and Tobin.

Other Members present: Miss Jewett and Mr. Waddell.

Appearing: The Honourable Jean Chrétien, Minister of Justice and Attorney General of Canada.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Messrs. Paul Martin, John McDonough and Louis Massicotte, Researchers.

Witnesses: From the Department of Justice: Mr. Roger Tassé, Q.C., Deputy Minister and Dr. B. L. Strayer, Q.C., Assistant Deputy Minister, Public Law.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the Senate dated November 3, 1980 and its Order of Reference from the House of Commons dated October 23, 1980, both relating to the document entitled "Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada" published by the Government on October 2, 1980. (*See Minutes of Proceedings, Thursday, November 6, 1980, Issue No. 1*).

It was agreed,—That the matter of the next sitting of the Committee and the proceedings be referred to the Subcommittee on Agenda and Procedure.

By unanimous consent, the Title, the Preamble, the Address, the Proposed Canada Act, the Schedule A of the Proposed Canada Act were allowed to stand.

The Chairman called Clause 1 of the Proposed Constitution Act.

The Minister made a statement and, with the witnesses, answered questions.

At 10:03 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE LUNDI 12 JANVIER 1981
(65)

[Traduction]

Le Comité mixte spécial sur la Constitution du Canada se réunit aujourd'hui à 20 h 13 sous la présidence de M. Serge Joyal (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Connolly, Goldenberg, Hays, Lamontagne, Lucier, Murray, Petten, Roblin, Tremblay et Wood.

Représentant la Chambre des Communes: MM. Beatty, Bockstael, M^{lle} Campbell (*South West Nova*), MM. Corbin, Crombie, Epp, Friesen, Hawkes, Henderson, Irwin, Mackasey, McGrath, Nystrom, Robinson (*Burnaby*), Rose et Tobin.

Autres députés présents: M^{lle} Jewett et M. Waddell.

Comparait: L'honorable Jean Chrétien, ministre de la Justice et Procureur général du Canada.

Aussi présents: Du Service de recherches de la Bibliothèque du Parlement: MM. Paul Martin, John McDonough et Louis Massicotte, chercheurs.

Témoins: Du ministère de la Justice: M. Roger Tassé, c.r., sous-ministre et M. B. L. Strayer, c.r., sous-ministre adjoint, Droit public.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du Sénat du 3 novembre 1980 et de son Ordre de renvoi de la Chambre des communes du 23 octobre 1980, tous deux portant sur le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada» publié par le gouvernement le 2 octobre 1980. (*Voir procès-verbal du jeudi 6 novembre 1980, Fascicule n° 1*).

Il est convenu,—Que la question de la prochaine séance du Comité et des délibérations soit renvoyée au Sous-comité du programme et de la procédure.

Du consentement unanime, le titre, le préambule, l'adresse, le projet de loi sur le Canada, l'annexe A du projet de loi sur le Canada sont réservés.

Le président met en délibération l'article 1 du projet de loi sur la Constitution.

Le ministre fait une déclaration puis, avec les témoins, répond aux questions.

A 22 h 03, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Les cogreffiers du Comité

Richard Prigent

Paul Bélisle

Joint Clerks of the Committee

TÉMOIGNAGES*(Enregistrement électronique)*

Le 12 janvier 1981

• 2015

*[Texte]***Le coprésident (M. Joyal):** A l'ordre, s'il vous plaît.

May I request the members of the media who have some tape recorders or some cameras to leave the room so that we might proceed with our guest tonight.

Je prierais les membres des media qui disposent d'équipement d'enregistrement du son ou de l'image de bien vouloir quitter la salle afin que les honorables membres du Comité puissent reprendre l'étude du projet et entendre le témoin invité ce soir.

Before I introduce the honourable guests that we have the pleasure of having with us tonight, I would like to inform the honourable members of this Committee that tonight we are opening another step in our study of the proposed motion as sent to us by the House of Commons and Senate of Canada.

Honourable members of this Committee might be concerned over the way we will proceed in the forthcoming days with our study of the clause-by-clause of the proposed motion, and I wonder if I can get the agreement of the honourable members of this Committee to have a meeting of the Subcommittee on Agenda and Procedure as soon as possible, maybe tomorrow, so that there will be a general discussion, especially to help the two Joint Chairmen, because honourable members have expressed in the past days their intention and opinion on introducing many amendments, and I am quite sure that I speak on behalf of the honourable Senator Hays to say that the Chair will try, to the best of its knowledge, to help the honourable members in trying to improve the proposed motion, and in order to obey the Standing Order of the House of Commons, in so doing we would like to get the advice and opinions of the honourable members of this Committee through a meeting of the steering committee to get proper advice and guidance from all parties around the table so that our proceedings may be made easier as we have done properly, I think, when we complete that phase of our work which consisted of hearing groups and citizens of Canada.

So if I have the agreement of all parties around the table we could sit after this session tonight and agree on a meeting of the steering committee so that we could see how it will operate in the forthcoming days.

May I request the consent of the honourable members around the table in that respect?

Honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, you are correct in identifying that we will need some very clear guidelines as to how to proceed in this next phase. I would think that, at the call of the Chair, that we give you the mandate to call a steering committee meeting or a Subcommittee meeting for tomorrow morning.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: I also want to express our consent that you, at your discretion, Mr. Chairman, may call a meeting to decide on the steering committee and what time it shall be held. I think we have to discuss some of the proceedings. We have had

EVIDENCE*(Recorded by Electronic Apparatus)*

January 12, 1981

*[Traduction]***The Joint Chairman (Mr. Joyal):** Order, please.

Je demanderais aux représentants de la presse munis de magnétophones et de caméras de quitter la salle afin que nous puissions ouvrir la séance.

May I request the members of the media who have some tape recorders or some cameras to leave the room so that the honourable members of the committee might proceed with the examination of their resolution and hear our witness tonight.

Avant de présenter nos témoins, je tiens à signaler aux honorables membres du Comité que nous entreprenons dès ce soir une nouvelle étape dans l'étude du projet de résolution dont nous avons été saisis par la Chambre des communes et le Sénat du Canada.

Messieurs les membres du Comité voudront sûrement discuter de notre façon de procéder dans les jours qui viennent lors de l'étude article par article du projet de résolution, et peut-être serait-il opportun de réunir les membres du Sous-comité du programme et de la procédure dans les plus brefs délais. Nous pourrions nous réunir dès demain pour les discussions en sous-comité puissent éclairer les coprésidents, surtout du fait que des députés ont exprimé depuis quelques jours le souhait de déposer de nombreux amendements. Je suis sûr que l'honorable sénateur Hays conviendra avec moi que les coprésidents peuvent être utiles aux députés en s'efforçant de les aider à améliorer les motions qu'ils envisagent de présenter. Conformément au Règlement de la Chambre des communes, nous demanderons les conseils et les opinions des membres du Comité par l'intermédiaire du Comité directeur pour que tous les partis réunis autour de cette table aient voix au chapitre et pour que nos délibérations soient facilitées, comme ce fut le cas lors de la première phase de notre travail, au cours de laquelle nous avons entendu des groupes et des citoyens canadiens.

Si nous avons l'assentiment de tous les partis réunis ici, nous pourrions, à l'issue de la séance, convenir du moment où se réunira le Comité directeur pour préparer le travail des jours à venir.

Ai-je l'assentiment des membres là-dessus?

Honorable Jake Epp.

M. Epp: Monsieur le président, vous avez tout à fait raison de dire que nous avons besoin de directives pour nos délibérations lors de la prochaine étape de nos travaux. Ainsi, je pense que nous sommes tous d'accord pour vous donner le mandat de réunir le Comité directeur dès demain matin.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Nystrom.

M. Nystrom: Au nom de mon parti, je vous donne notre consentement pour réunir le Comité directeur en temps opportun. Je pense qu'il nous faut discuter de nos délibérations. Nous avons déjà soulevé quelques questions au sujet des

[Text]

a couple of questions raised before about amendments, what kinds of amendments could possibly be entertained, whether or not indeed we can move amendments that do not appear in the resolution itself, and I think we should try and resolve these as soon as possible, and hopefully get an all-party agreement to that effect.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Nystrom. The honourable Bryce Mackasey on the same point of order.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, I share the view, both your view and that already expressed, that some time spent at this moment may save us valuable time later on down the road.

However, I would like some advice from the Chair before too long, maybe an hour or two, as to whether or not, when the next meeting of this particular group will be held, I do not mean the steering committee.

Is it, for instance, your suggestion that while the steering committee is meeting to deal with these particular issues, that we would not be meeting?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Well, I understand, I think that, and I will recognize the hon. Jake Epp in a moment, you will understand very easily, Mr. Mackasey, that the two Joint Chairmen are members of the Subcommittee on Agenda and it would be very difficult for this Committee to go on unless it goes through the procedure of electing interim Joint Chairmen, so I understand that if there is a Subcommittee meeting, it will not be at the same time as the full session of the Special Joint Committee.

If that answers your first question?

Mr. Mackasey: Well, you answered it very gently. It was a point that I did not want to raise, it is a delicate issue, and really what you are saying is that this Committee would not meet in the morning, but the steering committee in turn would meet?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): That could be a proposal, or a suggestion you put through, that could be received.

Mr. Epp.

Mr. Epp: Well, Mr. Chairman, I think we have to go just a little further than Mr. Mackasey requested.

I agree with the gist of the proposal that that he made but I have had an opportunity to speak to you informally, Mr. Chairman, as well as the Minister of Justice. Those have been informal discussions as well. The Minister was kind enough to give us an advance copy of his proposal tonight and, having had some two hours to look at that proposal, I think it is important that we keep in mind that after the Minister has made his proposal tonight, that there be a period of reflection where we can study the implications of the proposals that the Minister will make tonight. Call it a hiatus, if you seek another word.

I spoke to the Minister and to you, as I mentioned earlier, and we were looking at possibly two days, that is Tuesday and Wednesday of this week whereby that could be accomplished. I believe the Minister was also in agreement with it and I think that is important that before we break today that be understood or some agreement be found.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Nystrom on the same issue.

[Translation]

amendements, au sujet du genre d'amendements dont nous pourrions discuter, c'est-à-dire, la possibilité de présenter des amendements sans aucune référence à un article du projet de résolution. Je pense donc qu'il est souhaitable que nous réglions cette question dès que possible et que tous les partis s'entendent là-dessus.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Nystrom.

L'honorable Bryce Mackasey, sur le même point.

M. Mackasey: Monsieur le président, je me rallie à votre opinion et à celles qui viennent d'être exprimées. Il serait judicieux de consacrer dès à présent quelques heures à ce sujet afin de pouvoir gagner du temps plus tard.

Quoi qu'il en soit, pourriez-vous nous dire, d'ici une heure ou deux, quand aura lieu la prochaine séance du Comité, et j'exclus ici toute séance du Comité directeur.

Voulez-vous dire que pendant que le Comité directeur se réunira pour discuter de ces questions-là, le Comité plénier ne siègera pas?

Le coprésident (M. Joyal): Tout comme moi, monsieur Mackasey, vous reconnaîtrez que puisque les deux coprésidents font partie du Sous-comité du programme et de la procédure, il serait difficile de réunir le Comité plénier simultanément à moins qu'on décide d'élire des coprésidents suppléants. Je donnerai la parole à M. Jake Epp dans un instant, car je tiens à ajouter qu'à mon avis il est entendu que si le Sous-comité se réunit, le Comité mixte spécial ne peut pas se réunir en même temps.

Cela répond-t-il à votre question?

M. Mackasey: Vous y avez répondu d'une façon mitigée. J'hésitais à soulever la question, mais si je vous ai bien compris, le Comité ne se réunira pas demain matin, car le Sous-comité se réunira à ce moment-là, n'est-ce pas?

Le coprésident (M. Joyal): C'est ce que nous envisageons, à moins que vous ayez une autre proposition à nous faire.

Monsieur Epp.

M. Epp: Monsieur le président, nous voulons aller un petit peu plus loin que M. Mackasey.

Il m'est facile d'admettre ce qu'il propose, mais j'ai eu l'occasion de m'entretenir en privé avec vous, monsieur le président, de même qu'avec le ministre de la Justice. Il s'agissait évidemment d'entretiens officiels. Le ministre a eu l'obligeance de nous donner d'avance un exemplaire des amendements qu'il propose ce soir, et j'ai donc disposé de deux heures pour les étudier. Je pense qu'il est important, une fois que le ministre aura fait ses propositions ce soir, que nous disposions d'une période de réflexion pour en étudier les répercussions. Il s'agirait d'une trêve, à défaut d'une meilleure expression.

Je vous ai parlé à vous et au ministre, comme je viens de le dire, et nous envisageons un battement de deux jours, mardi et mercredi de cette semaine, pour que nous puissions réfléchir aux propositions gouvernementales. Je pense que le ministre est d'accord avec nous et qu'il est important que nous nous entendions tous là-dessus, ce soir, avant de lever la séance.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Nystrom.

[Texte]

Mr. Nystrom: Yes, I would like to speak on the same issue and suggest that since we have had a chance to look, some of us, at the amendments suggested by the Minister, and there are many, many amendments, some with very complicated ramifications, that perhaps we could use a couple of days to study and reflect.

You might want to entertain a motion, and perhaps Mr. Epp will make it, that the Committee will reconvene perhaps Thursday morning at 9:30, that will give us Tuesday and Wednesday to do our reflection and study of the amendments that are before us, and if Mr. Epp wants to move that, or if not I would move that we reconvene at 9:30 on Thursday morning.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Mackasey, and I will come back to Mr. Epp.

Mr. Mackasey.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, I hate to get off on a motion at this moment, I am really seeking information.

The minister does not determine the sittings of the Committee, we do. I do not say this with any disrespect.

I can visualize why we need to take two full days from our hearing to discuss the effect or impact of amendments which were fairly substantial and were not unpredictable.

For instance, I am in favour in principle of the suggestion, but if for instance the opposition deliver their multitude of amendments, legitimate ones, the New Democratic Party does the same, are we then going to take another two days out of our hearing to deliberate, reflect upon the impact of those amendments?

Mr. McGrath: Why not?

Mr. Mackasey: Well, why not? Because we do not want to be here until next June, we do not have that long a mandate. I think we have sufficient time if it is put to good purpose, and I am not against the 48-hours, I just do not frankly understand the need.

I could understand the steering committee coming back and suggesting a period of time but I do not think we should determine here, until the steering committee has had a chance to debate or discuss whether an appropriate period of time, and I would urge the opposition, rather than make the motion categorically for 48 hours, and I am sure you can get unanimous consent if your motion suggested the matter be referred to the steering committee and they could recommend back to us their period needed.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Robinson on the same point.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

Just very briefly, I believe there is a motion before us and I was pleased to hear Mr. Mackasey say that he is not against the 48-hour suggestion, I think that it is important to keep in mind that all of us are members of caucuses and, to the best of

[Traduction]

M. Nystrom: J'ai quelque chose à ajouter sur le même sujet, et puisque certains d'entre nous ont eu la chance de parcourir les nombreux amendements proposés par le ministre, dont certains auraient des incidences complexes, il conviendrait peut-être de se réserver quelques jours pour en approfondir l'étude et y réfléchir.

Peut-être voudrez-vous accepter une motion de M. Epp, que le Comité se réunisse de nouveau jeudi matin à 9 h 30, si bien que nous disposerions de mardi et mercredi pour réfléchir et étudier les amendements dont nous sommes saisis. Si M. Epp ne peut pas proposer cette motion, je le ferai et demanderai que nous nous réunissions de nouveau jeudi matin à 9 h 30.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Mackasey, vous avez la parole. Je reviendrai à vous, monsieur Epp.

Monsieur Mackasey.

M. Mackasey: Monsieur le président, je ne voudrais pas que nous débattions d'une motion tout de suite, car je désirerais obtenir quelques renseignements supplémentaires.

Ce n'est pas le ministre qui décide quand le Comité siègera. Ce sont les membres du Comité. Ma remarque est faite en toute candeur sans nulle intention de me montrer irrespectueux.

Je comprends bien que nous puissions vouloir disposer de deux jours entiers pour discuter des répercussions ou de l'incidence des amendements, dont la matière est abondante. Nous n'avions pas prévu cela.

Je suis, en principe, en faveur de la proposition qui est faite. Néanmoins, quand les partis d'opposition présenteront les nombreux amendements, tout à fait légitimes, qu'ils entendent proposer, nous faudra-t-il également renier deux jours de délibérations pour en étudier les répercussions?

M. McGrath: Pourquoi pas?

M. Mackasey: Pourquoi pas? Parce que nous ne voulons pas siéger jusqu'au mois de juin, notre mandat ne nous le permet-t-il pas. Je crois que nous avons suffisamment de temps si nous l'utilisons à bon escient. Je n'ai pas d'objection de principe au délai de 48 heures; je n'en vois tout simplement pas le besoin.

Je pourrais comprendre que le Comité directeur nous recommande un délai d'attente, mais ce n'est pas à nous de le faire. Tant que le Comité directeur n'aura pas eu l'occasion d'en discuter, je prie l'opposition de ne pas présenter de motion exigeant un délai de 48 heures. Vous obtiendriez un consentement unanime, si votre motion demandait tout simplement que la question soit renvoyée au Comité directeur pour étude.

Le coprésident (M. Joyal): M. Robinson, sur le même sujet.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Je crois qu'une motion a déjà été présentée. Je suis heureux d'entendre M. Mackasey dire qu'il n'a aucune objection au délai de 48 heures, car il ne faut surtout pas négliger le fait que nous faisons tous partie de caucus qui, à ma connaissance,

[Text]

my knowledge, many of these caucuses do not meet before Wednesday of this week. This is a substantial package, there are some important changes proposed to the resolution, I think it would be desirable that all of us have an opportunity to discuss these changes fully in our caucus before we come back and start to get into the clause-by-clause study which is required.

So as I say, I think the motion is a reasonable one, I am pleased to see that Mr. Mackasey is not opposed to the 48-hour extension.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, on a point of order, so we get off on the right step. I did not say 48 hours, I said I am quite prepared as an individual to accept the principle of the steering committee recommending a period, which may not be 48 hours; it could be 4.8 hours or it could be 96 hours. We need the recommendations, the valued opinion of the steering committee which is their function.

I do not want to get in a trap again, as we started at the beginning of our proceedings, of this Committee dictating to the steering committee. It is the steering committee that should be recommending to us the period of time. I am not against in principle a recess, if you like, from the hearings here, but I do not think I am prepared to vote categorically for 48 hours when in fact we may need 72 or 8 may be sufficient or none may be necessary.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Mackasey.

The hon. Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, hopefully we can conclude this very quickly and Mr. Mackasey, having baited the trap, has now fallen into it, but I want to say to you, Mr. Chairman, that it is important that these amendments come before caucus. I also want to say to Mr. Mackasey that it has not been decided or determined in any way as to when amendments by the opposition will come forward. I give the reason why, that everyone understand it:

One, there will be many questions directed to the Minister that relate to his amendments but, additionally, there will be many questions to the Minister which flow from the testimony of witnesses; questions that witnesses raised and members of the government said, well, the Minister will be available to answer those questions. I am pleased that the Minister has made himself available and our discussions, I understand from the Minister and also if you look at the conclusion of his statement, he makes himself available and we accept that offer.

However, additionally, apart from the Minister of Justice, there is another question that will have to be raised and that is that there are other ministries apart from Justice that are very directly affected by sections in the proposed resolution.

Just one example, and I will not delay the issue too long, Mr. Chairman. The Department of Indian Affairs and Northern Development has had a battery of legal experts looking at the implications to that department of the proposed resolution should it go through in the form that we had noted to date.

[Translation]

ne se réunissent pas avant mercredi. On nous présente une pile de modifications fort importantes, et nous devrions tous avoir l'occasion d'en discuter sérieusement avec nos caucuses respectifs, avant que nous n'entreprenions l'étude article par article en comité.

Je trouve donc la motion raisonnable et je suis heureux de voir que M. Mackasey n'a rien contre un délai de 48 heures.

M. Mackasey: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Je n'ai pas précisé 48 heures. J'ai tout simplement dit que j'étais disposé à accepter personnellement que le Comité directeur nous recommande un certain délai d'attente, qu'il soit de 48 heures, de 4 heures ou de 96 heures. Nous devons d'abord connaître l'opinion éclairée du Comité directeur puisque c'est là sa responsabilité.

Je ne veux pas me faire piéger à nouveau comme ce fut le cas au début de nos délibérations. Je ne veux pas qu'à nouveau le Comité se mette à donner des ordres au Comité directeur. C'est le contraire qui doit se produire. Je n'ai aucune objection de principe à ce que les travaux soient ajournés, mais je ne suis pas disposé à voter immédiatement en faveur d'un délai de 48 heures, par exemple, puisqu'il se pourrait qu'on ait besoin d'un délai plus long ou peut-être même plus court.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Mackasey.

L'honorable Jake Epp.

M. Epp: Monsieur le président, j'espère que cela tire à sa fin. M. Mackasey vient de tomber dans le piège qu'il a lui-même tendu. Monsieur le président, il est essentiel que ces modifications soient étudiées en caucus. Je signale aussi à M. Mackasey que l'Opposition n'a pas encore décidé quand elle présentera ses modifications et je vais vous expliquer pourquoi afin que chacun comprenne bien.

Nous interrogerons longuement le ministre à propos des modifications qu'il présente et aussi à propos de certains témoignages que nous avons entendus. En effet, certains témoins ont posé des questions et les députés ministériels ont dit que le ministre viendrait répondre à ces questions plus tard. Je suis heureux de voir que le ministre est maintenant disponible pour toute la durée de nos délibérations, comme il le dit lui-même à la fin de sa déclaration. Nous lui en sommes très reconnaissants.

Toutefois, outre le ministre de la Justice, d'autres ministères pourraient fort bien être concernés par certaines des dispositions du projet de résolution.

Je songe par exemple au ministère des Affaires indiennes et du Nord, qui dispose de toute une équipe de conseillers juridiques chargés d'étudier l'effet sur ce ministère du projet de résolution s'il devait être adopté dans sa forme actuelle.

[Texte]

• 2025

Now, we are going to have additional changes as well. What I am saying to honourable members of this Committee is that we do not want them to be left with the impression that immediately there will be amendments before we have had an opportunity with this Minister and, possibly, other Ministers to look at the implications of government proposals. Only then would it make for Opposition amendments.

I am saying to you, Mr. Joint Chairman, that in view of the conversation, I do not think we should delay any longer.

I therefore move that the matter of the next sitting of the Committee as well as the proceedings of the Committee from this point onward be referred to a Subcommittee.

Mr. Mackasey: I could agree to that.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): We will next have Mr. Irwin, and with the agreement of honourable members I would like to conclude on that intervention.

Mr. Irwin.

Mr. Irwin: Mr. Joint Chairman, I think the suggestion is quite agreeable. The Opposition needs time; the steering committee needs time to look at it. It is not every day that three parties go through amendments to a constitution. They are important. I think the matter can be dealt with by the steering committee.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Irwin.

I see there is agreement around the table.

I am very pleased to welcome, on behalf of hon. members of this Committee and the hon. Senator Hays, the hon. the Minister of Justice, to what is a new step in our study and discussion, namely the clause-by-clause study of the proposed motion.

In order to do so, to request the Minister to testify, I would like with the agreement of hon. members of this Committee, to postpone the title, the preamble and the annex or Schedule A of the proposed resolution, and to go to Schedule B and Section 1.

On Section 1—*Rights and Freedoms in Canada*.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I now invite the hon. Minister of Justice to make a statement.

Monsieur le ministre Jean Chrétien.

L'honorable Jean Chrétien (ministre de la Justice): Merci, monsieur le président.

Tout d'abord, je voudrais offrir à tous les membres de ce Comité mes meilleurs vœux pour l'année 1981.

J'espère que nous pourrons régler ce problème-là dans les premiers mois de l'année et je voudrais aussi profiter de l'occasion pour remercier les hon. députés et sénateurs de ce Comité pour le travail très efficace qu'ils ont fourni à l'étude de cette résolution au cours des derniers mois. Le nombre d'heures passées par les membres de ce Comité a été extrêmement utile. Ils ont, comme je le dirai tantôt dans mon discours, reçu un très grand nombre de témoins.

[Traduction]

D'autres modifications seront également proposées. Nous ne voulons donc pas donner à tous les membres du Comité l'impression que nous allons présenter tout de suite nos modifications, avant même d'avoir eu l'occasion d'interroger le ministre de la Justice et d'autres encore, à propos des ramifications possibles des amendements proposés par le gouvernement. Ce n'est qu'après seulement que l'Opposition déposera les siens.

Monsieur le coprésident, inutile de retarder nos travaux plus longtemps.

Je propose donc que la question des prochaines séances du Comité et de tout son horaire soit renvoyée au Sous-comité.

M. Mackasey: Je suis d'accord avec vous.

Le coprésident (M. Joyal): Si les membres sont d'accord, je vais maintenant céder la parole à M. Irwin qui va clore le débat.

Monsieur Irwin.

M. Irwin: Monsieur le coprésident, je suis en faveur de la motion. L'Opposition a besoin d'un certain temps et le Comité directeur a lui aussi besoin d'un peu de temps pour étudier la situation. Ce n'est pas tous les jours que trois partis doivent étudier l'amendement de la constitution. Toutes ces modifications sont importantes et la question doit certainement être étudiée par le Comité directeur.

Le coprésident (M. Joyal): Je vous remercie, monsieur Irwin.

Je constate que tous les partis sont d'accord.

Je suis donc très heureux d'accueillir, au nom de tous les membres du Comité et de l'honorable sénateur Hays, le ministre de la Justice. Nous en sommes à un nouveau stade de nos travaux, à savoir l'étude article par article du projet de motion.

Afin de pouvoir permettre au ministre de témoigner, je demanderais aux membres du Comité d'accepter de réserver le titre, le préambule et l'Annexe A du projet de résolution. Nous passons donc à l'article 1 de l'Annexe B.

Article 1—*Droits et libertés au Canada*.

Le coprésident (M. Joyal): J'invite maintenant le ministre de la Justice à nous faire sa déclaration.

The Honourable Minister of Justice, Jean Chrétien.

The Honourable Jean Chrétien (Minister of Justice): Thank you, Mr. Chairman.

First of all, I would like to extend my best wishes for 1981 to all members of the Committee.

I do hope that this issue will be settled within the first months of the year and I would also seize this opportunity to thank the honourable members and senators for their very useful work, as they have spent the last few months considering this proposed resolution. The number of hours spent by all members have been extremely useful. They have heard quite a number of witnesses.

[Text]

Alors, je les remercie bien sincèrement pour l'excellent travail qu'ils ont offert au Comité jusqu'à date.

J'ai avec moi ce soir, monsieur le président, mon sous-ministre, M. Roger Tassé, et mon sous-ministre adjoint, M. Barry Strayer, qui sont les témoins numéro 1 et numéro 3 et moi, en bon libéral, je suis le témoin du milieu, numéro 2.

Since I last appeared before this Committee on November 13, you have spent more than 175 hours studying the proposed resolution on the constitution. You have heard from about 300 witnesses speaking for about 100 groups from all parts of Canada. Four provincial Premiers have appeared to state the positions of their governments. In addition, you have received a large number of constructive written submissions.

I have studied with great care both the written briefs and the oral testimony of all the witnesses and I have taken into account the points which have been made by all members of this Committee during your deliberations.

In addition, I have had the benefit of the advice of the government members of this Committee of members of the Liberal caucus and of the Cabinet. The government has listened to the views of Canadians as expressed before this Committee.

I am tabling today a document which sets out, for convenience of members of the Committee, changes to the resolution which I would be prepared to support at this stage.

You have been told over and over again that Canadians want a strong Charter of Rights and Freedoms. You have heard this from the Canadian Civil Liberties Association and other human rights and civil liberties groups, from the Canadian Bar Association, from the Advisory Council on the Status of Women, from the Canadian Consultative Council on Multiculturalism, from representatives of church groups, from the Canadian Jewish Congress, from representatives of official language minorities and from representatives of the many ethnic groups making our country.

I was most impressed by the eloquent and moving testimony of the National Association of Japanese Canadians and of those who have experienced discrimination in Canada.

The draft Charter which you have been studying was the result of compromises achieved last summer in negotiations between the federal government and the provinces. You have been told by many witnesses that Canadians are not satisfied with the type of compromise which weakens the effectiveness of constitutional protection of human rights and freedoms. I accept the legitimacy of that criticism.

Today I want to announce that the government is prepared to make major changes to the draft resolution so as to strengthen the protection of human rights and freedoms in the Charter.

[Translation]

I am therefore sincerely thanking all of you for the excellent work you have done to date.

Tonight, I am accompanied by my Deputy Minister, Mr. Roger Tassé, and my Assistant Deputy Minister, Mr. Barry Strayer, who are really witnesses Nos. 1 and 3. I, being a good Liberal, am the middle witness, Witness No. 2.

Depuis ma dernière présence devant ce Comité, le 13 novembre dernier, vous avez consacré plus de 175 heures à étudier le projet de résolution sur la constitution. Vous avez entendu quelque 300 témoins qui parlaient au nom d'une centaine de groupes provenant de toutes les régions du pays. De plus, quatre premiers ministres provinciaux sont venus exposer les points de vue de leur gouvernement respectif. Enfin, de nombreuses propositions constructives vous sont parvenues sous forme de documents écrits.

J'ai étudié très attentivement, tant ces documents écrits que ces témoignages. Bien entendu, j'ai aussi tenu compte des opinions émises par les membres de ce Comité durant ses délibérations.

J'ai pu également profiter des conseils de ceux d'entre vous qui sont membres du gouvernement, membres du caucus du parti libéral ou membres du Cabinet. Ainsi le gouvernement s'est mis à l'écoute des opinions que les Canadiens ont bien voulu exprimer devant ce Comité.

Je dépose aujourd'hui devant vous un document qui met en lumière, au profit des membres du Comité, tous les projets de modification de la résolution que je suis disposé à recommander à ce stade-ci.

On n'a cessé de vous répéter le désir des Canadiens de posséder une Charte des droits et libertés. Vous avez entendu cette volonté exprimée par l'Association canadienne des libertés civiles, par des groupements en faveur des droits de la personne et des libertés civiles, par l'Association du Barreau canadien, par le Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, par le Conseil consultatif canadien sur le multiculturalisme, par des représentants de groupes religieux, par le Congrès juif canadien, par des représentants des minorités de l'une ou l'autre des langues officielles, ainsi que par des représentants des groupes ethniques qui, avec nous tous, forment ce pays.

Le témoignage éloquent et émouvant de l'Association des Japonais canadiens m'a impressionné, de même que celui de la Coalition nationale des Noirs, où l'on parle au nom des gens qui ont été victimes de discrimination au Canada.

Le projet de charte qui fait maintenant l'objet de votre analyse est le résultat de compromis auxquels en sont venus le gouvernement fédéral et les provinces au cours de l'été dernier. Plusieurs témoins vous ont dit que les Canadiens ne sont pas satisfaits du genre de compromis qui affaiblit l'efficacité de la protection constitutionnelle des droits et libertés. J'accepte, quant à moi, la légitimité d'une telle critique.

Je veux aujourd'hui annoncer la volonté du gouvernement de proposer des changements majeurs au projet de résolution, afin de renforcer la protection des droits et libertés dans la charte.

[Texte]

Section 1: many witnesses and most members of the Committee have expressed concerns about Section 1 of the Charter of Rights and Freedoms. These concerns basically have to do with the argument that the clause as drafted leaves open the possibility that a great number of limits could be placed upon rights and freedoms in the Charter by the actions of Parliament or a legislature.

The purpose of the original draft was to ensure that the people, the legislatures and the courts would not look upon rights as absolute, but would recognize them as subject reasonable limitations. While some believed no limitation clause was necessary, many witnesses agreed such a clause is desirable but argued that a more stringent formulation is necessary.

You have received a number of constructive suggestions. I am prepared on behalf of the government to accept an amendment similar to that suggested by Mr. Gordon Fairweather, Chief Commissioner of the Canadian Human Rights Commission and by Professor Walter Tarnopolsky, President of the Canadian Civil Liberties Association. The wording I am proposing is designed to make the limitation clause even more stringent than that recommended by Mr. Fairweather and Professor Tarnopolsky. I am proposing that Section 1 read as follows:

The Canadian Charter of Rights and Freedoms guarantees the rights and freedoms set out in it subject only to such reasonable limits prescribed by law as can be demonstrably justified in a free and democratic society,

This will ensure that any limit on a right must be not only reasonable and prescribed by law, but must also be shown to be demonstrably justified.

Section 2—with respect to fundamental freedoms, the government is prepared to accept the recommendation of the Canadian Bar Association to separate in Section 2 freedom of peaceful assembly from freedom of association to ensure that they are looked upon as separate freedoms.

Legal Rights—there have been numerous representations made with respect to the legal rights in Section 8 and Section 9. The government is prepared to accept the recommendation of premier Hatfield of New Brunswick and of organizations such as the Canadian Civil Liberties Union, the Canadian Jewish Congress, the United Church, the Canadian Bar Association and others that these clauses be changed to read:

8) Everyone has the right to be secure against unreasonable search and seizure.

9) Everyone has the right not to be arbitrarily detained or imprisoned.

• 2035

In other words, the fact that procedures are established by law will not be conclusive proof that search and seizure or detention is legal. Such procedures and the laws on which they are based will have to meet the tests of being reasonable and not being arbitrary.

[Traduction]

Article premier: Beaucoup de témoins et la plupart des députés ont exprimé des réserves au sujet de l'article 1 de la Charte canadienne des droits et libertés. On prétend que dans sa version actuelle, ce texte laisse au Parlement, puis aux assemblées législatives, trop de possibilités de réduire les droits et libertés.

Le but du texte original, c'était de nous assurer que les citoyens, les assemblées législatives et les tribunaux n'allaient pas considérer les droits comme étant absolus, mais plutôt comme des droits raisonnablement délimités. Alors que d'aucuns prétendaient qu'aucune disposition restrictive n'était requise, la plupart des témoins en ont vu la nécessité, tout en souhaitant que la formulation en soit améliorée.

Vous avez reçu des recommandations très constructives. Au nom du gouvernement, je suis prêt à accepter une modification semblable à celle que proposaient monsieur Gordon Fairweather, président de la Commission canadienne des droits de la personne, et le professeur Walter Tarnopolski, président de l'Association canadienne des libertés civiles. La formulation que je propose ici tend à rendre les dispositions restrictives encore plus strictes que ne le faisait le texte proposé par messieurs Fairweather et Tarnopolski. Je recommande que l'article 1 se lise ainsi:

La Charte canadienne des droits et libertés garantit les droits et libertés qui y sont énoncés. Ils ne peuvent être restreints que par une règle de droit, dans les limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique.

Ainsi s'assure-t-on que toute restriction est non seulement raisonnable et prescrite par la loi, mais que l'on peut aussi en démontrer la justification.

Article 2: Pour ce qui regarde les libertés fondamentales, le gouvernement est prêt à accepter la recommandation que lui fait l'Association du Barreau canadien d'établir une distinction à l'article 2 entre la liberté de réunion pacifique et la liberté d'association.

Les garanties juridiques: On est revenu à plusieurs reprises sur les articles 8 et 9. Le gouvernement est prêt à accepter la recommandation du premier ministre Hatfield du Nouveau-Brunswick et de certaines associations, comme l'Union canadienne pour les libertés civiles, le Congrès juif canadien, l'Église unie, l'Association du Barreau canadien et d'autres, afin que ces articles soient modifiés comme suit:

8) Chacun a droit à la protection contre les fouilles, les perquisitions et les saisies illégales.

9) Chacun a droit à la protection contre la détention ou l'emprisonnement arbitraires.

En d'autres termes, cela signifie que le caractère illégal des fouilles, perquisitions et saisies devient le critère du droit à la protection contre ces mesures, plutôt que celui prévu par le texte actuel qui permet celles fondées sur la loi. De même le caractère arbitraire de l'emprisonnement d'une personne ou sa

[Text]

Some witnesses have made the point that while Section 10 guarantees the right on arrest or detention to retain and instruct counsel without delay, there is no explicit requirement for an individual to be informed of that right. I am prepared to accept an amendment so that the section will state that:

Everyone has the right on arrest or detention to retain and instruct counsel without delay and to be informed of that right.

A number of suggestions have been made with respect to Section 11 which deals with the rights of anyone charged with an offence.

Mr. Robinson, member for Burnaby, British Columbia, has made strong representation to guarantee the right in serious criminal matters to trial by jury. I welcome his representations as being very constructive and would be prepared to accept the following amendment:

Except in the case of an offence under military law tried before a military tribunal, anyone charged with an offence has the right to the benefit of trial by jury where the maximum punishment for the offence of which the person has been charged is imprisonment for five years or a more severe punishment.

I want to stress that this, like many rights, represents a minimum standard. The Criminal Code will continue to provide for jury trials in many cases where the maximum punishment may be less than five years imprisonment. Jury trials in cases under military law before a military tribunal have never existed either under Canadian or American law.

The Canadian Bar Association and the British Columbia Civil Liberties Association have argued that the proposed resolution should clearly constitutionalize the right of an accused not to be required to testify against himself in criminal proceedings. This longstanding right in our system of justice against self-crimination should be explicit in the Charter. An amendment to Section 11 which would make this clear is included in the material I am tabling.

Representations have been made by the Canadian Jewish Congress and the North American Jewish Students Association and by members of the Committee to ensure that Section 11(e) and (f) do not preclude the possibility of prosecuting those who are alleged to have committed crimes recognized under international law. The International Covenant on Civil and Political Rights recognizes the right of a country to try to punish a person for an offence that was, at the time of its commission, recognized as such under international law even if not so recognized at the time under domestic law. The Covenant also permits the trial and punishment of a person for an offence for which he has not been tried and punished in another country.

[Translation]

détention devient le critère du droit à la protection contre ces mesures plutôt que celui prévu par le texte actuel de l'article 9 qui permet celles fondées sur la loi.

Certains témoins ont souligné le fait que, si l'article 10 garantit à tout individu que l'on arrête ou que l'on détient le droit d'avoir recours sans délai à l'assistance d'un avocat, ce droit ne prévoit pas d'obligation d'en informer l'individu. Je suis donc disposé à accepter le texte suivant:

Tout individu que l'on arrête ou que l'on détient a le droit d'avoir recours sans délai à l'assistance d'un avocat et d'être informé de ce droit.

Certaines recommandations ont été faites à l'article 11 consacré au droit de l'inculpé.

M. Robinson, député du Nouveau parti démocratique de Burnaby, Colombie-Britannique, a soulevé des arguments convaincants en faveur du droit à un procès devant jury, dans les cas de crimes graves. Je me range à cette recommandation très constructive et j'accepterais volontiers la modification suivante:

Sauf s'il s'agit d'une infraction relevant de la justice militaire, tout inculpé a le droit de bénéficier d'un procès avec jury lorsque la peine maximale prévue pour l'infraction dont il est accusé est un emprisonnement de cinq ans ou une peine plus grave.

Je tiens à souligner qu'il s'agit ici d'une mesure d'ordre général et qu'il y aura encore dans le Code criminel des dispositions permettant des procès devant jury, là où la peine maximale prévoit une période d'emprisonnement de moins de 5 ans. Les procès devant jury n'ont jamais été prévus pour les causes relevant de la justice militaire, ni au Canada, ni aux États-Unis.

L'Association du Barreau canadien de même que l'Association de la Colombie-Britannique pour les libertés civiles ont argué que le Projet de résolution devrait clairement reconnaître le droit de tout inculpé de ne pas être forcé de témoigner contre lui-même en cours de procès. Le droit de ne pas s'incriminer est acquis depuis longtemps et devrait être explicitement consigné dans la Charte. Afin de clarifier ce point, il faut modifier l'article 11; et ce nouveau texte se trouve contenu dans la documentation supplémentaire que je dépose devant ce comité.

Le Congrès juif canadien, l'Association nord-américaine des étudiants juifs ainsi que certains membres du Comité ont fait des recommandations afin de s'assurer que les alinéas (e) et (f) de l'article 11 n'écartent pas la possibilité de poursuivre les individus soupçonnés d'avoir commis un crime prévu par le droit international. Le Pacte international des droits civils et politiques reconnaît à tout pays le droit de poursuivre et de condamner toute personne coupable d'un crime reconnu comme tel par le droit international au moment de sa perpétration. Ce pacte permet ainsi d'intenter des poursuites contre une personne et de la condamner pour un crime pour lequel elle n'a pas été poursuivie ni punie dans un autre pays.

[Texte]

To reflect these principles in the Charter the government is prepared to accept an amendment so as to provide that:

Anyone charged with an offence has the right not to be guilty on account of any act or omission that at the time of the act or omission did not constitute an offence under Canadian or international law; and has the right if finally convicted or acquitted of the offence in Canada, not to be tried for it again and, if so convicted, not to be punished for it more than once.

Having mentioned the International Covenant, I want to make one point to correct a misinterpretation that is now widespread. The fact that the Charter does not entrench every provision of the Covenant does not mean that Canada is violating it. The Covenant merely requires states to protect or not violate certain rights. It does not require these rights to be entrenched in the constitution.

There have been many representations made regarding Section 11(d). It has been suggested that the right not to be denied reasonable bail should be subject only to just cause rather than procedures established by law. I am prepared to accept an amendment to read that:

Anyone charged with an offence has the right not to be denied reasonable bail without just cause.

This reflects the wording now found in the Canadian Bill of Rights.

Section 13 of the proposed Charter as drafted does not protect an accused or other witness who voluntarily gives evidence from having the evidence so given used to incriminate him in subsequent proceedings.

I would propose an amendment to ensure that this clearly recognized principle in the law of evidence be reflected in the constitutional protection against self-crimination. Appropriate wording is found in the material I am tabling.

Les droits à l'égalité—On a beaucoup discuté des dispositions antidiscriminatoires de la Charte, telles qu'on les trouve à l'article 15. Je veux m'arrêter là-dessus un moment. Je veux d'abord affirmer que je suis d'accord avec le Conseil consultatif canadien de la Situation de la Femme et avec l'Association nationale de la Femme et le Droit afin que cet article soit intitulé «les droits à l'égalité» de sorte à mettre l'accent sur l'aspect positif de cette importante partie de la Charte des droits.

J'aimerais aussi profiter de cette occasion pour féliciter tous ceux qui ont témoigné en rapport avec cet article, et tout spécialement le Conseil consultatif canadien de la Situation de la Femme pour son excellent mémoire aussi bien que pour son impressionnante présentation devant le Comité. J'avoue que le travail de ce Conseil a grandement influencé le gouvernement; il en est ainsi des présentations et mémoires de plusieurs témoins qui se sont exprimés sur ce sujet, au nom de mouvements féminins, de personnes handicapées ou d'autres groupes.

[Traduction]

Afin que ces principes soient bien consignés dans la Charte, le gouvernement est prêt à accepter la modification suivante:

Toute personne accusée d'un crime a le droit de n'être pas déclarée coupable en raison d'une action ou d'une omission qui, au moment où elle est survenue ne constituait pas une infraction prévue par ce droit interne ou le droit international. Elle a le droit de ne pas être poursuivie ou punie de nouveau pour une infraction dont, selon le cas, elle a déjà été, au Canada, définitivement acquittée ou déclarée coupable.

Après avoir mentionné le Pacte international, j'aimerais prendre un instant pour corriger une erreur d'interprétation qui me paraît trop répandue. Le fait que le Canada ne mentionne pas dans sa Charte tous les articles du Pacte ne signifie pas qu'il y déroge. Le Pacte exige des États qu'ils protègent certains droits et n'en violent pas certains autres. Il n'exige pas que ces droits soient enchâssés dans leur Constitution.

On a fait plusieurs recommandations au sujet de l'article 11(d). La modification que l'on propose a pour objet d'établir comme critère du droit au cautionnement qu'il ne soit pas refusé sans juste cause plutôt que pour des motifs fondés sur la loi. Je suis disposé à accepter une modification qui se lirait ainsi:

Toute personne accusée d'un délit a le droit de n'être pas privée sans juste cause d'une mise en liberté assortie d'un cautionnement raisonnable.

Ce texte est fidèle à la formulation qui se retrouve à ce sujet dans la Déclaration canadienne des droits.

L'article 13 du projet de résolution, dans sa version actuelle, ne protège ni l'inculpé, ni toute autre personne qui témoignerait de son propre chef, contre l'utilisation de son témoignage pour l'incriminer dans des poursuites subséquentes.

Je voudrais proposer un amendement qui assure que ce principe, clairement reconnu dans le droit de la preuve, soit inséré dans les dispositions de la Charte. La formulation exacte se retrouve dans la documentation supplémentaire que je dépose devant le comité.

Equality rights—There has been much discussion of the non-discrimination provisions of the Charter as found in Section 15. I want to deal with this in some detail. First, I want to state that I agree with the proposal made by the Advisory Council on the Status of Women and the National Association of Women and the Law that the section be entitled equality rights so as to stress the positive nature of this important part of the Charter of Rights.

I want to take this opportunity to congratulate all of the witnesses who testified on this section. I want specifically to compliment the Advisory Council on the Status of Women for a particularly fine brief as well as for an impressive presentation before you. The work of the Council has greatly influenced the government as have the presentations of the many witnesses who have spoken on this subject on behalf of women's groups, the handicapped, and others.

[Text]

Toute disposition sur les droits à l'égalité doit faire la preuve qu'il existe un principe positif de l'égalité dans le sens le plus large; à cela s'ajoute le droit à des lois qui assurent protection égale et bénéfice égal sans discrimination. Afin de m'assurer que l'égalité touche tout aussi bien le fond même que l'application de la loi, je propose que l'Article 15(1) soit ainsi formulé:

La Loi ne fait exception de personne et s'applique également à tous et tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi, indépendamment de toute discrimination, notamment des discriminations fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, le sexe ou l'âge.

Je sais que plusieurs témoins ont recommandé d'ajouter des motifs de discrimination pour y inclure, entre autres, l'état des personnes handicapées; d'autres recommandent de supprimer toute énumération de ce genre et de laisser plus de discrétion aux tribunaux. C'est avec beaucoup de soin que le gouvernement s'est penché sur cette question.

Le gouvernement exprime l'opinion que certains motifs de discrimination sont depuis longtemps réprouvés. La race, les origines ethniques ou nationales, la couleur, la religion et le sexe, autant de motifs que l'on retrouve dans la Déclaration canadienne des Droits, et que l'on définit plus facilement que d'autres.

Je veux insister sur le fait que l'établissement d'une liste spécifique des motifs les plus évidents de discrimination ne signifie pas qu'il n'existe pas d'autres motifs de discrimination. Dans la mesure même où notre société évolue, nos valeurs changent; et l'on découvrira toujours de nouveaux motifs de discrimination. En des circonstances normales, ces motifs devraient se retrouver dans les textes de la loi sur la Protection des Droits de la Personne, car c'est là que le législateur peut les définir clairement, en prévoir les conditions d'exercice et en préciser les mesures de protection.

Par exemple, il n'y a que quatre ans que la loi canadienne sur les Droits de la Personne a commencé à assurer aux personnes handicapées une protection dans le domaine du travail et de l'emploi.

Récemment encore, le Comité spécial du Parlement sur les handicapés dont David Smith est le président recommandait que changements et améliorations en faveur des handicapés soient apportés à la loi canadienne sur les Droits de la Personne. Et le gouvernement agira favorablement en ce sens en ce qui a trait à certaines des recommandations du Comité. Le gouvernement se propose de promouvoir certaines des recommandations que lui a faites la Commission canadienne des Droits de la Personne dans ce domaine et il proposera les modifications qui s'imposent.

Mais là où le législateur n'agit pas, les tribunaux devraient pouvoir intervenir. C'est pourquoi la modification que je propose mentionne certains motifs de discrimination; la liste n'en est pas exhaustive. Au contraire, cette modification reste largement ouverte, satisfaisant ainsi aux recommandations adressées à ce Comité par plusieurs témoins. Il est difficile d'identifier avec légitimité tout nouveau motif de discrimination dans une domaine où la loi évolue rapidement; c'est pourquoi je

[Translation]

A provision on "equality rights" must demonstrate that there is a positive principle of equality in the general sense and, in addition, a right to laws which assure equal protection and equal benefits without discrimination. To ensure the foregoing and that equality relates to the substance as well as the administration of the law, I would be prepared to accept an amendment to Section 15(1) so that it would read:

Every individual is equal before and under the law and has the right to the equal protection and equal benefit of the law without discrimination and in particular without discrimination based on race, national or ethnic origin, colour, religion, sex or age.

I know that many witnesses have recommended either that the grounds for non-discrimination be widened to include handicapped persons or others or that there be no specific enumeration and that more discretion be left in the hands of the courts. The government has studied these representations with great care.

The position of the government is that certain grounds of discrimination have long been recognized as prohibited. Race, national or ethnic origin, colour, religion and sex are all found in the Canadian Bill of Rights and are capable of more ready definition than others.

I want to make clear that the listing of specific grounds where discrimination is most prohibited does not mean that there are not other grounds where discrimination is prohibited. Indeed as society evolves, values change and new grounds of discrimination become apparent. These should be left to be protected by ordinary human rights legislation where they can be defined, the qualifications spelled out and the measures for protective action specified by legislatures.

For example, it was only four years ago that federal human rights legislation specifically provided protection for the handicapped in the area of employment.

Recently the Special Parliamentary Task Force on the Handicapped chaired by David Smith has recommended changes and improvements in the Human Rights Act with respect to the handicapped. The government will be acting on some of the recommendations of the Task Force. The government is also proposing to act on some of the recommendations made by the Canadian Human Rights Commission in this area and will propose amendments to the Human Rights Act.

But if legislatures do not act, there should be room for the courts to move in. Therefore, the amendment which I mentioned does not list certain grounds of discrimination to the exclusion of all others. Rather, it is open-ended and meets the recommendations made by many witnesses before your Committee. Because of the difficulty of identifying legitimate new grounds of discrimination in a rapidly evolving area of the law,

[Texte]

préfère cette attitude ouverte qui fait que l'on évite d'énumérer des catégories et d'en exclure d'autres.

Dans l'article 15(2) de la résolution, on permet la création de programmes visant à améliorer la condition des personnes ou des groupes défavorisés. Je propose la modification qui suit:

Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'interdire les lois, programmes ou activités destinés à améliorer la situation d'individus ou de groupes défavorisés notamment du fait de leur race, de leur origine nationale ou ethnique, de leur couleur, de leur religion, de leur sexe ou de leur âge.

Cet article favorise tout programme de promotion sociale qui pourrait autrement être interdit par les dispositions anti-discriminatoires du paragraphe 15(1).

Cette modification ne doit pas écarter tout autre programme conçu en faveur des défavorisés, que ce soit à cause d'un handicap, de la situation de famille ou de toute autre discrimination ainsi reconnue par un tribunal. Il s'agit ici de nous assurer qu'aucune initiative, qu'aucun programme destinés à combattre la discrimination ne soient interdits sous prétexte qu'ils permettent une discrimination à rebours dans la progression vers l'égalité.

Les droits linguistiques—Les droits linguistiques ont fait l'objet de maints débats et discussions, non seulement devant ce Comité, mais aussi dans toutes les régions du pays. Qu'on me permette d'établir très clairement la position du gouvernement sur cette question.

Disons d'abord que notre objectif est d'enchaîner les dispositions de la loi sur les Langues officielles dans la Constitution. Cela signifie qu'une garantie constitutionnelle confirmera au français et à l'anglais leur statut de langues officielles du Canada et leur reconnaîtra l'égalité dans toutes les institutions du Parlement et du gouvernement canadiens. Et aussi le français et l'anglais se verront garantir un statut égalitaire devant tous les tribunaux qui tombent sous la juridiction du Parlement du Canada. Cela signifie la confirmation du droit des Canadiens de communiquer avec le gouvernement fédéral et d'en recevoir les services dans l'une ou l'autre des langues officielles.

En second lieu, cette politique du gouvernement vise à garantir dans la Constitution le droit de tous les citoyens canadiens appartenant à une minorité francophone ou anglophone dans chacune des provinces d'envoyer leurs enfants dans une école où l'on enseigne en cette langue minoritaire, là où le nombre d'élèves justifie un tel droit à l'éducation dans une langue minoritaire. En agissant ainsi, le gouvernement tient compte d'une entente où en sont venus les premiers ministres provinciaux, en 1977, à St-Andrews au Nouveau-Brunswick, puis en 1978, à Montréal. Les premiers ministres sont convenus du texte suivant, et où ils disaient en substance que

Chaque enfant de la minorité francophone ou anglophone a droit de recevoir une éducation dans sa langue dans les écoles élémentaires et secondaires, dans toutes les provinces où le nombre d'enfants le justifie.

C'est là un principe que le gouvernement enchaîne dans la Constitution; il ne s'agit pas d'imposer des règles qui n'auraient pas fait l'accord des premiers ministres.

[Traduction]

I prefer to be open-ended rather adding some new categories with the risk of excluding others.

Section 15(2) of the draft Resolution permits affirmative action programs to improve the conditions of disadvantaged persons or groups. I am proposing an amendment to read:

Subsection (1) does not preclude any law, program or activity that has as its object the amelioration of conditions of disadvantaged individuals or groups including those that are disadvantaged because of race, national or ethnic origin, colour, religion, sex or age.

This section permits programs designed to achieve equality which might otherwise be precluded by the rules against discrimination in subsection 15(1).

The amendment will not preclude other programs to assist the disadvantaged—be it on grounds such as handicap, marital status or other bases of discrimination identified by the courts. It is simply an assurance that an affirmative action program based on a recognized ground of non-discrimination will not be struck down only because it authorizes reverse discrimination for the purpose of achieving equality.

Language rights. Language rights have been a topic for much discussion and debate before this Committee and indeed in many other forums across the country. Let me state clearly the position of the government.

First, our objective is to enshrine in the Constitution the provisions of the Official Languages Act. This means that there will be a constitutional guarantee that English and French are the official languages of Canada and have equal status in all institutions of the Parliament of Canada and the Government of Canada. In addition, it means that there will be equality of status of English and French in the courts established by the Parliament of Canada. Finally, it means that Canadians will have a constitutional guarantee of their rights to receive services from and communicate with their federal government in the official language of their choice.

Second, the policy of the government is to give a constitutional guarantee to all Canadian citizens of the French or English speaking minority in each province to have their children educated in that minority language wherever there are sufficient numbers to warrant the provision of such minority language education. By so doing, the government is giving effect to the principle agreed to by the Premiers in St. Andrews in 1977 and in Montreal in 1978. The Premiers agreed, and, I quote, that:

Each child of the French-speaking or English-speaking minority is entitled to an education in his or her language in the primary or the secondary schools in each province wherever numbers warrant.

It is this principle which the government is enshrining. Our position is that in the area of language rights we will not impose anything on which the premiers have not agreed.

[Text]

Troisièmement, cette politique tend à encourager puis à mieux assurer la protection des deux langues officielles dans toutes les provinces et en collaboration avec les gouvernements provinciaux. Le gouvernement n'a jamais voulu imposer un bilinguisme institutionnel aux provinces.

Autant je voudrais voir l'Ontario devenir officiellement bilingue et donner droit à la langue française à l'assemblée législative, confirmé dans la Constitution et avec traduction des législations ainsi que le service aux citoyens devant les tribunaux provinciaux, autant je dois tomber d'accord avec l'opinion émise par M. Ryan jeudi dernier, à Toronto, alors que M. Ryan déclarait :

Je ne l'imposerais jamais à l'Ontario. L'initiative doit être prise par cette province; cela doit être clair comme de l'eau de roche.

Quatrièmement, le gouvernement entend, selon sa politique, protéger les droits acquis des Canadiens de faire instruire leurs enfants en français ou en anglais, si telle est la langue dans laquelle ils ont eux-mêmes reçu leur instruction au Canada et si cette langue est minoritaire dans la province de leur résidence.

Sur ces questions, les politiques du gouvernement n'ont pas changé. Et c'est dans cette perspective que j'aimerais présenter et exprimer les modifications que nous sommes prêts à accepter en ce qui concerne les dispositions sur les droits linguistiques à insérer dans la Charte des droits et libertés.

D'abord, le premier ministre Hatfield, agissant au nom du gouvernement du Nouveau-Brunswick, a demandé que la Charte affirme que le français et l'anglais constituent les langues officielles du Nouveau-Brunswick; que l'usage de ces deux langues soit garanti dans les cours de justice, dans les textes de loi, comme à la législature; et que les citoyens du Nouveau-Brunswick aient le droit de communiquer avec leur gouvernement et d'en recevoir les services dans l'une ou l'autre des langues officielles.

Je suis très heureux de pouvoir présenter ces propositions du premier ministre du Nouveau-Brunswick visant à modifier les articles 16 à 20 en conséquence. Je les dépose devant le Comité dans ma déclaration supplémentaire. La vision que se fait monsieur Hatfield du Canada est celle d'un homme d'état et je l'en félicite. Son attitude devrait servir d'émulation aux autres provinces et, le temps venu, la procédure de modification, en sa version actuelle, leur permettra, après résolution de leurs législatures et du Parlement canadien, de progresser vers l'égalité de statut et d'usage du français et de l'anglais.

Et monsieur Hatfield nous a assurés que ce que nous plaçons devant le Comité aujourd'hui comme modifications sera approuvé par l'assemblée législative du Nouveau-Brunswick aussitôt que cette législature se réunira à nouveau.

La seconde modification concernant les droits linguistiques vise à donner aux Canadiens le droit de communiquer avec le gouvernement fédéral et d'en recevoir les services soit en français, soit en anglais. Cette modification répond aux inquiétudes qu'exprimait le Commissaire aux langues officielles devant l'article 20 qui, selon lui, devrait assurer aux Canadiens le droit de communiquer avec tous les bureaux fédéraux et

[Translation]

Third, the policy of the government is to encourage and expand the protection of both official languages in every province, with the support of provincial governments. It has never been the policy of the government to impose institutional bilingualism on any province.

Much as I would like to see Ontario become officially bilingual, with French-language rights within the context of its legislature, translation of legislation, and services to citizens before the provincial courts, all of this with constitutional guarantees, I have to agree with the view Claude Ryan expressed in Toronto last Thursday. He said, and I quote:

I would never impose it on the province of Ontario. It must come from the province of Ontario. This must be crystal clear.

Fourth, it is the policy of the government to protect the acquired rights of Canadians to have their children educated in English or French if that is the language in which they received their own instruction in Canada and if that is the minority language of the province in which they live.

These policies have not changed. It is in this context that I would like to explain the amendments which the government is prepared to accept to the language provisions of the Charter of Rights.

First, Premier Hatfield had, in his appearance before this committee, requested on behalf of the government of New Brunswick that the Charter confirm that English and French are the official languages of New Brunswick, that the use of both languages in the courts and legislatures and statutes of New Brunswick be guaranteed, and that the right of the people of New Brunswick to communicate with and receive services from their government in either official language be guaranteed.

I am very pleased to be able to table amendments to Sections 16—20 giving effect to the proposals of the Premier of New Brunswick. I want to take this opportunity to congratulate Premier Hatfield on his statesmanlike approach to Canada. When other provinces are prepared to emulate Premier Hatfield, the amending formula as presently drafted will allow them upon resolution of their legislature and of the Parliament of Canada to give constitutional protection respecting the use of the English and French languages in their provinces.

Mr. Hatfield has assured us that the amendments being tabled before the committee today will be approved by the New Brunswick legislature as soon as it resumes its sittings.

The second amendment with respect to language rights deals with the rights of Canadians to communicate with and obtain services from the federal government in either English or French. The amendment meets the concerns expressed by the Commissioner of Official Languages that Section 20 should ensure that the right to communicate with and receive services from any federal office in either official language is

[Texte]

d'en recevoir les services dans l'une ou l'autre des langues officielles, et cela, indépendamment du nombre de personnes utilisant ces services ou ces communications dans les diverses régions du pays. De plus, comme nous le suggère l'Association du Barreau canadien, c'est aux cours de justice et non plus au Parlement que cette modification confie le rôle de déterminer les endroits où les bureaux fédéraux devraient offrir des services dans les deux langues.

Le texte de la modification que je propose pour l'article 20 se retrouve dans la documentation supplémentaire que je dépose devant le Comité.

J'ai dit plus haut, monsieur le président, que la disposition de l'article 23 favorisant les droits à l'éducation dans une langue minoritaire avait fait l'objet d'une entente entre les premiers ministres provinciaux à St-Andrews puis à Montréal. Sur cet article, le Comité a entendu plusieurs mémoires; tous les représentants de groupes minoritaires et de langues officielles ont approuvé en principe cet article, sous réserve qu'il soit amélioré.

Le sénateur Rizzuto a tout particulièrement exprimé l'opinion que les droits acquis doivent être garantis. La modification que je propose accorde cette garantie et se présente à peu près comme ceci:

a) Il y aura deux façons possibles d'avoir droit à l'instruction dans la langue de la minorité. Dans le premier cas les citoyens ayant reçu leur instruction de niveau primaire dans l'une des langues officielles du pays pourront envoyer leurs enfants dans des écoles de cette langue, si cette langue est celle de la minorité dans leur province de résidence. Dans l'autre cas, les citoyens dont la langue première apprise et encore comprise est le français ou l'anglais pourront envoyer leurs enfants dans une école de cette langue s'il s'agit de la langue minoritaire de la province de leur résidence.

b) Tous les enfants d'un citoyen canadien pourront recevoir leur instruction primaire et secondaire dans la langue officielle de la minorité dans laquelle l'un de ces enfants a déjà entrepris son instruction au Canada.

L'article 23(2) se penche sur le problème des fonds publics à investir, là où le nombre d'élèves justifie l'instauration d'un enseignement en langue officielle minoritaire, dans l'une ou l'autre des régions d'une province. On a dit de cet article qu'il était trop restrictif.

C'est pourquoi je propose une modification qui ne renvoie pas spécifiquement à des installations d'enseignement mais plutôt à la prestation sur les fonds publics de l'instruction dans la langue de la minorité. Cela a pour but de ne pas restreindre les obligations à des installations seulement, mais bien de s'étendre à toutes les méthodes d'enseignement, de façon à inclure les progrès technologiques dont parlait le Commissaire aux langues officielles.

• 2045

I now turn to the native rights question.

[Traduction]

based, not on the number of persons in an area using the languages, but on their being a significant demand for communications with and services from any office in the language. In addition, as suggested by the Canadian Bar Association, the amendment would leave to the courts rather than to Parliament the ultimate determination of where other federal offices should provide bilingual services.

The text of the proposed amendment to Section 20 is included in the material I am tabling.

I have said that the provision for minority language education rights in Section 23 is based on the agreement of the provincial Premiers at St. Andrews and at Montreal. You have heard many representations on this section. All representatives of official language minorities agree with the principle of guaranteeing minority language rights in the constitution although many suggestions for improvements have been made.

Senator Rizzuto in particular has pressed for a guarantee for acquired rights. The amendment I am prepared to accept provides for such a guarantee. Basically, the amendment provides the following:

(a) There will be two alternative qualifications for minority language education rights. Under the first alternative, if a citizen has received his primary instruction in Canada in one of the official languages, he may send his child to school in that language if it is the minority language of the province in which he lives. Under the second alternative, a citizen whose mother tongue is English or French may educate his child in the language of his mother tongue if it is the minority language in the province where he lives.

(b) All children of a Canadian citizen will be able to receive their primary and secondary education in the minority language in which any one of the children has commenced his education in Canada.

The present Section 23(2) deals with the provision out of public funds of minority language educational facilities in an area of the province where there are sufficient numbers to warrant it. This section has been criticized as being too restrictive.

Therefore, I am proposing an amendment which will not refer to the provision of "educational facilities" but rather to "the provision out of public funds of minority language instruction". This avoids the implication that the obligation is limited to physical facilities, but rather it extends to that obligation to provide instruction by whatever method is appropriate and can therefore take into account technological advances as talked about by the Commissioner of Official Languages.

J'aborde maintenant la question des droits des peuples autochtones.

[Text]

There have been many groups representing native people who have appeared before you. I am pleased that they have had a full opportunity to be heard. As a government, we have been impressed by the testimony which has been presented to you. Of course, it is not possible to agree to everything that has been proposed.

Most of the matters raised before the Committee remain subject to negotiation between governments and the native peoples. The Prime Minister has made a commitment that these negotiations will take place immediately after patriation.

Yet it is possible to state in greater detail the kinds of native rights which are not to be adversely affected by the Charter and it is possible to set these rights apart from other undeclared rights and freedoms. Therefore, I am proposing somewhat along the lines suggested by Premier Blakeney that Section 24 be reworded to read as follows:

The guarantee in this Charter of certain rights and freedoms shall not be construed as denying the existence of:

(a) any aboriginal, treaty or other rights or freedoms that may pertain to the aboriginal peoples of Canada including any right or freedom that may have been recognized by the Royal Proclamation of October 7, 1763;

or

(b) any other rights or freedoms that may exist in Canada.

In addition, as requested by the Inuit Council on National Issues the Order in Council of June 23, 1870 admitting Rupert's Land and the North West Territory to the Union will be added to Schedule 1 of the constitution act.

Multiculturalism:

You have received submissions from witnesses representing ethnic groups, be they Canadians of German, Italian, Polish or Ukrainian origin making up part of the Canadian mosaic. You have also heard from the Canadian Consultative Council on Multiculturalism. They have all supported the enshrining of a strong Charter of Rights. They have also asked that some provision be made to protect the multiculturalism nature of Canada.

I would like to see an amendment which would provide a new section which would state:

This Charter shall be interpreted in a manner consistent with the preservation and enhancement of the multicultural heritage of Canadians.

Evidence:

The Canadian Bar Association, the Canadian Civil Liberties Association, the Chief Commissioner of the Canadian Human Rights Commission and others have expressed their opposition to Section 26 of the draft resolution which states that the Charter will not affect laws respecting the admissibility of evidence. In light of the criticisms, the government is prepared to drop the section.

[Translation]

Des groupes représentant les peuples autochtones se sont présentés devant vous. Ils ont eu toutes les chances d'être entendus et j'en suis heureux. Le gouvernement a été impressionné par ce genre de témoignage, mais il est malheureusement impossible d'accepter toutes les suggestions qui nous ont été faites.

La plupart des questions soulevées devant ce Comité doivent faire l'objet de négociations entre les divers gouvernements et les Autochtones. Le premier ministre s'est engagé à reprendre ces négociations immédiatement après le rapatriement.

Il est tout de même possible de préciser les droits des peuples autochtones auxquels la Charte ne portera pas atteinte, de même qu'il est possible de les distinguer d'autres droits et libertés implicites. C'est pourquoi je propose—c'est un peu ce que souhaitait le premier ministre Blakeney—que l'article 24 soit reformulé pour se lire ainsi:

Le fait que la présente Charte garantit certains droits et libertés ne constitue une négation:

a) ni des droits ou libertés—ancestraux, issus de traités ou autres—que peuvent avoir les peuples autochtones du Canada, notamment des droits ou libertés qui ont pu être reconnus par la Proclamation royale du 7 octobre 1763;

b) ni des autres droits ou libertés qui peuvent exister au Canada.

De plus, comme le demandait le Conseil des Inuit sur les questions nationales, l'arrêté en Conseil du 23 juin 1870, qui admet dans l'union la Terre de Rupert et le Territoire du Nord-Ouest sera inclus dans l'annexe 1 de la Loi constitutionnelle de 1981.

Le multiculturalisme

Vous avez reçu des recommandations de la part de personnes représentant les groupes ethniques; que ce soit des Canadiens d'origine allemande, italienne, polonaise ou ukrainienne, ils composent avec nous tous la mosaïque canadienne. Le Conseil consultatif canadien sur le multiculturalisme vous a également présenté un mémoire. A l'unanimité, ils ont appuyé le projet d'enchâsser une Charte des droits valable. Ils ont aussi manifesté le souhait que des dispositions soient inscrites dans la Charte pour protéger la nature multiculturelle du Canada.

J'aimerais proposer une modification qui ajouterait un nouvel article et qui affirmerait ce qui suit:

Toute interprétation de la présente Charte doit concorder avec l'objectif de promouvoir le maintien et la valorisation du patrimoine multiculturel des Canadiens.

Le droit de la preuve

L'Association du Barreau canadien, l'Association canadienne pour les libertés civiles, le président de la Commission canadienne des droits de la personne et d'autres ont critiqué l'article 26 du Projet de résolution où l'on spécifie que la Charte ne portera pas atteinte aux lois concernant le droit de la preuve en justice. A la suite de ces critiques, le gouvernement est prêt à supprimer cet article.

[Texte]

Remedies:

The Canadian Civil Liberties Association, the Canadian Jewish Congress, many members of this Committee and other witnesses expressed the strong view that the Charter requires a remedies section. This would ensure that the Courts could order specific remedies for breach of Charter rights.

I would be prepared to see a new section stating that:

Anyone whose rights or freedoms, as guaranteed by this Charter, have been infringed or denied may apply to a court of competent jurisdiction to obtain such remedy as the court considers just and appropriate in the circumstances.

This would ensure that an appropriate remedy as determined by the courts would be afforded to anyone whose rights have been infringed whether through enactment of a law or by an action of a government official.

Equalization:

Before turning to the amending formula, I would like to speak for a moment about Section 31 dealing with the principle of equalization.

Both the Premiers Hatfield and Blakeney and many members of this Committee have made representations to the effect that Section 31(2) should state clearly that equalization payments must be made to provincial governments. I am prepared to accept wording somewhat along the following lines:

Parliament and the Government of Canada are further committed to the principle of making equalization payments to ensure that provincial governments have sufficient revenues to provide reasonably comparable levels of public services at reasonably comparable levels of taxation.

And now the amending formula. Many representations have been made to you with respect to Parts IV and V of the draft resolution respecting the amending formula. The government has been giving careful study to the representations that have been made to you and is prepared to make significant modifications to the original proposal in order to meet many of the concerns.

First, I am prepared to propose three changes to Section 38. The first would provide that an alternative amending formula could be put forward by seven provinces which have 80 per cent of the population rather than eight provinces. This will give increased flexibility to the provinces. The second would require the approval of any such alternative by the legislatures rather than merely the governments of the provinces concerned. The third change would require any alternative federal formula to be approved by Parliament rather than merely put forward by the federal government. I believe that this last change meets some of the objections raised in this Committee by Mr. Nystrom and others.

Second, as I have already told the Committee, I will accept Mr. George Henderson's amendment, MP for Egmont, Prince

[Traduction]

Recours

L'Association canadienne pour les libertés civiles et le Congrès juif canadien ont fortement insisté sur l'adjonction d'un article prévoyant un recours en cas de violation des droits. Toute personne victime de négation ou de violation de ses droits pourra ainsi s'adresser à un tribunal compétent et obtenir réparation.

Je serais favorable à ce que l'on ajoute un article qui se lirait ainsi:

Toute personne, victime de violation ou de négation des droits et libertés qui lui sont garantis par la présente Charte, peut s'adresser à un tribunal compétent pour obtenir la réparation que le tribunal estime convenable et juste eu égard aux circonstances.

Cette mesure permettra à tout individu de recevoir compensation et justice si ses droits ont été lésés par l'adoption d'une loi ou par une activité quelconque d'un fonctionnaire.

La péréquation

Avant de passer à la procédure de modification, j'aimerais m'arrêter un moment sur l'article 31 qui traite du principe de la péréquation.

Les premiers ministres Hatfield et Blakeney ont tous deux insisté afin que l'article 31(2) stipule clairement que les paiements de péréquation soient versés aux gouvernements provinciaux. Je suis prêt à accepter une formulation qui se présenterait ainsi:

Le Parlement et le gouvernement du Canada prennent l'engagement de principe de faire des paiements de péréquation propres à donner aux gouvernements provinciaux des revenus suffisants pour les mettre en mesure d'assurer des services à un niveau de qualité et de fiscalité sensiblement comparables.

La procédure de modification. On vous a fait plusieurs recommandations concernant les parties IV et V du Projet de résolution et touchant la procédure de modification. De l'inquiétude s'est fait sentir dans toutes les régions du pays. Le gouvernement s'est penché avec circonspection sur les recommandations qui vous ont été soumises et il est prêt à faire des changements substantiels à la proposition originale, afin de répondre à plusieurs de ces inquiétudes.

Premièrement, je suis prêt à proposer trois changements à l'article 38. Le premier permettrait qu'une contreproposition à la procédure de modification puisse être faite par sept provinces représentant 80 p. 100 de la population plutôt que par huit provinces. Cette mesure accorde plus de flexibilité aux provinces. Le second exigerait qu'une telle contre-proposition soit approuvée par les assemblées législatives plutôt que par les seuls gouvernements concernés. Le troisième changement exigerait que toute contre-proposition fédérale à la procédure de modification soit approuvée par le Parlement plutôt que d'être tout simplement avancée par le gouvernement fédéral. Je pense que ces modifications vont répondre à certaines objections, comme celles de M. Nystrom et d'autres.

Deuxièmement, et comme j'en ai déjà fait part au Comité, j'accepte la modification proposée par M. George Henderson,

[Text]

Edward Island, to Section 41 which would provide that an amendment to the constitution require the approval of any two Atlantic provinces rather than two provinces with 50 per cent of the population of the Atlantic Region. This amendment will respond to the representations of many of you and Premiers MacLean, Buchanan, Hatfield and Blakeney before this Committee.

Third, I want to outline amendments which will ensure that a referendum is to be used only as a deadlock breaking mechanism. When he appeared before you, Premier Blakeney stated and I quote:

There must be opportunity for adequate public debate, in Parliament and in provincial legislatures, on the precise terms of a proposed constitutional change before the public is asked to vote.

He objected as some of you to the possibility, even if only theoretical, of an instant referendum.

The amendment I am proposing will make it clear that a referendum may only be called if 12 months after the passage of the required resolution by the Senate and the House of Commons, the required number of provincial legislatures has not approved the proposed constitutional amendment.

Since it is highly unlikely in practical terms that any resolution would be introduced in Parliament before negotiations had been carried out with the provinces and since a further time delay of one year is imposed, there can be no such thing as an instant referendum.

Premier Blakeney also stated that:

the referendum vote must take place within a reasonable and specified time of the amendment's endorsement by the legislative body commencing the process.

I agree with him and I am proposing that any referendum must be held within two years after the expiration of the time period required for approval of the constitutional amendment by provincial legislatures. In other words, no referendum could be held more than three years after the resolution proposing an amendment is first approved by the Senate and the House of Commons.

Premier Blakeney also stated that:

Provision must be made for impartial referendum rules developed and supervised by an appropriate referendum committee. In the federal proposal, all the rules respecting referenda are to be solely within federal control, with none of the safeguards which have been established over the years to ensure, for example, fair federal elections. This clearly requires some revision. What we propose is a federal-provincial body to establish rules for a referendum.

I do think that this suggestion is constructive and is one which I welcome. I am therefore proposing an amendment to create a referendum rules commission, as suggested by Premier Blakeney, composed of the Chief Electoral Officer of Canada as chairman and two other members, one nominated

[Translation]

député d'Égmont, Île-du-Prince-Édouard, à l'article 41 qui permettrait qu'une modification à la Constitution n'exige l'approbation que de 2 provinces de l'Atlantique, plutôt que 2 provinces représentant 50 p. 100 de la population confondue des provinces de l'Atlantique. Cette modification satisfait les recommandations des premiers ministres MacLean, Buchanan, Hatfield et Blakeney.

Troisièmement, je veux mettre en lumière certaines modifications nous assurant que le recours au référendum n'est qu'un mécanisme de dernière instance. Devant ce Comité, le premier ministre Blakeney affirmait:

Avant que le public ne soit appelé à voter sur un changement constitutionnel dont la formulation est très précise, il faut s'assurer que le public, le Parlement et les législatures provinciales aient eu toutes les chances d'en débattre à loisir.

M. Blakeney exprimait sa crainte devant la possibilité d'un «référendum instantané».

La modification que je propose à ce sujet est très claire; il n'y aura de référendum que dans les cas où, douze mois après l'adoption de la résolution par le Sénat et par la Chambre des communes, le nombre requis d'assemblées législatives n'aura pas encore adopté la modification constitutionnelle proposée.

Comme il est peu probable qu'une résolution soit soumise au Parlement avant que des négociations aient été menées auprès des provinces, et comme un délai d'un an est imposé, l'idée même d'un «référendum instantané» est inconcevable.

Le premier ministre Blakeney ajoutait:

le vote référendaire doit avoir lieu à l'intérieur d'un laps de temps raisonnable et bien spécifique depuis l'approbation de la modification par l'institution législative ayant pris l'initiative du processus.

Je suis d'accord sur ce point et je propose que tout référendum se tienne dans les deux ans qui suivent l'expiration de la période de temps requise pour qu'une modification constitutionnelle soit approuvée par les assemblées législatives. En d'autres termes, aucun référendum ne pourrait avoir lieu plus de trois ans après une première approbation d'une résolution par le Sénat et par la Chambre des communes.

Le premier ministre Blakeney déclarait également:

Il faut que tout référendum soit soumis à des règles impartiales et qu'il soit supervisé par un comité référendaire approprié. Dans la proposition du gouvernement fédéral, les règles référendaires tombent sous le seul contrôle du fédéral, sans aucune des sauvegardes établies au cours des années et qui assurent, par exemple, des élections fédérales honnêtes. Il faut changer tout cela et ce que nous proposons, c'est la constitution d'une commission fédérale-provinciale qui établirait les règles référendaires.

Le conseil du premier ministre Blakeney me paraît judicieux et je l'accepte bien volontiers. Je propose donc, comme le souhaite M. Blakeney, qu'une Commission référendaire soit mise sur pied; qu'elle soit composée du Directeur général des élections du Canada, qui en sera le président, et de deux autres

[Texte]

by the Government of Canada and one nominated by the provinces. The role of the commission would be to recommend to Parliament rules for the holding of a referendum.

Further concerns have been raised that the present drafting could allow for amendments to the constitution affecting one or more, but not all, provinces to be made through the general amending formula rather than with the consent of the provinces to which the provision relates. In order to clarify this point and meet the representations made to you last Friday by your final witness, the Denominational Education Committee of Newfoundland, and made to me by Mr. Tobin, Mr. Baker and Senator Petten, I would be prepared to accept an amendment to Section 47 which would state:

The procedures prescribed by Section 41 or 42 do not apply in respect of an amendment referred to in Section 43.

Avant de conclure, messieurs les présidents, je veux revenir sur une question. L'article 25 stipule, dans sa version actuelle, que la présente Charte rend inopérante toutes dispositions incompatibles de toute autre règle de droit. Je crois que cette disposition serait mieux venue à la fin du document pour mieux circonscrire l'ensemble et afin que cela s'applique à toute la Constitution et non pas seulement à la Charte. Cela éviterait également une interprétation erronée qui voudrait que la Charte l'emporte sur d'autres parties de la Constitution. Je proposerais un article qui se lirait ainsi:

La Constitution du Canada est la loi suprême du Canada; elle rend inopérantes les dispositions incompatibles de toute autre règle de droit.

Cette mesure me semble prévenir tout danger que certaines dispositions de la Charte comme, par exemple, la liberté de religion et la non-discrimination pour motif religieux, soient interprétées comme portant atteinte aux droits aux écoles confessionnelles, selon l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique ou selon l'article 17 des Termes de l'Union avec Terre-Neuve.

Il y a d'autres modifications techniques dont je n'ai pas parlé ici. Elles sont indiquées dans la documentation supplémentaire que j'ai déposée devant vous. Je serai heureux d'en discuter avec vous à l'occasion de l'examen article par article du projet de résolution.

J'aimerais répéter que le gouvernement acceptera qu'on lui soumette une modification concernant les ressources, à la lumière de l'échange de correspondance entre le premier ministre monsieur Trudeau et monsieur Broadbent, le chef du Nouveau Parti Démocratique, en octobre.

Quant à moi, je demeure à la disposition du Comité pour la durée de l'étude article par article du projet de résolution et mes collaborateurs seront toujours présents pour éclairer les délibérations de ce Comité.

Je vous remercie infiniment, messieurs les présidents.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur le ministre de la Justice.

[Traduction]

membres, dont l'un serait nommé par le Gouvernement du Canada et l'autre par les provinces. Le mandat de cette Commission serait de recommander au Parlement les règles devant être mises en vigueur pour la tenue d'un référendum.

L'on s'est aussi inquiété du fait que le texte actuel permettrait que des modifications à la Constitution touchant une ou plusieurs provinces—mais pas toutes—puissent être faites grâce à la procédure normale de modification, plutôt qu'avec le consentement des provinces touchées par la modification. Afin de clarifier ce point et de satisfaire aux recommandations qui vous ont été faites, vendredi dernier, par votre dernier témoin, le Comité pour l'éducation confessionnelle de Terre-Neuve, ainsi que par MM. Tobin, Baker et le sénateur Petten, qui se sont adressés directement à moi, j'accepte que l'on modifie ainsi l'article 47:

Les procédures prévues aux articles 41 et 42 ne s'appliquent pas à la modification visée à l'article 43.

I turn now, Mr. Joint Chairmen, to one general point before I conclude. The present Section 25 states that "any law that is inconsistent with the provisions of the Charter is, to the extent of such inconsistency, inoperative and of no effect". We believe that it would be better for such a provision to come at the end of the Act and to be more all-encompassing so that it applies to all of the Constitution and not only to the Charter. This would avoid the possible interpretation that the Charter could over-ride other parts of the Constitution. I would propose a section stating that:

The Constitution of Canada is the supreme law of Canada, and any law that is inconsistent with the provisions of the Constitution is, to the extent of the inconsistency, of no force or effect.

This would also prevent any construction that Charter provisions such as freedom of religion or non-discrimination on the basis of religion might be construed as impairing denominational school rights under Section 93 of the BNA Act or Term 17 of the Terms of Union with Newfoundland.

There are some more technical amendments with no policy implications which I have not discussed. These are included in the material which I have made available to you. I will be glad to discuss each of them with you as you study each clause.

In addition, I want to reiterate that the government will accept an amendment regarding resources in conformity with the exchange of letters between the Prime Minister and Mr. Broadbent, Leader of the New Democratic Party, in October.

I will remain at the disposal of the Committee for the period of clause-by-clause study. My officials will be available to all members of the Committee at all times.

Thank you very much, Mr. Joint Chairmen.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Minister of Justice.

[Text]

• 2105

I would like now to invite the honourable James McGrath, followed by the honourable Arthur Tremblay, with Mr. Nystrom following these two gentlemen.

Mr. McGrath: Thank you very much, Mr. Chairman.

We are about to commence a new phase of our proceedings—and, if I may add, a very important part of our proceedings.

The Minister referred to the fact that over a period of about six weeks we met here for about 175 hours, and we have heard from 93 witnesses, representing various groups and individuals across the country.

Because of the constraints of time, a number of witnesses we considered important could not be heard. I might also say, Mr. Chairman, that we, unlike the government, listened very carefully to the evidence which came before this Committee.

I should like, Mr. Chairman, on behalf of the Progressive Conservative members of this Committee, to offer some general reaction to the proposals put forward by the Minister tonight. Perhaps, first of all, I should like to thank the Minister for his courtesy in providing us with a two hour advance copy of the text of his remarks and the amendments.

Now sir, having said that, the sheer volume of the detail in these proposals requires, in our view, thorough review and consideration before any detailed comment can be made in any responsible way.

We note that, in some particulars the government has taken into account some of the legitimate concerns with its earlier proposals which testimony before the Committee has revealed.

Certainly we welcome the affirmation of Canada's multicultural character.

We welcome some improved wording regarding various protections for individuals and collective rights. We welcome them as desirable proposals—desirable in themselves for Canadian constitutional law; but put in place properly; I repeat, they must be put in place properly—put in place in a federal way here in Canada. That has to be underlined.

However, Mr. Joint Chairman, on behalf of my party—and I am sure on behalf of a great majority of Canadians—I want to emphasize tonight our profound regret and disappointment that the Minister of Justice has not announced the government's abandonment of its unilateral—and thus illegitimate—divisive approach to constitutional change. As was the case with its original package last October, there are aspects of this amended one which we, too, would like to see in the constitution.

But there has been no moving away whatsoever by the government; the government has not moved in any way whatsoever from the features which made the original October resolution fundamentally unacceptable to our party, and I would submit, to the majority of the people of Canada.

[Translation]

J'aimerais maintenant donner la parole à l'honorable James McGrath, suivi de l'honorable Arthur Tremblay, suivi de M. Nystrom.

M. McGrath: Merci beaucoup, monsieur le président.

Nous sommes sur le point d'entamer une nouvelle phase dans nos délibérations, phase très importante, me permettrais-je d'ajouter.

Le ministre a rapporté que nous avons siégé 175 heures pendant ces six semaines et avons entendu 93 témoins représentant des groupes ou des particuliers venant des quatre coins du pays.

Les contraintes de temps nous ont empêchés d'entendre un certain nombre de témoins que nous considérons importants. J'ajouterai également, monsieur le président, que contrairement aux représentants du gouvernement, nous avons écouté avec grande attention tous les témoignages.

Au nom des membres du parti progressiste conservateur, monsieur le président, j'aimerais vous faire part de notre réaction générale au sujet des propositions présentées par le ministre, ce soir. J'aimerais, tout d'abord, remercier le ministre d'avoir eu l'amabilité de nous fournir deux heures à l'avance une copie du texte de ses remarques et de ses propositions d'amendement.

Cela dit, monsieur, le simple volume de ces propositions nécessite, à notre avis, une étude complète et approfondie avant que nous ne puissions les commenter en détail d'une manière responsable.

Nous remarquons que le gouvernement a tenu compte de certaines des inquiétudes légitimes exprimées au cours des témoignages.

Nous saluons avec plaisir l'affirmation du caractère multiculturel du Canada.

Nous saluons l'amélioration de certains libellés concernant la protection des droits individuels et collectifs. Nous les recevons avec plaisir, car ils sont souhaitables, souhaitables en eux-mêmes pour le droit constitutionnel canadien; mais à condition qu'ils soient introduits correctement, je répète, à condition qu'ils soient introduits correctement, ici, au Canada. Nous le soulignons.

Cependant, monsieur le coprésident, au nom de mon parti, et je suis certain au nom de la grande majorité des Canadiens, je veux répéter ce soir notre déception et notre regret profonds que le ministre de la Justice n'ait pas annoncé que le gouvernement renonçait à agir unilatéralement, et par conséquent, illégalement. Tout comme dans le projet original d'octobre dernier, il y a certains aspects dans ce nouveau projet que nous aimerions également voir dans la constitution.

Néanmoins, le gouvernement n'a pas renoncé à certaines caractéristiques rendant la résolution d'octobre fondamentalement inacceptable pour notre parti, et je dirais, pour la majorité de la population canadienne.

[Texte]

The government still wants to go to Britain to have our constitution changed. That, sir, is wrong. That is colonialism.

Canadians do not accept that Britain should change our constitution. They want that done in Canada by Canadians, in our own legislatures.

In our view, all that Britain should be asked to do is to formally effect the patriation of the Canadian constitution with the amending formula we Canadians have agreed on. They cannot properly give us a Charter of Rights, Mr. Chairman, however laudable its terms may be, on a unilateral approach by only one of the two orders of our federal partnership.

Only Canadians, sir, through the amending formula of our federation can legitimately do that.

We believe that Canadians have the maturity, the wisdom and the determination to do just that, and to make all other appropriate constitutional changes that our federation requires.

We hoped that the government might have turned aside tonight from the course of unilateral action which every sounding of public opinion undeniably makes clear, that Canadians do not agree with it and will not accept this kind of unilateral action.

We know our duties, sir, to Canadians, and we will continue to resist that improper course of action with all the strength we can muster, both in this Committee and in the House.

Unless the unilateral character of this constitutional package is removed, it cannot be acceptable to us as the right way to proceed to do anything constitutional, however desirable we, as the peoples elected representatives, in only one of the two orders of government, might think some of them to be.

Now, sir, what about some of the specific proposals made tonight?

The amending formula will be change hardly at all, and will, in my view, regrettably continue to divide the country. Western and Atlantic provinces remain in clearly inferior positions, and indeed for the smaller Western provinces, they will not even have the protection that P.E.I. is to receive—the removal of the 50 per cent Atlantic population approval requirement for the makeup of that region's provincial consent. We welcome that proposed amendment.

The referendum proposal in Section 42 remains as an end run, sir, around the provinces at the whim of this federal government, and that, to us, is clearly unacceptable.

The government's regrettable failure to address these central concerns of its critics, including I might add, just last Friday its own former Secretary to the Cabinet for Federal-Provincial Relations, Mr. Gordon Robertson, who damned the referendum approach as being fundamentally dangerous to federalism; and that, in our view, will further contribute to creating Canadian disunity.

We will be making very shortly, Mr. Joint Chairman, some major proposals of our own aimed at promoting unity in

[Traduction]

Le gouvernement veut toujours faire modifier notre constitution en Grande-Bretagne. C'est une erreur, c'est du colonialisme.

Les Canadiens n'acceptent pas que la Grande-Bretagne change notre constitution. Ils veulent que cela soit fait au Canada par les Canadiens, dans nos assemblées législatives.

A notre avis, on ne devrait demander à la Grande-Bretagne que de rapatrier officiellement la constitution canadienne accompagnée de la formule d'amendement approuvée par les Canadiens. La Grande-Bretagne ne peut nous donner une charte des droits, monsieur le président, quelle que soit la valeur de ses termes, correspondant uniquement aux aspirations d'une des deux parties de notre association fédérale.

Seuls les Canadiens, monsieur, par le biais de la formule d'amendement de notre fédération peuvent le faire légitimement.

Nous pensons que les Canadiens ont la maturité, la sagesse et la détermination voulues pour le faire, et apporter toutes les modifications constitutionnelles appropriées que notre fédération réclame.

Nous avions espéré que le gouvernement se serait, ce soir, écarté de la voie unilatérale que tous les sondages d'opinion condamnent sans ambiguïté aucune et que l'ensemble de la population canadienne rejette.

Nous connaissons notre devoir, monsieur, envers les Canadiens, et nous continuerons à lutter contre cette méthode de toutes nos forces, en comité et à la Chambre.

Tant que le caractère unilatéral de ce projet constitutionnel ne sera pas supprimé, nous ne pourrions l'accepter comme la méthode légitime de modification de la constitution, quelle que soit la validité que nous, représentants élus d'un seul des deux paliers de gouvernement, reconnaissons à certaines de ces propositions.

Maintenant, que pensons-nous de certaines des propositions qui nous sont faites ce soir?

La formule d'amendement n'est pratiquement pas changée, et continuera, malheureusement, à mon avis, à diviser le pays. Les provinces de l'Ouest et de l'Atlantique demeurent clairement en position d'infériorité, et les plus petites provinces de l'Ouest ne bénéficieront même pas de la protection accordée à l'Île-du-Prince-Édouard: la suppression des 50 p. 100 d'approbation de la population de l'ensemble des provinces de cette région. Nous recevons avec plaisir cet amendement.

Le recours au référendum à l'article 42 demeure la prérogative du gouvernement fédéral pour passer outre à la volonté des provinces, et c'est totalement inacceptable.

Que le gouvernement ait ignoré ces points principaux qui faisaient l'unanimité de ses critiques, y compris, je pourrais ajouter, encore vendredi dernier, son propre ancien secrétaire du Cabinet pour les relations fédérales-provinciales, M. Gordon Robertson, pour qui le recours au référendum sonne le glas du fédéralisme, est tout à fait regrettable, et à notre avis, ne fera qu'accentuer la désunion canadienne.

Très bientôt, monsieur le coprésident, nous ferons des propositions importantes, assurant l'unité au Canada et permettant

[Text]

Canada and a way to patriate with a workable amending formula, putting that Canadian amending capacity in place speedily and at building a consensus here among our people and their governments and an effective protection of individual and connected collective rights—put in the constitution through that amending formula.

We are certain, Mr. Joint Chairman, that such a threefold approach is the only sound, constructive way for Canadians to begin creatively the work of our federation, of building on national unity and not tearing it down.

We hope, sir, that even at this late stage, in the weeks to come, both in this Committee, in the House as well as in the Senate the government will listen to the reasonable suggestions we will be making, both about process and substance, so that the current divisions in Canada on unilateral action, divisions which go far beyond political parties and go to the very heart and soul of the federal partnership, will pass away and a new chapter can be opened for all Canadians in our search for national unity.

That, Mr. Joint Chairman, is on behalf of our party and I hope the Committee will hear in our other official language, my colleague, Senator Tremblay.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, the honourable James McGrath.

With the agreement of Mr. Nystrom, the Chair will recognize the honourable Senator Arthur Tremblay in order to allow the Official Opposition to make their statement in both official languages of Canada.

That, of course, is not a precedent, but merely to respect the opening and study of our debate at this point. Do I have agreement?

Mr. Nystrom: Yes, you do, Mr. Joint Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Nystrom. Mr. Tremblay.

L'honorable sénateur Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Merci bien, monsieur le président.

Je remercie au passage monsieur Nystrom de me permettre d'intervenir à ce stade-ci alors que nos procédures habituelles supposent qu'il y a une intervention de tous les trois partis avant qu'une seconde ronde d'interventions ne se produise.

Je voudrais d'abord remercier le ministre d'être venu nous présenter l'ensemble des modifications que le gouvernement se propose d'inscrire dans le projet de résolution qui est devant nous.

Je ne mets pas en cause du tout les intentions, les bonnes volontés du ministre et du gouvernement dans l'effort qu'ils ont fait pour tenir compte de certaines des représentations qui ont été faites ici à notre Comité.

Pour pallier des intentions, je pense qu'il faut se reconnaître les uns les autres qu'elles sont valables et pures. C'est dans cette perspective que j'ajoute . . .

M. Chrétien: Même chrétiennes!

Le sénateur Tremblay: De toutes dénominations!

[Translation]

le rapatriement avec une formule d'amendement fonctionnelle, d'utilisation rapide et assurant l'unanimité de notre population et de ses gouvernements, ainsi qu'une protection efficace des droits individuels et collectifs, inscrits dans la constitution par le biais de cette formule d'amendement.

Nous sommes certains, monsieur le coprésident, que cette approche à trois volets est le seul moyen devant permettre aux Canadiens de perpétuer la fédération, de bâtir sur l'unité nationale et non pas de la détruire.

Nous espérons, monsieur, que même à cette heure tardive, pour les semaines à venir, au sein de ce Comité, à la Chambre et au Sénat, le gouvernement écoutera les propositions raisonnables que nous ferons, tant sur la forme que sur le fond, afin que les divisions actuelles au Canada concernant cette mesure unilatérale, divisions dépassant les partis politiques, et touchant le cœur et l'âme de notre association fédérale, disparaîtront et qu'un nouveau chapitre sur la quête de notre unité nationale pourra être ouvert et écrit par tous les Canadiens.

Cela, monsieur le coprésident, au nom de notre parti, et j'espère que le Comité écoutera, dans l'autre langue officielle, mon collègue, le sénateur Tremblay.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur McGrath.

Si M. Nystrom est d'accord, la présidence donnera la parole à l'honorable sénateur Arthur Tremblay, afin que l'opposition officielle puisse faire sa déclaration dans les deux langues officielles du Canada.

Bien entendu, il ne s'agit pas d'un précédent, mais de simplement respecter le déroulement ordonné de notre débat. Êtes-vous d'accord?

M. Nystrom: Oui, monsieur le coprésident.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Nystrom. Monsieur Tremblay.

The Honourable Senator Tremblay.

Senator Tremblay: Thank you very much, Mr. Chairman.

I would like to thank Mr. Nystrom for allowing me to intervene at this stage, since normally each of the three parties intervenes on the first round.

I would like to begin by thanking the minister for coming before us to present the amendments that the government plans to introduce to the proposed resolution before us.

I am not questioning at all the goodwill and good intentions of the minister and of the government in their efforts to reflect some of the representations made before our committee.

As far as intentions go, I think that both sides must recognize that they are valid and pure. In this context, I would like to add . . .

Mr. Chrétien: You might even say that they are christian! chrétiennes.

Senator Tremblay: . . . or that they represent all denominations!

[Texte]

Mais justement, si je me permets un commentaire, le ministre a élargi la perspective qui nous a définis l'un et l'autre quant à nos origines au point de vue religieux mais pas jusqu'au point de déborder le cadre chrétien! C'est un peu pareil en ce qui concerne les amendements qu'il nous propose pour élargir, précisément, le sens de la résolution.

Cela dit, bien sûr que je ne répèterai pas ce que mon collègue, monsieur McGrath, a déjà exprimé comme étant la position d'ordre général que notre formation politique prend devant ce qui nous est amené ce soir.

Je voudrais cependant insister sur un aspect qui, à mon sens, est absolument fondamental et qui a d'ailleurs été évoqué par M. McGrath et l'aspect que je veux souligner, c'est que le problème majeur que soulève le projet de résolution est un problème qui met en cause notre régime fédéral comme tel, d'abord.

Bien sûr qu'une question comme celle de la Charte des droits est une question importante; bien sûr que notre Comité, comme le ministre l'a déjà fait d'ailleurs avec ses collaborateurs, devra se pencher sur les diverses façons, les diverses possibilités de rendre le projet de Charte des droits qui est devant nous meilleur, plus conforme à ce que les besoins de la collectivité canadienne exigent, mais ce n'est point là, à mon sens, dans la perspective d'un régime fédéral, le point le plus fondamental, si important que la Charte des droits puisse être.

Du Point de vue du régime fédéral, le projet de résolution constituait par l'action unilatérale à ce stade-ci, au stade du rapatriement proprement dit, également par une action unilatérale de la part du Parlement canadien de façon permanente pour la suite des choses.

A cet égard, du point de vue fédératif, du point de vue de notre régime fédéral, le projet de résolution qui était devant nous posait un problème fondamental.

Je constate, après avoir entendu ce que le ministre vient de nous dire, que ce problème demeure tout entier.

L'article 42, où l'on institue de façon permanente la possibilité d'une action unilatérale, quant à l'essentiel de la part du Parlement canadien, la possibilité que cet article représente que le Parlement fédéral peut unilatéralement aller à l'encontre de la volonté des Provinces, et par définition cette volonté ne sera pas là puisque la théorie veut précisément que ce soit dans une situation d'impasse, c'est-à-dire de désaccord entre le fédéral et les Provinces, qu'on veut avoir recours à l'article 42, je pense que le maintien dans sa substance de cet article 42 laisse tout entier le problème de l'équilibre entre les deux ordres de gouvernement dans une fédération comme la nôtre.

Ce n'est pas le fait qu'on propose un organisme quelconque pour voir aux modalités du référendum qui change la substance du problème, c'est le fait que l'article 42 demeure, pour l'essentiel. Le reste, ce n'est affaire que de procédures. Ce ne sont pas les procédures qui sont les plus dommageables, c'est la substance de l'article.

Or, il se trouve par ailleurs qu'on ne touche pas non plus l'article 47 quant à la possibilité que la formule d'amendement même qui sera convenue ou qui sera établie pourra elle aussi

[Traduction]

I would like to make a comment on this very point, if I may. The minister has broadened the context that we each defined regarding our religious origins, but he has not gone beyond the christian *chrétien* context! This is also somewhat the case with the amendments he is presenting specifically to broaden the resolution.

Having made this point, I will not repeat what my colleague, Mr. McGrath, has stated as our party's general position regarding the proposals we have heard this evening.

However, I would like to emphasize one aspect which I feel is absolutely fundamental, and which Mr. McGrath referred to as well. I am talking about the fact that the major problem raised by the proposed resolution is one which calls our federal system into question.

Of course the Charter of Rights is an important matter; and of course our committee, just as the minister and his officials have done, will have to look at how the proposed Charter can be improved in order to be better geared to the needs of the Canadian people. However, this is not the most fundamental point in the context of a federal system, in my opinion, however important the Charter of Rights may be.

From the point of view of a federal system, the proposed resolution involves unilateral action at the patriation stage, and unilateral action on the part of the Canadian Parliament on a on-going basis in the future.

From the point of view of our federal system, the proposed resolution therefore raised a fundamental problem.

After listening to what the minister has just told us, I see that this problem remains unsolved.

Section 42 provides that the Parliament of Canada will always be able to take unilateral action. By virtue of this section, the federal Parliament can unilaterally act contrary to the wishes of the provinces, and by definition the provinces will not agree because the idea is that this section is to be used in the case of a deadlock, or disagreement between the federal and provincial governments. Since there is no substantial amendment to section 42, I believe that the problem of the balance of power between the two levels of government in a federation such as ours remains unsolved.

The fact that there are plans to set up some sort of body to oversee the details of the referendum does not change the essence of the problem. The problem is that section 42 is virtually unchanged. The aspects that are changed relate to procedures. It is not the procedures that are harmful, but rather the substance of the section.

In addition, no change has been made to section 47 which provides that the amending formula agreed to or established could also be amended by section 42. In other words, the

[Text]

être modifiée via l'article 42, c'est-à-dire de façon unilatérale, par le Parlement canadien.

Cela étant, la substance demeurant ce qu'elle était quant à l'approche non fédérative du projet de résolution, je pense que les objections que nous y avons faites dès le départ demeurent elles aussi entières.

Je me contenterai, monsieur le président, monsieur le ministre, d'avoir souligné cet aspect et d'avoir indiqué de cette façon que, quant à nous, aussi longtemps, comme monsieur McGranth l'a déjà souligné, aussi longtemps que cela demeurera dans le projet de résolution, il nous est, dans son essence même, inacceptable même si sur des points particuliers des améliorations pourraient lui être apportées.

Le processus est synonyme en l'occurrence de substance, si on se place dans la perspective de notre régime fédératif.

Tel est, pour l'instant, le seul commentaire d'ordre général que j'avais à faire.

Je vous remercie, monsieur le président, et je remercie de nouveau monsieur Nystrom de m'avoir permis d'inscrire ces remarques à ce stade-ci.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, honorable sénateur Tremblay.

With the agreement of honourable members on the government's side, I would invite Mr. Lorne Nystrom and Mr. Robinson, with the same kind of availability of speaking in both official languages of Canada, if they so want to provide themselves with the opportunity.

Monsieur Lorne Nystrom.

Mr. Nystrom: I do not know, Mr. Chairman, whether I should be speaking in English ou si je vais parler en français. C'est difficile maintenant de prendre une décision.

But I want, first of all, to thank the Minister for coming before the Committee tonight and for making available to us about 5 o'clock or so, the copy of the amendments that he was going to propose to the Committee.

It has given us a bit more time to study the ramifications of some of them.

I wanted to say, first of all, that I want to refrain from any substantive comment whatsoever on any of the propositions made by the Minister and, instead, to take advantage of my time to pose questions to him in order to solicit more information as to why he is going in certain directions or why he has chosen not to move amendments in other important areas of the bill before us.

Our caucus has decided that the constitutional amendments moved tonight are very important.

• 2125

Our caucus has decided that the constitutional amendments moved tonight are very important. It is going to take us a couple of days to study them, to reflect, and it is very important that we make a collective decision in a very democratic way as to how to respond to the amendments that are before us.

[Translation]

amending formula could be unilaterally amended by the Parliament of Canada.

Since the nonfederative approach to the draft resolution remains unchanged, the objections which we raised from the beginning remain just as valid.

Suffice it to say, therefore, Mr. Chairman and Mr. Minister, that under those circumstances and as long as this will remain in the draft resolution, it is totally unacceptable to us, despite any improvements which might be made on various points.

This way of proceeding does indeed allow the federal to change the substance of our federal system.

This is for the time being the only general comment I have to make.

Thank you, Mr. Chairman, and I also wish to thank once again Mr. Nystrom for having allowed me to interject at this stage.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, honourable Senator Tremblay.

Avec l'accord des membres de la majorité, je donne la parole à MM. Nystrom et Robinson qui, bien entendu, sont libres de s'exprimer dans les deux langues nationales.

Mr. Lorne Nystrom.

M. Nystrom: Je ne sais pas, monsieur le président, si je dois m'exprimer en anglais ou en français. It is a difficult decision to make.

Je voudrais tout d'abord remercier le ministre de sa présence parmi nous ce soir et de nous avoir remis vers 17 heures un exemplaire des amendements qu'il avait l'intention de déposer.

Cela nous a permis d'examiner plus à loisir les répercussions de certains de ces amendements.

Plutôt que de poser des questions de fond relativement à ces amendements, je me propose de demander au ministre pourquoi il a décidé d'apporter des amendements à telle partie de la résolution plutôt qu'à telle autre.

Notre caucus estime que les amendements constitutionnels déposés ce soir sont de la plus haute importance.

Vu leur importance, il nous faudra quelques jours pour les examiner et y réfléchir avant de nous prononcer démocratiquement quant à la valeur de ces amendements.

[Texte]

Comme je l'ai dit en anglais, nous avons besoin de temps dans le caucus du NPD pour faire une étude des propositions de monsieur Chrétien.

Il a été fait plusieurs propositions ici ce soir, ce sont des questions qui sont très importantes pour l'avenir du Canada, pour toutes les Provinces du Canada et nous avons besoin de temps pour faire une étude collectivement dans le caucus du NPD du Canada. Dans les prochains jours, les prochaines semaines, nous aurons nous-mêmes des amendements pour le projet de résolution qui est devant nous et nous avons besoin we will have to then, at certain times of course, take stands on some of the amendments that have been presented by the Minister and perhaps consider some amendments to his amendments and to some of the other clauses in the resolution before us.

I want to spend a few minutes asking him questions about the referendum procedure, the amending formula and a couple of things in the Charter of Rights if I do have time, Mr. Chairman.

The Minister this evening referred on page 19 of his comments to Premier Blakeney of the Province of Saskatchewan, and he quoted Mr. Blakeney when he referred to the creation of the referendum commission, a referendum rules commission to supervise or to develop the rules that may apply to a constitutional referendum in our country. And he referred to Mr. Blakeney and he quoted him as saying that:

Provision must be made for impartial referendum rules developed and supervised by an appropriate referendum committee.

And I underline the words here "developed and supervised by an appropriate committee", and he goes on to say at the end of his citation of Mr. Blakeney's remarks, quoting Mr. Blakeney as saying:

What we propose is a federal-provincial body to establish rules for a referendum.

I want to ask the Minister about the amendment that he is suggesting, because it seems to me there is a bit of an inconsistency between what Mr. Blakeney is requesting and what the Minister says he is acceding to when he accedes to that request.

I look at page 19 of the document that was circulated by the Minister of Justice and it says in Section 40(4) that, and I quote:

(4) Subject to subsection (1) and taking into consideration any rules approved by a Referendum Rules Commission in accordance with Subsection (3), Parliament may enact laws respecting the rules applicable to the holding of a referendum under subsection 38(3).

My reading of this, first of all, is that the Referendum Rules Committee would be an advisory committee, that Parliament may or may not accept the recommendations made by the

[Traduction]

As I said in English, the NDP caucus needs time to study Mr. Chrétien's proposals.

The proposals made this evening are of the greatest importance for the future of Canada and for all our provinces, that is why the NDP caucus needs more time to study them collectively. In the forthcoming days and weeks, we will ourselves table amendments to the proposed resolution. Ce n'est qu'alors que nous pourrions faire connaître notre position en ce qui concerne les modifications proposées par le ministre et que nous déposerons sans doute des modifications visant, soit les modifications du gouvernement, soit d'autres articles de la résolution.

Je voudrais maintenant poser quelques questions au ministre concernant la formule d'amendement ainsi que la charte des droits, si j'ai le temps.

A la page 23 de son exposé, le ministre a évoqué les remarques faites par M. Blakeney, premier ministre de la Saskatchewan, concernant la mise sur pied d'une commission chargée d'élaborer les règles régissant la tenue de référendums ainsi que d'en contrôler le déroulement. Le ministre a cité le passage suivant d'une déclaration de M. Blakeney:

Il faut que tout référendum soit soumis à des règles impartiales et qu'il soit supervisé par un comité référendaire approprié.

Et j'insiste sur les mots «soumis» et «supervisé»; puis le ministre continue à citer les propos de M. Blakeney en disant pour terminer:

Ce que nous proposons, c'est la constitution d'une commission fédérale-provinciale qui établirait les règles référendaires.

Je voudrais que le ministre me donne des explications sur l'amendement qu'il propose car j'ai l'impression qu'il existe une contradiction entre ce que demande M. Blakeney et ce que le ministre est prêt à accorder.

Je me reporte à la page 19 du document distribué par le ministre de la Justice qui, dans l'article 40(4) dit ceci, et je cite:

(4) Sous réserve du paragraphe (1) et compte tenu des règles déposées conformément au paragraphe (3) le Parlement peut légiférer pour réglementer la tenue du référendum visé au paragraphe 38(3).

Voici comment j'interprète ceci: Premièrement, la Commission référendaire serait une commission consultative; le Parlement serait libre d'accepter ou non les recommandations de cette

[Text]

Referendum Rules Commission and, indeed, Parliament could enact any laws that it wants to in terms of a referendum.

I want to ask the Minister whether or not that is an accurate interpretation of the amendment he is suggesting to this Committee.

Mr. Chrétien: No, it is exactly what we want to do. In other words, establish a committee or commission in the form of three persons who will establish rules, and that we will take the majority report, and within 60 days the Parliament of Canada may act or not act and pass a law.

If they refrain from acting, the report of the Committee will become the law for the referendum, but in fact, if Parliament decided that the report of the Committee is unsatisfactory, Parliament could present a law.

But having established an independent commission like that, in my own view, it would be difficult for the government, unless the government and Parliament had some strong reasons not to accept the recommendation of the Committee. But I do think in any country Parliament is sovereign and in those circumstances, for us to delegate the authority to make laws to a committee, it is a pretty far-reaching concept at this stage.

We have found this device to be useful. So in fact, what the Committee will do, it will prepare some rules and will have only 60 days for Parliament to accept it or reject it.

Mr. Nystrom: Then it is still up to Parliament as to whether or not we accept . . .

Mr. Chrétien: Yes, Parliament is speaking on behalf of all Canadians and they may overrule.

But suppose that this commission had made a report and that the government is agreed, whoever is forming the government, to come back in front of the House. To over-rule a commission, they need some very good reasons.

If we were to do that arbitrarily in the debate in the referendum, the procedures will become subject of great explanation. But we felt that it was impossible in the last analysis, if the commission were to report something absolutely unacceptable to Parliament, to give the authority of Parliament to change it, but it is not likely that it will happen like that.

Mr. Nystrom: Therefore, Mr. Minister, what you are suggesting to us is something radically different than that proposed by Mr. Blakeney, because Mr. Blakeney said, as you quoted him this evening:

What we propose is a federal-provincial body to establish rules for a referendum.

The body itself would establish the rules.

Mr. Chrétien: I said that there will be a body, but Parliament could vote and change it, if need be.

Mr. Nystrom: Therefore, I am puzzle when you say in your speech, and I quote yourself, Mr. Minister:

[Translation]

commission et, en fait, le Parlement pourrait promulguer à sa guise n'importe quelle loi régissant la tenue d'un référendum.

Je voudrais que le ministre me dise si cette interprétation de l'amendement qu'il propose au Comité est juste.

M. Chrétien: C'est exactement ce que nous voulons faire. Autrement dit, nous voulons créer un comité ou une commission qui regrouperait trois personnes chargées d'établir les modalités référendaires, puis nous nous inclinerons devant le rapport de la majorité et, dans les 60 jours, le Parlement du Canada sera libre d'agir ou de ne pas agir et de promulguer une loi.

S'il s'en abstient, le rapport de la commission régira le référendum mais, en fait, si le Parlement estime que le rapport de la commission n'est pas satisfaisant, il pourra proposer une loi.

Cependant, après avoir créé une commission indépendante comme celle-là, je crois qu'il serait difficile pour le gouvernement de ne pas accepter ses recommandations, à moins que le gouvernement et le Parlement aient de bonnes raisons pour cela. Quoi qu'il en soit, je suis persuadé que le Parlement d'un pays est toujours souverain et, dans ces conditions, le fait de déléguer à une commission le pouvoir de légiférer constitue à présent un geste ayant de profondes répercussions.

Nous avons jugé que ce procédé était utile. La Commission établira donc des règles et le Parlement aura 60 jours pour les accepter ou les rejeter.

M. Nystrom: C'est donc toujours le Parlement qui décidera de les accepter ou non . . .

M. Chrétien: Oui, le Parlement, qui s'exprime au nom de tous les canadiens, pourra prendre une décision contraire.

Mais en supposant que cette commission ait présenté un rapport et que le gouvernement, quel qu'il soit, ait décidé de s'adresser à la Chambre, il faudra avoir des raisons valables pour repousser les règles établies par la commission.

Si nous devons faire cela de manière arbitraire dans le cadre d'un débat sur le référendum, les procédures donneraient lieu à une profusion d'explications. Mais nous avons jugé qu'en dernière analyse, si la commission présentait un rapport totalement inacceptable au Parlement, il faudrait habiliter ce dernier à le modifier; toutefois, il est peu probable que cela arrive.

M. Nystrom: Par conséquent, monsieur le ministre, ce que vous nous proposez est radicalement différent de ce que préconisait M. Blakeney, puisque celui-ci a dit, et vous l'avez cité ce soir:

Ce que nous proposons, c'est la constitution d'une commission fédérale-provinciale qui établirait les règles référendaires.

La Commission établirait elle-même les règles.

M. Chrétien: J'ai dit qu'il y aurait une commission mais que le Parlement pourrait voter et, au besoin, apporter des modifications.

M. Nystrom: Je suis donc dérouté par ce que vous avez dit dans votre discours; et je vous cite, monsieur le ministre:

[Texte]

I am therefore proposing an amendment to create a referendum rules commission, as suggested by Premier Blakeney.

Mr. Chrétien: The commission is there. Parliament can pass law.

Mr. Nystrom: But Mr. Blakeney did not suggest we create a commission as an advisory commission.

Mr. Chrétien: I accept his distinction.

Mr. Nystrom: I am glad you accept that distinction because you have just now said that you no longer agree with what you have said to us on page 19.

I now want to, after that interesting revelation, turn to something else that I think is very important in your comments tonight, and that is the amending formula on page 17.

You have said you are prepared to make some very significant modifications to the original proposal in order to meet some of the many concerns that have been brought before the Committee.

Now, one of the concerns that have been brought before the Committee is a concern by British Columbians in particular but also by some people in other parts of the country that future population growths might be such in 40 or 50 or 60 or how many years, that another province might comprise 25 per cent or more of the population of Canada.

I know as Minister, Mr. Minister, you are not changing the amending formula at all. On page 20 of your extensive document this evening you have before us the same wording, and the wording is that:

41(1) An amendment to the constitution of Canada may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada where so authorized by (a) resolutions of the Senate and House of Commons; and (b) resolutions of the legislative assemblies of at least a majority of the provinces includes

And this is the important part:

(i) Every province that at any time before the issue of the proclamation had, according to any previous general census, a population of at least 25 per cent of the population of Canada.

Now, what this does, Mr. Minister, it of course gives Quebec and Ontario a permanent veto in the amending formula, even if in 50 years Ontario hypothetically has 18 per cent of the population or 22 per cent of the population. But in 50 years another province may have 25 or 26 per cent of the population, like British Columbia and Alberta, and it seems to me it would be more consistent that you would have an amendment that would say any future population growth or any province that attains 25 per cent in the future would have the same rights.

I would like to ask you why you did not include that.

[Traduction]

Je propose donc, comme le souhaite M. Blakeney, qu'une Commission référendaire soit mise sur pied.

M. Chrétien: La Commission est là. Le Parlement peut légiférer.

M. Nystrom: Oui, mais dans l'esprit de M. Blakeney, il n'était pas question que cette commission ait un rôle consultatif.

M. Chrétien: Je m'incline devant cette distinction.

M. Nystrom: J'en suis ravi puisque vous venez de dire que vous n'êtes plus d'accord avec ce que vous nous disiez à la page 23.

Après cette révélation intéressante, je voudrais passer à une autre des remarques que vous avez faites ce soir et qui me paraît très importante, il s'agit de la formule d'amendement dont il est question à la page 21.

Vous avez dit que vous étiez prêt à modifier considérablement la proposition initiale pour tenir compte des nombreux sujets de préoccupation qui ont été exprimés devant le comité.

Entre autres, les représentants de la Colombie-Britannique, mais ils ne sont pas les seuls, se sont inquiétés du fait que l'évolution démographique pourrait être telle que dans 40, 50, 60 ans ou davantage, une autre province pourrait regrouper 25 p. 100 ou plus de la population du Canada.

Une chose est certaine, monsieur le ministre, vous ne changez rien à la formule d'amendement. On retrouve les mêmes thèmes à la page 20 du volumineux document que nous avons ce soir devant les yeux, et ces termes sont les suivants:

41(1) La constitution du Canada peut être modifiée par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée à la fois: (a) par des résolutions du Sénat et de la Chambre des communes; (b) par des résolutions des assemblées législatives d'une majorité des provinces; cette majorité comprend

Et voici la partie la plus importante:

(i) Chaque province dont la population avant la date de cette proclamation, représentait, selon un recensement général antérieur quelconque, au moins 25 p. 100 de la population du Canada.

La conséquence en est, monseigneur le ministre, que cela donne évidemment au Québec et à l'Ontario la possibilité d'opposer en permanence leur veto à la procédure de modification, même si dans 50 ans l'Ontario ne comptait que 18 ou 22 p. 100 de la population. Mais dans 50 ans, une autre province, comme la Colombie-Britannique ou l'Alberta, pourra compter 25 ou 26 p. 100 de la population; il serait donc plus logique, selon moi, d'avoir un amendement stipulant que toute province dont la population atteindrait ultérieurement 25 p. 100 disposerait des mêmes droits.

Pourquoi n'avez-vous pas proposé cela?

[Text]

• 2125

Mr. Chrétien: My reading of that clause, Mr. Nystrom, is exactly that. If ever a province were to have 25 per cent of the population, the day that they attain that level they acquire exactly the same rights as Quebec and Ontario.

Any province that will attain 25 per cent temporarily at one census will be exactly in the same position as Quebec and Ontario is, and the way you read the section is the way I interpret that.

Suppose that tomorrow the western provinces were to decide to have only one province in Western Canada. I do not say that that is likely to happen, automatically that province will have a right of veto because they will form about 25 per cent of the population.

Mr. Nystrom: Thank you very much, Mr. Chrétien.

Mr. Chrétien: So in fact, Mr. Nystrom, if one province attained the same status as Quebec and Ontario today, they will acquire that right and if their population dwindled down for some economic reason later on in relation to the other provinces, they will keep that right.

Mr. Nystrom: So you are satisfied, Mr. Minister, that that right would be there.

Mr. Chrétien: Yes, I am satisfied it would be there.

Mr. Nystrom: I would like to refer now to a couple of things in the Charter of Rights itself.

You have said on page 7, for example, of your comments to the Committee tonight, and I quote:

The work of the Council

and this is of course the Advisory Council on the Status of Women,

The work of the council has greatly influenced the government as have the presentations of the many witnesses who have spoken on this subject on behalf of women's groups, the handicapped, and others.

The government has been, as you say, greatly influenced by the groups that have appeared and you have moved some considerable distance in terms of women's rights, and I think the suggested amendment is very interesting, one we will take a very serious look at. You have moved some distance in some other areas.

We have also had handicapped groups before the Committee and you said that the groups that have appeared have greatly influenced the government, and I would like to ask you why you do not include in the Charter of Rights any reference to the handicapped, to the physically disabled, to the mentally disabled in our country.

We have had some groups before us who came and made some pretty good arguments, and you said you have been greatly influenced. I would like to know where the influence is.

[Translation]

M. Chrétien: C'est tout à fait mon interprétation monsieur Nystrom. Si jamais une province atteint le seuil de 25 p. 100 de la population, elle acquiert dès lors absolument les mêmes droits que le Québec et l'Ontario.

Toute province franchissant temporairement le seuil de 25 p. 100 lors d'un recensement se trouvera dans la même position que le Québec et l'Ontario. Votre interprétation de l'article correspond donc à la mienne.

Ainsi, supposons que demain les provinces de l'Ouest décident de ne former qu'une seule province dans cette région du Canada. Je ne dis pas que cela se produira probablement mais, si c'était le cas, cette province détiendrait automatiquement un droit de veto puisqu'elle regrouperait environ 25 p. 100 de la population.

M. Nystrom: Merci beaucoup, monsieur Chrétien.

M. Chrétien: Par conséquent, monsieur Nystrom, si une province obtenait ainsi le même statut que le Québec et l'Ontario d'aujourd'hui, elle détiendrait ce droit et si, par après, sa population diminuait par rapport à celle des autres provinces pour une raison économique quelconque, elle le conserverait quand même.

M. Nystrom: Monsieur le ministre, vous êtes donc certain que ce droit existerait.

M. Chrétien: Oui, je suis certain que ce serait bien le cas.

M. Nystrom: J'aimerais maintenant me reporter à deux choses figurant dans la Charte des droits même.

Ainsi, à la page 7, des remarques que vous avez lues au comité ce soir, on trouve la chose suivante, et je cite:

J'avoue que le travail de ce Conseil

il s'agit bien entendu du Conseil consultatif canadien de la situation de la femme,

J'avoue que le travail de ce Conseil a grandement influencé le gouvernement; il en est ainsi des présentations et mémoires de plusieurs témoins qui se sont exprimés sur ce sujet, au nom de mouvements féminins, de personnes handicapées ou d'autres groupes.

Comme vous l'avez mentionné, le gouvernement a été sensiblement influencé par les groupes qui ont comparu et vous avez d'ailleurs franchi des pas très importants en direction de la promotion des droits de la femme. Par conséquent, l'amendement proposé me paraît très intéressant, nous l'étudierons très attentivement. Vous avez également fait certains progrès dans d'autres domaines.

Des groupes représentant des handicapés ont également témoigné devant notre comité. Or vous avez affirmé que les groupes ayant comparu ont beaucoup influencé le gouvernement. J'aimerais donc savoir pourquoi cette Charte des droits ne mentionne aucunement les handicapés, les personnes souffrant d'incapacités physiques ou mentales.

Certains des organismes ayant témoigné ont plaidé leur cause au moyen d'arguments assez solides et vous avez affirmé avoir été très influencé par cela. J'aimerais donc savoir comment cette influence s'est concrétisée.

[Texte]

Mr. Chrétien: The position is that the list enumerated there is not exclusive and any other rights on discrimination the court could intervene.

The problem is we say that these rights have to mature in the Canadian society. For example, we will still have a Human Rights Commission and we will still pass legislation on different groups to make sure that their rights are protected, but they have to mature and this list that I have enumerated, excluding the others, we have opened up that clause so that other types of discrimination can be taken care of by the courts, if Parliament and legislative assemblies do not intervene.

But to start to enumerate more in that category where their rights are starting to be protected by legislation and so on, and if there is discrimination against handicapped and so on, we say that the court can intervene even if we do not want to enumerate them at this time because many of those rights are difficult to define. It is in the process of maturing, that is why it is not there.

But before, the clause was limiting the element of discrimination. Now it is not limiting them; other types of discrimination can be covered by the courts too.

Mr. Nystrom: I remind you, Mr. Minister, that this year is the International Year of the Handicapped, the year 1981, or the International Year of the Disabled, rather, and I would like to know more of what you mean by rights have to mature. Why are the handicapped singled out? Why are the disabled singled out?

It seems to me that we should be enshrining some rights for them in our constitution. If you are not sure what kind of rights they are, perhaps the wording does not have to be as tight as in some other cases, but surely to goodness there can be some reference that we cannot discriminate against the handicapped.

Mr. Chrétien: I referred in my speech that we have enacted some legislation in relation to the handicapped in the last four years. There will be some more. We still have the Human Rights Commission working on that and we have to prepare some amendments.

But we have opened up the clause so that the clause is not limiting the type of discrimination to the enumeration of discrimination as mentioned.

Just to give you an example. In the Charter of Rights as presented by Mr. Diefenbaker, the word "age" was not there at that time, but over the years this has gained maturity and it is finding its place there, and the first enumeration we had was limiting the type of discrimination. We have opened up to other types of discrimination that can be covered by the courts if the Parliament or assemblies do not take care of the problem.

[Traduction]

M. Chrétien: D'après notre position, la liste figurant là n'est pas exclusive et, s'il y a discrimination par rapport à d'autres droits, les tribunaux peuvent intervenir.

Le problème tient au fait que, d'après nous, il faut une période de maturation pour ces droits dans la société canadienne. Ainsi, par exemple, nous sommes encore dotés d'une Commission des droits de la personne, nous continuerons à adopter des lois afin de protéger les droits de divers groupes mais il faut qu'il y ait une certaine maturation. Par conséquent, la liste que j'ai lue et qui exclut les autres, élargit la portée de l'article. Cela permettra donc aux tribunaux de corriger les autres formes de discrimination si la législature fédérale et les assemblées législatives provinciales n'interviennent pas.

Toutefois, nous ne tenons pas à faire figurer davantage de droits dans cette catégorie alors que ces mêmes droits commencent à être protégés par des mesures législatives etc. Cela veut dire que s'il y a discrimination contre les handicapés et d'autres, nous sommes d'avis que les tribunaux peuvent intervenir même si nous ne tenons pas à faire figurer ces droits dans la Charte à l'heure actuelle étant donné que bon nombre d'entre eux sont difficiles à définir. Les choses sont en train de mûrir à cet égard et c'est pourquoi ces droits ne sont pas inscrits.

Auparavant, toutefois, l'article limitait ce qu'on entendait par discrimination alors qu'il ne le fait plus; d'autres formes de discrimination peuvent relever des tribunaux.

M. Nystrom: Monsieur le ministre, je vous rappelle que 1981 est l'Année internationale des handicapés et je voudrais en savoir davantage sur le sens de vos propos lorsque vous dites que les droits doivent mûrir. Pourquoi pointe-t-on les handicapés et les invalides?

A mon sens, nous devrions prévoir certains droits à leur égard dans notre constitution. Si vous êtes incertain quant au genre de droits dont il s'agit, peut-être le libellé pourrait-il être plus général que dans d'autres cas, mais on peut sûrement mentionner que la discrimination contre les handicapés est interdite.

M. Chrétien: Dans mon discours, j'ai parlé des lois visant les handicapés que nous avons adoptées au cours des quatre dernières années. Il y en aura d'autres. La Commission des droits de la personne y travaille toujours et nous devons préparer certains amendements.

Nous avons élargi cet article de sorte qu'il ne se limite pas aux genres de discrimination qui y est énumérée.

Je vous donne un exemple. Le mot «âge» n'apparaissait pas dans la Charte des droits présentée par M. Diefenbaker, mais la maturation s'est faite au cours des années et ce mot y trouve sa place. La première énumération limitait le genre de discrimination. Nous l'avons élargie à d'autres types de discrimination dont les tribunaux peuvent tenir compte si le problème n'est pas réglé par le Parlement ou les assemblées législatives.

[Text]

So I do think that it is a very important amendment but we do not want to have the problem of definition at this time because it was creating too many difficulties.

Mr. Nystrom: In your personal opinion, Mr. Minister, has the right to enshrine the rights if the handicapped matured by this time?

Mr. Chrétien: If there is positive discrimination against handicapped and nobody is acting, in my reading of that section, the courts could intervene.

Mr. Nystrom: Why not enshrine it then if it has matured?

Mr. Chrétien: They are, because the clause is open.

Mr. Nystrom: I do not have much time, Mr. Chairman, otherwise I would pursue that, but I want to take you to page 14, also on the enshrinement of rights.

We had a number of native groups that came before this Committee, 15 or 16 or 17, if I am not mistaken, and I want to again ask you for a few more details as to why you are suggesting the amendment you do suggest under Section 25.

What you are saying here is that nothing in the Charter shall deny or take away from any rights, treaty or aboriginal rights, or freedoms that may pertain to the aboriginal people of this country; in other words, nothing in the Charter will adversely affect any rights that they may have.

But I wanted to ask you whether or not there still exists the chance that a Parliament could take away some rights or a legislature could take away some rights that may now be enjoyed by them, the native people of this country.

Mr. Chrétien: This is a problem that is a very difficult one. I have been Minister of Indian Affairs for six years, one month three days and two hours, so I know a bit about the problem.

I have to tell you even themselves, when you discuss that, they face the problem of definition of their rights and we have said to the native organizations that because the obligation of the Crown towards the natives are divided between the federal government and the provincial government, that it is very difficult at this time to enshrine it without knowing exactly what that means even in their mind.

It might be that if you have an enumeration, some rights might be taken away because of the drafting, and I just say that this charter will not take away any of those rights. If you want to look at the enumeration, the description of the rights as I understand them . . .

Mr. Nystrom: Mr. Minister, if I can just interrupt.

You have said this Charter will not take away any of their rights and that is what you were saying in the wording, but is it not still possible for a legislature or a Parliament to take away some of their rights?

Mr. Chrétien: In term of some aspects of Indian rights, they are in the constitution. We have some federal responsibility in the constitution, for the natives, the position of the Indians, and this can be taken only by federal legislation. It will have to go through the process of amending the constitution, but it

[Translation]

Je ne pense pas que cet amendement sera très important, mais pour l'instant nous voulions éviter le problème de définition, car il crée trop de difficultés.

M. Nystrom: Selon vous, monsieur le ministre, y a-t-il eu progrès?

M. Chrétien: Selon mon interprétation de cet article, les tribunaux peuvent intervenir s'il y a discrimination évidente contre les handicapés et que personne ne fait rien.

M. Nystrom: Dans ce cas, pourquoi ne pas enchâsser les droits dans la constitution?

M. Chrétien: Ils le sont, car cet article est ouvert.

M. Nystrom: Monsieur le président, j'ai peu de temps, autrement je continuerais dans cette veine mais je vous reporte à la page 14 où il est également question d'enchâssement des droits.

De nombreux groupes d'autochtones ont comparu devant ce comité, il y en a eu 15, 16 ou 17, si je ne me trompe. A nouveau, je voudrais d'autres précisions sur la raison pour laquelle vous suggérez l'amendement à l'article 25.

Pourquoi dites-vous que la présente Charte ne nie pas ni n'abroge les droits, libertés aboriginaux ou détenus aux termes de traités, ni les libertés visant les peuples aborigènes de ce pays; autrement dit, rien dans cette charte n'ira à l'encontre des droits qu'ils peuvent avoir.

Je veux vous demander s'il est possible que le Parlement ou une assemblée législative puisse enlever des droits dont jouissent maintenant les peuples autochtones de ce pays.

M. Chrétien: C'est un problème des plus difficiles. J'ai été ministre des Affaires indiennes pendant 6 ans, un mois, trois jours et deux heures, je connais donc un peu le problème.

Nous avons répondu aux organisations autochtones qu'étant donné que les obligations de la Couronne envers les autochtones sont réparties entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, il était très difficile d'enchâsser ces droits actuellement sans savoir exactement ce que cela signifie même dans leur esprit.

Une énumération pourrait bien avoir comme effet de leur enlever certains droits. Je dis simplement que cette Chambre ne leur enlèvera aucun de ces droits. Si vous voulez parler de l'énumération, de la description des droits comme je les comprends . . .

M. Nystrom: Monsieur le ministre, puis-je vous interrompre?

Vous avez dit que cette Charte ne leur enlèvera aucun de leurs droits et c'est ce que dit le libellé, mais n'est-il toujours pas possible pour une assemblée législative ou pour le Parlement de leur enlever certains droits?

M. Chrétien: Certains aspects des droits des Indiens sont prévus dans la constitution. Nous assumons des responsabilités au niveau fédéral dans le cadre de la constitution en ce qui a trait à la situation des Indiens et pour changer cette situation il faut qu'il y ait une loi fédérale. Il faut modifier la constitution

[Texte]

might be that some rights by Parliament or other legislatures can be changed and the problem is exactly the problem of definition.

Mr. Nystrom: So they can still be changed or taken away.

Mr. Chrétien: It can be improved. We say that we have come a long way. For example, when I started on the problem of native rights, we never used at that time aboriginal rights because there was an expert who said that it was not the right expression, but those rights are flowing from the Royal Proclamation of 1763, and I have included that in this Charter as the base of their rights because it is an obligation to the Crown in Canada to protect the rights of the natives, as it was stated long before Canada was formed into a federation.

We have said to the natives that the first item on the next round of discussion with the provinces will be the native rights because we cannot—and I will give you an example, take the question of rights in B.C., the land question, for example.

This had been a problem where land was taken away from the Indians and I was arguing with both the N.D.P. and the Socred Government in B.C. to restore those rights and those lands to the natives and the provincial government would not act, and there was nothing I could do because the Crown had been diverted to the provincial governments by the federal government some time ago, and the Crown being provincial Crown land, there is nothing that the federal Parliament can do. This is why I say that this problem has to be resolved both by the national Parliament and the legislature.

The same problem exists in Saskatchewan where some Indians claim that some lands have been taken away by previous administration. Even if I want to give them back those lands that are supposed to be native lands in Saskatchewan, I cannot do this because that land is controlled by Mr. Blakeney.

We cannot put it in here, otherwise it would be a massive intervention in the provincial control over land in every province.

That problem exists in every province. You remember the controversy that we had in James Bay. The land had been given in 1898 and 1912 to the Quebec government because Quebec was not always that Quebec. This was Rupert's Land and northern lands of Canada and it was the federal government who gave it to the provincial government. But when they started the James Bay project, they wanted to move on Indian lands even if the Indian rights had not been settled.

You may recall at some point in my political career, I gave money to the Indians to stop the projects of the Bourassa Liberal Government in Quebec and eventually that led to an

[Traduction]

mais il se peut que certains droits qui dépendent du Parlement ou d'autres assemblées législatives puissent être modifiés et la difficulté c'est de définir quels sont ces droits.

M. Nystrom: On peut donc toujours les modifier ou les supprimer.

M. Chrétien: On peut les améliorer. Nous avons indiqué que nous avons fait beaucoup de progrès dans ce domaine. Par exemple, lorsque j'ai commencé à m'occuper des droits des autochtones, on n'utilisait jamais ces termes, un expert ayant indiqué qu'ils n'étaient pas appropriés. Cependant, ces droits découlent de la Proclamation royale de 1763 et je les ai inclus dans cette charte comme point de départ car la Couronne du Canada a l'obligation de protéger les droits des autochtones comme cela avait été déclaré longtemps avant que le Canada devienne une fédération.

Nous avons dit aux autochtones que la prochaine question dont nous discuterions au cours des prochains pourparlers avec les gouvernements provinciaux serait celle de leurs droits car nous ne pouvons prendre de mesures à ce sujet sans tenir compte des gouvernements provinciaux. Je vous donnerai comme exemple la question des droits en Colombie-Britannique et la question des revendications territoriales.

Des difficultés ont surgi lorsqu'on a pris des terres aux Indiens. J'avais demandé tant au Nouveau parti démocratique qu'au Crédit social en Colombie-Britannique de rendre leurs droits et leurs terres aux autochtones, ce que le gouvernement provincial n'a pas voulu faire. Je n'ai rien pu faire car les pouvoirs avaient été transmis il y a quelque temps par le gouvernement fédéral aux gouvernements provinciaux et vu qu'il s'agissait de terres provinciales de la Couronne, il n'y avait rien que le Parlement fédéral pouvait faire. C'est pourquoi je dis que cette question doit être tranchée concurremment par le Parlement national et l'Assemblée législative provinciale.

Nous avons le même problème en Saskatchewan où des Indiens prétendent que l'administration précédente leur a enlevé certaines terres. Même si je veux rendre ces terres qui sont censées être des terres des autochtones en Saskatchewan, je ne puis le faire car la question des terres est contrôlée par M. Blakeney.

Par conséquent nous ne pouvons pas intégrer de prescription de ce genre dans la charte sans être accusés d'intervenir massivement dans les affaires provinciales.

Cette difficulté se rencontre dans le cas de chaque province. Vous vous souvenez de la controverse qui s'est produite lors de la question de la Baie James. Les terres avaient été cédées en 1898 et 1912 au gouvernement du Québec qui n'a pas toujours eu les mêmes limites. Il s'agissait de la terre de Rupert et des terres du nord du Canada et c'est le gouvernement fédéral qui les a cédées au gouvernement provincial. Lorsqu'on s'est lancé dans la réalisation du projet de la Baie James, on a voulu travailler sur les terres des Indiens alors que les revendications des droits des Indiens n'avaient pas été réglées.

Vous vous souviendrez qu'à un moment donné au cours de ma carrière politique, j'ai donné de l'argent aux Indiens pour mettre fin au projet du gouvernement libéral de Bourassa au

[Text]

agreement. So these are the types of problems that we have to cope with in reality and this is why what I have done in this is to express in the Bill of Rights the nature of their rights based on the Royal Proclamation. But the affirmation of it in reality has to be developed with the provincial government because we do not have the authority to go back and control the Crown lands in any province.

In 1930, unilaterally, we gave the control of the land in Western Canada to the provincial government.

Mr. Nystrom: Just one last question if I have a chance, Mr. Chairman.

You refer on page 14 and I quote:

Most of the matters raised before the Committee remain subject to negotiation between governments and the native peoples. The Prime Minister has made a commitment that these negotiations will take place immediately after patriation.

Now, regardless of how strong the commitment is to negotiate by yourself or the Prime Minister, and I respect and I take both of you at your word that as long as you are in the position you hold and as long as the Prime Minister is there that you will start these negotiations, but I remind you, Mr. Minister, that times in the past, by many different governments, commitments have been broken to the native peoples and Prime Ministers do change from time to time, hopefully, and that Ministers do change from time to time as well, and there is no commitment. There is nothing binding your successor or Mr. Trudeau's successor to negotiate with the Indian people.

• 2145

I would like to ask you why you did not present us with an amendment to the resolution tonight that was requested by the native peoples that we enshrine in our constitution a constitutional obligation to negotiate for the native people of this country? It is something they requested so that it is binding constitutionally on your successors and on the Parliament and legislatures of this country.

Why did you not follow that course? Why did you not put in the constitution what you are now saying is strictly a political promise to the native people of this country, and will you do that?

Mr. Chrétien: I do not think that is a political promise by the national government. It is a promise that was made in constitutional conference with all the Premiers who were there when they put that item on the agenda in February, 1979. This is not a question of only our government when, after 1979, there was, I would say happily for us, a short period of a different government, they kept that item on the agenda and I do think that as soon as patriation is done, the Prime Minister has committed his government, and of course we have been elected—in our party, and we are there for some time, at least three years and a month . . .

[Translation]

Québec. En fin de compte cette façon de procéder a abouti à un accord. Il y a donc des problèmes auxquels nous devons faire face et c'est pourquoi dans cette Charte des droits j'ai indiqué la nature de ces droits en indiquant qu'ils étaient basés sur la Proclamation royale. Mais pour aller plus loin dans l'affirmation de ces droits il faut s'entendre avec le gouvernement provincial car nous n'avons pas l'autorité de revenir en arrière et d'assumer le contrôle des terres de la Couronne dans une province.

En 1930, nous avons unilatéralement donné le contrôle des terres de l'Ouest du Canada au gouvernement provincial.

M. Nystrom: Une dernière question si vous le permettez, monsieur le président.

A la page 17 vous dites et je cite:

La plupart des questions soulevées devant ce Comité doivent faire l'objet de négociations entre les divers gouvernements et les autochtones. Le premier ministre s'est engagé à reprendre ces négociations immédiatement après le rapatriement.

Pourtant, quelle que soit la fermeté de cet engagement que vous avez pris de négocier ou que le premier ministre a pris, et je respecte votre parole et je sais que vous la tiendrez à condition que vous occupiez toujours votre poste et aussi longtemps que le premier ministre sera là, mais je vous rappelle, monsieur le ministre, que bien souvent dans le passé des engagements pris par de nombreux gouvernements différents envers les autochtones, non pas été tenus. Les premiers ministres changent de temps à autre on peut l'espérer, et les ministres aussi changent de temps à autre aussi. Cet engagement n'engage finalement personne. Il n'y a rien qui engage votre successeur ou le successeur de M. Trudeau et qui l'oblige à négocier avec les Indiens.

Je voulais vous demander pourquoi ce soir vous n'êtes pas venu nous apporter un amendement à la résolution tel que l'avaient demandé les autochtones afin que nous puissions constitutionaliser cette obligation qui nous incombe de négocier au nom des autochtones? Justement, les autochtones ont demandé que nous inscrivions dans la constitution une prescription permettant de lier vos successeurs, le Parlement et les législateurs provinciales.

Pourquoi n'avez-vous pas agi ainsi? Pourquoi n'inscrivez-vous pas dans la constitution ce que vous dites être uniquement une promesse politique faite aux autochtones?

M. Chrétien: Je ne pense pas qu'il ait là une promesse politique faite par le gouvernement national. Il s'agit d'une promesse qui a été faite au cours de la Conférence constitutionnelle qui réunissait tous les premiers ministres en février 1979. Cette promesse faisait partie des questions se trouvant au programme de la conférence. Cette question n'a pas été uniquement étudiée par notre gouvernement car elle figurait à l'ordre du jour des préoccupations du gouvernement qui nous a remplacé pendant une courte période. Nous avons été réélus, et nous sommes là pour quelque temps, au moins trois ans et un mois . . .

[Texte]

An hon. Member: You never know.

Mr. Chrétien: Well, you never know, but we stand a good chance of being there for some time, even after the next election; I am not that worried.

We will have a constitutional conference in 1981, as soon as this work is over. We will start to negotiate again with the provinces and in the first conference the item of the natives and the constitution will be on the agenda.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Nystrom.

Je voudrais inviter maintenant monsieur Mackasey.

M. Mackasey: Merci, monsieur le président.

I want to say to the Minister how pleased I am with your document on the proposed amendments. I may even go so far as to say I am pleasantly surprised at the extent to which you are proposing amendments, and I presume you are open to further amendment; am I right on that point?

Mr. Chrétien: I say that, of course, I said in that speech that there would be an amendment on resources coming from the NDP, there might be a couple of amendments, there is still three more weeks. Of course, time is running short, but it is possible there are one or two amendments I might propose myself, and I will look at the discussions in this Committee, and I am a reasonably reasonable person, if I can use those two words, so I will be listening to the Committee.

Mr. Mackasey: You are also very modest, Mr. Minister, and that makes two of us.

I want to say very sincerely that you have listened, unlike what Mr. McGrath says, you have listened and I think listened very carefully to the procedures, to the debates and to the witnesses that have appeared before us.

For those of us, Mr. Minister, who have been on this Committee for some considerable time, what started out to be a normal function related to our role as parliamentarians I think evolved into a particular type of dedication on the part of all members. On Friday, members, in an unguarded moment, expressed their deep feelings for this country and particularly expressed admiration for the feeling with which the witnesses appeared here.

For instance, significant perhaps that the last group of witnesses who appeared here reminded us of our federal system and the need to preserve the unique culture of some of the regions. I am talking, for instance, of the representatives of the various religious denominations of Newfoundland who came here and expressed concern that some very precious way of life may disappear, and I see that reflected in your proposed amendments, which should allay their fears that somehow a combination of Sections could result in an amending of the constitution in a detrimental fashion, so the amendments that you have brought forward should go a long way to allay the fears of most of the groups that have appeared here.

[Traduction]

Une voix: Vous ne pouvez pas le dire à coup sûr . . .

M. Chrétien: Bien sûr, mais il y a bien des chances que nous soyons là pour quelque temps même après la prochaine élection; je ne m'inquiète pas trop à ce sujet.

Dès que nous en aurons fini avec nos travaux ici, nous tiendrons une conférence constitutionnelle en 1981. Nous reprendrons les négociations avec les gouvernements provinciaux et au cours de la première conférence la question des autochtones et de la constitution sera à l'ordre du jour.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Nystrom.

I would like now to give the floor to Mr. Mackasey.

Mr. Mackasey: Merci, monsieur le président.

Je voudrais indiquer au ministre combien je suis satisfait du document qu'il nous a fourni au sujet de ces amendements proposés. J'irais même dire que cela a été une agréable surprise pour moi dans la mesure où vous proposez en effet des amendements et dans la mesure où, je le suppose, vous êtes prêts à en recevoir d'autres . . . Ai-je raison de le dire?

M. Chrétien: Comme je l'ai dit dans mes remarques, le Nouveau parti démocratique nous présentera un amendement au sujet des ressources; il pourra y en avoir encore d'autres car il nous reste trois semaines. Naturellement, le temps presse, mais il se peut que je propose encore un ou deux amendements; examinerai ce qui a été dit au comité; je me considère comme une personne raisonnablement raisonnable, si vous permettez que j'utilise ces deux mots, et par conséquent, j'écouterai ce que m'a dit ce comité.

M. Mackasey: Vous faites aussi preuve de beaucoup de modestie, monsieur le ministre, et nous sommes deux . . .

Je voudrais vous dire très sincèrement que vous avez prêté attention à ce qui a été dit ici contrairement à ce que M. McGrath prétend. Vous avez écouté avec attention ces débats et ce qu'ont dit les témoins qui ont comparu ici.

Pour ceux d'entre-nous, monsieur le ministre, qui siègent ici depuis pas mal de temps, ce qui n'était à l'origine qu'une tâche normale que nous assumions dans notre rôle de parlementaires, est devenue pour nous tous, membres du comité, une tâche à laquelle nous mettons maintenant tout notre cœur. Vendredi, les membres du comité, tout naturellement, ont exprimé leurs sentiments d'admiration devant les raisons pour lesquelles les témoins avaient comparu ici.

Par exemple, il est significatif de constater que le dernier groupe de témoins à comparaître nous a rappelé qu'il fallait conserver notre système fédéral et la culture unique que nous avons dans certaines de nos régions. Je parle des représentants des différentes confessions religieuses de Terre-Neuve qui sont venus ici pour nous dire combien ils s'inquiétaient que certains modes de vie de grande valeur puissent disparaître. Je vois que vous avez tenu compte de ces réflexions dans les amendements que vous nous proposez et qui devraient apaiser la crainte qu'ont exprimé ces témoins que de quelque façon on puisse en arriver à modifier de façon préjudiciable la constitution. Par conséquent, les amendements que vous avez présentés devraient grandement apaiser ces craintes pour la plupart des groupes qui sont représentés ici.

[Text]

I think, Mr. Minister, it would be unrealistic to think that you or anyone else could go all the way to meet all the concerns of all the witnesses, and I think you have wisely come forward with basic amendments which provide an opportunity for the future to reach utopia.

You talk about the aboriginal people and you expressed tonight what some of us felt here, that again unintentionally, by enshrining in haphazard language, if you like, in the constitution the rights of the native peoples we may remove their bargaining powers in the political process, subject to the vagaries of the court where the same sensitivity may not be there, and I know from my talks with many of the aboriginal groups that they, too, fear this, at the same time they want some recognition, I think as Mr. Nystrom put it, overdue recognition in the constitution that we have a unique responsibility to the native people of this country.

Mr. Minister, I am generalizing with a purpose because the time is late, but I think that what does concern me in Mr. McGrath's statement is that somehow we can patriate the constitution unilaterally and then in this country sit down and make the appropriate changes to the constitution.

That would be possible only if the constitution we were patriating had an amending formula in it, and I have yet to see from any of the witnesses and from any of the contributions of members opposite, any consensus as to what the amending formula would be if we proceeded simply to patriate the constitution and then find an amending formula.

In any event, Mr. McGrath has promised that he will bring one in and it may, I hope for the good of this Committee and the good of this country be one that is acceptable because I think we have to approach this with an open mind.

Mr. Minister, there is a 24-month period after the constitution is patriated which I hope you and the provincial Premiers will take advantage of in coming to some consensus as to what the amending formula of this country should be. I think we would all prefer to see the amending formula reached by consensus rather than imposed on the provinces. I do not think any of us are easy with this process and I plead with you and with the provincial Premiers to take advantage of that 24 months and sit down once more and recognize that there is a time factor and the time factor being that unless you do it in 24 months you will be left with this problem, and I want to get some words from you on the possibility on whether you can see anything on that.

Finally, I want to of course thank you for strengthening the Charter. This is the document that restores my faith in liberalism and the Liberal Party. The Conservatives have never pretended to be Liberal, small "l" or in any other way, and they have still to come forward with any substantive suggestions. In fact, they have whetted my appetite as to what they may be. They attacked the form but never the substance.

Now, I do think, Mr. Minister, that you have gone a long way. I would say to you that when we get to clause-by-clause I, too, have some reservations about Section 15, and perhaps

[Translation]

Je crois, monsieur le ministre, qu'il ne serait pas réaliste de penser que vous ou quelqu'un d'autre puisse donner suite à toutes les préoccupations exprimées par les témoins. Je crois que vous nous avez apporté ici, avec beaucoup de sagesse, des amendements fondamentaux permettront de voir naître un gouvernement idéal qui règnera sur un peuple heureux, l'Utopie en somme.

Je voudrais parler des droits des autochtones et je vais indiquer ce soir que certains d'entre nous craignaient qu'à nouveau, de façon non-intentionnelle, en constitutionnalisant par un libellé établi au petit bonheur ces droits des autochtones, nous en arrivions à supprimer leur pouvoir de négociations dans le cadre du processus politique, la décision étant prise selon les lubies du tribunal qui pourrait se montrer très indifférent aux problèmes des autochtones. Je sais, pour en avoir discuté avec beaucoup de groupes d'autochtones, que ceux-ci craignent qu'il en soit ainsi. Ils veulent donc qu'on reconnaisse, comme M. Nystrom l'a indiqué, notre responsabilité toute spéciale envers eux.

Monsieur le ministre, je présente des généralités, ici car il se fait tard, mais ce qui me préoccupe dans la déclaration de M. McGrath, c'est de penser que de quelque façon nous puissions rapatrier la constitution unilatéralement pour ensuite effectuer ici les modifications appropriées.

Or, cela ne serait possible que si la constitution que nous rapatrions avait une formule d'amendement. Jusqu'ici je n'ai pas constaté que les témoins ou les députés de l'autre côté de la table se soient entendus sur le libellé d'une telle formule.

De toute façon, M. McGrath a promis d'en proposer une qui sera peut-être acceptable, du moins je l'espère, car il nous faut garder un esprit ouvert.

Monsieur le ministre, une période de 24 mois suivra le rapatriement de la Constitution. J'espère que les premiers ministres provinciaux et vous-même en profiterez pour en arriver à un consensus sur la nature de la formule d'amendement. Nous préférierions tous qu'elle soit choisie par consensus plutôt qu'imposée aux provinces. Ce processus ne plaît vraiment à personne et je vous prie instamment, ainsi que les premiers ministres provinciaux, de profiter de cette période pour vous réunir à nouveau en tenant compte du fait que le problème doit être résolu dans les 24 mois. J'aimerais savoir si vous envisagez cette possibilité.

Finalement, je tiens bien entendu à vous remercier d'avoir amélioré la charte. Ce document me redonne confiance dans le libéralisme et le Parti libéral. Les conservateurs n'ont jamais prétendu être libéraux, avec un L majuscule ou minuscule, mais n'ont toujours pas fait de suggestion concrète. En fait, ils ont piqué ma curiosité à cet égard. Ils se sont attaqué à la forme, mais jamais au fond.

Je reconnais, monsieur le ministre, que vous avez accompli beaucoup de progrès. Je vous dirai qu'à l'étape de l'étude article par article, j'aurai également certaines réserves à expri-

[Texte]

rather than include handicapped people, just draw it even more terse and reflect nobody, but that would be truly open ended, but we can get into those details later.

What, Mr. Minister, and a hard question, do you see is the possibility of the provinces and the federal government in the next 24 months, after the constitution is patriated, what do you think are the possibilities, from the experience you have acquired this summer in your tremendous trip across this country, the work of a very dedicated Canadian and I want to compliment you on it, what do you think the chances are of us arriving at some consensus on an amending formula in that period.

Mr. Chretien: I worked on that all summer. I do think one of the big handicaps we had to cope with during the summer, my experience was that people saw this process as a unique occasion to bargain for something else.

I do think that after patriation has been completed that it will be much easier to come to the real negotiations with the provinces and not try to bargain patriation against something else.

I personally think that we have made provision in the way, Mr. Mackasey, that the Prime Minister in the text will be forced to call a constitutional meeting to discuss that once a year for the next two years after patriation. What are the chances? It is difficult for me to judge because at one time in the summer I thought I was close to an agreement, perhaps I was a bit naive, I do not know, but we worked very hard, all the different Ministers of different administrations and we thought that we might have something, but I realized that the idea that perhaps if you agree to patriation you are losing a kind of a tool, it is not there anymore, and what is very interesting for us is now everyone is unanimous about patriation but when you patriate you need an amending formula eventually, now for two years we will have the unanimity, but I do not think anybody—not anybody, some argue we should have unanimity forever but my experience is unanimity forever is a big straightjacket for Canadians.

So they will go with the Prime Minister of Canada. I think there are other amendments possible. There is the so called Toronto consensus, that apparently was a consensus at one time. When we talk about the Alberta formula that became eventually the Vancouver consensus; it was not quite a consensus, the Ministers agreed to discuss what any Premier said they were not in agreement with, but Mr. Trudeau said in the conference in September that if that had been the only problem, even if he did not like it he might even have accepted the so called Vancouver consensus, even if it was not a happy formula because it was leading to opting out of change in the Canadian constitution, and when you have a Canadian constitution you should have rights that are the same for all Canadians, exactly what we are trying to do in this Charter.

The chances are quite good because after patriation we will look at the problems as a problem and not in relation to bargaining in relation to patriation. People will have to come to the reality that we need a good amending formula and if

[Traduction]

mer à l'égard de l'article 15. Plutôt que d'inclure les personnes handicapées, il faudrait peut-être éviter de mentionner toute catégorie, mais ce serait vraiment laisser une grande latitude et nous pourrions revenir à ces détails.

Donc, monsieur le ministre, y a-t-il d'après vous une possibilité que les provinces et le gouvernement fédéral en viennent à un consensus sur une formule d'amendement pendant la période de 24 mois suivant le rapatriement de la Constitution, d'après l'expérience que vous avez acquise cet été pendant votre extraordinaire voyage à travers le pays, dont je dois vous féliciter.

M. Chrétien: Je m'y suis consacré tout l'été. Le premier obstacle auquel nous nous sommes heurtés au cours de cet été est que certains ont considéré ce processus comme une occasion unique d'obtenir quelque chose en contrepartie.

Après le rapatriement, il sera beaucoup plus facile d'en venir à des négociations réelles avec les provinces qui ne chercheront plus à obtenir quelque chose avant d'accepter le rapatriement.

De telles négociations sont déjà prévues, monsieur Mackasey, car le premier ministre est tenu de par la résolution de convoquer une conférence constitutionnelle pour en discuter une fois par année pendant les deux années suivant le rapatriement. Quelles sont les possibilités? Il m'est difficile d'en juger car à un moment donné cet été j'ai cru qu'une entente était imminente, j'ai peut-être été naïf. Toutefois, les ministres des différents gouvernements ont tous travaillé très dur et ont cru faire une percée. Toutefois, je me suis rendu compte qu'on perdait peut-être en effet un outil en acceptant le rapatriement. Il est fort intéressant de remarquer maintenant que tous sont unanimes à l'égard du rapatriement, mais que celui-ci suppose l'adoption éventuelle d'une formule d'amendement. Nous aurons donc l'unanimité pendant deux ans, mais rares sont ceux qui prétendent qu'elle doive être recherchée pour toujours, car elle ne fait que mener à l'impasse au Canada.

Les provinces se rangeront donc derrière le premier ministre du Canada. Je crois que d'autres amendements sont possibles. Il y a aussi apparemment le consensus de Toronto. Lorsqu'on dit que la formule de l'Alberta a donné lieu éventuellement au consensus de Vancouver, tel n'était pas vraiment le cas, car les ministres ont seulement convenu de discuter de tout ce que rejetaient les premiers ministres. Toutefois, M. Trudeau a déclaré à la conférence de septembre que si tel avait été le seul problème, il aurait peut-être quand même accepté le soi-disant consensus de Vancouver, même si la formule n'était pas satisfaisante parce qu'elle permettait de se dégager de certaines dispositions de la Constitution canadienne. Les droits prévus dans la Constitution canadienne devraient en effet s'appliquer à tous les Canadiens, comme nous tentons de le faire dans cette charte.

Les perspectives sont assez bonnes, car après le rapatriement nous aborderons les problèmes en eux-mêmes et non pas en fonction des négociations donnant lieu au rapatriement. Il faudra bien se rendre compte qu'il nous faut une bonne

[Text]

there is no agreement we will have to go back to the one formula that was accepted by all the governments at one time in history, it was the Victoria formula.

Quebec pulled back from it not because of the formula but for other reasons. And of course to reply to Mr. Nystrom, this question of when a province who has 25 per cent, who attain 25 per cent in the future, they will all have the same right of veto.

Mr. Mackasey: Mr. Minister, finally, there is no mention in your papers about Section 44. Now, could you tell me why? Section 44 deals with the Senate, for instance?

Mr. Chrétien: I think that this is not a section that has been debated very much in front of this Committee. I have received some representation by the Senate, and of course the Senators, most of them, recognize that their preoccupation is most basically that we have to keep the bicameral system in Canada, and that it is quite an important institution and that the Senate could not be abolished very rapidly without consultation with them and so on.

So I do think that they recognize, and Senator Lamontagne I guess was a chairman of a committee who made a report not long ago about possible reform of the Senate. As you know, during the summer, reform of the Upper House was a very important item on the agenda, to make sure that the Senate or the Upper House, it might be a different type of Upper House, could reflect better the regional interests of Canada today.

Some provinces want it, some provinces do not want it, but there was a great desire of change there so I do think that it is an area that might be calling for some change and I am working on that at this time.

Mr. Mackasey: What I am about to say should not be interpreted as a desire to go to the Senate, I have had those opportunities and refused them, but I might say that in my correspondence and listening to witnesses there is very little movement in this country to revolutionize, change or amend the Senate and I have become a great admirer of the work the Senators have done on this Committee to the point that I am wondering if we are not looking at the wrong institution for improvement.

Finally, Mr. Minister . . .

Mr. Chrétien: Are you getting ready to be a Senator?

Mr. Mackasey: There are times, Mr. Minister, when I think you will make it before I will.

Thank you.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Mackasey.

J'ai encore le nom de M. Robinson sur ma liste, qui voudrait poser quelques questions mais je lui rappelle que conformément à une décision que les honorables membres de ce Comité ont déjà entérinée à l'unanimité, nous nous sommes mis d'accord pour ajourner nos travaux à 10 heures mais je suis prêt, avec le consentement des honorables membres du Comité, à

[Translation]

formule d'amendement et que, en l'absence d'un consensus, il nous faudra revenir à la formule adoptée par tous les gouvernements à un moment précis de notre histoire, je veux parler de la formule de Victoria.

Le Québec s'était retiré non pas à cause de la formule en elle-même mais pour d'autres raisons. Et pour répondre à la question de M. Nystrom en ce qui concerne les 25 p. 100, je dirai qu'une province qui atteindra ces 25 p. 100 à l'avenir aura aussi le droit de veto.

M. Mackasey: Monsieur le ministre, vous ne parlez pas ici de l'article 44. Pourriez-vous me dire pourquoi? L'article 44 traite par exemple du Sénat?

M. Chrétien: Cet article n'a pas été beaucoup débattu devant le Comité. Des membres du Sénat, des sénateurs bien sûr ont fait des démarches auprès de moi à ce propos; la plupart veulent que nous maintenions le système bicaméral au Canada, ils estiment que le Sénat constitue une institution importante, qu'il ne devrait pas être aboli à la hâte, sans les consulter, etc.

Il n'y a pas très longtemps, le sénateur Lamontagne a présidé un comité qui a fait rapport sur une éventuelle réforme du Sénat. Comme vous le savez, pendant l'été, la réforme de la Chambre haute a constitué l'un des points importants de l'ordre du jour, on veut s'assurer qu'il y a un Sénat ou une Chambre haute, il pourrait s'agir d'une Chambre haute d'un type différent, une Chambre haute qui refléterait mieux les intérêts des diverses régions du Canada d'aujourd'hui.

Certaines provinces souhaitent que l'on aille dans ce sens, d'autres non, mais il y a un grand désir de changement. J'estime qu'il importe d'apporter des modifications à ce sujet et j'y travaille à l'heure actuelle.

M. Mackasey: Ce que je vais dire ne devrait pas être interprété comme un désir d'aller au Sénat, on m'en a déjà offert la possibilité et je l'ai refusée, mais je dois dire que j'ai constaté, à entendre les témoins et à échanger des lettres avec eux, qu'il y a fort peu de mouvements dans notre pays en vue de révolutionner, de modifier ou de transformer le Sénat; je dois dire que j'admire au plus haut point les efforts que les sénateurs ont déployés au sein de ce comité au point que je me demande bien si l'on ne se trompe pas d'institution s'agissant de ces améliorations que l'on veut apporter.

Enfin, monsieur le ministre . . .

M. Chrétien: Vous vous préparez à devenir sénateur?

M. Mackasey: Monsieur le ministre, il y a des moments où je me dis que vous y arriverez avant moi.

Merci.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Mackasey.

I still have the name of Mr. Robinson on my list. I remind him that according to a decision unanimously agreed to by the hon. members of this Committee we agreed to adjourn our meetings at 10. However, with your consensus, I will allow Mr. Robinson to ask a short question.

[Texte]

vous reconnaître pour une courte intervention, monsieur Robinson.

M. Robinson: Monsieur le président, merci beaucoup.

J'apprécie votre générosité mais je ne parlerai pas maintenant.

I simply wanted to request of you, Mr. Chairman, some information as to whether the new practice of hearing from both the francophone and anglophone would be also reflected to a certain extent in the fact that the size of the NDP caucus from Quebec has grown to be equal to that of the Conservative caucus from Quebec.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable James McGrath, sur un rappel au Règlement.

Mr. McGrath: I would respectfully remind Mr. Robinson that the procedure we followed tonight was done with the express consent of his party and he has forgotten that very important fact, and we are grateful to the Committee for the courtesy they have shown to us in that regard.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): As I said previously to you, Mr. McGrath, on another occasion, I concur fully with you.

La séance est donc levée. The meeting is adjourned to the call of the Chair.

[Traduction]

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

I appreciate your generosity, but I will not speak now.

Monsieur le président, je voulais simplement vous demander si la pratique qui veut que l'on donne successivement la parole à un francophone et à un anglophone ne devrait pas s'appliquer quand il s'agit de donner la parole successivement à un membre du Caucus NPD du Québec puis à un membre du Caucus Conservateur du Québec, les deux caucus étant maintenant dotés du même nombre de députés.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The hon. James McGrath on a Point of Order.

M. McGrath: En toute déférence à l'égard de M. Robinson, j'aimerais lui rappeler que son parti avait donné son accord express à la procédure que nous avons suivie ce soir et il doit avoir oublié ce fait très important; nous sommes reconnaissants au Comité pour la courtoisie qu'il nous a témoignée à ce propos.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur McGrath, comme je vous l'avais dit précédemment, à une autre occasion, je suis tout à fait d'accord avec vous.

The meeting is adjourned to the call of the Chair. La séance est donc levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of Justice:

Mr. Roger Tassé, Q.C., Deputy Minister;

Dr. B. L. Strayer, Q.C., Assistant Deputy Minister, Public
Law.

Du Ministère de la Justice:

M. Roger Tassé, c.r., sous-ministre;

D^r B. L. Strayer, c.r., sous-ministre adjoint, Droit public.

SENATE
HOUSE OF COMMONS

Issue No. 37

Wednesday, January 14, 1981

Joint Chairmen:

Senator Harry Hays
Serge Joyal, M.P.

SÉNAT
CHAMBRE DES COMMUNES

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

Fascicule n° 37

Le mercredi 14 janvier 1981

Coprésidents:

Sénateur Harry Hays
Serge Joyal, député

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Special Joint Committee of
the Senate and of
the House of Commons on the*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité mixte spécial
du Sénat et de
la Chambre des communes sur la*

Constitution of Canada

Constitution du Canada

RESPECTING:

The document entitled "Proposed Resolution for a
Joint Address to Her Majesty the Queen
respecting the Constitution of Canada" published
by the Government on October 2, 1980

CONCERNANT:

Le document intitulé «Projet de résolution portant
adresse commune à Sa Majesté la Reine
concernant la Constitution du Canada», publié par
le gouvernement le 2 octobre 1980

APPEARING:

The Honourable Jean Chrétien,
Minister of Justice and
Attorney General of Canada

COMPARAÎT:

L'honorable Jean Chrétien,
Ministre de la Justice et
procureur général du Canada

WITNESSES:

(See back cover)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980

SPECIAL JOINT COMMITTEE OF
THE SENATE AND OF THE HOUSE
OF COMMONS ON THE CONSTITUTION
OF CANADA

Joint Chairmen:

Senator Harry Hays
Serge Joyal, M.P.

Representing the Senate:

Senators:

Austin	Lapointe
Connolly	Lucier
Lamontagne	

Representing the House of Commons:

Messrs.

Beatty	Corbin
Bockstael	Crombie
Campbell (Miss)	Epp
(South West Nova)	Fraser

COMITÉ MIXTE SPÉCIAL DU SÉNAT
ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES
SUR LA CONSTITUTION DU CANADA

Coprésidents:

Sénateur Harry Hays
Serge Joyal, député

Représentant le Sénat:

Les sénateurs:

Murray	Roblin
Petten	Tremblay—10

Représentant la Chambre des communes:

Messieurs

Henderson	Nystrom
Irwin	Robinson (<i>Burnaby</i>)
Mackasey	Tobin—15
McGrath	

(Quorum 12)

Les cogreffiers du Comité

Richard Prigent

Paul Bélisle

Joint Clerks of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b) of the House of Commons

On Wednesday, January 14, 1981:

Mr. Fraser replaced Mr. Hawkes.

Pursuant to an order of the Senate adopted November 5, 1980:

On Wednesday, January 14, 1981:

Senator Austin replaced Senator Wood;

Senator Lapointe replaced Senator Goldenberg.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement de la Chambre des communes

Le mercredi 14 janvier 1981:

M. Fraser remplace M. Hawkes.

Conformément à un ordre du Sénat adopté le 5 novembre 1980:

Le mercredi 14 janvier 1981:

Le sénateur Austin remplace le sénateur Wood;

Le sénateur Lapointe remplace le sénateur Goldenberg.

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, JANUARY 14, 1981
(66)

[Text]

The Special Joint Committee on the Constitution of Canada met this day at 3:40 o'clock p.m., the Joint Chairman, Senator Hays, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Austin, Connolly, Goldenberg, Hays, Lamontagne, Lapointe, Lucier, Murray, Petten, Roblin and Tremblay.

Representing the House of Commons: Messrs. Beatty, Bockstael, Miss Campbell (*South West Nova*), Messrs. Corbin, Crombie, Epp, Fraser, Henderson, Irwin, Joyal, Mackasey, McGrath, Nystrom, Robinson (*Burnaby*) and Tobin.

Other Members present: Messrs. Friesen, Hawkes and Rose.

Appearing: The Honourable Jean Chrétien, Minister of Justice and Attorney General of Canada.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Messrs. Paul Martin and John McDonough, Researchers.

Witnesses: From the Department of Justice: Mr. Roger Tassé, Q.C., Deputy Minister and Dr. B. L. Strayer, Q.C., Assistant Deputy Minister, Public Law.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the Senate dated November 3, 1980 and its Order of Reference from the House of Commons dated October 23, 1980, both relating to the document entitled "Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada" published by the Government on October 2, 1980 (*See Minutes of Proceedings, Thursday, November 6, 1980, Issue No. 1*).

The Chairman presented the Fifth Report of the Sub-committee on Agenda and Procedure which is as follows:

1. That the schedule of meetings for this week be as follows:

Wednesday, January 14, 1981

3:30—6:00 p.m.

Appearing: The Honourable Jean Chrétien, Minister of Justice and Attorney General of Canada

Thursday, January 15, 1981

9:30—12:00 noon

3:30—6:00 p.m.

8:00—10:00 p.m.

Appearing: The Honourable Jean Chrétien, Minister of Justice and Attorney General of Canada

Friday, January 16, 1981

9:30—11:00 a.m.

Appearing: The Honourable Jean Chrétien, Minister of Justice and Attorney General of Canada

2. That whenever possible notice of proposed amendments be given.

PROCÈS-VERBAUX

LE MERCREDI 14 JANVIER 1981
(66)

[Traduction]

Le Comité mixte spécial sur la Constitution du Canada se réunit aujourd'hui à 15 h 40 sous la présidence du sénateur Hays, coprésident.

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Austin, Connolly, Goldenberg, Hays, Lamontagne, Lapointe, Lucier, Murray, Petten, Roblin et Tremblay.

Représentant la Chambre des communes: MM. Beatty, Bockstael, M^{lle} Campbell (*South West Nova*), MM. Corbin, Crombie, Epp, Fraser, Henderson, Irwin, Joyal, Mackasey, McGrath, Nystrom, Robinson (*Burnaby*) et Tobin.

Autres députés présents: MM. Friesen, Hawkes et Rose.

Comparaît: L'honorable Jean Chrétien, ministre de la Justice et procureur général du Canada.

Aussi présents: Du Service de recherches de la Bibliothèque du Parlement: MM. Paul Martin et John McDonough, recherchistes.

Témoins: Du ministère de la Justice: M. Roger Tassé, c.r., sous-ministre et M. B. L. Strayer, c.r., sous-ministre adjoint, Droit public.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du Sénat daté du 3 novembre 1980, et de la Chambre des communes daté du 23 octobre 1980, tous deux portant sur le document intitulé: «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980 (*Voir le procès-verbal du jeudi 6 novembre 1980, fascicule n° 1*).

Le président soumet le Cinquième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure dont le texte suit:

1. Que le calendrier des travaux pour la semaine en cours soit le suivant:

Le mercredi 14 janvier 1981

de 15 h 30 à 18 heures

Comparaît: L'honorable Jean Chrétien, ministre de la Justice et procureur général du Canada

Le jeudi 15 janvier 1981

de 9 h 30 à midi

de 15 h 30 à 18 heures, et

de 20 heures à 22 heures

Comparaît: L'honorable Jean Chrétien, ministre de la Justice et procureur général du Canada

Le vendredi 16 janvier 1981

de 9 h 30 à 11 heures

Comparaît: L'honorable Jean Chrétien, ministre de la Justice et procureur général du Canada

2. Que, dans la mesure du possible, préavis soit donné des amendements proposés.

3. That questions of procedure, respecting the admissibility of proposed amendments, be dealt with, in the Sub-committee on Agenda and Procedure whenever possible.

4. That during the detailed study of the Resolution, ten (10) minutes be allocated to the members of the Committee, on the understanding that the Chair allow supplementary questions by other members of the Committee on the same line of questioning and that this rule be subject to review by the Sub-committee on Agenda and Procedure.

After debate, by unanimous consent, the Fifth Report of Sub-committee on Agenda and Procedure was concurred in.

The Committee resumed consideration of Clause 1 of the Proposed Constitution Act.

The Minister, with the witnesses, answered questions.

At 6:30 o'clock p.m., the Committee adjourned to Thursday, January 15, 1981, 9:30 o'clock a.m.

3. Que les questions de procédure concernant la recevabilité des amendements proposés soient réglés, autant que possible, par le Sous-comité du programme et de la procédure.

4. Que durant l'étude détaillée de la Résolution, chaque membre du Comité dispose de dix (10) minutes, étant entendu que la présidence autorisera les questions supplémentaires dans le cadre de l'interrogation en cours par les autres membres du Comité mais que cette règle pourra être revue par le Sous-comité du programme et de la procédure.

Après débat et du consentement unanime, le Cinquième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure est adopté.

Le Comité reprend l'étude de l'article 1 du projet de loi constitutionnel.

Le ministre et les témoins répondent aux questions.

A 18 heures, le Comité suspend ses travaux jusqu'au jeudi 15 janvier 1981 à 9 h 30.

Les cogreffiers du Comité

Richard Prigent

Paul Bélisle

Joint Clerks of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Wednesday, January 14, 1981.

• 1542

[Texte]

The Joint Chairman (Senator Hays): Order, please.

Honourable members, Mr. Minister, the Subcommittee on Agenda and Procedure of the Special Joint Committee on the Constitution of Canada has the honour to present its Fifth Report.

Your Subcommittee met on Tuesday, January 13, and agreed to make the following recommendations:

First, that we schedule meetings for this week as follows: January 14, 1981, 3:30 p.m. to 6:30 p.m., appearing, the honourable Jean Chrétien, Minister of Justice and Attorney General of Canada; Thursday, January 15, 1981, 9:30 a.m. to 12:00 noon, 3:30 p.m. to 6 o'clock and 8 o'clock to 10 o'clock, the Minister also appearing; Friday, January 16, 1981, 9:30 a.m. to 11 o'clock, the Minister of Justice will be appearing;

Second, that whenever possible, notice of proposed amendments be given;

Number 3, that questions of procedure respecting the admissibility of proposed amendments to dealt with in the Subcommittee on Agenda and Procedure whenever possible; and,

Four, that during the detailed study of the resolution 10 minutes be allowed to the members of the Committee on the understanding that the Chair allows supplementary questions by other members of the Committee on the same line of questioning and that this rule be subject to review by the Subcommittee on Agenda and Procedure.

All of which is respectfully submitted: Mr. Serge Joyal, Member of Parliament, Joint Chairman as well as myself.

Is this agreed?

Mr. Epp.

Mr. Epp: Just before you call for agreement, Mr. Chairman, it is possibly more a matter of clarification than either approval or disapproval. There was, I believe, circulated to our offices earlier today a schedule which did not include Thursday morning of this week. Is that correct, because when I take a look at the number 1 here, that is also not included and I now take it that we will not be meeting tomorrow morning, firstly.

The Joint Chairman (Senator Hays): Oh, yes, we are meeting tomorrow morning, 9:30 a.m.

Mr. Epp: We are back to the question, then. I believe that was circulated in our offices that we were not meeting tomorrow morning because of Cabinet.

The Joint Chairman (Senator Hays): Yes.

Mr. Epp: The Minister has requested that he could not appear before the Committee because of the Thursday morning Cabinet meeting. Could we have clarification of that, first of all?

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mercredi 14 janvier 1981

[Traduction]

Le coprésident (sénateur Hays): Messieurs, à l'ordre.

Monsieur le ministre, honorables députés, le sous-comité du programme et de la procédure du Comité mixte spécial sur la Constitution du Canada a l'honneur de présenter son cinquième rapport.

Votre sous-comité s'est réuni le mardi 13 janvier 1981 et a convenu de faire les recommandations suivantes:

Premièrement, que le calendrier des travaux pour la semaine en cours soit le suivant: le 14 janvier 1981, de 15 h 30 à 18 h 30, comparution de l'honorable Jean Chrétien, ministre de la Justice et procureur général du Canada; le jeudi 15 janvier 1981, de 9 h 30 à midi, de 15 h 30 à 18 heures et de 20 heures à 22 heures, nouvelle comparution du ministre; le vendredi 16 janvier 1981, de 9 h 30 à 11 heures, encore le ministre de la Justice.

Deuxièmement, que, dans la mesure du possible, préavis soit donné concernant les amendements proposés;

Troisièmement, que les questions de procédure relatives à la recevabilité des amendements soient, autant que possible, réglées par le sous-comité du programme et de la procédure.

Quatrièmement, que, durant l'étude détaillée de la résolution, chaque membre du Comité dispose de dix minutes, étant entendu que la présidence autorisera les autres membres du Comité à poser des questions supplémentaires dans le cadre de l'interrogation en cours, et que cette règle pourra faire l'objet d'un examen par le sous-comité du programme et de la procédure.

Rapport qui est respectueusement soumis par les coprésidents, M. Serge Joyal, député, ainsi que moi-même.

Êtes-vous d'accord?

Monsieur Epp.

M. Epp: Avant que vous ne demandiez notre accord, monsieur le président, j'aimerais avoir certaines précisions. Si je me souviens bien, nos bureaux ont reçu, plus tôt dans la journée, un programme ne prévoyant pas de séances pour jeudi matin. Est-ce bien exact? Si j'examine le nombre de réunions prévues, sur cet autre document, il ne devrait pas y avoir de réunion demain matin.

Le coprésident (sénateur Hays): Si, nous nous réunirons demain matin à 9 h 30.

M. Epp: Pourtant, le document qui nous avait été distribué ne mentionnait pas de réunion demain matin, à cause d'une réunion du Cabinet.

Le coprésident (sénateur Hays): Oui.

M. Epp: Le ministre avait demandé à ne pas devoir témoigner devant le Comité, à cause d'une réunion du Cabinet, jeudi matin. Pourrions-nous donc avoir des précisions là-dessus?

[Text]

Hon. Jean Chrétien (Minister of Justice and Attorney General of Canada): Mr. Chairman, I am willing to be here whenever the Committee wants to have me. I indicated to you and to the Chairmen that there are three sessions that, if I could be not invited I would appreciate it. It is on Tuesday morning, and Wednesday afternoon and Thursday for Cabinet business. But I am available and my priority is this Committee. If you want me here tomorrow morning, I will be here with pleasure tomorrow morning. Sometimes I find it more interesting here than in the Cabinet.

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Epp.

Mr. Epp: I would agree with Mr. Minister. Certain experiences, probably both of us do from time to time.

That being the case, Mr. Chairman, I think that the Fifth Report reflects what we discussed and possibly for the benefit of members of the Committee we were asked yesterday in the Subcommittee, especially by Messrs. Irwin and Mackasey as to how long we thought we might be calling Ministers before the Committee.

It is our general view, Mr. Chairman, and I am addressing myself to point number 2 of the report, that it would be our hope that the Minister of Justice will be available throughout for clause-by-clause, notwithstanding he cannot be here for every session but will make himself available whenever he can.

Once we are through with questioning him on his proposed changes, additionally as you know, we asked for a certain number of Ministers. I believe we would try and fit that scheduling into this week and early part of next and it would be my intention to give our amendments in the form of a package to the Committee early next week either Monday night or Tuesday, most likely Tuesday.

I believe that answers those questions that were raised in the subcommittee as well.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Mr. Epp. We appreciate your co-operation in this regard. Are members agreed?

Some hon. Members: Agreed.

The Joint Chairman (Senator Hays): In so far as the minister being here this morning, that was probably an error of mine. He indicated that he would be available.

Order of Reference. We are resuming the consideration of the document entitled Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen Respecting the Constitution of Canada, referred to the Committee from the Senate on November 3, 1980 and from the House of Commons on October 23, 1980.

On Section I—Rights and Freedoms in Canada.

The Joint Chairman (Senator Hays): Appearing is the Minister of Justice and Attorney General of Canada.

And now, it will be Senator Tremblay that would like to speak first and question the Minister.

Senator Tremblay.

[Translation]

L'honorable Jean Chrétien (ministre de la Justice et procureur général du Canada): Monsieur le président, je serais très heureux de venir témoigner chaque fois que le Comité me le demandera. Cependant, j'ai signalé aux coprésidents que je leur serais reconnaissant de ne pas me convoquer pour trois réunions précises, c'est-à-dire celle de mardi matin, de mercredi après-midi et de jeudi matin. Cela dit, j'accorde la priorité aux travaux de ce comité, et si vous voulez que je vienne témoigner demain matin, je serais heureux de le faire. Ce qui se passe ici est parfois plus intéressant que ce qui se passe au Cabinet.

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur Epp.

M. Epp: Je suis d'accord avec le ministre là-dessus. Nous avons probablement connu des expériences identiques à ce sujet.

Cela étant, monsieur le président, le cinquième rapport reflète bien nos discussions et peut-être pourrions-nous dire, pour l'information des membres du Comité, que MM. Irwin et Mackasey ont demandé au sous-comité pendant combien de temps nous pensions devoir convoquer des ministres devant le Comité.

En ce qui concerne le programme de nos travaux, pour la semaine à venir, nous estimons, monsieur le président, qu'il serait préférable que le ministre de la Justice soit à notre disposition pendant l'étude du projet article par article, même s'il est possible qu'il ne puisse pas être présent à chaque réunion.

Lorsque nous aurons fini de poser nos questions sur ce projet d'amendements, vous savez que nous avons demandé la convocation d'un certain nombre d'autres ministres. J'espère que nous pourrions les recevoir pendant la fin de cette semaine et au début de la semaine prochaine, ce qui nous permettrait de soumettre nos propres amendements au Comité au début de la semaine prochaine, c'est-à-dire lundi soir ou mardi. Ce sera plus vraisemblablement mardi.

Je pense que cela répond aux questions qui avaient été soulevées pendant la réunion du sous-comité.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, monsieur Epp. Nous vous remercions de votre collaboration. Les membres du Comité sont-ils d'accord?

Des voix: D'accord.

Le coprésident (sénateur Hays): En ce qui concerne la présence du ministre, ce matin, c'était probablement une erreur de ma part. Il avait dit qu'il serait disponible.

Nous allons donc maintenant reprendre l'étude du document intitulé Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada, document qui avait été envoyé au Comité, par le Sénat, le 3 novembre 1980, et par la Chambre des communes, le 23 octobre 1980.

Article 1—Droits et Libertés au Canada.

Le coprésident (sénateur Hays): Nous avons aujourd'hui comme témoin le ministre de la Justice et procureur général du Canada.

Je donnerai tout d'abord la parole au sénateur Tremblay, pour qu'il pose ses questions au ministre.

Sénateur Tremblay.

[Texte]

Le sénateur Tremblay: Merci, monsieur le président, de me donner la parole. Dans le cadre de la séance d'aujourd'hui et d'autres séances qui suivront avec le ministre de la Justice, j'ai compris que ce que nous avions à faire c'était de poser des questions qui nous permettraient, comme membres du Comité, de comprendre de façon aussi claire que possible le sens des amendements, des modifications que le ministre de la Justice a déposés devant nous par rapport au projet initial de résolution en provenance du gouvernement.

C'est dans cette perspective que je poserai mes questions et, suivant l'ordre des choses, je commencerai par des questions relatives au premier amendement qui est effectivement dans le document qui nous a été transmis mais sur lequel le ministre n'a pas mis l'accent dans la manière dont il a présenté ces amendements.

Effectivement, le premier amendement qui est devant nous porte sur le titre même du projet de loi britannique et cet amendement modifie le titre de la loi britannique, du projet de loi britannique plus exactement.

Dans le projet initial, ce projet de loi britannique portait le titre de «loi modifiant la Constitution du Canada». Dans le premier amendement que nous propose le ministre de la Justice, le titre de cette loi devient «loi donnant suite à une demande du Sénat et de la Chambre des communes du Canada».

J'aimerais comprendre la signification et les raisons, il en existe sûrement—on ne propose pas un amendement sans raison adéquate—j'aimerais comprendre pourquoi on a ainsi proposé un nouveau titre au projet de loi britannique à deux égards, quant à la substance, le premier titre était le suivant, je l'ai cité il y a un instant «loi modifiant la Constitution du Canada», est-ce qu'on voudrait laisser entendre par le nouveau titre que ce qui sera présenté au Parlement de Westminster ne modifie point la Constitution du Canada, ce que l'ancien titre disait; quant à la provenance de la démarche auprès de Londres, la première version n'évoquait pas la provenance tandis que le nouveau titre évoque la provenance, ce serait en provenance du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, comme si d'autres provenances avaient été possibles et qu'on voulait les exclure.

Il y a donc deux aspects à ma question, la substance, modifier ou ne pas modifier la loi de la Constitution du Canada; deuxièmement, la provenance de la démarche, loi donnant suite à une demande du Sénat et de la Chambre des communes du Canada par opposition à une demande qui viendrait non seulement de ces deux instances mais aussi d'autres instances qui constituent la fédération canadienne, c'est-à-dire les provinces. Est-ce qu'on veut mettre l'accent sur ces aspects-là?

M. Chrétien: Monsieur le président, au point de vue de la forme, je crois que le titre tel que proposé en amendement reflète beaucoup mieux la démarche que nous faisons que le premier titre que nous avions.

Le premier titre que nous avions, il était simple, clair; seulement, il ne reflétait pas exactement la démarche que nous accomplissons à ce moment-ci, ce que nous voulions bien faire et c'est pour bien décrire dans le titre la substance de ce que

[Traduction]

Senator Tremblay: Thank you Mr. Chairman. According to my understanding, we will ask some questions to the Minister in order to get as clear an understanding as possible of the amendments that have been tabled by the Minister.

Consequently, I will start by asking questions about the first amendment which has been submitted in the document tabled by the Minister but which the Minister did not emphasize in his statement.

Indeed, this first amendment deals with the very title of the British bill.

Whereas the original title was "An Act to Amend the Constitution of Canada", the new title suggested by the Minister would be "An Act to Give Effect to A Request by the Senate and the House of Commons of Canada".

I would like to understand the meaning and the reasons why this new title has been proposed for this British law; I am sure reasons exist, since no amendment would have been suggested without sufficient reason. First, as far as substance is concerned, the first title, which I quoted a moment ago, was "An Act to Amend the Constitution of Canada"; are we to understand that the new title means that the resolution to be submitted to the Parliament of Westminster does not amend the constitution of Canada as the original title implied? As for the origin of this action directed to London, the first version did not mention the origin, whereas the new title does: the action is being taken by the Senate and the House of Commons of Canada, as if other sources were possible and we wanted to exclude them.

Hence my question has two aspects: first, the substance, whether or not we are amending Canada's constitution; second, the origin of the action, an Act to give effect to a request by the Senate and the House of Commons, as opposed to a request coming not only from those two authorities but also from other authorities which are elements of the Canadian federation, the provinces. Do we want to emphasize those aspects?

Mr. Chrétien: Mr. Chairman, as far as the substance is concerned, I feel that the title as amended is a much better reflection of the steps we are taking than was the original title.

The first title we had was simple and clear; it did not, however, precisely reflect the action we are taking at the present time. We wanted to clearly reflect our actions, and give a proper definition in the title of the substance of what we

[Text]

nous faisons. Il y a plus que l'amendement à la Constitution canadienne. Il y a le rapatriement de la Constitution canadienne qui n'est pas, strictement parlant, un amendement. Il y a aussi la renonciation par le Parlement anglais à adopter d'autres législations relatives à l'avenir de la Constitution canadienne. Il y a au surplus, si je comprends bien, le projet de loi que nous étudions amende le statut de Westminster qui n'est pas, strictement parlant, la loi constitutionnelle du Canada au titre où on l'entend.

C'est pour faire une meilleure description du titre, à l'article 1, de la démarche que nous accomplissons, que nous avons changé le titre et qui décrit aussi, en même temps, quant à la forme, l'origine de la demande qui est, comme c'est le fait à ce moment-ci, une requête, une résolution, une demande du Parlement canadien tel que constitué, d'une Chambre des communes et d'un Sénat.

Alors, le titre que nous proposons à ce moment-ci donne une définition beaucoup plus claire de la démarche que nous avons entreprise plutôt que le titre que nous avions et c'est pourquoi je propose l'amendement qui, à mon sens, est meilleur que ce que nous avons proposé au préalable.

Le sénateur Tremblay: Est-ce que, si vous permettez, monsieur le président, je poserais une question supplémentaire au ministre, cela vous paraît donc plus clair de dire que le Canada, par rapport à la Grande-Bretagne, par rapport au Royaume-Uni, soit défini par le Sénat et la Chambre des communes qui défini de façon plus fédérative par l'ensemble des instances fédératives qui le composent.

M. Chrétien: Voici. La démarche que nous entreprenons, elle est claire et nette. C'est la démarche du gouvernement, du Parlement canadien. Il pourrait y avoir d'autres démarches par d'autres institutions au Canada. Il y en a eu dans le passé, des requêtes de gouvernements provinciaux auprès du Parlement anglais et, dans le système dans lequel nous vivons à l'heure actuelle, il n'y a rien qui empêche, tant que nous avons la présente Constitution et qu'elle n'est pas rapatriée, la possibilité de résolutions adressées au Parlement anglais de la part d'autres législatures parce qu'elles ont leur propre autonomie.

Quelle sera la réaction du Parlement anglais et du gouvernement anglais, c'est à chacun d'entre nous d'apprécier ce qu'ils feront, mais la démarche que nous faisons à ce moment-ci, elle est claire. C'est une démarche de la Chambre des communes et du Sénat proposée par le gouvernement canadien. Ce n'est rien d'autre.

Le sénateur Tremblay: Par conséquent, puisque vous venez d'y faire allusion, vous reconnaissez la légitimité, par rapport à Westminster, de démarches en provenance d'autres constituantes de la fédération canadienne, les Provinces. Je dis bien, monsieur le ministre, je m'adresse au ministre de la Justice, je dis bien «légitimité».

M. Chrétien: Voici. Je ne sais pas ce que vous entendez pas légitimité ou non-légitimité. Nous avons une résolution du Parlement ici. C'est tout à fait légitime. C'est légitime que le Parlement canadien, la Chambre des communes et le Sénat, puisse passer une résolution. Nous la transmettons au gouvernement anglais le priant de la transmettre à l'assemblée

[Translation]

are doing. There is more here than an amendment to the constitution of Canada. There is the patriation of the Canadian constitution which is not, strictly speaking, an amendment. There is also the fact that the British Parliament renounces its right to pass future legislation to the Canadian constitution. As well, if I understand correctly, the bill we are now considering amends the Statute of Westminster which is not strictly speaking, Canadian constitutional law as we understand it.

We changed the title to provide a better description in the title, in Section 1, of what we are doing; at the same time, the title also defines the origin of this request or resolution as a request from the Canadian Parliament in its present composition, a House of Commons and a Senate.

So the title we are now proposing gives a much clearer definition of what we have undertaken than did the original title; that is why I have suggested this amendment which I consider better than what we had previously suggested.

Senator Tremblay: If I may, Mr. Chairman, I would like to ask the minister a supplementary question. Does this mean that you feel that as far as Great Britain or the United Kingdom is concerned, it is clearer to say that Canada is defined by the Senate and the House of Commons rather than defined as a federation, including all of the federating authorities of which it is made up?

Mr. Chrétien: What we are doing is clear and precise. The step has been taken by the government, by Canada's Parliament. Other Canadian institutions could also take steps. This has been done in the past; provincial governments have addressed requests to the British Parliament, and under our present system, as long as we have our present constitution, and as long as it is not patriated, nothing prevents other legislatures from addressing resolutions to the British Parliament since those legislatures are autonomous.

As for the response of the British Parliament and the British government, each of us can make assumptions as to what they will do, but the action they have undertaken at the present time is quite clear. It is an action taken by the House of Commons and the Senate, proposed by the Canadian government. It is nothing more nor less.

Senator Tremblay: Since you just mentioned it, then, you do recognize the legitimacy of other constituents of the Canadian federation, the provinces, taking action directed at Westminster. Mr. Minister, and you are the minister of Justice, I did use the word "legitimacy".

Mr. Chrétien: Well, I do not know what you mean by legitimacy or illegitimacy. We are dealing here with a resolution of parliament. It is entirely legitimate. It is legitimate for the Canadian Parliament, the House of Commons and the Senate, to pass a resolution. We will transmit that resolution to the British government asking it to send it on to the British

[Texte]

législative anglaise qui est le Parlement de Westminster qui, lui, a son autorité à exercer.

Alors, en toute légitimité, le Parlement d'une Province peut passer des résolutions sur n'importe quoi. Il peut l'envoyer à Londres, à l'O.N.U. et tout ça, ou il peut l'envoyer au conseil municipal de Montréal. C'est au corps constitué qui la reçoit de décider ce qu'il va en faire.

Légalement, j'ai toujours soutenu que le Parlement anglais pourrait légalement ne pas accéder à notre demande parce que la Constitution canadienne est une loi anglaise. Seulement, je sais que depuis 1867, lorsque sont venues des requêtes conjointes de la Chambre des communes et du Sénat au Parlement anglais, ils ont acquiescé à la demande du Parlement canadien.

Le sénateur Tremblay: Si vous me permettez, monsieur le ministre, nous allons poursuivre là-dessus. Vous reconnaissez que la demande, telle que formulée, telle qu'identifiée dans le titre, le nouveau titre du projet de loi, signifie qu'il ne s'agit que d'une demande du Sénat et de la Chambre des communes du Canada et non pas du Canada comme tel, ce qui signifierait que les Provinces du Canada seraient en droit de présenter au même Parlement britannique l'autre partie de la fédération canadienne, c'est-à-dire celle des Provinces.

M. Chrétien: Voici. La pratique qui est bien connue c'est que le Parlement canadien fait des demandes, soumet respectueusement à Sa Majesté la Reine de bien vouloir soumettre au Parlement anglais, une requête. Le Parlement anglais décide d'en disposer, oui ou non. La tradition veut qu'ils en aient toujours disposé sans poser plus de questions.

Nous savons qu'il y a eu des requêtes de même nature par les gouvernements provinciaux dans le passé et que ces requêtes-là n'ont pas été reçues par le Parlement anglais. Je ne pense pas que je sois en mesure de me prononcer, à savoir est-ce qu'il est légal ou illégal pour un Parlement quel qu'il soit ou une assemblée législative de passer une résolution. Ils peuvent passer des résolutions sur n'importe quel sujet. Le problème qui se pose c'est que fera le Parlement anglais s'il en reçoit une?

Or, la tradition est claire. Depuis 1867, à partir de la résolution adoptée en 1869 par l'assemblée législative de la Nouvelle-Écosse présidée par le premier ministre Joseph Howe qui avait demandé à l'époque de sortir de la Confédération, ils ont passé légitimement à l'assemblée législative une résolution et le Parlement anglais a refusé d'y accéder. Il y a eu même, dans l'histoire récente, le gouvernement de monsieur Lesage, alors que vous étiez vous-même sous-ministre à l'époque, qui a fait une requête au Parlement anglais concernant l'abolition de l'assemblée législative au Québec.

Le sénateur Tremblay: Le conseil.

M. Chrétien: Le conseil législatif au Québec. Je n'étais pas bien vieux dans ce temps-là, donc je ne m'en rappelle pas beaucoup.

Le sénateur Tremblay: C'est dommage que l'histoire ne soit pas plus présente dans nos délibérations.

[Traduction]

legislature, the Parliament of Westminster, which has the authority to act.

It is also perfectly legitimate for the parliament of any province to pass resolutions on any subject. They can send their resolutions to London, to the United Nations, wherever; they can even send them to the Montreal Municipal Council. It is up to the body which receives the resolution to decide how it will be dealt with.

As for the legal aspects, I have always maintained that the British Parliament could quite legally refuse to accept our request since the Canadian constitution is a British act. However, since 1867, I know that whenever the British Parliament has received joint requests from the House of Commons and the Senate, they have agreed to the Parliament of Canada's requests.

Senator Tremblay: If I may, Mr. Minister, I would like to continue on the same issue. You recognize the fact that the request, as worded, as identified in the title, in the new title of the bill, means that this is only a request from the Senate and the House of Commons of Canada, and not from Canada as a whole; this would mean that Canada's provinces would have every right to submit the case of the rest of the Canadian federation, of the provinces, to that same British Parliament.

Mr. Chrétien: Well, the normal practice, which is well known, is for the Canadian Parliament to make its requests, to respectfully submit an address to Her Majesty the Queen asking that she lay a request before the British Parliament. The British Parliament decides to accept it or not. In the past, they have always accepted our requests without question.

We know that in the past the provincial governments have presented similar requests, and that those requests were not accepted by the British Parliament. I do not think that it is up to me to decide whether it is legal or illegal for any parliament or legislature to pass a resolution. They can pass resolutions on any subject. The question is how the British Parliament would react if it received a request of this nature.

On this, tradition has been clear since 1867. In 1869, the Nova Scotia legislature, chaired by Premier Joseph Howe, made a request to leave confederation; they passed legitimate resolution in their legislature, and the British Parliament refused to accept it. More recently, when you were in fact a Deputy Minister, Mr. Lesage's government addressed a request to the British Parliament to have Quebec's legislative assembly abolished.

Senator Tremblay: Council.

Mr. Chrétien: Quebec's Legislative Council. I was not old enough at the time to remember all the details.

Senator Tremblay: It is too bad that the voice of history is not often heard in our proceedings.

[Text]

M. Chrétien: Je dois dire que la requête soumise par le gouvernement de monsieur Lesage n'a pas été reçue par le Parlement anglais mais monsieur Lesage et l'assemblée législative d'alors étaient tout à fait légitimés, à mon sens, de passer cette résolution-là. Ça ne me scandalise pas. Or, s'il y en a d'autres, ça ne me scandalisera pas et ça sera au Parlement anglais de décider si oui ou non ils veulent la recevoir.

Le sénateur Tremblay: Vous venez, monsieur le ministre, de dire les mots clés: ce sera au Parlement anglais d'en décider.

M. Chrétien: Au gouvernement, s'ils veulent le soumettre, au Parlement.

Le sénateur Tremblay: Vous venez de dire que ce sera au Parlement anglais de décider entre diverses demandes en provenance du Canada, des demandes en provenance du Parlement ou en provenance des législatures des Provinces. Là-dessus, monsieur le ministre, je dois vous dire que je suis disposé à vous apporter une collaboration positive.

M. Chrétien: C'est toujours bienvenu.

Le sénateur Tremblay: Je pense que vous avez fait une erreur avec votre amendement. Je ne l'aurais point fait à votre place, précisément à cause de ce que nous discutons. Vous soutenez en ce moment que c'est le Parlement anglais qui tranchera entre diverses demandes en provenance du Canada, soit du Parlement, soit des Provinces. Ma position ce serait que nous n'avons pas à demander à trancher cela au Parlement de Westminster. C'est ici qu'il faut trancher cela.

Évidemment, vous ne le tranchez point avec une action unilatérale. Ce serait tranché si l'action cessait d'être unilatérale mais c'est ici qu'il faut qu'elle cesse d'être unilatérale. Ce n'est pas au Parlement anglais de trancher entre diverses demandes provenant du Parlement ou des législatures des Provinces. Est-ce que nous ne sommes pas au stade du débat mais je me permets de le souligner au passage—ce premier amendement n'est pas une erreur institutionnelle, quant à la fédération canadienne, que nous aurions commise? Nous vous offrons de la réparer.

Ma question est terminée, monsieur le président.

• 1600

Mr. McGrath: Mr. Joint Chairman, may I ask a supplementary question of the Minister?

The Joint Chairman (Senator Hays): Yes.

Mr. McGrath: If I heard the translation correctly, the Minister has indicated each province can make an address to Westminster. He also said that each provincial legislature can make an address to Westminster, the United Nations or to anywhere they want.

Mr. Chrétien: Mr. McGrath, what I said was that any legislature may pass any resolution it cares to and send it anywhere they want. If they send it to London, whether or not action is taken, I can tell you that since 1867, whenever they have received a resolution from the assemblies of any province they have never acted upon it; but they have received some.

[Translation]

Mr. Chrétien: I wish to say that the request submitted by Mr. Lesage's government was not accepted by the British Parliament. Nonetheless, Mr. Lesage and the Legislative Assembly of the day acted perfectly legitimately in passing that resolution, as far as I am concerned. That action did not shock me. And if others wish to take similar action, I will not be shocked; it will be up to the British Parliament to decide whether or not they wish to accept such resolutions.

Senator Tremblay: Mr. Minister, you have just said the key words: it will be up to the British Parliament to decide.

Mr. Chrétien: It will be up to their government to decide whether they want to submit resolutions to Parliament.

Senator Tremblay: You have just said that it will be up to the British Parliament to decide between different requests coming from Canada, between requests coming from Parliament and requests coming from the provincial legislatures. On this, Mr. Minister, I want you to realize that I am prepared to offer a positive contribution.

Mr. Chrétien: Such contributions are always welcome.

Senator Tremblay: I think that your amendment is a mistake. I would not have made such an amendment, precisely because of what we are now discussing. You now maintain that the British Parliament will be the one to decide between various requests coming from Canada, either from Parliament or from the provinces. My position is that we do not need to ask the Parliament of Westminster to make those decisions. They should be made here.

Obviously, unilateral action does not allow you to resolve the problem. If the action were no longer unilateral, the problem would be resolved; but it is here that that action must stop being unilateral. It is not up to the British Parliament to decide between various requests coming from Parliament or the provincial legislatures. We are not yet at the debate stage, but I would like to point out in passing that I wonder whether this first amendment does not constitute an institutional error as far as the Canadian Federation is concerned? We are offering to help you correct that mistake.

I have completed my question, Mr. Chairman.

M. McGrath: Monsieur le coprésident, puis-je poser une question supplémentaire au ministre?

Le coprésident (sénateur Hays): Oui.

M. McGrath: Si j'ai bien compris la traduction, le ministre a dit que chaque province peut adresser une demande à Westminster. Il a dit également que chaque assemblée législative provinciale peut adresser une résolution à Westminster, aux Nations unies ou à n'importe qui?

M. Chrétien: Monsieur McGrath, j'ai dit que toute législature peut adopter n'importe quelle résolution et l'envoyer où elle le veut. Si elle veut envoyer une résolution à Londres, parfait. Je ne sais pas si cela donnerait quelque chose, mais je puis vous dire que depuis 1867, Londres n'a jamais réagi à l'envoi de quelque résolution que ce soit en provenance des assemblées législatives provinciales; toutefois, des résolutions ont été renvoyées.

[Texte]

On the other hand, their tradition, in relation to Canada, is very clear: whenever they have received a resolution from the Parliament of Canada, that is a joint resolution of the House of Commons and the Senate, they have always acted upon it.

But I cannot deny that if one legislative assembly wants to send a resolution to the Parliament or Government of England they can. But I cannot guarantee—in fact I know they would not act upon it.

Mr. McGrath: If I may have a final supplementary, Mr. Joint Chairman.

They have never accepted a resolution of the legislatures, because the Trudeau government has never attempted unilaterally to upset the balance of power or to interfere with provincial jurisdiction.

I would submit to you, carrying your logic a bit further, that, given Section 7(2) of the Statute of Westminster, which spells out the balance of power in Canada, if you like, between the federal and provincial Parliaments, if the federal government attempts to tamper with that provincial jurisdiction by way of a joint resolution without the consent of the provinces then according to what you are saying, I would say the Statute of Westminster is conferring the same right on the provinces to make a resolution to Westminster saying that what the federal government is doing is in violation of Section 7(2) of the Statute of Westminster.

That is all I have to say, Mr. Joint Chairman.

Mr. Chrétien: That was a statement. And I can reply to it. I said that we are in the process of passing in the Parliament of Canada a resolution for patriation, a method of amending the constitution and entrenching a bill of rights.

I would submit that the balance of power remains the same. In the Charter of Rights we are not changing the balance of power. The powers remain exactly the same.

What is not the same, however, is that both the Parliament of Canada and all the legislative assemblies of Canada would have to comply with the rights that have been given to Canadian citizens. I think this is clear.

But we are not taking powers away from the provinces to give them to the federal government or vice versa.

And when you make the point that we have never acted unilaterally, well in 1949 when we accepted Newfoundland into Confederation it was not unanimous in Canada. In his wisdom, Mr. St. Laurent decided, after preliminary discussion, when he saw that there was going to be some opposition to the entry of Newfoundland into Confederation, because it was a fundamental change to Canada, because we were accepting some other province, some other provinces felt that it might be a burden to their citizens or did not like the idea, for whatever reason—Mr. St. Laurent decided not to consult the provinces and add one more province to the heap.

Unilaterally, in 1930, in Canada we decided to give to the western provinces control over their resources. The government

[Traduction]

D'autre part, la tradition de Londres à l'égard du Canada est très claire: Chaque fois qu'on a reçu une résolution du Parlement canadien, c'est-à-dire une résolution conjointe de la Chambre des communes et du Sénat, on a pris des mesures en conséquence.

Toutefois, je ne peux nier le fait que toute législature peut envoyer une résolution au parlement ou au gouvernement britannique. Je ne puis cependant assurer—en fait, je sais que cela ne donnerait rien.

M. McGrath: Permettez-moi une dernière question supplémentaire, monsieur le coprésident.

Londres n'a jamais accepté une résolution des législatures parce que le gouvernement Trudeau n'a encore jamais essayé unilatéralement de modifier l'équilibre des pouvoirs ou de s'ingérer dans les juridictions provinciales.

Pour pousser votre raisonnement un peu plus loin, je crois qu'en vertu de l'article 7(2) du Statut de Westminster, qui établit l'équilibre des pouvoirs au Canada entre les parlements fédéral et provinciaux, si le gouvernement fédéral tente de s'ingérer dans les juridictions provinciales par une résolution commune, et ce sans le consentement des provinces, alors d'après ce que vous dites, je crois que le Statut de Westminster confère le même droit aux provinces de présenter une résolution à Westminster établissant que les actions du gouvernement fédéral contreviennent à l'article 7(2) du Statut de Westminster.

C'est tout ce que j'ai à dire, monsieur le coprésident.

M. Chrétien: C'était une déclaration. Je peux y répondre. J'ai dit que nous travaillons actuellement à l'adoption au Parlement du Canada d'une résolution portant sur le rapatriement, sur une méthode d'amendement de la constitution et sur l'enchâssement d'une déclaration des droits.

A mon avis, l'équilibre des pouvoirs reste le même. Nous ne modifions pas l'équilibre des pouvoirs dans la Charte des droits. Ces pouvoirs demeurent exactement les mêmes.

Ce qui change, toutefois, c'est que le Parlement du Canada et toutes les assemblées législatives du pays devraient respecter les droits accordés aux citoyens canadiens. Je crois que c'est bien clair.

Nous n'enlevons pas de pouvoirs aux provinces pour les donner au gouvernement fédéral, ou vice versa.

Lorsque vous dites que nous n'avons jamais agi unilatéralement, je rétorque qu'en 1949, lorsque nous avons accepté Terre-Neuve dans la Confédération, il n'y avait pas consentement unanime au Canada. Après des discussions préliminaires, M. Saint-Laurent a constaté qu'il y avait quelques oppositions à l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération, parce qu'il s'agissait d'un changement fondamental, parce que nous acceptions un nouveau territoire et que les dirigeants de certaines provinces croyaient que cela pourrait imposer un fardeau à leurs citoyens; pour une raison ou pour une autre, ils n'aimaient pas cette idée. Alors M. Saint-Laurent a décidé de ne pas consulter les provinces et d'en ajouter une de plus à l'union.

En 1930, on a décidé unilatéralement au Canada d'accorder aux provinces de l'Ouest le contrôle de leurs ressources. Le

[Text]

of the day decided not to consult the provinces, because they were afraid, I would presume, that there was some danger of opposition. So, the government decided unilaterally to give the property, control of the resources to the western provinces.

Now, the government of the day at that time, if you look at the situation, was well advised; because if you look at the position in the United States today, there the resources of the states in the east are all under state government control; in the western United States, most of the resources in those states are still under federal control.

Here in Canada we moved in 1930 without consulting the provinces, because it was felt or there was the danger at that time that some premiers might have said "No, those resources belong to us, too, and we do not want complete control to go to the new province that has been created."

So it is not the first time that we are going to London without consultation and agreement with the provinces.

I could cite other cases if you wish.

Senator Tremblay: Mr. Joint Chairman, I understand that I have a right to ask another question.

The Joint Chairman (Senator Hays): Go ahead, Senator Tremblay.

Senator Tremblay: It is exactly the same subject which I have already raised, but not on the subject that the Minister has just developed. He has just avoided the main question.

Mr. Minister, from the questions we have asked, we are discussing the relations between Great Britain and Canada. It is your definition of Canada in that context which concerns me.

You are giving a definition of Canada merely in terms of the Senate and the House of Commons, just in terms of the Parliament which means that Canada is no longer defined in those international relations between the United Kingdom and Canada; it is just defined in terms of the Parliament.

At least in the first version of your own proposal, the question was not certain; there was some ambiguity by the use of the term "Canada".

Now, you are removing the ambiguity in the wrong sense, by defining "Canada" as being only the Parliament of Canada. That is why I want to understand why you have done that.

Why have you decided that Canada is no longer to be on the international scene more than the Parliament, that it is no longer to be a federation? I want to understand why you have done that.

At least, in your first wording, the ambiguity was there; but it was an ambiguity and in some cases, as we all know, it is much better to have an ambiguity than less ambiguity. You reduced the ambiguity and in so doing you have raised a new problem. I want you to tell me why you have done this.

Mr. Chrétien: When you talk about the international scene, I have no problem when you talk about that and the Canadian constitution.

[Translation]

gouvernement de l'époque a décidé de ne pas consulter les provinces, car je présume qu'il craignait qu'il y eût quelque opposition. Alors, le gouvernement a décidé unilatéralement d'accorder aux provinces de l'Ouest le contrôle et la propriété de leurs ressources.

Quand on pense à la situation actuelle, on se rend compte que le gouvernement de l'époque a bien agi; aux États-Unis, aujourd'hui, les ressources des États de l'Est sont toutes contrôlées par les gouvernements de ces États; dans l'ouest du pays, la plupart des ressources sont toujours contrôlées par le gouvernement fédéral.

Au Canada, en 1930, nous avons pris une décision sans consulter les provinces, car on a craint que certains premiers ministres s'y opposent et disent que ces ressources leurs appartenaient également et qu'ils ne voulaient pas que la nouvelle province en ait un contrôle total.

Ce n'est donc pas la première fois que nous nous adressons à Londres sans avoir consulté les provinces et sans avoir obtenu leur consentement.

Je pourrais vous citer d'autres cas, si vous le désirez.

Le sénateur Tremblay: Monsieur le coprésident, je crois avoir droit à une autre question.

Le coprésident (sénateur Hays): Je vous en prie, sénateur Tremblay.

Le sénateur Tremblay: C'est exactement la même question que j'ai déjà soulevée, mais à laquelle le ministre n'a pas répondu. Il vient tout juste d'éviter la principale question.

A en juger par les questions que nous avons posées, nous discutons maintenant des relations entre la Grande-Bretagne et le Canada. Ce qui m'intrigue, c'est votre définition du Canada dans ce contexte.

D'après votre définition, le Canada ne serait que le Sénat et la Chambre des communes; il ne serait que le Parlement, ce qui signifie que le Canada n'est plus défini comme tel dans ses relations avec le Royaume-Uni; il n'existe qu'en fonction de son Parlement.

Au moins dans la première version de votre propre proposition, la question n'était pas bien définie; l'utilisation du mot «Canada» était ambiguë.

Vous dissipez maintenant l'ambiguïté dans le mauvais sens en disant que le «Canada» n'est défini que par son Parlement. Je voudrais bien comprendre pourquoi vous avez fait cela.

Pourquoi avez-vous décidé que le Canada doit céder sa place au Parlement canadien sur la scène internationale? Pourquoi avez-vous décidé que le Canada n'est plus une fédération? J'aimerais bien comprendre.

Au moins, dans le premier libellé, l'ambiguïté existait; comme nous le savons tous, il est parfois de loin préférable d'avoir une ambiguïté. Vous avez maintenant dissipé cette ambiguïté et, ce faisant, vous avez créé un nouveau problème. Dites-moi pourquoi vous avez agi de la sorte.

M. Chrétien: Lorsque vous parlez de la scène internationale et de la constitution canadienne, cela ne me cause aucun problème.

[Texte]

The international aspect of our collective life is the responsibility of the national government. Here we are not trying to define what is Canada. We are describing in Section 1 the process of what we are doing. I do not see any problem there. What is the problem?

We are not there attempting to define what is Canada. We are merely saying we are having a resolution which is going to London. The description is there. It is a resolution of the House of Commons and the Senate.

Of course, I recognize that it is not a resolution of the House of Commons and the Senate and of the 10 legislative assemblies plus the two territorial assemblies. It is not that.

It is a resolution of the Parliament of Canada. This is a description of Section 1. Parliament speaks on behalf of Canada internationally. I have no problem.

Senator Tremblay: May I have a supplementary question, Mr. Joint Chairman?

So you wanted to stress the point that it was unilateral?

Mr. Chrétien: Of course. We are not going with the agreement of the provinces. I think that is perfectly clear. I have no problem with admitting that. I also tried to get agreement. I tried all summer to accomplish that. My predecessors have worked for 53 years in an attempt to reach an agreement. So is it going to be 54?

Some hon. Members: That is not correct.

Mr. Chrétien: The Parliament of Canada is going to London.

Senator Tremblay: Not only do you want to rely upon the fact of these 53 years, but I must stress the point that there is some harmony in that, that not only do you want to act unilaterally, but you wanted through this amendment to say it in so many words, that people will understand very clearly that it is unilateral. I must admire that type of honesty. That is all I have to say.

Mr. Chrétien: When we had agreement of all the provinces in 1940 on the amendment to the constitution for the Unemployment Insurance Act, it was exactly the same way that we proceeded.

There was at that time a resolution of the House of Commons on the Senate—exactly the same thing. There was no reference to the provinces. It was a case of “whereas the Senate and the Commons of Canada in Parliament assembled have submitted an address to His Majesty praying that His Majesty may graciously be pleased to cause” and so on: exactly the same way.

Mr. McGrath: On a point of order.

The Joint Chairman (Senator Hays): A point of order, Mr. McGrath.

Mr. McGrath: Mr. Chairman the Minister of Justice has an obligation when he comes before us with his officials not to mislead this Committee.

[Traduction]

L'aspect international de notre vie collective est la responsabilité du gouvernement national. Nous n'essayons pas ici de définir ce qu'est le Canada. Nous décrivons à l'article 1 le processus en cours. Je n'y vois aucun problème. Où est la difficulté?

Nous n'essayons pas de définir ce qu'est le Canada. Il s'agit simplement d'envoyer une résolution à Londres. La description s'y trouve. Il s'agit d'une résolution de la Chambre des communes et du Sénat.

Bien sûr, je reconnais qu'il ne s'agit pas d'une résolution de la Chambre des communes, du Sénat et des dix assemblées législatives en plus des deux assemblées territoriales. Ce n'est pas le cas.

Il s'agit d'une résolution du Parlement du Canada. La description se trouve à l'article 1. Le Parlement représente le Canada sur la scène internationale. Il n'y a pas de problème.

Le sénateur Tremblay: Me permettez-vous une question supplémentaire, monsieur le coprésident?

Vous vouliez donc souligner le fait que cette résolution est unilatérale, n'est-ce pas?

M. Chrétien: Bien sûr. Nous n'avons pas le consentement des provinces. Je crois que cela est parfaitement clair. Je n'ai aucune gêne à l'admettre. J'ai également essayé d'obtenir leur accord. J'y ai travaillé tout l'été. Mes prédécesseurs ont travaillé pendant 53 ans pour essayer d'obtenir un accord. Devra-t-on compter une 54^e année?

Des voix: Ce n'est pas vrai.

M. Chrétien: Le Parlement du Canada s'adressera à Londres.

Le sénateur Tremblay: Non seulement vous voulez arguer du fait que 53 ans se sont écoulés, mais je dois également souligner qu'il y a une certaine harmonie dans votre démarche; non seulement vous voulez agir unilatéralement, mais vous vouliez par cet amendement le préciser en tant de mots, que les gens puissent comprendre très clairement qu'il s'agit d'un geste unilatéral. Je dois admirer ce genre d'honnêteté. C'est tout ce que j'ai à dire.

M. Chrétien: Lorsqu'en 1940 nous avons obtenu le consentement de toutes les provinces relativement à l'amendement à la constitution pour l'adoption de la Loi sur l'assurance-chômage, nous avons procédé exactement de la même façon.

A cette époque, il s'agissait d'une résolution de la Chambre des communes et du Sénat; c'était exactement la même chose. On n'a pas consulté les provinces. On a dit: «Attendu que le Sénat et la Chambre des communes, rassemblés au Parlement, ont envoyé une adresse à Sa Majesté, la priant de bien vouloir gracieusement . . . », etc.; c'était exactement la même chose.

M. McGrath: J'invoque le Règlement.

Le coprésident (sénateur Hays): M. McGrath invoque le Règlement.

M. McGrath: Monsieur le président, lorsqu'il témoigne devant nous avec ses collaborateurs, le ministre de la Justice a l'obligation de ne pas induire ce Comité en erreur.

[Text]

Now, the Minister of Justice knows, first of all, that there was a resolution giving the federal government the power to legislate unemployment insurance, but that resolution only went forward after consultation and agreement with the provinces. You have forgotten to mention that.

The other matter is that the Minister has forgotten to state—and this is the second time it has come up in this Committee—and he has used the Newfoundland precedent to support the unilateral action of the government. The Minister has said that the provinces were not consulted in 1949 when Newfoundland became a province of Canada.

They were not consulted for a very good reason, Mr. Joint Chairman, the Minister knows that reason. Section 146 of the BNA Act, placed in there by the Fathers of Confederation in 1867, expressly made provision for Newfoundland's entry into Confederation.

I will read the opening paragraph.

It shall be lawful for the Queen, by and with the advice of Her Majesty's most honourable Privy Council

that is you, sir,

on addresses from the Houses of the Parliament of Canada and from the Houses of the respective legislatures

and Newfoundland, et cetera to make provision for Newfoundland, Prince Edward Island, British Columbia and the other colonies to come into Confederation.

Now, sir, I submit to you if your memory is short you have an obligation not to mislead the Committee, albeit it may be inadvertent.

Mr. Chrétien: I think what I was explaining, Mr. McGrath, is that if you have unanimous approval or not, the format is exactly the same, so Senator Tremblay was trying to extract—in the case of Newfoundland . . .

Mr. McGrath: Read Section 146.

Mr. Chrétien: I will ask Mr. Strayer to explain to you the technical aspect of it. What I want to tell you is this, the point I was making is very simple. For the last 15 minutes you were trying to tell me that there was something unusual in Section 1 because, and I just said, unanimity or no unanimity it is the same format we always have used. That is the only point I want to make.

There was a lot of amendments to the Canadian constitution that were passed without the approval of the provinces. There are other examples, I gave you the transfer of resources to the western provinces. There were others before, too. Perhaps Mr. Strayer can explain to you a few of them.

I do not mean—this great argument that I am trying to mislead—I am trying to clarify, but to see Senator Tremblay trying to make a big point that I am using exactly the same words that have always been used, I wanted to tell him, unanimity or not unanimity it is the same wording. That is all.

Senator Tremblay: Mr. Chairman, I would again like to say a few words on that. It is not a question of my understanding or my proposal. I just want to understand your own way of

[Translation]

D'abord, le ministre de la Justice sait très bien que la résolution avait été adoptée pour accorder au gouvernement fédéral le pouvoir de légiférer en matière d'assurance-chômage; toutefois, cette résolution n'a été adoptée qu'après consultation et consentement des provinces. Vous avez oublié de mentionner ce fait.

Le Ministre a également fait une autre omission, et c'est la deuxième fois que cela revient devant ce Comité; il a utilisé le précédent de Terre-Neuve pour appuyer le geste unilatéral du gouvernement. Le Ministre a dit que les provinces n'ont pas été consultées en 1949 lorsque Terre-Neuve est entrée dans la Confédération.

Les provinces n'ont pas été consultées pour une très bonne raison, monsieur le coprésident, que le Ministre connaît bien. L'article 146 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, prévu par les Pères de la Confédération en 1867, prévoyait expressément l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération.

Je cite le paragraphe d'ouverture.

Il sera loisible à la Reine, de l'avis du très honorable Conseil privé de Sa Majesté,

C'est vous, monsieur,

sur la présentation d'adresses de la part des Chambres du Parlement du Canada et des Chambres des législatures respectives . . .

et Terre-Neuve, etc., de prendre les mesures pour que Terre-Neuve, l'Île-du-Prince-Édouard, la Colombie-Britannique et les autres colonies entrent dans la Confédération.

Si vous avez la mémoire courte, monsieur, je vous rappelle que vous avez l'obligation de ne pas induire le Comité en erreur, serait-ce par inadvertance.

M. Chrétien: Monsieur McGrath, j'expliquais au Comité que peu importe qu'on ait le consentement unanime ou non, la formule est exactement la même; le sénateur Tremblay voulait faire état du cas de Terre-Neuve . . .

M. McGrath: Lisez l'article 146.

M. Chrétien: Je vais demander à M. Strayer d'expliquer l'aspect technique de la question. Mon argument est très simple. Depuis 15 minutes, vous essayez de me dire qu'il y a quelque chose d'inhabituel à l'article 1, car, et je le disais justement, qu'il y ait unanimité ou non, on a utilisé la formule normale. C'est tout ce que je voulais dire.

De nombreux amendements à la constitution canadienne ont été adoptés sans l'approbation des provinces. Il y a d'autres exemples, comme le transfert des ressources aux provinces de l'Ouest. Et il y en a eu d'autres avant; M. Strayer pourra vous en exposer quelques-uns.

On prétend que j'essaie de vous induire en erreur, alors que je m'efforce d'éclaircir la question. Pourtant, le sénateur Tremblay insiste pour que j'utilise exactement le libellé qu'on a toujours utilisé; je le répète, avec ou sans unanimité, le libellé reste le même. C'est tout.

Le sénateur Tremblay: Monsieur le président, je voudrais commenter ces remarques. Il n'est pas question ici de ma compréhension ou de ma proposition. Je veux simplement

[Texte]

reasoning, when you have gone from your first wording to the second wording. There must be some reason for that. I would like you to explain that to me.

Mr. Chrétien: In the sense you have introduced an amendment pour rendre cela plus clair, c'est tout.

Le sénateur Tremblay: Pour rendre plus claire la définition de Canada.

M. Chrétien: Non. La preuve c'est que...

Le sénateur Tremblay: Ce qui est changé, c'est que le mot Canada...

M. Chrétien: Ce n'est pas un amendement, comme je l'ai dit tantôt, seulement à la Constitution du Canada. C'est un rapatriement de la Constitution, une renonciation par le Parlement anglais à passer à l'avenir des lois concernant le Canada.

Mr. Beatty: It does not say that.

M. Chrétien: Et c'est un amendement aussi au statut de Westminster. Alors, c'est plus qu'un amendement à la Constitution canadienne et nous en donnons la description. C'est ça que nous faisons. C'est plus descriptif de ce que nous faisons, comme nous le proposons, que ce que nous avions avant. C'est tout.

Le sénateur Tremblay: Alors, monsieur le ministre, ce qui est changé dans le titre c'est que les mots «modifiant la Constitution» ne sont plus là.

M. Chrétien: Et on modifie aussi la Constitution. J'ai dit «c'est plus». Le plus contient le moins. Ça modifie aussi la Constitution.

Le sénateur Tremblay: Donc, vous admettez ce qui n'était pas tout à fait clair la première fois que vous êtes venu devant nous. D'ailleurs, votre sous-ministre a fait quelques interventions à ce moment-là à une question que je posais.

Lorsque vous êtes venu pour la première fois devant nous, un des thèmes que vous avez développé c'est que cela ne changeait pas la Constitution du Canada et j'ai dit, non, le titre même le dit. Là, en ce moment, vous nous dites au contraire, non seulement la Constitution du Canada est changée mais c'est plus que ça. C'est bien le sens de l'abrogation des mots «modifiant la Constitution du Canada»?

M. Chrétien: C'est clair qu'on amende la Constitution canadienne.

Le sénateur Tremblay: Ce n'était pas si clair il y a trois mois.

M. Chrétien: Ce que j'ai dit tantôt et que je voudrais répéter c'est que nous ne changeons pas la balance des pouvoirs au Canada. Evidemment qu'on fait des changements à la Constitution canadienne, c'est clair. On aura une formule d'amendement, on n'en a pas aujourd'hui; on aura, dans la Constitution canadienne, une charte des droits, on n'en avait pas avant. C'est clair qu'on la change; seulement, on ne change pas la balance des pouvoirs. Si je me suis mal exprimé, je m'en excuse mais, pour moi, c'était clair et ça l'est encore.

Le sénateur Tremblay: Le thème que vous développiez à l'époque c'était que ça ne changeait pas la répartition du

[Traduction]

comprendre la façon de penser du ministre, puisque vous avez passé d'un libellé à un autre. Quelle en est la raison? expliquez-moi.

M. Chrétien: En fait, vous avez proposé un amendement... to make things clear, that is all.

Senator Tremblay: To make the definition of Canada clear.

Mr. Chrétien: No. Proof is that...

Senator Tremblay: What has changed is that the word Canada...

Mr. Chrétien: As I said earlier, it is not an amendment only to the constitution of Canada. It is also a repatriation of that constitution, and a renunciation by the British Parliament of the right to pass future laws concerning Canada.

M. Beatty: *Ce n'est pas ce qui est énoncé.*

Mr. Chrétien: It is also an amendment to the Statue of Westminster. So it is more than an amendment to the Canadian constitution, and we simply describe it. We find that this new version that we are proposing is more descriptive than the one we had before. That is all.

Senator Tremblay: So what is changed, Mr. Minister, is that in the title, the words to amend the constitution of Canada have disappeared.

Mr. Chrétien: We are also amending the constitution. I said "it is more". The greater change embraces the lesser change. It also includes amendment to the constitution.

Senator Tremblay: So, you are admitting that it was not so clear the first time you came before us. Indeed, your Deputy Minister made a few remarks at that time in answer to one of my questions.

When you first came before us, one of the first points that you made was that it did not change the constitution, and I answered that no in fact the title itself said so. And now, you are saying the opposite, that not only is the constitution of Canada amended, but that we are doing more than that. Is that not the intent of the suppression of the phrase "to amend the constitution of Canada"?

Mr. Chrétien: It makes it clear that we are amending the Canadian constitution.

Senator Tremblay: It was not so clear three months ago.

Mr. Chrétien: What I said earlier, and that I will have to repeat is that we are not changing the balance of powers in Canada. Of course we are making changes to the Canadian constitution, that is clear. We are getting an amending formula, we have not got one now; moreover, in the Canadian constitution, we will have a charter of rights we have never had. Of course it is clear we are changing the constitution; however, we are not changing the balance of powers. If I expressed myself poorly, I beg your pardon, but in my mind, it remains quite clear.

Senator Tremblay: At your earlier appearance, you stated that there would be no change in the distribution of powers,

[Text]

pouvoir mais que ça enlevait des pouvoirs à tous les gouvernements pour les donner au peuple.

M. Chrétien: C'est cela.

Le sénateur Tremblay: C'était la phrase un peu démagogique qui était employée.

M. Chrétien: Une phrase que le peuple comprend!

Le sénateur Tremblay: Mais vous changez la substance des choses dans la fédération canadienne. Ca, c'est maintenant clair.

M. Chrétien: Et pour nous et pour les provinces parce qu'il y aurait une charte des droits qui garantirait aux Canadiens des droits qui ne sont pas garantis aujourd'hui dans la Constitution.

Le sénateur Tremblay: Pas uniquement de ce fait, du fait aussi des formules d'amendement.

M. Chrétien: Eh oui. Il y a des formules d'amendement. On n'en a pas aujourd'hui, il y en aura une.

Le sénateur Tremblay: Donc, au moins il y a un point de clair qui se dégage de notre discussion.

M. Chrétien: Pendant deux ans, c'est l'unanimité et on espère qu'au cours de ces deux ans, on pourra trouver une formule que nous pourrions tous accepter et célébrer ensemble cette réunion fantastique si on peut l'atteindre.

Le sénateur Tremblay: Monsieur le président, je termine et je donne mon interprétation de la discussion qui vient d'avoir lieu, je termine par quelques mots.

Par rapport à la Grande-Bretagne, le ministre a reconnu la légitimité que des résolutions des provinces pourraient être placées vis-à-vis la Grande-Bretagne sur le même pied que la résolution du Parlement. Là-dessus, je m'objecte et je pense que c'est une erreur d'avoir modifié le titre de cette façon-là. Deuxièmement, il est maintenant clair que la Constitution canadienne est modifiée non seulement par l'inscription d'une charte des droits mais aussi par l'équilibre des deux ordres de gouvernement par les formules d'amendement.

C'est l'interprétation que je donne, et cela devrait être admis.

M. Chrétien: Je trouve que l'honorable sénateur interprète mes paroles. J'ai dit que oui, les assemblées législatives comme le Parlement peuvent passer des résolutions. On en passe tous les jours, sur tous les sujets. Je sais et je tiens à affirmer que depuis 1867, lorsque le gouvernement anglais a reçu des résolutions venant du Parlement du Canada et des assemblées législatives, ils n'ont pas eu le même comportement en Angleterre vis-à-vis ces deux types de résolutions. Ils ont acquiescé aux résolutions venant du Sénat et de la Chambre des communes et ils n'ont jamais acquiescé aux résolutions venant des assemblées législatives.

Je suis obligé de dire que si une assemblée législative veut bien passer une résolution là-dessus, comme l'assemblée législative de la Saskatchewan ou de l'Alberta peuvent bien passer une résolution, si elles le veulent, sur la guerre du Vietnam, on ne peut pas empêcher les députés de voter sur n'importe quel sujet mais ce n'est pas de leur juridiction.

[Translation]

but that all governments were losing powers that were to be given to the people.

Mr. Chrétien: That is correct.

Senator Tremblay: You used a rather demagogic turn of phrase.

Mr. Chrétien: But one that the people understands!

Senator Tremblay: But you are changing the substance of the Canadian federation. That is now quite clear.

Mr. Chrétien: For us as well as for the provinces, because there will now be a charter guaranteeing to Canadian certain rights which are not now enshrined in the constitution.

Senator Tremblay: That is not the only fact, there will also be an amending formula.

Mr. Chrétien: Yes, there will be amending formulas. We do not have any today, and now there will be one.

Senator Tremblay: So, our discussion certainly cleared at least one point.

Mr. Chrétien: For two years, unanimity will be required, and we hope that during those two years, we will be able to find a formula which will be acceptable to all, and that we can celebrate together this fantastic meeting of minds if ever we can achieve it.

Senator Tremblay: Mr. Chairman, I shall terminate by briefly giving my interpretation of the discussion which has just taken place.

In relation to Great Britain, the Minister recognizes that the provinces could legitimately put resolutions before its Parliament on the same basis as the Parliament of Canada. I object, and I think it is an error to have modified the title in this way. Secondly, it is now clear that the Canadian constitution is being amended not only by the enshrinement of the charter of rights, but also by the equality of the two levels of government proposing amending formulas.

That is the interpretation I give to the discussion, and it should be confirmed.

Mr. Chrétien: I think that the honourable senator is interpreting my words. I said that indeed, the legislative assemblies, as the Parliament, can pass resolutions. They do so every day, on all kinds of subjects. I know, and I maintain that since 1867, when the British government has received resolutions from the Parliament of Canada, and the legislative assemblies, they have not been dealt with in the same way by that government. The British government has accepted resolutions from the Senate and the House of Commons, but it has never accepted resolutions from the legislative assemblies.

I am obliged to say that should a legislative assembly wish to pass a resolution on the matter, just as the legislature of Saskatchewan or Alberta might pass a resolution if it so wishes on the war in Viet Nam there is no way to prevent the MLA's vote on any subject, although it is not within their jurisdiction.

[Texte]

Le sénateur Tremblay: Dernier mot, monsieur le président, parce que c'est important que ce soit clair pour que nos délibérations partent de choses précises en provenance du ministre.

Le ministre l'avait déjà dit, il vient de le redire, et je me permets de le souligner, c'est le Parlement anglais qui va en décider. Ça ne sera pas réglé ici d'abord.

M. Chrétien: Je dois reconnaître que, juridiquement, le Parlement anglais devra passer une législation, oui, mais le Parlement anglais agit toujours après que le Parlement canadien eut agi. C'est ce que nous sommes en train de faire à ce moment-ci. C'est pourquoi il est faux de dire qu'on n'a rien à faire au Canada. D'abord, on demande aux parlementaires canadiens de voter sur un projet et le Parlement canadien se prononce. Ensuite, le Parlement anglais en dispose, généralement d'une façon très routinière. On me dit que, comme intérêt historique, que l'Acte d'Amérique du Nord britannique a été passé en Angleterre en quelque chose comme quinze minutes. Je ne sais pas si c'est exact mais il semblerait que cela a été une très, très brève session du Parlement anglais qui a passé l'Acte de l'Amérique du Nord britannique lorsqu'on a fondé ce pays qui s'appelle le Canada.

Alors, c'est la réalité. Juridiquement, ils doivent passer une loi, et ça je le reconnais.

Le sénateur Tremblay: Combien de temps les (inaudible) canadiens ont été à Londres?

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Senator.

M. Chrétien: Il y en a qui aimaient ça être à Londres. On y allait en bateau et si on pouvait rester plusieurs mois à Londres, on trouvait ça très agréable et on a lu dans l'histoire que des premiers ministres ont voulu rester plus longtemps pour être à des couronnements de reines et toutes sortes de choses, et je ne les blâme pas, il devait y avoir de gros «parties» aussi dans ce temps-là.

Le sénateur Tremblay: C'était en 1867.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Senator Tremblay. Mr. Robinson.

M. Chrétien: Et Sir John A. s'est marié en Angleterre au cours d'une conférence constitutionnelle!

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Robinson.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, before you proceed with Mr. Robinson I would like a point of clarification as to the procedure we are following and I ask that quite objectively because it seems to me there has been little resemblance in the half an hour that I have been here and the decision we made in the steering committee. Perhaps you might remind us what decision we had arrived at in the steering committee as to the procedure.

The Joint Chairman (Senator Hays): Well I have read out the—during the detailed study of the resolution 10 minutes be allocated to the members of the Committee on the understanding that the Chair allow supplementary questions by other members of the Committee on the same line of questioning, and that this rule will be subject to review by the Subcommittee.

[Traduction]

Senator Tremblay: One last point, Mr. Chairman, because it is most important that our deliberations be based on very statements to the Minister.

The Minister has just repeated what he has said before, and I want to stress the point, that the British Parliament will decide. The matter will not be settled here first.

Mr. Chrétien: I will admit that judicially, the British Parliament will have to pass a law, but in fact it always acts only after the Canadian Parliament has acted. And that is exactly what we are doing now. That is why it is wrong to say that there is nothing to be done here in Canada. First we will ask the Canadian members of Parliament to vote on a resolution, so that the Canadian Parliament will have taken a position. Then, the British Parliament will routinely adopt the resolution. On a point of historical interest, it is said that the British North America Act required only 15 minutes to be passed in England. I do not know if it is true, but it seemed that it required an extremely brief session of the British Parliament to pass the British North America Act, an act which was the foundation of a country called Canada.

We must face facts. Juridically, the British Parliament must pass a law, and that I will admit.

Senator Tremblay: How long were the Canadian representatives in London?

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, sénateur.

Mr. Chrétien: Some of them loved being in London. On had to go by boat, and it was most agreeable if one could stay several months in London; we read in history books that certain prime ministers wanted to stay longer, to attend coronations, and all sorts of things, and I do not blame them, there must have been some pretty big "do's" in those times.

Senator Tremblay: That was in 1867.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, sénateur Tremblay. Monsieur Robinson.

Mr. Chrétien: Yes, and Sir John A. was married in England, during a constitutional conference!

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur Robinson.

M. Mackasey: Monsieur le président, avant de céder la parole à M. Robinson, je voudrais éclaircir un point sur la marche à suivre, et je le fais d'une façon très objective, car la discussion de la dernière demi-heure ressemble très peu à la procédure établie par le Comité directeur. Peut-être devriez-vous rappeler la procédure établie par ce Comité.

Le coprésident (sénateur Hays): Selon la résolution que nous avons adoptée, dix minutes sont accordées aux membres du Comité, étant bien entendu que le président peut autoriser d'autres membres du comité à poser des questions supplémentaires portant sur le même sujet que la question principale; cette règle sera soumise au sous-comité.

[Text]

I have been quite lenient this afternoon as far as Senator Tremblay—I thought he had an important point . . .

Mr. Mackasey: Well he did and I would like to, before you move on with Mr. Robinson, ask in the form of a supplementary question, one or two, of the Minister to clarify exactly or summarize—Mr. Minister . . .

The Joint Chairman (Senator Hays): This is on the same subject?

Mr. Mackasey: Yes. When I get the Minister's attention I will ask the question.

Mr. Chrétien: I have plenty of time.

Mr. Mackasey: I know and I have until next September, if you have, I can assure you.

Am I right in saying that the change of an act to amend the constitution of Canada to an act to give effect to a request by the Senate and House of Commons of Canada is simply to make more precise what we are doing here. We are asking the British Parliament or the British government to deal with a resolution. Would you also agree, as Senator Tremblay emphasized, that we are in effect amending the constitution to some degree? In your opinion this does not in any way affect the division of powers between . . .

Finally, Mr. Minister, again coming out of the arguments, valid arguments or persuasive arguments, if you like of Senator Tremblay, there is no way you can anticipate the response of the Parliament or government to a resolution stemming from one or more of the provinces but independent of the federal Parliament.

Mr. Chrétien: Mr. Mackasey, I do not. I have not asked anybody in England what they will do. But I know since 1867, when faced with the resolution of legislative assemblies from many provinces, they have not acted upon.

Mr. Mackasey: So if they were to act now it would be a departure from tradition and from past practice.

Mr. Chrétien: They had a request that was a very serious one in 1869, when Nova Scotia wanted to get out of Confederation and they said if you want to do that go and ask for permission in Ottawa. So that was a very serious resolution they had to cope with only two years after the BNA Act had been passed in Westminster.

Mr. Mackasey: One final question. Is there any evidence that the provinces intend to present—one or more provinces individually or collectively—is there any intent to present a resolution that you are aware of?

Mr. Chrétien: No, I am not aware of any.

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Thank you very much, Mr. Chairman.

I know that Canadians from coast to coast have been watching spellbound this exchange on the title. I would like to turn to another subject and I trust I will have at least half the

[Translation]

J'ai été très indulgent cet après-midi à l'égard du sénateur Tremblay, car ses remarques étaient très importantes . . .

M. Mackasey: En effet, mais avant que vous donniez la parole à M. Robinson, j'aimerais poser une ou deux questions supplémentaires au Ministre afin de savoir exactement . . .

Le coprésident (sénateur Hays): Votre question porte-t-elle sur le même sujet?

M. Mackasey: Oui. Lorsque j'aurai l'attention du Ministre, je poserai ma question.

M. Chrétien: J'ai tout le temps.

M. Mackasey: Oh! vous savez, je suis prêt à siéger jusqu'au mois de septembre.

Est-il exact que le fait de transformer une loi modifiant la constitution du Canada en une loi faisant suite à une demande du Sénat et de la Chambre des communes du Canada ne sert qu'à préciser davantage ce que nous faisons ici? Nous demandons au Parlement ou au gouvernement britannique d'adopter cette résolution. Reconnaissez-vous, comme l'a souligné le sénateur Tremblay, que, dans une certaine mesure, cela revient à amender la constitution? Selon vous, cela ne touche absolument pas à la question de la répartition des pouvoirs entre . . .

Finalement, monsieur le ministre, selon les arguments du sénateur Tremblay, arguments que vous pourrez juger valides ou convaincants, comme vous voulez, il est impossible d'anticiper la réaction du Parlement ou du gouvernement à une résolution venant d'une ou de plusieurs provinces, mais indépendante du gouvernement fédéral.

M. Chrétien: Monsieur Mackasey, je n'ai pas demandé au gouvernement britannique ce qu'il avait l'intention de faire. Je sais que depuis 1867, ce gouvernement n'a donné suite à aucune résolution présentée par des assemblées législatives provinciales.

M. Mackasey: Donc, si le gouvernement britannique faisait suite aujourd'hui à une résolution de ce genre, il romprait avec la tradition.

M. Chrétien: En 1869, ce gouvernement a reçu une demande très sérieuse de la part de la Nouvelle-Écosse qui voulait sortir de la Confédération; or, il a répondu à cette province qu'elle devait en demander la permission à Ottawa. Il s'agissait donc d'une résolution très sérieuse à laquelle le gouvernement britannique a dû répondre, à peine deux ans après l'adoption à Westminster de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

M. Mackasey: J'aimerais poser une dernière question. Les provinces ont-elles l'intention, individuellement ou collectivement, de présenter une résolution de ce genre?

M. Chrétien: Pas que je sache.

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur Robinson.

M. Robinson: Merci beaucoup, monsieur le président.

Je suis sûr que, d'un océan à l'autre, les Canadiens sont extrêmement intéressés par cette discussion sur le titre de la loi. J'aimerais maintenant passer à un autre sujet en espérant

[Texte]

time with respect to this subject as was allotted to the discussion of the title, fascinating though it may have been.

Mr. Minister, I would like to ask you some questions with respect to the proposed Charter of Rights and preface my questions by saying that certainly we recognize and we welcome the fact that you have moved, you have moved in a number of important respects on the Charter.

We started out with a document which, by your own admission, had been watered down substantially, as a result of the negotiations which have been taking place over the summer months, which had been watered down from the original July draft which was presented by the federal government to the provinces.

In light of that, Mr. Minister, and of course the fact that there is now a remedies clause, there is what I consider to be largely, an effective remedies clause there. You moved on the question of trial by jury; you have restored a number of the provisions which originally were contained in the July draft and as I say we recognize that there has been a substantial movement on a number of important aspects of the Charter.

I was pleased to hear you say, however, to hear you confirm, that you are still open to other reasonable amendments, we want, as I am sure you would agree, to get the best possible Charter and it is in that light that I am asking my questions. I think you would also agree that we want to get the best possible Charter before it comes back to Canada where the provincial Premiers once again will be the persons who decide, together with the federal government, what kind of Charter Canadians are entitled to.

I might say in passing I find it rather interesting that you are prepared to leave to the same provincial Premiers, whose views you largely discarded on the Charter, you are prepared to leave to those provincial Premiers the very important question of treaty and aboriginal rights. But that is another question for another day.

With respect to the proposed Charter, Mr. Minister, I gather that you would agree as a minimum, you would call this a minimum floor of rights, that the Diefenbaker Bill of Rights, the 1960 Bill of Rights, should at least be contained within the framework of this proposed Charter of Rights.

Mr. Chrétien: Basically, yes, I do not know if there is some wording that had been changed because of evolution and so on. There is perhaps, I do not know what you are referring to, I would like to know which part of the Bill of Rights of Mr. Diefenbaker that there is some aspect of it that are not in this Charter. I have been asked to raise the question, I hope to have a satisfactory answer.

Mr. Robinson: Specifically I would certainly hope that we would want to have a Charter that at least went as far as that 1960 document.

Mr. Chrétien: There is at least one aspect that was in the Bill of Rights of Mr. Diefenbaker that is not there. It is in relation to ownership of the land, property rights. We have concluded that the argument put forward on that aspect by the aboriginals and the Minister of Provincial Relations...

[Traduction]

que je pourrai y consacrer au moins la moitié du temps que celui qui a été accordé à la discussion sur le titre de la loi, aussi fascinante qu'ait été cette discussion.

Monsieur le ministre, j'aimerais vous poser plusieurs questions au sujet de la charte des droits qui nous est proposée; auparavant, j'aimerais vous dire que nous apprécions les efforts que vous avez faits en ce qui concerne maints aspects importants de cette charte.

En effet, le document qui nous a initialement été présenté a été, de votre propre aveu, considérablement édulcoré par les négociations qui se sont déroulées pendant l'été. Donc, ce document était une version très édulcorée du projet de résolution du mois de juillet qui avait été présenté par le gouvernement fédéral aux provinces.

Cela dit, monsieur le ministre, nous avons maintenant une clause très efficace, à mon avis, au sujet des remèdes possibles. Vous avez amélioré la clause concernant les procès avec jury; vous avez réinstauré un certain nombre de dispositions qui figuraient dans la résolution du mois de juillet et, comme je l'ai dit, nous apprécions les efforts que vous avez consentis sur de nombreux aspects importants de cette charte.

Je suis également ravi d'entendre que vous êtes prêt à envisager d'autres amendements raisonnables. Nous voulons, comme vous, j'en suis sûr, obtenir la meilleure charte possible, et c'est dans cette optique que j'aimerais maintenant vous poser mes questions. Vous voulez sans doute aussi, tout comme nous, y parvenir avant que la constitution soit rapatriée, sinon ce sont les premiers ministres provinciaux et le gouvernement fédéral qui détermineront la nature de cette charte.

Soit dit en passant, je trouve curieux que vous soyez prêt à laisser à ces premiers ministres provinciaux, dont vous n'avez pas tenu tellement compte des opinions dans cette charte, le soin de régler cette question extrêmement importante que sont les droits conférés par les traités et les droits autochtones. Toutefois, c'est une question que j'avancerai un autre jour.

En ce qui concerne la charte qui nous est proposée, monsieur le ministre, vous conviendrez sans doute avec moi qu'elle devrait au moins contenir la déclaration des droits de M. Diefenbaker, qui a été adoptée en 1960.

M. Chrétien: En règle générale, oui, mais je ne sais pas si certains termes ont été changés parce que la situation avait évolué. C'est peut-être le cas, je n'en sais rien. J'aimerais toutefois savoir quelle partie de la déclaration des droits de M. Diefenbaker ne figure pas dans cette charte. Vous m'avez demandé de soulever la question et j'espère avoir une réponse satisfaisante.

M. Robinson: En termes plus précis, nous aimerions que cette charte aille au moins aussi loin que la déclaration de 1960.

M. Chrétien: Il y a au moins un élément de la déclaration des droits de M. Diefenbaker qui ne figure pas dans cette charte. Il s'agit de la question des droits fonciers et des droits à la propriété. Nous avons décidé que l'argument avancé à cet

[Text]

Mr. Robinson: Mr. Minister, if I could just stop you, I appreciate you attempting to answer but you are answering a question I did not ask. I would ask . . .

Mr. Chrétien: All right. I have a lot of time. I will come back on that.

Mr. Robinson: I am not sure I have as much time as you do, sir, that is why I would like to ask my question.

My question is with respect to a right which is contained in the Canadian Bill of Rights which was contained in numerous federal drafts, which was contained in Bill C-60 proposed in 1978 and that is the right to a fair hearing for the determination of one's rights and obligations. Now we know that there has been an explosion in administrative and quasi-judicial bodies in this country and it is essential that the basic elements of a right to a fair hearing be included in this package as indeed it is included in those words in the Canadian Bill of Rights.

I assume that this is perhaps an oversight but I wonder if you might just indicate why this particular right which has been contained in earlier drafts, and is contained in the Canadian Bill of Rights, is not included in the proposed Charter.

Mr. Chrétien: I will let Mr. Tassé reply to you.

Mr. Roger Tassé, Q.C. (Deputy Minister, Department of Justice): Where in effect, as you have point out Mr. Robinson, that is an area of the law that has received a great deal of attention recently in the Supreme Court. The *Martineau* case in terms of the proceedings that are taking place inside institutions, carceral institutions, the *Nicholson* case. It is an area which is very much right now in evolution.

In effect the Supreme Court has identified or evolved a great deal through these decisions but there are still nonetheless some areas of uncertainty which will need to be clarified by further pronouncements from the courts.

Now, I might point out that the concept of a fair hearing in administrative procedures would continue to apply in so far as the federal legislation is concerned and federal administration. And that the Bill of Rights will continue to bind both Parliament and the administrations because that section of the Canadian Bill of Rights will continue, will not be affected by what is proposed here. In addition, perhaps I could mention that the provincial area of administration is reaching into areas of life and government, state administration, that do not have in some respects resemblance to the kinds of activities we are engaged in. The provincial officials were very forceful in putting to us that because of the uncertainty of the law, because of the impact it might have on their administration, that it would be premature to in effect embody in the constitution, crystalize in the constitution, that right at this time.

[Translation]

égard par les autochtones et le ministre des Relations provinciales . . .

M. Robinson: Monsieur le ministre, je m'excuse de vous interrompre, mais, malgré vos efforts, je ne pense pas que vous ayez répondu à la question que j'ai posée. J'aimerais savoir.

M. Chrétien: D'accord. Comme j'ai du temps, j'y reviendrai tout à l'heure.

M. Robinson: Malheureusement, monsieur, je n'ai pas autant de temps que vous, et c'est la raison pour laquelle j'aimerais que vous répondiez à ma question.

Ma question porte sur un droit qui est contenu dans la charte des droits du Canada, que l'on retrouvait déjà dans plusieurs textes de loi proposés par le gouvernement fédéral, ainsi que dans le Bill C-60, proposée en 1978: il s'agit du droit de faire entendre sa cause lorsqu'il est question de déterminer ses droits et ses obligations. Nous savons tous qu'il y a eu beaucoup de remous au sein des organes administratifs et quasi judiciaires du pays. Il est essentiel que les éléments de base du droit à une audition juste et équitable soient inclus dans cet ensemble, comme ils l'ont été dans le texte de la charte des droits.

Ce n'est peut-être là qu'un oubli, mais j'aimerais savoir pourquoi ce droit précis, qui figurait dans des ébauches précédentes et qui est contenu dans la charte des droits, n'a pas été inclus dans la charte proposée.

M. Chrétien: Je demanderais à M. Tassé de vous répondre.

M. Roger Tassé, c.r. (sous-ministre, ministère de la Justice): Comme vous l'avez si bien dit, monsieur Robinson, la Cour suprême a beaucoup étudié cette question juridique. Je citerai par exemple l'affaire *Martineau* et l'affaire *Nicholson*, qui portaient sur les procès tenus dans les prisons. Il s'agit d'un domaine en pleine évolution.

La Cour suprême a en effet identifié certains problèmes et pris certaines mesures, mais il reste encore de nombreuses questions sur lesquelles les tribunaux du pays devront se prononcer.

J'aimerais signaler que le concept d'une audition juste, pour ce qui est des procédures administratives, continuerait de s'appliquer dans le cadre des lois et de l'administration fédérale. Aussi, la charte des droits continuera d'être obligatoire et pour le Parlement et pour les administrations, parce que cet article de la charte des droits ne sera pas touché par ce que nous proposons ici et continuera de s'appliquer de la même manière. Il conviendrait peut-être également de mentionner que le domaine provincial de l'administration a, de plus en plus, des ramifications au niveau de la vie du pays et du gouvernement et de l'administration de L'État, domaine qui, sur bien des plans, ne ressemble pas au genre d'activités auxquelles nous participons. Les gouvernements provinciaux ont beaucoup insisté sur le fait que, compte tenu de l'incertitude de la loi et de l'incidence que celle-ci pourrait avoir sur leur administration, il ne serait peut-être pas opportun, à l'heure actuelle, d'anchâsser, de cristalliser cela dans la constitution.

[Texte]

Mr. Robinson: Mr. Tassé, perhaps I am not hearing you correctly. Surely you are not saying that because there is some uncertainty on how this particular provision would be applied that it is not going to be included. You are including in this proposed Charter whole new areas of law, concepts of fundamental justice, and there is no jurisprudence on that whatsoever. But this is a fundamental right of Canadians. It is a fundamental right which is recognized in the Canadian Bill of Rights. It is a right which you yourself proposed, the federal government proposed in 1979, in February of 1979, which the federal government proposed in Bill C-60 in 1978.

Mr. Minister why is it that this right which was so important then, and which was so important in 1960 has suddenly disappeared in importance in proposing this Charter.

M. Chrétien: Monsieur Robinson, je dois vous dire que ce n'est pas moins important pour nous. En vertu de la loi de monsieur Diefenbaker nous sommes encore liés, nous avons l'intention de garder l'obligation vis-à-vis le gouvernement canadien. Mais, comme l'expliquait monsieur Tassé, évidemment, à la suite de nombreuses consultations que nous avons eues avec les Provinces et comme ça touche directement à l'administration des Provinces, nous avons fait la concession qu'à ce moment-ci il était prématuré d'agir là-dessus; on va laisser cet aspect du droit devenir plus clair. Quant à nous, nous sommes liés, plusieurs gouvernements provinciaux y sont liés par leur propre législature, ils nous ont demandé à ce moment-ci de ne pas les lier d'une façon définitive dans la constitution et nous avons cru, vous pouvez être en désaccord, mais nous avons cru à ce moment-ci qu'il était judicieux d'accéder à la demande des Provinces.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman. So in summary what you are saying then is that this was a concession to the provinces.

Mr. Chrétien: Oui.

Mr. Robinson: Thank you. Turning to another area . . .

Mr. Chrétien: Parce que ça s'applique à eux, because it is applying to them. But it is not a concession, we keep it for us.

Mr. Robinson: It applies to the Canadian people of course, not to the provinces.

Mr. Chrétien: But as far as their relation with the provincial government is concerned.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, turning to another area of the proposed Charter of Rights and that is the question of the prescribed grounds of discrimination. Mr. Minister, I suggest to you that you have betrayed the hopes and the expectations of many, many Canadians in refusing to include as a prescribed ground of discrimination, disability. This Committee heard witness after witness appearing before us insisting that disabled Canadians, whether that be physically disabled or mentally disabled, should be entitled to protection from discrimination.

[Traduction]

M. Robinson: Je ne vous ai peut-être pas très bien compris, monsieur Tassé. Vous ne voulez certainement pas dire par là qu'à cause de quelques petites incertitudes au sujet de la façon dont ces dispositions seraient appliquées vous allez refuser d'ajouter ce droit. Vous faites état, dans la charte proposée, domaines juridiques, de concepts de justice fondamentale entièrement nouveaux, et il n'y a pas du tout de jurisprudence qui s'applique à ces questions. Mais il s'agit d'un droit fondamental pour les Canadiens. Et c'est un droit fondamental qui est formellement reconnu dans la Déclaration canadienne des droits. Ce droit, c'est vous-même qui l'avez proposé; le gouvernement fédéral l'a proposé en février 1979, et il l'a proposé dans le cadre du bill C-60, en 1978.

Comment se fait-il, monsieur le ministre, qu'un droit qui était si important à cette époque-là, qui était essentiel en 1960, a tout d'un coup disparu dans le cadre de l'étude de la présente charte?

Mr. Chrétien: Mr. Robinson, I must tell you that this right has not become less important to our eyes. In accordance with Mr. Diefenbaker's law, we are still bound and we have every intention to respect our obligation. But, as was explained by Mr. Tassé, it became evident, following the many discussions that we had with the provinces, and because it would directly affect the administration of the provinces, that it would be premature to impose a decision on that right away, and that is why we made that concession. We intend to wait until this whole legal question is much more clear. We ourselves are bound to it, as are several provincial governments, in virtue of their own legislature; the provinces asked us not to bind them in any definitive way by including this in the constitution and we thought it wise, although you may not agree with me, to comply with their request.

M. Robinson: Merci, monsieur le président. En résumé, donc, ce que vous dites, c'est que vous avez fait une concession aux provinces.

M. Chrétien: Yes.

M. Robinson: Merci, j'aimerais maintenant passer à un autre domaine . . .

M. Chrétien: Because it applies to them . . . parce que cela s'applique à eux. Mais il ne s'agit pas d'une concession.

M. Robinson: Cela s'applique au peuple canadien, bien sûr, et non pas aux provinces.

M. Chrétien: Mais il s'agit de leurs rapports avec les gouvernements provinciaux.

M. Robinson: Monsieur le président, j'aimerais maintenant passer à un autre domaine de la charte des droits. Il s'agit de la définition des motifs de discrimination. Monsieur le ministre, je pense que vous avez trahi les espoirs et les attentes de très nombreux Canadiens en refusant d'inclure l'invalidité dans les motifs de discrimination. Combien de témoins qui ont défilé devant nous ont insisté sur le fait que les personnes physiquement ou mentalement handicapées devraient être protégées contre la discrimination.

[Text]

This, Mr. Minister, is the international year of the handicapped.

Now, your justification, your rationale for not including the handicapped in your speech before this Committee was that there were difficulties in definition and that society is still evolving.

I would like to take up those two questions. Are you saying, Mr. Minister, are you suggesting that as of today, the day that you are proposing this Charter, that society has not evolved in Canada to the point that the handicapped deserve to be protected from discrimination?

Mr. Chrétien: We say that we have passed legislation on the subject. I just say that the problem is that there are many types of handicaps in this society. And this is the nature of the problem that we are faced with.

We all have handicaps. The way I speak English, some would say it is a handicap for me, others would say it is an asset, I do not know.

There are all sorts of handicaps that exist.

Mr. Robinson: Are you talking, Mr. Minister about substance or about . . .

Mr. Chrétien: I am talking about a substance that is difficult to define satisfactorily, what is a handicap, to enshrine it in the constitution at this time.

There is legislation that has been passed. There have been recommendations, for example, by many of the Human Rights Commissions, making recommendations to improve the nature of our legislations on that. There is some legislation that has been passed and still is being passed in the different legislatures in Canada.

Of course I am not happy, personally it would have been much easier to just say yes to you because I am quite uncomfortable to be obliged to say that the best advice I am receiving is that it is not appropriate to put it here at this moment.

But in order to cope with this problem, if you look at Section 15, what we have done is we have tried in Section 15 to not limit the list. We have opened up. There was some recommendation, for example, that we should not list anything at all. Some of the briefs that you have received said: take out all the lists you have in there and just talk in general terms, in terms of discrimination.

So we have opened it up, we have a descriptive list of the six items that are there and we say that the others will evolve and if there is evident cases of discrimination that the court could intervene because the list is not limiting the areas of discrimination. It is descriptive of areas of discrimination.

So in that way I am advised that the court could intervene. Now you say why do you not just use the word, and put after 6 as part of the description, the seventh one, that would be disabled.

Mr. Robinson: That is right.

[Translation]

Je vous signale en passant, monsieur le ministre, que l'année 1981 est l'année des handicapés.

Dans le discours que vous avez fait devant le Comité pour justifier votre décision de ne pas inclure les handicapés, vous avez invoqué des problèmes de définition et le fait que la société est toujours en évolution.

J'aimerais discuter de ces deux points. Voulez-vous dire par là, monsieur le ministre, qu'aujourd'hui, date à laquelle vous proposez cette charte, la société canadienne n'a pas suffisamment évolué pour que les personnes handicapées méritent d'être protégées contre la discrimination?

M. Chrétien: Ce que nous disons, c'est que nous avons déjà adopté des lois à ce sujet. Le problème, d'après moi, est qu'il existe plusieurs catégories de handicapés dans notre société. C'est cela, en fait, le véritable problème.

Nous avons tous des handicaps. Par exemple, selon certains, la façon dont je parle anglais constitue, pour moi, un handicap; d'autres considéreraient peut-être cela comme étant un atout . . . je ne sais pas.

Il existe de très nombreuses catégories de handicaps.

M. Robinson: Monsieur le président, parlez-vous du fond ou . . .

M. Chrétien: Je parle du fond, et du fait qu'il est très difficile de définir de façon satisfaisante ce qui est un handicap et d'inclure une telle définition dans la constitution.

Des lois ont été adoptées. Aussi, plusieurs commissions des droits de la personne ont fait des recommandations ayant pour but d'améliorer nos lois dans ce domaine. Des lois ont déjà été adoptées, et certaines sont encore en train d'être étudiées par différentes assemblées législatives canadiennes.

Je ne suis pas, bien sûr, très heureux de l'issue de tout cela. Il aurait été beaucoup plus simple de vous répondre de façon affirmative, car je suis très gêné par le fait d'être obligé de vous dire que, d'après les conseils qu'on m'a donnés, il ne serait pas bon d'ajouter quelque chose là-dessus à l'heure actuelle.

Mais la meilleure façon de traiter de ce problème est de faire ce que nous avons fait dans le cadre de l'article 15, où vous verrez que nous n'avons pas indiqué de limite à cette liste. Nous avons laissé la porte ouverte. On avait aussi préconisé, par exemple, que nous n'indiquions absolument rien dans la liste des cas prévus à cet article. Dans certains des mémoires que vous avez reçus, on disait: supprimez toutes vos listes, dans les cas de discrimination, et indiquez simplement l'interdiction de toute discrimination en termes généraux.

Nous avons donc énuméré six cas de discrimination et nous indiquons que s'il y en a d'autres qui se présentent de façon évidente, le tribunal pourra intervenir, car cette liste n'est pas limitative, elle constitue simplement une description des domaines de discrimination.

Donc, de cette façon, le tribunal pourra intervenir, me dit-on. Cependant, vous me demandez pourquoi on ne pourrait pas, après ces dix ans de discrimination en ajouter un septième, qui viserait les personnes souffrant d'un handicap.

M. Robinson: C'est juste.

[Texte]

Mr. Chrétien: I would like to do that. But I am told and the best advice I am receiving, is that it is premature at this time. I am willing to look again at it, if it could be done, but . . .

Mr. Robinson: Mr. Minister I suggest that you look again at this particular section. I suggest you go back to your advisors. You yourself have indicated that the handicapped are dealt with in federal legislation. Well, if the handicapped area dealt with now, in federal legislation, there must be some definition. You must know in that legislation who it is you are talking about there. Why can we not apply the same kind of definition in this particular Charter.

Let me ask you at this point, are you prepared to go back to your advisors and at least to seriously consider, possibly adding this as a ground, an additional sixth ground, the question of disability following the advice of these many witnesses, listening to the concerns of disabled Canadians, listening to the Committee, the special committee on the handicapped, the chairman of whom appeared before our Committee asking that this be included.

Mr. Chrétien: You understand my problem. Yes, I will go back to my advisors, they are here. They are not such a big gang, they are all listening to this discussion. Of course there have been many members of the Parliament who have been on that committee; the chairman, David Smith, keeps talking to me about it and so on.

But at the same time we are not here just to do something that is pleasant to do. There is nothing that would please me more to add that word there. But I have at the same time to make sure that we are not creating a problem that will be very difficult for the administration of the law, the judgment of the court, the legislature and so on.

So, we say that this is an area of evolution in the law that has not attained the same maturity as other areas. We have opened up to make it possible for the court to intervene in obvious cases of discrimination to persons if they are handicapped, without having to put the word handicapped. Because after that I am told that, yes, there is a lot of types of handicaps, and this creates some problems for the court to make decisions.

Myself as a human, as a politician and as a man who has always been preoccupied with the disadvantaged groups in this society, I am not happy to give you that answer and I will look back again if I can but at the same time sometimes you do not do everything you want to do.

I admit very clearly that it is not perfect what I have here.

Mr. Robinson: One final question if I may, and naturally I appreciate the Minister's undertaking to have another look at this important question; and his recognition that while there may be problems for the courts that there are problems for

[Traduction]

M. Chrétien: J'aurais aimé le faire, mais on me dit qu'il est prématuré d'agir ainsi pour l'instant. Je suis prêt à reconsidérer la question, si c'était réalisable, mais . . .

M. Robinson: Monsieur le ministre, me permettez-vous de vous conseiller d'examiner de nouveau cet article et de consulter vos conseillers? Vous avez vous-même indiqué que le cas des personnes handicapées était prévu dans la loi fédérale. Alors, si ce cas est prévu dans la loi fédérale, on a dû y prévoir aussi une définition du cas, et par conséquent, vous pourriez utiliser ce même genre de définition dans le cas de la charte que nous avons ici.

Permettez-moi maintenant de vous demander si vous êtes prêt à consulter à nouveau vos conseillers et à examiner sérieusement la possibilité d'ajouter ici un sixième motif de discrimination, soit celui de la discrimination envers les personnes atteintes d'un handicap. Je vous pose cette question, compte tenu des conseils que nous ont donnés beaucoup de témoins qui ont comparu ici, compte tenu des inquiétudes que nourrissent les Canadiens qui souffrent d'un handicap, compte tenu de ce que nous a dit le Comité spécial sur les invalides, dont le président a comparu ici pour nous demander qu'on inclue ce motif de discrimination dans la charte.

M. Chrétien: J'espère que vous comprenez mes difficultés, car, très certainement, je vais consulter à nouveau mes conseillers, qui sont ici d'ailleurs. Ces conseillers ne sont pas nombreux, et ils ont suivi la discussion; et naturellement, il y a des députés qui ont parlé de cette question ici, au Comité, et il y a le président du Comité sur les invalides, M. David Smith, qui me parle toujours de ce projet d'inclure les invalides dans la charte.

Mais, d'un autre côté, nous ne sommes pas ici pour accomplir une tâche facile, et même s'il n'y a rien qui me m'enchante plus que d'ajouter ce mot-ci dans cet article, il me faut aussi m'assurer qu'en le faisant, on ne va pas créer un nouveau problème pour l'administration de la justice, pour les jugements des tribunaux, pour les assemblées législatives provinciales, etc.

Nous disons donc qu'il s'agit ici d'une question d'évolution de la loi, qui n'a pas atteint le même stade de maturité que certains autres domaines. Nous avons laissé au tribunal la possibilité d'intervenir dans les cas où il y aurait, de toute évidence, discrimination envers les personnes handicapées, sans avoir à utiliser ces mots. On a indiqué qu'il y avait toutes sortes de handicaps, et la définition de ces infirmités crée des problèmes pour le tribunal lorsque celui-ci prend des décisions.

Personnellement, en tant qu'être humain, politicien et personne qui s'est toujours préoccupée du sort des groupes désavantagés de notre société, je ne suis pas heureux de devoir vous donner cette réponse, et je vais réexaminer la question, mais il faut bien reconnaître que, quelquefois, vous ne faites pas tout ce que vous aimeriez pouvoir faire.

Je suis tout prêt à admettre que ce que nous avons ici ne constitue pas la perfection.

M. Robinson: En dernier lieu, je dirais que, naturellement, j'apprécie le fait que vous vous engagez à réexaminer cette importante question, et que vous reconnaissez que dans ce domaine, les tribunaux peuvent rencontrer des difficultés, mais

[Text]

hundreds of thousands of handicapped in this country as well that would be remedied by this kind of amendment, and they will be watching your response, Mr. Minister.

Mr. Chrétien: I intend to introduce legislation to that subject.

Mr. Robinson: Legislation that is given today can be taken away tomorrow, Mr. Minister.

Mr. Chrétien: I know, I know. It is better than nothing at all.

Mr. Robinson: Mr. Minister, we are not asking for nothing at all.

My final question Mr. Chairman, if I may, relates to another element of the proposed Charter and that is with respect to the right to counsel. I must say there are other concerns with respect to the Charter, with respect to the question of referendum on the Charter, with respect to Section 1, there is still some problems with that; there are certain grounds which should never be permitted to be abrogated and I am sure that your officials will have told you that that Section still needs working on and I will be raising that further.

But my final question relates to the right to counsel. Mr. Minister, you have indicated that in the case of a serious offence that the person, or in fact in the case of all offences, that a person who is detained is entitled to be informed of the right to retain counsel.

Now, one of our obligations under the International Covenant on civil and political rights, and indeed under a number of federal proposals has been the obligation that in the case of a serious criminal offence where the interests of justice so require, that the state has an obligation to an indigent accused; a person who has no money, to provide them with counsel.

I would draw your attention, as I say, to the International Covenant; that you have a right to retain counsel, you have a right, and I welcome this amendment, a right to be informed of this opportunity to retain counsel and finally, Mr. Minister, the right to have legal assistance assigned to him in any case where the interests of justice so require and without payment by him in any such case if he did not have sufficient means to pay for it.

My final question, Mr. Chairman, if I may, is this: if there is to be a right to retain counsel, as there should be, if there is to be a right to be informed of this right to retain counsel, what good is either of those rights if the person who is accused of a criminal offence has no money and cannot afford to retain counsel? Should not that be included in the constitution and not left to a statute, a simple statute which can be amended or taken away, to ensure that that right has some substance.

Mr. Chrétien: My reply to you is that it is a different thing to pay or not to pay. I do think that to cope with that problem,

[Translation]

qu'il y a aussi des centaines de milliers de personnes atteintes de handicaps dans notre pays, dont la situation pourrait être améliorée si on faisait ce genre d'amendement en leur faveur, et ces personnes attendront avec anxiété votre réponses, monsieur le ministre.

M. Chrétien: J'ai l'intention de présenter une loi à ce sujet.

M. Robinson: Des lois qui sont adoptées aujourd'hui peuvent être supprimées demain, monsieur le ministre.

M. Chrétien: Je le sais, mais c'est toujours mieux que rien.

M. Robinson: Nous voulons plus que rien, monsieur le ministre.

En dernier lieu, monsieur le président, si vous le permettez, je voudrais poser une question qui se rapporte à un autre sujet traité dans cette charte proposée, sujet qui se rapporte au droit d'avoir recours à l'assistance d'un avocat. Je dirais que nous avons aussi d'autres inquiétudes en ce qui a trait à cette charte, au sujet, par exemple, du référendum, au sujet de l'article 1, où il reste des problèmes à résoudre, car il y a certains cas où il ne devrait jamais y avoir abrogation, et je suis sûr que vos fonctionnaires vous ont indiqué que cet article devrait être étudié plus à fond, et je soulèverai cette question plus tard.

Mais en dernier lieu, ma question se rapporte au droit d'avoir recours à l'assistance d'un avocat. Monsieur le ministre, vous avez indiqué qu'en cas de délit grave, la personne,—en fait, dans tous les délits,—la personne qui est détenue a le droit qu'on lui indique qu'elle peut avoir recours à l'assistance d'un avocat.

Or, l'une de nos obligations qui découlent du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et, en fait, d'un certain nombre de propositions fédérales, c'est que, dans le cas où il y a un délit criminel grave, dans le cas où l'intérêt de la justice l'exige, l'État a l'obligation de fournir à un accusé indigent, c'est-à-dire qui n'a pas de moyens, les services d'un avocat.

J'attirerais votre attention, comme je l'ai dit, monsieur le ministre, sur ce Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui prévoit que vous avez le droit, et j'accueille avec joie cet amendement, d'être prévenu que vous avez la possibilité d'obtenir l'assistance d'un avocat et, en fin de compte, le droit d'obtenir cette assistance judiciaire dans les cas où les intérêts de la justice l'exigent, mais sans qu'il y ait de frais pour la personne qui n'a pas suffisamment de moyens.

Donc, voici ma dernière question: si on a le droit d'avoir recours à l'assistance d'un avocat, si on a le droit d'être prévenu qu'on peut agir ainsi, à quoi bon, cependant, avoir ce droit si la personne accusée de délit criminel n'a pas l'argent voulu pour payer les services de cet avocat? Est-ce qu'on ne devrait pas inclure dans la constitution ce fait que le détenu qui n'en a pas les moyens n'aura pas à payer pour les services d'un avocat, plutôt que de prévoir ce fait dans une simple loi qui peut être modifiée ou retirée?

M. Chrétien: Je vous répondrai qu'il y a une grande différence entre payer et ne pas payer. Je crois que pour résoudre

[Texte]

some time ago in Canada we passed a bill that established a program for helping the individuals who cannot afford to have a lawyer to get them.

It is a program that is working very well . . .

Mr. Robinson: That bill can be repealed tomorrow, Mr. Minister.

Mr. Chrétien: I will be in the House and you will be in the House, too and I do not think that it will be repealed.

You have to keep in mind that you cannot put everything in a bill of rights. It is a fundamental law of government—you cannot inscribe all aspects of the Criminal Code in a Bill of Rights and we have legal aid established as part of the Canadian society for a long time. It is not going to disappear. Of course, you know, you say that if it is in a bill of rights it is better but at the same time the minute that you try to make out of a bill of rights the Criminal Code, it is no more a bill of rights.

It is basic rights of the citizens, and I do not think that having this tradition in Canada of legal aid for years, that it is appropriate to inscribe it in the constitution.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Mr. Robinson.

Mr. Irwin.

Mr. Irwin: Mr. Minister, I have found this whole process a very interesting process of action and reaction—you say something, the public says something, and you come back with amendments. We are getting very close to the end of the process as far as this Committee is concerned. There has been reaction to the things that you are proposing from some of the Premiers, Claude Morin, Mr. Ryan, Mr. Peckford, the Canadian Bar Association, the Status of Women, Mr. Tarnopolsky, Mr. Fairweather, the Indians.

The Indians have been difficult because we have had so many different ones and there seem to be no unified voice coming back with a reaction. There has been editorial reaction on the understanding of what we are proposing for the immigrants in Quebec.

Would you have any comments on this reaction from your proposed amendments that may have changed or firmed up your opinion on what has been proposed?

Mr. Chrétien: I do think personally that the reaction so far is quite satisfactory to the government. We were on the horns of a dilemma when we started and now we want to secure the support of as many provinces as possible. We have introduced a bill of rights to be entrenched in the constitution that was meeting a lot of the objection from the Ministers during the meeting I had with them during the summer.

Despite a very conciliatory attitude on our part, the provinces who were opposed in the summer to the whole process did not offer any support to the Bill of Rights whatever, after we came in public, even if they had some great interest in the

[Traduction]

ce problème, nous avons adopté il y a quelque temps, au Canada, une loi qui établissait un programme aidant les personnes qui ne pouvaient pas se payer les services d'un avocat.

Ce programme fonctionne fort bien . . .

M. Robinson: Monsieur le ministre, cette loi pourrait être abrogée demain.

M. Chrétien: Je serai à la Chambre, et vous aussi. Et je ne pense pas qu'elle sera abrogée.

N'oubliez pas que l'on ne peut pas tout mettre dans une déclaration des droits. Il s'agit là d'une loi fondamentale du gouvernement; il n'est pas possible d'inclure dans une déclaration des droits tous les aspects du Code criminel, et j'ajouterai que l'aide juridique fait partie intégrante de la société canadienne, et ce, depuis longtemps. Elle ne va pas disparaître. Bien sûr, il serait préférable que cela figure dans une déclaration des droits, mais dès que l'on veut inscrire l'ensemble du Code criminel dans la déclaration des droits, il ne s'agira plus d'une déclaration des droits.

Ce sont là des droits fondamentaux des citoyens et je ne pense pas que, vu la tradition d'aide juridique qui existe au Canada depuis de nombreuses années, je ne pense pas, donc, qu'il soit approprié d'inscrire cela dans la constitution.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

La parole est à M. Irwin.

M. Irwin: Monsieur le ministre, j'estime que tout ce processus d'action et de réaction a été fort intéressant. Vous faites une remarque, le public vous donne sa réaction, et vous revenez avec des amendements. Pour ce qui est du Comité, nous en arrivons à la fin de ce processus. Il y a eu des réactions à vos propositions, de la part de certains premiers ministres, de M. Claude Morin, de M. Ryan, de M. Peckford, de l'Association du Barreau canadien, des représentantes du Conseil sur le statut de la femme, de M. Tarnopolsky, de M. Fairweather, des Indiens.

Ce sont les Indiens qui ont posé quelques difficultés, parce que nombreux ont été leurs porte-paroles, et il ne semble pas y avoir de réaction uniforme. Il y a eu des réactions par écrit à l'égard des propositions concernant les immigrants au Québec.

Vu toutes ces réactions à l'égard des modifications que vous proposez, avez-vous changé d'opinion, ou vous êtes-vous senti confirmé dans votre position?

M. Chrétien: J'estime personnellement que, jusqu'à présent, la réaction a été tout à fait satisfaisante pour le gouvernement. Au départ, nous étions pris dans un dilemme et, maintenant, nous voulons nous assurer le soutien du plus grand nombre de provinces possible. Nous avons présenté une déclaration des droits qui devra être incluse dans la constitution et qui tient compte de beaucoup des objections que les ministres ont exprimées lorsque je les ai rencontrés au cours de l'été.

En dépit d'une attitude fort conciliante de notre part, les provinces qui, cet été, étaient opposées à l'ensemble de ce processus n'ont absolument pas accordé leur appui à la déclaration des droits, quand bien même, à l'été, elles semblaient

[Text]

summer to have the Charter of Rights inscribed. I do think that the ones who were the most opposed in principle, I guess, it was Manitoba. Mr. Lyons who always said he did not want at all the Bill of Rights in the constitution entrenched.

But most of the other provinces had kind of a sympathy to it and did not want to oppose it squarely.

We introduced that watered down Bill of Rights in October but that did not change the attitude of those who were opposing.

• 1650

So we have decided to listen to the witnesses. They have come and reacted very positively, in my judgment. Of course, like everybody else, I am a bit disappointed but I have to proceed without the accord of the 10 provinces and the federal government. It had been my desire all summer and I tried very hard. We do not have that accord.

But speaking for myself, a bill of rights giving rights to Canadians and protection against the capricious actions of the federal government or Parliament or provincial legislatures, is a collective desire of all Canadians. This is not something new in the Canadian process.

Someone was telling me that in 1939 Louis St. Laurent, who was acting for what I think was the Rowell-Sirois Commission, posing questions to the Quebec lawyer at the time, whose name I have forgotten now, asked, "Should we enshrine in the Canadian constitution a bill of rights?" That was in 1939. That was one of the questions put. The first bill of rights passed in Canada was passed by T. C. Douglas in Saskatchewan; and Mr. Diefenbaker took a lot of pride in passing the Bill of Rights. And if you read any of his statements on that, you will find his big frustration was that he was not able to have it entrenched.

The first piece of legislation that Peter Lougheed passed in Alberta was a bill of rights for Alberta.

So what we are now doing is making sure that the rights of Canadians vis-à-vis all legislatures are enshrined, and the reactions since my amendments are, I think, quite positive.

But I have to warn the Committee, as was said in Mr. Fairweather's presentation, when you seek perfection sometimes, you can kill a good project. One example is that there was a body of opinion in the United States urging and wanting to have a new criminal code. Some felt at that time that it was right to kill it. It so happened that the people who wanted to have the best criminal code possible for the United States nit picked so much about it that they killed it. It is a great danger.

That is why I am very pleased with the reaction. We are very keen on finishing the job.

Mr. Irwin: Apropos what you are saying Mr. Minister, it has been said that even a stopped clock is right twice every 24 hours.

[Translation]

intéressées à ce que la charte des droits soit incluse dans la constitution. Le Manitoba, notamment, était la province la plus fermement opposée à ce principe. M. Lyons a toujours déclaré qu'il ne voulait pas voir la déclaration des droits incluse dans la constitution.

La plupart des autres provinces n'étaient pas aussi catégoriques et elles se sont montrées en quelque sorte favorables.

Nous avons donc présenté une version édulcorée de cette déclaration des droits, en octobre, mais cela n'a pas modifié l'attitude de ceux qui s'opposaient à son inclusion.

Nous avons donc décidé d'entendre les témoins. Ils sont venus, et j'estime qu'ils ont réagi fort positivement. Bien sûr, comme tout un chacun, je suis quelque peu déçu, mais je vais devoir agir sans l'accord des 10 provinces. C'est ce à quoi j'ai voulu parvenir pendant tout l'été, et j'ai essayé très fort. Cependant, nous n'avons pas l'accord.

Je dirai personnellement qu'une déclaration des droits qui protège les Canadiens contre d'éventuelles mesures capricieuses du gouvernement fédéral, du Parlement ou des assemblées législatives provinciales constitue une réponse aux désirs collectifs de tous les Canadiens. Cela n'a rien de nouveau dans le processus canadien.

On me rappelle qu'en 1939, Louis St-Laurent, agissant au nom de la Commission Rowell-Sirois, avait demandé à un avocat québécois s'il fallait inscrire une déclaration des droits dans la constitution canadienne. C'était en 1939. C'est l'une des questions qu'il avait posées. C'est M. T. C. Douglas, en Saskatchewan, qui a fait adopter la première déclaration des droits au Canada; et M. Diefenbaker a été très fier de faire adopter une déclaration des droits. Lisez toutes ses déclarations à ce propos et vous pourrez constater qu'il a été profondément déçu de ne pas pouvoir faire inclure cette déclaration dans la constitution.

La première mesure législative que Peter Lougheed a fait adopter en Alberta a été une déclaration des droits pour sa province.

Nous voulons donc maintenant nous assurer que les droits des Canadiens vis-à-vis de toutes les assemblées législatives seront protégés, et j'estime que les réactions à mes amendements ont été tout à fait positives.

Cependant, je dois mettre les membres du Comité en garde; comme l'a dit M. Fairweather lors de son témoignage, la perfection peut être l'ennemi du bien. Prenez l'exemple américain, où certains insistaient pour faire adopter un nouveau code criminel. Il s'est trouvé en fait que ceux qui voulaient le meilleur code criminel possible pour les États-Unis ont tellement pinaillé qu'ils l'ont détruit. C'est là un grave danger.

C'est pourquoi je suis particulièrement ravi des réactions. Nous sommes très impatients d'en terminer.

M. Irwin: A propos de ce que vous dites, monsieur le ministre, on a déjà fait remarquer que même une horloge arrêtée dit la bonne heure deux fois par jour.

[Texte]

Now there are, Mr. Joint Chairman, three concerns I have: native rights, the handicapped; and language rights. I see Mr. Robinson wants perfection. I do not think he would ever have perfection.

Mr. Robinson: I recognize it would not come from you.

Mr. Irwin: Native rights, the handicapped, and language rights in Ontario. Will the government pursue negotiations with the provinces after patriation on these matters? Will there be continuing discussions?

Mr. Chrétien: Yes; on the native rights, Mr. Trudeau and all the first ministers in February, 1979 agreed that should be an item in the constitutional debate—natives in the constitution. It is a very difficult area. Requests of all members of this Committee have come with new language, confirming there are some native or aboriginal rights and that they are based upon the Royal Proclamation of 1763—the Inuit, Tapirisat, the Order in Council regarding Rupert's Island.

So we have made sure that these rights exist and are recognized and the negotiations as to the definition of these rights and how they can be implemented will come at a future constitutional conference, and in the first one it will be one of the items on the agenda. That was promised by Mr. Trudeau and all the first ministers agreed.

Similarly, on the question of the disabled, when the law in this area evolves to maturity, it would be very nice then for the premiers and the national government to cause an amendment to the Canadian constitution to include them precisely. I do not think that would be a problem. Every government, whatever its stripes, in Canada has always shown a lot of preoccupation for the disabled.

The third item—the question of the so-called Section 133: you do not know how disappointed I am that Ontario did not want to join.

In 1970 they were ready to accept it. They said so in Victoria. They were also ready in 1978. Again, in June 1980, July 1980, August, 1980; and suddenly in September they said no. I am disappointed extremely disappointed.

But when you look at the whole project, at no time, never, has the national government decided to impose it on them. The national government has never decided to impose it on them.

We were ready with the text for them to be included because they had told us that they wanted to be included, just like New Brunswick.

We have the text for New Brunswick. It is in front of you today. Mr. Hatfield said that he would pass a resolution in his assembly, when that assembly resumed.

Now, some of my colleagues were telling me that I should wait until it was voted on, but I did not. Mr. Hatfield had given his word. I took him at his word. Some would say that

[Traduction]

Monsieur le coprésident, permettez-moi de vous faire part des trois préoccupations que je nourris actuellement: elles concernent les droits des autochtones, les handicapés et les droits linguistiques. Je vois que M. Robinson cherche à atteindre la perfection. Je ne pense pas qu'il pourra jamais y parvenir.

M. Robinson: Ce n'est certes pas vous qui nous aiderez à l'atteindre.

M. Irwin: Les droits des autochtones, les handicapés et les droits linguistiques en Ontario. J'aimerais savoir si le gouvernement poursuivra les négociations avec les provinces à ces divers propos après le rapatriement de la constitution. Continuera-t-on les discussions?

M. Chrétien: Oui; à propos des droits des autochtones, M. Trudeau et tous les premiers ministres ont convenu, en février 1979, que, dans le cadre des débats constitutionnels, il y aurait un point concernant les autochtones et la constitution. Il s'agit là d'un domaine très délicat. Nous avons eu confirmation de l'existence de certains droits pour les autochtones et les aborigènes, des droits fondés sur la proclamation royale de 1763... il y a eu l'Inuit Tapirisat, le décret du conseil concernant l'île Rupert.

Nous nous sommes donc assurés de l'existence de ces droits; nous nous assurons qu'ils sont reconnus et, lors d'une future conférence constitutionnelle, il y aura des négociations sur la définition de ces droits et sur leur application; cette question figurera donc à l'ordre du jour. M. Trudeau en a fait la promesse et tous les premiers ministres ont donné leur accord.

Pour ce qui est des handicapés, quand la loi dans ce domaine atteindra son point de maturité, il serait fort souhaitable que les premiers ministres et le gouvernement national présentent un amendement à la constitution canadienne en vue de les y inclure. Je ne pense pas que cela posera de problème. Quelle que soit leur couleur, tous les gouvernements du Canada ont toujours démontré qu'ils se préoccupaient profondément du sort des handicapés.

Votre troisième point concerne l'article 133: vous ne pouvez vous imaginer combien je suis déçu de voir que l'Ontario n'a pas voulu y souscrire.

En 1970, ils étaient prêts à l'accepter. Ils l'ont dit à Victoria. Ils étaient également prêts en 1978. La même chose en juin 1980, en juillet 1980, en août 1980; et tout d'un coup, en septembre, ils ont dit non. Je suis déçu, très déçu.

Mais si vous regardez l'ensemble du projet, vous verrez que le gouvernement national n'a jamais décidé de le leur imposer.

Nous avions préparé le texte pour qu'ils soient inclus, car ils nous avaient dit qu'ils désiraient l'être, tout comme le Nouveau-Brunswick.

Nous avons le texte touchant le Nouveau-Brunswick. Vous l'avez devant vous aujourd'hui. M. Hatfield a dit qu'il demanderait à l'assemblée législative d'adopter une résolution dès la reprise de leur session.

Certains de mes collègues m'ont conseillé d'attendre jusqu'à ce que ce soit adopté, mais je ne l'ai pas fait. M. Hatfield a donné sa parole. J'ai accepté sa parole. D'aucuns prétende-

[Text]

perhaps I was naive; but I would say that Mr. Hatfield on that subject has been extremely good.

He asked for it and he wrote to us, and he was saying that his assembly was not sitting at that time.

In Ontario, the NDP Party is in favour; the Liberal party is in favour; but they do not want it imposed. The chairman of the committee on the subject is in favour. So they do not have very much to do.

So I do not understand why Mr. Davis does not want to bind himself there. Because he claims that already you can make speeches in the legislative assembly in Ontario; so why not have it entrenched in constitution, even if they do not go as far as Mr. Hatfield.

You were telling me that last week in Sault S. Marie for the first time there was a trial in French. There is not a revolution. Why not entrench it?

Of course, under the Criminal code we have used our powers and worked it out with them and now it is possible to have a trial in French in Ontario. Of course, there are still some technical problems about location and what not.

I believe Mr. Davis today would want to bind himself, because when he went to Quebec during the referendum he said that what is needed will be done. I encouraged him to go there at that time. I am very disappointed that he is not delivering.

Mr. Irwin: On the handicapped, Mr. Minister, did I hear you to say that you will be introducing legislation to improve the federal human rights act with regard to the handicapped?

Mr. Chrétien: There are some recommendations that were proposed by the Human Rights Commission on that. We are studying those recommendations and we intend to introduce legislation on the subject when the matter is ready.

Mr. Irwin: Thank you Mr. Minister.

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Mackasey had a supplementary question on your first subject.

Mr. Chrétien: If I may interrupt, I would like to make a clarification. In Ontario in 1970, they offered to bind themselves not to all, that is from Section 16 to Section 20 or Section 133, but some part of it.

Mr. Mackasey: Mr. Minister, two matters. You have given us the reason for not extending Section 133 to Ontario, in that you do not want to impose things on the provinces.

Surely there must be something more fundamental as well. You were expressing an opinion, and perhaps you do not want to repeat it here, but you do not want to jeopardize the passage of this human rights section, because there are other advantages or rights in there long overdue for recognition for the franco-Ontarians, for instance, in the field of language and education. In other words, you do not want to jeopardize those.

Mr. Chrétien: When I worked on that, one of the big problems I felt was that in my judgment, there was a big

[Translation]

raient que je suis peut-être naïf; mais je dirais que M. Hatfield a été très coopératif sur cette question.

Il l'a demandé et il nous a écrit en nous disant que l'assemblée législative ne siégeait pas pour l'instant.

En Ontario, le parti néo-démocrate est d'accord, ainsi que le parti libéral, mais ils ne veulent pas qu'on l'impose. Le président du comité visé est d'accord. Alors, il y a très peu à faire.

Alors, je ne comprends pas la raison pour laquelle M. Davis ne veut pas s'engager. Il prétend qu'on peut déjà faire des discours à l'assemblée législative de l'Ontario; alors, pourquoi ne pas l'enchâsser dans la constitution, même sans aller aussi loin que M. Hatfield?

Vous me disiez que la semaine dernière, il y a eu un premier procès en français à Sault-Ste-Marie. Il n'y a pas de révolution. Pourquoi ne pas l'enchâsser?

Évidemment, pour ce qui est du Code criminel, nous avons utilisé notre autorité et nous nous sommes entendus avec eux. Maintenant, il est possible d'être jugé en français en Ontario. Indubitablement, il y a toujours certains problèmes techniques concernant le lieu du procès, et je ne sais quoi.

Aujourd'hui, je pense que M. Davis voudrait s'engager, car lorsqu'il est allé au Québec pendant le référendum, il a dit que le nécessaire serait fait. Je l'ai encouragé à se rendre à ce débat. Je suis très déçu qu'il n'ait pas livré la marchandise.

M. Irwin: Au sujet des handicapés, monsieur le ministre, avez-vous dit que vous présenterez une loi visant à améliorer la loi fédérale sur les droits de la personne, au chapitre des handicapés?

M. Chrétien: La Commission canadienne sur les droits de la personne a présenté certaines recommandations à ce sujet. Nous étudions ces recommandations et nous avons l'intention de présenter une loi sur la question dès que le tout sera prêt.

M. Irwin: Merci, monsieur le ministre.

Le coprésident (sénateur Hays): M. Mackasey a une question supplémentaire sur le premier sujet soulevé.

M. Chrétien: Puis-je apporter un éclaircissement? En 1970, l'Ontario était prête à accepter les articles 16 à 20, ou l'article 133, pas tous, mais en partie.

M. Mackasey: Il y a deux choses, monsieur le ministre. Vous nous donnez la raison pour laquelle vous n'appliquez pas l'article 133 à l'Ontario, car vous ne voulez pas imposer quoi que ce soit aux provinces.

Il doit sûrement y avoir quelque chose de plus fondamental. Vous avez exprimé une opinion que vous ne voudrez peut-être pas répéter ici, mais vous ne voulez pas mettre en danger l'adoption de l'article sur les droits de la personne, car il contient d'autres avantages ou droits qui s'imposent depuis longtemps pour la reconnaissance des franco-Ontariens, par exemple, dans le domaine de la langue et de l'éducation. Autrement dit, vous ne voulez pas mettre ces droits en danger.

M. Chrétien: Lorsque j'ai étudié la question, j'ai constaté que l'un des grands problèmes que nous avons au Canada,

[Texte]

problem in Canada since 1867, namely, that we had not inscribed in the Canadian constitution at that time the right for francophones to receive education in both languages, in French anywhere in Canada, and the same thing for the anglophones. Perhaps Canada would have been completely different today if that situation had existed then. Because that has cut down very substantially the mobility of the francophones in Canada, because they could not move wherever they wanted because there was no school. For us, our language and culture are extremely important. If we know we will lose it, then we will not move.

Knowing that, I felt it was extremely important to move in the field of education, and I felt it was quite appropriate to do so in the light of the Montreal and St. Andrews agreement of 1977 and 1978.

So we moved, and we found it was not perfect, but decided to move with education first.

It was not too complicated. I suppose some will accuse it of creating some problems for the Quebec government in relation to Bill 101; but in fact, the treatment of the anglophone minority in Quebec was such, that even with Bill 101 was not affecting them substantially; but I was gaining in making equal the lot for the francophone outside of Quebec and to re-establish the right for the Canadians who spoke English who moved to Quebec to send their children as a matter of constitutional right to the school; because now Canadians moving to Montreal have to have permission to go to an English school. They do not have the right.

Mr. Mackasey: Am I right in saying that one of the concerns you have about the application of Section 133 to Ontario at this time is that you may jeopardize the total package and in so doing deny the constitutional recognition of French as the language of education anywhere in Canada?

Mr. Chrétien: It is clearly one of the dangers; it has been like that since 1970.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Mr. Mackasey.

Mr. Beatty, a supplementary.

Mr. Beatty: Mr. Joint Chairman, I would like to get some clarification on a matter raised by Mr. Mackasey. It certainly whet my curiosity. Mr. Mackasey indicated—and the Minister agreed—that one of the reasons why the Minister had decided to impose Section 133 on Ontario was that by doing so it might jeopardize the passage of other rights in this package. What exactly does he mean by that?

Mr. Chrétien: We never intended to impose it on Ontario. I do not think it would be appropriate to change our policy at this time.

Mr. Beatty: That is another question. Mr. Mackasey asked you several times and you agreed to his final suggestion that you were not imposing Section 133 on Ontario because doing

[Traduction]

depuis 1867, c'est que nous n'avions pas inscrit dans la constitution canadienne le droit des francophones d'être éduqués dans les deux langues, en français partout au Canada, et la même chose pour les anglophones. Le Canada serait peut-être un autre pays, aujourd'hui, si cela avait été fait à l'époque. Cela a limité de façon sensible la liberté de mouvement des francophones au pays, car ils ne pouvaient s'installer n'importe où s'il n'y avait pas d'écoles. Pour notre peuple, la langue et la culture sont extrêmement importantes. S'il y a un danger de la perdre, alors, nous ne déménageons pas.

Étant conscient de cela, j'ai pensé qu'il était très important de faire quelque chose dans le domaine de l'éducation, et j'ai cru qu'il convenait de le faire à la lumière de l'entente de Montréal et de St. Andrews, de 1977 et 1978 respectivement.

Nous sommes donc allés de l'avant, nous avons constaté que tout n'était pas parfait, mais nous avons décidé de nous attaquer d'abord à l'éducation.

Ce n'était pas trop compliqué. Je présume que certains nous accuseront de créer des problèmes au gouvernement du Québec relativement à la Loi 101, mais en fait, le traitement de la minorité anglophone au Québec était tel que même la Loi 101 ne les affectait pas sensiblement; mais j'ai obtenu l'égalité pour tous les francophones à l'extérieur du Québec et fait rétablir le droit des Canadiens anglais qui s'installent au Québec d'envoyer leurs enfants à l'école anglaise; c'est une simple question de droit constitutionnel. Présentement, les Canadiens qui déménagent à Montréal doivent obtenir la permission d'envoyer leurs enfants dans une école anglaise. Ce n'est pas un droit.

M. Mackasey: Ai-je raison de dire que l'une de vos inquiétudes actuelles quant à l'application de l'article 133 en Ontario, c'est que vous risquez de mettre en danger l'ensemble de vos propositions et, de ce fait, de refuser la reconnaissance constitutionnelle du français comme langue d'éducation partout au Canada?

M. Chrétien: C'est certainement l'un des dangers, et c'est comme cela depuis 1970 seulement.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, monsieur Mackasey.

Monsieur Beatty, une question complémentaire.

M. Beatty: Monsieur le coprésident, j'aimerais obtenir certains éclaircissements sur une question soulevée par M. Mackasey. M. Mackasey a certainement éveillé ma curiosité lorsqu'il a dit, et le ministre était d'accord, que l'une des raisons pour lesquelles le ministre avait décidé d'imposer l'article 133 à l'Ontario, c'est qu'il risquait de mettre en danger l'adoption d'autres droits contenus dans cette proposition. Qu'est-ce que vous voulez dire exactement par cela?

M. Chrétien: Nous n'avons jamais eu l'intention de l'imposer à l'Ontario. Je ne pense pas qu'il serait convenable de modifier notre politique aujourd'hui.

M. Beatty: C'est une autre question. A plusieurs reprises, M. Mackasey vous a posé la question et vous étiez d'accord avec sa dernière affirmation, à savoir que vous n'imposiez pas

[Text]

so might jeopardize the passage of other rights in the package. What did you mean by that?

Mr. Chrétien: I agreed to the statement by Mr. Mackasey that it will not help the situation.

Mr. Beatty: Precisely, it would jeopardize the passage of the other rights in the package?

Mr. Chrétien: It is very clear. We have a package. We have a strategy, a system which existed since 1970. We said we would not impose it. Now we are at the eleventh hour and we are being asked to change completely our policy? I think it would not be appreciated by members of this Committee, because we made it clear in the summer, in the fall, that we were not going to impose it and would not impose it.

Mr. Beatty: Are you saying it is your judgment that the Liberal majority on the Committee would revolt and not support a decision to impose Section 133 on Ontario? Is that what you are implying?

Mr. Chrétien: We said that the government, as a government, were not going to do it. That is the answer.

Mr. Beatty: How, then, would that jeopardize the passage of the package? That is what I am asking you?

Mr. Chrétien: Because it would be a reversal of our policy at the eleventh hour.

Mr. Beatty: How will it be jeopardizing it?

Mr. Chrétien: In the matter of credibility.

Mr. Beatty: Are you saying the Committee would turn it down, or are you saying as a *sine qua non* of going forward to Westminster that you have the Ontario government's support for the package?

Mr. Chrétien: We have a package. Everyone knows it. We said all along that we were not going to impose Section 133 on any of the provinces if they did not want to apply it to themselves. At the eleventh hour we do not propose to impose it on Saskatchewan. I understand that the representative from Saskatchewan is very much in favour of Section 133; but I am sure that he is not proposing today to impose it on Saskatchewan; and I do not intend to! If I were to do so, they would have complete legitimacy in telling me that I have taken them by surprise in that I said that I was not going to impose it, and now at the last moment I am imposing it. So I will not do it, because I said that all summer as well as in the fall.

But I am tempted! I am tempted!

Seulement, il ne faut pas succomber à toutes les tentations, délivrez-nous du mal, ainsi soit-il!

Mr. Beatty: So what you are saying is that you are prepared to trade off what you consider to be a fundamental right for the support of Ontario for the entire package? You are

[Translation]

l'article 133 à l'Ontario à cause des risques de mettre en danger l'adoption des autres droits contenus dans ces propositions. Que vouliez-vous dire par cela?

M. Chrétien: J'étais d'accord avec l'énoncé de M. Mackasey, c'est-à-dire que cela n'aiderait pas la situation.

M. Beatty: Précisément, cela mettrait en danger l'adoption des autres droits contenus dans ces propositions.

M. Chrétien: C'est très clair. Nous avons un ensemble de propositions. Nous avons une stratégie, un système qui est en place depuis 1970. Nous avons dit que nous ne l'imposerions pas. Nous sommes à la onzième heure et on nous demande de modifier notre politique du tout au tout. Je pense que les membres de ce Comité ne l'apprécieraient pas, car nous avons clairement dit, au cours de l'été, au cours de l'automne, que nous ne l'imposerions pas, et nous ne l'imposerons pas.

M. Beatty: Vous dites qu'à votre avis, la majorité libérale au sein du Comité s'insurgerait et n'appuierait pas la décision d'imposer l'article 133 à l'Ontario? C'est bien ce que vous laissez entendre?

M. Chrétien: Nous avons dit que le gouvernement, comme tel, n'était pas prêt à le faire. Voilà la réponse à votre question.

M. Beatty: Comment donc cette mesure pourrait-elle mettre en cause l'adoption de l'ensemble des dispositions? C'est la question que je vous pose maintenant.

M. Chrétien: Parce qu'elle constituerait un revirement de notre politique à la dernière minute.

M. Beatty: De quelle façon remettrait-elle en cause l'adoption de l'ensemble?

M. Chrétien: C'est une question de crédibilité.

M. Beatty: Parce que le Comité rejetterait la mesure, ou parce que sa non-application est une condition *sine qua non* de l'appui de l'Ontario à la démarche à faire à Westminster?

M. Chrétien: Comme chacun le sait, nous nous sommes entendus sur un ensemble de dispositions. Nous avons dit, dès le début, que nous ne voulions pas forcer les provinces à adhérer à l'article 133 si elles ne souhaitaient pas le faire elles-mêmes. À la dernière minute, maintenant, nous ne voulons pas l'imposer à la Saskatchewan. Je crois savoir que le représentant de la Saskatchewan est très en faveur de l'article 133. Je suis sûr, cependant, qu'il ne propose pas de l'imposer à la Saskatchewan. Et il n'en est d'ailleurs pas question. Si je décidais de le faire, les représentants de la Saskatchewan auraient tout à fait raison de me dire que je les prends par surprise, que j'ai déjà déclaré que je n'allais pas l'imposer et qu'à la dernière minute, j'ai changé d'idée. Donc, je ne le ferai pas. Je l'ai dit tout au long de l'été et tout au long de l'automne.

Dieu! Que je suis tenté de la faire, cependant!

However, we must not fall into temptation. Deliver us from evil. Amen!

M. Beatty: Vous êtes donc prêt à sacrifier ce que vous considérez comme un droit fondamental, pour obtenir l'appui de l'Ontario en vue de l'adoption de l'ensemble des disposi-

[Texte]

prepared to trade off what you consider to be a fundamental right for the support of Ontario?

Mr. Chrétien: I am not prepared to trade off the rights of anybody, because that has always been the policy of the government. It is well known for a long time.

But I do think that in the summer, and when we prepared the text, we had an understanding that they wanted it, just like New Brunswick; they wanted to bind themselves.

They were saying, "Yes, we are ready to go that far; but it might be that in that area it might take four, five or 10 years to implement it." We were having very honest discussions with them, until come September, all of a sudden from one night to the morning, it was no more; the discussions were not working anymore.

We had said to them that we were not going to impose it on them; the policy has remained the same.

But my disappointment is that Mr. Davis changed his mind come September, and you are in a better position than I to understand why.

Mr. Beatty: I want to thank Mr. Mackasey, Mr. Joint Chairman, for having raised this question.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much. Mr. Nystrom, you have a supplementary?

Mr. Nystrom: Yes.

The Minister said that he is very frustrated. I am very puzzled. The Minister said that if Section 133 were applied to Ontario it would be an imposition on Ontario.

Why is it an imposition in one case and not in the other? There are many other rights for people in the resolution before us which are being imposed on provinces which do not agree; we have education rights being imposed on Quebec, and the Quebec government does not agree. Why is that not an imposition?

Now, all of a sudden, applying Section 133 to Ontario, why is that an imposition? What is the difference?

An hon. Member: Politics!

Mr. Chrétien: On educational rights we have given Canadians some rights. We are giving Canadians some rights; and in that case, what we are doing is that we are saying it is very much within the jurisdiction of the provincial government and it should be dealt with, as in the case of New Brunswick, by the legislature and the government of the province. I am not alone in asking for that. Mr. Ryan in his speech at the Empire Club last week said the same thing: "I want it, but it should not be imposed by the national government."

We have always taken the view, that because it is the legislature, it is in the service of the provincial government, to put...

Mr. Nystrom: Why is it an imposition in one case? Because the nondiscrimination rights are an imposition in a provincial

[Traduction]

tions? Vous êtes prêt à échanger un droit fondamental pour l'appui de l'Ontario?

M. Chrétien: Je ne suis pas prêt à sacrifier les droits de qui que ce soit. Il y a seulement que le gouvernement a toujours eu cette politique. C'est connu depuis longtemps.

Il n'en demeure pas moins que cet été, au moment où nous avons préparé ce texte, nous avions toutes les raisons de croire que l'Ontario désirait y souscrire, y être lié, tout comme le Nouveau-Brunswick.

Ses représentants nous disaient: «Nous sommes prêts à aller jusque-là, sauf que dans tel ou tel domaine, il nous faudrait quatre, cinq ou dix ans pour appliquer les dispositions de l'article.» Nous tenions des discussions très franches avec eux. Puis, en septembre, voilà que du jour au lendemain, ils ont décidé que plus rien n'allait, que les pourparlers étaient rompus.

Tout au long des pourparlers, nous leur avons dit que nous ne voulions pas leur imposer l'article, cependant; cette politique est restée la même.

Je suis seulement déçu que M. Davis ait changé d'avis au mois de septembre. Vous savez sans doute mieux que moi pourquoi.

M. Beatty: Monsieur le coprésident, je tiens à remercier M. Mackasey d'avoir soulevé cette question.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup. Vous avez une question supplémentaire, monsieur Nystrom?

M. Nystrom: Oui.

Le ministre s'est dit très frustré. Cela m'intrigue. Il a déclaré qu'appliquer l'article 133 à l'Ontario serait lui imposer une obligation.

Pourquoi est-ce qu'il parle d'imposer une obligation dans un cas et non pas dans l'autre? Il y a beaucoup d'autres droits de la personne dans la résolution que nous avons devant nous qui imposent des obligations aux provinces qui n'en veulent pas. Des droits en matière d'éducation sont imposés au Québec malgré le fait que le Québec n'en veuille pas. Pourquoi est-ce que ce n'est pas imposer une obligation dans ce cas-là?

Pourquoi est-ce que, tout à coup, le fait d'appliquer l'article 133 à l'Ontario devient une obligation? Quelle est la différence?

Une voix: C'est de la politique!

M. Chrétien: Nous avons donné aux Canadiens certains droits en matière d'éducation. Dans ce cas-ci, cependant, nous disons que la compétence des gouvernements provinciaux est claire et que c'est à eux de décider, comme ce fut le cas pour le Nouveau-Brunswick. Je ne suis pas seul à penser de cette façon. M. Ryan, dans l'exposé qu'il a prononcé devant l'Empire Club la semaine dernière, a dit sensiblement la même chose: «Je suis d'accord, mais je ne veux pas que ce soit imposé par le gouvernement national.»

Nous avons toujours prétendu qu'il appartenait aux assemblées législatives et aux gouvernements provinciaux...

M. Nystrom: Pourquoi est-ce que ce n'est pas imposer une obligation dans un cas? Les droits à la non-discrimination,

[Text]

area, whether one agrees or not; the educational rights are an imposition in the provincial area, whether one agrees or not. Why are those not impositions, and all of a sudden the language rights pursuant to the courts and legislatures are an imposition?

Mr. Chrétien: I said that in education there was an agreement of the first ministers at St. Andrews and Montreal.

Mr. Nystrom: But Mr. Davis agreed at one time for Section 133 and now you say that he does not; there are some provinces that agreed in Montreal and now they do not. Why is that not an imposition when this is an imposition?

Mr. Chrétien: We said that we had decided not to impose that on the legislatures. That is clear.

Mr. Nystrom: I know it is very clear.

Mr. Chrétien: We could impose it; but we do not want to impose it.

Mr. Nystrom: I know it is clear, but why is it not an imposition but educational rights in terms of Quebec where Mr. Lévesque said no, is not an imposition?

Mr. Chrétien: They had agreed to it—all of them.

Mr. Nystrom: Mr. Joint Chairman, he also said that Mr. Davis had agreed at one point; Mr. Lévesque had agreed at one point; I follow your logic, and I ask you: why treat Quebec differently from Ontario? Quebec disagrees now; Ontario disagrees now.

Mr. Chrétien: It is because the educational rights apply to all Canadians in all the provinces in exactly the same way, and in the case of Ontario for Section 133 it applies only to one province and you would be forcing it on one province and not on the others.

If you want exactly the same pattern and to have it applied exactly the same to all Canadians, as suggested by Senator Roblin at our first meeting here who said that if Manitoba has it everybody should have it, then you would be in exactly the same position.

But now you are moving and singling out one province. This I do not want to do.

But if you want to apply it to Newfoundland, to B.C., and Saskatchewan as well, then, fine. Let us do it together, but not selecting. In the case of education they have all approved and we are giving exactly the same thing to all Canadians. But I will not single out one province like Ontario just in those circumstances, because it would be creating and applying something to that government which is not forced on other governments.

[Translation]

qu'on soit d'accord avec ou non, créent une obligation aux provinces dans un domaine provincial; les droits en matière d'éducation, qu'on soit d'accord avec ou non, créent une obligation aux provinces dans un domaine provincial. Pourquoi est-ce que, dans ces cas, ce n'est pas imposer une obligation, alors que dans le cas des droits linguistiques, en ce qu'ils touchent les tribunaux et les assemblées législatives, cela l'est?

M. Chrétien: J'ai déjà dit que pour ce qui est de l'éducation, les premiers ministres se sont entendus à St. Andrews et à Montréal.

M. Nystrom: Il semble cependant que M. Davis ait été d'accord, à un certain moment, avec l'article 133. Maintenant, vous dites qu'il n'est plus d'accord. D'autres provinces ont été d'accord à Montréal, et ne le sont plus. Pourquoi est-ce que c'est imposer une obligation dans un cas et non pas dans l'autre?

M. Chrétien: Nous avons dit que nous avions décidé de ne pas imposer cet article aux assemblées législatives. C'est clair.

M. Nystrom: Je sais, c'est tout à fait clair.

M. Chrétien: Nous pourrions l'imposer, mais nous ne voulons pas le faire.

M. Nystrom: C'est clair, mais alors, pourquoi ces droits en matière d'instruction au Québec, alors que M. Lévesque avait dit non, sont-ils imposés?

M. Chrétien: Ils avaient tous accepté.

M. Nystrom: Monsieur le coprésident, il avait également dit que M. Davis avait accepté à un moment donné; M. Lévesque avait accepté à un moment donné; je suis votre logique, et je vous demande: pourquoi traiter le Québec différemment de l'Ontario? Maintenant, le Québec n'est plus d'accord. L'Ontario n'est plus d'accord.

M. Chrétien: C'est parce que les droits en matière d'instruction s'appliquent à tous les Canadiens, dans toutes les provinces, exactement de la même manière, et dans le cas de l'Ontario, &ed-5 parce que l'article 133 ne s'applique qu'à une province et que ce serait l'imposer à une province et pas aux autres.

Si on veut que cela soit exactement la même chose partout, et que cela soit appliqué exactement de la même manière à tous les Canadiens, comme l'a suggéré le sénateur Roblin, lors de notre première réunion, et qui a dit que si le Manitoba se voit imposer l'article 133, il devrait en être de même pour toutes les autres provinces; tout le monde se trouverait alors dans la même situation.

Or, vous décidez maintenant de faire d'une province un cas particulier. Je ne suis pas du tout d'accord.

Si vous voulez appliquer cet article à Terre-Neuve, à la Colombie-Britannique et à la Saskatchewan, alors, très bien. Faisons-le ensemble, mais sans choisir. En matière d'éducation, l'accord a été unanime et nous donnons exactement la même chose à tous les Canadiens. Cependant, je ne ferai pas d'une province comme l'Ontario un cas particulier, simplement compte tenu des circonstances, car ce serait imposer à ce gouvernement une chose qui n'est pas imposée aux autres.

[Texte]

But if you want to impose it on Newfoundland—that is another matter: do you want us to impose it on Newfoundland? Come on, McGrath, yes or no?

Mr. McGrath: I simply want you to be consistent.

Mr. Nystrom: Mr. Joint Chairman, the Minister has mentioned Newfoundland and Saskatchewan. I want to quote to him an authority and, I am sure he will agree with this authority. It is the Prime Minister of Canada, Pierre Elliot Trudeau, speaking in the House of Commons on Bill C-60 on June 27, 1978. He said on page 6785 of Hansard:

We think it would be unrealistic and probably impossible, within the future which I can foresee, to see the provisions of Section 133 which protect the English in Quebec apply in every province of Canada, but we do suggest that the provisions should protect French-speaking Canadians in Canada in those three provinces where 95 per cent of all francophone Canadians live, that is to say, New Brunswick, Quebec and Ontario.

I ask you, Mr. Minister, you are now bringing up the arguments of Newfoundland, Saskatchewan and Prince Edward Island. You are clearly going against the intent of your leader, the intent and politics that he has stood for for many years, his principles and so on, his caucus—and I know from representations made to me by members of your caucus: why are you doing this? Why is it an imposition in one case and not in the other? Can you please respond to this?

Mr. Chrétien: Yes, I will respond—with pleasure. Because in Bill C-60, it was an opting-in provision. It was not imposed. Just like now. Take the present constitution: if one province wants to impose it on its citizens, they can pass a resolution and we pass a resolution and they are bound forever.

In 1960, as today, we prayed for Ontario to opt in, just like in Bill C-60, the provision was not imposed. Mr. Trudeau said it was absolutely logical for Ontario to get in, but at no time was he imposing it. He was giving them the opportunity, the possibility, to opt in. It was not an imposition. The option is still there. Any province who wants to opt in can pass a resolution, you then pass a resolution in Parliament and they are locked in forever.

Senator Tremblay: No.

The Joint Chairman (Senator Hays): Order, please.

Senator Tremblay: It will take an amendment to the constitution.

Mr. Chrétien: Of course, that is what I mean. But you do not need the approval of the other provinces.

Senator Tremblay: It will need the approval of the other provinces.

The Joint Chairman (Senator Hays): Order, please.

Mr. Fraser on a supplementary.

Mr. Chrétien: May I speak?

The Joint Chairman (Senator Hays): Of course.

Mr. Chrétien: We cannot have Section 133 or Section 12—look at Section 16 to Section 20 applying to New Brunswick—

[Traduction]

Si vous voulez que nous l'imposions à Terre-Neuve, c'est une autre histoire; voulez-vous que nous l'imposions à Terre-Neuve? Répondez, monsieur McGrath, oui ou non?

M. McGrath: Je veux simplement que vous soyez logique.

M. Nystrom: Monsieur le coprésident, le ministre a mentionné Terre-Neuve et la Saskatchewan. Je voudrais citer une autorité en la matière, et je suis certain qu'il ne désapprouvera pas cette autorité. Il s'agit du premier ministre du Canada, Pierre Elliot Trudeau, s'adressant à la Chambre des communes, au sujet du Bill C-60, le 27 juin 1978. Il s'agit de la page 6785 du *Hansard*:

Selon nous, il serait peu réaliste et probablement impossible pour longtemps encore de voir toutes les provinces du Canada appliquer les dispositions de l'article 133 qui protège les anglophones du Québec, mais nous voudrions que ces dispositions protègent les Canadiens francophones dans les trois provinces où 95 p. 100 d'entre eux habitent, c'est-à-dire le Nouveau-Brunswick, le Québec et l'Ontario.

Monsieur le ministre, vous nous parlez maintenant de Terre-Neuve, de la Saskatchewan et de l'Île-du-Prince-Édouard. De toute évidence, vous contredisez l'intention de votre chef, l'intention et les politiques qu'il défend depuis de nombreuses années, ses principes, etc., son caucus—et je le sais d'après ce que m'ont dit certains membres de votre propre caucus; pourquoi le faites-vous? Pourquoi l'imposer dans un cas et ne pas l'imposer dans un autre? Pourriez-vous répondre?

M. Chrétien: Oui, je répondrai avec plaisir. Parce que dans le Bill C-60, cette disposition était une option. Elle n'était pas imposée, tout comme maintenant. Prenez la constitution actuelle: si une province veut l'imposer à ses citoyens, elle peut adopter une résolution, nous en adoptons une alors à notre tour, et il n'y a plus de recours.

En 1960, comme aujourd'hui, nous avons supplié l'Ontario d'accepter car, tout comme dans le bill C-60, cette disposition était optionnelle. M. Trudeau a dit qu'il serait tout à fait logique que l'Ontario accepte mais à aucun moment il ne l'a imposée. Il a offert à la province la possibilité de le faire. Il n'a rien imposé. Cette option existe toujours. Toute province qui le souhaite peut adopter une résolution qui est suivie d'une résolution au Parlement interdisant tout retour en arrière.

Le sénateur Tremblay: Non.

Le coprésident (sénateur Hays): A l'ordre, je vous prie.

Le sénateur Tremblay: Cela exige un amendement de la Constitution.

M. Chrétien: C'est exactement ce que je dis. Mais vous n'avez pas besoin de l'approbation des autres provinces.

Le sénateur Tremblay: L'approbation des autres provinces est nécessaire.

Le coprésident (sénateur Hays): A l'ordre, je vous prie.

M. Fraser veut poser une question supplémentaire.

M. Chrétien: Puis-je continuer?

Le coprésident (sénateur Hays): Bien entendu.

M. Chrétien: Nous ne pouvons avoir les articles 133 ou 12—regardez les articles 16 à 20 s'appliquant au Nouveau-Brunswick—

[Text]

we could tomorrow amend and apply it to any province to have the same thing. If they want to do so, they only have to pass a resolution asking to have Section 16 to Section 20 apply to them, and if the Parliament of Canada approves it, it is done. The constitution has been amended in relation to that province to that effect.

The Joint Chairman (Senator Hays): Order, please. Mr. Fraser on a supplementary.

Mr. Fraser: When can I get the Minister's attention, Mr. Chairman.

An hon. Member: He has just been told that he is wrong.

Mr. Fraser: Through you, Mr. Chairman, to the Minister, Mr. Mackasey has talked about the fact that if Section 133 was imposed unilaterally by your government on Ontario, that it would put in jeopardy the other aspects of this proposal.

The Joint Chairman (Senator Hays): Supplementary on 133, Mr. Fraser.

Mr. Fraser?

Mr. Fraser: This is following along the exact point that the Minister has been discussing Mr. Chairman.

Mr. Mackasey asked you what in law is called a leading question, and he invited an answer and you were only too quick to answer, and you agreed with him.

You say that the reason you will not impose unilaterally on Ontario is because you have a policy and the policy is not to impose unilaterally with respect to language rights on just one province.

But this whole package is a unilateral imposition on provinces of a great many matters, and I fail to understand your distinction between not wanting to impose language rights on a province, and yet you are quite prepared to impose unilaterally amending formula which over half the provinces do not agree with.

What I am suggesting to you, Mr. Minister, is that what you have done is, in order not to put in jeopardy, because you wanted some public opinion behind this entire proposal, and as what Mr. Mackasey must have been getting at, what you have done is you have sold out the French speaking Canadians in Ontario to try to get enough public opinion to put unilateral impositions of a number of things on all the other provinces.

Now, that is not what you have done then your whole explanation falls away and has no logical base to it.

Mr. Chrétien: You said, Mr. Fraser, that we have a policy, and it is true.

Mr. Fraser: No, I said that you have sold out.

Mr. Chrétien: The policy is very clear, that in terms of institutional bilingualism in the province, in the Bill C-60 or in 1970, it was a provision of opting in. If they wanted to opt in, we would make it possible to opt in. We never wanted to impose it on the provinces, and it was very clear.

When you say in your previous statement that we are imposing unilaterally an amending formula, that is not true. We are patriating the constitution. For two years we are

[Translation]

wick—nous pourrions l'amender demain et l'appliquer à toutes les provinces pour avoir la même chose. Si elles le veulent, il leur suffit d'adopter une résolution demandant que les articles 16 à 20 s'appliquent à elles, et si le Parlement du Canada donne son approbation, c'est fait. La Constitution est amendée dans ce sens en ce qui concerne cette province.

Le coprésident (sénateur Hays): A l'ordre, s'il vous plaît. M. Fraser veut poser une question supplémentaire.

M. Fraser: Lorsque j'aurai l'attention du ministre, monsieur le président.

Un voix: On vient jute de lui dire qu'il avait tort.

M. Fraser: M. Mackasey nous a dit que si l'article 133 était imposé unilatéralement par votre gouvernement à l'Ontario, cela mettrait en danger les autres aspects de cette proposition.

Le coprésident (sénateur Hays): Une question supplémentaire de M. Fraser au sujet de l'article 133.

Monsieur Fraser?

M. Fraser: C'est la suite logique de ce que vient de discuter le ministre, monsieur le président.

M. Mackasey vous a posé ce qu'on appelle en droit, une question tendancieuse. Il vous a invité à répondre, vous avez répondu avec empressement et agréé son propos.

Vous dites ne pas vouloir imposer unilatéralement cet article à l'Ontario car vous avez une politique et cette politique est de ne pas imposer unilatéralement de droits linguistiques à une seule province.

Mais tout votre projet revient à imposer unilatéralement des tas de choses aux provinces et je ne parviens pas à comprendre la distinction que vous faites entre refuser d'imposer des droits linguistiques à une province et imposer unilatéralement une procédure de modification que plus de la moitié des provinces n'acceptent pas.

Cela veut donc dire, monsieur le ministre, que pour gagner l'appui d'une partie de l'opinion publique, pour ne pas menacer davantage votre proposition, et c'est probablement ce que voulait dire M. Mackasey, vous avez trahi les Canadiens francophones en Ontario pour imposer unilatéralement un certain nombre d'autres choses à toutes les autres provinces.

Si ce n'est pas ce que vous avez fait, toute votre explication s'écroule et n'a aucun fondement logique.

M. Chrétien: Vous déclarez, monsieur Fraser, que nous avons une politique c'est tout à fait vrai.

M. Fraser: Non, j'ai dit que vous aviez trahi.

M. Chrétien: Notre politique est très claire, pour ce qui est du bilinguisme institutionnel dans la province, dans le Bill C-60, ou en 1970, une disposition permettait d'y adhérer. Nous permettions aux provinces qui le souhaitaient d'adhérer. Nous n'avons jamais voulu l'imposer aux provinces et cela a toujours été très clair.

Quand vous dites que nous imposons unilatéralement une procédure de modification, c'est inexact. Nous rapatrions la constitution. Pendant deux ans, il est vrai que nous imposerons

[Texte]

imposing on Canada, yes, an amending formula unilaterally with the unanimity rule; everyone has to agree for two years.

An hon. Member: And a referendum.

Mr. Chrétien: After that, after two years, during that period of time if seven provinces agree to an amending formula, and we might accept or not accept, if we do not accept, Parliament of Canada will be able to put an alternative and we will have a referendum, and the people will decide. It will not be the Government of Canada imposing an amending formula unilaterally, it will be by referendum.

The Joint Chairman (Senator Hays): Point of order.

Mr. Epp: Just a moment, with great respect . . .

Mr. Chrétien: I just want to tell you that when you say we are letting down, we are not imposing unconditional bilingualism in Ontario, it is true, and it is not out of any deal. It has been the policy of the government since 1970.

The Joint Chairman (Senator Hays): Order, please.

Mr. Epp: Point of order.

Mr. Chrétien: Nothing has changed, what I said to Mr. Mackasey is very simple. On a fundamental question like that, we do not want to change our policy at the eleventh hour.

The Joint Chairman (Senator Hays): Order please. We have a point of order. Mr. Epp.

Mr. Epp: Thank you, Mr. Chairman. Just the same admonition again to what was raised earlier by Mr. McGrath. The Minister, Mr. Chairman, can use whatever arguments he chooses to defend a very difficult wicket, but I simply ask you, Mr. Chairman, that when he does so, that at least he stays with the facts that are before us in the proposed resolution. He is dealing with imposition and an amending formula and leaves our part of the amending formula. If he wants to stay with that argument, then he should use the total argument.

Mr. Fraser: Mr. Chairman, may I just respond to the Minister. The Minister is just not stating the facts and I am sure that he is not doing it with any dishonest intent when he says that this proposition which is in front of us does not unilaterally impose an amending formula on provinces that do not want it. It does. You do not get around that by saying that for two years if the provinces agreed they might get a different amending formula. That is begging the point.

Now you come along and say that you have modified the amending formula by saying that you do not need eight provinces, you only need seven, but you still hold it up to 80 per cent and you know and I know the one province that is supporting you and without it you cannot get 80 per cent even if all the other provinces agree and that one province is Ontario.

What I am asking you is this. How do you morally justify letting down about 400,000 French speaking people in Ontario by arguing that you do not impose it on Ontario unless you

[Traduction]

unilatéralement au Canada une procédure de modification assortie de la règle de l'unanimité; tout le monde devra être d'accord pendant deux ans.

Une voix: Et un référendum.

M. Chrétien: Après quoi, après ces deux ans, si au cours de cette période sept provinces conviennent d'une procédure de modification, que nous accepterons ou non, et si nous ne l'acceptons pas, le Parlement canadien pourra proposer une autre solution qu'il soumettra à un référendum et ce sera alors à la population de décider. Ce ne sera pas le gouvernement canadien qui imposera unilatéralement une procédure de modification, cela se fera par voie de référendum.

Le coprésident (sénateur Hays): Un rappel au Règlement.

M. Epp: Un instant, en toute déférence . . .

M. Chrétien: Je préciserai simplement que lorsque vous prétendez que nous abandonnons, que nous n'imposons pas le bilinguisme inconditionnel en Ontario, c'est bien vrai et cela ne représente aucun compromis. C'est la politique du gouvernement depuis 1970.

Le coprésident (sénateur Hays): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Epp: Rappel au Règlement.

M. Chrétien: Rien n'a changé, ce que je disais à M. Mackasey est très simple. Sur une question aussi fondamentale que celle-là, nous ne voulons pas changer notre politique à la onzième heure.

Le coprésident (sénateur Hays): A l'ordre, s'il vous plaît! M. Epp veut invoquer le Règlement.

M. Epp: Merci, monsieur le président. Comme M. McGrath, tout à l'heure, je ne vois aucun inconvénient, monsieur le président, à ce que le ministre use des arguments qu'il souhaite pour défendre une position extrêmement difficile, mais je voudrais simplement qu'il se limite alors au moins à la réalité de ce que contient le projet de résolution. Il parle d'imposer une procédure de modification et laisse de côté une partie de cette procédure. S'il veut invoquer de tels arguments, qu'il les utilise dans leur forme complète.

M. Fraser: Monsieur le président, je souhaite simplement répondre au ministre car ce qu'il dit est faux et je suis certain qu'il n'a aucune intention de l'admettre lorsqu'il déclare que le projet qui nous est soumis n'impose pas unilatéralement une procédure de modification aux provinces qui n'en veulent pas. C'est l'inverse. Il ne peut s'en tirer en disant que si, au cours de cette période de deux ans, les provinces se mettent d'accord sur une autre procédure de modification, c'est celle-là qui sera adoptée. Cela ne prouve pas qu'il ait raison!

Maintenant, vous venez me dire que vous avez changé la procédure de modification parce qu'il n'y a plus besoin de huit provinces, mais seulement de sept, cela n'empêche que vous exigez toujours 80 p. 100 et que vous savez aussi bien que moi quelle province vous appuie et sans laquelle vous ne pourriez obtenir 80 p. 100 même si toutes les autres provinces étaient d'accord. C'est l'Ontario.

Voici donc ma question. Comment pouvez-vous moralement justifier de trahir environ 400,000 francophones en Ontario en prétendant que vous n'imposerez pas cela en Ontario si vous ne

[Text]

impose it in British Columbia where we do not have a large speaking French population, or Alberta, or Saskatchewan where it is small, or Newfoundland.

Now, there is something that is not very nice about the reasoning that the Minister and the government is trying to put up to justify their position, and I say, Mr. Minister, that what you leave us with is the impression that when you came right down to it you did not have the guts to do what you wanted to do. You admitted that you have wanted to do it and what you have done is you have sold out the next largest francophone population outside of Quebec in Canada.

You may be able to justify it by politics but I do not understand how you can justify it morally.

Mr. Chrétien: We have selected, to begin with, the area, as I explained earlier in my testimony, that the most vital area for the francophone outside of Quebec is the area of education, and we have solved that problem. I am very pleased to see that outside of Quebec that is very little controversy about the proposition on education in French all across Canada, and I am very pleased with it. There are some controversies in Quebec, but that is the most important thing. We feel that it is very much within the confines of the province of Ontario about how the speeches are made in Ontario in the legislative assembly, or how the law is translated or not translated and other types of problems of that nature very much in the area of the provincial authority of Ontario, that it was not for us to do it for them, that they should do it themselves; and this has been the policy of the government since 1970.

When Mr. Nystrom quoted what Mr. Trudeau said, and I agree, why I am pleading with Ontario and why I am not pleading with Saskatchewan is because there is a bigger group of francophones there.

But the policy remains the same, and I do not mean to imply that we were ready to impose that in 1978. That was not true, Mr. Nystrom, it was an opting-in provision, and it is still there, it is still there. When there is a constitutional matter that affects only one province it can be implemented by a resolution of that province and approved by Parliament of Canada.

So if Ontario, if there is election, and I do not think that Mr. Davis is taking some chances because in Ontario the majority of the francophones for years have voted Conservative in their elections, generally speaking. You know, there was the area of Cornwall. For example, now they have an NDP but before it was a Conservative for years. In Northern Ontario, the same thing; in Hawkesbury, the same thing; and if he does not care about those people who have voted for him and led them down the path, that is his own risk.

An hon. Member: Then they will vote NDP.

Mr. Chrétien: Or probably they will vote Liberal.

An hon. Member: No way.

An hon. Member: That is your attitude.

Mr. Chrétien: It is their problem, and some francophones outside of Quebec were elected in this House who said to me that they did not want us to proceed right away with New Brunswick until it is voted in New Brunswick because they are

[Translation]

l'imposez pas à la Colombie-Britannique où nous n'avons pas une population francophone importante, ou à l'Alberta, à la Saskatchewan ou encore à Terre-Neuve.

Il y a donc quelque chose d'assez désagréable dans le raisonnement du ministre et du gouvernement qui essaient de justifier leur position et je dois dire que vous nous donnez, l'impression que, lorsque vous avez voulu passer à l'action, vous n'avez pas eu le courage de faire ce que vous vouliez. Vous avez admis que vous l'auriez souhaité mais vous avez au contraire trahi la population canadienne-française la plus importante à l'extérieur du Québec.

Peut-être pouvez-vous le justifier politiquement mais je ne vois vraiment pas comment vous pouvez le faire moralement.

M. Chrétien: Comme je vous l'ai déjà expliqué, nous avons déterminé le secteur le plus vital pour les francophones à l'extérieur du Québec, à savoir celui de l'éducation et nous avons résolu ce problème. Je suis ravi de constater qu'à l'extérieur du Québec, il y a très peu de controverse sur notre proposition touchant l'éducation en français partout au Canada. S'il y a quelque controverse au Québec, c'est déjà très important. Nous jugeons au contraire qu'il appartient certainement à l'Ontario de décider de la façon dont les discours sont faits à l'Assemblée législative provinciale et de savoir si elle veut que ses lois soient ou non traduites et si les questions qui relèvent de toute évidence de sa compétence doivent être réglées de telle ou telle façon. Cela ne nous regarde pas, c'est aux provinces de décider et c'est la politique du gouvernement depuis 1970.

M. Nystrom a cité M. Trudeau et il est évident que si je plaide plus activement ma cause auprès de l'Ontario qu'auprès de la Saskatchewan, c'est parce qu'il y a là davantage de francophones.

La politique demeure toutefois inchangée et il est faux que nous étions prêt à imposer cela en 1978. Ce n'est pas vrai, monsieur Nystrom, il s'agissait au contraire d'une disposition facultative. C'est toujours ce que nous avons. Quand une question constitutionnelle ne touche qu'une province, on peut avoir recours à une résolution de ladite province approuvée par le Parlement canadien.

Si donc l'Ontario, en cas d'élection... Et je ne crois pas que M. Davis prendrait de risque étant donné qu'en Ontario à la majorité des francophones votent depuis des années «conservateur» aux élections provinciales. Évidemment, il y a la région de Cornwall. Il y a maintenant un député NPD mais il y eut auparavant un Conservateur pendant des années. Dans le Nord de l'Ontario, c'est la même chose; à Hawkesbury, pareil; s'il ne veut pas s'occuper de ces gens qui votent pour lui depuis des années, il sait qu'il prend de gros risques.

Une voix: Ils voteront alors NPD.

M. Chrétien: Ou plus probablement Libéral.

Une voix: Sûrement pas.

Une voix: C'est ainsi que vous raisonnez.

M. Chrétien: Cela, c'est leur problème. Certains francophones de l'extérieur du Québec qui ont été élus députés au fédéral m'ont dit préférer attendre que le Nouveau-Brunswick adopte lui-même le bilinguisme avant de lui imposer, sinon

[Texte]

afraid to be double crossed. I said I would take a chance, but you know there is a feeling that we should proceed only after the New Brunswick assembly has voted, but we took and I think I was well advised to take the word of Mr. Hatfield.

In the case of Ontario, Mr. Davis does not want to commit his government, and I am glad to see some members of the Tory party put pressure on him. If this Committee wants to pass a resolution, you know, asking Mr. Davis to do it, it is up to you, but we will not change it because we said as a government we were not to do that.

But if you want to pass a unanimous resolution pleading with Mr. Davis to do it, in order to do the right thing, fine. I do not have the right to vote—yes, I guess I have the right—no, I do not.

Miss Campbell: No, but they do.

An hon. Member: That is your problem.

The Joint Chairman (Senator Hays): On a supplementary on Section 133, maybe we could confine it to that, please.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, thank you.

The Joint Chairman (Senator Hays): Did you have another question, Mr. Fraser.

Mr. Fraser: No, Mr. Chairman, thank you.

Mr. Robinson: Thank you. I do have a supplementary on Section 133. I also have a supplementary arising from Mr. Mackasey's questioning with respect to the handicapped, but my problem on Section 133, Mr. Minister, is this. One of the reasons for the haste with which the government has been moving, as a matter of fact the major reason as stated by the Prime Minister, was that following the referendum in the province of Quebec that certain promises had been made to the people of Quebec that there would be constitutional change.

If I am a francophone in the province of Quebec and I examine this proposed package carefully, what would strike me it seems very, very clearly is the fundamental lack of equity and the hypocrisy in the language provisions.

Now I do not understand, Mr. Minister, how it can be suggested that when these are the people that are certainly very important to us, that this is the justification for the speed with which we are moving, is it that we are particularly concerned about the francophone Quebecois, that 40 per cent who voted yes in the referendum who were overwhelmingly francophone.

When they look at this package, Mr. Minister, they say to themselves, well the anglophone minority in the province of Quebec has got protections here as a result of this package; they have protection here not just in education, Mr. Minister but they have protection through the provisions of Section 133 in the province of Quebec and yet the francophone minority, the largest francophone minority in this country, some 600,000 francophones in the province of Ontario are abandoned.

Now, how can you suggest, Mr. Minister, that this answers the concerns of that 40 per cent of the Quebecois who voted

[Traduction]

tout risque de tomber à l'eau. Personnellement, j'en courrais le risque, mais la plupart semble préférer que nous attendions le vote de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick. Nous avons donc finalement opté pour cette solution et j'ai été bien éclairé d'accepter la parole de M. Hatfield.

Pour ce qui est de l'Ontario, M. Davis refuse d'engager son gouvernement. Je suis fort heureux de voir certains députés du Parti conservateur exercer des pressions sur lui. Si le comité désire adopter une résolution demandant à M. Davis d'aller de l'avant, libre à lui, mais nous n'avons pas l'intention de modifier la résolution puisque notre gouvernement s'est dit opposer à cette façon de procéder.

Si vous voulez adopter à l'unanimité une résolution suppliant M. Davis de le faire, très bien. Je n'ai pas le droit de vote.

Mlle Campbell: Non, mais eux, oui.

Une voix: Cela, c'est votre problème.

Le coprésident (sénateur Hays): Une question supplémentaire à propos de l'article 133. Veuillez vous limiter à cela, s'il vous plaît.

M. Robinson: Je vous remercie, monsieur le président.

Le coprésident (sénateur Hays): Voulez-vous poser une autre question, monsieur Fraser?

M. Fraser: Non, merci, monsieur le président.

M. Robinson: Merci. Je voudrais effectivement poser une question supplémentaire à propos de l'article 133. Je voudrais également en poser une autre découlant de la question posée par M. Mackasey à propos des handicapés, mais je me limiterai à l'article 133. L'une des raisons pour lesquelles le gouvernement a agi avec tant de précipitation, c'est d'ailleurs la principale raison citée par le premier ministre, c'est qu'après le référendum tenu au Québec, on a promis à la population québécoise des changements constitutionnels.

Si j'étais Québécois francophone et que j'étudiais attentivement cette proposition, je serais frappé par une absence évidente d'équité et aussi par l'hypocrisie des dispositions linguistiques.

Monsieur le ministre, je ne comprends pas comment vous pouvez ainsi tenter de justifier votre rapidité d'exécution. Est-ce parce que nous craignons particulièrement les Québécois francophones puisque 40 p. 100 de ceux qui ont voté oui au référendum étaient pour la plupart francophones?

Monsieur le ministre, quand ils ont vu cette proposition, ils ont certainement dû se dire que la minorité anglophone du Québec était très bien protégée, non seulement dans le domaine de l'éducation, mais aussi grâce aux dispositions de l'article 133 qui s'appliquent à la province de Québec. Pourtant, la minorité francophone, la plus grande minorité francophone du pays, soit les plus de 600.000 francophones qui vivent en Ontario sont tout à fait laissés de côté.

Monsieur le ministre, comment pouvez-vous dire que cela répond aux attentes des 40 p. 100 de Québécois qui ont voté

[Text]

yes when they ask for equity, when they ask for fairness, which you as a Minister say as well, you have something on education that should satisfy you.

Why is it that you are not prepared to answer the very legitimate concerns of those francophone Quebecois who are asking for equity, who are asking for fairness and impose Section 133 on the province of Ontario, as we will be suggesting, and apparently, judging from the questions of the Conservative members, as they will be supporting.

• 1730

Mr. Chrétien: You know, you say that the Quebecois are asking for that. I was in the referendum and I made, personally, a lot of speeches and I repeated, all the time, the same thing: I said if the position is rejected by the Quebecers, we will have a new constitution patriated in Canada; that he will make in the constitution two official languages, that the law we passed in the federal Parliament will become part of the constitution; we will have a Bill of Rights that will protect the rights of the Canadians forever in the constitution. And I said, on minority rights, I have always said, at last, we will give the francophones outside of Quebec their rights to education that they never had.

We never spoke about Section 133 and its so-called institutional bilingualism. And the policy is well-known on top of it. I am not alone talking like that.

Mr. Ryan, for example—I agree sometimes with him, sometimes I do not agree or he does not agree with me—but in Toronto last week he said the federal government should not impose it. So how come you, coming from B.C., not willing to do anything for the francophones in B.C., tell me that we should do more than the leader of the Liberal party in Quebec wants to do at this moment.

You know, I think that it is very easy to be bleeding from where you sit and not coping with the reality. I am telling you that it is a very controversial problem and as much as I will be personally very satisfied if we could do it, and if Mr. Davis would not have changed his mind; you do not know how sad I felt when he changed his mind. But we have maintained the same policy and I am still asking all of you and anybody who can have any influence with Bill Davis to ask him to accept, to do for Canada what Hatfield has done and if you want more, it will not cost much for the people of B.C. because there is nothing.

When you talk about rights, rights are for everybody. So you go back in B.C. and you ask Mr. Bennett to say yes; and you ask our good friend Mr. Barrett to say yes; and Mr. Blakeney. And for Mr. McGrath to go and ask Mr. Peckford, and so it goes. You will be very good to Canada if you are able to persuade them to do that.

[Translation]

oui puisqu'ils demandent la justice et l'équité et que vous ne leur offrez que des dispositions sur l'enseignement.

Pourquoi n'êtes-vous pas disposé à répondre aux attentes très légitimes de ces Québécois francophones qui réclament l'équité et la justice, en imposant l'article 133 à la province de l'Ontario comme nous le suggérerons. Et il semble, si j'en juge d'après les questions posées par les députés conservateurs, que ceux-ci appuyeront notre proposition.

M. Chrétien: Vous dites que c'est ce que les Québécois demandent. J'ai participé au référendum et j'ai personnellement prononcé beaucoup de discours dans lesquels je répétais toujours la même chose, à savoir que si les Québécois rejetaient la question, nous rapatrierions une nouvelle constitution au Canada, constitution qui prévoirait deux langues officielles, puisque la loi adoptée à cet effet par le Parlement fédéral serait intégrée à la constitution. Nous avons également promis qu'une charte des droits, protégeant les droits des Canadiens à vie, serait incluse dans la constitution. J'ai toujours également dit, à propos des droits des minorités, que nous donnerions aux francophones vivant à l'extérieur du Québec le droit à l'enseignement, droit dont ils n'ont jamais joui.

Nous n'avons jamais parlé de l'article 133 ni d'un bilinguisme institutionnel comme on l'appelle. Je ne suis d'ailleurs pas le seul à parler ainsi.

M. Ryan, avec lequel je ne suis pas toujours d'accord, ni lui avec moi, a dit à Toronto la semaine dernière que le gouvernement fédéral ne devrait pas imposer le bilinguisme. Comment se fait-il alors que vous, venant de la Colombie-Britannique, vous ne soyez pas disposé à faire quoi que ce soit pour les francophones de votre province et que vous veniez en plus me dire que nous devrions faire plus que ne le demande le chef du parti libéral du Québec?

C'est très facile dans votre situation de verser des larmes et de faire abstraction de la réalité. Je vous répète que c'est là un problème très controversé et même si, personnellement, je serais fort heureux de pouvoir le faire, je ne peux que déplorer le fait que M. Davis ait changé d'idée. Vous ne pouvez vous imaginer la tristesse que j'ai ressentie quand il a changé d'idée. Mais notre politique, elle, n'a pas changé. Je demande d'ailleurs à quiconque a la moindre influence sur Bill Davis, de lui demander d'accepter de faire pour le Canada ce que Hatfield a fait. Vous pourriez même aller plus loin et faire la même chose pour ceux de la Colombie-Britannique qui n'ont là-bas aucun droit.

Vous parlez de droits, mais n'oubliez pas que tout le monde a des droits. Retournez donc en Colombie-Britannique pour demander à M. Bennett, votre bon ami, d'accepter. Faites donc la même chose avec M. Blakeney. Quant à M. McGrath, il pourrait peut-être aller demander à M. Peckford de suivre l'exemple. Voilà ce que vous devriez faire. Si vous êtes capables de les persuader de le faire, le Canada ne s'en portera que mieux!

[Texte]

It is not an easy problem, but I am telling you the policy has always been the same and we do not intend to change it at the end of an hour.

There is still time for Mr. Davis to change his mind. He came in Quebec during the referendum and he said so, that what is needed will be done and this had a lot of influence. And I can tell you, on top of it, some people did not want him to go to Quebec, and I encouraged him to go because it was a problem that counts on all Canadians.

It was not only a referendum that was a preoccupation for the Quebecois; it was a problem that was affecting the structure of Canada forever. And he went there.

And, come September, he changed his mind. I am not happy but it is his choice.

Mr. Robinson: Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Senator Hays): On Section 133?

Mr. Robinson: Mr. Chairman, yes, on Section 133, I regret that that is the answer to the francophone Quebecois and I would certainly be interested at some point in hearing from the Joint Chairman of the Committee from the Province of Quebec on this particular subject. Mr. Chairman, I think that might be relevant.

Some hon. Members: Order.

Mr. McGrath: Point of order, Mr. Chairman.

Mr. Epp: On a point of order.

The Joint Chairman (Senator Hays): On a point of order, Mr. McGrath.

Mr. McGrath: On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman of this Committee, like the Speaker of the House of Commons, has to behave impartially. The Joint Chairmen of this Committee have done just that and to try and involve the Chair in this kind of partisan debate in an unfortunate intervention and I am sure on reflection, Mr. Robinson would not have made that suggestion.

The Joint Chairman (Senator Hays): I will ask that Mr. Robinson withdraw those remarks.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, certainly I would do that.

Mr. Epp: I would like to give Mr. Robinson the opportunity to respond to Mr. McGrath's statement but I want to reiterate, as far as members of our party, we have absolutely no intention of putting either Joint Chairman in that kind of a difficult position and I do not think we have the right to do so.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, certainly I recognize that I exceeded the bounds not only of parliamentary practice but of propriety and I am quite prepared to apologize to the Joint Chairman, and to withdraw that particular suggestion.

The Joint Chairman (Senator Hays): You are forgiven.

Now, we might go to Mr. Irwin on Section 133. Supplementary, Mr. Irwin.

[Traduction]

Le problème n'a pas de solution simpliste, mais je vous répète que notre politique a toujours été la même et que nous n'avons pas l'intention de la modifier maintenant.

M. Davis a encore le temps de changer d'idée. Pendant le référendum, il est allé au Québec où il a dit avoir l'intention de faire le nécessaire. Cela a beaucoup joué. Je peux même vous dire que certains ne voulaient pas qu'il aille au Québec mais je l'ai encouragé à le faire parce que le problème avait des répercussions sur tous les Canadiens.

Ce référendum ne devait pas intéresser seulement les Québécois puisque le problème risquait d'affecter à jamais toute la structure du Canada. Il y est donc allé.

En septembre, il a changé d'idée, et je n'en suis pas très heureux.

M. Robinson: Monsieur le président.

Le coprésident (sénateur Hays): Toujours à propos de l'article 133?

M. Robinson: Oui, monsieur le président, à propos de l'article 133. Je regrette vivement cette réponse et, à ce sujet, j'aimerais beaucoup connaître l'opinion du coprésident du comité de la province de Québec; en effet, son opinion risque d'être particulièrement intéressante.

Des voix: A l'ordre.

M. McGrath: Monsieur le président, j'invoque le règlement.

M. Epp: J'invoque le règlement.

Le coprésident (sénateur Hays): M. McGrath invoque le règlement.

M. McGrath: Monsieur le président, j'invoque le règlement.

Le président de ce comité, tout comme l'Orateur de la Chambre des communes, doit faire preuve d'impartialité. Les coprésidents de ce comité se sont montrés à la hauteur de cette obligation et je suis certain que si M. Robinson avait réfléchi, il aurait évité d'essayer de les impliquer dans un débat partisan.

Le coprésident (sénateur Hays): Je vais demander à M. Robinson de retirer ce qu'il a dit.

M. Robinson: Monsieur le président, je suis tout disposé à le faire.

M. Epp: Je ne voudrais pas empêcher M. Robinson de répondre à M. McGrath, mais je tiens à préciser que notre parti n'a absolument pas l'intention de mettre l'un ou l'autre des coprésidents dans une situation aussi difficile; d'ailleurs, je ne crois pas que nous en ayons le droit.

M. Robinson: Monsieur le président, je reconnais que j'ai dépassé les limites, non seulement de la pratique parlementaire, mais également de la bienséance et je suis tout disposé à présenter mes excuses au coprésident. Je retire ce que j'ai dit.

Le coprésident (sénateur Hays): Vous êtes pardonné.

Je donne maintenant la parole à M. Irwin qui va nous parler de l'article 133. Monsieur Irwin, une intervention supplémentaire.

[Text]

Mr. Irwin: Mr. Chairman, I did not realize we would be getting into this discussion. It has been very enlightening.

We have come to know each other over the last six weeks and I get the impression that if we were the Premiers of Canada, we would have solved the problem of Section 133 within about an hour. I mean, what is it really, the use of French in the courts and the use in the legislature and there are not that many people who would even speak it in the legislature if it were available.

But, getting to the Minister's suggestion, on the resolution from this Committee, or the fact that he would not be opposed to a resolution from this Committee asking Mr. Davis to state his opinion; perhaps if it were done in such a way that we do not even talk about Section 133; we talk about things that he is already doing, the allowance of French in the courts, the allowance of French in the legislature, it might be an appropriate part.

I would like to get to something very fundamental, Mr. Chairman. Being in the Liberal party I have a certain sense of the deep feeling there is amongst the francophone members on this particular issue.

They expect the anglophones—I consider myself an anglophone—to solve that problem the same way they solved the problem in Quebec as far as the rights of the anglophones there. They find it a humbling experience that they have to come here and keep forcing it and raising the issue. I think you all appreciate that.

That is why I say I see hope when I see a Scandinavian from Northern Saskatchewan and I think an anglophone from Great Britain, in the former Mayor of Toronto, and an Irishman who can talk about this and talk about it in such a way that we could reach the solutions. And maybe that is the way we have to go.

I think the problem is ours, Mr. Chairman, the English speaking Canadians.

Do we understand the concept of Canada; can we find a solution?

But coming from that, to you, Mr. Minister, we understand that you do not want it to breach any agreements that we have had over the last decade that we would not impose Section 133 on Ontario, what type of questions to the Ontario Legislature—I do not even know if you have thought about this—or to Mr. Davis, do you think would be proper in view of that government's policy at this particular time? Have you given it any thought or as a general concept is it something we should work out?

Mr. Chrétien: I am frustrated. I thought it would have been very consistent to what was expected if Ontario had accepted it like New Brunswick and there are more severe critics of Mr. Davis than that. It is not just me, it is Mr. Atkey. They both belong to the same party.

If, as a member of this Committee, you can do something to put more pressure on Mr. Davis, that would be great. There are members of the Tory party here from all parts of Canada and there are some NDP members and some Liberal members

[Translation]

M. Irwin: Monsieur le président, je ne savais pas que je risquais de provoquer une telle discussion. Cela a été fort intéressant.

Depuis six semaines, nous avons eu l'occasion de mieux nous connaître les uns les autres et j'ai l'impression que si nous étions les premiers ministres du Canada, nous aurions résolu les problèmes posés par l'article 133 en l'espace d'une heure. En effet, de quoi s'agit-il vraiment: de l'usage du français devant les tribunaux et dans les législatures qui serait de toute façon limitée, même s'il était autorisé.

Mais pour en revenir à la suggestion du ministre à propos de la résolution de ce comité, il a dit qu'il n'avait rien contre l'idée d'une résolution de ce comité demandant à M. Davis d'exprimer son opinion. A ce propos, peut-être que si l'article 133 n'était pas mentionné, si nous ne faisons allusion qu'à ce qui se fait déjà, l'usage du français devant les tribunaux ou à la législature, tout cela faciliterait peut-être les choses.

Monsieur le président, j'aimerais que nous nous en tenions à des questions très fondamentales. Étant moi-même Libéral, je suis très conscient de l'importance de cette question pour les députés francophones.

Ils pensent que les anglophones... et je me compte parmi ceux-ci... vont essayer de résoudre le problème comme il l'a été au Québec lorsqu'il s'agissait des droits des anglophones. C'est une véritable leçon que de les voir revenir sans cesse à la charge. Vous devez tous vous en rendre compte.

Et c'est pourquoi je reprends courage lorsque je vois un Scandinave du nord de la Saskatchewan, un anglophone de Grande-Bretagne, l'ancien maire de Toronto, et un Irlandais parler ensemble de ce problème et tendre ensemble vers une solution. C'est peut-être cela la solution.

A mon avis, monsieur le président, c'est nous, les Canadiens anglophones, qui avons un problème.

Est-ce que nous comprenons ce principe qu'est le Canada? Est-ce que nous pouvons trouver une solution?

Mais j'en reviens à vous, monsieur le ministre; vous tenez avant tout à ne pas remettre en question les accords signés au cours des dix dernières années, vous ne voulez pas imposer l'article 133 à l'Ontario et, partant de là et tenant compte de la politique actuelle du gouvernement, quel genre de questions devraient être posées à M. Davis ou à la législature de l'Ontario? D'ailleurs, je ne sais pas si vous y avez réfléchi, si vous pensez que c'est un principe qui mérite qu'on s'y intéresse.

M. Chrétien: Je suis frustré. Je me serais attendu à ce que l'Ontario l'accepte comme le Nouveau-Brunswick et il y en a qui critiquent encore M. Davis. Je ne suis pas le seul, il y a également M. Atkey qui appartient au même parti que M. Davis.

Si les membres de ce comité réussissaient à convaincre M. Davis, je m'en féliciterais. Il y a ici des membres du parti conservateur qui représentent toutes les régions du Canada, des membres du NPD et certains libéraux de l'Ontario, et je

[Texte]

from Ontario, especially the people from Ontario, the members and Senators from Ontario. If they want to put some pressure on Mr. Davis, fine, but my view is, like the view of Mr. Ryan, it should be done by the Legislative Assembly in Toronto to make the gesture. It is not a big price to pay. I do not understand.

Because, I have been 14 years a Minister, 18 years a member of Parliament and nobody can doubt what I am in terms of ethnic background and I do think that the people of Ontario will be quite pleased if the Legislative Assembly, following the traumatic experience of 1980, were to go that distance.

Mr. Irwin: Thank you.

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Nystrom, on Section 133, supplementary.

Mr. Nystrom: Yes. A supplementary on Section 133.

And I want to preface this, Mr. Minister, by saying I feel very, very strongly about the future unity of my country. I want Canada to stay together and I really believe that one way of making Canada stay together is to treat Ontario and Quebec the same. I think that is very, very important.

And you said something in this Committee today that I did not know before and I think it is very important. You said that Mr. Davis had consented at one time to have Ontario bound by Section 133 of the BNA Act and I just wanted to ask you whether you can provide the Committee with the important information as to when he agreed and perhaps table documents to that effect.

Mr. Chrétien: It was not a final decision. I want to clarify that. In all of the discussions with the provinces in the summer Ontario had indicated to us, not in writing and so on, that they were to accept to be bound by Section 133, but they never made that a public statement. That was my understanding. In the type of discussion we were having at one time on some aspects of Section 133 or whatever it is, it might be Section 16 to Section 20, depending, the way you implement it. There was some discussion, for example.

Sure, we gave them five years to 10 years to adjust to the process and so on but they felt they could not put it in place right away and so that was the nature of the discussion.

Mr. Nystrom: But you said earlier that . . .

Mr. Chrétien: That they did not have to say a final yes or no, because we were in the process of negotiation and then came the conference in front of the camera in September, he said I am not going to do it. But I was really taken by surprise because I was led to believe that if we were to make some accommodation, you know, give them some time to adjust to it, that they would come along and suddenly they decided not to come along and I was disappointed. I am still very disappointed.

Mr. Nystrom: Did I hear you wrong? I thought I heard you say before that Premier Davis had said before, during the summer, that he did agree.

Mr. Chrétien: Did not agree.

[Traduction]

pense plus particulièrement aux représentants de l'Ontario, aux députés et aux sénateurs de l'Ontario. S'ils veulent essayer de convaincre M. Davis, c'est parfait, mais tout comme M. Ryan, je pense que c'est à l'Assemblée législative de Toronto de poser le geste. Ce n'est pas un tel prix à payer; je ne comprends pas cette résistance.

Je suis ministre depuis 14 ans, député au Parlement depuis 18 ans et personne ne peut douter de mes origines ethniques; or, je suis certain que la population de l'Ontario serait très heureuse de voir l'Assemblée législative poser ce geste, après la difficile expérience de 1980.

M. Irwin: Merci.

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur Nystrom, une question supplémentaire à propos de l'article 133.

M. Nystrom: Oui, une question supplémentaire à propos de l'article 133.

Mais pour commencer, monsieur le ministre, je tiens à vous dire à quel point l'unité future de mon pays me tient à cœur. Je tiens à ce que le Canada reste uni et je crois que la seule façon d'y parvenir c'est de traiter l'Ontario et le Québec de la même façon. Cela me semble terriblement important.

Cela étant dit, vous m'avez appris aujourd'hui quelque chose qui me semble très important. Vous avez dit que M. Davis avait déjà consenti à assujettir l'Ontario à l'article 133 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et j'aimerais que vous nous donniez des détails à ce sujet, à quand cela remonte-t-il? Peut-être avez-vous des documents.

M. Chrétien: Je précise qu'il ne s'agissait pas d'une décision définitive. L'été dernier, au cours des discussions, les représentants de l'Ontario nous ont avertis qu'ils étaient prêts à assujettir la province aux dispositions de l'article 133 mais cette déclaration n'a jamais été rendue publique et n'a jamais été consignée par écrit. En tout cas, c'est ce que j'avais compris. A un moment donné, nous discutons de certains aspects de l'article 133, ou peut-être même des articles 16 à 20, de leur application.

Nous avons accepté de leur accorder de cinq à dix ans pour mettre en place le nouveau régime mais ils ont estimé qu'il n'était pas possible de le faire dans l'immédiat.

M. Nystrom: Mais vous avez dit plus tôt . . .

M. Chrétien: L'Ontario n'a pas donné de réponse catégorique, car le processus de négociation se poursuivait encore. Cependant, au moment de la conférence, en septembre, devant les caméras, M. Davis a refusé. Cela m'a étonné car j'avais de bonnes raisons de croire que si nous nous montrions généreux, et j'entends par là, si nous accordions un sursis à l'Ontario, cette province accepterait. Tout d'un coup, elle s'est ravisée et j'ai été déçu. Je suis toujours déçu.

M. Nystrom: Vous ai-je mal compris? Je pensais que vous aviez dit que le Premier ministre Davis était d'accord au cours de l'été.

M. Chrétien: J'ai dit qu'il n'était pas d'accord.

[Text]

Mr. Nystrom: Did he say this to you? Did he say anything to the officials about it?

Mr. Chrétien: Not to me, no. The nature of the discussion was very clear.

Mr. Nystrom: Did he say it to your officials because you said Premier Davis had said he agreed.

Mr. Chrétien: I just gave you the explanation that we were discussing that and there was a lot of discussion and the trend was, I do not know if he said that to me, not to me anyway, but the others, precisely; he never made it the official policy of Ontario. But I just say that in the discussion that we were having with them I was led to believe when they were asking me could you entertain the possibility of giving us five years. I said, fine. 10 years? I said fine. So, when I say that, you know he never signed a piece of paper and said, I agree. That is not what I said. If you interpreted my words like that, it was not what I meant. I have been describing to you the process. It was well-known in the public.

The Joint Chairman (Senator Hays): Miss Campbell, on Section 133.

Mlle Campbell: Monsieur le ministre, dans le passé est-ce qu'il y a eu un accord entre les Provinces et le fédéral au sujet des procès devant les tribunaux à travers le Canada?

M. Chrétien: Voici.

Mlle Campbell: Que ce soit bilingue.

M. Chrétien: Je crois qu'il y a deux sortes de procès. Il y a les procès en vertu du droit criminel et les procès en vertu du droit civil. Je crois qu'en 1970, à la Conférence de Victoria, les premiers ministres d'alors avaient accepté de se lier complètement ou un peu moins complètement, mais il y avait à l'époque, en 1970, et c'est connu, il y avait l'Ontario, évidemment le Québec et le Manitoba qui sont liées depuis la Constitution, ils ont des droits acquis, ensuite les Provinces qui avaient accepté à l'époque de se lier en totalité ou en partie avec 133, si je me rappelle bien il y avait Terre-Neuve, l'Ontario, en partie ou en totalité, mais pour répondre à votre question, pour les cours il y avait le Nouveau-Brunswick, Québec évidemment, Terre-Neuve, qui avaient accepté en 1970 de se lier.

Mlle Campbell: Seulement que trois provinces.

M. Chrétien: Pour les procès.

Mlle Campbell: Pour les procès devant les tribunaux.

M. Chrétien: Depuis ce temps, il y a eu des accords bilatéraux avec des Provinces et nous avons fait beaucoup de progrès à ce sujet en matière criminelle. Je pense qu'on a un accord ferme avec l'Ontario, c'est en vigueur en Ontario à l'heure actuelle pour les procès de nature criminelle.

Mlle Campbell: Comme ça, l'amendement que vous avez déposé nous donne au moins, dans l'article 19, je pense, de la résolution, nous donne au moins au niveau fédéral les procès à travers le Canada.

[Translation]

M. Nystrom: Il vous l'a dit à vous-même? Vous en a-t-il parlé à vous-même ou à vos collaborateurs?

M. Chrétien: Il ne m'en a pas parlé à moi personnellement. Cette conclusion ressortait très clairement des discussions.

M. Nystrom: L'a-t-il cependant confirmé à vos collaborateurs, car vous avez bien dit que le Premier ministre Davis était d'accord.

M. Chrétien: Je viens de l'expliquer, nous étions en train de discuter, les discussions étaient abondantes et d'après leur tournure, on pouvait conclure qu'il était d'accord, car même s'il ne me l'a pas confirmé à moi personnellement, il l'a dit à d'autres précisément. Cependant, il n'en a jamais fait la politique officielle de l'Ontario. J'ai tout simplement dit que, d'après les discussions que nous avons eues, j'en avais conclu, puisqu'il me demandait un sursis de cinq ans, qu'il était d'accord. Je lui ai même proposé dix ans. Cela dit, il n'a jamais signé quelque document que ce soit donnant son accord. Ce n'est pas ce que j'ai dit. Vous vous trompez si vous interprétez mes propos ainsi. Je vous ai décrit le processus et tout cela, de toute façon, était bien connu de l'opinion publique.

Le coprésident (sénateur Hays): M^{lle} Campbell, au sujet de l'article 133.

Miss Campbell: Mr. Minister, in the past, was there any agreement between the provinces and the federal government regarding trials before various courts in Canada?

Mr. Chrétien: Here is the situation.

Miss Campbell: I mean that they should be bilingual.

Mr. Chrétien: There are two kinds of trials. There are criminal trials and civil trials. I think that back in 1970, at the Victoria Conference, the premiers had accepted to be totally bound or virtually bound and as it is well known, Ontario went along. Obviously, Quebec and Manitoba had been bound since the BNA Act so there are vested interests there. If I remember well, amongst the provinces who had accepted in 1970 to be bound partially or totally by 133, there were Newfoundland and Ontario. To answer your question, with respect to the courts, only New Brunswick, Quebec obviously, and Newfoundland had accepted in 1970 to be bound.

Miss Campbell: Only those three provinces?

Mr. Chrétien: For the hearing of trials, yes.

Miss Campbell: You mean for trials before the courts.

Mr. Chrétien: Since then, there have been bilateral agreements with the provinces and we have made a great deal of progress in this area as far as criminal procedures are concerned. I believe that a definite understanding was reached with Ontario with respect to criminal trials and is now in effect.

Miss Campbell: Then the amendment which you tabled does at least ensure, through Section 19 of the resolution, this right throughout Canada at the federal level at least.

[Texte]

M. Chrétien: Devant les tribunaux fédéraux, les procès peuvent être tenus devant les tribunaux fédéraux dans les deux langues.

En matière criminelle, le code criminel est de juridiction fédérale mais l'administration de la justice est de juridiction provinciale. Nous sommes en négociations avec les Provinces pour avoir des accords fermes, nous en avons un avec l'Ontario, il est en opération à ce moment-ci, ça fonctionne assez bien à ce qu'on me dit, avec le Nouveau-Brunswick aussi, les Territoires.

Par exemple, M. Hatfield a proposé d'aider la Nouvelle-Écosse en lui fournissant des juges et des avocats, si nécessaire, pour préparer, défendre et présenter les cas, si elle le voulait; il le faisait dans un geste de courtoisie vis-à-vis son voisin.

Je me demande si, en termes administratifs, on n'aurait pas avantage à développer des mécanismes qui permettraient d'avoir une espèce de cour mobile qui répondrait aux besoins, en matière de procès, de la minorité francophone partout au Canada, mais cela crée des problèmes de juridiction compliqués.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Miss Campbell.

I go to Mr. Corbin on Section 133.

M. Corbin: Merci, monsieur le président. Je veux faire d'abord un bref commentaire. Je suis député ici à la Chambre des communes depuis treize ans. J'étais membre du comité spécial sur l'établissement de la loi des Langues officielles en 1969. J'ai fait des efforts à ce moment-là pour faire reconnaître les droits des Francophones au-delà des provinces traditionnelles et j'avais été rebuffé par le ministre de la Justice du temps. J'avais cependant de mon côté des députés de langue anglaise qui acceptaient mon point de vue et qui l'appuyaient mais, parce que les Provinces exprimaient des réticences, on n'est pas allé plus loin qu'un certain point.

La même chose s'est produite il y a un an et demi ou deux ans lorsqu'on a amendé le Code criminel pour permettre des procès en français. Certaines provinces ont encore exprimé des réticences, des députés de l'opposition officielle ont exprimé des réticences et j'ai même entendu des commentaires désobligeants à la suite du rapport du comité à la Chambre des communes que les Francophones s'étaient fait avoir encore une fois, et ce qui m'étonne et ce qui m'impressionne surtout aujourd'hui c'est qu'enfin la majorité non pas politique mais la majorité linguistique dans ce pays commence finalement à voir clair dans toute cette affaire. C'est qu'il y a des droits qui sont brimés, il y a des droits fondamentaux qui sont brimés dans ce pays, des droits qui découlent de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique qui ne sont pas étendus à tous les Canadiens-français là où ils vivent dans ce pays.

Ce n'est pas une gracieuseté de la majorité politique que les Canadiens-français du Manitoba et de la Saskatchewan veulent obtenir, c'est l'appui de la majorité anglophone de ce pays. C'est pour cela que j'étais content aujourd'hui d'entendre les commentaires de M. McGrath, de M. Fraser, de M. Nystrom et de ses collègues parce que là, enfin, je pense qu'on com-

[Traduction]

Mr. Chrétien: Before federal courts, trials can be held in either official language.

The Criminal Code does come under federal jurisdiction but the administration of justice is a provincial responsibility. We are negotiating with the provinces to reach a definite agreement on this point, we do have one with Ontario which is now in effect and things are working quite smoothly, from what I have been told, with New Brunswick and the Territories as well.

Mr. Hatfield, for example, made an offer to help Nova Scotia by making judges and legal counsel available, if necessary, to prepare, defend and present any cases. He did this as a gesture of courtesy towards the neighbouring province.

Administratively speaking, I think that it might be preferable to develop mechanisms allowing for a type of mobile court able to provide trials for the French speaking minority throughout Canada but this would give rise to complicated problems of jurisdiction.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci, mademoiselle Campbell.

Je donne maintenant la parole à M. Corbin qui a des questions à poser sur l'article 133.

Mr. Corbin: Thank you, Mr. Chairman. Let me first of all make a brief comment. I have been a member of the House of Commons for 13 years. I was a member of the special committee responsible for the official languages legislation in 1969. At that time, I made efforts to obtain the recognition of Francophone rights outside of the provinces where they were traditionally respected and I was rebuffed by the then Minister of Justice. I did however enjoy the support of English speaking Liberal members of Parliament who went along with my point of view but, in view of provincial misgivings, we did not go as far as we had intended.

The same thing happened a year and a half or two years ago when the Criminal Code was amended to allow for trials in French. Some provinces once again expressed their reticence, the same reservations were voiced by the official Opposition and, following the report of the committee of the House of Commons, I even heard some disparaging remarks to the effect that Francophones had been done out of their due once again. What impresses me today is to see that finally the majority, not the political one, but the language majority group, is starting to show some understanding of this whole question. The fact is that basic rights are being flouted in this country, rights flowing from the British North America Act which are not extended to all French Canadians in the areas where they may happen to live.

French Canadians in Manitoba and Saskatchewan are not seeking a favour from the political majority, they are asking for the support of the English speaking majority in this country. This is why I was pleased to hear the remarks made by Mr. McGrath, Mr. Fraser, Mr. Nystrom and his colleagues because I think this realization is starting to come about, but

[Text]

mence à comprendre quelque chose mais il faudrait, messieurs, que vous puissiez convaincre pas seulement le premier ministre Bill Davis mais que vous essayiez aussi de convaincre tous les premiers ministres de ce pays à accepter ce point de vue.

Moi, je ne veux pas recevoir quelque chose qui n'est pas donné de bon gré. Je ne veux pas recevoir quelque chose qui m'est donné de reculons et les dents serrées et, sur ce point-là, je souscris à plusieurs des commentaires qu'a faits le ministre de la Justice. Ce n'est pas cela que les Canadiens-français de ce pays veulent recevoir, monsieur le président.

Donc, je fais appel à ce sens du «fair play» qu'on nous a toujours prôné, qu'on nous a toujours enseigné—même lorsque j'ai dû apprendre mon histoire du Canada qui n'en était pas une, c'était une histoire de l'Angleterre qu'on m'enseignait lorsque j'allais aux écoles du Nouveau-Brunswick—que ce sens du «fair play» domine finalement dans ce débat et ce «fair play»-là doit venir des provinces. Le gouvernement fédéral est disposé à 120 p. 100, le ministre de la Justice l'a réaffirmé encore aujourd'hui. C'est tout ce qu'on demande. On ne veut pas des miettes, on ne veut pas des choses qui nous sont données contre votre gré, messieurs.

Merci, monsieur le président.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you, Mr. Corbin.

Senator Tremblay on 133.

Le sénateur Tremblay: Monsieur le président, je vous remercie de me donner la parole à ce stade-ci. D'une certaine façon, cela se rapporte à 133 mais cela se rapporte surtout à une intervention du ministre que j'ai contestée tout à l'heure et, comme il s'agit d'un point très important et qu'il s'agit, tous comptes faits, d'une manière de lire le projet, je voudrais remettre ce point-là sur la table pour que le ministre lui-même ou les sous-ministres qui l'accompagnent me corrigent si j'ai mal lu le projet ou me confirment si je l'ai lu correctement.

Le point en question c'était de savoir s'il y a une véritable formule d'«opting in» comme on le dit, à propos des langues. Le ministre a souligné qu'il suffirait d'une résolution de l'assemblée législative d'une province et d'une résolution du Parlement canadien pour qu'une province soit placée sur le même pied que le Nouveau-Brunswick dans le projet qui est devant nous.

J'avais compris, à la lecture de l'ensemble du projet, qu'il faudrait au contraire beaucoup plus que cela, qu'il faudrait recourir à la formule d'amendement, 41 ou 42, et je me fondais, en disant cela, sur l'article 50 du projet de loi où il est dit qu'un amendement à la Constitution du Canada relatif à l'une ou l'autre des matières suivantes devait requérir l'usage de 41 ou 42 et, parmi les matières en question, la charte des droits est mentionnée.

Or, l'extension de 133, et c'est dans ce sens que cela se rapporte à 133, de la manière que c'est fait aux articles 16, 17 et 18, si j'ai bonne mémoire, je me trompe peut-être de numéros, fait partie de la charte. Par conséquent, j'en concluais qu'il faudrait recourir à 41 ou 42 pour ajouter une province. Est-ce que j'ai tort ou raison?

[Translation]

not only will you have to convince Premier Davis, but you will also have to attempt to convince all the other provincial premiers to accept this point of view.

I do not want to receive something which is not given gladly. I do not want to receive something which is given grudgingly and, in this respect, I go along with several of the comments made by the Minister of Justice. This is not what French Canadians are seeking, Mr. Chairman.

It is for this reason that I would like to call upon that sense of fair play which has always been recommended to us and held up to our admiration in our history classes, even though in my day, the history taught in our New Brunswick schools was not the history of Canada but the history of England. I am asking that this sense of fair play be demonstrated by the provinces in settling this matter. The federal government is more than willing to co-operate, as the Minister of Justice has reaffirmed today. This is all we are asking for, we do not want any crumbs or anything which is not given willingly, gentlemen.

Thank you, Mr. Chairman.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci, M. Corbin.

Le sénateur Tremblay à propos de l'article 133.

Senator Tremblay: Mr. Chairman, thank you for giving me the floor at this time. My remarks are related to Section 133 to some extent but, more particularly, to a point made by the Minister which I challenged and since it is important for the understanding of the draft resolution, I would like to bring this matter up once again to have my interpretation either confirmed or corrected by the Minister or the Deputy Ministers accompanying him.

I am referring to whether there is indeed an opting in formula with respect to languages. The Minister remarked that a resolution from the provincial legislature and the Canadian Parliament would be sufficient to have a province acquire the same status as New Brunswick, as far as this proposed resolution is concerned.

From my reading of the proposed resolution, I would conclude that much more than this is necessary and that the amending formula in 41 or 42 would have to be used. This understanding is based on section 50 of the resolution which states that amendments to the constitution of Canada in relation to any of the following matters are to be carried out in accordance with sections 41 or 42, and among the matters mentioned is the charter of rights.

The extension of Section 133 would involve sections 16, 17 and 18, if my memory serves me right, which are part of the charter. Therefore, I take it that the procedure described in Sections 41 or 42 would have to be followed to bring in another province. Is this correct?

[Texte]

M. Chrétien: Vous avez raison sur cet aspect-là. Une province peut se lier à 133 par l'article 43 et l'article 43 permet une résolution de l'assemblée législative et du Parlement mais je vais demander à monsieur Tassé, le technicien, de donner les explications techniques.

Le sénateur Tremblay: Oui, j'aimerais avoir un point de vue technique.

M. Chrétien: Je vais demander à monsieur Tassé de vous répondre.

Le sénateur Tremblay: Oui, c'est cela. J'aimerais avoir un éclaircissement.

M. Tassé: Monsieur Tremblay, l'article 133 va continuer d'être en vigueur à la suite de la passation de cette législation et c'est une des dispositions à laquelle un amendement pourrait être apporté par la voie de l'article 43. L'article 43 prévoit qu'on peut apporter des modifications à une disposition de la Constitution quand la disposition en question qu'on veut amender en est une qui s'applique à une ou plus qu'une province mais non à toutes les provinces.

Donc, il serait possible, en vertu de 43, d'apporter un amendement à 133 pour ajouter une province comme la province de l'Ontario ou une autre province par le biais d'une résolution de l'assemblée de l'Ontario et aussi d'une résolution de la Chambre des communes et du Sénat du Canada. Ça serait la façon, pour une province comme l'Ontario, de se lier aux dispositions de l'article 133 mais les dispositions de l'article 133 ont été reprises dans les articles 16 à 20 et elles sont applicables au Canada et elles sont applicables aussi au Nouveau-Brunswick. Ça serait possible, si les amendements qui ont été proposés par le ministre sont apportés aux articles 16 à 20, d'ajouter au Nouveau-Brunswick d'autres provinces.

Le sénateur Tremblay: Pas en vertu de 50.

M. Tassé: Dans ce cas, j'y venais, dans ce cas, si on voulait procéder par voie d'amendement aux articles 16 à 20, pour ajouter une province il faudrait procéder par l'article 41.

Le sénateur Tremblay: Ah bon!

M. Chrétien: Il y a la distinction que si on choisit la formule de bilinguisme telle que préconisée par le gouvernement fédéral et le Nouveau-Brunswick, pour y accéder il faut la formule d'amendement ordinaire.

Le sénateur Tremblay: Sur ce rapport j'avais donc raison.

M. Tassé: De 16 à 20.

M. Chrétien: Si, pour 133, une province veut se lier par 133, elle n'a pas besoin de se servir de la formule d'amendement. Elle n'a qu'à passer une résolution de l'assemblée législative et, nous, nous n'avons qu'à passer une résolution du Parlement du Canada et ils sont liés par 133 sans avoir recours à la formule d'amendement.

Le sénateur Tremblay: Question supplémentaire, monsieur le ministre, si vous permettez, et là c'est une question technique mais elle est fondamentale, est-ce que par recours à 133 la seule façon de faire c'est d'ajouter après le mot Québec le nom d'une autre province, ce qui voudrait dire qu'une province est liée par la totalité de 133 ou bien, si elle ne veut être liée

[Traduction]

Mr. Chrétien: You are right in that connection. A province may opt into 133 through section 43 which provides for a resolution of the provincial legislature and of Parliament but I will ask Mr. Tassé, who is better versed in the technicalities, to explain this to you.

Senator Tremblay: Yes, I would appreciate that.

Mr. Chrétien: I will ask Mr. Tassé to give you an answer.

Senator Tremblay: Yes, I would like to have the matter clarified.

Mr. Tassé: Mr. Tremblay, Section 133 will continue to be in effect once this legislation is adopted and it is one of the provisions to which an amendment can be made through Section 43. Section 43 provides that a provision of the constitution may be amended when it applies to one or more provinces but not to all of them.

It would thus be possible, under Section 43, to amend 133 in order to add a province such as Ontario by way of a resolution of the Ontario legislature and the House of Commons and the Senate of Canada. This would be a way for the Province of Ontario to bring itself under the provisions of Section 133 but such provisions are taken up again in Sections 16 to 20 and are applicable to Canada as well as to New Brunswick. It would be possible, should the Minister's amendments be made to Section 16 to Section 20, to add to New Brunswick other provinces.

Senator Tremblay: Not under 50?

Mr. Tassé: I was getting to that. In such a case, if it were decided to amend Sections 16 to 20 in order to add another province, the procedure described in Section 41 would have to be followed.

Senator Tremblay: I see.

Mr. Chrétien: The distinction is that if the bilingualism formula advocated by the federal government and New Brunswick is chosen, then the ordinary amending formula would apply.

Senator Tremblay: In that connection, then I was right.

Mr. Tassé: Sections 16 to 20.

Mr. Chrétien: If a province wants to come under the obligations prescribed in Section 133, it does not need to use the amending formula. Its legislature merely passes a resolution, the same is done by the Parliament of Canada and the province then comes under 133 without resorting to the amending formula.

Senator Tremblay: A supplementary question, Mr. Minister. It is a technical matter but quite basic. I gather that either the province chooses to have its name added after that of Quebec and thus be bound by all the provisions of 133 or else it accepts only a part of the requirements set forth in the draft resolution and in that case proceeds under 41 or 42.

[Text]

que par une partie de ce qui est dans le projet de résolution, il faudra recourir à 41 ou 42.

M. Chrétien: D'accord.

Le sénateur Tremblay: Est-ce que nous sommes bien conscients, de part et d'autre, des implications de ce que nous venons de dire?

M. Chrétien: Très bien, oui.

Le sénateur Tremblay: Ce qui veut dire que ce n'est pas 133 qui est dans le projet de résolution, c'est autre chose.

M. Chrétien: Évidemment, ce qu'on me demande ici, depuis le début de l'après-midi, c'est d'imposer 133 à l'Ontario. On ne me demande pas d'imposer 16 à 20 à l'Ontario. On me demande d'imposer 133 à l'Ontario. Le mécanisme n'est pas le même.

Le sénateur Tremblay: Par conséquent, monsieur le ministre, il y a une ambiguïté là que peut-être monsieur Nystrom aimerait clarifier puisque la position qu'ils ont toujours prise c'est l'extension de 133 à l'Ontario.

M. Chrétien: 133 à l'Ontario, évidemment, c'est 133 à l'Ontario; 16 à 20 c'est, jusqu'à un certain point, plus que 133...

Le sénateur Tremblay: Et moins que.

M. Chrétien: Ce n'est pas moins, c'est plus que 133.

Le sénateur Tremblay: C'est plus et moins.

M. Chrétien: Non, non. C'est plus que 133 et, en fait, la situation au Canada en ce moment-ci c'est peut-être marginalement plus, mais c'est plus. Les communications avec les bureaux des gouvernements n'existent pas dans 133, elles existent dans 16 à 20. Alors, la protection que le Nouveau-Brunswick se donne aujourd'hui pour les citoyens francophones avec 16 à 20 c'est plus que ce que les Anglophones ont au Québec.

Le sénateur Tremblay: D'une certaine manière, oui.

M. Chrétien: Alors, c'est cela que je veux dire.

Le sénateur Tremblay: A d'autres égards, c'est aussi moins.

M. Chrétien: Voici. Il y a des éléments dans 16 à 20 qui ne se retrouvent pas dans 133 et les éléments de 133 qui ne se retrouvent pas dans 16 à 20, j'aimerais les connaître. Ils sont tous là.

Alors, en fait, le Nouveau-Brunswick aura une protection plus grande pour les Francophones que les Anglophones en ont au Québec.

Le sénateur Tremblay: En tous cas, monsieur le président, je vous remercie encore une fois de m'avoir permis de clarifier ce point...

M. Chrétien: On est ici pour ça!

Le sénateur Tremblay: Je pense que nous avons au moins dissipé une partie d'une équivoque possible.

M. Chrétien: On est ici pour cela, monsieur le président.

• 1800

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Senator Tremblay.

[Translation]

Mr. Chrétien: Yes.

Senator Tremblay: Are we both fully aware of the implications of what has just been said?

Mr. Chrétien: Yes, indeed.

Senator Tremblay: This means that it is not Section 133 which is in the draft resolution but something quite different.

Mr. Chrétien: Obviously, what I have been asked to do since the beginning of this afternoon is to impose 133 on Ontario, not Sections 16 to 20. I am being asked to impose 133 on Ontario and the mechanism is not the same.

Senator Tremblay: Therefore, there is a certain ambiguity which Mr. Nystrom might like to have clarified since the position they have always taken is in favour of extending 133 to Ontario.

Mr. Chrétien: Yes, of course. Extending 133 to Ontario; sections 16 to 20 do, to some extent, represent more than 133...

Senator Tremblay: Rather less than.

Mr. Chrétien: Not less than but more than 133.

Senator Tremblay: Both more and less.

Mr. Chrétien: No, no. It is more than 133 because, in view of the situation in Canada at this point, it is probably marginally more but still it is more. Communications with government offices are not specified in 133 whereas they are in Clauses 16 to 20. In other words, the protection that francophone citizens of New Brunswick would enjoy henceforth, with the passing of Clauses 16 to 20, is greater than the protection that anglophones enjoy in Quebec.

Senator Tremblay: In a certain way, yes.

Mr. Chrétien: That is what I meant.

Senator Tremblay: In other respects, it is less.

Mr. Chrétien: Here is the situation. There are some elements in clause 16 to 20 that are not found in 133. However, if there are elements in 133 that are not found in clause 16 to 20, I would like to know what they are. They are all there.

That means that New Brunswick will have for its francophone population a greater protection than Quebec has for its anglophone.

Senator Tremblay: Mr. Chairman, I thank you for allowing me to clarify this point...

Mr. Chrétien: That is what we are here for.

Senator Tremblay: I think that we have explained part of a possible misunderstanding.

Mr. Chrétien: This is what we are here for, Mr. Chairman.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, sénateur Tremblay.

[Texte]

I notice that the clock is 5.59 p.m.

We have Mr. Crombie as our next speaker and we have exhausted Section 133 as far as speakers are concerned.

Do you wish to go on now or tomorrow morning, Mr. Crombie?

Mr. Crombie: Mr. Chairman, I gather I was second on the list. Can I deal with one matter in the one minute that I have, both a question of order and then secondly a question of substance.

I admire the way in which the Subcommittee on Procedure has dealt with the procedure before the Committee through these many weeks, but acceptance of a procedure which says you can have a supplementary is normally intended to mean you can finish a thought and go on. That is the urge towards having that kind of procedure.

I was scheduled to go on two hours ago and I wanted to make some comment, I enjoyed the discussion and I have some contribution to make with respect to Section 133 at the appropriate time but, if the Subcommittee procedure is allowed to go the way it has gone then we are not going to go through any orderly discussion of the amendments coming from the Minister.

So I would ask the Subcommittee to either reconsider its position or ask the Joint Chairmen to redefine the application of that decision.

On the question of substance, if I could, Mr. Chairman, I wanted to make an initial comment with respect to the questions raised by Mr. Robinson with respect to not including the handicapped and disabled, both physical and mental, the Minister's decision not to include them on the basis that there would be some difficulty with respect to definition.

I would like to be able to return to that tomorrow because our party intends to move an amendment which will so include them and I would ask the Minister and his officials if they would please look at the recommendations which have been made in the past by the Human Rights Commissioner in that regard and before this Committee.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Mr. Crombie.

We will consider what you have said in so far as the supplementaries are concerned tomorrow, and I at this time on behalf of Mr. Joyal and all the members of this Committee thank the Minister for being here and we are looking forward to having him back again tomorrow morning at 9:30.

In the meantime this meeting is adjourned.

[Traduction]

Je remarque qu'il est 17h59.

C'est maintenant au tour de M. Crombie de prendre la parole. Nous avons terminé la discussion portant sur l'article 133.

Monsieur Crombie, voulez-vous prendre la parole tout de suite ou attendre à demain?

M. Crombie: Monsieur le président, mon nom était le deuxième sur la liste. Je voudrais faire quelques remarques sur deux registres. Tout d'abord une question de procédure et ensuite une question portant sur un sujet dont on a discuté.

Je trouve admirable la façon dont le sous-comité de la procédure a résolu les questions de procédure concernant nos délibérations depuis plusieurs semaines. Nous avons accepté la règle supplémentaire pour finir d'exposer un point de vue. C'est une bonne raison pour adopter une telle procédure.

Je devais prendre la parole il y a deux heures car j'ai des remarques à faire. J'ai vivement apprécié la discussion et j'aurai moi aussi des remarques à faire concernant l'article 133, en temps voulu. Si la procédure adoptée par le sous-comité est appliquée comme elle l'a été cet après-midi, les discussions portant sur les amendements du ministre ne se dérouleront pas dans l'ordre.

C'est pourquoi je demande au sous-comité de revoir cette procédure ou encore, j'exhorte les coprésidents à redéfinir l'application de la décision du sous-comité.

J'en viens maintenant à la question que je voulais soulever. Il s'agit du sujet dont a parlé M. Robinson tout à l'heure, à savoir que les handicapés et les invalides, physiques et mentaux, ne seront pas précisés explicitement car le ministre, en prenant une telle décision, s'est fondé sur le fait que la définition d'un handicapé ou d'un invalide poserait des difficultés.

Je voudrais revenir sur ce sujet demain car notre parti a l'intention de présenter un amendement qui inclurait les handicapés et les invalides et je demanderais au ministre et à ses collaborateurs de bien vouloir étudier les recommandations faites à cet égard par le Commissaire des droits de la personne devant les membres du Comité.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, monsieur Crombie.

Nous tiendrons compte de vos remarques lorsqu'il s'agira de permettre des questions supplémentaires demain. Je tiens au nom de M. Joyal et de tous les membres du Comité à remercier le ministre d'avoir comparu ici aujourd'hui et nous nous entretiendrons de nouveau avec lui demain matin à 9h30.

La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Quebec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESSES—TÉMOINS

At 3:30 p.m.

From the Department of Justice:

Mr. Roger Tassé, Q.C., Deputy Minister;

Dr. B. L. Strayer, Q.C., Assistant Deputy Minister, Public Law.

A 15 h 30

Du ministère de la Justice:

M. Roger Tassé, c.r., sous-ministre;

M. B. L. Strayer, c.r., sous-ministre adjoint, Droit public.

SENATE
HOUSE OF COMMONS

Issue No. 38

Thursday, January 15, 1981

Joint Chairmen:

Senator Harry Hays, P.C.
Serge Joyal, M.P.

SÉNAT **DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL**
CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 38

Le jeudi 15 janvier 1981

Coprésidents:

Sénateur Harry Hays, c.p.
Serge Joyal, député

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Special Joint Committee of
the Senate and of
the House of Commons on the*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité mixte spécial
du Sénat et de
la Chambre des communes sur la*

Constitution of Canada

Constitution du Canada

RESPECTING:

The document entitled "Proposed Resolution for a
Joint Address to Her Majesty the Queen
respecting the Constitution of Canada" published
by the Government on October 2, 1980

CONCERNANT:

Le document intitulé «Projet de résolution portant
adresse commune à Sa Majesté la Reine
concernant la Constitution du Canada», publié par
le gouvernement le 2 octobre 1980

APPEARING:

The Honourable Jean Chrétien,
Minister of Justice and
Attorney General of Canada

COMPARAÎT:

L'honorable Jean Chrétien,
ministre de la Justice et
procureur général du Canada

WITNESSES:

(See back cover)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981

SPECIAL JOINT COMMITTEE OF
THE SENATE AND OF THE HOUSE
OF COMMONS ON THE CONSTITUTION
OF CANADA

Joint Chairmen:

Senator Harry Hays, P.C.
Serge Joyal, M.P.

Representing the Senate:

Senators:

Austin	Lapointe
Bélisle	Lucier
Connolly	

Representing the House of Commons:

Messrs.

Beatty	Fraser
Bockstael	Gimaïel
Corbin	Hawkes
Epp	Irwin

COMITÉ MIXTE SPÉCIAL DU SÉNAT
ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES
SUR LA CONSTITUTION DU CANADA

Coprésidents:

Sénateur Harry Hays, c.p.
Serge Joyal, député

Représentant le Sénat:

Les sénateurs:

Murray	Rousseau
Petten	Tremblay—10

Représentant la Chambre des communes:

Messieurs

Mackasey	Peterson
Manly	Nystrom
McGrath	Tobin—15

(Quorum 12)

Les cogreffiers du Comité

Richard Prégent

Paul Bélisle

Joint Clerks of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b) of the House of Commons:

On Thursday, January 15, 1981:

Mr. Hawkes replaced Mr. Crombie;
Mr. Allmand replaced Mr. Henderson;
Mr. Munroe (*Esquimalt-Saanich*) replaced Mr. Beatty;
Mr. Manly replaced Mr. Robinson (*Burnaby*);
Mr. Gimaïel replaced Mr. Bockstael;
Mr. Beatty replaced Mr. Munro (*Esquimalt-Saanich*);
Mr. Ittinuar replaced Mr. Manly;

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement de la Cham-
bre des communes:

Le jeudi 15 janvier 1981:

M. Hawkes remplace M. Crombie;
M. Allmand remplace M. Henderson;
M. Munroe (*Esquimalt-Saanich*) remplace M. Beatty;
M. Manly remplace M. Robinson (*Burnaby*);
M. Gimaïel remplace M. Bockstael;
M. Beatty remplace M. Munro (*Esquimalt-Saanich*);
M. Ittinuar remplace M. Manly;

Mr. Duclos replaced Mr. Mackasey;

Mr. Mackasey replaced Mr. Duclos;

Mr. Bockstael replaced Miss Campbell (*South West Nova*);

Mr. Manly replaced Mr. Ittinuar;

Mr. Peterson replaced Mr. Allmand.

M. Duclos remplace M. Mackasey;

M. Mackasey remplace M. Duclos;

M. Bockstael remplace M^{lle} Campbell (*South West Nova*);

M. Manly remplace M. Ittinuar;

M. Peterson remplace M. Allmand.

Pursuant to an order of the Senate adopted November 5, 1980:

On Thursday, January 15, 1981:

Senator Cottleau replaced Senator Connolly;

Senator Goldenberg replaced Senator Lapointe;

Senator Rousseau replaced Senator Lamontagne;

Senator Connolly replaced Senator Cottleau;

Senator Lapointe replaced Senator Goldenberg;

Senator Bélisle replaced Senator Roblin.

Conformément à un ordre du Sénat adopté le 5 novembre 1980:

Le jeudi 15 janvier 1981:

Le sénateur Cottleau remplace le sénateur Connolly;

Le sénateur Goldenberg remplace le sénateur Lapointe;

Le sénateur Rousseau remplace le sénateur Lamontagne;

Le sénateur Connolly remplace le sénateur Cottleau;

Le sénateur Lapointe remplace le sénateur Goldenberg;

Le sénateur Bélisle remplace le sénateur Roblin.

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, JANUARY 15, 1981

(67)

[Text]

The Special Joint Committee on the Constitution of Canada met this day at 9:49 o'clock a.m., the Joint Chairman, Mr. Joyal, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Austin, Côtteau, Goldenberg, Hays, Lamontagne, Lucier, Murray, Petten, Roblin and Tremblay.

Other Senator present: The Honourable Senator Flynn.

Representing the House of Commons: Messrs. Allmand, Bockstael, Miss Campbell (*South West Nova*), Messrs. Corbin, Epp, Fraser, Hawkes, Irwin, Joyal, Mackasey, Manly, McGrath, Munro (*Esquimalt-Saanich*), Nystrom, Robinson (*Burnaby*) and Tobin.

Other Member present: Mr. Rose.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Messrs. Paul Martin and John McDonough, Researchers.

Appearing: The Honourable Jean Chrétien, Minister of Justice and Attorney General of Canada.

Witnesses: From the Department of Justice: Mr. Roger Tassé, Q.C., Deputy Minister and Dr. B. L. Strayer, Q.C., Assistant Deputy Minister, Public Law.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the Senate dated November 3, 1980 and its Order of Reference from the House of Commons dated October 23, 1980, both relating to the document entitled "Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada" published by the Government on October 2, 1980. (*See Minutes of Proceedings, Thursday, November 6, 1980, Issue No. 1.*)

The Committee resumed consideration of Clause 1 of the Proposed Constitution Act.

At 12:04 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

AFTERNOON SITTING

(68)

The Special Joint Committee on the Constitution of Canada met this day at 3:42 o'clock p.m., the Joint Chairman, Senator Hays, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Austin, Connolly, Hays, Lapointe, Lucier, Murray, Petten, Roblin, Rousseau and Tremblay.

Representing the House of Commons: Messrs. Allmand, Beatty, Miss Campbell (*South West Nova*), Messrs. Corbin, Duclos, Epp, Fraser, Gimaël, Hawkes, Irwin, Ittinuar, Joyal, McGrath, Nystrom and Tobin.

Other Members present: Messrs. Manly, Munro (*Esquimalt-Saanich*) and Robinson (*Burnaby*).

PROCÈS-VERBAUX

LE JEUDI 15 JANVIER 1981

(67)

[Traduction]

Le Comité mixte spécial sur la Constitution du Canada se réunit aujourd'hui à 9 h 49 sous la présidence de M. Joyal (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Austin, Côtteau, Goldenberg, Hays, Lamontagne, Lucier, Murray, Petten, Roblin et Tremblay.

Autre sénateur présent: L'honorable sénateur Flynn.

Représentant la Chambre des communes: MM. Allmand, Bockstael, M^{lle} Campbell (*South West Nova*), MM. Corbin, Epp, Fraser, Hawkes, Irwin, Joyal, Mackasey, Manly, McGrath, Munro (*Esquimalt-Saanich*), Nystrom, Robinson (*Burnaby*) et Tobin.

Autre député présent: M. Rose.

Aussi présents: Du Service de recherches de la Bibliothèque du Parlement: MM. Paul Martin et John McDonough, chercheurs.

Comparait: L'honorable Jean Chrétien, ministre de la Justice et procureur général du Canada.

Témoins: Du ministère de la Justice: M. Roger Tassé, c.r., sous-ministre et M. B. L. Strayer, c.r., sous-ministre adjoint, Droit public.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du Sénat, du 3 novembre 1980, et de son ordre de renvoi de la Chambre des communes du 23 octobre 1980, tous deux portant sur le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980. (*Voir procès-verbal du jeudi 6 novembre 1980, Fascicule n° 1.*)

Le Comité reprend l'étude de l'article 1 du projet de loi sur la Constitution.

A 12 h 04, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

(68)

Le Comité mixte spécial sur la Constitution du Canada se réunit aujourd'hui à 15 h 42, sous la présidence du sénateur Hays (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Austin, Connolly, Hays, Lapointe, Lucier, Murray, Petten, Roblin, Rousseau et Tremblay.

Représentant la Chambre des communes: MM. Allmand, Beatty, M^{lle} Campbell (*South West Nova*), MM. Corbin, Duclos, Epp, Fraser, Gimaël, Hawkes, Irwin, Ittinuar, Joyal, McGrath, Nystrom et Tobin.

Autres députés présents: MM. Manly, Munro (*Esquimalt-Saanich*) et Robinson (*Burnaby*).

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Messrs. Paul Martin and John McDonough, Researchers.

Appearing: The Honourable Jean Chrétien, Minister of Justice and Attorney General of Canada.

Witnesses: From the Department of Justice: Mr. Roger Tassé, Q.C., Deputy Minister and Dr. B. L. Strayer, Q.C., Assistant Deputy Minister, Public Law.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the Senate dated November 3, 1980, and its Order of Reference from the House of Commons dated October 23, 1980, both relating to the document entitled "Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada" published by the Government on October 2, 1980. (*See Minutes of Proceedings, Thursday, November 6, 1980, Issue No. 1.*)

The Committee resumed consideration of Clause 1 of the Proposed Constitution Act.

At 6:02 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

EVENING SITTING

(69)

The Special Joint Committee on the Constitution of Canada met this day at 8:10 o'clock p.m., the Joint Chairman, Mr. Joyal, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Austin, Bélisle, Connolly, Hays, Lapointe, Lucier, Murray, Petten, Roblin, Rousseau and Tremblay.

Representing the House of Commons: Messrs. Beatty, Bockstael, Corbin, Epp, Fraser, Gimaiel, Hawkes, Irwin, Joyal, Mackasey, Manly, Nystrom, Peterson and Tobin.

Other Members present: Messrs. Duclos, King and Munro (*Esquimalt-Saanich*).

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Messrs. Paul Martin and John McDonough, Researchers.

Appearing: The Honourable Jean Chrétien, Minister of Justice and Attorney General of Canada.

Witnesses: From the Department of Justice: Mr. Roger Tassé, Q.C., Deputy Minister and Dr. B. L. Strayer, Q.C., Assistant Deputy Minister, Public Law.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the Senate dated November 3, 1980, and its Order of Reference from the House of Commons dated October 23, 1980, both relating to the document entitled "Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada" published by the Government on October 2, 1980. (*See Minutes of Proceedings, Thursday, November 6, 1980, Issue No. 1.*)

Aussi présents: Du Service de recherches de la Bibliothèque du Parlement: MM. Paul Martin et John McDonough, chercheurs.

Comparaît: L'honorable Jean Chrétien, ministre de la Justice et procureur général du Canada.

Témoins: Du ministère de la Justice: M. Roger Tassé, c.r., sous-ministre et M. B. L. Strayer, c.r., sous-ministre adjoint, Droit public.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du Sénat, du 3 novembre 1980, et de son ordre de renvoi de la Chambre des communes du 23 octobre 1980, tous deux portant sur le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980. (*Voir procès-verbal du jeudi 6 novembre 1980, Fascicule n° 1.*)

Le Comité reprend l'étude de l'article 1 du projet de loi sur la Constitution.

A 18 h 02, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

SÉANCE DU SOIR

(69)

Le Comité mixte spécial sur la Constitution du Canada se réunit aujourd'hui à 20 h 10 sous la présidence de M. Joyal (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Austin, Bélisle, Connolly, Hays, Lapointe, Lucier, Murray, Petten, Roblin, Rousseau et Tremblay.

Représentant la Chambre des communes: MM. Beatty, Bockstael, Corbin, Epp, Fraser, Gimaiel, Hawkes, Irwin, Joyal, Mackasey, Manly, Nystrom, Peterson et Tobin.

Autres députés présents: MM. Duclos, King et Munro (*Esquimalt-Saanich*).

Aussi présents: Du Service de recherches de la Bibliothèque du Parlement: MM. Paul Martin et John McDonough, chercheurs.

Comparaît: L'honorable Jean Chrétien, ministre de la Justice et procureur général du Canada.

Témoins: Du ministère de la Justice: M. Roger Tassé, c.r., sous-ministre et M. B. L. Strayer, c.r., sous-ministre adjoint, Droit public.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du Sénat, du 3 novembre 1980, et de son ordre de renvoi de la Chambre des communes du 23 octobre 1980, tous deux portant sur le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980. (*Voir procès-verbal du jeudi 6 novembre 1980, Fascicule n° 1.*)

The Committee resumed consideration of Clause 1 of the Proposed Constitution Act.

At 9:47 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le Comité reprend l'étude de l'article 1 du projet de loi sur la Constitution.

A 21 h 47, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Les cogreffiers du Comité

Richard Prigent

Paul Bélisle

Joint Clerks of the Committee

TÉMOIGNAGES*(Enregistrement électronique)*

Le jeudi 15 janvier 1981

• 0950

*[Texte]***Le coprésident (M. Joyal):** A l'ordre, s'il vous plaît.

Puis-je prier les honorables députés et sénateurs de bien vouloir prendre leur siège afin que nous puissions poursuivre nos travaux là où nous les avons laissés hier soir.

Article 1—Droits et libertés au Canada

Before I call our next speaker I would like to inform the honourable members that after consultation with the representatives of the parties around the table, it has seemed advisable to review our agreement on the supplementary questions that the Chairmen would be allowed to recognize after one speaker has completed his line of questioning, and it was suggested, and I think properly so, that we follow the same procedure as in the House of Commons, which is to recognize only one supplementary question after a main line of questioning has been completed, and that I think is a fair suggestion.

In so doing, I think that the Chair will keep a proper balance so as to give an opportunity to different members of the Committee to be recognized on a supplementary, so that we more or less have a complete round around the table after one full session.

So I would like to suggest on behalf of the honourable Senator Hays that we try this morning to follow that procedure and review it maybe later on during the day if we think that there might be some adjustment that could be done. C'est un honneur et un privilège de souhaiter la bienvenue ce matin à l'honorable ministre de la Justice.

Hier soir, nous avions sur la liste des orateurs l'honorable David Crombie qui, malheureusement, n'est pas encore avec nous ce matin mais je garderai certainement son nom sur notre liste de sorte que je voudrais inviter l'honorable James McGrath à entamer notre discussion avec l'honorable ministre de la Justice.

Honourable James McGrath.

Mr. McGrath: Thank you very much, Mr. Chairman. Good morning, Mr. Minister.

Hon. Jean Chrétien (Minister of Justice and Attorney General of Canada): Good morning.

Mr. McGrath: I would like to ask the Minister if he could perhaps expand on the statement he made because it is still not clear in my mind from what he said yesterday, and from the press reports, with respect to his response to the meeting in Montreal of the six provincial Justice Ministers and their pursuit of a new accord or some grounds for compromise or some reasonable hope of getting back to the negotiating table, because that speaks to the mandate or the lack of a mandate that many of us feel applies to the government, especially in light of the Gallup poll released the day before yesterday, or yesterday, indication, for example, that 64 per cent of the people of Canada are opposed to the entrenchment provisions of the measure before us, and they are in favour only of simple patriation.

EVIDENCE*(Recorded by Electronic Apparatus)*

Thursday, January 15, 1981

*[Traduction]***The Joint Chairman (Mr. Joyal):** Order, please.

I will invite the honourable members of the committee to take their seats so that we can resume our work, where we left it last night.

Section 1—Rights and Freedoms in Canada.

Avant de donner la parole au prochain intervenant, j'aimerais vous informer qu'après consultation des représentants des partis autour de la table, il nous a semblé souhaitable de réviser notre accord concernant les questions supplémentaires que les présidents peuvent accepter après qu'un intervenant a fini de poser ses questions. On a proposé, à raison je crois, que nous suivions la procédure de la Chambre des communes, que nous permettions une question supplémentaire seulement une fois que nos interventions sont terminées. Cette suggestion me semble appropriée.

Je crois que de cette façon la présidence conservera un juste équilibre et donnera l'occasion aux différents membres du Comité de prendre la parole pour poser une question supplémentaire. Ainsi, nous pourrions plus ou moins faire le tour de la table au cours d'une séance complète.

Au nom de l'honorable sénateur Hays, je propose que nous essayions ce matin de suivre cette procédure qui pourra être révisée plus tard si des modifications semblent nécessaires. I have the honour and privilege to welcome this morning the Honourable Minister of Justice.

We had on our list last night the Honourable David Crombie who unfortunately is not present this morning, but I will keep his name on our list and invite the Honourable James McGrath to start the discussion with the Honourable Minister of Justice.

Mr. McGrath:

M. McGrath: Merci monsieur le président. Bonjour monsieur le ministre.

L'honorable Jean Chrétien (ministre de la Justice et procureur général du Canada): Bonjour.

M. McGrath: Le ministre pourrait-il apporter des précisions sur sa déclaration, car je ne comprends pas très bien ce qu'il a dit hier soir ni ce que la presse a rapporté sur sa réponse au sujet d'une réunion à Montréal des six ministres provinciaux de la Justice. Il serait question de rechercher un nouvel accord, d'en arriver à un compromis ou de susciter des espoirs raisonnables pour revenir à la table des négociations. Cela rejoint le mandat que devrait avoir ou non le gouvernement, croyez-vous, surtout à la lumière du sondage Gallup publié avant-hier, ou même hier, selon lequel 64 p. 100 des canadiens s'opposent à l'enchâssement des dispositions relatives à la mesure que nous étudions et qu'ils favoriseraient seulement un simple rapatriement.

[Text]

Well, my view of simple patriation, of course, is patriation with an amending formula. I do not think any of us would support the view that we patriate without an amending formula because that would be to embed in stone the concept of unanimity, and it would make our problems that much more difficult, so I would interpret simple patriation to mean patriation with an amending formula only and nothing more.

In other words, the whole question of entrenchment is left to the Canadian legislatures, hopefully to be preceded by an agreement by the First Ministers.

The Minister indicated to the press, as did the Prime Minister, that there was nothing further left to negotiate, that this was not negotiable, that we in fact have been through this process and this is it. Is that the thrust of what the Minister said, is the Minister closing the door, is the government closing the door on the Premiers?

Mr. Chrétien: We had some statement right in September by some Premier that there should be another round of discussion, and as I said in the House of Commons yesterday, some other Premiers said that it was not worth it to try. I think Mr. Hatfield said that before Christmas, that it would be a loss of time.

So if you are asking for another First Ministers conference, because even if it is a ministerial conference, it will lead to a First Ministers conference, the view of some of the First Ministers, including Prime Minister Trudeau, is that another round of meeting with the First Ministers on patriation, an amending formula and a Bill of Rights, will not produce any concrete results. Yesterday morning I received some communications from some of the people at the meeting in Montreal on Tuesday and they had nothing new to ask me, in fact they wanted to know what was our position but at no moment have I received any message from any of them of any concrete proposition that could lead to resolving the problem.

So for this period of time, patriation, an amending formula and the Bill of Rights, entrenchment of the Bill of rights, we told the First Ministers right on June 9 that come September we had the intention of proceeding and we have done just that, and with the support of some of the Premiers. Because in the meetings with the Premiers in the past the tradition had been that the unanimity rule prevailed. Of course, it is evident that there will be no unanimity on anything, and really there was no request for any meeting at this time.

However, I said that there would be some amendments coming in in this Committee and we have received communications from different provinces privately all along, in the fall, and some of their views have been incorporated and in the debate you will see, like yesterday, some questions by Mr. Robinson I had to say to him that I have agreed to accept the views of the Attorney General even if I am not completely happy with it because, I forget what was the problem, anyway it is applying to us, it would not be applying to the problem in the provincial jurisdiction.

[Translation]

A mon avis, un simple rapatriement signifie un rapatriement accompagné d'une formule d'amendement. Je ne crois pas qu'aucun de nous favorise un rapatriement sans une formule d'amendement, car cela équivaldrait à imposer définitivement la notion d'unanimité et aggraverait d'autant nos problèmes. J'interprète donc un simple rapatriement comme signifiant un rapatriement avec une formule d'amendement seulement et rien de plus.

En d'autres termes, toute la question de l'enchâssement revient aux assemblées législatives canadiennes, et elle sera précédée, nous l'espérons d'un accord des premiers ministres.

Le ministre a mentionné à la presse, comme l'a fait le premier ministre, qu'il n'y avait rien d'autre à négocier, que cette question n'était pas négociable, car en réalité nous avons revu le processus et que c'était terminé. Est-ce bien le message du ministre? Ferme-t-il la porte, le gouvernement ferme-t-il la porte aux premiers ministres?

M. Chrétien: Un des premiers ministres avait déclaré en septembre qu'il devait y avoir une autre séance de discussions, et ainsi que je l'ai dit à la Chambre des communes hier, certains premiers ministres ont déclaré que c'était inutile. C'est ce qu'a dit M. Hatfield avant Noël, ce serait une perte de temps.

Si vous demandez une autre conférence des premiers ministres, car même s'il s'agit d'une conférence au niveau ministériel, elle donnera lieu à une conférence des premiers ministres, de l'avis des premiers ministres, y compris du premier ministre Trudeau, une autre séance de négociations avec les premiers ministres au sujet du rapatriement, d'une formule d'amendement et d'une charte des droits, ne donnera rien de concret. Hier matin, des personnes qui participaient à la réunion de Montréal mardi ont communiqué avec moi; elles n'avaient rien de nouveau à me demander, elles voulaient plutôt savoir qu'elle était notre position. Je n'ai reçu de personne, à aucun moment, de vraies positions concrètes qui pourraient nous permettre de résoudre le problème.

Il s'agit donc, pour le moment, du rapatriement, d'une formule d'amendement et d'une charte des droits et de sa constitutionnalisation. Nous avons mentionné à la réunion des premiers ministres le 9 juin que nous avions l'intention de procéder en septembre et c'est ce que nous avons fait avec l'appui de certains premiers ministres. C'était la tradition qu'on arrive à l'unanimité dans nos réunions avec les premiers ministres par le passé. Il est évident qu'il n'y aura pas d'unanimité sur quoi que ce soit et, en toute honnêteté, il n'y a eu aucune demande de convocation d'une réunion à ce moment-ci.

J'ai dit que des amendements seraient présentées ici, au Comité; nous avons reçu une correspondance privée des différentes provinces depuis lors, à l'automne, et certaines de leurs opinions ont été acceptées. Vous verrez dans les discussions que, comme hier, lorsque j'ai répondu à M. Robinson, je lui ai dit avoir accepté les opinions du Procureur général même si je ne suis pas complètement d'accord, car, je ne me souviens pas exactement du problème, de toute façon cela relève de nous et non pas de la compétence provinciale.

[Texte]

So we do not see any usefulness at this moment in having another First Ministers meeting on the subject.

After patriation there are a lot of constitutional problems that need attention and we have the intention of calling new conferences to resolve the other problems, like the Supreme Court and family law and many other items that were on the agenda, plus the natives and the constitution and perhaps other problems that may emerge.

Mr. McGrath: Mr. Minister, you go back to what you perceive to be the breakdown in the negotiations with the First Ministers last fall but I say to you, with respect, that you tend to close your eyes to what has happened since that time.

At that time you felt that you had the support of the people of Canada and there was some evidence to that effect because there had been considerable advertising and promotion carried on by the federal government, but since that time there have been two Gallup polls; the press, generally speaking the press across the country has tended to support the position of the Gallup polls and that is becoming more and more of a factor, and I submit to you that that is going to be a factor of some considerable importance to Westminster because the word coming out of London yesterday indicates, from both committees that have been looking at this, the Foreign Relations Committee and the other Select Committee, that it is not a simple matter of Great Britain and the Parliament of Westminster merely dealing with the resolution; they cannot be blind to what is accompanying the resolution, to what is going on in Canada, and indeed there is an obligation for them to look behind the resolution, and I submit to you that the Premiers, and that some of us, feel that there has been some movement on the part of the federal government in the amendments that you have brought before us; some movement, not much; there has been some evidence of movement on the part of the six dissenting provinces, that is the six provinces that met in Montreal yesterday; and it seems to me that you are losing a great opportunity if you do not now decide there is some hope of agreement by getting back to the table, because really the most, apart from the principle of entrenchment by Westminster of a Charter of Rights, the most abhorrent provisions in this constitutional package are the amending provisions, specifically the referendum formula whereby you can do an end run around the provinces.

Surely this is important enough to sit down again with the provinces, there has been indication of movement on both sides?

Mr. Chrétien: Mr. Chairman, I do not know where the honourable member sees some movement. I have talked with some representatives of that conference yesterday and there was no movement at all. They did not offer me any compromise at all and I have not read anything in the press that they want to compromise, so I do not know where you are taking that.

When you speak about London and some movement in London, those committees have not reported yet. Secondly, they are not official committees, they are just committees that

[Traduction]

Nous ne croyons donc pas, pour l'instant, qu'il soit utile de convoquer une autre réunion des premiers ministres sur le sujet.

Il faudra régler de nombreux problèmes constitutionnels après le rapatriement, et nous avons l'intention de tenir une nouvelle conférence pour résoudre les autres difficultés, concernant la Cour suprême et le droit familial et bien d'autres questions, en plus de celles relatives aux Autochtones et à la Constitution, ainsi que tous autres problèmes éventuels.

M. McGrath: Monsieur le ministre, vous revenez à ce qu'était, à votre avis, la rupture des négociations avec les premiers ministres l'automne dernier, mais, avec tout le respect que je vous dois, vous semblez fermer les yeux sur ce qui s'est produit depuis lors.

Vous avez cru à l'époque avoir l'appui de la population canadienne, cela semblait être le cas, car le gouvernement fédéral avait fait beaucoup de publicité et de promotion, mais depuis, il y a eu les sondages Gallup; la presse en général, au pays, semble se ranger du côté des sondages Gallup, c'est de plus en plus un facteur évident. Je vous rappelle que ce sera un facteur extrêmement important à Westminster, car d'après les nouvelles en provenance de Londres, hier, il semble, d'après les deux comités qui ont examiné la question, le comité des relations étrangères et l'autre comité spécial, qu'il ne s'agit pas simplement du fait que la Grande-Bretagne et le Parlement de Westminster traitent de la résolution; ils ne peuvent fermer les yeux sur ce qui entoure la résolution, sur ce qui se passe au Canada et ils ont vraiment l'obligation de voir ce qui l'entoure. Je vous fais remarquer que les premiers ministres, et certains d'entre nous, croient que le gouvernement fédéral a bougé un peu en présentant ces modifications que vous nous avez apportées; il a bougé, mais pas beaucoup. Les six provinces dissidentes ont également bougé, elles se sont rencontrées hier, à Montréal, et j'ai l'impression que vous perdez une occasion importante en ne décidant pas maintenant qu'il y a un espoir d'accord si vous revenez à la table de négociation. Mis à part le principe d'enchâssement par Westminster d'une charte des droits, les dispositions les plus répugnantes dans cet ensemble constitutionnel sont les dispositions de modification, surtout la formule du référendum qui vous permettrait de contourner les provinces.

La question est suffisamment importante pour que vous rencontriez de nouveau les provinces, puisqu'on semble avoir bougé un peu des deux côtés.

M. Chrétien: Monsieur le président, je ne vois pas où le député peut voir que cela a bougé. J'ai parlé à certains représentants de cette conférence, hier, et il ne semble y avoir aucun changement. Ils ne m'ont pas offert de compromis et je n'ai rien vu dans la presse à cet effet; par conséquent, je ne sais pas de quoi vous parlez.

Vous avez dit que cela avait un peu bougé à Londres; ces comités n'ont pas encore présenté de rapport. Deuxièmement, il ne s'agit pas de comités officiels, mais de comités indépen-

[Text]

have no, that do not link—or it is not government policy committees, it is a kind of an independent Committee of the House.

The British Prime Minister, Mrs. Thatcher, has always said to Prime Minister Trudeau—and, in fact, there was a statement made by Lord Trefgarne giving a very clear description. It is clear that they see the role in Great Britain as accepting the view of the Canadian Parliament. They have done that since 1867.

As I have explained yesterday, it was a major problem in 1869 when Nova Scotia wanted to quit Confederation, and they were told, "Go to Ottawa; do not come here." So we know what the position is.

I do not accept what you have said, Mr. McGrath, that it is their obligation to look behind the resolution. To the contrary, I would take strong objection to our going back, as a colony of Great Britain to allow the Parliament of that country to decide for us what should be done in Canada.

Mr. McGrath: With great respect, there is no precedent for what you are doing, so you cannot draw on precedent. You are sending over a package which is going to change the amending formula which now involves the Parliament of Westminster; it is going to break that tie, if you like.

But the most important point which I think you are forgetting is that if the government were to follow public opinion on any other kind of law, well, it could be accused of being weak and vacillating and so on; that on such a law as fundamental as the constitution, surely the right of the people to be heard is also equally fundamental!

Mr. Chrétien: Yes, and they have been heard by the elected members of the national Parliament.

Mr. McGrath: This Parliament has no mandate to change the constitution. It was not an issue in the election. You have come subsequently to the election of this Parliament.

Mr. Chrétien: Yes, we have a mandate.

Mr. McGrath: I say, with respect, you have no mandate.

Mr. Chrétien: We have a constitution. If you say it is illegal, then it is not for me to decide. It is for the court. The matter is before the courts.

We are acting as duly elected members of the Canadian Parliament within the responsibility of this Parliament.

For 53 years we have sought unanimity to do something. This does not necessarily mean that we need unanimity of all 11 governments to move.

But it was our desire—something which I approved of—for 53 years to try and reach an agreement. But now we have to take the unpleasant course of doing what has to be done because we do not want to wait another 53 years.

I do not know, by the way, if you read the same newspapers as I do. But you referred to what happened in England yesterday. But your bible, the *Globe and Mail*, said this

[Translation]

dants de la Chambre, non pas de comités représentant la politique du gouvernement.

Le premier ministre britannique, M^{me} Thatcher, a toujours dit au premier ministre Trudeau... et il y a eu aussi une déclaration de Lord Trefgarne très claire à ce sujet, à savoir que le rôle de la Grande-Bretagne était d'accepter les vues du Parlement canadien. C'est ce qu'elle a fait depuis 1867.

Je l'ai déjà expliqué hier: en 1869, la Nouvelle-Écosse voulait quitter la Confédération, ce fut très sérieux, mais on a dit en Grande-Bretagne: «Adressez-vous à Ottawa, pas ici.» Nous connaissons donc sa position.

Je n'accepte pas ce que vous me dites, monsieur McGrath, qu'ils aient l'obligation de voir ce qui entoure la résolution. Au contraire, je m'opposerais fortement à ce que nous revenions en arrière, comme colonie de la Grande-Bretagne, pour permettre au Parlement de ce pays de décider pour nous ce qui doit être fait au Canada.

M. McGrath: Malgré tout le respect que je vous dois, je soulignerai qu'il n'y a pas de précédent pour ce que vous faites, par conséquent vous ne pouvez invoquer de précédent. Vous envoyez un ensemble de documents qui va changer la procédure de modification qui implique présentement le Parlement de Westminster, nous allons donc de cette façon couper le lien.

Vous semblez oublier un point très important, c'est que si le gouvernement devait tenir compte de l'opinion publique, pour toute autre loi, il pourrait être accusé d'être faible, d'hésiter, mais pour une loi aussi fondamentale que la constitution, il faut certainement que la population soit entendue, c'est aussi fondamental.

M. Chrétien: Oui, et elle l'a été par le biais des députés élus au Parlement national.

M. McGrath: Le Parlement n'a pas de mandat pour changer la constitution. La question n'a pas été posée lors de l'élection. Vous l'avez soulevée après l'élection de ce Parlement.

M. Chrétien: Oui, nous avons un mandat.

M. McGrath: Je vous réponds, avec respect, que vous n'avez pas de mandat.

M. Chrétien: Nous avons une constitution. Si vous prétendez qu'elle est illégale, ce n'est pas à moi de décider, c'est aux tribunaux. La question a été portée devant les tribunaux.

Nous agissons comme députés dûment élus du Parlement canadien et dans le cadre de la responsabilité de ce Parlement.

Nous cherchons depuis 53 ans à obtenir l'unanimité pour faire quelque chose. Cela ne signifie pas nécessairement que nous ayons besoin de l'unanimité des onze gouvernements pour agir.

Depuis 53 ans, nous souhaitons, et j'étais d'accord, obtenir un accord. Il nous fallu à regret choisir cette voie car nous ne voulons pas attendre encore 53 ans.

Je ne sais pas si vous lisez les mêmes journaux que moi, mais vous avez mentionné ce qui s'est produit en Angleterre hier. Cependant, votre bible le *Globe and Mail*, déclarait ce matin

[Texte]

morning that the British said that it might not be automatic, but it might take about two days of debate. I do not know what the British Parliament will do. But I know the precedents. They have always cited virtually automatically on the request of the Canadian Parliament.

Mr. McGrath: It is regrettable, Mr. Chairman, that the Minister would, again, use the old chestnut that we have been 53 years trying to get a Charter. The Charter has not been around for 53 years. It has not been around for 25 years. It has been around only for two years. And this Charter has only been around for only a few months!

I would submit that the provinces themselves are responding to public opinion, because public opinion has been expressed through two Gallup polls.

This Committee has an obligation to respond to public opinion. I would submit to you that, on a law as fundamental and important to the future of the country, to the unity of the country, as the constitution, you, sir, and the government have a responsibility to respond to public opinion; you are flying in the face of public opinion and instead of bringing this country together you are tearing it apart!

Mr. Chrétien: I am sorry, but I think when we said during the referendum that there was to be no more standing on the status quo in Canada, that we were to start on some fundamental changes in Canada, you will remember that we said it officially as the government: the Prime Minister of Canada talking in Montreal, in Quebec City—he said that very precisely.

Of course, there are some who have different views as to the nature of the changes which should be made. Now I entirely agree with that. We do not all have the same views.

But it so happens that we form the government, and the views of the Prime Minister of Canada were well known before, during and after the referendum.

I distinctly remember what I have said during the course of the whole referendum. Yesterday I expressed it here in reply to a question from Mr. Robinson or from Mr. Nystrom. I said that every speech I made—if you decide to stay in Canada there will be a new constitution patriated from England with the two official languages enshrined in the constitution, with a Bill of Rights which would guarantee the basic rights of all Canadians and protected in the Canadian constitution, plus the rights for francophones outside of Quebec and the anglophones in Quebec, to receive their education in their mother tongue, plus the notion of sharing. I made the speech over and over again. It was always the standard middle part of my speech. And I was the official spokesman in the government!

Nobody, when I came back on May 21, in the House of Commons blamed me for the type of work or the speeches I had made during the referendum.

After that, when I went to the First Ministers in all the provinces they all told me that they had no quarrel with what I had said during the referendum; and I repeated it to them everywhere—in Toronto, Winnipeg, Regina, Edmonton, Victoria, Fredericton, St. John's, Newfoundland, Charlottetown

[Traduction]

que les Britanniques ont dit que ce ne serait pas automatique, qu'il pourrait falloir deux jours de débats. Je ne sais pas ce que le Parlement britannique fera. Je connais les précédents, le Parlement britannique a presque toujours réagi automatiquement à la demande du Parlement canadien.

M. McGrath: C'est regrettable, monsieur le président, que le ministre nous présente à nouveau ce vieux cliché, de nos 53 ans d'efforts pour obtenir une charte. La charte n'existe pas depuis 53 ans, ni depuis 25, mais depuis deux ans seulement. Nous n'avons cette charte-ci que depuis quelques mois.

Je vous souligne que les provinces elles-mêmes réagissent à l'opinion publique, les sondages Gallup en sont la preuve.

Le comité doit réagir aussi à l'opinion publique. Je vous fais remarquer que pour une loi aussi fondamentale et aussi importante pour l'avenir du pays, l'unité du pays, que la constitution, vous, monsieur, et le gouvernement, devez réagir à l'opinion publique. Vous lui faites face et au lieu d'unir le pays, vous le divisez.

M. Chrétien: Je regrette, mais nous avons dit au cours du référendum qu'il ne devait plus y avoir de statu quo au Canada, il faudrait apporter des changements fondamentaux. Vous vous souviendrez que nous l'avons dit officiellement, en tant que gouvernement. C'est ce que le premier ministre du Canada a dit précisément à Montréal et dans la ville de Québec.

Il est évident que certains ont une opinion différente quant aux changements qui doivent être apportés. Je suis tout à fait d'accord à ce sujet. Nous n'avons pas tous les mêmes idées.

Il se trouve cependant que nous formons le gouvernement et que les vues du premier ministre du Canada étaient bien connues avant, pendant et après le référendum.

Je me souviens très bien de ce qu'il a dit pendant la période référendaire. C'est ce que j'ai dit moi-même hier en répondant à la question de M. Robinson ou de M. Nystrom. Je l'ai répété à chacun de mes discours, si vous décidez de demeurer au Canada, il y aura une nouvelle constitution qui sera rapatriée de l'Angleterre et les deux langues officielles seront enchâssées dans la constitution, une Charte des droits qui garantira les droits fondamentaux de tous les Canadiens sera intégrée dans la Constitution canadienne en plus des droits des francophones à l'extérieur du Québec et des anglophones au Québec qui recevront l'enseignement dans leur langue maternelle, il y aura aussi la notion de partage. J'ai fait ce discours à plusieurs reprises. C'était toujours le centre même de ma déclaration. Je rappelle que j'ai été le porte-parole officiel du gouvernement.

Lorsque je suis revenu le 21 mai, personne à la Chambre des communes ne m'a blâmé pour mon travail ou pour les discours que j'avais prononcés pendant le référendum.

Lorsque je me suis rendu à la Conférence des premiers ministres de toutes les provinces, ils n'ont rien trouvé à redire sur mes discours lors du référendum. J'ai répété la même chose partout, à Toronto, Winnipeg, Regina, Edmonton, Victoria,

[Text]

and in Halifax. They all congratulated me on the work we had done.

Some of them came to Quebec to make speeches during the referendum. Some of them even talked to me before going as to whether or not it was wise; and I even encouraged them to do so. We made some commitments, and we are delivering!

To say that we have no legitimacy at all, is going a bit far. I put my neck on the line in that referendum.

An hon. Member: Good.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, the Minister and the government do not have a mandate from the people of Quebec for the package that they have presented to this Parliament.

An hon. Member: Right on! Right on!

Mr. McGrath: At no time during the referendum, did the Minister or the government, ever indicate or hint that they would bring in a constitutional package which would interfere with the provisions or the right of Quebec to implement the provisions of Bill 101.

I would submit to you that the Minister not only does not have a mandate from the people of Canada, but he cannot bring in the referendum argument because he does not have a mandate from the people of Quebec for the package that he is trying to ramrod through this Parliament!

Mr. Chrétien: I would like to reply to that, because I distinctly remember that right after the referendum Mr. Joe Clark, the leader of your party, said that if the provinces cannot agree with the federal government, the federal Parliament will have to take its responsibility. I did not make that statement. It was made in Toronto in the week after the referendum by Mr. Joe Clark himself.

I have already explained to you that the way in which the question was put in the poll I would probably have replied in the same way.

I do not want the British Parliament to amend the Canadian constitution forever. That is why I want the amendments to be made in Canada.

But at this time the British Parliament, technically, amends; but what I have to tell Canadians—and I am sure it is something the posters were not telling them when they asked the questions, were not informing them—is that before the resolution goes to Great Britain, that the members of Parliament elected in the 10 provinces of Canada and the two territories are to vote on it first; if it is rejected by the House of Commons and the Senate, then it is not going to London.

So, technically, of course it is a law in England; that they will not act until the Canada Parliament assembled in Ottawa, vote on it and decide yes or no about the fate of this resolution.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to invite Miss Coline Campbell. I have some indication that she would like to

[Translation]

Fredericton, Saint-Jean, Terre-Neuve, Charlottetown et Halifax. Tous m'ont félicité pour le travail que nous avons fait.

Certains sont venus au Québec prononcer des discours durant la période référendaire. Certains m'ont même demandé avant de se rendre si c'était sage ou non de le faire et je les ai encouragés à y aller. Nous avons pris des engagements, nous y donnons suite maintenant.

De dire maintenant qu'il n'y a aucune légitimité à cela, c'est aller un peu loin. J'ai mis ma tête sur le billot lors de ce référendum.

Une voix: Bien.

M. McGrath: Monsieur le président, le ministre et le gouvernement n'ont pas de mandat de la population du Québec pour cet ensemble constitutionnel qu'ils ont présenté au Parlement.

Une voix: Exactement!

M. McGrath: En aucun moment pendant le référendum, les ministres ou le gouvernement ont-ils dit qu'ils présenteraient un ensemble constitutionnel qui pourrait empiéter sur les dispositions ou le droit du Québec à appliquer les dispositions du projet de loi 101.

Je prétends que non seulement le ministre n'a pas de mandat de la population du Canada, mais qu'il ne peut soulever le référendum comme argument, puisqu'il n'a pas de mandat de la population du Québec pour cet ensemble constitutionnel qu'il essaie de faire avaler au Parlement.

M. Chrétien: Je voudrais répondre, car je me souviens très bien que dès le référendum passé, M. Joe Clark, le chef de votre parti, avait déclaré que si les provinces ne pouvaient être d'accord avec le gouvernement fédéral, le Parlement fédéral devrait prendre ses responsabilités. Ce n'est pas moi qui ai fait cette déclaration, elle a été faite à Toronto la semaine qui a suivi le référendum, et par M. Joe Clark lui-même.

Je vous ai déjà expliqué que j'aurais moi-même probablement répondu de la même façon à une question posée dans ces termes-là.

Je ne voudrais pas que le Parlement britannique soit responsable à tout jamais des modifications à la Constitution canadienne. C'est pour cette raison qu'à mon sens les modifications doivent être effectuées au Canada.

Mais pour l'instant, techniquement parlant, c'est le Parlement britannique qui modifie notre constitution. Or, je dois dire aux Canadiens, ce que l'on ne leur a certainement pas dit lorsqu'on leur a posé ces questions, que cette résolution, avant d'être envoyée en Grande-Bretagne, doit être approuvée par les députés au parlement élu dans les dix provinces du Canada et dans les deux territoires. Si la Chambre des communes et le Sénat rejettent cette proposition, elle n'ira pas à Londres.

Par conséquent, il s'agit effectivement, techniquement, d'une loi britannique, mais les Anglais ne prendront aucune disposition tant que le Parlement canadien réuni à Ottawa n'aura pas voté pour décider si oui ou non cette résolution doit être envoyée.

Le coprésident (M. Joyal): Je donne maintenant la parole à M^{lle} Coline Campbell, qui semble vouloir poser une question

[Texte]

put a supplementary question following the line of questioning put by the honourable James McGrath.

Madame Campbell.

Miss Campbell: Yes, Mr. Chairman. We are talking about the mandate and the Gallup poll today. That is the process of discussion.

We are all aware that on October 22, 1980, on Opposition Day, Mr. Joe Clark, the Leader of the Opposition, proposed that we go that week with the Vancouver consensus, that we not consult, have no committee, but to go directly to London.

If you look at the Vancouver consensus and contrast it with the Victoria formula, which had at least four years of discussion according to Professor La Forest who came before us, it would seem to me when you have the Maritime Premiers coming before, three of them saying that they prefer the Victoria formula, because at least you only need three Atlantic provinces in order to veto, under the Vancouver consensus you need four Atlantic provinces to veto, how much consensus could the Conservative Party, who did not have a mandate at the time and who wanted you to act unilaterally—how much consensus was there actually in the Vancouver formula?

We have never actually heard it brought out at the First Minister's meeting. It seemed to have dropped there. There did not seem to have prior, aside from the summer, consultations on it; there did not seem to be any idea across Canada as to what was being proposed. The only thing I know was that any province could opt out if they did not like it, an amendment, which seemed to me that they could eventually opt out of everything that might eventually be proposed.

Now, what type of consensus would Mr. Clark have to propose to the Parliament, to the House of Commons on an Opposition Day that we go that week!

I can read you it. It says:

and he presumes,

I am sure he must have had some negotiations to presume that at, page 3939. He says:

I want to emphasize that among those advantages of the Vancouver formula—I draw this to the attention of my colleagues in the New Democratic Party—there is a clear guarantee of natural resource jurisdiction.

Then he goes on to say that the provinces just about can opt out if they do not like a clear guarantee. How can we give a clear guarantee if one province is going to be able to opt out at all times, or several provinces; and yet you have such a disadvantaged area in the Atlantic provinces where you need four provinces in order to opt out.

What type of consensus was there proposed when Joe Clark proposes great unilateral action by Parliament that week, without consultation.

Mr. Chrétien: I agree with you.

Miss Campbell: That is not a mandate.

[Traduction]

supplémentaire sur le sujet soulevé par l'honorable James McGrath.

Madame Campbell.

Mlle Campbell: Oui, monsieur le président. Nous discutons actuellement du mandat et du sondage Gallup.

Nous savons tous que le 22 octobre 1980, une journée de l'Opposition, M. Joe Clark, chef de l'Opposition, proposait que nous nous en tenions au consensus de Vancouver, sans consultation, sans comité, que nous allions directement à Londres.

Or, si vous comparez le consensus de Vancouver à la formule de Victoria, qui, d'après le professeur La Forest qui a comparu devant nous, fut l'aboutissement de 4 ans de discussions, et si vous vous reportez à ce que nous ont dit les premiers ministres des Maritimes qui ont comparu devant nous, trois d'entre eux préféraient la formule de Victoria, qui, du moins, donnait le droit de veto à trois provinces de l'Atlantique, alors que le consensus de Vancouver exigeait l'accord de quatre provinces de l'Atlantique pour que ce veto soit exercé. Dans quelle mesure le parti conservateur, qui n'avait pas de mandat à l'époque, et qui souhaitait vous voir agir unilatéralement, dans quelle mesure donc la formule de Vancouver faisait-elle l'objet d'un consensus?

En réalité, on n'en a jamais vraiment parlé pendant la conférence des premiers ministres. Les choses semblent en être restées là. Exception faite des discussions de l'été, il n'y a pas eu de consultations à ce sujet, et personne au Canada ne semblait avoir une idée très nette de ce qui était proposé. Je sais seulement que n'importe quelle province pouvait se dissocier d'un amendement qui ne lui plaisait pas, ce qui permettait probablement de se soustraire à peu près toutes les dispositions proposées.

Quel genre de consensus M. Clark aurait-il pu proposer au Parlement, à la Chambre des communes ce jour-là, qui était une journée de l'Opposition?

Je peux vous lire la référence:

quand il fait une supposition . . .

Je suis certain qu'il doit se fonder sur des négociations lorsqu'il suppose, à la page 3939:

Je voudrais insister sur un des avantages de la formule de Vancouver, et je le signale à mes collègues du Nouveau parti démocratique: On y garantit clairement la juridiction sur les ressources naturelles.

Il dit ensuite que les provinces peuvent se dissocier d'une disposition si elles ne sont pas d'accord avec une garantie claire. Comment pouvons-nous accorder une garantie claire si une ou plusieurs provinces peuvent se retirer à n'importe quel moment? Or, les provinces de l'Atlantique sont si désavantagées qu'elles doivent être d'accord toutes les quatre si elles veulent se retirer.

M. Joe Clark appelle-t-il cela un consensus quand cette semaine-là, sans consultation, il proposait que le Parlement prenne des mesures unilatéralement?

M. Chrétien: Je suis d'accord avec vous.

Mlle Campbell: Ce n'est pas un mandat.

[Text]

Mr. Chrétien: No, I agree with you, when you compare the line of Mr. McGrath and the speech of Mr. Clark on that day, because he wanted us to act unilaterally and with an amending formula, and an amending formula was not there. There was no consensus. There was a consensus to study what was called the Alberta formula but everyone reserved his position. The witness, Professor Remillard, said here that Quebec had reserved its position, and I was there, because in the opting out position there was some who said opting out with compensation or with no compensation; and some said if you opt out you live with your consequences and others said, no, with financial compensation. I never said yes or no but I knew that some were not comfortable with it but we were exploring it because it was a new idea, we pretended it was a new formula. We had looked at the Toronto consensus before, but there was never an agreement. It was not a consensus. It was a consensus to study it and it was still unilateral action because some provinces were not to accept it, and when the first ministers came for their meeting in Ottawa here Mr. Trudeau asked them, is it true you are all agreed to the so-called Vancouver consensus and many of them said, no, no, no. It was discussed but it was not agreed. It was never agreed but it was agreed to study that, so I think it was really irresponsible to try to let the people believe that it was an agreement. There was no agreement, and many of the first ministers said that, and Mr. Hatfield said that publicly and Mr. Davis said that publicly, and I guess Mr. Blakeney too.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I am sorry, Miss Campbell, I have said at the opening of our session that I would allow one supplementary question and I have to remind the honourable members that a supplementary question should never be put on a longer basis than the main question, and I think that the honourable members will understand very easily why I suggest that. The honourable Jake Epp.

Mr. Epp: I have a supplementary question. I think it is important, Mr. Chairman, that I put that question because the Minister here this morning has tried to say that there was not agreement on Vancouver. Every premier that has appeared before this Committee, Mr. Minister, has agreed to Vancouver.

Mr. Chrétien: No. I am sorry.

Mr. Epp: May I finish? Thank you, Mr. Chairman.

There is obviously the question, Mr. Minister, that the premiers have preferences other than Vancouver, but will accept Vancouver in order to make progress on patriation. The same thing can be said about 1971 in Victoria, which you and the Prime Minister like to put forward in the same way, and that it was at that time agreed because of other parts of the package which premiers felt would then make Victoria palatable. So the same argument I think, sir, can be put to you.

[Translation]

M. Chrétien: Non, je suis d'accord avec vous quand vous comparez les propos de M. McGrath au discours prononcé par M. Clark ce jour-là. En effet, il voulait nous voir agir unilatéralement avec une formule d'amendement, une formule d'amendement qui n'existait pas à l'époque. Il n'y avait pas de consensus. On était d'accord pour étudier la formule dite de l'Alberta, mais tout le monde s'empressait de réserver sa position. Le témoin, le professeur Rémillard, disait que le Québec réservait sa position. J'étais là. Quelqu'un a parlé de retrait facultatif avec ou sans compensation et certains ont dit que ceux qui choisiraient de se retirer devraient en supporter les conséquences pendant que d'autres rejetaient l'idée d'une compensation financière. Personnellement, je ne me suis pas prononcé, mais je savais que cette idée n'était pas bien accueillie mais qu'on tenait à en discuter sous prétexte qu'il s'agissait d'une nouvelle formule. Nous avions déjà étudié le consensus de Toronto, mais il avait été impossible de parvenir à un accord. Il ne s'agissait donc pas d'un consensus. On avait seulement accepté d'étudier cette possibilité et il s'agissait toujours de mesures unilatérales parce que certaines provinces refuseraient de les accepter. Quand les premiers ministres se sont rencontrés à Ottawa, M. Trudeau leur a demandé s'il était exact qu'ils étaient tous d'accord pour accepter le consensus dit de Vancouver et beaucoup ont répondu que non, non, non. On en discutait, mais sans parvenir à un accord. Puisqu'il fut toujours impossible de parvenir à un accord, je pense qu'il était malhonnête d'essayer de faire croire le contraire aux gens. Les premiers ministres ne parvinrent à aucun accord et plusieurs d'entre eux le déclarèrent publiquement, M. Hatfield, M. Davis, M. Blakeney également, je pense.

Le coprésident (M. Joyal): Excusez-moi, mademoiselle Campbell, j'ai précisé au début de nos délibérations que nous n'autoriserions qu'une seule question supplémentaire et je dois vous rappeler qu'une question supplémentaire ne doit jamais être plus longue que la question principale; la raison en est facile à comprendre. L'honorable Jake Epp.

M. Epp: J'ai une question supplémentaire. Monsieur le président, cette question me paraît importante parce que le ministre a essayé de nous faire croire ce matin qu'on ne s'était pas mis d'accord sur la formule de Vancouver. Tous les premiers ministres qui ont comparu devant nous, monsieur le ministre, nous ont dit qu'ils étaient d'accord avec Vancouver.

M. Chrétien: Non, je suis désolé.

M. Epp: Vous me permettez de finir? Merci, monsieur le président.

Il est certain, monsieur le ministre, que les premiers ministres ont d'autres solutions qu'ils préfèrent à la formule de Vancouver, mais ils accepteront tout de même celle-ci si c'est le seul moyen de parvenir au rapatriement. La même chose vaut pour l'entente de Victoria de 1971 que le premier ministre et vous-même aimez utiliser de la même façon: vous prétendez que les premiers ministres avaient accepté cette formule de Victoria pour certaines caractéristiques qui leur permettaient de passer sur le reste. On peut donc vous renvoyer le même argument.

[Texte]

The point that one has to raise with you, then, is it does not stand bold faced that Victoria had agreement because as early as 1974 the provinces already indicated, especially starting with the Province of Alberta, that they could not accept Victoria. That being the case when you look at your mandate, the Gallup poll that was released yesterday does not give you a mandate on unilateral action. National figures, 64 percent oppose your action, I am talking about the process; Atlantic Canada 64 percent; your own province of Quebec 61 percent; the Province of Ontario 67 percent; the Prairies 64 percent; British Columbia 64 percent.

So when I say to you, Mr. Minister, I think you are the type of person who wants to show that the record is quite straight forward, I think you would have to agree that the premiers in the discussions this summer for example obviously would have wanted longer discussion. That was ended by your action, but the point is made and must be made that they were willing to accept Vancouver; they had some other preferences but were willing to do it on the basis of patriation.

Let me just give you one other quote. Premier Davis says he prefers Victoria but would accept Vancouver, and I think the record should show exactly that.

Mr. Chrétien: Mr. Hatfield, when he came here, said that he did not accept Vancouver and I was there and there was certainly no unanimity about it. I expressed my point of view and the Prime Minister put the question to the First Ministers the day before the meeting of September, and they did not agree with it and said there is no such consensus. Professor Remillard said here that the Quebec position, and it is true, they had reserved their position. They wanted to study it and they were on the question of, they wanted to opt out but did not want to take the consequences of opting out. So they wanted to have financial compensation and other things.

So there was no agreement.

Even my Prime Minister said that if we had had all the package on the 12 items that were on the table, an agreement on 12 of them, he might have accepted Vancouver, but he said even if it is pretty bad in the constitution that you end up 100 years from now having some rights in some parts of Canada and other rights in other parts of Canada, but on reflection it might have been an error to have it just in order to have peace because you know there is more than peace in a constitution, in the actual moment; it is what are the consequences in the long run. I do not think, personally, on reflection, that an opting out provision is very good in a constitution. The saving guard that we had as a federal government was that we might veto any opting out because we always kept a veto to any amendment so we would have lived with the status quo forever because of not permitting any opting out, if you had been responsible at the national level.

Mr. Epp: It was the Prime Minister that did not accept Vancouver.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Epp.

[Traduction]

Vous devez bien comprendre que l'accord de Victoria n'était pas évident parce que déjà, en 1974, les provinces et en particulier celle de l'Alberta, avaient déclaré qu'elles ne pouvaient pas accepter la formule de Victoria. Cela étant, si vous considérez votre mandat, vous constaterez que le sondage Gallup qui a été publié hier ne vous autorise pas à prendre des mesures unilatérales. Soixante-quatre pour cent de la population sont contre ce processus; dans les provinces de l'Atlantique, 64 p. 100; dans votre province, au Québec, 61 p. 100, en Ontario 67 p. 100; dans les Prairies 64 p. 100 et en Colombie-Britannique 64 p. 100.

Par conséquent, monsieur le ministre, vous essayez de nous faire croire que tout est bien clair, mais vous devez reconnaître que cet été les premiers ministres auraient souhaité discuter plus longtemps. Vous ne l'avez pas permis, mais cela n'empêche pas qu'ils étaient prêts à accepter Vancouver; ils préféraient d'autres solutions mais étaient prêts à céder dans l'intérêt du rapatriement.

Permettez-moi de vous citer une dernière chose. Le premier ministre Davis a déclaré qu'il préférait Victoria mais qu'il accepterait Vancouver; cela mérite d'être précisé.

M. Chrétien: M. Hatfield a déclaré ici même qu'il n'acceptait pas Vancouver; j'en suis certain parce que j'étais là. J'ai dit ce que j'en pensais et le premier ministre a posé la question aux premiers ministres provinciaux la veille de la réunion de septembre: ils n'étaient pas d'accord, il n'y avait pas de consensus. Le professeur Remillard a déclaré, c'est exact, que le Québec réservait sa position. Il souhaitait étudier la proposition parce que l'idée du retrait facultatif lui plaisait, mais il n'était pas prêt à en accepter les conséquences. Entre autres choses, le Québec souhaitait des compensations financières.

Par conséquent, il n'y a pas eu d'accord.

Mon premier ministre lui-même a déclaré que s'il avait été possible de se mettre d'accord sur les 12 questions à l'ordre du jour, il aurait peut-être accepté de se résoudre à la formule de Vancouver mais en même temps il trouvait déplorable qu'après 100 ans on aboutisse à une constitution qui donne des droits à certaines régions du Canada et des droits différents à d'autres régions. Il pensait que c'était peut-être une erreur de céder pour avoir la paix parce qu'une constitution n'est pas seulement une question de paix dans l'immédiat, ce qui importe ce sont les conséquences à longue échéance. Personnellement, je ne pense pas qu'une disposition de retrait facultatif soit très souhaitable dans une constitution. La sauvegarde du gouvernement fédéral était la possibilité d'exercer un droit de veto sur tout retrait étant donné que nous avions le droit d'exercer un droit de veto sur n'importe quel amendement. En fin de compte, nous aurions conservé le statu quo éternellement en interdisant tout retrait dans l'intérêt national.

M. Epp: C'est le premier ministre qui a déclaré qu'il n'était pas d'accord avec Vancouver.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Epp.

[Text]

Mr. Chrétien: I am sorry there is much more. He said it in front of the cameras that if it had been the only item that had been in the way he might have accepted that but the question was completely hypothetical because there was no agreement on anything at all.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Epp. I see that Mr. Nystrom is not in his seat so I can move on to Mr. Manly.

Mr. Manly: Thank you, Mr. Chairman. Is this a new question?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): A supplementary question.

Mr. Manly: Thank you. I would like to ask the Minister some questions about the meaning of his new Section 25 as it relates to aboriginal rights in light of the fact that the office of native claims supported by officials of the justice department in the past have held that aboriginal rights do not pertain to Nova Scotia or New Brunswick Indian people. Is the government now prepared to concede that these rights do indeed exist.

Mr. Chrétien: Well, of course, there is the problem of technicality there because at the time Nova Scotia was established, or New Brunswick, in relation to the time of federation and so on; Mr. Strayer will explain the difference.

Mr. B. L. Strayer, Q.C. (Assistant Deputy Minister, Public Law, Department of Justice): Well, on the particular point of the application of the Royal Proclamation to Nova Scotia, I think it has been our view that there is serious doubt that the Proclamation does apply there; but Section 25 does not really deal with that question as such, all Section 25 does is to say that if those rights exist, they continue to exist and that the Charter does not affect them. It is not prejudging whether they exist or they do not exist, it is just saying if they do, the Charter does not alter those rights in any way.

Mr. Manly: When members of the Algonquin Council appeared before the Committee last week they pointed to the travesty of justice when the James Bay agreement was signed and they said, and this is a quote from their testimony, that:

The first condition that the Cree had to meet before negotiations could begin on the agreement was the abolition of their rights.

It was the first condition the Crees had to meet before they could sit down to negotiate; in other words, before they could negotiate for what they might get from the agreement, they had to agree on the abolition of any rights they did have.

Would your new Section 25 remove that kind of precondition for any future settlements?

Mr. Chrétien: The James Bay, as the Quebec government was to move into a territory where the rights of the Indians had not been settled by any treaty, I was the Minister at the time and it is I who helped the Indians there, the Cree Indians there, to take an injunction against the Quebec government. There was a judgment by Mr. Justice Malouf, that was reversed later on by the Appeal Court and the Supreme Court, but there was a first judgment that created an injunction and that led to negotiations.

[Translation]

M. Chrétien: Je suis désolé, mais ce n'est pas tout. Il a déclaré devant les caméras que si cela avait été la seule question en cause, il aurait peut-être accepté, mais que tout cela restait très hypothétique puisqu'il n'y avait pas d'accord.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Epp. Je vois que M. Nystrom n'est pas à sa place; je passe donc à M. Manly.

M. Manly: Merci, monsieur le président. En sommes-nous à une nouvelle question?

Le coprésident (M. Joyal): Une question supplémentaire.

M. Manly: Merci. J'ai des questions à poser au ministre à propos de la signification de son nouvel article 25 sur les droits des autochtones. Le bureau des revendications des autochtones, appuyé par des fonctionnaires du ministère de la Justice, a toujours prétendu que les autochtones de Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick ne pouvaient pas revendiquer de droits. Est-ce que le gouvernement est aujourd'hui prêt à reconnaître l'existence de ces droits?

M. Chrétien: C'est un problème technique qui vient de la date d'entrée dans la Confédération de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick; M. Strayer va vous expliquer la différence.

M. B. L. Strayer, c.r. (Sous-ministre adjoint, droit public, ministère de la Justice): Nous avons toujours retenu de sérieux doutes quant à l'application de la proclamation royale à la Nouvelle-Écosse. Mais l'article 25 ne traite pas vraiment de cette question. L'article 25 se contente de prévoir que si ces droits existent réellement, ils continueront à exister et la charte ne pourra pas y porter atteinte. Par conséquent, on n'essaie pas de déterminer si ces droits existent ou n'existent pas, on se contente de préciser que s'ils existent, la charte n'y porte pas atteinte.

M. Manly: Lorsque les représentants du conseil Algonquin ont comparu devant le comité la semaine dernière, ils nous ont dit à quel point l'accord de la Baie James avait été une parodie de justice et je cite leur témoignage:

Pour que les négociations sur l'accord puissent commencer, les Cris devaient d'abord remplir une première condition: l'abolition de leurs droits.

Tant que cette première condition n'était pas remplie, les Cris ne pouvaient pas s'asseoir à la table des négociations. Autrement dit, avant de pouvoir négocier un accord quelconque, ils devaient accepter de perdre tous leurs droits.

Est-ce que ce nouvel article 25 supprimerait ce genre de condition préalable dans le cas des règlements futurs?

M. Chrétien: Dans le cas de la baie James, le gouvernement du Québec s'installait dans un territoire où les droits des Indiens n'avaient été reconnus par aucun traité. J'étais ministre à l'époque et j'ai moi-même aidé les Indiens Cris à obtenir une injonction contre le gouvernement du Québec. Le juge Malouf prononça un jugement qui fut ensuite renversé par la cour d'appel et par la cour suprême, mais ce premier jugement aboutit tout de même à une injonction qui conduisit plus tard à des négociations.

[Texte]

Of course as there was to be inundation, flooding of the land, the Crown wanted to be completely in possession of those lands with no right over the land that was to be flooded. It was kind of expropriation of those lands in some ways. It was Crown land but with kind of a mortgage for the natives.

The natives, in exchange for giving free title to this land to the Quebec government, complete title to the land, they have extracted from the government probably the best agreement ever to native people in the world. Just like when you go to your bank and you say that you do not want any mortgage on your house, so you have to make a deal to take it out. So they got in exchange a lot of rights, hunting rights, trapping rights and vast lands and so on that are very well defined, and they got a very substantial sum of money and it was part of the agreement and they negotiated that in exchange for giving a free and simple title to the land to the Quebec government.

Mr. Manly: The fact remains that this was not an agreement that other aboriginal peoples across Canada regarded as satisfactory because it demanded the extinguishment of any rights beforehand and I take it from your answer that there is nothing in Section 25 which would remove that necessity in any future negotiations.

On Monday night, in answering Mr. Nystrom, you recognized the Crown's obligation to protect the rights of native people and you admitted that this obligation predated Confederation and this means very clearly, then, that Canada's obligations to aboriginal people must take precedence over even the federal government's responsibility to the provinces, yet you claim that you cannot protect aboriginal rights without agreement from the provinces?

Mr. Chrétien: You are from B.C., and I was the Minister at the time and Mr. Barrett was the First Minister and I had to deal with that government about the cut-off land question in B.C., when some land was taken away from them that had been part of reserve land and one day one government, I forget, around 1912 or 1913, took away land and we have never been able to persuade Mr. Barrett to restore those Crown lands to the Indians.

Mr. Manly: Mr. Barrett did move on that.

Mr. Chrétien: Just a minute. I was Minister quite a long time, I know a bit about this problem.

And the same thing, they had to sue the government in B.C., the Nishka case, in order to get their rights recognized against the government and so on, but the fact of the matter is the Crown land in B.C., it is provincial Crown land, it is not federal Crown land.

If you want us to take back all the Crown land in B.C., okay, we will oblige and take all the responsibilities for aboriginal rights. We will do the same thing.

One might argue that in 1930, when the federal government transferred the land to the authority of the provincial administrations in the prairies, at that time we did not, the government of the day, the Parliament of the day did not protect the native rights enough, but if you want to restore it to the

[Traduction]

Évidemment, comme le projet prévoyait l'inondation de ces terres, la Couronne souhaitait être propriétaire absolu de ces terres sur lesquelles en réalité elle n'avait pas de droit. Il s'agissait en quelque sorte d'une expropriation. C'étaient des terres de la Couronne sur lesquelles les autochtones détenaient une sorte d'hypothèque.

Quand les autochtones ont cédé absolument leurs titres sur ces terres, ils ont obtenu en contrepartie un accord qui est peut-être le plus intéressant qui ait jamais été obtenu par des autochtones dans le monde. C'est un peu comme lorsque vous allez à la banque pour vous débarrasser d'une hypothèque sur votre maison: vous devez vous mettre d'accord. Les autochtones ont obtenu en échange toute une série de droits, droits de chasse, droits de trappe ainsi que de vastes territoires, le tout très précisément défini. Ils ont obtenu également une compensation financière considérable en échange d'une simple cession des titres au gouvernement du Québec.

M. Manly: Mais cela n'empêche par que les autres populations autochtones du Canada ont jugé cet accord insatisfaisant parce qu'il présupposait l'extinction absolue de tous droits avant le début des négociations. D'après ce que vous me dites, je suppose que l'article 25 ne contient rien qui risque de changer cette situation pour de futures négociations.

Lundi soir, vous avez dit à M. Nystrom que la Couronne était effectivement responsable de la protection des droits des autochtones et vous avez reconnu que cette obligation existait avant la Confédération. Par conséquent, les obligations du Canada envers les autochtones doivent l'emporter sur les responsabilités du gouvernement fédéral envers les provinces. Or, vous prétendez que vous ne pouvez pas protéger les droits autochtones sans l'accord des provinces?

M. Chrétien: Vous êtes de Colombie-Britannique et j'étais ministre quand M. Barrett était premier ministre. A cette époque, nous discussions avec son gouvernement du problème des terres retranchées en Colombie-Britannique. Vers 1912 ou 1913, un gouvernement avait confisqué certains territoires de réserve mais nous n'avons jamais réussi à persuader M. Barrett de rendre ces terres de la Couronne aux Indiens.

M. Manly: M. Barrett avait fait quelque chose.

M. Chrétien: Un instant. J'ai été ministre pendant pas mal de temps et je vous assure que je connais le problème.

Je sais par exemple que les Indiens Nishka ont été obligés de poursuivre en justice le gouvernement de Colombie-Britannique pour faire reconnaître leurs droits. Le problème, c'est qu'il s'agit de terres de la Couronne provinciale et non pas fédérale.

Si vous voulez que nous reprenions toutes les terres de la Couronne de la Colombie-Britannique, d'accord, nous le ferons et nous assumerons toutes les responsabilités des droits autochtones. Certainement.

On peut prétendre qu'en 1930, à l'époque où le gouvernement fédéral a transféré les terres de la Couronne aux administrations provinciales dans les Prairies, le Parlement a négligé de protéger suffisamment les droits des autochtones. Mais si vous voulez que nous assumions à nouveau la responsa-

[Text]

original position, and having all the responsibility of aboriginal rights across Canada, we will have to abrogate the legislation that was passed, unilaterally by the way, in 1930 transferring the land to the western provinces.

For example, we might take back all the tar sands and so on, because in that northern part of Alberta, the Indians, I think the people of Treaty No. 7 who covered that area, have never selected their land.

Mr. Manly: If I could just carry on for a moment. First of all, I would like to correct the record.

In August of 1975 Mr. Barrett did very definitely move to take positive action towards the cut-off lands.

Mr. Chrétien: Is it solved?

Mr. Manly: It is not solved yet because he was defeated in an election later on.

Mr. Chrétien: He talks.

Mr. Manly: He appointed a three member commission to look into it and he made a grant of 100 acres as proof of good faith which would establish the basis in court for the cut-off lands people.

Mr. Chrétien: I just want to give you an illustration of the complexity of the problem.

I have to deal with Socred governments, Tory governments, Liberal governments, NDP governments on that matter.

Mr. Nystrom: Liberal governments?

Mr. Chrétien: In all the provinces. I was there . . .

Mr. Nystrom: At what time? Historical governments.

Mr. Chrétien: As I said, I was the Minister, six years, one month, three days and two hours, so I had a lot of problems there.

I had to deal with the Manitoba government when a very progressive person, Sid Green, was the Minister. He was tougher than any other minister on this problem. You remember the problem of the flooding of the land in Northern Manitoba, we had to sue them, or help the Indians to fight the NDP government in Manitoba.

So I am just telling you that it is a very complex problem and just to come sanctimoniously and say that it will be resolved easily, I would like you to reflect because you have some work to do in B.C. on that. The Nishka problem is not resolved yet, the cut-off land problem question is not resolved yet. To give a few acres of land in good faith, a lot of other governments have done the same, and the only government in fact who delivered was the Liberal government in Quebec on the James Bay project.

Mr. Manly: I think what you have said, Mr. Minister, really underscores the necessity for having some positive enshrinement of native rights because in spite of your best efforts, you are always working against provincial governments that are

[Translation]

bilité des droits aborigènes pour tout le Canada, il nous faudra abroger la Loi adoptée—unilatéralement d'ailleurs—en 1930 et transférant ces terres aux provinces de l'Ouest.

Pendant que nous y sommes, nous pourrions également récupérer tous les sables bitumineux, entre autres, puisqu'ils sont sur des territoires du Nord de l'Alberta qui appartenaient aux Indiens aux termes du traité numéro 7 et cette question n'a jamais été réglée.

M. Manly: Encore un moment, je vous prie. Pour commencer, je voudrais apporter une précision.

En août 1975, M. Barrett a pris des mesures très précises au sujet des territoires retranchés.

M. Chrétien: C'est réglé?

M. Manly: Ce n'est pas réglé parce qu'il a été battu aux élections un peu plus tard.

M. Chrétien: Il parle.

M. Manly: Il a nommé une commission de trois personnes pour étudier la question et a concédé 100 acres de terre pour prouver sa bonne foi, 100 acres de terre qui devaient servir de point de départ pour le tribunal chargé de régler le problème des terres retranchées.

M. Chrétien: Permettez-moi de vous donner un exemple pour vous expliquer à quel point cela est complexe.

A propos de cette question, je dois traiter avec ces gouvernements du Crédit Social, des gouvernements Conservateurs, des gouvernements Libéraux et des gouvernements NPD.

M. Nystrom: Des gouvernements Libéraux?

M. Chrétien: Dans toutes les provinces. J'étais là . . .

M. Nystrom: A quel moment? Vous remontez dans l'histoire.

M. Chrétien: Comme je viens de le dire, j'ai été ministre pendant 6 ans, un mois, 3 jours et 2 heures et je vous assure que je connais les problèmes.

J'ai abordé le problème avec le gouvernement du Manitoba à une époque où Sid Green, un homme très ouvert, était ministre. Il était le plus dur de tous les ministres avec lesquels j'ai discuté de ce problème. Vous vous souvenez de l'inondation des terres du Nord du Manitoba; nous avons dû tenter des poursuites en justice ou du moins aider les Indiens à se défendre contre le gouvernement NPD du Manitoba.

Tout cela pour vous dire que le problème n'est pas facile et que vous feriez mieux de regarder ce qui se passe chez-vous en Colombie-Britannique avant de venir nous dire hypocritement que le problème est facile à régler. La question des Nishka et celle notamment des terres retranchées n'ont pas encore été résolues. De nombreux gouvernements ont consenti à donner quelques acres de terres, mais le seul qui ait vraiment pris le taureau par les cornes est le gouvernement Libéral du Québec dans le cadre du projet de la Baie James.

M. Manly: Ce que vous venez de dire, monsieur le ministre, ne fait que souligner la nécessité d'entériner les droits des autochtones dans la constitution, car en dépit de tous vos efforts, vous vous heurtez toujours aux gouvernements provinciaux qui au mieux, agissent très lentement dans ce sens.

[Texte]

very slow, if they are willing to make any recognition of these rights at all.

So I think it is absolutely essential that, given the government's historic obligation to native people, that there be some positive recognition of those rights, and following your statement . . .

Mr. Chrétien: You have to say how to do that to be effective because if you gave preference to, if you say that the transfer of the land to the provincial governments before all the treaties questions or aboriginal rights questions have been settled when we asked, because in some parts of Quebec or Ontario before Confederation they had been established, but since Confederation existed it was federal land, all the Rupert's Land and Northwest Territories land were all federal Crown land and we transferred that to the provincial authorities.

So perhaps at that time there was no settlement of aboriginal rights, but it might be that if we have an affirmative declaration of those rights, if that means that in order to resolve it we have to take back all the land that is Crown land and subject to aboriginal rights, I would like you to talk to some provincial governments before doing that.

Mr. Manly: Would it be possible not to have some affirmative declaration of those rights, rights which you acknowledge exist, rights which you acknowledge the Crown has an obligation to protect, would it not be possible to have an affirmative declaration of those rights followed by a commitment to negotiate on the meaning of those rights in different parts of the country?

Mr. Chrétien: We looked at that problem, Mr. Manly, very carefully, and there is nothing that would please me more than to oblige in that situation because of my personal commitment to that problem, but we have come a long way in making an affirmation of the rights, the way we have done it, without creating some legal mess in the administration of the land within the provinces.

It is not easy for me because it is not me who will be caught with the problems if we go too far, because it is not federal Crown land. We have the problem in the North and in Treaty 8 and 11 that applied to the Northwest Territories, they never selected their land and I said: let us renegotiate the treaty. No one had done that before. I did that in 1970, they have not come to terms yet. But I was not obligated and I said: let us renegotiate the treaty in the North.

There was a treaty, their right was to select so many acres of land, but that was creating a problem for us, not what you are asking me to do, to create a problem for all the provincial governments on the administration of the land, on the administration of their resources. For me, in the present problem we are having in resources and in energy, we could take back pretty happily the tar sands, and some of your colleagues in the House would be quite happy, because this land is covered by aboriginal rights because the Indians of that area, some of them have not signed their treaty, have not selected their land as yet, but if I were irresponsible—in fact, I am doing that job for the Premiers today, and I read the statement of Mr.

[Traduction]

C'est pourquoi j'estime qu'il est absolument essentiel, vu les obligations historiques du gouvernement vis-à-vis des peuples autochtones, que ces droits soient reconnus de façon positive.

M. Chrétien: Encore s'agit-il de savoir comment procéder en pratique. Il ne faut pas oublier en effet qu'avant l'établissement de la Confédération, toutes ces terres et notamment la terre de Rupert et les Territoires du Nord-Ouest appartenaient à la Couronne mais que depuis lors ces terres ont été transférées aux provinces.

À l'époque, la question des droits des autochtones n'avait pas été réglée. Si pour résoudre cette question actuellement nous devons reprendre aux provinces toutes les terres de la Couronne faisant l'objet de revendications territoriales de la part des autochtones, je pense qu'il serait bon au préalable de consulter les autorités provinciales à ce sujet.

M. Manly: N'y aurait-il pas moyen d'affirmer ces droits de façon catégorique, droits que vous reconnaissez d'ailleurs, en y joignant un engagement à entreprendre des négociations sur la protection de ces droits dans différentes parties du pays?

M. Chrétien: Je puis vous assurer, monsieur Manly, que nous avons étudié ce problème très attentivement et je ne demanderais pas mieux pour ma part de vous donner satisfaction; j'estime toutefois que le texte actuel constitue un progrès sensible en ce qui concerne l'affirmation de ces droits sans pour autant susciter de graves difficultés juridiques au plan de l'administration provinciale de ces terres.

Il ne faut pas oublier qu'il ne s'agit pas de terres de la Couronne et que dès lors, si nous allons trop loin dans ce sens, nous créerons des problèmes pour d'autres. Le problème s'est posé notamment en ce qui concerne les traités numéros 8 et 11 qui s'appliquent aux Territoires du Nord-Ouest, aux fins duquel les terres n'avaient pas encore été sélectionnées. J'ai proposé de renégocier ce traité, ce qui n'avait jamais été fait. J'ai proposé cela en 1970, mais aucun accord n'a été conclu depuis lors. Donc, alors que rien ne m'y obligeait, j'ai proposé de renégocier le traité.

Aux termes de ce traité donc, ils avaient le droit de choisir un certain nombre d'acres, ce qui nous aurait causé certaines difficultés, alors que votre proposition créerait des difficultés au plan de l'administration des terres pour toutes les autorités provinciales. Vu la situation énergétique actuelle, nous ne demanderions pas mieux que de reprendre par exemple les sables bitumineux, à la satisfaction sans doute de certains de vos collègues de la Chambre, ces terrains étant assujettis aux droits des autochtones, les Indiens de la région n'ayant pas encore signé leur traité ni sélectionné leurs terres. Ainsi M. Blakeney a dit pas plus tard qu'hier que bien que le gouvernement fédéral soit partisan d'une définition plus claire des droits

[Text]

Blakeney yesterday and he said that the one giving additional clarification of rights of native people was something that we had urged but he realized, he is a Premier, he came in front of this Committee and he knows what are the problems.

It is very complicated in the prairies. There was the script problem. People who have given away their Indian rights for a piece of land, and very often the land was taken away from them, either legally or illegally, this is not clear.

Some land, some reserve land has been taken back. That is why we go as far as we can legally without creating a legal mess, and if we were to try and affirm there in a narrow way they could lose some rights in the future, so that is the other side of the coin, because if we take the responsibility in a few hours to try and affirm what are those rights, if you do it in order to not create too much problem for the provinces, you might take away rights from the Indian, and if you gave everything to the Indian you might create a legal mess for the provinces.

So I urge you to be careful and, for me, I have a personal pride in what I have achieved because I remember when I started in that game in Indian Affairs problems, the word aboriginal rights was a word that was not accepted at all in Ottawa. You were in the Cabinet, Bryce, at that time and made the advice . . .

Mr. Mackasey: You will have to tell me the years because I have been in and out very often.

Mr. Chrétien: Some are more persistent than others.

Mr. Manly: You say that entrenchment and affirmation might result in the loss of some rights?

Mr. Chrétien: Depending how you affirm.

Mr. Manly: Could you give an example of what you mean by that? You have said it twice now and I would like to understand what you mean?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): That will be your last question, Mr. Manly.

Mr. Chrétien: For example, if you decide to affirm what is an aboriginal right, what is an aboriginal right? If you take the traditional view of aboriginal rights, it is the right to sign a treaty with the Crown before the Crown takes over the land. So from there we have the treaty rights. That is flowing from the Royal Proclamation, that was giving order to the settlers to settle first with the natives.

In those treaties they said that compensation was a medical box in the house of the superintendent of the reserve. We have done an interpretation of that based on aboriginal rights, that the intention was to give something like medicare, and they have, they do not contribute on medicare anywhere; but if you gave a strict interpretation it should be just a medical box in the superintendent's house.

It is just like the compensation of \$5 a year forever; that still exists. The treaty payments, \$5, it was like that in the 1800s and it is still \$5. No indexation or anything. So if you give a strict interpretation, legal interpretation, you have fixed it in

[Translation]

des autochtones, il se rend compte néanmoins des difficultés soulevées par cette question.

La situation est fort complexe dans les Prairies où cela remet en cause toute la question de la légalité des traités. Ainsi certaines personnes ont abandonné leurs droits autochtones contre une parcelle de terre et bien souvent il est difficile de savoir maintenant si cette terre fût enlevée légalement ou non.

Certaines terres faisant partie des réserves ont depuis lors été reprises. Nous avons donc remonté aussi loin que possible dans ce sens, en essayant toutefois de ne pas créer de nouvelles difficultés juridiques. En effet, une définition trop restrictive risque de porter atteinte à leurs droits futurs. En essayant de résoudre le problème à la va-vite, sans créer trop de difficulté pour les provinces, on risque de léser les Indiens. Par contre si on donne entière satisfaction aux Indiens, ce sont les provinces qui se trouveraient lésées.

Je vous engage donc à la prudence; pour ma part, je suis fier de ce que nous avons réalisé jusqu'à présent. Je me souviens que lorsque j'étais au ministère des Affaires indiennes, la notion même des droits des autochtones n'était pas admise à Ottawa. Vous faisiez partie du Cabinet à cette époque, Bryce, et étiez d'avis . . .

M. Mackasey: Il s'agit de quelle année au juste, car je n'ai pas fait partie du Cabinet de façon continue.

M. Chrétien: Certains sont plus persistants que d'autres.

M. Manly: D'après vous, le fait d'entériner et d'affirmer ces droits pourrait léser les autochtones dans une certaine mesure?

M. Chrétien: Tout dépend de ce que vous comptez affirmer.

M. Manly: Pourriez-vous me donner un exemple concret? Vous l'avez répété à 2 reprises et j'aimerais savoir ce que vous entendrez par là au juste.

Le coprésident (M. Joyal): Ce sera votre dernière question, monsieur Manly.

M. Chrétien: Quelle est la définition des droits des autochtones? Dans l'optique traditionnelle, il s'agit du droit de signer un traité avec la Couronne avant que cette dernière ne prenne possession de certaines terres. C'est ainsi qu'il existe des droits prévus par traité. Ceci découle de la proclamation royale ordonnant aux colons de commencer par régler les questions de terres avec les autochtones.

Ces traités stipulaient que les compensations se feraient sous forme de boîtes de premiers secours entreposées dans la maison du surveillant de la réserve. Dans notre interprétation des droits des autochtones, le gouvernement a statué que cela revenait à instituer en quelque sorte une forme d'assurance-maladie si bien que les Indiens ne sont pas tenus de contribuer aux soins de santé. Mais pris strictement à la lettre, on pourrait dire qu'il suffirait d'installer une boîte de premiers soins dans la maison du surveillant.

La disposition prévoyant le versement de \$5.00 par an à perpétuité toujours en vigueur. Les versements de \$5.00 prévus dans les années 1800 restent inchangés, aucune indexation n'ayant été prévue. Donc, pris au pied de la lettre, on pourrait

[Texte]

stone and the court would decide: yes, \$5 forever, but very soon it would be 5 cents in reality.

So that is why I am urging you to be—What we have done here, and I am very pleased that we have made that progress, we said there are some basic rights of the Indians and it is the first time they are written in the constitution, that they have aboriginal rights, but it is a term that has not been fixed as yet, either through negotiations or through legislation.

Mr. Manly: You still have not made that definition.

Mr. Chrétien: No, I just say we have recognized those rights exist, but they are kind of undefined, unprecise, and it is the best way to preserve it because when you define them, you are limiting the scope of it because you are defining it in a positive way.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Manly. I am sorry, Mr. Manly, I cannot allow that question.

The honourable Senator Austin, I would like to invite you on a supplementary question on this same issue.

Senator Austin: Thank you, Mr. Chairman. I would like to follow up to Mr. Manly's line of questioning, Mr. Minister, and in doing so say that I am sure this Committee acknowledges your great knowledge in the field of Indian Affairs and Indian rights, and I want also to say that I believe the government has gone some distance to meet the Indian and native briefs that are before this Committee and they have so acknowledged, in response to your amendments.

There is one concern that I would like to press on you, Minister, and it is not a substantive question but a procedural one, but a procedural one I believe would be of great significance in accelerating the settlement of native claims. Mr. Nystrom referred to it briefly earlier this week when he was questioning you and the question relates to the insecurity that the Indian and native people have with respect to the process of negotiation following the patriation of the present joint resolution.

We have given them assurances, the Prime Minister has given them assurances and you have given them assurances, but what is lacking, in my submission to you, sir, is that the provinces, being a necessary part of that trilateral discussion, have not given such similar assurances as unambiguously as I at least would like to have seen them, and I wonder whether, Mr. Minister, you would be prepared to accept the addition of a subsection (c) to the Section 25 which would read as follows:

And the Government of Canada and the governments of each of the provinces shall proceed expeditiously and continuously and in association with the Indian, Inuit, Métis and other native peoples of Canada to negotiate and settle aboriginal rights and claims.

Now, that phraseology does not in any way influence the definition of what those claims are, it does not change the present substantive right they may have, it does not attempt to impose on the provinces any definition, it leaves the definition of aboriginal rights to negotiation, but what it does do is constitutionally commit to the process of negotiation, which is a political commitment which the Government of Canada has

[Traduction]

s'en tenir à ce \$5.00 qui actuellement ne vaudrait même plus 5c.!

Le progrès consiste donc en ce que nous affirmons dans la Constitution, et ce pour la première fois, que les Indiens possèdent des droits autochtones; cette expression n'a pas encore été définie, ni par voie de négociations ni par voie législative.

M. Manly: Vous n'avez toujours pas établi de définition.

M. Chrétien: Non, mais nous avons admis que ces droits existent bel et bien, même s'ils ne sont pas précisés. C'est à mon avis la meilleure façon de procéder car en les définissant, on en restreint la portée.

Le coprésident (M. Joyal): Je m'excuse, mais votre temps est épuisé.

La parole est au sénateur Austin pour une question supplémentaire.

Le sénateur Austin: Merci, monsieur le président. Dans ce même ordre d'idées, je tiens à préciser que nous ne doutons pas de votre compétence en ce qui concerne les affaires indiennes en général et le droit des Indiens en particulier. Le gouvernement a d'ailleurs fait un gros effort pour donner satisfaction aux doléances présentées par les Indiens devant le Comité; ces derniers l'ont d'ailleurs confirmé à la suite de vos amendements.

Je voudrais, si vous le permettez, soulever une question non pas de fond mais de procédure qui pourrait à mon avis permettre de régler plus rapidement toute cette question de revendications des autochtones. M. Nystrom a évoqué cette question au début de la semaine en parlant notamment des craintes ressenties par les Indiens en ce qui concerne le processus de négociation qui suivra le rapatriement de la Constitution.

Le premier ministre et vous-même et le Parlement tout entier avez essayé de les rassurer à ce sujet. Mais les provinces qui font partie des négociations trilatérales n'ont pas quant à elles donné des assurances aussi précises pour leur part. Accepteriez-vous d'insérer un alinéa (c) à l'article 25 lequel serait libellé comme suit:

Le gouvernement du Canada et les gouvernements de chacune des provinces procéderont dans les plus brefs délais à négocier conjointement avec les Indiens, les Inuit, les Métis et les autres peuples autochtones du Canada en vue de régler leurs droits et revendications autochtones.

Cet énoncé ne contient aucune définition des revendications elles-mêmes et ne cherche pas à modifier le fond même de ces droits; de plus, cet énoncé n'impose aucune définition aux provinces, cette définition des droits des Autochtones devra faire l'objet de négociations. Par contre, ce libellé entérine dans la Constitution le processus de négociations; il s'agit d'un engagement politique déjà pris par le gouvernement fédéral si

[Text]

already made, so in effect it gives those native peoples a constitutional basis for their negotiations and the right to insist that those negotiations be both expeditious and continuous.

I would appreciate your taking that into consideration.

Mr. Chrétien: I will take that into consideration but I think it is a political statement that we are forcing on the First Ministers that they have made anyway, and I do not see—it is not legally binding, the good wishes, but it is not a legal text, it is not any obligation. You say as quickly as possible. Some problems have been dragging, just patriation took 53 years.

Senator Austin: We have, Mr. Minister, in other instances taken a declaration of the First Ministers and put it into this joint resolution and we have such a precedent so I wonder whether you could advance the precedent in terms of the negotiations with respect to these rights?

Mr. Chrétien: I will take that into consideration with pleasure. I just say that we have at the same time realized what we are doing, we are enshrining a Bill of Rights and this is not a right. This is a political affirmation in the Bill of Rights.

The people will wonder, you know, that is not binding at all. It is a political affirmation but the problem will be negotiated; but there is no guarantee that the matter will be resolved with happy negotiations.

Senator Austin: That is correct.

Mr. Chrétien: That is the problem. When you say you are not satisfied with the commitment that the First Ministers made, I must tell you that all of them, agreed in February of 1979 to have an item called "natives and the constitution". Came September, it was not there for one reason: in July we had agreed to finance the native organizations, to do some research on that problem.

You cannot ask them to negotiate before they have completed their research. You cannot have it both ways. They want time to study their rights. You cannot force them to negotiate before they know exactly what their negotiation position will be.

So the problem seems frivolous with regard to a charter, because it is not a right, not an obligation, not a legal obligation.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Senator Austin.

I do not wish to pass any judgment on the content of your proposal, but I am quite sure that this point will remain on the table when we come to consider the content of our report. As I see it, there are matters which deal specifically with the content of the motion, and there are some other matters which we might consider generally in the context of all the testimony and witnesses we have heard and received at this committee. I am very glad that some members raised issues which we will have to consider in relation to that matter, and I am not making any judgment, of course, on the format of our report.

[Translation]

bien que les peuples autochtones auraient tout leur apaisement quant à la poursuite rapide et non interrompue des négociations relativement à leurs droits.

Qu'en pensez-vous?

M. Chrétien: Je vais y réfléchir, mais il me semble à prime abord qu'il s'agit d'une déclaration d'ordre politique qui serait imposée aux premiers ministres provinciaux. De plus il ne s'agirait que d'une déclaration d'intention n'ayant pas force de loi. Vous dites que les négociations devraient se poursuivre aussi rapidement que possible. Or les discussions quant au rapatriement de la Constitution durent depuis 53 ans déjà.

Le sénateur Austin: Étant donné qu'une déclaration des premiers ministres provinciaux a déjà été incluse dans cette résolution, cet exemple ne pourrait-il pas être repris en ce qui concerne les négociations relatives aux droits des autochtones?

M. Chrétien: Je vais certainement réfléchir à votre suggestion. Il ne faut pas oublier cependant qu'il s'agit en l'occurrence d'entériner une charte des droits de la personne alors que vous proposez d'inclure une affirmation politique dans cette charte.

Une pareille déclaration n'aurait pas force de loi, car il s'agit d'une affirmation de caractère purement politique. Or, rien ne nous assure que les négociations aboutiront à la satisfaction de tous.

Le sénateur Austin: C'est exact.

M. Chrétien: Et vous dites que l'engagement pris par les premiers ministres provinciaux n'est pas suffisant à votre avis. Or je vous rappelle qu'en février 1979, les 11 premiers ministres avaient accepté de négocier sur la question intitulée «les autochtones et la Constitution.» Cette question a été retirée de l'ordre du jour de la conférence de septembre après qu'au mois de juillet il fut décidé d'accorder une aide financière aux organisations autochtones en vue d'étudier ce problème.

On ne peut pas exiger d'eux qu'ils négocient avant qu'ils aient terminé leurs études. Il leur faut du temps pour étudier quels sont au juste leurs droits. Nous ne pouvons pas les obliger à négocier avant qu'ils n'aient eux-mêmes fait le point de cette question.

Je ne vois donc pas pourquoi on insérerait cette question dans la charte, vu qu'il ne s'agit pas d'un droit, que ça n'aurait pas force de loi.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur le sénateur.

Sans vouloir me prononcer sur le fond de votre suggestion, je n'en demeure pas moins convaincu que nous y reviendrons lorsque nous rédigerons notre rapport. Certaines questions traitent exclusivement du fond de la motion alors que d'autres sont d'ordre plus général et se rapportent à l'ensemble des témoignages que nous avons entendus. C'est une excellente chose que les membres du comité aient soulevé des questions que nous examinerons plus tard.

[Texte]

Senator Austin: Are you saying, Mr. Chairman, that I can come back to the matter when we deal clause-by-clause with Section 25?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Certainly.

Thank you very much, Senator Austin.

I would like to call now the honourable Bryce Mackasey.

Mr. Mackasey: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, I would like to clarify some of the matters you have stated.

There has been a great deal of reference this morning to the Gallup poll, and about Westminster going beyond the resolution.

Now, it seems to me rather ludicrous to presume that Westminster is going to be guided by the Canadian Gallup poll. I do not think that Premier Thatcher is guided by the Gallup polls in England which suggest that her fiscal or monetary policies are disastrous with their level of unemployment and their rate of interest. I am not questioning their judgment.

But I am certainly suggesting that there is much more to governing than reflecting the position of the monthly Gallup poll. I might be wrong on that.

Mr. Chrétien: No, you are not wrong.

Mr. Mackasey: I do not think there was any illusion on the part of any of us, when we took on this task, that we were doing something that the Canadian people were beating the doors down to have accomplished.

The other night I looked at the Gallup poll including the flag debate, and we were more unpopular at the time.

The only poll that any of us really worry about is election day.

I am confident that, with the amendments you have made and proposed, you have gone a long way to reassure Canadians that the exercise is worth it.

I think, Mr. McGrath was correct in saying that we have not been determined to enshrine a bill of rights or charter of human rights for 53 years.

I do agree, would you agree, that we have been looking for that length of time for an amending formula.

Mr. Chrétien: Yes, and to say that we are faced with the proposition of having a bill of rights enshrined in the constitution is a problem we have to go for two years with respect to, is not true. In 1968 Mr. Pearson proposed that; in 1960 Mr. Diefenbaker sought agreement to put his bill of rights in the constitution.

Mr. Mackasey: Mr. Minister, on my own little research and on the basis of that supplied to me here by others, Mr. Douglas is on record in the fifties that he was in favour of a charter of human rights.

Mr. Chrétien: And Mr. Louis St. Laurent, when he was a lawyer for the Rowell-Sirois Commission in 1939, stated in a committee here that we should enshrine a bill of rights in the Canadian constitution.

[Traduction]

Le sénateur Austin: Dois-je comprendre que je pourrai revenir sur cette question lorsque nous en arriverons à l'article 25?

Le coprésident (M. Joyal): Certainement.

Merci, monsieur le sénateur.

La parole est à monsieur Bryce Mackasey.

M. Mackasey: Merci, monsieur le président.

Je voudrais apporter certaines précisions à ce que vous avez dit.

Le sondage Gallup a été évoqué à plusieurs reprises ce matin. Il a également été question de l'attitude du gouvernement britannique.

Il est tout à fait ridicule à mon sens de prétendre que le gouvernement britannique agira en fonction d'un sondage canadien. M^{me} Thatcher ne tient pas davantage compte des sondages britanniques d'après lesquels la population s'oppose à sa politique monétaire et fiscale qui entraîne un taux de chômage et d'intérêt fort élevés.

Gouverner ne consiste pas à tenir compte uniquement des sondages mensuels.

M. Chrétien: Vous avez tout à fait raison.

M. Mackasey: Lorsque nous avons entrepris cette tâche, nous ne nous faisons aucune illusion quant à l'enthousiasme de nos compatriotes pour cette question.

Lors du débat sur le type de drapeau à adopter, la position du gouvernement était encore moins populaire d'après le sondage de l'époque.

Le seul sondage qui compte vraiment, c'est les élections.

Je suis sûr que grâce à vos amendements, monsieur le ministre, vous êtes parvenu à convaincre les Canadiens que tout ceci en valait la peine.

M. McGrath a raison de dire que depuis les 53 ans que durent les débats, nous n'étions jamais vraiment convaincus de la nécessité d'entériner une Charte des droits de l'homme.

Cela fait 53 ans en effet que nous essayons de dégager une formule d'amendement.

M. Chrétien: Il n'est pas vrai que nous devons attendre deux ans pour entériner une Charte des droits de l'homme dans la constitution. En 1968, M. Pearson a essayé de le faire après un effort infructueux de M. Diefenbaker en 1960.

M. Mackasey: Ayant étudié le dossier, j'ai remarqué qu'au cours des années 1950, M. Douglas s'était prononcé en faveur d'une Charte des droits de la personne.

M. Chrétien: En 1939, lorsque M. Louis St. Laurent était conseiller juridique pour la Commission Rowell-Sirois, il a dit devant le comité qu'une charte des droits de l'homme devrait être enchâssée dans la Constitution canadienne.

[Text]

Mr. Mackasey: And Mr. Diefenbaker wanted to do so as well.

So regardless of that, the point I would like to come back to is that we probably would not be sitting here today if the Fathers of Confederation had not overlooked the eventual need for an amending formula.

But I would submit that it is of no use bringing back the constitution unilaterally—and I could argue that what we are doing is not unilateral, in the sense that there is support for it—there is no use bringing it back without the elusive amending formula.

Mr. Chrétien: In fact, Mr. Mackasey, if we were as some are suggesting today—and I think it was the *Sunday Times*, which is owned by the same owners of the *Globe and Mail*, which suggested patriation without anything else. That means that even if we wanted to act, not unilaterally, but with the agreement of everybody, it would not necessarily be legal; because is it the provincial government? Is it the provincial legislature? Is it the people? It might be challenged. There would be a big lacuna in law, if we do not have an amending formula to come back.

Mr. Mackasey: I wanted it re-emphasized, because Canadians who have voted in the Gallup poll, voted on their conceptions. Many of my misconceptions have been cleared up here. I think we all agree that we must have an amending formula.

My point is that regardless of how the constitution is brought back to Canada, there has to be an amending formula if matters are going to be meaningful.

But the point I would like to make is that, Mr. Minister, if we were to go according to your schedule or your wishes, or hopefully if it is supported by the House of Commons and the Senate, we will have a constitution amended to some degree, and an amending formula and a charter of human rights.

Do you think this would have some influence on the position of the federal government in so far as its flexibility is concerned in agreeing to a proposed amending formula, since there are certain basic things entrenched in the charter of human rights.

Mr. Chrétien: The mechanism which we have selected for an amending formula, because we need one—and one can argue the best thing that can happen for the federal government and Parliament would be for us to take it without any amending formula; we would end up with much more power than we now have.

So what we have done is to call for unanimity in the first two years, so that the provinces could put their act together—seven of them and make their resolution to us. If the package is well accepted the mood would be better for agreement on an amending formula which would show maximum flexibility.

But the problem is if there is no agreement, we have selected the Victoria formula—the one which was agreed; and when Mr. Epp said earlier that it was agreed, but not agreed, well, it was agreed. The paper was there ready to be signed. It was

[Translation]

M. Mackasey: M. Diefenbaker était du même avis.

Nous n'en serions d'ailleurs pas là aujourd'hui si les pères de la Confédération avaient pensé à inclure une formule d'amendement.

Je prétends que cela ne servirait à rien de rapatrier la constitution, et il ne s'agit pas à strictement parler d'un rapatriement unilatéral, sans prévoir en même temps une formule d'amendement.

M. Chrétien: La revue *Sunday Times*, qui appartient au propriétaire du journal *Globe and Mail*, propose qu'on s'en tienne uniquement au rapatriement de la Constitution. Or, si nous agissions ainsi, c'est-à-dire non pas unilatéralement mais avec l'accord de tous, ce ne serait pas nécessairement légal car il ne serait pas clair de qui il s'agit, notamment des autorités provinciales ou du peuple tout entier si bien que cela pourrait faire l'objet de litige. L'absence d'une formule d'amendement constituerait donc une grave lacune juridique.

M. Mackasey: Je tenais à clarifier ce point car les Canadiens qui se sont prononcés dans ce sondage l'ont fait en fonction de leur vue des choses. Or, ma propre position a beaucoup évolué lors de ces débats. Nous sommes tous d'accord, je pense, pour dire qu'une formule d'amendement est indispensable.

Quelles que soient les modalités de rapatriement de la constitution, une formule d'amendement est indispensable.

Si vos propositions sont adoptées par la Chambre des communes et le Sénat, nous aurons une Constitution modifiée dans une certaine mesure ainsi qu'une formule d'amendement et une Charte des droits de l'homme.

Cela pourrait-il avoir des incidences sur l'attitude du gouvernement vis-à-vis de la formule d'amendement, certains droits fondamentaux étant déjà intégrés dans la Charte des droits de l'homme?

M. Chrétien: On pourrait dire que le gouvernement et le Parlement auraient tout avantage à rapatrier la Constitution sans formule d'amendement, car cela nous laisserait avec plus de pouvoirs que nous n'en avons actuellement.

Nous avons donc prévu une période de deux ans au cours de laquelle les provinces pourraient se concerter à un minimum de sept d'entre elles et se mettre d'accord pour nous soumettre leurs décisions. Si nous tombons d'accord, cela nous permettrait d'adopter une formule d'amendement prévoyant un maximum de souplesse.

Mais la difficulté, c'est qu'il n'y a pas d'accord et nous avons choisi la formule de Victoria, celle sur laquelle nous nous étions mis d'accord. M. Epp a laissé entendre plus tôt qu'il y avait accord sans qu'il y ait accord mais je dirais qu'il y avait

[Texte]

only Quebec that withdrew its support, not because of any problem which existed in the formula or anything else, but they wanted to bargain for something else.

So that was a very historical moment at that time. So we said, at least we have this formula to go on if there is no better agreement.

Mr. Mackasey: Mr. Minister, I have been periodically in this Committee suggesting that this 24 months period that the proposed resolution suggested, before the amendments came in had some meaning, some opportunity for the provinces and the federal government to come to some agreement, which, obviously, Canadians would prefer to see.

I have been ridiculed in some areas for this as being rather naive.

So, I would like to ask you—and I am not leading you on this, because I want to know objectively—what is the potential of that 24 months? What could flow when the constitution is back with an amending formula, with a charter of human rights and, in essence, frozen for two years? What is the potential of that period? What, realistically, can some of us who are concerned, anticipate could happen if there was the right approach to a conference in the 24 months if this charter is brought back?

Mr. Chrétien: Well, I have to tell you something—and someone might suggest that I am being a bit political here; but I think there will be something very important which would change, if there is a change of government in Quebec. In all of the summer process, I have always felt that having to deal with a separatist government, who have no interest in proving that the Canadian federal system could work, I think it was a pretty adventurous thing to do; and having in there a dedicated Canadian there, Mr. Ryan—and I have my differences with him; but he is a federalist; he will want to make Canada work. We might disagree on some elements; but that changed the perspective.

The dilemma of the Parti Québécois this summer was that at one time it was perhaps tempted to make an agreement so that they could win the next election; and after that they were having too many problems with their radical wing and they decided not to make an agreement. I do not know what the political motivation was.

But it was not very reassuring having to face at that conference a government that has as its primary goal to make sure that Canada is not working.

So that with a change of government in Quebec, which wants new federalism—and they have published a Beige Paper on the subject and have expressed their views on all the problems with which we are confronted; and, by the way, when you look at the Beige Paper and what we are doing, there is no great difference. Mr. Ryan objects to the process. Even in the polls which are quoted, it is the process.

[Traduction]

accord. Le document était là, prêt à être signé. Ce n'est que parce que le Québec a retiré son appui, et pas parce qu'il y avait des difficultés au sujet de la formule ou autre, que l'on n'a pas signé; le Québec voulait s'en servir pour négocier autre chose.

C'était donc un moment tout à fait historique à l'époque et nous nous étions dit qu'au moins nous avions cette formule faute de mieux.

M. Mackasey: Monsieur le ministre, j'ai souvent dit dans ce comité, que cette période de 24 mois prévue dans le projet de résolution, avant que l'on apporte les amendements, donnait la possibilité aux provinces et au gouvernement fédéral de se mettre d'accord, ce que les Canadiens préféraient de beaucoup.

Pour avoir agi ainsi, on m'a tourné en dérision en indiquant que j'étais naïf.

Donc je vous demanderais, car je ne vous fournis pas de directive en ce sens, je vous demanderais objectivement qu'elle est la valeur de cette période de 24 mois? Supposons que la Constitution revienne avec une formule d'amendement, avec cette Charte des droits de la personne, et que tout soit arrêté à son sujet pendant deux ans, qu'advierait-il? Mais pour certains d'entre nous qui s'en préoccupent, quel serait d'une façon réaliste ce qui se produirait, en supposant que l'on soit prêt à tenir une véritable conférence au cours de cette période de 24 mois après le retour de la Charte?

M. Chrétien: Je dois vous avouer, et certains m'accuseront ici de faire un peu de la politique, mais je dois vous avouer que je considère que la situation changera beaucoup s'il y a un changement de gouvernement au Québec. J'ai toujours cru au cours de l'été, que si on devait traiter avec un gouvernement séparatiste, qui n'avait aucun intérêt à ce que le système fédéral canadien fonctionne, ce serait pas mal risqué. Mais, si d'autre part, nous avons M. Ryan au pouvoir, et je ne suis pas toujours d'accord sur tous les sujets avec lui, nous aurons quand même là un fédéraliste avec qui traiter, un fédéraliste qui veut que le Canada soit une réussite. Nous pouvons avoir des divergences de vues, mais toute la perspective d'avenir en sera changée.

Le dilemme en face duquel se trouvait le Parti québécois, l'été dernier, c'était que, dans un certain sens, il voulait peut-être essayer d'en arriver à un accord afin de gagner les prochaines élections mais, qu'après avoir eu trop de difficultés avec son aile radicale, il a décidé de ne pas être d'accord. Je ne sais pas quel était le motif politique de cette décision.

Il n'était cependant pas très rassurant d'avoir à faire face lors de cette conférence à un gouvernement qui avait pour objectif principal de s'assurer que la fédération canadienne ne fonctionnerait pas.

Donc, s'il y a un changement de gouvernement au Québec, que ce gouvernement veut établir un nouveau fédéralisme, et c'est ce qui est indiqué en détail dans le Livre beige, je crois que nos perspectives d'entente seront meilleures car si vous examinez ce qui est préconisé dans ce Livre beige, et ce que nous faisons, vous verrez qu'il n'y a pas beaucoup de différence. M. Ryan

[Text]

Of course I would like to have a good process; but I am more worried when the people quarrel with the substance.

Mr. Mackasey: Mr. Minister, one last question, because I know my 10 minutes are up.

A matter has concerned me a little. We have made adjustments to the Atlantic provinces formula in the sense of including Prince Edward Island, removing the anomaly there.

There has been some spirited, but objective debate in this Committee about the formula as it applies to the West.

I think Mr. Epp has made a persuasive case for his province. Others have done it for British Columbia.

How flexible would you be, or are you—let me put it another way: under what circumstances would you be prepared to accept an amendment here which would remove the 50 per cent population clause in the amending formula as it applies at the present moment to the West?

Mr. Chrétien: In the case of the maritimes or eastern provinces, the first ministers expressed their views—all of them, at least three of them; and I guess Mr. Peckford too, but not in front of this committee, though I am subject to correction, I am not sure.

Mr. Buchanan said it in front of this Committee, and privately to me; of course, Mr. Hatfield, and the views of PEI were very clear, and of course, Mr. Peckford agreed to.

I think if the same type of request came from the western premiers, I would have no hesitation.

The rationale for having the Victoria Formula is based upon the past agreement. For example, I was told that it was very much the B.C. government who insisted on having it—the father of the present premier, to have the 50 per cent. It was debated at that time and came out that way. The other premiers obliged. I think it was Mr. Schreyer, in Manitoba, Thatcher in Saskatchewan, and Strom in Alberta; they obliged at the request of Mr. Bennett.

There is no symmetry between the East and the West; it was the wish of the duly elected premiers of the day.

Mr. Mackasey: What you are saying in conclusion is that if the four premiers made that request as did the four premiers of the Atlantic provinces, you have no particular opposition?

Mr. Chrétien: I would be delighted.

Mr. Mackasey: So, the initiative is back in their own court to resolve their own differences?

Mr. Chrétien: Yes.

[Translation]

critique cette procédure. Même dans les sondages qui sont cités, c'est de la procédure qu'il s'agit.

Naturellement, j'aimerais que la procédure soit excellente mais je m'inquiète plus lorsque les gens ne sont pas d'accord sur le fond même de la question.

M. Mackasey: Monsieur le ministre, je poserai une dernière question, car je sais que mes 10 minutes sont épuisées.

Il y a une question qui me préoccupe un peu dans le cadre de ces rajustements que nous avons faits à la formule relative aux provinces de l'Atlantique pour y inclure l'Île-du-Prince-Édouard, ce qui permettait de supprimer une anomalie.

Cependant, nous avons eu dans le comité ici des discussions fort animées mais objectives au sujet de cette formule telle qu'elle s'applique à l'Ouest.

Je vois que M. Epp a défendu sa province avec beaucoup de persuasion. D'autres ont défendu la cause de la Colombie-Britannique.

J'aimerais cependant savoir jusqu'à quel point vous accepteriez une marge d'action ici. Dans quelles circonstances seriez-vous prêts à accepter un amendement qui, dans la formule d'amendement telle qu'elle s'applique actuellement pour l'Ouest, exclurait 50 p. 100 de la population?

M. Chrétien: Dans le cas des provinces maritimes ou des provinces de l'Est, les premiers ministres ont indiqué leur point de vue; tous l'ont indiqué, on au moins trois d'entre eux, et je le suppose, M. Peckford aussi, mais ils n'ont pas indiqué ce point de vue devant le comité; en tous cas, je n'en suis pas sûr.

M. Buchanan a dit au comité et m'a dit en privé ce qu'il pensait et, naturellement, M. Hatfield a précisé sa pensée et la position de l'Île-du-Prince-Édouard était très claire et naturellement, M. Peckford était d'accord.

Je crois que si la même requête était présentée par les premiers ministres des provinces de l'Ouest, je n'hésiterais aucunement à y donner suite.

La raison pour laquelle j'utiliserais la formule de Victoria, c'est parce qu'il y a eu accord dans le passé. Par exemple, on m'a dit que c'était surtout le gouvernement de Colombie-Britannique, le père de l'actuel premier ministre, qui avait insisté pour qu'on ait cette formule, qu'on ait ces 50 p. 100. La question a été discutée à l'époque et elle a été résolue de cette façon. Les autres premiers ministres ont accepté. Je crois que c'est M. Schreyer, du Manitoba, M. Thatcher, de la Saskatchewan et M. Strom de l'Alberta, qui se sont inclinés devant la demande de M. Bennett.

On ne peut pas comparer l'Est et l'Ouest et c'était là le désir des premiers ministres dûment élus à l'époque.

M. Mackasey: Vous dites donc en conclusion, que si les quatre premiers ministres faisaient cette requête comme l'ont fait les quatre premiers ministres des provinces de l'Atlantique, vous ne vous opposeriez pas?

M. Chrétien: Je serais très heureux d'y donner suite.

M. Mackasey: Donc, c'est à eux à résoudre leur différend?

M. Chrétien: Oui.

[Texte]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Mackasey.

The honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Thank you, Mr. Chairman.

I want to say to the Minister up front that there are two areas I would like to deal with primarily, the latter emphasis I would concentrate on this morning would be resources.

Before doing so, I would like to clarify what I feel requires some clarification on the amending formula, so that the record will show it.

I thought, Mr. Minister, that you were ill advised to use Mr. Sid Green to defend your position. You said that he was a progressive person and progressive minister. You appreciated his views.

That being the case—and I do not know if he is in full agreement or the NDP are in full agreement with him; they probably are because of their association with him; but Mr. Sid Green appeared before the Manitoba legislature and condemned the action of the government on the constitution unequivocally.

So, if you want to use him as your authority, go ahead, but then use him as your authority.

Mr. Mackasey: On a point of order.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Mackasey, on a point of order.

Mr. Mackasey: Did he appear as a minister or as a lawyer?

Mr. Epp: The answer to both questions is no.

Mr. Mackasey: If he was not appearing as a minister, that is a fundamental difference.

Mr. Chrétien: Mr. Epp, the point I was making to Mr. Manly was very simply that I dealt on native rights with all different types of governments, and nobody has a monopoly on generosity.

Mr. Epp: That is not my point. I am simply saying if you want to quote your authorities, then quote them. That is all I am saying.

Mr. Chrétien: I disagreed with Mr. Green. I did not quote him to agree with him. I disagreed with him.

Mr. Epp: Mr. Chairman, I know I do not have a lot of time, but I would like to read a letter into the record from the honourable Dick Johnston, Minister of Federal and Intergovernmental Affairs of the Province of Alberta, addressed to Mr. Donald Munro, dated December 19, 1980, as he viewed the consensus arrived on Vancouver. I quote:

Thank you for your letter of December 8, 1980. I appreciated receiving your comments regarding the Alberta position on the federal constitution proposals.

With respect to your specific request as to whether the federal Justice Minister supported the Vancouver consensus formula during our Vancouver meeting, my recollec-

[Traduction]

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Mackasey.

Je donne la parole à l'honorable Jake Epp.

M. Epp: Merci, monsieur le président.

J'aimerais indiquer à monsieur le ministre qu'il y a deux domaines dont je voudrais traiter en particulier, entre autres la question des ressources.

Mais avant d'aller plus loin, j'aimerais qu'on me donne des éclaircissements nécessaires, à mon avis, sur la formule d'amendement, afin que le compte rendu les indique.

Je croyais, monsieur le ministre, qu'on vous avait mal conseillé de vous servir de M. Sid Green pour défendre votre position. Vous avez dit que c'était un progressiste et un ministre progressiste et que vous appréciez les opinions qu'il avait exprimées.

Ceci étant le cas—je ne sais pas s'il est totalement d'accord avec le NPD ou si le NPD est totalement d'accord avec lui—mais c'est probablement le cas à cause de leur association. M. Sid Green a comparu devant l'assemblée législative du Manitoba et a condamné de façon non équivoque l'action du gouvernement en ce qui a trait à la Constitution.

Donc, si vous voulez le citer comme autorité, vous pouvez le faire, mais ce sera sous votre responsabilité.

M. Mackasey: J'invoque le Règlement.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Mackasey, au sujet d'une question de Règlement.

M. Mackasey: Est-ce que M. Sid Green a comparu à titre de ministre ou à titre d'avocat?

M. Epp: La réponse aux deux questions est non.

M. Mackasey: S'il ne comparaissait pas à titre de ministre, alors la situation est totalement différente.

M. Chrétien: Monsieur Epp, ce que je voulais dire à M. Manly, c'est que j'ai eu l'occasion de traiter du sujet des droits des autochtones avec les différents gouvernements et aucun n'a fait preuve du monopole de la générosité.

M. Epp: Ce n'est pas ce que je voulais prouver. Tout ce que je veux prouver, c'est que si vous voulez citer vos autorités, vous pouvez le faire.

M. Chrétien: Je n'étais pas d'accord avec M. Green. Je ne l'ai pas cité pour indiquer que j'étais d'accord avec lui.

M. Epp: Monsieur le président, je sais que je ne dispose pas de beaucoup de temps, mais j'aimerais faire consigner au compte rendu une lettre qu'a envoyée l'honorable Dick Johnston, ministre des Affaires fédérales et intergouvernementales de la province de l'Alberta à M. Donald Munro, lettre datée du 19 décembre 1980 et qui indiquait quelle était son opinion sur cet accord auquel on était arrivé à Vancouver. Je cite:

Je vous remercie de votre lettre du 8 décembre 1980. J'ai été heureux de recevoir vos remarques au sujet de la position adoptée par l'Alberta au sujet des propositions fédérales sur la Constitution.

Quant à savoir précisément comme vous me le demandez si le ministre fédéral de la justice était en faveur de cette formule d'accord de Vancouver établie au cours de

[Text]

tion of the deliberations is that while Mr. Chrétien saw considerable merit in the Vancouver formula he did not explicitly endorse the formula on behalf of the federal government. He did indicate, however, that the federal government was willing to consider any amending formula which received general support among the provinces.

It is significant to note that during the federal-provincial discussions over the past summer on the amending formula:

—General support for the proposal that eventually became known as the “Vancouver consensus formula” emerged at an early stage. Subsequent discussions regarding the amending formula focused primarily on incorporating technical improvements into the proposal.

—At no point did the federal government advance any proposals. At no point was the use of referenda in an amending procedure formally discussed.

I simply wanted to put that on record, and say that when the Minister indicates one observation of what happened in the summer, I would suggest that is not the only observation that was prevalent for the summer meetings.

But, Mr. Minister, what I would like to discuss with you today is the matter of a clause including the ownership, management and control of resources. It has been the position of this party, Mr. Minister, that resources are owned by the provinces and that period dates back to 1867 when at the time of Confederation resource ownership was not given to the provinces, it was agreed between the federal and provincial governments of that day, that resources were owned by the provinces. Unfortunately, at least in the history of those of us who come from Western Canada, that view did not prevail at the time we entered Confederation. We were given the same provisions in 1930 through the Natural Resources Transfer Act.

You said yesterday that the federal government gave—while you might be technically correct, I do not think that historically that is the manner in which Western Canadians viewed the events of 1930 but rather it was an agreement in 1930, a moral obligation, that if the other provinces had their resources so also should the western provinces and there was an inequitable position that the provinces should continue in Confederation without the ownership and control and management of their resources, a right which had been enjoyed by the other provinces.

I think the record of 1930, as one reads that period of time, that my interpretation of that period is accurate.

I believe, Mr. Minister, that there has been no question as to ownership of resources until it was raised in the last two years

[Translation]

la séance de Vancouver, d'après ce que je me souviens des délibérations c'est que même si M. Chrétien trouvait que cette formule de Vancouver avait beaucoup de mérites, il ne l'a pas endossée au nom du gouvernement fédéral, de façon explicite. Il a cependant indiqué que le gouvernement fédéral était prêt à examiner toute formule d'amendement qui aurait reçu le consentement général des provinces.

Il est important de faire remarquer qu'au cours des discussions qui ont eu lieu à la conférence fédérale-provinciale de l'été dernier au sujet de la formule d'amendement:

... Très rapidement on s'est mis d'accord de façon générale sur cette formule qui est devenue connue sous le nom de «Formule d'accord de Vancouver», et que les pourparlers qui ont suivi au sujet d'une formule d'amendement se sont principalement centrés sur des améliorations de forme à apporter à la proposition. Jamais le gouvernement fédéral n'a présenté de proposition.

... On n'a jamais au cours des discussions officielles sur une procédure d'amendement mentionné l'utilisation éventuelle de référendum.

Je voulais simplement faire consigner cela au compte rendu afin d'indiquer que lorsque le ministre fait une réflexion sur ce qui s'est passé cet été, il n'a pas tout dit.

Mais, monsieur le ministre, je voudrais discuter aujourd'hui du fait qu'il faudrait prévoir dans un article la propriété, la gestion et le contrôle des ressources. La position de notre parti, monsieur le ministre, c'est que les ressources sont de la propriété des provinces. Ceci date de 1867. La propriété des ressources, au moment de la Confédération, n'a pas été donnée aux provinces mais les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral se sont mis d'accord pour que ces ressources deviennent la propriété des provinces. Malheureusement, tout au moins pour ceux qui viennent de l'Ouest du Canada, cela ne fut pas notre cas lorsque nous sommes entrés dans la Confédération. On nous a fait les mêmes conditions en 1930 dans la Loi sur le transfert des ressources naturelles.

Vous avez dit hier que le gouvernement fédéral a donné... Vu que les autres provinces disposeraient de leurs propres ressources, le gouvernement fédéral aurait dû moralement permettre aux provinces de l'Ouest d'en disposer également. Même si vous avez techniquement probablement raison, historiquement ce n'est pas ainsi que les Canadiens de l'Ouest interprètent les événements de 1930, mais ils interprètent ces événements comme résultat de cet accord de 1930. En effet, il aurait été injuste que ces provinces de l'Ouest continuent à appartenir à la Confédération sans avoir comme les autres provinces la propriété, le contrôle et la gestion de leurs ressources.

Je crois que mon interprétation des événements de 1930, d'après les archives, est exacte.

Je crois, monsieur le ministre, que la question de cette propriété des ressources n'a jamais été contesté jusqu'à ces

[Texte]

by the federal government and specifically the Prime Minister. It was at that point only that I felt suddenly there was a need to reaffirm, if in fact a reaffirmation is needed, that resources in fact are owned by the provinces. If there was any doubt, it was raised by the Prime Minister. It has never been raised by any Premier who is now sitting as a Premier for any province or, for that matter, any Premier that held those responsibilities heretofor.

So I want the record to show very clearly that we in this party, looking at Section 92 and Section 109 of the BNA Act that in fact resources are owned by the provinces without question; and if there is any question it is by the Prime Minister.

That being the case that I am putting before you this morning, before I get into the resources question per se are you aware that this Committee might not be in a position to in fact entertain any amendment either the Broadbent, Nystrom amendments on resources or any amendment that we in this party might put forward in order to reaffirm the ownership of resources by the provinces, placing all those caveats of historical precedents that I have placed before you? Are you aware, Mr. Minister, that in fact this Committee might not be in a position to accept, because of the narrow reference under which this Committee is working, to accept any amendments on resources.

Mr. Chrétien: I am informed that there is, under the Chairman, it is up to the Chairman to decide. I am not to deal with the proceedings of this Committee, as procedures. It is for the Committee to pass their own judgment.

Mr. Epp: Mr. Minister . . .

Mr. Chrétien: Do not ask me. We will see what the result of the deliberation is.

I would like to reply to some of the statements you made because in fact it has been the view of this government and all previous governments that the resources are owned by the provinces.

Mr. Epp: I am glad you said that.

Mr. Chrétien: And this question was not raised by the federal government ever. The first people who sought clarification of it were the Alberta government, not us. They are the ones who initiated the discussion on it.

We never pretended we owned the resources. We always said that we have the right to tax the resources as the national government. This is what we said. We never pretended we owned the resources. The resources were transferred to the provinces in 1930 by the federal government. You say that, you know, you have to put it in an historical context. When the provinces were created in 1905 there was no transfer of the resources and it was not the trend in North America either. The states south of Alberta, I was reading in *Time* magazine about three weeks ago 80 per cent of the resources in the western states of the United States still belong to the national government.

[Traduction]

deux dernières années où le gouvernement fédéral et plus particulièrement le premier ministre l'ont remise en cause. C'est à cette époque que j'ai éprouvé soudain le besoin qu'on réaffirme, si en fait c'était nécessaire, que les ressources appartiennent de fait aux provinces. Les doutes qui ont été soulevés l'ont été par le premier ministre. Ces doutes n'avaient jamais été émis par aucun premier ministre ou aucun premier ministre provincial auparavant.

C'est pourquoi, je veux que le compte rendu indique très clairement que nous dans notre parti, compte tenu des articles 92 et 109 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, nous ne mettons pas en doute le fait que ces ressources sont indubitablement la propriété des provinces et que si quelqu'un a émis des doutes à ce sujet, c'était uniquement le premier ministre.

Donc, ceci étant le cas, avant de discuter de la question des ressources en soi, je veux vous demander si vous êtes conscients du fait que ce comité pourrait ne pas avoir le droit de s'occuper d'étudier un amendement présenté soit par M. Broadbent, soit des amendements présentés par M. Nystrom, en ce qui a trait aux ressources, on pourrait ne pas avoir le droit d'examiner tout amendement que nous, de notre parti, pourrions présenter en vue de réaffirmer le droit de propriété qu'ont les provinces sur les ressources, compte tenu de tous ces précédents historiques que je vous ai indiqués. Savez-vous, monsieur le ministre, qu'en fait ce comité pourrait ne pas être en mesure d'accepter, compte tenu de son mandat très restreint, des amendements présentés au sujet des ressources?

M. Chrétien: D'après ce qu'on me dit, c'est au président de décider. Ce n'est pas à moi de décider des procédures suivies par ce comité, mais c'est au comité lui-même à en décider.

M. Epp: Monsieur le ministre . . .

M. Chrétien: Ne me posez pas la question. Nous allons voir quel est le résultat des délibérations.

J'aimerais répondre à certaines déclarations que vous avez faites, car en fait notre gouvernement et tous les précédents gouvernements ont toujours été d'avis que les ressources appartenaient aux provinces.

M. Epp: Suis-je heureux de vous l'entendre dire!

M. Chrétien: Et cette question n'a jamais été mise en doute par le gouvernement fédéral. C'est le gouvernement de l'Alberta qui a demandé à l'origine des éclaircissements à ce sujet et non pas nous.

Nous n'avons jamais prétendu avoir la propriété des ressources. Nous avons toujours indiqué que nous avions le droit, à titre de gouvernement national, d'imposer les ressources; mais nous n'avons jamais prétendu avoir la propriété de ces ressources. Les ressources ont été transférées par le gouvernement fédéral en 1930 aux provinces. Vous l'avez indiqué et il faut replacer les événements dans leur perspective historique. Lorsque, en 1905, ces provinces ont été créées, il n'existait pas de transfert de ressources et ce n'était pas non plus une tendance qui existait en Amérique du Nord. Pour ce qui est des États au sud de l'Alberta, je lisais dans le magazine *Time*; il y a environ trois semaines, que 80 p. 100 des ressources des États de

[Text]

Mr. Epp: What you were reading about was the sage brush revolt.

Mr. Chrétien: We have been in Canada, we have done the right thing in 1930, I am not quarrelling with that. The point I am making is that it was done unilaterally for one reason which is that if there had been provincial consultation what might have happened; and I think that Mr. Bennett who was the Prime Minister at the time was well advised to act unilaterally because he might have been faced with one eastern province saying we should do exactly the same thing that they have done in the United States, keep the resources for the national government, for the benefit of everyone; so rather than take any gamble on that he acted unilaterally in order to transfer the resources in 1930 or 1932 to the provinces.

So I am telling you that it has been the view of this government that the resources belong to the provinces, but the power of taxation of the national government exists and the problem is taxation can be taken by one or other level of government, that is the problem. But it is not a question of ownership. Your salary and mine, we own it, but the government taxes it.

Mr. Epp: I know that.

Mr. Chrétien: And it is hurting, and yours too and everyone. We all know, they say you are paid that much an hour or that much a year but at the end in your pocket the government has taken a bit of it. The problem on resources is that. It is not a question of ownership.

Mr. Epp: Mr. Minister, I do not want to get into American politics particularly or the North American experience, as you like to call it, but I want to clarify the record. I do not think you were right . . .

Mr. Chrétien: It is not to your advantage to do that . . .

Mr. Epp: Oh, yes, it is. That is why I am going to do.

Mr. Chrétien: Let me have one more comment.

Mr. Epp: Just a minute. What you have referred to is the North American experience, so I will give the North American experience to you. What you are talking about is the sage brush revolt. The point is this, that the resources in western states in the United States are owned by the States. What you are talking about is federal lands reserved within the states to which the states do not have the resource ownership. That is the question. It is not the question of ownership.

Mr. Chrétien: Great.

Mr. Epp: Just a minute, I am not through. Please do not interrupt me.

[Translation]

l'ouest américain appartenait toujours au gouvernement national.

M. Epp: Ce que vous lisiez se rapportait à la sage brush revolt.

M. Chrétien: Je ne prétends pas que nous ayons mal agi en 1930 au Canada. Ce que je prétends, c'est qu'on a agi unilatéralement pour la bonne raison que si on avait consulté les provinces, on aurait fait comme aux États-Unis, c'est-à-dire conservé toutes les ressources pour le gouvernement national, pour le bénéfice de tous. Je crois que M. Bennett qui était premier ministre à l'époque, a eu raison d'agir unilatéralement, car il aurait pu se trouver placé devant le fait que les provinces de l'Est auraient demandé qu'on agisse exactement comme on l'avait fait aux États-Unis. Donc, plutôt que de prendre ce risque, M. Bennett a agi unilatéralement afin de transférer les ressources en 1930 ou 1932 aux provinces.

Je prétends donc que notre gouvernement a toujours considéré que les ressources appartenaient aux provinces, mais que les pouvoirs d'imposition appartenaient au gouvernement national. La difficulté au point de vue imposition, c'est que cette imposition peut être faite par l'un ou l'autre niveau de gouvernement. Il ne s'agit pas cependant d'une difficulté de propriété. La question est que, dans le cas de votre salaire comme du mien, ce salaire est notre propriété, mais le gouvernement l'impose.

M. Epp: Je ne le sais que trop.

M. Chrétien: Et cela fait mal, mais c'est pour tous pareil. Tout le monde sait qu'en fin de compte, sur le montant où on nous paie, le gouvernement prend une partie. Le problème des ressources, c'est bien celui-là et non pas celui de la propriété.

M. Epp: Monsieur le ministre, je ne voudrais pas me lancer dans des discussions sur la politique américaine, particulièrement en ce qui a trait à certains États du Nord, mais j'aimerais clarifier la situation aux fins du compte rendu. Je ne crois pas que vous ayez raison de . . .

M. Chrétien: Je ne crois pas que ce soit à votre avantage de . . .

M. Epp: Si, très certainement; et c'est ce que je vais faire.

M. Chrétien: Permettez que j'apporte une dernière remarque.

M. Epp: Un instant; vous nous avez parlé de l'expérience du nord des États-Unis, aussi je vais vous indiquer de quoi il s'agit. Ce dont vous nous parliez, c'était la sage brush revolt. Mais, en réalité, les ressources des États de l'Ouest américain sont la propriété des États. Ce dont vous nous parlez, ce sont les terres fédérales réservées au sein de ces États. Or, dans ce cas, la propriété des ressources sur ces terres réservées n'appartient pas aux États; voilà toute la question. Il ne s'agit pas d'une question de propriété.

M. Chrétien: Fameux.

M. Epp: Un instant, je n'ai pas terminé; veuillez, s'il vous plaît, ne pas m'interrompre.

[Texte]

Mr. Chrétien: I am very pleased that you state that. The land is federal, but not the ownership of the resources. The whole land is federal, good I agree with you. It is even worse.

Mr. Epp: Mr. Minister, the point that I am making is this that you were fudging the issue again and that you said that the states did not own the resources. You have now conceded that statement was not correct. I said that there were federal lands within those states on which the federal government owned the resources. That, sir, is no different than north of 60° today in Canada. That is no different. So when you want to stay with the issue, then stay with the issue and be accurate. What I am saying to you is do not use the idea that in the United States suddenly somehow that the western states do not have ownership. It is federal lands within those states that we are referring to.

But I would like to get back to it. It is not hypothetical, that is reality, sir, so that is why when you say you want to use an example, use it—I am not through, Mr. Minister.

Mr. Chrétien: You make me laugh.

An hon. Member: Or cry.

Mr. Chrétien: You make me laugh when you say that. When the state government in the state of North Dakota, the government has jurisdiction over, say, 20 per cent of the land within Dakota and they have control of the resources within that...

Mr. Epp: Mr. Minister...

Mr. Chrétien: I will concede that to you but I hope you would concede to me that 80 per cent of the lands of states like that belong to the national government over which the states and the residents of that state have absolutely nothing to do.

Mr. Epp: That is on federal land, but we are talking about the principle of who owns within the states, so do not fudge it; and as you well know that is the same regime that exists in Canada north of 60°, so be careful how you use those details.

The point, Mr. Minister, that I want to get to is this. This Committee, according to one opinion of one of the Clerks of the House, cannot entertain a motion on resources because it is out of the ambit of this resolution. If that is the case, if that opinion is to prevail, are you willing as the Minister in charge of this proposal to take this matter back to the House, to expand the reference that a resources amendment can be proposed either by the NDP, and we definitely will have one, will you give me that undertaking this morning?

Mr. Chrétien: Mr. Chairman, you know I do not have to comment on the procedure of this Committee. I replied earlier, it is for the Committee to decide on the operation.

Mr. McGrath: Point of order, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable James McGrath on a point of order.

Mr. McGrath: My colleague has raised a very important question. The Minister has refused to reply to it. I think it would serve the work of the Committee in reaching determina-

[Traduction]

M. Chrétien: Je suis très heureux de vous l'entendre dire. Le territoire est fédéral mais les ressources ne sont pas propriété du gouvernement fédéral américain ce qui est encore pis.

M. Epp: Monsieur le ministre, vous vous esquiviez une fois de plus. Vous avez dit que les États n'ont pas juridiction sur les ressources. Vous venez d'admettre que votre déclaration est inexacte. J'ai dit qu'il existait dans les États des territoires relevant du gouvernement fédéral américain et dont les ressources appartiennent à celui-ci. La situation est donc exactement la même que celle qui prévaut au Canada au nord du 60° parallèle. N'essayez pas de vous esquiver, essayez plutôt d'être précis. N'essayez pas de dire que certains États de l'ouest des États-Unis n'ont pas juridiction sur leurs ressources. Nous parlons de territoires appartenant à l'État fédéral américain et non de territoires des États.

Il ne s'agit pas là d'une question hypothétique, mais d'un fait. Je n'ai pas terminé.

M. Chrétien: Vous me faites rigoler.

Une voix: Ou pleurer.

M. Chrétien: Vous me faites vraiment rigoler. Au Dakota du Nord par exemple, le gouvernement de l'État a juridiction sur 20 p. 100 du territoire et possède évidemment le contrôle des ressources également.

M. Epp: Monsieur le ministre...

M. Chrétien: Je suis d'accord avec cela, mais vous devez être d'accord avec moi pour dire que 80 p. 100 des territoires de ces États appartiennent au gouvernement fédéral et que les États eux-mêmes ni les résidents de ces États n'ont aucune juridiction sur ces terres.

M. Epp: Vous parlez des territoires fédéraux, nous parlons de la propriété des territoires des États, ne changez pas la question. Il s'agit alors exactement de la même situation qu'au nord du 60° parallèle dans notre pays et il faudrait donc par conséquent faire attention à ce que vous dites.

D'après l'avis d'un des greffiers de la Chambre des Communes, le comité ne peut discuter d'une motion portant sur les ressources étant donné que cela sort du cadre de cette résolution. Si tel est le cas, si cet avis prévaut, seriez-vous d'accord, en tant que ministre responsable de cette proposition de demander à la Chambre d'élargir le mandat du comité afin que de telles motions puissent être présentées soit par le NPD soit par nous-mêmes? Seriez-vous prêt à vous engager ce matin à procéder de cette façon?

M. Chrétien: Monsieur le président, vous savez très bien que je ne peux faire de commentaire en ce qui concerne la procédure du comité. C'est au comité à décider de son *modus operandi*.

M. McGrath: J'invoque le règlement, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable James McGrath invoque le règlement.

M. McGrath: Mon collègue a soulevé une question très importante. Le ministre a refusé d'y répondre. Je crois qu'il serait utile que le président, pour aider le comité, fasse connaî-

[Text]

tion on this if the Chair could now give the Committee whatever advice it has received from the table officers of the House?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. McGrath, for your question. I have already received an opinion. It is not the final one, it is more an opinion that has raised questions rather than solved questions and I will not propose to the honourable members at this point that it is the decision or the ruling that the Chair wants to suggest to the honourable members.

I am ready to circulate that, I should say, preliminary opinion to the honourable members and advise them later on what could be the proper attitude of the Chair when the time will be open to us to consider that very issue, but I am ready to answer partly to your question, as far as I can answer at this point, which is to circulate that preliminary opinion, as it was forwarded to me.

Mr. McGrath: Could you say for the record, for the benefit of the people who have to report these proceedings, what that preliminary opinion was.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): As the honourable members know, we have terms of reference which is contained in our order of the House of Commons and those terms of reference refer specifically to the motion as it has been tabled in the House and as it has been under consideration here and members will know and agree very easily with me that there is no specific reference or no chapter dealing specifically with the question of natural resources; so it is a question which is new in its broadest sense and that is in this respect that doubts have been raised that it might be appropriate on procedural grounds to receive amendments or to include amendments that would deal specifically with the question of natural resources.

Mr. Epp: Mr. Chairman, on the same point of order and I will not pursue my question on the resources question with the Minister, I will take my opportunity the next time you recognize me; but on this point of order I think it is important for the Committee not only on the resources question because of the so-called arrangements between Mr. Broadbent and Mr. Trudeau, but additionally, if it is opened up, that is the procedures of this Committee, to accept amendments on resources, then I take it that the ruling would not only be on opening up resources but any other area in the BNA Act which would then allow this party, for example, to come in with amendments quite apart from either resources or what is before the Committee in the proposed resolution. That is the caveat I want to place before you.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I am glad, Mr. Epp, that you made that statement because I have already made it.

Mr. Epp: I wanted to make sure it was there.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): If you remember earlier, I think it was next week, at the suggestion that you made yourself that your party wants to address some other sections of the BNA Act, and I reminded you kindly at that time that the Chair might have some reluctance to entertain some amendment proposals on those grounds that we have to abide

[Translation]

tre l'avis qu'il a reçu des fonctionnaires de la Chambre à ce sujet.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur McGrath. J'ai déjà reçu un avis, qui n'est pas définitif cependant, il s'agit plus d'une opinion qui soulève d'autres questions que d'un avis final.

Je pourrais vous distribuer cet avis préliminaire en attendant de vous faire connaître l'opinion définitive de la présidence. Je pourrai cependant, comme je vous l'ai dit, répondre partiellement à votre question en distribuant aux membres cet avis préliminaire comme on me l'a communiqué.

M. McGrath: Pourriez-vous dire officiellement quel est cet avis préliminaire?

Le coprésident (M. Joyal): Comme l'honorable député le sait, notre mandat est contenu dans un ordre de renvoi de la Chambre des communes. Celui-ci reprend les termes de la motion déposée à la Chambre et étudiée ici. Les membres du Comité seront facilement d'accord pour dire que cette motion ne mentionne pas précisément la question des ressources naturelles. Il s'agit donc d'une question tout à fait nouvelle. C'est la raison pour laquelle des doutes ont été exprimés en ce qui concerne la possibilité de permettre la présentation d'amendements portant précisément sur la question des ressources nationales.

M. Epp: Monsieur le président, je ne poursuivrai pas dans la veine des ressources, mais au sujet de cette question de règlement, je crois qu'il est important, si notre mandat est élargi, qu'il le soit non seulement pour inclure la question des ressources, mais tout autre domaine relevant de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique qui permettrait à notre parti de présenter des amendements au projet de résolution. Je crois que c'est important pour le Comité, non seulement en ce qui concerne la question des ressources, mais également à cause des prétendues ententes de MM. Broadbent et Trudeau.

Le coprésident (M. Joyal): Je suis heureux de vous entendre faire cette déclaration, monsieur Epp, car je l'ai déjà faite.

M. Epp: Je voulais simplement m'assurer qu'elle avait été faite.

Le coprésident (M. Joyal): Vous vous souviendrez sans doute qu'en réponse à une suggestion que vous aviez faite et qui portait sur l'étude d'autres articles de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, je vous avais fait remarquer que la présidence ne permettrait qu'avec réticence des motions d'amendements; en effet, nous devons nous en tenir au Règle-

[Texte]

by the Standing Orders of the House and we have to confine generally our amendments to the very content of the motion as it has been tabled in Parliament and as it has been in consideration here, and that is the proviso that I expressed at that time and I am glad that you recognize that there is there a question that needs to be answered.

Mr. McGrath: Mr. Epp was really saying that what is good for the goose is good for the gander.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. McGrath, for your precise wisdom.

Mr. Nystrom and then Mr. Mackasey. I have recognized Mr. Nystrom first. Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: Thank you, Mr. Chairman. I think it is very important, Mr. Chairman, that you circulate that preliminary assessment as soon as possible so we can study it and perhaps refer the question to the steering committee. If we cannot resolve it there, of course, we have to resolve it here. I want to throw out something that perhaps we can consider. It seems to me when the Minister brought his amendments before this Committee on Monday night that he introduced something that was new. He introduced an amendment on multiculturalism. Now perhaps it can be argued that that is part of the Charter of Rights and Freedoms, therefore it was not something that was totally and absolutely new, but as a subject matter, Mr. Chairman, it was something that was not referred to in the original resolution.

Now, perhaps that is not in order but if it is in order then it may by itself set a precedent and may be enough for you to rule a resource amendment or an amendment on anything else, in order. I just wanted to point that out to you and underline it.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): That is why, Mr. Nystrom, when there was a meeting of the Subcommittee on the Agenda and Procedure, if I remember well, on Tuesday morning it was agreed that questions of procedure respecting the admissibility of proposed amendments be dealt with in the Subcommittee on Agenda and Procedure whenever possible.

We have already identified the problem and I think that we have approached a solution which is in my mind satisfactory and has been recognized as such because that report was endorsed by the members yesterday, that those amendments should be dealt with at the subcommittee, especially those wherever there might be a question under admissibility; and I wanted to remind the honourable members that that is a procedure that we have already accepted around this table yesterday.

The honourable Bryce Mackasey.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, it is obvious that this matter could very well have to come back to the full Committee and I just want to say to the point of order that it was certainly understood in the House of Commons that there would be included in this resolution a clause dealing with resources. I do not want to get provocative at this time. If through procedure we are going to deny one of the provinces something that they feel is very important to them then this Committee will have to

[Traduction]

ment de la Chambre et, par conséquent, limiter nos amendements au contenu de la motion présentée au Parlement. Je suis heureux de voir que vous reconnaissez que toute cette question pose un problème.

M. McGrath: M. Epp ne voulait simplement pas qu'il y ait de distinction injuste.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur McGrath, nous vous remercions de faire preuve de tant de sagesse.

M. Nystrom, puis M. Mackasey. Je donne la parole d'abord à monsieur Nystrom.

M. Nystrom: Merci, monsieur le président. Je crois qu'il est très important, monsieur le président, que vous nous fassiez connaître cet avis préliminaire dès que possible afin que nous puissions l'étudier et peut-être porter la question devant le Comité directeur. Si nous ne pouvons trouver une solution là-bas, nous devons en trouver une ici. J'aimerais amener un nouvel argument sur le tapis. Il me semble que lorsque le ministre a déposé les amendements devant le Comité lundi soir, il a présenté quelque chose de nouveau: un amendement portant sur le multiculturalisme. On peut évidemment prétendre que cela relève de la Charte des droits et des libertés et que par conséquent il ne s'agit pas de quelque chose de tout à fait nouveau. Cependant, cette question n'était pas mentionnée dans le projet initial de résolution.

Peut-être cet amendement du ministre n'est-il pas recevable, mais s'il l'est, cette simple présentation crée un précédent qui vous permettra peut-être de décider qu'un amendement portant sur les ressources ou sur toute autre question est tout autant recevable. Je voulais simplement souligner ce fait.

Le coprésident (M. Joyal): C'est la raison pour laquelle lors de la réunion du sous-comité du programme et de la procédure, si je me souviens bien mardi matin, on s'était mis d'accord pour que ce sous-comité étudie la question de la pertinence des amendements qui seraient proposés.

Nous avons déjà décelé le problème, et je crois que nous sommes prêts de trouver une solution satisfaisante. En effet, le rapport du sous-comité a été adopté par les membres du Comité hier. De tels amendements feraient par conséquent l'objet d'une étude en sous-comité, particulièrement quand la question de la pertinence est en cause.

L'honorable Bryce Mackasey.

M. Mackasey: Monsieur le président, il est évident que cette question pourrait très bien faire l'objet d'une étude en Comité. Au sujet de cette question de règlement, il était bien compris à la Chambre que la résolution comporterait un article sur les ressources. Je ne voudrais pas provoquer quoi que ce soit pour le moment, mais si à cause de notre procédure une des provinces se sentait lésée par notre travail, il faudrait alors juger le Comité comme il convient, et je réserverai ce jugement pour plus tard.

[Text]

be judged accordingly, and I reserve my argument until we hear further.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Mackasey. If you allow me, seeing that the Minister is absent for a moment, I might insert you on the same grounds, and I have made some comments to the Honourable Senator Austin earlier. There are some proposals that we can deal with as amendments to one specific section of the motion and there are some other recommendations that this Committee would like to address to the House. That is why there is certainly a possible solution to the procedural question that we have to deal with, but I think that we are not in a dead end procedural issue on that very question. There are possibilities for this Committee to recognize the very issue of natural resources or any other issues that are dealt with in the BNA Act, but we might not be in a position to add them to any specific section as such or to change the wording of some specific section, but just recommend generally to the House of Commons, as it is our proper mandate, and to the Senate to add those very specific suggestions to one or the other section.

I think there is a possibility to deal with that and I would say, and I think I speak on behalf of the Honourable Senator Hays on this issue, that as Chairmen we have tried to approach that question I should say on the most generous grounds, and I have, as yourself, have listened to all the suggestions that have been put forward and I will really feel uncomfortable if we would not have been in a position to find a solution to those aspects, especially taking into account that from the Official Opposition party and from the NDP party later on next week we will be informed of some very important amendments. I think that the House of Commons has requested us to make a report on those grounds and I think we have to find a solution to that.

Senator Flynn: The Senate also.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The Senate also, of course and the Honourable Senator Flynn should recognize that if sometime I refer only to the House of Commons I must remind him that I have the presence of the Honourable Senator Hays very close to me and I should say he has a very convincing argument on the side of the Senate and I am quite sure that...

Senator Flynn: True. The mere presence?

Mr. McGrath: Mr. Chairman, I note the Minister is absent and I wonder if the Committee might want to take five minutes, to have the same option.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I was going to say, Honourable James McGrath, that I have received a request by an anonymous speaker to adjourn for five minutes. I will grant an adjournment for five minutes.

La séance est levée pour cinq minutes.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): May I request the honourable members to take their seats so we can resume our hearing with the honourable Minister of Justice. A l'ordre, s'il vous plaît.

Puis-je prier les honorables députés et sénateurs de bien vouloir prendre leur siège et inviter notre témoin, l'honorable

[Translation]

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Mackasey. Le ministre s'est absenté pendant quelques instants. J'ai fait quelques commentaires à l'honorable sénateur Austin précédemment. Il y a certaines propositions que nous pouvons étudier en tant qu'amendements à un article hors de la motion et il y a d'autres recommandations que le Comité aimerait présenter à la Chambre. C'est la raison pour laquelle nous pourrions très certainement trouver une solution à cette question de procédure que nous devons résoudre. Nous ne sommes pas au bout de notre rouleau à cet égard. Le Comité peut très bien étudier la question des ressources naturelles ou toute autre question déjà traitée dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique; cependant, nous ne pourrions peut-être pas les ajouter à des articles précis du projet de résolution; nous pourrions par contre présenter une recommandation à la Chambre des communes ainsi qu'au Sénat, comme le prévoit notre mandat.

C'est une possibilité. Et je crois parler au nom du sénateur Hays également en disant que nous avons essayé d'être le plus ouverts possible à cet égard. Nous avons écouté toutes les suggestions qui ont été faites. Je n'aurais pas aimé ne pas pouvoir trouver de solution à cette question étant donné que l'opposition officielle et le Nouveau parti démocratique présenteront certains amendements très importants la semaine prochaine. La Chambre des communes nous a demandé de lui présenter un rapport et je crois que nous devons trouver une solution à cette question.

Le sénateur Flynn: Le Sénat aussi.

Le coprésident (M. Joyal): Évidemment. L'honorable sénateur Flynn devrait savoir que si je parle parfois seulement de la Chambre des communes, l'honorable sénateur Hays se trouve tout près de moi pour représenter le Sénat.

Le sénateur Flynn: C'est vrai. Seulement sa présence?

M. McGrath: Monsieur le président, je remarque que le ministre est absent; je me demande si le Comité voudrait également prendre une pause, pendant cinq minutes peut-être.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur McGrath, j'allais dire que j'ai reçu une demande anonyme voulant qu'on ajourne pendant cinq minutes. Je vais accorder un ajournement de cinq minutes.

The meeting will adjourn for five minutes.

Le coprésident (M. Joyal): Puis-je demander aux honorables députés de s'asseoir afin qu'on puisse reprendre notre audience avec l'honorable ministre de la Justice. Order, please.

May I ask that the honourable members of Parliament and Senators please return to their seats; I would also ask our

[Texte]

ministre de la Justice, à faire de même de manière à ce que nous puissions poursuivre nos travaux.

Je voudrais inviter maintenant monsieur Eymard Corbin à bien vouloir s'adresser à notre invité.

Monsieur Corbin.

M. Corbin: Je vous remercie, monsieur le président.

Je voudrais au tout départ revenir brièvement sur la question d'une Constitution faite au Canada ou, comme le prétendent certains députés de l'Opposition, une Constitution qui n'est pas essentiellement faite au Canada.

Sur ce point, je n'ai personnellement aucune difficulté mais je pense, comme le ministre, d'ailleurs, que le public a probablement mal compris le processus et que ce manque de compréhension peut être à cause d'une insuffisance d'explications de la part du gouvernement sur le processus lui-même, ça donne le résultat qu'on connaît dans le sondage Gallup.

Pour ma part, je distingue deux aspects techniques, donc légaux, mais deux aspects techniques très nets, au travail et au processus.

Il est indéniable que ce que le public canadien constate en ce moment sur le petit écran, c'est un travail par des députés légitimement élus de toutes les parties du pays pour façonner un texte constitutionnel. Cette partie du travail se fait au Canada par des Canadiens.

Ce qu'on demandera, de consentement et avec l'accord des deux Chambres du Parlement, c'est que le Parlement de Westminster passe une loi, qu'on appelle brièvement le «Canada Act» en anglais et qui, conséquemment, sera proclamée par la Reine. Tout cela va se faire en Angleterre.

Sur le point essentiel, cependant, la loi sur la Constitution de 1981 qui est le résultat de notre travail, qui est l'œuvre de Canadiens, sera proclamée ici au Canada à une date à être fixée par le gouverneur-général du Canada. Donc, je ne comprends pas très bien, monsieur le ministre, comment on peut continuer à prétendre que ce processus tombe sous le pouvoir exclusif de l'Angleterre.

Pour ma part, en tous cas, et je tiens à le dire, je sens que non seulement je fais partie du processus mais je n'accepte pas les arguments de l'Opposition à l'effet que c'est un gouvernement étranger qui fabrique notre Constitution.

Voilà ce que je voulais dire sur ce point, peut-être que vous auriez d'autres commentaires à faire.

M. Chrétien: Oui, vous avez parfaitement raison et c'est important de le faire comprendre au public.

Ce que je trouve le plus drôle, c'est que ça fait depuis le mois d'octobre que 25 députés et sénateurs travaillent de 9 h 00 le matin jusqu'à 10... 11 h 00 le soir sur ce projet et ensuite se virent de bord pour aller dire aux gens que le travail se fait en Angleterre.

Il ne se fait pas en Angleterre. Ce qui se passe en Angleterre, c'est une confirmation juridique du travail qu'on fait ici.

M. Corbin: C'est tout!

M. Chrétien: En théorie, ce sont eux qui décident. Je peux employer l'exemple suivant. En théorie, le gouverneur-général du Canada pourrait refuser de signer tous les bills du Parle-

[Traduction]

witness, the honourable Minister of Justice, to be seated as well so that we can continue our proceedings.

I would now like to invite Mr. Eymard Corbin to question our witness.

Mr. Corbin.

Mr. Corbin: Thank you, Mr. Chairman.

To begin with, I would like to return briefly to the question of a constitution made in Canada or, as some opposition members claim, not basically made in Canada.

Personally, I do not have any difficulty with this point, but like the Minister, I think that the public has probably misunderstood the process; that misunderstanding may be the result of insufficient explanation provided by the government about the process itself, leading to the results of the Gallup poll which you know of.

Personally, I make a distinction between two technical or legal aspects; two very clear technical aspects, the proceedings and the procedure.

It cannot be denied that what the Canadian public is now watching on television are proceedings by legitimately elected members of Parliament from all parts of the country leading towards the drafting of a constitutional text. This part of the proceedings are being done in Canada by Canadians.

What we will request, with the agreement of the two Houses of Parliament, is that the Parliament of Westminster pass an act with the short title of "Canada Act" which will be proclaimed by the Queen. All of that will be done in England.

The main point, however, is that the Constitution Act, 1981, which is the result of our proceedings, which is the work of Canadians, will be proclaimed here in Canada on a date to be set by the Governor General of Canada. Hence, Mr. Minister, I have difficulty understanding how anyone can continue to claim that this procedure falls under the sole power of Great Britain.

In any case, I feel it is important to say that as far as I am concerned I feel that I am not only part of the procedure, but I refuse to accept the opposition arguments claiming that a foreign government is building our constitution.

That is what I had to say on this point; perhaps you would like to add some comment.

Mr. Chrétien: Yes, you are perfectly correct and it is important that the public understands.

What I find strangest in all this is that since last October 25 members of Parliament and Senators have been working from 9 a.m. till 10 or 11 p.m. on this project, and that these same people do a complete about-face to go and tell the public that the work is being done in England.

The work is not being done in England. What is happening in England is just a legal confirmation of the work done here.

Mr. Corbin: That is all!

Mr. Chrétien: In theory, it is up to England to make the decision. I could give you the following example: In theory, the Governor General of Canada could refuse to sign all bills of

[Text]

ment. Il n'y aurait aucune loi qui entrerait en force. Il a légalement ce pouvoir-là mais il ne le fait pas. Tout le monde se rappelle de l'incident Byng alors qu'il avait préféré un premier ministre à un autre. Que voulez-vous, c'est clair et net.

Or, le rôle que le Parlement anglais se donne traditionnellement depuis 1867, c'est d'approuver des résolutions que le Parlement du Canada leur fait parvenir et ils n'acceptent pas les résolutions qui viennent des parlements provinciaux.

La question qui se pose pour nous, est-ce légal ou pas légal, moi, je dis que c'est tout à fait légal parce que c'est leur décision, c'est leur tradition, c'est leur conception de leurs obligations vis-à-vis l'ancienne colonie, et ils ne veulent pas nous reprendre comme une colonie et, nous, nous ne voulons pas nous faire reprendre comme une colonie.

M. Corbin: Monsieur le ministre, je veux maintenant parler de l'article 23 du projet de loi et je voudrais dire au départ que vous avez précisé et clarifié certains points. Cependant, je voudrais ajouter que ce n'est pas à ma satisfaction entière. Il est probable que ça pourrait l'être, selon l'interprétation que l'on veut donner aux textes de loi ou que les cours pourraient éventuellement donner aux provisions du texte de loi.

Ce qui me tracasse le plus, c'est que vous ayez conservé la délimitation du nombre. Maintenant, j'ai entendu dire—et j'ai entendu dire d'autres choses la semaine dernière qui ne se sont pas avérées exactes justement en rapport avec ceci—n'ayant pas une formation légale, on me dit que ça importe peu que l'on laisse les mots «là où le nombre le justifie», qu'à toutes fins pratiques ça ne veut rien dire mais que pour ménager les sensibilités des premiers ministres provinciaux, et le gouvernement n'ayant pas voulu ajouter ou retrancher de l'accord unanime des dix Provinces sur ce point, vous avez décidé de les laisser là.

Cependant, les cours pourraient effectivement donner une toute autre interprétation.

Dans le même article 23, on emploie le mot «raisonnable» et, à mon sens, le mot «raisonnable» comprend tout et rend superflue la limitation du nombre. Je pense que les cours vont s'accrocher au mot «raisonnable».

D'ailleurs, les Canadiens-français, la minorité canadienne-française s'est toujours conduite de façon raisonnable dans toutes ses requêtes. Elle s'est souvent impatiente, elle est encore impatiente, monsieur le ministre, mais on ne pourra jamais nous reprocher de ne pas avoir été raisonnables par le passé, et on l'est encore. C'est pour cela que je trouve offensif les mots «là où le nombre le justifie».

M. Chrétien: La raison, monsieur Corbin, pourquoi nous les gardons, vous l'avez énoncée très clairement. Ce sont les termes employés par les premiers ministres des provinces lors de l'accord de 1978, à Montréal.

Vous savez jusqu'à quel point il est délicat. Pourquoi ont-ils mis ces mots-là? Pour en faire un critère de raisonnabilité et vous dites vous-même qu'en toutes circonstances les Franco-phones ont été plus que raisonnables.

[Translation]

Parliament, in which case no acts would come into effect. Legally, he has that power, but he does not use it. Everyone remembers the Bing incident in which the Governor General had preferred one prime minister to another. What can I say, it is very clear.

The role traditionally accepted by the British Parliament since 1867 has been to approve resolutions sent to them by the Parliament of Canada; they do not accept resolutions coming from provincial parliaments.

The question we have to deal with, whether this is legal or not, seems clear to me: I say it is entirely legal, since it has been their decision, their tradition, their concept of their obligations towards their ex-colony. They do not want to take this back as a colony, and we do not want to be taken back as a colony.

Mr. Corbin: Mr. Minister, I would now like to move on to Clause 23 of the bill, and I would like to say at the outset that you have made certain points much more specific and clear. However, I would like to add that the amendment does not satisfy me entirely. It probably could satisfy me entirely, depending on the interpretation given to the text of the act or which the courts might eventually give to the provisions of the act.

What worries me most is that you have maintained the concept of numbers. Now I have no legal training and I heard—and I heard other things last week on the subject which turned out not to be true—I have been told that keeping the words “where numbers warrant” is not particularly important, that to all intents and purposes, it is meaningless except as a sop to the feeling of the provincial premiers, and since the government did not want to add or detract from the unanimous agreement of the ten provinces on this issue, it decided to maintain this phrase.

The courts, however, could give this an entirely different interpretation.

The word “reasonable” is also used in Clause 23; in my opinion, the word “reasonable” covers everything, and makes the issue of sufficient numbers superfluous. I think the courts would have problems with the word “reasonable”.

In fact French Canadians, the French Canadian minority, has always acted reasonably in all its requests. It has often been impatient, it is still impatient, Mr. Minister, but no one can accuse us of having been unreasonable in the past or now. That is why I find the words “where numbers warrant” offensive.

Mr. Chrétien: Mr. Corbin, you have very clearly expressed the reason why we have maintained that phrase. Those were the terms used by the Provincial Premiers at the time of the 1978 Agreement in Montreal.

You know just how delicate the issue is. Why did they use those words? To establish a criteria of reasonableness; you say yourself that in every instance French speakers have been more than reasonable.

[Texte]

Alors, ils se retrouvent aussi au début de la charte dans l'article 1. Il y en a qui ne voulaient pas qu'on y mette des restrictions. La restriction qui s'y trouve, c'est un critère de raisonnablement. Alors, certains peuvent argumenter—et moi je suis porté à le faire aussi—que les termes «lorsque le nombre le justifie», c'est un terme de raisonnablement tout simplement, et ils pourraient ne pas y être que la situation serait juridiquement la même.

Il ne faut pas sous-estimer l'importance de ce Comité. Lorsque les tribunaux auront à déterminer ce que le législateur a voulu faire, évidemment que les avocats ou les gens qui étudieront le problème devront essayer de comprendre ce que le législateur voulait faire, d'une certaine façon, mais ça ne les oblige pas. Ils sont pas obligés par les discussions que nous avons mais il n'y aura aucun doute dans l'esprit des Canadiens à ce moment-ci, au moment où nous le faisons, que c'est clair qu'on ne peut pas exiger une école pour une famille anglophone à Saint-Mathieu-du-Lac Bellemare, dans mon comté, et que si vous n'aviez aucun critère de raisonnablement, vous pourriez être amenés à des abus que personne ne veut.

On aurait peut-être pu ne pas les mettre et les cours auraient pris les mêmes décisions, mais nous avons cru qu'il était approprié de ne pas aller au-delà des termes choisis par les premiers ministres des provinces, là-dessus.

M. Corbin: Monsieur le ministre, ce qui me chagrine dans tout ça...

M. Chrétien: D'ailleurs, le plus drôle et le plus surprenant c'est que votre premier ministre au Nouveau-Brunswick, monsieur Hatfield, n'aime pas le terme «lorsque le nombre le justifie», mais il était partie à l'accord de Montréal.

M. Corbin: Oui, et d'autant plus que le premier accord s'est fait à St. Andrews.

M. Chrétien: A St. Andrews au Nouveau-Brunswick.

M. Corbin: A St. Andrews-by-the-Sea, au Nouveau-Brunswick. Je comprends un peu monsieur Hatfield. C'est un politicien qui aime faire des compromis et qui, évidemment, cherche à se faire réélire—je ne veux pas dire cela de façon domageable—c'est un animal politique comme tout le monde.

Néanmoins, le premier ministre Hatfield sera le premier à vous dire, monsieur le ministre, que les Canadiens-français du Nouveau-Brunswick ont toujours été des gens raisonnables et que c'est peut-être la majorité qui a manqué d'accommodements par le passé.

Maintenant, vous avez enlevé les termes «installation d'enseignement». Je crois comprendre que c'est pour ne pas permettre qu'on donne une interprétation restrictive à ces mots-là que vous les avez tout simplement enlevés?

M. Chrétien: C'est exactement cela et j'ai été très déçu hier que l'éditorialiste du *Devoir* n'ait pas saisi le point et qu'il ait pris le changement comme étant plus restrictif alors que l'intention est exactement le contraire.

Ce que nous voulons, en somme, et nous acceptons la critique qu'en avait faite monsieur Yalden que lorsque vous limitez cela à des installations, à des écoles, c'est trop limitatif.

Alors, le thème que nous avons choisi est plus large. Il prévoit d'autres méthodes que seulement la construction d'une

[Traduction]

The same criteria exists at the beginning of the charter, in Clause 1. There were some who did not want any restrictions imposed. The restriction which does exist is a criteria of reasonableness. Some may argue, and I tend to agree with them, that the expression "where numbers warrant" is nothing more than an expression of reasonableness; the expression could be dropped, and the legal situation would not change.

We must not underestimate the importance of this committee. When the courts are called on to decide what the legislator's intention was, the lawyers and others studying the problem will obviously try to understand the intention of the legislator, but there is no obligation. The discussions we have had will not impose any obligations on them, but in the minds of Canadians at the present time, there can be no doubt that this provision clearly is not intended to demand a school for a single English-speaking family in Saint-Mathieu-du-Lac Bellemare in my riding; if there were no tests of reasonableness, certain abuses which no one wants could be possible.

Perhaps we could have dropped this expression and the courts would have reached the same decisions, but on this issue we felt it was appropriate not to exceed the words chosen by the Provincial Premiers.

Mr. Corbin: Mr. Minister, what distresses me in all this...

Mr. Chrétien: In fact, the oddest and the most surprising thing is that Mr. Hatfield, your Premier of New Brunswick, does not like the expression "where numbers warrant", but he was a party to the Montreal agreement.

Mr. Corbin: Yes, especially since the first agreement was reached at St. Andrews.

Mr. Chrétien: In St. Andrews, New Brunswick.

Mr. Corbin: In St. Andrews-by-the-Sea, New Brunswick. I understand Mr. Hatfield to a certain extent. He is a politician who likes to compromise, and who, obviously, would like to be re-elected—and I do not mean that in any pejorative way—he is a politician animal like all of us.

Nevertheless, Mr. Minister, Premier Hatfield would be the first to tell you that New Brunswick French Canadians have always been reasonable people, and that in the past, it was perhaps the majority which was less than accommodating.

Now, you also removed the words "educational facilities." I believe you removed those words quite simply to avoid any restrictive interpretation of them?

Mr. Chrétien: Precisely; I was very disappointed yesterday to realize that the editorialist of *Le Devoir* did not grasp that point, believing instead that the change was more restrictive, whereas the intention was precisely the opposite.

What we wanted, actually, was to accept Mr. Yalden's criticism to the effect that when the provision is limited to facilities, to schools, it is too restrictive.

So we chose a broader theme. The new wording allows for methods other than the construction of a building. It is strong-

[Text]

bâtisse. C'est plus fort plutôt que plus faible et je ne blâme pas sa bonne foi mais je trouve qu'il aurait dû se poser la question pourquoi on le changeait.

C'était pour répondre à cette objection-là qu'il y a d'autres méthodes, comme disait monsieur Yalden, qui pourraient être développées dans le futur que seulement la construction d'une bâtisse et nous avons voulu en élargir la portée de façon à ce que l'éducation en langue minoritaire soit étendue, de toute manière, soit par la construction d'écoles ou soit par d'autres méthodes qui pourraient être développées.

Un autre point aussi qui a été ignoré par l'éditorialiste du *Devoir*, c'est que nous avons ajouté une clause dans la charte donnant le pouvoir aux tribunaux de décréter des remèdes, non pas seulement de trouver qu'il y a un cas de discrimination mais de décréter un remède.

M. Corbin: Par exemple?

M. Chrétien: Supposons, par exemple, que dans ma ville, Shawinigan et Grand-Mère, nous avons un «high school» catholique et un «high school» protestant payés par tous les contribuables. Le nombre n'est pas très grand. Je ne sais pas le nombre d'élèves mais c'est quelques centaines. Ils ont des difficultés parce qu'ils ne sont pas très nombreux mais le gouvernement est très généreux à leur endroit, la Commission scolaire aussi; les payeurs de taxes d'une ville où il y a 15 pour cent de chômage le sont aussi.

Supposons qu'à Vancouver où il y a probablement cinquante fois plus de Francophones qu'il y a d'Anglophones à Shawinigan et Grand-Mère—nous, ça nous en prend 20,000 pour faire une école—on veut une école française. L'avocat qui plaidera pourra dire écoutez, si c'est possible de le faire à Shawinigan pour quelques centaines d'avoir deux écoles anglophones, comment pouvez-vous, la Commission scolaire de Vancouver, refuser de le faire? Donc, le Tribunal vous ordonne de le faire.

Cela n'était pas dans la charte avant, et c'est très, très important. Alors, de prétendre qu'on a diminué la portée de notre action alors qu'elle est exactement dans le sens inverse et d'une façon très radicale, parce que, vous vous rappelez les commentaires, on disait, ah oui, les tribunaux vont prendre des décisions mais les gouvernements n'agissent pas. On le prévoit par l'article 25; on donne le pouvoir aux tribunaux de décréter des solutions.

M. Corbin: L'exemple que vous venez de citer, monsieur le ministre, dans votre propre ville s'applique également dans ma ville d'Edmundston au Nouveau-Brunswick où la population anglophone comprend 15 p. 100 seulement de la population de cette ville et où, cependant, ils ont toujours joui de tous leurs droits de l'enseignement de la langue anglaise, et on est prêt à aller plus loin maintenant, on veut leur donner aussi leur propre commission scolaire. Je pense que l'exemple du Nouveau-Brunswick au niveau de la délimitation et de l'opération des districts scolaires pourrait servir d'exemple à de nombreuses provinces au Canada.

M. Chrétien: D'ailleurs si dans la délimitation des commissions scolaires les tribunaux trouvent qu'il y a une discrimination évidente parce qu'on divise une communauté française

[Translation]

er rather than weaker, and though I am sure he acted in good faith, I do feel that he might have asked himself why we were making the change.

It was in response to that objection, to the fact that as Mr. Yalden said, in the future methods other than the construction of a building could be included; we wanted to broaden the scope so that minority language education would be offered in every case, either by the construction of schools or by other methods which might be developed.

Another point which the editorialist of *Le Devoir* ignored is that we added a clause to the charter, giving the courts the power to decree remedies, not just to decide that discrimination has occurred, but to decree a remedy.

Mr. Corbin: For instance?

Mr. Chrétien: Take the example of my town, Shawinigan and Grand-Mère. We have a Catholic high school and a Protestant high school both paid for by all taxpayers. They are not very big. I do not know how many students there are, a few hundred. They have problems because there are not many of them, but the government has been very generous towards them, as has the school board; so that the taxpayers in the towns with a 15 per cent unemployment rate.

Let us say that in Vancouver, where there are probably 50 times as many French speakers as there are English speakers in Shawinigan and Grand-Mère—for us, it takes 20,000 to make up a school—a French school is requested. The defending lawyer could say, "Listen, if it is possible to have two English-language schools in Shawinigan for a few hundred students, how can you, the Vancouver School Board, refuse to offer a French school?" So the court orders you to provide that school.

This was not included in the original charter, and it is extremely important. So it is incorrect to claim that we reduced the scope of our action, when in fact we did the exact opposite, and radically; you will remember the comments, people saying that the courts would make decisions but the government would not act. Clause 25 resolves this problem; it gives the courts the power to decree solutions.

Mr. Corbin: Mr. Minister, the example you have just mentioned applies to my town as well as yours; Edmundston, New Brunswick, has a population which is 15 per cent English speaking. Nonetheless, the English minority has always enjoyed every right to education in the English language, and we are now prepared to go even further: We want to give them their own school board. I think that New Brunswick's example in the area of defining and operating school districts could serve as an example to many Canadian provinces.

Mr. Chrétien: Besides, if when setting up school board limits, the courts find that there is clear discrimination because a French speaking community has been shared out to

[Texte]

pour faire partie de quatre districts scolaires différents de telle façon que ça ne fait pas un nombre suffisant, les tribunaux prendront l'exemple du Nouveau-Brunswick ou du Québec et décréteront que c'est un truc qui a été employé pour éviter de faire face aux responsabilités constitutionnelles du gouvernement de la province en question.

M. Corbin: Finalement, monsieur le ministre, monsieur le président, pourriez-vous préciser ce que vous entendez par un tribunal compétent? Dans l'article 25 on parle d'un tribunal compétent où l'on pourra faire appel des questions scolaires.

M. Chrétien: Ces causes-là passeront devant les tribunaux canadiens dépendant de l'origine du problème et il y aura appel, selon les règles normales, jusqu'à la Cour Suprême.

Je peux demander à M. Tassé de répondre à la question.

M. Corbin: C'est un point technique.

M. Chrétien: Monsieur Tassé.

M. Roger Tassé (sous-ministre, ministère de la Justice): Monsieur le président, merci.

En fait, cet article qui crée un recours devant les tribunaux pourrait être utilisé dans le cas de n'importe quelle violation qui pourrait être faite de la charte des droits. Ces violations-là pourraient être...

M. Corbin: Pas seulement les droits linguistiques.

M. Tassé: Pour toute la charte, les garanties juridiques ou les libertés démocratiques et un contribuable, un justiciable pourraient se prévaloir de la charte dans des débats judiciaires qui pourraient avoir lieu à plusieurs niveaux. Cela pourrait être dans le cadre de procédures civiles, cela pourrait être dans le cadre d'une action pénale, cela pourrait être dans le cadre d'une action pour obtenir le seul remède. Par exemple, dans le cas d'une affaire scolaire, cela pourrait être le but principal de son action que de demander un redressement.

Alors, on a parlé de tribunal compétent justement pour laisser aux justiciables la possibilité de soulever les garanties que lui réserve la charte dans n'importe quel débat. Cela pourrait être dans une cour de comté, une cour provinciale, devant la cour qui est compétente pour entendre la cause qui est devant le tribunal.

M. Corbin: Je vous remercie. Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Corbin.

Monsieur Robinson, vous voulez poser une question supplémentaire sur l'article 23?

Mr. Robinson: If I may just ask a supplementary with respect to the remedies clause that has been referred to by the Minister.

The remedies clause is located in Section 24, and certainly, as I have indicated in my initial questioning, I am pleased with the extent and the scope of the remedies clause as I read it and what I am wondering specifically is, Mr. Tassé, you indicated that for violations of legal rights the court can grant an appropriate remedy. I assume that that would include the remedy of exclusion of evidence which has been obtained in violation of, for example, Section 8 or Section 9 of the

[Traduction]

four different school districts in such a way that the number is not then sufficient, the courts will take the example of New Brunswick or Quebec and decree that it was a trick used by the government of the province in question to avoid facing up to its constitutional responsibilities.

Mr. Corbin: Finally, Mr. Minister, Mr. Chairman, could you specify what you mean by a competent court? In Clause 25 mention is made of a competent tribunal where school questions could be appealed.

Mr. Chrétien: Those cases will go before Canadian tribunals depending upon the origin of the problem and there will be an appeal process, according to the normal rules of procedure, up to the Supreme Court.

I could ask Mr. Tassé to be more specific about that.

Mr. Corbin: It is a technical point.

Mr. Chrétien: Mr. Tassé.

Mr. Roger Tassé (Deputy Minister, Department of Justice): Thank you, Mr. Chairman.

In fact, that clause which sets up a recourse before the courts could be used in any case where the charter of rights is violated. Those violations could be...

Mr. Corbin: Not only language rights.

Mr. Tassé: All legal guarantees or democratic freedom deemed to be granted by the charter can be argued before the various court levels. These could be argued within the framework of civil procedures, criminal procedures or could even be done within the framework of obtaining redress. For example, in a school case, the main thrust of the action undertaken might be to ask for redress.

The competent tribunal is therefore mentioned so that those seeking justice might have the possibility to invoke the guarantees granted by this charter in any debate. It might be before a county court, a provincial court or whatever court is competent to hear the case set before the tribunal.

Mr. Corbin: Thank you. Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Corbin.

Mr. Robinson, do you have a supplementary question on Clause 23?

M. Robinson: Si vous me permettez de poser une question supplémentaire concernant l'article portant sur le redressement invoqué par le ministre.

L'article 24 porte sur les recours. Cet article me semble d'une portée suffisamment, vaste, ce qui me satisfait. Monsieur Tassé, vous avez dit qu'en cas de violation des droits juridiques, on peut obtenir réparation auprès des tribunaux. Je suppose que cela comprend notamment l'exclusion des preuves obtenues en violation des articles 8 et 9 de la Charte, également le recours dans les cas où l'on refuse à une personne détenue le droit à l'assistance d'un avocat?

[Text]

proposed Charter, or indeed that there could be remedies granted for violation of the refusal to remain, to grant or to declare to a person that has been detained that they have a right to counsel?

Mr. Tassé: That is correct, Mr. Chairman. In effect the Charter, as the Minister has indicated in his main statement the other night, the Charter is silent on the question of admissibility of evidence but in effect Section 24 is drafted in such a way that in an appropriate case it would be possible for the court to decide that in effect the just remedy that the section refers to here would require that the evidence that has been illegally obtained be declared inadmissible in the proceedings before it.

I mean, that is something that the court will have as a possible remedy.

Mr. Robinson: And in addition the court could award compensation in appropriate circumstances?

Mr. Tassé: Yes, it could, Mr. Chairman.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Merci beaucoup, Mr. Robinson.

I would like to invite now the honourable Senator Duff Roblin.

Senator Roblin: Thank you, Mr. Chairman.

I want to make an inquiry about the Canadian Charter of Rights and Freedoms but before I do so I want to make my position with respect to it clear if I can.

That is that I am very firmly of the view that the process that we are following here is not correct nor good for the country, that we ought to concentrate on repatriating our constitution with an amending formula, and that the rest of the work should be done here. If I may make the observation, I was struck by the suggestion made by some that the public do not understand what we are doing here. I think they understand it. I think they understand it better and better as the days go by. The only trouble, from one point of view, is that they do not agree with it, and it seems to me quite remarkable that the public has gone to the heart of the problem that that is before us, and that is what is legitimate in the Canadian framework with respect to constitution amendment and constitutional development.

I say that because I want to go on the basis of that premise to the question about the Charter and to indicate that while I take that view about the process and the way we are going about things, I do not think it excuses me, for one, for doing what I can to make sure that the words that I see before me with respect to the Charter are as clear and intelligible as they can possibly be, and I certainly intend to take that attitude with respect to all of the various items that the Charter brings to our notice.

I want to direct my inquiry, Minister, to, number one, the first section of the Charter of Rights. I want to direct your attention to the changes that have been made in it.

The Charter as it stood in the first instance, Section 1 read as follows:

[Translation]

M. Tassé: Oui. En effet, comme le Ministre l'a déclaré l'autre soir, la Charte ne parle pas de l'admissibilité de la preuve. En fait, l'article 24 est rédigé de telle façon que dans un cas approprié les tribunaux pourraient décider, comme recours pour la personne lésée, que la preuve obtenue illégalement soit considérée comme inadmissible.

C'est un recours possible, en tout cas.

M. Robinson: Et de plus, les tribunaux pourraient accorder une indemnisation?

M. Tassé: Oui.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Thank you, Mr. Robinson.

Je donne maintenant la parole à l'honorable sénateur Duff Roblin.

Le sénateur Roblin: Merci, monsieur le président.

J'aimerais poser des questions sur la Charte des droits et libertés mais, auparavant, j'aimerais bien préciser ma position.

J'estime que le processus que nous suivons ici n'est pas juste, ni bon pour le pays; nous devrions rapatrier la constitution avec une formule d'amendement et faire tout le reste du travail ici même. Certaines personnes ont dit que le public ne comprenait pas ce que nous voulions faire. Je crois, au contraire, qu'il comprend très bien. Il le comprend de mieux en mieux chaque jour. Le public n'est pas d'accord avec notre façon de procéder, et il me semble tout à fait remarquable qu'il comprenne exactement de quoi il s'agit; il se pose des questions au sujet de la légitimité de notre façon de procéder dans ce domaine.

Ceci étant dit, j'aimerais passer à la question de la charte et dire que si je ne suis pas d'accord avec notre façon de procéder, cela ne m'empêchera pas d'exiger que les différents articles soient rédigés aussi clairement et intelligiblement que possible.

Veuillez, monsieur le ministre, vous reporter à l'article 1 de la charte et aux amendements que vous y proposez.

Dans le texte original, cet article 1 se lisait comme suit:

[Texte]

The Canadian Charter of Rights and Freedoms guarantees the rights and freedoms set out in it subject only to such reasonable limits as are generally accepted in a free and democratic society with a parliamentary system of government.

Now, the point is that we heard testimony from some 19 different organizations, I will not name them all but some of their presentations stick in my memory, the Canadian Civil Rights Association, the Canadian Jewish Congress, the Canadian Human Rights Commission, the Canadian Advisory Council on the Status of Women, the National Association of Japanese Canadians, and a good many others, who were concerned about Section 1.

While I cannot attempt to summarize with any accuracy what each one said, some of them, at least—and some of the important ones left me with the impression—that this Section 1, as it stood, was so limiting in its impact and force as to destroy—in fact some of them went so far as to say they would just as soon not have the whole thing if Section 1 was in there: that the limiting character of Section 1 was so severe as to destroy the effectiveness of the other guarantees in the Charter.

Some of them asked for it to be completely eliminated—some of the more important bodies. Nineteen people thought there was something wrong with it.

You have obviously taken notice of that testimony, because you have made some changes. The point of my inquiry is to find out just what the extent of those changes are.

The Canadian Charter of Rights and Freedoms guarantees the rights and freedoms set out in it subject

Up to that point we are on all fours with the previous one.

Now comes the limitation:

only to such reasonable limits prescribed by law as can be demonstrably justified in a free and democratic society.

Well I take it that the purpose of this change was to somewhat reduce the limiting direction to the courts of Canada that this section gives when they interpret the rest of the Charter.

I want to explore with you just how far it really goes in making that change in the rules; because "reasonable limits" is the same phrase we have in the previous one, and it is modified by "prescribed by law". That is number one. That can probably be married off with "parliamentary system of government" which you have in the first effort.

Then it goes on to say,

as can be demonstrably justified

Will, if there is a law passed by Parliament, I think the initial assumption is that it is justified or Parliament would not have done it.

[Traduction]

1. La Charte canadienne des droits et libertés garantit les droits et libertés énoncés ci-après, sous les seules réserves normalement acceptées dans une société libre et démocratique de régime parlementaire.

Nous avons entendu le témoignage de 19 organismes dont l'Association canadienne des libertés civiles, le Congrès juif canadien, la Commission canadienne des droits de la personne, le Conseil consultatif sur le statut de la femme, l'Association nationale des Nippo-Canadiens, etc., 19 organisations qui se posaient des questions au sujet de cet article 1.

Je ne pourrais résumer avec précision l'argument de chacun de ces témoins, mais ceux-ci ont déclaré devant le Comité que cet article avait une portée tellement restreinte qu'il pourrait aller à l'encontre de toutes les autres garanties prévues par la charte. Certains des témoins ont même prétendu qu'ils préféreraient ne pas voir un tel article figurer dans la charte.

Certains ont demandé que cet article soit complètement éliminé, et je veux parler des témoins les plus importants; en tous cas, 19 témoins ont déclaré que quelque chose clochait.

Vous avez certainement tenu compte de ces témoignages étant donné votre proposition d'amendement. J'aimerais savoir par quelles mesures vous avez vraiment modifié cet article. La nouvelle version dit:

La charte canadienne des droits et libertés garantit les droits et libertés qui y sont énoncées.

Jusque là, pas de différence avec le libellé précédent.

Nous trouvons maintenant une restriction qui s'énonce comme suit:

Ils ne peuvent être restreints que par une règle de droit, dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique.

Je suppose que le but de cette modification était d'imposer moins de restrictions aux tribunaux canadiens lors de l'interprétation de la charte.

L'expression «sous les seules réserves» a été remplacée par: «ils ne peuvent être restreints que par une règle de droit».

Ensuite on lit:

dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer.

Si une loi est adoptée par le Parlement, je crois qu'on peut supposer que sa justification peut se démontrer sinon, le Parlement ne l'aurait pas adoptée.

[Text]

Whether the courts will take that view, I do not know. But it seems to me that there is a risk that they will.

Then you go on to say:

as can be demonstrably justified in a free and democratic society.

Well, if a free and democratic society passes a law, what is the difference between the situation that we have here and the one you had in the formal one where you said:

generally accepted in a free and democratic society with a parliamentary system of government.

My fear is that you have not moved very far in removing the objections of these 19 bodies which have appeared before us, and I would like to have your rationale.

Mr. Chrétien: I think we have moved quite far; and, in the case of those who were the main proponents of the change, Professor Tarnopolsky and Mr. Fairweather, it is the text which they have more or less suggested, and they have approved it and commended me on it.

This is to make sure that, even if the law were passed—it was a danger before that it was almost impossible for the court to go behind a decision of a Parliament or a legislative assembly; but here, even if the law is passed, there is another test, namely that it can be demonstrably justified in relation to this Charter.

So this limited clause narrows the limits of the courts. The first one—and you heard the testimony given here, where there was argument to the effect that it was so limiting in scope as to be almost useless, and we would be caught in the same position as we were in the case of the Bill of Rights of Mr. Diefenbaker which has not in fact been used in the courts. Why have we done it?

It was not my initial proposition. I have done it under pressure from the provincial governments. It is a good illustration of trying to get on the right keel and you end up with a situation where it was meaningless. So we went back to the original text. This will permit the courts to appreciate whether legislation passed by the different levels of Parliament and legislative assemblies are in conformity with the Charter.

The intention of a Charter is to limit the scope of the legislature and Parliament in relation to the fundamental rights of Canadian citizens.

Senator Roblin: I put it to you, though, Mr. Minister—and I want to make this quickly because I see the time is 12 noon—that in your reference to Mr. Fairweather, it would have been fairer to give the whole of his recommendation, because while it is true that the first part of his recommendation is fairly well covered by what you have here, I understand that he goes on to add two subclauses, one of which is a prohibition which says:

[Translation]

Je ne sais si les tribunaux adopteront ce point de vue, mais il me semble que ce serait fort possible.

On dit ensuite:

dans le cadre d'une société libre et démocratique.

Quelle est la différence entre cette expression et celle que nous avons précédemment, qui était:

dans une société libre et démocratique de régime parlementaire?

Je crains que vous n'ayez pas fait grand chose pour répondre aux objections faites par les 19 groupes qui ont comparu devant nous, et j'aimerais savoir pourquoi.

M. Chrétien: Je pense pour ma part que nous avons fait beaucoup de progrès; pour ce qui est des principaux défenseurs du changement, c'est-à-dire le professeur Tarnopolsky et monsieur Fairweather, nous avons adopté le texte qu'ils avaient plus ou moins proposé, texte qu'ils ont approuvé et pour lequel ils m'ont félicité.

Auparavant, le problème était qu'il était pratiquement impossible pour le tribunal de réexaminer une décision prise par le Parlement ou par une assemblée législative. Dans le cas présent, si la loi est adoptée, d'autres dispositions sont prévues; entre autres, on pourra la justifier dans le contexte de la Charte.

Cette clause limitative restreint donc les possibilités des tribunaux. Tout d'abord—et vous avez aussi entendu les témoignages qui nous ont été présentés—on l'a critiqué en disant qu'elle était si limitée qu'elle était pratiquement inutile; on s'est trouvé pris dans la même situation qu'avec la Charte des droits de monsieur Diefenbaker dont les tribunaux du pays ne se sont même pas servi. Pourquoi l'avons-nous fait?

Ce n'était pas là ma prise de position initiale, mais j'ai dû me plier aux pressions qu'exerçaient sur moi les gouvernements provinciaux. Voilà un bon exemple d'un cas où on a essayé de rétablir l'équilibre pour en fait se retrouver dans une situation où cela n'avait aucun sens. Nous en sommes donc revenus au texte original. Cela permettra aux tribunaux d'évaluer la situation et de décider si les lois adoptées par les différents organes du Parlement et des assemblées législatives sont conformes à la Charte.

L'objet de la Charte est de limiter la portée des législatures et du Parlement au niveau des droits fondamentaux des citoyens canadiens.

Le sénateur Roblin: Monsieur le ministre, j'aimerais vous poser une autre question très rapide, car je constate qu'il est midi. Lorsque, dans votre mémoire, vous parlez des propositions faites par monsieur Fairweather, je pense qu'il aurait été plus juste de donner le texte entier de la recommandation qu'il avait formulée. Il est vrai que le texte que vous nous présentez couvre assez bien la première partie de sa recommandation, mais je pense qu'il avait ajouté à cela deux sous-paragraphe, dont l'un constitue une interdiction et se lit comme suit:

[Texte]

No limitation on the legal rights or nondiscrimination rights set out in this Charter may be made under this provision.

You can see that goes a great deal farther than anything you have suggested here, and he goes on to make the same reservation with respect to equal rights for men and women.

So, it seems to me that you really have not gone very far towards meeting Mr. Fairweather's proposal to us when he was here the other night.

While I appreciate the fact that you are seized of the substance of the matter and are trying to do something about it—a fact which I think should be acknowledged—nevertheless, I am not sure that you have really moved very far towards dealing with the fundamental objections of those who think that the restrictive character of this section is so severe as seriously to limit the value of the rights to follow.

Mr. Chrétien: I am very pleased with what you are stating. I hope Mr. Lyon is listening to you; because the Premier of Manitoba is extremely opposed to any type of Charter at all. Of course it is a proven fact that not necessarily all the Premiers of the provinces speak for all the people of their provinces.

Senator Roblin: I do not wish you, really, to say that members of this Committee have to consider themselves related in the sense that you try to relate them philosophically or any other way with what a Premier may do.

But my views of Mr. Lyon's policy may be that I approve entirely of what he says, and that is something I would be happy to discuss with you at another time. But at the moment that is not the issue.

The issue is, how can we improve the Charter of Rights which you, yourself, have put before us. I wish you would stick to that point.

Mr. Chrétien: I have discussed this amendment with a lot of people before I came back with it; and I do not think it is advisable that we should have no limitation whatever. This is the best formula I could find. This has received the enthusiastic support of the Human Rights Commission, the Canadian Civil Liberties groups, by Professor Tarnoplosky, and so on—they all made a big and convincing case here. They all supported it. You are telling me I have not gone far enough.

I think under the circumstances it seems to be quite acceptable, and if you want us to go further than that, I do not think it is needed. I think this is adequate, because we do need some form of limitation.

Senator Roblin: Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Senator Roblin, for your co-operation.

Mr. Chrétien: Mr. Chairman, I have a statement to add, if I may.

[Traduction]

En vertu de la présente disposition, il est interdit de limiter les garanties juridiques et les droits à la non-discrimination définis dans la Charte.

Vous voyez bien que cela va beaucoup plus loin que tout ce que vous avez vous-même proposé. M. Fairweather va plus loin encore, en formulant des restrictions semblables relatives au droit à l'égalité pour les hommes et les femmes.

Il me semble donc que vous n'avez pas apporté beaucoup de changement dans le sens des demandes faites par M. Fairweather l'autre soir.

Je me rends bien compte que vous comprenez le fond du problème et que vous essayez d'améliorer les choses, et je pense qu'il faudrait le souligner. Néanmoins, je ne suis guère convaincu que vous ayez fait beaucoup pour répondre aux objections fondamentales avancées par ceux qui pensent que cet article est si restrictif qu'il limite la valeur des droits en question.

M. Chrétien: Je suis fort heureux d'entendre tout ce que vous dites. J'espère que M. Lyon vous écoute, car le premier ministre du Manitoba s'oppose à toute espèce de charte. Mais il a déjà été démontré à maintes reprises que les premiers ministres des provinces ne parlent pas toujours au nom du peuple qu'ils représentent.

Le sénateur Roblin: Je ne voudrais pas que vous disiez aux membres du Comité qu'ils doivent se sentir impliqués, philosophiquement ou autrement, par ce que peut faire un premier ministre provincial.

Cependant, il se peut fort bien que j'approuve entièrement M. Lyon, et je serais heureux d'en discuter avec vous à un autre moment. Mais ce n'est pas cela qui nous intéresse pour l'instant.

La question est de savoir comment nous pouvons améliorer la charte des droits que vous nous avez présentée. Et j'aimerais qu'on s'en tienne à cela.

M. Chrétien: J'ai discuté des différentes modifications que j'ai apportées à la charte avec bon nombre de personnes avant de revenir devant le Comité. Je ne pense pas qu'il soit bon de n'imposer aucune limite. Ce que je vous propose est la meilleure formule que j'ai pu trouver. Elle a été accueillie avec enthousiasme par la Commission canadienne des droits de la personne, par l'Association canadienne des libertés civiles, par le professeur Tarnoplosky, etc; ils étaient tous d'accord et ils ont tous appuyé cette formule. Maintenant, vous me dites que je n'ai pas fait assez.

Compte tenu des circonstances, je pense que cette formule est tout à fait acceptable; je ne pense pas qu'il soit nécessaire, comme vous le demandez, d'aller plus loin. Je trouve cette formule satisfaisante, car je crois qu'il est nécessaire d'imposer certaines limites.

Le sénateur Roblin: Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Sénateur Roblin, je vous remercie de votre collaboration.

M. Chrétien: Monsieur le président, si vous me le permettez, j'aimerais ajouter quelque chose.

[Text]

The idea is that we have to find the proper balance between the protection of individual rights and the legitimate power of any legislative body. You have to respect the fact that there are legislatures and people have been elected there and they should keep some power of legislation.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Minister. I have three speakers on my list on supplementary questions: Miss Campbell, Mr. Robinson and the honourable James McGrath.

I would like to seek the co-operation of all three speakers and of the honourable Minister, too, so that we could adjourn, if possible, at 12:15, because honourable members have to recognize that there is a Question Period and they will need some recess.

Mr. Chrétien: Mr. Chairman, I did not understand that I had to stay after 12 noon. I have made some commitments. Do I have to stay? I do not mind; if I have to stay I will.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Well, I will adjourn to 3:30 p.m. and at that time I will recognize the three speakers whose names I have just mentioned.

M. Chrétien: Merci beaucoup.

Le coprésident (M. Joyal): La séance est levée jusqu'à 15 h 30 cet après-midi.

AFTERNOON SITTING

• 1540

The Joint Chairman (Senator Hays): Order, please.

We will continue with our proceedings this afternoon and I believe when we adjourned for lunch Miss Campbell was requesting to be heard on a supplementary question.

Miss Campbell: Thank you, Mr. Chairman.

You were discussing Section 1, the amendments to Section 1, and in particular the reasoning behind it. I have one fairly quick question that can perhaps be answered.

I must inform the Minister, if he is not aware, that of the 19 bodies who perhaps asked us to do away with Section 1 or to improve Section 1, I do not know of any group that appeared before us who asked us not to entrench the Charter of Rights before patriation, because they felt that we would never reach an accord on the Charter of Rights once the constitution and a new amendment formula was founded.

However, of the two groups that were mentioned this morning, the Civil Rights and Mr. Fairweather, I think that you came to a just compromise on that section. I was against the original section and I am sure that was made evident from some of the questions that I did with some of the witnesses, and I am interested in that once we get into a true discussion of Section 1, but in my view you changed the preferred Section 1 of Gordon Fairweather by saying, instead of "reasonably justifiable" in a free and democratic society, to "demonstrably

[Translation]

L'idée fondamentale est que nous devons définir un bon équilibre entre la protection des droits de la personne et les pouvoirs légitimes de tout organe législatif. Il ne faut pas oublier que des personnes ont été élues aux différentes législatures et que celles-ci doivent conserver au moins certains pouvoirs en matière de législation.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur le ministre. J'ai sur ma liste les noms de trois personnes qui souhaitent poser des questions supplémentaires. Il s'agit de Mlle Campbell, de M. Robinson et de l'honorable James McGrath.

Si tous les députés et l'honorable ministre sont d'accord, j'aimerais que nous levions la séance à 12 h 15, car il y aura une période de questions et il faudra que les députés s'absentent.

M. Chrétien: Monsieur le président, je ne savais pas qu'on s'attendait à ce que je reste après midi. J'ai pris un certain nombre d'engagements. Est-il vraiment nécessaire que je reste? Cela m'est égal; si je dois rester, je le ferai.

Le coprésident (M. Joyal): Je leverai la séance jusqu'à 15 h 30; je donnerai alors la parole aux trois personnes que je viens de nommer.

Mr. Chrétien: Thank you very much.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): This meeting is adjourned until 3:30 this afternoon.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Le coprésident (sénateur Hays): A l'ordre, s'il vous plaît.

Nous allons poursuivre les discussions entamées ce matin. Je pense que lorsque nous nous sommes arrêtés pour déjeuner, Mlle Campbell a demandé à poser une question supplémentaire.

Mlle Campbell: Merci, monsieur le président.

Vous parliez de l'article 1, et plus particulièrement des modifications apportées à cet article et de leur raison d'être. J'aimerais poser une question très rapide à laquelle, je l'espère, on pourra répondre.

J'aimerais dire au Ministre, au cas où il ne le saurait pas, que 19 organismes nous ont peut-être demandé d'éliminer ou du moins d'améliorer l'article 1, mais aucun ne nous a demandé de ne pas encaisser la Charte des droits avant le rapatriement, car ils croient que, une fois la constitution rapatriée et la nouvelle formule d'amendement établie, il nous serait impossible d'en arriver à un accord sur la Charte des droits.

Cependant, pour ce qui est des deux groupes dont on a parlé ce matin, c'est-à-dire l'Association canadienne des libertés civiles et le groupe représenté par M. Fairweather, je pense que vous en êtes arrivé à un compromis relativement à cet article. J'étais opposée au libellé original de cet article et je suis certaine que cela a été rendu évident par les questions que j'ai posées à un certain nombre de témoins. Lorsqu'on entamera une véritable discussion au sujet de l'article 1, j'aimerais y revenir, mais d'après ce que j'ai crû comprendre, vous avez

[Texte]

justifiable", which I think Professor Tarnopolsky felt it should be stronger, it should be demonstrably justifiable it it was going in, and I wonder if there is a difference in your view in onus between a reasonably justifiable onus on the person before the courts to show that their rights, let us say that the legislatures have not infringed upon the rights of the person, or demonstrably justifiable.

To me it seems there might be a heavier onus on the legislature to show they have not.

Mr. Chrétien: I have explained this morning the policy of why we have done it, and that it was to find an equilibrium between the rights of the citizens to be protected by the courts and the power of the legislature or Parliament to pass law, and perhaps you are asking me a rather technical question and would you reply to that, Mr. Strayer, please.

Mr. Strayer: Mr. Chairman, it was the belief of the drafters that by going to these words demonstrably justified or can be demonstrably justified, it was making it clear that the onus would be on the government, or whoever is trying to justify the action that limited the rights set out in the charter, the onus would be on them to show that the limit which was being imposed not only was reasonable, which was in the first draft, but also that it was justifiable or justified, and in doing that they would have to show that in relation to the situation being dealt with, the limit was justifiable.

So whereas before there was no indication as to who had the onus of proving that the limit was reasonable or unreasonable, or whether it was generally accepted or not generally accepted. This seems to put the onus, appears to put the onus on the government that has to try to uphold some kind of limit to the rights set out in the charter. Uphold the legislation or administrative action or whatever it is in question.

I might add, Mr. Chairman, that this kind of language was recommended by the Canadian Human Rights Commission. They had two possible drafts, and one of them was very similar to the words in the present proposal, the new proposal. They used words such as prescribed by law as are reasonably justifiable in a free and democratic society. Professor Tarnopolsky, in appearing before the Committee, talked about using words such as restrictions as are prescribed by law and are necessary for the purposes of a free and democratic society, or he said you could use terms such as demonstrably justifiable or demonstrably necessary, but he said the onus has clearly to be on the one who argues in favour of restrictions, and that apparently is what he thought such language would do, it would put the onus on the person trying to justify the limitation.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Miss Campbell.

Mr. Robinson on a supplementary.

[Traduction]

changé l'article 1 proposé par M. Gordon Fairweather, celui que je préférerais, en mettant au lieu «dont la justification soit raisonnable» dans une société libre et démocratique, les mots «dont la justification puisse se démontrer», formule que le professeur Tarnopolsky ne trouvait pas suffisamment stricte. A votre avis, y a-t-il une différence entre dire qu'une personne qui comparait devant les tribunaux doit prouver que la justification de ses droits puisse se démontrer, et dire que les législatures n'ont pas empiété sur les droits de cette personne?

Il me semble que c'est peut-être à la législature qu'il incombe de prouver qu'elle n'a pas empiété sur ces droits.

M. Chrétien: J'ai déjà expliqué ce matin les raisons pour lesquelles nous avons décidé cela. Nous voulions trouver un équilibre entre la protection des droits des citoyens par les tribunaux et le pouvoir des législatures ou du Parlement d'adopter des lois. Vous me posez des questions d'ordre plutôt technique, et je demanderai à M. Strayer de vous répondre.

M. Strayer: Monsieur le président, les rédacteurs du texte pensaient que l'utilisation des mots «dont la justification puisse se démontrer» rendait très clair le besoin pour le gouvernement, ou pour tout organisme essayant de justifier une décision relative à des droits établis dans la Charte, de prouver que la limite imposée était non seulement raisonnable, ce qu'exigeait la première version, mais également justifiable. Dans ce contexte, il faudrait que les responsables démontrent que les limites étaient justifiables.

Dans la première version, on ne précisait pas qui était responsable de prouver que la limite était raisonnable ou non, ou encore acceptable ou non. Le texte que nous proposons exige de la part du gouvernement qu'il essaie de défendre une limite relative aux droits établis dans la Charte, qu'il défende les lois et les mesures administratives ou autres adoptées.

J'ajouterai, monsieur le président, que la Commission canadienne des droits de la personne avait proposé un libellé semblable à celui-ci. Elle avait d'ailleurs proposé deux textes, dont l'un ressemble beaucoup à cette nouvelle proposition. Elle utilisait des termes semblables à ceux que nous proposons, c'est-à-dire «restreint par une règle de droit dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans une société libre et démocratique». Le professeur Tarnopolsky, lorsqu'il a comparu devant le Comité, a proposé l'utilisation d'une expression du genre «restrictions prescrites par la loi et nécessaires dans le contexte d'une société libre et démocratique»; il a également dit qu'on pouvait utiliser des termes comme «dont la justification puisse se démontrer»; mais il a clairement expliqué que c'est ceux qui défendent les restrictions qui doivent en démontrer le bien-fondé. C'est, apparemment, ce qu'il pensait obtenir par l'utilisation de ces termes. Il voulait que la responsabilité revienne à la personne qui essaie de justifier les limites en question.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, mademoiselle Campbell.

Monsieur Robinson, vous pouvez poser votre question supplémentaire.

[Text]

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

I do have a supplementary on Section 1. I am glad that Senator Roblin raised this question, it is an important question and my supplementary has two parts with respect to the proposed revision of Section 1, Mr. Minister.

As I indicated yesterday, I was pleased with the extent to which you attempted to accommodate some of the concerns expressed about Section 1. However, there are two major concerns that I think still remain. The first is with respect to a point that was touched upon by Senator Roblin, and that is both Professor Tarnopolsky and Gordon Fairweather of the Canadian Human Rights Commission, and the International Covenant on Civil and Political Rights, and earlier drafts of federal government recommendations on a similar section, all made very clear one thing: that there were certain rights which could never be derogated from, in time of war, in time of emergency, that for example it was not permissible to impose cruel or unusual treatment or punishment. It was not permissible to deny the right to an interpreter to someone who is being questioned. It was not permissible to discriminate on the basis of race, sex or colour at any time.

Mr. Minister, Section 1 as it stands now modifies everything that is contained in the Charter, and I appreciate that there can be difficulties in defining which particular rights should never be abrogated. Would you be prepared to look as a minimum at least at excluding those rights which are contained in the Covenant? If you look at the Covenant I am sure you would agree that it is not a very comprehensive listing, but at least excluding, for example, the right to protection from cruel and unusual punishment.

Would you be prepared to look at those areas which this Committee as a whole could agree upon should be protected from trampling upon at any time?

Mr. Chrétien: If you ask me would I be willing to look upon, I can look into that but I do think that why we have proceeded in that way, the technical reason, I will ask my advisor to reply to aspect.

Mr. Strayer: Well, any attempt to make a list is going to be arbitrary, I think, even if you look at the international covenant. It is somewhat arbitrary in the rights it says can never be derogated and those which it implies can be derogated.

For example, in time of emergency or war it forbids derogation from rights such as rights against discrimination on the basis of race or colour but it allows discrimination, apparently, on the basis of national origin; and one can argue over what rights ought to be in theory derogable in times of emergency and ones which might not be, but the approach which we are taking here in the new Section 1 is to leave that as a matter of judgment in the given situation and it is very hard to imagine any situation, for example, where a court would say that it was, in the words of the section, demonstrably justified in a

[Translation]

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

J'aimerais poser une question supplémentaire au sujet de l'article 1. Je suis heureux que le sénateur Roblin ait soulevé cette question, car elle est très importante. Ma question supplémentaire, au sujet de la modification proposée de l'article 1, comporte deux volets.

Comme je l'ai signalé hier, j'étais ravi de constater à quel point vous essayez, monsieur le ministre, de répondre à un certain nombre de préoccupations exprimées par certains, au sujet de l'article 1. Il reste cependant deux principaux problèmes qu'il convient de souligner. J'aimerais parler tout d'abord d'un point soulevé par le sénateur Roblin. Le professeur Tarnopolsky et Gordon Fairweather, de la Commission canadienne des droits de la personne, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et les premières versions des recommandations du gouvernement fédéral relatives à un article semblable, étaient tous d'accord sur une chose: Il existe certains droits auxquels il est interdit de porter atteinte, même en temps de guerre ou d'application de mesures d'urgence; par exemple, il est interdit d'imposer un traitement ou des punitions cruels ou inusités. Il est également interdit de nier à quelqu'un qui se fait interroger le droit d'avoir l'aide d'un interprète, et il est interdit de discriminer en se fondant sur la race, le sexe ou la couleur.

L'article 1, dans son libellé actuel, modifie tout ce que contient la charte. Mais je me rends bien compte, monsieur le ministre, qu'on puisse avoir du mal à définir à quel droit en particulier on ne doit jamais porter atteinte. Mais seriez-vous prêt à accepter une liste minimale, en excluant, par exemple, les droits contenus dans le Pacte international? Vous serez certainement d'accord avec moi pour dire que la liste qui figure dans le Pacte n'est pas exhaustive, mais on pourrait au moins exclure, par exemple, le droit à la protection contre tout traitement ou peine cruels et inusités.

Accepteriez-vous que le Comité, dans son ensemble, se mette d'accord sur les droits auxquels on ne devrait, à aucun moment, pouvoir porter atteinte?

M. Chrétien: Vous me demandez si je suis prêt à examiner la question. J'ai étudié le problème sous cet angle, et je pense que c'est pour cette raison que nous avons procédé de la sorte. Mon conseiller pourra peut-être vous en donner les raisons techniques.

M. Strayer: Toute tentative d'élaboration d'une liste aura un caractère arbitraire, je pense, même si l'on prend comme base le Pacte international. Toute décision concernant les droits auxquels on pourrait porter atteinte et ceux auxquels on ne pourrait pas, ne relèverait que du pur arbitraire.

Par exemple, en temps de guerre ou de mesures d'urgence, les pactes interdisent de déroger aux droits comme le droit à la protection contre la discrimination pour des raisons de race ou de couleur, mais ils permettent la discrimination, du moins il me semble, pour des raisons d'origine nationale. On pourrait longuement discuter des droits qui, en théorie, devraient pouvoir être amoindris en temps de guerre ou de mesures d'urgence. Selon notre approche relative à l'article 1, nous laissons aux responsables la charge de juger, compte tenu de la situation donnée. Mais il est difficile d'imaginer une situation où un

[*Texte*]

free and democratic society to use cruel or unusual punishment. Even in time of emergency.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I understand the argument that was made, but just to conclude this question with respect to Section 1, I do hope that if the Committee can agree on certain restricted areas which, as you say, should never be, I assume you would agree, never be violated, that the government would be prepared to at least consider a possible amendment to that effect.

The second part of my question, Mr. Chairman, relates to the use of the word law in Section 1. Any limitations must be as the section states prescribed "by law". My reading of that, and I hope I am wrong, but my reading of that is a regulation of the government could limit in fact any of the rights or freedoms which are contained in this proposed Charter. I believe that the word law indeed does include a regulation as it has been defined in Canadian jurisprudence and, Mr. Minister I would hope . . .

Mr. Chrétien: When you talk about regulations . . .

Mr. Robinson: If I can just conclude my question, Mr. Minister, my understanding is that that is the way the law is interpreted, if that is the case then what this is saying is the government, the Cabinet can take away any of these rights, although there is still the recourse to the courts, and I would hope that you would be prepared to look seriously at an amendment which would make it very clear that it is only legislatures or Parliament which could abrogate these very fundamental rights of Canadian citizens?

Mr. Chrétien: Yes, but the regulation that when we vote any laws in Parliament we always make provisions for regulations, and the regulations that flow from law are part of the law that has been passed, a delegation of authority to the executive to proclaim some regulation that will make possible the law that we pass be enforced, and I think that everything is part of the same law and it will be impossible to—I can look at your suggestion but the principles are the same and if any regulation passed by any government in relation to regulation based on the law, this same test will apply, and the citizens will have the same recourse and I do not see the point unless there are some regulations that could be made outside of the law, but there is not. When you pass an Order in Council, we always have to base our decision on some legal, we need a legal base.

Mr. Robinson: There is no debate in Parliament.

Mr. Chrétien: But there is a debate in Parliament to authorize the executive branch of the government to do this and do that, otherwise if we are not authorized by Parliament we cannot do that. Perhaps, I do not know, there might be some exception to that rule. Do you know any?

Mr. Strayer: No.

Mr. Chrétien: I do not. Because if we act without any authority from any law, our action is illegal. So I am not preoccupied with the problem you are raising.

[*Traduction*]

tribunal dirait, en vertu de cet article, qu'on puisse démontrer la justification de traitements ou de peines cruels et inusités dans une société libre et démocratique. Cela me paraît impossible, même en période d'application de mesures d'urgence.

M. Robinson: Monsieur le président, je sais qu'on a avancé cet argument, mais, pour en terminer avec cette question relative à l'article 1, j'ose espérer que, si le Comité convient d'un certain nombre de domaines qui ne devraient, et j'espère que vous serez d'accord, jamais être violés, le gouvernement serait prêt au moins à envisager une modification à cet effet.

La deuxième partie de ma question, monsieur le président, traite de l'utilisation du mot «loi» dans l'article 1. Toute limite, comme le précise l'article, doit être prescrite par la loi. J'espère avoir tort, mais d'après ce que je comprends, le gouvernement, par règlement, pourrait en fait limiter n'importe lequel des droits et libertés contenus dans la charte proposée. Je pense que le mot «loi» n'inclut pas les règlements tels qu'ils ont été définis par la jurisprudence canadienne et j'espère, monsieur le ministre . . .

M. Chrétien: Lorsque vous parlez de règlements . . .

M. Robinson: Si vous me permettez de terminer de poser ma question, monsieur le ministre . . . d'après ce que je comprends de l'interprétation de cette loi, le gouvernement, ou plutôt le Cabinet, pourrait supprimer n'importe lequel de ces droits, même si le recours aux tribunaux du pays demeure encore possible. J'ose espérer que vous seriez prêt à envisager sérieusement une modification qui dirait très clairement que seules les législatures ou le Parlement pourraient enfreindre ces droits très fondamentaux des citoyens canadiens.

M. Chrétien: Oui, mais lorsque nous adoptons des lois au Parlement, nous adoptons également des dispositions en matière de règlements et de statuts; ces statuts, qui découlent des lois, sont en fait une partie intégrante des lois adoptées. Aussi, lorsque nous adoptons une loi, il y a délégation de pouvoir à l'exécutif pour proclamer un règlement qui rendra possible l'application de la loi. Par conséquent, tous ces éléments font partie de la même loi. Je pourrais examiner votre suggestion, mais les principes demeurent les mêmes. Quels que soient les règlements adoptés par le gouvernement, les citoyens auront toujours ce même recours et je ne vois pas l'utilité d'apporter la modification que vous proposez, sauf s'il était possible que certains règlements puissent être faits indépendamment de la loi, mais ce n'est pas le cas. Lorsqu'on adopte un décret en conseil, il nous faut fonder notre décision sur des données juridiques.

M. Robinson: Il n'y a pas de débat au Parlement.

M. Chrétien: Mais il y a un débat au Parlement précédant l'autorisation du pouvoir exécutif du gouvernement de faire telle ou telle chose. Sans l'autorisation du Parlement, nous ne pouvons rien faire. Mais il se peut qu'il y ait des exceptions à cette règle. En connaissez-vous?

M. Strayer: Non.

M. Chrétien: Moi non plus. Si nous agissons sans y être autorisés par la loi, nos interventions sont illégales. Je ne suis pas du tout préoccupé par le problème que vous soulevez.

[Text]

Of course, you can always argue in the House we should never give any delegated authority to any Order in Council.

Mr. Robinson: No, no.

Mr. Chrétien: No, but you could, and say everything has to be approved by Parliament on a daily basis. We could but it would be a hell of a mess.

Mr. Robinson: Mr. Minister, I am saying that where there are to be abrogations, that Parliament should discuss that at least.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Mr. Robinson.

Senator Connolly: Could I have a supplementary on that?

The Joint Chairman (Senator Hays): It will be later.

Senator Connolly: All right.

The Joint Chairman (Senator Hays): We had two supplementaries before noon, we had Miss Campbell and Mr. Robinson and now Senator Connolly wants a supplementary and Mr. Fraser.

Senator Connolly on a supplementary.

Senator Connolly: Just on that last point, I wonder whether this should not be said, that if Parliament is discussing a piece of legislation which authorizes the making of regulations, it flows from the passing of that piece of legislation that the regulations must be within the four corners of the act, and I suppose the theory is that if Parliament is afraid that something is going to be done under the authority to make regulations which go beyond the act, then I suppose it is up to the parliamentarian at that time to make his objection.

Now, you do say, and you did say, if a regulation violates the mother act under which it is made there is recourse to the courts. Your objection to that, I take it, is that it takes too much time and expense and everything else, and I think that is the risk we run in connection with giving the executive a regulation making authority.

Mr. Chrétien: And there is too, I would like to say there is, under statutory act procedures there is a revision of all the Orders in Council by Committees of the House and you remember that, but I do think that the principles are the same.

We are giving the Canadians some rights and the limits are mentioned in Section 1 and the courts can intervene and if the rights of the citizens have not been respected in the piece of legislation or any regulation, they are illegal and the court will decide that they do not meet the test that they can be demonstrably justified in a free and democratic society.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Senator Connolly.

The honourable Mr. Fraser.

Mr. Fraser: Thank you, Mr. Chairman.

I have got a short point which I would like to ask in the interests of clarification and the Minister may want to seek assistance from his law officers.

[Translation]

Vous pouvez bien sûr critiquer le fait que la Chambre accorde des délégations de pouvoir pour les décrets en conseil.

M. Robinson: Non, non.

M. Chrétien: Non, mais vous pourriez, et vous pourriez également dire que le Parlement doit tout approuver, et ce chaque jour. Mais cela créerait tout un tas de problèmes.

M. Robinson: Monsieur le ministre, ce que je dis c'est que si on va abroger certaines lois, il faudrait au moins que le Parlement en discute auparavant.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

Le sénateur Connolly: Me donnez-vous la permission de poser une question supplémentaire sur ce même point?

Le coprésident (sénateur Hays): Plus tard.

Le sénateur Connolly: D'accord.

Le coprésident (sénateur Hays): M^{lle} Campbell et M. Robinson ont posé des questions supplémentaires avant-midi; maintenant le sénateur Connolly et M. Fraser veulent poser des questions supplémentaires.

Le sénateur Connolly posera sa question supplémentaire.

Le sénateur Connolly: Je me demande si on ne devrait pas dire que si le Parlement discute d'une loi qui autorise la création de règlements, il en découle de l'adoption de cette loi que les règles doivent rentrer dans les termes de la loi; je suppose que la théorie est que si le Parlement craint que l'autorité de créer des règlements dépassera les termes de la loi, c'est alors aux parlementaires d'exprimer leur opposition.

Vous dites, et vous avez dit, que si un règlement va à l'encontre de la loi selon laquelle il a été créé, il reste le recours aux tribunaux. Je crois comprendre que vous vous opposez à cela, puisque le processus est très coûteux, il prend trop de temps et ainsi de suite; je crois que c'est ce risque que nous courons en accordant à l'exécutif l'autorité de créer des règlements.

M. Chrétien: De plus, j'aimerais dire que selon les procédures des lois statutaires les comités de la Chambre révisent tous les décrets en conseil; vous vous en souvenez sûrement, mais je crois que les principes sont les mêmes dans les deux cas.

Nous accordons certains droits aux Canadiens; les limites de ces droits sont définies à l'article 1, et les tribunaux peuvent intervenir. Si une loi ou un règlement ne respecte pas les droits des citoyens, alors cette loi ou ce règlement sont illégaux, et le tribunal décidera qu'on ne peut les justifier dans une société libre et démocratique.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, sénateur Connolly.

L'honorable M. Fraser.

M. Fraser: Merci, monsieur le président.

Je voudrais poser une petite question; le ministre voudra peut-être faire appel à ses conseillers juridiques.

[Texte]

In Chapter One, it reads the Canadian Charter of Rights and Freedoms guarantees the rights and freedoms set out in it subject only to such reasonable limits prescribed by law as can be demonstrably justified, et cetera.

Now, in the French version it refers to "une règle de droit", a rule of law, and my question is: is there a difference? I know it is a rule of law in the French version, not "the" rule of law.

Now, is there a difference, and my second question is: what effect does this have on the law contained in the common law and has this been considered? Specifically, and to make it easy, a contract, contracts in their very nature are discriminatory, and I am wondering if this problem has been addressed?

M. Chrétien: Je vais demander à monsieur Tassé qui est obligé de passer beaucoup de temps dans les deux langues pour la rédaction des lois de vous donner les explications que vous cherchez, monsieur Fraser.

Mr. Fraser: Yes, I had to switch from one to the other to read it.

Mr. Roger Tassé, (Q.C., Deputy Minister, Department of Justice): I think that is an important question you have raised, Mr. Fraser. In effect when you look at the meaning of law, it may mean a number of things and in this context it could mean an Act of Parliament, for example, and we did not want it to be restricted to an Act of Parliament for some of the reasons that have been expressed, and also for another reason that has not been mentioned so far, and that is in effect we wanted also to cover rules of the common law.

For example, in the area of libel, defamation. And in many provinces this has not been clarified. There are rules that have just been expressed over time by the courts and we did not want to upset all of this legislation so that is why in effect in French we have used an expression that would embody as well rules of common law that have been established by courts and it could be in the civil law field or in the common law, most probably in the common law, but also would include the statute and include a regulation enacted under an appropriate-ly passed or enacted legislation.

Mr. Fraser: So what you are saying, then, is that . . .

Mr. Tassé: Perhaps if I may just expand on what I have just said.

For example, if you look at the freedom of expression, the law of defamation, the law of libel imposes some limits on that so we wanted these to continue to have application and we think that they would fit in effect the tests that are set out in Section 1.

Mr. Fraser: Well, then, by the same token, so does the law of master and servant, the law of contract and the law of partnership, and a number of other common law notions.

[Traduction]

Au premier chapitre, on lit: «La Charte canadienne des droits et libertés garantit les droits et libertés qui y sont énoncés. Ils ne peuvent être restreints que par une règle de droit, dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer, etc.»

Dans la version française, on parle d'une «règle de droit»; je voudrais savoir s'il y a une différence entre la version anglaise et la version française? Je sais que dans la version française on parle «d'une» règle de droit et non pas «de la» règle de droit.

Je voudrais savoir s'il y a une différence entre les deux expressions, et je voudrais également poser une deuxième question: quelles répercussions y aura-t-il sur le droit coutumier, y a-t-on pensé? Plus précisément, pour simplifier ma question, je dirais en exemple que de par leur propre nature, les contrats sont discriminatoires; je me demande si on a étudié ce problème?

Mr. Chrétien: Mr. Tassé has to spend a great deal of time in the drafting of acts in both languages; I will ask him to give you the explanation you are looking for, Mr. Fraser.

M. Fraser: Oui, j'ai été obligé de passer d'une langue à l'autre pour lire cet amendement.

M. Roger Tassé (C.R., sous-ministre de la Justice): Monsieur Fraser, je crois que vous avez soulevé une question importante. En effet, lorsqu'on étudie le sens de la loi, plusieurs interprétations sont possibles; dans ce contexte, cela pourrait vouloir dire une loi du Parlement, par exemple. Nous ne voulions pas que la définition fût limitée à une loi du Parlement pour plusieurs des raisons déjà exprimées, et également pour une raison dont on n'a pas encore parlé, c'est-à-dire que nous voulions également tenir compte des règles du droit coutumier.

Prenez par exemple le cas du libelle diffamatoire qui, dans beaucoup de provinces, n'a pas été précisé. Il existe des règles qui ont été formulées avec le temps par les tribunaux, et nous ne voulons pas bouleverser toutes ces lois, si bien qu'en français nous avons utilisé une expression qui englobe non seulement les règles du droit coutumier, sans exclure les règles du droit civil, même si dans la plupart des cas il s'agirait de droit coutumier, mais également les lois et les règlements proclamés en vertu de lois proclamées ou adoptées normalement.

M. Fraser: Vous voulez donc dire que . . .

M. Tassé: Laissez-moi poursuivre un instant.

Par exemple, prenez le cas de la liberté d'expression. Les lois régissant le libelle diffamatoire imposent des limites à cette liberté et les précisions du libellé de l'Article I permettent qu'elles continuent d'être en vigueur.

M. Fraser: En même temps, d'autres lois comme les rapports entre maître et serviteur, le droit des obligations et le droit des associations, de même que d'autres notions de droit coutumier continuent d'être en vigueur.

[Text]

Could you foresee a situation where, on the basis of the rights set out in here, you could have a conflict between what are considered laws which stem from the body of case law that has come down over the centuries which could be in conflict with the right that has been set out in the Charter?

Mr. Tassé: Well, Mr. Fraser, we do not see these rights or these prescriptions of the Charter to have application in terms of a relationship between individuals. We see them as applying in terms of a relationship between the state and individuals, so I am not sure that in terms of contract laws, unless we were looking at the situation where in fact we are talking of contracts passed between the state, the government, and that might offend a constitutional limitation on some of these rights, then the Charter might be called upon for assistance but if we are just looking at in effect relationships, contractual relationships between individuals, I do not see how the Charter itself could be called upon to assist in resolution of conflicts that may arise.

Mr. Fraser: Well, I do not want to take this too far into the realm of theory but individual contracts are constantly formed as a result of discrimination between certain options and certain individuals, and that has always been, within some limitations, an accepted freedom to enter into contract unless there is a specific piece of legislation which forbids it. You can take, for instance, the codes in some of the provinces which now constrain absolute freedom of contract in hiring policies.

• 1600

But I take it that what you are saying is that in the English version when you say "prescribed by law", that is not just statute law, but is also the common law?

Mr. Tassé: Yes.

Mr. Fraser: As decided by the cases?

Mr. Tassé: Yes.

Mr. Fraser: But they could still be challenged if somebody could take the issue to a court and say that that law can no longer be demonstrably justified in a free and democratic society?

Mr. Tassé: That is correct.

Mr. Fraser: Thank you.

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Fraser, you are exploring a very important point, but we were just going to allow one supplementary question.

Mr. Fraser: Thank you, Mr. Chairman. I would also like to thank my colleagues.

The Joint Chairman (Senator Hays): I should like to go to Mr. Irwin, then to Mr. Hawkes and then to Mr. McGrath.

Mr. Irwin.

Mr. Irwin: Thank you, Mr. Chairman.

I have two questions. I would like to address my first question to Mr. Tassé, with the Minister's permission. I would like to address my first question to the Deputy Minister of Justice, and my second question to the Minister.

[Translation]

Pouvez-vous envisager une situation où les droits précisés dans la charte créeraient un conflit avec les lois dont nous avons hérité depuis des siècles en vertu du droit coutumier?

M. Tassé: Monsieur Fraser, les droits et les dispositions de la charte ne s'appliquent pas aux rapports entre individus. Il s'agit plutôt des rapports entre l'État et des individus, si bien que je ne suis pas sûr que le droit d'obligations s'appliquerait ici, à moins que ce soit dans une situation où des contrats seraient conclus entre l'État, le gouvernement et des particuliers. Il se peut que les stipulations de tels contrats violent les droits constitutionnels des particuliers, et c'est alors que la charte serait invoquée. S'il s'agit cependant de rapports contractuels entre individus, je ne vois pas comment la charte pourrait être invoquée, à supposer qu'il y aurait un conflit.

M. Fraser: Je ne voudrais pas m'étendre sur un aspect théorique trop longtemps, mais constamment des contrats sont conclus et ils impliquent le choix d'une option ou d'un particulier par rapport à d'autres. Compte tenu de certaines réserves, la liberté de conclure un contrat a toujours existée à moins qu'une loi ne l'interdise expressément. Prenez par exemple les codes qui existent dans certaines provinces et qui garantissent une liberté totale pour ce qui est des politiques d'embauchage.

Si je comprends bien, quand dans la version anglaise vous dites «prescrit par la loi», il ne s'agit pas uniquement des statuts mais également du droit coutumier, n'est-ce pas?

M. Tassé: C'est exact.

M. Fraser: D'après la jurisprudence donc?

M. Tassé: Oui.

M. Fraser: On pourrait quand même contester cet article devant les tribunaux en prétendant pour une loi donnée que sa justification ne peut plus se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique?

M. Tassé: C'est exact.

M. Fraser: Merci.

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur Fraser, vous parlez d'un sujet important, et nous allons vous permettre de poser une question supplémentaire?

M. Fraser: Merci, monsieur le président, je remercie également mes collègues.

Le coprésident (sénateur Hays): Ce serait maintenant au tour de M. Irwin, et ensuite ce sera à M. Hawkes, puis M. McGrath.

Monsieur Irwin.

M. Irwin: Merci, monsieur le président.

J'ai deux questions à poser. La première s'adresse à M. Tassé, si le ministre me le permet. La première donc s'adresse au sous-ministre de la Justice et la deuxième au ministre.

[Texte]

Mr. Tassé, as you know, we had several religious groups attend here. They were very influential and very concerned religious groups across the country, who have expressed concern that although they favour strongly freedom of religion, nevertheless, they wish positively to discriminate within their own religions; for instance, that in the case of the Catholics, a rule that a teacher must be a Catholic in order to be teaching in that system is a positive discrimination as far as they are concerned.

They want to make sure that the Charter of Rights, Section 15 and the right contained in there, dealing with nondiscrimination because of religion, does not affect that right positively to discriminate within a group.

I have noticed that you have added an amendment; the Minister has suggested an amendment, 52(1) as follows:

52.(1) The Constitution of Canada is the supreme law of Canada, and any law that is inconsistent with the provisions of the Constitution is to the extent of the inconsistency, of no force or effect.

Can you explain to the Committee the legal process by which you would draw an inference—which I would assume you are drawing—that these positive rights to discriminate within religious groups will be protected?

Mr. Tassé: In the resolution before the Committee, that is to say the one without amendment, there is a Section 25 which provides, in effect that the provisions of the Charter would prevail, supersede, any provisions of the constitution.

The question has been raised—and you have mentioned it—as to what the effect would be of the inclusion of freedom of conscience and religion on a section like Section 93 of the constitution which provides for denominational school and protects them.

A doubt has been raised to the effect that Section 2 would prevail over all other provisions of the constitution, that we would not unwittingly have imperilled the protection which had been given to denominational schools under Section 93.

That is the reason why we thought it would be preferable to have in Section 52 a reference to the supremacy of all the provisions of the constitution; but the sections of the Charter and the other provisions of the constitution, like Section 93, would have to be interpreted in relation to one another, and there is not one, like Section 2, which would supersede the other one.

We are pretty confident that we are not affecting denominational schools here, and that teachers can continue to be hired in the Catholic, Protestant or whatever religious stream, and that it would be a bona fide requirement for the job in these schools that in effect they share the faith of the school system in which they would be hired.

Mr. Irwin: Have you had any reaction back from the Council of the Catholic Bishops of Ontario? Has there been any consultation since the suggested amendment?

Mr. Tassé: I have not had any. I do not know if the Minister has had any.

[Traduction]

Monsieur Tassé, vous savez que de nombreux groupes religieux sont venus témoigner devant le Comité. Ils représentent des groupes dont l'influence et la bonne volonté est indiscutable, et ils nous ont dit que, quoiqu'ils soient favorables à une liberté de religion fermement garantie, néanmoins il leur faut pouvoir exercer un certain choix qui les force à discriminer au nom même d'une religion donnée. Par exemple, dans le cas des catholiques, la règle veut qu'un enseignant soit catholique pour pouvoir professer dans le système catholique ce qui constitue une discrimination, bien que positive, d'après eux.

Ils veulent s'assurer que la Charte des droits à l'article 15, traitant de la non-discrimination pour des motifs de religion n'atteint pas leur droit d'exercer une discrimination positive pour des motifs religieux.

Je remarque que l'article 52 a été amendé et que le ministre propose que le paragraphe 52(1) se lise désormais comme suit:

52.(1) La constitution du Canada est la loi suprême du Canada, elle rend inopérante les dispositions incompatibles de toute autre règle de droit.

En vertu de cet article, on peut supposer que les groupes religieux ont le droit d'exercer une discrimination positive, car je suppose que c'est en vertu de cet article que leur droit serait protégé?

M. Tassé: Dans le projet de résolution dont le Comité a été saisi, le projet qui n'est pas amendé donc, l'article 25 prévoit que les dispositions de la Charte ont primauté sur toute autre disposition de la constitution.

On a donc soulevé la question de savoir quelles seraient les répercussions de cet article sur la liberté de conscience et de religion précisée à l'article 93 et prévoyant des écoles confessionnelles, et les protégeant.

On s'est donc demandé si l'article 2 n'aurait pas primauté sur toutes les autres dispositions de la constitution et si, par mégarde, nous n'aurions pas compromis cette protection conférée aux écoles confessionnelles en vertu de l'article 93.

C'est pourquoi nous avons jugé préférable d'inclure à l'article 52 une allusion à la primauté de toutes les dispositions de la constitution, et c'est ainsi que les dispositions de la Charte et les autres dispositions de la constitution, comme l'article 93, devront être interprétées en rapport les unes avec les autres et aucune, pas même l'article 2, n'aura primauté sur les autres.

Nous pensons qu'ainsi les écoles confessionnelles ne sont pas menacées et que les catholiques, les protestants ou les membres de toute autre religion, pourront continuer d'exiger de leurs professeurs qu'ils partagent la foi enseignée dans leurs écoles.

M. Irwin: Est-ce que le conseil des écoles catholiques de l'Ontario s'est prononcé sur cet amendement? Avez-vous eu des entretiens avec lui?

M. Tassé: Pour ma part, non. Je ne sais pas si le ministre en a eus.

[Text]

Mr. Chrétien: No, there has been no reaction from any of these groups to my knowledge.

Mr. Irwin: I have one other question.

There seems to be a myth in relation to the Victoria Charter, that because there is a 50 per cent requirement in the west we must have two provinces with 50 per cent, that we are discriminating against the west.

I would like to get to that. But I would like to deal with the formula itself.

We have had so many formulas—the Vancouver, Victoria, Alberta, Toronto, the Pepin-Robarts, the Fulton-Favreau; we are creating, I would suggest, a lot of confusion in the minds of the public.

I would like to draw to your attention, Mr. Minister, that when we had Professor Russell here, who incidentally is the Opposition's expert, in answer to Mr. Nystrom, he said—and I will not quote him verbatim; but he speaks at page 468 of issue number 34, in effect that the Victoria formula proposed by the federal government is, in his opinion, the best formula.

As it stands now, with the so-called Henderson amendment, the four maritime provinces do not have the 50 per cent requirement. They will only require two of these provinces to vote in the referendum. This was by approval of the four maritime provinces; and a vote in the Province of Quebec because it has 25 per cent of the population; and a vote in the Province of Ontario because it has 25 per cent also; and two of the western provinces with a 50 per cent stipulation.

Now, I have heard both the Official Opposition and the NDP suggest that we are discriminating against the west; in some way we may be in a position to take more of their powers away because there is a 50 per cent requirement.

I have looked at this at least a dozen times, and I think it is a myth.

I want to put this question to you. If the referendum question said "Do you wish to include nondiscriminatory handicapped persons in Section 51 with an amendment as follows" and then gave the amendment, it would seem to me that it would make it easier to pass such an amendment in the west, proposed by the federal government under the constitution, of course, if we did not have to get 50 per cent of the population; we would only require, for instance, Manitoba and Saskatchewan 4 per cent each, to have it passed; whereas, Alberta is, I believe, around 9 per cent, and B.C. is around 11 or 12 per cent, or somewhat in that neighbourhood—or 8 per cent for Alberta. I am not sure of the exact amount.

Mr. Chrétien: Of course with this 50 per cent rule, if the national government wants an amendment to the Canadian constitution, that 50 per cent as a rule in Western Canada would make it more difficult for us to obtain what we want; because if we wanted an amendment and the 50 per cent rule is not there, as it is in Eastern Canada, we might have, say, Manitoba and Saskatchewan alongside; and if it were the same format in the Maritimes, we would have the amendment.

[Translation]

M. Chrétien: Non, il n'y a pas eu de réaction de la part des groupes religieux à ma connaissance.

M. Irwin: Je voudrais poser une autre question.

Il semble exister un mythe en ce qui a trait à la Charte de Victoria parce qu'on exige de l'Ouest une majorité de 50 p. 100 de la population assortie de l'assentiment de deux provinces.

C'est pourquoi je voudrais en parler. Auparavant, je voudrais parler de la formule elle-même.

Il y a eu tant de formules, celle de Vancouver, celle de Victoria, celle de l'Alberta, celle de Toronto, la formule Pépin-Robarts, la formule Fulton-Favreau, si bien que cela peut avoir créé une certaine confusion dans l'opinion publique.

Monsieur le ministre, le professeur Russell, qui soit dit en passant est un expert dont le nom a été proposé par l'opposition, a dit en réponse à une question de M. Nystrom, et l'on pourra trouver ses propos à la page 468 du fascicule 34, que la formule de Victoria proposée par le gouvernement fédéral était à son avis la meilleure formule.

En vertu de ce qu'on a appelé l'amendement Henderson, nous n'imposons plus aux quatre provinces de l'Atlantique la règle des 50 p. 100. Il suffit que deux de ces provinces donnent leur assentiment lors d'un référendum. Les quatre provinces de l'Atlantique sont d'accord. Il faudra aussi que la province de Québec, qui représente 25 p. 100 de la population, et la province d'Ontario, qui en représente autant, donnent leur assentiment. Quant aux provinces de l'Ouest, on exige que 50 p. 100 de la population donne son assentiment.

Les membres de l'Opposition officielle et du NPD ont prétendu qu'il y avait discrimination à l'égard de l'Ouest. En fait, le gouvernement fédéral pourrait retirer plus de pouvoirs à l'Ouest à cause de l'existence de cette règle de 50 p. 100.

Je me suis penché sur la question au moins une douzaine de fois. Je pense que tout cela tient du mythe.

Je tiens à vous poser une question. Si la question référendaire disait: «voulez-vous que les personnes handicapées soient précisées à l'article 15 en vertu de l'amendement suivant?» On donnerait ensuite le libellé de l'amendement. Il me semble qu'il serait plus facile d'obtenir l'assentiment de l'Ouest pour un tel amendement proposé par le gouvernement fédéral s'il n'existait pas la règle des 50 p. 100 de la population. Il suffirait par exemple que le Manitoba et la Saskatchewan, qui représentent 4 p. 100 de la population totale, donnent leur assentiment. L'Alberta, de son côté, représente 9 p. 100 de la population et la Colombie-Britannique 11 ou 12 p. 100. Je ne suis pas très sûr de ces chiffres, car je pense que dans le cas de l'Alberta, c'est 8 p. 100.

M. Chrétien: Bien entendu, cette règle de 50 p. 100 rendra la tâche plus difficile au gouvernement national quand il voudra modifier la constitution canadienne car si elle n'existait pas, comme c'est le cas dans l'est du Canada, il nous suffirait de rallier l'opinion du Manitoba et de la Saskatchewan. Ainsi, la modification pourrait être adoptée plus facilement.

[Texte]

Now they need another requirement. It means that very often it might be that we need three provinces in Western Canada to get an amendment.

So that, in fact, it is adding to the difficulties for the federal government to obtain an amendment in Western Canada!

If I had my pick, I would take only two; because that is one requirement less.

Why do we have the 50 per cent rule? As I said, it was agreed by all the western Premiers—in 1970, Schreyer, Thatcher, Strom and Mr. Bennett, senior, to have it there. It was at the request of B.C.

So what I said to Mr. Mackasey and to you, is that if western provinces want to have only two out of four, I would be much happier, because it is adding flexibility to the amending formula.

It is not at our request. We prefer to have it the other way round. But it is in accordance with the wish as expressed by the duly elected Premiers of the day that we are keeping that format.

Now, when they say we are creating discrimination, then it is a discrimination that was asked for by western Canada and it has made my life more difficult.

So, sorry; I would rather have the same thing as in the Maritimes; but they have not expressed any view on that.

I do not know what Mr. Blakeney said when he came here, but I have not seen anything in his testimony on that aspect; I have not received any communication to that affect from any Premier of Western Canada.

Mr. Irwin: So you do agree, Mr. Minister, that if we dropped the 50 per cent, it would give more power to the federal government?

Mr. Chrétien: Yes.

Mr. Irwin: But you are prepared to do it if all four provincial Premiers want it?

Mr. Chrétien: With pleasure.

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Hawkes on a supplementary.

Mr. Hawkes: A brief supplementary, Mr. Minister.

Would you have the same attitude, as a member of the federal Cabinet, that you would prefer a wording for Subsection (1) which said one out of two central Canadian provinces agree to an amendment, that is following the same logic—and I would assume that this desire for greater federal power would take us to that logical conclusion, that one out of the two central Canadian provinces would be similarly acceptable to the Minister, and, indeed, preferable?

Mr. Chrétien: What we are doing, sir, is that the Victoria formula is the one that was accepted by the First Ministers at one time in history.

It was the first time and the last time that all 11 governments agreed to a formula. The reason we are picking it up is that it is the only one in history where there was an agreement. If the Quebec government had not pulled out for other reasons, it is what we would have today. When you look at the record,

[Traduction]

L'existence de cette exigence particulière signifie qu'il faudra peut-être l'assentiment de trois provinces de l'ouest du Canada pour modifier la Constitution.

Ainsi, cela ne fait qu'ajouter aux difficultés qu'aurait le gouvernement fédéral d'obtenir l'assentiment de l'Ouest.

Quant à moi, si j'avais le choix, je préférerais une seule exigence, celle de l'assentiment de deux provinces.

Pourquoi imposons-nous cette règle des 50 p. 100? Comme je l'ai déjà dit, les premiers ministres de l'Ouest, MM. Schreyer, Thatcher, Strom et Bennett, le père, s'étaient entendus sur cette règle, à la demande de la Colombie-Britannique.

Comme je l'ai dit à M. Mackasey, je vous répète que si les provinces de l'Ouest voulaient que l'on exige l'assentiment de deux provinces sur quatre seulement, j'en serai fort aise parce que cela ajoutera de la souplesse à la formule d'amendement.

Ce n'est pas nous qui avons réclamé cette règle. Nous préférons qu'il en soit autrement. Nous nous conformons aux souhaits des premiers ministres élus de l'époque et c'est pourquoi nous avons maintenu cette formule.

Quand on prétend que c'est discriminatoire, je réponds que c'est une discrimination qui nous est imposée par l'Ouest même et qui me rend la tâche plus difficile.

Excusez-moi donc. Je préférerais, pour ma part, que l'Ouest soit soumis au même régime que l'Atlantique mais cela ne semble pas être son souhait.

Je ne sais pas ce que M. Blakeney vous a dit là-dessus dans son témoignage ici, mais, en tout cas, je n'ai jamais reçu de demande en ce sens de la part d'un des premiers ministres de l'Ouest.

M. Irwin: Monsieur le ministre, vous convenez donc que si nous abandonnions la règle de 50 p. 100, le gouvernement fédéral aurait plus de pouvoir, n'est-ce pas?

M. Chrétien: C'est exact.

M. Irwin: Si les quatre premiers ministres le demandaient, vous seriez prêt à vous rendre à leurs souhaits, n'est-ce pas?

M. Chrétien: Volontiers.

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur Hawkes, une question complémentaire.

M. Hawkes: Je serai bref, monsieur le ministre.

A titre de membre du Cabinet fédéral, préféreriez-vous que le libellé du paragraphe (1) exige qu'une des deux provinces centrales donne son assentiment car cela serait ainsi suivre votre raisonnement jusqu'au bout. Je suppose que vous préférez accroître le pouvoir du gouvernement fédéral et que ce serait donc là la conclusion logique. Accepteriez-vous tout aussi facilement qu'une des exigences veuille qu'une province centrale donne son assentiment?

M. Chrétien: Je vous répondrai que nous appliquons ici la formule de Victoria qui a été acceptée par les premiers ministres de l'époque.

C'était la première et la dernière fois où l'on a vu les onze gouvernements se mettre d'accord sur une formule. C'est précisément la raison pour laquelle nous avons choisi cette formule car il n'y en a pas d'autres qui ont rallié l'opinion de tous. Si le gouvernement de Québec ne s'était pas désisté, pour

[Text]

why did Mr. Bourassa refuse 12 days after to go along? It has nothing whatever to do with the amending formula. The papers were ready and all consents were given, and everyone was ready to go along with it, and Mr. Bourassa decided not to do so. It has nothing to do with the amending formula. He wanted to have a different deal on family allowances.

In fact, it is a bit ridiculous when you look back on it, because it is something which could have been solved very easily by some administrative arrangements later on.

He said if you do not give us something on the family allowances then, we do not sign Victoria. But in history, when you look back on the basis, in history that day in Canada all the First Ministers had agreed to it.

So that gave great weight to that formula.

Why they did it was that they decided that Ontario and Quebec, had more than 25 per cent of the population . . .

Mr. Hawkes: Mr. Minister, I just asked about your personal preference.

Mr. Chrétien: There was a preoccupation that Quebec, being a province, representing the majority of francophones in Canada and so on, that we had to operate in that way, and we said that anybody who reached in the future, that is to say, any province, who in the future reached 25 per cent of the population, would have exactly the same thing. You may laugh, but it can happen tomorrow.

Mr. Hawkes: Personal preference, Mr. Minister; that is all I asked. Would you personally prefer it or would you not personally prefer it, one out of the two central Canadian provinces.

I just follow your logic, your statement of preference and I simply ask if your statement of preference goes to that logical conclusion—one of the two central Canadian provinces.

Mr. Chrétien: My own personal preference—there were so many personal preferences on that matter over the last 50 years that we have not been able to agree.

I think, personally, that the Victoria formula is a good one; it is not perfect in all aspects, but it is the best we could achieve.

There are some historical values to the Victoria formula, and it is my preferred choice.

Mr. Hawkes: You have a personal preference; for the maritimes and for the West . . .

Mr. Chrétien: I am telling you . . .

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Hawkes! Mr. Tobin on a supplementary.

M. Corbin: Ça recommence!

The Joint Chairman (Senator Hays): Order, order please.

Mr. Chrétien: May I reply?

The Joint Chairman (Senator Hays): Yes, go ahead, Mr. Minister.

[Translation]

une raison bien précise, cette formule serait en vigueur aujourd'hui. Pourquoi M. Bourassa s'est-il ravisé deux jours après avoir dit qu'il était d'accord? Ses motifs n'ont rien à voir avec la formule. Tous les documents étaient prêts à être signés et tout le monde était prêt à donner son consentement quand M. Bourassa s'est désisté. Cela n'avait rien à voir avec la formule d'amendement, c'est tout simplement parce qu'il voulait obtenir autre chose pour ce qui est des allocations familiales.

En fait, ce qui est ridicule, c'est qu'il aurait pu obtenir ce qu'il voulait par la suite au moyen d'un arrangement administratif.

C'est ainsi qu'il a dit que s'il n'obtenait pas ce qu'il voulait du point de vue des allocations familiales, il ne signerait pas la Charte de Victoria. L'histoire nous donne cependant la preuve que tous les premiers ministres de l'époque étaient d'accord.

C'est pourquoi cette formule a beaucoup de poids.

Un des facteurs qui a joué est le fait que l'Ontario et le Québec ont tout deux plus de 25 p. 100 de la population . . .

M. Hawkes: Monsieur le ministre, je vous ai demandé ce que vous préférez.

M. Chrétien: On s'est dit que puisque le Québec, qui est une province, représente la majorité des francophones au Canada, il fallait que ce soit ainsi et que toute province qui, à l'avenir, atteindrait ce seuil des 25 p. 100, serait traitée de la même façon. Attention, cela peut arriver du jour au lendemain.

M. Hawkes: Monsieur le ministre, je vous ai demandé quelles étaient vos préférences personnelles. Quant à vous, voudriez-vous qu'une des exigences soit l'assentiment d'une des deux provinces centrales canadiennes.

J'essaie de suivre votre raisonnement, ce que vous dites préférer, et je me demande si en toute logique, suivant votre raisonnement, vous voudriez qu'une des exigences soit l'assentiment d'une des deux provinces centrales canadiennes.

M. Chrétien: Eh bien, on a tellement exprimé de préférences personnelles là-dessus depuis 50 ans, que nous n'avons pas pu nous entendre.

Pour ma part, je pense que la formule de Victoria est bonne. Elle n'est pas parfaite, à tous les égards, mais c'est la meilleure.

La formule de Victoria a des fondements historiques et c'est celle que je préfère.

M. Hawkes: Vous avez exprimé une préférence personnelle; quant aux Maritimes et à l'Ouest . . .

M. Chrétien: Je vous dis . . .

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur Hawkes! Monsieur Tobin, une question supplémentaire.

Mr. Corbin: Here we go again!

Le coprésident (sénateur Hays): A l'ordre s'il vous plaît.

M. Chrétien: Puis-je répondre?

Le coprésident (sénateur Hays): Volontiers, allez-y, monsieur le ministre.

[*Texte*]

Mr. Chrétien: If you want to know what my preference is, well it is I would rather two provinces out of four of Western Canada. That is my preference. It would be exactly the same in the maritimes, and if the western Premiers want it, I would be delighted.

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Tobin on a supplementary.

Mr. Tobin: Thank you very much, Mr. Chairman.

I would like to go back to Section 52. Mr. Irwin mentioned the amendment regarding the primacy of the constitution of Canada. The earlier proposal in the Canada act put forward made the Charter of Rights supreme, and any other law in Canada, or for that matter, in the constitution, inconsistent with the Charter will be over-ruled by the Charter of Rights.

The amended version now says that the constitution in total and the Charter are supreme.

Now, what I am asking you in particular and for clarification is about Term 17 of the Terms of Union. May I assume from this, then, that Term 17 of the Terms of Union, the term which guarantees the right to denominational education systems of schooling in Newfoundland, that right is equal to the individual right spelled out in the Charter of Rights? Is that a fair assumption?

Mr. Chrétien: That is a view expressed by Mr. Tassé earlier. The Bill of Rights have no supremacy over the constitution. This Bill of Rights, for example, the provision for freedom of religion, in the Bill of Rights, will not have supremacy over Section 93 of the constitution or resolution 17 of the Act of Union of Newfoundland to Canada.

Mr. Tobin: So you are saying, in your opinion, it is not conceivable that, based upon the rights provided for in the Charter of Rights, individual rights, it is not conceivable for one to test the collective rights, let us say, of the churches in operating a denominational school system anywhere in Canada? I am particularly concerned about Newfoundland.

Mr. Chrétien: Yes, that is correct.

Mr. Tassé: That is correct. In effect, Mr. Chairman, what I said earlier about Section 93 would equally apply to Section 17 of the Terms of Union between Newfoundland and Canada.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you, Mr. Tobin.

Mr. McGrath.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, I would like to continue the line of questioning that was followed by Mr. Tobin.

Premier Peckford in a statement yesterday said that the proposed changes do offer some measure of protection for our pre-Confederation rights—and here he was talking about denominational educational rights; and he continued to say that they do nothing to ensure that the strict guarantees we once had are continued, and that this could best be ascertained by looking at the proposed revised Section 47, which supposedly offers some protection under Subsection (2), but at the same time reserves the right to nullify that protection under Subsection (1) of Section 47.

[*Traduction*]

M. Chrétien: Quant à moi, je préférerais qu'on exige l'assentiment de deux provinces des quatre provinces de l'Ouest. C'est ce que je préférerais. Je préférerais qu'elles soient traitées de la même façon que les provinces de l'Atlantique et si c'est ce que veulent les premiers ministres de l'Ouest, j'en serais ravi.

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur Tobin, une question supplémentaire.

M. Tobin: Merci beaucoup, monsieur le président.

J'aimerais revenir à l'article 52. M. Irwin a parlé de l'amendement concernant la primauté de la Constitution du Canada. Dans la disposition précédente de la Loi sur le Canada, la Charte des droits était la loi suprême, et toutes autres lois du Canada, ou, d'ailleurs, toutes dispositions de la Constitution, incompatibles avec cette charte étaient rendues inopérantes.

Dans la nouvelle version modifiée, la totalité de la Constitution et la Charte sont la loi suprême.

J'aimerais donc vous demander des précisions au sujet de la condition 17 des conditions de l'union. Dois-je conclure que le droit à l'éducation confessionnelle à Terre-Neuve garanti par la condition 17 des conditions de l'union entre dans la catégorie des droits individuels énoncés dans la Charte des droits? Puis-je le supposer?

M. Chrétien: C'est l'opinion qu'a exprimée un peu plus tôt M. Tassé. La Déclaration des droits n'a pas la primauté sur la Constitution. Par exemple, la disposition concernant la liberté de religion dans la Déclaration des droits n'aura pas la primauté sur l'article 93 de la Constitution ou sur la résolution 17 de l'Acte d'Union de Terre-Neuve avec le Canada.

M. Tobin: En conséquence, à votre avis, il n'est pas concevable qu'en se fondant sur les droits individuels garantis par la Charte des droits quelqu'un puisse contester aux églises, le droit collectif d'offrir un enseignement confessionnel? C'est surtout le cas de Terre-Neuve qui m'intéresse.

M. Chrétien: C'est exact.

M. Tassé: C'est exact. En effet, monsieur le président, comme je l'ai dit un peu plus tôt au sujet de l'article 93, cela s'appliquerait également à l'article 17 des conditions d'union entre Terre-Neuve et le Canada.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci, monsieur Tobin.

Monsieur McGrath.

M. McGrath: Monsieur le président, j'aimerais rester dans le même domaine que M. Tobin.

Le premier ministre Peckford a dit hier au sujet des propositions de modification qu'elles offraient certaines garanties à nos droits datant d'avant la Confédération—en particulier, les droits concernant l'éducation confessionnelle—mais il a ajouté qu'elles ne garantissaient nullement le maintien des garanties strictes dont nous jouissions auparavant, et qu'il suffisait pour le comprendre de lire la nouvelle version de l'article 47 censé offrir une certaine protection en vertu du paragraphe (2), mais qui en même temps réserve le droit d'annuler cette protection en vertu du paragraphe (1) de l'article 47.

[Text]

That is the first point I want to make, Mr. Chairman, to the Minister.

Secondly, I think the Minister will agree that what this bill does is to change the protection that Newfoundland acquired under Term 17 whereby the Parliament of Canada and the Parliament of Newfoundland were restricted in terms of their legislative capacity to interfere with the denominational rights accorded to Newfoundland under Section 17.

Perhaps I could read a brief part of it. Term 17 states:

In lieu of Section 93 of the British North America Act, 1867, the following terms shall apply with respect to the Province of Newfoundland and for the Province of Newfoundland the legislature shall have exclusive authority to make laws in relation to education, but the legislature will not have authority to make laws prejudicially affecting any right or privilege with respect to denominational schools.

Et cetera.

That right, Mr. Minister, is removed because Section 20 of the Charter states that nothing in the Charter extends the legislative powers of any body or authority.

Given the fact that the amendments proposed in Section 47 extend the legislative competence of the federal government and the provincial legislature in Newfoundland—read Term 17 of the Terms of Union—Section 20 of the Charter could be deemed inconsistent or of no force or effect because Section 25 states that laws inconsistent with any part of the constitution, not only the Charter, are to the extent of the inconsistency of no force or effect.

Therefore, sir, Section 28 could be deemed to have no force or effect.

What I am saying to you is—and what the Premier of Newfoundland is saying in his statement, and the Denominational Educational Committee in Newfoundland are saying—is that nothing less than 100 per cent will suffice, because we had 100 per cent protection under Term 17, under the general umbrella protection of Section 93. We now lose that 100 per cent protection.

Two points: The Charter can still be challenged with respect to Term 17—the denominational educational rights—vis-à-vis Section 2 of the Charter, as well as the legislature of Newfoundland now has lifted from it the restrictions heretofore placed on it by Term 17 of the Terms of Union.

• 1620

Mr. Chrétien: It is a long argument, I do not know if I have followed your rationale all along, but my first reaction is we cannot do that presently by the federal Parliament and the restriction applied to the legislature in Newfoundland, and we cannot; but it can be changed. Section 17 could be changed. It could be changed at this moment in passing a resolution of this House, going to London. London might or might not act, but it could be changed.

[Translation]

C'était mon premier point, monsieur le président.

Deuxièmement, le ministre conviendra que ce projet de loi modifie la protection des droits confessionnels acquise par Terre-Neuve en vertu de la condition 17 restreignant les pouvoirs législatifs du Parlement du Canada et du Parlement de Terre-Neuve.

Je pourrais peut-être vous en citer une petite partie. Selon la condition 17:

En ce qui concerne la province de Terre-Neuve, la clause suivante devra s'appliquer au lieu de l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867: dans la province de Terre-Neuve et pour ladite province, l'Assemblée législative aura le pouvoir exclusif d'édicter des lois sur l'enseignement, mais l'Assemblée législative n'aura pas le pouvoir d'adopter des lois portant atteinte aux droits ou privilèges relativement aux écoles confessionnelles.

Etc.

Monsieur le ministre, ce droit est supprimé car l'article 20 de la Charte stipule que cette dernière n'élargit en rien les pouvoirs législatifs de tout corps ou de toute instance.

Étant donné que les amendements proposés à l'article 47 élargissent la compétence législative du gouvernement fédéral et de l'assemblée provinciale de Terre-Neuve—lisez la condition 17 des conditions d'union—l'article 20 de la Charte pourrait être jugé inopérant ou incompatible de toute autre règle de droit car l'article 25 rend inopérante toute disposition de la Constitution, et non pas seulement de la Charte, incompatible de toute autre règle de droit.

Par conséquent, monsieur, l'article 28 pourrait être jugé comme étant incompatible toute autre règle de droit.

Je vous dis, tout comme le premier ministre de Terre-Neuve dans sa déclaration ainsi que le comité de l'éducation confessionnelle de Terre-Neuve, que nous n'accepterons rien à moins de 100 p. 100 car la condition 17 nous offrait une protection à 100 p. 100 dans le cadre de la protection générale de l'article 93. Nous perdons maintenant cette protection à 100 p. 100.

Deux points: la Charte peut toujours être contestée en ce qui concerne la condition 17—les droits d'éducation confessionnelle—en faisant appel à l'article 2, et aussi du fait que l'assemblée législative de Terre-Neuve a maintenant levé les restrictions imposées jusqu'à présent par la condition 17 des conditions d'union.

M. Chrétien: C'est un long argument, je ne sais si j'ai suivi votre raisonnement jusqu'au bout, mais ma première réaction est que le Parlement fédéral ne peut le faire à l'heure actuelle. Cette restriction s'appliquait à l'assemblée législative de Terre-Neuve et nous ne pouvons rien faire. Cependant, il est possible de modifier l'article 17. Il pourrait être modifié immédiatement par une résolution de cette chambre adressée à Londres. Londres agirait ou n'agirait pas, mais cet article pourrait être changé.

[Texte]

So you speak about absolute guarantee, nothing is absolute in the constitution as today because it is British law and can be amended and so we are protected as long as England refuses to act, but they could decide to act and there is nothing you can do about it because the Canadian constitution is a British act.

So, in the new constitution, the protection will be the same. Because of Section 43, the way I understand it, Parliament of Canada cannot change it unless the legislature approves it and of course if you are referring that there could be a situation where in future years the Canadians were to give themselves a completely new constitution and if we have a referendum as it is proposed and it is approved of course, nothing is more than 100 per cent sure, we can always through any mechanism that we are having in this Charter change the Canadian constitution, but it can be done only by the federal government and the provincial governments; but it could be done by the expression of the will of all Canadians. That is why I argue that in theory we could change the borders of the provinces but we would have to change the borders of all of the provinces and if there is no agreement we could have a referendum eventually on that issue. In theory you can do a hell of a lot of things and when you speak for Newfoundland there is also no possibility whatever to change the constitution of Newfoundland. You can, just like you can change the Canadian constitution, the same mechanism, the British Parliament can do it, they are the one that can amend the Canadian constitution, and it would be even more complicated than it is today when we will have patriated because now it is quite easy, we pass a resolution of the House of Commons and the Senate and we are asking British Parliament to agree; and to be realistic about it since 1867, any resolution of any nature coming from the House of Commons and the Senate has been automatically agreed to be the Parliament of England.

Mr. McGrath: I am not interested in your theory, I am interested in the fact.

Mr. Chrétien: That is a fact.

Mr. McGrath: And the fact is that Newfoundland now has protection under Term 17.

Mr. Chrétien: And they still have it after.

Mr. McGrath: Newfoundland will lose that protection because Section 47 for example gives the power to the legislature to change the denominational education rights of Newfoundland whereas under the existing Term 17 they cannot do that. That is a fact.

I am not suggesting to you that theoretically you cannot do anything with a parliamentary majority but in actual fact there is a law in this country. That law is binding on you as a government and it gives the legislature and the people of Newfoundland protection under Section 7(2) of the Statute of Westminster.

I do not think this is a time for you to be talking about theory, with respect, because we are now into clause-by-clause.

[Traduction]

Vous parlez de garanties absolues. Rien n'est absolu dans la Constitution d'aujourd'hui car c'est une loi britannique qui peut être modifiée. Nous sommes donc protégés tant que l'Angleterre refuse d'agir, mais elle peut décider d'agir et vous ne pouvez rien y faire car la Constitution canadienne est une loi britannique.

Dans la nouvelle Constitution, la protection sera la même. Selon mon interprétation, l'article 43 interdit toute modification par le Parlement du Canada sans approbation de l'Assemblée législative et bien entendu s'il advenait, comme vous semblez le supposer, que les Canadiens s'offrent une Constitution totalement nouvelle et que nous procédions à un référendum comme nous le proposons et à condition que cette mesure soit approuvée, bien entendu, rien n'est sûr à plus de 100 p. 100. Nous pouvons toujours par le biais des mécanismes contenus dans cette Charte modifier la Constitution canadienne. Cette modification ne peut être apportée que par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux mais conformément à la volonté exprimée par tous les Canadiens. C'est pourquoi je dis qu'en théorie nous pourrions modifier les frontières des provinces, mais il nous faudrait modifier les frontières de toutes les provinces et en l'absence d'accord, nous pourrions éventuellement recourir au référendum. En théorie, on peut faire énormément de choses, mais lorsque vous parlez de Terre-Neuve, il est absolument impossible de modifier la Constitution de cette province. On peut le faire en recourant au même mécanisme que pour modifier la Constitution canadienne, en s'adressant au parlement britannique. C'est lui qui peut modifier la Constitution canadienne. Lorsque la Constitution aura été rapatriée, cela sera plus compliqué, car aujourd'hui, c'est assez facile, il suffit d'adopter une résolution de la Chambre des communes et du Sénat, et de demander l'accord du Parlement britannique. D'ailleurs, depuis 1867, toute résolution, quelle qu'elle soit, émanant de la Chambre des communes et du Sénat, a été automatiquement approuvée par le parlement britannique.

M. McGrath: Votre théorie ne m'intéresse pas, ce sont les faits qui m'intéressent.

M. Chrétien: C'est un fait.

M. McGrath: Et le fait que Terre-Neuve soit à l'heure actuelle protégée par la condition 17.

M. Chrétien: Terre-Neuve continuera à jouir de cette protection.

M. McGrath: Terre-Neuve perdra cette protection, car l'article 47, par exemple, donne le pouvoir à l'Assemblée législative de modifier les droits en matière d'enseignement confessionnel, alors que la condition 17 ne lui permet pas. C'est un fait.

Je ne prétends pas qu'en théorie vous ne puissiez faire ce que vous voulez avec une majorité parlementaire, mais ce pays est régi par une loi. Votre gouvernement est lié par cette loi, qui assure à l'Assemblée législative et à la population de Terre-Neuve une protection en vertu de l'article 7(2) du Statut de Westminster.

Sauf votre respect, je ne pense pas qu'il soit l'heure de parler de théorie, étant à l'étude article par article. Je veux savoir

[Text]

I want to know why you have not been able to sufficiently meet 100 per cent the very justifiable concerns expressed before this Committee by the heads of all the denominations of Newfoundland, by the Newfoundland branch of the Canadian Law Society, and by the Government of Newfoundland in a statement. You have not done that. You have unilaterally changed the Terms of Union. In addition to that you can at any time, and this is the bottom line to all this, Mr. Minister, you can at any time under the referendum provisions do an end run around the provincial legislature of Newfoundland or any legislature in the land with regard to Section 43, term 17 or anything else.

So where is the protection that we have heretofore enjoyed? I say to you this is no exercise in legal theory. It is a very serious matter. These people came before us and they said that without that protection, whether this is a good thing or not I am not prepared to state, but without that protection Newfoundland would not have become a part of Canada in 1949. You do not create a province out of a territory. You entered into, as a government, a solemn pact between two sovereign peoples in 1949. You are now changing that solemn pact. Even Professor Cohen, your witness, when he came here supported that fact. I do not think at this late date, Mr. Minister, you can come before this Committee and satisfy this Committee, Mr. Corbin, or anyone else that what you are doing in the proposed amendments which you announced with great fanfare the other night, you did not have the courtesy to include me in it or the Newfoundland Denominational Education Committees, that what you announced the other night does not meet 100 per cent our concerns, and we will settle for nothing less than 100 per cent.

I can assure you, Mr. Minister, and through you the government that the people of Newfoundland consider this to be a matter of the gravest importance not because we believe that our denominational education system, publicly based, is the best system in the world, but because we believe that we had a contractual agreement with Canada which you are now unilaterally breaking.

I submit to you that what you have presented to this Committee does not in fact meet the concerns and the justifiable requests of the Government of Newfoundland and the denominational educational committees of Newfoundland.

Mr. Chrétien: We have the right to disagree. I do not see why the Committee would want to abrogate Section 43, that will affect all provinces, in order to achieve, to take away what you presume has to be forever in Newfoundland, the denominational system of schooling.

I maintain at this moment that we can tell that it will be as difficult to change the Term 17 of the Act of Union of Newfoundland with Canada, with the new system as it is today. I might argue that it would be even more difficult because today in theory might be very easy, just a resolution of the House of Commons and the Senate that will be passed by the legislature. You can argue that it was a contract and you move in and out when you want but that is not the theory that exists, and I would like to correct this impression.

[Translation]

pourquoi vous n'avez pu dissiper à 100 p. 100 les craintes tout à fait justifiées exprimées devant ce Comité par les dirigeants de toutes les confessions de Terre-Neuve, par la section de Terre-Neuve, de la Société du droit canadien, et par le gouvernement de Terre-Neuve. Vous ne l'avez pas fait. Vous avez modifié unilatéralement les conditions de l'union. De plus, vous pouvez à tout moment, et c'est le fond de toute l'affaire, monsieur le ministre, vous pouvez à tout moment invoquer la clause du référendum pour passer outre à la volonté de l'assemblée législative de Terre-Neuve ou de toute autre assemblée législative concernant l'article 43, la condition 17 ou toute autre disposition.

Où est cette protection dont nous avons joui jusqu'à présent? Il ne s'agit pas d'un exercice de théorie juridique. C'est une question très grave. Ces gens nous ont dit que sans cette protection, dont je ne veux pas discuter pour le moment, Terre-Neuve ne serait pas devenue une partie du Canada en 1949. On ne crée pas une province à partir d'un territoire. En tant que gouvernement vous avez ratifié un pacte solennel entre deux peuples souverains en 1949. Vous modifiez maintenant ce pacte solennel. Le professeur Cohen, votre témoin, a lui-même été d'accord. Je ne pense pas, monsieur le ministre, que vous puissiez convaincre ce Comité, M. Corbin, ou quiconque, que ces propositions d'amendement annoncées en grande fanfare l'autre soir—vous n'avez pas eu la courtoisie de m'inviter ou d'inviter les comités d'enseignement confessionnel de Terre-Neuve—dissipent à 100 p. 100 nos craintes et nous n'accepterons pas moins que 100 p. 100.

Je peux vous assurer, monsieur le ministre, ainsi que votre gouvernement, que la population de Terre-Neuve confère à cette question la plus grande importance non pas parce que nous croyons que notre système d'enseignement confessionnel public est le meilleur système du monde, mais parce que nous croyons avoir un accord contractuel avec le Canada que vous rompez unilatéralement.

Les amendements que vous nous présentez ne dissipent pas les craintes et ne répondent pas aux demandes justifiées du gouvernement de Terre-Neuve et des comités d'enseignement confessionnel de Terre-Neuve.

M. Chrétien: Nous avons le droit de ne pas être d'accord. Je ne vois pas pourquoi le Comité voudrait abroger l'article 43, qui touchera toutes les provinces, pour enlever à Terre-Neuve ce droit à l'enseignement confessionnel que vous voulez éternel.

J'affirme qu'il sera tout aussi difficile de modifier la condition 17 de l'Acte d'Union de Terre-Neuve avec le Canada dans le cadre du nouveau système qu'à l'heure actuelle. Ce sera même plus difficile car aujourd'hui en théorie il suffit qu'une simple résolution de la Chambre des communes et du Sénat soit adoptée. Certains diront qu'un contrat peut être ouvert, mais ce n'est pas la théorie qui existe et je voudrais corriger cette impression.

[Texte]

When Newfoundland came into Canada they knew that in 1869 Nova Scotia had second thoughts about coming into Confederation and they voted out very clearly and the British Parliament said no way, you have to have the permission from Ottawa. Ottawa did not grant that, John A. MacDonald refused to acquiesce to that wish except only two years after Confederation; so when Newfoundland joined Canada they joined Canada to be a province in Canada with the advantages and the disadvantages of being a province in Canada. They knew at that time that the Act of Union could be amended by the Parliament of England and the possibility of such a resolution was possible. I do not see when the patriation will be done we will have to amend and change Section 43 in order to achieve it and Section 43 not only, if we were to change it, that would not affect only Newfoundland, that will affect every province. Every province will have to agree that if they have some special clauses in the constitution that from there on, Section 43 not being there, they would be subject to a so-called new rule.

Mr. McGrath: You have brought in a total irrelevancy in terms of the Nova Scotia experience of 1869 because Nova Scotia did not have its sovereignty under the Statute of Westminster. Newfoundland did, and Newfoundland's rights were protected.

Now, your Assistant Deputy Minister, can laugh all he wants. Perhaps he might join in the debate, but Newfoundland, when it entered the Union in 1949, did so because of the degree of protection it had under Section 7(2) of the Terms of Union and because of the protection we had under the Terms of Union incorporated under the statute of Westminster and because of the protection we had under the BNA Act in Section 17 of the Terms of Union under the umbrella of Section 93. You are changing that unilaterally and you are bringing in total irrelevancies because Professor Cohen himself agreed when he appeared before this Committee that Newfoundland had a special case in terms of the contractual nature of the Terms of Union entered into between Newfoundland and Canada in 1949.

Mr. Chrétien: I am sorry, but Section 17 is still part of the Canadian constitution, and will be. It is not amended and will not be amended.

Mr. McGrath: How do you explain the provisions of Section 47 which provides the right of the Newfoundland legislature to legislate in terms of the constitution under its jurisdiction, a right that it does not now have under Section 17. Explain that.

Mr. Chrétien: I do not understand the question that you are proposing. We are entrenching in the new constitution the Act of Union with Newfoundland and if we want to change it we will have to change Section 43.

Mr. McGrath: But you can change Section 43 under Section 47.

Mr. Chrétien: Yes.

Mr. McGrath: That is my point.

Mr. Tobin: You can do it with all the provinces.

[Traduction]

Lorsque Terre-Neuve s'est jointe au Canada, les Terre-Neuviens savaient qu'en 1869 les Néo-Écossais après réflexion ont voté clairement pour leur retrait de la Confédération. Le Parlement britannique a dit qu'ils ne pouvaient se retirer comme cela, qu'il leur fallait la permission d'Ottawa. Ottawa a refusé, John A. Macdonald a refusé d'accéder à ce souhait après seulement deux ans de Confédération; si bien que lorsque Terre-Neuve s'est jointe au Canada, elle s'est jointe comme une province avec les avantages et les inconvénients d'une province canadienne. Les Terre-Neuviens savaient que l'Acte d'Union pouvait être modifié par le Parlement anglais et qu'une telle résolution était possible. Je ne vois pas comment une modification de l'article 43, après le rapatriement, rendra cela possible. Si nous devons le changer, cela toucherait non seulement Terre-Neuve, mais toutes les autres provinces. Chaque province devra convenir au cas où certaines clauses spéciales de la Constitution s'appliqueraient à elles, en l'absence de l'article 43, de se soumettre à une soi-disant nouvelle règle.

M. McGrath: Votre analogie avec l'incident de 1869 est totalement déplacée car la Nouvelle-Écosse n'était pas souveraine en vertu du Statut de Westminster. Terre-Neuve l'était, et les droits de Terre-Neuve étaient protégés.

Votre sous-ministre adjoint peut rire tant qu'il veut. Il pourrait peut-être se joindre au débat, mais lorsque Terre-Neuve a ratifié l'Union en 1949, elle l'a fait à cause du degré de protection que lui offrait l'article 7(2) des conditions d'union, de la protection offerte par l'incorporation dans le Statut de Westminster, de la protection offerte par l'article 17 des conditions d'union en vertu de l'article 93 de l'AANB. Vous modifiez tout cela unilatéralement et vos arguments ne supportent absolument pas l'analyse puisque le professeur Cohen lui-même lors de sa comparaison a reconnu que Terre-Neuve était un cas spécial, compte tenu de la nature contractuelle des conditions d'union approuvées par Terre-Neuve et le Canada en 1949.

M. Chrétien: Je m'excuse, mais l'article 17 fait toujours partie de la Constitution canadienne et continuera à en faire partie. Il n'est pas modifié et ne sera pas modifié.

M. McGrath: Comment expliquez-vous les dispositions de l'article 47 conférant le droit à l'Assemblée législative de Terre-Neuve de légiférer sur les questions constitutionnelles relevant de sa compétence, droit qu'elle n'a pas à l'heure actuelle en vertu de l'article 17. Expliquez-moi.

M. Chrétien: Je ne comprends pas votre question. Nous incluons dans la nouvelle Constitution l'Acte d'Union avec Terre-Neuve et si nous voulons le modifier, il nous faudra modifier l'article 43.

M. McGrath: Mais vous pouvez modifier l'article 43 en invoquant l'article 47.

M. Chrétien: Oui.

M. McGrath: Justement.

M. Tobin: Vous pouvez le faire avec toutes les provinces.

[Text]

Mr. McGrath: I am not interested in all of the provinces, Mr. Tobin. Right now I am interested in one province that has a special contractual link . . .

Mr. Chrétien: If the majority of the provinces agree.

The Joint Chairman (Senator Hays): Order, please.

Mr. Chrétien: We can amend the Canadian constitution.

What I am telling you is we cannot do this—now in theory we could do it unilaterally in passing a resolution in this House.

Mr. McGrath: You are doing it unilaterally anyway.

Mr. Chrétien: Yes, but we could change Section 17 today if we wanted to, just in passing a resolution of this House, and in the Senate, and in going to London.

I do not know under which condition we will do that but we could in theory.

Now, after the constitution will be in Canada, what we will have to do, not only will we not be able to do it alone we will have to ask, according to the amending formula, the majority of the provinces to agree; so it would be much more difficult tomorrow than it is today; but of course if you say that today we could not do that you could argue that point, and I am telling you that you are wrong. We could go to London. We are going to London, right away, very soon.

Mr. McGrath: What I am saying to you is that the absolute guarantee that we sought and obtained and was incorporated and enshrined in the British North America Act . . .

Mr. Chrétien: You never had an absolute guarantee.

Mr. McGrath: We did have it. Read Term 17, Section 93. We are losing that absolute guarantee. That is what you are saying, under the amending formula. That is the concern of the Government of Newfoundland and the Denominational Education Committees.

Mr. Chrétien: Mr. McGrath, you can make that affirmation that you had the absolute guarantee but no such thing exists because the Canadian constitution today is a British law. Today the British Parliament could in theory say that there is no more federal government and we are no more in existence. They could say that there are no more provinces in Canada and there would be no more provinces in Canada. So there is no such thing as you speak about, an absolute guarantee, because they could decide in Britain tomorrow to annex Newfoundland to Quebec, and there is nothing we could do about it. It is true, it is the law of the Parliament of England, so when you talk about the so-called absolute guarantee, there is no such a thing.

Mr. McGrath: May I just put one final position to you. Professor Rémillard, when he appeared before us, indicated to us that the Statute of Westminster had the binding effect of international law in terms of it dealing with relationships of independent sovereign countries under that statute.

[Translation]

M. McGrath: Je ne m'intéresse pas à toutes les provinces, monsieur Tobin. Pour le moment, je m'intéresse à une province qui a un lien contractuel spécial . . .

M. Chrétien: Si la majorité des provinces accepte.

Le coprésident (sénateur Hays): A l'ordre, je vous prie.

M. Chrétien: Nous pouvons modifier la Constitution canadienne.

Je vous dis que nous ne pouvons le faire—en théorie, nous pourrions le faire unilatéralement en adoptant une résolution de cette Chambre.

M. McGrath: De toute manière, vous le faites unilatéralement.

M. Chrétien: Oui, mais nous pourrions modifier aujourd'hui l'article 17 si nous le voulions en adoptant simplement une résolution de cette Chambre et du Sénat et en l'adressant à Londres.

Je ne sais dans quelles circonstances nous le ferions, mais nous le pourrions en théorie.

Une fois la Constitution au Canada, que devons-nous faire? Non seulement ne pourrions-nous le faire seuls, mais nous devons demander, conformément à la formule d'amendement, le consentement de la majorité des provinces; ce sera donc plus difficile demain qu'aujourd'hui; mais, bien entendu, si vous dites qu'aujourd'hui nous ne pourrions le faire, je le conteste, et je vous dis que vous avez tort. Nous pourrions faire une demande à Londres. Nous allons d'ailleurs très bientôt nous rendre à Londres.

M. McGrath: Je vous dis que la garantie absolue que nous avons réclamée et obtenue a été incorporée et incluse dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique . . .

M. Chrétien: Vous n'avez jamais eu de garantie absolue.

M. McGrath: Si. Lisez la condition 17, l'article 93. Nous perdons cette garantie absolue. C'est implicite dans cette formule d'amendement, d'où les craintes exprimées par le gouvernement de Terre-Neuve et les comités d'enseignement confessionnel.

M. Chrétien: Monsieur McGrath, vous pouvez toujours affirmé que vous aviez cette garantie absolue, mais rien de tel n'existe car la Constitution canadienne aujourd'hui est une loi britannique. En théorie, le Parlement britannique pourrait dire aujourd'hui qu'il n'y a plus de gouvernement fédéral et nous n'existerions plus. Il pourrait dire qu'il n'y a plus de provinces au Canada et il n'y aurait plus de provinces au Canada. Cette garantie absolue dont vous parlez n'existe donc pas car la Grande-Bretagne pourrait décider demain d'annexer Terre-Neuve au Québec et nous ne pourrions rien y faire. C'est la réalité. C'est la loi du Parlement anglais et parler de soi-disant garantie absolue est une aberration.

M. McGrath: Je vais vous poser une dernière question. Le professeur Rémillard, lorsqu'il a témoigné, nous a dit que le Statut de Westminster avait un pouvoir irrévocable, dans la mesure où il était identique à une loi internationale établissant des rapports entre des pays souverains.

[Texte]

That Statute of Westminster, Section 7(2) takes away the right to do what you claim you can do theoretically because Great Britain under Section 7(2) of the Statute of Westminster does not have that right.

Mr. Chrétien: I can ask Mr. Strayer to reply to that technical question but if I understand they never opted in in the Westminster Statute, but could you explain that to the member, Mr. Strayer.

Mr. Strayer: Mr. Chairman, I am not quite sure I understand the point that is being made about Section 7(2), but in the Statute of Westminster there is provision for a number of the Dominions opting into it. One of them that was given the right to opt in was Newfoundland and it never did opt into Section 7 so I do not quite know how it applies to this situation.

Mr. McGrath: What I am saying, sir, to you, how it applies to the situation is that it restricts the right of the federal government to legislate in areas of provincial jurisdiction, that is what it does.

Mr. Strayer: Not Section 7(2), sir, with respect.

Mr. McGrath: It restricts the British Parliament. Section 7(2) does, you read it.

Mr. Strayer: Mr. Chairman, Section 7(2) puts the provinces in the same position as the federal parliament was put in by Section 2 of the Statute of Westminster, that is that it can make laws inconsistent with the laws of the United Kingdom Parliament, except of course subject to Section 7(1) which says that neither the Parliament of Canada nor the legislatures can legislate in a way inconsistent with the British North America Act.

Mr. McGrath: That is right.

Mr. Strayer: It is also, I think, relevant to that to note that Term 48 of the Terms of Union with Newfoundland says that Newfoundland shall be a province like the other provinces vis-à-vis the Statute of Westminster. So far the first time in its history Newfoundland came into the Statute of Westminster at the time of union with Canada, that is 1949, and it came in as a province by virtue of Term 48 which was the subject of agreement.

Mr. McGrath: But do you not also agree that Newfoundland had its dominion status restored to it at 5 minutes before the Act of Union was to take place on March 31, 1949 by the British government.

Mr. Strayer: If you are interested, Mr. Chairman, in my view, the answer is no; and if you are interested in the view of the Attorney General of the United Kingdom at the time the Terms of Union were introduced in the Parliament of Westminster, I would say that his view of that was equally no.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Mr. McGrath. Probably we can explore that further at a later time.

Mr. Tobin has a supplementary.

[Traduction]

Cependant, l'article 7(2) de ce Statut interdit à la Grande-Bretagne de faire ce que vous affirmez possible, en théorie.

M. Chrétien: Je demanderai à M. Strayer, de répondre à cette question technique, mais je crois comprendre qu'aucun dominion ne s'y est jamais soumis, volontairement. Peut-être pourriez-vous nous donner des explications à ce sujet, monsieur Strayer.

M. Strayer: Je ne sais pas si je comprends bien la question, monsieur le président, en ce qui concerne l'article 7(2) du Statut, mais je puis dire que celui-ci ne comporte aucune disposition permettant à certains dominions de s'y soumettre volontairement. En fait, Terre-Neuve avait reçu le droit de le faire, mais ne s'en est jamais prévalu. Je ne vois donc pas comment cela peut s'appliquer à cette situation.

M. McGrath: Ce que je veux dire, c'est que ce Statut limite le droit du gouvernement fédéral à légiférer dans les domaines de compétence provinciale.

M. Strayer: Respectueusement, je dirais que cela ne découle pas de l'article 7(2).

M. McGrath: Il limite cependant le parlement britannique. C'est ce que dit l'article 7(2).

M. Strayer: Monsieur le président, cet article place les provinces dans une position identique à celle du parlement fédéral, en vertu de l'article 2 du Statut. Je veux dire par là que le parlement peut adopter des lois non conformes aux lois du Royaume-Uni, sous réserve de l'article 7(1), selon lequel ni le Parlement du Canada, ni les assemblées législatives ne peuvent adopter de loi qui soit contraire à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

M. McGrath: C'est exact.

M. Strayer: Il importe également de signaler qu'en vertu de la condition 48 des conditions de l'union de Terre-Neuve, cette province est censée être une province comme les autres, vis-à-vis de Statut de Westminster. Donc, Terre-Neuve a été assujettie au Statut de Westminster au moment de son union avec le Canada, c'est-à-dire en 1949.

M. McGrath: Mais ne conviendrez-vous pas que Terre-Neuve s'est vu rendre son statut de dominion cinq minutes avant la signature de l'Acte d'Union, le 31 mars 1949, par le gouvernement britannique?

M. Strayer: Si mon avis personnel vous intéresse, monsieur le président, je dois dire que je ne suis pas d'accord avec cette opinion. De plus, le procureur général du Royaume-Uni, à l'époque de l'adoption des conditions d'union par le parlement de Westminster, n'était pas non plus d'accord avec cette interprétation.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, monsieur McGrath. Nous pourrions peut-être continuer cette discussion une autre fois.

Monsieur Tobin, pour une question supplémentaire.

[Text]

Mr. Tobin: Yes, Mr. Chairman. I would like to ask the Minister and his advisors a few questions regarding this matter to make sure I understand it correctly.

I initially asked some questions with respect to Section 42 but again Section 47 is relevant as well, because Section 47 as amended makes clear that Sections 41 and 42, the amending procedure prescribed in the Canada Act do not apply to Section 43, in other words, matters affecting one or more but not all provinces of Canada such as education in Newfoundland, or any province for that matter. Logic dictates from that that the only way a change could be made to education in any one province is in having the agreement of all provinces to make changes.

Mr. Chrétien: Not all of them, but the majority of them.

Mr. Tobin: The majority under the amending formula.

Mr. Chrétien: But the next two years it is unanimity.

• 1640

Mr. Tobin: So that is clear. So what I am saying in essence is that Newfoundland has the same protection with respect to education as has any other province of Canada, it is equal to; with respect to denominational schools and the church's role, it probably has greater guarantees, it is the unique system guaranteed under Term 17.

I suppose the point I would make, number one, I disagree with Mr. McGrath's position that there was some kind of absolute sacrosanct guarantee for Newfoundland. The very fact that we are going to Westminster now and the very fact that the Government of Prime Minister Thatcher has said: yes, we will act; is evidence that the federal Government of Canada could have at any time acted to change anything in the existing BNA Act.

Mr. Chairman, I do not know what Mr. McGrath is suggesting is that the churches in Newfoundland themselves should have a veto over the provincial legislature, that is that the Government of Canada, under the new constitution act 1980 or 1981 should not expect any requests coming from the Province of Newfoundland regarding education unless that request has the express consent expressed to the federal government of the churches in Newfoundland. I do not know how we make the guarantees any more stronger unless Mr. McGrath is suggesting that the Government of Newfoundland should not be sovereign in education and that in fact the churches in Newfoundland be sovereign, and that any request coming from the Government of Newfoundland must be accompanied by the consent of the churches in Newfoundland.

Is that what you are saying should be put in the constitution?

Mr. McGrath: That is essentially what I am saying that the people of Newfoundland enjoyed heretofore, that is what they want to continue to enjoy and that is what they are now losing. I thank you for the question.

[Translation]

M. Tobin: Si vous le permettez, monsieur le président, je voudrais poser quelques questions au ministre et à ses conseillers, afin de m'assurer que je comprends bien cette discussion.

Au début, j'avais posé des questions au sujet de l'article 42 mais elles concernaient également l'article 47 puisque celui-ci, tel qu'amendé, indique clairement que les articles 41 et 42, c'est-à-dire la procédure d'amendement, ne s'appliquent pas à l'article 43. En d'autres mots, cette procédure ne s'applique pas aux questions affectant une ou plusieurs provinces, mais pas leur totalité, c'est-à-dire des questions comme l'enseignement à Terre-Neuve ou dans n'importe quelle autre province. Logiquement, on doit donc en conclure que la seule manière pour modifier le système d'enseignement d'une province serait d'obtenir l'accord de toutes les provinces.

M. Chrétien: Non, pas de toutes, mais d'une majorité.

M. Tobin: De la majorité prévue par la formule d'amendement.

M. Chrétien: Cependant, pendant les deux années à venir il faudra l'unanimité.

M. Tobin: D'accord. Donc, Terre-Neuve a essentiellement la même protection que toute autre province, en ce qui concerne l'enseignement. De fait, en ce qui concerne les écoles confessionnelles et le rôle de l'Église, elle a probablement des garanties supérieures, en vertu du système tout à fait particulier qui est protégé par la condition 17 des conditions d'union.

Je voudrais donc dire que je ne suis pas d'accord avec M. McGrath lorsqu'il dit qu'il y avait certaines garanties absolument sacro-saintes qui avaient été accordées à Terre-Neuve. Le fait que nous allions à Westminster maintenant et que le gouvernement du premier ministre Thatcher ait accepté de répondre à notre demande montre bien que le gouvernement fédéral du Canada aurait pu, n'importe quand, modifier n'importe quel élément de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

Je ne sais, monsieur le président, si M. McGrath voudrait nous donner l'impression que l'Église de Terre-Neuve devrait avoir un droit de veto à l'égard de l'assemblée législative provinciale, c'est-à-dire que le gouvernement du Canada, en vertu de la nouvelle Constitution, ne devrait accéder à aucune demande de la province de Terre-Neuve, en matière d'enseignement, tant que celle-ci n'aurait pas reçu le consentement manifeste des Églises de la province. En d'autres mots, je ne sais quelle meilleure garantie nous pourrions accorder, si ce n'est que d'accéder à la suggestion de M. McGrath, selon laquelle le gouvernement de Terre-Neuve ne devrait pas être souverain en matière d'enseignement et que ce serait plutôt les Églises qui le seraient.

Était-ce cela votre suggestion?

M. McGrath: Selon moi, c'est précisément là ce dont jouissait auparavant la population de Terre-Neuve, et c'est également ce dont elle devrait continuer de jouir et qu'elle risque de perdre maintenant. Je vous remercie de votre question.

[Texte]

Mr. Tobin: Well, wait a minute, that is exactly what is in Term 17, that the Government of Newfoundland, the Legislature of Newfoundland has a responsibility to vote moneys with respect to the denominational schools of Newfoundland, so what in addition to that are you asking for?

The joint Chairman (Senator Hays): Thank you, Mr. Tobin. Perhaps the Minister could reply.

Mr. Chrétien: I just say, well, you went into a very technical discussion but I would like to make one statement. Section 17 is part of the Canadian constitution today and it will be part of the Canadian constitution tomorrow. To amend this section in the past there was only one way, it was to ask the British Parliament to pass a piece of legislation, and nobody ever asked and nobody has any intention of asking.

In the future it will be much more complicated because, in order to achieve it, we need a constitutional amendment, and this constitutional amendment will require, if we were to have the Victoria formula as the amending formula, the agreement to lose the security of Section 43 by the majority of provinces in order to achieve it.

The joint Chairman (Senator Hays): Sorry, Mr. Tobin, maybe you could make your intervention later and we will be glad to put you down.

Mr. Irwin on a supplementary question.

Mr. Irwin: Because I think it is very important, Mr. Chairman, I want to get this crystal clear in my own mind.

Now, as I understand it, in 1933 Newfoundland went into trusteeship primarily because, as Mr. McGrath has told me, they funded a regiment during World War I and the person responsible for it bankrupted the province and as his reward got a peerage.

However, from 1933 to 1949 it was run by a trusteeship, almost as a trustee in bankruptcy, directly from England, and then as Mr. McGrath indicated, after two votes, very divisive votes, I think they still linger today, at least the last time I was down in Newfoundland there was still some people who wanted to join the United States, after two very divisive votes they opted into Canada in 1949.

Now, as I understand what Mr. Chrétien is saying, under these terms of union it is a contract but it is something that could be changed by the Parliament of England because it is nothing more than an amendment to the BNA Act and . . .

Mr. McGrath: Mr. Chairman, on a point of order, it is very important that I correct the record and I think Mr. Irwin . . .

Mr. Irwin: Let me finish.

Mr. McGrath: No, Mr. Irwin will understand the importance of it.

Newfoundland did not declare bankruptcy, Newfoundland did not default. It could have defaulted. Newfoundland, and

[Traduction]

M. Tobin: Mais c'est précisément ce qui figure à la condition 17 des conditions d'union, c'est-à-dire que le gouvernement de Terre-Neuve, ou plutôt son assemblée législative, a la responsabilité d'accorder des crédits aux écoles confessionnelles de la province. Que voulez-vous de plus?

Le coprésident (sénateur Hays): Merci, monsieur Tobin. Le ministre veut-il répondre?

M. Chrétien: Je ne voudrais pas poursuivre cette discussion très technique mais je voudrais faire une déclaration. L'article 17 fait partie de la Constitution canadienne actuelle et fera partie de la Constitution canadienne de demain. Dans le passé, il n'y avait qu'une seule méthode pour l'amender, c'était de demander au Parlement britannique d'adopter un projet de loi. Il se trouve que personne ne l'a jamais demandé et que personne n'en a jamais eu l'intention.

A l'avenir, ce sera beaucoup plus compliqué car il faudra un amendement à la Constitution, lequel exigerait, si l'on adoptait la formule d'amendement de Victoria, l'accord de la majorité des provinces pour lever les garanties de l'article 43.

Le coprésident (sénateur Hays): Peut-être pourriez-vous poursuivre votre discussion plus tard, monsieur Tobin. J'inscrirai votre nom sur ma liste.

Monsieur Irwin, pour une question supplémentaire.

M. Irwin: Cela me paraît très important, monsieur le président, et je voudrais donc pouvoir poser ma question maintenant.

Si je comprends bien, en 1933, Terre-Neuve est passée sous tutelle essentiellement parce que, comme l'a dit M. McGrath, elle avait financé un régiment pendant la Première Guerre mondiale, ce qui avait mis la province en faillite. Comme récompense, le responsable fut nommé à la Chambre des Lords.

Cependant, de 1933 à 1949, la province fut gérée directement de l'Angleterre, sous un régime de tutelle. Ensuite, comme l'a indiqué M. McGrath, après deux référendums qui ont causé beaucoup de tensions et de divisions, lesquelles durent encore aujourd'hui, comme j'ai pu m'en rendre compte la dernière fois que j'ai été dans la province, puisque j'y ai rencontré des gens qui voulaient encore se joindre aux États-Unis, Terre-Neuve a finalement choisi le Canada en 1949.

Maintenant, si je comprends bien M. Chrétien, les conditions d'union constituent un contrat mais peuvent être modifiées par le Parlement britannique, car il ne s'agirait de rien de plus qu'un amendement à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et . . .

M. McGrath: Un rappel au Règlement, monsieur le président. Il est important que je corrige certaines déclarations qui viennent d'être faites et je pense que M. Irwin . . .

M. Irwin: Laissez-moi terminer.

M. McGrath: Non, monsieur Irwin comprendra que cela est très important.

Terre-Neuve n'a jamais déclaré faillite. Certes, elle aurait pu le faire mais, et le sénateur Petten en conviendra avec moi,

[Text]

Senator Petten will agree with this, Newfoundland agreed to suspend its own constitution in order to allow a commission to administer the colony. It did this of its own free will. There was no bankruptcy, there was no default, and when Newfoundland became a province of Canada in 1949, it had no debt and a \$40 million surplus.

Mr. Irwin: Well, let me address this.

As I indicated to you, Mr. McGrath, I could never understand the action of 1933, I think because I know Newfoundlanders are so proud and I am glad that you explained it to me the way you did; not today, last week, because my recollection of history is that in 1933 . . .

Mr. McGrath: We could have defaulted but did not.

Mr. Irwin: There was not enough money and they made a deal with England and England managed their affairs and provided the money for 16 years, or whatever it was.

Now, as I understand the situation . . .

Mr. McGrath: England did not provide any money.

Mr. Irwin: As explained by the Minister, that if we want to change, say, a law pertaining to the denominational schools we would require, first, an act by the government implementing a referendum because I am sure that not all the provinces would agree; first of all, Newfoundland would disagree, and that is highly unlikely, and then having set the question in motion we would require a majority vote in Quebec, which is highly unlikely; we would require a majority vote in Ontario, which is unlikely; two of the Atlantic provinces, and I have been corrected to never call them maritime provinces again, and two of the western provinces representing 50 per cent, which is highly unlikely. I understand your sentiment, Mr. McGrath. Am I stating that correctly that this would be the requirement? Do you not think that that is enough safeguard in a democratic society?

Mr. McGrath: If I am permitted to answer the question, Mr. Chairman, the answer is a simple no. We want the same safeguards, the same constitutional safeguards that we received in 1949 and that we have enjoyed up until now. We will settle for nothing less.

Mr. Irwin: One further question.

Mr. Chrétien: With the permission of the Chair?

The Joint Chairman (Senator Hays): Yes.

Mr. Chrétien: Can I ask, because there was a lot of exchanges, left and right and so on, I would like to ask the Deputy Minister what would be the mechanism if ever we wanted to change Term 17 with Newfoundland and just to explain the mechanism of it so that the people will be reassured, because it is not easy.

Mr. Tassé: With your permission, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Senator Hays): Yes, go ahead. And after your reply we are going to adjourn for 5 minutes, and we will come back to Mr. Irwin.

[Translation]

elle a accepté de suspendre l'application de sa propre constitution, afin de permettre à une commission de gérer la colonie. Elle l'a fait volontairement. Il n'y a donc certainement pas eu de faillite et lorsque Terre-Neuve est devenue une province, en 1949, elle n'avait pas de dettes mais plutôt un excédent de \$40 millions de dollars.

M. Irwin: Je vais donc poursuivre.

Comme je vous l'ai dit, monsieur McGrath, je n'ai jamais compris cette décision de 1933, étant donné la fierté naturelle des Terre-Neuviens. Je suis donc heureux que vous m'ayez expliqué la situation, non pas aujourd'hui mais la semaine dernière, car, si je me souviens bien de mon histoire en 1933 . . .

M. McGrath: Nous aurons pu déclarer faillite mais nous ne l'avons pas fait.

M. Irwin: Il n'y avait pas suffisamment d'argent et Terre-Neuve a passé un accord avec l'Angleterre, pour que celle-ci gère ses affaires. De cette manière, elle a obtenu des ressources pendant 16 ans.

Maintenant, si je comprends bien la situation . . .

M. McGrath: L'Angleterre n'a pas fourni d'argent.

M. Irwin: Comme l'a expliqué le ministre, si nous voulons modifier, par exemple, une loi concernant les écoles confessionnelles, il faudra d'abord une loi du gouvernement pour organiser un référendum, car je suis certain que toutes les provinces ne seront pas d'accord, à commencer par Terre-Neuve elle-même. Ensuite, ayant organisé ce référendum, il faudra obtenir un résultat majoritaire au Québec, ce qui est fort peu vraisemblable, en Ontario, ce qui est peu vraisemblable, dans deux des provinces atlantiques, et vous constaterez que je ne les appelle plus Maritimes, et dans deux des provinces de l'Ouest représentant 50 p. 100 de la population, ce qui est également fort peu vraisemblable. Je comprends bien votre réaction, monsieur McGrath. Cependant, les conditions que je viens de définir sont-elles exactes? Si oui, ne pensez-vous pas qu'elles constituent une garantie suffisante, dans une société démocratique?

M. McGrath: Si l'on me permet de répondre à la question, monsieur le président, je dirai tout simplement que non. Nous voulons en effet les mêmes garanties constitutionnelles que celles que nous avons reçues en 1949 et que nous n'avons jamais abandonnées. Nous n'accepterons rien de moins.

M. Irwin: Une autre question, si vous le permettez.

M. Chrétien: Puis-je apporter une précision, monsieur le président?

Le coprésident (sénateur Hays): Je vous en prie.

M. Chrétien: Puisqu'il y a eu beaucoup d'échanges de vue là-dessus, je voudrais demander au sous-ministre quel mécanisme nous devrions respecter si nous voulions modifier la condition 17 des conditions d'union, afin que tout le monde comprenne bien la même chose.

M. Tassé: Si vous me le permettez, monsieur le président.

Le coprésident (sénateur Hays): Allez-y. Lorsque vous aurez terminé votre réponse, nous lèverons la séance pendant

[Texte]

Mr. Tassé: Mr. Chairman, Term 17 under these proposals will be continued as part of the constitution of Canada. It is a provision that applies only to Newfoundland, so in fact to effect a change to that section you would have to resort to Section 43, and there were some questions that were raised as to whether a provision that can be changed by way of Section 43 could also be amended by way of Section 41.

The proposals for change that the Minister has laid before the Committee would place that beyond doubt, and whenever a provision can be changed by way of Section 43, it would not be possible to effect the change by way of Section 41, and for the first time this will make it very clear that Section 17 can be changed only legally with the consent of the province that concerns it.

Now, to reach Term 17 without the consent of a province that is affected like Newfoundland in this instance, you would have to amend Section 43 to provide that in effect it is not possible, or it is possible to effect a change to a provision of the constitution that concerns more than one province but not all, without the consent of that province.

Now, to effect a change in Section 43 you would have to resort to this Section 41 and that is where Section 47 comes in, so that is all dispossessed with words, so in effect it is not possible on these proposals as they are to directly affect Term 17 except if you were to go through this whole process that I have just described.

Mr. Chrétien: Thank you, Deputy Minister, but in the presentation to this Committee by the joint Executive of the Denominational Education Committees of Newfoundland, on page 9 they have recognized, and I read, as I expressed earlier:

It is realized, of course, that these entrenchments are not totally sacrosanct and that the British Parliament could be asked at any prior time to repatriation of the constitution of Canada to amend the BNA Act to change these safeguards, but from a practical point of view it is unlikely that any such request would be made in specific terms.

Of course, I agree with them. It is unlikely, but they recognize that it could have been done.

The point that I was making earlier is that you argue that it was 100 per cent sure that nothing could have been done, and it is recognized by them that the British Parliament, as I argued, could have done it.

Mr. McGrath: But read the rest of it.

Mr. Chrétien: What do you want me to read? Read it. If you want to read more, no problem.

Mr. McGrath: Read where you left off, that is germane to my argument.

Mr. Chrétien: Yes, but we have a . . .

[Traduction]

cinq minutes puis, lorsque nous recommencerons, je donnerai la parole à M. Ittinuar.

M. Tassé: En vertu du projet de résolution, monsieur le président, la condition 17 des conditions d'union continuerait à faire partie de la Constitution du Canada. Il s'agit d'un article qui ne concerne que Terre-Neuve, ce qui signifie qu'il faudrait avoir recours à l'article 43 pour le modifier. Évidemment, certains se sont demandé si une disposition qui pourrait être modifiée en ayant recours à l'article 43 ne pourrait pas également l'être en ayant recours à l'article 41.

Le projet de modification soumis par le ministre interdirait absolument cette possibilité. Ainsi, chaque fois qu'une disposition quelconque pourrait être modifiée par l'article 43, il serait impossible d'obtenir le même résultat en ayant recours à l'article 41. Les amendements établissent donc très clairement que l'article 17 ne pourrait être modifié, légalement, qu'avec le consentement de la province concernée.

Si l'on voulait modifier l'article 17 sans le consentement de la province intéressée, c'est-à-dire Terre-Neuve, il faudrait amender l'article 43 pour obtenir l'autorisation de modifier un élément de la Constitution qui concerne plus de neuf provinces mais pas leur totalité, sans le consentement de cette province.

Pour adopter une modification à l'article 43, il faudrait avoir recours à l'article 41, et c'est ici qu'intervient l'article 47. En d'autres mots, on ne pourrait modifier la condition 17 des conditions d'union qu'en ayant recours à tout le processus que je viens de mentionner.

M. Chrétien: Merci, monsieur le sous-ministre. Peut-être pourrais-je préciser que le comité exécutif mixte des comités des écoles confessionnelles de Terre-Neuve, lorsqu'il est venu témoigner, avait précisément reconnu ce fait, dans sa déclaration, dont je vous cite l'extrait suivant:

Nous reconnaissons, bien sûr, que ces dispositions ne sont pas totalement sacro-saintes et que l'on pourrait demander au Parlement britannique, à n'importe quel moment précédant le rapatriement de la Constitution du Canada, d'amender l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, afin de modifier ces garanties. Cependant, sur un plan pratique, il est peu vraisemblable qu'une telle demande soit jamais présentée.

Évidemment, je suis d'accord avec ce que disaient les témoins. En d'autres mots, si c'était peu vraisemblable, ils reconnaissaient que cela aurait été possible.

Donc, comme je le disais plus tôt, alors que vous prétendez qu'il était absolument garanti que cela n'aurait pas été possible, les témoins ont reconnu que le Parlement britannique aurait pu le faire, comme je l'ai dit.

M. McGrath: Mais lisez la suite.

M. Chrétien: Que voulez-vous que je lise? Si vous voulez lire d'autres choses, faites-le.

M. McGrath: Lisez la suite de cette déclaration, qui confirme directement mon argument.

M. Chrétien: Mais nous avons . . .

[Text]

Mr. McGrath: Well, let me read it for you. It says:

Unless the United Kingdom Parliament was asked and agreed to change existing legislation the only bodies having legislative authority in the matter, the Parliament of Canada and the Legislature of Newfoundland, are now both specifically precluded by the BNA Act from exercising any legislative jurisdiction in the area.

Mr. Chrétien: I concede that.

Mr. McGrath: That is my case.

Mr. Chrétien: I concede that we cannot do that in Canada. We cannot do that today, but we can pass a resolution asking the British Parliament to do it for us, and they have recognized that it is possible. It is as simple as that. Not the Parliament of Canada, neither the Assembly of Newfoundland can do it but the British Parliament can do it and sometime this year they will not be able to do it anymore.

The Joint Chairman (Senator Hays): In that vein we will adjourn for five minutes.

The Joint Chairman (Senator Hays): Order, please.

If the honourable members would take their places at the table we might get started. I see the Minister has arrived.

I should like to call at this time on the honourable Mr. Ittinuar followed by Mr. Allmand.

Mr. Ittinuar: Thank you, Mr. Chairman.

I would like to raise a couple of isolated points in the document pertaining to an even more isolated part of the country and people with the Minister.

In December the Inuit Committee on National Issues presented a series of proposed amendments to this Committee and at the heart of these amendments was the attempt by the Inuit representation to ensure the preservation of their cultural, linguistic and economic identity through constitutional protection; in other words, to provide legal protection from assimilation, and you having been in the north fairly extensively you know what I mean by assimilation.

As an alternative your government is apparently proposing the amended Section 26 which states, and I will read:

This Charter shall be interpreted in a manner consistent with the preservation and enhancement of the multicultural heritage of Canadians.

Well, the fact is that the phrase, the multicultural heritage of Canadians, in legal terms and in my interpretation and others means only the French and English cultures, with all due respect to you people here.

How does this section guarantee the survival of the northern and Inuit culture or their language which, whatever the constitution may say in the future, will persevere in any case?

[Translation]

M. McGrath: Je vais vous lire la suite:

A moins que l'on n'ait demandé au Parlement du Royaume-Uni de modifier une loi existante, et à moins qu'il ne l'ait accepté, les seuls organismes ayant un pouvoir législatif dans ce domaine, c'est-à-dire le Parlement du Canada et l'Assemblée législative de Terre-Neuve, sont maintenant précisément empêchés, par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, d'exercer toute compétence législative dans ce domaine.

M. Chrétien: J'en conviens.

M. McGrath: C'est tout ce que je voulais dire.

M. Chrétien: Je conviens que nous ne pourrions pas le faire au Canada. Nous ne pouvons pas le faire aujourd'hui, mais nous pourrions adopter une résolution demandant au Parlement britannique de le faire pour nous. Les témoins ont reconnu que cela serait possible. C'est aussi simple que cela. Donc, ni le Parlement fédéral ni l'Assemblée législative de Terre-Neuve ne pourrait le faire mais le Parlement britannique le pourrait alors que, plus tard cette année, il ne le pourra plus.

Le coprésident (sénateur Hays): Cela dit, nous levons la séance pendant cinq minutes.

Le coprésident (sénateur Hays): A l'ordre, s'il vous plaît.

Les membres du Comité veulent bien reprendre leur place, nous allons reprendre la séance. Je vois que le ministre est revenu.

Je donnerai maintenant la parole à l'honorable M. Ittinuar, suivi de M. Allmand.

M. Ittinuar: Merci, monsieur le président.

Je voudrais aborder quelques points assez isolés du document, concernant une région encore plus isolée du pays.

Au mois de décembre, le Comité des Inuit sur les questions nationales a présenté au Comité une série d'amendements destinés à essayer de garantir une représentation des Inuit, afin d'assurer la préservation de leur identité culturelle, linguistique et économique. En d'autres mots, ce Comité voulait obtenir une protection légale et constitutionnelle à l'égard de toute mesure d'assimilation. Puisque vous connaissez bien le nord du pays, vous savez ce que je veux dire par assimilation.

En réponse à cette demande, votre gouvernement semble maintenant offrir un amendement à l'article 26, selon lequel:

Toute interprétation de la présente Charte doit concorder avec l'objectif de promouvoir le maintien et la valorisation du patrimoine multiculturel des Canadiens.

Selon moi, cette expression, c'est-à-dire «le patrimoine multiculturel des Canadiens», ne signifie, sur un plan juridique, que la préservation des cultures française et anglaise, cela dit sans vouloir offenser personne, dans cette salle.

En quoi donc cet amendement peut-il garantir la survie de la culture inuit, ou de la langue inuit, lesquelles nonobstant ce que dira la Constitution à l'avenir se maintiendront toujours?

[*Texte*]

Mr. Chrétien: I do not know what you are referring to, you are referring to the language or the cultures and so on. We say that this Charter should be interpreted in such a way to permit the fact that we are not a melting pot in Canada, and have the Inuit or the Indians maintain their culture and language and so on. It is through the programs of the government.

We cannot in a Charter, and we say nothing in this Charter could do away with the possibility of the different ethnic groups in Canada to develop their own culture, their own language, preserve their own tradition, their own history and so on. There are many programs, there is on our federal level because basically the Inuit people, most of them now live in the Northwest Territories, there are some who live in Northern Quebec and the coast of Labrador but most of them live in the Northwest Territories and there are programs that were initiated when I was the Minister in terms of preservation of the language and some teaching of the old ways and so on, in terms of their culture. I do think that it is to make sure that nobody can use this Charter in order to pretend that there is no such a thing as the possibility of citizens having some lessons, say, in the Eskimo language or Inuit language that we have put it there, and for me I think that it is because we see the Canadian society as not a melting pot but as a mosaic.

Mr. Ittinuar: I am glad you recognize it that way because when we say culture, we do not necessarily mean ethnic, and I prefer to say northern culture and not Inuit culture because it is not necessarily only Inuit who live up there and there are two main languages north of the 60°, English and Inuktitut or Eskimo language. French is used somewhat perhaps but the two main languages, working languages and written languages on all documents, legal and otherwise, are English and Eskimo, and I think you are ignoring that very fact by hiding it from Canadians in general, and what I am attempting to do here is to bring out that fact.

I will go on to other things, we can argue about this further, but because of time limitations I would like to make some other points.

Why was the Royal Proclamation, which is critical for native people in Canada and which the government listed as a constitutional document in the appendice to the *Revised Statutes* of 1970, why has that been deleted from Schedule I of the proposed resolution?

Mr. Chrétien: The Royal Proclamation of 1763?

Mr. Ittinuar: Yes.

Mr. Chrétien: It has never been incorporated there because it is a law that—what is annexed to the Canadian constitution. It is the law in constitutional matters that were passed after Confederation. All the laws that were passed pre-Confederation were not part of the Canadian constitution because the British Parliament gave Canadians a constitution in 1867, and one of the requests of your association, the presentation they made here, asked us to table and annex to our constitutional project the Order in Council of Prince Rupert Land to make sure it is part of the Canadian constitution and we have acceded to that request; but why the Royal Proclamation is not there, it is because it is not really the Canadian constitution, it

[*Traduction*]

M. Chrétien: Je ne sais pas à quoi vous voulez faire allusion au juste, à la langue ou à la culture. Nous disons que cette Charte doit être interprétée comme admettant le fait que le Canada ne constitue pas un creuset et que les Inuit et les Amérindiens peuvent garder leur culture et leur langue. Le gouvernement a créé des programmes à cet effet.

La Charte ne fait rien et ne peut rien faire qui enlève la possibilité aux divers groupes ethniques au Canada de développer leur propre culture, leur propre langue, de conserver leurs traditions, leur histoire, et le reste. Plusieurs programmes ont été créés à cet effet à l'échelon fédéral puisque les Inuit, pour la plupart, vivent dans les Territoires du Nord-Ouest; il y en a quelques-uns dans le nord du Québec et sur la côte du Labrador, mais la plupart d'entre eux sont établis dans les Territoires du Nord-Ouest. Des programmes ont été créés à l'époque où j'étais ministre pour les aider à conserver leur langue, leurs traditions et leur culture grâce à l'enseignement. C'est pour nous assurer que personne ne pourra utiliser cette Charte pour nier la possibilité qu'ont les citoyens de suivre des cours en langue esquimaude ou inuit que nous avons inclus ces dispositions. Nous considérons que la société canadienne n'est pas un creuset mais une mosaïque.

M. Ittinuar: Je suis heureux de vous l'entendre dire parce que la culture ne correspond pas nécessairement à l'ethnie. Pour ma part, je préfère parler de culture septentrionale plutôt que de culture inuit; il n'y a pas que les Inuit qui vivent dans le nord; au-delà du 60^{ème} parallèle, il y a deux langues principales qui sont utilisées, l'anglais et l'inuktitut ou la langue esquimaude. Le français est peut-être utilisé aussi, mais les deux langues principales, les deux langues de travail, les deux langues dans lesquelles sont rédigés tous les documents, juridiques et autres, sont l'anglais et l'esquimaud. Je pense que vous cachez ce fait aux Canadiens de façon générale, et c'est la raison pour laquelle j'insiste sur ce point-ci.

Je vais passer à d'autres sujets. Je pourrais continuer de discuter sur ce point, mais son temps est limité.

Pourquoi la Proclamation royale, qui est si importante pour les autochtones du Canada et que le gouvernement a indiqué comme document constitutionnel dans les annexes aux Statuts révisés de 1970, a-t-elle été supprimée dans l'annexe 1 du projet de résolution?

M. Chrétien: La Proclamation royale de 1763?

M. Ittinuar: Oui.

M. Chrétien: Elle n'a pas été incorporée parce que de par la loi, seules les mesures constitutionnelles adoptées après la Confédération sont annexées à la Constitution canadienne. Toutes les lois qui ont été adoptées avant la Confédération ne font pas partie de la Constitution canadienne parce que le Parlement britannique a donné sa Constitution au Canada en 1867. Nous nous sommes rendus à l'une des demandes de votre Association dans son exposé ici. Nous avons déposé et annexé à notre projet de constitution le décret en conseil portant sur le territoire de Prince-Rupert afin de nous assurer qu'il fasse partie de la Constitution canadienne. La Proclamation royale, quant à elle, ne s'y trouve pas parce qu'elle ne fait pas

[Text]

is a right that was given to the natives before Confederation and these rights we say are still in existence and we refer to them in this Charter but they are pre-Confederation and they are still rights of the natives and the original people of Canada.

So I do not think that it is in order to achieve that, that we have, and I am very pleased that we found a way to describe them, the way we have done it. I wish I would have done it in a different way but I had a long argument with Mr. Manly yesterday trying to describe the difficulties of doing it the other way.

However, I would like to tell you that when I became Minister of Indian Affairs in 1968, we were not using aboriginal rights as a term. We could not use it. We were advised it was not a proper term to use, and it took me a long time to get the department that I am heading today to give advice that I could use it legally.

The Royal Proclamation referred to many other states than Canada and I am told here that it even refers to Florida, and so that is why it is not part of the Canadian constitution and we could not pretend in the Canadian Parliament to affect the Royal Proclamation because the Royal Proclamation is affecting a lot of other lands than the Canadian lands.

Mr. Ittinuar: Thank you, Mr. Minister. I think there are lawyers in this country who would argue against you, and I have heard some very good arguments. Maybe the next questioner, who himself is a lawyer, will argue . . .

Mr. Chrétien: Lawyers argue all the time, they make a profit out of it.

Mr. Ittinuar: And as for your term as Minister of Indian Affairs and Northern Development, you got a lot of free carvings from the Eskimos and not much more, was done on it.

Mr. Chrétien: I am sorry, I do not know what you are referring to.

Mr. Ittinuar: The carvings that were stolen from your house not long ago.

Mr. Chrétien: Oh, there was a few that I cherish very much. I have a nice collection but the majority of them I was pleased to buy.

Mr. Ittinuar: Section 25, and speaking of aboriginal rights, proclaims—another time, Mr. Minister—proclaims that they shall not be denied, is the word you use, by the Charter. Bill C-60, and a similar protection in Section 26 used the wording abrogate, abridge or derogate. Why has this narrow wording been instituted, why is that now adopted? You can laugh all you want.

Mr. Chrétien: No, no, it was just an argument between which of the two is more precise in the meaning of words.

Mr. Ittinuar: Well, why not get both?

Mr. Tassé: Well, I am not sure, Mr. Chairman, that there is much significance . . .

[Translation]

vraiment partie de la Constitution canadienne. Il s'agit de droits qui ont été accordés aux autochtones avant la Confédération. Nous disons que ces droits continuent d'exister. Les autochtones et les aborigènes du Canada continuent de les exercer. Nous y faisons allusion dans la charte. Il n'en demeure pas moins qu'ils datent d'avant la Confédération.

C'est donc pour en arriver à ce résultat que nous avons inclus ces dispositions. Je suis très heureux que nous soyons parvenus à les rédiger de cette façon. J'aurais souhaité qu'il y ait une autre façon, mais comme je l'ai dit à M. Manly au cours de la longue discussion que j'ai eue avec lui hier, il était très difficile de procéder autrement.

Je puis vous dire qu'à l'époque où j'étais ministre des Affaires indiennes en 1968, l'expression droits des autochtones n'était pas utilisée comme telle. On nous disait que ce n'était pas l'expression qui convenait. Il m'a fallu beaucoup de temps pour convaincre le ministère que je dirige actuellement du fait que l'expression peut être utilisée légalement.

La Proclamation royale concernait beaucoup d'autres États, non pas seulement le Canada; on me dit qu'il y est même question de la Floride. Voilà pourquoi elle n'est pas incluse dans la Constitution canadienne. Le Parlement canadien ne peut pas prétendre appliquer la Proclamation royale parce qu'elle vise d'autres territoires que les territoires canadiens.

M. Ittinuar: Merci, monsieur le ministre. Je pense qu'il y a des avocats de ce pays qui seraient prêts à débattre la question avec vous. J'ai entendu de très bons arguments à l'appui du contraire. Le prochain intervenant, qui est lui-même avocat, voudra peut-être . . .

M. Chrétien: Les avocats débattent toutes sortes de questions. Ils sont là pour cela.

M. Ittinuar: Pour ce qui est du temps que vous avez passé comme ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, vous avez au cours de cette période obtenu gratuitement beaucoup de sculptures esquimaudes, mais il n'y a pas eu grand-chose d'autre.

M. Chrétien: Je regrette, mais j'ignore de quoi vous voulez parler.

M. Ittinuar: Des sculptures qui vous ont été volées il y a quelque temps.

M. Chrétien: Il y en avait quelques-unes que j'aimais beaucoup. J'ai une belle collection dont j'ai eu le plaisir d'acheter la majorité des pièces, je vous le signale.

M. Ittinuar: L'article 25, concernant les droits des autochtones, je vous en prie, une autre fois, monsieur le ministre, est une réaffirmation. C'est dans la Charte. Le bill C-60, à l'article 26 correspondant, utilisait les termes abrogés, diminués ou enlevés. Pourquoi la portée du texte a-t-elle été restreinte? Vous pouvez rire si vous voulez.

M. Chrétien: Il s'agissait seulement de trouver la formule plus précise.

M. Ittinuar: Pourquoi n'avez-vous pas employé le deux?

M. Tassé: Je ne suis pas sûr, monsieur le président, qu'il y ait une bien grande différence . . .

[Texte]

Senator Connolly: What is the section?

Mr. Tassé: Section 25. In using the three words that have been referred to, or using one word, we think that the effect is the same. In drafting the constitution we were trying to be as stylish as possible, not to use unnecessary words, although in the drafting of our statutes at some point in time we are trying to be very precise to cover every situation possible and impossible, and that is why we came to add words and words and words, but we think the effect of the section, by using the word "denying" will be the same as the others, but if you have a different view I think that is something we would certainly be pleased to discuss with you or anyone else who has differences.

Mr. Ittinuar: I will take that on record, I will hold you to that.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): You have one more question.

Mr. Ittinuar: One more question, Mr. Chairman.

Of the three major native organizations and others from the country suggested the entrenchment of a section that would formalize the Prime Minister's political commitment to negotiate certain aspects of native relations in Canada.

Now, as a matter of good faith and in terms of what Senator Jack Austin moved this morning, in terms of those words, why was this not included in the amended resolution?

Mr. Chrétien: Senator Austin made a suggestion to me this morning to the effect that we might accept the drafting creating the obligation for the First Ministers to sit down and negotiate the constitutional problem of the natives in the constitution.

My first reaction is that it will not change anything legally, because all the First Ministers in 1979 have accepted to put on the agenda the natives and the constitution. I have explained why it was not discussed in September, it is because we gave to the native organizations some funds last summer to develop their positions.

Mr. Ittinuar: When you gave these funds to those organizations, they were under the assumption that patriation amendment would follow the process of trilateral negotiation. You gave them that assumption.

Mr. Chrétien: We always said it was an item to be negotiated between the provinces, the national government and them at a date when they will be ready, and it has nothing to do with patriation because their rights, as I have inscribed in the constitution and the Bill of Rights, remain exactly the same. This will not affect any of their rights.

So the proposition of Senator Austin, personally the only objection I have is adding something, the expression of the wish in the constitution, and a Bill of Rights is something that is there for a long time, forever, and it is confirmation in that text of what will happen in the next ministerial meeting on the constitution between the federal government and the provinces.

[Traduction]

Le sénateur Connolly: Quel est cet article dont vous parlez?

M. Tassé: C'est l'article 25. Nous pensons qu'entre le terme utilisé maintenant et les trois termes utilisés auparavant, il n'y a pas tellement de différence. Nous avons voulu rédiger le meilleur texte possible en évitant les mots inutiles. A une époque, dans nos lois, nous voulions tout en étant le plus précis possible, couvrir toutes les situations. Voilà pourquoi nous utilisons tant de mots. Nous pensons qu'en utilisant ici «ne nie pas» nous obtenons le même résultat. Si vous n'êtes pas de cet avis, nous voulons bien en discuter avec vous ou avec qui que ce soit d'autre.

M. Ittinuar: J'ai votre promesse.

Le coprésident (M. Joyal): Vous pouvez poser encore une question.

M. Ittinuar: Très bien, monsieur le président.

L'un des trois principaux organismes d'autochtones ainsi que d'autres au pays ont proposé d'inclure dans la Constitution un article qui rende officiel l'engagement politique du premier ministre à négocier certains aspects des rapports entre les autochtones et le gouvernement au Canada.

Comme une manifestation de la bonne foi du gouvernement, à la suite de la proposition du sénateur Jack Austin ce matin, pourquoi un tel article n'a-t-il pas été inclus dans le projet révisé de résolution?

M. Chrétien: Le sénateur Austin m'a proposé ce matin d'inclure un article qui oblige les premiers ministres à s'asseoir à la table et à négocier la question constitutionnelle avec les autochtones.

Au premier abord, je dirais que cela ne changerait rien du point de vue juridique. En effet, tous les premiers ministres ont accepté en 1979 d'inscrire à l'ordre du jour la question des autochtones et de la Constitution. J'ai indiqué pourquoi la question n'avait pas été débattue en septembre. Au cours de l'été, les organismes d'autochtones avaient reçu des fonds pour établir leurs positions.

M. Ittinuar: Lorsque vous leur avez accordé ces fonds, ils ont eu l'impression que le rapatriement devait résulter de négociations tripartites. C'est l'impression qu'ils ont eue à ce moment-là.

M. Chrétien: Nous avons toujours dit que la question devait faire l'objet de négociations entre les provinces, le gouvernement national et eux-mêmes à une date qui leur conviendrait. La question n'a rien à voir avec le rapatriement cependant. Leurs droits, tel qu'ils sont établis dans la Constitution et dans la Charte des droits, restent absolument intacts. Leurs droits ne sont pas touchés.

La proposition du sénateur Austin, donc, n'a d'autre effet que d'ajouter quelque chose, l'expression d'un sentiment dans la Constitution; la Charte des droits, quant à elle, est là pour toujours. Elle confirme ce qui doit se passer lors de la prochaine réunion ministérielle sur la Constitution entre le gouvernement fédéral et les provinces.

[Text]

It is a commitment of all the First Ministers, just like I have accepted the words of Mr. Hatfield in relation to, that he was to pass something in his legislature. I have no reason to not take him at his word.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you, Mr. Ittinuar.

Mr. Allmand.

Mr. Allmand: Mr. Minister, following the tabling of your amendments on Monday night I had the opportunity on Tuesday and Wednesday to speak and meet with several Indian leaders in the country and while they were pleased with the movement that was made by you on behalf of the government, while they were pleased with the changes proposed, they felt they went in the right direction, they are not yet satisfied, at least the ones that I spoke to, but they feel that that with a few changes your words, the words that you propose could be made acceptable. But they feel that the words you have proposed could be made acceptable. Now, the reason they feel they are not acceptable is that, first of all, they are expressed in a negative way—the rights that are supposed to be protected; then the formulation in Section 25 is unclear. What they would like is that that should be made more clear and expressed in a positive way.

• 1715

I submit to you that, with few changes that could be done. I would just like to suggest to you how it might be done.

I do not expect your response today, but I would ask you to seriously consider this. For example, in Section 26, referring to multicultural rights or heritage, you have that formulation in a positive way. If you were to use the formula in Section 26 with respect to the matters you have in Section 25(a) it would be much more acceptable.

Let me suggest to you how it would read. It would read as follows:

This Charter shall be interpreted in a manner consistent with the preservation.

One might use the word "recognition" if you wish . . .

the preservation of any aboriginal, treaty or other rights or freedoms that may pertain to the aboriginal peoples in Canada, including any right or freedom that may have been recognized by the Royal Proclamation of October 7, 1763.

In other words, if you addressed the question of aboriginal, treaty and the rights under the Royal Proclamation in the same way as you did multicultural heritage, you would go a long way towards satisfying many of the Indian leaders, because you will be doing it in a positive and clear way.

I would like you to consider that, because in all cases I am using your words, but formulating them in a different way.

Let me suggest to you another very simple change which could be made, which, while symbolic is nevertheless very important.

[Translation]

C'est un engagement de la part de tous les premiers ministres. Je l'accepte, comme j'ai accepté la promesse de M. Hatfield de faire adopter une mesure à l'assemblée législative de sa province. Je n'ai pas de raison de douter de sa parole.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci, monsieur Ittinuar.

Monsieur Allmand.

M. Allmand: Monsieur le ministre, après le dépôt de vos amendements lundi soir, j'ai eu l'occasion mardi et mercredi de rencontrer plusieurs dirigeants amérindiens du pays et de leur parler. Ils m'ont dit que même s'ils étaient heureux de la direction dans laquelle vous vous engagez au nom du gouvernement, que même qu'ils étaient heureux des changements proposés, ils n'étaient pas encore tout à fait satisfaits, du moins ceux à qui j'ai parlé. Cependant, ils croyaient qu'avec quelques changements le texte que vous proposiez pouvait être acceptable. Ils ne rejetaient pas entièrement votre texte. Ils estimaient seulement que la forme positive plutôt que la forme négative devait être employée pour protéger leurs droits. En outre, l'article 25, selon eux, est imprécis. Ils souhaitent donc que cet article soit plus clair et prenne une forme positive.

Je pense donc que quelques changements sont nécessaires. Je suis prêt à vous proposer une formule.

Je ne m'attends évidemment pas à une réponse aujourd'hui. Je vous demande simplement de la prendre sérieusement en considération. L'article 26, par exemple, concernant les droits multiculturels ou le patrimoine, est formulé de façon positive. Si vous procédiez à l'article 25a) come vous le faites à l'article 26, le texte serait plus convenable.

L'article deviendrait donc le suivant:

Toute interprétation de la présente Charte doit concorder avec l'objectif de promouvoir le maintien . . .

On pourrait dire «reconnaissance» à la place.

. . . des droits ou libertés, ancestraux, issus de traités ou autres, que peuvent avoir les peuples autochtones du Canada, notamment des droits ou libertés qui ont pu être reconnus par la Proclamation royale du 7 octobre 1763.

En d'autres termes, si vous traitiez la question des droits des autochtones, des droits prévus aux termes des traités et des droits accordés par la Proclamation royale de la même façon que vous traitez la question du patrimoine multiculturel, vous feriez un grand pas en avant en vue de satisfaire un grand nombre de dirigeants indiens. Vous procéderiez d'une façon positive et claire.

J'aimerais que vous y songiez sérieusement; je ne fais qu'utiliser vos propres termes dans un contexte différent.

Il y a un autre changement qui pourrait être apporté; il a un caractère symbolique mais il est quand même important.

[Texte]

In Section 25 you have put together aboriginal and treaty rights with undeclared rights and freedoms. I would strongly recommend that you put two sections in the constitution; one, with respect to aboriginal and treaty rights, and another with respect to undeclared rights and freedoms. It almost appears as if, with that type of formulation in Section 25 and the one which was in the previous Section 24, aboriginal and treaty rights are an afterthought, added on to some other section, as if they were something less than important.

As I say, while it is symbolic, it is important that you do not mix these two things together. I really consider that aboriginal and treaty rights are an important matter and deserving of its own section.

I want to suggest to you another formulation, using your words which could be used, and this refers to Senator Austin's suggestion this morning and the suggestion that you put in the constitution an obligation to negotiate aboriginal claims. I have forgotten the exact words, but they were more or less to that effect.

You said that you found it interesting, but did not think that would have much legal effect.

Well, Mr. Minister, let me refer you to Section 31 where you have made such a commitment with respect to equalization; and, if it means something there with respect to equalization, surely a similar commitment to negotiate claims would mean something as well.

Now, if I were to use the words you have in Section 31—and I am paraphrasing here; you have “Parliament and the legislatures, together with the Government of Canada and the provincial governments, are committed”, and then you have four subsections which are laudable goals: (a) The promoting of equal opportunities for the well-being of Canadians; (b) furthering economic development to reduce disparity in opportunities. You are putting in a constitution a commitment on behalf of the Government of Canada to pursue those goals. Why could you not do the same for the negotiation of aboriginal claims?

If you had a section using your words, even if it was just “Parliament and the Government of Canada are committed to the negotiation and settlement of claims based on aboriginal title”, that would be a commitment to negotiate which could not be set aside by any change of policy or of government.

Now, Mr. Minister, you have opened the door to justice for the native peoples part way. Why do you not open the door full way and walk right through?

Mr. Chrétien: I think I said this morning that there is nothing I would be more pleased to do.

As you say, there is a symbolic aspect to it, as well as a legal aspect. There was a long explanation this morning about the legal implications of a positive description at this time of aboriginal rights and so on which could lead to a lot of extreme

[Traduction]

A l'article 25, vous réunissez les droits des autochtones et les droits prévus aux termes des traités avec les droits et libertés non déclarés. Je vous recommanderais fortement de prévoir deux articles différents dans la Constitution, un portant sur les droits des autochtones et les droits prévus aux termes des traités, et l'autre sur les droits et libertés non déclarés. De la façon dont est rédigé l'article 25 et dont était rédigé auparavant l'article 24, c'est comme si les droits des autochtones et les droits prévus aux termes des traités avaient été rajoutés par la suite, c'est comme s'ils n'avaient pas été considérés comme importants.

Comme je l'ai dit, c'est un changement qui peut sembler n'avoir qu'une valeur symbolique, mais je pense qu'il est important de ne pas réunir les deux choses dans un même article. Les droits des autochtones et les droits prévus aux termes des traités sont importants et peuvent faire l'objet d'un article distinct.

Je voudrais proposer un texte, en utilisant les mêmes termes que vous, et cela rejoint la proposition du sénateur Austin ce matin voulant que soit prévue dans la Constitution l'obligation de négocier les revendications des autochtones. J'ai oublié les termes exacts, mais l'effet est le même.

Vous avez dit que la proposition était intéressante mais qu'elle ne semblait pas avoir beaucoup d'effet sur le plan juridique.

A ce sujet, monsieur le ministre, je vous renvoie à l'article 31 où vous prenez un tel engagement relatif à la péréquation. Si l'engagement vaut pour la péréquation, il doit sans doute en être de même pour la négociation des revendications.

Vous pourriez utiliser la même formule que l'article 31. Je paraphrase: «le Parlement et les assemblées législatives, le gouvernement du Canada comme les gouvernements provinciaux, s'engagent à: a) promouvoir l'égalité des chances de tous les Canadiens dans la recherche de leur bien-être; b) favoriser le développement économique pour réduire l'inégalité des chances. Ces deux objectifs sont louables. Vous faites alors entrer dans la Constitution l'engagement du gouvernement du Canada à atteindre ces objectifs. Pourquoi ne pourriez-vous procéder de cette façon pour les revendications des autochtones?

Même une formule comme «le Parlement et le gouvernement du Canada s'engagent à négocier et à régler les revendications fondées sur le droit de propriété des autochtones» constituerait une promesse qui ne pourrait pas être ignorée lors d'un changement de politique ou de gouvernement.

Monsieur le ministre, vous avez entrouvert la porte pour ce qui est de donner justice aux autochtones. Pourquoi ne l'ouvrez-vous pas toute grande maintenant.

M. Chrétien: Je crois avoir déjà dit ce matin que rien ne me ferait plus plaisir.

Comme vous l'avez souligné vous-même, il y a un caractère symbolique comme un caractère juridique à cette question. Il y a eu une longue explication plus tôt au sujet des répercussions sur le plan juridique d'une description positive des droits des

[Text]

complications in the administration—not my own administration, not our own problem here; but the administration of the land and resources in all the provinces of Canada.

Mr. Allmand: That might happen with Section 31, too!

Mr. Chrétien: I know; but I said this morning to Senator Austin that I would look at the possibility of putting it there.

You know, I would very much like to put it there, and I would like to find a way to do so; it might not be perfect, but it would show the intention of the government.

There is a lot of commitment by the Canadian society to the resolution of those problems. If we can strengthen that resolution, then that is fine.

We are looking into the matter. I will do my best. If I can satisfy you and others, I know it would give me great personal satisfaction.

Mr. Allmand: That is all.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you, Mr. Allmand.

Do you have a supplementary, Senator Austin?

Senator Austin: Thank you, Mr. Chairman; I had, but I think Mr. Allmand has covered my point.

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman.

I look forward to the second 10-minute period of my life with the Minister.

Mr. Chrétien: I, too.

Mr. Hawkes: I hope together we will enjoy it.

The statement which you issued to us on Monday evening indicates in its second paragraph something which you have supported later today. It indicates that you have done your best to study and comprehend what has been brought before this Committee in the way of information.

You have told us that you have travelled the country to some extent and spent a busy summer talking to our Premiers and officials of a variety of governments.

Out of that, in your fourth paragraph you tell us that you are going to give us changes which you are prepared to support at this time. Those changes, quite obviously, do not please me.

Mr. Chrétien: This is coming as a big surprise.

Mr. Hawkes: The reasons for that may in fact be, as some people have suggested, that you and I have a different vision of the country, and in that case those differences may be irreconcilable.

But they may in fact be that we operate from a somewhat different information base, that the information which is available to me, as someone who has been here for some 90 per cent of the time and who has actually heard the witnesses and the questions, may not be the same information base which filters

[Translation]

autochtones et autres. Il pourrait en résulter de très grandes complications d'ordre administratif, non pas seulement pour moi et non pas seulement pour mon propre gouvernement, mais pour toutes les provinces du Canada au niveau de la gestion des territoires et des ressources.

M. Allmand: La même chose vaut pour l'article 31.

M. Chrétien: Je sais. J'ai quand même dit au sénateur ce matin que j'allais examiner la possibilité de tenir compte de sa proposition.

J'aimerais bien trouver un moyen de l'inclure. Même si elle n'est pas parfaite, elle montrerait la bonne foi du gouvernement.

La société canadienne s'est déjà engagée de façon ferme à régler ce problème. Si cet engagement peut être renforcé, tant mieux.

Nous examinons donc cette possibilité. Nous ferons notre possible. Je serais très heureux de pouvoir vous donner satisfaction à vous et aux autres.

M. Allmand: Très bien.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci, monsieur Allmand.

Vous voulez poser une question supplémentaire, sénateur Austin?

Le sénateur Austin: Je voulais le faire, mais je pense que M. Allmand a déjà traité le sujet. Merci, monsieur le président.

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président.

Il ne tarde d'interroger le ministre pendant dix minutes pour la deuxième fois de ma vie.

M. Chrétien: J'ai aussi hâte que vous y alliez.

M. Hawkes: Espérons que nous en retirerons tous les deux quelque chose.

La déclaration que vous avez faite lundi soir, au deuxième paragraphe, a été confirmée par quelque chose que vous avez dit aujourd'hui. C'est le signe que vous avez fait votre possible pour étudier et comprendre l'information que vous avez livrée au Comité.

Vous nous avez dit que vous aviez visité le pays et que vous aviez passé votre été parler aux premiers ministres et aux hauts fonctionnaires de divers gouvernements.

Au quatrième paragraphe de votre déclaration, vous indiquez qu'il en résulte ces changements que vous êtes prêt à défendre. Or, je dois vous dire que ces changements ne me plaisent pas du tout.

M. Chrétien: J'en suis très surpris.

M. Hawkes: C'est peut-être, comme certains l'ont laissé entendre, que vous et moi n'avons pas la même vision du pays; s'il en est ainsi, il se peut fort bien que nos divergences soient irréconciliables.

Toutefois, il se peut que notre point de départ soit une base d'information quelque peu différente, en ce sens que les renseignements dont je dispose parce que j'ai été ici peut-être 90 p. 100 du temps et que j'ai entendu moi-même les témoins et les questions, ne sont pas les mêmes que ce qui parvient à un

[Texte]

through to a very busy Minister, whose information comes by way of summaries and briefing memos to a large extent; because you have not been here and few of the delegation which sits behind you have been here for a large proportion of the time, though one or two have not.

But there is a kind of richness to data. The difference in our information base may in fact be a consequence of language difference. When we communicate—and you can do it in a second language; but there may be nuances of the English language which escape you, and there are certainly nuances of the French language which escape me.

If I were to set that up by way of background, I would like to use my first 10-minute round basically to determine, if I can, whether or not we have a somewhat different information base.

Mr. Chrétien: Ask your question.

Mr. Hawkes: In my region of the country, there is a phenomenon called separatism, and you have familiarity with the brand of that in the Province of Quebec and considerable experience of it.

I have rather, uncomfortably, a growing familiarity with that phenomenon in my province and region.

It seems to me possible—in fact it is going on; but if I could direct your attention to Section 41 of your proposed resolution, simply to provide us with a common information base and an example, a separatist could take Section 41, just Xerox it, walk around the neighbourhood or take it into a meeting and get people to read it, and as they read it, their willingness to support separatism would increase.

Do you have the information base where you can tell me what there is in the words, at least in English, which would lead somebody from my province to have that kind of reaction to what really is a fairly technical paragraph, dealing with amending the constitution, and the so-called Victoria formula. There are words in it and concepts in it which are offensive. Do you know why they are offensive?

Mr. Chrétien: You know, it is your duty to go and explain it. It is not related to the area of separation at all. You have to go and explain to them that we have a Canadian constitution and the big problem which exists in that constitution is that we have not been able to find a way to agree on an amending formula.

Now, if we have to amend the Canadian constitution, we have to go the Great Britain and Canadians and every member of this Parliament want to patriate the constitution. When the constitution is patriated, we need to have a mechanism to amend the Canadian constitution.

Some argue that the provinces should have a right of veto and everything. That is the view of the Premier of Prince Edward Island.

The majority view of Canada is, in my judgment, that it is too rigid a system, and we need some flexibility. In seeking some flexibility, we have tried many, many ways to amend the

[Traduction]

ministre extrêmement occupé qui doit se renseigner à partir de résumés et de notes de service. En effet, vous n'étiez pas ici et peu des membres de votre délégation ont été ici beaucoup et même une ou deux personnes n'ont pas été ici du tout.

Les données possèdent une certaine richesse. La différence dans notre base d'information provient peut-être en fait d'une différence linguistique. Lorsque nous communiquons, et vous le faites très bien dans votre deuxième langue, mais il doit certainement y avoir des nuances de l'anglais qui vous échappent tout comme il y a des nuances du français qui m'échappent certainement.

Cela dit, j'aimerais utiliser mes dix premières minutes pour déterminer, dans la mesure du possible, si nous avons ou non une base d'information quelque peu différente.

M. Chrétien: Posez votre question.

M. Hawkes: Dans ma région du pays, on est témoin d'un phénomène qui s'appelle le séparatisme, et vous en avez une certaine connaissance et une certaine expérience, du moins du point de vue du Québec.

Assez malencontreusement, je connais de plus en plus ce phénomène dans ma province et dans ma région.

Il me semble possible, en fait c'est ce qui se passe; permettez-moi d'attirer votre attention sur l'article 41 de votre projet de résolution de façon à nous donner simplement une base commune d'information. Un séparatiste pourrait très bien prendre l'article 41, en faire une photocopie et parcourir le quartier ou aller à une réunion et faire lire cet article aux gens qui, après l'avoir lu, se trouveront mieux disposés à l'égard du séparatisme.

Êtes-vous assez bien renseigné pour me dire ce qu'il y a dans ces mots, du moins dans la version anglaise qui pousserait probablement quelqu'un de ma province à réagir de cette façon devant ce qui est en réalité un paragraphe assez technique qui porte sur l'amendement de la Constitution, la formule dite de Victoria. On y trouve des expressions et des idées qui offensent. Savez-vous pourquoi il en est ainsi?

M. Chrétien: Vous savez, c'est votre devoir d'aller donner des explications. Cela n'a rien à voir avec le séparatisme. Vous devez expliquer au public que nous avons une constitution canadienne dont le problème majeur provient du fait qu'il nous a été impossible de nous entendre sur une formule d'amendement.

Or, si nous devons amender la Constitution canadienne, il nous faut aller en Grande-Bretagne; les Canadiens et chaque député veulent rapatrier la Constitution. Cela fait, nous devons disposer d'un mécanisme qui permette d'amender la Constitution canadienne.

Certains disent que les provinces devraient avoir un droit de veto, et tout le reste. C'est ce que pense le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard.

Le Canada, dans son ensemble, d'après moi, semble penser que le système est trop inflexible et qu'il faudrait prévoir une certaine souplesse. En cherchant à obtenir une certaine sou-

[Text]

constitution which would protect the rights of everybody, and at the same time to give some flexibility.

It so happens in Canada that the country is divided into four sections or areas; the maritimes, Quebec, Ontario and the western provinces; and there is a proportionality there which has been as a feeling by a lot of people like that. There is the additional problem. We picked up the 25 per cent population system and say any province who attains 25 per cent of the population will have a right of veto.

Of course, if you go to Alberta, they do not have the right of veto; Prince Edward Island does not have the right of veto; Newfoundland does not have the right of veto. But two provinces of those areas can have a right of veto, but not in Western Canada.

In Western Canada the two smallest provinces of Western Canada together do not have a right of veto, like the two smallest provinces in the maritimes.

But it was a desire expressed in 1970 by the Premiers of Western Canada, and they agreed to it. I said today that if the western Premiers want to have the same system, that would please me, because this 50 per cent requirement makes it more difficult to attain any change in the constitution in the future, because you could have Manitoba, Saskatchewan agreeing with the rest of Canada, and the amendment would not pass.

So, for me it is not advantageous for the federal government; but it is advantageous probably and mainly for British Columbia and closely, in terms of population, to Alberta. It is negative for Saskatchewan and Manitoba at this moment.

If they want to change it, and all the Premiers agree or three out of four, or if I had a unanimous request from all the western members elected to Parliament I might change it; I would consider it.

I would explain it in that way to your friend in Alberta who is a separatist. I have made a career of not patting their backs in Quebec, fighting them.

Mr. Hawkes: You have addressed yourself to two things. Do I take it from what you have said that you cannot see offensive words? You have identified for me to some extent a different vision of Canada. You have a regional vision. From my culture, the place where I was born and raised, I have a sense that Canada is made up of 10 provinces; that our system of government is that we do elect governments, province by province; and that we have the balance that exists in our system between those two kinds of elections in which we participate—the election of people provincially and the election of people federally.

In your fight with the separatists in the Province of Quebec, earlier today you gave us a menu of promises; but absent from that menu of promises was a commitment to the people of Quebec and one which you felt other provincial Premiers and other federal politicians shared—a commitment to ignore the

[Translation]

plesse, nous avons pensé à bien des façons de modifier la constitution tout en protégeant les droits de tous.

Or, le Canada est divisé en quatre parties ou régions: les Maritimes, le Québec, l'Ontario et les provinces de l'Ouest. Il y a là une certaine proportionnalité que bien des gens ont sentie. Voilà un problème additionnel. Nous nous sommes emparés du système de 25 p. 100 de la population pour dire que toute province qui fait 25 p. 100 de la population aura droit de veto.

Évidemment, l'Alberta n'aurait pas le droit de veto, ni l'Île-du-Prince-Édouard, ni Terre-Neuve. Mais si deux provinces de ces diverses régions forment alliance, elles ont droit de veto, mais ce n'est pas le cas dans l'Ouest du Canada.

Dans l'Ouest du Canada, les deux plus petites provinces ensemble n'ont pas droit de veto, contrairement à ce qui se passe dans les deux plus petites provinces des Maritimes.

Cependant, ce désir a été exprimé en 1970 par les premiers ministres de l'Ouest du Canada et ils s'entendaient à ce sujet. J'ai dit aujourd'hui que si les premiers ministres de l'Ouest du Canada voulaient se prévaloir de ce même système, cela me plairait énormément, parce qu'à cause de cette exigence de 50 p. 100, il serait très difficile de modifier la constitution à l'avenir, car il se pourrait que le Manitoba et la Saskatchewan soient d'accord avec le reste du Canada et que la modification ne se fasse pas.

Donc, je trouve que ce n'est pas tellement avantageux pour le gouvernement fédéral. Cependant, c'est probablement et surtout avantageux pour la Colombie-Britannique et, en ce qui concerne la population, l'Alberta. C'est négatif pour la Saskatchewan et le Manitoba à l'heure actuelle.

Si l'on veut changer cela, si tous les premiers ministres sont d'accord, ou que trois sur quatre sont d'accord, ou si tous les députés de l'Ouest siégeant au Parlement me demandaient de faire ce changement, je le ferais peut-être; enfin, j'étudierais la situation.

C'est ainsi que j'expliquerais la chose à votre ami séparatiste de l'Alberta. J'ai fait carrière à ne pas flatter les séparatistes du Québec, mais à les combattre.

M. Hawkes: Vous avez soulevé deux questions. Dois-je comprendre de votre discours que vous ne pouvez pas voir ce qui offense? Vous avez une vision du Canada différente de la mienne. Vous avez une vision tout à fait régionale. D'après ma culture, là où je suis né et où j'ai été élevé, le Canada se compose de dix provinces; notre système de gouvernement veut que nous élisions des gouvernements, province par province; l'équilibre que nous trouvons dans notre système existe parce que nos représentants sont élus au palier provincial et au palier fédéral.

Dans la lutte que vous avez menée contre les séparatistes de la province de Québec, vous nous avez donné tout un menu de promesses un peu plus tôt aujourd'hui; ce qu'on ne trouvait pas à ce menu de promesses était cet engagement envers le peuple du Québec, engagement que vous avez cru partagé par les

[Texte]

democratically elected people who represent us in provincial governments, which the process addresses.

Mr. Chrétien: Still on Section 41, if you are on the amending formula, the discussion is a very simple one. Are you or are you not for the unanimity rule?

I respect the wishes, the views of the people who want a unanimity rule. That is a logical thing to propose. But it is very inflexible.

So, the problem is there. If you do not have the unanimity rule, what? That is a problem. If I were from Prince Edward Island I would ask you right after that, do you want a veto for Prince Edward Island in all matters?

Mr. Hawkes: I would like to try and help you, perhaps, comprehend how I feel by doing something or putting to you a situation out of your own experience.

But it is not too long ago when I sat on the government benches, albeit in a minority situation. I would like to paint you a scenario: that we determine, as a government, to adapt the Privy Council memo in the process, that you and your government are adopting; and that we were sitting here in this room considering a document that had one subtle change; that looking at Section 41(1)(iii) at the bottom of the page, that that section read:

One or more of the central provinces that have in the aggregate, according to the then latest general census, a population of at least 50 per cent of the population of all the central provinces.

Now remember we had two members from Quebec; today you have two representing your party from the West.

Now, if you could pause for just 10 seconds and put yourself in my place, and I am sitting in your place, and you are facing that separatists movement in your province and facing that referendum, and I am determined to proceed with this process, to proceed with this bill written in that way, do I make you feel comfortable? Do I make your job easier? Are you going to go out of here with enthusiasm to say to the people of Quebec, "Defeat that referendum! Canada is a great place!"

Mr. Chrétien: You are asking me a purely hypothetical question.

I will grant you that it is a good question—you speak about when you are in the government and in the opposition. There is a party in this House who does not fall within both circumstances—the NDP. Many of their members come from Western Canada, just like you. It is not your province, but they have the same problem. The official position of that party is that they approve this package. They are seeking some improvements. I know Peter says that he is not completely sure. Neither am I. It is not a job of perfection; but they voted in principle for that in the House of Commons. At that time they knew about the amending formula and so on.

[Traduction]

autres premiers ministres provinciaux et par les autres politiciens fédéraux: l'engagement d'ignorer les gens démocratiquement élus qui nous représentent dans les différentes assemblées législatives provinciales.

M. Chrétien: Enfin, en ce qui concerne l'article 41, si vous parlez de la formule d'amendement, la discussion est fort simple. Êtes-vous en faveur, oui ou non, de la règle de l'unanimité?

Je respecte les désirs et les arguments de ceux qui voudraient la règle de l'unanimité. C'est très logique. Cependant, c'est par trop inflexible.

Voilà donc le problème. Si vous n'adoptez pas la règle de l'unanimité, que faites-vous? Voilà le problème. Si j'étais de l'Île-du-Prince-Édouard, je vous demanderais immédiatement: voulez-vous que l'Île-du-Prince-Édouard ait droit de veto partout et pour tout?

M. Hawkes: J'aimerais essayer de vous faire comprendre ce que je ressens en rappelant votre propre expérience.

Il n'y a pas si longtemps, j'étais du côté du gouvernement, tout minoritaire qu'il fût. Je vous propose le scénario suivant: que nous décidons, comme gouvernement, d'adopter un mémoire du Conseil privé grâce au même processus que vous et votre gouvernement employez maintenant, que nous sommes ici, dans cette salle, à étudier un document où il faut apporter un changement subtil; qu'à l'alinéa (iii) du paragraphe (1) de l'article 41, au bas de la page, on lise:

Une ou plusieurs des provinces centrales, à condition que la population représente, selon le recensement général le plus récent à l'époque, au moins 50 p. 100 de la population de toutes les provinces centrales.

Maintenant, n'oubliez pas que nous avons deux députés du Québec; aujourd'hui, vous avez deux députés de votre parti pour représenter l'Ouest.

Changeons donc de place pour un moment; vous faites face au mouvement séparatiste de votre province, il y a ce fameux référendum, et je suis décidé à aller d'avant avec ce projet de loi, à adopter le bill tel qu'il est rédigé; vous sentez-vous confortable? Est-ce que je vous rends la tâche plus facile? Allez-vous sortir d'ici avec enthousiasme, pour dire aux gens du Cabinet que: «Votez non à ce référendum! Le Canada est un pays où il fait bon vivre!»

M. Chrétien: Il s'agit là d'une question purement hypothétique.

Je vous accorde que c'est une bonne question; vous dites que vous seriez au gouvernement et que nous serions dans l'opposition. Il y a un parti dans cette Chambre qui n'a connu aucune de ces deux situations: le NPD. Beaucoup des députés de ce parti viennent de l'Ouest du Canada, tout comme vous. Ils ne viennent pas de votre province, mais ils ont les mêmes problèmes. Officiellement, ce parti approuve le projet que nous avons devant nous. Ils cherchent à obtenir quelques améliorations. Je sais bien que Peter nous fait signe qu'il n'en est pas tout à fait sûr. Moi non plus. Ce n'est pas la perfection, mais ¹ principe a été adopté par ce parti à la Chambre des communes. A

[Text]

So they have the same thing. The NDP, being in politics, or any opposition party, is never comfortable to be with the government. It is not in the nature of our adversary system. It makes you very uncomfortable when you are in the opposition.

So you have to look at the reality. I think when you refer to Section 41, I am not too embarrassed by it, because this provision—you know about the so called Victoria formula—is something which has been agreed 10 years ago by the First Ministers of the western provinces.

So it is not something which we are imposing. It is something which has been agreed upon by those Premiers at that moment in history. But if it is not good enough, if seven provinces in the next two years found something better they would come and make that proposition to the government. If we, the national government, do not agree the people will decide.

• 1735

Mr. Hawkes: Mr. Minister, three of the four provinces and maybe the fourth say it is not good enough with the crystal clarity which is represented by a court action which is trying to stop the federal government from separating the people of the West from their legal traditions, their governing traditions and to some extent their economic traditions, but that is how strongly we feel.

Mr. Chrétien: Mr. Hawkes, I would like to tell you this. The fighters, the people that have always, because of the component of the society in Western Canada, who have been the greatest advocate in the past generations for a Bill of Rights in the Canadian society have not been Eastern politicians. They have been the Tommy Douglas' and the John Diefenbakers and the like who made a career because of the component of their society, many of them, people coming from countries behind the Iron Curtain and those people have seen the freedoms of their relatives or of their cities disappear. These have been the ones who have fought over generations to have the rights of the Canadians to be enshrined in a bill of rights and in the Canadian constitution.

It has never been the big debate in my province and in other parts of Eastern Canada, to my recollection. It has been very much a problem of Western Canadians, so when you make this affirmation that we are doing something alien to the mentality of Western Canada, I have to ask—I am obliged to tell you that I have to disagree very strongly.

The first bill that your Premier passed after being elected as Premier of Alberta has been a bill of rights for Alberta so when you are telling me that I want to strengthen those rights to have them equal for all Canadians it is not alien to the tradition of Alberta.

The Joint Chairman (Senator Hays): Order, please. Thank you very much, Mr. Hawkes.

[Translation]

l'époque, ils savaient qu'il y aurait une formule d'amendement, et ainsi de suite.

Cela revient donc au même. Le NPD, étant un parti politique, comme tout parti d'opposition, ne se sent jamais très confortable lorsqu'il est du même côté que le gouvernement. C'est la nature de notre système. Vous ne vous sentez pas confortable lorsque vous vous sentez dans l'opposition.

Il faut donc voir la réalité en face. Lorsque vous vous reportez à l'article 41, je ne me sens pas vraiment gêné, parce que cette disposition, que l'on appelle aussi la formule de Victoria, a été acceptée par les premiers ministres des provinces de l'Ouest, il y a dix ans déjà.

Nous n'imposons rien. C'est quelque chose que ces premiers ministres ont accepté librement, à cette période de l'histoire. Cependant, si ce n'est pas satisfaisant, si sept provinces, d'ici deux ans, trouvaient quelque chose de mieux, elles pourraient toujours faire une proposition au gouvernement. Si nous, c'est-à-dire le gouvernement de la nation, ne sommes pas d'accord, à ce moment-là, le peuple en décidera.

M. Hawkes: Monsieur le ministre, trois provinces sur quatre, et peut-être même quatre sur quatre, s'opposent à ce projet de façon extrêmement claire, puisque après tout, elles contestent devant les tribunaux cette décision du gouvernement fédéral qui veut arracher le peuple de l'Ouest à ses traditions juridiques, à ses traditions de gouvernement et, jusqu'à un certain point, à ses traditions économiques, et vous pouvez être assuré que ce sentiment est profond.

M. Chrétien: Monsieur Hawkes, permettez-moi de vous dire ceci. Les leaders, les gens qui, depuis toujours, à cause de la façon dont la société des provinces de l'Ouest se compose, ont depuis toujours, dis-je, été les plus grands défenseurs des chartes des droits, par le passé, n'ont pas été les politiciens de l'Est, dans notre société canadienne. Ce sont les Tommy Douglas et les John Diefenbaker, et leurs émules, qui ont fait carrière à cause de la nature de cette société qui les a vus naître, et cette société se composait en partie de gens qui venaient de pays derrière le rideau de fer et de gens qui ont vu disparaître leurs libertés, leurs parentés ou leurs villes. Ce sont eux qui se sont battus pendant des générations afin de faire inscrire dans la constitution canadienne une charte des droits pour les Canadiens.

A ma souvenance, il n'y a jamais eu de débat de taille à ce sujet dans l'Est du Canada. Cela a été un problème qu'on connu les Canadiens de l'Ouest, et lorsque vous faites cette affirmation, c'est-à-dire que nous allons contre la mentalité de l'Ouest du Canada, je dois vous demander... je suis obligé de vous dire que je ne suis pas du tout d'accord.

Le premier bill qu'a fait adopter le premier ministre de l'Alberta après son élection a été la déclaration des droits pour l'Alberta, et lorsque vous me dites que je veux renforcer ces droits de façon à ce que tous les Canadiens puissent en jouir, ce n'est certainement pas étranger à la tradition albertaine.

Le coprésident (sénateur Hays): A l'ordre, s'il vous plaît. Merci beaucoup, monsieur Hawkes.

[Texte]

With consent of all of the honourable members I should like to call on Mr. Duclos. Do I have consent?

Some hon. Members: Yes.

The Joint Chairman (Senator Hays): Go ahead, Mr. Duclos.

M. Duclos: Merci, monsieur le président, merci, honorables collègues.

Monsieur le ministre, hier, en réponse à une question d'un journaliste qui vous demandait vos commentaires sur les résultats du dernier sondage Gallup selon lequel 64 p. 100 des Canadiens s'opposent au fait qu'en allant à Londres rapatrier la Constitution, nous demandons également au Parlement britannique d'apporter des modifications à la Constitution canadienne, vous avez dit que vous-même, personnellement, vous n'aimez pas l'idée d'être obligé d'aller à Londres mais que les choses étant ce qu'elles sont, on n'a pas le choix, il faut y aller.

Je voudrais que pour l'information du Comité et de l'opinion publique vous fassiez quand même une distinction, c'est-à-dire qu'il nous faut bien aller à Londres, monsieur le ministre, évidemment, pour rapatrier la Constitution mais est-ce que vous ne reconnaissez pas que nous pourrions facilement, une fois rapatriée la Constitution, faire adopter la charte des droits incluant les droits linguistiques ici même au Canada et je voudrais que vous nous disiez aussi pourquoi le gouvernement s'obstine, puisque vous avez prétendu plusieurs fois qu'il sera dorénavant plus facile, une fois la Constitution rapatriée avec une formule d'amendement qui pourrait être celle de Victoria, pourquoi le gouvernement s'obstine à profiter du pèlerinage à Londres pour faire modifier la Constitution des Canadiens par des Britanniques?

M. Chrétien: Je pense que c'est une technicalité que d'aller à Londres mais les parlementaires canadiens sont appelés à voter ici même au Parlement du Canada et vous serez appelé à voter vous-même.

Aller à Londres, c'est une obligation juridique. Maintenant, si vous prétendez que le Comité n'a pas étudié profondément ce document, nous le passons ici avant d'aller à Londres. Il n'a pas force de loi.

M. Duclos: C'est une obligation juridique d'aller à Londres, monsieur le ministre, en vue d'obtenir le rapatriement de la Constitution mais ce n'est pas une obligation juridique d'obtenir des amendements à la Constitution canadienne en ce qui a trait, par exemple, à la charte des droits via une loi du Parlement britannique.

M. Chrétien: Nous avons décidé que nous allions procéder avec l'enchéassement des droits des Canadiens dans la Constitution. C'est la décision du gouvernement. Pourquoi le fait-on? Parce que nous avons pris des engagements de faire des changements fondamentaux au Canada et ce rêve de pouvoir faire des choses au Canada unanimement, par la règle de l'unanimité, c'est un rêve qui s'est avéré défectueux, tragiquement, au cours des cinquante-trois dernières années et demie, et vous nous demandez de faire encore la même chose? Eh bien, que voulez-vous! En théorie, avant qu'on ait une formule

[Traduction]

Avec l'assentiment de tous les honorables membres, j'aimerais céder la parole à M. Duclos. Vous y consentez?

Des voix: Oui.

Le coprésident (sénateur Hays): Allez-y, monsieur Duclos.

Mr. Duclos: Thank you, Mr. Chairman and honourable colleagues.

Mr. Minister, yesterday when you answered a question put by a news person who was asking your comments on the results of the last Gallup poll according to which 64 per cent of Canadians are opposed to the fact that by going to London to repatriate the Constitution we are also asking the British Parliament to amend the Canadian Constitution you said that, personally, you did not like the idea of having to go to London but as things were as they are, we have no choice, we must go there.

Now, for the information of the Committee and the general public, I would like you to make a distinction which is that we of course must go to London, Mr. Minister, to repatriate the Constitution but do you not recognize that we could easily, once our Constitution has been repatriated, adopt a charter of rights including the language rights here in Canada, and I would also like you to tell us why the government is being so obstinate since you have often said that it would be easier from now on, once the Constitution has been repatriated with an amending formula which could be the Victoria one, why the government is being so obstinate in using this pilgrimage to London to have the Constitution of all Canadians amended by the British?

Mr. Chrétien: I think that going to London is a technicality, but Canadian Parliamentarians will be called upon to vote here, in the Parliament of Canada, and you will be called upon to vote yourself.

Going to London is a legal obligation. Now, if you are saying that the Committee has not studied this document in depth, we are passing it here before going to London. It does not have force of law.

Mr. Duclos: Going to London, Mr. Minister, is a legal obligation to obtain repatriation of the constitution, but it is not a legal obligation to get amendments to the Canadian constitution, for example, in getting a charter of rights through an act of British Parliament.

Mr. Chrétien: We have decided that we were going to proceed with the entrenchment of Canadian rights in the Constitution. That is the government's decision. Why are we doing that? Because we made commitments to make fundamental changes in Canada and the dream of being able to do things unanimously in Canada, using the rule of unanimity, is a dream that has been shown to be tragically ineffective during the last 53 1/2 years and you are asking us to do the same thing anyway? Well, you know, in theory before we get an amending formula in Canada it will take two or even five years.

[Text]

d'amendement au Canada, ça va prendre deux ans ou même cinq ans.

M. Duclos: Alors, monsieur le président, repartons de ce que le ministre vient de dire . . .

M. Chrétien: Si vous souhaitez de le faire par la règle de l'unanimité, je peux vous dire tout de suite que monsieur Lyons, le premier ministre du Manitoba, nous a dit clairement que jamais il n'accepterait quelque forme que ce soit de charte pour la protection des droits des citoyens au Canada.

M. Duclos: Monsieur le président, je voudrais demander au ministre ceci. Le ministre nous a dit à plusieurs reprises qu'il aimait particulièrement la formule de Victoria. Je sais que ça pose des problèmes pour d'autres provinces mais, pour les fins de notre discussion, chers collègues supposons qu'on s'entende sur la formule de Victoria qui ne requiert pas l'unanimité, monsieur le ministre, ou encore la formule de Vancouver qui, elle, aurait comme avantage additionnel de nous aider à obtenir l'assentiment, l'approbation, l'accord de l'ensemble des partis politiques au Canada, d'une majorité écrasante de Provinces.

Je pense même que le Québec serait prêt à se rallier à cette formule-là parce que je pense que maintenant, étant donné que le Québec sent qu'il y a un momentum important, qu'il y a une solidarité entre les Provinces en vue d'une réforme constitutionnelle, je pense que le Québec pourrait être amené à ne plus exiger qu'il y ait comme préalable un nouveau partage des compétences constitutionnelles.

On pourrait même obtenir, je pense, monsieur le ministre, l'accord du Québec. Pourquoi ne pas laisser tomber la charte des droits, s'entendre sur une formule d'amendement, demander au Parlement britannique de rapatrier la Constitution et puis, mon Dieu, la confrontation serait terminée au Canada, on s'entendrait et on pourrait s'occuper de l'économie, réduire le chômage et combattre l'inflation.

M. Chrétien: Voici. Vous pouvez faire ce vœu pieux-là, prier Sainte-Anne et Notre-Dame-du-Cap, seulement . . .

M. Duclos: Ce sont des 'jokes'.

M. Chrétien: Non, non. Je vous dis que vous n'aurez pas de charte des droits au Canada, c'est aussi simple que cela, pour très longtemps—vous venez de préconiser vous-même une charte des droits qui s'applique à tous les citoyens canadiens d'une façon égale—parce que la formule de Vancouver qui semble être favorisée par beaucoup de monde permet l'opting out pour tout changement constitutionnel et que vous allez vous retrouver avec une charte au Canada qui s'applique d'une façon pour certains citoyens et d'une autre façon pour d'autres citoyens.

Dans les circonstances, je trouve que c'est inacceptable. Quand vous vous reportez aux sondages d'opinions, lorsque—et c'est prouvé depuis très longtemps—lorsque vous demandez aux Canadiens voulez-vous que les droits des Canadiens soient enchâssés dans la Constitution, qu'ils soient protégés, c'est à 90 pour cent en faveur d'une charte des droits. Ils aimeraient mieux, moi aussi, qu'on le fasse avec l'accord des onze gou-

[Translation]

Mr. Duclos: So, Mr. Chairman, let us go from what the Minister has just said . . .

Mr. Chrétien: If it is unanimity you want, I can tell you right away that Mr. Lyons, the Premier of Manitoba, has told us clearly that he will never accept any kind of charter whatsoever to protect the rights of the citizens of Canada.

Mr. Duclos: Mr. Chairman, I would like to put a question to the Minister. The Minister has often repeated that he particularly likes the Victoria formula. I know that it poses problems for other provinces, but for the purposes of our discussion, dear colleagues, suppose we agreed on a Victoria formula which would not require unanimity, Mr. Minister, or upon the Vancouver formula which, as an added advantage, would help us get the assent, the approval and agreement of all political parties in Canada or of an imposing majority of the provinces.

I think that even Quebec would be ready to rally behind that formula because I think that now, as Quebec feels that there is important momentum, that there is solidarity between the provinces with a view to constitutional reform, I think that Quebec could be persuaded not to demand that the first thing to do would be to provide for a new sharing of constitutional jurisdictions.

I even think, Mr. Minister, that we could get Quebec's agreement on that. Why not drop this charter of rights, agree on an amending formula, ask the British Parliament to repatriate the constitution and then, thank God, confrontation would be over in Canada, we could agree and take care of economics, bring down unemployment and fight inflation.

Mr. Chrétien: Look! You can always use that wishful thinking and pray to the good Saint Ann and our Lady of the Cap-de-la-Madeleine, only . . .

Mr. Duclos: Some joke.

Mr. Chrétien: Not at all. There would simply be no charter of rights in Canada for a very long time. You yourself are advocating that a charter of rights applied to all Canadian citizens without exception. The Vancouver formula which seems to be acceptable to many allows opting out for any constitutional change, therefore the charter would apply in a certain way to some citizens and in other ways to others.

Under the circumstances, I find this unacceptable. Opinion polls have long shown whether they want their basic rights to be entrenched in the constitution and thus protect, 90 per cent are in favour of such a charter. They would of course prefer, as I do, that this be done with the approval of the 11 governments, but this is an impossibility.

[Texte]

vernements mais c'est une impossibilité que cela puisse se faire de cette façon-là.

M. Duclos: Monsieur le ministre, puisque 90 pour cent des Canadiens sont favorables à un enchâssement des droits, je pense qu'il y aurait, une fois rapatriée la Constitution avec une formule d'amendement acceptable, qu'il y aurait suffisamment de pression de la part de l'opinion publique de partout au Canada pour que tous les gouvernements provinciaux soient obligés, justement, de donner aux Canadiens une charte des droits.

M. Chrétien: Écoutez, vous avez le droit d'avoir votre opinion. Prenez, par exemple, l'article 15. Nous avons inscrit à l'article 15 qu'on ne peut faire aucune discrimination concernant l'âge, et le gouvernement de la Saskatchewan s'y objecte. Il ne veut pas qu'on inscrive le mot 'âge' ou, du moins, il nous a fait des représentations que, si possible, on ne l'y inscrive pas. Ils n'ont pas fait beaucoup de tapage publiquement mais c'est l'opinion du gouvernement de la Saskatchewan parce que, disent-ils, ça va leur créer des problèmes administratifs.

Nous, nous avons décidé—c'est ce que nous proposons au Parlement canadien—que tous les critères de discrimination, autant que faire se peut, soient inscrits dans la charte à l'article 15.

Alors, je soutiens que si vous faites une charte des droits et que vous la soumettez aux Provinces dans le sens que vous le proposez, vous n'en aurez pas. Vous pouvez dire que c'est possible. Théoriquement, c'est possible.

M. Duclos: Même si 90 pour cent des Canadiens sont d'accord.

M. Chrétien: Oui.

M. Duclos: Monsieur le ministre, est-ce que vous croyez à cela, vous, l'égalité juridique entre les deux principales communautés linguistiques au Canada?

M. Chrétien: Oui.

M. Duclos: Oui.

Est-ce que l'article 133 de la Constitution canadienne reflète cette égalité juridique entre les deux principales communautés linguistiques?

M. Chrétien: Nous voulons l'obtenir pour tout le monde. Seulement, nous avons dit que la Constitution canadienne, en 1867, donnait des garanties différentes en matière de langue dans différentes provinces et que nous avons décidé d'agir dans le domaine de l'éducation, mais que, en ce qui a trait à l'article 133, nous avons décidé de ne pas l'imposer à toutes les provinces du Canada, sauf celles qui veulent s'y attacher et le Nouveau-Brunswick, heureusement, a voulu le faire et nous en sommes reconnaissants et nous déplorons que les autres Provinces ne veuillent pas se lier sur une matière qui est provinciale, leur législature, leurs lois et leurs services.

M. Duclos: Monsieur le ministre, si je vous comprends bien, ce qui est important à vos yeux c'est qu'on enchâsse certains principes dans la Constitution. Par exemple, si on parle de l'article 23, en matière de langue d'enseignement, vous voulez vous assurer, j'espère que je vous comprends bien, qu'aucune législature provinciale ne sera dorénavant en mesure d'enlever des droits en matière de langue d'enseignement puisque ces

[Traduction]

Mr. Duclos: Mr. Minister, since 90 per cent of all Canadians are in favour of entrenching such rights, I think that once the constitution was repatriated with an acceptable amending formula, public opinion throughout Canada would be strong enough to oblige all provincial governments to provide Canadians with such a charter of rights.

Mr. Chrétien: You are entitled to your opinion. Let us take Section 15 as an example. This section prohibits any discrimination based on age, a provision which the Government of Saskatchewan objects to. It would prefer that no reference be made to age, and have made representations to us to that effect. They did not give this a lot of publicity, but the Saskatchewan government did make its opinion known, claiming that the provision would result in administrative problems.

We have decided, and this is what we are proposing to the Canadian Parliament, that all clauses of discrimination, in so far as possible, be enumerated in Section 15 of the charter.

I maintain that if you draw up a charter of rights and submit it to the provinces, as you are suggesting, you will never end up with any agreement. You can always say it is possible and theoretically it would be.

Mr. Duclos: Even if 90 per cent of all Canadians are in agreement on this.

Mr. Chrétien: Yes.

Mr. Duclos: Mr. Minister, do you believe in the legal equality of the two main language communities in Canada?

Mr. Chrétien: Yes.

Mr. Duclos: Yes.

Does Section 133 of the Canadian Constitution reflect this legal equality of the two main language communities?

Mr. Chrétien: We would like it to be universally applied. But it must be remembered that the Canadian Constitution of 1867 provided different language guarantees to different provinces, and we have decided to take action in the field of education. As far as Section 133 is concerned, we will not impose it on all Canadian provinces, except those which willingly adhere, which we are pleased to say is the case for New Brunswick. We deplore the other provinces unwillingness to go along with such a measure in matters of provincial jurisdiction, that is with reference to their provincial legislature, their legislation and services.

Mr. Duclos: Mr. Minister, if I have understood you correctly, what you consider to be important is that certain principles be entrenched in the constitution. With reference to Section 23, for example, as far as the language of instruction is concerned, it is your intent to ensure, and I hope that I am interpreting you correctly, that no provincial legislature shall enforce or be in a position to remove such entrenched rights

[Text]

droits-là seront incorporés dans la Constitution canadienne et ne pourront être enlevés que dans la mesure ou l'on pourrait, en vertu de la formule d'amendement qui sera approuvée, se conformer à ces exigences-là.

En vertu du même principe, en vertu du principe selon lequel il faut enchâsser, il faut inscrire dans la Constitution certains droits, est-ce que, précisément en vertu du même principe, il ne serait pas important que les droits des Francophones de témoigner, de plaider en français devant les tribunaux en Ontario, d'utiliser le français à l'assemblée législative de l'Ontario, toujours en vertu exactement du même principe, de les enchâsser pour que plus tard la législature de l'Ontario ne puisse pas enlever ces droits-là ou ne les accorde qu'au compte-gouttes? Est-ce que tout simplement, au nom du même principe, il ne serait pas normal que l'on fasse en Ontario ce que l'on fait au Québec, c'est-à-dire qu'au Québec, le gouvernement du Québec n'est pas d'accord mais on dit que c'est important et on les impose?

Est-ce qu'on ne devrait pas traiter, en vertu du même principe, du même raisonnement, le gouvernement de l'Ontario de la même façon que l'on traite le gouvernement du Québec et d'autres provinces, évidemment, qui ne sont pas tout à fait d'accord avec l'obligation de donner des écoles en français, par exemple, à l'extérieur du Québec?

M. Chrétien: On n'impose rien par 133 au Québec à ce moment-ci.

M. Duclos: Non, non, 23. Le Québec n'est pas d'accord avec l'article 23, monsieur le ministre, vous le savez.

M. Chrétien: Non, non, mais...

M. Duclos: Il devra changer sa Loi 101 à cause de l'article 23 et il n'est pas d'accord mais on le lui impose.

M. Chrétien: On donne des droits aux citoyens pour l'éducation. Seulement, si vous voulez appliquer la même logique, pourquoi ne demandez-vous pas à monsieur Nystrom pourquoi il ne veut pas qu'on l'applique en Saskatchewan?

M. Duclos: Ce n'est pas le problème de monsieur Nystrom et ce n'est pas mon problème.

M. Chrétien: Le problème qui se pose est le suivant. Pourquoi imposerions-nous l'article 133 à l'Ontario et ne l'imposons-nous pas aux autres Provinces? Vous allez dire 'le nombre' Ce n'est pas une question de nombre. Si on le fait dans l'éducation dans les autres provinces, on devrait le faire aussi. Nous avons conclu, et je ne suis pas le seul à le conclure, monsieur Ryan lui-même la semaine dernière à Toronto nous a dit, il faut que ça vienne de la population de l'Ontario.

Monsieur Corbin a dit dans sa déclaration hier soir—lui, il en est un Francophone hors Québec—il a affirmé devant le Comité que c'est souhaitable que ça vienne de la population. Le gouvernement provincial est maître en la matière, cela a toujours été la position du gouvernement, 133 s'applique au Québec, l'équivalent s'applique au Manitoba à cause des droits acquis découlant de la Constitution de 1867 et de l'Acte du Manitoba.

[Translation]

relating to the language of instruction. The only way to tamper with them would be to have a change made in keeping with the approved amending formula.

By the same token, that is acknowledging the need to entrench certain rights in the constitution, is it not just as important to guarantee Francophones rights to use French before Ontario courts as well as in the Ontario legislature, thereby preventing Ontario from withdrawing such rights in the future or from granting them sparingly? Is it not important, in keeping with the same principle, to impose on Ontario the same obligation as that imposed on Quebec, whether there is agreement or not?

Should not the same reasoning or principle apply to the Government of Ontario as well as the Government of Quebec and to other provinces, of course, which are not totally in agreement with the requirement to provide French education outside of Quebec?

Mr. Chrétien: Nothing is now being imposed on Quebec by 133.

Mr. Duclos: No, 23. Quebec does not agree with Section 23, Mr. Minister, as you know quite well.

Mr. Chrétien: No, but...

Mr. Duclos: It will have to change Bill 101 because of Section 23 and in spite of its disagreement it will no longer have any choice.

Mr. Chrétien: We are ensuring certain rights in the field of education. Using the same logic, why do you not ask Mr. Nystrom why he does not want it to be applied in Saskatchewan?

Mr. Duclos: It is not Mr. Nystrom's problem nor is it mine.

Mr. Chrétien: Let me explain the problem. Why should we impose Section 133 on Ontario and not on the other provinces? Because of the size of the French-speaking population? It is not a matter of numbers. If we proceed in this way for education as far as the other provinces are concerned, we should have to do likewise in other matters. We have concluded, Mr. Ryan expressed the same opinion last week in Toronto, that such an initiative would have to come from the population of Ontario.

Mr. Corbin, a Francophone from outside of Quebec, stated yesterday to the Committee that such a step would have to come from the population. The provincial government is responsible for this and this has always been the government's position; 133 applies to Quebec, the equivalent applies to Manitoba because of rights flowing from the 1867 constitution and the Manitoba Act.

[Texte]

Maintenant, aujourd'hui on attache, par la résolution que nous avons, le Nouveau-Brunswick et nous continuons à faire des pressions pour que d'autres Provinces s'y attachent.

M. Duclos: Alors, imposons l'article 23 au Québec quand les Québécois le demanderont de la même façon qu'on imposera l'article 133 de la Constitution aux Ontariens quand ils le demanderont.

M. Chrétien: Il y a une très grande différence parce que l'article 23 c'est l'enchâssement dans la Constitution de l'accord de Montréal en 1978...

M. Duclos: Ce n'est pas correct de dire cela. Ce n'est pas correct! Les Provinces n'ont pas demandé que ce soit constitutionnalisé, monsieur le ministre. Les Provinces se sont entendues sur des accords de réciprocité qui pouvaient ou qui pourraient être révoqués en tout temps si les conditions devaient changer dans chacune des provinces qui seraient parties à l'accord. C'est tout à fait différent, je ne veux plus entendre cet argument-là.

M. Chrétien: Eh bien, vous êtes venu trois fois sur soixante-quatre séances...

M. Duclos: Je ne suis pas un membre du Comité, alors...

M. Chrétien: Vous n'êtes pas obligé, non plus, de...

Si vous ne voulez plus entendre d'arguments, eh bien, ne venez pas. Moi, je vais vous donner la réponse que j'ai donnée et c'est que je trouve que le double standard que vous appliquez assez effrayant. Alors qu'on va donner pour la première fois dans l'histoire du Canada le droit constitutionnel aux Francophones d'avoir des écoles françaises au Canada et qu'on dit à la province de Québec que les citoyens canadiens de langue anglaise qui sont au Québec auront le droit à la même sorte d'éducation que les Francophones hors Québec, si vous ne voulez pas qu'on fasse cela pour les Français, votre sentiment nationaliste ne m'impressionne pas beaucoup.

M. Duclos: Oh! la la.

• 1750

The Joint Chairman (Senator Hays): Order, please.
Thank you very much, Mr. Duclos. I would like to go to Mr. Beatty in conclusion.

Do you have a supplementary?

Le sénateur Tremblay: Une question supplémentaire, monsieur le président, justement sur le point qui vient d'être évoqué, que le ministre a d'ailleurs évoqué très souvent, le consensus de St. Andrews et celui de Montréal relativement à la langue d'enseignement.

Je pense qu'il faut verser au dossier du Comité le document de Montréal et, si vous me permettez, je vais le lire. J'ai une version anglaise. J'oublie les deux premiers paragraphes qui ne sont que des paragraphes d'introduction et voici le cœur du document.

The Premiers reaffirm their intention to make their best efforts to provide education to their English or French speaking minorities, and in order to ensure appropriate levels of services, they also agree that the following princi-

[Traduction]

New Brunswick is being brought in through the resolution and we shall continue to pressure the other provinces to do likewise.

Mr. Duclos: In that case, let us impose Section 23 on Quebec when the population of Quebec so decides in the same way as Section 133 of the constitution will be applied to Ontario at their request.

Mr. Chrétien: There is a great difference, because Section 23 enshrines in the constitution the agreement reached in Montreal in 1978...

Mr. Duclos: It is not correct to say that. It is not right! The province did not ask for this provision to be enshrined in the constitution, Mr. Minister. The provinces agreed on reciprocal agreements that might or might not have been revoked at any time if conditions in each province that was party to the agreement were to change. The situation is completely different. I do not want to hear that argument anymore.

Mr. Chrétien: Well, you have attended three of the sixty-four sessions...

Mr. Duclos: I am not a member of the Committee, so...

Mr. Chrétien: Nor are you obliged to...

If you do not want to hear the arguments anymore, well you need not come. I will tell you what I said, I find your double standard quite shocking. For the first time in the history of Canada, we are going to give francophones the constitutional right to have French schools in Canada and we are telling Quebec that English speaking Canadians in Quebec will be entitled to the same type of education as francophones outside Quebec. If you do not want us to do that for French speakers, I am not very impressed with your nationalistic feelings.

Mr. Duclos: Oh for heavens sake!

Le coprésident (sénateur Hays): A l'ordre, s'il vous plaît.
Merci beaucoup, monsieur Duclos. Je vais donner la parole à M. Beatty pour terminer la séance.
Avez-vous une question supplémentaire?

Senator Tremblay: I have a supplementary question, Mr. Chairman, on the very point that has just been raised, and that the minister has frequently raised, regarding the consensus reached in St. Andrews and in Montreal regarding the language of education.

I think we should put the Montreal agreement on the record, and with your permission, I will read it. I have an English version. I will leave out the first two paragraphs, which merely provide an introduction. These are the main points of the document:

Les premiers ministres provinciaux réaffirment leur intention de faire de leur mieux pour assurer à leur minorité anglophone ou francophone l'enseignement dans leur propre langue, et afin d'assurer des niveaux appropriés de

[Text]

ples should govern the availability of, as well as the accessibility to, such services;

The first principle:

(i) Each child of the French-speaking or English-speaking minority is entitled to an education in his or her language in the primary or secondary schools in each province wherever numbers warrant.

The second principle:

(ii) It is understood, due to exclusive jurisdiction of provincial governments in the field of education, and due also to wide cultural and demographic differences, that the implementation of the foregoing principle would be as defined by each province.

C'est là-dessus, monsieur le ministre, que vous vous fondez pour dire que l'article 23 du projet de résolution correspond au consensus des Provinces mais il me semble que cela va à l'encontre de ce consensus. C'est dans sa partie purement matérielle, "là où le nombre le justifierait", que les Provinces dispenseraient l'enseignement aux minorités, c'est uniquement cette partie-là que vous avez empruntée, mais la seconde, du point de vue des provinces, est fondamentale. Ce sont les Provinces qui doivent réaliser ce programme.

Je ne discute pas votre décision. Vous nous dites souvent "nous avons décidé". C'est bien sûr que vous avez décidé quelque chose mais ne nous dites pas que dans cela vous vous fondez sur le consensus des Provinces. Vous avez décidé quelque chose qui va à l'encontre de l'un des deux principes fondamentaux qui correspondaient au consensus inter-provincial de St. Andrews et de Montréal.

J'ajouterai aussi le dernier paragraphe pour montrer jusqu'à quel point pour les Provinces le deuxième principe est très important:

The Premiers requested the Council of Ministers of Education to assume the responsibility to suggest ways and means of achieving further progress in minority language education and second language instruction consistent with the progress thus far made.

Non seulement elles ne vous ont pas demandé d'inscrire cela dans une charte, elles ont décidé de référer cela à un organisme inter-provincial de façon à rejoindre l'ensemble de la réalité canadienne, mais un organisme inter-provincial, le conseil des ministres de l'Éducation.

Il me semble que c'est l'antithèse. C'est l'antithèse de l'inscription dans une charte qui correspondait au consensus de Montréal.

Je pense, monsieur le ministre, qu'il faut mettre ces choses-là au point.

M. Chrétien: Y compris le principe reconnu par les premiers ministres, et nous avons dédié de l'enchâsser dans la Constitution, le principe que chaque enfant de langue anglaise ou de langue française ait le droit d'avoir son éducation dans sa langue maternelle.

Les premiers ministres n'ont pas donné suite, aucun d'entre eux, à ce principe-là, ils n'ont pas agi directement là-dessus et,

[Translation]

services, ils conviennent de plus que les principes suivants devraient déterminer la disponibilité de tels services et leur accessibilité;

Voici le premier principe:

(i) Chaque enfant de la minorité anglophone ou francophone a le droit à l'enseignement dans sa propre langue dans les écoles primaires ou secondaires dans chaque province où le nombre le justifie.

Voici le deuxième principe:

(ii) Étant donné la compétence exclusive des gouvernements provinciaux dans le domaine de l'enseignement, et étant donné nos grandes différences culturelles et démographiques, il est convenu que la mise en œuvre du principe précédent sera faite par chaque province.

You were saying, Mr. Minister, that Section 23 of the proposed resolution is similar to this provincial consensus, however in my opinion, Section 23 is very different from this consensus. The only aspect you have borrowed from the consensus is the phrase "wherever numbers warrant". However, the second part of the consensus provides that the provinces are to implement this program. This is fundamental from their point of view.

I am not talking about the decision you make. You often tell us that "we decided" to proceed in a certain way. It is clear that you decided on something, but do not tell us that it is based on a provincial consensus. You decided on something that runs contrary to one of the two fundamental principles of the consensus reached in St. Andrews and Montreal.

I would also like to quote the last paragraph to illustrate just how important the second principle is for the provinces:

Les premiers ministres ont demandé au Conseil des ministres de l'Éducation de se charger de proposer des moyens de faire des progrès dans le domaine de l'éducation dans la langue minoritaire et dans la langue seconde, conformément aux progrès réalisés jusqu'à présent.

Not only did they not request you to include that in a charter, but they decided to refer it to an interprovincial body thus involving all of Canada. I repeat, it was an interprovincial organization, the Council of Ministers of Education.

To me, that is the antithesis. It is the antithesis of including the Montreal consensus in the charter.

Mr. Minister, I think this issue has to be settled.

Mr. Chrétien: As well as the principle recognized by the premiers which we decided to entrench in the constitution, that is, that each English speaking or French speaking child have the right to receive instruction in his or her mother tongue.

However, none of the premiers followed up on that principle, they did not act upon it immediately. As I have already stated,

[Texte]

nous, nous avons décidé, comme je l'ai dit, que comme c'était le principe qui avait présidé, qu'ils avaient reconnu que chaque étudiant de langue anglaise ou de langue française avant le droit à l'éducation dans sa langue maternelle, nous avons dit, nous allons élever ce droit-là au niveau d'un droit constitutionnel. Cela, nous le faisons unilatéralement.

Le sénateur Tremblay: Ah bon! Cela, vous l'imposez.

Donc, l'article 23 est aussi imposé...

M. Chrétien: Que la charte!

Le sénateur Tremblay: Que l'ensemble.

M. Chrétien: C'est bien clair!

Le sénateur Tremblay: Alors, est-ce que je peux vous demander...

M. Chrétien: Mais c'est le principe que eux-mêmes ont reconnu qui est imposé. On l'impose.

Le sénateur Tremblay: Est-ce que je peux vous demander...

M. Chrétien: Je ne m'excuserai pas auprès de personne. Quand je dis aujourd'hui que je veux que le principe qu'un Canadien de langue française ou un Canadien de langue anglaise ait le droit de recevoir son éducation dans sa langue maternelle et que je l'impose, j'en suis très fier.

Le sénateur Tremblay: Alors, monsieur le ministre, est-ce que par simple honnêteté envers le public vous ne devriez plus invoquer le consensus de Montréal? Vous induisez les gens en erreur en disant cela parce que ce n'est pas cela, le consensus de Montréal.

The Joint Chairman (Mr. Hays): Order, please.

M. Chrétien: Voici. Le principe, il est là. Le mécanisme n'est pas le même mais le principe est là. Ils ont dit que:

(i) Each child of the French-speaking or English-speaking minority is entitled to an education in his or her language in the primary or secondary schools in each province wherever numbers warrant.

This principle that what we have agreed to is now by us enshrined in the Canadian constitution. Because the way that they wanted to do that was not to give the Francophones outside of Quebec effective rights to their schooling and the same thing for the Canadians of English speaking language moving to Quebec, because by Bill 101 the anglo English speaking Canadian moving to Quebec had lost the right to go to English schools, and now the English in Quebec will have exactly the same right as the francophones outside of Quebec.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Mr. Minister.

I see it is 6 o'clock and we will now adjourn until 8 o'clock.

• 2010

Le coprésident (M. Joyal): A l'ordre, s'il vous plaît.

Puis-je demander aux honorables membres de ce Comité, même s'ils ont quelque raison d'être troublés dans leurs délibérations ce soir par la présence d'un visiteur inattendu, de bien vouloir malgré tout se concentrer sur l'objet de nos travaux.

[Traduction]

we decided that as this principle took priority, as the premiers recognized that each English speaking or French speaking student had the right to receive his or her education in the mother tongue, that that same principle should be given the status of a constitutional right. That, we are doing unilaterally.

Senator Tremblay: I see! You are imposing it.

So, Section 23 is as obligatory...

Mr. Chrétien: As the charter.

Senator Tremblay: As the whole thing.

Mr. Chrétien: Certainly!

Senator Tremblay: Well, then may I ask you...

Mr. Chrétien: It is a principle which they themselves recognized which has become obligatory. It has been imposed.

Senator Tremblay: May I ask you then...

Mr. Chrétien: I will not apologize to anyone. When I state today that I support the principle of a French speaking or English speaking Canadian being able to receive his or her education in his or her mother tongue and that principle I am proud of it.

Senator Tremblay: So, Mr. Minister, should you not then, in all fairness towards the public, stop claiming that you are using the Montreal consensus? You are misleading people in saying that you are, because this wording does not represent the Montreal consensus.

Le coprésident (sénateur Hays): A l'ordre, s'il vous plaît.

Mr. Chrétien: Listen. The principle is the same. The mechanism is different, but the principle is the same. They had said that:

(i) Tout enfant de la minorité francophone ou anglophone a le droit de recevoir son instruction dans sa langue maternelle dans les écoles primaires et secondaires dans la province où le nombre des enfants le justifie.

Le principe sur lequel nous nous sommes entendus est maintenant enchâssé dans la constitution canadienne. Les premiers ministres ne voulaient pas accorder aux francophones de l'extérieur du Québec, ni aux Canadiens anglophones déménageant dans cette province, les droits à l'instruction dans leur langue. En vertu de la Loi 101, les Canadiens anglophones qui s'installent au Québec ont perdu le droit de fréquenter les écoles anglaises, et cette disposition leur accorderait les mêmes droits qu'aux francophones hors Québec.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, monsieur le ministre.

Il est maintenant 18 heures. La séance est levée jusqu'à 20 heures.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Order, please.

May I ask the honourable members of this Committee even though they have every reason to be uneasy because of the presence this evening of a nocturnal visitor to try and concentrate on the object of the meeting.

[Text]

Au moment où nous avons ajourné pour la période du dîner, l'honorable sénateur Hays avait mentionné qu'il allait inviter l'honorable Perrin Beatty à prendre la parole.

Je voudrais donc inviter monsieur Beatty à bien vouloir s'adresser à notre témoin.

Honourable Perrin Beatty.

Mr. Beatty: Mr. Chairman, I might just observe at the outset that the government's batty constitutional proposals seem to have friends here in this room.

Mr. Chairman, I want to say at the outset, just before getting into my questioning, Mr. Duclos made a point which is I think very valid, and that is that Mr. Chrétien, in his testimony here this afternoon to Mr. Duclos, indicated that it was his judgment that the amending formula which is being proposed by the government for incorporation into our constitution would not be able to deliver substantial changes in the constitution of the nature proposed by the Minister, and I think, Mr. Chairman, it should give pause for this Committee to be somewhat cautious in terms of looking at the government's constitutional proposals if they have so little confidence themselves in the amending formula that they believe that something which is as important to them as the Charter or Rights could not be put into the law under these proposals, but I would like, Mr. Chairman, to draw the Minister's attention to a brief by Mr. William Christian of the Department of Political Studies of the University of Guelph who, on page 7 in his brief, raised a point which I think should probably be dealt with by the Committee and I would appreciate getting some guidance from the Minister and his officials, and I will perhaps read the appropriate passage onto the record and perhaps the Minister and his officials could comment on it.

Mr. Christian said this:

The final point that I want to make involves Section 5 which provides that "there shall be a sitting of Parliament and each Legislature at least once every 12 months".

The explanatory note suggests that this provision would "modify Section 20 of the BNA Act".

The note is rather subtle since Item 1(2) of Schedule I to Schedule B actually repeals Section 20 of the BNA Act. The repeal of Section 20 and its replacement by Section 5 has two effects: the most obvious is to bind the provincial legislatures in the same way the federal Parliament is bound to annual sittings, but it also eliminates the requirement that "there shall be a session of the Parliament of Canada once at least in every year".

It is not immediately clear what if any the effect would be of eliminating this requirement. The Committee may well wish to make further enquiries concerning this matter.

Could I ask the Minister what the purpose was of eliminating the reference which there is in the current Section 20 to an annual session of Parliament? Why is this not included in the government's amendments when they are striking Section 20 out?

[Translation]

When we adjourned for dinner, Senator Hays had mentioned that he would give the floor to Mr. Perrin Beatty.

I would therefore invite Mr. Beatty to address our witness.

The Honourable Perrin Beatty.

M. Beatty: Monsieur le président, au départ, j'aimerais faire remarquer que la souricière constitutionnelle du gouvernement semble attirer des victimes.

Monsieur le président, avant d'aborder mes questions, j'aimerais d'abord faire remarquer qu'à mon avis, le point qu'a fait valoir M. Duclos est très valable, à savoir que M. Chrétien, dans son témoignage ici, cet après-midi, en réponse à M. Duclos, a admis qu'à son avis, la formule d'amendement que le gouvernement se propose d'inclure dans notre constitution ne permettrait pas d'apporter à celle-ci des modifications importantes du genre que le ministre lui-même envisage. Monsieur le président, à mon avis, cela donne matière à réflexion et à prudence dans l'examen des propositions constitutionnelles du gouvernement, si ce dernier a si peu confiance lui-même dans la formule d'amendement qu'il estime qu'une proposition qui lui tient autant à cœur que la charte des droits ne pourrait pas devenir loi à la suite des propositions mises de l'avant. J'aimerais maintenant, monsieur le président, attirer l'attention du ministre sur le mémoire de M. William Christian, du département des sciences politiques de l'Université de Guelph, où il est question, à la page 7, d'un point sur lequel le présent Comité devrait se pencher. Je serais heureux de savoir ce qu'en pensent le ministre et ses collaborateurs, et à cette fin, je peux peut-être lire le passage approprié, pour ensuite demander au ministre et à ses collaborateurs de faire quelques remarques à ce sujet.

M. Christian déclarait ceci:

Mon dernier point porte sur l'article 5, qui stipule que «le Parlement et les législatures tiennent une séance au moins une fois tous les 12 mois».

Il est dit en explication que cette disposition modifierait l'article 20 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique».

Cette note explicative est assez subtile, puisque le numéro 1(2), à l'annexe I de l'annexe B, abroge en réalité l'article 20 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. L'abrogation de l'article 20 et son remplacement par l'article 5 ont deux répercussions: la plus évidente, c'est de lier les assemblées législatives provinciales de la même façon que le Parlement fédéral, en les forçant à tenir au moins une séance par année, mais on se trouve, par le fait même, à éliminer l'exigence voulant qu'il y ait «une séance du Parlement du Canada au moins une fois à tous les ans».

Dans l'immédiat, il n'est pas évident que l'élimination de cette exigence aura un effet quelconque. Le Comité voudra peut-être examiner plus à fond cette question.

Puis-je demander au ministre pourquoi l'on veut éliminer l'exigence qui figure actuellement à l'article 20 visant une séance annuelle du Parlement? Pourquoi n'en est-il pas question dans l'amendement du gouvernement qui vise à abroger l'article 20?

[Texte]

Mr. Strayer: Mr. Chairman . . .

An hon. Member: You are being pre-empted.

Mr. Chrétien: The arms of the clock are in line and so I let him speak now.

Mr. Strayer: Over the years there has been some debate as to what the meaning of the word "session" in Section 70 of the BNA Act meant, whether it meant that you had to have a new session start every year or whether you could have one session which continued. If a session went on six months of one year and six months of another year, would that comply with Section 20? And it was simply to make it amply clear that what the purpose of this section was, was to ensure that Parliament sat every year and that is why the wording was changed.

Mr. Beatty: But is there not a requirement in Section 20, if indeed there is to be a "session of the Parliament of Canada at least once every year", does this not require at least regular Speeches from the Throne, regular disclosures by the government of its mid-term priorities? Would your wording, which you are proposing, not allow the government to simply have one Speech from the Throne opening each Parliament and no subsequent Speeches from the Throne even over a four or five-year period between then and dissolution? There is no reference whatsoever in the amendment you are proposing to sessions of Parliament?

Mr. Chrétien: No.

Mr. Beatty: No what?

Mr. Chrétien: There is no reference to a session. We said that the Parliament has to sit. But it has so happened in the past that some sessions of Parliament were longer than 12 months and it might be possible that, you say it might be possible that a government or a Parliament could sit without a new session for a year and a half; one can sit two years. What is important is not a Speech from the Throne, what is important is that the people of Canada, through their representatives, can meet and debate the national issues, but to put a requirement that there be a Speech from the Throne, it is for the government to decide if they need or do not need a Speech from the Throne. I see no great necessity for that.

Mr. Beatty: Pardon me, but my understanding is that when you hold a new session of Parliament, when a new session begins, it is required that a Speech from the Throne be given to open it?

Mr. Chrétien: Yes, but the BNA Act does not refer to Speech from the Throne at all.

Mr. Beatty: It refers to a new session.

Mr. Chrétien: And one of the reasons why sometimes we are not proroguing and coming back is at the request of the members of Parliament because some of the regulations say that when we prorogue, some of the services of the members of Parliament are not any more applicable, and of course there is the staff and so on.

It was designed, the old rules, when Parliament was meeting two or three months a year but now even if members are not in Ottawa very often, the services that they have to provide to

[Traduction]

M. Strayer: Monsieur le président . . .

Une voix: On vous donne le pion.

M. Chrétien: Les aiguilles de l'horloge sont alignées; donc, je vais le laisser parler, maintenant.

M. Strayer: Depuis longtemps, on s'interroge sur la signification de l'expression «session», à l'article 20 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, à savoir si cela signifie qu'une nouvelle législature doit commencer chaque année ou si la même session peut se poursuivre. Si une session devait avoir lieu pendant six mois, une année et, ensuite, six mois, une autre année, l'article 20 serait-il ainsi respecté? On a tout simplement voulu s'assurer—ce qui est l'objectif de cet article—que le Parlement siègera tous les ans, et c'est pourquoi nous avons modifié le libellé.

M. Beatty: N'est-il pas stipulé à l'article 20, s'il doit y avoir une «session du Parlement du Canada au moins une fois à tous les ans», qu'il doit y avoir, au moins de façon régulière, des discours du trône, ainsi que la publication régulière par le gouvernement de ses priorités à moyen terme? Le libellé que vous proposez ne permettrait-il pas au gouvernement de ne faire simplement qu'un seul discours du trône, à l'ouverture de chaque Parlement, sans qu'il lui soit nécessaire d'en faire d'autres au cours d'une période de quatre ou cinq ans, entre le début de la législature et sa dissolution? Il n'est pas du tout question, dans votre amendement, des sessions du Parlement.

M. Chrétien: Non.

M. Beatty: Non, quoi?

M. Chrétien: Il n'est pas question de session. Nous avons dit que le Parlement doit siéger. Toutefois, il est arrivé par le passé que le Parlement siège pendant plus longtemps que douze mois et il est même possible, et vous dites qu'il est possible, que le gouvernement ou le Parlement siège sans déclarer une nouvelle session pendant un an et demi; on pourrait même siéger deux ans. Ce qui importe, ce n'est pas le discours du trône, l'important, c'est que les Canadiens, par l'entremise de leurs représentants, peuvent se réunir et débattre les questions nationales; par contre, quant au discours du trône, c'est au gouvernement qu'il revient de décider s'il faut ou non un discours du trône. Pour ma part, je n'en vois pas la nécessité.

M. Beatty: Excusez-moi, mais, à ma connaissance, lorsqu'il y a une nouvelle session du Parlement, lors de l'ouverture d'une session, il doit y avoir un discours du trône à l'ouverture, n'est-ce pas?

M. Chrétien: Oui; toutefois, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique ne mentionne d'aucune façon le discours du trône.

M. Beatty: On y mentionne une nouvelle session.

M. Chrétien: S'il nous arrive parfois de ne pas proroger la session, pour ensuite revenir, c'est à la demande des députés, puisqu'il existe des règlements qui prévoient que si nous prorogons la session, certains des services dont jouissent les députés se trouvent abolis, et ensuite, bien sûr, il y a la question du personnel, etc.

Les anciens règlements ont été conçus lorsque le Parlement se réunissait pendant deux ou trois mois par année, mais maintenant, même si les députés ne se trouvent pas à Ottawa,

[Text]

their constituents, they have to provide it in the summer and that is why we are not proroguing, we are just adjourning.

Mr. Beatty: That is irrelevant to the point being made . . .

Mr. Chrétien: No, but it is . . .

Mr. Beatty: Just a second. You know as well as I do, Mr. Minister, that what the government does if it is going to have a new Speech from the Throne is it simply has Parliament meet for part of one day on the old session, then prorogues, then has a new Speech, from the Throne the next day, and that can easily be done with the requirement that there be regular sessions of parliament?

Mr. Chrétien: Yes, but there is no reference to the Speech from the Throne in the BNA Act and it has been the decision of the government of the day to decide if they want to have a Speech from the Throne or not and I do not see why we should change it in the constitution.

Mr. Beatty: Well, I do not believe that is correct, though, Mr. Minister. Let me put it to you again:

Is my understanding incorrect, and my understanding is that when there is a new session of Parliament it must be opened with a Speech from the Throne; is that not the requirement, yes or no?

Mr. Chrétien: It has been the practice but it has never been a legal requirement.

Mr. Beatty: So what you are saying is that you are not in the least concerned about the fact of doing away with the requirement for annual sessions of Parliament may alleviate, may eliminate the government's responsibility to have periodic Speeches from the Throne in which they disclose their mid-term priorities?

Mr. Chrétien: I am not worried about it, I think that the government of the day has to take that responsibility if there is no new Speech from the Throne in one session. I am told that in 1974, 1975 and 1976, one session expanded touching three years. Parliament was in perpetual session almost at that time and there was no need at that time for the government to interrupt the session and have a new Speech from the Throne, it just carried on with the business.

Mr. Beatty: What is the argument in favour of dropping references to sessions which is included in Section 20 at the present time? For what reason did the government decide to drop any reference to new sessions of Parliament?

Mr. Chrétien: Because to cope with the reality that some session might last more than a year, sometimes a year and a half, and I do not think that if we are in a continuing session we should interrupt the work to have a debate of six days that interrupts the process.

The government could in theory open a new session and have no Speech from the Throne, say that we are coming here and do our best, and bang. And then introduce a bill and

[Translation]

les services qu'ils doivent offrir à leurs commettants doivent l'être également l'été, et c'est pourquoi nous ne prorogons pas la session, nous levons tout simplement la séance.

M. Beatty: Cela n'a rien à voir avec le point que je faisais valoir . . .

M. Chrétien: Non, mais c'est . . .

M. Beatty: Un instant. Vous savez tout comme moi, monsieur le ministre, que si le gouvernement veut présenter un nouveau discours du trône, il n'a qu'à réunir la Chambre pour quelques heures, pour ensuite se proroger et présenter un nouveau discours du trône le lendemain; cela peut se faire très facilement, en vue de se conformer à l'exigence qu'il y ait des sessions régulières du Parlement.

M. Chrétien: Oui, toutefois, il n'est pas du tout question du discours du trône dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, et c'est au gouvernement du jour de décider s'il désire ou non présenter un discours du trône; je ne vois vraiment pas pourquoi nous devrions modifier cet aspect dans la constitution.

M. Beatty: Je ne crois pas cependant que cela soit juste, monsieur le ministre. Laissez-moi vous représenter la chose.

Ai-je tort? Je croyais que toute nouvelle législature devait s'ouvrir par le discours du trône; n'est-ce pas là une exigence, oui ou non?

M. Chrétien: C'est la pratique, mais cela n'a jamais été obligatoire légalement.

M. Beatty: Donc, en fait, vous ne vous inquiétez pas du tout du fait qu'abolir la nécessité de tenir des sessions annuelles du Parlement pourrait éliminer la responsabilité du gouvernement de présenter périodiquement un discours du trône dans le cadre duquel il divulgue ses priorités en cours de mandat?

M. Chrétien: Cela ne me préoccupe pas. J'estime en effet que le gouvernement du jour doit en assumer la responsabilité s'il n'y a pas de nouveau discours du trône au cours d'une session. On me dit qu'en 1974, 1975 et 1976, la session s'est étendue sur trois ans. Le Parlement a presque siégé continuellement à l'époque et il n'a pas du tout été nécessaire pour le gouvernement d'interrompre la session et de présenter un nouveau discours du trône; on a tout simplement continué à s'occuper des affaires courantes.

M. Beatty: Quel argument invoquez-vous pour laisser tomber toute mention de l'expression «session», qui figure actuellement à l'article 20? Pourquoi le gouvernement a-t-il décidé de laisser tomber toute mention d'une nouvelle session du Parlement?

M. Chrétien: C'est pour tenir compte de la réalité: certaines sessions peuvent durer plus d'un an, parfois un an et demi. À mon avis, si la session se poursuit, nous ne devrions pas interrompre nos travaux pour tenir un débat de six jours.

En théorie, le gouvernement pourrait ouvrir une nouvelle session sans présenter de discours du trône en déclarant simplement que nous sommes ici pour faire de notre mieux, et

[Texte]

another bill and another bill. That is a tradition to have a Speech from the Throne but there is nothing legal about it.

However, if we present one, that some rules apply in the House of Commons and the Senate, but we could come back and just say: we are having a new session, we have no Speech from the Throne, there is the bill number 1.

I think that because of the continuing sitting of parliament we felt that it was not needed to say that there shall be a session every year.

Mr. Beatty: I want to come back to that, Mr. Chairman, but can I ask two brief questions?

The first, Mr. Minister, there has been a great deal of discussion in the past couple of days about surveys which have been taken which disclose that there is massive public opposition to the government's decision to ask the British Parliament to make substantive changes in Westminster. Now, in the submission to Treasury Board that was made by the Canadian Unity Information Office asking for major expansion in its funds earlier this year, a proposal was made for a succession of surveys including trace surveys as follow ups to the ones which were done and which you have released parts of.

Have in fact any trace surveys been done, any follow up surveys following those ones which you have released to the Committee to date?

Mr. Chrétien: Not for the constitutional package. I do not know what the other departments do, but not for my own responsibility.

Mr. Beatty: So there have been no subsequent surveys of the public relating to the constitutional package?

Mr. Chrétien: No.

Mr. Beatty: One final question, Mr. Minister.

Mr. Chrétien: To my knowledge. I have not authorized any and I do not know of any.

Mr. Beatty: Earlier you indicated you did not rule out the possibility of once again entering into advertising to promote the government's constitutional package. Do you now rule out that possibility? Is government advertising, using taxpayers' funds, being envisaged at the present time to promote the government's constitutional options?

Mr. Chrétien: We are not doing that today but we have not discarded the possibility of doing it because, for example, in Quebec there is a campaign going on since the beginning of November, they have spent \$1.5 million I am informed, or close to it, in 1980, and they carried on those expenses in January and I am informed that they might start a new campaign because they are finding the old one is not effective, so they will have a new series of clips and whatever it is soon, and I always reserve my position that if need be there will be some.

[Traduction]

aller de l'avant. On pourrait alors présenter un projet de loi, et un autre et un autre. La tradition veut que nous ayons un discours du trône, mais ce n'est pas une nécessité légale.

Toutefois, si nous en présentons un, alors, il faut tenir compte de certains règlements à la Chambre des communes et au Sénat, mais nous pourrions tout simplement revenir et dire: nous abordons une nouvelle session, nous n'avons aucun discours du trône, voici le projet de loi n° 1.

Je crois que nous avons pensé qu'il devenait inutile de préciser qu'il y aurait une session chaque année, puisque le Parlement a siégé de façon continue ces dernières années.

Mr. Beatty: J'aimerais revenir à cette question, monsieur le président, mais pour l'instant, puis-je poser deux brèves questions?

Tout d'abord, monsieur le ministre, on a beaucoup parlé, ces derniers jours, des sondages qui ont été effectués et qui révèlent l'opposition générale du public à la décision du gouvernement de demander au Parlement britannique de Westminster d'apporter des modifications importantes à la constitution. Or, plus tôt cette année, dans sa demande de fonds supplémentaires au Conseil du Trésor, le Centre d'information sur l'unité canadienne proposait d'effectuer plusieurs sondages, y compris des suivis à ceux qui ont été effectués et dont vous avez publié certaines parties.

Ces sondages ont-ils été effectués? A-t-on entrepris des sondages à la suite de ceux dont vous avez révélé les résultats au Comité?

Mr. Chrétien: Pas sur les propositions constitutionnelles. Je ne sais pas ce que font les autres ministères, mais il n'y en a pas eu dans le domaine qui relève de ma compétence.

Mr. Beatty: Il n'y a donc eu aucun sondage subséquent auprès du public sur les propositions constitutionnelles?

Mr. Chrétien: Non.

Mr. Beatty: Dans ce cas, une dernière question, monsieur le ministre.

Mr. Chrétien: A ma connaissance. Je n'ai pas autorisé de sondage et, à ma connaissance, il n'y en a pas eu.

Mr. Beatty: Plus tôt, vous avez déclaré que vous n'éliminez pas la possibilité d'avoir encore une fois recours à une campagne publicitaire en vue de promouvoir les propositions constitutionnelles du gouvernement. Avez-vous alors, à l'heure actuelle, de promouvoir les options constitutionnelles du gouvernement en faisant de la publicité payée à même les deniers publics?

Mr. Chrétien: Ce n'est pas le cas aujourd'hui, mais nous n'avons pas abandonné la possibilité de le faire, car, par exemple, au Québec, depuis le début du mois de novembre, on a consacré, me dit-on, 1,5 million de dollars, ou presque, en 1980, ainsi qu'en janvier 1981, et on me dit qu'on mettra peut-être sur pied une nouvelle campagne, parce qu'on constate l'inefficacité de l'ancienne. On verra donc une nouvelle série d'annonces bientôt, et je tiens toujours à réserver ma décision, car si le besoin s'en fait sentir, cela se fera.

[Text]

Mr. Beatty: So has the government prepared an advertising campaign as a contingency they would put in place?

Mr. Chrétien: Oh, we have a lot of contingency plans, we are always ready.

Mr. Beatty: Including this? Have you prepared a campaign?

Mr. Chrétien: No, we are working on that and we have some ideas.

Mr. Beatty: You are working on a campaign at the present time?

Mr. Chrétien: No, we are ready for a campaign. I have only to say go ahead and they are going, but I have not said so and I do not intend to say that today.

Mr. Beatty: What budget has been allotted for it?

Mr. Chrétien: You will know when it is spent. We have the money . . .

Mr. Beatty: All the money is spent?

Mr. Chrétien: We have the money, it has been authorized by Parliament. Now, it is up to us to spend it or not to spend it and I am telling you today I am not spending it. Tomorrow I might change my mind.

Mr. Beatty: This is your attitude with freedom of information with parliament, that Parliament will learn about it after it has been done?

Mr. Chrétien: No, but you have authorized the Parliament—Parliament has authorized me in the supplementary estimates to spend it.

Mr. Beatty: Yes, and I have asked you a very simple question: how much money have you earmarked for a campaign on the constitution if you decide to go ahead?

Mr. Chrétien: Well, I have not earmarked any because I do not know when I will start and when I will finish.

Mr. Beatty: How much have you available?

Mr. Chrétien: But you have it, it is all in the—I do not know the amount of money but you voted on that not long ago and it has been approved by Parliament and when I spend the money I will tell you, do not be worried, but I do not know. I have enough money to do it, no problem about it.

Mr. Beatty: Yes, and I expect you will do it, too.

Mr. Chrétien: And it has been voted by all you people, members of Parliament.

Mr. Beatty: Certainly not approved by our side.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Beatty.

Je voudrais maintenant inviter monsieur Gimael à s'adresser à notre invité.

Monsieur Gimaiel.

M. Gimaiel: Monsieur le président, depuis plusieurs heures déjà j'ai eu le plaisir de siéger en tant que membre inscrit à ce Comité et c'est la première fois que je demande à prendre la

[Translation]

M. Beatty: Le gouvernement a-t-il préparé une campagne publicitaire qu'il pourrait lancer si le besoin s'en faisait sentir?

M. Chrétien: Nous avons beaucoup de plans de rechange, nous sommes toujours prêts.

M. Beatty: Y compris dans ce cas? Avez-vous préparé une campagne?

M. Chrétien: Non, nous y travaillons, nous avons quelques idées.

M. Beatty: Vous préparez une campagne à l'heure actuelle?

M. Chrétien: Non, mais nous sommes prêts. Je n'ai qu'à donner le feu vert, mais je ne l'ai pas encore fait, et je n'ai pas l'intention de le faire aujourd'hui.

M. Beatty: Vous avez réservé un budget de combien à cette fin?

M. Chrétien: Vous le saurez lorsque cela sera dépensé. Nous avons l'argent . . .

M. Beatty: Tout l'argent a été dépensé?

M. Chrétien: Nous avons l'argent, le Parlement l'a autorisé. Il nous revient maintenant de décider si nous allons ou non le dépenser, et je vous dis aujourd'hui que je ne vais pas le dépenser. Demain, je changerai peut-être d'idée.

M. Beatty: Voulez-vous dire que le Parlement saura le montant du budget après qu'il aura été dépensé?

M. Chrétien: Non, car le Parlement a autorisé les dépenses dans le budget supplémentaire.

M. Beatty: Ma question est très simple. Combien de fonds seront consacrés à la campagne constitutionnelle, si jamais vous décidez de l'entreprendre?

M. Chrétien: Je n'ai pas encore alloué des fonds, parce que je ne sais pas quand j'entreprendrai la campagne.

M. Beatty: De combien disposez-vous?

M. Chrétien: Je ne sais pas exactement, mais le Parlement a attribué des fonds, il n'y a pas longtemps. Ne vous inquiétez pas, je vous dirai combien j'ai dépensé. Il n'y a pas de problème. J'ai assez d'argent.

M. Beatty: Oui, et je suis sûr que vous le dépenserez.

M. Chrétien: Les fonds ont été alloués par le Parlement. C'est-à-dire, par vous.

M. Beatty: Certainement pas par mon parti.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Beatty.

I will now ask Mr. Gimael to address the witness.

Mr. Gimaiel.

Mr. Gimaiel: For the past few hours, I had the pleasure of sitting on this Committee. This is the first opportunity I have had to speak and I am pleased to be able to do so.

[Texte]

parole et je suis heureux de le faire dans les moments où l'on est présentement.

Une chose qui m'a touché, depuis le début de ces débats et depuis que je les suis, c'est l'opposition qu'ont semblé démontrer certains de mes collègues au rapatriement de la Constitution, alors que par cette résolution le gouvernement demande qu'une charte des droits y soit inscrite.

Il me semble que quelques-uns de mes collègues ne se rendent pas compte que nous sommes en train de créer présentement un contexte qui va amener un processus qui ne fera pas que refaire un document appelé la Constitution mais qui va refaire les règles qui régissent notre pays. Cela peut aller jusqu'à vouloir dire refaire toutes les lois qui nous régissent.

Dans ce contexte-là monsieur le ministre, je peux vous affirmer qu'en tant que représentant de 80,000 électeurs du comté Lac St-Jean, je suis prêt à voter en faveur de la résolution qui est présentement devant nous pour diverses raisons que je n'énumérerais pas mais je peux vous dire que s'il était question que la Constitution canadienne soit rapatriée et livrée aux onze premiers ministres canadiens, y incluant le premier ministre du Canada, qui croient qu'ils sont de très grands Canadiens, en refaisant toutes ces lois qui nous régissent, ils pourraient être tentés de se payer des pouvoirs sur le dos des concitoyens. Si, dis-je, il n'y avait pas une charte des droits de rattachée à notre Constitution avant qu'elle soit rapatriée pour être changée, jamais je ne voterais pour une telle résolution.

Ceci dit, par les années passées, plusieurs fois les Provinces et les gouvernements provinciaux, tout en acceptant des chartes des droits dans leur juridiction, ont démontré hors de tout doute que leur respect des droits individuels se limite aux résidents de leur province, point, c'est-à-dire qu'ils ne tiennent aucunement compte des résidents qui sont hors de leur province.

Plusieurs lois qui ont été passées dans les provinces l'ont démontré. Cela a commencé en 1970 lorsque le gouvernement du Québec, par le biais de FEDCO, a interdit l'entrée des œufs des autres provinces à l'intérieur du Québec. Aujourd'hui, on en est rendu au fait que Terre-Neuve ne veut pas employer de main-d'œuvre autre que de la main-d'œuvre Terre-neuvienne dans plusieurs projets. Il en va de même pour d'autres provinces. Les ouvriers de la construction du Québec ne peuvent plus travailler en Ontario et vice versa.

Dans ce contexte-là, lors de vos discussions de cet été, monsieur le ministre, je serais désireux de savoir si les ministres et les premiers ministres avec lesquels vous avez discuté ont démontré une volonté certaine de faire disparaître toutes ces lois de plus en plus régionalistes qui ont simplement pour but de restreindre les Canadiens dans leurs activités et dans leurs déplacements à travers le pays et, advenant le cas où ils pourraient rebâtir un nouveau pays, refaire une nouvelle Constitution sans qu'une charte des droits y soit attachée, est-ce que ces gens-là vous ont assuré du fait que toutes ces restrictions seraient enlevées et que leur vision dépasserait de beaucoup celle, tout simplement, des résidents de leur province pour qu'ils puissent prendre en considération les résidents des autres provinces aussi?

[Traduction]

One thing that has struck me throughout the debate is that some of my colleagues seem to be opposed to repatriation, where the government is asking that a charter of rights be included in the new constitution.

Some of my colleagues do not seem to be aware that we are involved in a process that will not only lead to the rewriting of the document we call the constitution, but will change the rules that govern our country. This could even mean rewriting the laws that govern us.

In this extent, Mr. Minister, I can assure you that as representative of the 80,000 constituents in my Lac-St-Jean riding, I am prepared, for a number of reasons which I will not go into here, to support the resolution which is before us. If the Canadian Constitution were patriated and delivered to the 10 First Ministers and the Prime Minister of Canada who believe they are great Canadians, and if this new constitution rewrote the laws that govern us, these people might be tempted to grant themselves additional powers at the expense of Canadians. If the new constitution did not include a charter of rights before it was brought home to be amended, I would not support it.

In the past, a number of provincial governments which had enacted human rights legislation showed beyond a shadow of a doubt that their respect for individuals rights applied only to residents of their province. They do not consider residents of other provinces.

A number of provincial laws were passed that proved this. It began in 1970, when the Quebec Government through FEDCO, outlawed the importing of eggs from other provinces. Today, the province of Newfoundland wants to hire only Newfoundlanders to work on certain projects. The same thing is happening in other provinces. Construction workers from Quebec cannot work in Ontario and vice versa.

I would like to know, Mr. Minister, whether the minister and first ministers you met with this summer showed a willingness to eliminate regionalistic legislation which is designed to limit the movements and activities of Canadians. Did these people assure you that if they were able to rebuild the country and rewrite the constitution without including a charter of rights, they would eliminate these restrictions and take a broader view than that of the residents of their provinces, a view that would include the residents of other provinces as well?

[Text]

M. Chrétien: Eh bien, je dois dire que l'expérience que nous avons connue à ce sujet au cours de l'été, monsieur Gimaïel, n'a pas été très heureuse. Lorsque nous avons soumis notre projet de mobilité de la main-d'œuvre, nous avons rencontré beaucoup de résistance.

Je crois que le Canada est un pays qui s'est bâti par l'ouverture non seulement sur les citoyens des autres provinces mais très souvent aussi de la venue de citoyens de l'étranger.

Le Canada est un pays qui s'est bâti avec une immigration de bien des parties du monde et je crois qu'il a été très bon qu'il en soit ainsi.

Malheureusement, la tendance à ce moment-ci c'est que, pour des gains politiques à court terme, on a une tendance à imposer des restrictions qui sont très dommageables pour l'avenir du pays. Lorsque vous commencez dans la querelle de la discrimination, ce sont toujours les plus faibles qui payent.

Québec est plus fort peut-être que Terre-Neuve ou le Québec est plus faible que l'Ontario et tout ça, et je crois que c'est un procédé très dangereux parce que lorsque les représailles arrivent, le plus fort gagne tout le temps. Pour moi, en tous cas, je crois que, surtout avec l'enchâssement dans la Constitution des droits à l'éducation en langue française en dehors du Québec et des droits à l'éducation en anglais au Québec, cela va permettre une plus grande mobilité des Canadiens et je dois dire aujourd'hui, au moment où je vous parle, que si les Pères de la Confédération ou même les législateurs de 1905 avaient eu la prévoyance d'inscrire dans la Constitution canadienne à ces époques le droit à l'éducation en langue française pour les Francophones dans tout le Canada, peut-être que l'histoire du Canada n'aurait pas été la même parce que la mobilité de la main-d'œuvre a été fantastiquement limitée par le manque d'accessibilité pour les Francophones à travers le pays.

Que voulez-vous! On en connaît tous des familles québécoises qui sont allées vivre dans des provinces anglaises dans l'ouest et qui, après deux ou trois générations, eh bien, que voulez-vous, les Boisvert sont devenus des Greenwood et les Chrétien sont devenus des Christian à cause du fait que dans les villes où ils étaient, ils n'avaient pas accès à l'école française. Alors, peut-être qu'on va argumenter dans certains coins qu'il est trop tard. Je crois qu'il n'est jamais trop tard pour bien faire et, pour moi, le certificat de citoyen canadien ça signifie quelque chose.

J'avais l'impression au cours de l'été, dans nos discussions, que l'on s'en allait vers dix certificats de citoyenneté au Canada, et ça, ça ne me plaît pas. Ce n'est pas le pays dans lequel je veux vivre.

M. Gimaïel: Je suis content que vous le disiez, monsieur le ministre, parce que souvent on se fait poser la question à savoir pourquoi il y a une charte des droits là-dedans. Je sais que les pressions du parti de l'Opposition officielle sont fortes pour que l'enchâssement des droits ne se fasse pas avant le rapatriement. Je vous réitère ma position à l'effet que si l'enchâssement ne se fait pas avant que la Constitution soit rapatriée, il sera impossible pour moi d'appuyer le projet de résolution.

[Translation]

Mr. Chrétien: I must admit, Mr. Gimaïel, that our experiences in this area over the summer were not very positive. Our mobility proposal met with a great deal of resistance.

Canada is a country that is founded not only on openness to citizens of other provinces and other countries.

People from all parts of the world contribute to the building of Canada and I think that this is a very positive thing.

At this time, however, there is an unfortunate tendency to make short-term political gains by imposing restrictions that would have a negative impact on the future of the country. The weak always end up picking up the tab for disputes about discrimination.

Quebec may be stronger than Newfoundland and weaker than Ontario but I think that this is a very dangerous process, because when the time comes to retaliate, the strong always win. I personally believe the enshrinement of the right to education in French outside of Quebec and in English in Quebec will lead to higher mobility for Canadians. If the Fathers of Confederation or the legislators in 1905 had had the foresight to include the right to education in French throughout Canada in the constitution, our history might not have been the same, because labour force mobility has been incredibly limited by the lack of educational facilities for Francophones in the rest of the country.

What can I say! We have all heard of Quebec families who went to live in English-speaking provinces in the West. After two or three generations, the Boisvert became Greenwood and the Chrétien became Christian because there were no French schools in the cities where they were living. Some may say that it is too late. I believe that it is never too late to do the right thing. To me, it means something to be a Canadian.

I got the impression from our discussions this summer that we were moving towards having ten different sets of citizenship papers within Canada and I do not like it. That is not the kind of country I want to live in.

Mr. Gimaïel: I am happy to hear you say that, Mr. Minister, because we are often asked why a charter of rights should be included in the constitution. I know that the Official Opposition is demanding that rights not be enshrined until a constitution is patriated. I would like to repeat what I said before, to the effect that if rights are not enshrined before the constitution is patriated, I will not be able to support the regulation resolution.

[Texte]

Dans un autre ordre d'idées, vous savez que je viens du comté du Lac Saint-Jean qui se situe tout au long de la belle région du Saguenay-Lac Saint-Jean et je suis fier de dire que cette région-là est la plus francophone du Québec et possiblement la plus fière. Les gens y sont fiers d'eux-mêmes, fiers de leur langue, de leur région et de ce qu'ils sont.

Depuis quelque temps on entend surtout parler de l'imbroglio ou de l'article 133 de la Constitution lorsqu'on parle de langues autour de cette table. Il y a une chose qui est certaine, c'est que c'est intéressant pour monsieur Nystrom d'arriver ici et de dire, on doit forcer 133 à l'Ontario. Ça peut être intéressant aussi pour 73 ou 75 Québécois qui siègent ici de dire, ah! l'Ontario, à ce coup-là, on les a, on est nombreux et on va forcer 133.

La question qui me préoccupe vient du fait que les principaux intéressés dans toute cette question-là, je pense que ce sont les Ontariens eux-mêmes. Je le dis dans le sens suivant. S'est-on posé la question pourquoi le Manitoba où l'on avait forcé 133 à un moment donné a aussi été la province où les droits des Francophones ont été peut-être les plus malmenés? S'est-on posé la question aussi pourquoi au Québec où l'on a forcé 133 est la province où il y a parti séparatiste au pouvoir?

Est-ce que ces tendances extrémistes-là ne seraient pas le résultat du passé? Est-ce qu'aujourd'hui on doit commettre de nouveau les mêmes erreurs que dans le passé? Je sais que c'est intéressant de pouvoir s'en aller devant son monde, moi le premier, de m'en aller au Lac Saint-Jean demain matin et dire, ah, je suis content, j'ai forcé 133 à l'Ontario. C'est plaisant pour un Francophone mais ceux qui ont à vivre la situation, les Franco-ontariens, les Ontariens qui sont de descendance anglophone ou de langue anglophone, jusqu'à quel point, eux, vivront-ils la situation par après, jusqu'à quel point en vivront-ils les conséquences?

Je sais que vous avez discuté avec eux, tout au cours de l'été, des représentants de leur gouvernement, des Francophones, des Anglophones. Je sais aussi qu'une bonne partie des représentants des Francophones de l'Ontario sont des députés conservateurs dont le leader s'oppose présentement à ce que 133 leur soit imposé et dans tous ce contexte-là on oublie que cette charte présentement, en dehors de ne pas forcer 133 à l'Ontario, elle fait beaucoup d'autres choses dans le domaine de la langue.

La question que je vais vous poser, je vous la pose dans le but d'éclaircir mes commettants qui, eux, se posent des questions suite à diverses déclarations qui sont faites à droite et à gauche. Cette question-là elle est très simple. Présentement on est dans un pays qui s'appelle le Canada et qui a des lois et une Constitution et dans lequel il existe deux langues principales. On est à travailler présentement une résolution qui va donner une charte des droits dans laquelle des droits fondamentaux vont être inscrits pour protéger les droits des citoyens.

La question que je vous pose c'est: comparativement à la situation dans laquelle se trouvent les droits linguistiques aujourd'hui, quelle sera la différence demain après que la charte des droits sera incorporée à la Constitution et qu'elle sera revenue au Canada?

[Traduction]

To move on to another subject, you know that I come from Lac Saint-Jean, which includes the beautiful Saguenay-Lac Saint-Jean area, and I am proud of the fact that my region is the most francophone and possibly the proudest in Quebec. People are proud of themselves, of their language, of their region and of what they are.

Whenever language is discussed around this table, the debate revolves around the confusion of the situation and Section 133 of the Constitution. Mr. Nystrom has a certain advantage in coming here and saying that Section 133 should be forced on Ontario. It might also be advantageous for the 73 or 75 MPs from Quebec to say: This time, we can get Ontario. There are enough of us to impose Section 133.

What concerns me is that Ontarians themselves will be the most affected by this. Have we asked ourselves why Manitoba, which had Section 133 imposed on it, is also the province where the rights of francophones have been the least respected? Have we asked ourselves why Quebec, which also had Section 133 imposed on it, is also the province where a separatist government is in power?

Could these extremist tendencies not be the result of the past? Are we going to make the same mistakes again? It would be nice for me, in particular, to go back to Lac Saint-Jean tomorrow and say how pleased I am that I forced Section 133 on Ontario. It might be pleasant for a francophone, but to what extent will franco-Ontarians and English-speaking Ontarians have to live with the consequences?

I know that over the summer, you talked to representatives of their government, both francophone and anglophone. I know that quite a few of the representatives of franco-Ontarians are conservative members of the legislative assembly and that their leader is opposed to having Section 133 imposed on the province. We tend to forget that the proposed resolution, while it does not impose Section 133 on Ontario, accomplishes many other things in the area of language.

I am going to ask you a question so that I will be able to pass on information to my constituents who are wondering about various statements that have been made. My question is very simple. We are living in a country which is called Canada, which has laws and a constitution and two main languages. We are working on a proposed resolution which will result in a charter of rights protecting the fundamental rights of Canadians.

My question is this: Once the Charter of Rights is included in the Constitution and it is brought back to Canada, how will the situation with respect to language rights differ from what it is today?

[Text]

Mr. Chrétien: Voici. C'est une bonne question parce qu'on oublie, en fait, de regarder ce qu'on a fait à date et si vous prenez la charte telle quelle, vous allez voir aux articles 16 à 20 qu'il y a des éléments très importants que l'on enchâsse d'une façon définitive dans la Constitution canadienne et où l'on dit que le français et l'anglais sont les langues officielles du Canada. Ce n'est pas seulement une législation du Parlement canadien, c'est maintenant dans la charte des droits des Canadiens.

Elles ont un statut et des droits et des privilèges égaux quant à leur usage dans les institutions du Parlement et du gouvernement du Canada, ce qui veut dire qu'on ne pourra pas les enlever dans le futur. Supposons qu'il arrivait un gouvernement à Ottawa qui voudrait les enlever, ces droits acquis-là, il ne pourrait pas le faire. Si on accepte la formule d'amendement de Victoria sans l'approbation des citoyens et du gouvernement du Québec, même s'ils avaient une majorité capricieuse contre cette clause-là, ça reste dans la Constitution. C'est enchâssé dans la Constitution et ça ne peut même plus être enlevé par le Parlement du Canada. Ça pourra l'être seulement qu'avec le consentement de la Province de Québec si la Province de Québec accepte la formule de Victoria ou une semblable qui donne un droit de veto au Québec, et c'est tout la même chose de 16 à 20. Ça confirme d'une façon définitive les droits des Francophones vis-à-vis les institutions nationales, et ça c'est oublié complètement.

On oublie aussi de dire que pour la première fois au Canada les Francophones hors Québec, tout comme les Anglophones au Québec, auront le droit constitutionnel de recevoir leur éducation en langue française et que c'est la première fois et, qu'au surplus, on vient d'ajouter que les cours non seulement pourront trouver qu'il y a discrimination mais les cours pourront imposer des solutions aux problèmes discriminatoires et les individus auront le droit d'obtenir des compensations, s'il y a lieu, par les jugements des cours. C'est ça qu'on oublie de regarder. On se concentre sur un item qu'on voudrait avoir mais qu'on ne peut pas avoir parce qu'on a pris l'attitude, en 1978, de ne pas l'imposer et je suis très impressionné par le député d'hier, monsieur Corbin, qui est un Francophone du Nouveau-Brunswick, qui disait, c'est très bien au Nouveau-Brunswick, le gouvernement veut qu'on le fasse mais on ne veut pas que vous l'imposiez d'Ottawa.

C'était la même chose, vous l'avez entendu d'autres députés francophones en Ontario qui disent ne l'imposez pas, il faut que ça vienne des Ontariens. Monsieur Ryan a tenu le même propos à Toronto devant le club Empire Club. Il a dit, il faut que ça vienne d'eux. C'est la même chose pour le leader du parti Libéral en Ontario, monsieur Stewart Smith, qui dit, je suis favorable, seulement ne l'imposez pas, c'est un problème politique à régler en Ontario.

Alors, devant des témoignages comme ceux-là et l'énumération que je viens de vous donner, je crois qu'on fait des progrès considérables, et de vouloir aller toujours à l'extrême, ce n'est jamais parfait, les législations qu'on propose, et il faut parfois endurer des situations qui ne sont pas parfaitement heureuses. Moi, ça m'impressionne beaucoup qu'on puisse faire aujourd'hui ces progrès-là et ce qui m'impressionne, c'est que la

[Translation]

Mr. Chrétien: That is a good question, because we tend to forget what has been done to date. If you look at the charter, you will see that in Section 16 to 20, important rights are being enshrined in the Canadian Constitution and that French and English are the official languages of Canada. This is not just an act of Parliament; it is now included in the Charter of Rights.

Both languages have equality of status and equal rights and privileges as to their use in all institutions of the parliament and the Government of Canada and this can never be taken away. The government in Ottawa could not revoke those acquired rights. If we accept the Victoria amending formula without the approval of the citizens or the Government of Quebec, even if the majority were against the clause, it remains in the Constitution. It is enshrined in the Constitution and cannot be revoked by the Parliament of Canada. It could only be revoked with the approval of the Province of Quebec, if that province accepts the Victoria formula or something similar which gives Quebec the veto. The same thing is true of Section 16 to 20. These sections guarantee the rights of Francophones in dealing with federal institutions and that is something that is completely forgotten.

We also forget that for the first time in Canada, Francophones outside of Québec and Anglophones in Québec will have the constitutional right to be educated in French. Also, the courts will be able to determine that there has been discrimination, require that the problem be resolved and grant compensation to individuals if necessary. These are things we tend to forget. We are concentrating on something we would like to have but cannot, because it was decided in 1978 that this would not be imposed. I was very impressed by a remark made yesterday by Mr. Corbin, who is a Francophone from New Brunswick. He said that things looked very well in New Brunswick and that the government wants it to be done, but they do not want it to be imposed by Ottawa.

You have heard French-speaking members of the Legislature of Ontario saying that it should not be imposed, that it should be done by Ontario. Mr. Ryan said the same thing at the Empire Club in Toronto. He said that it has to be done by Ontario. Mr. Stewart Smith, the liberal leader in Ontario, said that he was for it, but it should not be imposed. It is a political problem that has to be dealt with in Ontario.

In the light of these remarks and of what I have just said, I think that considerable progress has been made. There is a tendency to want to go to extremes and the legislation that is proposed is never perfect. We sometimes have to put up with situations that are less than ideal. Personally, I am very impressed with the progress that has been made. What really impresses me is that the clause in French education in other

[Texte]

clause sur l'éducation en langue française dans les autres provinces, et j'en suis très heureux, ne soulève aucune controverse au Canada aujourd'hui.

Si je me reporte à mes premières expériences, quand je suis devenu député au Parlement canadien en 1963, je ne pensais pas qu'on allait en venir à cette situation-là. On peut parler d'autre chose mais il n'y a pas eu de protestations. Est-ce qu'il y a eu un témoin qui est venu devant ce Comité au cours des derniers trois mois, de n'importe quelle province du Canada, vous dire, on ne veut pas que le droit à l'éducation en langue française soit enchâssé. Personne n'est venu le dire. Certains ont chialé, pour prendre une expression de chez nous, contre le processus mais personne n'a osé s'attaquer à la substance de ce que nous faisons. Cela m'impressionne beaucoup plus que lorsqu'on vient nous faire des commentaires sur la forme. Ce qui m'intéresse, c'est la substance et je trouve qu'on a fait des progrès considérables et j'en suis très fier.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Gimaiel.

Je voudrais maintenant inviter the Honourable Jake Epp.

• 2030

Mr. Epp: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, I would like to return to the resources question for a minute. You and I discussed that this morning. You will recall that at that time I raised a very distinct possibility that a resources resolution could not be introduced. In view of the fact that we have a proposed resolution, I will leave that; but I know Committee members have had circulated to them at least the opinion of one member of the Table of the House of Commons.

What I would like to do, sir, is to discuss with you statements made by Mr. Blakeney. First of all, Mr. Minister, do you regard the support of Mr. Blakeney for the government's proposals as critical to their success?

Mr. Chrétien: The support of anybody is important for us. Of course, the support of Mr. Blakeney would be more than welcome.

Mr. Epp: If that support is not forthcoming, as it now appears it might not be, would that force the federal government to reconsider?

Mr. Chrétien: No.

Mr. Epp: So that the position you took on Monday, and which the Prime Minister took somewhere in another part of this hemisphere, that you will not tolerate any additional amendments, that position stands tonight?

Mr. Chrétien: I do not know what you mean by additional amendments; because as you know, Senator Austin and Mr. Allmand said why not do this that and the other.

Mr. Epp: I will be more specific if you want to get into the specifics.

Mr. Chrétien: Tell me which ones. I am telling you that on resources, if you were to stay on resources, one thing is very clear: we will never agree to give to any province the control of international trade.

[Traduction]

provinces has not, I am happy to say, given rise to controversy anywhere in Canada.

If I think back to what it was like when I was first elected to Parliament in 1963, I did not think that we would ever reach that point. There are of course other issues but no one protested. No one came before this committee during the past three months, from any province in Canada, and said that the right to education in French should not be enshrined. No one said any such thing. Some people bitched about the process, but no one dared attack the substance of what we are doing. I am far more impressed by this than by comments that are made on the form. What I am interested in is the substance. I think we have made considerable progress and I am very proud of it.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Gimaiel.

I will now ask the honourable Jake Epp to take the floor.

M. Epp: Merci beaucoup monsieur le président.

Je voudrais revenir brièvement à la question des ressources. Vous et moi, nous en avons parlé ce matin. J'ai dit qu'il était possible qu'une résolution portant sur les ressources ne puisse pas être déposée. Étant donné que nous sommes déjà saisis d'un projet de résolution, je vais laisser tomber la question. Mais je sais qu'on a au moins communiqué aux membres du comité l'avis d'un membre du Bureau de la Chambre des communes.

Je vais vous parler, monsieur le ministre, de certains propos de M. Blakeney. Croyez-vous qu'il soit essentiel que M. Blakeney appuie le projet de résolution?

M. Chrétien: L'appui de chacune des provinces est important. Et nous serions très contents si M. Blakeney nous appuyait.

M. Epp: S'il vous refusait son appui, le gouvernement fédéral serait-il obligé de modifier sa position?

M. Chrétien: Non.

M. Epp: Vous confirmez donc la position que vous avez prise lundi, qui a été appuyée par le Premier ministre dans le pays où il se trouvait, à savoir que vous n'accepterez pas d'amendements supplémentaires.

M. Chrétien: Je ne sais pas ce que vous entendez par amendement supplémentaire; comme vous le savez, le sénateur Austin et M. Allmand ont proposé toutes sortes de modifications.

M. Epp: Je peux entrer dans les détails, si vous voulez.

M. Chrétien: Dites-moi de quoi il s'agit exactement. Dans le domaine des ressources, c'est très clair: nous n'accepterons jamais de céder à quelque province que ce soit la compétence en matière de commerce international.

[Text]

Mr. Epp: That the position that you agreed to in 1979, and which has been known as "the best efforts draft" is not on the table and you will not agree to it?

Mr. Chrétien: It was not on the table in June; it was not on the table in July; it was not on the table in August or September, and it is not in January 1981.

Mr. Epp: If you will pay me the courtesy of letting me finish, I will extend to you the same courtesy.

Mr. Chrétien: You cannot complain about my patience, because I have had to repeat myself a few times.

Mr. Epp: I was talking about your courtesy, sir.

Mr. Chrétien: I like your humility, sir.

Mr. Epp: What I want to ask you, Mr. Minister, is this: in 1979 your government, the federal government was in agreement on what has become known popularly as "the best efforts draft" regarding the question of resources.

You have withdrawn your support, do I take it, from that agreement of 1979?

Mr. Chrétien: It was never agreed upon in 1979; and the federal government has never had to accept it because the first to reject it was the Government of Alberta.

Mr. Epp: So you do not accept the best efforts draft at all.

Mr. Chrétien: No; because it was not agreed. There was no call for agreement. We were discussing what would be the best solution, and Alberta rejected that. So it was dropped.

We never had to say that we would take it or not, because there is always some work going on at the official or the ministerial level in order to find a solution.

Therefore, there emerges sometimes so-called best efforts. But that does not mean to say it is accepted by the government.

Mr. Epp: That being the case, do you then accept fully the position put forward by the New Democratic Party on the exchange of letters between the leaders of the New Democratic Party and the Prime Minister, that you will accept any amendment to resources short of control of international trade?

Mr. Chrétien: You know, the electors speak for themselves. The agreement we have made with the Prime Minister of Canada and the Leader of the NDP is one which we intend to respect.

Mr. Epp: If they can get it before this Committee.

Mr. Chrétien: We made an agreement. We want it to be implemented. I am not the master of rules of this Committee. We have every intention to live up to all our commitments. I believe that this amendment cannot come on resources; any other amendment that might be proposed may not be accepted either, and probably a lot are coming from your corner.

[Translation]

M. Epp: Vous n'accepterez donc pas la position adoptée en 1979 et qualifiée de «meilleure solution possible».

M. Chrétien: Il n'en a pas été question au mois de juin, ni au mois de juillet, ni au mois d'août, ni au mois de septembre, et il n'en est pas question au mois de janvier 1981.

M. Epp: Laissez-moi finir, je vous en prie, et j'en ferai autant à votre égard.

M. Chrétien: Ne me reprochez pas mon manque de patience, car j'ai dû me répéter plusieurs fois aujourd'hui.

M. Epp: C'est simplement une question de courtoisie, monsieur.

M. Chrétien: Ce que j'apprécie, c'est votre humilité, monsieur.

M. Epp: Voici ma question, monsieur le ministre. En 1979, votre gouvernement avait donné son accord à ce qu'on considère généralement comme le meilleur compromis sur la question des ressources.

Or, si j'ai bien compris, vous avez retiré votre appui à l'égard de ce compromis?

M. Chrétien: Ce compromis n'a jamais été adopté en 1979 et, de plus, le gouvernement fédéral n'a pas eu l'occasion de se prononcer à cet égard, étant donné que le gouvernement de l'Alberta l'avait déjà refusé.

M. Epp: Donc, vous n'acceptez pas ce compromis que l'on considère comme le meilleur.

M. Chrétien: Non, parce qu'il n'a jamais été adopté. En fait, il n'a jamais été question d'adoption puisque l'Alberta l'a rejeté pendant les discussions. Ce compromis a donc été abandonné.

Nous n'avons jamais eu à nous prononcer sur ce compromis étant donné que les négociations se poursuivent toujours au niveau des fonctionnaires ou des ministres afin d'aboutir à une solution.

En conséquence, on aboutit parfois à ce qu'on appelle des compromis, mais cela ne veut pas dire qu'ils sont acceptés par le gouvernement.

M. Epp: Dans ce cas, acceptez-vous intégralement la position défendue par le Parti néo-démocrate dans les lettres échangées entre le chef de ce Parti et le premier ministre, à savoir que vous accepterez tout amendement relatif aux ressources, sauf le contrôle du commerce international?

M. Chrétien: Vous savez, ce sont les électeurs qui décident. Nous avons l'intention de respecter l'accord qui a été conclu entre le premier ministre du Canada et le chef du NDP.

M. Epp: A condition que ce parti réussisse à soumettre cet accord à notre Comité.

M. Chrétien: Nous avons conclu un accord que nous avons l'intention de respecter. Ce n'est pas moi qui établis les règlements de votre Comité. Tout ce que je peux vous dire, c'est que nous avons l'intention de respecter tous nos engagements. Je ne pense pas que ce genre d'amendement puisse être proposé en ce qui concerne les ressources; d'autre part, tout autre amende-

[Texte]

Mr. Epp: What I wanted to ask you about that is, if the Committee cannot accept amendment for the reason that we do not have a bill before us or a resolution, but we have a proposed resolution only and a very refined and confined reference, do you give the commitment of the government, as the Minister in charge, that you will allow for a House procedure to allow that amendment to come forward?

Mr. Chrétien: I do not intend to reply to that question, because my information is that it is possible to have such an amendment in front of this Committee, and when the Committee has decided, I will advise.

Mr. Epp: So you will not commit yourself in that sense, because what I find interesting, Mr. Minister . . .

Mr. Chrétien: I said, and I would like to repeat one thing, that is very clear in my mind: we respect our commitment.

Mr. Epp: Mr. Minister, I would like to finish my question if you will allow me to do so. I find it passing strange that if you had an agreement with the New Democratic Party on resources, that you are not willing to give a commitment that some mechanism, some house mechanism will be found to include a resource question, and yet you have found sufficient mechanisms and confined them to the position that you yourself can bring forward any amendment that you yourself have sought. That is my question to you.

How far does that commitment go?

Mr. Chrétien: We said it is an amendment which would be presented by the NDP and will be acceptable to our party. The Committee will have to dispose of that amendment one way or the other. We intend to respect our commitment.

Mr. Epp: Further to Mr. Blakeney's statement on January 14, Mr. Minister, Mr. Blakeney, when he was before this Committee, gave what I think members of this Committee generally regarded as one of the best briefs we had an opportunity to listen to.

You took the liberty on Monday to quote Mr. Blakeney at length in your reply, giving the impression, obviously, that you were agreeing with Mr. Blakeney and Mr. Blakeney was agreeing with you.

Yet, in the statement of January 14, the impression is very seriously, very seriously eroded by Mr. Blakeney's statement. He has a number of issues with respect to which he deeply disagrees with you, and he has gone on record—and I have the testimony before me.

However, I would like to explore another area of disagreement between Mr. Blakeney and yourself, and that is the question of a referendum.

As you know, when he was here, he opposed what he referred to as "the instant referendum".

But on January 14, despite the amendments that you are willing to make, namely the year's delay and also the referendum rules commission, he still rejects a referendum procedure.

[Traduction]

ment proposé risque de ne pas être adopté et je suppose qu'un grand nombre viendront de votre parti.

M. Epp: Si le Comité ne peut pas adopter cet amendement parce qu'il n'a pas été saisi d'un projet de loi ou d'une résolution, mais qu'il est saisi, par contre, d'un projet de résolution dans le cadre d'attributions bien déterminées, pouvez-vous nous garantir, au nom du gouvernement, que vous accepterez une procédure de la Chambre autorisant la présentation de cet amendement?

M. Chrétien: Je ne répondrai pas à cette question car, d'après ce qu'on me dit, il est possible qu'un tel amendement soit proposé devant ce Comité et lorsque ce dernier aura pris sa décision, je verrai ce qu'il convient de faire.

M. Epp: Vous ne voulez donc pas vous engager, monsieur le ministre, et cela est intéressant . . .

M. Chrétien: J'ai dit et je répète que nous avons clairement l'intention de respecter nos engagements.

M. Epp: Monsieur le ministre, permettez-moi, je vous en prie, de finir ma question. Je trouve bizarre qu'après avoir conclu un accord avec le parti néo-Démocrate sur les ressources, vous ne soyez pas en mesure de garantir qu'une procédure parlementaire sera établie pour inclure la question des ressources, alors que vous avez réussi à trouver les mécanismes nécessaires pour vous permettre de présenter les amendements qui vous plaisent. Voilà ma question.

Dans quelle mesure êtes-vous prêt à respecter vos engagements?

M. Chrétien: Nous avons dit que cet amendement serait présenté par le NPD et que notre parti l'accepterait. Il faudra que le Comité prenne une décision à cet égard, mais nous avons l'intention de tenir nos engagements.

M. Epp: M. Blakeney a comparu devant notre Comité et son témoignage était certainement l'un des plus intéressants que nous ayons entendus.

Lundi, dernier, vous vous êtes permis de citer longuement M. Blakeney dans votre réponse en donnant clairement l'impression que vous étiez d'accord avec lui, ou plutôt qu'il était d'accord avec vous.

Or, dans sa déclaration du 14 janvier, M. Blakeney dément tout à fait cette impression. Il n'est pas d'accord avec vous sur un certain nombre de questions et j'ai d'ailleurs devant moi la transcription de son témoignage.

J'aimerais maintenant aborder un autre sujet de désaccord entre vous et M. Blakeney, à savoir la question du référendum.

Quand il a comparu devant nous, il s'est opposé à ce qu'il appelait le «référendum instantané».

Le 14 janvier, malgré les amendements que vous êtes prêt à apporter, à savoir la période d'attente d'un an et la création de la Commission sur les règlements du référendum, il rejette toujours la procédure du référendum.

[Text]

Would you be willing, in view of the fact that you have quoted Mr. Blakeney and taken his support for granted, would you be willing now to make a commitment that in view of his continued objection, that you will remove, if we were to move an amendment, delete all references to referenda?

Mr. Chrétien: No, we have no such intention. You know, what I did in my speeches after Mr. Blakeney made a lot of suggestions. Some of them we found good and we referred to them in my statement and gave them the credit for some of those ideas.

But some were understood by us before. We tried to accommodate him as much as possible in the light of his statement that he made here. We said to him in June and July that international trade was not to be given. If he is asking for that he would not have it. And he knows it! But he said that he would see what is the end result of our work here before he makes up his mind.

Mr. Epp: Mr. Minister, I was on the referendum. I was not back to CIGOL or international trade. I was on the referendum. I asked you a direct question.

But I would like to ask you another direct question relating to the statement of Mr. Blakeney, and that is the matter of reciprocity relating back to the referendum. Mr. Blakeney said—and I quote:

And there is no even minor move towards reciprocity, by which I mean the ability of a group of provinces to call for a referendum in the way that the Parliament of Canada can call for a referendum.

If this is a federation, and you believe in a federation, and you believe in two orders of government, and that is the best system for Canadians to function within their governmental orders, if that is your position, have you considered reciprocity, that is that a certain number of provinces—I would like to suggest four or five to you—if that were the case, would provinces have the same right to trigger a referendum as the right you have taken unto yourself unilaterally?

Mr. Chrétien: You know, we have considered that and have not accepted that possibility. We have taken the model of the federation of Australia where all the national referenda applying to the whole nation are initiated by the national government.

It is the same idea here; because we need a national authority in the land, and when we have a problem which covers the whole country. It is the national Parliament.

I think he had a good point; when he was preoccupied about two things: one, is that Sections 41 and 42 were not linked, and we have covered that point.

Secondly, he was preoccupied that it was dangerous to have an instant referendum, and I agreed with him; so we have developed a mechanism with regard to that.

He was preoccupied—not that he did not trust the Parliament here in Ottawa—that we should have an independent commission. I was very pleased with that, because in fact, I

[Translation]

Etant donné que vous avez cité M. Blakeney et que vous avez considéré son soutien comme allant de soi, pouvez-vous maintenant vous engager à supprimer, par amendement, toute référence à la tenue d'un référendum, étant donné que M. Blakeney s'y oppose toujours?

M. Chrétien: Non, nous n'en avons pas l'intention. Par contre, savez-vous ce que j'ai fait des nombreuses suggestions de M. Blakeney? Certaines m'ont paru tellement bonnes que je les ai incluses dans ma déclaration, tout en indiquant qu'elles étaient de lui.

Toutefois, nous nous étions déjà mis d'accord sur un certain nombre d'entre elles. Nous avons essayé de le satisfaire dans la mesure du possible, compte tenu de sa déclaration. Nous lui avons dit en juin et en juillet que nous ne céderions jamais sur la question du commerce international. S'il réclame encore ce pouvoir, il ne l'aura jamais. Il le sait parfaitement! Toutefois, il a dit qu'il aimerait bien savoir à quoi vont aboutir nos délibérations avant de prendre sa décision.

M. Epp: Monsieur le ministre, j'en étais toujours à la question du référendum, et non pas à celle du commerce international. Je vous ai posé une question bien précise à cet égard.

Je vais maintenant vous poser une autre question très directe en ce qui concerne la déclaration de M. Blakeney. Il s'agit de la réciprocité, toujours en matière de référendum. M. Blakeney a dit, et je cite:

Pas le moindre effort n'a été fait en ce qui concerne la réciprocité, c'est-à-dire le pouvoir d'un groupe de provinces pour organiser un référendum, tout comme le Parlement du Canada peut le faire.

Puisque nous vivons dans une fédération et que vous croyez qu'un système de gouvernement à deux paliers est ce qui convient le mieux au Canada, avez-vous envisagé la réciprocité qui permettrait à un certain nombre de provinces, peut-être quatre ou cinq, d'organiser un référendum, tout comme vous vous en donnez le droit unilatéralement?

M. Chrétien: Nous avons envisagé cette possibilité mais nous ne pouvons l'accepter. Nous avons suivi l'exemple de la fédération australienne où les référendums nationaux concernant la nation tout entière sont toujours organisés par le gouvernement national.

Nous avons repris le même principe, car il faut qu'un gouvernement national puisse prendre une décision lorsqu'un problème concerne l'ensemble du pays. C'est là le rôle du parlement national.

Il avait tout à fait raison de faire remarquer que, premièrement, les articles 41 et 42 n'étaient pas reliés entre eux; nous en avons déjà parlé.

Deuxièmement, il a dit qu'il était dangereux d'avoir un référendum instantané et, comme je suis d'accord avec lui, nous avons mis au point un autre mécanisme.

Sans se méfier pour autant du Parlement d'Ottawa, il disait qu'il faudrait créer une commission autonome. Cette idée m'a beaucoup plu puisque moi-même je m'étais plaint, pendant la

[Texte]

myself complained in my remarks in the referendum in Quebec that it was dictated, that in fact, the freedom of people was taken away, when we were all forced to go under one umbrella and some people were not comfortable under that one umbrella. But it was the only way we could act effectively in the referendum.

So I agree with Mr. Blakeney, and I am glad now that there will be a commission to set the rules, and it would not be set by the federal government, but by Parliament—Parliament will have the occasion to act if they are not happy.

Mr. Epp: I find it passing strange that you do not want to relate to the Canadian experience, but you seek the British experience, Australian experience, but not the Canadian experience. We want to deal with the Canadian experience. The point I am trying to make is that we want to deal with the Canadian experience. There is just another example—and this is the point: you did not address yourself to the triggering of the referendum. That is a point of great contention, not only with the premiers, but with Canadians whose deep sense of fairplay has been seriously violated by your unilateral action.

So I ask you, how do you determine deadlock? When does deadlock occur? Who determines it? How will it be announced, and how can the provinces respond?

Mr. Chrétien: You know, it is very simple, because the amendment to the Canadian constitution does not come out of the air. It is a problem which evolves in public debate. There is a realization that there is a need for some change. Presumably there will be some doubts.

At one time the Government of Canada would be obliged to come in front of the Parliament of Canada and propose an amendment to the Parliament of Canada; and it will be presumably accepted. On that day the provinces will have one year to accept or reject the proposition as already accepted and debated in the House of Commons and Senate.

• 2050

If, after a year, it is not acceptable to the provinces, that will have triggered the referendum. The determination will come, the start of the process will come the day that Parliament will vote the project of amending the constitution. Of course, I suppose if it is not acceptable to the provinces, the government could drop it and there will be no referendum.

An hon. Member: Fat chance.

Mr. Chrétien: What I would call the active trigger for the referendum would be probably when we pass the Order in Council naming the federal representatives on the referendum commission or something like that because, if we do not name anybody—no, no, it is a fact because otherwise the commission will not have been created and if the provinces do not agree about a name, among the nominees of the provinces, the Chief Justice of Canada will select one.

[Traduction]

campagne référendaire au Québec, que la population ait été obligée de se mettre soit dans un camp soit dans l'autre. Toutefois, c'est la seule façon d'arriver à quelque chose.

Je suis donc d'accord avec M. Blakeney et je suis heureux maintenant qu'un amendement prévoit la création d'une commission chargée d'établir les règlements du référendum; ainsi, ces règlements ne seront pas établis par le gouvernement fédéral, mais par le Parlement qui pourra donc intervenir s'il n'est pas satisfait.

M. Epp: Je trouve étonnant que vous refusiez de vous servir de l'expérience canadienne et que vous vous basiez sur celle des Britanniques ou des Australiens. Or, c'est l'expérience canadienne qui nous intéresse. Il y a une chose que vous n'avez pas mentionnée, c'est la décision de déclencher un référendum. C'est une question très controversée, non seulement parmi les premiers ministres, mais aussi parmi les Canadiens dont le sens de la justice a été rudement mise à l'épreuve par votre intervention unilatérale.

J'aimerais donc vous demander comment vous définissez une impasse? Quand se produit-elle? Qui va le déterminer? Comment cela sera-t-il annoncé et comment les provinces pourront-elles réagir?

M. Chrétien: C'est très simple, car la réforme de la constitution canadienne ne se fait pas par l'opération du Saint-Esprit. Le problème fait l'objet d'un débat public, qui aboutit à la nécessité d'apporter des changements. Il est certain qu'il y aura des doutes.

A un moment ou à un autre, le gouvernement du Canada devra affronter le Parlement du Canada et lui proposer un amendement. A partir de la date de son adoption, les provinces auront un an pour accepter ou rejeter la proposition qui aura été adoptée et débattue par la Chambre des communes et le Sénat.

Après un an, si cette proposition continue à ne pas satisfaire les provinces, le référendum sera organisé. C'est donc cela qui déclenche le référendum. Cette procédure débutera donc le jour où le Parlement aura adopté le projet de réforme de la constitution. Certes, si ce projet ne satisfait pas les provinces, le gouvernement pourra aussi y renoncer, et il n'y aura donc pas de référendum.

Une voix: Il n'y a pas de danger.

M. Chrétien: Donc, ce qui déclenchera véritablement le référendum sera sans doute l'adoption par le gouvernement de l'arrêté en conseil nommant les représentants fédéraux à la Commission sur le référendum; si les provinces ne parviennent pas à s'entendre en ce qui concerne leur représentant à cette Commission, le juge en chef du Canada en choisira un.

[Text]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Epp. I have many supplementaries, I will recognize first Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: Thank you, Mr. Chairman. I want to ask one supplementary of the Minister and to preface it by saying that two of the three things that he said about the referendum were quite accurate and I appreciate very much. The first one is that Section 41 and Section 42 now are linked and Section 41 of course is the amending formula, the Victoria amending formula. Section 42 of course is the referendum which means that you have to now go through the amending formula before we can have a referendum. I appreciate that, and I think that all of us on this Committee do.

The second thing that I appreciate is the second amendment that we had every intention to move before this Committee and that Mr. Blakeney complained about too, the fact that we could have an instant referendum and now of course according to your amendments we will not have that. We have that one year, and I appreciate that very much and I applaud that.

Mr. Chrétien: Let me give you another explanation, the need to trigger the referendum after a year has expired, a proclamation by Order in Council.

Mr. Nystrom: Yes, but the third point, just to clarify the record, Mr. Chairman, and I mentioned this on Monday evening when I was questioning you, is that on the referendum advisory committee you have said again that you have granted what Mr. Blakeney wished and I want to point out here that that is not the case. He called for a referendum rules commission and I have a copy by the way of the referendum rules committee, Saskatchewan draft, amendment that they would like to see in the constitution if indeed we go the referendum route; and it is a rules commission which consists of the chief electoral officer of the country and another person appointed basically by the federal Parliament and someone else appointed by the provinces; and that has all been done by the Minister here today.

But the difference between the Blakeney proposal is that it would have the force of law while the Minister's amendment...

Mr. Chrétien: I will recognize that point when you ask me questions on Monday.

Mr. Nystrom: I just want to make that clear, Mr. Minister, because this evening you have said again you listened to Mr. Blakeney on that point and you have the referendum rules commission as he suggested.

Mr. Chrétien: Not exactly, it is in that direction, quite close but not exactly.

Mr. Nystrom: I suppose the definition of the words "quite close" can be really stretched. I think there is a big difference between an advisory committee, and the committee that makes rules that are binding that have the force of law as Mr. Blakeney suggested.

[Translation]

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Epp. Il y a beaucoup de questions supplémentaires et je vais donner d'abord la parole à M. Nystrom.

M. Nystrom: Merci, monsieur le président. Avant de poser ma question, j'aimerais indiquer que deux ou trois détails donnés par le ministre au sujet du référendum étaient tout à fait exacts, ce dont je lui sais gré. Le premier concerne les article 41 et 42 qui sont maintenant reliés, l'article 41 portant bien sûr sur la formule d'amendement de Victoria. L'article 42 porte, lui, sur le référendum, ce qui signifie qu'il faut maintenant régler la formule d'amendement avant d'avoir un référendum. Cela me satisfait ainsi que tous les membres du comité, je pense.

L'autre chose que j'apprécie concerne le deuxième amendement que nous avons bien l'intention de présenter à ce comité. M. Blakeney s'était également plaint du fait que le gouvernement pouvait organiser un référendum instantané mais, maintenant, grâce à vos amendements, ce danger est écarté. En effet, vous avez prévu une période d'attente d'un an et j'en suis fort satisfait.

M. Chrétien: En d'autres termes, au bout d'un an, le référendum peut être décrété par arrêté en conseil.

M. Nystrom: Toutefois, il y a un troisième détail sur lequel je ne suis pas d'accord avec vous, monsieur le président, et je vous en ai déjà parlé lundi soir. En effet, monsieur le ministre, vous avez dit que la création de ce comité consultatif sur le référendum répondait au désir de M. Blakeney, mais ce n'est pas vrai. M. Blakeney réclamait la création d'une commission chargée d'établir les règlements du référendum et j'ai d'ailleurs ici un exemplaire de l'amendement proposé par la Saskatchewan à cet égard, amendement que cette province voudrait voir insérer dans la constitution si la procédure du référendum est maintenue. Selon cet amendement, la commission est composée du directeur général des élections, d'une personne nommée par le Parlement fédéral et d'une autre nommée par les provinces. Jusque là, l'amendement de M. Blakeney correspond à celui présenté aujourd'hui par le ministre.

Toutefois, selon la proposition de M. Blakeney, les décisions de cette commission auraient force de loi, tandis que l'amendement du ministre...

M. Chrétien: Je vous répondrai lorsque vous m'interrogerez lundi prochain.

M. Nystrom: Je voulais simplement que cela soit bien clair, monsieur le ministre, car vous avez dit ce soir que la commission proposée était conforme au désir de M. Blakeney.

M. Chrétien: Ce n'est pas tout à fait cela, même si ce n'en est pas loin.

M. Nystrom: Tout dépend de ce que vous entendez par l'expression «pas loin». A mon avis, il y a une grande différence entre un comité consultatif et un comité qui établit des règlements ayant force de loi, comme l'a proposé M. Blakeney.

[Texte]

Mr. Chrétien: We say that they make their recommendations and Parliament has 60 days to change them and if they do not change them they become law. It is delegation of authority by Parliament because we have to provide the funds for the running of a referendum and so on, that we leave the possibility for Parliament to intervene, if there is some problems, but knowing what Parliament is, to pass a piece of legislation in 60 days, it would absolutely be necessary that the government of the day and the parliamentarians see that there is something wrong with the recommendation.

Mr. Nystrom: The last question if I may, have you given any consideration, Mr. Minister, to the other two suggestions by the Premier, namely reciprocity on the referendum where there is a federal deadlock, the provinces then can initiate a referendum; and the second of course suggestion by Mr. Blakeney was that before a referendum could be held nationally that it is not only the Parliament of Canada and the Senate of Canada who have to decide that there is going to be a referendum but there would have to be at least four provinces agreeing as well before it can conduct a referendum. I am just wondering, just to complete Mr. Epp's series of questions, whether or not you could comment on those other two suggestions made by the Premier.

Mr. Chrétien: We have not accepted those two recommendations.

Mr. Nystrom: I know you have not but I just wonder if you can comment on whether or not you are of an open mind or would consider accepting them or some modification of them.

Mr. Chrétien: You know, I am always having a very open mind on anything but, you know, I do think it is an unnecessary step.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Nystrom. The honourable John Fraser.

Mr. Fraser: Thank you very much, Mr. Chairman.

Under Section 41, if an amendment is to take place then the consent of the legislatures of the provinces is required, according to the formula set out in Section 41 and also of course the approval of the Parliament of Canada is required.

Yet under Section 44 if the Senate did not go along with the House of Commons, with an amendment proposal, then under the amended provision that you have brought to us an additional three months over the so many days that was in the original draft, in other words, if a certain period of time goes by without the Senate approving then the Senate no longer has any function; and the matter can go back to the House of Commons and, if passed, then the Senate's objections can be ignored.

Mr. Chrétien: That is the proposition.

Mr. Fraser: That is the proposition.

Mr. Chrétien: That is what we call a veto suspension.

Mr. Fraser: Well, whatever you call it, I call it the emasculation of the Senate. You can shrug. I invite the Minister to tell me what it is if it is not that, and the fact is that as the Minister well knows there have been discussions for a long

[Traduction]

M. Chrétien: Nous avons dit que cette commission présenterait ses recommandations au Parlement, et, si ce dernier ne les a pas modifiées dans les 60 jours, elles auraient force de loi. Il s'agit donc d'une délégation des pouvoirs du Parlement étant donné que nous devons trouver les fonds pour l'organisation du référendum; cette solution permet également au Parlement d'intervenir en cas de problèmes mais, sachant comment fonctionne le Parlement, je pense qu'il faudrait que ce soit quelque chose d'extrêmement important pour que le gouvernement et les parlementaires réussissent à adopter un projet de loi en 60 jours.

M. Nystrom: Pour terminer, monsieur le ministre, avez-vous étudié les deux autres suggestions faites par M. Blakeney? Il s'agissait, premièrement, de la réciprocité en matière de référendum, qui permettrait aux provinces de déclencher un référendum en cas d'impasse fédérale. La deuxième suggestion de M. Blakeney consistait à obtenir l'accord de quatre provinces au moins, en plus de celui du Parlement et du Sénat du Canada, avant d'organiser un référendum national. J'aimerais donc savoir ce que vous pensez de ces deux suggestions de M. Blakeney.

M. Chrétien: Nous ne les avons pas acceptées.

M. Nystrom: Je le sais parfaitement, mais seriez-vous prêt à les réétudier sous une autre forme?

M. Chrétien: Je suis toujours prêt à le faire, mais je crois bien que c'est inutile.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Nystrom. Monsieur Fraser.

M. Fraser: Merci, monsieur le président.

Selon l'article 41, tout amendement de la constitution nécessite le consentement des assemblées législatives provinciales, ainsi que celui, bien sûr, du Parlement du Canada.

Or, l'article 44 prévoit le cas où le Sénat rejetterait un amendement adopté par la Chambre des communes; l'amendement que vous nous avez présenté prolonge de trois mois la période déjà prévue dans la version originale. En d'autres termes, si le Sénat n'approuve pas l'amendement au bout d'un certain temps, il n'a plus aucun rôle à jouer et l'amendement est renvoyé à la Chambre des communes. S'il est adopté, les objections du Sénat peuvent être ignorées.

M. Chrétien: Telle est la proposition.

M. Fraser: En effet.

M. Chrétien: C'est ce que nous appelons la suspension du droit de veto.

M. Fraser: Peu m'importe comment vous l'appellez; moi, j'appelle cela l'émasculation du Sénat. Vous pouvez bien hausser les épaules. Prouvez-moi le contraire. Le ministre sait parfaitement qu'il a longtemps été question de rendre le

[Text]

time now about making the Senate more effective as a protector of the regions and the provinces. Yet despite that the government is still proceeding with the proposition which eliminates completely that original purpose of the Senate. I have to ask the Minister what is the use of talking about Senate reform after this goes through if on a matter as vital to the provinces as the Senate's capacity to reject a proposition of the government of the day, the Senate no longer has that power. Why are you doing this?

Mr. Chrétien: I would say that in amending the constitution and in order to have it amended we need the consent of the national government in whatever is the amending formula. We need the requirement of the provinces or, if there is a deadlock, a referendum; and we do think that we do not want in those matters to frustrate the wishes of the provinces and the House of Commons in the Senate.

Of course in the discussion we have had during the summer, and it was one of the items that was most discussed during the summer, how to devise a more effective Upper House in Canada, in the discussions that we have had with the provinces and the British Columbia government has the problem as a main preoccupation of their constitutional preoccupation, if you read their representation they always refer in the report to an Upper House that will be the representative original preoccupation being reflected there but not in a sense to block the activities of the elected parliamentary, and in Ottawa, in federal jurisdiction.

Mr. Fraser: Mr. Minister, what you have said is at least a very forthright answer, but what I think the public ought to realize is that what you are doing is you are eliminating the role of the Senate as a guardian of the provinces. That is what you are doing.

Now, I want to turn to another point.

Mr. Chrétien: Mr. Fraser, you are quite a gentle person but yesterday you made some very awkward remarks talking about gutless and all that type of expression, you put a lot, perhaps too much colour in some of your presentation, I guess.

An hon. Member: You are a great one to talk.

Mr. Chrétien: I do think that I replied to the question, and we said that in the matter of constitution amendments and the wishes of the province have been expressed by the legislature, and that has been agreeable to the House of Commons, we do not think that the unappointed body should have the right to frustrate what the provinces have agreed, and the House of Commons has agreed. We do not say that the Senate is not there as a House of reflection to debate and argue and so on but when the wishes of the elected people have been clearly expressed by the provincial legislatures in the House of Commons we do think, and most of the Senators have recognized that very clearly in the past, because they have never used the power they have to frustrate the efforts of the elected people of Canada.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Fraser. I note that . . .

Mr. Fraser: I have not completed my questions.

[Translation]

Sénat plus efficace en tant que protecteur des droits des régions et des provinces. Malgré cela, le gouvernement nous soumet une proposition qui éliminera complètement le rôle premier du Sénat. A quoi sert-il de parler de la réforme du Sénat si l'on adopte un tel amendement, c'est-à-dire si l'on supprime tout droit de veto au Sénat, alors que ce droit est vital pour les provinces?

M. Chrétien: Pour modifier la constitution, il faut le consentement du gouvernement national, quelle que soit la formule d'amendement. Nous avons besoin de l'accord des provinces ou d'un référendum en cas d'impasse; sur ces questions-là, nous ne voulons pas contrecarrer la volonté des provinces, de la Chambre des communes ou du Sénat.

La création d'une Chambre haute plus efficace au Canada fut l'un des sujets les plus discutés au cours de l'été. Durant ces discussions avec les provinces nous avons remarqué que le gouvernement de la Colombie-Britannique plaçait ce sujet parmi ses principales préoccupations constitutionnelles. En lisant son exposé vous verrez qu'il fait toujours allusion à une Chambre haute représentant les préoccupations à la source mais sans faire obstacle aux activités des parlementaires élus au niveau fédéral, à Ottawa.

M. Fraser: Monsieur le ministre, votre réponse est très directe, mais le public devrait comprendre qu'en agissant de la sorte vous enlevez au Sénat son rôle protecteur à l'égard des provinces. Voilà ce que vous faites.

Maintenant, je voudrais passer à un autre sujet.

M. Chrétien: Monsieur Fraser, vous êtes très pondéré, mais hier vous avez tenu des propos bizarres en parlant notamment de ceux qui n'ont rien dans le ventre; vous avez voulu donner du piquant à votre intervention, mais un peu trop, selon moi.

Une voix: Cela vous va bien de nous faire la leçon.

M. Chrétien: Je pense avoir répondu à la question. Au chapitre des amendements constitutionnels, lorsque la volonté des provinces est exprimée par l'assemblée législative et que la Chambre des communes l'accepte, un organisme dont les membres ne sont pas élus ne doit pas être habilité à rejeter ce que les provinces et la Chambre des communes ont accepté. Nous nous gardons de prétendre que le Sénat n'est pas un lieu où l'on peut débattre des questions, mais lorsque la volonté des élus a été clairement exprimée par les assemblées législatives provinciales et par la Chambre des communes, nous pensons que les sénateurs n'ont pas à utiliser leur pouvoir pour contrecarrer les efforts des élus du peuple canadien, chose qu'ils n'ont d'ailleurs jamais faite, et la plupart des sénateurs l'ont admis.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Fraser. Je remarque . . .

M. Fraser: Je n'ai pas posé toutes mes questions.

[Texte]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The Chair has a problem presently because we are on the supplementary round and I have listened very carefully to the honourable Jake Epp and he was more on the referendum issue and the way the referendum should be called in the future, if that provision of the motion will be adopted. I understand that you are concerned with the role of the Senate and the reform of the Senate and the Chair recognizes that it is a fair question to be asked and debated and discussed with the Minister. So what I would suggest to you that I would keep your name down on my list and I would go then to the honourable Bryce Mackasey on his line of questioning and then come back to you after I have recognized honourable Senator Lowell Murray.

Mr. Fraser: Mr. Chairman, I think that is very fair and I do want to continue this line of questioning which will lead into some further questions with respect to Section 42. Thank you very much.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much for your co-operation, Mr. Fraser. I invite now the honourable Bryce Mackasey.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, I hope that my questions are related to the . . .

An hon. Member: So do we, Bryce, we all do.

Mr. Mackasey: Whether it is or is not, Mr. Chairman, they will learn by listening. This is the important point.

Mr. Minister, through you, Mr. Chairman, listening to Mr. Epp, and he is not here, but I have nothing bad to say about him or anyone else, so it does not matter whether he is here or not, I think you made it very clear that there is no deal with the Province of Saskatchewan for their support.

Mr. Chrétien: No deal, and we are not seeking a deal either.

Mr. Mackasey: Therefore the combination that you have made to Mr. Blakeney, based on its logic and on its persuasiveness and on common sense . . .

Mr. Chrétien: On the validity of the argumentation, that is all.

Mr. Mackasey: And hopefully you will have Mr. Blakeney's support but it is possible in a democratic that you may not.

Mr. Chrétien: It is possible.

Mr. Mackasey: But you are not trading certain prerogative of the federal government, if you like, to the provinces and particularly Saskatchewan just to achieve his support.

Mr. Chrétien: No, because when we prepared our package, Mr. Mackasey, you know we prepared the package when we made the announcement and it is only after that we waited to see how many provinces agreed or supported it. We have tried to work a deal on the whole package of 12 items following the meeting of June 9 at 24 Sussex but come September there was no agreement and we proceeded with our resolution and after that we have waited for further reaction of the provinces.

Mr. Mackasey: Mr. Minister, I too recognize the persuasiveness of Mr. Blakeney's argument and I must say that he

[Traduction]

Le coprésident (M. Joyal): J'ai présentement un problème car il s'agit d'un tour complémentaire et j'ai écouté très attentivement l'honorable Jake Epp. Ses propos portaient davantage sur la question du référendum et sur la façon dont il devrait être organisé, si cette disposition est adoptée. J'ai compris que vous étiez préoccupé par le rôle et la réforme du Sénat et je reconnais qu'il est conforme au règlement de poser cette question au ministre et d'en débattre avec lui. Voici ce que je vous propose: je laisse votre nom sur ma liste, je vais donner la parole à l'honorable Bryce Mackasey puis à l'honorable sénateur Lowell Murray et je reviendrai à vous.

M. Fraser: Monsieur le président, je pense que c'est très équitable et je reprendrai ce sujet qui m'amènera à poser d'autres questions sur l'article 42. Merci beaucoup.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup de votre collaboration, monsieur Fraser. Je donne maintenant la parole à l'honorable Bryce Mackasey.

M. Mackasey: Monsieur le président, j'espère que mes questions portent sur . . .

Une voix: Nous aussi, Bryce, nous l'espérons tous.

M. Mackasey: Que ce soit le cas ou non, monsieur le président, ils le sauront en écoutant. C'est ce qui importe.

Monsieur le président, monsieur le ministre, j'ai écouté M. Epp; il n'est pas là pour l'instant, mais je ne veux pas critiquer, pas plus lui qu'un autre; peu importe donc qu'il soit là ou non, vous avez précisé clairement qu'aucune entente n'a été conclue avec la Saskatchewan pour obtenir son appui.

M. Chrétien: Aucune entente, et nous ne cherchons pas à en conclure non plus.

M. Mackasey: Donc, la proposition que vous avez faite à M. Blakeney, qui était fondée sur sa cohérence, sa force de persuasion et son bon sens . . .

M. Chrétien: Sur la validité de l'argument, c'est tout.

M. Mackasey: Avec un peu de chance, vous aurez l'appui de M. Blakeney, mais comme nous sommes en démocratie, il est possible que vous ne l'obteniez pas.

M. Chrétien: C'est possible.

M. Mackasey: Toutefois, vous n'échangez pas certaines prérogatives du gouvernement fédéral, si l'on peut dire, contre l'appui des provinces et particulièrement de la Saskatchewan.

M. Chrétien: Non, monsieur Mackasey, car lorsque nous avons préparé nos propositions, nous les avons annoncées et c'est seulement par la suite que nous avons vu combien de provinces étaient d'accord ou appuyaient ces propositions. Nous avons essayé de nous entendre sur l'ensemble des 12 propositions suite à la rencontre du 9 juin au 24 Sussex, mais septembre est arrivé sans qu'on ait réussi à se mettre d'accord; nous sommes allés de l'avant avec notre projet de résolution et nous avons attendu la réaction des provinces.

M. Mackasey: Monsieur le ministre, je reconnais le caractère persuasif de l'argument de M. Blakeney. J'admets qu'il

[Text]

persuades me every time I listen to him especially when he talks about the need for a stronger central government because he makes the case that if you are going to have stronger regions you need a stronger central government.

We have talked about the shifting balance of power and division of powers. Am I right in saying that you have gone a long way to concede, resulting from Mr. Blakeney's argument, the field of indirect taxation to the provinces.

Mr. Chrétien: The field of indirect taxation for the provinces is very important for Saskatchewan because that was one of the problems that they have had to cope with in the potash case, the *CIGOL* case and they made a lot of representation, in fact it was a decision of the Supreme Court, what they have done. The national government had no objection. They have not even consulted with the national government but the courts ruled against them in that and in the *CIGOL* case and accepting the amendment of the NDP, something I had offered in the summer myself in solving the problem for Saskatchewan, and other provinces, too.

Mr. Mackasey: I do not want to take advantage of this new wrinkle of supplementary questions which I think is very useful, Mr. Chairman, but Mr. Minister what you are saying, and I want to get this very clear, is that you will respect the commitment given by the Prime Minister in an exchange of letters with the leader of the NDP Party, whether you do or do not have the support of the provinces.

Mr. Chrétien: Definitely. We had an exchange of letters between Mr. Trudeau and Mr. Broadbent and we intend to respect that whatever happens to the decision of Mr. Blakeney.

Mr. Mackasey: Reflecting provincial needs.

Mr. Chrétien: Yes.

Mr. Mackasey: Finally, Mr. Chairman, I must say I am very concerned and I will not raise it when Mr. Epp is not present but I have been listening to Mr. Epp's persuasiveness too and eloquence, and I hope I am wrong but it seemed to me that he almost threatened the Committee or you or the resolutions—he is coming now—when he said if we get it before the Committee, it being the proposed commitment or amendment to reflect your view, not necessarily Mr. Blakeney's view or Mr. Nystrom's, the commitment in that letter, it seemed to me that what Mr. Epp was saying, maybe I am wrong, you can correct me, when he said if we can get it before the Committee. Perhaps it was the tone of voice which was unusual because he is usually a very easy-going gentleman, and he left the inference that you will never get it before the Committee, if you do not get it before the Committee then you are not going to be able to meet your commitments; if you do not meet your commitment you are not going to get Mr. Blakeney's support. Surely Mr. Minister if all the members of this Committee are willing to do what is best for the Province of Saskatchewan, the views of Saskatchewan and the Premier of Saskatchewan, it should pose no procedural hassle for us if we all agree to help that province.

An hon. Member: Agreed, Mr. Chairman.

[Translation]

m'a persuadé chaque fois que je l'ai écouté, surtout lorsqu'il a parlé de la nécessité d'un gouvernement central plus fort. Il prétend qu'il faut un gouvernement central plus fort pour que les régions soient plus fortes elles aussi.

Nous avons parlé de l'équilibre et de la répartition des pouvoirs. Ai-je raison de penser que, suite à l'argument de M. Blakeney, vous avez concédé beaucoup de choses aux provinces dans le domaine des impôts indirects.

M. Chrétien: Le domaine des impôts indirects est très important pour la Saskatchewan, car c'est un des problèmes auxquels elle a eu à faire face dans le cas de la potasse, dans le cas de *CIGOL*; la province a présenté de nombreuses instances à ce sujet; il y a même eu un jugement de la Cour suprême. Le gouvernement national n'avait aucune objection. Ils n'ont même pas consulté le gouvernement national, mais ils ont été déboutés devant les tribunaux sur ce chapitre, dans l'affaire *CIGOL*; ils ont accepté l'amendement néo-démocrate, chose que j'avais proposée moi-même au cours de l'été pour résoudre le problème de la Saskatchewan ainsi que des autres provinces.

M. Mackasey: Monsieur le président, je ne veux pas abuser de cette période de question complémentaire, qui est très utile, mais monsieur le ministre, vous dites, et je tiens à en être sûr que vous respecterez l'engagement pris par le premier ministre dans une lettre adressée au leader néo-démocrate, même si vous n'avez pas l'appui des provinces.

M. Chrétien: Sans aucun doute. Il y a eu un échange de correspondance entre M. Trudeau et M. Broadbent et nous allons tenir nos engagements, quelle que soit la décision de M. Blakeney.

M. Mackasey: En ce qui concerne les besoins provinciaux.

M. Chrétien: Oui.

M. Mackasey: Il y a une question qui me préoccupe mais dont je préfère ne pas discuter en l'absence de M. Epp, qui a présenté son point de vue avec beaucoup de persuasion et d'éloquence. J'espère que je l'ai mal compris, mais je crois que ses propos peuvent s'interpréter comme une menace—le voilà qui revient—quand il semblait exprimer quelques doutes au sujet de votre engagement, c'est-à-dire l'amendement qui doit refléter votre position, pas forcément celle de M. Blakeney ni de M. Nystrom. Je me trompe peut-être mais il me semblait que le ton de sa voix était inhabituelle, lui qui est généralement si bien disposé. Quoi qu'il en soit, il semblait laisser entendre que vous n'alliez jamais soumettre ce document au Comité et que, par conséquent, vous ne seriez pas en mesure de tenir vos engagements, ce qui empêcherait M. Blakeney de vous accorder son appui. Si tous les membres de ce Comité sont prêts à faire ce qui est le mieux pour la Saskatchewan, selon les souhaits exprimés par cette province et son premier ministre, il me paraît impensable que l'aide que nous offrons pose des problèmes de procédure.

Une voix: Tout à fait d'accord, monsieur le président.

[Texte]

Mr. Mackasey: I cannot presume that Mr. Epp does not agree but it seems to me that the proposal that Mr. Blakeney has suggested, that Mr. Broadbent has suggested and which the Prime Minister agreed to and which we presume is for the best interests of the provinces in this federal system, that nobody around this table is going to try to set up any means of impeding the implementation or the adoption of such a positive gesture.

Can you visualize that, Mr. Minister?

Mr. Chrétien: No, I think that the members of this Committee will be responsible enough to make sure . . .

Mr. Mackasey: If it is unanimous.

Mr. Chrétien: Especially when they make a lot of their policies to defend the interests of the provinces, that in that proposition is a transfer, and it is one of the only places where there is a change in the balance of power and what it is, is the dilution of federal power to the provinces in giving them the right to indirect taxation and in giving them the right to enter provincial trade with federal paramountcy. So, it will be quite funny that that effort will be frustrated by a party in this House.

Mr. Mackasey: Would you elaborate on the international trade with federal paramountcy that your earlier answer may have left off and your position seemed to be very categorical. You just mentioned international trade with federal paramountcy.

Mr. Chrétien: I mentioned interprovincial trade.

Mr. Mackasey: Interprovincial trade, sorry.

Mr. Chrétien: With federal paramountcy. And we have agreed to give that power to the provinces, but not the international trade, for obvious reasons.

Mr. Mackasey: Mr. Blakeney did state that you did not reach an agreement in 1979, I think his exact words were, "In February, 1979 we reached near agreement". You mentioned that near agreement could have been full agreement if Alberta had agreed, and I am curious about what role Alberta played as another western province in that near agreement?

Mr. Chrétien: I was not there but what I know of the situation is there was no happiness in the federal delegation about the so-called separate draft and the information I have is not, I think, to say yes or no was a big relief to the federal delegation because it was blocked and rejected right off the bat, if I can use that expression, by Alberta.

So never Mr. Trudeau, as Prime Minister and the head of the delegation, had to cross that bridge. So nobody can conclude what Mr. Trudeau would have done because it was in the context of a large discussion where there were many problems and sometimes when there is only one left over you go the extra mile, but we do not know because they never crossed that bridge.

Mr. Mackasey: Because Alberta blew the bridge up.

[Traduction]

M. Mackasey: Je ne peux pas parler au nom de M. Epp mais je vois mal comment un membre de ce Comité essaie d'empêcher la réalisation d'une proposition suggérée par messieurs Blackeney et Broadbent, acceptée par le premier ministre et qui apparemment est dans l'intérêt des provinces à l'intérieur de notre fédéralisme. Je vois mal comment l'on pourrait empêcher la réalisation d'un geste aussi positif.

Pouvez-vous vous imaginer une telle éventualité, monsieur le ministre?

M. Chrétien: Non, je crois que les membres de ce Comité auront suffisamment le sens de leurs responsabilités pour s'assurer que . . .

M. Mackasey: Si c'est unanime.

M. Chrétien: Surtout quand on se pique de défendre les intérêts provinciaux. Dans notre proposition, il s'agit d'un transfert et c'est un des seuls domaines où la répartition des pouvoirs sera modifiée mais c'est favorable aux provinces, qui obtiennent des droits en matière d'impôts indirects et aussi de commerce provincial, le pouvoir fédéral conservant sa suprématie. Il serait donc ironique qu'une telle mesure soit défaite à la Chambre par le parti que l'on sait.

M. Mackasey: J'aimerais en savoir plus long sur cette disposition concernant le commerce international, avec la suprématie fédérale. Votre position semble très catégorique. Vous venez de faire allusion au commerce international, domaine dans lequel le gouvernement fédéral conserverait sa suprématie.

M. Chrétien: Je parlais de commerce interprovincial.

M. Mackasey: Effectivement.

M. Chrétien: Le gouvernement fédéral ayant la prééminence. Nous avons convenu d'accorder ce pouvoir aux provinces, mais pas pour le commerce international, pour des raisons évidentes.

M. Mackasey: Monsieur Blakeney avait mentionné que vous n'êtes par parvenu à un accord en 1979. En fait, il a dit que vous avez failli vous mettre d'accord en février 1979. D'après vous, une entente aurait eu lieu si l'Alberta avait accepté la proposition. Quelle a été au juste l'attitude de l'Alberta par rapport à celle des autres provinces de l'Ouest?

M. Chrétien: Je n'ai pas assisté aux discussions mais d'après ce que j'en sais, la délégation fédérale n'était pas contente de ce qu'on appelait le projet séparé. Le dénouement de cette question n'a provoqué aucun suspense puisque l'Alberta a rejeté la proposition d'emblée.

Monsieur Trudeau, en qualité de Premier ministre et de chef de la délégation, n'a donc pas été obligé de faire face à cette éventualité ou de traverser le pont, si l'on peut dire. Personne ne sait ce qu'aurait fait M. Trudeau parce que tout cela faisait partie d'un ensemble complexe. Parfois, quand il y a seulement une question à régler, on est prêt à y consacrer des efforts supplémentaires mais nous ne saurons jamais ce qui aurait pu se passer puisqu'ils n'ont jamais traversé ce pont.

M. Mackasey: Parce que l'Alberta l'a fait saut-

[Text]

Mr. Chrétien: Of course. So it was in February and the Prime Minister did not want to swim.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable Bryce Mackasey.

I would like to recognize the honourable Jake Epp on a supplementary question.

Mr. Epp: Thank you, Mr. Chairman.

I found the comment of the Minister interesting that the Prime Minister did not want to swim. I find that rather passing strange that he then launched his canoe on very troubled and stormy waters.

Mr. Chrétien: But he is in the canoe, not in the water.

An hon. Member: On skis.

Mr. Epp: But without a paddle, possibly.

Mr. Chrétien: But it is warm water.

Mr. Epp: I want to get back to what Mr. Mackasey said and, Mr. Chairman, the question I am going to put, I obviously want to give Mr. Mackasey every assurance of co-operation, but I am sure he would agree with me as well that we both want to observe the rules of the House, and that being the case, I know he is a great parliamentarian, he has a great reputation established that way and he would not want to jeopardize that reputation in saying that he either wanted to bend or break the rules.

An hon. Member: However.

Mr. Epp: That being the case, Mr. Chairman, as Mr. Mackasey has now agreed, if that were to be the case, and I say this to Mr. Mackasey as well, if that were to be the case that we should be able to open the proposed resolution on resources, if that is the unanimous agreement because the rules will not permit it, then I have to serve notice on behalf of my party if we open the whole British North America Act, if we are not at all any more confined to the proposed resolution, then I have many amendments, then I would like to discuss, Mr. Chairman, the very fundamental question that should be before this Committee and that is how do our institutions, how do we change our institutions in such a manner that they will better serve the Canadian public? That opens up that whole debate, then, and I am sure Mr. Mackasey, because of certain restrictions he might have from caucus, that he would not want to see that debate opened to that extent and I just leave that caveat.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, I want to thank Mr. Epp for reminding the Committee that I am a law abiding member of Parliament. I know a little bit about the rules but I have never seen the rules supersede common sense, and one of the nice things about the rules, if you read them . . .

An hon. Member: Closure?

Mr. Mackasey: I come back to my point, and I am very impressed and concerned that Mr. Epp of all members would leave the inference that he would deny the Province of Saskatchewan what they consider very fundamental in that province, Mr. Minister, because the wealth of Saskatchewan depends very much on their natural resources, unlike other

[Translation]

M. Chrétien: Bien sûr, et puisque c'était en février, le Premier ministre ne voulait pas se retrouver dans l'eau.

Le président (M. Joyal): Je remercie M. Mackasey.

Je donne maintenant la parole à M. Jake Epp pour une question supplémentaire.

M. Epp: Merci, monsieur le président.

Le Ministre dit que le Premier ministre ne voulait pas se retrouver dans l'eau. Dans ce cas, pourquoi avoir lancé son canot dans des eaux si troublées et tumultueuses?

M. Chrétien: Il reste quand même dans son canot, pas dans l'eau.

Une voix: Il fait du ski.

M. Epp: Mais sans pagaie peut-être.

M. Chrétien: Mais l'eau est chaude.

M. Epp: Quant à l'observation de M. Mackasey, je tiens à le rassurer, on peut compter sur ma collaboration. Mais il doit comprendre qu'à la Chambre il y a des règles à observer. Il ne voudrait sûrement pas compromettre sa réputation d'éminent parlementaire, en demandant que l'on contourne ces règles ou que l'on y déroge.

Une voix: Aucunement.

M. Epp: Les choses étant ainsi, monsieur le président, si nous commençons l'étude de cette proposition sur les ressources, à condition qu'il y ait consentement unanime à cet effet, puisque les règles ne le permettraient pas autrement, je dois vous avertir, au nom de mon parti, que nous ne serons plus tenus de nous limiter à ce projet de résolution et qu'il sera donc possible d'aborder toute question se rapportant à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. A ce moment-là, j'aurai beaucoup d'amendements à proposer, monsieur le président, sans parler d'une question fondamentale dont il faudrait saisir le Comité, c'est-à-dire la meilleure façon de réformer nos institutions pour quelles servent mieux le public canadien. Le débat est relancé et je suis sûr que monsieur Mackasey, compte tenu de certaines limitations qui lui sont imposées par son caucus, ne serait pas très content de voir la situation évoluer ainsi. Je voulais simplement le prévenir.

M. Mackasey: Monsieur le président, je remercie M. Epp qui a fait remarquer au Comité combien je suis respectueux de la loi. Je connais les règles, mais il ne me semble pas que celles-ci puissent avoir préséance sur le bon sens. Les règles ont ceci d'avantageux qu'elles . . .

Une voix: Vous parlez de la clôture?

M. Mackasey: M. Epp semble vouloir refuser à la Saskatchewan ce que cette province considère comme étant tout à fait essentiel à sa survie: les ressources naturelles. Car, contrairement à d'autres provinces, où le secteur secondaire est la source de richesse, la Saskatchewan devrait essayer d'obtenir autant de concessions qu'elle le peut sur le plan des ressources

[Texte]

provinces where secondary industry can be the source of much of the wealth, and it is important to Saskatchewan that they win as many concessions as they can. It is inconceivable to me that Mr. Epp would hide behind the rules or infer once again if we open the doors we are going to discuss everything from the reform of the Cabinet to the sex life of the tsetse fly, if you like, in order to prolong these hearings.

I only make the suggestion to the Minister because Mr. Epp opened the door when he said: if we can get it before the Committee; we can get it before the Committee, Mr. Epp, as long as all of us around this table agree to put the best interests of the country before our own petty little differences.

An hon. Member: Hear, hear.

Mr. Epp: Mr. Chairman, on that same point, on a point of order, Mr. Mackasey likes to infer certain things and the implication need not necessarily be there and I say to Mr. Mackasey that he can say what he wishes, but if we are going to discuss the constitution then we will discuss the constitution and there are many other aspects and the constitution is not confined to only those aspects of the constitutional discussion which the government has chosen to put forward before this Committee, and that point I will make to Mr. Mackasey, nor do I apologize for any manner that this party has been defending the provinces. What we have been defending and will continue to defend is the Canadian federal system.

An hon. Member: Hear, hear.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I think the point as made by the two honourable gentlemen is well received by the Chair and it is a reminder to the Chair that we have the responsibility to advise the honourable members so far as they have an involvement in the debate on the content of the amendments that they want to put forward, and I would like to thank them at this point for the advice that they have given us.

I would like to invite now the honourable Mr. Mark Rose on a supplementary question.

Mr. Rose: Thank you, Mr. Chairman.

I must apologize to everyone present since I do not have a sign. Oh, here it is.

I want to make it very clear that I am not Mr. Robinson this evening.

Anyway, I would like to suggest in a very non frivolous manner, in a very serious and maybe even gentle manner, perhaps even genteel, that I feel in the matter of resources the government has gone some distance, and I do not think that anyone can disagree with that. Well, there might be some disagreement. I was not heaping great praise on the government at this point. I am in a rather difficult spot in that whole matter.

Mr. Fraser: You have now gone some distance, Mark.

Mr. Rose: Pardon?

Mr. Fraser: You have now gone some distance; what is the point?

Mr. Rose: Well, Mr. Fraser is an old friend, I did not heckle you and I was tempted to on a number of occasion, but I would

[Traduction]

naturelles. Il est inconcevable que M. Epp se retranche derrière les règlements ou qu'il insinue que si nous ouvrons les portes, nous pourrions discuter de toutes les questions possibles et imaginables, depuis la réforme du Cabinet jusqu'à la vie sexuelle de la mouche tsé-tsé, rien que pour prolonger le débat.

Si je fais cette remarque au ministre, c'est parce que M. Epp a parlé hypothétiquement de la possibilité de saisir le Comité de cette question; cela ne pose aucune difficulté, monsieur Epp, pourvu que tous les membres du Comité acceptent de sacrifier leurs différends mesquins aux intérêts nationaux.

Une voix: Bravo, bravo.

M. Epp: Monsieur le président, à ce même sujet, M. Mackasey insinue certaines choses sans que son interprétation soit forcément justifiée. M. Mackasey peut dire ce qu'il veut, mais si nous devons parler de la Constitution, nous en parlerons, et de tous ses aspects, pas seulement de ceux que le gouvernement a décidé de soumettre à ce Comité. Que M. Mackasey me comprenne bien. Je n'ai aucune excuse à présenter pour le fait que notre parti défend des intérêts provinciaux. Ce que nous défendons, et continuons à défendre, c'est le système fédéral canadien.

Une voix: Bravo, bravo.

Le coprésident (M. Joyal): Je crois que les deux députés ont exposé leur point de vue. Les présidents ne doivent pas oublier qu'ils ont la responsabilité d'informer les membres du Comité sur le fond des amendements proposés et vos interventions ont servi de rappel. Je vous en remercie.

Je donne maintenant la parole à M. Mark Rose pour une question supplémentaire.

M. Rose: Merci monsieur le président.

Je vois qu'il manque la petite pancarte avec mon nom. Ah, la voici.

Je voulais que l'on sache que je ne suis pas M. Robinson.

Pour revenir à des questions plus sérieuses, j'estime que le gouvernement a accompli de réels progrès dans le domaine des ressources, chose que ne nierait personne. Oh, peut-être que certains ne seraient pas d'accord. Je ne cherche pas à faire l'éloge du gouvernement; en fait, je me trouve sur la sellette.

M. Fraser: Vous avez maintenant accompli de réels progrès vous aussi.

M. Rose: Pardon?

M. Fraser: Vous avez fait de progrès aussi; où voulez-vous en venir?

M. Rose: M. Fraser est un vieil ami; je n'ai pas cherché à vous embarrasser ce soir bien que les occasions s'en soient présentées.

[Text]

like to ask a question, really, of the Minister having to do with the Blakeney position on the resource package.

I would like to ask, since on page 35 of Mr. Blakeney's submission to this particular Committee, on Item B, the development, conservation and management of nonrenewable natural resources and forestry resources in the province including the laws in relation to the rate of primary production therefrom, has resulted in the fact that that province was burned. It went to the Supreme Court, we know that, and it meant that they had to redefine their own provincial legislation and I do not think it is proposed frivolously at all.

I know there are some problems for the government in terms of what is going to happen down the road. It could be argued, I suppose, that this is acceptance of the Saskatchewan proposal, could be a vehicle for a number of federal-provincial pensions in the years to come. I think that is a possibility.

However, really what they say on that same page, on point three, nothing in subsection (2) derogates from the authority of Parliament to enact laws in relation to the matter referred to in that subsection and where such a law of Parliament and law of the province conflict, the law of Parliament prevails to the extent of the conflict.

I do not know what the Parliament of Canada is really giving up in this. It is not giving up federal supremacy or paramountcy here at all, so I would like to ask a question of the Minister, whether the Minister and his officials are opposed to the provincial government having a say in this sort of thing, in resource matters, as they apply to interprovincial or international trade, or are you, Mr. Minister, merely opposed to its enshrinement in the constitution knowing well that the sort of administrative arrangement is not acceptable to that province and maybe not to other provinces?

Mr. Chrétien: Yes, but you say international trade is a federal responsibility, and we have made two major concessions. We have given them indirect taxation, to the provinces, in the matter of resources and interprovincial trade with federal paramountcy.

We do not want to give international trade because it could create too many problems and one can argue: yes, but you will have paramountcy; but the consequences are that there are ten provinces and if you gave it to all the 10 provinces and suddenly they start to pass legislation in international trade and that we, the Parliament of Canada, we have to pass law after law to stop that development, you have been around here for a long time . . .

Mr. Rose: You do not have to underline that.

Mr. Chrétien: And you are still doing quite well but I have been here longer than you.

Mr. Rose: And you are still doing fairly well, but not as well as you might do.

Mr. Chrétien: Yes. And it is difficult to get legislation through. Look, we are in session since October 6, how many bills have been passed in the last four months? Very few. I do

[Translation]

manqué. Mais au fait, j'ai une question à poser au ministre au sujet de la position de M. Blakeney concernant les ressources.

A la page 35 de l'exposé que M. Blakeney nous a présenté au paragraphe b nous lisons que la mise en valeur, la conservation et la gestion des ressources naturelles non-renouvelables et des ressources forestières de la province, y compris les lois concernant le rythme de production primaire de ces ressources, ont eu des effets néfastes sur la province. Nous savons que la question a été portée devant la Cour suprême et que la province a dû redéfinir ses lois provinciales. Je ne crois pas qu'il s'agisse d'une proposition frivole.

Je sais que le gouvernement aura à faire face à certains problèmes à l'avenir. L'on pourrait soutenir, je suppose, que l'acceptation de la proposition faite par la Saskatchewan pourrait entraîner de nombreuses tensions entre le fédéral et les provinces. C'est possible.

Cependant, la province dit à la même page, sous le point 3, que rien dans le paragraphe 2 porte atteinte à l'autorité du Parlement d'adopter des lois concernant la question qui fait l'objet du paragraphe et lorsque une telle loi du Parlement et une loi provinciale sont en conflit, la loi du Parlement prévaut.

Je ne vois pas ce que le Parlement du Canada cède. Il ne supprime pas du tout la suprématie fédérale. J'aimerais donc savoir si le ministre et ses collaborateurs s'opposent à ce que les gouvernements provinciaux exercent ce genre de contrôle dans les questions concernant les ressources, par rapport au commerce inter-provincial ou international. Ou vous opposez-vous plutôt, monsieur le Ministre, à l'enchâssement de ce principe dans la Constitution puisque vous avez très bien que la province en question n'accepte pas ce genre de mécanisme administratif et que, peut-être, les autres provinces ne l'accepteraient pas non plus?

M. Chrétien: Oui, mais vous dites que le commerce international relève du fédéral, et nous avons fait deux concessions majeures. Nous avons donné aux provinces la responsabilité de la taxation indirecte dans les domaines des ressources et du commerce interprovincial, tout en maintenant la suprématie du fédéral.

Nous ne voulons pas donner aux provinces la responsabilité du commerce international parce que cela pourrait entraîner trop de problèmes. L'on pourrait prétendre que nous aurons toujours la suprématie. Cependant, il y a 10 provinces, et si les 10 provinces ont tous cette responsabilité et se mettent d'un coup à adopter des lois concernant le commerce international, le Parlement du Canada aurait à adopter à son tour beaucoup de lois pour mettre fin à cette situation. Vous êtes ici depuis longtemps . . .

M. Rose: Inutile d'insister là-dessus.

M. Chrétien: Et vous vous débrouillez toujours bien, mais je suis ici depuis plus longtemps que vous.

M. Rose: Vous ne vous débrouillez pas si mal, mais pas aussi bien que vous le pourriez.

M. Chrétien: Oui. Et il est très difficile de faire adopter des lois. Écoutez, la session a commencé le 6 octobre, et combien de projets de lois ont été adoptés durant, les quatre derniers

[Texte]

not know the numbers but very few. But when you are in a provincial legislature, of course I do not expect that from Mr. Blakeney who will act in good faith, but suppose that there is a flooding of legislation in that field? By the time we would be in a position to pass legislation telling them that this is against the national interest, it might be that the damage will have been done to the national interest.

Secondly, you know how it is, how it will be nice for the parliamentarians in international trade in our traditional jurisdiction, to come and pass legislation here and there all the time and say the provinces are wrong in doing that.

It is difficult enough so that I do not want to be caught in a situation that every two or three months or six months we have to pass legislation to over-ride the legislation of the provinces. Better to make it very clear that international trade has to remain a federal responsibility, and if there is an international problem in relation to the development of the resources, we have the Parliament of Canada to resolve it. Parliament can act, there are representatives from all the provinces here.

Mr. Rose: Mr. Minister, I would like . . .

The Joint Chairman (Mr. Joyal): That will be your last question, Mr. Rose. Never forget you are on a supplementary round. Thank you very much.

Mr. Rose: I wish he would elaborate on how . . .

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I will keep your name on the list. I recognize the importance of the subject.

I would like to invite now the honourable Senator Lowell Murray, who has been very patient waiting to be recognized by the Chair since early this afternoon.

The Honourable Senator Murray.

Senator Murray: Thank you, Mr. Chairman.

I jsut had a couple of questions about minority language educational rights to follow up on the matters raised today by Mr. Corbin and others.

I would like to know, Mr. Minister, what you had in mind in the original draft of Section 23 when you related the right to instruction in the minority language to the provision of minority language educational facilities.

Why did you mention educational facilities in the first place? You will be aware, I am sure, it is argued by some that your original draft guarantees the right not only to instruction in the minority language, but to instruction in distinct physical facilities, perhaps even to distinct or separate school commissions, and that the new version of Section 23 that we have before us would take that right away.

Mr. Chrétien: On the contrary, Mr. Senator, why we have changed the words is because Mr. Yalden argued that "facilities" was too restrictive and the word we have selected in the new draft includes the facilities and something else. There is other technology that can be developed, and before it was argued that it was too restrictive and the new words we have

[Traduction]

mois? Très peu. Je ne connais pas les chiffres, mais il y en a eu très peu. Je crois que M. Blakeney agirait en toute bonne foi, mais qu'est-ce qu'on ferait s'il y avait un déluge de lois dans ce domaine? Étant donné le temps qu'il nous faut pour faire adopter une loi précisant qu'une action contre l'intérêt national, il se peut que l'intérêt national aurait déjà subi des préjudices.

Deuxièmement, vous savez très bien que les députés voudront sans cesse faire adopter des lois sur le commerce international, domaine relevant traditionnellement de notre compétence, pour dire que les provinces ne devraient pas telle ou telle chose.

Je ne veux pas nous voir dans une situation où il faudra faire adopter des lois tous les 2, 3 ou 6 mois pour passer outre aux lois provinciales. Il vaut mieux préciser très clairement que le commerce international doit continuer de relever de la compétence fédérale, et que s'il y a un problème international concernant l'exploitation des ressources, c'est le Parlement du Canada qui le résoudra. Le Parlement peut prendre des mesures, toutes les provinces y sont représentées.

M. Rose: Monsieur le ministre, je voudrais . . .

Le coprésident (M. Joyal): Ce sera votre dernière question, monsieur Rose. N'oubliez pas que vous pourrez poser d'autres questions au prochain tour. Merci beaucoup.

M. Rose: Je voudrais qu'il me donne plus de détails sur la façon dont . . .

Le coprésident (M. Joyal): Je vais garder votre nom sur la liste. Je sais que le sujet est très important.

Je donne maintenant la parole à l'honorable sénateur Lowell Murray, qui a attendu très patiemment depuis le début de l'après-midi.

L'honorable sénateur Murray.

Le sénateur Murray: Merci, monsieur le président.

J'ai quelques questions concernant les droits à l'enseignement dans la langue de la minorité, pour poursuivre les questions soulevées aujourd'hui par M. Corbin et d'autres.

Je voudrais savoir, monsieur le ministre, ce que vous envisagez dans la rédaction première de l'article 23 lorsque vous avez fait un rapport entre le droit à l'enseignement dans la langue de la minorité et la fourniture d'installations pour l'enseignement dans la langue de la minorité.

Pourquoi avez-vous fait mention des installations pour l'enseignement? Comme vous le savez sans doute, certains prétendent que le premier texte garantit le droit non seulement à l'enseignement dans la langue de la minorité, mais à l'enseignement dans des établissements différents, et peut-être même à des commissions scolaires différentes, mais que la nouvelle formulation de l'article 23 supprime ce droit.

M. Chrétien: Au contraire, monsieur le sénateur, nous avons reformulé l'article parce que M. Yalden avait prétendu que le mot «les installations» était trop limitatif. Le mot que nous avons choisi dans la nouvelle rédaction comprend les installations et quelque chose d'autre. Il est possible que de nouvelles techniques seront mises au point. Avant, on prétendait que le

[Text]

put in the new version, the intention is to make it broader, not only on installation and structure but other means.

It was to meet some of the complaints that have been raised in front of us and my drafter tells me that the new wording, rather than restrict, gave what was before and something else. I suppose because it might be today with the new technology you can have all sorts of technique to receive some special lessons if you want without having to have only the facility, and I think it is Mr. Yalden that said some person could receive in some isolated place their complete education by videotape and what not, and the intention in the draft, you can quarrel with my drafters but I am telling you the intention of the government in presenting this amendment is to give even more scope to the article than before and not restrict it, and the intention is to include the facility plus other means.

Senator Murray: Distinct physical facilities?

Mr. Chrétien: It is included.

Senator Murray: That is your intent. What about the distinct or separate school commissions that were mentioned today by Mr. Corbin, is that included?

Mr. Chrétien: We did not go that far in the sense that education remains the responsibility of the province and the setting up of school boards should not be the responsibility of the national government. The establishment of the school boards, because education remains a provincial responsibility, would be left with the provincial governments, and the citizen will have acquired some rights, not the federal government, and of course if in the setting up of school boards, or the court finds some discrimination because some had argued before that they could cut a French community in four different school boards and then they will no more have the numbers to justify anything; with the new article that we have introduced that offered the possibility for the court to remedy obvious discrimination and impose some solution, I think that we have expanded the scope very much in order to make sure that the facilities that you are referring to will be made available, per court orders.

I do think that if we had had that possibility in the past many of the political problems we are faced in some of the provinces would have been avoided because the government would say these rights are in the constitution and we have no choice and the courts will have stated their views on it.

Senator Murray: Would you give me your opinion, Mr. Minister as to whether a province could create some kind of administrative tribunal. Mr. Corbin was asking today what you meant by the Tribunaux Compétents. Could a province create some kind of an administrative tribunal to decide on the provision of these rights and declare that the decisions of that tribunal could not be appealed?

Mr. Chrétien: No. If you set up some administrative tribunals, these tribunals or bodies will still be subject to the charter of rights. They cannot create a tribunal that will not be subject to the bill of rights because the bill of rights

[Translation]

libellé était trop limitatif, et notre intention, dans le nouveau libellé, était d'élargir l'article, non seulement pour ce qui est des installations et des structures mais pour les autres points également.

Nous avons essayé de donner suite à certaines plaintes que nous avons entendues. Le rédacteur me dit que le nouveau libellé, non seulement ne limite par l'article, mais prévoit ce qu'on avait avant et quelque chose en plus. Avec toutes les nouvelles possibilités techniques, je suppose que l'on pourrait recevoir des leçons spéciales sans avoir les locaux. Je crois que M. Yalden nous a dit que, dans un endroit isolé les enfants pourraient recevoir tout leur enseignement par bande vidéooscopique. Vous pouvez vous disputer avec les rédacteurs si vous le voulez, mais l'intention du gouvernement dans cette modification est d'élargir l'envergure de l'article et non pas de la limiter. Notre intention est d'englober non seulement les installations mais également d'autres moyens.

Le sénateur Murray: S'agit-il de locaux différents?

M. Chrétien: Oui.

Le sénateur Murray: C'est votre intention. Le libellé comprend-il également les commissions scolaires séparées ou différentes dont M. Corbin a fait allusion aujourd'hui?

M. Chrétien: Nous ne sommes pas allés jusque là parce que l'enseignement relève toujours des provinces. La création des commissions scolaires ne devrait pas relever du gouvernement national. C'est aux gouvernements provinciaux de s'en occuper, et les citoyens ont certains droits acquis dans ce domaine, et pas le gouvernement fédéral. Certains ont prétendu auparavant que l'on pourrait créer quatre commissions scolaires différentes dans une agglomération francophone et, à ce moment-là, on n'aurait plus le nombre voulu pour justifier la création d'une école française. En vertu du nouveau article, les tribunaux peuvent intervenir pour redresser des cas de discrimination évidente et pour imposer une solution au problème. J'estime que nous avons beaucoup élargi l'article afin d'assurer que les installations dont vous parlez seront disponibles, même s'il faut passer par des injonctions de la Cour.

A mon avis, si cela vait été possible par le passé, nous aurions évité bien des problèmes politiques auxquels nous faisons face dans certaines provinces, car le gouvernement aurait dit que ces droits sont garantis par la Constitution et que nous n'avons pas le choix. Les tribunaux auraient exprimé le même point de vue.

Le sénateur Murray: Pensez-vous, monsieur le ministre, qu'une province pourrait créer un tribunal administratif? M. Corbin vous a posé des questions aujourd'hui sur la signification des tribunaux compétents. Une province pourrait-elle mettre sur pied un tribunal administratif qui jugerait si elle doit respecter ces droits, tout en déclarant que les décisions de ce tribunal seraient sans appel?

M. Chrétien: Non. Si l'on met sur pied des tribunaux administratifs, ils devront toujours respecter la charte des droits. Les provinces ne pourront pas mettre sur pied un tribunal qui n'aurait pas à respecter la charte des droits parce

[Texte]

entrenched in the constitution would give rights to Canadians and it would not be possible to build the system that will isolate citizens from the rights that are enshrined in the constitution.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much.

Mr. Chrétien: No province will be able, neither the federal government or the provincial legislatures will be able to frustrate the application of the rights of citizens.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Senator Murray.

• 2130

Je voudrais inviter l'honorable sénateur Tremblay qui a un commentaire sur l'interprétation à donner à l'article 23.

Sénateur Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Merci, monsieur le président.

Prenant pour acquis que l'intention de l'amendement qui est apporté à l'article 23(2) en ce qui concerne le remplacement du mot 'installation' par le mot 'prestation', prenant pour acquis que l'intention est d'élargir, je me demande si l'objectif que vise le ministre est vraiment atteint, et voici pourquoi. Si on voulait élargir, il me semble qu'il aurait fallu ajouter à l'expression 'installation' d'autres moyens de dispenser l'enseignement, en disant 'installation et autres moyens d'enseignement'. Alors qu'en donnant la formule générale 'prestation', il me semble que la signification est à peu près ceci, par n'importe quel moyen. On se trouve à élargir le sens mais lorsqu'on fait une obligation aux Provinces de dispenser l'enseignement par n'importe quel moyen, la difficulté est qu'elles vont pouvoir se conformer avec le moyen minimal. Par exemple, l'exemple est peut-être un petit peu inapplicable dans une classe maternelle, mais au secondaire, puisqu'il est question également de secondaire, je poserais la question au ministre ou à ses conseillers, est-ce qu'une commission scolaire qui se contenterait de dispenser l'enseignement par des cours par correspondance, cette méthode-là est comprise dans l'expression générale, est-ce que ça apparaîtrait suffisant pour se conformer à cette obligation-là?

Il me semble que si cela était juridiquement suffisant, ça ne serait quand même pas pédagogiquement suffisant et lorsqu'on ouvre la porte à n'importe quelle méthode pédagogique, il me semble que vous n'atteignez pas l'objectif que vous visez.

M. Chrétien: Voici. C'est un problème que j'ai débattu moi-même avant d'accepter ce texte et l'opinion que j'ai, on essaie toujours d'avoir un texte le plus concis possible et qui atteint les buts qu'on recherche, l'opinion qu'on m'a émise, c'est que pour les tribunaux, dans des circonstances comme celles-là, il serait très évident que le gouvernement provincial ou la commission scolaire en question prend des moyens détournés pour ne pas atteindre l'objectif nécessaire et, comme vous venez de le dire, ce serait un minimum. Alors, j'imagine que le ou les citoyens pourraient argumenter que par le moyen d'un cours par correspondance, par exemple, ils éliminent l'obligation de donner une institution, une structure, une bâtisse et l'interprétation des tribunaux, dans ces circons-

[Traduction]

que l'enchâssement de la charte des droits dans la constitution protégeait les Canadiens. Il serait impossible de mettre sur pied un régime qui priverait la population des droits garantis par la constitution.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup.

M. Chrétien: Ni le fédéral ni les provinces ne pourront entraver la mise en œuvre des droits de la population.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur le sénateur.

The honourable Senator Tremblay has a comment on a point of interpretation of Section 23.

Senator Tremblay.

Senator Tremblay: Thank you, Mr. Chairman.

If we assume that the intention of the amendment to Section 23(2) in which the word "facilities" is replaced by the "provision", is to broaden the scope of the section, I am wondering whether the Minister has actually achieved his objective. This is why. If the intent were to broaden the section, I think that the words "and other means of education" should have been added to the word "facilities". I believe that the general word "provision" suggests that education can be provided by any means whatever. The meaning is being broadened, but when we compel the provinces to provide education by any means whatever, the problem is that they can comply with the law by providing the minimum. The example may not apply so well to younger classes, but the secondary level, since secondary education is mentioned as well, I would like to ask the Minister or his officials whether a school board that provided only correspondence courses (for this method is included in the general word "provision") would be complying with this requirement?

In my opinion, if such courses were adequate from a level point of view, they would not be adequate from the pedagogical point of view. Once we open the door to any pedagogical method whatsoever, I do not think you are achieving your original objective.

Mr. Chrétien: This is a problem that I raised myself before agreeing to this wording. Of course, we always try to have as concise a wording as possible that meets our goals. The opinion I was given, was that in such cases the courts would be well aware that the provincial government or the school board in question was using a devious procedure to get around the objective of the section. As you said, they would be doing the base minimum. So, I imagine that the citizen or citizens involved could argue that a correspondence course, for example, would dispense with the obligation of having a facility, a structure, a building as such and that the courts would interpret, according to my understanding, that a roundabout way had been used to shirk the obligation.

[Text]

tances, à ce qu'on m'a dit, serait que c'est un moyen détourné pour éviter la solution.

Personnellement, je me pose la question. D'ailleurs, avant que vous posiez la question, en répondant au sénateur Murray, je me demandais si je ne devais pas, si le plus contient le moins, énumérer le moins aussi. Seulement, je ne sais pas quelle est la difficulté que ça pourrait créer. Je suis prêt à le considérer parce que j'ai la même préoccupation que vous et l'interprétation qui avait été donnée, par exemple, dans l'éditorial du *Devoir* par monsieur Proulx m'avait désappointé considérablement parce que mon intention, comme je viens de l'exprimer, était d'élargir la possibilité, comme l'avait demandé M. Yalden.

On m'assure que ce sont les bons mots qui sont là mais l'apparence peut-être exigerait à ce moment-ci de garder dans le texte les termes qu'on avait et dire plus. Nous allons considérer cette possibilité-là, c'est un amendement technique, j'ai clairement établi la politique, ce que le gouvernement voulait atteindre. Si les mots ne sont pas adéquats, on va voir si on ne pourrait pas les améliorer. Comme le plus comprend le moins, il n'y aura probablement pas d'objection d'y laisser le moins quand même.

Alors, je vais considérer cela.

Le sénateur Tremblay: Monsieur le ministre, si vous me permettez, je suggère très simplement que vous considériez la possibilité d'une formulation à peu près dans des termes comme ceux-ci, d'installation d'enseignement et de tous autres moyens adéquats, quelque chose de ce genre-là pour que...

M. Chrétien: Ou bien garder le mot qui est là et dire, en donnant comme exemple, ce qui était dans l'ancien texte.

Le sénateur Tremblay: Ça peut être une autre façon mais je crois que si vous voulez atteindre l'objectif que vous visez, il me semble que l'expression 'la prestation' ouvre la porte large qu'il serait possible qu'une commission scolaire ou une Province satisfasse à l'exigence de la loi avec des moyens vraiment de fortune.

M. Chrétien: L'opinion légale que j'avais c'est que les tribunaux y verraient clairement une forme de discrimination et ordonneraient un remède plus adéquat.

Le sénateur Tremblay: Peut-être.

M. Chrétien: Mais, ça ne coûte rien d'ajouter le mot si on peut l'ajouter et je pense que c'est ce qu'on devrait faire, peut-être; alors nous allons l'étudier et nous ferons rapport au Comité.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup de votre contribution, sénateur Tremblay.

Monsieur Corbin, vous aviez également une question supplémentaire à ce sujet.

M. Corbin: Une question supplémentaire, monsieur le président.

J'écoutais les propos du sénateur Murray et je pense que c'est par erreur qu'il m'attribuait des remarques concernant l'administration des écoles parce que je n'ai pas du tout, je pense que ma mémoire est fidèle, référé ce matin à l'administration des écoles comme telles. Je crois que vous avez peut-

[Translation]

Personally, I wonder what would happen. Before you asked that question, I had said in reply to Senator Murray that since the general contained the particular, perhaps it would be wise to list the particular aspects as well. However, I do not know what the consequences of such a change would be. I am ready to consider an amendment of that kind because I share your concern on that issue. Also, Mr. Proulx' interpretation of the wording which appeared in the editorial in *Le Devoir* deeply disappointed me as my intention was, as I have already stated, to extend the application as Mr. Yalden had requested.

I am assured that the present wording is the right one, but appearances may require that the terms used in the original text be kept with a few additions. We shall consider that possibility. It is an amendment of a technical nature. I have already stated quite clearly the government's policy on that issue. If the wording is inadequate, we shall see whether it cannot be improved. As the general contains the particular, there would probably be no objection to having the particular included as well.

I will consider that change.

Senator Tremblay: Mr. Minister, if I may, I would merely suggest that you consider a wording along the following lines: Educational facilities and any other adequate means something of that kind would...

Mr. Chrétien: There is that alternative or, the original term could be kept followed by an example, as in the old text.

Senator Tremblay: That is another possibility. Regardless, I feel that if you want to attain your objective, the expression "the provision out of public funds of minority language instruction" is broad enough to allow a school board or a province to meet the legal requirements through rather make-shift means.

Mr. Chrétien: My legal advice has led me to understand that the courts would see discrimination quite clearly in that case and would order that more adequate means be employed.

Senator Tremblay: Perhaps.

Mr. Chrétien: There is no harm in adding a word if it can be done. I think that is perhaps what should be done in this case. We will examine the situation and report back to the committee.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much for your contribution, Senator Tremblay.

Mr. Corbin, you also had a supplementary question on this matter.

Mr. Corbin: One supplementary question, Mr. Chairman.

I listened to Senator Murray's remarks and I think that he has mistakenly attributed to me remarks concerning the administration of schools. I believe my memory serves me correctly when I state that I made no reference this morning to the actual administration of schools. You are perhaps confus-

[Texte]

être lu cela dans l'éditorial du *Devoir* auquel a référé monsieur Chrétien.

Le sénateur Murray: Non, non, vous avez fait allusion à la situation au Nouveau-Brunswick où les commissions scolaires séparées existent.

M. Corbin: Oui, mais ça c'est une situation particulière au Nouveau-Brunswick, et qui est excellente d'ailleurs, et que j'ai citée en exemple au reste du Canada.

Maintenant, je ne dis pas qu'elle est parfaite mais elle est sagement meilleure que ce qui existe dans bien des provinces.

Monsieur le ministre,—et j'ai lu moi aussi l'éditorial du *Devoir*, je l'ai devant moi—je pense qu'on prête au gouvernement des intentions qu'il n'avait pas dès le départ. Je pense que vous avez clarifié la situation il y a un instant et je voudrais bien vous entendre répéter que nous n'avons jamais eu et nous n'avons pas l'intention de nous mêler de questions administratives au niveau des districts scolaires.

Nous reconnaissons cela comme de la juridiction exclusive des Provinces et je pense que c'est là où l'éditorial du *Devoir* peut induire certaines personnes en erreur en disant qu'on retire quelque chose par le terme 'installation d'enseignement' qui n'était pas là de toute façon.

M. Chrétien: D'ailleurs, c'est très dommage parce qu'hier soir, alors que j'étais à une émission d'affaires publiques à Radio-Canada, ceux qui m'ont succédé ont tout de suite repris les propos de monsieur Proulx pour en faire la Bible et dire qu'on restreignait, qu'on enlevait, qu'on intervenait et tout ça, alors que c'était tout simplement pour élargir les droits des minoritaires francophones ou anglophones à l'éducation sans pour autant intervenir dans l'administration de l'éducation qui est et qui devra demeurer de responsabilité gouvernementale provinciale.

M. Corbin: D'ailleurs, les évêques catholiques d'Ontario et monseigneur Aurèle Plourde, archevêque d'Ottawa, entre autres, sont venus devant ce Comité et ils ont reconnu de facto que la question des écoles homogènes, la question des commissions scolaires, le droit de gérer leurs institutions scolaires relevaient de la juridiction provinciale.

M. Chrétien: D'ailleurs, c'est la même chose au Québec. Il y a deux systèmes, il y a les protestants et les catholiques où les Anglophones catholiques ont peut-être le même genre de problèmes que les Francophones en Ontario. Les protestants ont un système tout à fait autonome qui leur est garanti par la Constitution.

Dans la Constitution, tous les aspects de l'éducation sont de juridiction provinciale. La Constitution garantit, dans le cas du Québec, à perpétuité un système d'écoles basé sur les religions catholique romaine et protestante. C'était dans la Constitution, et ça existe pour d'autres provinces aussi. Alors, de dire que c'est la liberté absolue en matière d'éducation pour les gouvernements provinciaux, dans la Constitution, c'est faux.

Il y a des restrictions constitutionnelles à la juridiction des Provinces en matière d'éducation, comme celle que je viens d'illustrer.

M. Corbin: Merci, monsieur le ministre, merci, monsieur le président.

[Traduction]

ing my comments with the editorial in *Le Devoir* mentioned by Mr. Chrétien.

Senator Murray: No. You referred to the situation in New Brunswick where there are separate school boards.

Mr. Corbin: Yes, but that is a situation particular to New Brunswick. It is an excellent system, by the way, and I had mentioned it as an example to the rest of Canada.

Now, I am not saying that it is perfect, but it is considerably better than the systems in a good many of the provinces.

Mr. Minister, I also read the editorial in *Le Devoir* and I have it here with me now. I think that the government has been ascribed intentions it never had. I believe that you clarified the situation a moment ago and I would really like to hear it repeated that we never have and never will have the intention of intervening in issues related to the administration in school districts.

We have recognized that area as the exclusive jurisdiction of the provinces. I believe the editorial in *Le Devoir* may have misled some people when it stated that we were taking away a right, which was not there in the first place, by removing the expression "educational facilities".

Mr. Chrétien: Yes and that is really a shame. Last evening, I was on a public affairs program with *Radio-Canada*. Those who followed me picked up on Mr. Proulx's remarks and took them as gospel. They stated that we were restricting, eliminating rights, that we were intervening, and so forth, whereas we were really attempting to increase the rights of francophone or anglophone minorities to instruction in their language without meddling in the administration of education which is and which should remain the responsibility of the provincial government.

Mr. Corbin: Also, the Catholic bishops of Ontario and Archbishop Aurèle Plourde of Ottawa, among others, appeared before the committee and recognized, de facto, that the question of homogeneous schools, school boards and the right to administer educational institutions are matters of provincial jurisdiction.

Mr. Chrétien: It is the same in Quebec. There are two systems. There are Protestants and Catholics and English speaking Catholics may encounter the same type of problem as the francophones in Ontario. The Protestants have an entirely autonomous system guaranteed to them by the Constitution.

The constitution recognizes that all aspects relating to education are provincial jurisdiction. In Quebec's case, the Constitution guarantees a denominational Roman Catholic and Protestant school system in perpetuity. That is contained in the Constitution and applies to other provinces as well. So, to say that the Constitution would grant provincial governments free reign over all matters relating to education is false.

There are constitutional restrictions placed on provincial jurisdiction over education, like the one I just gave you.

Mr. Corbin: Thank you, Mr. Minister. Thank you, Mr. Chairman.

[Text]

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Corbin. I would like now to invite the honourable Mr. Munro with the consent of all honourable members of this Committee.

Mr. Munro.

Mr. Munro: Il would like to deal with some of the questions raised by Mr. Epp, particularly with reference to the referendum.

We note the alterations that were made in at least two places, in Section 40(2) and Section 46, instituting the referendum rules commission in response to suggestions made here before this Committee by Premier Blakeney, not entirely in the form that Mr. Blakeney would have liked, but still a concession, and, I suppose, open to improvement even from the form in which they were placed.

I was wondering whether the Minister would like to comment in the very few minutes we have on what he understands to be the rules under which a referendum would take place?

What, in short, the commission would be expected to do? How far could it go? Would it be writing the terms of the referendum? Is that part of the rules?

Mr. Chrétien: You know, the constitutional amendment, as proposed by the national government, will have to be adopted first by the House of Commons and the Senate. There will be a year. In that year, supposing six or seven provinces do not agree, that will create the possibility of holding a referendum.

There will be an Order in Council of the national government triggering the mechanism of a referendum. There will be a commission created comprising three persons, one of whom will be the Chief Electoral Officer. They will, within a certain number of days, establish the rules—financing, advertising and what not.

The question will be known to Canadians for a year; do you or do you not want to amend, say, Section 7 of the constitution?

Mr. Munro: With all due respect, Mr. Minister, the question is known; the base amendment is known; but the manner in which the question is put in a referendum is not necessarily known. I think the Minister knows that perfectly well.

A form of distortion in the formation of a question is quite easily organized by a government to get the sort of answer that they want out of a question.

Therefore, what I am interested in learning is, is it the government of the day that will draw up the question which will be placed before the people of Canada in a referendum? that, I would imagine is clear, is it?

Mr. Chrétien: You know, it will not be the very clear question of almost two pages that we had last spring in Quebec! The question is a very simple one.

The federal Parliament will have approved an amendment to the Canadian constitution. They will presume that there will not be enough provinces to accept it. So the question will be very simple. It cannot be anything else, but to say: "Do you approve or disapprove of this amendment to the Canadian

[Translation]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Corbin. Avec le consentement de tous les membres du Comité, j'invite maintenant l'honorable M. Munro à prendre la parole.

Monsieur Munro.

M. Munro: Je vais reprendre certains arguments soulevés par M. Epp, notamment, au sujet du référendum.

Nous avons remarqué les modifications apportées à deux articles en particulier, à savoir l'article 40(2) et l'article 46 visant à établir une commission référendaire. Ces changements donnent suite aux propositions faites devant le Comité par M. Blakeney et, quoiqu'ils ne prennent pas la forme souhaitée par celui-ci, ils représentent néanmoins une concession susceptible, je suppose, d'être améliorée.

Durant le peu de temps qui m'est accordé, je veux que le ministre nous donne son interprétation des modalités selon lesquelles se déroulerait un référendum?

Bref, quel serait le rôle de la commission? Quelles seraient ses limites? Serait-elle chargée de rédiger le texte du référendum? Les règles, prévoient-elles cette responsabilité?

M. Chrétien: L'amendement de la Constitution, tel que proposé par le gouvernement national, devra tout d'abord être adopté par la Chambre des communes et le Sénat. Il y aura un délai d'un an. Au cas où six ou sept provinces ne donneraient pas leur accord sur la procédure de modification durant cette période, un référendum serait alors permis.

Un décret en conseil pris par le gouvernement national déclencherait le mécanisme référendaire. Une commission composée de trois membres, dont le directeur des élections, sera créée. Dans un nombre de jours prescrits, cette commission établira les règles de procédure, les modalités de financement, de publicité, et ainsi de suite.

Les Canadiens auront pris connaissance de la question un an avant la tenue du référendum. Par exemple, êtes-vous d'accord pour modifier l'article 7 de la Constitution?

M. Munro: Excusez-moi, monsieur le ministre, mais si on connaît la question, le contenu de l'amendement, on ignore la manière dont la question sera posée lors d'un référendum. Le ministre le sait très bien, d'ailleurs.

Une question rédigée de façon tendancieuse pourrait facilement produire la réponse que veut obtenir le gouvernement en place.

Ainsi, je voudrais savoir s'il incomberait au gouvernement de rédiger la question qui serait soumise au peuple canadien lors d'un référendum? Ma question est très claire, n'est-ce pas?

M. Chrétien: C'est la même question, très claire, qui a donné lieu à près de deux pages de discussions au Québec l'année dernière! La question est très simple.

Le Parlement du Canada aurait approuvé un amendement à la constitution canadienne. En supposant qu'un nombre insuffisant de provinces l'aient accepté, il se contenterait de poser la question très simple que voici: «Êtes-vous d'accord pour que cet amendement soit apporté à la Constitution canadienne?».

[Texte]

constitution?", and the answer is yes or no. Do you approve changing the constitution? The answer is yes or no.

Mr. Munro: You mentioned finances. What exactly did you mean? Would you elaborate a little bit on that? The limit . . .

Mr. Chrétien: We will establish the rules about how much . . .

Mr. Munro: May I finish my question, Mr. Minister?

Mr. Chrétien: I wanted to be helpful, that is all.

Mr. Munro: You are all together too helpful. You like to interrupt before you have heard the question, and it has occurred on more than one occasion this evening.

I would like to know whether this financial aspect of it involves the limitations placed upon the various parties, or is it a global expenditure? Will it be derived from government funds, provincial funds, federal funds, or is it to be raised?

Are these the rules that you would expect the commission to draw up?

M. Chrétien: La réponse est oui.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Munro, as you know, tomorrow morning we have a session at 9:30, and we would be glad to invite you to continue your line of questioning.

Honourable members of the Committee will have heard the bell, and honourable members of the House of Commons have to run to the House, and we would request the agreement of honourable Senators to adjourn at this point.

The meeting is adjourned to 9:30 tomorrow morning, when we will resume our work with the honourable the Minister of Justice.

La séance est levée.

[Traduction]

La réponse sera oui ou non. On demandera au peuple s'il est d'accord pour modifier la constitution, oui ou non?

M. Munro: Vous avez parlé de financement. Que vouliez-vous dire par là? Pourriez-vous préciser votre pensée à ce sujet? La limite . . .

M. Chrétien: Nous établirons les conditions concernant le montant . . .

M. Munro: Me permettez-vous de terminer ma question, monsieur le ministre?

M. Chrétien: Je voulais être serviable, c'est tout.

M. Munro: Vous l'êtes un peu trop. Vous aimez interrompre avant d'avoir entendu la question entière et vous l'avez fait plus d'une fois ce soir.

Je veux savoir si la question financière porte sur le plafonds des dépenses imposé aux intéressés ou s'il s'agit d'un forfait? Les fonds, proviendront-ils du gouvernement, des provinces, du gouvernement fédéral ou faudra-t-il les collecter?

A votre sens, incombera-t-il à la commission d'établir des conditions à cet égard?

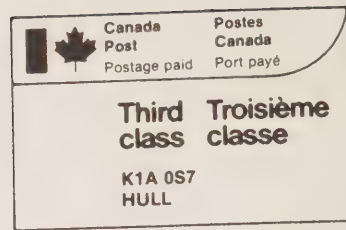
Mr. Chrétien: The answer is yes.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Munro, comme vous le savez, nous nous réunissons à 9 h 30 et c'est avec plaisir que nous reprendrons la discussion.

Les honorables membres du Comité auront entendu retentir la sonnerie qui rappelle les députés à la Chambre des communes. Nous vous prions, messieurs les sénateurs, de nous permettre de lever maintenant la séance.

La séance est levée jusqu'à 9 h 30 demain et nous reprendrons notre travail avec l'honorable ministre de la Justice.

The meeting is adjourned.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacre-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of Justice:

Mr. Roger Tassé, Q.C., Deputy Minister;

Dr. B. L. Strayer, Q.C., Assistant Deputy Minister, Public
Law.

Du ministère de la Justice:

M. Roger Tassé, c.r., sous-ministre;

M. B. L. Strayer, c.r., sous-ministre adjoint, Droit public.

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

SENATE
HOUSE OF COMMONS

SÉNAT
CHAMBRE DES COMMUNES

Issue No. 39

Fascicule n° 39

Friday, January 16, 1981

Le vendredi 16 janvier 1981

Joint Chairmen:
Senator Harry Hays, P.C.
Serge Joyal, M.P.

Coprésidents:
Sénateur Harry Hays, c.p.
Serge Joyal, député

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Special Joint Committee of
the Senate and of
the House of Commons on the*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité mixte spécial
du Sénat et de
la Chambre des communes sur la*

Constitution of Canada

Constitution du Canada

RESPECTING:

The document entitled "Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada" published by the Government on October 2, 1980

CONCERNANT:

Le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980

APPEARING:

The Honourable Jean Chrétien,
Minister of Justice and
Attorney General of Canada

COMPARAÎT:

L'honorable Jean Chrétien,
Ministre de la Justice et Procureur
général du Canada

WITNESSES:

(See back cover)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981

SPECIAL JOINT COMMITTEE OF
THE SENATE AND OF THE HOUSE
OF COMMONS ON THE CONSTITUTION
OF CANADA

Joint Chairmen:

Senator Harry Hays, P.C.
Serge Joyal, M.P.

Representing the Senate:

Senators:

Austin	Lapointe
Bélisle	Lucier
Connolly	

Representing the House of Commons:

Messrs.

Allmand	Epp
Beatty	Fraser
Bockstael	Gendron
Corbin	Hawkes

COMITÉ MIXTE SPÉCIAL DU SÉNAT
ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES
SUR LA CONSTITUTION DU CANADA

Coprésidents:

Sénateur Harry Hays, c.p.
Serge Joyal, député

Représentant le Sénat:

Les sénateurs:

Murray	Rousseau
Petten	Tremblay—10

Représentant la Chambre des communes:

Messieurs

Irwin	Nystrom
Mackasey	Robinson (<i>Burnaby</i>)
McGrath	Tobin—(15)

(Quorum 12)

Les cogreffiers du Comité

Richard Prigent

Paul Bélisle

Joint Clerks of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b) of the House of Commons

On Friday, January 16, 1981:

Mr. Gendron replaced Mr. Gimaïel;
Mr. Allmand replaced Mr. Peterson;
Mr. Robinson (*Burnaby*) replaced Mr. Manly.

Pursuant to an order of the Senate adopted November 5, 1980

On Friday, January 16, 1981:

Senator Rousseau replaced Senator Lamontagne.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement de la Chambre des communes

Le vendredi 16 janvier 1981:

M. Gendron remplace M. Gimaïel;
M. Allmand remplace M. Peterson;
M. Robinson (*Burnaby*) remplace M. Manly.

Conformément à un ordre du Sénat adopté le 5 novembre 1980

Le vendredi 16 janvier 1981:

Le sénateur Rousseau remplace le sénateur Lamontagne.

MINUTES OF PROCEEDINGS

FRIDAY, JANUARY 16, 1981
(70)

[Text]

The Special Joint Committee on the Constitution of Canada met this day at 9:42 o'clock a.m., the Joint Chairman, Senator Hays, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Austin, Bélisle, Connolly, Hays, Lapointe, Lucier, Murray, Petten, Rousseau and Tremblay.

Representing the House of Commons: Messrs. Allmand, Beatty, Bockstael, Corbin, Epp, Gendron, Hawkes, Irwin, Joyal, Mackasey, McGrath, Nystrom, Robinson (*Burnaby*) and Tobin.

Other Members present: Messrs. Munro (*Esquimalt-Saanich*) and Rose.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Messrs. Paul Martin and John McDonough, Researchers.

Appearing: The Honourable Jean Chrétien, Minister of Justice and Attorney General of Canada.

Witnesses: From the Department of Justice: Mr. Roger Tassé, Q.C., Deputy Minister and Dr. B. L. Strayer, Q.C., Assistant Deputy Minister, Public Law.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the Senate dated November 3, 1980 and its Order of Reference from the House of Commons dated October 23, 1980, both relating to the document entitled "Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada" published by the Government on October 2, 1980. (*See Minutes of Proceedings, Thursday, November 6, 1980, Issue No. 1.*)

The Committee resumed consideration of Clause 1 of the Proposed Constitution Act.

At 11.01 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE VENDREDI 16 JANVIER 1981
(70)

[Traduction]

Le Comité mixte spécial sur la Constitution du Canada se réunit aujourd'hui à 9 h 42 sous la présidence du sénateur Hays (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Austin, Bélisle, Connolly, Hays, Lapointe, Lucier, Murray, Petten, Rousseau et Tremblay.

Représentant la Chambre des communes: MM. Allmand, Beatty, Bockstael, Corbin, Epp, Gendron, Hawkes, Irwin, Joyal, Mackasey, McGrath, Nystrom, Robinson (*Burnaby*) et Tobin.

Autres députés présents: MM. Munro (*Esquimalt-Saanich*) et Rose.

Aussi présents: Du Service de recherches de la Bibliothèque du Parlement: MM. Paul Martin et John McDonough, chercheurs.

Comparaît: L'honorable Jean Chrétien, ministre de la Justice et procureur général du Canada.

Témoins: Du ministère de la Justice: M. Roger Tassé, c.r., sous-ministre et M. B. L. Strayer, c.r., sous-ministre adjoint, Droit public.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du Sénat du 3 novembre 1980 et de son ordre de renvoi de la Chambre des communes du 23 octobre 1980, tous deux portant sur le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980. (*Voir procès-verbal du jeudi 6 novembre 1980, Fascicule n° 1.*)

Le Comité reprend l'étude de l'article 1 du projet de loi sur la Constitution.

A 11 h 01, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Les cogreffiers du Comité

Richard Prigent

Paul Bélisle

Joint Clerks of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Friday, January 16, 1981

• 0945

[Text]

The Joint Chairman (Senator Hays): On behalf of the Joint Chairman, Mr. Joyal and honourable members of this Committee, I think we could start by pointing out that this is the 70th meeting. I do not know what is significant, but it is the 70th.

On Section 1—*Rights and Freedoms in Canada*.

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Munro was questioning the witness when we adjourned last night.

Mr. Munro.

Mr. Munro: Thank you, Mr. Chairman. I would like to pick up the supplementary question about the political arrangements which were made between the Liberal Party and the New Democratic Party, in the course of an exchange of letters which were tabled or made public on October 21.

I would like to direct the Minister's attention to this, aside from wondering in my own mind as to the desirability on a matter of constitutional and national importance, significant ideas of this sort which should, I would hope get beyond the partisan, we do see behind the curtains, so to speak, an arrangement between two parties.

I am wondering if, taking into account the various elements of the documents which are now part of our constitution—I could cite a number of them; one is Section 109 of the British North America Act, which covers the matter generally; and with respect, concentrating on British Columbia from which I come, those agreements at the time of the admission of British Columbia to the Confederation in 1871 where there was an element of the transfer of lands followed by an agreement in 1930 by the British North America Act, 1930, where it appears quite clear in the preamble to which places the new provinces in the same position as the original or Charter provinces, so to speak, with respect to natural resources.

I am wondering if the Minister would be prepared to indicate how that arrangement his Prime Minister made with the New Democratic Party would be in any way different from the terms of the documents that were recognized as being part of the constitution of Canada; how the suggestion that was put forward would differ from the situation as it is at this very moment.

Hon. Jean Chrétien (Minister of Justice and Attorney General of Canada): In my government's view, the ownership of the resources has never been in question.

The dispute that there was over the last 10 or 15 years on the issue has been the level of taxation of those resources and the transfer of the resources to the western provinces in 1930 was to make the resources of the western provinces on the same basis as those of the eastern provinces or central provinces.

The reason why we had this text was at the request of the western provinces.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le vendredi 16 janvier 1981

[Translation]

Le coprésident (sénateur Hays): Au nom du coprésident, monsieur Joyal, et des membres du Comité, j'aimerais d'abord vous signaler que nous allons commencer notre 70^e réunion. Je ne sais pas si cela signifie quelque chose, mais en tout cas, c'est la 70^e.

Article 1—*Droits et libertés au Canada*.

Le coprésident (sénateur Hays): M. Munro était en train d'interroger le témoin lorsque nous avons levé la séance hier soir.

Monsieur Munro.

M. Munro: Merci, monsieur le président. J'aimerais reprendre la question supplémentaire qui était posée au sujet des arrangements politiques conclus entre le parti libéral et le parti néo-démocrate, dans des lettres publiées le 21 octobre dernier.

Il semble donc, monsieur le ministre, et j'espère ne pas faire preuve de sectarisme politique en abordant ce sujet, qu'un arrangement a été conclu entre les deux partis.

Prenons les documents qui font maintenant partie de notre Constitution, notamment l'article 109 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, qui traite de ce sujet en général. Il y est question notamment de la Colombie-Britannique, d'où je viens, et des accords qui ont été signés au moment de l'entrée de cette province dans la Confédération, en 1871. Il y avait eu alors un transfert de terrains, suivi d'un accord en 1930, en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Dans le préambule, il est indiqué très clairement que les nouvelles provinces ont le même statut que les provinces d'origine, pour ainsi dire, en ce qui concerne les ressources naturelles.

Le ministre pourrait-il me dire dans quelle mesure l'accord conclu entre le Premier ministre et le parti néo-démocrate diffère des modalités des documents qui sont réputés faire partie de la Constitution du Canada? Dans quelle mesure la suggestion qui a été faite modifie-t-elle la situation actuelle?

M. Jean Chrétien (ministre de la Justice et Procureur général du Canada): Selon mon gouvernement, la question de la propriété des ressources n'a jamais été contestée.

Ce qui a été par contre contesté au cours des quinze dernières années, c'est le niveau de taxation de ces ressources; leur transfert aux provinces de l'Ouest en 1930 était destiné à donner à ces dernières les mêmes pouvoirs que les provinces de l'Est ou du Centre dans ce domaine.

Ce texte a été préparé à la demande des provinces de l'Ouest.

[Texte]

This text that we have now was at the request of the provinces, because they felt that there was some doubt as to ownership. It is clarification, in my judgment, of what existed before.

We were not the ones who were asking for clarification, but the provinces, and that applies to all provinces.

In my view, the nature of the ownership of the resources in Canada is the same across Canada.

In 1979, this clarification—the first word starts with “confirm the jurisdiction of the provinces”; so it is a confirmation in order to make it clearer. It will not change anything that has been done in the past. It is merely a clarification and confirmation.

When the honourable member talks about a secret deal, I am surprised when he says so, because it was made public in both French and English and distributed to everybody.

There was discussion before, and of course there must be; before you agree to a text there is discussion. In other pieces of legislation, sometimes I talk with my critics in the opposition, your party and we discuss some aspects of a particular bill. There is nothing sinister about it. Whenever there is any unhappiness, the Minister of Justice—Mr. Robinson, for instance, speaks to me about some aspects of my administration, and Mr. Hnatyshyn talks to me in the corridors about aspects of the bill. So there is nothing sinister about it.

If we can come to an agreement it is in order to make the work of the Committee of the House of Commons easier.

So this is absolutely and completely public and it is a confirmation of the ownership of the resources in the provinces.

It has been sought after by the western provinces. We are obliging.

I am startled at the prospect of seeing one party using procedure to try and forbid this Committee from making that clarification for the good or benefit of the people who are seeking it, and it is not the eastern provinces, it is the western provinces.

Mr. Munro: Is the Minister suggesting that the leader of the New Democratic Party is speaking for the western provinces and that, by contrast, the Prime Minister would be speaking, presumably, for Canada, in working out an arrangement with a spokesman for the western provinces in the person of Mr. Broadbent?

I wonder whether the Minister has this in mind. Will the Minister indicate the broad outline of the agreement between the Minister and the Leader of the New Democratic Party, which was worked out either on October 2—I think this statement was made at that time, or on October 6, when there were interviews and the leaders of the two parties met with the Prime Minister to have revealed to them the terms of the proposal that were being brought forward.

Was it at that time that the Prime Minister worked out with the Leader of the New Democratic Party the broad outline of this confirmation, as the Minister is pleased to call it, which, again, with all due respect is an agreement between two parties?

[Traduction]

En effet, elles estimaient qu'il y avait encore des incertitudes en ce qui concerne la question de la propriété. Il s'agit donc, à mon avis, de clarifier davantage ce qui existait déjà.

Ce n'est pas nous qui avons demandé cette clarification mais les provinces, et cela s'applique à toutes les provinces.

A mon avis, les conditions de la propriété des ressources sont les mêmes dans tout le Canada.

En 1979, le texte commençait ainsi: «confirmer la compétence des provinces.» Ce texte apporte donc une confirmation et, par là, une clarification. Il ne change rien à ce qui se faisait dans le passé, c'est simplement une clarification et une confirmation.

Lorsque le député parle d'une transaction secrète, cela me surprend étant donné qu'elle a été publiée en français et en anglais et distribuée à tout le monde.

Certes, cet accord a été précédé de discussions, mais cela s'applique à n'importe quel accord. En effet, pour d'autres projets de lois, il arrive qu'on discute avec des porte-parole de l'Opposition sur certains aspects de ce projet de loi. Il n'y a donc rien de dramatique. Quand l'un ou l'autre parti n'est pas satisfait d'un projet de loi, leurs représentants viennent me trouver et, par exemple, M. Robinson vient me parler de certains aspects de mon administration, tandis que M. Hnatyshyn me parlera lui d'autres aspects du projet de loi. Il n'y a donc rien de dramatique.

Nous voulons en venir à un accord pour rendre le travail de la Chambre des communes plus facile.

Il s'agit donc d'une chose tout à fait publique, une confirmation de la propriété des ressources des provinces.

Les provinces de l'Ouest l'ont demandé, nous avons répondu à leur demande.

Je suis surpris de voir un parti invoquer la procédure pour empêcher le Comité d'apporter des précisions pour le bien ou dans l'intérêt de ceux qui en demandent, et il ne s'agit pas des provinces de l'Est, mais de l'Ouest.

M. Munro: Le ministre prétend-il que le leader du Nouveau parti démocratique parle au nom des provinces de l'Ouest et qu'au contraire, le premier ministre parlerait lui au nom du Canada en négociant un accord avec le porte-parole des provinces de l'Ouest en la personne de M. Broadbent?

Je me demande si c'est ce que le ministre a en tête. Peut-il nous donner les grandes lignes de l'accord intervenu entre le ministre et le leader du Nouveau parti démocratique, soit le 2 octobre, je crois que la déclaration a été faite à ce moment-là, ou le 6 octobre, lorsqu'il y a eu des entrevues et que les leaders des deux partis ont rencontré le premier ministre qui leur a révélé les modalités de la proposition présentée.

Est-ce à ce moment-là que le premier ministre a mis au point avec le leader du Nouveau parti démocratique les grandes lignes de cette confirmation, comme le ministre se plaît à l'appeler et qui, je le répète, en toute déférence, est un accord avec un parti?

[Text]

I am also wondering whether the Minister would comment on why he did not bring forward himself, when he brought forward his own amendments earlier this week, why he did not then bring forward proposals to amend his proposals, attributing the origin, if he likes to the Leader of the New Democratic Party, saying that the wording has been worked out by the law officers of the Crown at the instance of the Minister of Justice who is the spokesman on this matter?

Mr. Chrétien: Mr. Chairman, this proposition here is not new. There is nothing new about it. It is something which was debated all summer and is a position that I, myself, put on the table in July to the provinces.

The text or the body of the resources amendment has been established clearly in front of the provinces during the summer. After that, of course, Mr. Broadbent, and just like Mr. Clark, Mr. Trudeau got them in his office and explained what he had in mind and during the course of the discussion—and I presume so, because I was not there—they covered all the ground. We decided to put it there, because it is a change in the balance of power, because we are transferring in that amendment some powers to the provinces.

We are giving the provinces a power that they never had before—the power of indirect taxation, and in that amendment we are giving another power, which is the interprovincial trade power for the provinces with federal paramountcy. So it is devolution of power from the federal government to the provinces in two important fields in relation to resources.

Now, you are asking me whether Mr. Trudeau and Mr. Broadbent changed their views on that, and eventually Mr. Broadbent presumably said, "It is very nice to have a charter but we would like to do something on resources." Mr. Trudeau said "If you bring forward an amendment we would accept it".

That is the nature of the agreement.

So, you are asking me why I have not introduced it. It is because the agreement we are having—and it is public and is in writing and was distributed on October 21; it was agreed that if the New Democratic Party was to bring forward or to bring about or present this amendment we have given a commitment that our party would support it.

That is why I have not introduced it, because we said to the NDP Party, "If you put it forward, we will accept it," and there is agreement between the two parties on that in the two letters. It is as simple as that.

Mr. Munro: And this was the price of support by the Liberal Party for the NDP support in the full package of the proposals? Is that correct?

Mr. Chrétien: That is a demand or request of Mr. Broadbent. We have acquiesced.

In a situation like that there are some members of my party and some members of the New Democratic Party who put pressure on us and some members here—yesterday, for instance, Senator Tremblay said on the clause on education that it might be good because the wording selected seemed to

[Translation]

Le ministre pourrait-il nous dire pourquoi il ne l'a pas présenté lui-même, lorsqu'il a proposé ses propres amendements plus tôt cette semaine, pourquoi il n'a pas présenté les propositions visant à modifier ses propositions, les attribuant, s'il le désire, au leader du Nouveau parti démocratique? Pourquoi n'a-t-il pas dit que le libellé a été mis au point par les avocats de la Couronne à la demande du ministre de la Justice qui est le porte-parole en la matière?

M. Chrétien: Monsieur le président, cette proposition n'est pas nouvelle. Elle ne comporte aucun élément nouveau. Elle a fait l'objet de discussions tout l'été, il s'agit d'une position que j'ai moi-même présentée en juillet aux provinces.

Le texte ou le contenu de l'amendement concernant les ressources a clairement été rédigé devant les provinces au cours de l'été. Après cela évidemment, M. Broadbent, tout comme M. Clark, a été convoqué au bureau de M. Trudeau qui leur a expliqué ce qu'il avait dans l'idée. Au cours de cette discussion, c'est une supposition, je n'étais pas présent, ils ont revu toute la question. Nous avons décidé de l'insérer, car elle modifie l'équilibre des forces, puisque nous transférons dans cet amendement certains pouvoirs aux provinces.

Nous donnons aux provinces un pouvoir qu'elles n'avaient pas précédemment, le pouvoir de la taxation indirecte et nous donnons aux provinces un autre pouvoir par cet amendement, celui du commerce interprovincial, le gouvernement fédéral ayant la primauté. Par conséquent, il s'agit d'une dévolution de pouvoirs du gouvernement fédéral aux provinces dans deux domaines importants concernant les ressources.

Vous me demandez si M. Trudeau et M. Broadbent ont changé d'opinion à ce sujet et si en fin de compte M. Broadbent aurait dit: «C'est très bien d'avoir une Charte, mais nous voulons faire quelque chose au sujet des ressources» et si M. Trudeau a répondu: «Si vous présentez un amendement, nous l'accepterons».

Telle est la nature de l'accord.

Vous me demandez maintenant pourquoi nous n'avons pas présenté cet amendement. C'est précisément à cause de l'accord que nous avons conclu, qui est connu de tous, qui existe par écrit en vertu d'un document en date du 21 octobre. Il a été convenu que si le Nouveau parti démocratique présentait cet amendement, nous l'appuyierions.

C'est pourquoi nous ne l'avons pas présenté car nous avons dit au Nouveau parti démocratique: «Si vous présentez cet amendement, nous l'accepterons». Il s'agit d'un accord entre les deux parties précisées dans les deux lettres. C'est aussi simple que cela.

M. Munro: Il s'agit donc d'un échange de bons procédés entre le Parti libéral et le Nouveau parti démocratique pour obtenir son appui, n'est-ce pas?

M. Chrétien: Nous avons acquiescé à une demande, à une requête plutôt, de M. Broadbent.

Dans une situation comme celle-là, des membres de mon parti, des membres du Nouveau parti démocratique font pression sur nous; hier, par exemple, le sénateur Tremblay a soulevé la question de l'article sur l'éducation car il trouve que le libellé choisi n'est pas tout à fait satisfaisant, qu'il crée une

[Texte]

create some confusion, and we should have new words. I said it makes sense if we can find the words.

This Committee is making suggestions. I had no intention of putting in the charter, to begin with, the right of trial by jury. It was not in the proposition. It was discussed in this Committee and I put it there.

Mr. Warren Allmand and others raised a lot of questions about the scope in relation to native rights being too narrow. I looked into that and improved the language substantially. Now, there is a new proposition. Now, is it the price I paid to have the vote of Warren Allmand or of anybody? No. It is simply that we are trying to get a better package. It is made here. It is a good illustration, because the argument that is going to be made in England—there they will vote yes or no; but they will not have that type of committee work as to the meaning of words. They will take what the Canadians are sending to them, that is to the Canadians, speaking through the House of Commons and the Senate.

Mr. Munro: Thank you, Mr. Chairman. I have another line of questioning which I do not think I could pursue in just one question. I would like to reserve my position, if I may.

The Joint Chairman (Senator Hays): Yes.

I now go to Mr. Nystrom, followed by Senator Connolly.

Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: Thank you very much, Mr. Chairman. I want to ask the Minister a few questions about resources as well on a supplementary basis.

But I would like to preface my remarks by saying that I do not think that in this Committee we should start wondering who speaks for Quebec, or Ontario or the West. We all are trying in this Committee to speak for all of Canada. If any member comes from the West, then he or she is obviously speaking for the Western Region, but they are speaking first and foremost for Canada; Mr. Robinson and Mr. Rose speak for both Canada and Western Canada as I do as well.

We should not infer that any other member does anything other than that.

I would like to ask the Minister whether or not he can confirm categorically that he is now willing to accept an amendment from our party—an important new amendment to our constitution which would give an important new power to the provinces, namely the power of indirect taxation for resources to the provinces?

I asked that because it does not now exist under the present constitution of Canada, and in Saskatchewan, we have had the Supreme Court throw out some provincial legislation in the CIGOL case on the basis that the legislation went beyond the powers of the province in the area of indirect taxation.

[Traduction]

certain confusion, et que nous devrions peut-être le remanier. Je lui ai répondu qu'il avait peut-être raison et qu'il s'agirait de trouver un nouveau libellé.

Les membres du Comité nous font des suggestions. Au départ, je n'avais nullement l'intention d'inclure dans la Charte le droit à un procès devant jury. Ce n'était pas inclus dans le projet de résolution. On en a parlé ici en comité et cette suggestion est désormais incluse.

Monsieur Warren Allmand et d'autres ont soulevé plusieurs questions concernant la portée trop limitée de la reconnaissance des droits des autochtones dans le projet de résolution. Je me suis donc penché là-dessus et le libellé a été beaucoup amélioré. C'est donc là une nouvelle proposition. Prétendez-vous maintenant que c'est là un échange de bons procédés avec M. Warren Allmand ou quelqu'un d'autre? Pas du tout. Il s'agit simplement d'améliorer le projet de résolution. Vous en avez là un bon exemple car nous devons plaider notre cause en Angleterre. Il y aura là-bas un vote acceptant ou rejetant l'ensemble des propositions car il n'est pas question de débattre de la signification du libellé en comité là-bas. On s'en tiendra à ce que les Canadiens enverront par l'intermédiaire de la Chambre des communes et du Sénat.

M. Munro: Merci, monsieur le président. Je voudrais aborder un autre sujet mais cela exigerait plus d'une question. Je m'abstiendrai donc de le faire.

Le coprésident (sénateur Hays): Très bien.

Je donne la parole à M. Nystrom et ensuite ce sera au sénateur Connolly.

Monsieur Nystrom.

M. Nystrom: Merci, monsieur le président. Je voudrais poser au ministre quelques questions concernant les ressources dont nous avons déjà parlé.

Auparavant, je tiens à dire qu'il n'est pas opportun qu'ici en comité nous nous demandions qui est le porte-parole du Québec, de l'Ontario ou de l'Ouest. Nous essayons ici de parler au nom de tous les Canadiens. Si un député de l'Ouest se fait le porte-parole de l'Ouest, ce n'est que secondaire car en premier lieu, il parle au nom du Canada. MM. Robinson et Monsieur Rose sont les porte-parole à la fois du Canada et de l'Ouest. C'est la même chose pour moi.

Personne ici ne devrait alléguer qu'un député agit autrement.

Le ministre peut-il nous confirmer de façon catégorique qu'il est prêt à accepter un amendement qui présenterait notre parti, un nouvel amendement très important qui donnerait aux provinces un nouveau pouvoir, à savoir le pouvoir de percevoir un impôt indirect sur les ressources des provinces?

Je pose cette question parce que cela n'existe pas à l'heure actuelle aux termes de la Constitution en vigueur au Canada et il se trouve que la Cour suprême de la Saskatchewan a rejeté certaines lois provinciales à propos de l'affaire CIGOL parce qu'elles outrepassaient les pouvoirs de la province en matière de fiscalité indirecte.

[Text]

Are you willing to accept an amendment in the area of indirect taxation which would give the provinces very important new powers?

Mr. Chrétien: Yes, we will accept an amendment giving the power to the provinces to levy indirect taxation on resources as mentioned in the exchange of letters and it is an offer we have made to the provinces in the summer, and it will be a new disposition in the constitution giving new powers which now do not exist to the provinces.

Mr. Nystrom: Given to the provinces, and in terms of concurrency and interprovincial trade, you have federal paramountcy where it goes beyond provincial boundaries.

Mr. Chrétien: Yes, we will accept an amendment which gives the provinces new power, the power to pass legislation on interprovincial trade, and of course, there is some national interest, and the federal government on that matter will keep paramountcy. It means to say that the provinces will be able to pass legislation affecting interprovincial trade and it would be absolutely legal. At the present time it would be illegal as was judged in the Supreme Court case of CIGOL and so on.

If the federal government keeps the paramountcy power, it means that if we were to find that what has been done in the field of interprovincial trade by the provinces is against the national interest, the national Parliament will be able to pass a piece of legislation which will nullify the legislation of the provinces on interprovincial trade in relation to resources.

Mr. Nystrom: Thank you very much.

That area of concurrency and the sharing of powers is important and allows the province to develop as it sees fit according to its own objectives, and with federal paramountcy the national interest remains paramount.

Thank you.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you, MR. Nystrom.

Any supplementary, Mr. Rose?

Mr. Rose: I would like to add briefly that I welcome the opportunity as a western Canadian to participate in a constitutional deliberation for our country here in Canada. I find it very difficult to accept that the only people who speak for Western Canada are members of the loyal Opposition or the provincial premiers, and I, for one, feel we have been left out of these discussions as federal members of parliament for far too long, and, from that point of view, I appreciate that.

I would like to underline the fact that I do not see how anyone who purports to speak for provinces, even though he speaks also for Canada, can fail to recognize that there is a clarification and a devolution of powers in resources to the provinces; and I cannot see how anyone can be against that.

[Translation]

Êtes-vous prêt à accepter un amendement en matière de fiscalité indirecte qui donnerait aux provinces de nouveaux pouvoirs très importants?

M. Chrétien: Oui, nous accepterons un amendement donnant aux provinces le pouvoir de lever des impôts indirects sur les ressources, comme cela a été mentionné dans l'échange de lettres, c'est là une offre que nous avons faite aux provinces à l'été et ce sera une nouvelle disposition de la Constitution donnant aux provinces des pouvoirs dont elles ne disposent pas encore à l'heure actuelle.

M. Nystrom: Des pouvoirs donnés aux provinces, mais pour ce qui est des droits communs et des échanges interprovinciaux, c'est le fédéral qui a primauté sur tout ce qui dépasse les frontières provinciales.

M. Chrétien: Oui, nous accepterons un amendement donnant aux provinces un nouveau pouvoir, le pouvoir d'adopter des mesures législatives en matière de commerce interprovincial et, bien sûr, le gouvernement fédéral gardera la primauté pour les questions d'intérêt national. Cela veut donc dire que les provinces auront le droit d'adopter des mesures législatives en matière de commerce interprovincial, cela sera absolument légal. A l'heure actuelle, de telles mesures seraient illégales, c'est ce que la Cour suprême a déclaré à propos de l'affaire CIGOL et ainsi de suite.

Le gouvernement fédéral gardera la primauté en la matière parce que si certaines mesures prises par les provinces dans le domaine du commerce interprovincial vont à l'encontre de l'intérêt national, le Parlement de la nation aura la possibilité d'adopter une loi abrogeant les lois provinciales en matière d'échanges interprovinciaux de ressources naturelles.

M. Nystrom: Merci beaucoup.

Cette question de la compétence commune et le partage des pouvoirs constituent un domaine important qui permet aux provinces de se développer en fonction de leurs objectifs, l'intérêt national restant primordial du fait de la primauté du fédéral.

Merci.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci, monsieur Nystrom.

Monsieur Rose, vous voulez poser une question supplémentaire?

M. Rose: En tant que représentant de l'Ouest canadien, j'aimerais profiter de cette occasion pour dire que je suis heureux de participer au débat constitutionnel qui se déroule dans notre pays. Il m'est très difficile d'accepter le fait que les seuls porte-parole de l'Ouest canadien sont les membres de la loyale Opposition ou les premiers ministres provinciaux et, pour ma part, j'estime que les parlementaires fédéraux ont été tenus à l'écart de ces discussions pendant beaucoup trop longtemps et, de ce point de vue, je suis heureux de pouvoir maintenant prendre la parole.

J'aimerais souligner que je ne vois pas comment ceux qui prétendent parler pour les provinces, quand bien même ils parlent pour le Canada, ne parviennent pas à reconnaître que des pouvoirs sont dévolus aux provinces en matière de ressources naturelles; je ne vois pas comment on peut être contre cela.

[Texte]

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you, Mr. Rose.

Mr. Chrétien: I think the text is very important. With the difficulty we have had in the field of resources in the last 15 years, I would attribute a lot of the so-called political ambiguity which existed in terms of who owns and who has the power to manage the resources within the border of the provinces.

Even if we had, legally, no doubt that it was satisfactory in the previous constitution, this clarification would certainly help to make the position of the national government and the provincial government easier to understand.

I think it is a good and important development. I am delighted that we have accepted that it be proposed by your party. I do not in any way feel embarrassed by that because I did the same thing all summer and proposed it to the provinces.

Of course, it is always the same when you go after perfection and ask for everything, because then you run the risk of having nothing. This is exactly what happened.

It was a good illustration, and in the summer, many, many weeks I had the impression that we had four, five or six deals or agreement on 12 items.

But it turned out at the First Ministers' Conference that it was everything or nothing, and we had to agree to the whole package in order to get repatriation. And what has been the result? Zero! It was extremely frustrating to all my colleagues who had worked all summer and had made a lot of progress. But we had to agree to this new formula, to give that to Manitoba, and something else to British Columbia and so on, or nothing; so it was not possible; many topics were not mature enough; there was a great deal of division amongst the provinces on all issues.

• 1005

So it turned out to be nothing. Of course, if we had said yes, we oblige, and do whatever you want and there is no more federal government, of course we would have an agreement.

It is easy to say yes all the time; it is sometimes much more difficult to say no, but sometimes when we say no we feel good about it and that is exactly what happened in Quebec. We said no and we feel pretty good about it.

The Joint Chairman (Senator Hays): You have a supplementary, Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Yes, Mr. Chairman.

Just very briefly, Mr. Minister, the implication that you leave us with is that you are going to accept the amendment as proposed by the New Democratic Party with its wording.

Yesterday the issue was raised as to how this might be done, given the terms of reference to this Committee, but I want to move to another issue. Clearly this amendment will affect both provincial powers and federal powers, and could you tell us

[Traduction]

Le coprésident (sénateur Hays): Merci, monsieur Rose.

M. Chrétien: J'estime ce texte très important. Compte tenu des difficultés auxquelles nous avons fait face ces 15 dernières années dans le domaine des ressources naturelles, j'estime que cette prétendue ambiguïté politique quant à la propriété et à la gestion des ressources se situait essentiellement au sein même des provinces.

Il est certain que la chose était satisfaisante dans la Constitution précédente, mais cette clarification contribuera à mieux comprendre la position du gouvernement national et du gouvernement provincial.

Le progrès est intéressant et important. Je suis heureux que nous ayons accepté que votre parti en fasse la proposition, ce qui ne m'ennuie pas le moins du monde, parce que tout l'été dernier, je l'ai moi-même proposé aux gouvernements provinciaux.

Bien entendu, c'est toujours la même chose qui se produit, quand on cherche à tout avoir. On risque de tout perdre. C'est exactement ce qui s'est produit.

En voilà un bon exemple. L'été dernier, pendant de nombreuses semaines, j'ai eu l'impression que nous allions nous entendre sur une douzaine de questions.

Au bout du compte, à la Conférence des premiers ministres, c'était tout ou rien. Il fallait que nous acceptions l'ensemble des propositions avant d'abstenir leur accord pour le rapatriement. Qu'en a-t-il résulté? Rien du tout! Ce fut extrêmement frustrant pour tous mes collègues qui avaient passé l'été à travailler à ce projet et qui avaient cru faire beaucoup de progrès. Nous avons finalement dû nous entendre sur cette nouvelle formule en donnant un petit quelque chose au Manitoba, un autre petit quelque chose à la Colombie-Britannique, et ainsi de suite. Il était impossible de s'entendre là-dessus, et bien des sujets n'ont pas pu être vidés. La plupart des gouvernements provinciaux n'arrivaient pas à s'entendre à tous points de vue.

On a donc abouti à un gros zéro. Si nous avions accepté de faire tout ce que les gouvernements provinciaux avaient demandé, nous nous serions entendus, mais nous aurions fait disparaître le gouvernement fédéral.

C'est facile de dire oui, sans doute beaucoup plus facile que de dire non. Parfois, nous nous sentons soulagés d'avoir dit non, comme c'est le cas au Québec. Nous avons dit non et nous en sommes fort heureux.

Le coprésident (sénateur Hays): Vous voulez poser une question supplémentaire, monsieur Hawkes?

M. Hawkes: Oui, monsieur le président.

Très rapidement, monsieur le ministre, vous nous laissez entendre que vous allez accepter l'amendement que proposera le Nouveau parti démocratique, sans modifier son libellé.

Hier, on s'est demandé comment une telle chose serait possible, étant donné le mandat du Comité. Je veux toutefois passer à autre chose. Cet amendement touchera à la fois les pouvoirs des gouvernements provinciaux, et ceux du gouverne-

[Text]

what mechanism—can I wait until I have the Minister's attention?

Could you tell us, or at least give us some idea, because this amendment will be so critical to the very nature of a federated Canada, what mechanism you have in mind for provincial government consultation on the wording of this amendment, or do you intend to just proceed with a private agreement between the Prime Minister and the Leader of the New Democratic Party and the rest of the country be damned?

Mr. Chrétien: The text is here and it will be passed here, and there was months and months of discussion with the provinces on the meaning of those words. In fact, between the so called best efforts draft of February, 1979 and that, the only part that is out of it is international trade, the rest is exactly the same.

So there have been discussions on those words now for almost two years, two years next month, so there have been a lot of consultations, and we know exactly what that means and, the provinces know exactly what that means and the Liberal party knows what that means, the NDP Party knows what that means, and Mr. Nystrom put it in very simple terms so that it was very easy to understand because sometimes those lawyers like to have a lot of words.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Mr. Hawkes.

Senator Connolly.

Senator Connolly: Thank you, Mr. Chairman. Just a small point to touch on and mainly for clarification. It arises, Mr. Minister, out of Section 46 of the proposed bill, Subsection (4), which deals with the referendum rules committee.

There were some questions asked yesterday about this, and whether or not those rules ultimately would have the force of law.

Now, Section 46(4) provides *inter alia* that Parliament may enact laws respecting the rules for the holding of a referendum under Section 42, and what I wonder about, and what I will seek some clarification for, is the procedure that is likely to be adopted.

As I visualize it, the referendum rules committee will advise on the content of the rules that should apply to the referendum; that is referred to Parliament. If Parliament does nothing within 60 days those rules may be confirmed by an Order in Council and that I take it would make them legal and effective, but Parliament may also change those rules and I wonder whether the procedure, and perhaps it is not important, I wonder whether the procedure would be to have a resolution in both of the House of Parliament confirming them or amending them in some way, or whether it is to be done by a statute to which the rules as amended would be appended as a schedule?

In other words, would there be the three readings in the three Houses for any changes in these rules that have been suggested by the Committee, commission, or would it simply be done by resolution confirming them? It is a very technical and perhaps a very narrow point.

[Translation]

ment fédéral. Pourriez-vous donc nous dire quel mécanisme... me permettez-vous d'attendre d'avoir l'attention du ministre?

Pourriez-vous donc nous donner une idée des mécanismes de consultation auxquels vous songez, afin que vous puissiez vous entendre avec les gouvernements provinciaux, sur le libellé de l'amendement? En effet, celui-ci a une importance vitale pour la nature même de la fédération canadienne. Avez-vous tout simplement l'intention de vous contenter d'un accord entre le Premier ministre et le chef du Nouveau parti démocratique, sans tenir compte du reste du pays?

M. Chrétien: Le libellé sera présenté ici et adopté ici. Nous avons tenu avec les gouvernements provinciaux des mois et des mois de discussions sur la signification de ces mots. En effet, entre le projet de février 1979, jugé le meilleur, et ce texte-là, il n'y a pas de différence, à l'exception de ce qui concerne le commerce international.

On discute donc de ces mots depuis deux ans et il y a eu déjà des tas de consultations à ce propos. Nous savons exactement ce qu'ils signifient; les gouvernements provinciaux, le Parti libéral et les Néo-démocrates aussi. M. Nystrom l'a rédigé dans un style très clair, qui sera facile à comprendre, contrairement au libellé rédigé habituellement par les avocats.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci, monsieur Hawkes.

Sénateur Connolly.

Le sénateur Connolly: Merci, monsieur le président. J'aimerais obtenir un éclaircissement au sujet de l'article 46(4) du projet de résolution portant sur la constitution de la commission référendaire.

On a posé des questions, hier, à ce sujet; on a demandé notamment si ces règles auraient force de loi.

L'article 46(4) prévoit, entre autres, que le Parlement légifèrera en vue du référendum aux termes de l'article 42. J'aimerais obtenir quelques éclaircissements sur la façon dont la réglementation du référendum sera adoptée.

Si je comprends bien, la commission aura pour mandat de recommander les règles du référendum au Parlement. Si le Parlement ne donne pas suite aux recommandations de la commission dans les 60 jours, les règles seront mises en vigueur par proclamation du gouverneur général. Cependant, le Parlement peut également changer ces règles. Je me demande si cela pourrait faire intervenir une résolution adoptée par les deux Chambres et confirmant ou amendant les règles en question, ou si le Parlement pourrait tout simplement légiférer en la matière en annexant les règles au texte de loi.

En d'autres termes, procéderait-on aux trois lectures? Ou agirait-on par résolution? Il s'agit là d'un détail technique.

[Texte]

Mr. Chrétien: No, I think that we have established that commission that will, after we have decided, after the procedure of a delay of one year and so on, and refusal of the provinces to accept the amendment, and if the amendment would have been voted on the year before by the House of Commons and the government decides that we want a referendum, we pass an Order in Council and we name that day the three members of the commission.

They have 60 days to prepare the rules, financing and voting and what not, publicity, and give it to the government who will table it, I presume, in the House.

Then Parliament has 60 days, if they are not satisfied with those rules, to change them and it is three readings, it is a normal bill . . .

Senator Connolly: It would be by legislation, not by resolution?

Mr. Chrétien: By legislation. So it is a very stringent rule because we have only 60 days to pass it.

Why I have recommended that is, it is a safeguard because for us, the Parliament of Canada, to give to an appointed body absolute control over the rules, it is a pretty dangerous thing and it is not very democratic in my judgment, because I presume that Parliament is sovereign in the matter but we say that it will have to be grossly defective so that the Parliament will be able to enact the bill in 60 days, and it is to make sure that in fact, and even in theory we could change it completely, it will have to be extremely grossly deficient for Parliament to intervene, and if after 60 days we have not passed the legislation the rules will become the law of the referendum.

Senator Connolly: Even if the bill has been proposed to Parliament . . .

Mr. Chrétien: And not disposed of.

Senator Connolly: And not disposed of, if it dies on the order paper, at the expiration of the 60 day period, then the original rules as proposed by the commission will apply; but the application would be subject to the issuance of an Order in Council, I take it, at that stage?

Mr. Chrétien: Yes, but if you read the Section, it is "shall forthwith be brought into force by Proclamation". The government has no choice.

Senator Connolly: That is right.

Mr. Chrétien: We have to follow that technicality all the time for any legislation, we have to proclaim and we have no choice. "Shall forthwith be brought into force by proclamation issued by the Governor General under the great seal of Canada".

Senator Connolly: That is in Subsection (5)?

Mr. Chrétien: Yes.

Senator Connolly: Yes, thank you.

[Traduction]

M. Chrétien: Si, un an après la décision du Parlement, les provinces refusent d'accepter l'amendement et que le gouvernement décide de la tenue d'un référendum, celui-ci doit, par décret ministériel, nommer les trois membres de la commission.

Cette commission a 60 jours pour recommander des règles au Parlement, s'occuper de la question du financement, du vote, de la publicité, etc. Le gouvernement déposera alors sans doute ces règles devant le Parlement.

Le parlement disposera alors de 60 jours pour modifier ces règles, et le projet de loi, étant un projet de loi normal, fera l'objet de trois lectures . . .

Le sénateur Connolly: Ainsi donc, tout serait fait par législation, et non par résolution?

M. Chrétien: C'est bien cela. Il s'agit là d'une règle stricte, étant donné que nous ne disposons que de 60 jours pour adopter les règles en question.

La raison de cette recommandation est qu'elle peut servir de garantie. En effet, il serait très dangereux de donner toute latitude à un organisme nommé; ce ne serait pas une façon démocratique de procéder. Le Parlement, à mon avis, est l'autorité suprême en la matière. Cependant, le Parlement n'interviendrait que dans les cas d'erreurs flagrantes. Si nous n'adoptons pas de projet de loi dans les 60 jours, les règles deviennent celles du référendum.

Le sénateur Connolly: Même si le bill a été déposé au Parlement . . .

M. Chrétien: Et même si on n'a pas encore fini de l'étudier.

Le sénateur Connolly: Même si on n'a pas encore fini de l'étudier, si le bill ne va pas plus loin que le *Feuilleton*, à l'expiration de la période de 60 jours, les règles établies au départ, proposées par la commission, entreront en vigueur. Mais la demande serait, si j'ai bien compris, acceptée sous réserve de l'émission d'un décret du conseil à cette étape, n'est-ce pas?

M. Chrétien: Oui, mais l'article dit que les règles «sont mises immédiatement en vigueur par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada». Le gouvernement n'a pas le choix.

Le sénateur Connolly: C'est exact.

M. Chrétien: Nous devons toujours, quelles que soient les lois à l'étude, les proclamer; nous n'avons aucun choix. Il faut se conformer au libellé de la loi, qui précise «par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada».

Le sénateur Connolly: S'agit-il de l'alinéa 5?

M. Chrétien: Oui.

Le sénateur Connolly: Oui, merci.

[Text]

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Robinson on a supplementary.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, just a brief supplementary just to follow up Senator Connolly's question. I assume although there is an implication at the end of 60 days if there has not been an agreement on the rule, that the rules recommended by the commission shall come into force, that the standing orders with respect to allocation of time which has been used by this government on several occasions could also be used in circumstances such as this to enact that law?

Mr. Chrétien: That is a law of Parliament. The rules of Parliament will remain the rules of Parliament.

Senator Connolly: That does not concern us in the Senate.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Mr. Robinson. Senator Lucier on a question.

Senator Lucier: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, I think the one area of concern of the people from the Yukon that has not been dealt with in your amendment, proposed amendments is probably the section dealing with mobility rights and I know that you have had a problem with it but I would like to know why we could not go along with the recommendation that has been made by the government of the Yukon Territories by Mr. Pearson when he suggested that mobility rights for the Yukon could be protected on agreement from both the Yukon government and the Government of Canada.

It seems to me that to just suggest that mobility rights section could not be changed because it would destroy the whole package is not a good enough answer.

It seems to me that the proposal made by the government of the Yukon was a very good one and I would like to have the explanation as to why it was not accepted?

Mr. Chrétien: Because you cannot have mobility for one part of Canada and no mobility for the other parts of Canada. We say that there is some special problems and we have made provisions for affirmative action if need by in the Charter, and we could have employment practices that would still be legal despite the mobility section but it would have to be based on something other than the origin or the location of the person as a citizen of a province and something like that.

I know, for example, that there is a big concern over native employment in Northern Canada, so that this is an affirmative action that is possible but it is not based on region, it is based on social problems that have to be sometime resolved by affirmative action and it is covered there.

However, if we were to make a global exception of the Yukon in relation to mobility, it would be very difficult not to

[Translation]

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur Robinson, vous vouliez poser une question supplémentaire.

M. Robinson: Monsieur le président, j'aimerais poser une question supplémentaire qui fera suite à la question posée par le sénateur Connolly. Il semble qu'à la fin de la période des 60 jours, s'il n'y a pas encore eu accord sur la règle, les règles recommandées par la commission entreront en vigueur, mais j'ai l'impression que l'on pourrait faire appel au règlement relatif au temps alloué, que le gouvernement a déjà invoqué à maintes reprises, pour que la loi puisse s'appliquer, n'est-ce pas?

M. Chrétien: Il s'agit là d'une loi parlementaire. Le Règlement du Parlement restera le Règlement du Parlement.

Le sénateur Connolly: Cela ne s'applique pas au Sénat.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, monsieur Robinson. Sénateur Lucier, vous aviez une question à poser.

Le sénateur Lucier: Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, je pense qu'il y a un domaine qui intéresse la population du Yukon, dont vous n'avez pas parlé dans les modifications que vous proposez: il s'agit de l'article qui traite de la liberté de circulation et d'établissement. Je sais que vous aviez un certain nombre de problèmes relatifs à cet article, mais j'aimerais savoir pourquoi nous ne pourrions pas nous conformer à la recommandation faite par M. Pearson, du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, lorsqu'il a proposé que la liberté de circulation et d'établissement au Yukon fasse l'objet d'un accord entre le gouvernement du Yukon et le gouvernement du Canada, accord qui aurait pour objet de protéger cette liberté.

Il me semble que ce n'est pas satisfaisant de dire qu'il ne faut pas modifier tout cet article qui traite de la liberté de circulation et d'établissement parce que cela détruirait tout l'ensemble.

Je trouve pour ma part très intéressante la proposition faite par le gouvernement du Yukon, et j'aimerais savoir pourquoi on ne l'a pas acceptée.

M. Chrétien: Tout simplement parce qu'on ne peut pas prévoir une liberté de circulation et d'établissement pour une partie du Canada, et aucune liberté de circulation et d'établissement dans d'autres régions du pays. Ce que nous disons, c'est que s'il existe certains problèmes particuliers, nous pourrions invoquer des dispositions spéciales, dans le cadre de la charte. Nous pourrions appliquer des pratiques d'embauche qui seraient toujours légales, malgré l'article qui traite de la liberté de circulation et d'établissement, mais toute décision de ce genre serait prise en fonction d'autre chose que la simple origine ou l'endroit où vit une personne, en tant que citoyen d'une province.

Je sais, par exemple, que l'emploi des autochtones constitue une vive préoccupation dans le Nord du Canada, de sorte qu'il s'agit là d'une action sociale possible, mais qui n'aurait pas un caractère régional; il existe des problèmes sociaux qu'il faut parfois résoudre par une action de cette nature, ce qui est prévu ici.

Toutefois, en ce qui concerne la mobilité, il serait très difficile de faire globalement exception pour le Yukon sans

[Texte]

do that for other provinces, and as explained yesterday in reply to Mr. Gimaiel from Lac-Saint-Jean who made a very important point that Canada has been built on the mobility of people, and as the whole thrust of this Charter is to make mobility even more possible in the future, especially by the fact that the francophones moving outside of Quebec will have their education in French and the anglophones who decide to go and work in Quebec will have the right to their education in English, I think that increasing the mobility is a desirable goal.

So my view is that most of the programs as developed in the legislation for the creation of the pipeline in the Northwest Territories and the Yukon, the Alaska Pipeline to Canada, most of the plans that we find in that legislation would still be more or less applicable in using the affirmative possibility that exists in the Charter.

The Joint Chairman (Senator Hays): I have you down later and I think Senator Connolly was dealing with Section 23 and I think Mr. Hawkes had a supplementary.

Mr. Hawkes: Yes.

I think I would like to check if I heard correctly, but did the Minister say in response to Senator Connolly that to turn over to an appointed body the absolute power to set the rules is a very dangerous thing? You were responding to the commission. Is that a reasonably accurate quote?

Mr. Chrétien: I said that Parliament has to remain sovereign and it is a delegation of authority for legislation to an independent body, and as it is a delegation of authority to in fact pass legislation, we just wanted to have that safeguard that Parliament, if the rule were to become completely unacceptable to the members of Parliament, Parliament could change them.

It is just a possibility, in my view, Parliament of Canada in that matter has to remain sovereign but I made the system in such a way that it would be conducive for the commission to make sure that they have rules that are acceptable so that there will be no need for legislation by Parliament later on, and I do think that it is just short of giving them absolute power. I maintain that Parliament is sovereign.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you, Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes, I am terribly sorry, we have been going back and forth, you have taken up quite a bit of time this morning and I realize it is important.

Mr. Chrétien: I would like to make a statement, too. This commission will be formed of three persons, the Chief Electoral Officer, a federal delegate and a provincial delegate, and it might be that, not the federal Parliament or government will be unhappy, but it might be that some provinces will be very unhappy with the rules, so that will give us the possibility to correct it because I can see, for example, the Chief Electoral Officer siding with the federal delegate and the provinces say, aha, the provincial view has not been expressed adequately or listened to and so on, so that might develop as a political

[Traduction]

étendre cette exception aux autres provinces; à une intervention faite hier par M. Gimaiel, du Lac Saint-Jean, qui soulignait avec juste raison que le Canada s'était construit à la mobilité de sa population, on a répondu que le but de cette charte était précisément de faciliter cette mobilité pour l'avenir, dans la mesure surtout où le francophone sortant du Québec recevrait son instruction en français et ou, inversement, l'anglophone qui déciderait d'aller travailler au Québec aurait le droit de recevoir son instruction en anglais. J'estime qu'il est souhaitable de faciliter la mobilité.

Selon moi, la plupart des programmes que prévoit la loi pour la construction du pipe-line dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon, c'est-à-dire le pipe-line reliant l'Alaska au Canada, demeureront plus ou moins applicables, grâce à la possibilité d'une action sociale stipulée dans la charte.

Le coprésident (sénateur Hays): J'ai inscrit votre nom pour plus tard, et je crois que le sénateur Connolly parlait de l'article 23; M. Hawkes voudrait poser une question supplémentaire.

M. Hawkes: Oui.

Je voudrais être sûr d'avoir bien compris, mais en réponse au sénateur Connolly, le ministre n'a-t-il pas dit que le fait de confier à un organisme dont les membres sont nommés le pouvoir absolu d'édicter les règles est une chose très dangereuse? Vous parliez de la commission. Ne me suis-je pas mépris sur vos propos?

M. Chrétien: J'ai dit que le Parlement devait rester souverain et qu'il s'agit de déléguer à un organisme autonome le pouvoir de légiférer et, dans la mesure où le pouvoir de légiférer est ainsi délégué, nous voulions être sûrs d'avoir cette protection, en ce sens que si les conditions étaient tout à fait inacceptables pour les députés, le Parlement pourrait les modifier.

Ce n'est qu'une possibilité, car, selon moi, le Parlement du Canada doit rester souverain dans ce domaine, mais j'ai fait en sorte que cette procédure incite la commission à fixer des conditions qui soient acceptables; auquel cas, le Parlement n'aura pas à légiférer ultérieurement. J'estime qu'on est donc bien loin d'un pouvoir absolu. Je maintiens que le Parlement est souverain.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci, monsieur Hawkes.

Je suis terriblement navré, monsieur Hawkes, mais vous êtes intervenu assez longtemps ce matin et, certes, j'admets que c'est important.

M. Chrétien: J'aimerais aussi faire une déclaration. Cette commission comprendra trois personnes: le directeur général des élections, un délégué du gouvernement fédéral et un délégué du gouvernement provincial. Comme il se peut qu'un gouvernement provincial—non pas le Parlement fédéral, ou le gouvernement fédéral—ne soit pas satisfait des règles établies par cette commission, il y aura possibilité de corriger la situation, car, en effet, on peut concevoir que le directeur général des élections prenne le même parti que le délégué du gouvernement fédéral et que les gouvernements provinciaux se

[Text]

problem and the national government will have to take its responsibility and go in the House of Commons and have it corrected.

Just the fact that we have that mechanism there will be conducive for the members of the commission not to take any chances and make sure that the rules are fair and equitable so that there will be no debate at all about those rules and they will pass without any legislation.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you.

Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

I have some further questions with respect to the proposed Charter of Rights, Mr. Minister.

A number of witnesses, and certainly I myself raised very serious concerns about the prospect that this Charter, the proposed Charter of Rights might be amended through the referendum process. It was pointed out . . .

Mr. Rose: May I raise a point of order? The Chair might not have seen it and neither did Mr. Robinson, but I think there was a supplementary on mobility rights and I just wanted to ask the question before we proceed: are we maintaining, Mr. Chairman, this topic?

The Joint Chairman (Senator Hays): No. Mr. Robinson is speaking on another question if he desires to do so.

When we were dealing with the supplementary questions I went to Mr. Nystrom and he wanted to ask a question rather than use his 10 minutes and I then noticed Senator Connolly who was next on my list, so I got kind of confused on this and now I am trying to straighten it out by going to Mr. Robinson followed by Senator Tremblay.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I am quite prepared to hold off my questioning to permit my colleague to follow up with a supplementary on Senator Lucier's question if that is permissible.

The Joint Chairman (Senator Hays): No, you go ahead with your intervention. We have already exhausted the supplementary questions.

Mr. Robinson: Well, Mr. Chairman, I will start again, then, with respect, as I said, Mr. Minister, my question is with respect to the possibility of amending the Charter of Rights by referendum.

Since the purpose of a Charter of Rights as stated by the Prime Minister on a number of occasions, by yourself on several occasions, and certainly I think the clear understanding of the purpose of the Charter of Rights, one of the essential purposes is to protect minority rights from a simple majority removing those rights at any given time.

In the case of the Charter of Rights, if a referendum is permitted to take away those rights, or it can be argued there could be a referendum to add rights, indeed, although histori-

[Translation]

plaignent alors qu'on n'a pas tenu compte de leur point de vue ou qu'on n'a pas écouté ce qu'ils avaient à dire. Dans ce dernier cas, ce sera un problème politique et le gouvernement national devra assumer ses responsabilités et s'adresser à la Chambre des communes pour rectifier la situation.

Le fait même que nous ayons là ce mécanisme constituera une mesure préventive, en ce sens que les membres de la commission ne voudront pas prendre de risques et s'assureront que les règles établies sont justes et équitables, afin qu'on ne puisse les critiquer, et que ces règles soient adoptées sans qu'on ait besoin d'avoir recours à une loi.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci.

Monsieur Robinson, vous avez la parole.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

J'aurais d'autres questions à poser au sujet de cette charte des droits proposée, monsieur le ministre.

Un certain nombre de témoins, et moi-même aussi, nous avons indiqué combien nous nous inquiétons sérieusement du fait que cette charte, cette charte des droits proposée, pourrait être modifiée par référendum. On a fait remarquer . . .

M. Rose: Me permettez-vous d'invoquer le Règlement? Peut-être que le président et M. Robinson ne l'ont pas remarqué, mais je crois qu'on a posé une question supplémentaire au sujet de la liberté de circulation et d'établissement; aussi, avant de continuer, j'aimerais savoir si nous allons continuer à discuter de ce sujet, monsieur le président.

Le coprésident (sénateur Hays): Non. M. Robinson a le droit de discuter d'une autre question s'il le désire.

Lorsque nous traitons des questions supplémentaires, j'ai donné la parole à M. Nystrom, qui désirait poser une question et n'a pas utilisé ses dix minutes; puis, j'ai remarqué que le prochain sur ma liste était le sénateur Connolly; aussi, l'affaire est devenue confuse pour moi et j'ai essayé de rectifier la situation en donnant la parole à M. Robinson, qui sera suivi du sénateur Tremblay.

M. Robinson: Monsieur le président, je suis prêt à poser plus tard mes questions, si vous le permettez, afin que mon collègue puisse poser sa question supplémentaire au sujet de la question posée par le sénateur Lucier.

Le coprésident (sénateur Hays): Non, continuez votre intervention, car nous en avons terminé avec les questions supplémentaires.

M. Robinson: Alors, monsieur le président, je vais recommencer. Je disais donc, avec tout le respect que je vous dois, monsieur le ministre, que je m'inquiétais du fait qu'on puisse modifier cette charte des droits par référendum.

L'un des principaux objectifs de cette charte des droits, comme l'a déclaré le premier ministre en un certain nombre d'occasions, et vous-même en plusieurs occasions—ce crois que c'est ainsi qu'on l'entend, de toute évidence—c'est de protéger les droits des minorités, pour empêcher qu'à un moment donné, une simple majorité supprime ces droits.

Or, si, dans le cas de cette charte des droits, on permet par référendum de supprimer ces droits—ou on pourrait prétendre ajouter des droits par référendum, mais, historiquement, cela

[Texte]

cally that has not been the case, does that not violate the principle that we are trying to protect minority rights here and in view of that, and I believe Mr. Mackasey also shared some concern about the possibility, and he can speak for himself, but the possibility that a majority in the referendum process could take away minority rights at any given time.

Now, granted there is a requirement for regional majorities but we are not talking about regional interests here, we are talking about individual rights which transcend regional boundaries.

What I would like to ask you, Mr. Minister, is this: are you prepared to consider once again this question of the right of governments to initiate a referendum, the federal government to initiate a referendum which might take away minority rights which would permit a simple majority, 51 per cent, to remove the rights of a minority in a referendum process?

I make two possible suggestions to you: either you remove that possibility and leave the amendment of the Charter of Rights to the normal amending process, which would require, as you know, the various regional consensus; or, on the other hand and as a minimum, that you increase the required majority in the case of an amendment to the Charter of Rights, that you increase that to a two thirds majority, that if there is that wide spread consensus throughout the country that these fundamental rights should be changed, fair enough, but to permit a simple majority, 51 per cent, to take away those rights would be a serious denial of the very principle of a Charter of Rights?

Mr. Chrétien: You are making a suggestion but I think one problem I see with that is that you have admitted to amend the constitution and it should apply across the board to all aspects of the constitution, otherwise it is part of the experience that we have had in the discussion about amending formula, when you start to exclude from the amending process a certain aspect of the constitution, every province or every group wants this excluded or that excluded and so on, and in fact you end up at the end with the impossibility of amending the constitution, not only in the Charter of Rights but in anything else.

When I look at that, the process that we have established to amend the constitution, even if there would be flexibility, it will not be a very easy process. Suppose that someone wanted to take a minority right away, take linguistic rights, for example. In theory it could happen but it will have to be approved by 51 per cent of the people of Quebec.

Mr. Robinson: We are not talking about regional...

Mr. Chrétien: No, but I just took this because it is an obvious one that is close to me and I have reflected on that one. It will have to be approved and it will come only after the provincial governments have rejected that we have a referendum, because we could amend it, we will have a referendum only when there is a disagreement between the federal government and the provinces.

[Traduction]

ne s'est pas produit—est-ce qu'en procédant ainsi on ne viole pas le principe même qu'on veut défendre? En effet, nous nous efforçons de protéger les droits des minorités, et dans ce cas, je crois que M. Mackasey aussi a laissé entendre qu'il s'inquiétait de la possibilité, et il peut nous le confirmer, qu'une majorité puisse, par référendum, n'importe quand, supprimer les droits des minorités.

Je reconnais que les majorités régionales sont une nécessité, mais il ne s'agit pas ici d'intérêts régionaux, il s'agit de droits individuels qui transcendent les frontières régionales.

Voici la question que je vous pose, monsieur le ministre: êtes-vous prêt à envisager encore une fois cette question du droit du gouvernement fédéral de tenir un référendum qui, par une majorité simple de 51 p. 100, pourrait abroger les droits d'une minorité?

J'ai deux suggestions à vous faire: éliminez cette possibilité en conservant dans la charte des droits l'amendement visant le processus normal d'amendement, qui demande, comme vous le savez, le consensus des diverses régions; ou, d'autre part, augmentez au moins la majorité requise dans le cas d'un amendement à la charte des droits; que cette majorité soit augmentée aux deux tiers, de sorte que s'il y a au pays un consensus général visant à modifier les droits fondamentaux, d'accord, mais permettre à une majorité simple de 51 p. 100 d'abroger ces droits, ce serait renier le principe même de la charte des droits.

M. Chrétien: Votre suggestion pose un problème, car si l'on reconnaît qu'on peut modifier la constitution, ce principe doit s'appliquer généralement à tous les aspects de la constitution, autrement, d'après l'expérience de nos discussions sur la formule d'amendement, lorsque vous commencez à exclure du processus d'amendement certains aspects de la constitution, chaque province ou chaque groupe demande une exclusion, et en fin de compte, vous vous retrouvez dans l'impossibilité d'amender la constitution, non seulement pour la charte des droits, mais pour tout le reste.

En y regardant de plus près, même s'il est souple, le processus d'amendement de la constitution ne sera pas un processus très facile. Supposons que quelqu'un veuille abroger un droit d'une minorité; prenons par exemple les droits linguistiques. En théorie, c'est possible, mais il faudrait que ce soit approuvé par 51 p. 100 des habitants du Québec.

M. Robinson: Nous ne parlons pas de questions régionales...

M. Chrétien: Non, mais j'ai simplement choisi cet exemple parce qu'il me touche de près et parce que j'y ai réfléchi. Donc, il serait nécessaire que cet amendement soit approuvé, et nous pourrions tenir un référendum seulement après que les gouvernements provinciaux l'aient rejeté, car nous pourrions l'amender, mais nous pourrions tenir un référendum uniquement s'il y a désaccord entre le gouvernement fédéral et les provinces.

[Text]

We could not have a process of having a referendum and bypassing the provinces so the provincial government will first be involved and say yes or no to the amendment, and if they say no, it is only then that we go to a referendum, after the provinces have said no, we do not want you to take away the minority rights of any group in the Charter, the provinces will have said no, the federal Parliament will have had to say yes and after that we are going to the people and there will be a need for a majority in the four different areas of Canada.

So I think that if you want to exclude the Charter or a different regime for amendments of the Charter, you will have to look at all the requests of the same nature for other aspects of the constitution and I do think that it will be even more confusing than it is today and it will not be more efficient.

Mr. Robinson: Well, Mr. Minister, how do you deal with the concern that I am expressing, that this would permit a majority, 51 per cent majority of Canadians to take away rights?

Now, I agree that when we are talking about rights that have regional implications that is not very likely, but when we are talking about legal rights, for example, why should it be permitted to take away minority rights in the process of a referendum by a simple majority? Does that not negate the purpose, the effect of this Charter of Rights in a sense?

Mr. Chrétien: But Mr. Robinson, the referendum will come after the province disagrees, but the first stage of the process, those preoccupations you are having, the federal Parliament plus the seven legislatures would be in a position to take them away and in theory it is possible but this idea that seven legislatures will vote to take rights away plus Parliament, I do not know, the guys that will be proposing it will have to have a hell of a good case because in any society acquired rights are the last thing you want to take away.

Mr. Robinson: Mr. Minister, the only thing it would require is a federal government which was determined to remove some of those rights and if the provinces disagree, after a year the federal government could then propose a referendum to take away those rights.

Mr. Chrétien: You will have to overcome the objection of the provinces in the debate and in Parliament.

Mr. Robinson: Well, Mr. Minister, if you have a majority in Parliament that has not been a problem in the past.

I would like you to examine that question, Mr. Minister, perhaps a bit more closely and certainly it will be returned to in the course of amendments, but I would like now to turn to Section 15 of the proposed Charter of Rights, to return to Section 15 of the proposed Charter of Rights and to deal with an argument that has been made and a statement that you made in your statement on Monday night to this Committee.

You indicated that you have responded to some of the concerns of various groups and that rather than restricting the

[Translation]

Nous ne pourrions pas passer par-dessus la tête des gouvernements provinciaux et tenir un référendum. Les gouvernements provinciaux doivent se prononcer d'abord sur l'amendement. Si l'amendement est rejeté, alors, nous pouvons tenir un référendum, après que l'amendement a été refusé par les provinces. Nous ne voulons pas enlever aux minorités aucun droit que la charte leur reconnaît. D'abord, les provinces devront refuser, le Parlement fédéral dire oui, et après cela, nous nous adresserons au peuple, et il faudra qu'il y ait une majorité dans les quatre régions du pays.

Donc, si vous voulez exclure la charte du régime d'amendement, ou si vous voulez un régime d'amendement différent de celui-ci, il faudra tenir compte de toutes les demandes de même nature pour les autres aspects de la constitution, et je pense que ce sera encore plus confus que cela ne l'est aujourd'hui, et ce ne sera pas plus efficace.

M. Robinson: Monsieur le ministre, que faites-vous alors de ce qui me préoccupe, soit que cela permettrait à une majorité de 51 p. 100 de Canadiens de retirer les droits en question?

Je reconnais que pour ce qui est des droits entraînant des répercussions sur le plan régional, ce n'est pas très probable, mais s'il s'agit de droits juridiques, par exemple, comment permettre, grâce à un référendum, à une majorité simple de retirer leurs droits aux minorités? Cela ne va-t-il pas à l'encontre de l'essence même de la charte des droits, dans un certain sens?

M. Chrétien: Monsieur Robinson, le référendum interviendra après l'opposition de la province: mais pour ce qui est de la première étape du processus, et pour répondre à vos préoccupations, le Parlement fédéral et les sept assemblées législatives provinciales seraient en mesure de retirer les droits en question, et en théorie c'est possible; mais pour ce qui est de l'éventualité selon laquelle sept assemblées législatives et le Parlement voteraient en faveur du retrait des droits en question, il me semble que les promoteurs du projet auront du mal à défendre leur cause, car dans toute société, les droits acquis sont la dernière chose qu'on voudrait retirer.

M. Robinson: Monsieur le ministre, il suffirait au gouvernement fédéral de se décider à éliminer certains de ces droits et dans le cas de l'opposition des provinces, après un an, il pourrait alors proposer un référendum en vue de retirer les droits en question.

M. Chrétien: Il lui faudrait alors surmonter l'opposition des provinces et au Parlement, et au cours des négociations.

M. Robinson: Monsieur le ministre, avec une majorité au Parlement, cela n'a jamais été bien compliqué.

J'aimerais que vous étudiiez un peu plus attentivement cette question, et on y reviendra assurément au cours de l'examen des amendements. J'aimerais à présent revenir à l'article 15 du projet de charte des droits et traiter d'un argument présenté ainsi que du sujet que vous avez abordé dans votre déclaration lundi soir, au Comité.

Vous nous avez dit que vous aviez satisfait à certaines des préoccupations émanant de différents groupes et que vous

[Texte]

proposed grounds of discrimination to those originally set out in the Charter of Rights, that you are leaving this open ended, that you are allowing for the possibility that the courts might interpret this to include additional grounds of discrimination.

Am I paraphrasing what you said accurately, Mr. Minister?

Mr. Chrétien: Yes. You are reading my text.

Mr. Robinson: No, I am not reading your text. If that is the case, are you then saying that immediately following the passage of this Charter, when it becomes law in Canada, not sometime in the future but immediately following that, that it is your intention and your understanding that a court might interpret this Charter in such a way as to include a prohibition of discrimination on the grounds of disability.

Mr. Chrétien: If it is an obvious case, yes.

Mr. Robinson: So you think that immediately following the passage, that that is a possibility?

Mr. Chrétien: No, Mr. Robinson, because there are three years after on that, on this section. We have said that on a nondiscrimination clause, we have agreed that there would be three years lapse between the passage of it here and approving it, being proclaimed after it had been passed in London there would be a lapse of three years. But yes, at the end of three years.

Mr. Robinson: But at that point it is your intention in making this proposal that at least the courts would have that opportunity to interpret this more broadly to include discrimination on the basis of disability?

Mr. Chrétien: Yes, I say it is broad. There are other types of discrimination. The courts then look . . .

Mr. Robinson: But specifically disability you say yes?

Mr. Chrétien: If it is discrimination because of disability, I would say yes.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you, Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, if I could just conclude this question, I was not quite finished. I just had a brief final question.

There are two other areas that I would also ask exactly the same question on. Immediately following the passage of the Charter would it also be your intention that the courts could interpret this Charter to exclude discrimination on the grounds of sexual orientation?

Mr. Chrétien: It might. That will be for the court to decide, it is open ended.

Mr. Robinson: But at the time of the passage of this Charter you would not preclude that as a possibility?

Mr. Chrétien: We say other types of discrimination and we do not define them. It will be for the court to define them.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you, Mr. Robinson.

[Traduction]

préférer laisser à leur discrétion, plutôt que de les restreindre, les motifs proposés de discrimination par rapport à ceux énoncés, à l'origine, dans la charte des droits, laissant ainsi, aux tribunaux, la possibilité d'interpréter cette clause comme comportant des motifs additionnels de discrimination.

Ai-je bien paraphrasé votre déclaration, monsieur le ministre?

M. Chrétien: Parfaitement, c'est la copie conforme de mon texte.

M. Robinson: Non, je ne lis pas votre texte. Si c'est le cas, alors, selon vous, immédiatement après l'adoption de la charte, sitôt qu'elle entrera en vigueur au Canada, pensez-vous qu'un tribunal pourrait l'interpréter de manière à inclure une interdiction de toute discrimination fondée sur l'invalidité.

M. Chrétien: Si c'est un cas patent, oui.

M. Robinson: Vous pensez donc qu'il s'agit d'une possibilité, immédiatement après son adoption?

M. Chrétien: Non, monsieur Robinson, car il faudra attendre un délai de trois ans pour cet article. En effet, nous avons convenu que pour ce qui est d'une clause de non-discrimination, il y aurait un délai de trois ans entre son adoption ici et sa proclamation à Londres. Ce sera fait au bout de trois ans.

M. Robinson: Vous avez cependant l'intention, en faisant une proposition, de donner aux tribunaux la possibilité de l'interpréter de façon plus large afin d'inclure la discrimination fondée sur un handicap?

M. Chrétien: Oui, je trouve que c'est déjà bien étendu. Il y a d'autres sortes de discrimination. Les tribunaux pourront étudier . . .

M. Robinson: En ce qui concerne les handicaps, vous dites que c'est inclus?

M. Chrétien: Oui.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci, monsieur Robinson.

M. Robinson: Monsieur le président, je voudrais terminer ma question, je n'avais pas encore fini. Il me reste une brève question à poser.

Il s'agit exactement de la même question mais qui porte sur deux autres domaines. Lorsque la charte aura été adoptée, croyez-vous que les tribunaux vont l'interpréter de façon à exclure la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle?

M. Chrétien: C'est possible. Ce sera aux tribunaux d'en décider; ce n'est pas encore réglé.

M. Robinson: Vous n'excluez pas cette possibilité, cependant, au moment d'adopter la charte?

M. Chrétien: Nous parlons d'autres types de discrimination sans les définir. Ce sera aux tribunaux de les définir.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci, monsieur Robinson.

[Text]

I have the honourable Mr. Mackasey on a supplementary, then Mr. McGrath, and then we go to Senator Tremblay.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, my supplementary naturally goes to Mr. Robinson's statement and it is not meant to be argumentative, Mr. Minister.

My position on the referendum vis-à-vis the possibility of it being used to remove individual rights, I remember, recalling earlier in the session, arguing with Mr. Robinson that it was much more likely that if a referendum were to be used in this area at all, it could be to add to human rights.

I visualize as you do, because you have to go to some extremes, Mr. Minister, to presume that we go to a national referendum with all the laborious procedure of getting majorities in the legislatures and then 51 per cent of the people to offset something that is in the human rights.

• 1030

I could see a different scenario, I suppose, if a province was flagrantly discriminatory despite our constitution and the bill of rights in its approach to citizens of its own province, say, for instance, aboriginal people of franco-Manitobans or English Quebecers or whatever.

I cannot visualize that happening; but it would seem to me that if the referendum is to be used at all in its approach to that section, it would be to add, to strengthen, not to weaken the bill of rights. Am I right or wrong on that?

Finally, there is the possibility, Mr. Minister, of adding the category of disability, and can you be persuaded to reconsider and is there a possibility because of the work going on by the particular Committee of the Commons and the fact that there is international recognition of the problems of disabled people; you have mentioned some groups in particular, leaving the rest open—would you reconsider with your officials all the ramifications of adding to Section 15 some recognition of the particular problems that this category of Canadians has to face, a fact which the public are now only beginning to realize? It would fall into the category of—it could almost be classified as a fundamental freedom.

Mr. Chrétien: I am willing to review that and see if it can be added. But I cannot give you any answer.

Mr. Mackasey: But there is still a possibility? You are still open-minded on it?

Mr. Chrétien: Bryce, you know I am a very open-minded man.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Mr. Mackasey.

Mr. McGrath.

Mr. McGrath: Thank you, Mr. Chairman. I have a supplementary question to the Minister, having to do with group rights with regard to the provisions of Section 15(1).

We have heard from the Roman Catholic School Trustees, the Bishops of Ontario, the Denominational Education Com-

[Translation]

M. Mackasey veut poser une question supplémentaire, suivi de M. McGrath et du sénateur Tremblay.

M. Mackasey: Monsieur le président, ma question supplémentaire fait tout naturellement suite à celle de M. Robinson, et je ne la pose pas dans un esprit de confrontation.

J'ai déjà exprimé ma position face au référendum et à la possibilité qu'il soit utilisé pour supprimer les droits individuels. Je me souviens avoir discuté avec M. Robinson plus tôt au cours de la séance et lui avoir dit qu'il était beaucoup plus probable que le référendum soit utilisé pour ajouter des droits plutôt qu'en supprimer.

Il faut parfois que vous alliez aux extrêmes, monsieur le ministre, et je peux m'imaginer comme vous qu'on tienne un référendum national et qu'on obtienne des majorités dans les assemblées législatives et 51 p. 100 du vote populaire pour compenser quelque chose qui se trouverait dans la charte des droits.

Je peux également envisager un scénario tout à fait différent, si une province faisait preuve de discrimination flagrante envers ses citoyens, par exemple les Autochtones, les Franco-Manitobains, les Anglo-Québécois, etc., et ce malgré notre constitution et la charte des droits.

J'ai du mal à croire que la chose puisse se produire, mais il me semble que si le référendum doit être utilisé de quelque façon dans le contexte de cet article, il doit servir à renforcer la déclaration des droits et non pas à l'affaiblir. Ai-je raison ou tort?

Enfin, monsieur le ministre, il y a de la possibilité d'ajouter le motif d'invalidité. Existe-t-elle, êtes-vous prêt à la réexaminer, vu le travail que fait un certain comité de la Chambre des communes et vu l'attention internationale qui est accordée à ce problème? Vous avez parlé de certains groupes en particulier, laissant la porte ouverte à d'autres. Êtes-vous prêts, vos collaborateurs et vous-même, à revoir toutes les conséquences d'une admission à l'article 15 des problèmes particuliers auxquels fait face cette catégorie de Canadiens et dont le public, d'une façon générale, ne fait que commencer à prendre conscience? On pourrait presque parler ici de liberté fondamentale.

M. Chrétien: Je suis prêt à envisager cette possibilité? Je ne suis cependant pas en mesure de vous donner une réponse maintenant.

M. Mackasey: La possibilité existe tout de même? Vous n'avez pas fermé la porte?

M. Chrétien: Vous savez, monsieur Mackasey, que je suis très ouvert.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, monsieur Mackasey.

C'est à M. McGrath.

M. McGrath: Merci, monsieur le président. Je désire poser au Ministre une question supplémentaire concernant les droits collectifs dans le contexte de l'article 15(1).

Les commissaires d'écoles catholiques, les évêques de l'Ontario, les comités d'écoles confessionnelles de Terre-Neuve, se

[Texte]

mittees of Newfoundland, expressing concern about group rights. Indeed, one group felt that they should be given their right to discriminate, using the word "discriminate" in the traditional context and not in any racial sense as it has come to be used.

I would like to know if the Minister can tell the Committee what, in his view, would be the impact of Section 15 on, for example, the right of separate schools to hire teachers, particularly in the context of the provisions of Section 52 of the Charter.

Could Section 15, for example, be used to prevent separate or private schools from hiring teachers who had to conform to the teachings or moral standards set by that particular school or religious denomination?

Mr. Chrétien: Mr. McGrath, you must have been absent from this room yesterday when we had a long exchange on that very issue. I gave that guarantee. Mr. Tassé explained the process under our questioning by Mr. Irwin.

Mr. McGrath: If you have already dealt with the matter yesterday, then I will not take up the time of the Committee further.

Mr. Chrétien: We said that there was no problem. It would be possible for any Catholic or other school board in Canada to keep hiring people of the same belief.

Mr. McGrath: It would be possible but will it be open to challenge?

Mr. Chrétien: It will not be open to challenge.

Mr. McGrath: Thank you.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you, Mr. McGrath.

Senator Tremblay:

Le sénateur Tremblay: Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, notre bref échange de vues hier a permis de constater qu'un dialogue était possible mais j'ai aussi constaté que ce dialogue est possible lorsque cela porte sur des détails, sur des questions plutôt marginales. C'est déjà quelque chose mais je constate aussi que sur la substance des choses le dialogue est beaucoup plus difficile, mais ce n'est pas le sens de ma question pour aujourd'hui. Ma question est d'un ordre assez général. Quant à moi, elle correspond à une profonde interrogation et j'ai l'impression que cette interrogation, elle est partagée par un grand nombre au Québec.

Vous faites souvent état du référendum, du non du Québec à l'occasion du référendum. Effectivement, le Québec a dit «non» au référendum à la souveraineté-association.

Je constate cependant qu'à quelques mois de distance seulement le Québec dit «non» aujourd'hui à votre projet. Le Québec dit «non» par la voie de son gouvernement légitime. Le Québec dit «non» par la voie du chef de l'Opposition officielle à l'Assemblée nationale. Le Québec dit «non» par la voie du chef d'un autre parti de l'opposition à l'Assemblée nationale. Le Québec dit même «non» par la voie de quelques membres de votre propre formation politique ici aux Communes. Le Québec dit «non» dans les sondages qui ont été faits récemment

[Traduction]

sont tous dit préoccupés par cette question des droits collectifs. Un groupe en particulier a même été jusqu'à réclamer le droit de faire des «distinctions» dans le sens propre et non pas dans le sens de «discrimination raciste» comme il est venu à être utilisé.

Je me demande si le Ministre est en mesure d'indiquer au Comité quel pourrait être l'impact de l'article 15 sur le droit des écoles séparées, par exemple, d'engager leurs enseignants, en particulier dans le contexte des dispositions de l'article 52 de la Charte.

L'article 15, par exemple, pourrait-il être utilisé pour empêcher les écoles séparées ou les écoles privées d'engager des enseignants qui se conforment à la doctrine ou à la norme morale qu'elles, ou leurs confessions religieuses, préconisent?

M. Chrétien: Monsieur McGrath, vous deviez être absent hier au moment où nous avons eu une longue discussion à ce sujet. J'ai donné cette garantie. M. Tassé a expliqué le processus en réponse aux questions de M. Irwin.

M. McGrath: Si vous en avez déjà parlé hier, je n'abuserai pas davantage du temps du Comité.

M. Chrétien: Nous avons dit qu'ils n'avaient pas de problème à ce sujet. Les commissions d'écoles catholiques ou autres au Canada pourraient continuer d'engager des gens de la même croyance.

M. McGrath: Mais est-ce qu'il sera possible de le contester?

M. Chrétien: Il ne sera pas possible de le contester.

M. McGrath: Merci.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci, monsieur McGrath.

Je cède la parole au sénateur Tremblay.

Senator Tremblay: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, our brief discussion yesterday showed that a dialogue was possible between us but only on details and secondary issues. It is a beginning, but I can see that on questions of substance, a dialogue is much more difficult to establish. However, this is not a subject I want to deal with today. My question is rather general. It stems from a very serious question that I am asking myself and that a large number of people in Quebec are asking themselves, I think.

You often mention the referendum and Quebec's "no" during that referendum. Yes, Quebec did say, "no" to the referendum and to sovereignty association.

However, I can see now that only a few months later Quebec is saying "no" to your project. Quebec says "no" through its legitimate government. Quebec says "no" through the voice of the leader of the official opposition in the National Assembly. Quebec says "no" through the leader of another opposition party in the National Assembly. Quebec even says "no" through several members of your own political party here in the House of Commons. Quebec says "no" in the polls that were recently taken and says so in a proportion far stronger

[Text]

et il le dit dans une proportion encore plus forte que le non qu'il a donné au référendum. Le Québec dit «non» par la voie d'un grand nombre d'éditorialistes ou de commentateurs.

Ma question est la suivante, monsieur le ministre, et cette question-là rejoint, je pense, l'intérieur de nos consciences comme membres de ce Parlement.

Comment réconciliez-vous, en toute conscience, ces deux nos?

M. Chrétien: Eh bien, voici. Si les objections étaient sur le fond et non pas sur la forme, je serais beaucoup plus préoccupé.

Lorsque nous en avons discuté aussi bien à l'intérieur de notre parti qu'un peu partout, nous avons constaté qu'il y a peu d'objections sur le fond.

Il n'y a pas beaucoup de gens au Canada qui s'objectent au rapatriement de la Constitution. Il n'y a pas beaucoup de gens qui s'objectent à l'enchâssement d'une charte des droits dans la Constitution pour les Canadiens. Il n'y a pas beaucoup de gens qui s'objectent à l'enchâssement dans la Constitution des deux langues officielles au Canada, ce qui va s'appliquer au niveau fédéral non plus seulement en vertu d'une législation mais en vertu d'une protection constitutionnelle.

Il n'y a pas beaucoup de gens qui s'objectent à la protection que nous donnons à ce moment-ci, sur le fond, au droit constitutionnel à l'éducation en langue minoritaire au Canada pour les Français hors Québec et les Anglais au Québec.

Alors, on pose des questions. Je ne suis pas impressionné par la question posée par le sondage Gallup qui demande, voulez-vous que les Anglais amendent la Constitution canadienne? Évidemment, ils aiment mieux que ce soit amendé ici mais tout cela c'est comme si le projet que nous faisons à l'heure actuelle était fait en Angleterre. Pourquoi avons-nous un Comité ici? Pourquoi débattons-nous chaque article, chaque virgule, chaque mot? C'est parce que nous voulons soumettre au Parlement un projet qui vient du Parlement du Canada.

L'objection majeure que je constate c'est que l'on dit que ça ne devrait pas se faire, quant à la forme, sans l'accord des Provinces.

Or, l'accord des Provinces n'est pas juridiquement nécessaire.

On a essayé, au cours des cinquante-trois dernières années, d'obtenir les résultats avec l'accord de tout le monde. Malheureusement, on a failli pendant cinquante-trois ans, ce sera bientôt cinquante-quatre ans.

Alors, nous regardons la Constitution canadienne, nous regardons la situation juridique au Canada et nous prétendons que juridiquement le Parlement canadien a tout à fait le droit de soumettre devant le Parlement anglais des amendements à la Constitution canadienne. Les amendements que nous avons sur le fond, encore une fois, rencontrent l'approbation de la population. L'objection vient de la forme. La tyrannie de l'unanimité nous a empêchés pendant cinquante-trois ans d'obtenir les résultats que nous recherchons aujourd'hui.

Alors, ayant légalement le pouvoir de faire ce que nous faisons, nous le faisons. Je ne suis pas surpris que les gens

[Translation]

than it did during the referendum. Quebec says "no" through a great number of editorialists or commentators.

My question is as follows, Mr. Minister, and that question calls upon our consciences as members of this Parliament.

In all conscience, how can you reconcile those two nos?

Mr. Chrétien: If the objections were based on the substance and not on the form, I would be far more concerned.

When we discussed this inside our own party as well as elsewhere, we did notice that there were very few objections on the substance.

There are not many people in Canada opposed to the repatriation of the Constitution. There are not many people opposed to the entrenchment of a charter of Rights in the Constitution for Canadians. There are not many people opposed to the entrenchment in the Constitution of two official languages in Canada which will apply at the federal level not only by virtue of legislation, in the future, but by virtue of constitutional guarantees.

There are not many people objecting to the protection that we are giving substantively to the constitutional right to education in the minority language in Canada for the French outside of Quebec and for the English inside Quebec.

So all kinds of questions are being asked. I am not impressed by the question put by the Gallup Poll which is trying to find out if you want the English to amend the Canadian Constitution? Of course they would prefer it to be amended here but all this is as though the project we are setting up right now was being made in England. Why do we have this Committee here? Why are we debating each clause, each and every word, each and every iota? It is because we want to submit to Parliament a project which comes from the Parliament of Canada.

The major objection that I see is that it is being maintained it should not be done, formwise, without the agreement of the provinces.

Well, the agreement of the provinces is not legally necessary.

During the last 53 years we have tried to reach results with everyone's agreement. Unfortunately, we have failed during 53 years which will become 54 quite soon.

So, looking at the Canadian constitution, and the legal situation in Canada, we feel that legally, the Canadian Parliament has every right to propose amendments to the Canadian constitution through the British Parliament. Again, the Canadian population approves of the amendments' in substance that we have proposed. Objections are based on the form. For 54 years now, the tyranny of unanimity has prevented us from obtaining the results we are seeking now.

Therefore, since we have the legal power to do so, we are going ahead. Of course I am not surprised that people are

[Texte]

disent, on aurait aimé mieux que tout le monde soit d'accord. Moi, le premier, non seulement je l'ai souhaité, je l'ai cherché pendant tout l'été dans la plus longue négociation qu'on a jamais eue sur un projet constitutionnel.

C'est évident, il n'y avait aucun doute lorsque devant les caméras les premiers ministres se sont réunis, que nous étions pris devant cette tyrannie double, pour employer l'expression de monsieur Trudeau, que non seulement il y avait unanimité pour faire quelque chose mais qu'il y avait unanimité de toutes les Provinces pour dire, on va vous donner notre accord si vous donnez à notre Province telle affaire.

Ce n'était pas seulement de les avoir toutes sur un item, mais c'était en plus la tyrannie de donner à chacun un item qu'elle voulait avoir.

Dans les circonstances, comme gouvernement responsable, nous avons décidé de prendre nos responsabilités et d'en subir les conséquences politiques.

Si juridiquement nous avons tort, eh bien, les tribunaux décideront, et c'est l'aspect juridique de notre démarche qui est d'ailleurs devant les tribunaux à l'heure actuelle. Nous avons fait valoir notre position juridique et les avocats des Provinces ont fait valoir leur position juridique, et les tribunaux décideront.

Le sénateur Tremblay: Monsieur le président, vous nous dites en somme que vous substituez par votre projet à la tyrannie de l'unanimité la tyrannie de l'unilatéralisme et votre hypothèse de travail a été que les Québécois préféreraient la tyrannie de l'unilatéralisme à la tyrannie de l'unanimité.

Mais il vous disent «non», là-dessus, ils préfèrent les ennuis, les inconvénients de l'unanimité à la tyrannie de l'unilatéralisme, c'est le sens des choses, et il y a une raison peut-être plus profonde.

A mon avis, s'ils disent «non» aujourd'hui comme ils ont dit «non» au référendum, c'est parce que le type de fédéralisme qui est inscrit dans votre projet est un type de fédéralisme qui ne correspond pas à leurs vues à cet égard. La réconciliation des deux nons c'est qu'ils ont dit «non» à la souveraineté-association au référendum mais ils disent «non» aujourd'hui à votre conception du fédéralisme.

Là-dessus, avec cette manière d'interpréter les choses, je pense que les deux nons sont parfaitement cohérents.

M. Chrétien: J'ai expliqué notre position. Vous avez le privilège d'être en désaccord. Moi, je dis que je suis élu au Québec, j'ai passé la période des vacances de Noël dans ma circonscription électorale, j'ai parlé avec beaucoup de monde. Évidemment, mes électeurs sachant que je suis impliqué dans ce dossier-là m'ont parlé de cela; il y a d'autres députés qui disent qu'ils n'en ont pas entendu parler du tout.

Vous savez, les affirmations que les Québécois disent «non», eh bien, ils disent «non» sur certaines choses mais ils sont d'accord sur bien des choses que nous faisons. Ce n'est pas blanc et noir dans le sens que, comme je l'expliquais tantôt, lorsque nous avons fait des sondages l'été dernier sur le sentiment des Canadiens concernant l'enchaînement dans la charte des droits de la protection des droits linguistiques et de la mobilité de la main-d'œuvre, tout le monde était d'accord.

[Traduction]

saying that they would have preferred that everyone agree. I have myself not only desired it, but all through the summer I have worked on the longest negotiations ever held on the constitutional bill.

Before the cameras, during the last First Ministers' Conference, it was most obvious that we were the victims of this double tyranny, to use Mr. Trudeau's expression, in that it was not only required to be unanimous in order to do something, but that the provinces were also unanimous in their requiring that each province be given something in order to obtain its accord.

Not only did we have to obtain their unanimity on a single item, but in addition, we also have had to face the tyranny of giving to each that which it desired.

Under the circumstances, as a responsible government, we decided to move ahead and accept the political consequences.

If legally, we are wrong, the courts will decide, and it is this legal aspect of our procedure which is presently before the tribunals. We have defended our legal position, as have the lawyers of the provinces, and now the tribunals must decide.

Senator Tremblay: Mr. Chairman, Mr. Minister, you are telling us in fact that for the tyranny of unanimity, you have through your bill substituted the tyranny of unilateralism, and you have gone on the basis that Quebecers would prefer this tyranny of unilateralism to that of the tyranny of unanimity.

Now Quebecers are saying no to your proposals, they prefer the inconvenience of unanimity to the tyranny of unilateralism, that is how sentiments go, and there must be a basic reason for this.

In my view, if today they say no as they did through the referendum, it is perhaps because the type of federalism proposed in your resolution does not correspond to their own. In fact, Quebecers have said no to sovereignty-association in their referendum, but today they are saying no to your concept of federalism.

If you accept that interpretation, I think the two nos are perfectly consistent.

Mr. Chrétien: I have explained our position, and it is your privilege to disagree. Well, I was elected in Quebec, I spent the Christmas holidays in my riding, and I spoke to many people. Of course, since my constituents know that I am leading this project through Parliament, they have spoken to me about it; other members report having had no reaction whatever.

Some people say that Quebecers disagree with what we are doing, and it is true that they disagree with us on a few points, but they agree with many others. The issue is not black and white, because, as I was explaining earlier, when we polled Canadians last summer on the entrenchment in the Charter of Rights of language rights and labour force mobility, everyone agreed.

[Text]

Vous avez beau dire qu'on n'a pas de légitimité mais, tout de même, nous en avons eu des débats à l'intérieur de notre parti considérablement là-dessus et nous n'avons eu, en somme, que 67 pour cent des votes aux dernières élections!

Alors, est-ce qu'on agit suivant notre juridiction et les pouvoirs que nous avons juridiquement? Si oui, on a tout à fait le droit de le faire. Que le fédéralisme que je préconise soit différent de celui que vous préconisez, c'est évident. On a eu des débats considérables là-dessus.

Il y a eu le projet de la communauté des communautés et, nous, on a toujours été les tenants d'un gouvernement central fort et de gouvernements provinciaux forts et cela alors qu'on avait un gouvernement très nationaliste—pas nationaliste—séparatiste au Québec. On s'est toujours fait élire nous, les députés fédéraux, en parlant pour un gouvernement central fort et, d'ailleurs, je ne prétends pas parler pour tous les Québécois mais je peux certainement parler comme un Québécois élu au Québec dans un parti qui a toujours été celui qui a reçu le plus grand support de toutes les formations politiques au Québec, en quelque circonstance que ce soit. Il doit y avoir une certaine crédibilité à cela.

Sur 74 députés, il y en a un qui n'est pas d'accord, c'est correct, il n'est pas d'accord sur un aspect parce qu'on n'impose pas quelque chose à l'Ontario mais, si on l'imposait à l'Ontario, il serait d'accord. Alors, cela ne m'impressionne pas beaucoup parce que toute la démarche est beaucoup plus large que ce qui est contenu dans l'article 133.

Il y en a qui disent qu'ils parlent pour le Québec. Moi, je parle autant pour le Québec que les gens du Québec et c'est aux élections que les gens se choisissent des représentants. Si nous avons fait une erreur fondamentale, eh bien, mes électeurs me le diront mais je dois vous dire—et j'ai consulté beaucoup de députés depuis notre retour—que les députés qui se sont trouvés en difficulté en allant faire leur magasinage au Québec durant la période des Fêtes parce qu'on faisait une action unilatérale, il n'y en avait pas beaucoup qui se sont préoccupés de cela. Moi, ils m'ont dit, écoute, Jean, on est 'tanné', règle nous ça, ça fait assez longtemps qu'on en parle. Et, en général, mon impression est la suivante, c'est que les gens pensent qu'on ne fait pas cela, nous, les Libéraux, particulièrement les Libéraux du Québec, pour essayer de détruire les Francophones au Canada. Ils ont la conviction que notre attachement au Canada français est très grand, est très fort et je pense qu'ils nous font confiance comme ils nous l'ont fait aux élections.

Je lis les éditorialistes aussi et j'en tiens compte. Seulement, on a un mandat de faire face à nos responsabilités et on ne le fait pas en catimini. C'est sur la place publique depuis le 9 juin quand monsieur Trudeau a dit, on se donne trois mois pour en venir à une entente et, s'il n'y a pas d'entente, on procédera de la façon dont on procède aujourd'hui. Lisez la conférence de presse du 9 juin à la suite de la rencontre qu'il y a eue à 24 Sussex.

Alors, qu'il y ait des gens qui soient en désaccord, cela ne me surprend pas. Que je sois un peu dans l'eau chaude, eh

[Translation]

You can maintain that we have no legitimacy as much as you want, but the fact remains that we discussed this question at length within our party and that after all we got 67 per cent of the vote in the last election!

Does what we are doing fall within our jurisdiction and our legal powers? If so, we are perfectly entitled to proceed with it. There is no doubt that my brand of federalism is different from yours. We have had lengthy discussions on this point.

We heard about the proposal for a community of communities, and we have always advocated a strong central government and strong provincial governments at a time when there was a very nationalistic, not nationalistic, but separatist government in Quebec. We federal MP's have always been elected on a platform of a strong central government, and of course I do not claim to speak for all Quebecers, but I can certainly speak as a Quebecer elected in Quebec in a party that has always received the most support of any political party in Quebec under any circumstances. This surely lends us some credibility.

It is true that one of the seventy-four MP's from Quebec does not agree with our approach. He does not agree on one point because we are not going to impose something on Ontario. However, if we were to impose this on Ontario, he would agree with our approach. I am not very impressed by his arguments, because the whole procedure is much broader than the points contained in Section 133.

Some people say that they speak for Quebec. I speak for Quebec as much as any Quebecer and people choose their representatives in elections. If we have made a fundamental mistake, the voters will let me know. I have spoken with a number of MP's since the holidays, and I should tell you that there were very few who encountered difficulties when they went to do their shopping in Quebec over the holidays because the government was taking unilateral action. What people said to me was: "Look, Jean, we are fed up, get this thing settled, we have talked about it long enough." My general impression is that people do not think that the Liberals, particularly the Quebec Liberals, are doing this to try to destroy Francophones in Canada. They are convinced that we feel very strongly about French Canada, and I think they trust us just as they did at election time.

I have also read what the editorial writers have to say and have taken it into account. However, we have to face up to our responsibilities and we are not proceeding on the sly. Our intentions have been public since the 9th of June when Mr. Trudeau said that we were giving ourselves three months to reach an agreement and that if there were no agreement, we would take the action we are taking now. This is all stated in the June 9 press conference following the meeting held at 24 Sussex Drive.

I am not surprised that some people disagree with what we are doing. I may be in hot water to some extent, but what can

[Texte]

bien, que voulez-vous! Comme je l'ai dit il y a quelque temps, c'est naturel en politique et, de toute façon, Chatterton disait, j'aime être dans l'eau chaude, cela me tient net!

Le sénateur Tremblay: Une dernière remarque, si vous me permettez. Je pense que ce que le ministre vient de dire ne répond pas à l'interrogation fondamentale que j'ai formulée. Il ne s'agit pas de savoir en ce moment comment se répartiraient des votes dans une élection, il s'agit d'une question bien précise qui rejoint des choses fondamentales dans la façon dont les Québécois en particulier peuvent concevoir leur développement à l'intérieur de la fédération.

Sur ce point particulier, monsieur le ministre, et je conclus là-dessus, je pense que ce n'est pas véritablement une question mais c'est simplement un appel, comme vous en avez fait à l'endroit d'autres groupes ou d'autres milieux.

Là-dessus je pense, monsieur le ministre, qu'il faut être plus sensible à l'ensemble d'indices que j'ai énumérés et qui révèlent très clairement que la conscience québécoise sur votre projet est profondément touchée et divisée, et je fais appel à votre responsabilité. Analysez cela. J'ai l'impression que vous devez en tenir compte de façon beaucoup plus fondamentale que vous ne l'avez fait dans vos amendements.

Aussi longtemps que les dispositions de votre projet affecteront substantiellement le régime fédéral comme tel, le régime fédératif canadien, interrogez-vous sérieusement si vous n'allez pas à l'encontre d'une conception profonde et très ancienne des Québécois à l'égard de notre fédéralisme.

C'est le seul appel que je fais à votre égard. Quant à moi, j'ai terminé, monsieur le président.

M. Chrétien: Je vous remercie et je voudrais répondre ceci. C'est que nous ne changeons pas la balance des pouvoirs dans la démarche que nous faisons, du moins c'est notre point de vue, sauf dans le domaine des ressources, comme je l'ai expliqué plus tôt, une dévolution de pouvoirs du fédéral vers les Provinces en matière de ressources—taxation indirecte et pouvoirs de faire de la législation en matière commerciale interprovinciale avec la prépondérance fédérale.

Nous enchâssons une charte des droits qui ne change pas la balance des pouvoirs, qui va imposer des restrictions à tous les niveaux de parlement, le Parlement du Canada et les assemblées législatives, en faveur de droits qui sont transmis à tous les Canadiens d'un océan à l'autre. Cela ne nous donne aucun pouvoir à nous, au fédéral, et aucun pouvoir de plus aux Provinces mais ça donne des pouvoirs aux citoyens en matière de droits.

La critique nous vient du fait qu'il est vrai que par l'article concernant l'éducation, la Loi 101 sera quelque peu modifiée mais nous avons voulu, dans les circonstances, nous en tenir le plus très possible.

Comme nous l'avons toujours exprimé, du moins monsieur Trudeau, moi-même et plusieurs autres, nous avons toujours été en faveur du libre choix complet. Cela fait partie des droits, à mon sens. Je suis un peu déçu que l'on n'ait pas donné ce droit-là aux Canadiens en donnant une charte des droits.

Pour respecter le plus possible la législation québécoise, nous avons modelé notre amendement en matière d'éducation le

[Traduction]

you do? As I said a while back, that is to be expected in politics, and, in any case, as Chatterton said, I like being in hot water, it keeps me clean!

Senator Tremblay: I would like to make one last comment, if I may. I do not think that the minister's reply has really answered my question. My query was not to find out how votes would be distributed in an election, but is, rather, a very precise question concerning fundamental issues, particularly, the way Quebecers perceive their development within the federation.

Mr. Minister, and I will conclude on this point, I feel that this was perhaps not really a question, but an appeal, like the ones you have made to other groups and in other circumstances.

Mr. Minister, I feel that all the signs I have just listed point quite clearly to the fact that the Quebec people are deeply affected and divided on your proposed resolution and I appeal to your sense of responsibility to be more sensitive to that whole issue. Analyze the situation. In my opinion, you should take that into account in a much more basic way than you have done in your amendments.

As long as the provisions of your proposed resolution substantially affect the federal system as such, the Canadian federative system, do you not seriously wonder whether you are going against the deep and age-old concept Quebecers have towards federalism?

That is my only appeal to you, sir. I have finished my questioning, Mr. Chairman.

Mr. Chrétien: I thank you for your remarks. In reply, I would like to say that this process, at least in our opinion, is not changing the balance of powers, except in the area of resources. As I explained earlier, powers over resources have been handed over from the federal government to the provinces through the right to indirect taxation and to make legislation governing interprovincial commercial transactions, while maintaining federal supremacy.

We are entrenching a Charter of Rights that will not change the balance of powers, that will impose restrictions at all levels of government, both in the Parliament of Canada and in the legislative assemblies, in support of rights which will be granted to every Canadian in this country. However, neither the federal government nor the provinces gain any powers from this charter, but the citizens of Canada do.

The criticisms we receive stem from the section relating to education. Bill 101 would be slightly changed but we have tried to respect it as much as possible.

As Mr. Trudeau, myself and many others have always maintained, we are in favour of complete freedom of choice. In my opinion, this is one of our rights. I am slightly disappointed by the fact that this right has not been given to Canadians through a Charter of Rights.

In an effort to adhere as closely as possible to Quebec legislation, we have fashioned our amendment to the sections

[Text]

plus près possible de la Loi 101 et, par contre, nous avons imposé à tous les gouvernements provinciaux des autres provinces l'obligation de donner dorénavant l'éducation en langue française aux citoyens francophones.

Nous n'avons pas changé la forme de fédéralisme. Absolument pas. Nous rapatrions la Constitution et nous donnons, en rapatriant la Constitution, la possibilité—parce que si c'est la formule de Victoria qui prévaut—nous donnons aux Québécois quelque chose qu'ils n'ont pas à l'heure actuelle et qu'ils ont toujours prétendu avoir mais qu'ils n'ont pas juridiquement à ce moment-ci, un droit de veto en matière constitutionnelle pour des changements constitutionnels.

Ils auront un droit de veto et s'il y a un référendum un jour pour régler un blocage constitutionnel, les citoyens du Québec auront un droit de veto, chose qu'ils n'ont pas à l'heure actuelle.

Alors, pour moi, comme citoyen du Québec, en garantissant l'éducation en langue française aux Francophones à travers tout le Canada et en donnant au Québec, si le gouvernement du Québec le veut bien, le droit de veto comme à l'Ontario en matière d'amendement constitutionnel, eh bien, je ne pense pas trahir les aspirations des Québécois. Que la forme que nous prenions pour y arriver soit déplaisante, je le concède. J'aurais aimé beaucoup mieux aller à Londres avec les onze gouvernements ensemble et poser ce geste-là dans l'unanimité. Seulement, il est évident que cela n'a pas été possible. On a cru à un moment donné qu'on y parviendrait mais, malheureusement, la dynamique de la conférence de septembre a été désastreuse. Que voulez-vous! Le résultat était là et on fait ce que doit, et le peuple nous jugera.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you, Senator Tremblay. You have a supplementary question, Mr. Irwin?

Mr. Irwin: Thank you, Mr. Chairman.

Senator Tremblay has indicated what is almost half an argument and it should be carried further vis-à-vis Section 24, when he talks about the tyranny of the majority. I prefer to think of it as the will of the majority. "Tyranny of the majority" is usually a loser's term.

But now, Mr. Minister, in Section 15 what is being imposed is a law called equality rights, and we are calling it non-discrimination rights, precluding discrimination on the basis of race, national or ethnic origin, colour, religion, sex or age which would be implemented by the tyranny or will of the majority as described by Senator Tremblay.

Now, there is some concern expressed by several groups as to how this would be implemented: the British Columbia Civil Liberties Association, the Canadian Civil Liberties Association, the Canadian Bar Association and several distinguished groups which came before us—at least a dozen.

You have changed that now in Section 24. I do not wish to speak about age or sex or things of that nature. Specifically I would like to talk about a specific incident, the Penetang incident, where a local school board precluded a group of French Canadians in Ontario from having their school in Penetang, and there was no law to protect them and it was

[Translation]

on education after Bill 101. However, we have required all the governments in other provinces to henceforth offer French-language education to French-speaking citizens.

We have not changed the form of federalism. Absolutely not. We are patriating the Constitution and, in so doing, since it is essentially the Victoria formula which prevails, we are giving Quebecers something which they do not have legally at the moment but which they have always claimed to have, and that is the right to veto constitutional amendments.

They will have a right of veto and if there should some day be a referendum to settle a constitutional deadlock, the citizens of Quebec will have a right of veto which they do not have today.

As a citizen of Quebec, by protecting French-language rights in education throughout Canada and by giving Quebec, if the Quebec government wants it, the same right of veto that Ontario has for constitutional amendments, I do not think I am letting down Quebecers' expectations. That our way of proceeding is unpleasant, I am ready to agree. I would have much rather gone to London with 11 governments in a unanimous action. But it is obvious that it was not possible. We thought at the time that we would succeed but unfortunately the dynamics of the September conference was a disaster. What more can I say? The result was there and we are doing what we think we should be doing and the people will judge.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci, sénateur Tremblay. Avez-vous une question complémentaire, monsieur Irwin?

M. Irwin: Oui, merci, monsieur le président.

Le sénateur Tremblay n'a présenté que la moitié de l'argument à propos de l'article 24 quand il a parlé de la tyrannie de la majorité. Je préférerais qu'on l'envisage plutôt comme la volonté de la majorité. «La tyrannie de la majorité» est en général un terme de perdant.

Ce que nous imposons maintenant à l'article 15, ce sont des droits à l'égalité que nous appelons des droits à la non-discrimination, interdisant la discrimination fondée sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, le sexe ou l'âge, discrimination que pourrait exercer la tyrannie ou la volonté de la majorité dont parle le sénateur Tremblay.

Certains groupes se sont inquiétés de savoir comment cet article serait mis en vigueur: l'Association des libertés civiles de la Colombie-Britannique, l'Association canadienne des libertés civiles, l'Association du Barreau canadien et plusieurs autres groupes distingués qui ont comparu devant nous, au moins une douzaine en tout.

Vous avez maintenant modifié cela à l'article 24. Je ne voudrais pas revenir sur l'âge, le sexe ou ce genre de choses. Je préférerais parler d'un incident bien précis, celui de Penetang où un conseil scolaire local a empêché un groupe de Canadiens-français de l'Ontario d'avoir leur propre école à Penetang. Aucune loi ne les protégeait et ce n'est que grâce à la bonne

[Texte]

only by the goodwill of the Province of Ontario that they came through and provided the school: it was an order.

Now, as I understand the changes, any parent under Section 24, of any child, could now go to a court of competent jurisdiction in Ontario and the court will decide what would be appropriate in the circumstances.

The same thing would apply in Quebec; any English parent, in the minority, can go to a court competent jurisdiction and the court will decide if there are numbers.

Mr. Chrétien: What we are doing is this. The situation which applied before in Penetang, and the situation for anglophones in Shawinigan—there the people had to abide only by the decision of the government of the school boards.

But the idea is that from now on if they feel they are discriminated against, they will be able to go before the courts which would decide if the government has acted reasonably in the decision made. If they feel that they have not acted reasonably, they will be able to impose on the school boards a remedy.

I believe that if such a situation had existed before it would have very much simplified the problem; because when those crises erupt, a lot of local emotion is involved; and I do not blame local politicians for moving hesitantly and not drastically in those fields.

But now they are in a position to say that it is the Canadian constitution which requires that we do this or that. It would be much simpler and will not create the same emotion because the debate would be done in a completely different atmosphere, not in a political atmosphere. It will be done before the courts by competent lawyers who will argue and talk about precedent and cite examples of what is being done for, say, the francophones in Ontario, or in New Brunswick, or the anglophones in Quebec and so on and so forth and they would be able to compare the treatment of the minorities across the land and the judges will see what is reasonable or not.

Mr. Irwin: Mr. Minister, this process is open to any woman who may be discriminated against because she did not get a job, though she may be of equal calibre as a male and any person who may have been prejudiced, because he was a black or from another country—is that correct? Is the same process available?

Mr. Chrétien: If it is an act of the state; if you, yourself, in your house do not want to hire a person of a certain ethnic origin, colour or religion—that is another matter; it is when the state discriminates against the person, not individuals.

Mr. Irwin: Thank you, Mr. Minister.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much.

Honourable members, on behalf of Mr. Joyal and all honourable members of the Committee, we would like to thank the Minister for being here all week—and his officials too. Thank you very much.

The meeting will now be adjourned until 8 o'clock on Monday night.

[Traduction]

volonté de la province qu'ils ont finalement réussi à avoir une école: il a fallu en donner l'ordre!

Si je comprends bien les modifications, en vertu de l'article 24, tout parent peut maintenant se présenter devant les tribunaux compétents en Ontario qui statueront sur ce qui serait approprié dans les circonstances.

Cela s'appliquerait également au Québec; tout parent anglophone, donc minoritaire, peut se présenter devant les tribunaux compétents qui décideront si le nombre justifie la scolarité en anglais.

M. Chrétien: Voilà donc ce qui a été décidé. Auparavant, pour Penetang ou pour les anglophones à Shawinigan, la population devait s'en remettre à la décision du gouvernement du conseil scolaire.

Or, dorénavant si certains estiment qu'ils sont victimes de discrimination, ils pourront se présenter devant les tribunaux qui décideront si le gouvernement a pris une décision raisonnable ou non. Dans la négative, ils pourront imposer une action réparatrice au conseil scolaire.

Je crois que cela aurait beaucoup simplifié les problèmes dans les crises passées. La population locale s'émeut beaucoup, lors de ce genre de crises, et je ne puis blâmer les responsables politiques d'avoir agi avec quelques hésitations dans ces domaines.

Maintenant, ils seront au contraire en mesure de déclarer que la constitution canadienne exige ceci ou cela. Ce sera donc beaucoup plus simple et cela ne suscitera pas ce genre d'émotions puisque le débat se déroulera dans une atmosphère complètement différente et non politique. Cela se fera devant les tribunaux où des avocats compétents pourront invoquer des précédents, citer des exemples de ce que l'on fait par exemple pour les francophones en Ontario ou au Nouveau-Brunswick ou pour les anglophones au Québec, etc. On pourra alors comparer la façon dont on traite les minorités dans tout le pays et les juges pourront alors décider de ce qui est raisonnable.

M. Irwin: Monsieur le ministre, cela s'applique-t-il également à toute femme victime de discrimination quand elle recherche un emploi et à tout autre individu dont on rejeterait la candidature parce qu'il est Noir ou parce qu'il vient d'un autre pays? Est-ce la même chose?

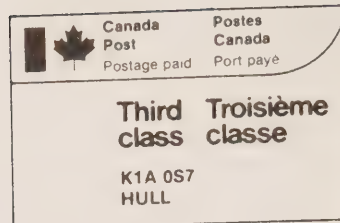
M. Chrétien: Oui, s'il s'agit de discrimination par l'État; par contre, si vous ne voulez pas embaucher une personne de telle ou telle origine ethnique, couleur ou religion, c'est autre chose; ce recours aux tribunaux ne peut s'appliquer qu'en cas de discrimination attribuable à l'État et non à des particuliers.

M. Irwin: Merci, monsieur le ministre.

Le président (sénateur Hays): Merci beaucoup.

Honorables membres du Comité, au nom de M. Joyal et de vous tous, je remercie le ministre d'avoir été avec nous toute la semaine et je remercie également beaucoup ses fonctionnaires.

La séance est levée jusqu'à lundi 20 h 00.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Printing Office
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard
Hull, Quebec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Imprimerie du gouvernement canadien
Approvisionnement et Services Canada
45, boulevard Sacré-Coeur
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of Justice:

Mr. Roger Tassé, Q.C., Deputy Minister;

Dr. B. L. Strayer, Q.C., Assistant Deputy Minister, Public
Law.

Du ministère de la Justice:

M. Roger Tassé, c.r., sous-ministre;

M. B. L. Strayer, c.r., sous-ministre adjoint, Droit public.

SENATE
HOUSE OF COMMONS

Issue No. 40

Monday, January 19, 1981

Joint Chairmen:

Senator Harry Hays, P.C.
Serge Joyal, M.P.

SÉNAT **DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL**
CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 40

Le lundi 19 janvier 1981

Coprésidents:

Sénateur Harry Hays, c.p.
Serge Joyal, député

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Special Joint Committee of
the Senate and of
the House of Commons on the*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité mixte spécial
du Sénat et de
la Chambre des communes sur la*

Constitution of Canada

Constitution du Canada

RESPECTING:

The document entitled "Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada" published by the Government on October 2, 1980

CONCERNANT:

Le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980

APPEARING:

The Honourable Robert P. Kaplan,
Acting Minister of Justice

Mr. Ron Irwin, M.P.,
Parliamentary Secretary to the
Minister of Justice

COMPARAÎT:

L'honorable Robert P. Kaplan,
ministre de la Justice suppléant

M. Ron Irwin, député,
secrétaire parlementaire
du ministre de la Justice

WITNESSES:

(See back cover)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981

SPECIAL JOINT COMMITTEE OF
THE SENATE AND OF THE HOUSE
OF COMMONS ON THE CONSTITUTION
OF CANADA

Joint Chairmen:

Senator Harry Hays, P.C.
Serge Joyal, M.P.

Representing the Senate:

Senators:

Asselin	Lapointe
Austin	Lucier
Connolly	

Representing the House of Commons:

Messrs.

Bockstael	Crombie
Campbell (Miss)	Fraser
(<i>South West Nova</i>)	Gauthier
Corbin	Gimaïel

COMITÉ MIXTE SPÉCIAL DU SÉNAT
ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES
SUR LA CONSTITUTION DU CANADA

Coprésidents:

Sénateur Harry Hays, c.p.
Serge Joyal, député

Représentant le Sénat:

Les sénateurs:

Petten	Rousseau
Roblin	Tremblay—10

Représentant la Chambre des communes:

Messieurs

Hawkes	Munro (<i>Esquimalt-</i> <i>Saanich</i>)
Irwin	Nystrom
Mackasey	Robinson (<i>Burnaby</i>)—15
McGrath	

(Quorum 12)

Les cogreffiers du Comité

Richard Prigent

Paul Bélisle

Joint Clerks of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b) of the House of Commons:

On Monday, January 19, 1981:

Miss Campbell (*South West Nova*) replaced Mr. Gendron;
Mr. Gimaïel replaced Mr. Allmand;
Mr. Munro (*Esquimalt-Saanich*) replaced Mr. Epp;
Mr. Crombie replaced Mr. Beatty;
Mr. Gauthier replaced Mr. Tobin.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement de la Chambre des communes:

Le lundi 19 janvier 1981:

M^{lle} Campbell (*South West Nova*) remplace M. Gendron;
M. Gimaïel remplace M. Allmand;
M. Munro (*Esquimalt-Saanich*) remplace M. Epp;
M. Crombie remplace M. Beatty;
M. Gauthier remplace M. Tobin.

Pursuant to an order of the Senate adopted November 5, 1980:

On Monday, January 19, 1981:

Senator Asselin replaced Senator Murray;
Senator Roblin replaced Senator Bélisle;
Senator Lapointe replaced Senator Goldenberg.

Conformément à un ordre du Sénat adopté le 5 novembre 1980:

Le lundi 19 janvier 1981:

Le sénateur Asselin remplace le sénateur Murray;
Le sénateur Roblin remplace le sénateur Bélisle;
Le sénateur Lapointe remplace le sénateur Goldenberg.

Published under authority of the Senate and the Speaker
of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Publié en conformité de l'autorité du Sénat et de l'Orateur de la
Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and
Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnement et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, JANUARY 19, 1981
(71)

[Text]

The Special Joint Committee on the Constitution of Canada met this day at 8:17 o'clock p.m., the Joint Chairman, Mr. Joyal, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Asselin, Austin, Connolly, Hays, Lapointe, Lucier, Petten, Roblin, Rousseau and Tremblay.

Representing the House of Commons: Mr. Bockstael, Miss Campbell (*South West Nova*), Messrs. Corbin, Crombie, Fraser, Gauthier, Gimaiel, Hawkes, Irwin, Joyal, Mackasey, McGrath, Munro (*Esquimalt-Saanich*), Nystrom, Robinson (*Burnaby*) and Tobin.

Other Member present: Mr. Lapierre.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Messrs. Paul Martin, John McDonough and Louis Massicotte, Researchers.

Appearing: The Honourable Robert P. Kaplan, Acting Minister of Justice and Mr. Ron Irwin, Parliamentary Secretary to the Minister of Justice.

Witnesses: From the Department of Justice: Mr. Roger Tassé, Q.C., Deputy Minister and Dr. B. L. Strayer, Q.C., Assistant Deputy Minister, Public Law.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the Senate dated November 3, 1980 and its Order of Reference from the House of Commons dated October 23, 1980, both relating to the document entitled "Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada" published by the Government on October 2, 1980. (*See Minutes of Proceedings, Thursday, November 6, 1980, Issue No. 1.*)

The Committee resumed consideration of Clause 1 of the Proposed Constitution Act.

At 10:00 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE LUNDI 19 JANVIER 1981
(71)

[Traduction]

Le Comité mixte spécial sur la Constitution du Canada se réunit aujourd'hui à 20 h 17 sous la présidence de M. Joyal (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Asselin, Austin, Connolly, Hays, Lapointe, Lucier, Petten, Roblin, Rousseau et Tremblay.

Représentant la Chambre des communes: M. Bockstael, M^{lle} Campbell (*South West Nova*), MM. Corbin, Crombie, Fraser, Gauthier, Gimaiel, Hawkes, Irwin, Joyal, Mackasey, McGrath, Munro (*Esquimalt-Saanich*), Nystrom, Robinson (*Burnaby*) et Tobin.

Autre député présent: M. Lapierre.

Aussi présents: Du Service de recherches de la Bibliothèque du Parlement: MM. Paul Martin, John McDonough et Louis Massicotte, chercheurs.

Comparaissent: Les honorables Robert P. Kaplan, ministre de la Justice suppléant, et M. Ron Irwin, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice.

Témoins: Du ministère de la Justice: M. Roger Tassé, c.r., sous-ministre, et M. B. L. Strayer, c.r., sous-ministre adjoint, Droit public.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du Sénat, du 3 novembre 1980, et de son ordre de renvoi de la Chambre des communes du 23 octobre 1980, tous deux portant sur le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980. (*Voir procès-verbal du jeudi 6 novembre 1980, Fascicule n° 1.*)

Le Comité reprend l'étude de l'article 1 du projet de loi sur la Constitution.

A 22 heures, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Les cogreffiers du Comité

Richard Prigent

Paul Bélisle

Joint Clerks of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Monday, January 19, 1981

• 2020

*[Text]***The Joint Chairman (Mr. Joyal):** Order, please.

As honourable members of this Committee may know, the witness and guests we had the opportunity to hear last week, the Honourable the Minister of Justice, Mr. Jean Chrétien, is now in hospital and has been there over the last day.

It seems that there would not now be an opportunity to have him back for a couple of days. I think members around the table, honourable Senators and honourable members of Parliament, will agree when I say that on behalf of all honourable members of this Committee, including the honourable Senator Hays and myself, as Joint Chairmen of this Committee, would like to extend best wishes to the Minister and hope that he will be back with us as soon as possible to continue our work and discussion on the very fundamental issue of the constitution of Canada.

If there is no other observation, I will take it upon myself as Joint Chairman of this Committee to get in touch in the coming hours with the honourable the Minister to ensure that he does receive the best wishes and hopes of honourable members of this Committee in expressing their views that they hope that he will recover as soon as possible.

The Honourable James McGrath.

Mr. McGrath: Mr. Joint Chairman, we would like to be associated with your remarks and to wish the Minister a speedy recovery. We hope—indeed we understand—that it is not a serious matter, but serious enough to keep him hospitalized at the present time.

We realize, of course, that he has been carrying a tremendous load and he has been carrying it well. We admire his spirit.

When you convey our good wishes tonight, you can tell him that if it will facilitate his recovery and the work of this Committee, we will be prepared to reconvene a special meeting in his hospital room.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): He might agree but I think there are some people among the personnel of the hospital, who would have some objections.

Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: In fact, Mr. Chairman, it might have the adverse effect on Jean.

I would like to associate ourselves with Mr. McGrath's and your statements. We wish Jean Chrétien a very speedy recovery. I know everybody around this table has admired him for the tremendous work that he has put into this issue.

We have differed from time to time on a number of aspects of the constitution, but there is one thing we all can say about Jean Chrétien and it is that he has been a very hard worker, very dedicated to his task and to his country; I certainly wish him a very speedy recovery.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le lundi 19 janvier 1981

*[Translation]***Le coprésident (M. Joyal):** A l'ordre, s'il vous plaît.

Comme les honorables membres de ce Comité le savent probablement, notre témoin et invité de la semaine dernière, qui devait revenir ce soir, l'honorable ministre de la Justice, M. Jean Chrétien, est à l'hôpital.

Il semble donc que nous serons empêchés de le voir pendant un jour ou deux. Les honorables sénateurs et les honorables députés, y compris l'honorable sénateur Hays, coprésident de ce Comité, se joindront probablement à moi pour envoyer au ministre nos meilleurs vœux de prompt rétablissement et exprimer l'espoir qu'il sera de retour parmi nous dès que possible, pour poursuivre la discussion sur cette question très fondamentale de la constitution canadienne.

S'il n'y a pas d'autres observations, je prendrai sur moi, en ma qualité de coprésident de ce Comité, de communiqué à l'honorable ministre nos meilleurs vœux de prompt rétablissement et de lui exprimer l'espoir que nous avons qu'il se remettra le plus tôt possible.

L'honorable James McGrath.

M. McGrath: Monsieur le coprésident, notre parti désire s'associer à vous pour souhaiter au ministre un prompt rétablissement. Nous avons cru comprendre qu'il n'était pas gravement malade, mais son indisposition est tout de même suffisamment grave pour nécessiter son hospitalisation.

Nous nous rendons tous compte de la charge de travail considérable qu'il a eu à supporter depuis quelque temps, et d'ailleurs, nous admirons la façon dont il s'en est acquitté.

Quand vous lui transmettez nos vœux, ce soir, dites-lui que si cela pouvait faciliter les travaux de ce Comité, et accélérer son rétablissement, nous nous ferions un plaisir de tenir une séance extraordinaire dans sa chambre d'hôpital.

Le coprésident (M. Joyal): Il accepterait peut-être, mais je doute fort que le personnel de l'hôpital soit enchanté de la suggestion.

Monsieur Nystrom.

M. Nystrom: Monsieur le président, cela risquerait d'aggraver l'état de Jean.

Tout comme M. McGrath, nous nous associons à vous pour souhaiter à Jean Chrétien un très prompt rétablissement. Je sais que nous tous, autour de cette table, avons la plus grande admiration pour le travail considérable qu'il a consacré à cette question.

Nous n'avons pas toujours été d'accord sur tous les aspects de la constitution, mais personne ne peut contester le dévouement de Jean Chrétien, son dévouement pour cette tâche et envers son pays. Je lui souhaite très sincèrement un prompt rétablissement.

[Texte]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable Bryce Mackasey.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, it goes without saying that we are all very regretful at the fact that the Minister has been hospitalized. I think that Mr. McGrath and Mr. Nystrom have emphasized the fact that this young man has put in an awful lot of time on the Committee, but it has been an on-going process for him beginning pre-referendum, through the referendum and then the day after when he went across the country trying to convince the provincial premiers or their delegates of the wisdom of amending the constitution and all the rest of it.

I think we are all very upset; as a colleague, on the other hand, I would not like the press to be left with the impression that there is anything serious other than exhaustion, which is serious enough in itself!

But, Mr. Chairman, that has led me to take advantage of the occasion to address to you the question of the procedure that we are rapidly approaching.

The Minister would normally have been here this evening. He would have been back at the request of the Committee sometime in the future as often as needed; but sooner or later, I think it was meant to be this evening, we would then move into a more detailed examination of the resolution.

I am wondering whether you have given any thought to this, Mr. Chairman, and whether you can advise the Committee at this moment what procedure you propose, hopefully, to follow from here on in order that we may make progress for the particular date we have in mind, because our mandate from the House is very specific in so far as the timeframe is concerned.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Mackasey.

It is a very important issue, and I would now like to invite the honourable Senator Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Merci, monsieur le président. Avant que nous ne procédions aux affaires, comme vient de l'indiquer monsieur Mackasey, je voudrais simplement me joindre à ceux qui ont précédé pour souhaiter que monsieur Chrétien nous revienne le plus rapidement possible.

Bien sûr, quant au fond des choses avons-nous certaines divergences mais, quant à la relation humaine, je tiens beaucoup à ce que nous puissions poursuivre le dialogue avec monsieur Chrétien.

Entre adversaires, un certain respect mutuel, je pense, prend forme peut-être même dans la mesure où le dialogue et la discussion deviennent plus serrés. C'est ce genre de respect que j'ai acquis à l'endroit de monsieur Chrétien et je souhaite qu'il nous revienne le plus tôt possible pour que nous continuions à la fois à poursuivre une discussion serrée mais entre ce que je qualifierais d'hommes d'honneur, ce qu'il est quant à lui, sûrement.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur le sénateur Tremblay.

Je suis convaincu que ces bonnes paroles sauront le reconforter.

[Traduction]

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable Bryce Mackasey.

M. Mackasey: Monsieur le président, il est inutile de dire à quel point nous regrettons tous que le ministre ait dû être hospitalisé. M. McGrath et M. Nystrom ont parlé du temps considérable consacré par ce jeune homme à ce Comité, mais il ne faut pas oublier que cette tâche a commencé pour lui avant le référendum, qu'elle s'est poursuivie tout au cours du référendum et qu'après cela, il a parcouru tout le pays pour essayer de convaincre les premiers ministres provinciaux, ou leurs représentants, de la nécessité de modifier la constitution, et caetera.

Nous sommes tous très inquiets, mais il convient de rassurer la presse: ce n'est certainement rien d'autre que de l'épuisement, ce qui est d'ailleurs suffisamment grave!

Monsieur le président, je profite de l'occasion pour parler de la procédure que nous sommes sur le point d'entreprendre.

Le ministre aurait dû être présent ce soir. Il serait revenu par la suite aussi souvent que le Comité l'aurait jugé nécessaire. C'est ce soir, je crois, que nous devons passer à une étude plus détaillée de la résolution.

Monsieur le président, pouvez-vous nous dire, si toutefois vous avez eu l'occasion d'y réfléchir, comment nous allons procéder à partir de maintenant pour terminer dans les délais qui nous ont été imposés par la Chambre.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Mackasey.

C'est un problème important, et je donne maintenant la parole à l'honorable sénateur Tremblay.

Senator Tremblay: Thank you, Mr. Chairman. Before we proceed to our business, as suggested by Mr. Mackasey, I wish to associate myself to all of you who preceded me. We all wish that Jean Chrétien will be back among us as soon as possible.

Of course, we are not always in agreement on matters of substance, but on the human level, it is very important for us to maintain the dialogue with Mr. Chrétien.

As the discussion and the dialogue become harder, there is a certain mutual respect that arises between adversaries. It is the kind of respect I have acquired for Mr. Chrétien and I wish to see him back as soon as possible in order to continue this hard discussion between people that I would call gentlemen, and there is no doubt that he is one.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, senator Tremblay.

I know that your words will be very comforting for him.

[Text]

At this point I would like to bring to the attention of honourable members our session this evening. I would like to point out that the Action Minister of Justice, the honourable Bob Kaplan, was supposed to be with us tonight, but he will be delayed for, I think, some minutes. He should be here at a quarter to nine.

On Clause 1—*Rights and Freedoms in Canada*.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Perhaps honourable members would like to have an opportunity to open the discussion with the officers of the Department of Justice who are with us, or to address themselves generally, as was suggested by the honourable Bryce Mackasey, to other aspects of our proceedings.

I am open to suggestions on that matter from honourable members.

The honourable James McGrath.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, the circumstances giving rise to this discussion are unusual and unfortunate.

But the fact remains that we are in Clause 1 of the clause-by-clause stage of the bill, which is traditionally the clause which deals with the bill in a global context, and, consequently, addresses policy matters of the bill and the joint resolution.

I can foresee that there may be times when we could proceed without the Minister, when we get into the actual clause-by-clause and the technical aspects of the draft bill; but, certainly, in terms of the traditional procedure in Parliament, it is normal that we deal with the first clause as a policy clause, and questions generally whilst they are allowed to cover the entire content of the package before us, generally speaking they are of a policy-political nature. And, consequently, we are prepared to proceed to that only on the understanding that the Acting Minister of Justice will be here before too long.

Having said that, Mr. Joint Chairman, I would like to say on behalf of my colleagues that we would have preferred to have had a meeting of the steering committee today. We feel a meeting was warranted under the circumstances. At that time we would have made the case, for example, that there are other Ministers we would like to hear; for example, the Minister of National Health and Welfare, or the Minister of Indian and Northern Affairs, or, perhaps, the Secretary of State for External Affairs, being called, and thus utilizing the time at our disposal tonight by the unfortunate absence of the Minister of Justice.

However, that is not the way we are able to proceed, because of the fact that there was not a meeting of the steering committee; although I do admit that there were informal consultations.

We had to proceed with a Minister who has not been a party to these discussions in the Committee level. I presume that he can deal with policy-oriented questions, and on that basis we are prepared to proceed. The Parliamentary Secretary is here; and it is normal if we get into political questions that he would be expected to handle these questions.

[Translation]

Et maintenant, je me permets d'attirer l'attention des honorables membres de ce Comité sur notre séance de ce soir. Le ministre de la Justice suppléant, l'honorable Bob Kaplan, qui doit assister à la séance de ce soir sera retardé de quelques minutes. Il devrait être là vers 20 h 45.

Article 1—*Droits et libertés au Canada*.

Le coprésident (M. Joyal): Les honorables membres de ce Comité voudront peut-être profiter de l'occasion pour discuter avec les représentants du ministère de la Justice qui sont parmi nous. Ils peuvent également aborder des sujets d'ordre général, comme l'a proposé l'honorable Bryce Mackasey.

A cet égard, je suis prêt à me ranger à votre opinion.

L'honorable James McGrath.

M. McGrath: Monsieur le président, les circonstances responsables de cette discussion sont inhabituelles autant que malheureuses.

Il n'en reste pas moins que nous en sommes à l'article 1, dans le cadre de l'étude article par article. Traditionnellement, nous profitons de l'étude de cet article pour discuter de l'ensemble du bill, ce qui nous amène forcément à des considérations politiques.

Quand nous aurons vraiment abordé l'étude article par article, quand nous discuterons des aspects techniques du projet de résolution, il nous sera parfois possible de nous passer du ministre. Mais pour l'instant, si nous voulons nous en tenir à la procédure traditionnelle du Parlement, l'article 1 est un article de nature politique, et lorsque nous étudions cet article, nous considérons l'ensemble du projet dans une optique politique. Par conséquent, nous acceptons de poursuivre la discussion, mais seulement si vous nous assurez que le ministre de la Justice suppléant est sur le point d'arriver.

Cela étant dit, monsieur le coprésident, je souligne que mes collègues et moi-même aurions souhaité tenir aujourd'hui une réunion du comité directeur. Nous estimons que les circonstances justifiaient cette réunion. En effet, si le comité directeur s'était réuni, nous aurions pu dire que nous souhaitions entendre d'autres ministres: le ministre de la Santé et du Bien-être, celui des Affaires indiennes, ou peut-être le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Nous aurions donc pu profiter de l'absence regrettée du ministre de la Justice pour entendre l'un de ces ministres.

Cependant, nous ne pourrions procéder ainsi, car il n'y a pas eu de réunion du comité directeur. Néanmoins, j'admetts qu'il y a eu consultation officieuse.

La seule option était d'avoir comme témoin un ministre n'ayant pas participé à nos audiences. Je suppose qu'il pourra répondre aux questions de politique générale, et nous sommes disposés à poursuivre sur cette base. Le secrétaire parlementaire est présent. Si nous posons des questions de politique générale, il est normal de s'attendre à ce qu'il réponde à ces questions.

[Texte]

Perhaps it might facilitate our work in terms of maintaining the precedents and practices, if the Parliamentary Secretary were to seat himself with the two Assistant Deputy Ministers. That is not an unusual practice. It is often followed in committees on bills, and I think it maintains the practice; and I do think it is important that we do that.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable Mr. McGrath. I think it is a very useful suggestion. I am quite sure that the Parliamentary Secretary would not have any objection in principle; and I say that, having been myself a witness on many occasions on standing committees of the House where the Parliamentary Secretary was there assisting, even with the Minister at the same table, with the officers of the department when there was a specific study of an issue involved in a bill. That, I think, is a very useful suggestion.

In relation to the point which you have raised concerning the Acting Minister of Justice being here, it is my understanding that he should have been here by 8:15 p.m., and he was in fact delayed for very technical reasons having nothing whatever to do with anything involved in this debate tonight.

I think there was a question having to do with the schedule of an airplane, which was the only thing that kept him away from our proceedings at this time.

So, I would now like to invite Mr. Ron Irwin to take his seat with the Deputy Minister of Justice and the Assistant Deputy Minister of Justice, so that we could proceed in the usual way.

The honourable John Fraser.

• 2030

Mr. Fraser: Mr. Chairman and colleagues, I certainly join in the other expressions that have been given tonight about our concern for the health of our colleague, the Minister, and join with others in wishing him a very speedy recovery.

I think there are times in political life when, no matter how much we may disagree, sentiments of compassion and human concern for each other have to cross party lines and I am very conscious that that was extended to me last week at the death of my mother and I am moved by the comments that have been made with respect to the Minister and I am one who has received very recently your own condolences, and I say this to both Joint Chairmen and to my colleagues, and I think this is a very civilized aspect of our parliamentary procedure.

Having said that, I suppose I have to return to battle.

I would like to commence, if I could, by addressing the whole question of what has been referred to for weeks, if not months now, as the so-called deadlock in the amending formula, and I am not at all sure whether either of our very distinguished senior public servants in the Department of Justice really ought to have to answer this.

They no doubt can assist, but I think I have to start off by saying this, that in Clause 41 there is a formula for amending the constitution, and that formula requires that a certain number of the legislatures of a certain number of the provinces depending on where they are, with a certain population, approve of the proposed change in the constitution of Canada, and that, if I can put it simply, is the main amending section

[Traduction]

Si le secrétaire parlementaire voulait bien s'installer avec les deux sous-ministres adjoints, cela pourrait faciliter notre tâche, tout en respectant les précédents et la pratique. Ce n'est pas inhabituel. C'est ce qui arrive souvent en comité, lors de l'étude de projets de loi, et ce n'est pas contraire à la pratique. Je crois qu'il incombe que nous le fassions.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur McGrath. Je crois que votre proposition est très valable. Je suis pratiquement certain que le secrétaire parlementaire n'aura pas d'objection de principe. J'ai souvent vu, moi-même, en comité permanent, les secrétaires parlementaires siéger comme témoins avec les fonctionnaires d'un ministère, même en la présence du ministre, lorsque les questions portaient sur un point particulier dans un projet de loi. C'est donc une proposition tout à fait valable.

Pour ce qui est de votre question au sujet de la présence du ministre de la Justice suppléant, j'avais compris qu'il serait là à 20 h 15, et son retard est dû à des raisons techniques n'ayant rien à voir avec le débat de ce soir.

Je crois que c'est une simple question d'avion qui l'empêche d'être à l'heure.

J'invite donc M. Ron Irwin à prendre place au côté du sous-ministre de la Justice et du sous-ministre adjoint, afin que nous puissions commencer.

Monsieur Fraser.

M. Fraser: Monsieur le président, chers collègues, je me joins aux messages de sympathie pour notre collègue, le ministre, et je lui souhaite un prompt rétablissement.

Il y a des moments dans la vie politique où, quelle que soit l'ampleur de nos désaccords, les sentiments de compassion et de bonté doivent dépasser les partis, et j'en suis moi-même très conscient, en ayant eu la preuve la semaine dernière, lorsque ma mère est morte. Je suis touché par les commentaires qui ont été faits au sujet du ministre, ayant moi-même reçu dernièrement vos condoléances. Je m'adresse aux deux coprésidents et à mes collègues. Je crois que c'est un aspect très civilisé de notre procédure parlementaire.

Cela dit, je suppose qu'il faut retourner au combat.

J'aimerais commencer, si je le peux, par revenir à toute cette question débattue depuis des semaines, si ce n'est depuis des mois; je veux parler du mécanisme de la formule d'amendement permettant de régler la soi-disant impasse. Je ne suis pas du tout certain que cette question s'adresse véritablement à nos éminents hauts fonctionnaires du ministère de la Justice.

Ils doivent pouvoir nous aider. L'article 41 contient une formule permettant de modifier la constitution, et cette formule requiert qu'un certain nombre d'assemblées législatives, dans un certain nombre de provinces, en fonction de leur situation géographique, en fonction de leur population, approuvent cette proposition de modification de la constitution canadienne. Il s'agit là du principal article de la procédure de

[Text]

outside of the referendum, which of course we do not agree with at all, but this Clause 41 is the main amending section.

The argument we have listened to is that if the federal government fails to get its way and loses under Clause 41, if in effect the majority of the provincial legislatures reject a proposed change, then it ought to fail, but that is not the position of the government. The government's position is if it fails, then the government can go to Clause 42 and go over the heads of the provinces and go to the people because there is a "deadlock".

Now, the thing that is concerning me about this is that Clause 41 as an amending formula must have been put in because the government, in its wisdom, thought that it was a fair means of asking the provinces to join with them in changing the constitution, and the federal government must have thought that the formula by itself was fair and reasonable, but the effect of having a referendum there in reserve is to say that if the federal government loses in the position that it puts to the provinces, that there is a deadlock, in other words if the federal government does not have to accept the decision of Clause 41 and the process thereunder, which the federal government must believe is fair and reasonable or it would not be presenting that particular provision to us.

However, now the federal government comes along and says: well, when we lose we have got another way to play the game, and the other way we play the game is to change the rules. What you in effect have done is ordered the defence off the ice, the defence is the provincial legislatures, and you have widened the goalposts because you are prepared to resort to a recruitment of other helpers on the fields, that is the general public, and you do that by the manipulation of public opinion in a national referendum.

Now, in the world of sport that would be called anything from fair play to cheating, but in the world of politics, apparently, the federal government says that is really getting your own way.

Now, what this comes down to in substance is this, that if clause 41 is a fair and reasonable way of having the legislatures and the federal government decide yes or no as to whether an amendment is appropriate, why, if the federal government loses under that rule, which is the invention of the federal government, why is that a deadlock? I mean, is it a deadlock just because the federal government does not get its way, and why is the federal government bringing in this complete change system, widening the goal posts, getting the defence off the ice, planning the rules without any opposition, and using the public to do an end run around the very system that the federal government asks us to accept as being fair and reasonable?

Now, that is a question that is being asked across the country and it is a question that is certainly being asked in western Canada and I would invite Mr. Irwin, who is my good friend and with whom I serve on other committees to address himself to that, and I would ask either of his senior officials, if they can, although I think this gets into policy, but there is something very incongruous about this and it is not enough for me to be told just because the federal government cannot get a

[Translation]

modification, mis à part le référendum, que nous désapprouvons totalement, bien entendu.

Si le gouvernement fédéral n'obtient pas satisfaction en faisant jouer l'article 41, si la majorité des assemblées législatives des provinces rejettent sa proposition de modification, il semble logique qu'il abandonne, mais ce n'est pourtant pas la position du gouvernement. S'il n'obtient pas satisfaction, il peut faire jouer l'article 42, passer par-dessus les provinces et s'adresser à la population, car il y a «impasse».

Or, ce qui me préoccupe, c'est que la formule d'amendement représentée par l'article 41 doit avoir été incluse par le gouvernement, car il a pensé, dans sa sagesse, que c'était le juste moyen de demander aux provinces de se joindre à lui pour modifier la constitution. Le gouvernement fédéral doit avoir pensé que la formule, en elle-même, était juste et raisonnable. Cependant, le fait d'avoir un référendum en réserve revient à dire que si le gouvernement fédéral n'a pas l'approbation des provinces, il y a impasse, en d'autres termes, que si le gouvernement fédéral n'obtient pas ce qu'il veut, il y a impasse, et il n'a pas à accepter la sanction de l'article 41, qu'il doit pourtant juger juste et raisonnable, sinon cette disposition ne figurerait pas dans le projet de résolution.

Or, le gouvernement fédéral nous dit tout simplement: «Puisque vous n'êtes pas d'accord, c'est bien simple, nous changeons la règle du jeu.» Le gouvernement fédéral ordonne purement et simplement aux joueurs de défense de sortir du terrain, ces joueurs représentant les assemblées législatives provinciales, fait agrandir la cage des buts pour faire entrer un nombre accru de joueurs, représentant le public. Par le biais d'un référendum national, le gouvernement se livre à une manipulation de l'opinion publique.

Dans le monde du sport, d'aucuns iraient jusqu'à parler de tricherie, mais dans le monde de la politique, apparemment, le gouvernement fédéral dit que c'est de bonne guerre.

L'article 41 est une manière juste et raisonnable permettant aux assemblées législatives et au gouvernement fédéral de se prononcer sur le bien-fondé de telle ou telle modification. Si les non l'emportent, conformément à cette règle inventée par le gouvernement fédéral, pourquoi dire qu'il y a impasse? Est-ce une impasse simplement parce que le gouvernement fédéral n'a pas obtenu satisfaction? Pourquoi le gouvernement fédéral introduit-il alors ce système complètement modifié, élargissant la cage des buts, faisant sortir les joueurs de défense du terrain, concoctant des règles sans opposition et utilisant le public pour contourner ce système qu'il nous a justement demandé d'accepter, car il était juste et raisonnable?

Cette question est posée par tout le monde, elle l'est certainement par l'Ouest, et je voudrais demander à M. Irwin, mon bon ami avec qui j'ai siégé dans de nombreux autres comités, d'y répondre, ainsi qu'aux hauts fonctionnaires, bien que cela soit une question d'ordre politique. Il demeure qu'il y a quelque chose d'incongru dans tout cela, et me dire simplement que si le gouvernement fédéral ne peut obtenir une modification conformément à la formule d'amendement qu'il

[Texte]

change under the amending formula which it itself is introducing here, which is it asking us to support, then if it cannot win that way it can win under a changed set of rules, which, I underline, are not available to the provinces.

The provinces cannot come back and say: well, we lost under Clause 41, now we would like to go to the people; and it is very, very difficult for us to comprehend what is really meant by a deadlock and why you have really got two sets of rules, one when you think you are going to win and the other that you bring in when you have lost? And there seems to be something extraordinarily unfair about that and, if I can say so, to a lot of us it is something very dangerous.

Mr. Ron Irwin (Parliamentary Secretary to Minister of Justice): Thank you, Mr. Fraser.

The main experience that we have is Australia. Now, in Australia the referendum is initiated by the federal government and it has not been that easy; in the 64 years that they have had it, they have tried 24 times and they have only had four successes, so it is not that easy to implement a referendum and win it because it is an appeal directly to people and in our case it is a weighted appeal.

Now, I can break the question down into two parts: first, there should be no deadlock provision, and I do not think you are saying that, I think you are saying that there should be a deadlock provision; and secondly, that if there is a deadlock provision, it should also be available to the provinces.

Now, we feel the federal government represents all the people of Canada, as evidenced by its members, and the provinces by their make-up represent regional bodies, and my experience primarily before I came here was as mayor, and when I was a mayor my interest was my municipality, and we really feel that the interest of the province is that province, and the interest of the members of the Parliament is the country as a whole, and consequently it is the House of Commons and the Government of Canada that should decide whether or not there should be a referendum.

Mr. Fraser: Well, Mr. Chairman, I do not want to be overly long on this but I have had to wait many weeks to bear down on this because we have been on other very important subjects, all of which I think are of great interest to the Canadian public, but Mr. Irwin has not really answered the question because, in his answer he leaves me with the impression that it is for the federal government to determine when there is a deadlock.

Now, just let me illustrate the position: again, if the federal government wants a change in the constitution, it is obliged under this particular constitution package to go by way of Clause 41 first, and that is to seek the consent of an appropriate number of provincial legislatures.

• 2040

If the federal government is going to say that any time it loses there is a deadlock, that is an extraordinarily peculiar way to work things, and I have got great respect for our follow

[Traduction]

nous offre lui-même, qu'il nous demande d'appuyer, il lui suffit de modifier la règle du jeu, jeu auquel les provinces ne peuvent plus participer, n'est pas une réponse satisfaisante.

Les provinces ne peuvent-elles aussi dire: «Puisque nous avons perdu, conformément à l'article 41, nous aimerions maintenant nous adresser à la population.» Il nous est extrêmement difficile de comprendre ce qu'on entend véritablement par impasse, et la raison pour laquelle vous avez deux jeux de règles, dont vous vous servez selon que vous gagnez ou que vous perdez. Cela semble incroyablement injuste et, pour certains d'entre nous, incroyablement dangereux.

M. Ron Irwin (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice): Merci, monsieur Fraser.

Notre exemple principal est celui de l'Australie. En Australie, c'est le gouvernement fédéral qui décide de recourir au référendum, et les résultats n'ont pas toujours été probants; depuis 64 ans que cette procédure existe, sur 24 référendums, il n'en a gagné que quatre. Recourir au référendum n'est donc pas synonyme de victoire pour le gouvernement central, car c'est un appel direct à la population, et dans notre cas, un appel pondéré.

Je peux scinder votre question en deux: premièrement, il ne devrait pas y avoir de disposition concernant les impasses, et je ne pense pas que cela soit ce que vous dites; je pense que vous dites qu'il devrait y avoir une disposition concernant les impasses; deuxièmement, s'il y a une telle disposition, elle devrait être également mise à la portée des provinces.

Nous estimons que le gouvernement fédéral représente toute la population canadienne, les représentants élus en sont la preuve, et les provinces, de par leur constitution, représentent les régions. Avant d'être député, j'étais maire, et c'était les intérêts de ma municipalité que je représentais. Nous estimons que les intérêts de la province sont ceux de la province et que les intérêts des parlementaires sont ceux de l'ensemble du pays, et que, par conséquent, c'est la Chambre des communes et le gouvernement du Canada qui devraient décider de la tenue ou non d'un référendum.

M. Fraser: Monsieur le président, je ne veux pas consacrer trop de temps à cette question, mais il m'a fallu attendre de nombreuses semaines avant de l'aborder, car nous avons traité de nombreux sujets très importants, et tous représentent un grand intérêt pour le public canadien. Cependant, M. Irwin n'a pas véritablement répondu à ma question, car sa réponse me laisse l'impression qu'il revient au gouvernement fédéral de déterminer s'il y a une impasse.

Laissez-moi vous exposer la situation. Si le gouvernement fédéral veut modifier la constitution, il est obligé, en vertu de ce projet constitutionnel, d'invoquer tout d'abord l'article 41 et d'obtenir le consentement d'un nombre approprié d'assemblées législatives provinciales.

Il serait fort étrange que le gouvernement fédéral dise qu'il y a une impasse, chaque fois qu'il perdrait ce référendum. J'ai le plus grand respect pour l'Australie, notre consœur dans le Com-

[Text]

Commonwealth country of Australia, but I really do not think that that is the issue. We can point to constitutions all around the world that have much merit but they are not necessarily relevant to our own needs. I do not think you can look to Australia or New Zealand or Russia or any other country to find the answer to our Canadian difficulties.

What I have to come back to, my good friend, Mr. Irwin, is to say what you are telling us is that a federal government could go into constitutional change arrangements under Clause 41 and what are they going to do if they do lose. Are they going to accept that as legitimate or are they going to accept that as illegitimate and go to the public and say there is a deadlock. There is something incongruous about this. There is something that does not make any sense.

I do not know why you need the referendum. You can only need the referendum if the federal government has taken the position that if it cannot win in its first set of rules that it sets out, then it is going to win by some other method. So I ask you, if that is the approach, there is not any sense in having clause 41. You may as well do everything by referendum or by fiat or something else.

Mr. Irwin: May I answer this?

Mr. Fraser: Yes, you may. What really bothers me about this is that it does not ring with any logical clarity and it seems so completely and utterly stacked to a federal decision as to what is an impact or a deadlock. It seems to me it is a deadlock when the federal government cannot get its way, and yet by Clause 41 it must be considered that sometimes the federal government would not get its way. What happens when it does not get its way? Does it revert to the referendum?

It is not enough to just say that in Australia referendums do not always pass.

Mr. Irwin: Mr. Fraser, first of all, I do not see this as a game where we are getting our way or not getting our way.

I think my interest is as deep as yours as to what is happening in different parts of the country. My interest personally is to make sure that there is some balance between the federal government and the provincial government.

You are going back to the first part. You do not seem to think that there should be a deadlock at all. There has to be a deadlock because for 53 years we have been in this vacuum. To bring back the constitution without some mechanism to break a deadlock is a waste of time and we may as well leave it in England.

I do not have the lack of faith that you do in the referendum process. In Quebec, the same thing could have happened. They tried to stack the question and there was an uproar in the Assembly that weakened the effect of that particular question. That is where Parliament can come in.

Secondly, having stated the question, being in control, they still laughed and they laughed because the public was opposed to it.

I agree in this particular case, maybe because I was on the winning side, that the public made the right choice. I cannot think of a fairer system than going to the public in the end

[Translation]

monwealth, mais je ne crois vraiment pas que cela soit la question. Il y a toutes sortes de constitutions dans le monde qui ont beaucoup de mérite, mais qui ne nous conviennent pas nécessairement. Selon moi, il est inutile de chercher ailleurs, en Australie, en Nouvelle-Zélande ou en U.R.S.S., la réponse à nos difficultés toutes canadiennes.

Ce que vous nous dites donc, monsieur Irwin, c'est que le gouvernement fédéral pourrait invoquer l'article 41 pour apporter des modifications à la constitution. Que ferait-il cependant s'il perdait ce référendum? Accepterait-il les résultats, ou dirait-il qu'il y a impasse et qu'il faut en référer à la population? Il y a quelque chose qui ne va pas ici. Cela n'a pas de sens.

Je ne vois pas pourquoi vous avez besoin d'un référendum. Ce référendum ne serait nécessaire que si le gouvernement fédéral avait l'intention d'obtenir par un autre moyen ce qui lui serait refusé par les provinces. Si c'est là son intention, il est tout à fait inutile d'avoir l'article 41. Pourquoi ne pas passer directement au référendum?

Mr. Irwin: Puis-je répondre?

Mr. Fraser: Oui. Ce qui me préoccupe, en fait, c'est que le raisonnement ne semble pas très logique et que le gouvernement fédéral pourrait faire ce qu'il voudrait en disant tout simplement qu'il y a impasse. Selon moi, il y aurait impasse chaque fois que le gouvernement fédéral n'obtiendrait pas ce qu'il veut, alors qu'on retrouve implicite dans l'article 41 de la possibilité que le gouvernement fédéral n'obtienne pas ce qu'il veut. Que se passe-t-il alors? A-t-il immédiatement recours au référendum?

Il ne suffit pas de dire qu'en Australie, les référendums ne sont pas toujours positifs.

Mr. Irwin: Monsieur Fraser, tout d'abord, ce n'est pas un jeu où il s'agit d'obtenir ce qu'on veut.

Je m'intéresse tout autant que vous à ce qui se passe dans les différentes régions du pays. Personnellement, je veux m'assurer qu'il y aura un certain équilibre entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux.

Vous revenez à la première partie. Vous semblez croire qu'il ne devrait pas y avoir impasse. Il y aura certainement impasse, parce que cela fait déjà 53 ans qu'on en discute sans résultat. Nous perdrons notre temps si nous rapatrions la constitution sans avoir de mécanisme nous permettant de briser cette impasse. Il vaudrait mieux la laisser en Angleterre.

Personnellement, je crois au référendum. Au Québec, la même chose aurait pu se produire. On a essayé de biaiser sur la question et cela a donné lieu à un véritable tollé à l'Assemblée nationale et a affaibli la portée de la question. C'est à ce niveau que le Parlement aurait un rôle à jouer.

Deuxièmement, ayant formulé la question, ils n'en ont pas moins continué à rire parce que le public s'y opposait.

C'est peut-être parce que j'étais du côté des gagnants, mais je trouve que dans ce cas en particulier, la population a fait le choix qui s'imposait. Je ne vois pas de système plus équitable

[Texte]

result. Is not that democracy? Is not that what we want, public participation? I see that as a good provision.

Mr. Fraser: This is my last question, Mr. Chairman.

First of all, in the Quebec referendum there was no other way to have that question answered except perhaps in a general election and that was not available. It is not relevant.

Secondly, with great respect, Mr. Irwin, you have not answered my essential question. That is that if the provinces did not get their way under Clause 41, could they call that a deadlock and ask to go to a referendum and ask to be able to do an end run around the federal government and go by way of the public.

I am not saying that in every case or at any time a referendum might not be appropriate. I think they are very dangerous. I do not think they are consistent with our system and I do not like them, but what I am saying is that under this situation, if the federal government is defeated in the very formula that they have put in front of us, then they call a deadlock and they go to another formula.

There is one thing I do have to say as I close, Mr. Chairman, and I thank you for your patience, I thank my colleagues, is that there is a lot of talk around this Committee and it has been going on for weeks about how the federal government has been wrestling for 53 years without getting a solution to this problem. I have to say and I know that nobody can argue with me on the facts or can put up any intellectual argument against this, the fact is that the proposition that is in front of us has not been considered for 53 years.

The proposition in front of us goes beyond anything that has been discussed except very recently, and then only as a consequence of the resolution that was introduced on October 2 or October 3. We have not been arguing about referendums for 53 years. In fact, I challenge anybody to tell me when it was last seriously considered at any meeting of the provinces and the federal government over the last 53 years.

Premier Blakeney came here and made that point with some clarity. It is not true that everything in this package has been up for grabs for 53 years and certainly the concept of Clause 41, backed up at the federal level with a referendum, if they do not win, has not been a subject of discussions for 53 years and I am sure my friend does not intentionally mislead anybody in that regard.

Mr. Irwin: I never said that we talked referendum every day for the last 53 years, and no one here has. It is clear that it has been discussed periodically over the last 50 years. I believe the Prime Minister said on average every four years. We have discussed the Bill of Rights extensively for 12 years. We have discussed the patriation for at least 53 years. We have gone through six prime ministers and it has not been all-consuming but it has been there. I do not know any country in the world that has spent that long to come up with nothing. If this was Runnymede in the 13th Century, I am sure that two or three of the people would say, "Let us get this thing signed and go

[Traduction]

qu'un appel à la population. N'est-ce pas cela la démocratie? N'est-ce pas justement ce que nous voulons, la participation publique? Je trouve que c'est une bonne disposition.

M. Fraser: C'est ma dernière question, monsieur le président.

Tout d'abord, au Québec, il n'y avait pas d'autre moyen de trancher la question, sauf peut-être dans une élection générale, ce qu'il n'était pas possible de faire à ce moment-là. Ce n'est donc pas un bon exemple.

Deuxièmement, sauf votre respect, monsieur Irwin, vous n'avez pas répondu à ma question. J'ai dit que si les provinces n'obtenaient pas ce qu'elles voulaient en vertu de l'article 41, elles pourraient dire qu'il y a impasse et exiger la tenue d'un référendum pour pouvoir contourner les objections du gouvernement fédéral.

Je ne dis pas qu'il ne serait jamais approprié de tenir un référendum. Je crois cependant qu'ils sont très dangereux. Je ne crois pas qu'ils soient vraiment adaptés à notre système, et je ne les aime pas. Cependant, si la formule proposée par le gouvernement fédéral était rejetée, celui-ci pourrait dire qu'il y a impasse et chercher une autre façon de procéder.

Pour terminer, monsieur le président, et je vous remercie ainsi que mes collègues de votre patience, je tiens à indiquer que depuis plusieurs semaines on parle des efforts déployés en vain par le gouvernement fédéral depuis 53 ans en vue de trouver une solution à ce problème. A cet égard, et là-dessus personne ne peut me contredire, car les faits sont là pour le prouver, je tiens aussi à souligner que la proposition dont nous sommes actuellement saisis ne fait pas l'objet de discussions depuis 53 ans.

Cette proposition dépasse toute discussion préalable, sauf les toutes dernières, et n'est qu'une conséquence du projet de résolution déposé le 2 ou le 3 octobre. Nous ne discutons pas de la question des référendums depuis 53 ans. En fait, je défie qui que ce soit de me citer la dernière fois que cette question a fait l'objet de discussions lors des réunions fédérales-provinciales depuis 53 ans.

D'ailleurs, lors de sa comparution, le Premier ministre Blakeney a bien précisé ce fait. Il n'est pas vrai que chacun a eu son mot à dire sur l'ensemble du projet de résolution depuis 53 ans; l'article 41 et l'éventualité d'un référendum en cas de non-adoption ne sont sûrement pas l'objet de discussions depuis 53 ans. Cependant, je suis convaincu que mon ami ne veut induire personne en erreur intentionnellement à cet égard.

M. Irwin: Je n'ai jamais dit que nous avions parlé du référendum tous les jours depuis 53 ans; d'ailleurs, personne ici ne l'a prétendu. Il est manifeste que l'on en a discuté périodiquement au cours des 50 dernières années. Si je ne m'abuse, le Premier ministre a dit qu'on en discute tous les quatre ans, en moyenne. Nous avons discuté de la Déclaration des droits pendant douze ans. Depuis au moins 53 ans, nous discutons du rapatriement. La question de la Constitution a survécu à six premiers ministres, malgré qu'elle n'ait pas occupé tout leur temps. Que je sache, aucun autre pays du monde n'a passé tant de temps sur une question sans aboutir. Si nous étions à

[Text]

back to work." We have been at it here three and a half months and another month and a half to go. You just remember who won at Runnymede.

Mr. Fraser: I do not think there are any winners at Runnymede and I do not think there are going to be any losers here, just winners in another month and a half.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable John Fraser.

Je reconnais l'honorable sénateur Tremblay qui voudrait poser une question supplémentaire.

Le sénateur Tremblay: Juste une question supplémentaire, monsieur le président. Je vous remercie de me donner la parole.

Précisément sur ce point du «deadlock», monsieur Irwin à plusieurs reprises a évoqué précisément les 53 ans qu'il a évoqués tout à l'heure, il y a un instant. Si vous me permettez, j'aimerais bien comprendre comment il se fait que personnellement, dans le cadre des délibérations de votre propre formation, cette approche des cinquante-trois ans vous a convaincu.

J'aimerais commencer mon analyse par une approche qui ne commencerait pas en 1927 mais qui commencerait en 1980 pour essayer de reconstruire ce demi-siècle au cours duquel il y aurait eu systématiquement des impasses.

En 1980, septembre, comment se conclut la conférence? Monsieur Trudeau dit, il y a impasse. Le porte-parole des premiers ministres des provinces dit, non, nous avons fait des progrès, continuons, premier temps. En 1971, une autre impasse, présument. La Conférence de Victoria se termine sur un échec parce qu'une seule Province, le Québec, aurait indiqué son désaccord.

Première question, et j'en aurai pour la suite des choses en remontant dans le passé. Pourriez-vous me donner une explication plausible qui rendrait compte des deux comportements de monsieur Trudeau? En 1980, monsieur Trudeau conclut, puisqu'il y a impasse, je me donnerai un mécanisme pour sortir des impasses. L'article 42.

En 1972, cela n'a pas été sa conclusion avec une seule Province, présumément, selon ce que vous nous avez dit à plusieurs reprises. Pouvez-vous me réconcilier les deux approches du même Premier ministre pendant sa carrière devant deux situations dont l'une, si j'emploie votre langage, aboutissait à une impasse et la seconde également, mais les comportements ne sont pas les mêmes. En 1972, il respecte le consensus des Provinces, en 1980 il décide de ne plus le respecter.

Quel cheminement intellectuel, politique, stratégique, tactique, sociologique ou autre qui m'explique le changement des deux comportements de la part du même Premier ministre et qui me l'explique d'une façon telle que vous en avez été vous-même, personnellement, convaincu? Première question, il en aura d'autres.

Mr. Irwin: It is not just this Prime Minister. If you go back to Louis St. Laurent, he said, "we will not be masters of our own home until we have our own constitution". This goes back 30 or 40 years. It is not just this present Prime Minister.

[Translation]

Runnymede au 13^{ème} siècle, je suis certain que deux ou trois d'entre nous auraient proposé que le projet soit approuvé et que nous retournions au travail. Nous en débattons depuis trois mois et demi et il nous reste un mois et demi encore. Souvenez-vous du gagnant à Runnymede.

M. Fraser: Je ne crois pas qu'il y a eu de gagnants à Runnymede. Je ne crois pas qu'il y aura des perdants ici, seulement des gagnants d'ici un mois et demi.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, honorable John Fraser.

I would now like to recognize the Honourable Senator Tremblay on a supplementary question.

Senator Tremblay: Just on supplementary question, Mr. Chairman. Thank you for having given me the opportunity to speak.

On this same question of deadlock, Mr. Irwin made several references to the fifty-three years which he repeated a minute ago. If I may, in an effort to fully understand the thinking which underlies your party's discussions, I would like to ask how you were convinced by this argument of fifty-three years.

I would like to begin my analysis with a process which did not begin in 1927, but, rather, in 1980, in an effort to reconstruct the half century during which there has been a whole series of deadlocks.

How did the conference in September 1980 finish? In a deadlock, according to Mr. Trudeau. Meanwhile, the spokesman for the provincial premiers says that, no, progress was made and that the effort should continue. In 1971, there is supposedly another deadlock. The conference in Victoria ended in failure because one province, Quebec, was in disagreement.

So, I would like to ask a first question before questioning the events which date further back. Could you give me a plausible explanation of the dichotomy in the behaviour of Mr. Trudeau on these two occasions? In 1980, Mr. Trudeau decides that there has been deadlock and that, therefore, he needs a mechanism to get him out of it. Hence, section 42.

In 1972, that is not the way he solved the situation where one province was in disagreement, supposedly, at least according to what you have told us several times now. Are you able to reconcile the two approaches of one prime minister faced with, to use your terminology, a deadlock in one situation and, disagreement in another. In 1972, he respected the agreement of the provinces while in 1980, he decides not to.

What intellectual, political, strategic, tactical, sociological or other kind of development could possibly explain the change in the Prime Minister's behaviour? And who can explain this dichotomy with the same conviction as you have? That is my first question. Others will follow.

M. Irwin: Ce n'est pas seulement ce premier ministre-ci. Songez à Louis Saint-Laurent qui avait dit: «Nous ne serons pas maîtres chez nous tant que nous n'aurons pas notre propre

[Texte]

Premier Bourassa walked away from a conference; Premier Lesage walked away from a conference. It is not just the opposition that walked away from conferences, but Saskatchewan has had their share. On two occasions Saskatchewan has walked away from conferences. There is a history here that has been established, where we have not reached a consensus.

All we are saying is that if we are to be a mature country and not Sierra Leone, we should bring back our constitution to Canada. It is not just this Prime Minister. It is six Prime Ministers who have tried.

Senator Tremblay: We cannot stop with that Prime Minister; he is still living. I will not discuss Mr. St. Laurent in the same way; he is no longer here.

But Mr. Trudeau is still here and he was here in 1971.

My question is to the effect, how do you reconcile the change in the same Prime Minister before two situations, which, if I use his own interpretation and your own, are quite similar. There are two deadlocks in those two situations, 1971, 1980.

My question is to ask you how do you reconcile the change in the approach. On one side in 1971 he has respected the traditional role that when even one of the provinces did not agree, he would not proceed. And in 1980, even if there are six provinces again, he is proceeding!

• 2050

Mr. Irwin: If you think that the provinces have agreed at any time in the last 53 years to this, then you are the only person in Canada who does.

Now, if the Prime Minister of Canada, at two different dates reached two different conclusions, I think we all reached the same conclusion that we have not agreed. If there had been agreement of the provinces, then we would not have to be here. We would not have to be here! Even if there had been a formula that they had come close to. Now, the one that they came closest to was the very one that we are voting on—the 1971 Victoria formula; that is what you have before you; and that is what we are voting on.

Senator Tremblay: But you have not explained the change. On one side you pretend that it is because of the consensus of Victoria that the Province of Quebec has just not agreed—on the Charter of Victoria; and then, in 1980, despite the fact that they do not agree, you proceed. I just do not understand the logic of the matter!

Mr. Irwin: Well, I will be only repeating myself, Senator: if there were an agreement there would be no need for this Committee. It is as simple as that. If there had been an agreement—and there has not been an agreement.

Senator Tremblay: I thank you for the supplementary, but I would like to have gone back to the past to show you that it is not as simple as you are putting forward, your 53-year argument. It is not as simple as you would like to pretend it is.

[Traduction]

Constitution». C'était il y a trente ou quarante ans. Ce n'est donc pas seulement le premier ministre actuel.

Le premier ministre Bourassa s'est retiré d'une conférence tout comme le premier ministre Lesage. Ce n'est pas seulement l'opposition qui quitte la table des conférences car la Saskatchewan a déjà fait de même, à deux reprises. Ce n'est pas la première fois qu'on n'en arrive pas à un consensus.

Si nous voulons agir en peuple mûr et non pas comme celui de Sierra Leone, nous devrions rapatrier notre Constitution. Ce n'est pas une idée du premier ministre puisque six premiers ministres avant lui ont essayé de faire la même chose.

Le sénateur Tremblay: Peut-être, mais nous ne pouvons pas empêcher le premier ministre actuel puisqu'il vit toujours. Je ne parlerai pas de M. Saint-Laurent de la même façon puisqu'il est décédé.

M. Trudeau, lui, est toujours vivant et il était ici en 1971.

Je me demande toutefois comment on peut concilier ces deux façon de réagir du premier ministre face à des situations qui, d'après lui et d'après vous, sont fort semblables. En 1979 comme en 1980, on se retrouve dans une impasse.

Comment pouvez-vous expliquer un tel changement d'attitude? En 1971, il a respecté la tradition en n'agissant pas puisque l'une des provinces n'était pas d'accord. Pourtant, en 1980, il décide d'aller de l'avant même si six gouvernements provinciaux sont à nouveau contre lui!

M. Irwin: Si vous avez l'impression que les gouvernements provinciaux se sont déjà entendus au cours des 53 dernières années, vous êtes certainement le seul au Canada dans ce cas.

Même si le premier ministre du Canada en arrive à deux conclusions différentes à des moments différents, nous en sommes tous venus à la même conclusion, à savoir que nous ne nous entendions pas. Si les gouvernements provinciaux avaient été d'accord, nous ne serions pas obligés d'être ici. Même si on s'était presque entendu sur une formule d'amendement. Or, la formule qui a presque fait l'unanimité est celle qui est proposée ici, à savoir la formule de Victoria proposée en 1971. Voilà celle qui fera l'objet du vote.

Le sénateur Tremblay: Mais vous n'avez pas expliqué le changement d'attitude. D'une part, vous prétendez que c'est à cause de la Conférence de Victoria où la province de Québec a refusé de donner son accord et d'autre part, vous dites maintenant en 1980 que malgré le fait que les provinces ne soient pas d'accord, vous avez décidé d'agir. Je ne comprends pas votre logique!

M. Irwin: Je vais me répéter à nouveau, sénateur. Si les provinces s'étaient entendues, le Comité n'aurait pas eu besoin d'être créé. C'est aussi simple que cela. Malheureusement, il n'y a pas eu entente des provinces.

Le sénateur Tremblay: Je vous remercie de cette question supplémentaire. J'aurais toutefois voulu vous faire remonter dans le temps afin de vous montrer que tout n'est pas aussi

[Text]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much.

Merci beaucoup, honorable sénateur Tremblay.

Je constate que l'honorable Bob Kaplan a maintenant eu la possibilité de se joindre à nous. Je l'inviterais donc à prendre la place du témoin invité et je ne doute pas que l'honorable Kaplan aura eu l'occasion, bien sûr, à la fois de se remémorer ses principes de droit constitutionnel mais aussi de bien vouloir nous faire profiter des lumières qu'il a pu retenir dans ses discussions nombreuses.

Vous aurez l'occasion, honorable sénateur Asselin, de pouvoir vérifier les propos louangeurs que je tiens à l'endroit de l'honorable Kaplan.

Je voudrais donc inviter maintenant monsieur Robinson à bien vouloir poursuivre sur une autre question supplémentaire.

Monsieur Robinson.

Hon. Bob Kaplan (Solicitor General): Mr. Chairman, if I may just interrupt for one moment, I would like to say that since it is a supplementary to a question that Mr. Irwin addressed, I think he should have the benefit of replying to it.

Mr. Robinson: I am sure that Mr. Kaplan will have no problems with it, Mr. Chairman.

My supplementary question is on a subject which I have raised on a number of occasions and which has also been raised by a number of witnesses appearing for the Committee.

It arises out of questioning by Mr. Fraser on the subject of the referendum, and the fact that the whole concept of a referendum is very new in talking about an amending formula. It has not been around for 53 years; nor has it been around for 53 months; I guess we are getting on to 53 days.

But certainly it is a novel concept in talking about an amending formula.

One of the areas which has certainly given me a great deal of concern in this context and which has also been raised by some witnesses, is the use of a referendum mechanism in connection with a charter of rights.

If we were to accept, as the Minister of Justice, who is responsible, has indicated, that the Charter of Rights is essentially a minimum statement of those fundamental rights and freedoms which are accepted in Canadian society, my question—and I would direct it either to the Acting Minister of Justice, or to Mr. Irwin, as a supplementary; certainly I would be pleased to hear from both if they would like to answer—is this: because the Charter of Rights is supposed to protect minority rights, how can you reconcile that concept with the ability, through the referendum mechanism, with 51 per cent of the population in Canada, admittedly requiring regional majorities, though we are not talking about regional questions, but about questions of human rights and civil liberties—how can you justify the use of a referendum mechanism to take away rights through a simple majority?

Now, it has been suggested that perhaps there might be certain rights added in the future. That argument can, perhaps, be made.

[Translation]

simple que vous le prétendez, votre argument des 53 ans. Ce n'est vraiment pas si simple que cela.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup.

Thank you very much, Honourable Senator Tremblay.

I notice that the Honourable Bob Kaplan is now able to join us. I invite him to take the chair of the guest witness. I am sure that the Honourable Kaplan has had the opportunity to refresh his memory on the principles of constitutional law and will share with us what he has learned from his various discussions.

Honourable Senator Asselin, you will have the opportunity to test these compliments I am paying the Honourable Kaplan.

I will now invite Mr. Robinson to take the floor with a supplementary.

Mr. Robinson.

L'honorable Bob Kaplan (Solliciteur général): Monsieur le président, permettez que je vous interrompe. Comme il s'agit d'une question supplémentaire à ce qui vient d'être demandé à M. Irwin, je crois que vous devriez le laisser répondre.

M. Robinson: Je suis certain que M. Kaplan pourra lui-même répondre.

J'ai déjà posé cette question à plusieurs reprises et bon nombre des témoins qui ont comparu devant le Comité l'ont eux-mêmes soulevée.

Cela fait suite à ce qu'a demandé M. Fraser à propos du référendum et de tout ce concept très nouveau qui s'ajoute à la formule d'amendement. Nous n'en parlons pas depuis 53 ans, ni 53 mois, peut-être à peine 53 jours.

C'est un concept tout neuf pour une formule d'amendement.

Ce qui me préoccupe beaucoup dans cette idée, comme bien d'autres témoins, c'est le recours à un référendum pour la Charte des droits.

Comme l'a dit le ministre de la Justice qui en est responsable, si nous admettons que la Charte des droits est en fait une déclaration minimale des libertés et droit fondamentaux que reconnaît la société canadienne, et comme la Charte des droits est censée protéger les droits des minorités, comment pouvez-vous concilier cette protection et le recours à un référendum puisque la majorité serait seulement de 51 p. 100 de la population canadienne, en exigeant bien entendu certaines majorités régionales? Ma question s'adresse soit au ministre suppléant de la Justice ou à M. Irwin. Je serais en fait très heureux que les deux me répondent. En effet, pour tout ce qui touche les droits de la personne et les libertés civiles, comment pouvez-vous justifier l'usage d'un référendum qui permettrait de retirer certains droits avec l'obtention d'une majorité simple?

On a dit que ce serait peut-être une façon d'ajouter de nouveaux droits à l'avenir. C'est un argument acceptable.

[Texte]

But I wonder how you would respond to a suggestion that there should be some limitation in this Charter, this statement of values, this statement of fundamental rights and freedoms, some limitation contained in the proposed Charter to ensure that the minimum rights which are contained at this time cannot be taken away by 51 per cent of Canadians, these rights which are supposed to protect minorities, and that there should be one of two things; either that the referendum process should not apply to the Charter of Rights, or, possibly, that there should be a greater majority—a simple majority of 51 per cent of Canadians across the land; a two thirds majority, for example, to protect the minority rights which are supposed to be protected by a charter of rights?

How can you reconcile the use of a referendum under these circumstances with a charter of rights?

Mr. Kaplan: Well, I am told that this question has been addressed by you and some of our colleagues to the Minister before. I cannot do better than refer to his earlier answers about it, that the referendum is a way of providing for action in the event of deadlock amongst legislatures, on the one hand, and the federal government acting through the federal Parliament, on the other.

A line has to be drawn between the desirable amount of flexibility which permits a country to have a national voice and eventually to respond to the national will, and to have the kind of rigidity which would provide absolute guarantees to minority groups on the other hand.

The balance which the Minister has brought forward with the support of the government attempts to find, as I say, the balancing points between those two interests.

I know that is the answer that the Minister has given in the past when the question has been asked, and since it is the same question which was put to him, I am giving the same reply with which I also agree.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, if I might just clarify the matter and then conclude, I would like to say that it was not the same question.

The question was somewhat different. Perhaps Mr. Tassé or Mr. Strayer would agree that the question is different in the sense that what I am suggesting is that because the Minister expressed some concern about the rigidity of this if there was a deadlock and there was a desire to add rights, what I am suggesting is that partly dealing with a statement that Mr. Mackasey made earlier—and I can certainly refer to the minutes on that—that we are not talking about rights which might be taken away, but I am making a specific suggestion, Mr. Minister, that to protect what has been called the minimum floor of rights, and only in that very narrow circumstance, to protect the rights which presently exist in the charter, that there might be some greater procedural requirement—perhaps a two thirds majority requirement in a referendum when dealing with that particular aspect of the matter.

This is a question which, I believe, has not been dealt with specifically by the Minister, and perhaps you might at least give some consideration to that, in the light of the fact that

[Traduction]

Je me demande toutefois ce que vous feriez si on proposait de limiter la portée de cette Charte, de cette déclaration des valeurs, droits et libertés fondamentaux. Que feriez-vous afin de vous assurer que ces droits minimaux énoncés dans la Charte ne puissent être retirés par 51 p. 100 des Canadiens puisque cette déclaration est censée protéger les minorités? Il n'y a pas deux poids, deux mesures; soit le référendum ne s'applique pas à la Charte des droits, soit on exige une majorité supérieure et non pas une majorité simple de 51 p. 100 des Canadiens au pays. On pourrait envisager une majorité des deux tiers qui permettrait de protéger les droits des minorités, ce qui est en fait l'objet de cette Charte.

Comment pouvez-vous justifier le recours à un référendum pour modifier la Charte des droits dans ces circonstances?

M. Kaplan: On me dit que certains de vos collègues et vous-mêmes avez déjà posé cette question au ministre. Je ne peux que vous renvoyer à ce qu'il vous a répondu, à savoir que le référendum permettra d'agir si les assemblées législatives n'arrivaient pas à s'entendre et si le gouvernement fédéral décide d'agir par l'entremise du Parlement fédéral.

Il faut faire une distinction entre un degré souhaitable de souplesse qui permette à tout le pays d'avoir voix au chapitre et de répondre à un souhait national, et une certaine rigidité qui assurerait une protection sans faille des groupes minoritaires.

Ce que le ministre propose avec l'appui du gouvernement est un peu le juste milieu.

Voilà ce qu'a déjà répondu le ministre à cette même question et je vous réponds de la même façon puisque je suis d'accord avec lui.

M. Robinson: Monsieur le président, je fais une mise au point avant de terminer. Je vous fais remarquer que je n'ai pas posé la même question.

Elle est un peu différente. M. Tassé ou M. Strayer savent que la question est différente puisque j'ai dit que comme le ministre a exprimé certaines craintes face à la rigidité de ceci, s'il y avait impasse et que l'on désirait ajouter de nouveaux droits, ce ne serait pas comme si nous voulions plutôt en retirer. Comme l'a dit en partie M. Mackasey un peu plus tôt, j'ai d'ailleurs l'intention de relire ce qu'il a dit dans le compte rendu, je prétends que pour protéger un minimum de droits, comme ils sont déjà inscrits dans la Charte, et seulement dans ces circonstances très particulières, on pourrait exiger par exemple une majorité des deux tiers dans un référendum ayant pour objet de trancher la question.

Le ministre n'a pas vraiment répondu à cette suggestion et je me demande si vous ne pourriez pas y réfléchir puisqu'il s'agit de droit minimaux qui ont pour but de protéger les minorités.

[Text]

these are rights which are supposed to protect minorities and are stated to be the minimum floor rights.

Mr. Kaplan: Bearing in mind that it is not the simple majority across the country that is called for, but a majority in each of the regions of the country, that is more of a safeguard than a simple majority which might be obtained predominant in one or two regions of the country.

So, to characterize it as a simple majority is a little inaccurate.

But I suppose the answer to it and the reason why this proposal is not acceptable to the government is that it assumes too much for a constitution, really.

I think you cannot guarantee absolutely the protection of minorities into the future. It would be unrealistic to pretend to do so.

There are safeguards contained; the 51 per cent majority in each of the regions is a safeguard of sorts; the will of the legislatures, the House of Commons, are present as factors providing an element of safeguard.

But, ultimately, in a democracy a majority will have its way. I think the Committee and the Canadian people should be realistic in recognizing that fact.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much.

Merci beaucoup, monsieur Robinson.

Je voudrais maintenant inviter monsieur Lorne Nystrom. Vous n'êtes pas, monsieur Lorne Nystrom, dans une période de questions supplémentaires mais je vous inviterais, à titre de porte-parole de votre parti, à bien vouloir vous adresser à notre invité de ce soir.

Monsieur Nystrom.

Mr. Nystrom: Thank you very much, Mr. Chairman.

I wanted to put questions in about four areas very briefly, and I welcome the Acting Minister before us.

My question is in an area that he has just attempted to answer when he talks about 51 per cent of the people, if there is a referendum held in this country.

If you look at Section 42 of the referendum rules, as I read them, you have to have a majority of people voting in Ontario; a majority of people voting in the Province of Quebec; but you only have to have two of the four provinces in the Atlantic area. For example, you could have people in Prince Edward Island voting yes, and in New Brunswick voting yes; while, on the other hand, you could have Newfoundland and Nova Scotia voting overwhelmingly no.

In other words, you could conceivably have two thirds of the people in the Atlantic Region voting no, and one third voting yes and still it carries. Is that not the case?

Mr. Kaplan: I am sorry; but I felt Mr. Robinson had oversimplified the impact of a referendum in characterizing it as a simple majority.

I accept the clarification that you have given but the point I made about Mr. Robinson's criticism is still valid.

[Translation]

M. Kaplan: Étant donné qu'il ne suffit pas d'une simple majorité dans tout le pays mais bien d'une majorité dans chacune des régions, c'est beaucoup plus sûr qu'une simple majorité qui pourrait être obtenue surtout dans une ou deux régions.

Il est donc quelque peu inadéquat de parler de majorité simple.

Mais je suppose que la raison pour laquelle le gouvernement s'oppose à ce projet est qu'il estime que l'on demande à la Constitution de jouer un trop grand rôle.

On ne peut garantir absolument que les minorités seront protégées dans l'avenir et il serait peu réaliste de le prétendre.

La Constitution comporte certaines garanties, telles une majorité de 51 p. 100 dans chacune des régions, la décision des assemblées législatives, de la Chambre des communes, qui constituent des éléments supplémentaires.

Mais en fin de compte, dans une démocratie, c'est la majorité qui l'emportera et à mon avis le Comité et les Canadiens devraient l'admettre.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup.

Thank you very much, Mr. Robinson.

I would now like to recognize Mr. Lorne Nystrom. Mr. Nystrom, you are not in for a supplementary but, as a spokesman for your party, I would now invite you to turn to our host tonight.

Mr. Nystrom.

M. Nystrom: Merci beaucoup, monsieur le président.

J'aimerais aborder brièvement quatre domaines et je me félicite de la présence parmi nous du ministre suppléant.

Ma question porte sur un problème auquel il vient d'essayer de répondre: il a évoqué le pourcentage de 51 p. 100 de la population, en cas de référendum.

L'article 42 des règles relatives au référendum stipule qu'il faut obtenir une majorité de votants en Ontario ainsi qu'au Québec, mais seulement deux provinces sur quatre dans la région atlantique. Les habitants de l'Île-du-Prince-Édouard pourraient voter oui avec ceux du Nouveau-Brunswick, tandis que ceux de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse pourraient voter massivement non.

Il se pourrait donc que deux tiers des habitants des régions atlantiques rendent un vote négatif, un tiers, un vote positif, et le projet serait adopté, n'est-ce pas?

M. Kaplan: Je suis désolé, j'estime simplement que M. Robinson avait par trop simplifié l'effet du référendum en disant qu'il suffirait d'obtenir une simple majorité.

J'accepte les éclaircissements que vous venez de présenter; toutefois, mon argument relatif à la critique de M. Robinson tient toujours.

[Texte]

Mr. Nystrom: My first question then is: why do you apply different rules in central Canada than you do in eastern and western Canada?

You have to have a majority in Ontario; you have to have a majority in Quebec; but in the Atlantic region, a referendum could carry with a minority of people supporting it, and in western Canada a referendum could carry with a minority of people supporting it.

Why the double standard? Is there a double standard in Atlantic Canada, in that a minority of people can vote for a referendum and it can still carry? And I will come to Western Canada as well!

If you look very carefully at the amending formula, you will find that in Western Canada it talks about two or more of the western provinces having in the aggregate, according to the latest general census at least 50 per cent of the population of all the western provinces.

So you could there quite conceivably have a very narrow majority of people in Manitoba and British Columbia saying yes, and those two provinces together representing over 50 per cent of the western region; but you could have an overwhelming majority in Saskatchewan and Alberta saying no.

Therefore, you could have more people saying no than yes; and, in the western region, despite the fact that the majority of the people vote no, the "yes" still wins. In the Atlantic Region, the majority of people vote no, and the "yes" still wins; but, in Central Canada, the majority of the people vote "yes" and the "yes" wins.

I would like to ask you: why the double standard?

Mr. Kaplan: Well, it is an attempt by the government in the proposal which is made to balance the principle of regional representation and of the weight of population. That is the reason why regions which are larger with a very much greater population than others have been given a treatment which recognizes their much greater population. Whereas, the western regions and the Maritimes regions with smaller populations have been given a way of participating in the process and have the power to contribute to a veto in a way which recognizes their smaller population.

Mr. Nystrom: That hardly strikes me as being democratic.

Mr. Kaplan: Well, representation by population is the principle of democracy, and regional representation is a principle of federalism. It is an attempt to balance those two Canadian and democratic ways of recognizing opinion.

Mr. Nystrom: Mr. Minister, in the House of Commons to which we are elected, there are many constituencies with 40,000 to 60,000 voters; but there are ridings in the north of this country—and Prince Edward Island—with only a few thousand voters and yet the majority elect a member of Parliament.

I am saying if you have a constitution where you have four regions of this country, and in each region there can be a veto under the amending formula; in other words, you treat each regional equally under the amending formula itself, my ques-

[Traduction]

M. Nystrom: Ma première question est donc la suivante: pourquoi ressortissez-vous à des règles différentes dans le Centre du Canada de celles appliquées dans l'Est et dans l'Ouest?

Il faut obtenir une majorité en Ontario et au Québec tandis qu'il suffirait, pour les régions atlantiques et l'Ouest, d'une minorité.

Pourquoi cette différence et comment se fait-il qu'une minorité dans les provinces atlantiques puisse voter en faveur du référendum et néanmoins l'emporter? Et l'Ouest?

Si l'on examine attentivement la formule d'amendement, on s'apercevra qu'il y est dit que deux provinces de l'Ouest au moins, d'après le dernier recensement général, comportent au moins 50 p. 100 de l'ensemble de la population de l'Ouest.

On peut donc imaginer qu'une majorité très mince au Manitoba et en Colombie-Britannique se déclare en faveur du référendum, ces deux provinces rassemblant plus de 50 p. 100 de la population de l'Ouest; par ailleurs, une majorité écrasante en Saskatchewan et en Alberta pourrait s'y opposer.

Il pourrait donc y avoir plus d'opposants que de partisans et dans l'Ouest et dans les régions atlantiques, même si la majorité vote non, ce seront les oui qui l'emporteront. Par contre, dans le centre du Canada, la majorité pourra voter oui et l'emporter.

Je vous demande donc pourquoi on établit cette différence?

M. Kaplan: Eh bien, le gouvernement s'efforce, dans son projet, d'établir un juste équilibre entre le principe de la représentation régionale et celui du poids de la population. Voilà pourquoi les régions importantes comportant une plus grande densité sont traitées différemment, en vertu de ce principe. L'Ouest et les Maritimes, moins peuplées, peuvent participer au processus et opposer leur veto, étant donné leur moindre densité.

M. Nystrom: Cela ne me paraît pas fort démocratique.

M. Kaplan: La représentation d'après la population, est le principe de la démocratie, et la représentation régionale, celui du fédéralisme. On s'efforce ainsi d'équilibrer ces deux façons, très canadiennes et démocratiques, d'admettre l'opinion d'autrui.

M. Nystrom: Monsieur le ministre, à la Chambre des communes où nous sommes élus, bon nombre de circonscriptions comportent de 40,000 à 60,000 électeurs, mais au nord du pays et à l'Île-du-Prince-Édouard, certaines ne comptent que quelques milliers d'électeurs et pourtant, c'est la majorité qui élit un député.

La Constitution prévoit 4 régions dotées chacune d'un droit de veto en vertu de la formule d'amendement grâce à laquelle elles sont toutes traitées sur le même pied. Comment se fait-il alors que dans le cas d'un référendum, vous puissiez, sans

[Text]

tion is when you come to a referendum, how can you justify, on the basis of any logic at all, why people in the Atlantic and western regions should not be treated equally with the people in central Canada?

For example, you could have Prince Edward Island and New Brunswick, provinces with the smallest population, saying yes, and you could have the two largest provinces saying no. You could have twice as many people saying no as yes, and yet the "yes" vote wins.

I do not know how you could justify that.

Mr. Kaplan: Well, Mr. Nystrom, you could turn that around say that the weight of a voice of an Atlantic Canadian is much greater in this formulation than the voice of an Ontarian; the voice of a westerner is much greater than the voice of a Quebecker; because although they are less numerous, they have a capacity, although much smaller in the aggregate, to prevent a referendum from carrying.

You can take 1 million people from Ontario who vote a certain way, who register their vote in Atlantic Canada and it would not make any difference.

In other words, it definitely is a balance of strengths, extra strength to regions and of representation by population.

Mr. Nystrom: Do you know of any other referendum in the world where people can vote no to a question and the question still carries?

Is there a precedence for this in any other country? I have never heard of it before!

In any event, there would have to be a national majority, so you will not have a situation where the majority would not carry. There has to be a national majority—a majority in Quebec, a majority in Ontario, but you could have people in the western region saying no and still it carries; there are people in the Atlantic Region saying no, and it still carries; and I am not sure where the north fits into this—the Yukon and the Northwest Territories!

Mr. Kaplan: The dilemma is to propose a formula for a national referendum in a country where some regions are very heavily populated and others very lightly populated.

Mr. Nystrom: Does the north count? Does the north count in anything but the over-all majority?

Mr. Kaplan: We are checking on that.

Mr. Nystrom: I wonder if, while the Minister is checking that. Mr. Chairman, I can ask him a little bit about his view of federalism.

Well, I gather that the Minister is seeking counsel.

Mr. Kaplan: Please go ahead, Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: I noticed in Clause 46, Mr. Minister—and I wanted to ask you this question to get a better idea of your philosophy of federalism. In Clause 46 you establish a referendum rules committee, and that committee will be an advisory committee on rules.

Now, what advice it gives, is, of course, not mandatory, and Parliament may or may not accept any recommendation it makes.

[Translation]

aucune raison logique, traiter différemment les habitants des régions atlantiques et de l'Ouest de ceux du centre du pays?

Par exemple, l'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick qui comportent très peu d'habitants pourraient voter en faveur, les deux provinces les plus importantes votant contre. On aurait donc deux fois plus de non que de oui et pourtant les oui l'emporteraient.

J'ignore comment vous pouvez justifier cela.

M. Kaplan: Monsieur Nystrom, vous pourriez renverser cet argument et dire, par exemple, que l'on accorde plus de poids au vote d'un habitant de la région atlantique qu'à celui d'un Ontarien, plus d'importance à un habitant de l'Ouest qu'à un Québécois. En effet, même s'ils sont moins nombreux, ils peuvent empêcher la victoire d'un référendum.

Vous pouvez prendre 1 million d'Ontariens qui votent d'une certaine manière et les faire voter dans les provinces atlantiques, sans constater aucune différence.

Il s'agit en fait d'équilibrer les forces, d'accorder une importance supplémentaire à certaines régions et de s'attacher à la représentation, d'après la démographie.

M. Nystrom: Avez-vous jamais entendu parler d'un autre référendum, de par le monde, où la population pourrait voter non sans empêcher pour cela l'adoption du référendum?

Y a-t-il eu un tel exemple ailleurs? Je n'en ai jamais entendu parler auparavant!

De toute manière il faudrait obtenir une majorité nationale, il n'y aurait donc pas de situation où la majorité ne l'emporterait pas. Il faut une majorité nationale, une majorité au Québec, une majorité en Ontario, mais il est possible que des gens votent contre dans l'Ouest et que ce soit quand même adopté; il est possible de la région Atlantique se prononce contre et que ce soit adopté; je ne sais pas si le Nord est inclus là-dedans—le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest!

M. Kaplan: Le dilemme est de proposer une formule de referendum national dans un pays où certaines régions sont très densément peuplées alors que d'autres le sont très peu.

M. Nystrom: Est-ce que le Nord compte? Tient-on compte du Nord en dehors de la majorité globale?

M. Kaplan: C'est ce que nous vérifions.

M. Nystrom: Monsieur le président, pendant que le ministre vérifie, pourrais-je lui demander de préciser ses opinions sur le fédéralisme.

Je vois que le ministre demande conseil.

M. Kaplan: Continuez, monsieur Nystrom.

M. Nystrom: Je remarque à l'article 46, monsieur le ministre—je vous pose cette question pour obtenir une meilleure idée de votre philosophie sur le fédéralisme—que vous créez un comité consultatif sur la réglementation des referendums.

Evidemment, le Parlement n'est pas lié par les recommandations de ce comité; il peut les accepter ou les refuser.

[Texte]

I wanted to ask you the question, because we could have a referendum on a division of powers; we could have a referendum which affects solely the provincial powers; and in a federation we have a partnership between the provincial governments and the federal government.

If we are to have a referendum, it would seem to me that the rules of the referendum, the wording of the question, the conduct of the referendum, should be administered by a player who is neutral; in other words, a referee who is neutral, that is appointed by both the federal and the provincial governments.

Under your amendment we are going to have a commission of three: the Chief Electoral Officer, the chairman of the commission; one commissioner appointed by the federal government, and one by the provinces.

• 2110

Now, I ask you why it is only going to be advisory? Why do you not accept the advice of Premier Blakeney and others and change the advisory aspect of that referendum rules commission to a commission that may set the rules, that may make the laws, where the regulations will be mandatory so that you have the assurance in a referendum that the rules are not going to be set by one of the players but the rules indeed will be set by both the players, where the referee will be neutral?

Mr. Kaplan: Well, Mr. Chrétien's thinking on this was that giving the three the delegated authority to make rules and not have them subject to being settled or finally settled by Parliament, would be giving a very large delegation to appointed people and the consideration was that if parliament chose to change the decision or the recommendation made by that Committee, it should have the right to do so.

Mr. Nystrom: Do I have more time?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes. Your final question, Mr. Nystrom. You have another question.

Mr. Nystrom: Well, if it is my final question I would like to ask the Minister whether or not he can respond to my first questions about the double standard when it comes to the referendum rules, and I remind him that we are writing a constitution here that is supposed to last a long, long time, and that the population now of Western Canada is roughly equal to that of Quebec and in the future the population of Western Canada may be greater than that of Quebec or greater than that of Ontario, so I ask him why we are carving in stone a constitution where we are going to have a double standard, where you have to have a yes vote in central Canada, in Quebec, a yes vote in Ontario but you could have no votes to a constitutional question in the atlantic region and in the west and it would still carry in those areas. Could you now respond to that question and respond to what happens to people in Northern Canada?

Mr. Kaplan: Well, have you the answer about Northern Canada?

Mr. Roger Tassé (Q.C., Deputy Minister, Department of Justice): With respect to Northern Canada and the territories, in effect both territories, they would not be involved in the

[Traduction]

Je voulais vous poser la question étant donné que nous pourrions avoir un referendum sur le partage des pouvoirs; nous pourrions avoir un referendum portant uniquement sur les pouvoirs des provinces; notre fédération est une association entre les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral.

Il me semble que si nous devons avoir un tel referendum, les règlements régissant ce referendum, son organisation et le libellé de la question devraient relever d'une partie neutre; en d'autres mots, un arbitre neutre, nommé par le fédéral et les gouvernements provinciaux.

Votre amendement prévoit un comité de trois personnes: le directeur général des élections, également président de la Commission, un commissaire nommé par le gouvernement fédéral et un nommé par les provinces.

Pourquoi son rôle sera-t-il uniquement consultatif? Pourquoi ne pas accepter le conseil du premier ministre Blakeney et d'autres, et modifier l'aspect consultatif de la commission de réglementation du référendum en en faisant une commission qui établira les règles, qui pourra même légiférer, et dont les règlements seront obligatoires, afin d'avoir l'assurance, en cas de référendum, que les règles ne seront pas fixées par une seule partie, mais par les deux, l'arbitre étant neutre.

M. Kaplan: M. Chrétien pense que le fait d'accorder aux trois parties le pouvoir d'établir des règles sans qu'elles soient sujettes à l'approbation finale du Parlement reviendrait à donner une très grande délégation de pouvoir à des personnes nommées; en outre, on pense que si le Parlement désire modifier la décision ou la recommandation de ce comité, il devrait pouvoir le faire.

M. Nystrom: Est-ce qu'il me reste du temps?

Le coprésident (M. Joyal): Oui. Une dernière question, monsieur Nystrom. Vous en avez une autre.

M. Nystrom: Dans ce cas, je demanderais au ministre de répondre à ma première question, car en ce qui touche la réglementation du référendum il y a deux poids deux mesures. Je lui rappelle que nous travaillons à l'élaboration d'une constitution qui doit durer très longtemps et que, présentement, la population de l'Ouest est à peu près aussi nombreuse que celle du Québec. Dans l'avenir, la première dépassera peut-être la seconde, voire celle de l'Ontario; alors, je lui demande pourquoi faut-il rédiger une constitution définitive contenant deux poids deux mesures; même si l'Ouest et la région Atlantique votaient non à une question constitutionnelle, celle-ci s'appliquerait toujours dans ces régions si le Québec et l'Ontario étaient en faveur. Pourriez-vous maintenant répondre à cette question et nous dire aussi ce qu'il en est des gens du Nord canadien?

M. Kaplan: Avez-vous la réponse concernant le Nord canadien?

M. Roger Tassé (C.R., sous-ministre de la Justice): Aux termes de l'article 41, le Nord canadien et les deux Territoires n'interviendraient pas dans le processus d'amendement. L'arti-

[Text]

amending procedure that is referred to in clause 41. Clause 41 involves the agreement of the Senate and House of Commons as well as the agreement of a number of legislative assemblies, and the territories not having the status of a province would not be involved under that section.

So, since in effect Clause 41 comes into play and is a call to the people to decide whether an amending formula should carry but on the same basis as if the legislative assembly themselves have agreed, this would not provide that the electorate in the territories would be involved, mainly because in effect territories do not have the status of provinces.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Nystrom.

I am quite sure that all the members want to ask supplementary questions on the same issue. I would like to invite now the honourable Bryce Mackasey on a supplementary question.

Mr. Nystrom: I believe the Minister was being briefed.

Mr. Kaplan: I wanted to answer the other half of Mr. Nystrom's question.

I defended the proposal that has been made already the first time I answered your question, but I ought perhaps also to have added that the provinces have the opportunity to propose another referendum formula, as you know, in the period following the passage of this joint address and its delivery and legislation by Westminster, so that if the provinces are prepared and interested, and if consensus can be reached on an alternative which would overcome the problem that you have identified, that would be acceptable to the Government of Canada.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Nystrom. I would then invite the honourable Bryce Mackasey on a supplementary question.

Mr. Mackasey.

Mr. Mackasey: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, you can appreciate the whole concept of a referendum is rather complicated and many of us are taking advantage of the clause-by-clause to clarify many of our concerns.

Mr. Nystrom's concern about the referendum and the apparent inequality of the formula, I want to ask you, through you Mr. Tassé, if you like, there is a link between Clause 41 and Clause 42; am I not correct?

Mr. Tassé: Right.

Mr. Mackasey: In other words, the referendum can be requested by a resolution of the Commons and Senate, and the particular provinces in the various regions; if you like?

Mr. Tassé: Yes.

Mr. Mackasey: Now, when the referendum takes place, in order for it to carry it must not only have a majority of Canadians but in essence it must then conform to the pattern established in Clause 41; am I right on that, sir?

Mr. Tassé: That is correct, Mr. Mackasey.

Mr. Mackasey: Now, when we altered, at the request of this Committee, the Atlantic formula, taking the 50 per cent out

[Translation]

de 41 prévoit des résolutions du Sénat et de la Chambre des communes ainsi que d'un certain nombre d'Assemblées législatives. Comme les Territoires ne sont pas des provinces, ils sont exclus aux termes de cet article.

Donc, puisque l'article 41 s'applique et qu'il s'agit de demander aux gens de se prononcer sur une formule d'amendement, mais en se basant sur l'accord des Assemblées législatives elles-mêmes, on ne prévoit pas la participation des électeurs des Territoires, principalement parce que ceux-ci n'ont pas le statut de provinces.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Nystrom.

Je suis sûr que tous les membres ont des questions supplémentaires à poser sur le même sujet. Je donne donc la parole à l'honorable Bryce Mackasey.

M. Nystrom: Je crois qu'on informait le ministre.

M. Kaplan: Je voulais répondre à l'autre partie de la question de M. Nystrom.

J'ai déjà défendu cette proposition la première fois que j'ai répondu à votre question, mais j'aurais peut-être dû ajouter que les provinces auront l'occasion de proposer une autre formule de référendum, comme vous le savez, au cours de la période suivant l'adoption de cette adresse commune par Westminster; donc, si les provinces sont prêtes et intéressées et s'il y a consensus sur une solution pouvant régler le problème dont vous avez parlé, cette solution serait acceptable au gouvernement canadien.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Nystrom. Je donne maintenant la parole à l'honorable Bryce Mackasey pour une question supplémentaire.

Monsieur Mackasey.

M. Mackasey: Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, vous comprendrez que le concept général du référendum est plutôt compliqué et que beaucoup d'entre nous profitent de l'étude article par article pour éclaircir de nombreux points.

Au sujet de l'inquiétude de M. Nystrom concernant les inégalités apparentes de la formule de référendum, je voudrais demander à M. Tassé, si vous me permettez, s'il y a un lien entre l'article 41 et l'article 42?

M. Tassé: En effet.

M. Mackasey: Autrement dit, le référendum peut être exigé par une résolution de la Chambre des communes et du Sénat, ainsi que par les diverses provinces?

M. Tassé: Oui.

M. Mackasey: Lorsque le référendum a lieu, pour qu'il soit adopté il doit non seulement obtenir l'aval de la majorité des Canadiens, mais il doit être conforme aux dispositions de l'article 41, n'est-ce pas?

M. Tassé: C'est tout à fait cela, monsieur Mackasey.

M. Mackasey: Maintenant, n'avons-nous pas involontairement créé le dilemme qui préoccupe M. Nystrom, lorsqu'à la

[Texte]

there, did we not unintentionally create the dilemma that is bothering Mr. Nystrom?

Mr. Tassé: That is correct. I think that is a proper analysis because in effect we are saying in Clause 41 as amended, as a result of a suggestion made in this Committee it would be possible under Clause 41 that the elected representative, provincial representatives of two provinces that may not necessarily represent, in terms of population, 50 per cent in that region, would accept for the region an amendment that had been proposed by Parliament.

Mr. Mackasey: The point I am getting at, Mr. Tassé, when we amend one clause we unintentionally upset the other, it is a natural link, and I am not arguing with Mr. Nystrom, I know he did not intend to, but I want to make it very clear to the Committee that somehow we are not discriminating in this concept on behalf of, shall we say, the central provinces at the expense of the other regions; this anomaly stems from the fact that in order to accomodate Prince Edward Island legitimately, we amend Clause 41 and drop the 50 per cent without perhaps analyzing the impact it has on Clause 42 as it applies to the referendum.

Would it not, Mr. Minister, be appropriate for the officials, and Mr. Chrétien and yourself, to perhaps restore the 50 percent in Clause 42, reword Clause 42 in such a way that it would restore Clause 41 in so far as the 50 per cent is concerned?

What would be the impact, let me ask you it that way?

Mr. Kaplan: Would that not remove the effect of Prince Edward Island's participation?

Mr. Mackasey: No, you can leave the 50 per cent out of Clause 41, which is the Victoria Charter in essence, but restore it for referendum purposes.

Mr. Nystrom: I think what Bryce is saying, if I can interrupt, is inserting an amendment for regional majorities in Atlantic Canada and Western Canada.

Mr. Mackasey: Yes, or we could, and I hope what the Minister stated, Mr. Minister, on Friday in response to a question, he said that if the four Western Premiers were to recommend or request that the 50 per cent be dropped in the West, that he had no objections; what he said in effect is it is up to the Western Premiers to agree amongst themselves whether or not they want two provinces and 50 per cent of the population in the West. In other words, the Minister stated that he would be quite pleased to drop the 50 per cent requirement in the West as he has done in the Atlantic provinces.

Now, what flows from that amendment, if he were to do it, is that Clause 42 would no longer require—you could have the anomaly, as Mr. Nystrom stated, in the Western and Atlantic provinces, but you cannot have the best of both worlds, Lorne, or can you? I do not know.

Mr. Nystrom: I think in this case you can, all you have to do is insert a clause that you have to have a national majority plus a regional majority and that way you treat all regions the same.

[Traduction]

demande de ce comité nous avons modifié la formule Atlantique en y abrogeant ces 50 p. 100?

M. Tassé: En effet. Je pense que cette analyse est exacte, car nous disons à l'article 41, amendé sur une résolution de ce comité, qu'il serait possible que les représentants élus de deux provinces ne représentant pas nécessairement 50 p. 100 de la population de cette région acceptent pour la région un amendement proposé par le Parlement.

M. Mackasey: Je veux dire, monsieur Tassé, que lorsque nous amendons un article nous modifions involontairement l'autre; c'est une relation naturelle; je ne veux pas entamer un débat avec M. Nystrom, et je sais que ce n'est pas son intention, mais je tiens à préciser au Comité qu'il ne s'agit pas de discrimination au profit, disons, des provinces centrales aux dépens des autres régions, cette anomalie découle du fait que, pour rendre justice à l'Île-du-Prince-Édouard, on modifie l'article 41 en abrogeant la disposition des 50 p. 100, sans peut-être en analyser les effets sur l'article 42 en ce qui a trait au référendum.

Ne vous serait-il alors pas possible, à M. Chrétien et à vous, de restaurer les 50 p. 100 à l'article 42, qui pourrait alors être refondu de façon à réintégrer l'article 41 pour les 50 p. 100?

Quelle en serait l'incidence?

M. Kaplan: Cela ne supprimerait-il pas la participation de l'Île-du-Prince-Édouard?

M. Mackasey: Non, vous pouvez retirer les 50 p. 100 de l'article 41, qui est essentiellement la charte de Victoria, tout en les restaurant aux fins d'un référendum.

M. Nystrom: Si vous me permettez une interruption, Bryce me semble suggérer un amendement touchant les majorités régionales dans la région Atlantique et dans l'Ouest du Canada.

M. Mackasey: C'est ça, nous pourrions aussi envisager, et je crois que c'est ce que répondait vendredi le ministre, que les 4 premiers ministres de l'Ouest recommandent ou demandent que la règle des 50 p. 100 soit abandonnée dans l'Ouest. Le ministre a déclaré qu'il n'y verrait pas d'objections et que si les premiers ministres de l'Ouest voulaient se mettre d'accord pour abandonner cette règle de deux provinces et de 50 p. 100 de la population de l'Ouest, ce serait possible. Autrement dit, le ministre a déclaré qu'il ne demanderait qu'à laisser tomber cette exigence de 50 p. 100 dans l'Ouest comme il l'a fait pour les provinces de l'Atlantique.

Il en résulterait alors que l'article 42 ne pourrait plus s'appliquer. M. Nystrom a en effet déclaré que cela créerait une anomalie dans les provinces de l'Ouest et de l'Atlantique, mais je crois qu'il faut choisir, Lorne. Je ne sais pas.

M. Nystrom: Je crois que c'est possible dans ce cas puisqu'il suffirait d'insérer un article stipulant la nécessité d'une majorité nationale et d'une majorité régionale, ce qui permet de traiter toutes les régions de la même façon.

[Text]

Mr. Mackasey: Would you care to comment on that, Mr. Minister?

Mr. Kaplan: I was not here, I am told that the Minister indicated the other day that he would be prepared to accept that alternative for Western Canada if the Western Premiers were prepared to accept that for Clause 41.

Mr. Mackasey: Because I am on a supplementary that deals with Mr. Nystrom, Mr. Chairman, you must have a little more patience because the purpose of a supplementary is to get something clear here.

Now, presuming that the formula was changed for the West, the Western Premiers requested the abolition of the 50 per cent factor, just any two provinces, let me start all over, what impact, Mr. Tassé, through you, Mr. Minister, would that have on Clause 42?

Mr. Tassé: Well, on the face of it, Mr. Mackasey, I think that we would be faced with the same kind of situation . . .

Mr. Mackasey: Which is what? Would you mind stating it again?

Mr. Tassé: If this was done in the Western provinces, as we are now with respect to the Atlantic provinces.

In effect what Clause 41 says, as a result of the amendment that has been made, is that as long as two Atlantic provinces, irrespective of their population, accept the amendment, the amendment insofar as that region of Canada is concerned would be approved.

Now, in effect it means that it is easier for an amendment to be made insofar as that particular part of the country is concerned.

Mr. Mackasey: Vous parlez de 41?

Mr. Tassé: Je parle de 41.

Mr. Mackasey: Moi, je parle de 42.

Mr. Tassé: En ce qui concerne l'article 42, tel que la résolution se trouve devant vous, monsieur Mackasey, il suffirait, en ce qui concerne les provinces de l'Atlantique—je regarde l'article 42.(2)(a)—il suffirait que dans deux provinces de l'Atlantique une majorité des votants aient accepté l'amendement.

Mr. Mackasey: In conclusion, Mr. Chairman, what I am saying then, Mr. Minister, if we accommodate the West in Clause 41 to remove the 50 per cent factor as we did for the Atlantic provinces; but if we want majority in the four regions, then we are going to have to reword Clause 42 and divorce it, in essence, from Clause 41.

Now, I do not pretend to know the pros and cons of whether you need 50 per cent of the population in the four regions; if so, Clause 42 as it is presently written will not do it because, as Mr. Nystrom has pointed out, it no longer has application to the Atlantic provinces. I just want to stress to Mr. Nystrom, however, that this is unintentional and certainly it was not done by the government to put the Atlantic provinces in any inferior position.

[Translation]

Mr. Mackasey: Qu'en pensez-vous, monsieur le ministre?

Mr. Kaplan: Je n'étais pas là, et l'on me signale que l'autre jour le ministre de la Justice déclarait qu'il serait prêt à accepter cette solution pour l'Ouest du Canada si les premiers ministres de l'Ouest se déclaraient eux-mêmes prêts.

Mr. Mackasey: Puisque ma question supplémentaire touche un point soulevé par M. Nystrom, je vous serais reconnaissant, monsieur le président, de faire preuve d'un plus de patience, car l'objet même d'une question supplémentaire est d'éclaircir les choses.

A supposer maintenant que la formule était modifiée pour l'Ouest, que les premiers ministres de l'Ouest demandaient l'abolition de la règle des 50 p. 100 en exigeant simplement que deux provinces se mettent d'accord, quelle incidence cela aurait-il, monsieur Tassé, sur l'article 42?

Mr. Tassé: A première vue, monsieur Mackasey, je crois que nous nous retrouverions devant la même situation.

Mr. Mackasey: C'est-à-dire? Pourriez-vous la répéter?

Mr. Tassé: Cela reviendrait à faire pour l'Ouest ce qu'on fait aujourd'hui pour les provinces de l'Atlantique.

A la suite de l'amendement proposé, l'article 41 stipule qu'à condition que deux provinces de l'Atlantique, quelle que soit leur population, acceptent une modification, cette modification serait jugée approuvée par cette région du Canada.

En fait, cela facilite l'apport de modifications dans cette région du pays.

Mr. Mackasey: Are you talking about 41?

Mr. Tassé: Yes, 41.

Mr. Mackasey: I was talking about 42.

Mr. Tassé: As far as 42 is concerned, in the wording we have before us, Mr. Mackasey, it would only require for the Atlantic Provinces, and I am looking at 42.(2)(a), that in two of the Atlantic Provinces a majority of voters accept the amendment.

Mr. Mackasey: En conclusion, monsieur le président et monsieur le Ministre, si nous acceptons de retirer dans l'article 41 la règle des 50 p. 100 en ce qui concerne l'Ouest, comme nous l'avons fait pour les provinces de l'Atlantique, si nous voulons la majorité dans les quatre régions, il va nous falloir reviser l'article 42 et en fait le distinguer de l'article 41.

Je ne prétends évidemment pas connaître tous les avantages et inconvénients que représenterait la nécessité d'avoir 50 p. 100 de la population dans les quatre régions, mais l'article 42 tel qu'il est actuellement libellé n'y parviendrait pas car, comme l'a signalé M. Nystrom, il ne s'applique plus aux provinces Atlantiques. Je vais toutefois bien rappeler à M. Nystrom que ce n'était certainement pas là l'intention du gouvernement, qu'il n'était pas question de placer les provinces de l'Atlantique dans une situation d'infériorité.

[Texte]

Mr. Nystrom: Mr. Chairman, I hate to interrupt but just on a point of order, I wanted to say to Mr. Mackasey that this same situation existed before as well and it has nothing to do with the 50 per cent rule. All you have to do is look at the statistics with the 50 per cent rule in the Atlantic provinces, you can still have two of the provinces representing 50 per cent of the population saying yes very, very narrowly and the other two provinces saying no very, very heavily and you get the same results, and with the 50 per cent rule in the West the same thing happens. You can have a very narrow yes vote on something in British Columbia and Manitoba and a heavy no vote in Alberta and Saskatchewan and more people could vote no but still a yes would carry even with the 50 per cent rule.

So it does not really have anything to do with the 50 per cent rule, it is just the anomaly where in the West a no can mean yes and in the Atlantic provinces a no can mean yes, but in Quebec and Ontario a yes is a yes.

Mr. Mackasey: Well, if, Mr. Minister, we want 50 per cent in the Atlantic provinces then it may take three provinces. We just have to look at regions as one province and ask for 50 per cent or more and the same thing for the West and the same thing for Quebec.

Thank you, Mr. Minister.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Mackasey.

Mr. Kaplan: An effort was made to recognize a region apart from its population, the fact that its population is much smaller than the population of another region.

Mr. Nystrom: Except the West's population is roughly the same as Quebec.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Nystrom.

I would like to invite now Mr. Hawkes on a supplementary question, too, on this subject.

Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman.

I am pleased to follow Mr. Mackasey in what he has just said.

I asked for a supplementary question at the point at which Mr. Mackasey talked about regional representation as a principle of federalism, and I come from the Province of Alberta and I am a new member of Parliament, a relatively new member of Parliament, and one of the things I have discovered, I think, about the frequency with which regionalism is a viable kind of concept in the Province of Ontario, the concept of regionalism is a great deal more popular in the Province of Ontario than it is in the Province of Alberta.

Well, I mentioned it to Mr. Chrétien in a question last week that separatists in the Province of Alberta, and I think throughout Western Canada, were taking Clause 41, the way

[Traduction]

M. Nystrom: Monsieur le président, j'hésite à interrompre, mais je voudrais invoquer le Règlement. Je signale à M. Mackasey que cette même situation existait déjà et qu'elle n'a rien à voir avec la règle des 50 p. 100. Il suffit de regarder ce que donnent les statistiques avec la règle des 50 p. 100 dans les provinces de l'Atlantique; il reste possible que deux des provinces représentent 50 p. 100 de la population dont une très étroite majorité serait favorable à une modification, alors que les deux autres provinces seraient tout à fait contre. Les résultats sont les mêmes et ce serait ce qui arriverait également avec la règle de 50 p. 100 dans l'Ouest. La majorité peut être très étroite en Colombie-Britannique et au Manitoba alors qu'en Alberta et en Saskatchewan la majorité des «non» pourrait au contraire être très large sans que cela n'empêche que la modification soit adoptée, que la règle des 50 p. 100 s'applique ou non.

Cela n'a donc rien à voir avec la règle des 50 p. 100; l'anomalie est que dans l'Ouest un non peut signifier oui et que dans l'Atlantique un non peut également signifier oui alors qu'au Québec et en Ontario un oui est un oui.

M. Mackasey: Ma foi, monsieur le Ministre, si nous voulons 50 p. 100 dans les provinces de l'Atlantique, il faudra peut-être le calculer sur trois provinces. Il nous faut considérer les régions comme une province et demander que 50 p. 100 ou plus de la population soit favorable à une modification de sorte que la même règle s'applique à l'Ouest et au Québec.

Merci, monsieur le Ministre.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Mackasey.

M. Kaplan: On a essayé de considérer les régions indépendamment de leur population, de négliger le fait que la population peut être beaucoup plus faible dans une région que dans l'autre.

M. Nystrom: Sauf que la population de l'Ouest est à peu près la même que celle du Québec.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, M. Nystrom.

J'invite maintenant monsieur Hawkes à poser une question supplémentaire également à ce sujet.

Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président.

Je vous remercie de me donner la parole pour poursuivre ce que disait M. Mackasey.

Ma question supplémentaire m'a été suggérée par les propos de M. Kaplan quant à la représentation régionale comme principe du fédéralisme. Je viens de l'Alberta; je suis nouveau député, relativement nouveau, et puis dire qu'une des choses que j'ai découvertes est que le régionalisme est très souvent invoqué comme argument valable en Ontario, et le concept même de régionalisme est beaucoup plus répandu en Ontario qu'il ne l'est en Alberta.

Dans une question que je lui ai posée la semaine dernière, j'ai souligné à M. Chrétien le fait que les séparatistes de l'Alberta et de tout l'Ouest du Canada se servaient de l'article

[Text]

it was written, and using it, distributing it to crowds and using it as an argument to encourage people to be persuaded to separate from Canada. And their ability to do that, I think, is based on the fact that you have, in the so-called Victoria amending formula, repeated in Clause 42, the referendum formula, the concept of regions for the atlantic provinces and the concept of regions for the four western provinces, but that regions and provinces have synonymous definitions for Ontario and Quebec and that if you think about a constitution, Mr. Minister, in its broadest sense, I think a constitution, a good constitution would deal with the rights of the people; a Canadian constitution would deal with the rights of the provinces; and the third topic would be the rights of the Parliament, the House of Commons and the Senate.

Therefore, when you are talking about amending that constitution, you are dealing with the rights of the provinces, the rights of the federal government, the federal Parliament, and the rights of people.

In an attempt to deal with that we all of a sudden come to Clauses 41 and Clauses 42 that introduces in a very strong way the concept of regionalism, except for two provinces of Canada, and a formula which said something like: eight of the provinces, having a majority of the population of Canada, in some sense endures over the long term and makes a statement to Canadians that all provinces are equal. The formulas which you present to us clearly say we have first class provinces, second class provinces, third class provinces, fourth class provinces and even fifth class provinces. It creates a great deal of intellectual and emotional anger amongst many, many people, and when you say to us that those are the formulas that you are going to have to live with, whether you like it or not because we are prepared to move unilaterally, then the emotion around that intensifies and it increases.

Mr. Kaplan: This was basically the formula that was approved at Victoria and I know your party is not asking for unanimity, but the point that you seem to be driving at is to favour unanimity; is that what you are saying?

Mr. Hawkes: I am talking, and maybe we passed each other by in terms of our anger and in terms of understanding, but let us go back to your assertion about Victoria.

At Victoria the First Ministers met and they reached an agreement to go back and see whether or not that amending formula would be agreeable to their legislatures, and very quickly thereafter two of those premiers came forward and said no, it would not be agreeable. There was never a conclusion that it would be agreeable to others.

However, I am not talking about 1971 in Victoria, I am talking about what is now 1981 and the stresses that are on Confederation, and I am saying to you that we have a system, whether it is the best system in the world or not, it is a system that is based on provinces and the federal government and that anything which you propose and unilaterally ram through that does not acknowledge in some fundamental sense the equality of provinces, the capacity of provinces to protect their area of jurisdiction is cause for deadlock from the provincial side of it and as a citizen of Canada and a resident of one of those provinces I am glad it is that way, because my provincial

[Translation]

41, de la façon dont il est rédigé actuellement, pour encourager les gens à se séparer du reste du Canada. Ils le faisaient distribuer aux foules tel quel. Ils prétendent en effet, dans le cadre de ce qu'on a appelé la formule de Victoria, formule qui est reprise à l'article 42, que dans le cadre de la formule d'amendement, le concept de la région vaut pour les provinces de l'Atlantique et pour les quatre provinces de l'Ouest alors que dans le cas de l'Ontario et du Québec, les notions de régions et de provinces se rejoignent. Une constitution, dans son sens le plus large, doit traiter des droits des gens; une bonne constitution canadienne doit traiter des droits des provinces; enfin, elle doit traiter des droits du Parlement, de la Chambre des communes et du Sénat.

Donc, lorsqu'on parle de modifier la constitution, on parle de modifier les droits des provinces, les droits du gouvernement fédéral, du Parlement fédéral et les droits de tous les citoyens.

C'est ainsi qu'on en arrive aux articles 41 et 42 qui introduisent d'une façon très marquée la notion de régionalisme, sauf pour deux provinces, ce qui donne à peu près ceci: 8 provinces, groupant la majorité de la population du Canada, doivent se sacrifier à longue échéance et doivent se convaincre du fait que toutes les provinces sont égales. Les formules que vous nous soumettez indiquent clairement qu'il y a des provinces de première catégorie, des provinces de deuxième catégorie, des provinces de troisième catégorie, des provinces de quatrième et cinquième catégories. Sur le plan intellectuel comme sur le plan émotif, il en résulte une grande frustration chez les gens. Ce sentiment s'accroît encore lorsque vous leur dites que ces formules sont définitives et que vous êtes prêt à procéder unilatéralement.

M. Kaplan: C'est à peu près la formule qui a été approuvée à Victoria. Je sais que votre parti ne recherche pas l'unanimité. Ce que vous dites, cependant, semble aller en ce sens. Est-ce que je vous ai bien compris?

M. Hawkes: Je ne sais pas si nous nous sommes bien compris tant nous sommes frustrés. Revenons à ce que vous avez dit au sujet de la formule de Victoria.

A Victoria, les premiers ministres se sont rencontrés et sont convenus de soumettre une formule d'amendement à l'approbation de leurs Assemblées législatives. Tout de suite après, deux des premiers ministres sont revenus et ont dit non. Il n'a jamais été déterminé si les autres étaient d'accord.

Cependant, je ne voulais pas tellement parler de 1971 et de Victoria, je voulais parler de 1981 et des tensions auxquelles est en proie la Confédération canadienne. Ce n'est peut-être pas le meilleur régime du monde, mais il reconnaît l'existence de provinces et d'un gouvernement fédéral. Donc, toutes mesures unilatérales que vous proposez et qui ne reconnaissent pas d'une façon fondamentale l'égalité des provinces, l'habileté des provinces à protéger leur champ de juridiction, se bute à une fin de non-recevoir des provinces, et en tant que citoyen du Canada et résident d'une de ces provinces, je suis heureux qu'il en soit ainsi. Mon gouvernement provincial adopte des lois

[Texte]

government passes laws within its jurisdiction and I think it is inappropriate and unwise for those to be overturned by a federal Parliament which, on the principle of population, represents in large measure two provinces of Canada who coincidentally, in Clause 41 and Clause 42, also are provinces that are synonymous with regions.

You just pile one power on top of another to the point where the dominance of those two provinces is a threat to the freedoms and to the rights of the provinces in other parts of the country.

Mr. Kaplan: The two central regions, Ontario and Quebec, could not carry an amendment on their own. They have to also have support under the formula in the West and in the East. It is not a ramroding type of an amending formula.

What I am asking you is sure to be unanimity. What is an alternative, and if the provinces can come up with an alternative that is provided for as well. I do not think we can characterize this as ramming this particular formulation down their throats.

Mr. Hawkes: I ask you to contrast, Mr. Minister. What our party proposed in the House of Commons was the Vancouver amending formula. It deals with 50 per cent of the population; it deals with two thirds of the provinces; it provides protection in areas of provincial jurisdiction for those provinces who do not concur with the amendment.

I suggest to you that while it may not be perfect, it addresses itself to that kind of issue which acknowledges the quality of provinces and yet provides protection for people who live in a particular province in this country who feel they need protection around some of the things that are important to them.

Mr. Kaplan: I understand that Premier Blakeney has indicated that the Victoria formula would suit him. If the Vancouver formula is the one that some provinces would prefer or that all the provinces would prefer after reflection when this measure is enacted, they would certainly be able to put that forward. It could be the subject of a referendum.

Again, I do not think this could be characterized as ramroding the federal government. There is a provision in this process for the substitution of the Vancouver formula for this one, if that is what the provinces choose to put forward.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Hawkes.

I would like to invite the honourable Senator Jack Austin on a main question.

Senator Austin: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Robinson: I do have a supplementary question, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): With great respect, Mr. Robinson, I am in a position to refuse that supplementary question because the first question was put through by your own party, as you know, by Mr. Nystrom. I think that you had

[Traduction]

dans son champ de compétence. Je pense qu'il est inapproprié et inopportun que ces lois soient renversées par un Parlement fédéral qui, par le seul poids de la population, représente dans une large mesure deux provinces du Canada, les deux provinces qui, soit dit en passant, sont synonymes de régions aux articles 41 et 42.

C'est donner trop de pouvoirs à ces deux provinces qui en viennent à menacer les libertés et les droits des autres provinces.

M. Kaplan: Les deux provinces centrales, l'Ontario et le Québec, ne pourraient pas par elles-mêmes faire apporter une modification. Selon la formule, il leur faudrait un certain appui dans l'Ouest et dans l'Est du pays. Ce n'est pas une formule d'amendement qui permet d'imposer des décisions.

Je vous demande si ce que vous recherchez n'est pas l'unanimité. Existe-t-il une autre possibilité, les provinces ont-elles quelque chose d'autre à proposer? Je ne pense pas que cette formule leur impose quoi que ce soit.

M. Hawkes: Je vous demande de comparer, monsieur le ministre. La formule que notre parti a proposée à la Chambre des communes a été la formule de Vancouver. Il y est question de 50 p. 100 de la population, des deux tiers des provinces; dans les champs de compétence provinciaux, il y est accordé une protection aux provinces qui ne veulent pas se soumettre à l'amendement.

Cette formule n'est peut-être pas parfaite, mais dans ce genre de question, elle reconnaît l'égalité des provinces et protège les institutions qui tiennent le plus à cœur à leurs habitants.

M. Kaplan: Je pensais que le premier ministre Blakeney avait indiqué que la formule de Victoria lui convenait. Si c'est la formule de Vancouver que certaines des provinces, ou toutes les provinces, préfèrent après réflexion, après que cette mesure sera adoptée, elles pourront certainement la proposer. Elle pourra être soumise à un référendum.

Je répète qu'on ne peut pas dire que le gouvernement fédéral force les provinces à accepter quoi que ce soit. Cette mesure contient des dispositions qui permettent de remplacer la formule proposée par la formule de Vancouver si c'est bien ce que les provinces souhaitent.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Hawkes.

J'inviterais maintenant l'honorable sénateur Jack Austin à y aller avec une question principale.

Le sénateur Austin: Merci, monsieur le président.

M. Robinson: J'aurais une question supplémentaire, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): En toute déférence, monsieur Robinson, je dois vous dire que je ne puis admettre votre question supplémentaire, la première question ayant été posée par un membre de votre propre parti, monsieur Nystrom. Vous

[Text]

plenty of opportunity to discuss with Mr. Nystrom on other related aspects of the question.

You will understand that if we go through too many supplementary questions on all issues, in a two hour session we will have only one main speaker from each party. We, of course, allow supplementary questions but not in a way that we basically change the balance between all the parties around the table. In order to arrive at such a conclusion, during the weekend I asked our clerk and assistant to calculate the use of time around the table since the beginning and I am quite sure that if any honourable members want to look at that after our adjournment tonight, at 10 o'clock, they will realize that if there has been imbalance, it has been in their favour.

I would request your co-operation in concurring with that statement that I made.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I certainly understand the point you are making. I was attempting to follow the precedent of Senator Tremblay in following Mr. Fraser's questioning in the same party, but I will refrain from doing that following your excellent advice.

I did, though, want for the record just to correct an erroneous statement which the Minister had made, if I may.

The Minister had indicated that in dealing with the questions asked by my colleague that the western provinces had a smaller population, and this is an attempt to deal with the regional balance, a smaller population in the provinces of Ontario and Quebec, for the record, the combined population of the four western provinces is apparently some 6.7 million whereas the population of the Province of Quebec is about 6.3 million. Under the proposed amending formula some 60 per cent of the four western provinces together, the population of the four western provinces could reject a proposed amendment and it could still carry.

I do hope that you will look at this I think it may have been an oversight. I think it should be considered in the formula.

Mr. Kaplan: I have done that calculation myself and I can certainly agree with you about the population of the West. One has to also, in considering the voice of the West, take into account the fact that there are four governments there, four different provinces, whereas in the case of Ontario and Quebec, there is only one province in each case. The formula that is proposed, the Victoria formula, takes account of the fact that in this region of our country there are four governments.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much. The honourable members will have opportunities, with great respect, Mr. Minister, to address questions to you in the forthcoming hours and days about that very issue that we realize is an important issue.

I invite the honourable Senator Austin to put more questions forward. I keep the subject as being one that needs more debate and more information.

Honourable Senator Austin.

Senator Austin: Thank you, Mr. Chairman.

[Translation]

avez dû avoir toute liberté de discuter avec M. Nystrom de tous les aspects de la question.

Vous comprendrez facilement que si nous acceptons un grand nombre de questions supplémentaires sur chacun des sujets soulevés, nous ne pourrions entendre qu'un seul orateur principal par parti dans les deux heures que doit durer la séance. Nous sommes évidemment prêts à accepter des questions supplémentaires mais à la condition qu'elles ne rompent pas l'équilibre entre tous les partis représentés autour de cette table. Afin que soit maintenu cet équilibre, j'ai demandé au greffier et au greffier adjoint en fin de semaine de calculer le temps pris par chacun depuis le début. Je suis sûr que si des membres du comité veulent examiner les chiffres ce soir après la séance, ils constateront que s'il y a déséquilibre, c'est en leur faveur.

Je vous demanderais votre coopération pour faire en sorte qu'il continue d'en être ainsi.

M. Robinson: Monsieur le président, je comprends très bien votre point de vue. Je tentais de suivre le précédent établi par le sénateur Tremblay à la suite de la question posée par M. Fraser du même parti. Je vais cependant m'abstenir de le faire et suivre vos bons conseils.

Je voudrais tout de même rétablir les faits à la suite de ce que vient de dire le ministre.

En réponse aux questions de mon collègue, il a indiqué que les provinces de l'Ouest avaient une population moindre. La présente mesure est une tentative de maintenir un équilibre régional, compte tenu de la population de l'Ontario et du Québec. Or, il convient de signaler que la population totale des quatre provinces de l'Ouest est de quelque 6.7 millions alors que celle de la province de Québec est d'environ 6.3 millions. En vertu de la formule d'amendement proposée, 60 p. 100 de la population des 4 provinces de l'Ouest prise globalement pourrait s'opposer à un amendement qui pourrait être accepté malgré cette opposition.

J'espère que vous allez examiner cette possibilité. Vous n'avez pas dû la prévoir. La formule devra en tenir compte.

M. Kaplan: J'ai fait le calcul moi-même et je suis d'accord avec vous pour ce qui est de la population de l'Ouest. Cependant, lorsqu'on parle de la voix de l'Ouest, il ne faut pas oublier qu'il y a là 4 gouvernements, 4 provinces différentes. Dans le cas du Québec et de l'Ontario, il s'agit de provinces uniques. La formule proposée, la formule de Victoria, tient compte du fait qu'il s'agit dans le premier cas d'une région du pays où il y a 4 gouvernements.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup. Les honorables membres du comité auront d'autres occasions de vous poser leurs questions au cours des heures et des jours qui viendront, monsieur le ministre. Il s'agit évidemment d'un sujet très important.

J'inviterais maintenant l'honorable sénateur Austin à y aller avec ses questions. Je note que le présent sujet n'est pas vidé encore.

Sénateur Austin.

Le sénateur Austin: Merci, monsieur le président.

[Texte]

I would like to begin by expressing my own personal regrets that the Minister of Justice is suffering a temporary illness and is therefore away this evening and to also express my appreciation for the appearance of the Acting Minister of Justice.

I would like to ask him some questions which I think his portfolio as Solicitor General might also focus on. These relate, Mr. Minister, to the questions of public emergency that I believe necessarily must be encompassed within a working constitution. We have in Clause 1 now proposed by the government a phrase that says:

1. The Canadian Charter of Rights and Freedoms guarantees the rights and freedoms set out in it subject only to such reasonable limits prescribed by law as can be demonstrably justified in a free and democratic society.

I am concerned to know from you, sir, whether the Government of Canada has, in your opinion, retained the necessary powers and authorities to act as a responsible government must do under circumstances where there may be the possibility or in fact the reality of insurrection or violence in our society.

I am wondering how the general idea which is presented and the general idea which I support will, in terms of the Charter of Rights, also take into account the very important requirement in our society that the government be allowed to act upon its responsibility where imminent danger to society may require it so that the community itself is protected. It is one thing to protect individuals and we must do so to the extent that we are not destroying the viability of our democratic society by the protection of individual rights.

I wonder if you could tell the Committee, Mr. Minister, where that balance is and how the government might find that balance.

Mr. Kaplan: Senator, I appreciate your recognition of the fact that even a democratic society might need to have a special power or regulation to enact legislation to deal with emergencies which might be caused by a domestic situation or by an international situation. I understand, for example, that the War Measures Act would still be a valid statute and not subject to being challenged on the basis of this legislation, but this legislation might very well, and in fact, is intended to constrain the implementation of regulations of the War Measures Act so that the state would be constrained to put forward legislation and regulations that are reasonable under what might be very troubled circumstances.

If, for example, Canada was under attack by a foreign power, the War Measures Act might enable the enactment of censorship regulations. Those censorship regulations could be reasonable or they could be unreasonable. They could be reasonable if they were used to prevent a newspaper from publishing strategic information that they had obtained in one way or another from the armed forces where forces are deployed, internal problems of the armed forces. The regulations that would censor that type of publication in time of war could be perfectly reasonable. Without this legislation, there is

[Traduction]

Je voudrais d'abord dire à quel point je suis navré que le ministre de la Justice soit souffrant et ne puisse assister à la séance de ce soir. Je tiens à remercier le ministre de la Justice suppléant d'avoir bien voulu le remplacer.

J'aimerais lui poser des questions qui le touchent de près en tant que solliciteur général. Ces questions ont trait, monsieur le ministre, aux cas d'urgence publique qui, selon moi, doivent nécessairement être prévus dans la constitution pour qu'elle soit efficace. L'article premier de la mesure proposée par le gouvernement prévoit actuellement ce qui suit:

1. La charte canadienne des droits et libertés garantit les droits et libertés qui y sont énoncés. Ils ne peuvent être restreints que par une règle de droit, dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique.

Je me demande si, selon vous, le gouvernement canadien s'est gardé suffisamment de pouvoirs pour agir en tant que gouvernement responsable en cas d'insurrection ou de violence appréhendée ou réelle au sein de la société.

Je me demande si ce concept d'une Charte des droits, que j'appuie entièrement, permet au gouvernement, ce qui est très important dans notre société, de prendre les mesures qui s'imposent lorsqu'un danger imminent menace cette société et que le public doit être protégé. Certes, il faut protéger les droits des individus, mais nous ne devons pas pour autant saper notre société démocratique.

Pourriez-vous nous dire, monsieur le ministre, comment le gouvernement réussira à trouver cet équilibre?

M. Kaplan: Monsieur le sénateur, je suis heureux que vous reconnaissiez que même une société démocratique peut avoir besoin de pouvoirs ou de règlements spéciaux permettant l'adoption d'une loi en cas d'urgence, qu'il s'agisse d'un événement national ou international. Ainsi, la Loi sur les mesures de guerre conserverait sa validité et ne pourrait pas être contestée en vertu de ce projet de loi; toutefois, ce dernier est destiné à restreindre l'application des règlements relatifs à la Loi sur les mesures de guerre, afin d'obliger l'État à proposer des lois et des règlements qui sont raisonnables, même dans des circonstances très particulières.

Ainsi, par exemple, si le Canada était attaqué par une puissance étrangère, la Loi sur les mesures de guerre permettrait l'adoption de règlements sur la censure. De tels règlements peuvent être raisonnables ou non. Ils peuvent être raisonnables s'ils sont destinés à empêcher un journal de publier des renseignements stratégiques obtenus d'une façon ou d'une autre auprès des forces armées. Les règlements censurant ce genre de publication, en temps de guerre, pourraient être tout à fait raisonnables. Sans ce projet de Loi, il est évident que ce genre de règlement aurait été valide et continuerait de l'être.

[Text]

no doubt that that type of regulation would have been valid and I submit would continue to be valid.

Suppose that regulations were put forward which were used to prevent letters to the editor criticizing the government during the crisis or criticizing the armed forces during the crisis, that type of regulation, even in a time of war, might be seen to go too far by the court. It might be held to be an unreasonable exercise of the War Measures Act. This would be something new, because as I understand it, under present legislation, without the Charter of Rights, without that safeguard, there might be no constraint on the type of censorship regulations which the government of the day could put forward, given an emergency.

There is a balance. The balance is the test of reasonableness and this is the test that would be applied under the Charter of Rights to, on the one hand, permit a government to take the necessary measures to safeguard the state, but on the other hand to reduce to a minimum the infringement of privacy and rights of the individuals in the society.

Senator Austin: Is there a distinction to be made, Mr. Minister, between the statute that may be enacted or is already enacted such as the War Measures Act, and action that might be taken under existing or future legislation? Could the War Measures Act be challenged today without any action concurrent by the Government of Canada on the ground that the powers offered to the Government of Canada are not reasonable powers in a free and democratic society?

Mr. Kaplan: Yes, they certainly could be challenged as a statute on the books of Canada now, but any regulations, for example, could not be challenged before they came into existence. I also understand that the War Measures Act would be supported, the opinions that the Government has, from the law officers of the Crown, are that the War Measures Act would survive judicial scrutiny in terms of the presently proposed Charter of Rights and Freedoms.

Senator Austin: Suppose the War Measures Act provided the Governor-in-Council to suspend habeas corpus or to suspend jury trial, which I believe it does, where the Governor-in-Council finds circumstances requiring it to act under that legislation.

Mr. Kaplan: Yes, that type of infringement on normal rights and freedoms might be justified, given the nature of the insurrection or the invasion that the state was called on to deal with at the time.

Senator Austin: The answer really is that it is the exercise of the power rather than the existence of an enabling legislation that is designed to be tested in the circumstances?

Mr. Kaplan: In the circumstances, that is right. Certainly in present circumstances, there would be no challenge.

Senator Austin: The steps would be that action would be taken and then those who saw themselves injured would come forward and argue the tests that are in Clause 1, that it was not a public emergency or that the public emergency did not require the action that the government took, that it was not either reasonable or justified in the circumstances?

[Translation]

Supposons que ces règlements interdisent la publication du courrier des lecteurs critiquant le gouvernement ou les forces armées pendant une crise. Ce genre de règlement, même en temps de guerre, pourrait être considéré comme abusif par les tribunaux. En effet, il pourrait être jugé comme une application abusive de la Loi sur les mesures de guerre. Or, c'est quelque chose de nouveau étant donné que, selon la loi actuelle, sans la garantie qu'offre la Charte des droits, aucune limite n'est imposée au pouvoir du gouvernement d'établir des règlements censurant quoi que ce soit, en cas d'urgence.

Il existe donc un certain équilibre, que l'on trouve en appliquant le critère de la raison afin d'une part de permettre au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour maintenir l'ordre et, d'autre part, de réduire au minimum tout empiètement sur les droits à la vie privée et les droits des individus.

Le sénateur Austin: Y a-t-il une différence, monsieur le ministre, entre les lois existantes, comme la Loi sur les mesures de guerre, et les mesures qui pourront être prises plus tard? La Loi sur les mesures de guerre pourra-t-elle être contestée aujourd'hui, même si le gouvernement du Canada n'y a pas recours, sous le prétexte que les pouvoirs conférés à ce gouvernement ne sont pas raisonnables dans une société libre et démocratique?

M. Kaplan: Oui, cette loi pourrait fort être contestée sur le plan théorique, mais les règlements, par contre, ne pourraient pas l'être avant l'entrée en vigueur. Toutefois, les avocats de la Couronne estiment que la Loi sur les mesures de guerre resterait toujours valide, même après avoir été remise en question dans le cadre de la Charte des droits et libertés proposée.

Le sénateur Austin: Supposons que la Loi sur les mesures de guerre donne au gouverneur en conseil le pouvoir de suspendre l'habeas corpus ou le système de procès par jury lorsque les circonstances l'exigent, conformément à cette loi.

M. Kaplan: Cet empiètement sur les droits et libertés ordinaires pourrait être justifié, selon la nature de l'insurrection ou de l'invasion à laquelle l'État doit faire face à un moment donné.

Le sénateur Austin: Donc, en fait, c'est l'exercice de ce pouvoir, plutôt que l'existence de cette loi habilitante, qui serait testée dans ces circonstances?

M. Kaplan: Oui. Toutefois, dans les circonstances actuelles, cela ne serait pas contestable.

Le sénateur Austin: Le gouvernement commencerait donc par prendre les mesures nécessaires et, ensuite, ceux qui s'estiment lésés pourraient s'élever contre les réserves de l'article 1 et prétendre qu'il ne s'agissait pas d'une urgence nationale ou que, le cas échéant, cette urgence ne nécessitait pas les mesures prises par le gouvernement et que celles-ci sont donc déraisonnables ou injustifiées étant donné les circonstances?

[Texte]

Mr. Kaplan: That is correct.

Senator Austin: Would those litigants have the onus of proof; would the government have the benefit that the question of reasonability and the question of justification would have to be carried on a balance or on a preponderance of evidence by those who are seeking to set aside the government's action?

Mr. Kaplan: As I understand Clause 1, the onus is clearly put on the government because it calls for a demonstrable justification to be made of the regulations or of the law. Therefore, the onus would be on the government of the day to defend, for example, in the case that I gave, the censorship regulations that were being proposed in a time of war, or the exercise of them. In the event of exercise of a regulation in an unreasonable way, the government could be called on by the court to justify that particular exercise of a power given under a regulation.

Senator Austin: What do you do, Mr. Minister, when the information on which the government acts would be information which would be highly dangerous in the public interest for the government to disclose in a court?

Mr. Kaplan: A court could establish a special procedure that would permit the reasonable grounds that the government has for the exercise to be demonstrated.

Senator Austin: Or it could act in camera, I presume, on the application of the government?

Mr. Kaplan: Yes.

Senator Austin: Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Austin.

Monsieur Robinson, sur une question supplémentaire.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

I do have a supplementary question arising from what I consider to be very surprising and frankly, rather disturbing responses of the Minister with respect to Senator Austin's questions on the War Measures Act.

My understanding and certainly my hope as a result of the tabling of the amendments to the proposed Charter was that very clearly, certain statutes could be challenged in that they gave powers which were excessive, that you did not have to wait for a regulation to be enacted.

I think perhaps you might want to clarify your answer on that.

Mr. Kaplan: No, I do not want to clarify my answer. I just want to agree with you that if a statute is demonstrably excessive, then it would not survive the test of the Charter of Rights and Freedoms.

Mr. Robinson: That is precisely my concern, Mr. Minister. I wonder if you could answer this question.

You have indicated that as far as you are concerned that the War Measures Act in its present terms granting sweeping powers to enact retroactive criminal law, granting sweeping powers to permit arbitrary and unreasonable search and seizure, unquestionably those powers are contained in the en-

[Traduction]

M. Kaplan: C'est exact.

Le sénateur Austin: Le fardeau de la preuve reviendra-t-il aux plaignants? Ceux qui contestent les mesures du gouvernement devront-ils prouver qu'elles n'étaient ni raisonnables ni justifiées?

M. Kaplan: Si je comprends bien l'article 1, le fardeau de la preuve revient clairement au gouvernement étant donné que ce dernier doit justifier l'adoption des règlements ou de la loi. En conséquence, ce sera au gouvernement de défendre, dans l'exemple que j'ai donné, les règlements sur la censure proposés ou appliqués en temps de guerre. Si l'application de ces règlements est jugée déraisonnable, le gouvernement devra justifier devant les tribunaux le recours à ce pouvoir.

Le sénateur Austin: Que faites-vous, monsieur le Ministre, lorsque les renseignements qui ont conduit le gouvernement à agir ainsi sont extrêmement secrets et que leur divulgation devant un tribunal risquerait de porter atteinte à la sécurité du public?

M. Kaplan: Dans ce cas, un tribunal pourrait établir une procédure spéciale permettant de reconnaître le caractère raisonnable des mesures prises par le gouvernement.

Le sénateur Austin: Ce tribunal pourrait aussi fort bien siéger à huis clos si le gouvernement le demandait?

M. Kaplan: En effet.

Le sénateur Austin: Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Austin.

Mr. Robinson, on a supplementary.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

J'ai en effet une question supplémentaire à poser, étant donné les réponses plutôt surprenantes du ministre aux questions du sénateur Austin portant sur la Loi sur les mesures de guerre.

Je croyais, et j'espérais avoir raison, que les amendements proposés à la charte permettraient très clairement de contester les lois conférant des pouvoirs excessifs, et qu'il n'était pas nécessaire d'attendre l'adoption d'un règlement pour le faire.

J'aimerais donc vous faire préciser votre réponse.

M. Kaplan: Non, je n'ai pas l'intention de préciser davantage ma réponse. Je tiens simplement à vous dire que, en effet, s'il est prouvé qu'une loi confère des pouvoirs excessifs, elle perdra alors toute validité en vertu de la Charte des droits et des libertés.

M. Robinson: C'est justement ce qui me préoccupe, monsieur le ministre. Je vais vous poser une autre question.

Vous avez indiqué que le libellé actuel de la Loi sur les mesures de guerre accorde le pouvoir énorme d'adopter des lois pénales rétroactives et d'autoriser des fouilles, des perquisitions et des saisies abusives. Ces pouvoirs sont indéniablement

[Text]

abling powers of the act granting it sweeping powers permitting arbitrary detention and imprisonment. That is in the enabling act.

Are you saying, Mr. Minister, that you received an opinion from the law officers of the Crown that the War Measures Act in its present terms would be upheld and that none of the enabling powers in that act would be subject to challenge under the proposed Charter of Rights, because if that is what you are saying, if you are saying that we have to wait until regulations are enacted and that these sweeping enabling powers are not challengable under the terms of the proposed Charter, then certainly I think we, as members of this Committee, are going to have to go back and have a very careful look at the drafting of Clause 1, because it has not achieved what is a very fundamental objective, and that is to reduce the power of the government and to enact these kinds of regulations.

Mr. Kaplan: Nobody's rights and freedoms can be challenged under the War Measures Act. They can only be challenged under regulations or an exercise of proclamation under the War Measures Act.

Mr. Robinson: If you read the Charter, the law is supposed to become inoperative in so far as it violates the Charter.

Mr. Kaplan: It is not a law of daily application.

Mr. Robinson: It is a law, Mr. Minister, and that is supposed to become inoperative to the extent that it conflicts with the Charter.

Mr. Kaplan: It is a law that is not operative until regulations are proclaimed.

Mr. Robinson: Of course, it is operative. It is in force today, Mr. Minister.

Mr. Kaplan: It is in force today, but today it does not take any of the rights and freedoms of any individual.

Mr. Robinson: But it permits that.

Mr. Kaplan: Any regulations that were proclaimed under it would have to be reasonable based on the circumstances that the government put forward as justifying their exercise.

Mr. Robinson: Are you prepared to table the opinion that you referred to of the law officers of the Crown which says that the sweeping enabling powers granted under the War Measures Act are not a conflict of the provisions of this Charter which would state that certain of those sections of that act which is in force today, Mr. Minister, that act is in force today...

Mr. Kaplan: I am not saying that it is not in force today. I am saying that in its present form it does not infringe the rights and freedoms of anybody because it has not been triggered into operation by a proclamation.

It is in force in the sense that it is a valid law of Canada, but it is not infringing the rights and freedoms of Canadians in any way or constraining them in any way today.

Mr. Robinson: Will you table that opinion that you are relying upon, Mr. Minister?

[Translation]

accordés par la loi habilitante, qui autorise également la détention et l'emprisonnement arbitraire.

Voulez-vous dire, monsieur le ministre, que, selon les avocats de la Couronne, le libellé actuel de la Loi sur les mesures de guerre serait maintenu et qu'aucun des pouvoirs habilitants de cette loi ne pourrait être contesté en vertu de la Charte des droits? Si c'est cela que vous voulez dire, c'est-à-dire que nous devrions attendre l'adoption des règlements parce que ces énormes pouvoirs ne peuvent pas être contestés en vertu de la Charte, je pense alors que les membres de ce Comité vont devoir revenir en arrière pour revoir très soigneusement le libellé de l'article 1, car il est évident que celui-ci n'a pas atteint l'objectif fondamental qui lui avait été fixé, à savoir de réduire le pouvoir du gouvernement et de permettre l'adoption de ce genre de règlements.

M. Kaplan: Nul droit ou liberté individuel ne peut être contesté en vertu de la Loi sur les mesures de guerre. Ces droits et libertés ne peuvent être contestés qu'en vertu de règlement ou de la promulgation d'une mesure quelconque aux termes de la Loi sur les mesures de guerre.

M. Robinson: La présente Charte rend inopérante les dispositions incompatibles de toute autre loi.

M. Kaplan: Il ne s'agit pas d'une loi qu'on applique tous les jours.

M. Robinson: Il n'en demeure pas moins que c'est une loi, monsieur le ministre, et qu'elle devient inopérante si ses dispositions sont incompatibles avec la Charte.

M. Kaplan: Cette loi ne s'applique pas tant que les règlements n'ont pas été promulgués.

M. Robinson: Bien sûr que si, qu'elle s'applique puisqu'elle est actuellement en vigueur, monsieur le ministre.

M. Kaplan: Certes, elle est en vigueur, mais à l'heure actuelle, elle ne supprime les droits et libertés de personne.

M. Robinson: Non, mais elle l'autorise.

M. Kaplan: Tout règlement promulgué en vertu de cette loi devra être jugé raisonnable par rapport aux circonstances qui auront conduit le gouvernement à y avoir recours.

M. Robinson: Êtes-vous disposé à déposer le document dans lequel les avocats de la Couronne indiquent que les énormes pouvoirs conférés par la Loi sur les mesures de guerre ne sont pas incompatibles avec les dispositions de la Charte? Cela signifierait que certains articles de cette loi qui est actuellement en vigueur, monsieur le Ministre...

M. Kaplan: Je ne nie pas que cette loi soit en vigueur. Je dis simplement que, dans sa forme actuelle, elle n'empiète pas sur les droits et libertés de quiconque étant donné qu'elle n'a pas été rendue opérante par une promulgation.

Elle est en vigueur en ce sens que c'est une loi valide du Canada, mais elle n'empiète absolument pas sur les droits et libertés des Canadiens.

M. Robinson: Voulez-vous donner cette opinion sur laquelle vous vous fondez, monsieur le Ministre?

[Texte]

Mr. Kaplan: I would like to consider that. I do not know if it is the practice to table the opinions that have been obtained or to table all of the opinions.

I will consider that and consult with the Minister about it.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

Je vois que M^{me} Campbell a également une question supplémentaire à l'honorable Kaplan.

Miss Campbell: It is a quick supplementary while Senator Austin was discussing the proposed Clause 1. If it can be demonstrably justified that the law oversteps itself, does the new proposed Clause 24 for enforcement take away the right of the Crown to stand that you cannot sue the Crown if it is wrong because now you will be able to sue the Crown.

This clause is now going to give us the right of enforcement against somebody if a law or statute has taken the rights—it would have to apply against the Crown so you would now have a pecuniary right of damages against the Crown.

Mr. Kaplan: Under Clause 24 or some other remedy as the court considers appropriate in the circumstances.

Miss Campbell: Most people do not have that right today.

Mr. Kaplan: In the last 15 years, for example, the Crown has become much more subject to prosecution than it was and this takes it that much further in relation to the rights and freedoms that are created and accorded by this Charter.

• 2150

Miss Campbell: If the act gave that remedy. But normally there is a general statement of principle that you cannot sue the Crown.

Mr. Kaplan: That principle has been derogated a lot over the last 15 years.

Miss Campbell: But this would sort of end it.

Mr. Kaplan: The Crown Liability Act, for example, created the largest inroad into the former immunity of the Crown. But Clause 24 does make it clear, if there was any doubt about it, that the rights and freedoms which are created by this Charter are, if violated, infringed or denied, that there is a right to compensation or other appropriate remedy.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Madam Campbell.

I would now like to invite the honourable James McGrath on the main question.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, my intervention really was a point of order, and I would not interrupt the proceedings now; my colleague, Mr. Crombie, would like to get on with the matter.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. McGrath.

[Traduction]

M. Kaplan: Je vais y penser. Je ne sais pas si c'est la coutume de déposer toutes les opinions qui ont pu être obtenues.

Je vais y réfléchir et consulter le ministre à ce sujet.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

I see that Miss Campbell also has a supplementary for the honourable Mr. Kaplan.

Mlle Campbell: Il s'agit d'une courte question supplémentaire concernant ce qu'a dit le sénateur Austin au sujet de l'article 1 proposé. S'il peut être prouvé que la loi déborde de son cadre, le nouvel article proposé 24 visant l'application retire-t-il à la Couronne le droit de prétendre qu'on ne peut poursuivre la Couronne si elle a tort, puisque maintenant ce sera permis de le faire?

Cet article nous donnera le droit de recourir à la Charte si une loi ou un statut viole les droits qui y sont reconnus; cela veut donc dire qu'on aura le droit d'intenter des poursuites contre la Couronne, et de lui réclamer des dommages-intérêts.

M. Kaplan: En vertu de l'article 24. Le tribunal pourra proposer d'autres solutions qui lui semblent plus appropriées dans les circonstances.

Mlle Campbell: La plupart des gens n'ont pas ce droit présentement.

M. Kaplan: Depuis 15 ans, la Couronne a fait bien plus souvent l'objet de poursuite que ce n'était le cas précédemment et cet article concernant les droits et les libertés accordés en vertu de cette charte est un autre pas en avant.

Mlle Campbell: Ce recours est prévu par la loi. Il y a habituellement une déclaration générale de principe, portant qu'on ne peut poursuivre la Couronne.

M. Kaplan: Ce principe a connu bien des exceptions depuis 15 ans.

Mlle Campbell: Le nouvel article mettrait un terme à ce principe.

M. Kaplan: Ainsi, par exemple, la Loi sur la responsabilité de la Couronne a fait une large brèche dans l'ancienne immunité de la Couronne. Cependant, l'article 24 stipule très clairement, sans aucun doute possible, que si les droits et les libertés établis par cette charte sont violés ou niés, il existe un droit d'indemnisation ou toute autre compensation appropriée.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, madame Campbell.

J'invite alors l'honorable James McGrath à s'adresser à la question principale.

M. McGrath: Monsieur le président, mon intervention était plutôt un rappel au règlement. Je ne désire pas interrompre les discussions maintenant et mon collègue, M. Crombie, veut bien poursuivre la question.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur McGrath.

[Text]

The Honourable David Crombie.

Mr. Crombie: Thank you, Mr. Chairman. I know you are cutting us off at 10 o'clock.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes; as we have previously agreed, we should adjourn at 10 o'clock.

Mr. Crombie: Thank you, Mr. Chairman.

In the five minutes I have left, there are a couple of questions I would like to ask the Minister. They deal with the Charter of Rights and Freedoms and relate particularly to understanding some of the principles which are related to and underlie the Charter of Rights and Freedoms, particularly in relation to the principles that underlie the Canadian Charter of Rights brought forward by Mr. Diefenbaker in 1959 or 1960—the so-called Diefenbaker Bill of Rights. The words I would like to direct your attention to are right at the start:

The Parliament of Canada, affirming that the Canadian nation is founded upon principles that acknowledge the supremacy of God, the dignity of the human person and the position of the family . . .

However flawed, it is clear that the government paid some attention to the dignity and worth of the human person in relation to the Charter of Rights and Freedoms; but did not see fit to include the position of the family that was included in Mr. Diefenbaker's bill of rights.

I would like to ask the Minister why the government chose not to include the family as Mr. Diefenbaker's bill had done?

Mr. Kaplan: I like the preamble, frankly, in the Diefenbaker Bill of Rights; and, for my part, I would have been happy if a preamble could have been devised which would have added to the acceptance of this proposal as a whole.

But the preamble formulations which were floating around were very controversial, and in the end no preamble has been proposed.

I think it adds a lot to the Charter to have a preamble. It does not add much to the rights accorded in the bill, and little is added to the actual rights and freedoms of individuals in the Diefenbaker bill of rights by this preambular language.

I agree with you that it is a good moral statement, and I regret that no consensus was found for a similar, not identical, but a similar, meaningful statement of approval of values of the sort which are recognized in this statute.

I can assure you that there is no attempt to derogate from our appreciation of the family.

Mr. Crombie: I want to make sure that I do understand that, Mr. Chairman.

There was a school of thought which suggested that the government had simply forgotten it.

Are you indicating that there is no consensus and, therefore, the idea of including it was rejected. Is that what you are saying?

Mr. Kaplan: That is correct.

[Translation]

L'honorable David Crombie.

M. Crombie: Merci, monsieur le président. Je sais que vous allez nous interrompre à 22 h 00.

Le coprésident (M. Joyal): Oui, nous nous sommes mis d'accord plus tôt à ce sujet, nous allons ajourner à 22 h 00.

M. Crombie: Merci, monsieur le président.

Il nous reste donc cinq minutes, et je voudrais poser quelques questions au ministre. Elles ont trait à la Charte des droits et libertés et plus particulièrement à la compréhension de certains principes sous-jacents à la Charte des droits et libertés. Il s'agit surtout des principes qui sous-tendent la Déclaration canadienne des droits présentée par M. Diefenbaker en 1959 ou 1960, la «charte des droits Diefenbaker». Je voudrais attirer votre attention sur le tout début:

Le Parlement du Canada affirme que la nation canadienne se fonde sur des principes qui reconnaissent la suprématie de Dieu, la dignité de la personne humaine, et la situation de la famille . . .

Même si cette charte n'était pas sans défaut, il est évident que le gouvernement actuel a tenu compte de la dignité et de la valeur de la personne humaine dans la Charte des droits et libertés, mais n'a pas cru bon d'inclure la situation de la famille comme l'avait fait M. Diefenbaker dans sa déclaration des droits.

Je voudrais poser une question au ministre: pourquoi le gouvernement a-t-il choisi de ne pas inclure la famille comme dans le projet de loi de M. Diefenbaker?

M. Kaplan: Je vous avouerai franchement que j'aime bien le préambule de la charte des droits Diefenbaker et, pour ma part, j'aurais aimé qu'un préambule soit rédigé de façon à accepter cette proposition globale.

Les formules de préambule qui ont circulé étaient très controversées et finalement aucun préambule n'a été proposé.

A mon avis, on ajoute beaucoup à une charte en lui donnant un préambule. Cela ne touche pas beaucoup les droits accordés dans le projet de loi, et le préambule ajoutait très peu aux droits et aux libertés réels des individus dans le projet de loi Diefenbaker.

C'est avant tout une déclaration d'ordre moral et je regrette qu'on n'ait pu se mettre d'accord sur un énoncé de valeurs semblables.

Cela ne veut toutefois pas dire qu'on ne tient pas le principe de la famille en haute estime.

M. Crombie: Je veux être sûr de bien comprendre, monsieur le président.

Il y a une école de pensée qui prétendait que le gouvernement l'avait tout simplement oubliée.

Vous avez dit qu'il n'y avait pas eu consensus et que, par conséquent, l'idée d'inclure un préambule avait été rejetée. C'est bien cela?

M. Kaplan: C'est exact.

[Texte]

Mr. Crombie: When the time came for the Minister, Mr. Chrétien, to bring forward further amendments—two questions: it was not included in the new package which revised the Charter substantially. Was it rejected a second time? And my second question in that connection is: would the government be looking forward to having an amendment come forward from this Committee to consider?

Mr. Kaplan: My colleague did answer that question, and I would try to retrieve the answer. Mr. Irwin, could you repeat what Mr. Chrétien said when he gave an answer to the question?

Mr. Irwin: He indicated that there would be an amendment coming forward on the Senate, an amendment on natural resources, and he would be prepared to listen to any further discussion that we have and to any suggestions we have which could improve the Charter.

Mr. Crombie: I take that as a possible "maybe", Mr. Chairman.

I have a number of other questions, so that perhaps you would like me to start tomorrow morning?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I will keep the name of the honourable David Crombie who will be our first speaker tomorrow morning.

Mr. Crombie: Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The meeting is adjourned to 9:30 a.m. tomorrow morning with the honourable Bob Kaplan, Acting Minister of Justice.

La séance est levée.

[Traduction]

M. Crombie: Lorsque le ministre, M. Chrétien, devait présenter d'autres amendements, le préambule n'était pas inclus dans ce nouvel ensemble qui révisait la Charte de façon importante. J'ai deux questions à poser à ce sujet-là: le préambule a-t-il été rejeté une seconde fois? Deuxièmement, le gouvernement prévoit-il un amendement qui viendrait du Comité?

M. Kaplan: Mon collègue a répondu à cette question et j'aimerais revoir sa réponse. Monsieur Irwin, voulez-vous répéter ce qu'a dit M. Chrétien en réponse à cette question?

M. Irwin: Il a déclaré qu'il y aurait un amendement sur le Sénat et un amendement concernant les ressources naturelles. Il s'est déclaré disposé à prêter l'oreille à toutes autres discussions et à toutes suggestions que nous pourrions faire pour améliorer la Charte.

M. Crombie: Monsieur le président, je crois comprendre que c'est dans le domaine des possibilités.

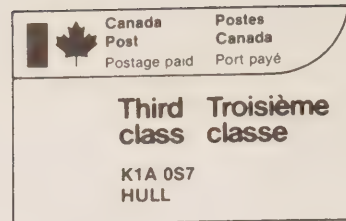
J'ai encore d'autres questions à poser, par conséquent, peut-être me laisserez-vous commencer demain matin?

Le coprésident (M. Joyal): Je conserve votre nom et vous serez le premier intervenant demain matin.

M. Crombie: Merci.

Le coprésident (M. Joyal): La séance est levée jusqu'à 9 h 30 demain matin et nous accueillerons l'honorable Bob Kaplan, ministre suppléant de la Justice.

The meeting is adjourned.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of Justice:

Mr. Roger Tassé, Q.C., Deputy Minister;

Dr. B. L. Strayer, Q.C., Assistant Deputy Minister, Public
Law.

Du ministère de la Justice:

M. Roger Tassé, c.r., sous-ministre;

M. B. L. Strayer, c.r., sous-ministre adjoint, Droit public.

SENATE
HOUSE OF COMMONS

Issue No. 41

Tuesday, January 20, 1981

Joint Chairmen:

Senator Harry Hays, P.C.
Serge Joyal, M.P.

SÉNAT
CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 41

Le mardi 20 janvier 1981

Coprésidents:

Sénateur Harry Hays, c.p.
Serge Joyal, député

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Special Joint Committee of
the Senate and of
the House of Commons on the*

Constitution of Canada

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité mixte spécial
du Sénat et de
la Chambre des communes sur la*

Constitution du Canada

RESPECTING:

The document entitled "Proposed Resolution for a
Joint Address to Her Majesty the Queen
respecting the Constitution of Canada" published
by the Government on October 2, 1980

CONCERNANT:

Le document intitulé «Projet de résolution portant
adresse commune à Sa Majesté la Reine
concernant la Constitution du Canada», publié par
le gouvernement le 2 octobre 1980

APPEARING:

The Honourable Robert P. Kaplan,
acting Minister of Justice

COMPARAÎT:

L'honorable Robert P. Kaplan,
ministre de la Justice suppléant

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the
thirty-second Parliament, 1980-81

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981

SPECIAL JOINT COMMITTEE OF
THE SENATE AND OF THE HOUSE
OF COMMONS ON THE CONSTITUTION
OF CANADA

Joint Chairmen:

Senator Harry Hays, P.C.
Serge Joyal, M.P.

Representing the Senate:

Senators:

Asselin	Lucier
Austin	Petten
Goldenberg	

Representing the House of Commons:

Messrs.

Bockstael	Crombie
Campbell (Miss)	Epp
(South West Nova)	Fraser
Corbin	Gimaïel

COMITÉ MIXTE SPÉCIAL DU SÉNAT
ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES
SUR LA CONSTITUTION DU CANADA

Coprésidents:

Sénateur Harry Hays, c.p.
Serge Joyal, député

Représentant le Sénat:

Les sénateurs:

Roblin	Tremblay
Rousseau	Wood—10

Représentant la Chambre des communes:

Messieurs

Irwin	Munro (<i>Esquimalt- Saanich</i>)
Lapierre	Nystrom
Mackasey	Robinson (<i>Burnaby</i>)—15
McGrath	

(Quorum 12)

Les cogreffiers du Comité

Richard Prigent

Paul Bélisle

Joint Clerks of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b) of the House of Commons:

On Tuesday, January 20, 1981:

Mr. Lapierre replaced Mr. Gimaïel;
Mr. Epp replaced Mr. Hawkes;
Mr. Gimaïel replaced Mr. Gauthier.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement de la Cham-
bre des communes:

Le mardi 20 janvier 1981:

M. Lapierre remplace M. Gimaïel;
M. Epp remplace M. Hawkes;
M. Gimaïel remplace M. Gauthier.

Pursuant to an order of the Senate adopted November 5, 1980:

On Tuesday, January 20, 1981:

Senator Neiman replaced Senator Connolly;
Senator Goldenberg replaced Senator Lapointe;
Senator Wood replaced Senator Neiman.

Conformément à un ordre du Sénat adopté le 5 novembre
1980:

Le mardi 20 janvier 1981:

Le sénateur Neiman remplace le sénateur Connolly;
Le sénateur Goldenberg remplace le sénateur Lapointe;
Le sénateur Wood remplace le sénateur Neiman.

Published under authority of the Senate and the Speaker
of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Publié en conformité de l'autorité du Sénat et de l'Orateur de la
Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and
Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnement et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, JANUARY 20, 1981
(72)

[Text]

The Special Joint Committee on the Constitution of Canada met this day at 9:41 o'clock a.m., the Joint Chairman, Senator Hays, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Asselin, Austin, Connolly, Hays, Lapointe, Lucier, Petten, Roblin, Rousseau and Tremblay.

Representing the House of Commons: Mr. Bockstael, Miss Campbell (*South West Nova*), Messrs. Corbin, Crombie, Epp, Fraser, Gauthier, Hawkes, Irwin, Joyal, Lapierre, Mackasey, McGrath, Munro (*Esquimalt-Saanich*), Nystrom and Robinson (*Burnaby*).

Other Members present: Messrs. Kushner and Rose.

In attendance: From the Research Branch of Library of Parliament: Messrs. Paul Martin and John McDonough, Researchers.

Appearing: The Honourable Robert P. Kaplan, Acting Minister of Justice.

Witnesses: From the Department of Justice: Mr. Roger Tassé, Q.C., Deputy Minister and Dr. B. L. Strayer, Q.C., Assistant Deputy Minister, Public Law.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the Senate dated November 3, 1980 and its Order of Reference from the House of Commons dated October 23, 1980, both relating to the document entitled "Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada" published by the Government on October 2, 1980. (*See Minutes of Proceedings, Thursday, November 6, 1980, Issue No. 1.*)

The Committee resumed consideration of Clause 1 of the Proposed Constitution Act.

At 12:09 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

AFTERNOON SITTING
(73)

The Special Joint Committee on the Constitution of Canada met this day at 3:45 o'clock p.m., the Joint Chairman, Mr. Joyal, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Asselin, Austin, Hays, Lapointe, Lucier, Neiman, Petten, Roblin and Rousseau.

Representing the House of Commons: Mr. Bockstael, Miss Campbell (*South West Nova*), Messrs. Crombie, Epp, Fraser, Gimaiel, Irwin, Joyal, Lapierre, Mackasey, McGrath, Munro (*Esquimalt-Saanich*), Nystrom and Robinson (*Burnaby*).

Other Member present: Mr. Hawkes.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Messrs. Paul Martin and John McDonough, Researchers.

PROCÈS-VERBAUX

LE MARDI 20 JANVIER 1981
(72)

[Traduction]

Le Comité mixte spécial sur la Constitution du Canada se réunit aujourd'hui à 9 h 41 sous la présidence du sénateur Hays (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Asselin, Austin, Connolly, Hays, Lapointe, Lucier, Petten, Roblin, Rousseau et Tremblay.

Représentant la Chambre des communes: M. Bockstael, M^{lle} Campbell (*South West Nova*), MM. Corbin, Crombie, Epp, Fraser, Gauthier, Hawkes, Irwin, Joyal, Lapierre, Mackasey, McGrath, Munro (*Esquimalt-Saanich*), Nystrom et Robinson (*Burnaby*).

Autres députés présents: MM. Kushner et Rose.

Aussi présents: Du Service de recherches de la Bibliothèque du Parlement: MM. Paul Martin et John McDonough, chercheurs.

Comparait: L'honorable Robert P. Kaplan, ministre de la Justice suppléant.

Témoins: Du ministère de la Justice: M. Roger Tassé, c.r., sous-ministre et M. B. L. Strayer, c.r., sous-ministre adjoint, Droit public.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du Sénat, du 3 novembre 1980, et de son ordre de renvoi de la Chambre des communes du 23 octobre 1980, tous deux portant sur le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980. (*Voir procès-verbal du jeudi 6 novembre 1980, Fascicule n° 1.*)

Le Comité reprend l'étude de l'article 1 du projet de loi sur la Constitution.

A 12 h 09, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI
(73)

Le Comité mixte spécial sur la Constitution du Canada se réunit aujourd'hui à 15 h 45 sous la présidence de M. Joyal, (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Asselin, Austin, Hays, Lapointe, Lucier, Neiman, Petten, Roblin et Rousseau.

Représentant la Chambre des communes: M. Bockstael, M^{lle} Campbell (*South West Nova*), MM. Crombie, Epp, Fraser, Gimaiel, Irwin, Joyal, Lapierre, Mackasey, McGrath, Munro (*Esquimalt-Saanich*), Nystrom et Robinson (*Burnaby*).

Autre député présent: M. Hawkes.

Aussi présents: Du Service de recherches de la Bibliothèque du Parlement: MM. Paul Martin et John McDonough, chercheurs.

Appearing: The Honourable Robert P. Kaplan, Acting Minister of Justice.

Witnesses: From the Department of Justice: Mr. Roger Tassé, Q.C., Deputy Minister and Dr. B. L. Strayer, Q.C., Assistant Deputy Minister, Public Law.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the Senate dated November 3, 1980, and its Order of Reference from the House of Commons dated October 23, 1980, both relating to the document entitled "Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada" published by the Government on October 2, 1980. (*See Minutes of Proceedings, Thursday, November 6, 1980, Issue No. 1.*)

The Committee resumed consideration of Clause 1 of the Proposed Constitution Act.

At 6:12 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

EVENING SITTING

(74)

The Special Joint Committee on the Constitution of Canada met this day at 8:13 o'clock p.m., the Joint Chairman, Mr. Joyal, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Asselin, Austin, Goldenberg, Hays, Lucier, Roblin, Rousseau, Tremblay and Wood.

Representing the House of Commons: Mr. Bockstael, Miss Campbell (*South West Nova*), Messrs. Corbin, Crombie, Epp, Fraser, Irwin, Joyal, Lapierre, Mackasey, McGrath, Munro (*Esquimalt-Saanich*), Nystrom and Robinson (*Burnaby*).

Other Members present: Messrs. Beatty, Gauthier, Hawkes and Tobin.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Messrs. Paul Martin and John McDonough, Researchers.

Appearing: The Honourable Robert P. Kaplan, Acting Minister of Justice.

Witnesses: From the Department of Justice: Mr. Roger Tassé, Q.C., Deputy Minister and Dr. B. L. Strayer, Q.C., Assistant Deputy Minister, Public Law.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the Senate dated November 3, 1980, and its Order of Reference from the House of Commons dated October 23, 1980, both relating to the document entitled "Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada" published by the Government on October 2, 1980. (*See Minutes of Proceedings, Thursday, November 6, 1980, Issue No. 1.*)

The Committee resumed consideration of Clause 1 of the Proposed Constitution Act.

On motion of Mr. McGrath, it was ordered that the document entitled "Summary of proposed amendments to Joint Resolution on the Constitution presented to the Special Joint Committee by the Honourable Jake Epp", be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (*See Appendix "CCC-13".*)

Comparaît: L'honorable Robert P. Kaplan, ministre de la Justice suppléant.

Témoins: Du ministère de la Justice: M. Roger Tassé, c.r., sous-ministre et M. B. L. Strayer, c.r., sous-ministre adjoint, Droit public.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du Sénat, du 3 novembre 1980, et de son ordre de renvoi de la Chambre des communes du 23 octobre 1980, tous deux portant sur le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980. (*Voir procès-verbal du jeudi 6 novembre 1980, Fascicule n° 1.*)

Le Comité reprend l'étude de l'article 1 du projet de loi sur la Constitution.

A 18 h 12, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

SÉANCE DU SOIR

(74)

Le Comité mixte spécial sur la Constitution du Canada se réunit aujourd'hui à 20 h 13 sous la présidence de M. Joyal (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Asselin, Austin, Goldenberg, Hays, Lucier, Roblin, Rousseau, Tremblay et Wood.

Représentant la Chambre des communes: M. Bockstael, M^{lle} Campbell (*South West Nova*), MM. Corbin, Crombie, Epp, Fraser, Irwin, Joyal, Lapierre, Mackasey, McGrath, Munro (*Esquimalt-Saanich*), Nystrom et Robinson (*Burnaby*).

Autres députés présents: MM. Beatty, Gauthier, Hawkes et Tobin.

Aussi présents: Du Service de recherches de la Bibliothèque du Parlement: MM. Paul Martin et John McDonough, chercheurs.

Comparaît: L'honorable Robert P. Kaplan, ministre de la Justice suppléant.

Témoins: Du ministère de la Justice: M. Roger Tassé, c.r., sous-ministre et M. B. L. Strayer, c.r., sous-ministre adjoint, Droit public.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du Sénat, du 3 novembre 1980, et de son ordre de renvoi de la Chambre des communes du 23 octobre 1980, tous deux portant sur le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980. (*Voir procès-verbal du jeudi 6 novembre 1980, Fascicule n° 1.*)

Le Comité reprend l'étude de l'article 1 du projet de loi sur la Constitution.

Sur motion de M. McGrath, il est ordonné que le document intitulé «Sommaire des projets de modification du projet de résolution concernant la Constitution déposés par l'honorable Jake Epp devant le Comité mixte spécial de la Constitution», soit joint aux procès-verbal et témoignages de ce jour. (*Voir Appendice «CCC-13».*)

At 10:00 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call
of the Chair.

A 22 heures, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle
convocation du président.

Les cogreffiers du Comité

Richard Prigent

Paul Bélisle

Joint Clerks of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, January 20, 1981

• 0940

[Text]

The Joint Chairman (Senator Hays): Order, please.

Honourable members, we are privileged this morning to have Mr. Kaplan, the Solicitor General and Acting Minister of Justice here this morning. We will be continuing from our meeting yesterday and I believe the first gentleman I am to call upon is the honourable Mr. David Crombie.

On Clause 1—*Rights and Freedoms in Canada*.

Hon. Robert Kaplan (Solicitor General and Acting Minister of Justice): I wonder Mr. Chairman if I may have an opportunity to follow up on a matter that I undertook to consider last night.

That is the question of whether the legal opinion to which I referred in connection with the applicability of the War Measures Act should be tabled with the Committee.

I learned overnight that more of the legal opinions that are given to the government are, in normal circumstances, tabled. That general policy would apply to this particular opinion. But the way in which the opinion has been put to the government is that if an individual were to seek redress, for example, from the War Measures Act in its present form, an act, but incipient, that the opinion we have is that he would be unable to demonstrate that any of his rights or freedoms were affected by it because they would not be. Therefore, until some proclamation took place of regulations under the act, so that an applicant seeking to assert that the War Measures Act was an unreasonable exercise of the legislative power by Parliament would be up against that problem. That is the reason that I think that the government believes that the War Measures Act would survive the Charter of Rights and Freedoms in its present form, although as I indicated, any particular proclamation of regulations under that act and any executive action under a regulation or purportedly under a regulation would be affected by the Charter.

That is the great progress affecting rights and freedoms that this Charter of Rights would have on the War Measures Act situation.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Mr. Minister.

Yes, on a point of order, Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, just on a brief point of order, if I may, in response to the Minister since I raised this matter yesterday with the Minister, I do understand that the normal practice is that when a legal opinion is requested from the Department of Justice for a particular client department or agency, that under normal circumstances that is not divulged without the consent of the particular client department. I think that is the important qualification.

In this particular case, as I understand it, Mr. Minister, this legal opinion was sought, I assume, by the government in response to a particular concern about the effect of the pro-

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 20 janvier 1981

[Translation]

Le coprésident (sénateur Hays): A l'ordre, s'il vous plaît.

Honorables députés, nous avons ce matin le privilège d'accueillir M. Kaplan, solliciteur général et ministre de la Justice suppléant. Nous allons poursuivre les discussions entamées hier. La première personne dont le nom figure sur ma liste est, je pense, l'honorable David Crombie.

Nous discutons de l'article 1—*Garantie des droits et libertés*.

L'honorable Robert Kaplan (solliciteur général et ministre de la Justice suppléant): J'aimerais si possible reprendre un point que j'avais abordé hier soir.

Il s'agissait de savoir si l'opinion des juristes, dont j'avais fait état relativement à l'applicabilité de la Loi sur les mesures de guerre, devrait ou non être présentée au Comité.

On m'a fait savoir depuis qu'aucune opinion juridique donnée au gouvernement n'est, en temps normal, déposée. Cette règle générale s'appliquerait ici. Cependant, d'après ce que les juristes ont expliqué au gouvernement, si une personne voulait par exemple contester la Loi sur les mesures de guerre dans son libellé actuel (c'est-à-dire en temps que loi), il lui serait impossible de démontrer qu'elles enfreignaient des droits ou des libertés, car ce n'est tout simplement pas le cas. Par conséquent, jusqu'à ce qu'il y ait proclamation du règlement en vertu de la Loi, il demeurera impossible de dire que la Loi sur les mesures de guerre constitue un exercice déraisonnable du pouvoir législatif du Parlement. C'est pourquoi je pense que le gouvernement est d'avis que la Loi sur les mesures de guerre ne saurait être atteinte par la charte des droits et libertés, dans sa formule actuelle, même si, comme je l'ai déjà dit, toute proclamation du règlement en vertu de la Loi ou toute intervention du pouvoir exécutif en vertu ou apparemment en vertu d'un règlement était touchée par la charte.

Voilà comment la charte des droits viendrait modifier les droits et libertés en cas d'invocation de la Loi sur les mesures de guerre.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, monsieur le ministre.

Monsieur Robinson, vous invoquez le Règlement.

M. Robinson: Monsieur le président, si vous me le permettez, j'invoque le Règlement en réponse à ce que vient de dire le ministre. J'ai discuté de cette question avec le ministre hier et je ne pense pas que ce soit la pratique normale que de divulguer une opinion juridique demandée par un ministère ou un organisme fédéral au ministère de la Justice, sans d'abord avoir obtenu le consentement dudit ministère ou organisme. Je pense qu'il est important de souligner ce fait.

Si j'ai bien compris, dans le cas présent, le gouvernement a cherché à obtenir cette opinion juridique parce qu'il s'inquiétait de l'incidence que pourrait avoir l'ensemble du projet d

[Texte]

posed constitutional package. It is clearly within the authority of the government to waive this privilege, since the government itself is the client, to permit the Department of Justice to release this opinion to all members of the Committee.

The Joint Chairman (Senator Hays): Order, please. Mr. Robinson, I appreciate your very important point. As Chairman, I would hope that maybe you would pursue that at the time that you may question the Minister further on this particular point.

I would like to recognize Mr. Crombie at this point, if you do not mind.

Mr. Crombie: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, you may recall at the closing minutes of the meeting last night I was asking to consider the principles which emanated from the Diefenbaker Bill of Rights in 1959-1960 and asking you whether or not those same principles are the basis for the government's Charter of Rights and Freedoms or whether there are other principles that they may have in mind.

I, in particular, asked you, if, on reading the first paragraph of the preamble to the Diefenbaker Bill of Rights in calling for the Parliament of Canada affirming that the Canadian nation is founded upon principles that acknowledge the supremacy of God, the ability and worth of the human person and the position of the family in a society of free men and free institutions.

You indicated that there had been some consideration of those principles but there had been no agreement on them and therefore, there were no principles that you put out in the preamble.

Before I go on to my second question, I would like to ask you a further question that relates to the one I asked last night. Are those the principles on which the government's Charter today is based or are there other principles you have in mind?

Mr. Kaplan: I am not certain I understand the question. You are asking me if somewhere inside the bowels of the government there exists one or two versions and the preamble?

Mr. Crombie: My interest was since the principles that are established here are pretty clear, it says that the Canadian nation is founded on principles that acknowledge the supremacy of God, the dignity and worth of the human person and the position of the family; that is quite clear, what the constitutional amendment or the legislation in 1960, the Diefenbaker Bill of Rights, is founded on. I want to know whether those are the principles that your bill is founded on?

Mr. Kaplan: Those are a fine statement of principles which certainly are behind the spirit of the rights and freedoms that are enunciated, for example, in the Charter. But that preamble would not survive this Committee today, the Bill of Rights. There is no reference to Indians; there is no reference to multiculturalism; there is no reference to the founding English and French positions in Canada and in considering the difficulties that would be created by a debate on the substance of this proposal, compounding that by having the consideration of a preamble, however desirable it is, the government thought

[Traduction]

résolution constitutionnelle. Mais il est clair que le gouvernement peut choisir de déroger à ce principe, puisqu'il est lui-même le demandeur, afin que le ministère de la Justice puisse faire connaître cette opinion à tous les membres du Comité.

Le coprésident (sénateur Hays): A l'ordre, s'il vous plaît. Monsieur Robinson, je reconnais que vous soulevez un point très important. Mais en temps que président du Comité je vous demanderais de poursuivre votre discussion avec le ministre lorsque vous aurez la parole.

Je donne maintenant la parole à M. Crombie.

M. Crombie: Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, vous vous appellerez sans doute que juste avant la fin de la séance d'hier soir, je vous demandais de tenir compte des principes contenus dans la charte des droits de 1959-1960 proposée par M. Diefenbaker. Je vous avais demandé si on s'était fondé sur ces mêmes principes lors de la réuaction de la charte des droits et libertés que nous sommes en train d'étudier ou si l'on en avait choisi d'autres.

Je vous avais d'ailleurs lu le premier paragraphe du préambule de la charte des droits de M. Diefenbaker, selon lequel le Parlement canadien affirme que le Canada était fondé sur des principes reconnaissant la suprématie de Dieu, les qualités et les valeurs de l'être humain et le rôle joué par la famille au sein d'une société faite de personnes et d'institutions libres.

Vous m'avez dit qu'on avait examiné ces principes mais que cela n'avait abouti à aucune entente et que c'était la raison pour laquelle aucun principe n'était énoncé dans le préambule.

Avant de passer à ma deuxième question, j'aimerais vous en poser une autre qui se rattache à celle que je vous ai posée hier soir. Les principes que je viens d'énoncer sont-ils ceux sur lesquels est fondée la présente charte du gouvernement ou songez-vous à d'autres principes?

M. Kaplan: Je ne suis pas certain d'avoir bien compris la question. Vous me demandez si quelque part au gouvernement il existe une ou deux versions du préambule?

M. Crombie: Cette question m'intéresse beaucoup, car les principes qui y sont énoncés sont assez clairs. Le préambule précise que le Canada est fondé sur des principes qui reconnaissent la suprématie de Dieu, la dignité et la valeur de l'être humain et le rôle joué par la famille. Les principes sur lesquels sont fondée la modification constitutionnelle ou la Charte des droits proposés en 1960 par M. Diefenbaker sont très clairs. J'aimerais savoir si votre projet de résolution est fondé sur les mêmes principes.

M. Kaplan: L'esprit des droits et libertés énoncés dans la charte s'appuie très certainement sur cet excellent énoncé de principes. Mais le préambule de cette charte des droits ne saurait satisfaire le comité aujourd'hui. On n'y fait aucunement était des autochtones, du multiculturalisme et des deux peuples fondateurs du pays. Compte tenu des difficultés que présenterait un débat sur le fond du projet de résolution, la situation aurait été aggravée par l'étude d'un préambule, même si cela serait souhaitable, et le gouvernement a décidé qu'il faudrait franchir la première étape, c'est-à-dire examiner

[Text]

that as a minimum step the substantive measures should be put forward. They have been put forward and the hope is, certainly my hope is, as I indicated last night, that there will be a preamble, that the composition of that preamble will be given all the time that it needs by the Canadian people in the next two years or longer, if necessary. There will be a preamble to this bill.

What decided the government against putting a preamble forward was the anticipation of a very prolonged debate about the meaning of Canadian identity, about the values that ought to be reflected here. While there is a great deal of consensus about almost all of them, I would say, among the Canadian people, the relative priorities are in issue, how much weight ought to be given the factors that I mentioned here in relation to other factors. So not because it is not important, but because it is very difficult and because the measures before this Committee now are not intended as a definitive Canadian charter but only as a first step, as a way of breaking a 53 year log jam by having some progress, that is the reason that a preamble is omitted.

I would anticipate, as I said, that if Mr. Diefenbaker's preamble were put to this Committee, it would be torn apart.

Mr. Crombie: Mr. Minister, I was only asking you why you excluded acknowledging a supremacy of God and the position of the family. I did not ask you to put a preamble. I wondered why that was excluded.

Mr. Kaplan: Why a preamble was excluded?

Mr. Crombie: No. Every constitution is rooted in some principles. Clearly that must be so.

I understand that the suggestions and recommendations which have been made with respect to multiculturalism and a host of other matters that we have in the Charter have been acceptable in general principles to everyone here.

What was in the Diefenbaker bill but which is not in this one, my particular concern was with the position of the family and I wondered why you excluded that.

Mr. Kaplan: I do not want to give a mystical answer, but the principles that are in the package that has been put forward, the rights and freedoms that are put forward are animated hopefully by a commonly held set of values among the Canadian people.

Mr. Crombie: I just hope we could have had one of those rather commonly held set of values.

Mr. Kaplan: Yes, I would have liked that as well. I think that when it is achieved, it will be a major Canadian achievement and it will add a great deal to this Charter.

Mr. Crombie: Maybe you should hire a couple of poets.

Mr. Kaplan: Maybe we did.

Mr. Crombie: Mr. Minister, a second question dealing with Part 1 of the Diefenbaker Bill of Rights says

[Translation]

tout d'abord les mesures les plus importantes. Ces mesures ont été énoncées et, comme je l'ai dit hier soir, j'espère qu'il y aura un préambule et que le peuple canadien aura amplement l'occasion d'examiner le texte de ce dernier dans les deux prochaines années ou pendant plus longtemps si cela s'avère nécessaire. Il y aura, c'est certain, un préambule à ce bill.

Si le gouvernement a décidé de ne pas rédiger de préambule c'était parce qu'il prévoyait un très long débat au sujet de la signification de l'identité canadienne et des valeurs essentielles du pays. Même si la majorité des Canadiens seraient d'accord avec la plupart de ces valeurs, je pense qu'il reste encore à déterminer les priorités et la valeur pondérée de chacune d'entre elles. Si nous n'avons pas préparé de préambule, ce n'est pas parce que nous considérons que cela n'est pas important, mais plutôt parce que la tâche serait très difficile et aussi parce que les mesures que le Comité est en train d'étudier ne constituent pas une charte canadienne définitive, mais d'une première étape, une façon de débloquer une situation figée depuis 53 ans.

Je pense que si l'on présentait le préambule de M. Diefenbaker au Comité il serait vite taillé en pièces.

M. Crombie: Monsieur le ministre, je vous demandais simplement pourquoi vous avez refusé de reconnaître la suprématie de Dieu et le rôle joué par la famille. Je ne vous demandais pas d'inclure un préambule. J'aimerais savoir pourquoi vous avez exclu ces deux principes.

M. Kaplan: Pourquoi on a exclu un préambule?

M. Crombie: Non, toute constitution est fondée sur certains principes, c'est évident.

Je pense que les propositions et les recommandations faites au sujet du multiculturalisme et d'un tas d'autres sujets traitées dans la charte ont en général été acceptées par nous tous.

Mais dans le présent projet de résolution on ne trouve pas un certain nombre de choses qui étaient contenues dans le bill de Diefenbaker, notamment le rôle de la famille. J'aimerais savoir pourquoi vous avez décidé de ne pas en parler.

M. Kaplan: Je ne voudrais pas donner une réponse à caractère mystique; mais les principes, les droits et les libertés contenus dans l'ensemble qui a été présenté reflètent, du moins de l'espère, un ensemble de valeurs communes à tous les Canadiens.

M. Crombie: J'aurais aimé qu'on y inclût l'un de ces ensembles de valeurs communes.

M. Kaplan: Oui, moi aussi j'aurais aimé cela. Une fois cette étape franchie, je pense que la charte canadienne s'en trouvera très grandement améliorée.

M. Crombie: Vous pourriez peut-être embaucher un ou deux poètes.

M. Kaplan: C'est peut-être ce que nous avons fait.

M. Crombie: Monsieur le ministre, j'aimerais maintenant vous poser une deuxième question relative à la partie 1 de la charte des droits de Diefenbaker qui précise, et je cite:

[Texte]

It is hereby recognized and declared that in Canada there have existed and shall continue to exist . . .

and it goes on and lists certain rights. The purpose of that, as I read my literature of 1959 and 1960 was to make sure that people understood that rights did not come from government, that the rights that Canadians enjoy do not come from the government; that they are rights that Canadians have and it is the government's right to protect them.

I gather one of the difficulties with that is that the way it is written the courts interpret it as freezing rights in time and therefore, they had difficulty with the phrase. I can find nothing in the Charter that your government proposes which acknowledges the fact that our rights come from time and history. There is the basic assumption, it seems to me in your statement of the Charter, that the rights come from government and the time-honoured assumption that rights come from history and tradition is not acknowledged in your Charter. I wondered why you did not use similar wording.

Mr. Kaplan: The difficulty with the approach of Diefenbaker is that it did not add any rights that existed on the day that it was put forward. In other words, no legislation was invalidated . . .

Mr. Crombie: No, I do not want to get on that track, if you would not mind.

Mr. Kaplan: No, but that is the problem in taking that approach.

Mr. Crombie: I recognize that the courts interpreted the phrase as freezing rights in time. I admit that. But what it did do . . .

Mr. Kaplan: That is the problem with that approach, Mr. Crombie. That is why the approach of the government in effect is to provide the individual with a sword, if you like, that he can go and establish rights, invalidate encroachment on rights that have been inflicted by governments, by legislatures and by the Parliament over the years.

• 0950

Mr. Crombie: Would it not have been useful at least to put in the word "affirm"? I use the word "affirm" because it was used in the 1627 Bill of Rights and in the 1688 Petition of Rights, as well as in 1774 in the Quebec Act, and in 1841, and throughout our literature—the word "affirm" has a use, a purpose.

The purpose is to make sure that people understand that our rights are not dependent upon government and that they are our own.

So, although that is a deficiency in the specific wording of the Diefenbaker Bill of Rights, it still conveys the very powerful principle which is not in the government's Charter as proposed, that our rights do not depend upon government but upon our history and traditions.

Is there not some wording, using the word "affirm" which you could have found useful which would at least meet that principle or consider that principle ought to continue?

[Traduction]

La présente reconnaît et déclare qu'au Canada il a toujours existé et il existera toujours . . .

Suit une liste de droits. Si je m'en tiens au document que j'ai pu lire en 1959 et en 1960, l'objet de ce paragraphe était de s'assurer que le public comprenait bien que les droits dont il jouissait n'émanaient pas du gouvernement, mais qu'ils appartenaient automatiquement à tous les Canadiens et qu'il revenait au gouvernement de les protéger.

L'un des problèmes était que les tribunaux du pays l'interprétaient comme figeant les droits dans le temps, et c'est pourquoi le libellé a soulevé certaines difficultés. Nulle part dans la charte que votre gouvernement nous propose dit-on que les droits dont nous jouissons nous reviennent de par l'histoire. Il me semble que votre charte prétend que nos droits émanent du gouvernement; on n'y explique jamais que nos droits nous reviennent de par notre histoire et nos traditions. J'aimerais savoir pourquoi vous n'avez pas utilisé un texte semblable à celui proposé par M. Diefenbaker.

M. Kaplan: L'ennui avec l'approche de M. Diefenbaker c'est qu'elle n'ajoutait pas de droits à ceux qui existaient à l'époque. Autrement dit, elle ne supprimait aucune loi . . .

M. Crombie: Si cela ne vous ennuie pas trop, je préférerais qu'on ne se lance pas là-dedans.

M. Kaplan: Non, mais c'est le problème que présente cette approche.

M. Crombie: Je reconnais que les tribunaux ont interprété cette phrase comme figeant les droits dans le temps. Mais cela a eu pour résultat . . .

M. Kaplan: Monsieur Crombie, c'est cela le problème de cette approche. C'est pourquoi le gouvernement a choisi, dans son approche, de donner une arme aux Canadiens, si vous voulez, pour qu'ils puissent établir leurs droits et invalider l'empiètement des gouvernements, des assemblées législatives et du Parlement sur ces droits.

M. Crombie: N'aurait-il pas été utile d'ajouter au moins le mot «affirmer»? J'utilise ce terme, car il figure dans la Charte des droits de 1627, dans la Pétition des droits de 1688 ainsi que dans la Loi du Québec de 1774 et dans les Proclamations de 1841. Ce mot «affirmer» est fort utile.

Il a pour objet d'assurer que les gens comprennent bien que leurs droits ne dépendent pas du gouvernement, mais qu'ils leur reviennent automatiquement.

Par conséquent, bien que le texte de la Charte des droits de Diefenbaker ne soit pas parfait, il énonce au moins ce principe essentiel que la charte proposée aujourd'hui par le gouvernement ne contient pas du tout, celui suivant lequel nos droits ne dépendent pas du gouvernement mais de notre histoire et de nos traditions.

N'auriez-vous pas pu ajouter un petit bout de phrase, contenant le mot «affirmer», qui aurait au moins fait état de ce principe et donc assurer son respect?

[Text]

Mr. Kaplan: It is all very well to say that, but following that concept, it has nevertheless been our tradition to subtract rights through legislative enactment.

I might say that those legislative enactments are upheld and derogate from what you would call natural rights of an individual in a democracy.

So that concept has not helped; nor has it prevented legislatures from reducing the rights of the individual. I would assert that the concept used and expressed in Clause 1 and Clause 2 of Part I in the Charter of Rights and Freedoms is, perhaps, a more effective way of assuring rights. It says that they are guaranteed—in Clause 1; and in Clause 2 it stated that:

2. Everyone has the following fundamental freedoms:

So I discern that as not only a recognition that these rights and freedoms are not conferred by government, but that they exist, and have existed; but it also is handing the citizen a device for enlarging rights.

Mr. Crombie: Is it your statement, then, that governments give rights? I keep hearing you and others who represent your government, say that "we are expanding rights; we are giving rights." Do you really think governments give rights?

Mr. Kaplan: Well, I know that legislatures can take rights away by legislation.

Mr. Crombie: I want to know if you really believe that government's role is to give rights, or whether it is to affirm and protect them?

Mr. Kaplan: I think Parliament can give rights to citizens; but in our tradition, in a democratic tradition, there is a recognition—how legally enforceable it is, is a question—but a recognition that a citizen in a democratic society has inherent rights.

Now, although that is recognized, it is also recognized that legislatures and Parliament can take rights away, virtually any right.

That is the point of having a Charter of Rights. So that in talking about giving rights, I think that is one way of characterizing it. But what one is really doing is giving back rights, if you want to insist on the concept you are developing. I do not argue with that.

What rights does the citizen have in a fascist dictatorship? Does he have less rights than, you would say, a citizen in a democratic society?

Mr. Crombie: Usually that type of government is taking away and diminishing them—those rights which are inherent in the individual.

Now, "affirm" has been used throughout Canadian constitutional literature to make the point that our rights come from time and tradition and that they do not come from governments.

I am going to propose an amendment to that.

My final question, if I may, Mr. Chairman, is on the same lines with respect to Clause 1 of the Diefenbaker Bill. Mr. Minister, you will note in Clause 1(a) of the Diefenbaker bill,

[Translation]

M. Kaplan: Tout cela est très beau, mais dans le cadre de ce concept, nous avons l'habitude chez-nous de supprimer des droits par l'adoption de lois.

J'ajoute que ces lois sont appliquées et qu'elles portent atteinte à ce que vous appelleriez les droits naturels d'une personne vivant en démocratie.

Ce concept n'a par conséquent pas été très utile et il n'a pas empêché les législatures de réduire les droits des citoyens. Je maintiens que le concept utilisé et exprimé dans les paragraphes 1 et 2 de la partie 1 de la Charte des droits et libertés constitue une façon plus efficace de garantir le respect des droits. L'article 1 les garantit et l'article 2 précise que:

2. Chacun a les libertés fondamentales suivantes:

D'après moi, cela constitue non seulement une reconnaissance du fait que ces droits et libertés n'émanent pas du gouvernement, mais également du fait qu'ils existent et qu'ils ont existé par le passé. Ils offrent également aux citoyens un moyen d'élargir leurs droits.

M. Crombie: Vous maintenez donc que les gouvernements accordent des droits? Vous et d'autres membres du gouvernement n'arrêtez pas de dire que vous élargissez les droits, que vous donnez des droits. Pensez-vous vraiment que les gouvernements donnent des droits?

M. Kaplan: Je sais que les législatures peuvent supprimer des droits en adoptant des lois.

M. Crombie: J'aimerais savoir si vous pensez réellement que le rôle du gouvernement est de donner des droits, plutôt que de les affirmer et de les protéger.

M. Kaplan: Je pense que le Parlement peut donner des droits aux citoyens. Mais, dans le cadre de nos traditions démocratiques, on reconnaît—encore faut-il savoir dans quelle mesure c'est concrétisé par la loi—qu'un citoyen, vivant dans une société démocratique, a certains droits de nature.

On reconnaît ce principe, mais on reconnaît également que les assemblées législatives et le Parlement ont le pouvoir de supprimer presque n'importe quel droit.

C'est pourquoi il est nécessaire d'avoir une charte des droits. Lorsque vous parlez de donner des droits, c'est peut-être là une façon de caractériser ce qui se passe en fait. Mais, d'après le concept que vous avez énoncé, cela revient en fait à redonner aux citoyens leurs droits. Je ne conteste pas du tout ce point.

Mais de quels droits jouissent les citoyens sous une dictature fasciste? Diriez-vous qu'ils ont moins de droits que ceux vivant en société démocratique?

M. Crombie: En général, ce genre de gouvernement diminue et supprime ces droits de nature.

Le mot «affirmer» a été utilisé dans toute la documentation constitutionnelle canadienne dans le but de préciser que nos droits nous reviennent de par nos traditions et non grâce au gouvernement.

J'ai l'intention de proposer une modification à cet effet.

Si vous me permettez, monsieur le président, j'aimerais poser une dernière question au sujet de l'article 1 du bill de Diefenbaker. Vous remarquerez, monsieur le ministre, que

[Texte]

it talks about fundamental freedoms and lists the right of the individual to life, liberty, security of person and enjoyment of property. Your government's Charter of Rights and Freedoms does not include the enjoyment of property as did the Diefenbaker bill.

I wonder why you have chosen not to include the right to the enjoyment of property.

Mr. Kaplan: This question has been raised before and the Minister has already answered it.

Property rights are essentially a provincial matter.

Mr. Crombie: Do you think civil rights are a provincial matter as well?

Mr. Kaplan: No.

Mr. Crombie: Have you ever read Section 92?

Mr. Kaplan: I know that rights are mentioned in both clauses. I think it has a larger meaning in the way I understand it, than the meaning within Section 92.

Mr. Crombie: Mr. Minister, the reason why I went through the preamble in Section 1 of the Diefenbaker Bill of Rights, is that the preamble in that bill provides the basic core of constitutional understanding in this country up until now. It carefully used wording that we find . . .

Mr. Kaplan: I am sorry, but could you please repeat that? I thought I heard you to say that the Diefenbaker bill gave rights.

Mr. Crombie: No. I said it provided the basic constitutional understanding of this country; in particular, it tried to use the ideas, and where possible, the words which have been used throughout the Canadian constitutional literature.

Now those words include "an acknowledgement of the supremacy of God".

"The sanctity of the individual", "the position of the family", "free institutions", the concept that rights make constitutions and constitutions do not make rights; that is to say, our rights come from history and tradition and are not given by governments and they always include the right to the enjoyment of property which was considered to be a fundamental vehicle by which the individual was protected from oppressive governments.

Almost all of those principles have not been included in your own bill.

Now the question is: why?

Mr. Kaplan: Well, I hope that a statement of principles will develop.

Mr. Crombie: You are saying it is not based upon principles.

Mr. Kaplan: I did not say it was not based upon principles. I said that I believe the Charter is based on commonly held principles within the Canadian society, but to develop a meaningful statement of them is a very difficult exercise and definitely part of a process of constitutional development.

If this were the whole of Canada's constitution, then there ought to be a preamble, but we make no claim that this is the

[Traduction]

l'article 1, paragraphe a, du projet de Diefenbaker énonce des libertés fondamentales dont le droit des personnes à la vie, à la liberté, à la sécurité de leur personne et à la propriété. Au contraire du texte proposé par Diefenbaker, la charte des droits et libertés de votre gouvernement ne parle pas de la liberté de propriété.

J'aimerais savoir pourquoi vous avez choisi de ne pas en faire état.

M. Kaplan: Cette question a déjà été soulevée et le ministre y a répondu.

Les droits de propriété relèvent des provinces.

M. Crombie: Pensez-vous que les libertés civiles relèvent elles aussi des provinces?

M. Kaplan: Non.

M. Crombie: Avez-vous lu l'article 92?

M. Kaplan: Je sais que les deux articles énoncent un certain nombre de droits. Mon interprétation du texte donne une définition plus large que celle qui figure à l'article 92.

M. Crombie: Monsieur le ministre, la raison pour laquelle je m'intéresse au préambule de l'article 1 de la charte des droits de Diefenbaker est que ce texte correspond au fondement de l'esprit constitutionnel du pays. On y retrouve des termes soigneusement choisis qui . . .

M. Kaplan: Pourriez-vous répéter cela, s'il vous plaît? Je croyais vous avoir entendu dire que le projet de M. Diefenbaker accordait des droits.

M. Crombie: Non. J'ai dit que le texte reflétait l'esprit constitutionnel du pays. On y trouve les idées et, lorsque cela a été possible, les termes qui ont été employés dans toute la documentation constitutionnelle produite au Canada.

Parmi ces termes, on retrouve «la reconnaissance de la suprématie de Dieu».

On y parle du «caractère sacré de l'individu», «du rôle de la famille», «des institutions libres», du concept suivant lequel les droits font les constitutions et les constitutions ne font pas les droits. Nos droits nous viennent de notre histoire et de nos traditions; ce ne sont pas les gouvernements qui nous les donnent. Aussi, on a toujours fait état du droit à la propriété, considéré comme le moyen fondamental pour les gens de se protéger contre des gouvernements oppressifs.

Le projet de résolution que vous nous proposez ne fait état de pratiquement aucun de ces principes.

Ma question est donc la suivante: Pourquoi?

M. Kaplan: J'espère qu'on pourra éventuellement se mettre d'accord sur l'énoncé de principe.

M. Crombie: Vous dites que le texte n'est pas fondé sur des principes.

M. Kaplan: Non, je n'ai pas dit cela. J'ai dit que la charte est fondée sur un ensemble de principes généralement reconnus dans la société canadienne. Mais la rédaction d'un énoncé de principes est une tâche fort difficile qui constitue une partie intégrante du processus d'élaboration d'une constitution.

Si nos propositions correspondaient à la constitution complète, alors il faudrait y ajouter un préambule. Mais nous ne

[Text]

whole of it. This is an attempt to see real progress develop in negotiation and in the resolution of constitutional questions.

I do not think that there is any difficulty with the concepts contained in the Diefenbaker Bill of Rights.

The Diefenbaker Bill of Rights is an excellent start. There are many in the last 20 years which have been added. What priority they have been given, or what type of, as you have suggested, poetic statement of them should be added is a very good and important question.

If an attempt were made in these circumstances where we are really acting to introduce the minimum in the way a patriated Canadian constitution, it would definitely slow the process down, as it ought to; because it is a very important statement to develop.

But this is not, in our view, the time for it. It ought to be done in an atmosphere of having the time necessary for the consultation necessary to do a statement which would endure. That is the reason it is not here.

• 1005

In so far as property rights are concerned, property rights should be developed in the Charter of Rights but there are questions of the encroachment on provincial legislation, on zoning, on so many aspects of provincial government responsibilities that it was felt desirable to see a meaningful statement of property rights developed on the part of the provinces and we would certainly welcome a good statement by the provinces of the kind of guarantee that is desirable and that ought to be in the constitution on that subject.

So this is by no means a closed list on the constitution. It is just an attempt to get the ball rolling again.

Mr. Crombie: Thank you, Mr. Minister.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Mr. Crombie.

Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

I have some questions, Mr. Minister, with respect to some of the provisions of the proposed Charter of Rights, some of which have been at least initially canvassed with the Minister of Justice, others which have not.

My first question follows up on my questioning yesterday with respect to the War Measures Act and the effect of this proposed Charter of Rights on the War Measures Act itself as it stands now, as opposed to any regulations which may be proclaimed pursuant to the War Measures Act.

Now, I do hope, Mr. Minister, that you will in fact reconsider your decision, at least tentative decision not to table the legal opinion. I would hope that you would recognize that that kind of opinion being for the government could be very useful to this Committee in assessing the impact of various sections of the proposed Charter.

[Translation]

prétenons aucunement que le projet de résolution est le texte définitif et complet de la constitution. Nous n'avons fait qu'essayer de progresser dans les négociations et de résoudre les questions constitutionnelles qui se posent.

Je ne pense pas que les concepts contenus dans la charte des droits de Diefenbaker posent de problèmes.

La charte des droits de M. Diefenbaker est un excellent point de départ. Mais beaucoup de choses y ont été ajoutées ces vingt dernières années. La question de savoir quelle priorité leur accorder ou, comme vous l'avez suggéré, quelle explication poétique leur donner est certes très importante.

Puisque nous nous sommes fixé comme objectif de définir un minimum de conditions pour le rapatriement de la constitution canadienne, toute tentative de rédaction d'un préambule ne ferait que ralentir le processus, comme il se doit, puisque ce texte est si fondamental.

Mais d'après nous le moment n'est pas encore venu de faire cela. Nous ne pourrions entamer les discussions nécessaires au sujet du préambule que lorsque l'ambiance s'y prêtera et lorsque nous disposerons du temps nécessaire. C'est pour ces raisons que nous n'avons pas encore fait ce travail.

Les droits à la propriété devraient être explicités dans la Charte, mais comme cela risquait d'empiéter sur les lois provinciales, sur le zonage et sur bien des domaines qui relèvent des provinces, on a jugé souhaitable que ces dernières précisent elles-mêmes les droits à la propriété; nous ferions sûrement bon accueil aux garanties que pourraient demander les provinces à ce sujet et qui devraient être insérées dans la Constitution.

Cette liste, qui figure dans la Constitution, est donc bien loin d'être exhaustive. C'est une simple tentative de relancer les choses.

M. Crombie: Merci, monsieur le ministre.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, monsieur Crombie.

Monsieur Robinson.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, j'ai plusieurs questions à vous poser à propos de certaines dispositions contenues dans la Charte des droits; certaines ont déjà été abordées avec le ministre de la Justice.

Ma première question fait suite à mon intervention d'hier concernant la Loi sur les mesures de guerre et des répercussions que pourrait avoir la Charte des droits sur cette loi telle qu'elle est actuellement formulée, par opposition à toute réglementation pouvant découler de cette loi.

J'espère, monsieur le ministre, que vous reviendrez sur votre décision de ne pas déposer l'avis juridique. Vous admettez, j'espère, que cet avis destiné au gouvernement aiderait notre Comité à mesurer les conséquences des divers articles de la Charte.

[Texte]

Mr. Kaplan: Mr. Robinson, I will do better than that. I have seated on either side of me the members of the Department of Justice who gave that advice.

Now, more than having a statement that was given some time ago, they are in a position right now to answer all of the questions that you might have on that matter. I think by making them available and by giving you the benefit of being able to question them directly, I am doing a great deal more than would be achieved by coming up with a piece of paper and tabling it with the Committee.

So if you have any points that you would want to make about the legal opinion, about its weight, about its breadth, now is the time to ask about them because . . .

Mr. Robinson: I think in view of that, Mr. Minister, that you would have no objection to the tabling of the document itself?

Mr. Kaplan: I am not prepared to table those documents because that is not the tradition and it is considered advice to the government that is not tabled.

I certainly acknowledge it could be tabled, that the government could do it, you made that point and I would not have argued with that but I think by making available to this Committee the lawyers who gave the opinions to the government I am being even more forthcoming than coming up with the piece of paper and tabling it.

Mr. Robinson: Well, Mr. Minister, rather than pursuing this question at this point, the question of the War Measures Act and whether an enabling statute can be challenged before regulations are actually passed under it, let me turn to another question which has been raised in some briefs and that is with respect to the very sweeping powers which are granted pursuant to what are known as writs of assistance. You are familiar with writs of assistance, some of your officers possess these documents, they have been certainly questioned seriously in the Federal Court of Canada as you know. The former Minister of Justice, Mr. Basford, certainly raised some concerns about them.

What would be your understanding of the effect of this proposed Charter of Rights on the existence of writs of assistance in Canada today?

Mr. Kaplan: A writ of assistance is an extreme measure that gives a peace officer to whom one has been given search authority which could certainly be unreasonably exercised by him. Whether every writ of assistance in every circumstance would fail in front of the Charter, I do not know. It would be interesting to ask the law officers of the Crown who are here now about that.

However, I think the fact that they are used in drug investigations, and that the drug problem, I know for example in your region of the country is a very serious problem indeed, whose solution I think could be facilitated and is facilitated through the use of these writs, might in the opinion of a court make them a justifiable writ.

Mr. Robinson: Would you agree that in any event . . .

Mr. Kaplan: I think the drug problem is very serious.

[Traduction]

M. Kaplan: Je vais faire mieux, monsieur Robinson. A mes côtés sont assis les fonctionnaires du ministère de la Justice qui m'ont fourni ce conseil.

Au lieu de déposer un document qui m'a été remis il y a quelque temps déjà, ils sont en mesure de répondre sur le champ à toutes vos interrogations concernant cette affaire. Je crois qu'en les ayant fait venir et en vous donnant la possibilité de les interroger directement, je fais beaucoup plus pour vous que si je déposais une feuille de papier devant ce Comité.

Par conséquent, si vous avez des arguments à présenter sur cet avis juridique, sur sa validité et son ampleur, c'est maintenant qu'il faut le faire parce que . . .

M. Robinson: Dans ce cas, monsieur le ministre, je suppose que vous ne verriez aucun inconvénient à ce que le document lui-même soit déposé?

M. Kaplan: Je ne tiens pas à déposer ces documents car cela ne fait pas partie des usages; il s'agit d'un conseil fourni au gouvernement et qui n'a pas à être déposé.

J'admets, certes, que le gouvernement pourrait le déposer; vous l'avez dit vous-même, et je ne le conteste pas, mais je crois qu'en mettant à la disposition du Comité les juristes qui ont conseillé le gouvernement, je fais preuve d'une obligeance beaucoup plus grande que si je déposais cette feuille de papier.

M. Robinson: Monsieur le ministre, plutôt que de poursuivre cette discussion maintenant et de vous demander si la Loi sur les mesures de guerre, une loi habilitante, peut-être contestée avant qu'une réglementation soit édictée aux termes de cette loi, permettez-moi de passer à une autre question posée dans certains mémoires. Il s'agit des pouvoirs extrêmement vastes qui découlent de ce qu'on appelle les mandats de main-forte. Vous les connaissez; certains de vos fonctionnaires ont ces documents en leur possession; vous n'ignorez pas qu'ils ont été sérieusement mis en question par la Cour fédérale du Canada. En tout état de cause, monsieur Basford, ancien ministre de la Justice, a émis des doutes à leur sujet.

Selon vous, quelles seraient les conséquences de cette charte des droits sur les mandats de main-forte tels qu'ils existent aujourd'hui au Canada?

M. Kaplan: Un mandat de main-forte constitue une mesure extrême qui habilite un agent de la paix à perquisitionner; il pourrait certainement abuser de ce pouvoir. De là à dire qu'aucun mandat de main-forte, quelles que soient les circonstances, ne tiendrait en face de la charte, je n'en sais rien. Il serait intéressant de demander ce qu'en pensent les juristes de la Couronne ici présents.

Néanmoins, on y a recours dans le cadre des enquêtes sur la drogue, problème très grave dans votre région; et je crois que le fait que ces actes judiciaires aident à résoudre ce problème pourrait inciter les tribunaux à considérer qu'ils se justifient.

M. Robinson: Pensez-vous que dans tous les cas . . .

M. Kaplan: Je crois que le problème de la drogue est très grave.

[Text]

Mr. Robinson: Well, Mr. Minister, no one questions the seriousness of the drug problem; what has been questioned by many...

Mr. Kaplan: In your own riding.

Mr. Robinson: ... Draconian writs of assistance and the powers which are granted pursuant to these writs, I am disappointed to hear you defending the sweeping powers that exist.

Would you agree, Mr. Minister, that this legislation, and certainly if you wish to consult with the Deputy Minister of Justice he may assist you on this point, that this legislation, the legislation which permits writs of assistance to be granted for an indefinite period of time to the holder of that writ, would you agree that that legislation could indeed be challenged? Perhaps successfully, perhaps unsuccessfully, but that that legislation could be challenged?

Mr. Kaplan: I would think so, and that a court could well be a forum for determining whether a writ of assistance is an unreasonable exercise of executive authority, but what I would like to do, I cannot recall now if I have tabled the document that I have or not, I would be prepared to table it, which shows how productive writs of assistance have been in their use over the past five or 10 years, showing how many charges have resulted from the use of writs of assistance and how many convictions have been obtained against drug pushers and dealers and importers, using writs of assistance.

Mr. Robinson: Mr. Minister, I do hope you will table that document. As I say, I can only express my disappointment that your view on the subject of writs of assistance seems somewhat at variance with that of at least some of your predecessors.

I would like to turn to...

Mr. Kaplan: Well, let me indicate, though, that I have respected the moratorium which was introduced by the government several years ago and no new writs of assistance have been authorized nor will any be without some more public discussion of the matter.

Mr. Robinson: I would like to turn to the question of Clause 15, what are now called the equality rights, I believe, Mr. Minister.

Would you agree with the statement that was made by your colleague, the Minister of Justice, that the provisions contained in the International Covenant on Civil and Political Rights should be reflected either in Canadian legislation or in the proposed Charter of Rights?

Mr. Kaplan: I think they are.

Mr. Robinson: Presumably you would agree with that.

Mr. Kaplan: I am not the only one who has some difficulty understanding what you are getting at.

Mr. Robinson: Well, what I asked was I thought a fairly straight forward question.

We undertook certain obligations pursuant to the International Covenant on Civil and Political Rights, Mr. Minister. Presumably they should be reflected either in the statutes of this country or in the Charter of Rights?

[Translation]

M. Robinson: Monsieur le ministre, personne ne conteste la gravité du problème de la drogue; ce que beaucoup ont contesté...

M. Kaplan: Dans votre propre circonscription.

M. Robinson: ... c'est le caractère draconien de ces actes judiciaires et les pouvoirs qu'ils accordent; je suis déçu de vous entendre défendre ces pouvoirs exorbitants.

Vous pouvez consulter, si vous le voulez, le sous-ministre de la Justice qui pourra vous aider sur ce point, mais ne pensez-vous pas que la loi qui accorde ces pouvoirs pendant une durée indéterminée à celui qui est possession de ce mandat pourrait bien être contestée? Peu importe que ce soit avec succès ou non, mais cette loi pourrait être contestée?

M. Kaplan: Je le crois, et un tribunal pourrait certainement déterminer si l'utilisation d'un mandat de main-forte a fait l'objet d'un abus; je ne sais pas si j'ai déposé le document que j'ai en ma possession, mais je suis prêt à le faire, car il montre combien ces mandats ont été utiles au cours des cinq ou dix dernières années; il indique aussi le nombre de revendeurs, de trafiquants et d'importateurs de drogue que ces mandats ont permis d'inculper.

M. Robinson: J'espère que vous allez déposer ce document. Je ne puis qu'exprimer ma déception devant le fait que votre opinion concernant les mandats de main-forte diffère de celles de vos prédécesseurs, du moins certains d'entre eux.

Je voudrais passer à...

M. Kaplan: Permettez-moi de vous dire quand même que j'ai respecté le moratoire introduit par le gouvernement il y a quelques années et qu'aucun mandat de main-forte n'a été ni ne sera autorisé en l'absence d'un débat public plus approfondi.

M. Robinson: Je voudrais passer à l'article 15 qui concerne ce qu'on appelle désormais les droits à l'égalité, je crois, monsieur le ministre.

A l'instar de votre collègue le ministre de la Justice, pensez-vous que les dispositions contenues dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques devraient être reprises soit dans une loi canadienne soit dans la charte?

M. Kaplan: Je crois que c'est fait.

M. Robinson: Je présume que vous êtes d'accord.

M. Kaplan: Je ne vois pas très bien où vous voulez en venir, et je ne suis pas le seul.

M. Robinson: Je croyais pourtant vous avoir posé une question assez simple.

Nous nous sommes engagés à respecter certaines obligations conformément au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, monsieur le ministre. On peut donc penser qu'elles devraient se refléter soit dans les lois de ce pays soit dans la charte des droits?

[Texte]

Mr. Kaplan: No, they should—we have an obligation to implement them in Canada but they could be implemented in the Charter, they could be implemented in the federal or provincial legislation, or they could be implemented by other regulation or by direction, or by practice.

In other words, our obligation is not to include the provisions of an international agreement in our constitution. That is one possibility but that is not the only possibility.

Mr. Robinson: Well, I will let you take your pick of all of those, Mr. Minister, with respect to one particular obligation under the Covenant. You can choose any one you like, and that is the obligation to protect persons in Canada from discrimination on the basis of political belief.

Where is that obligation going to be reflected either in the Charter, in legislation, in directions, in regulations or in orders?

Mr. Kaplan: It is not in the Charter, I agree with that. What I think I could ask is where it is being violated?

Mr. Robinson: Well, Mr. Minister, with respect, I am asking you a specific question. Where is this obligation that you have agreed should be reflected somewhere in Canadian society, where is that reflected in Canadian society today?

Mr. Kaplan: It is reflected in the practice of the Government of Canada.

Mr. Robinson: In the practice?

Mr. Kaplan: Of the Government of Canada.

Mr. Robinson: And you believe that that is effectively maintaining our obligations under the Charter of Rights?

Mr. Kaplan: Yes. I would be interested in a challenge that would be made in the normal way to the effect that the federal government in some of its operations is not respecting that obligation.

Mr. Robinson: My final question, Mr. Chairman, if I may, relates to the proposal in Clause 7 that everyone has the right to life, liberty and security of the person and the right not to be deprived thereof except in accordance with the principles of fundamental justice.

What is there, Mr. Minister, in Clause 7 contained within the rubric of principles of fundamental justice that is not contained in the remaining legal rights section?

What does that section mean, what specifically does it mean, and for example what is the meaning of the right to be deprived of your right to life as long as that is done in compliance with the principles of fundamental justice?

Mr. Kaplan: Well, that type of statement in a constitution has its meaning developed over years of use, and over years of reference.

Mr. Robinson: What does it mean now, Mr. Minister? What is it intended to mean now?

Mr. Kaplan: Well, I think generally, the generally recognized rights affecting life, liberty and security are specifically referred to in the provisions that follow, and the reason for a

[Traduction]

M. Kaplan: Non, elles devraient... nous avons l'obligation de les faire respecter au Canada mais cela pourrait passer par la charte, par une loi fédérale ou provinciale ou bien par une réglementation, ou l'usage, tout simplement.

Autrement dit, nous ne sommes pas obligés de faire figurer dans notre constitution les dispositions d'un accord international. C'est une possibilité, mais ce n'est pas la seule.

M. Robinson: Vous pouvez choisir n'importe laquelle de ces obligations, monsieur le ministre, mais il en est une qui figure dans le Pacte. C'est l'obligation de protéger les Canadiens de toute discrimination fondée sur leurs obédiences politiques.

Où trouve-t-on cette obligation, dans la charte, dans une loi, dans des directives, dans une réglementation ou dans des décrets?

M. Kaplan: Ce n'est pas dans la charte, j'en conviens.

Je pourrais toutefois vous demander si l'on a porté atteinte à ces droits?

M. Robinson: Excusez-moi, monsieur le ministre, mais je vous pose une question précise. Où trouve-t-on cette obligation à laquelle vous avez souscrit et comment est-elle reflétée dans la société canadienne aujourd'hui?

M. Kaplan: Elle se reflète dans le comportement du gouvernement du Canada.

M. Robinson: Dans le comportement?

M. Kaplan: Du gouvernement du Canada.

M. Robinson: Et vous croyez que c'est une façon efficace d'honorer des obligations que nous avons en vertu de la charte des droits?

M. Kaplan: Oui. J'aimerais bien savoir si, selon les voies habituelles, on contestait que certaines activités du gouvernement fédéral dérogent à cette obligation?

M. Robinson: Ma dernière question, si vous m'autorisez à la poser, monsieur le président, concerne l'article 7 qui garantit à chacun le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne; il ne peut être porté atteinte à ce droit qu'en conformité avec les principes de justice fondamentale.

Que trouve-t-on, monsieur le ministre, dans l'article 7 qui soit contenu dans la rubrique des principes de justice fondamentale mais pas dans le reste des articles sur les garanties juridiques?

Que veut dire au juste cet article et, par exemple, que veut dire le droit d'être privé du droit à la vie à partir du moment où cela est conforme aux principes de justice fondamentale?

M. Kaplan: Il faut des années d'usage avant que ne se précise la signification d'une déclaration comme celle-ci dans une constitution et il faut qu'on s'y réfère pendant des années.

M. Robinson: Que signifie maintenant cet article, monsieur le ministre? Que veut-on lui faire dire maintenant?

M. Kaplan: Les droits communément admis concernant la vie, la liberté et la sécurité sont explicités dans les articles qui suivent, et si l'on trouve un principe général et introductif

[Text]

general introductory statement like that is to permit the evolution and expansion of rights of life, liberty and security over time.

For example, rights of security at the moment may be just at the dawn of their evolution. What is a right of security? The following provisions, search and seizure, give some reference to rights of security but an evolving democratic society could well develop new ideas of rights of security, and the purpose of that provision is not a kind of flim flam, as you might suggest; the purpose is to open the door . . .

Mr. Robinson: Those are your words, Mr. Minister.

Mr. Kaplan: Yes, but that is what you were getting at. It is to open the door for the possibility of rights of security that are not conceived of now, generally recognized now.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Mackasey on a supplementary and then I go to Senator Connolly.

Mr. Mackasey: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, earlier Mr. Robinson had been pursuing the War Measures Act or more particularly the regulations based on the War Measures Act in certain circumstances on Canadians and its apparent contradiction with the Charter of Human Rights, and he had asked you to table certain legal opinions which had not been traditional for obvious reasons. If you want an all out honest legal opinion, I think you would want to do it with the usual caveats, but nevertheless you had volunteered or had suggested that your officials were prepared to expand on the subject and I thought that was a very generous offer, particularly since whatever they say this morning will be available to all of us, in fact to all Canadians in printed form; in other words even better than the document.

I wonder, then, through you, Mr. Minister, if we could pursue that, if your officials could explain to us the built-in protection that we have under the Charter of Human Rights even when, heaven forbid, some time in the future regulations based on the War Measures Act would have to be reimposed?

What would be the limitations, in other words, on those regulations and what would be your legal opinion as to recourse to courts by aggrieved people?

Mr. Kaplan: Mr. Tassé

Mr. Roger Tassé (Q. C., Deputy Minister, Department of Justice): Mr. Chairman, I think perhaps I should first, in answering Mr. Mackasey's invitation, refer to the War Measures Act itself and just make a comment or two as to how it is structured and how it operates and when it comes into operation and what the effects are when it does.

[Translation]

comme celui-ci, c'est pour tenir compte de l'évolution et de l'expansion des droits à la vie, à la liberté et à la sécurité.

Il se peut que le droit à la sécurité, par exemple, ne soit pour l'instant qu'à l'aube de son évolution. Qu'est-ce que le droit à la sécurité? Les dispositions suivantes concernant la perquisition et la saisie donnent une idée de ce que sont les droits à la sécurité, mais une société démocratique qui évolue pourrait très bien avoir de nouvelles idées sur le droit à la sécurité; l'énoncé de ce principe n'est pas une simple astuce, comme vous semblez l'insinuer; son but est de laisser le champ libre . . .

M. Robinson: C'est vous qui le dites, monsieur le ministre.

M. Kaplan: Oui, mais c'est ce que vous vouliez savoir. Le but est de permettre l'inclusion ultérieure de certains droits à la sécurité que nous ne concevons pas actuellement et qui ne sont pas actuellement reconnus.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Le coprésident (sénateur Hays): La parole sera à M. Mackasey pour une question supplémentaire, puis au sénateur Connolly.

M. Mackasey: Merci, monsieur le président.

M. Robinson a tout à l'heure parlé de la Loi sur les mesures de guerre et, plus particulièrement, des règlements qui pourraient en découler dans certaines conditions. Il a fait valoir que cela semblait être en contradiction avec la charte des droits et il vous a demandé de déposer certains avis juridiques, chose qui n'est pas d'usage pour des raisons évidentes. Pour obtenir un avis juridique vraiment honnête, vous voudrez, je pense, observer les réserves habituelles; quoi qu'il en soit, vous avez spontanément proposé que vos collaborateurs donnent des précisions là-dessus; cette offre m'a paru très généreuse, en particulier dans la mesure où tout ce qu'il diront ce matin sera à notre disposition, et à la disposition de tous les Canadiens, sous une forme imprimée; autrement dit, c'est même mieux que le document.

Vos collaborateurs pourraient-ils donc nous expliquer en quoi consiste la protection que nous garantit la charte des droits de la personne même si, à l'avenir, et Dieu nous en préserve, il fallait qu'une réglementation découlant de la Loi sur les mesures de guerre soit rétablie?

Quelles seraient les limites imposées à cette réglementation et, du point de vue juridique, quel recours auraient devant les tribunaux les gens auxquels un préjudice aurait été porté?

M. Kaplan: Monsieur Tassé.

M. Roger Tassé (C. R., Sous-ministre de la Justice): Peut-être y aurait-il lieu, monsieur le président, de répondre à l'invitation de M. Mackasey et de parler tout d'abord de la Loi sur les mesures de guerre elle-même, de la manière dont elle est structurée, dont elle fonctionne, des conditions dans lesquelles elle peut être invoquée et des conséquences qui en découlent.

[Texte]

In effect the Act provides that on the issuance of a proclamation that, to the effect that a war, invasion, insurrection exists, real or apprehended as the text says, that is conclusive evidence that it does.

Our view in the Department of Justice is that in the future, with the coming in force of the Charter of the kind that is before the Committee, that it would be possible for a court of law to look behind the proclamation that is made to see whether in effect it is validly based and there is justification for the proclamation which we believe is not possible now.

Now, what is the effect of a proclamation of the type I have just referred to? Clause 3, Clause 4 and Clause 5 go on to say that in effect on the proclamation then the governor in council is enabled to make from time to time such orders and regulations that it deems necessary to deal with the particular situation that has triggered the proclamation, and it goes on to say that in effect the authority of the governor in council will extend to all matters coming within classes of subjects, which would include censorship, arrests, but it does not spell out the kind of powers that it would specifically extend to provincial or other authorities to deal with the matter at issue, the emergency.

The government, the governor in council would have to do that by way of enacting regulations that would specifically provide, and that is where we believe in the Department of Justice that the exercise of these powers under the umbrella of the War Measures Act could be challenged in court because, under a charter of the type that is before the Committee, it would be necessary for the government to act only to the extent that is reasonable and necessary to deal with the situation and the exercise of specific powers that would be perceived or would in effect restrict the liberties or the freedoms that are spelled out, could be challengeable in court, which is not possible again under the regime that we have because the provisions of the War Measures Act exclude the Diefenbaker Bill or Rights of 1960 from being applicable to the War Measures Act.

• 1010

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you. Senator Connolly.

Senator Connolly: Mr. Chairman, thank you.

Mr. Minister, I have some questions arising out of Clause 15 and related, of course to the introductory statement made by the Minister of Justice when he was with us. And I think these questions are primarily directed to your officials. Perhaps you can take a little rest when I get into them.

Mr. Chairman, Clause 15 is under the new heading of equality rights and, as I read it, the attempt has been to make a more positive thrust through this clause than was done in the original Clause 15 of the package. As I understand it, the concept of a closed list of grounds for discrimination was felt by many of the witnesses who came before us to be an exhaustive list and, therefore, should not prevail and that it should be altered to express the concept of a nonexhaustive list

[Traduction]

La Loi stipule qu'une proclamation concernant l'existence, réelle ou appréhendée, comme dit le texte, d'une guerre, d'une invasion ou d'une insurrection en constitue une preuve suffisante.

Au ministère de la Justice, nous pensons qu'à l'avenir, en raison de l'entrée en vigueur d'une charte comme celle que le Comité étudie, un tribunal pourrait vérifier la validité et le bien-fondé de la proclamation, ce qui n'est pas possible aujourd'hui, selon nous.

Or, quelles sont les conséquences d'une proclamation comme celle à laquelle je viens de faire allusion? Les articles 3, 4 et 5 précisent ensuite que la proclamation habilite le gouverneur en conseil à prendre des décrets et à édicter les règlements qui lui semblent nécessaires pour régler la situation qui a donné lieu à la proclamation; et l'on ajoute que les pouvoirs du gouverneur en conseil s'étendront à tout ce qui se rattache à des sujets classés par catégories, y compris la censure et les arrestations, sans toutefois préciser les pouvoirs qui s'étendraient spécifiquement aux provinces et autres autorités pour régler le problème, en l'occurrence, un état d'urgence.

Le gouvernement, le gouverneur en conseil, pourraient faire cela par voie de réglementation, et c'est là qu'au ministère de la Justice nous pensons que l'exercice de ces pouvoirs sous le couvert de la Loi sur les mesures de guerre pourrait être contesté devant les tribunaux; en effet, en vertu d'une charte comme celle que le Comité étudie, le gouvernement devrait s'en tenir à une action raisonnable et justifiée par les circonstances; l'exercice de pouvoirs spécifiques qui porteraient atteinte aux libertés énumérées pourrait être contesté devant les tribunaux, ce qui, je le répète, n'est pas possible sous le régime actuel puisque les dispositions de la Loi sur les mesures de guerre sont soustraites à l'application de la charte Diefenbaker de 1960.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci. Sénateur Connolly.

Le sénateur Connolly: Merci, monsieur le président.

J'ai plusieurs questions à poser concernant l'article 15 et qui se rattachent, bien sûr, à la déclaration préliminaire du ministre de la Justice. Ces questions s'adressent principalement à vos collaborateurs, monsieur le ministre. Cela vous permettra de prendre un peu de repos.

Monsieur le président, l'article 15 vient sous le nouveau titre de Droits à l'égalité et, si je l'interprète bien, on a voulu lui donner un caractère plus positif qu'à l'origine. De nombreux témoins que nous avons entendus ont jugé qu'il fallait rejeter l'idée d'une liste exhaustive des motifs de discrimination et qu'il fallait, au contraire, que la liste des motifs de discrimination, comme la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge ou le sexe, reste ouverte.

[Text]

or an open list of the grounds for discrimination, like race, national or ethnic origin, colour, religion, age or sex.

I think you have tried to do that, both in Clause 15(1) and (2), but when I look at it I wonder whether in fact a court would feel that Clause 15(1) does give you an open ended list. In other words, does Clause 15(1) provide simply examples of the grounds upon which discrimination cannot be practiced?

The magic word seems to be "in particular" and I wondered whether the old hackneyed phrase, "without limiting the generality of the foregoing", which is very familiar to the lawyers and to the bench, at least my generation of lawyers and judges, whether you may have the effect of that phrase and the use of the words "in particular". I wonder whether there is something about the words "in particular" that create the open ended list that is contemplated.

Mr. Kaplan: I would like to have the lawyers answer that question, although I just want to make the introductory observation that the expression "without limiting the generality of the foregoing" has not had a very happy history of judicial interpretation in Canada and may not be a good phrase. But the advice we are given from the lawyers, and I will ask them to enlarge upon it, is exactly that, that using this expression "in particular" means that other forms of discrimination and discrimination based on other characteristics of the individual would be covered by the general introductory words.

Mr. Tassé: Do you want to enlarge on that?

Senator Connolly: What I am really looking for is the authority for the use of the word and it may be in a decision that I do not know about.

Mr. Tassé: I do not think there is any decision of the courts that deal with this particular point, Mr. Chairman. We are confident in the department that what the clause says here would entail, in effect as we have been saying, an open ended clause or open-ended list of possible grounds for discrimination but underlying, in effect, to the courts that they would have to accept that there are some grounds on the basis of which discrimination is not acceptable. It would have to be open to them to decide whether there are additional grounds, and in addition I would just add that I think that the French version of Clause 15, if there is any doubt in the minds of some as to the meaning of Clause 15 in that regard, might cast perhaps even more clearly the intention here that...

Senator Connolly: The word "notamment" particularly.

Mr. Tassé: Yes, "notamment", but I would also say "indépendamment de toutes discriminations, notamment des discriminations fondées sur la race", et cetera, argues that if you read the two sections together that the intention becomes even clearer.

Senator Connolly: There is a little help, I think, in Clause 15(2), where it says Clause 15(1) does not preclude any law, program, et cetera, that has as its object the amelioration of conditions of disadvantage to individuals or groups including those that are disadvantaged because of, and then the list is given.

[Translation]

Vous vous y êtes employé, aussi bien dans le paragraphe (1) que dans le paragraphe (2) de l'article 15, mais en lisant le paragraphe (1), je me demande si, en fait, un tribunal estimerait que la liste qu'il donne n'est pas une liste exhaustive. Autrement dit, le paragraphe (1) de l'article 15 cite-t-il uniquement des exemples de discrimination devant être prohibés?

Le mot magique semble être «notamment», et je me demande si l'expression tant rabâchée «sans limiter la généralité de ce qui précède», expression que les juristes et les magistrats connaissent bien, du moins ceux de ma génération, a la même valeur que le mot «notamment». Je me demande si le mot «notamment» donne bien l'idée que la liste n'est pas exhaustive.

M. Kaplan: Je voudrais que les juristes répondent à cette question, mais je voudrais dire auparavant que l'expression «sans limiter la généralité de ce qui précède» a donné lieu au Canada à des interprétations judiciaires qui n'ont pas toujours été très nettes, de sorte que ce n'est peut-être pas une bonne expression. Les juristes, auxquels je demanderai de donner des précisions, nous ont conseillé d'employer ce mot «notamment», car cela veut dire que les autres formes de discrimination, et que la discrimination fondée sur d'autres caractéristiques personnelles, seraient englobées par ce mot.

M. Tassé: Voulez-vous des précisions?

Le sénateur Connolly: Je voudrais trouver une justification pour l'emploi de ce terme, mais cela existe peut-être dans un jugement que j'ignore.

M. Tassé: Je ne crois pas que les tribunaux se soient prononcés sur ce point, monsieur le président. Au Ministère, nous sommes certains que cet article renvoie, en fait, comme nous l'avons dit, à une liste non exhaustive des motifs éventuels de discrimination, tout en attirant l'attention des tribunaux sur le fait qu'il existe d'autres motifs de discrimination à prohiber. C'est à eux qu'il appartiendra de déterminer ces motifs supplémentaires et, au cas où l'on douterait de la signification de l'article 15, j'ajoute que la version française définit sans doute beaucoup plus clairement les intentions...

Le sénateur Connolly: En particulier, le mot «notamment».

M. Tassé: Oui, «notamment», mais je dirais également «indépendamment de toutes discriminations, notamment des discriminations fondées sur la race» et cetera. Si vous lisez les deux articles ensemble, leur portée devient encore plus claire.

Le sénateur Connolly: Cela n'aide pas beaucoup, je pense, pour ce qui est de l'article 15(2), qui dit que l'article 15(1) n'a pas pour effet d'interdire les lois, programmes ou activités destinés à améliorer la situation des personnes et des groupes défavorisés; suit une liste.

[Texte]

That seems to be a little clearer and a little closer to the objective that you set out to achieve in Clause 1, and perhaps I could observe as I talk about Clause 15(2) that with the differences in the language between Clause 15(1) and (2), and I ask you to think about this, I do not need an answer now, the courts perhaps would say, 'Well, the language is different and perhaps Clause 15(1) does not, without looking at the French version, go as far as Clause 15(2)' and perhaps it could be looked at.

I raise the point only for the purpose of raising it because it gave me a little concern.

Could I go on to another point. As a result of what is done and purported to be done by Clause 15, certainly the courts are going to be given a larger role in the determination of rights. So too are the legislatures, I suppose, because through the legislatures, whether it is Parliament or the provincial legislatures, rights can be enlarged and can be declared and can be acknowledged, to use Mr. Crombie's word, in addition to the rights that are mentioned in the Charter. I think, however, we should remind ourselves that any such legislative action does not put those rights into the Charter and for such new declaration of rights to go into the Charter, then I take it that we would be subject to the amending formula for the constitution in the normal way, am I right?

Mr. Kaplan: That is correct.

Senator Connolly: When you come to the courts, and this is the point that gives me some concern, the courts are being given a wider discretion to interpret a good many of clauses in the proposed bill, and it has said that the courts will, in effect, be legislators and this has been criticised.

Let us say for the sake of argument that the courts do declare a certain right or do forbid a certain type of discrimination not specifically mentioned in the Charter saying that under the provisions of the open ended part of Clause 15 they can do this. What is the effect of that court decision in respect of the Charter?

I take it that you would say to me if the court is the court of final resort, that the rule of *stare decisis* would apply and while the right declared would not be entrenched, it would still be part, perhaps I could even use the words, of the supreme law of the land, that it would be just as permanently there as an established right as anything that is in the Charter, is that so?

Mr. Kaplan: *Stare decisis* is a self-imposed restraint on courts. There is no principle in the Charter, for example, making *stare decisis* effective.

Senator Connolly: It is a well known legal rule.

Mr. Kaplan: It is, but it is also a rule that courts could change and the way I would view a judicial interpretation, it would be a gloss on the Charter in the sense that it would certainly restrain legislative action by a legislature or Parliament that might violate it. I do not think a government would bring legislation with the legal opinion from its advisors that that legislation was contrary to a provision of Charter as

[Traduction]

Cela semble être un peu plus clair et se rapprocher davantage de l'objectif fixé dans l'article (1). Aussi, et vous pourriez me fournir une réponse un peu plus tard, les tribunaux, au sujet des différences entre les termes utilisés dans les paragraphes (1) et (2) de l'article 15, ne pourraient-ils pas dire que le texte est différent et que, indépendamment de la version française, le paragraphe (1) de l'article 15 ne va pas aussi loin que le paragraphe (2)? Il faudrait peut-être regarder cela de plus près.

Je soulève cette question, car cela me préoccupe quelque peu.

J'aimerais maintenant passer à un autre point. D'après ce qui est prévu ou supposément prévu par l'article 15, les tribunaux vont certainement se voir attribuer un rôle plus important à jouer sur le plan de la détermination des droits. Je suppose que ce sera le cas aussi des assemblées législatives, car celles-ci, qu'il s'agisse du Parlement ou des assemblées provinciales, peuvent élargir, déclarer et reconnaître des droits, pour reprendre les termes utilisés par M. Crombie, outre ceux qui figurent déjà dans la charte. Mais il ne faudrait pas oublier qu'une telle intervention d'une assemblée législative n'aurait pas pour résultat d'inclure ces droits à la charte; pour ce faire, je suppose, et vous me le direz si j'ai tort, qu'il faudrait utiliser la formule de modification de la constitution qui a été prévue, n'est-ce pas?

M. Kaplan: C'est exact.

Le sénateur Connolly: Ce qui me préoccupe véritablement, c'est que les tribunaux seront plus libres dans l'interprétation qu'ils donneront de bon nombre des articles contenus dans le projet de résolution qui dit que les tribunaux seront en fait des législateurs. Cela a d'ailleurs été critiqué.

Supposons, dans l'intérêt de la discussion, que les tribunaux déclarent valable un certain droit ou interdisant un certain type de discrimination dont ne fait pas état la charte, en invoquant les dispositions de la partie non exhaustive de l'article 15. Quelle incidence une telle décision aurait-elle sur la charte?

Je suppose que vous me répondriez en disant que le tribunal est le dernier recours, que le principe de «*stare decisis*» s'appliquerait et que, bien que le droit en question n'ait pas été enchâssé dans la constitution, il relève tout autant que les autres de la loi suprême, si je puis m'exprimer ainsi, du pays. Ce droit aurait un caractère aussi permanent que tous ceux qui figurent dans la charte, n'est-ce pas?

M. Kaplan: Le principe du «*stare decisis*» est une restriction que les tribunaux s'imposent à eux-mêmes. La charte ne prévoit nulle part l'application de ce principe.

Le sénateur Connolly: Il s'agit néanmoins d'une règle de droit très connue.

M. Kaplan: C'est vrai, mais les tribunaux peuvent changer cette règle aussi. D'après moi, cela aurait pour résultat de limiter les mesures législatives invoquées par une assemblée législative ou par le Parlement qui pourraient la violer. Je ne pense pas que le gouvernement appliquerait des lois qui, d'après ses conseillers juridiques, seraient contraires aux dispositions de la charte telles qu'elles seraient interprétées par les

[Text]

interpreted by the courts. So that it would restrain a legislature and the only way, I suppose, that a legislature could get around it, if I could use that somewhat inappropriate expression, would be by a constitutional amendment, but a court could reinterpret the question. I know that happens in the United States.

Senator Connolly: In other words, change its mind.

Mr. Kaplan: Yes, that does happen in the United States.

Senator Connolly: That has happened.

Mr. Kaplan: Yes.

Senator Connolly: That has happened, and there is an evolution in the courts.

Mr. Kaplan: Yes. I am just being given a very interesting point by Mr. Tassé that court interpretations of the meaning of statutes is normal and it is taken account of by legislatures and by the public.

Senator Connolly: But if the effect is even analogous to the way I described it whereby a decision of the court would be a definitive statement acknowledging a right, then what you are doing I suppose is adding to the constitution of this country through the declarations of the court.

Could I ask this simplistic question: if that is the case, is there any sense in saying that the schedule to the proposed act here should contain also references to the various court decisions on constitutional cases since 1867?

Mr. Kaplan: I would argue that they certainly are implied. Our constitutional history is full of important judicial decisions that affect the interpretation of the BNA Act and other statutes and that are taken account of by the public operating under those statutes and by legislatures. It could be a useful addition to have . . .

Senator Connolly: Even though it might not necessarily form part of the schedule?

Mr. Kaplan: No, that is correct.

Senator Connolly: I have one other question and it is a very simple one. I have lots of others on this, but perhaps I will have an opportunity later.

I will just ask this to Mr. Tassé, perhaps. Under the civil law, the rule of *stare decisis* does not apply and what about the situation in the courts, in the civil courts of Quebec where there is a possibility of a variation of decision between judges in the superior court when they are not bound to follow the decisions that have been previously handed down by the Supreme Court of Canada?

[Translation]

tribunaux. Cela limiterait donc les possibilités d'intervention d'une assemblée législative dont le seul recours pour contourner la situation, si je puis utiliser ce terme, serait de modifier la constitution; mais un tribunal pourrait réinterpréter la question. Je sais que cela s'est déjà produit aux États-Unis.

Le sénateur Connolly: Autrement dit, les tribunaux pourraient changer d'avis.

M. Kaplan: Oui, et cela se produit aux États-Unis.

Le sénateur Connolly: Cela s'est produit.

M. Kaplan: Oui.

Le sénateur Connolly: Cela s'est produit, et la magistrature évolue.

M. Kaplan: Oui. M. Tassé vient de me signaler un point très intéressant. L'interprétation donnée par les tribunaux de la signification des statuts est normale et les assemblées législatives et le public doivent s'y conformer.

Le sénateur Connolly: Mais si l'incidence est analogue à la description que j'ai donnée, c'est-à-dire où une décision d'un tribunal serait une déclaration définitive reconnaissant un droit, alors je suppose que vous ajoutez quelque chose à la constitution du pays par le truchement des déclarations faites par les tribunaux.

J'aimerais vous poser une question très simpliste. Si c'est le cas, est-il logique de dire que l'annexe au projet de résolution devrait également contenir des explications au sujet des différentes décisions prises par les tribunaux en matière constitutionnelle depuis 1867?

M. Kaplan: Je répondrais qu'elles y sont sous-entendues. Notre histoire constitutionnelle est remplie de décisions judiciaires importantes qui ont une incidence sur l'interprétation qui est fait de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et d'autres documents dont doivent tenir compte le public et les assemblées législatives qui s'y plient. Il serait peut-être utile d'ajouter . . .

Le sénateur Connolly: Même si cela ne fait pas véritablement partie de l'annexe?

M. Kaplan: Non c'est exact.

Le sénateur Connolly: J'ai une dernière question à poser, et elle est toute simple. J'aimerais en poser bien d'autres encore, mais j'aurai peut-être l'occasion de le faire plus tard.

Je m'adresse plutôt à M. Tassé. Le principe de *stare decisis* ne s'applique pas en droit civil. Qu'en est-il de la situation des tribunaux civils du Québec où il est possible qu'il y ait différence d'opinion entre les juges de la cour supérieure, qui ne sont pas tenus de se conformer aux décisions prises par la Cour suprême du Canada?

Is the answer to that that, ultimately, *stare decisis* does apply because aggrieved litigants can always go to the Supreme Court and get the same result that was previously given?

La réponse est-elle que le principe de *stare decisis* ne s'applique pas parce que les plaideurs peuvent toujours aller à la Cour suprême et obtenir le même résultat?

[Texte]

Mr. Tassé: Yes. In effect, even though strictly speaking the rules do not apply, the judges of lower courts have to be aware and take into account the fact that the Supreme Court may have made a pronouncement, and the Court of Appeal may have done so. If in fact the matter is brought before them, their decision will be reversed.

Senator Connolly: So that *stare decisis* applies?

Mr. Tassé: In fact they are bound by decisions made by upper courts.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Senator Connolly.

Mr. Kaplan: I would like to add something to complete my remarks. Critics of a charter of rights approach like to make the argument that this gives courts an important new role. That is not completely accurate, because having a BNA Act and having questions as to the jurisdiction of Parliament and of the legislatures on the other hand being limited by that stature, our history is full of judicial interpretations which constrain a legislature or a Parliament.

Looking at the British, for example, where Parliament, I suppose, can pass any law and say that by introducing the Charter we are moving away from that type of approach is to ignore the whole of that history of judicial interpretation which has constrained legislatures in Canada, and is very much part of our tradition.

So this is really not a new departure to give a court the authority to determine the limits of legislative action. It is just taking it into this very important new area of rights and freedoms of the individual.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Senator Connolly. I am sorry, but you have used up 14 minutes of your 10.

We are having a bit of a problem—Mr. Joyal and I, Chairing the Committee. We have five or six speakers who would like to be heard this morning and we also have two supplementary questions to Senator Connolly's questions.

I go now to Mr. Robinson. I would hope he would confine it to a question rather than, possibly, a speech. I know they are all good; and then I would like to go to Miss Campbell for a very short question.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I will attempt to ask a question rather than make a speech.

My question arises out of what I felt were very important questions asked by Senator Connolly with respect to the wording of Clause 15, particularly clause 15(1). This is an area which has given me great cause for concern—the use of the words “in particular”. I am very pleased to see that Senator Connolly has highlighted that.

My question is this: in view of the fact that, to the best of my knowledge, having checked Maxwell on Statutory interpretation and case law, these words, “in particular”, have not been judicially interpreted in effect; and in view of the fact

[Traduction]

M. Tassé: Oui. En effet, même si les règles ne s'appliquent pas, les juges des cours inférieures doivent tenir compte du fait que la Cour suprême ou la Cour d'appel ont pu rendre une décision. Si l'affaire revient à la Cour suprême ou à la Cour d'appel, la décision prise par le tribunal d'instance inférieure peut être renversée.

Le sénateur Connolly: Alors le principe de *stare decisis* s'applique?

M. Tassé: En fait, les juges de ces cours sont tenus d'observer les décisions prises par les cours supérieures.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, sénateur Connolly.

M. Kaplan: J'aimerais ajouter quelque chose pour en terminer avec mes remarques. Les personnes qui critiquent l'approche d'une charte des droits prétendent que cela attribue aux tribunaux un nouveau rôle important. Ce n'est pas tout à fait exact. Compte tenu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et de la juridiction du Parlement et des assemblées législatives qui sont limités par cette loi, notre histoire présente de nombreux exemples d'interprétations judiciaires qui limitent les assemblées législatives ou le Parlement.

Prenons le cas de la Grande-Bretagne, où je suppose que le Parlement peut adopter n'importe quelle loi. Dire qu'en introduisant la charte nous nous écartons de ce genre d'approche c'est ignorer toute l'histoire des différentes interprétations qui ont limité les assemblées législatives au Canada et qui font partie de nos traditions.

Par conséquent, donner à un tribunal l'autorisation de déterminer les limites d'une intervention législative n'a rien de nouveau. En fait, on ne fait que l'élargir à ce nouveau domaine essentiel qui est celui des droits et libertés de la personne.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, sénateur Connolly. Je regrette, mais vous avez dépassé de quatre minutes la période qui vous avait été accordée.

M. Joyal et moi-même nous trouvons face à certaines difficultés. Nous avons sur notre liste cinq ou six personnes qui souhaitent poser des questions ce matin, et deux autres personnes ont demandé à poser des questions supplémentaires, à la suite de celles du sénateur Connolly.

Je donne maintenant la parole à M. Robinson. Je lui demanderai de s'en tenir à une seule question et d'éviter les discours. Je sais que tous ces discours sont bons, mais j'aimerais ensuite donner la parole à Mme Campbell, qui voudrait elle aussi poser une petite question.

M. Robinson: Monsieur le président, je vais faire mon possible pour poser une seule question sans faire de discours.

Ma question découle des importants points soulevés par le sénateur Connolly au sujet du libellé de l'article 15, et plus particulièrement du paragraphe 1 de cet article. L'utilisation du mot «notamment» me préoccupe beaucoup. J'ai été heureux de constater que le sénateur Connolly s'y intéresse également.

Ma question est la suivante: d'après ce que j'ai vu dans le Maxwell sur l'interprétation des lois et d'après ce que j'ai appris en droit jurisprudentiel, le mot «notamment» n'a en fait pas été interprété juridiquement. Compte tenu du fait que le

[Text]

that the Minister has indicated that your intention is very clearly to leave open to the courts the possibility of expanding the prohibited grounds of discrimination, I would hope—and I would ask the question of Mr. Minister, or perhaps through you, to your officials, that you would be prepared to accept wording in an amendment which would clarify that intention, for example, wording similar to that used in Clause 15(1)—and Senator Connolly referred to the use of the word “including”, and we welcome the amendment and I would ask if your intention is that, indeed, it would be “including” in essence or perhaps “on grounds such as”, or at least to use the word “including”?

Secondly, is it your intention or that of the drafters of the Charter that it would be open to a court to proscribe discrimination on the grounds of marital status, political belief, sexual orientation and disability.

Could you deal with each of those in turn?

Mr. Kaplan: I would deal with each of them all together and say it would be open indeed to a court to do that. I do not see any particular advantage of the expression that you have proposed over the one which is proposed in the bill.

Listening to Senator Connolly, I thought that the position might be argued the other way, that because in Clause 15(2) the word “including” has been used but the framework is the same, the items of discrimination cited are the same, that the litigant might get the benefit of both of those expressions.

One could argue that Clause 15(1) and Clause 15(2) should be read together and, therefore, “in particular” is to be read in the sense of “in particular” meaning “including”; and I think that in Clause 15(2), I think the word “including” would receive interpretation more in line with what I have suggested, because the words “in particular” appear in Clause 15(1).

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I would ask at this point, if the law officers would care to go back and perhaps review the wording of this particular clause.

Mr. Kaplan: I think a plain reading of the wording indicates that the particulars of discrimination are intended as examples or as particular items of discrimination, but not the total grounds of discrimination that the general words that begin the subclause are intended to convey.

I do not see that “in particular” or “including” are either more effective than the other, and that perhaps having them both increases the direction of this bill that general grounds of discrimination can be defined.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you.

Miss Campbell, a supplementary—one question.

Miss Campbell: Thank you, Mr. Chairman.

I, too, have had a lot of problems with the phrase “in particular, without discrimination”, particularly in view of the

[Translation]

ministre a dit que vous aviez l'intention de laisser aux tribunaux la possibilité d'élargir les différents types de discrimination, j'espère (et j'adresse ma question au ministre aussi bien qu'aux fonctionnaires qui l'accompagnent) que vous seriez prêts à envisager une modification qui rendrait plus claire cette intention. Vous pourriez, par exemple, proposer un texte semblable à celui du paragraphe 1 de l'article 15. Le sénateur Connolly a parlé de l'utilisation des mots «y compris». Nous accueillerions avec plaisir une telle modification, et j'aimerais savoir si vous auriez l'intention d'utiliser les termes «y compris» ou «par exemple»?

Deuxièmement, vous-même ou les rédacteurs de la charte ont-ils l'intention de déléguer à un tribunal la responsabilité de l'interdiction de la discrimination fondée sur l'état civil, les croyances politiques, l'orientation sexuelle ou l'invalidité?

Pourriez-vous répondre à ces questions l'une après l'autre?

M. Kaplan: Je vais répondre aux deux en même temps en disant qu'il incomberait très certainement à un tribunal de faire cela. Je ne vois pas pourquoi je devrais préférer l'expression que vous proposez à celle qui figure dans le projet de résolution.

Compte tenu de ce qu'a dit le sénateur Connolly, j'avais pensé qu'on pourrait peut-être renverser la question et dire que parce qu'on a utilisé le mot «including» («notamment») dans le paragraphe 2 de l'article 15, même si le contexte et les types de discrimination sont les mêmes, le plaideur pourrait utiliser les deux expressions.

On pourrait demander que les deux paragraphes de l'article 15 soient lus ensemble; ainsi, les mots «in particular», et «including» (en français, dans les deux cas on utilise le mot notamment) seraient interprétés de la même façon. Dans le paragraphe 2 de l'article 15, je pense qu'on interpréterait le mot «including» comme je l'ai proposé, car l'expression «in particular» figure au paragraphe 1 de l'article 15.

M. Robinson: Monsieur le président, j'aimerais que les juristes étudient à nouveau le libellé de cet article.

M. Kaplan: Je pense que les deux paragraphes ont pour objet de donner des exemples de discrimination, mais ne prétendent pas fournir une liste exhaustive.

D'après moi, les formules «in particular» et «including» sont tout aussi efficaces l'une que l'autre, et le fait de les inclure toutes les deux donne peut-être une meilleure définition de la question de la discrimination.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci.

Madame Campbell, vous pouvez poser une question supplémentaire.

Mlle Campbell: Merci, monsieur le président.

Moi aussi je suis préoccupée par le texte anglais où figurent les mots «in particular, without discrimination», à cause de

[Texte]

fact that the word "particular" is used with such general display every day.

My main concern was with regard to Clause 15. I prefer the Human Rights Commissioner's general proposal, that you make a general statement and do not enumerate.

Once you have enumerated, you have limited; even though you have used the phrase "in particular" you have automatically confused whoever is going to interpret those clauses as to how far or how limited you are going.

Looking at the Universal Declaration of Human Rights, it is stated "without distinction of any kind such as". If you have to enumerate, why not go as far as Mr. Fairweather has suggested before us in Committee, where you have at least one group of existing laws that we could call upon.

My question boils down to this. Did you look at that in the preamble of Article II of the Universal Declaration of Human Rights. There it says that everyone is entitled to all rights and freedoms set forth in the Declaration "without distinction of any kind".

Mr. Kaplan: I am bound to confess I did not. Perhaps I could ask the draftsman if he could tell me.

Miss Campbell: My question is probably political. But was it considered just to do an equal rights clause and not break it down? I can get on to some of the other things such as age. What is discrimination on the basis of age? Is it a question of being one year old or 80 years old or even 100 years old?

Mr. Kaplan: I think there might be found a consensus among Canadians that these grounds which are enumerated are those which have the highest degree of recognition in Canadian society as being rights which ought to be recognized and the general statement gives the possibility down the road not only of those on Mr. Robinson's list being recognized, but of others which may not have occurred to him of being included in the future as being unacceptable grounds of discrimination.

Miss Campbell: You have not given me the answer. You are still looking for this answer to "without distinction".

Mr. Kaplan: I want to ask Mr. Tassé why "in particular" and "including" are better than "without distinction", or whether he does not see very much difference between them.

Mr. Tassé: We think that to use the expression "in particular" would have the effect of emphasizing, underlining that there are some grounds which are more invidious than other grounds. They are the ones which are specifically mentioned in the clause.

We also think that, in effect, the way in which the clause is structured, it would be open to the court to add to the list if they were placed before a situation where, in effect, there were any grounds other than those which are specifically mentioned, and they would come to a conclusion that this is an unreasonable

[Traduction]

l'utilisation si courante qui est faite du terme «particular» dans notre vie de tous les jours.

Je m'inquiète surtout de l'article 15. Je préfère pour ma part la proposition faite par le président de la Commission des droits de la personne qui voulait qu'on fasse une déclaration générale plutôt que d'énumérer les différents types de discrimination.

Dès qu'il y a une liste, il y a des limites, même si vous utilisez les mots «in particular». Ceux qui essaieront d'interpréter l'article auront du mal à comprendre jusqu'où vous voulez aller.

La Déclaration universelle des droits de l'homme dit «sans distinction aucune, notamment». Si vous tenez à tout prix à énumérer les types de discrimination, pourquoi n'allez-vous pas aussi loin que l'a proposé M. Fairweather, qui demandait qu'il y ait au moins un groupe de lois auxquelles on puisse avoir recours.

Ma question est donc la suivante. Avez-vous examiné le préambule de l'article 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme? Ce texte précise bien que chacun peut jouir des droits et libertés énoncés dans la Déclaration «sans distinction aucune».

M. Kaplan: Je dois avouer ne pas avoir lu ce texte. Le rédacteur pourra peut-être me le dire.

Mlle Campbell: Ma question est sans doute d'ordre politique. A-t-on songé à rédiger une clause sur l'égalité des droits plutôt qu'à en faire une ventilation? Je songe à d'autres facteurs, comme l'âge. Qu'est-ce que la discrimination fondée sur l'âge? Cela s'applique-t-il à l'âge d'un an, de 80 ans ou de 100 ans?

M. Kaplan: Je pense que la plupart des Canadiens seraient d'accord pour dire que les types de discrimination énumérés dans l'article du projet de résolution correspondent à des droits qui devraient être reconnus dans la société canadienne. La déclaration d'ordre général qui est donnée dans l'article prévoit non seulement la reconnaissance des droits qui figurent sur la liste de M. Robinson, mais également d'autres auxquels il pourrait songer à l'avenir.

Mlle Campbell: Vous n'avez pas répondu à ma question. Vous ne m'avez pas dit ce qu'il en est de la formule «indépendamment de toute distinction».

M. Kaplan: Je voudrais que M. Tassé me dise pourquoi il préfère «notamment», («in particular») et «including» à l'expression «indépendamment de toute distinction»; d'ailleurs, peut-être qu'il ne fait pas grande différence entre les deux.

M. Tassé: Nous pensons que le terme «notamment» soulignerait, insisterait sur le fait que certaines raisons sont plus condamnables que d'autres. Ce sont les raisons qui sont spécifiquement mentionnées dans l'article.

Nous pensons également que l'article permettrait au tribunal de compléter cette liste si une situation faisait apparaître des raisons autres que celles qui sont mentionnées. Il pourrait conclure que la distinction n'est pas raisonnable, qu'elle ne doit

[Text]

able distinction, that that should not be condoned and it would be open to them to declare that there is discrimination that is not acceptable.

But perhaps the test which would apply there would have to be a higher one than the test which may be applied in the case of those grounds which the clause does underline.

Miss Campbell: You are underlining certain elements. But the Universal Declaration of Human Rights says "without distinction of any kind such as". They are not limiting it.

The phrase "such as" is sort of explanatory; whereas "in particular" or "including" means that you have to look at specific matters.

Mr. Tassé: If you are saying the text underlines better than the United Nations Covenant, fine.

Miss Campbell: No. I think the United Nation's is broader and better.

Mr. Kaplan: Well, it is obviously a debatable point. I have indicated what the intention is. Lawyers are telling us that the formulation in the Declaration is no clearer from the point of view of its strict legal meaning than the one being put forward.

So I feel reasonably comfortable with "in particular" and "including".

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Miss Campbell.

Senator Roblin.

Senator Roblin: Thank you, Mr. Chairman.

I would like to change the line of questioning, Minister, from the Charter of Rights, important as it is, to a matter which, I would submit, is of even greater importance having to do with the amending formula which is incorporated in the material which is before us.

I am concerned about it because there are two new constitutional doctrines being introduced in the amending formula one which is brand new, and the other has been in the public domain for a little while, but certainly cannot be included in that 53-year category to which you are so fond of referring.

The two doctrines are first, the doctrine of referendum; secondly, there is the doctrine of regional decision making.

I do not know if I will have sufficient time to explore both of these; because I want to develop with you your concepts of the implications that these two novel ideas have for our federal system and the relationship between the provinces and the federal government.

I will start with the referendum in the first place, and the concept of a referendum as a tie breaker.

At first hearing that sounds like a reasonable proposition; but the more you examine it, it seems to me the more questionable it becomes, because it assumes that it is necessary to secure a final decision on matters on which two parties do not agree.

But the essence of our federal system, I would suggest, is that we should not proceed to such extremes. That view has been supported by one of the witnesses who has appeared before us, namely, Professor Maxwell Cohen, when he advised

[Translation]

pas être autorisée et cela pourrait permettre au tribunal de déclarer que la discrimination n'est pas acceptable.

Dans ce cas, il faudrait exiger que les termes de la preuve soient encore plus sévères que dans le cas des raisons qui sont énumérées dans l'article.

Miss Campbell: Vous insistez sur certains points, mais dans la Déclaration universelle des Droits de l'homme on lit: «sans distinction aucune, notamment». Il n'y a pas de restriction.

L'expression «such as» (en français «notamment») est en quelque sorte une clause explicative, alors que les expressions «in particular» et «including» obligent à considérer des points précis.

M. Tassé: Si vous voulez dire que notre texte est plus précis que celui du Pacte des Nations unies, c'est parfait.

Miss Campbell: Non, à mon avis, le texte de la Déclaration des Nations unies est plus large et préférable.

M. Kaplan: De toute évidence, c'est discutable. Je vous ai dit quelle était notre intention. Les juristes nous disent que l'énoncé de la Déclaration n'est pas plus clair du point de vue juridique que celui que nous proposons aujourd'hui.

Par conséquent, j'aime assez les termes «in particular» et «including».

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, madame Campbell.

Le sénateur Roblin.

Le sénateur Roblin: Merci, monsieur le président.

En dépit de l'importance de la Déclaration des droits, je vais m'écarter de ce sujet pour aborder une question encore plus importante, celle de la formule d'amendement contenue dans les documents que nous avons sous les yeux.

Je m'inquiète, parce que la formule d'amendement introduit deux nouvelles doctrines constitutionnelles: une qui est tout à fait nouvelle, l'autre que nous connaissons depuis un certain temps mais qui n'a tout de même pas ces 53 ans d'ancienneté dont vous aimez tellement à parler.

Ces deux doctrines sont d'une part celle du référendum, d'autre part, celle de la prise de décision régionale.

Je ne sais pas si j'aurai le temps d'aborder ces deux sujets. En effet, je voudrais parler avec vous des répercussions sur notre système fédéral de ces deux idées nouvelles ainsi que des relations entre les provinces et le gouvernement fédéral.

Je commencerais par le référendum et par ce principe qui fait du référendum un moyen de sortir d'une impasse.

A première vue, la résolution semble raisonnable, mais plus on l'étudie, plus on voit surgir des questions. En effet, cette proposition prend pour acquis que lorsque deux parties ne sont pas d'accord, il est obligatoire de parvenir à une décision.

Or, le fond de notre système fédéral veut nous éviter de tels extrêmes. Cette opinion a été défendue par l'un de nos témoins, le professeur Maxwell Cohen, qui nous a conseillé de

[Texte]

us to drop the referendum idea from the amending formula which is proposed in this bill.

I think Professor Cohen put it in language which appealed to me at any rate, when he said that the section which allows the federal government to break a deadlock with the provinces by unilaterally calling a referendum to amend the constitution should be omitted.

And he is quoted as saying that if you have rules for amending the constitution and sometimes fail to get an agreement, that is the nature of the game.

Now, why is it inconceivable that we should not recognize the fact that there may be circumstances, provided we have a reasonable amending formula otherwise—either one as that suggested in this bill or some other; that we have to proceed to the ultimate arbitration of a referendum when it is not only foreign to our past experience in a matter of this kind, but contains within it the absolutist idea that somebody has to be right, when in matters of constitutional discussion it may be that both parties are right and to proceed to a referendum might not be a good idea.

Mr. Kaplan: Well, I can give you an answer—the government's answer; I do not know if it would be satisfactory to you.

But it is that there is a higher authority in these matters than either level of government. That higher authority is the people of Canada. There may well be deadlocks which should be broken by resort to the people of Canada. It does not seem to me to be any violation of the democratic tradition to provide for that.

For example, we have the situation that we face today; and there is a fair degree of consensus that there should be a patriated constitution.

• 1050

We are using a device now of action by the Parliament of Canada which will no longer be available once this constitutional package is brought back in more or less its present form.

So that this method of assuring constitutional progress will not be available; a substitute for it, and perhaps a better recourse, although it is a much more time consuming one, but one which is totally consistent with democratic principles, is to consult the people of Canada and that is what is behind the concept of referendum.

Senator Roblin: Well, that in effect discloses the gulf between you and I.

Mr. Kaplan: I know.

Senator Roblin: Because I feel that it is not a democratic procedure when one party to the argument can run the rules of the game, and that is what you have provided here.

Mr. Kaplan: There is a very important difference between calling a referendum and winning one.

Senator Roblin: Very true.

[Traduction]

raier ces idées d'un référendum dans la formule d'amendement que nous avons sous les yeux.

Le professeur Cohen a expliqué la situation d'une façon qui m'a particulièrement séduit: il a dit que l'article qui autorise le gouvernement fédéral à sortir d'une impasse avec les provinces en organisant unilatéralement un référendum pour modifier la Constitution devait être supprimé.

Il a dit également, et cela a été cité par la suite, que si les règles permettant de modifier la constitution ne permettaient pas de parvenir à un accord, c'était bien dommage, mais c'était la règle du jeu.

Alors, pourquoi ne voulons-nous pas reconnaître que dans certaines circonstances il sera impossible de parvenir à un accord et que ce ne sera pas une raison pour organiser un référendum qui non seulement est tout à fait contraire à notre expérience passée mais qui, également, sous-entend cette idée absolutiste que quelqu'un doit absolument avoir raison. En effet, à condition que nous ayons une formule d'amendement raisonnable, celle qu'on nous propose ici ou une autre, il est tout à fait concevable que les deux parties aient raison et que l'idée de trancher entre elles par un référendum ne soit pas une bonne idée.

M. Kaplan: Je peux vous donner une réponse, celle du gouvernement; j'ignore si elle vous satisfera.

Dans ce domaine, il existe une autorité qui transcende l'un ou l'autre palier de gouvernement. Cette autorité, c'est le peuple du Canada. Il est tout à fait concevable qu'on puisse sortir de l'impasse en ayant recours au peuple. Je ne vois pas en quoi la tradition démocratique s'en trouverait entamée.

Prenons la situation que nous connaissons aujourd'hui; beaucoup estiment que la constitution devrait être rapatriée.

Nous utilisons maintenant une procédure en vertu de laquelle on demande au Parlement d'agir, ce qui sera impossible une fois que la constitution sera rapatriée sous une forme plus ou moins proche de ce qu'elle est actuellement.

Ce moyen permettant d'obtenir un progrès constitutionnel n'existera plus; il sera remplacé par une formule peut-être meilleure bien qu'elle exige beaucoup plus de temps, mais elle est totalement conforme aux principes de la démocratie; il s'agit de consulter le peuple canadien, et c'est là-dessus que repose la notion d'un référendum.

Le sénateur Roblin: Voilà qui révèle le gouffre qui nous sépare.

M. Kaplan: Je sais.

Le sénateur Roblin: J'estime en effet que ce n'est pas une procédure démocratique à partir du moment où l'une des parties au conflit peut fixer les règles du jeu, et c'est précisément ce que vous faites ici.

M. Kaplan: La différence est énorme entre le fait d'organiser un référendum et celui de le gagner.

Le sénateur Roblin: Très juste.

[Text]

Mr. Kaplan: Anyone can call a referendum but that does not mean that you are necessarily going to win it.

Senator Roblin: Well, that is perfectly true but I think the rules should be equal to both parties in the deal, and furthermore, as you know very well, the whole constitutional propriety of your present activity is before the courts.

Mr. Kaplan: Yes, I am aware of that.

Senator Roblin: And they may very well say that you are rigging the game, and I believe that to be the case, but I want to move on because there are a number of points to be made...

Mr. Kaplan: Would you change your mind if the courts disagree with you?

Senator Roblin: Well, I will certainly have to give it some thought, would I not?

Mr. Kaplan: I do not know.

Senator Roblin: I asked you if you would change your mind if the courts disagree with you? In fact, I ask you: will you postpone your activity until the courts have decided, then we would be in a better situation?

Mr. Kaplan: There is very good precedent for proceeding with constitutional changes while they are being explored by the courts, and I do not even have to take the time of the Committee, I am sure the Minister has done so, to lay them before you.

Senator Roblin: Well, we can get into that argument. I think you would be unwise to do so, however I want to go on to my other points.

Mr. Kaplan: Perhaps I should. I can take 10 minutes and outline...

Senator Roblin: Well, not on my time, if you do not mind. Do it on your own.

Mr. Gordon Robertson was a very important and valuable and valued advisor to the federal government on constitutional matters. He, for 12 years, I believe, was active in all these proceedings and I was much interested to read of his statement the other day about the question of referendums, and he raises some points which I think are worth considering.

He has five of them here, and I do not know whether I will get into all five of them or not with my time but I will see what we can do.

He makes the interesting point that has already been developed in this Committee, that the game is not equal, that for 113 years we have had consultation on constitutional changes between the two levels and that here we have a referendum situation which the provinces are not allowed to participate in with the sole exception of naming a person to the rules committee, which rules can be ignored by the federal Parliament.

Now, he says this upsets the balance of Confederation, if both parties to the deal do not have the same rights; even if

[Translation]

M. Kaplan: N'importe qui peut organiser un référendum, mais cela ne veut pas dire qu'on le gagne forcément.

Le sénateur Roblin: C'est parfaitement juste, mais je crois que les règles devraient être les mêmes pour les deux parties en cause et, d'ailleurs, vous n'ignorez sûrement pas que la constitutionnalité de votre action est contestée devant les tribunaux.

M. Kaplan: Oui, je le sais.

Le sénateur Roblin: Et il est tout à fait possible qu'ils disent que vous faussez le jeu, ce qui me paraît être le cas en effet, mais je ne m'étendrai pas plus longtemps là-dessus, car plusieurs arguments doivent être soulevés...

M. Kaplan: Changerez-vous d'avis si les tribunaux sont en désaccord avec vous?

Le sénateur Roblin: Il faudra certainement que j'y réfléchisse, n'est-ce pas?

M. Kaplan: Je ne sais pas.

Le sénateur Roblin: C'est moi qui vous ai demandé si vous changeriez d'avis au cas où les tribunaux seraient en désaccord avec vous. En fait, je vous ai demandé ceci: retarderiez-vous votre action jusqu'à ce que les tribunaux prononcent leur jugement, auquel cas nous serons dans une meilleure situation?

M. Kaplan: Il y a des précédents qui nous autorisent à introduire des changements dans la constitution au moment où leur validité est étudiée par les tribunaux; il est inutile que je mobilise votre temps pour vous les exposer, car le ministre l'a sûrement fait.

Le sénateur Roblin: Nous pourrions en discuter. Je crois que ce serait mal avisé de votre part; néanmoins, je vais passer à mes autres arguments.

M. Kaplan: Peut-être devrais-je le faire. Il me suffit de 10 minutes pour exposer...

Le sénateur Roblin: N'empiétez pas sur mon temps de parole, si cela ne vous dérange pas. Utilisez le temps qui vous est accordé.

M. Gordon Robertson a été un conseiller très important et très estimé auprès du gouvernement fédéral dans le domaine constitutionnel. Pendant 12 ans, je crois, il a suivi toutes ces procédures et voilà pourquoi son opinion sur le référendum m'a beaucoup intéressé. Il soulève certains arguments qu'il me paraît utile d'examiner.

Il y en a cinq, mais je ne sais pas si j'aurai le temps de tous les passer en revue; je ferai ce que je pourrai.

Il souligne un point intéressant qui a déjà été développé dans ce Comité, à savoir que les partenaires ne sont pas à égalité, que pendant 113 ans les deux paliers de gouvernement se sont consultés sur les réformes constitutionnelles et que nous avons ici un référendum auquel les provinces ne sont pas autorisées à participer si ce n'est qu'elles peuvent uniquement nommer une personne qui fera partie de la commission chargée d'établir les modalités du référendum, modalités auxquelles le Parlement fédéral peut passer outre.

Il prétend que l'équilibre de la confédération est perturbé si les deux partenaires de l'entente n'ont pas les mêmes droits;

[Texte]

you do not like a referendum at all, and that is my position, if you do have one then both parties to the deal ought to have the same rights.

Why do you not allow that?

Mr. Kaplan: Well, again, it is a matter of repeating an answer to a question that has been made before, that the ultimate authority in a democratic society should be the Canadian people and provision is made under this formulation in the event of, and it has been clarified by an amendment brought forward by the government that the referendum is only to be resorted to in the event of a deadlock, and I repeat again to say that the federal government can rig the deck because they can call a referendum is to take a great deal for granted. It is to take for granted that calling a referendum is the same as winning one. There is a very big difference.

Senator Roblin: It takes a great deal for granted to maintain, as I think you are doing, that the provinces are being fairly treated under this bill. It is not so. If the federal government has the right to call a referendum, why does the other party not have the right to call the referendum? If the people are the arbiters, why cannot the provinces appeal to the people? Why is it only the federal government that can do so?

Mr. Kaplan: You know that this proposal that is put forward for amendment of the constitution is subject to being changed in two ways, or three ways. It can be changed by the results of successful negotiations and consultations during the next two years; it can be changed by a proposal put forward by the provinces and the method provided in the current legislative proposals; and it can be changed by the federal government putting forward an alternative for the consideration of the Canadian people.

So I am not saying that this amending procedure is perfect. If we thought it was perfect we would be putting it forward without alternatives. Alternatives or opportunity for alternatives are provided because you may be right. Your proposals may be better, and if they appeal to the Canadian people and the confidence that you have shown in them is justified, then I have no doubt that that could well be the final permanent amending solution for the Canadian people.

If Canadians want the possibility of a deadlock without a way of breaking it, that can be put forward.

Senator Roblin: Mr. Minister, at the risk of being unparliamentary, that is so much baffle-gaff because what we are dealing with now is the policy the government is recommending and their policy is a referendum under the terms we put down here.

Mr. Kaplan: Well, I do not characterize your alternative as baffle-gaff. I think your alternative has support; I think ours has supporters, and there is a possibility for the final version of the constitution containing either, or a third.

Senator Roblin: Well, perhaps the Committee may not report the measure, that would be the best solution of all.

[Traduction]

même si l'on n'aime pas du tout l'idée d'un référendum, et c'est mon cas, mais qu'un référendum a lieu, il faut alors que les deux parties aient les mêmes droits.

Pourquoi ne le permettez-vous pas?

M. Kaplan: Là encore, il faut que je répète la réponse que j'ai donnée à une question déjà posée, à savoir que dans notre société démocratique, c'est la population canadienne qui détient l'autorité suprême; et l'on précise qu'on ne pourra recourir à un référendum que si l'on est dans l'impasse, et cela a été clarifié dans un amendement présenté par le gouvernement; je répète qu'il est impossible de prétendre que le gouvernement fédéral fausse le jeu s'il lui est possible d'organiser un référendum, c'est considérer beaucoup de choses comme allant de soi. C'est considérer, par exemple, que le fait d'organiser un référendum revient à le gagner. Or, la différence est énorme.

Le sénateur Roblin: C'est considérer beaucoup de choses comme allant de soi que de prétendre, comme vous le faites, que les provinces sont justement traitées par ce projet de loi. Il n'en est rien. Si le gouvernement fédéral est habilité à organiser un référendum, comment se fait-il que l'autre partenaire n'en ait pas le droit? Si le peuple sert d'arbitre, pourquoi les provinces ne peuvent-elles pas faire appel au peuple? Pourquoi le gouvernement fédéral en aurait-il seul la prérogative?

M. Kaplan: Vous savez que cette proposition destinée à modifier la constitution peut être changée de deux ou trois manières. Elle peut être changée à la suite de consultations et de négociations entreprises avec succès au cours des deux prochaines années; elle peut être changée sur proposition des provinces et selon la procédure stipulée dans les propositions législatives actuelles; et elle peut être changée à la suite d'un référendum où le gouvernement fédéral soumettrait une autre solution au peuple canadien.

Je ne prétends pas que cette procédure d'amendement est parfaite. Si nous pensions qu'elle était parfaite, nous la proposerions sans prévoir d'autres solutions. Mais vous avez peut-être raison, c'est pourquoi nous proposons d'autres solutions. Vos propositions sont peut-être meilleures et si elles satisfont le peuple canadien et que la confiance que vous lui accordez est justifiée, je suis persuadé qu'elles pourraient très bien constituer la formule d'amendement permanente et définitive pour le peuple canadien.

Si les Canadiens préfèrent qu'on ne puisse pas sortir d'une impasse, c'est tout à fait faisable.

Le sénateur Roblin: Au risque de ne pas respecter les usages parlementaires, monsieur le ministre, permettez-moi de vous dire que tout ça, c'est du flan, car il s'agit en l'occurrence d'une procédure recommandée par le gouvernement et que cette procédure est un référendum dont les conditions sont fixées ici.

M. Kaplan: Moi, je ne dirai pas que votre proposition, c'est de la blague. Je crois que votre solution a ses partisans; la nôtre a les siens. Et il est possible que la version définitive de la constitution contienne les deux, voire une troisième.

Le sénateur Roblin: Le Comité ne déposera peut-être pas le projet de loi, ce serait la meilleure solution.

[Text]

However, I want to go on to another point, Mr. Minister, and that has to do with the question of the way the referendum works, because if I understand this bill correctly, the federal government can submit a referendum to the people on its own initiative, a course which is denied to the provinces without the matter ever having been discussed in a legislative assembly of any kind, either the federal Parliament or the provincial legislatures.

This is not my point; I must admit it was a point made, I think with some force, by Gordon Robertson. There are no provisions in these measures that we have before us that the substance of the resolution, the substance of the matter should be discussed in the legislature.

Mr. Kaplan: I do not think that is accurate. I do not think a referendum can be put . . .

Senator Roblin: Just let me finish.

Mr. Kaplan: All right.

Senator Roblin: The rules for the referendum have to go to Parliament because Parliament has arrogated on to itself under this bill the sole right to decide what the rules of the game are really going to be, and apart from that, and I would be happy to have you correct me, I espouse Mr. Robertson's point that otherwise there is nothing in the bill that makes it mandatory that these highly important constitutional matters should be discussed in the normal parliamentary fashion, both in the federal Parliament and in the legislatures.

Now, why is that not so?

Mr. Kaplan: Well, I do not agree with that. I think before an amendment can be put to the country it has to be approved by the Parliament of Canada.

Senator Roblin: Where does it say that in this bill, and what about the legislatures?

Mr. Kaplan: Well, it is up to the legislatures. It is up to the legislators of the province to choose whether a parliamentary debate should take place within their legislative assembly, but so far as the federal is concerned, no matter can be put to referendum until it has been passed.

Senator Roblin: Well, I do not see anything that says that in this bill, would you point it out to me?

Mr. Kaplan: Well, I am very glad you have raised it because this perhaps may win your support, knowing now that under Clause 42 it does require parliamentary approval.

Senator Roblin: Where is the language that says that?

Mr. Tassé: If I might assist here?

Mr. Kaplan: No, I see it here now. I am looking at Clause 42(2) where it clearly provides in paragraph (a), paragraph (b) and paragraph (c), and paragraph (a) says:

(a) an amendment to the Constitution of Canada has been authorized . . . by resolutions of the Senate and House of Commons;

So that makes it clear that no amendment can be put to referendum without parliamentary approval.

Now, how the matter is handled within the legislatures of Canada, you are quite right about that, the provinces have the

[Translation]

Toutefois, je passerai à un autre point, monsieur le ministre, qui porte sur le déroulement du référendum car, si j'interprète bien le projet de loi, le gouvernement fédéral peut organiser un référendum de sa propre initiative; ce recours est refusé aux provinces sans qu'il ait été possible d'en discuter dans une assemblée législative, que ce soit le Parlement fédéral ou les assemblées provinciales.

Là n'est pas la question; j'admets toutefois que cet argument a été présenté avec une certaine vigueur par Gordon Robertson. Le projet de loi que nous étudions ne prévoit absolument pas que la question soit discutée dans une assemblée législative.

M. Kaplan: Je ne crois pas que ce soit exact. Je ne crois pas qu'un référendum puisse être organisé . . .

Le sénateur Roblin: Permettez-moi de terminer.

M. Kaplan: D'accord.

Le sénateur Roblin: Les modalités du référendum doivent être soumises au Parlement puisque, par le truchement de ce projet de loi, le Parlement s'est arrogé le droit exclusif de fixer les règles du jeu; de plus, et je voudrais bien me tromper, je souscris à l'argument de M. Robertson selon lequel ce projet de loi n'oblige pas que ces questions constitutionnelles de la plus haute importance soient débattues selon la procédure parlementaire normale, et au Parlement fédéral et dans les assemblées législatives des provinces.

Comment cela se fait-il?

M. Kaplan: Je ne suis pas d'accord. Avant qu'un amendement puisse être soumis à la population, il doit être approuvé par le Parlement du Canada.

Le sénateur Roblin: Où trouve-t-on cela dans ce projet de loi? Et les assemblées provinciales?

M. Kaplan: Les assemblées provinciales sont libres. Les législateurs provinciaux sont libres de décider qu'un débat parlementaire aura lieu dans leur assemblées; mais en ce qui concerne le fédéral, rien ne peut être soumis à un référendum sans avoir été adopté.

Le sénateur Roblin: Je ne vois rien dans ce projet de loi qui le précise, ou alors indiquez-le moi.

M. Kaplan: Je suis content que vous ayez posé la question, car en apprenant que l'article 42 exige l'approbation du Parlement, vous allez peut-être changer d'avis.

Le sénateur Roblin: En quels termes est-ce exprimé?

M. Tassé: Puis-je vous aider?

M. Kaplan: Non, j'ai trouvé. Je lis l'article 42(2) dont l'alinéa (a) stipule clairement ceci:

(a) le Sénat et la Chambre des communes ont . . . adopté des résolutions autorisant la modification de la Constitution du Canada;

Il est donc clair qu'aucun amendement ne peut être soumis à un référendum sans avoir été approuvé par le Parlement.

Quant à savoir comment on traite la question dans les assemblées législatives des provinces, vous avez parfaitement

[Texte]

time provided in this proposed constitution and can put the matter into the legislature or can chose not to do so.

Senator Roblin: Well, I am not satisfied with that wording. I think it should be made more explicit as to what the role of Parliament is.

Now, I want to go on to another point because I am interested in trying to examine the consequences of taking the referendum procedure, and this is another point that was raised by Gordon Robertson and I would ask for your comment on it.

He points out that a government in a province may take a position in respect of the subject matter of a constitutional amendment that is going to a referendum, and that position quite conceivably would be contradicted by the vote of the people in that province.

What in your view would be the constitutional position of a government whose policy on that measure had been rejected by the voters of that province? Would it have anything to do with the constitutional propriety of their remaining in office? How do you see that?

Mr. Kaplan: Well, I do not think the Péquiste government of Quebec is planning to resign in view of having failed in the referendum to convince Quebecers to support separatism. So I imagine that a legislature or a provincial government could give what weight it chose to be referendum within its province.

Senator Roblin: Well, you zero in on my very point.

Mr. Kaplan: Yes.

Senator Roblin: The one who has the power to frame the wording of the referendum can control what its implications are. The Parti Quebecois government can control...

Mr. Kaplan: They cannot control the results.

Senator Roblin: That is right, but they wrote the thing in such a way that they were able to live with either issue. Now, how can yo say that would happen in the case of a federally devised amending formula opposed by a provincial government? It is not on the same footing at all.

If you will allow the provinces to have some input into the wording of this constitutional amendment, then perhaps your argument might be closer but I do not think it is now.

Mr. Kaplan: Well, the hypothetical point you are making is discredited by the experience in the Province of Quebec. A perfect example of how limited a government is in terms of the outcome.

The interpretation, they attempted to give a broad interpretation to their questions, besides the language, but it was rejected anyway.

Senator Roblin: We are not dealing with that particular aspect, we are dealing with the structure that we are putting in

[Traduction]

raison, la Constitution accorde du temps aux provinces et elles sont libres d'un discuter ou de ne pas en discuter dans leurs assemblées législatives.

Le sénateur Roblin: Cette formulation ne me satisfait pas. Le rôle du Parlement devrait être plus explicite.

Je voudrais passer maintenant à une autre question, car je voudrais connaître les conséquences de la procédure référendaire; il s'agit-là d'un autre point évoqué par Gordon Robertson, et je voudrais savoir ce que vous en pensez.

Il fait observer que le gouvernement d'une province pourrait prendre position sur un amendement constitutionnel soumis à un référendum et que cette position pourrait très bien ne pas remporter les suffrages de la population de cette province.

Quelle serait, selon vous, la situation constitutionnelle d'un gouvernement dont la prise de position sur cette mesure a été rejetée par les électeurs de la province? Serait-il conforme à la Constitution que ce gouvernement reste au pouvoir? Qu'en pensez-vous?

M. Kaplan: Je ne crois pas que le gouvernement péquiste du Québec envisage de démissionner après avoir perdu son référendum destiné à convaincre les Québécois d'appuyer le séparatisme. Je suppose, par conséquent, qu'une assemblée législative ou qu'un gouvernement provincial pourraient se prononcer comme ils l'entendent, à l'intérieur de la province, sur le référendum.

Le sénateur Roblin: C'était précisément ce que je voulais savoir.

M. Kaplan: Oui.

Le sénateur Roblin: Celui qui a le pouvoir de formuler la question soumise au référendum peut en déterminer les implications. Le gouvernement du Parti québécois peut déterminer...

M. Kaplan: Il ne peut pas déterminer les résultats.

Le sénateur Roblin: Effectivement, mais il a formulé la question de manière telle qu'il pouvait subsister quelle que soit la réponse. Comment pouvez-vous dire que cela se produirait dans le cas d'une formule d'amendement conçue par le fédéral et à laquelle un gouvernement provincial s'opposerait? Ils ne sont pas du tout à égalité.

Si vous permettiez aux provinces de participer à la formulation de cette modification constitutionnelle, votre argument serait alors plus conforme, mais je ne crois pas que ce soit le cas maintenant.

M. Kaplan: L'hypothèse que vous présentez est discréditée par l'expérience de la province de Québec. On ne saurait citer de meilleur exemple pour montrer qu'un gouvernement a peu d'influence sur le résultat d'un référendum.

Ils ont voulu donner une interprétation très large à leur question, formulation mise à part, mais cela a quand même été rejeté.

Le sénateur Roblin: Ce n'est pas de cela qu'il s'agit, mais de la structure que nous sommes en train de mettre en place. Il

[Text]

place. We are not dealing with how people can manipulate it, because I am concerned with that question of manipulation.

Mr. Kaplan: Yes, but bear in mind also that the text which is put to the people is not a question framed by a government. The text which is put to the people in the referendum is the amendment to the constitution.

Senator Roblin: Well, who frames that?

Mr. Kaplan: Well, it is not a question which is more or less subject to whatever argument or interpretation one wants to make and which does not bind the government concerned.

In the case of Quebec, for example, it was not bound by the outcome of the referendum because it was a question that was asked.

The procedure is a procedure of constitutional amendment of the constitution of Canada so the effect of the referendum succeeding is to change our national constitution.

Senator Roblin: Let me put the same question to you in another way.

The Joint Chairman (Senator Hays): Your last question, Senator Roblin.

Senator Roblin: My last one? I am just getting going here.

I want to direct the Minister's attention to the situation with respect to the impact and meaning constitutionally speaking of referenda, because in the past in Canada they have never had a constitutional basis. By that I mean a referenda run by the Government of Quebec, or by the Government of Manitoba, which actually happened in days gone by, is not a binding decision on the government. In fact, the Supreme Court ruled that in the Manitoba case the referendum specifically could not bind the government and therefore the constitutional problem I am raising would not exist in those days.

This is quite different. We are now entrenching the referendum idea as part of our constitution. It is foreign to the way we did business in the past where no vote could bind the Parliament in the way that the Manitoba situation seemed to point to. We are abandoning that all together and we are moving into a new field where referenda are constitutionally entrenched and are binding.

Now, if they are binding on the provincial government and it loses the vote, where does it stand? Now, that is a much different situation from the Province of Quebec or anything we have experienced before.

Mr. Kaplan: Exactly, and if you are asking me to admit that this proposed constitution is opening the door to the people of Canada to give them direct access to their constitution, I admit it.

Senator Roblin: Mr. Minister, only if the federal government says so. The other party to the bargain does not have that open door and you know it.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Senator Roblin.

We are now going to have a five-minute break.

[Translation]

n'est pas question de la manière dont on peut manipuler cela bien que ce problème de manipulation me préoccupe.

M. Kaplan: Oui, mais n'oubliez pas que la question posée aux gens n'est pas une question formulée par un gouvernement. La question soumise au référendum est une modification de la Constitution.

Le sénateur Roblin: Qui formule cela?

M. Kaplan: Ce n'est pas une question qui prête à n'importe quelle interprétation et qui n'engage en rien le gouvernement concerné.

Dans le cas du Québec, par exemple, le gouvernement n'est pas lié par le résultat du référendum puisqu'on s'est contenté de poser une question.

Cette procédure est une procédure destinée à modifier la Constitution du Canada de sorte que si le résultat du référendum est positif, notre Constitution nationale est modifiée.

Le sénateur Roblin: Laissez-moi vous poser la même question différemment.

Le coprésident (sénateur Hays): C'est votre dernière question, sénateur Roblin.

Le sénateur Roblin: Ma dernière? Je commence à peine à entrer dans le sujet.

J'aimerais attirer l'attention du ministre sur les répercussions et le sens constitutionnel du référendum, car rien de tout cela n'a jamais existé au sens constitutionnel au Canada. J'entends par là qu'un référendum tenu par le gouvernement du Québec ou celui du Manitoba, comme cela s'est déjà passé, n'est pas contraignant pour le gouvernement. De fait, la Cour suprême a jugé que, pour ce qui est du référendum tenu au Manitoba, il ne pouvait contraindre le gouvernement à agir, ce qui signifie que le problème constitutionnel que je soulève n'existait pas en tant que tel à cette époque.

La situation à laquelle nous faisons face est tout autre, car nous entérinons le mécanisme du référendum dans notre constitution. Or, cela est étranger à la façon dont nous avons fonctionné par le passé, où rien ne pouvait contraindre l'assemblée législative à agir malgré les apparences, comme cela a été le cas au Manitoba. Nous abandonnons cependant tout à fait ces usages pour leur substituer le recours, entériné dans la constitution, de référendums contraignants.

Si tel est le cas, si un gouvernement provincial est obligé d'agir en fonction des résultats d'un référendum et s'il perd, que se passe-t-il alors? Il s'agit d'une question tout à fait différente de celle posée dans la province de Québec où ailleurs à un autre moment.

M. Kaplan: Tout à fait, et si vous me demandez par là d'admettre que ce projet de constitution ouvrira la porte de la participation de la population canadienne, lui donnera un accès direct à sa constitution, je le fais volontiers.

Le sénateur Roblin: Monsieur le ministre, seulement si le gouvernement fédéral l'entend ainsi, car l'autre partie n'a pas cette possibilité, et vous ne l'ignorez certainement pas.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, sénateur Roblin.

Nous allons faire une pause de cinq minutes.

[Texte]

Mr. Kaplan: You are identifying the federal government with the federal Parliament. There is a considerable difference between the government and the Parliament . . .

Senator Roblin: Not these days. You could have fooled me.

Mr. Kaplan: Well, this amendment would not be put to the people unless it was, or could not be unless it was approved by Parliament.

The Joint Chairman (Senator Hays): We will now have a five-minute break.

(Pause)

The Joint Chairman (Senator Hays): Order, please.

If the honourable members would take their places we will proceed.

Yes, Mr. Minister.

Mr. Kaplan: I wonder if I could give Senator Roblin some interesting information that one of my officials gave me, that in Australia the only way of amending the constitution is by a national referendum called by the federal Parliament, and it is a well ordered, democratic federal state and I am not saying we should copy what other countries do, but it would be hard to assert that a national referendum triggered by the national government is incompatible with federalism given the precedent in Australia.

Senator Roblin: Well, Mr. Chairman, I think I should reply to that because Gordon Robertson deals precisely with that question in his speech that he gave the other day here.

He pointed out that while it may be perfectly appropriate for Australia, it is not appropriate in terms of the Canadian constitutional conventions or historical development.

Now, that is his opinion and I am inclined to agree with it.

Mr. Kaplan: Well, as I think as far as—All right, perhaps that is as much as can be said for Australia.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Mr. Minister.

The honourable Mr. Mackasey, you have a short supplementary question?

Mr. Mackasey: Shorter than short, Mr. Chairman, which should please you.

I just wanted to bring to the Minister's attention that although Maxwell Cohen, one of the expert witnesses, expressed concern about the referendum, other expert witnesses, I make the distinction because they were invited here, expressed the contrary.

For instance, Professor Remillard invited by the opposition had been on record quite categorically in favour of a referendum, stating the obvious, it is a democratic principle, and coming back finally, Mr. Minister to Gordon Robertson's observations, and one must pay attention to them because of

[Traduction]

M. Kaplan: Vous confondez le gouvernement fédéral et le Parlement. Or les deux sont tout à fait distincts . . .

Le sénateur Roblin: Pas de nos jours; vous auriez facilement pu me duper.

M. Kaplan: Cet amendement ne serait pas soumis au peuple et ne pourrait l'être à moins d'être approuvé par le Parlement.

Le coprésident (sénateur Hays): Nous allons maintenant faire une pause de cinq minutes

(Pause)

Le coprésident (sénateur Hays): A l'ordre, s'il vous plaît.

Si les députés veulent bien reprendre leur place, nous allons poursuivre nos travaux.

Oui, monsieur le ministre.

M. Kaplan: Si on me le permet, j'aimerais communiquer des renseignements intéressants au sénateur Roblin, renseignements que m'a passés l'un de mes collaborateurs, et d'après lesquels la seule façon de modifier la constitution en Australie est de tenir un référendum national à la demande du Parlement fédéral. Or, le pays en question est un État fédéral bien gouverné et démocratique. Je n'affirme pas par là que nous devons imiter ce qui se fait ailleurs, mais étant donné cet exemple, il serait extrêmement difficile d'affirmer que la tenue d'un référendum national par un gouvernement national est incompatible avec le fédéralisme, car un tel précédent existe en Australie.

Le sénateur Roblin: Monsieur le président, j'estime devoir répondre à cela, car M. Gordon Robertson se pence précisément sur cette question dans le discours qu'il a prononcé ici l'autre jour.

Il a en effet précisé qu'un mécanisme parfaitement approprié en Australie ne l'est pas ici en raison des usages constitutionnels et de notre évolution historique.

C'est son avis, et je suis enclin à le partager.

M. Kaplan: Bien, pour ce qui est de . . . C'est bien, c'est peut-être tout ce qu'on peut dire au sujet de l'Australie.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, monsieur le ministre.

Monsieur Mackasey, avez-vous une brève question supplémentaire à poser?

M. Mackasey: Elle sera extrêmement brève, monsieur le président, cela devrait d'ailleurs vous plaire.

Je tiens seulement à préciser à l'intention du ministre que bien que M. Maxwell Cohen, l'un des experts appelés à témoigner, ait exprimé sa préoccupation au sujet du mécanisme du référendum, d'autres témoins ont été d'avis contraire. Il s'agit d'experts ayant aussi été invités à comparaître devant nous.

Ainsi, le professeur Remillard, invité à témoigner par l'opposition, s'est prononcé tout à fait catégoriquement en faveur de cette démarche en affirmant ce qui est l'évidence même, à savoir qu'il s'agit d'un principe démocratique. Pour revenir aux avis exprimés par M. Gordon Robertson, avis dont il convient

[Text]

his prominence and knowledge, the same Gordon Robertson is very much in favour of us finding an amending formula, which is really the crux of the whole matter.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Mr. Mackasey.

Mr. Kaplan: I think I should point out that during Mr. Robertson's tenure the government only took his advice when they agreed with it.

Mr. Mackasey: Would you repeat that?

Mr. Kaplan: During the term that Mr. Robertson was the senior advisor to the government, I suppose his advice was only taken when the government agreed with it.

Mr. Mackasey: Well, I have to differ about that. Having been in the government now and then I took his advice very frequently because it was much more intelligent than my own, but I want to say that Mr. Robertson...

Mr. Kaplan: I just did not want anyone to think that this would be the first time in history that the government and Mr. Robertson had ever disagreed.

Mr. Mackasey: No, because Mr. Robertson, as a man of integrity, brought forward advice which he realized at times we did not want to accept but he still had the courage to bring it forward and putting the onus on us to accept, but I must say in my many years of association with Mr. Robertson he is categorically on record as saying we need an amending formula. Would you agree with that?

Mr. Kaplan: I understand that as well.

Mr. Mackasey: That is more important.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Mr. Mackasey, and I go to the honourable Mr. Fraser for a short supplementary.

• 1110

Mr. Fraser: Thank you very much, Mr. Chairman.

Mr. Minister, whether a referendum is appropriate or not, I do not think it is, this referendum procedure is only open to the federal government and that is clear. Now, for whatever reason that your government decided to give that option to the federal government alone, the fact remains that especially in Western Canada it is deeply resented because if you are going to have a referendum, then at least both sides of the partnership, when they reach this mythical deadlock that your government keeps talking about, ought to have an equal chance to go to the people and have it settled and that is not the case here.

Mr. Kaplan: I think you will recognize, though, that Western Canada has a veto by the referendum formula provided so

[Translation]

de tenir compte étant donné les connaissances et la réputation de leur auteur, ils n'empêchent pas ce dernier d'être tout à fait favorable à l'adoption d'une formule d'amendement quelconque, ce qui constitue vraiment le noeud du problème.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, monsieur Mackasey.

M. Kaplan: Je crois devoir préciser que le gouvernement s'est rangé à l'avis exprimé par M. Robertson, pendant que ce dernier était conseiller spécial, seulement lorsqu'il était d'accord.

M. Mackasey: Auriez-vous l'obligeance de répéter cela?

M. Kaplan: Pendant la période où M. Robertson a servi à titre de principal conseiller du gouvernement, on a tenu compte de son avis seulement lorsque le gouvernement était d'accord avec lui.

M. Mackasey: Eh bien, je ne puis être d'accord sur cela. J'ai fait partie du gouvernement à quelques reprises et j'ai très souvent sollicité ses conseils, parce qu'ils étaient beaucoup plus éclairés que les avis auxquels j'aurais pu arriver. Cela dit, j'aimerais rappeler que M. Robertson...

M. Kaplan: Je voulais simplement empêcher qu'on s'imaginerait que c'est la première fois que M. Robertson et le gouvernement divergent d'opinion sur quelque chose.

M. Mackasey: Non, car M. Robertson était un homme intègre, et en tant que tel, il a quand même exprimé des avis qu'il prévoyait être mal reçus par nous à certains moments. En dépit de cela, il a quand même eu le courage de faire valoir ses idées et de nous demander de les accepter. Cela dit, au cours de mes nombreuses années de contact avec M. Robertson, ce dernier s'est officiellement et catégoriquement exprimé en faveur d'une formule d'amendement. Êtes-vous bien d'accord sur cela?

M. Kaplan: Je suis au courant de cela.

M. Mackasey: C'est plus important.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, monsieur Mackasey. La parole est maintenant à M. Fraser, pour une brève question supplémentaire.

M. Fraser: Merci beaucoup, monsieur le président.

Monsieur le ministre, que le mécanisme du référendum soit approprié ou non, et pour ma part, je ne le crois pas, il n'en reste pas moins que cette initiative n'est possible que pour le gouvernement fédéral; cela est clairement établi. Or, quelle que soit la raison pour laquelle votre gouvernement a décidé qu'il en serait ainsi, il demeure que cette décision a entraîné beaucoup de ressentiment, particulièrement dans l'Ouest. Cela tient au fait que si l'on doit tenir un référendum, il faudrait au moins que les deux partenaires de la fédération puissent, de part et d'autre, avoir la même possibilité d'en appeler au peuple, en cas d'impasse, alors que cette disposition ne le permet pas.

M. Kaplan: Vous reconnaîtrez toutefois que la formule du référendum accorde un droit de veto à la région de l'Ouest,

[Texte]

that nothing can be pushed down their throats that they do not want to accept in the way of an amendment.

Mr. Fraser: I am going to answer that. First of all, that is not the perception.

Mr. Kaplan: That is the reality.

Mr. Fraser: Just a minute. Secondly, it is not the reality because the initiative lies with the federal government alone. You can argue that you are going to the people and that the Parliament of Canada represents all the people, but the reality of political life right now is that the Parliament of Canada is a tool for the Government of Canada and the Government of Canada does not represent a great part of this country. You have just got to remember that what you are proposing is done against the backdrop of reality that you keep talking about, and the reality is somewhat different than the happy little fiction that would suit a political science class but does not suit the realities of today.

The other point I want to make is this: if you honestly believe that Clause 41, which is the process of changing the constitution through the consent of a certain number of legislatures with the consent of the Parliament, if you want to call it that, then if you think that that is fair and reasonable, and no doubt you must or you would not have put it in, why do you have to have this other provision, because surely if the system that you have introduced to us here under Clause 41 is fair and reasonable, then the federal government ought to be prepared to take the verdict that comes out of it and if the federal government loses, why should the federal government alone be able to change the rules and change the playing field and change the actors to get what they could not get under the original formula which surely was put to us because you thought it was fair and reasonable.

Mr. Kaplan: I think you have distorted the process that has been put forward by the government in the description that you have given of it.

Firstly, I do not think there is a perfect amending formula and neither does the government.

Mr. Fraser: We have not got it here, I can assure you of that.

Mr. Kaplan: And that is the reason that the process that is envisaged for the next two years and beyond will easily permit a better formula to replace this one, easily, because if there is a better formula that more fairly represents both the population of Canada and the regional distribution of the population of Canada giving due weight to the fact that some of the provinces have small populations, then that formula will prevail.

The government, in choosing the Victoria formula, chose one which at a certain time in our history had consensus and was the only formula which ever had that particular form of support. That is the reason it has been put forward, not because it favours central Canada or favours the regions of Canada but because it was once in our history agreed on and it seems a good starting point.

[Traduction]

afin que cette région ne se fasse pas imposer un amendement dont elle ne veut pas.

M. Fraser: J'aimerais répondre à cela. Premièrement, ce n'est pas ainsi qu'on perçoit la chose.

M. Kaplan: C'est pourtant bien la réalité.

M. Fraser: Un moment. Deuxièmement, ce n'est pas cela, en réalité, puisque l'initiative revient uniquement au gouvernement fédéral. Vous pouvez toujours maintenir que vous soumettez la chose au peuple et que le Parlement du Canada représente toute la population, mais dans les faits, à l'heure actuelle, le Parlement canadien est un instrument du gouvernement fédéral, et ce gouvernement ne représente pas une partie très importante de notre pays. Il faut donc que vous vous rappeliez que votre proposition survient dans une situation précise et que cette réalité est quelque peu différente de ces notions abstraites, qui conviennent peut-être dans un cours de sciences politiques, mais qui ne répondent pas aux exigences de la réalité contemporaine.

J'aimerais aussi rappeler autre chose. Si vous estimez honnêtement que l'article 41, soit le processus de modification de la constitution par voie de consentement d'un certain nombre d'assemblées législatives et du Parlement fédéral, est juste et raisonnable, alors, votre gouvernement doit être disposé à accepter le verdict qui en sortira. Je ne doute pas que vous estimiez ce mécanisme juste, sinon vous ne l'auriez pas intégré à votre projet, mais j'aimerais savoir pourquoi il fallait y ajouter une autre disposition. En effet, si le gouvernement fédéral perd, pourquoi doit-il être le seul à pouvoir modifier la règle du jeu, la scène, et même les comédiens, pour obtenir quelque chose qu'il a été impossible d'obtenir en fonction de la première formule? Cette formule nous avait d'ailleurs certainement été soumise parce que vous l'estimiez équitable et raisonnable.

M. Kaplan: Je crois que votre évocation du processus présenté par le gouvernement est quelque peu déformée.

En premier lieu, je ne crois pas qu'il existe une formule d'amendement parfaite, et le gouvernement est du même avis que moi là-dessus.

M. Fraser: Celle qu'on nous a soumise, en tout cas, ne l'est certainement pas, je puis vous l'assurer.

M. Kaplan: Voilà pourquoi la procédure envisagée pour les deux prochaines années, et plus tard, permettra facilement de substituer une meilleure formule à celle-ci, car si cette formule assure une représentation plus juste aussi bien de la population du Canada que de sa répartition régionale, compte tenu du fait que certaines provinces comptent une population moins nombreuse, c'est cette formule qui prévaudra.

Le gouvernement, dans le cas de la formule de Victoria, en a choisi une qui, à un certain moment de notre histoire, jouissait d'un consensus, et c'est la seule qui ait jamais eu ce genre d'appui. Voilà pourquoi on l'a proposée, non pas parce qu'elle favorise le centre du pays, ou certaines régions du pays, mais plutôt parce qu'une fois dans notre histoire, on s'était mis d'accord sur une formule, et c'est un bon point de départ.

[Text]

Secondly, I think it is the responsibility of legislatures to deal with the reality, not to assume that a false perception should be allowed to continue. The perception westerners may have that they are cut out of participation because of this amending formula is a wrong perception because in fact Western Canada can veto anything that the National Parliament may put forward to this national referendum process. Their support, on the basis provided in the Victoria formula or in the referendum alternative, is essential for an amendment to the constitution to succeed. The notion of transforming Canada into a unitary state or greatly derogating from the rights of a provincial government or the people who live in a region of the country is just that, a false perception. I think you should characterize it as one since you represent Western Canada rather than putting the false perception to me and asking me to comment on it.

Mr. Fraser: Could I just respond to that, Mr. Chairman?

The Joint Chairman (Senator Hays): Perhaps, Mr. Fraser, we could put you down. The Minister is going to be here this afternoon to pursue your point at greater length. You are on a supplementary and I have about four or five people who would like to speak.

Mr. Fraser: Mr. Chairman, I am sure you did not mean that you were putting me down but that you were putting me on the list.

The Joint Chairman (Senator Hays): Yes. That would be the last thing I would do.

Maybe at this point I might go to Mr. Gauthier who has been waiting for about two days to speak.

M. Gauthier: Monsieur le président, les commentaires que je veux faire se rapportent en particulier à l'article 23 tel qu'amendé ou tel que proposé.

Monsieur le ministre, peut-être que vous allez trouver que mes questions ou que mes explications s'adressent plutôt aux fonctionnaires qu'à vous parce que, en fait, je m'en prends à la rédaction et peut-être à certains termes qui sont utilisés.

Je crois qu'une charte des droits et libertés n'est pas conçue en vue de protéger les intérêts de la majorité mais plutôt pour protéger les droits fondamentaux de la minorité, et j'ai l'impression que l'article 23 (3) fait le contraire.

J'aimerais aussi donner à mes collègues du Comité avis que les résidents des provinces où, par exemple, les citoyens sont liés par l'article 133, ou 23 au Manitoba, doivent comprendre que leurs droits passent pas mes droits en Ontario lorsqu'ils viendront me visiter ou lorsqu'ils viendront pour vivre en Ontario, et avant d'accepter, monsieur le président, les propositions constitutionnelles traitant du droit à l'instruction dans la langue de la minorité, je voudrais être assuré que ces dispositions légales d'apparence symétrique ne soient pas asymétriques dans leur application.

Mes intérêts et mon histoire franco-ontarienne m'obligent à exiger des explications claires et précises à ce sujet.

[Translation]

Deuxièmement, il incombe aux assemblées législatives de reconnaître la réalité, et de ne pas nourrir une fausse perception. La perception des gens de l'Ouest, à savoir qu'ils sont exclus de toute participation à cause de cette formule d'amendement, est fausse, car l'Ouest du Canada peut opposer son veto à toute proposition du Parlement fédéral au sujet du référendum national. Il faut absolument l'appui des provinces de l'Ouest, aux termes de la formule de Victoria, ou de la formule du référendum, pour faire adopter un amendement à la constitution. La notion selon laquelle on transforme le Canada en État unitaire, ou diminue grandement les droits du gouvernement provincial ou de la population d'une région du pays, est fausse, justement. Il faut que vous acceptiez ce fait, puisque vous représentez l'Ouest du Canada, plutôt que d'avancer cette fausse perception, et de me demander de la commenter.

M. Fraser: Pourrais-je répondre à cela, monsieur le président?

Le coprésident (sénateur Hays): Permettez-moi plutôt, monsieur Fraser, de vous coucher de nouveau sur la liste. Le ministre sera ici cet après-midi, et vous pourrez débattre votre point à ce moment-là. Vous avez posé une question supplémentaire, et j'ai déjà quatre ou cinq membres du Comité qui ont demandé la parole.

M. Fraser: Monsieur le président, vous ne voulez sûrement pas me coucher, mais plutôt m'inscrire sur la liste.

Le coprésident (sénateur Hays): Oui. Je ne voudrais certainement pas vous coucher.

Je vais maintenant céder la parole à M. Gauthier, qui attend depuis deux jours environ.

Mr. Gauthier: Mr. Chairman, my comments will deal specifically with Section 23 as amended or as now proposed.

Mr. Minister, you may find perhaps that my questions or comments should be put to the officials, rather than to you, since I shall deal with the drafting of the section and certain of the terms used.

I believe that a charter of rights and freedoms has been conceived not to protect the interests of the majority, but rather to protect the fundamental rights of the minority, and in my view, Section 23, subparagraph (3), does the opposite.

I would also want to serve notice to my colleagues of the Committee that the residents of the provinces subject for example to Section 133 of the BNA Act or 23 in Manitoba, must understand that their rights are not greater than mine in Ontario if they should come to visit me here, or if they should come to live in Ontario, and Mr. Chairman, before accepting the constitutional proposals dealing with the right to education in the minority language, I want to be quite sure that those legal provisions which appear to be equal, will not be applied unequally.

My interest in my life as a franco-Ontarian obliges me to demand clear and precise explanations in this matter.

[Texte]

L'article 1 de la charte, d'ailleurs, prévoit que toute application, restriction ou autre doit être prévue par une règle de droit, être raisonnable et pouvoir se justifier.

Or, à l'article 23 (3) ce droit à l'instruction dans la langue de la minorité est subordonné à deux conditions. Premièrement, il faut être résident dans la région de la province et, deuxièmement, il faut avoir le nombre suffisant d'enfants éligibles pour pouvoir jouir de ce droit.

Prenez d'abord l'obligation résidentielle et régionale, ensuite le nombre qui justifiera l'exercice du droit et, finalement, la prestation dans la région de l'instruction dans la langue de la minorité.

Cette question soulève beaucoup de difficultés quant à l'interprétation que l'on peut donner à certains termes. Je pense plus précisément aux mots «région», «résident» et «instruction». Qui va définir la région dans une province? La loi sur les Langues officielles? On sait tous qu'après chaque recensement il faut une commission qui va étudier ces fameuses zones dites bilingues. On n'a jamais réussi à définir ce qu'était un district bilingue; je ne vois pas pourquoi on s'embarque à vouloir définir une région. De toutes façons, c'est une question que je poserai à la fin de mes commentaires, à M. Tassé ou à d'autres, afin d'avoir des éclaircissements sur ce sujet.

Qui va définir «région»? Le gouvernement? Serait-ce la jurisprudence ou l'ordonnance ou le règlement?

J'aimerais bien savoir.

M. Kaplan: Voulez-vous que je réponde maintenant ou dois-je attendre?

M. Gauthier: Si vous voulez, monsieur le ministre, plus tard parce que j'enchaîne tout cet argument-là et je vais finir en vous posant une autre question, monsieur le ministre.

M. Kaplan: O.K.

M. Gauthier: La constitution telle que proposée, si elle était adoptée, dit que je dois être résident d'une région où le nombre le justifie.

N'étant pas avocat, je ne connais pas toutes les subtilités des différences entre «résidence» et «domicile» mais je sais néanmoins que le mot «résidence» est défini différemment selon qu'on l'utilise en loi électorale canadienne, l'article 17, sous-paragraphe 3, ou dans la loi de l'Impôt, article 54g), et je me doute bien que la définition doit être différente si j'utilise la définition coutumière de «domicile» du code civil. Alors, qu'est-ce que la Province de l'Ontario va utiliser chez nous comme définition? Quelle sera celle adoptée au Manitoba ou ailleurs puisque l'article 23 s'applique à toutes les Provinces?

Le même débat pourrait s'éterniser, monsieur le ministre, si je continuais de même sur la définition de «instruction».

En fait, vous me demandez d'approuver une loi—plus qu'une loi—une constitution sans même que je connaisse les modalités d'application de cette constitution et, en plus, vous me demandez d'être raisonnable, article 1, selon cette constitution, vous me demandez d'être quantifiable, régional et justifiable.

[Traduction]

Indeed, Section 1 of the charter provides that an application, restriction or other must be a matter of law, be reasonable, and justifiable.

But, in Section 23(3) the right to education in the language of minority is subject to two conditions. The first, one must be resident within a given region of a province, and secondly wherein there is a sufficient number of eligible children to warrant the application of this right.

Let us look first at the residential and regional requirements, then the number warranting the application of this right, and finally the delivery of school instruction within the region in a minority language.

This question raises many difficulties as to the interpretation to be given to certain terms. I am thinking more specifically of the terms "region", "resident", and "instruction". Who will define an area within the province? Will it be the Official Languages Act? We all know that immediately after each census, a special commission is required to study those so-called bilingual districts. No one has yet succeeded in defining a bilingual district; I do not know why we should now want to undertake defining an area. In any case, it is a question I shall be asking to Mr. Tassé or to others, after my comments, so that we can have some clarifications of this matter.

Who will define "area"? The government? Will it be done through jurisprudence, order in council, or regulation?

I sure would like to know.

Mr. Kaplan: Would you like me to answer now, or would you rather I wait?

Mr. Gauthier: If you please, Mr. Minister, I prefer you answer later, I would like to complete this argument, and then I shall ask you a question at the end.

Mr. Kaplan: Very well.

Mr. Gauthier: The constitution as proposed, were it adopted, requires that I be resident in a region where numbers warrant.

Since I am not a lawyer, I do not know all the nuances in the difference between "residence" and "domicile", but I do know however that the term "residence" is defined differently, in the Canadian Elections Act, Section 17, subparagraph (3), than in the Income Tax Act, Section 54(g), and these two are different from the usual definition of domicile according to the civil law. So, how shall the Province of Ontario define the term? What will be the definition accepted in Manitoba, or elsewhere, since Section 23 applies to all provinces?

The same argument could be carried on and on, Mr. Minister, if I debated the definition of "instruction".

Indeed, you are asking me to approve an act—more than an act—a constitution, without knowing the conditions of application of the constitution, and moreover, you are requesting that I be, according to our Section 1, reasonable, and that I submit to being regionalized in a sufficient number that I can be justified.

[Text]

En ce qui concerne le principe de la région, depuis plusieurs années, monsieur le ministre, l'Ontario est divisée en dix régions administratives pour fins d'éducation. J'y ai passé onze ans, dont je peux vous en parler. Si c'est là la définition d'une région administrative scolaire ou autrement, il faudrait l'expliquer clairement.

Si dans la région 1, par exemple, nous n'avons pas le nombre pour justifier une école secondaire de langue française mais que dans la région 2 nous l'avons, est-ce que les enfants de la région 1 peuvent fréquenter l'école secondaire de la région 2 même s'ils ne résident pas dans cette région?

D'après la lecture que je fais de l'article 23(3), ils ne pourraient pas aller à cette école.

Or, il nous faut, nous, Franco-ontariens, être encore, je le répète, raisonnable—et nous le sommes, je le pense—quantifiable, régional et justifiable.

De plus, les amendements apportés à 25(1) garantiront seulement la prestation de l'enseignement dans la langue de la minorité. En Ontario, la législature a dû passer une loi d'exception, vous le savez, monsieur le ministre, pour que les francophones de la région de Windsor, en dépit du fait qu'ils étaient suffisants au point de vue du nombre, aient accès à des installations d'enseignement convenables. On a enlevé le mot «installation».

D'après moi, il faudrait s'en tenir à la version originale et ajouter peut-être «service». Peut-être que le Comité se penchera là-dessus d'une façon plus directe lorsqu'on viendra pour étudier l'article en question, l'article 23, mais il faudrait renforcer et garantir la disponibilité d'installations d'enseignement convenables et les services appropriés.

On est en droit de se demander, monsieur le ministre, quel genre de Canada on bâtirait si les garanties linguistiques maintenant proposées étaient dorénavant enchâssées dans la constitution. Qu'est-ce qui attendrait un Francophone qui quitterait le Québec pour l'Ontario?

Je vous rappelle la résolution adoptée à l'unanimité par les premiers ministres en février 1978. Il n'est pas question de région, il n'est pas question de résidence. Je vais vous la lire:

Chaque enfant de minorité francophone ou anglophone dans chacune des provinces a le droit de recevoir l'enseignement dans sa langue dans les écoles primaires ou secondaires.

Moi, j'arrêteraïs là, mais on continue:

Partout où le nombre d'élèves le justifie.

On nous a dit, quand je suis venu ici déjà, qu'on ne pouvait pas toucher à ce texte puisqu'il était le texte presque intégral des premiers ministres provinciaux mais je m'aperçois, à la lecture de l'article 23, paragraphe 3 qu'on en a vraiment frustré l'esprit.

Je vais finir avec «le nombre», cette clause qui dit «là où le nombre le justifie».

Monsieur le ministre, les gouvernements ont l'habitude de passer des lois lorsqu'une espèce est en voie d'extinction pour la protéger. Je vous dirai que les minorités francophones hors Québec—non seulement en Ontario mais probablement dans

[Translation]

As to the concept of an area, the province of Ontario, Mr. Minister, has been for several years now divided into 10 administrative regions for purposes of school instruction. I spent 11 years in the field of education, so I know what I am talking about. And if the definition is to be that of a school administrative area, or other, it should be explicit.

Suppose, that in region one, we should not have numbers sufficient to warrant the establishment of a French language secondary school, that it is possible in region two, will the children from region one be able to attend the secondary school in region two, even if they do not live in that area?

On reading Section 23(3), they could not attend that school.

But, we Franco-Ontarians, I repeat, must be reasonable, quantifiable, regional and justifiable.

Moreover, the amendments proposed to Section 23(1) guarantee only the right to receive primary and secondary school instruction in a minority language. In Ontario, special legislation was required, as you know Mr. Minister, so that francophones within the Windsor area, although numbers warranted the establishment of a school, to have access to acceptable school facilities. Now the term "facilities" has been removed.

In my estimation, perhaps we should retain the original version, and add the word "service". Perhaps the Committee might consider this point more specifically, during consideration of Section 23, but we must ensure and guarantee the availability of acceptable educational facilities, and appropriate services.

We wonder, Mr. Minister, what sort of Canada we are building, if the linguistic rights now proposed were enshrined within the constitution. What would happen to a francophone who left Quebec to live in Ontario?

I would ask you to recall the resolution adopted unanimously by the first ministers in February of 1978. There was no mention of area or residence. I quote:

Each child of the French-speaking or English-speaking minorities in any province has the right to receive primary and secondary school instruction in his language.

Personally, I stop there. But the resolution goes on:

Wherever the numbers of children so warrant.

I was told, at an earlier meeting of the Committee, that that text of the resolution could not be changed, since it was almost exactly the text proposed by the provincial premiers, but I note, on reading Section 23, paragraph 3, the spirit of that resolution has been changed.

Let us now talk in "number", the clause which reads "where the number is sufficient to warrant it".

Mr. Minister, governments usually pass special legislation in order to protect any species which may become extinct. I can assure you that the francophone minorities outside of Quebec, not only in Ontario, but probably also in Western Canada, are

[Texte]

l'ouest du Canada—sont en voie d'extinction et je ne comprends pas pourquoi il faut dire, il faut exiger que ces gens-là soient en nombre suffisant pour justifier des services et des installations éducatives.

J'aimerais vous poser d'abord trois questions: qui va définir «région», qui va me dire qu'est-ce qu'on veut dire par le mot «résidence» ou «résident» et, finalement, comment pouvons-nous être sûr que cet article qui va s'appliquer de façon symétrique à travers tout le pays ne sera pas l'objet d'une certaine asymétrie dans son application?

M. Kaplan: Je vais commencer d'abord avec les remarques que vous avez faites à l'effet que les communautés francophones sont en voie d'extinction. Si c'est vrai, et nous espérons que ce n'est pas vrai, on peut dire que vous avez ici devant vous pour la première fois une disposition qui sera enchâssée dans la loi canadienne, qui sera enchâssée dans la constitution pour la première fois. Alors, c'est un progrès. J'aimerais répondre à vos questions en disant que, dans le contexte, ce n'est pas ici une réduction des droits mais que c'est vraiment une augmentation.

M. Gauthier: Je regrette, monsieur le ministre...

M. Kaplan: Non, mais j'aimerais aussi avoir...

M. Gauthier: C'est mon temps, là, et je regrette, je ne suis pas d'accord avec vous. Vous n'avez pas...

M. Kaplan: Non, mais j'aimerais avoir l'occasion, si vous me permettez, de terminer ma réponse et on pourra revenir à des questions particulières.

M. Gauthier: O.K.

M. Kaplan: D'abord, au sujet de la formule, c'est vrai qu'ici nous avons une formule et qu'on insiste sur le fait de la région, de la résidence, du nombre suffisant, et cetera, et c'est une formule. La raison de cette formule c'est que sans formule—et je vais parler des détails—sans formule, les Provinces peuvent envisager la situation où une seule famille ou quelques familles peuvent insister, en l'absence d'une formule quelconque, peuvent insister pour que le gouvernement provincial ou municipal accorde une formation dans une langue minoritaire pour seulement une famille ou seulement quelques enfants ou...

M. Gauthier: Ils ne peuvent pas faire cela, vous le savez. À l'article 1, il faut être «raisonnable».

M. Corbin: C'est un argument ridicule!

M. Gauthier: C'est un argument ridicule. Il n'y a pas une minorité qui ait jamais demandé une école pour un élève ou pour quelques familles.

M. Kaplan: Oui, mais ayant cette formule, pour les fins de notre discussion ici, si on l'enlève, ça peut donner à quelqu'un l'argument qu'il a le droit d'insister pour que le gouvernement établisse une école juste pour une personne.

M. Gauthier: Quelqu'un de la majorité qui se plaindrait de cela?

M. Kaplan: Est-ce que je peux terminer...?

M. Gauthier: Oui, mais...

M. Kaplan: Ma réponse et on pourra revenir aux points qui vous intéressent.

[Traduction]

now becoming extinct, and I cannot understand why it is necessary that these people be in a number sufficient to warrant the installation of services and school facilities.

I want to ask three questions: Who will define the term "area", who will explain to me the significance of the word "residence", or "resident", and finally, how can we ensure that this section which must be applied uniformly across the country, will not suffer some distortion in its application?

Mr. Kaplan: I should first like to comment your statement that francophone communities are becoming extinct. If that is true, and we hope it is not, you have before you, for the first time, a provision which will be enshrined in a Canadian law, in a Canadian constitution. So, there is progress. In the context of your questions, I should also like to say that this is not a lessening of rights, but rather an increase in rights.

Mr. Gauthier: I am sorry, Mr. Minister...

Mr. Kaplan: No, I would also like...

Mr. Gauthier: You are on my time and I am sorry, I cannot agree with you. You have not...

Mr. Kaplan: No, but I would like the opportunity, if you will allow me, of finishing my answer and then we can discuss specific questions.

Mr. Gauthier: Very well.

Mr. Kaplan: First, concerning this formula, it is true that it is a formula which insists on a given area, residents within that area, in sufficient numbers, et cetera, and it is a formula. But without it, and I will go into details, the provinces could face a situation where a single family or a few families might insist, without any formula, that the provincial or municipal government provide school instruction in a minority language for a single family or only a few children...

Mr. Gauthier: You know they cannot do that. In Section 1, it states there must be reasonable limits.

Mr. Corbin: That is a ridiculous argument!

Mr. Gauthier: It is a ridiculous argument. Never has a minority ever requested a school for a single child or for only a few families.

M. Kaplan: True, but with this formula, for purposes of debate here, should it be removed, there would be the possibility that someone might insist that the government provide a school for a single person.

Mr. Gauthier: Would somebody from the majority complain about that?

Mr. Kaplan: May I continue...?

Mr. Gauthier: Yes, but...

Mr. Kaplan: My answer, and then we can discuss further points.

[Text]

Deuxièmement, vous demandez: qui va définir la région, qui va définir la résidence, qui va définir le nombre suffisant?

Là, ça relève des Provinces, c'est aux Provinces d'abord de le faire. La province doit établir les régions, les définir et déterminer le nombre suffisant. Cependant, si on n'est pas d'accord avec la détermination de telles questions par le gouvernement provincial, on peut obtenir une définition de la Cour pour corriger une province ou pour définir une région ou un résident ou un nombre suffisant.

Alors, c'est comme pour tous les autres droits accordés ou définis dans cette constitution. C'est la Cour, en fin de compte, qui peut corriger une province.

Vous dites que la province peut définir ou établir des régions qui excluraient des personnes, si elle le veut, pour les empêcher de recevoir une formation dans leur langue. Mais on peut regarder cet argument sous un autre angle aussi, c'est-à-dire que si on n'insiste pas sur l'établissement d'une région ou des régions, la province pourrait définir toute la province comme région et établir une école pour toute la province.

M. Gauthier: Comme le Québec, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick.

M. Kaplan: Oui, et cela n'est pas raisonnable mais si l'on donne le concept de région, cela peut donner à la Cour le droit de demander que les régions mêmes soient raisonnables.

En réponse à une autre de vos questions, on peut avoir une région établie pour qu'un enfant à l'école primaire ne puisse pas continuer à l'école secondaire mais on peut aussi avoir des frontières de régions différentes pour les écoles primaires et les écoles secondaires. Dans ma région en Ontario, cela se fait pour les écoles primaires et secondaires mais il faut aussi que la province soit raisonnable en disant quelles sont les régions pour les écoles secondaires, étant donné que les enfants peuvent aller plus loin quand ils sont plus âgés lorsqu'il s'agit de fréquenter l'école secondaire.

Alors, tous les problèmes que vous prévoyez qui empêchent peuvent aussi aider et lorsqu'on sait que les Cours existent pour régler des problèmes de ce genre et pour rétablir les droits, s'il y a lieu, je crois qu'on peut défendre ces dispositions de l'article.

Finalement, si je peux ajouter quelque chose, le gouvernement fédéral a bien pris connaissance du fait que la formule ici a été proposée même par les premiers ministres des provinces du Canada et ici, quand il s'agit de réduire les options d'une province dans la constitution, de réduire le domaine de la législation possible ou de diriger les provinces dans le domaine de leurs pouvoirs, ça aide énormément de savoir que les premiers ministres eux-mêmes ont approuvé une telle formule.

M. Gauthier: Monsieur le ministre, je regrette de vous le dire mais ce que vous m'avez expliqué c'est une politique de ghetto ou de réserve; ce n'est pas du tout ce que les premiers ministres provinciaux ont proposé. Cessez de dire que c'est la même chose, ce n'est pas du tout la même chose, je vous l'ai lu, d'ailleurs, tantôt mais je pense que je ne vous convaincrs pas, et le facteur résidence, vous ne l'avez pas expliqué. En tous

[Translation]

Secondly, you ask who will define the region, the residents, and the sufficient numbers?

The provinces have jurisdiction over these matters, and they must define them first. The provinces must establish the areas, define them, and determine what constitutes a sufficient number. However, if we are not happy with the definitions provided by the provincial government, we can obtain a definition from the courts, in order to correct a situation within a province, or to define what constitutes an area, residence, or a sufficient number.

So, as for all other rights guaranteed or defined within this constitution, the courts, in the final analysis, rectify what is proposed by a province.

You stated that a province could define or establish areas which might exclude certain persons, if it so wished, in order to prevent them from receiving instruction in their language. But look at that argument from another point of view, that is that if we did not insist on the establishment of a region or regions, the province could define the whole province as the area, and establish one school for the whole province.

Mr. Gauthier: As is the case in Quebec, Manitoba, and New Brunswick.

Mr. Kaplan: Yes, it would not be reasonable, but, if the concept of area has been defined, the courts may require that the regions themselves be reasonable.

In answer to another of your questions, an area could be defined wherein a child at the primary school level may not be able to continue at the secondary school level, but it would be possible to have different boundaries for primary schools and for secondary schools. In my region of Ontario, that is what is done for secondary and primary schools, but the province must also be reasonable in defining secondary school areas, since the children can travel farther when they are older, and attending secondary schools.

So all the difficulties which you have raised can in fact be also useful, and since courts are established in order to solve such problems, and ensure rights, when necessary, I think the provisions of this section are sound.

Finally, the federal government has noted that this formula was indeed proposed by the premiers of the provinces of Canada, and where the constitution may place specific restrictions on a province, or restrict possible legislation, or direct provinces as to the exercise of their powers, it does help to know that the premiers themselves approved such a formula.

Mr. Gauthier: Mr. Minister, I am sorry to say that what you have proposed is a ghetto policy; it is not at all what the provincial premiers had proposed. Please stop saying it is the same thing, when it is not at all. I have just quoted the provincial premiers' proposal but I do not think I can convince you of that, and moreover you have not explained the term "residence". In any case, I will come back to this later, and I hope then the Committee will listen more attentively.

[Texte]

cas, je reviendrai peut-être là-dessus et j'espère que le Comité va m'écouter un petit peu plus attentivement.

M. Kaplan: Et contre la disposition 24 ici . . .

M. Gauthier: Oui.

M. Kaplan: Qui assure que la Cour a le droit de . . .

M. Gauthier: Mais, monsieur le ministre, ni la loi, ni la loi d'interprétation ne s'adresse à ces questions que je vous ai posées. Moi, je ne suis pas avocat, je vous l'ai dit, mais la loi de l'interprétation ne définit pas de façon satisfaisante . . .

M. Kaplan: Oui, vous n'êtes pas avocat . . .

M. Gauthier: Non. Ni résidence . . .

M. Kaplan: Nous avons des avocats ici avec nous et je crois qu'ils peuvent confirmer l'interprétation que j'ai suggérée pour cette disposition-ci.

M. Gauthier: Monsieur Tassé?

M. Tassé: Je n'ai pas beaucoup à ajouter à ce que monsieur Kaplan a dit.

Ici, il ne s'agit pas d'écrire un code scolaire . . .

M. Gauthier: Non!

M. Tassé: Il s'agit simplement de reconnaître un droit fondamental . . .

M. Gauthier: Oui.

M. Tassé: Et de donner les paramètres dans lesquels ce droit-là pourrait être exigé et tout en reconnaissant que l'éducation est un domaine provincial . . .

M. Gauthier: Oui.

M. Tassé: Alors, je ne sais pas si en fait je dois déduire de vos commentaires qu'il faudrait inclure une définition de «région», une définition de «résidence». Chaque province, en fait, a ses particularités . . .

M. Gauthier: Définissez-les.

M. Tassé: Chaque province décide de la façon dont, étant donné sa géographie, la dispersion de ses ressources humaines, de sa population, décide de la façon dont elle va organiser la dispensation des services scolaires ou de l'éducation. Ce que l'on dit ici et ce que la charte va reconnaître c'est que si les minorités trouvent que la façon dont les autorités provinciales se sont déchargées de cette obligation-là n'est pas raisonnable, elles pourront en appeler aux tribunaux qui, eux, pourront voir si, de fait, c'est raisonnable la façon dont on a procédé.

Si, par exemple, on organisait les structures de commissions scolaires de façon à ce qu'un bassin de Francophones ou d'Anglophones était dispersé à l'intérieur d'un certain nombre alors que s'ils étaient regroupés et que ça pouvait se faire assez facilement dans une même commission, dans une même région, eh bien, on peut penser que le Tribunal dirait, ce n'est pas raisonnable de les éparpiller à travers plusieurs commissions parce que, à ce moment-là, vous les privez d'un droit que la constitution leur reconnaît.

En fait, je pense qu'on ne pouvait pas ici commencer à prévoir tous les problèmes. On prend pour acquis que les provinces, étant donné que justement les premiers ministres ont accepté ce principe que la minorité a droit à l'éducation

[Traduction]

Mr. Kaplan: And against Section 24 . . .

Mr. Gauthier: Yes.

Mr. Kaplan: Which ensures that the court has the right to . . .

Mr. Gauthier: But, Mr. Minister, neither this resolution, nor the Interpretation Act covers the points which I have raised. I am not a lawyer, as I said, but the Interpretation Act does not define satisfactorily . . .

Mr. Kaplan: That is right, you are not a lawyer . . .

Mr. Gauthier: No; either the term "residence", or . . .

Mr. Kaplan: We have lawyers here, and I think they will confirm the interpretation I have put to this particular clause.

Mr. Gauthier: Mr. Tassé?

Mr. Tassé: I have not much to add to what Mr. Kaplan has said.

We are not trying to draft a school code . . .

Mr. Gauthier: No!

Mr. Tassé: We simply wish to recognize a fundamental right . . .

Mr. Gauthier: Yes.

Mr. Tassé: To set out the parameters within which that right may be exercised, and at the same time to recognize that education is a provincial jurisdiction . . .

Mr. Gauthier: Yes.

Mr. Tassé: So I am not sure if I should conclude, from your remarks, that we should include a definition of area, and one for residence. Each province, of course, has its particularities . . .

Mr. Gauthier: Define them.

Mr. Tassé: Each province, according to its geography, the distribution of its human resources, of its population, must decide how it is going to organize delivery of education and school services. That is what is said here, and the charter recognizes that if minorities feel that the provincial authorities are not properly discharging their obligation, they can appeal to the courts, who will in turn decide whether it is reasonable.

Suppose, for instance, that school boards were so structured that a group of francophones or anglophones were spread out within a certain number of areas, although they could be regrouped under a single board within a given area, we could expect the courts to find that it is unreasonable to spread them through several boards, that they have been deprived of their rights under the constitution.

Indeed, it was impossible to foresee all problems. We must accept that the provinces, since indeed the premiers have accepted the principle that minorities have a right to education in their own language, will be prepared to make the necessary

[Text]

dans sa langue, sont prêtes à faire les efforts nécessaires et ce qu'on leur donne ici c'est un cadre dans lequel ces efforts-là pourront être faits.

Encore une fois, si la minorité n'est pas satisfaite de la façon dont les autorités provinciales scolaires se sont conformées à cet article, à ces dispositions-là, elles pourront en appeler et les cours détermineront si c'est un exercice raisonnable.

Je voudrais ajouter à ce que le ministre Kaplan a dit concernant les installations. C'est une question qui a été soulevée en présence du ministre à une séance antérieure et monsieur Chrétien avait dit que c'est une question qu'il examinerait à nouveau mais je ne suis pas en mesure de vous dire aujourd'hui quel est...

M. Kaplan: C'est sur l'interprétation du mot «installation».

M. Tassé: C'est que certains témoins—dont, entre autres, le Commissaire aux Langues—avaient dit qu'il faudrait peut-être élargir le texte de façon à ce que de nouvelles techniques puissent être mises à contribution dans la dispensation de l'éducation mais, ce n'est certainement pas l'intention du gouvernement de diminuer en quoi que ce soit le droit à des écoles parce que l'école va continuer d'être le moyen privilégié, évidemment, d'éduquer les jeunes mais on a tenté par ce texte et on croit en fait, à l'analyse des commentaires qui ont été faits, que le droit à l'école comme tel continue d'être reconnu mais, que le texte ici ajoute à la disposition, ajoute aux droits des minorités parce que dans les cas qui seraient justifiés ou que ce serait raisonnable, la technique le permettant, il serait possible d'exiger que d'autres moyens, là où le nombre ne justifie pas une école en soi, que d'autres techniques puissent être employées pour dispenser l'éducation dont le droit est reconnu ici dans l'article.

Quant au texte lui-même, je pense que l'intention est claire. Quand au texte lui-même, il est sous examen pour voir si ce ne serait pas possible de préciser de façon claire que le droit à l'école persiste.

• 1130

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Mr. Gauthier.

Mr. Hawkes on a short supplementary.

Mr. Hawkes: Proceeding in response, you have indicated that the minority could use the clause to sue if they felt their rights had been abrogated.

In law, would the same privilege be available to the majority who felt the particular government had been over generous, was committing more than the constitutionally required amount of funds—could the majority sue to have the programme stopped with the reserve discrimination side of this particular clause?

Mr. Kaplan: I would like to draw your attention to Clause 24 which makes it pretty clear that anyone who feels that their rights and freedoms have been infringed by the Charter may apply.

Mr. Hawkes: Is that an affirmative answer, then?

[Translation]

efforts and we have simply provided the necessary framework here.

However, if the minority is not satisfied with the application of the provisions of this section by the provincial school authorities, it can appeal, and let the courts determine whether its application was reasonable.

I would like to add to what Mr. Kaplan has said concerning school facilities. It was a question raised with the minister in a previous meeting, and Mr. Chrétien had answered that he would reconsider the issue, but I am not in a position to tell you his decision...

Mr. Kaplan: It is with respect to the interpretation of the word "facilities".

Mr. Tassé: Certain witnesses, among them the Commissioner for Official Languages, had proposed to broaden the text to cover new techniques in the delivery of education, but it was never the intention of the government to limit in any way the right to school facilities, since these will continue to be the best way, of course, to educate our youth. However, following analysis of the comments on this matter, we have tried, through this text, to ensure that the right to a school per se would be maintained, but we feel it had broadened the rights of the minorities, in that in those cases where it is justified and reasonable, technology might allow, where numbers do not warrant the establishment of a school per se, to use other means, other techniques in order to provide school instruction as recongized in this section.

I think the intention in this text is quite clear. The text itself is under consideration, to see if it might not be possible to clearly recognize that the right to a school must be maintained.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, monsieur Gauthier.

Monsieur Hawkes, vous avez droit à une courte question supplémentaire.

M. Hawkes: A ce sujet, vous avez dit qu'aux termes de cet article, la minorité pourrait avoir recours aux tribunaux si elle se croyait lésée dans ses droits.

Aux termes de la loi, le même privilège serait-il accordé à la majorité, si elle croyait que le gouvernement en question a été trop généreux, et qu'il a dépensé plus d'argent que nécessaire à cette fin? La majorité, se sentant l'objet d'une discrimination, aux termes de cet article, pourrait-elle avoir recours aux tribunaux pour supprimer le programme?

M. Kaplan: Je vous ferai remarquer que l'article 24 permet à quiconque se sent lésé dans ses droits et libertés, aux termes de la Charte, d'avoir recours aux tribunaux.

M. Hawkes: Vous répondez donc par l'affirmative?

[*Texte*]

Mr. Kaplan: I would like to answer that question this afternoon.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Mr. Hawkes.

Mr. Robinson, a short question.

Mr. Robinson: A short supplementary on the question of language rights.

I certainly appreciate the points raised by Mr. Gauthier. But one of the points raised earlier by witnesses was with respect to the possibility that, pursuant to Clause 43 of the proposed charter of rights, the language rights which presently exist under the provisions of the British North America Act, with respect to the Province of Quebec and also the provisions of the Manitoba Act with respect to franco-Manitobans, that those rights could be swept aside by a simple agreement between the province involved and the federal government under Clause 43.

Have you considered the possibility of adding to Clause 50, a section which requires certain fundamental matters to the constitution only to be made pursuant to the more elaborate provisions of the greater safeguards of Clauses 41 and 42; have you considered adding to those the existing provisions which protect language rights, to prevent these being bypassed by an agreement between, for example, the Province of Manitoba and Canada, which would remove the rights of franco-Manitobans?

Mr. Kaplan: I would like to draw your attention, in Clause 43, to the fact that you said it was the federal government. But it would require the federal Parliament, and this is a substantial safeguard in itself, and one which the government considers adequate.

Mr. Robinson: Are you saying that these rights can be taken away, rights under Section 23 of the Manitoba Act or Section 133 of the British North America Act—that those rights can be swept aside by an agreement made between the provincial legislative assembly and the federal Parliament? You find that adequate—protection of those rights?

Mr. Kaplan: Well, given the rights which are created under this charter, which are quite farreaching, the rights that the charter protects, of course, would continue to survive—would survive.

But your point is valid. The Parliament of Canada and the particular province could change the rights to which you have referred.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Mr. Robinson.

Mr. Corbin, a short supplementary question.

M. Corbin: Je vous remercie.

Une question supplémentaire, monsieur le président, sur les questions de monsieur Gauthier.

Je regrette, encore une fois, que l'on considère ces droits linguistiques accordés à la minorité comme une espèce de gracieuseté ou de générosité. Je pense qu'il y a toute une mentalité à changer au pays et j'ai l'impression que malgré tout ce qui a été dit ici au Comité, malgré toutes les représen-

[*Traduction*]

M. Kaplan: J'aimerais revenir sur cette question cet après-midi.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, monsieur Hawkes.

Monsieur Robinson, vous pouvez poser une brève question.

M. Robinson: Oui; elle porte sur cette question des droits linguistiques.

J'apprécie beaucoup les questions soulevées par M. Gauthier. Mais des témoins, dans des séances antérieures, nous ont fait remarquer qu'aux termes de l'article 43 de la résolution, telle que proposée, il est possible que les droits linguistiques actuels prévus dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, quant à la province de Québec, et dans les dispositions de l'Acte du Manitoba, à l'égard des franco-Manitobains, que ces droits, dis-je, soient supprimés par une simple entente entre la province intéressée et le gouvernement fédéral.

Avez-vous pensé à ajouter à l'article 50, qui assure que certains points fondamentaux de la constitution ne peuvent être changés qu'en vertu des dispositions plus détaillées des articles 41 et 42, d'ajouter, dis-je, les dispositions actuelles qui protègent les droits linguistiques, pour empêcher que ceux-ci ne soient abrogés, par exemple, à la suite d'une entente conclue entre la province du Manitoba et le gouvernement du Canada?

M. Kaplan: Au sujet de l'article 43, je note que vous avez dit que c'est le gouvernement fédéral. Toutefois, la disposition stipule qu'il faut l'accord du Parlement fédéral, garantie importante en soi, considérée suffisante par le gouvernement.

M. Robinson: Dites-vous, en fait, que les droits prévus aux termes de l'article 23 de l'Acte du Manitoba et de l'article 133 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique peuvent être abrogés par une entente conclue entre l'assemblée législative de la province et le Parlement fédéral? Trouvez-vous vraiment que ce soit une protection suffisante de ces droits?

M. Kaplan: Eh bien, étant donné les droits accordés par la charte, qui sont très larges, les droits protégés par la charte, bien sûr, seraient maintenus.

Toutefois, votre point est juste. Le Parlement du Canada et telle ou telle province pourraient changer ces droits.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

Monsieur Corbin, une courte question supplémentaire.

Mr. Corbin: Thank you.

Mr. Chairman, my supplementary will follow up on Mr. Gauthier's questions.

I am sorry to see that once more, linguistic rights granted to the minority are considered as a form of favour, or some generosity on the part of the majority. I still believe that there is a need to change attitudes throughout the country, and I have the impression, despite what has been said in this Com-

[Text]

tations faites par les minorités linguistiques au pays, on est encore loin d'avoir trouvé la formule heureuse qui nous amènera un minimum d'équité dans le domaine linguistique.

C'est bien beau de dire que les provinces pourront définir, sur le plan administratif, ce que la loi veut dire et s'efforcer de l'appliquer tant bien que mal mais dans les journaux de ce matin encore on parle d'obstructions du maire de Penetang, de laissez-faire du ministre et, en fin de compte, les Francophones n'auront peut-être pas d'école, et tout cela parce qu'on s'accroche sur des interprétations, ce que veulent dire les mots, ce qu'ils ne veulent pas dire et ce qu'on fait là avec l'article 23 qui est basé sur une résolution, à mon sens, bâtarde, sur la résolution des premiers ministres des provinces, elle est bâtarde parce qu'on a voulu limiter son application avec le nombre, c'est qu'on va perpétuer, on va tout simplement perpétuer et consacrer des injustices qui sont avec nous depuis 114 ans.

Cela a été ma thèse depuis treize ans au Parlement, c'est le point de vue que j'ai prôné tout au cours de l'étude de ces articles devant un comité et j'ai l'impression qu'en voulant fendre des cheveux, on va confirmer le status quo encore une fois.

Moi, je ne suis pas du tout, pas du tout confortable. Je ne suis pas confortable avec cette interprétation.

M. Kaplan: Je ne suis pas d'accord avec cette interprétation que vous avez faite mais j'aimerais juste vous poser cette question: si on enlève cette formule, qu'est-ce que vous mettriez à sa place?

M. Corbin: Je veux savoir . . .

M. Kaplan: Un instant!

N'importe quoi ou laisser le fardeau aux gouvernements provinciaux d'établir les règles du jeu sous la direction ou avec l'approbation nécessaire des Cours?

M. Corbin: Très simplement, monsieur le ministre, ce sera mon dernier commentaire, monsieur le président, je vous remercie, la formule qui doit s'appliquer sans limites, sans qualificatifs est la suivante: chaque enfant de la minorité francophone ou anglophone dans chacune des provinces a le droit de recevoir l'enseignement dans sa langue dans les écoles primaires ou secondaires.

Ce serait le meilleur des commencements et on bâtirait là-dessus, monsieur le ministre.

M. Kaplan: D'accord.

Mais nous croyons que les Canadiens en général ne seraient pas prêts . . .

M. Corbin: Eh bien, c'est bien de valeur, mais ça fait 114 ans qu'on attend!

M. Kaplan: Ça peut vouloir dire une école juste pour une personne.

M. Corbin: Ça, c'est l'argument du ridicule, monsieur le ministre. Vous n'avez pas le droit de continuer à «peddle» cet argument-là devant le Comité, devant des Francophones ici qui ont été plus que raisonnables.

M. Kaplan: Quelle est la réponse à cette . . . ?

[Translation]

mittee, despite at all the representations made by the linguistic minorities of the country, that we are still far from having found the successful formula which will assure minimum equality of linguistic rights.

It is all very well to say that the provinces will define, administratively, the meaning of the law, and that they will try to apply these as best they can, but again this morning, the newspapers report obstructions to this process by the Mayor of Penetang, the laissez-faire attitude of the minister, and it may well end up again that the francophones will not have a school, and all because people are hung up on interpretations, on what words mean, and on what they do not mean, and in Section 23, which is based on a resolution of the premiers of the provinces which I consider inadequate since it limits the application to numbers, we are only perpetuating and enshrining injustices which we have endured for 114 years.

That has been my theme for the 13 years I have been in Parliament, it is the point of view which I have extolled during consideration of these clauses in committee, and I am afraid that in trying to split hairs, we will only confirm the status quo again.

Personally, I am most uneasy on this point, most uneasy with this interpretation.

Mr. Kaplan: I do not agree with your interpretation, but I would like to ask you one simple question: if we removed this formula, what would you substitute in its place?

Mr. Corbin: I want to know . . .

Mr. Kaplan: Just a minute!

Would you put just anything, or place on provincial governments the burden of establishing the rules of the game under the direction, or with the necessary approval of the courts?

Mr. Corbin: Very simply, Mr. Minister—and this will be my last comment, Mr. Chairman, and I thank you for your indulgence—here is the formula which must be applied without any limitations, any qualifications: every child of the francophone or anglophone minority in each of the provinces has the right to receive primary and secondary school instruction in that minority language.

That would be the best solution, on which we could build, Mr. Minister.

Mr. Kaplan: I agree.

But we do not believe that Canadians in general will be ready to . . .

Mr. Corbin: Well, that is just too bad, we have been waiting for 114 years!

Mr. Kaplan: That could mean a school for a single person.

Mr. Corbin: That is a ridiculous argument, Mr. Minister. You have no right to continue to peddle that argument before this Committee, before francophones here present who have been more than reasonable.

Mr. Kaplan: So what is the answer to . . . ?

[Texte]

M. Corbin: Je vais vous la donner, la réponse: suivez l'exemple du Nouveau-Brunswick où on a été raisonnable, où on s'est accordé des délais pour mettre en place les appareils, les écoles, les systèmes administratifs sans heurter, sans brimer les droits de qui que ce soit. On l'a fait, on a bâti graduellement. Et là, c'est le temps plus que jamais de passer aux gestes.

M. Kaplan: Mais si on ne veut pas être raisonnable, vous avez là une formule raisonnable.

The Joint Chairman (Mr. Hays): Thank you, Mr. Corbin.
Mr. McGrath.

Mr. Kaplan: C'est le raisonnable ici qui est proposé. Ca, c'est une définition du raisonnable.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you, go ahead.
Mr. McGrath.

Mr. Kaplan: Mr. Chairman, I wonder if I could give an answer to Mr. Hawkes' question now. I am ready to answer his question now.

The Joint Chairman (Senator Hays): Yes, Mr. Kaplan.

Mr. Kaplan: I did not understand the technical, legal explanation I was given; but the answer is no.

I was not satisfied to put forward an answer that I did not fully understand, even though it was given to me by our law officers. I wanted to understand and agree with it. I now understand it.

The answer is no. Under Clause 24 a member of the majority in a province would not have the status. He might have other recourse, but he would not have recourse under Clause 24 to challenge the provision by a provincial or municipal government of the linguistic opportunities to the minority group in that province in education.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you.
Mr. McGrath.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, one of the areas I wanted to cover this morning has been dealt with extensively by one of the previous members who intervened.

But I would like to say, before getting into the other specific area which I would like to cover, which is not on this subject, that I have listened with great interest to this discussion.

Coming from the Province of Newfoundland where we have a very small, miniscule percentage of the population of French origin, it is a subject which is of considerable interest to me; because my own children, first of all, are receiving the benefits of a bilingual education.

When I look upon the right to French education in this country, I do not see it as a gift of any government, but as a right of citizenship.

Now I say that because if you denied that right of citizenship to people of Canada who come from unilingual parts of the country, then if you accept the bilingual nature of our country and the laws of our country, then you are denying these people equality of opportunity.

[Traduction]

Mr. Corbin: I will tell you what is the answer. Follow the example of New Brunswick, where we have been most reasonable, where we have allowed the necessary delays in order to set up the necessary apparatus, schools, and administrative systems, without restricting the rights of anyone. We did it by building gradually. And I think it is more than ever time to act.

Mr. Kaplan: But if people do not wish to be reasonable, you have at least a formula which ensures reasonableness.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci, monsieur Corbin.
Monsieur McGrath.

Mr. Kaplan: We are proposing a reasonable alternative here. That is a definition of reasonableness.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci, aillez-y. Monsieur McGrath.

M. Kaplan: Monsieur le président, je me demande si je ne pourrais pas répondre tout de suite à la question de M. Hawkes. Je suis en mesure de le faire.

Le coprésident (sénateur Hays): Allez-y, monsieur Kaplan.

M. Kaplan: Je n'ai pas compris l'explication juridique que l'on m'a donnée, mais la réponse est négative.

Même si cette réponse me vient de nos avocats, je ne suis pas très heureux de vous la communiquer, puisque je ne la comprenais pas parfaitement, mais maintenant, je l'ai comprise.

La réponse est donc non, car, en vertu de l'article 24, un membre du groupe majoritaire d'une province n'aurait pas ce recours. Il pourrait en avoir d'autres, mais pas en vertu de l'article 24. Il ne pourrait pas contester une disposition adoptée par un gouvernement provincial ou une administration municipale quant au droit à l'enseignement du groupe minoritaire dans sa langue.

Le coprésident (sénateur Hays): Je vous remercie.
Monsieur McGrath.

M. McGrath: Ce matin, je voulais vous parler d'un sujet qui a fait l'objet d'une longue intervention par l'un des membres qui m'ont précédé.

Avant de passer à une autre question, donc, je voudrais revenir sur un point qui m'a vivement intéressé.

Comme je suis originaire de Terre-Neuve, où la proportion de francophones est minime, la question m'intéresse énormément, car mes propres enfants profitent d'une éducation bilingue.

Quand je songe au droit à l'enseignement en français, je n'ai pas l'impression que ce soit une faveur du gouvernement, mais bien un droit allant de pair avec la citoyenneté.

Si vous refusez ce droit aux citoyens canadiens qui viennent des régions unilingues du pays, tout en acceptant le caractère bilingue de notre pays et de ses lois, vous refusez à ces gens l'égalité des chances.

[Text]

I put that forward as a proposal which we tend to lose sight of, coming from a province where 97 per cent of the population is anglophone. I would like to think that my children, growing up in that province, would like an opportunity to pursue a career in the public service. They would be considerably disadvantaged in pursuing that public service career, if they did not have access to French language education. I think that point has to be made.

The other point, Mr. Chairman, I would like to cover concerns resources. I wanted to ask the Minister if he would tell the Committee if there has been a change; because I perceive that there has been a fundamental change in the government's policy as enunciated at the First Ministers meeting last fall.

As I recall it, the question of off-shore resource ownership, or the off-shore question, was the subject of considerable debate.

As I recall the discussions, there was an agreement reached that the Government of Canada would—and I think the Minister of Justice is quoted as saying that this would be a part of the ongoing process, and would constitute part of the agenda of the second phase of constitutional discussions.

It is interesting that the Kirby document—for the Minister's eyes only—made reference to that, refers to the provincial position which will continue to be unacceptable to the federal government. The challenge remains to find some middle ground which would be attractive enough to some coastal provinces to break the provincial front. That is from the Kirby document.

We now have before the House, Bill C-48 which includes the Canada lands.

Interestingly enough, Bill C-48, which I look upon as a companion bill to what we are discussing here, had closure invoked on it; the second reading was invoked by closure, and it is now on its way to a committee.

But I would like to ask, if the off-shore resource question is still open to negotiation, as per the commitment given by the Minister of Justice last fall and last summer, it would seem to me that that commitment has been rather unilaterally preempted by the provisions of Bill C-48. There is nothing left to negotiate; the Government of Canada claims the Canada lands off the Atlantic coast and in the Arctic.

Mr. Kaplan: This is not the place for a long debate on Bill C-48.

But my understanding of Bill C-48 is that it leaves open the question of definition of Canada lands. The regime proposed applies to Canada lands; but the commitment of the Minister of Justice continues to be that discussion of definition is an acceptable subject and one which the government would continue to be prepared to discuss in phase 2, as you have put it, in the hope that agreement could be reached about it.

Mr. McGrath: Let me put it to you another way, Mr. Minister. In addition to the government taking the position that this would be a part of phase 2 of the discussions, the

[Translation]

Comme dans ma province la population est composée à 97 p. 100 d'anglophones, je vous rappelle ce fait, que l'on a tendance à négliger. Je voudrais que mes enfants aient la possibilité de faire carrière dans la fonction publique, même s'ils sont élevés dans cette province. S'ils n'avaient pas accès à un enseignement en français, ils seraient grandement défavorisés de ce point de vue. Ce n'est pas à négliger.

Je voudrais aussi parler des ressources. Le ministre pourrait-il dire au Comité s'il y a eu des changements, car j'ai eu l'impression que le gouvernement avait modifié en profondeur la politique énoncée lors de la conférence des premiers ministres, l'automne dernier.

Si je ne m'abuse, la question de la propriété des ressources *off-shore* a fait l'objet d'un long débat.

Si ma mémoire est bonne, le gouvernement du Canada a convenu, et le ministre de la Justice l'a dit lui-même, que ce sujet ferait partie d'une consultation permanente et serait à l'ordre du jour de la deuxième étape des discussions constitutionnelles.

Il est intéressant de constater que le document Kirby, rédigé à la seule intention du ministre y fait allusion, en mentionnant que la position des gouvernements provinciaux continuera d'être inacceptable pour le gouvernement fédéral. Le défi, c'est de trouver un terrain d'entente qui plairait suffisamment à certaines des provinces côtières pour percer une brèche dans le front commun des provinces. Voilà ce que dit en substance le document Kirby.

La Chambre doit maintenant étudier le Bill C-48, qui mentionne également les terres du Canada.

Il est intéressant de noter que l'étude de ce Bill C-48, qui doit, à mon avis, être couplée à ce dont nous discutons ici, a été interrompue par la guillotine, si bien que, la deuxième lecture terminée de cette façon, le projet de loi a été renvoyé à un comité.

Si la question des ressources off-shore doit encore faire l'objet de négociations, comme l'a promis le ministre de la Justice, l'automne et l'été derniers, comment expliquez-vous ces dispositions du Bill C-48, qui semblent annuler toute promesse? Il n'y a plus rien à négocier, puisque le gouvernement du Canada revendique les terres au large de la côte de l'Atlantique et dans l'Arctique.

M. Kaplan: Ce n'est pas l'endroit pour discuter du Bill C-48.

Cependant, si je ne m'abuse, le Bill C-48 ne définit pas les terres du Canada, il ne fait que proposer l'application du régime à ces terres. Le ministre de la Justice, comme il s'y est engagé, tiendra des discussions sur la définition au moment de la deuxième étape des discussions, comme vous l'avez appelée. Le gouvernement espère ainsi aboutir à un accord.

M. McGrath: Je vais formuler ma question différemment. Le gouvernement prend comme position que cela fera partie de la deuxième étape des discussions, et en plus, le premier ministre,

[Texte]

Prime Minister also took the position in the House, as did your colleague, the Minister of Energy, that the disputed claim to the off-shore was a question for the courts to decide.

So, here we have the government on the one hand saying that it is a question for the courts to decide; on the other hand, it is saying that this should be a part of phase 2 of the negotiations. Then they proceed up the middle with a bill which stakes out the government's claim by statute to the off-shore, because that is what the Canada lands are.

Not only does it stake out a claim to the off-shore, but it defines just exactly how the off-shore shall be developed and what part of this development shall be enjoyed by the federal jurisdiction.

It would seem to me that the commitment made by the Minister of Justice last fall and the statement made in the House by the Prime Minister that this matter should be settled by the courts are meaningless.

Mr. Kaplan: I would agree with you that it certainly would be desirable in the interests of the development of that region to have those questions agreed.

But Bill C-48 does not prejudice in any way negotiation or the reference to the courts; whichever alternative any of the parties chooses is still open.

Of course, it goes without saying that I hope—and I know the Minister of Energy, Mines and Resources has expressed the hope in the House also—that an agreement can be reached about them.

• 1150

Mr. McGrath: If it does not prejudice it, I submit that is not compatible with the provisions of Bill C-48.

My question, however, remains: why proceed with the Canada lands provision of that bill now before the second phase of negotiation gets underway.

Mr. Kaplan: Well, it is because it is legislation of national applicability.

Mr. McGrath: That is right, national applicability but primarily it is applicable to the Atlantic provinces; the only area where you cannot extend is the continental shelf and there are some very positive findings out there with regard to oil and gas.

Mr. Kaplan: Well, there are many parts of the country where there is no dispute about that question, the boundary between Canada lands and provincial lands, and the legislation only applies to Canada lands. It does not define them, so in areas where there is no dispute about them, the benefit of the legislation can be achieved right away, and in those areas where negotiations or reference to a court is chosen to determine the question, it is not prejudged by the passing of Bill C-48.

Mr. McGrath: I would just like to conclude, Mr. Chairman, I was going to put this forward as a point of order at the end of our proceedings on clause 1 before we get into clause-by-clause, but last Thursday, while I was directing questions to the Minister with regard to Newfoundland's claim to jurisdic-

[Traduction]

à la Chambre, comme votre collègue, le ministre de l'Énergie, a adopté comme attitude que la question de la propriété des ressources off-shore devait être tranchée par les tribunaux.

Le gouvernement dit donc d'une part que les tribunaux devront trancher et, d'autre part, que cela devrait faire partie de la deuxième étape des négociations. Puis, au même moment, il présente un projet de loi qui pose les jalons de ses revendications dans ce domaine, puisque c'est à cela que correspondent les terres du Canada.

En outre, il définit exactement comment ces ressources seront exploitées et quelle part de cette exploitation lui reviendra.

J'ai l'impression que l'engagement pris par le ministre de la Justice, l'automne dernier, et la déclaration faite à la Chambre par le premier ministre, voulant que cette question soit tranchée par les tribunaux, sont nuls.

M. Kaplan: Comme vous, je crois qu'il serait souhaitable, au profit même du développement de cette région, qu'il y ait accord.

Le Bill C-48 ne préjuge d'aucune négociation ni jugement des tribunaux, quelle que soit la voie choisie par l'une des parties.

Tout comme le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources l'a dit à la Chambre, j'espère que l'on pourra en arriver à un accord sans ces recours.

M. McGrath: Si cela n'empêche rien, je trouve qu'il y a incompatibilité avec les dispositions du Bill C-48.

Je me demande quand même pourquoi on trouve dans ce projet de loi des dispositions sur les terres du Canada avant même que la deuxième phase des négociations ait commencé.

M. Kaplan: C'est parce que cette loi s'applique à l'échelle nationale.

M. McGrath: C'est bien cela, mais elle s'applique surtout aux provinces Maritimes, et le seul endroit où vous ne puissiez vous étendre, c'est le plateau continental, où l'on a vraiment trouvé du pétrole et du gaz.

M. Kaplan: Dans bien d'autres régions du pays, il n'y a aucun litige quant à la frontière entre les terres du Canada et celles des provinces. La loi ne s'applique qu'aux terres du Canada. On ne les définit pas, si bien que là où il n'y a aucun litige à ce sujet, on pourra immédiatement profiter de l'application de la loi, et là où il y a négociation ou recours aux tribunaux, l'adoption du Bill C-48 ne règle rien.

M. McGrath: En terminant, je vous parlerai de ce qui a failli faire l'objet d'un rappel au Règlement à la fin de nos délibérations sur l'article 1, avant le début de l'étude article par article. Jeudi dernier, tandis que j'interrogeais le ministre à propos des pouvoirs revendiqués par Terre-Neuve, nous

[Text]

tion, although we were not referring to the oil and gas claim, we were referring to Newfoundland's special rights, Mr. Strayer intervened at the request to the Statute of Westminster, claiming that Term 48 made provision for Newfoundland to enter as a province like all the rest, that is the gist of Term 48.

Well, of course the Minister has an advantage over us because he has his officials with him and they can cite these terms to support various arguments that are being put forward at any particular time, but he forgot to mention, and I am sure it was a momentary lapse of memory because Mr. Strayer would not do that deliberately, he forgot to mention Term 7 and I am going to read Term 7 into the record, it is not very long. Term 7 of the Terms of Union between Newfoundland and Canada states, and I quote:

The constitution of Newfoundland as it existed immediately prior to the 16th day of February, 1934, is revived at the date of Union and shall, subject to these Terms and the British North America Act 1867 to 1946, continue as the constitution of the province of Newfoundland from and after the date of Union.

I think that that Term is probably quite clear and, I am sorry, because somebody somewhere down the road would be reading these proceedings and Mr. Strayer's intervention would go by unchallenged. However, if he does have an opportunity to read today's proceedings he will know that there is another term in the Terms of Union that protect Newfoundland's rights vis-a-vis the Statute of Westminster under Term 7.

That is all I have to say, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Mr. McGrath.

Mr. Kaplan: Mr. Strayer can give an explanation about Term 7 and I think this would be the right point in the record for him to have the opportunity to do so.

We have gone past 12 o'clock so we would be in the Chairman's hands.

The Joint Chairman (Senator Hays): You go ahead.

Mr. Kaplan: Mr. Strayer.

Mr. B. L. Strayer (Q.C., Assistant Deputy Minister, Public Law, from the Department of Justice): Mr. Chairman, I would like to thank Mr. McGrath for bringing to our attention Term 7. I was quite aware that that is what he was referring to the other day when he talked about the proposition that Newfoundland entered Canada as an independent dominion, and it was with reference to my view of what Term 7 means that I said that I did not agree with that.

I think if one looks at the history of the event surrounding Newfoundland coming into Confederation, one can see that the purpose of Term 7 was to simply restore to Newfoundland a provincial type of constitution.

If I might read into the record also what Mr. St. Laurent said at that time about the purpose of Term 7...

Mr. McGrath: Newfoundland was not a province in 1934.

[Translation]

discussions des droits spéciaux de Terre-Neuve, même s'il n'était pas question de pétrole ou de gaz. A la demande du ministre, M. Strayer est intervenu et a prétendu que la condition 48, concernant le statut de Westminster, prévoyait que Terre-Neuve se joignait à l'union au même titre que toutes les autres provinces.

Bien entendu, le ministre a un avantage que nous n'avons pas, puisqu'il est accompagné de ses conseillers, qui peuvent citer des dispositions étayant divers arguments. Il a toutefois oublié de mentionner, sans doute par inadvertance, et non pas délibérément, connaissant M. Strayer, la condition 7, que j'ai l'intention de vous lire, car elle n'est pas très longue. Voici donc la clause 7 des conditions de l'union de Terre-Neuve au Canada:

La constitution de Terre-Neuve, telle qu'elle existait immédiatement avant le 16^e jour de février 1934, est remise en vigueur à la date de l'union et, sous réserve des présentes clauses et de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1946, continuera d'être la constitution de la province de Terre-Neuve, à compter de la date de l'union.

Le texte est très clair. Je ne voulais pas que l'intervention de M. Strayer demeure incontestée, à cause de ceux qui liront peut-être un jour le compte rendu. Ainsi, quand on lira le compte rendu, on saura qu'il existe une autre condition protégeant les droits de Terre-Neuve face au statut de Westminster, et il s'agit de la condition 7.

C'est tout, monsieur le président.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, monsieur McGrath.

M. Kaplan: M. Strayer peut expliquer la condition 7, et je crois qu'on devrait lui donner l'occasion de le faire.

Comme il est passé midi, c'est au président de décider.

Le coprésident (sénateur Hays): Allez-y.

M. Kaplan: Monsieur Strayer.

M. B. L. Strayer (c.r., sous-ministre adjoint, droit public, ministère de la Justice): Monsieur le président, je remercie M. McGrath d'avoir attiré notre attention sur la condition 7. L'autre jour, quand il a parlé de Terre-Neuve, qui s'était jointe au Canada comme un dominion indépendant, je savais pertinemment que c'est à cette condition qu'il faisait allusion. J'ai d'ailleurs dit ne pas être d'accord avec lui, étant donné mon interprétation personnelle de cette condition 7.

Si l'on tient compte des événements qui ont entouré l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération, on se rend compte que la condition 7 avait pour objet de tout simplement redonner à Terre-Neuve une constitution provinciale.

Si vous permettez, je peux vous lire ce qu'a dit M. St-Laurent, à l'époque, à propos de l'objet de la condition 7...

M. McGrath: Terre-Neuve n'était pas une province en 1934.

[Texte]

Mr. Strayer: Well, with respect, Mr. Chairman, I think it is highly arguable that Newfoundland was an independent dominion in 1934 either.

However, whatever Newfoundland was in 1934 I think is irrelevant to what happened in 1949, but in 1949, when Newfoundland did come in and Term 7 was written into the Terms of Union, Mr. St. Laurent, in explaining the matter to the House of Commons, said the delegation from Newfoundland and its law officers insisted that they did not want the province of Newfoundland to get a new constitution out of the union. They wanted to be in the position of the provinces of Nova Scotia and New Brunswick which had constitutions before union and retained all the powers of their constitutions except those given to the central authority.

The idea was that in 1934 the legislature was suspended in Newfoundland, the constitution which had been set up by 19th Century documents, including letters patent of 1876, I believe, was suspended and a new kind of commission government was put in place.

In 1949 the intention was that the legislature and cabinet system that had existed in Newfoundland in 1934 was to be revived, but I think it is reading, with greatest respect to those who hold an opposite view, and I know there are those who do, I think it is reading far too much into Term 7 to say that that restored Newfoundland to an independent status which, frankly, may or may not ever have existed anyway.

The Joint Chairman (Senators Hays): Thank you very much.

Mr. Robinson: I do have a brief point of order which may require some consultation over the lunch break, if I may just raise it at this point.

My point of order is with respect to background documentation, in particular any cabinet discussion papers which may exist with respect to the proposed resolution.

As the Minister is aware, the government has given a commitment to comply with the spirit of the proposed freedom of information legislation. In that regard a number of Cabinet discussion papers have been tabled at first reading, when a particular bill has been tabled at first reading.

I would ask, Mr. Chairman, that the Minister consider whether or not he is prepared to table the background Cabinet discussion papers which accompanied this particular proposed resolution. I think they may be of some assistance to the Committee. I certainly have been looking with great interest at those massive briefing books, whether they constitute the Cabinet discussion papers I do not know, but in the spirit of freedom of information, in line with the policy enunciated by the government, I would ask the Minister to consider this request over the lunch break.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much. The meeting is adjourned—on the same point?

Mr. Fraser: It is just a very short point of order also.

I would ask that the Minister and his officials might over the adjournment consider the question of Clause 44 which

[Traduction]

M. Strayer: En toute déférence, je dirais qu'il n'est pas certain non plus que Terre-Neuve ait été un dominion indépendant en 1934.

Toutefois, quel qu'ait été le statut de Terre-Neuve en 1934, je crois que c'est relié à ce qui s'est produit en 1949. Cette année-là, quand Terre-Neuve a été acceptée dans la Confédération et que la condition 7 a été rédigée, M. St-Laurent a expliqué à la Chambre des communes que la délégation de Terre-Neuve et ses conseillers juridiques avaient insisté pour que la province de Terre-Neuve se donne une nouvelle constitution. Ils voulaient que Terre-Neuve soit considérée comme les provinces de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick, qui avaient déjà leur propre constitution, avant la Confédération, et qui avaient conservé tous leurs pouvoirs, sauf ceux abandonnés au gouvernement central.

En 1934, l'Assemblée législative de Terre-Neuve a été dissoute et l'application de la constitution énoncée dans des documents du 19^e siècle, y compris les lettres patentes de 1876, a été suspendue, si je ne m'abuse. Un nouveau type de commission gouvernementale a été institué.

En 1949, on voulait réinstaurer l'Assemblée législative et le conseil des ministres qui existaient à Terre-Neuve avant 1934. En toute déférence pour ceux qui seraient d'avis contraire, je crois que ce serait exagéré de dire que la condition 7 redonne à Terre-Neuve une indépendance que, franchement, elle n'a peut-être jamais eue.

Le coprésident (sénateur Hays): Je vous remercie.

M. Robinson: Je voudrais faire un rappel au Règlement qui nécessitera peut-être certaines discussions pendant le déjeuner.

Je veux parler des documents de travail, en particulier de ceux du cabinet qui ont pu être rédigés à propos du projet de résolution.

Le ministre sait fort bien que le gouvernement s'est engagé à respecter l'esprit du projet de loi sur le droit à la liberté d'information. À cet égard, un certain nombre de documents de travail du cabinet ont été déposés lors de la première lecture.

Je demanderais au ministre de décider s'il est disposé ou non à déposer les documents de travail du cabinet traitant du projet de résolution. Cela pourrait être très utile au Comité. J'ai lu avec un vif intérêt cette liasse de documents, mais j'ignore si elle constitue les documents de travail du cabinet. Étant donné la politique énoncée par le gouvernement à propos de la liberté d'information, je demanderais au ministre de réfléchir à ma requête pendant le déjeuner.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci.

La séance est levée... à ce même propos?

M. Fraser: Je voudrais, moi aussi, faire un rapide rappel au Règlement.

Je demanderais au ministre et à ses conseillers de réfléchir, pendant la pause, à l'article 44, qui retirerait au Sénat son

[Text]

removes the veto of the Senate on constitutional amendments, and the question that I would like answered is that if this proposal goes forward in its present form, removing the right of the Senate to stop a constitutional amendment in Parliament, whether it would require another amendment at some future date to our constitution to bring back that power if and when agreement is reached as to a reformed Senate, and as the Minister knows, and as his law officers know, there has been extensive discussion in some parts of the country which indicate that there is a desire to consider changing the Senate in certain ways to give better representation in Parliament to the interests of the provinces and the regions.

My point is that if the proposal goes through now eliminating the Senate's ability to block the constitutional amendment, then would it require an amendment to the constitution to bring back that power under a new and reformed Senate which might evolve after further discussions, and that is the point that I would leave with the Minister and the law officers.

Mr. Kaplan: All right, I will answer that at 3:30 p.m.

The Joint Chairman (Senator Hays): The meeting is adjourned until 3:30 p.m.

• 1540

Le coprésident (M. Joyal): A l'ordre, s'il vous plaît.

Je voudrais prier tous les honorables membres de ce Comité de bien vouloir prendre leur siège afin que nous puissions reprendre nos travaux là où nous les avons laissés à l'ajournement de ce midi. The honourable Minister was asked some questions before we adjourned for lunch this morning and if he would be ready now to provide the answers to the honourable members I would invite him to do so, otherwise I would like to recognize now the honourable Paul Lucier.

Mr. McGrath: I have a point of order, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Honourable James McGrath, before I invite the Minister to reply, on a point of order.

Mr. McGrath: It may not seem like an important point of order but it certainly has to do with the record and how it will be read from today's Proceedings.

I was asking the Minister this morning with respect to phase two of the government's round of negotiations whereby the commitment was made last summer, and again repeated by the Minister of Justice at the First Ministers meeting last September, that the off-shore jurisdiction question would constitute phase two of the constitution discussions, and my argument this morning was that this commitment has been pre-empted by the provisions of Bill C-48 which defined Canada lands.

I have the transcript of this morning's Proceedings in front of me and my understanding is born out by the transcript of what the Minister said, and he said, and I quote:

My understanding of Bill C-48 is that it leaves open the question of definition of Canada lands.

[Translation]

droit de veto sur les amendements constitutionnels. Je voudrais aussi que l'on me dise si, advenant l'adoption de la résolution, telle quelle, c'est-à-dire supprimant le droit qu'a le Sénat d'empêcher le Parlement de modifier la constitution, il faudrait amender à nouveau la constitution, si on voulait lui redonner ce pouvoir. En effet, comme le savent le ministre et ses avocats, un peu partout au pays on songe à la possibilité de remodeler le Sénat, de façon à lui permettre de mieux représenter au Parlement les intérêts des provinces et des diverses régions.

Si la résolution est adoptée sans modification, et que l'on retire donc au Sénat le pouvoir de bloquer un amendement constitutionnel, il faudra de nouveau amender plus tard la constitution, afin de redonner à un Sénat revu et corrigé ce même pouvoir. Je voudrais que le ministre et ses avocats y réfléchissent.

M. Kaplan: Très bien. Je vous répondrai à 15 h 30.

Le coprésident (sénateur Hays): Les travaux sont suspendus jusqu'à 15 h 30.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Order, please.

I would ask all the honourable members of this Committee to please take their seats so that we may get on with our proceedings which we interrupted at noon. On a posé quelques questions au ministre tout juste avant de se laisser pour le déjeuner et, s'il le peut, je l'inviterais maintenant à y répondre, sinon, je donnerai la parole à l'honorable Paul Lucier.

M. McGrath: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable James McGrath, puis j'inviterai le ministre à répondre.

M. McGrath: Le rappel au Règlement peut paraître insignifiant, mais il a son importance pour ceux qui liront le compte rendu d'aujourd'hui.

Ce matin, j'ai interrogé le ministre à propos de la deuxième étape des négociations du gouvernement. Le ministre de la Justice, l'été dernier, et en septembre, lors de la conférence des premiers ministres, s'est engagé à discuter de la propriété des ressources off-shore au moment de cette deuxième phase des discussions constitutionnelles. Je prétendais, ce matin, que cette promesse était annulée par les dispositions du Bill C-48 définissant les terres du Canada.

J'ai reçu la transcription des délibérations de ce matin, et laissez-moi vous citer ce que le ministre aurait dit:

Si je ne m'abuse, le Bill C-48 ne définit pas ce que sont les terres du Canada.

[Texte]

Mr. Chairman, you have to read the definition, you have to read C-48 in the context of the government's energy program 1980, and I read from page 42 under the heading Canada Lands:

Under the British North America Act large areas of Canada fall within federal jurisdiction. These Canada lands which comprise almost twice the area of the 10 provinces combined include the area off Canada's coasts.

And then it is accompanied by a map which clearly defines the area off Canada's coasts. Then if you read Clause 1 of Bill C-48, it defines Canada lands, and under Clause 2(b) of Bill C-48:

"Canada lands" (b) those submarine areas adjacent to the coast of Canada and extending throughout the natural prolongation of the land territory of Canada to the outer edge of the continental margin or to a distance of 200 nautical miles from the baselines from which the breadth of the territorial sea of Canada is measured, whichever is the greater;

And that is the end of the quotation from the bill.

So clearly there is nothing left to be defined, it is all defined in the government's energy policy 1980, and clearly defined in the provisions of Bill C-48 which has now been given Second Reading in the House, albeit by closure, and I submit to the Minister that he left inadvertently the impression that it was still a subject for negotiation.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The Honourable Acting Minister of Justice.

Mr. Kaplan: Yes. I believe I stick by what I said this morning. I do not have a copy of the statute in front of me but it is obvious that a legislature or that Parliament can enlarge their territorial jurisdiction by passing a statute that if the determination of the court under the present legislative framework and history is that the land in question is under the jurisdiction of Newfoundland, that the definition contained in the statute could not possibly enlarge the jurisdiction of Canada, and I do not have the statute in front of me, I will consult it during our first break, with the honourable member's indulgence, and take another crack at an explanation.

I do not have my transcript in front of me. I did not mean to say that the Canada lands expression is not defined in the statute, I know it is, but the definition that is contained in the statute does not determine whether or not that is under Canada's jurisdiction. That is a matter that would be determined by other questions or on other bases than simply studying the legislation.

I think also, since the member has taken the trouble to raise it and to be critical of Canada on this score, I should draw the attention of the Committee to the approach that Newfoundland has taken, which is to purport to assert jurisdiction in a unilateral way prejudging the total question, and it is more of an imperialistic approach that Newfoundland has taken.

[Traduction]

Monsieur le président, il faut lire la définition et le Bill C-48 en songeant au programme énergétique du gouvernement pour 1980. Voici ce qu'on peut y lire, à la page 45, sous le titre «Terres du Canada»:

D'après l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, de vastes zones relèvent de la compétence fédérale. Ces «terres du Canada», qui couvrent près de deux fois la superficie des 10 provinces réunies, comprennent la zone située au large des côtes.

Puis on y voit une carte qui précise le contour de ces zones au large des côtes canadiennes. Lisez ensuite l'article premier du Bill C-48, où l'on définit les terres du Canada, puis l'article 2b) de ce même projet de loi, et je cite:

«Terres du Canada» b) soit dans les zones sous-marines adjacentes à la côte canadienne s'étendant au prolongement naturel du territoire terrestre canadien jusqu'au rebord externe de la marge continentale, ou jusqu'à 200 milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale canadienne si le rebord de la marge continentale se trouve à une distance inférieure.

Fin de la citation.

De toute évidence, il ne reste plus rien à définir, puisque tout se trouve défini dans le programme énergétique de 1980 du gouvernement et dans les dispositions du Bill C-48, qui vient de franchir l'étape de la deuxième lecture à la Chambre, grâce, évidemment, à la clôture. Je crois que le ministre a laissé l'impression, par inadvertance, que cela pouvait encore être négocié.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable ministre de la Justice suppléant.

M. Kaplan: Je répète ce que j'ai dit ce matin. Je n'ai pas sous les yeux un exemplaire du projet de loi, mais il est évident qu'une assemblée législative, ou le Parlement, peut agrandir son territoire en adoptant une loi, mais si le tribunal devait décider que, d'après le pouvoir législatif actuel et l'histoire, ce territoire tombe en fait sous la compétence de Terre-Neuve, la définition de la loi ne pourrait pas venir agrandir le domaine de compétence du Canada. Si les membres le veulent bien, je consulterai des experts pendant la première pause que nous aurons, afin de pouvoir vous donner, si possible, un autre explication.

Je n'ai pas le compte rendu sous les yeux. Je ne voulais pas dire que l'expression «terres du Canada» n'était pas définie dans la loi, car je sais qu'elle l'est. Toutefois, cette définition ne sert pas à déterminer si ces terres relèvent ou non de la compétence du Canada. Il y a d'autres façons de trancher la question.

Comme le député s'est donné la peine de soulever la question et de critiquer le Canada, je ferai remarquer aux membres du Comité comment Terre-Neuve a décidé de procéder. Elle a décidé d'affirmer unilatéralement sa compétence, préjugant ainsi de la décision. C'est une méthode beaucoup plus impérialiste.

[Text]

Mr. McGrath: We have been called many things, Mr. Minister; it is the first we have been called imperialistic.

Mr. Kaplan: Well, it is the first time I have had a chance to comment on Newfoundland's legislation. That is the way I feel about it and if the Committee wants, I will enlarge on this analysis which I have given, which is really just based on the ordinary authority that Canada was asserting in making its definition.

It is not an attempt to enlarge its jurisdiction, it is not a unilateral declaration of sovereignty over the offshore, it is simply an attempt to establish a regime for whatever offshore territory belongs to our country. That is what it is about.

Mr. McGrath: The bill says very clearly that Canada lands means lands that belong to Her Majesty in the right of Canada.

Mr. Kaplan: Exactly, and not lands that belong to Newfoundland; whereas Newfoundland's assertion in its statute is an imperialistic assertion.

Mr. McGrath: Well, whether it is imperialistic or not, I raised it in context that you had pre-empted this as a subject for negotiation contrary to the undertaking given by the government last summer and last fall, that is the point I wanted to make and it has nothing to do with Newfoundland's imperialism or anything else.

Mr. Kaplan: I am authorized to tell you that the willingness to negotiate continues unabated by our attempts, you can see by our intentions, to exercise proper housekeeping over areas which are found to be, agreed to be or which are within the jurisdiction of Canada.

If I could turn to Mr. Robinson's request that . . .

Mr. Munro: On the same point of order, before he goes on?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): If it is exactly on the same point of order, I would invite Mr. Munro, with the consent of the honourable Minister, so that we conclude on that question before we turn it over to Mr. Robinson for another subject.

So I would like to invite now Mr. Munro.

Mr. Munro: Yes, it is relevant to jurisdictions over off-shore areas and I am wondering if the Minister would be good enough, when he is examining, as he said he would, this matter of the negotiable nature of off-shore resources following the patriation of the constitution, whether he would look into that aspect of the dispute between Canada and the Province of British Columbia as to the ownership of the channel between the mainland and Vancouver Island, which is a matter which is in suspense as far as—I am not asking the Minister for an answer at this particular time but I am just raising it as something I would like him to consider and reply to when he replies to the honourable Mr. McGrath on the matter of off-shore resources.

Mr. Kaplan: Well, I think I can reply surely to that now because I am informed that that question of jurisdiction is presently under appeal before the courts, and of course the

[Translation]

M. McGrath: On nous a déjà affublés de bien des qualifications, mais c'est la première fois que l'on nous traite d'impérialistes.

M. Kaplan: C'est parce que c'est la première fois que j'ai l'occasion de dire ce que je pense de la loi de Terre-Neuve. Vous savez maintenant ce que j'en pense, et si le Comité le désire, je pourrais étoffer mes propos, car mon opinion repose en fait sur le pouvoir ordinaire qu'a le Canada de faire des définitions.

Il n'essaye pas d'étendre sa compétence, ni de déclarer unilatéralement sa souveraineté sur les ressources off-shore, il veut tout simplement essayer d'établir des mécanismes pour toutes les terres au large des côtes qui appartiennent au pays. C'est tout.

M. McGrath: Le projet de loi dit très clairement que les terres du Canada sont les terres qui appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada.

M. Kaplan: C'est bien cela; ce ne sont pas des terres qui appartiendraient à Terre-Neuve. En revanche, ce que Terre-Neuve affirme dans sa loi a des connotations impérialistes.

M. McGrath: Impérialiste ou pas, j'ai dit que ce projet de loi préjugait des négociations, ce qui contredit la promesse faite par le gouvernement, l'été et l'automne derniers. C'est tout ce que je voulais dire, et cela n'a rien à voir avec l'impérialisme de Terre-Neuve.

M. Kaplan: J'ai le droit de vous dire que nos efforts en vue de bien gérer les zones qui relèvent de la compétence du Canada n'ont rien à voir avec notre volonté de poursuivre les négociations.

Je passerai maintenant à la requête de M. Robinson . . .

M. Munro: Auparavant, puis-je dire quelques mots à propos du même rappel au Règlement?

Le coprésident (M. Joyal): Si c'est exactement sur le même sujet, j'inviterai M. Munro, avec le consentement du ministre, à mettre le point final à cette question, avant de passer à ce dont a parlé M. Robinson.

Monsieur Munro.

M. Munro: Oui, il s'agit de la compétence sur les zones au large des côtes. Je me demande si le ministre aurait l'amabilité, tandis qu'il examine la possibilité de négocier la propriété des ressources off-shore, une fois la constitution rapatriée, de jeter un coup d'œil sur le litige entre le Canada et la province de la Colombie-Britannique quant à la propriété du passage entre le continent et l'île de Vancouver. Rien n'a encore été décidé. Je ne demande pas au ministre de me répondre; je lui demande tout simplement s'il ne pourrait pas y réfléchir en même temps qu'à la question de M. McGrath sur les ressources off-shore.

M. Kaplan: Je peux vous dire tout de suite que ce litige fait actuellement l'objet d'un appel devant les tribunaux, qui devront décider.

[Texte]

determination of the courts would settle the question as far as that is concerned.

Mr. Munro: Appealed by the federal authorities?

Mr. Kaplan: The federal government is appealing the decision of the British Columbia Court of Appeal.

Mr. Munro: And it is actively before the Supreme Court on Appeal?

Mr. Kaplan: The appeal has been launched but it has not been argued.

Mr. Munro: Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Munro.

I would like to invite now the honourable Acting Minister of Justice to reply, if he is ready, to Mr. Robinson's question as we left it at our adjournment this morning.

Mr. Minister.

Mr. Kaplan: Mr. Robinson asked if the government was applying its policy on access to information to Cabinet documents and discussion papers prepared on the subject of the constitution, and if any documents had been generated within the government to which the doctrine would apply, that the government should apply it and produce the documents.

I understand that there are no other documents and this was a search done over lunch, and Cabinet documents are easy to identify, they are known, and so I am sure about that.

Now, there are none that have been prepared which the Access to Information Act would require the government to make public. You referred, for example, to the briefing book which contains some policy advice and some negotiating ideas and is not the sort of document that was intended to be covered by the access to information law or by the Prime Minister's direction to us to comply with that law now as though it were already in effect.

So there are no documents that I am aware of. Perhaps I can give a definitive answer to the question tomorrow because someone is checking further this afternoon.

Mr. Robinson: Thank you.

Mr. Kaplan: I am prepared to answer the other question on the effect on the Senate of Clause 44 but before I answer it I would like to ask that the question be put again for the benefit of the members and so that I can be sure I have it all.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Certainly. I would like to then invite the honourable John Fraser, who was the member interested in that subject, Mr. Fraser, if you could rephrase your question so that the Minister and his advisors could have a good understanding of the elements of your question?

Mr. Fraser.

Mr. Fraser: Thank you, Mr. Chairman.

As I read Clause 44, Mr. Minister, and to your officials through you, Mr. Chairman, as I read Clause 44 it says an amendment to the constitution of Canada may be made by

[Traduction]

M. Munro: Les autorités fédérales se sont pourvues en appel?

M. Kaplan: Le gouvernement fédéral se pourvoit en appel contre la décision de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique.

M. Munro: C'est actuellement devant la Cour suprême?

M. Kaplan: La requête en appel a été déposée, mais la cause n'a pas encore été plaidée.

M. Munro: Je vous remercie.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Munro.

J'invite maintenant le ministre suppléant de la Justice à répondre, s'il le peut, à la question qu'a posée M. Robinson, tout juste avant la levée de la séance, ce matin.

Monsieur le ministre.

M. Kaplan: M. Robinson a demandé si le gouvernement avait l'intention d'appliquer sa politique de libre accès à l'information aux documents de travail du cabinet préparés sur la constitution, et si le gouvernement avait l'intention de présenter les documents du gouvernement auxquels le principe pouvait s'appliquer.

Il semble qu'aucun autre document n'ait été rédigé. Les recherches ont été faites pendant le déjeuner et vous savez que les documents du cabinet sont faciles à repérer.

Donc, aucun document dont la loi sur le libre accès à l'information pourrait obliger la divulgation. Vous avez parlé, entre autres, de la documentation où l'on trouve des suggestions de politique et de négociation. Ce n'est pas là le genre de documents auxquels la loi sur le libre accès à l'information s'applique. Quand le premier ministre nous a demandé de respecter l'esprit de cette loi comme si elle était déjà adoptée, il ne devait pas viser ce genre de documents.

Je ne connais donc aucun document dans la catégorie dont vous parliez. Cependant, quelqu'un continue de vérifier cet après-midi, si bien que je pourrai vous donner une réponse définitive demain.

M. Robinson: Merci.

M. Kaplan: Je suis également disposé à répondre à l'autre question, portant sur l'effet de l'article 44 sur le Sénat. Auparavant, je voudrais demander que la question soit posée de nouveau, au profit de tous les membres du Comité.

Le coprésident (M. Joyal): Certainement. J'invite donc l'honorable John Fraser, le député intéressé, à reposer sa question au ministre et à ses conseillers, afin de s'assurer qu'ils en ont bien compris tous les éléments.

Monsieur Fraser.

M. Fraser: Merci, monsieur le président.

D'après moi, l'article 44 stipule que la constitution du Canada peut être modifiée par proclamation, dans le cadre du paragraphe 41(1), ou de l'article 43, selon le cas, sans une

[Text]

proclamation under Clause 41(1) or Clause 43, as appropriate, without a resolution of the Senate authorizing the issue of the proclamation if, within 180 days after the passage by the House of Commons, the Senate has not passed the resolution and if at any time after the expiration of those 180 days the House of Commons again passes the resolution.

Now, as I see that, what the proposal does is change our constitutional practices and probably the constitution itself by saying that the Senate can no longer, when it comes to the question of constitutional amendment, stop the House of Commons from passing a resolution under the main amending Clause 41.

I have, of course, argued that that strips the Senate of its historic role as a check against the House of Commons in actions that might not be to the advantage of the regions or the provinces, and I have argued that if the effect is that it takes away that check, then if we later reform the Senate into a more effective body to reflect the regions and the provinces, that function will be considerably emasculated and certainly emasculated in constitutional matters.

Now, my question is this: if this proposal goes through and if that power is removed from the Senate, then assuming that at some future date we get agreement between the federal government and the provinces on a new form of the Senate, would it require an amendment to the constitution to bring back that power of the Senate to stop a proposal in the House of Commons?

I have tried to put it, Mr. Minister, as clearly as I can and without getting into the arguments one way or the other, but I just want to know what the effect is in law?

Mr. Kaplan: Well, the answer to the question is yes. The suspensive veto provision is felt justified by the government because of the fact that, to succeed, in any event, the amendment which would otherwise require the consent of the Senate would require ratification, if I can inaccurately use that expression, by the amending formula.

So that if the Senate had been designed, as it has, among other things, to reflect a regional perspective, the regional perspective, this was the theory on which the government operated, the regional perspective would be accounted for by reason of the fact that the amendment could not succeed anyway without having broad direct approval from the regions by the majorities or by the referendum procedure contemplated.

So that the justification for suspending the Senate's role in these cases was that if the Senate was there to represent the regions but the regions have already, by the formula—whatever amending formula is settled—expressed the actual view of the regions, the direct view of the regions, should the Senate be able to exercise a veto? The answer that the government gave was no; and that was the reason for that approach.

Now, if the Senate is redesigned, that would require an amendment to the constitution, because the Senate, I believe I am correct in saying, is more than an institution of the federal government. It is an institution that the provinces have an interest in.

[Translation]

résolution du Sénat autorisant la proclamation, lorsque, dans un délai de 180 jours suivant l'adoption par la Chambre des communes d'une résolution à cet effet, le Sénat n'a pas adopté cette résolution, et si, après l'expiration de ce délai, la Chambre des communes adopte de nouveau la résolution.

Cela modifierait donc notre méthode habituelle, et sans doute la constitution elle-même, puisque le Sénat ne pourrait plus empêcher la Chambre des communes de modifier la constitution dans le cadre de l'article 41.

Je prétends, bien entendu, que cela enlève au Sénat son rôle traditionnel de garantie contre certaines mesures de la Chambre des communes qui pourraient défavoriser certaines régions ou provinces. J'ai également dit que, si c'est bel et bien l'effet de cette disposition, si nous devons plus tard remodeler le Sénat pour en faire un organisme représentant beaucoup mieux les régions et les provinces, celui-ci aura perdu énormément de son pouvoir en matière constitutionnelle.

Voici donc ma question: si cette disposition est adoptée sans être modifiée et si l'on retire bel et bien ce pouvoir au Sénat, faudra-t-il modifier à nouveau la constitution, afin de redonner ce pouvoir à un nouveau Sénat qui pourrait être institué dans l'avenir par les gouvernements fédéral et provinciaux, afin qu'il puisse faire obstruction à une proposition de la Chambre des communes?

J'ai essayé de m'exprimer le plus clairement possible, sans trop mêler les arguments. Je veux juste savoir quel sera l'effet pratique de la loi.

M. Kaplan: La réponse à votre question est affirmative. Le gouvernement estime nécessaire cette disposition prévoyant un veto suspensif, puisque, de toute façon, avant d'être adopté, un amendement doit être en quelque sorte ratifié suivant la formule d'amendement, au lieu d'exiger le consentement du Sénat.

Si le Sénat était remodelé de façon à mieux représenter le point de vue des régions, principe sous-tendant la proposition du gouvernement, on tiendrait compte, de toute façon, du point de vue des régions, puisque l'amendement ne pourrait pas être adopté sans avoir obtenu directement l'approbation des régions, grâce au mécanisme référendaire envisagé.

On justifie donc le fait d'enlever au Sénat le droit d'intervenir dans ces cas par la chose suivante: le Sénat est en place pour représenter les régions, mais ces dernières, par le truchement de la formule d'amendement, quelle que soit celle adoptée, se sont exprimées directement. En l'occurrence, le Sénat devrait-il pouvoir exercer un droit de veto? Le gouvernement a estimé que non. C'est pourquoi nous avons adopté cette attitude.

Toutefois, si les structures du Sénat sont refondues, cela exigera qu'on amende la constitution, car je ne crois pas me tromper en affirmant que cette assemblée est plus qu'une institution du gouvernement fédéral; elle intéresse aussi les provinces.

[Texte]

So, by reintroducing a veto power for the Senate could be part of the process of recreating the Senate.

Mr. Fraser: Through you, Mr. Chairman, I thank the Minister and his law officers for that answer.

It raises some interesting issues, one of which is that by this resolution the government proposes to change the function of the Senate, and as the Minister has just said, that means it is changing something which, of course, the provinces have a very great interest in and on which the Supreme Court of Canada has already ruled cannot be done.

Mr. Kaplan: That is what I had in mind.

Mr. Fraser: Yes.

So that what we are proposing here is something which the Supreme Court of Canada only a year ago has cast some doubt about.

But I do thank the Minister for making it absolutely clear that to bring back that safeguard would require another change in the constitution at some future time.

I would just like to conclude on this comment, through you, Mr. Chairman, and with the indulgence of my colleagues: I understand the argument that the government puts forward. It says that if the resolution has passed an appropriate number of provincial legislatures, then the Senate ought not to be able to block that will expressed by the vote of a certain number of legislatures.

But I do remind my colleagues in this Committee—and the Minister—that originally, of course, the function of the Senate was to act as a watchdog for the interests of provinces or regions where they did not have enough political clout to protect themselves.

I would like to finish with this comment, that that problem is made worse as a consequence of this proposal.

Mr. Kaplan: What you are saying is that the Senate is more than just the voice of the regions, and has a life of its own.

Mr. Fraser: What I am saying is that the Senate is a part of the Parliament of Canada and to the degree that this resolution eliminates its function, then it has demeaned not only the function of the Senate, but also the full function of what we have called "Parliament".

I am quick to remind the Minister that the word the government chooses to use around here is not "government" but "Parliament" and this has changed the make-up of Parliament, at least with respect to the amendment of the constitution.

Mr. Kaplan: I concede that, and I have given the best explanation I can as to the reason which animated the government to make this particular proposal.

I think I ought to say, because of the remarks you have just made, that we do not consider this a re-run of the legislation which was introduced a year ago, because this is not legislation, but a resolution.

[Traduction]

Par conséquent, le rétablissement d'un droit de veto pour le Sénat pourrait faire partie d'un processus de refonte des structures de cette institution.

M. Fraser: Monsieur le président, je tiens à remercier le ministre et ses conseillers pour la réponse qu'ils ont donnée à ma question.

Elle soulève certaines choses intéressantes, dont l'une est que cette résolution vise à modifier les fonctions du Sénat. Cela signifie, comme vient de l'affirmer le ministre, qu'on modifie ainsi une institution qui intéresse de très près les provinces, et qu'on effectuerait ainsi quelque chose jugé inacceptable par la Cour suprême du Canada.

M. Kaplan: C'est à cela que je songeais.

M. Fraser: Oui.

Par conséquent, ce qui est proposé ici est une entreprise au sujet de laquelle la Cour suprême du Canada a émis certains doutes, il y a à peine un an.

Je remercie quand même le ministre d'avoir précisé sans équivoque que le retour de ce droit de veto exigera ultérieurement une autre modification de la constitution.

Si mes collègues me le permettent, j'aimerais terminer par les propos suivants. Je comprends le raisonnement invoqué par le gouvernement, d'après lequel si un certain nombre d'assemblées législatives provinciales ont adopté la résolution, le Sénat ne devrait pas avoir la possibilité de s'opposer aux volontés exprimées par ces dernières.

J'aimerais toutefois rappeler à mes collègues du Comité, ainsi qu'au ministre, qu'à l'origine, le Sénat avait pour vocation d'agir en tant que chien de garde des intérêts des provinces ou des régions dans le cas où ces dernières n'auraient pas disposé d'assez de poids politique pour se protéger.

Je conclus en maintenant que ce problème est aggravé par la proposition actuelle.

M. Kaplan: Ce que vous affirmez, en somme, c'est que le Sénat est plus que le porte-parole des régions, qu'il a ses propres fonctions, indépendantes de ce rôle.

M. Fraser: Ce que j'entends par là, c'est que le Sénat fait partie du Parlement du Canada et que, dans la mesure où cette résolution élimine cette participation, non seulement amoindrit-elle les fonctions du Sénat, mais également le fonctionnement global de ce que nous appelons «le Parlement».

J'aimerais rappeler au ministre que le gouvernement choisit d'utiliser le terme «Parlement», ici, plutôt que «gouvernement», et que cet usage a changé la face du système parlementaire, tout au moins pour ce qui a trait à la modification de la constitution.

M. Kaplan: Je vous le concède, et je me suis d'ailleurs expliqué le plus clairement possible sur la raison ayant poussé le gouvernement à présenter cette proposition.

Par ailleurs, à la suite des remarques que vous venez de nous tenir, je dois préciser qu'à nos yeux, ce projet n'est pas une répétition du projet de loi présenté l'année dernière, car, en l'occurrence, il ne s'agit pas d'un projet de loi, mais d'une résolution.

[Text]

Our advice is that this would not be treated by Canadian courts in the same way that a direct amendment of the Senate would be treated if it were instigated just by the federal government on a unilateral basis.

Mr. Fraser: I can understand the attempt to put a legal argument forward. I would submit gently to you that is a bit tortuous; what has to be realized, of course, is that you can call it a resolution or a bill, as the old Bill C-60 was; but except for the difference that it is being sent to Great Britain to be completed, it is exactly the same process—it is the House of Commons and the Senate passing it; that is exactly what you asked the House of Commons and the Senate to do with Bill C-60 and that the Supreme Court of Canada said you could not do.

Mr. Kaplan: At least you are conceding that we are amending our constitution here!

Mr. Fraser: I am conceding only that your argument that your proposal is in substance somewhat different from a piece of legislation is at most a very fine legal difference. The substance of what you are doing is exactly the same and it has already been said that you ought not to do it by the Supreme Court of Canada.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Fraser.

I would like now to invite the honourable Senator Lucier.

Senator Roblin: Might I add something.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I have some sympathy for any discussion around the table on the Senate issue, because it is not a subject which has been addressed at length by honourable members up to this stage.

But I wonder if I should not keep your name on the list because we were on a supplementary, as you will remember; and I would certainly invite the honourable Senator to address himself to that very question after we have completed our round with Senator Lucier and Senator Asselin, too, on the same subject.

If I have the agreement of honourable members I would keep the name of the honourable Senator Roblin on my list and invite him on the next round after I have recognized Mr. Munro who is already on the list.

Sénateur Asselin, vous aviez également un point à porter à notre attention.

Le sénateur Asselin: Ce n'était pas sur le sujet du Sénat, monsieur le président, c'était sur une question plutôt générale.

Je voulais savoir du ministre comment on allait rétablir la paix constitutionnelle entre le fédéral et les Provinces. C'est une question générale.

Étant donné qu'on a eu l'occasion au cours de ce débat d'entendre presque seulement la voix d'un ministre du Cabinet et que nous avons la chance aujourd'hui d'avoir un autre ministre qui veut se prononcer sur cette question aussi impor-

[Translation]

Nous sommes d'avis que les tribunaux canadiens n'interpréteront pas un tel projet de la même façon que s'il s'agissait d'un amendement direct du Sénat, présenté de façon unilatérale par le gouvernement fédéral.

M. Fraser: Je puis comprendre pourquoi on cherche une justification juridique à cela. Je suis toutefois d'avis que cela est un peu tortueux. De toute manière, ce qu'il faut se rappeler, c'est que vous pouvez toujours l'appeler une résolution ou un projet de loi, comme l'était le Bill C-60, mais à part le fait qu'on envoie le projet en Grande-Bretagne pour qu'il y soit terminé, il s'agit tout à fait de la même chose. La Chambre des communes et le Sénat doivent l'adopter. Or, il s'agit en tous points de ce que vous aviez demandé à la Chambre des communes et au Sénat de faire lors de la présentation du projet de loi C-60 et la Cour suprême du Canada avait alors jugé que vous ne pouviez pas agir ainsi.

M. Kaplan: Au moins, vous concédez que nous modifions la constitution, ainsi!

M. Fraser: La seule chose que je concède, c'est que votre argument, d'après lequel votre proposition est assez différente d'un projet de loi, est, au plus, une très légère distinction juridique. La nature de votre entreprise est tout à fait identique à ce qui a déjà été fait, et la Cour suprême du Canada s'est déjà prononcée contre votre initiative antérieure.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Fraser.

La parole est maintenant au sénateur Lucier.

Le sénateur Roblin: Me permettez-vous d'ajouter quelque chose?

Le coprésident (M. Joyal): Je suis assez favorable à ce que l'on discute de la question du Sénat ici, car ce n'est pas un sujet ayant fait l'objet de nombreux échanges de la part des membres, jusqu'à maintenant.

Cependant, je me demande s'il ne vaudrait pas mieux reporter votre intervention à plus tard, étant donné que nous en étions à une question supplémentaire, si vous vous en souvenez. Je vais donc inviter l'honorable sénateur à poser sa question une fois que nous aurons terminé notre tour, c'est-à-dire après que les sénateurs Lucier et Asselin auront pu, eux aussi, s'exprimer sur le sujet.

Par conséquent, si les membres sont d'accord, je conserverai le nom du sénateur Roblin sur ma liste, et je l'inviterai à intervenir au tour suivant, une fois que j'aurai accordé la parole à M. Munro, qui est déjà inscrit.

Senator Asselin, you have also brought something to our attention.

Senator Asselin: It did not concern the Senate, Mr. Chairman, it was a rather general question.

I wanted to ask the Minister how we are going to bring about constitutional peace between the Federal government and the provinces. It is a general question.

During this debate, since we have heard from practically one minister only and that, today, we are lucky enough to have another minister before us to address this very important question of constitutional reform, if you allow me, I would like

[Texte]

tante qu'est la revision constitutionnelle, j'aurai, avec votre permission, une question générale à lui poser sur, je le lui dis d'avance, la façon dont il envisage de rétablir la paix constitutionnelle entre le fédéral et les Provinces.

J'y reviendrai tout à l'heure en expliquant d'une façon plus détaillée ma question.

Le coprésident (M. Joyal): Très bien. Merci beaucoup, sénateur Asselin.

I would like now to invite the honourable Paul Lucier on the main question.

Senator Lucier: Thank you, Mr. Chairman.

In reply to a question put yesterday by Mr. Nystrom concerning participation by the Territories in the amending procedure, I believe Mr. Tassé stated that the Territories could not be involved because they do not have the status of provinces.

Is that a correct assessment of the answer Mr. Tassé?

Mr. Kaplan: The inhabitants of the territories would be able to vote in the referendum. Their votes would be counted in calculating the existence of a national majority.

But the territories are not recognized in the way that provinces are for the purposes of the amending formula as proposed.

Senator Lucier: Now, Mr. Pearson, who is a government leader in the Yukon, when he appeared before this Committee made an excellent presentation on behalf of the people of the Yukon.

Mr. Pearson asked then that a procedure be established whereby the Yukon could eventually become a province. He was not in any way suggesting that we should do that now, or that we were ready for it. All he was saying was that there should be a procedure in place.

Now, that has not been done. I am wondering whether there is any explanation as to why that has not been put into the bill.

Mr. Kaplan: The answer to your question is that I ought to refer you to the BNA Act of 1871 which contains provisions which, of course, survive, and are carried forward here, enabling the introduction of new provinces into the Confederation.

The Act provides that the Parliament of Canada, summarizing it, may establish new provinces in any territories forming for the time being part of the Dominion of Canada, and may make provision for their constitution and administration.

That, of course, is a procedure that was much used between 1871 and now for the addition to Canada of provinces.

I do not think that their entry into Canada would automatically add them to the list of majorities provided for the operation of the amending formula. That would be something one could visualize a lot of ways in which that question could be resolved. There can be no question but that a new province should participate in the amending procedure as a government in the same way as other governments do.

[Traduction]

to put a very general question to him. I would like to know how he anticipates bringing back constitutional peace between the federal government and the provinces.

I will come back to that later in a more detailed fashion.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Very well. Thank you very much, Senator Asselin.

J'invite maintenant le sénateur Paul Lucier à intervenir au sujet de la question principale.

Le sénateur Lucier: Merci, monsieur le président.

En réponse à une question posée hier par M. Nystrom au sujet de la participation des territoires au processus d'amendement, je crois que M. Tassé a affirmé que les territoires ne pouvaient pas le faire, étant donné qu'ils n'ont pas le statut de provinces.

Est-ce bien le sens de la réponse de M. Tassé?

M. Kaplan: Les habitants des territoires auront le droit de vote lors du référendum. Leurs votes seront comptabilisés lorsqu'il s'agira d'établir l'existence d'une majorité à l'échelle nationale.

Cependant, les territoires n'obtiennent pas la même reconnaissance que les provinces dans la formule d'amendement, telle que proposée.

Le sénateur Lucier: A cet égard, M. Pearson, le chef du gouvernement du Yukon, a présenté un excellent exposé au nom de la population de ce territoire, lorsqu'il a comparu devant nous.

Il a alors demandé qu'on établisse une procédure permettant au Yukon de devenir, à la longue, une province. Il ne proposait nullement que cela se fasse maintenant, ni n'estimait-il que nous étions prêts à cela. Il a simplement affirmé qu'on devrait mettre une telle procédure au point.

Cela n'a pas été fait. Je me demande donc quelle justification on peut donner de l'absence de cette proposition dans le projet.

M. Kaplan: En guise de réponse, je vous demanderai de vous reporter à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1871, lequel contient des dispositions encore en vigueur aujourd'hui et qui portent sur l'adjonction de nouvelles provinces à la Confédération.

L'Acte stipule, en gros, que le Parlement du Canada peut créer de nouvelles provinces dans tout territoire faisant partie du Dominion canadien et peut prendre les dispositions nécessaires à leur établissement et leur administration.

Bien entendu, c'est la procédure à laquelle on a recouru entre 1871 et maintenant, lorsqu'il s'est agi d'ajouter de nouvelles provinces au Canada.

Toutefois, je ne crois pas qu'un nouveau statut de province pour un territoire ajouterait automatiquement ce dernier à la liste des majorités prévues pour utiliser la formule d'amendement. On peut toutefois imaginer bon nombre de façon pour régler le problème. Enfin, il ne fait pas de doute qu'une nouvelle province devrait participer en tant que gouverneent, au même titre que les autres, au processus d'amendement.

[Text]

I suppose, in the first instance, a regional arrangement might be sought, like the great co-operation which exists within the Eastern Region of Canada, or which might exist within the Western Region of Canada.

But they would be excluded until such time as some agreement was arrived at, from participating in the amending formula process as governments.

Senator Lucier: I think Mr. Pearson's proposal for a mechanism for achieving provincial status was not really in conflict with the BNA Act. Really, what they were suggesting was that there be some clarification that there be a procedure whereby the people of the Yukon themselves could take part in the process which is not spelled out in the BNA Act in fact, it is very unclear about the procedure in the BNA Act. It has been done in several different ways and it is not clear just exactly how you would go about it in the case of the Yukon becoming a province.

Their suggestion was simply that it be put in there in such a way that the people of the Yukon themselves could take part in the process when the time was ripe.

It seems to me it would have been very simple to put that in without really complicating matters.

Mr. Kaplan: Well, I think I can agree with you that it would be a very good idea to have it in. It is not.

It may well be a matter by which provincial governments would want to make submissions. They would be affected by the participation of new provinces in the amending process.

This perhaps could be an early subject for discussion in the process that will follow—the one that Senator Asselin is asking about—that happy period following the establishment and patriation of our constitution, when we turn our minds to developing a full and definitive constitution for our country.

Senator Lucier: Mr. Minister, this brings me directly into my next question which deals with Clause 32—constitutional conferences.

Another strong point made by Mr. Pearson was the fact that the Yukon and the Northwest Territories should be included in federal provincial conferences as the official representatives of the people of the North. After all, he said, the North consist of one third of our land mass of Canada and probably half of our natural resources. It seems to me we should have some say in what takes place in Canada.

Now, in fact you have just said this may be one of the subjects which would take place at the procedures for the Yukon and the Northwest Territories becoming provinces.

Those discussions would take place, as it is presently structured, at a federal provincial conference without the participation of the two territories concerned.

[Translation]

Dans le premier cas, on pourra peut-être en arriver à un arrangement régional, calqué sur le genre de collaboration observée dans l'Est du Canada ou qui pourrait exister aussi dans la région de l'Ouest.

Cependant, cette nouvelle province ne pourrait participer au processus d'amendement en tant que gouvernement avant qu'on en soit arrivé à une entente quelconque.

Le sénateur Lucier: D'après moi, la proposition de M. Pearson qu'on mette sur pied un mécanisme permettant d'accorder le statut de province aux Territoires, n'entraîne pas vraiment en conflit avec l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Ce qu'on a vraiment demandé, c'est qu'on éclaire quelque peu la question, qu'on établisse une procédure permettant à la population du Yukon de participer au processus, lequel ne figure d'ailleurs pas dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. De fait, la procédure mentionnée dans cette loi prête beaucoup à confusion. L'accession au statut de province s'est déroulée de diverses façons et l'on ne sait pas vraiment comment il faudrait procéder dans le cas du Yukon.

C'est pourquoi les représentants de ce territoire ont simplement demandé que cela soit précisé afin que sa population puisse participer au processus, le moment venu de le faire.

Il me semble qu'il aurait été très simple de préciser cela sans vraiment compliquer les choses.

M. Kaplan: Eh bien, je crois pouvoir convenir avec vous que cela pourrait être une excellente idée de faire figurer une telle disposition et il est vrai qu'il n'y a rien là-dessus.

Il se peut que les gouvernements provinciaux veuillent soumettre des mémoires là-dessus car ils seront touchés par la participation de nouvelles provinces au processus d'amendement.

Peut-être pourra-t-on en discuter très tôt une fois que nous nous serons dotés d'une constitution, en cette période heureuse mentionnée par le sénateur Asselin, pendant laquelle nous nous occuperons d'élaborer une constitution complète et définitive pour notre pays.

Le sénateur Lucier: Monsieur le ministre, j'en arrive maintenant à la prochaine question, au sujet de l'article 32, soit les conférences constitutionnelles.

A cet égard, M. Pearson a également maintenu que le Yukon et les territoires du Nord-Ouest doivent participer aux conférences fédérales-provinciales, en tant que représentants officiels de la population du Nord. Après tout, a-t-il affirmé, le Nord constitue un tiers du territoire canadien et comprend probablement la moitié de nos ressources naturelles. Il lui semble donc que cette région doit avoir voix au chapitre lorsqu'il s'agit de déterminer ce qui se passera au Canada.

Vous venez d'affirmer que cela pourra constituer l'un des sujets de discussion lorsqu'on recourra à la procédure permettant au Yukon et aux territoires du Nord-Ouest de devenir des provinces.

Ces discussions se tiendraient lors d'une conférence fédérale-provinciale comme on en tient à l'heure actuelle, c'est-à-dire sans la participation des deux territoires concernés.

[Texte]

Now, why could Mr. Pearson's suggestion not be followed and both territories be allowed to participate in federal provincial conferences without a voting privilege.

They fully understand that they are not going to come there and be able to vote against the Province of Ontario, Newfoundland or any other province.

Why should they not be able to come there and participate in the action of the federal provincial conferences without having the right to vote—at least to be able to put the views of the people of the North before the men and women who have to make decisions?

Mr. Kaplan: Well, I think before directly coming to the question, I would like to make the observation with which I am sure you will agree, that nothing that is done in this piece of legislation reduces in any way the involvement of the territorial governments in constitutional process; in other words, they have not lost anything.

Senator Lucier: I understand that, but we do not have much to start with.

Mr. Kaplan: I will agree with that, and I will come to that in a moment.

But since I have just come back from the Territories, where I had some discussions with people who were under the impression that they had lost a great deal, maybe they lost the opportunity; but they certainly did not lose any rights or benefits that they have under the present constitution of Canada—all of the different documents and so on which constitute it.

The present status of the territories as to their participation in constitutional matters is that they have a kind of a droit acquis to be part of a federal delegation.

The federal government, for the time being, can certainly give that assurance that they would continue to be part of the federal delegation, particularly when matters touching the establishment or development of provincehood or some increase in status are concerned.

Now, to go the direct question, the federal government has not been prepared to treat them like a province for the time being.

This amending process is a process developed between provinces and the federal government, and not one in the negotiation process either in which the Territories are recognized as separate governments.

Senator Lucier: Mr. Minister, I am sure that Mr. Pearson very deliberately made the point that they are not asking to be treated the same as a province. They are asking for something more than being a colony.

There is some ground between being a colony and a province, and they recognize and accept that.

I think his submission very carefully pointed out that they were asking for less than being a province.

[Traduction]

Dans ce cas, pourquoi ne pourrait-on pas donner suite à la proposition de M. Pearson et permettre à ces deux territoires d'être représentés lors de ces conférences sans avoir de droit de vote.

Les représentants se rendent bien compte du fait qu'ils ne seront pas en mesure de voter contre l'Ontario, Terre-Neuve ou toute autre province.

Cependant, pourquoi ne pourraient-ils pas participer aux conférences fédérales-provinciales, même sans droit de vote afin, au moins, de présenter les idées de la population du Nord aux hommes et aux femmes chargés de prendre les décisions?

M. Kaplan: Avant de répondre directement à la question, j'aurais une observation à faire, c'est que rien dans ce projet de loi ne réduit, de quelque façon que ce soit, la participation des administrations territoriales au processus constitutionnel. Autrement dit, ces administrations n'ont rien perdu.

Le sénateur Lucier: Je saisis cela, mais nous avons très peu de choses au point de départ.

M. Kaplan: Je vous l'accorde et je reviendrai là-dessus dans un moment.

Toutefois, étant donné que je reviens des Territoires, je précise que j'ai discuté là-bas avec des gens qui avaient l'impression d'avoir perdu beaucoup de choses, peut-être la possibilité de faire quelque chose. Cependant, ils n'ont certainement rien perdu des droits ou des avantages que leur accorde la Constitution actuelle du Canada, c'est-à-dire les divers documents qui ont force de loi dans le domaine constitutionnel.

Pour ce qui est de la participation des Territoires à la discussion des questions constitutionnelles, ces derniers ont, à l'heure actuelle, un genre de droit acquis de faire partie d'une délégation fédérale.

Par conséquent, pour le moment, l'administration fédérale est certainement en mesure de leur donner l'assurance qu'ils feront toujours partie de la délégation fédérale, particulièrement en ce qui a trait à la création d'une nouvelle province ou d'une modification du statut territorial.

Pour en venir maintenant directement à la question, jusqu'à ce jour, le gouvernement fédéral n'a pas été disposé à traiter les Territoires comme des provinces.

Or, le processus de révision constitutionnelle a été élaboré par les provinces et le gouvernement fédéral et le processus de négociation n'a pas reconnu les Territoires comme entités gouvernementales distinctes.

Le sénateur Lucier: Monsieur le ministre, je suis certain que M. Pearson a délibérément précisé que les représentants des Territoires ne demandent pas d'être mis sur un pied d'égalité avec les provinces. Ce qu'ils demandent, c'est qu'on traite les Territoires autrement que s'ils n'étaient qu'une simple colonie.

Or, il y a une marge entre être une colonie et une province, ce qu'ils reconnaissent et acceptent.

Dans son exposé, M. Pearson a pris la peine d'indiquer qu'on demande moins que le statut provincial.

[Text]

Also, in reply to a question from me, Mr. Pearson stated that the provinces seemed to have no objection to the territories taking part in the conferences on a less than full membership basis, that they would be prepared to accept them, provided they did not have the vote, that they could participate, even if it was just for a point of giving information.

But I think it is really degrading to the people of both the Yukon and the Northwest Territories that they should be asked to sit as part of a federal delegation at a federal-provincial conference where the future of the North could be discussed.

I think it would not be asking too much for the Government of Canada to make a small change in Clause 32 which would give the people of the North an opportunity to participate in something less than full provincial status in those conferences.

Mr. Kaplan: Well, you are a very persuasive advocate of the North's point of view.

I cannot make a commitment to change the constitution or to make any amendment on that subject in this particular operation; but the point is a good one.

Senator Lucier: Can you make the commitment that you will try, Mr. Minister?

Mr. Kaplan: I will make the commitment to report this to the government and to ask that in the consultations which are envisaged by this legislation, the provinces can be canvassed for their views, and if their views are as you have stated, that some effort be made to assure territorial presence at these discussions.

But I do not think it is inappropriate for the territories to be part of the federal delegation; because, after all sovereign governments are represented at these conferences: the provinces are fully sovereign; the federal government is fully sovereign, and the territories are not.

Senator Lucier: That is where we are headed, Mr. Minister.

Mr. Kaplan: I understand the North's aspirations very well.

Mr. Fraser: A point of order, Mr. Chairman?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable John Fraser on a point of order.

Mr. Fraser: Thank you, Mr. Chairman. I will make it very brief.

The Minister has just said that nothing in these provisions would affect the existing rights of the territories of the Yukon or the Northwest Territories.

I would just like to point out to the Minister and my honourable colleagues and also to the honourable Senator Lucier, who has raised this point—and justifiably so, that if Clause 44 goes through then you will not have a Senate to look after the potential future interests of either of the territories, who could be compelled, because the provinces and the House of Commons could decide that they were going to take away

[Translation]

En outre, en réponse à une question que je lui ai posée, M. Pearson a affirmé que les provinces ne semblent pas s'opposer à une participation des Territoires aux conférences, s'ils ne sont pas des participants de plein droit. Elles semblent disposées à accepter cela, pourvu que les Territoires ne votent pas, c'est-à-dire qu'ils pourraient participer, ne serait-ce que pour donner des renseignements.

De toute manière, j'estime qu'il est vraiment humiliant pour la population du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest de se faire demander de faire partie d'une délégation fédérale lors d'une conférence fédérale-provinciale au cours de laquelle on pourrait discuter de l'avenir du Nord.

Il me semble que cela n'est pas trop demander au gouvernement du Canada, qu'il modifie légèrement l'article 32 afin de permettre à la population du Nord de notre pays de participer à ces conférences sans droit de vote.

M. Kaplan: Vous êtes un défenseur très persuasif des vues de la population du Nord.

Je ne puis toutefois m'engager à modifier la Constitution ni d'apporter un amendement relatif à ce sujet pour le moment. Votre argument est toutefois sérieux et mérite attention.

Le sénateur Lucier: Pouvez-vous quand même vous engager à faire des efforts en ce sens, monsieur le ministre?

M. Kaplan: Je m'engage à rapporter ces propos au gouvernement et à demander que lors des consultations prévues au sujet de ce projet de loi, on sonde les provinces afin de connaître leur avis là-dessus, et s'il est conforme à vos affirmations, qu'on s'efforce d'assurer une représentation des Territoires lors des discussions.

Cependant, il ne me paraît pas déplacé d'intégrer les Territoires à la délégation fédérale car, après tout, des gouvernements souverains assistent, eux aussi, à ces travaux. En effet, les provinces sont souveraines, le gouvernement fédéral l'est aussi alors que les Territoires ne le sont pas.

Le sénateur Lucier: C'est quand même vers cela que nous nous dirigeons, monsieur le ministre.

M. Kaplan: Je comprends tout à fait les aspirations du Nord.

M. Fraser: Monsieur le président, me permettez-vous d'invoquer le Règlement?

Le coprésident (M. Joyal): La parole est à M. John Fraser, rappel au Règlement.

M. Fraser: Merci, monsieur le président. Je serai très bref.

Le ministre vient juste de le dire, ces dispositions ne peuvent en aucune façon modifier les droits existants des territoires du Yukon ou du Nord-Ouest.

J'aimerais simplement signaler au ministre, à mes honorables collègues ainsi qu'à l'honorable sénateur Lucier qui a soulevé ce point, avec raison, que si l'article 44 est adopté, le Sénat n'aura plus la possibilité de protéger les intérêts futurs des territoires, les provinces et la Chambre des communes pouvant décider de leur retirer certains droits auxquels ils peuvent aspirer dans l'éventualité de leur accession au statut provincial.

[Texte]

rights that both the Territories hope will come to them at some future time when it is appropriate to have provincial status.

I want to make the point and underline it, and I do so to an honourable Senator, that if that power is taken from the Senate to block a provision which may seem like a very good idea south of the 60th parallel—and it might seem a good idea in the House of Commons, but not in the territories, especially for the future development, the degree to which you take away the Senate's right to block that, in the interests of a small region against the tyranny of the majority is all bound up in this question of Clause 44.

• 1620

Mr. Kaplan: I think what you are suggesting is that really you are taking for granted that the Senate would, if an issue of territorial rights or territorial enlargement of rights came up, you are taking for granted what the Senate would decide on that question. I just would note do not assume either that the House of Commons would ignore the rights of the Territories or the extension of rights of the Territories.

Mr. Fraser: Just one brief comment, Mr. Chairman, and then I will get out of this and leave way for others who are ahead of me in line.

I am not assuming one thing or the other. I am stressing again the point that we have tried to make before. When you write a constitution, you are not writing a constitution because you assume that people will always act rationally or in the best interest of the minority. You are writing a constitution that tries to set safeguards against your irrational or unfair behaviour.

I cannot guarantee that the Senate would necessarily rise to the occasion; but I can guarantee that if it cannot do it, that it will not.

Mr. Kaplan: Let us take a look at the horrible scenario that you are laying out. You are expecting the Senate to come to the aid of the Territories in a situation where the House of Commons has not done so, where Ontario has not done so, where Quebec has not done so, where a majority of the provinces of Eastern Canada have not done so, and where the claims and aspirations of the Territories have also been rejected by Western Canada.

Now to me, that is so improbable that it is hardly worth putting that forward, because the Senate's veto, if it were to have one, would only mean something after the West had rejected the claims of the North, after Ontario, Quebec and a majority of Eastern Canada rejected the claims of the North. So that, to me, seems a highly improbable development.

I think, surely, the Territories could find some friends somewhere outside the Senate who would support their interests and they wouldn't have to rely totally on an appointed body to take their concerns to heart and to take their side in a constitutional debate.

Mr. Fraser: Mr. Chairman, the Minister has asked me a question, and I do not want to overdo this, but I just will put the answer very quickly.

[Traduction]

Je répète à votre attention et à celle de l'honorable sénateur, qu'en retirant au Sénat le pouvoir de bloquer une mesure pouvant sembler excellente au sud du 60^e parallèle et aux yeux de la Chambre des communes, mais certainement pas à ceux des habitants des territoires, surtout en matière de développement, les intérêts des petites régions ne seront plus protégés contre la tyrannie de la majorité.

M. Kaplan: Vous semblez supposer pour acquise la décision du Sénat si la question des droits territoriaux ou de l'extension des droits territoriaux était posée. Je vous prierais tout simplement de ne pas supposer que la Chambre des communes ignorerait ces droits des territoires ou l'extension de ces droits.

M. Fraser: Un dernier petit commentaire, monsieur le président, puis je laisserai la parole aux autres.

Je ne suppose ni l'un ni l'autre. Je répète simplement la démonstration que nous avons déjà faite. Lorsqu'on écrit une Constitution, on ne l'écrit pas en supposant que la population agira toujours avec rationalité ou en défendant au mieux les intérêts de la minorité. On écrit une Constitution en prévoyant des garanties contre l'irrationalité ou l'injustice.

Je ne peux garantir que le Sénat manifeste sa désapprobation en l'occurrence, mais je peux garantir que s'il ne le peut pas, il ne le fera pas.

M. Kaplan: Considérons l'horrible scénario que vous nous proposez. Vous comptez que le Sénat viendra à l'aide des Territoires alors que la Chambre des communes ne l'a pas fait, que l'Ontario ne l'a pas fait, que le Québec ne l'a pas fait, que la majorité des provinces de l'Est du Canada ne l'a pas fait, que les revendications et les aspirations des Territoires ont également été rejetées par l'Ouest.

Cette hypothèse est tellement improbable que je ne vois même pas l'intérêt de la formuler car, si le Sénat avait un droit de veto, il l'utiliserait dans ce cas après que l'Ouest ait rejeté les revendications du Nord, après que l'Ontario, le Québec et une majorité des provinces de l'Est aient rejeté ces mêmes revendications. Cela me semble donc une hypothèse très improbable.

Les Territoires pourraient facilement trouver des amis ailleurs qu'au Sénat qui défendraient leurs intérêts et ne devraient donc pas remettre leur sort entre les mains d'un corps nommé dans un débat constitutionnel.

M. Fraser: Monsieur le président, le ministre m'a posé une question, je ne veux pas exagérer mais je vais répondre très rapidement.

[Text]

You could very well have the majority of the provinces go along with something which would affect the potential of the Northwest Territories and the Yukon, but you could have a significant minority south of 60° not going along with it and nothing could be done.

We have listened to one group after another of Indians and Inuit come in front of this Committee and point out with dramatic clarity just what happens to a minority when left to the whims and caprices and so-called generosity of a benevolent majority. I am just saying that it is a potential problem. I am asking the Honourable Senators, when it comes their last chance to take a second look at what this House of Commons does, to keep it in mind; and I certainly put out a plea that you do not emasculate the Senate when there are minority groups and places that are under-represented in this country which need protection.

Mr. Kaplan: I want to deal with the analogy, because I do not think it is apt.

The recourse of the Indians is to the Parliament of Canada.

Mr. Fraser: Well, they are not satisfied they are getting it there.

Mr. Kaplan: I am not arguing with that. I am just wanting to show how different the position of the Territories are, because if constitutional amendments in their favour are being considered, they would not only have the support of the federal government's to seek, but they would have the support of the regions of the country to seek, either under the referendum or under the votes of legislatures as provided in whatever amending formula is produced.

So there are far more safeguards and checks and balances relating to the future of the Territories than there are in the case of the Indians.

Mr. Fraser: It would not be appropriate for me to continue, Mr. Chairman, and I will not, but I just remind the Minister of the Niska Indian case, which is the first case that even began a nod that there was such a thing as aboriginal rights against the stated position of the present Prime Minister and the House of Commons. If you listened to any of the Indian briefs, they have no confidence that the House of Commons and people south of 60° are going to look after their interests, and even those Indians that are south of 60° do not feel that it is being looked after.

Mr. Kaplan: But you are asking the Territories not only to worry about the safeguard of the House of Commons' concern for them, but about the concern of Western Canada, Ontario, Quebec and Eastern Canada, and the warning that you have given to Senator Paul Lucier is that if all of those powers are against them, they will have the Senate to fall back on.

I think that they would find some comfort along the way, in fact the Senate was going to come to their rescue anyway.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Fraser, and I would like to remind you very respectfully that we have previously agreed to a procedure by which the Chair would recognize one supplementary question from each party, and you draw the attention of the Chair on a point of

[Translation]

La majorité des provinces pourrait très bien être d'accord avec les décisions hypothéquant l'avenir des territoires du Nord-Ouest et celui du Yukon, mais une minorité importante au sud du 60° parallèle pourrait ne pas être d'accord, bloquant ainsi toute initiative.

Groupe après groupe, les Indiens et les Inuit nous ont décrit de façon dramatique les conséquences pour une minorité lorsqu'elle est livrée aux caprices de la prétendue générosité d'une majorité bienveillante. C'est un problème en puissance. Je demande aux honorables sénateurs avant de prendre leur décision de ne pas l'oublier. Alors que des groupes minoritaires et des régions géographiques de ce pays sont sous-représentés et ont besoin de protection, il est aberrant de vouloir émasculer le Sénat.

M. Kaplan: Vous ne pouvez faire cette analogie.

Le recours des Indiens est le Parlement du Canada.

M. Fraser: Ils ne sont pas satisfaits des services du Parlement.

M. Kaplan: Là n'est pas la question. Je veux simplement démontrer combien différente est la position des Territoires car dans l'éventualité de modifications constitutionnelles en leur faveur, non seulement l'accord du gouvernement fédéral est-il nécessaire, mais celui des régions doit être obtenu soit par référendum, soit par vote des assemblées législatives comme le prévoira la formule d'amendement quelle qu'elle soit.

Il y a donc beaucoup plus de garanties, de freins et contre-poids relatifs à l'avenir des Territoires que dans le cas des Indiens.

M. Fraser: Je ne devrais pas poursuivre monsieur le président, et je ne le ferai pas, mais je voudrais simplement rappeler au ministre l'affaire des Indiens Niska où, pour la première fois, on a commencé à reconnaître la possibilité de l'existence de droits autochtones contrairement à la position avouée de l'actuel Premier ministre et de la Chambre des communes. Il suffit d'écouter n'importe quel groupe pour comprendre que les Indiens ne croient pas un seul instant que la Chambre des communes et les populations au sud du 60° parallèle défendront leurs intérêts, sentiment même partagé par les Indiens habitant au sud du 60°.

M. Kaplan: Mais vous demandez aux Territoires non seulement de se garantir contre la Chambre des communes, mais aussi contre l'Ouest, l'Ontario, le Québec et l'Est du Canada, et vous avertissez le sénateur Lucier que si toutes ces juridictions sont contre eux, il leur restera toujours le Sénat.

Je crois qu'ils trouveraient de l'aide en chemin même si le Sénat de toute manière devait venir à leur secours.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Fraser. J'aimerais vous rappeler très respectueusement que nous étions mis d'accord précédemment sur le fait que la présidence permettrait à chaque parti de poser une question supplémentaire, et vous avez invoqué le Règlement alors qu'il

[Texte]

order which was in fact a supplementary question. That finally led to open a new debate on a very important issue which I recognize and have great sympathy for, but I think that in all fairness for all the other honourable members who are waiting very patiently to be recognized by the Chair, and have an opportunity to speak on other subjects, I think I have to invite you to abide by the previous procedure, and I would be grateful for your cooperation in so doing.

Mr. Fraser: Mr. Chairman, I of course abide by your invitation. I just could not resist the temptation to try to answer the Minister who answered his question with a question.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Fraser.

I would like to invite Mr. Don Munro on the main question.

Mr. Munro: Thank you, Mr. Chairman.

I have a series of questions which I would like to put to the Minister and I will interrupt him so that I get answers. I hope the answers will be complete and brief.

I would like to start by asking the Minister whether it is safe to assume that before embarking on their present course, the government compiled a complete catalogue of the possible consequences of proceeding in the manner outlined in the constitutional proposals now before us.

Mr. Kaplan: Do you mean other than the so-called leaked memorandum?

Mr. Munro: If you are accepting that the leaked memorandum outlined the possible consequences.

Mr. Kaplan: A memorandum to Cabinet was prepared and an effort was made in that document to inform Ministers about the options available and the implications of each of the options.

Mr. Munro: Then it is safe to assume further that that catalogue listed the likelihood, indeed the strong likelihood, of embittered federal-provincial relations beyond what they now are; because some of the proposals, if they were to become overriding law imbedded in the constitution, would deprive the provinces of some of their current freedom of action and jurisdiction, would in effect intrude unilaterally and by federal decision into areas of jurisdiction that are now under current law and practice exclusively provincial, and because further, the referendum process, a relatively new concept in Canada's constitutional practice, is designed in such a way as to eliminate, should the federal government so decide, the need for provincial consent for the purposes of constitutional amendments, even in amendments that would affect all the provinces.

Was that likelihood taken into account as well? Did the Cabinet decide to press on regardless of the effect on federal-provincial relations?

Mr. Kaplan: I want to concede that this does limit the action of the provinces. That is one of the effects, for example, of the Charter of Rights. It limits, as well, the action of the federal government in many ways and we have discussed some of them in the evidence that I gave this morning and yesterday.

[Traduction]

s'agissait en fait d'une question supplémentaire. En fin de compte, un nouveau débat portant sur une question très importante qui a toute ma sympathie a été ouvert, mais je crois qu'en toute justice pour les autres honorables membres qui attendent avec beaucoup de patience de se voir accorder la parole par la présidence pour pouvoir aborder d'autres sujets, il me faut vous inviter à respecter la procédure précédente et je vous serais reconnaissant de votre coopération.

M. Fraser: Monsieur le président, je me soumetts, bien entendu, à votre invitation. Je n'ai pu résister à la tentation d'essayer de répondre au ministre qui avait répondu à ma question par une question.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Fraser.

J'invite maintenant M. Munro à prendre la parole.

M. Munro: Merci, monsieur le président.

J'ai une série de questions que j'aimerais poser au ministre. J'espère que les réponses seront complètes et concises.

J'aimerais commencer par demander au ministre si nous pouvons supposer qu'avant d'opter pour sa conduite actuelle, le gouvernement a fait le catalogue détaillé des conséquences possibles de son action reflétée dans les propositions constitutionnelles dont nous sommes saisis.

M. Kaplan: Un autre document que le mémoire ayant fait l'objet de fuite?

M. Munro: A condition de reconnaître que ce mémoire décrivait les conséquences possibles.

M. Kaplan: Un mémoire au Cabinet a été rédigé. Il informait les ministres des options offertes et des implications de chacune de ces options.

M. Munro: Nous pouvons donc supposer que ce catalogue indiquait la possibilité, la très forte possibilité, de relations fédérales-provinciales encore plus tendues qu'à l'heure actuelle, car si certaines de ces propositions devaient être incluses dans la constitution, acquérant ainsi la primauté, elles priveraient les provinces d'une partie de leur liberté actuelle d'action et de juridiction, elles empièteraient unilatéralement par décision fédérale sur des domaines de juridiction relevant actuellement exclusivement du provincial; et parce que de plus, le processus référendaire, concept relativement nouveau dans la pratique constitutionnelle canadienne, est conçu de telle manière à éliminer, si le gouvernement fédéral en décidait ainsi, le besoin de l'accord des provinces en matière de changements constitutionnels, même si ces changements touchent toutes les provinces.

A-t-on également tenu compte de cette possibilité? Le Cabinet a-t-il décidé de ne pas tenir compte des conséquences sur les relations fédérales-provinciales?

M. Kaplan: Je reconnais que cela limite le champ d'action des provinces. C'est une des conséquences, par exemple, de la Charte des droits. Cela limite, également, le champ d'action du gouvernement fédéral dans de nombreux domaines dont nous avons discuté ce matin et hier.

[Text]

Perhaps one of the most serious limitations of the federal power of action is the power to amend the constitution unilaterally, which is being done in a sense in this process, but which can never be done again. I concede your point, but the limitation of provincial action has not been in favour of increased federal action; it has been in favour of the people, and no power of a province that is limited in this proposal gives any corresponding increase in power to the national government.

Mr. Munro: Was it made clear in discussions in Cabinet, and presumably in your caucus, that in proceeding as you now propose you will in effect be asking the British Parliament to make fundamental changes in Canada's constitutional make-up affecting provincial jurisdiction.

Mr. Kaplan: I do not agree with that.

Mr. Munro: But you have just said that the Charter will.

Mr. Kaplan: It limits the scope of operation of the provinces and of the national government, but it does not change Canada into unitary status.

Mr. Munro: I did not say that.

Mr. Kaplan: No, but some of the members have.

Mr. Munro: But I am asking questions now.

Mr. Kaplan: Yes.

Mr. Munro: I am not saying anything about unitary status. I am just saying about invasions and intrusions and changes in Canada's constitution and make-up affecting provincial jurisdiction.

Mr. Kaplan: I do not think it is an invasion or an intrusion because to me, I mean, we can debate about these metaphors but . . .

Mr. Munro: Changes.

Mr. Kaplan: Yes. To me an essential aspect of an invasion is some benefit derived by the invader, and there is not any.

Mr. Munro: Or any changes, you will buy that?

Mr. Kaplan: Yes.

Mr. Munro: Fair enough.

Mr. Kaplan: Linguistic rights are not for the benefit of a national government. The linguistic rights are for the benefit of the people who speak a minority language.

Senator Asselin: We would have to change that law.

An hon. Member: It is an invasion.

Mr. Kaplan: My concept of an invasion is that the aggressor benefits somehow.

Mr. Munro: Unless he is thrown out.

Mr. Kaplan: That is why I do not think it can be described as an invasion.

Mr. Munro: All right, I will settle for change.

[Translation]

Une des limitations les plus importantes du pouvoir d'action du fédéral est le pouvoir de modifier unilatéralement la Constitution, ce qui est fait cette fois-ci d'une certaine manière et qui ne pourra plus jamais se répéter. Je suis d'accord avec vous, mais la limitation du champ d'action provincial ne correspond pas à une augmentation du champ d'action fédéral. Elle correspond à l'augmentation de celui de la population et aucune limitation d'un pouvoir quelconque provincial dans cette proposition ne correspond à une augmentation du pouvoir du gouvernement fédéral.

M. Munro: A-t-on indiqué clairement lors des discussions en cabinet, et je suppose dans votre caucus, qu'en procédant de la manière que vous proposez, vous demandez en réalité au Parlement britannique d'apporter des modifications fondamentales au cadre constitutionnel canadien touchant la juridiction provinciale.

M. Kaplan: Je ne suis pas d'accord.

M. Munro: Vous venez de dire que c'est ce que fera la Charte.

M. Kaplan: Elle limite le champ d'action des provinces et du gouvernement national, mais elle ne donne pas au Canada un statut unitaire.

M. Munro: Ce n'est pas ce que j'ai dit.

M. Kaplan: Non, mais certains des députés l'ont dit.

M. Munro: Mais c'est moi qui pose les questions maintenant.

M. Kaplan: Oui.

M. Munro: Je n'ai pas parlé de statut unitaire. Je parle simplement d'invasion d'intrusion et de modification de la Constitution canadienne touchant la juridiction provinciale.

M. Kaplan: Je ne pense pas qu'il s'agisse d'une invasion ou d'une intrusion, car personnellement, nous pourrions faire des métaphores à l'infini mais, . . .

M. Munro: Des modifications.

M. Kaplan: Oui. Pour moi, il n'y a invasion que si l'envahisseur en tire profit, et tel n'est pas le cas.

M. Munro: Lorsqu'il y a modification, n'est-ce pas?

M. Kaplan: Oui.

M. Munro: D'accord.

M. Kaplan: Ce n'est pas au gouvernement national que profitent les droits linguistiques. Ils profitent à la population qui parle une langue minoritaire.

Le sénateur Asselin: Il faudrait changer cette loi.

Une voix: C'est une invasion.

M. Kaplan: Pour qu'il y ait invasion, l'agresseur doit tirer un profit quelconque.

M. Munro: A moins qu'il ne soit repoussé.

M. Kaplan: C'est pourquoi je ne pense pas qu'on puisse parler d'invasion.

M. Munro: Très bien, je me contenterai du terme «modification».

[Texte]

The next question is, were the Minister's colleagues, Messrs. MacGuigan and Roberts when they made the trip to London, instructed to tell the British government and did they indeed tell the British government, that this would be one of the consequences of the British acting as the Canadian government wants them to act? Was the British government informed of these consequences on the federal fabric of Canada?

Mr. Kaplan: I think they took the documents with them and that the British government Ministers and officials who were informed of the progress of this measure in Canada were allowed to see and were in a position to draw their own conclusions about invasion or aggression or fundamental transformation. I reject all of those terms myself. I do not think they are apt descriptions of the process, but I do not think the British need to have conclusions drawn for them. I think they are capable of drawing conclusions themselves from seeing the documents.

Mr. Munro: This is one of the reasons that I had hoped that I would be able to pose these questions to those who went to London or to Mr. Chrétien, the Minister of Justice. But I do think that you are suggesting that there was nothing explicit in the instructions given to the Ministers who went to London to explain the matter of the changes that would be brought about by these proposals in federal-provincial relations, that it was left to the British, with all their other pre-occupations, to read the documents and form their own conclusions. Nothing explicit was said in London about these matters, is that correct?

Mr. Kaplan: I do not agree with that because I was not present and I do not know the exact tenor of the discussions, but the conclusions about change can be drawn by any competent legislator or official interested in this type of issue who reads the documents. Whether another person other than yourself would be able to characterize them as an invasion or a fundamental change, I do not know.

Mr. Munro: I settled for change. We are not talking about invasions anymore, as far as I am concerned.

Mr. Kaplan: Yes, even change implies a change in the relationship between levels of government, and I do not think that has taken place here.

Mr. Munro: I would now like to ask the Minister if he and his colleagues, having examined the effect of following this procedure, have they examined the effect on British Parliamentarians? Have the members of the Canadian Cabinet considered that what they are doing is presenting the British parliamentarians with a heads-I-win, tails-you-lose sort of proposition. This is a dilemma with which you are confronting the British.

You are saying to them in effect this: approve this measure and we, the Liberal Cabinet, will get our Charter of Rights over the opposition of a number of provinces. We will get the constitution patriated and we will have entrenched in it a new concept of Canadian constitutional law that we failed to get approved a few years ago, namely the referendum process. And still talking to the British You probably add this: do not worry about the damage that this will do to Canadians, to

[Traduction]

Les collègues du ministre, MM. MacGuigan et Roberts, lors de leur voyage à Londres ont-ils reçu pour instruction de dire au gouvernement britannique, et l'ont-ils véritablement fait, que ce serait une des conséquences s'il acceptait d'agir dans le sens demandé par le gouvernement canadien? Le gouvernement britannique a-t-il été informé de ces répercussions sur la trame fédérale du Canada?

Mr. Kaplan: Je crois qu'ils ont emporté ces documents avec eux et que le ministre et les hauts fonctionnaires du gouvernement britannique informés de l'évolution des événements au Canada étaient en mesure de conclure s'il y avait invasion, agression ou transformation fondamentale. Personnellement, je rejette tous ces termes. Je ne pense pas qu'ils conviennent à la description de ce processus, tout comme je ne pense pas que les Britanniques aient besoin qu'on tire pour eux des conclusions. Ils sont capables de tirer eux-mêmes des conclusions à la lecture des documents.

M. Munro: C'est une des raisons pour laquelle j'avais espéré pouvoir poser ces questions à ceux qui se sont rendus à Londres ou à M. Chrétien, le ministre de la Justice. Je pense néanmoins que d'après vous, il n'y avait rien d'explicite dans les instructions données aux ministres se rendant à Londres pour expliquer la nature des modifications que ces propositions entraîneraient dans les relations fédérales-provinciales, qu'on a laissé aux Britanniques, avec toutes leurs autres préoccupations, le soin de lire ces documents et de former leurs propres conclusions. Rien d'explicite au sujet de ces questions n'a été communiqué à Londres, n'est-ce pas?

M. Kaplan: Je ne suis pas d'accord, car je n'étais pas présent et je ne connais pas la teneur exacte de ces discussions, mais les conséquences de ces modifications peuvent être tirées par tout législateur ou haut fonctionnaire compétent s'intéressant à ce genre de problème à la lecture des documents. Qu'une autre personne que vous puisse les considérer comme une invasion ou un changement fondamental, je ne saurais dire.

M. Munro: J'ai accepté le terme «changement». Nous ne parlons plus d'invasion, en ce qui me concerne.

M. Kaplan: Oui, le changement lui-même implique un changement dans les relations entre les niveaux de gouvernement et cela ne correspond pas à la réalité.

M. Munro: Après avoir étudié avec vos collègues les conséquences de cette action, avez-vous examiné les conséquences qu'elle aurait sur les parlementaires britanniques? Les membres du Cabinet canadien ont-ils compris qu'ils présentaient aux parlementaires britanniques une proposition du genre: pile je gagne, face tu perds. Vous mettez les Britanniques devant un dilemme.

Vous leur dites que s'ils approuvent cette mesure, le Cabinet libéral imposerait sa Charte des droits malgré l'opposition d'un certain nombre de provinces. Nous rapatrierons la Constitution après y avoir inclus un nouveau concept de droits constitutionnel canadien que nous n'avons pu faire approuver il y a quelques années, à savoir le recours au référendum. Vous leur dites probablement en plus de ne pas s'inquiéter des dégâts que cela provoquera à la trame fédérale canadienne. C'est le

[Text]

Canada's internal federal fabric. That is our concern of the federal Cabinet. You just do what we ask and do not ask any more questions. That is the heads-I-win side of the coin.

The opposite side of the coin looks like this. What you are also saying to the British parliamentarians, and I hope that you as Canadian Ministers considered the whole deal in this light because if you have not you can hardly be said to deserve the exercise of the authority you do, because what you are saying is this: if you dare to withhold your approval from these proposals, we, the Canadian Cabinet will create in Canada the most God-awful row that you have ever heard which will put the Boston Tea Party in the shade, branding you as an imperialist power, trying to enforce your colonialism upon Canada.

Furthermore, you are saying to the British government that if they fail to give ready approval to your proposals, you will whip up such a frenzy of anti-Britishism in this country that you will have no trouble whatever in securing passage in Canada of legislation that will break Canada's ties with Britain, the Crown and the Commonwealth. Is that the situation in which you want to place fellow parliamentarians in the British Parliament? Are you doing it deliberately or have you just failed to think these things through? That is the tails-you-lose side of the coin.

Mr. Kaplan: I think your interpretation of this process is hysterical, although you have phrased it very moderately. Britain was an imperial power for centuries and the legacy of imperialism, of its past imperialism is not a pleasant one. Britain spends hundreds of millions of pounds a year, for example, and many, many hours of its time because of its imperial past and its imperial legacy and I would say that its responsibilities to Canada are among the easiest of all of the legacies of imperialism.

I think that there is precedent for going to Great Britain and receiving from Westminster parliamentary approval of actions of the Parliament of Canada. There are precedents for going without provincial support. There are precedents for going with provincial objections, in the face of provincial objections. There are precedents for going, not only in the face of provincial objections, but in the face of pending legislation; and if I took as long for the answer as you did for the question, I could lay them all out.

There are sufficient examples of each of those to show that this initiative is well within the tradition and that it represents probably one of the most pleasant legacies of imperialism that Westminster has to live with.

Mr. Munro: You are prepared to disregard entirely the effect on the British Parliament and British parliamentarians of putting this dilemma before them.

I would next like to ask the Minister whether he and his colleagues have considered the fall-out in Canada under either of these circumstances. Let me elaborate. Take Westminster's approval, the heads-I-win part of the proposition. You fully understand, I hope, that you will thereby be poisoning federal-provincial working arrangements perhaps irreparably and in as

[Translation]

problème du Cabinet fédéral. Faites ce qu'on vous demande et ne posez plus de questions. Cela, c'est: pile je gagne.

Maintenant, le côté face. Ce que vous dites également aux parlementaires britanniques, et j'espère qu'en tant que ministre canadien, vous avez considéré toute cette affaire sous cet angle car dans le cas contraire, on peut difficilement dire que vous méritiez d'exercer l'autorité que vous possédez, vous dites également ceci aux parlementaires britanniques: si vous osez ne pas approuver ces propositions, le Cabinet canadien fera un tapage du tonnerre de Dieu au côté duquel le Boston Tea Party passera pour insignifiant, vous traitant de puissance impérialiste essayant d'imposer vos vues colonialistes au Canada.

De plus, vous dites au gouvernement britannique que s'il n'approuve pas avec célérité vos propositions, vous créerez un tel sentiment anti-britannique dans ce pays que l'adoption au Canada d'une loi rompant les liens avec la Grande-Bretagne, la Couronne et le Commonwealth ne posera aucun problème. Est-ce la situation dans laquelle vous voulez placer nos collègues parlementaires du Parlement britannique? Est-ce délibéré ou par manque de réflexion? Cela c'est le côté: face tu perds.

M. Kaplan: Je crois que votre interprétation, bien qu'exprimée avec modération, est hystérique. La Grande-Bretagne a été une puissance impériale pendant des siècles et l'héritage de son impérialisme, de son passé impérialiste n'est pas plaisant. Son passé et son héritage impériaux coûtent des centaines de millions de livres par année à la Grande-Bretagne et de nombreuses heures de travail. Ses responsabilités envers le Canada sont parmi les plus faciles à assumer dans tout cet héritage de l'impérialisme.

Se rendre en Grande-Bretagne pour recevoir l'approbation du Parlement de Westminster des actions du Parlement du Canada n'est pas un précédent. S'y rendre sans l'appui des provinces n'est pas un précédent. S'y rendre malgré les objections des provinces n'est pas un précédent. S'y rendre malgré non seulement les objections des provinces mais malgré une mesure législative pendante n'est pas un précédent. Si je consacre autant de temps à ma réponse que vous à votre question, je pourrai vous les citer tous.

Il y a suffisamment d'exemples dans chaque cas pour démontrer que cette initiative est tout à fait conforme à la tradition et qu'elle correspond probablement à un des héritages les plus agréables de l'impérialisme que Westminster doit supporter.

M. Munro: Vous êtes disposé à ne pas du tout tenir compte des conséquences de ce dilemme pour le Parlement britannique et les parlementaires britanniques.

J'aimerais ensuite demander au ministre si lui et ses collègues ont étudié les répercussions au Canada dans le cadre de chacune de ces circonstances. Supposons que Westminster approuve, le côté: pile je gagne de la proposition. J'espère que vous comprenez pleinement que dans ce cas vous empoisonnez peut-être d'une manière irréparable les ententes contrac-

[Texte]

far as you are, you are encouraging separatism west of the lakehead if not elsewhere in Canada.

Now, take Westminster's rejection. I do not know whether you have considered these things, but just take Westminster's rejection, the tails-you-lose sort of thing. Again, you have driven a wedge, possibly two wedges into the heart of the Canadian federation. Again you have encouraged separatism, certainly west of the Ottawa valley and possibly also east of the Gaspé. Has that been considered in proceeding along the route that you have chosen?

• 1640

Mr. Kaplan: Well, again I think your scenario is a hysterical one. Irreparable is a very long time.

Mr. Munro: That is true, it is.

Mr. Kaplan: And within a country I think that there is so much to gain by co-operation and by . . .

Mr. Munro: Agreed, agreed. No one is contesting that.

Mr. Kaplan: And by consultation. I am confident that having the constitution brought back to Canada, having patriation, having this Charter of Rights which will have the acceptance of Parliament will not irreparably damage this country but that there will continue to be very good reasons for the federal and provincial governments and for the Parliament and the legislatures to seek to work together.

Mr. Munro: That is your best judgment?

Mr. Kaplan: And I think myself that constitutional amendment will proceed more easily in the future than in the past because the symbolism of the patriation process which has been a bargaining ploy used by many provincial governments will have been taken off the table and we can talk about real problems of duplication, of overlapping, of powers lodged for historical reasons with the wrong level of government, and that there will be more progress because of this than there has been for the last 53 years.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank, you very much, Mr. Munro.

Mr. Munro: I have one final question, if I may.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): A very short question.

Mr. Munro: Yes. I am wondering if you have not examined the double likelihood of creating for Britain the dilemma such as I have described and of creating in Canada deeper divisions. I wonder whether it has occurred to you that you are thereby demonstrating, the Liberal government, your failure to face up to your responsibilities as the government of a country within the Commonwealth as well as government of a federal state, and if you have examined these prospects and have decided to proceed regardless, has it occurred to you that you have thereby demonstrated your unworthiness to govern?

Mr. Kaplan: Well, I do not think we should run Canada in the interests of Great Britain.

[Traduction]

tuelles fédérales-provinciales et que vous encouragerez le séparatisme à l'Ouest de la tête des Lacs, si ce n'est ailleurs au Canada.

Maintenant, supposons que Westminster n'approuve pas. Je ne sais si vous avez envisagé la question, mais prenons le côté: face tu perds de la proposition. Encore une fois, vous enfoncez un coin, peut-être même deux coins dans le cœur de la fédération canadienne. Une fois de plus vous encouragez le séparatisme, certainement à l'ouest de la vallée de l'Ontario et peut-être également à l'est de la Gaspésie. En avez-vous tenu compte lorsque vous avez arrêté votre choix?

M. Kaplan: Je trouve votre scénario encore hystérique. Irréparable, c'est très long.

M. Munro: C'est pourtant la vérité.

M. Kaplan: Et dans un pays, il y a tant à gagner par la coopération, par . . .

M. Munro: D'accord, d'accord. Personne ne le conteste.

M. Kaplan: . . . et par la consultation. Je suis certain qu'avoir notre Constitution chez nous, qu'avoir cette Charte des droits qui sera acceptée par le Parlement ne causera pas de dommages irréparables à ce pays, mais qu'il y aura toujours de très bonnes raisons pour que le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, le Parlement et les assemblées législatives continuent à travailler de concert.

M. Munro: C'est ce que vous pensez?

M. Kaplan: Personnellement, je pense que les modifications constitutionnelles se feront plus facilement à l'avenir que dans le passé à cause du caractère symbolique du rapatriement, arme de marchandage utilisée par de nombreux gouvernements provinciaux qui ne l'auront plus à leur disposition, et nous pourrions alors parler des véritables problèmes de double emploi, de chevauchement, de pouvoirs attribués au mauvais palier de gouvernement pour des raisons historiques, et nous ferons plus de progrès que nous n'en avons fait au cours des 53 dernières années.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Munro.

M. Munro: J'ai une dernière question, si vous me le permettez.

Le coprésident (M. Joyal): Une toute petite question.

M. Munro: Oui. Je me demande si vous avez examiné la double possibilité de création d'un dilemme pour la Grande-Bretagne comme je l'ai décrit et de la création au Canada de divisions plus profondes. Je me demande s'il vous est apparu que ce faisant, vous démontreriez, le gouvernement libéral démontrait, son incapacité à faire face à ses responsabilités en tant que gouvernement d'un pays du Commonwealth et aussi en tant que gouvernement d'un État fédéral, et ayant examiné ces perspectives et décidé quand même de suivre cette procédure, s'il vous est apparu que ce faisant vous démontreriez votre incapacité à gouverner?

M. Kaplan: Je ne pense pas que nous devrions gouverner le Canada en fonction des intérêts de la Grande-Bretagne.

[Text]

Mr. Munro: Well, I am not suggesting that.

Mr. Kaplan: Well, it sounds as if you are.

Mr. Munro: You are souring the relations in Canada by proceeding the way you are.

Mr. Kaplan: Well, I addressed the sour relations within Canada, as you put it, and I wanted to address our relations with Great Britain.

I think that it is important to maintain good relations with Great Britain and I am sure we will continue to retain good relations with Great Britain. I know I have been a back bencher myself for 12 years, when I read the reactions of some back benchers to this package, to the delicious opportunities to comment on it in Canada and in Great Britain, I understand the process that is taking place in Great Britain but I insist that what we have to do as a national government, and what members of Parliament do, is to act in the best interests of our own country.

Great Britain has its responsibilities derived from its colonial past and from the happy establishment of a commonwealth of nations which have very friendly relations. It has its responsibilities and our understanding is that Britain will meet its responsibilities, and maybe within Westminster some back benchers or perhaps opposition parties may attack the government for the action it has taken but we have to be guided by what is good for Canada and at this time in our history, for reasons that the Minister has mentioned when he appeared before you, but the reason for taking the historic opportunity now to patriate the constitution, to entrench equalization and a Bill of Rights, these are the things that are motivating us and that are much more important, and I think these are things that Canadians would want us to consider.

Even if your hysterical scenario for Great Britain's reaction to this and for our future relations with Great Britain are true, and I do not think they are true or likely, far from probable, not even possible I would argue, I think that we would have to do what is right for our own country.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Munro.

Mr. Munro: Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable James McGrath on a supplementary question.

Mr. McGrath: Very briefly, I would like to ask the Minister what right does he feel the government has to ask Great Britain to entrench a Charter of Rights which, by his own admission, would restrict the provinces in certain areas against the wishes of a majority of the provinces, and indeed against the wishes of the majority of the people of Canada as indicated by a most recent Gallup poll?

Mr. Kaplan: Well, that is not my interpretation of that Gallup poll. I read the poll with interest, I read the headlines, I looked all over it and I did not see any connection between the headline and the poll.

I understand why Canadians prefer to patriate the constitution without unilateral action, but that is not an option. The conclusion that has been reached after 53 years of trying is

[Translation]

M. Munro: Ce n'est pas ce que je dis.

M. Kaplan: C'est l'impression que vous donnez.

M. Munro: Vous exacerbez les relations au Canada en procédant ainsi.

M. Kaplan: Je vous ai répondu quant à ces prétendues relations exacerbées et j'étais sur le point de vous parler de nos relations avec la Grande-Bretagne.

Je crois qu'il importe de maintenir de bonnes relations avec la Grande-Bretagne et je suis certain que nous continuerons à maintenir de bonnes relations avec elle. Ayant été moi-même simple député pendant 12 ans, lorsque je lis les réactions de certains, lorsque je perçois les délicieuses possibilités de commentaires au Canada et en Grande-Bretagne, je comprends ce qui se passe en Grande-Bretagne et je répète qu'en tant que gouvernement national, et qu'en tant que parlementaires, nous devons agir au mieux des intérêts de notre pays.

La Grande-Bretagne a des responsabilités qui découlent de son passé colonial et de l'heureux établissement d'un Commonwealth de nations qui ont des relations très amicales. Elles a des responsabilités et nous croyons qu'elle les assumera. Il se peut qu'à Westminster, certains simples députés ou des partis d'opposition attaquent l'action du gouvernement, mais nous devons être guidés par le bien-être du Canada et à ce moment de notre histoire, pour des raisons que le ministre vous a indiquées lors de sa comparution, la possibilité historique de rapatrier notre Constitution, de consacrer la péréquation et une Charte des droits sont des raisons qui nous motivent, qui nous importent et qui importent aux Canadiens.

Même si votre scénario hystérique quant à la réaction de la Grande-Bretagne et à nos relations futures avec cette dernière s'avérait, ce qui me semble des plus improbables et même des plus invraisemblables, nous devrions toujours faire ce qui est bon pour notre pays.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Munro.

M. Munro: Merci.

Le coprésident (M. Joyal): M. McGrath, une question supplémentaire.

M. McGrath: Très brièvement, j'aimerais demander au ministre quel droit, selon lui, le gouvernement a de demander à la Grande-Bretagne d'inclure une charte des droits qui, de son propre aveu, limiterait les pouvoirs des provinces dans certains domaines à l'encontre de la volonté d'une majorité de ces provinces, et à l'encontre des souhaits de la majorité de la population canadienne comme l'indique un sondage Gallup tout récent?

M. Kaplan: Ce n'est pas mon interprétation de ce sondage. J'ai lu ce sondage avec intérêt, j'ai lu les titres, j'ai cherché partout et je n'ai vu aucun lien entre le titre et le sondage.

Je comprends pourquoi les Canadiens préfèrent rapatrier la Constitution d'une manière qui ne soit pas unilatérale mais ce n'est pas une option. La conclusion atteinte après 53 ans de

[Texte]

that Parliament itself should take its undoubted authority to patriate the constitution and proceed to do it and that is exactly what we are doing.

Mr. McGrath: Well, as Solicitor General, and this is a final question, Mr. Chairman, I will not transgress, as Solicitor General of Canada do you feel it is right that the government of Canada should proceed to ask Great Britain to entrench unilaterally a Bill of Rights and an amending formula while six provinces have an appeal pending before three provincial appeal courts, which obviously will go to the Supreme Court of Canada? That strikes to your responsibility as Solicitor General.

Mr. Kaplan: Not only do I feel that it is not an improper thing to do, but there is precedent for doing it. It has been done before in the rich history of our country, and to try and characterize this as some new way of amending the constitution is inaccurate.

This is one of the ways of amending the constitution and it is one that has been used in the past.

If legislature were to be held up by courts, they could be held up endlessly. That is why they are not held up by them, why they proceed, and there are so many precedents for that within the country.

Mr. McGrath: There are no precedents for what you are doing, sir.

Mr. Kaplan: Within the country of amending legislation or enacting legislation while challenging litigation is pending.

Mr. McGrath: There is no precedent for what you are doing in terms of changing the constitution.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. McGrath.

I would like to invite now Mr. Lorne Nystrom.

Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: Mr. Kaplan had mentioned earlier that he wants to do what is good for the country and Mr. Chrétien was before the Committee last week and did say last week that the government has in the works another advertising campaign to promote this package, which I think is very relevant to our consideration of the package, and he said the package is ready to go at his signal, and I want to ask the Minister whether or not he has had a chance to consider the ramifications of this, and whether or not he can assure this Committee now that there will not be any federal government advertising program of this package while it is before Parliament.

Mr. Kaplan: I think as an Acting Minister of Justice in this case I would prefer to leave that question for my colleague to answer when he returns.

Mr. Nystrom: Well, Mr. Irwin perhaps wants to add something.

Mr. Kaplan: Yes, Mr. Irwin knows the Minister's answer.

Mr. Ron Irwin (Parliamentary Secretary): I do not think the Minister gave an indication as to when the funds would be used. He did indicate that it has been approved by Parliament, but Mr. Fleming, who is responsible for communications, said

[Traduction]

tentatives est que le Parlement lui-même devrait se prévaloir de son pouvoir incontestable de rapatrier la Constitution et c'est exactement ce que nous faisons.

M. McGrath: En tant que solliciteur général, et ce sera ma dernière question, monsieur le président, je vous le promets, en tant que solliciteur général du Canada, pensez-vous juste que le gouvernement du Canada demande à la Grande-Bretagne d'inclure unilatéralement une charte des droits et une formule d'amendement alors que six provinces ont fait appel devant trois cours d'appel provinciales, appels qui aboutiront de toute évidence à la Cour suprême du Canada? Vous êtes solliciteur général, c'est de votre compétence.

M. Kaplan: J'estime non seulement que ce n'est pas incorrect, mais il y a des précédents. Cela a déjà été fait au cours de la riche histoire de notre pays et essayer de décrire cette action comme une nouvelle manière d'amender la Constitution est inexacte.

C'est une des manières d'amender la Constitution et c'est une manière ayant déjà été utilisée.

Si les Parlements étaient bloqués par les tribunaux, ils pourraient l'être à l'infini. C'est la raison pour laquelle ils ne le sont pas et il y a de nombreux précédents.

M. McGrath: Il n'y a pas de précédent à ce que vous faites, monsieur

M. Kaplan: De nombreux précédents de mesures législatives portant modification ou de promulgation de mesures législatives alors que les tribunaux sont saisis.

M. McGrath: Il n'y a pas de précédent à ce que vous faites en ce qui concerne la Constitution.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur McGrath.

La parole est maintenant à M. Nystrom.

Monsieur Nystrom.

M. Nystrom: M. Kaplan a dit plus tôt qu'il recherchait le bien-être du pays et M. Chrétien, lors de sa comparution la semaine dernière, nous a dit que le gouvernement était sur le point de lancer une autre campagne de publicité pour son projet de résolution, n'attendant qu'un signe de lui. Avez-vous eu la possibilité d'étudier cette question? Pouvez-vous nous assurer qu'aucune campagne publicitaire ne sera lancée par le gouvernement fédéral tant que ce projet sera étudié au Parlement?

M. Kaplan: Je préférerais que mon collègue réponde à cette question lorsqu'il sera de nouveau parmi nous.

M. Nystrom: M. Irwin veut peut-être ajouter quelque chose.

M. Kaplan: Oui, M. Irwin connaît la réponse du ministre.

M. Ron Irwin (secrétaire parlementaire): Je ne pense pas que le ministre ait indiqué quand les fonds seraient utilisés. Il a dit qu'ils avaient été approuvés par le Parlement, mais M. Fleming, qui est responsable des communications, a dit à la

[Text]

in the House some time ago that there would not be advertising on these types of packages or legislation until Parliament has voted on the particular legislation. I think that is still the position of the government but you have to look at what both Ministers have said together.

Mr. Nystrom: Well, I thank Mr. Irwin for that new information, Mr. Chairman, because my understanding from Mr. Chrétien was that the package was ready to go at his word, in fact I moved a motion in the House yesterday under Standing Order 43 that the government not proceed with the advertising program while the package is before Parliament.

Mr. Kaplan: I do not know what decision my colleague will take on that but I know that there is already a great deal of advertising on the subject of the constitution by provincial governments and by other interest groups.

Mr. Nystrom: Well, it is interesting that you do not know what the decision is because Mr. Irwin has already said something else.

Mr. Kaplan: He said that the decision was not made but that it would be made in relation to some future event.

Mr. Nystrom: I thought what Mr. Irwin said was that a decision has been made there would not be any advertising while this is before Parliament.

Mr. Irwin: I said Mr. Chrétien did not say when and where, and Mr. Fleming said in the House some time ago when he was questioned on several different days, that the policy as far as he was concerned was that there would not be government advertising on specific legislation until the legislation had been approved by the House. That has to do with the billboards and the various ads you saw, One Canada, Make it Yours, that type of advertising that was criticized by the opposition.

Now, that was the policy that Mr. Fleming had indicated he would follow, but again Mr. Chrétien said—I do not think he said that the package was ready to go specifically, he said several things . . .

Mr. Kaplan: Well, I think if I can interrupt, I will consult the record of exactly what he did say and I will repeat it and that is the present position of the government, because I know that no further progress has been made on that question since his statement.

Mr. Nystrom: Well, we have a couple of positions and I see Mr. Goldenberg was trying to aid the Minister and I will be looking forward to your comments on this later on, sir.

Mr. Kaplan: If my recollection is correct of what Mr. Chrétien said in this place . . .

Mr. Nystrom: I wonder if I can get you to . . .

Mr. Kaplan: My further comment will be in agreement with you.

Mr. Nystrom: I wonder, Mr. Minister, whether you can tell us in your opinion whether or not it is appropriate for the

[Translation]

Chambre il y a quelque temps qu'il n'y aurait pas de publicité portant sur ces genres de projets ou de mesures législatives tant que le Parlement n'aura pas voté. Je pense que c'est toujours la position du gouvernement mais il faut tenir compte de ce que les deux ministres ont dit.

M. Nystrom: Je remercie M. Irwin de ce nouveau renseignement, monsieur le président, car mon interprétation de la réponse de M. Chrétien était que cette campagne n'attendait que son signal. J'ai proposé d'ailleurs hier à la Chambre en vertu du règlement 43 que le gouvernement ne commence pas sa campagne de publicité tant que le projet est étudié par le Parlement.

M. Kaplan: Je ne sais quelle décision mon collègue prendra à ce sujet, mais je sais que les gouvernements provinciaux et d'autres groupes intéressés ont déjà beaucoup de publicité au sujet de la Constitution.

M. Nystrom: Je note avec intérêt que vous ne connaissez pas la décision, puisque M. Irwin a déjà dit le contraire.

M. Kaplan: Il a dit que la décision n'avait pas été prise, mais qu'elle le serait en tenant compte de la tournure des événements.

M. Nystrom: Je croyais que M. Irwin avait déclaré qu'une décision avait été prise et qu'il n'y aurait pas de publicité pendant que la question est examinée par le Parlement.

M. Irwin: J'ai dit que M. Chrétien ne savait pas quand ni où cela se ferait, et M. Fleming a déclaré en Chambre il y a quelques temps, en réponse aux questions qu'on lui a posées pendant plusieurs jours, que la politique à son avis était que le gouvernement ne ferait pas de publicité concernant une loi donnée jusqu'à ce que cette loi ait été approuvée par la Chambre. Il s'agit des panneaux publicitaires et des divers slogans publicitaires que vous avez vus: Un Canada, C'est votre pays, ce genre de publicité qui a été critiquée par l'opposition.

M. Fleming avait souligné que c'était la politique qu'il adopterait, mais de nouveau M. Chrétien a dit—je ne sais pas s'il a déclaré que l'ensemble de la proposition était prêt à être présenté, car il a dit plusieurs choses . . .

M. Kaplan: Si vous me permettez de vous interrompre, je vais consulter les comptes rendus pour savoir exactement ce qui a été dit et je vais vous répéter la position actuelle du gouvernement. Je sais qu'on n'a pas réalisé d'autres progrès sur la question depuis la déclaration du ministre.

M. Nystrom: Plusieurs positions ont été présentées mais je vois que M. Goldenberg essaie de venir en aide au ministre. Je vous saurai gré de toute précision que vous pourrez apporter à ce sujet plus tard, monsieur.

M. Kaplan: Si je me souviens bien de ce qu'a dit M. Chrétien ici . . .

M. Nystrom: Je ne sais pas si je puis obtenir de vous . . .

M. Kaplan: . . . mes autres remarques montrent bien que je suis d'accord avec vous.

M. Nystrom: Je me demande monsieur le ministre si, à votre avis, il est convenable ou non que le gouvernement se serve du

[Texte]

government to use government funds or taxpayers' funds to advertise what is in essence a proposal from the government? Is it proper to advertise a package or proposal or bill or resolution when it is still in the proposal stage, it has not passed Parliament, it is not the law of the land?

Is it appropriate to allocate funds to advertise something that still is in effect a partisan measure?

Mr. Kaplan: I believe that Parliament expressed a view on the patriation process in general terms by a resolution under Clause 43, and I think myself that that resolution of Parliament justifies federal advertising. That is my opinion but again I am not the Minister who will be making that decision.

Mr. Nystrom: So it justifies government advertising of a proposition before it is passed by Parliament.

Mr. Kaplan: Well, it was approved by Parliament in general terms under a Section 43 resolution.

Mr. Nystrom: Well, I am talking about this package before us?

Mr. Kaplan: Well, do you mean the package with the amendments that have just been brought forward, the package before...

Mr. Nystrom: I am talking about whether or not you approve, sir, of the government allocating funds to advocate or advertise in this country something that has not passed Parliament?

Mr. Kaplan: Well, I think since this measure was approved by Parliament in terms of the Section 43 resolution, which approved a general patriation initiative, that your question is hypothetical.

Mr. Nystrom: No, I am not talking about the motion under Section 43.

Mr. Kaplan: For the purposes of giving forthcoming evidence to this Committee, I do not have to deal with a question of whether, absent parliamentary approval, advertising is justified because I have indicated that in my opinion a resolution passed under Section 43 was a unanimous view of the House of Commons that an initiative to patriate the constitution was approved.

Now, this is a measure, this measure may change every few weeks as good amendments are put forward and adopted to change it, so that I do not think you would ever have a state, to pursue your hypothesis, you would never have a state where you had the approved package with no possibility of further change on which, in your concept, advertising would be justified.

I am saying that Parliament looked at the question of patriation, adopted it not by a majority but unanimously, and in my view advertising was justified by that.

Mr. Nystrom: I remind you, Mr. Minister, in the advertising campaign last summer there was no reference to Section 43,

[Traduction]

trésor public ou de l'argent des contribuables pour faire de la publicité sur ce qui est essentiellement une proposition du gouvernement? Est-il approprié à votre avis de promouvoir une proposition d'ensemble ou un projet de loi ou même une résolution alors qu'elle est encore à l'étape de projet, qu'elle n'a pas été adoptée par le Parlement, que ce n'est pas encore une loi du pays?

Est-il convenable d'attribuer des crédits pour publier quelque chose qui est toujours, en réalité, une mesure partisane?

M. Kaplan: Je crois que le Parlement a exprimé son opinion sur le processus de rapatriement en général par le biais d'une résolution adoptée en vertu de l'article 43. Je crois personnellement que cette résolution du Parlement justifie la publicité fédérale. C'est mon avis, mais je le répète, je ne suis pas le ministre qui prendra la décision.

M. Nystrom: Ainsi, à votre avis, cela justifie la publicité du gouvernement concernant une proposition qui n'a pas encore été adoptée par le Parlement.

M. Kaplan: Elle a été approuvée par le Parlement de façon générale, par une résolution adoptée en vertu de l'article 43.

M. Nystrom: Je songe à l'ensemble de la proposition que nous avons devant nous.

M. Kaplan: Voulez-vous parler de cet ensemble qui comprend les amendements que l'on vient de présenter ou l'ensemble avant...

M. Nystrom: Je voudrais savoir si oui ou non, monsieur, vous approuvez l'attribution de fonds du gouvernement pour promouvoir ou préconiser quelque chose au pays qui n'a pas encore été adopté par le Parlement?

M. Kaplan: Puisque cette mesure a été approuvée par le Parlement par le biais de la résolution adoptée en vertu de l'article 43, qui approuvait une initiative générale de rapatriement, je considère que votre question est hypothétique.

M. Nystrom: Non, je ne songe pas à la motion faite en vertu de l'article 43.

M. Kaplan: Je dois présenter des témoignages au Comité, je n'ai pas à discuter de la question de savoir si l'absence d'autorisation parlementaire concernant la publicité est justifiée, car je le répète, à mon avis, la résolution adoptée en vertu de l'article 43 était l'opinion unanime de la Chambre des communes pour que l'initiative de rapatriement de la Constitution soit adoptée.

Il s'agit d'une mesure, cette mesure peut changer après quelques semaines si, de bons amendements sont présentés et adoptés pour la modifier, par conséquent il n'y a jamais eu, je crois, de situation, pour donner suite à vos hypothèses, où il aurait fallu approuver un ensemble de mesures sans aucune possibilité de changement, ce pourquoi, à votre avis, la publicité serait justifiée.

Je prétends que le Parlement a examiné la question de rapatriement, l'a adoptée non pas à l'unanimité mais à la majorité, et, à mon sens, la publicité est donc justifiée.

M. Nystrom: Je vous rappelle, monsieur le ministre, que dans la campagne de publicité l'été dernier, on n'a pas men-

[Text]

and I also remind you, Mr. Minister, that Section 43 last summer . . .

Mr. Kaplan: There was reference to the substance of Section 43.

Mr. Nystrom: I would remind you, Mr. Minister, that Section 43 only talked about patriation of the constitution.

Mr. Mackasey: On a point of order.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable Bryce Mackasey on a point of order.

Mr. Mackasey: I know there has been tremendous latitude since the beginning and wisdom on the part of the Chairmen, but I am wondering, really, if this is the time to be discussing the advertising policies of the government or whether we have a resolution in front of us.

I mean, really, there is a fundamental difference. I could pick all kinds of issues; I could talk, for instance, about divisions within parties or provincial attitudes on constitution; if we have that kind of latitude, you let me know that. However, I cannot in my mind, and I am trying to be quite logical about it, link the advertising policy of the government with the matter on hand which is a general, at this stage, questioning of the Minister and his officials on the issue of the resolution.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): On the same point of order the honourable Mr. McGrath.

Mr. McGrath: Relevancy has never been known to inhibit Mr. Mackasey.

Mr. Mackasey: Well, I note this is Mr. McGrath talking.

Mr. McGrath: I think it is relevant, that is all.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Well, I would remind the honourable members that that very subject is something that could be debated in the House of Commons as such, there is no doubt in my mind about that, and I would remind the honourable members that we are on the clause by clause discussion and we should address the witnesses on any one clause of the proposed motion, but at least there should be relevancy of the question with one or the other of the clauses, and I understand the interest of members of Parliament and honourable Senators generally to know about the way that the government is spending the budget that the Parliament has already voted, but I think up to this point he would be advised to put his question on a matter that is more related to the subject addressed, that is one or the other clauses in the proposed motion.

Mr. Nystrom, would you continue, please.

Mr. Nystrom: Thank you, Mr. Chairman.

I was being very conservative and respectful to the proceedings of the Committee. It was raised last week and I thought that set a precedent, and it seems to me, secondly, that it would be contempt to this Committee and the work of this Committee if the government is considering or contemplating an advertising campaign before this Committee or Parliament finishes dealing with the resolution and documents before us.

Mr. Kaplan: Why is it contempt?

[Translation]

tionné l'article 43, je vous rappelle également, monsieur le ministre, que l'article 43 l'été dernier . . .

M. Kaplan: On a mentionné la teneur de l'article 43.

M. Nystrom: Je vous rappelle, monsieur le ministre, que l'article 43 ne fait état que du rapatriement de la Constitution.

M. Mackasey: J'invoque le Règlement.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable Bryce Mackasey sur un rappel au Règlement.

M. Mackasey: Je sais que depuis le tout début, les présidents ont fait preuve de beaucoup de sagesse et ont accordé beaucoup de latitude, mais je me demande vraiment s'il est temps de discuter des politiques de publicité du gouvernement ou même si nous avons une résolution à cet effet.

Je crois vraiment qu'il y a une différence fondamentale. Je pourrais soulever toutes sortes de questions, parler par exemple de divisions au sein des partis ou de l'attitude des provinces en matière constitutionnelle. Si on nous accorde ce genre de latitude, laissez-le moi savoir. Toutefois, je ne peux dans mon esprit, et j'essaie d'être très logique, relier la politique de la publicité du gouvernement à la question à l'étude qui, à ce moment-ci, est l'interrogation du ministre et de ses hauts fonctionnaires sur la question de la résolution.

Le coprésident (M. Joyal): Au sujet du même rappel au Règlement, l'honorable M. McGrath.

M. McGrath: La pertinence n'a jamais gêné M. Mackasey.

M. Mackasey: Je vois que c'est M. McGrath qui parle.

M. McGrath: Je crois que c'est pertinent, c'est tout.

Le coprésident (M. Joyal): Je rappelle aux honorables députés que cette question peut être discutée à la Chambre des communes, il n'y a pas de doute à ce sujet. Je leur rappelle également que nous en sommes à l'étude article par article seulement et que nous devrions interroger les témoins sur les articles de la résolution proposée, et qu'il faudrait au moins que la question ait trait à l'un ou l'autre des articles. Je comprends très bien que les députés et les sénateurs soient intéressés en général à la façon dont le gouvernement dépense le budget que le Parlement a déjà adopté, mais je voudrais à ce moment-ci vous demander de poser des questions sur le sujet à l'étude, c'est-à-dire l'un ou l'autre des articles concernant la motion proposée.

Monsieur Nystrom, veuillez s'il vous plaît poursuivre.

M. Nystrom: Merci, monsieur le président.

J'ai essayé d'être très conservateur et très respectueux de la procédure du Comité. Cette question a été soulevée la semaine dernière et je pense que le précédent a été créé, car, deuxièmement, il me semble que ce serait mépriser le Comité et ses travaux si le gouvernement envisage ou prévoit une campagne publicitaire avant que le Comité ou le Parlement ait fini d'examiner la résolution et les documents qui sont devant nous.

M. Kaplan: Pourquoi serait-ce du mépris?

[Texte]

Mr. Nystrom: Mr. Chairman, we are dealing here with something that is a proposition of the government, it has not passed Parliament, and if the government is to spend the taxpayers' money on something that is strictly a partisan proposal, I do not think that is right.

I remind you of an incident that occurred in this country back in the 1960s when the Canada Pension Plan came in, when a number of people went to the then Minister, Judy LaMarsh, and said: look, there is a growing concern and opposition to the Canada Pension Plan, please advertise out of government funds as to why we need it, and she said no, I will not do that, that is not proper, it is still a proposition. It is not the law of the land, it has not been passed by Parliament.

In other words, Mr. Fleming is right, Mr. Irwin is right, and I just wanted you, Mr. Minister, to take a position in the Cabinet that morally you should not be spending the taxpayers' money to advertise something that is a proposal, that is strictly a partisan proposal. Whether or not it is good or bad is irrelevant.

Mr. Mackasey: On a point of order, Mr. Chairman.

Either we follow the rules and your ruling five minutes ago, or we do not.

Now, you make up your mind, Mr. Chairman, whether you want us to, otherwise I will be guided accordingly.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Mackasey.

I was about to interrupt the honourable members with great respect because, as you will remember, the Chair in the House of Commons has already ruled that any questions dealing with the content of the proposed motion was not admissible in the House of Commons for the very reason that that subject has been referred to this Committee, but on the very question that he is raising now I do not think it is the proper jurisdiction of this Committee to take a final decision, and more than that I think that the government has not taken yet a decision to go on with the advertising campaign.

So if the honourable members want to press upon the government not to take such a decision, I think that the best forum to do so is in the House of Commons and not at this point in this Committee.

He was right to say that last week the issue was put to the honourable Minister of Justice, but I will remind him that up to this point we should go on a clause by clause basis and he should address himself to one or the other clauses of the motion, and I am quite sure he has so many reservations on some of the other aspects of the motion that he will find plenty of subjects to entertain the guests with this afternoon.

So, Mr. Nystrom, you are back on the road.

[Traduction]

M. Nystrom: Monsieur le président, il s'agit ici d'une proposition du gouvernement, le Parlement ne l'a pas encore adoptée, et si le gouvernement doit dépenser l'argent des contribuables sur une question qui est strictement partisane, ce n'est pas juste à mon avis.

Je vous rappelle l'incident qui s'est produit au Canada en 1960 lorsque le Régime de pensions du Canada est entré en vigueur, et qu'un certain nombre de personnes se sont adressées au ministre de l'époque, Judy LaMarsh, pour lui dire: «Écoutez, on s'inquiète et on s'oppose de plus en plus au Régime de pensions du Canada, veuillez faire de la publicité en vous servant des fonds du gouvernement pour dire aux gens pourquoi il nous faut ce régime.» Elle avait répondu: «Non, je ne vais pas faire cela, ce n'est pas convenable puisqu'il s'agit encore d'une simple proposition». Il ne s'agit pas encore d'une loi du pays, car le Parlement ne l'a pas encore adoptée.

Autrement dit, M. Fleming a raison, de même que M. Irwing, et je voulais, monsieur le ministre, que vous communiquiez au Cabinet cette position, à savoir vous ne pouvez dépenser l'argent des contribuables pour faire de la publicité concernant une proposition, qui est strictement une proposition d'un parti. Il ne s'agit pas de savoir si la proposition est bonne ou mauvaise.

M. Mackasey: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Il s'agit de savoir si nous nous conformons ou non au règlement et à la décision que vous avez prise il y a cinq minutes.

Il faut décider, monsieur le président, ce que vous voulez que nous fassions, je suivrai vos conseils.

Le coprésident (M. Joyal): Merci monsieur Mackasey.

J'allais interrompre les députés, avec tout le respect que je leur dois, car vous vous souviendrez que le président de la Chambre des communes a déjà indiqué que toute question traitant du contenu du projet de motion n'était pas recevable en Chambre pour la simple raison que les questions avaient été renvoyées à ce Comité. Quant à la question soulevée maintenant, je ne crois pas que le Comité ait compétence pour rendre une décision finale, je dirais même qu'à mon avis le gouvernement n'a pas encore pris la décision de faire une campagne publicitaire.

Par conséquent, si les députés veulent exhorter le gouvernement à ne pas prendre cette décision, le meilleur endroit pour le faire, à mon avis, serait la Chambre des communes et non pas ce Comité-ci.

Le député avait raison de dire que la semaine dernière, la question a été posée à l'honorable ministre de la Justice, mais je lui rappellerai que jusqu'à maintenant nous devons examiner la résolution article par article et qu'il devrait s'intéresser à l'un ou l'autre des articles de la motion. Je suis certain qu'il a de nombreuses réserves sur certains aspects de la motion et qu'il trouvera de nombreux sujets pour divertir les invités cet après-midi.

Monsieur Nystrom, c'est de nouveau à vous.

[Text]

Mr. Nystrom: No problem, I was only responding to the Minister's question.

I would then like to refer him back to Clause 42. I raised questions yesterday about the wisdom of contemplating regional majorities if we have a national referendum and I have the general impression that you might be taking that into consideration and giving it some more thought.

Just to refresh your memory, of course, Mr. Minister, if we do under Clause 42 have a national referendum in this country we need what are called double majorities, a national majority of all peoples in Canada, plus we need a majority in each of the regions, but one defines regional majority in different terms.

For Ontario and Quebec one needs an absolute majority of the people voting; in the Atlantic provinces we only need a majority for something to carry in two of the four provinces, and if you had a slim majority in the two smallest provinces, Prince Edward Island and Newfoundland, you could indeed find only about a third of the population in the whole region voting yes and the other two-thirds voting no and still the yes wins, and in Western Canada all you need is a majority of two of the provinces representing half the people and again, you can tell by using different calculating methods that a majority of Westerners could say no and still the yes could win.

Now, I am wondering whether or not in light of our conversation yesterday you have had a chance to do some thinking and perhaps could indicate to this Committee whether or not you would be prepared to entertain an amendment that we should treat all regions the same and require regional majorities in all four regions, not just Ontario and Quebec?

Mr. Kaplan: Well, let me say I did do a lot of thinking about this and I should say straight off that I agree with the formula that is being proposed, in spite of your efforts to try and convince me that there was something essentially unfair about it.

You have characterized, for example, the situation in the Atlantic provinces as unfair because it could result in a majority of the population of the region being against something and yet having that measure carry because two governments, two provinces which do not contain a majority contain enough people in each to make that province come out in favour.

Now, that is a situation that the Atlantic governments chose. They prefer that to having a straight majority of the population carry the day.

• 1700

Now, what is their reason for that? Is it a desire to be oppressed by Ontario and Quebec? I do not think so.

I think the very sensible reason that the provinces in Atlantic Canada have chosen to accept something that you consider, as an outsider, to be so unfair, is that they are trying to give weight to the fact that there are four provinces there.

[Translation]

M. Nystrom: Il n'y a pas de difficulté, je ne faisais que répondre à la question du ministre.

Je voudrais me reporter à l'article 42. J'ai demandé hier s'il était sage de prévoir des majorités régionales, si nous tenons un référendum national, et j'ai l'impression que nous allons en tenir compte et étudier davantage la question.

Pour vous rafraîchir la mémoire, monsieur le ministre, si nous tenons un référendum national en vertu de l'article 42, il nous faut ce que nous appelons des doubles majorités, une majorité nationale qui rejoint toute la population canadienne et il nous faut aussi une majorité dans chaque région, mais on définit la majorité régionale de façon différente.

Il nous faut pour l'Ontario et le Québec une majorité absolue de la population votante; dans les provinces de l'Atlantique, cette majorité doit comprendre deux des quatre provinces, et si on a une petite majorité dans les deux provinces les moins peuplées, l'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve, on pourrait se retrouver avec un tiers seulement de la population dans toute la région qui voterait oui, et les deux autres tiers qui voteraient non, pourtant le oui l'emporterait. Pour ce qui est des provinces de l'Ouest, la majorité doit comprendre deux des provinces de l'Ouest qui représenteraient la moitié de la population, et on peut voir de nouveau qu'en utilisant diverses méthodes de calcul qu'une majorité de la population de l'Ouest peut dire non et, pourtant, le oui l'emporterait.

Suite à notre conversation d'hier, je me demande si oui ou non vous avez eu l'occasion de réfléchir à la question. Vous pourriez peut-être me dire si vous êtes ou non disposé à accepter un amendement pour que toutes les régions soient traitées de la même façon en exigeant des majorités régionales dans les quatre régions et non seulement en Ontario et au Québec?

M. Kaplan: J'ai beaucoup réfléchi à la question et je vous dirai sans détour que je suis d'accord avec la formule qui a été proposée, en dépit des efforts qu'on a faits pour me convaincre qu'elle n'était vraiment pas juste.

Vous prétendez, par exemple, que la situation des provinces de l'Atlantique n'est pas juste, puisque la majorité de la population de la région pourrait être contre et pourtant la mesure serait adoptée puisque deux gouvernements, deux provinces qui ne comportent pas de majorité, comprendraient suffisamment de personnes en faveur dans chaque province.

C'est la situation que les gouvernements de l'Atlantique ont choisie. Ils préfèrent cela à une majorité directe de la population qui l'emporterait.

Pourquoi? Désirent-ils être opprimés par l'Ontario et le Québec? Je ne le crois pas.

La vraie raison pour laquelle les provinces de l'Atlantique ont choisi d'accepter quelque chose qui vienne de l'extérieur, et qui n'est pas juste à votre avis, c'est qu'elles essaient de donner du poids au fait qu'elles sont quatre provinces.

[Texte]

Mr. Nystrom: I wonder, Mr. Minister, if you could table that information before the Committee. Certainly, when the Premiers were down they did not make any reference to that.

Mr. Kaplan: My understanding is that the Atlantic Premiers asked.

Mr. Nystrom: No, no. And Clause 41 and the amending formula, they asked and all four of them agreed that there should not be any reference to the 50 per cent figure in terms of the amending formula.

Mr. Kaplan: I am taking the consequences that you have drawn from it, that it is so unfair; yet it is a formulation which makes sense in terms of the regions.

Now, this may not be the fairest referendum or amending formula. It is the one that the federal government sees as being the fairest. But machinery is contained within the proposal for having a different formula. You cannot convince us that your system is fairest of having straight majorities in the region. That does not mean to say that you might not be able to convince seven provinces containing 80 per cent of the population.

Mr. Nystrom: I was just asking, in closing, whether or not you can provide this Committee with any evidence that the Premiers of the Atlantic Region, or the Western Region want the referendum rules drafted in this way, where regional majorities do not apply in Western Canada or in Atlantic Canada. I do not believe you could back that up with facts.

Mr. Kaplan: They were talking about Clause 41, but obviously Clause 41 and Clause 42 are linked. It is a total alternative that the federal government is putting forward.

Mr. Nystrom: That is what I said. You are confused with Clause 41, but I am talking about Clause 42 and the referendum.

Mr. Kaplan: I wanted to use the Atlantic situation to illustrate that the weight of majority population, even within a region, may not be compelling evidence of the view of that region.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Nystrom.

I note that the Minister has been with us for a long period of time. I think it would be probably agreeable to all members to adjourn for about five minutes.

We will resume our work in five minutes.

La séance est levée jusqu'à 5 h 10.

Le coprésident (M. Joyal): A l'ordre, s'il vous plaît.

Puis-je prier les honorables membres de bien vouloir reprendre leur siège.

I would like to invite Mr. Robinson on very short supplementary question. I would like to remind him that the main question was put by Mr. Nystrom.

Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman. I thank the Chair for your indulgence. I will be very brief.

[Traduction]

M. Nystrom: Monsieur le ministre, pourriez-vous déposer ces renseignements au Comité. Lorsque les premiers ministres des provinces sont venus, ils n'ont pas soulevé cette question.

M. Kaplan: Je crois comprendre que c'est ce que les premiers ministres des provinces de l'Atlantique ont demandé.

M. Nystrom: Non, non. Au sujet de l'article 41 et de la procédure de modification, ils ont demandé, et tous les quatre étaient d'accord, qu'il n'y ait aucune mention des 50 p. 100 dans la procédure de modification.

M. Kaplan: Mais je crois comprendre que vous avez décidé que c'était injuste, pourtant c'est une formule qui a du sens dans les régions.

Ce n'est peut-être pas le référendum ou la procédure de modification la plus juste, mais de l'avis du gouvernement fédéral, ça l'est. La proposition contient un mécanisme prévoyant une procédure différente. Vous ne pouvez nous convaincre que votre système d'une vraie majorité dans la région soit le plus juste. Cela ne signifie pas que vous ne pourriez convaincre sept provinces comprenant 80 p. 100 de la population.

M. Nystrom: Je voudrais vous demander, en terminant, si vous pouvez ou non fournir au Comité des preuves que les premiers ministres des provinces de l'Atlantique ou des provinces de l'Ouest veulent des règles référendaires rédigées de cette façon, pour que les majorités régionales ne s'appliquent pas à l'Ouest du Canada ou à la région de l'Atlantique. Je ne crois pas que vous puissiez nous présenter des faits.

M. Kaplan: Les premiers ministres parlaient de l'article 41, mais évidemment, les articles 41 et 42 sont reliés. C'est une formule de rechange que le gouvernement fédéral présente.

M. Nystrom: C'est bien ce que j'ai dit, vous confondez avec l'article 41, je songeais personnellement à l'article 42 et au référendum.

M. Kaplan: Je me suis servi de la situation de l'Atlantique pour vous montrer que le poids d'une population majoritaire, même au sein d'une région, n'est pas nécessairement une preuve de l'opinion de cette région.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Nystrom.

M. le ministre est ici depuis longtemps, et il vous serait probablement agréable que nous ajournions cinq minutes.

Nous reprendrons dans cinq minutes.

We adjourn until 5:10.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Order, please.

Would you please take your seat.

J'invite maintenant M. Robinson à poser une courte question supplémentaire. Je lui rappelle que la principale question a été posée par M. Nystrom.

Monsieur Robinson.

M. Robinson: Merci, monsieur le président. Je remercie la présidence de son indulgence, je serai bref.

[Text]

My supplementary question arises in connection with the use of referenda, which was referred to by Mr. Nystrom.

I would like to ask you how you reconcile the protection of aboriginal and treaty rights, such as they are defined inadequately as they are in the proposed resolution—how you reconcile the protection of these rights with the concept of a referendum?

Would you not agree that a referendum initiated by the federal government could take away any of these rights which, supposedly, may exist at any time in the course of the next few years, and suggest to native people in this country that their rights should depend upon the will of a majority, with regional majorities, of course—not even majorities in some regions—is denying the existence of these fundamental rights.

How do you reconcile the referendum mechanism with the protection of treaty and aboriginal rights?

Mr. Kaplan: Well, I ask myself, to begin with, how they are affected by this constitutional process at all.

I note that they survive the process. It is made clear in the constitution that they are not to be diminished by the fact of the constitution, and that they continue after the constitution.

Mr. Robinson: Can they be taken away by referendum?

Mr. Kaplan: They are to have the same status as they have before.

Mr. Robinson: Can they be taken away by referendum?

Mr. Kaplan: If they can be taken away by referendum—well, that involves the whole referendum process and the national majorities and the regional majorities, and so on: that is a better safeguard than they have now, because they can be taken away now by a simple act of Parliament, or at least some can.

Mr. Robinson: You do not believe that there should be any requirement for consultation or approval of Indian, Inuit, or Métis groups which specifically affect those groups before they go to a referendum?

Mr. Kaplan: I think there should be consultation about those matters.

Mr. Robinson: And approval?

Mr. Kaplan: There is consultation on those matters, and nothing in the constitution reduces or diminishes their status. In fact, it may be that their status is enhanced by them, although many of them will continue to be matters within the competence of the Parliament of Canada and not matters subject to the protection, say, of the rights and freedoms provisions of the Charter of Rights.

Mr. Robinson: Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

Senator Austin, on a supplementary question.

Senator Austin: Thank you. On the same supplementary question, Mr. Chairman, I would like to say to the Minister

[Translation]

Ma question supplémentaire découle du recours au référendum dont a parlé M. Nystrom.

Je voudrais vous demander comment vous pouvez concilier la protection des droits des autochtones et les droits conventionnels qui sont mal définis dans le projet de résolution; comment conciliez-vous la protection de ces droits et la notion de référendum?

N'êtes-vous pas d'accord qu'à l'occasion d'un référendum lancé par le gouvernement fédéral on pourrait retirer n'importe lequel de ces droits qui pourraient exister à un moment donné au cours des prochaines années et laisser croire aux autochtones du pays que leurs droits dépendent de la volonté d'une majorité, les majorités régionales, et même pas des majorités dans certaines régions.

Comment pouvez-vous concilier le mécanisme du référendum et la protection des droits conventionnels et des droits des autochtones?

M. Kaplan: Je me pose la question au départ, comment sont-ils même touchés par le processus constitutionnel.

Je remarque qu'ils survivent à ce processus. Il est clair dans la Constitution que ces droits ne sont pas diminués du fait de la Constitution et qu'ils vont continuer d'exister après la Constitution.

M. Robinson: Est-ce que ces droits peuvent être retirés par référendum?

M. Kaplan: Leur statut sera le même que précédemment.

M. Robinson: Peuvent-ils être retirés par référendum?

M. Kaplan: Vous me demandez s'ils peuvent être retirés par référendum, eh bien, cela implique tout le processus référendaire, les majorités nationales et les majorités régionales notamment: la garantie est meilleure que celle qu'ils ont actuellement, parce que ces droits peuvent être retirés maintenant par simple loi du Parlement, du moins c'est le cas pour certains.

M. Robinson: Ne croyez-vous pas qu'il devrait y avoir une exigence afin que les groupes Indiens, Inuit ou Métis puissent se consulter ou approuvent toute question qui les touche avant qu'il n'y ait référendum?

M. Kaplan: Il devrait y avoir à mon avis consultation à ce sujet.

M. Robinson: Et approbation?

M. Kaplan: Il y a une consultation sur ces questions et rien dans la Constitution ne réduit ou ne diminue ce statut. Il se peut même très bien que le statut de ces groupes soit renforcé, même si des nombreux droits continueront de relever du Parlement du Canada et ne seront pas visés par les dispositions de la Charte des droits concernant les droits et les libertés.

M. Robinson: Merci.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

Le sénateur Austin a une question supplémentaire à poser.

Le sénateur Austin: Merci. Au sujet de la même question supplémentaire, monsieur le président, j'aimerais dire au

[Texte]

that I would also like to invite him to consider the other side of Mr. Robinson's proposition, that the referendum procedure could be used in appropriate circumstances to create rights for the native and aboriginal communities. You can envisage a situation in which, after extensive negotiations, there is a deadlock with the provinces over fundamental questions of equity for the native community.

It may well be that if there is a national majority and regional majorities, in accordance with the requirements of a referendum procedure, the Government of Canada might seek the approval of that national majority in order to affect rights that some provinces long deny in equity to their native citizens.

So that the referendum is something that has to be used with great care and national equity in the future.

It is difficult to predict how it can be used beneficially or negatively.

Mr. Kaplan: The opportunities are there, as the Senator indicates, for using them beneficially.

I think it ought also to be noted that there are no rights provided in this constitution which cannot be removed by an amendment of the constitution, obviously.

Senator Austin: Does that not trouble you? Where does that take you? Would it not trouble you if Mr. Robinson's implied premise were possible, that something was so entrenched that it was absolute and no matter what the national will, or no matter what the national need, it could not be changed by any manner of democratic procedure?

Mr. Robinson: Not by referendum.

Senator Austin: I do not know of any more democratic procedure than a referendum which takes due care for the regional interests. Mr. Nystrom makes a very interesting point about population interests and wiping out provincial boundary jurisdictions. I do not know what my reaction is that, though I support the government's present scheme until I have given it a little more thought.

But I do know that I do not support in any way the concept that something is so absolute that a clear national will could be frustrated by the concept of absolutism.

Mr. Kaplan: Yes; we are democrats working with the understanding that the highest will is the will of the people and the safeguards are provided which make it very difficult for rights and freedoms to be derogated or to be reduced.

But to eliminate the possibility that the national will could eventually express itself, is pretty naive, I think. It is putting too much into your aspirations for a constitution—I think they are unrealistically high. There are rights which you would seek to forever remove from democratic possibilities.

What alternative do you propose?

Mr. Robinson: The ordinary amending formula.

Mr. Kaplan: What would break a deadlock?

[Traduction]

ministre qu'il lui faudrait aussi tenir compte de l'autre aspect de la proposition de M. Robinson, c'est-à-dire que le processus référendaire pourrait être utilisé dans certaines circonstances pour donner des droits à des collectivités autochtones et aborigènes. On peut se trouver dans une situation où, après de longues négociations, il y a impasse avec les provinces sur des questions fondamentales de justice concernant la collectivité autochtone.

Il se peut très bien que s'il y a une majorité nationale ou des majorités régionales, conformément aux exigences du processus référendaire, que le gouvernement du Canada demande l'autorisation de cette majorité nationale pour consentir des droits que certaines provinces refusent depuis longtemps à leurs citoyens autochtones.

Il faudra donc se servir du référendum avec beaucoup de soin et de justice à l'avenir.

Il est difficile de prévoir comment son utilisation peut être avantageuse ou non.

M. Kaplan: Les occasions ne manquent pas, comme l'a dit le sénateur, pour qu'on s'en serve avec profit.

Il faudrait également souligner que, dans la présente Constitution, aucun droit ne peut être retiré par un amendement à la Constitution évidemment.

Le sénateur Austin: Est-ce que cela ne vous inquiète pas? Où cela vous mène-t-il? Ne vraignez-vous pas, à supposer que l'hypothèse de M. Robinson se vérifie, qu'un droit soit si enchâssé qu'il en devienne absolu et que, quelle que soit la volonté nationale ou ses besoins, on ne puisse le changer par processus démocratique?

M. Robinson: Non par référendum.

Le sénateur Austin: Je ne connais pas de processus plus démocratique qu'un référendum qui tient vraiment compte des intérêts régionaux. M. Nystrom a soulevé un point très intéressant concernant les intérêts de la population et éliminant les compétences des provinces. Je ne puis dire quelle est ma réaction, même si j'appuie le projet actuel du gouvernement, avant d'avoir approfondi la question.

Je sais cependant que je n'accepte pas cette notion qu'un droit soit si absolu que la notion de l'absolutisme ait préséance sur la nette volonté d'une nation.

M. Kaplan: Oui, nous sommes des démocrates qui travaillons en sachant que la volonté primordiale est la volonté de la population, et des garanties sont prévues pour que les droits et les libertés soient très difficiles à changer ou à diminuer.

Toutefois, éliminer la possibilité que la volonté nationale puisse s'exprimer est une notion tout à fait naïve à mon avis. C'est trop demander à une constitution et vos aspirations me semblent tout à fait irréalistes et beaucoup trop élevées. Il y a des droits qu'on cherchera toujours à dissocier des possibilités démocratiques.

Quelles solutions proposez-vous?

M. Robinson: La procédure de modification ordinaire.

M. Kaplan: Comment sortira-t-on d'une impasse?

[Text]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Order, please. I would like to remind honourable members that they should address the Chair, in order to have an orderly debate.

I would like to invite now the honourable Senator Duff Roblin on the main question.

Senator Roblin: Mr. Chairman, I am not entirely sure if I am on the main question.

I am a little hesitant to launch out because the item that is concerning me has been pretty well threshed over, but I do think it is worth another word or two.

It has to do with Clause 44 and the proposal that the Senate be dealt out of the constitutional performance at a certain stage and under certain conditions.

Now, I am not unduly sensitive about their rights, or the privileges of the Senate, because it is pretty well known, in some circles at any rate, that I much prefer a reformation of the present body.

I am one of those advocating an elected Senate, elected in such a way that it does not interfere with the primacy of the House of Commons; but nevertheless, an elected Senate which would provide legitimacy for what they do.

An hon. Member: Of course!

Senator Roblin: I am delighted, to see that I have picked up a supporter across the table, and I will call that I.O.U. one of these times.

An hon. Member: I spoke on that subject more than two years ago. I spoke on that before Senator Roblin was there.

Senator Roblin: If so, I congratulate you. I am sorry that you have not done anything more than speak about it so far. I must say that you are on the right side to make your views weigh the case.

Because some maverick Senators decided to test this matter, it did go to the Supreme Court, and we know what the Supreme Court said, that the federal government could not tamper with the Senate without the consent, explicit and direct of the provinces.

Unfortunately, I do not have that ruling in front of me, but I do recall that Section 2(f) of the enquiry that was put to them, said, could the government do exactly what they are proposing here, that is, give the Senate a suspensory veto instead of the present power it had, in. But I must say I am on the outside looking in. But let us not bother with that.

I am not unduly sensitive, Mr. Minister, because you want to deal with the powers of this Senate as a matter of principle.

But I do put it to you, that this was attempted before, as you know in Bill C-60 in 1978—a proposition to do with the Senate was introduced by the government.

We were told by all the people who knew, that it was legally constitutional, and I think the gentleman who is sitting beside you, tendered his advice, among others—and I don't wish to give them the exclusive responsibility for this piece of legal interpretation; but they gave, somebody gave the Committee and the government the advice that what they were proposing

[Translation]

Le coprésident (M. Joyal): Je rappelle aux membres qu'ils doivent s'adresser à la présidence afin que le débat se déroule dans l'ordre.

J'invite maintenant l'honorable sénateur Duff Roblin à prendre la parole au sujet de la question principale.

Le sénateur Roblin: Monsieur le président, je ne suis pas tout à fait certain d'aborder le bon sujet.

J'hésite un peu à me lancer car la question qui me préoccupe a été passablement débattue, mais il vaut la peine à mon avis d'ajouter quelques mots.

Il s'agit de l'article 44 et de la proposition que le Sénat ne fasse pas partie du débat constitutionnel à un certain moment et à certaines conditions.

Je ne m'inquiète pas indûment des droits et des privilèges des membres du Sénat, car on sait très bien dans certains milieux que je suis très en faveur d'une réforme de cet organe.

Je suis un de ceux qui préconisent un Sénat élu, élu de façon à ce qu'il n'y ait pas d'empiètement sur la suprématie de la Chambre des communes, mais néanmoins un Sénat élu qui donnerait une certaine légitimité à ses actions.

Une voix: Évidemment!

Le sénateur Roblin: Je suis ravi de voir que j'ai un appui de l'autre côté de la table, j'en profiterai à l'occasion.

Une voix: J'ai soulevé la question il y a plus de deux ans. J'en avais parlé devant le sénateur Roblin.

Le sénateur Roblin: Si tel est le cas, je vous félicite. Je regrette que vous n'ayez rien fait d'autre que d'en parler jusqu'à maintenant. Je dois dire que vous êtes du côté où vos opinions ont du poids.

La question a été portée devant la Cour suprême car certains sénateurs entreprenants avaient décidé de mettre la question à l'épreuve, mais la Cour suprême du Canada a déclaré que le gouvernement fédéral ne pouvait toucher à cette question sans le consentement explicite et direct des provinces.

Je ne l'ai malheureusement pas devant moi cette décision, mais je me souviens que l'article 2(f) de la question qu'il leur a été posée disait: le gouvernement peut-il faire exactement ce qu'il proposait, c'est-à-dire donner au Sénat un veto suspensif au lieu de l'autorité qu'il détenait. Je dois ajouter que je vois les choses de l'extérieur. Laissons la question de côté.

Je ne suis donc pas trop inquiet monsieur le ministre, puisque vous voulez traiter de la question des pouvoirs du Sénat comme question de principe.

Je vous ferai toutefois remarquer que la chose a été tentée précédemment, par le biais du projet de loi C-60 en 1978, une proposition concernant le Sénat présentée par le gouvernement.

Tous nous ont dit que c'était constitutionnel légalement et votre voisin à la table avait, entre autres, offert ses conseils. Je ne veux pas leur donner le privilège exclusif de cette interprétation juridique, mais ils avaient dit au comité et au gouvernement que ce que le projet de loi proposait de faire il y a deux ans était tout à fait satisfaisant, qu'il n'y avait pas de diffi-

[Texte]

to do under that bill two years ago was completely «copacetic» and there was no problem with it and the constitution was safe and the Supreme Court would declare that to be and the Supreme Court ruled unanimously that it could not.

Now you are proposing to bring in indirectly, and if I may use my opinion, by the back door, exactly the same thing that the Supreme Court said you could not do when you tried to do it in 1978 under Bill C-60.

I hear your argument as to why that is a good thing, but I am bound to confess that I am not convinced.

When you tell me that this bill does not trench on the rights of the provinces—well, you can express your position.

But I put forward to you the proposition that the Supreme Court has said that the Senate is a matter which concerns the provinces; here, you are proposing to deal with the Senate in a manner which the provinces so far have not approved of.

I put it to you, that, certainly in this instance you are over the mark.

Mr. Kaplan: Well, I concede again, that the powers of the provinces are constrained by this set of constitutional changes; but it is not a reduction in favour of increased authority to the federal government.

If I could come back to something you have indicated earlier, you said you favoured the replacement of the present set-up by an elected Senate without reducing the primacy of the House of Commons, that that would be the sort of proposal which you would favour.

That makes a lot of sense to me—and here I am speaking personally. But what is the primacy of the House of Commons under the present constitution? I am not aware of any primacy. In fact, I agree with you that it has in the popular conception and perhaps in the national will, a certain primacy, and that is part of the justification for having the House of Commons prevail when the concept of a suspensory veto is put forward.

Senator Roblin: Mr. Minister, on a second's reflection, I am sure you will recognize that the House of Commons has a primacy. It is the organ of the federal government which makes or unmakes governments. This government can be defeated in the Senate every day of the week and it is not going to make any difference to its right to continue to run the affairs of Canada. That is the primacy of the House of Commons. To make or break governments. There is no greater primacy than that.

Mr. Kaplan: What about the passage of legislation?

Senator Roblin: In the case of the passing of legislation at the present time the Senate has the right to refuse to pass it if they wish; but we are talking about the primacy of the House of Commons.

I put it to you that the making or breaking of governments is really the touchstone.

Now, if you want to go on to discuss my proposition, I would say that the very thing you are doing here is the wrong way. If you want to give the Senate a suspensory veto, then give it in

[Traduction]

culté, que la Constitution était sauve. La Cour suprême a décrété à l'unanimité que ce ne pouvait être fait.

Ce qu'on propose de faire maintenant indirectement, et à mon avis, par des moyens détournés, c'est la même chose qui ne pouvait être faite, de l'avis de la Cour suprême, en vertu du projet de loi C-60 en 1978.

Je vous entends dire que c'est une bonne chose, mais je dois vous avouer que je ne suis pas convaincu.

Vous me dites que ce projet de loi n'empiète pas sur les droits des provinces, eh bien vous pouvez dire ce que vous pensez.

Je vous rappelle ce qu'a déclaré la Cour suprême, le Sénat est une question qui intéresse les provinces et vous proposez ici de traiter cette question du Sénat d'une façon qui n'a pas encore été approuvée par les provinces.

Je vous souligne que cette fois-ci vous êtes loin de la réalité.

M. Kaplan: J'admets de nouveau que les pouvoirs des provinces sont restreints par cette série de changements constitutionnels, mais ce n'est pas une diminution en faveur d'une autorité accrue du gouvernement fédéral.

Permettez-moi de revenir à ce que vous avez dit plus tôt, que vous favorisiez le remplacement du groupe actuel par un Sénat élu sans diminuer la suprématie de la Chambre des communes. Ce serait le genre de proposition que vous favoriseriez.

A mon avis, c'est très sensé, je parle évidemment en mon nom. Cependant, quelle est la suprématie de la Chambre des communes en vertu de la Constitution actuelle? Je ne la vois pas. Je suis d'accord avec vous, il y a dans la conception populaire et peut-être dans la volonté nationale une certaine suprématie et cela justifie en partie la primauté de la Chambre des communes lorsque la notion d'un veto suspensif est proposée.

Le sénateur Roblin: En y réfléchissant, monsieur le ministre, je suis sûr que vous verrez que la Chambre des communes détient la suprématie. C'est par le biais de la Chambre que le gouvernement fédéral fait et défait les gouvernements. Ce gouvernement-ci peut être défait au Sénat chaque jour de la semaine et cela n'entamera pas son droit de continuer à administrer le pays. C'est la suprématie de la Chambre des communes, de faire et de défaire des gouvernements. Il n'y a pas de suprématie supérieure à cela.

M. Kaplan: Que faites-vous de l'adoption des lois?

Le sénateur Roblin: Pour ce qui est de l'adoption des lois, le Sénat pour le moment a le droit de refuser de les adopter s'il le désire, mais nous parlons de la suprématie de la Chambre des communes.

Je prétends que le pouvoir de faire et de défaire des gouvernements est vraiment le critère essentiel.

Si vous voulez continuer à débattre ma proposition, vous ne vous y prenez pas de la bonne façon. Si vous voulez donner au Sénat un veto suspensif, donnez-lui pour des questions législa-

[Text]

ordinary matters of legislation; but do not deprive the Senate of its veto on matters in connection with the constitution, because that is the wrong way to go about it.

However, I wanted to put that to you, that, in my opinion, just because you are not changing the powers of the federal government, does not mean you could unilaterally change matters which are of concern to the provinces. I reject that as a logical, effective way of approaching this problem.

It is no good to say that you are reducing both levels of government uniformly. That is not the point.

You are dealing with the provincial share of it—unilaterally! That is the point.

Mr. Kaplan: The situation in which the Senate's resolution is made suspensory is one in which the approval of the country, of the regions of the country, is obtained under the procedures in the amending formula; in other words, the degree to which it matters that the Senate disagrees is reduced, because before the Senate's position can otherwise hold up legislation or the amendment, you would have to have the approval of east of Canada, of the West of Canada, and of Ontario and of Quebec.

• 1730

So what would be in your view the justification for the Senate vetoing a matter, given not only the approval of it by the House of Commons by the approval of it under whatever amending formula is agreed, but one which would certainly reflect the views of the region.

Senator Roblin: You are dealing precisely with my point because as the situation stands at the present time, I am convinced by the logic that was expressed by Mr. Nystrom and others with respect to the problems you get into when you introduce this regional concept into constitution making.

In the ordinary affairs of our Canadian constitution, we do not deal with the regional concept; we deal with the provincial concept. You have gone off that base and you are dealing with the regional concept, and it opens up a lot of problems, the solution of which is not apparent. One is to do with the question that Mr. Nystrom raised, mainly that a majority voting no, let us put it that way, in the provinces of western Canada, leaving the maritimes out of this argument, that is another kettle of fish, but the provinces in western Canada could vote no to a matter in terms of the popular vote and yet they would be ascribed as having voted yes.

Now, if you get the manifest contradiction in your regional voting pattern, as is quite possible, then I think the question as to whether or not the Senate should have some say about that has some more weight to it than it might otherwise have.

I want to go off the Senate thing because I think that has been thoroughly exhausted, but I want to put it to you that this whole question of using the regional concept in your amending formula really ought to be looked at more carefully. I do not think you have solved the problem when you can get a majority in western Canada, and that is what western Canadi-

[Translation]

tives normales, mais ne lui enlevez pas son veto sur des questions de Constitution, car ce n'est pas la bonne façon de procéder.

Je vous souligne qu'à mon avis le fait que vous ne changiez pas les pouvoirs du gouvernement fédéral ne vous donne pas le droit de changer unilatéralement les questions de compétence provinciale. Je rejette cette façon d'aborder un problème comme étant efficace ou logique.

Cela ne sert à rien de prétendre que vous réduisez uniformément les deux paliers de gouvernement. Là n'est pas la question.

Vous abordez la question provinciale unilatéralement. Voilà la question.

M. Kaplan: La situation dans laquelle la résolution du Sénat est suspensive est une situation qui exige l'approbation du pays, des régions du pays, selon les procédures de la formule d'amendement. Autrement dit, il vous faudrait d'abord l'approbation de l'Est du Canada ou de l'Ouest et celui de l'Ontario et du Québec.

Qu'est-ce qui justifierait à votre avis le veto du Sénat sur cette question, non seulement si la Chambre des communes l'approuvait, mais s'il y avait approbation en vertu d'une formule d'amendement qui traduirait certainement les opinions d'une région.

Le sénateur Roblin: Vous abordez précisément mon point de vue car la situation est telle actuellement que la logique de M. Nystrom et d'autres me convainquent des problèmes que nous aurions si la notion régionale faisait partie de la question constitutionnelle.

Pour les questions ordinaires de notre Constitution canadienne, nous ne traitons pas de la question régionale, mais de la notion provinciale. Vous ne procédez plus de cette façon, vous abordez la notion régionale et cela donne lieu à toutes sortes de problèmes dont la solution ne me paraît pas évidente. Il y a d'abord la question qu'a soulevée M. Nystrom, c'est-à-dire si la majorité votait non, prenons le cas par exemple des provinces de l'Ouest du Canada, les provinces maritimes seraient hors de cet argument, mais c'est là une autre affaire. Ainsi les provinces de l'Ouest pourraient voter négativement sur une question, en termes de vote populaire, et pourtant elles seraient considérées comme ayant voté affirmativement.

Si vous aviez des contradictions évidentes au sein de votre vote régional, et c'est très possible, la question de savoir si le Sénat devrait ou non avoir son mot à dire aurait une certaine importance dans ce cas-ci.

Je laisse de côté la question du Sénat car elle a vraiment été traitée à fond, mais je prétends que l'utilisation d'une notion régionale dans votre formule d'amendement doit être examinée bien soigneusement. Je ne crois pas qu'on ait résolu le problème en obtenant une majorité dans l'Ouest du Canada et c'est ce dont les gens de l'Ouest s'inquiètent. Nous avons entendu ce

[Texte]

ans are afraid of; we have heard what the separatists in the west are doing with this clause. They are pointing out that we can vote no in the west and yet the returning officer will write down that we voted yes.

Mr. Kaplan: But if the returning officer writes down that they voted yes, it will be because certain provinces within the west have voted yes, because two or three provinces have voted yes; I guess it would be two, considering the numbers.

Senator Roblin: Precisely, and I think that is your problem. Now I think we have to readdress that because in western Canada, over 28 per cent of the population of our country live in the west, and if you want to compare it with Quebec, there is some 400,000 less of a population in the province of Quebec than there are in the four western provinces, and we do not know what the western situation is going to be in the future, but that is the way it is right now.

Now, we can have the point where one region, namely Quebec, can register its opinion as a region by a majority vote and yet another region of Canada with a larger population faces the prospect that it might not be able to have its majority opinion on a popular vote, which you are so fond of, recorded as being effective in the discussions.

Mr. Kaplan: Do you not think that it would be much more arbitrary to take the majority vote in the west as the position of the west?

Senator Roblin: Certainly I do, and I would say move off the regional principle.

Mr. Kaplan: On to what, though?

Senator Roblin: On to the Vancouver formula, or if you do not like that, there are many variations such as the Toronto consensus; move off the regional basis. That is how you solve that problem.

Mr. Kaplan: Senator, you are putting your finger on the reasons that we are now dealing with the question after 53 unsuccessful years of trying to come up with a perfect solution, because there is no perfect solution and it seems also that there is no solution that will achieve a consensus of support.

The Victoria formula did, but that consensus did not last very long. But the fact that that, in the whole of the 53 years, was the only formula that did achieve a measure of consensus, and I concede a limited measure, that is why the federal government has picked it; not because it favours the position of the federal government or favours the position of Ontario or Quebec, it does not. What it has going for it is not necessarily that it is the fairest formula or the perfect formula, but that at a certain point in time, unlike all of your other ideas and my other ideas, it was once acceptable to all 11 governments of Canada.

Now that is why it is chosen, and if there were a present solution, the Statute of Westminster would have repatriated the constitution with an amending formula.

Senator Roblin: Let us deal with the point you raise.

First of all, you talk about 53 years. It would have done you good, Mr. Minister, to have been here when Allan Blakeney

[Traduction]

que font les séparatistes de l'Ouest de cet article. Ils soulignent que nous pouvons voter négativement dans l'Ouest et pourtant que le président d'élection inscrira que le vote a été affirmatif.

M. Kaplan: Si le président d'élection le fait, c'est que certaines provinces dans l'Ouest auront voté affirmativement, que deux ou trois provinces auront voté oui. Je crois qu'il faudrait que ce soit deux étant donné le nombre.

Le sénateur Roblin: Précisément. Voilà votre problème. Nous devons de nouveau étudier la question car dans l'Ouest du Canada, plus de 28 p. 100 de la population du pays vit dans l'Ouest et si vous voulez comparer avec le Québec, la population de cette province comprend 400,000 habitants de moins que les quatre provinces de l'Ouest. Nous ne savons pas ce que sera la situation de l'Ouest dans l'avenir, mais voilà où en sont les choses présentement.

On pourrait prétendre qu'une région, disons le Québec, puisse faire connaître son opinion en tant que région par un vote majoritaire et pourtant qu'une autre région du Canada dont la population est plus importante puisse ne pas pouvoir faire connaître son opinion majoritaire par un vote populaire, qui vous plaît tant, et qui serait enregistré comme étant efficace.

M. Kaplan: Ne croyez-vous pas qu'il serait plus arbitraire d'accepter le vote majoritaire dans l'Ouest comme étant la position de l'Ouest du Canada?

Le sénateur Roblin: Je le crois certainement et je prétends qu'il faut s'éloigner du principe régional.

M. Kaplan: Pour aller vers quoi?

Le sénateur Roblin: Pour reprendre la formule de Vancouver ou si vous ne l'aimez pas, il y a diverses variantes comme le consensus de Toronto, mais il faut s'éloigner de cette base régionale. C'est comme ça qu'on pourra résoudre le problème.

M. Kaplan: Sénateur, vous venez de mettre le doigt sur les raisons pour lesquelles nous n'avons pas réussi à résoudre la question après 53 ans d'efforts et de recherche d'une solution parfaite, car il n'y a pas de solution parfaite et il ne semble pas non plus y avoir de solutions qui permettrait un appui général.

Le formule de Victoria avait réussi, mais le consensus n'a pas duré très longtemps. De sorte que pendant 53 ans, ça été la seule formule qui nous a permis d'obtenir un certain consensus, restreint peut-être, c'est la raison pour laquelle le gouvernement fédéral l'avait choisie, non pas parce que cette formule favorise la position du gouvernement fédéral ou celle de l'Ontario et du Québec, ce n'est pas le cas. Ce n'est pas nécessairement la formule la plus équitable ni la formule parfaite, mais à un moment donné, contrairement à toutes vos autres idées et à toutes les miennes, les 11 gouvernements du Canada ont trouvé cette formule acceptable.

C'est la raison pour laquelle elle a été choisie et s'il y avait une solution présentement, le Statut de Westminster aurait rapatrié la Constitution avec formule d'amendement.

Le sénateur Roblin: Examinons la question que vous soulevez.

Vous parlez de 53 ans. Il aurait été utile, monsieur le ministre, que vous soyez ici lorsque M. Blakeney a comparu

[Text]

appeared before us because he exposed that 53 years as the kind of unsubstantiated statement that it really is. How many of the 53 years have we been discussing the essential factor of your amending procedure, namely the referendum? We have never heard of it in this connection, as far as I am concerned, only very recently indeed. One of the flaws of your whole position is that we have—and I will not say yours, I say ours. I am in this with you; I am looking for a solution.

One of the problems that we face in connection with the referendum is that we have not thought through thoroughly enough its implications. Now you mentioned the Victoria formula, but did you ever ask yourself: why is it out of favour now? The reason is very clear, because the provinces have realized that regionalism, as expressed in Victoria, has a lot of problems that we have not solved, and they want something else.

I happen to believe that there are other formulae that will attract more support than the Victoria one available right now.

Mr. Kaplan: It is exactly because of that that the door is left open for alternative formulations. This is the one aspect of the constitutional package where the door is clearly left open, where it is recognized that there may be a better answer, that regionalism may be out of style, as you have suggested.

Senator Roblin: There is only one door left open. That door is the referendum door and I wish that door was sealed up and walled up because the referendum system does not suit our country. That is the door that is open, and how is it open? Well, it is open about that far because you have got seven provinces and 80 per cent. I do not really think that is open very far.

I put it to you that we would do well, no matter what else we do in this bill, if we drop that referendum idea and say: we have not really thought this thing out. It has not got the answer to the questions we are trying to solve. I would sooner wait a little bit and get a better answer than rush ahead with this one.

Mr. Kaplan: But what reason is there to believe that waiting a little bit will produce a better answer. It seems to me that if history has a lesson for us, it is that time will not produce a solution to the amending formula, and if you deny us a referendum, you are admitting a deadlock. You are saying it is better to have a deadlock than to be able to break the deadlock, and when you look at how long we have lived with a deadlock, how can you favour an amending formula that would have a deadlock?

Senator Roblin: Mr. Minister, I am a little more relaxed about the time element than you are. I can see that. I do not believe the possibilities of negotiation have been exhausted, not by a long shot. I believe that the possibilities of negotiation and getting a good result are still there, and I see no reason for impatience. We have allowed impatience to overtake our idea of patience.

You say 53 years; I think that is a myth. Mr. Blakeney dealt with that matter. I am not going to repeat what he said.

[Translation]

devant nous parce qu'il a bien expliqué que c'est là une allégation injustifiée. Pendant combien de temps, au cours de ces 53 ans, avons-nous effectivement discuté de la composante principale de la procédure de modification, c'est-à-dire du référendum? Si j'ai bonne mémoire, on ne l'avait jamais mentionné dans ce contexte jusqu'à tout récemment. Je suis dans le même bateau que vous, je veux moi aussi trouver une solution.

L'un des problèmes que nous pose le référendum, c'est que nous n'avons pas étudié de façon approfondie les conséquences qu'il peut avoir. Vous avez parlé de la formule de Victoria, mais vous êtes-vous jamais demandé pourquoi elle avait perdu la faveur publique? La raison est claire, les provinces se sont rendu compte que le régionalisme, exprimé à Victoria, posait beaucoup de problèmes qui n'ont pas encore été résolus, et c'est pourquoi elles veulent autre chose.

Je crois qu'il y a d'autres formules qui pourront s'assurer un meilleur appui que celle de Victoria.

M. Kaplan: C'est pourquoi on a laissé la porte ouverte à d'autres possibilités. C'est justement un point sur lequel on pourra faire d'autres propositions, si l'on se rendait compte qu'il y a peut-être une meilleure solution, et que le régionalisme n'est pas la solution idéale comme vous l'avez dit.

Le sénateur Roblin: On ne laisse la porte ouverte qu'à une seule possibilité, et c'est celle des référendums. Personnellement, je voudrais que cette porte soit condamnée parce que les référendums ne sont pas adaptés à notre pays. On laisse effectivement la porte ouverte, mais dans quelle mesure? A peu près comme ceci, parce qu'on demande sept provinces et 80 p. 100. Ce n'est pas une bien grande ouverture.

Peu importe ce qu'on fait ailleurs dans le projet de résolution, j'estime qu'il vaudrait mieux abandonner l'idée de tenir des référendums et reconnaître que nous n'avons pas assez réfléchi à la question. Elle ne nous fournit pas la réponse aux questions que nous essayons de résoudre. J'aimerais mieux qu'on attende un peu afin d'obtenir une meilleure solution.

M. Kaplan: Quelle raison avons-nous de croire que nous pouvons obtenir une meilleure solution en attendant. S'il est une leçon à tirer de l'histoire, c'est que le temps ne nous permettra pas de trouver une solution à ce problème. Si vous refusez d'accepter les référendums, vous admettez qu'il y a impasse. Vous dites qu'il vaut mieux avoir une impasse que d'avoir une méthode qui nous permette d'en sortir. Compte tenu des années que nous avons passées à essayer de sortir de cette impasse, comment pouvez-vous pencher en faveur d'une formule qui nous ramènerait à une impasse?

Le sénateur Roblin: Monsieur le ministre, le temps ne m'importe pas autant qu'à vous. Je le vois bien. Je ne crois pas qu'on ait épuisé toutes les possibilités de négocier, loin de là. Je crois qu'on peut toujours négocier et obtenir de bons résultats. Je ne vois aucune raison d'être aussi impatient. Nous avons laissé notre impatience nous dominer.

Vous avez parlé de 53 ans, je crois que c'est un mythe. M. Blakeney l'a bien expliqué. Je ne vais pas vous répéter ce qu'il a dit.

[Texte]

Mr. Kaplan: After 1971, Prime Minister Trudeau believed that negotiation could still produce a solution. I know the question was raised, why was this not done after 1971, and the reason was, I gather, and this is my own interpretation of the facts, that consensus had been so close. I mean, they had actually agreed on a particular day and yet, 10 years later, 11 years later . . .

Senator Roblin: Mr. Minister, I do not really wish to get into this because it becomes a matter of dispute and opinion, but when I read that "Ministers' Eyes Only" document that dealt with the meeting in September, when they set their policy on the assumption of failure, I said to myself, there is something wrong with the negotiating stance of the federal government if that attitude of mind is the one that informs the people in charge. I think I stand by that position. Negotiation has not been exhausted. The Prime Minister's patience has been exhausted, that is all.

Mr. Kaplan: I understand the negative interpretation that you have drawn from that memorandum, but the memorandum certainly contemplated the possibility of a successful, agreed conclusion of the conference.

It should be obvious to everybody that that would have been better; the Canadian people would have preferred that. The federal government would have preferred that but I do not think that the initiative of amending the constitution should be discouraged or put off because of the inability of that format of federal-provincial meetings to produce a successful conclusion.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): This will be your last question, honourable Senator Roblin.

Senator Roblin: Thank you, Mr. Chairman. You have been kind to me.

The position that you want us to accept then, is that we take your formula in order to get this bill through Parliament and through the various stages regardless of the fact that it would not pass if it had to abide by the amending formula that you propose for all future considerations. Morally, I find that a very difficult proposition to swallow.

Mr. Kaplan: I think that 53 years suggests that nothing would pass that process.

Senator Roblin: 53 years, nonsense.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Senator Roblin, and I am quite sure that you will recognize that anyone that approaches the constitutional question has to be of infinite patience.

Senator Roblin: Mr. Chairman, you set us a splendid example. I wish it was contagious.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much.

I would like to invite honourable Bryce Mackasey on the supplementary question.

M. Mackasey: Est-ce qu'il est possible, monsieur le président, de poser des questions supplémentaires?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I think so, Mr. Mackasey. I would seek the agreement of the honourable members

[Traduction]

M. Kaplan: Le Premier ministre Trudeau croyait toujours, après 1971, qu'on pourrait en venir à une solution par la négociation. On a demandé pourquoi on ne l'avait pas fait après 1971, et la raison en est, et je vous donne maintenant mon interprétation des faits, qu'on était si près d'en venir à un consensus. En fait, ils s'étaient entendus sur une date en particulier, et pourtant, 10 ou 11 ans plus tard . . .

Le sénateur Roblin: Monsieur le ministre, je ne veux pas entrer dans ces détails, parce que c'est une question d'opinion. Cependant, en lisant le document réservé aux ministres seulement et traitant de la réunion de septembre où ils ont établi la politique à suivre en cas d'échec, je me suis dit que le gouvernement fédéral devait avoir adopté une mauvaise position dans ses négociations, si c'était là l'attitude adoptée par ceux qui conseillent les responsables. Ma position est la suivante, on n'a pas épuisé les possibilités que nous offre le recours aux négociations, on a tout simplement épuisé la patience du Premier ministre.

M. Kaplan: Je comprends que vous ayez interprété de façon négative ce document, mais il n'en envisageait pas moins la possibilité que la conférence donne lieu à une entente.

Il est évident que ça aurait été le meilleur résultat, c'est ce que la population aurait préféré. C'est ce qu'aurait préféré également le gouvernement fédéral, mais je ne crois pas qu'on devrait remettre à plus tard la modification de notre Constitution tout simplement parce que ces réunions fédérales-provinciales ne nous ont pas permis d'en venir à une conclusion satisfaisante.

Le coprésident (M. Joyal): Ce sera votre dernière question, sénateur Roblin.

Le sénateur Roblin: Merci, monsieur le président. Vous avez été généreux envers moi.

Vous voulez donc que nous acceptions votre formule pour que le Parlement adopte le projet de loi jusqu'en troisième lecture, alors qu'il ne l'adopterait pas s'il était tenu d'utiliser la formule de modification que vous proposez pour toute modification future. Je trouve que c'est une proposition fort difficile à accepter du point de vue moral.

M. Kaplan: Après 53 ans, on se rend compte que rien ne pourra passer par ce processus.

Le sénateur Roblin: Cinquante-trois ans, foutaise!

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, sénateur Roblin. Vous reconnaîtrez certainement que tous ceux qui s'occupent de la constitution doivent faire preuve d'une patience infinie.

Le sénateur Roblin: Monsieur le président, vous constituez un brillant exemple. J'aimerais que ce soit contagieux.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup.

J'invite l'honorable Bryce Mackasey à poser une question supplémentaire.

Mr. Mackasey: Is it possible to ask a supplementary question, Mr. Chairman?

Le coprésident (M. Joyal): Je pense que oui, monsieur Mackasey. Je demanderai aux honorables membres du comité

[Text]

around the table and I still have Mr. Hawkes on my list as a main speaker.

Go ahead, Mr. Mackasey.

Mr. Mackasey: Before Mr. Roblin leaves, I just want to remind him that Premier Blakeney, when he was here, and I have read his brief and I would like to get back to it, quite astutely emphasized the length of 53 years. We have not been discussing for 53 years. It was the Bill of Rights, not the amending formula and the amending formula has escaped us for 53 years.

Senator Roblin: I do not think Mr. Blakeney was referring to a referendum. That is my point.

Mr. Mackasey: If we are talking referendum, you are absolutely right. We are talking about the amending formula.

The other point I want to make, Mr. Minister, that seemed to be overlooked here is that suddenly we are down on regions, but is not the concept of regions the basis for the Senate appointments? Are they appointed by provinces or by regions. I ask you this from your law officers because somehow the inference could be left here that suddenly we have discovered regions as an alternative to provinces when, in fact, the regional concept goes way back to the original building of this country when the basis for appointing Senators was done by regions.

Mr. Kaplan: In fact, I am told that it is a regional allocation of Senators; so many from the western provinces; so many from the central provinces, Ontario and Quebec; and so many from the east.

Mr. Mackasey: Maybe your officials would like to re-emphasis that because I think this is a fundamental point.

Mr. Kaplan: Yes, I understand the weight of what you are saying. You are saying that this regional fact is already recognized in addition to the fact of provincehood. It is a good point.

Mr. Mackasey: You see Mr. Minister, for the last few weeks whenever we talk amending formula, the inference is left that suddenly we are downgrading the importance of provinces at the expense of regions as if this was a new concept of the Prime Minister of the present government.

Mr. Kaplan: Permit me to draw the Committee's attention to Section 22 of the BNA Act where it provides that:

In relation to the constitution of the Senate, Canada shall be deemed to consist of four divisions . . .

Mr. Mackasey: I did not hear you.

Mr. Kaplan:

In relation to the constitution of the Senate, Canada shall be deemed to consist of four divisions: 1. Ontario; 2. Quebec; 3. The Maritime Provinces, Nova Scotia and New Brunswick, and Prince Edward Island; 4. The Western Province of Manitoba, British Columbia, Saskatche-

[Translation]

s'ils sont d'accord. J'ai toujours M. Hawkes comme orateur principal sur ma liste.

Allez-y, monsieur Mackasey.

M. Mackasey: Avant que M. Roblin ne parte, je veux lui rappeler que le premier ministre Blakeney, lorsqu'il a comparu devant nous, a exposé de façon très astucieuse cette question des 53 ans. Ça ne fait pas 53 ans que nous discutons d'une formule de modification, c'était plutôt la déclaration des droits.

Le sénateur Roblin: Je ne pense pas que M. Blakeney voulait parler d'un référendum. C'est ce que je veux dire.

M. Mackasey: Si nous parlons à ce moment d'un référendum, vous avez tout à fait raison. Nous parlons de la formule de modification.

De plus, monsieur le ministre, on semble avoir omis de mentionner, puisqu'on parle de régions, que le régionalisme est justement la base sur laquelle se fondent les nominations du Sénat. Les sénateurs sont-ils nommés en fonction des provinces ou des régions? Je vous le demande parce qu'on pourrait croire, d'après ce qui s'est dit ici, que nous venons de découvrir que les régions pourraient remplacer les provinces, alors qu'en fait, au commencement, les sénateurs étaient nommés en fonction des régions.

M. Kaplan: On me dit que les sénateurs sont nommés en fonction des régions. Il y a en tant pour les provinces de l'Ouest, tant pour les provinces du Centre, l'Ontario et le Québec, et tant pour l'Est.

M. Mackasey: Vos fonctionnaires pourraient peut-être nous le souligner de nouveau, parce que je crois que c'est un point fondamental.

M. Kaplan: Oui, je vois toute la portée de ce que vous venez de dire. Vous voulez dire que le régionalisme est déjà un fait reconnu, en plus de la division en provinces. C'est un bon point.

M. Mackasey: Ces dernières semaines, lorsqu'on parlait de la formule de modification, on a laissé entendre que nous diminuions tout d'un coup l'importance des provinces par rapport à celle des régions, comme s'il s'agissait d'un nouveau concept présenté par le premier ministre et le gouvernement actuel.

M. Kaplan: Je voudrais attirer l'attention du comité sur l'article 22 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique qui stipule:

En ce qui concerne la composition du Sénat, le Canada sera censé comprendre quatre divisions:

M. Mackasey: Je ne vous ai pas entendu.

M. Kaplan:

En ce qui concerne la composition du Sénat, le Canada sera censé comprendre quatre divisions: 1. Ontario; 2. Québec; 3. les provinces Maritimes: la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard; 4. les provinces de l'Ouest: le Manitoba, la Colombie-Britannique.

[Texte]

wan and Alberta; which Four Divisions shall be equally represented in the Senate as follows...

Mr. Mackasey: Mr. Minister, that is a very fundamental principle. Call them divisions or call them regions but they are the basis for the representations in the Senate.

Mr. Kaplan: Yes.

Mr. Mackasey: And obviously, therefore, if the Senate is, we presume, to represent or make sure that in the House of Commons somebody's interest, some groups' interests are being properly represented, it is regions rather than provinces.

Mr. Kaplan: Yes, so viewing western Canada and eastern Canada as regions has a pretty well established foundation.

Mr. Mackasey: If we stick with the concept of regions for the amending formula or for the referendum formula, we are only being consistent with what the Fathers of Confederation in their wisdom, and we have heard a lot about their wisdom...

Mr. Kaplan: Exactly.

Mr. Mackasey: Thank you, Mr. Minister.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Mackasey.

I will invite Mr. Robinson on the supplementary question, and then do the same with honourable Senator Austin.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

A brief supplementary arising from the question of Senator Roblin in respect to referendum, and that is this, and it follows up on questions of Mr. Nystrom yesterday: Mr. Minister, how do you expect to defend the amending formula, particularly the referendum provisions in western Canada when those persons who are opposed to this formula will point out that although a majority of all of the people of Quebec is required and a majority of all of the people of Ontario is required, that amendment to the constitution of Canada can be passed despite the fact that 60 per cent of the population of the western provinces, a population greater than that of Quebec, are opposed to a particular proposed amendment? How can you expect anybody to defend that in western Canada?

Mr. Kaplan: Let us explore that 60 per cent of western Canada. What would that mean in terms of provinces in a hypothetical example? For example, the majority...

Mr. Robinson: Two provinces would be supporting it perhaps by a fairly narrow margin, for example, let us say British Columbia and Manitoba; two other provinces, for example, Saskatchewan and Alberta reject it, shall we say, by a substantial margin. They feel that this amendment is not in the best interest of their people.

It would be permissible under the terms of this proposed amending formula for an amendment to be foisted upon the people of western Canada despite the fact that a majority, a clear and decisive majority of the people in that particular region, and you talk about regions, Mr. Minister, despite the fact that a clear majority of the people in that region were strongly opposed to that particular proposed amendment, how

[Traduction]

que, la Saskatchewan et l'Alberta; ces quatre divisions seront également représentées dans le Sénat comme suit:

M. Mackasey: Monsieur le ministre, c'est là un principe fondamental. Qu'il s'agisse de divisions ou de régions, il n'en reste pas moins qu'elles sont à la base de la représentation au Sénat.

M. Kaplan: Oui.

M. Mackasey: Il est donc évident que pour représenter les intérêts de certains groupes au Parlement, le Sénat doit représenter des régions plutôt que des provinces.

M. Kaplan: Oui, et la perception de l'Ouest et de l'Est du Canada comme des régions est déjà bien établie par la tradition.

M. Mackasey: Si nous conservons la division en régions pour la formule de modification ou les référendums, nous nous plaçons dans la même optique que les Pères de la Confédération qui, dans leur sagesse, et nous en avons beaucoup entendu parler...

M. Kaplan: Justement.

M. Mackasey: Merci, monsieur le ministre.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Mackasey.

J'invite M. Robinson à poser une question complémentaire, ainsi que l'honorable sénateur Austin.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Suite à la question du Sénateur Roblin au sujet des référendums, et des questions posées par M. Nystrom hier, je voudrais savoir comment vous entendez défendre la formule de modification, et en particulier les dispositions qui traitent des référendums, dans l'Ouest du Canada, car les personnes qui s'opposent à cette formule souligneront que, bien qu'une majorité soit exigée tant au Québec qu'en Ontario, il sera possible de modifier la constitution du Canada même si 60 p. 100 de la population des provinces de l'Ouest, c'est-à-dire une population supérieure à celle du Québec, s'oppose à cette modification? Comment pourrait-on défendre une telle position dans l'Ouest du Canada?

M. Kaplan: Étudions un peu cette question des 60 p. 100. Qu'est-ce que cela représenterait dans les provinces? Par exemple, la majorité...

M. Robinson: Il se pourrait que deux provinces appuient la modification avec une faible majorité, la Colombie-Britannique et le Manitoba par exemple et que deux autres provinces la rejettent par une marge assez importante, la Saskatchewan et l'Alberta par exemple, ces provinces estimant que cet amendement n'est pas dans leur meilleur intérêt.

En vertu de cette formule de modification, on pourrait imposer un amendement à la Constitution à la population de l'Ouest du Canada, même si une majorité claire et décisive de la population de cette région, et vous avez parlé des régions, monsieur le ministre, s'opposait fortement à cet amendement. Comment pourriez-vous imposer votre idée à l'Ouest, alors même qu'on se préoccupe fortement de certaines autres dispo-

[Text]

is this going to be saleable in western Canada at a time when already there is very serious concern about some of the other provisions of this proposed amending formula? How can you defend the equity of that?

Mr. Kaplan: I wonder if you are serious in your question.

Mr. Robinson: I am very serious in my question.

Mr. Kaplan: Because I think if the government had proposed a formula which gave effect to the majority as you proposed it, you would be asking the following question; you would be asking how can we voice something on western Canada or propose voicing something on western Canada when the majority of the population of each of two provinces was against it. In other words, you are attacking what the government is proposing because it is proposing that.

If we ignored the fact of provinces within western Canada, you would object to that. Here we are providing nuances within the western Canadian participation in order to reflect the fact that there are four provinces there; some have low population and some have high population.

Mr. Robinson: One minute you talk about provinces, the next minute you talk about regions.

Mr. Kaplan: But I feel that that criticism should be made of what you are saying. You are criticizing the approach to the West because it is sensitive enough to take account of the existence of provinces within that region. If we had failed to take account of it, you would be objecting to us for failing to take account of it. In other words, neither solution is a perfect one but it is desirable to have an amending formula in a constitution; it is desirable to give the West a veto power. The West is given a veto power.

Mr. Robinson: Not as a region.

Mr. Kaplan: It is also four provinces and the formula that is proposed takes account of that. If we did not do it, I am certain you would be objecting to our failure to do it.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

Honourable Senator Austin.

Senator Austin: Thank you, Mr. Chairman.

Again I would like to put a variation on the proposition that Mr. Robinson has just given you. It would be impossible under the simple population example for a vote to have 51 per cent of the western region but actually only the population—put it this way, you would have 51 per cent of the western regions but you could have that particular proposition defeated in three of the four provinces; one province might have an overwhelming vote in favour of it; the people of three other of the western provinces might have a vote that is negative to some degree and yet the motion might carry, and I feel that the people of three of the four western provinces would have an understandable sensitivity to their wishes not being expressed but expressed somehow by a preponderance of one part of their region.

[Translation]

sitions de la formule de modification proposée? Comment pourrez-vous les convaincre que c'est équitable

M. Kaplan: Êtes-vous vraiment sérieux quand vous posez cette question?

M. Robinson: Oui, tout à fait.

M. Kaplan: Si le gouvernement avait proposé une formule semblable à celle que vous avez proposée, vous nous demanderiez comment nous pouvons proposer quelque chose pour l'Ouest du Canada alors que la majorité de la population de chaque de ces deux provinces s'y oppose. Autrement dit, vous vous en prenez à la proposition du gouvernement, parce que c'est justement ce qu'il propose.

Si nous ne tenions pas compte de la division en provinces de l'ouest du Canada, vous vous y opposeriez. Nous avons nuancé la participation de l'ouest du Canada pour tenir compte du fait qu'il comprend quatre provinces. Certaines sont peu peuplées et d'autres le sont beaucoup plus.

M. Robinson: Vous parlez parfois des provinces et parfois des régions.

M. Kaplan: On pourrait dire la même chose de vous. Vous critiquez les dispositions touchant l'Ouest, parce qu'elles sont assez souples pour tenir compte de l'existence des provinces au sein de la région. Si nous n'en avions pas tenu compte, vous nous en auriez blâmé. Autrement dit, il n'y a pas de solution parfaite, mais il est souhaitable d'avoir une formule de modification dans la Constitution, ainsi que de donner à l'Ouest un pouvoir de veto. C'est ce qu'on a fait.

M. Robinson: Pas en tant que région.

M. Kaplan: L'Ouest comprend également 4 provinces et la formule proposée en tient compte. Si nous ne l'avions pas fait, je suis certain que vous auriez été le premier à nous en blâmer.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

L'honorable sénateur Austin.

Le sénateur Austin: Merci, monsieur le président.

Je voudrais vous soumettre une variante sur le thème proposé par M. Robinson. Supposons que 51 p. 100 de la population de l'Ouest se prononce en faveur d'un amendement qui aurait été en fait rejeté par la majorité dans 3 des 4 provinces. Une province pourrait s'être prononcée largement en faveur de l'amendement, alors que les populations des 3 autres provinces auraient rejeté l'amendement avec plus ou moins de force. Cet amendement serait quand même adopté et les 3 provinces qui l'auraient rejeté auraient raison de s'estimer lésées, puisque leur volonté aurait été contrecarrée par la forte majorité exprimée dans une partie de la région.

[Texte]

Mr. Kaplan: The approach which you are arguing today, Mr. Robinson, is one which would ignore the interest of the less populated western provinces.

Senator Austin: Mr. Chairman, I believe it does and it is my question.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, on a point of order, Senator Austin has misinterpreted, I am sure innocently, what I was suggesting. I was not suggesting that there should not be a requirement for two provinces as exists already. All I was suggesting was an additional safeguard, Senator, of a regional majority as well.

Senator Austin: I have not picked up that additional nuance. So you are suggesting it must be two provinces plus . . .

Mr. Robinson: Plus an overall regional majority.

Senator Austin: Plus an overall regional majority. That would really be a very substantial kind of support for something, and as Mr. Mackasey just said, could lead you to another form of referendum deadlock in the country. You could have that region by that double step opposing the will of the rest of Canada. It is a very complex and convoluted suggestion.

Mr. Minister, I wanted to ask you this question, or at least to inform you with respect to Senator Roblin's questions about the issue of delay and as Senator Roblin referred to, the government may have lost its patience, but there is no deadlock. You were not here to hear the evidence, but Premier Hatfield came to us and told us in succinct words that the only purpose of delay would be to achieve more delay, and we have also had Premier Davis tell us that he supports the government breaking the present constitutional deadlock in the circumstances. So those two Conservative Premiers have added their weight to the government's view that this is not just a lack of patience. It is, in fact, an overwhelming frustration of the process itself and it support the comments you are making.

• 1750

Mr. Kaplan: Thank you very much for adding that to the weight of the argument I tried to make to the Senator.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Senator Austin.

I would like to invite now Mr. Hawkes on another subject, I understand.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, I intended to raise a subject that has not yet been raised in Committee and I suspect that there might be supplementaries, and given the hour I am wondering if I could be given some sense of priority at the first convenient opportunity, but it might serve the interests of the Committee best to call it six o'clock and to commence again this evening.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Well, I see that we have still at least eight minutes to go on and we are working on a 10-minute round and I am quite sure that we could do as we have done with the honourable David Crombie yesterday,

[Traduction]

M. Kaplan: Cette hypothèse ne tient pas compte des intérêts des provinces moins peuplées de l'Ouest.

Le sénateur Austin: Monsieur le président, j'estime qu'elle en tient compte tout au contraire et c'est pourquoi je pose ma question.

M. Robinson: Monsieur le président, j'invoque le règlement. Le sénateur Austin a mal compris ce que je voulais dire, en toute bonne foi, j'en suis certain. Je ne voulais pas dire qu'on ne devrait pas exiger une majorité dans 2 provinces comme on le fait déjà. Tout ce que je voulais dire, c'est qu'il faudrait également avoir la majorité dans la région comme précaution supplémentaire.

Le sénateur Austin: Je n'avais pas compris cette subtilité. Vous voulez donc qu'il y ait majorité dans 2 provinces plus . . .

M. Robinson: La majorité dans la région.

Le sénateur Austin: Très bien. Il faudrait à ce moment-là pouvoir obtenir un appui vraiment très important et, comme M. Mackasey l'a dit, cela pourrait nous mener à un autre genre d'impasse référendaire. De cette façon, la région pourrait s'opposer à la volonté exprimée par le reste du Canada. C'est une proposition très complexe.

Monsieur le ministre, je fais suite aux questions du sénateur Roblin sur la question des délais, je voulais vous demander ou plutôt vous informer du fait qu'il n'y a pas impasse, même si le gouvernement a perdu patience. Vous n'étiez pas ici pour entendre son témoignage, mais le premier ministre Hatfield nous a expliqué brièvement que la seule raison pour laquelle il y aurait délai, serait d'obtenir encore plus de délai, et le premier ministre Davis nous a également dit qu'il appuyait la position adoptée par le gouvernement dans les circonstances. Ces deux premiers ministres conservateurs ont accepté l'opinion exprimée par le gouvernement qui estime qu'il ne s'agit pas seulement d'impatience. C'est en fait une frustration extrême face au peu de résultats obtenus et tout cela appuie les observations que vous avez faites.

M. Kaplan: Merci beaucoup d'avoir ainsi ajouté du poids à mon argument.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, sénateur Austin.

Je crois que M. Hawkes voudrait passer à une autre question.

M. Hawkes: Monsieur le président, je voulais passer à une question qu'on n'a pas encore soulevée en Comité et je crois qu'elle donnera lieu à des questions complémentaires. Étant donné l'heure, il vaudrait peut-être mieux déclarer qu'il est 18 h 00 et m'accorder peut-être la priorité lorsque nous reprendrons la séance ce soir.

Le coprésident (M. Joyal): Il nous reste au moins huit minutes et nous accordons 10 minutes à chacun. Je crois que nous pourrions procéder comme nous l'avons fait hier pour l'honorable David Crombie, c'est-à-dire entamer la question et

[Text]

which was to open the subject and come back in the first row and we will reconvene later on tonight, and then you are able to at least inform the Minister generally of your interest and you could perhaps seek additional information and that will help you and other members to receive a complete answer.

Mr. Mackasey: He is in his hospital bed, he is probably watching TV right there. He can listen to it.

Mr. Hawkes: I am pleased to hear that the Minister of Justice is listening and I wish him well.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): If I were the treating doctor of the honourable Minister of Justice, I would recommend as my first instructions, to ban all TV and all allusions to constitutional conferences at this point, but I would invite Mr. Hawkes to go on with his questions.

Mr. Hawkes: Given the delay, he will not hear us until about 7:30 anyway.

Mr. Minister, those of us who have sat in this Committee over 200 hours have heard a number of groups that expressed an interest in more time because they wanted that time for consensus, but I think even more importantly groups have warned us that the words of this Charter will govern us in the future, that intentions are not sufficient and will not have much sway in a court of law, but that in fact the way the words are written is the way that we will be governed in the future and in fact, those are what a court can use in reaching its interpretation.

We have seen, in the original Charter, some discrepancy between the drafting and the intent of the government. We have seen, I think, in testimony and witnesses who brought to our attention some unintended consequences of wording and some of those have been looked at and corrected.

I want to deal with you in trying to get a sense of government policy and whether the words in some of the clauses, and one clause in particular, reflect the government's intent. I see a set of words in the Charter that begin in the following fashion:

"Nothing in this Charter limits . . ."

If we just take that phrase, I am not a lawyer, but I assume that what that phrase does is set aside all of the rights in the Charter. It makes this, if you like, that wording is dominant over what comes before and what comes after when it says: "Nothing in this Charter limits"; am I correct? Could you get me some technical advice on that?

Mr. Kaplan: Well, I would want to know what sentence that was hung on, but it could have the opposite meaning of that which you suggest, far from reducing rights it could assure supplementary rights.

For example, nothing in this Charter takes away existing rights of one kind or another; if that was the total sentence, then it would add in addition to the rights contained in the Charter or accorded in the Charter, or recognized in the Charter, there would be an assurance of the survival of other rights.

So it could have just the opposite effect to that which you say.

And if I may also comment on an earlier observation of yours, I cannot accept the logic of people whose position is that

[Translation]

y revenir lorsque nous nous réunirons à nouveau ce soir. Vous pourriez ainsi informer le ministre de la question qui vous préoccupe, ce qui vous permettrait peut-être d'obtenir plus de renseignements.

M. Mackasey: Il est à l'hôpital, il regarde probablement la télévision. Il pourra tout entendre.

M. Hawkes: Je suis heureux d'apprendre que le ministre de la Justice nous écoute et je lui souhaite un prompt rétablissement.

Le coprésident (M. Joyal): Si j'étais son médecin traitant, je commencerais par lui interdire la télévision et toute allusion aux conférences constitutionnelles. Cependant, j'invite M. Hawkes à poser ses questions.

M. Hawkes: Comme il y a un délai, il ne pourra nous écouter avant 7 h 30 de toute façon.

Monsieur le ministre, ceux d'entre nous qui siègent au comité depuis plus de 200 heures ont entendu un certain nombre de groupes dire qu'il faudrait avoir plus de temps pour en venir à un consensus. De plus, ces groupes nous ont mis en garde, en disant que la charte nous régirait à l'avenir, que de bonnes intentions ne suffisaient pas et n'auraient pas beaucoup de poids devant les tribunaux. C'est le libellé de la loi qui nous régira à l'avenir, et c'est également lui qu'interpréteront les tribunaux.

Dans la charte originale, nous avons vu qu'il y avait divergence entre le libellé et l'intention du gouvernement. Des témoins ont attiré notre attention sur le fait que certaines dispositions pouvaient avoir des conséquences non voulues, ce qui a été corrigé.

Je voudrais que vous nous donniez une idée de ce qu'est la politique du gouvernement à cet égard, afin de voir si certaines clauses, et une clause en particulier, reflètent bien l'intention du gouvernement. Il y a dans la Charte une disposition qui commence ainsi:

«Rien dans la présente charte ne limite . . .»

Je ne suis pas avocat, mais il me semble que cette expression peut à elle seule abroger tous les droits que contient la charte. Cette expression constitue une disposition qui peut abroger tout ce qui vient avant et après elle, n'est-ce pas? Pouvez-vous me donner des renseignements à ce sujet?

M. Kaplan: J'aimerais savoir quelle est la suite, parce que la phrase en entier pourrait avoir une signification tout à fait contraire à celle que vous lui prêtez. Plutôt que de réduire les droits exprimés, elle pourrait en ajouter d'autres.

Par exemple, si la phrase en entier se lisait comme suit: «Rien dans la charte ne peut supprimer les droits existants quels qu'ils soient; elle renforcerait les droits que contient déjà la charte et pourrait même en garantir d'autres.

Cette expression peut donc avoir des conséquences tout à fait à l'opposé de celles que vous supposez.

J'ajouterai également, au sujet d'une observation que vous avez faite plus tôt, que je ne peux pas accepter le raisonnement

[Texte]

they want a full opportunity to respond to the measures put forward by the government. If you take that to its logical conclusion, you could never finish the process because the government would put out its position, you would agree that they should have the right to respond to it, they would; the government would be influenced by their reactions to the government's proposals and would respond, but the response would be different from the original proposal and it would be different, probably, from the submissions of the group who are asserting this right, so that then they would have the right to respond again to your reaction to their response.

You would have to give them time to respond again; you would have to take some account of their response and change your proposal somehow or other, so since it was different from your original proposal and your revised proposal, the logic of the right to respond would give them another right to respond again to how you reacted to what they proposed in response.

I mean, you just cannot do that. If you are going to have action, you have to say at a certain time: we will take the responsibility at this point for taking into account the public's reaction to what we have done and pass something which we will stand behind and which we will see passed into legislation, or in this case, passed into a resolution. To do otherwise, is to enter into some kind of a trap that you can never get out of.

Mr. Hawkes: I think the thrust of that offer of assistance from the people of Canada, in part at least, was to put many minds to work on possible interpretations of particular sets of words. Surely you are not suggesting that in the interests of speed, you would want to put into preeminent law in this country, bad sets of words that have unintended consequences, that do damage to society?

Mr. Kaplan: No, but what I am saying is that this is it, that the measures have been brought forward, the Conservatives themselves felt that running until February 6 would be enough time to collect, I think perhaps they have changed their minds, but I remember very well in the House they felt that if this proceeding was extended to February 6, that would be enough time. So it is extended to February 6, we are collecting an enormous amount of response, the public of Canada is very interested in constitutional reform, the government will take account of their reaction and bring forward, presumably bring forward measures and already have brought forward some measures that respond to this reaction.

However, to suggest that that further reaction or that that further set of amendments calls for another opportunity to the public to respond gets into the trap that I have already described, that I just do not think makes sense.

Mr. Hawkes: Can we just continue with the set of words I started with and just see if they express the intent of the government?

Mr. Kaplan: All right.

Mr. Hawkes: I read a little further:

"Nothing in this Charter limits the authority of Parliament or a legislature".

[Traduction]

de ceux qui veulent pouvoir répondre aux propositions faites par le gouvernement. On n'en finirait jamais. En effet, le gouvernement ferait une proposition, il y aurait réponse de ces groupes, le gouvernement modifierait sa proposition en tenant compte de cette réaction, les groupes répondraient à nouveau, mais de façon différente, de sorte qu'il y aurait un genre de «cercle vicieux» et qu'on n'en finirait jamais.

Il faudrait toujours leur donner la possibilité de répondre et tenir compte de cette réponse. De plus, comme votre nouvelle proposition serait différente de votre proposition originale, il faudrait leur donner un nouveau droit de réponse à chaque révision de votre proposition.

Ce n'est pas possible. Pour pouvoir passer à l'action, il faudra dire à un moment donné que nous assumons la responsabilité de la proposition, et adopter un projet que nous serons prêts à défendre. Autrement, nous allons pénétrer dans un labyrinthe dont nous ne pourrions jamais sortir.

M. Hawkes: Cette offre d'assistance de la part de la population du Canada a eu pour résultat, du moins en partie, de mettre de nombreux cerveaux à l'œuvre et, ainsi, d'obtenir toutes les interprétations possibles des différents libellés. Vous ne voulez certainement pas que, pour plus de rapidité, on adopte comme loi du pays des dispositions mal rédigées qui pourraient avoir des conséquences non voulues et porter préjudice à notre société?

M. Kaplan: Non, mais le projet a été proposé, les Conservateurs eux-mêmes ont estimé qu'ils auraient le temps de tout étudier d'ici le 6 février, ils ont peut-être changé d'idée, mais je me souviens fort bien qu'à la Chambre ils ont dit qu'ils auraient assez de temps d'ici au 6 février. Nous sommes en train de recueillir un amas de témoignages, la population du Canada s'intéresse beaucoup à la réforme constitutionnelle, le gouvernement tiendra compte de sa réaction et prendra probablement des mesures afin d'en tenir compte.

Toutefois, il est insensé de croire que la population devrait avoir le droit de répondre à ces amendements parce que, alors, on se trouvera pris dans l'engrenage dont je vous ai parlé.

M. Hawkes: Pourrions-nous revenir à l'expression que je vous ai signalée pour voir si elle correspond bien à l'intention du gouvernement?

M. Kaplan: Très bien.

M. Hawkes: Je vous relis la phrase:

«La présente Charte ne limite pas le pouvoir du Parlement et des législatures...»

[Text]

We are dealing here, then, with a statement in the Constitution of Canada which affirms the rights of a Parliament or legislature to ignore the individual rights in other parts of this Charter? Is that not the intent of that particular wording?

Mr. Kaplan: I say categorically not, and I think it is most unfair to read the phrase as if the phrase was a sentence.

I think I have located the one that you are referring to and I would like to read that whole sentence.

The sentence says: "Nothing in this Charter limits the authority of Parliament or a legislature to advance the equality of status or use of English and French".

Well, what is your objection to that? What amendment would you propose to that to make it fairer?

Mr. Hawkes: Mr. Minister, you have the legal advice and I do not. I am not a lawyer, I am simply enquiring into the meaning of the drafting and asking whether or not the drafting adequately reflects the policy intent of the government.

What you are saying to me is that the phrase, "Nothing in this Charter limits the authority of Parliament or a legislature to advance the equality of status or use of English and French", what you are saying to me is that that first part of the phrase, "Nothing in this Charter limits", does not have the effect of setting aside other parts of the Charter?

Mr. Kaplan: Well, let us say that the paragraph read:

"Nothing in this Charter limits the authority of Parliament to deny habeas corpus to an individual".

Now, that of course you would have a point, because that does derogate from the rights and freedoms accorded in this Charter, but if you look at the sentence that is there, it is obvious that it does not. It does not affect, it does not reduce the rights and freedoms provided elsewhere in the Charter. It simply assures that the Parliament and the legislatures have the continued prerogative and sovereign authority, which I think Canadians want them to have, to advance the equality of status or use of English and French.

You can take the first word as "nothing". Take the word "nothing" and play games with it and you can make repulsive sentences out of it, but what will that prove?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Hawkes.

I see that you have additional questions and you will be the first one of our speakers tonight when we resume our work after our dinner, and I see that Senator Austin has a point of order to raise at this point before we adjourn our meeting.

The honourable Senator Austin.

Senator Austin: Mr. Chairman, I did want to discuss before the Committee my understanding of the arrangement that has been made amongst Mr. Epp, Mr. Nystrom and myself, and I had Mr. Epp's agreement to do that. I believe it should wait until 8 o'clock when Mr. Epp is present.

However, it was agreed that at 8 o'clock the Official Opposition would present amendments to this Committee, their pro-

[Translation]

Cette disposition, incluse dans la constitution du Canada, confirme les droits d'un parlement ou des législatures de faire fi des droits reconnus ailleurs dans la Charte. N'est-ce pas là ce que dit en fait ce libellé?

M. Kaplan: Je dis catégoriquement que non. Ce n'est pas juste de tirer cette expression de son contexte.

Je crois avoir trouvé la disposition en question et je voudrais vous la lire tout au long.

«La présente Charte ne limite pas le pouvoir du Parlement et des législatures d'améliorer le statut du français et de l'anglais ou de l'une de ces langues, ou d'en développer l'usage.»

Quelle objection avez-vous à cela? Que proposeriez-vous pour rendre ces dispositions plus justes?

M. Hawkes: Monsieur le ministre, vous disposez d'un conseiller juridique, pas moi. Je ne suis pas avocat, je vous demande tout simplement ce que signifie ce libellé et s'il reflète vraiment l'intention du gouvernement.

Voulez-vous dire que la première partie de cette disposition, c'est-à-dire «la présente Charte ne limite pas», n'a pas pour effet d'abroger d'autres parties de la Charte?

M. Kaplan: Supposons que cette disposition se lise comme suit:

«La présente charte ne limite pas le pouvoir du Parlement de refuser l'*habeas corpus* à une personne».

A ce moment-là, vous auriez raison, parce que cela supprimerait les droits et libertés accordés par la charte. Cependant, si vous prenez la disposition que contient la résolution, il est évident que cela ne pourrait pas se produire. Cette disposition ne réduit pas les droits et libertés accordés ailleurs dans la charte. Elle ne fait que garantir que le Parlement et les législatures continueront à avoir la prérogative et une autorité souveraine, ce que les Canadiens veulent d'ailleurs, pour améliorer le statut du français et de l'anglais ou de l'une de ces langues, ou d'en développer l'usage.

Si l'on ne prend qu'une partie de cette disposition, on peut jouer sur les mots et lui faire dire à peu près, n'importe quoi, mais qu'est-ce que cela prouve?

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Hawkes.

Je vois que vous avez d'autres questions et vous serez le premier à prendre la parole ce soir lorsque nous reprendrons nos travaux après le dîner. Je vois que le sénateur Austin veut invoquer le Règlement avant que nous n'ajournions.

L'honorable sénateur Austin.

Le sénateur Austin: Monsieur le président, je voulais vous parler de l'arrangement qui est intervenu entre M. Epp, M. Nystrom et moi-même. M. Epp a accepté que je le fasse. Je crois que nous devrions attendre jusqu'à 20 h 00, parce que M. Epp sera présent.

Toutefois, il était convenu qu'à 20 h 00, l'opposition officielle présenterait des amendements au Comité et j'aimerais

[Texte]

posed amendments to this Committee, their proposed amendments to this Committee, and I would appreciate it if Mr. Hawkes could speak to Mr. Epp to square their own arrangements on their side as to what procedure they want to follow right at 8 o'clock.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): On that very question. Senator Austin, I had an opportunity earlier to speak with the honourable Jake Epp and I took the initiative on behalf of all the honourable members of this Committee to offer him a fair opportunity to table and present the amendments on behalf of the Official Opposition, and I think that honourable members of this Committee will recognize that it is a very important moment in terms of the evolution of our discussions and exchange of views, and I offered to the honourable Jake Epp all the time he needs to make his full presentation so that our further debate would be made easier if we had a full opportunity to hear from him.

So, as a Joint Chairman, and it is probable that the honourable Senator Hays will be in the Chair as we do alternate usually, he will invite the honourable Jake Epp to make his full presentation at 8 o'clock tonight.

That seems to be agreeable to the representatives of the Official Opposition.

Senator Austin: Yes, it is, Mr. Chairman, and my understanding is that following that presentation Mr. Epp will be prepared to take questions of a kind that would provide information as to the amendments, from other members of the Committee?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes, with the proviso that of course Mr. Epp or other representatives of the Official Opposition will not be in the Chair in the usual session that we have with cross-examination of witnesses. I think that it would not be the proper form or the proper way of dealing with additional information, but I have conveyed the views to the honourable Jake Epp that some points might need some additional information following his presentation and he would be agreeable to answering short questions.

Senator Austin: My understanding, then, Mr. Chairman, is that should Mr. Epp's explanations and the Committee's questions of Mr. Epp terminate before 10 o'clock, we could then go back to the general review under Clause 1 until 10 o'clock, but it is my further understanding that tomorrow afternoon at 3:30 p.m. Mr. Nystrom may have some amendments to propose on the part of his party and he would also be prepared to take some questions from the Committee with respect to explanations, although he would not of course offer himself as a witness in the strict sense, as you have just said with respect to the procedure relating to Mr. Epp, but that following the end of that period of discussion tomorrow afternoon of the NDP amendments, it is agreed on the part of the three parties that we would begin our clause by clause consideration of the joint resolution and that, Mr. Chairman, was going to be my report at 8 o'clock. I think perhaps we might simply refer to it again at 8 o'clock to make sure that Mr. Epp acknowledges that this is the arrangement because I did not originally want to speak in his absence so we could have his approval.

[Traduction]

beaucoup que M. Hawkes s'entende avec M. Epp sur la procédure qu'ils voudront suivre à 20 h 00.

Le coprésident (M. Joyal): J'ai eu l'occasion plus tôt aujourd'hui de parler avec l'honorable Jake Epp et, au nom de tous les membres du Comité, je me suis permis de lui offrir l'occasion de déposer des amendements au nom de l'opposition officielle. Les membres du Comité reconnaîtront certainement que nous en sommes à un stade très important de nos délibérations et c'est pourquoi j'ai offert à l'honorable Jake Epp tout le temps dont il aura besoin pour nous présenter ses amendements, ce qui facilitera certainement la poursuite du débat.

Le sénateur Hays, qui assumera la présidence, puisque nous alternons, invitera M. Epp à nous présenter ses amendements à 20 h 00 ce soir.

Cela semble être acceptable à l'opposition officielle.

Le sénateur Austin: Oui, monsieur le président. Je crois également que M. Epp sera ensuite disposé à répondre aux questions qui porteront sur les amendements, n'est-ce pas?

Le coprésident (M. Joyal): Oui, pourvu que M. Epp ou d'autres représentants de l'opposition officielle ne siègent pas au banc des témoins pour être contre-interrogés. Ce ne serait pas une procédure appropriée pour obtenir des renseignements additionnels. J'ai cependant informé M. Epp qu'il pourrait être nécessaire d'obtenir des renseignements supplémentaires après son exposé et il s'est dit disposé à répondre à de courtes questions.

Le sénateur Austin: Si l'on en termine avec l'exposé de M. Epp et les questions avant 22 h 00, nous pourrions revenir à l'étude générale de l'article 1 jusqu'à 22 h 00. Je crois cependant que demain après-midi à 15 h 30, M. Nystrom pourrait avoir des amendements à proposer au nom de son parti et il serait également disposé à répondre aux questions visant à obtenir des explications, bien qu'il n'ait pas l'intention d'être officiellement témoin. Comme vous l'avez dit pour M. Epp, ce ne serait pas la procédure appropriée. Cependant, les trois partis ont convenu qu'après avoir discuté des amendements du N.P.D. demain après-midi, nous commençons l'étude article par article de la résolution et c'est ce que j'avais l'intention de dire à 20 h 00. Nous pourrions peut-être le répéter à 20 h 00 pour nous assurer que M. Epp est au courant; je ne voulais pas en parler en son absence mais nous pourrions au moins solliciter son approbation.

[Text]

I would simply then add that it will be necessary for the traffic committee to discuss a procedure with respect to the timing of further amendments. Obviously the amendments to be introduced tonight and tomorrow are not all the amendments that will be placed before the Committee. I understand that the Minister of Justice, or the Acting Minister of Justice will have additional amendments and no doubt other amendments will come from the parties but the traffic committee, bearing in mind the January 30 date, will have to set some form of a limit so that amendments can be appropriately considered by the Committee.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Senator Austin.

Mr. Nystrom on the same point of order.

Mr. Nystrom: On the same point of order, I just wanted to inform Senator Austin and yourself, Mr. Chairman, that all the parties of course are having caucus meetings tomorrow and we will be discussing the constitution and we have not decided how we will proceed yet in terms of whether or not we will do the same as Mr. Epp.

We may indeed do that. We may instead of doing that just release a few at a time with of course adequate notice, we just have not made that decision so I cannot comment one way or another as to what we will be doing on Wednesday or Thursday.

We certainly, even if we go the route of releasing them all, would not be ready, for reasons of translation and so on, by tomorrow afternoon. I just want to make it clear that we have not made that decision and we will give everybody adequate notice that it might be two or three at a time or it could be the whole package.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Nystrom.

Mr. Don Munro.

Mr. Munro: Thank you, Mr. Chairman.

On this same point of order, do I understand, Mr. Chairman, as we would be proceeding following the presentation of the two packages of amendments, that we would be proceeding to clause by clause, that that prevents us from calling witnesses under Clause 1, are we standing Clause 1 and could turn back to it, perhaps, because there is the evidence, I think, of the honourable Mr. Roberts and the honourable Mr. MacGuigan whose testimony would I think be of interest.

Under clause by clause it might difficult procedurally to receive them as witnesses and to ask them questions, but if that still permits us, by going to clause by clause, to revert to Clause 1 for certain purposes, not just to hear Mr. MacGuigan and Mr. Roberts but other Ministers as well.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I think that I should reserve that point for further discussion tonight because, as the consensus was conveyed to me by the honourable Jake Epp earlier this afternoon, that very question has not been the object of an agreement. Up until now the agreement as was put to me was that the honourable Jake Epp would be invited

[Translation]

J'ajouterai que le comité directeur va devoir discuter du calendrier de présentation des autres amendements. De toute évidence, les amendements présentés ce soir et demain ne seront pas les seuls. Le ministre de la Justice, ou du moins le ministre suppléant, aura d'autres amendements, sans compter ceux qui seront proposés par les différents partis. De toute façon, en se fondant sur la date du 30 janvier, le comité de la circulation va devoir adopter certaines règles pour permettre au comité d'étudier tous ces amendements de façon approfondie.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, sénateur Austin.

Monsieur Nystrom, au même sujet.

M. Nystrom: A ce même sujet, le sénateur Austin et vous-même, monsieur le président, savez que tous les partis ont des réunions de caucus demain et discuteront de la Constitution; pour notre part, nous n'avons pas encore décidé si oui ou non nous nous engagerions dans la voie ouverte par M. Epp.

Cela est fort possible. Il est possible également que nous présentions nos amendements quelques-uns à la fois, avec les préavis appropriés, bien sûr, mais nous n'avons pas encore pris cette décision et je ne peux donc pas vous dire ce que nous ferons mercredi ou jeudi.

En tous cas, si nous décidons de les déposer tous ensemble, nous ne serons jamais prêts à temps pour demain après-midi, pour des raisons de traduction entre autres. Mais je le répète, c'est une décision qui n'a pas encore été prise et quoi que nous fassions, que nous propositions nos amendements tous ensemble ou quelques-uns à la fois, soyez assurés que nous donnerons un préavis suffisant.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Nystrom.

Monsieur Don Munro.

M. Munro: Merci, monsieur le président.

A ce même sujet, je crois comprendre, monsieur le président, que l'étude article par article doit suivre la présentation des deux séries d'amendements. Or, nous ne pouvons pas convoquer de témoins dans le cadre de l'étude de l'article 1. Nous pourrions peut-être envisager de réserver l'article 1 pour y revenir plus tard parce qu'il serait extrêmement intéressant de convoquer l'honorable M. Roberts et l'honorable M. MacGuigan comme témoins.

Quand nous aurons entrepris l'étude article par article, la procédure nous empêchera peut-être de les convoquer comme témoins et de leur poser des questions, mais rien ne nous empêchera de revenir à l'article 1 pour certaines raisons, pas seulement pour entendre M. MacGuigan et Roberts, mais peut-être d'autres ministres également.

Le coprésident (M. Joyal): Nous pourrions peut-être remettre à plus tard la discussion de cette question parce que l'honorable Jake Epp m'a prévenu cet après-midi qu'on ne s'était pas encore mis d'accord sur ce point. Jusqu'à présent, il était entendu que l'honorable Jake Epp serait invité à présenter les amendements ou la série d'amendements de l'opposition

[Texte]

on behalf of the Official Opposition to introduce the amendments or the so-called package of amendments that the Opposition wants to present at this point of our work, and there will be the possibility of short questions for additional information that might arise after that presentation, and then we will continue the general discussion with the honourable Acting Minister of Justice for tonight, and that would be the schedule of our work for tonight.

For tomorrow, we just heard that Mr. Nystrom wants to have further consultation with his caucus, and I understand that other related matters are the objective for discussion amongst the parties around the table.

So if there is no more expression of views at this point . . .

Honourable Bryce Mackasey.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, I listened with interest and of course agree with my learned friend, Senator Austin, who speaks on our behalf.

I just want to point out it is a rather novel concept of spotlighting, if you like, proposed amendments of the opposition not as they relate to a clause but as a package, and the question it raises with me, I cannot conceive of two hours of questioning Mr. Epp on his amendments since we are going to have to take each one of those amendments in his package as we come forward clause by clause, and I am only thinking of the time factor.

The other thing, without getting into a debate and I appreciate Mr. Munro's point about Mr. Roberts and Mr. MacGuigan, presumably the one thing they have not in common is their visit to England, we have already heard that we want to honourable John Munro, we have also that we would like to have the honourable Monique Bégin.

I would like to say as a member of this Committee that the government would designate the Minister to speak on those particular issues, and if the government in its wisdom, the Minister of Justice, wants to relegate or delegate questions on health and welfare or on Indians or Great Britain to another Minister, that is his prerogative, but I have full confidence in the Minister of Justice's ability representing the government to deal adequately with any of those issues, because this would be again a tremendous departure, and although this Committee may have an exalted position in the eyes of some people, more exalted in the eyes of others than in my own, is still has to follow the normal procedure of committee.

It is not usual for us on Clause 1, on anybody's resolution or bill, to be inviting the whole gamut of Cabinet Ministers. Theoretically Mr. Munro's concept, why stop with two Ministers, why not go 12, 13 and 14 Ministers?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I thank you very much, honourable Bryce Mackasey, for having expressed your views.

I think that at this point our agenda for tonight is quite clear and the concerns that you have will certainly be conveyed by the honourable Senator Austin at a further meeting of the Subcommittee on Agenda and Procedure.

La séance est levée jusqu'à 8 heures ce soir.

The meeting is adjourned.

[Traduction]

officielle et que l'on en profiterait pour lui poser de courtes questions et lui demander des renseignements supplémentaires au sujet de ces amendements. Nous devions ensuite passer à la discussion générale avec l'honorable ministre suppléant de la Justice qui est parmi nous ce soir.

Quant à ce qui se produira demain, M. Nystrom vient de nous dire qu'il souhaite consulter son caucus à ce sujet et à d'autres sujets également, et c'est aussi l'intention des membres des autres partis.

Donc, si vous n'avez rien à ajouter pour l'instant . . .

L'honorable Bryce Mackasey.

M. Mackasey: J'ai écouté le sénateur Austin avec le plus grand intérêt et je suis, bien entendu, d'accord avec ce qu'il a dit en notre nom.

Je trouve néanmoins que c'est une façon plutôt étrange de mettre en vedette les amendements de l'opposition en les étudiant en tant qu'ensemble. Rien que du point de vue temps, je me demande comment nous allons consacrer deux heures à poser des questions à M. Epp à ce sujet alors que nous allons encore devoir étudier ce document article par article.

Je comprends la remarque de M. Munro en ce qui concerne MM. Roberts and MacGuigan qui tous deux se sont rendus en Angleterre. Nous voudrions encore entendre les points de vue de M. John Munro et de M^{me} Monique Bégin.

Il appartient bien entendu au gouvernement de décider quel ministre doit s'occuper de quelle question. Si le ministre de la Justice décide de laisser les questions relevant de la Santé et du Bien-être, des Indiens ou de la Grande-Bretagne à un autre ministre, c'est bien entendu son droit. Je suis néanmoins convaincu que le ministre de la Justice est parfaitement à même de traiter toutes ces questions, car même si ce Comité est un peu spécial, cela constituerait néanmoins une entorse à la procédure habituelle.

Il n'est pas habituel en effet d'inviter tous les ministres à comparaître au moment de l'étude d'un article 1 d'un quelconque projet de loi. M. Munro propose d'inviter deux ministres. Mais pourquoi s'arrêter en si bonne voie et ne pas en inviter une bonne douzaine?

Le coprésident (M. Joyal): Je vous remercie, monsieur Mackasey.

Notre ordre du jour pour ce soir est déjà établi et vos préoccupations seront signalées par le sénateur Austin lors d'une prochaine réunion du sous-comité de l'ordre du jour et de la procédure.

The meeting is adjourned until this evening at 8 p.m.

La séance est levée.

[Text]

EVENING SITTING

• 2015

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Order, please.

Before resuming our discussion and exchange with our witness tonight, I would like to inform honourable members of this Committee, on behalf of the honourable Senator Hays, that all parties around the table have agreed, so that tonight we will open the meeting with an invitation extended to the Official Opposition in the House of Commons to make a general presentation of the amendments that they would like to see discussed by this Committee.

We would then continue, following that presentation, with the exchange of ideas and questions that we have an opportunity to have with the honourable, the acting Minister of Justice.

Tomorrow afternoon at the opening of our meeting at 3:30, we will hear from representatives of the New Democratic Party either or the amendments of that party, or amendments that the N.D.P. party would like to bring to this table for further discussion, and, I should say, adoption, if possible.

We would be in a position to start our discussions and study on a clause-by-clause basis.

It is to be understood by all three parties, that, as was agreed on January 12, the title, the preamble, the address of the proposed act, including Schedule A, would be stood, as it was unanimously stood on that date. We will go and start with Clause 1 of Schedule B of the proposed motion.

We would proceed as far as each party at the table wants to introduce amendments and discussing amendments by order, which is the way in which they appear in the proposed text.

That being so, we would be in a position to move on and to have the possibility of continuing our discussion with the same procedure and then revert to the title, the preamble, and the proposed resolution.

Generally, that proposed procedure has received agreement by all three parties.

On behalf of the honourable Senator Hays, we are glad to invite the honourable Jake Epp to make his presentation tonight.

The honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Thank you, Mr. Chairman.

Before I begin, I would like to thank members of this Committee for their indulgence this evening. I think that while it is not general procedure that a member of the Opposition party does present a package of amendments in the form our party is doing it tonight. We feel that the topic before us and the Canadian people is important enough for this format; and we would like to thank Committee members for the collegiality they have shown in the matter in order to proceed in this way.

I would also like to take a moment to thank members of the Department of Justice, especially Edith MacDonald and Gerard Bertrand for the work and help they have been. It is not often that public servants are thanked in public, but I think where it is deserved, it should be done.

[Translation]

SÉANCE DU SOIR

Le coprésident (M. Joyal): A l'ordre, s'il vous plaît.

Avant de reprendre nos discussions avec nos témoins de ce soir, je tiens à vous signaler, au nom de mon collègue le sénateur Hays, qu'il a été convenu de commencer la séance de ce soir par une invitation faite à l'Opposition officielle de la Chambre des communes, de nous soumettre les amendements dont elle voudrait saisir le comité.

Ensuite, nous procéderons à un échange de vues avec le ministre de la Justice suppléant.

Lors de la réunion de demain prévue pour 15 h 30, les représentants du parti NPD nous soumettront les amendements dont ils voudraient discuter et si possible faire adopter.

Ceci devrait en principe nous permettre d'entamer l'étude article par article de la résolution.

Ainsi qu'il avait été convenu par les trois partis le 12 janvier dernier, le titre, le préambule et l'adresse du projet de loi, y compris l'annexe A, seraient réservés, ainsi qu'ils furent réservés ce jour-là. Nous commencerions donc par l'article 1 de l'annexe B du projet de motion.

Nous étudierions les amendements dans l'ordre dans lequel les partis les auront soumis.

Cela nous permettrait de poursuivre la discussion selon les mêmes modalités pour revenir ensuite au titre et au préambule du projet de résolution.

En principe, les trois partis se sont mis d'accord sur cette procédure.

Au nom du sénateur Hays, j'ai le plaisir de donner la parole à M. Jake Epp.

Monsieur Epp.

M. Epp: Merci, monsieur le président.

Avant de commencer, je tiens à remercier les membres du comité de leur patience. La façon dont notre parti soumet un ensemble d'amendements ce soir n'est pas tout à fait conforme à la procédure habituelle. Mais nous estimons que la question est suffisamment importante, aussi bien pour nous que pour l'ensemble du peuple canadien, pour justifier cette entorse. Nous tenons donc à remercier les membres du comité de leur esprit de collégialité en nous permettant notamment de procéder de la sorte.

Je tiens par ailleurs à remercier également les fonctionnaires du ministère de la Justice et plus particulièrement Edith MacDonald et Gérard Bertrand, pour l'aide précieuse qu'ils nous ont apportée. Les fonctionnaires ne se voient pas souvent

[Texte]

I would like to express to them, not only our thanks, but to commend them on the professional manner in which they have dealt with our party and gave us the advice and help that they in fact did.

Mr. Chairman, in presenting our proposed amendments . . .

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I apologize for interrupting the honourable Jake Epp.

M. Corbin: Sur un rappel au règlement.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Eymard Corbin, sur un rappel au règlement.

M. Corbin: Est-ce qu'il y a une raison pour laquelle on ne nous a pas remis un texte en français?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to invite the honourable Jake Epp to provide the answer.

Mr. Epp: I would like to thank Mr. Corbin for raising that. I was going to make mention of it. I apologize to Mr. Corbin. The French text is done. I understand that there was a mechanical problem with the machine, and they should be here momentarily.

Mr. Chairman, in presenting our proposed amendments to the government's resolution, we do so in the knowledge that it is the popular will of Canadians that our constitution rest in this country. It is also the popular will that we have a Charter of Rights and Freedoms for the Canadian people embedded in the constitution.

The Progressive Conservative Party's position in these matters reflects the popular will. The desire to enhance our freedoms is based on the strong traditions of our party. It was this party, through the vision and leadership of the Right Honourable John Diefenbaker, which gave Canadians their first Bill of Rights. The Bill of Rights gave expression to the full citizenship Canadians desired. No longer were they hyphenated Canadians. The sovereignty of God over the nation was expressed. The family was recognized as the cornerstone of our society. The right to own personal property, so often denied in other countries, was guaranteed. Those principles are valid today; all amendments to the Charter rest on that foundation.

Mr. Trudeau says that he will not be accepting any more amendments. For the sake of Canada, I hope with all my heart that he will reconsider. Because we will be moving quite a few amendments of major substance, not just on the Charter, but on all aspects of the resolution—and I believe, Mr. Chairman, it has been the role of this Committee to look at the proposals made by members of the Committee in as positive a light as possible.

Mr. Chairman, we have listened to Canadians, and believe we have also listened to colleagues on both sides of this table. I believe the acceptance of our suggestions will save us from constitutional chaos and deepening national division.

[Traduction]

remercier en public; mais quand c'est mérité, il importe d'autant plus qu'ils le soient.

Je tiens donc à les remercier tout particulièrement de l'aide et des conseils qu'ils ont donnés à notre parti.

En vous présentant nos projets d'amendements, monsieur le président . . .

Le coprésident (M. Joyal): Je m'excuse de vous interrompre, monsieur Epp.

Mr. Corbin: On a point of order.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Eymard Corbin on a point of order.

Mr. Corbin: Is there a valid reason why the French version of this text has not been distributed?

Le coprésident (M. Joyal): Je vais demander à M. Epp de vous répondre.

M. Epp: Je remercie M. Corbin d'avoir soulevé la question car j'avais justement l'intention d'en parler moi-même. Je m'excuse, monsieur Corbin. La version française est prête. Il paraît qu'il y a eu quelques problèmes mécaniques et la traduction devrait arriver d'un moment à l'autre.

Monsieur le président, en soumettant nos projets d'amendement à la résolution du gouvernement, nous le faisons sachant que les Canadiens tiennent à ce que la Constitution soit ramenée au pays. Les Canadiens tiennent également à ce que la Charte des droits et libertés soit enchâssée dans la Constitution.

La position du parti progressiste conservateur à ce sujet traduit donc la volonté populaire. La volonté de renforcer nos libertés est fondée sur une longue tradition de notre parti. C'est notre parti en effet, qui grâce à la vision et aux qualités de leader de John Diefenbaker, donna aux Canadiens leur première charte des droits de l'homme. Celle-ci traduit dans toute sa plénitude la notion de citoyenneté, telle que les Canadiens l'entendaient. Ils devenaient ainsi des Canadiens à part entière. La souveraineté de Dieu sur la nation était également confirmée. La famille était reconnue en tant que pierre angulaire de notre société. Le droit à la propriété privée, souvent refusé dans d'autres pays, fut garanti. Ces principes restent toujours valables, et tous nos amendements à la charte sont basés là-dessus.

M. Trudeau a dit qu'il n'accepterait pas de nouveaux amendements. J'espère de tout cœur, pour le bien du pays tout entier, qu'il reviendra sur sa position. Nous avons pour notre part l'intention de déposer toute une série d'amendements de fond, non seulement relativement à la Charte, mais aussi à tous les aspects de la résolution. Jusqu'à présent, le comité a examiné les propositions faites par ses membres d'une façon extrêmement positive.

Monsieur le président, nous nous sommes mis à l'écoute des Canadiens et aussi à l'écoute de nos collègues assis autour de cette table. Je suis convaincu qu'en acceptant nos suggestions, nous éviterions le désordre constitutionnel et la friction croissante du pays.

[Text]

Our consistent and unalterable principle is that the nature of foundations of the Canadian federal partnership make utterly unacceptable the current federal government policy of unilateral action. And our pride in an independent Canada and her free citizens will not let us accept that our constitution should be changed by Britain through some dust-covered vestige of colonial power.

We are proposing to the Committee that it recommend to parliament that the current resolution be split. What we could term a 'patriation package' based wholly on agreement now in Canada, should be sent to Britain for immediate action. What I might call the 'Canadian package' should be sent to the provinces by Parliament under the agreed amending formula that would be put in place. Thus, all changes in the Constitution would take place here in Canada, dealt with by no one but Canadians in their agreed Canadian way.

First, the patriation package. We want to see Britain asked to patriate our constitution to Canada on the basis of the Vancouver amending formula, acceptable to all the provinces.

Parliament should also commit the Government of Canada to a comprehensive, accelerated and sustained First Minister's Constitutional Conference to address the full broad range of constitutional renewal issues. An amendment to achieve this purpose is offered in our amendment to Clause 32.

The first component issues to be addressed under the new amending formula provisions would be the Charter of Rights and Equalization. Resources could also be given attention.

At this stage, I would like to draw the attention of members of this Committee to the very reference under which this Committee is operating; and we would also like to put forward that, should the Committee find some manner in which to accept amendments on resources, we would be moving an amendment on resources at that time. Members will have noticed, I am sure, that that amendment is not in their possession, for reasons of the narrow reference by which this Committee is functioning.

We will be proposing that this Canadian package, improved as much as possible, should be recommended by the Committee for Parliament's passage.

These items, should not be sent to Britain, but referred instead to the provinces under the amending formula. The Committee should vote for them. We believe that Parliament should vote for them and not let them hang in abeyance; that Parliament should declare its position; but then not to send them to a foreign Parliament where such basic decisions for Canadians do not belong.

Our proposal to split the package is not an amendment to this proposal, but rather it is a procedural motion.

[Translation]

Nous sommes fermement convaincus que la nature même de l'association fédérale existante au Canada rend l'action unilatérale proposée par l'actuel gouvernement fédéral totalement inadmissible. L'importance que nous attachons à l'indépendance du Canada et à la liberté de ses citoyens ne nous permet pas d'accepter que notre constitution soit modifiée en Grande-Bretagne, grâce à des techniques vermoulues relevant de l'époque coloniale.

Nous proposons donc au comité qu'il recommande au Parlement de scinder le projet de résolution. Les dispositions régissant uniquement le rapatriement de la constitution, fondées sur l'accord réalisé au Canada, seraient soumises au Parlement britannique pour accord immédiat. Le reste des dispositions que j'appellerais canadiennes seraient soumises par le Parlement aux provinces, dans le cadre d'une formule d'amendement convenue qui serait adoptée. Ainsi toute les modifications à la Constitution seraient faites ici même au Canada, par des Canadiens, selon notre propre façon de procéder.

Commençons donc par le rapatriement de la Constitution. Nous voulons demander à la Grande-Bretagne de rapatrier notre Constitution sur la base de la formule d'amendement de Vancouver, formule qui a été acceptée par toutes les provinces.

Le Parlement devrait par ailleurs engager le gouvernement fédéral à convoquer de toute urgence une conférence constitutionnelle, réunissant tous les premiers ministres, conférence qui serait chargée d'étudier en détails tous les aspects de la question du renouveau constitutionnel. Nous en proposons les moyens dans notre amendement à l'article 32.

Les premières questions qui seraient soulevées dans le cadre de la nouvelle formule d'amendement seraient la Charte des droits et la péréquation. On pourrait également aborder la question des richesses naturelles.

Je voudrais, si vous le permettez, vous rappeler l'ordre de renvoi qui nous a été adressé. Si le comité décide d'accepter des amendements relatifs aux richesses naturelles, nous en proposerions en temps et lieu. Si nous ne l'avons pas fait d'ores et déjà, c'est en raison de l'étroitesse de notre ordre de renvoi.

Nous proposons que le Comité recommande au Parlement l'adoption de cet ensemble de dispositions canadiennes, amélioré bien entendu dans toute la mesure du possible.

Ces questions ne devraient pas être envoyées en Grande Bretagne, les provinces devraient en être saisies dans le cadre de la formule d'amendement. Le Comité devrait au préalable se prononcer à ce sujet. A notre avis le Parlement devrait se prononcer en faveur de ces mesures sans plus attendre plutôt que de demander à l'instance étrangère de se prononcer sur une question d'importance capitale pour les Canadiens.

Notre suggestion de scinder les différentes mesures ne constitue pas un amendement mais plutôt une motion de procédure.

[Texte]

Mr. Chairman, we would like to serve notice to you and to members of the Committee that we will move that procedural motion or motions at the appropriate time.

On our amending formula proposals, to be part of the patriation package, I want to touch on a few highlights.

We believe that all the provinces, whatever their individual preference is, have agreed in principle that they could accept the Vancouver formula; further, they realize that it is the only one that could go to Britain now, or at any near date on the basis of agreement. I say that, Mr. Chairman, not in deprecation of the Victoria Formula; I believe it has been put forward by members opposite in the same good spirit as I am putting forward the Vancouver Formula tonight. But I say to them that I believe the Vancouver Formula has more recently received approval than has the Victoria Formula.

So, we are proposing that the September Best Efforts Draft wording coming out of the continuing committee of Ministers studying the constitution, for the basic elements of the Vancouver Formula be substituted for the government's Clause 41 wording.

We recognize that some additional details of the Vancouver consensus had not been worked out in final form when the Prime Minister arbitrarily stopped negotiations in September.

For example, consideration was given to financial arrangements in the summer discussions. These discussions were inconclusive and pointed out the need for a resolution in this area.

But there was an impasse on Vancouver, and final agreement was within reach. Not only do I believe that Mr. Chairman, but I believe that many of us who participated directly and those of us who observed, believe that agreement could have been reached this summer.

We are confident that the First Ministers could finish that task very quickly, and find agreement on those final details.

Accordingly, we have provided for that in a sub-clause of our Clause 41, providing for such an agreement to be added to the main essentials of the formula.

Some members opposite will find it familiar when we talk about eight provinces encompassing an aggregate of 80 per cent of the population.

Of course, we reject utterly the use of a referendum mechanism whereby the federal government could completely ignore the provincial partners in our federation. The former leader of the New Democratic Party, Mr. David Lewis, has called that "immoral". Mr. Lorne Nystrom, our colleague here, has called it "very dangerous in a federation", and a denial of "the basic essence of federalism". Mr. Gordon Robertson, the former Secretary to the Cabinet for Federal-Provincial Relations, has condemned the referendum on the

[Traduction]

Je vous signale, monsieur le président, que nous soumettrons cette motion de procédure en temps et lieu.

Je voudrais maintenant, si vous le permettez, évoquer rapidement les points essentiels d'une proposition relative à la formule d'amendement qui serait incluse dans les modalités de rapatriement de la Constitution.

Nous avons l'impression que toutes les provinces, oubliant leurs préférences individuelles, sont en principe tombées d'accord sur la formule de Vancouver; de plus, elles se rendent compte que c'est la seule qui serait susceptible d'être soumise conjointement à la Grande Bretagne maintenant ou dans un proche avenir. Ceci n'est pas pour critiquer la formule de Victoria. Les députés d'en face se sont exprimés à cet égard de bonne foi comme je le fais moi-même en ce qui concerne la formule de Vancouver. Il me semble toutefois que la formule de Vancouver a été acceptée plus récemment que celle de Victoria.

Nous proposons donc que le libellé du meilleur avant-projet rédigé par le Comité permanent des ministres chargés d'étudier la Constitution remplace le libellé de l'article 41 proposé par le gouvernement.

Nous savons que tous les détails du consensus de Vancouver n'avaient pas encore été mis au point lorsque le premier ministre mit arbitrairement fin aux négociations au mois de septembre dernier.

Ainsi, on avait examiné les dispositions financières lors des discussions de l'été. Ces discussions toutefois n'avaient pas abouti et auraient dû être poussées plus à fond.

Il n'est donc pas juste de parler d'impasse en ce qui concerne la formule de Vancouver et je suis sûr qu'on aurait pu se mettre d'accord. Ce n'est d'ailleurs pas rien que mon opinion, monsieur le président, car à mon avis de nombre participants et d'observateurs estiment également qu'un accord aurait pu être conclu l'été dernier.

Nous sommes donc sûrs que les premiers ministres pourraient conclure leurs travaux très rapidement et tomber d'accord sur ces détails.

Nous avons donc prévu un alinéa à notre article 41 aux termes duquel cet accord serait inclus dans la formule.

Certains députés d'en face nous accuseront peut-être de ressasser d'anciennes questions en parlant de huit provinces représentant 80 p. 100 de la population du pays.

Nous rejetons catégoriquement la tenue d'un référendum qui permettrait au gouvernement fédéral de ne tenir aucun compte des provinces. M. David Lewis, ancien chef du NPD, qualifiait cette position d'immorale. Votre collègue, M. Lorne Nystrom, dit que c'est très dangereux dans une fédération et constitue un déni de l'essence même du fédéralisme. M. Gordon Robertson, ancien secrétaire du cabinet chargé des relations fédérales-provinciales a condamné le référendum pour les mêmes motifs, mettant publiquement en garde contre les risques de division provoqués par pareille procédure.

[Text]

same ground, and has expressed publicly his deep concern over the likely divisive effects of the use of such a device.

We will not play with Clause 42; we will not try to amend it, or say how it shall apply, or in any other way, even partially concede validity to anything about it.

I should possibly point out to members at this time that references to Clause 42 in our amendments have been struck in all cases. It simply has no place in the Canadian federal way of doing things.

Under our proposals to amend Clause 44, Clause 48 and Clause 50, we seek to prevent the federal government from acting unilaterally to change the Senate, which the Supreme Court has said is related to the protection of provincial rights and should not be so dealt with.

We do not like the present form of the federal Upper House—and I might say, Mr. Chairman, this is no reflection upon members who sit in the Other Place and who sit also at this table—but we do not want to see its modernization, in keeping with a renewed federation, foreclosed by premature unilateral action now.

To turn now to the Canadian package, which we will be calling on Parliament to send to the provinces for their approval—and, again, I might repeat—after Parliament has made its decision and voiced its opinion and support for that package.

Mr. Chairman, then, the Charter. Clause 1: From the very early stages of our Committee's work, it became apparent that this section would need to be improved if this Charter was to effectively protect the rights of all Canadians.

The government has responded to those criticisms in its proposed amendment, an amendment which recognizes that governments must demonstrate the necessity of any infringement on the inherent rights which all Canadians have.

However, our party also feels that this first section of a fundamental document should recognize and affirm the basic principles underlying both the Charter of Rights and our nationhood. These were eloquently expressed in the Canadian Bill of Rights of Prime Minister John G. Diefenbaker.

Mr. Chairman, possibly this would also be a good place to inform you that we have worked on a preamble; and it is our view that a preamble is needed for the Canadian constitution—a preamble that only reflects our common heritage as a nation and a people, but which also can be a symbol to others as to what the principles are on which the nation is based.

While we recognize as well, Mr. Chairman, that at this present time that is outside the scope and reference of this Committee, it is for that reason that you do not see a preamble in that sense before you tonight.

The first amendment, then, to Clause 1, would be as follows:

1. Affirming that the Canadian nation is founded upon principles that acknowledge the supremacy of God, the dignity and worth of the human person and the position of the family in a society of free individuals and free institutions. Affirming also, that individuals and institutions

[Translation]

Nous n'avons donc nullement l'intention de «tripoter» l'article 42; nous ne chercherons pas à le modifier ni d'une façon quelconque lui reconnaître une validité quelle qu'elle soit.

Je vous signale à ce propos que nos amendements ne font aucune allusion à l'article 42. En effet, cette procédure n'a pas sa place dans notre système fédéral.

Nos amendements aux articles 44, 48 et 50 ont pour objet d'empêcher le gouvernement fédéral d'agir unilatéralement pour changer le Sénat, lequel, d'après la Cour suprême, est chargé de veiller à la protection des droits des provinces et ne saurait donc être modifié unilatéralement par le gouvernement.

Tout en désapprouvant la forme actuelle de la Chambre Haute, ce qui n'implique aucune critique à l'égard des sénateurs en général et de ceux qui siègent à notre comité en particulier, nous estimons néanmoins que la modernisation du Sénat, conforme à un fédéralisme renoué, ne devrait pas être bloquée par des mesures unilatérales prématurées.

J'en arrive maintenant aux mesures dites canadiennes, mesures que nous demanderons au Parlement de soumettre aux provinces lorsque celui-ci les aura acceptées comme nous l'espérons.

Article 1 de la charte: Il était clair dès le début des travaux du comité que cet article devait être amélioré si la charte doit effectivement protéger les droits de tous les Canadiens.

Le gouvernement a répondu aux critiques qui lui ont été adressées en proposant un amendement qui admet que c'est au gouvernement de faire la preuve de la nécessité d'une entorse quelconque aux droits inhérents de tous les Canadiens.

Notre parti estime néanmoins que le premier article de ce document fondamental devrait reconnaître et affirmer les principes fondamentaux qui sous-tendent la Charte des droits ainsi que l'existence même de notre pays. Ces principes sont exprimés avec grande éloquence dans la charte des droits de l'homme du premier ministre John G. Diefenbaker.

Je vous signale à ce propos, monsieur le président, que nous avons essayé de rédiger un préambule car, à notre avis, un préambule est indispensable à la constitution canadienne. Ce préambule traduirait notre patrimoine commun et, de plus, serait un symbole exprimant aux autres les principes qui régissent l'existence de notre pays.

Néanmoins, un préambule ne faisant pas partie de notre actuel ordre de renvoi, nous n'en faisons pas état dans les documents que nous vous avons soumis ce soir.

Notre premier amendement à l'article 1 serait donc libellé comme suit:

1. Affirmant que la nation canadienne est fondée sur les principes qui reconnaissent la suprématie de Dieu, la dignité et la valeur de la personne humaine et la position de la famille au sein d'une société constituée d'individus et d'institutions libres. Affirmant par ailleurs que les indivi-

[Texte]

remain free, only when freedom is founded upon respect for moral and spiritual values and the rule of law.

We then continue unchanged, Mr. Chairman, with the government's present Clause 1:

The Canadian Charter of Rights and Freedoms guarantees the rights and freedoms set out in it, subject only to such reasonable limits prescribed by law as can be demonstrably justified in a free and democratic society.

I should also like to inform members of this Committee at this stage that the manner in which this is proposed, that in terms of the procedure the Clerk has pointed out to me today that while the words can remain, you will see, Mr. Chairman, in your kit of amendments that the wording is placed slightly differently, and that is for reasons of drafting; that we are quite open to the suggestions made by the Clerk and any others that you might make, whereby the amendments are more acceptable in terms of procedure through which you will have to guide us, but as well, it will in no way be an attempt through our amendments to delete clauses of the government's proposals which have merit; that has not been the purpose of our amendments, but rather to keep the matter as parallel to the government's proposal as is possible.

Mr. Chairman, it is obvious to all members of this Committee that what we have done in Clause 1 is to include the salutation, the first two paragraphs of the Diefenbaker Bill of Rights. We believe that was approved, as we know, by Parliament in 1960. It expressed the opinion of the country at that time. That Bill of Rights has remained in the minds and in the hearts of many Canadians as being an expression of the basis on which our society is based; and we believe it is important, not only to include those principles which are in those paragraphs, but as well, to entrench our heritage which came down to us since 1960.

This improvement to Clause 1 emphasizes that the spirit of the law is as important, if not more important, than the letter of the law.

I should also point out, Mr. Chairman, what we are also attempting by this amendment to point out to members and to Canadians that we are talking about the sovereignty of the nation, and that that sovereignty comes from God, that rights are inalienable rights, that they are inherent in the individual person, rather than, which is now the present case in the government's proposal, that rights come from governments.

Clause 2: While we support the protection of a fundamental freedoms, presently listed in Clause 2, we are proposing an additional provision:

2(e) freedom from unreasonable interference with privacy, family, home, correspondence, and enjoyment of property.

This amendment will ensure that all Canadians, and in particular, many new Canadians who have come to our country in search of freedom and security, will be protected from the arbitrary encroachment of any government on many aspects of their individual lives.

[Traduction]

dus et les institutions ne restent libres que tant que la liberté est fondée sur le respect des valeurs morales et spirituelles et sur le respect du droit.

Ensuite nous reprenons, inchangé, l'article 1 de la charte:

La charte canadienne des droits et libertés garantit les droits et libertés énoncés ci-après, sous les seules réserves normalement acceptées dans une société libre et démocratique.

Je vous signale à ce propos que le greffier m'a expliqué que, du point de vue de la procédure, il serait préférable, tout en gardant ce libellé, de le déplacer légèrement, ceci pour en faciliter la rédaction. Nous ne demandons pas mieux, bien entendu, que de donner satisfaction à toutes suggestions raisonnables du greffier ou de toute autre personne relativement à la procédure, notre objet n'étant nullement de supprimer des articles valables proposés par le gouvernement; bien au contraire, nous essaierons dans toute la mesure du possible de ne pas trop nous éloigner du schéma du gouvernement.

Monsieur le président, les membres du comité constateront que l'amendement que nous proposons à l'article 1 contient les paragraphes d'ouverture de la déclaration des droits de Diefenbaker. Comme nous le savons, cette déclaration a été adoptée par le Parlement en 1960. Elle exprime l'opinion du pays à l'époque. Cette déclaration des droits est présente à l'esprit de beaucoup de Canadiens et leur tient à cœur car ils la considèrent comme le fondement de notre société. Nous estimons qu'il est important non seulement d'inclure les principes de ces paragraphes mais également de les enchâsser car ils font partie de l'héritage que nous avons reçu depuis 1960.

L'amélioration que nous proposons à l'article 1 témoigne du fait que nous considérons que l'esprit de la loi est aussi important sinon plus important, que la lettre de la loi.

Monsieur le président, nous voulons que les membres du comité et les Canadiens se rendent bien compte que quand nous parlons de souveraineté de la nation, nous entendons cette souveraineté de la nation, nous entendons cette souveraineté qui provient de Dieu, ces droits inaliénables, intrinsèques à l'individu, contrairement à la proposition gouvernementale qui, elle, laisse supposer que les droits proviennent des gouvernements.

Article 2: Nous appuyons la protection des libertés fondamentales précisées à l'article 2 actuel mais nous proposons une disposition supplémentaire:

2(e) protection contre toute intervention abusive dans les domaines de la vie privée, de la famille, du domicile, de la correspondance et de la jouissance du droit de propriété.

Cet amendement veillera à ce que tous les Canadiens, et en particulier les nouveaux Canadiens qui sont venus ici en quête de liberté et de sécurité, soient protégés contre tout empiètement abusif de la part d'un gouvernement sur quelque aspect de leur vie.

[Text]

Mr. Chairman: Clause 5: We recommend that the old Clause 5 be added to Clause 4: and that is a technical amendment; and that an entirely new concept be added in a new Clause 5, and that that concept be entitled "Right to Information" and it would read as follows:

5. Everyone has the right to have reasonable access to information in possession of any institution of any government.

Mr. Chairman, as you know, when we were in government, we were deeply committed to freedom of information legislation and it was one of the first pieces of legislation that we put forward on the Order Paper. This is a further attempt by our party to adopt this principle, not only in terms of freedom of information legislation, but enshrining it in the constitution.

• 2035

Section 7: we propose that Section 7 should be amended so that it will reflect the Canadian Bill of Rights. It would read as follows:

Everyone has the right to life, liberty, security of the person and enjoyment of property and the right not to be deprived thereof except in accordance with principles of natural justice.

It is desirable that any encroachment on the enjoyment of property should only occur under the appropriate framework. We believe also that natural justice, those words, as proposed are superior wording to fundamental justice in view of the greater body of Canadian law supporting the former concept.

I also want to repeat, Mr. Chairman, that the right of property, to own property, to enjoy property has been one of the issues in letters to members, at least on this side of the table, as well as members on the other side of the table, that Canadians have indicated that they want this protection.

The argument can obviously be made at this stage, Mr. Chairman, is the Conservative Party now not unilaterally encroaching on provincial rights as much as we say that the government is doing; because of the fact that property and civil rights are obviously included in the powers of the provinces in Section 92 of the British North America Act. I want to say to members that they would have to refer back to our amendment whereby the Charter would be sent back to the provinces for their approval, and it is for that reason that we do not believe that unilateralism or encroachment in fact are valid charges.

Section 9: an amendment to prevent arbitrary deportation is proposed, and it would read:

Everyone has the right not to be arbitrarily detained, imprisoned, or deported.

Some people might argue does this not invalidate present immigration law? And I see Mr. Mackasey, who had that portfolio and those responsibilities at one time, and I am sure he would recognise that what we are dealing with here is not with landed immigrants or permanent residents, but Canadian citizens.

[Translation]

Monsieur le président, à l'article 5: nous recommandons que l'ancien article 5 soit intégré à l'article 4, mais ce n'est là qu'un amendement de forme. Nous proposons à l'article 5 une toute nouvelle notion, celle du «droit à l'information» et l'article se lirait comme suit:

5. Chacun a le droit d'avoir normalement accès aux renseignements détenus par toute autorité gouvernementale ou administrative du pays.

Monsieur le président, vous le savez, quand nous étions au pouvoir, nous nous étions fermement engagés à faire adopter une Loi sur l'accès à l'information et ce fut un des premiers projets que nous avons inscrits au feuillet. Notre parti veut ici faire adopter ce principe, non pas simplement en vue d'éventuelles lois sur la liberté d'information, mais pour qu'il soit enchâssé dans la Constitution.

Article 7: nous proposons que l'article 7 soit modifié pour qu'il reflète la Déclaration canadienne des droits. Il se lirait comme suit:

Chacun a droit à la vie et à la sécurité de sa personne, et à la jouissance du droit de propriété; il ne peut être porté atteinte à ces droits qu'en conformité avec les principes de justice naturelle.

Il est souhaitable que toute usurpation sur la jouissance du droit de propriété n'ait lieu qu'en conformité avec les principes de justice naturelle. Nous pensons que la précision de ces termes «justice naturelle» est supérieure aux termes «justice fondamentale» étant donné que les lois canadiennes sont fondées de plus en plus sur la première notion.

Je tiens à répéter, monsieur le président, que le droit à la propriété, de la jouissance de la propriété, est une question qui est revenue à maintes reprises dans la correspondance des membres du comité, du moins dans celle que nous nous avons reçue de notre côté, et que les Canadiens nous ont signifié par là qu'ils voulaient voir ce droit protégé.

Monsieur le président, d'aucuns prétendront que le parti Conservateur usurpe unilatéralement sur les droits des provinces, comme nous prétendons que le gouvernement le fait. En effet, la propriété et les droits civils sont de toute évidence inclus dans les pouvoirs conférés aux provinces en vertu de l'article 92 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Je demanderai cependant aux membres du comité de se reporter à notre amendement portant que les provinces soient saisies de la Charte pour qu'elles l'approuvent et c'est pour cela que nous n'estimons pas qu'il s'agisse ici d'un geste unilatéral ou encore d'une usurpation. Ces accusations ne seraient pas valables.

Article 9: Il s'agit d'un amendement qui interdirait l'expulsion arbitraire et qui se lirait comme suit:

Chacun a droit à la protection contre la détention, l'emprisonnement ou l'expulsion arbitraire.

D'aucuns pourront prétendre que cela pourrait abroger la loi sur l'immigration actuelle. Je dis cela en regardant M. Mackasey qui était responsable de l'immigration à un moment donné. Je suis sûr qu'il reconnaîtra que cet article ne s'adresse pas aux immigrants reçus ou aux résidents permanents mais aux citoyens canadiens.

[Texte]

Section 11: The Canadian Jewish Community has expressed some concerns that the wording of this Section would prevent the bringing to justice of war criminals. The government's amendment does not fully address these concerns even though the government, and I want to point this out, has gone some distance, we believe, in trying to address those concerns. We propose the following amendment to make sure that the concern is in fact dealt with:

11(g). Not to be found guilty on account of an act or omission unless, at the time of the act or omission, it constituted an offence under Canadian or international law.

And we are adding the following words:

Or was criminal according to the principles of law recognized by the community of nations.

Clause 14: The deaf deserve equal treatment accorded to all other citizens. Thus we propose that Clause 14 should be amended to read as follows:

A party or a witness in any proceedings who does not understand or speak the language in which the proceedings are conducted or who is deaf has the right to the assistance of an interpreter.

This is but a recognition, Mr. Chairman, not only of one group of handicapped, but I believe more importantly that sign language is another language form and should be included as well.

Clause 15(1): We feel that the rights of persons with mental or physical disabilities should be protected. The so-called handicapped clause. Accordingly we are proposing an amendment to meet that objective:

Every individual is equal before and under the law and has the right to the equal protection and equal benefit of the law without discrimination and, in particular, without discrimination based on race, national or ethnic origin, colour, religion, sex, age, or mental or physical disability.

It is the last four words we are adding.

Clause 15(2): There is an unfortunate connotation inherent in the use of the word 'disadvantaged' in the government's amendments. We suggest an alternative proposal which we believe avoids this problem. I should tell you, Mr. Chairman, I think that all of us have wrestled with the word 'disadvantaged' and how better can we express it in constitutional form.

We would propose that:

Sub-section (1) does not preclude any statutory distinction that has as its object the amelioration of the condition of any class of persons.

Clauses 16 to 23: On minority language issues, so important to so many Canadians, we regret that there is not more agreement among the governments of Canada. However, we believe that provisions for language rights in education are

[Traduction]

Article 11: la communauté juive canadienne nous a fait part de ses inquiétudes quant au libellé de cet article qui pourrait empêcher que l'on traduise des criminels de guerre devant les tribunaux. L'amendement gouvernemental ne tient pas assez compte de ces préoccupations même si c'en était là l'intention. Nous proposons donc l'amendement suivant pour nous assurer que ces inquiétudes seront apaisées.

11. Tout inculpé a le droit: ... (g) De ne pas être déclaré coupable en raison d'une action ou d'une omission qui, au moment où elle est survenue, ne constituait pas une infraction d'après le droit interne du Canada ou le droit international...

Nous ajoutons le libellé suivant:

Ou n'avait pas de caractère criminel d'après les principes de droit reconnus par la collectivité mondiale.

Article 14: Les sourds méritent certainement un traitement égal à celui qui est accordé aux autres citoyens. Nous proposons donc que l'article 14 soit modifié et se lise comme suit:

La partie ou le témoin qui ne peuvent suivre les procédures soit parce qu'ils ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue employée, soit parce qu'ils sont atteints de surdité, ont droit à l'assistance d'un interprète.

Monsieur le président, nous ne choisissons pas ici un groupe d'handicapés mais nous estimons que le langage gestuel est une autre forme de langage et doit être inclus ici.

Article 15(1): Nous pensons que les droits des personnes atteintes de handicaps physiques ou mentaux doivent être protégés. Il s'agit donc de l'article sur les handicapés. Nous proposons donc un amendement comme suit:

La loi ne fait exception de personne et s'applique également à tous et tous ont droit à la même protection et aux mêmes bénéfices de la loi, indépendamment de toute discrimination, notamment de discrimination fondée sur la race, l'origine nationale ou technique, la couleur, la religion, le sexe, l'âge ou les déficiences mentales ou physiques.

On remarquera que nous ajoutons les six derniers mots à cet article.

Article 15(2): Dans l'amendement gouvernemental, il y a une connotation malheureuse dans l'utilisation du mot «défavorisés». Nous proposons donc une autre solution tout simplement pour éviter tout problème éventuel. Monsieur le président, chacun d'entre nous a réfléchi au mot «défavorisés» et a essayé de trouver une meilleure expression pour exprimer la même idée dans la constitution.

Nous proposons donc:

Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'interdire les mesures législatives destinées à améliorer la situation de telle ou telle catégorie de personnes.

Articles 16    23: Il s'agit de la question de minorités linguistiques, si importantes pour beaucoup de Canadiens, et nous déplorons que cette question ne rallie pas l'opinion de plus de gouvernements au Canada. Quoi qu'il en soit, nous

[Text]

reasonable, and have a good chance of commanding consensus support. We hope to see the day when language majorities will be prepared to go even further, with fewer qualifications on provision of educational services.

Similarly, we welcome the language guarantees included in other respects. For example, in Clause 16 through Clause 20, as affecting the federal government and New Brunswick.

I should point out to members also that we have proposed a new Clause 21 which they will find in their information kits, which provides for the following conditions:

We look forward to a gradual extension of services to linguistic minorities, on a reasonable and fair basis, in other provinces on their own initiative. We regret that the government has not seen fit to include in the resolution provisions allowing provinces to opt into any or all of those provisions under Clause 16 to Clause 20, and we are proposing an amendment so that this can happen in the easiest possible manner, and that is the new Clause 21 I referred to earlier.

Clause 25: We support the government's amendments to Clause 25 concerning native rights. We recognize the need for further discussions and refinements of aboriginal and treaty rights. We welcome the Prime Minister's commitment to include 'Canada' native peoples and the constitution' as a priority in the next round of constitutional discussions.

I want to stop here for a minute, Mr. Chairman. We spent much time on how best to express both the aboriginal and treaty rights, and yet to keep it within the art form and maybe the state of the negotiations that are now going on between Canada's government and Canada's native people, and we do not feel at this stage that we at least have reached further consensus than that which is expressed in Clause 25 in view of the negotiations that are taking place.

Further to Clause 25 we propose the following amendment:

Any rights or freedoms that may pertain to any cultural community.

And members will notice quickly that that is an attempt to strengthen the multicultural reality, one which the government has recognized in its amendments and we believe this simply strengthens what the government has already agreed to earlier. It affirms the rights and freedoms enjoyed by various cultural groups whose preservation is important to ensure the vitality of Canada.

Clause 26: We propose to amend the section dealing with laws respecting evidence to correspond with the evidence code as developed by the Law Reform Commission of Canada:

No provisions of this Charter, other than Clause 13, affects the laws respecting the admissibility of evidence in

[Translation]

estimons que des dispositions sur les droits linguistiques relatifs à l'éducation sont souhaitables et qu'elles ont de bonnes chances de rallier un consensus. Nous espérons qu'un jour ou l'autre les majorités linguistiques seront prêtes à aller encore plus loin, en imposant de moins en moins de réserves quant aux services éducatifs.

Ainsi, nous nous félicitons du fait que les garanties linguistiques sont incluses à d'autres égards. Celles qui sont incluses par exemple dans les articles 16 à 20, et qui engagent le gouvernement fédéral et celui du Nouveau-Brunswick.

Je tiens à signaler aux membres du comité que nous proposons un nouvel article 21 dont vous trouverez le texte dans le document qui vous a été distribué.

Par cet amendement, nous voulons étendre progressivement les services offerts aux minorités linguistiques dans la mesure où diverses provinces en prennent l'initiative et où cela est raisonnable et équitable. Nous déplorons que le gouvernement n'ait pas jugé bon d'inclure dans le projet de résolution des dispositions permettant aux provinces d'adhérer à une ou à toutes les dispositions prévues aux articles 16 à 20. Nous proposons donc un amendement précisément à cet effet, et il est contenu à l'article 21 que nous proposons.

Article 25: Nous appuyons les amendements gouvernementaux à l'article 25 en ce qui a trait aux droits des autochtones. Nous reconnaissons que de plus amples discussions et des précisions s'imposent dans le cas des droits autochtones et conférés en vertu des traités. Nous nous félicitons que le premier ministre se soit engagé à inscrire à l'ordre du jour, en priorité, lors des prochaines discussions constitutionnelles, la question des peuples autochtones du Canada face à la Constitution.

Je voudrais m'arrêter ici un instant. Nous avons beaucoup réfléchi à la façon d'exprimer dans la Constitution les droits autochtones et conférés en vertu des traités, sans toutefois compromettre les négociations qui se poursuivent toujours entre le gouvernement du Canada et les peuples autochtones. Nous nous sommes donc limités à un seul amendement à l'article 25, étant donné les négociations qui sont en cours.

Voici donc l'amendement que nous proposons à l'article 25:

Ni des droits ou libertés que va avoir telle ou telle collectivité culturelle . . .

Les membres du comité remarqueront que nous essayons ici d'étayer la réalité multiculturelle de notre pays, réalité que le gouvernement a reconnue dans ses propres amendements. Nous estimons que le libellé proposé vient renforcer ce que le gouvernement a proposé. Il affirme les droits et les libertés des divers groupes culturels dont la survie est importante pour la vitalité du Canada.

Article 26: Nous proposons de modifier cet article, qui traite des lois relatives à l'admissibilité de la preuve, pour qu'il s'aligne sur le code de la preuve élaboré par la Commission canadienne de réforme du droit:

A l'exception de l'article 13, les dispositions de la présente charte ne portent pas atteinte aux lois sur l'ad-

[Texte]

any proceedings or the authority of Parliament or a legislature to make laws in relation thereto.

(2) Notwithstanding Subsection (1), in any proceedings, evidence shall be excluded if it is established that it was obtained under such circumstances that the use of it in the proceedings would tend to bring the administration of justice into disrepute.

I should point out, Mr. Chairman, that we believe that this is a very close parallel to the experience in Scotland where judges can determine independently as to whether or not that evidence will in fact affect adversely the rights of individuals involved, as well we believe that it is an expression of English common law that has come to us to this day.

The new section then: numerous representations have been made to the Committee concerning denominational schools of Newfoundland. The Government's initiative does not meet the expressed concerns. Therefore we propose that a new section should be included in the Charter of Rights to expressly guarantee these rights. Our amendment reaffirms the rights Newfoundland and Canada agreed to in the terms of union, 1949, and it would read as follows:

No provision of this Charter affects, or abrogates or derogates from Section 17 of the schedule to the Newfoundland Act.

Another new section, Mr. Chairman. I should possibly point out at this stage as well that we have not given these sections numbers, even though you will see in our presentation they have numbers, but I want to point out to you and to the clerks that those numbers are not sacrosanct and will change, obviously, because we will have to do re-numbering as other parties being forward amendments as well.

The new clause comes in: Parliament has traditionally voted on capital punishment and abortion as a matter of free choice, and we believe that this practice should continue. Important and delicate issues such as these should be settled by the people through their elected representatives. To meet this objective we propose:

Nothing in this Charter affects the authority of Parliament to legislate in respect of abortion and capital punishment.

And we believe that on both sides of that issue, Mr. Chairman, the right of conscience has been preserved for parties of both sides.

A new clause again: we propose an additional amendment which is also contained in the current Canadian Bill of Rights which would require Ministers to examine legislation carefully and to assist in preventing laws from being enacted that do not conform to the Charter, the so-called scrutiny clause, and members will notice that we have labelled it for our purposes today Clause 28.

Clause 31: we support the government's return to the best efforts draft which was developed during the summer and which entrenches equalization payments. Additionally in their kit, Mr. Chairman, members will find clauses which will delete the interim amending formula as well as those clauses, namely

[Traduction]

missibilité de la preuve en justice, ni aux pouvoirs de Parlement et des législatures de légiférer en cette matière.

(2) Nonobstant le paragraphe (1), doit être incluse dans toute instance, la preuve obtenue dans des circonstances telles que son admission risquerait de ternir l'image de l'administration de la justice.

Monsieur le président, nous reprenons ici la pratique suivie en Écosse, où les juges déterminent eux-mêmes si une preuve porte atteinte aux droits des individus en cause, et nous estimons, par ailleurs, que nous respectons ici le droit coutumier anglais, dont nous avons hérité.

Je passe maintenant à un nouvel article, à être inclus après l'article 26. De nombreux témoignages reçus ici en comité, avaient trait aux écoles confessionnelles de Terre-Neuve. Les amendements gouvernementaux n'en tiennent pas compte. Par conséquent, nous proposons un nouvel article qui serait inclus dans la Charte des droits et qui garantirait ces droits. Notre amendement confirme les droits que Terre-Neuve et le Canada se sont engagés à respecter en 1949, au moment de l'Union, et il se lit comme suit:

Les dispositions de la présente charte ne portent pas atteinte à l'article 17 de l'annexe de la Loi sur Terre-Neuve.

Monsieur le président, je passe à un autre nouvel article. Je vous signale que nous n'avons pas numéroté ces articles, même si nous comptons le faire quand nous les déposerons au moment voulu. De toute façon, la numérotation actuelle n'est pas sacro-sainte, puisqu'elle sera modifiée de toute évidence au fur et à mesure que les autres partis présenteront leurs amendements.

Nous proposons un nouvel article ici: Depuis toujours, au Parlement, les députés ont voté librement sur la peine capitale et l'avortement. Nous pensons que nous devrions maintenir cette coutume. Ce sont des questions importantes et délicates que la population doit régler par l'intermédiaire de ses représentants. A cette fin nous proposons:

La présente Charte ne porte pas atteinte aux pouvoirs du Parlement de légiférer en matière d'avortement et de peine capitale.

Nous estimons que les membres de tous les partis doivent pouvoir voter selon leur conscience dans ces cas-là.

Un autre nouvel article: nous reprenons dans cet amendement l'article de la Déclaration canadienne des droits qui exige que les ministres vérifient attentivement tous les projets de loi afin d'éviter qu'on adopte des lois qui soient en contradiction avec la Charte, et il s'agit donc de ce qu'il est convenu d'appeler l'article sur la vérification obligatoire. Vous remarquerez que nous l'avons numéroté article 29.

Article 31: Nous recommandons que le gouvernement revienne à l'avant-projet élaboré au cours de l'été et qui enchâsse les paiements de péréquation. De plus, les membres du Comité trouveront dans le document qui a été distribué des articles qui suppriment la formule d'amendement temporaire

[Text]

Clause 44, which relate to the Senate and which we believe removes the power of the Senate and the protection of provincial rights which are inherent in the Senate.

As well, Mr. Chairman, we have an amendment to amend Clause 50, and that amendment, the purpose of it is to reduce the possibility of amending in any way the constitutional monarchy which we all hold dear, as well as affirming the Queen as head of state.

Committee members will recognize that we are making substantial amendments to the government's proposed resolution.

Our amendments have two objectives. First, to improve the protection of rights and freedoms; second, to show the way out of the current divisive impasse. With good will, imagination and leadership we can find the ways to have our constitution in Canada and to push on to renew our federation.

That is our offer to the government, that is our pledge to the people. We want to bring Canadians together. If the government will respond to our proposal, the parliamentary consensus that would result could well be the foundation for the full renewal of our Confederation.

Canadians do not want stagnation or impasse. They do not want arbitrary unilateral action. They simply do not believe that these are the only two alternatives. Neither do I.

I hope the government will listen to us. If they do not, and press ahead instead on their ruinous course, they will have our opposition every step of the way with every weapon at our command. It has been our purpose throughout these discussions to be positive, to put Canada's interests first and to search for objectives which will unite Canadians. We oppose the government's unilateral action precisely because it divides Canadians.

I would also like to point out to members opposite that there are two omissions in the amendment kit that is before you. One is Clause 7, you will notice that is not attached to the body of the other amendments, but I believe you should have a copy of it in loose form in your kit. That is Clause 7. It is also in the French summary, I believe.

Then Clause 41, there are a number of words missing and I would like to direct the attention of members to those clauses as well.

At Clause 41(3), it should read:

An amendment to this section may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada where so authorized by resolutions of the House of Commons and the Senate and of the legislative assemblies of eight or more provinces that have in the aggregate, according to the then latest general census, a

[Translation]

proposée de même que d'autres clauses, notamment l'article 44, ayant trait au Sénat et proposant de lui retirer son pouvoir, du fait même de la protection qu'il garantit aux droits provinciaux.

De plus, monsieur le président, nous proposons que l'article 50 soit amendé pour que soit réduite la possibilité de modifier la monarchie constitutionnelle qui nous tient à cœur à tous. En même temps, nous affirmons que la Reine est le chef de l'état.

Les membres du Comité remarqueront que nous proposons des amendements substantiels au projet de résolution gouvernemental.

Nos amendements ont deux objectifs. D'une part, nous voulons améliorer la protection des droits et des libertés et d'autre part, nous essayons de trouver une solution à l'impasse qui nous divise actuellement. Avec bonne volonté, imagination et esprit de leadership, nous pouvons trouver les moyens de rédiger une constitution canadienne et de renouveler notre fédération.

C'est ce que nous offrons au gouvernement, c'est ce que nous promettons au peuple. Nous voulons resserrer les liens qui unissent les Canadiens. Si le gouvernement acquiesce à notre proposition, le consensus parlementaire qui en résultera pourrait très bien être le fondement d'un renouvellement total de notre Confédération.

Les Canadiens ne veulent pas de la stagnation ou de l'impasse. Ils ne veulent pas de geste unilatéral arbitraire. Quant à eux, il existe d'autres solutions que ces deux là. Je suis de leur avis.

J'espère que le gouvernement nous écoutera. S'il ne nous écoute pas, s'il s'entête à suivre la voie dévastatrice qu'il a déjà empruntée, nous manifesterons notre opposition chaque fois que nous en aurons l'occasion, utilisant tous les moyens à notre disposition. Nous avons toujours essayé de faire preuve d'un esprit positif dans ces discussions, de placer les intérêts du Canada au-dessus de tout et de trouver des objectifs qui pourraient unir les Canadiens. Nous nous opposons au geste unilatéral que propose le gouvernement, précisément parce qu'il divise les Canadiens.

Je tiens à signaler aux députés d'en face deux choses qui n'apparaissent pas dans le document que vous avez sous les yeux. D'une part l'article 7, qui n'a pas été inséré dans le jeu d'amendement. Vous en avez cependant copie jointe. La traduction française est également annexée à la version française des amendements.

Quant à l'article 41, il manque quelques mots et je voudrais m'y arrêter un instant.

L'article 41(3) devrait se lire comme suit:

Le présent article peut être modifié par proclamation du Gouverneur général en conseil sous le grand sceau du Canada si cette mesure est autorisée par des résolutions de la Chambre des communes et du Sénat et des assemblées législatives d'au moins huit provinces dont la population confondue représente, selon le recensement général

[Texte]

population of at least 80 per cent of the population of all of the provinces.

Mr. Chairman, I thank members for the patience and the courtesy they have shown me tonight and if I could prevail on them for just a few minutes longer I would ask that Senator Tremblay be able to do a brief summary in the French language.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable Jake Epp.

I am grateful to the honourable members for the agreement that we have arrived at tonight. I think it is commendable of all the honourable members and that it will make our discussions much easier in the forthcoming days so that we know the general approach, and I think on behalf of the honourable Senator Hays I would like to thank you and invite the honourable Senator Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Merci, monsieur le président, et merci également aux membres du Comité qui acceptent silencieusement que j'intervienne à ce stade bien que la procédure normale impliquerait que nous passions immédiatement à la période des questions.

Bien entendu, je ne reviendrai pas sur le détail des choses que monsieur Epp nous a présenté, la traduction simultanée aura pourvu à cette présentation analytique.

Je voudrais m'en tenir à quelques commentaires ou à quelques remarques d'ordre tout à fait général sur la signification de la proposition qui est faite ce soir aux membres du Comité. Cette signification, vous l'avez perçue, est globale. Ce que nous présentons ce soir, je pense, c'est bien une option véritable par rapport au projet de résolution que le gouvernement se propose de mettre en œuvre et, à cet égard, je pense qu'on peut résumer de la façon suivante le sens de notre proposition.

Elle vise manifestement à réinscrire dans le circuit fédératif normal l'opération du rapatriement alors qu'à plusieurs égards le projet de résolution qui est devant nous nous propose de l'en sortir, notamment par l'action unilatérale qui caractérise la proposition qui est devant nous. Je pense que c'est le point fondamental, le principe sur lequel l'ensemble de nos propositions se fondent et, parmi ces propositions, les plus significatives, à mon sens, dans l'immédiat, consistent dans une sorte d'épuration du projet de ses aspects non fédératifs.

C'est dans ce sens, pour ne donner qu'un exemple, et monsieur Epp l'a déjà souligné, que nous ne proposons pas de petites modifications mineures à l'article 42, cet article va manifestement à l'encontre d'un régime fédéral, nous proposons tout simplement de l'abroger. Je pourrais donner d'autres raisons mais j'entrerais dans trop de détails.

Cela fait, cette épuration des éléments non fédératifs que nous proposons dans le projet qui est devant nous, nous apportons notre collaboration à l'amélioration, à la bonification d'autres aspects du projet, notamment la charte des droits, dans le cadre du postulat qui a été très bien évoqué par monsieur Epp que, réinscrivant la charte des droits comme plusieurs autres des aspects dans le régime fédératif normal, c'est-à-dire le consensus inter-parlementaire, inter-gouverne-

[Traduction]

le plus récent à l'époque, au moins 80 p. 100 de celle de toutes les provinces.

Monsieur le président, je remercie les membres du Comité de la patience et de la courtoisie dont ils ont fait preuve à mon égard ce soir. Puis-je leur demander d'avoir l'obligeance d'écouter le sénateur Tremblay qui fera un bref résumé, en français, de ce que je viens de dire.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup honorable Epp.

Je sais gré aux membres du Comité d'avoir accepté l'accord que nous avons concrétisé ce soir. Je pense que nous devons des félicitations à tous les députés car cela permettra à nos discussions de se dérouler plus harmonieusement dans les jours qui viennent et c'est pourquoi, au nom de l'honorable sénateur Hays, je vous en remercie. J'invite le sénateur Tremblay à prendre la parole.

Senator Tremblay: I would like to thank you, Mr. Chairman, and the members of the Committee, who, through their silence, have indicated their willingness to let me speak at this point, though the regular procedure would be for us to begin our question period immediately.

Of course, I do not intend to give a detailed account of the package described by Mr. Epp since there was a simultaneous translation of his explanations.

I would like to make some very general remarks on the significance of the proposal being made to the members of the Committee this evening. The package is, as you will have realized, a comprehensive one. I believe that you are being presented with a true option to the draft resolution which the government has brought forward and its thrust can be summed up in the following manner.

The aim of our proposal is to bring this patriation attempt back within the normal federal circuit whereas several aspects of the draft resolution have exactly the opposite effect, notably with respect to the unilateral character of the action being proposed. I think that this is a very basic point of our proposals, the most significant of which would result in purifying the draft of its elements which are not in keeping with a federal system.

To give but one example of this, as Mr. Epp has already pointed out, we are not suggesting mere minor amendments to Section 42 which so obviously goes against the spirit of a federalist arrangement but we are advocating its outright removal. I could give some other illustrations but I would be getting into details.

Having taken care of the purifying of the present draft of its nonfederal elements, we also contribute to the improvement of other aspects of the draft, in particular the charter or rights, which must be reinserted into the normal federal scheme of things, as Mr. Epp so rightly underlined. This means interparliamentary and intergovernmental consensus in Canada. Our proposals for the improvement of the charter are made with

[Text]

mental dans ce pays, nous nous sentons tout à fait à l'aise pour apporter notre contribution à l'amélioration de ce projet de charte. C'est le sens de l'ensemble des propositions que nous faisons, et ce point qui évidemment n'est pas un ensemble fermé, monsieur Epp l'a souligné.

Nous faisons de même sur d'autres aspects du projet mais je reviens à ce que je disais au début; c'est dans la perspective d'une réinscription dans le cadre d'un régime fédératif normal que l'ensemble de nos propositions se situe et je m'en tiendrai à cette donnée d'ordre très général à ce stade-ci de nos débats pour laisser le plus de place possible, monsieur le président, aux questions et aux commentaires que plusieurs des membres de notre Comité sont sans doute impatients de formuler.

Merci bien, monsieur le président, et merci de nouveau aux membres du Comité de m'avoir permis de dire ces quelques mots à ce stade-ci.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, honorable sénateur Tremblay.

I have, as you have mentioned very clearly, a list of speakers who would certainly like to put forward views tonight.

On a point of order the honourable James McGrath.

Mr. McGrath: It may facilitate the work of the Committee and cut down on our paper load if there is agreement that our amendments be appended to today's proceedings. If it is so agreed, I move?

Some hon. Members: Agreed.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): D'accord. It is accepted unanimously.

I would like to invite now Mr. Ron Irwin as our first speaker on the statement as we have just heard it.

Mr. Irwin.

Mr. Irwin: Thank you, Mr. Chairman.

I have listened with interest to Mr. Epp's and Senator Tremblay's statements on behalf of their party and I welcome their support of patriation and an entrenched Charter of Rights. We still do not agree on the process but that is no surprise at this stage.

We are still discussing the merits of the Vancouver formula over the Victoria formula, we are still pondering referendum versus no referendum and so on. Naturally we would have applauded a more decisive statement of support for the Charter of Rights and equalization. However, we fully appreciate the opposition's concerns about provincial involvement.

I do not intend to comment on each of the proposed amendments. Much of what has been proposed has already been discussed and I am still certain that there will be more discussion.

WE will be entering, hopefully tomorrow, clause by clause study and as we proceed we will express our point of view on each of the proposed amendments. Right now I think the main thing that we are looking for is clarity and I have some questions to start with taht you might categorize as soft questions.

[Translation]

that in mind and, as Mr. Epp mentioned, our package is not a closed one.

We also deal with other aspects of the draft but I would like to get back to my opening point, namely that our package must be seen in the context of an attempt to make our procedures conform with normal schedule federal practices and I will limit myself to this very general description at this point in our discussion in order to allow the greatest number of members to raise whatever questions or points they are probably anxious to make.

Thank you, Mr. Chairman and thank you once again to the members of the Committee for allowing me to make these introductory remarks at the present time.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Senator Tremblay.

J'ai une liste d'intervenants qui aimeraient s'exprimer ce soir.

L'honorable James McGrath invoque le règlement.

M. McGrath: Cela facilitera peut-être le travail du Comité et réduira la quantité de documents si nous acceptons de joindre les amendments annexes au compte-rendu de notre séance. Je propose donc la motion, si vous êtes d'accord?

Des voix: D'accord.

Le coprésident (M. Joyal): La motion est acceptée à l'unanimité.

J'invite maintenant M. Ron Irwin à prendre la parole.

Monsieur Irwin.

M. Irwin: Merci, monsieur le président.

J'ai écouté avec intérêt les déclarations de M. Epp et du sénateur Tremblay, présentées au nom du parti conservateur, et je suis heureux d'apprendre qu'ils appuient le rapatriement et l'inclusion d'une charte des droits dans la Constitution. Nous ne sommes toujours pas d'accord sur la procédure, mais cela ne devrait pas nous surprendre à cette étape-ci.

Pour l'instant, la discussion porte toujours sur les mérites respectifs de la formule de Vancouver par rapport à la formule de Victoria et l'opportunité d'avoir recours à un référendum ou non. Il est évident que nous aurions applaudi une déclaration bien plus favorable à la charte des droits et à la péréquation. Mais nous comprenons fort bien que l'Opposition s'inquiète du rôle des provinces.

Je n'ai pas l'intention de faire des commentaires sur chaque amendement. Beaucoup de ce qui vient d'être proposé a déjà fait l'objet d'une discussion et suscitera encore bien des observations.

J'espère que demain nous pourrons entamer l'étude article par article et au fur et à mesure que nous progresserons, vous pourrez donner votre opinion sur chacun des amendements proposés. Pour l'instant, il s'agit d'obtenir des précisions et vous considérerez peut-être les questions que je poserai comme des questions faciles.

[Texte]

Basically what is the Vancouver formula, Mr. Epp?

Mr. Epp: Mr. Irwin, if you would take a look at your amendment package, Clause 41, the Vancouver package is placed before you there.

What is attractive to us about the Vancouver formula are the following two principles, Mr. Irwin:

One, it retains the principle of the equality of the partners of the federation; secondly, it had approval, most recently, of the two formulas that are before this Committee, namely Vancouver and Victoria. If you recall, Victoria goes back to 1971

There is, and we mentioned this in our statement today, there are refinements, we believe, to Vancouver that are needed, and I believe that government members as well have stated that Victoria would need further refinement. I think that has been a generally conceded position by both around this table.

The difficulty, before I get to Vancouver, and I am not trying to be too lengthy . . .

Mr. Irwin: I am more interested in the mechanics of the Vancouver formula, just what does it mean?

Mr. Epp: All right, the mechanics of the Vancouver formula are the following: that you would need two-thirds, or in the Canadian experience, obviously, seven provinces having an aggregate of 50 per cent for approval of amendments to the Canadian constitution.

The four areas of opting out are included in Clause 41(2), and then if you turn the page to Clause 41(3) there is also a provision whereby the amending formula itself, to eight provinces having an aggregate of 80 per cent of the population, can in fact amend the amending formula.

Mr. Irwin: On opting out, just in a summary fashion, the provinces can opt out, I take it, if their law-making is affected, if their rights or privileges are affected, if their assets are affected or if their natural resources are affected; is that correct?

Mr. Epp: That is right.

Mr. Irwin: Now, what would be the mechanics of a principle such as equalization, just how would this work?

Mr. Epp: You will recall, Mr. Irwin, that in our proposal while we accept the principle of equalization payments as put forward by the government, because that was the best efforts draft of 1979 that was agreed between the federal and provincial governments of that time, that equalization would be further refined and addressed to the amending formula when the whole matter as we have proposed would be taken back to the federal-provincial conferences, and if you check our Clause 32, and I am sure you have not had the time to do so, the mechanism there to reach agreement has been put forward.

[Traduction]

Monsieur Epp, dites-nous en quoi consiste la formule de Vancouver?

M. Epp: Monsieur Irwin, si vous voulez bien vous reporter au document qui vous a été distribué, l'article 41 contient la formule de Vancouver.

Ce qui nous intéresse dans la formule de Vancouver, ce sont les deux principes suivants:

D'une part, le principe de l'égalité des partenaires dans la fédération est maintenu et d'autre part, des deux formules envisagées récemment, la formule de Vancouver et celle de Victoria, c'est celle qui a rallié l'opinion de tous le plus récemment. Vous vous souviendrez que la formule de Victoria remonte à 1971.

Comme je l'ai dit tout à l'heure dans mon exposé, la formule de Vancouver pourrait être parfaite et je pense que les députés de la majorité le reconnaissent. Il semble que ce soit là une opinion partagée par tous les membres du comité.

Avant d'aborder la formule de Vancouver, et je ne voudrais pas ici m'appesantir, je tiens à signaler une difficulté . . .

M. Irwin: Ce sont les mécanismes prévus dans la formule de Vancouver qui m'intéressent avant tout. Que signifient-ils?

M. Epp: Pour tout vous dire, les mécanismes de la formule de Vancouver sont les suivants: il faudrait l'approbation des deux tiers, c'est-à-dire étant donné la situation canadienne, de sept provinces représentant 50 p. 100 de la population pour que la constitution canadienne soit amendée.

Les quatre domaines où il serait possible de se désister dans le cas d'amendements, sont précisés à l'article 41(2) et dans le cas de la formule d'amendement elle-même, il faudrait l'approbation de huit provinces dont la population confondue représente au moins 80 p. 100 de la population totale.

M. Irwin: Les provinces pourraient se désister dans les quatre domaines suivants si j'ai bien compris: si leur pouvoirs législatifs sont touchés, si les droits et les privilèges que leur garantit la constitution sont touchés ou encore si les biens et les avoirs ou les ressources naturelles d'une province sont touchés, n'est-ce pas?

M. Epp: C'est exact.

M. Irwin: Comment cette formule s'appliquerait-elle au principe de la péréquation par exemple?

M. Epp: Vous vous souviendrez, monsieur Irwin, que dans notre proposition nous reconnaissons le principe des paiements de péréquation préconisés par le gouvernement, car ils étaient contenus dans l'avant-projet de 1979, auquel ont adhéré les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral de l'époque. La péréquation exigerait cependant des précisions et devrait être liée à la formule d'amendement, quand les conférences fédérales-provinciales seraient saisies de toute cette question comme nous le proposons. Si vous vous reportez à l'article 32, vous constaterez que tous les mécanismes pour une entente sur le renouvellement de la constitution canadienne y sont prévus.

[Text]

Mr. Irwin: If Alberta wanted to stay out of equalization, they could under your proposal; is that correct?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Honourable Senator Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Merci bien, monsieur le président.

Je me permets d'intervenir pour préciser peut-être une distinction.

Monsieur Irwin pose la question des paiements de péréquation.

Les paiements de péréquation en tant que tels n'ont rien à voir avec le partage des compétences. Le partage des compétences est une question qui esau cœur du partage de la souveraineté à l'intérieur de la fédération.

Par contre, les paiements de péréquation visent à résoudre un problème, un problème qui est celui des inégalités qui existent dans la capacité des diverses Provinces d'exercer les compétences qui leur sont attribuées par la Constitution de sorte que les deux questions sont tout à fait indépendantes l'une de l'autre. Alors, il n'est pas question, par exemple, qu'il y ait un 'opting out' de la péréquation.

La péréquation fait par ailleurs l'objet de dispositions qui s'attaquent au problème des inégalités de capacité des Provinces de remplir les fonctions qui correspondent aux compétences que la Constitution leur attribue.

La formule d'amendement affecte le partage des compétences comme tel.

Mr. Irwin: Mr. Chairman, my questions are fairly straight forward and fairly simple, and I would appreciate a little bit more affirmative and simpler answer.

Now, what about minority education? We could not, under your proposals, impose this on Ontario and Ontario could opt out; is that correct?

Mr. Epp: our whole position, Mr. Irwin, has been that we cannot impose and we will not impose. That also includes the educational clauses.

Mr. Irwin: That has to do with natural resources, the Charter of Rights and Freedom of Information, we could not impose freedom of information on any province; is that correct?

Mr. Epp: I believe that I have explained to you earlier that in terms of the amendment and the manner in which agreement would be found is in the time honoured way in the Canadian tradition, and we have given you the mechanism for it.

Mr. Irwin: Now, you say illegal evidence basically should be left up to the courts so that you do not want the court in disrepute. Under what you are suggesting, with the opting in and opting out, there could be a federal government under a criminal code with an evidence act making illegal evidence illegal; one or two provinces, because it comes within the rights or privileges, powers of a legislature and they can pass their own evidence act as evidenced in Ontario, the Ontario Evidence Act. You could have two or three provinces with illegal

[Translation]

M. Irwin: Si l'Alberta ne voulait pas adhérer à la péréquation, votre proposition pourrait être rejetée, n'est-ce pas?

Le coprésident (M. Joyal): Honorable sénateur Tremblay.

Senator Tremblay: Thank you, Mr. Chairman.

If I may, I would like to make a distinction here.

Mr. Irwin has asked a question on equalization payments.

Equalization payments as such have nothing to do with the distribution of jurisdiction. Jurisdictions are the one issue at the very centre of the division of sovereignty within the federation.

However, equalization payments are aimed at solving the problem of inequality that exists between the provinces with respect to their capacity to fulfil their jurisdiction under the constitution. Consequently, the two issues are completely divorced from one another. Therefore, an opting out of equalization is completely out of the question.

Equalization payments are contained in provisions that are tackling the problem of inequalities between provinces and their capacity to fulfil their responsibility with respect to jurisdictions given to them in the constitution.

The amending formula affects the distribution of jurisdiction as such.

M. Irwin: Monsieur le président, mes questions sont assez simples et directes et je voudrais que les réponses le soient aussi.

Qu'en est-il de l'éducation des minorités? En vertu de votre proposition, nous ne pourrions pas imposer quoi que ce soit à l'Ontario à cet égard, car l'Ontario pourrait se désister. N'est-ce pas?

M. Epp: Toute notre position, monsieur Irwin, est fondée sur le fait que nous ne voulons pas imposer quoi que ce soit à qui que ce soit. Cela vaut également pour les articles portant sur l'éducation.

M. Irwin: Mais cela est vrai également pour les ressources naturelles, la Charte des droits, le droit à l'information, car on ne pourrait pas imposer à une province donnée d'accepter la liberté d'information, n'est-ce pas?

M. Epp: Je pense vous avoir déjà expliqué que pour ce qui est de l'amendement de la constitution, nous voulons respecter la tradition canadienne, et nous proposons un mécanisme à cette fin.

M. Irwin: Je pense que vous dites que ce sont les tribunaux qui devraient trancher de l'admissibilité de la preuve pour ne pas risquer de ternir l'image de l'administration de la justice. En vertu de ce que vous proposez, avec la possibilité de se désister ou d'adhérer, le gouvernement fédéral pourrait dans le Code criminel reconnaître que des preuves obtenues illégalement sont inadmissibles. D'autre part, parce qu'il s'agit-là de droits et de privilèges, de pouvoirs d'une assemblée législative, toute province pourrait adopter sa propre loi sur l'admissibilité

[Texte]

evidence condoned and seven provinces with illegal evidence not condoned; is that not correct?

Mr. Epp: No, I do not believe that is correct, Mr. Irwin. I think you would recognize that there is a checkerboard right now in the administration through the Attorneys General, the administration of law.

Mr. Irwin: So are you saying that you are going to provide uniformity and there is a checkerboard now?

Mr. Epp: That is correct.

Mr. Irwin: Well, is not evidence a power of the legislature, is that not a power of the legislature?

Mr. Epp: It is being exercised right now.

Mr. Irwin: But is it not a power of the legislature?

Mr. Epp: Well, obviously, exactly through that method it is being exercised right now by the provinces, namely the administration of Justice.

Mr. Irwin: I suggest to you under your formula that certain provinces could opt out because it affects their powers under Clause 41(2) as proposed by you; is that correct?

Mr. Epp: You do not opt out if you are out, that is right.

Mr. Irwin: Now, the same applies to the deaf? You could have circumstances where certain provinces could opt out under what you are suggesting, although it sounds very good here, some provinces could have the right of an interpreter for the deaf and some provinces could opt out of that right?

M. Epp: Mr. Irwin, I think you and I are starting from two different positions and that is this, that you are starting from the position that the provinces will not find agreement with the federal government in many of these areas of federal-provincial negotiation. That has not been the Canadian experience and we believe much more so that the provinces and the federal government sitting down together will in fact find agreement rather than the need or the desire both to create a checkerboard country or to see that opting out is a means whereby to get out from under.

Mr. Irwin: I am not attacking your position, Mr. Epp, but I think it is important we have clarity.

From what I see here you support patriation plus a formula that allows opting out and nothing else unless the provinces agree; is that correct?

Senator Tremblay: May I introduce a comment here?

Mr. Irwin: And no tie-breaking mechanism?

Senator Tremblay: Yes, in fact.

Mr. Epp: I agree.

Le sénateur Tremblay: Nous employons, pour désigner la formule de Vancouver, l'expression «opting out». Je crois qu'elle nous induit en erreur sur la signification de la formule.

[Traduction]

de la preuve, comme c'est le cas de l'Ontario actuellement, qui a une loi là-dessus. Il se pourrait que deux ou trois provinces acceptent des preuves obtenues illégalement et que sept provinces les rejettent, n'est-ce pas?

M. Epp: Non. Monsieur Irwin, je ne suis pas d'accord avec vous. Vous conviendrez avec moi que l'administration de la justice, avec les divers procureurs généraux, constitue une sorte de damier actuellement.

M. Irwin: Vous prétendez donc apporter l'uniformité?

M. Epp: C'est exact.

M. Irwin: Mais la preuve ne relève-t-elle pas des assemblées législatives en vertu d'un pouvoir qui leur est conféré?

M. Epp: C'est la situation actuelle.

M. Irwin: N'est-ce pas là un pouvoir que détiennent les assemblées législatives?

M. Epp: De toute évidence les provinces exercent ce pouvoir actuellement, car elles ont la responsabilité de l'administration de la justice.

M. Irwin: Je prétends donc que dans le cas de l'admissibilité de la preuve, certaines provinces pourraient se désister, car cela touche leur pouvoir et elles pourraient invoquer l'article 41(2) que vous proposez.

M. Epp: C'est juste, il est impossible de se désister d'une chose à laquelle on n'a jamais adhéré.

M. Irwin: Diriez-vous la même chose dans le cas des sourds? Dans certaines circonstances certaines provinces pourraient reconnaître le droit à un interprète pour les sourds alors que d'autres pourraient refuser de le reconnaître.

M. Epp: Monsieur Irwin, je pense que nous avons deux positions diamétralement opposées. Vous partez de l'hypothèse que les provinces ne s'entendront pas avec le gouvernement fédéral dans beaucoup de ces domaines. L'expérience canadienne prouve le contraire. Nous sommes fermement convaincus que les provinces, attablées avec le gouvernement fédéral lors des négociations, trouveront le moyen de s'entendre plutôt que de créer un pays en damier et de toujours chercher à se désister.

M. Irwin: Je ne conteste pas votre position, monsieur Epp, mais je pense qu'il est important d'apporter des précisions.

Vous appuyez le rapatriement, assorti d'une formule qui permettrait le désistement de certaines provinces et rien de plus à moins que les provinces ne soient d'accord. N'est-ce pas?

Le sénateur Tremblay: Puis-je faire une remarque?

M. Irwin: Vous ne prévoyez pas de mécanisme en cas d'impasse?

Le sénateur Tremblay: Mais si.

M. Epp: Je suis d'accord avec le sénateur Tremblay.

Senator Tremblay: When we refer to the Vancouver formula, we use the expression «opting out». I think it leads to confusion on the meaning of the formula.

[Text]

Les matières qui sont énumérées correspondent à des compétences ou à des droits déjà existants des Provinces, ce qui veut dire qu'un amendement qui modifierait ces droits est un amendement qui va forcément dans le sens de confier au Parlement central une responsabilité auparavant exercée par les Provinces.

La question c'est de savoir si on va forcer toutes les Provinces à se joindre à cet amendement. Est-ce qu'on va centraliser de façon absolue ou permettre à une certaine diversité de s'exercer en permettant à certaines Provinces, un nombre déterminé d'ailleurs qui correspond à une minorité, de ne pas se joindre, c'est-à-dire de ne pas—permettez-moi l'expression—de ne pas «opter in».

La différenciation existe déjà puisque ce sont des compétences provinciales. La question c'est de savoir si dès qu'on veut agir dans le sens d'une centralisation, la centralisation sera absolue ou s'il y aura une certaine marge. C'est cela le sens de la formule. Ce n'est pas un «opting out» qui est en cause, c'est un «opting in».

• 2105

Mr. Irwin: But the truth of the matter is you could have a right affecting the handicapped in five provinces and not in five other provinces. Is that correct?

Le sénateur Tremblay: La situation actuelle, c'est celle d'une décentralisation et la formule permet que la centralisation ne soit pas nécessairement absolue. Dans ce sens-là, vous pouvez avoir une diversité, mais limitée à quelques provinces.

Par contre, lorsque le consensus correspond à une nécessité perçue par tout le monde, les provinces ne l'exerceront pas, cette possibilité, et il y a des chartes des droits à l'heure actuelle dans toutes les provinces. Ces chartes-là ont des traits communs. Il n'y aura pas de problèmes à une centralisation, à une uniformisation au moins pour tous les traits qui sont communs dans ces chartes, mais il y a des situations diverses dans le pays. C'est cette souplesse que la possibilité de ne pas nécessairement se joindre pour certaines provinces, c'est cette souplesse que la formule de Vancouver permet.

Mr. Epp: Mr. Chairman, could I just add one thing?

Mr. Irwin, you mentioned that five provinces could opt out. Under the formula that is not possible. It would be a maximum of three that could opt out after agreement.

The other point I would like to make is that historically we have had an opting in and opting out before especially in the area of social services. I will just give you one example: under the Victoria formula, I believe if that had been in effect at that time, you would not have been able to introduce and receive agreement—it might have happened through negotiation, and I am not forclosing that—but I am simply talking about the formula now; you could not have had agreement with Canada Pension Plan, because at that time Quebec opted out; and under the Victoria plan, where Quebec support is needed for an amendment, you in fact could not have had the Canada Pension Plan for that very reason.

[Translation]

The matters that are listed concern jurisdiction or rights already existing in the provinces, which means that any amendment that would change those rights is one that would automatically give to the central government a responsibility which until then rested with the provinces.

We must decide whether all provinces will have to go along with such an amendment. Will there be absolute centralization or will allowance be made for a certain measure of diversity by permitting a certain number of provinces, which would be in the minority, not to opt in.

The distinction already exists since we are talking about areas of provincial jurisdiction. We must decide, when an attempt is being made to centralize certain activities, whether the centralization is to be absolute or whether a certain latitude will be allowed. This is the intention of the formula. It is not a matter of opting out but rather opting in.

M. Irwin: N'empêche qu'il pourrait exister un droit pour les handicapés dans 5 provinces et pas dans les 5 autres, n'est-ce pas?

Senator Tremblay: The present situation is one of decentralization and the formula would allow for centralization which is not necessarily absolute. In this respect, there could be some diversity, but limited to a small number of provinces.

However, when there is consensus on what is perceived as a requirement by everyone, provinces will not enjoy such a possibility. At the present time, there are charters of rights in all the provinces. These charters have common features. There would be no difficulty in bringing about uniformity, at least for the common characteristics, but there are diverse situations in our country. The Vancouver formula has the advantage of allowing a certain flexibility so that some provinces would not be required to opt in.

M. Epp: Monsieur le président, pourrais-je ajouter une chose?

Monsieur Irwin, vous avez dit que 5 provinces pourraient refuser d'adhérer. Ce serait une impossibilité selon la formule. Un maximum de 3 provinces pourraient se retirer d'un programme, après accord.

Je tiens à vous rappeler que nous avons déjà eu des programmes, notamment dans le domaine des services sociaux, où la participation n'était pas obligatoire. Je vais vous donner un exemple: si la formule de Victoria avait été en vigueur à l'époque, il aurait été possible de parvenir à un accord—je ne nie pas que les négociations auraient pu aboutir autrement—mais, d'après la formule, un accord aurait été impossible sur le régime de retraite du Canada, puisque le Québec ne voulait pas y adhérer; puisqu'il fallait l'appui du Québec pour un amendement d'après la formule de Victoria, la création du régime de retraite du Canada aurait été impossible.

[Texte]

So, you have the same situation even in Victoria through the Canadian experience, whereby because you have a federation you have some form of checkerboard, if I may use that word—you do not have total uniformity or conformity—under any formula.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Irwin.

I would like now to invite Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: Thank you very much, Mr. Chairman.

I would like to ask questions in three or four areas very briefly.

If I may, Mr. Epp, I would like to start with Clause 32, where you talk about a constitutional conference in Canada to discuss future constitutional change and the renewal of the Canadian constitution.

You are talking here about the conference being assisted by the continuing committee of Ministers on the constitution, and the Prime Minister and the First Ministers of the provinces shall constitute a permanent conference to be designated "the Constitutional Conference of Canada."

My question is, who are the participants—the Prime Minister and the First Ministers? Do you have 11 participants?

Mr. Epp: That is correct. In terms of the conference itself, if you go further down, Mr. Nystrom, you will notice there is another mechanism as to the preparation for the conference.

Mr. Nystrom: I wonder why you have rejected the idea which was thrown out by your Leader earlier of a constituent assembly, where you talked about 110 people participating. I am somewhat surprised that you did not enshrine that as a mechanism.

Mr. Epp: It is a good idea, Mr. Nystrom. We feel it is another step. We thought at this stage, in terms of the scope we had in the proposed resolution, that this had to be our first effort; but we have not abandoned the constituent assembly. We still feel that the participation of more Canadians, for instance, as proposed by the Mayor of Ottawa, Mrs. Dewar or Archbishop Scott, is still an idea which has merit, but at this time we have not brought in that amendment, and we believe it should be brought in but it would be in that second phase.

Mr. Nystrom: This is a change, then. I understand your Leader had suggested that this should be the mechanism to negotiate the new constitution. I am curious as to why you have switched on this one.

Mr. Epp: I do not believe it is a change. What our Leader and we have been saying is in terms of the overall renewal of the federation, there are areas we believe we should be dealing with in this Committee, quite apart from the proposed resolution. This has been our position for some time, namely, that we should be addressing ourselves to how better do national institutions function and serve Canadians and that Canadians feel they are part of the decision making process. We feel this is the first step in moving towards that constituent assembly.

Mr. Nystrom: What is the role, then, of that constituent assembly? Would it be something which would make recom-

[Traduction]

Ainsi, même selon la formule de Victoria, le caractère confédératif du Canada empêche une uniformisation totale.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Irwin.

Je donne maintenant la parole à M. Nystrom.

M. Nystrom: Merci, monsieur le président.

Je voudrais aborder trois ou quatre domaines.

Je commence par l'article 32, monsieur Epp, où vous prévoyez une conférence constitutionnelle au Canada chargée d'examiner le renouvellement et la réforme constitutionnelle.

Il est question d'un comité permanent des ministres responsables de la constitution et, d'après votre proposition, les 11 premiers ministres doivent constituer une conférence permanente désignée comme la conférence constitutionnelle du Canada.

Qui en fait sont les participants? Le premier ministre du Canada et les premiers ministres provinciaux? Y a-t-il 11 participants?

M. Epp: Oui. Pour ce qui est de la conférence elle-même, vous remarquerez, monsieur Nystrom, qu'il existe certaines dispositions préparatoires.

M. Nystrom: Pourquoi avez-vous rejeté l'idée d'une assemblée constituante qui serait constituée de 110 personnes? Je suis surpris que vous n'ayez pas inclus cette disposition dans vos propositions.

M. Epp: C'est certainement une bonne idée à notre avis, monsieur Nystrom. Mais ce sera pour une autre fois. Nous estimons que pour l'instant ceci suffit. Mais nous n'avons pas abandonné pour autant l'idée d'une assemblée constituante. Nous sommes toujours d'avis que la participation d'un nombre plus important de Canadiens comme l'ont proposé entre autres le maire d'Ottawa, M^{me} Dewar, et l'archevêque Scott reste valable. Cet amendement devrait à notre avis être réservé pour une étape ultérieure.

M. Nystrom: Ceci constitue donc un changement de cap. J'avais cru comprendre que votre leader tenait à ce que le renouvellement de la constitution se fasse dans le cadre d'une assemblée constituante.

M. Epp: Je ne pense pas que ce soit un changement de cap. Notre leader parlait du renouveau général de la fédération, question qui pourrait être soulevée par le Comité séparément du projet de résolution. Nous estimons depuis longtemps déjà qu'il faudrait chercher à améliorer le fonctionnement de nos institutions nationales de façon à mieux servir les Canadiens et aussi pour permettre à ces derniers de participer davantage aux prises de décisions. Ceci constitue une première étape sur la voie de l'organisation d'une assemblée constituante.

M. Nystrom: Quel serait le rôle d'une assemblée constituante? Serait-elle chargée de faire des recommandations au

[Text]

mendations to the group of 11, or will its deliberations be binding in terms of a new constitution?

Mr. Epp: We have not determined that, for the reason that we feel it could only be determined by way of agreement between the First Ministers, and that a constituent assembly, if it finds merit at a level of the constitutional conferences that we have proposed, that it would be a proposition that would have to be discussed at that time.

Mr. Nystrom: What about the first Canadians, the native people? There is no enshrinement of their participation in the constitutional renewal. It seems to me that they are very special. Why are they not given a seat?

Mr. Epp: I agree with you, Mr. Nystrom; but it was not in our attempt at this stage to go beyond the First Ministers; that we have said in our constituent assembly that, not only should it be representative of elected people, both at the provincial and federal levels, but also should include other people in a direct representation and that one group we have already spelled out and pointed out is that of the native people.

Mr. Nystrom: I am just wondering what is your timetable on the constituent assembly. I think there are some problems with what you are suggesting; for example all the first ministers are men; there are no women. Slightly over 50 per cent of our population are women.

Mr. Epp: Mr. Nystrom, we do not have a timetable tonight. We believe that is a matter which would be discussed at that conference.

Mr. Nystrom: So, it would be discussed and decided at that conference.

Mr. Epp: Yes.

Mr. Nystrom: The second thing is the amending formula. If I have heard you correctly, you have said the Vancouver consensus needs some further refinement. Is that correct?

Mr. Epp: That is correct.

Mr. Nystrom: How do we further refine the Vancouver consensus if we patriate the constitution with the Vancouver consensus as you have outlined it here? How do we refine it after that point?

Mr. Epp: Well, we have said that we want to patriate, and we are committed to the fact that we need an amending formula.

There is some school of thought that you only patriate and you do not need an amending formula. That is not our position.

We have pointed out, Mr. Nystrom, that in our Clause 41(3) that there is a mechanism whereby the amending formula of Vancouver can be amended, can be approved.

I think you will recall as well this summer when the Vancouver formula was discussed, that there was general agreement on Vancouver, but because of the fact that the First Minister's conference was called for September and there was no subsequent meeting either of the continuing committee or the First Minister's, that some of those refinements were not completed.

[Translation]

groupe des onze et ses conclusions devraient-elles obligatoirement être entérinées dans la nouvelle constitution?

M. Epp: Nous n'avons pas encore pris position à ce sujet, cette question devant en principe être réglée par les premiers ministres eux-mêmes. En effet, il appartiendrait à la conférence constitutionnelle de se prononcer sur l'opportunité d'organiser une telle assemblée.

M. Nystrom: Vous n'avez pas entériné la participation des peuples autochtones au renouveau constitutionnel. Ils ont un rôle tout à fait spécial en notre pays. Comment se fait-il qu'ils aient été négligés?

M. Epp: Nous sommes en principe tout à fait d'accord avec vous à ce sujet, monsieur Nystrom; mais notre propos n'est pas de prendre des décisions à la place des premiers ministres. Nous avons d'ailleurs précisé que l'assemblée constituante devrait représenter non seulement les électeurs tant fédéraux que provinciaux, mais également différents groupes, y compris les peuples autochtones.

M. Nystrom: Quel serait votre calendrier des travaux pour cette assemblée constituante? Votre suggestion soulève certaines difficultés en ce sens qu'il n'y a aucune femme parmi les premiers ministres provinciaux alors que plus de la moitié de notre population est constituée de femmes.

M. Epp: Nous n'avons pas préparé de calendrier des travaux, cette question devant être réglée par la conférence.

M. Nystrom: La question serait donc réglée à la conférence.

M. Epp: Oui.

M. Nystrom: En ce qui concerne la formule d'amendement, si je vous ai bien compris, vous avez dit que le consensus de Vancouver devrait être perfectionné, est-ce exact?

M. Epp: Oui c'est exact.

M. Nystrom: Comment pouvons-nous perfectionner ce consensus si la constitution est rapatriée justement sur la base du consensus de Vancouver?

M. Epp: Nous allons confirmer que nous tenons à rapatrier la Constitution et que nous avons en même temps besoin d'une formule d'amendement.

Nous ne sommes pas d'accord avec ceux qui prétendent qu'il suffit de rapatrier la Constitution sans formule d'amendement.

Nous expliquons dans notre article 41.3 qu'il y a moyen de modifier la formule d'amendement de Vancouver.

Vous vous souvenez certainement aussi bien que moi que lorsque la formule de Vancouver fut discutée l'été dernier, on était pratiquement tombés d'accord sur la formule de Vancouver; c'est parce qu'il n'y a pas eu de suite à la conférence des premiers ministres tenue au mois de septembre ni aux réunions du Comité permanent que ces mises au point n'ont pas été faites.

[Texte]

But we believe that at this stage Vancouver is sufficiently firm that in fact we can patriate with it.

Mr. Nystrom: Would you agree with me if I were to say that there was some refinement going on from the Vancouver consensus, indeed there was an evolution away from the Vancouver consensus to what is called the Toronto consensus?

Mr. Epp: I do not think it was a movement away from the Vancouver consensus. I have always looked at that process as a development from the Alberta proposal, so-called, originally to the Vancouver consensus to what was becoming then known as the Toronto formula.

I think that consensus was developing. I say to you quite openly today—and I am very candid about this clause, that I believe that the Minister of Justice—and Mr. Chairman, I am sure all members of this Committee hope for a very speedy recovery of the Minister of Justice, so that he could return to this Committee Room—I believe that the Minister of Justice, along with the continuing committee of ministers and the first ministers would have received agreement in that development that was taking place this summer. I only regret that it was stopped too soon.

M. Nystrom: Je vais poser ma prochaine question au sénateur Tremblay en anglais, je le regrette, parce que je n'ai pas ici le texte français.

Ça concerne la section 41(3).

And as Mr. Epp has said, in Clause 41(3) there is a provision here where we can amend the amending formula.

I wanted to ask Senator Tremblay, in view of the long time and the very important question of Quebec, about the importance of Quebec in our country, I wonder whether or not Senator Tremblay has any concern about the enshrinement of Quebec's position, because it says that to change the amending formula, we need the agreement of eight or more provinces representing at least 80 per cent of the Canadian population.

Now, of course, today Quebec represents about 27 per cent of the population; but does that not leave it open to the risk that in, say, 15, 25 or 40 years or whatever, that Quebec's population may, indeed, be under 20 per cent—it could be 19 or 18 per cent, and Quebec would then not have a veto, and a lot of the rights Quebec now enjoys under the constitution could be taken away.

I am just wondering whether or not he can recommend this approach to us, because I think it is embedded with certain dangers for the Quebecois; because Quebecers are a very small minority in North America as well as in this country, and a minority which we have to ensure receives protection in our constitution, and the basic part of our constitution is the amending formula, and here is a provision which could leave Quebec without protection in the future.

Le sénateur Tremblay: Monsieur Nystrom, je vous ferai remarquer d'abord que la formule du 80.8, appelons-là comme cela ou 8.80, s'applique à la modification de la formule générale d'amendement.

[Traduction]

Nous estimons que la formule de Vancouver jouit d'un soutien suffisant pour permettre de servir de base au rapatriement de la Constitution.

M. Nystrom: Ne pensez-vous pas comme moi qu'on a eu tendance à abandonner le consensus de Vancouver en faveur de ce qu'on pourrait appeler le consensus de Toronto?

M. Epp: Je ne pense pas. Il y a simplement eu une évolution à partir des propositions de l'Alberta, connues ensuite sous l'appellation de consensus de Vancouver et qu'on a appelé plus tard formule de Toronto.

On a vu que le consensus était en pleine évolution. Je suis convaincu que s'il en avait eu l'occasion, le ministre de la Justice, auquel je souhaite de se rétablir le plus rapidement possible pour pouvoir reprendre ses travaux au sein de notre Comité, ainsi que les premiers ministres provinciaux et le Comité permanent des ministres seraient parvenus à un accord si seulement on leur en avait laissé le temps.

Mr. Nystrom: Senator Tremblay will excuse me if I ask him a question in English because I do not have the French text in front of me.

My question deals with Section 41(3).

Ainsi que M. Epp l'a confirmé, l'article 41.3 ne contient pas de dispositions permettant de modifier la formule d'amendement.

Vu le rôle important du Québec au sein de notre pays, j'aimerais savoir ce que le sénateur Tremblay pense du fait d'entériner la position actuelle du Québec dans la Constitution, car actuellement, pour modifier la formule d'amendement, il faut obtenir l'accord de 8 provinces au moins représentant un minimum de 80 p. 100 de la population du Canada.

Or à l'heure actuelle, la population du Québec représente 27 p. 100 de la population du Canada. Mais il se pourrait que d'ici 15, 25 ou 40 ans, cette population ne représente plus que 20, 19 voir 18 p. 100 de l'ensemble du pays, ce qui priverait le Québec de son droit de veto ainsi que de toute une série de droits dont la province jouit actuellement.

J'aimerais donc savoir ce que le sénateur Tremblay pense de cette approche, laquelle à mon avis présente des dangers certains pour le Québec. Celui-ci constitue en effet une faible minorité dans l'Amérique du nord ainsi que dans notre propre pays, minorité qui doit être protégée par la Constitution. Or, la partie essentielle de la Constitution est justement la formule d'amendement, alors que cette proposition priverait à l'avenir le Québec des mesures de protection spéciale dont il jouit actuellement.

Senator Tremblay: Mr. Nystrom, let me first of all point out that the 80.8 formula or the 8.80 formula applies to any modification of the general amending formula.

[Text]

Si l'accord de huit provinces représentant 80 p. 100 de la population n'est pas atteint, la formule de 41, la formule générale demeure. Premier point.

Je reconnais que ce qui est demandé au Québec ici c'est de parier sur un avenir qui est à l'échelle des générations parce que si l'on regarde les tendances, il y a plusieurs générations qui vont se passer avant que la situation que vous évoquez n'intervienne.

J'admets que la formule de Victoria donnait à toute province qui avait à quelque moment représenté 25 p. 100 de la population un veto éternel. Bien sûr que si l'on se plaçait dans la perspective d'une perspective étroitement québécoise, une perspective que je qualifierais de craintive, la consécration éternelle d'une situation déjà connue est plus sécuritaire mais il y a quelque chose qui, quant à moi, du moins, m'a toujours un peu fatigué dans la consécration éternelle d'un tel veto, malgré le changement des situations objectives. Comme Québécois, je suis prêt à accepter le pari implicite à la formule du 8.80 sachant que c'est un pari qui va être garanti, gagné pour au moins deux ou trois générations si l'on observe les tendances actuelles, et il s'agit bien de modifier la formule d'amendement.

Dans cet intervalle, la formule d'amendement qui est ici proposée permet en échange autre chose d'assez important pour le Québec, et cela fera peut-être peur à certains, je vois dans cette formule—et ceux auxquels je réfère, ce ne sont pas les Québécois à ce moment-là—cette formule qui permet de ne pas nécessairement se joindre à un amendement dont le résultat est de se départir des compétences existantes, comporte potentiellement des éléments d'un statut particulier. Les deux aspects des choses doivent être considérés.

En ce qui me concerne, je tente d'équilibrer les deux, d'un côté le veto éternel malgré des changements de situations concrètes, d'un autre côté vers une plus grande autodétermination par l'usage de la formule normale d'amendement.

Mr. Nystrom: Mr. Chairman, Senator Tremblay spoke of protection for two or three generations. Whether it is two or three generations or perhaps 20 years, what he is really saying is that Quebec will be treated like any other province. That possibility is there, because there is no guarantee that Quebec will have the right to opt out of anything in the future or have a veto in the future.

My question is:

Est-ce que je dois comprendre que selon la formule d'amendement le Québec serait une province comme les autres parce qu'il n'y a pas de protection pour la province de Québec si le taux de population tombe à une position où le Québec représentera moins que 20 p. 100 de la population canadienne et, à ce point de vue-là, est-ce que le Québec serait une province comme les autres?

Le sénateur Tremblay: D'une certaine façon, oui.

Mr. Nystrom: I find that interesting. I find it interesting that we would have a provision here which could take away some of the rights that Quebec now has, because Quebec does have some special rights in our constitution. I wonder whether or not the Senator may rethink that.

[Translation]

If it is important to obtain the agreement of eight provinces representing 80 per cent of the total population, then the 41 formula, the general formula, applies. This is my first point.

I recognize that Quebec is being asked here to wager on its future, a future which can be counted in generations since the present trend would indicate that several generations must pass before the situation which you describe could materialize.

I realize that the Victoria formula gave any province which at one time represented 25 per cent of the population an eternal veto. From a very limited Quebec standpoint, one which I would describe as fearful, the consecration of a given situation for all time is much more reassuring but I personally find such an instance on a permanent veto rather tiresome, especially when the objective situation may change. As a Quebecker, I am willing to accept the bet implicit in the 8.80 formula, knowing that the situation will be guaranteed for at least two or three generations if the present trends continue, and we must realize that we are talking about modifying the amending formula.

In the meantime, the amending formula which is proposed here would allow Quebec to acquire something else which is quite important and which may arouse misgivings in some, and I am not talking about Quebecers. I am referring to the formula which would not make it compulsory on the provinces to go along with an amendment, the result of which would do away with existing jurisdiction? There is some potential here for certain elements of a special status. Both sides of the question must be considered.

Personally, I would weigh the eternal veto, in spite of any change in the objective situation, against the opening towards a much greater degree of self-determination made possible through the application of the normal amending formula.

M. Nystrom: Monsieur le président, le sénateur Tremblay a parlé d'une protection pendant deux ou trois générations. Qu'il s'agisse de deux ou trois générations ou de 20 ans, il dit en somme que le Québec sera traité comme n'importe quelle autre province. C'est une possibilité qui existe car rien ne garantit que le Québec aura le droit de se retirer d'un programme à l'avenir ou d'exercer un droit de veto.

Ma question est la suivante:

Am I to assume that under the amending formula Quebec would be a province like any other in view of the fact that Quebec does not have any protection should its population account for less than 20 per cent of the total Canadian population. In such a case, would Quebec not be the same as any other province?

Senator Tremblay: Yes, to some extent.

M. Nystrom: Je trouve cela intéressant. Cette proposition pourrait enlever certains droits qui sont actuellement garantis au Québec en vertu de notre Constitution. Le sénateur voudrait peut-être réfléchir de nouveau à sa position.

[Texte]

Le sénateur Tremblay: Permettez-moi de vous demander de vous expliquer.

Qu'est-ce qu'il y a là qui serait si menacé?

C'est peut-être parce que vous n'êtes pas Québécois que vous voyez autant de menaces pour les Québécois.

Mr. Mackasey: On a point of order.

Le sénateur Tremblay: Comme Québécois, je ne vois pas autant de menaces.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Order, please.

Je voudrais rappeler aux hon. membres du Comité que nous nous étions mis d'accord pour avoir un échange de vues qui viserait à apporter des éclaircissements ou des points additionnels d'information et que nous avons réservé l'étape du débat au moment où chacun des amendements sera mis au vote dans l'ordre où ils apparaissent dans la proposition que nous discutons et débattons présentement.

Par conséquent, je suis, bien sûr, tout à fait disposé à inviter les hon. députés à poser toutes les questions et à faire tous les commentaires qu'ils veulent mais toujours dans le contexte que nous réservons le débat que nous entamerons, d'ailleurs, dès demain après-midi.

Alors, je voudrais rappeler à l'hon. député et à l'hon. sénateur que c'était l'entente préalable que nous avions acceptée.

Le sénateur Tremblay: Je dois faire une remarque à cause de la réaction de M. Mackasey.

Mon intention c'était de faire une remarque humoristique en référant au fait que M. Nystrom n'est pas Québécois, à cause des craintes qu'il avait pour nous et j'avais ajouté que comme Québécois je ne partage pas autant ses craintes.

C'est une manière un peu humoristique de retourner le problème.

Peut-être que mon humour était trop hermétique, mais l'intention était là!

Le coprésident (M. Joyal): Je vous remercie, M. Tremblay, de la précision, et je remercie également M. Nystrom de sa contribution et je voudrais inviter maintenant l'hon. Bryce Mackasey.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, Mr. Minister: the procedure is a little unusual, but in retrospect I remove any reservations I had before dinner as to the manner of proceeding. I think it is very useful, the Conservatives bringing forward a package, because if I may sound a little partisan, it is the first time they have had a position on anything. It is simply my opinion, Mr. Chairman. I may be wrong but I would like to say that their position is no position.

Let me make the point. I am rather pleased at the statement of Mr. Epp, because it has come a long way to the position of the government in the present resolution.

First of all, it is the first time that a leading spokesman of the Conservative party has said anything beyond "Let us bring the constitution home and once we have it in Canada we will do all these great and glorious things." That has been the position of the Conservative party.

[Traduction]

Senator Tremblay: Let me ask you for an explanation.

What exactly do you see as being so greatly threatened?

It may be because you are not a Quebecker that you see Quebec under such great threats.

M. Mackasey: J'invoque le Règlement.

Senator Tremblay: As a Quebecker, I do not feel as threatened.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Order please.

I would like to remind the members of the committee that we had agreed to engage in an exchange aimed at providing further information and clarification and that the actual debate was not to begin until the amendments were voted on in the order in which they appear in the proposal which we are discussing at the present time.

I am, of course, quite willing to allow the members to ask whatever questions they would like, and to make their comments, provided they do not start on the actual debate which will begin tomorrow afternoon.

I just wanted to remind the member and the senator that this was the procedure we had agreed upon.

Senator Tremblay: I wish to come back to Mr. Mackasey's intervention.

I was trying to be funny when I said that Mr. Nystrom was not a Quebecker and that, as a Quebecker, I myself did not share his fears for our future.

To me, this gives a humorous twist to the situation.

But my brand of humour may have been a little too hermetic.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Senator Tremblay, for this explanation. My thanks also to Mr. Nystrom. I now invite the hon. Bryce Mackasey to take the floor.

M. Mackasey: Monsieur le président, monsieur le ministre, la procédure est peut-être un peu inhabituelle mais, à la réflexion, je retire tout ce que j'ai dit avant le souper. La série d'amendements des conservateurs est une excellente chose et, qu'on me pardonne cette note de partisanerie, mais c'est la première fois qu'ils prennent position sur quoi que ce soit. Monsieur le président, je précise que c'est une opinion personnelle. Je me trompe peut-être, mais je trouve que leur position n'est pas une position.

Permettez-moi de m'expliquer. La déclaration de M. Epp m'a fait plaisir, car elle se rapproche de très près de la position du gouvernement.

Pour commencer, c'est la première fois que le porte-parole principal du Parti conservateur dit autre chose que: «Rame-nons d'abord la constitution à la maison, puis lorsqu'elle sera au Canada nous ferons de grandes et belles choses». C'est là

[Text]

There is a change in their position, in that they are saying: "Let us go to England and bring it back with an amending formula." That is a fundamental shift in the position of the Conservative party. All the rest is a matter of degree, when we are talking about human rights and all the rest of it.

Mr. Epp may fudge and fidget a little; but the fact of the matter is that it is the first time that Mr. Epp, on behalf of his party, has suggested that the proper course is to bring back to Canada the BNA Act with an amending formula, imposed on us—those were his words—by the British Parliament.

The fact is, Mr. Chairman and Mr. Minister, that the Conservatives have seen the light! They have realized that if you bring the constitution home without an amending formula, then it is useless: it could have been done five years ago, 10, 50 years ago.

Finally—and this is the importance of this document—finally the Conservatives concede that there must be an amending formula in the constitution. That is progress. It shows that we may just resolve our issue. That is progress, Mr. Chairman.

Just think about it. At this time yesterday, we were all despondent, discouraged, demoralized. We had been told that the Canadian public were watching this program; that the bad Liberal Party was going to send this resolution to England and ask the Mother of Parliaments to impose an amending formula on the poor, down-trodden people of Canada. That is, in essence, what they were saying.

And Mr. Epp comes along and says: "The first thing we want to do in our split version of the resolution is to go to England and ask the English Parliament to impose on the poor, down-trodden Canadians an amending formula".

Now, the amending formula they are going to propose, is the Vancouver formula. We have suggested more or less the Victoria formula. Perhaps the answer lies between the Vancouver formula and the Victoria formula. Who knows?

The point I am getting at, Mr. Chairman, is that there is a fundamental change in the position of the Conservatives as stated in Mr. Epp's package and it is important and I hope that we really seize the importance of what Mr. Epp has said: for the first time since we have sat around here—all political parties have agreed to one fundamental thing: not only must we patriate the constitution, but we must patriate with an amending formula.

There can be a difference here as to what that formula should be, but at least there is no difference amongst any of us that there must be one.

An hon. Member: What is the question, Bryce?

Mr. Mackasey: I am not making a question—nor did you get that suntan between Christmas and January either.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Order, please.

[Translation]

seule position qu'on ait jamais vue prendre au Parti conservateur.

Aujourd'hui, cette position change et ils disent maintenant: «allons en Angleterre et ramenons-en notre constitution avec une formule d'amendement». C'est un changement considérable dans la position du Parti conservateur. Pour le reste, c'est une question de degré, qu'il s'agisse des droits de l'homme ou du reste.

M. Epp peut louvoyer et temporiser, mais il n'en reste pas moins que pour la première fois, au nom de son parti, il déclare que la solution est de ramener l'Acte de l'Amérique du Nord britannique au Canada avec une formule d'amendement imposée—ce sont ses propres mots—par le Parlement britannique.

Monsieur le président, monsieur le ministre, réjouissons-nous car les conservateurs viennent d'avoir une révélation! Ils se sont rendu compte qu'en ramenant la constitution ici sans formule d'amendement, elle ne nous servirait à rien et cela aurait pu être fait il y a cinq ans, il y a 10 ans ou 50 ans.

Enfin, et c'est le point le plus important de ce document, les conservateurs reconnaissent que la constitution doit contenir une formule d'amendement. Quel progrès! Cela permet d'espérer une solution. Voilà un réel progrès, monsieur le président.

En effet, réfléchissez: hier à la même heure nous étions tous découragés, fatigués, démoralisés. On nous avait dit que le public canadien regardait nos délibérations à la télévision, que ce méchant Parti libéral avait l'intention d'envoyer cette résolution en Angleterre et de demander à la mère des parlements une formule d'amendement qui serait imposée à ce pauvre Canada piétiné. Voilà ce qu'on nous disait hier.

Mais aujourd'hui M. Epp vient nous dire: «Dans notre version en deux temps de la résolution, la première chose à faire est d'aller en Angleterre et de demander au Parlement anglais d'imposer une formule d'amendement à ces pauvres Canadiens piétinés.»

Or, la formule d'amendement qu'ils nous proposent, c'est la formule de Vancouver. Celle que nous avons proposée, c'est plus ou moins celle de Victoria. La réponse se situe peut-être entre Vancouver et Victoria, qui sait?

J'arrive au fait, monsieur le président, et le fait est que la position des conservateurs telle qu'annoncée dans les propositions de M. Epp vient de se modifier considérablement et j'espère que nous nous rendons compte de l'importance de ce changement: pour la première fois depuis que nous sommes réunis ici, tous les partis politiques sont d'accord sur un point fondamental, non seulement nous devons rapatrier la constitution, mais également nous devons insister sur le rapatriement d'une formule d'amendement.

Nous ne sommes probablement pas d'accord sur la nature de cette formule, mais au moins nous sommes d'accord pour en reconnaître l'importance.

Une voix: Quelle est votre question, Bryce?

M. Mackasey: Je n'ai pas l'intention d'en poser une—pas plus que vous n'avez fait l'acquisition de ce beau bronzage entre Noël et le mois de janvier.

Le coprésident (M. Joyal): A l'ordre, je vous en prie.

[Texte]

I am sorry to interrupt the honourable Bryce Mackasey, but what I have just expressed as a concern previously to the honourable Senator Tremblay and to Mr. Nystrom was that at this point we are not in the debate.

We are seeking general information, as was put to you by Mr. Irwin and Mr. Nystrom, on the content of the package as was proposed by the honourable Jake Epp.

I think your point, Mr. Mackasey, is one which needs to be expressed, but at this point we should stick more to what was the consensus and I think as a good member you have attended the full session that we had this afternoon, and it was made clear that we would seek information and not enter into a debate.

With that proviso I would invite you to continue.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, I will always co-operate with the Chair. Without that type of co-operation, our meetings will become chaotic. A lot of us have strong convictions. I am asking the question in my own way.

An hon. Member: Was that a preamble, Bryce?

Mr. Mackasey: It was a short preamble, because I feel very deeply about this.

Mr. Chairman, Mr. Epp did not only table an amendment, but he made a statement—quite properly so, because it is a matter of importance, and since we had that privilege in the beginning, why not? I am just answering his statement.

It is important to me to make that distinction, and to congratulate the Conservatives. I have every right to congratulate the Conservatives for seeing the light and insisting that there be an amending formula, and it is quite conceivable, Mr. Chairman, that between now and February 5 we may come to a meeting of minds, and if we do not then it can happen in 24 months.

Some hon. Members: Hear, hear!

Mr. Epp, you have divided the package, and secondly, there has been a refinement to the Charter of Human Rights and other features, and many of your amendments I think are commendable and positive and I happen to share your views on handicapped people as an individual.

If perchance we, or this Committee does not agree to your first thrust, are you prepared, however, to accept your amendments or are you prepared to go forward with your other amendments and if accepted here, support them, even if we do not agree to your first concept, and I ask you that in good faith before I come back?

Mr. Epp: Thank you, Mr. Chairman.

I have to, and I apologize, frankly, to other members of the Committee, but I have to clear the record in terms of some of the things that Mr. Mackasey has said. I do not want to get into the debate, but I want to point out very quickly to Mr. Mackasey that this is not the first time that the Conservative Party has taken any position on the constitution.

Specifically, on October 22, this party, through its leader, placed a motion before all members of the House of Com-

[Traduction]

Je suis désolé d'interrompre l'honorable Bryce Mackasey, mais je lui rappelle tout de même, comme je l'ai appelé également à l'honorable sénateur Tremblay et à M. Nystrom, que nous ne sommes pas en période de débat.

Nous recueillons actuellement comme M. Irwin et M. Nystrom l'ont fait, des informations d'ordre général sur la proposition présentée par l'honorable Jake Epp.

Monsieur Mackasey, ce que vous dites mérite probablement d'être dit, mais pour l'instant nous devons nous en tenir à ce dont nous avons convenu et comme, avec votre assiduité habituelle vous avez assisté à la séance de cet après-midi, vous devez savoir que nous avons décidé de faire de cette séance une séance d'information et non pas une séance de débat.

Ceci étant dit, je vous invite à poursuivre.

M. Mackasey: Monsieur le président, j'ai toujours le plus grand respect pour la présidence. Dans cet esprit de coopération nous sommes voués au chaos. Certains d'entre nous ont des convictions très arrêtées. La façon dont je pose les questions me regarde.

Une voix: Est-ce le préambule, Bryce?

M. Mackasey: Un court préambule car c'est un sujet qui me tient à cœur.

Monsieur le président, M. Epp ne s'est pas contenté de déposer un amendement, il a également fait une déclaration, à juste raison d'ailleurs, car cela est important et puisque c'est un privilège reconnu, pourquoi pas? Je me contente de répondre à sa déclaration.

C'est une distinction qu'il importe de faire et j'en félicite les Conservateurs. J'ai tout à fait le droit de féliciter les Conservateurs pour cette révélation qu'ils ont eue et qui leur fait réclamer aujourd'hui une formule d'amendement. Monsieur le président, il est parfaitement concevable que d'ici le 5 février nous nous mettions d'accord et, dans le cas contraire, pourquoi pas au cours des 24 prochains mois.

Des voix: Bravo, bravo!

Monsieur Epp, vous nous faites une proposition en deux parties et vous modifiez la charte des droits de l'homme et d'autres articles. Les amendements que vous proposez sont souvent louables et positifs et personnellement je suis parfaitement d'accord avec vous au sujet des handicapés.

Pourtant, si ce Comité n'acceptait pas cette première tentative, seriez-vous disposé à accepter des amendements ou à conserver ceux de vos amendements qui seront retenus même si nous ne sommes pas d'accord avec premier principe? C'est une question que je vous pose en toute bonne foi, je vous l'assure.

M. Epp: Merci, monsieur le président.

Je m'en excuse envers les autres membres du Comité mais M. Mackasey m'oblige à certaines mises au point. Je ne voudrais pas provoquer un débat, mais il me faut tout de même faire remarquer très rapidement à M. Mackasey que ce n'est pas la première fois que le parti Conservateur prend position par rapport à la Constitution.

En effet, le 22 octobre ce parti, par l'entremise de son chef, a déposé devant tous les membres de la Chambre des commu-

[Text]

mons, asking for two things: patriation now; and secondly, to be done on the basis of the Vancouver Formula.

You, Mr. Mackasey, voted against it and that is your choice, I do not question that, but I do believe, with all respect, Mr. Mackasey, that you being the kind of person you are, you would want to have the record show quite clearly that what I have placed before the Committee is what in fact has happened. That is the one point that has to be made.

Additionally, Mr. Nystrom, if we could just come back to your comment earlier, you asked Senator Tremblay: do you not feel that Quebec should have a special position in any amending formula? I think that was the purport of your question. You were worried about imposition.

I think if you take a look at the present process before us, that what the situation is now, that the federal government is taking on all ten provinces and imposing on Quebec, as well as equally on all the other provinces, imposing on Quebec unilaterally, without any recourse on the part of Quebec to any either opting out, or for example, what effect it might have on Bill 101, on language or culture.

Now, regarding your position, Mr. Mackasey, and I could go on but I will leave that for debate, but I want to give you an answer to your question which you finally came to. Yes, we have divided the package. You asked me: will we still support the government's position even if our amendments are not approved?

Frankly, I do not—may I just finish? Frankly, I hope that is not a threat that you are placing before us, but that you are open. You said we had seen the light; I am a believer that lightning can strike in the same place twice and that you will see the light and the other point that I am making to you is this: unfortunately, and I say that with deep respect, unfortunately this Committee is still functioning without any knowledge as to whether we will have the opportunity to move amendments when we read this proposed resolution and report out of Committee, or whether we can move amendments at that stage, and obviously that caveat, whether or not I will have the opportunity, or colleagues of mine will have the opportunity to move amendments that might not be approved in this Committee, that option I have to retain.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, Mr. Epp, what I was asking you was, if we reject the concept of splitting the resolution in two, that is the concept I am talking about, will you nevertheless then continue with your amendments and so forth to the resolution, if early on we reject your concept, from the very beginning, when it comes forward?

Mr. Epp: Mr. Mackasey, I repeat what I said earlier, but additionally I want to indicate or tell you very frankly that we will be looking at this whole package, the government's package, their amendments, our amendments, Mr. Nystrom's amendments, and what we will be doing at that stage is we will be voting on each clause and we will be starting that tomorrow.

[Translation]

nes une résolution portant le rapatriement immédiat ainsi que l'adoption de la formule de Vancouver.

Vous-même, monsieur Mackasey, avez voté contre cette proposition, et je ne vous en conteste d'ailleurs pas le droit, mais je me permets de vous dire avec beaucoup de respect que vous connaissant, monsieur Mackasey, il importe de préciser devant le Comité que c'est bien la façon dont les choses se sont produites. Cela mérite d'être souligné.

Également, et je reviens aux observations de M. Nystrom qui demandait au sénateur Tremblay s'il n'avait pas l'impression que la position du Québec face à une formule d'amendement devait être différente—je crois que c'était le fond de votre question. Vous craigniez que cette formule ne soit imposée au Québec.

Or, considérez la situation actuelle: le gouvernement fédéral impose aujourd'hui une disposition à toutes les provinces, et plus particulièrement au Québec, une disposition unilatérale contre laquelle le Québec n'a aucun recours, aucune possibilité de retrait facultatif et demandez-vous également quelles répercussions cela risque d'avoir sur le Bill 101, sur la langue ou sur la culture.

Maintenant, monsieur Mackasey, je pourrais parler pendant très longtemps de votre position, mais j'attendrai que nous soyons au débat. Dans l'intervalle, je vais répondre à la question que vous avez fini par poser: effectivement, nous avons divisé notre proposition en deux parties. Vous m'avez demandé si nous avions l'intention de maintenir notre soutien au gouvernement dans le cas où nos amendements seraient rejetés?

Franchement, je ne... vous permettez que je finisse? Franchement, j'espère que ce n'est pas une menace que vous nous faites, que vous avez l'esprit plus ouvert que cela. Vous prétendez que nous avons eu une révélation; personnellement, je suis convaincu que la foudre peut frapper deux fois au même endroit et que vous aussi vous aurez une révélation. D'autre part, je regrette beaucoup que ce comité soit forcé de continuer à siéger sans savoir s'il aura la possibilité de proposer des amendements lorsque nous en serons à la lecture de cette résolution, sans savoir si nous pourrions proposer des amendements à ce stade et bien sûr, tant que nous serons dans cette incertitude, tant que mes collègues et moi-même serons maintenus dans cette incertitude, c'est une option que je tiens à conserver.

M. Mackasey: Monsieur le président, monsieur Epp, je vous ai demandé si vous maintiendrez vos amendements à la résolution dans le cas où nous refuserions de séparer la résolution en deux parties comme vous nous le proposez?

M. Epp: Monsieur Mackasey, je ne peux que répéter ce que j'ai dit tout à l'heure en ajoutant que franchement, nous avons l'intention d'étudier très sérieusement toutes ces propositions, celle du gouvernement, les amendements du gouvernement, les nôtres, ceux de M. Nystrom, etc., avant de voter sur chaque article comme nous devons le faire demain.

[Texte]

You will see how we vote on each clause and how we will support the various elements.

Mr. Mackasey: Now, Mr. Chairman, that I accept.

Now, in conclusion, I just want to say what I think about the Vancouver Formula stemming from Mr. Nystrom's questions, stemming from Senator Tremblay's replies and Mr. Epp's position.

Mr. Epp said something very wise to Mr. Irwin, I believe, in that we approached the problem from different positions, and I am not talking personally, Mr. Epp, what I am talking about is my conviction, that the Vancouver Formula as we understand it, you have amended it a little with Clause 41(3), all the rest of it, is a cop-out. What it means is in ten years the balkanization of this country, that is an opinion I have, Mr. Epp, that we will not end up with one country; we will end up with four or five regions.

Now, I say this, Mr. Chairman, because our country is unique as compared to the United States. We share things, equalization is an example. We speak very eloquently and compassionately about equality of opportunity in this country, for all Canadians, wherever they live and then to the days when you had to move into the central regions of Canada in order to have equality of opportunity, and that is reflected, Mr. Chairman, in our support of the educational system, particularly at the secondary level at least, with funds. It is reflected, Mr. Chairman, in Medicare. It is reflected in everything we have done to create equal opportunity for the children of any province, no matter where, whether it be Northern Quebec, wherever it might be, where it may be what we call a "depressed area", or used to, that is the fundamental, and when we build into our constitution a provision that provinces can opt out of their responsibility, can opt out of that uniformity, the checkerboard pattern which we have dismissed so easily tonight is just a fancy word for balkanization. It is the first step towards balkanizing this country and it amazed me when I listened to the Premier, and it amazes me that it forms the nucleus of the proposals tonight that any of us who believe in strong central government, who believe in the federal system, somehow want an amending formula that says to Alberta, and I should not use Alberta as an example: yes, the rest of the provinces have just decided to do this for their minorities or for their underprivileged or for some other facet, but we are not opting in it.

The opting out formula is insidious. It runs contrary to the whole concept of this country. This country, Mr. Chairman, was founded under difficult circumstances, geography and under-population. The members know it better than I know it; but the one thing that has kept Canada together is that we have been Canadian and our whole country is based on one concept: equality of opportunity, and you cannot have equality of opportunity unless you have equality of educational facilities, of medical facilities right across this country and what, Mr. Chairman, what the opting out does is make it possible to have different standards of living in this country and all of us

[Traduction]

Vous verrez bien comment nous votons sur chaque article et quelle position nous adoptons pour les différents éléments de ces propositions.

M. Mackasey: Monsieur le président, voilà une position que j'accepte.

En conclusion, je voudrais vous dire comment je vois la formule de Vancouver après avoir entendu les questions de M. Nystrom, les réponses de M. Tremblay et la position de M. Epp.

M. Epp a dit à M. Irwin quelque de très sensé, il a dit que nous abordons le problème à partir de positions différentes, mais je peux vous dire personnellement, monsieur Epp, qu'à mon avis la formule de Vancouver, y compris la petite modification que vous avez apportée au paragraphe 41(3), est une échappatoire. A mon avis, dans dix ans, ce pays sera tellement balcanisé, monsieur Epp, qu'il ne s'agira plus d'un pays unique, mais de quatre ou cinq régions.

Or, monsieur le président, comparé aux États-Unis, notre pays a un caractère unique. Nous partageons, et la peréquation en est un exemple. Nous parlons avec éloquence et compassion de l'égalité des chances pour tous les Canadiens, où qu'ils vivent, parce que nous n'oublions pas l'époque où le gens devaient habiter le centre du Canada pour profiter de ces chances égales. On en retrouve la trace, monsieur le président, dans notre système scolaire, et en particulier dans le système de financement du secondaire. On en retrouve la trace dans notre régime d'assurance santé, dans ce que nous avons fait pour donner aux enfants de toutes les provinces, de toutes les régions, qu'il s'agisse du nord du Québec ou des autres régions défavorisées, des chances égales. C'est un principe fondamental et si notre constitution donne aux provinces la possibilité de se retirer volontairement de cette responsabilité et de cette uniformité, nous pourrions fort bien provoquer un mouvement de balcanisation irrémédiable. C'est un premier pas dans la voie de la balcanisation de ce pays et quand j'écoute le premier ministre, et quand je vois que c'est l'essentiel des propositions qu'on nous fait ce soir, je suis renversé de voir des gens qui croient en un gouvernement central fort, qui croient en un système fédéral, proposer une formule d'amendement qui revient à dire à l'Alberta... et je ne devrais pas prendre l'Alberta en exemple... oui, les autres provinces viennent de décider de faire telle chose en faveur de leurs minorités ou de leur population défavorisée, mais vous pouvez décider de ne pas le faire.

La formule de retrait facultatif est dangereuse. Elle va à l'encontre du concept même de ce qu'est ce pays. Ce pays, monsieur le président, qui fut fondé dans des circonstances géographiques et démographiques difficiles. Mes collègues le savent mieux que moi: ce qui a uni le Canada jusqu'à présent, c'est le fait que nous étions des Canadiens et que nous croyions tous en ce principe d'égalité des chances qui n'est pas concevable sans égalité d'éducation, de services médicaux, etc. Or, monsieur le président, le retrait facultatif introduira des différences de niveaux de vie et nous avons tous reçu des lettres... encore cet après-midi j'en recevais d'un médecin de Nouvelle-Écosse qui me suppliait...

[Text]

have received letters, I received one just this afternoon from a doctor in Nova Scotia pleading . . .

Mr. Robinson: A point of order, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Point of order, Mr. Robinson.

Mr. Robinson: I do apologize for interrupting Mr. Mackasey in his flight of oratory, but I think there are a number of important questions which honourable members around the table would wish to ask, and while I would be interested in hearing about the correspondence which Mr. Mackasey received this afternoon, I do believe that the purpose of this particular session is to clarify the proposed Conservative amendments, and if Mr. Mackasey wishes to circulate copies of his correspondence I know we would be interested in seeing it.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, the satire and ridicule of Mr. Robinson is not unexpected, it has been reflected since we sat here, and I am not unaware of the fact that he is the only member here who voted against the resolution in the House of Commons which shows the extent of his convictions.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Mackasey.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, I will . . .

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would very respectfully invite you to conclude briefly; as Senator Hays put it very wisely this afternoon, you have used 15 minutes out of your 10.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, I . . .

Mr. Nystrom: On a point of order, Mr. Chairman, on the same point of order since you mentioned time, I do not begrudge Bryce speaking and so on, but I would suggest so people can participate, that perhaps after he has finished we limit the interventions to perhaps five minutes apiece and in that way, more people can get involved, participate, and I think that is the feeling on both sides.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, I apologize if I . . .

Senator Roblin: I want to raise a point of order, too, because Mr. Mackasey, not intentionally I am sure, but he is rewriting history. He apparently is not aware of the fact that the Canada Pension Plan, the Medicare Plan, the Health Plan, was brought into this country under the principle of opting out.

Mr. McGrath: A government that he was a member of.

Senator Roblin: Well, I do not know whether he was a member of it then.

Mr. Mackasey: Yes, I was.

Senator Roblin: But I was around the table . . .

Mr. Mackasey: I was a Member of Parliament.

Senator Roblin: I think that that should not go on the record uncorrected because it leaves an entirely false impression about what the history of this country has been and how we have experienced the effect of allowing provinces to have discretion in certain areas.

[Translation]

M. Robinson: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

Le coprésident (M. Joyal): M. Robinson invoque le Règlement.

M. Robinson: Je suis désolé d'interrompre la période oratoire de M. Mackasey, mais certains d'entre nous ont des questions importantes à poser, et, en dépit de l'intérêt que je porte à la correspondance reçue cet après-midi par M. Mackasey, je crois que l'objet de notre réunion est de demander des précisions au parti conservateur à propos de ses amendements. Maintenant, si M. Mackasey nous distribuait des copies des lettres qu'il reçoit, cela nous intéresserait certainement beaucoup.

M. Mackasey: Monsieur le président, l'ironie de M. Robinson ne me surprend pas; nous en avons eu des exemples depuis le début de nos travaux et il est intéressant de noter qu'il est le seul ici à avoir voté contre la résolution à la Chambre des communes, ce qui montre bien la force de ses convictions.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Mackasey.

M. Mackasey: Monsieur le président, je vais . . .

Le coprésident (M. Joyal): Je vous prierais de conclure le plus rapidement possible. Comme le sénateur Hays l'a dit très justement cet après-midi: sur les dix minutes dont vous disposez, 15 sont déjà écoulées.

M. Mackasey: Monsieur le président, je . . .

M. Nystrom: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Puisque vous avez parlé de temps, je ne voudrais pas empêcher Bryce de parler, mais lorsqu'il aura terminé, nous pourrions peut-être limiter les interventions à 5 minutes par personne, ce qui permettra un plus grand nombre de personnes de participer; je crois que nous devrions tous être d'accord sur ce point.

M. Mackasey: Monsieur le président, je vous prie de m'excuser pour . . .

Le sénateur Roblin: J'invoque également le Règlement, parce que M. Mackasey, probablement sans le vouloir, est en train de réécrire l'histoire. Il ne sait apparemment pas que le Régime de pensions du Canada, le Régime d'assurance-maladie ont tous été introduits dans ce pays, en vertu du principe du retrait volontaire.

M. McGrath: Par un gouvernement dont il faisait partie.

Le sénateur Roblin: Je ne sais pas s'il en faisait partie à ce moment.

M. Mackasey: Certainement.

Le sénateur Roblin: Mais autour de cette table . . .

M. Mackasey: J'étais député.

Le sénateur Roblin: Je crois que cela mérite d'être précisé, car cela donne une idée tout à fait fautive de l'histoire de ce pays, et de la situation qui a été créée lorsqu'on a cédé aux provinces certains pouvoirs.

[Texte]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Mackasey.

Mr. Mackasey: On a point of order, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I am sorry, Mr. Mackasey.

Mr. Mackasey: On a point of order.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I am sorry, Mr. Mackasey, you cannot intervene on a point of order that has been raised on another question that you have just explained yourself. And I wish to say to the honourable gentleman that we have previously agreed to a procedure and this procedure, in the last two months, has really functioned very well and has given good results and I think that all honourable members have agreed to that.

We have agreed that this session tonight would serve first to give more clarification and bring more information on the content of the proposed motion, and I was to invite you to conclude your intervention in order that we allow more members on the government side to put questions, and with such a provision I would like to invite you to conclude at this point.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, I . . .

Mr. Robinson: On a point of order, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Robinson, I have invited Mr. Mackasey to conclude and I will receive your point of order after Mr. Mackasey has concluded.

Mr. Mackasey, you can go on.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, I apologize because normally I think I respect the Chair and I do not think that people can count on two fingers the number of times that I have interrupted another speaker, including Mr. Robinson, and I resent it and it gets me angry and I apologize, but I might remind Senator Roblin that the Quebec Pension Plan, the Canada Pension Plan did not result from Province opting out of a constitutional responsibility but in a legislative agreement between the central government and the provincial governments, not uncommon in a federal system. He should know better.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Mackasey.

Miss Campbell: Mr. Chairman, following up on a point of order that Mr. Nystrom raised, it was before anybody else even interrupted, he did raise the point on the procedure tonight and I just wondered what was going on.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The Chair has not taken a decision or has not requested the consent of the honourable members on this point because that point was not a point of order but a suggestion that we should consider after Mr. Mackasey has completed his intervention, and that is why I did not want to interrupt Mr. Mackasey to ask for consent or seek consent from the honourable members around the table on another question.

[Traduction]

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Mackasey.

M. Mackasey: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Je suis désolé, monsieur Mackasey.

M. Mackasey: J'invoque le Règlement.

Le coprésident (M. Joyal): Je suis désolé, monsieur Mackasey, mais vous ne pouvez pas invoquer le Règlement, sur une question de règlement, qui a déjà été invoquée, et dont vous vous êtes déjà expliqué. Et je précise à l'intention de l'honorable député que nous nous sommes mis d'accord sur une procédure qui donne de bons résultats depuis deux mois, et dont nous sommes satisfaits et je crois que nous sommes tous d'accord sur ce point.

Nous avons décidé de faire de la séance de ce soir une séance d'information sur le contenu de la proposition, et j'allais vous demander de conclure pour que d'autres députés du parti au pouvoir aient la possibilité de poser des questions. Ceci étant dit, je vous invite à conclure.

M. Mackasey: Monsieur le président . . .

M. Robinson: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Robinson, je viens de demander à M. Mackasey de conclure; j'entendrai votre question de règlement lorsqu'il aura terminé.

Monsieur Mackasey, allez-y.

M. Mackasey: Monsieur le président, je vous présente mes excuses car je n'ai pas l'habitude d'ignorer le président ou d'interrompre un autre intervenant; on doit pouvoir compter sur deux doigts le nombre de fois où je l'ai fait, y compris M. Robinson. Je suis donc en colère, ce dont je m'excuse, lorsqu'on m'interrompt, mais je rappelle au sénateur Roblin que le régime de pensions du Québec et le régime de pensions du Canada n'étaient pas fondés sur un retrait volontaire d'une province des responsabilités constitutionnelles, mais au contraire sur un accord législatif entre le gouvernement central et le gouvernement provincial, ce qui n'a rien d'inhabituel dans un système fédéral. Il devrait le savoir.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Mackasey.

Mlle Campbell: Monsieur le président, je reviens à la question soulevée par M. Nystrom; avant toutes ces interruptions il a posé une question de procédure et je me demande ce qu'il en est.

Le coprésident (M. Joyal): Si la présidence n'a pas pris de décision à ce sujet et n'a pas demandé l'approbation des honorables députés, c'est qu'il ne s'agissait pas d'un rappel au règlement. M. Nystrom nous faisait une simple suggestion que nous devons considérer après l'intervention de M. Mackasey. Je n'ai donc pas voulu interrompre M. Mackasey pour demander aux honorables membres de ce Comité leur opinion sur un sujet différent.

[Text]

I think we should deal with those questions in order and that is why I am seeking the advice of Mr. Robinson who has requested the Chair to speak on the point of order.

Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I am sorry, I should have phrased it as a question of privilege rather than a point of order.

I do not want to appear overly sensitive, and I would want to certainly consult the record, but what I understand Mr. Mackasey to have been doing was to have been reflecting on a vote which I cast in Parliament and, as I say, I may have been misinterpreting what he said in the heat of the moment but I certainly would hope that was not his intention and I would hope that he was not suggesting that in some way he was questioning my convictions with respect to a particular vote.

I am sure Mr. Mackasey would be the first to agree that that would not be particularly parliamentary.

Mr. Mackasey: I believe what I was questioning was Mr. Robinson acting as chairman.

Mr. Chairman, you are the chairman and when you feel I or any other member has spoken enough and you remind us as forcefully as you can, that is sufficient and we do not need to be reminded by other members.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, to conclude after that interruption, Mr. Mackasey of course not interrupting other questioners as he had indicated, after that interruption I would just like to indicate that I do believe that there is at least a possibility of a question of privilege and I do hope that Mr. Mackasey would withdraw those comments and avoid any suggestion of reflection on the vote of a member of Parliament.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I think that the intention of Mr. Mackasey is very clear and it is not what he had in mind when he made an allusion to the way you have voted previously in the House of Commons.

As was suggested by Mr. Nystrom previously, Mr. Nystrom was suggesting that we restrict the forthcoming interventions to five minutes because I have five questioners on my list and we have 15 minutes left, and with the agreement of the honourable members of the Committee I would invite them to restrict their intervention to five minutes, and in so doing I would invite Mr. Jean Lapierre.

M. Lapierre: Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, c'est avec beaucoup d'attention que j'ai écouté les propositions de vos collègues conservateurs et, comme disait M. Mackasey, je pense qu'ils ont vu la lumière car je vois, par la déclaration du sénateur Tremblay particulièrement, qu'ils disent que leur proposition a épuré la nôtre de tous ses aspects non fédératifs, mais quand même ils proposent une action unilatérale.

Donc, sénateur Tremblay, vous admettez maintenant que ça peut être une action fédérative et unilatérale, si on se fie à votre déclaration de tout à l'heure.

La chose qui me fait sourire un peu. Ça me rappelle certains cas où les Conservateurs vont au Québec, signent des requêtes,

[Translation]

Il importe de procéder dans l'ordre et c'est la raison pour laquelle je demande à M. Robinson son opinion puisqu'il a demandé la parole sur une question de règlement.

Monsieur Robinson.

M. Robinson: Monsieur le président, je suis désolé mais j'aurais dû parler d'une question de privilège et non pas d'une question de règlement.

Je ne voudrais pas sembler susceptible, et de toute façon je devrais vérifier le procès-verbal, mais apparemment M. Mackasey a fait allusion à la façon dont j'ai voté au Parlement. J'ai peut-être mal compris ce qu'il a dit dans le feu de la discussion, mais j'espère vivement qu'il ne mettait pas en doute mes convictions dans le cas d'un vote particulier.

M. Mackasey sera sûrement le premier à reconnaître que cela n'est pas particulièrement parlementaire.

M. Mackasey: Je crois que ce que j'ai contesté, c'est le fait que M. Robinson se conduit comme s'il était président.

Monsieur le président, c'est vous qui êtes le président et lorsque vous jugez que moi-même ou un de mes collègues avons parlé suffisamment, vous nous le faites comprendre le plus clairement possible et il est inutile que d'autres membres du Comité interviennent.

M. Robinson: Monsieur le président, pour en terminer avec cette interruption de M. Mackasey qui, bien sûr, n'interrompt jamais personne, comme il l'a si bien dit, je précise simplement qu'à mon avis la question de privilège est justifiée et j'espère que M. Mackasey acceptera de retirer ce qu'il a dit et évitera à l'avenir de faire des réflexions sur le vote d'un membre du Parlement.

Le coprésident (M. Joyal): Je crois que les intentions de M. Mackasey sont assez claires et que ce n'est pas du tout ce à quoi il faisait allusion lorsqu'il a parlé de la façon dont vous avez voté à la Chambre des communes.

M. Nystrom a proposé tout à l'heure que nous limitions la durée des interventions suivantes à cinq minutes et si vous n'y voyez pas d'inconvénient, c'est ce que nous allons faire car il nous reste quinze minutes et j'ai encore cinq noms sur ma liste. Commençons par M. Jean Lapierre.

Mr. Lapierre: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, I have listened very attentively to our Conservative colleagues proposals and, as Mr. Mackasey said, I think that they have indeed seen the light. As Senator Tremblay mentioned in his statement, their proposal supposedly purifies ours of all its non-federal aspects but it does advocate nonetheless unilateral action.

In other words, Senator Tremblay, you acknowledge that a measure can be both federal and unilateral, if I have understood your statement correctly.

This is all rather amusing to me. It reminds me of certain situations when the Conservatives go to Quebec, and sign

[Texte]

celle de Solidarité-Québec en particulier qui s'opposait à toute action unilatérale, M. Clark l'a signée, M. La Salle l'a signée et a même fait un spectacle au Forum de Montréal suite à sa signature en condamnant toute action unilatérale, et ce soir la proposition des Conservateurs nous recommande une action unilatérale.

Maintenant, dans les notes de M. Epp on dit, comme de raison, qu'on ne veut pas une action unilatérale arbitraire et c'est pour cela que l'on propose la formule de Vancouver qui est supposément moins arbitraire que celle de Victoria.

Quand on voit ce genre de 'double standard'—on va au Québec on dit une chose, on vient ici et c'est une autre affaire—c'est un peu comme M. Epp qui ce soir a débarrassé son paquet. Il y a des choses pour tout le monde: pour le bon Dieu, pour la famille, pour les sourds, pour les handicapés, les propriétaires, pour toutes les classes sociales, dans la charte des droits. Très généreux, monsieur Epp...

Une voix: Sauf les Indiens!

M. Lapierre: Sauf les Indiens, comme on me le fait remarquer, et aussi c'est très généreux mais vos propres électeurs ne pourraient pas profiter de tous ces droits-là à cause de la formule d'amendement que vous proposez parce que votre premier ministre est justement opposé à une charte des droits. Par conséquent, votre générosité d'âme s'applique aux autres Canadiens dont les gouvernements provinciaux voudront se lier mais certainement pas à vos électeurs et même pas à vous-même.

C'est une illustration du Canada en damier que nous réserverait cette formule de Victoria, mais je m'adresse particulièrement au sénateur Tremblay qui n'est pas craintif pour l'avenir, qui est prêt à prendre un pari implicite en considérant que la minorité française au Canada particulièrement concentrée au Québec pourrait d'ici l'an 2000 représenter moins de 20 pour cent de la population et qui, par conséquent, n'aurait plus droit de veto dans les amendements constitutionnels. Le Québec deviendrait à toutes fins isolé et il dit, bien sûr, c'est strictement pour changer la formule d'amendement, mais, pourtant, la formule d'amendement est la clé de la voute.

M. Epp nous dit qu'actuellement le Québec est pris 'without any recourse'. Vous pouvez donc vous imaginer qu'avec la formule que vous nous proposez le seul remède qu'on aurait ce serait de faire une revenge des berceaux si on sentait notre statut menacé. C'est à peu près la seule solution que vous nous offrez. Moi, j'ai commencé un peu mais ça ne sera pas suffisant!

Je comprends maintenant le sénateur Tremblay qui dit qu'il faut garder tous les pouvoirs au Sénat parce que ce serait la seule institution qui nous protégerait advenant cette possibilité-là et, bien sûr le sénateur Asselin et vous-même seriez là pour nous protéger! Mais on n'est pas certain que ce soit suffisant.

Je pense que cette position, comme l'a dit si bien M. Mackasey, a montré une chose, c'est que les Conservateurs se sont aperçus qu'on pouvait et qu'il fallait prendre une action unilatérale. Bien sûr, ne le dites pas au Québec! De toutes façons, il y a de moins en moins de personnes pour aller le dire,

[Traduction]

petitions such as that put out by Solidarité Quebec, and which was opposed to any unilateral action. Mr. Clark signed it, Mr. La Salle made a great show of signing it in the Montreal Forum and condemned any unilateral action. Yet unilateral action is exactly what is being recommended to us this evening by the Conservatives.

Mr. Epp's written statement says that you are not in favour of any arbitrary unilateral action and for this reason you are proposing the Vancouver formula which is supposedly less arbitrary than the Victoria one.

When we see this type of double standard, one thing being said in Quebec and something else in other parts, we are quite impressed to see that Mr. Epp's package has forgotten no one. There is something for God, for the family, for the deaf, the handicapped, property owners and for all social classes in the Charter of Rights. Very generous of you, Mr. Epp...

An hon. Member: Except for the Indians!

Mr. Lapierre: Yes, except for the Indians, as I have been reminded. It is very generous but your own constituents will not be able to enjoy these rights because of the amending formula which you are suggesting and the fact that your premier is against a charter of rights. Therefore, your thoughtfulness will benefit other Canadians whose provincial governments are willing to go along with the charter but will certainly not be of any use to your constituents and yourself.

This is an illustration of the kind of checkerboard Canada which the Victoria formula holds in store for us. Senator Tremblay says he has no fears for the future and that he is willing to make this implicit bet, realizing that the French speaking minority in Canada which is particularly concentrated in Quebec could by the year 2000 represent less than 20 per cent of our total population and thus no longer have a veto over constitutional amendment. This would amount to isolation for Quebec and he points out that this applies only to changes in the amending formula but the amending formula is the keystone.

Mr. Epp tells us that at the present time Quebec is without any recourse. Our only possible recourse with the formula being proposed would be to embark on another revenge of the cradle if we felt that our status was threatened. This is about the only solution which you offer us. I have already made my own small start but I do not think that it would be enough!

I can understand why Senator Tremblay says that all the Senate's powers must be retained since it would be the only institution which could protect us, should such a situation come to pass. You and of course Senator Asselin would be there watching over our interests! But we cannot be sure that it is enough.

I think that this position has made one thing clear, as Mr. Mackasey so rightly pointed out. Namely the fact that the Conservatives have realized the need for unilateral action. But of course, we cannot let Quebec know about it! In any case, there are less and less people able to spread the news but you

[Text]

mais ne le dites pas parce que vous avez signé la requête de Solidarité-Québec.

Je trouve cela inadmissible, premièrement, d'ignorer le Québec; peut-être qu'il n'y avait pas assez de députés au caucus la journée que cela a été discuté, mais cette formule-là est inacceptable pour tous les Francophones du Québec.

Monsieur le ministre, vous pourriez peut-être commenter là-dessus. En particulier, ce qui m'époustoufle, moi, c'est la générosité de M. Epp pour tout le monde peut-être mais surtout pas pour ses électeurs parce qu'ils ne seraient pas liés par la nouvelle charte.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Lapierre. Vous avez épuisé les cinq minutes qui vous avaient été allouées.

Je crois qu'il serait juste d'inviter l'honorable sénateur Tremblay à cette étape-ci à répondre à au moins la première partie de votre question puisqu'elle était d'abord et avant tout dirigée à l'honorable sénateur Tremblay ainsi qu'à l'honorable Jake Epp.

Le sénateur Tremblay: Merci, monsieur le président.

Je crois qu'il suffit de vous lire un passage de la déclaration de monsieur Epp pour répondre à votre première question, c'est-à-dire la question de l'action unilatérale. C'est à la page 3 de sa déclaration.

Il n'y avait pas d'impasse au sujet de Vancouver . . .

Ce sont les cinq dernières lignes du paragraphe.

Et une entente était à portée de la main. Nous avons confiance que les premiers ministres pourraient terminer la tâche rapidement.

M. Lapierre: Inaudible.

Le sénateur Tremblay: Eh bien, c'est le sens, et s'entendent sur ce qui reste à travailler de la formule.

M. Lapierre: Je n'ai pas compris cela.

Le sénateur Tremblay: Autrement dit, notre position à ce stade-ci c'est que nous nous fondons sur le consensus déjà acquis sur les orientations générales de la formule de Vancouver . . .

M. Lapierre: Et s'ils ne s'entendent pas?

Le sénateur Tremblay: Permettez que je termine, si vous voulez.

Par contre, nous nous fondons précisément sur l'état des consensus acquis, reconnaissant par ailleurs que le travail n'était pas terminé. Je pourrais mentionner entre autres la question de compensation financière lorsqu'une Province ne se joindrait pas au autres pour confier au fédéral une responsabilité qu'elle exerçait auparavant et continuerait à l'exercer avec les coûts que cela comporte. La question d'une compensation financière avait fait l'objet de la formulation de plusieurs hypothèses mais sans qu'on se soit entendu sur la meilleure des hypothèses. Donc le travail n'est pas terminé. Nous reconnaissons ce fait.

C'est pourquoi nous disons tout simplement, il reste à terminer cela entre premiers ministres, après quoi ce sera le temps d'aller à Londres avec une formule d'amendement.

[Translation]

should not say it in Quebec because you signed the Solidarity Quebec petition.

I find this refusal to take Quebec into account quite unacceptable; maybe there were not enough members in the caucus the day when this was discussed but this formula would not be swallowed by Quebec francophones.

Mr. Minister, you may have some comments on this. I am really astounded at Mr. Epp's generosity toward everyone except his constituents who would not be protected by the new charter.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Lapierre. You have used up your five minutes.

I think that it would only be fair to give Senator Tremblay the opportunity to answer the first part of your question since it was mainly directed to him and to the Honourable Jake Epp.

Senator Tremblay: Thank you, Mr. Chairman.

I think that it should suffice to read a passage of Mr. Epp's statement to answer your first question concerning the unilateral character of what is being proposed. It is page three of the statement.

"There was no impasse at Vancouver . . ."

It is that last five lines of the paragraph.

And an agreement was within reach. We are confident that the first ministers will be able to bring this matter to a rapid conclusion.

Mr. Lapierre: Inaudible.

Senator Tremblay: We expect that they will come to an agreement on those points of the formula which remain to be settled.

Mr. Lapierre: I did not understand you.

Senator Tremblay: In other words, our position at the present time is that a certain consensus was already reached on the broad outline of the Vancouver formula . . .

Mr. Lapierre: And if there is no agreement?

Senator Tremblay: Allow me to finish, if you do not mind.

As I was saying, our position is based on the fact that a certain consensus was already reached, and we realize that the work was not completed. For instance, still to be settled is the question of financial compensation when a province does not opt into an agreement to hand over a certain responsibility to the federal government but continues to take charge of its obligation, and the related costs. Several suggestions have been made about possible financial arrangements but no final choice was made. Therefore, we realize that work has still to be done.

We are simply saying that these matters should be settled by the first ministers and then an amending formula can be presented to London.

[Texte]

M. Lapierre: Et si ça ne marche pas?

Le sénateur Tremblay: Eh bien, là dessus, vous pouvez dire, si ça ne marche pas, je peux dire que j'ai confiance que ça va marcher, il y a une seule conclusion pour à la fois tenir compte de votre 'si' et de ma confiance que ça va marcher, faisons la conférence, ce à quoi vous vous refusez.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Lapierre.

I would like to invite now Miss Campbell.

Miss Campbell: Thank you, Mr. Chairman. I should be relatively brief.

I of course can only say that I dislike the Vancouver formula, as I have said right along, because in the Atlantic provinces you must, in order to veto, unless you want to opt out of everything, have all four provinces under the existing formula but I would like to go to the charter of rights and I would like to ask quickly on the charter of rights, I thought every group that came before us asked us to entrench before because, realistically speaking, your premier, Mr. Epp, is against a bill of rights, entrenching a bill of rights, so he would probably be one of the first ones that would opt out even with your proposed amendment to the charter, but is it not so that every group that came and spoke on the charter of rights as such felt that the opportunity was here in this Committee, prior to going and patriating the constitution, where afterwards you would be trapped with whatever amending formula is agreed to and getting the consensus, they felt we were given an opportunity to entrench this charter of rights, accept it, they urged us, they said: do not wait, do not come back, because these are the rights of all Canadians; it is this Committee that has been given the opportunity to do this.

Now, you say wait. That is fine. We spent two months, we have all come to know what the charter of rights is, we have talked about the bill of rights all through the 1960's and all through the 1970's, why give the opportunity to opt out and then if I want to go to one province I do not have those rights, they have opted out under your formula, and you are not going to get that consensus.

I just ask the simple question because I do want to go on to a couple of other areas that you brought out, particularly the Newfoundland one: did the groups not come and ask us to entrench before repatriating? I distinctly heard that.

• 2155

Mr. Epp: Miss Campbell, I think you and I could argue that point for a long period of time. The groups that appear before us what to see an entrenched Bill of Rights. We say that right up front in our statement tonight. What also Canadians, 64 per cent of them, other polls as well, indicate that they reject is the unilateral imposition that is inherent in the government's proposal, and we have addressed that as well.

You say whether the Premier of Manitoba will opt out. I would suggest that you ask him. I am not his spokesman, I know he can speak well for himself as I am sure that your Premier could as well, and does.

[Traduction]

Mr. Lapierre: And if it does not work that wary?

Senator Tremblay: You have doubts about whether it will work and I am quite confident in the outcome; under the circumstances, the only possible way to find out is to go ahead and hold the conference, but this is the step which you refuse.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Lapierre.

Je donne maintenant la parole à M^{lle} Campbell.

Mlle Campbell: Merci, monsieur le président. J'espère ne pas prendre trop de temps.

Je dois dire que je n'aime pas la formule de Vancouver, comme je l'ai toujours dit, car en ce qui concerne les provinces atlantiques, si elles ne veulent pas se retirer de tous les programmes, elles doivent être toutes d'accord pour exercer un veto selon la formule actuelle. Mais au sujet de la charte des droits, il me semble que tous les groupes qui ont comparu devant le Comité ont demandé que cette charte figure dans la constitution avant le rapatriement. Après tout, le premier ministre de votre province, M. Epp, s'est prononcé contre une charte des droits et il serait, en toute vraisemblance, le premier à se servir de son droit de refus, même après votre amendement proposé à cette charte. Ne reconnaissez-vous pas que tous les groupes qui ont exprimé leurs points de vue au Comité sur la charte des droits préféreraient nettement que la charte figure dans notre projet de résolution pour éviter la difficulté d'obtenir un consensus plus tard conformément à la formule d'amendement qui serait prévue dans la constitution? Ils nous ont tous exhortés à saisir cette occasion d'entériner les droits de tous les Canadiens avant le rapatriement.

Nous avons consacré deux mois à l'étude de cette charte des droits, nous en avons parlé pendant les deux dernières décennies. Pourquoi donner maintenant aux provinces la possibilité de ne pas adhérer à la charte des droits, privant ainsi leurs citoyens des droits accordés à tous les autres Canadiens. Ce serait possible d'après votre formule, d'autant plus qu'on ne parviendra pas à un consensus.

C'est la seule question que je pose parce que je veux aborder d'autres domaines que vous avez évoqués, notamment le cas de Terre-Neuve. Les groupes qui ont comparu ne nous ont-ils pas demandé d'entériner les droits avant le rapatriement? C'est certainement comme cela que j'ai compris leur position.

M. Epp: Mademoiselle Campbell, je pense que nous pourrions débattre cette question très souvent. Les groupes qui ont comparu ici veulent que la Charte des droits soit enchâssée dans la constitution. Nous l'avons déclaré d'emblée dans notre exposé ce soir. D'autre part, 64 p. 100 de la population canadienne, d'après les sondages qui ont été faits, rejettent le geste unilatéral qu'envisage le gouvernement. Nous avons reconnu cela également.

Vous envisagez la possibilité que le premier ministre du Manitoba se désiste. Posons-lui la question. Je ne suis pas son porte-parole, et il peut très bien se défendre lui-même. Votre premier ministre pourrait en faire autant.

[Text]

Regarding the matter before us, for instance the legal question, there is a legal question, there is the Canadian tradition. You say anyone can opt out. I will give you an example of why the Victoria formula is not acceptable to us in western Canada. Quite apart from the economic argument that has been coming forward for western Canada since 1974, and I am not trying to embarrass anyone, but for example Mr. Nystrom and I had a discussion today, and this is going on across western Canada, but in a small community like Weyburn yesterday 1,300 showed up to a meeting calling for separatism and what we are doing with the Victoria formula, if we accept the Victoria formula, what we are doing is that we are entrenching a regional mentality in the constitution and western Canadians already are feeling that they are more often relating to western Canada than to the Canadian nation. That is one.

The second thing is this, that if we go that route we will have further division, additionally, is what you are going to have. You might have four regions, which you want. But what you also might not have is a country and that is that we are trying to avoid.

We are saying to you, you can hold your position, you can go ahead with unilateralism, you can go ahead with the division but we are suggesting to you that this is a better approach.

Miss Campbell: All I want to say is, because I would like to go to the other section, is that I disagree with you in implying that I am not for Canadianism or anything like that. Our amending formula at least allows for two years of coming together, not afterwards.

I would just like to go to your page 9 where you offer this Committee, and I am rushing this because of the time, the provision:

No provision of this Charter affects, or abrogates or derogates from Section 17 of the schedule to the Newfoundland Act.

I understand why and I thought that the amendment, I think it was 47 of the proposed amendment to the Minister last week, would take care of that. Why did you single out only one? Why did you not incorporate the Terms of Union for Prince Edward Island or the natural resources question that was brought out in Clause 31 in the amendment or Section 93. Why do you make it one particular section. You are allowing the implication, just by implication, that the others can be opted out on.

Mr. Epp: Miss Campbell, no, I am not in any way indicating that. Additionally the denominational educational committees which appeared before this Committee representing all Newfoundland denominational schools, and I would say as a person who does not live in Newfoundland, representing the population of Newfoundland, were sufficiently concerned to come here, and present their case. The government responded in part but the DEC since the amendments of the government have said that they do not go far enough, that they do not entrench what they have had since 1949 guaranteed in the Terms of Union Section 17 and in order to avoid any question, to avoid any derogation, abrogation and to protect what is now a Term

[Translation]

Pour ce qui est de la question dont nous sommes saisis, c'est une question juridique, et il existe une tradition canadienne. Vous dites que n'importe qui pourrait se désister. Je vais vous expliquer pourquoi la formule de Victoria ne nous convient pas à nous, gens de l'Ouest. À part l'argument économique, qu'on a fait valoir depuis 1974, et j'en ai même discuté avec M. Nystrom encore aujourd'hui, il faut reconnaître que dans une petite communauté comme Weyburn, hier encore, 1,300 personnes se sont réunies pour appuyer le séparatisme. Si nous acceptons la formule de Victoria, nous enchaînons pour toujours une mentalité de régionalisme dans la Constitution et les Canadiens de l'Ouest sont déjà par trop régionalistes. Leur allégeance va d'abord à l'Ouest et ensuite au Canada.

D'un autre côté, si nous acceptons cette formule, nous en ferons qu'accentuer ces dissensions, qui existent déjà. Bien sûr, il y aura quatre régions, mais il n'y aura plus de pays, et c'est cela que nous voulons éviter.

Nous vous disons que vous pouvez très bien vous entêter à agir unilatéralement, mais nous vous proposons une solution meilleure à la division que cela entraînera.

Mlle Campbell: Avant de passer à un autre article, je ne suis pas d'accord quand vous dites que mes sentiments sont anti-canadiens. Notre formule d'amendement au moins prévoit un sursis de deux ans qui nous permettrait d'aplanir nos divergences.

Je voudrais revenir à la page 9 de votre exposé, et je me hâte parce que le temps se fait court.

Des dispositions de la présente Charte ne portent pas atteinte à l'article 17 de l'annexe de la Loi sur Terre-Neuve.

D'après moi, l'amendement 47 proposé par le ministre la semaine dernière, tient compte de cela. Pourquoi avez-vous choisi Terre-Neuve en particulier? Pourquoi exclure l'Acte d'union de l'Île-du-Prince-Édouard, ou la question des ressources naturelles, qui a été soulevée à l'occasion de l'article 31, ou de l'article 93? Pourquoi laissez supposer que les autres provinces pourraient devenir des laissées pour compte.

M. Epp: Mademoiselle Campbell, ce n'est pas ce que je veux laisser supposer. De plus, le comité sur l'éducation confessionnelle, qui a comparu ici représentant toutes les écoles confessionnelles de Terre-Neuve et comme je ne suis pas Terre-Neuvien, je dirais même qu'il représentait la population de Terre-Neuve, était suffisamment inquiet pour venir exposer ces revendications. Ces amendements gouvernementaux se rendent jusqu'à un certain point aux vœux du comité, mais de l'avis de ce dernier, ils ne vont pas assez loin. En effet, ils n'enchaînent pas ce dont les Terre-Neuviens ont joui depuis 1949, et qui est garanti dans l'Acte d'union, article 17. C'est pour éviter toute contestation, toute dérogation, toute abroga-

[Texte]

of Union in Newfoundland which is respected and desired by the people of Newfoundland, that is why you see that amendment.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Miss Campbell. The honourable Senator Roblin.

Senator Roblin: A point of privilege, and it is this, I am not happy with the way in which the discussion between Senator Austin and myself ended up this afternoon on the question of the elected Senate. I want to tell Senator Austin that I have no patent rights on that idea, that I do acknowledge his initiative in the matter. I just hope we can work together to achieve it.

Senator Austin: Senator Roblin, I consider you a very good friend and very good working colleague and never thought otherwise.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Senator Roblin and Senator Austin.

Senator Austin: Incidentally, a man who beats me at squash!

The Joint Chairman (Mr. Joyal): As it is 10 o'clock, we adjourn until 3:30 p.m. tomorrow afternoon. La séance est levée.

[Traduction]

tion, aux dispositions de la Loi sur Terre-Neuve, conformément aux désirs de la population Terre-Neuvienne, que nous avons présenté cet amendement.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, mademoiselle Campbell. Sénateur Roblin.

Le sénateur Roblin: Question de privilège, monsieur le président. Je ne suis pas très heureux de la façon dont ma discussion avec le sénateur Austin s'est terminée cet après-midi, alors que nous parlions d'un sénat élu. Je tiens à dire au sénateur Austin que je ne revendique pas le droit d'auteur sur cette idée, et que je lui en laisse la paternité. J'espère que nous pourrons travailler ensemble dans ce sens.

Le sénateur Austin: Sénateur Roblin, je vous considère comme un très bon ami, et un excellent collègue. Jamais je n'ai pensé autrement.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, sénateur Roblin, et sénateur Austin.

Le sénateur Austin: En fait, le sénateur Roblin me bat au squash.

Le coprésident (M. Joyal): Il est 22 heures et nous lèverons la séance jusqu'à 15 h 30, demain après-midi. The meeting is adjourned.

APPENDIX "CCC-13"

SUMMARY OF PROPOSED AMENDMENTS
TO JOINT RESOLUTION
ON THE CONSTITUTION
PRESENTED TO THE SPECIAL JOINT COMMITTEE
BY THE HONOURABLE JAKE EPP

TUESDAY, JANUARY 20, 1981

Section 1—Guarantee of Rights of Freedoms

1. Affirming that the Canadian nation is founded upon principles that acknowledge the supremacy of God, the dignity and worth of the human person and the position of the family in a society of free individuals and free institutions, Affirming also that individuals and institutions remain free only when freedom is founded upon respect for moral and spiritual values and the rule of law, The Canadian Charter of Rights and Freedoms guarantees the rights and freedoms set out in it subject only to such reasonable limits prescribed by law as can be demonstrably justified in a free and democratic society.

Section 2—Fundamental Freedoms

2. Everyone has the following fundamental freedoms:

- (a) freedom of conscience and religion;
- (b) freedom of thought, belief, opinion and expression, including freedom of the press and other media of information;
- (c) freedom of peaceful assembly;
- (d) freedom of association; and
- (e) freedom from unreasonable interference with privacy, family, home, correspondence, and enjoyment of property.

Section 5

Present Section 5 becomes 4(3).

New Section 5—Right to Information

5. Everyone has the right to have reasonable access to information in the possession of any institution of any government.

Section 7—Legal Rights

7. Everyone has the right to life, liberty, security of the person and enjoyment of property and the right not to be deprived thereof except in accordance with principles of natural justice.

Section 9—Legal Rights

9. Everyone has the right not to be arbitrarily detained, imprisoned, or deported.

Section 11—Legal Rights

11. Any person charged with an offence has the right . . .

APPENDICE «CCC-13»

SOMMAIRE DES PROJETS DE MODIFICATION
DU PROJET DE RÉSOLUTION
CONCERNANT LA CONSTITUTION
DÉPOSÉS PAR L'HONORABLE JAKE EPP
DEVANT LE COMITÉ MIXTE SPÉCIAL
DE LA CONSTITUTION

LE MARDI 20 JANVIER 1981

Article 1—Garantie des droits et libertés

1. Attendu que le Canada est fondé sur les principes de la suprématie de Dieu, de la dignité et de la valeur de la personne humaine, ainsi que de l'importance de la famille dans une société d'êtres et d'institutions libres; attendu que les êtres et les institutions ne demeurent libres que si la liberté s'appuie sur le respect des valeurs morales et spirituelles et de la légalité, la Charte canadienne des droits et libertés garantit les droits et libertés qui y sont énoncés, lesquels ne peuvent être restreints que par une règle de droit, dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique.

Article 2—Libertés et protection fondamentales

2. Chacun a les libertés fondamentales suivantes:

- a) liberté de conscience et de religion;
- b) liberté de pensée, de croyance, d'opinion et d'expression, y compris la liberté de la presse et des autres grands moyens d'information;
- c) liberté de réunion pacifique;
- d) liberté d'association;
- e) protection contre toute intervention abusive dans les domaines de la vie privée, de la famille, du domicile, de la correspondance et de la jouissance du droit de propriété.

Article 5

Le texte actuel de l'article 5 devient le paragraphe 4(3).

Nouveau texte de l'article 5—Droit à l'information

5. Chacun a le droit d'avoir normalement accès aux renseignements détenus par toute autorité gouvernementale ou administrative du pays.

Article 7—Garanties juridiques

7. Chacun a droit à la vie et à la sécurité de sa personne, et à la jouissance du droit de propriété; il ne peut être porté atteinte à ces droits qu'en conformité avec les principes de justice naturelle.

Article 9—Garanties juridiques

9. Chacun a droit à la protection contre la détention, l'emprisonnement ou l'expulsion arbitraires.

Article 11—Garanties juridiques

11. Tout inculpé a le droit: . . .

(g) not to be found guilty on account of any act or omission unless, at the time of the act or omission, it constituted an offence under Canadian or international law or was criminal according to the principles of law recognized by the community of nations;

Section 14—Legal Rights

14. A party or witness in any proceedings who does not understand or speak the language in which the proceedings are conducted or who is deaf has the right to the assistance of an interpreter.

Section 15—Equality Rights

15(1). Every individual is equal before and under the law and has the right to the equal protection and equal benefit of the law without discrimination and, in particular, without discrimination based on race, national or ethnic origin, colour, religion, sex, age, or mental or physical disability.

15(2). Subsection (1) does not preclude any statutory distinction that has as its object the amelioration of the condition of any class of persons.

New Section to Follow Section 20 Official Languages of Canada

21(1). The legislative assembly of each province to which subsection 16(2), 17(2), 18(2), 19(2) or 20(2) does not expressly apply may, by resolution, authorize the issuance by the Governor General of a proclamation under the Great Seal of Canada declaring that any of those provisions

- (a) has application in the province; or
- (b) has application in the province to the extent and under the conditions stated in the resolution.

21(2). Where the legislative assembly of a province authorizes the issuance of a proclamation declaring that a subsection referred to in subsection (1) has application in the province, the proclamation may be issued notwithstanding any other provision of this Act respecting the procedures for amending the Constitution of Canada and shall

- (a) if the subsection is to apply in the province without any limitations or conditions, amend the subsection to include the province as a province named in the subsection; or
- (b) if the subsection is to apply in the province to the extent or under conditions stated in the resolution authorizing the issue of the proclamation, subject to section 22 so apply in the province and for purposes of amendment be deemed to be a provision of the Constitution of Canada that applies to one or more but not all provinces.

New Section to Precede Clause 24 Enforcement

26(1). No provisions of this Charter, other than Section 13, affects the laws respecting the admissibility of evidence in any proceedings or the authority of Parliament or a legislature to make laws in relation thereto.

26(2). Notwithstanding subsection (1), in any proceedings, evidence shall be excluded if it is established that it was obtained under such circumstances that the use of it in the

g) de ne pas être déclaré coupable en raison d'une action ou d'une omission qui, au moment où elle est survenue, ne constituait pas une infraction d'après le droit interne du Canada ou le droit international, ou n'avait pas de caractère criminel d'après les principes de droit reconnus par la collectivité mondiale.

Article 14—Garanties juridiques

14. La partie ou le témoin qui ne peuvent suivre les procédures, soit parce qu'ils ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue employée, soit parce qu'ils sont atteints de surdité, ont droit à l'assistance d'un interprète.

Article 15—Droits à l'égalité

15(1). La loi ne fait acception de personne et s'applique également à tous et tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi, indépendamment de toute discrimination, notamment des discriminations fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, le sexe, l'âge ou les déficiences mentales ou physiques.

15(2). Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'interdire les mesures législatives destinées à améliorer la situation de telle ou telle catégorie de personnes.

Langues officielles du Canada—Articles complémentaires à être inclus après l'article 20

21(1). L'assemblée législative d'une province non expressément visée par les paragraphes 16(2), 17(2), 18(2), 19(2) ou 20(2) a la faculté d'adopter une résolution autorisant le gouverneur général à déclarer, par proclamation sous le grand sceau du Canada, que tel de ces paragraphes:

- a) ou bien s'applique à la province sans conditions;
- b) ou bien s'applique à la province aux conditions précisées dans la résolution.

21(2). En conséquence de la résolution, la proclamation peut être prise indépendamment de toute autre disposition de la présente loi relative aux procédures de modification de la Constitution du Canada. Cette proclamation;

- a) modifie le paragraphe en cause par insertion du nom de la province, s'il s'agit d'une application sans conditions;

- b) est considérée comme une disposition de la Constitution du Canada qui s'applique à certaines provinces seulement, s'il s'agit du cas visé à l'alinéa (1)b), et s'applique à la province, sous réserve de l'article 22, aux conditions précisées dans la résolution.

Nouvel article à être inclus avant l'article 24 Recours

26. (1) A l'exception de l'article 13, les dispositions de la présente charte ne portent pas atteinte aux lois sur l'admissibilité de la preuve en justice, ni aux pouvoirs du Parlement et des législatures de légiférer en cette matière.

26. (2) Nonobstant le paragraphe (1), doit être exclue, dans toute instance, la preuve obtenue dans des circonstances telles

proceedings would tend to bring the administration of justice into disrepute.

Section 25—General

25. The guarantee in this Charter of certain rights and freedoms shall not be construed as denying the existence of

- (a) any aboriginal, treaty or other rights or freedoms that may pertain to the aboriginal peoples of Canada including any right or freedom that may have been recognized by the Royal Proclamation of October 7, 1763; or
- (b) any rights or freedoms that may pertain to any cultural community; or
- (c) any other rights or freedoms that may exist in Canada.

New Section—To Follow Section 26

No provision of this Charter affects, or abrogates or derogates from Section 17 of the Schedule to the Newfoundland Act.

New Section—To Precede Section 27

Nothing in this Charter affects the authority of Parliament to legislate in respect of abortion and capital punishment.

New Section to Follow Section 28 Obligation to Examine Regulations and Bills

29(1). The Minister of Justice shall, in accordance with such regulations as may be prescribed by the Governor General in Council, examine every regulation transmitted to the Clerk of the Privy Council for registration and every Bill introduced in or presented to the House of Commons, in order to ascertain whether any of the provisions thereof are inconsistent with the purposes and provisions of this Charter and shall report any such inconsistency to the House of Commons at the first convenient opportunity.

29(2). The Attorney General of a province shall, in accordance with such regulations as may be prescribed by the Lieutenant Governor in Council of the province, examine every proposed regulation in draft form and every Bill introduced in or presented to the legislative assembly of the province in order to ascertain whether any of the provisions thereof are inconsistent with the purposes and provisions of this Charter and shall report any such inconsistency to the legislative assembly at the first convenient opportunity.

Section 32—Renewal of the Canadian Constitution

32(1). No later than two months after the coming into force of this Act, the Prime Minister of Canada and the first ministers of the provinces shall constitute a permanent conference to be designated the "Constitutional Conference of Canada" hereinafter referred to as the "Conference".

32(2). The Conference shall examine all Canadian constitutional laws and propose amendments necessary for the development of the Canadian federation.

32(3). The Conference shall meet at least twice each year.

32(4). The Conference shall be assisted by the "Continuing Committee of Ministers on the Constitution."

que son admission risquerait de ternir l'image de l'administration de la justice.

Article 25—Dispositions générales

25. Le fait que la présente charte garantit certains droits et libertés ne constitue une négation:

- a) ni des droits ou libertés—ancestraux, issus de traités ou autres—que peuvent avoir les peuples autochtones du Canada, notamment des droits ou libertés qui ont pu être reconnus par la Proclamation royale du 7 octobre 1763;
- b) ni des droits ou libertés que peut avoir telle ou telle collectivité culturelle;
- c) ni des autres droits ou libertés qui peuvent exister au Canada.

Nouvel article—A être inclus après l'article 26

Les dispositions de la présente charte ne portent pas atteinte à l'article 17 de l'annexe de la Loi sur Terre-Neuve.

Nouvel article—A être inclus avant l'article 27

28. La présente charte ne porte pas atteinte au pouvoir du Parlement de légiférer en matière d'avortement et de peine capitale.

Nouvel article à être inclus après l'article 28 Vérification obligatoire des projets de texte

29. (1) Le ministre de la Justice vérifie, conformément à la réglementation prise en la matière par le gouverneur en conseil, la compatibilité avec la présente charte des avant-projets de règlement et transmis pour enregistrement au greffier du Conseil privé et des projets de loi présentés à la Chambre des communes et rend compte à celle-ci, dans les meilleurs délais, de tout cas d'incompatibilité.

(2) Le procureur général de chaque province vérifie, conformément à la réglementation prise en la matière par le lieutenant-gouverneur en conseil, la compatibilité avec la présente charte des avant-projets de règlement et des projets de loi présentés à l'assemblée législative de la province et rend compte à celle-ci, dans les meilleurs délais, de tout cas d'incompatibilité.

Article 32—Renouvellement de la Constitution canadienne

32. (1) Dans les deux mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, le premier ministre du Canada et les premiers ministres des provinces établissent une conférence permanente dénommée «Conférence constitutionnelle du Canada», ci-après désignée «la conférence».

(2) La conférence examine toutes les lois constitutionnelles du Canada et propose les modifications nécessaires à l'évolution de la fédération canadienne.

(3) La conférence est convoquée au moins deux fois l'an.

(4) Un Comité ministériel permanent de la Constitution prête son concours aux participants à la conférence.

*Section 33-40—(Part IV)***INTERIM AMENDING FORMULA**

To be omitted.

Section 41—General Amending Procedure

41(1). An amendment to the Constitution of Canada may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada where so authorized by

- (a) resolutions of the Senate and House of Commons; and
- (b) resolutions of the legislative assemblies of at least two thirds of the provinces that have in the aggregate, according to the then latest general census, a population of at least fifty per cent of the population of all of the provinces.

41(2). Where an amendment to the Constitution of Canada is authorized under subsection (1) that affects

- (a) the powers of the legislature of a province to make laws,
- (b) the rights or privileges granted or secured by the Constitution of Canada to the legislature or the government of a province,
- (c) the assets or property of a province, or
- (d) the natural resources of a province, and the legislative assembly of a province has, by resolution, declined to authorize the amendment prior to the issue of the proclamation bringing it into force, the amendment has no effect in the province until the legislative assembly of the province by resolution approves the amendment.

41(3). An amendment to this section may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada where so authorized by resolutions of the House of Commons and the Senate and of the legislative assemblies of eight or more provinces that have, in the aggregate, according to the then latest general census, a population of at least eighty per cent of the population of all of the provinces.

*Section 42***“REFERENDUM PROCEDURE”**

To be deleted.

Section 44

Senate role in “Amendment without Senate resolution” to be omitted.

*Section 46***“REFERENDUM RULES”**

To be omitted.

*Section 47**“Limitation of General Amending Procedure”*

47(1). The procedures prescribed by Section 41 or 43 do not apply to an amendment to the Constitution of Canada where there is another provision in the Constitution for making the amendment, but the procedures prescribed by Section 41 shall,

*Articles 33-40—(Partie IV)***PROCÉDURE PROVISOIRE DE MODIFICATION**

Supprimé.

Article 41—Procédure normale de modification

41. (1) La Constitution du Canada peut être modifiée par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée à la fois:

- a) par des résolutions du Sénat et de la Chambre des communes;
- b) par des résolutions des assemblées législatives d'au moins les deux tiers des provinces dont la population confondue représente, selon le recensement général le plus récent à l'époque, au moins cinquante pour cent de la population de toutes les provinces.

(2) Une modification de la Constitution du Canada autorisée en application du paragraphe (1), portant sur:

- a) les pouvoirs législatifs d'une province,
- b) les droits ou privilèges que la Constitution du Canada confère ou garantit à la législature ou au gouvernement d'une province,
- c) les biens ou avoirs d'une province,
- d) les ressources naturelles d'une province, que l'assemblée législative d'une province refuse, par résolution, d'autoriser avant la proclamation qui doit la mettre en vigueur, est inopérante dans cette province tant que l'assemblée législative de celle-ci ne l'a pas approuvée par résolution.

(3) Le présent article peut être modifié par proclamation du gouverneur général en conseil sous le grand sceau du Canada si cette mesure est autorisée par des résolutions des assemblées législatives d'au moins huit provinces dont la population confondue représente, selon le recensement général le plus récent à l'époque, au moins quatre-vingts pour cent de celle de toutes les provinces.

*Article 42***«PROCÉDURE RÉFÉRENDAIRE»**

Supprimé.

Article 44

Rôle du Sénat dans la «modification sans résolution du Sénat». Supprimé.

*Article 46***«RÈGLEMENTATION DU RÉFÉRENDUM»**

Supprimé.

Article 47

«Restriction du recours à la procédure normale de modification»

47. (1) Les articles 41 ou 43 ne s'appliquent pas aux cas de modification constitutionnelle pour lesquels une procédure différente est prévue par une autre disposition de la Constitution du Canada. La procédure visée à l'article 41 s'impose toutefois

nevertheless, be used to amend any provision for amending the Constitution, other than Section 41, but including this section.

47(2). The procedures prescribed by Section 41 do not apply in respect of an amendment referred to in Section 43.

Section 48—Amendments by Parliament

48. Subject to Section 50 Parliament may exclusively make laws amending the Constitution of Canada in relation to the executive government of Canada or the House of Commons.

Section 50

Matters Requiring Amendment Under General Amendment Procedure

50. An amendment to the Constitution of Canada in relation to the following matters may be made only in accordance with a procedure prescribed by section 41:

- (a) the office of the Queen and Her status as head of state of Canada and of the provinces and the office of the Governor General and the Lieutenant Governor of a province;
- (b) the Canadian Charter of Rights and Freedoms;
- (c) the commitments relating to equalization and regional disparities set out in Section 31;
- (d) the Senate; . . .

Section 51—Consequential Amendments

51. Class I of Section 91 and class 1 of Section 92 of the Constitution Act, 1867 (formerly named the British North America Act, 1867, the British North America (No. 2) Act, 1949, referred to in item 22 of Schedule 1 to this Act, are repealed.

Section 57—Commencement

57. This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation issued the Governor General under the Great Seal of Canada.

Section 58

“Exception Respecting Amending Procedure”

To be deleted.

pour modifier les dispositions relatives à la modification de la Constitution, y compris le présent article mais à l'exclusion de l'article 41.

(2) La procédure prévue à l'article 41 ne s'applique pas à la modification visée à l'article 43.

Article 48—Modifications par le Parlement

48. Sous réserve de l'article 50, le Parlement a compétence exclusive pour modifier les dispositions de la Constitution du Canada relatives au pouvoir exécutif fédéral et à la Chambre des communes.

Article 50

Recours obligatoire à la procédure normale de modification

50. Toute modification de la Constitution du Canada portant sur les questions suivantes se fait selon la procédure visée à l'article 41:

- a) la charge de Reine du chef du Canada et du chef d'une province, la charge de gouverneur général et celle de lieutenant-gouverneur;
- b) la Charte canadienne des droits et libertés;
- c) les engagements énoncés, en matière de péréquation et d'inégalités régionales, à l'article 31;
- d) le Sénat; . . .

Modifications corrélatives

51. La rubrique 1 de l'article 91 et la rubrique 1 de l'article 92 de la Loi constitutionnelle de 1867 (antérieurement désignée sous le titre: Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867), l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique (n° 2), 1949, mentionné au n° 21 de l'annexe 1 de la présente loi sont abrogés.

Article 57—Entrée en vigueur

57. La présente loi entre en vigueur au jour fixé par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada.

Article 58

«Exception à l'égard des procédures de modification»

Supprimé.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of Justice:

Mr. Roger Tassé, Q.C., Deputy Minister;

Dr. B. L. Strayer, Q.C., Assistant Deputy Minister, Public
Law.

Du ministère de la Justice:

M. Roger Tassé, c.r., sous-ministre;

M. B. L. Strayer, c.r., sous-ministre adjoint, Droit Public.

2 Canada. Parliam
50
SENATE
HOUSE OF COMMONS

Issue No. 42

Wednesday, January 21, 1981

Joint Chairmen:

Senator Harry Hays, P.C.
Serge Joyal, M.P.

SÉNAT
CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 42

Le mercredi 21 janvier 1981

Coprésidents:

Sénateur Harry Hays, c.p.
Serge Joyal, député

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Special Joint Committee of
the Senate and of
the House of Commons on the*

Constitution of Canada

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité mixte spécial
du Sénat et de
la Chambre des communes sur la*

Constitution du Canada

RESPECTING:

The document entitled "Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada" published by the Government on October 2, 1980

CONCERNANT:

Le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980

APPEARING:

The Honourable Robert P. Kaplan,
Acting Minister of Justice

COMPARAÎT:

L'honorable Robert P. Kaplan,
ministre de la Justice suppléant

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981

SPECIAL JOINT COMMITTEE OF
THE SENATE AND OF THE HOUSE
OF COMMONS ON THE CONSTITUTION
OF CANADA

Joint Chairmen:

Senator Harry Hays, P.C.
Serge Joyal, M.P.

Representing the Senate:

Senators:

Asselin	Lucier
Austin	Petten
Goldenberg	

Representing the House of Commons:

Messrs.

Bockstael	Crombie
Campbell (Miss)	Epp
(South West Nova)	Fraser
Corbin	Gimaïel

COMITÉ MIXTE SPÉCIAL DU SÉNAT
ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES
SUR LA CONSTITUTION DU CANADA

Coprésidents:

Sénateur Harry Hays, c.p.
Serge Joyal, député

Représentant le Sénat:

Les sénateurs:

Roblin	Tremblay
Rousseau	Wood—10

Représentant la Chambre des communes:

Messieurs

Hawkes	McGrath
Irwin	Nystrom
Lapierre	Ogle—15
Mackasey	

(Quorum 12)

Les cogreffiers du Comité

Richard Prigent

Paul Bélisle

Joint Clerks of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b) of the House of Commons:

On Wednesday, January 21, 1981:

Mr. Hawkes replaced Mr. Munro (*Esquimalt-Saanich*);
Mr. Ogle replaced Mr. Robinson (*Burnaby*).

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement de la Chambre des communes:

Le mercredi 21 janvier 1981:

M. Hawkes remplace M. Munro (*Esquimalt-Saanich*);
M. Ogle remplace M. Robinson (*Burnaby*).

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, JANUARY 21, 1981
(75)

[Text]

The Special Joint Committee on the Constitution of Canada met this day at 3:50 o'clock p.m., the Joint Chairman, Mr. Joyal, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Asselin, Austin, Goldenberg, Hays, Lucier, Petten, Roblin, Rousseau, Tremblay and Wood.

Representing the House of Commons: Mr. Bockstael, Miss Campbell (*South West Nova*), Messrs. Corbin, Crombie, Epp, Fraser, Gimaiel, Hawkes, Irwin, Joyal, Lapierre, Mackasey, McGrath, Nystrom, Ogle and Robinson (*Burnaby*).

Other Member present: Mr. Allmand.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Messrs. Paul Martin and John McDonough, Researchers.

Appearing: The Honourable Robert P. Kaplan, Acting Minister of Justice.

Witnesses: From the Department of Justice: Mr. Roger Tassé, Q.C., Deputy Minister and Dr. B. L. Strayer, Q.C., Assistant Deputy Minister, Public Law.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the Senate dated November 3, 1980 and its Order of Reference from the House of Commons dated October 23, 1980, both relating to the document entitled "Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada" published by the Government on October 2, 1980. (*See Minutes of Proceedings, Thursday, November 6, 1980, Issue No. 1.*)

The Committee resumed consideration of Clause 1 of the Proposed Constitution Act.

By unanimous consent, Mr. Irwin moved,—That Clause 1 of the proposed *Constitution Act, 1980* be amended by striking out lines 4 to 6 on page 3 and substituting the following:

"reasonable limits prescribed by law as can be demonstrably justified in a free and democratic society."

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to on the following show of hands: YEAS: 21; NAYS: 2.

By unanimous consent, Mr. Epp moved,—That Clause 1 of the proposed *Constitution Act, 1980* be amended by striking out line 1 on page 3 and substituting the following:

"1. Affirming that

(a) the Canadian nation is founded upon principles that acknowledge the supremacy of God, the dignity and worth of the human person and the position of the family in a society of free individuals and free institutions, and

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 21 JANVIER 1981
(75)

[Traduction]

Le Comité mixte spécial sur la Constitution du Canada se réunit aujourd'hui à 15 h 50 sous la présidence de M. Joyal (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Asselin, Austin, Goldenberg, Hays, Lucier, Petten, Roblin, Rousseau, Tremblay et Wood.

Représentant la Chambre des communes: M. Bockstael, M^{lle} Campbell (*South West Nova*), MM. Corbin, Crombie, Epp, Fraser, Gimaiel, Hawkes, Irwin, Joyal, Lapierre, Mackasey, McGrath, Nystrom, Ogle et Robinson (*Burnaby*).

Autre député présent: M. Allmand.

Aussi présents: Du Service de recherches de la Bibliothèque du Parlement: MM. Paul Martin et John McDonough, chercheurs.

Comparait: L'honorable Robert P. Kaplan, ministre de la Justice suppléant.

Témoins: Du ministère de la Justice: M. Roger Tassé, c.r., sous-ministre et M. B. L. Strayer, c.r., sous-ministre adjoint, Droit public.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du Sénat du 3 novembre 1980 et de son ordre de renvoi de la Chambre des communes du 23 octobre 1980, tous deux portant sur le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980. (*Voir procès-verbal du jeudi 6 novembre 1980, Fascicule n° 1.*)

Le Comité reprend l'étude de l'article 1 du projet de loi sur la Constitution.

Du consentement unanime, M. Irwin propose,—Que l'article 1 du projet de *Loi constitutionnelle de 1980* soit modifié en remplaçant les lignes 2 à 5, page 3, par ce qui suit:

«libertés garantit les droits et libertés qui y sont énoncés. Ils ne peuvent être restreints que par une règle de droit, dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté par un vote à main levée par 21 voix contre 2.

Du consentement unanime, M. Epp propose,—Que l'article 1 du projet de *Loi constitutionnelle de 1980* soit modifié par substitution, à la ligne 1, page 3, de ce qui suit:

«1. Attendu que

a) Le Canada est fondé sur les principes de la suprématie de Dieu, de la dignité et de la valeur de la personne humaine, ainsi que de l'importance de la famille dans une société d'êtres et d'institutions libres;

(b) individuals and institutions remain free only when freedom is founded upon respect for moral and spiritual values and the rule of law,
the *Canadian Charter of Rights and*"

After debate at 6:05 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

b) les êtres et les institutions ne demeurent libres que si la liberté s'appuie sur le respect des valeurs morales et spirituelles et de la légalité,
la *Charte canadienne des droits et*»

Après débat, à 18 h 05, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Les cogreffiers du Comité

Richard Prigent

Paul Bélisle

Joint Clerks of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Wednesday, January 21, 1981

• 1550

*[Texte]***The Joint Chairman (Mr. Joyal):** Order, please.

Yesterday, as honourable members will recall, we agreed that we would invite at the opening of our session today, the representative of the NDP party, Mr. Lorne Nystrom, to introduce the amendments, if any, the New Democratic Party would like to have discussed at this table.

We have provided the Official Opposition the same opportunity last night and all honourable members are agreeable to invite the New Democratic Party to do the same.

Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: Mr. Chairman, thank you very much for the opportunity to say a few words at this time.

I indicated to the Committee yesterday or the day before on a point of order that we had not yet made a decision to do as the Conservatives did, that is to present our amendments in terms of a total package, which was one option.

The other option was to present them in groups of one or two, or three or four at a time.

Now, we have decided in caucus that, instead of presenting them as a package, we will do the latter and present them individually and try to give members of the Committee enough time to study our amendments and to have sufficient time before the vote, so that honourable members would know the arguments that we are about to make.

I would suggest, Mr. Chairman, that we do not spend a great deal of time on a few amendments right now that we intend to make, but I would, if I may, like to turn the microphone over to Mr. Robinson.

As you know, Mr. Chairman, in our party we have been involving a number of people in the constitutional work, and a whole series of people have been through here, and we have delegated certain responsibilities for certain sections to certain people, and we have delegated to Mr. Robinson the responsibility of dealing with amendments on the Charter of Rights, the legal rights section.

He will make a very short statement on some of our amendments this afternoon. Then, in the day or week or two to come, we will be sending the Committee, with as much notice as possible, the rest of the amendments and perhaps making a short statement at that time.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Robinson.**Mr. Robinson:** Thank you very much, Mr. Chairman.

I would also like to thank the members of the Committee for their indulgence in this procedure.

I would also like to indicate that we certainly intend to table, hopefully later today, if not later today, then you will receive in your offices first thing tomorrow morning, the actual text of our proposed amendments with respect to the Charter of Rights, at least the first 15 clauses.

As I say, I apologize for the fact that there is not written formulation of them as yet. There will be within a very few

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mercredi 21 janvier 1981

*[Traduction]***Le coprésident (M. Joyal):** A l'ordre, s'il vous plaît.

Vous vous souviendrez qu'hier nous nous étions mis d'accord pour inviter, au début de la séance d'aujourd'hui, le représentant du Nouveau parti démocratique, M. Lorne Nystrom, à présenter au Comité les amendements recommandés par son parti.

Puisque nous avons accordé la même possibilité à l'Opposition officielle hier soir, nous avons convenu de cette procédure, pour le parti néo-démocrate.

Monsieur Nystrom.

M. Nystrom: Merci, monsieur le président.

Hier ou avant hier, j'avais indiqué au Comité, à l'occasion d'un rappel au Règlement, que nous n'avions pas encore décidé de faire comme les Conservateurs, c'est-à-dire de présenter d'un seul coup un ensemble d'amendements.

L'autre solution que nous avons envisagée était de présenter nos amendements par groupe de deux, trois ou quatre.

Aujourd'hui, notre caucus a décidé de choisir cette seconde solution, afin de donner aux membres du Comité le temps nécessaire pour les étudier et de nous donner, à nous, le temps nécessaire pour les expliquer.

Donc, monsieur le président, nous n'allons pas vous présenter aujourd'hui l'ensemble de nos amendements, et je céderai bientôt la parole à M. Robinson pour donner des précisions.

Comme vous le savez, monsieur le président, un certain nombre de députés de notre parti se sont occupés de ces problèmes constitutionnels. Ainsi, nous avons délégué à M. Robinson la responsabilité de préparer les amendements concernant la charte des droits.

Il fera donc une brève déclaration, cet après-midi, au sujet de cette série d'amendements. Puis, ultérieurement, nous enverrons au Comité, avec le plus de préavis possible, les autres amendements que nous voudrions présenter.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Robinson.**M. Robinson:** Merci, beaucoup, monsieur le président.

Je remercie également les membres du Comité d'accepter cette procédure.

Je commencerai par vous dire que nous avons l'intention de déposer, soit aujourd'hui même soit demain matin, le texte même de nos amendements concernant la charte des droits, c'est-à-dire au moins les 15 premiers articles. Ce texte sera envoyé directement à vos bureaux.

Malheureusement, et je vous demande de m'en excuser, je n'ai pas encore reçu le texte bilingue de nos amendements.

[Text]

minutes a written formulation, both in French and English of our proposal with respect to Clause 1, which, as I understand it, is the clause we will be proceeding on this afternoon.

Very briefly, if I may, in order to give Committee members some notice of the areas within which we intend to move, firstly, with respect to Clause 1, as I indicated, we will be proposing a number of changes there.

Now, I do not propose to touch upon those changes now, because they will be circulated in very short order.

With respect to Clause 2 and certain other clauses, we believe that the use of the word "everyone" should be replaced by the words "every person" for greater clarity.

Also, with respect to Clause 2, that the freedom of the press and other media should be listed as a separate freedom and not included in the over-all freedom of expression.

There will also be a fairly minor amendment to remove the word "peaceful" from "peaceful assembly" and restore the wording to the original Canadian Bill of Rights formulation.

Naturally, I will elaborate upon these amendments at the time they are proposed. This is simply to give Committee members some notice of the areas we will be examining.

With respect to Clause 3, it is our view that that clause is too narrowly defined and we would like to make it very clear that the right to vote and to be a candidate and to hold office can only be abrogated in the most extreme circumstances, and we will be proposing a wording which imposes a somewhat more rigid test, the test of demonstrable justifiability, and also making clear that there cannot be distinction on the grounds for example, of race, sex, political belief in granting the right to vote.

On Clause 4 of the proposed charter, we are concerned about the use of the word "apprehended", and we will be suggesting amendment to the word "imminent" as was proposed by the Bar Association and others; and we would be suggesting that there should be some provision, Mr. Chairman, whereby the decision to extend the House of Commons or a provincial legislative assembly, is not an indefinite extension, but that there is a certain obligation upon the government to come back at regular intervals to ensure that that extension has the support of the elected members in that particular house.

With respect to Clause 6, the amendment I would wish to flag at this point is the following: That Canadian citizenship, once legally acquired shall be inalienable. The concept of Canadian citizenship is fundamental in a number of aspects of the proposed Charter, and in our view, that should be inalienable once it has been legally acquired.

On Clause 7, dealing with the question of fundamental justice, we will be suggesting that this concept be expanded, Mr. Chairman, to include the principles of due process of law, so that any jurisprudence which may exist on that subject may be preserved and that "fundamental justice" would be a broader concept.

We are also proposing two new subclauses to Clause 7—the right to a fair hearing in accordance with the principles of

[Translation]

Nous devrions recevoir, dans quelques minutes, une version anglaise et française de notre projet d'amendement au sujet de l'article 1, qui est celui que nous étudions cet après-midi.

Cela dit, je peux déjà vous indiquer dans quel domaine nous avons l'intention de soumettre des amendements.

Je n'ai pas l'intention de vous les expliquer en détail maintenant, mais je peux vous en donner une idée générale.

En ce qui concerne l'article 2, ainsi que certains autres articles, nous pensons que le mot «chacun» devrait être remplacé par les mots «chaque personne», afin d'être plus clair.

En outre, nous estimons que la liberté de la presse et de tous les moyens d'information devrait être énumérée séparément et ne pas être incluse dans ce qu'on appelle la liberté d'expression.

Nous allons également recommander la suppression du mot «pacifique», dans l'expression «liberté de réunion pacifique», afin de reprendre les termes employés dans la Déclaration canadienne des droits.

Naturellement, je vous donnerai des précisions lorsque nous soumettrons le texte même de nos amendements. Pour l'instant, je veux simplement vous informer de nos intentions.

En ce qui concerne l'article 3, il nous paraît trop restrictif. Nous voudrions ainsi affirmer très clairement que le droit de vote et le droit d'être candidat ne devraient être sujets à abrogation que dans des circonstances extrêmes. Nous allons donc proposer un texte exigeant que cette abrogation fasse l'objet d'une justification et précisant également qu'il ne peut y avoir de distinction, dans l'octroi du droit de vote, pour des raisons, par exemple, de race, de sexe, de croyance politique.

En ce qui concerne l'article 4, nous voudrions remplacer le mot «appréhender» par le mot «imminente» conformément à la proposition du Barreau canadien, entre autres. Nous allons également soumettre un texte selon lequel la décision de prolonger le mandat de la Chambre des communes ou d'une assemblée législative ne peut entraîner de prolongement indéfini; le gouvernement en question sera donc obligé de soumettre la prolongation de son mandat à l'analyse des députés, à intervalles réguliers, pour s'assurer que cette prolongation a toujours leur soutien.

En ce qui concerne l'article 6, nous voudrions proposer l'amendement suivant: une fois acquise légalement, la citoyenneté canadienne devient inaliénable. Ce principe nous paraît absolument fondamental, à l'égard de plusieurs éléments de la charte des droits.

Au sujet de l'article 7, concernant les garanties juridiques, nous allons en proposer l'extension, afin d'inclure le principe des voies régulières de droit. De cette manière, nous assurerons la préservation de la jurisprudence, dans ce domaine, ainsi qu'une interprétation plus large de la notion de justice fondamentale.

Nous allons également proposer deux nouveaux alinéas à l'article 7. Le premier concernera le droit de la personne à une

[Texte]

fundamental justice for the determination of one's rights or obligations.

This is contained in the Canadian Bill of Rights, and certainly with the exploration of administrative and quasi-judicial tribunals, I believe this is an important addition; and also, the right to protection against arbitrary or unreasonable interference with privacy will be proposed as a new subclause of Clause 7.

With respect to Clause 8, there will be a minor clarification to ensure that we are dealing with the right to protection from unreasonable search or seizure of both person and property.

With respect to Clause 10, there are two additions, Mr. Chairman. These are rights following arrest—two proposed additions; one with respect to the right of persons who have not sufficient means to pay for counsel, to be provided with counsel where the interests of justice so require.

This is very much in keeping with our commitment under the International Covenant on Civil and Political Rights.

Secondly, there is the right to protection from self-incrimination from the moment of arrest and not merely from the moment of charge—from the moment of arrest; and the right to be informed of that right.

Mr. Chairman, there are four other brief clauses, if I may. With respect to Clause 11, we will be proposing a number of fairly technical amendments and some of them of substance; for example, in Clause 11(c), no one should be compelled to confess guilt; with respect to Clause 11(f) on the right to trial by jury—a very fundamental and important right—we will be suggesting that that should be accorded to an accused who is liable to imprisonment of two years or more and not five years or more.

We share the concerns expressed by some members of the Jewish community with respect to making very certain that our objectives in dealing with war criminals are realized and we will be proposing some technical amendments in those areas.

with respect to Clause 11(h) we want the principle of double jeopardy—the protection from double jeopardy recognized in a more effective way than is presently recognized in that formulation.

Then two additional protections, Mr. Chairman: we would want the right to be confronted by witnesses against a person who is accused of a criminal offence, and the right to have compulsory process for obtaining witnesses in favour of the accused.

These are, again, rights which are presently taken for granted in Canadian society and which are confirmed by the Covenant.

With respect to Clause 12, Mr. Chairman we would change the words "cruel and unusual" because of the interpretation of those words which could lead to the unfortunate conclusion

[Traduction]

audience équitable, conformément au principe de la justice fondamentale, pour la détermination des droits et obligations individuels.

Ceci figure déjà dans la Déclaration canadienne des droits et nous paraît extrêmement important du fait de la multiplication des tribunaux administratifs et quasi judiciaires. De plus, nous proposerons un nouvel alinéa, concernant le droit de la personne à être protégée de toute ingérence arbitraire ou déraisonnable dans sa vie privée.

En ce qui concerne l'article 8, nous proposerons un amendement destiné à garantir que la protection contre les fouilles et les saisies abusives s'applique bien à la fois aux personnes et aux biens.

En ce qui concerne l'article 10, nous voudrions ajouter deux amendements, concernant les droits de l'individu après une arrestation. Le premier, qui concerne le droit de l'individu qui n'a pas les moyens de se payer un avocat, indiquera qu'un avocat devra néanmoins lui être fourni, lorsque la justice l'exige.

Ceci correspond tout à fait à nos engagements en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Le deuxième amendement établira le droit de l'individu à être protégé contre toute auto-accusation, non pas seulement à partir du moment de son accusation officielle mais à partir du moment de son arrestation. De plus, l'individu devra être informé de ce droit.

Il me reste quatre autres amendements, monsieur le président. En ce qui concerne l'article 11, nous allons proposer certains amendements d'ordre technique et d'autres de fond. Par exemple, pour l'alinéa 11(c), nous allons demander que personne ne soit obligé d'admettre sa culpabilité. En ce qui concerne l'article 11(f), qui concerne le droit d'être jugé par un jury, ce qui est un droit fondamental, nous allons recommander qu'il soit accordé à tout inculpé passible d'un emprisonnement de deux ans ou plus et non pas de cinq ans ou plus.

Nous partageons également les préoccupations de certains membres de la collectivité juive, concernant le problème des criminels de guerre, et nous allons proposer certains amendements techniques dans ce domaine.

En ce qui concerne l'alinéa 11(h), nous voudrions que le principe de protection à l'égard de la double accusation soit reconnu d'une manière plus efficace que dans la proposition qui nous est soumise.

Nous voudrions également ajouter deux protections supplémentaires, monsieur le président. Ainsi, nous voudrions que toute personne accusée d'une infraction criminelle ait le droit d'être confrontée aux témoins et, deuxièmement, nous voudrions inscrire le droit d'avoir recours à un processus obligatoire ou l'obtention de témoins en faveur de l'accusé.

Ce sont là des droits qui sont actuellement considérés comme allant de soi, dans notre société, et qui sont confirmés par le Pacte international.

En ce qui concerne l'article 12, monsieur le président, nous voudrions remplacer les mots «cruel et inusité», car ils pourraient être interprétés comme signifiant qu'une peine, même

[Text]

that punishment, even though cruel and inhuman and degrading, could not be struck down mainly because it was ongoing or it was not unusual in Canadian society. We will be proposing that those words be changed and also that the words of the Covenant be substituted, that is to say, "cruel, inhuman or degrading treatment or punishment".

With respect to Clause 14, we will be suggesting that the interpretation of this particular clause will be more effective if the wording of Bill C-60 were to be used. There is a somewhat broader application of the fundamental right to an interpreter. We certainly also support the extension of this to those persons who are subject to hearing impairment.

Finally, Mr. Chairman, at this point, with respect to Clause 15, the proposed equality rights, I think it might be in order if I were to read our proposal on this so that members would be well aware of what we are proposing. As I say, you will be receiving a written copy of this, and with that, Mr. Chairman, I will conclude.

We proposed a new Clause 15 with three subclauses as follows:

15(a) Every person is equal in, before, and under the law and has the right to equal protection and equal benefit of the law, and to access to employment, accommodation and public services without unreasonable distinction on grounds, including race, national or ethnic origin, colour, religion, sex, age, marital status, sexual orientation, political belief, physical or mental disability or lack of means.

And there will be a Clause 15(b) to the effect that sex, race, colour, religion, national or ethnic origin shall never constitute a reasonable distinction for the purposes of Clause 15(a); and finally Clause 15(c) the affirmative action subsection, that Clause 15(a) does not preclude any law, program or activity which has as its object the amelioration of conditions of disadvantaged groups, including those who are disadvantaged because of grounds specified therein.

Mr. Chairman, as I say, I apologize for not having these in writing, and they will be forwarded very shortly in both French and English and certainly at the time the amendments are moved there will be elaboration on the objectives that we attempt to achieve on these amendments.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: Just to complete the statement, Mr. Chairman, as I said earlier we will be announcing the amendments we intend to move in a series of groups. We have decided in our caucus to move amendments in seven major areas. We have a series of amendments, as Mr. Robinson has pointed out, in terms of the Charter, and he has referred to them, and we will have them as soon as possible in both languages.

[Translation]

cruelle et inhumaine, ne pourrait pas être abrogée simplement parce qu'elle n'est pas inusitée dans la société canadienne. Nous allons donc proposer l'élimination de ces mots et leur remplacement par ce qui figure dans le Pacte international, c'est-à-dire: «tous traitements ou peines cruels, inhumains ou dégradants».

En ce qui concerne l'article 14, nous pensons que son interprétation sera plus efficace si l'on emploie les termes figurant dans le Bill C-60. En effet, ce bill définissait d'une manière un peu plus large le droit fondamental à l'assistance d'un interprète, et nous allons également recommander l'extension de ce droit aux personnes qui souffrent de difficultés de l'ouïe.

En ce qui concerne finalement l'article 15, c'est-à-dire les droits à l'égalité, il serait peut-être opportun que je vous lise le texte même de notre amendement, afin que tous les membres du Comité sachent bien ce que nous proposons. Comme je l'ai dit, vous recevrez un peu plus tard le texte de cet amendement. Après cela, je conclurai, monsieur le président.

Nous proposons donc le nouvel article 15 suivant:

15(a) Chaque personne est égale dans, devant et sous la Loi et a droit à une protection égale et à une application égale de la Loi, ainsi qu'à l'accès à l'emploi, au logement et aux services publics sans distinction déraisonnable pour des motifs comprenant la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, le sexe, l'âge, le statut matrimonial, l'orientation sexuelle, la croyance politique, l'invalidité physique ou mentale ou le manque de ressources.

Nous ajouterons également un alinéa 15(b) selon lequel le sexe, la race, la couleur, la religion, l'origine nationale ou ethnique ne pourront jamais constituer un motif raisonnable de distinction dans l'application de l'article 15(a). Finalement, nous ajouterons un alinéa 15(c), affirmant le principe de l'action sociale, c'est-à-dire affirmant que l'article 15(a) ne peut empêcher l'application d'aucune loi, d'aucun programme ou d'aucune activité dont l'objectif est d'améliorer la situation des groupes défavorisés, y compris de ceux qui le sont pour les raisons mentionnées ci-dessus.

Je vous demande à nouveau de nous excuser de ne pas vous avoir fourni le texte de ces amendements, monsieur le président, mais il devrait nous parvenir très bientôt, en français et en anglais. Lorsque nous les soumettrons officiellement, dans l'étude article par article, nous vous donnerons plus de précisions sur les objectifs que nous souhaitons atteindre.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

Monsieur Nystrom.

M. Nystrom: Comme je l'ai dit plus tôt, monsieur le président, nous proposerons nos amendements par groupes. En effet, notre caucus a décidé de proposer des amendements dans sept domaines bien précis. M. Robinson vient de vous présenter les amendements concernant la charte des droits, et nous vous les donnerons, le plus vite possible, dans les deux langues officielles.

[Texte]

I would like to take about four minutes to outline where the other amendments will come.

Secondly, there will be amendments in terms of language rights, minority language rights in this country which are so important; thirdly, we will be having some amendments on native rights, rights for the aboriginal people of our country; we had many of them before the Committee as witnesses.

The fourth area where we have amendments prepared and which we are going to fight hard for, is the area of equalization; but on that I would like to say that the government has moved an amendment that is almost identically word for word with the one we wanted to move.

We accept it, and we think that amendment is excellent and we support the government's amendment in the area of equalization.

The fifth area out of the seven is the area of constitutional conferences. We will be moving or proposing an amendment in terms of broadening the participation process in terms of ironing out in this country a new constitution.

The sixth area is the whole area of the referendum. We will be proposing to this Committee some amendments in terms of the referendum. A number of us have already spoken on that and have questioned witnesses in that area.

The seventh and final area which is very important is, of course, the area of resources. We will be proposing an amendment or some amendments, in the area of resources which we think are very important for the country.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, if I may, I would like to supplement Mr. Nystrom's remarks.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes.

Mr. Robinson: I should, perhaps, have mentioned this initially. There will be two proposed additions, to which I did not make reference and I will give the Committee notice now.

On Clause 2(e) there will be a new Clause 2(e) under our reformulation of Clause 2. We would add to the freedom of association the words "including the freedom to organize and bargain collectively". Those words are, of course, contained in the International Covenant on Civil and Political Rights, and this is a right which has been of fundamental significance in Canadian society for many years.

Secondly, we would propose a new Clause 5 and renumber Clause 5 as Clause 4(3)—the right to access to information:

Every person has the right to have reasonable access to information in the possession of federal, provincial or municipal departments, institutions and agencies.

Those are two additional elements which we will be proposing, and the wording will be forthcoming on those.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

The honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, just before we get to the questions—I understand that will be the format this afternoon—could I have some clarification from you before going into the

[Traduction]

J'aimerais maintenant prendre quelques minutes supplémentaires pour vous indiquer les autres secteurs dans lesquels nous proposons des amendements.

Ainsi, nous proposerons des amendements dans le domaine des droits linguistiques minoritaires, qui sont tellement importants dans notre pays. Nous en proposerons également au sujet des droits des autochtones, pour refléter les déclarations des nombreux témoins autochtones que nous avons entendus.

Le quatrième domaine, pour lequel nous allons nous battre fermement, concernera la péréquation. A ce sujet, je dois dire que le gouvernement a proposé un amendement pratiquement identique, mot pour mot, à celui que nous voulons proposer.

Nous l'acceptons donc, car nous pensons qu'il est excellent.

Le cinquième domaine concernera les conférences constitutionnelles. Nous allons proposer un amendement destiné à élargir la participation future aux conférences constitutionnelles.

Le sixième domaine concernera le référendum. En effet, certains d'entre nous se sont déjà exprimés à ce sujet et ont posé des questions aux témoins, et nous proposerons des amendements.

Le septième domaine, qui est très important, est, bien sûr, celui des ressources naturelles. Nous allons proposer un ou plusieurs amendements au sujet des ressources, qui, selon nous, sont très importantes pour le pays.

M. Robinson: Si vous me le permettez, monsieur le président, je voudrais compléter les remarques de M. Nystrom.

Le coprésident (M. Joyal): Je vous en prie.

M. Robinson: J'aurais sans doute dû mentionner cela plus tôt. Il s'agit de deux amendements supplémentaires que je n'ai pas mentionnés et dont je voudrais informer le Comité.

Tout d'abord, nous voudrions proposer un nouvel alinéa 2e), destiné à ajouter, sur le plan de la liberté d'association, les mots suivants: «inclure la liberté de s'organiser et de négocier collectivement». Évidemment, ces mots se retrouvent dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et reflètent un droit fondamental, pour la société canadienne, depuis de nombreuses années.

Deuxièmement, nous allons proposer un nouvel article 5, sous un nouveau numéro, c'est-à-dire 4(3), concernant le droit d'accès à l'information.

Chaque personne a le droit d'avoir un accès raisonnable à l'information en possession des ministères, organismes et agences fédéraux, provinciaux ou municipaux.

Voilà donc les deux amendements supplémentaires que nous proposerons.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

Je donne la parole à l'honorable Jake Epp.

M. Epp: Avant de passer aux questions, monsieur le président, j'aimerais vous demander certaines précisions.

[Text]

question on a number of things. I will put them individually so that I could probably get a response.

First of all, our party had put forward the proposition that when we get to the clause-by-clause, that there might be a need to call Ministers before the Committee for technical explanations in terms of policies and legislation passed at the present time under which departments are functioning, and which might be affected by that particular clause that we are studying at any given time.

We had said—and I believe Senator Austin will bear this out—that the list I had was very restrictive, and I was not intending to use that kind of an effort in any way to block the work of the Committee, and I think Senator Austin has generally conceded that that was put forward in that spirit.

I will just give you one: the matter of age. I think all of us would have some problem with the aging process. We do have some difficulties in terms of what "age" might mean for the purposes of administration in government departments now.

Could I have an explanation either from the Chair or from a member representing the government as to what their position is on that request?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like the honourable Senator Austin on that very specific question, because I do not believe the Chair is in any way a spokesman for the government on that very issue, which, I think, has to be discussed among the party representatives.

I would now like to invite the honourable Senator Austin.

Senator Austin: Thank you, Mr. Chairman.

It is the view of the government—and I have communicated this to Mr. Epp yesterday in a private conversation, but I would like to place it on record, that it would be an unusual procedure that the government's representative here is the Minister of Justice, or the Acting Minister of Justice, and if he is asked questions, about which he has not informed himself, that he will do his very best to inform himself and to help the Committee and will be the Minister speaking on behalf of the government.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Senator Austin.

The Honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, so I take it, then, that the Minister of Justice or the Acting Minister of Justice, or whoever else the government places in that position before this Committee, will be responsible for all answers relative to the government and also the administrative procedures which might be affecting any of the departments of government?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable Senator Austin.

Senator Austin: The answer to that is yes, Mr. Chairman. The Minister of Justice is the responsible Minister in this Committee, and he will do his best to inform himself and the Committee when ever there are questions put to him regarding the impact of the joint resolution on Canadian society.

[Translation]

Tout d'abord, notre parti a déjà signalé qu'il serait peut-être nécessaire, à l'étape de l'étude article par article, de convoquer certains ministres, pour obtenir des explications techniques sur les politiques ou lois actuellement appliquées par chaque ministère et pouvant être affectées par la nouvelle constitution.

Nous avons dit, et le sénateur Austin pourra le confirmer, que notre liste serait très limitée et que nous n'avions certainement pas l'intention, par ces convocations, de bloquer, en quoi que ce soit, les travaux du Comité.

Pour vous donner un exemple des problèmes qui pourraient se poser, je prendrai le cas des distinctions fondées sur l'âge. Certains d'entre nous se demandent comment ce mot pourrait être interprété par les ministères, dans leurs activités courantes.

Pourrais-je donc demander au président quelle est la position du gouvernement sur la possibilité de convoquer ces ministres?

Le coprésident (M. Joyal): Puisque le président n'est aucunement le porte-parole du gouvernement sur ces questions, je demanderais à l'honorable sénateur Austin de bien vouloir répondre à la question, qui, si je ne me trompe, a déjà fait l'objet de discussions parmi les représentants des divers partis politiques.

Je donne la parole à l'honorable sénateur Austin.

Le sénateur Austin: Merci, monsieur le président.

J'ai déjà donné cette réponse à M. Epp en privé, hier, et je voudrais aujourd'hui la répéter en public. Le gouvernement considère que cette procédure serait tout à fait inusitée. En effet, il estime que son représentant au sein de ce Comité est le ministre de la Justice, ou le ministre suppléant, qui a donc la responsabilité, lorsque lui sont posées des questions sur lesquelles il n'est pas informé, de faire le nécessaire pour obtenir les informations et de répondre ultérieurement au nom du gouvernement.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, sénateur Austin.

L'honorable Jake Epp.

M. Epp: Dois-je donc comprendre, monsieur le président, que le ministre de la Justice, ou son suppléant, ou la personne, quelle qu'elle soit, à qui le gouvernement confiera cette responsabilité devant le Comité, sera chargé de répondre à toutes les questions concernant les politiques et procédures administratives des ministères?

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable sénateur Austin.

Le sénateur Austin: La réponse est oui, monsieur le président. Le ministre de la Justice est le ministre responsable devant ce Comité et il fera de son mieux pour s'informer au sujet des questions qui seront posées quant à l'impact du projet de résolution sur la société canadienne.

[Texte]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable James McGrath on a supplementary question.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, briefly, we know of at least one department of government outside of the Department of Justice—and we understand that there are at least two others which have sought separate legal advice as to the implications of some provisions of the Charter on their department; for example, the implications of mobility rights on Indian and Northern Affairs, north of the 60th and so on.

What you are saying to us now is that we will not be able to question the Minister of Indian and Northern Affairs. We accept that.

But, will we have access to the opinion that is sought by the Minister of Northern and Indian Affairs regarding the implications of the bill on his department?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I do not want to interrupt or to prevent the honourable Senator from answering the question; but maybe the Acting Minister of Justice could answer the question. With all due respect to the honourable Senator, the honourable, the Acting Minister of Justice.

Hon. Robert P. Kaplan (Solicitor General and Acting Minister of Justice): Mr. Chairman, I will undertake to answer all questions for the government.

Obviously if a matter arises about a legal opinion which is in existence of which the honourable member knows, but about which I have no knowledge, I might want to have sometime to obtain that opinion and to be briefed about it.

But I think it would be in the best interests of the Committee, considering the schedule of the Ministers, and the fact that there are a very few days left for me to give you that undertaking and to be responsible to provide information on behalf of the government to the Committee.

I will do my best, and if I cannot do it directly in reply, perhaps we could pass a clause and we could come back to it as soon as I am informed.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Honourable Jake Epp, I think you had another question, I invite you to pursue that.

Mr. Epp: Thank you, Mr. Chairman.

Another matter, and I will leave that in the hands of the Chair because we have given a commitment to start with clause-by-clause today and I stay with that commitment.

Yu will recall at yesterday's hearing, just prior to adjournment at 6 o'clock, there was a commitment, I believe, given by the Chair that possibly Mr. Hawkes might finish his questioning, and I will leave that in the hands of the Chair. I simply make mention of that without in any way trying to deprecate from the commitment that we have made and we stay by that commitment.

Mr. Chairman, just the last point, and I appreciate that the New Democratic Party has put forward before us at least the intentions as to the direction that they are going, and I take it that you will allow for questions and after you have recognized the government questioners we would also like to ask a few

[Traduction]

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable James McGrath, pour une question supplémentaire.

M. McGrath: Je dois dire, monsieur le président, que nous savons qu'au moins un, et peut-être même deux ministères, autres que celui de la Justice, ont déjà essayé d'obtenir des avis juridiques distincts quant aux conséquences que la charte des droits pourrait avoir sur leurs activités. Ainsi, les dispositions de la charte sur la liberté de circulation pourraient avoir des conséquences sur le ministère des Affaires indiennes, entre autres.

Si je comprends bien votre réponse, nous ne pourrions pas poser de questions à ce sujet au ministre responsable, ce que nous acceptons.

Cependant, aurons-nous accès à l'avis qu'essaie d'obtenir le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien quant aux conséquences de la résolution sur son ministère?

Le coprésident (M. Joyal): Je ne voudrais pas interrompre l'honorable sénateur dans sa réponse, mais peut-être que le ministre suppléant de la Justice pourrait y répondre. Je lui donne donc la parole.

L'hon. Robert P. Kaplan (solliciteur général et ministre suppléant de la Justice): Monsieur le président, je suis chargé de répondre aux questions au nom du gouvernement.

Évidemment, si une question est posée au sujet d'un avis juridique qui existe, mais dont je n'ai aucune connaissance, à la différence de mon honorable collègue, je demanderai le temps nécessaire pour obtenir les informations adéquates.

Considérant cependant la charge de travail des ministres, et le fait qu'il reste au Comité peu de jours pour terminer ses travaux, je pense qu'il est dans l'intérêt du Comité que ce soit moi qui fournisse les réponses nécessaires au nom du gouvernement.

S'il m'arrive de ne pas pouvoir répondre immédiatement à une question, peut-être pourrions-nous la laisser de côté et y revenir, dès que j'aurai la réponse.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Epp, je pense que vous avez une autre question à poser et je vous donne donc encore la parole.

M. Epp: Merci, monsieur le président.

Étant donné que nous nous sommes engagés à commencer aujourd'hui l'étude du projet article par article, je m'en remettrai à votre décision.

Vous vous souviendrez qu'avant d'ajourner la séance hier soir, le président s'était plus ou moins engagé à permettre à M. Hawkes de terminer ses questions. Je voulais simplement le rappeler en vous disant, encore une fois, que nous ne voulons absolument pas renier notre engagement à l'égard de l'étude article par article.

Pour terminer, monsieur le président, je suppose que vous autoriserez une période de questions au sujet des amendements proposés par le Nouveau Parti démocratique. J'espère que vous nous permettrez à nous, également, de poser des questions, tout au moins quant aux principes énoncés par ce parti,

[Text]

questions, at least in terms of principles they have enunciated, if not on the specifics that at this moment are not before us.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable Jake Epp.

Before we open the questioning I would seek the advice of honourable members. We could either open our information session with the representatives of the NDP and reserve of course the right of Mr. Hawkes, and the Chair is fully in agreement that Mr. Hawkes should have an opportunity to complete his questioning, I think that he had another five minutes or so, to complete his questioning of the Minister and we could then start our work on a clause-by-clause basis or go on with Mr. Hawkes and then come back to the New Democratic Party proposals that we had under consideration just a moment ago.

My proposal or suggestion, and very humbly, to the honourable members would be to continue with the New Democratic party and complete the information session and I am quite sure that in the course of exchange Mr. Hawkes might have additional information to ask of the Minister and he might even profit from that exchange with the representatives of the New Democratic Party, so in so doing I would invite the honourable members to address, if they have questions, the representative of the New Democratic Party on the statement that we just heard from Mr. Nystrom and Mr. Robinson.

So I am open to receive names from honourable members.

Honourable Senator Austin.

Senator Austin: Mr. Chairman, I am speaking for myself and not for members on this side, but I would suggest that as we have not received a document from the NDP we would want to wait until we had a document before us before we pursued any questions, and in that context I would suggest further that we proceed with clause-by-clause and discuss the New Democratic Party amendments in the way in which they wish them submitted, that is clause-by-clause, and they can explain their amendments, as Mr. Robinson mentioned, when we come to deal with them in the context of each clause.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): That seems to be a fair suggestion.

Mr. Nystrom and Senator Asselin.

Mr. Nystrom: I thought I made it fairly clear, Mr. Chairman, the way I prefer to go is the way that Senator Austin has suggested. I think that we save time before the Committee that way, that we will discuss in detail our amendments clause-by-clause.

They are in the process now of being translated and being put into technical language, and as soon as that is done we will make them available to the Committee, and we will make all the other amendments I referred to in the other five areas available as soon as we can and we will give people notice as soon as possible.

If there are any questions in a general sense perhaps once Committee members receive the printed material they can ask them of us tomorrow, but to do so briefly because that way we can expedite the work of Committee.

[Translation]

puisque nous n'avons pas encore le texte même de ces amendements.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Epp.

Avant de passer à la période de questions, je voudrais connaître l'avis des membres du Comité sur la procédure à suivre. Évidemment, le président est tout à fait d'accord pour que M. Hawkes ait la possibilité de terminer ses questions, ce qui devrait prendre environ 5 minutes. Nous pourrions donc lui donner la parole tout de suite, mais nous pourrions également passer immédiatement à notre séance d'information, avec les représentants du Nouveau Parti démocratique.

Ma proposition, que je vous sou mets en toute humilité, serait de terminer la séance d'information avec le Nouveau Parti démocratique. D'ailleurs, je suis certain que M. Hawkes pourra profiter de cette discussion et peut-être même en tirer matière pour d'autres questions à poser au ministre. Donc, si vous êtes d'accord, je vous donnerai la parole pour poser des questions aux représentants du Parti néo-démocrate, au sujet des déclarations de MM. Nystrom et Robinson.

Je suis donc prêt à recevoir vos noms.

L'honorable sénateur Austin.

Le sénateur Austin: M'exprimant en mon nom personnel, monsieur le président, et non pas au nom des membres du Comité de notre parti, je pense qu'il serait peut-être préférable d'attendre d'avoir reçu le texte même des amendements du Parti néo-démocrate, avant de passer aux questions. De ce fait, nous pourrions donc passer immédiatement à l'étude article par article et discuter des amendements du Parti néo-démocrate dans l'ordre dans lequel ce parti voudra nous les soumettre. En effet, M. Robinson a mentionné qu'il soumettrait ses amendements dans l'ordre des articles du projet de résolution.

Le coprésident (M. Joyal): C'est une suggestion tout à fait valable.

Monsieur Nystrom, puis le sénateur Asselin.

M. Nystrom: Je pensais avoir indiqué, assez clairement, monsieur le président, que je préfère la solution du sénateur Austin. Cela nous permettra en effet de gagner du temps, puisque nous discuterons de toute façon de nos amendements, lors de l'étude article par article.

Dès que nos amendements auront été traduits, nous les mettrons à la disposition des membres du Comité et, dès que possible, nous vous remettrons également les autres amendements que j'ai mentionnés, au sujet des cinq autres domaines.

Si certains veulent poser des questions d'ordre général au sujet de nos amendements, peut-être pourraient-ils le faire lorsqu'ils en auront reçu le texte, afin de ne pas retarder les travaux du Comité.

[Texte]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Nystrom.

Honourable Senator Asselin.

Le sénateur Asselin: Monsieur le président, je pense qu'il n'est pas juste pour les membres du Comité que le Nouveau Parti Démocratique puisse avoir la permission de déposer ses amendements au fur et à mesure que nous allons étudier les clauses.

Nous avons déposé hier une série d'amendements, nous, justement pour permettre aux membres du Comité de pouvoir étudier à l'avance toutes les conséquences des amendements que nous apportons afin que, lorsque nous allons arriver à discuter les clauses de ce document et que nos amendements se rattacheront à ces clauses-là, qu'on puisse décider immédiatement sans commencer à étudier l'amendement que nous présentera le NPD.

Je pense que le Nouveau Parti Démocratique devrait être juste envers les membres du Comité et la présidence devrait au moins demander au Nouveau Parti Démocratique de présenter ses amendements dans un délai limité, disons demain, pour nous permettre, nous, en fin de semaine de regarder ces amendements-là et pouvoir se prononcer sur ceux-ci. Je pense que ce serait équitable pour les membres du Comité que les mems du Nouveau Parti Démocratique puissent coopérer avec le Comité de cette façon.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, sénateur Asselin.

Peut-être que M. Nystrom voudrait préciser de manière un peu plus immédiate dans quel délai il se propose de déposer les amendements, surtout ceux qui se rapportent aux articles 1 à 15.

M. Robinson nous a fait part tantôt qu'ils avaient conçu cette série d'articles comme un tout et qu'ils semblaient disposés à s'adresser à ces articles immédiatement.

Maybe Mr. Nystrom could give us some indication on that so that the honourable members, as was said very precisely by Senator Asselin, would be in a position to have a better input into our discussions.

Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: I sympathize very much with what Senator Asselin has just said but I want to remind you, Mr. Chairman, we had no agreement that we all had to present our amendments in terms of a package. That is the route that was pursued by the Progressive Conservative party and I see Mr. Epp nodding his head and I respect that, and I respect the way they decided to do it.

We decided on a different course. We decided to present our amendment in a series of six different packages, and to do so with as much notice as possible to members of this Committee and I intend to keep that commitment and make sure you have as much notice as possible and we will do it as soon as we can, but we will do it in a series of six different packages.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Honourable James McGrath on a supplementary on the same question.

[Traduction]

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Nystrom.

L'honorable sénateur Asselin.

Senator Asselin: Mr. Chairman, I do not think it is fair that the members of the NDP be allowed to table their amendments, one after the other, during the clause-by-clause study.

Yesterday our party tabled its own amendments, precisely to allow the committee members to study them in advance so that a decision may be made immediately when they are officially moved during the clause-by-clause study. At that time, we should also be able to make immediate decisions about the NDP amendments.

I think this party should be fair towards the other members of the committee and the chairman should at least request its members to table those amendments as soon as possible, perhaps tomorrow, so that we have the opportunity to study them during the weekend. It would only be fair to the other members of the committee that the NDP be asked to co-operate with the committee.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Senator Asselin.

Could Mr. Nystrom give us a better indication of when he intends to table those amendments, especially those dealing with clauses 1 to 15?

A while ago, Mr. Robinson told us that those amendments were kind of a global package and that we could examine them as such.

M. Nystrom pourra peut-être donc nous donner cette indication afin que les députés, comme l'a très précisément mentionné le sénateur Asselin, soient mieux en mesure d'examiner ces amendements.

Monsieur Nystrom.

M. Nystrom: Je comprends bien le point de vue du sénateur Asselin, monsieur le président, mais je tiens à vous rappeler qu'il n'y avait pas eu d'accord général quant au fait que nous devrions présenter nos amendements sous forme de document global. Certes, c'est là la solution qui a été retenue par le Parti progressiste conservateur, comme le confirme M. Epp, et nous n'avons strictement rien à y redire.

Quant à nous, nous avons choisi une autre solution. Nous avons décidé de présenter nos amendements sous forme de six groupes différents et d'en informer les membres du Comité le plus tôt possible, engagement que j'ai l'intention de respecter. Cela dit, nous présenterons ces six séries d'amendements au moment où l'on abordera les articles pertinents.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable James McGrath, pour une question supplémentaire.

[Text]

Mr. McGrath: Mr. Chairman, I am not questioning the right of my friend Mr. Nystrom to proceed in whatever way they deem most appropriate. All I am suggesting to you and to my colleagues on the Committee is that we are at a crucial stage of our proceedings now. We have had a good run at the Minister and we have had a good run at the witnesses, we are now getting down to the clause-by-clause. Is Mr. Nystrom suggesting that he is going to have six major interventions on his six packages, because if so, it will be some considerable time before we get to the clause-by-clause.

I would just like to clarify that.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I will certainly invite Mr. Nystrom to respond, but it is not the way I have understood his presentation this afternoon, but I think it will be preferable to have it from Mr. Nystrom himself.

Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: No, that is not my feeling at all. We want to deal like we usually deal, clause-by-clause, and if we have amendments we will explain them at that particular time and argue for those amendments at that particular time.

We decided to adopt that course rather than going in the direction that the Conservative Party went and we have now said that we have amendments to the Charter of Rights and Freedoms that takes us up to Clause 15, we have several amendments there and I suggest we get on to Clause 1 now and move our amendments and do the appropriate questioning at that time.

Mr. McGrath: Well, I have one further intervention on the same question, Mr. Chairman, and I do not purport to speak for my colleagues but I can certainly express my own view and that is, I believe that it is regrettable that we do not know what direction the New Democratic Party is heading in because it obviously would influence how we proceed. We know how we want to proceed, the government knows how it wants to proceed, we are both up in the air as to how our friends in the New Democratic Party intend to proceed and that could slow down our proceedings and I think it is rather unfortunate, for whatever good reasons, that we are not in a position to know just exactly what are the nature and substance of the New Democratic Party amendments, and I just make that as a comment.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable James McGrath.

Honourable Senator Austin.

Senator Austin: Mr. Chairman, I want to make clear through you to the Committee that we have no objection to the New Democratic party proceeding as they are doing; as Mr. Nystrom has said, and I believe Mr. Epp agrees, there was no specific arrangement and each party is choosing to proceed as it wishes.

I will say, however, that if we come in clause-by-clause to a point where the New Democratic Party is not ready with its amendments, that will be sad for them because we will proceed

[Translation]

M. McGrath: Je ne remets pas en cause le droit de mon ami, M. Nystrom, à agir comme il le fait, monsieur le président. Je veux simplement vous rappeler, ainsi qu'à mes collègues au sein de ce Comité, que nous abordons maintenant une étape cruciale de nos travaux. Nous avons pu poser nos questions aux témoins et au ministre et nous entrons maintenant dans l'étape de l'étude article par article. Je voudrais donc demander à M. Nystrom s'il veut nous faire entendre que son Parti a l'intention de faire six interventions majeures, à l'occasion de chacune des séries d'amendements. Si tel est le cas, l'étude article par article va durer extrêmement longtemps.

Je voudrais simplement avoir des précisions là-dessus.

Le coprésident (M. Joyal): Je laisserai à M. Nystrom le soin de répondre à cette question, mais je dois vous dire que ce n'est pas du tout comme cela que j'interprète ses déclarations de cet après-midi.

Monsieur Nystrom.

M. Nystrom: Ce n'est pas non plus notre intention, monsieur le président. Nous voulons simplement respecter la procédure traditionnelle d'étude article par article d'un projet de loi, c'est-à-dire déposer officiellement chaque amendement et donner les explications nécessaires en temps opportun.

Nous avons choisi cette solution plutôt que celle du Parti progressiste conservateur et nous avons donc présenté, tout à l'heure, nos amendements concernant les articles 1 à 15, c'est-à-dire à la Charte des droits et libertés. Je propose donc que nous abordions immédiatement l'étude de l'article 1, afin que nous puissions soumettre officiellement les amendements qui s'y rattachent et passer aux questions.

M. McGrath: Je voudrais faire une autre intervention là-dessus, monsieur le président. M'exprimant en mon nom personnel, et non pas au nom de mes collègues, je tiens à dire qu'il est regrettable que nous ne connaissions pas mieux les intentions du parti néo-démocrate, car il est évident que cela influencera nos délibérations. Nous avons indiqué clairement nos propres intentions, le gouvernement a fait de même mais, maintenant, nous restons dans l'ignorance de celles de nos amis du parti néo-démocrate. Cela pourrait fort bien retarder nos travaux, ce qui serait tout à fait regrettable. Je déplore donc que nous n'ayons pas plus de précisions de la part du parti néo-démocrate.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, honorable James McGrath.

L'honorable sénateur Austin.

Le sénateur Austin: Je tiens à vous dire, monsieur le président, que nous n'avons aucune objection à ce que le parti néo-démocrate adopte la procédure qu'il nous a présentée. Comme l'a dit M. Nystrom, et M. Epp en conviendra, il n'y a pas eu d'accord, de la part des partis politiques, quant à la procédure à respecter.

Je dirais cependant que s'il arrive, pendant l'étude article par article, que le parti néo-démocrate ne soit pas prêt à soumettre ses amendements, cela sera fort regrettable pour lui

[Texte]

without waiting for them to produce an amendment. I am sure that they appreciate that.

In the circumstances, Mr. Chairman, I would like to suggest through you to the Committee that we hear Mr. Hawkes final five minutes of questioning and then we proceed to Clause 1 and Mr. Irwin will put Clause 1 on behalf of this side.

Le sénateur Asselin: Avant de procéder, monsieur le président, est-ce qu'il y aurait possibilité de savoir au moins de M. Nystrom dans quel délai il pourrait présenter ses six paquets d'amendements, dans quel délai? Est-ce qu'il va nous prendre par surprise tous les jours et dire, voici, vous étudiez tel article et voici un amendement du NPD, sans qu'on l'ait étudié, qu'on l'ait regardé?

Je pense que c'est bien raisonnable que de demander au représentant du NPD de nous dire dans quel délai il va présenter ses amendements.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Nystrom, will you reply or do you think you gave the answer that you have already explained to the honourable members of the Committee?

Mr. Nystrom: I think I have and I give my word that we will present them with adequate time for the Committee members to study them in advance.

Senator Asselin: When?

Mr. Nystrom: And we will do it in our own way according to our own tactics and our own strategy, and we are here to seriously study this thing section by section and persuade the government to make changes which will build the national consensus and we think we are doing it the right way and that is the way we will proceed.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Nystrom.

Le sénateur Asselin: Je comprends que M. Mackasey approuve ce que dit M. Nystrom, étant donné que le NPD dans ce débat est l'allié naturel du Parti Libéral.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, I am sorry, I did not open my mouth but Senator Asselin can read my mind. I do approve of the procedure of Mr. Nystrom, I think it is logical and quite consistent and it will lead to a very productive session.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Mackasey.

I would like to invite Mr. Hawkes to question the honourable Acting Minister of Justice.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, we seem to have lost the Acting Minister of Justice briefly. Should I wait until he returns?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes, I think it is better to wait, of course.

I would like to invite Mr. Nystrom to comment.

Mr. Nystrom: Perhaps, Mr. Chairman, Senator Asselin is regretting having played all their cards in one shot at the

[Traduction]

mais nous continuerons sans attendre l'amendement en question. J'espère que les néo-démocrates en sont conscients.

Dans ces circonstances, monsieur le président, je proposerais que l'on donne la parole à M. Hawkes, pour qu'il finisse ses questions, et que l'on passe ensuite à l'article 1. M. Irwin ouvrira officiellement le débat au sujet de cet article, en notre nom.

Senator Asselin: Before proceeding, Mr. Chairman, could we have some indication from Mr. Nystrom as to when he would table his six series of amendments? Is he going to surprise us every day and table each amendment without giving us any opportunity to study it beforehand?

I think my request is quite reasonable.

Le coprésident (M. Joyal): Voulez-vous répondre, monsieur Nystrom, ou considérez-vous que vous avez déjà donné votre réponse?

M. Nystrom: Je pense l'avoir déjà donnée et je me suis engagé, personnellement, à ce que nous présentions nos amendements suffisamment à l'avance pour que les membres du Comité puissent les étudier.

Le sénateur Asselin: Quand?

M. Nystrom: En outre, nous le ferons conformément à notre propre tactique et à notre propre stratégie. Notre objectif est de procéder à une étude sérieuse de la résolution et de persuader le gouvernement d'apporter des changements qui renforceront le consensus national. Notre méthode nous paraît être la meilleure pour atteindre cet objectif et c'est comme cela que nous agissons.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Nystrom.

Senator Asselin: I understand that Mr. Mackasey would approve Mr. Nystrom's statement, given the fact that, in this matter, the NDP is the natural ally of the Liberal Party.

M. Mackasey: Monsieur le président, excusez-moi, je n'ai pas ouvert la bouche, mais le sénateur Asselin peut lire dans mes pensées. J'approuve en effet la procédure de M. Nystrom, elle me semble logique, cohérente et susceptible de donner lieu à une séance fort fructueuse.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup monsieur Mackasey.

J'invite M. Hawkes à poser des questions au ministre de la Justice suppléant.

M. Hawkes: Monsieur le président, il semble s'être absenté. Devrais-je attendre son retour?

Le coprésident (M. Joyal): Certes, il vaut mieux attendre.

J'inviterais M. Nystrom à faire des observations.

M. Nystrom: Monsieur le président, le sénateur Asselin regrette peut-être qu'ils aient étalé leur jeu dès le début de la

[Text]

beginning of the game. I think if you are a good card player you hold some cards to your chest until the appropriate time to play them.

Le sénateur Asselin: Je sais également qu'en procédant de cette façon-là le NPD a eu peur. Il a eu peur de montrer ses cartes d'avance. Nous, nous l'avons fait ouvertement. Alors, j'espère que cela va vous éviter de faire des erreurs graves.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to invite now the honourable Acting Minister of Justice to take his seat so that I could invite Mr. Hawkes to wrap up with his questioning to the Minister.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman.

The Minister will recall that at 6 o'clock yesterday, we were into a discussion of Clause 15(3) under the Official Languages of Canada and that the clause as originally put forward in a document available in the post offices around the country, this clause read:

Nothing in this Charter limits the authority of Parliament or a legislature to extend the status or the use of English and French or either of these languages.

Yesterday I was trying to find out whether or not the drafting of the proposed amendment as it now sits was consistent with the policy intent of the government, and we got into the first part of it but the substantive change from the first draft which was available to the amendments proposed by the Minister drops out the following words:

or either of those languages

So that we now have a clause that deals just with advancing the equality and would seem to have dropped that provision which would have allowed governments, provincial governments or the federal government, to advance the status or use of either of the two languages and I am wondering if that represents a policy shift from when we originally saw the Charter to the Minister of Justice's presentation a week or so ago?

Mr. Kaplan: I think the explanation is very simple. The amendment was introduced to exclude the possibility of a government seeking to advance one language at the expense of the other, to advance one and justify reducing the other by the original formulation contained in the original Clause 16(2)

The way it has been reworded in Clause 16(3) it is very clear that either language can be moved forward toward equality with the other, but not that one can be moved forward at the expense of the other.

Mr. Hawkes: In the legal drafting advice which you have, in terms of this change, if I could put it in practical terms, but I believe in the province of Quebec, Bill 101, for instance, asserts that signs on store fronts shall be henceforth in French. Is it your legal advice that with this rewording, that in fact a piece of legislation of that kind in the future would be illegal, that the courts would rule that putting up signs in both languages would be legal, but that if you take away the English sign and replace it with the French sign, that that in effect would be a piece of legislation that would be found to have no force and effect?

[Translation]

partie. Tout bon joueur se garde des cartes en attendant le moment opportun.

Senator Asselin: I also know that by acting this way, the NDP has shown that it was afraid to play its cards in advance. As far as we are concerned, we played openly. I hope that you will then avoid making serious mistakes.

Le coprésident (M. Joyal): J'inviterai maintenant l'honorable ministre de la Justice suppléant à s'asseoir à sa place, afin que M. Hawkes puisse terminer ses questions.

M. Hawkes: Merci monsieur le président.

Le ministre se souviendra qu'à 18 h 00 hier nous discussions de l'article 15(3) sous la rubrique Langue officielles du Canada. A l'origine, selon le document distribué dans tous les bureaux de poste du pays, le libellé de cette disposition se lisait comme suit:

La présente charte ne limite pas le pouvoir du Parlement et des législatures d'améliorer le statut du français et de l'anglais ou de l'une de ces langues, ou d'en développer l'usage.

Hier, je tentais de déterminer si le libellé de l'amendement proposé était conforme à l'esprit de la politique du gouvernement. Selon le changement de fond prévu dans les amendements proposés par le ministre, on laisse tomber les termes suivants.

ou de l'une de ces langues

L'article actuel porte donc uniquement sur la promotion de l'égalité des langues et ne semble plus permettre aux gouvernements, provinciaux ou fédéral, de développer l'usage ou le statut de l'une de ces langues. S'écarte-t-on ainsi de la politique sur laquelle semblait se fonder la charte qui a été présentée par le ministre de la Justice il y a environ une semaine?

M. Kaplan: L'explication en est fort simple. Cet amendement a été proposé pour empêcher qu'un gouvernement ne cherche à développer une langue aux dépens de l'autre, en se rapportant au libellé original de l'article 16(2).

Grâce au nouveau libellé, à l'article 16(3), il est bien clair qu'une de ces deux langues peut être développée en vue d'atteindre l'égalité avec l'autre, mais qu'aucune ne peut être développée aux dépens de l'autre.

M. Hawkes: Vous avez certainement reçu des conseils juridiques à cet égard, mais je crois que la loi 101 du Québec stipule que les panneaux paraissant sur la façade des magasins doivent être en français. Le nouveau libellé rendrait-il illégales des dispositions de ce genre à l'avenir? Les tribunaux décideraient-ils alors que les panneaux bilingues sont autorisés et que toute loi exigeant le remplacement des panneaux anglais par des panneaux français serait nulle et non avenue?

[Texte]

Is that what the drafters are attempting to do?

Mr. Kaplan: Well, I think you are going beyond the actual wording of the statute. The statute addresses itself to legislation which seeks to advance equality and confirms that nothing in the Charter limits the authority to do that.

The legislation that you have referred to, which is restrictive legislation, is not addressed by Clause 16(3).

You have referred to a problem, we could talk about that problem, but the narrow answer to your question is that Clause 16(3) does not deal with that problem.

Mr. Hawkes: So if we went through the way it is worded now, and I am still trying to get at the policy intent, but if a Parliament or provincial legislature at some future point took the minority language in any province and passed a personnel policy or a policy affecting churches or the freedom of the press, but if that policy was couched in terms that could clearly be defended as advancing that minority language to somewhere more equal, then no other parts of this Charter would apply to that?

In other words, the government would have that right to make those kinds of legislative decisions in situations of inequality to advance equality in any area of our life? Is that the policy intent of the government?

Mr. Kaplan: I want to ask Mr. Tassé to explain the Thorsen case. I think it undoubtedly is the situation that gave rise to the language here in this section and perhaps he could explain it.

Mr. Roger Tassé Q.C. (Deputy Minister, Department of Justice): Well, some members may, Mr. Chairman, recall that the authority of Parliament to pass the Official Languages Act had been challenged in court and the argument that had been made was, if I recall correctly, that in effect Parliament did not have the authority, that Section 133 of the BNA Act dealt with the language rights so far as the federal institutions were concerned, and that Parliament did not have the authority to go further and add to the status or extend the status of official languages in Canada.

The court said no, that is an authority that Parliament has, and in effect we just want here to confirm that understanding that Parliament and the legislatures authority to add to the status or to deal with languages, English and French, is not affected by the Charter. So this does not deal with the kind of situation that Mr. Hawkes is referring to.

Mr. Kaplan: You see, Mr. Thorson's argument, again as I understand it, was that since Section 133 established a status for the English language in the Province of Quebec, Parliament could do nothing more to enhance that status. The argument was rejected by the Supreme Court of Canada and this language really puts into legislation, puts into our Charter the principle that the Supreme Court of Canada established in that case.

Mr. Hawkes: Does that have the effect in constitutional terms, then, of empowering the Parliament of Canada, the federal government, to operate on that principle even if it is in an area of provincial jurisdiction, for instance?

[Traduction]

Est-ce ce que tentent de faire les rédacteurs?

M. Kaplan: Je crois que vous allez au-delà du libellé de la loi. La charte porte sur les lois cherchant à promouvoir l'égalité des langues et confirme qu'aucune de ces dispositions ne limite les pouvoirs à cet égard.

La loi à laquelle vous avez fait allusion, une loi restrictive, n'est donc pas visée par l'article 16(3).

Vous avez mentionné un problème dont nous pourrions discuter, mais pour répondre strictement à votre question, cet article 16(3) ne porte pas sur ce problème.

M. Hawkes: Donc, selon le libellé actuel, je tente toujours de me renseigner sur la politique, si le Parlement ou une Assemblée provinciale adoptait une politique relativement au personnel, aux églises ou à la liberté de la presse en vue de promouvoir l'égalité de la langue de la minorité, aucune disposition de la Charte ne s'appliquerait à une telle mesure?

Autrement dit, le gouvernement aurait le droit de prendre ce genre de mesures législatives pour promouvoir l'égalité dans tout domaine? Est-ce l'esprit de la politique gouvernementale?

M. Kaplan: Je demanderais à M. Tassé d'expliquer l'affaire Thorsen. C'est sans aucun doute ce qui a donné lieu au libellé de cet article et il pourrait peut-être en expliquer la teneur.

M. Roger Tassé (c.r., sous-ministre, ministère de la Justice): Les députés se souviendront peut-être que le pouvoir du Parlement d'adopter la Loi sur les langues officielles avait été contesté devant les tribunaux sous prétexte, si je me souviens bien, que l'article 133 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique portait sur les droits linguistiques relatifs aux institutions fédérales et que le Parlement n'avait pas le pouvoir d'aller plus loin et d'améliorer ou d'étendre le statut des langues officielles au Canada.

Les tribunaux avaient décidé qu'au contraire le Parlement détenait ce pouvoir. Nous tenons donc simplement à confirmer que le pouvoir du Parlement et des Assemblées législatives d'améliorer le statut ou l'usage des deux langues, l'anglais et le français, n'est pas visé par cette Charte. Elle ne porte donc pas sur le genre de situations auxquelles M. Hawkes a fait allusion.

M. Kaplan: Selon l'argument invoqué par M. Thorson, vu que l'article 133 établissait le statut de la langue anglaise dans la province de Québec, le Parlement ne pouvait rien faire de plus pour l'améliorer. Cet argument a été rejeté par la Cour suprême du Canada et ce libellé ne fait qu'inscrire dans notre Charte le principe énoncé dans cette affaire par la Cour suprême du Canada.

M. Hawkes: Est-ce que cela a pour effet de donner au Parlement du Canada le pouvoir de prendre des mesures en se fondant sur ce principe, même s'il s'agit de domaines de juridiction provinciale?

[Text]

Mr. Kaplan: Well, the formulation of the question forces me to indicate that this section does not authorize any legislation to be passed or any programs to be introduced. It says "nothing limits", so that the foundation of legislative authority has to be sought elsewhere, outside Clause 16(3), and what this provision simply provides is that the Charter itself should not, with all of the attention that it does pay to language issues, should not be interpreted so as to prevent, exactly as it says, the advance toward equality of either of the official languages of our country.

I could refer as well to Clause 28 which is relevant, which says that nothing in this Charter extends the legislative powers of any body or authority, so that it is a confirmation of the finding that is already part of our law, that was settled in that Supreme Court of Canada case and elsewhere.

Mr. Hawkes: And the clause, if I could get clarification again, but if there is a program or piece of legislation passed which perpetuates or intensifies the inequality of language, then it is your legal opinion that this clause could not be used in a court of law, the Supreme Court of Canada, to find that piece of legislation as having no force and effect? In other words, it would have no relevance to a case of that kind?

Mr. Kaplan: That is right. Legislation like that would have to be challenged on some other basis, if it is challenged at all.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Does that complete your questions, Mr. Hawkes?

Mr. Hawkes: When we get to the clause there may be others as I look for other precedents, but the policy in terms of the government I think the Minister has made clear and that is what I was after.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would have liked to have had the opportunity to comment about the *Thorson* case because it was one of the cases that I did allege myself in a case that is of some consideration entitled *Joyal versus Air Canada*.

Mr. McGrath: You are a man of considerable restraint, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): And I think that the honourable member perhaps may read the judgment of the Superior Court of Quebec and he might shed some light on the questions that he had in mind.

Mr. Kaplan: I know it is unusual for a witness to raise a point of order, but since I am going to be present for clause-by-clause I might ask what my status is here, and if I wanted to intervene and comment on a matter being discussed by the Committee would I have the freedom to do that or am I here only to answer questions if a member chooses to ask me?

I will accept whatever the rules are but I want to know whether I should be thinking in terms of intervening or in terms of responding only?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I will just say before I invite the honourable Jake Epp to answer that we heard last night that the members of the Official Opposition intend to

[Translation]

M. Kaplan: La formulation de votre question m'oblige à signaler que cet article n'autorise pas l'adoption de lois ou la mise sur pied de programmes. Il stipule «la présente charte ne limite pas». La disposition habilitante se trouve donc ailleurs. Cette disposition ne fait que stipuler que la charte, bien qu'elle s'adresse aux questions linguistiques, ne doit pas être interprétée comme empêchant la promotion de l'une ou l'autre des langues officielles.

Je vous signale également que l'article 28 stipule que la présente charte n'élargit pas les compétences législatives de quelque organisme ou autorité que ce soit. Il s'agit donc d'une confirmation d'une conclusion qui fait déjà partie de notre droit et qui a fait l'objet de jugements de la Cour suprême du Canada et d'autres tribunaux.

M. Hawkes: Donc, si on adoptait un programme ou une loi qui perpétue ou accroît l'inégalité d'une langue, on ne pourrait invoquer cet article devant un tribunal, ou la Cour suprême du Canada, pour qu'il déclare cette mesure nulle et non avenue? Autrement dit, elle ne serait d'aucune utilité dans un cas de ce genre?

M. Kaplan: C'est exact. Des lois de ce genre devraient être contestées en fonction d'autres arguments.

Le coprésident (M. Joyal): Avez-vous terminé vos questions, monsieur Hawkes?

M. Hawkes: J'en aurai peut-être d'autres lorsque nous arriverons à cet article car j'aurai eu le temps de m'informer des précédents, mais j'estime que le ministre a bien précisé la politique du gouvernement à cet égard, et c'est ce que je voulais.

Le coprésident (M. Joyal): J'aurais aimé avoir l'occasion de faire des observations sur l'affaire Thorson, car c'est un des arguments que j'ai moi-même invoqué dans une affaire intitulée *Joyal contre Air Canada*.

M. McGrath: Vous êtes un homme qui sait se contenir, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Le député pourrait peut-être se renseigner plus avant à cet égard, en lisant le jugement rendu par la Cour supérieure du Québec.

M. Kaplan: Je sais qu'il est inhabituel qu'un témoin invoque le Règlement, mais vu que j'assisterai à l'étude, article par article, je pourrais peut-être me renseigner sur mon statut. Suis-je libre d'intervenir et de faire des observations sur une question dont discute le Comité, ou dois-je me contenter de répondre aux questions que les députés voudront bien me poser?

J'accepterai votre décision à cet égard, mais je voudrais savoir si je pourrai intervenir ou devrai me contenter de répondre seulement?

Le coprésident (M. Joyal): Avant d'inviter l'honorable Jake Epp à répondre, je signalerai que les membres de l'opposition officielle ont indiqué hier soir leur intention de présenter un

[Texte]

introduce an amendment to protect the deaf. I understand that the mute are already protected.

Mr. Kaplan: I know the members of the Conservative Party expressed great satisfaction with my participation last night: I did not say anything.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to invite the honourable Jake Epp to comment on that.

Mr. Epp: Mr. Chairman, I do not want the record at all to show that when you were using those two terms, that you were speaking about the Minister.

However, I want to say to him that I think in the collegiality that we have developed in this Committee, that he should consider his interventions as not only important but welcome.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): What I would like to do, with the consent of all the honourable members, and I am quite sure that I speak on behalf of the honourable Senator Hays, is to invite the Minister to bring it to the attention of the Chair when he thinks that he would help honourable members with a point of information or a comment on one or the other amendments that are under discussion and I would certainly like to reassure him that we would invite him then to intervene and put forward his views.

If there is no further intervention at this time, then Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, a brief point of order. The messenger has just delivered two of the N.D.P.'s amendments. They are marked "Confidential". I am moved to ask whether that is an indication that the N.D.P. is not going to support our amendments on freedom of information.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Robinson.

Mr. Robinson: The record should indicate that is not our marking, Mr. Chairman. It is the Clerk who has so marked it.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to say to honourable members that when anything has the mark "Confidential" on it, the document receives great press coverage; and that should reassure members of the N.D.P.

We are then on Schedule B of the Constitution Act, 1980, Clause 1. On that very clause, I have many amendments. I would like to recognize, first, Mr. Epp.

Mr. Epp: Excuse me, Mr. Chairman, but just before you get to the clause-by-clause, I thought there was some understanding that if there were some quick questions to the N.D.P. they might be asked.

I am not trying to stall, but I believe there was agreement. I have one or two questions and perhaps one or two other members do, for the purposes of clarification.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I have interpreted the attitude of honourable members around the table that members, at least on this side of the table prefer to wait on a clause-by-clause basis to question the N.D.P. on one or the other amendments that the New Democratic Party wanted to propose.

[Traduction]

amendement pour protéger les sourds. Je crois que les muets le sont déjà.

M. Kaplan: Je sais que ma comparution d'hier soir a beaucoup plu aux membres du parti conservateur, je n'ai pas dit un mot.

Le coprésident (M. Joyal): J'inviterai l'honorable Jake Epp à faire des observations là-dessus.

M. Epp: Monsieur le président, je ne voudrais pas que le compte rendu indique que les deux termes que vous avez utilisés s'appliquaient au ministre.

Toutefois, étant donné l'esprit de collaboration dont ont fait preuve les membres de notre Comité, je tiens à lui signaler que ses interventions nous semblent non seulement importantes, mais bienvenues.

Le coprésident (M. Joyal): Si tous les membres du Comité y consentent, et je suis sûr de parler au nom de l'honorable sénateur Hays, j'inviterai le ministre à informer le président dès qu'il pensera pouvoir venir en aide aux députés en fournissant des renseignements ou une observation sur un amendement à l'étude. Je tiens à l'assurer que nous l'inviterons alors à intervenir et à nous faire connaître son opinion.

Si personne d'autre ne veut intervenir, je reviens à M. Hawkes.

M. Hawkes: Monsieur le président, je voudrais invoquer le Règlement. Le messenger vient de distribuer deux amendements du NPD qui portent la mention «confidentiel». Est-ce que cela signifie que le NPD n'a pas l'intention d'appuyer nos amendements sur la liberté d'information.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Robinson.

M. Robinson: Il faudrait signaler que nous n'en sommes pas les auteurs, cela vient du greffier.

Le coprésident (M. Joyal): Je signale aux députés que tout document étiqueté «confidentiel» reçoit une grande attention de la presse. Cela devrait rassurer les députés du NPD.

Nous passons donc à l'annexe B de la Loi constitutionnelle de 1980, article 1. De nombreux amendements ont été proposés à cet article. Je donne tout d'abord la parole à M. Epp.

M. Epp: Excusez-moi, monsieur le président, avant de commencer l'étude, article par article, je croyais que l'on pouvait poser au besoin de brèves questions au NPD.

Je ne veux pas retarder nos travaux, mais il me semble qu'on en était venu à cette entente. Je souhaite poser une ou deux questions, comme un ou deux autres membres, pour obtenir des éclaircissements.

Le coprésident (M. Joyal): J'avais cru comprendre que les députés, du moins de ce côté de la table, préféraient attendre l'étude article par article pour poser des questions au NPD sur l'un ou l'autre de ses amendements.

[Text]

If members of the Official Opposition have some questions of general interest or general information to obtain from the N.D.P. before we start on the clause-by-clause basis, then I would like to invite them.

But it was the understanding of the Chair that that was already completed. I would certainly like to invite you, Mr. Epp.

Mr. Epp: Thank you.

Mr. Chairman, I will be very brief. Might I ask Mr. Nystrom or a representative of the N.D.P., just for our sake, this: they said they would be moving amendments relative to the amending formula. Could they give us the gist of their amendments to the amending formula?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I am afraid that at this point...

An hon. Member: Is it confidential?

Mr. Robinson: No, it is not confidential. I am perfectly prepared to answer questions, and I know Mr. Nystrom would be as well. As to the first 15 clauses with respect to which we have indicated we will be tabling amendments at the earliest possible opportunity in writing.

However, at this point we are not in a position to respond further in detail on the other areas. Certainly, if there are any questions of clarification required, I would be perfectly prepared to deal with them now or tomorrow when the actual written proposals are tabled with respect to the first 15 clauses.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, respecting Mr. Robinson's statement, I will not pursue the question and I propose to wait until the amendments are before us.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much.

Seeing that there are no further questioners on my list in relation to the presentation made this afternoon by the N.D.P. Party I would like to invite the honourable members of this Committee to take as the basic text of our work and study, the document that was tabled in the House of Commons entitled Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen Respecting the Constitution of Canada—The Prime Minister—this one that I am indicating which honourable members should have in their hands; and I would like to call Schedule B, page 3 of the Constitution Act, 1980, Part 1, entitled Canadian Charter of Rights and Freedoms, Guarantee of Rights and Freedoms.

On Clause I—Right and Freedoms in Canada.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): On that very clause, I have been informed that we have to deal with three amendments. First, an amendment put forward by the Conservative Party; secondly, an amendment put forward by the N.D.P. party; thirdly, an amendment proposed by the Liberal party.

After consultation with the Clerk, as was said yesterday, we suggested that we deal with those amendments in the usual way, which is to call them in order as they amend—parts or other sections of the clause.

[Translation]

Si les membres de l'Opposition officielle ont des questions d'intérêt général à poser au NPD avant que nous ne commençons cette étude, je les invite à procéder.

Toutefois, je croyais qu'on en avait déjà disposé. Je vous invite certainement à prendre la parole, monsieur Epp.

M. Epp: Merci.

Monsieur le président, je serai très bref. Pour notre gouverne, permettez-moi de poser la question suivante à M. Nystrom ou à un autre représentant du NPD. Ils ont dit qu'ils proposeraient des amendements au sujet de la formule d'amendement. Pourraient-ils nous en faire connaître la teneur?

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Robinson.

M. Robinson: Monsieur le président, je crains que pour l'instant...

Une voix: C'est confidentiel?

M. Robinson: Non, pas du tout. Je suis entièrement disposé à répondre aux questions, tout comme M. Nystrom d'ailleurs, sur les 15 premières dispositions au sujet desquelles nous avons dit avoir l'intention de déposer des amendements dès que possible.

Toutefois, pour l'instant, nous ne sommes pas en mesure de donner de plus amples détails sur les autres sujets. Si des éclaircissements sont nécessaires, je serai entièrement disposé à les fournir maintenant ou demain, lorsque nos propositions relatives aux 15 premiers articles auront été déposées par écrit.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Epp.

M. Epp: Monsieur le président, je n'irai donc pas plus loin et attendrai que les amendements aient été déposés.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup.

Vu que personne d'autre ne veut prendre la parole au sujet de la présentation faite par le NPD cet après-midi, j'inviterais les membres du Comité à considérer que le texte de base de notre étude est le document déposé à la Chambre des communes et intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada—le Premier ministre». C'est ce document que les députés devraient avoir en main. Je mets en délibération l'Annexe B, page 3 de la Loi constitutionnelle de 1980, Partie 1, intitulée Charte canadienne des droits et libertés, Garantie des droits et libertés.

Article I—Droits et libertés au Canada.

Le coprésident (M. Joyal): On m'a informé que nous devons nous pencher sur trois amendements relativement à cet article. Premièrement, un amendement présenté par le Parti conservateur; deuxièmement, un amendement du NPD et troisièmement, un amendement du Parti libéral.

Après avoir consulté le greffier, comme nous l'avons dit hier, nous proposons d'aborder ces amendements de la façon habituelle, c'est-à-dire de les mettre en délibération dans l'ordre des dispositions de l'article qu'ils viennent modifier.

[Texte]

So in accordance with that, the first amendment we should deal with is that moved by the Conservative Party. I would like to invite Mr. Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, just before I get into that, I agree with the procedure that you have established. That is the general procedure in the Committees.

But I know from other Committees we have worked in, if it was felt by members of the Committee that the flow and the debate might be shortened or be more clear, to change that order, that we have also change the order.

What you have expressed, Mr. Chairman, has been the guideline; if a dispute developed that was the guideline we all followed.

Now, with all respect to Clause 1, I would suggest that you accept the Liberal amendment first in Clause 1, because you will recall yesterday my amendment to Clause 1 incorporated the Liberal amendment and that is not on the table if I moved my amendment; also I could not include the Liberal amendment in mine to give mine flow because should ours be defeated—and I am sure that will not happen—but should that unhappy prospect ever occur, then we would also have defeated the Liberal amendment, and additionally, it would mean that the Liberals would then feel they have to vote against ours simply because they would not want to vote against their own amendment.

If that is the case, then I hope there is agreement around the table that you receive the Liberal amendment first.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Before I invite the honourable Senator Rousseau, I would like to say to the honourable members that the suggestion put forward by the Chair is to assist honourable members in dealing with all the amendments in the proper order.

As honourable members might know—and there are many members who have sat on many Standing Committees—sometimes there are many amendments, subamendments, and so on, and we have to devise a proper method of ensuring that we move forward.

The Chair is always agreeable to receiving suggestions from honourable members which would make our study easier.

I think the suggestion put forward by the honourable Jake Epp is very sensible in that respect.

I would like to invite Senator Rousseau, followed by the honourable Bryce Mackasey on that point.

Le sénateur Rousseau: Question de privilège, monsieur le président.

Est-ce qu'il y a un précédent d'établi ou une jurisprudence à l'effet d'un règlement dans de tels comités, par exemple, pour les substituts? Votons-nous au nom de la personne ou votons-nous en notre nom personnel? Je ne suis pas du Comité permanent, je suis substitut et je voudrais être éclairée sur cette procédure.

Le coprésident (M. Joyal): Il n'y a pas de statut comme tel de membres substituts. Il est exact que lorsque la chambre a adopté la résolution créant ce Comité, lorsque le Sénat a

[Traduction]

Nous devrions donc ainsi étudier tout d'abord l'amendement proposé par le Parti conservateur. J'invite M. Jake Epp à prendre la parole.

M. Epp: Monsieur le président, tout d'abord, je dois dire que je suis d'accord avec la procédure que vous avez choisie. C'est la procédure suivie en général par les comités.

Toutefois, dans d'autres comités, il est arrivé qu'on modifie cet ordre lorsque les membres du comité estimaient que c'était dans l'intérêt de la discussion.

Ce que vous avez décrit, monsieur le président, a toujours été la ligne directrice en cas de conflit.

Je suggère que nous nous penchions en premier lieu sur l'amendement du Parti libéral car vous vous souviendrez que mon amendement à l'article 1 incorpore ce dernier et qu'il n'a pas encore été déposé. De plus, je ne pourrais incorporer l'amendement du Parti libéral au mien car advenant que le nôtre soit rejeté, je suis sûr qu'il n'en sera pas ainsi, nous rejeterions du même coup l'amendement du Parti libéral. De plus, les députés libéraux se sentiraient alors tenus de rejeter notre amendement pour éviter de ne pas voter contre leur propre amendement.

Si tel est le cas, j'espère que tous les membres du Comité accepteront que vous mettiez tout d'abord en délibération l'amendement du Parti libéral.

Le coprésident (M. Joyal): Avant de donner la parole à l'honorable sénateur Rousseau, je vous signalerai que ma suggestion vise uniquement à aider les députés à étudier tous les amendements dans l'ordre approprié.

Comme vous le savez, et bien des membres du Comité ont siégé à d'autres comités, il y a parfois de nombreux amendements et sous-amendements. Il faut donc choisir une méthode qui nous permette de progresser.

Le président est toujours prêt à entendre toute suggestion propre à faciliter notre étude.

La suggestion faite par l'honorable Jake Epp est fort sensée à cet égard.

Je donne la parole au sénateur Rousseau, suivi de l'honorable Bryce Mackasey.

Senator Rousseau: On a question of privilege, Mr. Chairman.

Are there precedents concerning the status of substitutes in committees? Do we vote on behalf of the member we replace or on our own behalf? I am not a member of the standing committee, I am a substitute and I would like clarification on the procedure.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): There is not really a status for substitutes. It is true that when the House of Commons and the Senate have passed the resolution institu-

[Text]

adopté une résolution identique créant ce Comité, un certain nombre de députés et d'honorables sénateurs ont, par la suite, été nommés par l'une et l'autre des deux Chambres.

Cependant, il est arrivé à plusieurs occasions que l'un ou l'autre de ces membres, soit de la Chambre ou du Sénat, qui avaient été préalablement nommés et entérinés comme membres permanents de ce Comité ont dû s'absenter ou ne pas pouvoir participer pour toutes sortes de raisons. Les personnes qui les remplaçaient ont exactement le même statut de sorte que lorsqu'elles ont à voter ou lorsqu'elles sont appelées à voter par l'un ou l'autre des greffiers ou par la présidence, elles votent en leur nom personnel et non pas au nom de l'une ou de l'autre des personnes qu'elles peuvent remplacer suite aux nominations ou à la direction qui avait été donnée par le Sénat ou la Chambre quant à la formation originale du Comité.

Est-ce que cela répond à votre question?

Le sénateur Rousseau: Merci, monsieur le président.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable Bryce Mackasey.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, Mr. Epp has made some very valuable suggestions and obviously, he does not want us to become bogged down on amendments and subamendments and what is appropriate in parliamentary procedure. Fortunately, we have very experienced clerks. I would like to make two suggestions, since the honourable Jake Epp suggests that we may not proceed on the basis of one, two, three, four, five and that we move around; and that at least we limit that movement or deviation to within a section.

The other matter is this. It is only a suggestion. I do not want to debate it or speak to it. But it seems to me it might be useful if over the weekend—and we are getting close to that now, because tomorrow is Thursday; perhaps even Monday—but let us say by Monday, perhaps a representative of each party could agree to what clauses are nonconsequential, or nondebtable in the sense that they are acceptable to everybody without prejudice.

If somehow we knew how many of the clauses, whether they are five, 10, 15 or not, are mutually acceptable, and can pinpoint those early in the matter, it would give us more time to debate the clauses where there is greater differences of opinion.

It would seem to me to be a useful exercise if that were possible.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Mackasey.

The honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, just on Mr. Mackasey's first point, it was my proposition that we work clause-by-clause and not in sections or parts. Secondly, I cannot give him the commitment as to which there might be agreement. I think you should call the clauses as is done in other Committees. There might be some clarification needed or a word change which we could agree to very quickly.

I think we would like to make our work as accurate as possible, and I think that would restrict you. And if I may just

[Translation]

ting this committee, a number of members and senators have been nominated by each of the houses afterwards.

However, on several occasions, some of those members from the House or the Senate, have not been able to come to the meetings for different reasons. The members replacing them have exactly the same status. So, when they are invited to vote by the clerks or the chair, they do so on their own behalf and not on the behalf of the member they are replacing and who had been nominated by the Senate or the House.

Does that answer your question?

Senator Rousseau: Thank you, Mr. Chairman.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable Bryce Mackasey.

M. Mackasey: Monsieur le président, M. Epp a fait une suggestion fort valable et veut éviter évidemment que tous ces amendements et sous-amendements ne créent un embouteillage. Heureusement, nos greffiers ont beaucoup d'expérience. Je ferai deux suggestions, vu que l'honorable Jake Epp propose que nous choisissons un autre ordre que l'ordre naturel. Je propose que ces écarts ne soient permis que dans le cadre d'un même article.

Deuxièmement, j'aurais une autre suggestion. Je ne veux pas en discuter. Il serait utile qu'avant lundi prochain, un représentant de chaque parti s'entende sur les articles qui ne feront l'objet d'aucune discussion parce que tous les membres les trouvent acceptables.

Si nous savions combien il y a d'articles de ce genre, que ce soit 5, 10 ou 15, nous aurions plus de temps pour discuter des articles sur lesquels les opinions sont partagées.

Cela me semblerait fort utile.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup monsieur Mackasey.

L'honorable Jake Epp.

M. Epp: Monsieur le président, pour ce qui est de la première observation de M. Mackasey, j'ai suggéré que nous procédions article par article, et pas autrement. Deuxièmement, je ne puis donner aucun engagement quant aux articles qui nous semblent acceptables. Je crois que vous devriez mettre en délibération les articles comme on le fait dans d'autres comités. Nous pourrions alors approuver très rapidement certains éclaircissements ou un changement de terme.

Nous voulons être aussi précis que possible, et nous devrions éviter de nous restreindre ainsi. De plus, je crois que nous

[Texte]

bootleg one other point in, I understand that we are now working on the basis that we have stood the resolution, the British bill and the title and that we will call that and any amendment thereto after we have been through the first 59 clauses as related to the proposed resolution.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Epp.

Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: Just to reiterate what I have said earlier, I think we are dealing with a clause-by-clause, Clauses 1, 2, 3, 4, 5 in that order.

I think there is agreement between Mr. Epp, Mr. Austin and myself that if any member of the Committee wants to stand a clause for a short period of time, we can do that, and give that person time to back and consult or reflect for a short period of time.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much.

We are then on Clause 1. As was suggested by the honourable Jake Epp that we proceed first with a government proposed amendment, the only point on which I would like to draw the attention of honourable members is that we have an amendment proposed by the NDP party. Part of the amendment which has been proposed by the NDP overlaps that put forward by the government.

That matter must be considered by honourable members at this point before I go to the proposed amendment of the government.

As was stated earlier, if I were to deal with the amendments in order, I would have called first the amendment put forward by the Conservative Party, and then that by the NDP Party, and finally, by the Liberal Party.

That is the small difficulty I wanted to suggest to the honourable Jake Epp, accepting his suggestion.

The honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, I think I am trying to get some movement out of our discussion today. I leave the matter in your hands, but it would be my thinking that ours could come last, because we do not in any way change the wording of the amendment proposed by the government. I leave it in your hands on that basis.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to invite Mr. Irwin, as Parliamentary Secretary to the honourable the Minister of Justice to move the proposed amendment.

Mr. Irwin: Mr. Chairman, on July 1, 1961, the honourable John Diefenbaker said:

I know there are some who feel a sense of embarrassment in expressing pride in our nation, perhaps because of the fear that they might be considered old-fashioned or parochial. I do not belong to the group.

Neither do I, Mr. Chairman.

It is with pride that I move, on behalf of the government, the first amendment.

[Traduction]

avons établi que nous réservions la résolution, le projet de loi britannique et le titre, et que nous mettrons en délibération ces derniers ainsi que tout amendement après avoir adopté les 59 premiers articles du projet de résolution.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Epp.

Monsieur Nystrom.

M. Nystrom: Pour reprendre ce que je disais plus tôt, je crois que nous étudions le projet article par article, en commençant par les articles 1, 2, 3, 4, 5, dans cet ordre.

M. Epp, M. Austin et moi-même nous sommes entendus pour que, si l'un des membres du Comité désire réserver un article pendant une courte période, nous puissions le faire afin d'accorder à cette personne un temps de réflexion et de consultation.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup.

Nous étudions donc l'article 1. L'honorable Jake Epp a proposé que nous commencions d'abord par un amendement proposé par le gouvernement. Toutefois, je désire attirer l'attention des honorables membres du Comité sur le fait que le Nouveau Parti démocratique désire également proposer un amendement. Une partie de cet amendement chevauche celui proposé par le gouvernement.

Cette question doit être étudiée par les membres maintenant avant que nous entendions l'amendement proposé par le gouvernement.

Comme on l'a dit plus tôt, si je devais recevoir les amendements dans l'ordre, je commencerais par l'amendement proposé par le Parti conservateur, puis par celui du Nouveau Parti démocratique, pour enfin passer à l'amendement proposé par le Parti libéral.

C'est une petite difficulté que je voulais exposer à l'honorable Jake Epp avant d'accepter sa proposition.

L'honorable Jake Epp.

M. Epp: Monsieur le président, j'essaie de donner de l'allant à nos discussions d'aujourd'hui. C'est à vous de prendre la décision, mais à mon avis notre amendement devrait être présenté en dernier puisque nous ne changeons absolument rien au libellé de l'amendement proposé par le gouvernement. Cela dit, c'est à vous qu'il appartient de prendre une décision.

Le coprésident (M. Joyal): J'invite M. Irwin, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice, à présenter l'amendement du gouvernement.

M. Irwin: Monsieur le président, le premier juillet 1961, l'honorable John Diefenbaker déclarait :

Je sais que certains sont gênés d'exprimer leur fierté pour notre nation, peut-être parce qu'ils craignent qu'on les juge vieux jeu ou obtus. Je ne suis pas de ceux-là.

Moi non plus, monsieur le président.

C'est avec fierté que, au nom du gouvernement, je propose le premier amendement.

[Text]

I move that Clause 1 of the proposed constitution act, 1980, be amended by striking out lines 4 to 6 on page 3 and substituting the following:

reasonable limits prescribed by law as can be demonstrably justified in a free and democratic society.

So that that clause would read:

1. The Canadian Charter of Rights and Freedoms guarantees the rights and freedoms set out in it, subject only to such reasonable limits prescribed by law as can be demonstrably justified in a free and democratic society.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Irwin.

Senator Asselin.

Le sénateur Asselin: Je voudrais que toutes les fois que l'on présentera un amendement en anglais, la lecture française soit donnée également pour voir si ça correspond.

Le coprésident (M. Joyal): Certainement, monsieur Asselin, soit la présidence peut donner lecture française ou inviter un autre représentant du parti qui propose l'amendement d'en faire lecture française. Je ne crois pas que cela pose des difficultés pour quelque parti que ce soit.

Je voudrais donc inviter monsieur Eymard Corbin à faire lecture française de l'amendement tel que proposé par le Parti Libéral à cette étape-ci.

Monsieur Corbin.

M. Corbin: Je vous prie de m'excuser un instant, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Certainement.

M. Corbin: Monsieur le président, je lis donc le texte français.

Il est proposé que l'article 1 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par la substitution, aux lignes 1 à 5, page 3, de ce qui suit:

Droits et libertés au Canada.

1. La Charte canadienne des droits et libertés garantit les droits et libertés qui y sont énoncés. Ils ne peuvent être restreints que par une règle de droits, dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Corbin.

Any questions or comments on the proposed amendment?

Questions ou commentaires au sujet de l'amendement tel que proposé?

I realize that honourable members might be ready for the vote on the proposed amendment?

The honourable Jake Epp.

[Translation]

Il est proposé que l'article 1 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par la substitution, aux lignes 1 à 5, page 3, de ce qui suit:

Ils ne peuvent être restreints que par une règle de droit, dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique.

Cet article se lirait donc comme suit:

1. La Charte canadienne des droits et libertés garantit les droits et libertés qui y sont énoncés. Ils ne peuvent être restreints que par une règle de droit, dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Irwin.

Sénateur Asselin.

Senator Asselin: Every time that an amendment is introduced in English I would want it to be also read in French to see if there is correspondence.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Certainly, Senator Asselin. Either the chair could read it or ask for a member of the moving party to read it in French. I do not think this would be a problem for any party.

I will thus invite Mr. Eymard Corbin to read the French version of the amendment proposed by the liberal party.

Mr. Corbin.

Mr. Corbin: Excuse me for a second, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Certainly.

Mr. Corbin: Mr. Chairman, I will now read the French text.

It is moved that Clause 1 of the proposed Constitution act, 1980, be amended by striking out lines 4 to 6 on page 3 and substituting the following:

Rights and Freedoms in Canada.

1. The Canadian Charter of Rights and Freedoms guarantees the rights and freedoms set out in it, subject only to such reasonable limits prescribed by law as can be demonstrably justified in a free and democratic society.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Corbin.

Y a-t-il des observations ou des questions sur l'amendement proposé?

Are there any questions or comments on the proposed amendment?

Je crois que les honorables membres du Comité sont peut-être prêts à procéder au vote?

L'honorable Jake Epp.

[Texte]

Mr. Epp: Mr. Chairman, the reason we are in this procedure is for Clause 1 and the manner in which we have discussed it with those who had drafted it. There were difficulties last night.

I think Committee members have accepted that it is only for Clause 1 that this procedure is causing some difficulty, and after that we will be in the areas outlined by you.

I take it from all members that while we may be voting on the government's amendment, that does not prevent us from moving our subamendment, though it is irregular for reasons of structure of this amendment as it relates to the structure of my amendment. I think that is agreed.

Is that agreed, Mr. Chairman?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Absolutely. I have no objection at all. I think no one will doubt that what we have voted does not preclude anyone from proposing any additional or subamendment to any of the clauses that we are dealing with or discussing.

Mr. Robinson?

Mr. Robinson: I do have some questions with respect to the proposed Liberal amendment.

I am not at all clear to whom those questions should be addressed, whether it is Mr. Irwin or the Minister. Presumably, it would be the Acting Minister of Justice.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would invite you to put your question, and I am quite sure that in the light of the question, we will be in a position to direct the question to one or other of the honourable members.

Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

My question with respect to the proposed Clause 1, naturally intimately related to the proposed amendment we will be making. There is some difficulty in that.

But I would like, first of all, I would like to confirm that we welcome the extent to which the government has moved on this proposed clause which has been referred to, Mr. Minister, among other things as the "Mack Truck Clause" prior to the proposed amendment.

I wonder, though, why it was thought that the appropriate location for a limitations clause was right at the very beginning of the proposed Charter of Fundamental Rights and Freedoms, and whether you would be prepared to look at the possibility of moving the limitations clause in whatever form we may finally end up with—and naturally, there may be complications, because if there is a preamble in it it would be inappropriate to do this; but if there is no preamble, on the proposed Clause 1, moving the limitations clause to the end of the proposed Charter?

In other words, I believe it would be important symbolically, if nothing else, to start out with the list of fundamental freedoms, the mobility rights and a positive statement of what the rights are, and then at the conclusion of the proposed Charter to indicate what limitations might exist on those

[Traduction]

M. Epp: Monsieur le président, nous n'adoptons cette procédure que pour l'article 1 en raison de la façon dont nous en avons discuté avec les rédacteurs. Il y a eu des difficultés hier soir.

Je crois que les membres du Comité comprennent que cette procédure ne pose de difficultés que pour l'article 1 et que par après, nous reviendrons à la procédure que vous avez expliquée.

Si j'ai bien compris, même si nous procédons au vote sur l'amendement du gouvernement, cela ne nous empêche pas de proposer un sous-amendement, puisqu'il y a des différences entre la structure de cet amendement et celle du mien. Je pense qu'on s'est entendu à ce sujet.

C'est d'accord, monsieur le président?

Le coprésident (M. Joyal): Absolument. Je n'ai aucune objection. A mon avis, personne ne contestera que notre décision empêche quiconque de proposer d'autres sous-amendements à n'importe quel article dont nous discutons.

Monsieur Robinson?

M. Robinson: J'ai quelques questions au sujet de l'amendement proposé par le Parti libéral.

Je ne sais trop à qui on devrait adresser ces questions, soit à M. Irwin, soit au ministre. Je présume qu'on devrait s'adresser au ministre de la Justice suppléant.

Le coprésident (M. Joyal): Je vous invite à poser votre question; je suis certain qu'après l'avoir entendue, nous serons en mesure de l'adresser à l'un ou l'autre des honorables membres.

Monsieur Robinson.

M. Robinson: Merci monsieur le président.

Ma question relativement à l'article 1 du projet de loi est naturellement reliée d'assez près à l'amendement que nous proposerons. Cela pose certaines difficultés.

Je désire d'abord préciser que nous sommes heureux des changements que le gouvernement a apportés à cet article. Entre autres choses, monsieur le ministre, on a qualifié cette disposition «d'article passoire» avant qu'on n'y propose le présent amendement.

Toutefois, je me demande pourquoi on a cru qu'il était approprié de placer une disposition limitative au tout début de la Charte des droits et libertés fondamentales. Seriez-vous disposé à étudier la possibilité de déplacer cette disposition limitative à la toute fin du projet de charte? Je ne sais pas ce que sera la forme finale de cette disposition et il pourrait y avoir des complications si la Charte est assortie d'un préambule; alors cette possibilité serait exclue. Toutefois, s'il n'y a pas de préambule, ma proposition pourrait être acceptable.

Autrement dit, je crois qu'il serait important, ne serait-ce que symboliquement, de commencer par une énumération des libertés fondamentales, y compris la liberté de circulation et d'établissement. Il serait important de faire une énumération positive de ces droits, puis à la fin de la Charte, d'indiquer les

[Text]

rights, rather than starting out with limitations and then a statement of rights.

Mr. Kaplan: Well, before directly answering the question, I would like to understand that you are suggesting that the difference is symbolic, and that it does not make any real difference.

Mr. Robinson: Certainly, I would not argue that there was any difference in substance in the way this will be interpreted, and I am sure your advisers could confirm that.

Mr. Kaplan: I do not think there any real difference either. I think it is purely a matter of style. Our view of the matter was that it was more realistic and useful to the reader to see at once that the rights were not absolute, but that they were constrained.

That would be made immediately clear to a person consulting the statute without having to read the first 30 sections to find that what was contained in the proposed Clause 1 was really not the whole story.

It seems to be more honest.

Mr. Robinson: Mr. Minister, if it is agreed that there is no difference in substance—and we are talking about a document, a Charter of Rights which, hopefully, would be widely distributed to school children, to Canadians right across the country, and I would suggest there is a certain symbolic value in setting out those rights and then at the conclusion of those rights indicating what the limitations, if any, may exist in respect of them, as is done in the Diefenbaker Bill of Rights, where the rights were enumerated and at the conclusion of the Bill of Rights, there are references, for example to the War Measures Act and to other limiting provisions.

Mr. Kaplan: Well, we will have to settle it now. We agree that there is no real difference between the two. The government's preference for the formulation put forward is that it seems to be more honest.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I have another question with respect to the absolute nature of Clause 1. It is with respect to the absolute nature of Clause 1 and the way in which that clause modifies all of the provisions in the proposed Charter of Rights.

As you are aware, witness after witness has appeared before this Committee, such as the Canadian Jewish Congress, Walter Tarnopolsky, Gordon Fairweather, the National Action Committee on the Status of Women—many, many witnesses have appeared before us to make the point that there are certain fundamental rights and freedoms which should never be abrogated.

Mr. Minister, the argument was made earlier that perhaps there was some difficulty in deciding as to what exactly those rights and freedoms should be and there might arguments about some of them.

What I would like to ask you is this. Would you be prepared to look very seriously at the possibility of an amendment which would clarify that there are at least some fundamental basic rights, such as the right to be protected from cruel or unusual treatment or punishment; the basic and fundamental freedom

[Translation]

limites posées à ces droits, plutôt que de commencer par exposer les limites pour ensuite énumérer les droits.

M. Kaplan: Avant de répondre directement à cette question, je veux bien m'assurer que d'après vous, la différence n'est que symbolique, et qu'il n'y a pas de véritable différence dans le sens.

M. Robinson: Je ne voudrais certes pas soutenir qu'il y a une différence dans la façon dont ces dispositions seront interprétées, et je suis persuadé que vos conseillers vous le confirmeront.

M. Kaplan: Je crois également qu'il n'y a pas de véritable différence. Je pense que ce n'est qu'une question de style. A notre avis, il était plus réaliste et plus utile que le lecteur constate immédiatement que ces droits ne sont pas absolus, qu'ils sont limités.

Cela apparaît très clairement à toute personne consultant le texte de loi, sans qu'elle doive lire les 30 articles pour se rendre compte que les dispositions de l'article 1 du projet ne correspondent pas tout à fait à la réalité.

Cela semble plus honnête.

M. Robinson: Monsieur le ministre, puisque nous convenons qu'il n'y a pas de différence de sens, et puisqu'il s'agit d'un document, d'une Charte des droits qui, espérons-le, sera largement distribuée aux écoliers et aux Canadiens partout au pays, je pense qu'il serait symboliquement valable d'énumérer ces droits, puis d'indiquer à la fin les limites posées, le cas échéant. C'est ce qu'on a fait dans la déclaration des droits de M. Diefenbaker; les droits sont énumérés et, à la fin de la déclaration, on parle par exemple de la Loi des mesures de guerre et d'autres dispositions limitatives.

M. Kaplan: Nous devons régler cette question maintenant. Nous convenons qu'il n'y a pas de véritable différence entre les deux versions. Si le gouvernement préfère la formule déjà proposée, c'est qu'il la croit plus honnête.

M. Robinson: Monsieur le président, j'ai une autre question au sujet de l'article 1. Elle porte sur la nature absolue de cet article et sur la façon dont il modifie toutes les dispositions de la Charte des droits proposée.

Comme vous le savez, il a été souligné à maintes reprises devant ce comité, notamment par le Congrès juif canadien, M. Walter Tarnopolsky, M. Gordon Fairweather, le Comité national d'action sur le statut de la femme, que certaines libertés et certains droits fondamentaux ne devraient jamais être abrogés.

Monsieur le ministre, on a dit plus tôt qu'il serait peut-être difficile de déterminer quels devraient être ces droits et libertés, et il pourrait y avoir des discussions à ce sujet.

Voici donc ma question. Seriez-vous disposé à étudier très sérieusement la possibilité d'adopter un amendement qui préciserait qu'au moins certains droits fondamentaux ne devraient jamais être abrogés. Je pense entre autres au droit d'être protégé contre une peine ou un traitement cruel ou inhabituel,

[Texte]

from discrimination in the application, in the derogation from these legal rights, which should never be taken away.

The Minister of Justice has indicated in his statement that the concerns of Mr. Gordon Fairweather and Professor Tarnopolsky have been dealt with in the course of the rewording of Clause 1. That is a fundamental concern which both those persons have raised.

I question whether it is desirable that Clause 1 should indeed be applied to all of the remaining clauses of the proposed Charter.

Mr. Kaplan: I think you are asking me to take another look at it.

I think, in keeping with the occasion I ought to be definitive and not suggest that the amendments which are being proposed and which may eventually be agreed to by this Committee, may be subject to further consideration by the government and further suggestions of amendments, except in the most unusual circumstances.

So what I think I ought to tell you straight out is that we have considered the idea of a nonderogable right and find that the classification of rights in such categories, even where it has been tried—and I have had a look at the International Charter as well—is rather arbitrary.

One can argue with well-meaning and reasoned classification of rights by other bodies.

We therefore do not think it is inappropriate to begin by characterizing all other rights and freedoms as being subject to reasonable limits, because the reasonable limit would have to be demonstrated in each case.

So where one wanted to make the argument that a right was nonderogable, though it would be rather theoretical as an argument, that would tend to limit the notion of reasonable-ness.

In other words, the rights will come to be asserted case by case, and in every case the state would be called upon to show that the 'reasonable limit' proposed was demonstrably justified, so the issue of whether in the abstract one can classify rights as derogable or nonderogable is theoretical. In saying that, I am laying a foundation for perhaps saving the time of the Committee in commenting otherwise on some of the other measures and amendments I know you will be proposing.

We do not favour the approach of determining in the abstract in an arbitrary way which are derogable and which are nonderogable rights, because they will never arise in that way, but will always do so in particular cases where an aggrieved citizen or other person resident in Canada and the "reasonableness" will have to be established by the state at the time.

Mr. Robinson: Mr. Minister, if that is your concern at this point, then I fail to understand how it was that in July of 1980 the government proposed a formulation which is very similar to that which I am suggesting.

In July, 1980, the government stated that there were certain rights which could never be derogated—in absolute terms. Those rights included the right to life, the right to be protected

[Traduction]

au droit fondamental d'être protégé contre la discrimination dans l'application de la loi.

Le ministre de la Justice disait dans sa déclaration que les préoccupations de M. Gordon Fairweather et du professeur Tarnopolsky étaient effacées par le nouveau libellé de l'article 1. C'est là une préoccupation fondamentale exprimée par ces deux personnes.

Je me demande s'il est souhaitable que l'article 1 s'applique à toutes les autres dispositions de la Charte.

M. Kaplan: Je pense que vous me demandez ici de revoir cet article.

Compte tenu des circonstances, je pense que je devrais bien faire comprendre que les amendements proposés et qui seront peut-être éventuellement adoptés par ce Comité ne peuvent être étudiés plus longuement par le gouvernement. Il n'y aura pas d'autres changements, sauf dans des circonstances exceptionnelles.

Je dois donc vous dire clairement que nous avons réfléchi à la possibilité de droits inviolables. Nous en sommes venus à la conclusion que, même où cela a été fait, et j'ai également étudié la déclaration universelle, la classification des droits dans de telles catégories est plutôt arbitraire.

On peut contester la classification des droits par d'autres organismes, même si elle est raisonnée et bien intentionnée.

Conséquemment, nous ne croyons pas qu'il soit opportun de préciser que tous les autres droits et libertés sont raisonnablement limités, puisqu'il faudrait démontrer dans chaque cas où se situe la limite raisonnable.

Alors si quelqu'un voulait soutenir qu'un droit est inviolable même si l'argument était purement théorique, cela aurait tendance à limiter la définition de ce qui est raisonnable.

Autrement dit, les droits seront affirmés cas par cas, et dans chaque cas, l'État devra montrer qu'il s'agit bien de «limite qui soit raisonnable» et dont la justification peut se démontrer; alors, on ne parle qu'en théorie lorsqu'on dit que les droits peuvent être classifiés en violables ou inviolables. En disant cela, j'épargnerai peut-être le temps des membres du Comité, ce qui me permettra de faire des observations sur d'autres mesures et d'autres amendements que je vous sais vouloir proposer.

Nous ne voulons pas déterminer dans l'abstrait et de façon arbitraire ce que sont les droits violables ou inviolables. La question ne se posera jamais de cette façon; nous aurons toujours affaire à des cas particuliers où un citoyen lésé ou un autre résident du Canada demanderont que le caractère «raisonnable» soit défini par l'État.

M. Robinson: Monsieur le ministre, si telle est votre préoccupation, je ne comprends pas pourquoi, en juillet 1980, le gouvernement a proposé une formule très semblable à la mienne.

En juillet 1980, le gouvernement a déclaré de façon absolue que certains droits ne pouvaient jamais faire l'objet d'une dérogation. Il s'agissait du droit à la vie et de la protection

[Text]

from cruel or unusual punishment, the right to be informed promptly of the reason for detention, the right to counsel, the right to be informed of a specific charge, and to be tried within a reasonable time.

Mr. Minister, in July of last year, these rights were stated to be fundamental and basic by the Minister of Justice—your colleague Mr. Chrétien.

What Mr. Chrétien said was that in deciding which right should be included, "We have selected only those which we feel reflect the central values of our society," and he also said that entrenchment would give clear effect to the rights set forth in the International Covenant on Civil and Political Rights to which Canada is a signatory.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I am sorry to interrupt the honourable member but I would like to remind him that we are no longer on a general discussion on Clause 1. Honourable members are invited to put questions or make comments, but in very strict relation to the proposed amendments, and I have certainly invited the honourable members to put questions but I would like to remind the honourable member that he has to address the witness or the other honourable members in the context of the proposed amendments and not reopen the discussion on the general context of the whole Charter when we are dealing with one amendment, and I think that the intervention of the honourable member, he should make up his mind on his position how he will vote, in favour or against the amendments and not open a general discussion because what he is doing now is not the proper way, as the Chair understood the question and the statement that he is making now, and that I think is the understanding that is followed in all the Standing Committees of the House in dealing with subamendments and amendments.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, perhaps there is some misunderstanding. I had assumed that there was an opportunity to question the Minister on the rationale for a proposed amendment. That is precisely what I am doing in my questioning.

The Minister has, as I understand it, decided not to make certain recommendations with respect to a limiting clause in Clause 1. This was contained in earlier government formulas and in attempting to determine how to approach this particular amendment, Mr. Chairman, it is rather important that we understand clearly what the rationale of the government is.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I understand that the honourable member might need additional information to make up his mind but I would like to invite him to restrict his questions to the very words of the proposed amendments and not reopen a general discussion on the over-all philosophy of a charter of rights, because that in my mind has been, that opportunity has been afforded the honourable member with all the witnesses and experts and the groups that appeared here and in the exchange of views that we had an opportunity to have in the past days and weeks.

That in my mind has been the understanding as we had it previously; I think most of the interventions, if not all the

[Translation]

contre tout traitement cruel ou inusité. Il s'agissait également, pour le particulier, du droit d'être informé, dans les plus brefs délais, des motifs de sa détention, du droit d'avoir recours à l'assistance d'un avocat, du droit d'être informé de l'infraction précise qu'on lui reproche et du droit à un procès dans un délai raisonnable.

Monsieur le ministre, en juillet de l'an dernier, votre collègue, M. Chrétien, le ministre de la Justice, a déclaré que ces droits étaient fondamentaux et essentiels.

En fait, M. Chrétien a dit qu'en décidant des droits qui devaient être inclus dans la charte, «nous avons choisi seulement les droits qui, à notre avis, reflètent les valeurs centrales de notre société». Il a également dit que l'enchâssement consacrerait les droits établis dans le Pacte internationaux relatif aux droits civils et politiques, dont le Canada est signataire.

Le coprésident (M. Joyal): Je suis désolé d'interrompre l'honorable député, mais je dois lui rappeler qu'il ne s'agit plus ici d'une discussion d'ordre général sur l'article 1. Les membres du Comité sont invités à poser des questions ou à faire des observations, mais ils doivent s'en tenir très strictement à l'amendement proposé; j'ai invité les membres du Comité à poser des questions, mais je dois rappeler à l'honorable député qu'il doit s'adresser au témoin ou aux autres membres du Comité, en respectant le contexte de l'amendement proposé, plutôt que de rouvrir la discussion sur l'ensemble de la charte, alors que nous discutons d'un amendement précis. Je pense que l'honorable député devrait prendre une décision quant à la position qu'il adoptera lors du vote, plutôt que de lancer une discussion générale; si le président a bien compris sa question et la déclaration qu'il vient de faire, le député n'agit pas de façon acceptable; ce n'est pas ainsi qu'on procède normalement dans les comités permanents de la Chambre lorsqu'il s'agit d'étudier les sous-amendements et les amendements.

M. Robinson: Monsieur le président, il y a peut-être eu un malentendu. Je croyais que nous aurions l'occasion d'interroger le ministre sur le raisonnement sous-tendant les amendements proposés. C'est exactement ce que je fais maintenant.

Si j'ai bien compris, le ministre a décidé de ne pas faire certaines recommandations relatives aux dispositions limitatives de l'article 1. Ces recommandations étaient contenues dans des formules gouvernementales antérieures, et si nous voulons bien juger de cet amendement, monsieur le président, il est important de comprendre clairement le raisonnement du gouvernement.

Le coprésident (M. Joyal): Je comprends que l'honorable député ait peut-être besoin d'autres renseignements pour prendre sa décision, mais je l'invite à s'en tenir très strictement au libellé de l'amendement proposé, plutôt que de relancer une discussion générale sur la charte des droits; à mon avis, l'honorable député a eu l'occasion de faire cela avec tous les autres témoins, les groupes et les experts qui ont témoigné devant nous au cours des derniers jours et des dernières semaines.

A mon avis, c'est ainsi que nous avons procédé auparavant; je crois que la plupart sinon toutes les interventions des

[Texte]

interventions of the honourable members would be in arguing and trying to convince the other members why they should vote yes or no in support of the proposed amendments or subamendments and not have a general discussion about the proposed amendments or the proposed wording.

That I think is the proper procedure and if I might receive other interpretations from the honourable members around the table I would certainly invite them to do so.

Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: I agree with you, really, Mr. Chairman, that one has to enforce the rule of relevancy and of course the Chair has to make a judgement call as to whether a certain member has been relevant.

My understanding is that we can ask any question that is relevant to any amendment that has been moved. My understanding is also that we have the right to debate any amendment that has been moved and I certainly intend to enter many times into debate on Liberal amendments, on Conservative amendments and on our own amendments, and debate them as well as I possibly can and with as much enthusiasm as I possibly can, and I just want to make it very clear that we intend to do that.

I intend to try to ask this Minister questions in a few minutes and enter into a debate, perhaps, with him on the wisdom of his amendment and I think it should be understood from the beginning that we have that right, and if we do not have that right then what good is the Committee?

However, I do want to say, Mr. Chairman, of course you have to make judgment calls as to whether or not we are relevant. If you do not think we are relevant, then of course you have to call us to order, but I want to underline the point that we intend to pursue these amendments, we intend to question these amendments and we intend to debate these amendments for as much time as we see fit.

Senator Asselin: We will be here next year.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I certainly do not want to question the rights of the honourable member to debate the amendments, but I would like to invite them to debate, to use his words, to debate the amendments and not to reopen the general debate on all the Charter.

I think that specific amendment, for instance, has a scope that is very well worded and very well defined, and that I think is the framework in which the question and the debate should take place, and that is the advice that I wanted to forward to the honourable members, so Mr. Robinson . . .

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I appreciate the guidance from the Chair although I must say that I hope it is clearly understood that one of the concerns is precisely this, Mr. Chairman, that Clause 1 qualifies all the remaining sections of the proposed Charter of Rights.

Now, we are not asking about an individual section here, we are talking about a section which touches upon every aspect of the proposed Charter of Rights and it is in that context I ask the questions that I am asking: namely, why is Clause 1

[Traduction]

honorables membres du Comité devraient être des tentatives d'expliquer aux autres membres du Comité pourquoi ils devraient voter pour ou contre tel ou tel amendement ou sous-amendement; il ne devrait pas s'agir d'une discussion générale sur les amendements ou les libellés proposés.

Je crois que c'est là la bonne façon de procéder et je suis disposé à entendre d'autres interprétations de la part des honorables membres du Comité.

Monsieur Nystrom.

M. Nystrom: Monsieur le président, je conviens avec vous qu'il faut faire respecter la règle de la pertinence et, bien sûr, la présidence doit porter un jugement et décider si certaines interventions sont pertinentes.

Selon moi, nous pouvons poser n'importe quelle question pertinente à tout amendement proposé. De plus, nous avons le droit de discuter de tout amendement proposé, et j'ai certainement l'intention d'intervenir à plusieurs reprises au sujet des amendements des libéraux, des conservateurs et de nos propres amendements. J'ai l'intention d'en discuter le mieux possible et avec le plus grand enthousiasme, et je voudrais que mes intentions soient bien connues.

Dans quelques minutes, j'ai l'intention de poser des questions au ministre et de discuter avec lui de la sagesse de son amendement; il devrait être entendu dès le début que nous avons ce droit; autrement, à quoi servirait le Comité?

Toutefois, monsieur le président, il vous faut évidemment porter des jugements quant à la pertinence des interventions. Si vous croyez que notre propos n'est pas pertinent, alors, vous devez évidemment nous rappeler à l'ordre, mais je désire souligner le fait que nous avons l'intention de poser des questions sur ces amendements et d'en discuter aussi longtemps que nous le jugerons nécessaire.

Le sénateur Asselin: Nous serons encore ici l'an prochain.

Le coprésident (M. Joyal): Je ne mets certes pas en doute le droit de l'honorable député de discuter de ces amendements, mais pour reprendre ses propres mots, je l'invite à le faire sans relancer une discussion générale sur l'ensemble de la charte.

Dans le cas précis de cet amendement, par exemple, je crois que sa portée est très bien définie, que l'amendement est bien libellé et, à mon avis, c'est là le cadre dans lequel nous devrions en discuter. Voilà ce que je voudrais faire comprendre aux honorables membres du Comité; alors, monsieur Robinson . . .

M. Robinson: Monsieur le président, j'apprécie les conseils de la présidence, mais j'espère qu'il est bien compris que l'une de nos préoccupations est justement celle-ci, à savoir que l'article 1 conditionne toutes les autres dispositions de la charte des droits proposée ici.

Nous ne posons pas de questions sur un article précis, dans le cas actuel, mais plutôt sur une disposition qui touche tous les aspects de la charte proposée, et c'est dans ce contexte que je pose mes questions: nommément, pourquoi l'article 1 condi-

[Text]

touching upon the rights and protections from cruel and unusual punishment, for example?

Why is Clause 1 permitting discrimination in certain areas? Clause 1 qualifies all remaining parts of the Charter. I am not, with respect, Mr. Chairman, opening up a debate on the advisability or otherwise of entrenching a charter or anything of that nature; what we are discussing here is the fundamental question of the extent to which the rights that are set out in the Charter should be limited, and that is my understanding of the direction of my questioning. Perhaps I was not clear, but certainly that was my understanding and I believe the Minister was responding in that light.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): So I would like to invite you, Mr. Robinson, to continue to put your questions in that very context that we are under a debate now and not on a general information session about the clause or about the over-all project and I would like to invite you to continue in that framework.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, I would then ask why it was felt that the formulation of the July draft in which there were certain fundamental rights, a fairly extensive list of fundamental rights that were held not to be derogable, was included in the proposed Charter, why that approach was rejected here when those rights were clearly specified at that time?

Mr. Kaplan: Well, the government has had the benefit of all the debate and discussion that has taken place on the question since then, and it has seemed to us that the distinction is an arbitrary one, the concept is theoretical, and as a practical matter rights will appear in context when the derogation by the state is challenged in court.

So that is a theoretical and very arbitrary way to proceed.

A second kind of objection in thinking was that it implies that the nonderogable rights are more important than the derogable rights, and reviewing the category it struck us that the derogable rights were a very important part of the values of a free and democratic society and classifying them as we had originally proposed tends to diminish the weight which, in a free and democratic society, is attached to both classes of rights.

Mr. Robinson: Turning to the final area, if I may, Mr. Chairman, on Clause 1, my final area of concern with the proposed reformulation.

As you know, Mr. Minister, the proposed Clause 1 applies in identical terms to all clauses of the proposed Charter. Earlier formulations, earlier federal government drafts applied two different tests: one test to the fundamental rights and freedoms, I think certainly a test of demonstrable justifiability or something of that nature is appropriate there, but a second test and a far more stringent test in dealing with legal rights. In that case a formulation very similar to that of the Covenant was adopted, namely that there had to be a public emergency, the restriction on rights could only be limited to the exigencies of the situation in a particular case and there was a stricter

[Translation]

tienne-t-il le droit à la protection contre un traitement cruel et inusité, par exemple?

Pourquoi l'article 1 permet-il la discrimination dans certains domaines? L'article conditionne toutes les autres dispositions de la charte. En toute déférence, monsieur le président, je ne lance pas une discussion sur l'opportunité d'enchâsser une charte, ni rien du genre; nous discutons ici de la question fondamentale de savoir dans quelle mesure les droits établis dans la charte devraient être limités; c'est ainsi que je perçois mes questions. Je n'ai peut-être pas été assez précis, mais j'ai cru l'être, et je crois que le ministre répondait à mes questions en ce sens.

Le coprésident (M. Joyal): Alors, monsieur Robinson, je vous invite à poursuivre vos questions dans ce contexte, en vous rappelant que nous sommes engagés dans une discussion précise et non dans une session d'information générale au sujet de l'article ou de l'ensemble du projet. Je vous invite donc à poursuivre dans cet état d'esprit.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, j'aimerais savoir pourquoi on a rejeté la formule contenue dans le libellé de juillet. La charte d'alors comprenait une liste assez complète de droits fondamentaux qui devaient ne pas faire l'objet d'une dérogation. Pourquoi cette formule a-t-elle été rejetée maintenant, alors que ces droits étaient clairement définis à l'époque?

M. Kaplan: Le gouvernement a profité de toutes les discussions qui ont eu lieu sur cette question depuis lors, et il nous a semblé que cette distinction était arbitraire, que le concept était théorique, et qu'en pratique, les droits seront jugés dans leur contexte lorsque la dérogation de l'État sera jugée par un tribunal.

C'est donc là une façon de procéder tout à fait théorique et très arbitraire.

Deuxièmement, en agissant ainsi, on laisse entendre que les droits inviolables sont plus importants que ceux pouvant faire l'objet d'une dérogation; en revoyant cette catégorie, nous avons compris que les droits violables sont une partie très importante des valeurs d'une société libre et démocratique et qu'en les classant comme nous l'avions d'abord proposé, nous tendons à réduire l'importance accordées aux deux catégories de droits dans une société libre et démocratique.

M. Robinson: Si vous le permettez, monsieur le président, je passerai à ma dernière préoccupation relativement au nouveau libellé.

Comme vous le savez, monsieur le ministre, l'article 1 du projet de loi conditionne également toutes les dispositions de la charte. Les projets précédents du gouvernement fédéral présentaient deux critères d'admissibilité des dérogations: l'un deux portait sur les droits et libertés fondamentaux, et je crois qu'il est certainement approprié qu'on exige ici que la justification de toute dérogation puisse se démontrer. Toutefois, il y avait un deuxième critère beaucoup plus sévère en ce qui a trait aux garanties juridiques. Dans ce cas, une formule très semblable à celle du pacte a été adoptée, à savoir que les dérogations n'étaient admissibles qu'en cas d'urgence publique,

[Texte]

test in dealing with legal rights as opposed to the fundamental rights and freedoms.

Why have you chosen to reject that particular approach in your reformulated Clause 1?

Mr. Kaplan: Again it was because the classification of rights between those two categories seemed arbitrary for a great many of the rights that had to be considered when that formulation was used and classified either one way or the other.

We also, in the redrafted clause subject, which refers to the reasonable limits as can be demonstrably justified, we feel that we have come up, with a lot of advice, with a very dynamic test, one which is better than the one originally proposed by the government and one which eliminates the necessity for the attempt which we had made to classify rights in two categories.

Mr. Robinson: My final question, Mr. Chairman, if I may, then is this:

Mr. Minister, in view of the many representations by distinguished groups, Civil Liberties Association, Mr. Tarnopolsky, Mr. Fairweather and others, in view of their representation, what I found at least to be persuasive representations, that there were certain rights which should never be derogated from, who in fact did you listen to in arriving at your proposed Clause 1, which witnesses did you listen to, which witnesses made a recommendation in line with your proposed Clause 1 that there should be no derogable rights?

Mr. Kaplan: Well, I think the government was influenced even by the witnesses with which it disagreed, and we have tried to reflect in the version the cutting edge that we want in the Charter of Rights, a Charter of Rights and Freedoms that will make a real difference to the Canadian people, and I would not want to indicate that any of the witnesses were ignored because that is not the case.

Mr. Robinson: Well, there were certainly a few that were not listened to. Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Robinson.

Mr. Nystrom, you had some comments to put forward?

Mr. Nystrom: I would like to ask the Minister about his amendment as well. His amendment of course reads that the Canadian Charter of Rights and Freedoms guarantees the rights and freedoms set out in it subject only to such reasonable limits prescribed by law as can be demonstrably justified in a free and democratic society, and I would like to ask him whether or not some of the equality rights in Clause 15 can ever be subject to any limitation whatsoever, and I am thinking here of things such as race, ethnic origin and colour that are listed?

[Traduction]

que les restrictions des droits ne pouvaient être limitées qu'en fonction des exigences de la situation dans un cas particulier; il y avait donc un critère d'admissibilité plus sévère dans le cas des garanties juridiques que dans le cas des droits et libertés fondamentaux.

Pourquoi avez-vous choisi de rejeter ce double critère dans votre nouvelle version de l'article 1?

M. Kaplan: Je répète que la classification des droits en deux catégories nous a semblé arbitraire, dans le cas d'un très grand nombre de droits qui devaient être classés ainsi.

De plus, dans la nouvelle version de l'article 1, lorsque nous disons que les droits ne peuvent être restreints que dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer, après avoir entendu de nombreux conseils, nous croyons qu'il s'agit là d'un critère très dynamique et supérieur à celui d'abord proposé par le gouvernement. Cela élimine la nécessité de tenter de classer les droits en deux catégories.

M. Robinson: Monsieur le président, permettez-moi une dernière question, qui est celle-ci.

Monsieur le ministre, nous avons entendu les exposés de groupes distingués, de l'Association des libertés civiles, de M. Tarnopolsky, de M. Fairweather, et d'autres; ces exposés m'ont persuadé que certains droits ne devraient jamais faire l'objet d'une dérogation. Pour en arriver à votre version actuelle de l'article 1, quels témoins avez-vous écoutés, quels témoins ont fait une recommandation correspondant à la position que vous adoptez à l'article 1, à savoir qu'il ne devrait pas y avoir de droits ne pouvant faire l'objet d'une dérogation?

M. Kaplan: Je crois que le gouvernement a été influencé même par les témoins avec lesquels il n'était pas d'accord, et nous avons essayé d'insuffler à la nouvelle version toute la force que nous voulons dans cette charte des droits, une charte des droits et libertés qui aura de véritables effets sur la population canadienne. Je ne voudrais pas qu'on croie que certains témoins ont été ignorés, car ce n'est pas le cas.

M. Robinson: On n'a certainement pas écouté le témoignage de certains. Merci.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Robinson.

Monsieur Nystrom, vous vouliez faire quelques observations?

M. Nystrom: Je voudrais également parler de l'amendement du ministre. Évidemment, cet amendement établit que la charte canadienne des droits et libertés garantit les droits et libertés qui y sont énoncés et qu'ils ne peuvent être restreints que par une règle de droit, dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique. Je voudrais lui demander si certains des droits à l'égalité prévus à l'article 15 peuvent faire l'objet d'une restriction quelconque? Je pense ici aux dispositions sur la race, l'origine ethnique et la couleur qu'on y trouve.

[Text]

I mean, are there any circumstances whatsoever where one can justify a limitation on those rights, be it in a wartime situation or whatever?

Mr. Kaplan: Which are the three that you have identified?

Mr. Nystrom: I am thinking specifically of race, ethnic origin and colour?

Mr. Kaplan: Well, here is the problem: what about national origin or religion?

Mr. Nystrom: That is what I said. I said race, ethnic origin or colour.

Mr. Kaplan: Things like national origin or religion, why are you excluding them? I mean, that is my point, it is a spectrum, I suppose, and you can see some where it would be very hard to conceive of a reasonable limit that would be justifiable or maybe impossible to conceive of some, but it becomes easier to do so as you move across the spectrum to the other end where some right could very easily be subjected to some reasonable limit, and it was because we did not see the rights falling into two clear categories.

If there was an easy dividing line, it would be easy, but the distribution of rights is sort of like a bell curve rather than like a "U". There are some that are easily at one end, some perhaps that are easily at the other, but the broad spectrum of rights tend to have both characteristics.

So taking the dynamic test of reasonableness at the beginning and the burden of proof being put so heavily and clearly on the state, we thought that the classification of derogable and nonderogable and the burden that that would place on future generations of school children and their teachers to explain and understand just was not justified.

Mr. Nystrom: I just regret that the Minister does not reconsider some of the representations that have been made to us by many people such as Gordon Fairweather because there are some rights I think that should never be limited. Discrimination on the basis of race and ethnic origin and colour.

There are some rights, of course, Mr. Minister, that are a bit different. You could look at age, it is not reasonable to let a three-year-old vote or a five-year-old drive a car, so perhaps you should have a test there where you have to be reasonable, but I just wondered why some of the obvious ones were not listed.

Some people made the argument that a constitution is only as good as the will of the people. The Americans had a very strong Charter of Rights for many, many years before the slaves were freed, I think for about 100 years, and some of these things might be fine now, our society might be very reasonable now, but it might evolve into something very different in 20 or 30 years.

Mr. Kaplan: Well, I think that a Charter of Rights and Freedoms, a good one, can indeed affect the will of the people

[Translation]

Existe-t-il des circonstances dans lesquelles on pourrait justifier une restriction de ces droits, qu'on soit en période de guerre, ou autrement?

M. Kaplan: Quelles sont les trois catégories que vous avez mentionnées?

M. Nystrom: Je pense particulièrement à la race, à l'origine ethnique et à la couleur.

M. Kaplan: Voilà le problème: qu'en est-il de l'origine nationale ou de la religion?

M. Nystrom: C'est ce que j'ai dit. J'ai dit: la race, l'origine ethnique et la couleur.

M. Kaplan: Pourquoi excluez-vous des distinctions telles que l'origine nationale ou la religion? Voilà toute la question; il s'agit d'un spectre, je présume, et dans certains cas, il serait très difficile, et peut-être impossible, de concevoir une limite raisonnable dont la justification puisse se démontrer; toutefois, cela devient plus facile lorsqu'on s'avance, dans le spectre, vers l'autre extrémité, où certains droits pourraient très facilement être restreints par une limite raisonnable, et c'est pourquoi nous n'avons pas voulu que les droits tombent dans deux catégories très précises.

Si la distinction était claire, ce serait facile, mais les droits s'échelonnent sur une courbe en forme de cloche plutôt qu'en forme de «U». Certains droits se retrouvent facilement à une extrémité, d'autres sont clairement à l'autre extrémité; cependant, le vaste spectre des droits a tendance à comporter ces deux caractéristiques.

Compte tenu du critère dynamique de la raison imposé au début, et puisque le fardeau de la preuve appartient si clairement à l'État, nous avons cru ne pas être justifiés de classer les droits en deux catégories. Nous avons pensé au fardeau que cela imposerait aux générations futures d'écoliers, de même qu'à leurs professeurs, qui devraient leur expliquer ces nuances.

M. Nystrom: Je regrette simplement que le ministre ne repense pas à certains exposés qui nous ont été faits par plusieurs personnes, dont M. Gordon Fairweather; à mon avis, certains droits ne devraient jamais être limités. Je pense à la discrimination fondée sur la race, l'origine ethnique et la couleur.

Évidemment, monsieur le ministre, il y a certains droits qui sont un peu différents. Prenons l'exemple de l'âge; il n'est pas raisonnable de laisser un enfant de 3 ans voter, ou de laisser un enfant de 5 ans conduire une auto; on pourrait peut-être donc établir des critères de raison dans ces cas. Je me demande pourquoi certains éléments évidents ne sont pas énumérés.

Certains ont soutenu que la valeur d'une constitution équivaut à la volonté des gens de la respecter. Les Américains ont eu une charte des droits très sévère, pendant de très nombreuses années, avant que les esclaves ne soient libérés, pendant 100 ans, je crois; certaines de ces dispositions sont peut-être acceptables maintenant, notre société est peut-être très raisonnable maintenant, mais la situation pourrait évoluer grandement dans 20 ou 30 ans.

M. Kaplan: Je crois qu'une bonne charte des droits et libertés peut influencer la volonté des gens et constituer une

[Texte]

and can indeed offer protection, but there is a role for the courts and the test that has been put forward, as I have indicated, is a dynamic one which we think would assure that those rights that you feel are absolute, I am not arguing with you about them, would be found to be absolute by the courts, and so it is a conceptual simplification in which nothing is lost.

Mr. Nystrom: Just one final question. My understanding, then, from your answer is that a situation which happened to our Japanese Canadian friends a few years ago, the internment of Japanese Canadians, would not happen if we had this kind of Charter enshrined with this kind of a limitation clause in it?

Mr. Kaplan: I agree with that.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Nystrom.

If I may, before we continue our discussions, I just want to point out at this point, and I think it would be very useful for the understanding of our study and progress, that I had considered very carefully in inviting members to ask for questions at this phase of our work, I have considered very carefully the use of time allocation, that as we have had an opportunity during the preceding steps and especially the time allocation from November 14, 1980 to January 9, 1981, and that covered the phases where we have heard witnesses, groups and citizens, and I have all the figures here in detail and I can inform the honourable members that the Liberals have used 34.9 per cent of the time, the Conservative Party 43.9 per cent of the time and the New Democratic Party 21.8 per cent of the time.

If the time allocation had been strictly based on the representation of the three parties around the table, the Liberals would have used 60 per cent of the time, while in fact they have used 34.9 per cent of the time; the Conservative Party would have used 32 per cent of the time and they have used 43.9 per cent of the time; and the New Democratic Party would have used 8 per cent of the time while in fact it did use 21.8 per cent of the time.

So if there is a party that has had its chance, I think it is the New Democratic Party and I would not like at all to leave the Canadian public and the media and honourable members around this table with the impression that we want to in any way prevent the representatives of the New Democratic Party to participate in the debate.

In fact, in so doing I do not think that the Chair has been unfair in recognizing the representative of the New Democratic Party because I am quite sure that honourable members of the two other parties would have opposed at one point the use of time if they had felt that the representatives of the New Democratic Party were really not fair or were really not having their fair input into the discussion and exchange of views, and that is the only point I wanted to make at this point because I think it was helpful and it is helpful to the way in which will continue our discussions for the last step of our work.

[Traduction]

véritable protection, mais il faut prévoir le rôle des tribunaux et des critères que nous avons établis; comme je l'ai dit, ces critères sont dynamiques et nous pensons qu'ils pourront nous assurer ces droits qui, d'après vous, sont absolus. Je ne conteste pas vos convictions, les tribunaux pourraient être d'accord avec vous, et il s'agit donc d'une simplification conceptuelle où rien n'est perdu.

M. Nystrom: Une dernière question. Si j'ai bien compris votre réponse, il serait impossible de revoir ce qui s'est produit dans le cas de nos amis, les Canadiens d'origine japonaise, il y a quelques années. Je parle de l'internement de ces citoyens canadiens qui serait impossible si nous enchâssions cette charte avec ce type de disposition limitative.

M. Kaplan: J'en conviens.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Nystrom.

Avant de poursuivre nos discussions, permettez-moi de préciser une chose. Pour mieux comprendre notre travail et les progrès accomplis, je crois qu'il serait très utile de vous rappeler que j'ai été très prudent dans mon choix des intervenants à cette étape de nos travaux. J'ai fait très attention au temps accordé à chacun. Nous avons eu l'occasion de le faire auparavant, et particulièrement pendant la période s'étendant du 14 novembre 1980 au 9 janvier 1981. C'était cette étape où nous avons entendu les témoignages de témoins, de groupes et de citoyens. J'ai ici les chiffres détaillés correspondant au temps utilisé par chacun. Je puis informer les honorables membres du Comité que les libéraux ont utilisé 34.9 p. 100 du temps, le parti conservateur en a pris 43.9 p. 100, et le nouveau parti démocratique, 21.8 p. 100.

Si les interventions s'étaient faites strictement selon la représentation des trois partis à cette table, les libéraux auraient utilisé 60 p. 100 du temps, alors qu'ils n'en ont utilisé que 34.9 p. 100; le parti conservateur aurait utilisé 32 p. 100 du temps, alors qu'il en a utilisé 43.9 p. 100; le nouveau parti démocratique aurait utilisé 8 p. 100 du temps, alors qu'il en a pris 21.8 p. 100.

Alois s'il y a un parti qui a eu sa chance, je crois que c'est bien le Nouveau parti démocratique, et je ne voudrais pas que la population canadienne, les médias et les membres de ce Comité aient l'impression que nous voulons empêcher les représentants du Nouveau parti démocratique de participer à la discussion.

De fait, je crois que la présidence n'a pas été injuste en cédant la parole aux représentants du Nouveau parti démocratique. Je suis persuadé que les représentants des deux autres partis auraient manifesté leur mécontentement si, à un moment ou à un autre, ils avaient cru que les Néo-Démocrates ne pouvaient obtenir leur juste part du temps de parole. Voilà ce que je voulais préciser, car j'ai cru que cela pouvait être utile dans la poursuite de nos discussions à cette étape de nos travaux.

[Text]

I do not see any more questioners on my list or honourable members who want to express comments on the proposed amendment as put through by the Liberal party.

Honourable Senator Austin.

Senator Austin: Thank you, Mr. Chairman.

I wanted to take up one point that Mr. Robinson had raised in his questioning of the Minister when he referred to witnesses, and it is my understanding that the Canadian Human Rights Commission, through the presence of Mr. Fairweather on November 14, 1980, proposed to the government alternative methods of amendment.

I do not think I will take time to read it but there was one with three clauses and the alternative is in fact the clause that the government has accepted in Clause 1 with the difference that Mr. Fairweather used the words "are reasonably justified" and the government is using the words "can be demonstrably justified", but the words are very, very close and I think probably, Mr. Minister, were intended to have the same meaning.

I wonder if I could ask you whether in fact you were accepting Mr. Fairweather's suggestion but giving the words a more careful consideration?

Mr. Kaplan: I understand that it was Mr. Fairweather's recommendation that was given weight at this point but the Minister himself felt that "can be" increased the burden on the state.

Senator Austin: I wanted to make that comment, Mr. Chairman. Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Senator Austin. Any other questions before I call the vote on the amendment as read by Mr. Irwin?

Honourable Senator Duff Roblin.

Senator Roblin: Mr. Chairman, I appreciate the point that has just been made by Senator Austin but I would like clarification.

As I recall what Mr. Fairweather said, he used the words attributed to him but did he also not have two or three dependent clauses in which he gave an absolute exemption with respect to certain categories?

I seem to recall that that is what he really had recommended and if that is the case I just wish to record the fact, I make no comment on it.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, perhaps to resolve the confusion that may have arisen in this area I have Mr. Fairweather's brief before me and indeed, Senator Roblin is quite accurate.

The specific recommendation which was made by Mr. Fairweather was that Clause 1 should read as Senator Austin suggested the first clause, but then Clause 2 would read as follows:

No limitations on the legal rights or the nondiscrimination rights set out in this Charter may be made under this provision.

And then subclause (3):

[Translation]

Il n'y a plus d'intervenant sur ma liste de personnes désirant discuter de l'amendement proposé par le Parti libéral.

L'honorable sénateur Austin.

Le sénateur Austin: Merci, monsieur le président.

J'aimerais revenir à une observation que M. Robinson a faite lorsqu'il posait des questions au ministre au sujet des témoins. Si j'ai bien compris, le 14 novembre 1980, la Commission canadienne des droits de la personne, par la voix de M. Fairweather, a proposé au gouvernement d'autres méthodes d'amendement.

Je ne prendrai pas le temps de lire ces propositions, mais il y en a une qui contient trois dispositions et la version proposée est en fait celle que le gouvernement a acceptée à l'article premier, à cette différence près que M. Fairweather utilise les mots «sont raisonnablement justifiés», alors que le gouvernement utilise les mots «dont la justification puisse se démontrer». Toutefois, les deux libellés sont très semblables et il est probable, monsieur le ministre, qu'on a voulu dire la même chose.

Je voudrais savoir si, de fait, vous acceptiez la proposition de M. Fairweather, tout en portant une plus grande attention aux mots choisis?

M. Kaplan: Je crois que c'est la recommandation de M. Fairweather qui a primé à ce moment-là, mais le ministre lui-même a cru qu'en utilisant le mot «puisse» la responsabilité de l'État en était accrue.

Le sénateur Austin: Je voulais tout simplement faire cette observation, monsieur le président. Merci.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, sénateur Austin. Y a-t-il d'autres questions avant de mettre aux voix l'amendement lu par M. Irwin?

L'honorable sénateur Duff Roblin.

Le sénateur Roblin: Monsieur le président, j'apprécie l'observation que le sénateur Asselin vient tout juste de faire, mais je voudrais avoir des précisions.

Si je me souviens bien, M. Fairweather a utilisé les mots qu'on lui attribue, mais n'y avait-il pas également deux ou trois dispositions corollaires où il accordait une exemption absolue à certaines catégories?

Si je me souviens bien, c'est ce qu'il avait recommandé et, dans ce cas, je voudrais qu'on tienne compte des faits. Je n'en dirai pas plus.

M. Robinson: Monsieur le président, je pourrais peut-être mettre fin à la confusion découlant de cette observation. J'ai ici le mémoire de M. Fairweather, et le sénateur Roblin a tout à fait raison.

La recommandation de M. Fairweather prévoyait que l'article premier soit libellé exactement comme le sénateur Austin l'a dit, mais par la suite l'article 2 se lirait comme suit:

Aux termes de cette disposition, aucun limite ne peut être imposée aux garanties juridiques ou au droit à la protection contre la discrimination établis dans cette charte.

Puis à l'alinéa (3), on peut lire:

[Texte]

This charter guarantees the equal right of men and women to the enjoyment of rights and freedoms set out in it.

He then goes on to say:

If Parliament should consider that subclause (2) and subclause (3) do not reflect its intentions then we may want to stick with one.

But his opinion was very clear, and his recommendation to this Committee was very clear that subclause (2) and subclause (3) should be included and that there should be certain rights that should never be derogated.

Senator Austin: Mr. Chairman, if I may just comment, I think Mr. Robinson and I are saying the same thing. Mr. Fairweather in fact offered us a choice and did express his opinion that he would prefer the first of the two choices but he said that the second of the two, and which in fact the government has accepted, would be a desirable choice as well.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Senator Austin.

The Honourable Senator Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Monsieur le président, vous me donnerez vos directives, je ne sais pas trop le sens de la question que je vais poser. C'est une question de formulation, quant à moi du moins, pour mieux comprendre les intentions de l'amendement.

L'amendement se lit:

... reasonable limits prescribed by law as can be demonstrably justified in a free and democratic society.

Est-ce que l'intention des auteurs de l'amendement c'est qu'il soit effectivement démontré que cela est justifié? Alors, il me semble que la formulation ne dit pas tout à fait, du moins comme je comprends l'anglais—mais peut-être que je fais erreur dans ma lecture—ne dit pas tout à fait ce que l'on veut dire. Utilisant mon anglais très lacunaire, j'aurais dit «reasonable limits prescribed by law as it is or are demonstrated to be justified», if that is the meaning.

Alors, je ne sais pas, c'est simplement pour savoir quelle est effectivement l'intention. Est-ce que la démonstration devra être faite ou si la démonstration ne sera que possible?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would certainly have my own interpretation but I would invite the honourable Acting Minister of Justice to answer on that.

M. Kaplan: Cela reste au juge de trouver cela satisfaisant ou non et s'il n'a pas la justification démontrable devant lui, il ne peut pas agréer.

Le sénateur Tremblay: Alors, est-ce que la formulation dit bien cela, que la démonstration devra être faite, que c'est justifié?

M. Kaplan: Oui. Selon moi, c'est très clair et c'est très près du français, j'insiste, et est-ce que vous suggérez que le français...

Senator Tremblay: I am not asking the question about the French translation but about the English phrase "as can be demonstrably justified". Does it mean that the demonstration

[Traduction]

Cette charte garantit que les hommes et les femmes peuvent également jouir des droits et libertés qui y sont établis.

Et il poursuit en disant:

Si le Parlement juge que les alinéas (2) et (3) ne reflètent pas ses intentions, alors nous pourrions nous en tenir à un seul.

La recommandation qu'il a faite à ce Comité est très claire; il voulait que les alinéas (2) et (3) soient inclus et que certains droits ne puissent faire l'objet d'une dérogation.

Le sénateur Austin: Monsieur le président, je voudrais simplement dire que les propos de M. Robinson et les miens semblent concorder. M. Fairweather nous a offert une alternative tout en exprimant sa préférence pour la première option. Toutefois, il a dit que la deuxième, celle que le gouvernement vient d'admettre, serait souhaitable aussi.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, sénateur Austin.

L'honorable sénateur Tremblay.

Senator Tremblay: Mr. Chairman, I seek your guidance on this matter as I am not sure whether or not my question is one of substance. In my opinion, at least, it is simply a wording problem which should be cleared up to better understand the intent of the amendment.

The amendment reads as follows:

Reasonable limits prescribed by law as can be demonstrably justified in a free and democratic society.

Was it the intent of the sponsors of this amendment that the limit actually be demonstrated as justified? In that case, the wording is not appropriate and that is not how I understand the English. Perhaps I have been misreading the amendment, but I do not feel that it states exactly what it intends to. In my very faulty English, I would have said "reasonable limits prescribed by law as it is, or are, demonstrated to be justified". Si c'est cela qu'on voulait dire.

So, I would just like to know what, in effect, is the intent of the amendment? Is the demonstration in question optional or obligatory?

Le coprésident (M. Joyal): J'aurais certainement mon interprétation personnelle, mais j'invite le ministre de la Justice suppléant à y répondre.

Mr. Kaplan: It is up to the judge to determine whether the demonstration is satisfactory or not and, in the latter case, he would not make a favourable decision.

Senator Tremblay: So, does the wording effectively state that the demonstration must be made?

Mr. Kaplan: Yes. In my opinion, the wording is quite clear and I maintain that it is very close to the French version. Are you suggesting that the French...

Le sénateur Tremblay: Je ne remets pas en question la traduction française, mais plutôt la phrase anglaise «as can be demonstrably justified». Cette formulation voudrait-elle dire

[Text]

that is justifiable has to be made or does it refer just to the possibility that it could be made?

Mr. Kaplan: My interpretation is that a court would have to be satisfied.

Senator Tremblay: With a demonstration?

Mr. Kaplan: With a demonstration.

Senator Tremblay: So I was wrong in my reading.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, sénateur Tremblay.

Je voudrais inviter l'honorable sénateur Goldenberg.

Senator Goldenberg: Just for the sake of the record, Senator Roblin has twice referred to Mr. Fairweather's recommendations. Mr. Robinson referred to Mr. Fairweather's recommendations. I think the most relevant remark by Mr. Fairweather is the remark he made after the amendment was produced. He expressed himself as being very pleased and congratulated the government on what it had done.

That is all I have to say, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Senator Goldenberg.

So do I see that the honourable members are ready for the vote?

Some hon. Members: Yes.

Motion agreed to.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would then move to the amendment as proposed by the Conservative Party and invite, in so doing, the Hon. Jake Epp.

Mr. Epp.

Mr. Epp: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Chairman, in moving an amendment to Clause 1, I want to indicate to members of the Committee what is marked C.P.-1. We hope the railroad will work but I understand what it is, in most cases amendments are put in in an individual's name and I did not want to do that for the simple reason that there will be various members on our side who will be moving amendments and so you will see that the amendments are listed as C.P. and onwards. I understand that that means Conservative Party and not a railroad.

Mr. Chairman, that being the case I move that Clause 1 of the proposed constitution act, 1980 be amended by striking out line 1 on page three and substituting the following:

1. Affirming that

(a) that the Canadian nation is founded upon principles that acknowledge the supremacy of God, the dignity and worth of the human person and the position of the family in a society of free individuals and free institutions, and

(b) individuals and institutions remain free only when freedom is founded upon respect for moral and spiritual values and the rule of law, the Canadian Charter of Rights and

Then it ties into the amendment that we have just moved.

[Translation]

que la démonstration est obligatoire ou qu'elle est simplement facultative?

M. Kaplan: D'après mon interprétation, il faudrait que les tribunaux soient convaincus.

Le sénateur Tremblay: Par une démonstration?

M. Kaplan: Par une démonstration.

Le sénateur Tremblay: Alors, j'avais mal lu l'amendement.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Senator Tremblay.

I would now like to recognize the honourable Senator Goldenberg.

Le sénateur Goldenberg: Par souci de clarté, le sénateur Roblin a fait allusion deux fois aux recommandations de M. Fairweather. M. Robinson s'est également reporté aux recommandations de M. Fairweather. L'observation la plus pertinente de M. Fairweather me semble celle qu'il a faite après la présentation de l'amendement. Il s'est dit fort satisfait et a félicité le gouvernement de cette mesure.

C'est tout ce que j'ai à dire, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, sénateur Goldenberg.

Les députés sont-ils prêts à procéder au vote?

Des voix: Oui.

La motion est adoptée.

Le coprésident (M. Joyal): Je passe donc à l'amendement proposé par le Parti conservateur et donne la parole à l'honorable Jake Epp.

Monsieur Epp.

M. Epp: Merci, monsieur le président.

Monsieur le président, je signale tout d'abord aux membres du Comité que l'amendement à l'article 1 est intitulé C.P.-1. Habituellement, les amendements sont inscrits au nom d'un député en particulier, mais je voulais éviter de le faire pour la simple raison que différents députés de notre côté proposeront des amendements. C'est pourquoi les amendements portent la mention C.P. Ce sigle se rapporte au Parti conservateur et non pas à une société de chemins de fer.

Monsieur le président, ceci dit, je propose que l'article 1 du projet de loi constitutionnel de 1980 soit modifié par la substitution, à la ligne 1, page 3, de ce qui suit:

1. Attendu que

(a) le Canada est fondé sur les principes de la suprématie de Dieu, de la dignité et de la valeur de la personne humaine, ainsi que de l'importance de la famille dans une société d'êtres et d'institutions libres;

(b) Attendu que les êtres et les institutions ne demeurent libres que si la liberté s'appuie sur le respect des valeurs morales et spirituelles de la légalité, la Charte canadienne des droits, et

Il reprend ensuite l'amendement que nous venons de proposer.

[Texte]

I would ask Senator Tremblay, if it is the wish of the members of the Committee, to read it in French.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable sénateur Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Il est proposé:

Que l'article 1 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, à la ligne 1, page 3, de ce qui suit:

1. Attendu que

a) le Canada est fondé sur les principes de la suprématie de Dieu, de la dignité et de la valeur de la personne humaine, ainsi que de l'importance de la famille dans une société d'êtres et d'institutions libres;

b) Attendu que les êtres et les institutions ne demeurent libres que si la liberté s'appuie sur le respect des valeurs morales et spirituelles et de la légalité, la Charte canadienne des droits et

Maintenant, lecture faite, et je dois reconnaître ma responsabilité à cet égard, une lecture trop rapide hier au point de vue des expressions françaises m'a peut-être empêché de faire la correction que je ferais et qui ne serait pas un amendement à l'amendement mais une simple substitution de mots.

Au lieu du terme «société d'êtres», je pense que je préférerais en français «société de personnes et d'institutions libres» et, dans le sous-paragraphe suivant, «les personnes et les institutions».

Alors, si c'est acceptable et s'il y a consensus commun, je remplacerais le mot «êtres» qui est trop vague en français par le mot «personnes».

Le coprésident (M. Joyal): Certainement. Je ne vois aucune opposition, monsieur Tremblay, à ce que vous soyez autorisé à faire cette légère modification qui, en définitive, ne change pas du tout le sens de la proposition.

Honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, it is with a great amount of personal satisfaction and honour that I move this amendment. As members already know, these are the words of the Canadian Bill of Rights, 1960. They have been modified only to conform to the syntax of the proposal before us, otherwise they appear in our amendment as they are in the Charter of Rights.

Mr. Chairman, I have gone back into the debates of 1960 and Mr. Diefenbaker, always having the ability to seize the moment, presented open debate on the Canadian Bill of Rights on Dominion Day, July 1, 1960. He did so, I believe as I read the debate, for reasons that became, and my colleague Mr. McGrath was there so he can speak from personal experience, but it was done, Mr. Chairman, to give to Canadians a symbol and values to which all future generations could not only aspire but hold as important.

For many of us who came from groups that were not of the two main linguistic groups but who were, in later years, generally referred to as ethnic Canadians, for many of us it was a very positive and very open demonstration that no longer were we to be considered as hyphenated Canadians as was the

[Traduction]

Je demanderais au sénateur Tremblay, si les membres du Comité le souhaitent, de le dire en français.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable Senator Tremblay.

Senator Tremblay: It is moved that:

Clause 1 of the proposed Constitution Act, 1980, be amended by striking out line 1 on page 3 and substituting the following:

1. Affirming that

(a) that the Canadian nation is founded upon principles that acknowledge the supremacy of God, the dignity and worth of the human person and the position of the family in a society of free individuals and free institutions, and

(b) individuals and institutions remain free only when freedom is founded upon respect for moral and spiritual values and the rule of law, the Canadian Charter of Rights and . . .

Now, this having been read, and I must assume responsibility in that respect, I may have read too quickly the French version last night. I would bring some corrections without amending the amendment, but only substituting words.

Instead of the term "société d'êtres", I would prefer "société de personne et d'institutions libres" and, in the next sub-paragraph, "les personnes et les institutions".

So, if everyone agrees, I would replace the term "êtres" which is too vague in French, by "personnes".

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Certainly. I have no objection, Mr. Tremblay, to this slight modification which does not change the meaning in any way.

L'honorable Jake Epp.

M. Epp: Monsieur le président, c'est avec une grande satisfaction personnelle que je propose cet amendement. Comme les députés le savent, ce sont là les termes de la Déclaration canadienne des droits de 1960. Les seules modifications découlent de la syntaxe de la proposition que nous étudions, pour le reste, ils ont été repris tels quels.

Monsieur le président, j'ai relu les débats de 1960 et M. Diefenbaker, sachant toujours saisir le moment opportun, avait lancé un débat ouvert sur la Déclaration canadienne des droits le jour du Dominion, le premier juillet 1960. Il a agi ainsi, si j'en juge par le compte rendu du débat, et mon collègue M. McGrath peut nous faire part de son expérience personnelle, pour donner aux Canadiens un symbole et des valeurs auxquels devraient non seulement aspirer toutes les générations futures, mais dont elles devraient également reconnaître l'importance.

Pour bon nombre d'entre nous qui venions de groupes, autres que les deux groupes linguistiques principaux et qui furent appelés par la suite les groupes ethniques, on manifestait ainsi de façon positive que nous serions maintenant considérés comme des Canadiens à plein titre, contrairement à ce

[Text]

experience for many of those who were of the minority groups and what their experience had been in the past.

Those of us who were obviously fairly young at that period of time had not experienced some of that discrimination; but we knew from the stories and the experience related to us that many people had in fact experienced a hyphenated Canadianism.

It has been since 1960 for many of us important words which were in the Charter of Rights, that not only were they to be a symbol to us, but also an ideal towards which to aspire or work towards achieving.

As I read the debate and the words of Mr. Diefenbaker at that time, I am convinced that he would like to have seen—and this is a personal evaluation—eventually the Charter that he had proposed to Canadians, and which was proposed by Parliament, enshrined in the Constitution.

Not everyone agrees with that reading of history. But it is my view of that reading—and when I had an opportunity as very much a freshman member of Parliament coming to Ottawa, and having discussed the matters with Mr. Diefenbaker, I remain convinced today that eventually it was his hope that that would happen.

Additionally, Mr. Chairman, he was conscious of the need to preserve the Canadian federation. He mentions that a number of times in the debates of that period.

While he does not mention directly that he wanted to see it enshrined, he said it would not be possible at that time, because he had not sought provincial agreement during that period.

But I believe it is now for us who sit around this table to recommend to Parliament that those ideals which captured the nation at that time, and which have been the ideals for many of us since, that it is a real opportunity for us to enshrine those principles into the constitution of Canada.

Mr. Chairman, as I read the proposed Charter of Rights and Freedoms of the the government, I think members opposite would agree that they made an honest attempt to incorporate into their Charter expressions of freedom that they thought were important for the nation.

I am sure they would also agree that that expression was put forward with a sense of responsibility as well as a sense of wanting to enshrine these matters for the benefit of all future Canadian generations—that they would accept the fact that their Charter is not perfect and that it could be improved upon, and that the lessons of the past and the experiences of the past are important for us as we look at the Charter today.

Mr. Chairman, what the Diefenbaker words do, is, I believe, to establish once and for all that the supremacy of the nation must come from God; that we must up front in our Charter, respect and enshrine the dignity and worth of the human person, that the family is the cornerstone of Canadian society—that recognition of that cornerstone is important; and that our parliamentary traditions, as we call them “our three institutions” should be enshrined as well.

Lastly, Mr. Chairman, a number of us around this table, have said that we believed constitutional law goes beyond

[Translation]

qu'avait été l'expérience de bon nombre de ces groupes minoritaires.

Ceux d'entre nous qui étaient encore assez jeunes à cette époque n'avaient pas été victimes de cette discrimination. Mais, d'après ce que nous avaient dit nos aînés, nous savions que bien des gens avaient en effet été victimes de ce genre de canadianisme à trait d'union.

Depuis 1960, bon nombre d'entre nous ont reconnu l'importance de la Déclaration des droits, qui devait non seulement être un symbole, mais également un idéal auquel on devait aspirer.

À la lecture du compte rendu des délibérations et des propos de M. Diefenbaker à l'époque, je suis convaincu qu'il aurait aimé voir, et c'est une opinion personnelle, enchâsser dans la Constitution la «charte» qu'il avait proposée aux Canadiens et qui a été approuvée par le Parlement.

Tous n'interprètent pas l'histoire de la même façon. Toutefois c'est mon interprétation, et d'après les entretiens que j'ai eus avec M. Diefenbaker en tant que nouveau député arrivant à Ottawa, je demeure convaincu aujourd'hui que tel aurait été son souhait.

De plus, monsieur le président, il était conscient de la nécessité de préserver la fédération canadienne. Il y a fait allusion plusieurs fois au cours du débat.

Bien qu'il ne dise pas en toutes lettres qu'elle doit être enchâssée, il déclare que cela n'aurait pas été possible à l'époque car il n'avait pas cherché à obtenir l'accord des provinces.

Il nous revient maintenant de recommander au Parlement de saisir cette occasion unique et d'enchâsser ces principes dans la Constitution du Canada, ces idéaux qui avaient séduit le pays à cette époque, et que bon nombre d'entre nous ont adoptés depuis.

Monsieur le président, je crois que les députés de l'autre côté conviendront qu'ils ont honnêtement tenté d'incorporer dans leur charte les libertés qu'ils jugent importantes pour notre pays.

Je suis sûr qu'ils conviendront également, vu qu'ils souhaitent enchâsser ces droits au profit de toutes les générations futures, que leur charte n'est pas parfaite et qu'elle pourrait être améliorée. De plus, il importe de tenir compte des leçons du passé au cours de notre étude.

Monsieur le président, le libellé de Diefenbaker établit une fois pour toutes que la suprémacie de notre pays doit venir de Dieu; que nous devons inscrire dans notre charte la dignité et la valeur de la personne humaine, que la famille est la pierre angulaire de la société canadienne. De plus nos traditions parlementaires, nos trois institutions comme nous les appelons, doivent également y être enchâssées.

Finalement, monsieur le président, un certain nombre des membres du comité ont dit croire que le droit constitutionnel

[Texte]

simple statute law; that for the nation, it is also a law which establishes a moral guide by which we shall live and as to how we shall live one with another.

It is for that reason that we also include the moral and spiritual values and the rule of law.

I commend these words to all members and ask for their approval.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, hon. Jake Epp.

Mr. Ogle.

Mr. Ogle: Thank you, Mr. Chairman.

To me this is an extremely important moment in my life and in the life of Canada as we begin a step by step look at the constitution that will in future guide the lives of Canadians.

I appreciate the fact that there are people who probably would be upset that the word "God" might be included in the constitution. I respect their views completely because I really believe in freedom of conscience.

I really believe that people have the right, if they cannot see that to be a fact, to say it and to be respected in society.

Yet I believe this country of ours has been founded by people who, on the whole, believed in God; and I believe that because of that common belief held by so many, that many of the principles which made it possible for us to have a free society have basically come because of the spiritual values held by those generations of people who went before us.

So I support the amendment, hoping that the spirit which inspired those people because of their religious belief—and in no way taking away from those who do not have it—that we are now in a sense looking down what will be something that future generations can look at and in a way recite.

I know the value of constitutions. I have lived in countries where there was a constitution at 9 o'clock in the morning and there was none at 3 o'clock in the afternoon.

But the tradition I am speaking about here is somehow or other related to the way a civilization grows.

As a final thought, I would like to recall that John the Apostle, when relating about "nation", said that God is love.

I would like simply to say that I would hope that our constitution and the Canadian nation will be based on the notion that love for another is what will hold us together.

Thank you very much.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Ogle.

I would like now to invite the Acting Minister of Justice.

Mr. Kaplan: Thank you, Mr. Chairman.

I want to speak briefly on this, because I indicated either yesterday or the day before in answer to a question that the government would very much like to have a preamble in the Charter. If this were the last rather than the first step in delivering a Canadian constitution we would have settled it now.

Because this is merely a step—perhaps a first step—in the development of a charter and constitution within Canada, we

[Traduction]

prime sur les lois ordinaires, qu'il énonce également les principes moraux que nous devons respecter et qui nous permettront de vivre les uns avec les autres.

C'est pour cette raison que nous incluons également les valeurs morales et spirituelles.

Je demande à tous les membres du comité d'approuver cet amendement.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Epp.

Monsieur Ogle.

M. Ogle: Merci, monsieur le président.

L'amorce de l'étude article par article de la Constitution qui deviendra le guide futur des Canadiens est un moment extrêmement important dans ma vie et dans celle du Canada.

Je comprends que d'aucuns s'inquiètent que l'on inclue le terme «Dieu» dans la Constitution. Je respecte entièrement leur opinion car je crois fermement à la liberté de conscience.

Je suis convaincu que les personnes n'ayant pas la foi ont le droit de le dire et d'être respectées dans notre société.

Toutefois, je crois que notre pays a été créé par des gens qui, dans leur ensemble, croyaient en Dieu. De ce fait, bon nombre des principes qui nous ont permis d'avoir une société libre découlaient des valeurs spirituelles des générations qui nous ont précédés.

J'appuie donc cet amendement, en espérant que l'esprit que ces personnes tenaient de leur croyance religieuse, sans vouloir minimiser la contribution des autres, nous permettra d'adopter un document dont pourront s'inspirer les générations futures.

Je connais la valeur des constitutions. J'ai vécu dans des pays où une constitution existant à 09 h 00 le matin pouvait aussi bien être supprimée à 15 h00.

Toutefois, la tradition dont je parle ici se rapporte d'une façon ou d'une autre à l'évolution d'une civilisation.

Finalement, souvenons-nous que l'apôtre St-Jean a dit que Dieu est amour en parlant des peuples de la terre.

Je terminerai en disant espérer que notre Constitution et la nation canadienne seront fondées sur la notion que c'est l'amour du prochain qui nous gardera ensemble.

Merci beaucoup.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Ogle.

Je donne maintenant la parole au ministre suppléant de la Justice.

M. Kaplan: Merci, monsieur le président.

Je voudrais intervenir brièvement car j'ai déjà dit hier ou le jour précédent que le gouvernement aimerait beaucoup ajouter un préambule à la Charte. S'il s'agissait de la dernière étape plutôt que de la première, nous aurions facilement résolu le problème.

Vu qu'il s'agit de la première étape de l'élaboration d'une charte et d'une constitution canadienne, nous estimons qu'il

[Text]

feel that there should be more importance given to the development of the proper preamble.

I agree with all the values and principles that are stated. I was taken with Mr. Ogle's statement. I think some of the principles that he has expressed that are not mentioned in Mr. Diefenbaker's formulation should be added. I think others should, bearing in mind that the Bill of Rights is a less comprehensive document—the Diefenbaker statute is less comprehensive than this Charter, which, after all, includes the minority language situation, which recognizes ethnic rights, recognizes the fundamental duality of Canada—none of those values are expressed in that preamble, as well they should not have been, because that Bill of Rights was not covering the waterfront of the establishment and foundation of the Canadian society.

I think this preamble needs to be amplified and to include other national values, and that this is not an exercise which can be engaged in in the course of constitutional patriation and the establishment of part of the fundamental Charter of Rights and Freedoms that we are engaged in now.

Let me illustrate it with sadness in a very concrete way. This formulation, which is given to us by the Conservative Party, is less than John Diefenbaker's preamble. I want to draw the attention of honourable members to the fact that an extremely important difference exists between the English and the French, and I think that difference highlights some of the problems of trying to develop a preamble in the present context of constitutional amendment.

I remember when I was first elected in 1968, one of the burning issues about which Mr. Diefenbaker took a very courageous stand was that Canada was one nation and not two nations. In his preamble he made it very clear that Canada was a nation. So do the English in this amendment. But the French do not. The French refer only to Canada and not to the Canadian nation.

I wonder, perhaps, whether the mover of this motion might like to comment on this; I wonder whether the failure to do that takes account of some of the strong feelings of separatists that Canada is not one nation.

I wonder why the French version does not refer to the Canadian nation in the same forthright way that John Diefenbaker did when his Bill of Rights was tabled in both English and French in 1960.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, just restricting myself to the point raised by the Minister—and Senator Tremblay can reply in terms of language—it was not our intention in any way to reflect our two nations. It is our position that it is one nation. The English text clearly spells that out. If the Minister has difficulty with the French text I am sure all of us would agree that we would be willing to change the French text to meet the wording of the English text.

Mr. Kaplan: The Diefenbaker text provides that le Parlement du Canada proclame que la nation canadienne, very

[Translation]

faudrait accorder plus d'importance à la rédaction d'un préambule approprié.

J'accepte toutes les valeurs et les principes qui ont été énoncés. L'intervention de M. Ogle m'a beaucoup plu. Certains des principes qu'il a exprimés, et qui ne se retrouvent pas dans le libellé de M. Diefenbaker, devraient être ajoutés. D'autres devraient également l'être, mais il ne faut pas oublier que la déclaration des droits de Diefenbaker englobe beaucoup moins d'aspects que cette charte. En effet, celle-ci inclut les droits linguistiques des minorités et les droits ethniques, et reconnaît la dualité fondamentale du Canada, valeurs qu'omet ce préambule, avec raison d'ailleurs, car la Déclaration des droits ne couvrirait pas la création de la société canadienne.

D'autres valeurs nationales devront être ajoutées à ce préambule, mais il n'y a pas lieu de se lancer dans cet exercice lors du rapatriement de la Constitution et de l'adoption de la Charte des droits et libertés.

Permettez-moi de vous donner un exemple un peu malheureux, certes, mais fort concret. Le libellé que nous présente le parti Conservateur n'englobe pas tout le préambule de John Diefenbaker. J'attire l'attention des membres sur le fait qu'une différence extrêmement importante existe entre la version anglaise et la version française. Cette différence met l'accent sur certains des problèmes que pose l'élaboration d'un préambule dans les circonstances actuelles.

Je me souviens que lorsque j'ai été élu pour la première fois en 1968, M. Diefenbaker a pris une position fort courageuse sur un sujet brûlant en disant que le Canada était une nation et non deux. Dans son préambule, il a bien précisé que le Canada était une nation. C'est également la portée de la version anglaise de cet amendement, mais non pas de la version française. Cette dernière ne fait allusion qu'au Canada, et non pas à la nation canadienne.

L'auteur de cette motion voudra peut-être faire des observations là-dessus. Je me demande si cette omission vient du fait que certains séparatistes sont farouchement contre l'idée que le Canada est une nation.

Je me demande pourquoi la version française ne mentionne pas la nation canadienne comme le faisait la Déclaration des droits que John Diefenbaker a déposée en 1960 dans sa version anglaise et française.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable Jake Epp.

M. Epp: Monsieur le président, pour répondre au point soulevé par le ministre, en laissant au sénateur Tremblay la défense du libellé, nous n'avions aucunement l'intention de parler de deux nations. Notre position ne prévoit qu'une seule nation. D'ailleurs, elle est précisée dans le texte anglais. Si le texte français pose un problème au ministre, nous serions tous d'accord, j'en suis sûr, pour changer la version française en vue de la faire correspondre au texte anglais.

M. Kaplan: Comme dans le texte élaboré par M. Diefenbaker. «The Parliament of Canada proclaims that the Canadian Nation» not Canada, «is founded on principles . . . »

[Texte]

clearly, pas que le Canada repose sur les principes mais que la nation canadienne . . .

Mr. Epp: Mr. Chairman, the words of the Minister would better satisfy it, and I would accept them.

Mr. Kaplan: I did not mean to suggest that, by accepting the criticism which I have made, which you have done, would make this preamble acceptable.

I only did that to illustrate some of the problems. I suspected that there was more to the omission than you have indicated. But I use that to illustrate the problem that the government feels justifies letting the formulation of the preambular statements of values and the characterization of our nation be done in the second phase of constitutional amendments.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, very much, Mr. Kaplan.

I have many names on my list. I would like to invite now Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

In speaking on this amendment, I would certainly like to indicate my profound respect for the views of my colleagues on this question, and certainly I was moved as I am sure all members of this Committee were by the words of my friend, Father Ogle.

I would like to indicate, though, that it is my own personal view that it would be a mistake to propose this as a preamble to the Canadian Constitution.

I would like briefly to explain why. Mr. Chairman, the words which are proposed as the preamble for the constitution, are words, as Mr. Epp has quite properly pointed out, taken from the preamble of the Diefenbaker Bill of Rights—the 1960 Bill of Rights.

Now, the 1960 Bill of Rights did not contain one fundamental freedom which is contained in the proposed Charter of Rights. That proposed freedom is the freedom of conscience, Mr. Chairman—a freedom which is also recognized in the International Covenant on Civil and Political Rights which was, of course, enacted well after the Diefenbaker Bill of Rights.

Article 18 of the international covenant states very clearly that everyone should have the right to freedom of thought, conscience and religion.

Mr. Chairman, that article was accepted by all provincial governments in this country as well as by the federal government as binding upon them.

I note in passing that included a number of provincial Conservative governments. They accepted the fundamental principle of freedom of conscience.

What that means, of course, is that we, as a dualistic society, respect diverse viewpoints; we do not entrench one particular religion; indeed, we do not entrench any religion at all.

We leave Canadians free to choose for themselves on the basis of their own conscience. The proposed preamble would not, I believe, Mr. Chairman, reflect that reality—that impor-

[Traduction]

M. Epp: Monsieur le président, la formulation du Ministre satisferait mieux à nos besoins et je l'accepte.

M. Kaplan: En donnant raison à la critique que je vous ai adressée, je ne veux pas vous laisser entendre que le préambule est acceptable.

Mes commentaires visaient simplement à faire ressortir certains des problèmes. J'imagine qu'on ne connaît pas tous les dessous de cette omission. Cependant, je dis cela simplement pour illustrer la volonté du gouvernement selon laquelle la définition de nos valeurs, dans un préambule, devrait se faire à la deuxième étape de la réforme constitutionnelle.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Kaplan.

Il me reste plusieurs noms sur ma liste. Je donne maintenant la parole à M. Robinson.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

A ce sujet, je tiens à faire part à mes collègues de mon respect le plus profond de leurs sentiments à cet égard et j'ai été ému, comme d'ailleurs tous les membres du Comité, j'en suis sûr, par les propos de mon ami, le Père Ogle.

Néanmoins, je suis personnellement de l'avis qu'il serait erroné de faire précéder la constitution canadienne d'un tel préambule.

Brièvement, je m'explique. Monsieur le président, le texte proposé comme préambule à la constitution est, comme l'a très bien indiqué M. Epp, tiré du préambule à la Déclaration des droits de Diefenbaker adoptée en 1960.

Or, cette déclaration ne comprend pas une liberté fondamentale qui est prévue dans la Charte des droits proposée. Monsieur le président, je parle de la liberté de conscience, liberté qui est, d'ailleurs, prévue dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques adopté bien après la déclaration des droits de M. Diefenbaker.

L'article 18 du pacte précité, il est clairement stipulé que chacun a le droit à la liberté de conscience, de pensée et de religion.

Monsieur le président, cet article a été accepté par les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral du Canada qui sont donc liés par cela.

En passant, je constate qu'à l'époque certains des gouvernements provinciaux étaient conservateurs. Ils avaient alors accepté le principe fondamental de la liberté de conscience.

Bien sûr, comme société dualiste, cela veut dire que nous respectons les divergences d'opinions, que nous n'enchâssons pas une religion plus qu'une autre et, que, effectivement, nous n'enchâssons en fait aucune religion.

Nous laissons aux Canadiens la liberté de choisir selon leur conscience. Monsieur le président, je crois que ce préambule ne respecterait pas une réalité importante de la société cana-

[Text]

tant reality in Canadian society: that respect for plurality, which is so essential and critical, and, with respect to my friend, which has evolved over the course of the years since the Diefenbaker Bill of Rights in 1960.

I also note in passing that Mr. Epp has indicated that perhaps it would be desirable had the Diefenbaker Bill of Rights been enshrined in the constitution.

Well, my only response to that is that perhaps some of us should be grateful that it was not in view of its interpretation by the Supreme Court of Canada; certainly Canadian women, Canadian native women for one, would be very unhappy had this been entrenched in our constitution.

Finally, Mr. Chairman—and again I emphasize that I am speaking personally in opposing this particular formulation of a preamble—the preamble does not do justice to some of the other concerns which should be contained in a preamble.

There is no reference, as there was in Bill C-60, to the fundamental rule of the founding peoples of this country which was contained in the preamble to Bill C-60.

There is no reference to the linguistic duality in Canada; there is no reference to the cultural diversity, the great cultural heritage in this country; there is no reference to economic, social, cultural rights: in short, Mr. Chairman, I believe we can do better. As a committee I certainly hope that, under the proposed amending formula, whoever is making these decisions will do better.

I hope there will be that respect for the rights of all Canadians and for the freedom of conscience which is so important and an integral part of the proposed Charter of Rights.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson for your intervention.

I have recognized you on different occasions in our afternoon session today and I have noticed that of course you were not registered as a voting member earlier and I am certainly ready to recognize you, I see on our attendance list that you have participated through at least 40 sessions of our Committee, but I think if I have to recognize you to speak on an amendment or a proposed amendment I think that you should be a fully qualified member for forthcoming sessions, and I know those are only technical aspects that can be solved very easily but you will recognize that other members, if they have to afford all the co-operation that they have expressed in the past for the New Democratic Party should remain the same.

I would like to invite, then, the honourable James McGrath.

Mr. McGrath: Thank you very much, Mr. Chairman.

I shall try to be brief, but first of all I think we have a right to ask who speaks for the New Democratic Party. Is it Mr. Ogle or is it Mr. Robinson? I would like to think in this particular case it is Mr. Ogle because my reaction is more in sorrow than in anger, and to Mr. Robinson I would say this: I did not hear any objections from him when a number of Indian bands appeared before this Committee and that did not call upon the God of Abraham or the Christian God or the Muslim

[Translation]

dienne, c'est-à-dire le respect de la pluralité, qui est si essentiel et si critique et qui, sauf votre respect, a évolué depuis l'adoption de la déclaration des droits de M. Diefenbaker en 1960.

Je constate également que M. Epp croit qu'il serait souhaitable d'enchâsser la Charte des droits Diefenbaker dans la constitution.

Pour toute réponse, je vous dis que nous devrions peut-être être reconnaissants qu'elle n'a pas été enchâssée, étant donné l'interprétation qu'en a donné la Cour suprême du Canada. Certes, les femmes canadiennes, et notamment les autochtones, seraient très malheureuses si c'était bien le cas.

En dernier lieu, monsieur le président, et ici je souligne encore une fois que je m'oppose personnellement à cette formulation, je tiens à indiquer que le préambule ne comprend pas tout ce que devrait comprendre un préambule.

Par exemple, contrairement au Bill C-60, on ne fait ici aucune mention du rôle fondamental des peuples fondateurs de ce pays.

On ne fait aucune allusion à la dualité linguistique du Canada; ni à la diversité et au grand patrimoine culturels de ce pays; ni aux droits économiques, sociaux et culturels. Bref, monsieur le président, nous pouvons faire mieux. J'espère qu'en vertu de la formule d'amendement proposée, celui qui sera chargé de prendre les décisions qui s'imposent fera mieux.

J'espère qu'on respectera les droits de tous les Canadiens et la liberté de conscience qui est si importante qui est une partie intégrante de la Charte des droits proposée.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup de votre intervention, monsieur Robinson.

Je vous ai donné la parole à plusieurs reprises au cours de la séance de cet après-midi. Bien sûr, j'avais déjà constaté que vous n'êtes pas inscrit comme membre du comité. Je suis toutefois disposé à vous donner la parole. Cependant, je vois d'après nos registres de présence que vous avez participé à au moins 40 séances du comité. Cela dit, si, à l'avenir, je vous invite à parler au sujet d'un amendement proposé, vous devriez être inscrit comme membre de plein droit, lors des séances futures. Il ne s'agit là que de problèmes techniques faciles à résoudre, mais vous reconnaîtrez que, dans la mesure du possible, les autres membres du N.P.D. doivent rester les mêmes.

Maintenant, j'aimerais inviter l'honorable James McGrath.

M. McGrath: Merci beaucoup, monsieur le président.

Je tenterai de limiter mes remarques, mais d'abord, je crois que nous avons tous le droit de savoir qui parle au nom du Nouveau Parti démocratique. S'agit-il de M. Ogle ou de M. Robinson? Je préférerais croire qu'il s'agit de M. Ogle, car je réagis aux propos de M. Robinson avec plus de peine que de colère. De ce fait, je lui répondrai que je ne l'ai pas entendu protester quand deux membres des bandes indiennes comparaissant devant le comité nous ont demandé de reconnaître non

[Texte]

God, it called upon the great creator, it recognized a supreme being.

On a number of occasions this Committee was called upon to stand and participate in a moment of prayer in the culture of our aboriginal people to the supreme creator, and I was very struck by that.

What we are doing here today is reaffirming what was established in the Diefenbaker Bill of Rights almost 21 years ago in the House of Commons and I had the honour of being there at the time, but I think it is important to remember that, first of all, we are not dealing with a preamble, we are dealing with a part of Clause 1 of the bill which states the values on which the nation was founded. I do not think anybody would quarrel with the fact that the nation was founded on these values.

Now, that is not to suggest that there are not other values, Mr. Minister; there are, and to that extent I agree with your argument, but I cannot for the life of me understand why anybody could seriously suggest that this Committee, representing both Houses of Parliament, should not reassert the fact that this nation was founded under God and that we reassert the role of the dignity and the worth of the human person and the role of the family. Is there anyone in Canada who would doubt that? I hardly think so.

Now, you can quarrel with that in terms of contemporary society, and I would allow that, but in terms of the historic fact of this nation I do not think there is anyone that can seriously debate the fact that this nation was founded under the very principles outlined so eloquently in the Diefenbaker Bill of Rights and put forward so very eloquently and sincerely today by my colleague Mr. Epp.

Mr. Chairman, the Minister says there are further values and there is need for further amplification. Well, fine, let us incorporate further values, let us get on with further amplification, but for God's sake let us recognize the historic fact of Canada and the historic fact of Canada is that this was a nation founded under God, this was a nation that respected the dignity and worth of the human being, that is precisely why this nation was founded and we are merely asking this Committee, we are merely asking Parliament and the government to recognize that in the opening paragraph of the Charter. It does not in any way take away from Clause 2 which recognizes, and I say this in all sincerity to Mr. Robinson, the right to freedom of conscience.

As so dramatically set out by Mr. Ogle, we respect the right of people not to believe just as we respect the right of people to believe, but for those who do not believe all we have asked of them is to recognize the historic fact of Canada and that historic fact is that this nation was founded under the very principles outlined in the amendment put forward by my colleague Mr. Epp, and I cannot seriously believe in my heart that there is anyone on this Committee who would vote against that subamendment.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable James McGrath.

[Traduction]

pas le Dieu d'Abraham, ou le Dieu chrétien ou le Dieu musulman, mais, plutôt, le Créateur, l'Être suprême.

A plusieurs reprises, on a demandé aux membres du comité de se lever pour prier avec des peuples autochtones au Créateur suprême. Cela m'a beaucoup frappé.

Aujourd'hui, nous réaffirmons ce qui a été établi par la Déclaration des droits Diefenbaker, à la Chambre des communes, il y a presque 21 ans. D'ailleurs, j'ai eu l'honneur d'assister à l'adoption de cette «charte». Néanmoins, il est important de retenir, d'abord, qu'il ne s'agit pas d'un préambule, mais d'une partie de l'article 1 du bill qui expose les valeurs sur lesquelles est fondée cette nation. Personne ne niera que cette nation est fondée sur ces valeurs.

Or, monsieur le ministre, je ne dis pas qu'il n'y a pas d'autres valeurs. Il y en a. A cet égard, je suis d'accord avec votre argument. Cependant, je ne pourrais absolument pas vous dire pourquoi ce comité, qui représente les deux chambres du Parlement, ne devrait pas réaffirmer le fait que cette nation a été fondée sous l'égide de Dieu, et ne devrait pas réaffirmer la dignité et la valeur et de la personne et de la famille. Y a-t-il quelqu'un au Canada qui remettra cela en question? J'aurais du mal à le croire.

Dans le contexte de la société contemporaine, j'admets qu'il peut arriver qu'on s'y objecte. Mais, dans le contexte historique de cette nation, personne ne pourrait sérieusement disputer le fait que cette nation a été fondée sur les mêmes principes, si éloquentement énumérés dans la Déclaration des droits Diefenbaker, et si éloquentement et sincèrement présentés aujourd'hui par mon collègue, M. Epp.

Monsieur le président, le ministre parle d'autres valeurs, et de la nécessité de les ajouter. D'accord, incorporons ces valeurs, augmentons le texte, mais, au nom de Dieu, reconnaissons le fait historique du Canada. L'histoire témoigne du fait que cette nation a été fondée sous l'égide de Dieu, que cette nation respecte la dignité et la valeur de l'être humain. Voilà précisément pourquoi cette nation a été fondée. Du comité, du Parlement et du gouvernement, nous ne demandons que la reconnaissance du paragraphe préliminaire de la Charte. Il n'enlève rien à l'article 2, qui, et si je m'adresse en toute sincérité à M. Robinson, prévoit le droit à la liberté de conscience.

Comme l'a si bien dit M. Ogle, nous respectons le droit de ne pas croire, tout comme nous respectons le droit de croire. Nous demandons simplement qu'on reconnaisse l'histoire du Canada, qui montre bien que cette nation a été fondée sur les principes énoncés dans l'amendement proposé par mon collègue, M. Epp. Je crois difficilement qu'un membre de ce comité puisse voter contre le sous-amendement.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, honorable James McGrath.

[Text]

I would like to invite now the honourable Senator Austin.

Senator Austin: Thank you, Mr. Chairman.

I want to begin by saying that I feel quite affected by the deep emotions which Mr. Epp and Mr. McGrath and Mr. Robinson and Mr. Ogle have presented to this Committee. They are opinions that are strongly felt and deeply believed by those gentlemen and I think also by other members of this Committee.

I have no quarrel whatever with those emotions, I have no quarrel whatever with those convictions, and indeed I believe the Diefenbaker Bill of Rights was an enormous advance in the recognition of individual rights in Canada when it became law in Canada.

I believe that the issue before the Committee is not the moral perceptions, it is not the concepts that were presented in the language of the Conservative amendment, all of which I believe are valuable; the question that is before us relates entirely to the appropriateness of their being introduced into Clause 1 at this particular time.

Are they relevant to Clause 1? Mr. McGrath says that they are not by nature a preamble and that they are relevant to Clause 1, but with the greatest respect to Mr. McGrath, and I do respect him greatly, I believe that they are in essence a preamble and here again I accept entirely the idea that the Canadian constitution should have a preamble. I respect the desires of the Conservative Party to introduce their notion of a preamble as best they can in the document before us, but the fundamental question that we are wrestling with is not the entire constitution of Canada, it is a phase of the constitution of Canada and indeed, when the First Ministers endeavoured to write a preamble they found themselves unable to do so for the very logical reason that a preamble could not be put together in a way that was truly declaratory of the feelings and beliefs of Canadians about themselves before a constitution itself was written.

In other words, as many, many others do, and as is most logical, the preamble and the writing thereof is last, although in the chronology of the presentation it is first. I believe that we must leave, while accepting the idea of a preamble, we must leave the question of what preamble to a future time, we must decide and we cannot yet decide who should write that preamble; for example, would anyone here suggest that the provinces who are partners in Confederation should be left out of the writing of a preamble, a full preamble, a complete preamble to a constitution? Would anyone here suggest that we are ready to write a preamble for the entire Canadian constitution? I do not think we are.

I think that at this point in time we should set aside the concept of a preamble, not attempt to introduce it into our deliberations but I for one, at least, would recommend or would want the Committee to recommend if it were agreeable to all members of the Committee, that in its report we have words of recommendation to the government of Canada with respect to the ongoing need for a preamble and the importance of it being considered by First Ministers at an early time in their subsequent meetings.

[Translation]

J'invite maintenant l'honorable sénateur Austin à prendre la parole.

Le sénateur Austin: Merci, monsieur le président.

D'abord, je voudrais dire que je suis très ému par les émotions profondes manifestées au comité par MM. Epp, McGrath, Robinson et Ogle. Ils tiennent fermement à leurs opinions et sentent profondément leurs émotions à cet égard. Je crois aussi que d'autres membres du comité partagent leurs sentiments.

En aucun cas je ne disputerai ces émotions, ces convictions. En effet, je crois que l'adoption de la Déclaration des droits Diefenbaker représentait un pas énorme vers la reconnaissance des droits individuels au Canada.

Néanmoins, je crois que la question dont le comité est actuellement saisi ne touche pas la perception morale ni les notions sous-jacentes du texte de l'amendement conservateur qui sont toutes, à mon avis, valables. La question dont nous sommes saisis actuellement touche plutôt l'opportunité de les inscrire maintenant dans le premier article du projet.

Cela relève-t-il de l'article 1? M. McGrath soutient qu'il ne s'agit pas d'un préambule et que les notions sont appropriées à l'article 1. Sauf votre respect, monsieur McGrath, il s'agit essentiellement d'un préambule. Encore une fois, je suis tout à fait favorable à l'idée que la Constitution canadienne soit précédée d'un préambule. Je respecte les souhaits de parti Conservateur en ce sens. Néanmoins, il n'en reste pas moins que nous débattons non pas de la Constitution entière du Canada, mais simplement d'une de ses étapes. En fait, lorsque les premiers ministres se sont efforcés de rédiger un préambule, ils se sont trouvés incapables de le faire. La raison est très logique. Il était impossible d'aboutir à un préambule susceptible de refléter vraiment les sentiments et les croyances des Canadiens avant que la Constitution comme telle ne soit rédigée.

En d'autres termes, le préambule et sa rédaction devraient venir en dernier, quoique la chronologie logique du texte le mette en premier lieu. Donc, tout en acceptant l'idée d'un préambule, je crois que nous devrions laisser la question du libellé à plus tard. Nous devrions décider qui pourrait écrire le préambule, mais nous ne sommes pas encore en mesure de le faire. Y a-t-il quelqu'un ici qui proposerait que les provinces, les partenaires à la confédération, ne devraient pas participer à la rédaction d'un préambule complet à la Constitution? Y a-t-il quelqu'un ici qui croit que nous sommes en mesure de rédiger un préambule à la Constitution entière du Canada? Je ne le crois pas.

Pour le moment, nous devrions réserver le préambule. Nous ne devrions pas le mettre en délibération. Personnellement, je proposerais que le comité souligne au gouvernement du Canada la nécessité du préambule et l'importance de le soumettre aussitôt que possible aux premiers ministres lors des réunions à venir.

[Texte]

So, Mr. Chairman, I think that states the position. I notice it is 6 o'clock and the bell occurred just as I was coming to an end.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to seek the agreement of the honourable members so that we hear Senator Tremblay, he is the last one on my list of speakers and I think in all fairness if we could hear Senator Tremblay, unless he withdraws, and I have still Mr. Crombie, and if I may personally say, I think it is a very important and basic issue, if we could complete with those two unless you would prefer to start tomorrow morning?

Mr. Epp: Mr. Chairman, I have no difficulty in your recognizing Senator Tremblay but I do not want that to be interpreted that we will call for the vote after that. I intend to continue this matter tomorrow.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): It was not at all the intention of the Chair to call a vote.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, I do not want to create a precedent, I would like to hear Senator Tremblay. I suspect why it is important for him to make his remarks right now but clearly, since there is no vote, we should not hear Mr. Crombie and we will continue tomorrow.

Senator Tremblay: May I?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Certainly.

Le sénateur Tremblay: Je pense que ce sera très bref. Je voudrais simplement dissiper une équivoque qui aurait pu surgir à l'esprit des membres de ce Comité à la suite des remarques du ministre relativement à un apparent décalage entre le texte anglais et la traduction française.

Vous me corrigerez si je fais erreur mais j'avais compris que l'expression «Canadian nation» avait une signification très compréhensive et qu'elle ne référerait pas seulement au peuple mais à l'ensemble des institutions et les peuples, et cetera, un peu de la manière que l'expression est employée aux Nations-Unies, United Nations, alors qu'en français l'expression «nation canadienne» a un sens plus restrictif et j'avais le sentiment que l'expression «Canada» était une meilleure traduction de l'expression «nation canadienne» à cause du caractère compréhensif du sens que je percevais dans l'expression «Canadian nation».

Il n'y avait pas d'intention de trancher un débat sur la dualité canadienne ou les divers usages auxquels on peut prêter l'expression «nations» lorsqu'on l'emploie au pluriel ou autrement.

Alors, je veux simplement dissiper l'équivoque qu'il n'y avait pas d'intention de ne pas établir une correspondance précise entre les deux textes. Peut-être, cependant, y a-t-il une erreur de fait dans ce que je pensais être le sens du terme «nation canadienne», «Canadian nation».

M. Lapierre: Monsieur le président, je n'interviens pas vraiment sur un point d'ordre, c'est juste une remarque. Je pense que si le sénateur a fait cela dans cet esprit, et je n'achète pas vraiment cela sans douter de sa parole, il a vraiment trahi la mémoire de monsieur Diefenbaker qu'on a si

[Traduction]

Ainsi, monsieur le président, je crois avoir éclairci notre position. Je vois qu'il est maintenant 18 h 00. La cloche a sonné alors que mes propos prenaient fin.

Le coprésident (M. Joyal): Je cherche l'approbation des honorables députés pour entendre le sénateur Tremblay. Son nom figure en dernier lieu sur ma liste d'intervenants et, en toute justice, je crois qu'il serait approprié qu'on l'invite à prendre la parole. M. Crombie voudrait aussi parler. Personnellement, c'est une question fondamentale et très importante et je crois donc que nous pourrions terminer avec ces deux orateurs, à moins que vous ne préféreriez recommencer demain matin.

M. Epp: Monsieur le président, j'accepte volontiers que la parole soit accordée au sénateur Tremblay, à condition qu'il ne soit pas question de voter tout de suite après, car j'ai l'intention de poursuivre la question demain.

Le coprésident (M. Joyal): Ce n'était pas l'intention du président de mettre la question aux voix.

M. Mackasey: Monsieur le président, nous ne voulons pas créer un précédent, j'aimerais toutefois entendre le sénateur Tremblay. Je crois savoir pourquoi il est important qu'il prenne la parole maintenant. Puisque nous n'allons pas voter l'amendement aujourd'hui, nous pourrions entendre M. Crombie demain.

Le sénateur Tremblay: Vous permettez?

Le coprésident (M. Joyal): Certainement.

Senator Tremblay: This will be very brief, I should think. I would simply like to dispell any doubts committee members may have had as a result of remarks made by the minister concerning an apparent discrepancy between the English and French text.

Correct me if I am wrong, but I had understood the expression "Canadian nation" to have a very broad meaning and that it referred not only to the people, but to all institutions somewhat in the same way that the expression "United Nations" is used. In French, the expression "nation canadienne" is much more restrictive in meaning. I had the feeling that the word "Canada" was a better translation of the term "Canadian nation" because of the very comprehensive way in which I perceive the expression "Canadian nation".

It was in no way our intention to make a statement on Canadian duality or on the various uses of the term "nation" in either its singular or plural form.

So, I merely wanted to dispell any doubt and to state that it was not our intention to have the two versions disagree. However, there may be some error of fact in which I thought was the meaning of the terms "Canadian nation" and "nation canadienne".

Mr. Lapierre: Mr. Chairman, this is not really a point of order, but more of a remark. If that was the Senator's intention, which I do not really buy completely, then he has really betrayed the much-extolled memory of Mr. Diefenbaker's concept of a nation, it would have been terrible.

[Text]

vantée parce que, si monsieur Diefenbaker avait ce concept d'une nation, ce serait terrible.

Le coprésident (M. Joyal): A l'ordre, s'il vous plaît.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): As we had agreed, Senator Tremblay has completed his remarks and the meeting is adjourned until 9:30 tomorrow morning.

La séance est levée.

[Translation]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Order, please.

Le coprésident (M. Joyal): Comme il en a été convenu, puisque le sénateur Tremblay a terminé ses remarques, la séance est levée jusqu'à 09 h 30 demain.

The meeting is adjourned.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of Justice:

Mr. Roger Tassé, Q.C., Deputy Minister;

Dr. B. L. Strayer, Q.C., Assistant Deputy Minister, Public
Law.

Du ministère de la Justice:

M. Roger Tassé, c.r., sous-ministre;

M. B. L. Strayer, c.r., sous-ministre adjoint, Droit public.

SENATE
HOUSE OF COMMONS

Issue No. 43

Thursday, January 22, 1981

Joint Chairmen:

Senator Harry Hays, P.C.
Serge Joyal, M.P.

SÉNAT
CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 43

Le jeudi 22 janvier 1981

Coprésidents:

Sénateur Harry Hays, c.p.
Serge Joyal, député

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Special Joint Committee of
the Senate and of
the House of Commons on the*

Constitution of Canada

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité mixte spécial
du Sénat et de
la Chambre des communes sur la*

Constitution du Canada

RESPECTING:

The document entitled "Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada" published by the Government on October 2, 1980

CONCERNANT:

Le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980

APPEARING:

The Honourable Robert P. Kaplan,
Acting Minister of Justice

COMPARAÎT:

L'honorable Robert P. Kaplan,
ministre de la Justice suppléant

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981

SPECIAL JOINT COMMITTEE OF
THE SENATE AND OF THE HOUSE
OF COMMONS ON THE CONSTITUTION
OF CANADA

Joint Chairmen:

Senator Harry Hays, P.C.
Serge Joyal, M.P.

Representing the Senate:

Senators:

Austin	Lapointe
Cottreau	Lucier
Hays	Muir

Representing the House of Commons:

Messrs.

Beatty	Corbin
Bockstael	Epp
Campbell (Miss)	Fraser
(South West Nova)	Gingras

COMITÉ MIXTE SPÉCIAL DU SÉNAT
ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES
SUR LA CONSTITUTION DU CANADA

Coprésidents:

Sénateur Harry Hays, c.p.
Serge Joyal, député

Représentant le Sénat:

Les sénateurs:

Petten	Tremblay
Rousseau	Yuzyk—10

Représentant la Chambre des communes:

Messieurs

Hawkes	Lapierre
Irwin	Mackasey
Ittinuar	McGrath
Joyal	Nystrom—15

(Quorum 12)

Les cogreffiers du Comité

Richard Prigent

Paul Bélisle

Joint Clerks of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b) of the House of Commons:

Mr. Rose replaced Mr. Ogle;
Mr. Beatty replaced Mr. Fraser;
Mr. Fretz replaced Mr. Beatty;
Mr. Robinson (*Burnaby*) replaced Mr. Rose;
Mr. Beatty replaced Mr. Fretz;
Mr. Gingras replaced Mr. Gimaïel;
Mr. Tousignant replaced Mr. Gingras;
Mr. Munro (*Esquimalt-Saanich*) replaced Mr. Beatty;
Mr. Kushner replaced Mr. Crombie;
Mr. McCuish replaced Mr. Munro (*Esquimalt-Saanich*);
Mr. MacBain replaced Mr. Mackasey;
Mr. Mackasey replaced Mr. MacBain;
Mr. Beatty replaced M. Kushner;
Mr. Fraser replaced Mr. McCuish.

Conformément à l'article 65(4)(b) du Règlement de la Chambre des communes:

M. Rose remplace M. Ogle;
M. Beatty remplace M. Fraser;
M. Fretz remplace M. Beatty;
M. Robinson (*Burnaby*) remplace M. Rose;
M. Beatty remplace M. Fretz;
M. Gingras remplace M. Gimaïel;
M. Tousignant remplace M. Gingras;
M. Munro (*Esquimalt-Saanich*) remplace M. Beatty;
M. Kushner remplace M. Crombie;
M. McCuish remplace M. Munro (*Esquimalt-Saanich*);
M. MacBain remplace M. Mackasey;
M. Mackasey remplace M. MacBain;
M. Beatty remplace M. Kushner;
M. Fraser remplace M. McCuish.

Pursuant to an order of the Senate adopted November 5, 1980:

Conformément à un ordre du Sénat adopté le 5 novembre 1980:

Senator Nurgitz replaced Senator Tremblay;
Senator Cottleau replaced Senator Wood;
Senator Lapointe replaced Senator Goldenberg;
Senator Muir replaced Senator Asselin;
Senator Tremblay replaced Senator Nurgitz;
Senator Yuzyk replaced Senator Roblin.

Le sénateur Nurgitz remplace le sénateur Tremblay;
Le sénateur Cottleau remplace le sénateur Wood;
Le sénateur Lapointe remplace le sénateur Goldenberg;
Le sénateur Muir remplace le sénateur Asselin;
Le sénateur Tremblay remplace le sénateur Nurgitz;
Le sénateur Yuzyk remplace le sénateur Roblin.

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, JANUARY 22, 1981
(76)

[Text]

The Special Joint Committee on the Constitution of Canada met this day at 9:52 o'clock a.m., the Joint Chairman, Senator Hays, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Asselin, Austin, Côtteau, Goldenberg, Hays, Lucier, Nurgitz, Petten, Roblin, Rousseau and Tremblay.

Representing the House of Commons: Messrs. Beatty, Bockstael, Miss Campbell (*South West Nova*), Messrs. Corbin, Crombie, Epp, Fretz, Gingras, Hawkes, Irwin, Joyal, Lapierre, Mackasey, McGrath, Nystrom, Robinson (*Burnaby*) and Rose.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Messrs. Paul Martin and John McDonough, Researchers.

Appearing: The Honourable Robert P. Kaplan, Acting Minister of Justice.

Witnesses: From the Department of Justice: Mr. Roger Tassé, Q.C., Deputy Minister and Dr. B. L. Strayer, Q.C., Assistant Deputy Minister, Public Law.

The Committee resumed consideration of the Order of Reference from the Senate dated November 3, 1980 and its Order of Reference from the House of Commons dated October 23, 1980, both relating to the document entitled "Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada" published by the Government on October 2, 1980. (*See Minutes of Proceedings, Thursday, November 6, 1980, Issue No. 1.*)

The Committee resumed consideration of the motion of Mr. Epp, That clause 1 of the proposed *Constitution Act, 1980* be amended by striking out line 1 on page 3 and substituting the following:

"1. Affirming that

(a) the Canadian nation is founded upon principles that acknowledge the supremacy of God, the dignity and worth of the human person and the position of the family in a society of free individuals and free institutions, and

(b) individuals and institutions remain free only when freedom is founded upon respect for moral and spiritual values and the rule of law,

the *Canadian Charter of Rights and*"

After debate, the question being put on the amendment, it was negatived on the following division:

YEAS:

The Honourable Senators

Asselin
Nurgitz

Roblin

PROCÈS-VERBAUX

LE JEUDI 22 JANVIER 1981
(76)

[Traduction]

Le Comité mixte spécial sur la Constitution du Canada se réunit aujourd'hui à 9 h 52, sous la présidence du sénateur Hays (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Asselin, Austin, Côtteau, Goldenberg, Hays, Lucier, Nurgitz, Petten, Roblin, Rousseau et Tremblay.

Représentant la Chambre des communes: MM. Beatty, Bockstael, M^{lle} Campbell (*South West Nova*), MM. Corbin, Crombie, Epp, Fretz, Gingras, Hawkes, Irwin, Joyal, Lapierre, Mackasey, McGrath, Nystrom, Robinson (*Burnaby*) et Rose.

Aussi présents: Du Service de recherches de la Bibliothèque du Parlement: MM. Paul Martin et John McDonough, recherchistes.

Comparait: L'honorable Robert P. Kaplan, ministre de la Justice suppléant.

Témoins: Du ministère de la Justice: M. Roger Tassé, c.r., sous-ministre et M. B. L. Strayer, c.r., sous-ministre adjoint, Droit public.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du Sénat du 3 novembre 1980 et de son Ordre de renvoi de la Chambre des communes du 23 octobre 1980, tous deux portant sur le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980. (*Voir procès-verbal du 6 novembre 1980, fascicule n° 1.*)

Le Comité reprend l'étude de la motion de M. Epp,—que l'article 1 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, à la ligne 1, page 3, de ce qui suit:

«1. Attendu que

a) le Canada est fondé sur les principes de la suprématie de Dieu, de la dignité et de la valeur de la personne humaine, ainsi que de l'importance de la famille dans une société d'êtres et d'institutions libres;

b) les êtres et les institutions ne demeurent libres que si la liberté s'appuie sur le respect des valeurs morales et spirituelles et de la légalité,

la *Charte canadienne des droits et*»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté sur division:

POUR:

Les honorables sénateurs

Asselin
Nurgitz

Roblin

YEAS:

Messrs.

Crombie	McGrath
Epp	Nystrom
Fretz	Rose—10
Hawkes	

NAYS:

The Honourable Senators

Austin	Lucier
Cottreau	Petten
Goldenberg	Rousseau

NAYS:

Messrs.

Bockstael	Irwin
Campbell (Miss)	Joyal
(<i>South West Nova</i>)	Lapierre
Corbin	Mackasey—14
Gimaïel	

By unanimous consent, Mr. Robinson (*Burnaby*) moved,—That Clause 1 of the proposed Constitution Act, 1980, as amended, be amended by adding immediately after the portion of line 3 on page 3 that reads “doms set out in it” the following:

“, and the equal right of males and females to the enjoyment of those rights and freedoms,”

After debate, on motion of Mr. Epp, it was agreed,—That Mr. Robinson's amendment and Clause 2, as amended, be stood until 3:30 o'clock p.m. this day.

On Clause 2 of the proposed Constitution Act, 1980

Mr. Robinson (*Burnaby*) moved,—That Clause 2 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out line 7 on page 3 and substituting the following:

“2. Every person has the following fundamen-”

After debate, at 12:07 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

AFTERNOON SITTING

(77)

The Special Joint Committee on the Constitution of Canada met this day at 3:39 o'clock p.m., the Joint Chairman, Mr. Joyal, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Asselin, Austin, Cottreau, Hays, Lapointe, Lucier, Muir, Nurgitz, Petten, Roblin, Rousseau and Tremblay.

Representing the House of Commons: Messrs. Beatty, Bockstael, Miss Campbell (*South West Nova*), Messrs. Corbin, Crombie, Epp, Hawkes, Irwin, Joyal, Kushner, Lapierre, Mackasey, McCuish, McGrath, Nystrom, Robinson (*Burnaby*) and Tousignant.

POUR:

MM.

Crombie	McGrath
Epp	Nystrom
Fretz	Rose—10
Hawkes	

CONTRE:

Les honorables sénateurs

Austin	Lucier
Cottreau	Petten
Goldenberg	Rousseau

CONTRE:

MM.

Bockstael	Irwin
Campbell (M ^{lle})	Joyal
(<i>South West Nova</i>)	Lapierre
Corbin	Mackasey—14
Gimaïel	

Du consentement unanime, M. Robinson (*Burnaby*) propose,—Que l'article 1 du projet de Loi constitutionnelle de 1980, tel que modifié, soit modifié par insertion, après le mot «énoncés» à la page 3, de ce qui suit:

«ainsi que le droit pour les femmes et les hommes d'en jouir à égalité»

Après débat, sur la motion de M. Epp, il est convenu,—que l'amendement de M. Robinson et l'article 2 modifié soient réservés jusqu'à 15 h 30.

Quant à l'article 2 du projet de Loi constitutionnelle de 1980,

M. Robinson (*Burnaby*) propose,—que l'article 2 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, à la ligne 7, page 3, de ce qui suit:

«2. Toute personne a les libertés fondamentales»

Après débat, à 12 h 07, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

(77)

Le Comité mixte spécial sur la Constitution du Canada se réunit aujourd'hui à 15 h 39, sous la présidence de M. Joyal (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Asselin, Austin, Cottreau, Hays, Lapointe, Lucier, Muir, Nurgitz, Petten, Roblin, Rousseau et Tremblay.

Représentant la Chambre des communes: MM. Beatty, Bockstael, M^{lle} Campbell (*South West Nova*), MM. Corbin, Crombie, Epp, Hawkes, Irwin, Joyal, Kushner, Lapierre, Mackasey, McCuish, McGrath, Nystrom, Robinson (*Burnaby*) et Tousignant.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Messrs. Paul Martin and John McDonough, Researchers.

Appearing: The Honourable Robert P. Kaplan, Acting Minister of Justice.

Witnesses: From the Department of Justice: Mr. Roger Tassé, Q.C., Deputy Minister and Dr. B. L. Strayer, Q.C., Assistant Deputy Minister, Public Law.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the Senate dated November 3, 1980, and its Order of Reference from the House of Commons dated October 23, 1980, both relating to the document entitled "Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada" published by the Government on October 2, 1980. (*See Minutes of Proceedings, Thursday, November 6, 1980, Issue No. 1.*)

The Committee resumed consideration of Clause 1 of the proposed Constitution Act, 1980, as amended.

The Committee resumed consideration of the motion of Mr. Robinson (*Burnaby*),—That Clause 1 as amended of the proposed Constitution Act, 1980 be further amended by adding immediately after the portion of line 3 on page 3 that reads "doms set out in it" the following:

" , and the equal right of males and females to the enjoyment of those rights and freedoms, "

After debate, the question being put on the amendment, it was negatived on the following show of hands: YEAS: 10; NAYS: 12.

Clause 1, as amended, carried.

The Committee resumed consideration of Clause 2, of the proposed Constitution Act, 1980.

The Committee resumed consideration of the motion of Mr. Robinson (*Burnaby*),—That Clause 2 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out line 7 on page 3 and substituting the following:

"2. Every person has the following fundamen—"

The question being put at the amendment, it was negatived on the following division:

YEAS:

Messrs.

Nystrom

Robinson (*Burnaby*)—2

NAYS:

The Honourable Senators

Asselin
Cottreau
Hays
Lapointe
Lucier

Nurgitz
Petten
Roblin
Rousseau

NAYS:

Messrs.

Beatty
Bockstael

Hawkes
Irwin

Aussi présents: Du Service de recherches de la Bibliothèque du Parlement: MM. Paul Martin et John McDonough, chercheurs.

Comparaît: L'honorable Robert P. Kaplan, ministre de la Justice suppléant.

Témoins: Du ministère de la Justice: M. Roger Tassé, c.r., sous-ministre et M. B. L. Strayer, c.r., sous-ministre adjoint, Droit public.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du Sénat du 3 novembre 1980 et de son Ordre de renvoi de la Chambre des communes du 23 octobre 1980, tous deux portant sur le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre, 1980. (*Voir procès-verbal du 6 novembre 1980, fascicule n° 1.*)

Le Comité reprend l'étude de l'article 1 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 modifié.

Le Comité reprend l'étude de la motion de M. Robinson (*Burnaby*),—Que l'article 1 du projet de Loi constitutionnelle de 1980, tel que modifié, soit modifié par insertion, après le mot «énoncés» à la page 3, de ce qui suit:

«ainsi que le droit pour les femmes et les hommes d'en jouir à égalité»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté par un vote à main levée par 12 voix contre 10.

L'article 1 modifié est adopté.

Le Comité reprend l'étude de l'article 2 du projet de Loi constitutionnelle de 1980.

Le Comité reprend l'étude de la motion de M. Robinson (*Burnaby*),—Que l'article 2 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, à la ligne 7, page 3, de ce qui suit:

«2. Toute personne a les libertés fondamentales»

L'amendement, mis aux voix, est rejeté sur division:

POUR:

MM.

Nystrom

Robinson (*Burnaby*)—2

CONTRE:

Les honorables sénateurs

Asselin
Cottreau
Hays
Lapointe
Lucier

Nurgitz
Petten
Roblin
Rousseau

CONTRE:

MM.

Beatty
Bockstael

Hawkes
Irwin

Campbell (Miss)
(*South West Nova*)
Corbin
Crombie
Epp

Lapierre
Mackasey
McGrath
Tousignant—21

By unanimous consent, Mr. Crombie moved,—That Clause 2 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by

(a) striking out the word “and” immediately after paragraph (b) thereof, and by replacing the period after the word “association” with “; and” and by adding thereto the following paragraph after paragraph (c):

“(d) freedom from unreasonable interference with privacy, family, home, correspondence and enjoyment of property.”

(b) in consequence thereof, striking out line 6 on page 2 of the French version and the heading preceding Clause 2 on page 2 and substituting the following:

“Libertés et protection fondamentales

2. Chacun a les libertés et la protection fondamentales”

By unanimous consent, the amendment was amended, by deleting the words “and enjoyment of property”.

After debate, the question being put on the amendment as amended, it was negated on the following show of hands: YEAS: 10; NAYS: 14.

Mr. Robinson (*Burnaby*) moved,—That Clause 2 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by

(a) striking out line 11 on page 3 and substituting the following:

“and expression;

(c) freedom of the”; and

(b) striking out line 12 on page 3 and substituting the following:

“press and other media of communication; and”

After debate, the question being put on part (a) of the amendment, it was negated on the following show of hands: YEAS: 9; NAYS: 14.

The question being put on part (b) of the amendment, it was agreed to.

Mr. Irwin moved,—That Clause 2, as amended, of the proposed Constitution Act, 1980 be further amended by striking out lines 13 and 14 on page 3 and substituting the following:

“(c) freedom of peaceful assembly, and

(d) freedom of association.”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

By unanimous consent, Mr. Robinson (*Burnaby*) moved,—That Clause 2, as amended, of the proposed Constitution Act, 1980 be further amended by (a) striking out the word “peaceful” in paragraph (c); and (b) adding to paragraph (d) the following:

“including the freedom to organize and bargain collectively.”

After debate, the question being put on the amendment, it was negated on the following division:

Campbell (M^{lle})
(*South West Nova*)
Corbin
Crombie
Epp

Lapierre
Mackasey
McGrath
Tousignant—21

Du consentement unanime, M. Crombie propose,—Que l'article 2 du projet de Loi constitutionnelle de 1980, soit modifié par

a) la substitution, à «association», de «association», et par l'adjonction, après l'alinéa d) de l'article, de ce qui suit:

«d) protection contre toute intervention abusive dans les domaines de la vie privée, de la famille, du domicile, de la correspondance.

b) la substitution, dans la version française pour corrélation, à la ligne 6 et à la rubrique qui la précède, de ce qui suit:

«Libertés et protection fondamentales

2. Chacun a les libertés et la protection fondamentales»

Du consentement unanime, l'amendement est modifié en supprimant les mots «libertés et protection fondamentales».

Après débat, l'amendement modifié, mis aux voix, est rejeté par un vote à main levée par 14 voix contre 10.

M. Robinson (*Burnaby*) propose,—Que l'article 2 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par:

a) substitution, à la ligne 10, page 3, de ce qui suit:

«nion et d'expression; et

c) la liberté»

b) substitution, à la ligne 12, page 3, de ce qui suit:

«de communication;»

Après débat, la partie a) de l'amendement mise aux voix, est rejetée par un vote à main levée par 14 voix contre 9.

La partie b) de l'amendement, mise aux voix, est adoptée.

M. Irwin propose,—Que l'article 2 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 13 et 14, page 3, de ce qui suit:

«c) liberté de réunion pacifique;

d) liberté d'association.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

Du consentement unanime, M. Robinson (*Burnaby*) propose,—Que l'article 2, tel que modifié, du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par: a) suppression du mot «pacifique» à l'alinéa c); b) adjonction, au paragraphe d), de ce qui suit:

«y compris la liberté d'association syndicale et de négociation collective.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté sur division:

YEAS:

Messrs. :

Nystrom

Robinson (*Burnaby*)—2

NAYS:

The Honourable Senators

Austin
Cottreau
Hays
Lapointe
LucierNurgitz
Petten
Roblin
Rousseau

NAYS:

Messrs.

Bockstael
Campbell (Miss)
(*South West Nova*)
Corbin
Epp
Hawkes
IrwinKushner
Lapierre
Mackasey
McGrath
Munro (*Esquimalt-
Saanich*)
Tousignant—21

On motion of Mr. Irwin, it was agreed,—That the French version of Clause 2 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out line 11 on page 3 and substituting the following therefor:

“de la presse et des autres moyens”

Clause 2, as amended, carried.

On Clause 3 of the Proposed Constitution Act, 1980

Mr. Robinson (*Burnaby*) moved,—That Clause 3 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out lines 15 to 20 on page 3 and substituting the following:

“3. Consistent with the principles of free and democratic elections to the House of Commons and to the legislative assemblies of the provinces, and of universal suffrage for that purpose, every citizen of Canada has the right to vote in an election of members of the House of Commons or of a legislative assembly, to be a candidate for election thereto and to be qualified for membership therein, without any distinction or limitation that cannot be demonstrably justified and, in any case, without any distinction on any grounds set out in subsection 15(1) other than the ground of age.”

After debate, the question being put on the amendment, it was negated on the following show of hands: YEAS: 2; NAYS: 17.

Mr. Corbin moved,—That Clause 3 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out lines 15 and 16 on page 3 and substituting the following:

“3. Every citizen of Canada has the”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed on the following show of hands: YEAS: 16; NAYS: 8.

Clause 3, as amended, carried.

On Clause 4 of the Proposed Constitution Act, 1980.

POUR:

MM.

Nystrom

Robinson (*Burnaby*)—2

CONTRE:

Les honorables sénateurs

Austin
Cottreau
Hays
Lapointe
LucierNurgitz
Petten
Roblin
Rousseau

CONTRE:

MM.

Bockstael
Campbell (M^{lle})
(*South West Nova*)
Corbin
Epp
Hawkes
IrwinKushner
Lapierre
Mackasey
McGrath
Munro (*Esquimalt-
Saanich*)
Tousignant—21

Sur la motion de M. Irwin, il est convenu,—Que l'article 2 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, à la ligne 11, page 3, de ce qui suit:

«de la presse et des autres moyens.»

L'article 2 modifié est adopté.

Quant à l'article 3 du projet de Loi constitutionnelle de 1980,

M. Robinson (*Burnaby*) propose,—que l'article 3 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 15 à 19, page 3, de ce qui suit:

«3. Conformément aux principes de liberté, de démocratie et de suffrage universel qui président aux élections à la Chambre des communes et aux assemblées législatives des provinces, tout citoyen canadien a le droit de vote et est éligible aux élections législatives fédérales ou provinciales. Ces droits ne peuvent faire l'objet de distinctions ou restrictions dont la justification ne peut se démontrer, ni, en tout état de cause, des distinctions fondées sur les motifs énoncés au paragraphe 15(1), exception faite au motif de l'âge.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté par un vote à main levée par 17 voix contre 2.

M. Corbin propose,—Que l'article 3 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 17 à 19, page 3, de ce qui suit:

«rales ou provinciales.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté par un vote à main levée par 16 voix contre 8.

L'article 3 modifié est adopté.

Quant à l'article 4 du projet de Loi constitutionnelle de 1980;

On motion of Mr. Corbin, it was agreed,—That the French version of Clause 4 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out lines 20 to 24 on page 3 and substituting the following:

“4. (1) Le mandat maximal de la Chambre des communes et des assemblées législatives est de cinq ans à compter de la date fixée pour le retour des brefs relatifs aux élections générales correspondantes.”

Mr. Robinson (*Burnaby*) moved,—That Clause 4 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by

(a) striking out line 26 on page 3 and substituting the following:

“(2) In time of real or imminent war,”;

(b) striking out line 33 on page 3 and substituting the following:

“of Commons or the legislative assembly present and voting, as”; and

(c) adding immediately after line 34 on page 3 the following:

“(3) No continuation under subsection (2) of the House of Commons or a legislative assembly beyond five years shall last longer than six months but a continuation may be renewed under that subsection before it expires.”

After debate, at 6:00 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

EVENING SITTING

(78)

The Special Joint Committee on the Constitution of Canada met this day at 8:10 o'clock p.m., the Joint Chairman, Mr. Joyal, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Austin, Côtteau, Hays, Lapointe, Lucier, Muir, Petten, Rousseau, Tremblay and Yuzyk.

Representing the House of Commons: Messrs. Beatty, Bockstael, Miss Campbell (*South West Nova*), Messrs. Corbin, Epp, Fraser, Gingras, Hawkes, Irwin, Ittinuar, Kushner, Lapierre, MacBain, McGrath, Nystrom and Robinson (*Burnaby*).

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Messrs. Paul Martin and John McDonough, Researchers.

Appearing: The Honourable Robert P. Kaplan, Acting Minister of Justice.

Witnesses: From the Department of Justice: Mr. Roger Tassé, Q.C., Deputy Minister and Dr. B. L. Strayer, Q.C., Assistant Deputy Minister, Public Law.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the Senate dated November 3, 1980, and its Order of Reference from the House of Commons dated October 23, 1980, both relating to the document entitled “Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada” published by the Government on October 2, 1980. (*See Minutes of Proceedings, Thursday, November 6, 1980, Issue No. 1.*)

Sur la motion de M. Corbin, il est convenu,—Que l'article 4 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 20 à 24, page 3, de ce qui suit:

«4. (1) Le mandat maximal de la Chambre des communes et des assemblées législatives est de cinq ans à compter de la date fixée pour le retour des brefs relatifs aux élections générales correspondantes.»

M. Robinson (*Burnaby*) propose,—Que l'article 4 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par:

a) substitution, à la ligne 30, page 3, de ce qui suit:

«ou d'insurrection, réelles ou imminentes,»;

b) substitution, aux lignes 32 et 33, de ce qui suit:

«l'objet d'une opposition réunissant plus du tiers des suffrages exprimés par les députés de la Chambre»;

c) adjonction, après la ligne 34, page 3, de ce qui suit:

«3. La prolongation prévue au paragraphe (2) ne peut dépasser six mois, mais elle peut être renouvelée avant son expiration.»

Après débat, à 18 heures, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

SÉANCE DU SOIR

(78)

Le Comité spécial sur la Constitution du Canada se réunit aujourd'hui à 20 h 10, sous la présidence de M. Joyal (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Austin, Côtteau, Hays, Lapointe, Lucier, Muir, Petten, Rousseau, Tremblay et Yuzyk.

Représentant la Chambre des communes: MM. Beatty, Bockstael, M^{lle} Campbell (*South West Nova*), MM. Corbin, Epp, Fraser, Gingras, Hawkes, Irwin, Ittinuar, Kushner, Lapierre, MacBain, McGrath, Nystrom et Robinson (*Burnaby*).

Aussi présents: Du Service de recherches de la Bibliothèque du Parlement: MM. Paul Martin et John McDonough, chercheurs.

Comparait: L'honorable Robert P. Kaplan, ministre de la Justice suppléant.

Témoins: Du ministère de la Justice: M. Roger Tassé, c.r., sous-ministre et B. L. Strayer, c.r., sous-ministre adjoint, Droit public.

Le Comité reprend l'étude de l'Ordre de renvoi du Sénat du 3 novembre 1980 et de l'Ordre de renvoi de la Chambre des communes du 23 octobre 1980, tous deux portant sur le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980. (*Voir procès-verbal du jeudi 6 novembre 1980, fascicule n° 1.*)

The Committee resumed debate on the motion of Mr. Robinson (*Burnaby*),—That Clause 4 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by

(a) striking out line 26 on page 3 and substituting the following:

“(2) In time of real or imminent war,”;

(b) striking out line 33 on page 3 and substituting the following:

“of Commons or the legislative assembly present and voting, as”; and

(c) adding immediately after line 34 on page 3 the following:

“(3) No continuation under subsection (2) of the House of Commons or a legislative assembly beyond five years shall last longer than six months but a continuation may be renewed under that subsection before it expires.”

The question being put on part (a) of the amendment, it was negatived on the following division:

YEAS:

The Honourable Senator

Muir

YEAS:

Messrs.

Epp
Hawkes
Kushner

McGrath
Nystrom
Robinson (*Burnaby*)—7

NAYS:

The Honourable Senators

Austin
Cottreau
Hays
Lapointe

Lucier
Petten
Rousseau

NAYS:

Messrs.

Bockstael
Campbell (Miss)
(*South West Nova*)
Corbin

Gingras
Irwin
Lapierre
McBain—14

The question being put on part (b) of the amendment, it was negatived on the following show of hands: YEAS: 2; NAYS: 13.

The question being put on part (c) of the amendment, it was negatived on the following division:

Le Comité reprend le débat sur la motion de M. Robinson (*Burnaby*),—Que l'article 4 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par:

a) substitution, à la ligne 30, page 3, de ce qui suit:

«ou d'insurrection, réelles ou imminentes,»;

b) substitution, aux lignes 32 et 33, de ce qui suit:

«l'objet d'une opposition réunissant plus du tiers des suffrages exprimés par les députés de la Chambre»;

c) adjonction, après la ligne 34, page 3, de ce qui suit:

«3. La prolongation prévue au paragraphe (2) ne peut dépasser six mois, mais elle peut être renouvelée avant son expiration.»

La partie a) de l'amendement, mise aux voix, est rejetée sur division:

POUR:

L'honorable sénateur

Muir

POUR:

MM.

Epp
Hawkes
Kushner

McGrath
Nystrom
Robinson (*Burnaby*)—7

CONTRE:

Les honorables sénateurs

Austin
Cottreau
Hays
Lapointe

Lucier
Petten
Rousseau

CONTRE:

MM.

Bockstael
Campbell (M^{lle})
(*South West Nova*)
Corbin

Gingras
Irwin
Lapierre
MacBain—14

La partie b) de l'amendement, mise aux voix, est rejetée par un vote à main levée par 13 voix contre 2.

La partie c) de l'amendement, mise aux voix, est rejetée sur division:

YEAS:

The Honourable Senators

Muir	Tremblay
YEAS:	
Messrs.	
Beatty	McGrath
Epp	Nystrom
Fraser	Robinson (<i>Burnaby</i>)—9
Hawkes	

NAYS:

The Honourable Senators

Austin	Lucier
Cottreau	Petten
Hays	Rousseau
Lapointe	

NAYS:

Messrs.

Bockstael	Gingras
Campbell (Miss)	Irwin
(<i>South West Nova</i>)	Lapierre
Corbin	Mackasey—14

Clause 4, as amended, carried.

On Clause 5 of the Proposed Constitution Act, 1980

Mr. McGrath moved,—That Clause 5 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by

(a) renumbering clause 5 on page 4 as subclause 4(3); and

(b) adding thereto immediately after line 3 on page 4 the following heading and clause:

“Right to Information

5. Everyone has the right to have reasonable access to information under the control of any institution of any government.”

Mr. Robinson (*Burnaby*) moved,—That the proposed amendment to Clause 5 of the Constitution Act, 1980 be amended by striking out the words “institution of any government” and substituting the following:

“institution of the government of Canada or any provincial or local government.”

After debate, the question being put on the subamendment, it was negatived on the following show of hands: YEAS: 2; NAYS: 21.

After debate, the question being put on the amendment, it was negatived on the following division:

YEAS:

The Honourable Senators

Muir	Tremblay
	Yuzyk

POUR:

Les honorables sénateurs

Muir	Tremblay
POUR:	
MM.	
Beatty	McGrath
Epp	Nystrom
Fraser	Robinson (<i>Burnaby</i>)—9
Hawkes	

CONTRE:

Les honorables sénateurs

Austin	Lucier
Cottreau	Petten
Hays	Rousseau
Lapointe	

CONTRE:

MM.

Bockstael	Gingras
Campbell (M ^{lle})	Irwin
(<i>South West Nova</i>)	Lapierre
Corbin	Mackasey—14

L'article 4 modifié est adopté.

Quant à l'article 5 du projet de Loi constitutionnelle de 1980—

M. McGrath propose,—Que l'article 5 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par:

a) substitution, à son numéro, du numéro de paragraphe 4(3);

b) insertion, après la ligne 3, page 4, de ce qui suit:

«Droit à l'information

5. Chacun a le droit d'avoir normalement accès aux renseignements qui relèvent de toute autorité gouvernementale ou administrative du pays.»

M. Robinson (*Burnaby*) propose,—Que le projet de modification de l'article 5 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, à «autorité gouvernementale ou administrative du pays», de ce qui suit:

«autorité gouvernementale ou administrative—qu'elle soit fédérale, provinciale ou locale—du pays.»

Après débat, le sous-amendement, mis aux voix, est rejeté par vote à main levée par 21 voix contre 2.

Après débat, l'amendement mis aux voix, est rejeté sur division:

POUR:

Les honorables sénateurs

Muir	Tremblay
	Yuzyk

YEAS:

Messrs.

Beatty	McGrath
Epp	Nystrom
Fraser	Robinson (<i>Burnaby</i>)—10
Hawkes	

NAYS:

The Honourable Senators

Austin	Lucier
Cottreau	Petten
Hays	Rousseau
Lapointe	

NAYS:

Messrs.

Bockstael	Gingras
Campbell (Miss)	Irwin
(<i>South West Nova</i>)	Lapierre
Corbin	Mackasey—14

POUR:

MM.

Beatty	McGrath
Epp	Nystrom
Fraser	Robinson (<i>Burnaby</i>)—10
Hawkes	

CONTRE:

Les honorables sénateurs

Austin	Lucier
Cottreau	Petten
Hays	Rousseau
Lapointe	

CONTRE:

MM.

Bockstael	Gingras
Campbell (M ^{lle})	Irwin
(<i>South West Nova</i>)	Lapierre
Corbin	Mackasey—14

Clause 5 carried.

On Clause 6 of the proposed Constitution Act, 1980

Mr. Robinson (*Burnaby*) moved,—That clause 6 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by

(a) adding immediately after line 5 on page 4 the following:

“(2) Canadian citizenship that is lawfully acquired is inalienable.”;

(b) renumbering subsections 6(2) and 6(3) as subsections 6(3) and 6(4) respectively.

After debate, the question being put on the amendment, it was negatived on the following show of hands: YEAS: 10; NAYS: 14.

Mr. Ittinuar moved,—That clause 6 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by (a) striking out the word “and” at the end of paragraph 6(3)(a) on page 4; and (b) striking out line 23 on page 4 and substituting the following: “services; and

(c) any laws or practices that are reasonably justifiable for the purpose of mitigating any environmental or social impact of any activity on the community, culture, economy or society of any of the aboriginal peoples of Canada.”

After debate, at 10:01 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

L'article 5 est adopté.

Quant à l'article 6 du projet de Loi constitutionnelle de 1980

M. Robinson (*Burnaby*) propose, —Que l'article 6 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par

a) adjonction, après la ligne 6, de ce qui suit:

«(2) La citoyenneté canadienne, dès qu'elle est acquise légalement, est inaliénable.»

b) les changements de numéros de paragraphe qui en découlent.

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté par un vote à main levée par 14 voix contre 10.

M. Ittinuar propose,—Que l'article 6 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 22 à 24, de ce qui suit:

«c) aux lois et usages dont la raison d'être se justifie par le souci d'atténuer les conséquences écologiques ou sociales défavorables de toute activité susceptible de toucher les peuples autochtones du Canada sur les plans collectif, culturel, économique ou associatif.»

Après débat, à 22 h 01, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Les cogefferis du Comité

Richard Prigent

Paul Bélisle

Joint Clerks of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, January 22, 1981

• 0955

[Texte]

The Joint Chairman (Senator Hays): Order, please. If the honourable members will take their seats, we will get along with our proceedings.

This morning we will be continuing the debate of the Constitution act, resuming the debate on the motion of Mr. Epp on Clause 1, page three, and our first speaker is the honourable David Crombie. Mr. Hawkes?

On Clause 1—Rights and Freedoms in Canada

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman. I hope my colleague, Mr. Crombie, will arrive before we are done with this amendment.

I sat here yesterday and recalled previous meetings of this Committee and one day in particular when Mr. Mackasey took exception to a statement I made that it was my belief at that time that the Committee would find it very difficult to treat this piece of legislation in the manner that a variety of witnesses were asking us to treat it, with open minds, rather than with preset government instructions. One of the comments which he made was that I might be quite surprised by the degree to which I, and other members around this table, might be persuasive; and I think we have encountered our first clause of substance and import in which it behooves one to attempt to be persuasive.

What we are asking on this side of the table in this amendment is to add at the beginning of Schedule B of the Constitution act, 1981, the first set of words which appear under the Canadian Charter of Rights and Freedoms. The way that Clause sits now, and I would like members opposite to perhaps picture a new Canadian, someone who has applied for status to come into this country as a new immigrant and faced with the Clause as it now sits, this is the definition of our nation and its rights and freedoms, and it says:

The Canadian Charter of Rights and Freedoms guarantees the rights and freedoms set out in it subject only to such reasonable limits prescribed by law as can be demonstrably justified in a free and democratic society.

I think of those new Canadians who have perhaps a rudimentary knowledge of either English or French whose vocabularies are limited but will grow through contact with our society, and I wonder what that means to them. I suspect it means very little and I think I could guarantee that it does nothing to lift up the soul to create a climate, to create an atmosphere that they could identify with and feel good about.

What we are asking is to add a set of words that have been around since 1960. Those set of words were drawn up by Parliamentarians, some who sit at this table were present, most of us were not. But that was done soon after World War II when I think Canadians generally, and the societies of the world, were more conscious than perhaps we are today of the tragedy that can befall mankind when certain principles are ignored, and that set of words which was drawn up on that occasion and has been present in our citizenship court since

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 22 janvier 1981

[Traduction]

Le coprésident (sénateur Hays): A l'ordre s'il vous plaît. Veuillez vous asseoir, nous allons commencer la séance.

Nous poursuivons le débat sur la Loi constitutionnelle et, en particulier, sur la motion de M. Epp portant sur l'article 1, page 3. Le premier à prendre la parole sera l'honorable David Crombie. Monsieur Hawkes?

Article 1—Droits et libertés au Canada

M. Hawkes: Merci, monsieur le président. J'espère que mon collègue, M. Crombie, arrivera avant que nous n'ayons terminé l'étude de cet amendement.

J'étais ici hier et je me souviens d'autres séances du Comité en particulier de la séance où M. Mackasey s'en est pris à mon affirmation que le Comité aurait de la difficulté à traiter de ce projet de loi comme divers témoins nous l'avaient demandé, c'est-à-dire avec largeur d'esprit et non selon des instructions reçues du gouvernement. Il a dit entre autres que je pourrais être fort surpris de la persuasion dont je pourrais être capable, tout comme d'autres membres du Comité. Eh bien, nous en sommes maintenant au premier article d'importance pour lequel il est impérieux d'être persuasif.

Par cet amendement, nous voulons ajouter au début de l'annexe B de la Loi constitutionnelle de 1981 les premiers mots de la charte canadienne des droits et libertés. Je voudrais que les membres du Comité qui siègent de l'autre côté s'imaginent la réaction d'un nouveau canadien, d'une personne qui aurait demandé le statut d'immigrant, face à cet article, qui définit les droits et libertés accordés dans notre pays.

La charte canadienne des droits et libertés garantit les droits et libertés énoncées ci-après, sous les seules réserves normalement acceptées dans une société libre et démocratique de régime parlementaire.

Pensant à ces nouveaux canadiens qui n'ont peut-être qu'une connaissance élémentaire de l'anglais ou du français et un vocabulaire restreint, je me demande ce que cela peut bien leur dire. Je suppose que cela ne leur dit pas grand-chose et je peux vous assurer que ce ne sont pas là des termes qui suscitent l'enthousiasme ou qui créent un climat avec lequel ils pourraient s'identifier.

Nous vous demandons donc d'ajouter une phrase reflétant des notions admises depuis les années 1960. Il s'agit d'un texte qui avait été rédigé par des parlementaires, dont certains sont ici présents aujourd'hui. Cette déclaration a été adoptée peu après la deuxième guerre mondiale, alors que les canadiens, entre autres, étaient plus conscients que nous ne le sommes aujourd'hui des tragédies qui peuvent survenir si l'on déroge à certains principes. Vous constaterez que l'esprit aussi bien que la lettre de ce texte sont fort différents de ce que l'on trouve

[Text]

that time are quite a different set of words, and they carry quite a different meaning, and I think they meet some of the concerns of many of the witnesses who have appeared here before us.

Constitution writing should be an exercise that adds to the strength of the nation rather than detract, and those words say as follows:

1. Affirming that

(a) the Canadian nation is founded upon principles that acknowledge the supremacy of God, the dignity and worth of the human person and the position of the family in a society of free individuals and free institutions,

In that first clause the word "free" appears twice and if we think of the context of 1960 following World War II, the importance which society was placing at that time on free and on freedom, and it goes on to say:

(b) Individuals and institutions remain free only when freedom is founded upon respect for moral and spiritual values and the rule of law,

I suggest to the members around this table that that set of words may not be a set of words that any one of us would choose but it is a set of words that provide a context for a charter of rights and freedoms that is considerably better than the context which the clause, as it now sits, provides, and that we should be very, very careful in this climate of stress that we, as individual members of Parliament charged with the responsibility and the obligation to attempt to arrive at a set of words, we should be conscious of that responsibility to attempt as best we can to provide Canadians with a new constitution that will, in fact, carry some elements of inspiration with it.

I sat here yesterday and I heard the Minister speak on behalf of the government and the tone of that speech was in opposition to the addition of the words, and that opposition I think was founded on two principles and I would like to deal with each of them.

The first principle was that during the course of the summer in the First Minister's meeting, the First Ministers could not agree on a set of words that might set the tone and set the stage for this act, and we on this side of the table have no disagreement with that assertion, that during the course of the summer agreement that was not possible. But that does not seem to have stopped the government from the changes they propose to Parliament, it does not seem to have stopped the government from proceeding on a course of action that goes far beyond disagreement, that in fact has resulted in six of the partners of this Confederation taking the federal government to court. For the government to use the argument that agreement was not possible in the summertime as an excuse for avoiding the responsibility and the obligation to attempt to set in inspirational language some kind of beginning for this constitution is simply not acceptable.

You cannot use the argument that it is all right to proceed in the face of the fact that six provinces are taking you to court and then attempt to argue that a particular portion of this constitution does not belong simply because people cannot agree to it. I suspect, and I say to the Minister, that the insertion of this set of words at the beginning of Clause 1

[Translation]

dans le projet de résolution. C'est un texte qu'on utilise dans les cours de la Citoyenneté et je pense qu'il pourrait répondre à certaines des inquiétudes exprimées par nombre de témoins qui ont comparu devant nous.

Notre Constitution devrait resserrer l'union de notre société, plutôt que le contraire, et c'est pourquoi nous proposons ce qui suit:

1.

a) Proclame que la nation canadienne repose sur des principes qui reconnaissent la suprématie de Dieu, la dignité et la valeur de la personne humaine ainsi que le rôle de la famille dans une société d'hommes libres et d'institutions libres;

On utilise le mot libre deux fois dans ce premier paragraphe et l'on se souviendra de l'importance que la société accordait à la liberté, en 1960, après la deuxième guerre mondiale. La déclaration poursuit en disant:

b) Que les hommes et les institutions ne demeurent libres que dans la mesure où la liberté s'inspire du respect des valeurs morales et spirituelles et du règne du droit;

Ce ne sont peut-être pas les termes mêmes que nous aurions choisis mais ils n'en fournissent pas moins un préambule beaucoup plus approprié à la Charte des droits et libertés que celui qu'on retrouve dans l'article actuel. A titre de députés chargés de rédiger une nouvelle constitution, dans un climat de tension extrême, nous devons assumer notre responsabilité et essayer de fournir aux Canadiens une nouvelle constitution qui sera une source d'inspiration.

Hier, j'ai entendu le ministre parler au nom du gouvernement et s'opposer à ce texte. Je crois qu'il fondait son opposition sur deux principes que je voudrais réfuter séparément.

Premièrement, le Ministre a allégué qu'au cours de l'été les premiers ministres n'avaient pu s'entendre sur un texte qui pourrait servir de préambule et d'entrée en matière à la constitution. Nous voulons bien le reconnaître. Cela n'a pas empêché le gouvernement de proposer ces changements au Parlement. Cela ne semble pas avoir empêché le gouvernement de mettre ses desseins à exécution, ce qui a amené six des partenaires de la Confédération à le traîner devant les tribunaux. Le fait qu'on n'ait pas pu s'entendre au cours de l'été ne peut servir d'excuse pour se soustraire aux responsabilités qui nous incombent d'essayer de rédiger une constitution qui serait une source d'inspiration pour tous.

Vous ne pouvez pas dire qu'il est approprié de poursuivre ces démarches même si six provinces vous traînent devant les tribunaux et alléguer en même temps qu'une certaine partie de cette constitution ne devrait pas y être simplement parce qu'on ne peut pas s'entendre. Je suis certain que les partenaires de la Confédération accepteraient beaucoup plus facilement l'inclu-

[Texte]

would be a great deal more agreeable to the partners of Confederation than the over-all course of action in which the government has embarked.

The second principle which was enunciated by the Minister on behalf of the government was that what we are engaged in now in the government's view is a first step in constitutional renewal. The logic of that I think runs somewhat as follows: that if we leave a gap, what the Minister is saying to us in the context of first step is that in second step we can fill in the gap.

If that is the logic of the Minister, then I counter with the following: if we put in a set of words now and we move to the second step, we can change that set of words. If we find a set of words that meet our purpose better, then we can change the words. You can change a gap; you can change an absence of something into something; you can change something that is already there into something more suitable and, in fact, you can take it out if that is the change which step two, in the Minister's words, would lead us to.

I think we are at a crossroads. We are on Clause 1; we are at the first amendment proposed by the members of the Official Opposition of the Parliament of Canada. Those are not a set of words which will have impact in any large measure and perhaps in no measure on the law in this country. Certainly they are a set of words which will interfere with the partners of Confederation much, much less than other sets of words which we find in this bill.

All we seek to do on this side of the House is to meet our obligation, one which was expressed to us by many of the witnesses who appeared before us who asked the members of this Committee to take seriously their request that somehow in some fashion in this constitutional renewal process we make an attempt to lift the soul, to lift the hearts of Canadians.

We are not asking a great deal from the government majority. We have given no indication that changes in words would be unacceptable to us, but I think we sit on this side of the table at this time determined to meet our obligation to the Canadian people; that a constitution is not a statute; a constitution is a document that new Canadians can feel proud of, that old Canadians can feel proud of, the kind of document that children can be shown early in their school career that will help build their sense of commitment to the nation and to each other.

I ask the members opposite whether or not votes on this particular amendment can be justified along party lines or whether each person has to look at their own conscience to make a decision on how to vote in that context.

Thank you, Mr. Chairman.

• 1005

The Joint Chairman (Senator Hays): The honourable Mr. Crombie.

Mr. Crombie: Mr. Chairman, I was waiting for a reference from the library. Is there any opportunity for somebody else to speak and then you could possibly come back to me?

The Joint Chairman (Senator Hays): We are ready to vote on the amendment.

[Traduction]

sion de ce texte à l'article 1 que l'entreprise dans laquelle s'est lancé le gouvernement.

Le deuxième principe énoncé par le ministre au nom du gouvernement est que, selon lui, il ne s'agit que de la première étape de la réforme constitutionnelle. Selon moi, cela veut dire que si nous laissons une lacune, lors de la première étape, nous pourrions la combler à la deuxième étape.

Si c'est là le raisonnement, je peux le réfuter en disant que si nous insérons maintenant ce texte, nous pourrions le modifier à la deuxième étape. Si nous trouvons des termes plus appropriés, nous pourrions les adopter. S'il est possible de combler une lacune, il est possible d'ajouter quelque chose qui n'y était pas, il est alors possible de changer quelque chose qui se trouve dans la constitution pour quelque chose de plus approprié.

Nous sommes à la croisée des chemins. Nous étudions maintenant l'article 1 et c'est le premier amendement proposé par l'opposition officielle au Parlement du Canada. Il ne s'agit pas là de termes qui auront beaucoup de répercussions sur les lois du pays et, de toute façon, ils poseront beaucoup moins de difficultés aux partenaires de la Confédération que bien d'autres articles de ce projet de résolution.

Nous voulons tout simplement assumer nos responsabilités, responsabilités qu'ont soulignées de nombreux témoins qui ont comparu devant nous pour nous demander de trouver des termes qui pourraient susciter l'enthousiasme et la ferveur des Canadiens.

Ce n'est pas demander beaucoup de la majorité au pouvoir. Nous n'avons jamais dit que des changements dans le libellé ne seraient pas acceptables pour nous. Cependant, nous sommes déterminés à assumer nos responsabilités envers la population canadienne. Une constitution n'est pas une loi, c'est un document dont les nouveaux Canadiens, et les anciens, doivent pouvoir être fiers, un document qu'on doit pouvoir lire aux enfants à l'école, pour fortifier leur loyauté envers leur pays et leurs concitoyens.

Je demande donc aux membres du comité assis de l'autre côté si l'on peut justifier l'adhésion à une ligne de parti, dans un tel cas, ou s'il ne vaut pas mieux que chacun prenne une décision en son âme et conscience.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (sénateur Hays): L'honorable monsieur Crombie.

M. Crombie: Monsieur le président, j'attends qu'on m'apporte des renseignements de la bibliothèque. Est-ce que quelqu'un d'autre pourrait prendre la parole en attendant?

Le coprésident (sénateur Hays): Nous sommes prêts à passer au vote.

[Text]

Mr. Crombie: Am I the final speaker?

The Joint Chairman (Senator Hays): Yes.

Mr. Crombie: Perhaps I can do without the reference from the library.

Yesterday I had the opportunity to listen to the objections raised by the Minister, Mr. Robinson and Senator Austin about the inclusion of the amendment placed by Mr. Epp with respect to the Charter of Rights.

My notes indicate that the reason Mr. Austin was concerned about it was that, in his view, the issue was whether or not the wording used by Mr. Epp, taken from the Diefenbaker bill of rights, was relevant to a charter of rights, and that perhaps it was more relevant to the preamble to a constitution.

Senator Austin was trying to suggest that it might be better if it were done in that way.

The objection by Mr. Robson was that there were a lot of people who did not believe in God, and therefore it should not be included and that any such inclusion would diminish their rights as a consequence.

The Minister's objection was that there was no agreement in the Cabinet and that there was some difference between the French and English versions.

Out of all that, Mr. Chairman, my concern was that the point of having the phraseology suggested by Mr. Epp was being forgotten. There are some things I would like to draw the attention of the Committee before they are forgotten, and if our motion is to be voted down—a matter about which I would be very sad; but I hope the point of having the suggested phraseology of Mr. Epp's is not forgotten.

The reason why, Mr. Chairman, we put in the wording is for the very same reason that the wording for all constitutions, in the Western World at any rate, have always included some suggestion that there was a power beyond a government power. In all laws—in all laws—particularly constitutional laws, there is not only the letter of the law, but the spirit of the law; and the spirit of the law comes from the recognition that there is a supreme being—a God, a life force, an entity, whatever phraseology people would care to use, to indicate that beyond people and beyond governments there is another authority.

Constitutions are made up of the values, interests and beliefs of the people that that constitution is supposed to govern. It cannot do so unless the fundamental source of the principles upon which that society rests are articulated clearly.

That is why the first point I would like to make is that, unless you have principles relating to a supreme being, to the dignity and worth of the human person, to the position of the family, a recognition of spiritual values, then the laws will not be animated by the spirit that they are supposed to be.

The second reason, Mr. Chairman, is that ironically—and I say that in relation to Mr. Robinson's intervention the other day—when you look at certainly the European tradition, you will find that all the constitutions made an appeal to spiritual as well as to temporal powers for the simple reason that it allowed opinions other than those of the government to prevail.

[Translation]

M. Crombie: Suis-je le dernier à prendre la parole?

Le coprésident (sénateur Hays): Oui.

M. Crombie: Je pourrai peut-être me passer de ces renseignements.

J'ai eu l'occasion, hier, d'écouter les objections soulevées par le ministre, par M. Robinson et par le sénateur Austin au sujet de l'amendement proposé par M. Epp.

Selon mes notes, le sénateur Austin se demandait si le texte proposé par M. Epp, tiré de la Déclaration canadienne des droits de M. Diefenbaker, convenait bien à une charte des droits et s'il ne vaudrait pas mieux s'en servir comme préambule à la constitution.

Il semblait croire que cela serait plus approprié.

M. Robinson estimait quant à lui qu'il y a beaucoup de gens qui ne croient pas en Dieu et qu'il ne faut donc pas parler de la suprématie de Dieu, parce que cela les prive de leurs droits.

Le ministre s'y est opposé en disant qu'il n'y avait pas eu d'entente au Cabinet et que les versions française et anglaise ne concordent pas.

Ce que je veux dire c'est qu'au cours de ce débat on a perdu de vue la raison pour laquelle M. Epp a proposé ce texte. Je voudrais attirer l'attention du comité sur certaines choses, avant qu'elles ne soient oubliées. Notre motion sera peut-être rejetée, ce qui serait fort triste, mais j'espère qu'on n'oubliera pas l'esprit dans lequel M. Epp l'a proposée.

Nous voulons inclure ces termes dans la constitution pour la même raison que tous les pays du monde occidental l'ont fait, dans leur propre constitution. Dans toutes les lois, et particulièrement dans les lois constitutionnelles, il faut tenir compte non seulement de la lettre, mais également de l'esprit de la loi. L'esprit de la loi vient de la reconnaissance du fait qu'il y a un être suprême, un Dieu, une force, une entité quelconque, une autre autorité au-dessus des êtres humains et des gouvernements.

Les constitutions sont composées des valeurs, aspirations et croyances détenues par les peuples qu'elles doivent régir. A cette fin, il est nécessaire de préciser les fondements sur lesquels ont été établis les principes qui régissent une société.

C'est pourquoi je dirais tout d'abord qu'à moins de reconnaître un être suprême, la dignité et la valeur de la personne humaine, et le rôle de la famille, ainsi que des valeurs spirituelles, nos lois ne seront pas animées par l'esprit qu'elles devraient avoir.

Deuxièmement, et c'est assez ironique, compte tenu de l'intervention faite par M. Robinson l'autre jour, les constitutions ont toujours, selon la tradition, du moins en Europe, fait appel à des pouvoirs spirituels et temporels, pour la simple raison que cela permettait à des opinions autres que celles du gouvernement de prévaloir.

[Texte]

When I put questions the other day to the Minister, I was not doing so idly, when I asked him whether or not he thought rights came from government or from some other source.

The fact of the matter is that our rights do not come from government, but from other sources; from tradition, from God, or whatever other word you would care to use to indicate that there are powers beyond the government and people.

That second point, that we use an appeal to spiritual as well as temporal power has allowed people to differ with governments. The essential kernel of the western liberal democratic faith is such that dissent is allowed from government, and dissent has come by an appeal over governments to God. That is the history of our tradition.

Every major departure in our understanding of how we ought to change has come from an appeal to a higher authority than the government that has been oppressive to us.

Ironically—and I say ironically in relation to Mr. Robinson's intervention—that appeal to higher authority has allowed for freedom and dissent to occur.

Mr. Chairman, beyond the question of making sure that the constitution is rooted in values, interests and beliefs that we agree on, and beyond the question of making sure that we have a supreme being that we can appeal to for dissent, the third reason why there ought to be that preamble recommended by Mr. Epp is that those who are interested in change and pluralism, as Mr. Robinson is, must know that the only way in which change and freedom and variety occur is on the basis of law, order and continuity.

If there is no law, order or continuity, then there is not the change, not the variety, not the pluralism that Mr. Robinson and others would like to have.

That is why that preamble is necessary. It is necessary for a fourth reason, and that is that at least in this country, when it comes to a bill of rights, it is the only bill of rights we have ever had and all we ask in our motion is that the preamble to the one bill of rights we have ever had, that we continue it.

God knows, Mr. Chairman, that this country has few enough symbols that unite us.

It is only a short generation ago that we had a bill of rights which carried exactly this preamble to its rights section. A generation later we want to cut it out!

So, let me say to you, Mr. Chairman, that the reasons constitutions from time immemorial have included a preamble to a supreme being, to the integrity of the individual, to the family, to spiritual powers, have been first of all to make sure that we reflected the values, interests and beliefs that our community holds.

Secondly, it became a guide to judges who, when they look, for example, at the proposed Clauses 1, 2, 3, 4 or any other of the proposed sections dealing with legal rights, they would be interpreting those sections and if they know that the framers of the constitution meant that the family was an institution which was sacred to the nation, they would interpret those rights in the light of the fact that we make mention of the family as an

[Traduction]

Lorsque j'ai interrogé le ministre l'autre jour, ce n'était pas sans but. Je lui ai demandé s'il pensait que les droits nous venaient du gouvernement ou d'une autre source.

Le fait est que nos droits ne nous viennent pas du gouvernement mais d'autres sources, qui sont la tradition, Dieu, ou quel que soit le terme qu'on voudrait utiliser pour le pouvoir qui se trouve au-dessus du parlement et des hommes.

Cet appel à des pouvoirs spirituels autant que temporels a permis à des hommes d'exprimer leur opposition au gouvernement. Élément essentiel des croyances démocratiques libérales du monde occidental, c'est justement qu'il est possible de s'opposer au gouvernement et cela n'est possible qu'en appelant à un pouvoir supérieur à celui des gouvernements, le pouvoir de Dieu. Voilà la tradition.

Chaque fois qu'on ne s'est pas entendu sur les changements appropriés, on en a appelé à une autorité supérieure à celle du gouvernement qui nous a opprimés.

Ironiquement, et je dis ironiquement par rapport à l'intervention de M. Robinson, recours à une autorité supérieure est justement à la base de la liberté d'expression.

Monsieur le président, en plus de la nécessité de s'assurer que la constitution est fondée sur des valeurs, des aspirations et des croyances qui nous sont communes, et en plus d'affirmer l'existence d'un être suprême au nom duquel nous puissions réclamer le droit à formuler notre opposition, il y a une troisième raison pour laquelle le préambule recommandé par M. Epp devrait être accepté. C'est que la seule façon d'obtenir le changement, et le pluralisme c'est de se fonder sur la loi, l'ordre et la continuité, comme le savent ceux qui s'intéressent aux changements et au pluralisme, dont M. Robinson.

S'il n'y a pas de loi, d'ordre ou de continuité, il n'y a pas alors de changement, de variété, de pluralisme, comme le réclament M. Robinson et d'autres.

C'est pourquoi ce préambule est nécessaire. Il est également nécessaire pour une quatrième raison. C'est qu'il s'agit-là de la seule déclaration des droits que nous ayons jamais eue et tout ce que nous demandons dans notre motion, c'est qu'on la maintienne.

Dieu sait si notre pays a peu de symboles pour l'unifier.

Il y a tout juste une génération qu'on a adopté la Déclaration des droits avec ce préambule même. Une génération plus tard, on veut la supprimer!

La raison pour laquelle les constitutions ont toujours inclus un préambule faisant référence à un être suprême, à l'intégrité de l'individu, à la famille et à des pouvoirs spirituels, c'est qu'il fallait s'assurer qu'elles refléteraient les valeurs, aspirations et croyances de la collectivité.

Deuxièmement, ce préambule servait de guide aux juges qui devaient interpréter les articles de la constitution. Votre amendement servirait de guide pour l'interprétation, entre autres, des articles traitant des garanties légales. Sachant que les rédacteurs de la constitution tenaient la famille pour une institution sacrée, les juges pourraient en tenir compte dans certaines de leurs interprétations. S'il s'agit des droits énoncés

[Text]

institution. If they make their interpretation in relation to Clause 15, they would be allowing those who have been held up in the past to speed up more quickly in the future and they would make that in the context of the preamble which has been suggested by Mr. Epp.

The third reason that it is a guide to practical application for courts, and finally there is the one tradition we have in the bill of rights—I think all of those, Mr. Chairman, are extremely important reasons why we should maintain the preamble in the Diefenbaker Charter of Rights as outlined in Mr. Epp's motion.

Finally, let me say that the reason I am concerned about it this morning in particular is that I have the feeling that, despite the protestations of Senator Austin and, indeed, the Minister, that it is going to come back some time and we are going to be able to get one, I worry very much that that might not be true; that however we may think that is so, my reason for not believing them—although I wish I could, though I think they mean it sincerely—is that they have put the cart before the horse already.

Specific rights do not give you fundamental principles. Fundamental principles give you specific rights. If you do not start with those fundamental principles, then my concern is that you will not end up with them either.

So, when we vote today we are voting on whether or not we are going to have those values and beliefs in a constitution. The delay is simply a way of saying no.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Mr. Crombie.

Mr. Mackasey.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, I raise a point of order with a view to getting some clarification and not to question the wisdom of Mr. Crombie's contribution and not to speak to the clause.

We will be voting on this today. Are there any other speakers who would like to speak on this?

The Joint Chairman (Senator Hays): One more speaker.

Mr. Mackasey: Well I will defer to him.

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, I understand from the rules you have established, Mr. Chairman, that when the mover speaks a second time that ends debate. Does that cause any difficulty for Mr. Mackasey?

Mr. Mackasey: That is not my point. It has nothing to do with how many times I speak.

Mr. Epp: Very well.

Thank you, Mr. Chairman. I am going to make one more attempt to convince members of the Liberal party of the wisdom of what we are proposing—because they are not our words, but words agreed to by former Parliaments, and have become part of the Canadian tradition: Mr. Chairman, what we are asking is that, as so ably put by Mr. Crombie, we recognize the sovereignty of God in the nation.

[Translation]

à l'article 15, ils pourraient les maintenir et en accélérer la reconnaissance à l'avenir et ce, en évoquant le préambule qu'a proposé M. Epp.

Troisièmement, il pourrait servir de guide dans les tribunaux parce qu'il amène avec lui toute la tradition établie depuis la Déclaration canadienne des droits. Ce sont là des raisons extrêmement importantes pour inclure le préambule de la Déclaration canadienne des droits de M. Diefenbaker, comme le propose la motion de M. Epp.

Finalement, si je m'inquiète tellement de cette question de ce matin, c'est que, malgré les affirmations du sénateur Austin et du ministre, j'ai peur que la Constitution ne nous revienne pas à une étape ultérieure, ce qui ne nous permettrait alors plus de reprouver notre amendement. Je ne crois pas que nous pourrions le faire, parce que, selon moi, le gouvernement a déjà mis la charrue avant les bœufs.

Des droits précis ne donnent pas des principes fondamentaux. Ce sont les principes fondamentaux qui donnent des droits précis. Si on ne commence pas par adopter les principes fondamentaux, je crains qu'on n'obtienne ni les uns ni les autres.

Lorsque nous voterons donc aujourd'hui, nous trancherons la question de savoir si nous allons ou non inclure ces valeurs et ces croyances dans notre Constitution. Si nous ne le faisons pas maintenant, cela vient à dire que nous ne le ferons jamais.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, monsieur Crombie.

Monsieur Mackasey.

M. Mackasey: Monsieur le président, j'invoque le Règlement afin d'obtenir des éclaircissements et non pour mettre en doute la sagesse des propos tenus par M. Crombie.

Nous allons voter sur une question aujourd'hui. Y a-t-il d'autres personnes qui voudraient prendre la parole à ce sujet?

Le coprésident (sénateur Hays): Une autre personne.

M. Mackasey: Je lui cède la parole.

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur Epp.

M. Epp: Monsieur le président, d'après les règles que vous avez adoptées, le débat est terminé lorsque le motionnaire prend la parole pour une deuxième fois. Est-ce que cela pose des problèmes à M. Mackasey?

M. Mackasey: Cela n'a rien à voir. Cela n'a rien à voir avec le nombre de fois que je pourrais parler.

M. Epp: Très bien.

Merci, monsieur le président. Je vais tenter encore une fois de convaincre les députés libéraux de la sagesse de notre proposition. En effet, il ne s'agit pas d'un texte que nous avons rédigé mais bien d'un texte accepté par un parlement précédent et qui fait maintenant partie de la tradition canadienne. Monsieur le président, nous demandons simplement, comme

[Texte]

Let us go back to how the nation was founded. After the Charlottetown conference and as they went to the Quebec conferences, the Fathers of Confederation studied the 72 resolutions.

At that time one of the burning questions was what name should they give to the country. Obviously it was going to be Canada. But was it going to be the Kingdom of Canada or Canada only. What was it going to be?

At that time one of the Fathers of Confederation, as he was participating in the debates, was also seized with this problem and question, of what for future generations will you call this country—Canada. It was his habit, Mr. Chairman, to have his daily devotions and to read for his own spiritual purposes every morning from the holy scriptures.

You will find, Mr. Chairman, that from those personal devotions of one Father of Confederation, a legacy has come down through our history which we today want to deny. That legacy is this. AS Tilley was having his devotions daily, he came across Psalm 72, Verse 8. that verse reads as follows:

And He shall have dominion from sea to sea and from the river to the ends of the earth.

We became known as the Dominion of Canada and therefore had in our coat of arms the motto "from sea to sea". That is our history, that is our tradition.

• 1015

Mr. Chairman, this nation was founded on those principles and the Fathers of Confederation saw it necessary and saw it wise that the nation of the future, if it was to be united, had to recognize the supremacy of God, and they recognized it in that motto. In fact, Mr. Chairman, you will find in various places in the Parliament buildings, which were reconstructed after the fire of 1916, and so which date back to the 1920s, you will find scattered throughout the Parliament buildings in stonework, in carvings in wood, this motto and derivatives of that motto.

I take it that if we vote today against the amendment that means nothing and that the past is over.

We have always prided ourselves that we are a nation under god, we have always prided ourselves that we are a dominion from sea to sea and to the northern sea, and that was given expression, I suggest, by the Fathers of Confederation who in their wisdom built it better than they knew.

Today we want to deny that. Those spiritual values are not important for us any more to put them in as guidelines from which our constitutional amendments, our constitutional provisions shall flow. So what we have today, Mr. Chairman, is, I guess what we can say is that there is none so blind as he who will not see, he who will not see the past and who then, I suggest, will have difficulty in building for the future.

[Traduction]

l'a si bien dit M. Crombie, que l'on reconnaisse la souveraineté de Dieu au pays.

Remontons aux origines de la nation. Après la conférence de Charlottetown, lorsqu'ils se rendirent aux conférences de Québec, les Pères de la Confédération ont étudié les 72 résolutions.

A l'époque, l'une des grandes questions était de savoir quel nom donner au pays. On allait évidemment l'appeler Canada mais s'agirait-il de Royaume du Canada ou de Canada tout court? Qu'allait-on choisir?

L'un des Pères de la Confédération, tout en participant aux débats, s'intéressait également à ce problème et à cette question, à savoir comment appeler ce pays pour les générations futures. C'était son habitude, monsieur le président, de faire des prières quotidiennes et de lire chaque matin, pour sa propre édification spirituelle, les saintes écritures.

Vous constaterez, monsieur le président, qu'à cause des prières personnelles de l'un des Pères de la Confédération, un héritage nous est parvenu que certains voudraient aujourd'hui rejeter. Il s'agit de ceci. Pendant ses prières quotidiennes, Tilley est tombé sur le psaume 72, verset 8, où l'on peut lire ce qui suit:

Il dominera d'une mer à l'autre, et du fleuve aux extrémités de la terre.

C'est ainsi que nous sommes devenus le Dominion du Canada et que nous avons inscrit sur notre écusson la devise «d'une mer à l'autre». C'est là notre histoire, c'est là notre tradition.

Monsieur le président, c'est sur ces principes que la nation a été fondée et les Pères de la Confédération ont jugé nécessaire et sage qu'à l'avenir, si la nation devait être unie, il faudrait reconnaître la suprématie de Dieu, ce qu'ils ont fait par cette devise. En fait, monsieur le président, vous constaterez à divers endroits dans les édifices du Parlement reconstruits après l'incendie de 1916, et qui remontent donc aux années 1920, vous trouverez un peu partout dans la pierre et dans le bois sculpté cette devise et ses dérivatifs.

Je ne saurais que conclure que si nous votons contre l'amendement, cela signifie que le passé ne vaut rien et que le passé est fini.

Nous avons toujours tiré fierté du fait que nous étions une nation sous l'œil de Dieu, nous nous sommes toujours montrés fiers de dominer d'une mer à l'autre, jusqu'à la mer du nord, et c'est grâce au fait que les Pères de la Confédération l'avaient exprimé et, dans leur sagesse, avaient construit un pays au-delà de toutes leurs espérances.

Aujourd'hui, certains voudraient le nier. Ces valeurs spirituelles ne sont plus suffisamment importantes pour nous que nous les inscrivions comme directives régissant nos amendements constitutionnels et nos dispositions constitutionnelles. Nous voyons donc aujourd'hui, monsieur le président, que nul n'est plus aveugle que qui ne veut pas voir, et que qui ne veut pas voir le passé aura, à mon avis, du mal à construire l'avenir.

[Text]

Mr. Chairman, throughout the past one can also look at the philosophers, the wise men of the past who also looked at these questions, and I suggest to you today, Mr. Chairman, that we are facing something similar to what Euripides said: for those whom God wishes to destroy he first makes mad. Is it power that is making them mad?

Mr. Chairman, what we are facing is not the desire for a Canadian constitution; what the government wants is a Trudeau constitution, that is what they want.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, on a point of order.

Is this relevant? You, Mr. Epp, made the point very astutely and very eloquently yesterday that we would stick as close as possible to the issue and now we are talking about the Prime Minister and his motives; that is hardly, Mr. Chairman, I suggest relevant.

It might have been acceptable in the latitude in the general discussion of a week or two ago but hardly the moment right now.

Mr. Epp: Mr. Chairman, if I can continue after that intervention, what I am pointing out to Mr. Mackasey is that you are denying your past and you are using the majority that you have to insist precisely that only your vision of a constitution shall prevail.

The Prime Minister and Mr. Chrétien have said there will be no further amendments and today we are seeing proof of that statement.

I say to you, Mr. Chairman, that if they vote against these amendments, only history will condemn them.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Mr. Epp.

Mr. McGrath: On a point of order, Mr. Chairman.

We feel very strongly about this amendment, we are not going to be seeking recorded votes on every amendment that comes up for a vote, obviously, but on this particular one we would like to know where each member of the Committee stands.

The Joint Chairman (Senator Hays): Is that agreed, we have a recorded vote?

Some hon. Members: Agreed.

The Joint Chairman (Senator Hays): Agreed.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, I want to know what I am voting on. The point I am making is an important one to me. The next that I have in front of me, and I am trying to help the Conservatives, has imperfect translation and I think it should be rectified before we vote on it, or understand what we are voting on and at least translate it later, because in the English we have "Canada", and if it has been changed since last night, I would appreciate it, but in the French we do not. We have the Canadian nation in one version and Canada in the other.

[Translation]

Monsieur le président, à travers les âges, on peut également regarder les philosophes, les sages du passé, qui se sont également penchés sur ces questions et je dirais qu'aujourd'hui, nous voyons quelque chose de semblable à ce qu'Euripides décrivait lorsqu'il a déclaré: Dieu rend d'abord fous ceux qu'il veut détruire. Est-ce le pouvoir qui les rend fous?

Monsieur le président, ce que nous voyons, ce n'est pas le désir d'avoir une constitution canadienne; ce que le gouvernement désire, c'est une constitution Trudeau, c'est là ce qu'il veut.

M. Mackasey: Monsieur le président, j'invoque le règlement.

Tout cela est-il bien pertinent? Vous, monsieur Epp, avez justement fait remarquer hier, avec beaucoup d'astuce et d'éloquence, que nous devrions nous en tenir le plus possible à la question. Or voici que vous nous parlez maintenant du Premier ministre et de ses motifs; cela, à mon avis, monsieur le président, n'a rien à voir.

Dans le cadre un peu plus large de la discussion générale d'il y a une semaine ou deux, nous aurions peut-être pu accepter de tels propos, mais ce n'est certainement pas le moment maintenant.

M. Epp: Monsieur le président, si vous me permettez de reprendre après cette intervention, j'essaie simplement de faire constater à M. Mackasey qu'il renie son passé et que le gouvernement utilise sa majorité pour prétendre justement qu'il n'y a que sa vision de la constitution qui prévaudra.

Le Premier ministre et M. Chrétien ont tous deux déclaré qu'il n'y aurait plus d'amendements et nous en voyons aujourd'hui la preuve.

En vérité je vous le dis, monsieur le président, s'ils rejettent ces amendements, l'histoire les condamnera.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, monsieur Epp.

M. McGrath: J'invoque le règlement, monsieur le président.

Cet amendement nous tient énormément à cœur et bien que nous n'allions certainement pas demander de vote nominatif pour chaque amendement, c'est évident, dans ce cas particulier, nous aimerions connaître la position de chaque membre du comité.

Le coprésident (sénateur Hays): Est-ce convenu, nous aurons un vote nominatif?

Des voix: D'accord.

Le coprésident (sénateur Hays): C'est convenu.

M. Mackasey: Monsieur le président, j'aimerais savoir sur quoi je vote. La question est importante. Le texte que j'ai sous les yeux, et je tente d'aider les conservateurs, est accompagné d'une traduction imparfaite et je crois que nous devrions y apporter des corrections avant le vote ou encore comprendre de quoi il s'agit, pour laisser à plus tard la traduction; en effet, en anglais nous avons le mot «Canada» et, s'il y a eu changement depuis hier soir, j'aimerais bien que l'on m'en informe car, dans le texte français, le mot n'apparaît pas. Nous avons donc dans une version la nation canadienne et dans l'autre le Canada.

[Texte]

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Mackasey, on your intervention, if you do not like the translation you might feel free to vote against it.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, in all fairness to your wisdom that is not a very wise remark and there is something much more fundamental in your suggestion, and the suggestion is that we should know, it should be precise because either one version or the other is inaccurate through a mistake in translation and it is up to the opposition to tell us which is the official version, and then we can translate it.

The Joint Chairman (Senator Hays): On the same point of order I have Mr. Crombie.

Mr. Crombie: Mr. Epp may have made a comment on it already, but yesterday when the matter was raised by the Minister he indicated there was a difference between the French version and the English version, we agreed to have the same thing said and he used the words—Senator Tremblay intervened and I do not know where Senator Tremblay is right now, but I want it clearly understood that it is not our intention to have any difference between the two translations. I thought it was agreed to yesterday, and the English is the one that was intended.

So it should be translated, I think the Minister translated the words yesterday into the record, but at any rate I would not want anyone to have to vote, Mr. Chairman, on such a fundamental point as to what are the fundamental principles animating the constitution so that he could not deal with it because of a difference in translation.

It is our intention to have it mean the same thing in both languages and I would ask the Clerk to make sure that the wording is . . .

Mr. Mackasey: Canadian nation?

Mr. Crombie: Yes.

Mr. Mackasey: And not just translated into Canada.

The Joint Chairman (Senator Hays): The Committee is agreed on a recorded vote?

Some hon. Members: D'accord.

The Joint Chairman (Senator Hays): The vote is on the Conservative amendment.

Amendment negatived: Yeas, 10; Nays, 14.

Mr. McGrath: We should sing the *Battle Hymn of the Republic*, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Senator Hays): We will now deal with Clause 1, the New Democratic amendment, and I will invite Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom. Mr. Robinson is not a member and I just recognize him, I am sorry.

• 1030

Mr. Nystrom: In my capacity as Whip I have just put Mr. Robinson on the Committee, Mr. Chairman.

But in the meantime, while you are being notified officially of that, I would like to move that Clause 1 of the proposed

[Traduction]

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur Mackasey, à ce sujet, si vous n'aimez pas la traduction, vous voudrez peut-être voter contre l'amendement.

M. Mackasey: Monsieur le président, votre réputation de sagesse n'est plus à faire, mais ce n'est pas là une remarque très sage; il s'agit de quelque chose de bien plus fondamental car nous devons savoir ce qu'il en est. Il nous faut de la précision car une version est fautive, à cause d'une erreur de traduction, et c'est à l'opposition de nous dire quel est le texte officiel. Ensuite nous pourrions le traduire.

Le coprésident (sénateur Hays): Sur cette même question, je reconnais M. Crombie.

M. Crombie: M. Epp en a déjà parlé; hier, lorsque le ministre a soulevé la question, il a fait remarquer qu'il y avait une différence entre la version française et la version anglaise et nous avons convenu de dire la même chose et il a utilisé l'expression—le sénateur Tremblay est intervenu et je ne sais pas où il est maintenant, mais je veux qu'il soit bien compris que nous ne voulons pas du tout qu'il y ait de différence entre les deux versions. Je croyais qu'il avait été convenu hier que c'était le texte anglais qui était conforme à nos intentions.

Il faudrait donc faire une traduction, bien que je croie que le ministre en ait fait une traduction hier, pour qu'elle soit consignée au procès verbal. Quoi qu'il en soit, monsieur le président, je ne voudrais pas que quelqu'un vote sur un point aussi fondamental que celui des principes régissant la Constitution sans pouvoir bien comprendre de quoi il s'agit, à cause d'une différence de traduction.

Nous voulons que le sens soit le même dans les deux langues et je demanderai au greffier de s'assurer que le libellé est . . .

M. Mackasey: La nation canadienne?

M. Crombie: Oui.

M. Mackasey: Et non pas simplement Canada.

Le coprésident (sénateur Hays): Le Comité convient donc d'enregistrer le vote?

Some hon. Members: Agreed.

Le coprésident (sénateur Hays): Le vote porte sur l'amendement des conservateurs.

L'amendement est défait; pour, 10; contre, 14.

M. McGrath: Il faudrait chanter l'hymne de la république, monsieur le président.

Le coprésident (sénateur Hays): Nous allons maintenant étudier l'amendement des néo-démocrates et j'invite M. Nystrom à prendre la parole.

Monsieur Nystrom. M. Robinson n'est pas membre du Comité et je ne peux pas lui céder la parole, je regrette.

M. Nystrom: En ma qualité de whip, je viens d'inscrire M. Robinson au Comité, monsieur le président.

Entre-temps, pendant que la chose vous est officiellement annoncée, j'aimerais proposer que l'article 1 du projet de Loi

[Text]

constitution act as amended, be amended by adding immediately after the portion of line 3 on page that reads "claims set out in it" the following:

and the equal right of males and females to the enjoyment of those rights and freedoms,

And with your permission, Mr. Chairman, I would like to ask our justice critic, Mr. Robinson, to outline the reasons why we are presenting this amendment to the Committee.

Mr. Robinson: Merci, monsieur le président.

Je vais lire l'amendement proposé en français aussi. Je propose que l'article 1 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par—

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Robinson.

Mr. McGrath: On a point of order, Mr. Chairman. Is Mr. Robinson a member of the Committee?

The Joint Chairman (Senator Hays): Well I understand that the document is on the way up to the Chair, is that correct, Mr. Nystrom?

Mr. Nystrom: Yes.

Mr. Crombie: Have they got unlimited substitution?

Mr. McGrath: I believe that may be stretching the rule just a little bit far.

The Joint Chairman (Senator Hays): They apparently have a little difficulty with their housekeeping.

Go ahead, Mr. Robinson.

Mr. Nystrom: I understand, Mr. Chairman, that the Whip is allowed to make a Committee change whenever the Whip sees fit and in consulting with the Whip, the Whip made the change.

Mr. Bockstael: Mr. Chairman, on a point of order.

I understood the ruling was that when a member that was appointed to this Committee initially cannot be present, a substitute can be; but when both are present, then one has to stay for the time he is here, is that not the understanding?

The Joint Chairman (Senator Hays): I suppose that is that is the ruling. I do not have it, but if you give me a moment we will take a look at the ruling on Mr. Bockstael's intervention.

Mr. McGrath: I would like to support the proposition put forward by Mr. Bockstael because if you allow this procedure to continue, then you are going to effectively have three members from the NDP on this Committee where they are only entitled to two.

The Joint Chairman (Senator Hays): Does any other member wish to contribute to the . . .

Senator Petten: Mr. Chairman, I agree with both my colleague and my colleague across the way, Mr. McGrath, you cannot be jumping back and forth every five minutes.

Miss Campbell: Mr. Chairman, I would think that any number of members can come and sit either at the table or in the room, and I would assume that the changes have been

[Translation]

constitutionnelle soit modifié en insérant immédiatement à la ligne 3 à la page 3 après le mot «ci-après» ce qui suit:

ainsi que le droit pour les femmes et les hommes d'en jouir à égalité

Avec votre permission, monsieur le président, j'aimerais que notre critique de la justice, M. Robinson, explique pourquoi nous présentons cet amendement au Comité.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

I will now read the proposed amendment in French. I move that Section 1 of the proposed Constitution Act, 1980, be amended by—

Le coprésident (sénateur Hays): M. Robinson.

M. McGrath: J'invoque le Règlement, monsieur le président. M. Robinson fait-il partie du Comité?

Le coprésident (sénateur Hays): Si j'ai bien compris, le document est en route, n'est-ce pas, monsieur Nystrom?

M. Nystrom: Oui.

M. Crombie: Peuvent-ils se remplacer *ad nauseam*?

M. McGrath: C'est une application un peu laxiste du Règlement.

Le coprésident (sénateur Hays): Il semblerait qu'ils aient un peu de mal à tenir leurs livres.

Allez-y, monsieur Robinson.

M. Nystrom: A ma connaissance, monsieur le président, le whip a le droit de faire des changements à un comité lorsqu'il le juge opportun et, après consultation, le whip a fait ce changement.

M. Bockstael: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

Je croyais que le Règlement prévoyait que lorsqu'un député nommé à ce comité au départ ne pouvait être présent, on pouvait alors faire une substitution, mais, lorsque les deux personnes sont présentes, l'une doit rester le temps qu'elle peut et c'est tout. N'est-ce pas là le Règlement?

Le coprésident (sénateur Hays): Je suppose que c'est là le Règlement. Je ne l'ai pas devant moi mais, si vous voulez me donner un instant, nous allons voir quelle sera notre décision à la suite de l'intervention de M. Bockstael.

M. McGrath: J'aimerais appuyer la proposition présentée par M. Bockstael car, si nous permettons que continue cette procédure, nous aurons en fait trois députés néo-démocrates au sein de ce comité alors qu'officiellement ce parti n'a droit qu'à deux.

Le coprésident (sénateur Hays): Y a-t-il d'autres membres du comité qui désirent contribuer au . . .

Le sénateur Petten: Monsieur le président, tout comme mes deux collègues et mon collègue de l'autre côté, M. McGrath, je ne crois pas qu'il soit possible de changer de membres toutes les cinq minutes.

Mlle Campbell: Monsieur le président, j'aurais pensé qu'un nombre illimité de députés peuvent venir s'asseoir, soit à la table, soit dans cette salle, et je présume que les modifications

[*Texte*]

made as is normal in any Committee, at least in the Committees I have Chaired or been on in the past. I do not know what we are wasting time for.

Mr. McGrath: We can bring in a line of members here and keep changing and alternating through the day.

Miss Campbell: You did this morning.

The Joint Chairman (Senator Hays): Yes, Mr. Nystrom.

Order, please. Mr. Nystrom?

Mr. Nystrom: On the point of order, and I was hoping I did not have to speak on the point of order, Mr. Chairman, but I would like you to look back over what has happened at this Committee for the last two or so months. All parties have had many, many changes. I can recall, for example, in the Conservative Party seeing Mr. Dinsdale here for the section on the handicapped when we were questioning witnesses that appeared on the issue of the handicapped.

I can recall on some of the native issues certain people appearing before this Committee, like Mr. Allmand who was given a lot of opportunity to voice his concern and put his questions, and the precedent of this Committee is clearly established and that is that the parties can substitute members whenever they see fit, but no party can have at this Committee at any time more than their proper allocation of members.

For our party it is two members. This morning we started off with Mr. Rose and myself and because of the fact we are now dealing with one of our amendments in legal rights, we wanted to put our legal critic or justice critic, Mr. Robinson, on the Committee. I argue with you, Mr. Chairman, we have every right to do so, and if you rule against that, then you are ruling against the precedents that are clearly established by this Committee and the precedents of other Committees in the House of Commons.

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Joyal, on the same point of order.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I am really sorry that this morning we have that incident because we were able, in the past two months and a half, to operate very well and very softly and yesterday I was led to give some statistics on the time allocation, not because the Chair wants to be mean or the Chair is suggesting to all honourable members or each party to be mean on time allocation; and I think that if there is one thing that has gone softly in this Committee it is essentially the time allocation. When we are in the process of dealing with amendments which need votes, I think that we need some kind of cohesion and what I would suggest to all the parties is I would not suggest and I am certainly not prepared to suggest to the Chair this morning to rule that the membership of the Committee should be fixed this morning until the adjournment or the completion of our work.

What I would suggest very simply to all the parties is to keep the membership at least on one clause. I understand that some party might have or some members of Parliament or honourable Senators might have a direct interest in one clause

[*Traduction*]

ont été apportées à la liste comme cela se fait normalement en comité, du moins dans les comités que j'ai présidés ou dont j'ai fait partie par le passé. Je ne vois pas pourquoi nous perdons notre temps.

M. McGrath: Nous pourrions alors faire venir une pléiade de députés et faire des remplacements toute la journée.

Mlle Campbell: C'est ce que vous avez fait ce matin.

Le coprésident (sénateur Hays): Oui, monsieur Nystrom.

A l'ordre, s'il vous plaît. Monsieur Nystrom?

M. Nystrom: Pour ce qui est du Règlement invoqué, j'espérais ne pas avoir à me prononcer, monsieur le président, mais j'aimerais que vous songiez à ce qui s'est passé ici pendant les deux derniers mois. Tous les partis ont apporté de nombreux changements. Je me souviens par exemple avoir vu M. Dinsdale, du Parti conservateur, venir lorsque nous avons étudié l'article sur les handicapés, lorsque nous interrogeons les témoins qui comparaissent sur cette question.

Je me souviens, lorsque nous avons étudié certaines questions qui touchent les autochtones, avoir vu certaines personnes se présenter au comité, comme M. Allmand, à qui l'on a donné tout le temps voulu pour qu'il puisse exprimer ses préoccupations et poser ses questions. Le précédent est clairement établi, à savoir que les partis peuvent remplacer des membres lorsqu'ils le jugent opportun mais qu'aucun parti ne peut avoir au comité, à aucun moment, plus que le nombre de députés qui lui est accordé.

Dans notre cas, il s'agit de deux députés. Ce matin, nous avons commencé avec M. Rose et moi-même; puisque nous étudions maintenant l'un de nos amendements sur les droits légaux, nous avons voulu que notre critique de la justice, M. Robinson, soit au comité. A mon avis, monsieur le président, nous avons parfaitement le droit de le faire et si, vous vous y opposez, vous vous opposerez à tous les précédents clairement établis dans ce comité et dans d'autres comités de la Chambre des communes.

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur Joyal, toujours sur ce même rappel au Règlement.

Le coprésident (M. Joyal): Je regrette énormément cet incident ce matin car, au cours des deux derniers mois et demi, nous avons pu fonctionner très bien, très calmement. Si je me suis laissé aller hier à donner certaines statistiques sur le temps alloué, ce n'était pas parce que je voulais faire preuve de sévérité ni parce que la présidence voulait insinuer que tous les députés de chaque parti devraient s'en tenir rigide ment au temps alloué; s'il y a une chose qui a très bien marché au comité, c'est la répartition du temps de parole. Or, lorsque nous étudions des amendements, il faut voter et je crois donc qu'il faut une certaine cohésion. A cette fin, je ne vais pas proposer et je ne suis certainement pas disposé à proposer au président de ce matin de décréter que l'appartenance au comité doit être arrêtée ce matin jusqu'à l'ajournement ou jusqu'à la fin de nos travaux.

Je proposerais très simplement que tous les partis s'en tiennent aux mêmes membres pendant l'étude d'un même article. Je peux très bien comprendre qu'un parti ou certains députés ou certains sénateurs peuvent s'intéresser particulière-

[Text]

in particular, and not in others, and I think it is up to a party to decide who will sit on its side for one section but I would resent really that for one section each party would change as was said and very properly said by honourable James McGrath, that each party would keep in a row as many members that it wants to. I think that could not be fair certainly for all the members who have been sitting here for two months and a half.

So what I am suggesting at this point and it is not a ruling and I would not propose to make it a ruling, but what I would suggest this morning is that when we start with a new section that a party can have his membership for that section and try to, as much as possible, keep that membership for that section so that we have more cohesion for all the information and arguments that have been provided; because members will resent in a way that after having sat here for 200 hours and having listened to witnesses questioned, heard other colleagues put forward their views and have someone come from outside and reopening a debate on an issue that has been dealt with at length in the past 200 hours. What I suggest and I repeat again is that each party keep his membership and they may change it, but when we have dealt with one clause and when we have completed one clause; which in my mind seems a very logical and very reasonable attitude for all the participants around the table.

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Rose, I am sorry that I cannot recognize you now if Mr. Robinson is on the Committee.

Mr. Corbin.

Mr. Corbin: I simply want to say on behalf of our party that we concur with the Chairman's remarks, and I think it is extremely unfair for a party to get some of its members to speak in the process of examination, a member who will not vote on it, and therefore, we concur 100 per cent with the Chairman's recommendation.

The intention is not to deny any member of Parliament from any party to participate in the process, but we ought to know what the basic game plan is and I would only add further to your comments that that should apply up to the conclusion of the vote or the disposal of the article or clause in question.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much. Mr. Robinson?

Mr. Robinson: Mr. Chairman, if I may on this point, I think that we should put this in a context that Mr. Rose, to the best of my knowledge, has not spoken, has not taken any time whatsoever on this Committee, was present for a vote which would have taken exactly the same amount of time no matter who voted. So I do not think there should be some suggestion that in any way this is an abuse of the time requirements.

The concern that I would express with respect to the Chairman's ruling is first of all that it would be, to the best of my understanding, totally unprecedented in the clause-by-clause examination of bills. I recognize the government's concern in

[Translation]

ment à un article et non à d'autres et je crois que c'est au parti de décider qui siégera en son nom pour un article; par contre, je n'accepterai pas que, lors de l'étude d'un article, chaque parti puisse comme l'a très bien fait remarquer l'honorable James McGrath, garder en réserve autant de députés qu'il le désire. Ce ne serait certainement pas juste à l'égard de ceux qui siègent ici depuis deux mois et demi.

Je propose donc, ce n'est pas une décision, je ne voudrais pas en faire une décision, mais je propose que ce matin, lorsque nous commencerons à étudier un nouvel article, un parti arrête son choix pour cet article et tente de s'y tenir, de façon à maintenir plus de cohésion au niveau des arguments. En effet, j'estime que les membres du comité, après avoir réussi pendant 200 heures, après avoir écouté les témoins, après avoir entendu leurs collègues présenter leurs opinions, verraient d'un mauvais œil quelqu'un de l'extérieur qui viendrait rouvrir le débat sur une question dont on a traité en profondeur au cours des 200 dernières heures. Je propose donc encore une fois que chaque parti s'en tienne à son choix, choix qu'il pourra modifier, lorsque nous aurons terminé l'étude d'un article; à mon avis, ce serait là une attitude extrêmement logique et raisonnable pour tous les participants.

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur Rose, je regrette, je ne peux pas vous céder la parole maintenant si c'est M. Robinson qui fait partie du comité.

Monsieur Corbin.

M. Corbin: Je veux simplement déclarer au nom de mon parti, que nous sommes tout à fait d'accord avec le président; je crois qu'il est extrêmement injuste qu'un parti laisse parler ses membres lors de l'interrogation des témoins alors qu'ils ne seront pas là pour voter. Par conséquent, nous acceptons à 100 p. 100 la recommandation du président.

Ce n'est pas notre intention de nier à quelque député que ce soit la possibilité de participer au processus, mais il faut connaître les règles du jeu au départ. J'ajouterais à vos remarques, monsieur le président, que ces modalités devraient jouer jusqu'au vote ou jusqu'à la fin de l'étude de l'article en question.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup.

Monsieur Robinson?

M. Robinson: Monsieur le président, permettez-moi, à ce sujet, de dire qu'il faut à mon avis regarder les choses de la façon suivante: c'est-à-dire que M. Rose qui, à ma connaissance, n'a pas parlé, n'a pas pris le moindre temps du comité, s'est trouvé présent pour un vote qui aurait pris exactement le même temps, quel que soit celui qui vote. Je ne crois donc pas qu'on doive sous-entendre qu'il y a eu le moindre abus en ce qui concerne le temps alloué.

J'ai la préoccupation suivante en ce qui concerne le jugement du président, qui me semble absolument sans précédent dans toute cette question d'étude d'un projet de loi article par article. Je sais bien que le gouvernement veut faire adopter ce

[Texte]

getting this through as quickly as possible but on the other hand, it deserves careful and adequate consideration.

Mr. Chairman, there are some sections, and I recognize that the Chairmen are attempting to facilitate meeting the February 6 deadline, that is certainly understandable, but in our rush to meet the February 6 deadline we should not be abrogating our responsibilities to the people of Canada to come up with a good package and we should not be bending procedural rules which exist so far in an attempt to do that.

Mr. Chairman, I would also just note, as Mr. Nystrom has just pointed out to me, that in fact Mr. Rose is leaving because he has another Committee to attend. So to suggest that somehow there should be some rule that Mr. Rose or the initial witness should stay for a certain portion of the session would be inappropriate.

Finally, Mr. Chairman, with respect, I suggest that it is unprecedented and also that it would be inappropriate and ill advised to apply a rule to a particular section. I give the example of Clause 15. Clause 15 contains a number of different subject matters. There may be discussions, for example, on the part of the handicapped; there may be representations made with respect to affirmative action; someone may want to come in and make a particular point about women. Within the over-all context of time allocation, Mr. Chairman, that is within the precedents that have been established in other Committees and is certainly within the precedent that this Committee has established. I recognize that on most clauses only one speaker will be required because there is essentially one area that is being dealt with, but to extend your argument, Mr. Chairman, to a clause, like Clause 11, for example, which has some 10 or 12 subclauses covering a wide variety of different areas, I am sure you recognize would not be reasonable in the circumstances.

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Lapierre, on the same point of order.

Mr. Lapierre: I concur fully with Mr. Robinson on the question that we have got to be responsible, but if he is so responsible I think after all the talking he is doing, he should take the responsibility to vote with what he said.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you, Mr. Lapierre. What the honourable members are saying really is that it is a suggestion that we try and get along in the Committee, and I would hope that Mr. Nystrom and his colleague would kindly go along like we have in the last two and a half months.

It is a very important issue and I realize that, and I am sorry that I cannot recognize Mr. Rose if he is not a member of the Committee at this point, I do recognize Mr. Robinson and that he would proceed.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

J'étais en train de proposer un amendement en français à l'article 1 et je vais le répéter. Je propose

Que l'article 1 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par

[Traduction]

bill dès que possible mais il faudrait tout de même prendre le temps nécessaire pour l'étudier sérieusement.

Monsieur le président, je sais fort bien que les coprésidents font tout en leur pouvoir pour en finir avant la date fatidique du 6 février, je le comprends fort bien, mais il ne faudrait pas respecter cette date du 6 février au détriment de nos responsabilités envers le peuple canadien, responsabilités qui exigent que nous leur présentions quelque chose qui se tienne, et nous ne devrions pas malmener la procédure pour ce faire.

Monsieur le président, M. Nystrom vient de me souligner que M. Rose s'en va parce qu'il doit faire acte de présence à un autre comité. Prétendre alors qu'il y aurait un règlement stipulant que M. Rose ou que le premier témoin devrait rester sur les lieux pendant une certaine partie de la séance, ce n'est pas du tout approprié.

Enfin, monsieur le président, très respectueusement, je vous signale qu'appliquer un tel règlement en ce qui concerne cette partie précise serait sans précédent, inapproprié et mal venu. Je vous donne pour exemple l'article 15. L'article 15 touche plusieurs sujets différents. Il se peut qu'il y ait des discussions, par exemple, concernant les handicapés; peut-être les mouvements féministes auront-ils un mot à dire; peut-être quelqu'un d'autre voudrait-il venir parler de la situation de la femme. Enfin, dans tout ce contexte de répartition de temps, monsieur le président, les précédents ont été bien établis dans d'autres comités et ce qui se passe ici ne déroge en rien aux précédents déjà établis par notre comité. J'avoue qu'en ce qui concerne la plupart des articles, nous n'aurons besoin d'entendre qu'un intervenant puisque chaque article, en principe, ne touche qu'un domaine, mais vous m'accorderez certainement, monsieur le président, qu'en ce qui concerne l'article 12, où il y a 10 ou 12 alinéas traitant de sujets bien différents, vous avouerez, dis-je, que ce ne serait pas raisonnable dans de telles circonstances.

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur Lapierre a invoqué le règlement.

M. Lapierre: Je suis tout à fait d'accord avec M. Robinson lorsqu'il dit qu'il nous faut prendre nos responsabilités, mais s'il prend si bien ses responsabilités, après tout ce qu'il vient de dire, il devrait aussi prendre la responsabilité de voter dans le sens de son intervention.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci, monsieur Lapierre. Pour résumer ce que viennent de dire tous les intervenants, il est bien sûr que nous devons arriver à nous entendre et j'espère que M. Nystrom et ses collègues ne veulent pas troubler l'esprit de collaboration qui a été le nôtre depuis deux mois et demi.

La question est très sérieuse, je le sais; je suis aussi désolé de ne pouvoir céder la parole à M. Rose s'il n'est pas membre du comité à l'heure actuelle. Je cède donc la parole à M. Robinson et lui demande de continuer.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

I was proposing an amendment in French to Clause 1 and I will repeat it.

That Clause 1 of the proposed Constitution Act of 1980 be amended by

[Text]

(a) insertion, après le mot «ci-après» à la ligne 3, page 3, de ce qui suit:

ainsi que le droit pour les femmes et les hommes d'en jouir à égalité;

(b) suppression, à la page 3, du membre de phrase «sous les seules réserves normales» et des lignes 4 et 5.

Mr. Chairman, there are three major concerns which we are attempting to address in proposing this amendment and, naturally, in the course of questioning the Minister, a number of those...

The Joint Chairman (Senator Hays): Order, please.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I am sorry to interrupt you, Mr. Robinson, but there has been a modification that your party has brought to your amendment that has removed some words that you have just read, and in conformity with what we have voted on yesterday and this morning, I think that you should remain on a sense of the new text because otherwise I will have to rule out your amendment.

I would invite you to read the proposed amendment that your party has modified it to take into account what we have voted on yesterday, and I would like you to read it again so that members around the table know exactly on what they are voting.

Mr. Robinson: I do apologize, Mr. Chairman. I was looking at the amendment prior to the changes which were voted upon yesterday.

Taking into consideration those changes then, the motion would read as follows:

That Clause 1 of the proposed constitution act, as amended, be amended by adding immediately after the portion of line 3 on page 3 that reads "doms set out in it" the following:

and the equal rights of males and females to the enjoyment of those rights and freedoms,

The Joint Chairman (Senator Hays): Would you read it in French also, Mr. Robinson?

M. Robinson: En français?

Le coprésident (sénateur Hays): Oui.

M. Robinson: Monsieur le président, il est proposé:

Que l'article 1 du projet de Loi constitutionnelle de 1980, tel que modifié, soit modifié par insertion, après le mot «énoncés», à la page 3, de ce qui suit:

ainsi que le droit pour les femmes et les hommes d'en jouir à égalité.

Mr. Chairman, I would point out that this does insert at the end of line 3—there has been some question about whether or not this does adequately take into consideration the proposed amendment.

The Joint Chairman (Senator Hays): Order, please. Mr. Robinson, we established quite some time ago that we should have these amendments in writing in both French and English. The chair and the members should have them. I am going to permit you to go on this morning but I think from now on

[Translation]

(a) adding immediately after the portion of line 3 on page 3 that reads "—doms set out in it", the following:

and the equal right of males and females to the enjoyment of those rights and freedoms,

(b) striking out, on page 3, the part reading "—subject only to such" as well lines 4, 5 and 6.

Monsieur le président, il y a trois questions principales qui nous préoccupent dans cet amendement et, évidemment, en posant nos questions au ministre, bon nombre...

Le coprésident (sénateur Hays): A l'ordre, s'il vous plaît.

Le coprésident (M. Joyal): Désolé de vous interrompre, monsieur Robinson, mais votre parti a modifié son amendement en enlevant certains des mots que vous venez de nous lire et, conformément à ce que nous avons décidé hier et ce matin, je crois que vous devrez vous en tenir au sens du nouveau texte sinon je devrai juger votre amendement irrecevable.

Je vous invite donc à lire l'amendement proposé, tel que le parti l'a modifié pour tenir compte de ce que nous avons adopté hier et j'aimerais que vous le relisiez encore une fois afin que les membres autour de la table sachent exactement ce sur quoi ils votent.

M. Robinson: Je suis désolé, monsieur le président. Je lisais l'amendement tel qu'il avait été conçu avant que les modifications d'hier ne soient adoptées.

Tenant donc compte de ces modifications, il est proposé:

Que l'article 1 du projet de Loi constitutionnelle, 1980, tel que modifié, soit modifié par l'insertion, après le mot «énoncés», à la page 3, de ce qui suit:

Ainsi que le droit pour les femmes et les hommes d'en jouir à égalité.

Le coprésident (sénateur Hays): Vous pourriez aussi nous le lire en français, monsieur Robinson?

Mr. Robinson: In French?

The Joint Chairman (Senator Hays): Yes.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, it is proposed:

that Clause 1 of the proposed constitution Act, as amended, be amended by adding immediately after the portion of line 3 on page 3 that reads "—doms set out in it" the following:

and the equal right of males and females to the enjoyment of those rights and freedoms.

Monsieur le président, j'aimerais souligner qu'il faut donc insérer à la fin de la ligne 3... On s'est demandé si cela tient bien compte de l'amendement proposé.

Le coprésident (sénateur Hays): A l'ordre, s'il vous plaît. Monsieur Robinson, il a été décidé il y a déjà un certain temps que ces amendements devaient être présentés par écrit en français et en anglais. Le président et les membres devraient en avoir un exemplaire. Je vais vous permettre de continuer ce

[Texte]

when we have amendments that we should have them and they should be circulated.

Go ahead.

Mr. Nystrom: My understanding, Mr. Chairman, is that they have been circulated.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, maybe the NDP are having problems getting their act together, but we still have the work of the Committee to think about.

The Joint Chairman (Senator Hays): Go ahead, Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I am sorry, there has been some suggestion that perhaps the French version does not exactly replicate the English version. Now I would have hoped that in the course of translation that that would be the case.

Senator Asselin: You have to have the words of the French version,

ainsi que le droit pour les femmes et les hommes
ainsi que le droit égal pour les femmes et les hommes. In this you have the equal rights of males and females.

Mr. Robinson: Mr. Chairman I really must confess to some confusion at the remark which has been uttered. I am trying to deal with Senator Asselin who has suggested that the French version does not reflect the English version. Now if that is the case, naturally one would want to change that but if Senator Asselin has an interjection, you might wish to deal with it, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Senator Hays): Senator Asselin.

Le sénateur Asselin: La remarque que je faisais, monsieur le président, c'est que la version anglaise ne correspond pas avec la version française. En anglais, vous avez «and the equal right of males and females to the enjoyment of those rights and freedoms» et en français vous avez «ainsi que le droit pour les femmes et les hommes d'en jouir à égalité». Je pense que la traduction ne reflète pas la version anglaise.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, perhaps, the Conservatives...

Le sénateur Asselin: «Hommes et femmes» as opposed to «males and females»...

The Joint Chairman (Mr. Joyal): No, it is not the point.

The Joint Chairman (Senator Hays): On a point order. Mr. Joyal.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I understand the question as raised by honourable Senator Asselin. Senator Asselin is saying that in English we have «equal right» while in the French version we have «droit» which is only «right». But honourable Senator Asselin will notice that the words «égalité» refers to the equal to qualify the term «right» and I think that it is a translation which is certainly admissible to take into account the fact that equality or equal should refer to the right or the way that right is enjoyed and I am satisfied certainly with the French version but there could be another version that could be sustained to, but I think that this one takes into account the proposed motion by the NDP.

The Joint Chairman (Senator Hays): Senator Roblin.

[Traduction]

matin, mais, à l'avenir, lorsque vous aurez des amendements à nous proposer, il faudrait que nous les ayons en mains.

Allez-y.

M. Nystrom: Je crois savoir, monsieur le président, qu'on vous en a tous fait tenir un exemplaire.

M. McGrath: Monsieur le président, peut-être le nouveau parti démocratique a-t-il des problèmes de régie interne, mais il nous faut tout de même penser au travail que notre Comité doit abattre.

Le coprésident (sénateur Hays): Allez-y, monsieur Robinson.

M. Robinson: Je suis désolé, monsieur le président, on me dit que le texte français ne correspond peut-être pas exactement au texte anglais. J'aurais cependant cru que la traduction était exacte.

Le sénateur Asselin: Il vous faut avoir dans le texte français:

Ainsi que le droit pour les femmes et les hommes
Ainsi que le droit égal pour les femmes et les hommes. Ainsi, vous aurez les droits égaux des hommes et des femmes.

M. Robinson: Monsieur le président, je dois dire que je ne comprends rien à tout ce qui a été dit. J'essaie d'écouter le sénateur Asselin qui prétend que le texte français ne reproduit pas fidèlement le texte anglais. Si c'est le cas, il faudrait évidemment faire les changements qui s'imposent, mais si le sénateur Asselin veut nous dire quelque chose, peut-être pourriez-vous vous en occuper, monsieur le président.

Le coprésident (sénateur Hays): Sénateur Asselin.

Senator Asselin: The remark I was making, Mr. Chairman, was to the effect that the English version does not correspond to the French version. In English you have «and the equal right of males and females to the enjoyment of those rights and freedoms» and in French you have «and the right of females and males to enjoy them equally». I think the translation does not reflect the English version.

M. Robinson: Monsieur le président, peut-être les Conservateurs...

Senator Asselin: «men and women» par opposition à «mâles et femelles»...

Le coprésident (M. Joyal): Non, ce n'est pas l'important.

Le coprésident (sénateur Hays): Je cède la parole à M. Joyal pour un rappel au Règlement.

Le coprésident (M. Joyal): Si j'ai bien compris, l'honorable sénateur Asselin prétend que dans la version anglaise nous avons «equal right» alors que dans la version française nous avons «droit» ce qui en anglais est «right» seulement. Le sénateur Asselin remarquera que le mot «égalité» a trait au mot anglais «equal» qui qualifie les «droits» c'est à mon avis une traduction admissible puisqu'elle tient compte du fait que l'égalité ou le terme anglais «equal» qualifie le droit ou la façon dont on peut jouir de ce droit. La version française me semble tout à fait correcte; une autre version pourrait être acceptable, toutefois je crois que celle-ci tient compte du projet de la motion du N.P.D.

Le coprésident (sénateur Hays): Sénateur Roblin.

[Text]

Senator Roblin: I am a little confused, Mr. Chairman, because I think that the wording of the English amendment seems to refer to the original form of the clause rather than the amended form of the clause. The French one does not. The French one is correct, but it seems to me that the words "doms set out in it" are taken from the original wording of this clause and not from the amended clause that was adopted yesterday.

Now this is just a technicality and I am sure my honourable friend can straighten it out, but it seems to me we have that problem.

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. McGrath.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, on a point of order. I think this point has to be made and it is as well that it be made now.

We worked very hard, well into the night over the weekend, to get our amendments prepared so that they would be before the Committee in terms of the legal technical language of the amendment, in terms of the translation in order to facilitate the work of the Committee. Now we are running into difficulties because the NDP were not ready with their amendments and I think that that is not fair to the members of the Committee, quite frankly. It is certainly not fair to our party because we laid ours out, we worked hard to prepare them and bring them here, everybody had a chance to get them, including the Clerks, and now we are getting amendments from the NDP piecemeal; and I submit to you that we are going to be running into this problem again and again as we proceed, unless of course they can figure out which side they want to be on, the government's side or our side.

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Epp, do you have a point?

Mr. Epp: Well, I just want to absolutely concur with what Mr. McGrath said.

But another point that I have to make and I think a lot of us already are discovering that this Committee is very different from those that we have been on in the past. The problem is this, not the membership, I do not suggest that, but it is this: that in other Committees the government puts forward its bill or resolution; the opposition parties put forward their amendments, and the government will telegraph when they will move amendments. What the difficulty is that the government did not move amendments but forward their amendment package. We responded generally to the amended package which has not been passed and I think there has to be one understanding and it was done yesterday, and I want to repeat it, and I am not trying to make the point again, and that is that flexibility has to be there in terms of when an amendment is moved that if it refers to the original or refers to the amended version, that the members of the Committee will have to be flexible on that point.

That is quite apart from the point that is made, that the amendment, if we have them before us, at least we can do some preparatory work beforehand. It is not only for our own thoughts but also in terms of response, and that is making it very difficult.

[Translation]

Le sénateur Roblin: Je suis un peu perdu, monsieur le président, car, à mon avis, le libellé de la modification anglaise semble se rapporter à l'article original plutôt qu'à la formule modifiée de l'article. Ce n'est pas le cas pour le français. La version française est exacte, mais à mon avis l'expression anglaise «doms out in it» a été tirée du texte original et non pas de l'article modifié adopté hier.

C'était un détail technique et je suis certain que mon ami peut le corriger, mais ce problème existe bien.

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur McGrath.

M. McGrath: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. La question doit être soulevée et il vaut mieux le faire maintenant.

Nous avons travaillé très fort, jusque tard dans la nuit au cours de la fin de semaine, pour préparer nos modifications afin de les présenter au Comité, dans le langage technique et juridique qui s'impose, et pour en obtenir une traduction afin de faciliter le travail du Comité. Les difficultés que nous avons maintenant résultent du fait que les modifications du N.P.D. ne sont pas prêtes et, franchement, ce n'est pas juste pour les membres du Comité. Cela ne l'est certainement pas pour les membres de notre Parti, car nous avons présenté les nôtres, nous avons travaillé très fort pour les préparer et les présenter ici. Tout le monde a eu l'occasion de les examiner, y compris les greffiers, et maintenant nous recevons une par une les modifications du N.P.D. Il est évident que nous nous heurterons de nouveau à ce problème, à moins que le N.P.D. décide de quel côté il va se ranger, du côté du gouvernement ou de notre côté.

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur Epp, avez-vous une question?

M. Epp: Je suis tout à fait d'accord avec M. McGrath.

Je voudrais dire également qu'un grand nombre d'entre nous trouvent ce comité bien différent de ceux où nous avons siégés par le passé. La difficulté ne vient pas des membres; dans les autres comités, le gouvernement présente son projet de loi ou sa résolution, et les partis de l'opposition présentent des modifications; le gouvernement signale ensuite à quel moment il présentera ses modifications. Le problème que nous avons ici c'est que le gouvernement n'a pas proposé de modifications individuelles, mais un ensemble de modifications. Nous avons présenté nos propres modifications. Il faut qu'il y ait une certaine souplesse et que, lorsqu'une modification est proposée au texte original ou à la version modifiée, les membres du Comité fassent preuve d'une certaine souplesse.

Cela n'a rien à voir avec la modification que nous examinons. Si ces modifications nous sont présentées à l'avance, nous pouvons au moins faire un certain travail de préparation. Ce n'est pas seulement pour nous personnellement, mais pour que

[Texte]

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Mr. Epp.

Did you have a comment, Mr. Nystrom? Mr. Robinson?

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I do apologize to members of the Committee, apparently I have been informed by the people that have been assisting us in drafting and I might say in passing that I want to echo the remarks of Mr. Epp on the question of drafting. We have received outstanding service, in particular from Edith MacDonald and also from Gerard Bertrand under very, very difficult circumstances, to say the least. They have been working late into the night and certainly we are deeply grateful for the assistance that has been provided and is continuing to be provided to us.

I would like to clarify that there is an error in the proposed Clause 1 that you have before you. Indeed, the point that was made is accurate. In line 3 it should state, instead, as it reads "doms set out in it", it should refer to the new line 3 and read "rights and freedoms set out in it" and then it would continue with the words "and the equal right" et cetera. If the Clerk could make that change.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Mr. Robinson.

Mr. Robinson and Mr. Nystrom, maybe on the points of order that have been raised, that you would try and accommodate the Committee as you have done in the past with getting your amendments earlier to the Committee, it is a suggestion that would facilitate our work. We have now wasted about 15 or 20 minutes on this procedural matter and it seems to me that if we had them early enough, as honourable members have suggested, it would facilitate our work.

Now would you proceed with your amendment, Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

Just for the record, I think it should be clearly understood that Clause 1 was indeed circulated yesterday, Mr. Chairman, and not today. There was an unfortunate error but I do not think that the record should indicate that it was not circulated yesterday, our proposed amendment to Clause 1 in both official languages.

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Crombie.

Mr. Crombie: It is only a question that deals with the wording and I offer no comment on it, just the wording. It is between the English and the French version. The English version was singular when it came to female. Has that been changed?

• 1050

Secondly, the French version is "women" and then "men", and in the English it is reversed. I wonder whether that is just a question of taste or politics.

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Robinson.

[Traduction]

nous puissions préparer notre réponse et c'est pourquoi c'est très difficile actuellement.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, monsieur Epp.

Voulez-vous faire une observation, monsieur Nystrom? Monsieur Robinson?

M. Robinson: Monsieur le président, je m'excuse auprès des membres du comité; j'avais reçu certaines informations de ceux qui ont rédigé nos modifications. Je dois dire en passant que je suis du même avis que M. Epp sur la question de la rédaction. Nous avons reçu un service excellent surtout d'Edith MacDonald et de Gérard Bertrand qui ont travaillé dans des circonstances extrêmement difficiles, c'est le moins que l'on puisse dire? Ils ont travaillé tard dans la nuit et nous leur sommes très reconnaissants de l'aide qu'ils nous ont donnée et qu'ils continuent à nous fournir.

Je voudrais apporter des précisions. Il y a à mon avis une erreur à l'article I qui est devant vous. La question qui a été soulevée était tout à fait juste, à la ligne 3 du texte anglais au lieu de lire «doms set out in it», il faudrait reprendre la nouvelle ligne 3 et lire «rights and freedoms set out in it» et continuer ensuite «and the equal right» etc. J'espère que le greffier pourra faire ce changement.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

Messieurs Robinson et Nystrom, au sujet du rappel au règlement que vous avez fait, vous pourriez peut-être nous aider, comme vous l'avez fait par le passé, en présentant vos modifications plus tôt. Cela faciliterait notre travail. Nous avons perdu 15 ou 20 minutes sur cette question de procédure et si nous avions reçu ces modifications plus tôt, comme les autres membres l'ont suggéré, cela aurait été plus facile.

Vous pouvez présenter votre modification monsieur Robinson.

M. Robinson: Merci monsieur le président.

Pour les besoins du compte rendu, je voudrais préciser que la modification à l'article I a été distribuée hier monsieur le président, et non pas aujourd'hui. C'est une erreur malencontreuse, mais le compte rendu ne devrait pas indiquer que la modification n'avait pas été distribuée hier; il s'agit de notre modification à l'article I, dans les 2 langues officielles.

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur Crombie.

M. Crombie: Ma question a trait au libellé; je n'ai pas vraiment d'observation, mais je veux simplement parler du libellé de la version anglaise et française. La version anglaise mentionne le mot «female» au singulier. Est-ce que ça a été corrigé?

Deuxièmement, la version française mentionne «femmes» et ensuite «hommes»; dans la version anglaise c'est l'ordre contraire. Je me demande si c'est là une question de préférence ou de politique.

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur Robinson.

[Text]

Mr. Robinson: We were not intending to restrict this to one particular female; certainly we did not intend to restrict it to one English female.

So, I would certainly agree it should read "females".

The Joint Chairman (Senator Hays): Will you proceed with the amendment.

Mr. Robinson: I will try, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Robinson, we are waiting for you.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, the reason for this proposed amendment to Clause 1 is the following. First of all, it is our submission that the general test which now is in that amended version of Clause 1 being proposed by the government, does not adequately reflect the different types of rights and freedoms which are contained in the proposed Charter.

There are some rights, some freedoms, which should never be derogable, even in times of emergency. They include, for example, the right to protection from cruel or inhuman treatment or punishment. They also include, for example, the freedom from discrimination on the ground of race, colour, sex—in the denial of legal rights under emergency conditions.

Mr. Chairman, it has been suggested by many witnesses—and I would point out that those witnesses include the National Action Committee on the Status of Women, the Canadian Advisory Council on the Status of Women, the Canadian Federation of Business and Professional Women of Canada; the submission of the Dalhousie Law Professors, the Canadian Jewish Congress; the New Brunswick Human Rights Commission; the Canadian Civil Liberties Association; Walter Tarnopolsky; Gordon Fairweather; the Canadian Bar Association—many, many witnesses, Mr. Chairman, have proposed that there should be no derogation from certain rights and freedoms in this Charter.

In addition to that, Mr. Chairman, I would like to draw to the attention of members of the Committee the 1978 report of the Lamontagne-MacGuigan Committee, which was considering the proposed Bill C-60.

In that report—and I would like to quote from that report and hope that the government will listen to the concerns which were expressed by that particular Committee:

The case for justifiable limitations on rights by the War Measures Act applies principally to political rights and freedoms in Clause 6 rather than to the legal rights and freedoms of Clause 7. Many of the more precise legal protections in Clause 7 should not require limitation even in war time crises. For example, we do not see how the state could ever be justified in imposing cruel and unusual punishment.

I am reading now from the report that was submitted on Bill C-60 dealing with this precise point.

In our view, any limitations on the protected rights should be exactly spelled out in the Charter.

[Translation]

M. Robinson: Nous n'avions pas l'intention de limiter cette modification à une seule femme, anglaise de surcroît.

Je suis certainement d'accord pour mettre ce terme au pluriel afin qu'il se lise «females».

Le coprésident (sénateur Hays): Veuillez expliquer votre modification.

M. Robinson: Je vais essayer, monsieur le président.

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur Robinson, nous attendons.

M. Robinson: Monsieur le président, la raison pour laquelle nous avons présenté cette modification à l'article I est la suivante. Nous croyons tout d'abord que ce critère proposé dans l'amendement du gouvernement ne traduit pas vraiment les différentes catégories de droits et de libertés que contient le projet de charte.

Il y a des droits et libertés auxquels on ne devrait jamais déroger, même en situation d'urgence, par exemple le droit d'être protégé contre tout traitement ou punition cruel ou inhumain. Il y a également le droit à la non-discrimination pour des motifs de race, de couleur, de sexe, qui ne doivent pas être supprimés comme des droits juridiques dans des situations d'urgence.

Monsieur le président, de nombreux témoins, y compris ceux du comité de l'Action nationale, sur le statut de la femme, le Comité consultatif canadien sur le statut de la femme, la Fédération canadienne des femmes d'affaires et professionnelles du Canada, le mémoire des professeurs de droit de Dalhousie, le Congrès juif canadien, la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick, l'Association des libertés civiles du Canada, M. Walter Tarnopolsky, M. Gordon Fairweather, l'Association du Barreau canadien et de nombreux autres témoins ont souligné, monsieur le président, qu'il ne devait y avoir aucune dérogation à certains droits et libertés dans cette charte.

De plus, monsieur le président, je voudrais porter à l'attention des membres du comité, le rapport du comité Lamontagne-MacGuigan de 1978, sur le projet de loi C-60.

Je voudrais citer quelques lignes du rapport en espérant que le gouvernement prêterait l'oreille aux inquiétudes soulevées par ce comité:

On peut prétendre que la restriction justifiable des droits par la loi sur les mesures de guerre s'applique principalement aux droits et aux libertés politiques à l'article 6, plutôt qu'aux droits et libertés juridiques de l'article 7. Un grand nombre de protections juridiques plus précises contenues dans l'article 7 ne devraient pas nécessiter de restrictions, même en temps de guerre. Nous ne voyons pas par exemple, comment l'état pourrait être justifié d'imposer des punitions cruelles ou inusitées.

Je cite le rapport qui a été présenté sur le projet de loi C-60, et qui traite justement de cette question.

A notre avis, toute restriction aux droits protégés doit faire l'objet d'un libellé très précis, dans la Charte.

[Texte]

They very clearly state that there are some rights which can never be abrogated under any circumstances.

Mr. Chairman, that is the purpose of our proposed limitation on this Clause.

Now, it is somewhat difficult to deal with our proposed amendment to Clause 1 without dealing at the same time with our proposed Clause 30, which is the new limitations provisions.

Honourable members have our proposed Clause 30 in both languages before you. I am in the hands of the Chair, but I would like to suggest that it might be appropriate to deal with this proposed Clause 30 at the same time, because it is a proposed limitations clause.

Mr. Chairman, I seek your guidance on that, but I would certainly hope that Committee members would agree to deal with this proposed Clause 30 at the same time and I could make my arguments on that which are virtually the identical arguments on Clause 1, and they could both be disposed of at the same time.

The Joint Chairman (Senator Hays): I suppose we would need the unanimous consent of the Committee if we were to go that route.

We would have to stand all the clauses until we get to Clause 30.

What is the feeling of the Committee?

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, I do not know if Mr. Epp heard, but the proposal is that we link Clause 30 with the discussion on Clause 1 . . .

Mr. Robinson suggests we deal with Clause 1 and Clause 30 at the same time. It would require the unanimous consent because we would be moving to Clause 30 and then back to Clause 2. It would certainly expedite our business.

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Crombie.

Mr. Crombie: Am I correct in understanding that what is being said is that we have to conclude our discussion on Clause 30 as well or only deal with Clause 30 in so far as the motion from Mr. Robinson is concerned?

The Joint Chairman (Senator Hays): That is right.

Mr. Crombie: That is all you are saying. Then that is all right.

So you do not have to stand down all the clauses to deal with Clause 30. Only within the motion would Clause 30 be changed to the extent that we adopt the motion moved.

The Joint Chairman (Senator Hays): If we accept the amendment.

Mr. Robinson.

Mr. Robinson: I thank honourable members of this Committee for that agreement.

If honourable members of this Committee would then refer to the proposed amendment to Clause 30 . . .

[Traduction]

Ils déclarent de façon non équivoque qu'il y a des droits qui ne peuvent jamais être abrogés dans aucune circonstance.

Monsieur le président, c'est l'objet de la restriction que nous proposons à cet article.

Il est un petit peu difficile de traiter de notre modification proposée à l'article 1 sans traiter en même temps de notre projet d'article 30, qui a trait à de nouvelles dispositions restrictives.

Les députés ont devant eux le projet d'article 30 dans les deux langues. C'est au président d'en décider, mais je crois qu'il serait approprié d'examiner maintenant l'article 30 proposé.

Monsieur le président, je vous remercie pour vos conseils, mais j'espère que les membres du comité seront d'accord pour étudier le projet d'article 30 en même temps. Je pourrais présenter mes arguments qui sont à peu près les mêmes que ceux concernant l'article 1, et on pourrait disposer des deux en même temps.

Le coprésident (sénateur Hays): Je suppose qu'il nous faut le consentement unanime des membres du comité pour procéder de cette façon?

Il nous faudrait réserver tous les articles précédant l'article 30.

Quel est l'avis des membres du comité?

M. Mackasey: Je ne sais pas si M. Epp a entendu, monsieur le président, mais il a été proposé de relier l'article 30 à l'article 1 dans nos discussions.

M. Robinson demande que nous examinions les articles 1 et 30 en même temps. Il faudrait le consentement unanime des députés car nous devrions passer à l'article 30 et revenir à l'article 2. Nous pourrions ainsi certainement procéder plus rapidement.

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur Crombie.

M. Crombie: Si j'ai bien compris, nous devons discuter de l'article 30 en même temps ou de l'article 30 seulement, selon la motion présentée par M. Robinson?

Le coprésident (sénateur Hays): C'est exact.

M. Crombie: Si c'est bien tout ce que vous avez dit, alors je suis d'accord.

Nous n'avons donc pas à réserver tous les articles pour examiner l'article 30. Cet article sera modifié conformément à cette motion seulement, dans la mesure où celle-ci sera adoptée.

Le coprésident (sénateur Hays): Si nous acceptons la modification.

Monsieur Robinson.

M. Robinson: Je remercie les membres du Comité d'avoir accepté.

Si vous voulez bien vous reporter à la modification proposée à l'article 30 . . .

[Text]

The Joint Chairman (Senator Hays): We are dealing with Clause 1. If we deal with Clause 1, then we can go to Clause 30. Would that not be the correct procedure?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): And I want to make it very clear, Mr. Robinson, that we should first address ourselves to Clause 1, the amendment you have proposed, and taking into account what would happen with this amendment, then we will move to Clause 30.

But the Chair certainly is not prepared to entertain two amendments at the same time.

We have to address ourselves to one amendment first, which is the amendment which you have just read pertaining to Clause 1. Depending upon what happens on the result of the vote on that amendment, then if it is accepted the Chair will invite you to go with the amendment you are proposing on Clause 30.

But at this point, the Chair would not want to receive two amendments at the same time.

Mr. Robinson: I understand that.

That, with respect, was my understanding of the agreement with the Committee. But I am merely pointing out, Mr. Chairman, that the effect of our proposed amendment to Clause 1 would be to delete any limitation whatsoever from Clause 1; it would be to make a statement that this Charter of Rights and Freedoms guarantees the rights set out in it, and also guarantees them equally to males as well as females.

The Joint Chairman (Senator Hays): I am sorry. On a point of order, Mr. Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, I frankly do not know the course that you are embarking on, how we are going to get any agreement simply on process, much less on amendments.

I think Mr. Robinson has now clearly pointed out that they intend to move amendments at the appropriate time where they would delete all or any part of any limitation. That is his right; but I think that should be done at the time the clause is called.

The Joint Chairman (Senator Hays): Go ahead, Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, that is what is being done. The proposal with respect to Clause 1 is to remove the limitation provision from Clause 1. I think it would be somewhat artificial in that context not to make any reference whatsoever to what is intended to be done on limitations.

If Committee members are to consider the merits of this particular amendment, the first question which will spring to mind is that if you are getting rid of any limitations in Clause 1, how can we possibly support the amendment without knowing if there is going to be another limitations clause. Clearly, that should be understood. I only refer to Clause 30 for that purpose.

The Joint Chairman (Senator Hays): Proceed.

Mr. Robinson: As I say, the proposal is that Clause 1 of the proposed constitution act should be a simple, affirmative statement, guaranteeing all rights and freedoms set out in the

[Translation]

Le coprésident (sénateur Hays): Nous sommes en train d'étudier l'article 1. Nous devons d'abord étudier cet article pour passer ensuite à l'article 30. N'est-ce pas la procédure habituelle?

Le coprésident (M. Joyal): Je voudrais que ce soit très clair, monsieur Robinson; nous devons tout d'abord nous occuper de l'article 1 et de la modification que vous avez proposée; selon ce qu'il adviendra de cette modification, nous pourrons ensuite passer à l'article 30.

Le président n'est certainement pas disposé à mettre en délibération deux modifications à la fois.

Nous devons tout d'abord nous limiter à la première modification, celle que vous venez de lire relativement à l'article 1. Selon le résultat du vote sur cette modification, si elle est acceptée, le président vous invitera à présenter l'autre modification concernant l'article 30.

Pour le moment, le président ne peut accepter deux modifications à la fois.

M. Robinson: Je comprends.

C'est bien ce que j'avais compris. Je voulais simplement souligner, monsieur le président, que la modification proposée à l'article 1 aurait pour effet de retirer toute restriction quelle qu'elle soit de l'article 1. C'est en quelque sorte une déclaration que cette charte des droits et libertés garantit les droits qui y sont énoncés et les garantit également pour les hommes et les femmes.

Le coprésident (sénateur Hays): Excusez-moi. M. Epp invoque le Règlement.

M. Epp: Monsieur le président, je me demande où nous allons; je ne vois pas comment on pourra obtenir un accord sur la procédure, encore moins sur les modifications.

M. Robinson a dit très clairement qu'ils ont l'intention de proposer des modifications au moment approprié pour retirer une partie ou la totalité des restrictions. C'est son droit, mais cela devrait être fait au moment où l'article est en délibération.

Le coprésident (sénateur Hays): Allez-y, monsieur Robinson.

M. Robinson: Monsieur le président, c'est bien ce que je fais. La proposition concernant l'article 1 est de retirer toute disposition restrictive qu'elle contenait. Ce serait un peu artificiel dans ce contexte de ne pas mentionner les restrictions qui sont prévues plus loin.

Si les membres du Comité veulent étudier les mérites de cette modification, la première question qui se pose est celle-ci: si on retire toute restriction à l'article 1, comment peut-on accepter la modification sans savoir s'il n'y aura pas d'autres articles limitatifs? Il faut que ce soit bien compris. Je mentionnais l'article 30 à cette fin.

Le coprésident (sénateur Hays): Continuez.

M. Robinson: Je le répète, nous proposons que l'article 1 du projet de loi sur la Constitution soit une déclaration simple et affirmative et qu'il garantisse tous les droits et libertés énoncés

[Texte]

Charter, and in particular, guaranteeing the equal rights of males and females to the enjoyment of those rights and freedoms.

The reason for the addition of that particular clause is in response to the excellent suggestion of the Canadian Advisory Council on the Status of Women and others, modified, instead of "men and women" to read "males and females", recognizing that discrimination on the basis of sex can occur also with children—a point which was made by the Canadian Council on Children and Youth.

Mr. Chairman, the reason for this, as I say, is first of all we believe that the first Clause in a charter of rights should be an affirmative clause setting out the rights that are guaranteed, and then that there should be an affirmative statement, and a limitation clause is not appropriate at the beginning of a charter of rights—a statement of the fundamental rights and freedoms of Canadians.

The Minister has suggested that it is perhaps more honest to put it at the beginning.

Well, Mr. Chairman, with respect, that does not deal with the argument that if it does not make any practical difference then there is great symbolic difference in setting out rights affirmatively and at the conclusion indicating what rights may be limited.

Mr. Chairman, there are two other concerns with respect to this matter. I believe—and it has been suggested by a number of witnesses—that there should be two different tests; one test should apply to fundamental rights and freedoms, the Clause 2 rights and freedoms, for example the mobility rights; and a second, more stringent test, which should apply to legal rights, which can only be taken away according to our proposal in time of public emergency which threatens the life of the nation or any part thereof and there would have to be a statement forwarded to Parliament and Parliament would have to vote upon it and there could only be derogation to the extent strictly required under the provisions of proposed emergency legislation.

That would be the case with legal rights and we would exempt a number of legal rights from that possibility of derogation.

I would like to give one reason for the distinction. The proposal by the Government deals with the words "proclaimed by law". It has been very clearly stated that "proclaimed by law" is not restricted to statute law, but can also apply to common law as evolved by the courts, and would also include regulations.

Mr. Chairman, in the case of, for example, the War Measures Act, what many people are not aware of is that after having proclaimed the War Measures Act, the government can go in some cases up to a year without having to report back to Parliament.

Surely, when we are dealing with a War Measures Act, which it has been suggested is going to remain in full force and effect, not challengeable in any way by this Charter of Rights,

[Traduction]

dans la charte, en particulier la garantie du droit pour les femmes et les hommes d'en jouir à égalité.

La raison pour laquelle nous ajoutons cet article est que nous voulons donner suite à l'excellente suggestion du Conseil consultatif canadien sur le Statut de la Femme et d'autres groupes, pour que soit modifiée l'expression «hommes et femmes» et qu'elle soit remplacée par «mâles et femelles», reconnaissant que la discrimination fondée sur le sexe peut également s'adresser aux enfants, question qu'a soulevée le Conseil canadien concernant les enfants et la jeunesse.

C'est pour cette raison, monsieur le président, que nous croyons que le premier article de la charte des droits doit être un article affirmatif qui énonce des droits garantis. Il doit y avoir une déclaration affirmative et il ne conviendrait pas d'insérer un article restrictif au début d'une charte des droits, d'une déclaration des droits et des libertés fondamentales des Canadiens.

Le ministre avait souligné qu'il serait peut-être plus honnête de le mentionner dès le départ.

Sauf votre respect, monsieur le président, cela n'a rien à voir avec l'argument selon lequel si cela ne change rien sur le plan pratique, cela change par contre beaucoup de chose sur le plan symbolique, car on mentionne des droits d'une façon affirmative et on indique en conclusion dans quels cas ces droits sont restreints.

Monsieur le président, nous avons deux autres inquiétudes à ce sujet. Je crois, et ceci a été proposé par d'autres témoins, qu'il devrait y avoir deux critères différents; un qui s'appliquerait aux droits et libertés fondamentales, les droits et les libertés de l'article 2, par exemple la liberté de circulation et d'établissement et, en second lieu, un critère beaucoup plus sévère qui s'appliquerait aux garanties juridiques qui ne peuvent être retirées, selon notre proposition, que dans des situations d'urgence qui menacent la vie de la nation ou d'une de ses constituantes. Dans ce cas, le Parlement en serait saisi et il y aurait un vote à ce sujet. Il ne pourrait y avoir dérogation que dans le cadre des dispositions très strictes comprises dans la loi proposée sur les situations d'urgence.

Voilà ce qui devrait se produire dans le cas des garanties juridiques et nous exempterions un certain nombre de garanties juridiques de cette possibilité de dérogation.

Je voudrais vous donner une autre raison pour cette distinction. La proposition du gouvernement propose l'expression «promulgué par la loi». On a souligné de façon non équivoque que cette expression «promulgué par la loi» n'est pas limitée aux lois statutaires, mais qu'elle s'applique également au droit coutumier établi par les tribunaux, y compris les règlements.

Beaucoup de gens ne savent pas qu'après avoir promulgué la Loi sur les mesures de guerre, le gouvernement est libre dans certains cas d'attendre jusqu'à un an avant de faire rapport au Parlement.

Or, il me semble que cette Loi sur les mesures de guerre dont les dispositions restent inchangées et ne peuvent être remise en cause par la présente Charte, devrait prévoir l'obli-

[Text]

surely there should be some restriction whereby the government would be forced to come back to Parliament at the earliest possible opportunity—and I repeat that: the earliest possible opportunity—and seek Parliament's approval for the derogation of any legal rights which may exist.

Now, that is not required, as I say, under the War Measures Act at the present time.

If the House is not in session, the government can proclaim a state of emergency, whether or not it exists; there is no requirement to call Parliament back into session. So that is an additional reason for the proposed amendment contained in Clause 30.

Finally, Mr. Chairman, I have indicated a concern that there should be and in fact are some fundamental rights and freedoms which at no time should be derogated.

As I have indicated, witness after witness appeared before this Committee to make that point. I believe we, as a Committee, should heed those concerns.

I am not aware of any witness whatsoever who recommended that all rights and freedoms contained in the proposed Charter of Rights should be subject to derogation, even on a demonstrable justifiability test.

I have referred to the 1978 report of the MacGuigan-Lamontagne Committee which made that point as well, and I would like also to draw to the attention of members of this Committee the recommendations of the Government of Canada in February, 1979, which accepted that principle, that there were certain fundamental rights and freedoms which could never be derogated. The July 1980 statement, the recommendation of the federal government at that time, recognized very clearly that there were certain fundamental rights and freedoms which were so important that they could never be derogated from.

The question is: why is the government stepping back from this very sensible suggestion—a suggestion which is in line with the provisions of the International Covenant on Civil and Political Rights?

Mr. Chairman, I will conclude by saying that the proposed amendment, which I hope will be seriously considered by members of the Committee, would attempt to meet three basic concerns: it would give an affirmative statement in Clause 1; it would set out the fact that there are certain rights which could never be derogated; and it would establish two different tests where appropriate for the different clauses of the Charter.

Thank you very much, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you.

Mr. Epp, on the amendment.

Mr. Epp: Thank you, Mr. Chairman.

This amendment causes me some difficulty. I would like to spell out why—not amendment in the words that Mr. Robinson wants to add. There are two concepts at work here, and I know that is why he referred to Clause 30. There are two concepts: one is the need to express in the constitution the equality of men and women. I support that wholeheartedly. I think members would generally.

[Translation]

gation pour le gouvernement de rendre compte au Parlement le plus rapidement possible, chose que je tiens à souligner, afin d'obtenir l'accord du Parlement pour toute dérogation aux droits juridiques.

Or, actuellement, la Loi sur les mesures de guerre ne prévoit pas cette obligation.

Lorsque la Chambre ne siège pas, le gouvernement est libre de proclamer l'état d'urgence, que cet état existe ou non, sans être tenu de rappeler le Parlement. C'est une raison de plus pour nous de proposer cet amendement à l'article 30.

Enfin, j'estime monsieur le président, que certains droits et libertés fondamentaux ne devraient pas pouvoir faire l'objet d'une dérogation, quelles que soient les circonstances.

De nombreux témoins nous l'ont dit et répété et j'estime que nous devrions en tenir compte.

A ma connaissance, aucun témoin n'a recommandé que les droits et libertés prévus dans la présente charte puissent faire l'objet de dérogation, même si cela paraît objectivement justifié.

J'ai déjà évoqué le rapport du Comité MacGuigan-Lamontagne de 1978 qui disait la même chose. Je vous rappelle par ailleurs les recommandations du gouvernement fédéral de février 1979, recommandations basées sur le principe qu'il existe certains droits et libertés fondamentaux auxquels on ne serait déroger en aucun cas. Dans ses déclarations de juillet 1980, le gouvernement avait admis qu'il existe effectivement certains droits et libertés fondamentaux dont l'importance est telle qu'il ne saurait être question d'en déroger.

La question est donc de savoir pourquoi le gouvernement a décidé de laisser tomber cette suggestion qui est par ailleurs conforme aux dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

J'estime monsieur le président que notre projet d'amendement, qui je l'espère sera examiné avec attention par les membres du Comité, répondrait aux trois objectifs suivants: il ajouterait une déclaration affirmative à l'article 1, il stipulerait qu'il existe certains droits auxquels il ne saurait être dérogé et il établirait deux critères différents pour les différents articles de la Charte.

Je vous remercie monsieur le président.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci.

Monsieur Epp au sujet de l'amendement.

M. Epp: Merci monsieur le président.

J'ai quelques réserves quant à cet amendement et je voudrais vous expliquer pourquoi. Cet amendement fait appel à deux principes et c'est pourquoi il se réfère à l'article 30. Il y a d'une part la nécessité d'exprimer dans la Constitution l'égalité entre les hommes et les femmes, ce que j'approuve sans hésitation, comme tous les membres du Comité d'ailleurs je pense.

[Texte]

But in order to make that point, Mr. Robinson then deletes the limitations clause.

I am also for a parliamentary system; I am also for reasonable limits as prescribed by law as can be demonstrably justified in a free and democratic society, and for a democratic society. Yet, you eliminate all of those to put in another—I suppose I can call it “right”, though “recognition of equality” might be a better way of putting it; and when I look at Mr. Robinson’s Clause 30—and with due respect, I am not trying to bootleg back Clause 30 in—but when we get to Clause 30, would that satisfy my problem? Would that rectify my problem? No, it does not; because I do not agree in total with the amendment to Clause 30 either in terms of the limitations.

That is why there is the difficulty on that basis that we face, Mr. Chairman, because I am giving this some thought now while I am sitting here; and I do not think some of these concepts should be dealt with here that cavalierly.

• 1110

So what I will be doing, I want to tell Mr. Robinson, while I support the addition of the words, I have difficulty with the deletion of the words and his substitution in Section 30 and so I will, Mr. Chairman, after you have finished the process, I will move that we stand this clause until Mr. Robinson has had an opportunity to bring forward his proposal in Clause 30.

The Joint Chairman (Senator Hays): Senator Roblin.

Senator Roblin: Mr. Chairman, I am a little bit confused by what Mr. Robinson has told us because I do not quite follow the line of argument that he has been giving us.

I am trying to find out what the amendment actually consists of. As I look at the written paper in front of me, it says that you add immediately, after the end of line 3, the words “and the equal right of males and females to the enjoyment of those rights and freedoms”, but it does not say what you do with the rest of the sentence.

Now, I take it from what he has been saying to us that he deletes the rest of the sentence but that is not what the amendment says and I would like to know what the facts are before I go any farther.

Mr. Robinson: That is correct.

Senator Roblin: He tells me that it is correct so the clause as amended, if this amendment were accepted, would then read as follows:

The Canadian Charter of Rights and Freedoms guarantees the rights and freedoms set out in it and the equal right of males and females to the enjoyment of those rights and freedoms.

Mr. Robinson: Right.

Senator Roblin: And any suggestion of a reasonable limitation prescribed by law that can be demonstrably justified is disregarded.

Mr. Robinson: That is Section 30.

Senator Roblin: But in the amendment that we have in front of us, and that is all I am going to address myself to at the

[Traduction]

Mais afin de réaliser cet objectif, monsieur Robinson propose de supprimer la clause limitative.

Je suis moi aussi partisan du système parlementaire et des réserves raisonnables telles que prévues par la loi et susceptibles d’être justifiées dans une société libre et démocratique. Or, tout ceci a été supprimé et remplacé par ce que j’appellerais une reconnaissance d’égalité. Le texte proposé par M. Robinson pour l’article 30 ne résout pas les difficultés que j’ai évoquées, notamment en ce qui concerne les réserves.

Je suis en train de réfléchir à tout ceci et je sais que ces questions ne devraient pas être traitées d’une façon aussi cavalière.

Donc, bien que je sois d’accord pour ajouter les mots que M. Robinson a proposés, par contre j’ai des doutes quant aux termes supprimés et aux changements apportés à l’article 30. C’est pourquoi lorsque cette discussion sera terminée, j’ai l’intention de proposer que cet article soit réservé en attendant que M. Robinson soumette ses amendements à l’article 30.

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur le sénateur Roblin.

Le sénateur Roblin: Je m’excuse, je n’ai pas bien suivi le raisonnement de M. Robinson.

J’essaie de comprendre en quoi consiste ses amendements. D’après le texte écrit que j’ai sous les yeux, il est question d’ajouter à la ligne 3 les mots: «ainsi que le droit pour les hommes et les femmes», sans expliquer ce qui arriverait du reste de la phrase.

D’après ce qu’il a dit, il se propose de laisser tomber le reste de la phrase, ce qui contredit l’amendement. J’aimerais donc une mise au point à ce sujet.

M. Robinson: C’est exact.

Le sénateur Roblin: Dans ce cas, cet amendement serait libellé comme suit:

La Charte canadienne des droits et libertés garantit les droits et libertés qui y sont énumérés et assure aux hommes et aux femmes une jouissance égale de ces droits et libertés.

M. Robinson: C’est exact.

Le sénateur Roblin: Vous laissez donc tomber la phrase concernant les réserves raisonnables prévues par la loi qui pourraient être justifiées.

M. Robinson: Ceci figure à l’article 30.

Le sénateur Roblin: Je tenais simplement à préciser le libellé exact de l’amendement que vous proposez.

[Text]

moment, that is what it actually would look like if we were to adopt your amendment. Well, I think it does cause some problems.

Mr. Nystrom: Excuse me, Mr. Chairman, on a point of order, I would like to suggest that we accept what Mr. Epp has said, that we stand this. Mr. Epp has said when he was speaking, if I can say a few words on the amendment, that what Mr. Robinson is doing here is deleting the limitation clause and that, Mr. Chairman, is not the case and that is why we made the argument that we are going to be adding and proposing our own limitation clause, Clause 30, and we outlined what we think is the best way of doing that, and if you allow me a few minutes to speak, Mr. Chairman, I wanted to elaborate for a second on that and to say to you that is why we thought we had to deal with the two of them at the same time, because we are not eliminating a limitation clause.

We made it very, very clear to this Committee and in arguments with the Minister the other day that we thought the limitation clause should not come at the beginning, that there should be a positive affirmation of our rights in the beginning of the Charter, and that at the end of the Charter, on Clause 30, we should talk about what limitations if any there are to be to the rights and freedoms contained in the Charter.

Now, Mr. Chairman, I think that the wording as outlined by my colleague is an appropriate wording and I cannot help but think back to Mr. Robert Stanfield, the national Leader of the Conservative Party, talking about one of the regrets he had about a decision made in politics was the way he voted during the war measures crisis and I say that as one of the people that was in the House back in 1970 when we had a vote on the War Measures Act in Parliament, as one of the 16 members that voted against the invocation of the War Measures Act, that we need some restraints, that we need some definition of emergency as more precise in the laws of this land and I am sure that Mr. Stanfield would support me.

I remember the speeches being made at the time by Mr. David MacDonald and that is why, Mr. Chairman, it is important that we not look at the precise wording changes for Clause 1 in isolation and we why say we have to deal with Clause 1 and Clause 30 at the same time, and why Mr. Epp's suggestion of standing the clause is I think a very, very sensible one.

In Clause 30, for example, we are saying that to proclaim an emergency you need the support of at least two thirds of the members of Parliament who are present and voting, and that, Mr. Chairman, I think is something that is very wise. It means a government party in almost every situation since Confederation will not have two thirds of the members within their own caucus if they have to count on members of opposition caucuses, perhaps of both opposition parties, and if they can convince the opposition parties, Mr. Chairman, that there is a genuine emergency, then perhaps there is. So we have that type of limitation.

We are talking about a limitation clause and what Mr. Epp said is not the case, we are not deleting in its entirety the limitation clause, we are putting it in a different place, in a place that we think is better and we are substituting in Clause

[Translation]

M. Nystrom: J'invoque le règlement monsieur le président. Je propose d'accepter la suggestion de M. Epp et de réserver cet amendement. D'après M. Epp, l'amendement de M. Robinson aurait pour effet de supprimer la clause limitative, ce qui n'est pas le cas monsieur le président. Nous avons déjà expliqué que, dans notre projet d'article 30, nous proposons notre propre version de ces restrictions. C'est la raison pour laquelle nous avons cru bon de traiter de ces deux questions simultanément et en tout état de cause il n'est pas question pour nous de supprimer la clause limitative.

Nous avons expliqué, tant au comité qu'au ministre, parce que nous avons discuté avec lui l'autre jour, qu'à notre avis la clause limitative ne devait pas figurer au début de la Charte, lequel début devrait être réservé à une affirmation positive de nos droits. Les limites aux droits et libertés prévues par la Charte devraient donc être évoquées à la fin de celle-ci et notamment à l'article 30.

A mon avis, l'énoncé proposé par mon collègue remplit justement cet objectif. Je me rappelle à ce propos de la remarque faite par M. Robert Stanfield, chef du parti conservateur concernant les regrets qu'il éprouvait d'avoir voté comme il l'avait fait lors de l'adoption de la Loi sur les mesures de guerre. Ayant moi-même été un des 16 députés à voter contre la Loi sur les mesures de guerre en 1970, je suis toujours convaincu que la définition d'état d'urgence doit être précisée dans le texte législatif et je suis sûr que M. Stanfield me soutiendrait.

Je me souviens des discours prononcés à l'époque par M. David McDonald; c'est pourquoi nous avons proposé de ne pas étudier l'article 1 isolément mais bien en même temps que l'article 30. J'appuie donc pleinement la proposition de M. Epp de réserver cet article.

A l'article 30, nous estimons aussi que pour proclamer l'état d'urgence, il est indispensable d'avoir l'appui des deux-tiers au moins des députés présents et participant au scrutin. Or, depuis l'existence de notre Confédération, le parti au pouvoir ne dispose pas des deux-tiers des voix; il devrait donc compter sur des députés de l'opposition, dans certains cas des deux partis de l'opposition; si dans ces conditions le gouvernement parvient à convaincre les partis de l'opposition qu'il existe effectivement un état d'urgence, ce sera une décision à laquelle on pourrait se fier. Voilà donc le genre de limitation que nous avons prévu.

Contrairement à ce que M. Epp a affirmé, notre intention n'est pas de supprimer les restrictions, mais de les placer dans un endroit plus approprié à notre avis, en ajoutant l'article 1 une phrase qui affirme l'égalité des hommes et des femmes.

[Texte]

I some of the proposed wording with a new wording that affirms the equality of males and females, and we have a member of this Committee who has spoken out very effectively and very forcefully for children's rights in Jim McGrath and I think that following his advice we have to make sure we are not just speaking about men and women but we are talking about children as well, and that is covered by the phraseology "males and females".

So I would like to urge on you, Mr. Chairman, that we accept the recommendation made by Mr. Epp that we stand this clause until we have a chance to deal with Clause 30 and give it some more thought.

Senator Roblin: Mr. Chairman, during the interval perhaps we could ask the mover of this amendment to rewrite it so that it accurately reflects what he is trying to get us to do, because it certainly does not reflect that at the present time, and that would help us to be sure of exactly what we are dealing with.

The Joint Chairman (Senator Hays): Senator Austin.

Senator Austin: Well, Mr. Chairman, as to the point of procedure, I would suggest that if the New Democratic Party and the Conservatives wish to have the New Democratic Party amendment that is now before us stood for a short time, perhaps we could stand it until 3:30 p.m. and then come back to it, sort it out as Senator Roblin has just said.

On the question of dealing with a proposed amendment to Clause 30 at this particular time, I do agree . . .

The Joint Chairman (Senator Hays): We have explored this pretty thoroughly and I should like to call for the vote now and I should like to do that, Senator Austin.

You had one interjection, Senator—I keep putting you in the Senate, I am sorry about that, Mr. Epp.

An hon. Member: A lot of people want to do that.

Mr. Epp: While that sentiment might be welcome, I am sure that the Senate would not necessarily feel that they had gained, but the House might have.

Mr. Chairman, what I would want to do is accept Senator Austin's point of view and I would move that the amendment and Clause 1 be stood until 3:30 p.m. today.

The Joint Chairman (Senator Hays): What is the feeling of the Committee?

Senator Austin: Agreed.

The Joint Chairman (Senator Hays): Is it agreed?

Senator Austin: That we proceed with Clause 2 and come back and finish Clause 1 at 3:30 p.m. this afternoon.

Mr. Mackasey: Well, I just hope, Mr. Chairman, in our being out of step that we are not setting a precedent because we will be here until Labour Day.

Mr. Epp: Which year was that, Bryce?

Mr. Mackasey: Right.

The Joint Chairman (Senator Hays): The Chair is always in the hands of the Committee. Is there any other observation that Committee members should like to make?

[Traduction]

Par ailleurs, Jim McGrath a parlé avec beaucoup d'éloquence des droits des enfants et, à la suite de ses conseils, nous avons voulu inclure non seulement les hommes et les femmes mais également les enfants. C'est ce que nous allons essayer de faire en utilisant la phrase personne du sexe masculin et féminin.

Donc, je vous prierais, monsieur le président, d'accepter la recommandation de M. Epp de garder cet article tel quel jusqu'à ce que nous ayons étudié l'article 30 et y ayons réfléchi plus profondément.

Le sénateur Roblin: Monsieur le président, je propose qu'on demande à l'auteur de cet amendement d'en rédiger une nouvelle version qui traduirait exactement son intention, ce qui n'est pas le cas actuellement, de façon à ce que nous sachions exactement à quoi nous en tenir.

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur le sénateur Austin.

Le sénateur Austin: Si les partis NPD et conservateur demandent à réserver l'amendement NPD pendant une courte période, nous pourrions attendre 15 h 30 pour le réexaminer ainsi que le sénateur Roblin l'a proposé.

En ce qui concerne le projet d'amendement à l'article 30, je pense . . .

Le coprésident (sénateur Hays): Il me semble que nous avons examiné cette question en détail et j'ai donc l'intention de mettre l'amendement aux voix.

Vous vouliez ajouter quelque chose, sénateur . . . Je m'excuse si je vous place à nouveau au Sénat.

Une voix: Beaucoup de gens voudraient le faire.

M. Epp: Je ne sais pas si le Sénat s'en réjouirait, même si certains à la Chambre ne le regretteraient pas.

Je propose, monsieur le président, que l'amendement et l'article 1 soient réservés jusqu'à 15 h 30 cet après-midi.

Le coprésident (sénateur Hays): Qu'en pense le Comité?

Le sénateur Austin: D'accord.

Le coprésident (sénateur Hays): Vous êtes d'accord?

Le sénateur Austin: Je propose que nous entamions l'étude de l'article 2 pour terminer l'étude de l'article 1 cet après-midi à 15 h 30.

M. Mackasey: Et j'espère, monsieur le président, que ceci ne créera pas un précédent sans quoi nous serons encore ici pour la fête du travail.

M. Epp: De quelle année parlez-vous, Bryce?

M. Mackasey: Oui.

Le coprésident (sénateur Hays): Comme d'habitude, je me conformerai à la volonté du Comité. Quelqu'un a-t-il quelque chose à ajouter à ce sujet?

[Text]

Senator Asselin: Let us proceed with Clause 2.

Clause 1 allowed to stand.

On Clause 2—Fundamental freedoms

The Joint Chairman (Senator Hays): We have to have a mover of Clause 2 and I go to Mr. Irwin.

Mr. Irwin: Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Senator Hays): I am sorry, my Clerk tells me that it is before the Committee and that we call on Mr. Nystrom.

Proceed, Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: Mr. Chairman, am I correct in hearing you that we do not deal with the government amendment first, because there is a government amendment on Clause 2? If you notice in the original draft we had Clause 2(a), Clause 2(b), and Clause 2(c), and the government, under Mr. Chrétien's name, tabled an amendment which is a new Clause 2(d) which reads:

(d) freedom of association.

And if I am not mistaken perhaps we should be dealing with the government amendment first.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): We have already suggested yesterday and in previous days that we should deal with the amendments in order, and the first amendment that we have is an amendment proposed by the New Democratic Party addressed to the very first word of the clause, so the Chair does not see why we should go to the end first and then come back to the beginning.

I think we should deal with the amendments in logical order, that is why the Chair has called the amendment proposed by the New Democratic Party.

Mr. Nystrom: Fine.

The Joint Chairman (Senator Hays): Are you dealing with the amendment, Mr. Robinson?

Mr. Robinson: Yes, Mr. Chairman, dealing with the amendment, apparently the Minister does not have a copy. I do not know if the honourable members have.

The Joint Chairman (Senator Hays): Have they been circulated, Mr. Robinson?

Mr. Robinson: They have been circulated, Mr. Chairman, yes.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I understand, honourable David Crombie, that they are presently circulated if you have not already got them in your hands?

Mr. Crombie: My question was otherwise, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Senator Hays): What is your question?

Mr. Crombie: The question is: is this the only amendment that the New Democratic Party is bringing forward on this clause?

The Joint Chairman (Senator Hays): Is that right, Mr. Robinson?

[Translation]

Le sénateur Asselin: Passons à l'article 2.

L'article 1 est réservé.

Article 2—Libertés fondamentales

Le coprésident (sénateur Hays): Je donne la parole à M. Irwin qui a proposé l'article 2.

M. Irwin: Merci, monsieur le président.

Le coprésident (sénateur Hays): Le greffier me signale que le Comité étant saisi de cet article, il convient de donner la parole à M. Nystrom.

Allez-y, monsieur Nystrom.

M. Nystrom: Ai-je bien compris, monsieur le président, que nous ne commencerons pas par étudier l'amendement du gouvernement parce que celui-ci a proposé un amendement à l'article 2? Dans le projet de résolution, il y avait les paragraphes 2a), 2b) et 2c) et M. Chrétien a proposé, au nom du gouvernement, d'ajouter le paragraphe 2d):

d) liberté d'association.

A moins de me tromper, je crois qu'il faut commencer par écouter l'amendement du gouvernement.

Le coprésident (M. Joyal): Nous avons déjà proposé, hier et à d'autres séances, d'étudier les amendements dans l'ordre logique. Étant donné que l'amendement proposé par le Nouveau parti démocratique porte sur le premier mot de l'article, je ne vois pas pourquoi nous commencerions par la fin pour revenir ensuite au début.

Il vaut mieux, à mon avis, traiter les amendements dans un ordre logique. C'est pourquoi je propose d'étudier l'amendement du Nouveau parti démocratique.

M. Nystrom: Très bien.

Le coprésident (sénateur Hays): C'est vous qui proposez l'amendement, monsieur Robinson?

M. Robinson: Oui, monsieur le président. Je ne crois pas que le ministre ait une copie de l'amendement. Je ne sais pas si les membres du comité en ont reçu.

Le coprésident (sénateur Hays): A-t-on fait distribuer des copies, monsieur Robinson?

M. Robinson: Oui, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Si vous n'avez pas l'amendement, monsieur Crombie, on est en train d'en distribuer des exemplaires.

M. Crombie: Ma question ne sera pas là-dessus, monsieur le président.

Le coprésident (sénateur Hays): Que voulez-vous demander?

M. Crombie: Je veux savoir si cet amendement est le seul que le Nouveau parti démocratique propose à l'article à l'étude.

Le coprésident (sénateur Hays): Non, il y en a beaucoup, n'est-ce pas?

[Texte]

Mr. Robinson: Mr. Chairman, there is a second page which has been circulated, in English and French, and I hope Mr. Crombie has a copy of that.

Mr. Crombie: I feel like a wallpaper salesman here, Mr. Chairman.

Mr. McGrath: I feel sorry for the people out there because they are going to turn us off and start looking at Another World if this keeps up. It really must be very, very confusing.

The Joint Chairman (Senator Hays): Well, it is very confusion to the Chair and I am sure it confusing to all the honourable members and it seems to me, Mr. Robinson and Mr. Nystrom, you have to get your amendments before the Committee before you speak on them.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, the amendments have been before the Committee for some time on Clause 2.

The Joint Chairman (Senator Hays): Well, there are additional amendments.

Yes, Mr. Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, in order to facilitate this whole operation, I do not think it is being done very professionally and I do not think we are being well served. Could it be possible, and I am not saying the Clerks should have done this before because they did not have the opportunity, would it be possible for the Clerks to have prepared for us by Monday at the latest a summary of the government's original proposal, the government's amendments, the amendments that we have put forward and the New Democratic Party amendments? They are not there, Mr. Bockstael, with all respect.

Our amendments, the government amendments and the New Democratic party amendments on one proposal, in other words, that we have that before us, otherwise we are going to have a blizzard of paper and we will not know where we are going. We are being snowed right now.

The Joint Chairman (Senator Hays): We will look into that, Mr. Epp, and we will report back to the Committee.

Go ahead, Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

The first amendment we are dealing with on Clause 2, and I hope that honourable members do have the proposed amendment before them, is to change the word "everyone" to the words "every person".

This is an amendment, Mr. Chairman, which was proposed in particular by the National Association of Women and the Law, the Canadian Advisory Council on the Status of Women, the National Action Committee on the Status of Women, and the Canadian Federation of Business and Professional Women's Associations. All of these organizations, Mr. Chairman, all of them concerned particularly with the rights of women in Canadian society, indicated that because of the kind of jurisprudence which presently exists on the subject of the definition of person, that they believed that it was appropriate that this should be reflected in the proposed Charter of Rights, and I will certainly concur in that assessment, that there should be no problem, I would hope that honourable members

[Traduction]

M. Robinson: On a fait distribuer une deuxième feuille, en anglais et en français, et j'espère que M. Crombie l'a reçue.

M. Crombie: J'ai l'impression d'être un vendeur de papiers peints!

M. McGrath: Je plains vraiment les téléspectateurs. Ils ne vont pas tarder à changer de poste pour regarder «Another World». Tout cela doit être très confus.

Le coprésident (sénateur Hays): C'est tout aussi confus pour le président et les membres du comité. Je vous conseille, MM. Robinson et Nystrom, de faire distinguer des copies de l'amendement avant de le proposer.

M. Robinson: Les amendements à l'article 2 sont déposés depuis quelque temps.

Le coprésident (sénateur Hays): Mais il y en a d'autres.

Oui, monsieur Epp.

M. Epp: Il faudrait peut-être faire quelque chose pour faciliter les choses, car on n'a pas été très bien servis. Pourrait-on demander aux greffiers de nous préparer, avant lundi, un résumé du projet de résolution original, des amendements proposés par le gouvernement et des amendements proposés par notre parti et le Nouveau parti démocratique? Je ne dis pas que les greffiers auraient pu le faire avant, car ils n'en ont pas eu l'occasion. Sauf votre respect, monsieur Bockstael, nous n'avons pas tous les amendements.

Vous pourriez, autrement dit, réunir les amendements du gouvernement et du parti néo-démocratique sur chaque article. Autrement, nous serons inondés de paperasse et personne ne saura s'y retrouver. C'est déjà le cas, d'ailleurs.

Le coprésident (sénateur Hays): Nous étudierons cette possibilité, monsieur Epp, et nous transmettrons la décision au comité.

Allez-y, monsieur Robinson.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Le premier amendement porte sur l'article 2. J'espère que les membres du comité en ont reçu une copie. Nous proposons de remplacer le mot «chacun» par les mots «chaque personne».

Il s'agit, monsieur le président, d'un amendement qui a été proposé par l'Association nationale des femmes et du droit, le Conseil consultatif du statut de la femme, le Comité national d'action sur le statut de la femme et la Fédération canadienne des associations de femmes de carrières libérales et commerciales. Tous ces organismes, qui s'occupent principalement des droits de la femme dans la société canadienne, croient qu'il serait souhaitable que le mot «personne» déjà défini dans d'autres lois, soit inclus dans la Charte des droits. Je partage leur avis et je ne vois pas pourquoi les membres du comité refuseraient d'adopter un amendement en ce sens.

[Text]

would have no difficulty in accepting this proposed amendment.

As I say, I am sure the honourable members have considered the representations which have been made by, as I say, in particular a number of the women's groups. I would like to quote from one of them and that is the Canadian Advisory Council on the Status of Women on this particular point.

They say at page 24, they ask that instead of the words "everyone has" or "chacuna", the French version, that it should read "every person" or "toute personne", in French, Mr. Chairman, and they ask for that change, as I say, to reflect the existing jurisprudence and to remove any doubt whatsoever that we are dealing with persons as such and, as I say, I wait with the interest the response of the government on this.

There is one other representation which perhaps I could just draw to the attention of honourable members and that is from the National Association of Women and the Law, Mr. Chairman, from their brief, just to quote briefly on this section and then conclude, they have indicated their concern with the formulation "everyone" as follows, and they talk about the concept of personhood;

We are concerned about possible problems of interpretation arising from the use of the word "everyone" throughout the proposed Charter. While the terms "person" and "individual" have been defined in successive definitions, the meaning of the word "everyone" has not yet been settled.

There is still confusion about what exactly that means, Mr. Chairman, and this could add to future litigation.

Finally, Mr. Chairman, on this point I would just draw to the attention of members the 1978 Joint Committee recommendations on this subject chaired by the Honourable Senator Lamontagne and Mr. MacGuigan, who also recommended the use of the word "person", pointing out, and I am quoting from their report:

We believe it is the human person that is the proper subject of rights and freedoms.

So, Mr. Chairman, as I say, I hope we will respond to the concerns that have been addressed to us by these major national women's organizations and recognize that we are talking indeed about persons, about a concept which has been judicially defined.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, could I ask the Minister about government intent as it relates to this motion. You have a choice, I think, between the words "everyone", "every person", and "every individual", and if we look at the government interpretation in relationship to Clause 15, they are suggesting that the words "every individual" are required to make it clear to the courts in future that we are talking about individuals, we are talking about people.

[Translation]

Je suis certain que les membres du comité ont tenu compte des témoignages des organismes représentant les femmes. Je voudrais donc citer le mémoire soumis par le Conseil consultatif sur le statut de la femme.

On demande, à la page 24, de remplacer les mots «everyone has», dans la version anglaise, ou «chacun a», par les mots «every person» ou «toute personne». Cette modification rendrait la Charte conforme à des lois existantes et permettrait de confirmer qu'il s'agit bel et bien de personnes. J'attends avec impatience la réponse du gouvernement.

Avant de terminer, monsieur le président, je vais citer un extrait du mémoire soumis par l'Association nationale des femmes et du droit. L'emploi du mot «chacun» inquiète les membres de cette association et elles parlent, dans le mémoire, de ce que c'est que d'être une personne:

Nous craignons que l'emploi du mot «chacun» dans la charte, nous cause des problèmes d'interprétation. Les mots «personne» et «individu» ont été définis à plusieurs reprises, tandis que le mot «chacun» n'a pas encore été défini.

Le fait que ce terme n'a pas encore été défini pourrait entraîner des litiges.

Je tiens aussi à citer les recommandations du Comité mixte de 1978 présidé par l'honorable sénateur Lamontagne et par M. MacGuigan, qui ont préconisé l'emploi du mot «personne».

Nous croyons que c'est à la personne que s'appliquent, à notre avis, les droits et libertés.

Nous espérons, en proposant notre amendement, répondre aux préoccupations des organismes représentant les femmes et assurer qu'il s'agit bel et bien de personnes telles que définies dans la loi.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Je voudrais savoir, monsieur le président, ce que le gouvernement a l'intention de faire. Vous avez le choix entre les mots «chacun», «toute personne», et «tout individu». L'interprétation que le gouvernement donne à l'article 15 laisse entendre qu'il faudrait choisir l'expression «tout individu» pour assurer que les tribunaux comprennent qu'il s'agit bien d'individus ou de personnes.

[Texte]

I think that comes about because in law there is some possibility that the words "everyone" or the words "every person" can refer to artificially created bodies such as corporations, such as Imperial Oil, Shell Oil, and that by using the words "every person", is there any possibility in law, according to the technical advice that you get, that we in fact are conferring these fundamental freedoms on corporate bodies rather than individuals?

Is that a possibility technically and what is the government's intention in this particular clause?

Mr. Kaplan: The legal advice on which the government is operating is that there is no difference among any of those three alternatives, that the use of one or the other or the third would make no difference in the rights and freedoms that are to be provided in the constitution, and on that basis we have no objection to the change. It seems to us to be dancing on the head of a pin.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, could I just read the interpretation comments on the Minister of Justice when he put forward some amendments to Clause 15 on the equality rights and I would like to read those into the record and ask whether or not we are getting different advice from different people within Justice.

It says the word "everyone" would be replaced by the words "every individual" to make it clear that this right would apply to natural persons only.

Now, if that is the logic for Clause 15 from the Minister of Justice, then you are telling us that it is the government's intention to leave it unclear in Clause 2, when we are dealing with fundamental freedoms. Is that the interpretation, you do not want it clear that it applies to individuals; you do want it left with the possibility at least that these fundamental freedoms would apply to corporations?

Mr. Kaplan: We think it is clear with either form for the purpose of Clause 2 that human persons are intended and are covered by any of those formulations. We will talk about Clause 15 when we come to it, if you like.

Mr. Hawkes: I beg your pardon?

Mr. Kaplan: We will talk about Clause 15 when we come to it, but we believe that the context makes it clear whichever of those words are used, that human persons are intended to be covered.

• 1130

Mr. Hawkes: Then your advice to us, on behalf of the government, is to ignore the explanatory comments that we will find in relationship to Clause 15?

Mr. Kaplan: That is very serious misrepresentation of what I said.

Mr. Hawkes: I am sorry, it is not an intended misrepresentation.

Mr. Kaplan: I resent that. I am not talking about Clause 15; I am talking about Clause 2.

[Traduction]

Dans les textes de lois, les mots «chacun» ou «toute personne» peuvent désigner, par exemple, des sociétés telles la Imperial Oil ou la Shell Oil. Les conseillers juridiques vous ont-ils dit si, en employant l'expression «toute personne», on accorde les libertés fondamentales à des sociétés, personnes morales, plutôt qu'à des personnes physiques?

Est-ce possible sur le plan juridique? Quelle est la position du gouvernement là-dessus?

M. Kaplan: D'après nos conseillers juridiques, il n'y a aucune différence entre les trois termes. Le fait d'employer l'un ou l'autre ne modifierait nullement les droits et libertés reconnus dans la constitution. Nous ne nous opposons donc pas à l'amendement. On ne fait que couper les cheveux en quatre.

M. Hawkes: Je voudrais citer des remarques faites par le ministre de la Justice lorsqu'il a déposé des amendements à l'article 15, qui portent sur l'égalité devant la loi. Pour assurer que le ministère ne nous donne pas deux avis différents, je vais citer ces remarques.

On dit qu'il faut remplacer le mot «chacun» par les mots «chaque individu» pour assurer que le droit en question ne s'applique qu'à des personnes physiques.

Voilà ce que le ministre de la Justice a dit à propos de l'article 15, tandis qu'à l'article 2, qui porte sur les libertés fondamentales, vous n'avez pas l'intention de préciser davantage. Est-ce que vous ne voulez pas préciser qu'il s'agit bien d'individus? Voulez-vous que les libertés fondamentales s'appliquent aussi aux sociétés?

M. Kaplan: Peu importe l'expression qu'on choisit, il est clair que les libertés fondamentales accordées à l'article 2 ne s'appliquent qu'à des personnes physiques. Nous parlerons de l'article 15 en temps et lieu.

M. Hawkes: Je vous demande, pardon?

M. Kaplan: Nous parlerons de l'article 15 lorsque nous y serons. De toute façon, nous pensons que le contexte indique clairement, quelle que soit l'expression utilisée, que ce sont les personnes physiques qui sont visées.

M. Hawkes: Donc, au nom du gouvernement, vous nous conseilliez d'ignorer les explications qui se trouvent en regard de l'article 15?

M. Kaplan: Vous faussez gravement mes propos.

M. Hawkes: Je vous assure que c'est tout à fait involontaire.

M. Kaplan: Je ne l'accepte pas. Nous n'en sommes pas à l'article 15, mais à l'article 2.

[Text]

If the Chairman wants to call Clause 15, I would be prepared to discuss with you how the context can affect the interpretation of any of those three words, but in this context we are of the view that it does not make any difference and I do not want to comment on the procedure of the Committee, but I think our position will be, where things do not make any difference, we are prepared to be very agreeable for the sake of progress.

I will not comment on the procedure but I am astonished at the amount of time that is being spent discussing a distinction that has no difference.

Mr. Hawkes, I have nothing more to say about it. It is a distinction that does not make any difference. You can argue about which is clearer and which is not clearer but it does not make any difference and that is why we are prepared to go along with a recommendation that seems to make a great deal of difference to the NDP but does not make any difference in law.

Mr. Hawkes: Well, I understand that. I understand that.

Mr. Kaplan: And that is why we are prepared to go along with this because we do not think it makes any difference.

Mr. Hawkes: Mr. Minister, do we have statute law in Canada in the formation of bodies we call corporations, provincial laws, federal laws that start with sets of words that say that this corporation will have the status of a person? Do we have laws of that kind?

Mr. Kaplan: That is a principle of law. I do not think it is an actual statutory formulation but for many purposes corporations are viewed as persons.

Mr. Hawkes: Does it not therefore follow that if we say "every person", that a lawyer could argue in court that these freedoms would apply to those kinds of corporate bodies? There is no possibility of that argument being persuasive in a court of law?

The Joint Chairman (Senator Hays): Senator Roblin.

Senator Roblin: On the same point that Mr. Hawkes was referring to, I am totally confused because I must say that my first thought would be that "everyone" and "every person" and "every individual" if not meaning exactly the same thing, were pretty close to it. However, what disturbs me is that in the equality rights clause which certainly is closely related to fundamental freedoms, we find that the word "everyone" is not a good word and we should use the expression "every individual". The Minister says he can explain that. Would he tell me why "everyone", "every person" and "every individual" means the same thing for fundamental freedoms but apparently does not mean the same thing for equality rights. I think I may see some lines of argument there but I wanted to know what he thought about it.

Mr. Kaplan: The rights in Clause 15 are of a nature that do not apply to nonhuman persons. Discrimination on the basis of age of a corporation is not something that Clause 15 would protect.

[Translation]

Si le président veut bien mettre en délibération l'article 15, je suis prêt à discuter avec vous de l'interprétation de l'une ou l'autre de ces trois expressions selon le contexte. Dans le cas présent, nous estimons qu'il n'y a pas de différence. Je ne veux pas anticiper sur la façon dont voudra procéder le Comité, mais notre attitude consistera certainement à nous montrer souples pour avancer plus vite lorsque les modifications proposées ne feront aucune différence.

Je n'ai rien à redire sur la façon dont procède le Comité, mais je suis étonné du temps passé à discuter des modifications qui ne font aucune différence.

Je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai déjà dit, monsieur Hawkes. Il s'agit d'une distinction qui ne fait aucune différence. Vous pouvez prétendre qu'une expression est plus claire que l'autre. De toute façon, il n'y a pas de différence, et c'est pourquoi nous sommes prêts à accepter les recommandations qui semblent tant tenir à cœur au Nouveau parti démocratique. Légalement, c'est pareil.

M. Hawkes: Je comprends.

M. Kaplan: Nous sommes prêts à accepter les recommandations parce que nous ne voyons pas de différence.

M. Hawkes: Est-ce que dans les lois canadiennes, fédérales ou provinciales, régissant la constitution des sociétés, il y a des expressions qui signifient qu'une société a le statut de personne? Existe-t-il des précédents?

M. Kaplan: C'est un principe de droit. Je ne crois pas qu'il y ait des expressions précises dans la loi, mais à plusieurs égards les sociétés sont considérées comme des personnes.

M. Hawkes: Ne s'ensuit-il pas que si nous disons «toute personne» un juriste pourrait prétendre devant un tribunal que ces libertés s'appliquent à de telles sociétés? Il est absolument impossible que l'argument puisse avoir du poids devant un tribunal?

Le coprésident (sénateur Hays): Sénateur Roblin.

Le sénateur Roblin: Au sujet de ce que vient de dire M. Hawkes, je suis quelque peu perdu. J'ai toujours pensé que les expressions «chacun», «toute personne» et «tout individu», si elles ne signifiaient pas exactement la même chose, étaient néanmoins assez voisines. Aussi, ce qui me dérange, c'est le fait que dans l'article portant sur le droit au même traitement, lequel est étroitement lié aux libertés fondamentales, l'expression «chacun» ne soit pas jugée appropriée et l'expression «toute personne» soit suggérée. Le ministre affirme qu'il peut l'expliquer. Peut-il dire pourquoi «chacun», «toute personne» et «tout individu» signifient la même chose dans le contexte des libertés fondamentales mais ne signifient pas la même chose dans le contexte des droits à l'égalité? Je conçois qu'il soit possible de les interpréter de diverses façons, mais je voudrais savoir ce qu'en pense le ministre.

M. Kaplan: Les droits prévus à l'article 15 sont tels qu'ils ne peuvent pas s'appliquer à d'autres personnes que les personnes physiques. La discrimination à cause de l'âge d'une société n'est pas quelque chose que peut empêcher l'article 15.

[Texte]

I do not have anything more to say about it. The government is satisfied for the purpose of voting on this clause, with any of those alternatives. So what is the point of asking further for my views.

Senator Roblin: Well, the Minister can decline to discuss the matter if he wishes. I certainly do not object.

Mr. Kaplan: Well, I do not have anything more useful to say.

Senator Roblin: Very good. He has got nothing more useful to say. I must say that he is underestimating himself. I am sure he has got something more interesting to say, and I will protect myself with the remark that I quite agree that equality rights do not pertain to artificial persons such as a corporation, but neither, I suspect, do fundamental freedoms. So it seems to me that the argument would be the same in both cases.

However, the Minister said he will not talk about it anymore so I guess I should be quiet, too.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you, Senator Roblin.

Mr. Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, I fundamentally oppose the change, and the Minister might feel, from a point of jurisprudence, that "everyone", "every individual" and "every person" are generally interchangeable. I just do not accept that.

Mr. Chairman, I believe that here the abortion question comes to the fore and the Minister should be one that is aware of it. The Criminal Code clearly spells out that a person is a person when that person is outside the mother's womb. If you change it to "every person", you are going to get yourself caught right in the middle of that question, that abortion question, and that is why that amendment is not acceptable. That is why, for example, if you take a look at our amendments, we moved an amendment, for instance, that on matters of conscience, and this goes beyond parties and politics, Mr. Chairman, there are members on both sides of this table in the House, in the Senate, who have different points of view both on abortion and capital punishment and very fundamentally hold that that is a question of conscience and that should not be dealt with by the courts but should be dealt with by elected representatives, that the people have a right to influence those elected representatives.

For us now to get involved in an issue which could be similar to the United States Supreme Court decision, the "every person" now would allow it because of virtue of the Criminal Code and it is that that is fundamental here. While Mr. Robinson might have views that it is a better word because of his views on abortion, that is why it is a better word, as I interpret it, and I am definitely opposed to it and that is the fundamental question here. I would not think that the Minister, who should know the Criminal Code backwards and forwards, would not accept it either with indifference or simply without any care.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Mr. Epp.

Mr. Crombie?

[Traduction]

Je n'ai rien d'autre à ajouter à ce sujet. Le gouvernement, si la chose en vient au vote, est prêt à accepter n'importe laquelle de ces expressions. Il est donc inutile d'en discuter davantage.

Le sénateur Roblin: Le ministre a le droit de refuser de discuter s'il le désire. Je n'ai pas d'objection.

M. Kaplan: Je ne puis rien ajouter d'utile à ce que j'ai déjà dit.

Le sénateur Roblin: Très bien. Il n'a rien d'utile à ajouter. Je dois dire qu'il se sous-estime. Je suis sûr qu'il aurait encore des choses intéressantes à nous dire. Pour me protéger, j'ajouterais seulement que je suis d'accord avec lui sur le fait que les droits à l'égalité ne visent pas les personnes normales comme les sociétés, pas plus d'ailleurs, je suppose, que les libertés fondamentales. La même chose vaut dans les deux cas.

Cependant, comme le ministre ne veut plus en parler, je suppose que je ferais bien de me taire aussi.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci, sénateur Roblin.

Monsieur Epp:

M. Epp: Monsieur le président, par principe je suis opposé à tout changement. Le ministre semble croire que du point de vue de la loi «chacun», «toute personne» et «tout individu» se valent. Je ne puis l'accepter.

Je pense que la question de l'avortement doit être mentionnée ici. Le ministre devrait en être conscient. Le Code criminel stipule clairement qu'une personne devient une personne lorsqu'elle est sortie du sein de sa mère. Si vous indiquez «toute personne», vous allez rejoindre cette question de l'avortement. Voilà pourquoi l'amendement est inacceptable. Aussi, nous avons proposé un amendement qui dit que c'est une question de conscience. Tout cela dépasse la politique partisane, monsieur le président. Il y a des membres du Comité des deux côtés de cette table, à la Chambre et au Sénat, qui ont des points de vue différents tant au sujet de l'avortement qu'au sujet de la peine capitale. Ils estiment que c'est une question de conscience et que les tribunaux ne devraient pas être appelés à statuer. La décision appartient aux représentants élus du peuple, que le peuple peut influencer.

Avec «toute personne», nous pourrions nous retrouver dans la même situation que celle qui s'est produite aux États-Unis à la suite de la décision de la Cour suprême de ce pays. Il y a déjà quelque chose dans le Code criminel et c'est ce qu'il y a d'important ici. M. Robinson estime peut-être que c'est une meilleure expression à cause de son opinion personnelle sur l'avortement; si je comprends bien, c'est sa façon de voir les choses. J'y suis opposé tout à fait, quant à moi, parce que c'est une question de principe. Le ministre, qui doit connaître par cœur le Code criminel ne devrait pas rester indifférent.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, monsieur Epp.

Monsieur Crombie?

[Text]

Mr. Kaplan: Mr. Chairman, if I might reply to Mr. Epp.

I am aware of that contentious question of whether the use of the word "everyone" or "every person" would prejudice or prejudice the question that Mr. Epp has raised, and that was a matter of concern to the government.

The conclusion we have drawn, and I will refer to the Criminal Code in a moment, but the conclusion that we have drawn is that either word is neutral on that question and that Parliament will have the responsibility, not the courts, determining the status of abortion.

Now let me draw the attention of the Committee to the Criminal Code, Section 206. It does not use the expression "person" or "everyone". It uses the expression "human being" and defines it, and that is part of the reason, in addition to the general examination of jurisprudence, that produced the opinion on which we rely that either of those expressions is neutral.

Now, "individual" is somewhat more restrictive because "individual" excludes corporation, but "everyone" and "every person" leaves open the question of how abortions are viewed in law and that is a matter that should be determined, in the view of the government, by Parliament.

So I think you have just put a red herring on the table, Mr. Epp.

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Epp has a further question.

Mr. Epp: Mr. Chairman, then there is one question that flows from the Minister's statement.

If he also is willing that Parliament should rule on these two issues, is he then saying that the government is supporting the amendment or gist of the amendment that we are putting forward in order that this question that is now before us will be dealt with by Parliament and Parliament only.

Mr. Kaplan: You can move amendments to the Charter of Rights and Freedoms, but the amendment that you are proposing or resisting has nothing to do with the question of abortion.

Mr. Epp: Sorry, Mr. Minister, you are not answering my question. I suggested an amendment the other night both on the question of abortion and capital punishment, which are both issues of conscience, that the Charter would not allow the courts to rule on either one of those issues, pro or con, and I am asking you, the explanation you are now giving to us in terms that both words are neutral, that whether you are then saying that that amendment or at least the same effect of an amendment as ours proposed, that you are accepting that, as government?

Mr. Kaplan: You are asking now if I am accepting the amendment that you are going to propose later?

An hon. Member: That makes it neutral.

Mr. Epp: That makes it neutral.

Mr. Kaplan: We think it is neutral.

Mr. Crombie: Except we are wondering whether it makes any difference...

[Translation]

M. Kaplan: Je voudrais répliquer à M. Epp, si vous le permettez, monsieur le président.

Je savais que les opinions étaient partagées au sujet de l'utilisation du terme «chacun» par rapport à l'expression «toute personne» relativement au problème soulevé par M. Epp. C'est la raison pour laquelle le gouvernement s'est dit inquiet.

Nous en sommes venus à la conclusion, et je reviendrai au Code criminel tout à l'heure, que ni l'une ni l'autre expressions ne sont neutres relativement à cette question, et que c'est le Parlement et non pas les tribunaux qui a le droit de statuer sur l'avortement.

Je voudrais maintenant attirer l'attention du Comité sur l'article 206 du Code criminel. Il n'utilise ni «chacun» ni «toute personne», mais l'expression «être humain». Et cette dernière expression est définie. C'est l'une des raisons, en plus de ce que révèle un examen général de la jurisprudence, qui nous pousse à dire que ni l'une ni l'autre expressions ne sont neutres.

Évidemment, si vous parlez d'«individu», vous excluez les sociétés, mais si vous employez «toute personne» ou «chacun», vous laissez place à une certaine interprétation de la loi relativement à l'avortement. Et le gouvernement estime que cette question doit être décidée par le Parlement.

Donc, c'est simplement une diversion que vous avez introduit dans la discussion, monsieur Epp.

Le coprésident (sénateur Hays): M. Epp a une autre question.

M. Epp: La réponse du ministre soulève un autre point, monsieur le président.

S'il estime que c'est le Parlement qui doit décider dans ces deux cas, il doit vouloir dire que le gouvernement est d'accord avec l'amendement ou l'intention de l'amendement que nous proposons en vue d'assurer justement que ce soit le Parlement, et lui seul, qui ait le droit de le faire.

M. Kaplan: Vous pouvez proposer des amendements à la Charte des droits et libertés. Cependant, l'amendement que vous appuyez ou que vous rejetez ici n'a rien à voir avec la question de l'avortement.

M. Epp: Je regrette, monsieur le ministre, mais vous n'avez pas répondu à ma question. L'autre soir, j'ai proposé un amendement relativement aux questions de l'avortement et de la peine capitale, deux questions de conscience; Je voulais que la charte garantisse que ce ne soit pas les tribunaux qui soient appelés à statuer dans l'un ou l'autre cas. Je désire savoir, à la suite des explications que vous nous avez données voulant que les deux expressions soient neutres, si vous ne voulez pas dire que le gouvernement de fait est d'accord avec l'amendement ou l'intention de l'amendement que nous avons proposé.

M. Kaplan: Vous me demandez si je suis prêt à accepter un amendement que vous allez déposer plus tard?

Une voix: Rendant l'expression neutre.

M. Epp: Rendant l'expression neutre.

M. Kaplan: Nous pensons qu'elle est neutre.

M. Crombie: Sauf que nous nous demandons s'il y a une différence...

[Texte]

Mr. Kaplan: No, I have not expressed a view on the amendment you proposed except, I guess, to say that I think it is unnecessary.

Mr. Crombie: This is unnecessary but surely the time to discuss Mr. Epp's motion is when we get to it.

The Joint Chairman (Senator Hays): Go ahead, Mr. Crombie.

Mr. Kaplan: I just wanted to make it clear for the purposes of this debate that the government views either of those expressions as equivalent, so the distinction has no difference.

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Crombie, go ahead.

Mr. Kaplan: It just seemed to me faster and more forthcoming to accept it than to try and come up with a reason why it should be rejected.

The Joint Chairman (Senator Hays): Order, please. Go ahead, Mr. Crombie.

Mr. Crombie: Thank you, Mr. Chairman.

Two questions to the Minister. First of all, dealing with the question of abortion and the proposal from the New Democratic Party, if you would grant that there were some groups, and certainly there were two groups, if I remember, that came before this Committee who felt that a change to "person" would reduce their ability to influence law through Parliament, even though you think there is no difference, they thought there was. Why would you accept it if it does not change your position but you have knowledge that it will change their understanding, that is my question.

Mr. Kaplan: I suppose you are asking for the government's view of the question and we formed a view and the view that we formed is to reject the argument that it makes a difference.

Then we come to a tactical question, having decided in real terms that it does not make any difference, is it better tactics to accept an amendment that is being put forward and is it more expeditious than to argue with it. I would have thought it would be more expeditious to accept it; now I am starting to wonder.

Mr. Crombie: Well, starting to wonder is at least hopeful.

Mr. Kaplan: But I think in that comment of yours you are wanting to insert a value to our position that it does not bear. We are not wanting to assist in diverting this important question of abortion or of capital punishment from Parliament.

Mr. Crombie: I perhaps should not pursue it because there are supposed to be questions at this point, but I am sure the Minister would agree, Mr. Chairman, that if a group of people have difficulty with a word that you use and they seriously and honestly think that it diminishes their ability to influence the course of law and you do not have any difficulty with either of two words, why would you not use the word that gives them the least difficulty, that is the question.

[Traduction]

M. Kaplan: Je n'ai vraiment pas émis d'avis au sujet de l'amendement que vous avez proposé. J'ai simplement dit qu'il était inutile.

M. Crombie: C'est inutile, mais il faut discuter de la motion de M. Epp quant le sujet vient sur le tapis.

Le coprésident (sénateur Hays): Allez-y, monsieur Crombie.

M. Kaplan: Je répète que dans le présent contexte le gouvernement estime que l'une ou l'autre expressions se valent, qu'il n'y a pas de différence.

Le coprésident (sénateur Hays): M. Crombie.

M. Kaplan: Il est tout simplement plus rapide et plus commode d'accepter les modifications que de donner une raison pour laquelle elle devrait être rejetée.

Le coprésident (sénateur Hays): A l'ordre, s'il vous plaît. C'est à M. Crombie.

M. Crombie: Merci, monsieur le président.

Je voudrais poser deux questions au ministre. D'abord, en ce qui concerne la question de l'avortement et la proposition du Nouveau parti démocratique, vous devez concéder qu'il y a eu des groupes, au moins deux si je me souviens bien, qui ont dit que le changement pour «toute personne» limitait leurs possibilités pour de ce qui était d'influencer la loi par l'intermédiaire du Parlement. Même si vous pensez qu'il n'y a pas de différence, eux, en voyaient une. Dans ce cas, pourquoi accepter la modification? Elle ne change pas votre position mais elle change la façon dont ces groupes perçoivent la question.

M. Kaplan: Je suppose que vous voulez savoir qu'elle est l'opinion du gouvernement à ce sujet. Nous avons pris une décision et cette décision est que nous rejetons l'argument selon lequel il y a une différence.

Par ailleurs, pour des raisons tactiques, comme il n'y a pas de différence, nous avons décidé d'accepter l'amendement qui est présenté. C'est plus facile que d'avoir à justifier son rejet. Du moins, c'est ce que je croyais au début; je commence à m'interroger à ce sujet.

M. Crombie: Si vous commencez à vous interroger, c'est déjà quelque chose.

M. Kaplan: Vos arguments tendent à introduire dans le débat un élément de plus. Nous ne voulons rien faire qui enlève au Parlement son droit de décider de ces très importantes questions de l'avortement et de la peine capitale.

M. Crombie: Je ne vais pas poursuivre la discussion sur ce sujet. Je sais que c'est censé être une période de questions en ce moment. Je suis sûr, cependant, que le ministre doit convenir avec moi que si un groupe de personnes préfère une expression à l'autre, estime qu'une expression diminue ses chances d'influencer la Loi, cette expression ne doit pas être utilisée, d'autant plus si elle n'apporte rien de nouveau. Il convient de se demander pourquoi le gouvernement accepte la modification.

[Text]

Mr. Kaplan: Well, I am not accepting the legal opinion of those groups. I am accepting the legal opinion of the Department of Justice.

Mr. Crombie: But their impression, what they understand. They are not lawyers.

Mr. Kaplan: But what they are judging is how a court will interpret an expression and I am not taking their advice; I am taking the advice of the law officers of the Crown.

Mr. Crombie: Let me ask my second question.

Using the word "every person" brings in the connotation of a corporation. I gather there was a line of questioning dealing with economic corporations or financial corporations. I wondered if your comment in relation to those also dealt with religious corporations, religious bodies which are incorporated.

Mr. Kaplan: Yes.

Mr. Crombie: It does. Thank you.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you, Mr. Crombie.

Mr. McGrath.

Mr. McGrath: Mr. Crombie really made my argument and made it much more effectively than perhaps I could, but I think it should be understood that the pro life groups who appeared before this Committee felt very strongly about this. It was the pith and substance of the legal parts of their arguments, and I just want to make the point to my colleagues on the Committee who support the pro life position, that if it is neutral, if the government is neutral on this, surely that gives them a perfect out to vote against this amendment because this amendment really could open the door in terms of the courts and interpretation.

It is a great concern to those who are on the pro life side and I think that members opposite who share that point of view should remember that. If the government is neutral, then why lower the whips? Why not tell all members to vote freely on it?

Mr. Crombie: Mr. Chairman, this may be a question of privilege, not a heavy one, but it gives me some concern.

My question was not directed only to those who support a position of pro life. My concern was that I want the question of abortion to be dealt with by Parliament and whether or not one agrees with it, the question is who will decide it, Parliament or the courts.

Im my view, it should be Parliament, whether or not you agree or disagree with the pro life position.

The Joint Chairman (Senator Hays): Do you wish to comment, Mr. Minister?

Mr. Kaplan: I think that Mr. Crombie has put very well the position of the government that this is a matter which, in our view, the Charter does not touch and, therefore, does not put it

[Translation]

M. Kaplan: Je ne suis pas d'accord avec l'opinion de ces groupes. Je retiens l'opinion juridique du ministère de la Justice.

M. Crombie: C'est ce que ces gens croient. Ils ne sont pas nécessairement juristes.

M. Kaplan: Ils donnent une opinion sur la façon dont les tribunaux pourront interpréter une certaine expression. Je ne suis pas d'accord avec leur avis. Je prends plutôt l'avis des avocats de la Couronne.

M. Crombie: Je vous pose une deuxième question.

L'expression «toute personne» amène l'idée de société. Il y a eu des questions qui ont porté sur les sociétés financières. Je me demande si vos réponses sont les mêmes dans le cas des sociétés religieuses, des organismes religieux constitués en sociétés.

M. Kaplan: Oui.

M. Crombie: Merci.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci, monsieur Crombie.

C'est à monsieur McGrath.

M. McGrath: M. Crombie a fait valoir mon argument mieux que je n'aurais pu le faire moi-même. Il convient de répéter, cependant, que les groupes pour la défense de la vie humaine qui ont comparu devant le Comité avaient une opinion très arrêtée sur le sujet. C'était l'essentiel des arguments d'ordre juridique qu'ils apportaient. A l'intention de mes collègues du Comité qui appuient le point de vue des groupes je voudrais dire que si l'expression est neutre, si le gouvernement n'a pas d'opinion, ils doivent être justifiés de voter contre l'amendement. En effet, l'amendement pourrait laisser libre cours à l'interprétation pour les tribunaux.

C'est une question qui est très importante aux yeux des groupes pour la défense de la vie humaine. Les membres du Comité assis en face ne devraient pas l'oublier. Si le gouvernement n'a vraiment pas d'opinion sur le sujet, pourquoi forcerait-il ses membres à voter dans un sens ou dans l'autre? Pourquoi ne les laisserait-il pas libres de choisir?

M. Crombie: Monsieur le président, je soulève la question de privilège. Ce n'est pas très grave, mais je tiens à apporter une précision.

Dans ma question, je ne voulais pas parler nécessairement de la position des groupes pour la défense de la vie humaine. Je voulais simplement souligner le fait que la question de l'avortement devait être décidée par le Parlement. Qu'on soit d'accord ou non avec la position des groupes pour la défense de la vie humaine, on doit savoir si c'est le Parlement qui est appelé à décider ou si ce sont les tribunaux.

On devrait laisser au Parlement le soin d'en décider, qu'on soit d'accord ou non avec la position adoptée par les groupes pour la défense de la vie.

Le coprésident (sénateur Hays): Vous avez quelque chose à dire à ce sujet, monsieur le ministre?

M. Kaplan: Je pense que M. Crombie a très bien résumé la position du gouvernement voulant que la question ne relève pas de la Charte et qu'ainsi les tribunaux ne soient pas appelés à

[Texte]

within the competence of a court to determine whether an abortion or a nonabortion law is valid.

The Joint Chairman (Senator Hays): Miss Campbell.

Miss Campbell: I just wanted to reiterate that we are talking of the proposed Clause 2 which I think we are mixing up with Clause 7 to begin with, but secondly, the interpretation of "everyone" and "every person" equates itself in the interpretation of the Criminal Code which is an Act of Parliament and can be changed by Parliament if and when anybody wants to.

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Minister?

Mr. Kaplan: I do not think there was a question directed to me.

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Robinson?

Mr. Robinson: Mr. Chairman, just a very brief comment on the statement by Mr. Crombie and also by Mr. Epp and that is this: that to refuse to deal with an amendment on the basis of the impression of one or two groups that have appeared before us, even though those groups may be important is surely not an appropriate way to deal with an important amendment.

The Joint Chairman (Senator Hays): Order, please.

I am sorry, Mr. Robinson, Mr. Bockstael has a question that he would like to ask before you close the debate.

Mr. Robinson: Well, I did not intend to close the debate.

The Joint Chairman (Senator Hays): Then I ask Mr. Bockstael.

Mr. Bockstael: Mr. Chairman, I would like to put a question to the Minister.

The original submission by the government in Clause 2, they used the word "everyone" and in its own amendments uses the word "everyone" in Clause 2. Now, if we are going to change "everyone" in Clause 2 to "every person", does it follow that we are going to go down to Clause 7 which has the right to life, and change "everyone" there to "every person"?

During the discussion, I made the point that International Human Rights uses the word "everyone" 27 times at the start of their wording, and we had absolute representation and an advocate, a proabortionist or one who is favouring abortion or that the government should allow it, is the member who just spoke and said he acknowledges that those who came here said that they wanted "every person" because that would clearly delineate to them that a fetus was not a person. Now they tell us there are precedents in the court for both ways, that a fetus was interpreted as a person and in another case it was not. You say it does not make any difference.

My question is then, why do we have to adopt an amendment from the opposition when we have put in our own initially. Now why should we be changing it for them, and does it have any effect on Clause 7, that is my main point?

Mr. Kaplan: I think it would be logical to use one formulation or the other throughout the act wherever the same sense is intended. So my position on Clause 7 is the same as the position taken on Clause 2.

[Traduction]

statuer sur la validité des lois permettant ou interdisant l'avortement.

Le coprésident (sénateur Hays): Mademoiselle Campbell.

Mlle Campbell: Je voudrais d'abord dire que nous en sommes toujours à l'article 2 proposé, que nous avons tendance à confondre avec l'article 7. Deuxièmement, je pense que les sens «chacun» et de «toute personne» s'équivalent dans le Code criminel qui est une loi du Parlement et qui peut être modifiée par le Parlement au besoin.

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur le ministre?

M. Kaplan: Il ne m'a pas semblé qu'on m'ait posé une question.

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur Robinson?

M. Robinson: A la suite des observations de monsieur Crombie et de monsieur Epp, je voudrais simplement dire, monsieur le président, que refuser un amendement important en invoquant seulement une impression que se sont faite un ou deux groupes qui ont comparu devant le comité ne me semble pas une raison bien sérieuse de procéder.

Le coprésident (sénateur Hays): A l'ordre, s'il vous plaît.

Je regrette, monsieur Robinson, mais monsieur Bockstael a encore une question à poser pour clore le débat.

M. Robinson: Je ne tiens pas à ce que le débat soit clos.

Le coprésident (sénateur Hays): La parole est à monsieur Bockstael.

M. Bockstael: Je voudrais poser une question au ministre, si vous le permettez, monsieur le président.

Dans son libellé initial de l'article 2, le gouvernement utilisait «chacun»; il faisait de même dans ses amendements à l'article 2. Si «chacun», à l'article 2, devient «toute personne», l'article 7, qui traite du droit à la vie, doit-il être ainsi modifié?

Au cours du débat, j'ai indiqué que la Charte internationale des droits de l'homme utilisait l'expression «chacun» 27 fois au début du texte. Un partisan de l'avortement, l'un de ceux qui ont demandé au gouvernement de la permettre, celui qui vient de parler, a reconnu que certains des témoins que nous avons entendus souhaitaient avoir l'expression «toute personne» parce qu'il en découlait clairement qu'un fœtus ne pouvait pas être considéré comme une personne. Maintenant, nous apprenons qu'il y a des précédents d'un côté comme de l'autre devant les tribunaux, qu'un fœtus peut être considéré comme une personne à certains moments et non à d'autres. Vous prétendez que les deux expressions s'équivalent.

Pourquoi nous faut-il adopter un amendement proposé par l'Opposition alors que nous avons déjà soumis le nôtre. Pourquoi devrions-nous le changer pour eux et a-t-il des répercussions sur l'article 7?

M. Kaplan: Il serait logique d'utiliser une des deux formulations dans toute la loi, si on lui donne le même sens. J'ai donc la même position sur l'article 7 que celle que j'ai adoptée pour l'article 2.

[Text]

I think Mr. Bockstael is talking about a strategy for facilitating the work of the Committee, whether it is better to resist amendments that do not make a difference or to agree with amendments that do not make a difference. What I want to assure the Committee is that there is no card up the government's sleeve on this, that our view is that it is truly a matter of indifference as between those two expressions, which is used, that neither of them shifts any responsibility away from Parliament to deal with that question.

Clause 7, although it appears to address the question of the right of termination of life or existence of life, I wanted members to note that it is really a due process provision and the right that it deals with is the right to a fair procedure for the determination of other rights and interests. So it is less relevant to the issues that we are discussing now than Clause 2 is.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, may I?

The Joint Chairman (Senator Hays): Yes.

Mr. Mackasey: I have been persuaded by the Minister's argument, but I must say to the Minister that the controversial subject of abortion was very well aired here and I would suggest in light of the fact, and I am persuaded by your argument that it really does not give a damn as far as you are concerned which expression to use, then I think the logical solution is to let this Committee on this issue have a free vote, and this will accomplish what you suggested should be accomplished, expediting this thing and getting on with something else.

The Joint Chairman (Senator Hays): Yes, Mr. Irwin?

Mr. Irwin: I have canvassed the members. We are satisfied that it does not make any difference. This is the opinion of the department.

However, the point is being made by the opposition that if we support this, we will be tainted as proabortionists which we are not. Consequently, the Liberal side of this House can vote in conscience and their own feelings. There is no party line on this.

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Robinson?

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman. I would just like to conclude by referring, as I was starting to refer, to an argument that was made by Mr. Crombie, in particular, that there were some groups that came before us that had certain impressions and that was the word that he used, about the effect that this clause might have if it were retained or if it were changed to "every person", as opposed to leaving it as "everyone". Mr. Chairman, I would simply like to say that there were other groups, national groups, 4 other national women's groups, far more representative, I would suggest, than certain of the other groups which have been referred to. These are national groups, the National Action Committee on the Status of Women, the Canadian Advisory Council on the Status of Women, these groups came before us and said exactly the opposite, that they had concerns about the way that "everyone" might be interpreted. That was their impression.

[Translation]

M. Bockstael a évoqué une stratégie qui nous permettrait de faciliter les travaux du Comité: il s'agit de savoir s'il faut s'opposer à l'adoption d'amendements qui ne changent rien ou s'y opposer. Je tiens à assurer le Comité que le gouvernement n'a pas d'idée préconçue à ce sujet, s'il est d'accord pour les deux expressions et qu'aucune d'elles ne retire au Parlement ses prérogatives en la matière.

Apparemment, l'article 7 traite du droit à mettre un terme à la vie ou à l'existence d'une vie. Je tiens à signaler aux membres qu'il s'agit d'une disposition régulière de recours et l'on y traite essentiellement du droit à établir une procédure équitable qui permettra de définir les autres droits et intérêts. L'article 7 est donc moins pertinent que l'article 2, pour les sujets dont nous traitons actuellement.

M. Mackasey: Monsieur le président, puis-je prendre la parole?

Le coprésident (sénateur Hays): Oui.

M. Mackasey: Le ministre m'a convaincu, mais je tiens à signaler que la question controversée qu'est l'avortement a été extrêmement bien débattue. Je vous accorde que l'expression qui sera employée vous indiffère. Alors, il serait logique de laisser les membres du Comité voter librement sur ce sujet ce qui, comme vous nous l'avez dit, nous permettrait d'en terminer et de passer à autre chose.

Le coprésident (sénateur Hays): Oui, monsieur Irwin?

M. Irwin: J'ai consulté les autres membres. Nous sommes convaincus qu'effectivement cela ne change rien, et c'est là l'opinion du ministère.

Toutefois, l'Opposition a fait remarquer que si nous sommes en faveur de cette méthode, on nous considérera comme des partisans de l'avortement, ce qui n'est pas le cas. Donc, les Libéraux peuvent voter en toute conscience et sans tenir compte de l'allégeance à leur parti.

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur Robinson?

M. Robinson: Merci, monsieur le président. J'aimerais terminer en rappelant un argument présenté par M. Crombie qui nous a dit que certains groupes venus témoigner avaient leurs opinions sur le terme qu'il avait utilisé sur les répercussions éventuelles de l'article si le libellé en était maintenu ou si l'on changeait «chacun» par «toute personne». Monsieur le président, je vous signale qu'il y a eu d'autres groupes, des groupes nationaux, de quatre associations féminines nationales beaucoup plus représentatifs, à mon avis, que certains des groupes mentionnés. Le Comité national d'action sur le statut de la femme, le Conseil consultatif canadien du statut de la femme, qui sont des associations nationales, nous ont dit exactement le contraire et signalé qu'ils s'inquiétaient de l'interprétation qu'on pourrait donner au terme «chacun».

[Texte]

Now, if we are to adopt the logic of Mr. Crombie, why should the impressions of the two or three groups that he has referred to be any more persuasive on the Minister than the impressions of the national women's organizations involved plus the decision which has been given, the interpretation which has been given, after careful consideration by the law officers of the Crown?

• 1145

The Joint Chairman (Senator Hays): I believe you wanted to put a question, Mr. McGrath?

Mr. McGrath: Mr. Chairman, I just wanted to ask Mr. Robinson if he was speaking for all the members of his caucus. My recollection is that I know of at least one or two who share the position I advocate and the pro life side of this question.

I noticed that Mr. Ogle is one I know of—they have used Mr. Ogle in support to speak on one side on the question of our preamble to Clause 1: and now, of course, when they want to sneak in through the back door, they use Mr. Robinson. I want to know if he is speaking for his party.

Mr. Nystrom: Mr. Chairman, on a point of order.

The Joint Chairman (Senator Hays): Yes.

Mr. Nystrom: I would ask Mr. McGrath, to consider withdrawing his remarks. He is imputing motives to our party in saying that we are sneaking something in by the back door; he is also imputing motives on our caucus on whether or not Mr. Robinson was speaking on behalf of the caucus.

We are moving here, Mr. Chairman, amendments which have been approved by the caucus. They are caucus amendments.

I do not question whether or not Mr. McGrath, when he moves an amendment, is speaking on behalf of his caucus. I do not impute motives to Mr. McGrath.

I think that this kind of comment is not in keeping with the conduct that we have seen before this Committee in the last two or three months.

I would like to say that I deeply resent it and I would like to ask you to have Mr. McGrath consider withdrawing his comment that he has made before this Committee, reflecting upon myself, Mr. Robinson and any other member of the Committee who is going to be moving amendments.

The Joint Chairman (Senator Hays): Senator Goldenberg on the same point of order.

Senator Goldenberg: No, Mr. Chairman.

Mr. Crombie: On a point of order, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Senator Hays): On the same point of order, Mr. Crombie?

Mr. Crombie: I do not know if it is on the same point of order concerning the request to Mr. McGrath to withdraw his comment. But it is on the remarks made by Mr. Robinson in which he indicated that I had said certain things. I would like to make one or two points and I think it would take me a maximum of 30 seconds.

[Traduction]

Maintenant, si nous suivons le raisonnement de M. Crombie, pourquoi le ministre se laisserait-il davantage convaincre par les deux ou trois groupes évoqués que par l'opinion des organisations féminines nationales et par l'interprétation qui a été donnée de cet article, après examen minutieux, par les juristes de la Couronne?

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur McGrath, vous voulez poser une question?

M. McGrath: Monsieur le président, je voudrais demander à M. Robinson s'il parlait au nom de tous les membres de son caucus. Si ma mémoire est bonne, deux membres de leur caucus au moins partagent mon avis et sont pour le respect de la vie.

M. Ogle en est, et ils ont fait appel à lui pour évoquer la question du préambule que nous avons présenté à l'article 1. Et maintenant, bien sûr, ils veulent manœuvrer en douce et ils utilisent M. Robinson. Je voudrais savoir s'il parle au nom de son parti.

M. Nystrom: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

Le coprésident (sénateur Hays): Oui.

M. Nystrom: Je demande à M. McGrath de retirer sa remarque. Il impute certains desseins à notre parti en prétendant que nous tentons d'introduire certains éléments derrière son dos. Il lance implicitement, aussi, certaines accusations contre notre parti en se demandant si M. Robinson se faisait le porte-parole du caucus.

Monsieur le président, nous proposons des amendements qui ont été approuvés par le caucus, ce sont ses amendements.

Je ne mets pas en doute le fait que M. McGrath parle au nom de son caucus lorsqu'il propose un amendement et je ne l'accuse pas d'une manière détournée.

Ce genre de remarques est à mon avis peu conforme à l'attitude adoptée au Comité ces deux ou trois derniers mois.

J'en suis très froissé et j'aimerais que vous demandiez à M. McGrath de retirer les allusions détournées qu'il a faites à mon sujet; à celui de M. Robinson et de tous les membres du Comité qui vont proposer des amendements.

Le coprésident (sénateur Hays): Le sénateur Goldenberg, à propos du même rappel au Règlement.

Le sénateur Goldenberg: Non, monsieur le président.

M. Crombie: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le coprésident (sénateur Hays): Est-ce le même rappel, monsieur Crombie?

M. Crombie: J'ignore si cela concerne le même rappel au Règlement relatif à la demande présentée à M. McGrath afin qu'il retire ses propos. Il s'agit plutôt de M. Robinson qui m'a accusé d'avoir dit certaines choses. J'aimerais faire une ou deux remarques qui demanderont au maximum trente secondes.

[Text]

The Joint Chairman (Senator Hays): Go ahead.

Mr. Crombie: Mr. Chairman, I have dealt with the Minister's comment that the two words would be neutral in his view. It is in that context . . .

Mr. Kaplan: They are equivalent.

Mr. Crombie: In that context I raised the question that there were groups who had different impressions of what it meant.

I was not, as Mr. Robinson implied, saying that there is this set of groups there, and this set of groups here and would the Minister please choose one and have that weigh on his opinion.

My concern—and I think this must be said, because I was here throughout the whole of those hearings when those groups were here: the Civil Liberties Association of Canada—I asked them the same question: what difference does it make? Their opinion was that there is a line of cases which would give, in the American experience, both.

Mr. Kaplan: That is right.

Mr. Crombie: That is why it was important that we not give any colour of legitimacy to either side of the question in the use of the words.

That is why it was important that there be no change which would give that colour of legitimacy; that the question should be dealt with not by the courts, but by Parliament. Mr. Robinson, that was the issue—and still is!

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Mr. Crombie.

In connection with Mr. Nystrom's point of order, probably Mr. McGrath would like to respond.

Mr. McGrath: Before you rule, Mr. Chairman, if you were in fact to rule that I did say something which was unparliamentary, then I would in fact withdraw without question.

But I did not impute motives. I asked Mr. Robinson a question. I asked him if he was speaking for all members of his caucus. I see nothing unparliamentary about that.

I suggested to him that he was trying to sneak in—and I did use the word: I could have used "smuggle in" or "bootleg in"—a word which caused a great deal of concern to at least three witnesses who appeared before this Committee.

If there is anything unparliamentary about that and you so rule, then I would certainly withdraw, Mr. Chairman, so that we could get on with the vote.

The Joint Chairman (Senator Hays): Maybe you could use the word "accommodate".

Mr. Nystrom: Mr. Chairman, it is a little more serious than that. He made the statement that he knew at least one member of the caucus who did not agree. Mr. Chairman, I would like to say that when he does that he is reflecting on us and imputing motives, because he was talking about sneaking something in.

[Translation]

Le coprésident (sénateur Hays): Allez-y.

M. Crombie: Monsieur le président, j'ai évoqué l'intervention du ministre qui a déclaré que, selon lui, les deux termes seraient neutres et c'est dans cette optique . . .

M. Kaplan: Ils sont équivalents.

M. Crombie: C'est dans cette optique que j'ai dit qu'il existait des associations qui avaient une opinion différente sur la signification des termes en question.

Je n'ai pas dit, comme l'a sous-entendu M. Robinson, que les groupes étaient bien séparés et que le ministre devait se décider pour un camp ou un autre et en faire dépendre son opinion.

J'ai assisté à toutes les audiences auxquelles sont venues témoigner les différentes associations, dont l'Association canadienne des libertés civiles, et je leur ai posé la même question; cela change-t-il grand chose? Elles m'ont répondu que cela se pourrait, d'après les cas rencontrés aux États-Unis.

M. Kaplan: C'est exact.

M. Crombie: C'est pourquoi il ne fallait accorder aucune nuance de légitimité, en recourant à certains mots, quel que soit l'aspect de la question abordée.

Il faut donc que nous n'apportions aucun changement qui donne cette impression de légitimité. C'est le Parlement et non pas les tribunaux qui doit débattre de la question. Voilà, monsieur Robinson, quel était le problème, et il reste le même!

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, monsieur Crombie.

Pour en revenir au rappel au Règlement de M. Nystrom, M. McGrath voudrait peut-être y répondre.

M. McGrath: Monsieur le président, avant que vous rendiez votre décision et que vous me reprochiez, le cas échéant, d'avoir fait une intervention inconvenante, je la retire, bien sûr.

Je n'ai pas accusé, je me suis contenté de poser une question à M. Robinson. Je lui ai demandé s'il parlait au nom de tous les membres de son caucus et je ne vois pas ce qu'il y a de peu parlementaire là.

Je lui ai dit qu'il essayait d'introduire subrepticement certaines choses, c'est là le terme que j'ai utilisé, mais j'aurais pu employer un adjectif plus péjoratif et parler de manœuvres illicites, mais j'ai constaté qu'au moins trois des témoins qui ont comparu devant le Comité s'inquiétaient du langage adopté.

Si vous estimez que je me suis montré grossier, je suis prêt, monsieur le président, à retirer mes paroles de manière à ce que nous puissions passer à la mise aux voix.

Le coprésident (sénateur Hays): Peut-être pourriez-vous parler d'«arrangement».

M. Nystrom: Monsieur le président, c'est un peu plus grave que cela. M. McGrath a déclaré qu'il savait qu'un membre au moins du caucus n'était pas d'accord. Il nous impute donc toutes sortes de motifs, monsieur le président, puisqu'il nous a accusés de vouloir introduire subrepticement certaines choses.

[Texte]

It is not true that there is some other caucus which does not agree with the change of the wording. I think it is rather serious when a member of the Committee would reflect on another Party and on their caucus.

The Joint Chairman (Senator Hays): I think Mr. McGrath did handle it in the way you wished.

Miss Campbell.

Miss Campbell: I would just like to go back. I did interrupt before on this clause. I reminded the Committee that we were on Clause 2, one of the reasons why I like "every person" in Clause 2, is that "person" has been interpreted specifically to include corporations and companies.

I tend to feel that "person" in Clause 2 will be justified as really extending it further there.

Now whether or not we want to debate Clause 7 and vote through the amendments to get to Clause 7—I think that is what we are talking about; the debate has certainly gone to Clause 7 in another fashion, has clouded this issue, probably, for the public—but on Clause 2, where you are giving basic freedoms, we do have an interpretation that "person" does extend to corporations.

Over and above that, you have the Criminal Code; and in the Interpretation Act, at page 4 under the interpretation of the Criminal Code, it says . . .

The Joint Chairman (Senator Hays): Miss Campbell, I thought it was over with Mr. Robinson—I would like to call the vote.

Mr. Irwin: On a point of order, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Senator Hays): Yes.

Mr. Irwin: Mr. Chairman, this is a very serious matter and should not be precipitated by a fast vote.

Senator Asselin: We will be sitting until the summer!

Mr. Irwin: We would like the consent of the Official Opposition to have the matter stand down until later in the afternoon so that we could have an opportunity of discussing it on our side.

In view of the importance of the subject, I am sure that is not an unreasonable request.

The Joint Chairman (Senator Hays): Senator Austin.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, if I may . . .

The Joint Chairman (Senator Hays): Order, please.
Senator Austin.

Senator Austin: Mr. Chairman, we have an arrangement that Mr. Nystrom referred to yesterday.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, surely I am entitled to respond before Senator Austin intervenes.

The Joint Chairman (Senator Hays): I have to recognize Senator Austin, and then I will recognize you, Mr. McGrath.

[Traduction]

Il est faux de prétendre qu'un autre caucus s'oppose aux modifications apportées à la formulation. Je pense qu'il est grave qu'un membre du Comité accuse un autre parti et son caucus.

Le coprésident (sénateur Hays): Je pense que M. McGrath a réglé la question comme vous le désiriez.

Mademoiselle Campbell.

Mlle Campbell: J'aimerais revenir quelque peu en arrière et j'ai déjà fait une intervention à propos de cet article. J'ai rappelé au Comité que nous en étions à l'examen de l'article 2 et que si j'étais en faveur de l'expression «toute personne» c'est qu'on peut l'interpréter comme incluant les corporations et les compagnies.

Je pense qu'en utilisant le mot «personne» à l'article 2, on élargit la portée de l'article.

Il s'agit maintenant de discuter de l'article 7 et de mettre aux voix tous les amendements. Or, nous avons abordé l'article 7 autrement et compliqué le problème, sans doute, aux yeux du public. Mais à l'article 2, où l'on accorde des libertés fondamentales, notre interprétation prévoit que le terme «personne» s'applique aux sociétés.

En outre, il y a le Code criminel où il est dit dans le chapitre consacré à l'interprétation ainsi que dans la loi d'interprétation, à la page 4 . . .

Le coprésident (sénateur Hays): Mademoiselle Campbell, je pensais que nous en avions terminé avec M. Robinson et j'aimerais à présent passer à la mise aux voix.

M. Irwin: Un rappel au Règlement, monsieur le président.

Le coprésident (sénateur Hays): Oui.

M. Irwin: Monsieur le président, il s'agit d'une question extrêmement grave et il ne faudrait pas précipiter les choses en votant trop rapidement.

Le sénateur Asselin: Nous siégerons jusqu'à l'été!

M. Irwin: Nous voudrions que l'opposition officielle consente à reporter la question jusqu'à cet après-midi de manière à ce que nous puissions en discuter de notre côté.

Étant donné l'importance du sujet, cette requête est, j'en suis convaincu, raisonnable.

Le coprésident (sénateur Hays): Sénateur Austin.

M. McGrath: Monsieur le président, si vous me le permettez . . .

Le coprésident (sénateur Hays): A l'ordre, s'il vous plaît.
Sénateur Austin.

Le sénateur Austin: Monsieur le président, nous avons conclu un accord qu'a mentionné hier M. Nystrom.

M. McGrath: Monsieur le président j'ai le droit de répondre avant l'intervention du sénateur Austin.

Le coprésident (sénateur Hays): Je dois d'abord accorder la parole au sénateur Austin; vous aurez votre tour ensuite, monsieur McGrath.

[Text]

Senator Austin: We have an arrangement that any member of this Committee can ask for a short stand of an item. Mr. Irwin refers to consent.

But, in fact, what I want to say is that we have an arrangement, Mr. McGrath, that a short stand is possible at the request of any member of the Committee. If that is what Mr. Irwin wants, the arrangement is that he can have it.

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. McGrath.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, I recall hearing Mr. Irwin a few moments ago saying that as the result of canvassing some of his people and as a result of the abortion implications of this amendment, that it was going to be a free vote.

Well, if it is going to be a free vote, then why not proceed with it now? Surely, it is logical. It is not a party question.

I suggested we have had a good debate on it, and we should proceed.

The Joint Chairman (Senator Hays): If there is unanimous consent, among the Committee, I think I should call a vote on the motion.

Mr. Epp: Mr. Chairman, Mr. McGrath has made a very valid point. There are some difficulties here.

On the one hand, Liberal members have said there would be a free vote. I hesitate to raise this matter, but I have to—and I am not in any way doing it in order to impute any motives.

Frankly we fear, not the matter of standing. There is that arrangement. That is not what I am dealing with here. Maybe Mr. Mackasey, Mr. Austin or Mr. Irwin can come back and give me an answer.

We are concerned about the membership, because this is a free vote and because this membership has been part of the debate. What would the membership be like when that matter is brought back.

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Corbin.

Mr. Corbin: I would like to allay Mr. Epp's fears, and to say that we are prepared to have the vote at this time.

The Joint Chairman (Senator Hays): Are we agreed?

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Irwin: Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Senator Hays): Order, please.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, on a point of order.

The Joint Chairman (Senator Hays): Yes, on a point of order, Mr. Mackasey.

Mr. Mackasey: Before voting on a matter as fundamental and important as this, I would like to satisfy myself, and not to be told on a free vote whether to vote now or later by the Whip or anyone else.

[Translation]

Le sénateur Austin: Nous avons convenu que tous les membres du Comité pouvaient demander qu'on reporte brièvement les discussions sur un point. M. Irwin a parlé d'approbation.

En fait, monsieur McGrath, nous avons conclu que tous les membres du Comité pouvaient réclamer un report relativement bref. Si cela agréé, monsieur Irwin, procédons ainsi.

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur McGrath.

M. McGrath: Monsieur le président, je me souviens avoir entendu, il y a quelques minutes, M. Irwin dire qu'après avoir sollicité certains des membres de son parti, on avait convenu de laisser les membres du Comité voter librement sur la question étant donné que l'amendement comporte des répercussions sur la question de l'avortement.

Si l'on vote librement, pourquoi ne pas poursuivre dès à présent? Ce serait logique. Il n'est pas question d'allégeance ici.

Je pense que nous avons bien débattu la question et que nous devrions poursuivre.

Le coprésident (sénateur Hays): S'il y a consentement unanime parmi les membres du Comité, je mets la proposition aux voix.

M. Epp: Monsieur le président, M. McGrath a présenté un argument très valable, mais nous nous heurtons à certains problèmes.

Les députés libéraux ont parlé de vote libre. J'hésite à soulever cette question, mais c'est mon devoir, et je vous signale que mon but n'est pas d'accuser.

Franchement, ce n'est pas la question du report qui nous inquiète puisqu'on en a convenu ainsi. Non, là n'est pas le problème. Peut-être que MM. Mackasey, Austin ou Irwin pourraient y revenir et me donner une réponse.

Ce qui nous préoccupe, c'est l'attitude des membres, car il s'agit d'un vote libre, et ils ont pris part au débat. Quels seraient les membres qui voteraient lorsque cette question sera ramenée sur le tapis?

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur Corbin.

M. Corbin: Je tiens à dissiper les craintes de M. Epp et à bien insister sur le fait que nous sommes disposés à mettre aux voix cette proposition dès à présent.

Le coprésident (sénateur Hays): Sommes-nous d'accord?

Des voix: D'accord.

M. Irwin: Monsieur le président.

Le coprésident (sénateur Hays): A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Mackasey: Monsieur le président, un rappel au Règlement.

Le coprésident (sénateur Hays): M. Mackasey invoque le Règlement.

M. Mackasey: Avant de me prononcer sur une question aussi cruciale que celle-ci, je voudrais m'assurer, étant donné qu'il s'agit d'un vote libre, que le whip, ou quelqu'un d'autre, ne me demandera pas de voter maintenant ou plus tard.

[Texte]

This is an important question that Mr. Epp has raised. It is a matter of conscience, and that is why we are making it a free vote. I want to be very sure.

The one point I would like, Mr. Epp, to have found out—and this is why I appreciate postponing it—is really the point that Miss Campbell raised—and please hear me out on this; forget abortion for a moment.

Why are we using “everyone” in Clause 2 and using another expression in Clause 15? I would imagine I am looking at it largely from the point of view of the individual. The reason is—and perhaps lawyers understand it better than laymen such as myself—that when corporations become incorporated, they assume in many respects individual rights: you sue a corporation, and you do not sue the officers, et cetera. There is an important difference.

That is why “everyone” in the legal sense used by the Minister, and as Mr. Tassé has explained to me, has an entirely different connotation here for the moment.

“Everyone” here makes it clear that it goes beyond individuals and also includes legal corporations.

I am a little concerned. All I want to do is to satisfy my own mind between now and when we come back that, we do not unintentionally, in order to make our case on the pro-abortion aspect, do harm to corporations and strip them unintentionally of their rights under Clause 2.

Mr. Robinson: Mr. Mackasey, the position is . . .

Mr. Mackasey: Mr. Robinson, although I respect your views, I would rather get it from the proper quarter; I know you will be sitting up there one day as the Deputy Minister; and . . .

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you, Mr. Mackasey, on your point of order.

Mr. Irwin, may I suggest that you make a motion.

Mr. Irwin: No, I will make three points, Mr. Chairman. The first is—and I took the time to canvass our group, to listen to the importance of what you are saying, and yet you are not prepared to give us the time to go out and at least talk about it. That is the first point.

The second point is that it is now 12.05 p.m., and we are not legally constituted—I will call it 12 o'clock. That is the second point.

An hon. Member: What is the third point?

Mr. Irwin: The third point, Mr. Chairman, is that we have an agreement that if any member wants time to have this gone into—any important proposition that comes before this Committee—that member, as a matter of courtesy, is given that time. And you are not pushed up against the wall. Maybe you have the bolts now, because that is exactly what you are doing, and I am offended by that.

[Traduction]

M. Epp a abordé un sujet important, une affaire de conscience; voilà pourquoi nous voterons librement, et je tiens à bien m'en assurer.

Monsieur Epp, je suis très heureux qu'on ait décidé de reporter le sujet, car je voudrais vous poser une question qui a trait à celle qu'à soulevée M^{lle} Campbell. Je vous prierais donc de bien vouloir me prêter votre attention et d'oublier, un instant, le problème de l'avortement.

Pourquoi utilise-t-on le mot «chacun» à l'article 2 et un terme différent à l'article 15? J'aborde cette question du point de vue du particulier. Les juristes saisiront peut-être mieux que les profanes comme moi la nuance, mais lorsque les corporations adoptent leurs statuts, elles assument, à bon nombre d'égards, des droits individuels: en effet, n'intente-t-on pas des poursuites contre la société elle-même, et non pas ses employés, par exemple. Il s'agit là d'une différence importante.

Voilà pourquoi le mot «chacun» utilisé dans son sens juridique par le ministre a une connotation entièrement distincte ici, comme me l'a bien expliqué M. Tassé.

En utilisant le mot «chacun», on précise bien qu'il ne s'agit pas seulement des particuliers, mais aussi des sociétés à caractère juridique.

Voilà qui me préoccupe quelque peu. Je tiens donc à m'assurer, dès à présent, que lorsque nous reviendrons sur ce sujet, nous n'allons pas, par mégarde, et pour présenter nos arguments en faveur de l'avortement, porter préjudice aux sociétés et leur retirer les droits qui leur reviennent en vertu de l'article 2.

M. Robinson: Monsieur Mackasey, la position est la suivante . . .

M. Mackasey: Monsieur Robinson, même si j'ai beaucoup de respect pour votre opinion, je préférerais obtenir la réponse des personnes compétentes, à cet égard. Je n'ignore pas que vous siégerez ici un jour en qualité de sous-ministre, mais . . .

Le coprésident (sénateur Hays): Merci, monsieur Mackasey, pour votre rappel au Règlement.

Monsieur Irwin, puis-je vous proposer de présenter une motion.

M. Irwin: Non, monsieur le président, je préférerais faire remarquer trois points. D'abord, et j'ai pris le temps de solliciter l'avis de notre groupe, à vous écouter, on se rend bien compte que vous abordez un sujet extrêmement important et, pourtant, vous n'êtes pas disposé à nous donner le temps d'au moins en discuter.

Deuxièmement, il est déjà 12 h 05 et nous ne sommes pas encore légalement constitués; il est donc midi.

Une voix: Quel est votre troisième point?

M. Irwin: Troisièmement, monsieur le président, nous avons convenu que si un membre du Comité veut avoir le temps d'aborder cette question, comme c'est le cas pour toute proposition importante dont est saisi le Comité, on le lui accorde, par courtoisie et on évite de l'acculer. Vous semblez prendre le mors aux dents maintenant; c'est exactement ce que vous faites, et cela me choque.

[Text]

We want to talk about it and deal with the matter intelligently. I have been here for three and a half months, and I am at least entitled to at least two hours to go over this.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, the last person to intervene and suggest that we have the vote now is Mr. Irwin's seatmate, Mr. Corbin.

Do not direct all your wrath on us, Mr. Irwin.

The second point I want to make is that if it is a free vote, why do you need the lunchtime to consult?

The Joint Chairman (Senator Hays): Order, please. May I call it 12 o'clock. This meeting is adjourned.

La séance est levée.

AFTERNOON SITTING

• 1540

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Order, please.

With unanimous consent we agreed this morning to go back to Clause 1 to deal with the amendment as moved by the New Democratic Party, I just want to draw the attention of the representatives of the New Democratic Party to solve a minor issue that was raised by the honourable Senator Duff Roblin, that in order to have that amendment acceptable at this point we would have to change the period that comes after the word "freedoms" by a comma, because we have already voted on the last section of Clause 1 and if we do not do so the Chair will not be in a position to accept the amendment, so with the consent of the representatives of the New Democratic Party we would make that correction and would be ready to go on with the vote.

Do we have the consent of the representatives of the New Democratic Party on that?

Mr. Robinson: That was to make it a period and delete the lines following that?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Exactly.

Mr. Robinson: Yes, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Honourable Senator Roblin.

Senator Roblin: Would you be kind enough to read the motion as amended that we will be voting on?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): So the motion as moved by the New Democratic Party would be

That Clause 1 of the proposed constitution act, as amended, be amended by adding immediately after the portion of line 3 on page 3 that reads "doms set out in it" the following:

and the equal rights of males and females to the enjoyment of those rights and freedoms,

et en français, il est proposé:

[Translation]

Nous désirons traiter de cette question intelligemment. Voilà trois mois et demi que je siège ici et j'estime avoir au moins le droit d'examiner cette question pendant deux heures.

M. McGrath: Monsieur le président, le dernier intervenant a proposer que nous passions aux voix dès maintenant est M. Corbin, qui siège à côté de M. Irwin.

Monsieur Irwin, abstenez-vous de diriger vos foudres sur nous.

J'aimerais ensuite savoir pourquoi vous voulez consulter les membres de votre parti pendant l'heure du déjeuner s'il s'agit d'un vote libre?

Le coprésident (sénateur Hays): A l'ordre, s'il vous plaît. Il est midi, la séance est levée.

The meeting is adjourned.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Le coprésident (M. Joyal): A l'ordre.

Ce matin, à l'unanimité, nous avons convenu de revenir sur l'article 1 afin d'étudier un amendement proposé par le Nouveau parti démocratique. J'aimerais indiquer aux représentants néo-démocrates que, pour résoudre un petit problème qu'a soulevé l'honorable sénateur Duff Roblin, et donc pour que l'amendement soit recevable, il nous faudrait remplacer le point qui vient après le terme «freedoms», dans la version anglaise, par une virgule, parce que nous avons déjà voté sur le dernier paragraphe de l'article 1 et, si nous ne faisons pas cette modification, la présidence ne pourra accepter l'amendement. Par conséquent, avec le consentement des représentants du Nouveau parti démocratique, je pense que nous pouvons faire cette correction et nous pourrions passer aux votes.

Les représentants du Nouveau parti démocratique acceptent-ils cette modification?

M. Robinson: Il s'agissait donc de mettre un point et de supprimer ce qui suivait?

Le coprésident (M. Joyal): Exactement.

M. Robinson: Oui, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable sénateur Roblin.

Le sénateur Roblin: Voulez-vous bien avoir la gentillesse de lire la motion qui va être mise aux voix, telle qu'elle a été amendée?

Le coprésident (M. Joyal): La motion que propose le Nouveau parti démocratique est la suivante:

Que l'article 1 du projet de loi constitutionnelle de 1980, tel que modifié, soit modifié par insertion, après le mot «énoncés» à la page 3 de ce qui suit:

ainsi que le droit pour les femmes et les hommes d'en jouir à égalité

It is moved:

[Texte]

Que l'article 1 du projet de Loi constitutionnelle de 1980, tel que modifié, soit modifié par insertion, après le mot 'énoncés' à la page 3, de ce qui suit:

ainsi que le droit pour les femmes et les hommes d'en jouir à égalité

Amendment negated.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): So I have to come back, then, to Clause 1 as amended.

On Clause 1—Rights and Freedoms in Canada

Amendment agreed to.

Clause 1 as amended agreed to.

On Clause 2—Fundamental freedoms

The Joint Chairman (Mr. Joyal): We will come back to Clause 2 on the amendment as proposed by the New Democratic Party and I think I do not read it, it has been well understood by all honourable members this morning that it is a very simple amendment in terms of wording, substituting "everyone" by "every person" in the first line of Clause 2.

I have been requested to go on with a recorded vote on that. Is it agreed?

Some hon. Members: Agreed.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): D'accord.

I would like to invite, then, the Clerk of the Senate to call the vote, please.

Amendment negated: Yeas, 2; Nays, 21.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to invite now the honourable Jake Epp, I think that you wanted to propose that we discuss some amendments in preference to some others dealing with Clause 2.

The honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Thank you, Mr. Chairman.

I have had a discussion with the Chair, one of our colleagues will have to leave later this afternoon and he will be proposing our amendments to Clause 2 and there was agreement, I believe, from the Chair that Mr. Crombie would be allowed to proceed at this time even though we had not completed all of the amendments of the New Democratic Party.

It is on Clause 2, the amendment we had proposed earlier.

Mr. Crombie: Thank you, Mr. Chairman.

On Clause 2 entitled fundamental freedoms, members of the Committee will note that there is (2), the preamble, (a), (b), (c) and (d), and we have for our amendment added an (e), so that the entire clause would read:

Everyone has the following fundamental freedoms:

(a) the freedom of conscience and religion;

(b) freedom of thought, belief, opinion and expression, including freedom of the press and other media of information;

(c) freedom of peaceful assembly;

[Traduction]

that Clause 1 of the proposed Constitution Act, as amended, be amended by adding immediately after the portion of line 3 on page 3 that reads "doms set out in it" the following:

, and the equal right of males and females to the enjoyment of those rights and freedoms,

L'amendement est rejeté.

Le coprésident (M. Joyal): Nous devons donc revenir à l'article 1 tel qu'amendé.

Article 1—Droits et libertés au Canada

L'amendement est adopté.

L'article 1 tel que modifié est adopté.

Article 2—Libertés fondamentales.

Le coprésident (M. Joyal): Nous revenons à l'article 2 et à l'amendement proposé par le Nouveau parti démocratique, et je ne pense pas qu'il me soit nécessaire de vous le lire; les honorables membres l'ont fort bien compris ce matin, il s'agit d'un amendement très simple qui prévoit le remplacement du terme «chacun» par l'expression «toute personne» à la première ligne de l'article 2.

On a demandé un vote par appel nominal à ce propos. D'accord?

Des voix: D'accord.

Le coprésident (M. Joyal): Agreed.

J'inviterai par conséquent le greffier du Sénat à procéder à l'appel.

L'amendement est rejeté: oui, 2; non, 21.

Le coprésident (M. Joyal): Je donne maintenant la parole à l'honorable Jake Epp. A propos de l'article 2, vous vouliez que nous étudions certains amendements avant d'autres, de préférence.

L'honorable Jake Epp.

M. Epp: Merci, monsieur le président.

J'en ai parlé à la présidence; il se trouve que l'un de nos collègues devra partir en cours de séance et il proposera nos amendements à l'article 2. Je crois que la présidence a accepté d'autoriser M. Crombie à prendre la parole maintenant, quand bien même nous n'avons pas terminé l'étude de tous les amendements du Nouveau parti démocratique.

Il s'agit de l'amendement que nous avons présenté précédemment à l'article 2.

M. Crombie: Merci monsieur le président.

A propos de l'article 2, qui s'intitule Libertés fondamentales, les membres du Comité remarqueront qu'il y a un préambule puis quatre alinéas marqués (a), (b), (c), et (d). Notre amendement propose l'adjonction d'un alinéa (e), de sorte que l'article dans son ensemble se lirait comme suit:

Everyone has the following fundamental freedoms:

(a) the freedom of conscience and religion;

(b) freedom of thought, belief, opinion and expression, including freedom of the press and other media of information;

(c) freedom of peaceful assembly;

[Text]

(d) freedom of association.

And we have added (e):

(e) freedom from unreasonable interference with privacy, family, home, correspondence and enjoyment of property.

We therefore added an (e) section to Clause 2:

(e) freedom from unreasonable interference with privacy, family, home, correspondence and enjoyment of property.

Before I continue with my arguments, Mr. Chairman, I would like to ask the Senator, Senator Asselin if he would read the motion in French.

Le sénateur Asselin: Alors, la motion en français se lit comme suit. Il est proposé:

Que la modification à l'article 2 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par

a) substitution, à «association», de «association», et par adjonction, après l'alinéa d) du projet de modification de l'article, de ce qui suit:

e) protection contre toute intervention abusive dans les domaines de la vie privée, de la famille, du domicile, de la correspondance et de la jouissance du droit de propriété

b) substitution, dans la version française pour corrélation, à la ligne 6 et à la rubrique qui la précède, de ce qui suit:

«libertés et protection fondamentales»

chacun a les libertés et la protection fondamentales

Mr. Crombie: Thank you, senator.

Before I continue with the argument on the matter, Mr. Chairman, are there any questions on either the English or French versions?

Mr. Chairman, on a number of occasions as we were hearing witnesses and depositions over the past month, it seems, and I guess it is, and indeed other members of the Committee have indicated that there is a strong desire on the part of most people to, as we developed arguments with respect to specific rights, that we try as much as possible to conform to the Universal Declaration of Human Rights.

Now, firstly in support of the amendment which I have proposed on behalf of our party I would like to point out that the clauses dealing with the privacy, family, home, correspondence, you will find in Article 12 of the Universal Declaration of Human Rights on page 26.

You will also find with respect to certain aspects of that amendment, if you would look at the International Covenant on Civil and Political Rights, Article 17, page 27, it deals with those specific rights.

With respect to the latter part of the motion, the enjoyment of property, you will find that of course in the Diefenbaker Bill of Rights, you will also find it in Article 17 at page of the Universal Declaration of Human Rights.

I make that point to suggest, Mr. Chairman that for those who are anxious that the Canadian Charter Rights and Free-

[Translation]

(d) freedom of association.

Et nous avons ajouté un alinéa (e):

(e) freedom from unreasonable interference with privacy, family, home, correspondence and enjoyment of property.

Nous avons donc ajouté un alinéa (e) à l'article 2:

(e) freedom from unreasonable interference with privacy, family, home, correspondence and enjoyment of property.

Avant de poursuivre, monsieur le président, permettez-moi de demander au sénateur Asselin de bien vouloir lire la motion en français.

Senator Asselin: So the motion in French reads as follows:

Que la modification à l'article 2 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par

a) substitution, à 'association', de 'association', et par adjonction, après l'alinéa d) du projet de modification de l'article, de ce qui suit:

e) protection contre toute intervention abusive dans les domaines de la vie privée, de la famille, du domicile, de la correspondance et de la jouissance du droit de propriété

b) substitution, dans la version française pour corrélation, à la ligne 6 et à la rubrique qui la précède, de ce qui suit:

'libertés et protection fondamentales'

chacun a les libertés et la protection fondamentales

M. Crombie: Merci, sénateur.

Avant de poursuivre, monsieur le président, j'aimerais savoir s'il y a des questions à propos de la version anglaise ou de la version française.

Monsieur le président, au cours du mois qui vient de s'écouler, lors de l'audition des témoins et des délégations, il m'a semblé que, dans la plupart des cas, quand on a parlé de droits spécifiques, on souhaitait que nous nous conformions autant que possible à la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Tout d'abord, à l'appui de l'amendement que je viens de proposer au nom de notre parti, j'aimerais indiquer que les articles traitant de la vie privée, de la famille, du domicile, de la correspondance, sont repris à l'article 12 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, page 26.

D'autre part, à la page 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, l'article 17 traite de ces droits spécifiques.

Pour ce qui est de la dernière partie de la motion, concernant la jouissance du droit de propriété, il y est fait allusion, bien sûr, dans la déclaration des droits de Diefenbaker, mais aussi à l'article 17 de la page 7 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Monsieur le président, si je fais cette remarque, c'est que certains tiennent absolument à ce que la charte canadienne des

[Texte]

doms find themselves within the mainstream of international thinking with respect to rights and freedoms, that the wording that I have chosen is the wording you will find in those two international charters that I cite.

I would also like to point out, Mr. Chairman, that if you look at all the constitutions, and I have books of them back here, all the constitutions, you will find that each of the various freedoms which I have suggested in the motion are found in very specific constitutions of very specific countries.

For example, with respect to the freedom from unreasonable interference with the home, you will find that the constitutions of Australia, Belgium, West Germany, Ireland, Iceland, Italy, Liechtenstein, Luxembourg, the United States of America, that you will find in their particular constitution.

With respect to freedom from unreasonable interference with respect to correspondence, you will find that in Austria, Belgium, West Germany, Italy, Liechtenstein and Luxembourg.

Now, with respect to family, I would like to emphasize that one because it did not do so well in Clause 1 and I am hoping it will do better in Clause 2. And for Clause 2, it is in a number of constitutions including the Province of Quebec, Clause 48, and in their own particular charter.

The one which I choose to read to you is Ireland, only because of—perhaps for obvious reasons, Ireland's constitution says the State recognizes the family as the natural primary and fundamental unit group of society. It is a moral institution possessing inalienable and inprescriptible rights antecedent and superior to all positive law.

And then it goes on in fact with a number of specific rights which flow from that general principle. I might add, parenthetically, Mr. Chairman, you will notice how neatly they travel from general principles to the specific rights, it is a custom the rest of the world has adopted, it is unfortunate perhaps that this country has not.

So I want to emphasize with respect to the family as well as the other rights which I note in our resolution, that it has found favour not only in international bodies but it has found favour with other countries in this world, particularly those countries which have been close to the history of our own traditions.

There may be one other matter and that is the use of the word "unreasonable". I notice we have used "reasonable" and "unreasonable" a number of times. There are a number of definitions that one might use for "reasonable" or "reasonable men" as lawyers talk about reasonable persons.

The one which I think makes sense to me says a reasonable person is a person exercising those qualities of attention, knowledge, intelligence, judgment which society requires for its members for the protection of their own interests as well as the interests of others.

It sounds to me like the definition of a Tory, Mr. Chairman, but I am sure it is shared by others.

[Traduction]

droits et libertés suivent le courant de pensée international en matière de droits et de libertés, et il se trouve justement que le libellé que j'ai choisi figure dans ces deux chartes internationales que je vous ai indiquées.

D'autre part, monsieur le président, prenez toutes les constitutions, il y en a des livres entiers derrière moi, et vous constaterez que chacune des libertés auxquelles je fais allusion dans la motion y est inscrite.

Par exemple, il est fait allusion à la protection contre toute intervention abusive dans le domaine du domicile dans les constitutions de l'Australie, de la Belgique, de l'Allemagne de l'Ouest, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, du Liechtenstein, du Luxembourg et des États-Unis d'Amérique.

Il est fait allusion à la protection contre toute intervention abusive dans le domaine de la correspondance dans la constitution de l'Autriche, de la Belgique, de l'Allemagne de l'Ouest, de l'Italie, du Liechtenstein et du Luxembourg.

J'aimerais maintenant mettre l'accent sur ce qui concerne la famille, parce que cela ne ressort pas suffisamment de l'article 1, et j'espère que nous pourrions faire mieux à l'article 2. Des allusions à ce propos figurent dans un certain nombre de constitutions, y compris dans celle de la province de Québec, à l'article 48.

J'ai choisi de vous lire un extrait de la constitution irlandaise, simplement parce que... peut-être pour des raisons évidentes, la constitution de l'Irlande déclare que l'État reconnaît la famille comme étant la première entité naturelle et fondamentale de la société. Il s'agit d'une institution morale possédant des droits inaliénables et imprescriptibles précédant et transcendant tout élément de droit positif.

On énumère ensuite un certain nombre de droits précis qui découlent de ce principe général. À titre de parenthèse, monsieur le président, vous remarquerez combien le passage des principes généraux aux droits précis est clair et net; il s'agit d'une coutume que le reste du monde a adoptée et il est peut-être regrettable que nous ne l'ayons pas fait.

Par conséquent, pour ce qui est de la famille et des autres droits qui figurent dans notre résolution, j'aimerais souligner que ces principes sont appuyés non seulement par les organisations internationales, mais aussi par les autres pays du monde, notamment ceux qui sont proches de nos traditions.

Il y aura peut-être un problème à propos de l'utilisation de l'expression: «intervention abusive». Il y a plusieurs définitions qui pourraient être données de cette expression.

Celle qui me semble la plus sensée est, à mon avis, celle qui dit qu'une intervention abusive va à l'encontre de la protection des intérêts de l'individu, ainsi que des intérêts du groupe.

Monsieur le président, même si cette définition plaît particulièrement aux conservateurs, je suis certains qu'elle plaira aux autres aussi.

[Text]

At any rate, I cite that because it is a fair definition of a reasonable person and it seems to me that an unreasonable interference is the opposite of all of those virtues.

So, Mr. Chairman, unless there are specific questions those are the points I wish to make in support of our motion.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable David Crombie.

I would like to invite now Mr. Jean Lapierre followed by monsieur Robinson.

Monsieur Lapierre.

M. Lapierre: C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai écouté la proposition de monsieur Crombie.

Maintenant, je comprends très bien que son parti a retenu une recommandation du Conseil canadien de Développement social qui a fait la même recommandation devant notre groupe le 4 décembre dernier, d'ailleurs le seul groupe à avoir vraiment insisté pour que l'on suive la Charte internationale des Droits de l'Homme.

Pour ce qui est de tout ce qui concerne son article, excepté le droit de propriété, on le retrouve, comme il a dit, dans les documents internationaux mais ce qu'il faudrait se rappeler c'est que dans ces mêmes documents internationaux, il n'y a pas un article similaire à l'article 8 de notre charte qui prévoit que chacun a droit à la protection contre les fouilles, les perquisitions et les saisies abusives.

Par conséquent, je pense que les préoccupations de monsieur Crombie et de son parti concernant la vie privée, la famille, le domicile et la correspondance sont garanties par l'article 8 qui offre un éventail de protections assez large.

Pour ce qui est du droit à la vie privée, actuellement c'est un principe assez vague et je ne sais pas si monsieur Crombie—je sais qu'il a fait beaucoup de recherches à la bibliothèque—a trouvé une définition formelle de la vie privée mais, à ma connaissance et dans les notions de droit actuel, c'est un principe un peu trop vague et mal défini. Pour cette raison, on pourrait se demander quelle interprétation les tribunaux pourraient en avoir.

Maintenant, pour ce qui est de "enjoyment of property", ce que j'aimerais savoir, monsieur Crombie, c'est qu'il y a un peu de répétition. Vous donnez beaucoup plus d'attention aux prochaines recommandations, entre autres à l'article 7, où est-ce que vous nous demanderez d'ajouter "la jouissance du droit de propriété" à l'article 7. A ce moment-là, je cherche la logique. Pourquoi insister deux fois sur le droit de propriété, pourquoi le mettre à l'article 2 et à l'article 7?

Vous nous demandez deux fois la même protection. Je préfère la protection de l'article 7 qui prévoit la règle de justice naturelle et je suis convaincu que le gouvernement sera beaucoup plus disposé à accepter votre amendement de l'article 7 qui s'inscrit bien dans le cadre de toute la charte.

Maintenant, c'est à peu près tout ce que j'ai à dire sur cela, je pense que notre parti ne voudrait pas s'avancer trop tôt dans les notions qui sont mal définies et on pense que les droits que monsieur Crombie veut si bien protéger le sont avec les

[Translation]

Quoi qu'il en soit, j'estime que cette définition est tout à fait juste et que ce sont là les dangers de toute intervention abusive.

Monsieur le président, à moins qu'il y ait des questions, je dirais que ce sont là les arguments que je voulais présenter à l'appui de notre motion.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, honorable David Crombie.

Je donnerai maintenant la parole à M. Jean Lapierre, qui sera suivi par M. Robinson.

Mr. Lapierre.

Mr. Lapierre: I have been very interested by Mr. Crombie's proposition.

Now, I understand quite well that his party retained a recommendation that the Canadian Council on Social Development made before our group on December 4, and it is the only group that did insist on the fact that we should conform to the International Declaration of Human Rights.

As far as his section is concerned, except the right to the enjoyment of property, it can be found, as he said, in the international documents, but we should mention that in those same international documents there is no section similar to Section 8 of our charter which deals with the right to be secure against unreasonable search and seizure.

Consequently, I think that the concerns of Mr. Crombie and of his party relating to privacy, family, home and correspondence are guaranteed by Section 8 which offers a fairly wide array of protections.

As far as the right to privacy, it is a fairly vague concept and I do not know if Mr. Crombie—I know that he did intensive researches at the library—has found a formal definition of privacy, but, to my knowledge and given the present notions of the law, it is a concept that is too vague and ill defined. For this reason, we could wonder what kind of interpretation the courts would give to that concept.

Now, as far as the enjoyment of property is concerned, Mr. Crombie, I think this is a bit repetitious. Do you want that we also refer to the enjoyment of property at Section 7? In this case, I wonder where is your logic. Why do you insist twice on the right to property, why do you want to mention it at Section 2 and at Section 7?

You are asking twice for the same protection. I prefer the protection that Section 7 provides and which refers to the rule of natural justice and I am convinced that the government will be more willing to accept your amendment to Section 7 which follows quite well the general thrust of the charter.

Now, this is about all I have to say on that subject, I do not think that our party wants to go too far as far as ill-defined notions are concerned and we think that the rights that Mr. Crombie wants so well protected are already protected by the

[Texte]

dispositions actuelles de la charte plus certaines améliorations qu'on amènera en cours de route.

Mr. Crombie: Can I respond to that, Mr. Chairman?

I think what I heard Mr. Lapierre say is that he would rather have the freedom to enjoy property in Clause 7 than in Clause 2.

You would support that?

Mr. Lapierre: Yes, the government is ready to consider that very . . .

Mr. Crombie: The government is ready?

Mr. Lapierre: That is what . . .

Mr. Crombie: Well, you speak for the government, Mr. Kaplan, and with respect, Mr. Lapierre does not.

Mr. Kaplan: What is the question?

Mr. Crombie: I am sorry. Mr. Chairman, can I direct a question to his Minister?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Certainly.

Mr. Crombie: You accept the comment made by Mr. Lapierre that the government would accept the right to enjoy property in Clause 7 as opposed to Clause 2?

Mr. Kaplan: If it is put forward by your party, yes.

Mr. Crombie: If it is put forward by the New Democratic Party it will not?

Mr. Kaplan: I was saving that in case they asked.

Mr. Crombie: Well, Mr. Chairman, with unanimous consent of the Committee we would withdraw it in Clause 2 in favour of having it in Clause 7.

Mr. Lapierre: Good, we will be there at . . .

Mr. Crombie: And with thanks to Mr. Lapierre.

Mr. McGrath: What happened to you guys over lunch?

Mr. Lapierre: We thought a lot of you.

Mr. Crombie: Thank you very much, I appreciate that, Mr. Lapierre.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): What might happen, if I can use that symbol, you will remember that there is a very famous person who fell from his horse some time and saw the light, and maybe that is what happened.

Mr. Crombie: I have one follow up if I could, Mr. Chairman, with respect to the query made by Mr. Lapierre, and that is dealing with the first part. Am I to understand as well that Mr. Lapierre rejects the first part, that part dealing with privacy, family, home and correspondence, because it is not precise, is that . . .

Mr. Lapierre: I say that it is covered by Clause 8.

Mr. Crombie: You say that it is covered by Clause 8?

Mr. Lapierre: At large? Amended 8.

Mr. Epp: Amended 8.

[Traduction]

present provisions of the charter plus certain improvements that will be made as we go.

M. Crombie: Monsieur le président, permettez-moi de répondre.

Si j'ai bien compris, M. Lapierre préférerait que l'on fasse allusion à la jouissance du droit de propriété à l'article 7 plutôt qu'à l'article 2.

Vous appuieriez cela?

M. Lapierre: Oui, le gouvernement est prêt à envisager ce . . .

M. Crombie: Le gouvernement est prêt?

M. Lapierre: C'est ce que . . .

M. Crombie: C'est vous, monsieur Kaplan, qui parlez au nom du gouvernement, ce n'est pas M. Lapierre, avec tout le respect que je lui dois.

M. Kaplan: Quelle est la question?

M. Crombie: Je suis désolé. Monsieur le président, puis-je poser une question au ministre?

Le coprésident (M. Joyal): Certainement.

M. Crombie: Êtes-vous d'accord avec M. Lapierre, qui déclare que le gouvernement accepterait que la jouissance du droit de propriété soit prévue à l'article 7 plutôt qu'à l'article 2?

M. Kaplan: Si c'est ce que propose votre parti, oui.

M. Crombie: Et si c'est ce que propose le Nouveau parti démocratique, non.

M. Kaplan: Je me réservais cela au cas où ils auraient posé la question.

M. Crombie: Eh bien, monsieur le président, avec le consentement unanime du Comité, nous pourrions le retirer de l'article 2, afin de pouvoir l'insérer à l'article 7.

M. Lapierre: Bien, alors nous serons là . . .

M. Crombie: Je remercie M. Lapierre.

M. McGrath: Qu'est-ce qui vous est arrivé pendant le déjeuner?

M. Lapierre: Nous avons beaucoup pensé à vous.

M. Crombie: Merci beaucoup, monsieur Lapierre, je l'apprécie.

Le coprésident (M. Joyal): Rappelez-vous ce personnage très célèbre qui est tombé de son cheval et qui a vu la lumière. Alors, c'est peut-être ce qui est arrivé.

M. Crombie: Monsieur le président, j'ai une autre question portant sur la demande faite par M. Lapierre au sujet de la première partie. Dois-je comprendre également que M. Lapierre rejette la première partie visant l'intimité, la famille, le domicile et le courrier, car ce n'est pas précis.

M. Lapierre: Je dis que cela est couvert par l'article 8.

M. Crombie: Vous dites que c'est couvert par l'article 8?

M. Lapierre: En général. L'article 8, tel que modifié.

M. Epp: Huit, tel que modifié.

[Text]

Mr. Crombie: I am sorry, Mr. Chairman, I have got paper all over the place. Where is the amended 8? Thank you very much. Oh, no, that is search and seizure.

Mr. Lapierre: Well, I think it would protect your home.

Mr. Crombie: Well, only from search and seizure.

Mr. Lapierre: Yes.

An hon. Member: What about arson.

Mr. Crombie: And my family, only search and seizure?

Mr. Lapierre: On search and seizure, yes.

Mr. Crombie: Let me understand that.

Mr. Kaplan: What other violations do you have in mind?

Mr. Crombie: Well, I did not have any in mind, it was the other people that I was worried about. That is why we wanted the protection.

Senator Austin: What happened on your side this afternoon?

Mr. Crombie: Mr. Chairman, I do not accept Mr. Lapierre's argument but I think I probably am transgressing on the procedure of the Committee at this point. I would only leave the field by reminding the Committee and Mr. Lapierre that the recommendations in connection with this motion, dealing with the privacy, home, correspondence and family, were recommended to this Committee by the Federation of Civil Liberties and Human Rights Associations, the New Brunswick Human Rights Commission, the Canadian Council for Social Development and the Positive Action Committee.

I thought that there was sufficient wisdom in what they had to say so I just simply wanted the Committee to know, and Mr. Lapierre in particular, that I did not take these up all by myself. They not only have the support of almost every constitution in the western world, but there are four bodies that came before this Committee and expressly suggested it.

• 1600

It may be vague to Mr. Lapierre but I think there are a number of people who would like to have a freedom that says they are protected particularly from government in relation to their own privacy, their family, their home and their mail, which is correspondence. The government has not done too well in the mail lately so we are not pushing that one, but I think privacy, family and home is certainly important.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

I had intended to raise concerns with respect to the words "and enjoyment of property" and the context in which they were put forward by Mr. Crombie, and I think that the Minister has now made some of those remarks that I would have given and it is somewhat academic, and they will be dealt

[Translation]

M. Crombie: Excusez-moi, monsieur le président, mes documents sont éparpillés un peu partout. Où est l'article 8 amendé? Merci beaucoup. Mais non, il s'agit de fouilles, perquisitions et saisies.

M. Lapierre: Eh bien, je pense que cet article protégerait votre domicile.

M. Crombie: Seulement contre les fouilles, perquisitions et saisies.

M. Lapierre: Oui.

Une voix: Et les incendies criminels?

M. Crombie: Et ma famille, il s'agit uniquement des fouilles, perquisitions et saisies?

M. Lapierre: Oui, pour les fouilles, perquisitions et saisies.

M. Crombie: J'essaie de comprendre.

M. Kaplan: A quelles autres infractions pensez-vous?

M. Crombie: Aucune, mais je pensais aux autres personnes. C'est la raison pour laquelle nous voulions la protection.

Le sénateur Austin: Qu'est-ce qui vous arrive, cet après-midi?

M. Crombie: Monsieur le président, je réfute l'argument de M. Lapierre, mais je transgresse probablement la procédure du Comité. Je laisse le sujet de côté en rappelant au Comité et à M. Lapierre que les recommandations visant cette motion, portant sur l'intimité, le domicile, le courrier et la famille, ont été soumises à ce Comité par la Fédération des libertés civiles, des associations des droits de la personne, la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick, le Conseil canadien de développement social et le Comité d'action positive.

Je veux simplement dire au Comité, et à M. Lapierre en particulier, qu'à mon avis, leurs propos contenaient suffisamment de sagesse et que je n'ai pas inventé toutes ces recommandations moi-même. En plus de bénéficier de l'appui de presque toutes les constitutions du monde occidental, elles sont également appuyées par ces quatre organismes qui ont comparu devant ce Comité, et qui l'ont exprimé formellement.

Cela peut sembler vague à M. Lapierre, mais je pense qu'il y a un certain nombre de gens qui aimeraient avoir la liberté de dire qu'ils bénéficient d'une protection, particulièrement contre le gouvernement, en ce qui a trait à leur propre intimité, à leur famille, à leur domicile et à leur courrier. Pour ce qui est du courrier, les derniers ajustements du gouvernement laissent à désirer; donc, nous n'insisterons pas là-dessus, mais je pense que l'intimité, la famille et le domicile sont des aspects d'une importance indéniable.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Robinson.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

J'avais l'intention de poser des questions sur les termes «et la jouissance de la propriété», ainsi que sur le contexte dans lequel ils ont été présentés par M. Crombie. Toutefois, le ministre a fait certains commentaires que j'aurais faits. Le sujet est plutôt théorique. Il sera débattu le moment venu, lors

[Texte]

with at the appropriate time when an amendment is proposed to Clause 7, dealing with enjoyment of property.

I do want to say, just for the record, however, that it is our position that we would support the amendment proposed by the Conservative Party without the words "and enjoyment of property". I do not understand whether you are still putting it forward minus those words, Mr. Chairman.

Mr. Crombie: Mr. Chairman, to clarify, I have asked for the unanimous consent of the Committee, which was granted, I gather, to withdraw the right to property on the clear understanding that the government will support the right to enjoyment of property in Clause 7. So the only thing that now remains is the part that you are willing to support.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

That was my understanding and certainly I have no hesitation in saying that we are prepared to support this particular subamendment. The right to freedom from unreasonable interference with privacy has indeed been recognized and the government has committed itself to implementing this particular right by binding itself to the provisions of the International Covenant on Civil and Political Rights, article 17(1), of which provides, and I am quoting now:

No one shall be subjected to arbitrary or unlawful interference with his privacy, family, home or correspondence, nor to unlawful attacks on his honour or reputation.

So that is already binding upon provincial and federal governments, Mr. Chairman, and certainly we believe that that should be reflected in the proposed Charter of Rights.

I will also say in concluding, that we intend to propose ourselves an amendment to Clause 7, dealing specifically with the right to privacy without the additions which are proposed by Mr. Crombie and his party, and I would certainly hope that we would receive support on those at the appropriate time in any event.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Senator Hays): Mr. Hawkes?

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, I was just moved to comment on the basis of Mr. Lapierre's assertion that the proposed amendment is covered off by Clause 8.

Earlier today, our attempt to put into this Charter of Rights the assertion that the family was important was denied by the government members opposite. I think it is important for a society to decide about its basic building blocks, and I think that in the Canadian experience, in our tradition, the family has been viewed in a very positive fashion. It is an important element of our society and if we are, in fact, putting forward a Charter of Rights, the purpose of which is to protect the individuals from the power of the state, then one of the problems which we have faced and which many witnesses have addressed is how do you balance off individual rights and collective rights and state rights.

I suggest to you that the collectivity called the family needs to be asserted strongly somewhere in the Charter, needs to be protected from interference by the state, needs to be protected perhaps from interference by individual rights, and that this is

[Traduction]

de l'amendement proposé à l'article 7, portant sur la jouissance de la propriété.

Toutefois, je tiens à dire pour la bonne forme que notre position, c'est d'appuyer l'amendement du parti conservateur sans les mots «et la jouissance de la propriété». Monsieur le président, j'ignore si vous le présentez toujours, en retranchant ces mots.

M. Crombie: A des fins d'éclaircissement, monsieur le président, j'ai demandé le consentement unanime du Comité, ce qui a été accepté, je pense, pour retirer le droit à la propriété, à la condition expresse que le gouvernement appuiera le droit à la jouissance de la propriété à l'article 7. Donc, tout ce qui reste, c'est la partie que vous êtes prêts à appuyer.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

C'est ce que j'avais compris, et nous disons sans hésitation que nous sommes prêts à appuyer ce sous-amendement en particulier. Le droit à la protection contre toute ingérence déraisonnable dans la vie privée a en fait été reconnu, et le gouvernement s'est engagé à appliquer ce droit en se liant aux dispositions de l'article 17(1) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et je cite:

Personne ne sera exposé à une ingérence arbitraire ou illégale touchant sa vie privée, sa famille, son domicile ou son courrier, ni à des atteintes illégales à son honneur ou à sa réputation.

C'est donc une obligation qui existe déjà pour les gouvernements provinciaux et fédéral. Nous sommes convaincus que cela devra apparaître dans la charte des droits proposée.

En conclusion, je dirais que nous avons l'intention de proposer un amendement à l'article 7, portant précisément sur le droit à la vie privée, mais sans les additions proposées par M. Crombie et son parti. De toute façon, le moment venu, nous espérons qu'on appuiera cet amendement.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (sénateur Hays): Monsieur Hawkes?

M. Hawkes: Monsieur le président, c'est la déclaration de M. Lapierre disant que l'article 8 couvre l'amendement proposé qui nous incite à réagir.

Plus tôt au cours de la journée, les députés ministériels ont rejeté notre tentative d'inclure dans cette charte des droits une proposition reconnaissant l'importance de la famille. A mon avis, il est important qu'une société reconnaisse ses valeurs fondamentales. Et je pense que dans l'expérience canadienne, dans nos traditions, la famille a toujours été perçue d'une façon très positive. C'est un élément important de la société. Si nous présentons une charte des droits dans le but de protéger les personnes contre le pouvoir de l'État, l'un des problèmes que nous avons et que beaucoup de témoins ont soulevé, c'est d'équilibrer les droits individuels, les droits collectifs et les droits de l'État.

Je prétends qu'il est nécessaire d'affirmer fermement dans la charte cette collectivité que l'on appelle la famille, car elle a besoin d'être protégée contre les ingérences de l'État, peut-être contre l'ingérence des droits individuels, et la charte est proba-

[Text]

probably the most appropriate place in this Charter to enshrine that concept to give it validity in constitutional law.

I think the other elements, the privacy, the home and the correspondence are in some sense the tools that strengthen that family unit and therefore, in a kind of residual fashion, should go along with it, and I would urge the members opposite, if they need to caucus again and go and consult, that we stand it until such time as people are ready to vote on it. But I do not think we should dismiss it in a hurry and I do not think we should dismiss it lightly.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Seeing that there is no more questioning, I understand that honourable members are ready for the vote.

All those in favour of the amendments please raise their hands.

I am sorry, but I realize that there are two honourable members raising their hands who are not registered as full members of the Committee. Let me check again because I want to be very clear on that.

Everything has been cleared up and I do apologize, but you do understand that on a vote, the Chair has to be reassured that members are qualified.

Amendment negatived.

We proceed then with the next amendment, the one moved by the NDP and it is numbered N-3, Clause 2, page 3.

I would like to invite Mr. Robinson on behalf of the NDP party.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

If honourable members have proposed amendment N-3 before them, I will just read the proposed amendment. Mr. Chairman, if I may just get some guidance from the Chair. There has been a suggestion from some other members that perhaps we might dispense with the reading of the French version since there is simultaneous translation. I am in the hands of the Chair but certainly I am prepared to co-operate in that regard, if that is the desire, or the English, whichever it is initially read in.

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

The proposal is as follows. I move that Clause 2 of the proposed constitution act, 1980 be amended by (a) Striking out line 11 on page 3 and substituting the following:

“and expression;

(c) freedom of the”

Should I deal with both subclauses Mr. Chairman?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes.

Mr. Robinson: By (b) Striking out line 12 on page 3 and substituting the following:

“press and other media of communication; and”

The purpose of this proposed amendment, Mr. Chairman, would be twofold.

[Translation]

blement l'endroit le plus approprié pour enchâsser ce concept dans la loi constitutionnelle, afin d'en reconnaître la valeur.

A mon avis, les autres éléments, la vie privée, le domicile et le courrier sont en quelque sorte les outils qui renforcent l'unité familiale. Ils devraient donc y être attachés de façon connexe. Si les députés d'en face ont besoin de se consulter à nouveau, alors, je les presse de le faire, et je demanderais que nous reportions cet article jusqu'à ce que les gens soient prêts à passer au vote. Mais je ne pense pas que nous devrions en disposer à la hâte et à la légère.

Le coprésident (M. Joyal): Comme il n'y a pas de questions, je présume que les honorables membres sont prêts pour le vote.

Tous ceux qui sont en faveur de l'amendement, s'il vous plaît, levez la main.

Excusez-moi, mais il y a deux membres qui lèvent la main sans être inscrits comme membres de ce Comité. Je vais vérifier, car je veux être clair là-dessus.

Tout est clair, et je m'excuse, mais vous comprendrez qu'en cas de vote, le président doit s'assurer que tous les membres sont inscrits.

L'amendement est rejeté.

Nous passons maintenant à l'amendement N-3 portant sur l'article 2, à la page 3, proposé par le Nouveau parti démocratique.

Je donne la parole au porte-parole du Nouveau parti démocratique, M. Robinson.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Je vais, simplement lire l'amendement proposé, si les honorables députés ont le texte en main. Monsieur le président, je vous demanderais conseil. Certains députés m'ont dit qu'il n'était peut-être pas nécessaire de lire la version française, puisqu'il y a l'interprétation simultanée. Je m'en remets à vous, mais je suis certainement prêt à coopérer en ce sens, si c'est ce que vous voulez, ou on peut se dispenser de lire la version anglaise, selon le cas.

Des voix: D'accord.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

La proposition se lit comme suit: Je propose que l'on amende l'article 2 de la loi constitutionnelle proposée de 1980, a) en retranchant la ligne 11, à la page 3, et en y substituant ce qui suit:

«et d'expression;

c) liberté de».

Dois-je parler des deux alinéas, monsieur le président?

Le coprésident (M. Joyal): Oui.

M. Robinson: b) en retranchant la ligne 12, à la page 3, et en la remplaçant par ce qui suit:

«de la presse et des autres grands moyens de communication; et»

Monsieur le président, le but de l'amendement proposé comporte deux volets.

[Texte]

First of all, it would move to a separate clause the reference to freedom of the press and other media. It would not encompass freedom of the press with the general freedom of expression. Honourable members will be aware of the fact that as the clause now stands, Clause 2(b) it reads,

(b) freedom of thought, belief, opinion and expression, including freedom of the press and other media of information;

The intention, as I say, Mr. Chairman, is simply that it is our view that freedom of the press may not be as narrowly defined as it is contained within the proposed Clause 2(b) in the revision of the government, that freedom of the press may not be restricted to just a form of freedom of expression and that we should leave that open to the development by the courts to further jurisprudence to determine that.

I say that, Mr. Chairman, particularly in light of the fact that the Diefenbaker Bill of Rights, which has certainly been referred to earlier by my friends on this side of the table, also explicitly separates freedom of the press from the other proposed freedoms. There are arguments, for example, in the case of defamation and limitations with respect to defamation, that there may be certain, and I am certainly not suggesting sweeping but certain broader exemptions by the press. So, as I say, that is the first intent of the proposed amendment, to separate that. That was recommended by the Canadian Bar Association, the British Columbia Branch and a number of other witnesses.

Secondly, Mr. Chairman, the proposal would change the words "of information" to "of communication". The reason for that is that it is again possible, certainly not certain, but at least possible that the words "of interpretation" could be construed in a narrower sense than I am sure all members of this Committee would desire, that it could be construed to be merely factual information and not media which may be persuasive or containing beliefs or opinions. On that basis, the word "communication" is proposed as a substitute for the word "information" and I might add that the Canadian Bar Association has recommended that we substitute the word "communication" for the word "information".

Mr. Chairman, that is the essence of the proposed amendment. There are the two major elements to it, and I would invite honourable members to support the amendment and certainly if there are any questions, attempt to deal with them.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

Monsieur Lapierre.

Mr. Lapierre: Merci monsieur le président. First of all, I would like to say it is rather interesting to see this amendment when several constitutional studies have suggested that the press is simply one means of expressing ideas, views and information and it has no special status. But since our government has recognized the special character of the press, we think they should be included in this clause, but the government does not think we should have a separate paragraph. There is no need for such a paragraph.

[Traduction]

D'abord, l'on transférerait à un autre article la référence à la liberté de la presse et des autres grands moyens d'information. Cela n'engloberait pas la liberté de la presse et la liberté générale d'expression. Les honorables membres comprendront le fait que dans son libellé actuel, l'article 2b) se lit comme suit:

b) liberté de pensée, de croyance, d'opinion et d'expression, y compris la liberté de la presse et des autres grands moyens d'information;

Je le répète, l'intention, c'est simplement, à notre avis, qu'on ne peut définir aussi étroitement la liberté de la presse, comme on le fait à l'article 2b) proposé par le gouvernement. On ne peut restreindre la liberté de la presse sans une forme de liberté d'expression. Nous devrions laisser aux tribunaux le soin d'établir une jurisprudence dans ce domaine.

Monsieur le président, je dis cela surtout à la lumière du fait que la déclaration des droits de Diefenbaker, à laquelle mes amis de ce côté-ci de la table ont fait allusion tout à l'heure, établit une distinction explicite entre la liberté de la presse et les autres libertés proposées. Il y a des arguments, par exemple, en cas de diffamation et de restrictions visant la diffamation, voulant que la presse profite d'exemptions plus larges, et je ne dis certainement pas qu'elles soient générales. Je le répète, le premier objectif de l'amendement proposé est d'établir cette distinction. C'est une recommandation faite par l'Association du Barreau canadien, la section de la Colombie-Britannique, et un certain nombre d'autres témoins.

Deuxièmement, monsieur le président, la proposition vise à remplacer le mot «information» par le mot «communication». La raison, c'est qu'il y a une possibilité,—ce n'est pas une certitude, mais au moins une possibilité,—que le terme «interprétation» soit pris dans un sens plus étroit que ne le souhaitent tous les membres de ce Comité, j'en suis sûr, que l'on considère qu'il s'agit simplement d'une information objective et non d'une information subjective, contenant des croyances ou des opinions. C'est pourquoi nous proposons de remplacer le mot «information» par «communication», et j'ajouterai que c'est là la recommandation de l'Association du Barreau canadien.

Monsieur le président, c'est là l'essentiel de l'amendement proposé. Il comporte deux éléments importants, et j'invite les honorables députés à l'appuyer. J'essaierai certainement de répondre à toutes les questions que vous pourriez avoir.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

Monsieur Lapierre.

M. Lapierre: Thank you, Mr. Chairman. D'abord, je tiens à dire qu'il est plutôt intéressant de voir cet amendement, alors que les nombreuses études constitutionnelles ont affirmé que la presse est simplement un moyen d'exprimer des idées, des opinions et de transmettre de l'information, et qu'elle n'a aucun statut spécial. Toutefois, comme notre gouvernement a reconnu le caractère spécial de la presse, nous pensons qu'il faut l'inclure dans cet article, mais nous ne croyons pas que

[Text]

But the word "communication" instead of "information" would be very acceptable because it is like bonnet blanc ou blanc bonnet, and the government would be ready to change that word providing that it remains in the same Clause 2(b) of the amended version.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Robinson, I am sorry, I would like to recognize Mr. Hawkes before you have any possibility to reply or give additional comments on the proposed motion.

Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: I just have a question for the Minister and for his legal advisers.

Are there any implications for the issue of hate literature or pornography in the government's choice or in Mr. Robinson's proposed amendments, including the change from the word "information" to "communication"? Does this restrict governments anymore in terms of dealing with those kinds of social issues or not?

Mr. Kaplan: No, our view is that the hate literature legislation would be justified within the qualification contained in Clause 1 for reasonable limits.

In other words, the concept of hate literature is a reasonable limit that would survive the enactment of this legislation.

Mr. Hawkes: Is the government aware of a brief presented by Allan Mewett professor of law to the joint clerks on November 24, where he raises the issue, as a law professor, that in fact this clause as worded, and my quote would raise serious doubts as to the validity of present laws relating to hate propaganda, under the Criminal Code of Canada, Section 281(2), various sedition affects offences—Section 60 and 61; the publication of obscene literature, Section 159; and blasphemy Section 260, to name a few.

Mr. Kaplan: It should be obvious that you cannot agree with all the legal opinions that have been brought forward and made to this Committee because they often disagree with each other, and the legal opinion that we rely on suggests that that is not a likely interpretation of the Charter of Rights by a court.

Mr. Hawkes: Have you specifically looked at those sections and received advice?

Mr. Kaplan: Personally, I have not, but the officials have looked at them and given us the advice that I have just reported, notwithstanding that opinion.

Mr. Hawkes: Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Having no more speakers, I would like to invite Mr. Robinson to conclude on his amendments.

Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, just before I concluded I had a question for Mr. Lapierre, if I may.

[Translation]

cela devrait faire l'objet d'un paragraphe distinct. C'est tout à fait inutile.

Pour ce qui est de remplacer le mot «information» par «communication», nous n'avons aucune objection, car c'est blanc bonnet et bonnet blanc, et le gouvernement serait prêt à le faire, pour autant que le mot demeure dans le même article 2b) de la version amendée.

Le coprésident (M. Joyal): Excusez-moi, monsieur Robinson, je dois donner la parole à M. Hawkes avant que vous puissiez répondre ou faire d'autres commentaires sur la motion proposée.

Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: J'ai simplement une question à poser au ministre et à ses conseillers juridiques.

Le choix du gouvernement, ou l'amendement proposé par M. Robinson, y compris le fait de remplacer le mot «information» par «communication», touche-t-il à la question des publications haineuses ou pornographiques? Cela a-t-il comme effet de restreindre davantage l'action du gouvernement face à ce genre de questions sociales?

M. Kaplan: Non, nous pensons que les lois visant les publications haineuses seraient justifiables, sous les réserves normalement acceptées, comme le stipule l'article 1.

Autrement dit, le concept de publication haineuse est une réserve normalement acceptée, qui survivrait à l'adoption de cette loi.

M. Hawkes: Le gouvernement est-il au courant du mémoire présenté par Allan Newett, professeur de droit, aux greffiers des deux Chambres, le 24 novembre? En sa qualité de professeur de droit, il prétend que cet article, tel que libellé, et je cite: «soulèverait des doutes quant à la validité des lois actuelles visant la propagande haineuse, aux termes du Code criminel du Canada, article 281(2), séditions diverses touchant les délits... articles 60 et 61, les publications obscènes, article 159; et blasphématoires, article 260, pour n'en nommer que quelques-uns.

M. Kaplan: Il est évident qu'on ne peut être d'accord sur toutes les opinions juridiques présentées devant ce Comité, car elles sont souvent contradictoires, et celle sur laquelle nous basons suggère qu'il est peu probable qu'un tribunal interprète la charte des droits de cette façon.

M. Hawkes: Avez-vous étudié les articles en question et qu'est-ce qu'on vous a dit?

M. Kaplan: Pas personnellement, mais les fonctionnaires l'ont fait; ils nous ont dit ce que je viens de vous dire, nonobstant cette opinion.

M. Hawkes: Merci.

Le coprésident (M. Joyal): Comme il n'y a pas d'autres questions, je demanderais à M. Robinson de conclure ses commentaires.

Monsieur Robinson.

M. Robinson: Si vous me le permettez, monsieur le président, auparavant, j'aurais une question à poser à M. Lapierre.

[Texte]

Mr. Lapierre indicated that there had been, I think he said, several constitutional studies which affirmed that freedom of the press was merely an extension of the freedom of expression. I wonder if he could indicate what those are, in view of the fact that the government, in 1978, with the same legal advisors as are presently advising the government, presumably, in Bill C-60 proposed that indeed freedom of the press should be separated from freedom of expression, and I would note that Section 6 of Bill C-60 has one section which preserves the freedom of opinion and expression and a second section which deals with the freedom of the press and other media for the dissemination of news and the expression of opinion and belief.

Which studies, following that particular proposal by the government of Canada, have indicated that the freedom of the press is merely an extension of the freedom of expression?

Mr. Lapierre: I might refer you to first of all to the Canadian Bar Association, and you mentioned the British Columbia division, but the Canadian Bar Association itself came, and in their constitutional study in 1978 they proposed simply freedom of thought, opinion, expression and communication and they did not want to have anything to do with the freedom of the press. But our proposition is that I think that Clause 2(b) recognizes the importance of the press and other media as key vehicles of information and views but without trying to elevate that media of communication unduly over the right of the average citizen to express his view or disseminate information. This, we believe, is a fair and reasonable balance.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, Mr. Lapierre has referred to the study of the Canadian Bar Association's committee on the constitution. He indicated that there were several constitutional studies.

Which other studies have made this particular point?

Mr. Lapierre: Well, I think I will have to research on that. I am sorry, I did not mean many.

Mr. Kaplan: I could add, the propositions of First Ministers at the time of the Victoria Charter treated the freedom of the press in the ordinary category of general freedom of expression and that the Special Parliamentary Committee, in which, of course, your Party was represented took the same view that the press's freedom of expression is covered by the general freedom of expression provided for in that section.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Does this cover the point that you wanted to raise, Mr. Robinson, in order that you will be able to conclude on your remarks?

Mr. Robinson: No, Mr. Chairman. I just wish to seek some clarification from Mr. Lapierre on those studies to which he has referred.

Mr. Lapierre, I understand you are now saying that there is a single study that you are aware of?

Mr. Lapierre: Well, we are talking about exactly the same thing.

Mr. Robinson: I see.

[Traduction]

Je pense qu'il a dit que de nombreuses études constitutionnelles avaient affirmé que la liberté de la presse n'était qu'une simple extension de la liberté d'expression. Je me demande s'il pourrait me dire quelles sont ces études, étant donné qu'en 1978, et présumément avec les mêmes conseillers juridiques, le gouvernement a proposé dans le Bill C-60 que la liberté de la presse soit distincte de la liberté d'expression. A l'article 6 du bill C-60, il y a un alinéa protégeant la liberté d'opinion et d'expression et un deuxième alinéa visant la liberté de la presse et des autres médias s'occupant de la transmission de nouvelles et de l'expression d'opinions et de croyances.

A la suite de cette proposition du gouvernement canadien, quelles études ont indiqué que la liberté de la presse n'était qu'une extension de la liberté d'expression?

M. Lapierre: D'abord, je vous reporte à l'exposé de l'Association du Barreau canadien. Vous avez fait allusion à la section de la Colombie-Britannique, mais l'Association du Barreau canadien a comparu, et dans son étude constitutionnelle de 1978, elle propose simplement la liberté de pensée, d'opinion, d'expression et de communication; elle ne veut pas entendre parler de la liberté de la presse. Nous prétendons que l'article 2b) reconnaît l'importance de la presse et des autres moyens d'information comme véhicules clés de l'information et des opinions, mais sans essayer d'élever indûment les grands moyens d'information au-dessus du droit du citoyen moyen d'exprimer son opinion ou de transmettre de l'information. Nous croyons que c'est là un équilibre juste et raisonnable.

M. Robinson: Monsieur le président, M. Lapierre a parlé de l'article du comité de la constitution de l'Association du Barreau canadien. Il a dit qu'il y avait de nombreuses études constitutionnelles.

Quelles autres études ont tiré cette conclusion?

M. Lapierre: Et bien, je pense qu'il faudra faire des recherches. Excusez-moi, je ne voulais pas dire qu'il y en avait beaucoup.

M. Kaplan: Je pourrais ajouter que dans la charte de Victoria, les premiers ministres ont englobé la liberté de la presse dans la catégorie normale de la liberté d'expression en général, et que le comité parlementaire spécial, qui comprenait bien sûr des représentants de votre parti, était du même avis, c'est-à-dire que la liberté d'expression de la presse est comprise dans la liberté d'expression en général prévue dans cet article.

Le coprésident (M. Joyal): Cela répond-il à votre question, monsieur Robinson? Pouvez-vous maintenant terminer vos commentaires?

M. Robinson: Non, monsieur le président, je voudrais avoir des éclaircissements de la part de M. Lapierre concernant les études auxquelles il a fait allusion.

Je crois comprendre que vous dites maintenant, monsieur Lapierre, qu'il existe une seule étude, à votre connaissance. Est-ce exact?

M. Lapierre: Nous parlons tous les deux de la même chose.

M. Robinson: Ah bon.

[Text]

Mr. Kaplan: Reference to four supportive views were made: the Victoria Charter, the Special Parliamentary Committee in 1972, the CBA Constitutional Study in 1978, and a recent view which was similar, expressed by the CBA when it appeared before this very Committee.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, without labouring the point, of course, one is not surprised that the CBA's recent view reiterates their earlier written view since that was their only mandate in appearing before this Committee.

The Victoria Charter was certainly not a constitutional study, but in any event, Mr. Chairman . . .

Mr. Kaplan: We have a lot of respect for it, though.

Mr. Robinson: I will view with interest some of your comments on other aspects of the Victoria Charter at the appropriate time.

Mr. Chairman, I will not pursue the point. I think that it is important that we recognize that the press in society is a fundamental institution and that we may conceivably be narrowing their rights in proposing the amendment as the government has expressed it. I am pleased to hear, however, that the government is prepared to accept the amendment with respect to media of communication, but I would certainly urge the Committee members to consider supporting both.

Mr. Chairman, I understand that it is possible that if any Committee member desires a split in the vote that that will be granted, and I believe Mr. Lapierre has suggested that. I would certainly be prepared to accede to that.

• 1620

The Joint Chairman (Mr. Joyal): With the unanimous consent I would certainly be agreeable to splitting the proposed motion, if so agreed by honourable members.

So I would like now to call the vote on the first motion as proposed by Mr. Robinson on behalf of the New Democratic Party.

The first motion is the one dealing with striking out line 11 on page 3 and substituting the following: “, and expression, (c) freedom of the, ”.

Amendment negatived.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): We come back to the second motion. I will read it for the benefit of all honourable members:

(b) striking out line 12 on page 3 and substituting the following:

press and other media of communication;

Amendment agreed to

The Joint Chairman (Mr. Joyal): We go to the amendment proposed by the government party. I would like to invite Mr. Irwin to propose the motion.

[Translation]

M. Kaplan: On a fait allusion à quatre points de vue qui appuyaient notre position: la charte de Victoria, le comité parlementaire spécial de 1972, l'étude sur la constitution faite par l'Association du Barreau canadien en 1978, et une opinion semblable exprimée dernièrement par l'Association du Barreau canadien lors de sa comparution devant le Comité.

M. Robinson: Je ne veux pas trop insister sur ce point, monsieur le président, mais il n'est bien sûr pas étonnant que l'opinion exprimée dernièrement par l'Association du Barreau canadien soit une simple réitération du point de vue qu'elle avait exprimé plus tôt par écrit, étant donné qu'il s'agissait de son seul mandat au moment de sa comparution devant le Comité.

La charte de Victoria n'était certainement pas une étude sur la constitution, mais, de toute façon, monsieur le président . . .

M. Kaplan: Nous avons quand même beaucoup de respect pour ce document.

M. Robinson: Je vais écouter avec intérêt vos observations concernant d'autres aspects de la charte de Victoria plus tard.

Je ne vais pas poursuivre sur ce sujet, monsieur le président. J'estime qu'il est important de reconnaître que la presse est une institution fondamentale de la société et que nous rétrécissons peut-être ses droits dans l'amendement proposé par le gouvernement. Cependant, je suis heureux de savoir que le gouvernement est disposé à accepter l'amendement concernant les médias de communications, mais j'encourage fortement les membres du Comité à appuyer les deux.

Je crois savoir, monsieur le président, que si un membre du Comité veut que l'on vote par étape, on procédera de cette façon. Je pense que M. Lapierre a proposé cette formule. Je suis certainement prêt à accepter sa proposition.

Le coprésident (M. Joyal): S'il y a consentement unanime, je suis certainement disposé à voter par étape sur la proposition.

Nous allons maintenant procéder au vote sur la première motion proposée par M. Robinson au nom du Nouveau parti démocratique.

La première motion propose la substitution, à la ligne 10, page 3, de ce qui suit: «nion et d'expression; c) la liberté;»

L'amendement est rejeté.

Le coprésident (M. Joyal): Nous passons maintenant à la deuxième proposition. Je vais la lire pour tous les honorables membres du Comité;

b) en retranchant la ligne 12, à la page 3, et en la remplaçant par ce qui suit:

de la presse et des autres moyens de communication;

L'amendement est adopté.

Le coprésident (M. Joyal): Nous passons maintenant à l'amendement proposé par le gouvernement. Je vais demander à M. Irwin de présenter la proposition.

[Texte]

Mr. Irwin: Mr. Chairman, on Clause 2, we have two amendments. The first is a numerical one. I move that the French version of Clause 2 of the proposed Constitution Act 1980 be amended by deleting line 11 on page 3 and substituting the following therefore:

de la presse et des autres moyens

Je veux proposer la motion que la version française de l'article 2 du projet de Loi constitutionnelle 1980 soit modifiée en retranchant la ligne 11, à la page 3 et en la remplaçant par ce qui suit:

de la presse et des autres moyens

Je veux m'assurer aussi que le texte français est en tous points conforme au texte anglais dans l'esprit et dans la lettre.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I am advised by the Clerk that we should deal at this point, if we are to respect the order of the motion, specifically with the one pertaining to Clause 2(c) and Clause 2(d). The motion that is numbered G-6, Clause 2, page 3—I think inadvertently you have read the motion numbered G-6.1, and that one comes only after we have dealt with the first one which is numbered G-6; because we have other amendments to deal with in between those two amendments.

Mr. Irwin: Monsieur le président, I move that Clause 2 of the Constitution act, 1980 be amended by striking out lines 13 and 14 on page 3 and substituting the following:

freedom of peaceful assembly; and (d) freedom of association.

I would call on Monsieur Corbin, en français.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Corbin, s'il vous plaît.

M. Corbin: Il est proposé que l'article 2 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 13 et 14, page 3, de ce qui suit:

c) liberté de réunion pacifique;

d) liberté d'association.

Le coprésident (M. Joyal): Merci. Are there any other comments or points of information that honourable members would like to put forward?

Monsieur Lapierre.

M. Lapierre: De ce côté-ci de la table, le Gouvernement propose cet amendement suite aux représentations du Barreau canadien qui voulait enlever tout doute sur la possibilité de mêler les deux notions et nous pensons que cela ne change rien à la nature et qu'il serait facile . . .

The Canadian Bar Association argued that in the light of some cases a clear distinction must be made and we thought it could do it easily.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Lapierre. Is there any other speaker on the proposed motion.

I see that honourable members are ready for the vote.

Amendment agreed to.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable James McGrath.

[Traduction]

M. Irwin: Nous avons deux amendements à proposer à l'article 2, monsieur le président. Le premier est d'ordre numérique. Je propose que la version française de l'article 2 de la loi constitutionnelle de 1980 soit modifiée par la substitution, à la ligne 11, page 3, de ce qui suit:

de la presse et des autres moyens

I move that the French version of Clause 2 of the proposed Constitution Act 1980 be amended by deleting line 11 on page 3 and substituting the following therefore:

de la presse et des autres moyens

I also want to make sure that the French version matches the English version in both the spirit and the wording.

Le coprésident (M. Joyal): Le greffier me dit qu'afin de respecter l'ordre de la motion, nous devons considérer maintenant l'amendement concernant l'article 2c) et l'article 2d). Il s'agit de l'amendement G-6, article 2, page 3 . . . Je crois que vous avez lu, par inadvertance, l'amendement numéroté G-6.1, qui doit suivre l'amendement G-6, parce que nous devons considérer d'autres amendements entre ces deux là.

M. Irwin: Mr. Chairman, I move that Clause 2 of the Constitution Act, 1980, be amended by striking out lines 13 and 14 on page 3 and substituting the following:

freedom of peaceful assembly; and (d) freedom of association.

Je vais demander à M. Corbin de lire l'amendement en français.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Corbin, please.

Mr. Corbin: Il est proposé que l'article 2 du projet de loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par la substitution, aux lignes 13 et 14, page 3, de ce qui suit:

c) liberté de réunion pacifique;

d) liberté d'association.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you. Y a-t-il des membres du Comité qui ont des commentaires à faire ou des questions à poser?

Mr. Lapierre.

Mr. Lapierre: The government is putting this amendment forward as a result of the representations made by the Canadian Bar Association concerning the removal of any doubt about confusing the two concepts, and we believe that this does not substantially change and that it would be easy . . .

L'Association du Barreau canadien a dit que, parfois, il faut distinguer clairement entre les deux notions, et nous avons cru qu'il serait facile de le faire.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Lapierre. Y a-t-il quelqu'un d'autre qui veut intervenir au sujet de l'amendement proposé?

Je constate que les membres du Comité sont prêts à voter.

L'amendement est adopté.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable James McGrath.

[Text]

Mr. McGrath: Mr. Chairman, it may facilitate time when we come to motions where there is unanimity and where you may not have to ask for a show of hands, but merely for agreement. It saves time.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): We are certainly open to suggestions of that kind, Mr. McGrath; and we thank you for having made it.

So we move on the next amendment—one by the NDP party. I would like to invite the honourable Mr. Robinson on behalf of the New Democratic Party. It is amendment numbered N-4, Clause 2, page 3; and I always refer for identification of figures to the ones that are on top of the page on the right hand side which would help members to identify matters from the amount of paper they have in front of them.

Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Merci, monsieur le président.

This particular amendment, namely that the proposed amendment to lines 13 and 14 of Clause 2 of proposed constitution act 1980 be amended by

(a) striking out the word “peaceful” in paragraph (c); and (b) adding to paragraph (d) the following:

including the freedom to organize and bargain collectively.

Mr. Chairman, once again, we are dealing with two separate proposals. The first proposal is with respect to the right to peaceful assembly which is proposed, as reformulated and would read:

2. Everyone has the following fundamental freedoms:

(c) freedom of peaceful assembly

as it is proposed now.

Certainly the intent of this amendment, removing the word “peaceful” is to bring it into line with the Diefenbaker Bill of Rights in this respect. The jurisprudence to date in Canada has dealt on the basis of that particular formulation in the Diefenbaker Bill of Rights which referred simply to the freedom of assembly and it was not qualified by the word “peaceful”.

I think it was the Federation of Canadian Civil Liberties and Human Rights Associations that urged that the adjective “peaceful” be removed and that there should be a burden resting on the government to prove that acts are illegal and that there should not be any burden on the individual or group to prove that they are in fact acting peacefully.

This fundamental right of assembly could, again, possibly be narrowed by inserting the word “peacefully”.

Now I recognize that this word is inserted in the United Nations Covenant which refers to the right of peaceful assembly. But as I say, Canadian jurisprudence has been dealing with the Diefenbaker Bill of Rights on this particular question, and I frankly do not understand what the word “peaceful” adds. It could be used to detract from what is a very fundamental freedom.

The second change which I would propose, Mr. Chairman, on behalf of the New Democratic Party is that we add to the new Clause 2(d) which now reads:

[Translation]

M. McGrath: Dans le cas de motions qui font l'objet d'un consentement unanime, vous pourriez peut-être demander si les membres sont d'accord, sans passer par un vote à main levée. Nous pourrions gagner du temps, de cette façon.

Le coprésident (M. Joyal): Nous sommes certainement disposé à considérer les suggestions de ce genre, monsieur McGrath, et nous vous en remercions.

Passons maintenant au prochain amendement, qui a été proposé par le Nouveau parti démocratique. Je demande à l'honorable Svend Robinson de le proposer au nom du NPD. Il s'agit de l'amendement N-4, article 2, page 3. Pour la gouverne des membres, je me sers toujours des chiffres en haut de la page, à droite, pour identifier les amendements.

Monsieur Robinson.

M. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

Cet amendement propose que le projet de modification des lignes 13 et 14 de l'article 2 du projet de loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par:

a) la suppression du mot «pacifique» à l'alinéa c) et b) l'adjonction, au paragraphe d), de ce qui suit:

y compris la liberté d'association syndicale et de négociation collective.

De nouveau, monsieur le président, il s'agit de deux propositions différentes. La première porte sur le droit proposé à la liberté de réunion pacifique. Le nouveau libellé de l'article se lirait ainsi:

2. Chacun a les libertés fondamentales suivantes:

c) liberté de réunion pacifique;

C'est l'amendement proposé par le gouvernement.

En retranchant le mot «pacifique», nous voulons faire correspondre cet article à la déclaration des droits de Diefenbaker. Jusqu'ici, la jurisprudence, au Canada, a utilisé ce libellé, qui figure dans la déclaration des droits de Diefenbaker, qui fait allusion simplement à la liberté de réunion, sans la qualifier du mot «pacifique».

C'est, je crois, la Fédération canadienne des associations des libertés civiles et des droits de l'homme qui a demandé que l'on retranche le qualificatif «pacifique», qu'il incombe au gouvernement de prouver que certains gestes sont illégaux et qu'il n'incombe pas à un particulier ou à un groupe de prouver qu'ils agissent de façon pacifique.

Le droit fondamental à la liberté de réunion pourrait être restreint par le mot «pacifique».

Je sais très bien que ce mot figure dans le pacte des Nations unies, qui parle du droit à des réunions pacifiques. Mais ainsi que je l'ai déjà expliqué, nous avons examiné ce que la déclaration de Diefenbaker avait dit à ce sujet et je ne vois pas très bien ce que le mot «pacifique» ajoute au texte. Il pourrait au contraire, à mon avis, saper une des libertés fondamentales.

Au nom du N.P.D., je propose une deuxième modification, en ajoutant notamment au nouvel article 2d) actuellement libellé:

[Texte]

(d) freedom of association, the words "including the freedom to organize and bargain collectively."

Mr. Chairman, I would certainly hope that this would be an amendment which would be supported unanimously by all members of this Committee, because it is a principle which has been established, not only in Canadian law, not only through the long standing principles of the International Labour Organization in which Canada has played an outstanding role, but in all major international statements of human rights.

Indeed, Mr. Chairman, the Universal Declaration of Human Rights, refers to the fundamental right of Canadians to form and join trade unions, to organize and to bargain collectively.

In addition, the International Covenant on Civil and Political Rights in Article 22 explicitly refers to the right to organize and bargain collectively.

The European Convention on Human Rights once again refers to the right to organize and bargain collectively.

So, Mr. Chairman, this right—this fundamental right—which I would submit is included within the concept of freedom of association, should be made explicit, because we are talking about the values of Canadian society and this must be surely recognized as one of the most fundamental values of Canadian society.

I hasten to point out that this does not go so far as to entrench in the constitution the right to strike as such.

What we are talking about is the right of working men and women to organize and come together collectively and to bargain collectively.

The question of the right to strike is quite deliberately, frankly, not dealt with in this proposed amendment, because we are dealing with the fundamental incidence of freedom of association.

So, as I say, Mr. Chairman, I hope that particularly the second amendment, but that both amendments would be supported unanimously by the Committee.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

I would like to invite now the honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, I have a number of questions to put either to Mr. Robinson or to the Minister.

This amendment causes me some concern as to the implications which are in fact involved in it.

I believe Mr. Robinson said that this amendment would not affect the right to strike. Is that correct, Mr. Robinson?

Mr. Robinson: That is correct, Mr. Epp.

Mr. Epp: I would like the Minister to give us the government's position on whether or not it would affect the right to strike.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable, the Acting Minister of Justice.

Mr. Kaplan: Our position on the suggestion that there be specific reference to freedom to organize and bargain collec-

[Traduction]

d) liberté d'association, les mots:

«y compris la liberté de se syndiquer et de mener des négociations collectives».

J'espère que cet amendement sera approuvé unanimement par tous les membres du Comité, ce principe étant établi non seulement en droit canadien, mais aussi dans la pratique de l'Organisation internationale du travail, au sein de laquelle le Canada joue un rôle éminent, ainsi que dans toutes les principales déclarations internationales relatives aux droits de l'homme.

Ainsi, la Déclaration universelle des droits de l'homme mentionne le droit de créer des syndicats et d'y adhérer, et de mener des négociations collectives.

L'article 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques mentionne explicitement le droit de se syndiquer et de mener des négociations collectives.

La Convention européenne des droits de l'homme évoque elle aussi les mêmes droits.

Ce droit fondamental qui, à mon avis, fait partie de la notion de liberté d'association devrait être explicité, cela constituant une des valeurs fondamentales de la société canadienne.

Je tiens à ajouter que cela ne signifie nullement que le droit de grève est ainsi entériné dans la constitution.

Il s'agit uniquement de reconnaître aux hommes et aux femmes le droit de se constituer en syndicats et de mener des négociations collectives.

Nous avons, de propos délibéré, omis d'évoquer le droit de grève dans ce projet d'amendement, vu qu'il s'agit, en l'occurrence, uniquement de la liberté d'association.

J'espère donc, monsieur le président, que ces deux amendements ont l'appui unanime des membres du Comité.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Robinson.

La parole est à M. Epp.

M. Epp: J'ai une série de questions à poser soit à M. Robinson, soit au ministre.

J'éprouve quelques réserves quant à cet amendement.

Vous avez bien dit, monsieur Robinson, que cet amendement ne concerne nullement le droit de grève.

M. Robinson: C'est exact, monsieur Epp.

M. Epp: Le ministre pourrait-il nous dire ce que le gouvernement pense de cet amendement, et notamment de son incidence sur le droit de grève?

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur le ministre suppléant de la Justice.

M. Kaplan: Pour ce qui est de la proposition d'inclure un article qui traite tout particulièrement de la liberté d'associa-

[Text]

tively is that that is already covered in the freedom of association that is provided already in the Declaration or in the Charter; and that by singling out association for bargaining one might tend to diminish all the other forms of association which are contemplated—church associations; associations of fraternal organizations or community organizations.

If one tears apart that general freedom of association it may diminish the general meaning—freedom to associate.

We agree with Mr. Robinson, however, that the right to strike would not necessarily be affected by the inclusion of this new expression which is being proposed by the New Democratic party.

Mr. Epp: I have a second question, Mr. Chairman.

I would like to ask the Minister this. In public services, essential services specifically, if Parliament would be faced with a strike in a part of the public service which is considered to be essential, and there would be back to work legislation put through Parliament, how could that legislation be struck down if this amendment were in fact passed?

Mr. Kaplan: Those who wanted to oppose that legislation, if they chose to rely on portions of the Charter would choose Clause 1, arguing that the back to work legislation was an unreasonable interference with general freedoms.

I doubt if back to work legislation could be affected by the Charter, or that the right to strike legislation could be affected by the Charter.

Mr. Epp: Could it not be the case that a union that is on strike at the present time—of course this is only a hypothetical case—and even an illegal strike, and there was back to work legislation, could you not argue, if this were included that their right to effectively bargain collectively is in fact being reduced or that narrow parameters are being put around it.

Mr. Kaplan: It is a possibility, but our view, as I have already indicated, is that this new language adds nothing which is not already provided in the right of association.

Mr. Epp: Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Epp.

Before recognizing Mr. Nystrom, I would like to invite Madam Campbell.

Miss Campbell: Mr. Chairman, when we started as far back as November 13, 1980, the Minister was here and Mr. Tassé was here and I questioned just how broad was freedom of association. At that time I would say that under Clause 1 of the onus would have been on the individual or group to prove that the position they were in was legal.

In this case any legislation, following up on what Mr. Epp has said, by the government imposing any sanction against a group which would want to associate, would have to be dealt with in a manner in which it would have to be shown that it was demonstrably justified.

[Translation]

tion et du droit à la négociation collective, nous pensons que ces deux points sont couverts par les termes «libertés d'association», qui figurent dans la charte. En créant un article à part qui traiterait du droit à la négociation collective, cela pourrait amoindrir l'importance des autres types d'associations, comme les associations religieuses, fraternelles ou communautaires.

En nuancant trop le concept de liberté d'association, la signification générale de cette expression pourrait s'en trouver réduite.

Nous sommes néanmoins d'accord avec ce que dit M. Robinson, c'est-à-dire que l'inclusion de l'expression proposée par le Nouveau parti démocratique ne toucherait pas nécessairement la question du droit de grève.

M. Epp: Monsieur le président, j'aimerais poser une deuxième question.

Monsieur le ministre, si le Parlement se trouvait aux prises avec une grève d'un secteur essentiel de la fonction publique, et si le Parlement adoptait des lois exigeant le retour au travail, comment ces lois pourraient-elles être combattues si cette modification était acceptée?

M. Kaplan: Les personnes qui s'opposeraient à de telles lois, si elles voulaient s'en tenir au texte de la charte, fonderaient leurs arguments sur l'article 1, en prétendant que les lois exigeant le retour au travail constituent une ingérence abusive au niveau des libertés fondamentales.

Je doute fort que la charte puisse s'appliquer à des lois sur le retour au travail, ou au droit de combattre des lois.

M. Epp: Prenons un exemple hypothétique. Supposons que les membres d'un syndicat décident de faire la grève, même si cette grève est illégale, et que le gouvernement adopte une loi exigeant leur retour au travail. Ne pourrait-on pas dire, si ce droit était ajouté à la charte, que le droit de négocier collectivement est en fait réduit par les paramètres en fonction desquels il se définit?

M. Kaplan: Il s'agit là d'une possibilité, mais d'après nous, comme je l'ai déjà dit, on n'ajoute rien au droit d'association en incluant les mots que vous proposez.

M. Epp: Merci.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Epp.

Avant de donner la parole à M. Nystrom, j'inviterais M^{lle} Campbell à intervenir.

Mlle Campbell: Aux environs du 13 novembre 1980, le ministre et M. Tassé sont venus parmi nous et je leur ai posé des questions au sujet des limites du principe de la liberté d'association. D'après ce que l'on m'a dit à l'époque, en vertu de l'article 1, c'est à la personne ou au groupe concerné qu'il revient de prouver que sa situation est légale.

Pour poursuivre sur ce qu'a dit M. Epp, dans le cas qui nous intéresse, à l'heure actuelle, si le gouvernement imposait des sanctions à un groupe souhaitant s'associer, il faudrait, en fait, prouver que ces mesures sont justifiées.

[Texte]

In other words, going back to the new Clause 1 as proposed there would be a heavier onus to show that the organizing or association of any group was not legal. I go back to the case which was cited—the SIU. In that case it was shown that the organizing was—it was a Seafarers' Union case—was wrong; it was illegal.

But I am wondering whether there was that heavier onus.

What I am trying to say is that since that day when I questioned on this, I liked the idea of Mr. Robinson's, but I felt at the time you included "organizing" but you went on to say that this freedom of the Charter would recognize the right of two individuals to organize themselves or to associate for that purpose—you were answering a question I had asked when I asked if fishermen had a right to organize. You specifically said this would be included in freedom of association.

I am wondering if there is a further extension of an added right to the individual because of the new Clause 1 which puts the onus on the government to destroy or go against the rights there.

Mr. Tassé: I think that is a fair interpretation of the application of Clause 1 in the context we are discussing.

An act of Parliament or a legislature imposing limits to that particular freedom would have to meet the test of Clause 1, and it would have to be demonstrated that the limits were reasonable and justified in a free and democratic society.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Merci beaucoup.

I would like to invite now the honorable Bryce Mackasey on the same question.

Mr. Mackasey: My comment will be very brief. It is a subject which is not unfamiliar to me, when I think of my years as a member of a trade union, the IBW—and I am still a card-carrying member of that organization and have been for 40 years; and also having attended many ILO conferences where this whole philosophy has been discussed.

If I may, Mr. Chairman, I would like to suggest that union movement is better with the terminology "freedom of association" than with what is proposed, because the moment we include the freedom to organize and bargain collectively, we immediately develop a defence mechanism against this additional provision.

We tend to forget that there is nothing in law of this land to prevent workers from organizing; absolutely nothing.

There are dozens and dozens of unions in Canada—industrial unions, waterfront unions—that have just formed voluntarily like credit unions, which is a union.

There is nothing in the law which says that five, 10 or 500 people cannot band together for a common purpose.

The problem with the unions comes not from their freedom of association, but to be recognized legally for another particular purpose; for instance the right to bargain on behalf of

[Traduction]

Autrement dit, si l'on s'en tenait au libellé proposé de l'article 1, le gouvernement serait encore davantage tenu de démontrer l'illégalité de l'organisation ou de l'association d'un groupe. Citons l'exemple qui a déjà été donné, celui du Syndicat international des marins canadiens. On a dû prouver que son organisation était illégale.

Mais je me demande quelles sont les véritables limites de cette responsabilité.

Lorsque je vous ai posé ces questions, j'aimais l'idée avancée par M. Robinson, mais je pensais, à l'époque, que vous incluez dans la définition le principe d'organisation. Mais vous avez poursuivi en disant que cette liberté, prévue dans la charte, reconnaîtrait le droit à deux personnes de s'organiser ou de s'associer. Vous répondiez à une question que j'avais posée au sujet du droit des pêcheurs de s'organiser. Vous m'avez alors répondu que cela était couvert par les mots: «liberté d'association».

J'aimerais savoir si l'article 1, qui rend le gouvernement responsable de la destruction ou du refus des droits qu'il contient, n'a pas pour effet d'élargir en quelque sorte la définition du droit dont nous discutons depuis quelques instants.

M. Tassé: Je pense que cela constitue une assez bonne interprétation de l'application de l'article 1 dans le contexte.

Si le Parlement ou une Assemblée législative décidait d'imposer des limites à cette liberté, il faudrait qu'il puisse prouver que ces limites étaient à la fois raisonnables et justifiées dans le contexte d'une société libre et démocratique.

Le coprésident (M. Joyal): Thank you very much.

Je donne maintenant la parole à l'honorable Bryce Mackasey, qui souhaite faire une intervention au sujet du même point.

M. Mackasey: Mes commentaires seront brefs. Il s'agit là d'un sujet que je connais assez bien, puisque je suis membre de la FIT depuis 40 ans. Aussi, ai-je participé à de nombreuses conférences organisées par le BIT, au cours desquelles on a discuté de toute cette philosophie.

Si vous me le permettez, monsieur le président, je dirai que le mouvement syndicaliste préfère les mots «liberté d'association» aux mots proposés dans la motion. Dès que nous ajoutons la liberté d'organisation et de négociation collective, il se crée tout de suite un mécanisme de défense contre cette disposition supplémentaire.

Nous avons tendance à oublier qu'aucune des lois du pays n'interdit aux travailleurs de s'organiser.

Il existe au Canada des douzaines de syndicats, qu'il s'agisse de syndicats industriels, de syndicats de débardeurs ou autres, qui se sont formés spontanément, tout comme les caisses populaires, qui sont en fait des syndicats.

Aucune loi ne dit que 5, 10 ou 500 personnes ne peuvent pas s'associer ensemble en vue de réaliser un objectif commun.

Le problème des syndicats ne découle pas de la liberté d'association qu'ils exercent, mais du fait qu'ils ont du mal à se faire reconnaître par la loi lorsqu'ils se proposent un nouvel

[Text]

longshoremen, if you like, on the British Columbia waterfront. This is something you must negotiate.

But Mr. Chairman, what would worry me about including freedom to organize and bargain collectively is that we would be stressing the rights of a particular group of Canadians through their freedom of association to form a union.

I come back to the medical profession, the Bar—call it what you want—the chartered accountants: they are, in essence, a union: they are a group of Canadians who have banded together under freedom of association for a common purpose. I will not bore the Committee with history, but it is amazing in the old days what was given as the reason for getting together.

Although this is meant to help the trade union movement, I do not think it does, because most trade unionists I know of cherish their right to form their own union on a voluntary basis and then seek the right under the laws of their province, and to use that association for a specific legal purpose, maybe to bargain with their employers.

But I say this could restrict Canadians outside of the context—industrial unions, if you like—from forming their own unions for their own voluntary reasons—and doctors are a good example, because they are now saying “We want a union”, and they have a union! The Canadian Medical Association is a very powerful union and they are now looking to the government and saying “We should be bargaining collectively for our wages”!

• 1640

So I just skay, Mr. Chairman, that I for one, and I am not speaking for the government, like the term freedom of association precisely as it is. I think on a broader perspective it is more in the interests of the workers than this addition.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Mackasey.

Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Mackasey has said a number of things which are of course true about the progress made in this country towards allowing workers to organize, to bargain collectively, and we do have in the Charter as proposed by the government freedom of association, and of course I am very pleased with that kind of progress, I am very pleased to see that in there, but where I differ a bit with Mr. Mackasey is that I think it is worthwhile to put in that Charter something which will give society perhaps a bit of direction, which will underline a basic and fundamental value in our society which is the right to organize and to bargain collectively.

[Translation]

objectif. Je citerai à titre d'exemple le droit de négocier au nom des débardeurs de la Colombie-Britannique. Il s'agit là de quelque chose qu'il faut négocier.

Cependant, ce qui m'ennuie, monsieur le président, c'est que si l'on ajoute la liberté d'organisation et de négociation collective, cela reviendra en fait à souligner les droits d'un groupe particulier de Canadiens en mettant l'accent sur leur liberté de s'associer en tant que syndicat.

Il existe d'autres groupes comme les médecins, les avocats et les comptables agréés qui se sont en fait associés en tant que syndicat. Il s'agit de groupes de Canadiens qui se sont rassemblés, en vertu de la liberté d'association, pour réaliser un but commun. Je ne voudrais pas ennuyer les membres du Comité avec un cours d'histoire, mais les raisons invoquées pour justifier une association étaient dans le temps parfois assez surprenantes.

Je comprends bien que ces modifications ont été proposées dans le but d'appuyer le mouvement syndicaliste, mais je ne pense franchement pas que cela arrange beaucoup les syndiqués. Pour la plupart d'entre eux, le droit de s'associer en syndicat de façon spontanée pour ensuite chercher à obtenir ce droit en vertu des lois de la province, pour ensuite viser un objectif particulier, par exemple négocier avec les employeurs, leur tient beaucoup à cœur.

Je pense que cela pourrait en fait limiter les possibilités des Canadiens qui ne sont pas couverts par cette définition—celles des syndicats industriels, si vous voulez—de créer leur propre syndicat pour réaliser les objectifs qu'ils se fixent. Les médecins en sont un bon exemple. Ils disent tous: «Nous voulons un syndicat», et ils en ont un! L'Association médicale canadienne est un syndicat très puissant qui réclame maintenant au gouvernement le droit de négocier collectivement les salaires de ses membres.

Je ne parle pas bien sûr pour le compte du gouvernement, monsieur le président, mais je préférerais pour ma part qu'on s'en tienne aux termes «liberté d'association», tels qu'ils figurent déjà dans la Charte. Je pense que cette définition répond davantage aux intérêts des travailleurs que celle proposée dans l'amendement.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Mackasey.

Monsieur Nystrom.

M. Nystrom: Merci, monsieur le président.

M. Mackasey a fait un certain nombre de remarques tout à fait exactes au sujet des progrès réalisés au Canada en vue de permettre aux travailleurs de s'organiser et de négocier collectivement. La Charte telle que proposée par le gouvernement fait état de la liberté d'association et j'en suis ravi. Mais je ne suis cependant pas tout à fait d'accord avec M. Mackasey. Je pense qu'il serait intéressant de parler dans la Charte de quelque chose qui définira une certaine orientation pour la société canadienne et qui soulignera une valeur fondamentale au sein de notre société, celle du droit d'organisation et de négociation collective.

[Texte]

I do not think it takes away any or would even suggest taking away the rights of any other groups. I know in my own province, Mr. Mackasey referred to doctors, the doctors in essence do that in my province. They have an organization, it is not called a union, it is called the Doctors Medical Association, of course, and they do bargain with the Saskatchewan government regarding their fees, and that is the case I guess in many if not all of the provinces in this country and I do not think it would interfere at all, Mr. Chairman, with that kind of right.

I just think it is very important if you look at the history of working people and the struggles they have had over the years in this country and around the world to form trade unions, to organize, to win collective bargaining rights, that we enshrine something a bit more explicitly in our constitution.

I can go back over the history of our own country, and I will not go into detail at all now about some of the problems that people have had. I can look even at our contemporary society and some of the problems that bank employees are having in trying to organize, and I just think it is a little bit easier for them if this explicit right is in our constitution giving our society a little bit more direction. I think it signals to employers that this right is a very important right.

One final comment. We look at recent world happenings, we think of Poland and the strife in Poland and the whole Polish situation is centred around this kind of an amendment, the right of the Polish workers to organize and bargain collectively, and they have won that right in their country, a very important step, and I hope it is the type of thing that will evolve throughout the Eastern Bloc nations as well.

That is really all I wanted to say, Mr. Chairman. I realize we have gone a long ways, I am glad freedom of association is in here but I think it makes it a bit more explicit, a bit more clear as to the kind of direction we want our society to go.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Nystrom.

Mr. Robinson, you wanted to conclude on the amendment.

Mr. Robinson: There are no other speakers?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I have no other speakers, that is why I invite you at this point to conclude on the amendment.

Mr. Robinson: Thank you very much, Mr. Chairman.

I have listened with interest to the remarks of my friend Mr. Mackasey, and certainly Mr. Epp, and other concerns that have been expressed on this amendment and I would like to respond to just a couple of the concerns that have been raised.

First of all it was suggested by the Minister that in some way, by adding these words, that we were not adding very much because they were already included within the concept of freedom of association. Well, Mr. Chairman, if that is the case I find a certain conflict between the argument made by Mr. Mackasey and the argument made by the Minister.

[Traduction]

D'après moi, cela ne serait nullement nuire aux droits des autres groupes. M. Mackasey a parlé des médecins. Je sais que dans ma propre province les médecins se sont regroupés en une association, qui n'est pas un syndicat, et qui porte le nom d'Association des médecins. Cette association négocie avec le gouvernement de la Saskatchewan pour l'établissement des honoraires, et je suppose que la même chose se produit dans bon nombre d'autres provinces canadiennes. Je ne pense pas, monsieur le président, que la modification, si elle était adoptée, pourrait nuire à ce genre de droit.

Je pense tout simplement que, compte tenu de l'histoire des travailleurs et des luttes qui sont menées ici et à l'étranger pour créer des syndicats, pour s'organiser, pour négocier collectivement, il est très important que nous enchaînons dans notre Constitution quelque chose d'un peu plus explicite.

Je pourrais bien sûr vous faire un très long récit sur certains problèmes que les Canadiens ont eus à surmonter sur ce plan, mais je ne le ferai pas. Il suffit de regarder l'état de la société contemporaine et les problèmes que connaissent les employés de banque qui souhaitent s'organiser. Je pense tout simplement que leur tâche serait plus facile si ce droit figurait dans la Constitution, puisque cela définirait certaines orientations pour notre société. D'après moi, cela montrerait aux employeurs qu'il s'agit d'un droit des plus importants.

J'aimerais faire un dernier commentaire. Regardons ce qui se passe autour de nous dans le monde. Songeons à la Pologne et aux événements qui s'y sont produits suite à la revendication par les travailleurs polonais du droit de s'organiser et de négocier collectivement. Ils ont d'ailleurs gagné la lutte pour obtenir ce droit et cela correspond à une étape très importante que j'aimerais voir franchie dans les autres pays de l'Est.

Voilà ce que j'avais à dire, monsieur le président. Je me rends bien compte que nous avons fait beaucoup de progrès, et je suis heureux de constater que la Charte fait état de la liberté d'association, mais je pense que la modification que nous avons proposée rendrait les choses plus explicites et plus claires et définirait l'orientation future de la société canadienne.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Nystrom.

Monsieur Robinson, vous vouliez conclure?

M. Robinson: Personne d'autre ne souhaite intervenir?

Le coprésident (M. Joyal): Personne d'autre n'a demandé à prendre la parole et c'est pourquoi je vous invite à présenter votre conclusion au sujet de cette modification.

M. Robinson: Merci beaucoup, monsieur le président.

J'ai écouté avec intérêt les remarques faites par mon ami, M. Mackasey, ainsi que par M. Epp et tous les autres qui ont donné leur avis sur cette modification et j'aimerais reprendre quelques points qui ont été soulevés.

Tout d'abord, le ministre a dit qu'en ajoutant ces mots, on n'ajoutait en fait rien de plus au concept de la liberté d'association. Si tel est le cas, monsieur le président, je trouve quelque peu contradictoire l'argument avancé par M. Mackasey et celui présenté par le ministre.

[Text]

The Minister has said that this does not change anything, that it does not change anything whatsoever. Mr. Mackasey is saying that somehow it might change something.

Now, I am trying to understand which of those positions is the accurate position. I certainly think that, Mr. chairman, I would assume that the correct position would be that this is an example of one of the most fundamental freedoms of association and in no way does it derogate from the concept of freedom of association, and Mr. Minister, with respect. If what you are saying is that by specifying, using the words "including the freedom to organize and bargain collectively" that in some way be specifying that we are perhaps leaving out other, I think you said other associations, church groups and so on, I would be interested to hear the views of your Deputy on that.

I do not think there is any legal foundation for that whatsoever, because what you are saying is the word "including" is restrictive, and if you are saying that the word "including" is restrictive or could be construed as restrictive, presumably the same analogy or same argument would apply in Clause 50.

Mr. Kaplan: Sorry, if I appeared to be putting it on a legal basis I am glad I have the chance to clarify it.

I meant by that why is priority being given, why are you selecting one particular form of association to recognize when others that many would argue are more fundamental, like a religious association or an association of a community or an association of a group of ratepayers or political parties association. Why is the freedom to associate and bargain collectively so much more important than all the others that it should be given that special recognition? It seems to me a bad perspective to put on the freedom of association.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, with respect to the Minister, what the Minister is saying flies in the face of the commitments that have been made by his own government and by the ten provincial governments, and I would draw to the attention of the Minister Article 22 of the International Covenant which reads as follows:

Everyone shall have the right to freedom of association with others, including the right to form and join trade unions for the protection of his interests.

So, Mr. Minister, your government has recognized that that particular right is one which should be singled out when we are talking about freedom of association.

Mr. Kaplan: You keep reviving the discredited argument or suggestion that every commitment of the government can only be met by changing the Charter or by putting something in the Charter.

Mr. Robinson: No, Mr. Minister, I was merely responding to your suggestion that by singling this out we were indicating it had a certain priority. The government has already stated that this has a certain priority in accepting a commitment to Article 22.

Mr. Kaplan: You are reading from the UN Charter, not from a document prepared by this government.

[Translation]

Le ministre a dit que cela ne changerait rien du tout alors que M. Mackasey prétend que cela pourrait changer quelque chose.

J'aimerais savoir lequel de ces deux points de vue est le bon. Je pense, monsieur le président, qu'il s'agit ici d'un exemple de l'une des principales libertés d'association. Vous avez dit, monsieur le ministre, qu'en ajoutant les mots «y compris la liberté d'association syndicale et de négociation collective», on laissait de côté certaines autres associations, comme des groupes religieux, etc. J'aimerais savoir ce qu'en pense votre sous-ministre.

Je ne pense pas que cette position puisse se défendre sur le plan juridique, parce que ce que vous dites, c'est que les mots «y compris» sont restrictifs. Si c'est le cas, on pourrait utiliser le même argument pour l'article 50.

M. Kaplan: Je m'excuse si je vous ai donné l'impression d'avoir fondé mon point de vue sur des arguments juridiques. Je suis heureux d'avoir l'occasion de rectifier cela.

Ce que je n'approuve pas, c'est que l'on donne priorité à une certaine forme d'association tandis que d'autres, peut-être plus fondamentales, comme des associations religieuses, communautaires ou politiques etc., ne sont pas du tout mentionnées. La liberté d'association et de négociation collective est-elle si importante par rapport à toutes les autres qu'il faille lui accorder un statut spécial? A mon avis, il ne faudrait pas nuancer de cette façon le principe de la liberté d'association.

M. Robinson: Monsieur le président, avec tout le respect que je dois au ministre, ce qu'il dit va à l'encontre des engagements pris par son gouvernement et par les gouvernements des dix provinces. Je lui citerai l'article 22 du Pacte international qui dit que

Chacun jouira de la liberté d'association, y compris de la liberté de créer des syndicats et d'y appartenir, en vue de protéger ses intérêts.

Monsieur le ministre, votre gouvernement a par conséquent reconnu cette liberté comme étant une liberté distincte importante qui relève de la liberté d'association.

M. Kaplan: Vous ne cessez de supposer que chaque engagement du gouvernement ne peut être concrétisé qu'en modifiant la Charte ou en y ajoutant quelque chose.

M. Robinson: Pas du tout, monsieur le ministre. Vous prétendez vous-même que c'est parce que nous lui donnons une certaine priorité que nous insistons sur cette question. Je tenais tout simplement à signaler que le gouvernement lui-même a déjà reconnu que cette question était prioritaire en souscrivant à l'article 22.

M. Kaplan: Vous vous reportez à la Charte des Nations Unies et non pas à un document préparé par le gouvernement.

[Texte]

Mr. Robinson: Well, Mr. Chairman, I will not—this document has presumably been accepted by the government.

Mr. Kaplan: It is accepted by the government. We signed it and our commitment is not to embody that covenant in the Charter, our commitment is to embody it in our country in one prospective way or another.

Mr. Robinson: You are singling out there, Mr. Minister, by accepting that, you are accepting the singling out of the fundamental right of freedom of association with respect to collective bargaining.

Mr. Kaplan: Not at all. Canada was only one voice in the drafting of that document.

Mr. Robinson: Have you not accepted that?

Mr. Kaplan: We have not accepted that that particular form of association is more important than a religious community or a political parties association. Perhaps you do, we do not.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I regret that the Minister appears to be ignoring the commitment that, as I say, not only the Government of Canada made but the provincial governments made under Article 22 to specifically recognize the importance of this form of freedom of association.

I would like to conclude, Mr. Chairman, if I may, by pointing out that this recommendation is supported by the United Church of Canada, by the Canadian Council on Social Development, by the B.C. Federation of Labour, and Mr. Chairman, I would hope that my good friend Mr. Mackasey might reconsider his words about the possibility this may in some way be destructive to labour, that labour might not support this when one of the strongest federations of labour in this country has indicated that they believe that this is the kind of thing which should be entrenched in the Charter of Rights.

Finally, Mr. Chairman, I would suggest that you have to go very far in this country or we do not have to go very far back in our history to see why it is essential that this right should be spelled out.

In 1959, in the Province of Newfoundland, we all know what happened to the union there, the IWA. Their rights were swept away by a legislative pen, by a provincial government.

We need only look today in the Province of Nova Scotia at the way in which the right to organize individual plants of a multiplant employer has been taken away, has been swept away by a legislative pen to protect a large antiunion employer.

Finally, Mr. Chairman, I suggest we have to look at home, right here in Parliament, where we deny the fundamental right to organize and bargain collectively to our own employees. We do not recognize those rights on the Hill.

An hon. Member: Shame.

Now, Mr. Chairman, if these are such fundamental rights, that these are such important rights that are recognized in Canadian society, why can we not even recognize the fundamental right to organize and bargain collectively for the

[Traduction]

M. Robinson: Eh bien, monsieur le président, on peut supposer que le gouvernement y a adhéré.

M. Kaplan: Bien sûr, le gouvernement a accepté ce document puisqu'il l'a signé. Nous ne nous sommes pas engagés à inclure ce pacte dans la Charte, mais simplement à l'appliquer dans notre pays d'une façon ou d'une autre.

M. Robinson: Précisément, en l'acceptant, vous distinguez expressément le droit fondamental à la liberté d'association en ce qui a trait aux négociations collectives.

M. Kaplan: Pas du tout. Le Canada n'était qu'une parmi plusieurs parties qui ont rédigé ce document.

M. Robinson: Mais ne l'avez-vous pas accepté?

M. Kaplan: Nous n'avons jamais dit que cette forme d'association était plus importante que l'association pour des motifs religieux ou politiques. Peut-être choisissez-vous de lui donner plus d'importance, mais nous, pas.

M. Robinson: Monsieur le président, je déplore que le ministre semble vouloir ignorer un engagement qui a été pris non seulement par le gouvernement du Canada, mais par les gouvernements provinciaux en vertu de l'article 22, à savoir reconnaître l'importance de cette forme de liberté d'association.

Monsieur le président, je terminerai en signalant que cette recommandation est appuyée par l'Église unie du Canada, le Conseil canadien de développement social et la Fédération du travail de Colombie-Britannique. J'espère que M. Mackasey acceptera de revenir sur la position qu'il a fait valoir quand il a prétendu que cela pourrait causer du tort aux travailleurs, que les travailleurs pourraient refuser d'appuyer cette revendication car au contraire, une des fédérations de travailleurs les plus puissantes au Canada a indiqué que c'était précisément là un droit qui devrait être enchâssé dans la Charte des droits.

En terminant, monsieur le président, il ne serait pas nécessaire de fouiller très longtemps l'histoire de notre pays pour constater qu'il est essentiel que ce droit soit précisé.

En 1959, on sait très bien ce qui est arrivé à un syndicat terre-neuvien, l'IWA. Ses droits ont été supprimés tout d'un coup par une mesure législative provinciale.

En Nouvelle-Écosse, le droit de syndiquer individuellement les usines d'un employeur a été retiré par mesure législative pour protéger un employeur anti-syndical.

Monsieur le président, il n'est pas besoin d'aller très loin car ici même, au Parlement, nous refusons à nos propres employés le droit de se syndiquer et de négocier collectivement. On ne reconnaît même pas ces droits sur la colline.

Une voix: Quelle honte.

Monsieur le président, s'il s'agit là de droits fondamentaux, de droits importants reconnus par la société canadienne, pourquoi ne pas donner aux employés de la Chambre des communes, du Sénat et de la Bibliothèque parlementaire, le droit de

[Text]

employees of the House of Commons and of the Senate, and of the Library of Parliament? I do not understand that.

Mr. Kaplan: Are you suggesting that this would be one of the nonderogable rights?

Mr. Robinson: Mr. Chairman, derogability is a concept which certainly has not entered into this because Clause 1, as I am sure you understand, Mr. Minister, would apply to this.

Mr. Kaplan: But you are also suggesting that accepting your language would automatically lead to the unionization of the army, for example, or the armed forces?

Mr. Robinson: Well, Mr. Chairman, the Minister appears to have forgotten that if the government can show a particular limitation is demonstrably justifiable, then it will be upheld.

Mr. Kaplan: But why did you raise the suggestion that this would affect the rights of people on Parliament Hill to organize?

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I am suggesting precisely that we need to recognize that this is an important and fundamental principle and that within the precincts of Parliament itself we deny those rights.

Mr. Chairman, I think it is essential that this principle, which has been recognized by the community of nations in the International Covenant on Civil and Political Rights, which was recognized in the Universal Declaration of Human Rights, should be recognized in any statement of fundamental rights and freedoms in this country today.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

Yes, Mr. McGrath.

Mr. McGrath: I have a very brief question for Mr. Robinson because I basically agree with all of his arguments, and my question is in two parts.

I do not recall any group coming before the Committee advocating this particular amendment. I do not recall any labour group or any labour-oriented group; and secondly, because I intend to vote against this amendment for the simple reason it is already covered very clearly in Clause 2(c).

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I want to remind all the honourable members that I have invited Mr. Robinson to conclude on his amendments and I would not like to reopen the debate unless I have the full agreement of all the members around this table.

Mr. McGrath: No, Mr. Chairman, I just wanted to make the point that as the amendments come forward we are finding, for example, in this particular case, with respect, I think it is redundant because it is covered.

Mr. Nystrom: Well, that is your opinion but that is not the opinion of others, Mr. McGrath.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): That is a reason I think it is very acceptable or an opinion that honourable members can have to vote against the amendments, but as I have said very respectfully to the honourable members, I think at this point the honourable members are waiting to vote, I have already called Mr. Robinson to conclude on his amendments.

[Translation]

se syndiquer et de négocier collectivement? Je ne comprends pas.

M. Kaplan: Prétendez-vous que cela devrait être un droit auquel on ne pourrait pas porter atteinte?

M. Robinson: Monsieur le président, cette notion ne pourrait pas s'appliquer à ce droit parce que l'article 1 précisément s'appliquerait ici.

M. Kaplan: Vous prétendez cependant que si nous acceptions le libellé que vous proposez, l'armée pourrait automatiquement se syndiquer, n'est-ce pas?

M. Robinson: Monsieur le président, si le gouvernement pouvait prouver qu'il existe des limites dont la justification puisse se démontrer, l'armée ne pourrait pas se syndiquer.

M. Kaplan: Pourquoi alors avez-vous dit que cela pourrait modifier le droit des employés du Parlement de se syndiquer?

M. Robinson: Monsieur le président, je prétends qu'il nous faut reconnaître qu'il s'agit là d'un principe important et fondamental et j'ajoute qu'au Parlement-même, nous refusons à des employés de se syndiquer.

Monsieur le président, il est important que ce principe, qui a été reconnu par la communauté des nations en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui a été reconnu également dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, soit également reconnu dans toute déclaration des libertés et des droits fondamentaux de notre pays aujourd'hui.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup monsieur Robinson.

Monsieur McGrath.

M. McGrath: J'ai une brève question à l'intention de M. Robinson car je suis essentiellement d'accord avec lui. Ma question a deux volets.

Je ne me souviens pas d'un groupe venu témoigner devant les membres du Comité et réclamant cet amendement particulier. Je ne me souviens ni d'un groupe de travailleurs ni d'un groupe protégeant les intérêts de ces derniers. Deuxièmement, j'ai l'intention de voter contre cet amendement tout simplement parce que les principes en sont contenus à l'article 2(c).

Le coprésident (M. Joyal): Je vous rappelle que j'ai demandé à M. Robinson de conclure la présentation de ses amendements et je ne voudrais pas relancer le débat à moins que tous les membres du Comité ne soient d'accord.

M. McGrath: Monsieur le président, je voulais tout simplement signaler qu'il est possible que nous découvriions qu'un amendement fait double emploi.

M. Nystrom: C'est peut-être votre opinion mais ce n'est pas celle d'autres membres du Comité, monsieur McGrath.

Le coprésident (M. Joyal): Je suis prêt à entendre l'opinion des membres qui ont l'intention de voter contre ces amendements, mais nous sommes sur le point de les mettre aux voix et j'ai déjà demandé à M. Robinson de terminer sa présentation.

[Texte]

Mr. Robinson: On a point of order, Mr. Chairman, I do not think the record should remain—I know Mr. McGrath would not want to mislead members of the Committee inadvertently.

Mr. McGrath: No, I was not being facetious, I was serious.

Mr. Robinson: There were three groups at least, Mr. McGrath, that specifically recommended that this right be included and I have just pulled out one, the United Church of Canada at page 15 of the brief, a section entitled, the rights of workers to join or form unions and to join in collective economic action. The right of workers to join or form unions is basic, and then they go on from there.

So there have been a number of submissions in that respect.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson. I think that you have provided the information that was requested.

Senator Muir on a point of order.

Senator Muir: I would just like to point out that I will stack my Labour record against Mr. Robinson at any time, and I have been with him all along but in the last five minutes he destroyed his argument, therefore I shall be voting against him.

Some hon. Members: Hear, hear!

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Well, thank you very much, honourable Senator Muir.

Amendment negated.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Nystrom on a point of order.

Mr. Nystrom: Is it my understanding that a member of the Committee could request a roll call at any time?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes.

Mr. Nystrom: If so, I would like to request that if possible...

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Well, I am sorry, it is too late. The vote has already been taken and it has been countered by the honourable members. It is always a possibility for any member to request a recorded vote but that request has to be addressed to the Chair before the Chair calls the vote.

Mr. Robinson: Point of order, Mr. Chairman.

With great respect to the Chair, the standing orders provide that following the taking of a vote by hand that there can be a request for a roll call vote as well.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Well, I would like to consult very specifically the section of the Standing Orders to that effect and I have certainly no objection to calling a recorded vote but at this point I think I have called a vote.

Mr. Robinson: On a point of order, Mr. Chairman.

I do not quite follow your ruling. I wonder if we could possibly ask the Clerk to briefly consult with standing orders? It is my submission that it is in order, following the taking of a

[Traduction]

M. Robinson: J'invoque le Règlement monsieur le président. Je ne pense pas que M. McGrath ait eu l'intention d'induire en erreur les membres du Comité, même par inadvertance.

M. McGrath: Non, j'étais tout à fait sérieux.

M. Robinson: Je vous signale qu'au moins trois groupes qui ont comparu ici ont recommandé que ce droit soit inclus dans la Charte et je puis vous citer les paroles des représentants de l'Église unie du Canada, page 15 de leur mémoire. On y trouve une rubrique intitulée, les droits des travailleurs de former un syndicat ou d'y appartenir et de se grouper pour une action économique collective. Ce droit est fondamental, disent-ils, et ils continuent à partir de là.

Il y a donc eu plusieurs revendications à cet effet.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson. Je crois que vous avez fourni les renseignements demandés.

Le sénateur Muir invoque le Règlement.

Le sénateur Muir: Je précise que je pourrais comparer mon dossier à celui de M. Robinson, n'importe quand; je l'ai suivi jusqu'ici, mais au cours des cinq dernières minutes, il a détruit son argument, et conséquemment, je voterai contre lui.

Des voix: Bravo, bravo!

Le coprésident (M. Joyal): Eh bien, merci beaucoup, honorable sénateur Muir.

L'amendement est rejeté.

Le coprésident (M. Joyal): M. Nystrom invoque le Règlement.

M. Nystrom: Si j'ai bien compris, tout membre du Comité peut réclamer un vote par appel nominal à n'importe quel moment, n'est-ce pas?

Le coprésident (M. Joyal): C'est juste.

M. Nystrom: Dans ce cas, je voudrais qu'on procède ainsi, si possible...

Le coprésident (M. Joyal): Je suis désolé, il est trop tard. On a déjà procédé à la mise aux voix, et l'amendement a été rejeté par les honorables membres du Comité. Un membre peut toujours demander un scrutin nominatif, mais cette demande doit être faite au président, avant la mise aux voix.

M. Robinson: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

En toute déférence envers la présidence, le Règlement permanent prévoit qu'à la suite d'une mise aux voix ordinaire, on peut demander un scrutin nominatif également.

Le coprésident (M. Joyal): Je veux bien consulter attentivement le Règlement permanent pour m'en assurer et je n'ai certes aucune objection au scrutin nominatif; toutefois, je crois avoir déjà procédé à la mise aux voix.

M. Robinson: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Je ne comprends pas très bien votre décision. Nous pourrions peut-être demander au greffier de vérifier le Règlement permanent. A mon avis, il est permis de demander un scrutin

[Text]

vote by hand, to ask for a recorded vote, and I wonder if we could just check that point.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Well, the Chair will certainly not call two votes. The Chair will call only one vote and in order to call a vote the Chair has to be informed as to whether it will call a general vote with raised hands or if it will call a recorded vote. I think it is very logical, in my mind, and unless the honourable members provide me the very section of the standing orders I consider that the vote has already been given by the honourable members on this clause.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I wonder if we might just possibly, since this is the first time this has arisen, there might be a brief recess. It is 5 o'clock in any event and we could consult the Standing Orders and then come back.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Well, I will have to get the unanimous consent of the honourable members on that.

I think there is a possible way to deal with that. I think there is a possible way to handle the question as raised by honourable members and it is the following:

I suggest to honourable members that we call the vote on Clause 2 as amended, and if further on there is that possibility in the standing orders that we go to a recorded vote, then I am quite sure that honourable members will not oppose it.

There is such a provision very clearly, but at this point I would not suggest to members that we delay any work of this Committee for that very specific reason.

Honourable James McGrath.

• 1700

Mr. McGrath: I will make a few comments perhaps for the benefit and help of the Chair. The Standing Orders will indicate that Committees conduct their affairs based on the rules of the House of Commons. When a vote is called in the House of Commons, a speaker calls for yeas and nays. If five members or 10 members do not stand at that time, there is no recorded vote but a vote has been taken by the yeas and the nays. That is precisely what happened here; you called for the yeas and nays. Then after the vote was taken, the honourable member for whom I have great respect, asked for a recorded vote and that is clearly out of order.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I suggest to the honourable members that the suggestion that I have just made seems to be a very sensible one and I would like then to call the vote on Clause 2 as amended and if later on the honourable members come with the very provisions that provide for a recorded vote, I have no objection to call that recorded vote. But at this point, I think the vote has already been registered and I am not ready to call the second vote on that very motion.

Mr. Nystrom: Mr. Chairman, that is perfectly acceptable to me. My only request to you was, is it possible at this sage to have a recorded vote. That is the question I put to you.

[Translation]

nominatif après la mise aux voix à main levée; nous pourrions peut-être vérifier ce point.

Le coprésident (M. Joyal): La présidence ne demandera certainement pas deux mises aux voix. Le président ne demandera qu'un scrutin et pour ce faire, il doit savoir s'il s'agira d'un vote à main levée ou d'un scrutin nominatif. A mon avis, cela est tout à fait logique et à moins que les honorables membres ne me précisent l'article du règlement disant le contraire, je considère que la mise aux voix a déjà eu lieu sur cet article.

M. Robinson: Monsieur le président, puisque c'est la première fois qu'une telle chose se produit, il serait peut-être possible d'accorder une brève pause. Quoi qu'il en soit, il est 17 heures et nous pourrions consulter le Règlement permanent et revenir plus tard.

Le coprésident (M. Joyal): Pour ce faire, je devrai obtenir le consentement unanime des membres du Comité.

Je crois qu'il y aurait moyen de régler cette affaire. Voici ce que je propose.

Je propose que nous procédions au vote sur l'article 2 modifié, et si plus tard, nous découvrons que le Règlement permanent nous permet un scrutin nominatif, alors je suis persuadé que personne ne s'y opposera.

Une telle disposition existe très clairement, mais pour l'instant je propose que nous ne retardions pas davantage les travaux de ce Comité, uniquement pour cette raison.

L'honorable James McGrath.

M. McGrath: Voici quelques observations qui aideront peut-être la présidence. Le Règlement permanent indiquera que les comités doivent mener leurs affaires conformément au règlement régissant la Chambre des communes. Lorsqu'il y a une mise aux voix à la Chambre des communes, l'orateur demande aux membres de se manifester. Si cinq ou dix membres ne se lèvent pas à ce moment-là, il n'y a pas de scrutin nominatif, mais plutôt un scrutin à main levée. C'est précisément ce qui s'est produit ici; vous avez demandé un scrutin à main levée. Puis après la mise aux voix, l'honorable député que je respecte beaucoup a demandé un scrutin nominatif, ce qui est clairement inadmissible.

Le coprésident (M. Joyal): A mon avis, la proposition que je viens de faire est très raisonnable et je voudrais maintenant passer à la mise aux voix sur la version modifiée de l'article 2; si plus tard, un membre du Comité peut me présenter les dispositions précises prévoyant la tenue d'un scrutin nominatif, je ne m'opposerai aucunement à la tenue d'un tel scrutin. Pour l'instant, je crois que le scrutin a déjà eu lieu et je ne suis pas disposé à procéder à une deuxième mise aux voix sur cette même motion.

M. Nystrom: Monsieur le président, je suis tout à fait d'accord. Je voulais simplement savoir si un scrutin nominatif était possible maintenant. C'est la question que je vous avais posée.

[Texte]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Well, the answer is no from the Chair at this point.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I do have the citation in question, if I may. I believe this is applicable; *Beauchesne's* Citation 601:

601. (1) Any member of a committee may ask the Chairman for a recorded division either before the question is put or following a division by a show of hands.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): With such a provision, I would then agree that we could go on with a recorded vote.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): So all those in favour of the motion as read previously by the Chair, please raise—I am sorry, I will then ask for the Clerk of the House to make a proper call.

Mr. Irwin: Point of order.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I am sorry, the vote is called. I am sorry, Mr. Irwin, the vote is called. There is no point of order when a vote is called.

I would invite the Clerk of the Senate to go on with the vote.
Amendment negated; Yeas, 2; Nays, 20.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I will suggest to the honourable members that to avoid a loss of time in the future, that when they have the intention of asking for a recorded vote, and I think it comes clear during our exchange, I think it would be a gentlemen's agreement that honourable members may inform the Chair previously and I think it will save time for all of us. There will be more time then to argue on the basis of the argument.

Mr. Irwin: Point of order, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Irwin, on a point of order.

Mr. Irwin: If I may go back to Clause 2 when we referred and moved the French version of Clause 2 earlier relating to line three on page 3, what specifically has happened to this? I do not want it lost in the shuffle and dialogue that has occurred.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes, I think that you are right, Mr. Irwin. I think that in order to make sure that both texts are in conformity, that you should go ahead with the proposed amendment.

Mr. Irwin: Mr. Chairman, as I have read this once in English and French, can I have the consent to dispense with reading it a second time?

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Irwin: Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): So any intervention? I understand that the honourable members are ready to go on. I see that honourable members are unanimous. The vote is then accepted.

Clause 2 as amended agreed to.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): On Clause 3, the Chair has been informed of two amendments. The first one is an

[Traduction]

Le coprésident (M. Joyal): Pour l'instant, je dois vous répondre non.

M. Robinson: Monsieur le président, j'ai ici le règlement en question, si vous me permettez de le lire. Je crois que c'est pertinent; il s'agit de la citation 601 de «*Beauchesne*»:

601. (1) Il est loisible à n'importe quel membre du Comité de prier le président de procéder à un vote inscrit, soit avant la mise aux voix elle-même, soit après le vote à main levée.

Le coprésident (M. Joyal): Compte tenu de cette disposition, j'accepte donc de procéder à un vote inscrit.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Toutes les personnes en faveur de la motion lue précédemment par le président voudront bien se lever... je suis désolé, je demanderai au greffier de la Chambre de procéder correctement.

M. Irwin: J'invoque le Règlement.

Le coprésident (M. Joyal): Je suis désolé, la mise aux voix est en cours. Je suis désolé, monsieur Irwin, c'est trop tard. Il ne peut y avoir de rappel au Règlement après la mise aux voix.

J'invite le greffier du Sénat à poursuivre cette mise aux voix.

L'amendement est rejeté par 20 voix contre 20.

Le coprésident (M. Joyal): Afin d'éviter les pertes de temps à l'avenir, je crois que nous pourrions, par un gentlemen's agreement, nous entendre pour que les membres désirant un vote inscrit en préviennent le président préalablement. Je crois que cela s'impose après cette petite expérience. Nous aurons ainsi plus de temps pour discuter de l'objet de la mise aux voix.

M. Irwin: J'invoque le Règlement monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Irwin invoque le Règlement.

M. Irwin: Permettez-moi de revenir à l'article 2 où nous avons proposé l'adoption de la version française de cet article, particulièrement en ce qui a trait à la ligne 3 de la page 3. Que s'est-il passé dans ce cas? Je ne voudrais pas que cela se perde dans le brouhaha et le dialogue qui a suivi.

Le coprésident (M. Joyal): Oui, je crois que vous avez raison, monsieur Irwin. A mon avis, afin de nous assurer que les deux textes sont conformes, vous devriez proposer l'amendement.

M. Irwin: Monsieur le président, puisque j'ai déjà lu ce texte en anglais et en français, puis-je être dispensé d'en refaire la lecture?

Des voix: D'accord.

M. Irwin: Merci.

Le coprésident (M. Joyal): Y a-t-il des interventions? Je crois que les honorables membres du Comité sont prêts à voter. Je constate qu'il y a unanimité. L'amendement est donc accepté.

L'article 2 modifié est adopté.

Le coprésident (M. Joyal): La présidence a été informée de deux amendements à l'article 3. Le premier est un amende-

[Text]

amendment moved by the NDP Party and I would like them to call Mr. Nystrom on the amendment.

Mr. Nystrom: Mr. Robinson.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

If Committee members are attempting to find the page, it is page N-5 and I will read the proposed motion. I move that Clause 3 of the proposed constitution act, 1980 be amended by striking out lines 15 to 20 on page 3 and substituting the following:

3. Consistent with the principles of free and democratic elections to the House of Commons and to the legislative assemblies of the provinces, and of universal suffrage for that purpose, every citizen of Canada has the right to vote in an election of members of the House of Commons or of a legislative assembly, to be a candidate for election thereto and to be qualified for membership therein, without any distinction or limitation that cannot be demonstrably justified and, in any case, without any distinction on any grounds set out in Clause 15(1) other than the ground of age.

Mr. Chairman, if I may explain the changes that are being proposed in Clause 3 from the government's proposed Clause 3.

There are essentially three major changes. First of all, it is our submission to honourable members of the Committee that the right to vote and the right to hold office is such a fundamental right that to impose a test of simply unreasonable distinction or limitation does not adequately reflect the seriousness and the importance of that right in Canadian society.

Now, I am pleased to see that the government has responded to this particular concern in the proposed package, at least to a certain extent in the government's proposed amendment. I see, if my understanding is correct, that it will be the test of demonstrable justifiability as contained in Clause 1, which would be applied to Clause 3. I wonder if I could just get clarification. That is my understanding of the intent.

Mr. Chairman, certainly, as I say, we welcome that response to the NDP amendment, that the test contained in Clause 3 would be a tougher test. There would be a higher standard than merely the reasonable distinction or limitation standard.

However, Mr. Chairman, it is my submission that our proposed wording deals with two other concerns.

First of all, it contains a preamble which reinforces the significance and the importance of this principle in Canadian society, a preamble, Mr. Chairman, which is taken word for word from the government's own proposal, both in February of 1979 to the First Ministers' conference and then again in July of 1980. Those are the words which the government inserted in their proposal at that time, and I think quite properly, recognizing the importance of the right to vote, the right to hold office. I would suggest that those particular words, the reference to universal suffrage and the principles of free and democratic elections, those words should, in fact, be included.

The next change is just a change that would clarify the wording as proposed by the government at the present time. As

[Translation]

ment proposé par le Nouveau Parti démocratique et j'invite M. Nystrom à prendre la parole.

M. Nystrom: Monsieur Robinson.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Robinson.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Si les membres du Comité cherchent la page, il s'agit de la page N-5, et je vais lire la motion proposée. Je propose que l'article 3 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 15 à 19, page 3, de ce qui suit:

3. Conformément aux principes de liberté, de démocratie et de suffrage universel qui préside aux élections à la Chambre des communes et aux assemblées législatives des provinces, tout citoyen canadien a le droit de vote et est éligible aux élections législatives fédérales ou provinciales. Ces droits ne peuvent faire l'objet de distinctions ou restrictions dont la justification ne peut se démontrer, ni, en tout état de cause, des distinctions fondées sur les motifs énoncés au paragraphe 15(1), exception faite au motif de l'âge.

Monsieur le président, permettez-moi d'expliquer les changements proposés à l'article 3, par rapport au même article proposé par le gouvernement.

Il y a essentiellement trois changements importants. D'abord, nous croyons que le droit de vote et le droit d'être élu à une charge publique sont si fondamentaux qu'en imposant des limites ou des distinctions, on ne refléterait pas adéquatement l'importance et le sérieux de ces droits dans la société canadienne.

Je suis heureux de constater que le gouvernement a tenu compte de cette préoccupation dans ses propositions, du moins dans une certaine mesure. Si j'ai bien compris, pour restreindre ou limiter les dispositions de l'article 3, il faudra que la justification puisse en être démontrée, comme on le prévoit à l'article 1. Je voudrais obtenir plus de précisions. C'est ainsi que j'ai compris les intentions du gouvernement.

Monsieur le président, comme je l'ai dit, nous sommes heureux de cette réaction à l'amendement du NPD, à savoir que les critères d'admissibilité seraient plus sévères. Les normes seraient plus élevées.

Toutefois, monsieur le président, je soutiens que notre libellé comporte deux autres distinctions.

Tout d'abord, on y trouve un préambule qui renforce la signification et l'importance de ce principe dans la société canadienne. Monsieur le président, ce préambule reprend mot pour mot la proposition du gouvernement, faite en février 1979 lors de la conférence des premiers ministres, puis répétée en juillet 1980. Ce sont les mots que le gouvernement avait utilisés dans sa proposition à ce moment-là, fort justement à mon avis, en reconnaissant l'importance du droit de vote, de même que du droit d'être élu à une charge publique. A mon avis, on devrait dans cet article faire mention du suffrage universel et du principe des élections libres et démocratiques.

L'autre changement permettrait de préciser le libellé proposé par le gouvernement. Dans sa forme actuelle, le libellé du

[Texte]

the government's proposal now reads, it would grant the right to vote and also the right to be qualified for membership in the House of Commons or of a legislative assembly. I am sure that it is the intent of the government, Mr. Chairman, that this also encompass the right to be a candidate for election to any of these offices, but that intent is not clearly set out in the proposed Clause 3. There is a gap, in other words. Because one is qualified for membership in a Parliament or a legislative assembly does not necessarily mean that one is qualified to be a candidate, because once one becomes a member of a legislative assembly or a House of Commons, there may be other standards applied. There may be other tests applied for removal, for example, from the legislative assembly or from the House of Commons.

So what I am saying is it is one thing to be qualified for membership in a particular assembly; it is another to specify clearly that we are also talking about the right to be candidate without unreasonable distinction or limitation. This clarifies that and I believe it is an important clarification.

Finally, Mr. Chairman, we propose that there should be no distinction at any time in granting the right to vote or the right to be a candidate or the right to be qualified for membership in the legislative assembly or the House of Commons. There should never be any distinction on the basis of race, national or ethnic origin, of course, this is confined to Canadian citizens; colour, religion or sex. There should never be any distinction on those grounds in granting these fundamental rights in Canadian society.

That is the purpose of this amendment, Mr. Chairman, and once again, as I say, I am pleased the government has responded to this amendment to some extent. I would hope, however, that the government would be prepared to accept the amendment as it is being proposed by the New Democratic Party.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Can I just begin at least by asking Mr. Robinson whether he has carefully considered his wording in relationship to requests made by a number of aboriginal groups which appeared before this Committee.

Part of some of those submissions at least was a view of the future which would contain representation in the House of Commons that was based on the aboriginal nation concept and as I read the propose amendment, in particular the last two lines, "without any distinction on any grounds set out in Clause 15(1) other than the ground of age", I am wondering if he has considered that wording in that context.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, certainly I recognize the concern that Mr. Hawkes is expressing, but I do not believe that this particular amendment would in any way affect that. If it were felt that it was important to make specific provision for aboriginal peoples in Parliament, I do not think that the words which are referred to in Clause 15 would in any way negate that possibility.

[Traduction]

gouvernement accorde le droit de vote et le droit de se qualifier pour devenir membre de la Chambre des communes ou d'une assemblée législative. Monsieur le président, je suis persuadé que le gouvernement a l'intention de comprendre également le droit d'être candidat à chacune de ces élections, mais cette intention n'est pas bien définie dans l'article 3 proposé. Autrement dit, il y a une lacune. Parce qu'une personne se qualifie pour devenir membre du Parlement ou d'une assemblée législative, cela ne signifie pas nécessairement qu'elle est admissible comme candidat, puisque après être devenue membre d'une assemblée législative ou de la Chambre des communes, d'autres normes pourraient être appliquées. Par exemple, d'autres critères pourraient s'appliquer pour le retrait d'une assemblée législative ou de la Chambre des communes.

Alors, à mon avis, c'est une chose que d'être admissible comme membre d'une assemblée donnée; c'est une tout autre chose de préciser clairement que nous parlons également du droit d'être candidat sans limite ou distinction déraisonnable. Je pense que nous apporterions ici une importante précision.

Finalement, monsieur le président, nous proposons qu'on n'impose de distinction en aucun moment à la reconnaissance du droit de vote, du droit de se porter candidat ou du droit d'être admissible comme membre d'une assemblée législative ou de la chambre des communes. On ne devrait jamais faire de distinction en raison de la race, de l'origine nationale ou ethnique, de la couleur, de la religion ou du sexe; évidemment, cela s'applique uniquement aux citoyens canadiens. Dans la société canadienne, ces droits ne devraient jamais être l'objet de restrictions pour ces raisons.

C'est là le but de cet amendement, monsieur le président, et comme je l'ai dit, je suis heureux que dans une certaine mesure, le gouvernement ait réagi à nos propositions. Toutefois, j'espère que le gouvernement sera disposé à accepter l'amendement proposé par le Nouveau Parti démocratique.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Je commencerai par demander à M. Robinson s'il a bien réfléchi au libellé de son amendement, compte tenu des demandes présentées par un certain nombre de groupes aborigènes qui ont témoigné devant ce Comité?

Dans certaines parties de ces mémoires, on parlait de l'avenir où la représentation à la Chambre des communes serait fondée sur le concept des nations aborigènes; en lisant l'amendement proposé, et particulièrement les trois dernières lignes «ni, en tout état de cause, des distinctions fondées sur les motifs énoncés au paragraphe 15(1), exception faite au motif de l'âge», je me demande s'il a réfléchi à son libellé dans ce contexte.

M. Robinson: Monsieur le président, je comprends certes la préoccupation de M. Hawkes, toutefois je ne crois pas que cet amendement ait de telles conséquences. Si l'on croyait important de prévoir des dispositions précises pour l'admission des peuples aborigènes au Parlement, je ne crois pas que les dispositions de l'article 15 élimineraient cette possibilité.

[Text]

Mr. Hawkes: How do you propose that aboriginal peoples would defend that distinction, their right to vote for the election of an aboriginal person to the House of Commons? How would they define their electorates and how would they define the characteristics of those who might seek office in those circumstances, while at the same time avoiding Clause 15(1).

Mr. Robinson: Mr. Chairman, first of all, I notice that with respect to Mr. Hawkes, that the Conservative Party has not in any way attempted to meet this concern of aboriginal peoples with an amendment put forward by your party. So I am not quite clear what your intent is in asking this particular question.

If, in fact, you believe that that is important to make that provision in the future, I would assume that you would have an amendment which would make that clear, Mr. Hawkes. I have not seen one proposed so far. But I would just question you or at least invite you to explain how it could be suggested that this proposed rewording would in any way deny that possibility. What we are saying is that the right to vote or what you are concerned about particularly, the right to be qualified for membership, cannot be denied on the basis of the grounds set out in Clause 15.

Now, if there were to be a change as fundamental as you are suggesting, if aboriginal peoples were to have the right to elect some of their own peoples directly to the House of Commons or to legislative assemblies certainly the possibility of amending this particular provision remains open.

Mr. Hawkes: Did I just hear you agree that for the time being, at least, without amendment this clause would close off that possibility?

Mr. Robinson: No, certainly not, Mr. Hawkes. As I say, I invite you to explain why it would specifically but even if it did, as I attempted to suggest, a change as fundamental as the change that you are suggesting might occur, I am sure would be brought about through amendment to the constitution and not by an interpretation of a particular provision of the existing Charter of Rights.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Hawkes.

Madame Campbell.

Miss Campbell: Thank you, Mr. Chairman.

I would like to say a few words on this proposed amendment. I find that not only previous drafts perhaps that the honourable member referred to probably had unnecessary verbiage in it, but I do feel that his amendment certainly has a preambulus that is excessive and that takes away perhaps from the clear meaning in Clause 3 which, just for the record, because there will be an amendment proposed shortly, clearly it would state:

every citizen of Canada has the right to vote in an election of members of the House of Commons or of a legislative assembly, . . . and to be qualified for membership therein,

To use such a preambulus statement seems to be totally unnecessary to the rights that are granted which are clear, which are to vote and to qualify for office which are the two

[Translation]

M. Hawkes: Comment pensez-vous que les peuples aborigènes puissent défendre cette distinction, à savoir leur droit de voter pour l'élection d'un aborigène à la Chambre des communes? Comment définiraient-ils leur électorat et les caractéristiques de ceux qui pourraient se porter candidats dans ces circonstances, tout en évitant l'article 15(1)?

M. Robinson: Monsieur le président, monsieur Hawkes, je remarque tout d'abord que le Parti conservateur n'a pas tenté de régler cette préoccupation des peuples aborigènes en proposant un amendement. Alors je ne comprends pas très bien quelles sont vos intentions quand vous posez une telle question.

Si, de fait, vous croyez que cela est important pour permettre cette possibilité à l'avenir, je présume que vous proposerez un amendement à cet effet, monsieur Hawkes. Je n'ai rien vu de la sorte jusqu'à maintenant. Je vous invite donc à expliquer comment on pourrait croire que ce nouveau libellé pourrait d'une façon ou d'une autre éliminer cette possibilité. Nous disons ici que le droit de vote ou, ce qui vous préoccupe encore plus, le droit d'être admissible comme membre, ne peut être refusé pour les motifs établis à l'article 15.

Si on devait effectuer un changement aussi fondamental que celui que vous proposez, si les peuples aborigènes avaient le droit d'élire directement leurs compatriotes à la Chambre des communes ou aux assemblées législatives, il est certain qu'il serait toujours possible de modifier cette disposition précise.

M. Hawkes: Si j'ai bien compris, pour l'instant du moins, sans amendement, cet article éliminerait cette possibilité, n'est-ce pas?

M. Robinson: Certainement pas, monsieur Hawkes. Comme je l'ai dit, je vous invite à expliquer pourquoi cet article éliminerait cette possibilité: même si c'était le cas, comme je l'ai dit, un changement aussi fondamental s'effectuerait par la voie d'un amendement à la Constitution, et non pas par l'interprétation d'une disposition de la Charte des droits.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Hawkes.

Madame Campbell.

Mme Campbell: Merci, monsieur le président.

Je voudrais faire quelques observations sur l'amendement proposé. Non seulement suis-je d'avis que les libellés précédents auxquels on a fait allusion comprenaient un verbiage superflu, mais de plus, je crois que son amendement comporte un préambule excessif qui embrouille peut-être la signification de l'article 3. Un amendement sera bientôt présenté pour cet article, et il se lira très clairement, comme suit:

Tout citoyen canadien a le droit de vote et est éligible aux élections législatives fédérales ou provinciales . . .

Il me semble tout à fait superflu d'inclure un tel préambule aux droits qui sont clairement accordés, c'est-à-dire le droit de voter et d'être éligible à des élections; il s'agit de deux droits

[Texte]

basic rights in any free and democratic elections or in universal suffrage.

In our view, it seems to me that the wording in the proposal is clear. It is direct and it tells what the rights are. It should not be overloaded.

In the bottom part of his proposal where he says, "without demonstrably justifiable distinction or limitation", I feel that he admits that Clause 1 has taken care of this and Clause 1 is a direction to the whole Charter. His words are redundant because I think Clause 1 automatically applies to the Charter, and to any clauses within the Charter, as does Clause 15 when we get to Clause 15, which enumerates the specific discriminations that can come.

We are opposed to his amendments and rather than accepting it, we will probably be proposing a subamendment to delete the references to the limitation provisions in Clause 3.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Merci, Madame Campbell.

I see that I could invite Mr. Robinson to conclude on his proposed amendment.

Mr. Robinson.

• 1720

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

Responding briefly to Miss Campbell who expressed concern about what she considered an excessively wordy preamble, once again I can only point to the fact that it was your own government, Miss Campbell, which—and you may not have been a part of it at that time—proposed precisely this wording in February 1979.

Miss Campbell: In my own preamble to my statement I meant to imply that better minds had come to a clearer clause.

Mr. Robinson: In any event, it would be my submission that this wording is desirable in order to recognize the importance of these rights.

Mr. Chairman, I would just like to seek some clarification from the Minister with respect to the two other aspects of the amendment.

My first point is, first of all, whether he would be prepared to make specific reference, if he is not prepared to accept the preamble, to make explicit reference to the right to be a candidate for elections and not to leave that to possible interpretation.

Mr. Kaplan: I thought the point was well made by Miss Campbell that we view that as being included in the language there.

We feel that there is a considerable advantage in having concise language in our charter.

Nobody wants a long winded charter of rights and freedoms; and the honourable member is long-winded. The amendments that he is attempting to put forward are very long winded.

[Traduction]

élémentaires dans toute élection libre et démocratique, où s'applique le suffrage universel.

A notre avis, le libellé de l'article proposé est très clair. Il est direct et il expose quels sont les droits accordés. On ne devrait rien y ajouter.

Au bas de sa proposition ici, il dit que ces droits ne peuvent faire l'objet de distinctions ou restrictions dont la justification ne peut se démontrer, autrement dit, il reconnaît que l'article 1 règle la question et donne l'orientation de l'ensemble de la Charte. Il y a redondance, car à mon avis, l'article 1 s'applique automatiquement à toutes les dispositions de la Charte, tout comme l'article 15, celui qui énumère certains motifs possibles de discrimination et dont nous parlerons au moment opportun.

Nous nous opposons à cette modification car nous allons sans doute proposer un sous-amendement supprimant les mentions, dans l'article 3, qui permettraient une restriction des droits.

Le coprésident (M. Joyal): Thank you, Ms. Campbell.

Je cède maintenant la parole à M. Robinson qui a le dernier mot sur sa proposition.

Monsieur Robinson.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Je répondrai brièvement à M^{lle} Campbell qui s'inquiète d'un préambule beaucoup trop verbeux. Je lui ferai remarquer que c'est son propre gouvernement, mais peut-être n'en faisait-elle pas partie à l'époque, qui a proposé exactement le même libellé en février 1979.

Mlle Campbell: Dans le préambule de ma propre déclaration, j'ai simplement voulu dire que des esprits plus éclairés avaient réussi à rédiger un article plus clair.

M. Robinson: De toute façon, je crois que ce libellé est fort souhaitable si l'on veut vraiment reconnaître l'importance de ces droits.

Monsieur le président, je voudrais que le ministre me précise davantage deux autres aspects de la modification.

Tout d'abord, je voudrais savoir s'il est disposé à faire directement allusion au droit d'être candidat à des élections, puisqu'il ne veut pas accepter le préambule, afin que cela ne soit pas sujet à interprétation.

M. Kaplan: M^{lle} Campbell a très bien expliqué qu'à notre avis le libellé actuel le prévoit déjà.

Nous croyons fort avantageux que le libellé de la Charte soit très concis.

Personne ne veut d'une charte des droits et libertés qui n'en finit plus et le député est justement de ceux qui n'en finissent plus. Les modifications qu'il tente de faire adopter sont toutes très longues.

[Text]

When we talked earlier in the day about amendments which added nothing, it is a good reason for rejecting a long winded amendment that adds nothing. That is a reason, that unless some change can be justified as adding something to their rights and freedoms of Canadians, it should not be accepted.

Ater all, future generations of school children are going to have to memorize all this, and they are not going to be very grateful about having a long winded charter of rights and freedoms.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, perhaps I did not hear the Minister correctly. Did I understand him to say that this was a long-winded amendment?

Mr. Kaplan: Yes. It adds nothing in the way of additional rights and freedoms.

Mr. Robinson: I see.

The final question for the Minister, if I may, with respect to the addition that there can be no distinction at any time on the fundamental grounds set out in Clause 15(1) other than the ground of age.

Mr. Kaplan: That obviously is a clear duplication of the substance of Clause 15. We think that Clause 15 applies to all of the rights and freedoms.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I do not propose to pursue the matter. I believe the changes proposed are in line with representations made by a number of organizations, including the Canadian Bar Association, the British Columbia Branch; the Jewish Congress, and others; and I hope they would find favour with members of the Committee.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

I would like then to call the vote on the proposed motion.

Motion negative.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to call the next amendment proposed by the government party and I would like to call Mr. Corbin.

Mr. Corbin: Thank you, Mr. Chairman.

I would like to move that Clause 3 of the proposed constitution act 1980 be amended by striking out lines 15 and 16 on page 3 and substituting the following:

3. Every citizen of Canada has the

En français, monsieur le président, je propose que l'article 3 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié, par substitution, aux lignes 17 à 19, à la page 3, de ce qui suit:

rales ou provinciales.

Je voudrais peut-être expliquer, monsieur le président, la différence entre la modification proposée dans le texte anglais par rapport au texte français, c'est qu'en tout premier lieu je voudrais assurer le Comité que l'effet est le même en anglais et en français, c'est ce qu'il faut d'abord avant tout retenir, mais étant donné que le ministère de la Justice a maintenant adopté la pratique heureuse d'écrire des textes français et anglais conformément au génie de chaque langue, c'est pour cela qu'on n'a pas dans la proposition d'amendement un parallélisme strict.

[Translation]

Plus tôt aujourd'hui, nous avons discuté de modifications qui n'apportaient absolument rien; voilà pourquoi nous refusons cette modification qui est très longue et qui n'apporte rien. Toute modification qui n'ajoute absolument rien aux droits et libertés des canadiens devrait être rejetée.

Après tout, les générations futures d'écoliers devront apprendre tout cela par cœur et ils ne nous seraient pas très reconnaissants si la Charte des droits et libertés était trop longue.

M. Robinson: Je ne crois pas avoir très bien compris le ministre; a-t-il dit que cette modification était très longue?

M. Kaplan: Oui et elle n'ajoute aucun droit ou liberté supplémentaire.

M. Robinson: Je comprends.

J'aurais aussi une question à adresser au ministre à propos d'une modification disant que l'on ne pourra jamais baser une distinction sur les motifs fondamentaux énumérés au paragraphe 15(1), à l'exception de l'âge.

M. Kaplan: De toute évidence, il y a répétition, dans le fond, de l'article 15. Nous croyons que cet article s'applique à tous les droits et libertés.

M. Robinson: Je n'ai pas l'intention d'insister davantage. Je crois que les modifications proposées sont conformes aux suggestions faites par un certain nombre d'organismes, y compris l'Association du Barreau canadien, chapitre de la Colombie-Britannique, le Congrès juif, et d'autres encore. J'espérais qu'elles seraient bien reçues par les membres du Comité.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

Nus passons maintenant au vote sur cette proposition.

La proposition est rejetée.

Le coprésident (M. Joyal): Je mets maintenant en délibération la modification suivante proposée par le parti gouvernemental. Je cède la parole à M. Corbin.

M. Corbin: Merci, monsieur le président.

Je propose que l'article 3 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié, par substitution, aux lignes 17 à 19, à la page 3, de ce qui suit:

rales ou provinciales.

As for the English text, Mr. Chairman, I move that Clause 3 of the proposed constitution act 1980 be amended by striking out lines 15 and 16 on page 3 and substituting the following:

3. Every citizen of Canada has the

Let me explain the difference between the amendment to the English text and the one to the French version. First of all, I would like to assure the committee that the effect of this amendment is strictly the same in English as in French. That is the most important part of it. We all know that the Department of Justice has now decided to have the French and English versions written according to the essence of each language. Therefore, both amendments are not identical, strictly speaking.

[Texte]

Je vous remercie, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Corbin.

Je ne vois pas d'autres orateurs qui veulent...

Monsieur Robinson?

Mr. Robinson: I will try to be short winded, Mr. Chairman.

The question to the Minister is this. As I say, I welcome this step forward in line with the recommendations we put forward.

I wonder whether you would agree, Mr. Minister, that this would leave open to challenge in the courts—a challenge some of us consider to be a serious denial of the right to vote, and that is the question of citizens of Canada who may be outside of Canada at the time of an election but who certainly are still citizens of Canada and are denied the right to vote.

Would you agree that this could at least be open to challenge in the courts?

Mr. Kaplan: Well, it could; but I think I ought to say for the record that it may well be a reasonable limit to exclude them; after all they are not affected.

Mr. Robinson: Are you saying "a reasonable limit", or is the test demonstrable justifiability?

Mr. Kaplan: I am sorry, demonstrable justifiability—it is both; and I am suggesting that people who are Canadian citizens and who do not live in our country for one reason or another may be justifiably deprived of the right to participate in an election.

Mr. Robinson: The second issue I would raise on this amendment, if I may, with the Minister is this.

Another group of citizens in Canadian society, Canadian citizens who are denied many other rights, are also denied the right to vote—and that is prisoners in Canada.

Would you also agree that it is at least open to challenge in this clause as it would be worded that there would be an onus on the government to show that it is demonstrably justifiable and reasonable that Canadian prisoners be denied the right to vote?

Mr. Kaplan: Yes, I agree with that. It would be a very arguable case on behalf of inmates that they were given a right to vote by this Charter of Rights and Freedoms.

There is no definitive answer, but our law officers have brought to our attention that possibility.

It is somewhat more difficult, because the clause talks about two rights—the rights to vote and to be qualified for membership, for example, in the House of Commons.

Now, is it a reasonable deprivation that a judge can not sit in the House of Commons? Mr. Robinson, I do not think you have directed to this, but in your earlier remarks you suggested that the rights went together and that there were two sides of a coin and that argument might well be made to continue the disqualification of judges to vote.

Again, like the case of inmates it is an open but different question.

[Traduction]

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Corbin.

Would any other member like to...

Mr. Robinson?

M. Robinson: Je vais essayer de ne pas m'éterniser, monsieur le président.

Voici ma question au ministre. Je répète que je suis heureux de ce progrès conforme aux recommandations que nous avons présentées.

Monsieur le ministre, ne croyez-vous pas, comme moi, que cela permettrait à certains de contester ce droit devant les tribunaux. Un tel litige serait un déni grave du droit de vote. Cela inquiète particulièrement les citoyens canadiens qui sont à l'étranger au moment où se déroule une élection. Il n'en demeure pas moins qu'ils sont citoyens canadiens et qu'on leur retire leur droit de voter.

Ne croyez-vous pas que cela permettrait au moins un recours devant les tribunaux?

M. Kaplan: Peut-être, mais je dois dire que ce n'est peut-être pas déraisonnable de les exclure. Après tout, cela ne les lèse pas.

M. Robinson: Voulez-vous parler de «limite raisonnable» ou de «justification qui peut être démontrée»?

M. Kaplan: Des deux. Je crois que les citoyens canadiens qui ne vivent pas au pays pour une raison ou pour une autre peuvent très bien, en toute justice, être privés de leur droit de participer à une élection.

M. Robinson: Voici ma seconde remarque à propos de cette modification.

Un autre segment de la société canadienne se voit privé de beaucoup de droits, entre autres, de celui de voter; il s'agit des détenus.

Ne croyez-vous pas également que le libellé de cet article pourrait être contesté devant les tribunaux et imposerait au gouvernement la charge de prouver qu'il est raisonnable et justifié d'interdire aux prisonniers canadiens de voter?

M. Kaplan: Oui, vous avez raison. Les détenus pourraient très bien plaider que cette Charte des droits et libertés leur accorde le droit de voter.

Ce n'est toutefois pas une réponse catégorique bien que nos avocats nous aient souligné cette possibilité.

Ce n'est tout de même pas aussi simple car l'article mentionne deux droits: celui de voter et celui d'être éligible, par exemple, à la Chambre des communes.

On pourrait se demander aussi s'il était raisonnable d'interdire à un juge d'être élu à la Chambre des communes. Monsieur Robinson, ce n'était peut-être pas intentionnel, mais, un peu plus tôt, vous avez dit que ces deux droits allaient de pair puisqu'ils représentaient les deux côtés d'une même médaille. Or, on pourrait se servir de votre argument pour maintenir l'interdiction de voter imposée aux juges.

Comme dans le cas des détenus, même si c'était un peu différent, la question prête à discussion.

[Text]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Robinson.

Mr. Robinson: One final question, Mr. Chairman.

I am very pleased to hear the Minister confirm—I believe your words were that it was certainly at least a good possibility or a reasonably arguable case that Canadian prisoners might be granted the right to vote.

Is this the opinion which you have been given by the law officers of the Crown?

Mr. Kaplan: I have not been given a definitive opinion on the question, but just that it is a possibility. They were not prepared to confirm that a court would definitely rule in favour of inmates. They might very well find the other way.

But a respectable case can be made for it. There are many arguments against it, but there are also arguments for it.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, one issue I wanted to raise with the Minister was the responsibility and power of the legislature of the House of Commons themselves to express members who have been duly elected for certain kinds of offences.

Do you feel this rewording of this clause would affect that in any way?

Mr. Kaplan: I think I can say pretty categorically that Clause 3 is not intended to address the conduct, the organization of an elected body and their right to establish their rules if that is what their constitutional document provides or the rules which apply to them wherever they have been drafted.

Mr. Hawkes: Now the issue of age: at the moment a lower age requirement. That would be open to challenge in the court in the future if people wanted to argue that way?

Mr. Kaplan: Yes.

I have just had a long argument on that subject in my own home over the weekend.

An hon. Member: Who lost?

Mr. Kaplan: There may well be challenges to the age qualification.

Mr. Hawkes: And the courts would decide that in the future rather than the legislatures?

Mr. Kaplan: No, it would be in the first instance for the parliament or the legislature to determine the rule, because that is what would be challenged.

Then that rule would apply unless someone challenged it and brought a good case, and the state could not defend the limitation as being demonstrably justified or an unreasonable distinction—all of the tests that qualify the right to vote.

Mr. Hawkes: The possibility exists, as I read the Charter, that the courts can rule that a particular part of legislation has no force or effect.

Mr. Kaplan: That is right.

[Translation]

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Robinson.

M. Robinson: Une dernière question, monsieur le président.

Je suis très heureux d'entendre le ministre confirmer qu'il serait possible de contester le retrait du droit de vote des détenus canadiens.

Cette opinion vous vient-elle des avocats de la Couronne?

M. Kaplan: On ne m'a pas donné un avis ferme sur la question, mais on m'a dit que c'était une possibilité. Les avocats ne sont pas à même de confirmer qu'un tribunal jugerait en faveur des détenus. Il se pourrait que le contraire se produise.

Toutefois, on peut présenter une cause qui se tienne. Il y a bien des arguments des deux côtés.

Le coprésident (M. Joyal): Je vous remercie, monsieur Robinson.

Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Monsieur le président, je voulais discuter avec le ministre de la responsabilité et du pouvoir qu'ont les assemblées législatives et la Chambre des communes d'exclure, à la suite de certaines infractions, ceux qui ont été dûment élus.

Croyez-vous que si l'on modifiait le libellé de cet article, les choses changeraient?

M. Kaplan: Je peux affirmer catégoriquement que l'article 3 n'a pas pour objet de régir la conduite et l'organisation d'un organisme élu ni son droit d'imposer des règles comme le prévoit sa constitution ou un autre document.

M. Hawkes: Pour ce qui est de l'âge, à l'avenir, des gens pourraient contester cet âge, n'est-ce pas?

M. Kaplan: Oui.

Il y a justement eu une longue discussion à ce sujet chez moi en fin de semaine.

Une voix: Qui a perdu?

M. Kaplan: Il se pourrait que l'on conteste l'âge exigé.

M. Hawkes: Et les tribunaux seraient chargés de décider et non pas les assemblées législatives?

M. Kaplan: Non, le Parlement ou une assemblée législative fixerait d'abord la règle, avant qu'elle puisse être contestée.

Donc la règle s'appliquerait à moins que quelqu'un ne la conteste en présentant de très bons arguments et que l'état soit incapable de prouver que la distinction est justifiée ou raisonnable, puisque ce sont là les critères déterminant le droit de vote.

M. Hawkes: Si je comprends bien la charte, on peut toutefois faire appel aux tribunaux qui peuvent juger nulle et non avenue une partie quelconque de la loi.

M. Kaplan: C'est exact.

[Texte]

Mr. Hawkes: Could we find ourselves in a situation where that ruling was just made and therefore you had no age requirement for voting in a particular election. Is that a possibility?

Mr. Kaplan: I would like to draw your attention to the clause giving the court authority to prescribe a remedy.

I think the remedy which would be prescribed would contemplate the continued responsibility of the legislature or parliament in question.

Mr. Hawkes: So they would set the age at that point.

Mr. Kaplan: Not necessarily. They could ask—this is a possibility; they could ask the legislature to reconsider the question, taking into account certain facts which might have been alleged before the court, that the courts chose to give weight to or something else.

It is open. There are all kinds of examples in the United States, to take one country we all know well of the type of prescriptions the court would put rather than necessarily and arbitrarily changing the law, in effect.

Mr. Hawkes: Would a defeated candidate have access to this provision in that fashion to overturn a close election and have a reelection—do those possibilities exist as well?

Mr. Kaplan: The defeated candidate, if he was a minor, could have status; but the legislation contemplates the action being brought by or on behalf of the individuals whose rights are being violated or who alleges that his rights are violated.

Mr. Hawkes: The latest rewording that the Minister of Justice brought in nine days ago is the best guess as to how we should protect the rights of citizens and avoid some of the possibilities. That is the advice we are getting from you and your officials?

Mr. Kaplan: Yes, and from a very great many briefs, and from most responsible sources, too. This language has a lot going for it.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Hawkes.

I would like to invite now the Honourable Senator Nurgitz.

Senator Nurgitz: Mr. Chairman, quite apart from the rules of either House of Parliament or the provincial legislatures to expel or do whatever is necessary to discipline their members, is there any specific provision in the criminal code, the federal statute, that prohibits the sitting in a federal parliament or a provincial legislature for, I think it is five years, I am not sure.

Mr. Kaplan: Provided in the Criminal Code.

Senator Nurgitz: My question is this, as one now reads the amendment, where every citizen has the right to membership in the assembly, I am really asking you how one relates one to the other.

Mr. Kaplan: A person disqualified by virtue of that provision—and it is in the House of Commons and Senate Act, and not the Criminal Code—could go to court and seek to have that limitation set aside on the ground that it was not demonstrably justified; it was a reasonable limit. The court could overturn that statute.

[Traduction]

M. Hawkes: Ne pourrait-il pas arriver alors que le tribunal juge que l'on ne peut exiger un âge minimum pour voter?

M. Kaplan: N'oubliez pas l'article qui accorde au tribunal le pouvoir de conseiller un correctif.

Le correctif prescrit tiendrait certainement compte de la responsabilité permanente de l'assemblée législative en cause.

M. Hawkes: Et c'est elle qui déterminerait l'âge minimum?

M. Kaplan: Pas nécessairement. Le juge pourrait fort bien demander à l'assemblée législative de revoir la question en tenant compte de certains faits qui ont pu être avancés devant le tribunal et jugés fondés.

C'est possible. On en trouve plusieurs exemples aux États-Unis—pour choisir un pays que nous connaissons bien—où les jugements des tribunaux présentent des suggestions au lieu de modifier arbitrairement la loi en vigueur.

M. Hawkes: Un candidat défait pourrait-il profiter de cette disposition pour faire annuler une élection de justesse et en exiger une nouvelle?

M. Kaplan: Un candidat défait aurait un recours s'il était mineur, mais la loi prévoit que les poursuites doivent être intentées par la personne dont les droits ont été violés ou qui croit que ses droits ont été violés, ou en son nom.

M. Hawkes: Le dernier libellé proposé par le ministre de la Justice il y a neuf jours nous laisse deviner comment l'on peut protéger les droits des citoyens et empêcher certains recours. Est-ce bien là l'avis de vos conseillers et de vous-même?

M. Kaplan: Oui, et c'est ce qu'ont pensé également la plupart de ceux qui nous ont envoyé des mémoires et d'autres gens renseignés.

Le coprésident (M. Joyal): Je vous remercie, monsieur Hawkes.

Je cède maintenant la parole à l'honorable sénateur Nurgitz.

Le sénateur Nurgitz: Monsieur le président, outre le règlement de la Chambre et des assemblées législatives provinciales qui leur permet d'exclure leurs députés ou de leur imposer une autre mesure disciplinaire, le Code criminel prévoit-il expressément qu'une personne ne peut être éligible au Parlement fédéral ou à une assemblée législative provinciale pendant cinq ans, je crois?

M. Kaplan: C'est prévu par le Code criminel.

Le sénateur Nurgitz: Si j'en juge d'après la modification, tout citoyen sera éligible à l'une ou l'autre des assemblées législatives; comment pouvez-vous concilier ces diverses dispositions?

M. Kaplan: Une personne qui serait rendue inéligible par une disposition de la Loi sur la Chambre des communes et sur le Sénat—et non pas du Code criminel—pourrait se pourvoir devant les tribunaux pour faire lever cette restriction qui ne serait pas justifiable. Ce serait une exception raisonnable. Les tribunaux pourraient déclarer la loi nulle.

[Text]

Senator Nurgitz: Mr. Minister, we recently had a problem in my home province with a member of the legislative assembly, where the legislative assembly act did not make any provision, had no exclusionary feature for anything, at least not for that.

My understanding is that the speakers ruling there was to the effect that the Criminal Code prohibited that member from sitting—and that is without a specific rule.

Mr. Kaplan: Well, I may seek the floor in a moment to correct the source of that authority. We are checking whether it is in fact the House of Commons and Senate Act or the Criminal Code.

Senator Nurgitz: My understanding, Mr. Minister, is that it is in the Criminal Code.

Mr. Kaplan: I ought to know that, but I do not.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Minister, this amendment causes me some concern.

You might argue that the Clause 1 limitations in fact takes care of what was in it before.

If you insist that that amendment be passed, there are a number of possibilities that I see could occur. For example, if in an enumeration in an election your name was not enumerated and did not appear on the electors list, or if, for example, a poll or part of a poll could be missed—and all of us have had that experience in some elections—if that is the case, could the person whose name was not on the enumerators list have the right, because they now had been denied the right to vote, in fact overthrow the election in that constituency? It affects his basic right.

Mr. Kaplan: They have the right. The act provides a procedure for having your name put on the list if it is not properly on.

Mr. Epp: Mr. Minister, what we are dealing with here is not the Canada Elections Act, but with the Charter which supersedes the Canada Elections Act and every other statute in Canada.

Mr. Kaplan: It supersedes it, but only to the extent that those statutes are unreasonable.

I am suggesting that since the election act provides a pretty reasonable procedure for assuring that your name is on the list, and since error is something which always has to be contemplated, I cannot imagine that the constitution or the Charter of Rights and Freedoms can be resorted to to overturn an election under those circumstances.

Mr. Epp: I could contemplate that. I can see somebody trying to do it.

Mr. Kaplan: I can contemplate someone doing it; but I cannot imagine them succeeding.

Mr. Epp: I will give you another example. In a federal election you have to be 18 years of age in order to have the right to cast a vote, and a province, any province, could decide for the provincial or municipal elections the age shall not be

[Translation]

Le sénateur Nurgitz: Récemment, dans ma province d'origine, un député à l'Assemblée législative n'a pas pu être exclu parce que la loi pertinente ne le prévoyait pas.

Le président de l'assemblée a alors décidé que le Code criminel interdisait à un député de siéger, sans pour cela exiger un règlement expresse.

M. Kaplan: Permettez-moi de prendre la parole afin de corriger ce que j'ai dit. Nous sommes en train de vérifier s'il s'agit bel et bien d'une disposition de la Loi sur la Chambre des communes et le Sénat ou d'une disposition du Code criminel.

Le sénateur Nurgitz: Monsieur le ministre, je crois qu'il s'agit du Code criminel.

M. Kaplan: Je devrais le savoir, malheureusement je l'ignore.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable Jake Epp.

M. Epp: Monsieur le ministre, cette modification me préoccupe un peu.

Vous pouvez prétendre que les restrictions prévues par l'article 1 règlent le problème perçu plus tôt.

Si vous insistez pour que cette modification soit adoptée, des tas d'autres choses peuvent se produire. Par exemple, si vous n'étiez pas recensé en vue d'une élection votre nom n'apparaissait donc pas sur la liste des électeurs ou encore il est déjà arrivé qu'on oublie toute une partie d'un bureau de scrutin; celui dont le nom n'apparaît pas sur la liste du recensement aurait-il le droit de faire annuler les élections dans cette circonscription parce qu'on lui a refusé le droit de voter? On enfreindrait un droit fondamental.

M. Kaplan: Ce serait effectivement possible. La loi prévoit d'ailleurs une procédure qui permet de faire inscrire son nom sur la liste s'il n'y est pas déjà.

M. Epp: Monsieur le ministre, nous ne sommes pas ici pour discuter de la loi électorale du Canada, mais bien de la charte qui a primauté sur l'ensemble des lois du Canada.

M. Kaplan: Elle a primauté, mais seulement dans la mesure où toutes ces lois sont déraisonnables.

Comme la loi électorale prévoit une procédure raisonnable permettant de s'assurer qu'un nom figure bel et bien sur la liste, et comme une erreur est toujours possible, je ne peux imaginer que l'on ait recours à la Constitution ou à la charte des droits et libertés pour faire annuler une élection pour cette raison.

M. Epp: Cela me paraît concevable. Je peux imaginer une situation où quelqu'un agirait ainsi.

M. Kaplan: Quelqu'un pourrait bien essayer mais je vois mal comment il pourrait réussir.

M. Epp: Je vais vous donner un autre exemple. Il faut avoir 18 ans pour voter aux élections fédérales, mais une province pourrait décider de fixer cet âge à 17 ou 19 ans pour les élections provinciales ou municipales, n'est-ce pas?

[Texte]

18, it could be 17 or 19, for the sake of argument; now, is that unreasonable?

Mr. Kaplan: I think the legislature would make its own decision.

Mr. Epp: No, if the legislature has made a decision. Is that unreasonable? That is the question I am asking you.

Mr. Kaplan: Well, it would be their responsibility to defend it—the state's responsibility to defend it and show that the age is demonstrably justified.

The difference between 17 and 18 would be difficult to defend—that 18 or 17 indicated more maturity than the other.

Mr. Epp: I do not believe you should use that argument, because you could take that argument right through the whole level of age that everyone goes through.

Mr. Kaplan: No, then it is not unreasonable if it is hard to define the difference between one and the other; it is not unreasonable to use one or the other. In other words, where the difference is hard to define, there may not be much difference.

Mr. Epp: Well, I get from your answer not only am I not satisfied, but the feeling that in your own answers and your own mind there is a doubt as well.

Mr. Kaplan: No, there is none. I am quite clear.

If the statute gives the right to vote to an individual, the Charter of Rights is complied with.

Now, reasonable means have to be provided within the statute for its exercise, but the right to vote is there.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much.

Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I am quite prepared to proceed to the calling of the question.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I think Mr. Hawkes has an additional question.

Mr. Hawkes: Yes, a supplementary following up Mr. Epp's line of reasoning. The statement that every citizen of Canada has the right to vote suggests, too, that people who have citizenship on the day of the voting should therefore be eligible, and yet I believe the Canada Elections Act is worded somewhat differently.

My question really is: is there a move within the government very carefully to review the provisions of the Canada Elections Act with a view to bringing forward to Parliament any changes which might be necessary as a consequence of this particular part of the charter, so that once the Charter goes into effect as law in this country, we are not left with an invalid Canada Elections Act.

Mr. Kaplan: On behalf of the responsible Minister who is accountable for the elections act, I can tell you that no such amendments are presently being contemplated.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Hawkes.

I see that honourable members are ready for the question.

[Traduction]

M. Kaplan: Je crois que l'Assemblée législative en déciderait.

M. Epp: Je parle d'un cas où l'Assemblée législative aurait déjà pris une décision. Cela vous paraît-il déraisonnable? C'est ce que je vous demande.

M. Kaplan: Dans ce cas, il incomberait à la province de démontrer que ce critère d'âge est justifié.

Il serait difficile d'établir une distinction valable entre 17 et 18 ans.

M. Epp: Je ne crois pas que vous devriez avoir recours à cet argument car il pourrait s'appliquer à n'importe quel âge.

M. Kaplan: Non, il ne serait pas déraisonnable de fixer comme critère l'un ou l'autre âge s'il n'y a pas une différence importante entre les deux. Autrement dit, lorsque la différence est difficile à définir, ce n'est sans doute pas une grande différence.

M. Epp: Non seulement votre réponse ne me satisfait pas mais j'ai nettement l'impression que vous avez vous-même des doutes à ce sujet.

M. Kaplan: Absolument pas, la réponse me paraît très claire.

Si la loi donne aux citoyens le droit de vote, elle se conforme à la charte des droits.

La loi doit établir ces critères raisonnables pour l'exercice de ce droit, mais le droit de vote est garanti.

Le coprésident (M. Joyal): Merci.

Monsieur Robinson.

M. Robinson: Monsieur le président, je suis tout à fait prêt à passer au vote.

Le coprésident (M. Joyal): Je crois que M. Hawkes a une question supplémentaire.

M. Hawkes: Oui, une question qui fait suite à celle de M. Epp. Quand on dit que tout citoyen canadien a le droit de vote, on laisse entendre que les personnes qui deviennent des citoyens canadiens le jour même du scrutin devraient pouvoir exercer ce droit, contrairement à ce que prévoit la loi électorale du Canada.

Le gouvernement compte-t-il examiner les dispositions de la loi électorale du Canada en vue de tenir compte de cet article de la charte pour que la loi électorale ne soit pas invalidée au moment de l'entrée en vigueur de la charte?

M. Kaplan: Au nom du ministre responsable, de la loi électorale, je peux vous dire qu'aucun amendement de ce genre ne fait l'objet d'une étude à présent.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Hawkes.

Je vois que vous êtes prêts à passer aux voix.

[Text]

Amendment agreed to.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): We then come back to Clause 3.

Amendment agreed to.

Clause 3 as amended agreed to.

• 1740

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like then to move on Clause 4.

On Clause 4—*Duration of elected legislature bodies*

On Clause 4 I have been informed of two amendments, one proposed by the government and another one proposed by the New Democratic Party and I would like to call, then, as the first one, the amendment proposed by the government party. Monsieur Corbin.

Mr. Corbin: Thank you, Mr. Chairman.

I move that the French version of Clause 4 of the proposed constitution act 1980 be amended by striking out lines 20 to 24 on page 3 and substituting the following et ce que je veux proposer, monsieur le président, c'est:

Que l'article 4 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 20 à 24, page 3, de ce qui suit:

4. (1) Le mandat maximal de la Chambre des communes et des assemblées législatives est de cinq ans à compter de la date fixée pour le retour des brefs relatifs aux élections générales correspondantes.

Et l'adjonction des mots soulignés au paragraphe (1) de la version française, monsieur le président, permet de ne laisser aucun doute quant à la date précise à compter de laquelle est établi le délai de cinq ans.

Je vous remercie.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Corbin.

Any other intervention on that amendment that is rather technical?

Shall the amendment carry?

Amendment agreed to.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to then move to the next amendment, the one that is moved by the New Democratic Party and I would like to invite Mr. Robinson.

Mr. Hawkes: Point of order, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Hawkes on a point of order.

Mr. Hawkes: Has that been circulated?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The New Democratic Party, yes, and you are right, I should have identified it maybe in a clearer way and it is the amendment that is number N-6, Clause 4, page 3. It is presently circulating. It is on its way, Mr. Hawkes. Do not look under your pile, you will not find it there. It is coming on the top of your pile.

I think that all the honourable members of the Committee have now a copy of the proposed amendment and I would like to invite Mr. Robinson to proceed with the amendment.

[Translation]

L'amendement est adopté.

Le coprésident (M. Joyal): Revenons donc à l'article 3.

L'amendement est adopté.

L'article 3, tel que modifié est adopté.

Le coprésident (M. Joyal): Passons maintenant à l'article 4.

Article 4—*Mandat*

Deux amendements sont proposés à l'article 4, un par le gouvernement et l'autre par le parti Néo-Démocrate. Je mets d'abord en délibération l'amendement proposé par le parti ministériel. Monsieur Corbin.

M. Corbin: Merci, monsieur le président.

Je propose que la version française de l'article 4 du projet de loi constitutionnel de 1980 soit modifiée en remplaçant les lignes 20 à 24, page 3, par ce qui suit. I move, Mr. Chairman.

That the French version of Clause 4 of the proposed Constitution Act, 1980, be amended by striking out lines 20 to 24 on page 3 and substituting the following:

4. (1) Le mandat maximal de la Chambre des communes et des assemblées législatives est de cinq ans à compter de la date fixée pour le retour des brefs relatifs aux élections générales correspondantes.

The addition of the underlined words in paragraph 1 of the French text, Mr. Chairman, leaves absolutely no doubt about the precise date from which the five year duration is determined.

Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Corbin.

Y a-t-il des observations sur cet amendement plutôt technique?

L'amendement est-il adopté?

L'amendement est adopté.

Le coprésident (M. Joyal): Je passe donc à l'autre amendement proposé par le parti néo-démocrate et qui sera présenté par M. Robinson.

M. Hawkes: J'invoque le règlement, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): M. Hawkes invoque le règlement.

M. Hawkes: Le texte de l'amendement a-t-il été distribué?

Le coprésident (M. Joyal): J'aurais dû sans doute mieux l'identifier pour vous. Il s'agit de l'amendement n° N-6, article 4, page 3. On est en train de le distribuer. Ne cherchez pas dans vos papiers, il ne s'y trouve pas. On est en train de le distribuer.

Je crois que vous avez maintenant tous reçu un exemplaire de cet amendement. J'invite M. Robinson à le présenter.

[Texte]

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

I will first read the proposed amendment.

I move that Clause 4 of the proposed constitution act, 1980 be amended by (a) striking out line 26 on page 3 and substituting the following:

(2) in time of real or imminent war,;

(b) striking out line 33 on page 3 and substituting the following:

of Commons or the legislative assembly present and voting, as;

and (c) adding immediately after line 34 on page 3 the following:

(3) No continuation under Clause 4(2) of the House of Commons or a legislative assembly beyond five years shall last longer than six months but a continuation may be renewed under that subclause before it expires.

Mr. Chairman, as is evident, there are three separate proposals here, I will try to deal with them in the order in which they are presented.

The first proposal is that rather than the present wording in Clause 4(2), "in time of real or apprehended war, invasion or insurrection", that we should be using the word "imminent" to substitute for the word "apprehended".

The reason for that is the word "apprehended" allows our courts virtually no jurisdiction whatsoever to go behind that declaration. These are the same words that are contained in the War Measures Act, Mr. Chairman, which has certainly been judicially determined in a very narrow fashion to be a subjective kind of test. Is it apprehended or is it not? It does not matter whether there are any objective grounds for that, the only thing that matters is whether or not the government believes, that could be without any reasonable grounds, believes that there is an impending war, invasion or insurrection.

This would substitute the word "imminent" which would give the courts an opportunity to review that declaration because, Mr. Chairman, what we are talking about is a suspension of democracy itself, and surely when we are talking about something that fundamental, the courts should have an opportunity to ensure that this declaration which is made of an apprehended war, invasion or insurrection indeed has some objective basis.

I would point out that this particular amendment has been proposed by, among others, the Canadian Jewish Congress, the Newfoundland Bar Association, the Canadian Civil Liberties Association and the Vancouver People's Law School.

It may be argued by some that there is a safeguard of requiring a two thirds majority, however clearly that would not get around the concern which is raised with respect to the totally subjective nature of this test.

It may also be argued that there is a test of demonstrable justifiability; however, in response to that I would point out, Mr. Chairman, that all that has to be demonstrably justified is that there was an apprehension. It does not have to be

[Traduction]

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Je vais d'abord faire lecture de l'amendement proposé.

Je propose que l'article 4 du projet de loi constitutionnel de 1980 soit modifié en (a) remplaçant la ligne 30, page 3 par ce qui suit:

(2) ou d'insurrection réelles ou imminentes

(b) remplaçant les lignes 32 et 33 par ce qui suit:

l'objet d'une opposition réunissant plus du tiers des suffrages exprimés par les députés de la Chambre

et (c) ajoutant, après la ligne 34, page 3, ce qui suit:

(3) La prolongation prévue au paragraphe (2) ne peut dépasser six mois, mais elle peut être renouvelée avant son expiration.

Monsieur le président, il s'agit ici de trois propositions séparées, que je vais vous expliquer dans leur ordre de présentation.

Dans le premier cas, nous proposons une modification du libellé de l'article 4 (2), «en cas de guerre, d'invasion, ou d'insurrection, réelles ou appréhendées»; nous proposons que le terme «imminentes» remplace «appréhendées».

Nous estimons que l'emploi du terme «appréhendées» ne donne presque aucun pouvoir aux tribunaux d'examiner le bien-fondé de la déclaration. En fait, il s'agit de la même terminologie que celle de la Loi sur les mesures de guerre et le critère a été qualifié dans les décisions juridiques de très subjectif. Comment déterminer s'il s'agit d'une insurrection appréhendée? Peu importe les raisons objectives, la seule chose qui importe c'est l'opinion du gouvernement si celui-ci craint une guerre, une invasion ou une insurrection imminentes.

Notre amendement aurait pour effet de substituer le terme «imminentes», ce qui donnerait aux tribunaux la possibilité d'examiner la déclaration elle-même. Il ne faut pas oublier, monsieur le président, que cette mesure équivaut à la suspension de la démocratie-même et il nous semble que dans un domaine aussi fondamental, les tribunaux devraient pouvoir examiner les raisons motivant une déclaration de guerre, invasion ou insurrection appréhendées.

Je vous signale que cet amendement a été suggéré entre autres, par le Congrès juif canadien, l'Association du Barreau de Terre-Neuve, l'Association canadienne des libertés civiles et la Vancouver People's Law School.

On pourrait prétendre que la majorité des deux tiers offre une certaine protection. Mais cela ne change en rien le caractère tout à fait subjectif de la déclaration.

On pourrait aussi prétendre qu'une preuve est indispensable: à cela je dirai, monsieur le président, qu'il faut simplement justifier le fait d'appréhender, mais pas les raisons qui ont justifié cette appréhension.

[Text]

demonstrably justified that there was any basis for that apprehension, merely that the apprehension itself existed.

So that is the purpose of the first proposed amendment, Mr. Chairman.

The purpose of the second proposed amendment, very briefly, is to clarify what majority is required, that we are talking about those persons who are indeed present and voting at the time the vote is taken and not one third of the total number of members who may in fact be eligible to vote.

The final section is perhaps the most important, Mr. Chairman, because what the proposed Clause 4(3) would indicate is that there cannot be an indefinite denial of the right of the citizens of Canada to decide for themselves who is to govern them. There cannot be an indefinite suspension of democracy.

As Clause 4(2) is now worded, once a decision is made by two thirds of the members of a federal Parliament or provincial legislature to extend their mandate beyond five years, that extension can be indefinite, and what this suggests is a very reasonable procedural safeguard. It suggests that there should be a review at least every six months to ensure that it is still the will of Parliament of the legislative assemblies that this state of emergency exists, that this suspension of democracy should be continued.

Now, again, there may be some who suggest that demonstrable justifiability should apply here, but surely there should be an option on the elected representatives of the people to determine for themselves at some point, at periodic intervals, whether the suspension of democracy should indeed continue.

So that is the purpose of that clause, Mr. Chairman. I would note that the ramifications of a declaration of emergency are very serious indeed because it has been held by the highest court of this land that when there has been a declaration of emergency, that the division of powers no longer exists. Under Section 91 and Section 92 the federal government can move in and encroach on any provincial powers.

So when we are talking about a suspension of democracy, when we are talking about a possible reallocation of powers in Canada, surely it is not unreasonable to suggest that elected members should have an opportunity to pass judgement on that at periodic intervals.

That is the purpose of the three amendments which are being proposed to Clause 4, Mr. Chairman, thank you.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

Honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, before I comment on one or two of the amendments I would like a clarification in terms of procedure.

There are clauses of the three amendments that appeal to me. There are others that I cannot support. I am wondering if you can give us some clarification on that as to how you might proceed in order.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Well, as I have already suggested previously this afternoon we could certainly divide the proposed motion, and if there is on that very question an

[Translation]

Voilà le but de notre premier amendement, monsieur le président.

L'objet du deuxième amendement est de préciser la majorité nécessaire; donc, il s'agit bien des députés présents qui ont exprimé leur suffrage au moment du vote et non du tiers de tous les députés qui auraient le droit de voter.

La dernière partie est sans doute la plus importante, monsieur le président, puisqu'elle empêche de prolonger indéfiniment la période pendant laquelle les citoyens du Canada ne peuvent choisir leur gouvernement. Le règne de la démocratie ne peut être suspendu pour une période illimitée.

D'après son libellé actuel, une fois que les deux tiers des députés du Parlement fédéral ou d'une assemblée législative provinciale ont décidé de prolonger leur mandat après la durée maximale de cinq ans, l'article 4(2) permettrait un prolongement indéfini et notre amendement vise à corriger cette situation en introduisant une obligation de procédure. Le parlement ou les assemblées législatives devraient s'interroger au moins tous les six mois et se demander s'il convient bien de maintenir cet état d'urgence, cette suspension de la démocratie.

Certains vont peut-être exiger une justification mais il est évident qu'il faudrait permettre aux représentants élus de la population de décider eux-mêmes à intervalle périodique si la suspension de la démocratie doit vraiment être maintenue.

C'est donc l'objet de cet article, monsieur le président. Je signale que les ramifications d'une déclaration d'urgence sont extrêmement sérieuses étant donné que le plus haut tribunal du Canada a jugé que lorsque l'état d'urgence est déclaré, la division des pouvoirs n'existe plus. En vertu de l'article 91 et de l'article 92, le gouvernement fédéral peut alors empiéter sur n'importe quel pouvoir provincial.

Quand il s'agit de suspendre la démocratie, de réattribuer même les pouvoirs, il n'est certes pas déraisonnable de demander aux députés élus de revoir périodiquement cette décision.

C'est l'objet des trois amendements proposés à l'article 4, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

L'honorable Jake Epp.

M. Epp: Monsieur le président, avant de parler d'un ou deux amendements, j'aimerais une précision sur la procédure.

Il y a certains éléments des trois amendements qui me semblent bons mais pour les autres je ne puis les appuyer. Pouvez-vous nous expliquer comment nous devons procéder?

Le coprésident (M. Joyal): Ma foi, comme je l'ai déjà dit cet après-midi, il est évident que nous pouvons diviser la proposition et si vous voulez réserver tel ou tel aspect ou

[Texte]

aspect that you want to reserve or that you want to suggest should be divided I am certainly ready to wait for any request put through by the honourable member in that respect.

Mr. Epp: Mr. Chairman, I will make the request, and as I make my other comments possibly members can reflect on it.

It would be my request in this amendment that you call the three separate amendments as separate votes. In other words, we discuss the whole amendment as one but you call for three votes.

That being the case, then, Mr. Chairman, if there is agreement, you could of course clarify that later.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I do not see any opposition around the table on that so you can go on, Mr. Epp.

Mr. Epp: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Chairman, regarding the amendment and the question, first of all, of real or apprehended war. If I understand correctly, the present regime that governs this area is the fact that we are at a situation where the government as such at the present time, and where governments in the past have been at a grave or probable danger and that the New Democratic Party amendment would move us toward a position of a clear and present danger.

I have difficulty with their amendment for this reason, that I believe it is the responsibility of government to govern and while all of us have seen the experience of 1970 and do not want to see that repeated, I do feel on the other hand, on the other side of that balance well, so to speak, there is the need to govern, especially at that period of time.

For that reason I do not like the idea of "imminent" because who then determines what is imminent, and I think in this case it is the elected representatives of the people that must decide that rather than take it to court where the very delay of the action could cause grave difficulty and in fact danger to the country.

The second amendment, I believe that in view of the suspension of democratic rights it is not sufficient for those members who are present and voting, I believe it should be one third of the members in the House, in terms of membership, the people I believe have a right to know as to their representatives.

The last Clause, Clause 3, appeals to me. I believe that the government itself would want the reassurance of the House every six months in terms of approval of the position that they have taken.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable Jake Epp.

Mr. Hawkes on the same point.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman.

I think the choice facing the Committee is the government's original wording versus the amended wording, and this clause has been I guess more bothersome to me since I first saw it than perhaps it has been to most, and I would like to deal with the Minister for a minute on the original wording to make sure that I understand.

[Traduction]

suggérer telle ou telle distinction, je suis pour ma part tout à fait disposé à entendre les suggestions des membres du comité.

M. Epp: Alors, monsieur le président, je vais proposer une chose à laquelle les autres membres du comité vont pouvoir réfléchir pendant que je fais mes autres observations.

J'aimerais que vous sépariez les trois éléments de cet amendement lorsque vous demanderez de voter. Autrement dit, que nous divisions l'amendement et que nous votions trois fois.

Cela dit, monsieur le président, si les autres sont d'accord, vous pourrez nous préciser la procédure plus tard.

Le coprésident (M. Joyal): Je n'ai pas l'impression que quiconque veuille s'y opposer; vous pouvez donc y aller, monsieur Epp.

M. Epp: Merci, monsieur le président.

Pour ce qui est de l'amendement et tout d'abord de la question d'une guerre réelle ou que l'on craint. Si je comprends bien, le régime actuel veut qu'il existe un gouvernement et si certains gouvernements ont par le passé connu des dangers graves ou imminents, ce que propose le nouveau parti démocratique nous mettrait dans une situation de danger immédiat et très clair.

Cet amendement ne me satisfait pas parce que j'estime que le gouvernement a la responsabilité de gouverner; nous avons tous connu l'expérience de 1970 et que je ne tiens pas particulièrement à ce que cela se répète. J'estime par contre qu'il est nécessaire de gouverner, surtout quand on traverse de telles périodes.

C'est pourquoi le terme «imminent» ne me plaît pas car qui déterminera ce qui est imminent? Dans ce cas ce sont les représentants élus de la population qui doivent à mon avis décider plutôt que les tribunaux puisque les délais que cela entraînerait risquent de poser de graves difficultés et même de mettre notre pays en danger.

Pour ce qui du deuxième amendement, étant donné la suspension des droits démocratiques, il ne me semble pas suffisant d'exiger un vote des députés présents, je crois qu'il faudrait compter sur un tiers de l'ensemble des députés pour que la population sache de quelle façon elle est représentée.

Pour ce qui est du dernier article, de l'article 3, je suis assez d'accord. Je pense en effet que le gouvernement voudra être rassuré tous les six mois, être certain que la Chambre approuve toujours.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Epp.

Monsieur Hawkes, à ce même sujet.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président.

Le choix qui s'offre à nous semble être entre le libellé initial du gouvernement et le libellé tel que modifié. Or cet article m'a toujours déplu, encore plus que les autres, et j'aimerais revenir avec le ministre sur le libellé initial pour m'assurer que je le comprends bien.

[Text]

I have watched that come through two drafts and now a third draft by the government, and I guess I am concerned that it has not been changed through that process, and I think that lack of change speaks to my continuing fear that we are rushing, that we have a restricted range of opinion, that we have not had time to read all of the written briefs with the care and attention that maybe they should have had, that witnesses have told us that they did not have time to study the wording in every case, but my first question to the Minister:

The present wording of this Clause, given your 12 years of experience in the House of Commons and the wisdom and knowledge that that brings about the rules of the House of Commons, given that, what is the hypothetical minimum number of members of that House that would have to vote for a resolution of continuation?

Mr. Kaplan: Well, I want to be sure I understand the question but before addressing the question I want to comment on the premise of your question with which I disagree.

I do not think the facts support your assertion. The government has been very firm about the formulation proposed. You suggest that there were three drafts of it; in fact, there are none in the English version and only one in the French version, which is not done to change a policy in any way but to clarify the meaning of language.

So, from first to last the proposals of the government have been the same as they are before you now.

Mr. Hawkes: Correct, and I am sorry if I said that incorrectly but I . . .

Mr. Kaplan: I thought the impression might be created that we had some degree of uncertainty about how this emergency situation ought to be handled and that is not the case.

Mr. Hawkes: I just suggested that it has been looked at three times, once in the original formulation, with the Justice Minister's amendments and then with the revision on the French side, which is the one we are presented with.

Mr. Kaplan: Well, I think I could say this is substantially unchanged from beginning to end.

Mr. Hawkes: Yes, I would agree.

Mr. Kaplan: Thank you.

Mr. Hawkes: Now, my question is: given your knowledge of the rules of the House of Commons regarding quorum, with this wording how many members of the House of Commons would it take to vote in the affirmative to continue the Parliament indefinitely?

Mr. Kaplan: It would have to be carried by a majority of the members who are present in the House and not opposed by one third of the total membership of the House of Commons, which is 90-odd.

Mr. Hawkes: The quorum in the House of Commons is 20?

Mr. Kaplan: This, incidentally, is the precise formulation contained in the BNA Act of 1867.

Mr. Hawkes: We are in a situation of supposed constitutional renewal . . .

[Translation]

En effet J'ai déjà vu deux textes; le gouvernement nous en présente maintenant un troisième mais je n'ai pas l'impression qu'on ait modifié quoi que ce soit et c'est pourquoi je continue à craindre que nous allions trop vite, que nous ne tenions pas suffisamment compte des avis reçus et des mémoires que nous n'avons pas tous lus, des témoins bref, qui nous ont dit qu'ils n'avaient pas toujours pu étudier le libellé proposé. Voici donc ma première question au ministre:

Vous qui avez douze ans d'expérience à la Chambre des communes avec la sagesse et la connaissances du règlement que cela suppose, quel est le nombre minimum hypothétique de députés exigé par ce libellé pour approuver une résolution visant à maintenir cet état d'urgence.

M. Kaplan: J'aimerais être sûr de bien comprendre la question avant d'y répondre et je reviens aussi sur votre introduction que je ne puis accepter.

En effet, ce que vous dites ne me semble pas fondé. Le gouvernement s'est montré très ferme dans la formulation qu'il a proposée. Vous dites qu'il y a eu trois libellés différents; en fait il n'y en a eu aucun en anglais et un seul en français qui ne vise pas du tout à changer la politique mais sert à clarifier le sens des mots.

Ainsi les propositions du gouvernement ont-elles été identiques d'un bout à l'autre à ce qu'elles sont maintenant.

M. Hawkes: D'accord, et je suis désolé si je me suis mal exprimé mais je . . .

M. Kaplan: Vous avez donné l'impression que nous n'étions pas trop sûrs de la façon d'aborder une telle situation d'urgence; je vous assure que nous n'avons aucune hésitation.

M. Hawkes: J'ai simplement dit qu'on avait étudié cet article à trois reprises, une fois dans sa formulation initiale, une fois dans les amendements proposés par le ministre de la Justice et encore une fois lorsque le texte français a été révisé.

M. Kaplan: Je peux vous dire qu'il n'y a pratiquement aucun changement entre le libellé initial et le libellé actuel.

M. Hawkes: Oui, je suis d'accord.

M. Kaplan: Merci.

M. Hawkes: Passons maintenant à ma question: étant donné ce que vous savez du Règlement de la Chambre des communes sur le quorum, combien de députés ce libellé exigerait-il pour approuver le maintien indéfini de la législature?

M. Kaplan: Il faudrait que ce soit approuvé par la majorité des députés présents à la Chambre et qu'il n'y ait pas un tiers du nombre total des députés, soit 90, qui s'y opposent.

M. Hawkes: Le quorum à la Chambre des communes n'est-il pas de vingt?

M. Kaplan: C'est d'ailleurs la formulation précise de l'Acte de l'Amérique du nord britannique de 1867.

M. Hawkes: Nous sommes censés renouveler la constitution . . .

[*Texte*]

Mr. Kaplan: Mr. Hawkes, I have to correct the information that I just gave you.

The version of the BNA Act which established this formulation, which we are continuing and only changing the French version slightly, was enacted in 1949. Section 91 of the BNA Act.

Mr. Hawkes: Mr. Minister, the quorum in the House of Commons is 20, and is it conceivable that the unanimous agreement of those 20 people in quorum would have the force in law to continue the Parliament of Canada beyond five years in the extreme case with that wording?

Mr. Kaplan: Yes.

Mr. Hawkes: And that is satisfactory to the Government?

Mr. Kaplan: Well, how many members of Parliament might have survived to that particular time given the kind of war or other incident that one could imagine?

Mr. Hawkes: Do we also with the wording have the situation where . . .

Mr. Kaplan: I am making the point that it is reasonably flexible and it is tending to be balanced in favour of the emergency power, but the apprehension has to be bona fide and I do not think Mr. Robinson gave sufficient weight to that.

The apprehension has to be a genuine bona fide apprehension and once it is, as Mr. Epp said, he wanted the government and the Parliament to have the authority to operate.

Mr. Hawkes: Do we have a situation with the wording as it sits where a motion could be posed by, say, 80 members of the House, I think more than one third would imply 95, but where a motion could be posed by 80 members of the House and supported by 60, and it would carry?

Mr. Kaplan: No, because it has to be carried in the normal way by a majority.

Mr. Hawkes: Then how am I supposed to . . .

Mr. Kaplan: In order to be a resolution carried by our House of Commons it has to be carried by a majority, so that is test number one; but that is not sufficient. There is a second test and that is that it has to be unopposed by 95 members in the present House of Commons.

I would like to have the exact number. It is 94.

Mr. Hawkes: It says more than one third, I think, Mr. Minister, that takes you to 95.

Mr. Kaplan: Correct.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Hawkes.

I see that it is 6 o'clock and I would like to adjourn the meeting to eight tonight.

La séance est levée.

SÉANCE DU SOIR

• 2010

Le coprésident (M. Joyal): A l'ordre, s'il vous plaît.

Puis-je prier les honorables membres du Comité de bien vouloir prendre leur siège afin que nous puissions poursuivre nos travaux là où nous les avions laissés à l'heure du dîner.

[*Traduction*]

M. Kaplan: Monsieur Hawkes, je corrige le renseignement que je viens de vous donner.

La version de l'Acte de l'Amérique du nord britannique qui donnait cette formulation que nous conservons, sous une forme légèrement modifiée en français, a été adopté en 1949. Il s'agit de l'article 91 de l'Acte de l'Amérique du nord britannique.

M. Hawkes: Monsieur le ministre, le quorum à la Chambre des communes est de vingt; il est donc concevable qu'en se mettant d'accord à l'unanimité ces vingt personnes puissent maintenir une législature au-delà de cinq ans. N'est-ce pas l'extrême auquel pourrait nous amener ce libellé?

M. Kaplan: Oui.

M. Hawkes: Et cela satisfait le gouvernement?

M. Kaplan: Ma foi, combien de députés survivraient à une guerre ou autre calamité de ce genre?

M. Hawkes: Ce libellé crée-t-il également la situation qui . . .

M. Kaplan: Je veux simplement dire que c'est assez souple et que tout en permettant le maintien de l'état d'urgence, cela exige une menace véritable; je ne pense pas que M. Robinson l'a bien fait comprendre.

Il faut vraiment que la menace existe et, comme le disait M. Epp, dans ce cas le gouvernement et le Parlement doivent avoir le pouvoir de gouverner.

M. Hawkes: Ce libellé permet-il qu'une proposition soit déposée par disons 80 députés—je crois que le tiers c'est 95—et appuyée par 60 pour être adoptée?

M. Kaplan: Non, parce que comme d'habitude elle doit être approuvée par une majorité.

M. Hawkes: Alors comment suis-je censé . . .

M. Kaplan: Pour que la résolution soit adoptée par la Chambre des communes, elle doit être approuvée par une majorité; c'est là l'élément essentiel. Mais cela ne suffit pas. Un deuxième critère veut qu'elle ne puisse être adoptée si 95 députés de la Chambre des communes actuelle s'y opposent.

Pouvez-vous me donner le chiffre exact? C'est 94.

M. Hawkes: Je lis plus d'un tiers, monsieur le ministre, cela fait 95.

M. Kaplan: C'est exact.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Hawkes.

Il est 18 h 00 et le Comité ajourne ses travaux jusqu'à 20 h 00.

The meeting is adjourned.

EVENING SITTING

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Order please.

Could I ask the honourable members of the committee to please take their seats so that we can resume our work where we left at dinner time.

[Text]

Je rappelle aux honorables membres du Comité que nous sommes à l'article 4, que nous débattons d'un amendement qui a été proposé par monsieur Robinson et je voudrais reconnaître, à cette étape-ci, monsieur Bockstael.

Monsieur Bockstael.

Mr. Bockstael: Thank you, Mr. Chairman.

The members of the Liberal party or the government side feel that the word "imminent" is not a suitable word. "Imminent" could mean a month, a week, a day, and we are convinced that the word "apprehended" is more apropos and we want to stick to the word that better describes the potential or the possibility of such a situation. So that is to the first amendment which the NDP have proposed and we hold to our original text which wants to use an apprehended situation.

In the second instance that the House would have to come together every six months to decide whether it is allowed to continue, this is unnecessary; it would depend on the nature of the urgency. The position taken by the government to continue beyond its normal term of office would have to be evaluated and justified and it does not make sense, if the Cabinet was maintaining the work of the government during a recess, to have to bring all the members back so that at least two thirds are in favour of continuing at the time of an emergency; it does not seem a sound proposal.

Calling an election in such a situation would place the country with executive management of the country while we are trying to decide whether we are going to have a new Minister of National Defence, and it is not consequential. So we oppose that amendment that they propose and we hold to our original text also which indicated that we would want two thirds of the members of the House in favour of continuing rather than two thirds of the members present. We, on this side, would vote against all three amendments.

Mr. Epp: May I ask Mr. Bockstael what about the third part of the amendment? Mr. Bockstael, would you address that?

Mr. Bockstael: The third part? I believe that clause 4(2) was the word "imminent" in lieu of "apprehended" and we will stick to "apprehended"; the second one, "Commons or the legislative assembly present and voting", we are saying . . .

Mr. Epp: There was a third one.

Mr. Bockstael: The third one, no continuation unless the assembly is called together within six months automatically to renew or extend its mandate.

Mr. Epp: Do you agree with that one?

Mr. Bockstael: We do not agree with that one because it would necessitate calling Parliament to see if it can keep on going in the middle of a war, if you use it in that context.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Epp.

I see that I have no other speakers on my list and I would like then to invite Mr. Robinson to conclude on his proposal.

Mr. Robinson: Thank you very much.

[Translation]

I will remind the honourable members that we have called Clause 4 and that we are debating an amendment by Mr. Robinson. I will now recognize Mr. Bockstael.

Mr. Bockstael.

M. Bockstael: Merci, monsieur le président.

Les membres du Parti libéral ou de la majorité estiment que le mot «imminent» ne convient pas. Cela pourrait en effet signifier un mois, une semaine, un jour; nous sommes convaincus que le mot «appréhendé» est meilleur, et voulons le conserver car il décrit mieux la possibilité d'une situation semblable. Donc, pour le premier amendement proposé par le NPD, nous souhaitons conserver notre texte initial qui contient le mot «appréhendé».

Pour ce qui est du deuxième élément qui exigerait que la Chambre se réunisse tous les six mois pour décider si elle s'autorise ou non une prorogation, c'est inutile; cela dépendrait de la nature de l'urgence. Si le gouvernement décide de rester en fonction au-delà de son mandat normal, la décision devra être évaluée et justifiée et il serait ridicule, alors que le Cabinet poursuit le travail en période de vacances, d'exiger que tous les députés reviennent sous prétexte qu'au moins les deux tiers doivent approuver le maintien de cet état d'urgence; cela ne semble pas tenir debout.

Il est évident qu'en déclenchant des élections dans une telle situation on mettrait le pays et le pouvoir exécutif de ce pays en danger: on ne saurait pas si l'on va ou non changer de ministre de la Défense nationale. Nous nous opposons donc à cet amendement et souhaitons conserver notre texte initial qui stipule qu'il faut que les deux tiers des députés appuient la prorogation du mandat et non les deux tiers des députés présents. De notre côté, nous entendons donc voter contre ces trois amendements.

M. Epp: Puis-je demander à M. Bockstael ce qu'il fait du troisième amendement? N'avez-vous rien à dire à ce sujet?

M. Bockstael: La troisième partie? Je crois qu'il s'agissait de remplacer au paragraphe 2 de l'article 4 le mot «appréhendé» par «imminente» et nous avons dit que nous souhaitons conserver «appréhendé». Pour ce qui est de l'objet d'une opposition réunissant plus des deux tiers des suffrages exprimés par la Chambre, nous déclarons . . .

M. Epp: Il y en avait un troisième.

M. Bockstael: Le troisième: que le mandat ne soit pas prolongé sans que l'assemblée soit automatiquement rappelée dans les six mois pour le renouveler ou le proroger.

M. Epp: Êtes-vous d'accord là-dessus?

M. Bockstael: Non, car cela obligerait, en pleine guerre par exemple, à convoquer le Parlement pour voir s'il doit être prorogé.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Epp.

Comme je n'ai pas d'autre nom sur ma liste, j'invite M. Robinson à conclure.

M. Robinson: Merci beaucoup.

[Texte]

Mr. Chairman, without repeating the arguments that I made earlier, I would like to emphasize the extreme importance which I believe this Committee should attach to the proposed rewording of Clause 4(2) to deal with the word "apprehended". Mr. Chairman, the words "apprehended" and "insurrection" have a rather unfortunate history in this country, to say the least. I would remind honourable members of this Committee that it was precisely the invocation of the sweeping powers under the War Measures Act in October of 1970, using that very authority, the sweeping authority of apprehended insurrection which took away the fundamental civil rights and civil liberties of many people, which involved the arbitrary arrest of over 450 Québécois, which involved the denial of basic rights to communicate with their counsel, in some cases to communicate with their families, being held for up of three weeks.

That is the history of the words "apprehended" and "insurrection" in this country. Unless anybody thinks that the government of this country might not abuse that, we only have to look back to October, 1970 to see how those words were abused, because there is no doubt whatsoever that there was not a scintilla of evidence to support the apprehended insurrection which allegedly existed. We are still waiting today to see some evidence for this apprehended insurrection which resulted in a sweeping denial of civil liberties, particularly of the people of Quebec but, of course, which applied right across Canada.

So it is in view of that history, the history of the word "apprehended", what that means to the people of Quebec and I suspect the memory of the words "apprehended" and "insurrection" is much stronger in their minds than those of most other Canadians, that I suggest that this Committee should give the courts some jurisdiction, some leeway to go behind the arbitrary declaration of a government, that we think that an insurrection exists in this country.

Mr. Chairman, it is on that basis that I propose and am supported by the Canadian Civil Liberties Association and a number of others that the words "or apprehended" be substituted by the words "or imminent".

With respect to Clause 4(b), I believe that I discussed this briefly with Mr. Epp, my understanding was that Mr. Epp, in recognizing the serious nature of this sweeping away, the suspension of democracy, as I have called it, that there should not be perhaps as rigorous a voting requirement as this amendment would indicate. I would point out to Mr. Epp that in fact this makes it easier for a smaller number of members of Parliament who feel strongly on this subject to block the suspension of democracy and the indefinite continuation of Parliament.

Finally, Mr. Chairman, with respect to the proposed Clause 4(3), I would merely point out that what we are doing if we pass this is to permit the government to arbitrarily declare, with no reasonable grounds whatsoever, that they apprehend an insurrection, whatever that means, and to deny Canadians rights which they take for granted, to invade provincial powers with no time limitations whatsoever, with no time limitations

[Traduction]

Monsieur le président, sans vouloir répéter les arguments que j'ai déjà invoqués, j'insiste sur l'extrême importance qu'il faut attacher à la révision du paragraphe 2 de l'article 4 pour changer ce mot «appréhendé». En effet, ces termes, «appréhendé» et «insurrection» ont été utilisés de façon très malheureuse au Canada par le passé. Je rappelle aux honorables membres du Comité qu'en octobre 1970, c'est précisément en invoquant les pouvoirs extraordinaires prévus par la Loi sur les mesures de guerre que l'on a retiré à plus de 450 québécois leurs droits civils et leurs libertés fondamentales sous prétexte que l'on craignait une insurrection. On leur a refusé aussi le droit fondamental de communiquer avec leurs avocats et dans certains cas avec leurs familles mêmes. Certains ont été détenus jusqu'à trois semaines.

Voilà ce que permettent les termes «appréhendé» et «insurrection» dans notre pays. Si vous ne croyez pas que le gouvernement peut en abuser, pensez à octobre 1970; rien ne prouvait alors qu'il s'agissait d'une insurrection. Nous en attendons encore les preuves aujourd'hui alors que l'on a nié à beaucoup leurs libertés civiles et particulièrement aux québécois. Cela s'appliquait néanmoins à l'ensemble du Canada.

C'est donc dans ce contexte, sachant ce que le mot «appréhendé» signifie pour la population du Québec—qui sait mieux que tout autre ce que signifient des mots comme «appréhendé» et «insurrection»—que notre Comité devrait donner certains pouvoirs aux tribunaux, un certain droit de regard sur les déclarations arbitraires d'un gouvernement qui estime qu'il y a insurrection.

Monsieur le président, voilà pourquoi je propose cet amendement recommandé par l'Association canadienne des libertés civiles et par un certain nombre d'autres témoins. Nous demandons que le mot «appréhendé» soit remplacé par «imminent».

Pour ce qui est du paragraphe b) de l'article 4, après en avoir brièvement discuté avec M. Epp qui a, je crois, reconnu le sérieux d'un tel balayage, qui comme moi pense qu'on ne peut suspendre comme cela la démocratie et qu'il n'est peut-être pas nécessaire d'adopter une mesure aussi rigoureuse toutefois que cela permettrait à un plus petit nombre de députés qui s'y opposeraient vigoureusement d'empêcher la suspension de la démocratie et l'extension indéfinie du mandat de la législature.

En ce qui concerne l'article 4(3) du projet de résolution, si nous adoptons cette disposition, nous permettons au gouvernement de déclarer, arbitrairement et sans aucune raison valable, qu'il appréhende une insurrection, quelque soit le sens de cette expression; nous enlevons aux Canadiens des droits qu'ils prennent pour acquis et nous permettons au gouvernement fédéral d'imposer sa décision aux provinces pendant un temps

[Text]

whatsoever. This can go on indefinitely. And lest again, you think I am being academic, one need only look at countries in which this kind of power exists. This is the kind of power which is being used to maintain many corrupt dictators in power in other countries.

The amendment simply calls for the right of members of Parliament or a legislative assembly to have a review at six month intervals to ensure that the continuation of the state of emergency reflects the will of the people of Canada or of that particular province. If we are dealing with a war, that war may in some cases at some point, turn to be an unpopular war and there would no opportunity for Canadians, through their elected representatives, to voice their concerns about that.

In the case of the war in Viet Nam, for example, had there been a provision such as this, had a government in the United States imposed this section of the act to extend their power indefinitely, a draconian declaration of suspension of democracy in the interest of national security, there would be no opportunity for congressmen in that situation, under this formulation, to at some point say, 'Enough, we want to pass judgment on that action'.

It is on that basis, Mr. Chairman, that these three amendments are proposed and I urge support from the members of this Committee.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

I will then call the vote separately on each of the three proposed amendments. I would like to call the vote on the amendments:

That Clause 4 of the proposed constitution act, 1980 be amended by

(a) Striking out line 26 on page 3 and substituting the following:

(2) In time of real or imminent war,

All those in favour of the amendments.

Mr. Robinson: I would ask that this be a recorded vote, please.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Certainly. I would like to complete the reading of the proposed amendment. I would repeat:

(a) Striking out line 26 on page 3 and substituting the following:

(2) In time of real or imminent war,

Que l'article 4 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par: (a) substitution, à la ligne 30, page 3, de ce qui suit:

ou d'insurrection, réelles ou imminentes.

May I invite the clerk of the Senate to call the vote, please.

Amendment negatived; yeas, 7; nays, 14.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like then to . . .

Mr. Epp: Mr. Chairman, on a point of order.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): On a point of order, honourable Jake Epp, before I go on with the . . .

Mr. Epp: Thank you for recognizing me, Mr. Chairman.

[Translation]

illimité. Et si vous pensez que c'est une question théorique, je vous demande de vous reporter à ce qui se passe dans les pays qui ont ce genre de pouvoir et qui s'en servent pour maintenir des dictateurs corrompus à leur tête.

L'amendement prévoit simplement que les députés ou les membres d'une assemblée législative peuvent étudier le dossier tous les six mois afin de s'assurer que le maintien de l'état d'urgence reflète la volonté populaire, au Canada ou dans une de ses provinces. En effet, une guerre pourrait très bien devenir impopulaire et les Canadiens n'auraient pas la possibilité par le truchement de leur représentant élu de faire connaître leur façon de penser au gouvernement.

Au moment de la guerre du Vietnam, par exemple, si le gouvernement américain avait pu se prévaloir d'un article semblable à celui que nous voulons modifier, il aurait pu suspendre les libertés démocratiques dans l'intérêt de la sécurité nationale. Les membres du Congrès n'auraient eu aucune possibilité de discuter du bien-fondé d'une telle action.

C'est donc dans ce contexte monsieur le président que nous proposons ces trois amendements. Je demande aux membres du comité de les appuyer.

Le coprésident (M. Joyal): Merci monsieur Robinson.

Je mets aux voix séparément les trois amendements proposés:

Que l'article 4 du projet de loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par:

(a) substitution, à la ligne 30, page 3 de ce qui suit:

ou d'insurrection, réelle ou imminente.

En faveur de l'amendement?

M. Robinson: Le vote pourrait-il être enregistré?

Le coprésident (M. Joyal): Certainement. Je répète donc l'amendement:

(a) substitution, à la ligne 30, page 3 de ce qui suit:

ou d'insurrection, réelle ou imminente.

That Clause 4 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by (a) striking out line 26 on page 3 and substituting the following:

(2) in time of real or imminent war.

Pourrais-je demander au greffier du Sénat d'inscrire le vote.

L'amendement est rejeté par 14 voix contre 7.

Le coprésident (M. Joyal): J'aimerais . . .

M. Epp: Monsieur le président, j'invoque le règlement.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable Jake Epp invoque le règlement.

M. Epp: Je vous remercie monsieur le président.

[Texte]

Senator Yuzyk is in his place, replacing Senator Roblin. We are having some difficulty in that we believe that the documents needed have been completed well before the 6 o'clock adjournment. For some reason, they are not in the hands of the Clerk and I just want to point out that while I know that you cannot recognize, Mr. Chairman, until that document is either found or whatever—it might have been misplaced—that in fact, Senator Yuzyk is here replacing Senator Roblin.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Epp. I cannot recognize you . . .

Mr. Fraser: I have nothing to say. Before you proceed, I want to discuss something with the leader of our group, please.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I will, with great deference, honourable John Fraser, allow your colleague, honourable Jake Epp to make the necessary change so that I could call on the Clerk of the House of Commons to call your name on the next vote.

Mr. Epp: Could the Clerk, for our purposes, indicate who the members are of the House on our side that are now registered, please?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Certainly. I will read the list; I think it will be easier: Mr. Epp, Mr. Hawkes, Mr. Kushner, Mr. McCuish and Mr. McGrath.

Mr. Beatty: Mr. Chairman . . .

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I am sorry, Mr. Beatty, I cannot recognize you. You are not a member.

Mr. Beatty: That is precisely the point.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I am sorry, through Mr. McGrath, I think that you can—we had a discussion this morning on this point and we are following that rule and I know that I do not have the record of your assistance at this point, but I know that this has been referred, this assistance and I think that all those things will be corrected in the near future so that all our colleagues who have been in good attendance will be participating in our further discussions.

Honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, I have just spoken to personnel from our Whip's office and I have been informed that notification of those changes were made at 6 o'clock tonight, well in advance of the 8 o'clock call of this meeting. I think it is just a technicality and I would suggest that you defer the vote for a few minutes until those changes have been filed with the appropriate authorities.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Meanwhile, while those housekeeping things are settled, I could inform the honourable members that on the next clause, which is Clause 5, the Chair has been informed of two amendments. The first one is proposed by the Conservative Party and the second one is proposed by the NDP Party. Maybe Mr. Epp you are in a position to inform us now that the substitution has been made so that we could go on.

Mr. Epp: Mr. Chairman, only Mr. Leblanc can tell us. I understand that according to Mr. Leblanc as well, that the notification went at 5:50 p.m. and it still has not been returned

[Traduction]

Le sénateur Yuzyk remplace le sénateur Roblin. Nous avons quelques problèmes à cet égard car les documents étaient prêts bien avant l'ajournement de 18 heures. Pour une raison ou pour une autre le greffier ne les a pas. Je sais que vous ne pouvez donner la parole à M. Yuzyk avant de les avoir retrouvés; cependant, que ces documents aient été perdus ou égarés, le fait est que le sénateur Yuzyk est ici pour remplacer le sénateur Roblin.

Le coprésident (M. Joyal): Merci monsieur Epp. Je ne peux donner la parole . . .

M. Fraser: Je n'ai rien à dire. Avant que vous ne poursuiviez, j'aimerais discuter d'une question avec le chef de notre groupe si vous me le permettez.

Le coprésident (M. Joyal): Je vais demander à l'honorable Jake Epp d'effectuer le changement nécessaire afin que je puisse demander au greffier de la Chambre des communes d'appeler votre nom au prochain vote.

M. Epp: Le greffier pourrait-il nous faciliter la tâche et indiquer quels sont les députés de notre parti qui sont inscrits?

Le coprésident (M. Joyal): Certainement. Je vais lire la liste, cela facilitera les choses. Il s'agit de messieurs Epp, Hawkes, Kushner, McCuish et McGrath.

M. Beatty: Monsieur le président . . .

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Beatty, je ne peux vous donner la parole, vous n'êtes pas membre du Comité.

M. Beatty: Justement . . .

Le coprésident (M. Joyal): Je m'excuse, je m'adresse à M. McGrath, je crois que vous pouvez . . . nous avons discuté de cette question ce matin, nous suivons cette règle. Je n'ai pas encore votre nom pour l'instant; tout cela sera rectifié prochainement afin de permettre à vos collègues qui ont fait preuve d'assiduité au cours des réunions de participer aux discussions futures.

Je donne la parole à l'honorable Jake Epp.

M. Epp: Monsieur le président, je viens de m'entretenir avec le service du personnel du bureau du whip qui m'informe que l'on vous a notifié des changements à 18 heures ce soir, bien avant la réunion de 20 heures. Pour régler cette question quelque peu technique, je vous propose de retarder le vote de quelques minutes, le temps d'informer les autorités compétentes des changements.

Le coprésident (M. Joyal): Pendant que l'on s'occupe de ces questions internes, je vous signale que la présidence a été saisie de deux amendements portant sur l'article 5, l'article suivant. Le premier amendement est proposé par le parti conservateur et le second par le nouveau parti démocratique. Monsieur Epp, vous pourriez peut-être nous donner des précisions au sujet du remplacement afin que nous puissions poursuivre.

M. Epp: Monsieur le président, seul M. Leblanc peut nous éclairer. D'après lui, l'avis a été envoyé à 17 h 50 mais il n'est pas encore arrivé.

[Text]

and that is the difficulty. I believe we had done all our work at 5:50 p.m.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would just quote to you that I hope that those who are the last will be the first in our next vote.

Mr. Epp: Mr. Chairman, we always live in that hope.

Mr. Chairman, possibly just to advance the meeting, if Mr. Beatty is here to take his place, he is to replace Mr. McCuish, I believe that has been done by unanimous consent.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I can inform you now that those substitutions have been made in reference to honourable John Fraser and honourable Perrin Beatty, but in the contest of the participation of honourable Senator Yuzyk, I am still expecting some information from the Senate and I do not think that we can have it tonight, as the Clerk has informed me.

Mr. Epp: Mr. Chairman, I thank you first of all for the members of the House. I think that is cleared up. Regarding the Senate, that is the second concern and I realize the Senate is not meeting tonight and will not meet tomorrow and therefore, it is impossible to make those changes, and I would ask that some check be made, as well, as to whether or not the notification did not go forward and whether that work had not been done and in fact that we should be entitled to that vote.

Senator Yuzyk: Mr. Chairman . . .

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I am sorry, Senator Yuzyk, I cannot recognize you because you are not a member of the Committee.

Senator Yuzyk: I think I should explain that I was asked at noon today to substitute for Senator Roblin and I saw him at 2 o'clock and he was very happy about it, and I came here with the full knowledge that I would be his substitute today and tomorrow morning.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes, honourable Senator Yuzyk, but it is as if someone would say to you, "You can go to the theatre tonight. I have a seat reserved. It is number seven". And if the person does not provide to with the ticket, the lady at the box office will not let you go in, you see, and I happen to be in that position of being in the box office, and unfortunately, even if you have a nice date, I cannot honour it and I am very sorry for that and it is merely a technical question. It has nothing to do with you and I have known you personally for many years and we have sat together on many standing committees and you will realize that I am unfortunately in that difficult position.

Senator Yuzyk: Yes, you have to stick to the rules, Mr. Chairman.

Mr. Epp: Mr. Chairman, there is only one difficulty with that, Mr. Chairman, and that is if you are sitting in the box office and you lost the ticket, it should not be Senator Yuzyk's fault.

[Translation]

Le coprésident (M. Joyal): Espérons que les derniers seront les premiers pour notre prochain vote.

M. Epp: C'est ce que nous espérons constamment.

Monsieur le président, afin d'accélérer les choses, je signale que M. Beatty remplace M. McCuish par consentement unanime.

Le coprésident (M. Joyal): Les remplacements des honorables John Fraser et Perrin Beatty ont été faits dans les règles, mais en ce qui concerne l'honorable sénateur Yuzyk, j'attends toujours des renseignements du Sénat qui n'arriveront sans doute pas ce soir comme le greffier vient de me le signaler.

M. Epp: Monsieur le président, je vous remercie en ce qui concerne les députés, la question est claire maintenant. En ce qui concerne le Sénat, il n'y aura pas de réunion ce soir ni demain et par conséquent les changements ne pourront être faits. J'aimerais que l'on vérifie si l'avis n'a pas été donné par le Sénat et si le vote du sénateur n'aurait pas dû être enregistré.

Le sénateur Yuzyk: Monsieur le président . . .

Le coprésident (M. Joyal): Je regrette, sénateur Yuzyk, je ne peux vous donner la parole étant donné que vous n'êtes pas membre du Comité.

Le sénateur Yuzyk: Je devrais vous dire que l'on m'a demandé à midi de remplacer le sénateur Roblin. Je l'ai vu à 14 heures et il était très heureux que je le remplace. Je suis venu ici en m'attendant à le remplacer aujourd'hui et demain matin.

Le coprésident (M. Joyal): Très bien, sénateur Yuzyk, cependant la situation est la même si quelqu'un vous disait de le remplacer au théâtre. S'il ne vous donne pas son billet, la personne au guichet ne vous laissera pas entrer. Je suis comme cette personne au guichet et malheureusement, je ne peux vous laisser participer au débat. Je le regrette, étant donné qu'il s'agit d'un simple détail technique. Je vous connais depuis très longtemps. Nous avons siégé ensemble à de nombreux comités permanents et vous vous rendrez sans doute compte que je suis dans une situation difficile.

Le sénateur Yuzyk: Oui, il faut bien que vous vous en teniez aux règles.

M. Epp: Monsieur le président, le seul problème c'est que peut-être la personne au guichet a perdu le billet et dans ce cas, ce ne serait pas de la faute du sénateur Yuzyk.

[Texte]

• 2030

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Certainly not; I would check my register to see if the tickets have been sold.

I would like now to call the next vote on the amendment which reads: striking out line 33 on page 3 and substituting the following:

of Commons or the legislative assembly present and voting, as

Amendment negated.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The next vote on the following motion adding immediately after line 34 on page 3 the following:

(3) No continuation under Clause 4(2) of the House of Commons or a legislative assembly beyond five years shall last longer than six months but a continuation may be renewed under that subsection before it expires.

Mr. Robinson?

Mr. Robinson: May we have a recorded vote on this, please?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Certainly.

Amendment negated: Yeas 9; Nays 14.

Before I call the vote on Clause 4, I would like to welcome Senator Tremblay and say to Senator Yuzyk that you have now a seatmate and expect that you will be getting the ticket on number 7, because there is someone else on seat number 8.

I would like then to call the vote on Clause 4 as amended.

Clause 4 as amended agreed to.

I would like to call Clause 5.

On Clause 5—*Annual sitting of legislative bodies*

As I said earlier, on Clause 5 the Chair has been informed of two amendments; one moved by the Conservative Party, and the second by the New Democratic Party.

I would like to invite the honourable James McGrath to introduce the amendment on Clause 5.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, I move that Clause 5 of the proposed constitution act, 1980 be amended by (a) renumbering Clause 5 on page 4 as Clause 4(3); and (b) adding thereto immediately after line 3 on page 4 the following heading and Clause:

Right to Information

5. Everyone has the right to have reasonable access to information under the control of any institution of any government.

Because I believe the cause of bilingualism would be set back considerably if I attempted to read it in French, I will ask Mr. Fraser if he will read it in French.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Before inviting Mr. John Fraser to do so, I would like to identify very clearly the amendment. It is the amendment on the page numbered CP-3, Clause 5, page 4. I see our services are distributing at the present time some additional copies, and I will make sure in the future that you do not receive additional copies when we receive an amendment, because it adds confusion to something

[Traduction]

Le coprésident (M. Joyal): Évidemment pas. Il suffirait alors de vérifier le registre afin de voir si les billets ont été vendus.

Je mets maintenant en délibération l'amendement suivant qui se lit comme suit: substitution, aux lignes 32 et 33, de ce qui suit:

l'objet d'une opposition réunissant plus du tiers des suffrages exprimés par les députés de la Chambre

L'amendement est rejeté.

Le coprésident (M. Joyal): Nous votons maintenant sur l'amendement suivant: adjonction, après la ligne 34, page 3, de ce qui suit:

(3) La prolongation prévue au paragraphe (2) ne peut dépasser 6 mois, mais elle peut être renouvelée avant son expiration.

Monsieur Robinson?

M. Robinson: Le vote peut-il être enregistré?

Le coprésident (M. Joyal): Certainement.

L'amendement est rejeté par 14 voix contre 9.

Avant de passer à l'article 4, j'aimerais souhaiter la bienvenue au sénateur Tremblay et faire remarquer au sénateur Yuzyk que quelqu'un occupe maintenant le fauteuil numéro 8.

Passons au vote, article 4 modifié.

L'article 4 modifié est adopté.

Passons à l'article 5.

Article 5—*Séance annuelle*

Comme je l'ai dit précédemment, la présidence a été informée de deux amendements à l'article 5, un amendement du parti conservateur et un autre du nouveau parti démocratique.

Je donne la parole à l'honorable James McGrath pour la présentation de l'amendement à l'article 5.

M. McGrath: Monsieur le président, il est proposé que l'article 5 du projet de loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par: (a) substitution, à son numéro, du numéro de paragraphe 4(3), (b) insertion, après la ligne 3, page 4 de ce qui suit:

Droit à l'information

5. Chacun a le droit d'avoir normalement accès aux renseignements qui relèvent de toute autorité gouvernementale ou administrative du pays.

Étant donné que je porterais un dur coup à la cause du bilinguisme si j'essayais de lire l'amendement en français, je demanderai donc à M. Fraser de le faire pour moi.

Le coprésident (M. Joyal): Avant de donner la parole à M. Fraser, j'aimerais savoir précisément de quel amendement il s'agit. Il s'agit de l'amendement figurant à la page CP-3, clause 5 page 4. Je vois que nos services distribuent des exemplaires supplémentaires. Je veillerai à l'avenir à ce que l'on ne reçoive pas des exemplaires supplémentaires, ce qui rend les choses encore plus confuses. C'est la raison pour

[Text]

which is already very difficult to handle. That is why I have identified the amendments to ensure that all honourable members have the amendments before their eyes.

Could you please go on, Mr. Fraser.

Mr. Fraser: Mr. Chairman, you are very generous in asking me to express this motion in the other official language of the country. I have put a number of excellent and dedicated French instructors through a most horrendous time in recent years, and perhaps I should take a whack at this and see what happens.

Motion. Il est proposé:

Que l'article 5 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par:

a) substitution, à son numéro, du numéro de paragraphe 4(3);

b) insertion, après la ligne 3, page 4, de ce qui suit:

Droit à l'information

5. Chacun a le droit d'avoir normalement accès aux renseignements qui relèvent de toute autorité gouvernementale ou administrative du pays.

Some hon. Members: Hear, hear!

Mr. Fraser: I would like to say that I acknowledge that applause and I shall pass it on to my French teachers.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. McGrath before I ask you to make the usual comments on the amendment, I would like to invite the representative of the NDP to read their amendment too, because their amendments are subamendments to your amendments.

Now that we are informed of the main contents of your amendments, according to our procedural rules we should deal with the subamendments first.

I would like to invite Mr. Robinson to move his amendments and make the usual comments.

Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

The subamendment is really an attempt to clarify what I understand to be the intent of the Conservative amendment. Certainly we support this amendment wholeheartedly and the principles which lie behind it.

The purpose of the subamendment is to change Clause 5 so that it would read as follows:

Everyone has the right to have reasonable access to information under the control of any institution of the Government of Canada or any provincial or local government.

The only effect of that change is to make explicit that we are talking about all three levels of government. I do not know if Mr. Epp has had an opportunity to consider whether or not he is prepared to accept this proposed subamendment. Perhaps he may be, and if so certainly we would just deal with the amendment as proposed by Mr. Crombie and the Conservative Party.

[Translation]

laquelle j'ai tenu à ce que les amendements soient bien identifiés, ce qui facilite la consultation.

Allez-y monsieur Fraser.

M. Fraser: Monsieur le président, vous faites preuve de beaucoup de générosité en me demandant de lire la motion dans l'autre langue officielle. J'ai fait subir un dur traitement à beaucoup de professeurs de français excellents et dévoués. Je devrais peut-être me lancer et voir ce qui se passe.

Moved

That Clause 5 of the proposed Constitution Act 1980 be amended by:

a) renumbering Clause 5 on page 4 as subclause 4(3) and;

b) adding thereto immediately after line 3 on page 4 the following heading and clause:

Right to information

5. Everyone has the right to have reasonable access to information and to the control of any institution of any government.

Des voix: Bravo!

M. Fraser: J'accepte vos applaudissements et je les transmettrai à mes professeurs de français.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur McGrath, avant de vous demander de faire les commentaires habituels au sujet de cet amendement, je prie les représentants du NPD de lire leur amendement également étant donné qu'il s'agit de modifications à vos amendements.

Conformément à la procédure, nous devrions étudier les sous-amendements en premier lieu, étant donné que nous connaissons le contenu de vos amendements.

Je demande à M. Robinson de proposer les amendements et de faire les commentaires d'usage.

Allez-y monsieur Robinson.

M. Robinson: Merci monsieur le président.

Ce sous-amendement essaie d'apporter certaines clarifications à l'amendement du parti conservateur et vise en faire ressortir le but. Nous sommes tout à fait en faveur de cet amendement et du but qu'il vise.

Le but de ce sous-amendement est de modifier l'article 5 qui se lirait comme suit:

Chacun a le droit d'avoir normalement accès aux renseignements qui relèvent de toute autorité gouvernementale ou administrative—qu'elle soit fédérale, provinciale ou locale—du pays.

Nous précisons simplement qu'il s'agit des autorités gouvernementales ou administratives des trois paliers. Je ne sais si M. Epp a eu la possibilité d'étudier notre sous-amendement afin de voir s'il serait prêt à l'accepter. Si tel est le cas nous pourrions étudier l'amendement proposé par M. Crombie et le parti conservateur.

[Texte]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable James McGrath.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, if I can reply briefly to my honourable friend, the whole thrust of our argument is that whilst we are trying substantively to improve the Charter of Rights in front of us, the basic thrust of our position is that we should not ask Great Britain to unilaterally entrench a Charter of Rights in our constitution, but that we should go back to the table with the provinces.

Consequently, we would not be in favour of including provincial governments or provincial institutions within our freedom of information amendment until we had their approval.

I say this with respect, because what Mr. Robinson proposes to do smacks of the same kind of unilateralism that the government measure proposes.

Accordingly, we cannot support the subamendment, although we appreciate the fact that it is in line with the general philosophy of what we are trying to put forward tonight.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, the honourable James McGrath.

Mr. Robinson, we will have to proceed with your subamendment as you have moved it already.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

I must confess to some surprise at the remarks of Mr. McGrath.

My understanding was that the position of his party was that the package should be split in two and that the Charter of Rights would be recommended to the governments and that there would not be an imposition of this.

Certainly a number of other of the rights extend directly within the jurisdiction of provincial governments and I really confess to some mystification as to why this particular right, if it is really considered to be fundamental should stop with the federal government.

Surely, if the right to information is fundamental and access to information is fundamental, then that right should extend not just to the federal government but indeed to provincial as well as local governments.

That information is essential, and as I say, my understanding was that the package was to be split and the position the Conservative Party has taken heretofore has been based on that understanding, in an attempt to improve the Charter which they have indicated they would recommend to the provincial governments.

This represents a shift, as I perceive it, in their position. As I say, the right to access to information should not stop at the provincial legislature's doors, particularly, Mr. Chairman, when it is the case, if the Conservative amendment were accepted, we could have a checkerboard of rights right across this country, with some provinces permitting access to information and other denying access to information. When you cross the provincial boundary you have the information that is

[Traduction]

Le coprésident (M. Joyal): Je donne la parole à l'honorable James McGrath.

M. McGrath: Monsieur le président, si nous voulons de façon importante améliorer la charte des droits de ce projet de résolution, nous tenons à faire comprendre qu'à notre avis nous ne devrions pas demander à la Grande-Bretagne d'enchâsser unilatéralement une charte des droits dans la constitution. Nous croyons que nous devrions avoir d'autres discussions avec les provinces.

Conséquemment, nous ne serions pas en faveur d'inclure les gouvernements provinciaux ou les institutions de celles-ci dans notre amendement portant sur la liberté d'information avant d'avoir l'approbation de ces dernières.

Malgré tout le respect que je lui dois, la proposition de M. Robinson semble être tout aussi unilatérale que la mesure proposée par le gouvernement.

Par conséquent, nous ne pouvons appuyer ce sous-amendement, même s'il s'inscrit dans la ligne générale de notre amendement.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, honorable James McGrath.

Monsieur Robinson, nous étudions donc le sous-amendement que vous avez proposé.

M. Robinson: Merci monsieur le président.

Je dois dire que je suis quelque peu surpris de la remarque de M. McGrath.

Si je comprends bien la position de son parti, le projet de résolution devrait être scindé en deux et la charte des droits serait recommandée aux différents gouvernements mais ne leur serait pas imposée.

Un certain nombre d'autres droits relèvent également directement de la juridiction des gouvernements provinciaux et je dois dire que je suis complètement mystifié; je ne sais pourquoi ce droit, qui semble pourtant être considéré comme fondamental, devrait s'arrêter au gouvernement fédéral.

Si le droit à l'information est fondamental et si l'accès à celle-ci l'est aussi, ce droit ne devrait pas s'appliquer uniquement au gouvernement fédéral mais aux gouvernements provinciaux et locaux également.

Cette information est fondamentale. J'avais cru comprendre que l'on allait scinder la résolution en deux comme en témoignait la position adoptée par le parti conservateur jusqu'à présent. On allait essayer d'améliorer la charte pour ensuite la recommander aux gouvernements provinciaux.

D'après ce que je puis constater, la position du parti conservateur n'est plus la même désormais. Le droit d'accès à l'information ne devrait pas être limité et on ne devrait pas comme le propose l'amendement conservateur laisser le choix aux assemblées législatives provinciales de le reconnaître car cela entraînerait une balkanisation des droits à travers le pays, certaines provinces donnant accès à l'information et d'autres, pas. Cela signifierait que dans une province on pourrait obtenir

[Text]

required and in another province you are denied that information.

I thought that we were here to discuss what was the best possible charter for the people of Canada. The point at which that would be put forward, according to the Conservative Party differs, but as I say I am bound to confess to some confusion as to the logic there.

We believe, then, that this principle is vital, fundamental, and should extend to all organs of government—federal, provincial and local government.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable James McGrath.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, it is one thing to act unilaterally to impose your will on the second order of government in the country; but to create a third order of government, an order which is currently solely within the jurisdiction under our constitution of the provinces, and to impose the will of Parliament on the municipalities of the country without consultation goes beyond the scope of even what the government proposes.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. McGrath.

Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: Just a short comment in response to what Mr. McGrath has said.

Under the Conservative proposal we are drafting now a charter that we are going to recommend to the charter which would be either approved or rejected by the provinces under the amending formula.

Many of the amendments that the Conservatives are proposing and many of the amendments that the Conservatives are accepting, are amendments which are going to directly affect the jurisdiction of the provinces. This is why they made it very clear that they do not want to do this unilaterally, but would like to refer it to the provinces and they may either accept or reject it.

My suggestion to my fellow Committee members is that the amendment moved by Mr. Robinson fits into the same category.

What we are trying to do is to draft the best charter of rights from our point of view. If the provinces reject that, then fine; they may do so.

It seems to me they can do that with anything else we are proposing here at this Committee, if indeed we accept the Conservative amendment and split this package later on.

I just wanted to make that point to Mr. McGrath and to other members that their point of view on this should not be coloured by the fact of whether or not it is going to be unilaterally imposing something else on the provinces.

If they took that attitude to the other amendments, they would be opposing absolutely everything else we are doing, because almost everything we are doing here is in one way or another interfering with provincial areas of jurisdiction.

[Translation]

l'information désirée alors que dans l'autre on ne le pourrait pas.

Je pensais que nous étions réunis ici pour discuter de la meilleure charte possible pour les Canadiens. Il y a divergence d'opinion avec le parti conservateur quant au moment opportun de la présenter mais je dois vous avouer que je ne suis plus très bien sa logique.

Nous estimons que ce principe est vital, fondamental, et devrait être étendu à tous les corps gouvernementaux, fédéral, provinciaux ou locaux.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable James McGrath.

M. McGrath: Monsieur le président, c'est une chose que d'agir unilatéralement et d'imposer sa volonté à un autre échelon gouvernemental au pays. C'en est une autre que de créer un troisième échelon gouvernemental, dont relèveraient des compétences conférées actuellement en vertu de la constitution aux provinces, et d'imposer la volonté du Parlement aux municipalités sans les consulter.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur McGrath.

Monsieur Nystrom.

M. Nystrom: Je voudrais faire une brève remarque en réponse à M. McGrath.

En vertu de la proposition des conservateurs, nous rédigerions une charte dont nous saisirions les provinces en vertu de la formule d'amendement.

Beaucoup des amendements que les conservateurs proposent et acceptent sont des amendements qui toucheront directement les compétences des provinces. C'est pourquoi ils se sont donné beaucoup de mal à expliquer qu'ils n'entendent pas agir unilatéralement mais voudraient en saisir les provinces qui pourront accepter ou rejeter la proposition fédérale.

Je prétends que l'amendement présenté par M. Robinson n'est pas différent.

Nous essayons de rédiger la meilleure charte des droits possible suivant nos convictions. Si les provinces la rejettent, très bien. C'est leur droit.

Il semble qu'elles auront le droit d'en faire autant avec toute autre proposition venant du comité si tant est que nous acceptions l'amendement des conservateurs et que la résolution soit scindée.

Je tiens à dire à M. McGrath et à d'autres membres que leur position à cet égard ne devrait pas être modifiée du fait qu'on pourrait prétendre que cela signifie que les provinces verront imposer unilatéralement quelque chose.

En effet, s'ils adoptaient la même attitude à l'égard des autres amendements, ils s'y opposeraient totalement parce que presque tous ces amendements touchent d'une façon ou d'une autre des compétences provinciales.

[Texte]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Nystrom.

The honourable, the Acting Minister of Justice.

Mr. Kaplan: Mr. Chairman, I am seeking the floor to explain the Government's position on the subamendment and the amendment together. Is that appropriate now, or are we going to vote on the subamendment?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I understand, honourable Minister, that we will vote on the subamendment first and then on the amendment.

Mr. Kaplan: Well, the observations that I have to make apply to both and I would like to make them now—and I can do it very briefly.

I would like to indicate that the Government opposes this amendment to the Charter because of considering it a very serious abandonment by Parliament of a responsibility to deal with the question of access to information.

Our objection is not because we disagree that there should be a right of the citizen to have information. Far from it.

On that subject, we are putting our legislation where our position is, and we have made it clear to Canadians and tabled in the House a very substantial document which is quite similar to the document and to the approach which was taken by the Conservatives when they formed the government, although I think ours goes further in giving information and access to information of the citizens.

We think this is the proper approach to take, the Parliament of Canada and the other legislatures taking their responsibilities to establish proper rules and proper procedures for giving citizen access to information.

Just to look at this document, how complex and thick it is, illustrates the kind of problem that the proponents of this amendment would be giving to the courts of our country—a citizen, if we abandoned the legislative approach and turned to judicial determination, a citizen would go to court wanting a document, say, that touches national security, and the judge on the bench would have either to write this book from scratch without the benefit of a committee like the Justice Committee which could call witnesses and hear evidence and hear from officials and come up with a decision which relates only to the document that he is being asked to give access to.

The next citizen, wanting a document slightly different from some other ministry, would have to make a fresh approach to court.

One can well imagine the complicated process, the decades it might even take before a code were developed of the sort that we are in the process now of presenting and defending in Parliament and developing to the Canadian people.

This is a new area. It is an area in which I think legislatures are far more capable, and governments are far more capable of designing proper rules than are judges.

[Traduction]

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Nystrom.

Le ministre de la Justice suppléant.

M. Kaplan: Monsieur le président, je voudrais prendre la parole pour expliquer la position du gouvernement au sujet du sous-amendement et de l'amendement, en même temps. Est-ce le moment opportun? Allons-nous mettre le sous-amendement aux voix?

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur le ministre, tout d'abord nous mettrons le sous-amendement aux voix et ensuite nous voterons l'amendement.

M. Kaplan: Les remarques que j'ai à faire s'appliquent au sous-amendement et à l'amendement et j'aimerais les faire maintenant. Je serai bref.

Le gouvernement s'oppose à cet amendement proposé à la Charte parce qu'il considère que son adoption serait de la part du Parlement une renonciation à sa responsabilité de traiter de la question de l'accès à l'information.

Ce n'est pas que nous ne reconnaissons pas que tous les citoyens devraient avoir le droit à l'information. Pas du tout.

Nous envisageons un projet de loi concrétisant notre position que nous avons clairement énoncée en déposant à la Chambre des communes un document volumineux qui est très semblable à celui que les conservateurs avaient eux-mêmes déposé quand ils étaient au pouvoir même si je pense que le nôtre va encore plus loin.

Il nous semble que c'est le Parlement du Canada et les autres assemblées législatives qui ont la responsabilité d'établir les règles et la procédure appropriées en ce qui a trait à l'accès à l'information.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur ce document qui est complexe et volumineux pour comprendre le genre de problème que l'adoption de cet amendement entraînerait pour les tribunaux canadiens. Si nous renonçons à l'idée de procéder par mesures législatives, tout citoyen canadien pourrait saisir un tribunal d'une requête en vue d'obtenir un document, concernant la sécurité nationale par exemple, et le juge n'aurait d'autre recours que d'écrire lui-même le document que nous avons déposé à la Chambre des communes, sans pouvoir compter sur les lumières du Comité de la justice qui, lui, a pu entendre des témoignages de divers témoins, notamment de fonctionnaires. Le juge devrait donc prendre une décision, concernant uniquement le document demandé.

Ensuite, un autre citoyen, demandant un document un peu différent devrait recommencer à zéro.

On peut donc imaginer le processus complexe, le temps qu'il faudrait pour que se dessinent les règles que nous sommes en train de préparer à l'intention du Parlement, à l'intention de la population canadienne.

Il s'agit d'un nouveau domaine. C'est un domaine où à mon avis les assemblées législatives et les gouvernements sont beaucoup plus compétents en ce qui a trait à l'élaboration des règles que des juges.

[Text]

I think legislative experience long before entrenchment should be contemplated.

Now, in saying that, I want in closing to concede that at some point in our history when this is legislated, when some other piece of legislation is legislated, it might very well be down the road in the development of our constitution, once the basic concept of freedom of information is developed, as they are in the process of being developed now, to talk about entrenchment, to discuss entrenchment now is to abandon a very serious legislative obligation that the Conservative government undertook and were unable to complete and which this government has undertaken and is determined to complete.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Minister.

I would like to invite now the honourable Perrin Beatty.

Mr. Beatty: Mr. Chairman, I have listened to the Minister's argument, a most convoluted argument against including it in a charter of rights.

The government, which the Minister is representing here this evening, has made the argument . . .

Mr. Robinson: On a point of order, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes, Mr. Robinson.

Mr. Robinson: I wonder if I can just get some clarification. I realize that the Minister has opened up the whole Clause in his statement; but I wonder if it might not be appropriate with respect to Mr. Beatty if we were to deal with the sub-amendment and then move on to the main amendment?

Mr. Beatty: I am agreeable to that, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): That is why I said very politely that we were voting now on the subamendment.

You are perfectly correct, Mr. Robinson; and I am happy that you have reminded the Chair that the Chair did remind you over the past few days, that we should address ourselves to the very wording of the amendment. I am pleased that you are helping the Chair tonight by so doing.

I would like to invite the honourable Perrin Beatty to address himself to the text of the subamendment.

Mr. Beatty: If we are on the subamendment, I wonder if I could defer to my friend, Senator Tremblay, and perhaps you could put me on the list for responding on our amendment; if that were possible I would be happy.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Senator Tremblay.
Monsieur Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Merci bien, monsieur le président.

J'avoue ne pas très bien saisir ce qui est derrière l'intention précise du sous-amendement.

Ce que j'ai compris, c'est que vous voulez que les municipalités puissent être atteintes par ce droit à l'information. Je pense que dans le texte de l'amendement principal cela est déjà couvert, "the control of any institution of any government".

[Translation]

Je pense qu'on devrait songer avant tout à une mesure législative avant de songer à enchâsser ce droit.

Cela dit, je reconnais qu'il se peut qu'un jour, une fois les mesures législatives adoptées, on puisse songer à incorporer ce droit à la constitution, car à ce moment-là la notion fondamentale de liberté d'information aura été précisée, suite aux travaux que nous faisons actuellement, mais songer à enchâsser ce droit tout de suite, signifierait qu'on renoncerait à une obligation législative que le gouvernement conservateur lui-même avait entreprise et qu'il n'a pas pu terminer mais que notre gouvernement a reprise et est déterminé à mener à bien.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup monsieur le ministre.

Je donne la parole à l'honorable Perrin Beatty.

M. Beatty: Monsieur le président, j'ai écouté l'argument du ministre, argument très compliqué contre l'inclusion de cette disposition dans la charte des droits.

Selon le gouvernement, représenté ce soir par le ministre . . .

M. Robinson: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Oui, monsieur Robinson.

M. Robinson: Si vous me le permettez, je voudrais une précision. Par sa déclaration, le ministre a ouvert la discussion générale sur l'article en entier. Cependant, ne serait-il pas plus indiqué et, je m'adresse à M. Beatty, de disposer du sous-amendement et de passer à l'amendement principal?

M. Beatty: J'en conviens, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Voilà pourquoi je vous ai poliment rappelé que nous discutons actuellement du sous-amendement.

Vous avez entièrement raison, monsieur Robinson. Je suis content que vous m'ayez signalé vous avoir déjà rappelé plusieurs fois qu'il fallait limiter notre discussion à la teneur des amendements. Je suis heureux de constater que vous aidez ainsi le président à remplir son rôle.

J'aimerais que l'honorable Perrin Beatty se prononce sur le texte du sous-amendement.

M. Beatty: Si nous n'en sommes qu'au sous-amendement, avec votre permission, je céderai la parole au sénateur Tremblay. Vous pourriez peut-être m'inscrire pour la discussion portant sur notre amendement. Si vous voulez bien.

Le coprésident (M. Joyal): Sénateur Tremblay.
Mr. Tremblay.

Senator Tremblay: Thank you, Mr. Chairman.

I must admit that I have not quite grasped the thrust of the sub-amendment.

As I understand it, you want municipalities to be included in this right to information. In the text of the main amendment, that is already covered by the words "the control of any institution of any government". Under the present constitution, municipalities are provincial bodies.

[Texte]

Les municipalités, selon notre Constitution actuelle, sont des institutions provinciales.

Par conséquent, lorsqu'on parle de "of any institution of any government", elles sont incluses dans cette expression générale.

Ce qu'ajoute votre amendement, c'est que vous faites des municipalités un troisième ordre de gouvernement et cela ne peut pas se faire, je pense, sans que cela soit en même temps un amendement majeur à la Constitution actuelle puisque les municipalités sont l'un des champs de compétence exclusive des Provinces en vertu de l'article 92.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, sénateur Tremblay.

I have the name of the honourable John Fraser on the subamendment.

Mr. Fraser: Well, Mr. Chairman, the only point I have to make, the question of getting into the area of municipalities is doing exactly what my colleague said, and that is that we are now literally by treating it, putting ourselves into the position of creating a third level under the constitution, and the municipalities are, after all, the creatures of the provincial governments and I would hope that just because we all wish freedom of information at every level of government, we do not complicate that endeavour by creating difficulties in the wording of an amendment that might go through that is going to run counter to the fundamental division of powers in the country.

I am in absolute agreement that freedom of information ought to extend to every level of government as we have stated, but I think that we have got to recognize that the two levels of government that we are dealing with in the constitution are the Government of Canada, the Government of the Provinces in their respective spheres, so I would just hope that all members of this Committee kept that in mind, and I am sure that none of us want to be misinterpreted here. We are not suggesting that there should not be freedom of information for municipalities also, but that municipalities by their very structure are institutions which owe their authority and their jurisdiction from that level of government which we in this Confederation have called provincial government and there is a consequence I would like to make that point and I would hope that all honourable members would accept it without jumping to the conclusion that that means there ought not to be freedom of information from that level.

However, it does complicate things if we are now, by virtue of amendments, literally putting into the constitution three levels of government under the constitution of Canada.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable John Fraser.

I have no more speakers on my list so I would like to invite Mr. Robinson to conclude on the proposed subamendment.

Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Thank you very much, Mr. Chairman.

On the subamendment, I guess one could say it is getting curiouseur and curiouseur. Mr. McGrath had indicated that this amendment was not intended to apply to the provincial govern-

[Traduction]

Consequently, the phrase "of any institution of any government" includes municipalities in its application.

All your amendment does is make municipalities a third order of government, which cannot be done, I believe, unless, at the same time, a major amendment is brought to the present constitution. As it stands now municipalities are the exclusive jurisdiction of the provinces under Section 92.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, senator Tremblay.

L'honorable John Fraser voudrait prendre la parole au sujet du sous-amendement.

M. Fraser: Monsieur le président, je veux simplement reprendre la question des municipalités. Comme l'a très bien indiqué mon collègue, ce sous-amendement viserait à créer un troisième ordre de gouvernement dans la constitution. Il ne faut pas oublier que les municipalités relèvent des gouvernements provinciaux. Or, par notre désir d'offrir la liberté d'information à tout niveau de gouvernement, il ne faut pas, en même temps compliquer nos efforts en semant les difficultés. Cet amendement pourrait aller à l'encontre du partage fondamental des pouvoirs de ce pays.

Je suis entièrement d'accord avec le principe d'étendre la liberté de l'information à tous les niveaux de gouvernement. Nous l'avons déjà dit. Cependant, il faut reconnaître que les deux paliers de gouvernement visés dans la constitution sont le gouvernement du Canada et les gouvernements provinciaux et leurs domaines de compétence respectif. J'ose espérer que personne ne l'oublie et, je suis convaincu que personne ne veut être mal interprété. Nous ne suggérons pas que les municipalités soient exclues de la liberté d'accès à l'information. Néanmoins, de par leur structure, les municipalités relèvent de l'autorité et de la compétence d'un palier de gouvernement qui, dans cette fédération canadienne, est connue sous le nom de gouvernement provincial. Voilà ce que j'avais à dire. En conséquence, j'espère que tous les honorables membres l'admettront sans conclure pour autant que nous ne voulons pas de liberté d'accès à l'information à ce niveau.

Toutefois, si, par des amendements, nous introduisons trois ordres de gouvernement dans la constitution canadienne, nous compliquons les choses.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, honorable John Fraser.

Puisqu'il ne reste plus de noms sur ma liste, j'invite maintenant M. Robinson à conclure le débat sur le sous-amendement.

Monsieur Robinson.

M. Robinson: Merci beaucoup, monsieur le président.

Comme disait Alice au pays des merveilles, cela devient curieusement curieux. M. McGrath avait dit que cet amendement ne devait pas s'appliquer aux gouvernements provinciaux

[Text]

ment or to local governments; he stated that very clearly. It was only to apply to the federal governments.

Then Senator Tremblay comes along and says: no, no, it is intended—oh, yes, the record will make that clear. Then Senator Tremblay comes along and suggests: no, it also applies to provincial governments. It also applies to provincial governments but it does not apply to local governments because of the way that it is worded.

So, Mr. Chairman, with respect, I am not quite clear who is speaking on behalf of the Conservative Party, to use one of Mr. McGrath's expressions . . .

Mr. McGrath: On a point of order.

I have too much respect for Mr. Robinson to accuse him of deliberately misleading anybody, but he is misleading the Committee tonight when he misquotes or misrepresents what I said.

What I said clearly was that the whole thrust of our position was to get back to the provinces with the Charter of Rights, but what he proposed was going beyond even what the government proposed and that is creating a third level of government which is, to use Senator Tremblay's words, solely the creature of the provinces. And for that, clearly, you cannot include municipalities in freedom of information without some leave from the provinces. There has to be some order in what we are doing here and I do not think Mr. Robinson really intended to misrepresent me, but he did, quite frankly.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. McGrath.

I would like to invite Mr. Robinson to conclude, and if possible to avoid opening a new debate.

Mr. Robinson: Yes, Mr. Chairman, I certainly would not wish to open a new debate, I was just attempting to seek some clarification on the position which was being taken.

Mr. Chairman, it has been suggested that we should not make reference to local government because somehow they are a third level of government. One of the realities of government in this country, as we heard so eloquently from the representatives of the Federation of Canadian Municipalities is that municipal government must be recognized in this country not as a subordinate level of government but as another level of government which has very fundamental and vital responsibilities in Canadian society, and a level of government which directly affects the lives of Canadian citizens.

So, Mr. Chairman, if it is accepted that the right to freedom of information is essential, I still fail to understand why that right should be denied at the local government level. It is for that reason that we are proposing this amendment, Mr. Chairman, and I should say also in conclusion that my understanding is even if this amendment should for some reason be rejected, that the Conservative Party is now prepared to extend freedom of information to provincial governments as well as to federal governments.

[Translation]

ou locaux; il l'a dit clairement. Il ne devait s'appliquer qu'au gouvernement fédéral.

Ensuite, le sénateur Tremblay nous annonce que non, que l'amendement vise—Ah oui, le procès-verbal le démontrera. Puis, l'honorable sénateur nous dit qu'il vise également les gouvernements provinciaux. Il s'applique aux gouvernements provinciaux, mais non pas aux gouvernements locaux, à cause de son énoncé.

Monsieur le président, bien respectueusement, je ne comprends pas très bien qui parle au nom du parti conservateur, pour reprendre l'une des expressions préférées de M. McGrath . . .

M. McGrath: J'invoque le Règlement.

J'ai trop de respect pour M. Robinson pour l'accuser d'avoir délibérément induit qui que ce soit en erreur mais c'est bien ce qu'il fait à l'égard du comité ce soir, lorsqu'il me cite de travers ou interprète mal mes propos.

J'ai clairement dit que notre but était de soumettre la charte des droits aux provinces. Ce qu'il propose va encore plus loin que le projet du gouvernement. Le résultat serait la création d'un troisième niveau de gouvernement composé, pour reprendre l'expression du sénateur Tremblay, d'entités relevant uniquement des provinces. Il est clair qu'on ne peut soumettre les municipalités à la liberté d'information, sans une autorisation quelconque des provinces. Il nous faut procéder avec un certain ordre. Bien que M. Robinson n'ait probablement pas eu l'intention de déformer mon propos, c'est pourtant ce qu'il a fait.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur McGrath.

Je demanderai à monsieur Robinson de conclure et, si possible, d'éviter d'ouvrir une nouvelle discussion.

M. Robinson: Oui, monsieur le président. Je ne souhaite, certes pas, ouvrir un nouveau débat. J'essayais simplement d'obtenir des éclaircissements sur la position des conservateurs.

Monsieur le président, on nous dit que nous ne devrions pas mentionner les administrations locales, étant donné qu'elles représentent une espèce de troisième niveau de gouvernement. Or, l'une des réalités administratives de notre pays, comme les représentants de la Fédération canadienne des municipalités nous l'ont rappelé avec éloquence, c'est que l'administration municipale affecte directement la vie des citoyens canadiens. À ce titre, ce palier de gouvernement doit être reconnu pour ce qu'il est, c'est-à-dire non comme un niveau subordonné mais comme un palier administratif distinct ayant des responsabilités fondamentales et d'importance vitale pour la société canadienne.

Par conséquent, monsieur le président, si l'on accepte que le droit à l'information est essentiel, je ne comprends pas pourquoi il n'existerait pas au niveau local. C'est pour cela que nous proposons cet amendement, monsieur le président. En conclusion, j'ajoute que même s'il devait être rejeté pour une raison quelconque, je crois savoir que le parti conservateur est disposé à ce que les dispositions se rapportant à l'accès à l'information couvrent maintenant aussi bien les gouvernements provinciaux, que l'administration fédérale.

[Texte]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

I would like to call the vote. All those in favour of the subamendment as proposed which reads:

That the proposed amendment to Clause 5 of the constitution act, 1980 be amended by striking out the words "institution of any government" and substituting the following:

institution of the government of Canada or any provincial or local government.

Subamendment negated.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like then to come back on the main amendment and invite the honourable James McGrath to make the usual presentation.

Mr. McGrath.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, I merely want to take a few moments of the time of the Committee to reply, and I am sure my colleague Mr. Beatty wants to intervene as well, and probably Mr. Fraser, to reply to what the Minister had to say.

The Minister suggested that in some way this amendment to entrench freedom of information in the Charter would somehow pre-empt or prejudice the right of the House of Commons to legislate in this area. The same can be said about the whole Charter of Rights. We had evidence presented to the Committee to indicate that many people felt that the best way to protect rights was by the statute route as opposed to the constitution entrenchment route, and so I say to the Minister, through you, Mr. Chairman, with great respect, that that argument just does not wash, because what we are proposing to do is to enshrine in the constitution the principle of freedom of information. It would then require legislation to put that into practice.

In other words, you cannot have one without the other, and what we are asking the Committee to do is to enshrine the principle, which has already been accepted by the government because it did propose to legislate in this area, and to me it just makes sense to have it enshrined in the constitution so that the legislation, which will be complementary to the principle which we would enshrine, would then spell out the parameters or the regulations under which freedom of information would operate.

Now, I do not think I can go any further than that without over simplifying it.

Mr. Chairman, to conclude I want to point out to you that there were two groups that came before the Committee which strongly recommended that we enshrine the principle of freedom of information, The Canadian Council on Social Development, and they made the point that it would serve as a reminder to both governments and citizens that government exists only through and with the consent of the people.

The other group that appeared before us was the Canadian Bar Association, and they talked about the right to information being a twin right with the right to privacy.

We all know the extent of government in Canada, the growth of the bureau cracy and the threat that it imposes on

[Traduction]

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

Nous allons passer au vote. Tous ceux en faveur du sous-amendement qui se lit comme suit:

Que l'amendement proposé à l'article 5 du projet de loi constitutionnel de 1980 soit modifié de telle façon qu'on en supprime l'expression «institution de quelque gouvernement que ce soit» pour y substituer la suivante.

institution du gouvernement du Canada ou de toute administration provinciale ou locale.

Le sous-amendement est rejeté.

Le coprésident (M. Joyal): J'aimerais maintenant revenir au principal amendement et inviter M. James McGrath à intervenir.

Monsieur McGrath.

M. McGrath: Monsieur le président, j'aimerais prendre quelques instants pour répondre. Je n'ignore pas que mon collègue, M. Beatty et probablement aussi M. Fraser, aimeraient répondre aux propos du ministre.

Ce dernier a laissé entendre, que d'une façon ou d'une autre, le fait d'entériner l'accès à l'information dans la Charte ferait du tort aux droits qu'a la Chambre des communes de légiférer dans ce domaine. Toutefois, on pourrait soutenir la même chose à propos de l'ensemble de cette charte. En effet, certains témoins ont estimé que la meilleure façon de protéger les droits était de le faire par la voie législative plutôt que par la voie constitutionnelle. Par conséquent, je tiens à préciser au ministre que malgré le respect que je lui dois, cet argument ne fait tout simplement pas le poids, car ce que nous proposons d'entériner dans la Constitution, c'est le principe de l'accès à l'information. Une fois cela acquis, il faudra légiférer afin de mettre ce principe en pratique.

En d'autres termes, l'un ne va pas sans l'autre et ce que nous demandons au comité, c'est d'entériner ce principe déjà été accepté par le gouvernement, puisqu'il a l'intention de légiférer à cet égard. A mes yeux, donc, il est tout à fait normal de consacrer ce principe dans la Constitution afin que les lois qui s'y rapporteront en précisent alors les paramètres et stipulent les règlements nécessaires à l'application de ce principe.

Je ne crois pas pouvoir aller plus loin sans simplifier à l'excès.

Monsieur le président, en guise de conclusion, je rappelle que deux groupes ayant comparu devant le comité, ont instamment recommandé que nous entérinions le principe de l'accès à l'information. Il s'agit d'abord du conseil canadien du développement social, qui a tenu à rappeler à la fois au gouvernement et aux citoyens que le gouvernement n'existe que grâce au consentement de la population, et par ce seul consentement.

L'autre organisme était l'Association du Barreau canadien, pour qui l'accès à l'information avait son pendant dans le droit à la protection de la vie privée.

Or, nous connaissons tous l'omniprésence du gouvernement au Canada, nous connaissons tous la croissance de cette

[Text]

the individual in terms of an individual's right to know what the government knows about him. Forget all about the workings of government as we see it day to day in Parliament, just take it to the level of the individual, an individual could have a bad report made with respect to an investigation concerning a security matter or a credit matter or any matter you could think of, and with the computerization of information and the use of the SIN number by the government and by institutions, that wrong information in some cases or information no longer relevant could plague that person for the rest of his life and he, surely, under those circumstances would be entitled to know just exactly what was in his social insurance number file and he would have that right under the freedom of information.

Of course, the other well known arguments with respect to freedom of information regarding the government investigations and the ongoing day to day workings of the government are so well known to members it is not necessary to bring them out here, but I would suggest to the Minister, in conclusion, Mr. Chairman, that by voting to enshrine freedom of information in the constitution in no way interferes with or prejudices the right of the government to legislate, indeed it imposes upon the government an obligation to legislate in order to put in place the regulations to implement the principle that we would be enshrining in the constitution.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. McGrath.

The honourable Perrin Beatty.

Mr. Beatty: Mr. Chairman, I will take a third try at contributing to the evenings proceedings and I think perhaps I will have more luck.

Mr. Chairman, the Minister, when he made his argument, was making the argument that one hears from time to time made by opponents to the concept of an entrenched Charter of Rights, namely that the decision to have a Charter of Rights entrenched in the constitution takes away the responsibility from legislatures to legislate and gives it to the courts.

Mr. Chairman, the Committee and the government have both rejected that argument. We have taken the position that we believe that it is essential in this modern day and age that we recognize that some rights and responsibilities of citizens should be entrenched in the constitution itself and put beyond the whimsy of legislatures or of the House of Commons.

I notice the Minister's phrase was, I believe, we were representing an abandonment of the government's responsibilities. We are not proposing that the government abandon its responsibilities to the courts in some way to write legislation and freedom of information, but instead, as Mr. McGrath pointed out, what we are saying is that we are conferring a positive right to ownership or control of information to the people of Canada, and we are saying that, yes, indeed, governments at all levels in Canada have the responsibility to put the mechanisms in place to ensure that that right is respected. In much the same way, Mr. Chairman, that the constitution recognizes the rights of citizens to vote in our democracy.

It is not an abdication of the responsibilities of the legislature, the responsibilities of the House of Commons, to consti-

[Translation]

bureaucratie qui sait tout sur les citoyens, mais ne veut pas leur dire ce qu'elle sait. Oublions ce que nous savons du gouvernement, l'observant tous les jours au Parlement. Mettons-nous dans la peau du simple particulier. Il peut avoir fait l'objet d'un rapport défavorable à la suite d'une enquête de sécurité, de crédit, que sais-je! Étant donné l'information des renseignements et l'utilisation du numéro d'assurance-sociale par le gouvernement et par d'autres institutions, il se peut fort bien que des renseignements erronés ou périmés le poursuivent pour le restant de ses jours. Dans de telles circonstances, il devrait avoir le droit de savoir ce qui figure sous son numéro d'assurance-sociale, et c'est précisément ce droit que lui accordera la disposition relative à l'accès à l'information.

Les autres arguments militant pour l'adoption d'une telle disposition et concernant les enquêtes gouvernementales et le fonctionnement quotidien de l'administration sont tellement connus des membres, qu'il est inutile de les rappeler. J'aimerais seulement rappeler au ministre, en guise de conclusion, que le fait d'entériner dans la Constitution le droit d'accès à l'information n'empêche nullement le gouvernement de légiférer ni ne porte atteinte à son droit de légiférer. De fait, une telle disposition l'oblige plutôt à légiférer afin de concrétiser ce principe en précisant les règlements d'application.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur McGrath.

La parole est à M. Perrin Beatty.

M. Beatty: Monsieur le président, c'est la troisième fois que j'essaye de participer au débat ce soir. Peut-être aurais-je un peu plus de chance cette fois-ci.

Monsieur le président, le ministre a invoqué un argument que nous servent, de temps à autres les opposants à l'inclusion de la Charte des droits dans la constitution. Selon eux l'inclusion de cette charte dans la constitution retire aux assemblées législatives la responsabilité de légiférer et la transfère aux tribunaux.

Monsieur le président, le comité et le gouvernement ont tous deux rejeté cet argument. Nous estimons qu'au contraire, à notre époque, il importe de reconnaître la nécessité d'inscrire dans la constitution certains droits et certaines responsabilités des citoyens afin qu'ils ne soient à la merci ni des assemblées législatives, ni de la Chambre des communes.

Je crois que le ministre a dit que cela constituerait un abandon des responsabilités gouvernementales. Nous ne proposons pas que le gouvernement cède ses responsabilités aux tribunaux pour que ces derniers rédigent les lois relatives à l'accès à l'information. Comme l'a précisé M. McGrath, nous donnons simplement à la population canadienne le droit d'entrer en possession ou de contrôler l'information et nous maintenons que tous les gouvernements canadiens, de quelque niveau qu'ils soient, ont la responsabilité d'instituer les mécanismes nécessaires pour protéger ces droits. Un peu de la même manière, monsieur le président, que la constitution accorde le droit de vote aux citoyens dans notre système démocratique.

Le parlement, la Chambre des communes, ne renonce pas à ces responsabilités en constitutionnalisant le droit des citoyens

[Texte]

tutionalize a right of citizens to participate in democratic elections in Canada, and what it does do is it confers the responsibility upon legislatures and upon the Parliament of Canada to put the mechanisms in place for citizens to do so.

What we are suggesting is that we take a mechanism which is parallel, the government has a responsibility, a positive onus is put upon the government to legislate to ensure that this right is respected.

I want to just elaborate, perhaps, on the importance of this for a second because, Mr. Chairman, what we are doing is we are making a very fundamental statement about the role of citizens in Canada and about the role of government.

It has been my experience throughout your lifetime and mine that the attitude that has been taken by government, either about information relating to how citizens lives are affected by government decisions or how their money is being spent, or relating to their private affairs, this information belong to the government and the onus is upon the citizen to demonstrate that he has a right to have any control over it.

For example, the government has the right at the present time, the legal right, to coerce information from you about very personal affairs. For example, Statistics Canada has the right to do that. Various government departments have the right, the tax department, for example, to coerce payment from you on paying of penalty and you do not have the right to refuse that. The onus is put upon you as a citizen to justify denying the government the information which it is demanding.

By the same token, when it comes to information about how the government is spending your money or how it is making decisions which affect your life, the property right to information is deemed to be that of government and not of you as a citizen, and the onus is again put upon to justify access to this information relating to your day to day affairs to justify the fact that the government should give it to you.

What we are saying is that the constitution should recognize for the first time a very fundamental right and that is that if you look at the control of information as a property right, that information, either about ourselves as individuals or about the activities of our government which operates by consent of the people, that that property right belong not to the Government of Canada or the government of any province but to the people of Canada, and that the positive onus is put upon the government to justify either coercing private information about an individual from him or to justify withholding information from him in the name of the national interest or the provincial interest.

This is why, Mr. Chairman, I feel that when we are considering so many other rights for inclusion in the constitution, for example rights to vote, rights not to be discriminated against because of age, what we are asking the government to do, if they are determined to oppose the amendment that we are moving, is to tell us why these other rights are more compelling, are more important in a democracy to our citizens than the right to freedom of information, the right to control

[Traduction]

à participer à des élections démocratiques. Cette constitutionnalisation impose aux assemblées législatives et au Parlement canadien la responsabilité de mettre en place les mécanismes permettant aux citoyens d'exercer ce droit.

Ce que nous proposons est analogue. C'est le gouvernement qui aura la responsabilité de légiférer pour que ce droit soit respecté.

Monsieur le président, j'aimerais insister sur l'importance de ce point car c'est l'énoncé d'un principe fondamental touchant le rôle des citoyens canadiens et celui du gouvernement.

L'expérience que vous et moi avons acquise m'a appris que le gouvernement estime que les renseignements lui appartiennent et que c'est au citoyen de prouver qu'il a un droit de regard sur eux. Cela vaut autant pour les renseignements relatifs aux décisions administratives influant sur la vie des citoyens qu'à ceux relatifs à la dépense des deniers publics ou encore à la vie privée de ces citoyens.

Ainsi, par exemple, à l'heure actuelle, le gouvernement a le droit, juridiquement, de vous forcer à fournir des renseignements de nature très personnelle. Statistique Canada a le droit de faire cela. Par ailleurs, divers ministères comme celui de l'Impôt, par exemple, ont le droit de vous forcer à payer des amendes alors que le citoyen n'a pas le droit de refuser. C'est le citoyen qui porte le fardeau de la preuve lorsqu'il veut justifier son refus de fournir à l'administration les renseignements qu'elle lui demande.

De même, lorsque le citoyen veut savoir comment le gouvernement dépense son argent ou comment il prend les décisions affectant sa vie, ce renseignement, juridiquement, appartient au gouvernement et non au citoyen. Le fardeau de la preuve lui revient encore lorsqu'il cherche à avoir accès aux renseignements portant sur sa vie quotidienne. C'est encore à lui de justifier pourquoi le gouvernement devrait les lui communiquer.

Nous estimons, pour la première fois, que la constitution doit reconnaître le droit à l'information comme un droit fondamental. Si l'on admet que le contrôle de l'information est un droit, que les renseignements portent, soit sur nous-mêmes en tant que particuliers soit sur les activités du gouvernement, lequel n'existe que par le consentement du peuple, ce droit appartient non au gouvernement du Canada ou à ceux des provinces mais à la population canadienne; en conséquence, c'est à l'administration de justifier l'obtention par coercition de renseignements à caractère privé ou encore de justifier le refus de communiquer certains renseignements, que ce soit au nom de l'intérêt national ou provincial.

Monsieur le président, étant donné que nous nous proposons d'entériner tant d'autres droits, tels le droit de vote, le droit à la non-discrimination pour raison d'âge, si le gouvernement est décidé à s'opposer notre amendement, nous aimerions qu'il nous dise pourquoi, dans notre démocratie, ces autres droits sont plus importants pour les citoyens que le droit d'accès à l'information, le droit de contrôler les renseignements portant sur nous-mêmes et le droit de se renseigner sur les activités du gouvernement.

[Text]

of information about ourselves, the right to access to information about how government conducts its activities.

We believe that this right is central in a democratic system of government, we believe that it in no way derogates from the government's responsibility to pass legislation to give access to information; indeed, it confers that positive obligation and we feel that it is a right which is on a level, which is equal at least to that of the various other rights conferred in the constitution, that consequently should be included in the Charter of Rights and that we should make this recognition of this very fundamental change in policy on the part of the government with this new constitution we are proposing for Canada.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Beatty.

I would like to invite the honourable John Fraser.

Mr. Fraser: Thank you very much, Mr. Chairman.

Through you to the Minister and to my colleagues, the first thing that I think we should recognize in addition to what my colleague James McGrath said, and that was of course I think the classic statement in support of this particular amendment, and it was supported I think very effectively by my colleague Perrin Beatty.

I think the first thing we have to look at is that the amendment says that everyone has the right to have reasonable access to information.

Now what kind of information. We have to ask that. It says information under the control of any institution of any government. Now, clearly, and I just want to make it awfully clear to my colleagues and through you, Mr. Chairman, and also the public that is watching us, is that that right to have reasonable access to information under the control of any institution, if this becomes the law of Canada and applicable in the provinces, will clearly include municipalities; they will not be left out, and I am sure that my honourable friends in the New Democratic Party do not intend to leave that impression, but I was a little bit worried, in the interjections that came from them a few minutes ago, they might have left the impression with the general public that freedom of information would not apply to municipalities because it clearly will under this amendment.

The second thing I want to say is this, and I say this with great respect to the Minister who is here with us tonight. He said words to this effect a few minutes ago; he said that if we put freedom of information into the constitution of Canada, and I am paraphrasing and if I have missed a few words I will apologize later, but I think I have got the thrust of it, he said that would be abandoning the serious responsibilities of Parliament to address freedom of information and he referred to the Freedom of Information Bill, which the government of which I was member introduced some time ago and which has now been reintroduced in a partially altered form by the present government.

[Translation]

Nous croyons ce droit fondamental, dans un système démocratique. Nous estimons qu'il ne porte nullement atteinte à la responsabilité gouvernementale de légiférer cet accès à l'information. De fait, ce droit l'y oblige. Nous estimons que ce droit est au moins aussi important que les divers autres inscrits dans la constitution et qu'en conséquence, il doit lui aussi figurer dans la Charte des droits. Nous devons lui donner son dû dans le cadre de cette modification fondamentale des orientations du gouvernement, que représente cette nouvelle constitution pour le Canada.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Beatty.

La parole est maintenant à M. John Fraser.

M. Fraser: Merci beaucoup, monsieur le président.

J'aimerais m'adresser au ministre et à mes collègues. En premier lieu, je crois qu'il importe de reconnaître le classisme du plaidoyer de mon collègue, M. James McGrath, en faveur de cet amendement, suivi de l'efficacité coutumière à M. Perrin Beatty.

La première chose à noter est que cet amendement donne à tout le monde le droit d'accès raisonnable à l'information.

Or, de quel genre d'information s'agit-il? Il faut se le demander. De renseignements aux mains de toute institution ou de tout gouvernement. A cet égard, monsieur le président, je tiens à ce que tout le monde, mes collègues et le public qui nous observe sache que si ce droit d'accéder, dans des limites raisonnables à l'information possédée par toute institution, devient loi et est appliqué dans toutes les provinces, il est clair qu'il touchera également les municipalités. Les gouvernements locaux ne seront pas exclus. Je suis d'ailleurs certain que mes collègues du Nouveau parti démocratique ne veulent pas laisser cette impression mais, il y a quelques minutes, leurs interventions ont pu laisser entendre au public, et cela m'ennuirait que l'accès à l'information ne s'appliquerait pas aux municipalités. Or, il n'en est rien. Notre amendement est tout à fait clair, il portera aussi sur les municipalités.

En deuxième lieu, malgré le respect que je dois au ministre, j'aimerais lui dire les choses suivantes. Je vais le paraphraser et je me reprendrai plus tard si je l'ai cité de façon imparfaite. Il y a quelques minutes, je crois l'avoir entendu affirmer que si nous inscrivions le droit d'accès à l'information dans la Constitution du Canada, cela reviendrait à retirer au parlement l'importante responsabilité qu'il a à cet égard. Il a ensuite parlé du projet de Loi d'accès à l'information proposé par que le gouvernement dont j'ai fait partie, et repris sous une forme partiellement modifiée par le gouvernement actuel.

[Texte]

Now this is not an abandonment of the serious responsibility that any government has, to provide the mechanism by which the citizens of our country can get at the information which belongs to them, and I would hope that all honourable colleagues would understand the distinction. As my colleague, James McGrath just said, what we are doing here is stating a principle. We are enshrining the right of the citizen to have the information that is gathered by the bureaucracy and by the politicians, who after all, are all, no matter what level of government, paid and supported by all of the people of Canada. That is what the honourable James McGrath said a few minutes ago, that is the effect of what he said.

What we are trying to assert here, and my friend, the Minister, and I say that advisedly because we are friends, but my friend, the Minister, knows that by asserting a right does not, of course, under the constitution of Canada as it is being presented at this constitutional Committee, limit in any way the right of a provincial government or a federal government to legislate on the means by which that right will be carried out.

As a matter of fact, by putting the right into the constitution and again I come back to what my friend, the honourable James McGrath said, it imposes an obligation upon the House of Commons and also the provincial legislatures to pass legislation to bring about the implementation of the very right that we are now talking about, and my colleague has just said to me, "in a regulatory way" because you cannot have a right just hanging in the abstract. Somebody has to come along in front of a legislature, in front of either the House of Commons or the provincial legislature and somebody has to say, "Well, there is the right, we recognize that now. Canadians have decided that right to information is a right. Now we are going to try to find out how we implement it" because it is a complex thing. But I have to say, through you, Mr. Chairman, to my colleagues and to the public that is listening that if you do not put the right in now, we fail to persuade, under our proposal, the provinces agreed to this, we think they should, if we do not put the right in now, then at any time, the Parliament of Canada or any provincial legislature can draw back and they do not have to pass this kind of legislation. Even if they do pass it, if it suits the mood of the moment, they can always restrict it and pull back on the rights. So to say through you, Mr. Chairman, I do not disagree with my friend, the Minister, who is here tonight, in any pejorative way; I just ask all honourable members to remember that it is not just enough to say we are passing a piece of legislation about freedom of information.

The reason we are having this whole debate is that when Mr. Diefenbaker of my own party introduced the Bill of Rights a lot of people felt it did not go far enough, it did not bind enough people and that there were limitations on it which the courts have used to restrict its efforts, but if we do not put in freedom of information as a fundamental right along with the other fundamental rights that we have been talking about for many days here, many weeks, then there is no command to any level of government to do it.

[Traduction]

Or, le fait de créer le moyen permettant aux citoyens de notre pays d'accéder aux renseignements portant sur eux ne signifie pas la cession d'une importante responsabilité de la part du gouvernement. J'espère que tous les membres du Comité saisissent bien cette distinction. Pour reprendre les propos que vient de tenir mon collègue, M. McGrath, nous ne faisons qu'affirmer un principe. Nous entérinons le droit qu'a le citoyen de disposer des renseignements recueillis par la bureaucratie et les hommes politiques car, après tout, ces bureaucrates et les hommes politiques, de quelque palier de gouvernement qu'ils soient, sont payés par les deniers publics. C'est bien le sens de l'intervention de M. McGrath, il y a quelques minutes.

Je tiens le Ministre pour un ami, et il l'est vraiment. Cet ami n'ignore certainement pas que l'affirmation d'un droit dans un texte constitutionnel, ne limite aucunement le droit que détient une administration provinciale ou le gouvernement fédéral de légiférer sur les moyens à prendre pour traduire concrètement ce principe.

Pour citer encore une fois mon collègue M. McGrath, le fait d'entériner ce droit dans la Constitution impose plutôt à la Chambre des communes ainsi qu'aux assemblées législatives la responsabilité de légiférer afin de mettre en œuvre ce principe-même dont nous discutons. Mon collègue me souffle à l'instant qu'il s'agit de légiférer la réglementation car un droit ne peut rester sous une forme uniquement abstraite. Quelqu'un, qu'il soit député d'une assemblée législative provinciale ou du parlement fédéral, doit dire qu'étant donné la reconnaissance du droit d'accès à l'information par les Canadiens, il nous faut maintenant trouver les moyens nécessaires pour l'appliquer. Car il s'agit d'une question complexe. Je tiens toutefois à ce que vous, monsieur le président, mes collègues et le public sachent que si nous n'inscrivons pas ce droit maintenant, et que nous n'obtenons pas l'accord des provinces, ce qui m'étonnerait, alors le parlement fédéral ou n'importe quelle assemblée législative provinciale pourra changer d'avis à tout moment car rien n'oblige d'adopter ce genre de loi. En outre, même si une telle loi est adoptée, ces assemblées, selon l'humeur du moment, peuvent toujours en limiter la portée et revenir sur les droits acquis. Par conséquent, monsieur le président, je ne cherche pas à m'opposer de façon mesquine au Ministre mais j'aimerais que les membres se rappellent qu'il ne suffit pas de dire que nous adoptons une loi relative à l'accès à l'information.

La raison de ce débat tient au fait que lorsque M. Diefenbaker a introduit sa Déclaration canadienne des droits, bon nombre de gens ont estimé qu'elle n'allait pas assez loin, qu'elle n'était pas assez contraignante et les tribunaux ont utilisé ses lacunes pour en restreindre la portée. Si nous n'inscrivons pas le droit d'accès à l'information dans la Constitution comme droit fondamental aux côtés des autres droits dont nous discutons depuis des jours et des semaines, aucun gouvernement ne sera tenu de le respecter.

[Text]

I just end on this mote, Mr. Chairman. There is nothing inconsistent about the fact that we have a freedom of information law before the present House of Commons and what we are asking is to enshrine the right of freedom of information into the constitution of Canada. Freedom of information law is the vehicle by which Canadians get the right to information. We just want to see that right asserted in the constitution of Canada. We want it to be applicable eventually and as soon as possible to both levels of governments.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Honourable John Fraser.

Tremblay, vous voulez ajouter d'autres éléments?

Le sénateur Tremblay: J'ajouterais tout simplement un rappel de l'article 1. Tous les droits qui sont énumérés dans le projet de charte peuvent être restreints. Certaines difficultés ou certaines complexités que le ministre a évoquées vont forcément requérir des législations limitatives de ce droit à l'information mais, et c'est là l'élément important qui a été ajouté dans l'article 1, il faudra que ces limites soient raisonnables et que leur justification puisse se démontrer dans le cas d'une société libre et démocratique.

Je voulais simplement rappeler cet aspect parce que ce n'est pas un droit absolu. C'est un droit qui pourra être limité par la législation requise mais pourvu que cette législation soit raisonnable et qu'on puisse démontrer qu'elle est justifiée dans le cadre d'une société libre et démocratique.

C'est le seul commentaire que j'avais à faire, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, sénateur Tremblay.

Monsieur Robinson.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

I certainly listened with interest to the remarks of Messrs. Beatty and Fraser and Senator Tremblay. I believe that all three of them dealt very eloquently with a number of the points I was going to raise. I will not repeat them. I do believe that they certainly dealt fully with the suggestion by the Minister that somehow this represented an abandonment of the government's responsibilities in the area of freedom of information.

As has been pointed out, we are merely enshrining in the constitution the recognition of this fundamental principle, the principle of the right of access of all to information.

Mr. Chairman, Mr. Beatty referred to certain other rights and made specific reference to the right to vote and asked quite properly why the right to freedom of information should be considered any less important. I would like to look at it from a slightly different angle and to suggest that the right to vote is surely predicated on access to information, that an informed citizen is essential for the proper exercise of democracy, and that if a government can withdraw information at will, be that a federal or a provincial or municipal government, or choose what information that government wants to give to its citizens, then how can it be argued that they have all of the information that is required to make an informed decision as to who can best represent their interest in Parliament or

[Translation]

Pour conclure, monsieur le président, il n'y a rien de contradictoire entre le fait que la Chambre des communes soit saisie d'un projet de loi relatif à l'accès à l'information et ce que nous demandons, c'est-à-dire d'inscrire dans la Constitution le droit d'accès à l'information. La loi relative à ce droit constitue le moyen pour les canadiens de l'exercer. Nous voulons simplement que ce droit soit enteriné dans le texte constitutionnel, nous demandons qu'il s'applique le plus tôt possible aux deux niveaux de gouvernement.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Fraser.

Senator Tremblay, you wish to add something?

Senator Tremblay: I would just like to remind you of the provisions of Clause 1. All the rights listed in the proposed charter can be limited. It is clear that some of the problems or complexities mentioned by the minister will necessitate legislation restricting freedom of information; but the important point that was added to Clause 1 is that these limits must be reasonable and that they must be demonstrably justified in a free and democratic society.

I wanted to mention that aspect to point out that no absolute right was involved. Instead, it is a right which can be limited by necessary legislation as long as that legislation is reasonably and can be demonstrably justified in a free and democratic society.

That was all I wanted to say, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Senator Tremblay.

Mr. Robinson.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les commentaires de MM. Beatty et Fraser ainsi que du sénateur Tremblay. Je crois que tous les trois ont parlé avec beaucoup d'éloquence de plusieurs des éléments que je voulais soulever. Je ne les répéterai pas. A mon avis, ils sont allés au fond de la position du ministre et ont dit que cela représente un abandon de la part du gouvernement de ses responsabilités dans le domaine de la liberté d'accès à l'information.

Comme on l'a déjà souligné, nous ne faisons qu'inscrire dans la constitution une reconnaissance de ce principe fondamental, le principe du droit d'accès de tous à l'information.

Monsieur le président, M. Beatty a parlé de plusieurs autres droits; tout particulièrement, il a parlé du droit de vote, et il a demandé, avec raison, pourquoi le droit de liberté d'accès à l'information serait considéré moins important. J'aimerais prendre une approche quelque peu différente, et soutenir que le droit de vote est nécessairement basé sur l'accès à l'information, que le citoyen doit être informé afin de bien participer à la démocratie. Si le gouvernement peut retenir à volonté des renseignements, qu'il s'agisse d'un gouvernement fédéral, provincial, ou municipal, ou que ce gouvernement puisse choisir quels renseignements il veut bien transmettre à ses citoyens, alors comment peut-on prétendre que ces citoyens disposent de tous les renseignements nécessaires pour prendre une décision

[Texte]

legislative assemblies; or for that matter, when we talk about the freedom of the press, how can it be argued that the full freedom of the press can be exercised when the press, who have a unique responsibility in society, are regularly denied information, basic information which they may wish to pass on to the people of Canada.

I would suggest that as well as being an essential principle in its own right, that if we are to fully recognize the principles contained in other sections of this proposed Charter, that we must include the principle of freedom of information.

Senator Tremblay has pointed out that it is very broadly worded. There is a reasonableness limitation. We are not talking about some sweeping imposition of harsh measures; we are talking about recognizing a fundamental principle, a principle, incidentally, which was championed valiantly and for a long time by Ged Baldwin, and I am sure all members around this table would recognize his contribution in this debate which led directly to the tabling of freedom of information legislation for the first time by the last government.

Mr. Chairman, the Minister has suggested that legislation is on the table and he has brought out the bill and pointed to the fact that it is a hefty bill, but what the government gives on the one hand it can take away on the other.

I would quote from the Minister of Justice who indicated in his July statement that in referring to certain legal rights, that:

they are not mandatory and although they are recognized in law, they could be changed as the result of a decision of Parliament or in some cases, of a legislature.

So to suggest that because there are certain legislations pending at the federal level that somehow that is adequate, Mr. Chairman, I submit it does not adequately deal with the problem, because that legislation, for one thing, has not even been brought forward for second reading. We have been waiting six months for that legislation and that legislation could be repealed tomorrow.

So, Mr. Chairman, we need a principle recognized in this constitution, the principle that all persons in Canada have access to information.

I would like to just conclude, Mr. Chairman, if I may by referring to a quote which I take from the excellent report of the Canadian Bar Association, *Towards a New Canada* and they indicate that they have for some time been championing the political right of freedom of information. They quote Ralph Nader as saying, and I quote:

"A well informed citizenry is the lifeblood of democracy". The democratic process cannot function adequately without timely information about the activities of Parliament.

And that would apply equally to provincial legislatures. I would hope, Mr. Chairman, that this fundamental principle,

[Traduction]

éclairée quant à la personne qui peut mieux représenter leurs intérêts au Parlement ou aux Assemblées législatives? Également, dans le contexte de la liberté de la presse, comment prétendre qu'on puisse avoir une vraie liberté de la presse lorsque la presse, qui a une responsabilité unique dans le contexte de notre société, se voit fréquemment refuser des renseignements, des renseignements de base qu'elle pourrait vouloir transmettre aux Canadiens.

Je dirais non seulement qu'il s'agit d'un principe essentiel en lui-même, mais également que si nous voulons reconnaître entièrement les principes contenus dans d'autres articles de la charte proposée, il nous faut inclure le principe de la liberté d'accès à l'information.

Le sénateur Tremblay nous fait remarquer que le libellé est très ouvert, qu'on y parle de réserves normalement acceptées. Il ne s'agit pas ici de l'imposition de vastes mesures rigoureuses; il s'agit de reconnaître un principe de base, un principe qui, en passant, a eu pendant longtemps l'appui courageux de Ged Baldwin; je suis sûr que tous les députés et sénateurs ici présents sont au courant de sa contribution au débat qui a poussé directement le dernier gouvernement à déposer pour la première fois un projet de loi sur la liberté d'accès à l'information.

Monsieur le président, le ministre a dit qu'un projet de loi a été déposé; il nous a sorti ce projet de loi, et il nous a fait remarqué qu'il s'agissait d'un document important, mais ce que le gouvernement donne d'une main, il peut le retirer de l'autre.

Je vais citer le ministre de la Justice qui, dans sa déclaration de juillet, a dit au sujet de certains droits juridiques que:

Ils ne sont pas obligatoires; bien qu'ils soient reconnus en droit, ils pourraient être modifiés suite à une décision du Parlement ou, dans certains cas, d'une assemblée législative.

Donc, monsieur le président, dire qu'il suffit d'avoir plusieurs projets de loi à l'étude au niveau fédéral ne me semble pas régler le problème de façon adéquate, premièrement, parce que ce projet de loi n'a même pas été ramené pour la deuxième lecture. Cela fait maintenant six mois que nous attendons cette loi, et elle pourrait être révoquée demain.

Monsieur le président, il nous faut donc reconnaître dans la constitution le principe que toute personne au Canada a droit à l'accès à l'information.

En conclusion, monsieur le président, j'aimerais répéter une citation du rapport excellent de l'Association canadienne du Barreau, «Vers un nouveau Canada», dans lequel ils disent qu'ils appuient depuis longtemps le droit politique de la liberté d'accès à l'information. Ils citent Ralph Nader, et je cite:

«Un électorat bien informé est le sang même de la démocratie». Le processus démocratique ne peut fonctionner de façon adéquate si on n'a pas les renseignements opportuns quant aux activités du Parlement.

Et cela s'appliquerait également aux assemblées législatives des provinces. Monsieur le président, j'ose espérer que ce

[Text]

this principle which is so essential in Canadian democracy would be recognized in this statement of what purports to be fundamental Rights and Freedoms.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

I see that honourable members are ready for the vote. I would like then to call the vote on the proposed motion.

Mr. Epp: A recorded vote, please.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): On the recorded vote, certainly, Honourable Jake Epp.

I would like then to invite the Clerk of the Senate to call the vote, please, and I will inform, meanwhile, Honourable Senator Yuzyk that we have found his ticket and he will be on the vote this time. So there has been a short intermission but you will be in for the last part of the show, Senator Yuzyk.

Senator Yuzyk: Mr. Chairman, may I thank you for that ticket to the opera or circus or whatever it is, but I appreciate having the right to vote.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): You are most welcome, Senator Yuzyk. I would like then to call the Clerk of the Senate.

Amendment negatived; yeas, 10; nays, 14.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The motion is defeated by a vote of 10 to 14.

Clause 5 as amended agreed to.

On Clause 6—*Rights of citizens to move*.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): On Clause 6, I have two amendments. Those two amendments are proposed by the NDP Party and they are numbered on your sheet N-8, Clause 6, page 4 and I would like to invite the representatives of the NDP to move the amendments with the proviso that there has been a small correction, and I hope that Mr. Robinson has the correction that I am referring to which is to change a word, the last line that reads,

Renumbering Clauses 6(2) and 6(3)

and substitute the word "and" for "as". I think it makes sense, otherwise it is something that one cannot understand.

So I would like to invite Mr. Robinson to go ahead with the presentation of his amendment.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Je propose que l'article 6 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par

(a) adjonction, après la ligne 6, de ce qui suit:

(2) la citoyenneté canadienne, dès qu'elle est acquise légalement, est inaliénable;

(b) les changements de numéros de paragraphe qui en découlent.

Merci, monsieur le président.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I understand that you would like to read the English version, too.

[Translation]

principe de base, ce principe tellement essentiel à la démocratie canadienne, sera reconnu dans cette déclaration de ce qu'on prétend être des droits et libertés fondamentaux.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

Je vois que les honorables députés sont prêts à voter. J'aimerais donc qu'on vote sur la motion proposée.

M. Epp: Un vote nominal, s'il vous plaît.

Le coprésident (M. Joyal): Bien sûr, monsieur Epp, ce sera un vote nominal.

J'invite donc le greffier du Sénat à procéder au vote; j'aimerais en même temps informer l'honorable sénateur Yuzyk que nous avons retrouvé son billet et que cette fois, il pourra voter. Il y a eu un petit entracte, mais pour la fin de la présentation, sénateur Yuzyk, vous serez là.

Le sénateur Yuzyk: Monsieur le président, je vous remercie de ce billet d'opéra, ou de cirque, ou de ce que cela peut bien être, mais je suis reconnaissant de pouvoir voter.

Le coprésident (M. Joyal): Vous êtes le bienvenu, sénateur Yuzyk. Je passerai maintenant au greffier du Sénat.

L'amendement est rejeté par 14 voix contre 10.

Le coprésident (M. Joyal): La motion est rejetée par un vote de 14 à 10.

L'article 5 amendé est adopté.

Article 6—Droits de circulation et d'établissement des citoyens.

Le coprésident (M. Joyal): J'ai devant moi deux amendements à l'article 6. Ces deux amendements sont proposés par le Parti néo-démocrate, et se trouvent à la page N-8, article 6, page 4. Je demanderais aux représentants du NDP de proposer les amendements avec la réserve qu'il y a eu une petite correction. J'espère que M. Robinson a cette correction dont je parle: il s'agit de changer un mot à l'avant-dernière ligne du texte anglais qui se lit comme suit:

Renumbering Clauses 6(2) and 6(3) and

Il faut remplacer le mot «and» par «as». Je crois que cela est raisonnable, autrement l'amendement n'est pas compréhensible.

J'aimerais donc inviter M. Robinson à présenter son amendement.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

I move that Clause 6 of the proposed constitution Act, 1980 be amended by

(a) adding immediately after line 5 on page 4 the following:

(2) Canadian citizenship that is lawfully acquired is inalienable;

(b) renumbering sections 6(2) and 6(3) as subsections 6(3) and 6(4) respectively.

Thank you, Mr. Chairman.

Le coprésident (M. Joyal): Je crois que vous voulez également lire la version française.

[Texte]

Mr. Robinson: I thought there was simultaneous translation, Mr. Chairman. Perhaps they could not follow me.

I will read the English version as well, if you so desire.

The English version is as follows:

That Clause 6 of the proposed constitution act, 1980 be amended by

(a) adding immediately after line 5 on page 4 the following:

“(2) Canadian citizenship that is lawfully acquired is inalienable.”

(b) renumbering Clauses 6(2) and 6(3) as Clauses 6(3) and 6(4) respectively.

That is moved, Mr. Chairman, and I will just speak very briefly to this proposed amendment. I would first like to indicate, Mr. Chairman, that this amendment is proposed following upon the recommendations of the special Committee chaired by Senator Molgat and Mark MacGuigan, reporting on the Victoria Charter in 1972. This was referred to earlier by the Acting Minister of Justice as being an authoritative source, certainly on another point. I trust that the wisdom which was applicable in that instance may well extend to this particular point.

Mr. Chairman, what is suggested is that with respect to the Victoria Charter that, and I quote from the report,

In Canada, a nation of immigrants, it is entirely fitting that the constitution should provide that citizenship, once legally acquired, should be inalienable.

Mr. Chairman, I think this is a particularly important amendment in view of the fact the concept of citizenship is central to a number of other concerns. For example, in Clause 3 of the proposed Charter of Rights, it is every citizen of Canada who has the right to vote in an election of the members of the House of Commons or of a legislative assembly. Nowhere is this concept of citizen defined. So by defining citizen in an arbitrary manner, the fundamental right to vote, to hold office or to be a candidate for election could be tampered with.

So Mr. Chairman, It is fundamental, I believe, and also in other provisions in clause 6 there is the reference to citizens of Canada, but nowhere is this defined in the Charter. It would remain to be defined presumably by the Parliament of Canada as Parliament so desires. In order to recognize the fundamental importance of this right, citizenship once lawfully acquired cannot be taken away by the government, cannot be stripped away, a citizen cannot be exiled, for example, this amendment is being proposed.

Now, an argument may be made that there are problems with dual citizenship. Well, Mr. Chairman, if that is the case, if there is a serious concern about dual citizenship and evolving law in that particular area, if that limitation on this right can be demonstrably justified and is reasonable pursuant to the

[Traduction]

M. Robinson: Je pensais que nous avions l'interprétation simultanée, monsieur le président. Peut-être que les interprètes n'ont pas pu me suivre.

Je relirai donc l'amendement.

Nous proposons:

Que l'article 6 du projet de loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par

a) l'adjonction, après la ligne 6, de ce qui suit:

«(2) La citoyenneté canadienne, dès qu'elle est acquise légalement, est inaliénable.»

b) les changements de numéros de paragraphes qui en découlent.

C'est ce que nous proposons et je m'arrêterai un instant pour discuter de l'amendement proposé. Monsieur le président, cet amendement découle des recommandations du comité spécial sous la présidence du sénateur Molgat et de Mark MacGuigan, dont l'ordre de renvoi était de faire rapport sur la Charte de Victoria de 1972. Le ministre de la Justice suppléant a dit que ce comité était une autorité en la matière, en tout cas à propos d'une autre question. Je suppose qu'il en dirait autant dans ce cas-ci.

Monsieur le président, le comité propose en ce qui a trait à la Charte de Victoria, ce qui suit:

Il est tout à fait opportun que la constitution du Canada, qui est une nation formée d'immigrants, prévoit qu'une fois acquise légalement, la citoyenneté est inaliénable.

Monsieur le président, je pense que cet amendement est particulièrement important, étant donné que la notion de citoyenneté est au centre de nombreuses autres préoccupations. Par exemple, à l'article 3 du projet de Charte des droits, tout les citoyens canadiens ont droit de vote lors des élections à la Chambre des communes ou à l'assemblée législative. Cependant, la notion de citoyenneté n'est pas définie. Il serait possible de définir la citoyenneté d'une manière arbitraire si bien que le droit fondamental de voter, de briguer ou d'occuper des fonctions officielles par suite d'élections pourrait être altéré.

Monsieur le président, cet amendement est fondamental d'autant plus que d'autres dispositions, contenues à l'article 6, font allusion à la citoyenneté canadienne qui n'est toutefois définie nulle part dans la charte. On suppose que c'est le Parlement du Canada qui devrait définir cette notion. Pour reconnaître l'importance fondamentale de ce droit, nous demandons que la citoyenneté, une fois acquise légalement, ne puisse pas être retirée par le gouvernement, qu'un citoyen ne puisse pas être exilé, par exemple, et c'est pourquoi nous proposons cet amendement.

D'aucuns prétendent qu'il pourrait y avoir des problèmes dans le cas des citoyennetés doubles. Monsieur le président, le cas échéant, si les citoyennetés doubles suscitent des préoccupations, on pourrait toujours invoquer l'article 1 et démontrer que ce droit doit être limité parce qu'il existe une justification. À défaut de cela, ce droit doit être inaliénable.

[Text]

provisions of Clause 1, then it can be defended. If not, it would be struck down and it would deserve to be struck down.

Mr. Chairman, Clause 1 applies to the proposed amendment which we are moving to Clause 6, and I would comment it to members of this Committee.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

Do I see any other speakers? Yes, honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, I understand that you have accepted only the first amendment to Clause 6, namely the citizenship and we will be supporting the NDP amendment.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Epp.

Mr. Irwin.

Mr. Irwin: Just briefly, Mr. Chairman, because it is getting late. I would like to set out our position on this particular clause.

This constitutional hearing has almost had a life of its own from a simple idea of a patriation with a formula; we got into minority language rights, charter rights . . .

Mr. McGrath: I see more of you than I see of my wife.

Mr. Irwin: No, I see that I was here 61 times and you were here just a few less than that.

Mr. McGrath: That is right, that is what I am saying, I see more of you than I see of my wife.

Mr. Irwin: I have only seen my wife about 20 times within that 61 times, so that is a possibility.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I know, Mr. Irwin, that the Solicitor General is with us too and there is a new initiative in the penitentiary system which is the contact visit.

Mr. Irwin: As long as I am given conjugal rights, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Go ahead, Mr. Irwin.

Mr. Irwin: Now, what has happened is in fact from a very simple concept; we have had groups come from across Canada, hundreds of them, and wanting to add on, add on, add on, and I quite agree with many of the things that the NDP Party has done and especially on aboriginal rights. But there are certain things that are not ready to go into that charter. We cannot enshrine everything in Canada. Today we heard "God", "union", "citizenship" as if we were opposed to those things. If we were opposed to those things, we would not be with our back up against the wall trying to get these rights through.

Now what is wrong with what you are saying? First of all, you have legislation now that says, for instance, Section 7 of the Citizenship Act that you can lose your citizenship abroad if you are the child of a Canadian citizen who is born abroad, in other words, a grandchild, unless by the time you are 28 you

[Translation]

Monsieur le président, l'article 1 s'applique à l'amendement proposé à l'article 6, que nous exhortons les membres du Comité à accepter.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

Quelqu'un d'autre veut-il prendre la parole? Allez-y, monsieur Epp.

M. Epp: Monsieur le président, je pense que vous avez accepté de recevoir le premier amendement à l'article 6, celui qui concerne la citoyenneté. Nous appuierons l'amendement du Nouveau parti démocratique.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Epp.

Monsieur Irwin.

M. Irwin: Monsieur le président, il se fait tard et je serai bref. Je voudrais faire valoir notre position sur cet article.

A partir du rapatriement assorti d'une formule d'amendement, les délibérations constitutionnelles sont entrées dans des considérations de droits linguistiques pour les minorités, de droits en vertu de la charte . . .

M. McGrath: Je vous vois plus que je ne vois ma femme.

M. Irwin: Non, j'ai participé à 61 réunions et vous n'avez pas été des nôtres aussi souvent que cela.

M. McGrath: C'est exact. Mais il n'en reste pas moins, que je vous vois plus souvent que je ne vois ma femme.

M. Irwin: Je n'ai vu ma femme que vingt fois sur ces 61 fois, alors cela est tout à fait possible.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Irwin, le solliciteur général est parmi nous aujourd'hui et je sais qu'une nouvelle initiative a été lancée pour autoriser les visites conjugales dans les prisons.

M. Irwin: Tant que je jouis de droits conjugaux, tout va bien, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Allez-y, monsieur Irwin.

M. Irwin: Ce qui s'est produit ici est fort simple. Des centaines de groupes, venus de partout au pays, ont comparu devant le comité, demandant qu'on ajoute des tas de choses à notre projet de résolution. Je suis d'accord avec un bon nombre des choses qui ont été proposées par le NPD notamment pour ce qui est des droits aborigènes. Mais il existe certaines choses que nous ne sommes pas prêts à inclure dans la Charte. Nous ne pouvons pas tout enchâsser dans la Constitution du pays. Aujourd'hui on nous a parlé de Dieu, de l'union, et de la citoyenneté, comme si nous étions opposés à ces choses. Si c'était le cas, nous ne nous trouverions pas en ce moment acculés au mur en train d'essayer de les faire adopter.

Qu'est-ce qui ne va pas dans ce que vous dites? Tout d'abord, prenons par exemple l'article 7 de la Loi sur la citoyenneté qui prévoit la perte de votre citoyenneté si vous êtes l'enfant d'un citoyen canadien né à l'étranger, autrement dit il s'agit des petits-enfants, sauf si vous faites une demande

[Texte]

apply. Now what would happen to that? That would go by the board, that legislation.

We have legislation in other countries, especially the United States, where you are required to renounce your Canadian citizenship. Now what do we do with Canadians who want to go to the States. If it is an inalienable right, as you say, then they will not be able to renounce that citizenship and become an American citizen. The list goes on and on, income tax, dual citizenship.

I think, really, your morals are good but your definition, at this point, is not well conceived and I do not think that we are prepared to keep throwing more and more and more things in because they smack of apple pie and motherhood. I think our charter is a good charter now and it has your support and I think we should get it on and over with and then start dealing with many of these things that have been espoused, the marital status, the handicapped, the Section 133 provisions in Ontario. We just cannot put every good thing, as you can conceive, like a shopping list because that is what it is at this late stage, a shopping list, this particular Charter, no matter how well intentioned your motives are.

Thank you, Mr. Chairman, and consequently, we cannot support this particular amendment.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Irwin.

Mr. Robinson, to conclude on the proposed amendment.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I just wanted to respond to the suggestion made by Mr. Irwin that somehow Section 7 of the Citizenship Act might be affected by this or that, that this particular right, which we regard as a fundamental right, certainly, is somehow not that essential. We had perhaps one of the most moving and most eloquent presentations made to us by the Japanese Canadians, Canadians of Japanese origin who pointed out the atrocities that had occurred to them during and after World War II.

• 2135

If this amendment is not accepted, a possible consequence could be that citizenship could be stripped totally arbitrarily from persons who are Canadian citizens.

It could be argued that Clause 15 might apply in those circumstances; but I think we have to recognize that there is still a very serious concern about that particular aspect: Clause 15 does deal with race, but it is possible that there could be other grounds of discrimination in dealing with the area of citizenship. Mr. Chairman, it would be important that we recognize the fundamental right of citizenship and should defend it as being inalienable, and subject only to the demonstrable justifiability test.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you Mr. Robinson. I would like to call the vote on the proposed motion.

[Traduction]

de citoyenneté avant l'âge de 28 ans. Qu'arriverait-il à cet article? Cette loi serait tout simplement annulée.

Il existe des lois dans d'autres pays, notamment aux États-Unis, en vertu desquelles vous devez renoncer à votre citoyenneté canadienne si vous vous y installez. Que faire des Canadiens qui veulent aller habiter aux États-Unis? S'il s'agit bien, comme vous le prétendez, d'un droit inaliénable, ces personnes ne pourraient pas renoncer à leur citoyenneté canadienne et devenir des citoyens américains et je pourrais citer bien d'autres exemples encore, comme par exemple les lois concernant l'impôt sur le revenu, la double citoyenneté, etc.

Je pense que les principes que vous invoquez sont bons mais votre définition, quant à elle, n'est guère satisfaisante. Le simple fait que certains facteurs touchent la vie de tous les jours des Canadiens n'est pas suffisant pour justifier la rédaction d'articles qui en traitent tout particulièrement. Je pense que notre Charte, dans son libellé actuel, est très bonne. Vous l'avez appuyée et je pense qu'il conviendrait d'en terminer afin de pouvoir discuter d'un certain nombre des points que nous considérons tous comme étant importants, notamment l'état civil, les personnes handicapées, l'application de l'article 133 à l'Ontario etc. La Charte ne doit pas être conçue comme une liste de courses à faire, sur laquelle on inscrit toutes les petites choses qui pourraient nous intéresser. Mais c'est ce qui se passe en fait, malgré toutes vos bonnes intentions.

C'est pourquoi nous ne pouvons pas appuyer cette modification. Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Irwin.

Monsieur Robinson, je vous invite à présenter votre conclusion au sujet de l'amendement que vous avez proposé.

M. Robinson: Monsieur le président, je répondrai à la suggestion de M. Irwin que, vraisemblablement, l'article 7 de la Loi sur la citoyenneté pourrait être affecté par un incident ou autre, et que ce droit en particulier, que nous considérons fondamental, bien sûr, n'est pas vraiment essentiel. Les Japonais canadiens qui ont fait la présentation sans doute la plus émouvante et la plus éloquente nous ont rappelé les atrocités qu'ont dû subir les Canadiens d'origine japonaise pendant et après la Seconde guerre mondiale.

Si l'amendement est rejeté, certains citoyens canadiens pourraient se voir nier arbitrairement leur citoyenneté.

On pourrait argumenter que l'article 15 protège ces droits dans de telles circonstances; mais il faut reconnaître qu'il existe quand même une préoccupation importante à cet égard: l'article 15 protège contre la discrimination à cause de la race, mais il est possible qu'il y ait d'autres motifs de discrimination dans le domaine de la citoyenneté. Monsieur le président, il est important que nous reconnaissons le droit fondamental de citoyenneté, et qu'il soit considéré inaliénable, sauf justification.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Robinson. Passons maintenant au vote sur la motion.

[Text]

Amendment negatived.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to invite the representatives of the NDP party to move the next amendment which identified as N-9, Clause 6, page 4.

The Honourable Senator Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Sur un rappel au Règlement, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable sénateur Tremblay, sur un rappel au Règlement.

Le sénateur Tremblay: J'aurais dû soulever ce rappel au Règlement tout à l'heure. C'est uniquement une question de formulation.

Lorsque nous avons travaillé nos amendements, on nous a bien indiqué, les spécialistes de la rédaction, que lorsque le gouvernement a déposé des amendements au texte initial, nous devions formuler nos amendements comme des amendements à l'amendement proposé.

Alors, je soulève simplement ce point-là pour attirer l'attention là-dessus et mon intention n'est pas de poser des problèmes de procédures mais de poser la question si c'est bien la façon de rédiger, auquel cas nos amis du NPD pourraient réserver leur formulation pour qu'ils ne soient pas déclarés hors d'ordre, si le point que je soulève est correct.

Le coprésident (M. Joyal): Je pense que les rédacteurs du ministère de la Justice tiennent compte, lorsqu'ils assistent et fournissent leurs services aux représentants du Nouveau Parti Démocratique, du fait qu'il existe déjà des propositions d'amendements au texte principal et que, évidemment, les amendements qui sont mis de l'avant par le Nouveau Parti Démocratique tiennent compte, dans une certaine mesure, des amendements qui ont déjà été déposés par le gouvernement de façon à ce qu'ils rédigent leurs amendements en tenant compte de ces amendements déjà préalablement déposés et connus.

Le sénateur Tremblay: Lorsque ce n'est pas fait comme dans les amendements que nous avons devant nous, les services juridiques se chargent de ce travail technique.

Le coprésident (M. Joyal): Essentiellement, oui.

I would like then to invite . . .

Mr. Bockstael: On a point of order, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Bockstael, a point or order.

Mr. Bockstael: I would like to point out to you, Mr. Chairman, that you were one of the fortunate ones. You get these amendments in writing; but we still do not have the next amendment in writing.

This ad hoc system of the NDP giving us little titbits at a time without any opportunity to peruse the amendment is not very practical.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Bockstael. I will make sure that the proper amendments are circulated. I would like to point out that the amendment we are dealing with now is the one identified as N-9, Clause 6, page 4.

I will make sure that sufficient copies are provided to honourable members so that they would be in a position to

[Translation]

L'amendement est rejeté.

Le coprésident (M. Joyal): Je demanderais maintenant aux représentants du parti NPD de proposer le prochain amendement, qui porte le code N-9, article 6, page 4.

L'honorable sénateur Tremblay.

Senator Tremblay: On a point of order, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The Honourable Senator Tremblay on a point of order.

Senator Tremblay: Perhaps I should have raised this point earlier. It is strictly a matter of form.

When we prepared our amendments, drafting specialists, after the government had tabled the initial text of its amendment, asked us to formulate our amendments as amendments to the proposed government amendments.

I simply want to bring your attention to this, and my intention is not to create problems of procedure, but only to confirm if this is the manner in which our amendments must be drafted, and if so, our friends from the NDP Party could stand their amendments so they will not be declared inadmissible, if I am right.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I think that the draft version from the Department of Justice who are helping the representatives of the NDP, have taken into account that there are already proposed amendments to the main text, and so, of course, the amendments proposed by the New Democratic Party are prepared to some extent, as amendments to the amendments already proposed by the government, for which we already have the text.

Senator Tremblay: So when amendments are not drafted as the ones before us, the legal services check out the technical aspects.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Basically, yes.

J'invite maintenant . . .

Mr. Bockstael: J'invoque le règlement, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Bockstael sur un rappel au règlement.

Mr. Bockstael: Je vous ferai remarquer, monsieur le président, que vous êtes parmi les chanceux. Vous avez reçu ces amendements par écrit; nous les attendons toujours.

La façon aléatoire du NPD de présenter ses amendements un à un, n'est pas très pratique, car nous n'avons pas l'occasion d'étudier les amendements.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Bockstael. Je m'assurerai que les amendements appropriés soient distribués. Je vous ferai remarquer que l'amendement dont il est question en ce moment est codé N-9, article 6, page 4.

Je m'assurerai qu'un nombre suffisant d'exemplaires seront distribués aux honorables députés afin qu'ils soient en mesure

[*Texte*]

understand and debate appropriately the contents of the proposed amendment.

It will not be long Mr. Bockstael. I would like to point out, too, that it is a major point, that if we want to give proper consideration to an amendment, then members should have it at least in sufficient time to be able to read and think about it.

I see that all honourable members have a copy of the proposed amendment, and I would like now to invite Mr. Ittinuar to make the usual presentation.

Mr. Ittinuar.

Mr. Ittinuar: Thank you, Mr. Chairman.

I move that Clause 6 of the proposed constitution act, 1980 be amended by (a) striking out the word "and" at the end of Clause 6(3) (a) on page 4; and (b) striking out line 23 on page 4 and substituting the following:

services; and

(c) any laws or practices that are reasonably justifiable for the purpose of mitigating any environmental or social impact of any activity on the community, culture, economy or society of any of the aboriginal peoples of Canada.

Mr. Chairman, I would like to have my colleague, Mr. Lorne Nystrom, read this in French parce que je ne parle pas français.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Nystrom.

M. Nystrom: Merci, monsieur le président. Il est proposé:

Que l'article 6 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 22 à 24, de ce qui suit:

(c) aux lois et usages dont la raison d'être se justifie par le souci d'atténuer les conséquences écologiques ou sociales défavorables de toute activité susceptible de toucher les peuples autochtones du Canada sur les plans collectif, culturel, économique ou associatif.

Et maintenant, monsieur le président, avec votre permission, je vais passer la parole à Monsieur Ittinuar pour qu'il explique sa proposition au Comité. Merci.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Ittinuar.

Mr. Ittinuar: A very brief comment, Mr. Chairman, in support of this amendment.

This was proposed to this Committee by the Inuit Committee on National Issues on behalf of the Inuit population of Canada.

I would also point out that four major groups from North of 60°, from the Yukon Territory and the Northwest Territories made similar proposals, particularly the Council of Yukon Indians, the Yukon territorial government, the Northwest Territorial Government and the Inuit Tapirisat of Canada all made similar proposals as amendments to this Charter to this Committee.

I believe that speaks fairly well for the truthfulness of this proposed amendment.

Perhaps one of the most famous examples of this, why there should be this kind of amendment in the constitution is the famous Berger Commission. We are not trying to stop com-

[*Traduction*]

de comprendre et de pouvoir débattre avec justesse le contenu de l'amendement proposé.

Patiencez, s'il vous plaît, monsieur Bockstael. Je vous ferai remarquer aussi, et cela est important, que si nous voulons accorder une attention particulière à un amendement, les députés devront le recevoir assez tôt pour au moins l'étudier.

Je note que tous les députés ont maintenant reçu un exemplaire de l'amendement proposé, et j'invite M. Ittinuar à le proposer.

Monsieur Ittinuar.

M. Ittinuar: Merci, monsieur le président.

I move that Clause 6 of the proposed constitution Act, 1980 be amended by (a) striking out the word "and" at the end of paragraph 63 (a) on page 4; and (b) striking out line 23 on page 4, and substituting the following:

Services; and

(c) any laws or practices that are reasonably justifiable for the purpose of mitigating any environmental or social impact of any activity on the community, culture, economy or society of any of the aboriginal peoples of Canada.

Monsieur le président, je demanderai maintenant à mon collègue monsieur Lorne Nystrom de lire la version française, because I do not speak French.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: Thank you, Mr. Chairman. It is moved:

Que l'article 6 du projet de loi constitutionnel de 1980 soit modifié par substitution aux lignes 22 à 24 de ce qui suit:

(c) «aux lois et usages dont la raison d'être se justifie par le souci d'atténuer les conséquences écologiques ou sociales défavorables de toute activité susceptible de toucher les peuples autochtones du Canada sur les plans collectif, culturel, économique ou associatif.»

And now, with your permission, I will let Mr. Ittinuar explain his amendment to the members of the committee. Thank you.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Ittinuar.

M. Ittinuar: Monsieur le président, je ferai des remarques très brèves à l'appui de ces amendements.

Cet amendement a fait l'objet d'une recommandation au Comité par le comité Inuit sur les questions nationales au nom des Inuit du Canada.

Je ferai remarquer aussi que 4 groupes importants venant de la région au Nord du 60° parallèle, aussi bien du Territoire du Yukon que des Territoires du nord-ouest, ont recommandé des amendements semblables, et en particulier le Conseil des Indiens du Yukon, le gouvernement territorial du Yukon, le gouvernement des Territoires du nord-ouest, et les Inuit Tapirisat du Canada.

Je crois que cela souligne très bien l'importance de cet amendement.

Sans doute le meilleur exemple justifiant ce genre d'amendement à la Constitution est le résultat de la Commission Berger. Il ne s'agit pas ici d'arrêter tout développement du

[Text]

pletely any development in the North. We are not trying to stop completely the influx of masses of workers into the North.

However, we are trying to mellow it out so that northern culture is preserved; and by "northern culture" I do not mean that it will be an ethnic or racial state or any other kind of state where there are lines based upon human differences. There are none.

People in the North are comprised of all colours, races, creeds, mores and customs.

Neither the Yukon territorial government nor the Northwest Territorial government is known for their humanist values in the North. However, they saw the need to include such clauses in the constitution proposed to you, that they should be well understood by members of this Joint Committee. The North is easily the most susceptible to development in terms of impact on the areas of environment, social, cultural and economic and linguistic problems.

I would ask this Committee to understand the fact that there has already been cases in which language has been lost, especially in the case of the Western Arctic, Inuvik and those areas.

If there is anything more to be said on this, it is that if the Joint Committee does not agree to such amendment—and I do not like to impose any sort of blame on anybody for any impending situation anywhere; however, I think members of this Joint Committee may be compelled to feel that any impending destruction of culture and society in the North could well be blamed to members of this Committee and any decisions after this.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Ittinuar.

Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: I want to begin by picking up on a point made by Bob Bockstael and saying very seriously that I think we are dealing with one of the more important amendments to come before this Committee.

If Committee members do not believe that they have had enough time to consider it seriously, perhaps when we have finished with our discussion, we could consider standing it rather than making a very quick decision in rejecting it.

I say that, because the amendment here is no surprise. It was recommended, as my colleague, Peter Ittinuar has said, by four groups which came before our Committee, namely the Inuit peoples, the Indian peoples in the Yukon and the territorial governments of the two territories.

I am convinced that that is a very important amendment for the North of this country, not just to the Inuit or Indian people, but to all people in Northern Canada.

So if some members have not had an opportunity to study it thoroughly, I think rather than just saying "No", because of the pressure of time or the lack of time to reflect on it, perhaps we could just stand it, Mr. Chairman.

[Translation]

Nord. Nous ne cherchons pas non plus à arrêter toute immigration en masse de travailleurs dans le Nord.

Toutefois, nous voulons nous assurer que la culture du Nord sera préservée; et par ces termes, culture du Nord, il n'est pas question de faire une distinction ethnique ou raciale ou toute autre, fondée sur des différences humaines. Il en existe pas.

La population du Nord est constituée par des gens de toutes les couleurs, races, croyances, mœurs et coutumes.

Les gouvernements du Territoire du Yukon et du territoire du Nord-ouest ne sont pas reconnus pour leurs valeurs humaines dans le Nord. Toutefois, ils ont tous les deux compris le besoin d'inclure un tel article dans la Constitution pour que cela soit bien compris par les membres de ce Comité mixte. Dans son développement, le Nord est sans doute l'endroit le plus susceptible d'incidences dans les domaines social, culturel, économique, linguistique et écologique.

Je veux que le Comité sache que déjà il y a eu certains cas où l'emploi d'une langue est disparu, surtout dans l'Arctique occidental, à Inuvik et dans ces régions.

Il ne me reste qu'à dire que si le Comité rejette cet amendement... je ne voudrais blâmer personne pour les conséquences;... que tout le blâme pour une destruction possible de la culture de la société du Nord pourrait facilement retomber sur les membres de ce Comité et sur leur décision.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Ittinuar.

Monsieur Nystrom, vous avez la parole.

M. Nystrom: Je commencerais en reprenant ce qu'a dit Bob Bockstael, c'est-à-dire que je crois très sérieusement que nous traitons ici d'un des amendements les plus importants qui ont été présentés au comité.

Si les membres du comité pensent qu'ils n'ont pas eu suffisamment de temps pour l'examiner sérieusement, peut-être qu'on pourrait le réserver afin d'en discuter lorsque nous en aurons terminé avec nos discussions plutôt que de rejeter rapidement cet amendement.

Je m'exprime ainsi car l'amendement qu'on nous présente ici n'est pas surprenant. Il a été recommandé, comme mon collègue Peter Ittinuar l'a dit, par quatre groupes qui ont comparu au comité, c'est-à-dire par des représentants des Inuit, des Indiens du Yukon et des gouvernements des deux territoires.

Je suis convaincu que cet amendement a beaucoup d'importance pour le Nord de notre pays, non pas seulement pour les Inuit et les Indiens mais qu'il a beaucoup d'importance pour tous les gens qui habitent le Nord.

Donc, s'il y a des membres du comité qui n'ont pas eu la possibilité d'étudier de près cet amendement, je crois que plutôt que dire «non» parce qu'on manque de temps pour y

[Texte]

I would like to make four or five arguments that I think members should consider.

Mr. McGrath: On a point of order.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable Mr. McGrath on a point of order.

Mr. McGrath: I listened to my colleague, Mr. Ittinuar, introduce a motion. I then expected an intervention from the government side in reply to Mr. Ittinuar; and then perhaps we would go to our side when one of my colleagues would reply, and then we go back to the NDP. That seems to me to be an orderly way in which to conduct the debate.

Now we are getting two major interventions and that is the second time it has happened today one after the other.

If that is the way we intend to proceed, then fine. but I would just like to point out that this is not really conducive to good debate.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. McGrath. I think the point you have made is very appropriate. I would ensure that we have a debate which provides more opportunities to favour an exchange of view.

In that respect, I would like to invite Mr. Irwin, as Parliamentary Secretary, to answer to the proposed amendment as explained and commented upon by Mr. Ittinuar.

Mr. Irwin: Thank you, Mr. Chairman.

First of all, I would like to say to Mr. Ittinuar, that I do not think there is a member of this Joint Committee on either side of the House who was not touched by the 17 delegations that we heard—everything from the Micmac of Newfoundland to the Indians of British Columbia of which Mr. Fraser knows so much.

I think, though, that process, a great deal of progress was made, and I was very pleased with the inclusion of at least the word “aboriginal” for the first time in an official document. It could not even make a by itself substantive judgement in the Supreme Court of Canada.

I was very pleased that there was some movement on the part of the government in that respect. I was also very pleased that money was allocated for investigation and that the Prime Minister is prepared to talk about the various Indian problems at the First Ministers’ conference.

However, having said that, I would like to say there are things which bother us about this particular amendment. What does the phrase “reasonably justifiable” mean? Is it subject to the standard in Clause 1? What is the economy of the aboriginal people? What is the culture? What is the society of the aboriginal people?

Do we want a provision in the constitution based solely on race?

[Traduction]

réfléchir, nous pourrions réserver cet amendement, monsieur le président.

J'aimerais présenter quatre ou cinq arguments au sujet desquels les membres du comité pourraient réfléchir.

M. McGrath: J'invoque le règlement.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable M. McGrath fait un rappel au règlement.

M. McGrath: J'ai écouté ce qu'a dit mon collègue, M. Ittinuar, lorsqu'il a présenté sa motion. Je m'attendais à ce qu'ensuite quelqu'un du côté du gouvernement réponde à M. Ittinuar puis qu'on revienne donner la parole à un de mes collègues, puis qu'ensuite on donne la parole à un député du côté du Nouveau Parti démocratique. Il me semblait que c'était là la façon logique de conduire le débat.

Or, il y a eu maintenant deux interventions importantes, et c'est la deuxième fois que cela se produit aujourd'hui, c'est-à-dire qu'il y a eu deux interventions faites l'une après l'autre.

Si c'est ainsi que nous voulons continuer avec notre procédure, alors je suis d'accord mais je voulais simplement signaler que ce n'était pas une façon d'obtenir un bon débat.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur McGrath. Je crois que ce que vous avez dit est très pertinent et je veux m'assurer qu'à partir de maintenant il y ait plus de possibilités d'échanges de vues au cours du débat.

En ce sens, j'inviterai M. Irwin, secrétaire parlementaire, à apporter sa réponse en rapport avec l'amendement proposé et commenté par M. Ittinuar.

M. Irwin: Merci, monsieur le président.

Tout d'abord, je voudrais faire remarquer à M. Ittinuar ceci: je ne crois pas qu'il y ait eu un membre de ce comité mixte spécial, quel que soit le côté de la Chambre considéré, qui n'ait pas été ému par ce que ces 17 délégations que nous avons entendues ont déclaré, par tout ce qu'ont indiqué ces représentants allant des Micmac de Terre-Neuve aux Indiens de la Colombie-Britannique au sujet desquels M. Fraser en sait si long.

Je crois que de cette façon, nous avons fait énormément de progrès et j'ai été fort heureux de voir qu'on a tout au moins inclus pour la première fois dans nos documents officiels le mot «aborigène», car auparavant il n'était pas reconnu de façon officielle par la Cour suprême du Canada.

J'étais heureux de voir que le gouvernement ait fait quelque chose dans ce sens. J'étais aussi heureux de constater qu'on avait prévu des fonds pour les enquêtes et que le Premier ministre était prêt à discuter au cours de la conférence des premiers ministres des différents problèmes des Indiens.

Cela dit, j'ajouterai qu'il y a des questions qui m'inquiètent au sujet de cette modification. Que veut dire la phrase: «dont la raison-d'être se justifie...»? Est-ce que ceci dépend de la norme établie à l'article 1? Que veut dire: «toucher les peuples autochtones sur les plans économiques»? De quelle culture s'agit-il? De quel plan associatif s'agit-il dans le cas des autochtones?

Est-ce que nous ne voulons mettre dans la constitution une stipulation qui soit basée uniquement sur la race?

[Text]

On the northern pipeline, for instance, there are at present clauses which restrict employment to natives and women and residents in that area. We do not support that.

We support natives and women, but not to specific residents in that particular area. We think it should be open to all natives, and all women in Canada.

So we do have some philosophical differences on this particular clause.

While we are trying to balance mobility and culture—which is very important, culture; you can trace my track record for the past five years when I was going around the country saying exactly the same thing, when I was on the CRTC—having looked at that balance, we are not prepared as this time to support this particular clause.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Irwin.

I would like to invite the honourable Jake Epp on the proposed amendment.

Mr. Epp.

Mr. Epp: Thank you, Mr. Chairman.

This amendment which has been put forward by my friend, Mr. Ittinuar, is one which I think is put forward with a lot of sincerity, and is also a reflection of the development of northern Canada as it is seen in the eyes of many people there who want development but in such a way that they could retain their culture.

I must admit, Mr. Chairman—and I am not trying to stretch the limits of your indulgence—that I find whole question of Clause 6, the mobility clause, very difficult; because while I support mobility in principle—and I will refer to that when I get to the clause—I feel this is one clause where we have not spent sufficient time on in terms of witnesses and of evidence.

There may be members of the Committee who may disagree with me on that; but I think the record would indicate that there is some truth to what I have said.

It is for this reason, Mr. Chairman, that I was hoping that we would have a Minister of employment and immigration before the Committee, because this matter has far-reaching impact on not only the North, and specifically on the North, but it goes well beyond that.

If we were to ask the Canadian people, “Are you in favour of mobility rights?” And went on to say that mobility rights are interpreted that you have the right to travel anywhere in Canada and to hold a job or to have a business, then the answer it yes—almost 100 per cent. I think members around this Committee table would have very little difficulty with that concept in that philosophical framework.

[Translation]

Dans le cas du pipeline du Nord, par exemple, il existe actuellement des articles qui limitent l'emploi aux autochtones, aux femmes et aux résidents de ces régions. Nous ne sommes pas en faveur de cette façon de procéder.

Nous sommes en faveur des autochtones et des femmes mais non pas en faveur d'aider uniquement les résidents de ces régions et nous voulons que ce soient tous les autochtones et toutes les femmes au Canada qui puissent profiter de ces emplois.

Nous avons donc, au sujet de cet article, une conception différente.

Nous essayons d'équilibrer la liberté de circulation de la culture, car la culture constitue un facteur très important. Je vous dirai qu'au cours des cinq dernières années jusque lorsque je voyageais dans le pays, j'ai déclaré exactement la même chose. Lorsque je faisais partie du CRTC, j'ai examiné cet équilibre, je l'ai indiqué la même chose, et je ne suis pas prêt à appuyer pour l'instant cet article.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Irwin.

Je voudrais maintenant inviter l'honorable Jake Epp à commenter cette modification proposée.

M. Epp, vous avez la parole.

M. Epp: Merci, monsieur le président.

C'est mon ami, M. Ittinuar, qui a présenté cette modification et je crois qu'il s'est montré très sincère et qu'il a voulu, dans cette modification, tenir compte de l'évolution du Nord canadien telle que la conçoivent beaucoup de gens là-bas qui veulent qu'il y ait évolution mais qui veulent conserver leur culture.

Je dois admettre, monsieur le président, et je n'essaie pas d'abuser de votre indulgence, que je trouve que tout cet article 6 sur la liberté de la circulation et d'établissement crée de graves difficultés. Car si je suis en faveur en principe de la liberté de circulation, et j'en discuterai lorsque j'en arriverai à cet article, je crois que dans le cas de cet article nous n'avons pas entendu suffisamment de témoins et nous n'avons pas obtenu suffisamment de preuves.

Il y a peut-être des membres du comité qui ne sont pas d'accord avec moi mais, en regardant les faits, on peut se rendre compte qu'il y a du vrai dans ce que j'ai dit.

C'est pour cette raison, monsieur le président, que j'espérais que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration témoigne au comité car cette question a des répercussions fort grandes et non seulement pour le Nord, mais des répercussions qui vont bien au-delà de ce qui s'applique au Nord.

Si on devait demander aux Canadiens: êtes-vous en faveur de la liberté de circulation et d'établissement? et qu'on en disait que cette liberté s'interprétait comme étant le droit de voyager n'importe où au Canada et d'occuper un emploi ou d'avoir une affaire n'importe où au Canada, je crois que les Canadiens répondraient «oui» presque à 100 p. 100. Je vois que les membres de ce comité n'auraient pas beaucoup de mal à résoudre la question dans cette optique.

[Texte]

But you run into two problems once you leave that. One problem you run into is the long discussion which took place this summer in the topic known as "Powers over the economy". There was no agreement between the federal and provincial governments on that topic.

Here we are now thrust into that debate, the debate not having ended or taken to any conclusion or resolution; and we are suddenly thrust into it and we are now to make a decision.

Now, we on this side can say that at least we are not caught in the same dilemma as the government and the NDP because we will not support the imposition and we will refer the whole matter back to the provinces at the appropriate time through a motion.

But that does not take care of the problems of Mr. Ittinuar and the residents north of 60°.

There is, without question, a need—and I am speaking specifically to the amendment now—a need to protect the environment, to be conscience of the social impact of development, and at the same time balancing development in that area, and the need for development.

I am worried frankly that if this were to pass—and I say this to Mr. Ittinuar; he and I have established a relationship where we can have these discussions—it worries me that we would have the same difficulty if this were passed—the same difficulty across the north as the difficulty which I feel has developed through the Berger Commission.

While there has been certain advantages from the Berger Commission, there has been—and we should be blunt about it—difficulty on individual lives and individual development through the MacKenzie Valley.

That is just the reality that we face.

For instance, in legislation—and I thought Mr. Irwin made the case very well for us—in legislation in many of these areas of social policy it would be much better to leave it to the legislators, to Parliaments, the legislative assemblies to pass legislation like the Northern Pipeline Agency Act, where we then have in fact incorporated a number of these principles in legislation for a specific project. I support that.

To put it in the constitution and to be able to use now that constitutional provision, to literally freeze the north through litigation, I do not think is of service to the northern people and when I say that I fully admit to Mr. Ittinuar immediately that I am not addressing specifically his problem either.

So, what I say to you, Mr. Chairman, is that the intention is good, but while it is so broad I want to come back when this amendment has been taken care of to get into the question of mobility, because I have many questions as to how do we protect the North, the residents of the North, not only the social impact of development but that proper development can take place and they can have some advantages.

[Traduction]

Mais il y a deux difficultés lorsque vous allez plus loin. L'un de ces problèmes, c'est celui que nous avons rencontré au cours de la discussion prolongée qui a eu lieu cet été au sujet de la question des pouvoirs sur l'économie. Le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux n'ont pas pu s'entendre à ce sujet.

Nous revoilà donc lancés dans ce débat, c'est-à-dire que le débat n'a pas été conclu et il nous faut maintenant prendre une décision.

Nous pouvons cependant, de ce côté, dire que tout au moins nous ne sommes pas pris par ce même dilemme comme le sont le gouvernement et le NDP, car nous n'appuierons pas l'imposition de ces mesures et nous renverrons toute la question aux gouvernements provinciaux au moment approprié par le moyen d'une motion.

Mais ceci ne règle pas les problèmes de M. Ittinuar et des résidents au nord du 60°.

Il existe, sans aucun doute, une nécessité, et maintenant je discute précisément de la modification, une nécessité de protéger l'environnement. Il faut être conscient des répercussions sociales du développement et d'un autre côté, il faut équilibrer le développement dans cette région.

Je m'inquiète franchement dans le cas où on adopterait cette modification, et je puis dans le cadre de mes rapports avec M. Ittinuar le lui dire, je m'inquiète du fait que si nous adoptions cette modification, nous nous trouverions en face des mêmes difficultés dans le nord que celles devant lesquelles nous nous sommes trouvés après l'étude de la Commission Berger.

Même si cette Commission Berger a révélé certains avantages, il n'en reste pas moins, il faut être franc et le dire carrément, qu'elle a aussi dévoilé des difficultés pour des particuliers et pour des entreprises particulières dans toute la Vallée du MacKenzie.

Il faut être réaliste!

Dans le domaine de la législation, et je crois M. Irvin nous l'a fort bien prouvé, dans bien des domaines de politique sociale, il vaut beaucoup mieux laisser les législateurs, les parlements, les assemblées législatives adopter les lois telles que la Loi sur l'administration du pipe-line du Nord, car alors sont incorporés dans ces lois un certain nombre de ces principes dans l'optique d'un projet en particulier. Je suis en faveur de cette façon de procéder.

Mais intégrer cela dans la constitution, c'est risquer que les gens du nord se fondent là-dessus pour recourir aux tribunaux et de n'est pas leur rendre service. Lorsque je dis ceci, j'admets franchement, monsieur Ittinuar, que je règle pas non plus le problème.

Je vous dirai donc, monsieur le président, que même si l'intention est bonne, je considère que le sujet est trop vaste et j'aimerais revenir à la charge lorsqu'on aura décidé du sort de cette modification, afin de discuter de la question de la liberté de circulation. En effet, j'ai beaucoup de questions à poser quant à savoir comment on protégera le nord, les résidents du nord, non pas seulement dans le cas des répercussions sur le plan social des développements qui auront lieu dans ces régions, mais afin de s'assurer que les développements qu'on

[Text]

I disagree frankly with Mr. Irwin when he says that he is not in favour of summer residency requirement. I say to you, in all frankness, the 25,000 people in the Yukon or the 45,000 in the Northwest Territories, if you are not going to have some provisions whereby they can have some advantage from the economic development which is going to take place in that area, some protection, then you are not recognizing the reality that exists there.

I say to you frankly that if that is not addressed around this table and not at three minutes to 10 o'clock one evening, then we are not doing justice to those people or to Canada and some of us very firmly believe that the future of Canada is north of 60. But I think that future is to be orderly.

I say to Mr. Ittinuar, with as much frankness as I can muster, that there are many of the principles I endorse and support which you have in your amendment.

I disagree with their inclusion at this stage, but I would say that I would want to get back to the mobility question because you have some valid points and somehow we have to cover the mobility question. You are right on that.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, the honourable Jake Epp.

I would like now to invite the honourable Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: Thank you, Mr. Chairman. I would like to continue with the comments I started a few minutes ago.

First of all, since I feel so strongly about this issue, I would like to pick up on an argument that Mr. Epp was making that he should be leaving some of this to the legislatures.

I would like to point out that, in my opinion, in this case we are not dealing with an area of Canada that is a province. The Northwest Territories are a territory. They do not have a provincial legislature.

If they were to try to pass legislation in the territories, despite the fact that they are not a province, then they are up against that disadvantage to begin with.

They are also up against the additional disadvantage that we have already passed, assuming that this goes through, a charter of rights in our constitution which calls for mobility rights, and the mobility rights here are pretty strong, saying that every citizen of Canada and every person who has the status of a resident has the right to move to and take up residence in any province and to pursue the gaining of a livelihood in any province.

I gather from your earlier explanation that this also applies to the territories.

[Translation]

fait là-bas sont appropriés et que les gens du nord peuvent en tirer certains avantages.

Je ne suis pas du tout d'accord avec M. Irwin lorsqu'il dit qu'il n'est pas en faveur de la résidence d'été. Je vous dirai en toute franchise, que si vous pensez que les 25,000 personnes qui habitent le Yukon et les 45,000 personnes qui habitent les Territoires du Nord-Ouest n'ont pas le droit de tirer certains avantages des développements économiques qui auront lieu dans ces régions, vous ne reconnaissez pas effectivement quelle est la situation là-bas..

Je vous dirai franchement que si on ne discute pas convenablement de cette question, c'est-à-dire si on ne discute pas de cette question à un autre moment qu'à dix heures moins 3 un soir, on ne rendra pas justice à ces gens ni au Canada d'ailleurs. Certains d'entre nous pensent réellement que l'avenir du Canada se trouve au nord du 60° parallèle. Mais à mon avis il faut que cet avenir soit ordonné.

Je dirais à M. Ittinuar, avec toute la franchise possible, que dans sa modification, il a beaucoup de principes que j'appuie.

Mais je ne suis pas d'accord pour qu'à cette étape du processus, on les inclut. Je dirais que je voudrais en revenir à cette question de la liberté de circulation car vous avez présenté là des points qui sont pertinents et nous devons de toute façon éclaircir cette question. Dans ce cas, vous avez parfaitement raison.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, honorable Jake Epp.

Je voudrais maintenant inviter l'honorable M. Nystrom à parler.

M. Nystrom: Merci, monsieur le président. Je voudrais continuer dans le même sens que ces commentaires que j'avais lancés il y a quelques minutes.

Tout d'abord, vu que j'ai pris fortement position dans ce cas, je voudrais reprendre un argument qu'a présenté M. Epp comme quoi ces assemblées législatives provinciales devraient s'occuper de régler une partie de ces questions.

Je ferai remarquer que dans ce cas nous ne traitons pas d'une région du Canada qui est une province. Les Territoires du nord-ouest constituent un territoire et il n'y a pas là une assemblée législative provinciale.

Si dans ces territoires on a adopté des lois, même s'il ne s'agit pas d'une province, il faut considérer qu'on se trouve dès le début désavantagé.

Le désavantage est d'autant plus grand du fait que nous avons déjà adopté, en supposant qu'on l'adopte, une charte des droits intégrée dans notre Constitution qui déclare qu'il existe une liberté de circulation et d'établissement, liberté fort grande puisque chaque citoyen du Canada et chaque personne qui a un statut de résident a le droit de se déplacer et d'habiter dans n'importe quelle province et d'y occuper un emploi rémunéré.

Je crois comprendre d'après votre explication plus tôt que ceci s'appliquerait aux Territoires.

[Texte]

So, I would think with respect to Mr. Epp, I would think if this charter of rights goes through as written, that the Northwest Territories, indeed the Yukon, would have very little clout; it would be a loaded dice—a stacked deck in essence for the people of the north.

Since it is getting very close to 10 o'clock, I would like to request or suggest, rather, that members think about this over the evening and come back tomorrow morning, because it is a very important issue.

What Mr. Ittinuar is saying here is that this is not something that is absolute. If you were to check the wording here you will see that he and his people are applying and suggesting that there be a reasonableness test, and that any laws or practices which are reasonably justifiable—so if something is not reasonable it can be struck down by the courts. So you have to be reasonable, and you cannot be extreme or foolish. We always have that protection.

The other matter is that in Mr. Ittinuar's amendment, what he is suggesting is also subject to the rights in Clause 6(2). Clause 6(2) of course, concerns itself with the mobility rights, the freedom to move in any province, to settle in any province and so on.

So what he is suggesting here is subject to all of those rights.

I think, Mr. Chairman, that there is adequate protection there. He is not trying to build a wall around the North or turn it into a ghetto for the people living there now. He has made that very, very clear.

Perhaps if there is some doubt with regard to the specific wording, perhaps we can get some of the experts to clarify it.

But the arguments of Mr. Ittinuar are very important, very important for the way of life in the north. The way of life in the North can be easily disrupted by the huge projects, by a lot of people coming in from the south, bringing several thousand workers with all the problems that creates in northern Canada where there are not many people. It can be a tremendous disruption on the lifestyle of the north and on the social impact in the north, the culture, the economy of the north.

We all know of circumstances and situations where it has already happened.

The second point that Mr. Ittinuar has mentioned which, in my opinion, is vitally important is the area of the environment.

We all know the problems of the permafrost in the north, the fragility of the environment and if you have a project—and I see I am being cut off, Mr. Chairman; it is a couple of minutes after ten o'clock. Perhaps we will call it 10 o'clock and deal with this tomorrow morning.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): We will adjourn to 9:30 tomorrow morning.

La séance est levée.

[Traduction]

Je dirais donc à M. Epp, que si cette charte des droits est adoptée telle que rédigée actuellement, les territoires du nord-ouest, et aussi le Yukon, auraient fort peu de moyens de pression. Les dés seraient déjà pipés pour les gens du Nord.

Vu qu'il est maintenant 10 h 00, je proposerais que les membres du Comité réfléchissent à cette question dans la soirée et reviennent demain matin en discuter car c'est une question fort importante.

Ce que M. Ittinuar nous dit ici, c'est que nous ne sommes pas en face de stipulation absolue. Si vous vérifiez le libellé, on propose s'appliquer le test de savoir si c'est raisonnable et par conséquent toute loi ou pratique qui se justifie pourra être appliquée, mais lorsque ces lois et pratiques ne se justifient pas, les tribunaux peuvent décider de les supprimer. Il y a donc une protection inscrite ici.

D'autre part, ce que M. Ittinuar propose dans sa modification est aussi sujet aux conditions indiquées au point de vue droits dans l'article 6(2). Ce paragraphe 2 de l'article 6 traite naturellement de la liberté de circulation, d'établir sa résidence dans toute province, etc.

Par conséquent, ce qu'il propose dans sa modification est aussi assujéti à toutes ces autres conditions.

Je crois, monsieur le président, que la protection prévue ici est suffisante. Monsieur Ittinuar n'essaie pas de construire un mur autour du Nord ou de transformer en ghetto ces régions et je crois que M. Ittinuar a bien précisé cela.

S'il y a des doutes au sujet du libellé, nous pouvons demander à des experts de clarifier la question.

Mais les raisons invoquées par M. Ittinuar sont fort importantes pour préserver le mode de vie dans le Nord. D'importantes réalisations, constructions etc., dans le Nord, peuvent bouleverser l'écologie, c'est-à-dire que si une grande quantité de personnes se rendent dans le Nord, tous les problèmes qui en résulteront pourraient être fort graves car actuellement la population est clairsemée. Par conséquent le mode de vie du Nord pourrait être bouleversé, c'est-à-dire la culture, l'économie etc., en cas de lancement de projets importants.

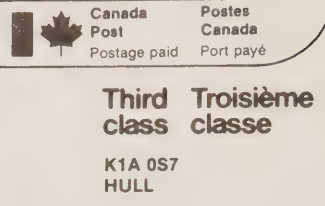
Nous avons tous à l'esprit des exemples de situations qui se sont produites dans le passé.

Ce que M. Ittinuar a mentionné ici est à mon avis d'importance vitale dans le domaine de l'environnement.

Nous connaissons tous les problèmes du pergélisol dans le Nord, de la fragilité de l'environnement dans le cas du lancement de grands projets... mais je vois qu'on me coupe la parole et nous avons déjà dépassé de plusieurs minutes 22 h 00. Alors, disons que nous discuterons de cette question demain matin.

Le coprésident (M. Joyal): Nous levons la séance et nous recommencerons à 09 h 30 demain matin.

The meeting is adjourned.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of Justice:

Mr. Roger Tassé, Q.C., Deputy Minister;

Dr. B. L. Strayer, Q.C., Assistant Deputy Minister, Public
Law.

Du ministère de la Justice:

M. Roger Tassé, c.r., sous-ministre;

M. B. L. Strayer, c.r., sous-ministre adjoint, Droit public.

SENATE
HOUSE OF COMMONS

Issue No. 44

Friday, January 23, 1981

Joint Chairmen:

Senator Harry Hays, P.C.
Serge Joyal, M.P.

SÉNAT
CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 44

Le vendredi 23 janvier 1981

Coprésidents:

Sénateur Harry Hays, c.p.
Serge Joyal, député

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Special Joint Committee of
the Senate and of
the House of Commons on the*

Constitution of Canada

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité mixte spécial
du Sénat et de
la Chambre des communes sur la*

Constitution du Canada

RESPECTING:

The document entitled "Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada" published by the Government on October 2, 1980

CONCERNANT:

Le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980

APPEARING:

The Honourable Robert P. Kaplan,
Acting Minister of Justice

COMPARAÎT:

L'honorable Robert P. Kaplan,
ministre de la Justice suppléant

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981

SPECIAL JOINT COMMITTEE OF
THE SENATE AND OF THE HOUSE
OF COMMONS ON THE CONSTITUTION
OF CANADA

Joint Chairmen:

Senator Harry Hays, P.C.
Serge Joyal, M.P.

Representing the Senate:

Senators:

Cottreau	Muir
Lapointe	Petten
Lucier	

Representing the House of Commons:

Messrs.

Beatty	Epp
Bockstael	Fraser
Bossy	Gingras
Corbin	Gustafson

COMITÉ MIXTE SPÉCIAL DU SÉNAT
ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES
SUR LA CONSTITUTION DU CANADA

Coprésidents:

Sénateur Harry Hays, c.p.
Serge Joyal, député

Représentant le Sénat:

Les sénateurs:

Rousseau	Wood
Tremblay	Yuzyk—10

Représentant la Chambre des communes:

Messieurs

Hawkes	McGrath
Irwin	Nystrom
Lapierre	Robinson (<i>Burnaby</i>)—15
Mackasey	

(Quorum 12)

Les cogreffiers du Comité

Richard Prigent

Paul Bélisle

Joint Clerks of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b) of the House of Commons:

Mr. Bossy replaced Miss Campbell (*South West Nova*);
Mr. Robinson (*Burnaby*) replaced Mr. Ittinuar;
Mr. Gustafson replaced Mr. Fraser.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement de la Chambre des communes:

M. Bossy remplace M^{lle} Campbell (*South West Nova*);
M. Robinson (*Burnaby*) remplace M. Ittinuar;
M. Gustafson remplace M. Fraser.

Pursuant to an order of the Senate adopted November 5, 1980:

Senator Wood replaced Senator Austin.

Conformément à un ordre du Sénat adopté le 5 novembre 1980:

Le sénateur Wood remplace le sénateur Austin.

MINUTES OF PROCEEDINGS

FRIDAY, JANUARY 23, 1981
(79)

[Text]

The Special Joint Committee on the Constitution of Canada met this day at 9:39 o'clock a.m., the Joint Chairman, Mr. Joyal, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Côtteau, Hays, Lapointe, Lucier, Petten, Rousseau, Tremblay, Wood and Yuzyk.

Representing the House of Commons: Messrs. Beatty, Bockstael, Bossy, Corbin, Epp, Fraser, Gingras, Gustafson, Hawkes, Irwin, Joyal, Lapierre, Mackasey, McGrath, Nystrom and Robinson (*Burnaby*).

Other Member present: Mr. Rose.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Messrs. Paul Martin and John McDonough, Researchers.

Appearing: The Honourable Robert P. Kaplan, Acting Minister of Justice.

Witnesses: From the Department of Justice: Mr. Roger Tassé, Q.C., Deputy Minister and Dr. B. L. Strayer, Q.C., Assistant Deputy Minister, Public Law.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the Senate dated November 3, 1980 and its Order of Reference from the House of Commons dated October 23, 1980, both relating to the document entitled "Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada" published by the Government on October 2, 1980. (See *Minutes of Proceedings, Thursday, November 6, 1980, Issue No. 1.*)

The Committee resumed consideration of the motion of Mr. Itinuar,—That Clause 6 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by (a) striking out the word "and" at the end of paragraph 6(3)(a) on page 4; and (b) striking out line 23 on page 4 and substituting the following:

"services; and

(c) any laws or practices that are reasonably justifiable for the purpose of mitigating any environmental or social impact of any activity on the community, culture, economy or society of any of the aboriginal peoples of Canada."

The amendment was allowed to stand.

Clause 6 was allowed to stand.

On Clause 7 of the proposed Constitution Act, 1980,

Mr. Robinson (*Burnaby*), moved,—That Clause 7 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out line 24 on page 4 and substituting the following:

"7. Every individual has the right to life, liberty"

After debate, the question being put on the amendment, it was negatived on the following show of hands: YEAS: 2; NAYS: 20.

PROCÈS-VERBAL

LE VENDREDI 23 JANVIER 1981
(79)

[Traduction]

Le Comité mixte spécial sur la Constitution du Canada se réunit aujourd'hui à 9 h 39 sous la présidence de M. Joyal (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Côtteau, Hays, Lapointe, Lucier, Petten, Rousseau, Tremblay, Wood et Yuzyk.

Représentant la Chambre des communes: MM. Beatty, Bockstael, Bossy, Corbin, Epp, Fraser, Gingras, Gustafson, Hawkes, Irwin, Joyal, Lapierre, Mackasey, McGrath, Nystrom et Robinson (*Burnaby*).

Autre député présent: M. Rose.

Aussi présents: Du Service de recherches de la Bibliothèque du Parlement: MM. Paul Martin et John McDonough, recherchistes.

Comparaît: L'honorable Robert P. Kaplan, ministre de la Justice suppléant.

Témoins: Du ministère de la Justice: M. Roger Tassé, c.r., sous-ministre et M. B. L. Strayer, c.r., sous-ministre adjoint, Droit public.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du Sénat, du 3 novembre 1980 et de son ordre de renvoi de la Chambre des communes du 23 octobre 1980, tous deux portant sur le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980. (*Voir procès-verbal du jeudi 6 novembre 1980, Fascicule n° 1.*)

Le Comité reprend l'étude de la motion de M. Itinuar,—Que l'article 6 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 22 à 24, de ce qui suit:

«c) aux lois et usages dont la raison d'être se justifie par le souci d'atténuer les conséquences écologiques ou sociales défavorables de toute activité susceptible de toucher les peuples autochtones du Canada sur les plans collectif, culturel, économique ou associatif.»

L'amendement est réservé.

L'article 6 est réservé.

Quant à l'article 7 du projet de Loi constitutionnelle de 1980,

M. Robinson (*Burnaby*) propose,—Que l'article 7 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié en remplaçant la ligne 25, page 4, par ce qui suit:

«7. Chacun a droit à la vie, à la liberté»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté par un vote à mains levées par 20 voix contre 2.

Mr. Beatty moved,—That Clause 7 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out lines 24 to 27 on page 4 and substituting the following:

“7. Everyone has the right to life, liberty, security of the person and enjoyment of property and the right not to be deprived thereof except in accordance with principles of natural justice.”

After debate, at 11:05 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

M. Beatty propose,—Que l'article 7 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié en remplaçant les lignes 25 à 28, à la page 4, par ce qui suit:

«7. Chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne et jouissance de la propriété; il ne peut être porté atteinte à ce droit qu'en conformité avec les principes de justice fondamentale.»

Après débat, à 11 h 5, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Les cogreffiers du Comité

Richard Prigent

Paul Bélisle

Joint Clerks of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Friday, January 23, 1981

• 0940

[Texte]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Order, please. May I request the honourable members to take their seats so that we can resume consideration of the amendment moved by Mr. Ittinuar on behalf of the NDP Party; but before I invite honourable John Fraser, who was on my list of speakers last night on the proposed motion, I would like to draw the attention of the honourable members to, and I do not want to use a political word, a package of amendments that have been circulated and those amendments deal with Clause 6 of course, Clause 7 of the proposed motion, Clause 8, Clause 9 and Clause 10.

On Clause 6—*Rights of citizens to move.*

The Joint Chairman (Mr. Joyal): So I think that it will make the work of honourable members much easier by having made available to them all the amendments so that they could have quick reference to what is coming up. They can study them and think them over and when the Chair calls the amendments it is much easier to have them at hand than to wait for them to be distributed.

So on the proposed motion of Mr. Ittinuar I would like to invite honourable John Fraser who indicated to me last night that he wanted to speak, unless honourable James McGrath at this point wants to make some comments.

Mr. Fraser: Mr. Chairman . . .

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Honourable Fraser?

Mr. Fraser: I had a discussion a few minutes ago with my colleague, Mr. Epp, and he indicated to me that there may be some accord between ourselves and our colleagues in the New Democratic Party to let that clause stand because I think our people are looking at the wording, and I see Mr. Ittinuar agreeing with me, so through you, Mr. Chairman, and with Mr. Ittinuar's agreement we could let it stand for now.

Mr. Nystrom: Just on a point of order, Mr. Chairman, is Mr. Fraser referring to the entire Clause 6 or just the amendment moved by Mr. Ittinuar?

Mr. McGrath: No, we are referring to the amendment and I perhaps would like to—that is subject to confirmation by my colleague who is now engaged in a telephone conversation, but certainly on Mr. Ittinuar's amendment we would like time.

Mr. Fraser: Mr. Chairman, I wonder could we just let it stand at the moment.

Mr. McGrath: If there is agreement to letting it stand, we could go on to Clause 7.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Maybe we could have an indication for how long we should stand the Clause. Should we stand the Clause until we have completed the other clauses or if we have to come back, on maybe Monday evening. Give me an indication, generally. I cannot stand a clause for standing a clause. I have to know when I will have to call back the clause. That is why I invite you to give me more information on your proposal.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le vendredi 23 janvier 1981

[Traduction]

Le coprésident (M. Joyal): A l'ordre, s'il vous plaît. Je vous demande de bien vouloir prendre place de manière à ce que nous puissions reprendre l'étude de l'amendement proposé par monsieur Ittinuar au nom du Parti néo-démocrate; mais auparavant, je vais donner la parole à l'honorable John Fraser, qui était sur ma liste hier soir; je signale aux membres du comité qu'une liste d'amendements—évitons les termes politiques—a été distribuée et que ces amendements concernent l'article 6, bien sûr, et les articles 7, 8, 9 et 10 du projet de résolution.

Article 6—*Liberté de circulation et d'établissement*

Le coprésident (M. Joyal): En mettant ces amendements à la disposition des membres du comité, leur tâche sera facilitée puisqu'ils pourront prendre rapidement connaissance de ce qui les attend. Ils pourront les étudier et y réfléchir et lorsque le président mettra ces amendements en délibération, ils n'auront pas à attendre qu'on les leur distribue.

Je vais donc céder la parole à l'honorable John Fraser qui m'a dit hier soir qu'il souhaitait intervenir sur l'amendement de monsieur Ittinuar,—à moins que l'honorable James McGrath ne veuille faire une remarque?

M. Fraser: Monsieur le président . . .

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Fraser?

M. Fraser: Il y a quelques instants, je me suis entretenu avec mon collègue, monsieur Epp, et celui-ci m'a fait savoir que nous pourrions nous entendre avec nos collègues néo-démocrates pour réserver l'article; en effet, nous en étudions le libellé, et je vois que monsieur Ittinuar est d'accord avec moi; avec l'assentiment de monsieur Ittinuar donc, monsieur le président, je demande que cet article soit réservé.

M. Nystrom: J'invoque le Règlement, monsieur le président; monsieur Fraser parle-t-il de l'article 6 tout entier ou uniquement de l'amendement proposé par monsieur Ittinuar?

M. McGrath: C'est de l'amendement que nous parlons; nous voudrions avoir du temps pour l'étudier, mais mon collègue qui est actuellement au téléphone vous le confirmera.

M. Fraser: Monsieur le président, pouvons-nous laisser cela de côté pour l'instant?

M. McGrath: Si tout le monde est d'accord pour le réserver, nous pouvons passer à l'article 7.

Le coprésident (M. Joyal): Vous pouvez peut-être nous dire pendant combien de temps nous devons réserver cet article. Faut-il attendre que nous ayons terminé l'étude des autres articles ou bien allons-nous y revenir lundi soir, par exemple? Donnez-moi une idée. Je ne peux pas réserver un article éternellement. Il faut que je sache quand je pourrai le mettre en délibération. C'est pourquoi je vous invite à préciser vos intentions.

[Text]

Mr. McGrath: I say with great respect we still have 53 clauses to go, Mr. Chairman, there is lots of work ahead of us, but to satisfy your concern, Monday would be fine, perhaps maybe Tuesday, but certainly we would have some indication Monday.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): So maybe Mr. Corbin . . .

Mr. Corbin: Mr. Chairman, we are prepared to come back to this clause at any time and dispose of it. We have had consultation in our group on the substance of it yesterday and we are prepared to deal with it at any time. Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Corbin. I understand with general consent, we would stand that clause until further consideration with the representatives of the Conservative Party and the NDP Party later on Monday or Tuesday so that the Chair can call back the amendment and then the Clause 6.

Clause 6 allowed to stand.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): So I would like then to move on Clause 7.

On Clause 7—*Life, liberty and security of person*

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to invite at this point Mr. Robinson who has notified the Clerk that the NDP Party might have another amendment on Clause 7 and I have not been served notice of that amendment.

Maybe Mr. Robinson could indicate to me what would be the content of the proposed amendment.

And I understand that I would like to deal with that amendment at this point because I think that amendment addressed itself to the very first word of Clause 7.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I am in a position of some difficulty here. I anticipated we would be dealing with mobility rights in Section 6 and it was only following the discussions with Mr. Epp that it was agreed to stand this particular clause.

In view of that, there is no written submission of this proposed amendment and if we could receive agreement from honourable members to dispense with written notice of the proposed amendment, we could deal with it now, otherwise I would ask for a brief recess to enable us to put it in writing in view of the change in our agenda.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I think Mr. Robinson, if I have well understood what I have been informed by our Clerk, I think it is to substitute on line 25 of page 4, the first word "everyone" of Clause 7 by the word "every person".

Mr. Robinson: "Every individual", Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): By "every individual". I think honourable members around the table can take written notice of that amendment and I do not really see the need at this point to take a recess. I think it is easily understood understandable by, I should say, every individual around the table. And of course, I do not want honourable members to interpret that as being the position of the Chair on the opportunity to receive the amendment. So maybe Mr. Robinson could make the usual presentation on the amendment.

Mr. Robinson: Yes Mr. Chairman, as I say we are moving slightly faster in this Committee than we anticipated, not having expected to be at Clause 7 at this particular point.

[Translation]

M. McGrath: Excusez-moi, mais il nous reste encore 53 articles à étudier, monsieur le président; une tâche énorme nous attend, mais pour calmer vos inquiétudes, lundi nous conviendrait ou peut-être mardi; mais nous saurons à quoi nous en tenir lundi.

Le coprésident (M. Joyal): M. Corbin pourrait alors . . .

M. Corbin: Monsieur le président, nous sommes prêts à revenir à n'importe quel moment sur cet article pour l'adopter. Nous nous sommes consultés hier sur ce qu'il renferme et nous sommes prêts à en discuter dès qu'il vous plaira. Merci.

Le coprésident (M. Joyal): Thank you very much, Mr. Corbin. Avec votre consentement unanime, nous pouvons réserver cet article jusqu'à lundi ou mardi pour permettre aux représentants du Parti conservateur et du Parti néo-démocrate de l'examiner; le président pourra alors mettre en délibération l'amendement puis l'article 6.

L'article 6 est réservé.

Le coprésident (M. Joyal): Je voudrais donc que nous passions à l'article 7.

Article 7—*Vie, liberté et sécurité*

Le coprésident (M. Joyal): Je vais maintenant donner la parole à M. Robinson puisqu'il a fait savoir au greffier que le Parti néo-démocrate aurait un nouvel amendement concernant l'article 7, ce dont je n'ai pas été avisé.

Monsieur Robinson peut-il me dire ce que renferme ce projet d'amendement?

Je voudrais que nous en discussions maintenant puisque cet amendement porte sur le tout premier mot de l'article 7.

M. Robinson: Je suis dans l'embarras, monsieur le président. Je comptais que nous allions discuter de l'article 6 et de la liberté de circulation et d'établissement et ce n'est qu'après en avoir discuté avec M. Epp qu'on a décidé de réserver cet article.

De ce fait, je n'ai pas de texte écrit à vous soumettre mais si les membres du Comité acceptent de nous dispenser de donner le texte de cet amendement par écrit, nous pouvons en discuter dès maintenant; sinon, étant donné ce changement à l'ordre du jour, je vais demander une brève suspension de séance pour que nous puissions le rédiger.

Le coprésident (M. Joyal): Si j'ai bien compris ce que m'a dit notre greffier, monsieur Robinson, vous voulez remplacer, à la page 4, ligne 25, le premier mot de l'article 7, c'est-à-dire «chacun», par l'expression «toute personne».

M. Robinson: «Toute personne», monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Par «toute personne». Je crois que les membres du Comité peuvent prendre note de cet amendement sans qu'il soit nécessaire de suspendre la séance. Je crois que c'est à la portée de tous ceux qui sont assis autour de cette table. Ne croyez pas que j'accepte l'amendement pour autant. M. Robinson pourra donc présenter cet amendement, comme il est d'usage.

M. Robinson: Oui, monsieur le président, je répète que le Comité avance un peu plus vite que nous le pensions et nous n'avions pas prévu d'arriver si vite à l'article 7.

[Texte]

In any event, I would move then formally that we delete in line 24, I believe it is of the original clause, the word "everyone" and insert in its place the words "every individual", and of course the French version would be to delete the word "chacun" in Clause 7 and substitute the word "chaque individu". I believe that would be the appropriate translation.

Mr. Chairman, the purpose of this proposed amendment is to specify very clearly that what we are talking about in Clause 7 is precisely what we are talking about in Clause 15. That is "natural persons" and not "artificial persons" or "corporations".

Section 15 originally read "everyone" and the government, and I certainly think the government correctly changed those words to "every individual" and the explanatory notes read:

The word "everyone" would be replaced by the word "every individual" to make it clear that this right would apply to natural persons only.

Now Mr. Chairman, when we look at the rights which are dealt with in proposed Clause 7, we are talking about the right to life, to liberty and security of the person. And the right not to be deprived thereof except in accordance with the principles of fundamental justice.

Surely it cannot be argued that any of those rights in any way adds to the rights of corporations or of artificial corporations. There may be some who suggest, for example, that the reference to security of the person, could be extended to corporations. However, any extension which might be made under the rubric of fundamental justice, would I submit, be covered already by protections from unreasonable search or seizure in Section 8. And to anyone who would suggest that, in some way, the security of the person as applied to the corporate sector would be expanded in Clause 7, I would ask them what is the nature of that extension and what are you attempting to give to the corporate sector that is not already contained in Clause 7.

Clearly the right to life, and the right to liberty are ones which apply to natural persons, and do not apply to the corporate sector.

Now Mr. Chairman, I recognize that the government is tabling a proposed amendment that would add the right to the enjoyment of property and would change the words to "the principles of natural justice". For the right to the enjoyment of property, if this is to be accepted, and there will be a debate on that proposed amendment, again, should surely be restricted in this particular instance when we are talking about natural justice to individuals. That is the concern, even if the proposed government amendment is accepted.

So Mr. Chairman, in recognition of the fact that it is human beings we are talking about, and natural persons, very clearly in Clause 7, I suggest that the logic which compelled the government to change Clause 15 from "everyone" to "every individual" would be similarly applicable in Clause 7.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

[Traduction]

Quoi qu'en en soit, je propose en bonne et due forme qu'à la ligne 24 de l'article initial, nous supprimions le mot «chacun» et que nous le remplaçons par l'expression «toute personne» bien sûr, dans la version anglaise le mot «everyone» serait remplacé par l'expression «every individual».

Cet amendement, monsieur le président, a pour but de spécifier très clairement que ce que ce dont il est question dans l'article 7 recouvre exactement ce que renferme l'article 15. Autrement dit, il s'agit de «personnes naturelles» et non pas de «personnes artificielles» ou de «sociétés».

A l'origine, la version anglaise de l'article 15 commençait par le mot «everyone» et, avec juste raison, le parti de la majorité a remplacé ce mot par l'expression «every individual» et la note explicative dit ceci:

Le mot «everyone» serait remplacé par l'expression «every individual» pour qu'il soit bien clair que ce droit s'applique exclusivement aux personnes naturelles.

Or, monsieur le président, les droits garantis par l'article 7 sont les droits à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne. De plus, il ne peut être porté atteinte à ce droit qu'en conformité avec les principes de justice fondamentale.

On ne peut sûrement pas dire que l'un ou l'autre de ces droits ajoute quoi que ce soit aux droits dont jouissent déjà les sociétés ou les personnes morales. Certains diront peut-être que la sécurité de la personne peut être étendue aux sociétés. Je ferai cependant remarquer que l'extension d'un droit relevant de la justice fondamentale est déjà prévue dans les garanties de l'article 8 contre toute saisie ou perquisition abusive. Et à celui qui dirait que, d'une certaine manière, l'article 7 est aux entreprises ce qu'est la sécurité accordée à la personne, je demanderai quelle est la nature de cet élargissement et si ce qu'on cherche à accorder au secteur des entreprises n'est pas déjà contenu dans l'article 7.

De toute évidence, le droit à la vie et le droit à la liberté sont des droits qui s'appliquent aux personnes naturelles et non pas aux sociétés.

Monsieur le président, je sais que le gouvernement va déposer un amendement qui ajoutera le droit à la jouissance de la propriété et qui parlera des «principes de la justice naturelle». Ce projet d'amendement donnera lieu à un débat, mais si le droit à la jouissance de la propriété devait être accepté, je répète qu'il faudrait le limiter dans ce cas précis où la justice naturelle envers les personnes est en question. Voilà ce qui me préoccupe, même si l'amendement proposé par le gouvernement est adopté.

Dans la mesure, monsieur le président, où l'article 7 concerne sans ambiguïté les êtres humains et les personnes naturelles, le raisonnement qui a incité le gouvernement à remplacer le mot «everyone» par l'expression «every individual», dans l'article 15, devrait, selon moi, s'appliquer de la même façon à l'article 7.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

[Text]

Je voudrais inviter l'honorable Perrin Beatty.

Monsieur Beatty.

Mr. Beatty: Thank you, Mr. Chairman.

I listened Mr. Chairman, with a great deal of interest to my friend Mr. Robinson as he explained the NDP's rationale for changing the wording in Clause 7 and if I understood him correctly, he indicated that none of the rights which were conferred in this clause, could be construed in any way as applying to corporations at the present time.

If indeed that is the case, there is no need to change the wording so as to specifically exclude corporations. In other word, corporations could not claim the right to life, they could not claim the right to liberty or claim the right to security of person. Then there is not a need to specifically exclude them. I think that the concern of the NDP was indicated when Mr. Robinson spoke about the amendment which will be moving next, and that is to extend the right to enjoyment of property, and I gather that the reason why the NDP wants the amendment made at this point, is to ensure that the right to enjoy property, that one cannot be deprived of except in accordance with principles of natural justice, should not extend to corporations.

Mr. Chairman, I would indicate to members of the Committee, that they should look at this area very, very seriously because, and perhaps I would ask the question of Mr. Robinson, is it fair if we extend property rights for example, for a family farm, to individuals to own a family farm, and not to have that family farm taken away from them except under the principles of natural justice. In other words, that they be given the opportunity for a fair hearing and the expropriation that would take place, would be in accordance with legally acceptable means.

How is it different, from the family which incorporates its family farm, where the husband and wife and perhaps one of the children decide to incorporate their family farm because federal tax legislation makes it advantageous or desirable for them to do that. Why should that family then be deprived of their right to enjoyment of property because they have chosen to incorporate a family farm? I would argue that this would be discriminatory and most unfair, and that millions of Canadians would be deeply concerned about the elimination of this sort of protection for people who have incorporated small businesses or who have incorporated family farms.

The same thing, Mr. Chairman, clearly applies in the case of family who would incorporate a small business.

Surely, Mr. Chairman, if we believe in justice, we believe that property cannot be taken away from people, including people who have incorporated themselves in a business or in a family farm, except by legal methods, lawful means, and except after they have had a fair hearing, the right to express themselves and to express the reasons why they should not be deprived of that property.

I see no way, Mr. Chairman, in which the national interest, the public interest, is harmed by insuring that those two principles be respected. First of all, that property cannot be

[Translation]

I now give the floor to the Honourable Perrin Beatty.

Mr. Beatty.

M. Beatty: Merci, monsieur le président.

J'ai suivi avec beaucoup d'intérêt l'explication donnée par M. Robinson sur la raison pour laquelle le NPD veut modifier le libellé de l'article 7 et, si j'ai bien compris, aucun des droits garantis par cet article ne saurait actuellement être interprété comme s'appliquant aux sociétés.

Si c'était en effet le cas, il serait inutile de modifier le texte de cet article pour exclure spécifiquement les sociétés. Autrement dit, les sociétés ne pourraient revendiquer le droit à la vie, elles ne pourraient revendiquer le droit à la liberté ou le droit à la sécurité de leur personne. Il n'y a donc pas lieu de les exclure explicitement. Je crois que ce qui préoccupe le NPD a été exprimé par M. Robinson lorsqu'il a parlé de l'amendement suivant, dont le but est d'élargir le droit à la jouissance de la propriété; si le NPD tient à ce que son amendement soit adopté maintenant, c'est pour être sûr que le droit à la jouissance de la propriété, droit dont personne ne peut être privé, si ce n'est conformément aux principes de la justice naturelle, ne puisse être étendu aux sociétés.

Monsieur le président, j'exhorte les membres du Comité à étudier très attentivement cette question, et je vais poser à M. Robinson la question suivante: supposons que le droit à la propriété soit étendu à une ferme exploitée en famille; ne faut-il pas empêcher que cette famille puisse perdre sa ferme, sauf en vertu des principes de la justice naturelle? Autrement dit, elle doit avoir la possibilité de se défendre lors d'un procès et il faut que l'expropriation soit impossible en dehors de la légalité.

Supposons que le mari, sa femme et l'un de leurs enfants veuillent constituer leur exploitation familiale en société parce que c'est plus rentable ou plus avantageux sur le plan fiscal. Pourquoi faut-il que cette famille soit privée du droit à la jouissance de ses biens, sous prétexte qu'elle a choisi de constituer son exploitation en société? Cela me paraît discriminatoire et des plus injustes; des millions de Canadiens auront lieu d'être profondément inquiets devant l'élimination de cette protection accordée à des gens qui ont constitué en société une petite entreprise ou une ferme exploitée en famille.

Cela vaut également, monsieur le président, pour les petites entreprises familiales.

De toute évidence, monsieur le président, si nous croyons en la justice, nous croyons également que les gens ne peuvent être privés de leurs biens, y compris ceux qui ont constitué en société une petite entreprise ou une ferme exploitée en famille, si ce n'est conformément à la légalité et après avoir eu la possibilité de se défendre lors d'un procès, de s'expliquer et d'exposer les raisons pour lesquelles ces biens ne doivent pas leur être enlevés.

Je ne vois pas en quoi l'on porterait préjudice à l'intérêt de la nation ou de la population en garantissant le respect de ces deux principes. A savoir, premièrement, que nul ne peut être

[Texte]

taken away without legal means, and secondly that it cannot be taken away until after someone has had a fair hearing. And I would suggest to you that the NDP amendment, which would exclude family farms and family corporations, would do a grievous injustice to literally thousands and thousands of Canadians and that members of the Committee who have indicated previously that they were prepared to support the extension of property rights into the Charter, would be making a very grievous mistake and doing a serious injustice to large numbers of Canadians if we accepted the NDP amendment.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Beatty.

Honourable Bryce Mackasey.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, I guess I would prefer, if the Minister, because of the legal arguments raised on the surface, persuasive arguments that Mr. Beatty has raised, perhaps we could hear from the Minister at this moment on that point. I would like to get his views before I formulate my own opinion.

• 0950

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much Mr. Mackasey.

I will certainly invite the honourable the Acting Minister of Justice to give the information that you would like to obtain.

The honourable the Acting Minister of Justice, Mr. Kaplan.

Hon. Robert P. Kaplan (Solicitor General and Acting Minister of Justice): Mr. Chairman, I have very little to add to what we indicated yesterday about "every person" and "every individual".

We think an "individual" clearly applies to human beings only, and the other two expressions are interchangeable and that their scope is determined by the context.

I would agree with Mr. Beatty that, if the rights provided in this clause, as amended, could extend to corporations, that they will do so if you used the word "everyone", but would not if Mr. Robinson succeeds with his amendment; so that in effect when we come to add the provision about property Mr. Robinson would have us deprive incorporated family farms and religious corporations, personal holding companies of individuals from receiving any protection of Clause 7.

I know perfectly well that he is prepared to show how all of those rights are protected elsewhere in the Charter; but he uses exactly the opposite argument when it suits his purpose to do so, that every right should be protected in every clause.

So I would like to repeat our general attitude to useless amendments. The Liberal members met yesterday and thought that one possibility is to be accommodating to amendments which we do not think make any difference.

But in my discussions with Liberal members it was indicated to me clearly that we ought, as a policy, to reject amendments that we do not see as making any difference.

[Traduction]

privé de ses biens en dehors de la légalité et, deuxièmement, que nul ne peut être privé de ses biens sans avoir pu défendre son cas. Et je vous ferais remarquer que l'amendement des néo-démocrates, qui exclurait les petites entreprises et les fermes exploitées en famille, porterait un grave préjudice à des milliers de Canadiens; les membres du Comité ayant fait savoir antérieurement qu'ils étaient favorables à ce que les droits à la propriété soient insérés dans la charte commettraient une très grave erreur et une profonde injustice envers de nombreux Canadiens s'ils acceptaient l'amendement néo-démocrate.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Beatty.

The Honourable Bryce Mackasey.

M. Mackasey: Étant donné les arguments juridiques invoqués de manière très persuasive par M. Beatty, je crois qu'il serait utile, monsieur le président, de demander maintenant au ministre ce qu'il en pense. Je voudrais connaître son opinion avant d'exprimer mon propre point de vue.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Mackasey.

J'accepte volontiers que l'honorable représentant du ministre de la Justice vous communique les renseignements que vous voulez obtenir.

La parole est à M. Kaplan, ministre suppléant de la Justice.

L'hon. Robert P. Kaplan (solliciteur général et ministre suppléant de la Justice): Je n'ai pas grand-chose à ajouter à ce que nous avons dit hier à propos de l'expression «toute personne» et «tout individu».

Nous pensons que le mot «individu» s'applique exclusivement aux êtres humains et que la portée des deux autres expressions, qui sont interchangeables, est déterminée par le contexte.

Je suis d'accord avec M. Beatty en ce sens que les droits que renferme cet article, après modification, pourraient s'étendre aux sociétés, et qu'il en sera ainsi si l'on emploie le mot «tous». Ce ne serait toutefois pas le cas si M. Robinson parvient à faire adopter son amendement. Si nous ajoutons la disposition concernant la propriété, M. Robinson aura réussi à soustraire à la protection de l'article 7 les exploitations agricoles familiales constituées en sociétés, les corporations religieuses et les sociétés fiduciaires individuelles.

Je sais fort bien qu'il est prêt à nous démontrer que tous ces droits sont protégés ailleurs dans la charte; mais il recourt à l'argument exactement inverse lorsque cela lui convient, à savoir que tous les droits devraient être protégés dans tous les articles.

Je tiens donc à redire notre position vis-à-vis des amendements inutiles. Les Libéraux se sont réunis hier et ils ont jugé qu'une solution serait d'accepter les amendements qui ne font aucune différence.

Cependant, lors des discussions que j'ai eues avec les membres libéraux du comité, on m'a clairement fait savoir que, par

[Text]

That, as I understand it, will be the position that members would be taking to all of the clauses.

I suppose Mr. Robinson will have an amendment to propose every time the word "everyone" or the phrase "every person" appears. I think if it would be of any assistance to him to know that he would be wasting his time, we indicate that we are not prepared to support amendments which just give him a chance to listen to himself talking.

Mr. Robinson: A point or order, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Robinson, a point of order.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, many of us as Committee members have sat here for many hours, and you have recently indicated in your document the extent to which we have been working. I recognize the fact that the Minister has not been taking part in these deliberations until very recently.

But I think there has been a tone which has tended to avoid the kind of personal attack which the Minister has unfortunately engaged in.

On a couple of occasions I have deliberately refrained from responding, and I would like to ask you, Mr. Chairman, to indicate to the Minister that we should be dealing with substance and not engaging in personal attacks on individual Committee members.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

I am glad to concur with you that we have been quite self-disciplined in the last days.

The honourable the Acting Minister of Justice has made such a reference at the very moment that the Chair was thinking that we had now arrived at a *modus operandi* at the clause-by-clause step. I think every member around this table has noticed that since yesterday afternoon we arrived at the *modus vivendi* that provides satisfaction.

I am glad to inform the honourable Minister that he has been witness to that kind of *modus operandi* and I am glad that he can join us in keeping it in the same context.

Thank you very much, Mr. Robinson.

Mr. Mackasey, do you want to speak?

Mr. Mackasey: Only to suggest, Mr. Chairman, that I am very much persuaded by the Minister's corroboration of Mr. Beatty's argument.

I realize that Mr. Robinson, of course, is an extremely persuasive member, and he has influenced my thoughts quite a lot. He has a tremendous grasp of the constitutional legalism which I could never profess to have.

But I do believe that the Minister said something which is the very key to me as a layman. I would like to read a document which in a matter of moments would make us see the basic intent.

If the wording of that clause at the moment clearly protects the small family unit, the incorporated family unit, and it is

[Translation]

principe, nous devrions rejeter les amendements qui, selon nous, ne font aucune différence.

Telle sera donc la position de nos membres vis-à-vis de tous les articles.

Je présume que M. Robinson proposera un amendement chaque fois qu'apparaîtra le mot «chacun» ou l'expression «toute personne». Si cela peut lui être utile, je tiens à lui dire qu'il perd son temps car nous ne sommes pas disposés à appuyer des amendements qui lui permettent uniquement de s'écouter parler.

M. Robinson: J'invoque le règlement, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Robinson invoque le règlement.

M. Robinson: Parmi les membres du comité, nombreux sont ceux qui ont siégé ici pendant de très longues heures et, dans votre document, vous avez récemment donné une idée de l'intensité de nos travaux. J'admets que le ministre n'a pris part à ces délibérations que très récemment.

Néanmoins, jusque là, on s'était efforcé d'éviter toute attaque personnelle, ce qui n'est malheureusement pas le cas du ministre.

A plusieurs reprises, je me suis délibérément retenu de répondre et je vous prie, monsieur le président, de bien vouloir demander au ministre qu'il s'en tienne au sujet du débat et qu'il évite de s'en prendre personnellement aux membres du comité.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

Je reconnais que nous avons été très disciplinés ces derniers jours.

L'honorable ministre suppléant de la Justice a tenu ses propos au moment même où je pensais que nous étions parvenus à un *modus operandi* à cette étape de l'étude individuelle des articles. Tous les membres réunis autour de cette table ont dû remarquer que depuis hier après-midi nous sommes parvenus à un *modus vivendi* qui nous donne satisfaction.

Vous avez été témoin, monsieur le ministre, de ce *modus operandi* et c'est avec plaisir que je vous demande de bien vouloir joindre vos efforts aux nôtres pour que cela dure.

Merci beaucoup, monsieur Robinson.

Monsieur Mackasey, voulez-vous prendre la parole?

M. Mackasey: Seulement pour dire, monsieur le président, que la collaboration du Ministre m'a convaincu.

J'admets que M. Robinson est bien entendu un député extrêmement convaincant et qu'il m'a beaucoup influencé. Je ne pourrais prétendre la même compréhension du droit constitutionnel.

Toutefois, le Ministre a soulevé un aspect qui me semble essentiel pour un profane comme moi. J'aimerais lire un document qui nous ferait voir immédiatement l'intention fondamentale.

Si le libellé de cet article protège les petites entreprises familiales, et c'est bien clair, je préférerais ce genre de préci-

[Texte]

clear, then I would prefer that type of clarity than having to go all through the proposed resolution to find the legal protection which would be removed from this clause by the adoption of this amendment. I very much prefer to see it in the present wording than having to find solace in other clauses.

I am satisfied and intent to vote against the amendment as proposed by Mr. Robinson.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Mackasey.

I would like to invite Mr. Robinson to conclude on the proposed amendment.

Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, having listened carefully to the arguments of Mr. Beatty, I would still suggest that this amendment is worthy of support.

I must say that I am pleased to hear the Minister say that the government members have decided to take a position that they are not going to support amendments which do not make any difference. We certainly do not intend to propose any such amendments, and therefore there should not be any problem in that particular regard.

With respect to this particular amendment, however, it is being suggested that the family farm or the family corporation—and Mr. Beatty used the two terms interchangeably—might in some way be threatened by this.

Well, of course, there has been no evidence whatsoever presented to that effect, that the family farm or corporation might be threatened by this.

If it were suggested, all members of this party would certainly vigorously resist that.

However, I would like to point out that we are not just opening the door ehre to the family farm and the family corporation which are already clearly protected by other clauses of this constitution; but we are also opening the door to the large foreign corporation, because there is no restriction here to citizens of Canada; there is no restriction here to citizens of Canada when we are talking about the proposed amendment of property rights. We will come to that later when we deal with the substance of that amendment.

But this would allow foreign corporations to come in and would apply that standard to large foreign corporations as well.

So while you may talk about the family farm, and the small family and religious corporations, all of which are to some extent already protected in any event, there is still, I think, a concern, if there is to be an addition of the principles of protection of the enjoyment of property—and that was stated to mean a fair hearing as well as legally acceptable means of taking that property; and we will await with interest the words of the law officers of the Crown on that interpretation of the meaning of “natural justice” in that respect; but we need to be very careful in our drafting of this document, because it is going to last for a long time.

[Traduction]

sion plutôt que de lire tout le projet de résolution, afin de trouver la protection juridique que l'adoption de cet amendement viendrait supprimer de l'article. Je préfère de loin la trouver dans le libellé actuel que la chercher ailleurs dans d'autres articles.

Je suis donc satisfait et j'ai l'intention de voter contre l'amendement proposé par M. Robinson.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Mackasey.

J'inviterai maintenant M. Robinson à conclure.

Monsieur Robinson.

M. Robinson: Monsieur le président, après avoir écouté attentivement les arguments de M. Beatty, je maintiens que cet amendement mérite votre appui.

Je dois dire que j'ai été heureux d'entendre le ministre dire que les députés ministériels ont décidé de ne pas appuyer les amendements inutiles. Nous n'avons certes pas l'intention d'en proposer de tels, cette difficulté ne devrait donc pas se poser.

Pour ce qui est du présent amendement, toutefois, d'aucuns ont maintenu qu'ils pourraient nuire aux fermes ou aux sociétés familiales, monsieur Beatty s'est servi des deux termes sans distinction.

Néanmoins, aucune preuve n'a été présentée à cet égard, rien n'indique qu'il pourrait menacer les fermes ou sociétés familiales.

Si telles en étaient les conséquences, tous les membres de notre parti s'y opposeraient certainement vigoureusement.

Toutefois, j'aimerais signaler que nous ouvrons la porte non seulement aux fermes et aux sociétés familiales qui sont protégées sans équivoque par d'autres articles de la Constitution, mais également aux grandes sociétés étrangères, car rien ne limite l'octroi du droit de jouissance à la propriété aux citoyens du Canada. Nous y reviendrons plus tard lorsque nous discuterons du fond de cet amendement.

Toutefois, il ouvrira la porte aux sociétés étrangères ainsi qu'aux multinationales.

Donc, bien que vous parliez de fermes et d'entreprises familiales et de sociétés religieuses, entités qui sont toutes déjà protégées ailleurs de toute façon certaines préoccupations demeurent quant à l'extension de la protection octroyée à la jouissance des biens; celles-ci incluaient aussi bien la possibilité de se faire entendre que les moyens acceptables de saisir ces biens. Il nous tarde de savoir comment les juristes de la Couronne interpréteront le sens de justice naturelle à cet égard. Nous devons prendre de grandes précautions lors de la rédaction de ce document car il demeurera avec nous fort longtemps.

[Text]

The government has indicated in Clause 15 that they have accepted the principle that there are certain rights which should be restricted to natural persons.

Mr. Chairman, as I said before, I would certainly suggest that in this particular instance these rights should be restricted to natural persons.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

I see that honourable members are ready for the question. The proposed amendment is to substitute in line 24, page 4 of the English version, the word "everyone" by "every individual", and on page 4, line 25 on the French version le mot «chacun» par «chaque individu».

Amendment negatived.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to go the next amendment, which is the amendment identified by the letter N-10, Clause 7, page 4, and invite Mr. Robinson on behalf of the New Democratic Party to move the proposed amendment.

I am sorry, but I have been informed by our Clerk that we should go on the amendment moved by the Conservative Party, the one identified by the letter C.P.—for Clause 7, page 4, and I invite the honourable Perrin Beatty to move the proposed amendment.

Mr. Beatty.

Mr. Beatty: Thank you, Mr. Chairman.

Perhaps I can read the amendment in both official languages.

I move that Clause 7 of the proposed constitution act, 1980 be amended by

(a) striking out line 25 on page 4 and substituting the following:

security of the person and enjoyment of property and the right not

and (b) striking out line 27 on page 4 and substituting the following:

with the principles of natural justice

Mr. Chairman, I will attempt also to read it in the other official language without inflicting any damage on anyone's ears. I should indicate that I am a graduate of the Harry Hays School of language training.

Article 7, page 4, motion de monsieur Beatty.

J'ai proposé:

Que l'article 7 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par:

(a) substitution, à la ligne 26, page 4, de ce qui suit:

la sécurité de sa personne, et à la jouissance de ces biens; il ne peut être;

(b) substitution, à la ligne 28, page 4, de ce qui suit:

avec les principes de justice naturelle.

[Translation]

A l'article 15, le gouvernement a indiqué qu'il avait accepté le principe que certains droits devaient être limités aux personnes naturelles.

Monsieur le président, comme je l'ai déjà dit, je maintiens que les droits octroyés dans le cas présent devraient être également limités aux personnes naturelles.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup monsieur Robinson.

Je constate que les membres sont maintenant prêts à voter. L'amendement proposé vise à remplacer le mot «everyone» par «every individual» à la ligne 24 de la page 4 de la version anglaise, et le mot «chacun» par «chaque individu» à la ligne 25 de la page 4 de la version française.

L'amendement est rejeté.

Le coprésident (M. Joyal): Je passe donc à l'amendement suivant, portant la mention N-10, l'article 7 à la page 4. J'invite M. Robinson à proposer l'amendement au nom du Nouveau parti démocratique.

Excusez-moi, le greffier me dit que nous devrions d'abord passer à l'amendement proposé par le parti Conservateur, portant la mention C.P., à l'article 7. J'invite donc l'honorable Perrin Beatty à proposer cet amendement.

Monsieur Beatty.

M. Beatty: Merci, monsieur le président.

Je pourrais peut-être lire l'amendement dans les deux langues officielles.

Je propose: Que l'article 7 du projet de loi constitutionnel de 1980 soit modifié par:

(a) substitution, à la ligne 26, page 4, de ce qui suit:

la sécurité de sa personne, et la jouissance de ses biens; il ne peut être;

(b) substitution, à la ligne 28, page 4, de ce qui suit:

avec les principes de justice naturelle.

Monsieur le président, je tenterai également de le lire dans l'autre langue officielle sans casser les oreilles à qui que ce soit. Je signale que je suis un diplômé de l'école de langues *Harry Hays*.

Clause 7, page 4, motion by Mr. Beatty.

I move

that Clause 7 of the Proposed Constitution Act, 1980 be amended by:

(a) striking out line 25 on page 4 and substituting the following:

Security of the person and enjoyment of property and the right not

and (b) striking out line 27 on page 4 and substituting the following:

with the principles of natural justice

[Texte]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to say, Mr. Beatty, that this is a clear case where the pupil supersedes the master.

Mr. Beatty: Mr. Chairman, if the country is able to stay together with my accent, then it was built very strongly, I think.

Mr. Chairman, in explaining that we are moving, I would like to make a few comments.

The family farm, family business and family home are some of the most fundamental elements of Canadian society; yet, anyone who has ever dreamed of his own home or a family farm or business, would be disturbed by the fact that while the Diefenbaker Bill of Rights included the right to the enjoyment of property, the Charter of Rights proposed by the government in the constitution is mute on the subject.

Mr. Chairman, it is not uncommon at all for federal constitutions or national constitutions to include recognition of party rights. Indeed, a cursory check of various constitutions we have been able to locate more than 30 countries around the world which include India Constitution the right to own property as one of the fundamental constitutional rights. I will name just a few of them, which I think would be instructive, covering a broad spectrum: Belgium, Portugal, France, Germany, Ireland, Italy, Luxembourg, Japan, and of course, the United States.

So what we are proposing, Mr. Chairman, is not novel in any way. It is not an experiment which has not been tried in other areas. It is a recognition of the hopes and dreams of millions of Canadians who believe that the right to own property is a fundamental right which should be enjoyed by all Canadians.

Mr. Chairman, this right was included in the Diefenbaker Bill of Rights and it was proposed to us that it should be included in the Charter of Rights in the constitution by the Canadian Organization of Small Business and by the Canadian Bar Association.

Mr. Chairman, concern has been raised as to whether or not this involves an intrusion into areas of provincial responsibility, and it has been suggested from time to time that property rights are exclusively reserved to the provinces.

First of all, I would like to point out that there is some property which belongs under federal jurisdiction, for example copyright and patent rights, clearly areas falling under federal jurisdiction.

But in addition to that, we do recognize the fact that the bulk of property rights, for example, control over real property by and large resides under provincial jurisdiction.

But I would point out to members of the Committee who are concerned in this area that the position of the Progressive Conservative Party from the outset has been that no provision of the Charter of Rights should apply to any province against its will; that obviously the proposal we have made is that provinces should have the right to determine what provisions within the charter would apply in their jurisdictions and would not be imposed on them by Ottawa.

[Traduction]

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Beatty, il est évident qu'il l'élève a dépassé le maître.

M. Beatty: Monsieur le président, si l'unité nationale était aussi forte que mon accent, il n'y aurait pas de problème.

Monsieur le président, j'aimerais faire quelques observations pour expliquer notre amendement.

Les fermes familiales, les entreprises familiales et la famille sont parmi les éléments fondamentaux de la société canadienne. Toutefois, quiconque a jamais rêvé de posséder sa propre maison ou sa propre entreprise, serait préoccupé du fait que la charte des droits proposée par le gouvernement est muette à cet égard, alors que la déclaration des droits de Diefenbaker comprenait le droit à la jouissance des biens.

Monsieur le président, il n'est pas rare que des constitutions nationales reconnaissent le droit à la propriété. En fait, nous avons pu trouver plus de 30 pays dont la constitution inclut le droit à la propriété. J'en nommerai quelques uns, assez variés, comme la Belgique, le Portugal, la France, l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, le Japon et bien entendu les États-Unis.

Nous ne proposons donc rien de neuf, monsieur le président. Il ne s'agit pas d'une innovation qui n'ait pas fait ses preuves ailleurs. On se contente de reconnaître les attentes et les rêves de millions de Canadiens croyant que le droit à la propriété est un droit fondamental dont tous les Canadiens devraient jouir.

Monsieur le président, ce droit était inscrit dans la Déclaration des droits de Diefenbaker et l'Organisation canadienne des petites entreprises et l'Association du Barreau canadien ont également proposé de l'inclure dans la charte des droits de la constitution.

Monsieur le président, d'aucuns ont dû se demander s'il s'agissait là d'une intrusion dans un domaine de responsabilités provinciales, vu que certains disent que les droits à la propriété sont exclusivement réservés aux provinces.

Premièrement, je signale que certains biens relèvent de la compétence fédérale, comme par exemple, les droits d'auteur et les brevets.

Toutefois, nous admettons que la majorité de ces droits relèvent de la compétence provinciale.

J'indique aux membres du comité inquiets à cet égard que le parti progressiste conservateur maintient depuis le départ qu'aucune disposition de la Charte des droits ne devrait s'appliquer à une province contre son gré. Nous avons proposé sans aucun doute que les provinces devraient avoir le droit de décider quelles dispositions de la charte s'appliqueront dans leur juridiction et celles-ci ne devraient pas leur être imposées par Ottawa.

[Text]

We are establishing a principle here, as we propose to establish a principle in the case of freedom of information, which we believe should extend across the board, but as we felt in the case of freedom of information, we feel here that because these are areas falling under provincial jurisdiction, the extent to which they fall under such jurisdiction, the provinces should have the right not to have Ottawa simply imposing those rights and responsibilities on them and they have a right to be heard and to make that decision, and we are confident, Mr. Chairman, that sooner or later and eventually all provinces will agree that the right to the enjoyment of property should be included in the constitution and that they would move in this direction.

A second concern has been expressed as to whether or not this provision will prevent provinces from legislating in areas of property rights. For example, concern was expressed at the First Ministers conference about Prince Edward Island and whether or not they would have the right to ensure that their land in that province was not held by people from out of the province who were not there to take advantage of it, and local people were not deprived of their rights to use property within their province.

Mr. Chairman, it is our contention in the Progressive Conservative Party that the amendment we are proposing would not prevent provincial governments from making or passing legislation which they feel was essential and justified.

We are asking two things; one, that the principle of the right to ownership of property should be recognized in the constitution; secondly, that that right should not be taken away from anyone unless he has had a fair hearing and this is done by lawful means.

We believe that such provisions would not prevent provincial governments from expropriating property if the public interest demanded it, as long as there were fair hearings and was done legally; it would not prevent legislation from being passed by provincial governments which would reserve land to local people, if it were done fairly and by lawful methods.

So we do not feel we would therefore be imposing in the constitution an obligation of the provinces which would greatly circumscribe the rights of the provinces to operate in a field under their jurisdiction, but rather that we would, first of all, recognize a central principle in the Charter of Rights and, secondly, we would say that all governments have the responsibility in dealing with their citizens to do so in a way which recognizes basic principles of law, that it is lawful and done after a fair hearing.

Mr. Chairman, I might indicate that there are two aspects. The first is the right to the enjoyment of property. Secondly, you will note that we have changed the words "fundamental justice" to "natural justice". We do that because we believe there is a greater body of law defining what constitutes "natural justice" and we are more comfortable with a word included in the charter which is more clearly defined, and we should be very careful, as Mr. Robinson stressed, to be cau-

[Translation]

Nous établissons ici un principe, comme nous nous proposons de le faire dans le cas de la liberté d'information, qui devrait s'appliquer à tous. Toutefois, comme dans l'autre cas, vu qu'il s'agit de domaines de juridiction provinciale, Ottawa ne devrait pas se contenter d'imposer ses droits et responsabilités aux provinces, mais devrait leur donner l'occasion de se faire entendre et de prendre elles-mêmes cette décision. Nous sommes convaincus, monsieur le président, que tôt ou tard, toutes les provinces conviendront que le droit à la jouissance des biens devrait être inscrit dans la constitution.

D'aucuns ont également dit craindre que cette disposition n'empêche les provinces de légiférer relativement au droit foncier. Ainsi, certaines préoccupations ont été exprimées à cet égard au sujet de l'Île-du-Prince-Édouard à la Conférence des premiers ministres. On s'est demandé si cette province devait avoir le droit de s'assurer que ses terres ne soient pas achetées par des spéculateurs étrangers et que ses habitants ne soient pas privés de leurs droits à la propriété dans leur propre province.

Monsieur le président, le parti progressiste conservateur estime que l'amendement qu'il propose n'empêcherait pas les gouvernements provinciaux d'adopter toute loi nécessaire et justifiée.

Nous demandons deux choses: premièrement, que le principe du droit à la jouissance des biens soit inscrit dans la constitution, deuxièmement, que ce droit ne soit retiré à quiconque sans que cette personne n'ait été entendue par des moyens légaux.

Nous estimons que de telles dispositions n'empêcheraient pas les gouvernements provinciaux de procéder à l'expropriation si la protection de l'intérêt public l'exige, du moment qu'ils ont recours à des moyens légaux pour le faire et qu'ils entendent les personnes concernées. Cela n'empêcherait pas non plus des gouvernements provinciaux d'adopter des lois visant à réserver des terres à ses habitants, pourvu qu'ils appliquent des méthodes justes et légales.

Nous ne croyons donc pas imposer ainsi aux provinces une obligation qui nuirait grandement à leur droit d'intervention dans un domaine de leur compétence, mais plutôt de reconnaître, tout d'abord, un principe fondamental dans la Charte des droits, et deuxièmement, de donner à tous les gouvernements la responsabilité de traiter avec leurs citoyens en fonction de principes de justice fondamentaux.

Monsieur le président, je signale que cette question comporte deux aspects. Premièrement, le droit à la jouissance des biens. Deuxièmement, vous remarquerez que nous avons remplacé l'expression «justice fondamentale» par «justice naturelle». Ce changement provient du fait que de nombreux documents légaux définissent le sens de «justice naturelle» et que nous préférons inclure dans la charte une expression clairement définie. En effet, comme l'a souligné M. Robinson,

[Texte]

tious when we are including wording in the constitution to ensure that we know what we are doing.

We believe that "natural justice" properly represents what the vast majority of Canadians want to see take place when it comes to property rights or the right to life or to the security of the person or the right to liberty.

• 1010

Mr. Chairman, we are opposed to the concept. We could, of course, have included the proposal for due process of law instead of natural justice, but that simply implies that governments have the right as long as it is lawful. As long as they pass legislation to authorize what they are doing, they have the right to go ahead and do whatever they want, and we believe their fundamental principles here regarding process, and whether or not people have a right to be heard and whether or not they have been fairly heard, that this should be included in the constitution when we are dealing with such fundamental areas of individual rights.

Finally, Mr. Chairman, Mr. Robinson indicated that the NDP was not attempting to take away family farms or to threaten the position of family farms or family businesses, and I accept their word on that, but he said that a different case could be made in the case of corporations, and I think, Mr. Chairman, that we should ask ourselves if we have concerns about whether or not corporations should be entitled to the same rights as we are giving to all Canadians and to small businesses and to family farms.

I think we have a right to ask our friends in the NDP, to ask anyone who is opposed to this provision, what would they propose to do in the case of large corporations, be it even foreign owned multinationals, would they deny them the right to a fair hearing; would they deny them the right to expect that before property was taken away that that should be done by lawful means; and how is the national interest damaged? How is the national interest damaged by conferring these rights to corporations as well as to individuals?

Do we not feel that anyone operating lawfully in our society is entitled before property is taken away from them to a fair hearing and to have that property taken away only by legal means.

Mr. Chairman, I think that property rights should extend both to corporations and to individuals, and this is why we have moved the amendment in the way that we did. I think it is an amendment which deserves the support of all members of the Committee; and that it be welcomed by literally millions of Canadians.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable Perrin Beatty. Jean Lapierre.

M. Lapierre: Merci, monsieur le président.

Je pense que monsieur Beatty a bien fait la démonstration que le droit de propriété a beaucoup d'avantages à être inclus dans la nouvelle constitution et, étant donné que je suis le même homme que j'étais hier et que j'avais pris un engagement envers nos collègues d'en face, nous sommes toujours prêt à accepter leur suggestion.

[Traduction]

nous devons nous assurer de bien connaître le sens de tout terme du libellé de la constitution.

Nous estimons que la justice naturelle équivaut aux souhaits de la grande majorité des Canadiens à l'égard des droits fonciers ou du droit à la vie ou à la sécurité de la personne ou du droit à la liberté.

Monsieur le président, nous sommes contre ce principe. Nous aurions pu parler de procédure légale, au lieu de parler de justice naturelle, mais cela laisse entendre que les gouvernements peuvent faire n'importe quoi, à condition de respecter la loi. Un gouvernement n'aurait qu'à adopter des lois pour autoriser ce qu'il est en train de faire. Il s'agit, dans cet article, des principes fondamentaux touchant la procédure légale, le droit d'être entendu devant le tribunal. Ce droit devrait être inscrit dans la constitution, sous la rubrique des libertés individuelles.

M. Robinson prétend, monsieur le président, que le NPD ne cherche pas à faire disparaître la ferme ou l'entreprise familiale, et je le crois; mais il a dit également que les sociétés pourraient peut-être être traitées différemment. Il va donc falloir décider si les sociétés devraient jouir des mêmes droits que tous les Canadiens, les petites entreprises et les fermes familiales.

Il faut demander au NPD et à quiconque s'oppose à cet amendement s'ils refuseraient aux grandes entreprises et aux multinationales étrangères le droit d'être entendues par un tribunal. Est-ce qu'ils permettraient qu'on enlève la propriété à ces sociétés-là, même légalement? De quelle manière l'intérêt national serait-il compromis si on accordait ces droits aux sociétés, ainsi qu'aux individus?

Ne croyez-vous pas que quelqu'un qui respecte la loi a le droit, avant qu'on ne lui enlève sa propriété, de se faire entendre par un tribunal et de s'assurer que la démarche est légale?

Je crois, monsieur le président, que le droit de propriété devrait être accordé à la fois aux sociétés et aux individus, et c'est pourquoi nous avons proposé un amendement. Cet amendement mérite d'être appuyé par tous les membres du Comité. Des millions de Canadiens souhaitent son adoption.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Beatty. Mr. Jean Lapierre.

Mr. Lapierre: Thank you, Mr. Chairman.

I think that Mr. Beatty has clearly demonstrated that property rights should be included in the new Constitution. Since I am the same man I was yesterday, the same man who made a commitment to his colleagues opposite, I am still willing to go along with their suggestion.

[Text]

Maintenant, c'est strictement une question technique. Dans la version française, vous dites

la sécurité de sa personne et la jouissance de ces biens.

C-E-S. Je préférerais S-E-S pour démontrer qu'il s'agit bien de ses biens à lui.

Le coprésident (M. Joyal): D'accord.

Très bien, monsieur Lapierre, vous pouvez continuer.

M. Lapierre: Comme vous le savez, la Charte canadienne, the Canadian Bill of Rights, accorde déjà ce droit de propriété.

Au cours de l'été, en juillet, dans les propositions faites par le gouvernement fédéral, on pensait aussi inclure cette notion mais plusieurs Provinces étaient très inquiètes à propos de l'inclusion d'une disposition comme celle-là à cause des lois concernant le zonage, l'environnement, le développement industriel et tout.

Nous sommes convaincu que cette nouvelle disposition n'empêchera pas les Provinces de légiférer et j'aimerais que mon collègue d'en face sache bien d'avance que leur proposition va soulever certainement l'ire de nos collègues comme monsieur Garon, monsieur Léonard et d'autres, au Québec en particulier, sauf que leur proposition est dans un autre sens.

Quant au deuxième volet de votre proposition, c'est très réaliste de demander que l'on change la notion de justice fondamentale et cela fait suite à plusieurs représentations, soit celle de l'Association canadienne des Libertés civiles, celle de The National Association of Japanese Canadians, celle de Indian Rights for Indian Women, celle de la Ligue nationale des Noirs et de bien d'autres qui nous ont demandé de préciser cette notion de justice fondamentale qui n'était pas très connue en droit jusqu'à ce jour.

C'est pourquoi les membres de ce Comité n'ont aucune objection à reconnaître ce nouveau principe et, par conséquent, le droit de propriété est une valeur intrinsèque au Canada et nous sommes prêt à aller de l'avant.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Lapierre.

Monsieur Robinson, vous voulez faire des commentaires sur la proposition telle qu'elle nous est présentée?

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman. I would indeed. Again I have listened with interest to the statements of Mr. Beatty and Mr. Lapierre and I can certainly fully endorse the remarks which have been made with respect to the vital importance in Canadian society of the small business, of the family farm and the family corporation, but with great respect to those two individuals that is not the issue in this particular amendment.

No one around this table would deny that those are some of the cornerstones of Canadian society, and that they deserve full protection and full recognition in any charter of rights.

However, Mr. Chairman, what we are doing in this proposal is going far beyond that. We are entering waters which in fact have not been entered before in any of the discussions, certainly in recent years, between federal and provincial governments,

[Translation]

There is, however, a technical problem. In the French version, you said:

la sécurité de sa personne et la jouissance de ces biens

C-E-S. I would prefer that you say S-E-S, to show that we are talking about his property.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Fine.

You may continue, Mr. Lapierre.

Mr. Lapierre: As you know, the Canadian Bill of Rights grants property rights.

Over the summer, in July, consideration was given to including this right in the federal proposal, but a number of provinces were concerned about the inclusion of a provision of this type because of zoning, environmental and industrial development legislation.

We are convinced that this new provision will not prevent the provinces from passing legislation and I assure my colleague opposite that their proposal would certainly raise the ire of our colleagues like Mr. Garon, Mr. Léonard and others, particularly in Quebec, except that what they are proposing is quite different.

As for the second part of your proposal, it is entirely realistic to ask that the notion of fundamental justice be changed and a number of associations, including the Canadian Civil Liberties Association, the National Association of Japanese Canadians, Indian Rights for Indian Women, the National Black League and others, have asked that the notion of fundamental justice be more clearly defined, since it is not a well-known legal expression.

For this reason, the members of this Committee are willing to recognize this principle. Also, property rights have intrinsic value in Canada and we are prepared to go ahead with this.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Lapierre.

Mr. Robinson, do you wish to comment on this proposition?

M. Robinson: Assurément. Merci, monsieur le président. Encore une fois, j'ai écouté avec intérêt les interventions de M. Beatty et de M. Lapierre, et je suis pleinement d'accord sur ce qu'on a dit à propos de l'importance vitale de la petite entreprise familiale, industrielle ou agricole, pour la société canadienne, mais, sans vouloir offenser ces deux personnes, ce n'est pas ce que cet amendement met en cause.

Parim ceux qui sont réunis autour de cette table, nul ne contesterait que ce sont les pierres angulaires de la société canadienne et que la charte des droits doit, en conséquence, leur accorder une pleine reconnaissance et une totale protection.

Cependant, monsieur le président, cette proposition va beaucoup plus loin. Nous entrons dans un domaine où jamais nous ne nous étions aventurés; en tout cas, durant ces dernières années, il n'en a jamais été question entre le gouvernement

[Texte]

at least on the part of the federal government for putting forward a proposal of this nature.

If one looks at the July 1980 draft; if one looks at the February 1979 document; if one looks at Bill C-60; if one looks at the Lamontagne-MacGuigan report; if one looks at many earlier documents, one can suggest that this particular right extending as it does right across the board, right across the board both to provincial and to federal governments, extending not just to Canadian citizens, but to all persons, foreign corporations, large Canadian corporations, no distinction whatsoever represents a sweeping extension of this right.

Mr. Chairman, there has been some reference made to the Canadian bill of rights, and indeed there is a reference in Clause 1 of the Canadian bill of rights to the right to the enjoyment of property without being deprived thereof, except by due process of law.

Mr. Chairman, the fundamental fact that must be kept in mind with respect to the Canadian bill of rights is that that applied it within the federal jurisdiction, and I would suggest that those who are interested in looking at how that particular right has been applied would search the law books in vain to find any particular jurisprudence on that subject, because the courts of this country have recognized that property rights fall within the provincial domain. So to say that because this is a right which is contained in the Canadian bill of rights somehow it should be extended to the provincial level, with great respect to those who argue in that position, it simply does not deal with the fundamental fact that this is a matter which is directly within provincial jurisdiction.

I am surprised, Mr. Chairman, I am very surprised to see this amendment coming forward from the Conservative Party of all people, because it is the Conservative Party that has suggested that the federal government is attempting to ram something down the throats of provincial governments.

Well, for heaven's sake, if this is not ramming something down the throats of provincial governments, if this is not something which has been strenuously resisted by a number of provincial Conservative premiers, I do not know what is, because they have made the point quite properly that in a number of jurisdictions they want, for example, to protect their land from foreign ownership, from foreign corporate ownership in many cases.

The Province of Prince Edward Island; their Premier, Angus MacLean, have made this argument very clearly and very eloquently, and I think very persuasively that they have a right to protect their land from the encroachment of foreign corporate interests.

What does the Conservative Party have to say about this particular imposition, this imposition which, as I say, is on the table for the first time in any significant sense.

M. Lapierre: Rappel au règlement, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Lapierre, sur un Rappel au règlement.

[Traduction]

fédéral et les provinces; du moins, le gouvernement fédéral n'a jamais manifesté l'intention de présenter une proposition de cette nature.

Si l'on regarde le projet de juillet 1980, si l'on regarde le document de février 1979; si l'on regarde le Bill C-60; si l'on regarde le rapport Lamontagne-MacGuigan, et si l'on regarde les nombreux documents antérieurs, on se rend compte que ce droit, ce droit qui s'applique de manière universelle, ce droit qui s'étend aux provinces et au gouvernement fédéral, et pas seulement aux citoyens canadiens, ce droit qui s'étend à tous, y compris aux sociétés étrangères, aux grandes sociétés canadiennes sans aucune distinction, ce droit a subi une extension exorbitante.

On a évoqué, monsieur le président, la Déclaration canadienne des droits et, effectivement, l'article 1 de la Déclaration canadienne des droits parle du droit à la jouissance des biens et à l'impossibilité d'en être privé, si ce n'est dans les limites de la légalité.

Monsieur le président, il ne faut pas oublier ce fait essentiel que la Déclaration canadienne des droits est du ressort fédéral; j'attire l'attention de ceux qui voudraient savoir comment on a appliqué ce droit sur le fait qu'ils chercheraient en vain dans les registres un cas quelconque de jurisprudence à ce sujet, car les tribunaux de notre pays ont reconnu que le droit à la propriété est du domaine provincial. A ceux qui prétendent que dans la mesure où ce droit figure dans la déclaration, il devrait en quelque sorte s'étendre au domaine provincial, je répondrai qu'il s'agit là d'une question relevant directement de la compétence des provinces.

Je serai très étonné, monsieur le président, de voir que cet amendement vienne du parti conservateur, puisque ce même parti conservateur prétend que le gouvernement fédéral exerce une contrainte contre les provinces.

Or, par la grâce du ciel, si ce n'est pas là quelque chose qu'on cherche à imposer aux provinces, une chose à laquelle se sont vigoureusement opposés plusieurs premiers ministres provinciaux appartenant au parti conservateur, je ne sais pas ce que c'est; ils ont en effet réclamé, avec juste raison, le droit de regard sur un certain nombre de questions; ils veulent notamment empêcher que leurs terres deviennent propriété étrangère, propriété de sociétés étrangères, dans bien des cas.

Angus MacLean, premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, a défendu cet argument très clairement et avec beaucoup d'éloquence en disant qu'ils ont le droit de protéger leurs terres contre l'ingérence des sociétés étrangères.

Que pense le parti conservateur de cette contrainte qui, je le répète, est proposée pour la première fois de manière explicite?

Mr. Lapierre: On a point of order, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Lapierre, on a point of order.

[Text]

Mr. Lapierre: I would like to tell Mr. Robinson that he should go back to his July 1980 document, to Clause 9, where we proposed that everyone has the right to use an enjoyment of property individually or in association with others, and the right not to be deprived thereof, except in accordance with the law and for reasonable compensation.

Comme je pourrais lui dire, vous savez, des fois on peut oublier, mais il y a un vieux principe qui dit: qui trop embrasse, mal étreint, mais il ne faudrait vraiment pas donner l'impression que c'est une nouvelle récente. Il y a longtemps que cela est discuté.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Lapierre.

Monsieur Robinson.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, merci. With great respect to my friend, Mr. Lapierre, I am glad that he pointed out that Clause 9 is contained in there because I was coming to that point in just a moment.

Clause 9 is a very different formulation from what is being proposed by the Conservative Party. What was proposed in Clause 9, and indeed what has been proposed by the Canadian Bar Association, and what was proposed by Mr. Walter Tarnopolsky, who I certainly think all members of this Committee would recognize as an authority in this area, was that if we are to talk about the right to the enjoyment of property, a right which is so fundamentally within the provincial jurisdiction, an area which surely if it is argued that courts must exercise some hesitation in dealing with this particular item; this is one area that the courts should be hesitant in embarking upon, that that should be very narrowly worded.

Mr. Chairman, Clause 9 quite properly was worded very narrowly in accordance with the recommendations of the Canadian Bar Association and in accordance with the recommendations of Professor Tarnopolsky in stating that this right to the enjoyment of property and the right not to be deprived thereof, except in accordance with law and for reasonable compensation, well "in accordance with law" is surely the fundamental test there.

If we are to get into this area we must ensure that the provinces are left with a relatively free hand as long as they act in accordance with the principles of law in dealing with property.

I would like to turn to another argument on this subject, Mr. Chairman, and that is this.

As I say, the Conservative Party has argued that this should be imposed on the provinces, or perhaps they might say that because they are splitting their package that they are not really imposing this particular right, but they are prepared to urge this upon the provinces. They have indicated that very clearly, that if this is to be in the Charter, they are prepared to urge this on the provinces.

And if we are talking about the right to the enjoyment of property, that is all very well for those who have property to enjoy, but if we are going to get into this area of economic rights and property rights, it is all very well to protect the corporate sector and protect their right to enjoy property, but if we are going to embark in these waters, let us start looking

[Translation]

M. Lapierre: Je voudrais que M. Robinson se reporte à son document de juillet 1980 où, à propos de l'article 9, il est dit que chacun a le droit de jouir de ses biens, individuellement ou collectivement, et qu'il ne peut être porté atteinte à ce droit que conformément à la loi et en échange d'un dédommagement raisonnable.

In case he should forget, I would say to him, "Don't bite off more than you can chew", because one should not get the impression that it is something new. It had been discussed a long time ago.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Lapierre. Mr. Robinson.

M. Robinson: Merci, monsieur le président. Je suis très content que mon ami, monsieur Lapierre, ait signalé que l'article 9 se trouve là-dedans, car j'allais justement y venir dans un instant.

Le texte de l'article 9 diffère considérablement de ce que propose le Parti conservateur. Les dispositions de l'article 9 rejoignent les recommandations de l'Association du Barreau canadien et celles de M. Walter Tarnopolsky qui fait incontestablement autorité en ce domaine, vous en conviendrez tous; si nous parlons du droit à la jouissance de la propriété, droit si fortement ancré dans les attributions des provinces, il faut que ce soit formulé d'une manière très précise, car c'est un domaine où les tribunaux hésiteront sûrement à s'avancer.

Monsieur le président, on a eu raison de bien circonscrire les dispositions de l'article 9, conformément aux recommandations de l'Association du Barreau canadien et à celle de M. Tarnopolsky; cet article garantit le droit à la propriété, droit auquel il ne peut être porté atteinte si ce n'est conformément à la loi et en échange d'un dédommagement raisonnable; le critère primordial réside dans l'expression «conformément à la loi».

Si nous voulons entrer dans le domaine de la propriété, nous devons veiller à ce que les provinces conservent une marge de manœuvre suffisante, à condition qu'elles se conforment aux principes du droit.

Je voudrais passer à un autre argument, monsieur le président; le voici.

Le Parti conservateur affirme qu'il faut imposer cela aux provinces, mais il dira peut-être qu'en dissociant ces dispositions, il n'impose aucun droit aux provinces et qu'il les exhorte simplement à en tenir compte. Les conservateurs ont dit très clairement que si c'est inscrit dans la charte, ils exhorteront les provinces à l'accepter.

Parler du droit à la jouissance de la propriété, c'est très bien, à condition d'avoir des biens dont on peut jouir; c'est très bien de protéger le secteur des entreprises et de protéger son droit à jouir de la propriété, mais si nous nous embarquons dans le domaine des droits économiques, commençons par examiner certains autres domaines, les domaines économiques et

[Texte]

at some other areas, some other economic and social areas. Let us start looking at the right to a clean environment, while the corporate sector is busy enjoying our property, let us make sure that they keep our environment clean.

If we are going to talk about the right to enjoyment of property by the corporate sector, let us also insist that when they enjoy our property that our workers are not killed, and are not injured and do not become sick on the job.

If we are going to talk about this right to the enjoyment of property, Mr. Chairman, if we are going to get into this area, then let us deal with some of the implications of that.

Mr. Chairman, I would like to conclude then by saying that certainly while we recognize the importance of the principles of natural justice and their application, I would point out that by substituting the words "natural justice" for "fundamental justice" in this proposed section, that we are regressing from an area which the Deputy Minister of Justice, supported by the Minister of Justice in earlier appearances, had indicated was an evolving area.

At that time the words "fundamental justice" were justified as leaving some opportunity for the court to move in to new fields of jurisprudence.

We are restricting that opportunity, Mr. Chairman. We are trying the hands of the court to the recognized principles of natural justice.

I suggest that we should allow the courts some leeway in talking about, for example, liberty and security of the person, to evolve in tune with changing Canadian society. And fundamental justice would allow that. Natural justice would not. It would restrict us to the existing principles of natural justice.

Mr. Chairman, as I say, in conclusion, I believe that this amendment must be rejected; rejected on a number of grounds on the basis of its incursion into the provincial spheres so vigorously resisted by a number of Conservative premiers. If there was one amendment and one amendment which really raised the ire of those Conservative premiers, it was this, at the discussions. I point out that the amendment that was on the federal table was far less strong than this. If they were prepared to vigorously resist that according to law, for heaven's sake, how much more vigorously will they resist this?

We are attempting to build consensus in this country, Mr. Chairman, and this is a vehicle to destroy any consensus which might arise.

Mr. Chairman, I strongly urge rejection of this amendment.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson. I see that Mr. Nystrom and Mr. Hawkes have requested the Chair to speak on the proposed amendment, but I would like to inform Mr. Nystrom that I have already asked around the table if there were other speakers before I invited Mr. Robinson to conclude, and I have at this point to call the vote, because Mr. Robinson has concluded . . .

Mr. Beatty: It is my motion, Mr. Chairman.

[Traduction]

sociaux. Commençons par nous inquiéter du droit à un environnement non pollué. Pendant que les sociétés sont occupées à jouir de leurs biens, veillons à ce qu'elles ne polluent pas notre environnement.

Si nous admettons que les sociétés ont le droit de jouir de ce qui leur appartient, insistons également pour que, ce faisant, la vie de nos travailleurs ne soit pas menacée et qu'ils ne soient pas victimes d'accidents et qu'ils ne tombent pas malades.

Si nous parlons du droit à la jouissance de la propriété, monsieur le président, parlons aussi de ce que cela implique.

En terminant, monsieur le président, je dirai que nous admettons l'importance des principes de la justice naturelle et de leur application, mais je ferai observer qu'en remplaçant l'expression «justice fondamentale» par «justice naturelle» nous régressons par rapport à ce que le ministre de la Justice a antérieurement reconnu comme un domaine qui évolue.

On s'était entendu pour dire que l'expression «justice fondamentale» se justifiait parce qu'elle permettait aux tribunaux de pénétrer dans de nouveaux domaines de la jurisprudence.

Nous limitons cette possibilité, monsieur le président. Les tribunaux ont les mains liées par les principes communément admis de la justice naturelle.

Selon moi, il faut donner aux tribunaux la possibilité de parler de liberté et de sécurité de la personne, par exemple, et de s'adapter à l'évolution de la société canadienne. La justice fondamentale le permet. La justice naturelle ne le permet pas. Nous sommes cantonnés aux principes actuels de la justice naturelle.

Monsieur le président, cet amendement doit être rejeté pour de nombreuses raisons et en particulier parce qu'il empiète sur des domaines de compétences provinciales si vigoureusement défendus par des premiers ministres conservateurs. S'il est un amendement qui a véritablement soulevé l'ire des premiers ministres conservateurs lors des discussions, c'est bien celui-là. Je souligne également que l'amendement proposé par le gouvernement fédéral allait moins loin que celui-ci. Si les premiers ministres étaient disposés à refuser celui-là, ils seront d'autant plus opposés à celui-ci.

Nous essayons d'en venir à un consensus, et cet amendement pourrait justement détruire tout élément de consensus quel qu'il soit.

Monsieur le président, je recommande fortement qu'on rejette cet amendement.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson. M. Nystrom et M. Hawkes ont demandé au président de prendre la parole à ce sujet, mais je voudrais informer M. Nystrom que j'ai déjà demandé si quelqu'un d'autre voulait intervenir avant d'inviter M. Robinson à faire sa conclusion. Je dois donc passer au vote, puisque M. Robinson a terminé.

M. Beatty: C'est ma motion, monsieur le président.

[Text]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I am sorry, you are right. The Chair is confused. I have still Senator Tremblay. Mr. Hawkes, you can go on with your remarks.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman.

Just a brief interjection in light of Mr. Robinson's comments, but I think the record of the Conservative Party, unlike that of the New Democratic Party, is rather clear and consistent that from the day we first saw the government proposal we have indicated in the strongest possible terms that the nature of the Federation of Canada, the relationship between federal government and provincial government has been under attack by this proposal. We have amendments before this Committee that we believe in very strongly are the way out of the impasse which has been created, and our amendment, which splits this package, acknowledges the nature of the Canadian federation, and as we approach the provinces, the Parliament of Canada is making a statement to the legislatures of the different provinces, and I think it is important that as part of that statement that we ask them in their consideration, in their involvement in this process of constitutional renewal, that they pay special attention to the issue of property rights, because this nation has been founded by people who value their property, and as we move towards the concept of entrenching rights in the constitution of Canada, the concept of property is important, but it needs to be vetted with the wisdom which accrues to those levels of government who are charged with the responsibility; and the responsibility under the BNA Act in large measure for the issue of property has resided, since the beginning of this federation, in the hands of the provinces.

We need their wisdom, and I suggest that Mr. Robinson's basic argument essentially provides support for the position which this Party has adopted from the start, that we need collective wisdom and we need time to renew this federation and therefore I urge members to vote for its inclusion on the understanding that this principle will be clearly enunciated as one which should be considered by the provinces as they become engaged in the process of constitutional renewal.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Hawkes. Mr. Nystrom, followed by the honourable Senator Tremblay. Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: Mr. Chairman, I want to first of all make request to the Committee, a request that you acceded to earlier today to the Conservative Party, and that was to stand the clause on mobility rights, and I want to ask the Committee whether or not they will grant the same request on this.

I will explain why, Mr. Chairman.

The whole area of property rights has been a very, very controversial thing, and it was on the agenda this summer as Point 9 in the Charter under property rights, and the draft there was quite different from the draft before us today.

I think the draft last summer was a more liberal draft, in terms of giving the provinces more leeway, than the draft we have before us today.

[Translation]

Le coprésident (M. Joyal): Excusez-moi, vous avez raison, vous m'en voyez confus. Il reste donc le sénateur Tremblay. Monsieur Hawkes, vous avez la parole.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président.

Compte tenu des observations faites par M. Robinson, je dois dire qu'à l'encontre du Nouveau parti démocratique, le Parti conservateur a toujours dit, dès qu'il a pris connaissance de la proposition du gouvernement, que cette proposition s'attaquait à la nature même de la Fédération canadienne, aux relations entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. Nous avons présenté des amendements au Comité et nous croyons fermement qu'ils constituent la solution à l'impasse dans laquelle nous nous trouvons. Notre amendement, qui divise le projet, reconnaît la nature de la Fédération canadienne. Le Parlement du Canada fait des démarches auprès des assemblées des provinces et il est important que nous leur demandions d'accorder une attention spéciale à la question des droits sur la propriété, en participant au processus de réforme constitutionnelle. Notre pays a été fondé par des gens qui accordent une certaine valeur à leurs biens, et puisqu'on a l'intention d'enchâsser des droits dans la Constitution du Canada, il est important d'y inclure le droit à la propriété. Cependant, ce droit doit être approuvé par les deux paliers de gouvernement, et en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, ce sont les provinces qui depuis le début de la Confédération s'occupent des questions de propriété.

Nous avons besoin de leur lumière, et j'estime que l'argument avancé par M. Robinson vient étayer la position adoptée dès le début par notre parti, c'est-à-dire que nous devons tirer parti de la sagesse commune et que nous avons besoin de plus de temps pour renouveler la Confédération. En conséquence, je demande aux membres du Comité d'approuver l'inclusion de ce droit en vertu d'une entente selon laquelle ce principe serait étudié par les provinces lorsqu'elles participeront à la réforme constitutionnelle.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Hawkes. M. Nystrom suivi de l'honorable sénateur Tremblay. Monsieur Nystrom.

M. Nystrom: Monsieur le président, je veux maintenant demander au Comité une chose que le Parti conservateur vous a demandée plus tôt aujourd'hui et que vous avez acceptée. Il s'agit de réserver l'article sur la liberté de circulation et d'établissement. Est-ce que le Comité veut accéder à ma demande?

Je vais vous expliquer pourquoi.

Les droits à la propriété ont été fort controversés. Ils figuraient à l'ordre du jour des réunions cet été, constituant le point 9 de la charte. Ce projet était très différent de celui que nous étudions aujourd'hui.

Le projet présenté l'été dernier était plus libéral que celui-ci, en ce sens qu'il accordait aux provinces plus de latitude.

[Texte]

It was a very controversial draft. It was opposed by many of the provinces during the negotiations this summer. Not only my province of Saskatchewan and Premier Blakeney opposed it, but some of the provinces represented by Conservative governments opposed it as well.

My argument here this morning is that I think it is only fair, since last night this was dropped on us by the government that they were going to accept this amendment, that we stand this until Monday evening. It will give us a chance to reflect. It will give us a chance, since we come from all the provinces of this country, to consult with different provincial governments. I think that is only right in a federation that we should do that, since this is one of the more controversial areas discussed during the summer.

I want to raise this morning as a non-lawyer and as a layman who feels at a distinct disadvantage when I deal with some of the terms that are used here, with some of the concerns that I have.

The first thing that I wanted to say, Mr. Chairman, is that I think we need, in this country, protection to own a farm, protection to own a small business, protection to own a home. I think we need some of those economic rights.

Now the Conservative amendment that is going to be accepted by that government gets us into the area of economic rights, and if we are going to get into that area, and I am certainly one that is interested in looking at social and economic rights; the right to medical care; the right to health care I think is a basic fundamental human right that should be enjoyed by all; the right to housing, I think, should be enjoyed by all people; I think the right to an income should be enjoyed by all people.

My colleague, Mr. Rose, says clean air and environment. There are a lot of basic social and economic rights that I think could be contemplated, and probably should be contemplated, included in the constitution. And I am not sure if I want to just include this one economic right at the exclusion of all the others, and I appeal to my fellow Committee members this morning to let this clause stand.

I look, for example, at the word "everyone", and I wonder what that means. It does not refer to a Canadian citizen. "Everyone" I think would mean everyone; a Japanese businessman in America, and someone from France, or anywhere in the world. I remember the eloquent plea made by the Conservative Attorney General in Prince Edward Island at the conference of premiers this September in the constitution, the eloquent plea made by Premier MacLean's Attorney General as to why, in the Province of Prince Edward Island, they needed to legislate farm size and ownership of farm land in that province to protect the heritage of Prince Edward Island. It was one of the most moving pleas made during that week of the constitutional conference.

I do not know whether or not this type of thing would interfere with Prince Edward Island's right to determine who owns their land, who controls their land, and the future destiny of that province.

[Traduction]

C'était un projet fort controversé. Il a rencontré l'opposition de nombreuses provinces au cours des négociations qui ont eu lieu cet été. Ma province, la Saskatchewan, et le premier ministre Blakeney n'ont pas été les seuls à s'y opposer; certaines des provinces représentées par des gouvernements conservateurs s'y sont opposées également.

Comme le gouvernement ne nous a avertis qu'hier soir qu'il avait l'intention d'accepter cet amendement, il n'est que juste que nous le réservions jusqu'à lundi soir. Cela nous donnera le temps d'y réfléchir. Puisque nous représentons toutes les provinces du pays, cela nous donnera le temps de consulter les gouvernements provinciaux. Ce n'est que justice dans une fédération comme la nôtre, puisqu'il s'agit d'une des questions les plus controversées l'été dernier.

Comme je ne suis pas juriste, je parlerai en profane qui s'estime désavantagé lorsqu'il est confronté à certains des termes qui sont utilisés ici.

Tout d'abord, j'estime qu'il faut protéger le droit à la propriété, lorsqu'il s'agit d'une ferme, d'une petite entreprise ou d'une maison. Nous avons besoin de certains de ces droits économiques.

L'amendement proposé par les conservateurs, et que le gouvernement a l'intention d'accepter, touche la question des droits économiques, et c'est pourquoi je tiens à souligner que je m'intéresse beaucoup aux droits sociaux et économiques, aux droits à recevoir des soins médicaux, c'est-à-dire le droit fondamental que nous devrions tous avoir. Je m'intéresse également au droit au logement ainsi qu'au droit à un revenu pour tout le monde.

Mon collègue, M. Rose, parle de la propreté de l'air et de l'environnement. On pourrait et l'on devrait probablement envisager la possibilité d'inclure dans la constitution de nombreux droits sociaux et économiques fondamentaux. Je ne suis pas certain de vouloir inclure ce droit économique en particulier à l'exclusion de tous les autres. C'est pourquoi je demande aux membres du Comité de réserver cet article.

Je prends par exemple le mot «chacun» et je me demande ce qu'il veut dire. On ne mentionne pas qu'il s'agit d'un citoyen canadien. Si l'on dit chacun, cela peut être tout le monde, un homme d'affaires japonais en Amérique, un Français, ou qui que ce soit. Je me souviens du plaidoyer éloquent fait par le procureur général conservateur de l'Île-du-Prince-Édouard lors de la conférence des premiers ministres en septembre. Il nous a expliqué pourquoi à l'Île-du-Prince-Édouard il était nécessaire d'adopter des lois pour fixer la taille des fermes et établir les titres de propriété afin de protéger le patrimoine de l'Île. Ce fut l'un des plaidoyers les plus émouvants de cette semaine.

Je ne sais pas si cette disposition aurait un impact sur le droit de l'Île-du-Prince-Édouard de déterminer qui pourra y posséder des terres, qui les contrôlera et quelle sera la destinée de la province.

[Text]

I am not sure, Mr. Chairman, what this would do, for example, in Saskatchewan if this had been enshrined in the constitution five years ago before the premier and the government of my province, the legislature of my province, decided to take under public ownership over 40 per cent of the potash industry by purchasing foreign owned potash mines. I am not sure what that would do. Perhaps they could still do it. Perhaps it would have taken long court battles. Perhaps because of the inclusion here that these things can be done only in accordance with the principles of fundamental justice, that would have allowed them to do it because of the expropriation laws. But I am not sure of that, and I think we need time to reflect. We need time to consult legal opinion, legal counsel, time to consult the provinces.

So for that reason as well, I want Mr. Chairman to have this thing stood until Monday evening.

The other thing I referred to very briefly was Prince Edward Island and land, but I can refer to M. Lapierre and the Province of Quebec, and look at some of the land legislation that has been introduced by the province. Does this or does this not interfere with the rights.

I look at my own province and the concern about foreign ownership of land, absentee ownership of land, and I wonder whether or not this might interfere.

I also look at the argument of provincial rights, and here I am really surprised with my colleagues in the Conservative Party. I know they want to split this package, and have it referred to the provinces for their approval, but I think they also know that we have before us a majority government, and regardless of what the Opposition says, if the majority government is determined to get its way, in a parliamentary system, they usually get their way, and they may be doing this country a great disservice in terms of forcing something on the provinces the provinces do not want; because property rights comes under the administration of the provinces of this country, and again, because of that, I want time to consult, and time for members of this Committee to properly reflect as to whether or not we are doing the right and proper thing.

So for those reasons, Mr. Chairman, I ask this Committee to stand this. I oppose doing this at this time. I oppose the words that are before us. Perhaps we should be looking at amending them, striking them out totally, striking them out completely, and if we are to get into the area of economic rights, I am more concerned about people that perhaps do not even have property, but that have rights. What about people that rent their homes, that cannot afford property, that are paying huge interest rates in this country, and high rents in this country, do they have a right to housing? Do they have a right to income? Do they have a right to health care? Do they have these other basic rights? We have been told in this Committee that, well, we should really get onto these things and we should just include a charter of rights, patriate the constitution with an amending formula, and maybe consider a few other things, you know, like resources and equalization.

So, Mr. Chairman, I would like to ask you to stand this clause until Monday evening if possible.

[Translation]

Si cette disposition avait été constitutionnalisée il y a cinq ans, je ne sais pas ce qui se serait passé en Saskatchewan où le premier ministre et l'Assemblée provinciale ont décidé d'inclure dans le domaine public plus de 40 p. 100 du secteur de la potasse en rachetant des mines d'intérêts étrangers. Je ne sais pas quelles auraient été les conséquences. Ils auraient peut-être pu le faire quand même. Il y aurait peut-être eu une lutte acharnée devant les tribunaux. Il est possible que la clause stipulant qu'il faut se conformer au principe de la justice fondamentale leur aurait quand même permis de le faire, à cause des lois sur l'expropriation. Je n'en suis pas certain, cependant, et c'est pourquoi je pense que nous avons besoin de temps pour y réfléchir. Il nous faut pouvoir consulter des juristes ainsi que les provinces.

C'est pourquoi je veux également qu'on réserve cet article jusqu'à lundi soir.

J'ai par ailleurs fait brièvement allusion à l'Île-du-Prince-Édouard, mais je peux demander à M. Lapierre qu'il nous parle de la législation foncière adoptée par la province de Québec. Y a-t-il interférence de ces droits et de cette législation?

Si je prends le cas de ma propre province où l'on s'inquiète de voir la terre appartenir à des intérêts étrangers, je me demande s'il n'y aurait pas là interférence.

Je regarde également l'argument des droits provinciaux et je suis vraiment étonné de la position de mes collègues conservateurs. Je sais qu'ils veulent dissocier ces propositions et les soumettre à l'approbation des provinces. Mais, par ailleurs, ils n'ignorent pas que nous sommes en présence d'un gouvernement majoritaire. L'opposition officielle aura beau dire et beau faire, dans un régime parlementaire, un gouvernement majoritaire obtient généralement ce qu'il veut. C'est rendre un très mauvais service à ce pays que d'imposer certaines choses aux provinces contre leur gré; en effet, les droits à la propriété sont du ressort des provinces et, de ce fait, je le répète, il me faut du temps, à moi et aux membres du Comité, pour réfléchir avant de juger si ce que nous faisons est bon ou mauvais.

Pour ces raisons, par conséquent, monsieur le président, je demande au Comité de réserver cet article. Je m'oppose à ce qu'on l'adopte maintenant. Je m'oppose au texte qui nous est soumis. Peut-être faudrait-il envisager de le modifier ou de le supprimer purement et simplement; et si nous nous avançons dans le domaine des droits économiques, je m'inquiète de ceux qui ne possèdent rien peut-être, mais qui ont des droits. Que dire des gens qui louent leur maison parce qu'ils n'ont pas les moyens de s'en acheter une, de ceux qui paient des intérêts exorbitants, de ceux qui paient des loyers très élevés; ont-ils le droit à un logement? Ont-ils le droit à un revenu? Ont-ils le droit de recevoir des soins médicaux? Ont-ils ces autres droits fondamentaux? On nous a dit que nous devrions aborder toutes ces choses-là et que nous devrions insérer une charte des droits, rapatrier la constitution avec une formule d'amendement et prendre en considération divers autres éléments, comme les ressources et la péréquation.

Je vous demande donc, monsieur le président, de bien vouloir réserver cet article jusqu'à lundi soir, si c'est possible.

[Texte]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Nystrom.

L'honorable sénateur Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Merci, monsieur le président.

J'avais l'intention de faire simplement une remarque qui recoupe, d'ailleurs, ce que mon collègue M. Beatty et mon collègue M. Hawkes ont déjà dit en ce qui concerne les inquiétudes de M. Lapierre comme de nos amis du NPD relativement aux Provinces qui se trouvent manifestement touchées par l'inclusion de ce droit à la propriété mais, au préalable, je me permettrai de dire deux mots du genre d'analyse que vient de faire M. Nystrom en ce qui concerne le sort qui sera fait aux propositions que nous avons à mettre au point.

Il nous dit en somme que, sachant que la majorité poursuivra peut-être son projet, le projet ne devrait rien contenir que nous ne soyons disposé à imposer aux Provinces. A ce compte-là, lorsqu'on ne veut rien imposer aux Provinces, il faudrait tout simplement abroger, proposer d'éliminer la charte toute entière puisque la majorité présument ne se ralliera pas à la rationalité de nos arguments.

J'espère qu'elle est encore vulnérable à cette rationalité et qu'elle va modifier ses intentions fondamentales d'unilatéralisme.

Quant à nous, sur le point qui préoccupe M. Lapierre, M. Nystrom et son collègue, M. Robinson, il faut bien voir que nous inscrivons le travail que nous poursuivons en ce moment sur l'ensemble de la charte dans un cadre, dans une proposition globale où nous n'imposerons pas aux Provinces, si notre proposition est acceptée, où précisément nous retournerons vers les Provinces un projet du Parlement canadien, et ce que nous cherchons à faire en ce moment c'est de bonifier la proposition du Parlement canadien aux Provinces, selon notre recommandation.

Par conséquent, we do not impose on the Provinces, we propose, en faisant ce que nous faisons en ce moment.

M. Lapierre: Inaudible.

Le sénateur Tremblay: Ah! vous nous ramenez alors la mécanique brutale du jeu des majorités. Peut-être en serons-nous victime mais, encore une fois, je répète que nous faisons le postulat que la majorité est vulnérable à la rationalité et que devant la démonstration que nous ferons en temps et lieu de la rationalité de la référence aux Provinces plutôt que de la référence à Londres pour une charte des droits canadienne, nous faisons le postulat que nos arguments rejoindront cette rationalité, même celle de la majorité.

Par conséquent, notre postulat de travail c'est qu'en ce moment nous préparons une proposition de la part du Parlement canadien à l'intention des Provinces.

Nous avons, je pense, démontré, M. Beatty entre autres, qu'il est justifié quant au fond d'inscrire dans cette proposition aux Provinces l'amendement que nous suggérons aujourd'hui; je ne reviendrai donc pas là-dessus, mais je tenais à insister et à souligner que, pour nous, il ne s'agit pas d'imposer aux Provinces mais de proposer.

Merci, monsieur le président.

[Traduction]

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Nystrom.

The hon. Senator Tremblay.

Senator Tremblay: Thank you, Mr. Chairman.

I only intended to make a comment which supports what my colleagues, Mr. Beatty and Mr. Hawkes, have already said about the issue which preoccupies Mr. Lapierre as well as our friends from the NDP because the provinces are obviously affected by the enshrinement of this right to property. But before that, I would like to say a few words about the kind of analysis which Mr. Nystrom has just made on what will happen to the propositions we must develop.

He basically says that since the majority will have its way, the proposition should not contain anything which we are not prepared to impose to the provinces. But if you do not want to impose anything on the provinces, you may as well suppress the whole charter because, presumably, the majority will not accept the rationale of our arguments.

I hope the majority is still open to this rationale and that it is going to consider its fundamental intentions of unilateralism.

As to the point which is of concern to Mr. Lapierre, Mr. Nystrom, and his colleague, Mr. Robinson, you must keep in mind that the objective which we are pursuing comes into the framework of the whole charter, the whole proposition where nothing will be imposed to the provinces, if our proposition is accepted, we shall hand the provinces back with a proposition from the Canadian Parliament and we are not trying to improve the proposition of the Canadian Parliament before it is submitted to the provinces according to our recommendation.

Consequently, by doing what we are doing now, we do not impose on the provinces, we propose.

Mr. Lapierre: We cannot hear you.

Senator Tremblay: You are trying to bring us back to the brutal mechanics of the majority game. Maybe we are going to lose but, again, we hope that the majority is open to the rationale of our arguments and that upon establishing in due time the rationale behind a reference to the provinces instead of a reference to London for a Canadian Charter of Rights, we hope that even the majority will rally our arguments.

Therefore, we assume that on behalf of the Canadian Parliament we are now preparing a proposition for the provinces.

Mr. Beatty and others have demonstrated that it is substantially justified to put our amendment in this proposition which will be submitted to the provinces; and I will not come back to this, but I wanted to emphasize the fact that we do not impose anything on the provinces.

Thank you, Mr. Chairman.

[Text]

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, sénateur Tremblay.

Je crois que votre point de vue a été exprimé très clairement.

Monsieur Lapierre.

M. Lapierre: Monsieur le président, je m'oppose fermement à la suggestion faite par M. Nystrom de remettre à lundi cet article si important quand on sait que les amendements conservateurs ont été présentés dans une forme impeccable mardi soir, quand on sait que hier après-midi j'ai donné notre accord de principe, donc ils ont eu toute la journée hier et toute la soirée, on sait que M. Robinson, lui, a déjà fait son idée sur le sujet, on se demande qui parle pour qui, et aussi je dois avouer que les Conservateurs, comme nous, avons fait nos travaux d'écoliers, notre «homework» et on est très bien décidé sur cette question.

Quand il dit qu'il a besoin de temps pour réfléchir, il a eu toutes les vacances des Fêtes parce qu'il y a beaucoup de groupes qui sont venus devant nous, qui ont parlé du droit de propriété, et je pense que ce n'est pas une notion nouvelle.

M. Nystrom: Depuis hier soir.

M. Lapierre: Hier après-midi que j'ai annoncé que notre côté serait prêt à l'accepter, mais la notion de droit de propriété n'est pas une notion nouvelle et, personnellement, je me demande si monsieur...

• 1040

Mr. Nystrom: A point of order, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): A point of order, Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: Mr. Chairman, I hesitate to interrupt Mr. Lapierre. But he did the same thing to Mr. Robinson on something that was very important. Mr. Chairman, this was talked about last summer, but it has never been in the resolution as presented to this Committee. It was only last night when the government said they would accept the amendment that was sprung on the Committee; and we would suggest to you that we have not had a chance to reflect seriously on this.

We were given to understand by the government that it was not their intention to move this as an amendment.

Mr. Epp: On a point of order.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): A point of order, the Honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, I have to mention to Mr. Nystrom that we came up front with our amendments Tuesday to put them before the Committee so that they could be evaluated, and every member would have an opportunity to do so.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Epp.

Monsieur Lapierre, je crois comprendre que vous avez complété.

M. Lapierre: J'ai complété. Notre position est claire.

[Translation]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Senator Tremblay.

I think that you have clearly expressed your opinion.

Mr. Lapierre.

Mr. Lapierre: Mr. Chairman, I am vigorously opposed to the suggestion put by Mr. Nystrom to stand these very important clauses until Monday; indeed, we know that the amendments from the Conservative party have been presented Tuesday evening in a most orderly way and we also know that yesterday afternoon I have given our agreement in principle; they have had the whole day yesterday and the whole evening and as to Mr. Robinson, we know that he already has made up his mind; one wonders who is talking on behalf of whom and I must confess that the Conservatives have done their homework in the same way as we have and we are in agreement on these questions.

He said that he needs time to think about it, but he has had the holidays to do so because many groups who have appeared before us have talked about the right to property and, therefore, I do not think it is a new concept.

Mr. Nystrom: It is since yesterday evening.

Mr. Lapierre: Yesterday afternoon I stated that on our side we were ready to accept it, but the right to property is not a new concept and I personally wonder whether...

M. Nystrom: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): M. Nystrom invoque le Règlement.

M. Nystrom: Monsieur le président, j'hésite à interrompre M. Lapierre. Mais il a fait la même chose à un moment où M. Robinson faisait une intervention très importante. Certes, il en a été question l'été dernier, monsieur le président, mais cela n'a jamais figuré dans le projet de résolution présenté au Comité. C'est hier soir seulement que le gouvernement a déclaré qu'il accepterait l'amendement inopinément présenté au Comité; or, nous n'avons pas eu la possibilité d'y réfléchir attentivement.

Le gouvernement nous a donné à entendre qu'il n'avait pas l'intention de présenter cela sous la forme d'un amendement.

M. Epp: J'invoque le Règlement.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable Jake Epp invoque le Règlement.

M. Epp: Je dois signaler à M. Nystrom, monsieur le président, que nous avons présenté nos amendements mardi pour que tous les membres du Comité puissent les juger.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Epp.

Mr. Lapierre, I understand that you are through.

Mr. Lapierre: I am through. Our position is clear.

[*Texte*]

Le coprésident (M. Joyal): Je voudrais inviter l'honorable Bryce Mackasey.

The Honourable Bryce Mackasey.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, I listened to the debate. I sometimes resent people speaking in my name, because I usually make my mind up. My mind is that I would support my party, provided my conscience is clear on the issue. There are some fundamental things which do concern me at times.

The point that bothers me a little and will frankly affect my decision in what I will be doing is that the area that Mr. Robinson has touched on, the implications that this clause vis-à-vis the ability of foreign investors, not simply to buy land—because we buy an awful lot of land in the United States—but what they could do with this.

Before I make up my mind on the understanding of this clause, I would like to put a question directly to the Minister as to the validity, in his opinion, because as far as I am concerned it is his guidance I seek when I am confused.

I would like to ask the Minister a question on the validity of Mr. Robinson's argument. Should we be included in the words "Canadian citizens" rather than "everyone"? That is the point that bothers me.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable, the Acting Minister of Justice.

Mr. Kaplan: Mr. Chairman, I would like to be brief in my answer, but I would like to indicate that from the very beginning the Liberals have favoured the notion and concept of the protection of economic rights and rights of property, and that our reasons for withholding that provision from this Bill was for the reasons that some members indicated, that there were strong provincial objections to the inclusion of that type of protection.

Now, the Conservative members have put the provision forward and on the basis of their being prepared to see that contentious issue addressed by this Committee, and addressed by Parliament at this time, the Liberals are prepared, knowing the Conservatives are prepared to support this, since we do believe that economic rights and the rights of property should be recognized and protected, we also are prepared to see that provision move forward.

Now, the arguments that Mr. Robinson and Mr. Nystrom advanced are largely irrelevant to this particular provision, because this provision deals with process and not with the question whether foreign interests, for example, should be allowed to acquire assets and own property on the same basis as Canadians. This has nothing whatever to do with that.

All this deals with is the question of due process and provides that anyone—and I can assist Mr. Nystrom again by confirming that "anyone" means anyone as he suspected it did. So that is not something with respect to which anyone would need much time to reflect on. Anyone means anyone—foreign, domestic, incorporated or unincorporated—has the right not to be deprived of the enjoyment of their property except according to the principles of fundamental justice or of natural justice, whichever this Committee determines.

[*Traduction*]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I now invite the Honourable Bryce Mackasey.

L'honorable Bryce Mackasey.

M. Mackasey: J'ai suivi le débat, monsieur le président. Je n'aime pas que les gens parlent à ma place car je sais généralement ce que je pense. Ce que je pense, c'est que j'appuierai mon parti à condition d'avoir la conscience nette sur la question. Certains éléments fondamentaux me tracassent parfois.

Ce qui me tracasse un peu, et ma décision s'en ressentira certainement, c'est le domaine abordé par M. Robinson, à savoir les conséquences de cet article pour les investisseurs étrangers, non seulement leur possibilité d'acheter des terrains—car nous achetons énormément de terrains aux États-Unis mais également ce qu'ils pourront en faire.

Avant de porter un jugement sur cet article, je voudrais interroger directement le ministre sur ce qu'il pense de sa validité car, en ce qui me concerne, dans la confusion où je suis, j'ai besoin de ses conseils.

Je voudrais poser au ministre une question sur la validité de l'argument de M. Robinson. Faudrait-il parler de «citoyens canadiens» plutôt que de «chacun»? Voilà ce qui me tracasse.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable ministre de la Justice intérimaire.

M. Kaplan: Monsieur le président, ma réponse sera brève. Toutefois, je signale que les libéraux ont toujours été favorables à l'idée de protéger les droits économiques et les droits fonciers. Nous avons omis cette disposition du projet de loi pour les raisons que certains députés ont mentionnées, à savoir que les provinces s'opposaient vivement à l'inclusion de ce genre de protection.

Vu que les députés conservateurs ont proposé cette disposition et qu'ils sont disposés à ce que le Comité et le Parlement abordent maintenant cette question fort controversée, les libéraux sont disposés à accepter cette proposition, vu qu'ils sont convaincus qu'il faudrait reconnaître et protéger les droits économiques et fonciers et que les conservateurs sont prêts à appuyer cette notion.

Les arguments qu'ont invoqués M. Robinson et M. Nystrom ne se rapportent pas du tout à cette disposition car cette dernière vise la procédure et n'a rien à voir avec l'acquisition de biens et de propriétés par des intérêts étrangers.

L'amendement n'a trait qu'au cours normal de la justice et stipule que quiconque—et pour la gouverne de monsieur Nystrom je confirme à nouveau que «chacun» veut bien dire «tous et chacun» comme il le soupçonnait. Il n'y a donc pas lieu de s'attarder là-dessus. Quiconque signifie que quiconque—étranger, «indigène», constitué ou non en société, a le droit de ne pas être privé de la jouissance de ses biens, sauf en conformité des principes de justice fondamentale ou de justice naturelle, selon ce que le Comité décidera.

[Text]

The narrow answer to your question is yes, we could restrict the right to be treated fairly in process to Canadian citizens. We could indicate by implication, as I think Mr. Robinson wanted to do, that foreigners should be subject to unfair rules, if that is what Parliament decides; that they should be denied due process in the enjoyment of property in our country. We do not agree with that.

We feel that the due process rules should apply to everyone—and I mean everyone—who is allowed by whatever other laws are relevant, to own and enjoy property in Canada.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Minister.

Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, in the last few minutes, I have just attempted to locate the extract to which I had earlier referred. I would like to draw to the attention of the Committee the viewpoint of both the Canadian Bar Association and Professor Tarnopolsky which I think should be quoted. I believe it is persuasive.

This is from the Canadian Bar Association submission called *Towards a New Canada*.

I think it is important to point out, Mr. Chairman, that this Committee was one which contained representatives from right across Canada. It was chaired by Mr. Jacques Viau from the Province of Quebec, and there were representatives from Alberta, British Columbia, Ontario, Quebec, Prince Edward Island, New Brunswick, Nova Scotia, Saskatoon, Newfoundland.

Mr. Chairman, this was a very broadly representative group. They conducted a number of hearings and asked for many submissions. Following that they came together as a group and drew up a which is certainly worthy of serious consideration by this Committee.

Mr. Chairman, on the fundamental question before us and the question of property rights, this is dealt with at page 18 of the report of the Canadian Bar Association and the heading Legal Rights in their general section on fundamental rights, constitutional objectives. What they stated was this: that the federal government in their proposal, *The Constitution and the People of Canada*, suggested the inclusion of the following rights: one, the right of the individual to life and the liberty and security of the person and the right not to be deprived thereof except by the due process of law.

Now I would like to pause there for a moment, Mr. Chairman, to indicate that I am sure the Minister of Justice subconsciously perhaps, certainly erroneously referred himself to due process, that this would somehow guarantee due process. I certainly hope that is not what we are talking about, because if we start talking about due process, as the Minister did at one point, we are getting into the whole area of substantive due process, which is the last area we want to get

[Translation]

Pour répondre strictement à votre question, nous pourrions en effet restreindre le droit d'être traités de façon équitable aux citoyens canadiens. Nous pourrions laisser entendre ici, comme le disait monsieur Robinson, que les étrangers seraient soumis à des règles injustes, si le Parlement en décide ainsi, qu'ils ne devraient pas jouir de leurs biens dans notre pays selon le cours normal de la justice. Nous ne sommes pas d'accord avec un tel concept.

Nous estimons que le processus normal de la justice devrait s'appliquer à toute personne, et je dis bien toute personne, autorisée à posséder des biens au Canada en vertu de toute autre loi pertinente.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur le ministre.

Monsieur Robinson.

M. Robinson: Monsieur le président, dans les dernières minutes, j'ai tenté de retrouver l'extrait auquel j'ai fait allusion plus tôt. J'aimerais attirer l'attention du Comité sur l'opinion de l'Association du Barreau canadien ainsi que sur celle du professeur Tarnopolsky, qui devrait être cité car ses arguments sont convaincants.

Voici un extrait de la proposition de l'Association du Barreau canadien intitulée *Vers un nouveau Canada*.

Il importe de signaler, monsieur le président, que ce comité était composé de représentants de toutes les régions du Canada. Il était présidé par M. Jacques Viau, du Québec, et comptait des représentants de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, de l'Ontario, du Québec, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de la Saskatchewan et de Terre-Neuve.

Monsieur le président, ce groupe était donc fort représentatif. Il a tenu un certain nombre d'audiences et a reçu de nombreuses propositions. Il a rédigé par la suite un document dont devrait certes tenir compte le Comité.

Monsieur le président, à la page 18, le rapport de l'Association du Barreau canadien traite de cette question fondamentale qui nous occupe, celle des droits fonciers, sous la rubrique Droits juridiques dans le chapitre portant sur les droits fondamentaux et les objectifs constitutionnels. Ils ont écrit ce qui suit: dans sa proposition intitulée, *la Constitution et la population du Canada*, le gouvernement fédéral a proposé l'inclusion des droits suivants: premièrement, le droit de la personne à la vie et à la liberté et à la sécurité de la personne et le droit de ne pas en être privé sauf en conformité de l'application régulière de la loi.

Je m'arrête ici pour signaler que le ministre de la Justice s'est certainement trompé en disant que cet amendement garantirait le cours normal de la justice. J'espère que ce n'est pas le cas, car si nous abordons la question du cours normal de la justice, comme le ministre l'a signalé, nous abordons tout le domaine du droit positif, ce que nous ne souhaitons certainement pas faire dans le cas des droits économiques.

[Texte]

into in this particular country when dealing with economic rights.

I will go on to the second section that the Canadian Bar Association looked at, which was the right of the individual to the enjoyment of property and the right not to be deprived thereof except according to law.

Now that was a very weak formulation, but they said:

We agree with the general thrust of these proposals as did the Joint Committee. That Committee would in fact have gone further and provided that an individual should not be deprived of property except for the public good and for just compensation. However, we are convinced that the question whether the taking of property is for the public good is clearly one for the legislatures. We did have some sympathy for the view that just compensation for such taking should be consistently guaranteed, but in the end we think consistently with our view that economic rights are not appropriate for protection in a Bill of Rights, that this question, too, is fundamentally one for the legislatures.

It can be argued whether or not certain economic rights should be dealt with in the context of a bill of rights, and we will be dealing with that argument a little later.

But certainly, they say these bodies, that is the legislatures are best equipped to judge what is for the public good and what is just in economic matters.

So, Mr. Chairman, what the Canadian Bar Association recommended was that the right of the individual to the enjoyment of property should only be to the extent that it was according to law.

Mr. Chairman, it was another fundamental change, and that is that the federal government's original proposal dealt with the rights of individuals, the right of the individual to the enjoyment of property.

Well, Mr. Chairman, that was precisely the amendment which I attempted to propose. There was no suggestion by the Canadian Bar Association or the government that we were extending this right and this whole area of jurisprudence to the corporate sector; no suggestion whatsoever. We were dealing with natural persons in that case, and the federal government was dealing with natural persons in that particular case.

Then there was Professor Tarnopolsky, in a recent article in the Canadian Bar Review, dealing with provisions of Bill C-60 who made the following arguments. That was in 1978.

He makes reference to some of the problems with the due process of law clause with respect to the enjoyment of property and goes on in dealing with the separation of property from the due process clause to say:

With the adoption of such an amendment, however, the question that arises is whether to include any clause for the protection of property rights and if so, whether a phrase such as "except in accordance with law", which is the one most frequently recommended, would be sufficient protection to ensure "just" treatment and "just" compensation for the taking of property. For this purpose

[Traduction]

Je passe au deuxième aspect qu'a abordé l'Association du Barreau canadien, notamment le droit de la personne à la jouissance des biens, et le droit de ne pas en être privée sauf en conformité de la loi.

C'est assez mal formulé, il a dit mais ceci:

A l'instar du comité mixte, nous approuvons l'intention générale de ces propositions. En fait, le comité aurait été plus loin, et ajouté que personne ne peut être privé de ses biens, sauf pour le bien public et en contrepartie d'une indemnité raisonnable. Toutefois, nous sommes convaincus qu'il incombe clairement aux assemblées législatives de décider si la saisie de biens est dans l'intérêt public. Nous étions favorables au départ à l'idée que l'indemnité advenant une telle saisie devrait être garantie, mais finalement, nous estimons qu'il n'y a pas lieu de protéger les droits économiques dans une déclaration des droits, que cette question relève également des assemblées législatives.

On peut en effet se demander si une déclaration des droits devrait inclure des droits économiques, et nous reviendrons à cet aspect plus tard.

De toute façon, ils disent bien que les assemblées législatives sont les plus aptes à juger ce qui est dans l'intérêt public, et ce qui est juste du point de vue économique.

L'Association du Barreau canadien a donc recommandé, monsieur le président, qu'on se contente de stipuler que le droit de la personne à la jouissance des biens doit être octroyé dans le cadre de la loi.

Monsieur le président, il y a eu un changement fondamental, car au départ, la proposition du gouvernement fédéral portait sur les droits des individus à la jouissance des biens.

Monsieur le président, c'était justement l'intention de l'amendement que j'ai tenté de proposer. L'Association du barreau canadien ou le gouvernement n'ont jamais parlé d'étendre ce droit et toute cette jurisprudence aux sociétés. Nous parlions alors de personnes naturelles, comme le gouvernement fédéral d'ailleurs.

Ensuite, le professeur Tarnopolsky a présenté les arguments suivants dans un article qui a paru récemment dans la Canadian Bar Review au sujet des dispositions du bill C-60. C'était en 1978.

Il fait allusion aux problèmes que pose l'article relatif à l'application régulière de la loi, en ce qui a trait à la jouissance des biens, et aborde ainsi la distinction entre les biens et le concept de l'application régulière de la loi:

En envisageant l'adoption de tels amendements, toutefois, il faut se demander si l'on doit inclure un article prévoyant la protection du droit à la propriété et, dans l'affirmatif, si l'expression «sauf en conformité de la loi», celle que l'on recommande le plus souvent, suffirait à assurer un traitement «juste», et une indemnisation «juste» en cas de saisie. Pour ce faire, cet article pourrait égale-

[Text]

one could add to that clause the requirement that expropriation shall only be "in the public interest" and for "compensation". The problem with such formulation, however, is that unless a further provision is made to exempt taxation of forfeiture by way of penalties from the protection for "just compensation", then some court could extend the coverage of the property protection clause to provide an argument against the paying of taxes or the levying of forfeitures of property.

Mr. Chairman, the whole concept of natural justice is one, as I have indicated, is restrictive so far, but which some court could certainly and conceivably extend to deal with the whole area of compensation. If that were the case, can you imagine the nightmare we would be in in this country with courts deciding a question of that nature.

Professor Tarnopolsky goes on to make that point.

Besides, there could be extensive litigation over the "justice" of "just" compensation. Therefore it is probably preferable to provide merely that there shall be no deprivation of property "except in accordance with law", and rely, thereby, on the representation of propertied interests in our legislatures to prevent the enactment of laws providing for expropriation without "just" compensation and confiscation without justification.

So, Mr. Tarnopolsky, who is a member of the United Nations Human Rights Committee as well as a member of the Canadian Human Rights Commission and the author of the leading text on the Canadian bill of rights.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): A point of order, Mr. Robinson. You are giving us the pedigree of Mr. Tarnopolsky. I would like you to address the very content of the motion. I think you will understand that. I would like to remind you that when we are on amendments of subamendments, interventions should deal with the content of the amendments and not with the personality of any authority you might quote in support of what you are advancing.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I certainly appreciate that. I merely wanted to remind Committee members of the outstanding qualifications of Professor Tarnopolsky in this particular regard and to hope that perhaps his words might be listened to particularly seriously in the light of that.

Mr. Chairman, as I say, this amendment while it was proposed by the Conservative Party on Tuesday night, it was only yesterday that the government indicated that they were prepared to accede to this.

Surely, it is not unreasonable to ask that we be given some opportunity to consult on this matter which is of such vital importance and which could affect fundamentally some very important rights.

Now, the Conservative Party has objected on many occasions to the lack of consultation, the lack of an attempt to arrive at a consensus. What we are saying is, let us consult over the weekend on a proposal which is a new proposal and which has never been on the table before and which provinces

[Translation]

ment exiger que toute expropriation ne soit faite dans «l'intérêt public» et contre «indemnisation». Toutefois, avec un tel libellé, les tribunaux pourraient étendre la portée de l'article et accepter tout argument contre le versement de taxes ou la perception d'amendes, à moins qu'une autre disposition ne les exempte de la protection offerte par l'expression «indemnisation juste».

Monsieur le président, le concept de justice naturelle est restrictif, comme je l'ai dit, mais il est concevable que des tribunaux en étendent la portée aux domaines de l'indemnisation dans son ensemble. Pouvez-vous imaginer quel serait le cauchemar si les tribunaux devaient décider de questions de ce genre.

Le professeur Tarnopolsky évoque ensuite cet argument.

Par ailleurs, l'interprétation de l'expression «indemnisation juste» pourrait donner lieu à de nombreux litiges. Par conséquent, il est probablement préférable de stipuler simplement qu'on ne peut priver quiconque de ses biens «sauf en conformité de la loi», et s'en remettre ainsi aux interventions des propriétaires auprès de nos assemblées législatives pour empêcher l'adoption de lois permettant l'expropriation sans indemnisation juste et la confiscation sans justification.

Voilà donc l'opinion de M. Tarnopolsky, un membre du comité des droits de l'homme des Nations Unies, ainsi que de la Commission canadienne des droits de la personne, et auteur du document le plus important sur la déclaration canadienne des droits.

Le coprésident (M. Joyal): J'invoque le Règlement monsieur Robinson. Vous nous donnez le pedigree de M. Tarnopolsky. Comme vous le comprendrez, j'aimerais que vous vous en teniez au contenu de la motion. Je vous rappelle que lorsque nous étudions des amendements ou des sous-amendements, toute intervention devrait porter sur le contenu de ces amendements et non sur la personnalité de tout expert que vous pouvez citer pour appuyer vos arguments.

M. Robinson: Monsieur le président, je comprends fort bien. Je tenais simplement à rappeler aux membres du Comité les compétences remarquables du professeur Tarnopolsky à cet égard en espérant qu'on accordera d'autant plus de poids à son opinion.

Monsieur le président, bien que le parti conservateur ait proposé cet amendement mardi soir, ce n'est qu'hier que le gouvernement a indiqué qu'il était disposé à l'accepter.

Ce n'est certes pas trop demander que l'on nous donne l'occasion de nous renseigner sur un sujet d'une importance aussi vitale qui pourrait influencer sur des droits fondamentaux.

Le parti conservateur s'est souvent opposé au manque de consultation, à l'absence d'un consensus. Nous demandons simplement qu'on nous permette de nous consulter pendant la fin de semaine sur une proposition qui est tout à fait nouvelle, qui n'a jamais été déposée auparavant et que les provinces

[Texte]

have never had to consider in the history of federal provincial negotiations in this country. This is the first time that this has been proposed.

Now reference has been made to the July 1980 draft, and as I have already pointed out that draft dealt with the deprivation of property according to law. Well, Mr. Chairman, there was such bitter resistance to that particular proposal by provincial governments that when we look at the final proposal which went to the September 1, Ministers conference we find there is no reference whatsoever to it, that there is no reference to the right to the enjoyment of property. The reason for that is simply that even the reference to the right to the enjoyment of property in accordance with the law was felt to be totally unacceptable to the provinces.

Now, we have this new concept, Mr. Chairman, and this new concept would add principles of jurisprudence which, as I say, the provinces should be consulted on.

I would hope, Mr. Chairman, that the Conservative Party would follow through on the principles they have spoken on in many cases in the past and agree that we should give the provinces, give the Attorney General of the Province of Prince Edward Island, and the Attorney General of the Province of British Columbia, Saskatchewan, an opportunity at least to study this new proposal, this unprecedented proposal, over the weekend and then come back and consider the substance of it and whether we might not wish to restrict the wording to a certain extent.

Let us allow at least that minimal consultation which surely should be taken place on so fundamental and so unprecedented a change!

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

The Honourable James McGrath.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, we feel there has been adequate debate on this. It is not a new principle. It was first introduced 20 years ago in the Diefenbaker bill of rights and was the subject of many witnesses who appeared before this Committee. It has been well covered by my colleague, Mr. Beatty. We would like the question to be put now.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you.

Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: Mr. Chairman, we have had many discussions in the last two or three months between Mr. Austin, Mr. Epp and myself and we have always carried on some very cordial talks and negotiations, and we have pretty well come to an understanding that if some member of this Committee wants to have something stood for a short period of time to reflect and consider, that would be acceded to.

I find it very strange this morning that we cannot have this done when we are dealing with something that is new, basic—something that caused a great deal of concern on the part of the provinces last summer.

You will know, Mr. Chairman, that my main role here is to try and build a consensus amongst Canadians.

[Traduction]

n'ont jamais eu à envisager dans toute l'histoire des négociations fédérales-provinciales dans notre pays. C'est la première fois qu'on fait une telle proposition.

On a mentionné la version de juillet 1980, et j'ai déjà signalé que cette dernière portait sur la privation des biens en conformité de la loi. Monsieur le président, les gouvernements provinciaux se sont opposés avec tellement de virulence à cette proposition que la proposition définitive, présentée à la Conférence des ministres du 1^{er} septembre, n'y fait allusion nulle part. Elle ne mentionne pas du tout le droit à la jouissance des biens. La raison en est que la seule mention du droit à la jouissance des biens en conformité de la loi était tout à fait inacceptable pour les provinces.

On leur propose maintenant ce nouveau concept, monsieur le président, qui viendrait ajouter des principes de jurisprudence sur lesquels les provinces devraient être consultées.

J'espère, monsieur le président, que le parti conservateur respectera le principe qu'il a prôné si souvent dans le passé et conviendra que nous devrions au moins donner aux provinces, aux procureurs généraux de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Colombie-Britannique, de la Saskatchewan, etc., l'occasion d'étudier cette nouvelle proposition, sans précédent, pendant la fin de semaine pour revenir ensuite discuter du fond et du libellé appropriés.

Permettons au moins ce minimum de consultation qui devrait certes avoir lieu vu l'importance et la nouveauté de cette proposition!

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup monsieur Robinson.

L'honorable James McGrath.

M. McGrath: Monsieur le président, nous estimons que nous avons assez discuté de ce sujet. Ce principe n'est pas nouveau. Il a été introduit pour la première fois il y a vingt ans dans la déclaration des droits de Diefenbaker et a été discuté par de nombreux témoins qui ont comparu devant le Comité. M. Beatty a très bien expliqué la situation. Nous aimerions que la motion soit mise aux voix maintenant.

Le coprésident (M. Joyal): Merci.

Monsieur Nystrom.

M. Nystrom: Monsieur le président, M. Austin, M. Epp et moi-même avons eu de nombreux entretiens au cours des deux ou trois derniers mois, entretiens qui ont toujours été fort cordiaux. Au cas où un membre du Comité souhaiterait qu'un article soit réservé pendant une courte période de temps pour lui permettre d'y réfléchir, nous avons plus ou moins convenu qu'on accèderait à cette requête.

Je trouve fort étrange que l'on ne puisse procéder ainsi ce matin alors qu'il s'agit d'une question nouvelle, fondamentale et qu'elle a suscité des préoccupations chez les provinces l'été dernier.

Vous saurez, monsieur le président, que mon premier rôle ici est de tenter d'arriver à un consensus entre tous les Canadiens.

[Text]

There is obviously a lot of opposition to what the government was doing when it first introduced this resolution, and it was obviously causing some division in the country. I think it is important that all of us should lay aside some of our partisan labels and some of our original bias and try to build a consensus in this country.

Mr. McGrath: On a point of order, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. McGrath, a point of order.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, it is evident to me what Mr. Nystrom is attempting to do is patently unfair, to put it mildly.

He is trying to suggest—and there is an audience out there who will judge the fairness of what he is attempting to do—he is trying to suggest that we are denying him a reasonable request because this is something new on the table and they would like to have time to think about it.

There are three points. First, the amendment has been on the table since last Tuesday night. Secondly, it has been the subject of debate before this Committee amongst a number of witnesses, and it comes as no surprise to Mr. Nystrom that this is one of our amendments—and there were a lot of written briefs.

Thirdly, Mr. Chairman, the principle has already been embedded in the Diefenbaker Bill of Rights for the past 21 years.

Now, I do not know why he needs to consult, because he has had the proposition before him all week and he has had the evidence before the First Ministers conference last fall.

I would respectfully suggest to you, Mr. Chairman, that it is reasonable to expect that there comes a time in this Committee when enough has been said and we should proceed to vote; and I think that time has arrived.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I have respect for the provinces and I want to consult them—and I am caught at 11 o'clock.

Mr. Beatty: Mr. Chairman, on a point of order.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Beatty, a point of order.

Mr. Beatty: Mr. Chairman, I would move that the Committee continue to sit until consideration has been concluded, including the vote on the motion CP-4.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I have an amendment. The Committee is always master of its own rules. The agenda that we accepted to sit for certain specific hours is not written in stone. If honourable members express the view that they should continue to sit, then the Chair is of course at the disposal of the Committee.

I have a proposal by the Honourable Perrin Beatty that this Committee should sit until the final vote on the proposed motion. I would like to have the views of the members of the Committee to do so, to accept such a motion.

Mr. Mackasey.

[Translation]

Il est évident qu'il y a eu une forte opposition au projet du gouvernement lorsque ce dernier a présenté pour la première fois cette résolution, et que celle-ci a suscité beaucoup de division au sein de notre pays. Il importe que nous mettions de côté nos convictions politiques et nos partis pris pour tenter d'arriver à ce consensus.

M. McGrath: J'invoque le Règlement monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): M. McGrath souhaite invoquer le Règlement.

M. McGrath: Monsieur le président, il me semble évident que la tentative de M. Nystrom est tout à fait injuste, pour employer un euphémisme.

Il veut laisser entendre—et les personnes ici présentes pourront juger de la valeur de ses procédés—que nous refusons d'accéder à sa requête alors qu'on vient de déposer un concept nouveau et qu'il voudrait avoir le temps d'y réfléchir.

Il faut signaler trois choses. Tout d'abord, l'amendement a été déposé mardi soir. Deuxièmement, il a fait l'objet de discussions en comité avec un certain nombre de témoins—et que nous présentons un tel amendement n'est certes pas une surprise pour M. Nystrom—et de nombreux mémoires ont abordé cette question.

Troisièmement, monsieur le président, ce principe se trouve déjà dans la déclaration des droits de Diefenbaker depuis 21 ans.

J'ignore pourquoi il a besoin de procéder à des consultations car cette proposition a été faite il y a une semaine et elle avait déjà été soulevée pendant la Conférence des premiers ministres à l'automne dernier.

En toute déférence, monsieur le président, il arrive un moment où une question a été vidée en comité et où il y a lieu de procéder au vote. Je crois que ce moment est maintenant venu.

M. Robinson: Monsieur le président, je respecte les provinces et je veux les consulter, et j'ai un rendez-vous à 11 heures.

M. Beatty: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

Le coprésident (M. Joyal): M. Beatty invoque le Règlement.

M. Beatty: Monsieur le président, je propose que le Comité continue de siéger jusqu'à ce qu'il ait terminé l'étude de cet article, y compris l'adoption ou le rejet de la motion CP-4.

Le coprésident (M. Joyal): J'ai un amendement. Il revient toujours au Comité de décider des règles qu'il entend suivre. Notre ordre du jour n'est certes pas immuable. Si les membres du Comité souhaitent continuer de siéger, le président est certes à leur disposition.

L'honorable Perrin Beatty a proposé que le Comité continue de siéger jusqu'à ce que la motion proposée ait été mise aux voix. J'aimerais connaître l'opinion des membres du Comité à ce sujet.

Monsieur Mackasey.

[Texte]

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, I must support Mr. Beatty's request, and I would like very succinctly to tell the Committee why.

I am prepared and have always tried to listen to arguments with as open a mind as is possible, within reason, considering our parliamentary procedures and party differences.

I listened as openly as I could to the arguments of Mr. Robinson, including asking the minister for an evaluation of his arguments. That is the point to which I was prepared, if necessary, at least to abstain or vote with the proposal to postpone this item over the weekend.

• 1100

I wanted to do that on the logic of the argument. I resent doing it on the tactics that brings us to an arbitrary hour to accomplish what you cannot do through logic and it is for that reason that I think we should continue now.

We have listened to the very persuasive arguments of the NDP as to why they think this should be extended over the weekend, and I am not persuaded. But if the Committee is persuaded in general, then let us have the vote and find out, but let us not try to accomplish by hours or by the 11 o'clock rule something that you cannot get in a very democratic way, which is a vote, so I would suggest in support of Mr. Beatty's point, that we continue to the point at least that we come to the vote as to whether we should stand this or not stand it.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Nystrom, on the proposed motion by the Honourable Perrin Beatty.

Mr. Nystrom: Mr. Chairman, I am not one to want to create difficulties and I think we have worked very well together in this Committee since November. I have had immense respect for my colleagues, immense respect for both yourself, Mr. Chairman, and your Joint Chairman.

I would just like to appeal to this Committee to show a little bit of respect in return, that we stand this, give us a chance to consult with our people, with our constituents and particularly with the provinces.

I also want to point out to you, Mr. Chairman, if I understand the way this Committee has been operating, that to change the rules, to change the agenda in terms of the adjournment time would require unanimous consent.

Some hon. Members: Hear, hear!

Mr. Nystrom: I would like to ask you whether or not I am right in that interpretation and if I am correct in that interpretation, Mr. Chairman, then we can expedite matters by having you make the ruling now because I would not give unanimous consent; and if I am wrong I would like to continue on the point of order.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes, Mr. Nystrom, I have consulted with the Clerk and my attention has been drawn in particular to Section 13 of Chapter 1 of the Parliamentary procedure and the rules in such a circumstance would request unanimous consent and as I see there is no unanimous consent to the proposed motion as put through by Honourable Perrin Beatty, so at this time I would like to adjourn the Committee.

[Traduction]

M. Mackasey: Monsieur le président, je me dois d'appuyer la requête de M. Beatty et j'aimerais expliquer brièvement mes raisons au Comité.

J'ai toujours tenté d'écouter les arguments en gardant un esprit aussi ouvert que possible, malgré notre procédure parlementaire et nos divergences politiques.

J'ai écouté aussi objectivement que possible les arguments de M. Robinson, ainsi que l'appréciation fournie par le ministre. C'est vous dire que j'étais vraiment disposé, au besoin, à m'abstenir ou à approuver la motion en vue de reporter la question à lundi.

J'étais disposé à le faire pourvu qu'on fasse valoir des arguments logiques. Il me déplait fort que l'on ait recours à des tactiques plutôt qu'à la logique, et c'est pourquoi je crois que nous devrions poursuivre.

J'ai écouté les arguments fort convaincants du NPD, mais ils ne m'ont pas convaincu. Toutefois, si les membres du Comité le sont, mettons la question aux voix pour le savoir. Toutefois, ne tentons pas d'accomplir avant 11 heures ce qu'on ne peut faire d'une façon fort démocratique, soit un vote. Je propose donc que nous continuions jusqu'à ce que nous acceptions ou refusions de réserver cet article.

Le coprésident (M. Joyal): M. Nystrom, au sujet de la motion proposée par l'honorable Perrin Beatty.

M. Nystrom: Monsieur le président, il n'est pas dans ma nature de créer des difficultés et je crois que la collaboration au sein du Comité a été très bonne depuis novembre. J'ai un respect immense pour mes collègues ainsi que pour les deux coprésidents.

Je prierais donc le Comité de montrer le même respect et de réserver cet article afin que nous ayons l'occasion de consulter nos commettants et surtout les provinces.

Je vous signale également, monsieur le président, que la procédure du Comité veut que tout changement de l'heure d'ajournement soit fait par consentement unanime.

Des voix: Bravo.

M. Nystrom: Je vous demanderais si mon interprétation est juste, et dans l'affirmative, monsieur le président, nous pouvons hâter les choses en vous laissant prendre la décision dès maintenant car je refuserais d'accorder le consentement unanime. Autrement, si je fais erreur, j'aimerais poursuivre sur le rappel au Règlement.

Le coprésident (M. Joyal): Oui, monsieur Nystrom, je viens de consulter le greffier qui a attiré mon attention sur l'article 13 du chapitre 1 de la procédure parlementaire. Il faudrait en effet obtenir le consentement unanime et, vu qu'il ne sera pas accordé à la motion proposée par l'honorable Perrin Beatty, je souhaiterais maintenant suspendre les travaux du Comité.

[Text]

Mr. Nystrom: Thank you very much, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The meeting is adjourned until Monday evening at 8 o'clock.

[Translation]

M. Nystrom: Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): La séance est levée jusqu'à lundi 20 h 00.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of Justice:

Mr. Roger Tassé, Q.C., Deputy Minister;

Dr. B. L. Strayer, Q.C., Assistant Deputy Minister, Public Law.

Du ministère de la Justice:

M. Roger Tassé, c.r., sous-ministre;

M. B. L. Strayer, c.r., sous-ministre adjoint, Droit public.

Canada. Parliament

SENATE
HOUSE OF COMMONS

Issue No. 45

Monday, January 26, 1981

Joint Chairmen:

Senator Harry Hays, P.C.
Serge Joyal, M.P.

SÉNAT
CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 45

Le lundi 26 janvier 1981

Coprésidents:

Sénateur Harry Hays, c.p.
Serge Joyal, député



DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Special Joint Committee of
the Senate and of
the House of Commons on the*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité mixte spécial
du Sénat et de
la Chambre des communes sur la*

Constitution of Canada

Constitution du Canada

RESPECTING:

The document entitled "Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada" published by the Government on October 2, 1980

CONCERNANT:

Le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980

APPEARING:

The Honourable Jean Chrétien,
Minister of Justice and Attorney
General of Canada

COMPARAÎT:

L'honorable Jean Chrétien,
Ministre de la Justice et
Procureur général du Canada

WITNESSES:

(See back cover)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981

SPECIAL JOINT COMMITTEE OF
THE SENATE AND OF THE HOUSE
OF COMMONS ON THE CONSTITUTION
OF CANADA

Joint Chairmen:

Senator Harry Hays, P.C.
Serge Joyal, M.P.

Representing the Senate:

Senators:

Asselin	Lapointe
Austin	Lucier
Connolly	

Representing the House of Commons:

Messrs.

Beatty	Dion
Campbell (Miss)	Epp
(<i>South West Nova</i>)	Fraser
Corbin	Gingras

COMITÉ MIXTE SPÉCIAL DU SÉNAT
ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES
SUR LA CONSTITUTION DU CANADA

Coprésidents:

Sénateur Harry Hays, c.p.
Serge Joyal, député

Représentant le Sénat:

Les sénateurs:

Petten	Rousseau
Roblin	Tremblay—10

Représentant la Chambre des communes:

Messieurs

Irwin	Munro (<i>Esquimalt- Saanich</i>)
Lapierre	Nystrom
Mackasey	Robinson (<i>Burnaby</i>)—15
McGrath	

(Quorum 12)

Les cogreffiers du Comité

Richard Prigent

Paul Bélisle

Joint Clerks of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b) of the House of Commons:

On Monday, January 26, 1981:

Miss Campbell (*South West Nova*) replaced Mr. Bossy;
Mr. Gingras replaced Mr. Tousignant;
Mr. Fraser replaced Mr. Gustafson;
Mr. Munro (*Esquimalt-Saanich*) replaced Mr. Hawkes;
Mr. Dion replaced Mr. Bockstael.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement de la Chambre des communes:

Le lundi 26 janvier 1981:

M^{lle} Campbell (*South West Nova*) remplace M. Bossy;
M. Gingras remplace M. Tousignant;
M. Fraser remplace M. Gustafson;
M. Munro (*Esquimalt-Saanich*) remplace M. Hawkes;
M. Dion remplace M. Bockstael.

Pursuant to an order of the Senate adopted November 5, 1980:

Conformément à un ordre du Sénat adopté le 5 novembre 1980:

On Monday, January 26, 1981:

Le lundi 26 janvier 1981:

Senator Connolly replaced Senator Cottle;

Le sénateur Connolly remplace le sénateur Cottle;

Senator Asselin replaced Senator Muir;

Le sénateur Asselin remplace le sénateur Muir;

Senator Roblin replaced Senator Yuzyk;

Le sénateur Roblin remplace le sénateur Yuzyk;

Senator Austin replaced Senator Wood.

Le sénateur Austin remplace le sénateur Wood.

MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, JANUARY 26, 1981
(80)

[Text]

The Special Joint Committee on the Constitution of Canada met this day at 8:08 o'clock p.m., the Joint Chairman, Mr. Joyal, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Asselin, Austin, Connolly, Hays, Lapointe, Lucier, Petten, Roblin, Rousseau and Tremblay.

Representing the House of Commons: Messrs. Beatty, Bockstael, Miss Campbell (*South West Nova*), Messrs. Corbin, Dion, Epp, Fraser, Gingras, Irwin, Joyal, Lapierre, Mackasey, McGrath, Munro (*Esquimalt-Saanich*), Nystrom and Robinson (*Burnaby*).

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Messrs. Paul Martin and John McDonough, Researchers.

Appearing: The Honourable Jean Chrétien, Minister of Justice and Attorney General of Canada.

Witnesses: From the Department of Justice: Mr. Roger Tassé, Deputy Minister and Dr. B. L. Strayer, Assistant Deputy Minister, Public Law.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the Senate dated November 3, 1980 and its Order of Reference from the House of Commons dated October 23, 1980, both relating to the document entitled "Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada" published by the Government on October 2, 1980. (*See Minutes of Proceedings, Thursday, November 6, 1980, Issue No. 1.*)

The Committee resumed consideration of the motion of Mr. Beatty,—That Clause 7 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out lines 24 to 27 on page 4 and substituting the following:

"7. Everyone has the right to life, liberty, security of the person and enjoyment of property and the right not to be deprived thereof except in accordance with principles of natural justice."

An alleged question of privilege being raised as to a breach of undertaking by the Government relating to Clause 2 of the proposed Constitution Act, 1980:

STATEMENT BY THE CHAIRMAN

As to questions of privilege raised in a committee I have serious reservations as to the authority of the Chairman or of the committee itself to deal with that.

Permit me to read the relevant citation from Beauchesne's (Fifth Edition):

76. Breaches of privilege in committee may be dealt with only by the House itself on report from the Committee. Thus should a witness refuse to attend, or refuse to give evidence, the committee must report the fact to the House for remedial action.

PROCÈS-VERBAL

LE LUNDI 26 JANVIER 1981
(80)

[Traduction]

Le Comité mixte spécial sur la Constitution du Canada se réunit aujourd'hui à 20 h 08 sous la présidence de M. Joyal (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Asselin, Austin, Connolly, Hays, Lapointe, Lucier, Petten, Roblin, Rousseau et Tremblay.

Représentant la Chambre des communes: MM. Beatty, Bockstael, M^{lle} Campbell (*South West Nova*), MM. Corbin, Dion, Epp, Fraser, Gingras, Irwin, Joyal, Lapierre, Mackasey, McGrath, Munro (*Esquimalt-Saanich*), Nystrom et Robinson (*Burnaby*).

Aussi présents: Du Service de recherches de la Bibliothèque du Parlement: MM. Paul Martin et John McDonough, chercheurs.

Comparait: L'honorable Jean Chrétien, ministre de la Justice et Procureur général du Canada.

Témoins: Du ministère de la Justice: M. Roger Tassé, sous-ministre et M. B. L. Strayer, sous-ministre adjoint, Droit public.

Le Comité reprend l'étude de l'ordre de renvoi du Sénat du 3 novembre 1980 et de son ordre de renvoi de la Chambre des communes du 23 octobre 1980, tous deux portant sur le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980. (*Voir procès-verbal du jeudi 6 novembre 1980, Fascicule n° 1.*)

Le Comité reprend l'étude de la motion de M. Beatty,—Que l'article 7 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié en remplaçant les lignes 25 à 28, à la page 4, par ce qui suit:

"7. Chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne et jouissance de ces biens; il ne peut être porté atteinte à ce droit qu'en conformité avec les principes de justice fondamentale."

Une prétendue question de privilège est soulevée quant à l'abus de confiance du gouvernement concernant l'article 2 du projet de Loi constitutionnelle de 1980:

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT

Quant à la question de privilège prise en considération en comité, j'ai certaines réserves quant au pouvoir de la présidence ou du Comité lui-même d'en discuter.

Permettez-moi de faire lecture du commentaire pertinent de Beauchesne (cinquième édition):

76. La Chambre est seule habile à connaître des atteintes au privilège commises en Comité. Ainsi par exemple, si un témoin refuse de se présenter ou de témoigner, la chose doit être portée devant la Chambre qui décide des mesures à prendre.

From this authority it seems clear to the Chair that our only recourse is a report to the House. If the honourable member wishes to pursue the matter, I would suggest that he submit a motion based on the alleged question of privilege. If he is not prepared to present one, the Committee can do nothing about the matter as there will be nothing before the Committee for it to take action on.

The motion calling for action of some kind is as essential to the question of privilege as are motions to bring all business before the House or any of its committee.

So I think it is clear from the quotations of authorities that I have just read that the Chair as such is not entitled to make a ruling on the question of privilege but what the honourable member should do is to introduce a motion with the proper remedy in it which is to report to the House so that the House makes a decision which is of course the Speaker of the House.

Whereupon, Mr. McGrath moved,—That the breach of undertaking to the Committee by the Government on Clause 2 constitutes a breach of my privilege as a Member of this Committee and further that the matter be reported to the House of Commons.

After debate, the question being put on the motion, it was negated on the following division:

YEAS:

The Honourable Senators

Asselin	Tremblay
Roblin	

YEAS:

Messrs.

Beatty	McGrath
Epp	Munro (<i>Esquimalt-Saanich</i>)—8
Fraser	

NAYS:

The Honourable Senators

Austin	Lucier
Connolly	Petten
Lapointe	Rousseau

NAYS:

Messrs.

Bockstael	Irwin
Campbell (Miss)	Mackasey
(<i>South West Nova</i>)	Nystrom
Corbin	Robinson (<i>Burnaby</i>)—14
Gingras	

POUR:

Les honorables sénateurs

Asselin	Tremblay
Roblin	

POUR:

MM.

Beatty	McGrath
Epp	Munro (<i>Esquimalt-Saanich</i>)—8
Fraser	

CONTRE:

Les honorables sénateurs

Austin	Lucier
Connolly	Petten
Lapointe	Rousseau

CONTRE:

MM.

Bockstael	Irwin
Campbell (M ^{lle})	Mackasey
(<i>South West Nova</i>)	Nystrom
Corbin	Robinson (<i>Burnaby</i>)—14
Gingras	

The Committee resumed consideration of the motion of Mr. Beatty,—That Clause 7 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out lines 24 to 27 on page 4 and substituting the following:

A partir de ce pouvoir, il semble évident que la présidence n'a qu'un seul recours soit un rapport à la Chambre. Si l'honorable député désire poursuivre à cet égard, je lui proposerais de soumettre une motion fondée sur la question de privilège alléguée. S'il n'est pas prêt à en présenter une, le Comité ne peut rien faire à cet égard étant donné que rien ne lui fournit l'occasion d'intervenir.

La motion visant à demander intervention est aussi importante pour la question de privilège que le sont les motions visant à soumettre tous les travaux devant la Chambre ou un de ses comités.

A mon avis, il est donc évident, à partir des citations dont je viens de faire lecture, que le président en tant que tel n'a pas droit de rendre une décision sur la question de privilège mais l'honorable député devrait présenter une motion renfermant la solution appropriée qui est de faire rapport à la Chambre de telle sorte que la Chambre prenne une décision, soit évidemment l'Orateur de la Chambre.

Aussitôt, M. McGrath propose,—Que la question de privilège présentée au Comité par le gouvernement concernant l'article 2, constitue un empiètement sur mon privilège à titre de membre du présent Comité et de plus, que la question soit reportée à la Chambre des communes.

Après débat, la motion, mise aux voix, est rejetée sur division suivante:

Le Comité reprend l'étude de la motion de M. Beatty,—Que l'article 7 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié en remplaçant les lignes 25 à 28, à la page 4, par ce qui suit:

"7. Everyone has the right to life, liberty, security of the person and enjoyment of property and the right not to be deprived thereof except in accordance with principles of natural justice."

After debate, at 10:00 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

«7. Chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne et jouissance de ces biens; il ne peut être porté atteinte à ce droit qu'en conformité avec les principes de justice fondamentale.»

Après débat, à 22 heures, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Les cogreffiers du Comité

Richard Prigent

Paul Bélisle

Joint Clerks of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

January 26, 1981

• 2010

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Order, please.

May I request honourable members to take their seats so that we may resume our work on Clause 7 of the proposed motion.

On Clause 7—*Life, liberty and security of person.*

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Last Friday when we adjourned our session at 11 o'clock on Clause 7, we had agreed previously that the Chair would invite representatives of the NDP party, especially Mr. Ittinuar, and representatives of the Official Opposition, through the honourable Jake Epp, to inform the Chair generally, when the Chair will be able to call back the amendment as moved by Mr. Ittinuar and then to move on to Clause 6.

If the honourable Senator Tremblay would like to add any information on that clause, I would invite him to do so. Senator Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Je ne suis pas sûr que ce soit sur l'article. Est-ce que c'est sur un rappel au Règlement ou sur une question de privilège?

Je veux simplement inscrire dans nos délibérations...

Mr. Fraser: Point of order, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I am sorry, honourable John Fraser, I am already listening to a point of order as put through by honourable Senator Tremblay and there are not two points of order, one over the top of the other. I have to deal with one first and then call the second one.

I will keep your name on the list and I will call you.

Mr. Fraser: Mr. Chairman, it was only because obviously Senator Tremblay's microphone was not working. That was my only point.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I am sorry, I will ask Senator Tremblay to press the button.

Le sénateur Tremblay: Je ne sais pas si c'est sur un rappel au Règlement ou sur une question de privilège.

Je voulais simplement souligner aux membres du Comité que, quant à nous, nous nous réjouissons du retour de l'honorable Chrétien dans nos délibérations et, à ce que je vois, à la fois par son sourire et la forme splendide dans laquelle il se trouve, nous pourrions désormais continuer la bataille d'homme à homme, franche, honnête, mais peut-être dure, dans les jours qui viendront.

M. Chrétien: Merci.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, honorable sénateur Tremblay.

Je suis certain que vous vous faites l'écho de tous les membres du Comité.

Je voudrais simplement vous dire de vous méfier jusqu'à un certain point de l'honorable ministre de la Justice parce que, à ce qu'il me semble, il est dangereusement en forme.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le 16 janvier 1981

Le coprésident (M. Joyal): A l'ordre, s'il vous plaît.

Je demanderai à tous les membres du comité de bien vouloir s'asseoir, de façon à ce que nous puissions reprendre nos travaux relatifs à l'article 7 du projet de résolution.

Article 7—*Vie, liberté et sécurité.*

Le coprésident (M. Joyal): Lorsque la séance fut levée, vendredi dernier, à 11 h 00, au moment où nous étions arrivés à l'article 7, il avait été convenu que le président inviterait des représentants du parti néo-démocrate, plus particulièrement M. Ittinuar, ainsi que des représentants de l'Opposition officielle, notamment M. Jake Epp, pour nous signaler quand nous pourrions revenir à l'amendement proposé par M. Ittinuar, de façon à pouvoir ensuite passer à l'article 6.

Vous avez quelque chose à ajouter au sujet de cet article, sénateur Tremblay? Allez-y, monsieur le sénateur.

Senator Tremblay: I am not sure what section we are on. Are we on a point of order or on a point of privilege?

I simply want to state for the record...

M. Fraser: J'invoque le règlement, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Je regrette, monsieur Fraser, mais le sénateur Tremblay a lui aussi invoqué le règlement et je dois lui donner la parole. Lorsque le premier sera réglé, vous aurez la parole.

Votre nom reste sur la liste.

M. Fraser: Ce que je voulais dire, monsieur le président, c'est que le microphone du sénateur Tremblay n'était pas ouvert.

Le coprésident (M. Joyal): Dans ce cas je demanderai au sénateur Tremblay d'appuyer sur le bouton.

Senator Tremblay: I do not know whether we are on a point of order or on a point of privilege.

I simply wish to point out to the members of the committee that, on our side, we are very pleased to have the honourable Jean Chrétien with us again; I can see from his broad smile the fine shape he is in and that we will be in a position to pursue during the forthcoming days an open and honest, if difficult, battle.

Mr. Chrétien: Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Senator Tremblay.

I am sure that you are echoing the feelings of all committee members.

However, I think that you would be well advised to beware of the Minister of Justice, because he does indeed seem to be in top shape.

Le sénateur Tremblay: Ayant l'habitude des paris au poker comme en d'autres choses, j'accepte qu'il soit dangereusement en forme.

Le coprésident (M. Joyal): Très bien.

Alors, je suis sûr qu'il est heureux d'être de retour parmi nous ce soir.

As I said earlier—and I see the honourable Jake Epp is now with us—before we resume our discussions on Clause 7, last week we had agreed that the Chair, at the opening of our session tonight, would ask Mr. Ittinuar to move an amendment on Clause 6 and would ask representatives from the Official Opposition to inform the Chair generally when the two parties would be ready to go back to a consideration of Clause 6 before we continue further in the proposed discussion of the other section of the proposed motion.

Seeing Mr. Ittinuar tonight with us, I wonder if the Chair could not receive additional information from the two parties so that we could be informed generally when we could be dealing with those two clauses.

The honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, in reply to your question, you will recall on Friday last when we adjourned for the weekend, we were dealing with Clause 7, specifically the amendment moved by my party.

It would be my thinking that, for the sake of continuity we should complete that work and that you then follow the advice as you feel best for the Committee and we could then go back to Mr. Ittinuar at that point.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Ittinuar, on the same question as asked generally for the benefit of the Chair, or Mr. Nystrom, I should say, because I see that for technical reasons Mr. Ittinuar is not the qualified member at this point.

Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: Mr. Chairman, we feel that it is in order to proceed with Clause 7 at this point.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Nystrom.

We are then on the amendment as moved by the honourable Perrin Beatty:

That Clause 7 of the proposed constitution act, 1980 be amended by (a) striking out line 25 on page 4 and substituting the following:

security of the person and enjoyment of property and the right not (b) striking out line 27 of page 4 and substituting the following:

with the principles of natural justice.

We are then on the second amendment dealing with Clause 7.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): At this point, I would like to invite the honourable James McGrath.

Mr. McGrath: Thank you very much, Mr. Chairman.

At this point, I would like to join with my colleague, Senator Tremblay, and all members of this Committee in welcoming back our old friend, the Minister of Justice.

Things have not been the same without him. He will find that out as the night wears on, Mr. Chairman.

Senator Tremblay: Being used to playing poker for high stakes, I am not afraid to see him in top shape.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Fine.

I am sure the minister is pleased to be with us again this evening.

Je vois que M. Epp est arrivé. Ainsi que je l'ai déjà dit, avant de reprendre nos discussions relativement à l'article 7, il avait été convenu la semaine dernière que je demandais en début de séance à M. Ittinuar de proposer son amendement à l'article 6; de plus, il avait également été convenu que je demandais aux représentants de l'Opposition officielle de me faire savoir quand les deux partis seraient disposés à entreprendre l'étude de l'article 6, avant de reprendre la discussion relativement à l'autre partie du projet de motion.

Puisque M. Ittinuar est ici ce soir, les deux partis pourraient-ils me faire savoir quand ils seront disposés à voter sur ces deux articles.

Monsieur Epp.

M. Epp: Vous vous souvenez sans doute, monsieur le président, que, lorsque la séance fut levée, vendredi dernier nous étions en train d'examiner l'amendement à l'article 7 proposé par mon parti.

Je pense que, pour assurer la continuité de nos délibérations, nous devrions terminer l'étude de l'article 7, après quoi nous pourrions revenir à l'amendement proposé par M. Ittinuar, si vous êtes d'accord, bien entendu.

Le coprésident (M. Joyal): J'aimerais savoir quelle est la position de M. Ittinuar à ce sujet ou plutôt celle de M. Nystrom, M. Ittinuar, pour des raisons techniques, n'étant pas habilité à se prononcer sur cette question.

Monsieur Nystrom.

M. Nystrom: Nous estimons que nous pouvons entamer l'étude de l'article 7.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Nystrom.

Nous allons donc examiner l'amendement proposé par M. Perrin Beatty.

Il est proposé que l'article 7 du projet de loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par: (a) la substitution à la ligne 26, page 4, de ce qui suit:

La sécurité de sa personne et à la jouissance de ses biens il ne peut être; (b) la substitution à la ligne 28, page 4, de ce qui suit:

avec les principes de la justice naturelle.

Nous en sommes donc au deuxième amendement à l'article 7.

Le coprésident (M. Joyal): La parole est à M. James McGrath.

M. McGrath: Merci beaucoup, monsieur le président.

Je voudrais me joindre à mon collègue le sénateur Tremblay, ainsi qu'à tous les membres du comité, pour souhaiter la bienvenue à notre bon ami le ministre de la Justice.

Ce n'est pas la même chose quand il n'est pas là. Il aura d'ailleurs l'occasion de le constater dans le courant de la soirée.

We are glad to see him looking so relaxed and so fully recovered from his minor bout of constitutional malaise.

We hope that augurs well for the balance of our limited time when we have to report to the House in just a few days.

I would like to refer back to last week's proceedings, because, like others, I have been very disturbed by news reports over the weekend with respect to how the government intends to deal with our amendment and Clause 7.

You will recall on Friday, Mr. Chairman, it was our feeling that we should continue sitting beyond the 11 o'clock time in order to arrive at a resolution of our amendment on Clause 7. At that time you ruled that, without unanimous consent, the Committee could not sit. Of course, we accepted that.

But perhaps I can get the matter back on the rails by reminding the Minister that we moved our amendment, our property rights amendment, which was originally moved on Clause 2; the record will show an intervention last Thursday, in the unedited transcript at page 163 by Mr. Lapierre, when presumably speaking on behalf of his colleagues he indicated that the government would be disposed to accept the property rights amendment not on Clause 2, but on Clause 7.

In order to obtain clarification, my colleague, Mr. Crombie, at page 164 of the transcript of last Thursday afternoons sitting, asked the following question of the Acting Minister of Justice—and I quote:

You accept the comment made by Mr. Lapierre that the government would accept the right to enjoy property in Clause 7 as opposed to Clause 2.

MR. KAPLAN: If it is put forward by your party, yes.

On Friday, Mr. Chairman, again referring to the unedited transcript for Friday afternoon, Mr. Lapierre at page 40, said:

Since I am the same man I was yesterday I will say we will accept the amendment.

I hope he is the same man today that he was on Friday!

He went on to say at page 42:

The right of property is an inherent value of Canada and we are ready to accept it.

I hope he has not changed his sense of values since last Friday!

And, of course, Mr. Kaplan went on, again, at page 78, and again there is reference to it at page 77 and further on at page 78.

My colleague, Mr. Beatty, who moved the amendment last week, raised the question in the House today and was told by the Minister that the question should properly be raised in Committee tonight.

So my question to you, Mr. Minister, is very simply this: will the government accept our amendment for property rights to Clause 7?

Hon. Jean Chrétien (Minister of Justice): The answer is no.

Nous sommes heureux de le voir si détendu et entièrement rétabli de son indigestion constitutionnelle.

J'espère que cela présage bien de ce qui nous reste de temps pour soumettre notre rapport à la chambre d'ici quelques jours.

Je voudrais, si vous le permettez, revenir à nos délibérations de la semaine dernière, car, comme tant d'autres, les nouvelles parues au cours du weekend sur la façon dont le gouvernement compte traiter notre amendement à l'article 7 me paraissent plutôt préoccupantes.

Vous vous souvenez sans doute, monsieur le président, que, vendredi dernier, nous avions dit qu'à notre avis il serait préférable de poursuivre la discussion au-delà de 11 h 00, de façon à régler cette question de notre amendement à l'article 7. Vous aviez cependant statué qu'en l'absence d'un accord unanime le Comité ne pouvait pas continuer à siéger et nous nous sommes inclinés.

Je rappellerai toutefois au ministre qu'à l'origine notre amendement concernant le droit à la propriété privée avait été proposé à l'article 2. D'après le compte-rendu non-édité de notre séance de jeudi dernier, à la page 163, M. Lapierre, parlant au nom de ses collègues, avait fait valoir que le gouvernement serait disposé à accepter notre amendement relatif au droit à la propriété privée, à condition qu'il porte non pas sur l'article 2 mais sur l'article 7.

Afin de clarifier la chose, mon collègue M. Crombie, toujours selon la page 164 du compte-rendu de la séance de jeudi dernier, avait posé la question suivante au ministre suppléant de la Justice, et je cite:

Vous confirmez la déclaration de M. Lapierre selon laquelle le gouvernement accepterait d'entériner le droit à la jouissance de la propriété privée à l'article 7 plutôt qu'à l'article 2?

M. KAPLAN: Oui, si c'est ce que votre parti propose.

A la page 40 du compte-rendu non-édité de la réunion de vendredi dernier, M. Lapierre a fait la déclaration suivante:

Puisque je suis le même homme qu'hier, je confirme que nous acceptons cet amendement.

J'espère qu'il est toujours le même homme que celui qu'il était vendredi.

A la page 42, il a fait la déclaration suivante:

Le droit à la propriété privée est un principe fondamental au Canada et nous sommes prêts à l'accepter.

J'espère qu'il n'a pas changé de principes depuis vendredi.

Page 77 et 78, M. Kaplan a encore évoqué cette même question.

M. Beatty, qui a proposé cet amendement la semaine dernière, a posé une question à la Chambre aujourd'hui; le ministre lui a répondu qu'il devrait poser sa question ce soir au Comité.

Ma question est donc la suivante, monsieur le ministre: le gouvernement est-il disposé à accepter notre amendement à l'article 7 concernant le droit à la propriété privée?

L'hon. Jean Chrétien (ministre de la Justice): La réponse est non.

Mr. McGrath: In view of the undertaking given by Mr. Kaplan last Thursday.

Mr. Chrétien: The answer is no and I will tell you why in a very few words.

This is a proposition we had in the Charter in July.

In discussions during the month of July and August with the provinces, we decided to withdraw this. All the provincial governments were very concerned about it.

When I prepared this proposition, I knew I was going to be faced with the same problem. The decision of the government had been that if we were to be in a position where there was to be unanimity in the Committee and that the opposition had receded during a period of reflection from July to today, that we would go along with it.

Of course there is no unanimity in this Committee. That was one of the conditions that has not been met. We have received representations over the weekend from different groups—and I will come to the NDP party later on.

In fact we were very fortunate tonight, before coming here for me to have an opportunity to chat with one of the most eloquent spokesmen against this entrenchment in the constitution during the summer and before the cameras—in September; or at Scarborough, the Attorney General of P.E.I., who was the one, you will remember, in September who made a very eloquent statement—and Mr. Trudeau agreed with him that we should not proceed; because they were afraid that if we were to adopt that proposition, the law they had passed in P.E.I. which protects the shoreland for residents of that province could be destroyed—“annulés” anyway.

In fact he was telling me, that his premier had sent a telegram to that effect today to the Chairman of this Committee.

• 2020

So the condition last week, Mr. Kaplan was right to say that we were willing to go along but he did not give that qualification if the opposition are not receding. And I cannot blame him, he was just taking over for me and it was not—he had no instructions from me and I could not communicate to him about it, but on Friday . . .

Mr. McGrath: How many voices does this government have, Mr. Minister?

Mr. Chrétien: One.

Mr. McGrath: That is what we thought.

Mr. Chrétien: Yes, and we said that if the provinces and if all the members of this Committee had accepted that amendment, it would be all right. And on Friday, in light of the opposition we were meeting, we decided, the Prime Minister and I, that we were not to accept, and of course Mr. Broadbent made his statement on Sunday. I guess he made his statement after being quite sure that he was not running any risk and so that is the situation.

We cannot accept it because of what I said and we do think that there is a lot to be said for it, some form of it, and we had it in our Charter in the summer for that matter, because that

M. McGrath: Malgré la promesse faite jeudi dernier par M. Kaplan?

M. Chrétien: La réponse est non et je vais vous expliquer pourquoi.

Cette proposition figurait déjà dans la charte en juillet dernier.

Lors de nos discussions avec les provinces, au cours des mois de juillet et d'août, nous avons décidé de la retirer, tous les gouvernements provinciaux s'y étant opposés.

Au moment où je préparais cette proposition, je savais qu'elle allait susciter des difficultés. Le gouvernement avait donc décidé que, si l'unanimité se faisait au sein du Comité et si, en outre, au cours de la période de réflexion s'étendant de juillet à aujourd'hui, l'opposition à cette mesure faiblissait, nous l'accepterions.

Or, il n'y a pas unanimité au sein du Comité, ce qui avait été une des conditions requises. Par ailleurs, au cours du weekend, toute une série de groupes nous ont fait parvenir leurs doléances à ce sujet. Je traiterai de la position du parti néo-démocrate dans quelques instants.

Avant d'arriver ici, ce soir, j'ai justement eu l'occasion de discuter de cette question avec un des adversaires les plus éloquents de l'inscription de ce droit dans la constitution; il s'était prononcé contre cette mesure l'été dernier et à nouveau au mois de septembre, devant les caméras, à Scarborough, notamment. Il s'agit du procureur général de l'Île-du-Prince-Édouard qui, au mois de septembre, a plaidé avec éloquence contre l'inscription de ce droit dans la constitution; M. Trudeau était tombé d'accord avec lui qu'il ne fallait pas aller de l'avant, craignant que si cette proposition était acceptée, la loi de l'Île-du-Prince-Édouard destinée à assurer aux résidents la propriété des terres côtières, risquait d'être annulée.

Il m'a dit que le premier ministre de l'Île adressait un télégramme aujourd'hui même à ce sujet au président du Comité.

M. Kaplan avait donc raison lorsqu'il disait la semaine dernière que nous accepterions mais il a omis d'ajouter que ce ne serait qu'à condition que l'opposition à ce projet disparaisse. Ce n'est pas de sa faute, car je n'ai pas pu en discuter avec lui ni lui dire ce qu'il fallait faire mais vendredi . . .

M. McGrath: Le gouvernement a combien de voix, monsieur le ministre?

M. Chrétien: Une seule.

M. McGrath: C'est ce que nous pensions.

M. Chrétien: Nous avions donc dit que, si les provinces ainsi que tous les membres du Comité acceptaient cet amendement, nous serions d'accord. Or, vendredi, à la suite de l'opposition suscitée, le premier ministre et moi avons convenu que nous ne pourrions pas l'accepter; ensuite il y a eu la déclaration de M. Broadbent, dimanche. Il l'a sans doute faite sachant fort bien qu'il ne courait aucun danger. Voilà où en est la situation.

Nous ne pouvons donc pas accepter cet amendement pour tous les motifs que je viens d'évoquer. Cet amendement n'est pas sans mérite et il figurait d'ailleurs, sous une forme différé-

involved the zoning rights and utilization of land and all sorts of things that are very preoccupying for the provincial administration, but as we are preoccupied in making sure that the rights of citizens to own land are protected, we intend to have it as an item in the next round of discussion on the constitution and it should please the Conservative Party because all their strategy is that, that we should discuss that with the provinces and I can guarantee that it will be discussed.

Mr. McGrath: Well, we certainly have come to expect and accept the fact that this government seems to move unilaterally on all matters, it is a kind of a knee jerk reaction, but I want to say to you, Mr. Minister, and through you to the other members of the Committee, that without getting into the substantive arguments that we would make in support of our amendment to Clause 7, and here I am going to ask my colleague, the Joint Chairman, to listen very carefully because we look to him as a custodian of our rights on this Committee, just as we look to Madam Speaker in the House as the custodian of our rights in the House, we were given an undertaking in this Committee last week that if we withdrew our amendment to Clause 2, the government would accept it on Clause 7.

On the basis of that very clear, unequivocal undertaking we withdrew our amendment and we passed Clause 2. Now, sir, you come back to us a few days later and tell us the government has changed its mind.

I say to you, Mr. Minister, that that, in my opinion, in my experience here, that is the most shamefaced betrayal of a parliamentary committee that I have seen here ever, and I can also say this to you, Mr. Minister, that while I am prepared, and my colleagues are prepared to argue with you the substance of our amendment, we are dealing with something much greater than substance here tonight; we are dealing with this government and its inability to keep its word, either to the provinces or to the Parliament or to a Committee of Parliament.

We were given an undertaking, Mr. Minister, by the Acting Minister of Justice who was acting in your stead, by your colleagues on this Committee, that if we withdrew our amendment on Clause 2, you would accept that amendment on Clause 7. You are now saying to us tonight: no deal.

Sir, I say to you, that that is unacceptable.

Mr. Chrétien: The Committee is master of its rules. You are asking me a question and I am replying to you. I do not want to debate the substance of it, I just say that the opposition we are faced with by the provincial governments on that score is the same.

I had personally made an undertaking to them and I cannot blame them. You see, if I had been here last week, the same thing, and I cannot blame—I take the full responsibility of the situation because it is my responsibility and Mr. Kaplan did an excellent job last week not even being aware that he was ever to be called.

The instructions coming from me were not clear on that and I take the full responsibility and I do not hide anything, I gave you all the reasons. That summer I withdrew that because it

rente, dans notre charte au cours de l'été dernier. Mais il aurait des répercussions sur le zonage et l'utilisation des terres ainsi que dans toutes sortes d'autres domaines fort préoccupants pour les administrations provinciales. Cependant, pour assurer aux citoyens le droit de posséder des biens, cette question sera soulevée au cours de la prochaine conférence constitutionnelle. Le Parti conservateur devrait donc être satisfait, étant donné qu'il a toujours prôné la discussion avec les provinces, ce que nous comptons justement faire.

M. McGrath: Ce que nous constatons chaque jour davantage c'est que le gouvernement est décidé à agir unilatéralement, quel que soit le problème en cause; c'est devenu pratiquement un réflexe conditionné. Mais je vous signale, monsieur le ministre, sans aborder les arguments de fond à l'appui de notre amendement à l'article 7, et je demanderais à ce propos au coprésident de m'écouter très attentivement, en sa qualité de garant des droits des membres du Comité au même titre que M^{me} l'Orateur, que la semaine dernière, on nous avait promis que si nous retirions notre amendement à l'article 2, le gouvernement l'accepterait à l'article 7.

Après avoir reçu cette promesse très claire et non équivoque, nous avons retiré notre amendement et nous avons adopté l'article 2. Maintenant, monsieur, vous nous revenez, quelques jours plus tard, pour nous dire que le gouvernement a changé d'idée.

Monsieur le ministre, je vous dirai qu'à mon avis, d'après mon expérience ici, c'est là la plus honteuse trahison d'un comité parlementaire que j'ai jamais vue. Également, monsieur le ministre, je vous dirai que si moi-même et mes collègues sommes disposés à discuter avec vous de la substance de notre amendement, nous avons quand même affaire à quelque chose de beaucoup plus important ici, ce soir. Il s'agit de l'incapacité du gouvernement de tenir sa parole, parole donnée soit aux provinces, soit au Parlement, soit au comité du Parlement.

Monsieur le ministre, le ministre de la Justice suppléant, qui agissait en votre nom, et vos collègues de ce Comité nous ont promis que si nous retirions notre amendement à l'article 2, vous accepteriez l'amendement à l'article 7. Maintenant, vous nous dites ce soir que cette entente ne tient plus.

A mon avis, monsieur, cela est inacceptable.

M. Chrétien: Le Comité est maître de ses règlements. Vous me posez une question et je vous réponds. Je ne veux pas discuter de la substance de la question, je dis simplement que l'opposition des gouvernements provinciaux à cet égard est tout aussi grande.

Je leur ai personnellement fait une promesse et je ne peux les blâmer. Voyez-vous, si j'avais été ici la semaine dernière, la situation serait la même et je ne peux blâmer... J'accepte la pleine responsabilité de cette situation, car elle me revient, et M. Kaplan a fait un excellent travail la semaine dernière, puisqu'il ne savait même pas qu'il serait appelé à me remplacer.

Mes instructions n'étaient pas précises à cet égard, et j'accepte la pleine responsabilité de cette situation. Je ne cache rien, je vous ai donné toutes les raisons. L'été dernier, j'ai

was a unanimous disagreement on that and it was the one that I had the most—not the most difficult because I was completely alone by all provincial governments on that and I withdrew that and it came back because it was proposed by your party and we thought the opposition had completely disappeared to the idea; and the same thing exists, it will come back, and if the Committee wants to go back to Clause 2, it is not for me, there is nothing I can do about it, but I am giving you the explanation; the reason, if the provinces had indicated to me there was no problem, you go ahead, that would have been great for me, I would have been happy because I am sympathetic to the amendments.

The problem is that it is an area that is so clearly going to create so many problems for the provinces that . . .

Mr. McGrath: But surely, Mr. Minister, if you are going to be consistent you would surely pay some attention to the objections being raised by the provinces in other areas.

There are six provinces that are taking this government to court on the process, that does not seem to cut any ice with you at all. On a simple amendment, putting in the right to property, to which your government gave agreement last week, you are now saying that because of objections by certain provinces you cannot fulfil that solemn commitment, that solemn undertaking given to this Committee last week in exchange for which we withdrew our amendment on Clause 2 and passed Clause 2, and now you are saying, Mr. Minister, that there is no deal, because there are certain objections from some provinces.

However, I can say the same to you about many provisions of this measure in which all the provinces are objecting, certainly the majority of them are objecting, but that does not seem to make any difference. Only on this particular one. Why on the property clause?

Mr. Chrétien: I gave you the reason. I gave you the reason because the provinces told me during the summer that it would put in jeopardy all the laws on zoning, the utilization of the land and what not, and that was to create in that part of the economic and social activity of every province an uncertainty that they did not want to have at all and I just said I had it, I had proposed it and I withdrew it there and unfortunately, if I had been here last week, I was not in communication with Mr. Kaplan and of course, those things, I have the full responsibility of that file, it is not a simple one, I am humble enough to say that I have made some mistakes in the past and I take full responsibility for this one, for the reason that I was not here and I could not express those views to the member of my party and to the members of the Committee.

Mr. McGrath: Well, Mr. Chairman, all I can say is that the Minister of Justice was absent last week and he was ably represented by the Acting Minister of Justice, surrounded by the same officials, the same advisers, nothing has changed; the only change, I submit to you, is that your coalition with Mr. Broadbent and his colleagues is suddenly alive and well, and I say to you that is shameful, and I say to you, Mr. Chairman, because I submit that I have a question of privilege, that we agreed to pass Clause 2 last week, and the record will show this, on the clear understanding that our amendment would be accepted if we withdrew it and moved it to Clause 7.

retiré cette proposition, car personne ne l'acceptait, et c'est celle-là qui m'a donné le plus de . . . non le plus de difficultés, parce que je faisais, seul, face à tous les gouvernements provinciaux sur cette question. J'ai donc retiré cette proposition, qui a été présentée à nouveau par votre parti; nous avons alors cru qu'il n'y avait plus d'opposition à cette idée. La situation n'a pas changé, et si le Comité désire retourner à l'article 2, je ne puis rien y faire; je vous donne tout simplement les explications voulues; si les provinces m'avaient donné leur accord, cela aurait été très bien pour moi, j'aurais été très heureux, car je ne rejette pas ces amendements.

Le problème, c'est que cette proposition créera tellement de problèmes aux provinces que . . .

M. McGrath: Cependant, monsieur le ministre, si vous voulez être logique, vous porterez certainement attention aux objections des provinces dans d'autres domaines.

Il y a six provinces qui poursuivent le gouvernement devant les tribunaux sur la question de la procédure, et cela semble vous laisser indifférent. Pourtant, quand il s'agit d'un amendement simple, celui du droit à la propriété, que votre gouvernement avait accepté la semaine dernière, vous nous dites maintenant qu'en raison des objections de certaines provinces, vous ne pouvez respecter la promesse solennelle faite à ce Comité la semaine dernière. En échange de cette promesse, nous avons retiré notre amendement à l'article 2, que nous avons adopté. Monsieur le ministre, voilà maintenant que vous dites que l'entente ne tien plus parce que certaines provinces s'y sont opposées.

Toutefois, je pourrais dire la même chose d'un bon nombre des dispositions de cette résolution auxquelles la plupart sinon toutes les provinces s'opposent; cela ne semble pas faire de différence. On n'a réagi que dans le cas de cet amendement particulier. Pourquoi l'article sur la propriété?

M. Chrétien: Je vous ai déjà donné la raison. Pendant l'été, les provinces m'ont dit que cela remettrait en question les lois de zonage, d'utilisation des terres, et cetera, et que sur le plan de l'activité économique et sociale, cela créerait dans chaque province une incertitude non souhaitée. J'ai alors compris et j'ai retiré cet amendement que j'avais proposé. Malheureusement, j'aurais voulu être ici la semaine dernière; je n'ai pas communiqué avec M. Kaplan et, évidemment, je suis pleinement responsable de ce dossier, qui n'est pas simple. J'ai suffisamment d'humilité pour admettre que j'ai fait quelques erreurs dans le passé, et j'accepte la pleine responsabilité de celle-ci, car je n'étais pas là et je n'ai pu exprimer ces opinions aux membres de mon parti, de même qu'aux membres du Comité.

M. McGrath: Monsieur le président, tout ce que je puis vous dire, c'est que la semaine dernière, le ministre de la Justice a été très bien représenté par son suppléant, qui était entouré des mêmes hauts fonctionnaires, des mêmes conseillers, rien n'a changé. A mon avis, le seul changement, c'est que votre coalition avec M. Broadbent et ses collègues a repris vigueur. A mon avis, monsieur le président, cela est honteux; je pense pouvoir soulever une question de privilège, puisque nous avions accepté la semaine dernière d'adopter l'article 2, à la condition expresse que notre amendement serait accepté si nous le

Now we have been shamefully betrayed and we, the members of this Committee who support our amendment on Clause 7, look to you for some guidance and some protection, and I pose that to you as question of privilege and I can assure you that if we do not find satisfaction here, we would reserve the right to raise that as a question of privilege on the floor of the House of Commons.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable James McGrath.

If I may read the minutes of our meeting of last week, that might help you to express your views on the subject and help the Chair to make a ruling on your question of privilege, and I will read the minutes of the proceedings of last week, and the minutes are as follows:

By unanimous consent the amendment was amended by deleting the words "and enjoyment of property". After debate, the question being put on the amendment as amended, it was negative on the following show of hands: Yeas, 10; Nays, 14.

So as the minutes show, it says that there was unanimous consent to delete the words "and enjoyment of property", and following that there was a vote on the amendment, and the amendment was defeated.

That was the minutes of our record.

However, on the other hand, the Chairman is informed of the wording of the exchange of views between the honourable members and the other members of the Committee and the honourable Acting Minister of Justice, and it is on the views as expressed by the honourable members that the Chair will have to take a decision.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, I am speaking to the question of privilege because it is a question of privilege and I raise it as such.

I would submit to you, Mr. Chairman, that my privilege as a member of this Committee have been affected seriously and I would submit to you that, under the circumstances, you have no choice but to rule that Clause 2 has not been passed by this Committee, to rule otherwise would be to accept the position that Clause 2 was in fact moved and adopted under false pretences, and under the circumstances you have no choice, sir, but to make the ruling that Clause 2 has not been passed, because if the government is going to play these games with us, then I can assure you we are capable of playing games too, and that is tragic. I say that more in sorrow than in anger, because we are dealing with the constitution of Canada.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): On the very question of privilege as raised by the honourable member, the Chair will certainly make a ruling, and before making such a ruling the Chair is certainly open to receive the honourable members' points of view around the table so that it can advise properly and make a decision according to the *Standings Orders* of the House.

I see that honourable Bryce Mackasey would like to express his views on this subject.

Mr. Mackasey: I just want on a point of information to ask Mr. McGrath was it Thursday, Tuesday, Wednesday or

dépalcions vers l'article 7. Le compte rendu des délibérations le montrera clairement.

Nous avons été honteusement trahis, et nous, les membres de ce Comité appuyant notre amendement à l'article 7, attendons que vous nous conseilliez et que vous nous protégiez. Je soulève une question de privilège, et je puis vous assurer que si nous n'obtenons pas satisfaction ici, nous nous réservons le droit de soulever cette question de privilège à la Chambre des communes.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, honorable James McGrath.

Permettez-moi de lire le procès-verbal de notre réunion de la semaine dernière, ce qui vous aidera peut-être à exprimer votre opinion sur la question et qui aidera le président à prendre une décision quant à votre question de privilège; je cite maintenant le procès-verbal de notre réunion de la semaine dernière:

Par consentement unanime, l'amendement a été amendé en retranchant les mots «et à la jouissance de ses biens». Après discussion, l'amendement tel qu'amendé a été mis aux voix à main levée et rejeté, le résultat étant le suivant: oui, 10; non, 14.

Alors, comme le démontre le procès-verbal, il y avait consentement unanime pour le rechange des mots «et à la jouissance de ses biens», et après la mise aux voix, l'amendement a été rejeté.

C'était là le procès-verbal de nos délibérations.

D'autre part, la présidence est informée de l'échange de vues entre les honorables membres du Comité et l'honorable ministre de la Justice suppléant; la présidence devra prendre une décision à partir des opinions exprimées par les honorables membres du Comité.

M. McGrath: Monsieur le président, je parle ici d'une question de privilège, et je la soulève comme telle.

A mon avis, monsieur le président, on a sérieusement porté atteinte à mes privilèges à titre de membre de ce Comité, et dans ces circonstances, vous n'avez pas d'autres choix que de décider que l'article 2 n'a pas été adopté par ce Comité; si vous preniez une décision autre, vous accepteriez que l'article 2 a été proposé et adopté sous de faux prétextes. Dans ces circonstances, monsieur, vous n'avez pas le choix et vous devez décider que l'article 2 n'a pas été adopté. Si les représentants du gouvernement veulent jouer à ce petit jeu avec nous, je puis vous assurer que nous sommes capables de faire la même chose, et cela est tragique. Je le dis avec moins de colère que de tristesse, car il s'agit ici de la constitution du Canada.

Le coprésident (M. Joyal): La présidence prendra certainement une décision relative à la question de privilège soulevée par l'honorable membre, mais auparavant, je suis bien prêt à entendre l'avis de tous les membres du Comité, afin d'agir sagement et de prendre une décision conformément au Règlement permanent de la Chambre.

Je vois que l'honorable Bryce Mackasey voudrait exprimer son opinion à ce sujet.

M. Mackasey: A titre de renseignement, je voudrais demander à M. McGrath à quel jour on lui a demandé de réserver

Friday that there was the request to stand your amendment on Clause 2 and Clause 7. What day did that happen?

Mr. McGrath: On Thursday.

Mr. Mackasey: You had said Tuesday earlier.

Mr. McGrath: I am sorry, if I said Tuesday, I meant Thursday, and it is at page 164 of the unedited transcript. There is a reference at page 163 by Mr. Lapierre and there is a preference at page 164 by Mr. Kaplan.

I assume, Mr. Chairman, you have accepted my intervention as a question of privilege and that you will rule on that subsequently.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I am advised by the Clerk of the Committee that if a question of privilege is raised it has to be raised in the form of a motion, and I would certainly give you the necessary time so that the motion could be put in writing and I will receive the motion in proper form; and I say that in accordance with the rules of the Standing Orders and I am quite sure that the member will do so.

Mr. McGrath: We will need some time to prepare a motion. Is that satisfactory?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Certainly, honourable James McGrath. I will certainly give you all the time needed and I am certainly open to receive honourable members' points of view on the subject before the Chair goes on with that. The honourable Senator Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Si j'ai bien compris ce que vous venez de dire, monsieur le président, la question de privilège est en quelque sorte entre parenthèse et vous nous invitez à faire des commentaires sur la réponse quant à la substance que le ministre nous a donnée tout à l'heure.

Le coprésident (M. Joyal): Si je puis vous interrompre, honorable sénateur Tremblay, c'est exactement l'attitude que la présidence prend à cette étape-ci à moins qu'il y ait d'autres honorables membres du Comité qui veulent, à cette étape-ci, faire connaître leurs vues ou leurs opinions ou leurs idées relatives à la question de privilège telle qu'exprimée par l'honorable James McGrath mais, à cette étape-ci, comme je l'ai mentionné à l'honorable James McGrath, la présidence doit recevoir la question de privilège sous forme écrite, c'est-à-dire de l'allure d'une résolution de manière à ce que nous puissions la considérer selon les normes et les standards qui s'appliquent à la Chambre des communes.

Le sénateur Tremblay: De sorte que, monsieur le président, les commentaires que nous pourrions faire sur la substance ne préjugent d'aucune manière de la question de privilège qui est en ce moment sur la table dans le sens qu'elle est en voie de se préparer.

Le coprésident (M. Joyal): A cette étape-ci, je n'ai pas de proposition formelle. Je ne veux pas, évidemment, être tâtilon mais vous comprendrez que je dois quand même dans une matière aussi délicate respecter les règles telles qu'elles s'appliquent dans nos délibérations.

Le sénateur Tremblay: Je voulais simplement préciser, monsieur le président, que les commentaires que je ferai quant à la substance ne mettent pas en cause la question de privilège qui sera reprise lorsqu'une proposition en bonne et due forme sera présentée à votre considération.

Le coprésident (M. Joyal): Certainement.

son amendement aux articles 2 et 7. Était-ce jeudi, mardi, mercredi ou vendredi?

M. McGrath: C'était jeudi.

M. Mackasey: Un peu plus tôt, vous avez dit mardi.

M. McGrath: Je suis désolé si j'ai dit mardi; je voulais dire jeudi, comme on peut le constater à la page 164 du compte rendu non revu. Aux pages 163 et 164, on trouvera les propos de MM. Lapierre et Kaplan, respectivement.

Monsieur le président, je présume que vous avez reconnu mon intervention comme étant une question de privilège et que vous prendrez subséquemment une décision à ce sujet.

Le coprésident (M. Joyal): Le greffier du Comité me dit que pour soulever une question de privilège, il faut présenter une motion. Je vous accorderai certainement le temps voulu pour rédiger cette motion, et je la recevrai en bonne et due forme; cela est conforme au Règlement permanent, et je suis persuadé que le député s'exécutera.

M. McGrath: Il nous faudra un certain temps pour préparer une motion. Vous êtes d'accord?

Le coprésident (M. Joyal): Certainement, honorable James McGrath. Je vous accorderai certainement tout le temps nécessaire, et je suis disposé à entendre l'opinion de tous les membres du Comité sur cette question avant de prendre une décision. L'honorable sénateur Tremblay.

Senator Tremblay: If I understood well what you have just said, Mr. Chairman, the question of privilege is somewhat set aside and you invite us to express our points of view on the response as to the substance which the minister gave us a short while ago.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): If I may, honourable Senator Tremblay, that is exactly the attitude that the Chair will take at this stage, unless some other honourable members of the Committee would wish to express their views, opinions or ideas with regards to the question of privilege as expressed by the honourable James McGrath. As I said earlier, at this stage, the Chair must receive a written motion, in the form of a resolution, so that we may consider it in accordance with the rules and standards which apply to the House of Commons.

Senator Tremblay: Mr. Chairman, in this way, the comments we might make on the substance do not prejudge in any way the question of privilege which is now being prepared.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): At this time, I have received no formal proposal. Of course, I do not want to be finicky, but you will understand that in such a delicate matter, I must respect the rules regulating our proceedings.

Senator Tremblay: Mr. Chairman, I simply wanted to establish that the comments I will make on the substance do not affect the question of privilege which will be discussed when a proposal will be duly presented to your consideration.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Certainly.

Alors, je m'excuse de vous interrompre et je dois demander à l'honorable sénateur Austin if there are any opinions, ideas or views to be put forward in relation to the question of privilege, the Chair would be grateful to honourable members, to invite them at this point before going back to the substance of Clause 7, especially on the amendment as moved by honourable Perrin Beatty. So, honourable Senator Austin.

Senator Austin: Mr. Chairman, addressing myself to the question of Mr. Beatty's amendment, I would like to suggest...

Mr. Epp: Point of order.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Honourable Jake Epp on a point of order.

Mr. Epp: Mr. Chairman, I believe that your ruling has been that we are now on the point of privilege rather than the substance of the amendment.

Senator Austin: I am dealing with the question of privilege, Mr. Epp. I am trying to be helpful and suggest that with respect to the point of privilege and the proposal which Mr. McGrath made perhaps the Committee could unanimously agree to go back to the status quo ante relating to Clause 2, and treat Clause 2 as not having been adopted and deal with Clause 2 de novo as if we had not dealt with the matter of your amendment at all. I believe if that is acceptable to you the Chairman would not need to deal with the question of privilege because whatever wrong is alleged would then be righted by returning to Clause 2.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable Senator Austin.

Honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, on Senator Austin's suggestion, we can take that under advisement but before we would even consider it I would like to know from the Chair whether in fact the Committee can undo a vote that it has already taken.

Speaking to Mr. McGrath's point of privilege, and I am not going to get into the substance, I think that is quite another question, but the Minister when he addressed the point of privilege raised the matter of the summer discussions. I have a number of points I want to raise regarding those summer discussions. I will hold those for those the substantive argument, but I want to say to you, Mr. Chairman, what is now in question for this Committee, and the Minister should be aware of this as well, is that the answers given to us by the Acting Minister of Justice, Mr. Kaplan, now are raised in doubt, not only on the question of property but on his entire testimony.

I see today that the Minister is flanked by the very same officials who gave, I take it, advice to the Acting Minister at that time regarding the debate that took place on Friday morning. At that time Mr. Kaplan clearly said, "I am following the advice of the advisors to the Crown", so the question must also be asked, that advice, the Minister who was then in the chair acting on behalf of the government, was he in fact quoting advice received from advisors to the Crown or was he not. And has that advice today been changed or is the present Minister, who is now taking responsibility, not advised by the Crown and it is simply a political decision that he is taking.

I am sorry to interrupt you, but I must ask the honourable Senator Austin... si les honorables membres désirent faire connaître leurs opinions, leurs idées ou leurs points de vue quant à la question de privilège, la présidence leur serait reconnaissante de bien vouloir le faire maintenant, avant que nous revenions à la substance de l'article 7, et plus particulièrement à l'amendement proposé par l'honorable Perrin Beatty. L'honorable sénateur Austin a la parole.

Le sénateur Austin: Monsieur le président, pour ce qui est de la question de l'amendement de M. Beatty, je voudrais proposer...

M. Epp: J'invoque le Règlement.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable Jake Epp invoque le Règlement.

M. Epp: Monsieur le président, je pense que vous aviez décidé que nous discussions maintenant de la question de privilège, plutôt que de la substance de l'amendement.

Le sénateur Austin: Je veux parler de la question de privilège, monsieur Epp. J'essaie d'être utile, et en ce qui a trait à la question de privilège et à la proposition de M. McGrath, je propose que le Comité accepte unanimement de revenir au *statu quo ante* relativement à l'article 2, et qu'on considère que cet article n'a pas été adopté; nous pourrions ainsi discuter de l'article 2 de *novo*, comme si nous n'avions jamais discuté de la question de votre amendement. Si cela vous était acceptable, le président n'aurait pas à prendre de décision quant à la question de privilège, puisque nous corrigerions toute erreur présumée en retournant à l'article 2.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, honorable sénateur Austin.

L'honorable Jake Epp.

M. Epp: Monsieur le président, nous pourrions discuter de la proposition du sénateur Austin, mais avant même d'y réfléchir, je voudrais que vous nous disiez si, de fait, le Comité peut revenir sur un article déjà adopté.

Quant à la question de privilège de M. McGrath, je n'ai pas l'intention de parler de la substance, ce qui est une tout autre affaire; mais lorsque le ministre a parlé de cette question de privilège, il nous a rappelé les discussions de l'été dernier. J'aurais quelques questions à poser à ce sujet. Je réserve ces questions pour l'argument de fond, mais je vous dirai, monsieur le président, que maintenant, les membres du Comité, de même que le ministre, devraient savoir que sont remis en question non seulement les réponses de M. Kaplan sur la question du droit à la propriété, mais également l'ensemble du témoignage du ministre de la Justice suppléant.

Je vois qu'aujourd'hui, le ministre est accompagné des mêmes hauts fonctionnaires qui ont conseillé le ministre suppléant relativement à la discussion ayant eu lieu vendredi matin. A ce moment-là, M. Kaplan a clairement dit: «Je respecte l'avis des conseillers de la Couronne»; on doit alors se demander si le ministre représentant alors le gouvernement a suivi l'avis des conseillers de la Couronne. Cet avis a-t-il changé maintenant, et le ministre ici présent, qui accepte cette responsabilité, n'est-il pas conseillé par la Couronne? Prend-il simplement une décision politique?

So there are a number of questions on the question of privilege that need addressing, Mr. Chairman, but the fundamental question, I just want to reiterate what Mr. McGrath said, and that is that this Committee has operated with a very frank and open discussion, after its initial stages where difficulties have taken place regarding the manner in which we would approach the whole question on the procedures of the Committee. In my experience here I have never known a Minister to use advice from the Crown on both sides of the argument, the same officials, in two consecutive days of a sitting of a Committee. That is a serious charge that we have charged the Minister with and I want to point out, Mr. Chairman, to you, that what Mr. McGrath has said we regard as very serious and raises for all of us the question as to what further participation our party should in fact have in this process and in this Committee.

If I could, Mr. Chairman, have your ruling on the suggestion made by Senator Austin.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable Jake Epp. Before I invite other honourable members of the Committee who have requested the Chair to speak, the Chair might give some points of information that will help generally all the honourable members to deal with this delicate question.

I would like to quote to honourable members the Standing Orders and especially the procedure on a breach of privilege as written down by Mr. Beauchesne, our authority on the related matter, and especially Section 76 of Chapter 2 entitled Privilege, and the Chair quotes:

76. Breaches of privilege in committee may be dealt with only by the House itself on report from the committee.

I read on the explanatory notes that have been added under that very Section 76 and I quote:

As to questions of privilege raised in a committee I have serious reservations as to the authority of the Chairman or of the committee itself to deal with that.

Section 76 reads:

76. Breaches of privilege in committee may be dealt with only by the House itself on report from the committee. Thus should a witness refuse to attend or refuse to give evidence, the committee must report the fact to the House for remedial action.

Explanatory notes continue.

From all of these authorities it seems clear to the Chair that our only recourse is a report to the House. If the honourable member wishes to pursue the matter, I would suggest that he submit a motion based on the alleged question of privilege. If he is not prepared to present one the Committee can do nothing about the matter as there will be nothing before the Committee for it to take action on.

The motion calling for action of some kind is as essential to the question of privilege as are motions to bring all business before the House or any of its committees.

So I think it is clear from the quotations of authorities that I have just read that the Chair as such is not entitled to make a ruling on the question of privilege, but what the honourable member should do is to introduce a motion with the proper

Alors, monsieur le président, il faut bien réfléchir à cette question de privilège, mais pour réitérer ce que disait M. McGrath, la question fondamentale, c'est que jusqu'à maintenant, ce Comité a tenu des discussions très franches et ouvertes, après la première étape, où nous avons eu des difficultés en ce qui a trait à la procédure du Comité. A ma connaissance, jamais un ministre n'a écouté l'opinion de la Couronne sur deux aspects contraires d'un même argument, et cela, pendant deux jours consécutifs de séance d'un comité. Il s'agit ici des mêmes hauts fonctionnaires, des mêmes conseillers. C'est là une accusation très sérieuse que nous portons contre le ministre. Monsieur le président, nous prenons très au sérieux les propos de M. McGrath, et cela nous amène tous à nous demander dans quelle mesure notre parti devrait continuer à participer aux délibérations de ce Comité.

Monsieur le président, j'aimerais connaître votre décision quant à la proposition du sénateur Austin.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, honorable Jake Epp. Avant d'inviter d'autres honorables membres du Comité à prendre la parole, la présidence pourrait donner quelques renseignements qui pourraient vous aider à régler cette délicate question.

Je vais citer le Règlement permanent, et particulièrement la procédure sur l'abus de privilège, tel que défini par M. Beauchesne, notre autorité en cette matière. Je cite particulièrement l'article 76 du chapitre 2, intitulé: «du privilège». Je cite:

76. La Chambre est seule habile à connaître des atteintes au privilège commises en Comité.

Je lis les notes explicatives qui suivent cet article 76, et je cite:

Pour ce qui est des questions de privilège soulevées en comité, j'ai de graves réserves quant à l'autorité que le président ou les membres du comité auraient à les connaître.

L'article 76 se lit comme suit:

76. La Chambre est seule habile à connaître des atteintes aux privilèges commises en Comité. Ainsi, par exemple, si un témoin refuse de se présenter ou de témoigner, la chose doit être portée devant la Chambre qui décide des mesures à prendre.

Le commentaire se poursuit.

Ainsi, il semble évident que le président est forcé de porter la chose devant la Chambre. S'il y a un honorable député qui veut qu'on discute encore de cette question, je propose qu'il saisisse le Comité d'une motion portant sur la question de privilège alléguée. A défaut de cela, le comité est impuissant car il n'aura pas été saisi de quoi que ce soit lui permettant de prendre d'autres mesures.

Une motion est donc essentielle dans ce cas-ci tout comme dans le cas de toute autre question dont la Chambre ou un de ses comités serait saisie.

Il est donc évident, d'après les références que je viens de citer, que le président n'est pas habilité à trancher une question de privilège; un député doit présenter une motion portant

remedy in it which is to report to the House so that the House makes a decision, which is of course the Speaker of the House.

So up to this point that is the essence of the motion on which honourable members of this Committee should address themselves if they want this Committee to report to the House on the alleged question of privilege.

So unless honourable members have other views to express on that very aspect, I know that it is a technical point, I am ready to give additional information or explanation to honourable members if they want more, that is the sense of the ruling that the Chair has to make at this point, to respect the Standing Orders of the House.

Honourable Bryce Mackasey.

Mr. Mackasey: My intervention is more to seek information and I want to be precise as to the nature of the point of privilege. After all a point of privilege is a very serious procedural matter as opposed to, say, a point of order.

Mr. Chairman, is the point of privilege we are discussing a commitment by the Minister, the Solicitor General, to discuss the Conservative amendment at Clause 7 rather than Clause 2, or is the point of privilege advanced by Mr. McGrath based upon the belief that we have accepted the concept rather than just accepting to debate the amendment at Clause 7. Could I get some clarification on that, please?

• 2045

Mr. Chairman, it is the point of privilege—and I ask this quite objectively—advanced by Mr. McGrath on behalf of his party, that the Acting Minister of Justice assured the Committee and the Conservative party, of course, that we would act on their amendment when we reached Clause 7 rather than Clause 2? In other words, pass Clause 2 and we would act on Clause 7, or is it more on a point of privilege that the Minister unintentionally assured the Conservative party that their amendment would be accepted when we got to Clause 7 without debate? There is a fundamental difference.

I am merely asking that quite openly as a point of information.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I think to give the exact and proper answer, the honourable Bryce Mackasey, one has to resort to the minutes of the debate on that very day, Thursday, 22nd; because the Chair would not give you an interpretation when the words speak for themselves in the minutes of our debate of that day.

That is the best answer I can give to you at this point, and I think all honourable members can read the meaning of the agreement that was reached around the table at that point, on that very day and at that very moment coming out very clearly out of the minutes of the proceedings.

Anyone who wants to read the extracts of the minutes of that day would certainly have the answer you are seeking from the Chair.

Does that answer your question as you have posed it to me?

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, you have asked me a question and the answer is "no"; but I know that Senator Austin would like to add something.

que la Chambre soit saisie de la question et qu'elle prenne une décision, c'est-à-dire que l'Orateur se prononce.

Ainsi, voilà le genre de motion que les honorables membres du comité doivent débattre s'ils veulent que le comité saisisse la Chambre de la question de privilège alléguée.

Je ne sais pas si un autre membre du comité a des remarques à faire là-dessus mais quant à moi, étant donné que c'est une question technique, je suis prêt à vous donner des renseignements supplémentaires et des explications. Voilà donc la décision que doit prendre le président, compte tenu du règlement de la Chambre.

L'honorable Bryce Mackasey.

M. Mackasey: Je voudrais obtenir des précisions. Je voudrais qu'on m'en dise davantage sur la nature de cette question de privilège. Après tout, une question de privilège est une chose grave, plus grave qu'un rappel au règlement.

Monsieur le président, s'agit-il ici d'un engagement pris par le ministre, le Solliciteur général, pour discuter de l'amendement des conservateurs à l'article 7 plutôt qu'à l'article 2, ou s'agit-il d'une question de privilège soulevée par M. McGrath qui croyait que nous avions accepté une motion alors qu'en fait nous avions accepté tout simplement de débattre l'amendement à l'article 7. Peut-on me répondre là-dessus?

Monsieur le président, je vous demande en toute objectivité s'il s'agit d'une question de privilège soulevée par M. McGrath au nom de son parti, en foi de quoi le ministre de la Justice suppléant aurait confirmé aux membres du comité et au Parti conservateur qu'il prendrait une décision au sujet de l'amendement de ce dernier lors de l'étude de l'article 7 plutôt que de l'article 2? En d'autres termes, si nous adoptions l'article 2, il prendrait les mesures nécessaires concernant l'article 7? La question de privilège porte-t-elle sur le fait que le ministre aurait par inadvertance assuré au Parti conservateur que son amendement à l'article 7 serait accepté sans aucun débat? La distinction est fondamentale.

Je pose la question car je veux obtenir des précisions.

Le coprésident (M. Joyal): Pour vous répondre plus précisément, monsieur Mackasey, nous devons nous reporter au procès-verbal de la réunion du jeudi 22. Le président ne peut pas vous donner une interprétation quand l'échange de propos figurant au compte rendu est clair.

Pour toute réponse, je ne puis que vous demander de vous reporter au compte rendu, car vous pourrez constater la portée de l'accord qui a été conclu à cette même table, ce jour-là; en effet, tout y est très clair.

A la lecture du procès-verbal, chacun pourra obtenir la réponse à la question que vous me posez.

Ai-je répondu à votre question?

M. Mackasey: Monsieur le président, à la question que vous venez de me poser, je dois répondre «non». Le sénateur Austin voudrait ajouter quelque chose.

But as a result of this, I would like to make a proposal in a minute.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): At this point I would like to say to all honourable members that the Chair allowed this discussion; but I am always waiting for a proper motion as put forward by the honourable James McGrath.

The honourable John Fraser.

Mr. Fraser: Thank you very much, Mr. Chairman.

In direct response to Mr. Mackasey, if one looks at the transcript—and all members can read it; but I think it is important that the viewing audience be made aware—Mr. Lapierre indicated the position of the government.

Our colleague, Mr. Crombie, said:

Well, you speak for the government, Mr. Kaplan, and, with respect, Mr. Lapierre does not.

I submit, Mr. Chairman, that rules out what Mr. Lapierre said, except for the connotation in which he said it.

But Mr. Crombie then put the question to Mr. Kaplan:

You accept the comment made by Mr. Lapierre that the government would accept the right to enjoy property in Clause 7 as opposed to Clause 2.

The Solicitor General, Mr. Kaplan, answered:

If it is put forward by your party, yes.

Now, one may argue that Mr. Kaplan was incorrect in what he viewed the position of the government was; that, of course, is always open for government members to argue.

But I would like to suggest that that exchange could lead members of the Conservative party to only one conclusion, namely that the government was in fact, accepting our amendment on the basis that we would move it.

The record speaks for itself, Mr. Chairman, but I am trying to address the exact point Mr. Mackasey made.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman . . .

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you mvery much, the honourable John Fraser.

I have your name, honourable Bryce Mackasey, and I have many other speakers. I will certainly call you in order.

Mr. Irwin, followed by Senator Austin.

Mr. Irwin: Mr. Chairman, I do not want to talk about the question of privilege, but I would like to address the matter of fairness and in that way address the problem.

Last week there were several freedoms which were put forward as amendments—unreasonable interference with privacy, family, home, correspondence, and the enjoyment of property.

There was a suggestion that the government would support enjoyment of property as a separate item in Clause 7. But there was no withdrawal of the others. They were voted on, and I believe the Opposition voted with part of the yeas and were outvoted.

We have not dealt with enjoyment of property which we could have dealt with today. Mr. McGrath says—perhaps he would have talked longer if he had not thought that we were

Cependant, je voudrais faire une proposition.

Le coprésident (M. Joyal): Je tiens à rappeler à tous les membres du Comité que le président a permis que ces discussions aient lieu. J'attends toujours que l'honorable James McGrath présente une motion.

L'honorable John Fraser.

M. Fraser: Merci beaucoup, monsieur le président.

En réponse à M. Mackasey, et pour la gouverne des téléspectateurs, nous devons nous reporter au compte rendu; chacun d'entre nous peut en faire autant. M. Lapierre a en effet indiqué la position du gouvernement.

Notre collègue, M. Crombie, a dit:

C'est vous, monsieur Kaplan, qui parlez au nom du gouvernement, ce n'est pas M. Lapierre, avec tout le respect que je lui dois.

Monsieur le président, ce que M. Lapierre a dit ne vaut donc pas, mais ce qui compte, c'est ce que cela impliquait.

M. Crombie a ensuite posé une question à M. Kaplan:

Etes-vous d'accord avec M. Lapierre, qui déclare que le gouvernement accepterait que la jouissance du droit de propriété soit prévue à l'article 7 plutôt qu'à l'article 2?

Ce à quoi le Solliciteur général, M. Kaplan, a répondu:

Si c'est ce que propose votre parti, oui.

On pourrait prétendre que M. Kaplan s'est trompé en exposant ainsi la position du gouvernement. Bien entendu, les membres de la majorité pourraient toujours prétendre cela.

Cependant, cet échange de propos peut permettre au parti conservateur d'en conclure que le gouvernement, en fait, acceptait notre amendement dans ces conditions-là.

Le procès-verbal est clair, monsieur le président, et je m'efforce de répondre directement à M. Mackasey.

M. Mackasey: Monsieur le président . . .

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Fraser.

Vous m'avez donné votre nom, monsieur Mackasey, mais d'autres l'ont fait aussi. Je vous donnerai la parole en temps et lieu.

M. Irwin, suivi du sénateur Austin.

M. Irwin: Monsieur le président, je ne parlerai pas de la question de privilège mais de l'honnêteté avec laquelle le problème doit être étudié.

La semaine dernière, on a proposé, en amendement, l'inclusion de diverses libertés, notamment la protection contre toute ingérence dans le domaine de la vie privée et de la famille, contre toute violation de domicile et de la correspondance, et la jouissance du droit à la propriété.

Il a été question que le gouvernement appuie la jouissance du droit à la propriété, à l'article 7. Cependant les autres droits n'ont pas été retirés. L'article a été mis aux voix et je pense que les députés de l'Opposition y étaient favorables mais le résultat du vote a été contraire.

Nous n'avons pas encore abordé la question du droit à la propriété. Peut-être que M. McGrath aurait parlé plus longtemps s'il n'avait pas cru que les députés de la majorité allaient

going to go along with enjoyment of property; on that understanding, I would propose unanimous consent to go back on Clause 2 so that Mr. McGrath could have a full opportunity to continue with his debate on Clause 2.

I believe our side as suggested by Mr. Austin, is prepared to concede to that, and I am sure the NDP would do the same. So it would only leave the Opposition to consent, and they could have exactly what Mr. McGrath wants.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, Mr. Chairman, it is not that simple. One word has been given on Friday, and one word has now been retracted and now another Minister comes in and gives another word. Obviously that is not acceptable.

Another point is that Mr. Irwin was wrong in saying that we had voted, or that the Committee had voted against the amendment on Clause 7. Specifically, enjoyment of property has not been dealt with.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to say at this point as a matter of clarity, that to go back on a clause that has already been voted on by the Committee is always possible, provided there is unanimous consent.

I see there is no unanimous consent, Mr. Irwin, around the table, and I cannot go on with your motion, because it would not receive consent.

Mr. Irwin: Mr. Chairman, I did not say what Mr. Epp understood me to say. I said we voted as a group on all the suggestions except enjoyment of property which we are prepared to deal with today. We are prepared to go back and deal with everything if the Opposition is agreeable.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Irwin.

The honourable Senator Austin.

Senator Austin: Thank you, Mr. Chairman. If the only issue is whether there is unanimous consent, perhaps you could ask whether there is unanimous consent.

Mr. Epp: It is not the only issue, Mr. Chairman.

Senator Austin: I understood you had answered Mr. Epp's query, Mr. Chairman, as to whether the Committee could, indeed, return to open the clause which was previously voted on and you answered that in the affirmative.

So, is the question that members of Conservative Party and the Committee do not give unanimous consent to reach the remedy which they are requesting tonight? That is what I understood Mr. McGrath to ask for, the return to Clause 2. We are prepared to proceed. I have not heard the NDP speak, but I understand they are also prepared.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I am certainly ready to recognize any honourable member from the Official Opposition party to answer specifically your question. Your question is the Chair's question in the sense that such a motion could be received by the Chair if there is unanimous consent; I would certainly invite honourable members who have heard the motion as put forward by Mr. Irwin, and expressed in longer terms by Senator Austin, to state their views on that very issue.

l'appuyer. Cela étant, je propose que du consentement unanime nous revenions à l'article 2 pour que M. McGrath ait l'occasion de rouvrir le débat.

Comme l'a dit M. Austin, notre parti est prêt à concéder cela et je suis sûr que les députés néo-démocrates seront d'accord. Il ne faut donc que le consentement de l'Opposition, et M. McGrath obtiendra gain de cause.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Epp.

M. Epp: Monsieur le président, ce n'est pas aussi simple que cela. Le gouvernement nous a donné la parole, vendredi, par la bouche d'un de ses ministres et voilà qu'un autre ministre se ravise. C'est inadmissible.

M. Irwin se trompe quand il dit que nous avons voté contre l'amendement à l'article 7. Le droit à la propriété n'était pas inclus dans cet amendement-là.

Le coprésident (M. Joyal): Je tiens à apporter des précisions. Nous pouvons toujours revenir sur un article qui a déjà été mis aux voix dans la mesure où il y a consentement unanime.

Il n'y a pas consentement unanime, monsieur Irwin, et je ne peux donc pas mettre votre motion aux voix.

M. Irwin: Monsieur le président, M. Epp n'a pas bien compris ce que j'ai dit. J'ai dit que nous avons mis aux voix tous les droits inclus dans l'amendement à l'article 2, sauf le droit à la propriété dont nous devons discuter aujourd'hui. Nous sommes prêts à revenir sur l'article 2, et à l'y inclure, si l'Opposition y consent.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup monsieur Irwin.

Sénateur Austin.

Le sénateur Austin: Merci monsieur le président. Peut-être serait-il opportun de demander s'il y a consentement unanime, si c'est le point litigieux.

M. Epp: Ce n'est pas là toute la question, monsieur le président.

Le sénateur Austin: Monsieur le président, si je ne m'abuse, vous avez répondu à M. Epp. Vous lui avez dit que le comité pouvait très bien reprendre l'étude d'un article déjà mis aux voix, mais suivant certaines conditions.

Serait-ce que les membres du Parti conservateur refusent de donner leur consentement pour que nous trouvions une solution à la requête qu'eux-mêmes présentent ce soir? Si j'ai bien compris, M. McGrath veut précisément que nous reprenions l'étude de l'article 2. Nous sommes prêts à le faire. Nous n'avons pas encore entendu la réponse officielle des Néo-démocrates, mais tout porte à croire qu'ils sont d'accord également.

Le coprésident (M. Joyal): Je suis prêt à donner la parole à un membre de l'opposition pour qu'il puisse répondre à votre question. Votre question est la même que la mienne. Il faut que le président sache s'il y a consentement unanime. La motion est présentée par M. Irwin, elle a été expliquée par le sénateur Austin et j'invite les membres du comité à donner leur point de vue.

The honourable Perrin Beatty.

Mr. Beatty: Mr. Chairman, there are three issues at stake here. The first is, of course, the merits of our amendment which I moved to Clause 7. I cannot deal with that at this point; because obviously, my doing so as mover of the amendment would preclude any further debate.

There are two other issues which are very much at stake. The first is that there was a very solemn commitment given to us by the Acting Minister of Justice on behalf of the Liberal party that if we were to agree to withdraw our amendment to Clause 2, we would be allowed to move with their agreement an amendment to Clause 7.

What Mr. Irwin is proposing is that we should be able to go back to Clause 2 and reopen that again and leave Clause 7 open.

There is a third point which Mr. Irwin did not deal with.

Is the proposition that Mr. Irwin is putting forward to this Committee, Mr. Chairman, that the government is in any way relieved of its solemn obligation which it made to support the amendment which they knew we would be moving on property rights?

Is it the position taken by the government that our agreement to reopen Clause 2 would relieve the government of its commitment which it made with the Acting Minister of Justice surrounded by exactly the same officials as are here tonight surrounding the Minister of Justice? Because if that is the case, Mr. Chairman, it does not go to the heart of our concern.

There is a question of honour here: a firm, solemn commitment was given to the members of this party and to the whole Committee and to the people of Canada by the Acting Minister of Justice on behalf of the Liberal party, on behalf of the Government of Canada; and it would be intolerable to us on our side of the Committee if what Mr. Irwin was proposing in his amendment was that the decision to reopen Clause 2 could in any way relieve the government of its commitment on Clause 7.

We are prepared to see Clause 2 reopened, but we are not prepared to see a condition attached to it that in any way the government's obligation to support our amendment on Clause 7 would be relieved.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Before I invite honourable members to speak on the question, I would like to read the motion so that all honourable members are properly informed on what they are speaking and on what they will have to make a decision.

It is moved by the honourable James McGrath that the breach of undertaking to the Committee by the government on Clause 2 constitute a breach of my privilege as a member of this Committee and, further, that the matter be reported to the House of Commons.

That is the proper motion. The Chair has received it and would request honourable members to address themselves to such a motion.

Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

I was not quite clear exactly what it was we were speaking to. But now that we have a motion before us, I would first of

L'honorable Perrin Beatty.

M. Beatty: Monsieur le président, il y a trois questions en cause. Tout d'abord, le bien-fondé de l'amendement que j'ai proposé à l'article 7. Je ne peux pas en parler pour l'instant. De toute évidence, étant donné que j'ai présenté la motion, je ne peux pas en débattre.

Deux autres questions subsistent. Tout d'abord, le ministre de la Justice suppléant s'est engagé solennellement au nom du Parti libéral à donner son appui à un amendement à l'article 7, si nous retirions notre amendement à l'article 2.

M. Irwin propose que nous retournions à l'article 2, que nous en débattions de nouveau, l'article 7 étant réservé.

Troisièmement, il y a autre chose dont M. Irwin n'a pas parlé.

La proposition de M. Irwin laisse-t-elle supposer que le gouvernement serait automatiquement libéré de son engagement solennel d'appuyer l'amendement que, comme il le savait, nous nous proposons de présenter au sujet de la jouissance du droit à la propriété?

Si nous acceptons de revenir à l'article 2, le gouvernement serait-il alors libéré de l'engagement qu'il a pris par l'intermédiaire du ministre de la Justice suppléant; le dernier était entouré des mêmes fonctionnaires qui sont ici ce soir aux côtés du ministre de la Justice? Dans l'affirmative, monsieur le président, le problème n'est pas réglé pour nous.

C'est une question d'honneur. Les membres de notre parti ont reçu un engagement solennel qui rejaillit sur tous les membres du comité et sur la population canadienne, de la bouche du ministre de la Justice suppléant, au nom du Parti libéral, au nom du gouvernement du Canada. Il serait inadmissible d'accepter la proposition de M. Irwin, celle de revenir à l'article 2, et de libérer le gouvernement de l'engagement qu'il a pris à l'égard de l'article 7.

Nous sommes prêts à revenir à l'article 2 mais nous ne sommes pas prêts à le faire dans ces conditions, en libérant le gouvernement de son obligation d'appuyer notre amendement à l'article 7.

Le coprésident (M. Joyal): Avant de poursuivre, je tiens à lire la motion dont je suis saisi pour que nous soyons tous renseignés sur les faits et pour que les membres du comité puissent prendre une décision.

La motion de l'honorable James McGrath déclare qu'en revenant sur sa parole au sujet de l'article 2, le gouvernement porte atteinte à ses privilèges à titre de membre du comité et que la chose devrait être portée devant la Chambre des communes.

C'est une motion recevable. Le président l'a acceptée et demande aux membres du comité d'en débattre.

M. Robinson.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Je ne voyais pas très bien ce dont nous parlions. Désormais, nous sommes saisis d'une motion, mais je vous demanderais

all ask you, Mr. Chairman, to clarify whether, indeed, that particular motion as worded is in order.

I do not understand the procedure whereby a member can move a motion with respect to that member's privilege.

Correct me, if I am wrong, Mr. Chairman; but it was my understanding that on a matter of that nature, concerning the privileges of a member of this Committee or indeed a member of the House, that that was a matter for a decision by the Chair.

Now, in the case of the Committee that could presumably go to the House; but is it the case that a member of this Committee can move a motion to that effect?

I would like to have clarification on that before moving on to the second point.

Mr. McGrath: On a point of order, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Before I move on to a point of order by Mr. McGrath, the Chair has already answered at length by quoting authorities and a section of the Standing Orders and the additional comments as stated by Beauchesne and the interpretation given to precedents.

The Chair is not entitled to make a ruling as in the House of Commons. The proper procedure is that the motion be put through to the Chair and that honourable members of the Committee are invited to express their views and then to vote on such a motion.

That is the proper procedure and you may go on to your second point, Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

My only concern was with respect to the position in the House. My understanding was that there was first to be a *prima facie* case of privilege shown. Apparently the Chair is suggesting that that is not required in this instance.

I will await with interest the Chair's comment on that particular point. But there is an additional burden to show a *prima facie* breach of privilege.

Turning to the suggestion made by Senator Austin, certainly it is our view that, with respect to the concern expressed by the Conservative Party, clearly there was an undertaking given, that if the amendment with respect to Clause 2 was withdrawn, that another amendment could be moved and at that point it was stated that the government would accept that amendment with respect to Clause 7.

Therefore, we would certainly be prepared to grant the required unanimous consent to revert to Clause 2 to deal with the understanding that was given to the Conservative Party at that time. We are certainly prepared to consent to that.

Naturally, we will not deal with the question of merits at this point, but with respect to what has occurred here, it is clear that no one would suggest that what has happened here is not a case of reflection on the consequence of this particular amendment, of consultation with the bodies that might be affected and following that consultation and consideration of the very serious and unprecedented nature of this amendment, that the appropriate response was made.

tout d'abord, monsieur le président, de nous dire si son libellé est recevable.

Je ne comprends pas très bien la procédure suivant laquelle un membre du Comité peut présenter une motion concernant ses privilèges.

Reprenez-moi si je me trompe. Je pensais que quand il s'agissait des privilèges d'un membre du Comité ou d'un député à la Chambre, il fallait que le président prenne une décision.

Dans le cas d'un membre du Comité, la Chambre était saisie de la question. Je vois cependant qu'un membre du Comité peut présenter une motion à cet égard?

Pouvez-vous me donner des précisions avant que j'aborde la deuxième remarque que j'ai à faire?

M. McGrath: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Avant de donner la parole à M. McGrath, je vous rappelle que le président vous a cité des sources faisant autorité, un article du Règlement et un commentaire de Beauchesne, donnant une interprétation de certains cas.

Le président n'est pas habilité à prendre une décision comme c'est le cas à la Chambre des communes. La procédure réglementaire veut que le président soit saisi d'une motion et que les membres du Comité soient invités à exprimer leur point de vue et à voter sur la motion.

Voilà donc la procédure réglementaire. Poursuivez, monsieur Robinson.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

J'ai encore une inquiétude. Je croyais qu'il fallait d'abord démontrer qu'il s'agit d'un cas flagrant d'atteinte aux privilèges. De toute évidence, le président, n'a pas exigé que ce soit démontré dans ce cas-ci.

Vos remarques là-dessus m'intéresseront vivement. Il faut tout d'abord démontrer qu'il y a vraiment atteinte aux privilèges.

Je reviens à la proposition du sénateur Austin. A notre avis, nous avons cru comprendre également, tout comme le Parti conservateur, que si l'amendement portant sur l'article 2 était retiré, et qu'un autre amendement était présenté à l'article 7, le gouvernement l'appuierait.

Par conséquent, nous sommes prêts à donner notre consentement pour qu'on revienne à l'étude de l'article 2 afin d'éclaircir le malentendu concernant l'accord donné au parti conservateur à ce moment-là. Nous donnons notre consentement.

Naturellement, il n'est pas question de débattre le bien-fondé de l'amendement pour l'instant, mais dans le cas qui nous occupe, il est clair que personne ne prétendrait que ce qui s'est passé ici ne nous force pas à réfléchir sur les conséquences de cet amendement, à consulter les organismes qu'il pourrait toucher, et à y donner une réponse appropriée en considérant la nature grave et sans précédent de cet amendement.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): To answer your second point, Mr. Robinson, contrary to the position of the honourable Speaker in the House of Commons or in the Senate, the Chairman or the Chairperson of a Standing Committee of the House does not have to make a ruling if there is a *prima facie* case of breach of privilege.

The only responsibility in such circumstances of the Chairperson is to receive the motion put through by honourable members who feel aggrieved, and such a motion requesting the Committee to report to the House the allegation of a breach of privilege and the House then would deal with the motion in the proper way.

But at this point the Chair does not have to make a ruling if there is a *prima facie* case of breach of privilege to receive a motion to report to the House to that effect.

I hope that is an answer to your question.

I would like now to invite the honourable Bryce Mackasey.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, a while ago I asked about the precise wording of Mr. McGrath. I accept your word at any time. It is no problem with me.

But I wanted to get from you what was the point of privilege. This is very much in line with the motion, because we are talking about a breach of undertaking.

I want to get it very clear in my mind what undertaking we are breaching. What was the breach of undertaking?

A question I had asked was whether the undertaking was to deal with the question of property in Clause 7 rather than in Clause 2. Was that the undertaking, or was it more comprehensive?

Was the undertaking in fact that, not only would we deal with it in Clause 7 rather than Clause 2, but that we would support it—a fundamental difference between the two.

That is why I wanted to hear from Mr. McGrath exactly what he had in mind; because, Mr. Chairman, I know you cannot rule on that.

The motion before us simply talks about a breach of undertaking, and we have to know what the undertaking was.

When I look at pages 163 and 164—and hopefully not with a biased view—I do not understand that as an undertaking beyond dealing with it in Clause 7. I would like, in conscience, to read pages 155 onwards, the intent of Mr. Crombie who, obviously, was proposing an amendment of the clause, and the manner in which Mr. Lapierre replied to it.

I am not trying to cop out; but I would like to know, because it is very significant in determining what the nature of the breach was.

Mr. Epp last. Well, Mr. Epp has a queer sense of humour and rises at the funniest times.

Mr. Epp: Only when you speak!

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, he has developed an awful habit of interrupting. It is Mr. McGrath I am dealing with and he has the common courtesy to come with years in Committee work; Mr. Epp has not had that privilege.

Le coprésident (M. Joyal): Pour répondre à votre deuxième question, monsieur Robinson, contrairement à la procédure prévue pour les orateurs à la Chambre ou au Sénat, le président d'un comité permanent de la Chambre ne doit pas statuer s'il semble y avoir eu atteinte au privilège d'un député.

Ce que le président doit faire en pareil cas, c'est accepter la motion soumise par le député qui s'estime lésé, motion invitant le comité à faire rapport à la Chambre d'une atteinte à ses privilèges, la Chambre étant ensuite chargée de se prononcer sur la motion.

Le président n'a donc pas à se prononcer dès lors qu'il semblerait y avoir eu atteinte au privilège d'un député et que celui-ci dépose une motion afin d'en faire rapport à la Chambre.

J'espère que cela répond à votre question.

La parole est à M. Mackasey.

M. Mackasey: Monsieur le président, je vous ai demandé le libellé exact de la motion proposée par M. McGrath. J'accepte vos explications.

J'aimerais que vous m'expliquiez en quoi consiste l'atteinte au privilège. Ceci se rapporte directement à la motion, vu qu'il est question d'un manque à la parole donnée.

En quoi consiste au juste un manquement à la parole donnée.

A-t-on promis aux conservateurs de traiter du droit à la propriété privée à l'article 7 plutôt qu'à l'article 2? Est-ce cela qu'on leur a promis ou leur a-t-on promis davantage?

Leur a-t-on promis non seulement de traiter de cette question à l'article 7 plutôt qu'à l'article 2, mais qu'en plus nous appuierions leur amendement, ce qui est tout à fait autre chose.

C'est pourquoi je tenais à ce que M. McGrath s'explique clairement à ce sujet, car je sais fort bien que vous ne pouvez pas statuer sur pareille question, monsieur le président.

La motion fait état d'un manquement à la parole donnée. Il s'agirait de savoir en quoi au juste a consisté la promesse.

En relisant les pages 163 et 164 du compte rendu aussi objectivement que possible, j'ai l'impression que nous nous étions engagés uniquement à examiner cet amendement à l'article 7, et rien de plus. Je voudrais relire le compte rendu à partir de la page 155, où M. Crombie a proposé l'amendement à cet article et où M. Lapierre lui a répondu.

Je ne recherche nullement une échappatoire; je tiens simplement à savoir en quoi consiste au juste ce manquement à la parole donnée.

M. Epp a un sens de l'humour plutôt bizarre.

M. Epp: Seulement lorsque vous parlez.

M. Mackasey: Il a pris cette terrible habitude d'interrompre les délibérations. Je m'adresse à M. McGrath qui fait plus preuve d'une courtoisie normale pour un député qui a de nombreuses années d'expérience des comités, ce qui n'est pas le cas de M. Epp.

But the point I would like to know is that I would like to know precisely what was the breach of undertaking—and I accept the word of an honourable gentleman. But I am certainly entitled to ask that question. If this is only a breach of undertaking or the undertaking was to debate it fully, when we arrived at Clause 7, then that is not a commitment to support it.

Finally, before Mr. McGrath speaks, I do not think the Minister can say more in his capacity that what the policy of the government is.

I do not believe the Minister can bind members to vote for the government's position. That is very significant.

I am wondering if the Minister or the Opposition presumed—and I expressed that view on Friday when I raised the question and asked the Minister on Friday; because I was concerned about the effect on zoning in Quebec or Lincoln or elsewhere.

So, Mr. Chairman, it is very important to me that we know what pages 158, 159 and 160 said all the way up to 164 and 165.

In other words, Mr. Chairman, the question is: can the Minister do more than enunciate government policy, or can he in page 165 presume to bind us as to how we should vote.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Mackasey.

The honourable James McGrath.

• 2105

Mr. McGrath: Just by way of replying to Mr. Mackasey, I just want to lay it out for him very simply.

We moved an amendment to Clause 2. We were told by the Minister and by members of the Committee speaking on behalf of the government that if we withdrew that amendment from Clause 2, the government would accept it if it was moved on Clause 7. On the basis of that undertaking I gave unanimous consent to allowing the amendment to be withdrawn and you will find that on page 165. Mr. Crombie asked for unanimous consent to allow the amendment to be withdrawn from Clause 2 and it was given.

Now we are told by the Minister tonight that the undertaking on which that unanimous consent was given is no longer valid, he has completely contradicted what his colleague said last week, and to put it very bluntly, Mr. Mackasey, in words that even you and I can understand, we have been had.

Mr. Mackasey: Mr. McGrath, we should not jump to conclusions, and I do agree that page 165 says very clearly, and you are right about that, Mr. Crombie said:

Well, Mr. Chairman, with unanimous consent of the Committee we withdraw it in Clause 2 in favour of having it in Clause 7.

I can read that either way, as a commitment to deal with it in Clause 7 or a commitment to include it in Clause 7, and I rest on that and I will form my own personal conclusions, after I have had a chance to study from 158 to 165 to get the sense of Mr. Lapierre's commitment because I know Mr. Crombie

J'aimerais donc savoir au juste en quoi a consisté le manquement à la parole donnée, bien que je sois tout à fait disposé à accepter la parole de mon collègue à ce sujet. Quoi qu'il en soit, j'ai le droit de poser pareille question. Si nous nous étions engagés uniquement à discuter cet amendement à l'article 7, cela n'équivaut pas à l'appuyer.

Enfin, je ferai remarquer à M. McGrath que le ministre ne fait qu'exprimer la politique du gouvernement.

Le ministre n'est pas habilité en effet à engager les députés à voter pour telle ou telle position du gouvernement, ce qui est très important.

Je me demande si le ministre ou l'opposition n'ont pas présumé de la chose; j'ai exprimé ce point de vue vendredi lorsque j'ai posé la question au ministre, car je m'inquiétais de l'effet du zonage au Québec, à Lincoln ou ailleurs.

Il est donc très important à mon avis, monsieur le président, de savoir ce qui a été dit aux pages 158, 159 et 160 et même jusqu'à 164 et 165.

Autrement dit, monsieur le président, la question est la suivante: le ministre peut-il faire davantage qu'énoncer la politique gouvernementale ou peut-il prétendre, à la page 165, nous lier quant à la façon dont nous devons voter.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Mackasey.

L'honorable James McGrath.

M. McGrath: Je vais répondre à M. Mackasey en lui expliquant les choses bien simplement.

Nous avons proposé un amendement à l'article 2. Le ministre et les membres du Comité qui parlaient au nom du gouvernement nous ont dit que si nous retirions cet amendement à l'article 2, le gouvernement l'accepterait s'il était proposé à l'article 7. A la suite de cette promesse, j'ai accordé le consentement unanime pour permettre que la modification soit retirée, vous le verrez à la page 165. M. Crombie a demandé le consentement unanime pour que l'amendement soit retiré de l'article 2, et ce consentement a été accordé.

Le ministre nous dit ce soir que l'engagement sur lequel reposait ce consentement unanime n'est plus valable; il contredit tout à fait ce qu'a dit son collègue la semaine dernière et, sans mâcher mes mots, monsieur Mackasey, dans un langage que vous et moi pouvons comprendre, je dirais que nous nous sommes fait avoir.

M. Mackasey: Monsieur McGrath, il ne faut pas sauter aux conclusions, et je suis d'accord qu'à la page 165, M. Crombie a dit très clairement:

Eh bien, monsieur le président, avec le consentement unanime du Comité, nous retirons cet amendement à l'article 2 pour le représenter à l'article 7.

Je comprends sa déclaration comme étant soit un engagement à étudier l'amendement à l'article 7 soit à l'inscrire à l'article 7. Je m'arrête ici; j'en tirerai mes propres conclusions après avoir eu l'occasion d'étudier les pages 158 à 165 pour bien comprendre le sens de l'engagement de M. Lapierre, car

interpreted for the Minister what Mr. Lapierre is supposed to have said, not Mr. Lapierre directly to the Minister.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Mackasey.

Honourable John Fraser.

Mr. Fraser: Mr. Chairman, I am not surprised at Mr. Mackasey's attempts to find some way for himself and others to wiggle out of an undertaking that was given.

Mr. Mackasey: Point of order, Mr. Chairman. The member is imputing motives and I do not appreciate it. I am not trying to wriggle out of anything. It might be difficult for Mr. Fraser to consider facts important. I want the facts for myself established that I understand them, not as Mr. Fraser interprets them.

Mr. Fraser: Well, my answer has to be a fairly short one, and that is that it is quite clear to me that if you take the plain wording of Mr. Crombie's question, which was: you accept the comment made by Mr. Lapierre that the government would accept the right to enjoy property in Clause 7 as opposed to Clause 2.

And Mr. Kaplan was speaking for the government:

If it is put forward by your party, yes.

Now, one has to also remember that, clearly from what Mr. Lapierre said earlier, there had been discussion about this by government members on the Committee.

Now, Mr. Chairman, I do not want to put you in a difficult position, any more difficult than the position you have been put in as a consequence of this, but what I think has got to be clearly understood is that the issue here is whether the word of the government is worth anything, and that is the question of privilege. The question of privilege is whether or not an honourable member and honourable members were put in a position where they should have been able to accept the proposition put forward by the Minister acting on behalf of the government after a specific question, and whether we are now to just conveniently get around the fact that the proposition put forward by the government on Thursday has, as a consequence of subsequent discussions, the present Minister of Justice made that quite clear, has now been changed.

Now, that is the question of privilege, but I want to move to another point.

This question goes to the very heart of whether or not, in a partisan committee such as this and in a partisan House of Commons, we can depend on the word of our colleagues in other parties.

Now, to the degree that this shows clearly that there has been a breach of an undertaking then that essential element of trust which has to exist no matter how much we may be divided on the substance of the issue, that fundamental element of trust has to exist and we have got a lot of work yet to do.

Now, Mr. Chairman, you may be in the very difficult position of not being able to rule on this, and I appreciate that, because that is not something you can do anything about; but this motion is a motion by an aggrieved member on a very fundamental matter, a matter, by the way, which as some

je sais que M. Crombie avait interprété pour le ministre ce que M. Lapierre était censé avoir dit et non pas ce que M. Lpierre avait dit directement au ministre.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Mackasey.

L'honorable John Fraser.

M. Fraser: Monsieur le président, je ne suis pas surpris que M. Mackasey essaie de trouver une échappatoire pour lui-même et pour d'autres.

M. Mackasey: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Je n'accepte pas du tout que le député me prête certaines intentions. Je n'essaie pas de me dérober de quoi que ce soit. M. Fraser a peut-être de la difficulté à voir que ces faits sont importants. Quant à moi, je veux que les faits soient bien établis, tels que je les comprends et non pas comme M. Fraser les interprète.

M. Fraser: Ma réponse sera assez courte; c'est très clair à mon avis, si vous examinez le simple libellé de la question de M. Crombie: vous êtes d'accord avec M. Lapierre que le gouvernement accepterait à l'article 7 la jouissance du droit de propriété plutôt qu'à l'article 2.

Et M. Kaplan, parlant au nom du gouvernement, a répondu:

Oui, c'est votre parti qui le propose.

Il faut également se souvenir de ce qu'a dit M. Lapierre plus tôt, les membres du gouvernement qui siègent au Comité en avaient discuté.

Je ne veux pas vous placer dans une situation encore plus délicate, monsieur le président, mais il faut qu'on sache clairement si la parole du gouvernement vaut quelque chose et c'est pourquoi je soulève la question de privilège. Il s'agit de savoir si oui ou non le député et les membres ont été placés dans une situation où ils auraient pu accepter la proposition du ministre, représentant le gouvernement, sur une question précise. Est-ce que cette proposition, présentée par le gouvernement jeudi, à la suite des discussions tenues, est maintenant changée, comme l'a dit très clairement le ministre de la Justice?

Voilà pour la question de privilège; je voudrais maintenant aborder un autre sujet.

Il s'agit véritablement de savoir si oui ou non, dans un Comité de parti pris comme celui-ci et dans une Chambre des communes, également partisane, nous pouvons nous fier à la parole de nos collègues des autres partis.

Dans la mesure où il est évident qu'on a manqué à un engagement, l'élément essentiel de confiance qui doit exister, en dépit de nos divisions sur le fond de la question, doit être présent, et nous en sommes encore loin.

Vous êtes peut-être dans une situation difficile, monsieur le président, car vous ne pouvez décider de cette question; je le comprends; vous ne pouvez rien faire, mais il s'agit d'une motion présentée par un député qui s'estime lésé sur une question très fondamentale. D'ailleurs, certaines personnes ici

other honourable members around this table who belong to law societies in this country know, that a breach of an undertaking is grounds for dismissal from a law society, have the right to practice law stripped from you because you cannot practice law in an adversary society, in an adversary relationship, unless you can depend on and trust each other.

Now, my concern now is not in making anybody who is listening to this debate realize there has been a breach of undertaking, that is not my concern because I think it is so patently obvious; my concern is that if this Committee does not accept Mr. McGrath's motion are you as Chairman empowered under the rules to nonetheless refer it to the House of Commons where the matter can be taken under further advisement, because that is a very important question, because whether honourable colleagues around this table who do not happen to be in my party agree with the substance of this, whether or not they think there is a way around it by turning back the clock and starting over again, the question still remains that there has been a fundamental breach of an undertaking and that matter should be aired in the House of Commons or somewhere, where it can be ruled upon.

I would hope, Mr. Chairman, that honourable members in this Committee would at least be able to say that the motion which alleges a breach of privilege on the basis that has been set out, ought to at least have the concurrence of this Committee so that you can then transfer it to the House where it can be dealt with in a way that you, as I have tried to fairly state, obviously cannot do here.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable John Fraser.

If I may give additional information to your search for information, I want to quote you Section 58 of a booklet entitled *The Guide for Committee Chairman*, and Section 58 reads:

Any question of privilege is a matter for the House to decide. Breaches of privilege occurring in Committee may be dealt with only by the House itself on a report from the Committee. However, the Committee must decide that the circumstances are serious enough to warrant a report to the House.

So it is clear that the Chair cannot report to the House unless it is either requested by the Committee or because there has been a vote in the Committee to report to the House, and I can quote a precedent on December 7, 1978, and the conclusion out of the precedent is very clear, and it reads: from all these authorities it seems clear to the Chair that our only recourse is a report to the House.

So failing this Committee taking an affirmative vote to report to the House, the Chairman has no other choice than to receive that decision of the Committee and to abide by it and there is no specific authority in ourselves to stand up in the House of Commons at the proper time and make a report or raise the issue in the House of Commons, and I find myself bound by those rules. Up to this point I have received a motion from the honourable James McGrath and unless that motion is withdrawn, at one point there will be a vote on that motion.

présentes, qui appartiennent à des associations de juristes, savent que manquer à un engagement sur une question aussi importante que celle-ci peut constituer un motif de renvoi desdites associations; le juriste peut se voir retirer le droit d'exercer, puisqu'on ne peut exercer dans une association ou dans un contexte hostile, à moins de pouvoir se fier à autrui et d'avoir confiance les uns dans les autres.

Je ne cherche pas à convaincre qui que ce soit qu'il y a eu manquement à une parole; je ne me soucie pas d'une telle démarche, car c'est très évident. Mais si le Comité n'accepte pas la motion de M. McGrath, êtes-vous habilité, en tant que président et en vertu des pouvoirs que vous confèrent les règlements, d'en référer néanmoins à la Chambre des communes où la question peut être approfondie, étant donnée son importance? Que mes collègues des autres partis ici présents soient d'accord en ce sens avec cette décision, qu'ils croient ou non qu'il y ait une façon de contourner la chose en revenant en arrière et en recommençant tout, il n'en demeure pas moins qu'on a manqué à une parole et qu'il faudrait en débattre à la Chambre des communes ou ailleurs, où une décision peut être prise.

J'espère, monsieur le président, que les membres du Comité pourront au moins se prononcer sur cette motion de violation de privilège, telle qu'elle a été présentée, pour au moins obtenir leur appui afin que cette question soit transmise à la Chambre et y soit étudiée, puisque, comme je l'ai souligné, vous ne pouvez manifestement rien faire.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur John Fraser.

Permettez-moi de vous donner des renseignements additionnels; je voudrais citer l'article 58 d'une brochure intitulée *Guide à l'intention des présidents de comités*, qui se lit comme suit:

Toute question de privilège doit être tranchée par la Chambre. Toute atteinte au privilège en Comité ne peut être réglée que par elle sur présentation d'un rapport par le Comité. Toutefois, le Comité doit auparavant reconnaître qu'il s'agit bien d'une question de privilège, en évaluer la gravité et juger s'il est nécessaire d'en rendre compte à la Chambre.

Il est donc évident que la présidence ne peut en référer à la Chambre à moins que le Comité en fasse la demande ou qu'un vote ait été pris en Comité dans ce sens. Je puis vous citer un précédent, celui du 7 décembre 1978, et la conclusion qui en découle est très évidente: Selon toutes ces autorités, il semble clair à la présidence que notre seul recours est d'en référer à la Chambre.

Par conséquent, si le Comité ne prend pas de vote affirmatif pour qu'un rapport soit présenté à la Chambre, le président n'a pas d'autre choix que d'accepter la décision du Comité et de s'y conformer. Nous n'avons donc pas l'autorité d'intervenir en Chambre au moment voulu pour rendre compte et, par conséquent, je me sens lié par ces règlements. Jusqu'à présent, je n'ai reçu qu'une motion de l'honorable James McGrath et, à moins qu'elle ne soit retirée, on devra voter à un moment donné.

Mr. Fraser: Mr. Chairman, I think you very properly stated the position in which you find yourself and the rules under which you must abide and which of course this Committee must abide as well. I do not need to point it out to you, Mr. Chairman or your Joint Chairman, because I think you have both got the point, but I am pointing out to Committee members, and to anyone who is listening, that unlike the House where a motion of privilege can be made and then the Speaker, who is the custodian of our privileges, makes the ruling, not by a vote, not by a partisan vote in the House, that is the whole function of the Speaker, to exercise independence.

Now, you do have the chance to do that here, sir, not through any fault of your own. I would place this matter in your hands any time that it could be placed there, but it cannot be. What we will then be facing is a government majority that has a vested interest in this not going to the House, voting on a question of privilege when they are not sitting as independent judges and as custodian of our privileges as Madam Speaker would be in the House of Commons, and it must be clearly understood that if this is defeated here, it is not defeated on the same basis that it would be defeated in the House of Commons where an independent adjudicator, namely Madam Speaker, would rule on the question as custodian of our privileges, because it would be folly in the extreme to presume that this Committee, given its partisan lineup and given the government's interest in getting this thing out of the way as fast as possible, is likely to vote to put this into the House of Commons where it can be independently adjudicated upon, and I do not say that with any criticism of you, Mr. Chairman, or the Joint Chairman, because you are bound by the rules, but I want it clearly understood that this will not be a decision based on whether there is a privilege; it will be a decision around here on a vote based on the partisan advantages of this sometimes unfortunately overly partisan cockpit.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable John Fraser.

Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, with respect to the motion before the Committee at this point, I must confess to some surprise that my friend Mr. McGrath is prepared to continue to pursue this point in light of the fact that it would seem that it is a rather academic point, and I say that with respect to Mr. McGrath at this point, because I understand how he felt before the undertaking was made, that there could be a step back to Clause 2, that in view of the fact that, certainly I agree, and whether the government members agree or disagree, they are prepared to go back, that there was a commitment made and it was on the basis of that commitment that your amendment was withdrawn, we are prepared to go back.

So it would seem to me, with respect to Mr. McGrath, that this motion is an academic motion because what the motion would seek to achieve is to return to Clause 2. The complaint which it appears to address is the denial of the right to move an amendment with respect to Clause 2, that is the only complaint which is addressed; this motion does not in any way deal with the concern that somehow there was a commitment made on Clause 7, and that between Friday and Monday there was a reconsideration of that and the government has now decided not to accept that.

M. Fraser: Monsieur le président, vous avez très bien expliqué dans quelle situation vous vous trouvez et à quels règlements vous et le Comité devez vous conformer. Inutile de vous le dire, messieurs les coprésidents, car vous avez tous les deux très bien compris; mais je voulais souligner aux membres du Comité et à tous les auditeurs que ce n'est pas comme à la Chambre, où une motion de privilège peut être présentée et où le président, dépositaire de nos privilèges, peut prendre une décision, non pas par un vote reflétant la partisanerie de l'assemblée, car c'est le rôle du président que d'exercer sa neutralité.

Vous ne pouvez le faire ici, monsieur, et ce n'est pas votre faute. Je pourrais remettre la question entre vos mains, si c'était possible, mais c'est impossible. Nous devons donc faire face à une majorité gouvernementale qui a un intérêt certain à ne pas référer la question à la Chambre, qui vote sur une question de privilège alors qu'elle ne siège pas comme juge neutre ni comme gardien de nos privilèges, comme madame le président le fait à la Chambre des communes. Il faut bien comprendre que si le vote est rejeté ici, il n'est pas rejeté comme il le serait à la Chambre des communes devant un juge neutre, c'est-à-dire son président, qui statuerait en tant que dépositaire de nos privilèges. Ce serait pure folie de croire que le Comité, vu sa partisanerie et l'intérêt du gouvernement à régler la question aussi rapidement que possible, puisse voter pour que la question soit référée à la Chambre des communes où il pourrait y avoir une décision neutre. Je ne dis pas cela pour vous critiquer, monsieur les coprésidents, car vous êtes liés par les règlements, mais il est clair que la décision ne sera pas fondée sur une question de privilège, mais plutôt sur des avantages partisans, car ce comité, malheureusement, est parfois une arène où s'affrontent les partisaneries politiques.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur John Fraser.

Monsieur Robinson.

M. Robinson: Monsieur le président, au sujet de cette motion, je suis surpris que mon ami M. McGrath soit disposé à poursuivre cette discussion puisqu'il semble que ce soit plutôt une question toute théorique. En toute déférence pour M. McGrath, j'avoue comprendre comment il se sentait avant que l'engagement soit pris, et si on pouvait revenir à l'article 2, car je suis d'accord, que les députés du gouvernement le soient ou non; on est disposé à revenir en arrière puisqu'il y a eu un engagement de pris et c'est sur cette base que votre amendement a été retiré. Nous sommes donc prêts à revenir en arrière.

Il me semble donc que la motion de M. McGrath est purement théorique, car elle chercherait à nous faire revenir à l'article 2. Le reproche qu'on pourrait faire c'est qu'on cherche à nous nier le droit de proposer un amendement à l'article 2; c'est la seule plainte formulée. Cette motion ne traite pas du tout de l'engagement pris concernant l'article 7, entre vendredi et lundi le gouvernement a reconsidéré la question et a maintenant décidé de ne pas l'accepter.

This motion does not touch that at all, Mr. Chairman. It only deals with one complaint, one single complaint, and there is nothing else in the motion. It deals with the breach of undertaking by the government on Clause 2.

We say: let us go back to Clause 2. We accept your complaint on that point, we are prepared to go back to Clause 2, to start afresh, and on that basis, Mr. Chairman, I would suggest that we should move on to give you unanimous consent on Clause 2, let us deal with the substance of what the Conservative motion purports to want to deal with. It is like a case of contempt where the party in question is prepared to purge its contempt. If the party in question is prepared to purge its contempt, then the court will usually accept that.

Now, if there has been a contempt here, the party in question, the government, is prepared apparently to purge its contempt and I suggest we accept that purging and move on to the substance of the proposal that the Conservatives wish to move on Clause 2.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

Honourable Senator Roblin.

Senator Roblin: Mr. Chairman, I do not as a rule take part in these discussions on procedure or of the substance of the discussions we have been indulging ourselves in here tonight, but I must say that Mr. Robinson's explanation of the point forces me to tell him that I cannot understand the logic of his argument.

We are not concerned about whether the proposition is dealt with in Clause 2 or Clause 7, that is a matter that can be handled either way. What we are concerned about is whether the item has government support, that is what the issue is, that is what the breach of privilege is, that is what the breach of the undertaking is, and simply to go back to Clause 2, the words "breach of undertaking" in here cover that ground completely, and simply to say that we can go back and open up Clause 2 again and perhaps have the government do what it says it is going to do, namely boot the thing out, it deals with the issue and constitutes purging of their offence, is an approach to the matter which is entirely beyond me. I cannot see the logic, I cannot see the validity of that point of view.

The point of view is that the government gave an undertaking, and what was its undertaking? Its undertaking was not to go back to Clause 2, its undertaking was to admit into Clause 7 this question of rights or property, that is what the undertaking was and a further undertaking was that when it go there it would support it.

Now, that is what the undertaking was and that is what they have to purge themselves of, if they have to purge themselves of anything at all. Their majority, I think, will probably be an adequate purge as far as they are concerned. It certainly will not sit very well with some of us here, but it seems to me that it is well that we not be confused by thinking that if we simply re-open the matter of Clause 2 and have copyrights booted out, that that really discharges the government of any obligation; no such thing. Their obligation is to deal with it in Clause 7 and to support it, and if they are not going to do that, then I feel as one member of this Committee that I have not really been fairly dealt with and fairly handled when this matter came up the first time.

Cette motion n'est pas du tout à cet effet, monsieur le président. Elle ne traite que d'une plainte, une seule; elle ne contient rien d'autre. Il est question du manquement à un engagement de la part du gouvernement concernant l'article 2.

Revenons à l'article 2. Nous acceptons votre plainte sur ce point et nous sommes disposés à revenir à l'article 2, à recommencer au début et je proposerais, monsieur le président, que nous vous accordions un consentement unanime au sujet de l'article 2, permettez-nous d'examiner la teneur de la motion conservatrice. C'est un peu un cas de contumace et le parti en question est disposé à son tour à la purger. Si c'est le cas, le tribunal l'accepte habituellement.

Au besoin, le parti en question, le gouvernement, est apparemment disposé à purger sa contumace, et je propose que nous acceptions cette mesure et que nous examinions la teneur de la proposition que les conservateurs veulent proposer relativement à l'article 2.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

L'honorable sénateur Roblin.

Le sénateur Roblin: Monsieur le président, je ne participe pas habituellement à des discussions de procédure ou au genre de discussion que nous nous sommes payé ce soir, mais je dois dire que l'explication de M. Robinson me force à lui avouer que je ne comprends pas la logique de son argument.

Nous ne nous inquiétons pas du fait que la proposition soit traitée à l'article 2 ou à l'article 7, ce peut être fait des deux façons. Nous nous demandons si cette question a l'appui du gouvernement; c'est ce qui est en cause, de savoir quel est le manquement à l'engagement, et de revenir simplement à l'article 2, ces mots «manquement à l'engagement» étant suffisants. Il suffirait de dire que nous revenons à l'article 2 et que le gouvernement fasse ce qu'il dit vouloir faire, c'est-à-dire qu'il vide la question et purge sa contumace. Cette façon de faire me dépasse; je n'en vois pas la logique, je n'en comprends pas la validité.

Le gouvernement a pris un engagement. Quel est-il? Son engagement n'était pas de revenir à l'article 2, mais d'accepter à l'article 7 cette question des droits à la propriété; voilà à quoi il s'est engagé et lorsque la question sera discutée, il a promis de l'appuyer.

Voilà donc en quoi a consisté l'engagement et ce dont ils ont dû se débarrasser, si vraiment c'est le cas. Pour la majorité, cela conviendra. Cela ne sera certainement pas le cas pour certains d'entre nous, mais il me semble qu'il ne faut pas se leurrer en s'imaginant que par le simple fait de remettre sur le tapis l'article 2 et de régler le problème des droits de reproduction, le gouvernement sera libéré de toute obligation. Pas du tout. Son devoir est d'aborder cette question à l'article 7 et de l'appuyer et s'il ne le fait pas, alors j'estime qu'en ma qualité de membre du Comité, je n'ai pas été traité justement, et dans les règles, lorsque cette question a été abordée pour la première fois.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Senator Roblin.

Honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, the very offer made by Senator Austin to open Clause 2 again and have redress through that means is just not acceptable. Senator Roblin has already mentioned that, and the reason should be quite clear, because Senator Austin is saying by the very fact that he is willing to open Clause 2, he already has shown there is a *prima facie* case that in fact we moved off of Clause 2 under false pretences, under false assurances, and that is what he is saying.

He then is willing to prescribe a remedy. Mr. Chairman, you yourself have said that it is not for this Committee to prescribe remedies, but rather that this Committee, all that it can do is report to the House the breach, that is what Mr. McGrath's motion does and that being the case, Mr. Chairman, simply opening Clause 2 and in that way trying to exorcise their souls is not enough and it will now be the Speaker that will rule and it is on that basis as to how we will also vote, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable Jake Epp.

The honourable Senator Austin.

Senator Austin: Thank you very much, Mr. Chairman.

I very much appreciate Mr. Epp's remarks because it allows me to contrast what he said with what I said.

What I said was that reasonable men can differ as to what happened, and on this side, rather than have the Official Opposition believe that they have just cause for complaint, we would prefer to go back to the status quo ante, and open up Clause 2. It seems to me, however, that what Mr. Epp is saying and what Senator Roblin is saying is that they would rather have their complaint than a fair solution of that particular complaint.

Mr. Epp: It is not a fair solution.

Mr. Beatty: It is not a fair solution.

Senator Austin: Well, I do not think Mr. Beatty is going to be allowed to fight a duel of honour with Mr. Lapierre, I just do not think that we can do.

Mr. Beatty: Mr. Chairman, on a point of order.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable Perrin Beatty on a point of order.

Mr. Beatty: Senator Austin just alleged that I was fighting a duel of honour with Mr. Lapierre; I am fighting no duel of honour with Mr. Lapierre, I have made no allegations about Mr. Lapierre's honour, and I think that it would be very useful for the Committee, Mr. Chairman, to invite Mr. Lapierre to give us his guidance as to whether or not he felt that at the time he made the offer he was speaking on behalf of the government members because I suspect that the duel will be fought between Senator Austin and Mr. Lapierre, not between Mr. Lapierre and myself.

Senator Austin: With respect, the intervention is not a point of order, just argument, and I would like to be allowed to finish mine and then I will listen to anyone else's argument, and I have listened to several this evening.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, sénateur Roblin.

L'honorable Jake Epp.

M. Epp: Monsieur le président, la proposition qu'a faite le sénateur Austin de reprendre l'examen de l'article 2 et d'apporter, par le fait même, les corrections nécessaires, ne m'est pas acceptable. En effet, le sénateur Roblin en a déjà parlé, et la raison devrait en être bien claire car en disant qu'il est disposé à reprendre l'examen de l'article 2, tout prouve, apparemment, que nous avons abandonné l'examen de cet article en invoquant de faux prétextes ou de fausses assurances, et c'est bien là ce qu'il prétend.

Maintenant, il est disposé à apporter une solution à ce problème. Monsieur le président, vous avez dit vous-mêmes que cela n'est pas la tâche du Comité, qu'il doit au contraire se contenter de faire rapport du manquement à la Chambre—ce à quoi correspond la motion de M. McGrath—et qu'il ne suffit donc pas, monsieur le président, de reprendre l'examen de l'article 2 et ce faisant, d'essayer d'exorciser le mal. C'est à l'orateur de se prononcer, à présent, et nous voterons en conséquence.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Epp.

Le sénateur Austin.

Le sénateur Austin: Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie M. Epp de son intervention car il me fournit ainsi un point de comparaison.

J'ai dit que des personnes raisonnables peuvent donner une interprétation différente de la situation. De notre côté, plutôt que de dire, comme l'Opposition officielle, qu'ils ont toute raison de se plaindre, nous préférierions revenir au statu quo, et reprendre l'examen de l'article 2. Toutefois, si je me fonde sur les interventions de MM. Epp et Roblin, ils préfèrent se plaindre que vois apporter une solution équitable au problème.

M. Epp: La solution n'est pas équitable.

M. Beatty: La solution est injuste.

Le sénateur Austin: Eh bien, je ne pense pas qu'on laissera M. Beatty se battre, pour l'honneur, avec M. Lapierre.

M. Beatty: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

Le coprésident (M. Joyal): M. Perrin Beatty, sur un rappel au Règlement.

M. Beatty: Le sénateur Austin prétend que j'ai entamé un duel, pour l'honneur, avec M. Lapierre. C'est faux et je n'ai pas remis en question l'honneur de M. Lapierre. Je pense qu'il serait très utile pour le Comité, monsieur le président, d'inviter M. Lapierre à nous dire si, à l'époque où il a fait sa proposition, il estimait parler au nom des membres du gouvernement, car à ce moment-là, il s'agirait plutôt d'un duel entre le sénateur Austin et M. Lapierre et non pas entre ce dernier et moi-même.

Le sénateur Austin: Sauf votre respect, il ne s'agit pas d'un rappel au Règlement, mais bien d'un argument. J'aimerais que l'on me permette de terminer mon intervention, ensuite j'écouterai les autres, comme je l'ai fait pour plusieurs ce soir.

If Mr. McGrath does not want to have the solution that is offered by the New Democratic Party and by this side this evening, then I must advise the Chair that the form of the resolution is unacceptable and the reason for it is that it concludes by its words the very issue that in argument Mr. McGrath and others on that side have said that they wanted to bring before the speaker.

The resolution says: I move that the breach of undertaking to the Committee by the government, that is, a concluded fact in their motion that there is a breach, not the question of the breach or whether there is a breach, but "the" breach of undertaking constitutes a breach of my privilege as a member of the Committee and that the matter be reported, not be referred, or to be considered, but reported.

Now, that is not the way the arguments have evolved and been offered by Mr. McGrath and by the Opposition.

What it should say, if it is to be fair, is that on motion of James McGrath, M.P., that an allegation of breach of privilege as a member of the Committee has occurred in respect of Clause 2, this Committee request that the speaker consider the matter; that would be an appropriate way to frame a question, Mr. Chairman.

Mr. McGrath: On a point of order, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Senator Austin.

Honourable James McGrath.

Mr. McGrath: I hesitate to raise another point of order, but the form of the motion is in accordance with the instructions I received from the Chair, through the Clerk of the Committee, and I think that point has to be made.

Senator Austin: I would like that to be clear because in its present form it is conclusive of all the issues of facts before this Committee.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable members of the Committee, as I stated very clearly a moment ago, have the responsibility to decide upon themselves if, and I quote the Guide for the Chairman of the Committee,

The Committee must decide that the circumstances are serious enough to warrant a report to the House.

So it is clear that the Committee has to decide that the circumstances surrounding an allegation by an honourable member that his privilege has been broken, will report to the House, so it is up to the Committee to decide at this point that the circumstances surrounding a statement or an event justify the Committee in its majority, through a vote, to report to the House. That is essentially the content of the motion, or the decision, of course, that the Committee has to make on the issue.

It is clear that the proposed motion is an allegation, it is an allegation by the honourable James McGrath that his privilege has been curtailed by the fact that on Clause 2 there has been some statement on the very issue and content of amendments as introduced by the Conservative Party and that the honourable member feels aggrieved, and feeling aggrieved, he con-

Si M. McGrath refuse la solution proposée par le nouveau Parti démocratique et par le nôtre, ce soir, alors je dois faire remarquer au président que la forme de la résolution est inacceptable. La raison en est que par son libellé, elle apporte un point final au problème que M. McGrath et d'autres membres de ce côté-ci ont déclaré vouloir soumettre à l'Orateur.

La résolution stipule: je propose que le manquement à sa parole commis par le gouvernement devant le Comité. Il ressort clairement dans leur motion qu'il y a bien manquement, on ne remet pas en doute cette question. Cela constitue une violation du privilège qui n'est consenti à titre de membre du Comité et je demande donc que l'affaire soit reportée et non pas renvoyée ou soumise à l'examen.

Or, voilà qui va à l'encontre de l'argumentation présentée par M. McGrath et l'opposition.

Pour être juste, il faudrait dire: sur motion du député James McGrath, d'après lequel il y a eu infraction au privilège consenti aux membres du Comité, pour ce qui est de l'article 2, le Comité demande à l'Orateur d'examiner la question. Voilà une des façons dont il conviendrait de rédiger la question, monsieur le président.

M. McGrath: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, sénateur Austin.

L'honorable James McGrath.

M. McGrath: J'hésite à invoquer à nouveau le Règlement, mais j'attire votre attention sur le fait que la forme donnée à la motion coïncide avec les instructions que j'ai reçues du président, par l'entremise du greffier du Comité, et je pense qu'il faut le noter.

Le sénateur Austin: J'aimerais que la question soit tirée au clair car sous sa forme actuelle, elle reprend toutes les questions de faits dont a été saisi le Comité.

Le coprésident (M. Joyal): Comme je vous l'ai bien précisé il y a un instant, il incombe aux membres du Comité de décider, et je cite le Guide du président du Comité,

Le Comité doit décider si les circonstances sont suffisamment graves pour justifier l'envoi d'un rapport à la Chambre.

Il est donc bien clair que le Comité doit se prononcer sur les circonstances entourant l'allégation faite par un député selon lequel on l'a privé de ses privilèges, et en faire rapport à la Chambre. Il lui incombe donc de décider, maintenant, que les circonstances entourant une déclaration ou un événement suffisent pour que la majorité des membres du Comité décident, après avoir mis la question aux voix, d'en faire rapport à la Chambre. Voilà, pour l'essentiel, la teneur de la motion que le Comité doit présenter ou de la décision qu'il doit prendre sur cette question.

Il est manifeste que le projet de motion coïncide avec une allégation faite par l'hon. James McGrath qui prétend que son privilège lui a été retiré du fait qu'à l'article 2, certaines affirmations ont été avancées sur le fond et la teneur des amendements présentés par le Parti conservateur. Le député s'estime blessé et conclut, ce faisant, qu'il y a abus de privilège.

cludes that there is a breach of his privilege and he wants the Committee to state that under circumstances that surrounded his statement, and that entitled the Chairman of the Committee to report if the Committee instructs the Chairman to so report to the House.

That is the essence of the decision that the honourable members have to take.

Honourable Senator Asselin.

Le sénateur Asselin: Monsieur le président, les travaux de ce Comité se sont déroulés depuis plusieurs semaines dans une atmosphère d'harmonie et, surtout, de confiance.

Le point que je voudrais soulever ce soir c'est que l'attitude qu'ont prise les membres du côté ministériel ainsi que le ministre présent à nos auditions la semaine passée nous portait à croire qu'en agissant de cette façon sur l'article 2, avec la parole qui nous avait été donnée par monsieur Lapierre et le Procureur général, que l'opposition pouvait y avoir confiance et retirer son amendement et le reporter à l'étude de l'article 7.

Nous avons donc l'engagement formel du gouvernement que le gouvernement appuierait notre amendement lorsque nous étudierions l'article 7.

Nous avons eu les oppositions du Nouveau Parti Démocratique mais ce qui m'a surpris le plus en fin de semaine a été d'entendre, monsieur le président, les mises-en-demeure que le chef du Nouveau Parti Démocratique a adressées au gouvernement à l'effet que si cet amendement qui avait été soumis par notre parti était accepté par la majorité gouvernementale, le chef du Nouveau Parti Démocratique était prêt à retirer au gouvernement son appui sur les différentes questions constitutionnelles que nous avons à discuter devant ce Comité.

Jamais, jamais je n'aurais pensé, en revenant ce soir ici, que le gouvernement aurait cédé au chantage du chef du Nouveau Parti Démocratique et si, monsieur le président, vous reportez à la présidence de la Chambre des communes cette question de privilège pour qu'elle la considère à son mérite et pour que la Chambre des communes puisse la juger dans son ensemble, ça voudrait dire que dorénavant les membres de l'opposition officielle vont avoir de la difficulté à accepter la parole des représentants du gouvernement lorsqu'ils vont nous donner leur engagement de nous supporter dans les amendements que nous allons présenter.

Nous sommes en train de détruire l'atmosphère de confiance qui règne dans ce Comité depuis le début.

Il est évident, monsieur le président, qu'avec ce que nous savons des intentions des membres du gouvernement à ce Comité qui ont changé d'idée depuis vendredi passé, sur les instructions du ministre de la Justice—le ministre de la Justice nous l'a dit ce soir qu'il ne permettrait pas aux membres qui appuient le gouvernement d'appuyer notre amendement—il est évident qu'à l'avenir nous allons demander aux membres du gouvernement, avant de nous engager, des certitudes qu'ils respecteront leur parole à l'avenir, et j'invite les membres du gouvernement qui vont se prononcer par leur vote sur cette question de considérer l'avenir de ce Comité dans les discussions que nous allons encore entreprendre d'ici quelques jours.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Robinson, sur un rappel au Règlement.

Il demande donc au Comité de le reconnaître étant donné les circonstances qui ont entouré sa déclaration, ce qui permet au président du Comité d'en faire rapport à la Chambre, si les membres du Comité le lui ordonnent.

Voilà, pour l'essentiel, la décision que doivent prendre les députés.

L'hon. sénateur Asselin.

Senator Asselin: Mr. Chairman, for several weeks, the Committee's hearings have been surrounded by harmony and mainly trust.

The point I would like to raise tonight is that by the very attitude of the members on the ministerial side and from that of the minister who attended our hearings last week, we inferred that by acting this way on clause 2, and basing ourselves on the statement that had been made by Mr. Lapierre and the Attorney General, the opposition could be trustful, withdraw its amendment and report it to clause 7.

The government members thus formally committed themselves to supporting our amendment when we would by studying clause 7.

The New Democratic Party voiced its objections, but what mostly surprised me at the end of the week, Mr. Chairman, was to hear the leader of the New Democratic Party formally challenge the government to the effect that if the government, in its majority, agreed on the amendment put by our party, he would be ready to withdraw its support to the government on the various constitutional questions that we have to discuss in this Committee.

I would never have imagined, coming back here tonight, that the government would have caved into the blackmail of the New Democratic Party leader. Mr. Chairman, if you put this question of privilege and its merits to the House Speaker and to the over-all review of the House members, it would mean that from now on, members of the official opposition will have problems trusting government representatives when they will commit themselves to support us in our amendments.

We are destroying the atmosphere of trust which has been characterizing the works of this Committee since the beginning.

Mr. Chairman, it is clear that from what we know of the intentions of the government members in this Committee who have changed their minds since last Friday, at the request of the Justice Minister—the Minister told us tonight that he would not allow the members who support the government to support our amendment—it is clear that in the future we will ask the government members, before committing ourselves, some assurance that they will keep their word. I invite the government members who are going to vote on this question to take into account the future of this Committee in the discussions that we will have in a few days.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Robinson on a point of order.

• 2125

Mr. Robinson: A point of order, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): M. Robinson, sur un rappel au Règlement.

Mr. Robinson: I am sure that the honourable Senator Asselin would wish to reconsider his use of the word "blackmail" in connection with the discussions which are taking place this evening. I am sure you would advise him, Mr. Chairman, that pursuant to Citation 320 in *Beauchesne's* that that word is unparliamentary and is also completely inaccurate to describe the events of the weekend.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

Senator Asselin.

Le sénateur Asselin: Alors, monsieur le président, si le mot 'chantage' est anti-parlementaire, je dirais que le chef du Nouveau Parti Démocratique a mis en demeure d'une façon non équivoque le chef du gouvernement canadien, monsieur Trudeau, d'avertir ses membres qui siègent à ce Comité que si notre amendement n'était pas accepté il retirerait sa confiance au gouvernement dans les questions qui sont soumises par le gouvernement ici et que le Nouveau Parti Démocratique appuie depuis le début.

Ce n'est pas la dernière fois que l'on va voir les changements que les membres du Parlement auront à effectuer à la suite des pressions du Nouveau Parti Démocratique.

Alors, si 'chantage' n'est pas parlementaire, disons que c'est à la suite des mises-en-demeure, des pressions publiques qu'a faites le chef du Nouveau Parti Démocratique que les membres qui appuient le gouvernement ont changé d'idée.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, honorable sénateur Asselin.

L'honorable sénateur Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Monsieur le président, si vous me le permettez, je vais essayer d'exprimer, en toute simplicité, ce que je perçois dans le débat qui est en cours sur la motion de mon collègue monsieur McGrath.

Monsieur McGrath a soulevé une question de privilège parce que le déplacement de l'article 2 à l'article 7, en ce qui concerne l'amendement relatif à la propriété, se faisait à partir d'une entente, 'undertaking'—comment traduisez-vous cela, monsieur le président?—d'une entente qu'il s'agissait uniquement d'un déplacement technique d'un article à un autre mais que quant à la substance il était entendu que lorsqu'on discuterait la chose à l'article 7 plutôt qu'à l'article 2, le ministre représentant le gouvernement nous disait qu'il serait d'accord avec la substance de l'amendement.

Cela étant, monsieur le président, la question a une portée considérable pour les travaux de notre Comité. Je me rappelle très bien que la semaine dernière, lorsque le Procureur général est venu ici représenter le gouvernement à notre Comité, la question a été soulevée de savoir si sur un point ou sur l'autre il ne serait pas préférable d'avoir un ministre sectoriel—si je puis employer cette expression—et, alors, on nous a clairement indiqué que le ministre qui remplaçait monsieur Chrétien parlait au nom du gouvernement sur la totalité des questions et

M. Robinson: Un rappel au Règlement, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): M. Robinson, on a point of order.

M. Robinson: Je suis convaincu que le sénateur Asselin est prêt à reconsidérer l'usage qu'il a fait du terme «chantage» lors des discussions ce soir. Monsieur le président, dites-lui que conformément au commentaire 320 du *Beauchesne*, il s'agit d'une expression peu réglementaire et complètement étrangère aux événements intervenus cette fin de semaine.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

Sénateur Asselin.

Senator Asselin: Then, Mr. Chairman, if in fact the word "blackmail" is unparliamentary, I would say that the leader of the New Democratic Party has unequivocally challenged the leader of the Canadian Government, Mr. Trudeau, to advise his members who sit on this Committee that if our amendment was not agreed upon he would withdraw his trust in the government on the questions which are put by the government here and that the New Democratic Party supports since the beginning.

It is not the last time that we will witness changes made by Parliament members following pressures by the New Democratic Party.

Then, if "blackmail" is unparliamentary, let us say that it is following a series of challenges and public pressure by the leader of the New Democratic Party, that the members who support the government have changed their minds.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Senator Asselin.

The hon. Senator Tremblay.

Senator Tremblay: Mr. Chairman, if you allow me, I will try to express my opinion in all simplicity on the debate on the motion of my colleague, Mr. McGrath.

Mr. McGrath has raised a question of privilege on the grounds that the transfer of Clause 2 to Clause 7, on the amendment related to property, was based on an undertaking. He put that it was simply a matter of a technical transfer from one clause to another but that as to the substance it was agreed that when we would discuss the matter on Clause 7 rather than on Clause 2, the Minister representing the government would agree with the substance of the amendment.

This being said, Mr. Chairman, this question has considerable extent on our Committee hearings. I recall very well that last week, when the Attorney General came here as a government representative to our Committee, the question had been raised to the effect that on either point, it might be advisable to have a sectorial minister—if you allow me the expression—and then we were clearly advised that the Minister replacing Mr. Chrétien was speaking on behalf of the government on all the questions and that it was not necessary to turn to the expertise of any sectorial minister or another.

qu'il n'était pas nécessaire de recourir à l'expertise d'un ministre sectoriel ou d'un autre.

Donc, sa fonction de porte-parole officiel du gouvernement a été clairement établie.

Cela étant, je pense que, entre deux porte-parole également officiels, le ministre qui était avec nous la semaine dernière et le ministre qui est avec nous ce soir, lorsque entre ces deux porte-parole un décalage, une contradiction quant à la substance des choses se produit, il me semble qu'il y a réellement une question de privilège lorsque monsieur McGrath notre collègue se fonde sur l'engagement pris clairement par le ministre Kaplan d'être d'accord sur la substance.

La question, comme l'a soulignée le sénateur Roblin, n'est pas de savoir si c'est à l'article 2 ou à l'article 7, c'est une question purement technique, et nous avons volontiers accepté qu'on se reporterait à l'article 7, étant entendu que lorsque la question viendrait de notre amendement à l'article 7 l'accord était déjà acquis quant à la substance.

Ce que je veux souligner, monsieur le président, si vous me le permettez, c'est qu'étant donné cette évolution des choses d'un porte-parole du gouvernement à l'autre, si cette évolution des choses est permise d'un porte-parole à un autre, ou à l'intérieur du même porte-parole qu'il change d'avis en cours de route, ce sont tous les travaux de notre Comité qui sont en cause. Si l'on peut ainsi changer de position d'un porte-parole à l'autre, je ne vois pas pourquoi nous avons besoin de porte-parole du gouvernement dans nos délibérations.

Autant rester entre nous puisque, de toute manière, c'est entre nous que le contenu des propositions que nous ferons comme Comité aura à se décider. Nous avons pensé jusque-là que lorsqu'un porte-parole officiel du gouvernement nous donnait une indication, c'était une indication privilégiée en quelque sorte.

Avec le changement de position, quant à la substance, au sujet de l'amendement que nous avons proposé entre les deux porte-parole officiels du gouvernement, lorsque nous observons ce phénomène, je pense qu'il faut tirer une conclusion, c'est la seule logique, pourquoi ne pas nous débrouiller entre nous sans porte-parole officiel du gouvernement? A quoi cela nous sert-il d'avoir des indications d'un porte-parole officiel du gouvernement si d'un porte-parole à l'autre les choses peuvent changer?

C'est là le véritable sens de ce qui est en cause en ce moment. Je suis bien heureux que nous ayons des porte-parole du gouvernement, mais pourvu que leur parole soit fiable. Si elle ne l'est pas d'un porte-parole à l'autre, pourquoi nous embarrasser de ces discussions avec des porte-parole du gouvernement? Discutons entre nous, monsieur le président!

C'est là le sens de la question qui est devant nous. Elle est de portée très générale et c'est pourquoi, il me semble, qu'il faut y apporter toute l'attention voulue. Ce n'est pas seulement une petite question de procédure; c'est une question fondamentale.

Je me suis permis d'attirer votre attention, monsieur le président, sur ce point parce que je le considère vraiment essentiel.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, honorable sénateur Tremblay.

Thus, his role as an official spokesman for the government has been clearly established.

I think that if there is a gap among two equally official spokesmen, between the Minister who was with us last week and the one who is with us tonight, if they do not agree on the substance of the event, it appears to me that there is really grounds for a question of privilege like the one put by our colleague, Mr. McGrath, who relies on the commitment clearly made by the Minister, Mr. Kaplan, who said he would agree on the substance.

As stressed by Senator Roblin, the question is not to know whether it is either on Clause 2 or on Clause 7, it is a purely technical matter and we welcomed the suggestion that we would report the matter to clause 7, being understood that when the matters of our amendment to clause 7 would come, there was already an agreement as to the substance.

Mr. Chairman, if you allow me, I would like to stress that in light of the gap from one government spokesman to another, if we allow the very spokesman to change his mind right in the middle of things, it is a challenge to our Committee hearings. If we allow one spokesman to have a different position from the other, I do not really see why we would need any government spokesman in our hearings.

Why not then keep to ourselves since it is among ourselves that we will have to decide on the content of the proposals that we will make as a committee. Up to now we had thought that when an official spokesman for the government was giving us an indication, it was sort of privileged in a way.

Since there has been a change of position as to the subject of the amendment, in light of this phenomenon, I think we have to draw the only logical conclusion which is why not try to manage on our own without relying on any official government spokesmen? What is the use of being advised by one particular official government spokesman if from one to the other, things can change?

This is what really matters right now. I happily welcome government spokesmen provided we can trust their word. If not, why embarrass ourselves with discussing with them? Let us discuss the matter among ourselves, Mr. Chairman!

This is the meaning of the question we have here. Its scope is extremely wide and I think we must give it all our attention. It is not a minor question of procedure. It is a basic question.

I have taken the liberty to draw your attention, Mr. Chairman, to this question because I consider it crucial.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, hon. Senator Tremblay.

I see no more questioners on my list and I conclude that honourable members are ready to vote on the motion.

All those in favour of the motion.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, would you read the motion please, because it is very important. There are two factors in there and I want to be sure what we are voting on.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I will read the motion, moved by the honourable James McGrath,

That the breach of undertaking to the Committee by the government on Clause 2 constitutes a breach of my privilege as a member of this Committee and further that the matter be reported to the House of Commons.

All those in favour of the motion.

Honourable Jake Epp?

Mr. Epp: I request a recorded vote and I am sure all members around the table will vote their conscience as to what was discussed on Friday.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable Jake Epp.

I would like to invite the Clerk of the Senate to call the vote, as is our usual procedure.

Motion negatived: 8 Yeas, 14 Nays.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would invite honourable members to come back on the amendment as was moved by honourable Perrin Beatty on Clause 7, the amendment numbered CP-4, Clause 7, page 4 of the amendment list that was circulated last week. L'honorable sénateur Tremblay, sur la motion principale.

Monsieur Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Monsieur le président, j'avais déjà inscrit mon nom pour discuter le contenu de l'amendement et, en particulier, la réponse que le ministre de la Justice a donné tout à l'heure à cette proposition d'amendement.

Sa réponse a été négative et la raison qu'il nous a donné de cette réponse négative c'est qu'au cours de l'été, dans les pourparlers avec les Provinces, un nombre significatif qu'il n'a pas identifié mais que je présume significatif de Provinces ont fait des objections à l'inclusion de cet amendement.

Je dois dire que je comprends le «non» du ministre ce soir dans la perspective de ce que j'appellerais la logique de l'unilatéralisme. Dans cette logique, étant donné que l'ensemble de la charte et en particulier son contenu est destiné à être imposé aux Provinces en recourant au Parlement de Londres pour que telle imposition se réalise, dans cette logique de l'unilatéralisme je comprends ce que j'appellerais la stratégie du ministre de ne pas pousser l'unilatéralisme jusqu'au point de contredire absolument certaines attitudes prises au cours des débats de l'été et qui lui ont appris que sur ce point particulier entre autres les Provinces pourraient avoir des objections.

Dans la logique de l'unilatéralisme, je comprends son «non» mais dans notre logique où il n'y a précisément pas d'unilaté-

Je ne vois plus personne sur ma liste et, par conséquent, j'en conclus que les honorables membres du comité sont prêts à voter sur la motion.

Tous ceux qui sont en faveur . . .

M. Mackasey: Monsieur le président, voudriez-vous, s'il vous plaît, lire la motion car ceci est très important. Dans cette motion, il y a deux facteurs qui sont pris en considération et je veux m'assurer de ce sur quoi nous votons.

Le coprésident (M. Joyal): Je vais donc lire la motion présentée par l'hon. James McGrath,

Que la violation de la promesse faite par le gouvernement au sujet de l'article 2 constitue une violation du privilège que je détiens à titre de membre du comité et, en outre, que l'on fasse rapport de l'affaire auprès de la Chambre des communes.

Tous ceux qui sont en faveur de la motion . . .

Hon. Jake Epp?

M. Epp: J'aimerais que le vote soit un vote nominal et je suis sûr que tous les membres du comité qui siègent autour de cette table voteront selon leur conscience au sujet de ce qui a été discuté vendredi.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Epp.

Je demanderai donc au greffier du comité de procéder au vote, comme nous le faisons d'habitude.

La motion est rejetée par 14 voix contre 8.

Le coprésident (M. Joyal): J'inviterai les honorables membres du comité à réexaminer l'amendement qui a été proposé par l'hon. Perrin Beatty au sujet de l'article 7, soit l'amendement numéroté CP-4, pour l'article 7 à la page 4 de la liste d'amendement qui a été fournie la semaine dernière. The honourable Senator Tremblay wants to speak on the main motion.

Mr. Tremblay.

Senator Tremblay: Mr. Chairman, I already had given my name to speak on the merit of the amendment and especially on the answer which the Justice Minister has given to this proposed amendment.

His answer has been negative and he explained it by saying that during the summer, in the course of the discussion held with the provinces, an important number, which he did not specify, of provinces were objecting to this amendment.

I can understand the reason why the minister says no tonight because it is "logical" if he wants to act in a unilateral way. It is consistent with this way of imposing the old charter and its content on the provinces by recourse to the Parliament of London. So it is consistent with what I would call the minister's strategy not to use the unilateral means to such an extent that it would go totally against some of the positions taken during the summer by the provinces, because the minister then learned that the provinces could have objections.

In this context of unilateral action, I do understand his "no" but our position is not to use unilateral action. For us, the

ralisme, où précisément le projet de charte comme d'autres éléments du projet de résolution, comme M. Epp l'a très bien dit le soir où nous avons déposé nos amendements, étant donné que dans notre logique la charte des droits ne s'en ira pas à Londres mais sera référée aux Provinces, l'objectif de nos travaux, en ce qui concerne la charte, c'est d'inscrire des éléments qui nous apparaissent valables comme propositions en provenance du fédéral mais une proposition destinée à la reconsidération par les Provinces.

Dans cette perspective-là, le «non» du ministre se comprend moins bien à partir de la raison qu'il nous en a donné qui est une raison purement stratégique et, je le répète, une stratégie inscrite à l'intérieur de l'unilatéralisme global du projet gouvernemental et qui ne touche pas au fond la substance.

Quant à la substance, est-ce que comme instance fédérale il serait valable d'inscrire le droit à la propriété dans une charte des droits sachant que si cela pose des problèmes pour les Provinces et que la charte leur est resoumise, elles pourront inscrire leurs propres considérations. C'est là la question que nous posons par l'amendement que nous avons inscrit.

Je ne demande pas au ministre de savoir si certaines Provinces ont fait des objections; la question que nous lui posons par notre amendement: est-ce qu'il est d'accord sur le bien-fondé substantiel, quant à la substance même, d'inscrire le droit à l'usage de la propriété dans une charte.

M. Chrétien: J'ai répondu au début en disant qu'au mois de juillet, lorsque nous avons déposé notre projet original, nous avions inscrit une reconnaissance du droit de propriété. Seulement, je dois admettre que c'est probablement le point de discussion au cours de l'été qui a été le plus violemment débattu par les Provinces, même dans un contexte à l'époque d'une possibilité, parce que durant tout l'été, monsieur Tremblay, on travaillait avec une hypothèse de travail qui était d'essayer d'en venir à une entente, et même dans le cadre d'une entente possible sur une charte des droits inscrite dans la Constitution, l'opposition des Provinces quant au droit de propriété était vraiment très claire et les conséquences prévisibles au point de vue administration étaient nombreuses et, dans ce contexte-là, alors qu'on discutait d'une possibilité de l'inscrire avec le consentement des Provinces, même si elles avaient accepté bien d'autres droits dans la charte, celui-là était certainement l'un des plus violemment opposés et c'est pourquoi lorsque prévoyant ce problème parce que, suivant l'information que j'ai, c'est que nous sommes lié, nous, au fédéral, par la charte des droits de monsieur Diefenbaker, nous croyons que dans le contexte, s'il y avait eu unanimité, parce que la semaine dernière, c'est là qu'il y a eu le malentendu, c'est que la proposition venant de votre parti, sachant très bien à ce moment-ci que tous les amendements que nous faisons se retrouveront dans une charte acceptée par la Chambre des communes, du moins c'est l'hypothèse de travail que nous avons à l'heure actuelle, malgré cette éventualité, votre parti propose d'inscrire dans la charte qui sera devant le Parlement et effectivement approuvée par le Parlement, et on présume qu'elle sera approuvée aussi éventuellement par le parlement anglais, votre parti proposait l'amendement.

Alors, vous ne pouvez pas l'avoir des deux bords, la raison, et de dire, on est pour la vertu mais on va voter contre rendu

proposed charter, as other elements of the proposed resolution, as Mr. Epp well underlined the evening we tabled our amendments, will not go to London but will be deferred to provinces. So we try now to put into the charter some elements which seem to us as valid propositions from the federal government which can be reconsidered by the provinces.

In this perspective, the "no" given by the minister is not so well explained by the reason which he has given us and which is a purely strategic reason. I repeat, is a strategical reason which fits into the unilateral global governmental project and which does not concern itself with the merits of this question.

But as to the content, the question is to determine whether the federal government should consider entrenching the right to property in a charter of rights; if there are some problems which arise for the provinces when the charter will be deferred to them to be reconsidered, they will be able to write into it what is suited to them. This is the question we are putting through the amendment which we have tabled.

I do not ask the minister whether certain provinces have objections to this amendment but our amendment is really asking him if he agrees with the validity of the content, of the substance of this amendment: should we put in a charter the right to the enjoyment of property?

Mr. Chrétien: I answered at the outset in saying that in July, when we tabled our original project, we had put in it this right to property. But, I must admit that it is maybe this point which was the most strongly debated by the provinces in the course of our summer discussions, even when we were trying to come to an agreement and even though we were hoping to get an agreement on the entrenchment of a charter of rights in the constitution. The opposition of the provinces in the case of the right to property was clear and the consequences in an administrative point of view, were expected to be numerous. The provinces had accepted that many other rights be put into the charter, the right to property was surely the one which was the most strongly criticized. This is the reason why, expecting that this question would arise, and taking into account the information I have, I would say that we are, at the federal level, bound by the charter of rights of Mr. Diefenbaker. We believe that, taking this into account, it would have been okay if we have had unanimity. But the misunderstanding came last week because that proposal came from your party who knew very well that at that stage all the amendments which we are making will be integrated in a charter which will be accepted by the House of Commons. That is at least the work plan at the present time and so even taking into account this perspective, your party wants to put in the charter this amendment. Your party wants to put this amendment in a charter which will be presented to Parliament and effectively approved by Parliament and I suppose eventually approved by the Parliament in England.

So you cannot have it both ways. You cannot say you are for it, you are for virtue but that you are going to vote against it

en Chambre, je pensais que là-dessus vous vouliez, quant à avoir une charte, quant à être pris avec une charte, y inscrire le droit de propriété. Or, l'opposition qu'on a rencontrée vient des mêmes personnes et c'est là qu'il y a eu un malentendu; c'est que si cela avait été unanime, nous serions allés, on aurait été d'accord, et au moment où monsieur Kaplan et monsieur Lapierre ont parlé, je n'ai pas lu le compte-rendu mais selon ce qu'on m'a informé, c'est que le Comité semblait unanime jusqu'à un certain point.

Le sénateur Tremblay: Monsieur le président, selon une certaine règle qui a été adoptée à un moment donné qu'il est possible, lorsqu'on aborde un sujet de poursuivre dans la ligne du sujet, ne serait-ce que pour avoir des clarifications et s'expliquer de part et d'autre, est-ce que je peux continuer?

Le coprésident (M. Joyal): Certainement, honorable sénateur Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Merci bien, monsieur le président.

Est-ce que je peux de nouveau poser ma question, monsieur le ministre?

M. Chrétien: Oui.

Le sénateur Tremblay: Est-ce que, quant à la substance, puisque vous aviez vous-même apporté le droit de propriété dans la discussion avec les Provinces, est-ce que vous continuez à croire que ce serait une bonne chose qu'il y ait dans une charte canadienne cet item?

M. Chrétien: En principe, oui, mais je dois admettre, sénateur Tremblay, que les arguments qui ont été mis de l'avant par les gouvernements provinciaux en relation avec les problèmes administratifs que l'inscription de ce droit dans la charte des droits pouvait leur créer a développé dans mon esprit des doutes sérieux quant à l'opportunité de l'imposer rapidement et directement, et c'est pourquoi tantôt j'ai dit que le gouvernement est prêt à resoulever la question aussitôt que les négociations constitutionnelles reprendront dans la deuxième phase avec les Provinces, à reprendre ce sujet-là parce que nous sommes préoccupés par le droit de propriété mais aussi nous reconnaissons que, en général, les gouvernements régionaux, municipaux et même provinciaux ont des préoccupations quant au droit de propriété lorsqu'on parle d'expropriation, de zonage et tout ça, et le droit commun peut prévaloir sur le droit privé.

Le sénateur Tremblay: En somme, monsieur le ministre, vous vous êtes placé dans une sorte d'impasse. Vous continuez à croire plus ou moins mais, enfin, quand même à croire qu'il s'agit là d'un droit qui aurait sa place dans une charte mais parce que la charte que vous avez à l'esprit et que vous proposez par la résolution s'acheminera vers Londres en étant imposée aux Provinces, vous êtes dans une manière d'impasse et je dois souligner au passage que quant à nous l'impasse n'existe pas puisque nous proposons d'acheminer la charte, y compris le droit de propriété vers les provinces.

Je ne voudrais pas poursuivre la discussion indéfiniment mais faisons ce constat . . .

M. Chrétien: On pourrait faire un constat aussi différent qui a été fait par les observateurs en fin de semaine à l'effet qu'en proposant des amendements vous vous êtes placé dans une position très difficile aussi.

once it is presented in the House. I thought your thinking was that because you would be forced to have a charter it would be as well to include in it the right to property. But the opposition we have encountered comes from the same people and this is what causes the misunderstanding. If we had had unanimity, we would have agreed. When Mr. Kaplan and Mr. Lapierre were speaking, and I did not read the proceedings but that is what I was told, the Committee seemed to be, to a certain degree, agreeing unanimously.

Senator Tremblay: Mr. Chairman, there is a rule which has been adopted and which allows us, when we start a point, to carry on in the same line. So, can I follow up to get some clarification?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Sure, Senator Tremblay.

Senator Tremblay: Thank you, Mr. Chairman.

May I ask again my question, Mr. Minister?

Mr. Chrétien: Yes.

Senator Tremblay: As you had yourself brought the subject of right to property into the discussions held with the provinces, do you still believe that it would be a good thing to have in the Canadian charter of rights a right to property?

Mr. Chrétien: Yes, in principle, but I must admit, Senator Tremblay, that the arguments presented by the provincial governments about the administrative difficulties which would result from this measure have brought to my mind many doubts about the opportunity of imposing directly and quickly this measure. That is why I said the government was ready to reconsider this question as soon as the constitutional negotiation would take place again, at the second stage, with the provinces. We would be ready to discuss again this subject at this second stage because on the one hand we are concerned by this question of right to property and because we are also on the other hand recognizing that there are, in general, difficulties in this context for the regional, provincial and municipal governments. That right of property could be invoked in cases of expropriation, zoning and so on and it could be that common law would supercede the private law.

Senator Tremblay: So, Mr. Minister, you are in a sort of a blind alley. You carry on believing more or less that it is them a right that should be integrated in the charter but because the charter you want to have and which you propose in the regulations will be brought to London and be imposed to the provinces, you are in a sort of blind alley . . . I must underline here that for us there is no deadlock because we intend to forward the charter—including the right to property—to the provinces.

I would not like to carry on for ever this discussion by we are finding . . .

Mr. Chrétien: We could also note what has been noticed by the observers at the end of the week that in putting in these amendments, you have put yourself into a very difficult position.

Alors, position inconfortable pour position inconfortable, ça se comprend, on ne peut pas toujours avoir une logique impeccable!

Le sénateur Tremblay: Je vous suis reconnaissant de le reconnaître!

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, sénateur Tremblay.

Monsieur Nystrom.

So you too are in trouble: it is not always possible to be perfectly consistent.

Senator Tremblay: Thank you for recognizing it.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Senator Tremblay. Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom.

• 2145

Mr. Nystrom: Thank you very much, Mr. Chairman.

First of all, I would like to welcome the Minister of Justice back to the Committee again. I would like to say to him that we are happy to have him back and also that his health has returned. It appears that he has found a new amending formula, at least a new amending formula for himself.

I would also like to say to him that I am very pleased that he has agreed with us that the amendment suggested by the Conservative Party is not a good amendment nor is it a healthy amendment for the country.

On Friday last I made our objections known and made them very clear to members across the way and asked that members of this Committee could postpone the vote until Monday and could perhaps reflect—and perhaps it says amazing things for reflection, Mr. Chairman; but I am very pleased to see that the government has recognized some of the dangers in the motion suggested by the Conservative Party.

I had also suggested that we consult some of the provinces. I would like to say to you that the Minister has already confirmed that opposition continues from many of the provinces.

As a matter of fact, on my way to the Committee tonight I met with the Attorney General of Prince Edward Island, Mr. Carver, and I referred to eloquent plea and his eloquent speech at the September conference when I spoke in this Committee on Friday last.

I have here before me a telegram from Premier Angus MacLean, the Premier of Prince Edward Island, and he says here—and I quote:

You will recall our submission to your Committee on October 27, 1980. At that time we complimented the federal government for deleting any reference to the right of citizens to acquire and own land in any province in its resolution. I note with great concern the proposed amendment before your Committee which would add the phrase "enjoyment of property" to Section 2, fundamental rights and Section 7, legal rights to the proposed resolution on the constitution.

The Government of Prince Edward Island persists in its view that if such a right is to be added to the Bill of Rights, then it must be so drafted to make it abundantly clear that this would not render null and void our provincial legislation on non-resident ownership of land.

M. Nystrom: Merci beaucoup, monsieur le président.

Tout d'abord, je voudrais souhaiter la bienvenue à nouveau au ministre au comité. Nous sommes heureux de le revoir ici et aussi de voir que sa santé s'est rétablie. Il semble que monsieur le ministre a trouvé une nouvelle formule d'amendement, tout au moins une nouvelle formule d'amendement pour lui-même.

Je dirais aussi que je suis heureux de voir qu'il reconnaît avec nous que l'amendement proposé par le parti conservateur n'est pas bon et que cet amendement n'est pas non plus bon pour le pays.

Vendredi dernier, j'ai indiqué quelles étaient nos objections et j'avais fait clairement comprendre cela aux députés de l'autre côté, et j'ai demandé aux membres du comité si on pouvait remettre le vote à lundi et réfléchir peut-être à cette question. La réflexion peut faire des choses incroyables car je suis heureux de voir que le gouvernement a reconnu qu'il existait certains dangers dans le cas de cette motion proposée par le parti conservateur.

J'avais aussi proposé qu'on consulte certains des gouvernements provinciaux. Je vous dirai que le ministre nous a déjà confirmé que beaucoup de provinces continuaient dans leur opposition.

En fait, en me rendant au comité ce soir, j'ai rencontré M. Carver, procureur général de l'Île-du-Prince-Édouard et lorsque j'ai parlé vendredi dernier devant le comité, j'ai mentionné ce plaidoyer éloquent qu'a fait M. Carver, lors de la conférence de septembre.

J'ai ici devant moi un télégramme qui a été envoyé par M. Angus MacLean, premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, et je le cite:

Si vous vous souvenez de l'exposé que nous avons fait à votre comité le 27 octobre 1980, vous vous souviendrez qu'à l'époque nous avons félicité le gouvernement fédéral pour avoir rayé de sa résolution toute mention aux droits qu'auraient les citoyens d'acquérir ou de profiter de terres se trouvant dans n'importe quelle province. Je m'inquiète énormément de voir qu'on a proposé, devant votre comité, un amendement qui ajouterait à l'article 2, «libertés fondamentales», et à l'article 7, «garantis juridiques», de la résolution proposée au sujet de la Constitution, le droit à la «jouissance de ses biens».

Le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard continue à être convaincu que si l'on veut ajouter un droit de ce genre à la Charte des droits, on doit rédiger cette prescription de telle façon qu'il soit absolument clair que ce droit ne permettra pas d'annuler notre loi provinciale, se rapportant à la propriété des terres par des non-résidents.

Now, Mr. Chairman, that is one of the concerns that Mr. Robinson and I voiced on Friday last and is one of the reasons why we said this Committee should take time to reflect and go back and consult people, consult some of the provinces and deliberate on what we are hearing before making a final decision.

As I have said, we are concerned about what it may do to nonresident ownership of land; we are concerned with what it might do for the expropriation of land—hypothetically for a pipeline; what it means, perhaps, is the federal government wants to take under public ownership one or two of the big national oil companies; what it might have meant to Saskatchewan to the public ownership program of the potash mines; what it might mean in the Province of Quebec with the government's plan now to take over in public ownership some of the asbestos corporations and that is before the courts now in the Province of Quebec.

These are some of the questions we were posing. It became very evident that many of the provinces and many people of this country were posing many of the same questions, and that is why it was wise to reflect and have a sober second look before making a decision of this sort.

So, I welcome the decision made by the government to reject the amendment which was put forward by the Conservative Party.

I would like to say also in closing and in summarizing our position, that if we are going to get into the area of social and economic rights that there are many other social rights which are more important than the right suggested by the Conservative Party; I think of the right to medical care, to income, the right to housing—many of these things, in my opinion, are more important than the right as drafted in the amendment by the Conservative Party.

There was also this summer another draft on the enjoyment of property which was suggested to the First Ministers. My understanding was that that draft was not quite as radical, was not quite as all inclusive as the draft suggested to this Committee by the Conservative Party.

I want to say in closing that, because of the fact that property rights are in the main administered by the provinces, and because so many of the provinces are very concerned about the wording in the amendment, that we reject the amendment out of respect for the federal system that we live in and I call upon committee members to vote that way, to reject the amendment which has been put before us and to get on with other clause in the resolution that is before this Committee.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Nystrom.

An hon. Member: Ten o'clock.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I see rather I hear one honourable member has called 10 o'clock. So, it being 10 o'clock, the meeting is adjourned to 9:30 a.m. tomorrow morning.

La séance est levée.

Or, il s'agit là d'une des inquiétudes que M. Robinson et moi, nous avons indiquée vendredi dernier, et c'est là une des raisons pour lesquelles nous avons dit que le comité devrait prendre le temps de réfléchir à cette question et de consulter à nouveau les gens, de consulter certains des gouvernements provinciaux et de réfléchir à ce qu'on nous a dit avant de prendre une décision définitive.

Comme je l'ai dit, ce que nous craignons, c'est ce qui pourrait arriver dans le cas de la situation des propriétés détenues par des non-résidents. Nous nous inquiétons de cet amendement du point de vue expropriation des terres, dans le cas par exemple, d'un pipe-line. Qu'est-ce qui arriverait par exemple si le gouvernement fédéral voulait qu'une ou deux importantes compagnies pétrolières deviennent des propriétés publiques... c'est ce qui arrive en Saskatchewan dans le cas du programme de propriété publique des mines de potasse... qu'est-ce qui arriverait dans le cas de la province de Québec où le gouvernement a l'intention actuellement de nationaliser certaines des sociétés d'amiante... la question est actuellement devant les tribunaux de la province de Québec.

Voilà certaines des questions que nous nous posons. Il nous est apparu évident que beaucoup de gouvernements provinciaux et beaucoup de Canadiens se posent les mêmes questions, et c'est pourquoi nous avons pensé qu'il serait bon de réfléchir à ce point de vue et d'examiner froidement une deuxième fois toute cette affaire avant de prendre une décision.

En conséquence, je suis heureux que le gouvernement ait décidé de rejeter cet amendement présenté par le parti conservateur.

Je dirai aussi en terminant, et pour résumer notre point de vue, que si nous voulons nous occuper des droits sociaux et économiques, il existe encore beaucoup d'autres droits sociaux qui revêtent plus d'importance que ce droit que le parti conservateur nous proposait d'inclure. Je songe particulièrement aux droits aux soins médicaux, à avoir un revenu, au logement, etc. Ce sont à mon avis des droits qui sont encore plus importants que celui qui se trouvait dans l'amendement présenté par le parti conservateur.

Cet été, on avait aussi rédigé une autre version de ce droit à la jouissance de la propriété, version qu'on avait proposée aux premiers ministres. J'ai cru comprendre que cette version n'était pas aussi radicale, pas aussi totale que la version rédigée et proposée au comité par le parti conservateur.

En terminant, je dirai que du fait que ces droits de la propriété sont dans l'ensemble gérés par les provinces, et du fait que tant de gouvernements provinciaux s'inquiètent du libellé de cet amendement, nous rejetons cet amendement pour nous conformer à l'esprit du système fédéral dans lequel nous vivons. Dans cet esprit, j'invite les membres du comité en votant à rejeter l'amendement qui nous a été présenté, et à passer à l'étude des autres articles de la résolution.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Nystrom.

Une voix: Il est dix heures.

Le coprésident (M. Joyal): D'accord... il y a un honorable membre du comité qui nous a indiqué qu'il était dix heures. La séance est donc ajournée jusqu'à demain matin à 9 h 30.

The meeting is adjourned.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of Justice:

Mr. Roger Tassé, Q.C., Deputy Minister;

Dr. B. L. Strayer, Q.C., Assistant Deputy Minister, Public
Law.

Du ministère de la Justice:

M. Roger Tassé, c.r., sous-ministre;

M. B. L. Strayer, c.r., sous-ministre adjoint, Droit public.

Canada
SENATE
HOUSE OF COMMONS

Issue No. 46

Tuesday, January 27, 1981

Joint Chairmen:

Senator Harry Hays, P.C.
Serge Joyal, M.P.

Government
Publications
SÉNAT
CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 46

Le mardi 27 janvier 1981

Coprésidents:

Sénateur Harry Hays, c.p.
Serge Joyal, député

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Special Joint Committee of
the Senate and of
the House of Commons on the*

Constitution of Canada

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité mixte spécial
du Sénat et de
la Chambre des communes sur la*

Constitution du Canada

RESPECTING:

The document entitled "Proposed
Resolution for a Joint Address
to Her Majesty the Queen respecting
the Constitution of Canada"
published by the Government on
October 2, 1980

CONCERNANT:

Le document intitulé «Projet de
résolution portant adresse commune à
Sa Majesté la Reine concernant la
Constitution du Canada», publié par
le gouvernement le 2 octobre 1980

APPEARING

The Honourable Jean Chrétien,
Minister of Justice and Attorney
General of Canada

COMPARAÎT:

L'honorable Jean Chrétien,
Ministre de la Justice et
Procureur général du Canada

WITNESSES:

(See back cover)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981

SPECIAL JOINT COMMITTEE OF
THE SENATE AND OF THE HOUSE
OF COMMONS ON THE CONSTITUTION
OF CANADA

Joint Chairmen:

Senator Harry Hays, P.C.
Serge Joyal, M.P.

Representing the Senate:

Senators:

Asselin	Lucier
Austin	Petten
Lapointe	

Representing the House of Commons:

Messrs.

Beatty	Corbin
Bockstael	Crombie
Campbell (Miss)	Epp
(South West Nova)	Fraser

COMITÉ MIXTE SPÉCIAL DU SÉNAT
ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES
SUR LA CONSTITUTION DU CANADA

Coprésidents:

Sénateur Harry Hays, c.p.
Serge Joyal, député

Représentant le Sénat:

Les sénateurs:

Roblin	Tremblay
Rousseau	Wood—10

Représentant la Chambre des communes:

Messieurs

Irwin	Nystrom
Lapierre	Robinson
Mackasey	(Burnaby)
McGrath	Tobin—15

(Quorum 12)

Les cogreffiers du Comité

Richard Prigent

Paul Bélisle

Joint Clerks of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b) of the House of Commons

On Tuesday, January 27, 1981

Mr. Crombie replaced Mr. Munro (*Esquimalt-Saanich*);
Mr. Bockstael replaced Mr. Dion (*Portneuf*);
Mr. Tobin replaced Mr. Gingras;
Mr. Ittinuar replaced Mr. Nystrom;
Mr. Nystrom replaced Mr. Robinson (*Burnaby*);
Mr. Robinson (*Burnaby*) replaced Mr. Nystrom;
Mr. Nystrom replaced Mr. Ittinuar.

Pursuant to an order of the Senate adopted November 5, 1980:

On Tuesday, January 27, 1981

Senator Wood replaced Senator Connolly.

Published under authority of the Senate and the Speaker
of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and
Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

Conformément à l'article 65(4)(b) du Règlement de la Cham-
bre des communes:

Le mardi 27 janvier 1981

M. Crombie remplace M. Munro (*Esquimalt-Saanich*);
M. Bockstael remplace M. Dion (*Portneuf*);
M. Tobin remplace M. Gingras;
M. Ittinuar remplace M. Nystrom;
M. Nystrom remplace M. Robinson (*Burnaby*);
M. Robinson (*Burnaby*) remplace M. Nystrom;
M. Nystrom remplace M. Ittinuar.

Conformément à un ordre du Sénat adopté le 5 novembre
1980:

Le mardi 27 janvier 1981

Le sénateur Wood remplace le sénateur Connolly.

Publié en conformité de l'autorité du Sénat et de l'Orateur de la
Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnement et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, JANUARY 27, 1981
(81)

[Text]

The Special Joint Committee on the Constitution of Canada met this day at 9:40 o'clock a.m., the Joint Chairman, Mr. Joyal, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Asselin, Austin, Connolly, Hays, Lapointe, Lucier, Petten, Roblin, Rousseau and Tremblay.

Representing the House of Commons: Messrs. Beatty, Bockstael, Miss Campbell (*South West Nova*), Messrs. Corbin, Crombie, Epp, Fraser, Gingras, Irwin, Joyal, Lapierre, Mackasey, McGrath, Nystrom and Robinson (*Burnaby*).

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Messrs. Paul Martin and John McDonough, Researchers.

Appearing: The Honourable Jean Chrétien, Minister of Justice and Attorney General of Canada.

Witnesses: From the Department of Justice: Mr. Roger Tassé, Deputy Minister, Dr. B. L. Strayer, Assistant Deputy Minister, Public Law, and Mr. Fred Jordan, Senior Counsel, Public Law.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the Senate dated November 3, 1980 and its Order of Reference from the House of Commons dated October 23, 1980, both relating to the document entitled "Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada" published by the Government on October 2, 1980. (*See Minutes of Proceedings, Thursday, November 6, 1980, Issue No. 1*).

The Committee resumed consideration of the motion of Mr. Beatty,—That Clause 7 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out lines 24 to 27 on page 4 and substituting the following:

"7. Everyone has the right to life, liberty, security of the person and enjoyment of property and the right not to be deprived thereof except in accordance with principles of natural justice."

After debate, the question being put on the amendment, it was negatived on the following division:

YEAS:

The Honourable Senators

Asselin
Roblin
Tremblay

YEAS:

Messrs.

Beatty
Crombie
Epp
Fraser
McGrath—8

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 27 JANVIER 1981
(81)

[Traduction]

Le Comité mixte spécial sur la Constitution du Canada se réunit aujourd'hui à 9 h 40 sous la présidence de M. Joyal (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Asselin, Austin, Connolly, Hays, Lapointe, Lucier, Petten, Roblin, Rousseau et Tremblay.

Représentant la Chambre des communes: MM. Beatty, Bockstael, M^{lle} Campbell (*South West Nova*), MM. Corbin, Crombie, Epp, Fraser, Gingras, Irwin, Joyal, Lapierre, Mackasey, McGrath, Nystrom et Robinson (*Burnaby*).

Aussi présents: Du Service de recherches de la Bibliothèque du Parlement: MM. Paul Martin et John McDonough, recherchistes.

Comparent: L'honorable Jean Chrétien, ministre de la Justice et Procureur général du Canada.

Témoins: Du ministère de la Justice: M. Roger Tassé, sous-ministre, M. B. L. Strayer, sous-ministre adjoint, Droit public, et M. Fred Jordan, conseiller principal, Droit public.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du Sénat, du 3 novembre 1980, et de son ordre de renvoi de la Chambre des communes du 23 octobre 1980, tous deux portant sur le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980. (*Voir procès-verbal du jeudi 6 novembre 1980, Fascicule n° 1*).

Le Comité reprend l'étude de la motion de M. Beatty,—Que l'article 7 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié en remplaçant les lignes 25 à 28, à la page 4, par ce qui suit:

«7. Chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne et jouissance de ces biens; il ne peut être porté atteinte à ce droit qu'en conformité avec les principes de justice fondamentale.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté sur division par 15 voix contre 8.

POUR:

Les honorables sénateurs

Asselin
Roblin
Tremblay

POUR:

MM.

Beatty
Crombie
Epp
Fraser
McGrath—8

NAYS:

The Honourable Senators

Austin	Lucier
Connolly	Petten
Hays	Rousseau
Lapointe	

NAYS:

Messrs.

Campbell (Miss)	Irwin
(<i>South West Nova</i>)	Mackasey
Bockstael	Nystrom
Corbin	Robinson (<i>Burnaby</i>)—15
Gingras	

Mr. Robinson (*Burnaby*) moved,—That Clause 7 be amended by adding thereto immediately after the word «justice» the following:

“, including the principles of due process of law.”

After debate, the question being put on the amendment, it was negatived on the following show of hands: YEAS: 2; NAYS: 18.

Mr. Robinson (*Burnaby*) moved,—That clause 7 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by

(a) adding immediately after line 27 on page 4

“8. Everyone has the right to a fair hearing in accordance with the principles of fundamental justice for the determination of rights and obligations.”;

(b) adding immediately after the proposed new clause (8) the following:

“9. Everyone has the right to protection against arbitrary or unreasonable interference with privacy.”; and

(c) renumbering all subsequent clauses accordingly.

After debate, the question being put on part (a) of the amendment, it was negatived on the following division:

YEAS:

The Honourable Senators

Asselin	Tremblay
Roblin	

YEAS:

Messrs.

Beatty	McGrath
Crombie	Nystrom
Epp	Robinson (<i>Burnaby</i>)—10
Fraser	

NAYS:

The Honourable Senators

Austin	Lucier
Connolly	Petten
Hays	Rousseau
Lapointe	

CONTRE:

Les honorables sénateurs

Austin	Lucier
Connolly	Petten
Hays	Rousseau
Lapointe	

CONTRE:

MM.

Campbell (M ^{lle})	Irwin
(<i>South West Nova</i>)	Mackasey
Bockstael	Nystrom
Corbin	Robinson (<i>Burnaby</i>)—15
Gingras	

M. Robinson (*Burnaby*) propose,—Que la modification de l'article 7 soit modifiée par l'adjonction, après le mot «fondamentale», de ce qui suit:

«y compris le principe de la légalité.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté à main levée par 18 voix contre 2.

M. Robinson (*Burnaby*) propose,—Que le projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par

a) l'adjonction, après la ligne 28, page 4, de ce qui suit:

«8. Chacun a droit à une audition impartiale de sa cause en conformité avec les principes de justice fondamentales pour la détermination de ses droits et obligations.»

b) l'adjonction, après le projet du nouvel article 8 de ce qui suit:

«9. Chacun a droit à la protection contre toute intervention abusive ou arbitraire dans sa vie privée.»

c) le renumérotage des autres articles en conséquence.

Après débat, la partie a) de l'amendement, mise aux voix, est rejetée sur division par 14 voix contre 10.

POUR:

Les honorables sénateurs

Asselin	Tremblay
Roblin	

POUR:

MM.

Beatty	McGrath
Crombie	Nystrom
Epp	Robinson (<i>Burnaby</i>)—10
Fraser	

CONTRE:

Les honorables sénateurs

Austin	Lucier
Connolly	Petten
Hays	Rousseau
Lapointe	

NAYS:

Messrs.

Bockstael
Campbell (Miss)
(*South West Nova*)
Corbin
Gingras
Irwin
Lapierre
Mackasey—14

CONTRE:

MM.

Bockstael
Campbell (M^{lle})
(*South West Nova*)
Corbin
Gingras
Irwin
Lapierre
Mackasey—14

At 12:02 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

A 12 h 02, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

AFTERNOON SITTING

(82)

The Special Joint Committee on the Constitution of Canada met this day at 3:47 o'clock p.m., the Joint Chairman, Mr. Joyal, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Asselin, Austin, Connolly, Hays, Lapointe, Lucier, Petten, Roblin and Rousseau.

Representing the House of Commons: Messrs. Beatty, Bockstael, Miss Campbell (*South West Nova*), Messrs. Corbin, Epp, Fraser, Gingras, Irwin, Ittinuar, Joyal, Lapierre, Mackasey, McGrath, Nystrom, Robinson (*Burnaby*) and Tobin.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Mr. John McDonough, Researcher.

Appearing: The Honourable Jean Chrétien, Minister of Justice and Attorney General of Canada.

Witnesses: From the Department of Justice: Mr. Roger Tassé, Deputy Minister, Dr. B. L. Strayer, Assistant Deputy Minister, Public Law and Mr. Fred Jordan, Senior Counsel, Public Law.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the Senate dated November 3, 1980 and its Order of Reference from the House of Commons dated October 23, 1980, both relating to the document entitled "Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada" published by the Government on October 2, 1980. (*See Minutes of Proceedings, Thursday, November 6, 1980, Issue No. 1*).

The Chairman presented the Sixth Report of the Sub-committee on Agenda and Procedure which reads as follows:

Your Sub-committee met on Tuesday, January 27, 1981 and agreed to make the following recommendations:

(A)—That with respect to the matter of time allocation to be given to the consideration of the Joint Resolution,

1. the mover of any amendment or sub-amendment shall be entitled to a maximum of 5 minutes to present the amendment or sub-amendment;

2. members of the Joint Committee shall be entitled to speak once only to any amendment or sub-amendment and for a maximum time of 3 minutes;

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

(82)

Le Comité mixte spécial sur la Constitution du Canada se réunit aujourd'hui à 15 h 47 sous la présidence de M. Joyal (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Asselin, Austin, Connolly, Hays, Lapointe, Lucier, Petten, Roblin et Rousseau.

Représentant la Chambre des communes: MM. Beatty, Bockstael, M^{lle} Campbell (*South West Nova*), MM. Corbin, Epp, Fraser, Gingras, Irwin, Ittinuar, Joyal, Lapierre, Mackasey, McGrath, Nystrom, Robinson (*Burnaby*) et Tobin.

Aussi présent: Du Service de recherches de la Bibliothèque du Parlement: M. John McDonough, chercheur.

Comparaît: L'honorable Jean Chrétien, ministre de la Justice et Procureur général du Canada.

Témoins: Du ministère de la Justice: M. Roger Tassé, sous-ministre, M. B. L. Strayer, sous-ministre adjoint, Droit public, et M. Fred Jordan, conseiller spécial, Droit public.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du Sénat, du 3 novembre 1980, et de son ordre de renvoi de la Chambre des communes du 23 octobre 1980, tous deux portant sur le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980. (*Voir procès-verbal du jeudi 6 novembre 1980, Fascicule n° 1*).

Le président présente le Sixième rapport du sous-comité du programme et de la procédure suivant:

Votre Sous-comité s'est réuni le mardi 27 janvier 1981 et a convenu de faire les recommandations suivantes:

(A)—Que, pour ce qui est du temps alloué pour l'étude du Projet de résolution,

1. l'auteur de tout amendement ou sous-amendement ait droit à 5 minutes au maximum pour présenter l'amendement ou le sous-amendement;

2. les membres du Comité mixte aient droit de prendre la parole une seule fois au sujet de tout amendement ou sous-amendement et cela, pendant un maximum de 3 minutes;

3. the mover of any amendment or sub-amendment shall be entitled to a maximum of 3 minutes to conclude;

4. members of the Committee shall be entitled to a question to the Minister on a clause with a supplementary question to be allowed at the discretion of the Chair.

(B)—That the sitting hours of this Joint Committee be as follows:

Tuesday, January 27, 1981

3:30 p.m. to 6:00 p.m.

8:00 p.m. to 10:30 p.m.

Wednesday, January 28, 1981

3:30 p.m. to 6:00 p.m.

8:00 p.m. to 10:30 p.m.

Thursday, January 29, 1981

9:30 a.m. to 12:30 p.m.

3:30 p.m. to 6:00 p.m.

8:00 p.m. to 10:30 p.m.

(C)—That the Sub-committee on Agenda and Procedure meet on Thursday, January 29, 1981 at 6:00 o'clock p.m. to evaluate progress.

After debate, on motion of Mr. McGrath the Sixth Report of the Sub-committee on Agenda and Procedure was concurred in.

The Committee resumed consideration of the motion of Mr. Robinson (*Burnaby*),—That Clause 7 be amended by adding immediately after Clause 7 the following new Clause:

“8. Everyone has the right to protection against arbitrary or unreasonable interference with privacy.”

By unanimous consent, on motion of Mr. Crombie, the amendment was amended by adding after the word “privacy” the following words:

“, family home and correspondence”

After debate, the question being put on the amendment, as amended, it was negatived on the following division:

YEAS:

The Honourable Senators

Asselin
Roblin

Tremblay

YEAS:

Messrs.

Beatty
Crombie
Epp

Fraser
McGrath
Robinson (*Burnaby*)—9

3. l'auteur de tout amendement ou sous-amendement ait droit de prendre la parole pendant un maximum de 3 minutes pour conclure;

4. les membres du Comité aient droit de poser une première question au Ministre sur chaque article, la Présidence pouvant à sa discrétion autoriser une question supplémentaire.

(B)—Que le calendrier des séances du Comité mixte soit le suivant:

le mardi 27 janvier 1981

15 h 30 à 18 heures

20 heures à 22 h 30

le mercredi 28 janvier 1981

15 h 30 à 18 heures

20 heures à 22 h 30

le jeudi 29 janvier 1981

9 h 30 à 12 h 30

15 h 30 à 18 heures

20 heures à 22 h 30

(C)—Que le Sous-comité du programme et de la procédure se réunisse à 18 heures le jeudi 29 janvier 1981 pour évaluer le progrès.

Après débat et sur motion de M. McGrath, le Sixième rapport du sous-comité du programme et de la procédure est adopté.

Le Comité reprend l'étude de la motion de M. Robinson (*Burnaby*),—Que l'article 7 soit modifié en ajoutant immédiatement après l'article 7 le nouvel article suivant:

«8. Chacun a droit à la protection contre toute intervention abusive ou arbitraire dans sa vie privée.»

Du consentement unanime et sur motion de M. Crombie, l'amendement est modifié en ajoutant après les mots «vie privée» les mots suivants:

«, son foyer et sa correspondance.»

Après débat, l'amendement modifié, mis aux voix, est rejeté sur division par 14 voix contre 9.

POUR:

Les honorables sénateurs

Asselin
Roblin

Tremblay

POUR:

MM.

Beatty
Crombie
Epp

Fraser
McGrath
Robinson (*Burnaby*)—9

NAYS:

The Honourable Senators

Austin	Lucier
Connolly	Petten
Hays	Rousseau
Lapointe	

NAYS:

Messrs.

Bockstael	Irwin
Campbell (Miss)	Lapierre
(<i>South West Nova</i>)	Mackasey
Corbin	Tobin—14

Clause 7 carried.

The Committee resumed consideration of Clause 6 and the motion of Mr. Ittinuar,—That Clause 6 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by (a) striking out the word “and” at the end of paragraph 6(3)(a) on page 4; and (b) striking out line 23 on page 4 and substituting the following: “services; and

(c) any laws or practices that are reasonably justifiable for the purpose of mitigating any environmental or social impact of any activity on the community, culture, economy or society of any of the aboriginal peoples of Canada.”

At 6:00 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

EVENING SITTING

(83)

The Special Joint Committee on the Constitution of Canada met this day at 8:13 o'clock p.m., the Joint Chairman, Mr. Joyal, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Asselin, Austin, Hays, Lapointe, Lucier, Petten, Rousseau, Tremblay and Wood.

Representing the House of Commons: Messrs. Beatty, Bockstael, Miss Campbell (*South West Nova*), Messrs. Corbin, Epp, Fraser, Irwin, Ittinuar, Joyal, Lapierre, Mackasey, McGrath, Robinson (*Burnaby*) and Tobin.

Other Members present: Messrs. Allmand, Friesen and Manly.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Mr. John McDonough, Researcher.

Appearing: The Honourable Jean Chrétien, Minister of Justice and Attorney General of Canada.

Witnesses: From the Department of Justice: Mr. Roger Tassé, Deputy Minister; Dr. B. L. Strayer, Assistant Deputy Minister, Public Law; Mr. Fred Jordan, Senior Counsel, Public Law and Mr. E. G. Ewaschuck, Director, Criminal Law, Amendments Section.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the Senate dated November 3, 1980 and its Order of Reference from the House of Commons dated October 23, 1980, both relating to the document entitled “Proposed Reso-

CONTRE:

Les honorables sénateurs

Austin	Lucier
Connolly	Petten
Hays	Rousseau
Lapointe	

CONTRE:

MM.

Bockstael	Irwin
Campbell (M ^{lle})	Lapierre
(<i>South West Nova</i>)	Mackasey
Corbin	Tobin—14

L'article 7 est adopté.

Le Comité reprend l'étude de l'article 6 et de la motion de M. Ittinuar,—Que l'article 6 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 23 et 24, de ce qui suit: «de résidence en vue de l'obtention des services sociaux publics;

c) aux lois et usages dont la raison d'être se justifie par le souci d'atténuer les conséquences écologiques ou sociales défavorables de toute activité susceptible de toucher les peuples autochtones du Canada sur les plans collectif, culturel, économique ou associatif.»

A 18 heures, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

SÉANCE DU SOIR

(83)

Le Comité mixte spécial sur la Constitution du Canada se réunit aujourd'hui à 20 h 13 sous la présidence de M. Joyal (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Asselin, Austin, Hays, Lapointe, Lucier, Petten, Rousseau, Tremblay et Wood.

Représentant la Chambre des communes: MM. Beatty, Bockstael, M^{lle} Campbell (*South West Nova*), MM. Corbin, Epp, Fraser, Irwin, Ittinuar, Joyal, Lapierre, Mackasey, McGrath, Robinson (*Burnaby*) et Tobin.

Autres députés présents: MM. Allmand, Friesen et Manly.

Aussi présent: Du Service de recherches de la Bibliothèque du Parlement: M. John McDonough, chercheur.

Comparent: L'honorable Jean Chrétien, ministre de la Justice et Procureur général du Canada.

Témoins: Du ministère de la Justice: M. Roger Tassé, sous-ministre; M. B. L. Strayer, sous-ministre adjoint, Droit public; M. Fred Jordan, conseiller spécial, Droit public et M. E. G. Ewaschuck, directeur, Section des modifications au droit pénal.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du Sénat, du 3 novembre 1980, et de son ordre de renvoi de la Chambre des communes du 23 octobre 1980, tous deux portant sur le document intitulé «Projet de résolution portant adresse com-

lution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada" published by the Government on October 2, 1980. (*See Minutes of Proceedings, Thursday, November 6, 1980, Issue No. 1*).

The Committee resumed consideration of Clause 6 and the motion of Mr. Ittinuar,—That Clause 6 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by (a) striking out the word "and" at the end of paragraph 6(3)(a) on page 4; and (b) striking out line 23 on page 4 and substituting the following:

"services; and (c) any laws or practices that are reasonably justifiable for the purpose of mitigating any environmental or social impact of any activity on the community, culture, economy or society of any of the aboriginal peoples of Canada."

After debate, the question being put on the amendment, it was negated on the following division:

YEAS:

Messrs.

Fraser Ittinuar	Robinson (<i>Burnaby</i>)—3
--------------------	-------------------------------

NAYS:

The Honourable Senators

Austin	Petten
Hays	Rousseau
Lapointe	Tremblay
Lucier	Wood

NAYS:

Messrs.

Beatty	Irwin
Bockstael	Lapierre
Campbell (Miss)	Tobin
(<i>South West Nova</i>)	Mackasey
Corbin	McGrath—18
Epp	

Clause 6 carried.

On Clause 8 of the proposed Constitution Act, 1980

Mr. Irwin moved,—That Clause 8 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out lines 28 to 31 on page 4 and substituting the following:

"8. Everyone has the right to be secure against unreasonable search or seizure."

Mr. Robinson (*Burnaby*) moved,—That the proposed amendment to Clause 8 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking all the words after the word "right" and substituting the following:

"not to be subjected to unreasonable search or seizure of person or property."

After debate, the question being put on the sub-amendment, it was negated on the following division:

mune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980. (*Voir procès-verbal du jeudi 6 novembre 1980, Fascicule n° 1*).

Le Comité reprend l'étude de l'article 6 et de la motion de M. Ittinuar,—Que l'article 6 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 23 et 24, de ce qui suit:

«de résidence en vue de l'obtention des services sociaux publics; c) aux lois et usages dont la raison d'être se justifie par le souci d'atténuer les conséquences écologiques ou sociales défavorables de toute activité susceptible de toucher les peuples autochtones du Canada sur les plans collectif, culturel, économique ou associatif.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté sur division par 18 voix contre 3.

POUR:

MM.

Fraser Ittinuar	Robinson (<i>Burnaby</i>)—3
--------------------	-------------------------------

CONTRE:

Les honorables sénateurs

Austin	Petten
Hays	Rousseau
Lapointe	Tremblay
Lucier	Wood

CONTRE:

MM.

Beatty	Irwin
Bockstael	Lapierre
Campbell (M ^{lle})	Tobin
(<i>South West Nova</i>)	Mackasey
Corbin	McGrath—18
Epp	

L'article 6 est adopté.

Article 8 du projet de Loi constitutionnelle de 1980;

M. Irwin propose,—Que l'article 8 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 30 à 33, de ce qui suit:

«les fouilles, les perquisitions ou les saisies abusives.»

M. Robinson (*Burnaby*) propose,—Que le projet de modification de l'article 8 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié en retranchant le mot «abusives.» et en le remplaçant par ce qui suit:

«ou les arrestations abusives.»

Après débat, le sous-amendement, mis aux voix, est rejeté sur division par 15 voix contre 9.

YEAS:

The Honourable Senators

Roblin	Tremblay
	YEAS:
	Messrs.
Beatty	Nystrom
Crombie	McGrath
Epp	Robinson (<i>Burnaby</i>)—9
Fraser	

NAYS:

The Honourable Senators

Asselin	Lucier
Austin	Petten
Hays	Rousseau
Lapointe	Wood

NAYS:

Messrs.

Bockstael	Irwin
Campbell (Miss)	Lapierre
(<i>South West Nova</i>)	Tobin
Corbin	Mackasey—15

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Clause 8, as amended, carried.

On Clause 9 of the proposed Constitution Act, 1980

Mr. Irwin moved,—That Clause 9 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out lines 32 to 35 on page 4 and substituting the following:

“9. Everyone has the right not to be arbitrarily detained or imprisoned.”

Mr. Fraser moved,—That the proposed amendment to Clause 9 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out the words “or imprisoned” and substituting therefor the following words:

“imprisoned or deported.”

After debate, the question being put on the sub-amendment, it was negatived on the following division:

YEAS:

The Honourable Senators

Asselin	Tremblay
Roblin	
	YEAS:
	Messrs.
Beatty	McGrath
Crombie	Nystrom
Epp	Robinson (<i>Burnaby</i>)—10
Fraser	

POUR:

Les honorables sénateurs

Roblin	Tremblay
	POUR:
	MM.
Beatty	Nystrom
Crombie	McGrath
Epp	Robinson (<i>Burnaby</i>)—9
Fraser	

CONTRE:

Les honorables sénateurs

Asselin	Lucier
Austin	Petten
Hays	Rousseau
Lapointe	Wood

CONTRE:

MM.

Bockstael	Irwin
Campbell (M ^{lle})	Lapierre
(<i>South West Nova</i>)	Tobin
Corbin	Mackasey—15

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

L'article 8 modifié est adopté.

Article 9 du projet de Loi constitutionnelle de 1980;

M. Irwin propose,—Que l'article 9 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 34 à 38, page 4, de ce qui suit:

«9. Chacun a droit à la protection contre la détention ou l'emprisonnement arbitraires.»

M. Fraser propose,—Que le projet de modification de l'article 9 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, à «contre la détention ou l'emprisonnement arbitraires», de ce qui suit:

«contre la détention, l'emprisonnement ou l'expulsion arbitraires».

Après débat, le sous-amendement, mis aux voix, est rejeté sur division par 14 voix contre 10.

POUR:

Les honorables sénateurs

Asselin	Tremblay
Roblin	
	POUR:
	MM.
Beatty	McGrath
Crombie	Nystrom
Epp	Robinson (<i>Burnaby</i>)—10
Fraser	

NAYS:

The Honourable Senators

Austin	Petten
Hays	Rousseau
Lapointe	Wood
Lucier	

NAYS:

Messrs.

Bockstael	Irwin
Campbell (Miss)	Lapierre
(<i>South West Nova</i>)	Mackasey
Corbin	Tobin—14

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Clause 9, as amended, carried.

On Clause 10 of the proposed Constitution Act, 1980

Mr. Irwin moved,—That Clause 10 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out lines 38 and 39 on page 4 and lines 1 and 2 on page 5 and substituting the following:

“(a) to be informed promptly of the reasons therefor;

(b) to retain and instruct counsel without delay and to be informed of that right; and”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Robinson (*Burnaby*) moved,—That Clause 10 be amended by striking out line 6 on page 5 and substituting the following:

“lawful; (d) if without sufficient means to pay for counsel and if the interests of justice so require, to be provided with counsel;”

After debate, the question being put on the amendment, it was negated on the following division:

YEAS:

The Honourable Senators

Asselin	Tremblay
Roblin	

YEAS:

Messrs.

Beatty	Fraser
Crombie	McGrath
Epp	Robinson (<i>Burnaby</i>)—9

CONTRE:

Les honorables sénateurs

Austin	Petten
Hays	Rousseau
Lapointe	Wood
Lucier	

CONTRE:

MM.

Bockstael	Irwin
Campbell (M ^{lle})	Lapierre
(<i>South West Nova</i>)	Mackasey
Corbin	Tobin—14

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

L'article 9 modifié est adopté.

Article 10 du projet de Loi constitutionnelle de 1980;

M. Irwin propose,—Que l'article 10 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 41 à 43, page 4, et aux lignes 1 et 2, page 5, de ce qui suit:

«a) d'être informé dans les plus brefs délais des motifs de son arrestation ou de sa détention;

b) d'avoir recours sans délai à l'assistance d'un avocat et d'être informé de ce droit;»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

M. Robinson (*Burnaby*) propose,—Que l'article 10 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par a) substitution, à la ligne 5, page 5, de ce qui suit:

«cas échéant, sa libération; d) d'avoir l'assistance d'un avocat s'il n'a pas de moyens suffisants et si l'intérêt de la justice l'exige;»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté sur division par 13 voix contre 9.

POUR:

Les honorables sénateurs

Asselin	Tremblay
Roblin	

POUR:

MM.

Beatty	Fraser
Crombie	McGrath
Epp	Robinson (<i>Burnaby</i>)—9

NAYS:

The Honourable Senators

Austin
Hays
Lapointe
Lucier

Petten
Rousseau
Wood

CONTRE:

Les honorables sénateurs

Austin
Hays
Lapointe
Lucier

Petten
Rousseau
Wood

NAYS:

Messrs.

Bockstael
Campbell (Miss)
(*South West Nova*)
Corbin

Irwin
Lapierre
Tobin—13

CONTRE:

MM.

Bockstael
Campbell (M^{lle})
(*South West Nova*)
Corbin

Irwin
Lapierre
Tobin—13

Mr. Robinson (*Burnaby*) moved,—That Clause 10 be amended by adding after paragraph (c) the following:

“(d) to protection against self-crimination from the moment of arrest and the right to be informed of that right.”

After debate thereon, at 10:30 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

M. Robinson (*Burnaby*) propose,—Que l'article 10 soit modifié par l'adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit:

«d) dès le moment de son arrestation, de ne pas s'incriminer et d'être informé de ce droit.»

Après débat et à 22 h 30, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Les cogreffiers du Comité

Richard Prigent

Paul Bélisle

Joint Clerks of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

January 27, 1981

• 0940

*[Text]***The Joint Chairman (Mr. Joyal):** Order, please.

Resuming consideration of the document entitled Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen Respecting the Constitution of Canada, referred to the Committee from the Senate on November 3, 1980, and from the House of Commons on October 23, 1980; resuming the debate on Clause 7 of the Constitution Act and resuming the debate on a motion of Mr. Beatty.

On Clause 7—*Life, Liberty and security of person.***Mr. Epp:** On a point of order.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Honourable Jake Epp, on a point of order.

Mr. Epp: Thank you, Mr. Chairman.

Members will recall the events of last night and the reversal that took place, namely, that a Minister of the Crown, namely Mr. Kaplan at an earlier session, had given the word on behalf of the government and as a Minister of the Crown that the government was willing to accept the Conservative amendment on enjoyment of property rights, as amendment to the proposed resolution on the constitution.

All of us know the traditions of this place; that tradition is that the word of a Minister of the Crown, that that word is accepted, that there is an understanding that that word can be trusted. That tradition was broken yesterday.

The Prime Minister and the Minister of Justice has stated publicly that they will not accept any more amendments, that they will not accept any conservative amendments. We also know in conversations, not with our members but Liberal members and NDP members, members on this Committee that conversations have been such that they have, in their own private discussions, agreed that there will not be any Conservative amendments received or accepted on the basis that no matter what amendments that we might put forward and that might be accepted by the government would not change our opposition to the unilateral action of the government in the first place.

Those conversations, Mr. Chairman, we know have taken place, and that decision and that agreement between the NDP and the Liberals, in fact, is for their own decision and for their own participation. We will not participate, obviously, in either one.

The question then this matter raises, Mr. Chairman, is if the Prime Minister, if the Minister of Justice and certain members of the Liberal party sitting on this Committee, all are saying that no matter what amendments the Conservative party puts forward, that they will not accept them, not on the basis of merit but on the basis of who proposed them, then the question becomes very serious and it must be asked, then what is the purpose, what is the use of either proposing amendments and

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le 27 janvier 1981

*[Translation]***Le coprésident (M. Joyal):** A l'ordre, s'il vous plaît.

Le Comité reprend l'étude du document intitulé Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada, conformément au mandat que lui a confié le Sénat le 3 novembre 1980 et la Chambre des communes le 23 octobre 1980. Nous reprenons l'étude de l'article 7 de la Loi constitutionnelle ainsi que d'une proposition de M. Beatty.

Article 7—*Vie, liberté et sécurité.***M. Epp:** J'invoque le Règlement.

Le coprésident (M. Joyal): M. Epp, sur un rappel au Règlement.

M. Epp: Merci, monsieur le président.

Les membres se souviennent sans doute des événements survenus hier soir, c'est-à-dire de la volte-face à laquelle nous avons assisté de la part d'un ministre de la Couronne, en l'occurrence M. Kaplan, qui, lors d'une séance antérieure nous avait donné sa parole et celle de son gouvernement, à savoir que le gouvernement était disposé à accepter l'amendement conservateur relatif à la jouissance du droit de propriété, une modification du projet de résolution concernant la Constitution.

Nous connaissons tous les traditions de cette enceinte. Une fois que la parole d'un ministre de la Couronne est donnée, on y prête foi, on est certain de pouvoir y faire confiance. Or, on a enfreint cette tradition hier.

Le Premier ministre et le ministre de la Justice ont déclaré publiquement qu'ils n'accepteront plus d'amendements proposés par le Parti conservateur. En outre, d'après des conversations privées, tenues non pas avec des membres de notre parti, mais avec des libéraux et des néo-démocrates, nous savons qu'on n'acceptera plus d'amendements provenant du Parti conservateur. La raison de ce refus est que quelles que puissent être nos propositions, cela ne change en rien notre opposition première à la démarche unilatérale du gouvernement.

Monsieur le président, nous savons bel et bien que ces conversations ont eu lieu et que les membres du NPD et les libéraux se sont entendus là-dessus, ils ont pris cette décision dans leur propre intérêt. Bien entendu, il n'est pas question que nous nous associons à cette façon de faire.

Monsieur le président, ces faits soulèvent la question suivante. Si le Premier ministre, le ministre de la Justice et certains membres du Parti libéral qui siègent au présent Comité sont tous convenus de rejeter les amendement du Parti conservateur, quelle que soit leur valeur, seulement parce qu'ils sont proposés par des conservateurs, il faut alors se demander quelle est l'utilité pour le Parti conservateur de présenter des modifications, de s'efforcer d'améliorer le projet, voire de participer aux travaux du Comité.

[Texte]

trying to improve the package or, for that matter, the participation of our party on the Committee.

Mr. Chairman, we have decided this morning that we will continue working on the Committee on the basis of good faith, by which we began our participation on the Committee. We feel, though, that there has been a serious breach of the word of a Minister and if further action is to be taken, that action will be taken at another place in another venue. But the coercion that we saw yesterday which resulted in the change of a word, that coercion we believe is despicable. So we will continue, Mr. Chairman, but with a very clear understanding that the events of yesterday, the agreement between the Liberal and the NDP party and the coercion that we saw, that we reject it and we abhor it and it is simply on the matter that we feel that this party a contribution to make and represents the views and minds of many Canadians that we will continue.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable Jake Epp.

Honourable Senator Austin.

Senator Austin: Thank you, Mr. Chairman.

I am a bit amazed with Mr. Epp's statements of fact in two respects. First of all, in no way am I aware of any conversations or agreements that say that this side will accept no amendments proposed by the Conservative party.

I really want to deny most emphatically that we have any arrangement amongst ourselves or with the NDP on that score. If the Prime Minister or Mr. Chrétien, as Minister of Justice has said such a thing, Mr. Epp, I am unaware of it and I would like you to let us know when and where it was said.

As far as we are concerned, we will deal with your proposed amendments on their merits as we see them. We have no prior arrangement or commitment.

Mr. Epp: Maybe I can answer your first question.

Senator Austin: I find that quite astonishing.

Mr. Epp: Maybe I could answer your first question.

Senator Austin: Yes, please.

Mr. Epp: Possibly you should recall your own conversation with Mr. Robinson.

Senator Austin: What conversation was that. Would you recall it for me, Mr. Epp?

Mr. Epp: I believe I have.

Senator Austin: Recall the details of it. So far this is just innuendo.

Mr. Epp: I just revealed the details to you.

Senator Austin: What were they, that I made an arrangement with Mr. Robinson that we would accept no further amendments from the Conservatives, is that what you are saying?

Mr. Epp: That is exactly what I am saying.

Senator Austin: That is totally untrue. It never happened. I never had such a conversation with Mr. Robinson, and I do not know how you could know about such a conversation, except in your imagination.

[Traduction]

Monsieur le président, ce matin, nous avons décidé de continuer à travailler, de bonne foi, au sein du Comité comme nous le faisons depuis le début. Nous estimons toutefois que le ministre a gravement manqué à sa parole. Par conséquent, si d'autres mesures s'imposent à la suite de cela, nous les prendrons ailleurs, en d'autres circonstances. Nous estimons que la coercition exercée hier et qui a abouti à une volte-face est abjecte. Par conséquent, même si nous allons continuer à siéger, qu'il soit très clair que nous rejetons et méprisons les tractations intervenues hier, l'entente entre les libéraux et le NPD. C'est uniquement parce que nous sommes convaincus que notre parti a une contribution à apporter et qu'il représente des idées auxquelles adhèrent beaucoup de Canadiens que nous allons continuer à siéger.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Epp.

Senateur Austin.

Le sénateur Austin: Merci, monsieur le président.

Deux choses dans la déclaration de M. Epp m'étonnent quelque peu. En premier lieu, à ma connaissance, il n'y a eu ni conversations ni tractations au terme desquelles notre parti aurait convenu de ne plus accepter d'amendements proposés par le parti conservateur.

Je tiens donc à nier vigoureusement que nous nous soyons entendus là-dessus entre nous ou avec le NPD. Si le premier ministre ou le ministre de la Justice, M. Chrétien, ont tenu de tels propos, monsieur Epp, je n'en ai rien su et j'aimerais donc que vous nous disiez où et quand cela s'est passé.

Quant à nous, nous jugerons de la valeur de vos propositions après les avoir étudiées et en tenant compte de leurs mérites. Nous n'avons pris aucun engagement préalable là-dessus.

M. Epp: Je suis peut-être en mesure de répondre à votre première question.

Sénateur Austin: Ces propos me paraissent assez renversants.

M. Epp: Je suis peut-être en mesure de répondre à votre première question.

Sénateur Austin: Oui, volontiers.

M. Epp: Vous devriez peut-être vous rappeler votre propre conversation avec M. Robinson.

Sénateur Austin: De quelle conversation s'agit-il, voulez-vous me le rappeler, monsieur Epp?

M. Epp: Je crois l'avoir déjà fait.

Sénateur Austin: Donnez des détails car jusqu'à maintenant, vous vous contentez d'insinuations.

M. Epp: Je viens tout juste de vous les donner.

Sénateur Austin: Voulez-vous dire que je me suis entendu avec M. Robinson pour ne plus accepter d'amendements de la part des conservateurs, est-ce bien ce que vous affirmez?

M. Epp: C'est précisément cela.

Sénateur Austin: C'est tout à fait faux, cela ne s'est jamais produit. Je n'ai jamais tenu de conversation de la sorte avec M. Robinson, et je ne sais vraiment pas où vous avez entendu parler de cela, vous avez dû l'imaginer.

[Text]

The second point I wanted to make, if I may, is that I was very sorry to hear press stories that you might not return because I want it acknowledged on the record that the Conservative party here has made a good contribution to this discussion and it is a valued contribution. The fact that we do not agree, I hope is not taken as any denigration of the kind of contribution you have been making, and I am surprised again to have heard that point. But I wish Mr. Robinson would respond to the first point that you have made, because it is quite startling.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Senator Austin.

The honourable Minister of Justice.

The Hon. Jean Chrétien (Minister of Justice and Attorney General of Canada): I think that being involved, that I made such a statement, I never made such a statement at all; and in fact, if you recall some of the conversation that has been around this table and led me to accept some amendments, and I just have in mind, for example, the amendment that we have accepted on the war criminals, the member for Rosedale was one of the first persons to speak about it and we have accepted that. I think that the statement of Mr. Epp's is not founded. I never made such a statement to anybody and we will take every amendment and look at them, and we do not pay attention at all where they are coming from. We look at the amendment and see if we can accept it or not.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Minister.

Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, just with respect to the remarks made by my friend Mr. Epp, I wish to categorically deny any suggestion that there was a conversation of the nature to which Mr. Epp referred, and I would challenge him, if he has any evidence whatsoever to substantiate that statement, that he should put it forward, and if he has no evidence to substantiate it, that he should withdraw that kind of insinuation because there is not basis for it whatsoever in fact.

I understand that there has been a good deal of stress around this Committee but to think that it might have led to certain people hearing voices is rather disturbing.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

Mr. Irwin.

Mr. Irwin: Mr. Chairman, I am surprised and discouraged by what Mr. Epp said this morning. I know of no such agreement or suggestion that we will not accept any amendments. Naturally, in most cases, we will be on the opposite side of the issue.

Many years ago Mr. Diefenbaker, who was in my riding, said the thing about democracy that makes it work is the clash of wills, and without this clash of wills, I really believe that there cannot be a true democracy, and I would hate to see this attitude prevail that there is no use you putting amendments forward because there will not be a debate or we have closed our minds because that certainly is not the case on my side.

[Translation]

Deuxièmement, si vous permettez, j'ai beaucoup regretté la diffusion de nouvelles dans la presse selon lesquelles vous n'alliez peut-être pas revenir siéger, car je tiens à ce que l'on sache officiellement que le parti conservateur a apporté une contribution importante à nos débats et que nous l'apprécions. J'espère qu'on ne conclura pas que notre divergence d'opinion jette le discrédit sur votre participation. Encore une fois, je suis étonné d'avoir entendu de telles affirmations. J'aimerais donc que M. Robinson réponde à la première, car elle est assez renversante.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, sénateur Austin.

L'honorable ministre de la Justice.

L'hon. Jean Chrétien (ministre de la Justice et Procureur général du Canada): J'ai été mis en cause mais je n'ai jamais fait de telles déclarations, pas du tout. De fait, si vous vous rappelez les échanges tenus autour de cette table et qui m'ont conduit à accepter certains amendements, vous conviendrez que l'affirmation de M. Epp n'est pas fondée. Je songe, par exemple, à l'amendement que nous avons accepté au sujet des criminels de guerre et que le député de Rosedale a été l'un des premiers à défendre. Par conséquent, je n'ai jamais fait une telle déclaration à qui que ce soit, j'accepterai d'examiner chaque amendement, sans égard au parti qui le parraine. Nous allons donc étudier la modification afin de voir si elle est acceptable ou non.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur le ministre.

Monsieur Robinson.

M. Robinson: Monsieur le président, pour ce qui est des observations faites par mon collègue, M. Epp, je tiens à nier catégoriquement qu'il y ait eu une conversation du genre de celle à laquelle il fait allusion. Je le défie d'ailleurs de présenter des preuves à l'appui de cela, s'il en a, et, dans le cas contraire, qu'il retire ce genre d'insinuations, car elles sont tout à fait sans fondement.

Je n'ignore pas que les travaux de notre Comité se déroulent dans un climat assez éprouvant, mais il est tout de même inquiétant de penser que cela peut avoir fait entendre des voix à certains.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

Monsieur Irwin.

M. Irwin: Monsieur le président, je suis étonné et déçu par l'intervention de M. Epp, ce matin. Que je sache, on n'a pas convenu, ni même proposé, de ne plus accepter d'amendements. Bien entendu, dans la plupart des cas, nous ne partageons pas la même position.

Il y a de cela quelques années, M. Diefenbaker, en visite dans ma circonscription, avait dit que ce qui fait fonctionner la démocratie, c'est la confrontation des volontés. Sans cette confrontation, je crois qu'il ne pourrait pas vraiment exister de véritable démocratie. En conséquence, je trouverais déplorable qu'on s' imagine qu'il est inutile de proposer des modifications

[Texte]

Just previous to this one, on the "every person" issue, I know that the overwhelming majority of our side came here to vote one way, but after hearing what you said, specifically you and Mr. McGrath, we changed our minds.

• 0950

Now, that is just the issue before last. As far as I am concerned there is no such feeling on our side that we will not accept amendments, and that is not saying we are going to vote for your amendments but I hope it is dealt with on the merits.

Our debate may be coloured by political affiliation and strategy, but it is not a flat refusal to hear and to reason and to use logic for the betterment of the country, and I say that sincerely.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Irwin.

Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: I just want to make a bit of a plea this morning, Mr. Chairman, that we keep an optimistic frame of mind and that we hope that this Committee is an independent committee, that the government members are going to keep an open mind as well, that they will study each amendment according to its merit.

I want to say to you, Mr. Chairman, as I have said before, I think in this country we are in sad need of really radical parliamentary reform to make the committees really meaningful.

However, I do want to say to you, Mr. Chairman, that we have had amendments go both ways. We had an amendment that the Minister said he would accept last week in terms of Clause 2, I believe it was, and the word "everyone" which we wanted changed to "every person". We had a commitment from the Acting Justice Minister saying it was acceptable to the government in a very similar way to what happened to the Conservative Party on Thursday of last week.

He said it was acceptable to the government, but after considerable debate in the Committee led by the Conservative Party the government members changed their minds and the indications we had were that they were going to vote with us to change "everyone" to "every person", and that was an important amendment to many groups in this country, women's groups in particular came here and argued that point of view. I see Miss Campbell is nodding her head in agreement.

We had many commitments privately from many of those members and signals publicly that they would support us.

[Traduction]

parce qu'on n'en discutera pas ou parce que nos idées sont trop rigides, car ce n'est certainement pas le cas de mon côté.

Un peu avant la présente discussion, quand nous avons étudié la question relative au libellé de «chaque personne», une majorité écrasante des membres de notre parti était résolue à voter dans un sens, mais après avoir entendu vos arguments, surtout les vôtres et ceux de M. McGrath, nous avons changé d'idée.

Eh bien, il s'agit là de l'avant-dernier amendement dont nous ayons été saisis. Pour ma part, donc, j'estime que nous n'avons pas décidé de rejeter des amendements, même si cela ne signifie pas que nous allons appuyer vos propositions. J'espère simplement qu'on les évaluera en fonction de leur valeur.

Nos discussions peuvent être colorées par notre affiliation politique et notre stratégie, mais elles ne constituent pas une fin de non-recevoir, un refus d'écouter ou d'échanger, ou encore de faire appel à la rigueur intellectuelle afin d'améliorer la situation de notre pays, et je le dis en toute sincérité.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Irwin.

Monsieur Nystrom.

M. Nystrom: Monsieur le président, ce matin, j'aimerais plaider pour qu'on conserve notre optimisme. Nous espérons que notre Comité continuera à fonctionner comme groupe indépendant, que les membres du parti ministériel feront preuve d'ouverture d'esprit et qu'ils étudieront chaque modification en fonction de ses mérites.

Monsieur le président, comme je l'ai déjà dit, je crois qu'une réforme parlementaire vraiment radicale s'impose de toute urgence dans notre pays afin que le travail des comités soit vraiment significatif.

Cependant, je tiens à préciser, monsieur le président, que les amendements des deux partis de l'opposition ont été présentés. La semaine dernière, le ministre nous a dit qu'il accepterait de modifier le libellé de l'article 2, je crois, de substituer «chaque personne» à «chacun». Le ministre de la Justice suppléant s'est alors engagé à accepter cette modification, la considérant acceptable par son parti. Cela s'est fait à peu près de la même façon que lorsque le parti conservateur a aussi présenté un amendement, jeudi de la semaine dernière.

Pour revenir à mon premier exemple, le ministre a déclaré que la modification était acceptable aux yeux du gouvernement. Toutefois, après de longues délibérations au Comité, engagées par le parti conservateur, les membres du parti ministériel ont changé d'avis et ont décidé qu'ils allaient accepter notre proposition, celle de supprimer «chacun» et d'y substituer «chaque personne». Cette modification revêtait une grande importance pour bon nombre de groupes de notre pays, en particulier les groupes de femmes qui avaient plaidé en faveur de cela, lors de leurs témoignages devant nous. Je remarque que M^{lle} Campbell fait signe que oui.

A cet égard, bon nombre de députés nous ont donné leur parole de nous appuyer, en privé et en public.

[Text]

You will recall a little bit of a hassle at the Committee where we had Mr. Corbin saying one thing, Mr. Irwin saying another thing and a certain amount of confusion, and then we had a break for lunch and after the lunch hour we had a vote on that particular amendment of ours and every single Liberal member of the Committee voted against it.

Now, we had a very similar thing happen on Thursday. The Conservative Party are absolutely correct when they say that Mr. Kaplan gave his word that they would accept the property amendment. On Friday he said the same thing. Well, I made the same kind of argument as Mr. Robinson did. We made the same kinds of arguments against that amendment that the Conservatives made against ours a couple of days earlier, and the government had said they would accept the Conservative amendment, there were indications from the government members across the way that they would vote that way, but we put up an argument, we made a plea that we hold the vote until Monday, we reflect, we go back and consult the provinces, that we think about the process over the summer and then perhaps, perhaps when people have done some reflecting they will vote in a wise fashion against the amendment proposed by the Conservative Party.

Now, Mr. Chairman, that is exactly what appears is going to happen. And that is no different than what happened to our amendment last week when we had a commitment they had accepted and all of a sudden they voted against it.

Now, Mr. Chairman, just because they did a flip flop on us, just because they disappointed us in terms of the amendment we thought was very important to a large part of our constituency out there in the country, we did not pick up our marbles and go home; we did not act like a little child whose candy has been snatched and run home crying to momma. We decided to stay here and keep on fighting, trying to build a constitution that will stand the test of time, that will be good for Canada and pull this country together, and we have every intention of participating in this Committee to fight for changes.

There are things in this resolution that I do not like personally. There are amendments that we are moving and will continue to move and changes we will fight for, and I make an appeal to all members to keep an open mind, to try to set aside some pettiness and some petty partisanship and to build a constitution in this country that will be good for Canada and bring the country together.

I just say that in closing, let us all continue participating. I say to the government: keep an open mind, listen to the arguments, listen to the people, and build a constitution that will pull this country together.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Nystrom.
Hon. David Crombie.

[Translation]

Vous vous souviendrez qu'on s'est alors quelque peu disputé en comité et que M. Corbin disait une chose alors que M. Irwin disait le contraire, ce qui a entraîné une certaine confusion. Puis, nous avons fait la pause du midi, après quoi notre modification a été soumise aux voix et chaque libéral a alors voté contre.

Or, c'est exactement la même chose qui s'est passée jeudi. Le parti conservateur a tout à fait raison d'affirmer que M. Kaplan a donné sa parole d'accepter l'amendement relatif à la jouissance du droit à la propriété. Vendredi, il a maintenu la même chose. Eh bien, j'ai présenté le même amendement que celui de M. Robinson contre la proposition conservatrice. Nous nous sommes opposés à cette modification de la même façon que les conservateurs se sont opposés à la nôtre quelques jours auparavant. Le parti ministériel a donc affirmé être disposé à accepter la modification des conservateurs, ses membres laissaient voir que c'était ainsi qu'ils voteraient, mais nous avons présenté nos arguments, nous avons demandé qu'on reporte le vote à lundi afin de nous donner le temps de réfléchir et de consulter les provinces. Nous estimions qu'il fallait étudier ce processus pendant l'été et qu'après cela, il serait peut-être possible de s'opposer de façon éclairée à la proposition conservatrice.

Eh bien, monsieur le président, c'est exactement cela qui semble sur le point de se produire et ça n'est pas différent du sort réservé à notre amendement de la semaine dernière, même si le parti libéral s'était engagé à l'accepter puis a subitement décidé de voter contre.

Monsieur le président, même si le parti au pouvoir a fait volte-face, même s'il nous a déçus pour ce qui est de cette modification que nous estimions très importante aux yeux de bon nombre de nos électeurs, nous n'avons quand même pas ramassé nos jouets pour retourner à la maison, nous ne nous sommes pas comportés comme un enfant à qui on vient d'arracher un bonbon et qui retourne en pleurant chez sa maman. Nous avons décidé de demeurer ici et de continuer à nous battre, de nous efforcer d'élaborer une constitution qui saura s'imposer à long terme, qui sera bénéfique pour le Canada et réussira à l'unir. Nous avons donc l'intention de participer aux travaux du présent Comité et de nous battre pour obtenir des modifications.

Certains aspects de ce projet ne me plaisent pas. Nous continuerons donc à soumettre des amendements et à nous battre. Je demande donc à tous les membres de faire preuve d'ouverture d'esprit, de mettre de côté la mesquinerie partisane et d'élaborer une constitution tenant compte du bien de notre pays et susceptible de l'unir.

En guise de conclusion, je demande donc à tous de continuer à participer aux travaux. Je demande aux membres du parti gouvernemental de faire preuve d'ouverture d'esprit, d'écouter les arguments qui leur sont présentés, d'être attentifs à ce que leur dit le peuple et de rédiger une constitution qui unira notre pays.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Nystrom.
L'honorable David Crombie.

[Texte]

Mr. Crombie: Thank you, Mr. Chairman.

I had not intended to intervene on a procedural matter because I know that Senator Roblin, indeed I myself have some comments to make with respect to the substance of the issue with respect to property rights, but after hearing the comments from members of the Liberal party and the New Democratic Party I feel a little awkward because it was an undertaking given to me the other day from the Minister and from Mr. Lapierre, and I feel like I have been run over by the car and then I get up to complain and somebody is offering regrets and somebody else is being concerned that somehow I should not have been down on the road but it was somebody else's fault.

Let me say, Mr. Chairman . . .

Mr. Epp: It was your fault you were down on the road.

Mr. Crombie: Yes, fine, I have a right to be on the road and I think perhaps I should be the one who complains a little when the car knocks me down rather than having to apologize to the car. I hope Mr. Nystrom does understand that.

When I asked the Minister, it was through you, if you will recall, Mr. Chairman, I asked the Minister if he would accede to the request to include my amendment on behalf of the Conservative Party, I am sure every member has it here, and I asked the Minister would he be willing to do that and he said yes. Mr. Lapierre gave that undertaking, Mr. Irwin gave that undertaking and everyone nodded, Mr. Mackasey nodded.

I did not have any difficulty, Mr. Chairman, in believing the Minister, Mr. Kaplan, or Mr. Lapierre or Mr. Irwin, or indeed any one of those people across the way because I had done some research and noted that the Liberal party in 1969 had included the right to enjoyment of property, not to be deprived thereof except according to law, that was in the proposed federal charter of 1969.

Then in Bill C-60, introduced in 1978 and concluded in 1979, they also included property rights, the right to use and the enjoyment thereof and not to be deprived thereof except in accordance with the law. That was the Liberal party position in 1979. I had no difficulty because that was the position of the Canadian Bar Association in their submission in 1978.

So that there was good background to believe the Liberal party that they were serious in all of those times, that they supported the protection of the right to use and enjoy property except when it was deprived as a consequence of due process of law.

Finally, it was understandable to me that they would take that position because it has been one of the oldest rights that we have had, it has been the one right in all the charters of rights and bills of rights and petitions of rights in our tradition, it has been the one right which we depended upon to avoid the arbitrary acts of government. There are some who do not like the right because it gets in the road of government plans, and that is true; it gets in the road of government plans, that is why you have it, that is why generations of Canadians have insisted

[Traduction]

M. Crombie: Merci, monsieur le président.

Je n'avais pas l'intention d'intervenir sur une question de procédure car je sais que le sénateur Roblin et moi-même désirons le faire au sujet du fond de la question relative aux droits de propriété. Cependant, après avoir entendu les observations des libéraux et des néo-démocrates, je me sens dans une position assez délicate étant donné le ministre et M. Lapierre m'ont donné leur parole l'autre jour. J'ai donc l'impression d'avoir été frappé par une automobile et de me faire offrir des excuses une fois que je me suis relevé tandis que quelqu'un d'autre me dit en même temps que je n'aurais pas dû me trouver sur la chaussée. Cela n'empêche pas que c'était la faute de quelqu'un d'autre.

Si vous permettez, monsieur le président . . .

M. Epp: C'était de votre faute si vous vous trouviez en plein milieu de la rue.

M. Crombie: Oui, j'ai le droit d'être là et il me semble donc que j'ai le droit de me plaindre si je me fais heurter par une automobile plutôt que de devoir, m'excuser auprès du véhicule. J'espère que M. Nystrom comprend cela.

Monsieur le président, lorsque j'ai demandé au ministre d'accéder à ma demande, c'est-à-dire d'accepter la modification que j'ai présentée au nom du parti conservateur, je suis certain que tout le monde ici se souvient que le ministre a répondu oui. M. Lapierre a aussi donné sa parole en ce sens ainsi que M. Irwin et tout le monde a fait signe que oui de la tête, y compris M. Mackasey.

Monsieur le président, je n'ai pas eu de difficulté à croire le ministre, M. Kaplan, ni MM. Lapierre et Irwin, ni encore aucun des membres qui se trouvent en face de nous car j'avais fait certaines recherches. J'avais alors noté que le parti libéral, en 1969, avait inscrit le droit à la jouissance de la propriété dans son projet de charte fédérale. Le citoyen ne devait pas être privé de ce droit, sauf conformément à la loi.

Ensuite, dans le Bill C-60 présenté en 1978 et terminé en 1979, on a également inclus le droit à la jouissance et à l'usage de la propriété, droit dont, encore une fois, on ne devait pas être privé sauf conformément à la loi. C'était donc la position du parti libéral en 1979. J'avais également confiance du fait que l'Association du Barreau canadien avait adopté la même position dans son mémoire de 1978.

Il existait donc une solide documentation me permettant de croire au sérieux de l'engagement libéral, c'est-à-dire que ce parti appuyait la proposition visant à protéger le droit à la jouissance et à l'usage de la propriété, droit dont on en peut être privé que par des moyens juridiques et légaux.

Enfin, il me paraissait normal qu'on se range à cette position étant donné que ce droit est l'un des plus anciens qu'on nous ait octroyés, il figure dans toutes les chartes et les déclarations de droits dont notre tradition a hérité, c'est le droit sur lequel on s'est appuyé pour contrer l'arbitraire gouvernemental. Il y en a qui ne le voit pas d'un bon œil parce qu'il contrarie les projets gouvernementaux, ce qui est vrai. Il constitue un obstacle aux projets gouvernementaux et c'est pourquoi nous l'avons, c'est pour cette raison que des générations de cana-

[Text]

upon it, and that is why generations of Canadians are going to continue to insist upon it.

So, Mr. Chairman, we are not dealing with something light, when all of a sudden over the weekend Mr. Chrétien, speaking on behalf of the government, disavows what Mr. Kaplan said two days before on behalf of the government, on the protection of the right to enjoyment and use of property, an ancient right, and these guys just fall for it like so many logs and disavow the Liberal position of generations. That is why there is regret on this side, and it is not just a question of procedure, the Minister, one minister or ministers of the Crown speaking out of both sides of their mouths. What do I do now? What does any member of this Committee do, indeed any member of the public, when they get the word of the Minister of the Crown of this government?

Well, I read in the paper, I hope it is correct, that Mr. Chrétien said: over the weekend I talked with the Prime Minister and we decided to change the position. I can tell you every time, Mr. Chairman, from here on in that I get any undertaking from the Liberal caucus or a Liberal minister, I will wait, I will wait to see whether Mr. Chrétien or somebody else is meeting with Mr. Trudeau and then I will know whether or not that commitment will be kept.

So you have to revert to perhaps a more ancient wisdom, Mr. Chairman: fool me once, shame on you; fool me twice, shame on me. And you are not going to fool me the second time.

Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, hon. David Crombie.

I remind the hon. members that we are still on a point of order as was raised by hon. Jake Epp and seeing no more speakers on that very point I would like to invite the hon. Senator Duff Roblin, unless—I am sorry, hon. Senator Roblin; hon. James McGrath.

Mr. McGrath: I apologise for interrupting but it is a new point of order and it has to do with our procedure.

I would make a request that the steering committee meet as quickly as possible in order to deal with the question of the allocation of time on clause-by-clause, otherwise our two friends down here now involved in a reactivated coalition can get a disproportionate amount of time, can in fact hold up our amendments when it is convenient for them and deal with their amendments because the government, of course, is more receptive.

I think the steering committee has to deal with this. My own view is that a member should be allowed to intervene only once on an amendment because we are dealing here with strict allocation of time, we are operating under closure, and my view is we should not have another form of closure, and that is the kind that was imposed on the Committee last Friday by the New Democratic Party.

[Translation]

diens ont insisté pour qu'on en jouisse et c'est pourquoi ils continueront à insister pour l'obtenir.

Par conséquent, monsieur le président, il n'y a pas qu'un léger manquement ici lorsque tout à coup, après une fin de semaine, M. Chrétien désavoue, au nom du gouvernement, les propos tenus par M. Kaplan deux jours plus tôt au sujet de la protection de la jouissance et de l'usage du droit à la propriété. Il s'agit d'un droit ancien et les membres d'en face emboîtent le pas sans broncher, ils désavouent la position prise par les libéraux pendant des générations. C'est pour cette raison que nous regrettons ces gestes de notre côté, il ne s'agit pas que d'une question de procédure, mais bien du fait qu'un ministre ou des ministres de la Couronne ont une langue fourchue. Que pourrai-je faire maintenant, que pourront faire les autres membres du Comité, voir le grand public, lorsqu'un ministre de la Couronne de ce gouvernement donnera sa parole?

J'ai lu dans le journal, j'espère que c'était juste, que M. Chrétien aurait déclaré: au cours de la fin de semaine, j'en ai discuté avec le Premier ministre et nous avons décidé de modifier notre position. Je puis vous assurer, monsieur le président, qu'à chaque fois que le caucus libéral ou un ministre libéral me promettent quelque chose, j'attendrai, j'attendrai pour voir si M. Chrétien ou quelqu'un d'autre rencontre M. Trudeau pour savoir si cet engagement sera ou non tenu.

Il faut peut-être tenir compte, monsieur le président, d'un ancien dicton: trompez-moi une fois, honte à vous; trompez-moi deux fois, honte à moi. Vous n'allez pas me tromper une deuxième fois.

Merci.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, honorable David Crombie.

J'aimerais rappeler aux honorables membres du Comité que nous en sommes toujours à discuter le rappel au Règlement invoqué par M. Epp et puisque personne d'autre n'a manifesté son intérêt à discuter de cette question, j'aimerais inviter l'honorable sénateur Duff Roblin à moins... Excusez-moi, sénateur Roblin; l'honorable James McGrath.

M. McGrath: Je m'excuse de vous interrompre, mais j'aimerais invoquer moi aussi le Règlement en ce qui touche la procédure.

J'aimerais demander que le comité directeur se réunisse le plus rapidement possible afin de régler la question de la répartition du temps pendant l'étude article par article, sinon nos deux amis là-bas qui semblent avoir ressuscité des cendres leur coalition pourront se réserver une période exagérée de temps, pourront retenir nos amendements lorsque cela leur conviendra pour étudier les leurs, puisque le gouvernement, évidemment, leur est plus sympathique.

Je crois que le comité directeur devrait se pencher sur cette question. Personnellement, j'estime qu'un membre du Comité ne devrait pouvoir intervenir qu'une seule fois pendant l'étude de l'amendement puisque nous devons nous en tenir ici à des périodes strictes de temps, nous sommes menacés de guillotine et on ne devrait pas, à mon avis, nous imposer une autre forme de guillotine semblable à ce qui nous a été imposé vendredi dernier ici au Comité par le Nouveau Parti démocratique.

[Texte]

• 1000

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, the hon. James McGrath.

On behalf of the hon. Senator Hays, I see that the hon. Senator Austin is indicating to the Chair that he is willing to have such a meeting later on today.

I see no sign on the part of Mr. Nystrom; I understand if members of the different parties agreed to meet later on today that there will be such a meeting.

I would certainly accept your request, the hon. James McGrath.

That being so, I would like now to invite the hon. Senator Roblin on the substance of the amendment as moved by the hon. Perrin Beatty.

Senator Roblin: Thank you, Mr. Chairman.

When I listened to the undertaking given by the government on Thursday that they would support our position on property rights, it seemed to me then that that was one of the rare occasions when common sense had intruded into our deliberations.

It is a little disillusioning to find that, in reality, expedience has won the field.

So I suppose you might say it is an example of hope triumphing over experience, if I should think that my efforts to promote the merits of enshrining property in our constitution will meet with the approval of the majority on this Committee today.

In spite of the fact that the government has warned us that it is a lost cause, I feel that it is our responsibility to advance some argument as to why it should be a winning cause.

I would like to refer to two matters: I would like to discuss the rights of property; I want to discuss the rights of the provinces; because in this discussion they are very closely intertwined indeed.

I think the Canadian people understand what one means by "the rights of property". I do not think that anyone can argue for one minute that, philosophically speaking, the people of this country are opposed to the idea that property has rights and that rights of this nature could well be enshrined in a constitution of this sort.

They understand very well, if not the historical details, at least in their concept of the growth of our democratic system, that the rights of property have been associated from the beginning with the development of the growth of free institutions in this and other lands. That is a point which should not be overlooked.

But they are also well aware that the rights of property are not absolute. We know that none of the rights, as I understand it, that we have enshrined in this bill before us are absolute.

They are all conditional for very important reasons.

[Traduction]

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur McGrath.

Au nom de l'honorable sénateur Hays, j'aimerais dire que je vois l'honorable sénateur Austin nous faire signe qu'il est disposé à ce qu'une réunion ait lieu plus tard aujourd'hui.

M. Nystrom ne réagit pas; si les membres des divers partis s'entendent pour se réunir plus tard aujourd'hui, une telle réunion aura lieu.

J'accepte certainement votre demande, monsieur McGrath.

Cela dit, j'aimerais maintenant inviter l'honorable sénateur Roblin à donner son avis sur le fond de l'amendement proposé par l'honorable Perrin Beatty.

Le sénateur Roblin: Merci, monsieur le président.

Lorsque j'ai entendu le gouvernement s'engager, jeudi, à appuyer notre position sur le droit à la propriété, il m'avait semblé que pour une fois, ce qui est bien rare, nos délibérations étaient placées sous le signe du bon sens.

C'est un peu décevant de constater qu'en réalité, ce sont les expédients qui l'emportent.

Je suppose qu'on pourrait peut-être dire que c'est là un bel exemple de l'espoir qui l'emporte sur l'expérience, si je pense encore que mes efforts pour faire valoir les mérites qu'il y aurait à entériner le droit à la propriété dans notre Constitution rencontreront l'approbation de la majorité des membres du Comité aujourd'hui.

Bien que le gouvernement nous ait prévenus que c'est là une cause perdue, j'estime qu'il est de notre devoir de présenter quelques arguments pour démontrer le bien-fondé de notre cause.

J'aimerais donc discuter la question sur deux plans. J'aimerais parler du droit à la propriété; j'aimerais parler du droit des provinces, puisque ces dernières sont très intéressées par le débat.

Je crois que les Canadiens comprennent ce qu'on entend par «les droits à la propriété». Je ne crois d'ailleurs pas que l'on puisse prétendre un seul instant que sur le plan philosophique, les habitants de ce pays s'opposent à l'idée que la propriété engendre des droits et que ceux-ci, par leur nature, pourraient fort bien figurer dans une constitution de ce genre.

Ils comprennent fort bien sinon les détails historiques, du moins dans leur conception de la croissance de notre régime démocratique, que les droits à la propriété sont liés depuis le début à l'établissement des institutions libres ici et dans d'autres pays. Il ne faudrait pas l'oublier.

Ils savent parfaitement aussi que les droits à la propriété ne sont pas absolus. Nous savons d'ailleurs qu'aucun des droits qui sera enchâssé dans le projet de loi dont nous sommes saisis n'est absolu, du moins c'est ainsi que je vois les choses.

Ces droits sont tous conditionnels et ce, pour de très bonnes raisons.

[Text]

They know that there are times when the rights of property insofar as individuals are concerned will take a place behind the rights of the community. That is not a point that is in issue in this discussion, I would submit to you, Mr. Chairman.

The rights of property, as David Crombie has said, has been historic. I am looking at a set of books called *The Constitutions of Nations*, and whether you go to Magna Carta 1215 or the Bill of Rights in 1627, or in the American Constitution of 1783, I guess it was, you will find that all those constitutions and constitutional measures contained within them recognition of the rights of property.

If you were to examine the constitutions of the nations of the world; if you look at constitutions of nations such as Sweden, Norway, Denmark, Finland, the German Federal Republic or 20 other states in reasonably good democratic standing, that I could mention in this discussion, you will find that the rights of property are included as a fundamental rights of their citizens.

If you care to take a look at the Universal Declaration of Human Rights, Article 17, you will find that the same circumstances are present.

Insofar as our position in Canada is concerned, we have bills of rights of our own, and we know that the right to property is enshrined in the Diefenbaker Bill of Rights, and that a number of the provinces with acts to protect certain rights include this right; the Saskatchewan Bill of Rights Act includes property—and I could read it; paragraph 9, states that every person and every class of person shall enjoy the right to acquire by purchase, to own in fee simple or otherwise, to lease, rent and to occupy any land, messuages, tenements, or here ditaments, corporeal or incorporeal of every nature and description and of every estate and interest therein, whether legal or equitable without discrimination because of race, creed, colour, religion, sex, nationality, ancestry or place of origin of such person or class of persons.

Well, you cannot do very much better than that when you want to enshrine the rights of property in a constitutional document—and I would submit that this document is.

It is even more interesting when you know that, according to the Statute of Interpretations in Saskatchewan the word "person" includes corporations.

So the idea of including property rights in bills of this kind is nothing new, either in the history of the world or our own experience. I think there is a similar clause or one like it in the Quebec Bill of Rights as well.

So I submit to you that, on the basis of our understanding of the world live in, of the development of the democratic institutions which we enjoy, of the actual experience in our own nation, in the measures put before us by the federal government on previous occasions, such as Bill C-60 and measures of that kind, the question of property rights occupied a place in our constitutional structure.

[Translation]

Les Canadiens savent qu'à certains moments, les droits à la propriété des individus doivent venir après les droits de la collectivité. Je dirais, monsieur le président, que ce point n'est pas contesté au cours du présent débat.

Les droits à la propriété, comme l'a déclaré David Crombie, existent depuis toujours. Je regarde une série de livres intitulée *The Constitutions of Nations* et qu'il s'agisse de la *Magna Carta* de 1215, de la Déclaration des droits de 1627 ou de la Constitution américaine de 1783, je crois, vous constaterez que toutes ces constitutions ou mesures constitutionnelles incluent la reconnaissance du droit à la propriété.

Si vous regardiez les constitutions des nations du monde entier, si vous regardiez les constitutions de pays tels que la Suède, la Norvège, le Danemark, la Finlande, la République fédérale d'Allemagne ou celles de 20 autres États dont l'esprit démocratique est reconnu, et je pourrais vous les énumérer, vous constateriez que les droits à la propriété y figurent comme droit fondamental de leurs citoyens.

Vous pouvez regarder la Déclaration universelle des droits de l'homme à l'article 17 et vous verrez qu'il en est de même.

Quant à notre position au Canada, nous avons nos propres déclarations de droits; nous savons par exemple que la Déclaration des droits de Diefenbaker garantit le droit à la propriété et que dans les lois de nombreuses provinces visant à protéger certains droits, on inclut ce droit. Le Saskatchewan Bill of Rights Act inclut la propriété—je vais vous en lire un extrait, l'alinéa 9 stipule: Toute personne et toute catégorie de personnes jouissent du droit d'acquérir par achat, de posséder directement ou autrement, de louer, de louer à d'autres et de s'installer sur tout terrain, propriété, appartement ou propriété héréditaire, tangible ou intangible, de toute nature et description et de tous les bâtiments et intérêts qui s'y trouvent qu'ils soient légaux ou équitables, sans discrimination portant sur la race, la croyance, la couleur, la religion, le sexe, la nationalité, les antécédents ou le lieu d'origine de telle personne ou telle catégorie de personnes.

Il serait difficile de faire mieux lorsqu'on veut enchâsser les droits à la propriété dans un document constitutionnel—et je prétends que c'est justement la nature du présent document.

Cette loi est encore plus intéressante lorsqu'on sait que, conformément à la Loi sur l'interprétation de la Saskatchewan, le mot «personne» inclut les sociétés.

L'idée donc d'inclure les droits à la propriété dans les lois de ce genre n'a rien de neuf, que ce soit ailleurs au monde ou chez nous. Il existe également un article semblable ou pareil dans la Charte des droits du Québec.

Compte tenu de notre connaissance du monde dans lequel nous vivons, de l'établissement des institutions démocratiques dont nous jouissons, de notre expérience en la matière chez nous, des mesures que le gouvernement fédéral nous a soumises précédemment, telles que le Bill C-60 et des projets semblables, je prétends donc que la question des droits à la propriété occupe une place dans notre structure constitutionnelle.

[Texte]

I think our people will insist that that shall continue to be the case, and that while we recognize that these rights are not absolute, nevertheless, they are well worth stating, even though we know that in certain instances the rights of the community will take precedence over the rights of individuals.

So I think the case for property rights in our constitution is unanswerable.

The point that has been raised, however, has nothing whatever to do with that, because they say: "Well, we believe in property, all right; but we do not think this is a way to do it. Why do we object to it? We object to it because, for example, the Province of Prince Edward Island has told us that they do not wish to have this body legislating property rights for their province".

Mr. Chairman, they could not be more correct! When Premier Angus MacLean sent his telegram asking us not to legislate on property rights for his province, he could not be more correct. I agree with him fundamentally and wholeheartedly; because this particular example has exposed, in my opinion, the constitutional illegitimacy of what the government is trying to do.

They come to us and say on this one issue of property rights in Prince Edward Island; "We want to respect the province's point of view". But on all—those other massive measures which are included in this bill affecting the province of Prince Edward Island and other provinces, "Why that of course, we will put into discard, and we shall pay not attention to their protests on that particular view".

The Minister of Justice would have done better, it would seem to me, when referring to the situation of the Province of Prince Edward Island if he had referred us to the brief that the Premier of Prince Edward Island gave us when he was here and then he would have placed the matter in its proper perspective; because Angus MacLean made it quite clear that constitutions in Canada should be written by the representatives of all 11 legislatures and that he felt so badly about the way this government was proceeding, not just in land matters, but in everything, that he is taking the Government of Canada to the court.

I am bold to prophesy, and I may live to regret this; prophecy is a dangerous avocation, but I think the courts of this country will have something to say about this issue, which may, perhaps, be more palatable to the Premier of Nova Scotia than they will be to the Prime Minister of Canada.

But Angus MacLean made it perfectly plain that the basic principle of the federal state was at challenge here because of the unilateral action that is implied in this bill.

• 1020

We Progressive Conservatives reject it, and if we say that there should be property rights, as we do, enshrined in our constitution, it is not that we are going to impose that clause unilaterally on the Province of Prince Edward Island or any other province of this country. If we have our way and if this Committee listens to the good judgment of the Canadian

[Traduction]

Je crois que notre peuple insistera pour que cela continue et bien que nous admettions que ces droits ne sont pas absolus, il n'en demeure pas moins qu'il vaut la peine de les affirmer, tout en sachant que dans certains cas, les droits de la collectivité l'emporteront sur les droits de l'individu.

Je crois donc que les arguments qui plaident en faveur de l'inclusion dans notre constitution des droits à la propriété sont irréfutables.

L'argument invoqué cependant n'a rien à voir avec cet aspect puisque l'on prétend: «Nous croyons certes en la propriété; toutefois, nous sommes d'avis que ce n'est pas la façon de s'y prendre. Pourquoi nous y opposons-nous? Nous nous y opposons parce que, par exemple, la province de l'Île-du-Prince-Édouard nous a dit ne pas souhaiter que cet organisme légifère en matière de droit à la propriété pour sa province».

Monsieur le président, on ne saurait être plus juste! Lorsque le premier ministre Angus MacLean nous a envoyé son télégramme nous demandant de ne pas légiférer en matière de droits à la propriété visant sa province, il avait parfaitement raison. Je l'appuie sans réserve et de tout cœur. Cet exemple particulier révèle, à mon avis, l'illégitimité constitutionnelle de ce que tente de faire le gouvernement.

Le gouvernement nous dit sur cette question des droits à la propriété dans l'Île-du-Prince-Édouard: «Nous voulons respecter le point de vue de la province». Par contre, dans le cas des mesures très nombreuses qu'on trouve dans le présent projet de loi et qui touchent l'Île-du-Prince-Édouard et les autres provinces, on nous dit: «Évidemment, ces protestations, nous les mettons au rancart, nous n'y ferons pas attention».

Il aurait mieux valu, à mon avis, que le ministre de la Justice, en parlant de la position de l'Île-du-Prince-Édouard, nous renvoie au mémoire que le premier ministre de cette province nous a donné lorsqu'il a comparu, ce qui replacerait les choses dans leur contexte. En effet, Angus MacLean nous a clairement fait comprendre que ce sont les représentants des 11 assemblées législatives qui devraient rédiger les constitutions au Canada et qu'il en voulait tellement au gouvernement pour sa façon de procéder, non seulement pour ce qui touche la question des terrains, mais pour tout, qu'il intentait des poursuites au gouvernement du Canada.

Il est audacieux de faire le prophète et je regretterai peut-être, les prophéties sont un métier dangeureux, mais je crois que les tribunaux du pays se prononceront sur cette question d'une façon plus conforme aux désirs du premier ministre de la Nouvelle-Écosse qu'à ceux du premier ministre du Canada.

Angus MacLean nous a fait clairement comprendre que le geste unilatéral que représente le présent projet de loi constituait une atteinte au principe fondamental de l'État fédératif.

Nous, Progressifs-Conservateurs, rejetons ce geste et si nous prétendons comme nous le faisons que les droits à la propriété doivent être enchâssés dans notre constitution, ce n'est pas pour imposer cette disposition unilatéralement à l'Île-du-Prince-Édouard ou à toute autre province du pays. Si nous obtenons gain de cause, si le présent Comité prête oreille au

[Text]

people as expressed so many times in recent days, they will separate this question of rights from the issue of patriation, and while they will proceed with patriation, the issue of rights will go back to the provinces where it belongs, because who around this table can challenge the constitution of Canada when it says that property and civil rights belong to the provinces. Of course they do; that has been the accepted position for 113 years.

I say that while it is perfectly in order for us to produce a Bill of Rights that suits us, that is appropriate in the federal sphere in which we are common to the legislature, it by no means follows that that same thing is to be imposed on the provinces without their consent, and it seems to me that we have a duty to make this Bill of Rights the best one we can from our point of view, but we do not proceed beyond that point to say, "The 10 provinces of Canada will like it or lump it". We are going to say to them, "You will have your place in coming to an amicable arrangement on this point".

Premier Angus MacLean was the man that told us that this could be done, because in his brief that was before us at the time, he made it perfectly clear, if I can use his words, negotiate further because we had reached a plateau from which a sound agreement was attainable.

It seems to me and I say to this Committee, Mr. Chairman, that it is ironic that the government should say, "Vote the Conservative's amendment on property down because the Province of Prince Edward Island does not like it", when all the other things that the Province of Prince Edward Island and nine other provinces—I had better be careful—a majority of the provinces do not like—are going to be foisted on them willy nilly if we follow the policies of this administration, supported, I might say, by the NDP and their going to insist that the Parliament of Canada adopt them.

I have no philosophical problem whatsoever in recommending the entrenchment of property rights to this Committee, and no philosophical problem whatsoever in going further to say this is a matter which you will have to continue to negotiate with the provinces until you get a solution that is satisfactory to all parties.

It seems to me that the issue is very clear. The government has changed its mind on the subject. I do not like it and I think it is a most lamentable breach of parliamentary ethics. I share the opinion of my colleagues around this table; it is going to be hard to know who to believe from now on, but they have done it.

The Minister said this morning he is still open to a reasonable argument. I hope I have given him some reason to reconsider the position which has been taken, that we can and should put property in our constitution as one of the rights of the citizens of Canada and at the same time recognize that we have no authority to impose our views on this matter on the provinces of Canada and that this is something that must be decided by continued negotiations.

Once you allow impatience to take the place of patience, then you are on the road to difficulty and problems when you are dealing with the constitution of this country. I had the

[Translation]

bon jugement des Canadiens tel qu'exprimé si souvent ces derniers temps, on séparera la question des droits à la propriété de celle du rapatriement. Pendant qu'on continuera à travailler au rapatriement, on renverra aux provinces, où il se doit, la question des droits car qui, autour de cette table, peut contester la Constitution du Canada lorsqu'il y est dit que les droits à la propriété et les droits civils relèvent des provinces. Évidemment, cela fait 113 ans que cette position est acquise.

Bien qu'il soit parfaitement normal que nous présentions une charte des droits qui nous convienne, qui convienne dans la sphère fédérale où nous sommes habilités à légiférer, cela ne signifie pas qu'on doivent imposer la même chose aux provinces, sans leur consentement, et il me semble que c'est notre devoir de nous assurer que la présente Charte sera ce qu'il y a de mieux de notre point de vue, sans toutefois aller plus loin et dire: «Les 10 provinces du Canada s'en accommoderont ou tant pis.» Nous allons leur dire: «Vous aurez l'occasion d'en venir à un arrangement à l'amiable sur cette question».

Le premier ministre MacLean est celui qui nous a dit que cela était possible puisque dans le mémoire qu'il nous a communiqué lors de sa visite, il disait très clairement, si vous me permettez de reprendre ses paroles, qu'il fallait négocier encore parce que nous en étions à un plateau d'où il était possible d'en arriver à une entente solide.

Il me semble et je dis au Comité, monsieur le président, qu'il est bien ironique que le gouvernement nous dise: «Rejetez lors du vote l'amendement des conservateurs sur la propriété car l'Île-du-Prince-Édouard ne l'aime pas», alors que tout ce que l'Île-du-Prince-Édouard et les autres provinces—il me faut être prudent ici—n'aiment pas leur sera imposé bon gré mal gré, si nous suivons les politiques sur la présente administration, appuyée, j'ajouterai, par les Néo-démocrates, pour ensuite insister pour que le Parlement du Canada les adopte.

Sur le plan philosophique, je n'éprouve aucun problème à recommander l'enchéassement des droits à la propriété au présent Comité, pas plus que je n'ai de difficulté à ajouter que c'est là une question qu'il faudra continuer à négocier avec les provinces jusqu'à ce qu'on en arrive à une solution satisfaisante pour toutes les parties.

Il me semble que la question est très claire. Le gouvernement a changé d'avis sur cette question. Je n'en suis pas heureux et j'estime que c'est là une atteinte des plus lamentables à l'éthique parlementaire. Je partage l'opinion de mes collègues autour de cette table; il sera difficile à l'avenir de savoir qui croire. Mais il l'ont fait.

Le ministre a déclaré ce matin qu'il était toujours réceptif à un argument raisonnable. J'espère lui avoir donné quelques raisons de repenser sa position, à savoir que nous pouvons et devons inclure la propriété dans notre Constitution comme l'un des droits des citoyens du Canada, tout en admettant que nous n'avons pas la moindre autorité qui nous permette d'imposer nos opinions en la matière aux provinces et qu'il faudra trancher la question après négociation.

Lorsque l'on permet à l'impatience de remplacer la patience, alors vous empruntez la route de la difficulté et des problèmes face à la Constitution de ce pays. J'ai eu le privilège de siéger

[Texte]

privilege of sitting around those council tables for some time, and I know that patience works and I know that a calm and careful elucidation of the problem over time solves the situations that perplex us and beset us at first hearing.

I can recall only too well some of the things that Mr. Bryce Mackasey ought to recall well in connection with great social developments in this country, which in the beginning were a very difficult solution but which over the years, and it was several years, allowed themselves to be compromised to the extent that we got a solution that everyone could live with.

We can do the same thing with our constitution. My plea to this Committee is to be careful; my plea to this Committee is to be patient; my plea to this Committee is to use common sense. Do not depart from the principles of federalism. Do what we must do as members of the federal legislature, but let us leave to the provincial legislatures the responsibilities that belong to them.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Senator Roblin.

I do not see any other speakers on my list. I would like then to invite the honourable Perrin Beatty to conclude on the proposed motion.

Mr. Beatty: Mr. Chairman, I want to return briefly to the issue that is before the Committee because I think that in the discussions which have taken place because of the betrayal by the government of the commitment made to members of the Committee, that perhaps the focus has been shifted away from the central issues relating to what the amendment stands for.

I want to say at the outset, Mr. Chairman, that I as mover of this amendment, as someone who believes very strongly that the right to the enjoyment of property should be included in the constitution and that it should not be taken away without fair practices being followed first, that I feel betrayed by the government's action. They have betrayed their members; they have betrayed the Canadian people because they gave a firm undertaking. It was one, Mr. Chairman, which was shown on nationwide TV, as the proceedings of this Committee are carried from coast to coast. It is one which was widely reported in the press and yet now we find that the Minister of Justice, because of the position taken by the NDP, is prepared to reverse that position.

Mr. Chairman, there has been a fair amount of discussion as to whether or not indeed a mistake was made by Mr. Kaplan, whether or not he was not aware of the discussions which had taken place last summer, and whether it was necessary for Mr. Chrétien to come before the Committee last night to remind the Liberal members of those discussions. Mr. Chairman, the very same officials who flank Mr. Chrétien, the Minister of Justice, today, flanked the Acting Minister of Justice last week and gave him advice as to what course should be followed, and I think that the Minister's statement that his colleague, the Solicitor General, acting on behalf of the Minister of Justice, that he was not aware of these commitments that were being made is an indictment by the Minister of Justice as well of the officials who surround him. I think it is most unfortunate that

[Traduction]

aux tables de conseils pendant un certain temps et je sais que la patience donne des résultats, je sais qu'un examen calme et soigneux du problème sur une longue période nous permet de résoudre des situations qui, au départ, nous laissaient perplexes.

Je me souviens très bien de certaines choses dont M. Bryce Mackasey doit aussi se rappeler relativement à de grands événements sociaux dans ce pays qui, au départ, s'avéraient extrêmement difficiles à régler, mais qui, avec les années, plusieurs années, ont pu se régler grâce à des compromis qui convenaient à tout le monde.

Nous pouvons faire la même chose avec notre constitution. Je supplie le présent Comité d'être prudent; je supplie le Comité d'être patient; je le supplie de faire preuve de bon sens. N'abandonnez pas les principes du fédéralisme. Agissons comme il se doit comme membres du Parlement fédéral, mais laissons aux assemblées législatives les responsabilités qui leur incombent.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, sénateur Roblin.

Je n'ai aucun autre orateur sur ma liste. J'invite donc l'honorable Perrin Beatty à nous donner le mot de la fin en ce qui concerne la motion proposée.

M. Beatty: Monsieur le président, j'aimerais vous rappeler brièvement la question dont le Comité est saisi, car au cours des débats que nous venons d'entendre à la suite de la volte-face du gouvernement, nous nous sommes peut-être un peu éloignés des questions fondamentales que représente l'amendement.

J'aimerais dire, au départ, monsieur le président, en ma qualité de parrain de cet amendement, parce que je crois très fermement qu'il faut inclure le droit la propriété dans la Constitution sans qu'on puisse retirer ce droit sans suivre les procédures prévues à cette fin d'abord, que je me sens trahi par le geste du gouvernement. Le gouvernement a trahi ses membres; il a trahi le peuple canadien car il s'était engagé fermement. Cet engagement, monsieur le président, nous avons pu le voir à la télévision dans tout le pays puisque nos délibérations sont diffusées d'un océan à l'autre. Il en a été beaucoup question dans la presse, et pourtant, nous constatons que le ministre de la Justice, à cause de la position adoptée par le parti néo-démocrate, se montre maintenant disposé à faire marche arrière.

Monsieur le président, on a beaucoup discuté pour savoir si M. Kaplan avait ou n'avait pas commis une erreur, s'il était ou non au courant des entretiens qui avaient eu lieu pendant l'été et s'il était nécessaire que M. Chrétien vienne devant le Comité hier soir pour rappeler aux libéraux la teneur de ces entretiens. Monsieur le président, les mêmes fonctionnaires qui accompagnent M. Chrétien, ministre de la Justice, aujourd'hui, accompagnaient le ministre de la Justice suppléant la semaine dernière, et ils l'ont conseillé quant à la marche à suivre. Je crois que l'affirmation du ministre selon laquelle son collègue qui le représentait, le solliciteur général, n'était pas au courant des engagements déjà pris, constitue l'aveu de culpabilité du ministre de la Justice ainsi que de ses collaborateurs. Je crois qu'il est des plus regrettables que nous soyons témoins

[Text]

that would have taken place because what he was in essence saying was that either those officials who have participated since the outset of these hearings were totally unaware of commitments that were made by the government and of what Mr. Chrétien indicated was the most serious objection raised by the provinces over the course of the summer discussions, or else they did not inform Mr. Kaplan when he appeared here as Acting Minister of Justice of that fact.

Mr. Chairman, I do not believe that the officials were deficient. I do not believe they were negligent; I do not believe they were asleep at the switch in terms of not being aware of concerns expressed by the provinces before. What I do see happening though, Mr. Chairman, was that an ultimatum was issued to the Liberal members, the Liberal government by the NDP over the course of the weekend where they indicated that they would withdraw their support, a support which has given the only western support of any substance for the government's constitutional package, that support would be withdrawn if the government kept its commitment to property rights. This is why then, Mr. Chairman, the Canadian Press yesterday morning ran a story which quoted the Parliamentary Secretary to the Minister of Justice as indicating that he was deeply concerned about the possibility that the NDP might withdraw their support if the property rights amendment was supported that the government had committed itself to doing. It quoted the Parliamentary Secretary in this way:

There is a possibility the government will vote against the property rights amendment because NDP support for the package is very important to the Liberals, said Irwin, M.P. for the Northern Ontario riding of Sault Ste. Marie.

Mr. Chairman, when Canadians ask themselves why the government broke its word, I think that it need look at the record, and it need look at what members of the government have said, and I think that they will find that there was one reason for that and that is that the NDP had increased the pressure and they had indicated that they would withdraw their support.

Mr. Chairman, on this issue it appears as if the NDP will win this victory, but it will be a Pyrrhic victory, because what they have done is to indebted themselves to the Liberal party. They have said once again that as a condition of their continuing support of the government's constitutional initiatives, which we consider to be improper and which 64 per cent of the Canadian people believe to be improper, that it was necessary that the government take a particular action. The government has taken that action. It has swallowed itself. It has broken a commitment, Mr. Chairman, a solemn commitment that it made in order to maintain that support of the NDP.

I warn the members of the NDP as they revel in their success in this particular amendment that the price by them has yet to be paid as this resolution goes back into the House of Commons, because it will be expected that because the government has met the conditions set by the NDP on yet another occasion, it will be expected that the NDP will have to keep their side of the deal, namely, that their continuing

[Translation]

des événements actuels car, au fond, le ministre voulait dire soit que ses collaborateurs qui ont participé depuis le début aux séances ignoraient complètement les engagements du gouvernement ainsi que les objections très sérieuses soulevées par les provinces au cours des entretiens de l'été ou alors qu'ils n'en ont pas informé M. Kaplan lorsqu'il a comparu ici comme ministre de la Justice suppléant.

Monsieur le ministre, je n'arrive pas à croire que les conseillers du ministre aient manqué à leur devoir. Je n'arrive pas à croire qu'ils aient fait preuve de négligence; je n'arrive pas à croire qu'ils étaient complètement dans les nuages en ce qui concerne les préoccupations exprimées auparavant par les provinces. Par contre, monsieur le président, j'ai l'impression que le parti néo-démocrate a posé un ultimatum aux députés libéraux, au gouvernement libéral, au cours de la fin de semaine, les menaçant de retirer son appui au gouvernement, le seul dans l'Ouest dont puisse se réclamer le gouvernement, donc que cet appui serait retiré si le gouvernement respectait son engagement d'inclure les droits à la propriété. C'est pourquoi, monsieur le président, la Presse canadienne publiait hier matin un article dans lequel on citait le secrétaire parlementaire du ministre de la Justice qui aurait dit qu'il était très inquiet que le parti néo-démocrate retire son appui si le gouvernement appuyait l'amendement sur les droits à la propriété tel qu'il s'était engagé à le faire. Ainsi le secrétaire parlementaire aurait dit:

Il est possible que la majorité s'oppose à l'amendement touchant les droits à la propriété car les libéraux tiennent beaucoup à l'appui des NPD, a déclaré le secrétaire parlementaire M. Irwin, député de Sault Ste-Marie dans le nord de l'Ontario.

Monsieur le président, je crois que lorsque les Canadiens se demandent pourquoi le gouvernement est revenu sur sa parole, il faut relire ce qu'ont déclaré les députés de la majorité pour s'apercevoir que la seule raison est que le NPD a multiplié ses pressions et indiqué qu'il retirerait son appui.

Il semblerait donc que les NPD remportent la victoire, une victoire à la Pyrrhus toutefois, car en fait ils contractent ainsi une dette envers le parti libéral. Une fois de plus, ils ont déclaré que si le gouvernement voulait pouvoir compter sur leur appui pour ses initiatives constitutionnelles que nous jugeons inappropriées et que 64 p. 100 des Canadiens jugent inappropriées, il lui faudrait faire quelque chose de particulier. Or cette chose particulière fut de rompre un engagement, un engagement solennel, afin de conserver l'appui des NPD.

Je préviens les membres du NPD qui se félicitent de leur succès à propos de cet amendement qu'il leur en faudra payer le prix lorsque la résolution sera renvoyée à la Chambre des communes, car maintenant que le gouvernement a une fois de plus satisfait aux conditions fixées par le NPD, on s'attendra à ce que ce parti s'exécute à son tour et continue d'appuyer le projet gouvernemental.

[Texte]

support of the government's package will have to be maintained.

Mr. Chairman, what will this mean as the members of the NDP go back to their constituencies? I want to bring the focus again back to the amendment itself and remind members of the Committee and remind the Canadian people that what the Progressive Conservative members of Parliament are asking for is that within the concept of the Charter of Rights, that the constitution should recognize that Canadians should have the right to enjoy property and that that right should not be taken away from them, except in accordance with the principles of natural justice.

This is what is opposed by the members of the NDP and this is what the members of the government have now said they are prepared to oppose as well.

The NDP has raised concerns about the question of what constitutes natural justice. Is this something which could infringe upon the abilities of legislatures to legislate? I want, Mr. Chairman, to simply read into the record a very simple definition that was given by Robert F. Reid and Hillel David in the book *Administrative Law and Practice*, second edition and under Chapter 6 entitled Natural Justice it says this:

Natural justice is a simple concept that may be defined completely in simple terms: natural justice is fair play, nothing more.

What we are asking for, Mr. Chairman, is that we are saying that when legislatures or when Parliament seek to deprive people of their property, that they should abide by the principles of fair play. That is what the members of NDP, that is what the members of the Liberal party will be voting against.

Let me also quote to the Committee, Mr. Chairman, another brief quotation, which is quoted in a book by S. A. deSmith, a professor at the University of London, *Judicial Review of Administrative Practice*, and under Chapter 4, the heading Natural Justice: The Right to a Hearing, he quotes a decision of the courts as saying this:

No proposition can be more clearly established than that a man cannot incur the loss of liberty or property for an offence by a judicial proceeding until he has had a fair opportunity of answering the case against him, unless indeed the Legislature has expressly or impliedly given an authority to act without that necessary preliminary.

That is what they are talking about; that is what we are talking about when we refer to natural justice. We are saying that people have a right to a fair hearing before their property is taken away from them.

Mr. Chairman, the members of the NDP have asked, is there a real concern? They have said that a family business, a family store is not in jeopardy of government simply taking it away. They have said that the family home is not in jeopardy or simply being taken away and that it need not have this protection in the Charter of Rights because there is not a great threat there.

[Traduction]

Qu'auront à dire les députés néo-démocrates à leurs commettants? Je reviendrai sur l'amendement lui-même et rappellerai aux membres du Comité et à la population canadienne que ce que les parlementaires progressistes conservateurs demandent ici, c'est que, dans le cadre de la Charte des droits, la Constitution reconnaisse que les Canadiens doivent pouvoir jouir de droits à la propriété qui ne peuvent leur être retirés que conformément aux principes de justice naturelle.

C'est ce à quoi s'opposent les membres du NPD et c'est également ce à quoi les membres de la majorité viennent maintenant de déclarer qu'ils s'opposeraient aussi.

Le NPD se déclare inquiet de savoir ce qui constitue la justice naturelle. Est-ce quelque chose qui pourrait empêcher les assemblées législatives de légiférer? Permettez-moi simplement de lire, monsieur le président, une définition très simple donnée par Robert F. Reid et Hillel David dans un livre intitulé *Administrative Law and Practice*, deuxième édition, chapitre 6, Justice naturelle:

La justice naturelle est un concept simple qui peut être entièrement défini en termes simples: la justice naturelle n'est rien de plus que le respect des règles.

Ce que nous demandons, monsieur le président, c'est que lorsque les assemblées législatives ou le Parlement cherchent à priver les gens de leurs biens, ils se conforment aux principes du respect des règles du jeu. C'est ce à quoi s'opposent les membres du NPD et les membres du parti libéral.

Je citerai également brièvement au Comité un extrait d'ouvrage intitulé *Judicial Review of Administrative Practice* de M. S. A. deSmith, professeur à l'Université de London. Au chapitre 4, sous le titre Justice naturelle: le droit à une audience, il cite une décision des tribunaux:

Aucune proposition ne peut être plus clairement établie que le fait qu'un homme ne peut encourir la perte de liberté ou de propriété pour une infraction tant qu'il n'a pas eu la possibilité de se défendre devant les instances judiciaires, à moins bien sûr que l'assemblée législative ait expressément ou implicitement donné l'autorisation d'agir sans ce préalable nécessaire.

Voilà ce dont il s'agit; voilà ce dont nous parlons quand nous évoquons la justice naturelle. Nous déclarons qu'il faut donner aux gens le droit de se faire entendre avant de leur retirer leurs biens.

Monsieur le président, les membres du NPD ont demandé s'il y avait vraiment de quoi s'inquiéter. Ils déclarent que les exploitations agricoles familiales ne sont pas menacées par la confiscation de propriétés privées par des gouvernements. Ils ont déclaré qu'une entreprise familiale, un magasin familial, ne risquait pas d'être confisqué par un gouvernement. Que le domicile familial ne risquait pas non plus d'être confisqué et que cette protection n'est pas nécessaire dans la Charte des droits parce qu'il n'y a véritablement pas un grand danger.

[Text]

Mr. Chairman, what member around the table of this Committee has not had constituents come to him with cases in his constituency where the right to hold property has been taken away unjustly? How many of us who live near the Toronto area do not have constituents who have raised concern about the expropriation of their property as a result of the Pickering decision? How many of us from the the Montreal area have not heard of complaints from constituents about the expropriation that took place in the case of Mirabel? How many other Members of Parliament have not heard about other complaints from their constituents who have found that their homes, or their farms, or their businesses have been taken away from them, often without a just hearing, without just procedures being followed, and are they now to go back to these constituents and to say that they believe there is no need to protect those rights in the constitution, that those rights are adequately protected today?

Mr. Chairman, if the Committee votes, as it appears that it will, to deny Canadians the right to enjoy property and the right not to have their property taken away from them without a proper hearing, then they will be doing a serious disservice to all Canadians. They will be eliminating one substantive provision of the Diefenbaker Bill of Rights, namely, the right to enjoy property and not to have it removed from them except by due process of law. That will be dropped.

The other substantive provisions of the Diefenbaker Bill of Rights will be included, but a conscious decision is being made here, Mr. Chairman, to exclude property rights, to no longer mention property rights in the Charter of Rights.

Mr. Chairman, the members of the NDP and members on the government side have mentioned from time to time the Universal Declaration of Human Rights to which Canada is a signatory, and to which we have an obligation. I want to put it on the record that Article 17, the right to enjoy property, is included as one of the fundamental rights that people must have. It reads as follows:

1. Everyone has the right to own property alone as well as in association with others.
2. No one shall be arbitrarily deprived of his property.

Mr. Chairman, that is the Universal Declaration of Human Rights. The government is a signatory to that. This principle to which the government of Canada is committed is precisely the principle the Progressive Conservative members of Parliament are asking to be included in our Charter of Rights, and yet the combination of Liberal members and NDP members will be voting to deny that protection for Canadians, which the Canadian government is obligated to give under the International Charter of Human Rights.

Mr. Chairman, this is an essential issue. It is one that millions of Canadians are watching. Any Canadian who has ever wanted to own a home of his own, any Canadian family who believes that the family homes is essential, will recognize the fact that their rights are in jeopardy here.

As my colleague Mr. Crombie says, those Canadians who participate in pension funds will be concerned because their rights are being sacrificed here. Canadians who put aside for

[Translation]

Or, qui autour de cette table n'a pas reçu de plaintes dans sa circonscription à propos d'expropriations injustes? Combien d'entre nous qui vivons près de Toronto n'ont pas vu certains de leurs électeurs s'inquiéter d'expropriations après la décision de Pickering? Combien d'entre nous de la région de Montréal n'ont pas reçu de plaintes quant à l'expropriation qui a précédé la construction de Mirabel? Combien d'autres députés n'ont pas reçu de plaintes d'électeurs dont les domiciles, les exploitations agricoles, les entreprises avaient été expropriés, souvent sans aucune possibilité de recours, ni sans avoir été entendus par les instances compétentes? Allons-nous maintenant aller dire à nos électeurs qu'à notre avis il n'est pas nécessaire de protéger ces droits dans la constitution, car ils sont suffisamment protégés actuellement?

Monsieur le président, si le Comité décide, comme il semble vouloir le faire, de nier aux Canadiens le droit à la propriété et le droit de n'être pas expropriés sans avoir pu au préalable être entendus par les autorités compétentes, il servira bien mal la population canadienne. Il éliminera en effet une disposition essentiel de la Déclaration des droits de Diefenbaker, à savoir le droit à la propriété et à une procédure juridique avant toute expropriation. Cela tombera.

Les autres dispositions essentielles de la Déclaration des droits de Diefenbaker resteront, mais on décide ici en pleine connaissance de cause d'exclure les droits à la propriété, de ne plus les mentionner dans la Charte des droits.

Les membres du NPD et de la majorité ont à l'occasion mentionné la Déclaration universelle des droits de l'homme à laquelle a adhéré le Canada et à laquelle nous sommes donc liés. Je signale que l'article 17, le droit à la propriété, fait partie des droits fondamentaux de cette Déclaration. Je vous le lis:

Toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété.

2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété.

Monsieur le président, c'est la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le gouvernement l'a signée. Le principe auquel a souscrit le gouvernement canadien est précisément le principe que les parlementaires progressistes-conservateurs demandent d'inclure dans notre Charte des droits, mais les libéraux et les NPD vont refuser cette protection aux Canadiens alors que le gouvernement est obligé de l'accorder aux termes de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

C'est là, monsieur le président, une question essentielle. C'est une question que des millions de Canadiens surveillent. Tout Canadien qui n'a jamais voulu avoir sa propre maison, toute famille canadienne qui croit que le domicile familial est essentiel, va se rendre compte que ses droits sont ici menacés.

Comme le disait M. Crombie, les Canadiens qui contribuent à des fonds de pension vont s'inquiéter car le droit se trouve ici sacrifié. Les Canadiens qui économisent pour leur retraite en

[Texte]

their retirement by buying stock in Canadian corporations, and how many of them are in each of our constituencies, will find that their rights are left unprotected. Owners of family farms will find that the family farm is left unprotected. Owners of family businesses will find that the family business is left unprotected. Owners of copyright, owners of patent rights will find all of these rights are areas where the constitution is to remain mum.

Mr. Chairman, I want to deal just very briefly again with this question of whether this is an area in which the Progressive Conservative members are proposing that we should invade an area of provincial rights, and would this prevent provinces from legislating in areas which come under their jurisdiction.

As Senator Roblin has pointed out very eloquently, the position from the outset of the Progressive Conservative Party has been that in areas which are currently falling under the jurisdiction of provincial governments, the federal government should not be imposing new obligations or new restrictions upon the ability of the legislatures to pass laws and that the provisions of the Charter of Rights would come into effect only after the legislatures themselves had approved the fact that they should come into effect. So we would not be imposing these rights upon provinces. We are saying what is wrong from the outset with the government's activities is that they have been seeking to override the rights of provincial governments and that it is essential that we go back to the provinces and that we try to work out an agreement which all of us can feel is in the best interest of Canadians.

But we do have an obligation here as well, to set national standards and to set goals which we would hope would be met by all jurisdictions in Canada, and then we will go back to the provinces and say, "We hope that you will subscribe to the principles which we put into the constitution here, but they will not apply in your jurisdictions until such time as you have indicated that you do support it".

I listened to Mr. Robinson last Friday as he very strongly spoke against the proposal that we were making on the grounds that it was an attack on provincial rights. Mr. Chairman, it was Mr. Robinson who spoke in favour of imposing the right to freedom of information on provinces and on municipalities on the basis that that was an essential right which Canadians should be entitled to at all levels of government. When it suited the NDP's convenience to argue that the federal government should impose rights, that they should be included in the charter when they fell under areas of provincial competence, then they would act; but when it did not suit their convenience, when they felt that there was a particular right which they did not want included, then they brought out the argument that somehow this infringed upon provincial rights.

Mr. Chairman, I think that even the members of the NDP have a responsibility to be consistent. The Progressive Conservative members have been consistent. We have said that yes, we can set standards in this Charter. Those standards must not apply in areas falling under provincial jurisdiction

[Traduction]

achetant des titres dans des sociétés canadiens, et combien en avez-vous dans chacun de vos circonscriptions, s'apercevront que leurs droits ne sont pas protégés. Les propriétaires d'exploitations agricoles familiales s'apercevront que cette exploitation n'est pas protégée. Les propriétaires d'entreprises familiales s'apercevront que cette entreprise n'est pas protégée. Les propriétaires de droits d'auteur, de brevets, s'apercevront que tous ces droits sont des points sur lesquels la Constitution reste silencieuse.

Monsieur le président, je veux aborder brièvement la question de savoir si c'est là un secteur dans lequel les parlementaires progressistes-conservateurs proposent d'empiéter sur les droits provinciaux et si cela risque d'empêcher les provinces de légiférer dans les domaines relevant de leur compétence.

Comme l'a dit très éloquemment le sénateur Roblin, la position du Parti conservateur a toujours été que dans les domaines qui relèvent actuellement des gouvernements provinciaux, le gouvernement fédéral ne doit pas imposer de nouvelles obligations ou de nouvelles restrictions aux assemblées législatives qui sont habilitées à légiférer, et qu'ainsi les dispositions de la Charte des droits ne s'appliqueraient qu'après que les assemblées législatives elles-mêmes en aient approuvé la nécessité d'application. Nous n'imposerions donc pas ces droits aux provinces. Au contraire, ce que nous n'avons cessé de déplorer dans les activités du gouvernement, c'est qu'il cherche à passer outre aux droits des gouvernements provinciaux alors qu'il est essentiel que nous reprenions les négociations avec les provinces pour essayer de parvenir à un accord qui, de l'avis de tous, serait dans le meilleur intérêt des Canadiens.

Il est évident que nous avons ici une obligation, qu'il nous appartient de fixer des normes nationales, des objectifs nationaux que respecteront, nous l'espérons, toutes les juridictions au Canada. Nous déclarerons alors aux provinces: «Nous espérons que vous souscrirez aux principes que nous introduisons dans la Constitution, mais ceux-ci ne s'appliqueront dans vos domaines de juridiction que lorsque vous l'aurez vous-mêmes décidé».

J'écoutais vendredi dernier M. Robinson qui s'élevait violemment contre notre proposition en prétendant qu'elle représentait une attaque contre les droits provinciaux. Monsieur le président, c'est M. Robinson qui s'était déclaré favorable à l'imposition aux provinces et aux municipalités, du droit à la liberté de l'information, arguant qu'il s'agissait là d'un droit essentiel auquel devraient avoir droit les Canadiens à tous les paliers de gouvernement. Lorsqu'il convient au NPD de prétendre que le gouvernement fédéral doit imposer des droits, doit les inclure dans la Charte, s'il tombe dans les domaines de compétences provinciale, il n'hésite pas; lorsque cela ne leur convient pas, qu'ils estiment qu'ils ne voudraient pas voir inclure certains droits, ils prétendent que cela empiète sur les droits provinciaux.

Monsieur le président, je crois que même les membres du NPD doivent faire preuve d'un certain degré de cohérence. Les membres du parti progressiste conservateur en font preuve. Nous avons en effet accepté le principe de fixer dans cette Charte certaines normes. Ces normes ne doivent s'appliquer

[Text]

until the provinces have had themselves a chance to pass judgment as to whether or not they would be allowed to do so.

Mr. Chairman, I want to put on the record again the response that was made by Mr. Kaplan, the Acting Minister of Justice, in response to a question from Mr. Mackasey, who last Friday asked Mr. Kaplan about the argument being made by the members of the NDP that the rights of the provinces would in some way be infringed upon by the action proposed by the Progressive Conservative members.

• 1040

Le me read to you in its entirety Mr. Kaplan's response:

MR. KAPLAN: Mr. Chairman, I would like to be brief in my answer but I would like to indicate that from the very beginning the Liberals have favoured the notion and concept of the protection of economic rights and rights of property, and that our reasons for withholding that provision from this bill was for the reasons that some members indicated, there were strong provincial objections to the inclusion of that type of protection.

Now the Conservative members have put the provision forward and on the basis of their being prepared to see that contentious issue addressed by this Committee and addressed by Parliament at this time, the Liberals are prepared, knowing the Conservatives are prepared to support this, since we do believe that economic rights and the rights of property should be recognized and protected, we are also prepared to see that provision move forward.

That is a firm commitment on behalf of Mr. Kaplan on behalf of the government. He goes on to explain why he rejects the argument that was made by the NDP. He said this:

Now, the arguments that Mr. Robinson and Mr. Nystrom advanced are largely irrelevant to this particular provision because this provision deals with process and not with the question of whether foreign interests, for example, should be allowed to acquire assets or own property on the same basis as Canadians. This has nothing whatsoever to do with that.

All this deals with is the question of due process and provides that "anyone", and I can assist Mr. Nystrom again by confirming that "anyone" means anyone as he suspected that it did, so that it is not something with respect to which anyone would need much time to reflect on. "Anyone" means anyone, foreign, domestic, incorporated or unincorporated, has the right not to be deprived of the enjoyment of their property except according to the principles of fundamental justice or of natural justice, whichever the Committee determines.

The narrow answer to your question
This is the question by Mr. Mackasey:

is yes, we could restrict the right to be treated fairly in the process to Canadian citizens. We could indicate by implication, as I think Mr. Robinson wanted to do, that foreigners should be subject to unfair rules, if that is what Parliament decides, that they should be denied due pro-

[Translation]

dans les domaines relevant des autorités provinciales que lorsque les provinces auront elles-mêmes décidé de leur bien-fondé.

Monsieur le président, je voudrais à nouveau rappeler la réponse de M. Kaplan, ministre suppléant de la Justice, à une question de M. Mackasey qui, vendredi dernier, l'interrogeait sur l'argument des membres du NPD selon lequel les droits des provinces seraient en quelque sorte violés si l'on acceptait la proposition du parti progressiste conservateur.

Je vous relirai toute la réponse de M. Kaplan:

M. KAPLAN: Monsieur le président, je serai bref dans ma réponse, mais je rappellerai que les Libéraux ont toujours été favorables à la notion et au concept de la protection des droits économiques et des droits de propriété et que si nous ne l'avons pas inscrit dans cette Charte, c'est parce que, comme l'ont dit certains membres du Comité, nous avons reçu de fortes objections provinciales.

Maintenant les Conservateurs déposent cette proposition sachant que cette question litigieuse devrait être étudiée par le Comité et par le Parlement. Sachant que les Conservateurs appuient cette proposition, les Libéraux sont également prêts à ce qu'une telle disposition soit adoptée puisqu'ils sont bien convaincus que les droits économiques et les droits à la propriété doivent être reconnus et protégés.

C'est un engagement ferme de la part de M. Kaplan au nom du gouvernement. Il explique ensuite pourquoi il rejette l'argument du NPD. Voilà ce qu'il déclare:

Quant aux arguments de MM. Robinson et Nystrom, je les trouve très peu pertinents dans ce cas, car une telle disposition traite de méthode et non pas de savoir si des intérêts étrangers, par exemple, peuvent ou non acheter des actifs ou être propriétaires sur un même pied que les Canadiens. Cela n'a absolument rien à voir.

Il s'agit simplement ici d'éviter l'arbitraire et de stipuler que «toute personne», et je confirme à nouveau à M. Nystrom que «toute personne» veut bien dire toute personne, ce qui signifie qu'il ne s'agit pas de quelque chose à laquelle il est nécessaire de réfléchir très longtemps. «Toute personne» signifie toute personne, étrangère ou non, physique ou morale, a le droit de ne pas être privée de son droit à la propriété, sauf conformément aux principes de justice fondamentale ou de justice naturelle, selon ce que décidera le Comité.

Pour répondre précisément à votre question
Il s'agissait de la question de M. Mackasey:

Oui, nous pourrions restreindre le droit à un traitement juste aux citoyens canadiens. Nous pourrions en conséquence, indiquer, comme le souhaitait, je crois, M. Robinson, que les étrangers seraient assujettis à des règles injustes, si c'est ce que souhaite le Parlement, que l'on

[Texte]

cess on the enjoyment of property in our country. We do not agree with that. We feel the due process rule should apply to everyone, and I mean everyone who is allowed by whatever laws are relevant to own and enjoy property in Canada.

That was the statement that was made by the Acting Minister of Justice just last Friday as he explained the opinion of the Department of Justice and of himself that the amendment which we were putting forward would not infringe upon the rights of the provinces to legislate, that all that it would do would be to ensure that anyone who had property taken away from him would have had the right to due process, to a fair hearing. Mr. Chairman, that is what today the members of the New Democratic party and the Liberal party will be voting against.

Mr. Chairman, let us make it abundantly clear as well that in our opinion, and I believe in the opinion of Mr. Kaplan on the advice of the Department of Justice, that there is nothing in this amendment, if adopted by the provinces, which would limit the rights of the provinces, for example, to expropriate property in the provincial interest, or to prevent out of province ownership of property. Nothing in this would prevent that, but what it would ensure is that the restrictions be reasonably justifiable, first of all, and secondly it would ensure that when property was taken away from an individual he would have the right to a fair hearing.

Mr. Chairman, why do the members of the Liberal party, why do the members of the New Democratic party feel that Canadians and all individuals should not be entitled to that right? The provinces would be able to exercise their jurisdiction unfettered, as they can now, with the sole proviso that when they took away an individual's property they would be required to give him a fair hearing first, and surely, Mr. Chairman, that is not too much to ask to be included in the constitution of Canada. That is all that we are asking on this side of the Committee and we believe that it is something that all members of the House should be supporting and it is an issue which we will be taking back into the House of Commons and across this country.

Mr. Chairman, when the members of the New Democratic party, as this issue goes back in the House, when they talk about why it is to their constituents in Western Canada that feel strongly that this package should be defeated, that it should not go forward in the way in which the government is proposing, that there should not be this sort of unilateral action, when they are forced to defend their support of the government what will they be able to claim as their trophy, what they got in exchange for their support and for the rights of their constituents?

They will claim two things, Mr. Chairman: they will be able to claim that Mr. Broadbent in a letter to Mr. Trudeau was able to get the assurance that the provinces would have something slightly less than the rights over natural resources than they have today, they can claim that as the first victory.

[Traduction]

pourrait leur retirer arbitrairement le droit à la propriété dans notre pays. Nous ne sommes pas d'accord là-dessus. Nous estimons que nul ne devrait être arbitrairement privé de sa propriété et cela veut dire que cela s'applique à toute personne autorisée en vertu de telle ou telle loi pertinente à jouir du droit de propriété au Canada.

Voilà donc ce qu'a déclaré le ministre de la Justice suppléant pas plus tard que vendredi dernier alors qu'il expliquait le point de vue du ministère de la Justice et son propre point de vue. Il disait que l'amendement que nous proposons n'empiéterait pas sur les droits des provinces à légiférer, que cela ne ferait en fait qu'assurer que nul ne pourrait être arbitrairement privé de sa propriété. Monsieur le président, voilà ce à quoi aujourd'hui le Parti néo-démocrate et le Parti libéral veulent s'opposer.

Qu'il soit très clair aussi qu'à notre avis, et je crois également de l'avis de M. Kaplan conseillé par le ministère de la Justice, rien dans cet amendement, s'il est adopté par les provinces, ne limitera leurs droits, par exemple, d'exproprier des propriétés dans l'intérêt provincial ni de détenir des propriétés provinciales. Ce n'est pas du tout là l'objet de l'amendement et au contraire il garantirait que les restrictions aux droits à la propriété doivent être raisonnablement justifiables et, deuxièmement, que lorsque quelqu'un est victime d'expropriation, cela ne se fera pas arbitrairement.

Monsieur le président, pourquoi le Parti libéral, pourquoi le parti néo-démocrate estiment-ils que les Canadiens et toute personne ne peuvent jouir de ce droit? Les provinces pourraient exercer leur autorité tout comme aujourd'hui, à la seule condition que lorsqu'elles procèdent à une expropriation, elles donnent à l'intéressé la possibilité de se faire entendre par les autorités compétentes. Ce n'est vraiment pas trop demander que d'inclure cela dans la Constitution canadienne. C'est tout ce que nous demandons et nous estimons que toute la Chambre devrait l'appuyer. Nous repasserons à l'attaque à la Chambre des communes et dans tout le pays.

Monsieur le président, lorsque la question sera reprise à la Chambre des communes, lorsque le Parti néo-démocrate devra alors expliquer à ses électeurs dans l'Ouest du Canada qui sont fermement convaincus qu'il faut rejeter ce projet de résolution tel que le propose le gouvernement, qu'il faut rejeter une telle action unilatérale, comment défendront-ils leur appui au gouvernement, quel trophée pourront-ils présenter, qu'auront-ils obtenu en échange de leur appui et des droits de leurs électeurs?

Ils prétendront deux choses, monsieur le président: ils prétendront que M. Broadbent, dans une lettre à M. Trudeau, a réussi à obtenir l'assurance que les provinces obtiendraient quelque chose de légèrement moindre que les droits sur les ressources naturelles qu'elles détiennent aujourd'hui, voilà pour leur première victoire.

[Text]

The second victory they can claim, Mr. Chairman, is that they were able to deny Canadians this right to due process and the holding of property, if property is to be taken away from them, that the owners of family farms, the owners of family businesses, the families who want to have a home of their own would not have this right included in the constitution.

Mr. Chairman, I think that their constituents, and I think the people from one coast to another in Canada, will feel that the price paid was far too dear. The price paid was far too dear, that the interests of Canadians were sacrificed, that the unity of Canada was sacrificed because of these decisions.

Mr. Chairman, we are prepared to see the vote take place. I once more implore the members of the government to recognize that they made a commitment, a firm commitment to which they are bound, and that integrity and honour demand that they keep that commitment. There is no out for it, there is no easy answer by reverting to Clause 2 that they can undo the commitment that was made. They are committed, and if they are honourable, Mr. Chairman, they will keep that commitment in this vote.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable Perrin Beatty.

The Chair would like to then call the vote.

Mr. McGrath: We would like a recorded vote, Mr. Chairman. If you could just delay it for a few moments, there are a few colleagues out of the room, at least one.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes, the Chair has been advised, honourable James McGrath, that some of the honourable members who were attending this morning's session are not around the table, they would be advised to take their seats so that the Chair may invite the Clerk of the Senate to call the vote in the usual way.

Amendment negative: Yeas 8; Nays 15.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like then to move on and invite the honourable members to take the next amendment, the one that is numbered N-10, Clause 7, page 4, and it is an amendment moved by the New Democratic Party and I would like to invite Mr. Robinson to move the amendment in the usual way.

Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

I move that the amendment to Clause 7 be amended by adding thereto immediately after the word "justice" the following:

, including the principles of due process of law.

En français aussi?

Le coprésident (M. Joyal): S'il vous plaît, monsieur Robinson, comme nous avons l'habitude de procéder.

M. Robinson: Monsieur le président, il est proposé

Que l'article 7 soit modifié par adjonction, après le mot «naturelle», de ce qui suit:

«y compris le principe de la légalité.»

[Translation]

Leur deuxième victoire sera, monsieur le président, qu'ils sont parvenus à nier aux Canadiens le droit au maintien de leur propriété. Qu'ainsi ils pourront se faire arbitrairement exproprier, qu'il s'agisse d'exploitations agricoles familiales, d'entreprises familiales, de domiciles familiaux.

Monsieur le président, j'ai bien l'impression que leurs électeurs, que la population d'un océan à l'autre, jugeront le prix payé beaucoup trop élevé. Cela a coûté beaucoup trop cher, les intérêts des Canadiens ont été sacrifiés, l'unité canadienne a été sacrifiée.

Monsieur le président, nous sommes prêts à voter. Encore une fois, je prie les membres du côté du gouvernement d'honorer leur ferme engagement, car noblesse oblige. Ils ne peuvent aucunement, ou difficilement, nier certains engagements. Ils se sont engagés, monsieur le président, et leur honneur exige qu'ils respectent cet engagement dans ce vote.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Beatty.

Passons au vote.

M. McGrath: Que ce soit un vote nominal, monsieur le président. Je vous prierais d'attendre quelques moments, car plusieurs collègues sont sortis de la salle; au moins un.

Le coprésident (M. Joyal): Oui, monsieur McGrath, on m'a averti que certains députés assistant à la séance de ce matin ne sont pas à la table, je les prie donc de s'asseoir, afin que je puisse demander au greffier du Sénat de faire l'appel nominal habituel.

L'amendement est rejeté: huit, pour; quinze, contre.

Le coprésident (M. Joyal): Le prochain amendement, codé N10, article 7, page 4, est proposé par le Nouveau parti démocratique. J'invite donc M. Robinson à faire sa proposition.

Monsieur Robinson.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Je propose que l'amendement à l'article 7 soit modifié par l'adjonction immédiatement après le mot «justice» de ce qui suit:

y compris le principe de la légalité

Must I read it in French, also?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): If you please, Mr. Robinson, according to the usual procedure.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I move that

Clause 7 be amended by adding thereto immediately after the word "natural", the following:

including the principles of due process of law.

[Texte]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Robinson, before I invite you to go on, on the presentation of your motion, I would invite you to make corrections because you have read that... il est proposé que l'article 7 soit modifié par adjonction, après le mot «naturelle».

Nous n'avons pas accepté l'amendement précédent; par conséquent...

M. Nystrom: Le mot «justice».

Le coprésident (M. Joyal): Non. Le mot exact est toujours le mot «fondamentale» et non pas «naturelle».

Alors, il faudrait substituer au mot «naturelle» le mot «fondamentale». I invite you to make the correction.

Alors, poursuivez.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

The purpose of this proposed amendment is to take into consideration the recommendations of a number of witnesses who appeared before this Committee, including in particular the recommendations of the Canadian Bar Association.

It was the Bar Association who pointed out that the concept of fundamental justice, as is contained in Clause 7, is one which is virtually unknown in Canadian jurisprudence and that the Canadian Bill of Rights in Section 1(a) contains the concept of due process of law.

Now, we recognize that the principles of fundamental justice are subject to some interpretation and expansion as was pointed out by the Minister of Justice the week before last when he was explaining what was meant by fundamental justice. We therefore do not wish to suggest that the concept of fundamental justice should be swept aside and replaced with due process, but we would merely suggest that the existing jurisprudence on the question of due process should be incorporated in the concept of fundamental justice.

Now, this is not a new recommendation, Mr. Chairman. I would point to Bill C-60, for example, which included the concept of due process of law rather than a reference to fundamental justice. This was affirmed by the MacGuigan-Lamontagne Committee in their hearings, in their report on Bill C-60.

In the proposals of the federal government before the First Ministers' conference of February, 1979, once again the concept of due process of law was that which was proposed by the federal government, and again in both July of 1980 and in August of 1980 the federal government proposed not fundamental justice, not that vague concept which is as yet untried in Canadian jurisprudence, but rather the concept of due process of law which, as I say, is certainly contained in the existing Bill of Rights.

So, Mr. Chairman, that is the purpose of the proposed amendment, to include within the scope of Clause 7 the existing jurisprudence on due process of law, to permit some expansion by the courts if necessary of this concept, recognizing that the concept of fundamental justice may itself lead to some new jurisprudence on the questions of life, liberty and security of the person. That is the purpose of the amendment, Mr. Chairman.

[Traduction]

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Robinson, avant que vous ne présentiez vos arguments sur cette proposition, je vous demanderais de faire des corrections car vous avez dit—it is moved that Clause 7 be amended by adding after the word "natural".

Since we have not accepted the preceding amendment, therefore...

Mr. Nystrom: After the word "justice."

The Joint Chairman (Mr. Joyal): No, the exact word is still the term "fundamental" and not "natural."

So, in your amendment, you must substitute the word "fundamental" to the word "Natural." Je vous invite à faire la correction.

You may go on.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Par cet amendement, on veut tenir compte des recommandations d'un certain nombre de témoins qui ont comparu devant ce Comité, et en particulier de celles de l'Association du Barreau canadien.

Cette association a fait valoir que le concept de justice fondamentale, tel que prévu à l'article 7, est presque inconnu dans la jurisprudence canadienne et que la Déclaration canadienne des droits, à l'article 1(a), mentionne le principe de la légalité.

Nous savons tous que les principes de justice fondamentale sont sujets à interprétation et élargissement de leur sens, comme nous l'a fait remarquer le ministre de la Justice il y a deux semaines lorsqu'il expliquait la notion de justice fondamentale. Ce n'est donc pas notre intention de supprimer cette notion en la remplaçant par le principe de la légalité, nous proposons seulement que la jurisprudence actuelle sur la question de la légalité soit incorporée au concept de la justice fondamentale.

Cette recommandation n'est pas nouvelle, monsieur le président. Le Bill C-60 comprenait le concept de la légalité plutôt que la notion de justice fondamentale. C'est d'ailleurs ce qu'a recommandé le comité MacGuigan-Lamontagne lors de ses audiences et dans son rapport sur le Bill C-60.

Lors de la Conférence des premiers ministres de février 1979, c'est le principe de la légalité que préconisait le gouvernement fédéral. D'ailleurs, en juillet et en août 1980, le gouvernement fédéral n'a pas proposé la justice fondamentale, concept général et non éprouvé en jurisprudence canadienne, mais plutôt le principe de la légalité qui, comme je l'ai dit, est prévu dans la Déclaration des droits actuelle.

Donc, monsieur le président, l'objet de cet amendement est d'entériner à l'article 7 la jurisprudence actuelle sur le principe de la légalité, et de permettre aux tribunaux d'élargir la notion si nécessaire, tout en reconnaissant le concept de justice fondamentale et lui-même ajouté à la jurisprudence sur les questions concernant la vie, la liberté et la sécurité de la personne. Voilà mon argument, monsieur le président.

[Text]

I do have a couple of questions for the Minister, if I may just ask those questions with reference to the existing provisions in Clause 7.

Mr. Chairman, if I may, then, ask a couple of questions of the Minister with respect to the existing wording of Clause 7, I would first of all again like to obtain some clarification from the Minister as to whether or not the words "principles of fundamental justice" and the concept of fundamental justice contained in Clause 7 is intended to incorporate the concept of due process of law from Section 1 of the Canadian Bill of Rights?

Mr. Chrétien: Yes, fundamentally, but in terms of procedure there are some nuances and perhaps I can ask Mr. Strayer to...

Mr. Robinson: Certainly.

Mr. B. L. Strayer, Q.C. (Assistant Deputy Minister, Public Law, Department of Justice): Mr. Chairman, it was our belief that the words "fundamental justice" would cover the same thing as what is called procedural due process, that is the meaning of due process in relation to requiring fair procedure. However, it in our view does not cover the concept of what is called substantive due process, which would impose substantive requirements as to the policy of the law in question.

This has been most clearly demonstrated in the United States in the area of property, but also in other areas such as the right to life. The term due process has been given the broader concept of meaning both the procedure and substance. Natural justice or fundamental justice in our view does not go beyond the procedural requirements of fairness.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, may I ask, following up with a couple of questions, may I ask, then, what the basis for Mr. Strayer's statement that the concept of fundamental justice has no substantive component? Where is the jurisprudence on that particular section, what evidence does he have to support his interpretation that this might not have a substantive component?

Mr. Strayer: We have not been able to find any evidence of that term ever having been given a substantive content.

Mr. Robinson: Well, can you point to any interpretation of that term whatsoever within the context of the Canadian legal system that might assist us?

Mr. Strayer: Which term do you want?

Mr. Robinson: Fundamental justice.

Mr. Fred Jordan (Senior Counsel, Public Law, Department of Justice): Yes, Mr. Chairman.

This expression appears in Section 2(e) of the Canadian Bill of Rights now in terms of the right to a fair hearing in termination of ones rights and obligations.

The Chief Justice in the *Duke* case in 1972 in the Supreme Court spoke about the meaning of Section 2(e) and said a fair hearing in accordance with the principles of fundamental justice, without attempting to formulate any final definition of those words, I would take it to mean generally the tribunal which adjudicates upon his rights must act fairly, in good

[Translation]

Toutefois, j'ai quelques questions à poser au ministre, si vous permettez, au sujet des dispositions actuelles de l'article 7.

Monsieur le président, je demanderai donc au ministre, au sujet du libellé actuel de l'article 7, s'il peut nous dire si les termes «principes de justice fondamentale» et le concept de justice fondamentale compris à l'article 7 tiennent compte du principe de la légalité prévu à l'article 1 de la Déclaration canadienne des droits?

M. Chrétien: Fondamentalement, il y a quelques nuances à expliquer au sujet de la procédure, et je demanderai à M. Strayer...

M. Robinson: Certainement.

M. Strayer, c.r. (sous-ministre adjoint, Droit public, ministère de la Justice): Monsieur le président, à notre avis, les termes «justice fondamentale» comprennent ce qu'on appelle le processus légal, qui comprend le droit à une procédure équitable. Toutefois, je ne comprends pas la notion de ce que l'on peut appeler principes de légalité inhérente, qui exigent des conditions de fond sur l'intention de la loi en question.

Cet aspect a été éprouvé clairement aux États-Unis dans le domaine de la propriété, aussi bien que dans le domaine du droit à la vie. L'expression «voies de droit régulières» a été amplifiée et comprend et la procédure et l'intention. Le principe de justice naturelle ou fondamentale, à notre sens, s'en tient strictement aux exigences d'une procédure équitable.

M. Robinson: Monsieur le président, si vous me permettez encore quelques questions, M. Strayer peut-il expliquer comment il peut affirmer que le concept de justice fondamentale ne comprend pas d'élément de fond? Sur quelle jurisprudence ou preuve se fonde-t-il pour appuyer cette interprétation?

M. Strayer: Nulle part avons-nous trouvé des preuves qu'on ait appliqué à ce terme le «sens de l'intention de la loi».

M. Robinson: Alors, pouvez-vous nous donner des exemples des interprétations de ce terme dans le contexte du système juridique canadien qui pourraient nous aider?

M. Strayer: De quel terme parlez-vous?

M. Robinson: Du principe de la justice fondamentale.

M. Fred Jordan (conseiller principal, Droit public, ministère de la Justice): Oui, monsieur le président.

On retrouve cette expression dans la Déclaration canadienne des droits, à l'article 2(e), où il est question du droit d'être entendu équitablement afin de déterminer les droits et obligations d'une personne.

Le juge en chef de la Cour suprême, dans l'affaire *Duke* de 1972, a affirmé que les dispositions de l'article 2(e) signifient qu'on avait droit à être entendu équitablement selon les principes de justice fondamentale, d'en définir ses termes, c'est-à-dire qu'en général, le tribunal en se prononçant sur ces droits devait agir avec justice, de bonne foi, sans préjugé et dans des

[Texte]

faith, without bias and in a judicial temper and must be given an opportunity adequate to state his case, and I think that is the classic definition of the rules of natural justice or the principles of fundamental justice.

Mr. Robinson: Do you make any distinction, then, between the principles of fundamental justice and the rules of natural justice?

Mr. Jordan: Not in light of the interpretation which the Chief Justice gave it in this case here.

There is a possibility that in a particular context one could see it as having a somewhat expanded meaning but there is no jurisprudence which would indicate that it is clearly broader than the principles of fundamental justice that have been articulated in all of the various common law decisions. I believe you quoted from Professor Wade or perhaps it was Mr. Beatty earlier.

Mr. Robinson: Well, Mr. Chairman, I am sorry to belabour this point but it is an important point because this is an important clause and it is a new principle of law.

Mr. Jordan, you have pointed out that the concept of fundamental justice has been interpreted with respect to the requirement of a fair hearing. With respect, that is not what we are talking about in Clause 7, we are going well beyond that and we are applying the principles of fundamental justice, whatever they may be, to the right to life, liberty and security of the person.

Now, can either you or Mr. Strayer, or perhaps the Minister with his legal knowledge, point to any interpretation of these words in that sweeping context?

Mr. Strayer: Obviously not in this specific context because these words have not appeared in a constitution or in any type of statute before, but I am bound to add, Mr. Chairman, that there is a good deal of jurisprudence on the term "due process", both in Canada and the United States, and some of the jurisprudence in the United States gave rise to the problem that we were trying to avoid with the term, "fundamental justice".

Mr. Robinson: Perhaps, then, now that you have admitted that this concept of fundamental justice is not found in any statute or any constitution anywhere else in the world to the best of your knowledge in connection with these principles, what is the particular concern with respect to the application of the principles of due process of law which continue to apply, certainly within the federal context by virtue of the Bill of Rights, what specifically is your concern with respect to their application? How could these be applied in a substantive sense to any of the provision of Clause 7?

Mr. Strayer: Well, there are various possibilities. The term "security of the person", for example, could be interpreted in a very broad sense so the term "security" could cover matters of a, say, contractual or property nature. More particularly the question of right to life, gives rise to, if it is interpreted in a substantive way, gives rise to questions about matters such as capital punishment, abortion and so forth, and if one used the term "due process", and by that language imported some of

[Traduction]

termes juridiques, et doit avoir le droit d'expliquer suffisamment sa position. Voilà la définition classique des règles de justice naturelle ou des principes de justice fondamentale.

M. Robinson: Faites-vous donc une distinction entre les principes de justice fondamentale et les règles de justice naturelle?

M. Jordan: Non, pas en vertu de l'interprétation du juge en chef dans l'affaire citée.

Il est possible, dans un contexte spécial, qu'on puisse y accorder une signification plus large, mais il n'existe aucune jurisprudence qui laisse croire que sa signification soit vraiment plus large que celle des principes de justice fondamentale énoncés dans les différentes décisions en droit civil. Vous avez cité, je crois, le professeur Wade, ou plutôt M. Beatty l'a cité plus tôt.

M. Robinson: Monsieur le président, je vous prie d'excuser mon instance, mais c'est une question importante, car il s'agit ici d'un article important, et d'un nouveau principe de droit.

Monsieur Jordan, vous avez fait valoir l'interprétation donnée au concept de justice fondamentale et le droit à être entendu de façon équitable. Sauf votre respect, ce n'est pas l'intention de l'article 7, qui va au-delà de cette interprétation, dans l'application des principes de justice fondamentale, quels qu'ils soient, au droit à la vie, la liberté et la sécurité de la personne.

Monsieur Stayer, ou peut-être le ministre, qui vous y connaissez en droit, pourriez-vous nous donner des exemples d'une interprétation quelconque de ce libellé dans ce contexte beaucoup plus large?

M. Strayer: Pas dans ce contexte particulier, bien sûr, car ce libellé n'est contenu dans aucune constitution ou loi, mais je dois ajouter, monsieur le président, qu'il y a une jurisprudence importante sur les termes «voies de droit régulières», au Canada comme aux États-Unis, et la jurisprudence américaine a soulevé justement le problème que nous cherchons à éviter en utilisant le terme «justice fondamentale».

M. Robinson: Puisque vous admettez que le concept de justice fondamentale ne se trouve dans aucune loi ou constitution du monde, par rapport à ces principes, et au meilleur de votre connaissance, qu'est-ce qui vous préoccupe en particulier quant à l'application du principe de la légalité qui existe toujours, certainement dans un contexte fédéral aux termes de la Déclaration des droits? Quelle interprétation de l'intention peut être donnée aux dispositions de l'article 7?

M. Strayer: Il y a plusieurs possibilités. Le terme «sécurité de la personne» pourrait être interprété par exemple dans son sens plus large, et comprendre les questions de nature contractuelle ou de propriété. En plus, la question du droit à la vie, si on interprète sur le fond, peut soulever des questions concernant la peine capitale, l'avortement, etc. Si toutefois on utilise le terme «voies régulières», et que l'on utilise la jurisprudence américaine à cet égard, il en résulterait une situation que

[Text]

the American jurisprudence under due process, then the result would be what I believe the Committee indicated last week they wanted to avoid, and that was prejudging the law or the question on both those issues. In other words, it might somehow have the effect of limiting the options of Parliament in the future on those subjects.

• 1100

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

I see that we are now having a discussion between the mover, and of course, a representative of the Department of Justice in such a way that it is no longer an expression of views of honourable members on the merits of the amendment, but more discussion between two eminent lawyers on the wording and significance of natural justice as opposed to, or as a complement to fundamental justice.

In that respect, the Chair is certainly agreeable to receiving a question, but not to allow such a debate, because we would be taking, I should say, a sideline which might be open in any amendment; in all fairness, those general questions or discussions of principles should have taken place when we were on the general discussion of Clause 1.

I think Mr. Robinson will have an opportunity to conclude his remarks and will have, probably, an opportunity to state his principles.

The Honourable Senator Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Avant cela, monsieur le président, j'aimerais poser une question de clarification au proposeur de cet amendement.

Vous avez tout à l'heure attiré son attention sur le fait que dans la version française de leur amendement il ne devait pas employer le mot «naturelle» mais plutôt «fondamentale».

J'imagine que vous présumiez qu'à l'occasion du vote précédent la proposition que nous faisons de remplacer le mot «fondamentale» par le mot «naturelle» avait été défaite mais ma question de clarification à l'endroit du proposeur de l'amendement que nous discutons en ce moment porte précisément sur sa propre version initiale que vous avez corrigée; il employait, dans la version française, le mot «naturelle».

Est-ce que cela signifiait dans son esprit qu'il préférait «naturelle» à «fondamentale»? J'ai l'impression qu'il y a une sorte d'équivoque; alors, je me permets de poser la question, et elle a une référence évidente à la discussion qui vient d'avoir lieu avec les conseillers du ministre.

Le coprésident (M. Joyal): Certainement, monsieur Tremblay, je crois que la question est tout à fait appropriée et, d'ailleurs, c'est dans ce sens que j'invite monsieur Robinson à y apporter une clarification.

Monsieur Robinson.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, to clarify, I was reading from the printed version of N-10 which made reference to the word "naturelle". This was assuming that your amendment would have been accepted, I would have thought.

[Translation]

justement le Comité cherchait à éviter la semaine dernière, de préjuger de la loi ou de la question sur les deux points. En d'autres termes, cela pourrait effectivement limiter les options du Parlement à l'avenir.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

Il semble que la discussion soit devenue un dialogue entre le proposeur de la motion et le représentant du ministère de la Justice, limitant ainsi l'expression des opinions des honorables députés sur la valeur de l'amendement, donc, une discussion entre deux avocats éminents sur le libellé et la signification du terme «justice naturelle» par rapport à la «justice fondamentale».

A cet égard, le président peut très bien recevoir une question, mais ne peut permettre un tel débat, qui s'éloigne de la question, et qui est sujet à un amendement; en toute justice, ces discussions de principe et ces questions générales devaient avoir lieu lors de la discussion générale de l'article 1.

Je donnerai donc l'occasion à M. Robinson de terminer ses remarques et d'affirmer ses principes peut-être.

L'honorable sénateur Tremblay.

Senator Tremblay: Before I proceed, Mr. Chairman, I would like some clarification from the mover of this amendment.

Earlier, you drew his attention to the fact that in the French version of their amendment, you should not use the term "naturelle", but rather "fondamentale".

You presupposed that during the preceding votes, our proposal to replace the term "fondamentale" by the term "naturelle", had been defeated, but my point of clarification bears precisely on his own original version which you have corrected; in the French version he used the term "naturelle".

That means that in his own mind he prefers "naturelle" to "fondamentale"? I feel there is some ambiguity; so I am asking the question, in relation to the discussion which just took place with the Minister's advisers.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Indeed, Mr. Tremblay, I believe the point is quite relevant and I would ask Mr. Robinson to answer in that spirit.

Mr. Robinson.

M. Robinson: Monsieur le président, je lisais la version imprimée de l'amendement N-10 qui utilise le terme «naturelle». On supposait que l'amendement des Conservateurs serait accepté.

[Texte]

This was printed on Friday before the representations on the provinces and other concerned individuals were heeded.

In the light of those, the concern which was expressed on that amendment, we have gone back to the original version of Clause 7 which deals with «Justice fondamentale». It is that particular phrase which would be modified by the amendment, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Senator Tremblay.

Senator Tremblay: A supplementary question. But on the substance of it do you prefer «naturelle» or «fondamentale»?

Mr. Robinson: Mr. Chairman, the proposed amendment refers to fundamental justice and does not change the concept of fundamental justice.

Frankly, I think the concept of fundamental justice will allow the courts some latitude to interpret provisions, life, liberty, and security of the person, in a way which may be desirable, as the Minister indicated a couple of weeks ago, for example, with respect to the detention of persons who are mentally ill and other persons; that the concept of natural justice is very narrowly defined in Canadian jurisprudence at this point to essentially deal with two points: the right to an unbiased tribunal, and the right to be heard.

There may be other attributes of fundamental justice going beyond that.

Senator Tremblay: Thank you, Mr. Chairman.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, sénateur Tremblay.

The honourable John Fraser.

Mr. Fraser: Mr. Chairman, I am mindful of your admonition of a minute or two ago that some of this discussion should probably have taken place at an earlier time.

But, cognizant of the fact that the words we pass are going to govern us, I would just like to enquire a little bit into this.

I direct this enquiry both to the Minister and to his law officers and I would invite my colleague, Mr. Robinson, to comment if the Chair so permits and if it is appropriate to do.

But this is what is worrying me. The indication that we have from the law officers of the Crown—and the point Mr. Robinson is making—that the words “fundamental justice” have not yet been defined by the courts and, as a consequence, Mr. Robinson’s concern is that when they are defined there may be a definition which is more restrictive, more confining than we would like or we would be intending at the moment.

As a consequence of the well known rule that you cannot look to the intent of the legislation and that the matter has to be perceived from the words which are present on the page, what we intend to do here is of very little help to the court later when the matter is being dealt with or interpreted.

So, what I am saying is this. The first question is, if the words of the Diefenbaker Bill of Rights, relating to principles of due process of law were included, as Mr. Robinson pro-

[Traduction]

Cet amendement a été imprimé vendredi, avant qu’on tienne compte des représentants des provinces et des autres personnes intéressées.

À la lumière de ces représentations et devant l’inquiétude évidente à l’égard de cet amendement, nous avons repris la version initiale de l’article 7 qui traite de «justice fondamentale». C’était d’ailleurs ce terme précis qui devait être modifié, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Sénateur Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Une question supplémentaire. Quant au fond, préférez-vous le terme «naturelle» ou le terme «fondamentale»?

M. Robinson: Monsieur le président, l’amendement que nous proposons traite bien de justice fondamentale et n’en change pas le principe.

Je crois honnêtement que le concept de justice fondamentale donnera plus de latitude aux tribunaux dans l’interprétation des dispositions sur la vie, la liberté et la sécurité de la personne, ce qui est souhaitable comme l’a affirmé le ministre il y a quelques semaines, surtout à l’égard de l’incarcération des personnes souffrant de maladie mentale ou d’autres; la jurisprudence canadienne actuelle définit étroitement le principe de justice naturelle, en s’en tenant essentiellement à deux aspects: le droit à un tribunal équitable et impartial, et le droit d’être entendu.

Il y a peut-être d’autres aspects à la justice fondamentale.

Le sénateur Tremblay: Merci, monsieur le président.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Senator Tremblay.

L’honorable John Fraser.

M. Fraser: Monsieur le président, je tiens compte de votre avertissement, il y a quelques minutes; cette discussion aurait dû avoir lieu plus tôt.

Toutefois, puisque nous serons gouvernés en fonction des libellés que nous adopterons, je voudrais quelques éclaircissements.

Ma question s’adresse au ministre et à ses conseillers, et j’invite mon collègue M. Robinson à intervenir, avec votre permission, monsieur le président, et si c’est conforme au Règlement.

Voici ce qui m’inquiète. Selon les conseillers juridiques, comme l’a fait remarquer M. Robinson, l’expression «justice fondamentale» n’a jamais été définie par les tribunaux, et M. Robinson, par conséquent, s’inquiète que ce libellé soit défini trop étroitement, plus que nous le souhaitons en ce moment.

Parce qu’il est bien connu qu’on ne peut interpréter l’intention d’une loi et qu’il faut s’en tenir à nos perceptions des mots écrits, notre intention n’aidera certainement pas les tribunaux par la suite dans l’application ou l’interprétation de cet article.

La question est donc tout d’abord de savoir si, ainsi que M. Robinson le propose, on inclut les mots de la Charte de Diefenbaker concernant les voies de droit régulières, de l’avis

[Text]

poses, is it in the opinion of the law officers of the Crown that the inclusion of those words would in any way derogate from what we are trying to do by using the words "principles of fundamental justice"?

That is my first question.

In other words, would the adding of the words "due process" in any way derogate from whatever rights we were attempting to grant to Canadians as a consequence of using the words "principles of fundamental justice"? May I have a response?

Mr. Strayer: In one sense, the answer is yes; in another sense, it is no.

Dues process would certainly include the concept of procedural fairness that we think is covered by Fundamental justice, but we think that "due process" would have the danger of going well beyond procedural fairness and to deal with substantive fairness which raises the possibility of the courts second guessing Parliaments or legislatures on the policy of the law as opposed to the procedure by which rights are to be dealt with. That has been the experience at times in the United States in the interpretation of the term "due process".

Mr. Fraser: Do I take it that what you are telling us is that, in your opinion at least, by adding the words "due process" we could get a narrower interpretation of justice than we might be by just leaving the words "principles of justice"?

These are not easy concepts. They are terribly important right now, because if this Committee, not understanding what is at stake here, let it go on the original wording or accepts the change without understanding the implications, then some day somebody is going to wonder why we were asleep at the switch, and I am worried about it.

Mr. Strayer: Well, as I say, in our view, the use of the term "due process" would certainly also protect or require procedural fairness.

But it would have the other possibility of narrowing, as it were, the range of discretion of Parliament in matters of policy by possibly opening the door to the courts second guessing laws of Parliament on the basis of the policy involved rather than the question of procedural fairness.

In the United States "due process" was used from time to time in combination, for example, with a guarantee over property to provide a basis for courts to determine whether expropriation was justified in the circumstances as a matter of policy, whether the compensation was adequate and so forth.

It has been used to second guess public social measures.

Mr. Robinson: On a point of order, Mr. Chairman.

The Joint Chairman: (Mr. Joyal): A point of order, Mr. Robinson.

Mr. Robinson: I am sorry to interrupt, Mr. Strayer. But in order for the Committee to understand this very clearly, there was an inadvertent, perhaps, inaccuracy which should be clarified.

[Translation]

des conseillers juridiques de la Couronne, cela dérogerait-il d'une façon quelconque de l'objet visé par l'expression «principes de justice fondamentale».

Voilà donc ma première question.

L'expression «voies de droit régulières» constituerait-elle une atteinte quelconque aux droits que nous cherchons à accorder aux Canadiens par l'inclusion de la formule «principes de justice fondamentale»?

M. Strayer: Oui et non.

Les voies de droit régulières comprennent, bien entendu, la notion de juste procédure qui fait partie de la justice fondamentale; nous estimons toutefois que l'expression «voies de droit régulières» irait bien au-delà de la simple justice de procédure pour aborder la question de justice de fond, ce qui permettrait aux tribunaux de se prononcer sur les principes des lois adoptées par les parlements ou législatures plutôt que de s'en tenir aux modalités d'application des droits. C'est ce qui est arrivé notamment aux États-Unis dans l'interprétation de l'expression «voies de droit régulières».

M. Fraser: Vous voulez dire que l'inclusion de la phrase «voies de droit régulières» risque de se solder par une interprétation plus restrictive de la justice que si nous nous bornions à garder la phrase «principes de justice»?

Ce n'est pas un problème simple. C'est une question extrêmement importante, car si le Comité accepte d'entériner l'énoncé original, de le changer sans en comprendre les tenants et les aboutissants, un jour viendra où on va se demander comment il se fait que nous ayons pu laisser passer pareille bétise.

M. Strayer: L'expression «voies de droit régulières» implique également une procédure équitable.

Elle pourrait par contre restreindre la marge de manœuvre du Parlement en matière de légifération en permettant aux tribunaux de statuer sur les lois en fonction des principes plutôt qu'en fonction des modalités de procédure.

Aux États-Unis, la notion de «voies de droit régulières» a été parfois invoquée de concert avec le droit à la propriété, pour permettre aux tribunaux de se prononcer sur le bien-fondé de certaines expropriations ainsi que sur le montant des compensations versées.

Cette notion a été invoquée par les tribunaux pour se prononcer sur des mesures sociales.

M. Robinson: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Allez-y, monsieur Robinson.

M. Robinson: Excusez-moi d'interrompre M. Strayer. Mais afin de permettre au Comité de se faire une meilleure idée du problème, je tiens à vous signaler une inexactitude.

[Texte]

Article 14 of the United States Constitution which refers to due process of law, also refers to depriving a person of property without due process of law. That is where the problems have arisen with respect to substantive due process in relation to expropriation and so on.

There is no reference in this proposal to the deprivation of property, at least not as it stands now—to the deprivation of property without due process of law; and I think you will agree, Mr. Strayer, that that would tend to make the remarks which you have made to the Committee with respect to expropriation, for example, somewhat more tenuous.

Mr. Strayer: If I may respond to that, Mr. Chairman, I do not think this is the appropriate time to get into a legal debate.

I was simply using the property cases as an example. I think that is what I said.

But there are other potential problems of a similar nature inherent in Clause 7 if one adds the words “due process”; for example, the term “liberty”. “Liberty” at one time in the history of American jurisprudence has been interpreted to cover such things as liberty of contract; and this has been used as the basis for striking down minimum wage laws, because it contravened liberty of contract.

That is the kind of potential scope of the term “due process of law” which, in our view should be avoided by using the other term.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable John Fraser.

Mr. Fraser: Thank you, Mr. Chairman.

I realize we cannot go on forever on this.

But I wanted to indicate to Mr. Robinson that I certainly was prepared to look long and hard at his suggestion.

But I think, Mr. Chairman, as a Committee we are almost in a position where we have to be guided by what is really the expert testimony of the law officers of the Crown.

If it turns out that the wording here as proposed is not adequate, then I suppose it has to be something which would go on the agenda for further constitutional discussion. That seems to be the fallback position all the time when we cannot quite resolve something here.

But I am accepting the advice, Mr. Minister, that you and we are receiving as coming down to this; that if we added the words “due process”, there is certainly the possibility in the minds of the law officers that we will narrow rather than expand the area of justice available to Canadians under Clause 7.

Now, if that is the case and the considered opinion, then I would not want to support Mr. Robinson's amendment, although I think he has done us a signal service by raising the matter and pointing out the complexities of just what words can mean.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much.

Mr. Chrétien: I would just like to make a suggestion arising out of the discussion, because there might be a compromise here.

[Traduction]

L'article 14 de la Constitution des États-Unis évoque les voies de droit régulières, fait également état de la possibilité de priver une personne de ses biens sans passer par les voies de droit régulières. C'est ainsi que cet article a été invoqué pour se prononcer sur des questions d'expropriation, etc.

Or, la présente proposition ne fait pas mention de la possibilité de priver une personne de ses biens sans passer par des voies de droit régulières. Si bien que ce que M. Strayer vient de dire concernant les cas d'expropriation n'est grève valable.

M. Strayer: Je ne pense pas que le moment soit bien choisi pour entamer une discussion juridique.

Je veux citer ces cas simplement à titre d'exemples.

Si on ajoute l'expression de «voies de droit régulières» à l'article 7, cela risque de soulever d'autres problèmes. Le terme «liberté» en jurisprudence américaine a été interprété comme signifiant la liberté de conclure un contrat, et on a invoqué ou abrogé les lois relatives au salaire minimum, soit disant parce que celles-ci contrevenaient à la liberté de conclure des contrats.

A notre avis, ce genre d'interprétation de l'expression «voies de droit régulières» pourrait être évitée en utilisant l'autre expression.

Le coprésident (M. Joyal): La parole est à M. Fraser.

M. Fraser: Merci, monsieur le président.

Nous ne pouvons bien entendu pas nous éterniser sur cette question.

Je tiens néanmoins à assurer M. Robinson que j'ai examiné sa proposition très attentivement.

J'estime toutefois que le Comité sera obligé de tenir compte des explications fournies par les conseillers juridiques de la Couronne.

Si l'énoncé proposé n'est pas satisfaisant, cette question pourrait être portée à l'ordre du jour d'une prochaine conférence constitutionnelle. C'est, je pense, la meilleure solution lorsque nous ne parvenons pas à résoudre un problème.

Ceci dit, je ne conteste pas l'affirmation des conseillers juridiques sur laquelle l'inclusion de l'expression «voies de droit régulières» risque de restreindre plutôt que d'étendre les garanties juridiques offertes par l'article 7.

Si tel est bien le cas, je ne vais pas appuyer l'amendement de M. Robinson, bien que le seul fait de nous avoir ainsi signalé la complexité du libellé lui-même était fort utile.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup.

M. Chrétien: Je voudrais faire une suggestion en vue d'un compromis possible.

[Text]

Mr. Robinson is preoccupied because we used a new term "fundamental justice". Earlier, there was an amendment proposed which was rejected a component of it; the word was "natural justice".

If members of the Committee were more comfortable with the words "natural justice" rather than "fundamental justice", we could accept "natural justice" rather than "fundamental justice", because one has been used before—natural justice has been a term used before the courts, and "fundamental justice" is a new phrase.

So if members of the Committee are more comfortable with the words "natural justice" we are willing to accept it.

But the advice I have received is that "fundamental justice" is perhaps more appropriate, but perhaps marginally so, and I am willing to accept "natural justice".

It could cope with some of the preoccupation of the Committee, and it was dropped because the motion in the previous amendment was including the two parts, and the phrase "natural justice" would have been acceptable to us.

We can accept that as part of the earlier rejected amendment and take "natural justice"; and for "due process of law", my legal advisers have said that the scope of it, what it might create, if we were to inscribe it and limit even more the powers of the legislatures and give the power to the court to look at, not the form but the substance of the legislation that would be passed in Parliament, would limit very much the legislative power of the different parliaments in Canada.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable David Crombie.

Mr. Crombie: Mr. Chairman, I had some questions with respect to due process.

My colleague, Mr. Fraser, has perhaps more advantage in this particular instance, in that he has studied the law.

My questions will be a little more pedestrian.

Could either the Minister or any one of the gentlemen present tell me what is the difference between natural justice and fundamental justice?

That is the first question. What is the difference between natural justice and fundamental justice, and how are either or both of those related to the phrase and therefore the concept "due process of law"? What do those mean? I am having trouble.

Mr. Strayer: The term "fundamental justice" appears to us to be essentially the same thing as natural justice.

It is interesting that this question was debated in 1960 when the Canadian Bill of Rights was before Parliament, as to whether to include the term "fundamental justice" or "natural justice". They finally settled on "fundamental justice".

But one of the leading commentators on the Bill of Rights, Professor Tarnopolsky, reviewing that debate at that time and the jurisprudence since has said that it appears to him that the two terms are essentially the same.

Mr. Crombie: What are they?

[Translation]

M. Robinson hésite à cause de la nouvelle expression «justice fondamentale». Or, un amendement qui fut rejeté contenait l'expression «justice naturelle».

Si les membres du Comité préfèrent l'expression justice naturelle à justice fondamentale, je ne vois rien à y redire, l'expression justice naturelle ayant déjà été utilisée devant les tribunaux alors que celle de justice fondamentale est nouvelle.

Donc, si vous préférez l'expression «justice naturelle», nous l'acceptons.

L'expression «justice fondamentale» peut être légèrement supérieure à celle de «justice naturelle», bien que cela ne soit guère important.

Cela répondrait peut-être à certaines préoccupations du Comité; quoi qu'il en soit, l'expression «justice naturelle» serait satisfaisante.

Nous pourrions donc accepter cette expression de «justice naturelle». En ce qui concerne la notion de voies de droit régulières, les conseillers juridiques sont d'avis que l'insertion de ce principe limiterait davantage encore les pouvoirs des législatures en permettant aux tribunaux de se prononcer non seulement sur la forme mais également sur le fond des lois adoptées par les différentes législatures.

Le coprésident (M. Joyal): La parole est à M. David Crombie.

M. Crombie: Je voudrais poser quelques questions concernant la notion de «voies de droit régulières».

M. Fraser a un avantage sur moi en ce sens qu'il a étudié le droit.

Mes questions seront donc plus terre à terre.

Le ministre ou ses collaborateurs pourraient-ils m'expliquer la différence entre «justice naturelle» et «justice fondamentale»?

Voilà ma première question. Quelle est la différence entre «justice naturelle» et «justice fondamentale», et comment ces deux notions se rapportent-elles à celle de «voies de droit régulières»?

M. Strayer: En principe, il n'y a pas de différence entre «justice naturelle» et «justice fondamentale».

Vous remarquerez à ce propos qu'on s'était déjà posé la question de savoir, en 1960 lors du débat concernant la Charte canadienne des droits, s'il convenait d'utiliser l'expression «justice fondamentale» ou «justice naturelle». On avait finalement opté en faveur de «justice fondamentale».

Le professeur Tarnopolsky, un des principaux spécialistes de la Charte des droits, parlant du débat de l'époque et de la jurisprudence qui en a découlé, dit qu'à son avis il n'y a guère de différence entre les deux.

M. Crombie: De quoi s'agit-il au juste?

[Texte]

Mr. Strayer: Well, fundamental justice or natural justice both involve procedural fairness and that is the content of them.

The requirements of natural justice certainly have been pretty well defined over the years by the courts. The term "fundamental justice" has not been used very much in legislation, although it does appear in the Canadian Bill of Rights. But we have assumed it meant about the same thing. Those two terms can be contrasted to due process.

Mr. Crombie: I am sorry to interrupt, but I want to understand clearly this matter. What I understand so far is that by and large the term "natural justice" and "fundamental justice" I can take as meaning roughly the same thing.

Secondly, that those two phrases relate to procedural fairness; that is what you are saying. What does that mean?

Mr. Strayer: It depends upon the circumstances; but the general concept is that a person has to be notified that his rights are likely to be affected by some action if it is a procedure, if it is a process—what lawyers call a quasi-judicial process involving the determination of rights; then it requires that the person not only should have notice, but should also have an opportunity to be heard and that he should hear the other side of the case prejudicial to him and that he should have a chance to respond to that.

The content will depend somewhat on the nature of the process.

If it is a purely discretionary power being exercised by a government officer, the procedural requirements may be less than if it is a matter involving rights.

Mr. Crombie: When I say that I or my constituents are entitled to fundamental justice in relation to life, liberty and the security of person, is there an agreed upon number of things that they are now entitled to, and what are they?

• 1120

My concern is this. I do not want to either bore you or bore the Committee, but I like the sound of natural justice; I like the sound of fundamental justice; and due process sounds terrific. I am just not sure, since there is now some debate, as to whether we want one or two or three or all of them. For example, do I have the right to be heard? Do I have the right to know the nature of the accusation? Do I have the right to hear from my accusers? Do I have the right to have received a notice of a hearing? Do I have the right of an independent tribunal in all of those three concepts? Do those six things happen in natural justice, fundamental justice and in due process or is one or two of them missing in one of those three?

Mr. Strayer: I would say basically, Mr. Crombie, that they are covered by all of those terms.

Mr. Crombie: So whether I am talking natural justice or fundamental justice or due process, I get all of those six things?

Mr. Strayer: Yes.

Mr. Crombie: That clears up a lot of it.

[Traduction]

M. Strayer: Les notions de justice fondamentale et de justice naturelle impliquent toutes deux une procédure équitable.

Avec le temps, les tribunaux ont plus ou moins défini les principes de la justice naturelle. Par contre, l'expression de justice fondamentale n'a guère été beaucoup utilisée dans nos lois, bien qu'elle apparaisse dans la Charte des droits. Mais en principe ces deux expressions sont synonymes et on peut toutes deux les opposer à la notion de voies de droit régulières.

M. Crombie: Excusez-moi de vous interrompre, mais je tiens à avoir tous mes apaisements à ce sujet. Il semblerait donc que les expressions «justice naturelle» et «justice fondamentale» soient plus ou moins synonymes.

Deuxièmement, elles impliquent toutes deux une procédure équitable. Est-ce bien cela?

M. Strayer: Selon les circonstances. Mais, généralement parlant, une personne doit être notifiée lorsque ses droits risquent d'être affectés par ce que les juristes ont coutume d'appeler une procédure quasi judiciaire comportant la détermination des droits. En pareil cas, l'intéressé doit non seulement être notifié, mais il doit en outre se faire expliquer l'autre aspect de l'affaire et avoir la possibilité d'y répliquer.

Le contenu dépend donc, dans une certaine mesure, de la procédure en cause.

S'il s'agit d'un pouvoir purement discrétionnaire appliqué par un officiel, la procédure sera moins sévère que s'il s'agit de droits.

M. Crombie: En application du principe de justice fondamentale, tout citoyen a le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne: qu'est-ce que cela veut dire au juste?

Mon propos n'est pas d'ennuyer les membres du Comité. Mais voilà, les notions de justice fondamentale, de justice naturelle et de voies de droit régulières sont à prime abord également valables. La question est de savoir laquelle des trois retenir ou même, peut-être faut-il les retenir toutes les trois. Si je suis inculpé, ai-je le droit de me faire entendre, de connaître la nature de l'accusation portée contre moi, de savoir ce que mes accusateurs ont à dire et d'être notifié de la date de l'audience; ces trois notions prévoient-elles la tenue d'un tribunal indépendant? Tout ceci est-il prévu en justice naturelle, en justice fondamentale ainsi que selon les voies de droit régulières, ou seraient-elles absentes de l'une d'elles?

M. Strayer: En principe, toutes ces conditions seraient remplies en application de ces trois principes.

M. Crombie: Donc, la procédure serait la même, qu'il s'agisse de justice naturelle, de justice fondamentale ou de voies de droit régulières.

M. Strayer: Oui.

M. Crombie: Voilà qui clarifie le problème.

[Text]

I have a second area of questioning, if I could, Mr. Chairman. My understanding of due process is as an American contrivance in order to deal with both procedural and substantive justice, that is to say it must be done fairly and I must be treated fairly.

My understanding was that first of all the concept of due process was used to enforce the American bill of rights on the United States, is that correct?

Mr. Strayer: Yes, that is correct.

Mr. Crombie: If I use the word "due process" will that have the same effect here, that it enforces the bill of rights on the provinces?

Mr. Strayer: When I said that due process was used to enforce the bill of rights on the United States, I only meant that there were things in the bill of rights which had effect on the United States; the guarantee of due process has a hearing on various things that the United States does, but that term by itself was not the means by which the bill of rights was applied to the United States.

Certain articles of the bill of rights govern the United States, particularly the fourteenth amendment which is the one which is most commonly used against the United States, and it, by its terms, binds the United States, and in this Charter there are specific sections which bind the provinces. So in both cases the instruments have a specific provision which makes them applicable to the state or province.

Mr. Crombie: Well, let me make sure of my understanding. My understanding was that the "due process" clause in the American constitution was the vehicle by which the bill of rights was enforced as against the United States, is that true or not true?

Mr. Strayer: I think it is not accurate to put it that way, sir.

Mr. Crombie: Let me put it this way. I have before me from the 96th Congress the citizen's guide to individual rights under the constitution of the United States of America, and under due process of law it says this simple, clear, unequivocal sentence, and I would like to ask you to tell me what you understand by it when I read it to you.

Most of the specific provisions of the Bill of Rights have been applied to the States through this clause.

What does that mean, "through this clause"? Does that mean that the due process clause is the vehicle by which the specific provisions of the bill of rights have been applied to the United States?

Mr. Strayer: Yes, I understand in that context what you are saying.

Mr. Crombie: To the extent that that happened in the United States, will this happen in Canada with respect to the provinces?

[Translation]

Je voudrais maintenant poser une autre question, monsieur le président. Si j'ai bien compris, la notion de voies de droit régulières est une invention américaine qui vise à assurer la justice, tant au point de vue de la forme que du fond.

Cette notion de voies de droit régulières a été invoquée pour la première fois pour faire appliquer les dispositions de la charte des droits des États-Unis, n'est-ce pas?

M. Strayer: C'est exact.

M. Crombie: Est-ce que l'inclusion de l'expression «voies de droit régulières» a le même effet au Canada, c'est-à-dire d'obliger les provinces à appliquer les dispositions de la charte des droits?

M. Strayer: Lorsque je disais que la notion de voies de droit régulières a été utilisée aux États-Unis pour faire appliquer les dispositions de la Charte des droits dans ce pays, tout ce que je voulais dire c'est que certaines dispositions de la Charte avaient des incidences sur les États-Unis. Or, la garantie de voies de droit régulières a des incidences sur toute une série de procédures américaines. Elle n'a pas servi à elle toute seule à faire appliquer les dispositions de la Charte des droits aux États-Unis.

Certains articles de la Charte des droits régissent les États-Unis, et plus particulièrement le quatorzième amendement qui a été le plus souvent invoqué contre les États-Unis et qui a force de loi dans tous les États. Dans la présente charte, certains articles ont force de loi dans toutes les provinces. Donc, dans les deux pays les chartes ont une disposition précise qui leur donne force de loi, soit dans les États, soit dans les provinces.

M. Crombie: Est-ce bien exact que l'expression «voies de droit régulières», telle qu'expliquée dans la Constitution américaine, a été utilisée pour obliger les divers États à mettre en vigueur les dispositions de la charte des droits?

M. Strayer: Ce n'est pas tout à fait exact.

M. Crombie: J'ai sous les yeux le guide des citoyens concernant les droits individuels aux termes de la Constitution des États-Unis d'Amérique, guide établi par le 96^e Congrès, sous la rubrique Voies de droits régulières, sur la phrase bien précise que je vais vous lire et que je vous demanderais d'interpréter.

La plupart des dispositions de la charte des droits ont été mises en vigueur dans les États en application de cet article.

Que signifie «en application de cet article»? Cela voudrait-il dire que l'article relatif aux voies de droits régulières a été invoqué pour obliger les différents États à appliquer les dispositions prévues dans la charte des droits?

M. Strayer: Dans ce contexte, c'est bien cela.

M. Crombie: Si c'est ainsi que les choses se sont passées aux États-Unis, cela pourrait-il se répéter au Canada en ce qui concerne les provinces?

[Texte]

Mr. Strayer: I think not in quite the same way, sir, no, because our charter spells out certain things that the American Bill of Rights does not spell out. For example, we have a specific provision with respect to legal rights that is more detailed than the American constitution. We have mobility rights and, of course, we have other things in here such as minority language education rights; so that I think it is fair to say that there will be other sections of our Charter which will tend to have considerable application and you would not look to Clause 7 as being the main section bearing on the provinces. A number of other sections will also bear on them.

Mr. Crombie: You do not have any examples so that I could understand what that means?

Mr. Strayer: For example, in the administration of Justice Sections, the sections which follow Clause 7-8, 9, 10, 11, because the provinces have responsibility for the administration of justice, they are the ones who administer the criminal law from day to day and these sections will obviously have a good deal to say about the way in which they administer justice.

Mr. Crombie: Would not that happen if you did not have the due process clause in it?

Mr. Strayer: Conceivably. If we did not have Clauses 8, 9, 10, 11...

Mr. Crombie: But we have that right now. Do we not have that now?

Mr. Strayer: Not constitutionally guaranteed, no.

Mr. Crombie: I am trying to find out what I gain by having the due process clause in there.

Mr. Chrétien: In simple terms, you are giving more power to the courts over the substance of the legislation that a different legislature will pass in Canada. That is what Mr. Strayer was telling you, and the problem is there.

Mr. Crombie: But I am not sure what that extra power is and maybe that is the nub of my problem because a moment ago the law officers of the Crown advised, Mr. Chairman, that natural justice, fundamental justice and due process meant the same thing at least as it relates to these six events. So far I have stuck in my head that they are meaning the same thing. When the Minister says it gives more power to the courts, what is more power?

Mr. Strayer: Perhaps it is because I did not answer your second question at the outset, Mr. Crombie. I wanted to say that while those procedural requirements which you referred to are embraced in each of these three terms, natural justice, fundamental justice and due process, it must also be said that due process possibly goes beyond that area; it goes farther than the other two in having what has been called a substantive content, and the American courts particularly at one time in the history of their judicial thinking, gave a good deal of substantive content to due process; for example, in interpreting a similar provision in the American Constitution, interpreted liberty to include liberty of contract and they said not only can you not take away that liberty by a fair process, but you

[Traduction]

M. Strayer: Pas tout à fait, car notre charte explicite certaines notions qui ne figurent pas dans la charte des droits américains. Ainsi, notre disposition relative aux droits juridiques est plus détaillée que celle qui figure dans la Constitution américaine. Nous avons en plus les droits relatifs à la mobilité et d'autres, tel le droit à l'enseignement dans la langue de la minorité. Je pense donc que d'autres articles de notre charte ont également une grande importance, si bien qu'il ne faut pas considérer l'article 7 comme le seul qui serait d'application pour les provinces. D'autres articles ont également une incidence provinciale.

M. Crombie: Pourriez-vous me donner quelques exemples pratiques?

M. Strayer: Les provinces étant chargées de l'administration de la justice et du droit pénal en particulier, les articles 8, 9, 10 et 11 qui traitent des garanties juridiques ont une incidence directe sur les façons dont les provinces administreront la justice.

M. Crombie: Est-ce que ce ne serait pas le cas si on omettait l'expression «voies de droits régulières»?

M. Strayer: C'est possible. En omettant les articles 8, 9, 10 et 11...

M. Crombie: Est-ce que nous n'avons pas ce droit maintenant?

M. Strayer: Il n'est pas garanti par la constitution.

M. Crombie: Je cherche simplement à comprendre ce que nous avons à gagner à insérer l'expression «voies de droit régulières».

M. Chrétien: L'insertion de cette expression attribuerait des pouvoirs plus étendus aux tribunaux en ce qui concerne le fond même des lois adoptées par les différents législateurs. C'est ce que M. Strayer essaie de vous expliquer et c'est ce qui pose aussi un problème dans une certaine mesure.

M. Crombie: Je ne vois pas très bien en quoi consiste ces pouvoirs plus étendus vu que le conseiller juridique de la Couronne vient de nous expliquer que les notions de justice naturelle, de justice fondamentale et de voies de droit régulières offrent les mêmes garanties. Elles seraient donc toutes trois synonymes. Que veut dire le ministre lorsqu'il affirme que cela attribuerait davantage de pouvoirs aux tribunaux?

M. Strayer: Je ne me suis peut-être pas suffisamment bien expliqué. Bien que les principes de justice fondamentale, de justice naturelle et de voies de droit régulières comprennent tous trois les mêmes obligations en ce qui concerne la procédure, la notion de voies de droit régulières va au-delà des deux autres en ce sens qu'elle porte sur le fond. Aux États-Unis en particulier, les tribunaux ont à une certaine époque eu tendance à invoquer le principe de voies de droit régulières pour se prononcer sur des questions de fond; si les tribunaux ont interprété la notion de liberté comme comportant la liberté de conclure des contrats, précisant qu'il est interdit de porter atteinte à cette liberté non seulement par voie de procédure,

[Text]

cannot limit the freedom of contract by a minimum wage law, for example.

Mr. Crombie: Natural justice and fundamental justice do not deal with substantive matters, only procedural fairness, that is the difference between those two and due process?

Mr. Strayer: Yes.

Mr. Crombie: I have one final question.

With respect to due process and the substantive aspects of it, having no regard now for the procedural fairness, my understanding, again from my wee citizen's guide is that by the time the 1930s came along in the United States, the restraints which the court had previously put on legislators were removed and that by and large the substantive aspect of due process was not related to property but indeed became more related to privacy of personal rights, is that correct, in your view, in your understanding?

Mr. Strayer: I think that is a fair comment, sir, yes.

Mr. Crombie: Throughout American jurisprudence, as I understand it, the whole development of the due process clause, both procedurally and substantively, but more particularly substantively, evolved around questions relating to the rights of property and the rights of privacy. Would you say that is true?

Mr. Strayer: That is certainly true of property. I think the privacy question is one of much more recent development.

Mr. Crombie: If our charter of rights does not include either the right to property or the right to privacy, then I suggest to you, and I would like your comment, that the due process clause will not work the same way as it does in the United States because by and large it was the operation of the due process clause on property rights and personal privacy rights, and we are not including those in our charter.

Mr. Strayer: It is true that property will not be included, but liberty and security of the person would be included and I should think that that combined with due process, could get the courts into the business of defining privacy rights, for example.

Mr. Crombie: Let me conclude, if I could then, Mr. Chairman, because I think I understand what you are saying now and I think I have some difficulty with the amendment proposed, unless I hear from Mr. Robinson again, because again in my citizen's guide on page 21 it says "This clause", the "due process" clause, "has a substantive aspect as well," as you point out, sir,

protecting individuals against deprivation of important property and liberty interests. Substantive due process for a significant period of American history was held to preclude government from regulating many forms of economic activity.

We all know the history of that. They finally broke that down to court problems in the 1930s and so on.

[Translation]

aussi équitable soit-elle, mais même en application d'une loi sur le salaire minimum.

M. Crombie: Les notions de justice naturelle et de justice fondamentale, contrairement à celle de voies de droit régulières, s'intéressent donc uniquement à la question de savoir si la procédure a bien été équitable et non pas aux questions de fond. Est-ce bien cela la différence?

M. Strayer: Oui.

M. Crombie: Je voudrais poser une dernière question.

Pour ce qui est des voies de droit régulières et de leur effet essentiel, indépendamment de l'équité des procédures, si je ne m'abuse, vers les années trente aux États-Unis, les restrictions que les tribunaux avaient jusque-là imposées aux législateurs ont été levées et, en général, l'aspect essentiel des voies de droit régulières n'était pas relié à la propriété mais plutôt aux droits des individus dans leur vie privée. Est-ce que je me trompe?

M. Strayer: Non, je pense que vous avez raison.

M. Crombie: Dans la jurisprudence américaine, si je ne m'abuse, toute l'évolution de l'article portant sur les voies de droit régulières, à la fois du point de vue de la procédure et du point de vue du fond, mais surtout du point de vue du fond, était liée à des questions de jouissance du droit de propriété et du droit à la vie privée. Êtes-vous d'accord avec moi?

M. Strayer: Vous avez sûrement raison en ce qui a trait à la jouissance du droit de propriété. Le droit à la vie privée est beaucoup plus récent.

M. Crombie: Si notre Charte des droits n'inclut pas la jouissance des droits de propriété et le droit à la vie privée, je prétends que l'article sur les voies de droit régulières ne pourra pas être appliqué de la même façon qu'aux États-Unis car, en général, cet article porte sur la jouissance du droit de propriété et le droit à la vie privée. Quant à nous, nous n'envisageons pas de les inclure dans notre charte. Qu'en pensez-vous?

M. Strayer: Il est vrai que la jouissance des droits de propriété ne sera pas incluse, mais la liberté et la sécurité de la personne le seront et, cela, avec les voies de droit régulières, amènera les tribunaux à définir les droits à la vie privée, par exemple.

M. Crombie: En conclusion, je voudrais d'autres prévisions, car j'ai du mal à comprendre l'amendement proposé, à moins que M. Robinson n'ajoute quelque chose. Le Guide du citoyen que j'ai ici, dit, page 21: «Cet article», l'article qui porte sur «les voies de droit régulières», «comporte un aspect de fond également», comme vous l'avez dit vous-même, monsieur.

protégeant les individus contre l'atteinte à leur liberté et à leurs droits à la propriété. Les aspects essentiels des voies de droit régulières ont interdit très longtemps aux États-Unis que le gouvernement réglemente les nombreux secteurs de l'activité économique.

Nous connaissons bien les faits. Dans les années trente, les tribunaux s'en sont mêlé, et on connaît la suite.

[Texte]

While these restraints were abandoned in the 1930s, the court,
the American Supreme Court,

now accords the protection of substantive due process to certain fundamental personal rights. Foremost among these is the concept of the right to privacy, which to date has been limited largely to matters involving marriage, procreation, and the parental care of children.

And I ask you then finally, what effect will the inclusion of the due process clause have on the question of marriage, procreation, or the parental care of children?

Mr. Strayer: Mr. Chairman, I am sure that anything I could say would be purely in the realm of speculation, but it could be seen to open the door to the courts dealing with the question of abortion, that sort of thing, contraception, which has been dealt with by the American courts. In other words, the courts would be making these policy decisions instead of Parliament.

Mr. Chrétien: The point, Mr. Crombie, that it is important to understand the difference is that we pass legislation here on abortion, criminal code, and we pass legislation on capital punishment; parliament has the authority to do that, and the court at this moment, because we do not have the due process of law written there, cannot go and see whether we made the right decision or the wrong decision in Parliament.

If you write down the words, "due process of law" here, the advice I am receiving is the court could go behind our decision and say that their decision on abortion was not the right one, their decision on capital punishment was not the right one, and it is a danger, according to legal advice I am receiving, that it will very much limit the scope of the power of legislation by the Parliament and we do not want that; and it is why we do not want the words "due process of law". These are the two main examples that we should keep in mind.

You can keep speculating on all the things that have never been touched, but these are two very sensitive areas that we have to cope with as legislators and my view is that Parliament has decided a certain law on abortion and a certain law on capital punishment, and it should prevail and we do not want the courts to say that the judgment of Parliament was wrong in using the constitution.

Mr. Crombie: Thank you very much, and thank you Mr. Chairman. I know I spent some length of time.

Senator Connolly: May I ask a supplementary here?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I will certainly invite honourable Senator Connolly after I have thanked honourable David Crombie.

Honourable Senator Connolly.

Senator Connolly: I have been very interested in what my learned colleague Mr. Crombie has been discussing, and I just wonder whether it does not fortify the position that he has made so clear to us all to look at the world in Clause 7 as amended—no, I guess there is no amendment—it is repro-

[Traduction]

Ces restrictions ont été levées dans les années trente, mais le tribunal,
la Cour suprême des États-Unis

protège désormais certains droits personnels fondamentaux en vertu de la protection conférée par l'essence des voies de droit régulières. Parmi ces droits personnels fondamentaux, se trouve la notion de droit à la vie privée qui, jusqu'à présent, a été limité surtout à des questions de mariage, de procréation, de soin des enfants par leurs parents.

Je vous demande donc, en terminant, quelles seront les répercussions de l'inclusion de cet article sur les voies de droit régulières sur le mariage, la procréation et le soin des enfants?

M. Strayer: Monsieur le président, on ne peut ici que faire des suppositions, car on pourrait prétendre que désormais les tribunaux pourront trancher des questions d'avortement, de contraception, comme ce fut le cas aux États-Unis. En d'autres termes, ce sont les tribunaux et non plus le Parlement qui prendraient des décisions de politiques à cet égard.

M. Chrétien: Monsieur Crombie, il est important de comprendre la différence entre l'adoption d'une loi sur l'avortement, le Code criminel et l'adoption d'une loi sur la peine capitale. Le Parlement est habilité à adopter ces lois et le tribunal, parce que nous n'avons pas de voies de droit régulières écrites, ne peut pas vérifier si le Parlement a pris une bonne décision.

Si nous couchons cela sur le papier, on me dit que le tribunal pourra désormais aller au-delà de la décision du Parlement et renverser une décision que ce dernier aurait prise sur l'avortement ou sur la peine capitale. On risque donc, selon les avis juridiques que j'ai reçus, de limiter le pouvoir législatif du Parlement, et ce n'est pas ce que nous souhaitons. C'est pourquoi nous ne voulons pas inclure cette expression «voies de droit régulières». Ce sont deux exemples qu'il faut garder à l'esprit.

On peut spéculer quant aux implications que cela aurait sur des domaines sur lesquels on n'a pas encore légiféré; mais voilà deux domaines très particuliers avec lesquels les législateurs sont aux prises et, à mon avis, le Parlement qui a adopté certaines lois sur l'avortement et la peine capitale devrait avoir préséance en la matière, et nous ne voulons pas que les tribunaux puissent, en invoquant la constitution, renverser le jugement du Parlement.

M. Crombie: Merci beaucoup. Je sais que j'ai été long.

Le sénateur Connolly: Puis-je poser une question supplémentaire?

Le coprésident (M. Joyal): Bien sûr, sénateur Connolly. Merci, monsieur Crombie.

Sénateur Connolly.

Le sénateur Connolly: Ce dont a discuté M. Crombie m'a intéressé vivement. Je me demande si ce qu'il a dit ne vient pas appuyer la position qu'il a exposée si clairement au sujet du libellé de l'article 7. Cet article, qui contient l'expression «porté atteinte», a deux conséquences: il établit le fait que chacun a

[Text]

duced. The word "deprived"; it sets out the fact that everyone has the right to life, liberty, security of persons and "not to be deprived thereof except", so you talk about the substance of right in the first place; you talk about the process by introducing the word "deprived" and I think it is restricted to the process in the light of the explanation the Minister and the officials have given. That might help you a bit.

Miss Campbell: Mr. Chairman, just a point of information to Mr. Crombie, if I might.

Perhaps the Canadian public would like to have the address of that nice little citizen's book you are using.

Mr. Crombie: It is the last one that I would be willing to offer the government actually at a reasonable price.

Miss Campbell: Just the address.

Mr. Crombie: It is made in Canada, printed in Cabbagetown actually.

Miss Campbell: You did not give us the title.

Mr. Crombie: Citizen's Guide to Individual Rights Under the Constitution of the United States of America, prepared by the Subcommittee on the Constitution of the Committee of the Judiciary. They are sort of like us. It gives you something to think about.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Madam Campbell.

Mr. Robinson, to conclude on the proposed amendment.

Mr. Robinson: Yes, Mr. Chairman, I have listened with interest to both the questions of Mr. Crombie and Mr. Fraser and the answers of the Minister's legal advisers and, indeed, of the Minister himself, and I do come back to the position that, as I indicated earlier, this particular proposal, the proposal that we deal with due process of law and not with this totally novel concept of fundamental justice in this context was a proposal which was deemed to be quite proper and quite acceptable to the federal government in February of 1979, in July of 1980, and in August of 1980. I can only wonder, Mr. Chairman, because it was the same advisers, exactly the same advisers in August of 1980 who suggested that Section 6 of that draft should read:

7. Everyone has the right to life, liberty and security of the person and the right not to be deprived thereof except by due process of law,

one can only wonder what bolt of lightning suddenly struck them and suddenly made them realize that there was some substantive concern with respect to due process of law.

We have not yet heard what it was that caused this change between August 22 and September 8, what particular jurisprudence it was that resulted in this change.

Mr. Chairman, I have listened with interest, as I say, to the arguments of my friends. It would be my submission that we should not lose the jurisprudence that has been built up in Canada so far in the question of due process of law and for that reason and because of the arbitrary and undefinable nature of fundamental justice, whatever that may mean, that

[Translation]

droit à la vie, à la liberté, à la sécurité de sa personne et qu'il ne peut être porté atteinte à ce droit, et après avoir établi l'essence même de ce droit, on aborde la question de la procédure en introduisant l'expression «porté atteinte». A la lumière des explications que nous ont données le ministre et ses collaborateurs, je pense que c'est limité au processus. Je ne sais pas si cela vous aide.

Mlle Campbell: Monsieur le président, puis-je poser une question à M. Crombie.

Peut-être que la population canadienne aimerait savoir où se procurer ce Guide du citoyen que vous avez cité.

M. Crombie: J'en ai ici le dernier exemplaire et je serais prêt à la céder au gouvernement à bon compte.

Mlle Campbell: Je veux tout simplement savoir où on peut se le procurer.

M. Crombie: Il est publié au Canada, et en fait, il est imprimé à Cabbagetown.

Mlle Campbell: Pouvez-vous nous en donner le titre.

M. Crombie: Il s'agit du Guide du citoyen sur les droits de l'individu en vertu de la Constitution des États-Unis d'Amérique, préparé par le sous-comité sur la constitution du comité de la justice. Ces comités sont semblables aux nôtres. Ce guide porte à réflexion.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, madame Campbell.

Monsieur Robinson, pouvez-vous conclure vos remarques sur l'amendement proposé.

M. Robinson: Monsieur le président, j'ai écouté avec un vif intérêt les questions de MM. Crombie et Fraser et les réponses que les conseillers juridiques du ministre, et le ministre lui-même, leur ont données. Je reviens à ce que je disais plus tôt, car cette proposition porte sur les voies de droit régulières et non pas sur une notion toute nouvelle, celle de la justice fondamentale. C'est une position qui a semblé tout à fait acceptable au gouvernement fédéral en février 1979, en juillet 1980 et en août de la même année. Je ne puis que me poser des questions, monsieur le président, car ce sont les mêmes conseillers qui en août 1980 ont proposé le libellé suivant pour l'article 6:

7. Chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne; il ne peut être porté atteinte à ce droit que par voies de droit régulières.

On se demande ce qui s'est produit soudainement pour qu'ils se ravisent au sujet des voies de droit régulières.

On ne m'a pas encore dit ce qui s'est produit entre le 22 août et le 8 septembre, quelle jurisprudence particulière avait été mise au jour, pour justifier ce changement.

Monsieur le président, j'ai écouté les arguments de mes amis avec beaucoup d'intérêt. Il me semble que nous ne devrions pas perdre de vue la jurisprudence qui a été créée au Canada jusqu'ici en matière de voies de droit régulières et, pour cette raison ainsi qu'à cause de la nature arbitraire et indéfinissable de la justice fondamentale, il me semble donc, dis-je, que nous

[Texte]

we should maintain the concept of due process of law, recognizing that it does not apply at all to property.

Finally, Mr. Chairman, to deal with the concern of Mr. Fraser, that this might in some way narrow the concept of fundamental justice, I would point only to the fact that we are talking about this as an inclusion to the concept of fundamental justice. It says, "fundamental justice, including the principles of due process of law". So anything that is incorporated within fundamental justice is continued, but we are making very clear that the jurisprudence with respect to due process is carried on in Canadian law.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

I would like to call the vote on the proposed motion, that Clause 7 amended by adding thereto immediately after the word "justice" the following:

, including the principles of due process of law.

Amendment negatived.

I would like to call the next amendment. It is the one with the number N-11, Clause 7, page 4, and it is an amendment moved by the NDP party.

I would like to invite Mr. Robinson to make the usual presentation.

Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Yes, Mr. Chairman, I will try to be as brief with this one as we were with the last one.

I move that Clause 7 of the proposed constitution act, 1980 be amended by (a) adding immediately after line 27 on page 4 the following:

8. Everyone has the right to a fair hearing in accordance with the principles of fundamental justice for the determination of rights and obligations.

Mr. Chairman, I do not know whether you wish to deal with both (a) and (b) together. They cover somewhat different areas. I would suggest that we deal first with the right to a fair hearing in Clause 7(a) and then turn to the right to privacy in Clause (7)(b), but I am in the hands of the Chair on that.

If we could perhaps deal with the right to a fair hearing first, that is Clause 7(a).

En français il est proposé:

Que le projet de loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par

a) adjonction, après la ligne 28, page 4, de ce qui suit:

Audition impartiale—«8. Chacun a droit à une audition impartiale de sa cause en conformité avec les principes de justice fondamentale pour la détermination de ses droits et obligations.»

[Traduction]

devrions garder ce concept de voies de droit régulières reconnaissant qu'il ne s'applique pas à toute propriété.

Enfin, monsieur le président, pour répondre aux préoccupations de M. Fraser, c'est-à-dire que cette proposition pourrait rétrécir en quelque sorte ce concept de justice fondamentale, j'aimerais tout simplement souligner qu'il s'agit d'intégrer cette proposition au concept de justice fondamentale. On dit bien: «justice fondamentale, y compris les voies de droit régulières». Donc, tout ce qui se trouve contenu dans le concept de justice fondamentale se poursuit, mais nous disons tout simplement plus clairement que la jurisprudence concernant les voies régulières se perpétue dans le droit canadien.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

Je mets aux voix la motion proposée, que l'article 7 soit modifié en ajoutant immédiatement après l'expression «justice fondamentale»:

y compris les principes des voies de droit régulières.

L'amendement est rejeté.

Nous passons maintenant à l'amendement suivant. Il s'agit du no N-11, article 7, page 4, proposé par le nouveau parti démocratique.

J'invite M. Robinson à présenter l'amendement, comme il est d'usage.

Monsieur Robinson.

M. Robinson: Oui, monsieur le président; j'essayerai d'être aussi bref que tout à l'heure.

Il est proposé que l'article 7 du projet de loi constitutionnel de 1980 soit modifié par a) adjonction, après la ligne 28, page 4, de ce qui suit:

8. Chacun a droit à une audition impartiale de sa cause en conformité avec les principes de justice fondamentale pour la détermination de ses droits et obligations.

Monsieur le président, je ne sais si l'on veut traiter des alinéas a) et b) ensemble. Il s'agit de deux domaines quelque peu différents. Je propose que nous traitions d'abord de la question de l'audition impartiale à l'alinéa a) pour ensuite discuter du droit à la vie privée à l'alinéa b), mais c'est au président de décider à ce propos.

Peut-être pourrions-nous d'abord traiter du droit à l'audition impartiale, l'alinéa a) de l'article 7.

In English: It is moved

That Clause 7 of the proposed Constitution Act, 1980, be amended by

(a) adding immediately after line 27 on page 4 the following:

8. Everyone has the right to a fair hearing in accordance with the principles of fundamental justice for the determination of rights and obligations.

[Text]

[Translation]

• 1140

Mr. Chairman, this concept of a right to a fair hearing is one which has been alluded to in questions earlier to the Minister and which has also been raised by many witnesses appearing before this Committee as one of the fundamental rights which must be protected in a free and democratic society.

It is a concept which is contained once again within the Canadian Bill of Rights, at Clause 2(e), Mr. Chairman, and I would like to just make brief reference to that.

Clause 2(e) refers to the right not to be deprived of the right of a fair hearing in accordance with the principles of fundamental justice for the determination of rights and obligations. In addition, Mr. Chairman, each of the successive federal proposals before the provinces and, indeed, the Committees which have considered this matter, have felt that this right to a fair hearing was fundamental.

The 1972 Molgat-MacGuigan Committee Bill C-60, made an explicit reference to the right to a fair hearing which would apply both at provincial and federal levels. This was supported by Senator Lamontagne and Mr. MacGuigan in their report on Bill C-60.

The February 1979 proposal before the First Ministers also included the right to a fair hearing, and finally, in July of 1980, Mr. Chairman, the Minister himself stated that this particular right was an essential right.

I do not know, Mr. Chairman, if the Minister is going to be returning.

Mr. Strayer: Yes.

Mr. Robinson: I see. I will not explicitly refer to the Minister's statement until he has returned, to give him an opportunity to deal with that, but Mr. Chairman, I think in suggesting why it is so important that this right to a fair hearing be included within a constitution of Canada, I can do no better than to quote from a brief of the British Columbia Civil Liberties Association at page 10, and I will just quote from their section on the right to a fair hearing:

In his 1969 proposals regarding a Charter of Rights, Mr. Trudeau suggested that the Charter should guarantee the right of a person to a fair hearing in accordance with the principles of fundamental justice for the determination of his rights and obligations. Such a provision is included in the 1960 Statutory Canadian Bill of Rights, but no such provision is included in the present government proposals.

The British Columbia Civil Liberties Association believes that such a provision should be included and that its language should be changed so that statutory tribunals and administrative agencies are clearly covered by its wording, and this is the important point:

It is not only in criminal proceedings that individual rights need clarification and protection; citizens today face an array of government agencies which may reach into every aspect of their lives.

Monsieur le président, il s'agit du droit à une audition impartiale, droit dont on a parlé plus tôt dans quelques questions posées au ministre, et de nombreux témoins comparaisant ici ont bien dit qu'il s'agit d'un des droits fondamentaux qu'il faut protéger dans une société libre et démocratique.

Il s'agit encore une fois d'un concept que l'on retrouve dans la Charte canadienne des droits, à l'alinéa e) de l'article 2, monsieur le président, et je voudrais en dire un mot.

L'alinéa e) de l'article 2 porte sur le droit de l'individu de ne pas être privé du droit à une audition impartiale selon les principes de la justice fondamentale lorsqu'il s'agit de déterminer ses droits et obligations. De plus, monsieur le président, chacune des propositions présentées par le gouvernement fédéral aux provinces ainsi qu'aux comités qui ont étudié ce sujet prouve bien que ce droit à une audition impartiale est un droit fondamental.

Le Comité Molgat-MacGuigan de 1972, qui étudiait le Bill C-60, a parlé de façon très précise du droit à une audition impartiale qui s'appliquerait et au niveau fédéral et au niveau provincial. Cela a été appuyé par le sénateur Lamontagne et M. MacGuigan dans leur rapport sur le Bill C-60.

La proposition de février 1979, présentée aux premiers ministres provinciaux mentionnait aussi le droit à une audition impartiale et, enfin, en juillet 1980, monsieur le président, le ministre lui-même a déclaré qu'il s'agissait d'un droit essentiel.

Je ne sais pas, monsieur le président, si le ministre va revenir.

M. Strayer: Oui.

M. Robinson: Merci. Je ne me reporterai pas explicitement à la déclaration du ministre avant qu'il ne revienne, de façon à lui donner l'occasion d'en traiter, mais pour vous expliquer pourquoi, monsieur le président, il est si important que ce droit à une audition impartiale se trouve mentionné dans la Constitution du Canada; je ne puis que citer un extrait du mémoire de l'Association des libertés civiles de la Colombie-Britannique, page 10, et je vous cite, en ce qui concerne le droit à une audition impartiale:

Dans ses propositions de 1969 concernant une Charte des droits, M. Trudeau a proposé que cette Charte devrait garantir le droit à une audition impartiale conformément aux principes de la justice fondamentale lorsqu'il s'agit de décider quels sont les droits et obligations de chacun. Une telle disposition se trouve dans la Charte des droits de 1960, mais il ne se trouve aucune disposition semblable dans les propositions actuelles du gouvernement.

L'Association des libertés civiles de la Colombie-Britannique croit que pareille disposition devrait être constitutionnalisée et que le libellé devrait être changé de façon à ce qu'elle s'applique aux tribunaux réglementaires et aux organismes administratifs, et c'est là le point essentiel:

Ce n'est pas seulement dans les cas de procédures intentées au criminel qu'il faut préciser et protéger les droits individuels; les citoyens d'aujourd'hui font face à

[Texte]

Mr. Chairman, all we are suggesting in this proposed amendment is that when there are fundamental decisions which are being made, not just about criminal law, but which many directly affect the lives of the people of Canada, that they have the right to the principles of fundamental justice as they have assumed that they have had for some considerable length of time.

In many instances administrative decisions are made which affect a citizen drastically and directly and which may appear to be arbitrary, unfounded and wrong, and the citizen may have great difficulty in even determining what the reasons were for a particular decision. The reasons may not be published, they may only be available to agency personnel.

They conclude by saying that because of this proliferation of administrative and statutory tribunals and their effect, and it is a serious effect, on the lives of Canadian citizens, we believe that this right to a fair hearing must be included in the new constitutional Charter of Rights and Fundamental Freedoms.

The concept of this fair hearing would explicitly include all instances of decision-making where a person's rights and obligations are to be determined, and they say only in this way will today's citizens find the traditional right to a fair hearing relevant to his circumstances and a proper safeguard to his rights.

Mr. Chairman, that is the purpose of this proposed amendment. I would invite honourable members to support the amendment, to recognize how important this is in Canadian society today, and I would like to conclude by quoting from the Minister himself, Mr. Chrétien, in a statement which he made to the Continuing Committee of Ministers on the Constitution in July of last year, and I am quoting now directly from the Minister:

In deciding which rights should be included in this Charter, we have selected only those which we feel reflect the central values of our society. Each of the rights we have listed is an essential ingredient for the Charter and all our rights which all Canadians should have, regardless of where they live in our country.

Mr. Chairman, one of the fundamental rights which the Minister was referring to in that statement was the right to a fair hearing for the determination of a citizen's freedoms and obligations. If that right was fundamental, if that right was central and essential in July of 1980, I can only assume that that right is still fundamental and essential today.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

I would like to invite Mr. Jean Lapierre.

Monsieur Jean Lapierre.

[Traduction]

une batterie d'organismes gouvernementaux qui peuvent toucher à tous les aspects de leur vie.

Monsieur le président, par l'amendement que nous proposons, nous cherchons tout simplement à nous assurer que les citoyens jouiront du droit au principe de justice fondamentale qu'ils ont toujours cru avoir depuis longtemps, et qu'ils pourront en jouir non seulement en matière de droit criminel, mais aussi en matière de tout autre droit ou règlement qui pourrait les toucher.

Dans bien des cas, on prend des décisions administratives qui touchent le citoyen sérieusement et directement, qui peuvent sembler avoir été prises d'une façon arbitraire et qui peuvent sembler n'être pas fondées ou totalement fausses, et le citoyen peut avoir énormément de difficulté à essayer de savoir pour quelle raison précise certaines décisions ont été prises. Les raisons ne seront peut-être jamais connues et il se pourrait qu'elles soient réservées au seul personnel de l'organisme.

En conclusion, l'Association dit qu'il faudrait inscrire ce droit à une audition impartiale dans toute nouvelle constitution ou charte des droits et libertés fondamentales à cause de cette prolifération de tribunaux réglementaires et administratifs et l'effet très sérieux qu'ils ont dans la vie de tout citoyen canadien.

Dans ce concept d'audition impartiale on retrouverait, explicitement, tous les cas où se prennent des décisions portant sur les droits et obligations de la personne, et l'on dit que c'est la seule façon de garantir au citoyen d'aujourd'hui qu'il gardera son droit traditionnel à une audition impartiale dans les cas qui le concernent et que c'est la seule façon de bien sauvegarder ses droits.

Voilà, monsieur le président, le but de l'amendement proposé. J'invite tous les honorables membres à appuyer cet amendement et à apprécier l'importance que cette question revêt pour la société canadienne actuelle et j'aimerais conclure en citant une déclaration du ministre, M. Chrétien, à l'occasion de la réunion du Comité permanent des ministres sur la Constitution au mois de juillet dernier:

En décidant quels droits devraient se trouver dans cette Charte, nous n'avons choisi que ceux qui nous semblent refléter les valeurs primordiales de notre société. Chacun des droits que nous avons inscrits se trouve être un ingrédient essentiel pour la charte, et il s'agit de tous les droits que tous les Canadiens devraient avoir, quel que soit l'endroit où ils résident dans notre pays.

Monsieur le président, un des droits fondamentaux dont le ministre parlait dans cette déclaration était ce droit à une audition impartiale lorsqu'il s'agit de décider quelles sont les libertés et obligations du citoyen. Si ce droit était fondamental et essentiel en juillet 1980, je ne puis qu'en conclure qu'il l'est tout autant aujourd'hui.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

Monsieur Jean Lapierre.

Mr. Jean Lapierre.

[Text]

M. Lapierre: Merci, monsieur le président.

Je me permets d'intervenir dans ce débat et, cette fois-ci, je prends le ministre de la Justice à témoin.

L'amendement proposé par mon ami M. Robinson au nom de la non-interférence directe avec les provinces qu'il a si bien soutenue concernant les droits de propriété, je pense que sa logique devrait s'étendre à cet article ici qui pourrait effectivement avoir beaucoup d'implications avec les provinces si on pense, par exemple, à l'émission de permis de conduire ou à l'émission de cinquante-six sortes de permis que les provinces émettent régulièrement.

Je pense que les gouvernements des provinces—et s'il avait encore une fin de semaine pour consulter—les gouvernements des Provinces s'objecteraient beaucoup à cela et c'est pourquoi nous croyons que ce n'est pas nécessaire à ce moment-ci et que ce serait aller un peu trop loin dans l'administration des agences gouvernementales provinciales et para-gouvernementales.

Cette section, comme il a dit, est incluse dans la charte canadienne pour le gouvernement fédéral, nous avons accepté de nous lier à cela mais, au niveau des provinces, ce serait aller un peu trop loin et je lui demande de réfléchir un peu sur l'intervention directe que l'on ferait dans le domaine des permis en particulier. C'est pourquoi nous pensons que cette modification est malvenue.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Lapierre.

The honourable James McGrath.

Mr. McGrath: Can I ask Mr. Lapierre a question? Mr. Lapierre, are you speaking on behalf of the government on this particular amendment? I would just like to get that straight.

Mr. Lapierre: That is why I said that the Minister of Justice was witnessing this time.

Mr. McGrath: But you were speaking on behalf of the government?

Mr. Lapierre: That is our position, as a member that is my position. I cannot speak on behalf of the government, for now at least.

Mr. McGrath: I just wanted to know when you are speaking on your own behalf and when you are speaking on behalf of the government.

Mr. Lapierre: I would never speak on behalf of the government before I am in Cabinet.

Mr. McGrath: Again, you learned your lesson last week.

Mr. Lapierre: Yes, I did.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Merci, Mr. Lapierre.

So the Chair sees no other speakers on the proposed motion, I would like then to call the vote, but before calling the vote, ask for Mr. Robinson to conclude on the proposed motion.

Mr. Fraser: Just a minute, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Honourable John Fraser.

[Translation]

Mr. Lapierre: Thank you, Mr. Chairman.

I am going to take part in this debate, and this time, I will take the Minister of Justice to witness.

The amendment suggested by my friend Mr. Robinson in the name of no direct interference with the provinces, a thesis which he debated so well concerning property rights, I think his logic should apply to this clause which could have many implications with the provinces if, for example, we think about the issuing of drivers' licences or the issuing of all kinds of other permits that provinces issue on a regular basis.

I think that the provincial governments, if they had another weekend to consult, would object very strongly to that and that is why we believe it is not necessary at this point and that it would be going a bit too far in the administration of provincial governmental and paragonmental agencies.

As he said, this section is included in the Canadian Charter for the Federal Government and we have accepted to be bound by it but at the provincial level it would be going a little too far and I would ask him to think a bit more about the direct intervention we would then be making especially in the area of permits. That is why we think this amendment is not proper.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Lapierre.

L'honorable James McGrath.

M. McGrath: Puis-je poser une question à M. Lapierre? Monsieur Lapierre, parlez-vous au nom du gouvernement en ce qui concerne cet amendement précis? Je voudrais tout simplement m'en assurer.

M. Lapierre: C'est pour cela que j'ai dit que je prenais le ministre de la Justice à témoin.

M. McGrath: Mais vous parliez au nom du gouvernement?

M. Lapierre: C'est ce que nous en pensons et c'est ce que je pense en tant que député. Je ne peux pas parler au nom du gouvernement, pas pour le moment du moins.

M. McGrath: Je me demandais tout simplement quand vous parlez en votre nom personnel et quand vous parlez au nom du gouvernement.

M. Lapierre: Je ne parlerai jamais au nom du gouvernement avant de faire partie du Conseil des ministres.

M. McGrath: Vous avez bien appris votre leçon la semaine dernière.

M. Lapierre: En effet.

Le coprésident (M. Joyal): Thank you, Mr. Lapierre.

Puisque je ne vois pas d'autres intervenants qui demandent la parole, nous pourrions peut-être passer au vote, mais tout d'abord, j'aimerais que M. Robinson nous fasse part de sa conclusion.

M. Fraser: Un instant, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable John Fraser.

[Texte]

Mr. Fraser: I wanted to ask a couple of questions.

We have listened to Mr. Lapierre, through you, Mr. Chairman, to the Minister, and I would like to hear from the law officers of the Crown as to whether or not they think that this particular clause is going to so impinge on the provinces that they cannot issue a driver's licence or anything else. I would just like to know what substance there is in that statement?

It is an easy statement to make, but I look at that clause and I do not, frankly, see how that is going to interfere with the administration of the Motor Vehicles Branch in the province of British Columbia, but if somebody can convince me that it will, I am certainly prepared to listen.

Mr. Chrétien: I will ask Mr. Tassé to reply to that question, he was involved in the discussions with the provinces on the matter.

Mr. Roger Tassé, Q.C. (Deputy Minister Department of Justice): Last week, I think it was, Mr. Fraser, I indicated that there have been recent decisions of the Supreme Court of Canada that have, in effect, decided that the concept of fairness should apply to administrative proceedings.

When we look at that section of the Bill of Rights right now, that requires that in effect the right to a fair hearing be extended in accordance with the principles of fundamental justice, when the rights and obligations of a person are being determined; we had always thought that in effect that right to a fair hearing would apply in civil or administrative proceedings that were of a judicial or quasi-judicial character, and that this principle did not extend to administrative proceedings like the granting of licences, and so on, so forth.

However, this recent decision of the Supreme Court, Martineau and Nicholson, has in effect extended possibly the principle of natural justice which is included in that principle of a fair hearing to this other level of administrative activity that both the federal and provincial governments are involved in. Until we know further from the courts as to what is the exact scope of the right to a fair hearing, where there is some uncertainty as to exactly what this meant, and if we were at this time to constitutionalize and entrench the principles of fundamental justice and the right to a hearing in accordance with the principles of fundamental justice, in effect we could be saying that not only should this right apply in terms of decisions that are required to be made judicially, but also we may be saying that this right should apply in terms of the administrative activities that governments get involved in and it would not be possible, because it would have been entrenched, for the legislature to provide for special procedures that we feel, at the administrative level anyway, in licensing, for example, activities, municipal licensing at the local level requires that, in effect, there be some exceptions to the rules that apply in decisions that are required to be made in accordance with the principles of natural justice as is set out in Clause 2(e), and as the courts have over the years decided in matters in the provincial area.

In effect we would be taking away from the provinces the possibility, possibly, of designing their administrative decision making at the provincial or municipal level in such a way as

[Traduction]

M. Fraser: Je voulais tout simplement poser quelques questions.

Nous avons écouté M. Lapierre et le ministre, et j'aimerais que les juristes de la Couronne nous disent s'ils pensent que cet article précis pourrait servir à interdire aux provinces d'émettre des permis de conduire ou d'autres permis du genre. J'aimerais tout simplement savoir jusqu'à quel point cet argument est valable?

Il est facile de dire toutes sortes de choses, mais en voyant cet article je ne comprends pas vraiment comment cela pourrait nuire à l'administration du Bureau des véhicules automobiles de la Colombie-Britannique; cependant, si quelqu'un peut me convaincre du contraire, je suis prêt à l'écouter.

M. Chrétien: Je vais demander à M. Tassé de répondre à cette question puisqu'il a été mêlé aux discussions qui ont eu lieu avec les provinces à ce sujet.

M. Roger Tassé (C.R., sous-ministre de la Justice): Monsieur Fraser, il me semble avoir dit la semaine dernière que la Cour suprême du Canada a rendu certaines décisions qui, à vrai dire, portent à croire que l'idée de l'impartialité doit s'appliquer en ce qui concerne les procédures administratives.

Lorsque nous étudions cette partie de la Charte des droits, il appert que le droit à une audition impartiale s'applique conformément aux principes de la justice fondamentale lorsque les droits et obligations de la personne sont en jeu, nous avions toujours cru que le droit à une audition impartiale s'appliquerait lors de procédures civiles ou administratives de nature judiciaire ou quasi judiciaire, et que ce principe ne s'appliquait pas aux procédures administratives comme dans le cas d'émission de permis, ainsi de suite.

Cependant, cette décision récente rendu par la Cour suprême dans les causes *Martineau et Nicholson* étend, possiblement, ce principe de la justice naturel, compris dans le principe de l'audition impartiale, à cet autre niveau l'activité administrative dans lequel s'engagent les gouvernements fédéral et provinciaux. Avant que les tribunaux ne précisent davantage en quoi consiste ce droit à une audition impartiale, dans le cas où il subsisterait des incertitudes sur la signification exacte de cette expression, et si on devait aujourd'hui constitutionnaliser et entériner les principes de la justice fondamentale et ce droit à l'audition, conformément aux principes de la justice fondamentale, on pourrait fort bien, en vérité, décider que non seulement ce droit doit s'appliquer aux décisions judiciaires, mais on pourrait aussi, par le fait même, décider qu'il doit s'appliquer aux diverses activités administratives des gouvernements; donc, parce que ce principe aurait été entériné, il serait dès lors impossible pour la législature d'adopter des procédures spéciales qui, au niveau de l'administration, du moins les croyons-nous par exemple dans le cas d'émission de permis par les municipalités, devraient prévoir certaines exceptions aux règles qui s'appliquent dans le cas des décisions qui doivent être prises conformément aux principes de la justice naturelle, selon l'article 2(e), et conformément à la jurisprudence en matière provinciale.

Donc, nous enlèverions aux provinces, peut-être, la possibilité de déléguer leur pouvoir de décision administrative au niveau municipal ou provincial, de la façon dont cela peut se

[Text]

these things can be done fairly, not necessarily in accordance with the more extensive and the more sophisticated procedures and principles that apply where a decision needs to be made judicially or quasijudicially.

So in effect I suppose I am saying, in a nut shell, because of these recent decisions of the Supreme Court, the right to a fair hearing and the scope of its application is in a state of uncertainty at this time and that it would be unwise to constitutionalize and entrench the right to a fair hearing in accordance with the principles of fundamental justice because we might unwittingly be extending that right beyond those areas where the decisions need to be made judicially or quasi-judicially to the area of the administrative decision making process where these principles do not apply now.

Mr. Fraser: Well, Mr. Chairman, I have got to say that I am concerned about this because my own experience in practicing law has been that fairness in purely administrative decisions is a very hard thing to achieve and it is well known to lawyers that it is often difficult to upgrade an administrative decision into a quasi or judicial decision where the principles of natural justice would apply.

I find it awfully difficult to accept that whether it is an administrative decision or a quasi-judicial decision made by bureaucrats, that a Canadian citizen ought not to get a fair hearing.

Senator Connolly interjects, and he is absolutely right, the prerogative writs have been a remedy but the difficulty is that you then have to establish a qualis-judicial or a judicial nature in the proceedings and almost every lawyer who has acted for citizens against the massive complexity of the modern bureaucracy has wondered somehow why we have this quite unfair distinction between the right to do anything you want on an arbitrary basis with respect to the citizen as long as it is called administrative, but the minute it is called judicial, in the sense of determining their rights in a more profound way, then and only then do the principles of natural justice apply.

If the Supreme Court of Canada is now saying, in its wisdom, the principles of natural justice ought to be extended farther than they have been extended during the 50 or 60 or 70 years of Canadian administrative law that took an extremely narrow view on these things, then I can only say that the Supreme Court of Canada is leading instead of following and is starting to learn as do common law lawyers that the pride of the common law was that our freedoms and liberties broadened down from precedent to precedent instead of narrowed down from one restrictive case to another.

I must say that personally I am just not persuaded that this amendment would cause the mischief that Mr. Lapierre thinks or that Mr. Tassé, whose legal opinion I certainly respect, believes it would cause.

I find it extraordinarily difficult to accept the strictures that are being imposed on us by those that argue against this. I also have to add that if the government is concerned, if they have suddenly become concerned about an imposition on the prov-

[Translation]

faire en toute équité, non pas nécessairement conformément aux procédures et aux principes plus étendus et plus complexes applicables lorsqu'il faut prendre une décision judiciaire ou quasi judiciaire.

En fin de compte, ce que j'essaie de dire c'est qu'à cause de ces décisions récentes de la Cour suprême, cette question du droit à une audition impartiale et son application ne sont pas encore très sûrs pour le moment, et il ne serait pas sage de constitutionnaliser et d'entériner ce droit conformément aux principes de la justice fondamentale; en effet, il se pourrait que, sans le vouloir, nous étendions ce droit au-delà des domaines des décisions judiciaires ou quasi judiciaires jusqu'au domaine des décisions administratives où ces principes ne s'appliquent pas à l'heure actuelle.

M. Fraser: Monsieur le président, tout cela nous préoccupe parce que, d'après ma propre expérience dans la pratique du droit, l'équité en matière de décisions purement administratives est très difficile à obtenir, et les hommes de loi savent très bien qu'il est souvent difficile de faire accepter qu'une décision administrative soit jugée au niveau quasi judiciaire ou judiciaire, où les principes de justice naturelle interviendraient.

Il m'est très difficile d'accepter, qu'il s'agisse d'une décision administrative ou quasi judiciaire rendue par des bureaucrates, qu'un citoyen canadien n'a pas le droit à une addition impartiale.

Le sénateur Connolly s'y objecte, et il a tout à fait raison de dire que les ordonnances émises en vertu de la prérogative royale peuvent servir dans ces cas-là; mais le problème est qu'il faut alors prouver la nature quasi judiciaire ou judiciaire de la chose pendant la procédure et tout avocat qui a déjà plaidé en faveur de citoyens contre la complexité de l'appareil bureaucratique moderne s'est interrogé, un jour ou l'autre, sur le bien-fondé de cette distinction tout à fait inéquitable entre le droit de faire tout ce que l'on veut, d'une façon arbitraire en ce qui concerne le citoyen tant et aussi longtemps qu'on dit qu'il s'agit d'une décision administrative; mais, dès le moment où il s'agit d'une décision judiciaire, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit de déterminer ses droits avec plus d'exactitude, à ce moment-là les principes de la justice naturelle s'appliquent.

Si la Cour suprême du Canada, dans sa sagesse, estime maintenant que les principes de justice naturelle doivent être étendus plus qu'ils ne l'ont été au cours des 50, 60 ou 70 années de droit administratif au Canada où l'on a interprété ces principes d'une façon très étroite, elle crée des précédents au lieu de suivre des précédents et commencer à apprendre comme les juristes du droit coutumier que ce droit tire sa fierté du fait que les droits et les libertés des citoyens sont élargis d'un précédent à l'autre et non pas restreints d'une cause défavorable à l'autre.

Personnellement, je ne crois pas que cet amendement puisse causer tout le tort que M. Lapierre ou M. Tassé, dont je respecte l'opinion en tant que juriste, estiment qu'il peut causer.

J'ai bien du mal à accepter la logique de ceux qui s'en prennent à l'amendement. Par ailleurs, si le gouvernement s'inquiète, comment peut-il s'inquiéter tout à coup de la possibilité, dans ce cas-ci, d'imposer des obligations aux provinces;

[Texte]

inces, that concern does not extend to the profound problems of the amending formula and other things, all I can do is invite the government to follow our procedure and put this, if this is what we believe then put this in front of the provinces for further discussion. If a case can be made whereby it would make it impossible to administer, the government of the provinces or the Government of Canada, because that must be part of the concern, the only bureaucracy in the country is not the provinces', there is a huge bureaucracy in the federal government, the case can be made where there are instances where this would confound the ordinary and effective administration from day to day and exceptions can be found to it at that time.

However, I must say that I am deeply concerned when, in the Charter which is trying to establish the rights of Canadians, especially the rights of Canadians vis-à-vis the massive and impersonal kind of bureaucracy with which the Canadian citizen has to deal, that the government would be seriously arguing against this amendment.

Mr. Chrétien: M. Fraser, I would like to point out to you that in relation to the federal level this aspect of the problem is covered in the Bill of Rights and would still be applicable, and through the Bill of Rights it covers the federal administration and the clause is Clause 2(e), which speaks of the right of the private person to a fair hearing in accordance with the principles of fundamental justice for the determination of his rights and obligations.

Mr. Fraser: Well, I recognize that.

Mr. Chrétien: And if you enshrine it in the constitution we are bound by it but we will be binding the provincial governments on that issue. We are covered federally because you have referred to the federal bureaucracy, we are covered here by the Bill of Rights, but if we were to enshrine it in the constitution you will impose it on the provinces and we say that they have their provincial Bills of Rights, there is legislation that can be passed to protect the citizen against abuse of administration provincially and it is not for us to impose our standards on them.

Mr. Fraser: Just one response, Mr. Chairman . . .

The Joint Chairman (Mr. Joyal): It will be your final question, Mr. Fraser.

Mr. Fraser: I have got great respect for the Minister but the Minister's answer just once more has illustrated just how bizarre this whole exercise is. When the Minister does not want an amendment he says it is because it is encroaching on the provinces, but when he wants to encroach on the provinces he says it is in the absolute interest, the public interest and the rights and freedoms of Canadians that the provinces be encroached upon. There is absolutely no consistency. What is happening, this Charter has picked up chunks of the Canadian Bill of Rights and decided that you are going to put it in? Why?

[Traduction]

il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit de la formule d'amendement et d'autres dispositions. Tout ce que je puis faire, c'est inviter le gouvernement à suivre les procédures normales et à soumettre l'amendement aux provinces pour qu'elles en discutent. S'il est prouvé que l'amendement pourrait poser des problèmes d'application, s'il est prouvé que l'application normale de la loi dans la pratique crée des problèmes, au niveau des gouvernements des provinces ou du gouvernement du Canada, parce qu'il n'y a pas que la bureaucratie des provinces, il y a aussi l'énorme appareil fédéral, alors, des exceptions peuvent être prévues.

Je ne demeure pas moins inquiet du fait que, dans le contexte d'une charte qui est censée garantir les droits des Canadiens, surtout vis-à-vis de la bureaucratie massive et impersonnelle à laquelle les Canadiens sont en butte, le gouvernement s'oppose vraiment à un amendement comme celui-là.

M. Chrétien: Je vous signale, monsieur Fraser, que pour ce qui est de la bureaucratie fédérale, le cas est prévu dans la Déclaration des droits qui continuerait de s'appliquer. La Déclaration des droits s'applique donc, plus particulièrement à l'article 2(e) qui traite des droits de l'individu d'être entendu selon les principes de la justice fondamentale régissant ses droits et obligations.

M. Fraser: Je le sais.

M. Chrétien: Constitutionnaliser le principe ne fait pas que nous lier, mais lie également les gouvernements provinciaux. Pour ce qui est de la bureaucratie fédérale, donc, le cas est prévu dans la Déclaration des droits. L'inclure dans la constitution crée des obligations pour les provinces. Nous disons que les provinces ont des obligations dans leur déclaration des droits, qu'elles peuvent adopter des lois pour protéger les citoyens contre les abus éventuels de l'administration. Il ne nous appartient pas d'imposer nos normes aux provinces.

M. Fraser: Je voudrais encore ajouter quelque chose, si vous le permettez, monsieur le président . . .

Le coprésident (M. Joyal): Ce sera votre dernière question, monsieur Fraser.

M. Fraser: J'ai beaucoup de respect pour le ministre, mais sa réponse montre bien à quel point tout cet exercice est bizarre. Lorsque le ministre est contre un amendement, il dit que c'est parce qu'il ne veut pas empiéter sur le domaine des provinces; cependant, lorsqu'il désire empiéter sur ce domaine, il prétend que c'est pour le plus grand intérêt de tous, pour l'intérêt public. Il n'est absolument pas logique. La Charte des droits reprend tout simplement des parties de la Déclaration canadienne des droits. Pourquoi avez-vous décidé de procéder de cette façon?

[Text]

• 1200

You are going to put it in because you think those rights ought to be entrenched, but in the case of other things you play both sides against the middle.

Mr. Chrétien: You do not want to entrench, and you want me to entrench. Make up your mind!

Mr. McGrath: Mr. Chairman, on a point of order.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): A point of order, Mr. McGrath.

Mr. McGrath: Surely, Mr. Chairman, the hon. member should be entitled to finish his intervention without this kind of interruption by the Minister of Justice.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Fraser, I will invite you to proceed with your intervention.

Mr. Fraser: Thank you very much, Mr. Chairman.

The Minister forgets—and I am sure he would want me to respond very calmly to his interventions; but he forgets that the Conservative position is that we, here, as a federal House of Commons, are told to bring forward what we think would be a good set of rights and a good amending formula, and then report that proposition to the provinces and sit down and talk with them a little further to see whether we can get as much agreement as we can on that.

You see, we are not unilaterally imposing; and I am sure the Minister does not intend to mislead the public who are watching us. We are not unilaterally imposing.

What I am saying is that if we are to sit here and take this exercise seriously and talk about the question of rights and get into the whole field of what rights does a citizen have in dealing with a massive bureaucracy and the bureaucracies we have in the country, why should that not go forward just as legitimately as the other propositions that the Minister wants to go forward? That is my only point. I do not think I need press it further.

I think I have made the point that I see nothing to be afraid of in that clause, and I do not think it would bring the ordinary administration of the provinces or any other body of government to a halt, and if the Minister is as serious as he says, and as is set out in the Bill of Rights—exactly the same clause is binding and applicable on the federal bureaucracy then, surely, you could not really have fear that it would bring provincial administrative bureaucracies to a halt; because if it would bring their bureaucracies to a halt, then why would it not bring the federal bureaucracy to a halt?

Mr. Chrétien: I have just said that we are bound federally with the federal administration, and if the provincial administrations want to bind themselves with the same privileges and rights they can do so. That is the only point I am making.

And what you are proposing—and you are objecting to the process; but because I know it would be in the Charter of Rights and inscribed in the Canadian constitution, if we were

[Translation]

Vous pensez que ces droits doivent être constitutionnalisés, mais vous abandonnez les autres. Vous choisissez, en quelque sorte.

M. Chrétien: Vous me demandez vous-même d'inclure certains droits et pas d'autres. Décidez-vous!

M. McGrath: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur McGrath.

M. McGrath: Monsieur le président, l'honorable membre du Comité devrait sûrement avoir le droit de terminer son intervention sans être interrompu par le ministre de la Justice.

Le coprésident (M. Joyal): Veuillez poursuivre, monsieur Fraser.

M. Fraser: Merci beaucoup, monsieur le président.

Le ministre oublie, et je suis sûr qu'il tient à ce que je réponde à ses interventions le plus calmement du monde, il oublie que nous, conservateurs, voulons trouver ici à la Chambre fédérale la meilleure charte des droits et la meilleure formule d'amendement possible, pour ensuite les proposer aux provinces et en discuter avec elles davantage afin de s'entendre.

Nous ne voulons pas procéder unilatéralement pour imposer quoi que ce soit aux provinces. Je suis sûr que le ministre ne veut pas induire en erreur le public qui suit le débat. Ce n'est pas ce que nous proposons.

Je dis simplement que si cette affaire doit être prise au sérieux et que si l'on doit évoquer la question des droits des citoyens face aux bureaucraties qui existent au pays, ces droits doivent pouvoir être inclus légitimement comme le sont les autres propositions du ministre. C'est tout ce que je dis. Je n'insiste pas davantage.

Je répète que je ne vois rien dans cet article qui puisse faire peur; je ne crois pas qu'il puisse bloquer complètement l'administration routinière des provinces ou de tout autre palier de gouvernement. Si le ministre est sérieux lorsqu'il dit que le cas est prévu dans la Déclaration des droits, qu'il y a quelque chose qui s'applique à la bureaucratie fédérale, il ne doit pas craindre que les mêmes dispositions bloquent les bureaucraties provinciales. Si leurs bureaucraties risquent la paralysie, c'est la même chose pour l'appareil fédéral.

M. Chrétien: J'ai dit que nous avons respecté certains droits au niveau fédéral; si les administrations provinciales veulent s'engager de la même manière et garantir les mêmes privilèges et les mêmes droits, elles peuvent le faire. C'est l'argument que je vous sou mets.

Vous proposez... ou plutôt vous vous opposez au processus. Le fait que ces droits soient prévus dans la Charte et inclus dans la Constitution canadienne créerait des obligations pour les provinces, et c'est ce que nous voulons éviter.

[Texte]

to accept it it would be binding on the provinces and we do not want to bind the provinces.

You may say that you would discuss that further. If the provinces want to discuss the matter further and if we think that the provinces should have the same obligation, we will discuss that and if the provinces want, in the second round of the constitutional debate, to have it enshrined in the constitution, we will not object, because already we have that protection for the citizen in relation to the federal bureaucracy.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Fraser.

Madam Campbell.

Miss Campbell: Mr. Chairman, I have one question for the Minister or his officials.

It seems to me that this proposed amendment is taken care of in the larger Clause 24. Anyone who has the rights and freedoms under that clause can apply to a court.

So you are going to get a fair hearing, I would assume, if you think your rights and freedoms have been infringed upon.

If you are relating it strictly to administrative tribunals, I would agree with the Minister that the provinces have their own sources.

But I think procedural fairness under administrative tribunals is the key thing there.

I would hope that the new clause we would be proposing in Clause 24 would take care of that.

Mr. Chrétien: I am sorry, but I cannot agree with you.

Miss Campbell: I would use it.

Mr. Chrétien: You can try; but it is not the interpretation I would give at this time. But I think it would not apply to that in provincial jurisdictions. It would apply to federal jurisdiction, but not on provincial jurisdictions.

Miss Campbell: They would apply to rights and freedoms under this Act.

Mr. Chrétien: Yes, under this Act; but we are not covering the provincial problems.

What Mr. Robinson would like to have—he would like an amendment that will entrench what we have in the Bill of Rights for federal administration and to apply to the provinces, too.

If it were to be entrenched, Clause 24 would apply as a remedy; but it is not entrenched in the constitution; but for the federal side of the problem, it is covered in the Bill of Rights.

Because of the Bill of Rights, I guess one could use Clause 24 to get a remedy in relation to the Bill of Rights.

Miss Campbell: In relation to this act.

Mr. Chrétien: Yes, but it is in relation to the provincial aspects.

Miss Campbell: It is related to any rights or obligations . . .

[Traduction]

Vous pouvez toujours dire que vous en discuteriez davantage. Si nous croyons que les provinces doivent se soumettre aux mêmes obligations et qu'elles veulent en discuter avec nous, nous sommes prêts à le faire au cours de la deuxième étape du débat constitutionnel; nous sommes prêts à les inclure dans la Constitution: nous ne nous y opposons pas. Nous avons déjà prévu cette protection pour le citoyen face à la bureaucratie fédérale.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Fraser.

Madame Campbell.

Mlle Campbell: Monsieur le président, je voudrais poser une question au ministre ou à ses collaborateurs.

Il me semble que l'intention de cet amendement est déjà prévue d'une façon plus étendue à l'article 24. Quiconque jouit des droits et des libertés prévus à cet article peut s'adresser à un tribunal.

Il est donc possible d'être entendu comme il le convient si ces droits et ces libertés sont transgressés.

Pour ce qui est de la possibilité de se faire entendre devant les tribunaux administratifs, je suis d'accord avec le ministre sur le fait que les provinces ont leurs propres lois.

L'essentiel, c'est la notion de justice devant les tribunaux administratifs, dans ce cas-ci.

J'espère que le nouvel article 24 en tiendra compte.

M. Chrétien: Je ne peux pas être d'accord avec vous sur ce point.

Mlle Campbell: J'y aurais recours quant à moi.

M. Chrétien: Vous pouvez toujours essayer. Je ne pense pas qu'il puisse être interprété de cette façon pour l'instant. Il ne s'appliquerait pas dans les domaines de compétence des provinces, mais seulement dans ceux du fédéral.

Mlle Campbell: Il s'appliquerait aux droits et libertés prévus par la loi.

M. Chrétien: Prévus dans la loi, oui. Nous ne nous attaquons pas aux problèmes provinciaux, cependant.

M. Robinson souhaite apporter un amendement qui étende aux provinces les droits prévus à l'égard de l'administration fédérale et qui les consacre dans la constitution.

S'il était inclus, l'article 24 agirait comme un remède. Il n'est cependant pas constitutionnalisé. Il n'en demeure pas moins que pour ce qui est de l'administration fédérale, le cas est prévu dans la Déclaration des droits.

Je suppose que l'article 24 pourrait tout de même servir puisqu'il y a la Déclaration des droits.

Mlle Campbell: Dans le contexte de cette loi.

M. Chrétien: Relativement à des questions provinciales.

Mlle Campbell: Il y est question des droits et obligations . . .

[Text]

Mr. Chrétien: But this right will not be in the Charter.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Miss Campbell.

Mr. Robinson, to conclude on the proposed amendment.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I would like to respond to some of the points which have been made, in particular by Mr. Lapierre; because if ever there was an example of a red herring being thrown into a debate, it was the reference to a driver's licence somehow being affected by this proposal.

First of all, the question of drivers' licences. It is dubious, to say the least, that a court might consider that there is any right or obligation on the part of the provincial government to grant a driver's licence.

A driver's licence is a privilege. It is not something which is considered to be a right or obligation.

In determining this question of rights and obligations that is precisely what we are talking about—rights and obligations; not privileges which might exist from time to time.

To talk about drivers' licences, which are purely discretionary on the part of provincial governments, as I say, has no application whatsoever to this particular proposal.

The Deputy Minister of Justice, Mr. Tassé, has referred to certain concerns about the evolution of jurisprudence in the Supreme Court of Canada and referred to the *Martineau* case and the *Nicholson* case.

The Deputy Minister will know very well that while these have been classed as administrative decisions by the Supreme Court of Canada, in both cases they involved prisoners and we were dealing with very fundamental questions of punishment and deprivation of liberty.

The Minister will be aware that that is a far cry from a denial of a driver's licence for whatever ground a provincial government may choose to deny it upon.

The Supreme Court of Canada said that there were certain obligations of fairness; and when you are denying these fundamental rights and liberties, and when you are punishing somebody, that Canadians were entitled to fair treatment, and that Canadians were entitled to fair treatment when their rights and obligations are being determined.

Mr. Chairman, the Minister has suggested that we do not want to impose this on the provinces.

Well, Mr. Fraser has indicated that if this is a fundamental value, if indeed the Minister felt and continues to feel, as he felt in July—and I have quoted from his statement—that this is a right which was a central value, that it was one of the essential rights which was so basic in our society that it could not be disregarded, well, if it is that basic, then surely it should be included in this package of rights.

Mr. Chairman, I would hope that the independent members on the Committee, having listened carefully to the arguments, and having all of the members of this Committee, having listened to the arguments very carefully, Mr. Lapierre, recognizing the error of his ways in referring to drivers' licences,

[Translation]

M. Chrétien: Mais ces droits ne sont pas inclus dans la charte.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, mademoiselle Campbell.

Monsieur Robinson, pour clore la discussion sur l'amendement proposé.

M. Robinson: Monsieur le président, je voudrais répliquer aux arguments invoqués en particulier par M. Lapierre. Il n'y a pas de plus bel exemple de faux-fuyant. Il a soutenu que le permis de conduire d'un individu pourrait être visé par cette proposition.

Je reviens donc, d'abord, à cette question du permis de conduire. Il est pour le moins douteux qu'un tribunal vienne à statuer qu'un gouvernement provincial a des droits et des obligations relativement à l'octroi des permis de conduire.

Un permis de conduire est un privilège. Il ne peut pas être considéré comme un droit ou une obligation.

Nous parlons ici de droits et d'obligations; nous ne parlons pas de privilèges qui peuvent être accordés de temps en temps.

Les permis de conduire, qui sont accordés strictement à la discrétion des gouvernements provinciaux, n'ont rien à voir avec cette proposition.

Le sous-ministre de la Justice, M. Tassé, a évoqué certaines questions auxquelles donne lieu l'évolution de la jurisprudence de la Cour suprême du Canada et a fait allusion en particulier aux causes *Martineau* et *Nicholson*.

Le sous-ministre n'ignore pas, cependant, que ces deux décisions ont été considérées comme des décisions administratives de la Cour suprême du Canada dans les deux causes, il s'agissait de détenus et des questions fondamentales de châtiment et de déni de la liberté.

Le ministre doit savoir qu'on est loin du refus d'un gouvernement provincial d'accorder un permis de conduire pour quelque raison que ce soit.

La Cour suprême du Canada a conclu que le principe de justice entraînait certaines obligations; lorsque des droits et libertés fondamentaux étaient refusés, lorsqu'une peine est imposée, les Canadiens avaient droit à être traités d'une façon juste.

Monsieur le président, le ministre a prétendu qu'il ne faudrait pas imposer cette obligation aux provinces.

M. Fraser a fait valoir que s'il s'agissait vraiment d'un droit fondamental, comme le ministre l'avait indiqué au mois de juillet—j'ai déjà cité sa déclaration voulant qu'il s'agisse-là d'un droit très important, un droit essentiel à notre société, un droit impossible à ignorer—il doit être inclus maintenant dans cet ensemble de droits.

Monsieur le président, j'espère que les membres indépendants de ce Comité, ayant entendu les arguments des deux côtés, y compris M. Lapierre qui s'est sûrement rendu compte de son erreur lorsqu'il a fait allusion au permis de conduire,

[Texte]

might now come to see the light and support this very fair and reasonable proposal.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

It is now clear that members are ready for the vote.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, may we have a recorded vote, please?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes, that will be done. I will first read the proposed amendment.

The proposed amendment is:

That Clause 7 of the proposed Constitution act, 1980 be amended by

(a) adding immediately after line 27 on page 4 the following:

Fair Hearing

8. Everyone has the right to a fair hearing in accordance with the principles of fundamental justice for the determination of rights and obligations.

Amendment negatived: Yeas, 10; Nays 14.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The motion is defeated by a vote of 10 to 14.

Some hon. Members: Shame!

The Joint Chairman (Mr. Joyal): We will adjourn until 3:30 p.m. this afternoon.

• 1210

La séance est levée.

AFTERNOON SITTING

• 1550

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Order please. May I request the honourable members to take their seats so we can resume consideration of Clause 7 of the proposed resolution.

Before I invite Mr. Robinson on the motion or amendment that he wants to make on Clause 7, I would like to inform honourable members that there has been a Subcommittee meeting or a meeting of the steering committee on agenda and procedure at 12 o'clock this morning and your Subcommittee had agreed to make the following recommendations:

(A)—That, with respect to the matter of time allocation to be given to the consideration of the joint resolution,

1. the mover of any amendment or subamendment shall be entitled to a maximum of five minutes to present the amendment or subamendment;

2. members of the Joint Committee shall be entitled to speak once only to any amendment or subamendment for a maximum time of three minutes;

[Traduction]

finiront par comprendre et appuieront cette juste et raisonnable proposition.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

Les membres du Comité sont maintenant prêts à voter.

M. Robinson: Pouvons-nous demander le vote par appel, monsieur le président?

Le coprésident (M. Joyal): Nous allons procéder de cette façon. Je donne d'abord lecture de l'amendement proposé.

Il est le suivant:

Que l'article 7 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par

(a) l'adjonction, après la ligne 28, page 4, de ce qui suit:

Audition impartiale

8. Chacun a droit à une audition impartiale de sa cause en conformité avec les principes de justice fondamentale pour la détermination de ses droits et obligations.

L'amendement est rejeté: oui, 10; non, 14.

Le coprésident (M. Joyal): La motion est rejetée par 14 voix contre 10.

Des voix: Quelle honte!

Le coprésident (M. Joyal): Nous reprendrons nos travaux à 15 h 30 cet après-midi.

The meeting is adjourned.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Le coprésident (M. Joyal): A l'ordre, s'il vous plaît. Je prierais les membres de s'asseoir à leurs places, pour que nous puissions poursuivre l'étude de l'article 7 du projet de résolution.

Avant d'inviter M. Robinson à proposer son amendement à l'article 7, je signale aux députés que le sous-comité du programme et de la procédure s'est réuni à midi et a convenu de faire les recommandations suivantes:

A) Que, pour ce qui est du temps alloué pour l'étude du projet de résolution,

1. l'auteur de tout amendement ou sous-amendement ait droit à cinq minutes au maximum pour présenter l'amendement ou le sous-amendement;

2. les membres du Comité mixte aient droit de prendre la parole une seule fois au sujet de tout amendement ou sous-amendement, et cela, pendant un maximum de trois minutes;

[Text]

3. the mover of any amendment or subamendment shall be entitled to a maximum of three minutes to conclude;

4. members of the Committee shall be entitled to a question to the Minister on a clause with a supplementary question to be allowed at the discretion of the Chair.

(B)—That the sitting hours of this Joint Committee be as follows:

Tuesday, January 27, 1981—3.30 p.m. to 6 o'clock—8 o'clock to 10.30 p.m.

Wednesday, January 28, 1981 3.30 p.m. to 6 o'clock—8 o'clock to 10.30 p.m.

Thursday, January 29, 1981 9.30 a.m. to 12.30 p.m.—3.30 p.m. to 6 o'clock—8 o'clock to 10.30 p.m.

(C)—That the Subcommittee on Agenda and Procedure meet on Thursday, January 29, 1981 at 6 o'clock to evaluate progress.

Respectfully submitted,

Senator Harry W. Hays, P.C.

Mr. Serge Joyal, M.P.

Joint Chairmen.

So, I understand that on all respects that is the recommendation that on behalf of the Subcommittee I would present this afternoon to the honourable members of this Committee.

Honourable Perrin Beatty.

Mr. Beatty: Mr. Chairman, I just wonder if, before the Committee considers this, if I could get some clarification.

I am in favour of expediting the activities of the Committee as much as possible but one concern, though, and that relates to the (b) portion where hours would be set for the Committee.

As I understand it, the previous report of the Subcommittee gave the Committee specific hours of sitting, that is Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday for the duration of the period. Now, do I understand and am I correct in coming to the conclusion that if the Committee were to accept the (b) portion of this report, that that would wipe clean that slate where the Committee before had committed itself to having hearings at a certain time?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): What that recommendation means, in effect, is that for those three days, which is today, tomorrow and Thursday, the sitting hours are as follows, but for the rest of the days we come back to our usual sitting hours, which is 9:30 a.m. to 12 o'clock and 3:30 p.m. to 6 o'clock and 8 o'clock to 10 o'clock, but unless there are other recommendations, and you will see that the Subcommittee recommends that it meets on Thursday to evaluate progress and see if there is a need to maintain the old agenda of sittings or to have an additional extension depending on what progress has been made during those three days.

Mr. Beatty: Now, as I understand it, the previous Subcommittee report which was concurred in by the full Committee is binding on this Committee. What majority on this Committee is required to vary the times of sitting? Is it a simple majority

[Translation]

3. l'auteur de tout amendement ou sous-amendement ait droit de prendre la parole pendant un maximum de trois minutes pour conclure;

4. les membres du Comité aient droit de poser une première question au ministre concernant un article, la présidence pouvant, à sa discrétion, autoriser une question supplémentaire.

B) Que le calendrier des séances du Comité mixte soit le suivant:

Le mardi 27 janvier 1981: 15 h 30 à 18 h—20 h à 22 h 30

Le mercredi 28 janvier 1981: 15 h 30 à 18 h—20 h à 22 h 30

Le jeudi 29 janvier 1981: 9 h 30 à 12 h 30—15 h 30 à 18 h—20 h à 22 h 30

C) Que le sous-comité du programme et de la procédure se réunisse à 18 heures, le jeudi 29 janvier 1981, pour évaluer les progrès.

Respectueusement soumis,

Les coprésidents,

Le sénateur Harry W. Hays, C.P.

M. Serge Joyal, député.

Voilà donc la recommandation que je présente cet après-midi aux membres du Comité, au nom du sous-comité.

L'honorable Perrin Beatty.

M. Beatty: Monsieur le président, permettez-moi tout d'abord d'obtenir des éclaircissements.

Je veux bien qu'on hâte les travaux du Comité autant que possible, mais le paragraphe B), celui des heures de séance du Comité, me préoccupe un peu.

Il me semble que le rapport précédent du sous-comité prévoyait des heures de séance précises les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, pendant toute la période. L'adoption de la partie B) du présent rapport aura-t-elle pour effet d'annuler les engagements précédents du Comité à l'égard des heures de séance?

Le coprésident (M. Joyal): Cette recommandation signifie en fait que telles sont les heures de séance pour ces trois journées, soit aujourd'hui, demain et jeudi. Toutefois, nous reviendrons ensuite à nos heures normales, soit de 9 h 30 à midi, de 15 h 30 à 18 heures, et de 20 à 22 heures. Mais vous remarquerez que le sous-comité suggère qu'il se réunisse jeudi pour évaluer les progrès accomplis et déterminer s'il y a lieu de conserver l'ancien horaire ou de prévoir des ajouts, selon les progrès accomplis pendant ces trois journées.

M. Beatty: Si je comprends bien, le Comité est lié par le rapport précédent du sous-comité que tous les membres avaient approuvé. Quelle est la majorité nécessaire au sein de notre Comité pour modifier l'horaire des séances? S'agit-il

[*Texte*]

or is it unanimous consent, because my understanding from the exchange on Friday was that to vary the recommendations of the Subcommittee with regard to hours of sitting would require unanimous consent.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): No, it is a simple majority on the proposed motion.

What happened Friday, and I am glad to provide the information, is that if there is unanimous consent around the table, well then, there is no need to go through a motion; if there is no unanimous consent, then there is a need to go through a motion procedure and then a vote with a simple majority.

However, what happened Friday, and you will remember it, is that I tried to call unanimous consent around the table, you were attending that meeting on Friday morning, and you know as well as I do that there was no unanimous consent. So that is why I have invited you to introduce a motion and you have done so very properly by introducing a motion, but that motion was not debatable beyond the 11 o'clock hour because our schedule for sitting that morning was 11 o'clock.

So what happened then is that a member called it 11 o'clock and I had to stop the debate on that motion, but if that debate had taken place earlier and honourable members had had time to make up their mind about the vote on that motion, then the Chair would have called a vote and the simple majority would have changed the sitting hours.

Mr. Beatty: Just one final question to make it absolutely crystal clear for me.

The Chair's ruling, then, is that in any instance where the Committee unanimously concurs with the Subcommittee report, that Subcommittee report can be varied at any time by a simple majority of the Committee?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes, provided, as I mentioned, that there is a vote and provided that that vote takes place before the usual binding hours of sitting, which is 11 o'clock or 12:30 p.m. or 10 o'clock or 10:30 p.m. according to what we have already decided.

Mr. Beatty: Thank you very much, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): So you understand, in order to change the sitting hours we have to do so within the sitting hours and we cannot go beyond the closing hours that we have already accepted on a motion to discuss the extension of the sitting hours.

Mr. Beatty: Thank you very much.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): You are welcome.

Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, certainly we appreciated the wisdom you displayed on Friday morning in the proceedings before this Committee.

With respect to paragraph 4 of the report of the subcommittee stating members of the Committee shall be entitled to a question to the Minister on a clause with a supplementary question to be allowed at the discretion of the Chair, I

[*Traduction*]

d'une majorité simple, ou du consentement unanime? En effet, j'avais conclu de la discussion de vendredi dernier que tout changement aux recommandations du sous-comité relativement aux heures de séance nécessitait le consentement unanime.

Le coprésident (M. Joyal): Non, il suffit que la majorité des membres adoptent une motion à cet effet.

Il se trouve que vendredi dernier, et je suis heureux de vous renseigner là-dessus... c'est qu'il est inutile de proposer une motion s'il y a consentement unanime. Autrement, il faut qu'une motion soit proposée et que la majorité des membres l'acceptent.

Toutefois, vous vous souviendrez que vendredi dernier, j'ai tenté d'obtenir le consentement unanime du Comité. Vous savez tout aussi bien que moi que je n'ai pu l'obtenir. C'est pourquoi je vous ai invité à présenter une motion, ce que vous avez fait, d'ailleurs. Mais on ne pouvait en discuter au-delà de 11 heures, parce que notre horaire fixait l'ajournement de nos travaux à 11 heures.

Un membre du Comité a donc signalé qu'il était 11 heures, et j'ai dû mettre fin à la discussion portant sur la motion. Si cette discussion avait été amorcée plus tôt et que les membres avaient eu le temps de se préparer au vote, il aurait suffi d'obtenir la majorité pour changer les heures de séance.

M. Beatty: Une dernière question, pour qu'il ne reste aucun doute dans mon esprit.

Donc, selon la décision de la présidence, chaque fois que le Comité accepte unanimement le rapport du sous-comité, il suffit d'obtenir une majorité des voix pour modifier ce rapport du sous-comité n'importe quand?

Le coprésident (M. Joyal): Oui, pourvu qu'il y ait un vote et que celui-ci ait lieu avant l'heure normale d'ajournement, soit 11 heures, 12 h 30, 22 heures ou 22 h 30.

M. Beatty: Merci beaucoup, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Donc, tout changement doit être apporté pendant les heures de séance. La discussion d'une motion proposant une prolongation ne peut se poursuivre au-delà de l'heure d'ajournement qui a déjà été acceptée par le Comité.

M. Beatty: Merci beaucoup.

Le coprésident (M. Joyal): Je vous en prie.

Monsieur Robinson.

M. Robinson: Monsieur le président, nous vous avons certes été reconnaissants de la sagesse que vous avez démontrée lors de notre réunion de vendredi matin.

Je comprends l'intention du paragraphe 4 du rapport du sous-comité, stipulant que les membres du Comité auront droit de poser une première question au ministre concernant un article, la présidence pouvant à sa discrétion autoriser une

[Text]

understand the intent but I do not believe that particular paragraph accurately reflects what the agreement was.

My understanding, and Senator Austin and Mr. Epp can correct me if I am wrong, was that there was a clear discussion and clear agreement that in initial questioning on a clause there was no limitation of time, that when we were dealing with amendments or subamendments, that this particular provision with respect to supplementary questions was to apply and that was certainly the understanding at the steering committee.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Honourable Senator Austin.

Senator Austin: I believe, Mr. Chairman, that Mr. Robinson has correctly described the understanding. It certainly coincides with my understanding.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Honourable Jake Epp on that very question as raised by Mr. Robinson.

Mr. Epp: Mr. Chairman, I have no further comment.

Mr. McGrath: We do not want to come between the coalition.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): So, Mr. Robinson, if you would agree to make amendments or any change in the proposed fourth paragraph, the Chair will certainly accept your proposed changes.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I would move that paragraph 4, then, be changed to reflect that understanding which has been agreed to by Senator Austin and not disagreed with by Mr. Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, before that comment can be made, I would not ask Mr. Robinson to put any words in my mouth, I would like to see what wording there is.

Mr. Robinson: Well, Mr. Chairman, I might just move, then, that the paragraph 4 read as follows:

Members of the Committee shall not be limited in time in their questioning of the Minister on a clause at the opening stages of the clause, but when dealing with amendments or subamendments shall be entitled to a supplementary question with a further supplementary question to be allowed at the discretion of the Chair.

That is rather awkward but that reflects the understanding.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Robinson, the Chair has been requested to ask you to read again the amendment so that honourable members may take note of it and be in a position to make up their minds.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, perhaps I might attempt to put that in writing and then we can come back to it.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes. D'accord.

Well, I would say to the honourable member, if he can do so quickly that would allow the Chair to conclude with that aspect of our business this afternoon and go back to the substance as one honourable senator would suggest to use as a proper term, to go to the substance of our discussions on a

[Translation]

question supplémentaire. Toutefois, je ne crois pas qu'il reflète vraiment ce sur quoi nous nous étions entendus à cette réunion.

D'après moi, et le sénateur Austin et M. Epp peuvent me corriger si je fais erreur, on avait clairement convenu qu'on ne limiterait pas la période de temps accordée pour les premières questions concernant un article, et que la condition portant sur les questions supplémentaires s'appliquerait aux amendements ou sous-amendements. C'est du moins ce qu'avaient compris les participants à cette réunion.

Le coprésident (M. Joyal): Honorable sénateur Austin.

Le sénateur Austin: Je crois, monsieur le président, que M. Robinson a raison à cet égard. C'est du moins ce que j'avais compris, moi aussi.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable Jake Epp, sur la question soulevée par M. Robinson.

M. Epp: Monsieur le président, je n'ai pas d'autres commentaires.

M. McGrath: Nous ne voulons pas nous immiscer dans cette coalition.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Robinson, si vous souhaitez proposer un amendement ou une modification au quatrième paragraphe, la présidence l'acceptera certainement.

M. Robinson: Monsieur le président, je propose que le paragraphe 4 soit modifié pour refléter cette entente dont a convenu le sénateur Austin et dont M. Epp ne disconvient pas.

M. Epp: Monsieur le président, je demanderais à M. Robinson de ne pas parler en mon nom; j'attends de voir quel sera le libellé.

M. Robinson: Monsieur le président, je propose donc que le paragraphe 4 soit modifié comme suit:

Que les membres du Comité aient droit de poser des questions au ministre, sans limite de temps, concernant un article, lorsque ce dernier est mis en délibération, mais aient droit à une question supplémentaire au sujet de tout amendement ou sous-amendement, la présidence pouvant, à sa discrétion, autoriser une autre question supplémentaire.

C'est assez maladroit, mais cela reflète bien ce sur quoi nous nous étions entendus.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Robinson, on me demande de vous prier de relire l'amendement, pour que ce soit bien clair dans notre esprit.

M. Robinson: Monsieur le président, je pourrais peut-être le coucher sur papier, et nous pourrions y revenir ensuite.

Le coprésident (M. Joyal): D'accord.

Si le député pouvait le faire sans délai, la présidence pourrait disposer ainsi de cette question et revenir, comme le dirait un certain sénateur, au fond de notre étude article par article. La présidence vous saurait gré de nous fournir le libellé

[Texte]

clause-by-clause basis and the Chair would be grateful to you if you were able to provide us with the proper wording so that we can agree finally on that and then go on to another subject.

So I will read the proposed amendment slowly so that all honourable members might have an opportunity to understand it in detail, and the proposed change as suggested by Mr. Robinson is as follows:

Members of the Committee shall be entitled to question the Minister on a clause without time restriction, and to a supplementary question, and to a second supplementary question when dealing with any amendment or subamendment, the second question being allowed at the discretion of the Chair.

The Joint Chairman (Senator Hays): I will make an intervention.

I chaired the meeting and I did not understand it that way. I understood it that members of the Committee shall be entitled to a question and a supplementary at the discretion of the Chair. Now, that is the way I understood it as I Chaired the meeting.

Mr. Epp: At what stage, Mr. Chairman? Does it apply to all stages?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Honourable Jake Epp, may I ask you to repeat that?

Mr. Epp: Yes. Can I ask Senator Hays, does he apply that rule at all stages, at the subamendment stage, the amendment stage and the opening of the clause stage?

The Joint Chairman (Senator Hays): Well, as I understood it, it reads the way I understood it, that members of the Committee shall be entitled to a question of the Minister on a clause, with a supplementary question to be allowed at the discretion of the Chair. Then the members discussed it and I think that they added that it could be to a subamendment as well.

Mr. Epp: Mr. Chairman, what I believe, at least how thought there was agreement that it was to be reported to the members of the Committee is that there was agreement on the first, on Clause 1, Clause 2 and Clause 3. Where the question came in is where the clause is open to discussion, and at that stage the first three provisos do not apply. That is how I understood it.

Senator Austin: Mr. Chairman, there was no agreement as to without time limit. That is a new idea and I am sorry if I misled Mr. Robinson when I responded to his query of me, but I think Mr. Epp has it.

Mr. McGrath: I was present and I can confirm that was not my understanding either. It was very clear to me what the understanding was because it was my proposal initially that we try and restrict interventions on amendments and subamendments, and unrestricted time would totally defeat the purpose of that intervention.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Robinson.

[Traduction]

approprié, afin que nous puissions nous mettre d'accord là-dessus et passer à autre chose.

Je lirai donc lentement l'amendement proposé, afin que tous les membres puissent en prendre connaissance. M. Robinson propose le changement suivant:

Les membres du Comité auront droit de poser des questions au ministre concernant un article, sans limite de temps, de poser une question supplémentaire, et une deuxième question supplémentaire, au sujet de tout amendement ou sous-amendement, la présidence pouvant, à sa discrétion, autoriser cette deuxième question supplémentaire.

Le coprésident (sénateur Hays): Je voudrais intervenir.

J'ai présidé cette réunion, et ce n'est pas ce que j'avais compris. Je croyais que les membres du Comité devaient avoir droit à une question et à une question supplémentaire, à la discrétion de la présidence. C'est du moins ce que j'avais compris.

M. Epp: Cette règle s'applique à toutes les étapes, monsieur le président?

Le coprésident (M. Joyal): Auriez-vous l'obligeance de répéter votre question, monsieur Epp?

M. Epp: Oui. Le sénateur Hays applique-t-il cette règle à toutes les étapes, qu'il s'agisse d'un sous-amendement ou de la mise en délibération d'un article?

Le coprésident (sénateur Hays): D'après ce que j'avais compris, et le paragraphe le reflète déjà, les membres du Comité auront droit de poser une question au ministre concernant un article, la présidence pouvant, à sa discrétion, autoriser une question supplémentaire. Les participants à la réunion en ont ensuite discuté et ont ajouté, je crois, que cela s'appliquerait également aux sous-amendements.

M. Epp: D'après moi, monsieur le président, on s'était entendu sur les premier, deuxième et troisième paragraphes. Les questions sont posées lorsqu'un article est mis en délibération, et à cette étape, les trois premières conditions ne s'appliquent pas. C'est mon interprétation.

Le sénateur Austin: Monsieur le président, on n'a jamais convenu qu'il ne devait y avoir aucune limite de temps. Il s'agit d'une idée nouvelle, et je m'excuse d'avoir peut-être induit M. Robinson en erreur lorsque j'ai répondu à sa requête. Je crois que M. Epp a raison.

M. McGrath: J'étais présent, et ce n'est pas non plus ce que j'avais compris. Ce dont nous avons convenu est bien clair dans mon esprit, car c'est moi qui ai proposé au départ que nous tentions de restreindre les interventions au sujet des amendements et sous-amendements. N'imposer aucune limite de temps irait directement à l'encontre de mon intention.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Robinson.

[Text]

Mr. Robinson: Mr. Chairman, Mr. McGrath has just referred to the time when we are dealing with amendments and subamendments and I certainly agree with his comments in that respect.

However, what Senator Austin was referring to and what was referred to in the steering committee was the question of the opening discussion of the clause and questioning on the opening discussion of the clause and it certainly is my recollection that there was no suggestion at that point, Mr. McGrath, that there was to be any limitation of time and Mr. Epp, your colleague, has also indicated that that was his understanding.

Finally, I would point out that the Joint Chairman, Mr. Joyal, stated also what I believe was the understanding, that in coming to the conclusion of a particular clause, after amendments and subamendments had been disposed of, that there was also an opportunity at that point to question if desired.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, I think I have stated the position of our party.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Honourable James, McGrath, I wonder if in accordance with the fact that you raised yourself the issue you would not propose changes to paragraph 4 that would be more in compliance with what you had in mind this morning when we met, to be sure that we reflect the consensus around the table this morning.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, it would seem to me that the report reflects what we discussed and agreed to in the meeting because you cannot read paragraph 4 in isolation from paragraph 1 and 2; Paragraph 2 gives every member an opportunity to speak for three minutes on any amendment or subamendment; paragraph 4 merely covers the right of a member who has already intervened to ask the question, and he may ask only or maybe two.

I do not know where this other idea of unlimited time in terms of paragraph 4 comes into it and it would seem to me that that reflects what we agreed to at the subcommittee meeting.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Irwin.

Mr. Irwin: Mr. Chairman, I concur with Mr. McGrath. It surprises me, the words "unlimited time" because the first time I heard it is here.

If there is some confusion on paragraph 4 maybe we can have it over to the Thursday meeting, but the idea of that meeting today was to put some order and fairness to the balance of the hearing, but this would just add chaos and it was not my understanding of that particular meeting.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Irwin.

Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Well, just to clarify this, Mr. Chairman, is the suggestion now that paragraph 4, dealing with supplementary questions to the Minister, only applies to amendments and subamendments, because if that is the case then certainly I understand that that was the intention of the meeting, but with

[Translation]

M. Robinson: Monsieur le président, M. McGrath vient de mentionner le temps alloué dans le cas des amendements et des sous-amendements, et je suis entièrement d'accord avec lui à ce sujet.

Toutefois, ce à quoi le sénateur Austin faisait allusion, et ce dont on a discuté au comité directeur, c'est la mise en délibération d'un article et les questions qui sont alors autorisées. Je ne me rappelle certainement pas qu'on ait proposé de restreindre le temps alloué à cette étape, monsieur McGrath, et M. Epp, votre collègue, a dit penser de même.

Finalement, je signale que le coprésident, M. Joyal, a aussi déclaré qu'il était également possible de poser des questions, à la conclusion d'un article en particulier, après avoir disposé des amendements et sous-amendements.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable Jake Epp.

M. Epp: Monsieur le président, je crois avoir énoncé la position de notre parti.

Le coprésident (M. Joyal): Honorable James McGrath, vu que cette suggestion vient de vous, ne voudriez-vous pas proposer des modifications au paragraphe 4 qui seraient conformes à ce que vous aviez à l'esprit lorsque nous nous sommes réunis, ce matin, afin de nous assurer que ce rapport reflète bien le consensus.

M. McGrath: Monsieur le président, il me semble que le rapport reflète ce dont nous avons discuté et convenu à la réunion, car on ne peut lire le paragraphe 4 en faisant abstraction des paragraphes 1 et 2. Le paragraphe 2 donne à chaque membre l'occasion de prendre la parole pendant trois minutes au sujet de tout amendement ou sous-amendement. Le paragraphe 4 ne vise que le droit d'un membre, qui est déjà intervenu, à poser une question, et il ne peut qu'en poser une, ou peut-être deux.

J'ignore d'où vient l'idée de n'imposer aucune restriction de temps au paragraphe 4, et il me semble que ce dernier reflète ce dont nous avons convenu à la réunion du sous-comité.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Irwin.

M. Irwin: Monsieur le président, je suis d'accord avec M. McGrath. J'ai été étonné que l'on mentionne «une période de temps illimitée», car personne n'y a fait allusion auparavant.

Si certains doutes demeurent quant au paragraphe 4, nous pouvons peut-être en discuter à la réunion de jeudi, mais la réunion d'aujourd'hui visait justement à insérer un certain ordre pour le reste des audiences. Ceci ne ferait que semer le chaos et ce n'est pas ce que j'avais conclu de nos discussions.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Irwin.

Monsieur Robinson.

M. Robinson: Je voudrais des éclaircissements, monsieur le président. Peut-on dire maintenant que le paragraphe 4, portant sur les questions supplémentaires au ministre, s'applique uniquement aux amendements et sous-amendements? Si tel est le cas, j'admets que tel était l'intention des participants à la

[Texte]

respect to Mr. McGrath, he was present, and he will recall that there was a distinction made between discussions about limitations of time when we are dealing with amendments and subamendments on the one hand, and on the other hand, and Senator Austin has already confirmed this, on the other hand when we are dealing with the opening discussion on a particular clause, there was no suggestion at that point that these limitations of time would apply at that stage.

Now, if what Mr. McGrath is now saying is that paragraph 4 should be read to be only applied to amendments and subamendments, I am certainly quite prepared to accept that as the understanding.

Mr. McGrath: I move, Mr. Chairman, that the report be adopted.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): So I have a motion from the honourable James McGrath that the report as issued be adopted.

Miss Campbell: Could I just ask one question on this report?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Miss Campbell.

Miss Campbell: If you read number 2, you can talk for three minutes; if you read number 4, you can only ask one question. Can you ask several questions in your three minutes?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I think there has never been any limitation on the part of the Chair to limit the use of time. A member can use his three minutes to merely state his views on a proposed amendment or he can use his three minutes to question the Minister or the Deputy Minister or another member around the table who happened to be the mover or who happened to be very much interested in the proposed amendment or subamendment and can provide information.

I think there has been no restriction on the use of time that each member could make of his time allocation.

Miss Campbell: Well, the only reason I say that is that one seems to block out the other, but if you wanted to look at it quite realistically I could talk for three minutes and then ask a question or come back and ask a question.

I was not party to the Subcommittee but if I was going to exercise my rights I would talk for three minutes, allow somebody else to talk for three minutes and then go back and ask a question.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Miss Campbell.

Honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, we are ready to accept the report. One might argue that paragraph 4 should be referring to an amendment and subamendment only, I think there was agreement on the steering committee, I think that since has been projected to this Committee and I think we should have a vote.

Mr. McGrath: We have every confidence in your ability to interpret what the steering committee has agreed to, Mr. Chairman.

[Traduction]

réunion, mais en toute déférence envers M. McGrath, il se souviendra que l'on avait établi une distinction entre les limites de temps imposées aux amendements et sous-amendements d'une part, et d'autre part, comme l'a déjà confirmé le sénateur Austin, on n'a jamais suggéré que de telles limites s'appliqueraient à la discussion suivant la mise en délibération d'un article.

Si M. McGrath estime que le paragraphe 4 ne s'applique qu'aux amendements et sous-amendements, je suis entièrement disposé à en convenir.

M. McGrath: Monsieur le président, je propose que le rapport soit adopté.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable James McGrath propose que le rapport soit adopté.

Mlle Campbell: Me permettez-vous de poser une seule question au sujet du rapport?

Le coprésident (M. Joyal): Mademoiselle Campbell.

Mlle Campbell: Selon le paragraphe 2, on peut prendre la parole pendant un maximum de trois minutes; selon le paragraphe 4, on peut poser seulement une question. Peut-on poser plusieurs questions dans ces trois minutes?

Le coprésident (M. Joyal): Je crois que la présidence n'a jamais songé à restreindre l'emploi du temps alloué aux membres. Pendant ces trois minutes, un membre peut simplement donner son avis sur un amendement ou poser des questions au ministre ou au sous-ministre, ou à un autre membre qui est l'auteur de l'amendement ou qui peut fournir certains renseignements.

La façon dont chaque membre emploie le temps qui lui est alloué n'a jamais fait l'objet de restrictions.

Mlle Campbell: J'ai posé cette question uniquement parce que l'un semble empêcher l'autre. En principe, je pourrais prendre la parole pendant trois minutes et poser une question, ou revenir plus tard et poser une question.

Je n'ai pas assisté à la réunion du sous-comité, mais si je voulais exercer mes droits, je pourrais prendre la parole pendant trois minutes, permettre à quelqu'un d'autre de parler pendant trois minutes, et revenir pour poser une question.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, mademoiselle Campbell.

L'honorable Jake Epp.

M. Epp: Monsieur le président, nous sommes prêts à accepter le rapport. On peut prétendre que le paragraphe 4 ne devrait s'appliquer qu'aux amendements et sous-amendements, mais une entente a été conclue au sein du comité directeur, le Comité en a pris connaissance, et nous devrions maintenant passer au vote.

M. McGrath: Nous sommes convaincus que vous saurez interpréter les souhaits du comité directeur, monsieur le président.

[Text]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): So do I see unanimous agreement around the table on the minutes of the Subcommittee as presented by the Chair?

Motion agreed to.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): D'accord. Très bien. So I would like to invite the honourable members, then, to come back on Clause 7, the amendment numbered N-11, Clause 7, page 4 and it is on an amendment moved by the NDP that has been divided this morning and I would like to invite Mr. Robinson to introduce the amendment.

On Clause 7—*Life, liberty and security of person.*

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman. I will bear in mind the newly imposed time restraints in introducing the amendment.

An hon. Member: Time is up.

Mr. Robinson: I move, further, that Clause 7 of the proposed constitution act 1980 be amended by paragraph (b), adding immediately after the proposed new Clause 8 the following. Now, presumably that wording would be changed because the proposed new Clause 8 was defeated, privacy, and this would be new Clause 8 instead of new Clause 9:

Everyone has the right to protection against arbitrary or unreasonable interference with privacy.

And renumbering all subsequent clauses accordingly.

En français. Il est proposé

Que le projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par

b) adjonction, après le projet du nouvel article 7 de ce qui suit:

«8. Chacun a droit à la protection contre toute intervention abusive ou arbitraire dans sa vie privée.»

Mr. Chairman, there has been some discussion of a similar amendment earlier which was proposed in more comprehensive terms by the Conservative party, which was defeated. I would hope that this particular amendment in its terms as proposed by the New Democratic Party would be accepted, Mr. Chairman.

I would point to the fact that the Canadian Bar Association in their report *Towards A New Canada* specifically recommended that the Bill of Rights should provide that individual privacy not be subjected to unreasonable interference. In addition they stated, and if I might just quote briefly from their report to elaborate on what we mean by privacy:

Though never expressly recognized by the common law, the right to personal privacy is increasingly being given recognition. In the United States it receives constitutional protection. Of particular concern is the amount of information regarding the individual collected and stored by government. In large measure this can be dealt with by proper administrative procedures, particularly by an information commissioner or ombudsman, but a useful role can be played by the courts.

[Translation]

Le coprésident (M. Joyal): Le rapport du sous-comité présenté par la présidence obtient donc le consentement unanime?

La motion est adoptée.

Le coprésident (M. Joyal): Agreed. Very well. J'invite maintenant les députés à revenir à l'article 7, et à l'amendement intitulé N-11, article 7, page 4, proposé par le NPD, et qui a été séparé en deux ce matin. J'invite M. Robinson à présenter l'amendement.

Article 7—*Vie, liberté et sécurité.*

M. Robinson: Merci, monsieur le président. Je garderai à l'esprit les limites de temps que l'on vient d'imposer à la présentation de l'amendement.

Une voix: Votre temps en écoulé.

M. Robinson: Je propose que le projet de loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par b) adjonction, après le projet du nouvel article 8, de ce qui suit. Je suppose qu'il faut changer ce libellé, car le projet du nouvel article 8, portant sur la vie privée, a été rejeté. Il s'agirait donc du nouvel article 8, plutôt que d'un nouvel article 9:

8. Chacun a droit à la protection contre toute intervention abusive ou arbitraire dans sa vie privée.

Et de modifier les numéros des articles suivants en conséquence.

In English, I move that

Clause 7 of the proposed Constitution Act 1980 be amended by

(b), adding immediately after the proposed new clause 7 the following:

"8. Everyone has the right to protection against arbitrary or unreasonable interference with privacy."

Monsieur le président, nous avons déjà discuté d'un amendement semblable proposé plus tôt, en des termes plus généraux, par le parti conservateur et rejeté par le Comité. J'espère que le présent amendement, selon le libellé que propose le Nouveau parti démocratique, sera accepté.

Je signale que dans son rapport *Vers un nouveau Canada*, l'Association du Barreau canadien a recommandé de façon précise que la Déclaration des droits prévoie une protection contre toute intervention arbitraire dans la vie privée. Elle a également déclaré, et permettez-moi de citer brièvement son rapport, en vue de préciser le sens de vie privée:

Bien que la *common law* ne l'ait jamais expressément reconnu, on admet de plus en plus le droit à la vie privée. La constitution des États-Unis protège ce droit. Ce qui nous préoccupe tout particulièrement est la quantité de renseignements sur les particuliers que recueille et conserve le gouvernement. Ce problème peut être résolu dans une grande mesure grâce aux procédures administratives appropriées, notamment un commissaire à l'information ou un ombudsman, mais les tribunaux peuvent quand même y jouer un rôle utile.

[Texte]

The privacy of the individual against the state is indeed so fundamental and the dangers of governmental interference with individual privacy so great in modern society, that there must be constitutional protection.

That, Mr. Chairman, in short, is the purpose of this amendment. The right to privacy has been recognized by the community of nations as early as 1948, in the United Nations Declaration of Human Rights at Article 12 which states that no one shall be subjected to arbitrary interference with his privacy and so on. That right was recognized, as I say, by the community of nations.

That was repeated in the United Nations Covenant on Civil and Political Rights in Article 17(1), which I remind members of this Committee is binding at both the federal and provincial level.

Finally, Mr. Chairman, this particular right, this fundamental right to the protection from unreasonable interference with privacy was recommended by the federal government itself to the first ministers in February of 1979, at Chapter 2 of their proposals.

Once again it was recommended in July, 1980, by the federal government and I remind members of the Committee that this right to privacy and the right to protection from unreasonable interference with privacy was one of those rights that the Minister of Justice, Jean Chrétien, in July of 1980 said was an essential right and formed one of the minimum rights of all Canadians which must be included in a charter of rights.

Once again, one can only ask the question what has happened to this right which was so fundamental in July of 1980 that it has now been completely disregarded in the government's new proposals. It was contained also in the August, 1980 proposals.

Finally, Mr. Chairman, if I might just conclude on this important right by referring again to the report of the Canadian Bar Association when their recommendation that the right to privacy be included, they stated:

The right to privacy is a prerequisite to freedom of speech, expression, thought, conscience, opinion, assembly and association. It is inconsistent to guarantee these rights directly when a person's knowledge that his privacy may be violated will indirectly inhibit the exercise of the guaranteed rights. All of these rights are prerequisites to the proper exercise of democracy, which in turn is the prerequisite to the proper operation of the principle of supremacy of Parliament.

• 1610

Mr. Chairman, I conclude by saying that this right, this fundamental right which has been referred to by Mr. Justice Brandeis of the United States Supreme Court as the right to be let alone, the right most valued by civilized men and women, must be entrenched in any Charter of Rights which is to reflect those rights and freedoms which all Canadians take for granted.

Thank you, Mr. Chairman.

[Traduction]

Le droit des personnes à la vie privée est, en fait, tellement fondamental, et les risques d'intervention du gouvernement si grands dans notre société moderne, qu'il faut lui accorder une protection dans la constitution.

C'est brièvement l'intention de notre amendement. Le droit à la vie privée a été reconnu par la communauté des nations dès 1948, à l'article 12 de la Déclaration des droits de la personne des Nations unies, stipulant que personne ne peut être soumis à une intervention arbitraire dans sa vie privée, etc. Comme je le dis, ce droit a été reconnu par la communauté des nations.

Il a été repris dans le Pacte des Nations Unies relatif aux droits civils et politiques, à l'article 17(1) qui, je le rappelle aux membres du Comité, lie aussi bien le gouvernement fédéral que provincial.

Finalement, monsieur le président, en février 1979, le gouvernement fédéral lui-même a recommandé aux premiers ministres, la reconnaissance du droit fondamental à la protection contre toute intervention abusive dans la vie privée, au chapitre 2 de ses propositions.

Il l'a recommandée à nouveau en juillet 1980, et je rappelle aux membres du Comité que le droit à la vie privée et à la protection contre toute intervention abusive est l'un de ceux que le ministre de la Justice, Jean Chrétien, a qualifié de droit essentiel en juillet 1980. D'après lui, c'était l'un des droits fondamentaux de tous les Canadiens qui devaient être dans une charte des droits.

Encore une fois, il faut se demander ce qu'est devenu ce droit, qui était si fondamental en juillet 1980 que le gouvernement ne l'a même pas inclus dans sa nouvelle proposition. Il figurait, cependant, dans la proposition d'août 1980.

En terminant, monsieur le président, je vais citer de nouveau le rapport de l'Association du Barreau canadien, qui a recommandé que le droit à la vie privée soit inclus:

Sans le droit à la vie privée, il ne peut y avoir de liberté de parole, d'expression, de pensée, de conscience, d'opinion, d'assemblée et d'association. Ces libertés ne peuvent être garanties si la personne qui est censée en jouir sait que sa vie privée n'est pas protégée. Sans ces droits et libertés, il n'y a plus de démocrate et le principe de la suprématie du Parlement n'a plus cours.

Ce droit fondamental, que le juge Brandeis, de la Cour suprême des États-Unis, appelle le droit de ne pas être dérangé, le droit le plus sacré pour les hommes et les femmes civilisés, doit être enchâssé dans la Charte des droits, qui est censée énumérer les droits et libertés que tous les Canadiens tiennent pour acquis.

Merci, monsieur le président.

[Text]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

Monsieur Lapierre.

M. Lapierre: Monsieur le président, je pense que les arguments contre l'inclusion du droit à la vie privée ont déjà été exposés antérieurement et mon collègue monsieur Robinson référerait tout à l'heure à ces arguments qui sont nécessairement les mêmes.

Cette notion de vie privée, je sais bien que monsieur Robinson a fait beaucoup de lecture, et je ne sais pas s'il a trouvé de la jurisprudence définissant le droit à la vie privée mais, selon nous, cette notion est trop vague et n'est pas encore assez définie. Il manque un peu de maturité à cette notion-là et nous devons attendre quelques années avant que les législatures et même le Parlement aient travaillé et légiféré sur ce droit qui, finalement, est du droit nouveau, et c'est pourquoi nous pensons qu'il est prématuré de l'inclure dans la Constitution.

Nous invitons plutôt les membres du Comité à y réfléchir, à attendre les événements et, dans quelques années, nous serons certainement en mesure de revenir avec une notion plus précise, pour ne pas prendre de chances.

M. Chrétien: Il y a un point additionnel. Il y a présentement une législation devant le Parlement qui a été référée cet après-midi en deuxième lecture en même temps que la législation sur l'information. Alors, tout ce problème-là de droit nouveau est devant le Parlement canadien au moment où l'on se parle; il sera débattu en Chambre cette semaine.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Honourable David Crombie.

Mr. Crombie: Thank you very much, Mr. Chairman.

Mr. Chairman, I would like to move, I suppose it would be an amendment, to Mr. Robinson's amendment, and that is that after the word "privacy", we add "family, home, correspondence".

That, you may recall, Mr. Chairman, was originally in our proposal in Clause 2, but you may recall that that was dealt with under Clause 2 and has not been dealt with under Clause 7. I take it that as you have accepted the amendment from Mr. Robinson, even though we have dealt with the matter in Clause 2, you see it as a new motion because it is in Clause 7.

Consequently, I take it that putting in the words "family, home, correspondence" is in order.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): There are two ways to accept such a request that you are proposing to the Chair; either by requesting the consent of the main proposer to include those three words in the main motion with the consent of all the honourable members or I invite you to keep it as a subamendment when we will have dealt with the main motion, because now we are in a motion and yours is a subamendment and we cannot deal with the subamendment and a motion at the same time.

The only way to do it is to request the unanimous consent and, of course, the consent of the mover to include those three words in the main motion.

[Translation]

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

Mr. Lapierre.

Mr. Lapierre: I believe, Mr. Chairman, that the argument against including the right to privacy have already been set out. Mr. Robinson referred to these arguments earlier and they have not changed.

I know that Mr. Robinson has done a great deal of reading on the notion of privacy and I do not know whether he has found jurisprudence which defines the right to privacy. In our opinion, however, the notion is too vague and has not yet been clearly defined. It is not quite matured and we will have to wait a few years for legislatures and Parliament to work and legislate on this right, since it is a new legal concept. This is why we feel it would be premature to include it in the constitution.

We would instead ask members of the Committee to think about it and wait to see what happens. In a few years, we will certainly be in a position to come back with a more clearly defined concept. In this way we would not be taking any chances.

Mr. Chrétien: One more point should be added. There is now legislation before Parliament which was tabled this afternoon for second reading with the Freedom of Information legislation. So the problem of making new law is before the Canadian Parliament and will be debated in the House this week.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable David Crombie.

M. Crombie: Merci beaucoup, monsieur le président.

Je propose, monsieur le président, qu'on ajoute à l'amendement de M. Robinson, après les mots «vie privée», les mots «famille, foyer, correspondance».

C'est ce que nous avons proposé d'ajouter à l'article 2, mais il s'agit maintenant de l'article 7. Je crois comprendre que vous avez accepté l'amendement de M. Robinson, même si nous avons étudié la question au moment de débattre l'article 2, parce qu'il s'agit d'une nouvelle motion, qui se rapporte à l'article 7.

J'en conclus donc que ma motion, qui vise à ajouter les mots «famille, foyer, correspondance», est recevable.

Le coprésident (M. Joyal): Il y a deux façons de réagir à ce que vous proposez. On peut demander au député qui a proposé la motion d'ajouter les trois mots à la motion originale, et ceci avec le consentement unanime des membres du Comité. Sinon, vous pouvez proposer un sous-amendement après que nous aurons voté sur la motion principale, car nous sommes en train de voter sur la motion et nous ne pouvons pas voter sur votre sous-amendement en même temps.

Tout ce que l'on peut faire, c'est de demander à celui qui a proposé la motion d'inclure les trois mots.

[*Texte*]

Mr. Epp: Mr. Chairman, is the subamendment not dealt with first?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes, but it is a subamendment that is attached to an amendment.

Mr. Epp: That is right. That is why we deal with the subamendment first.

Mr. Crombie: Mr. Chairman, as I understand it, the first option you offer is for me to ask the mover if he would take my wording as part of his motion.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes.

Mr. Crombie: Failing that, I could ask for consent so that I could move it as a subamendment. If that is the form of proceedings that is adopted, would we then vote on my wording prior to Mr. Robinson's motion?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes, of course.

Mr. Crombie: I wonder if I could then, through you, Mr. Chairman, ask Mr. Robinson if he would consider adding "family, home and correspondence" so that the clause would read:

freedom from unreasonable interference with privacy, family, home and correspondence

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, we supported the earlier amendment as very strong defenders of the family, the home, and the integrity of correspondence. Certainly, I would be prepared to accept that particular amendment.

Mr. Crombie: Mr. Chairman, I would like to put it in that form then, and therefore, have the whole of the motion before the Committee.

I think I probably have about one minute left in support of the proposition. I made some remarks in connection with it before, Mr. Chairman, when we were dealing with Clause 2.

It was part of the ill-fated commitment given by the Solicitor General, you may recall. At that time, we split off the enjoyment of property, the new celebrated clause, and we voted on privacy, family, home and correspondence. That, at that time, was not supported by the Liberal party, but I think it was probably due, Mr. Chairman, to the prevailing winds of change that occurred between the Thursday and the Monday.

Now, I do not have the power of a phone call at this point. Oh, that I did. Then I would ask the Prime Minister if he would so instruct his supporters on this Committee that they would see the wisdom of this particular wording, because it is the wording taken exactly from the United Nations Declaration of Human Rights.

It also appears, the same wording, in the International Covenant on Civil and Political Rights. Members, Mr. Chairman, will also find it in many, many constitutions in the Western World and throughout Asia and Africa. It is beyond me how it could be opposed.

I would hope that at least, as even some small gesture for building bridges back to some reasonable dialogue, members opposite would give consideration to including in the protection of privacy, family, home and correspondence.

[*Traduction*]

M. Epp: Ne faut-il pas commencer par le sous-amendement?

Le coprésident (M. Joyal): Oui, mais il s'agit d'un sous-amendement qui se rapporte à un amendement.

M. Epp: C'est exact. C'est pourquoi il faut commencer par le sous-amendement.

M. Crombie: Si j'ai bien compris, monsieur le président, vous avez proposé que je demande au député qui a proposé la motion d'inclure mon libellé dans sa motion.

Le coprésident (M. Joyal): Oui.

M. Crombie: Sinon, je peux demander au Comité la permission de proposer un sous-amendement. Si j'acceptais de faire cela, est-ce qu'on commencerait par voter sur mon sous-amendement, avant de passer à la motion de M. Robinson?

Le coprésident (M. Joyal): Bien sûr.

M. Crombie: Je vais donc demander à M. Robinson d'inclure dans sa motion les mots «famille, foyer et correspondance», ce qui donnerait le libellé suivant.

protection contre toute intervention abusive ou arbitraire dans sa vie privée, sa famille, son foyer et sa correspondance.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Robinson.

M. Robinson: Nous avons déjà appuyé un amendement qui visait à protéger la famille, le foyer et la correspondance. J'accepte donc l'amendement.

M. Crombie: Je veux donc que l'amendement soit mis aux voix.

Il me reste à peu près une minute pour défendre ce que je propose. J'en ai déjà parlé lorsque nous étudions l'article 2.

Il s'agit, vous vous en souviendrez, d'un engagement pris par le solliciteur général. A ce moment-là, nous avons fait une distinction entre la jouissance des biens, principe maintenant controversé, et la vie privée, la famille, le foyer et la correspondance, sur lesquelles nous avons voté. Le parti libéral n'a pas voulu appuyer ces principes, à cause, probablement, de ce qui est arrivé entre jeudi et lundi.

Maintenant, je n'ai plus le pouvoir que j'avais. Si j'en avais, je demanderais au premier ministre de convaincre ses partisans au Comité d'adopter le libellé que je propose, qui est tiré textuellement de la Déclaration des droits de la personne des Nations Unies.

On emploie le même libellé dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et on le retrouve dans les constitutions de nombreux pays de l'Occident, de l'Asie et de l'Afrique. Je ne comprends pas qu'on puisse le rejeter.

Dans l'espoir de promouvoir le dialogue, j'encourage les députés d'en face à penser à la possibilité d'inclure dans la protection de la vie privée, la famille, le foyer et la correspondance.

[Text]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable David Crombie.

Mr. Crombie: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Epp: Mr. Chairman, if there is no one else who wants to speak to the subamendment, I want to support what Mr. Crombie has said.

It has been vital, we believe, not only to our party, but more importantly, to the Canadian people that government must be restricted in their interference with the daily lives of Canadians. So often we hear the charge made that government has become too large and that they want government off their backs, and I think this would go quite some distance to guarantee to Canadians that it is they who hold rights, rather than governments who can give or grant or take away rights.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Robinson, to conclude.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, might I just ask a question for clarification on the proposed subamendment, if I may.

The proposed subamendment refers to arbitrary or unreasonable interference with, among other things, correspondence. Can I assume from this that this would encompass also the right to protection from opening of the mail by the RCMP.

Perhaps Mr. Fraser or another member might like to comment on that.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Honourable David Crombie.

Mr. Crombie: I gather that we are keeping in unreasonable interference as the qualifying phrase, is that correct?

Mr. Robinson: I am wondering if it is the intention of the movers of the motion that they would construe the words "unreasonable or arbitrary interference" to preclude a mail opening by the RCMP.

Mr. Fraser: I would like to make a comment on that, as former Postmaster General.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Honourable John Fraser.

Mr. Fraser: Mr. Chairman, I will be very brief, and I am very pleased Mr. Robinson has raised that because as Postmaster General I made it very clear that I would be opposed to any unreasonable opening of the mail, and "unreasonable" is a very wide reaching word.

I think I would have to say in frankness to Mr. Robinson that there may be extremely limited occasions and only, in my view, related to an imminent question of national security in which mail opening might be necessary in the national interest under an emergency situation, but I think that if that is to come, that has to be the subject of a special arrangement, special legislation which takes into account the concept of national security.

So I would say, in answer to Mr. Robinson, that I certainly would interpret the use of the word "correspondence" to strengthen the privacy of the mails in Canada against unreasonable and unwarranted interference.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Fraser.

L'honorable sénateur Asselin.

[Translation]

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Crombie.

M. Crombie: Merci, monsieur le président.

M. Epp: S'il n'y a personne qui veut prendre la parole, je veux intervenir pour appuyer ce qu'a dit M. Crombie.

Il était essentiel à notre parti et aux Canadiens qu'on empêche le gouvernement d'intervenir dans la vie des citoyens. On dit souvent que le gouvernement est devenu trop important et qu'il devrait foutre la paix aux gens. Notre amendement permettrait de convaincre les Canadiens que ce sont eux qui détiennent les droits, et que les gouvernements ne sont pas libres de les accorder ou de les retirer.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Robinson, vous pouvez terminer.

M. Robinson: Je voudrais demander une précision à propos du sous-amendement.

On parle, dans le sous-amendement, d'intervention abusive ou arbitraire dans, entre autres, la correspondance. Dois-je comprendre que l'amendement empêcherait la Gendarmerie d'ouvrir le courrier?

M. Fraser, ou un autre membre, aurait peut-être quelque chose à ajouter à ce sujet.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable David Crombie.

M. Crombie: L'amendement se limite à des interventions abusives, n'est-ce pas?

M. Robinson: Je ne sais pas si, dans l'esprit de ceux qui ont proposé la motion, les mots «intervention abusive ou arbitraire» empêcheraient la Gendarmerie d'ouvrir le courrier.

M. Fraser: J'aurais quelque chose à ajouter à titre d'ancien ministre des Postes.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable John Fraser.

M. Fraser: Je serai bref, monsieur le président. Je suis heureux que M. Robinson ait soulevé cette question. Lorsque j'étais ministre des Postes, j'ai fait comprendre que je m'opposerais à toute ouverture de courrier abusive, et le sens que peut avoir le mot «abusif» est extrêmement large.

Je dois admettre à M. Robinson qu'il peut y avoir des situations où l'ouverture du courrier pourrait être nécessaire parce que la sécurité nationale est en jeu. Mais il faudrait une loi spéciale qui tienne compte de la notion de sécurité nationale.

Je dirais donc, en réponse à M. Robinson, que le terme «correspondance» sert à renforcer le caractère privé du courrier, au Canada, et à protéger contre des interventions abusives ou arbitraires.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Fraser.

The honourable Senator Asselin.

[Texte]

Le sénateur Asselin: Merci, monsieur le président.

Lorsque monsieur Lapierre nous a dit tout à l'heure qu'il était prématuré de reconnaître un tel droit, est-ce qu'il voulait par là laisser entendre qu'il n'y avait pas eu devant les tribunaux de jugements qui avaient été prononcés sur ces matières-là et que, parce que c'est du droit nouveau, on ne pouvait pas l'inclure dans une charte des droits, d'autant plus que le ministre a dit que déjà devant la Chambre des communes il y avait un projet de loi de déposé qui s'apparentait avec le texte qui est présenté par les partis ici.

Est-ce que c'était cela que vous vouliez dire?

M. Lapierre: Si vous me le permettez, monsieur le président...

Le sénateur Asselin: Je demandais une clarification parce qu'il me semblait que les arguments que vous donniez n'étaient pas fondés à tel point qu'on devait rejeter du revers de la main les propositions qu'on nous faisait.

M. Lapierre: Je ne vous demande pas de les rejeter du revers de la main. La seule chose c'est que c'est une notion de droit nouveau que la notion de vie privée...

Le sénateur Asselin: Quelle est l'objection fondamentale à ce qu'on n'ait pas le droit d'inclure des droits nouveaux dans cette charte.

M. Lapierre: On a peut-être le droit, et si vous avez une définition précise et si vous êtes prêt à prendre le risque, on verra cela selon le vote, mais notre principe est qu'on aime mieux que ce droit-là «mature» après quoi on sera prêt à l'inclure.

Le sénateur Asselin: On pourrait discuter fort longtemps sur la question de maturité d'un droit. Est-ce que la maturité d'un droit n'existe que lorsque les tribunaux ont établi une jurisprudence tellement permanente que ce n'est qu'après cela qu'on peut légiférer ou bien si l'on doit légiférer d'abord et demander aux tribunaux d'en faire le test ensuite?

M. Lapierre: Ça ici, c'est plus que légiférer.

M. Chrétien: Monsieur le président, si je peux intervenir à ce moment-ci, cela ne sera pas très long.

De toute façon, comme le disait monsieur Robinson, et cela a été argumenté la semaine dernière et il fait allusion à l'article 17 de l'Acte international sur les droits des individus, je dois dire que dans notre charte nous nous attaquons à ce problème-là en parlant de «unreasonable search and seizure» et nous avons, pour protéger les citoyens contre les abus dans leur vie privée, pris l'autre avenue qui n'existe pas dans la charte internationale et qui se retrouve dans notre charte.

Cependant, quant à l'application précise de ce droit-là, en fonction de nos législations, nous procédons devant la Chambre des communes à ce moment-ci. Nous protégeons la vie privée contre les abus par les aspects que j'ai mentionnés tantôt, c'est un droit qui évolue devant la Chambre présentement et qui soulève bien des problèmes.

L'ancien ministre des Postes l'a dit, il a un problème lui-même parfois, c'est un problème qui n'a pas été encore complètement résolu par le pouvoir public à savoir jusqu'à quel

[Traduction]

Senator Asselin: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Lapierre has said it is premature to recognize this right. Does this mean that the courts have not handed down any judgments on these issues and, that, because it is new law, we cannot include it in the charter of rights, especially since the Minister has said that there is a bill before the House of Commons that is related to the resolution that we are presenting?

Is that what you meant?

Mr. Lapierre: With your permission, Mr. Chairman...

Senator Asselin: I have for this clarification because it seems to me that the arguments you have given do not warrant rejecting the proposal without giving it proper consideration.

Mr. Lapierre: I am not asking you to reject without giving it proper consideration, it is just that the notion of privacy is a new concept in law...

Senator Asselin: What is the basic objection to putting new rights in the charter?

Mr. Lapierre: We may well do so, and if you have a clear definition and are ready to take the chance, it will show up in the results of the vote. But we would prefer to let this right mature and include it afterwards.

Senator Asselin: We could discuss the maturity of a right at some length. Does the maturity of a right mean that we cannot legislate until the courts have established solid jurisprudence or should we pass legislation first and then ask the courts to test it?

Mr. Lapierre: You are doing more here than legislating.

Mr. Chrétien: Mr. Chairman, I have a brief comment to make on this.

This was discussed last week and Mr. Robinson referred to that time to Section 17 of the International Human Rights Act. In our charter, we attack this problem by referring to unreasonable search and seizure. To protect the privacy of citizens, we have included provisions in our charter that are not found in the international charter.

Insofar as the implementation of this right is concerned, there is legislation before the House of Commons at this time. I have already described what we are doing to protect privacy, but it is not necessary to include that particular right at this time. It is being considered by the House and is posing a number of problems.

The former Postmaster General has admitted that he too had a problem with this. The government has not yet decided to what extent we can examine letters and parcels entering Canada.

[Text]

point on peut faire enquête sur des lettres et des colis qui rentrent au Canada.

Il y a des problèmes de cette nature-là qui ne sont pas résolus à ce moment-ci. Alors, pour donner le droit à la personne à sa vie privée, nous avons mis dans la charte des dispositions concernant les interventions par les corps policiers dans les saisies ou les mandats d'arrêt et tout ça; elle sera protégée de ce côté-là.

Ce n'est donc pas nécessaire de mettre ce terme vague que propose M. Robinson à ce moment-ci.

Si plus tard, lorsque les législations auront atteint, comme le dit M. Lapierre, une maturité adéquate, il sera toujours possible de l'inscrire dans la charte.

C'est pour fins de clarification et de simplification que nous nous y opposons à ce moment-ci.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur le ministre.

Do I see that honourable members are ready for the vote?

Mr. Fraser, before I call Mr. Robinson.

Mr. Fraser: Before I break the rules, am I allowed another intervention?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I see that you are certainly allowed another intervention, Mr. Fraser.

Mr. Fraser: Thank you, Mr. Chairman. I will make it short.

One of the things that I find difficult about Mr. Lapierre's assertion that this is a new notion is that it just is not a new notion. You can go back to the ancient statement that an Englishman's home is his castle, which is all wound up in the concept that unless under law and unless under reasonable conditions, the privacy of a person in their own home has got to be respected. It is not a new notion when it has appeared in the United Nations Declaration of Human Rights and the International Covenant on Civil and Political Rights, to which we are parties in this country. The concept of privacy is not new. It is an old and longstanding concept. The whole law of trespass is based fundamentally on the concept of privacy, the right to not have the private use and enjoyment of your own property interfered with.

It is only new in the sense that it is now being put into a charter here in Canada at this particular Committee, but there is nothing new about the notion. The fact that we should assert it as a fundamental right is not something which is going to run against the conscience or the good sense of the vast majority of people.

The honourable Minister of Justice said that there are things that we have not yet resolved about mail opening. Perhaps the government he represents has not got it resolved in its own mind so far as mail opening is concerned, but the vast majority of Canadians do not want unreasonable and arbitrary interference with their correspondence, and I say "correspondence"; I am not talking about packages and other things that come in, and certainly things that cross the border, packages, goods those things are subject to investigation and examination by the customs officials, but correspondence is the transfer of thoughts from one free person to another.

[Translation]

There are problems of this sort that have not yet been solved. To protect privacy, we have included provisions dealing with seizures, arrests, etcetera, carried out by the police. So privacy will be protected from that angle.

There is just no need to include the vague term proposed by Mr. Robinson.

Later, when the legislation has matured, it will always be possible to include it in the charter.

To make things clearer and simpler, we are opposed to it at this time.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Minister.

Les honorables membres sont-ils prêts pour le vote?

Monsieur Fraser, suivi de M. Robinson.

M. Fraser: Ai-je droit à une dernière intervention?

Le coprésident (M. Joyal): Bien sûr, monsieur Fraser.

M. Fraser: Merci, monsieur le président. Je serai bref.

Contrairement à ce qu'a dit M. Lapierre, cette notion s'est pas récente. Il y a un vieux proverbe qui dit que «Charbonnier est maître dans sa maison», ce qui signifie que le foyer est un lieu privé qui ne peut être violé sans autorisation ou sans motif valable. Ce principe figure dans la Déclaration des droits de la personne des Nations unies et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dont le Canada est signataire. La notion de vie privée n'est donc pas nouvelle. Elle existe depuis longtemps. Les lois interdisant de violer la propriété privée sont fondées sur la notion de vie privée, sur le droit de jouir de ses biens.

Ce principe n'a rien de nouveau, sauf en ce sens qu'on va l'inclure dans la constitution canadienne. La plupart des Canadiens reconnaîtraient qu'il s'agit d'un droit fondamental.

L'honorable ministre de la Justice a dit que l'ouverture du courrier pose encore des problèmes. Le gouvernement qu'il représente n'a peut-être pas réglé la question dans son propre esprit, mais la plupart des Canadiens veulent être protégés contre les interventions abusives et arbitraires dans la correspondance, et je dis bien «correspondance». Je ne parle pas de colis ou de marchandises qui entrent au Canada et qui peuvent être examinés par les douaniers, mais bien de la correspondance échangée par deux personnes.

[Texte]

The notion that that is sacrosanct is a longstanding notion in Canada and just because some political science professors and law professors have gone back into old English history and said that it was not always honoured in ancient times is no reason to think that it has not been the tradition in this country, because it most clearly has been and the statutes from time to time, as amended, that have regulated the distribution of correspondence in this country, abided by, by the Canadian Post Office, make it quite clear what we have had is an erosion of the principle by acts which, as far as I am concerned, were unwarranted, unreasonable and even worse, illegal.

The fact that this may also be treated in other ways in peripheral fashion is really no argument to not include it as a fundamental right.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Fraser.

Mr. Robinson, to conclude.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, before concluding, I would just like to ask one supplementary question, if I may, of the Minister, and that relates to the point that I made earlier.

I would like to ask him to answer the following question with respect to his July 9, 1980 statement, Mr. Chairman.

I am referring directly now to the statement. The Minister stated:

In deciding which rights should be included in this Charter, we have selected only those which we feel reflect the central values of our society. Each of the rights we have listed is an essential ingredient for the Charter and all are rights which all Canadians should have, regardless of where they live in our country.

Mr. Minister, in the July 9, 1980 document, you included as one of those essential ingredients the right to privacy. What has changed your mind now on the importance of that as an essential ingredient and one of those which reflects the central values of our society?

• 1630

Mr. Chrétien: The mechanism dealing with it will be found in the next clause dealing with unreasonable search and seizure. That is the way we found to be most logical.

Mr. Robinson: In the July document?

Mr. Chrétien: Yes; but we think it is sufficient to cope with the problem at this time. In the next clause you will find a satisfactory answer to the problem you have raised.

Mr. Robinson: To conclude, Mr. Chairman, with respect to the amendment, we would just like to deal with the concerns expressed by Mr. Lapierre who stated that because there was a lack of jurisprudence in this area of privacy and that it was not clearly defined and was not mature, I think he said, that we should not include it.

[Traduction]

Le caractère privé de la correspondance est reconnu au Canada depuis très longtemps. Ce n'est pas parce que quelques professeurs de droit et de sciences politiques ont étudié l'histoire d'Angleterre et prétendu que le principe n'a pas toujours été respecté qu'on va nier cette tradition. Cette tradition existe et il est clair, si l'on regarde les lois régissant la distribution du courrier au Canada, que ce principe a été violé sans motif valable, et même illégalement.

Le fait qu'il existe d'autres lois là-dessus ne justifie pas vraiment l'exclusion du principe.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Fraser.

Monsieur Robinson, vous pouvez terminer.

M. Robinson: Monsieur le président, avant de le faire, j'aimerais poser une question complémentaire au ministre.

J'aimerais lui demander de répondre à une question en ce qui concerne sa déclaration du 9 juillet 1980.

Dans celle-ci, le ministre déclare:

En décidant quels droits seraient inclus dans cette charte, nous avons choisi ceux qui, à notre avis, reflètent les valeurs centrales de notre société. Chaque droit que nous citons fait partie intégrante de la charte. Il s'agit là de droits que tous les Canadiens devraient avoir, indépendamment de l'endroit de notre pays où ils habitent.

Monsieur le ministre, dans notre document du 9 juillet 1980, vous avez inclus le droit à la vie privée. Qu'est-ce qui vous a fait changer d'avis; pourquoi ne considérez-vous plus ce droit comme faisant partie intégrante de la charte et comme reflétant les valeurs centrales de notre société?

M. Chrétien: Les mécanismes traitant de cette question se retrouvent à l'article suivant qui porte sur les fouilles, perquisitions et saisies. Nous avons pensé que c'était l'article le plus logique où l'insérer.

M. Robinson: Dans le document de juillet?

M. Chrétien: Oui. Cependant, nous croyons qu'il suffit de nous attaquer au problème, à l'heure actuelle. Dans l'article suivant, vous trouverez une réponse satisfaisante au problème que vous venez de soulever.

M. Robinson: Pour terminer, monsieur le président, en ce qui concerne notre amendement, nous aimerions répondre aux préoccupations exprimées par M. Lapierre. Celui-ci a dit, en effet, qu'il n'y avait pas suffisamment de cas de jurisprudence portant sur cette question de la vie privée, que ce terme n'était pas clairement défini et que la notion n'avait pas suffisamment mûri; ce sont là les raisons pour lesquelles il estime que nous ne devrions pas inclure d'amendement portant sur la vie privée.

[Text]

Well, by that logic, Mr. Lapierre, through you, Mr. Chairman, why are we including the concept of fundamental justice, a concept around which there is no jurisprudence and which has not been legally defined and which has certainly not matured?

If that is your criterion, you voted to include that, Mr. Lapierre: so did I. I think it was sensible. So, those particular arguments, surely, would have applied. You say it is premature to include it in the constitution. This concept is one which was recognized before by the community of nations in 1948 in the United Nations Declaration on Human Rights. Canada became bound to accept the recognition of the principle of the protection from unreasonable interference with privacy in 1976 and in the document which Canada has tabled before the United Nations Human Rights Committee, in our commentary on Article 17, it is stated that we recognize the individual's right to his privacy and reputation.

Well, if you do not know what it is, then how can you make a statement in your report to the United Nations Human Rights Committee that you recognize it, if your statement that you do not even know what it is has any substance whatsoever?

This is a fundamental right of all Canadians. As the Minister said in July, it is an essential right which should be recognized in a statement of fundamental rights and freedoms.

In dealing with the question of correspondence, certainly we believe that first class mail should be inviolate. Mr. Fraser has defended that right in his tenure as Postmaster General defended it, I say quite frankly, from the more aggressive moods of his colleagues at the time.

Mr. Chairman, this right is one which Canadians are entitled to, and I would hope that members opposite would recognize that—recognize the jurisprudence and vote for this amendment.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

An hon. Member: Mr. Chairman, could we have a recorded vote?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes.

Amendment negatived: Yeas, 9; Nays, 14.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to call the vote on Clause 7 as amended.

Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, just one question on Clause 7 as a whole and that relates to a concern which was expressed to us by the Canadian Advisory Council on the Status of Women and a number of other national women's groups in this country.

Will you confirm, Mr. Minister, that, even though the change in the words from "everyone" to "every person" was not made, that it is your intent that in no way should this

[Translation]

Logiquement, alors, monsieur Lapierre, pourquoi inscrivons-nous le concept de justice fondamentale dans la charte, étant donné qu'il n'existe pas de jurisprudence à cet égard, que le terme n'a pas été défini juridiquement et que la notion n'a certainement pas eu le temps de mûrir?

Si tel est votre critère, vous avez pourtant voté en faveur de l'inclusion de cette justice fondamentale, monsieur Lapierre, comme moi d'ailleurs. C'était là une chose raisonnable à faire. Dans les deux cas, les arguments que vous avez soulevés s'appliquent. Vous dites qu'il est prématuré d'inclure un tel article dans la constitution. Ce concept a été reconnu en 1948 par la communauté des nations, dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits de l'homme. Le Canada s'est engagé à accepter la reconnaissance du principe de la protection contre toute ingérence déraisonnable dans la vie privée, en 1976, et dans le document que le Canada a déposé devant la Commission des Nations Unies sur les droits de l'homme, nous déclarons, dans le commentaire à l'article 17, que nous reconnaissons le droit à la vie privée et au maintien de la réputation.

Si cette notion vous est obscure, comment alors pouvez-vous faire, dans votre rapport à la Commission des Nations Unies sur les droits de l'homme, une déclaration où vous dites que vous reconnaissez ce droit?

Il s'agit là d'un droit fondamental de tous les Canadiens. Comme le ministre l'a dit en juillet, il s'agit là d'un droit essentiel, qui devrait être reconnu dans une déclaration des droits et libertés fondamentaux.

En ce qui concerne la correspondance, nous croyons que le courrier de première classe ne devrait jamais être ouvert. M. Fraser a défendu ce droit lorsqu'il était ministre des Postes, et ce, malgré l'attitude plus agressive dont faisaient preuve ses collègues, à l'époque.

Monsieur le président, les Canadiens ont le droit de posséder une telle garantie, et j'espère que les membres de l'autre côté de la table le reconnaissent; j'espère qu'ils reconnaissent la jurisprudence qui existe en ce domaine et qu'ils voteront, par conséquent, en faveur de cet amendement.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Robinson.

Une voix: Monsieur le président, le vote pourrait-il être enregistré?

Le coprésident (M. Joyal): Oui.

L'amendement est rejeté par 14 voix contre neuf.

Le coprésident (M. Joyal): Je mets maintenant aux voix l'article 7, modifié.

Monsieur Robinson.

M. Robinson: Monsieur le président, je voudrais poser une question au sujet de l'article 7. Ma question se rattache à une préoccupation exprimée par le Conseil consultatif canadien sur le statut de la femme, ainsi que par un certain nombre d'autres groupements féminins de notre pays.

Monsieur le ministre, pouvez-vous confirmer que même si le mot «chacun» n'a pas été modifié, cet article ne devra, en aucune façon, porter préjudice au droit d'une femme à obtenir un avortement?

[Texte]

particular clause in any way affect the right of women to obtain an abortion?

Mr. Chrétien: This does not affect that situation. There are laws in the land about abortion.

Mr. Robinson: And this clause would not affect that in any way?

Mr. Chrétien: In our view, it would not.

Clause 7 as amended agreed to.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like, then, to invite honourable members to take the next page of their amendment package. The number of the next amendment is G-9, Clause 8, page 4.

On Clause 8—Search or seizure

The Joint Chairman (Mr. Joyal): It is an amendment moved by the NDP party on Clause 8.

But before I call Mr. Robinson or Mr. Ittinuar, the honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Thank you very much, Mr. Chairman.

I would just like to seek some direction from the Chair.

It was my understanding that, when we stood Clause 6, we would return to that clause after the completion of Clause 7. We at least on this side are ready to return to Clause 6 at this time.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Nystrom, may I have some indication from your party to that effect?

Mr. Nystrom: Yes, we are certainly of the same understanding and Mr. Ittinuar is ready for Clause 6.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Nystrom.

The Chair was expecting an indication from honourable members of the respective parties to call back Clause 6.

On Clause 6—Rights of citizens to move.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, before you return to Mr. Ittinuar, in view of the fact that the Minister was not before the Committee last week, you will recall when we opened Clause 6 at that time I said I felt this was one clause which had not had sufficient airing, even before we got to the amendments.

While everyone on the Committee did not agree with that view there were a number of both sides that did agree with that point of view.

It would be my thinking, Mr. Chairman, if that is agreeable with the Chair and Mr. Ittinuar, in whose name the amendment now stands, that before getting to the amendment and possibly be able to better judge it, whether it would not be acceptable at this time to have general questions on Clause 1, because we have a number relating to Clause 1 and it is an area that we at least feel needs a fair bit of airing before we even get to the amendment.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): You mean Clause 6.

Mr. Epp: Clause 6, I am sorry.

[Traduction]

M. Chrétien: Cela ne l'affecte pas. Il existe des lois dans notre pays concernant l'avortement.

M. Robinson: Et cet article ne les modifierait en aucune façon?

M. Chrétien: Par à notre avis.

L'article 7, modifié, est adopté.

Le coprésident (M. Joyal): J'invite maintenant les honorables membres à passer à la page suivante de leur liasse d'amendements. Le numéro de l'amendement suivant est G-9, article 8, page 4.

Article 8—*Fouilles, perquisitions et saisies.*

Le coprésident (M. Joyal): Il s'agit d'un amendement du Nouveau parti démocratique portant sur l'article 8.

Avant de donner la parole à M. Robinson ou M. Ittinuar, je la donne à l'honorable Jake Epp.

M. Epp: Merci, monsieur le président.

J'aimerais être fixé par la présidence.

Si j'ai bien compris, lorsque nous avons réservé l'article 6, nous nous étions mis d'accord pour revenir à cet article, après en avoir terminé avec l'article 7. Nous sommes prêts à passer à l'article 6.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Nystrom, qu'en pense votre parti?

M. Nystrom: Nous avons cru comprendre la même chose que M. Epp, et M. Ittinuar est prêt à proposer l'amendement portant sur l'article 6.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Nystrom.

La présidence n'attendait qu'un signe des honorables membres des différents partis pour reprendre l'étude de l'article 6.

Article 6—*Libertés de circulation et d'établissement.*

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable Jake Epp.

M. Epp: Monsieur le président, avant que vous ne donniez la parole à M. Ittinuar, étant donné que le ministre n'était pas avec nous la semaine passée, vous vous souviendrez sans doute que lorsque nous avons mis l'article 6 en délibération, j'avais dit qu'on n'avait pas suffisamment discuté de celui-ci, même avant la période des amendements.

Si cet avis que j'exprimais ne ralliait pas tous les suffrages, il y avait cependant des membres, des deux côtés de la table, qui étaient d'accord avec moi.

Par conséquent, si la présidence est d'accord et si M. Ittinuar, dont on a réservé l'amendement, est d'accord également, je me demande si l'on ne pourrait pas poser des questions d'ordre général sur l'article 1, qui devrait faire l'objet de plus de questions qu'il n'en a fait l'objet jusqu'à présent. Nous pourrions procéder de cette façon avant de toucher à l'amendement.

Le coprésident (M. Joyal): Vous voulez parler sans doute de l'article 6?

M. Epp: Oui, excusez-moi, de l'article 6.

[Text]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable Bryce Mackasey.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, I agree essentially with the statement of Mr. Epp. The other evening, I believe it was Monday, we did suggest that we stand Clause 6 for the very reason that Mr. Epp felt that perhaps this very important mobility right was one area of the resolution which had not perhaps come under the normal discussion which had been the case with other clauses.

As I recall it, Mr. Epp had suggested that we stand it because he had some extensive questions to ask on Clause 6(1). Although it has not been the subject of too much discussion, looking back in the procedure, however it has been raised.

I would like to say briefly that mobility rights raises a problem that perhaps captures the imagination and concern of Canadians to a degree that perhaps many other fail to appreciate.

I think all of us would recall several years ago in the highly publicized difference of opinion between residents of Hull and residents of Ottawa and of Cornwall and Montreal on the barriers against the barriers against the principle that we should be free as Canadians to travel anywhere in order to gain employment.

As a former Minister of Labour—there are others, of course—one of the vexing problems in the past has been the contradiction between the basic principle of mobility and provincial legislation.

I can cite the Mirabel Airport project which was clearly federal in jurisdiction but was subject to much controversy with the province who felt that the hiring practices in that province should be based upon not only provincial preference but reasonable preference within the province.

It is a subject of great concern, and in all fairness to Mr. Peckford, of great concern before he gave it the type of national prominence with his concern and determination to protect the jobs of the people of Newfoundland or the jobs in Newfoundland.

I might say—and I do not want to talk very long on this—that the general concern that has been raised of course is that, on the one hand, there are people who feel as Canadians in one great country that Canadians should have a right to be able to work anywhere in this country. I suspect we have greater freedom in the European Common Market to do that; there are less barriers there.

On the other hand, there is the legitimate concern of groups, in particular in areas like the North, the Yukon, the territories, and the extremes of the country, who look on mobility as a threat to jobs and they make a very persuasive argument, though it is not one that moves me; because I think Canada is one country and this is one of the fundamental rights.

[Translation]

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable Bryce Mackasey.

M. Mackasey: Monsieur le président, je suis d'accord, dans les grandes lignes, avec la déclaration de M. Epp. L'autre soir, je crois que c'était lundi, nous avons suggéré de réserver l'article 6, pour la raison que vient de donner M. Epp; en effet, cette question de la liberté de circulation et d'établissement est un point très important de la résolution qui n'a pas fait l'objet d'autant de discussions que les autres articles.

Si je me rappelle bien, M. Epp avait proposé de la réserver, étant donné que nous avions de longues questions à poser au sujet de l'article 6(1). Bien que les discussions n'aient pas été aussi longues qu'on l'avait pensé, la question a quand même été soulevée.

J'aimerais dire brièvement que la question de la liberté de circulation et d'établissement préoccupe les Canadiens dans une mesure peut-être plus importante que l'on ne croit.

Nous nous souvenons sans doute des différences d'opinions—qui ont fait l'objet de beaucoup de publicité—entre les résidents de Hull et ceux d'Ottawa, et de Cornwall et de Montréal, en ce qui concerne la libre circulation et le libre établissement des Canadiens là où ils pourraient trouver de l'emploi.

Une des situations frustrantes à laquelle j'ai dû faire face lorsque j'étais ministre du Travail était justement cette question du principe fondamental de la liberté de circulation et d'établissement, et les lois provinciales en la matière.

Je peux citer le cas des travaux de l'aéroport de Mirabel, qui relevaient indubitablement de la compétence fédérale, mais qui ont fait l'objet de beaucoup de controverses avec la province. Celle-ci estimait en effet que l'on devait tenir compte des pratiques d'emploi dans la province, et même de certaines préférences à l'intérieur de la province.

C'est une question qui préoccupe beaucoup de personnes et, malgré tout le respect que je dois à M. Peckford, qui nous préoccupait avant qu'il ne décide de donner une importance nationale à la protection de l'emploi dans sa province.

Il y a des Canadiens qui estiment qu'ils devraient avoir le droit de travailler partout dans notre pays. Je suppose que c'est plus facile à réaliser en Europe, où il y a le Marché commun. Il y a moins de barrières là-bas.

D'autre part, certains groupes se préoccupent à juste titre de cette question, particulièrement dans le Nord, le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest. Ces personnes envisagent la libre circulation et le libre établissement comme une menace à leurs possibilités d'emploi. Elles présentent des arguments très probants, bien qu'ils ne me touchent pas personnellement. Je crois que le Canada forme un seul pays et que cette liberté de circulation et d'établissement est un des droits fondamentaux de celui-ci.

[Texte]

In conclusion, one of the witnesses who did speak very much in depth to the subject was Mr. Fairweather as did other witnesses, back on the November 14 in Issue No. 5. When questioned as to his views on mobility, Mr. Fairweather categorically supported the concept of mobility, pointing out on page 5:18 that this should be one of the fundamental rights. I do not propose to read the whole section. It is very lengthy. But I would like to refer members to it. Again, Mr. Fairweather stated categorically that as Canadians mobility rights should be something that we should accept.

I leave it at that, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Senator Hays): Thank you very much, Mr. Mackasey.

Mr. Epp:

Mr. Epp: Mr. Chairman, I must admit that I am not quite sure what Mr. Mackasey was driving at.

I would like to ask the Minister some questions. Can he tell us how many provinces oppose mobility rights?

Mr. Chrétien: There was general opposition to it. There was general opposition.

Mr. Epp: Could you define "general" for me?

Mr. Chrétien: Ontario supported it and there might be another province—Nova Scotia, of course, was the other one.

Mr. Epp: So there were about eight or nine that opposed it?

Mr. Chrétien: Yes, I think so.

Mr. Epp: Did Prince Edward Island approve of it?

Mr. Chrétien: You could ask them. You are asking me a precise question. You can ask them.

I say generally speaking it was opposed. I do not have the minutes here.

Mr. Epp: Well, I have them here. I am looking at September 10, 1980.

Mr. Chrétien: One of the problems with Prince Edward Island related to the problem we discussed yesterday, that they were preoccupied with the clause on mobility in relation to acquisition of land.

Mr. Epp: What I am saying to you, Mr. Minister—when we discuss mobility I hope you will use the same yardstick that you used on property rights, and that you will also consider the same yardstick on mobility rights because I take it as an honourable man, you would to use the same yardstick.

If you care to take a look at the minutes of September 10, you will find the objection not only of the Province of Prince Edward Island but—if you want the page, it is page 606 and it goes on from there.

I would like to ask you, Mr. Minister, that in view of all that objection—and we can ask the political question later as to how you can feel justified saying you can do it over-riding the provincial powers and on the other hand you could not.

[Traduction]

En conclusion, un des témoins qui a beaucoup discuté de cette question était M. Fairweather, notamment le 14 novembre, et le compte rendu de ses propos peut se trouver dans le fascicule n° 5. Lorsqu'on lui a posé des questions au sujet de la liberté de circulation et d'établissement, M. Fairweather a appuyé catégoriquement le principe d'une telle liberté, expliquant, à la page 5:18, qu'il devrait s'agir d'un des droits fondamentaux des Canadiens. Je ne lirai pas tout le passage, qui est très long; je vous demande simplement de vous y reporter.

J'ai terminé, monsieur le président.

Le coprésident (sénateur Hays): Merci beaucoup, monsieur Mackasey.

Monsieur Epp.

M. Epp: Monsieur le président, je ne suis pas sûr d'avoir compris l'objet de la déclaration de M. Mackasey.

J'aimerais poser quelques questions au ministre. Pourrait-il nous dire combien de provinces s'opposent à la liberté de circulation et d'établissement?

M. Chrétien: L'opposition était générale.

M. Epp: Pourriez-vous définir le terme «général»?

M. Chrétien: L'Ontario appuyait ce droit, et il y a peut-être une autre province, la Nouvelle-Écosse.

M. Epp: Ainsi donc, il y en avait huit ou neuf qui s'y opposaient?

M. Chrétien: Oui, je crois.

M. Epp: L'Île-du-Prince-Édouard approuvait-elle cet article?

M. Chrétien: Vous pourriez le lui demander vous-même. Vous me posez une question précise que vous pourriez demander aux intéressés.

De façon générale, il y avait opposition. Je n'ai pas le compte rendu ici.

M. Epp: Moi je l'ai. Il s'agit de la réunion du 10 septembre 1980.

M. Chrétien: Un des problèmes, en ce qui concerne l'Île-du-Prince-Édouard, c'est que cette province se préoccupait de cette question dans le contexte de l'acquisition de terrains sur son territoire.

M. Epp: Lorsque nous discuterons la question de la liberté de circulation et d'établissement, j'espère que vous vous servirez de la même mesure que celle que vous employez pour le droit à la propriété. Je crois en effet que vous êtes un homme d'honneur.

Si vous voulez vous reporter au compte rendu de la séance du 10 septembre, et c'est à la page 606, vous verrez que la province de l'Île-du-Prince-Édouard n'est pas la seule à s'opposer à cette question.

Étant donné toute cette opposition, monsieur le ministre... et nous pourrions poser plus tard la question politique sur la raison qui justifie votre action, en dépit de l'opposition des provinces.

[Text]

But I would like to ask you, Mr. Minister, how would Clause 6(1) affect External Affairs' ability to withhold or revoke passports?

Mr. Chrétien: I do not know where you are leading to with your questions.

Mr. Epp: You will find out.

Mr. Chrétien: We have one citizenship in Canada. That is all. That was the debate—whether we had 10 countries, 10 principalities or one nation.

One of the concepts of "nation" that we were having is that when you are a Canadian you have some fundamental rights which you can exercise across the land, and mobility is one of them.

At the time, 85 per cent of the people agreed. You always refer to polls and the polls on mobility was 85 per cent of Canadians were in favour.

Mr. Epp: Obviously, you are low even on that.

What I am trying to ask you, is, have you checked with External Affairs on the matter of the ability to withhold or revoke passports? How would that ability which External Affairs now uses, how might it be affected if Clause 6(1) be passed?

Mr. Chrétien: I do not know.

Mr. Epp: Thank you.

Mr. Chrétien: We have not received any representations from External Affairs, and I have no information that the mobility rights of Canadian citizens will affect his right to have a passport.

Of course, we can always use Clause 1 of the Bill of Rights to apply the reasonable test.

Mr. Epp: Would you not feel it important when that question is asked, that the government should be able to give us a legal opinion on how it might be affected, because that is one of the very strong, central purposes of External Affairs, that is the issuing and controlling of Canadian passports?

Mr. Chrétien: We do not see how that can affect the availability of passports to Canadians.

If we have to restrict the availability of passports to Canadian, there will be laws which can be passed, and the test will be the test of this clause, plus the test of Clause 1 of the Bill of Rights. The courts will decide.

I am informed that this clause, as it is, stands no chance of creating any problems with the ability to get passports, and we have not heard of any problems with the people from External Affairs.

Mr. Epp: Mr. Minister, it is not a discretionary question. You know that the Charter would supercede any regulation or legislation passed. I have not had a satisfactory answer to my question, but I would like to ask you another question.

What provincial labour laws will be affected by Clause 6? Have you had a report from the provinces on that? Do you know what effect they might have on that?

[Translation]

Pourriez-vous me dire, monsieur le ministre, quel impact cet article 6 aura sur la capacité du ministère des Affaires extérieures de ne pas délivrer un passeport ou de révoquer celui-ci?

M. Chrétien: Je ne vois pas où vous voulez en venir.

M. Epp: Vous allez voir.

M. Chrétien: Il n'y a qu'une sorte de citoyenneté canadienne. Le débat était de savoir si nous avions 10 pays, 10 principautés, ou une nation.

Quand on est Canadien, on a des droits fondamentaux que l'on peut exercer dans tout le pays, et la liberté de circulation et d'établissement est un de ceux-ci. Nous discutons de cette question au sujet de la définition du terme «nation».

A l'époque, 85 p. 100 de la population était d'accord. Vous parlez toujours des sondages, et les sondages portant sur cette liberté de circulation et d'établissement indiquaient que 85 p. 100 de la population était en faveur de tels droits.

M. Epp: Vos chiffres sont bas à cet égard également.

Avez-vous vérifié auprès des Affaires extérieures si l'article 6(1) permettrait de refuser ou de révoquer un passeport?

M. Chrétien: Je ne sais pas.

M. Epp: Merci.

M. Chrétien: Nous n'avons pas reçu de plaintes des Affaires extérieures, et rien ne me laisse croire que la liberté de circulation et d'établissement empêchera un Canadien d'obtenir un passeport.

Évidemment, aux termes de l'article 1 de la charte, toute restriction doit être raisonnable et doit pouvoir se justifier.

M. Epp: Vous ne croyez pas, quand on vous pose une telle question, que vous devriez nous donner un avis juridique à cet égard? En effet, la délivrance de passeports canadiens est une des principales responsabilités du ministère des Affaires extérieures, n'est-ce pas?

M. Chrétien: Nous ne voyons pas comment une telle disposition de la charte pourrait limiter le droit, pour un Canadien, d'obtenir un passeport.

Si tel était le cas, nous pourrions adopter des lois, dont le critère d'application serait contenu dans cet article, ainsi que dans l'article 1. Ce sont les tribunaux qui décideront.

On me dit que cet article, dans son libellé actuel, ne pourrait créer aucun problème en ce qui concerne la délivrance de passeports, et les Affaires extérieures ne nous ont informés d'aucun problème à cet égard.

M. Epp: Monsieur le ministre, il ne s'agit pas d'une question discrétionnaire. Vous savez que la charte aura préséance sur tout règlement ou toute loi. Je n'ai pas eu de réponse satisfaisante à ma question; cependant, j'aimerais vous en poser une autre.

Quelles lois provinciales sur le travail cet article 6 touchera-t-il? Les provinces vous ont-elles fait rapport à ce sujet?

[Texte]

Mr. Chrétien: We said we should not discriminate against Canadians on the basis of the origin of the province where he is living.

Mr. Epp: That is not my question, sir.

Mr. Chrétien: I do not have any report. You asked me if I have received a report on the number of laws which would be affected by the provinces. I have not received any such report to my knowledge.

Mr. Epp: How long, Mr. Minister, do you feel would the provinces need, even if one sets aside the unilateralism and the encroachment into provincial areas, how long would the provinces need to amend all their labour laws and regulations flowing therefrom? Have you had any discussions with the provinces on that question?

Mr. Chrétien: They know we are aware of the problems and have been following the discussions and they know the timetable. It is up to them, if they feel their legislation is creating discrimination against Canadians in the provinces which would affect the legislation. They have to be ready.

They know that we are going ahead and Parliament is about to vote.

I am informed that two provinces have specifically raised some aspects of problems, legislative problems—one is Quebec, and the other is Newfoundland.

Mr. Epp: Are you saying, Mr. Minister, that you feel the federal government in this area of provincial labour laws and regulations flowing therefrom are justified in moving into that area and forcing the provinces to conform to a regime that was not contemplated earlier?

Mr. Chrétien: In giving a Charter to Canadians, rights which would apply across the land equally to all Canadians, we know that might affect some legislation of the provincial governments.

I think in the one Canada that I believe in that such limitation should not exist; and if such legislation exists it should be amended so that Canadians will have the right of mobility available to them equally.

Mr. Epp: Mr. Minister, you keep repeating that you feel there is one Canada. There is no argument around the table that there is one Canada. That is now what we are discussing. We are discussing the provincial rights to pass labour legislation which is totally within their jurisdiction to do as it relates to provincial laws and provincial regulations.

What I am asking you, Mr. Minister, is not the balkanization of the country or that we are advocating the balkanization of the country, but you are very seriously bringing into question the right of the provinces or even their perception that they are not part of a larger country.

I do not think that charge is valid.

I would like to ask you another question. There are serious concerns north of 60°, which is totally federal jurisdiction, so let us get away from the provinces for a bit; totally federal jurisdiction where your government itself through legislation such as the Northern Pipeline Agency have in fact passed laws

[Traduction]

M. Chrétien: Nous disons qu'il ne devrait pas y avoir de discrimination contre certains Canadiens, sur la base de la province d'origine.

M. Epp: Cela n'est pas ma question.

M. Chrétien: Vous me demandez si les provinces m'ont signalé différentes lois provinciales qui seraient touchées par nos mesures. Je n'ai reçu, à ma connaissance, aucun rapport de ce genre.

M. Epp: Combien de temps faudra-t-il aux provinces, même si l'on ne tient pas compte de l'action unilatérale du gouvernement fédéral et de son intrusion dans des domaines de compétence provinciale, combien de temps, donc, faudra-t-il aux provinces pour modifier leur législation ouvrière et les règlements qui en découlent? Avez-vous eu des discussions avec les provinces à ce sujet?

M. Chrétien: Elles savent que nous sommes conscients des problèmes et que nous avons suivi les discussions. Elles connaissent notre programme. C'est à elles, si elles estiment que notre loi crée des distinctions injustes entre les Canadiens, de nous le faire savoir.

Les provinces savent que le gouvernement fédéral va de l'avant, et que le Parlement est presque sur le point de voter.

On m'informe que deux provinces ont soulevé la question de problèmes législatifs, le Québec et Terre-Neuve.

M. Epp: Estimez-vous que les mesures prises par le gouvernement fédéral sont justifiées; estimez-vous que le gouvernement fédéral devrait forcer les provinces à se conformer à un régime qui n'a pas été prévu?

M. Chrétien: Le fait de donner aux Canadiens une charte des droits qui s'applique de façon uniforme à tous les Canadiens peut toucher certains aspects de la législation provinciale. Nous le savons.

Dans le Canada auquel je crois, de telles restrictions ne devraient pas exister, et toutes les lois provinciales visées, le cas échéant, devraient être modifiées, afin de donner à tous les Canadiens la liberté de circulation et d'établissement.

M. Epp: Monsieur le ministre, vous répétez sans cesse que selon vous, il n'y a qu'un Canada. Personne ici ne le conteste. Ce n'est pas le sujet de la discussion. Nous parlons des droits des provinces d'adopter des lois visant les travailleurs, ce qui est entièrement un domaine de leur compétence, dans ce qui a trait aux lois et aux règlements provinciaux.

Monsieur le ministre, je ne vous demande pas de balkaniser le pays, et ce n'est pas ce que nous proposons, mais vous mettez sérieusement en doute le droit des provinces, ou même le fait qu'elles ne se perçoivent pas comme faisant partie d'un plus grand pays.

A mon avis, cette accusation n'est pas fondée.

J'ai une autre question à vous poser. Au nord du 60° parallèle, il y a de graves préoccupations relevant totalement de la compétence fédérale; donc, laissons de côté les provinces pour l'instant. Il s'agit intégralement d'une compétence fédérale. Votre gouvernement, par voie de législation, a créé

[Text]

which, under Clause 6, would in fact, discriminate. It would discriminate in favour of northern residents and especially, natives living north of 60°.

I have no difficulty with that in terms of the resource development which is to take place in the north, which is to take place, that residents in those areas get first call on those jobs. I think that is also why Parliament passed the legislation relating to the Northern Pipeline.

Have you had any discussion with either the government of the Northwest Territories or of the Yukon? Or the National Indian Brotherhood, or the Council of Yukon Indians, for example, or the Minister of Northern Affairs asking that Minister how present federal legislation would be affected Clause 6(2)?

Mr. Chrétien: Yes, we have had some discussion and I think some of the clauses of this pipeline legislation will have to be adjusted.

There would be the possibility on the part of territorial administrations to have affirmative action programs, but not based on the provincial status—where they are coming from. But there will be the possibility of positive, affirmative action in order to cope with some social problems; for example, in the Yukon the intent was to give preference to the natives, and the preference to the natives bill be a form of affirmative action, but not based upon the location of the province, but upon the social problem.

Mr. Epp: Mr. Minister, are you saying now that the Northern Pipeline Act, that was passed after a fair amount of lobbying and change because of the intervention, the lobbying of the original people of Canada living in the Yukon Territory, that should this charter pass, that the guarantees that were given before that legislation was passed, that those guarantees might now be put into question?

Mr. Chrétien: I say that the guarantee in terms of giving preference to native employment will remain the same, but the limitation will not be in terms of origin of the person but based on the social problems that have to be affected and cured by giving them a preference in hiring.

Mr. Epp: Have you had any representations from Senator Lucier on an amendment or possible amendment which would protect the people living north of 60°?

Mr. Chrétien: Of course we have talked a few times with Senator Lucier, he has been a very assiduous member of this Committee and is an old friend of mine and he made some points and it is part of the concept of having mobility rights for all Canadians. I have explained that affirmative action will be possible in relation to social problems that exist in one area but it cannot be based on the origin of the person seeking employment.

Mr. Epp: Mr. Minister, I find your action rather difficult to understand. On one hand, when Mr. Henderson comes before you, you move what you fondly call the Henderson amendment as it affects Prince Edward Island. Yet, when the very same

[Translation]

l'Administration du pipe-line du Nord, et l'article 6 de cette loi est discriminatoire. Il est discriminatoire au profit des résidents du Nord, et surtout des autochtones vivant au nord du 60° parallèle.

Au chapitre de l'exploitation des ressources dans le Nord, je suis d'accord que pour les emplois, on accorde la préférence aux résidents de ces régions. Je pense aussi que c'est la raison pour laquelle le Parlement a adopté la loi visant le pipe-line du Nord.

Avez-vous eu des discussions avec le gouvernement de Territoires du Nord-Ouest, ou avec celui du Yukon? Ou encore avec la Fraternité nationale des Indiens, ou le Conseil des Indiens du Yukon, par exemple, ou le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, afin de connaître les effets de la loi fédérale actuelle sur l'article 6(2)?

M. Chrétien: En effet, nous en avons discuté, et je pense que certains articles de la loi visant le pipe-line devront être modifiés.

Les administrations territoriales auraient la possibilité d'entreprendre des programmes d'action positive, sans les baser sur le statut de la province d'où elles proviennent. Il sera toutefois possible d'entreprendre des programmes d'action positive ou affirmative pour faire face à certains problèmes sociaux; par exemple, au Yukon, nous avons l'intention d'accorder la préférence aux autochtones, sous forme de programmes d'action positive, en nous basant sur les problèmes sociaux et non sur la situation géographique de la province.

M. Epp: Monsieur le ministre, êtes-vous en train de nous dire que si cette charte est adoptée, les garanties accordées à la suite des pressions et des interventions des autochtones du Canada vivant dans le territoire du Yukon, accordées avant l'adoption de la loi sur le pipe-line du Nord, que ces garanties seront remises en question?

M. Chrétien: Au chapitre de la préférence accordée aux autochtones pour ce qui est de l'emploi, je dis que les garanties seront les mêmes, mais les restrictions ne seront pas basées sur l'origine de la personne, mais sur les problèmes sociaux auxquels on veut remédier en accordant cette préférence à l'emploi.

M. Epp: Le sénateur Lucier a-t-il fait des démarches au sujet d'un amendement, ou d'un amendement possible visant à protéger ceux qui habitent au nord du 60° parallèle?

M. Chrétien: Évidemment, nous avons parlé à quelques reprises avec le sénateur Lucier. Il a été un membre très assidu de ce Comité. C'est un de mes vieux amis. Il a fait valoir quelques aspects qui font partie du concept de la liberté de circulation et d'établissement pour tous les Canadiens. J'ai expliqué qu'il serait possible d'avoir des programmes d'action positive visant les problèmes sociaux existant dans une région, mais sans tenir compte de l'origine de la personne cherchant de l'emploi.

M. Epp: Monsieur le ministre, j'ai de la difficulté à comprendre cette mesure. D'une part, lorsque M. Henderson comparaît devant vous, vous proposez ce que vous appelez fièrement l'amendement Henderson visant l'Île-du-Prince-Édouard.

[Texte]

conditions can prevail in the Yukon and the Senator of that area comes before you, obviously there is no amendment coming forward.

Now, why the double standard?

Mr. Chrétien: It is not a double standard. It is two different problems.

Mr. Epp: Mr. Minister, the question of mobility in terms of the original people, have you considered an amendment to either Clause 6(1) or to an additional subclause whereby, while retaining the right of mobility, the right to move, that the development north of 60°, which is desired on the part of many of us, that that development, though, will be done in such a way that the people living in that area will not only have the right to participate but will also not be inundated by labour which might be highly trained, highly skilled, highly experienced, and that the people living north of 60° have the same potential but have not had the opportunities, and I suggest that your mobility clause will remove not only the ability, the chance to get those skills and experience, but in fact the opportunities that should be theirs.

Mr. Chrétien: We are aware that the development of the north should benefit the residents there and of course there is all sorts of programs to make sure that the labour force gets the proper training to gain the ability and the option of working there.

When I was Minister of Northern Affairs there were many positive affirmative programmes that led to that, and of course some of the great experiments have been, for example the Pan Arctic crews coming from the different villages, they were hired and they were competent to do the work. The hiring would be done there.

What we say is that nobody can be refused a job just because he is not a resident of that territory or that province; but of course, any entrepreneur who hired some people would take people on-site when they are available, but we do not want someone who wants to come, to say: you cannot come because you are from another part of Canada.

Mr. Epp: Mr. Minister, that is not what I am saying. What I am asking you, then, is this: through affirmative action programmes, do you feel that affirmative action programmes will give the opportunities to the residents of the North, as you have now described, that those opportunities will be there and that will not be a violation of Clause 6(2) as it now stands?

Mr. Chrétien: If it is a programme that excludes based on the origin of the person in terms of provinces, that will not be possible. However, if it is to cure problems with affirmative action, for other reasons; for example, suppose, just to give you an example that occurred in my own province, it could be that they decide for a problem in the James Bay they will hire people of the James Bay area, but it is not based on the provinces where they are born; that will apply to the people of Montreal or Ottawa, and they cannot have that type of

[Traduction]

Toutefois, alors que les mêmes conditions prévalent au Yukon, et que le sénateur de cette région comparaît devant vous, il n'y a aucun amendement de présenté.

Pourquoi y a-t-il deux poids, deux mesures?

M. Chrétien: Il n'y a pas deux poids, deux mesures. Il y a deux problèmes différents.

M. Epp: Monsieur le ministre, au chapitre de la liberté de circulation et d'établissement des autochtones, avez-vous envisagé un amendement à l'article 6(1), ou un alinéa additionnel, qui tout en permettant aux autochtones de conserver cette liberté de circulation, verra à ce que tout développement au nord du 60° parallèle, que beaucoup d'entre nous souhaitent, se fasse de telle façon que les habitants de cette région aient non seulement le droit d'y participer, mais ne seront pas inondés de travailleurs ayant beaucoup de formation, de compétence et d'expérience. Car, dans ce cas-là, même si les habitants de cette région ont le même potentiel, ils n'auraient pas les mêmes possibilités, et je prétends que cet article sur la liberté de circulation et d'établissement leur fera perdre non seulement la possibilité, l'occasion d'acquérir ces compétences et cette expérience, mais leur fera perdre des possibilités qui devraient être les leurs.

M. Chrétien: Nous sommes conscients que l'exploitation du Nord devrait profiter aux résidents de cette région et il y a bien sûr toutes sortes de programmes visant à assurer que les travailleurs reçoivent la formation adéquate qui leur donnera la compétence et la possibilité d'y travailler.

Alors que j'étais ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, il y avait beaucoup de programmes d'action positive dans ce sens, et bien sûr, l'une des grandes expériences fut, par exemple, les équipes de Pan Arctic embauchées dans différents villages, et elles étaient compétentes pour faire le travail. L'embauche devrait se faire sur place.

Nous disons qu'on ne peut refuser l'emploi à une personne simplement parce qu'elle ne réside pas sur ce territoire ou dans cette province; évidemment, tout entrepreneur qui embauche prendrait d'abord les gens disponibles sur place, mais nous ne voulons pas que l'on dise à quelqu'un qui cherche du travail: vous ne pouvez pas venir, car vous êtes d'une autre partie du Canada.

M. Epp: Monsieur le ministre, ce n'est pas ce que je dis. Alors, voici ma question: croyez-vous que ces programmes d'action positive, tels que vous les avez décrits, permettront aux résidents du Nord de profiter des possibilités qu'il y aura, sans enfreindre l'article 6(2) dans sa forme actuelle?

M. Chrétien: Il ne sera pas possible d'avoir un programme basé sur l'origine provinciale de la personne. Toutefois, pour d'autres raisons, un programme d'action positive peut viser à remédier à certains problèmes. Je vous donne un exemple dans ma propre province. S'il y avait un problème à la baie James et que l'on décidait d'embaucher les gens de la région, mais sans tenir compte de la province où ils sont nés, cela s'appliquerait aux gens de Montréal ou d'Ottawa. Il ne peut pas y avoir ce genre de programme d'action positive dans une province où il n'y a aucune discrimination basée sur la province de résidence.

[Text]

affirmative action in a province where there is no discrimination based on the province of residence.

However, if there is some local problem to be resolved and there is an affirmative action to resolve the problem of that area and it is not based on the province of origin, my opinion is that those affirmative action programs will be acceptable to the courts.

Mr. Epp: Mr. Chairman, I have many more questions, I will not pursue them now and take the time of the Committee, but the last answer of the Minister would almost indicate that there would be no mobility, in fact it would balkanize it even beyond the present provincial regions.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Epp.

Honourable David Crombie.

Mr. Crombie: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Chairman, the Minister may remember because he wears another hat with respect to social policy as the Minister of social policy, that the Canadian Council on Social Development was before the Committee some many weeks ago. In their submission to this Committee they had voiced great concern with respect to mobility rights, particularly as it related to the acquisition by Canadians of the social services.

Clause 6(3)(b) places certain limitations on mobility with respect to the acquisition of federal services, it says that the rights as specified, mobility rights, are subject to, and I quote,

Any laws providing for reasonable residency requirements as a qualification for the receipt of publicly provided social services.

In their submission the Canadian Council on Social Development had this to say about that section, I will read it very briefly, it is not very long and I want your comment as to whether or not you have resolved their concern.

They said specifically with respect to the limitations on mobility rights:

These clauses will have the effect of limiting mobility rights to the extent of reducing the nation to a series of sovereign states.

Now, you have just indicated, I think probably for the umpteenth time, that your great concern has always been to maintain Canada as one nation and certain fundamental rights provided for all Canadians. The Canadian Council for Social Development has indicated that you were not doing that, that in fact you are focussing, heightening and sharpening the barriers to the delivery of social services for all Canadians.

I wonder if you have been able to meet with them and resolve their specific concerns as they outline them to us in their submission to us?

M. Chrétien: Monsieur le président, nous avons étudié ce problème-là au cours de l'été et nous avons eu de longues discussions avec les provinces. Nous en sommes venus à la conclusion que de donner un droit de mobilité absolu en la matière pourrait créer des problèmes administratifs considérables.

[Translation]

Toutefois, s'il y a des problèmes locaux à résoudre, et s'il y a un programme d'action positive à cet effet, sans que ce programme soit basé sur la province d'origine, je pense que les tribunaux accepteraient ces programmes d'action positive.

M. Epp: Monsieur le président, j'aurais beaucoup d'autres questions, mais je ne prendrai pas le temps du Comité. Toutefois, la dernière réponse du ministre indique presque, qu'il n'y aura aucune liberté de mouvement; en fait, l'effet sera de balkaniser davantage le pays, même au-delà des régions provinciales actuelles.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Epp.

L'honorable David Crombie.

M. Crombie: Merci, monsieur le président.

Comme le ministre est aussi responsable des politiques sociales, il se souviendra peut-être qu'il y a quelques semaines, le Conseil canadien de développement social a comparu devant le Comité. Dans leur exposé au Comité, ils ont fait part de leur grande inquiétude concernant la liberté de circulation et d'établissement, particulièrement au chapitre de l'acquisition par les Canadiens de services sociaux.

L'article 6(3)(b) impose certaines restrictions de circulation lorsqu'il s'agit de services généraux; on y dit que les droits mentionnés sont subordonnés, et je cite:

aux lois prévoyant de justes conditions de résidence en vue de l'obtention des services sociaux publics.

Voici ce que le Conseil canadien de développement social a dit dans son exposé au sujet de cet article; ce n'est pas très long, et je vais le lire rapidement, car je veux savoir si vous avez ou non répondu à ses préoccupations:

Sur la question précise de la limitation de la liberté de circulation et d'établissement, ils disent:

Pour autant qu'ils ramènent le pays à une série d'États souverains, ces articles ont l'effet de limiter la liberté de circulation et d'établissement.

Maintenant, vous venez de mentionner, probablement pour la nième fois, que votre plus grande préoccupation fut toujours de maintenir le Canada uni comme un seul pays et d'offrir aux Canadiens certains droits fondamentaux. Le Conseil canadien de développement social vous a dit que vous ne faisiez pas cela, qu'en fait, vous insistiez sur les obstacles à la prestation des services sociaux à tous les Canadiens, que vous les aggraviez.

Avez-vous pu les rencontrer et répondre à leurs inquiétudes, comme ils nous les avaient décrites dans leur exposé?

Mr. Chrétien: Mr. Chairman, we studied this problem during the summer and we have had long discussions with the provinces. We came to the conclusion that giving an absolute mobility right in this matter could create considerable administrative problems.

[Texte]

Ce que nous voulons avoir dans l'article 6. (3) b), je crois, c'est que nous désirons, en ce faisant, permettre aux citoyens qui déménagent une résidence raisonnable avant de pouvoir recevoir certains bénéfices sociaux de telle façon que le contrôle qui s'impose dans la distribution de ces bénéfices aux citoyens puisse être fait d'une façon adéquate par les provinces.

Alors, en la matière, si le critère de résidence imposé par une province s'avère tout à fait non raisonnable en fonction du besoin administratif qu'on nous a mentionné à l'été, les tribunaux jugeront que cette requête de résidence est non raisonnable, et c'est pour simplifier des problèmes administratifs aux gouvernements provinciaux que nous avons accepté qu'il y ait ce terme de raisonnable dans la résidence avant de pouvoir avoir accès aux services sociaux.

Parfois, avec les mouvements de population, à l'âge de la retraite ou pour d'autres raisons, vers différentes provinces, on comprend que différents programmes s'appliquent. Il me vient à l'esprit, par exemple, l'île de Vancouver où le nombre de retraités est une charge à la province. Il faut donc s'assurer que la personne qui retire des bénéfices est vraiment un citoyen de la province et n'apparaît pas sur la scène seulement pour retirer le bénéfice en question.

Alors, c'est dans ce contexte que nous proposons cet amendement. C'est pour permettre une meilleure administration au niveau provincial qu'il serait permis d'exiger une résidence minimum et raisonnable avant que le service social ou le bénéfice social puisse être donné au bénéficiaire.

Mr. Crombie: Mr. Chairman, through you to the Minister, there are three specific programs I would like to ask you about and I will ask them briefly. I know we have some problem with time but they are the three fundamentally important social programs in this country and I want to know your view of the effect of this legislation on them.

First of all, the Canada Assistance Plan is truly the workhorse of social programs particularly dealing with those Canadians who are most in need, and indeed whose social existence is often at risk.

The Canadian Council on Social Development had this to say, given the Canada Assistance Plan's recognition of the importance of the portability of social programs, the most important thing about CAP is its portability and its universality, their worry with CAP is that this legislation could strike down or strike at the heart of the universal aspect of the Canada Assistance Plan and therefore reduce benefits for those Canadians most in need.

Mr. Chrétien: We are not worried about it because the agreement under CAP, one of the requirements is that there should be no residence test applied to benefits because it is a shared cost program with the federal treasury, and one of the tests, we say that they cannot apply a residence test because we know for some people it is basic, as you say, the core of the social programs, the residence test there cannot apply under the present agreement that we have with the provinces and we are completely in control of it because we are paying half the cost.

[Traduction]

What we want in Clause 6.(3)(b), is to allow citizens who move a reasonable residence period before being eligible to certain social benefits, to do so in such a way that the necessary control and the distribution of these benefits to these citizens could be made in an appropriate manner by the provinces.

So, in this matter, if the residence criteria imposed by a province is totally unreasonable in relation to the administrative need that we were told about during the summer, then the courts will judge that this residence requirement is unreasonable. To simplify the administrative problems of the provincial governments, we have accepted to have this condition of reasonable residency before having access to social services.

Sometimes, with the mobility of population, close to retirement age or for other reasons, towards different provinces, we understand that different programs apply. For example, on Vancouver Island, the number of retired persons is a burden for the province. So, we must be satisfied that the person receiving these benefits is really a citizen of the province and is not there only for those benefits.

So, it is in that context that we propose this amendment. It is to allow better administration on the provincial level where it would be permitted to impose a reasonable residency requirement as a qualification for the receipt of social services or benefits.

M. Crombie: Monsieur le président, je veux rapidement vous poser des questions sur trois programmes précis. Je sais que le temps nous manque, mais ces trois programmes sociaux sont d'une importance fondamentale et je veux connaître votre opinion sur les effets que cette loi aura sur ces programmes.

D'abord, il y a le régime d'assistance publique du Canada qui est vraiment la base des programmes sociaux, surtout pour les Canadiens les plus indigents et ceux dont l'existence sociale même est souvent en danger.

Voici ce que le Conseil canadien sur le développement social avait à dire au sujet du fait que le régime d'assistance publique du Canada reconnaît l'importance de la mobilité des programmes sociaux: l'aspect le plus important du RAPC c'est sa mobilité et son universalité, leur inquiétude c'est que cette loi pourrait abroger le régime d'assistance publique du Canada ou en modifier l'essence, réduisant ainsi les avantages offerts à ceux des Canadiens qui sont le plus dans le besoin.

M. Chrétien: Cela ne nous préoccupe pas car les ententes conclues au sujet du RAPC stipulent qu'il n'y a aucune condition de résidence pour l'obtention de ces prestations. Il s'agit d'un programme à frais partagé avec le trésor fédéral et nous stipulons que l'une des conditions qu'il est impossible d'appliquer c'est celle de la résidence car, comme vous le dites, nous savons que pour certaines personnes c'est une aide fondamentale, c'est la base des programmes sociaux. Aux termes de l'entente actuelle conclue avec les provinces, la condition de résidence ne peut pas s'appliquer et nous avons le contrôle total, car nous défrayons la moitié des coûts.

[Text]

Mr. Crombie: Could you offer comment on two other programs that are not dealt with financially on a cost shared basis in the same way and therefore might have an entirely different impact, on medicare and on pensions?

Mr. Chrétien: I will ask my advisor to give you the precise answer.

Mr. Jordan: Yes, Mr. Crombie, with regard to the Medical Services Act, my information is that it does provide for a three month waiting period when you move from one province to another, but of course the province to which you have moved is also party to it and will be paying that during the period so you do have a residency requirement there.

On the hospital and services Diagnostic Services Act there is no residency requirement but you can exclude, and I think this is one of the important things that the provinces are concerned about, people such as tourists, transients and visitors from claiming the benefits.

I think one of the provinces presently is considering the prospect of establishing a dentacare program. You can imagine the problems of those people who went into that province to work but resided in the other province and being able to obtain those benefits without . . .

Mr. Crombie: But my particular concern, and I appreciate that and you have described the problem very well, but my particular concern with it is that as the Minister points out, under the cost sharing program there is an opportunity to constantly check whether or not there is any impediment to the universal aspect of it. That is not true with medicare simply because the negotiations for financing and funding of it are entirely different.

So the federal government's ability to deal with the universal aspect of medicare is not nearly as strong, I would suggest, or do you agree, as it is with the Canada Assistance Plan?

Mr. Jordan: That the control the federal government has . . .

Mr. Crombie: That is right. Do you agree with that?

Mr. Jordan: Yes.

Mr. Crombie: Would you agree, then, that this particular section will carve in stone that inability of the federal government to control the universal aspect of Medicare?

Mr. Jordan: Yes, it would enable the provinces as the clause provides to spell out what they believe to be reasonable residency requirements. Of course, the courts would be able to look at that and say is it or is it not in the circumstances of the case.

Mr. Crombie: Am I missing something in what you just said? In terms of the ability of the federal government to control the universal aspects of medicare?

Mr. Chrétien: Today, suppose that the province were to impose what we would call, you and I, an unreasonable test on residence, there is nothing we can do unless we go back to the financial agreement and cut off payments and so on but it

[Translation]

M. Crombie: Le régime medicare et les régimes de pensions ne sont pas des programmes à frais partagés de la même manière, et donc les effets de la loi sur ces programmes pourraient être tout à fait différents. Pourriez-vous commenter?

M. Chrétien: Je demanderai à mon conseiller de vous donner une réponse précise.

M. Jordan: En effet, monsieur Crombie, en ce qui a trait à la Loi sur les soins médicaux, il y a une période d'attente de trois mois lorsque vous déménagez dans une autre province, mais bien sûr votre province d'origine, signataire de cette entente, devra payer pour les soins médicaux durant cette période. Vous avez donc là une condition de résidence.

Il n'y a aucune condition de résidence pour ce qui est de la Loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques, mais il est possible d'exclure il est possible d'exclure les touristes, les personnes en transit et les visiteurs qui réclament ces bénéfices. Je pense que c'est l'un des aspects importants qui préoccupent les provinces.

Présentement je crois que l'une des provinces envisage la possibilité de mettre sur pied un programme de soins dentaires. Imaginez les problèmes créés par les gens qui travaillent dans cette province mais habitent dans une autre et qui auraient droit à ces avantages sans . . .

M. Crombie: Vous avez très bien décrit le problème, je comprends, mais, comme le ministre l'a dit, ce qui me préoccupe c'est qu'aux termes du programme à frais partagés, il est possible de vérifier constamment si l'on enfreint l'application universelle du programme. Ce n'est pas le cas pour l'assurance-maladie, simplement parce que les négociations pour le financement sont tout à fait différentes.

Convenez-vous que dans le cas de l'universalité du programme d'assurance-maladie, le gouvernement fédéral n'a pas la même possibilité de contrôle que dans le cas du régime d'assistance publique du Canada?

M. Jordan: Le contrôle que le gouvernement fédéral a . . .

M. Crombie: En effet. Êtes-vous d'accord là-dessus?

M. Jordan: Oui.

M. Crombie: Alors, reconnaissez-vous que cet article en particulier enchâssera l'inaptitude du gouvernement fédéral à contrôler l'université d'application de l'assurance-maladie?

M. Jordan: En effet, comme l'article le stipule, cela permettrait aux provinces d'établir ce qu'elles croient être des conditions raisonnables de résidence. Évidemment, les tribunaux pourront statuer sur la question et établir si c'est le cas ou non.

M. Crombie: Y a-t-il quelque chose que vous venez de dire que je n'ai pas compris? Pour ce qui est de l'aptitude du gouvernement fédéral à contrôler l'université de l'assurance-maladie?

M. Chrétien: Supposons qu'aujourd'hui une province imposerait ce que vous et moi considérerions être un critère déraisonnable de résidence. Nous ne pouvons rien faire sauf en ce qui a trait à l'entente financière où nous pourrions couper les

[Texte]

might be difficult because a lot of those things are now block funding and we have lost a lot of control over that.

In fact, if such a requirement existed today over residence, the test would be different now. The court would be able to look at whether that meets the tests that exist under provincial legislation for residents, whether it is reasonable, and suppose that they were to deny to a citizen who had lived, say, for a year in one province access to medicare; at that time the citizen, through that clause, would have the right to go in front of the court and claim that the test is unreasonable.

However, suppose that he was there only for one day, it is not the same thing, so today there is nothing we can do. The citizen has no right if there is a very strict residence test. Through this amendment the court will be able to look to see if, in the application of medicare, the province imposed on the citizen an unreasonable test.

So we are improving, but it might be that the province can be completely legitimate in saying that the residence for one day is not enough, and you have a good example of dental care; suppose that I am a resident of Hull and there is free dental care in Ontario, the people of Hull might just come into Ontario to get that service and the tax payers of Ontario would be paying. So the test of residence might be reasonable in that instance.

Mr. Crombie: Indeed, the opportunity for a citizen to have enforced the universality of Medicare will not rest any longer in his discussion with the federal government but he would have to take it to court, is that what you are saying?

Mr. Chrétien: Oh, we still have the responsibility. One of the problems, as you know, is over the years when it was a strict shared cost program and there was an accounting to the national government, but under the pressure of the governments we have transformed the financing of the governments we have transformed the financing of those programs from a shared cost to a block funding, and in doing so we have lost the right to look over the shoulders of the provinces and some argue today that when we agreed to that request of the provinces we might have put in jeopardy the universality of medicare. This I understand, but when we established medicare, if I recall, it said it is a program that we are helping, we are using our spending power to help the provinces to establish that program and when the program is well established we will turn over all the programs to the provinces with block funding. That is what we have done, but in doing that we have lost the power to look over the shoulders of the provinces to see if they are changing the intent of the program.

Now, in that, what we are doing is supposing the application of medicare in one province were to apply an unreasonable test of residence, the citizen could go in court; but if we as a national government, we still have the obligation as a national government, in our negotiations with the provinces, if in fact they have destroyed the universality of medical care, to try and reestablish that principle but it is a political problem between the provinces and us, and what we are doing here is we are

[Traduction]

versements, mais même cela pourrait être difficile parce qu'il s'agit souvent de financement en bloc sur lequel nous avons perdu beaucoup de contrôle.

En fait, si une telle condition de résidence existait aujourd'hui, le critère serait différent. Un tribunal pourrait être saisi de la question et décider si le critère répond aux exigences établies aux termes de la loi provinciale, et établir s'il est raisonnable. Supposons que l'on refuse l'assurance-maladie à un citoyen habitant une province depuis un an, cet article permettrait à cette personne d'avoir recours en prétendant que le critère n'est pas raisonnable.

Toutefois, supposons qu'il n'est là que depuis une seule journée, ce n'est pas la même chose; donc aujourd'hui nous ne pouvons rien faire. Si les conditions de résidence sont très strictes le citoyen n'a aucun droit. Cet amendement permettra aux tribunaux de se pencher sur la question afin de voir si la province a imposé des conditions de résidence trop sévères eu regard de l'assurance-maladie.

C'est donc une amélioration, mais une province peut légitimement dire qu'une journée de résidence n'est pas suffisante. Les soins dentaires en sont un bon exemple. Supposons que je sois un résident de Hull et que l'Ontario offre des soins dentaires gratuits. Les gens de Hull pourraient venir en Ontario dans le seul but de profiter de ce service, aux dépens des contribuables ontariens. Dans un tel cas le critère de résidence pourrait être raisonnable.

M. Crombie: En somme, une personne ne pourra plus faire respecter l'universalité de l'assurance-maladie en s'adressant au gouvernement fédéral, et devra désormais s'adresser aux tribunaux, c'est bien ce que vous dites?

M. Chrétien: Oh, nous sommes toujours responsables. Comme vous le savez, l'un des problèmes c'est que par le passé, c'était strictement un programme à frais partagés dont on devait rendre compte au gouvernement national, mais à la demande expresse des gouvernements nous l'avons transformé en un programme à financement global et de ce fait nous avons perdu notre droit de regard sur les agissements des provinces. Aujourd'hui d'aucuns prétendent qu'en accédant à cette demande des provinces nous avons mis en danger l'universalité de l'assurance-maladie. Je comprends cela, mais je me souviens que lorsque nous avons établi le programme d'assurance-maladie, c'est un programme auquel nous fournissons une aide, nous utilisons notre pouvoir de dépenser pour aider les provinces à établir ce programme. Nous avons dit: lorsque le programme sera bien établi, nous le remettrons aux provinces en leur accordant un financement global. C'est ce que nous avons fait, mais ainsi nous avons perdu notre droit de regard sur les provinces pour voir si elles modifient la nature du programme.

Maintenant, supposons que les conditions de résidence pour bénéficier de l'assurance-maladie dans une province ne soient pas raisonnables, une personne peut s'adresser aux tribunaux. En tant que gouvernement national nous en sommes toujours responsables dans nos négociations avec les provinces, si en fait elles ont détruit l'universalité de l'assurance-maladie, nous devons essayer de rétablir ce principe, mais c'est un problème politique entre les provinces et nous. Ce que nous essayons de

[Text]

giving some rights to the citizens if the requirement were to be unreasonable to get it crushed by the court.

Mr. Crombie: Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, hon. David Crombie.

Hon. James McGrath followed by hon. Senator Roblin.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, I just want to pick up very briefly where my colleague, Mr. Epp, left off.

The Minister, I was intrigued when the minister said that the government would have to change the northern pipeline legislation to conform with the provisions of this section of the bill. My question to the Minister is, there are two provinces that I know of that have local hiring regulations, the Province of Newfoundland and the Province of Nova Scotia. There are other jurisdictions as well, for example, apart from the federal government itself with their hiring practices North of 60°, there are a number of municipalities that have local hiring practices.

My question to the Minister is: have you examined the local hiring practices and regulations of the Government of Newfoundland and the Government of Nova Scotia to determine whether or not they are inconsistent with the provision of Clause 6, because I think you can argue, and there were arguments from a number of witnesses, or at least one that I know of for sure, probably two, that there are certain circumstances where local hiring practices would not in fact be inconsistent with the right of free mobility. In other words, you can move where you want as long as you know that if you move to a certain area you are going to have to take your chances in terms of local people being given the first option to any jobs that may be open there.

Now, I do not have any problem with that but my colleagues, I must confess, do seem to have a problem with it.

• 1710

Mr. Chrétien: We debated that problem many, many times in front of this Committee. First I would like to say that Parliament has enacted some legislation, but not Nova Scotia. They have passed legislation but they have refrained from proclaiming the legislation and they have indicated that they do not have the intention of proclaiming it.

Mr. McGrath: They do not have the intention?

Mr. Chrétien: They have not given the intention of proclaiming it today, and I do not know what they will do in the future but it is not a problem at this time that is debated in the government. They have not decided to proclaim it. They might proclaim it tomorrow or 10 years from now, but it is not a hot issue, if I can use that term, at this moment.

I think that the problem, as we say, is that there can be some affirmative action by the provinces to create some opportunities, special opportunities for a special area of the province, but it cannot be discrimination based on the province of origin. The provincial government could decide that, for example, because of a social problem, say, quite easy in Newfound-

[Translation]

faire c'est d'accorder certains droits aux citoyens afin que ces derniers puissent s'adresser aux tribunaux lorsque ces conditions ne sont pas raisonnables.

M. Crombie: Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, honorable David Crombie.

L'honorable James McGrath suivi de l'honorable sénateur Roblin.

M. McGrath: Monsieur le président, je veux brièvement reprendre la question soulevée par mon collègue M. Epp.

J'ai été intrigué lorsque le ministre a déclaré que le gouvernement devrait modifier la Loi sur le pipe-line du Nord pour répondre aux dispositions de cet article du bill. Voici ma question: à ma connaissance il y a deux provinces qui ont des règlements d'embauche locaux; il s'agit de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse. A part les pratiques d'embauche du gouvernement fédéral au nord du 60e parallèle, il y a d'autres juridictions qui le font comme, par exemple, un certain nombre de municipalités qui ont des pratiques d'embauche locale.

Voici la question que je pose au ministre: avez-vous étudié les pratiques et les règlements d'embauche du gouvernement de Terre-Neuve et du gouvernement de la Nouvelle-Écosse pour déterminer s'ils sont conformes à la disposition de l'article 6, car je pense pouvoir prétendre, comme l'ont fait un certain nombre de témoins, au moins un dont je suis sûr et probablement deux, que dans certains cas ces pratiques locales d'embauche n'iraient pas à l'encontre de la liberté de circulation et d'établissement. Autrement dit, vous pouvez aller où vous voulez en sachant que si vous allez dans certaines régions vous le ferez à vos risques car on donne d'abord la préférence aux habitants de la région pour tout emploi qui s'y trouverait.

Maintenant, cela ne me pose aucun problème, mais je dois reconnaître que ce n'est pas le cas pour mes collègues.

M. Chrétien: Nous en avons discuté à de nombreuses reprises devant ce Comité. D'abord, je dois dire que le Parlement a adopté certaines lois, mais non la Nouvelle-Écosse. Ils ont adopté des lois, mais ils ne les ont pas proclamées et ils ont dit qu'ils n'avaient pas l'intention de le faire.

M. McGrath: Ils n'ont pas l'intention de le faire?

M. Chrétien: Aujourd'hui ils n'ont pas l'intention de le faire: j'ignore ce qu'ils feront à l'avenir, mais ce problème est actuellement débattu par le gouvernement. Ils n'ont pas pris la décision de la proclamer. Ils peuvent le faire demain ou dans dix ans, mais pour l'instant ce n'est pas une question brûlante d'actualité, si je puis dire.

Comme nous le disons, les provinces peuvent entreprendre des programmes d'action positive visant à créer des possibilités spéciales dans une région désignée de la province, mais ils ne peuvent pas discriminer en fonction de la province d'origine. Ainsi, le gouvernement provincial pourrait décider en raison d'un problème social, comme il y en a à Terre-Neuve et au

[Texte]

land, in Labrador, for example, that they will give a priority for the resident of Labrador over the resident of Newfoundland and the rest of Canada. You will have to face the political responsibility of making that problem within your province, just like it might be that there might be an affirmative action in Quebec, say in the Gaspé area, if a discrimination, if I can use the term discrimination, applies to the resident of Quebec City and Montreal and Toronto on the same basis, then that is all right. What we do not want is the notion that based on the provincial residents and this is the concept that we are rejecting, because that way you are creating a concept of different citizenship across the land and we want the same rights to apply to all Canadians.

Mr. McGrath: In other words, if I understand you, it is all right to discriminate within a province, it is all right for a government by affirmative action to say that within a province only people who are resident within the set area may be eligible for employment on a project or an industry or a development that is taking place there, as long as you do not discriminate by province. You can discriminate by region, is that what you are saying? That is how I understand it.

Mr. Chrétien: Our problem, as I tried to explain to you, is discrimination based on the provincial barriers, the concept that you are a citizen of a province in relation to a citizen across the border to the next province.

Within the province we do recognize that there is need for affirmative action and it can be done, and the provincial government will have to take the responsibility vis-à-vis its own electors, having to discriminate in terms of one as against the other.

Mr. McGrath: Let me put it to you another way. You have taken Labrador as an example and it is a very good example. The Province of Newfoundland could discriminate against people living on the island of Newfoundland but working in Labrador, but they could not discriminate against people living in the Quebec side of the boundary?

Mr. Chrétien: No. If there is a discrimination, it is for everybody outside of Labrador. Supposing someone becomes a resident of Labrador and Quebec is just joining, the discrimination will apply to the resident of St. John's, Newfoundland, of Cornerbrook and to the citizen of Montreal. But if they go and reside there, that is another problem. He is a resident of Labrador.

Mr. McGrath: In the case of the Ontario government, let me just put it to you another way, the Ontario government may discriminate against people from southern Ontario working in northern Ontario, but they may not discriminate against people from Quebec working in northern Ontario, is that what you are saying?

Mr. Chrétien: They can discriminate against both, but not only against the citizen of Quebec because he is a citizen of Quebec, or a citizen of Manitoba because he is a citizen of Manitoba. But if he puts a restriction on his own citizens, just like the rest of Canada, that is fine, to take his local responsibility that he wants to have an affirmative action in one area of the province.

[Traduction]

Labrador, par exemple, qu'il accordera la priorité aux habitants du Labrador plutôt qu'à ceux de Terre-Neuve ou du reste du Canada. Dans ce cas-là vous devrez faire face à la responsabilité politique de créer ce problème à l'intérieur de votre province tout comme il pourrait y avoir un programme d'action positive au Québec, disons dans la région de Gaspé; s'il y avait discrimination, si je puis dire, envers les résidents de la ville que Québec, de Montréal et de Toronto également, alors ça irait. Ce que nous ne voulons pas, c'est une discrimination fondée sur la province de résidence et c'est le concept que nous rejetons, car à ce moment-là vous distingueriez différentes classes de citoyens au pays et nous voulons que les mêmes droits s'appliquent à tous les Canadiens.

M. McGrath: Autrement dit, si je comprends bien, c'est acceptable si cette discrimination se fait à l'intérieur d'une province, par un programme d'action positive—un gouvernement provincial peut déterminer que les seules personnes admissibles aux emplois de ce projet ou de cette industrie ou de ce développement doivent provenir d'une région donnée; cette discrimination-là ne doit pas être fondée sur l'origine provinciale. Est-ce que vous nous dites qu'on peut discriminer en fonction de la région? C'est ce que je comprends.

M. Chrétien: J'essaie de vous expliquer que notre problème, c'est la discrimination selon les frontières provinciales, l'idée que vous êtes un citoyen d'une province par rapport à un citoyen de la province voisine.

À l'intérieur d'une province nous reconnaissons qu'on peut avoir besoin d'un programme d'action positive et c'est possible de le faire. Le gouvernement provincial devra en assumer la responsabilité vis-à-vis ses propres électeurs, car il doit établir une discrimination entre eux.

M. McGrath: Je vais vous poser la question autrement. Vous avez donné l'exemple du Labrador et c'est un excellent exemple. La province de Terre-Neuve pourrait discriminer contre les ressortissants de Terre-Neuve qui travaillent au Labrador, mais ne pourrait pas le faire contre les gens qui vivent du côté québécois de la frontière?

M. Chrétien: Non. S'il y a une discrimination, cela s'applique à tous ceux qui sont à l'extérieur du Labrador. Supposons que quelqu'un devienne résident du Labrador et que Québec vient juste de s'y joindre, la discrimination touchera les résidents de St-Jean Terre-Neuve, de Cornerbrook et de Montréal. Mais s'il va habiter là-bas, c'est un autre problème. Il est un résident du Labrador.

M. McGrath: Je vous présente la situation autrement. Dans le cas de l'Ontario, le gouvernement provincial pourrait discriminer contre les résidents du sud de la province qui travaillent dans le nord de la province, mais il ne pourrait pas discriminer contre les gens du Québec travaillant dans le nord de l'Ontario; est-ce ce que vous dites?

M. Chrétien: Il peut discriminer contre les deux, mais non seulement contre le citoyen du Québec parce qu'il est un citoyen du Québec, ou un citoyen du Manitoba parce qu'il est un citoyen du Manitoba. Mais s'il impose une restriction à ses propres citoyens, tout comme au reste du Canada, ça va. Il assume ses responsabilités locales car il veut un programme d'action positive dans une région de la province.

[Text]

But the citizen of the other parts of the province, just like a citizen of the rest of Canada will be faced—we do not intervene in Parliament either. There is a right in the Charter that belongs to the citizen but not to the Parliament of Canada.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. McGrath.

The hon. Senator Roblin followed by l'hon. sénateur Tremblay et monsieur Tobin.

Senator Roblin: Mr. Chairman, this is a relatively quick point of interpretation that I put to the Minister.

As I read Clause 6(2)(a) on mobility rights it says, "The right to move to and take up residence in any province" and similarly in Clause 6(2)(b), "To pursue the gaining of a livelihood in any province". Does the word "province" comprise the Northwest Territories as well? I presume it must do or else it would say so.

Mr. Chrétien: Yes. Clause 27 makes it clear, "include a reference to the Yukon Territory and the Northwest Territories".

Senator Roblin: Thank you, that clarifies the matter.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Tobin.

Mr. Tobin: Thank you very much, Mr. Chairman.

I just wanted to comment as well on Clause 6 and many of my concerns were answered from Mr. McGrath's questioning of the Minister. I am glad to hear Mr. McGrath indicate that his colleagues may have some problem with his position with respect to mobility rights, because it certainly encourages me to believe that all Canadians and all members of Parliament representing all three parties have no problem with the concept of Canadians having the right to take up residence and to seek employment in any province.

I wanted to make clear, and it is my understanding, and the Minister will confirm for me, that while Clause 6 guarantees one Canadian citizenship in this country in so far as the ability to live and to work or at least pursue work in any province, it does not, for example, in the case of Newfoundland or any other province prohibit provinces or jurisdictions, provincial or municipal, from seeking to put in place positive or affirmative action programs or if you want, positive discrimination on the basis of trying to make jobs available to people in an area of very high unemployment, let us say.

Mr. Chrétien: Yes, I explained earlier, Mr. Tobin, the way they can do it. It shall not be based on the province of origin of the person affected, but as I described, it is easy in your province if you say that Labrador citizens will have a priority on one project, and if that priority is not applying to the rest of the province, the same restriction will apply to the rest of Canada.

But suppose that the citizens of Canada, wherever in Canada, or even from the mainland moved to Labrador, they would qualify according to if he is a resident of the area,

[Translation]

Mais les résidents des autres parties de la province tout comme ceux du reste du Canada feront face... Nous n'intervenons pas au Parlement non plus. Il y a un droit dans la Charte qui appartient aux citoyens mais non au Parlement du Canada.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur McGrath.

L'honorable sénateur Roblin suivi de l'honorable sénateur Tremblay et de M. Tobin.

Le sénateur Roblin: Monsieur le président, j'ai une brève question d'interprétation à soumettre au ministre au sujet de la liberté de circulation et d'établissement.

A l'article 6(2)a) on dit: «Le droit de se déplacer dans tout le pays et d'établir leur résidence dans toute province» et aussi à l'article 6(2)b): «De gagner leur vie dans toute province». Dans ce cas-là, est-ce que le mot «province» comprend également les Territoires du Nord-Ouest? Je le présume car autrement on le mentionnerait.

M. Chrétien: En effet. L'article 27 dit clairement que «les dispositions... visent également le Territoire du Yukon et les Territoires du Nord-Ouest».

Le sénateur Roblin: Merci, cela règle cette question.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Tobin.

M. Tobin: Merci beaucoup, monsieur le président.

Mes commentaires portent également sur l'article 6 et les réponses du ministre aux questions de M. McGrath ont calmé beaucoup de mes préoccupations. Je suis ravi d'entendre M. McGrath dire que ses collègues ont peut-être des problèmes face à sa position sur la liberté de circulation et d'établissement, car cela n'encourage certainement à croire que tous les Canadiens et que tous les députés représentant les trois partis acceptent le concept que les Canadiens ont le droit de s'établir et de chercher de l'emploi dans toute province.

Je tiens seulement à clarifier ma perception de la situation et j'espère que le ministre la confirmera. Quoique l'article 6 garantisse la citoyenneté canadienne au pays pour ce qui est de la possibilité de vivre et de travailler ou du moins de travailler dans toutes provinces, il n'est pas interdit, par exemple, dans le cas de Terre-Neuve ou de toute autre province, il n'est pas interdit aux gouvernements provinciaux, ou municipaux, de chercher à mettre en œuvre des programmes d'action positive ou de discrimination positive dans le but de fournir des emplois aux gens d'une région où le taux de chômage est très élevé par exemple.

M. Chrétien: En effet, monsieur Tobin, tout à l'heure j'ai expliqué la façon dont ils peuvent le faire. On ne peut fonder cette discrimination sur la province d'origine de la personne visée, mais comme je l'ai dit, dans votre province il est très facile de dire que les citoyens du Labrador auront priorité concernant tel projet et si cette priorité ne s'applique pas au reste de la province, la même restriction s'appliquera au reste du Canada.

Toutefois supposons qu'un citoyen du Canada, de n'importe où au Canada, ou même de la terre ferme, déménage au Labrador, à ce moment-là il serait admissible s'il devenait

[Texte]

because we want to guarantee the possibility of the Canadian to move across the land.

Mr. Tobin: Mr. Minister, I feel I can safely assure the Committee that there will be very few people in Newfoundland who would support a concept whereby anybody from any other part of Canada, simply because they were from another province of Canada, would not be able to work in Newfoundland on any project simply because they were not born a Newfoundlander. That kind of a discrimination would not be supported in the province, and as a matter of fact, a great deal of discussion has gone on about it.

I can tell you that many of us, including I, myself, have relatives in Newfoundland because we have always been a very mobile population, who work in other parts of this country and we certainly would not expect a double standard to be applied and would be disappointed if anything less than is included in these mobility rights was in front of us today.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Tobin.

L'honorable sénateur Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Merci bien, monsieur le président.

J'ai deux questions. La première est la suivante. Est-ce que vous pouvez m'expliquer, monsieur le ministre, pourquoi vous vous êtes exprimé de la façon suivante à l'article 6. (2) «de se déplacer dans tout le pays et d'établir leur résidence dans toute province». Pourquoi avoir évoqué «toute province» pour désigner tout le pays?

Il me semble que si vous aviez dit «se déplacer dans tout le pays et d'établir sa résidence n'importe où dans le pays», cela aurait dit la même chose. Vous introduisez peut-être une équivoque en découpant le pays en provinces à ce moment-là, au point de vue de la résidence.

M. Chrétien: C'est une description d'une réalité. Je ne sais pas s'il y a un problème majeur. Il y a des provinces au Canada, on le reconnaît, et il y a un pays aussi, et nous disons que l'on peut se déplacer d'une province à l'autre.

Pourquoi emploie-t-on le terme? Je peux le vérifier mais il est possible qu'en employant seulement le terme «pays» on puisse permettre une discrimination en disant que les gens du Manitoba, parce qu'on ne les aime pas, ils ne peuvent pas aller en Saskatchewan ou l'inverse. En tout cas, c'est une terminologie qui pourrait être corrigée, si nécessaire.

Le sénateur Tremblay: C'est une petite question de détail, de simple formulation, mais cela m'a paru curieux que lorsqu'on parle de déplacement on parle de tout le pays et que lorsqu'on parle de résidence on inscrit les provinces, de même que lorsqu'on parle de gagner sa vie.

Pensez-y au cas où la réflexion permettrait de modifier ce qui m'apparaît, quant à moi, en tout cas, l'inscription des provinces, sans nécessité puisque tout le pays les comprend, par définition.

L'autre question est peut-être un peu plus sérieuse. Il s'agit de l'interprétation que vous avez donnée à la clause de non-discrimination quant à la province d'origine.

[Traduction]

résident de la région, car nous voulons garantir aux Canadiens la possibilité de circuler partout au pays.

M. Tobin: Monsieur le ministre, je peux assurer ce comité que très peu de gens à Terre-Neuve appuieraient une disposition interdisant à tout ressortissant d'autres parties du Canada de travailler à Terre-Neuve, simplement parce qu'il n'est pas né à Terre-Neuve. Une telle discrimination ne trouverait aucun appui dans la province et en fait, il y a eu beaucoup de discussions sur ce sujet.

Je puis vous dire que beaucoup d'entre nous, et moi-même, avons des parents qui travaillent dans d'autres parties du pays, car nous avons toujours été une population très mobile; nous ne nous attendrions certainement pas à ce qu'il y ait deux poids deux mesures mais nous serions très déçus si ces dispositions sur la liberté de circulation et d'établissement ne contenaient pas ces précisions.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Tobin.

The hon. senator Tremblay.

Senator Tremblay: Thank you very much, Mr. Chairman.

I have two questions. The first one is this: Why do you use the following wording in subsection 6.(2): "To move to and take up residence in any province"? Why did you say "any province" when you mean the entire country?

I think that you could just as well have said: "To move to and take up residence in any part of the country". You introduce an ambiguity by dividing the country up into provinces for the purposes of establishing residency.

Mr. Chrétien: This reflects reality. I do not know whether there is a major problem. We recognize that there are provinces in Canada and that there is also a country, and that you can move from one province to another.

Why do we use the term? I can check, but it could be that the use of the term "country" would allow discrimination. For example, people from Manitoba could be prevented from going to Saskatchewan because they were not very well liked, or vice versa. In any case, the wording can be corrected if need be.

Senator Tremblay: It is a small point, a question of wording, but I find it curious that, in the French version, someone can move anywhere in the country, but that when it comes to taking up residence or anyone's living, the provinces are mentioned.

Think about it, because in my opinion, at least, there is no need to mention the provinces, since the country includes the provinces by definition.

My other question is somewhat more serious. It deals with the interpretation you have given to the clause preventing discrimination on the basis of province of origin.

[Text]

Vous nous avez dit que ce serait possible qu'une législation provinciale désigne une région à l'intérieur de la province et que, par exemple, parlant de la région du Lac St-Jean on dise qu'il faudra donner préférence d'emploi aux résidents du Lac St-Jean.

Qu'est-ce que vous diriez d'une clause qui ajouterait «et à tout autre résident canadien selon l'ordre de proximité du Lac St-Jean». Le résultat physique serait que tous les citoyens du Québec aurait la préférence, et on ne l'aurait pas dit, et ça marcherait avec votre interprétation.

M. Chrétien: Ce serait obtenir indirectement ce que l'on ne souhaite pas indirectement. Si c'est pour atteindre exactement une discrimination basée sur les distances, il pourrait arriver, par exemple, au Québec, vous avez choisi une région que je connais bien et que vous connaissez bien et qui n'est rapprochée d'aucune autre province, supposons que ce concept-là s'appliquait à Rouyn-Noranda, ça voudrait dire que les gens de l'Ontario aurait préférence pour travailler à Rouyn plutôt que les gens de Montréal.

Le sénateur Tremblay: Cela se poserait dans toutes les régions frontalières.

M. Chrétien: Cela pourrait créer des problèmes, j'imagine, qu'on ait un programme d'action affirmative, si je peux employer l'expression, qui donnerait un avantage aux résidents de l'Ontario et aux résidents de Rouyn-Noranda mais qui éliminerait les gens du Lac St-Jean parce qu'ils seraient trop loin. Alors, je pense que cette idée-là, située au Lac St-Jean, ça pourrait étendre le concept à la grandeur de la province avant que les étrangers arrivent mais quand vous êtes à Rouyn-Noranda ou à Hull, ce n'est pas la même problème.

Le sénateur Tremblay: En somme, interprétée comme vous nous l'avez suggérée, votre clause de non-discriminatoire à cause de la province d'origine ne protège que les régions frontalières.

M. Chrétien: C'est l'objectif que nous avons, c'est-à-dire que c'est basé sur la résidence provinciale. Si on dit, par exemple, que ce sont les citoyens de l'Ontario ou les citoyens du Québec seulement ou les citoyens de Terre-Neuve, nous nous y objectons, mais si pour régler un problème social ou économique avec un programme affirmatif d'intervention on crée à ce moment-là une discrimination à l'intérieur de la province en faveur d'une région contre une autre région, les discriminés ne sont pas seulement les citoyens des autres provinces, c'est aussi une partie des citoyens de la province.

L'exemple est très clair quand on prend le cas du Labrador qui, physiquement, est une île qui est séparée de Terre-Neuve et qui est plus proche du Québec, en somme, qu'il ne l'est de sa propre province. S'il y avait un programme affirmatif pour les gens du Labrador, eh bien, c'est très bien pour les gens du Labrador mais la discrimination s'appliquera à ce moment-là aux gens de Corner Brook, aux gens de St-Jean, Terre-Neuve, tout comme aux gens de Granby ou de Shawinigan ou de Montréal.

Le sénateur Tremblay: Merci bien.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, sénateur Tremblay.

[Translation]

You have said that a provincial law could designate a region within a province and that in the Lac St-Jean region, for example, residents from that area would have to be hired first.

How would you feel about adding "and any other resident of Canada based on proximity to Lac St-Jean"? The result of this would be that citizens of Quebec would have preference, although it would not be clearly stated, and this would conform to your interpretation.

Mr. Chrétien: This would be a round-about way of getting what cannot be obtained directly. There could thus be discrimination based on distance. In your example, you have chosen the Lac St-Jean region, which both you and I know very well and which is not close to any other province. But supposing that the same concept were applied to Rouyn-Noranda. This means that people from Ontario would have preference over people from Montreal for the purposes of employment in Rouyn.

Senator Tremblay: The problem would arise in all border areas.

Mr. Chrétien: There could be a problem if there were an affirmative action program which benefitted residents of Ontario and Rouyn-Noranda, but eliminated people from Lac St-Jean because they were too far away. If you chose Lac St-Jean, however, the concept could be applied to the entire province before you would have to start thinking about people from outside. But if you are in Rouyn-Noranda or Hull, the problem is not the same.

Senator Tremblay: In other words, according to your interpretation, the clause that is supposed to protect against discrimination on the basis of the province of origin only protects regions close to a border.

Mr. Chrétien: We wanted to eliminate discrimination on the basis of province of origin. If something were limited to citizens of Ontario, of Quebec or of Newfoundland, we would object; but if there is an affirmative action program designed to solve social or economic problems, a program which discriminates within a province and benefits one region at the expense of another, residents of other provinces would not be the only ones to be discriminated against, because it would apply to people from the province as well.

It becomes quite clear if you take the case of Labrador, which is physically separated from Newfoundland and is much closer to Quebec than it is to its own province. If there was an affirmative action program for residents of Labrador, it would be fine for them but would discriminate against people from Corner Brook or St. John's, and against people from Granby, Shawinigan or Montreal.

Senator Tremblay: Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Senator Tremblay.

[Texte]

Mr. Ittinuar, you wanted to put some questions to the Minister.

Mr. Ittinuar: Thank you, Mr. Chairman.

I suppose I should ask some perfunctory questions to the Minister in light of the fact that my amendment has brought this discussion about.

This amendment, as it stands, or rather Clause 6 as it stands, without our amendment, without the ICNI amendment is discriminatory and the Minister, I think, knows that very well since he has travelled extensively to the North, knows the problems up there very well, knows the people fairly well, and he often likes to talk about social problems in the North.

These problems are usually caused by an influx of workers, an influx of immigrants in the North in places like Frobisher Bay, Inuvik, but in 90 per cent of settlements in the North there are no social problems as he likes to exaggerate, but I would like to ask the Minister, does he know what Clause 6 will do to the North in general, without the amendment we are asking for?

Mr. Chrétien: I think what we are seeking, Mr. Ittinuar, is that there should be no discrimination based on the province of origin, and you make the distinction between Inuvik and Frobisher Bay and the other settlements in the North. Of course I recognize that most of the Eskimo or Inuit villages along Rankin Inlet, Chesterfield Inlet, one of a kind, the population is stable and has been there for a long, long time and there is no great influx of people; but when a development occurs like it happened in Inuvik and Tukoyaktuk with the oil development, there was a need . . .

Mr. Ittinuar: There are problems.

Mr. Chrétien: There are problems because there was oil and gas and there was . . .

Mr. Ittinuar: And that is exactly what this clause will do.

Mr. Chrétien: But this clause will say that—if you say that there should be nobody coming because they are not residents of Tukoyaktuk they cannot go there or based on the ethnic origin of the people because he is not an Inuit or because he is not an Indian, I do not think that we can accept that concept.

Mr. Ittinuar: I said Clause 6 is discriminatory, Mr. Chairman, because northern people, the majority of whom speak Inuktituk, 90 per cent of people in the North, north of the tree line speak Inuktituk, but they cannot enjoy the benefits of this Clause 6. They cannot move anywhere else in Canada. How can they? They do not speak English; they do not speak French. They do not have the skills to work anywhere else in Canada. They can only trap, hunt, supplement their income with carving.

They cannot enjoy the rights which will be provided to other parts of Canada, to other peoples in Canada, and what we are trying to do with our amendment is prevent problems, as the Minister has so eloquently outlined, of the type that industry would bring if allowed to indiscriminantly bring masses of people into the Northwest Territories.

[Traduction]

Monsieur Ittinuar, vous aviez des questions poser au ministre?

M. Ittinuar: Merci, monsieur le président.

Puisque c'est mon amendement qui est à l'origine de cette discussion, je me sens obligé, en effet, de poser quelques questions.

Sans notre amendement, sans l'amendement du C.I.A.N., cet amendement, ou plutôt l'article 6 est discriminatoire et le ministre ne l'ignore sans doute pas puisqu'il a beaucoup voyagé dans le Nord, qu'il en connaît fort bien les problèmes et la population, et qu'il parle volontiers des problèmes sociaux du Nord.

D'ordinaire, ces problèmes sont causés par une arrivée de travailleurs, d'immigrants dans des localités comme Frobisher Bay ou Inuvik. Or, dans 90 p. 100 des localités du Nord, il n'y a pas de problèmes sociaux et le ministre aime bien exagérer. Par contre, je lui demande s'il sait ce que l'article 6 fera à l'ensemble du Nord si l'amendement que nous réclamons n'est pas adopté.

M. Chrétien: Monsieur Ittinuar, nous sommes tous convenus d'éviter toute discrimination fondée sur la province d'origine et pourtant vous faites une distinction entre Inuvik et Frobisher Bay et les autres localités du Nord. Bien sûr, je sais que la plupart des villages esquimaux ou Inuit de Rankin Inlet, de Chesterfield Inlet ont une position particulière, que la population est stable et installée depuis très longtemps et qu'il n'y a pas tellement de nouveaux arrivants. Mais quand on commence à exploiter une ressource quelconque, comme le pétrole dans le cas d'Inuvik et Tuktoyaktuk, on voit . . .

M. Ittinuar: Des problèmes se posent.

M. Chrétien: Des problèmes se posent parce qu'avec le pétrole et le gaz on a vu . . .

M. Ittinuar: C'est précisément ce que cet article va provoquer.

M. Chrétien: Mais cet article prévoit que . . . si vous prétendez empêcher qui que ce soit de s'installer à Tuktoyaktuk sous prétexte qu'ils ne sont pas des résidents ou qu'ils ne sont pas d'origine Inuit ou Indienne, je ne pense pas que nous soyons d'accord avec cette idée.

M. Ittinuar: Je dis que l'article 6 était discriminatoire, monsieur le président, parce que la majorité des habitants du Nord qui parlent Inuktituk—en effet 90 p. 100 des gens qui vivent au nord de la limite de la forêt parlent Inuktituk—ne peut pas profiter de cet article 6. En effet, ils ne peuvent pas aller s'installer ailleurs au Canada puisqu'ils ne parlent ni l'anglais ni le français. Ils n'ont pas non plus les compétences nécessaires pour travailler ailleurs au Canada. Tout ce qu'ils peuvent faire c'est trapper, chasser, compléter leur revenu en sculptant la pierre.

Ils ne peuvent pas profiter des droits qui sont garantis à d'autres régions et à d'autres populations du Canada et si nous insistons sur cet amendement, c'est uniquement pour prévenir les problèmes que l'industrie provoquerait en important dans les territoires du Nord-ouest une masse de nouveaux arrivants; le ministre a d'ailleurs parlé de ces problèmes avec beaucoup d'éloquence.

[Text]

I can name places where there are problems. Yellowknife is a good example. The Yellowknife Indian are gone. There are no more Yellowknife Indians. The Dogrib, the Slavey the Cree, et cetera, have been so diluted as to be nonexistent today. They now call themselves the Dene Nation whereas in the old days they used to be distinct from each other.

Again, I ask the Minister, for instance, when he was in his tenure as Minister of Indian Affairs and Northern Development, he was partly responsible for the development at Nanasivik or Strathcona Sound in which they had hoped for—now we are talking about something else—employment for Northerners and the Minister had said at that time that Nanasivik would strive for 60 per cent employment by northern residents, whoever they were; but only less than 20 per cent of the employment capabilities or the numbers of jobs in Nanasivik have been fulfilled by northern residents.

This clause does not ensure jobs for anybody in the North. Actually, it is going to destroy the North as it exists today. It is going to destroy the language, the culture; and Mr. Irwin, on Thursday last, said something, what is the economy of the North. Well, if I had my say I would say that what they want out of the North is what we have, but by law and by the fact that Ottawa has the power to say, "That is our oil; that is our gas; that is our minerals; that is our gold; that is our uranium", that is our economy.

By the way, our economy, our culture, the economy which we talk about is a subsistence economy. It is nothing that is going to infringe upon your precious resource extraction of the North. However, as residents of that area, we would like to be beneficiaries in some respects; but with the clause as it stands without our amendment that is not going to be the case.

• 1730

I would like to ask the Minister, Mr. Chairman, whether he would not seriously consider our amendment more than he has because I know in his heart he is a good Minister and that he would like to, but he has orders from higher up.

Maybe he can comment on that?

Mr. Chrétien: What we say here is to ensure the mobility of the people across the land as much as possible. We said that there was a possibility of affirmative action. It is one of the goals we have.

You talk about the mine on Strathcona Sound next to the village Arctic Bay. We were trying, and have tried, to develop the potential of a workforce from Arctic Bay to go in this mine from across the land, just a few miles away.

Of course, you are telling me that you are disappointed that we have not managed to achieve 60 per cent of natives working there.

Mr. Ittinuar: Of northern residents.

Mr. Chrétien: Northern residents; but we have tried to do so. Of course, it is difficult. There would be the possibility of

[Translation]

Je peux vous citer des localités qui ont déjà des problèmes. Yellowknife est un excellent exemple. Les Indiens de Yellowknife sont partis. Il n'y a plus d'Indiens à Yellowknife. Les Dogrib, les Slavey, les Cree, etc., ont fini par être tellement minoritaires qu'ils n'existent pratiquement plus. Aujourd'hui, ceux qui restent se réclament de la nation Dene alors qu'ils formaient jadis plusieurs peuples différents.

Le ministre, lorsqu'il était ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, était responsable en partie de l'entreprise de Nanasivik ou de celle de Strathcona Sound dont on avait espéré qu'elles donneraient des emplois aux gens du Nord. A l'époque le ministre avait dit que grâce à la Nanasivik on espérait employer 60 p. 100 des résidents du Nord, qui qu'ils soient. Or, moins de 20 p. 100 des emplois de Nanasivik sont aujourd'hui occupés par des résidents du Nord.

Cet article ne garantit absolument pas des emplois aux gens du Nord. En fait, c'est un bon moyen de détruire le Nord tel que nous le connaissons actuellement. Cet article va détruire la langue, la culture. Jeudi dernier M. Irwin a posé la question de savoir ce qu'était l'économie du Nord. Eh bien, si l'on voulait bien m'écouter, je pourrais dire que ce que veulent les gens du Nord, c'est ce que nous avons mais en droit, et étant donné qu'Ottawa a le pouvoir de dire: C'est notre pétrole, c'est notre gaz, ce sont nos ressources minérales, notre or et notre uranium, c'est notre économie; c'est sans espoir.

Soit dit en passant, notre économie, notre culture, l'économie dont nous ne cessons de parler est une économie de survivance. Cela ne risque pas de porter atteinte à l'exploitation des ressources du Nord qui vous tient tellement à cœur. En attendant, les résidents de cette région aimeraient bien en profiter un peu, ce qui ne risque pas d'arriver avec cet article s'il est adopté sans notre amendement.

Monsieur le président, je prie instamment le ministre de reconsidérer très sérieusement notre amendement, car je sais que dans le fond, c'est un bon ministre, et que s'il n'avait pas reçu des ordres d'en haut, il se rendrait volontiers à nos raisons.

Qu'en pense-t-il?

M. Chrétien: Eh bien, si nous avons adopté cette position, c'est surtout pour permettre aux gens de bouger le plus possible. Nous avons parlé de la possibilité d'un programme d'action positive. C'est un de nos objectifs.

Vous parlez de la mine de Strathcona Sound près du village d'Arctic Bay. Nous avons essayé de recruter des travailleurs à Arctic Bay, qui se trouve à quelques milles seulement de la mine.

Évidemment, vous êtes déçus que nous n'ayions pas réussi à embaucher 60 p. 100 d'autochtones.

M. Ittinuar: De résidents du Nord.

M. Chrétien: De résidents du Nord. Mais nous avons essayé. Bien sûr c'est difficile. Il y a toujours cette possibilité d'un

[Texte]

affirmative action to make sure that there would be training for the residents of those areas to work in those projects.

But we cannot accept an amendment which will say that nobody but the residents can work there, especially when it relates to ethnic origin; because sometimes to develop a mine or an oilwell, it is absolutely necessary at some point that some expertise should come from outside.

We are afraid that that some aspects of your amendment would deny the possibility of a lot of development in those areas, and it would not serve the proper development of the natives. Of course, the age of hunting and trapping for most of the villages has passed.

The population is much bigger than it used to be, and perhaps the harvest is less available.

Mr. Ittinuar: Well, the age of hunting and trapping has not passed, as the Minister would have us believe.

Mr. Chrétien: I am not sure I said it has passed, but in any case, intended to say that it cannot provide the income for the totality of the population in many of those villages.

Mr. Ittinuar: Unfortunately, it provides a lot of income for us.

Mr. Chrétien: I agree with you.

Mr. Ittinuar: Unfortunately, for you.

Mr. Chrétien: Oh, no, no.

Mr. Ittinuar: We say in our amendment "as are reasonably justifiable to mitigate adverse environmental and social impact". I think you know very well what would be reasonably justifiable, or demonstrably justifiable. Your legal advisers can tell you very well what that means, and in fact, this is what Mr. Justice Berger tried to bring out a few years ago in the Mackenzie Valley. There has been no such study in the Eastern Arctic.

I do not think, for instance, that Mr. Tobin, from Newfoundland is wholly truthful when he says that all Newfoundlanders would be against the concept of mitigating these environmental and social impacts. I think he would speak more on the employment side in terms of Hibernia, and so on.

Mr. Minister, when you advocate the development of the North, what you are advocating is short term development in places where the life term of such development is usually 10 to 20 years in which there would be large influx of workers who would then leave and then what would we have? Has the Minister considered that? Could the Minister comment on that please?

Mr. Chrétien: I have tried to explain to you that this Charter is not to solve all the social problems which exist in all parts of Canada.

I have said that there is room for affirmative action which has to be developed by the government, by the territorial government, by the national government, when it is within our jurisdiction.

This is our political and social responsibility.

[Traduction]

programme d'action positive, un programme de formation pour les résidents qui leur permettrait de travailler dans ces entreprises.

En tout cas, nous n'accepterons jamais un amendement qui empêche tous les non-résidents de travailler là-bas, surtout si la distinction est fondée sur l'origine ethnique, parce qu'en effet, dans une mine ou dans un puits de pétrole, il est parfois nécessaire de faire venir des experts de l'extérieur.

Nous craignons que votre amendement n'entrave la mise en valeur de ces régions, ce qui ne serait pas du tout à l'avantage des autochtones. Bien sûr, pour la plupart des villages, l'époque de la chasse et de la trappe est révolue.

La population est plus importante qu'elle ne l'était et ces ressources-là ont peut-être diminué.

M. Ittinuar: Moi, je prétends que l'époque de la chasse et de la trappe n'est pas révolue comme le ministre essaie de nous le faire croire.

M. Chrétien: Je ne sais pas si j'ai dit qu'elle était révolue, mais ce que j'ai voulu dire c'est qu'il n'était plus possible d'en tirer la totalité des revenus de ces villages.

M. Ittinuar: Malheureusement, c'est encore la source d'une bonne partie de nos revenus.

M. Chrétien: Je suis d'accord avec vous.

M. Ittinuar: Malheureusement, pour vous.

M. Chrétien: Oh, non, non.

M. Ittinuar: Notre amendement précise: «dans la mesure où cela est justifiable pour compenser les effets négatifs sur l'environnement et sur la société». Vous devez savoir ce qui est justifiable ou ce qui peut être justifié. Vos conseillers juridiques peuvent vous expliquer ce que cela signifie et c'est d'ailleurs précisément ce que le juge Berger a essayé de faire, il y a quelques années, dans la vallée du Mackenzie. Aucune étude de ce genre n'a été entreprise dans l'est de l'Arctique.

Je ne suis pas certain, par exemple, que M. Tobin de Terre-Neuve, soit parfaitement sincère lorsqu'il prétend que tous les Terre-Neuviens s'opposeraient au principe de la réduction de ces effets sur l'environnement et sur la société. Dans le cas d'Hibernia, j'imagine qu'il s'attacherait plus à l'aspect emploi.

Monsieur le ministre, lorsque vous défendez la mise en valeur du Nord, ce que vous défendez en réalité, c'est une mise en valeur à court terme, qui importerait des quantités de travailleurs qui repartiraient ensuite au bout de 10 ou 20 ans, et je vous pose la question: que deviendrions-nous alors? Est-ce que le ministre y a réfléchi? Peut-il nous dire ce qu'il en pense?

M. Chrétien: J'ai essayé de vous expliquer que cette charte ne prétendait pas résoudre tous les problèmes sociaux dans toutes les régions du Canada.

J'ai dit qu'il y avait place pour un programme d'action positive qui doit être mis en place par le gouvernement, le gouvernement territorial et le gouvernement national, en ce qui relève de notre juridiction.

Voilà ce qu'est notre responsabilité politique et sociale.

[Text]

But you cannot cure a social problem by enshrining a concept based upon the ethnic origin of the people, more or less. This is the difficulty we are having with that.

We have said earlier that positive affirmative action would be possible and it is our collective responsibility to develop the programs so that residents in those places can prosper.

In Strathcona Sound Mining Development, there was a proposition at that time about moving most of the population to the mining site. The decision was made; no, we should maintain Arctic Bay as an Eskimo-oriented community and not move the settlement to the other place so that the cultural aspects of that community would not be destroyed by the mining operation.

It was for the natives who wanted to work to moved into the mining, and if someday the mine closed, which does happen in mining, then they would be able to go back to their village and their village would have maintained the same characteristics as they had before.

Mr. Ittinuar: Mr. Minister, this is not a quid pro quo situation. The government had developed programs for the North in terms of development and resource extraction and so forth. The people of the north have never been asked what they thought about such development. You never asked me. He never calls me; he never calls the territorial councillors from the Northwest Territories!

A few years ago, the Inuit were herded into a settlement so they could be administered more easily by Ottawa. They were not asked whether they wanted to stay where they were before, or whether they wanted to move into the settlement. This is still happening today.

Now, Mr. Irwin on Thursday night, made many comments. He asked what does the phrase "reasonably justifiable" mean? What is the economy of the aboriginal people? What is the culture of the aboriginal people? What is the society of the aboriginal people? That is like asking me do I exist or not.

If Mr. Irwin is so antiracist, and he wants to make me a white man, then this is what this is going to do. I do not have any disrespect for white men, but I am asking them to respect me, and that is what I am asking the Minister to do.

Mr. Chrétien: But this would not achieve that.

Mr. Ittinuar: This is going to achieve that, Mr. Minister, without our amendment.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Ittinuar.

Mr. Robinson, followed by the honourable Senator Roblin, followed by Mr. Crombie.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

I would like to say a couple of words with respect to the substance of the amendment which we are proposing; and that is that Mr. Ittinuar, my colleague, is making a very eloquent

[Translation]

Mais on ne peut espérer résoudre un problème social en constitutionnalisant un principe fondé, en réalité, sur l'origine ethnique. Voilà la difficulté que nous pose votre amendement.

Nous avons dit tout à l'heure qu'un programme d'action positive était possible et que nous étions responsables collectivement de mettre au point des programmes destinés à assurer la prospérité des résidents de ces régions.

Quand l'exploitation minière de Strathcona Sound a été lancée, on avait envisagé de déplacer la majeure partie de la population sur le site de la mine. Mais après réflexion on décida de conserver à Arctic Bay son caractère de communauté eskimaude, de ne pas déplacer cette communauté, pour en préserver les aspects culturels.

On décida de laisser les autochtones qui le désiraient s'installer près de la mine, ce qui leur permettrait, dans l'éventualité d'une fermeture de la mine, de retourner s'installer dans leur village resté intact.

M. Ittinuar: Monsieur le ministre, le cas que vous citez n'est pas vraiment comparable. Le gouvernement a mis au point des programmes d'exploitation et d'extraction des ressources à l'intention du nord. La population du nord n'a jamais été invitée à dire ce qu'elle pensait de ces programmes. Vous ne m'avez jamais demandé mon avis. Vous ne m'appellez jamais, vous n'appellez jamais les conseillers territoriaux des Territoires du Nord-Ouest!

Il y a quelques années des Inuit furent rabattus vers une localité pour qu'Ottawa puisse les administrer plus facilement. On ne leur demanda pas s'ils auraient préféré rester où ils étaient, ou s'ils acceptaient de se réinstaller dans cette localité. Ce genre de chose se fait encore aujourd'hui.

Jeudi soir, M. Irwin nous a dit beaucoup de choses. Il a demandé ce que signifiait l'expression «raisonnablement justifiable»? Qu'est-ce que l'économie des aborigènes? Qu'est-ce que la culture des aborigènes? Qu'est-ce que la société des aborigènes? Pour moi, c'est comme si on me demandait si j'existe ou pas.

Si M. Irwin est à ce point antiraciste qu'il tienne à faire de moi un homme blanc, qu'il se réjouisse parce que ce sera précisément l'effet de cette disposition. J'ai un certain respect pour les hommes blancs, mais je leur demande de me respecter aussi, et c'est également ce que je demande au ministre.

M. Chrétien: Mais votre amendement n'aurait pas cet effet-là.

M. Ittinuar: C'est votre article sans notre amendement qui aura cet effet-là, monsieur le ministre.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Ittinuar.

Monsieur Robinson, suivi de l'honorable sénateur Roblin puis de M. Crombie.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

J'ai quelques observations au sujet de cet amendement. Mon collègue, M. Ittinuar, essaie de convaincre ce comité avec beaucoup d'éloquence d'écouter ce qu'il a à dire, de compren-

[Texte]

plea that this Committee listen to what he is saying, that the mobility rights as they stand, without our proposed amendment, could have a significant, dramatic and drastic impact upon the preservation of aboriginal culture and community in the North.

That is what Mr. Ittinuar is saying. What we are proposing, as an alternative, is that mobility rights should be subject to a reasonable justifiability test. That is all we ask, that the government should be prepared to come before the courts and say: "This particular law, even though it appears to impinge upon the cultural survival of the Inuit people of the North, we can justify it for this particular reason".

But, without this, Mr. Chairman, what we are being told is that the Inuit people feel threatened, they feel threatened by the development which may take place as a result of the entrenchment of these mobility rights.

Surely, if there is something we should be listening to, if there is a plea we should be listening to in this Committee, it is that these rights, which are supposed to protect minorities and should not trample upon the rights of these minorities, and we are being told that there is a threat, a very real perception that this is possible.

Now, can we not listen? Can we not listen to this plea of the Inuit people that there be some overriding jurisdiction, that the courts of this land should have an opportunity to examine carefully whether any legislation which they feel threatens their existence, their cultural survival, their economic survival, their aboriginal rights, be subjected to some scrutiny?

That is all, Mr. Chairman, this amendment asks for. It asks that the beautiful environment of the North, that the Beaufort Sea, which may be threatened by the kind of rights which are being sought to be entrenched here, not be threatened without at least some opportunity to challenge it in the courts.

So, I appeal to members opposite in particular to listen to what is being said. I appeal to the Minister to listen to what is being said, because I want to advise members of this Committee and the Minister, that we in the New Democratic Party, take the question of treaty and aboriginal rights, very, very seriously.

When it comes to assessing the final package which comes out of this Committee, we will be looking with great interest at what this government has listened to the pleas of the aboriginal people of this country.

Mr. Chairman, this is a central point to this party, and I appeal to government members in particular and to the Minister to heed the plea of the Inuit people of this country.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Robinson.

The honourable Senator Roblin.

Senator Roblin: Thank you very much, Mr. Chairman.

Let me start by saying that this amendment zeroes in on one of the most difficult and intractable problems presented to us in the course of our hearings.

[Traduction]

dre que sans l'amendement proposés l'article sur la liberté de circulation et d'établissement pourrait porter atteinte de façon irrémédiable à la culture et à l'existence des communautés autochtones du nord.

Voilà ce que M. Ittinuar nous explique. Pour notre part, nous proposons une autre solution; nous proposons de soumettre cette liberté de circulation et d'établissement au critère de «raisonnablement justifiable». C'est tout ce que nous demandons: que le gouvernement accepte de se présenter devant les tribunaux et de dire: «effectivement, cette loi semble porter atteinte à la survivance culturelle des Inuit du nord, mais nous pouvons la justifier pour telle raison».

Or, monsieur le président, on nous dit que les Inuit se sentent menacés, par les répercussions de la constitutionnalisation de cette liberté de circulation et d'établissement.

Vous reconnaîtrez que s'il y a un argument qui mérite l'attention de ce comité, c'est bien celui qui insiste sur la protection des minorités, sur la nécessité de ne pas porter atteinte à ces droits des minorités; et pourtant on nous dit qu'il s'agit d'une menace, d'une menace véritable.

Comment ne pas écouter? Comment ne pas entendre les Inuit lorsqu'ils nous réclament une instance supérieure, lorsqu'ils nous disent que les tribunaux de ce pays devraient avoir la possibilité de déterminer si oui ou non cette législation menace leur existence, leur survivance culturelle, leur survivance économique, leurs droits autochtones?

Or, monsieur le président, cet amendement n'est rien d'autre. Avec cet amendement, nous voulons simplement que le merveilleux environnement du nord, que la mer de Beaufort qui risque d'être menacée par les droits que nous voulons constitutionnaliser ici, ne puisse être spoliée sans qu'on puisse aller réclamer justice devant les tribunaux.

Je supplie donc les membres du comité qui me font face d'écouter ce qu'on leur dit. Je supplie le ministre d'écouter ces arguments et je leur rappelle à tous avec quel sérieux nous, du Nouveau Parti Démocratique, nous voyons les droits autochtones.

Quand ce comité aura terminé ses travaux, nous prendrons la mesure des réalisations de ce gouvernement, nous nous demanderons si le gouvernement a vraiment écouté les arguments des populations autochtones de ce pays.

Monsieur le président, c'est une question que mon parti prends à cœur et je supplie les membres du parti au pouvoir, et en particulier le ministre, d'écouter la population Inuit de ce pays.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Robinson.

L'honorable sénateur Roblin.

Le sénateur Roblin: Merci beaucoup, monsieur le président.

Pour commencer, j'estime que cet amendement porte sur l'un des problèmes les plus difficiles et les plus insolubles que nous ayons rencontrés au cours de nos délibérations.

[Text]

We have had ample evidence of that.

When one considers the rather sweeping character of this amendment, these problems come to light. It speaks of any laws or practices affecting any of the aboriginal peoples of Canada.

We are not just talking about people of the North, but about a great many more.

When one considers that many of these aboriginal people are in a state of transition from where they originally lived in my province from reserves to migration to cities and other places, one can understand that, without a doubt, if we adopted this clause, it is going to be fraught with great difficulty if it is to be administered justly.

I try to weigh that obvious problem against the goals that this amendment seeks to attain.

When I think of the aboriginal people in my own province, I must say that, in spite of the fact that they are dispersed through the whole of our society now—some are still in the North where the original large body of these people live—when I consider the situation in my own province of Manitoba—nothing to do with the Northwest Territories—I can see why this resolution is proposed to our assembly here this afternoon.

In Manitoba, in the north, there is not enough trapping any more; there is not enough fishing any more to support the population which has been growing in geometrical ratio in my part of the world.

We know there is a forestry industry there, and we have sought in Manitoba to make sure that there is a place for aboriginal people in the development of that forest industry. It is in their part of the province.

While we do not have strict rules in the constitutional sense, we have been able to make a place for aboriginal people and we have been able to make that place while at the same time, accommodating some non-natives as well, as is necessary in the development of that industry.

I would be loathe to be a party to a law which would make it impossible to do that kind of thing.

I am concerned about the scope of this resolution—any of the aboriginal people, any environmental or social impact activity; and I wish we could define that a little more carefully. I am comforted by the thought that it is for the purpose of mitigating, in other words, it is not a bar to development or to activity in these areas, but the purpose is to mitigate the adverse effects against these people.

It goes on to say that such mitigation must be reasonably justifiable, so, when I think of this problem and consider my own experience in the matter, I feel some protection to these aboriginal peoples is indeed justified.

I regret that the government has not—in view of its apparent opposition to the wide sweeping character of this amendment, which I acknowledge. I regret they have not found it possible to give us some more carefully defined resolution which would eliminate some of the obvious problems they see.

[Translation]

Il me semble que cela ne fait pas le moindre doute.

Si l'on considère la portée de cet amendement, le problème devient évident. Il y est question de toute loi ou pratique affectant toutes les populations autochtones du Canada.

Nous ne parlons pas seulement de la population du nord, cela va beaucoup plus loin.

Si l'on considère que plusieurs de ces populations autochtones passent actuellement par une période de transition, émigrent des réserves qu'elles habitaient dans ma province pour aller vers les villes, si l'on tient compte de tous ces facteurs, on se rend compte que cet article, s'il était adopté, serait particulièrement difficile à administrer équitablement.

Pour ma part, j'essaie de mesurer ce problème évident par rapport aux objectifs de cet amendement.

Lorsque je pense aux autochtones de ma province, je sais que si beaucoup d'entre eux se sont dispersés dans la société, il en reste encore beaucoup dans le nord, et si je réfléchis à leur situation au Manitoba... je comprends la raison pour laquelle on nous a proposé cette résolution.

Dans le nord du Manitoba, les activités de trappe ne suffisent plus. La pêche ne suffit plus à nourrir une population dont la croissance correspond à une progression géométrique.

Dans ces régions, les ressources forestières sont exploitées et au Manitoba nous avons essayé de réserver aux autochtones une place dans cette industrie forestière. En effet, ces exploitations se trouvent dans leur région.

Nous n'avons pas de règles constitutionnelles strictes, mais nous avons tout de même pu réserver une place aux autochtones, leur faire une place dans cette industrie tout en accueillant également des non-autochtones qui étaient nécessaires à l'expansion de cette industrie.

Personnellement, je n'aimerais pas du tout être responsable d'une loi qui empêcherait ce genre de chose.

La portée de cette résolution m'inquiète et j'aimerais beaucoup qu'on puisse définir un peu plus précisément ce que sont les autochtones, ce que sont les répercussions sur l'environnement et sur la société. L'idée qu'on nous propose cette mesure dans un esprit de contrôle et non pas pour entraver l'exploitation ou la mise en valeur de ces régions me rassure un peu. Il ne faut pas oublier qu'il s'agit ici d'atténuer les effets néfastes pour ces gens-là.

On dit plus loin que cette atténuation doit être raisonnablement justifiable et quand je réfléchis au problème à la lumière de ma propre expérience, je me rends compte qu'on est justifié, en effet, de vouloir protéger ces populations autochtones.

Puisque le gouvernement s'oppose apparemment à la portée même de cet amendement, je regrette qu'il n'ait pas choisi une autre voie. Je regrette qu'il ne nous ait pas proposé une résolution plus soigneusement définie qui éliminerait les problèmes les plus évidents.

[Texte]

But if it comes to a choice and I have to decide which way I am going to go, I am going to go with the resolution.

I thought that I would like to take the opportunity of explaining to this Committee just why I take that course.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Senator Roblin.

The honourable David Crombie, followed by the honourable John Fraser.

Mr. Crombie: Thank you very much, Mr. Chairman.

Much of what I wanted to say, Senator Roblin has already said.

But I have one question I would like to ask. It deals with the resolution itself. I wonder if any member of the New Democratic Party in response to the resolution, could indicate what relationship they see between the resolution and the opportunity for mitigation under Clause 15(2).

It is that part of the Charter dealing with affirmative action programs. It indicates that under Clause 16(1), equality before the law and equal protection, that clause does not preclude any law, program or activity that has as its objective the amelioration of conditions of disadvantaged because of race, national or ethnic origin, colour, religion, sex or age.

I recognize it does not include man made disaster.

Since you are using the word "aboriginal", it seems to me that it is possible at any rate, that that could be found under "race", but I am not sure.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, if I may, I think I understand Mr. Crombie's question. It would appear that since Subclause 15(2) relates back to Clause 15(1) which, in turn, deals with the question of equality before the law and equal protection and equal benefit of the law, that in essence, Subclause 15(2) is an affirmative action plan to ensure that any programs which are conducted in an attempt to achieve the objectives in Clause 15(1) are not defeated by what would appear to be the absolute proscription in Clause 15(1).

However, there is not over-riding clause in Clause 15(1) as it now stands, so that the mobility rights clause as we read it, would still apply, and by virtue of that there is still a concern that by applying mobility rights in their very broad wording as stated in Clause 6, that there could be a real threat to the Inuit people.

Mr. Crombie: Thank you very much.

I wonder if I could ask one of the law officers of the Crown, Mr. Chairman, whether they see, as Mr. Robinson has indicated, that Clause 15(2) relates somewhat narrowly to the absolute proscription of Clause 15(1) and therefore, we would have Clause 6 over-riding Clause 15.

In short, Clause 15 offers affirmative action programs. They are concerned with affirmative action programs.

The argument is that they need this resolution because Clause 15(2) would not apply.

[Traduction]

Cependant, s'il faut absolument choisir, je prendrai le parti de la résolution.

J'ai voulu profiter de l'occasion pour expliquer au Comité les raisons de ma position.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, sénateur Roblin.

L'honorable David Crombie, suivi de l'honorable John Fraser.

M. Crombie: Merci beaucoup, monsieur le président.

Le sénateur Roblin a déjà invoqué la plupart de mes arguments.

Mais il me reste une question à poser, il s'agit de la résolution proprement dite. Je me demande si un membre du Nouveau parti démocratique peut me dire quelle relation il voit entre la résolution et les restrictions possibles de l'article 15(2).

Il s'agit du paragraphe de la charte qui traite des programmes d'action sociale. On y lit qu'au terme de l'article 16(1) sur l'égalité devant la loi et l'égalité de protection, «le présent article n'a pas pour effet d'interdire les lois, programmes ou activités destinés à améliorer la situation des personnes ou groupes défavorisés» y compris ceux qui sont défavorisés pour des raisons fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge ou le sexe.

Je reconnais qu'on ne parle pas des désastres provoqués par l'homme.

Puisque vous parlez d'«aborigènes», il me semble qu'on pourrait rattacher cela à la «race», mais je n'en suis pas certain.

M. Robinson: Monsieur le président, si vous le permettez, je crois comprendre la question de M. Crombie. Puisqu'il semble que le paragraphe (2) de l'article 15 se rapporte au paragraphe (1) du même article, qui lui-même traite de la question de l'égalité devant la loi et du fait qu'on a droit à la même protection, il en résulte que le paragraphe 15(2) représente un plan d'action positive nous permettant de nous assurer que tous les programmes destinés à la poursuite des objectifs du paragraphe (1) ne sont pas annulés par ce qui semblerait être une stipulation de caractère absolu dans le paragraphe (1).

Toutefois, le paragraphe 15(1) dans sa forme actuelle n'a pas préséance sur le reste et d'après nous, les droits de circulation s'appliqueraient toujours; par conséquent en appliquant ces droits de circulation dans le contexte du libellé très général de l'article (6), il pourrait y avoir menace réelle pour les Inuits.

M. Crombie: Merci beaucoup.

Pourrais-je demander à l'un des légistes de la Couronne, monsieur le président, s'ils considèrent, comme M. Robinson l'a indiqué, que l'article 15(2) est relié de loin au paragraphe (1) de l'article 15 et que par conséquent l'article 6 l'emporterait sur l'article 15.

En résumé, l'article 15 prévoit des programmes d'action positive. Or ils s'intéressent à ces programmes d'action positive.

La raison invoquée est qu'ils ont besoin de cette résolution car le paragraphe (2) de l'article 15 ne s'appliquerait pas.

[Text]

• 1750

Mr. Jordan: Mr. Chairman, if I can answer Mr. Crombie's question, we read Clause 6 as being subject to Clause 15(2). In other words, Clause 15(2) talks about any law which creates an inequality on the various grounds or the non-specified grounds but certainly the specified ones are raised in this particular situation. We feel in talking of programs, activities or laws that allow for affirmative action programs, we are talking precisely about the kind of thing that is addressed in the mobility rights where you want to create special benefits for those who have been disadvantaged on the basis of one of the grounds specified in Clause 15(1), so therefore I would say that Clause 6 will be read subject to Clause 15(2).

Now, with regard to the environmental consideration that you raised, obviously that is another consideration but in terms of a program or activity, job creation activity where you want to give special preference to persons falling under the categories of Clause 15(2), that would be covered.

I do not know whether that answers your question.

Mr. Crombie: It goes a long way. Can I have one final question to the law officer of the Crown, Mr. Chairman?

The words used in the resolution by the New Democratic Party are community, culture, economy and society, I do not know of any other term that is any more all embracing than those four, they cover it all. Do you have any difficulties with the interpretation of—I cannot recall any other legislation, to my knowledge, which carries all of those terms in it, so I just wondered what it means to you, or does it mean anything or not mean anything to you?

I was going to say it is everything under God but I remembered the resolution from last week where we no longer recognize Him.

Mr. Chrétien: Your general statement about the totality of the problem of aboriginal people, as the term is used here. Some of the aboriginal peoples are well defined and well known. For example, the treaty Indians who have been the responsibility of the national government for a long time, we know who they are. The treaty people we know. The Inuit people we know because they have been under a federal administration for a long time. I guess that the Inuit people of Labrador are in a different position, but the Inuit people of Quebec and the Inuit people of the Northwest Territories had been under national administration for a long time. So we know who they are, it is easy.

The problem is when you use the term aboriginal people, and that is related to the problem of Senator Roblin, it is true, you go into the so-called Métis problem and all those peoples who have never had status under the law and who consider themselves natives or aboriginal people, and the complexity of

[Translation]

M. Jordan: Monsieur le président, si vous me permettez de répondre à la question de M. Crombie, je dirai que nous interprétons l'article 6 comme étant indépendant du paragraphe (2) de l'article 15. En d'autres termes, le paragraphe (2) traite de toute loi qui crée une inégalité fondée sur différentes raisons ou des raisons non spécifiées mais très certainement les raisons spécifiées sont incluses ici. Lorsque nous discutons de programmes, d'activités ou de lois qui permettent l'application de programmes d'action positive, justement c'est de ce genre de situation traitée dans le cadre des lois de liberté de circulation qu'il s'agit. Dans ce cas vous voulez assurer des avantages spéciaux à ceux qui sont désavantagés pour l'une des raisons spécifiées dans l'article 15 (1); par conséquent, je dirais que l'article 6 s'interprétera comme étant sujet à l'application de l'article 15(2).

Maintenant pour ce qui est de la question de l'environnement que vous avez soulevée, il n'y a pas de doute qu'il s'agit là d'une autre question. Mais dans l'optique des programmes de création d'emplois où vous voulez accorder une préférence toute particulière aux personnes qui sont prévues par les catégories de l'article 15(2), cette situation serait prévue.

Je ne sais pas si cela répond à votre question.

M. Crombie: En tout cas, vous y répondez en grande partie. Puis-je poser une dernière question au légiste de la Couronne, monsieur le président?

Dans la résolution présentée par le Nouveau parti démocratique on trouve les mots: communauté, culture, économie et société. Je pense que ces quatre mots permettent de prévoir tous les cas. Est-ce que vous éprouvez des difficultés à interpréter... Je ne puis me souvenir d'aucune loi où on trouve tous ces mots, mais je me demandais si vous éprouviez des difficultés à interpréter ces mots? signifient-ils quelque chose pour vous?

J'allais dire que ces mots permettent de traiter tout ce qui était sous la protection de Dieu mais je me souviens que dans la résolution de la semaine dernière, on ne reconnaît plus l'existence de Dieu.

M. Chrétien: Vous déclarez que tout est prévu dans ces mots au sujet du problème des aborigènes. Certains des peuples aborigènes sont très connus et leur situation est bien définie. Par exemple nous savons fort bien de quels Indiens il s'agit dans le cas des Indiens conventionnés dont le gouvernement national a eu pendant longtemps la responsabilité. Nous connaissons le statut des Inuits car pendant longtemps c'est l'administration fédérale qui s'en est occupé. Je suppose que les Inuits du Labrador se trouvent dans une situation différente mais les Inuits du Québec et les Inuits des Territoires du Nord-Ouest ont été longtemps administrés par le gouvernement fédéral. Par conséquent nous connaissons bien leur statut. En ce cas, c'est facile.

La difficulté se pose dans le cas où on utilise le terme: «peuple aborigène». Cela rejoint ce qu'a indiqué le sénateur Roblin et il est vrai que lorsque l'on commence à parler du problème des Métis ainsi qu'on les nomme et du problème de tous ces peuples qui n'ont jamais eu de statut au terme de la

[Texte]

this problem just in relation to the movement of population and so on.

Mr. Ittinuar spoke about problems of the people in the Northwest Territories under federal administration and so on, and it is our collective responsibility, but when you take the sweeping amendment that is applied to all the aboriginal peoples of all Canada with all the complexity of those problems, even there, in our discussion with them, they are studying their own position in relation to the constitution and at their request the First Ministers have agreed that it will be part of the discussion in the next round of the constitutional problem. The natives or the aboriginal people and the Canadian constitution.

So it is where the debate and where the solution will be found, and in that Clause we do not know what will be the consequences of it. I would like to please Mr. Ittinuar as much as I know all the Committee would like to do, but we have as a Committee and as a legislature to face the totality of the problem and this involves a complexity of the problem Mr. Ittinuar described, the problem that he knows well in the Arctic and in the Beaufort, that is a different problem, but when you get to the complexity of all the aboriginal peoples of Canada without making a clear definition, you could find some extremely difficult problems that will lead to all sorts of litigation and we want to do it in a reasonable fashion and that involves a lot of—in fact, one of the consequences of what we might do today could create immense problems, not for us because most of those problems will be in provincial jurisdiction.

In the North we have to cope with it, and with our affirmative action, take the responsibility and so on, there is no problem; but when you get into all the provinces and you have to deal with that and the problem of land and the problem of land that has been cut off from the treaty land allocation and the land that had not been allocated and the land that had been expropriated or taken away without compensation, the scrip problems of the Métis people on the Prairies and so on, and apparently in some cases they can make the case that they have not been compensated so the land should still belong to them.

So you get into that very wild and very difficult problem, and just to cope with the moving argument of Mr. Ittinuar you could create a real major problem. So you might as well have a rational approach to that complex problem. We say let the Natives keep studying their position in relation to the constitution, and we have in the amendment a proposed recognition of the concept of aboriginal rights, recognition of the treaty rights in the other clause. There is the so-called amendment by Senator Austin that is being discussed at this time.

[Traduction]

Loi et qui se considèrent comme des autochtones ou des aborigènes, nous rencontrons naturellement un problème complexe dans le cas de la liberté de circulation etc. pour ces peuples...

M. Ittinuar a mentionné les problèmes auxquels avaient eu à faire face ces peuples dans les Territoires du Nord-Ouest régis par l'administration fédérale, etc., et il s'agit là de notre responsabilité collective mais lorsqu'il s'agit d'un amendement qui est aussi général, qui s'applique à tous ces peuples autochtones, compte tenu de toutes les complexités de ces problèmes, même là, lorsque nous avons discuté avec eux, ils nous ont indiqué quelle était leur attitude au sujet de la constitution et, à leur demande, les premiers ministres ont accepté de discuter de leur problème au cours de la prochaine série de négociations constitutionnelles. C'est-à-dire qu'on étudiera alors les problèmes des autochtones et des aborigènes par rapport à la Constitution canadienne.

Voilà donc le moment où l'on va discuter de cette question et où on va trouver une solution. Nous ne savons pas quelles seront les conséquences de cet article. J'aimerais bien et tout le Comité aimerait bien, j'en suis sûr, faire plaisir à M. Ittinuar mais nous devons à titre de comité et de Parlement examiner le problème dans son ensemble, ce qui implique toutes sortes d'affaires compliquées comme M. Ittinuar l'a indiqué. Il est fort au courant de ces problèmes qui existent dans l'Arctique et dans la Mer de Beaufort mais il s'agit-là d'un problème différent et dans le cas de toutes ces affaires difficiles en rapport avec les aborigènes lorsqu'il n'y a pas de définition claire, on pourrait en arriver à toutes sortes de contestations. Aussi nous voulons régler la question de façon raisonnable et il faut donc songer à toutes sortes d'aspects... En fait, l'une des conséquences de ce que nous pourrions faire maintenant aurait pour résultat de créer des problèmes immenses, non pas pour nous car la plupart de ces problèmes seraient de compétence provinciale.

Nous devons faire face à ces difficultés dans le Nord et, dans le cadre de notre action sociale, assumer nos responsabilités, ce qui n'est pas le problème en cause. Mais s'il s'agit de ces questions de revendications territoriales dans les provinces, du problème des terres qui ont été retirées des affectations de terres faites par traités et des terres qui n'ont pas été allouées et des terres qui ont été expropriées ou enlevées sans fournir d'indemnisations, il faut songer au problème des certificats de concession de terres aux Métis dans le cas des Prairies et, apparemment, dans certains cas ceux-ci peuvent prétendre qu'ils n'ont pas reçu d'indemnisation et que, par conséquent, ces terres leur appartiennent toujours.

Par conséquent, vous vous heurtez à ce problème extrêmement difficile à résoudre et si nous voulions nous rendre à l'argument de M. Ittinuar, nous pourrions créer un problème de très grande ampleur. Il vaut donc mieux régler ce problème de façon logique. Nous disons qu'il faut laisser les autochtones étudier leur situation en rapport avec la Constitution et dans l'amendement nous avons la reconnaissance proposée du principe des droits aborigènes et, dans l'autre article, la reconnaissance des droits découlant des traités. Nous sommes en train

[Text]

That is all right. We want to deal that way, but to accept a very sweeping statement like that just because we are impressed by the argument of Mr. Ittinuar and not reflecting very seriously on all the consequences, I do not think—we might create expectations that later on will be devastated by the many confrontations that could lead to between the different administrations and the different type of problems. So I urge the Committee that it is not out of joy that I cannot this amendment, but I have as a minister the responsibility to reflect on all the consequences of what we might accept.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Honourable John Fraser.

Mr. Fraser: Thank you, Mr. Chairman.

I have only a minute or two and I do not think I will be able to complete my remarks before six, but what I want to point out to members of the Committee and to the Minister is this: Clause 15 is clearly aimed at affirmative action programmes for disadvantaged people, it uses that word.

Now, Mr. Minister, what this section, this proposal that has been introduced by a member of our Canadian Native community, this proposal is trying to prevent actions that will create disadvantaged people, and there is a clear distinction between what Clause 15 does and what this Clause is trying to do.

The Minister says that there will be problems. Well, there are only problems because our record for well over a hundred years has been to run away from them. Now, I say our record, I say our record as non-Indian and non-Inuit people, and we have justified things that most of us cannot in fundamental morality justify if we have to look at them.

Now, the time has come to stop putting it off. Now, I recognize that this is a broad provision and I recognize that it will be applicable to Indian people in the Province of British Columbia, and all I can say is that it is long overdue; and the words "reasonably and justifiable", those words and those concepts are laced throughout this proposal that the government has brought in, and we have been told on all kinds of other sections that that will give a commonsense check on something that will go beyond commonsense, but I urge honourable members to consider what the section is aimed at doing. It is to try and make sure that we do not turn people into disadvantaged people and then have to have affirmative action programmes to do it, to do something for them.

I have to say, Mr. Chairman, it is six o'clock but I intend to support the proposal.

[Translation]

d'étudier à l'heure actuelle cet amendement du sénateur Austin.

La façon de procéder est bonne. Nous voulons procéder ainsi mais nous ne pouvons accepter une déclaration d'ordre général simplement parce que la raison invoquée par M. Ittinuar nous impressionne. Il nous faut réfléchir de façon très sérieuse à toutes les conséquences possibles. Je ne crois pas que nous voulions créer de faux espoirs qui seraient anéantis ensuite par suite des affrontements qui se produiraient entre les différentes administrations à cause de ces problèmes. Donc, je dois dire au Comité que ce n'est pas par plaisir que je rejette cet amendement mais qu'à titre de ministre, je dois assumer mes responsabilités et, par conséquent, réfléchir à toutes les conséquences qui pourraient découler de ce qu'on accepterait.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable John Fraser.

M. Fraser: Merci, monsieur le président.

Je n'ai qu'une minute ou deux à ma disposition et je ne crois pas que je pourrai présenter toute mes remarques avant 6 h mais ce que je voulais faire remarquer aux membres du Comité et à M. le ministre, c'était que l'article 15 avait clairement pour objectif de fournir des programmes d'action sociale aux personnes et groupes défavorisés; on utilise ces termes dans l'article.

Dans cette optique, monsieur le ministre, ce qu'on veut faire grâce à cet article, cette proposition qu'on trouve dans cet article qui a été présentée par un membre de notre Communauté canadienne des Autochtones, c'est d'éviter des actions qui auraient pour objectif de créer des gens désavantagés et il faut établir une distinction très nette entre l'objectif de l'article 15 et l'objectif de l'article que nous avons ici.

Le ministre nous indique que nous allons créer des problèmes. À mon avis, la seule raison pour laquelle nous avons des problèmes, c'est que depuis plus de 100 ans nous nous sommes efforcés de les éviter. Je dis que nos antécédents prouvent ceci, or lorsque je parle d'antécédents il s'agit de notre histoire à titre de peuple non-Indien ou non-Inuit et nous avons justifié des actions que la plupart d'entre nous, si on les examinait de près, ne pourrait accepter au point de vue moral.

Il est temps que nous arrêtons de remettre à plus tard la solution des problèmes. Je reconnais qu'il s'agit de stipulations très générales et je reconnais qu'elles s'appliqueront aux Indiens de la province de Colombie-Britannique mais tout ce que je puis dire, c'est qu'il y a longtemps qu'on aurait dû prendre cette mesure et que les mots: «raisonnable et justifiable», et ces principes sont étroitement liés dans toute cette proposition que le gouvernement nous a présentée. On nous a dit, dans le cas de toutes sortes d'autres articles, que nous aurons par là un moyen de nous assurer qu'on ne va pas au-delà du bon sens mais je prie instamment les honorables membres du Comité d'examiner l'objectif de cet article. En effet, cet article a pour objectif de s'assurer que nous ne transformons pas les gens en personnes défavorisées pour être ensuite obligés d'avoir des programmes d'action sociale pour les aider.

Je dois vous dire, monsieur le président, qu'il est 6 h mais que j'ai l'intention d'appuyer cette proposition.

[Texte]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. John Fraser.

It being 6 o'clock the meeting is adjourned until 8 o'clock tonight.

La séance est levée jusqu'à 8 heures ce soir.

EVENING SITTING

• 2015

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Order, please. May I invite honourable members to take their seats so that we may resume consideration of the amendment as moved by Mr. Ittinuar on Clause 6 of the proposed motion or resolution for a joint address to Her Majesty the Queen Respecting the Constitution of Canada.

When we adjourned at 6 o'clock this evening, honourable members will recall that the honourable John Fraser was about to close his comments. I understand that he has not completed his intervention.

I would like now to invite the honourable John Fraser to continue.

Mr. Fraser: Mr. Chairman, I think that, as succinctly as I can, I did put forward my position, and I do not think it is necessary to enlarge upon the points I have already made.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, the honourable John Fraser.

Madame Campbell.

Miss Campbell: Thank you, Mr. Chairman.

I have a couple of questions to the Minister. They concern the amendment as it relates to Clause 6. I am wondering what do the mobility rights do for union shops, or can a company in Canada bring in cheaper labour over another province or something like that? If a company has a work force which they could bring into another area at cheaper rates, can they undercut the locality?

Mr. Chrétien: If there is a union, there are laws governing the membership of the union, in, say, that factory. A union cannot put other members there to work in their place.

Miss Campbell: My question is more related to a situation, let us say, an electrical workers union, where a term of the contract is that they must hire—and in a lot of government contracts it is stipulated that you must hire from the union first before they go outside the union.

How this affect the position?

Mr. Chrétien: The laws that exist in the province which are to determine professional qualifications of members of any profession will remain under provincial jurisdiction. What is given here is the possibility of discrimination by laws of the

[Traduction]

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur John Fraser.

Puisqu'il est 6 heures nous ajournons donc la séance jusqu'à 8 h ce soir.

The meeting is adjourned until 8 o'clock tonight.

SÉANCE DU SOIR

Le coprésident (M. Joyal): A l'ordre, s'il vous plaît. Puis-je demander aux honorables membres du Comité de regagner leurs sièges afin que nous puissions continuer à examiner l'amendement proposé par M. Ittinuar au sujet de l'article 6 du présent projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la constitution du Canada.

Lorsque nous avons levé la séance à 6 h 00 ce soir, vous vous souviendrez que l'honorable John Fraser allait terminer ses remarques. Je crois comprendre qu'il n'avait pas terminé son intervention.

Je l'invite donc maintenant à continuer.

M. Fraser: Monsieur le président, je crois avoir indiqué le plus brièvement possible ma position et je ne pense pas qu'il soit nécessaire de m'étendre sur des questions que j'ai déjà exposées.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, honorable John Fraser.

Mrs. Campbell.

Mlle Campbell: Merci, monsieur le président.

J'aimerais poser quelques questions à M. le ministre. Ces questions se rapportent à l'amendement à l'article 6. Je me demande quelle serait la conséquence de l'adoption des droits de liberté de circulation pour les ateliers syndicaux. En d'autres termes, est-ce qu'une société se trouvant au Canada pourrait faire venir de la main-d'œuvre d'une autre province pour la payer moins ou quelque chose du genre? Une société pourrait disposer de main-d'œuvre qu'elle pourrait transférer dans une autre région ou le fait qu'on la paierait moins nuirait à la région?

M. Chrétien: Dans le cas d'un syndicat, il y a des lois qui régissent l'appartenance à ce syndicat, mettons dans le cas d'une usine. Un syndicat ne peut pas mettre là d'autres membres pour remplacer ceux qui y sont déjà.

Mlle Campbell: Je voudrais plutôt parler du cas où mettons, les conditions du contrat, dans le cas d'un syndicat d'électriciens par exemple, obligerait à engager, et c'est le cas dans beaucoup de contrats gouvernementaux, tout d'abord les membres du syndicat avant d'engager des gens de l'extérieur du syndicat.

En quoi ceci change-t-il la situation?

M. Chrétien: Les lois provinciales qui établissent quelle est la compétence professionnelle des membres d'une profession resteront des lois de juridiction provinciale. Il y aurait ici possibilité de discrimination qui proviendrait de lois de l'as-

[Text]

legislature or Parliament, but individual contract is another matter and you do not have to conform to provincial law.

Miss Campbell: I suppose, similarly, if you have a company which could get cheaper labour in one part of Canada and bring it into another part of Canada, provincial labour laws would apply.

Mr. Chrétien: Of course, there are provincial laws and you cannot throw people out and replace them with cheaper persons if there is a union.

Miss Campbell: But it could be without a union.

Mr. Chrétien: That is irrelevant. It does not provide the possibility of somebody using it for such a purpose. You have to conform with the laws of the province. Of course, if provincial laws permit such a thing, then this constitution is immaterial.

Miss Campbell: Could a provincial government which gives a contract to a company have a clause in that contract to the effect that they hire local residents first? Would that be offending the mobility rights?

Mr. Chrétien: As I have explained earlier, if it is based upon affirmative action for one area, it could be applied; but it does not relate to the province where the person is coming from, because that would be discrimination against this mobility clause.

Miss Campbell: But local residents would prefer to a province or area.

Mr. Chrétien: Depending upon how it is phrased, really. If it is discrimination which applied to other citizens of the province, that would probably be all right; but if it is related to the residents of Nova Scotia and excluding the residents of New Brunswick, that would be against the Charter of Rights.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Miss Campbell.

I would like to invite Mr. Ittinuar to conclude on the proposed motion.

I see that the honourable Warren Allmand would like to intervene on a question.

Mr. Allmand: Mr. Chairman, I just wanted to say a word on this amendment, if I may.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Well, I would have to request the unanimous consent of all honourable members, because as you are aware at this point of our study and discussion, we are on a clause-by-clause basis and we are on a vote.

Members who are invited to participate in the debate or discussion are members who are entitled to vote, and those members who are entitled to vote are those members whose name figure on the list which has been handed to our Clerk of

[Translation]

semblée législative ou du Parlement mais dans le cas des contrats individuels, c'est une question différente et vous n'avez pas à vous conformer à la loi provinciale.

Mlle Campbell: Je suppose que de la même façon, les lois provinciales sur le travail s'appliqueraient dans le cas où une société aurait la possibilité d'obtenir de la main-d'œuvre moins cher dans une autre partie du Canada et la transférerait là.

M. Chrétien: Naturellement, il y a des lois provinciales qui s'appliquent et vous ne pouvez pas mettre les gens à la porte et les remplacer par personnel moins rémunéré lorsqu'il y a un syndicat.

Mlle Campbell: Mais on pourrait le faire s'il n'y avait pas de syndicat.

M. Chrétien: La question n'est pas là... Nous n'avons pas ici ouvert la porte pour qu'on puisse agir de la sorte. Vous devez vous conformer aux lois de la province et naturellement si les lois de la province permettent d'agir ainsi, alors la constitution n'y peut rien.

Mlle Campbell: Est-ce qu'un gouvernement provincial qui fournit un contrat à une société pourrait mettre dans ce contrat une clause comme quoi cette société doit engager en premier lieu des résidents? Est-ce que cette politique irait à l'encontre de la liberté de circulation et d'établissement?

M. Chrétien: Comme je l'ai dit plus tôt, cet article se base dans un domaine sur ses programmes d'action social mais il ne s'applique pas à la province d'où vient cette personne car autrement, il y aurait discrimination par rapport à cet article sur la liberté de circulation.

Mlle Campbell: Mais il y aurait préférence pour des résidents, pour ceux qui sont sur place par rapport aux autres gens de la province ou de la région.

M. Chrétien: Cela dépendrait du libellé. S'il s'agit de discrimination qui s'appliquerait à d'autres citoyens de la province, probablement que ceci pourrait passer mais si l'on acceptait des résidents de Nouvelle-Écosse et que l'on rejetait les résidents du Nouveau-Brunswick, ce serait violer la charte des droits.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, mademoiselle Campbell.

Je vais inviter M. Ittinuar à conclure au sujet de sa motion proposée.

Je vois que l'honorable Warren Allmand voudrait intervenir.

M. Allmand: Monsieur le président, j'aimerais dire un mot au sujet de cet amendement, si vous me le permettez.

Le coprésident (M. Joyal): Il me faut alors demander le consentement unanime de tous les honorables membres du Comité car, comme vous le savez, nous en sommes maintenant à l'étude article par article et nous devons voter.

Les membres du Comité qui ont été invités à participer au débat ou à la discussion ont le droit de vote et les membres du Comité qui ont droit de vote sont ceux dont le nom se trouve sur la liste qui a été remise à notre greffier du Sénat et de la

[Texte]

the Senate and the House of Commons as provided by the Whip of both houses.

It is with great deference that I say that to you, because I know you have participated in more than 40 sessions of our meeting, and I would certainly not be saying the least by saying your contribution has been very well taken and received by honourable members; by at this point I have to apply the rules to everyone, whatever might be the involvement. I have to get the unanimous consent for that.

The honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, we would like to give Mr. Allmand unanimous consent. I am sure his Liberal colleagues would not want me to deny him that.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, we are certainly willing to give Mr. Allmand unanimous consent as well.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable Warren Allmand, I would like to invite you, then, to ask your questions within the same framework.

Mr. Allmand: Mr. Chairman and members of the Committee, I want to thank you.

I wish to assure you I will not abuse the time.

As you know, I am interested principally in clauses dealing with aboriginal rights and those clauses dealing with language rights. I only wish to intervene when necessary on these clauses.

I would like to bring to the attention of the Minister that what is being proposed in this amendment is very consistent with policies that he and I took, and other Ministers of Indian and Northern Affairs and our party took with respect to the protection of Inuit and Indian cultures in the North.

To give you an example, when I was Minister I followed the policy that was set previously by him and in signing agreements with Dome Petroleum in the Mackenzie Delta, part of the agreement for the exploration was that preference must be given to Inuit and other natives in that area in relation to jobs.

The reason for doing that was that we had looked at the experience in the Yukon in the Gold Rush of 1898 when lots of southerners came north and overwhelmed the people up there, ruined the land to a great extent, took the gold and left—and they left the land in a terrible state.

There are other examples as well—examples in the south of—in Great Slave where open pit mines were developed, and so on, without any consideration of the people living there; in the case of the Nanisivik Mines in the north of Baffin Island and in the case of Dome Petroleum Explorations in the Mackenzie Delta and the Beaufort Sea and I believe in the case of the

[Traduction]

Chambre des communes et qui a été fournie par les Whips des deux Chambres.

C'est avec beaucoup de respect que je vous dis ceci car je sais que vous avez participé à plus de 40 séances et le moins que je puis dire c'est que votre contribution a été extrêmement bien accueillie par les honorables membres du Comité mais, pour l'instant, je dois appliquer le règlement à tous quel que soit leur part. Mais il faut obtenir pour cela le consentement unanime.

L'honorable Jake Epp.

M. Epp: Monsieur le président, nous sommes tous prêts à donner à M. Allmand notre consentement unanime. Je suis sûr que ses collègues libéraux ne voudraient pas le lui refuser.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Robinson.

M. Robinson: Monsieur le président, nous sommes très certainement aussi prêts à donner à M. Allmand notre consentement unanime.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable Warren Allmand, je voudrais vous inviter alors à poser vos questions dans cet esprit.

M. Allmand: Monsieur le président et les membres du Comité, je dois vous remercier.

Je peux vous assurer que je ne vais pas abuser de votre temps.

Comme vous le savez, ce qui m'intéresse principalement, ce sont les articles qui traitent des droits des autochtones et ceux qui traitent des droits à l'usage des langues. J'aimerais simplement intervenir lorsque c'est nécessaire dans le cas de ces articles.

Je voudrais attirer l'attention du ministre sur le fait que ce qu'on propose dans cet amendement est conforme avec les politiques qu'il a et que j'ai adoptées, que d'autres ministres des Affaires Indiennes et du Nord ont adoptées, soit les politiques que notre Parti a adoptées pour assurer la protection des cultures Inuit et indienne dans le Nord.

Pour vous en fournir un exemple, je dirais que lorsque j'étais ministre, j'ai suivi cette politique qui avait été établie précédemment et lorsque nous avons signé les accords avec la Dome Petroleum dans le Delta du Mackenzie, on avait établi dans cette partie de l'accord se rapportant à la prospection qu'on donnerait la préférence aux Inuit et aux autres autochtones de cette région pour ce qui est des emplois.

La raison pour laquelle on avait agi ainsi c'est que nous avions tenu compte de cette expérience qui avait eu lieu au Yukon au moment de la ruée vers l'or de 1898 alors que beaucoup de gens du Sud se sont rendus dans le Nord et ont tout envahi sans respect pour les gens là-bas et ont ruiné grandement ces terres puis ont pris l'or et ont quitté laissant l'endroit dans une situation désastreuse.

Il y a eu aussi d'autres exemples au Sud du Grand Lac des Esclaves où on avait exploité des mines à ciel ouvert, etc. sans tenir compte des gens qui vivaient là. Nous avons donc établi des stipulations comme quoi la préférence serait donnée en premier lieu aux gens du Nord habitant dans ces régions, dans le cas des mines de Nanisivik dans le Nord de l'Île de Baffin,

[Text]

Arvik on Little Resolute Island—we have all made provision that first preference must be given to the northerners living in that area.

So I think it is quite consistent—this amendment, or something along the lines of this amendment in particular for the North is consistent with our policy.

It is also consistent with the affirmative action provision in Clause 15, where you say there cannot be discrimination in the first part of the clause. But in the second part of the clause you bring in a program to favour disadvantaged groups that will be allowed. I think this kind of amendment, since it deals with a disadvantaged group and it is to protect their cultures, their economies and their communities, it is very consistent with Clause 15 (2) and as I say, with the policy of this government over a long period of time.

Consequently, I will conclude by urging the Minister to consider seriously the substance of this amendment, and if he feels he cannot accept it in the terms in which it is presently I would ask him, if possible, if we could stand this so that he could at least accept it in terms of north of 60° where the situation is particularly sensitive and where the native peoples are still in the majority and look to that part of the country as a homeland in many respects, as French-Canadians look to Quebec, although they live in many other parts of the country.

Mr. Chrétien: I cannot disagree with you, with all the things you have said; and everything you have said can be done under the Charter as it is.

Mr. Allmand: Well, I fail to see that.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to invite Mr. Ittinuar to conclude on the proposed motion.

Mr. Ittinuar: Thank you, Mr. Chairman. I have just a few comments before we close. I would like to place on record the explanatory note by the Inuit Committee on National Issues on the proposed amendment:

This Clause 6(3)(c) ensures that the principle of priority of contracts in employment for northern residents will not be inconsistent with mobility rights applying generally in southern Canada.

We have debated that earlier. It will enable governments to regulate northern immigration to balance local economic and social conditions which might otherwise be disrupted by sudden large influxes of migrant workers.

This position is also held by the governments of the Yukon and the Northwest Territories.

What we are saying, Mr. Chairman, is that while we do not restrict individuals from coming to the North out of their own interests, in fact we welcome them, this clause, as it stands without that amendment would allow indiscriminate development in the north whereby large influxes of people would disrupt society as it exists now and the indiscriminate development of resource would also disrupt a very, very sensitive—and I cannot emphasize this enough—a very delicate environment.

[Translation]

dans le cas de la prospection de Dome Petroleum dans le Delta du Mackenzie et de la Mer de Beaufort et je crois dans le cas d'Arvik sur Little Resolute Island.

Je crois donc que cet amendement est logique et s'inscrit dans la ligne de notre politique particulièrement en ce qui a trait au Nord.

Cet amendement est aussi compatible avec la stipulation se rapportant au programme d'action sociale dans l'article 15 où on indique qu'il ne doit pas y avoir de discrimination. Dans la deuxième partie de cet article, vous présentez un programme en faveur des personnes et des groupes défavorisés. Je crois que cet amendement, puisqu'il traite de groupes défavorisés et protège leur culture et leur économie dans leurs communautés, est tout à fait compatible avec le paragraphe (2) de l'article 15 et, comme je le dis, avec la politique qu'a suivie le gouvernement actuel pendant une très longue période de temps.

En terminant, je prierai le ministre d'étudier avec sérieux le fond de cet amendement. S'il estime qu'il ne peut l'accepter dans le libellé actuel, je lui demanderai s'il ne pourrait le réserver. Il pourrait accepter le fait qu'au nord du 60ième parallèle, la situation est particulièrement délicate. Dans cette région, la population autochtone est encore majoritaire. Elle envisage ce territoire comme sa patrie, comme les Canadiens français considèrent le Québec comme leur patrie, même s'ils vivent dans beaucoup d'autres endroits du pays.

M. Chrétien: Je ne suis pas en désaccord avec vous, mais tout ce que vous proposez peut être fait aux termes de la charte dans son libellé actuel.

M. Allmand: C'est ce qui m'échappe.

Le coprésident (M. Joyal): Je demande à M. Ittinuar de terminer.

M. Ittinuar: Merci monsieur le président. J'ai quelques commentaires à faire avant de terminer. J'aimerais consigner au procès-verbal une note explicative du comité Inuit sur les questions nationales concernant l'amendement proposé:

Cet article 6(3)(c) prévoit que le principe de la priorité en matière d'octrois de contrats pour les résidents du Nord cadre avec le principe de la liberté de circulation et d'établissement qui s'applique de façon générale dans le Sud du Canada.

Nous avons débattu de cette question précédemment. Cela permettra aux gouvernements de réglementer l'immigration dans le Nord et de tenir compte du délicat équilibre de l'économie locale et des conditions sociales dans cette région de notre pays, équilibre qui pourrait être bouleversé par une arrivée massive de travailleurs venant d'autres régions.

Cette position est également la position des gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest.

Ce que nous disons, monsieur le président, c'est que si nous n'empêchons pas des personnes de venir s'installer dans le Nord, en fait nous leur souhaitons même la bienvenue, cet article, s'il n'est pas modifié, permettra une mise en valeur irraisonnable du Nord et l'arrivée massive de travailleurs, ce qui aura pour effet de bouleverser la structure sociale de notre région et son environnement délicat, très délicat.

[Texte]

As well, Clause 6 as it stands would not be enjoyed by northern people for the reasons I have already outlined. They do not enjoy the language of the English. They do not enjoy the use of the French. They have their own particular language and would not be able to enjoy the benefits of this clause, as would southern Canadians.

So the north of 60° is a very special case. It is discriminat- ingly ignored in the clause.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Ittinuar.

I would like now to call the vote.

Mr. Robinson.

Mr. Robinson: I would ask for a recorded vote, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes, certainly.

Mr. Epp: A point of order, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable Jake Epp on a point of order.

Mr. Epp: Mr. Chairman, I think we should go to the vote. But there is one point I would like to make. I spoke today with the leader of the government in the Yukon and the Yukon Territory. I asked him about this amendment and whether the Yukon government could support it, and the answer was no.

I just wanted to put that on the record. Mr. Ittinuar in giving the explanatory note said it was supported by the Yukon government. Today at noon it was not.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Ittinuar.

Mr. Ittinuar: On the same point of order, Mr. Chairman, the Yukon government has changed their position since they made their presentation to this Joint Committee.

As I have said before neither of the territorial governments is known for its humanist values in the North. They play the game as well as the people down here do apparently—unfortunately, Mr. Chairman.

Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Ittinuar.

Amendment negatived: Yeas, 3; Nays, 18.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to go back to Clause 6.

Clause 6 agreed to.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like, then, to invite honourable members to take the amendments relating to Clause 8, and the first amendment is that identified by the letter and figure G-9, Clause 8, page 4.

On Clause 8—*Search or seizure*

The Joint Chairman (Mr. Joyal): It is an amendment moved by the government party.

I would like to invite Mr. Ron Irwin to do so.

Mr. Irwin: Thank you, Mr. Chairman.

[Traduction]

De plus l'article 6 dans son libellé actuel ne s'appliquerait pas à la population du Nord pour la raison que j'ai déjà précisée. Cette population ne parle ni l'anglais ni le français et ne pourrait comme les citoyens du Sud du Canada jouir des avantages de cet article.

Ainsi donc, tout le territoire situé au nord du 60ième parallèle devrait être traité de façon spéciale. Cet article fait preuve de distinction injuste en ignorant une telle situation.

Je vous remercie, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup monsieur Ittinuar.

Nous passons au vote.

Monsieur Robinson.

M. Robinson: Je demande un vote enregistré, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Très bien.

M. Epp: J'invoque le règlement.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Epp invoque le règlement.

M. Epp: Monsieur le président, je crois que nous devrions voter. Cependant, j'aimerais préciser ceci: j'ai parlé aujourd'hui au chef du gouvernement du Territoire du Yukon. Je lui ai demandé si cet amendement serait appuyé par le gouvernement du Yukon et il m'a répondu que non.

Je voulais apporter cette précision car M. Ittinuar en citant la note explicative a dit que le gouvernement du Yukon appuyait cet amendement. Après vérification ce midi, cela n'est pas le cas.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Ittinuar.

M. Ittinuar: Au sujet du même rappel au règlement, monsieur le président, le gouvernement du Yukon a changé alors sa position depuis sa comparution devant le comité.

Comme je l'ai dit auparavant, aucun de ces deux gouvernements territoriaux n'est connu pour sa défense des valeurs humaines dans le Nord. Ils jouent leur rôle tout comme on fait ici malheureusement.

Je vous remercie.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Ittinuar.

L'amendement est défait par 18 voix contre 3.

Le coprésident (M. Joyal): Revenons à l'article 6.

L'article 6 est adopté.

Le coprésident (M. Joyal): Nous allons maintenant aborder les amendements à l'article 8. Le premier sera l'amendement G-9, article 8, page 4.

Article 8—*Fouilles, perquisitions et saisies*

Le coprésident (M. Joyal): Il s'agit-là d'un amendement proposé par le gouvernement.

J'invite M. Ron Irwin à le présenter.

M. Irwin: Merci, monsieur le président.

[Text]

I move that Clause 8 of the proposed constitution act, 1980 be amended by striking out lines 28 to 31 on page 4 and substituting the following:

Search or seizure

8. Everyone has the right to be secure against unreasonable search or seizure.

Il est proposé

Que l'article 8 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 30 et 31, de ce qui suit:

«les fouilles, les perquisitions ou les saisies abusives.»

Merci, monsieur le président.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Irwin.

The Chair has been informed that the New Democratic Party has a subamendment to the present amendment, and I would like to invite Mr. Robinson to move the subamendment presented by the New Democratic Party and to make the usual comments.

Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Chairman, the subamendment to Clause 8 would read as follows:

I move that the proposed amendment to Clause 8 of the proposed constitution act, 1980 be amended by striking out all the words after the word "right" and substituting the following: "not to be subjected to unreasonable search or seizure of person or property".

Et en français: il est proposé

Que le projet de modification de l'article 8 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié en remplaçant le mot «abusifs» par ce qui suit:

«ou les prises de corps abusives».

The Joint Chairman (Mr. Joyal): If I may suggest, Mr. Robinson, before you make the usual presentation, instead of using the words "prises de corps" that you use maybe the words "arrestations abusives". I have some reservations as to the meaning of the words "prises de corps" in the context of "arrestations".

If you agree, the Chair will substitute the word "arrestations" for "prises de corps".

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I am quite prepared to rely on your wisdom in the matter of the translation from French to English, particularly in this context.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, the purpose of this amendment is to recognize that while the government is prepared to move on the question of the original Clause 8 which would have subjected protection to the right to be sure against unreasonable search or seizure, merely to the rule that there had to be a law justifying that search or seizure, the govern-

[Translation]

Je propose que l'article 8 du projet de loi constitutionnel de 1980 soit modifié par la substitution, aux lignes 30 et 31, de ce qui suit:

Search or seizure

8. Everyone has the right to be secure against unreasonable search or seizure.

I move

that paragraph Clause 8 of the Constitution Act, 1980 be amended by striking out lines 28 to 31 on page 4 and substituting the following:

Les fouilles, les perquisitions ou les saisies abusives.

Thank you, Mr. Chairman.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Irwin.

Le président a été informé que le parti Néo-Démocrate souhaite proposer un sous-amendement à cet amendement. Je demanderais donc à M. Robinson de présenter son sous-amendement.

Monsieur Robinson.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Voici notre sous-amendement, monsieur le président:

Je propose que le projet de modification de l'article 8 du projet de loi constitutionnel de 1980 soit modifié en remplaçant le mot «abusif» par ce qui suit: «ou les prises de corps abusives».

And here is the translation:

I move that the proposed amendment to Clause 8 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out all the words after the word "right" and substituting the following:

"not to be subjected to unreasonable search or seizure of personal property".

Le coprésident (M. Joyal): Avant que vous ne fassiez vos commentaires, monsieur Robinson, je vous proposerais de remplacer les mots «prises de corps» par les mots «arrestations abusives». J'ai en effet certaines réserves quant à l'utilisation de l'expression «prises de corps» lorsqu'il s'agit d'arrestations.

Êtes-vous d'accord pour ce remplacement?

M. Robinson: Je suis tout à fait disposé à me fier à votre sagesse en matière de traduction vers le français, surtout dans ce contexte.

Le coprésident (M. Joyal): Merci.

M. Robinson: Nous reconnaissons, monsieur le président, que le gouvernement est prêt à modifier l'article 8, afin de soumettre la protection contre les fouilles, perquisitions et saisies abusives à un critère de justification. En d'autres mots, suite aux déclarations de nombreux témoins, le gouvernement

[Texte]

ment now recognizes, in response to many, many witnesses who have appeared before us, that that was no entrenchment at all.

The purpose of our amendment is to make explicit something which I would assume was probably meant to be implicit, and that is that this amendment is to apply to both person and property and not just to the person.

Indeed, it is my understanding that in the French version it is more clearly stated. I believe the French word is "perquisitions". I believe that more explicitly refers to the concept of premises, Mr. Chairman—and property, of course.

Unfortunately, the English version of this does not make it explicit as would appear to be the case in the French version and certainly the explanatory booklet which accompanied the proposed constitutional resolution I do not seem to have with me at the moment.

In any event that booklet stated that this amendment was intended to apply to both person and property.

It is for that reason, as I say, because of the ambiguity of leaving it unclear that I wish to propose this amendment, referring explicitly to both person and property and to point out that the wording in English, as the government's amendment would propose, does not adequately make that clear. It says that everyone has the right to be secure against unreasonable search or seizure. It could be interpreted narrowly there to mean that we are strictly speaking about the person, and it is to make that explicit.

I would hope that the government side would be prepared to accept this clarifying amendment to their proposal.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

The honourable John Fraser.

Mr. Fraser: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Chairman, through you my first question is directed to the Minister.

I notice that in Clause 8 the words state that everyone has the right to be secure—and this is the government's amendment—against unreasonable search and seizure.

Mr. Chrétien: It says "and or".

Mr. Fraser: I am sorry, I may be reading the wrong document.

Mr. Chrétien: The document you have says "and" and the amendment proposed by Mr. Irwin says "or".

• 2035

Mr. Fraser: That was my first point and I am glad that is corrected. That I think is the way it ought to read, and I am satisfied on that.

The amendment that has been proposed seems eminently sensible and I would invite the Minister to tell us why it could not meet with the accommodation of the government.

Mr. Chrétien: The accommodation of . . .

[Traduction]

est prêt à reconnaître que sa proposition originelle ne constituait pas une protection adéquate.

L'objectif de notre amendement, dans ce contexte, est d'explicitier quelque chose qui, je le suppose, était sans doute implicite, à savoir que la protection doit s'appliquer à la fois aux personnes et aux biens.

Je crois d'ailleurs comprendre que cela est mieux explicité dans la version française, où l'on utilise le mot «perquisitions». D'après moi, cela concerne en effet clairement des fouilles dans des locaux, c'est-à-dire des biens.

Malheureusement, la version anglaise n'est pas aussi claire que la version française du projet de loi ou que le livret explicatif qui nous a été fourni.

Quoi qu'il en soit, ce livret indiquait que l'amendement devait s'appliquer aussi bien aux personnes qu'aux biens.

C'est donc afin d'apporter les précisions nécessaires que je propose ce sous-amendement. Puisque l'amendement du gouvernement indique que chacun a le droit d'être protégé à l'égard des fouilles et saisies abusives, on pourrait interpréter cette disposition comme s'appliquant strictement aux personnes.

J'espère que les représentants du gouvernement seront prêts à accepter ces précisions.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

L'honorable John Fraser.

M. Fraser: Merci, monsieur le président.

Ma première question s'adresse au ministre, monsieur le président.

Je constate que l'amendement gouvernemental à l'article 8 indique que chacun a droit à la protection contre les fouilles, les perquisitions ou les saisies abusives.

M. Chrétien: L'amendement comprend les mots «et-ou».

M. Fraser: Veuillez m'excuser, je ne lis peut-être pas le bon document.

M. Chrétien: Le document que vous avez comporte le mot «et» et l'amendement de M. Irwin comporte le mot «ou».

M. Fraser: Je suis heureux que vous m'ayez donné cette précision. C'est en effet une version beaucoup plus satisfaisante.

Cet amendement me paraît tout à fait raisonnable et je voudrais demander au ministre pourquoi le gouvernement ne le juge pas acceptable.

M. Chrétien: Lequel?

[Text]

Mr. Fraser: ... of the government. What is the difficulty that the Minister finds in the additional words that are being proposed in the amendment to the government's proposition?

Mr. Chrétien: It is an unnecessary addition, it is not needed. What is written there is sufficient to cover that problem and these two words added do not clarify and do not add anything, according to the drafters, so why put words for nothing there. There is enough, anyway.

I am told that it might be under certain circumstances interpreted to restrict the meaning rather than to expand that meaning.

Mr. Fraser: Just a moment, can I see the exact words that you are proposing. I do not have them in front of me.

Mr. Robinson: The exact words are "not to be subjected to unreasonable search or seizure of person or property".

Mr. Fraser: That is the whole point. The Minister says that they add nothing. Quite frankly, they add a great deal and as it stands in Clause 8, as the government proposes it, everyone has the right to be secure against unreasonable search or seizure; seizure of what, seizure of property or seizure of person and search of property or search of person.

Mr. Tassé: Mr. Chairman, there are court decisions both in this country and in the United States to the effect that the search or seizure that we are talking about could apply to either persons or property and in effect if we were to restrict it in the way that Mr. Robinson in his amendment proposes it might have the effect of curtailing or restricting the right that is guaranteed by Clause 8 in this way, that in the United States similar provisions have been interpreted to cover voice communication, the interception, in other words, of communication, telephone conversations, and in effect if we were to restrict it to the seizure of persons or property we might leave out the possibility that a court would in the future say that this clause does in effect extend to the interception of voice communications. So we are in effect saying that this is unnecessary, on the interpretation that these words have received in Canada, that it might in effect restrict the right that we think should be guaranteed under this clause.

Mr. Fraser: I take it that you are saying that if we put in the words "of person or property" that that would mean that an illegal interception of a conversation would not be covered.

Mr. Tassé: Yes, Mr. Fraser. I am saying if we qualify search or seizure the way that Mr. Robinson is saying it would be possible for a court to say that a search or seizure that we are talking about must be one that relates to property or the seizure of a person; and the seizure or the interception of a voice communication, a telephone conversation, would not be covered by these words, and in effect the right that is contemplated here would not reach that kind of interception, and we think that this is a right that should extend to voice communications.

I might add that in so far as persons are concerned if we are talking of the seizure of a person that right is covered by the next clause, Clause 9, where we talk about their right not to be

[Translation]

M. Fraser: Le ministre pourrait-il nous dire quels problèmes lui posent les mots supplémentaires qui sont proposés dans l'amendement à la proposition du gouvernement?

M. Chrétien: Il s'agit simplement d'une précision inutile. Notre proposition est tout à fait suffisante pour faire face à ce problème et les deux mots proposés n'ajoutent rien et ne précisent rien, selon les auteurs de l'amendement.

En fait, on m'indique que les mots qui sont proposés pourraient éventuellement donner lieu à une interprétation restrictive, ce qui serait tout à fait contraire à l'objectif visé.

M. Fraser: Pourriez-vous me citer le texte exact de ce que vous proposez? Je ne l'ai pas sous les yeux.

M. Robinson: Nous proposons d'ajouter les mots «ou les arrestations abusives», en matière de protection contre les fouilles, les perquisitions et ou les saisies.

M. Fraser: Le ministre dit que cela n'ajoute rien. D'après moi, cela ajoute beaucoup de choses. Le gouvernement nous dit que son amendement fournit à chacun la protection à l'égard des fouilles abusives mais je crois qu'il est important de savoir s'il s'agit des fouilles s'appliquant aux personnes ou des fouilles s'appliquant aussi bien aux biens qu'aux personnes.

M. Tassé: Les précédents juridiques, aussi bien au Canada qu'aux États-Unis, monsieur le président, établissent que les fouilles ou perquisitions dont nous parlons concernent aussi bien les personnes que les biens. En fait, si nous devons adopter la proposition de M. Robinson, nous aboutirions à restreindre le droit garanti par l'article 8. En effet, aux États-Unis des dispositions identiques ont été interprétées par les tribunaux comme s'appliquant aux communications par téléphone. Si nous devons donc limiter l'application de l'amendement aux fouilles ou perquisitions concernant les personnes ou les biens, il se pourrait fort bien qu'un tribunal décide à l'avenir que l'article ne s'applique pas à l'interception des communications téléphoniques. Nous affirmons donc que ce sous-amendement est inutile, du fait de l'interprétation que ces mots ont déjà reçue, au Canada. En d'autres mots, ce sous-amendement pourrait aboutir à restreindre les droits garantis par l'article.

M. Fraser: Vous voulez donc dire que si nous ajoutions les mots «des personnes ou des biens», cela signifierait que l'interception illégale d'une conversation ne serait pas touchée par l'amendement.

M. Tassé: C'est exactement cela, monsieur Fraser. Si nous adoptons l'amendement de M. Robinson, un tribunal pourra fort bien affirmer que les fouilles ou perquisitions dont nous parlons sont obligatoirement des activités concernant les biens ou les personnes. Il pourrait donc fort bien en conclure que l'interception d'une communication téléphonique n'est pas touchée par ces mots, ce qui signifie que la protection générale envisagée au début ne serait plus aussi générale. D'après nous, cette protection devrait concerner également les communications téléphoniques.

Je pourrais ajouter qu'en ce qui concerne la protection à l'égard des saisies des personnes, elle est fournie par l'article

[Texte]

arbitrarily detained or imprisoned. So far as the person is concerned and the seizure of person that would be covered by the next clause.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Fraser.

I invite the honourable Perrin Beatty followed by the honourable James McGrath.

Mr. Beatty: Mr. Chairman, I wonder whether I could ask the mover of the subamendment a couple of questions, just to get some clarification. I wonder whether Mr. Robinson might indicate when the subamendment he has moved says "everyone has the right not to be subjected to unreasonable search or seizure of person or property" he is referring here, if I understand him correctly, to seizure of property—that everyone has the right not to be subjected to unreasonable seizure of property. Is that correct?

Mr. Robinson: We are looking at the global concept of protection from unreasonable search or seizure of person or of property.

Mr. Beatty: So seizure then does refer to property here as well in your understanding.

Mr. Robinson: We would have to look at the over-all concept of the phrase "search or seizure" as it has been applied by the courts in this particular area.

Mr. Beatty: Are you not certain what it means? I am sorry, I just want to get some clarification, are you not certain that this refers to improper seizure of property?

Mr. Robinson: No, we are very concerned that the clause itself should be made explicit, that the protection of an individual from arbitrary or unreasonable search or seizure should extend both to that individual's person and to that individual's property, the special protection that is dealt with by the words "search or seizure".

Mr. Beatty: Right, and by everyone do you refer simply to individuals or does this refer to associations such as corporations?

Mr. Robinson: My understanding of the word "everyone" as it has been interpreted earlier, Mr. Chairman, is that it is not restricted to natural persons but would also extend to the family farm, for example.

Mr. Beatty: And the multinational corporations as well, Mr. Robinson?

Mr. Robinson: Mr. Chairman, certainly the interpretation of the word "everyone" has not been restricted on the basis of citizenship according to the law officers of the Crown so far.

Mr. Beatty: I wonder whether I could get clarification from the officials in the Department of Justice. Mr. Robinson seems to feel that search or seizure should be looked at as a phrase where the two components were inseparable, if I understand his definition properly. Could a court not construe unreasonable seizure of property as an incident which would be intolerable by itself? In other words, could you not have either unreasonable search of property or unreasonable seizure of property from this wording?

[Traduction]

suitant, c'est-à-dire l'article 9, qui parle du droit à la protection contre la détention ou l'emprisonnement arbitraire.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Fraser.

Je donne la parole à l'hon. Perrin Beatty puis à l'hon. James McGrath.

M. Beatty: Je voudrais poser quelques questions à l'auteur du sous-amendement, monsieur le président. M. Robinson pourrait-il nous dire si son sous-amendement, qui aurait pour effet de dire que chacun a droit à la protection contre les fouilles, les perquisitions et les saisies ou arrestations abusives signifie bien que chacun a le droit d'être protégé contre toute saisie abusive de ses biens?

M. Robinson: Notre objectif est d'inclure dans la loi le principe global de protection contre toute saisie abusive de personnes ou de biens.

M. Beatty: Donc, d'après vous, les saisies s'appliquent également aux biens?

M. Robinson: Il suffit d'examiner le principe général d'interprétation de l'expression «fouille, perquisition et saisie», par les tribunaux, dans ce domaine particulier.

M. Beatty: N'êtes-vous pas certain de la signification de votre sous-amendement? N'êtes-vous pas certain qu'il s'applique précisément aux saisies abusives de biens?

M. Robinson: Notre seul objectif est d'indiquer ce principe clairement dans l'article. En d'autres mots, la protection accordée à l'égard des saisies arbitraires ou déraisonnables devrait s'appliquer non seulement aux personnes mais également aux biens.

M. Beatty: Très bien. Lorsque vous parlez des personnes, voulez-vous parler uniquement des individus ou également des associations et des entreprises?

M. Robinson: Selon l'expression donnée antérieurement du mot «chacun», ce mot n'est pas restreint aux personnes physiques mais s'étend également aux personnes morales, telle qu'une firme familiale, par exemple.

M. Beatty: Ainsi qu'aux entreprises multinationales?

M. Robinson: A ma connaissance, le mot «chacun» n'a jamais été interprété de manière restrictive, en fonction de la citoyenneté.

M. Beatty: Puis-je avoir des précisions à ce sujet de la part des responsables du ministère de la Justice? Si je comprends bien M. Robinson, les fouilles, perquisitions et saisies représentent des activités qui doivent être envisagées ensemble. Un tribunal ne pourrait-il cependant pas conclure que la saisie abusive d'un bien représente un incident intolérable en soi? En d'autres mots, ne pourrait-on pas conclure que des fouilles abusives de biens et des saisies abusives de biens sont distinctes?

[Text]

Mr. Jordan: Yes, Mr. Beatty, I think that is the correct interpretation. Unless you had a lawful warrant or an order from the court to go and seize the property in question, it would fall under this category.

Mr. Beatty: Mr. Chairman, I see that you are saying one last question. Could I ask Mr. Robinson the last question?

Mr. Robinson, have you checked this wording with the Government of Saskatchewan to see whether or not they approve of it and if so what effect they feel it would have, for example, on the nationalization of the potash industry?

Mr. Robinson: Mr. Chairman, naturally if we were to discuss this particular amendment with anybody it would probably be the Government of the Province of Prince Edward Island.

Mr. Beatty: Have you done that?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to invite the Honourable James McGrath on this same subamendment.

Mr. McGrath: I just merely want to ask for some clarification because my questions in the main were covered by Mr. Beatty but I just want to ask for clarification because I am supportive of the subamendment. I wanted to ask Mr. Robinson how his amendment is consistent with the position that he and his colleagues took on Clause 7 whereby you succeeded by one means or another in getting the government to oppose our amendment which would include property rights in Clause 7. Now you are asking for protection of the property rights which you denied in the foregoing clause. That smacks to me of typical NDP inconsistency, and I think we are entitled to an explanation.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, naturally we are dealing here with Clause 8, not with Clause 7, and we should be dealing with Clause 8 on its merits. As the law officers of the Crown have indicated this concept would in any event deal with the protection from arbitrary search or seizure of persons or property, and that point was made very clear, Mr. Chairman, in our discussions with respect to Clause 7.

It was pointed out without any doubt whatsoever by myself that there were other provisions in the proposed charter and I explicitly referred to Clause 8 which protected the family farm which Mr. Beatty and Mr. McGrath were so concerned about at that time; which protected the religious associations which they and I are so concerned about, Mr. Chairman; and it was because that protection remained in the resolution that we felt that the sweeping extension which was proposed by the Conservative Party, talking about the concept of enjoyment of property and applying whatever fundamental justice means to the enjoyment of property, might represent a massive intrusion into provincial jurisdiction.

On that basis, Mr. Chairman, in an attempt to salvage the asbestos industry in the Province of Quebec and the potash industry in the Province of Saskatchewan and to protect the very rapidly diminishing land supply in the Province of Prince

[Translation]

M. Jordan: Votre interprétation est exacte, monsieur Beatty. Ce genre d'activités, non justifiées par un mandat officiel, tomberaient dans cette catégorie.

M. Beatty: Puisque vous êtes sur le point de m'interrompre, monsieur le président, puis-je poser une dernière question à M. Robinson?

Avez-vous vérifié l'interprétation de cette expression avec le gouvernement de la Saskatchewan, monsieur Robinson, afin de connaître l'impact que votre sous-amendement pourrait avoir sur la nationalisation de l'industrie de la potasse dans cette province, par exemple?

M. Robinson: Évidemment, monsieur le président, si nous devons discuter de ce sous-amendement avec quelqu'un, ce serait probablement avec des représentants du gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard.

M. Beatty: L'avez-vous fait?

Le coprésident (M. Joyal): Je donne maintenant la parole à l'hon. James McGrath.

M. McGrath: Je voudrais simplement avoir certaines précisions, puisque mes questions principales ont déjà été posées par M. Beatty. En fait, j'appuie ce sous-amendement. Je veux simplement demander à M. Robinson si ce sous-amendement est conforme à la position que les membres de son parti ont adoptée à l'égard de l'article 7, position qui leur a permis d'obtenir que le gouvernement s'oppose à notre amendement à l'égard de la protection des biens à l'article 7. Si je comprends bien, vous demandez maintenant la protection des biens que vous avez refusée à l'article précédent. Cela me semble refléter l'incohérence typique du parti néo-démocrate et j'estime que nous avons droit à des explications.

M. Robinson: Il est évident, monsieur le président, que l'article 8 est différent de l'article 7. Cependant, comme nous l'avons indiqué à l'égard de ce dernier article, les juristes de la Couronne ont indiqué que le principe de la protection des biens découlerait naturellement de la protection à l'égard des fouilles, perquisitions et saisies abusives, s'appliquant aussi bien aux personnes qu'aux biens.

En d'autres mots, lors de la discussion sur l'article 7, j'avais indiqué qu'il ne faisait aucun doute, dans mon esprit, que la protection à l'égard des biens pouvait être fournie par d'autres articles de la charte et j'avais précisément mentionné l'article 8. A ce moment-là, M. Beatty et M. McGrath nous avaient dit qu'ils tenaient absolument à protéger les fermes familiales ou les associations religieuses. Étant donné que, selon nous, cette protection était fournie par d'autres articles de la charte, nous avons considéré que l'amendement de portée extrêmement générale que proposait le parti Conservateur, qui aboutissait à établir le principe de la jouissance des biens en y appliquant tous les principes de justice fondamentale, risquait de représenter une ingérence massive dans des domaines de compétence provinciale.

C'est pour cette raison, c'est-à-dire pour essayer de protéger l'industrie de l'amiante, au Québec, l'industrie de la potasse, en Saskatchewan, ou les terres de plus en plus fréquemment accaparées par des propriétaires étrangers, dans l'Île-du-

[Texte]

Edward Island from incursion of foreign ownership we believe that the amendment to Clause 7 was inappropriate and we believe that the proposed amendment to Clause 8 will deal with the real concerns of the family farm owners in Canada.

Some hon. Members: Hear, hear.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. McGrath. I think, Mr. McGrath, that you have opened the door so that someone else has used your time on your behalf.

Mr. McGrath: I just merely wanted to ask Mr. Robinson how he can on the one hand expect the right to security of property and on the other hand he is denying the right to hold property. That is all, Mr. Chairman.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, as we indicated on a number of occasions, the right to hold property is all very well for those who have means to hold property but we question singling out this particular economic right in Clause 7, recognizing that there were certain protections in the remaining part of the resolution, namely in Clause 8, which dealt with some of the concerns that had been expressed by my friends in the Conservative Party but did not take in, in the sweeping kind of manner that they sought to take in, the enjoyment of property at the same time that they did not make any suggestions whatsoever with respect to other fundamental economic or social rights in this country.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I do not have any other speakers on my list and I would like then . . .

Mr. Fraser: Just a point of order, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Honourable John Fraser on a point of order.

Mr. Fraser: Very briefly, despite the inconsistencies that my friend Mr. Robinson is labouring under and trying mightily to explain, we are still going to support his amendment.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Fraser. Honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, I want to say to Mr. Robinson, now that he has turned himself inside out, that I want to convey to him our thanks and also indicate to him because he is now including property we will be supporting him.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like then to call the vote. Mr. Robinson.

Mr. Robinson: I would like to make reference to the document which I was searching for earlier, that is the government explanatory document called *The Canadian constitution, 1980* and with respect to this particular section, this important section, it states

right to security against unlawful searches or seizures.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): With great deference, Mr. Robinson, the Chairman has already called the vote on the motion and I think that the Chair is not really too strict by saying to you that you had plenty of opportunities by the

[Traduction]

Prince-Édouard, que nous avons considéré que l'amendement proposé à l'article 7 était inapproprié. Nous estimons que l'amendement proposé à l'article 8 répondra aux objectifs très légitimes qui ont été exprimés à l'égard des petits propriétaires fonciers du Canada.

Des voix: Bravo.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur McGrath. Par votre question, monsieur McGrath, je pense que vous avez donné à quelqu'un d'autre la possibilité d'utiliser votre temps de parole.

M. McGrath: Je voulais simplement demander à M. Robinson comment il pouvait, d'une part, essayer de garantir le droit à la protection des biens et, d'autre part, refuser le droit de posséder des biens. C'est tout.

M. Robinson: Comme nous l'avons indiqué à maintes reprises, monsieur le président, le droit de posséder des biens est certainement très valable pour ceux qui en ont les moyens mais nous ne pensons pas qu'il devrait être garanti par l'article 7. En effet, considérant que d'autres articles de la charte, c'est-à-dire essentiellement l'article 8, garantissent les droits qui préoccupent tellement mes amis du parti Conservateur, nous n'avons pas pu accepter la garantie de portée extrêmement vaste que ce parti a essayé d'inscrire à l'article 7, alors que celle-ci ne prévoyait absolument rien à l'égard des autres droits sociaux et économiques fondamentaux de nos concitoyens.

Le coprésident (M. Joyal): Je n'ai plus d'autres noms sur ma liste et je voudrais . . .

M. Fraser: Un rappel au Règlement, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): L'hon. John Fraser, pour un rappel au règlement.

M. Fraser: Je voudrais préciser, monsieur le président, que nous allons quand même appuyer l'amendement de notre ami M. Robinson, malgré les incohérences nombreuses dont témoigne son discours.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Fraser. L'hon. Jake Epp.

M. Epp: Je tiens à signaler publiquement la volte-face de M. Robinson, monsieur le président, et le remercier en même temps d'avoir maintenant accepté d'inclure dans la charte la protection des biens.

Le coprésident (M. Joyal): Nous pouvons procéder au vote. Monsieur Robinson.

M. Robinson: Je voudrais faire allusion au document que je cherchais il y a un instant, il s'agit des notes explicatives que le gouvernement intitule «La constitution canadienne, 1980», où il est dit au sujet de cet important article:

le droit à la protection contre les fouilles et les saisies illégales.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Robinson, je me dois de vous rappeler que j'ai déjà annoncé le vote sur cette motion. Je pense qu'il ne serait pas trop sévère de vous signaler que vous avez eu tout le temps voulu d'exposer votre point de vue,

[Text]

questions that were put to you to state your points of view and I think that at this point the Chair should go on with the vote.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I am sorry, I thought there was an opportunity to conclude with a three minutes reply.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I think that you were the last one to speak before the Chair called the vote, if I remember well, on my list. I think that is undisputable.

So I would like then to call the vote.

An hon. Member: Recorded vote.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to invite the Clerk of the Senate to call the vote on the subamendment as moved by the NDP Party.

Amendment negatived: yeas, 9; nays, 15.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): So we come back to the main amendment as moved by Mr. Irwin. Mr. Robinson on the amendment.

Mr. Robinson: Just a question, Mr. Chairman, with respect to the extent of this amendment, would you comment, Mr. Minister, on the possibility that this particular amendment may severely restrict the applicability or indeed the existence of writs of assistance.

You will recall that the British Columbia Civil Liberties Association raised their concern on this particular matter, that writs of assistance are unprecedented in any other country in the Western World and that they hoped that this particular provision might restrict that.

What would be your opinion based on the discussions with the law officers of the Crown on the continuity of these draconian documents.

Mr. Jordan: Mr. Chairman, Mr. Robinson, I think Mr. Kaplan before the Committee last week addressed this question and indicated that it was our view that one would have to take a fresh look at the writs of assistance to see if they were issued and authorized in a fashion which would meet the unreasonable search and seizure criteria, and there could be certain problems there. I think he also pointed out that there was a moratorium on further issuance of any of them in the meantime. That does not address your question, I think the answer is yes, these would have to be subject to a thorough review to determine whether or not the blanket fashion in which they may be authorized now would constitute an unreasonable use of that writ as a means of gaining a search or seizure as the case may be—a search, I suppose.

Mr. Robinson: Thank you. I understand that Mr. Kaplan gave that interpretation. However, in view of certain confusions with respect to other interpretations of Mr. Kaplan, I had hoped that perhaps the Minister of Justice might clarify this matter.

Was then Mr. Jordan speaking on your behalf, Mr. Minister, on that?

Mr. Chrétien: I asked him to speak.

Mr. Robinson: On your behalf?

Mr. Chrétien: Of course.

Mr. Robinson: The final question, Mr. Chairman, on the proposed amendment deals with the matter of mail openings

[Translation]

en réponse aux questions qui vous ont été posées. Je pense qu'il est grand temps que nous votions.

M. Robinson: Monsieur le président, excusez-moi. Je pensais que vous me donniez trois minutes pour conclure.

Le coprésident (M. Joyal): Vous étiez le dernier à prendre la parole avant que j'annonce la mise aux voix. C'est un fait.

Je voudrais mettre la motion aux voix.

Une voix: Que le vote soit enregistré.

Le coprésident (M. Joyal): Je demanderais au greffier du Sénat d'enregistrer le vote sur le sous-amendement présenté par le Nouveau parti démocratique.

L'amendement est rejeté par 15 voix contre 9.

Le coprésident (M. Joyal): Nous revenons donc à l'amendement principal présenté par M. Irwin. Monsieur Robinson.

M. Robinson: Je voudrais poser une question au sujet de la portée de cet amendement. Monsieur le ministre, pouvez-vous nous dire s'il est possible que cet amendement restreigne largement l'utilisation des mandats de main-forte?

Vous vous souviendrez que l'Association des libertés civiles de Colombie-Britannique a soulevé cette question car les mandats de main-forte sont inconnus dans les autres pays de l'hémisphère occidental et les représentants de l'Association espéraient que cette disposition pourrait les retreindre.

Pouvez-vous nous donner votre opinion par suite des discussions que vous avez sûrement eues là-dessus avec les autorités juridiques?

M. Jordan: Monsieur le président, je pense que la semaine dernière M. Kaplan a abordé cette question en comité et il a indiqué qu'un examen général de toute la question des mandats de main-forte s'imposait afin de voir s'ils étaient émis et autorisés contrairement à ce qui est raisonnable suivant les critères applicables à la fouille et à la saisie. Il pourrait y avoir certains problèmes. Je tiens à signaler qu'on a cessé d'émettre ces mandats entre-temps. En réponse à votre question, oui, désormais les mandats de main-forte devraient faire l'objet d'une attention particulière afin de déterminer s'ils ne sont pas autorisés d'une façon arbitraire pour permettre les fouilles et les saisies, en tous cas les fouilles.

M. Robinson: Merci. Vous m'avez répété l'interprétation donnée par M. Kaplan. Étant donné qu'il y a eu malentendu au sujet d'autres interprétations données par M. Kaplan, j'espère que le ministre pourra nous confirmer ce que vous venez de dire.

M. Jordan parlait-il en votre nom, monsieur le ministre?

M. Chrétien: C'est moi qui lui ai demandé de répondre.

M. Robinson: En votre nom?

M. Chrétien: Bien sûr.

M. Robinson: Une dernière question. C'est au sujet de l'ouverture du courrier car il en a été question un peu plus tôt

[*Texte*]

and there was some discussion earlier today about the question of mail opening, the opening of first class mail by members of the Royal Canadian Mounted Police.

Is it your view that this particular protection of the right to be secure against unreasonable search or seizure could have any effect whatsoever on the existing opening of first class mail, or possibilities of legislation which the present Solicitor General has indicated he personally supports to permit the opening of first class mail.

Mr. Chrétien: We will pass legislation on that and the court will apply its test to it. I cannot decide for the court. The problem of mail opening and the activities of the police to track down people who are criminals or are involved in espionage and what not is a different problem and that will have to meet that test.

Mr. Robinson: Have you had any interpretations or any advice from law officers of the Crown as to the likely success of a challenge to mail openings of first class mail by the RCMP if this provision is enacted.

Mr. Chrétien: I do not know if the law will be changed in terms of mail openings. If the law is changed, it will have to meet that test.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Robinson. The Honourable Senator Tremblay.

L'honorable sénateur Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Peut-être que ma question ne se pose plus. Nos greffiers viennent de me dire qu'il y avait un changement dans la version française en ce qui concerne les lignes qui se trouvaient remplacées par l'amendement alors que si on lisait dans la version que j'avais sous les yeux «par substitution aux lignes 30 et 31», ça laissait tout le reste de l'article alors que l'amendement en anglais supprime les dernières lignes de l'article 8.

Alors, ma question a été clarifiée par cette correction.

Le coprésident (M. Joyal): C'est tout à fait juste, sénateur Tremblay, il faut en effet remplacer dans la version française le mot et le chiffre «et 31» par le mot et le chiffre «à 33».

Le sénateur Tremblay: C'est cela.

Le coprésident (M. Joyal): De 30 à 33, pour assurer la concordance exacte des deux textes.

• 2055

Amendment agreed to.

Clause 8 as amended to.

On Clause 9—*Détention or imprisonment*

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like then to invite the honourable members to take the amendments dealing with Clause 9, and there are two amendments dealing with Clause 9. The first one is the amendment identified as G-10, Clause 9, page 4, and it is an amendment introduced by the government party and I would like to invite Mr. Irwin to move the amendment.

[*Traduction*]

aujourd'hui au sujet de l'amendement proposé, plus particulièrement de l'ouverture du courrier de première classe par des membres de la Gendarmerie royale du Canada.

Pensez-vous que cette protection contre les fouilles, les perquisitions et les saisies abusives pourrait avoir des ramifications en ce qui a trait à l'ouverture du courrier de première classe, étant donné que le Solliciteur général actuel a annoncé qu'il appuierait personnellement des mesures législatives permettant l'ouverture de ce courrier?

M. Chrétien: Nous adopterons des mesures législatives à cet égard et ce sont les tribunaux qui devront les appliquer. Je ne peux pas vous dire ce que décideront les tribunaux. Le problème de l'ouverture du courrier quand la police essaye de dépister des criminels ou des espions est différent et ils faudra que les tribunaux interprètent la loi.

M. Robinson: Est-ce que les autorités juridiques que vous avez consultées vous ont donné une interprétation quant à la possibilité de contester l'ouverture du courrier de première classe par la Gendarmerie royale si cette disposition est adoptée?

M. Chrétien: Je ne sais pas si la loi sera modifiée pour ce qui est de l'ouverture du courrier. Si la loi est modifiée, il faudra que les tribunaux l'interprètent.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Robinson. Sénateur Tremblay.

Senator Tremblay.

Senator Tremblay: Maybe my question has already been answered. Our clerk has just told me that there has been a change in the French text, as for the number of the line that would be substituted. I thought it was by substituting two lines, 30 and 31, which would have meant that the remainder of the clause would have been left unchanged. The English amendment removed the last lines of Clause 8.

Now I have had an answer to my question.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): You are right, Senator Tremblay, in the French version the word and the number "et 31" should be replaced by the word and the number "à 33."

Senator Tremblay: That is right.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): For consistency purposes, it has to be lines 30 to 33.

L'amendement est adopté.

L'article 8 amendé est adopté.

L'article 9—*Détention ou emprisonnement*

Le coprésident (M. Joyal): Je mets en délibération les amendements proposés à l'article 9. Il y en a deux. Le premier porte le numéro G-10, article 9, page 4, et c'est un amendement proposé par le gouvernement. J'invite M. Irwin à présenter l'amendement.

[Text]

Mr. Irwin: Mr. Chairman, I am pleased to move that Clause 9 of the proposed constitution act, 1980 be amended by striking out lines 32 to 35 on page 4 and substituting the following:

Everyone has the right not to be arbitrarily detained or imprisoned.

En français. Il est proposé

Que l'article 9 du projet de Loi constitutionnelle 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 34 à 38, page 4, de ce qui suit:

«9. Chacun a droit à la protection contre la détention ou l'emprisonnement arbitraire.»

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Irwin.

The next amendment is in fact a subamendment to the main amendment and it is an amendment moved by the conservative Party and I would like to invite perhaps the honourable James McGrath to move the amendment.

Mr. McGrath: If you would perhaps ask Mr. Fraser.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Honourable John Fraser. To help the honourable members identify that amendment, it is the one with the letters CP-5, Clause 9, page 4. It is a subamendment to the main amendment as moved by Mr. Irwin.

Honourable John Fraser.

Mr. Fraser: Well, Mr. Chairman, I will have to ask the indulgence of the Committee because I cannot find the clause.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Well, I think I will ask the Clerk to provide you with the package of amendments because I see that you do not have all the information needed there.

Mr. Fraser: I have it here.

The amendment as it presently is stated, Mr. Chairman, this is the government redraft:

Everyone has the right not to be arbitrarily detained or imprisoned.

And the amendment which we are proposing would add to that the words "or deported".

Now, Mr. Chairman, we believe that that is an essential right of any person in Canada, the right to not be arbitrarily deported.

The consequences that flow from arbitrary deportation are very extreme. They can cause the separation of families. The arbitrary deportation of any person is something that goes completely contrary to our concept of justice and we would ask that the government members and the members of the New Democratic Party recognize that this ought to be ingrained in the constitution as a fundamental right of Canadians living in this country.

However, it extends, of course, beyond that because there are people who come here as landed immigrants and they ought to have the rights of Canadian citizens except where they are narrowly proscribed upon waiting for citizenship, but certainly they ought to have the right not to be arbitrarily

[Translation]

M. Irwin: Monsieur le président, il me fait plaisir de proposer que l'article 9 du projet de loi constitutionnel, 1980 soit amendé en supprimant les lignes 34 à 38 et en les remplaçant par ce qui suit:

Chacun a droit à la protection contre la détention ou l'emprisonnement arbitraire.

In English, it is proposed

that Clause 9 of the proposed constitution act, 1980, be amended by striking out lines 32 to 35 on page 4 and substituting the following:

9. Everyone has the right not to be arbitrarily detained or imprisoned.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Irwin.

L'amendement suivant est en fait un sous-amendement à l'amendement principal et il est proposé par le parti Conservateur. Je demanderais à l'hon. James McGrath de le présenter.

M. McGrath: Je demanderais à M. Fraser de le faire à ma place.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Fraser. Afin que vous puissiez identifier l'amendement, il s'agit de celui qui est numéroté CP-5, article 9, page 4. Il s'agit d'un sous-amendement à l'amendement principal que vient de proposer M. Irwin.

Monsieur Fraser.

M. Fraser: Monsieur le président, je vous demanderai d'être patient car je ne retrouve plus cet amendement.

Le coprésident (M. Joyal): Le greffier peut peut-être vous donner un jeu d'amendements parce que je vois que vous n'avez pas tout ce qu'il vous faut.

M. Fraser: Le voilà!

Actuellement, l'amendement est un nouveau libellé proposé par le gouvernement:

Chacun a droit à la protection contre la détention ou l'emprisonnement arbitraire.

Nous proposons qu'à cet amendement on ajoute «ou l'expulsion».

Monsieur le président, nous pensons que chacun au Canada a le droit fondamental de ne pas être expulsé arbitrairement.

Les répercussions d'une expulsion arbitraire sont graves. En effet, cela peut entraîner la séparation des familles. L'expulsion arbitraire est contraire à toute notion de justice et nous exhortons le gouvernement et les membres du Nouveau parti démocratique à reconnaître que cette protection doit être incluse dans la Constitution comme un droit fondamental pour tous les Canadiens vivant ici.

Néanmoins, il y a des gens qui vivent ici et qui sont des immigrants reçus. Ils devraient jouir des mêmes droits que les citoyens canadiens sauf dans des cas explicites qui exigent la citoyenneté. Ils devraient certainement avoir le droit à la

[Texte]

deported, and if we consider the plain meaning of the word "arbitrary", there cannot be any doubt in anybody's mind of the evil that this particular amendment is designed to alleviate against.

So I would ask, Mr. Chairman, through you, that all honourable members of this Committee give this proper consideration and of course I would invite the Minister or others to comment, and especially I would be interested in hearing any suggestions from the Minister as to why this particular right, which is of very great importance to many of our people living in this country, ought not to be included as a fundamental right in the constitution of Canada.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable John Fraser, but before I invite the honourable Minister or any other government members to answer your questions I would request of you very respectfully that you read the exact text of the proposed amendment so that our minutes of tonight be very specific and clear in the meaning of the proposed amendment.

Mr. Fraser: Mr. Chairman, I move that the proposed amendment to Clause 9 of the proposed constitution act, 1980 be amended by striking out the words "or imprisoned" and substituting therefore the following words:

imprisoned or deported,

The French version, Mr. Chairman, is . . . motion de monsieur Fraser: il est proposé

Que le projet de modification de l'article 9 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, à «contre la détention ou l'emprisonnement arbitraires», de ce qui suit:

«contre la détention, l'emprisonnement ou l'expulsion arbitraires».

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Honourable John Fraser.

Honourable Minister of Justice.

Mr. Chrétien: I think the short explanation to this is that we are dealing with a charter of rights for Canadian citizens and we are mixing two things, the Canadian citizen who might be detained or imprisoned; but when you talk about a foreigner coming to Canada under a permit or for a visit, or whatever it is, the Minister of Immigration under the new Immigration Act of 1976, when he gave such permission, he can, for a reason that was explained, either that the man could come to Canada under certain circumstances for certain purposes and so on, and if he does not oblige or if he stays longer, he can deport the person because the entry into Canada is a condition of the permit, and in that way you could have people who would have a permit to come to Canada for any reason and while they are in Canada, having come for a conference or something, they say: your permit is expired. He says, he goes to the court and he can stay here and involve the Canadian system in a long and costly debate in court while he has come under certain circumstances, under an agreement, a bilateral agreement between the government and him.

[Traduction]

protection contre l'expulsion arbitraire et cet adjectif précisément décrit l'anomalie que cet amendement vise en particulier.

Monsieur le président, j'espère que les membres du comité étudieront attentivement ce sous-amendement et j'écouterai avec vif intérêt les remarques que le ministre ou ses collaborateurs auront à faire car je m'étonne que ce droit en particulier, qui est si important pour tant de gens vivant ici, ne soit pas inclus parmi les droits fondamentaux enchâssés dans la constitution canadienne.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup. Avant de donner la parole au ministre ou à un autre membre du parti au pouvoir, je vous demanderai de lire l'amendement proposé pour que le compte rendu de ce soir soit clair et précis.

M. Fraser: Monsieur le président, je propose que l'article 9 du projet de loi constitutionnelle, 1980 soit modifié en supprimant les mots «contre la détention ou l'emprisonnement arbitraire» et en y substituant ce qui suit:

Contre la détention, l'emprisonnement ou l'expulsion arbitraire.

La version anglaise, monsieur le président . . . moved by Mr. Fraser,

it is proposed that the proposed constitution act, 1980, be amended by striking out the word "or imprisoned" and substituting therefor the following:

Imprisoned or deported.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Fraser.

Le ministre de la Justice.

M. Chrétien: Je puis vous donner une brève explication. Il s'agit ici d'une charte des droits à l'intention des citoyens canadiens. Il ne faut pas mêler deux choses, le citoyen canadien qui peut être détenu ou emprisonné et un étranger venu au Canada en vertu d'un permis délivré par le ministre de l'Immigration conformément à la nouvelle loi sur l'immigration de 1976. Le ministre peut donner la permission à quelqu'un de venir au Canada dans certaines circonstances, dans un but bien précis. Si cette personne ne se conforme pas aux exigences dont est assorti le permis, le ministre peut alors l'expulser parce que la permission d'entrer au Canada avait été donnée en vertu de certaines conditions. Il se peut que quelqu'un vienne au Canada, pour une conférence ou pour autre chose, et qu'il reste, plus longtemps que prévu. Entre-temps son permis de séjour a expiré. Il pourrait alors saisir les tribunaux de la question, ce qui entraînerait des procédures coûteuses alors qu'il a en fait signé un accord bilatéral avec le gouvernement.

[Text]

There was a lot of those cases, I have some in mind, for example not long ago there was a controversy about someone who had been admitted, the *Leary* case, and the opposition was very keen that this man be pushed out of Canada. He had come with permission for a short visit.

So if you enact that, you are mixing two things. This is a Charter of Rights for Canadian citizens and there is not danger that a Canadian citizen can be deported because he is protected by Clause 6(1) and the foreigner has to abide by the laws of Canada and if we have a law of immigration that gives a temporary permit to someone, he is obliged to abide by it and if he does not abide by it we should not get involved in a long process of law.

The Minister has authority to revoke or deport him, otherwise we will be losing control of the immigration policies. It is complicated, we have to set quotas and what not, and it might be used for people to come and establish themselves in Canada without following the laws that Parliament are voting.

Mr. Fraser: Well, Mr. Chairman, if I may, your argument, then, is that for people who come here under whatever particular condition, that somehow or other arbitrarily, which can mean without any cause in law, can be deported.

Now, if the Minister says that that is the way that we view justice in this country for people that are here, whether they be landed immigrants or visitors—just please let me finish, they can be arbitrarily deported, then why in Clause 8 has the Minister said that everyone, and this now refers to anyone in Canada, has the right to be secure under unreasonable search and seizure?

Now, surely there you have not said there cannot be search and seizure, there you have said that it must reasonable search and seizure; in other words, the opposite of arbitrary.

Now, surely if we are going to talk about a system of justice in our country which has got to apply to people living in the country even though they may not yet be Canadian citizens or even people that may be visitors, surely what we are striving for is a system of justice that goes against the concept of arbitrary deportation or arbitrary detention or arbitrary anything.

In other words, we are trying to find a way that says that some rule of law must apply, and if a rule of law says that you can arbitrarily, on a whim, deport somebody, that certainly has got to be a rule of law that is unreasonable and there is no justice in it. Why should somebody be deported where, for instance, they can probably explain their case? They may not be in the wrong. Well, you can say under existing statutes they are protected to a certain degree but what we are talking now about is the fundamental justice that we want to bring into our constitution, the fundamental rules with which all our laws must subscribe because the immigration act and its regulations can be changed at any time willy nilly by a parliament.

What we are trying to say here is that whatever changes you make in the immigration laws of the land, they cannot and they must not allow arbitrary deportations.

[Translation]

Il y a eu beaucoup de cas de ce genre. Je puis me souvenir, il n'y a pas très longtemps, du cas *Leary* qui a suscité une controverse monstre au cours de laquelle l'opposition réclamait à cor et à cri que cette personne soit expulsée. Cette personne avait reçu la permission de venir pour une courte visite.

Si nous incluons ce droit, nous mêlons deux choses. Il y a la charte des droits pour les citoyens et aucun citoyen canadien ne risque d'être expulsé à cause de la protection que lui confère l'article 6(1). Par contre, un étranger doit se conformer aux lois canadiennes et si on lui délivre un permis temporaire en vertu de la Loi sur l'Immigration, il doit le respecter et dans le cas contraire, il ne devrait pas avoir la possibilité d'intenter de longues procédures judiciaires.

Le ministre a le pouvoir de retirer le permis et d'expulser quelqu'un sans quoi les politiques d'immigration n'auraient plus de valeur. Toute la politique d'immigration est compliquée, il y a des quotas, et il ne faudrait pas donner la possibilité à des gens de venir s'établir au Canada et de violer les lois adoptées par le Parlement.

M. Fraser: Monsieur le président, vous voulez donc dire que des gens qui viendraient ici pourraient être expulsés de façon arbitraire, sans justification juridique.

Si c'est comme cela qu'on voit la justice dans notre pays, la justice à l'égard des immigrants reçus et des visiteurs... laissez-moi terminer. Ainsi, immigrants et visiteurs pourraient être expulsés. Pourquoi le ministre dit-il que chacun, et cela signifie les citoyens comme les autres, a droit à la protection contre les fouilles, les perquisitions et les saisies abusives en vertu de l'article 8?

Dans ce cas-là, vous parlez d'une protection contre les fouilles et les saisies abusives, vous reconnaissez donc une protection contre l'arbitraire.

Si l'on veut vraiment parler de la justice dans notre pays, il faut que le système juridique s'applique à tous les résidents, qu'ils soient citoyens canadiens ou visiteurs. Certainement, notre objectif est de créer un système de justice qui n'admet pas l'expulsion arbitraire, la détention arbitraire ou toute autre acte arbitraire.

En d'autres termes, on cherche à déterminer la règle de droit qui s'appliquerait. Si, en vertu de cette règle, on peut expulser quelqu'un sans raison, cette règle est certainement déraisonnable et elle n'est pas juste. Pourquoi, par exemple, devrait-on expulser une personne tandis qu'elle est probablement en mesure d'expliquer son cas? Il se peut qu'elle ne soit pas dans son tort. On peut bien dire que les visiteurs sont protégés dans une certaine mesure en vertu des règlements actuels. Cependant, il s'agit ici de la justice fondamentale que nous voulons encaisser dans la Constitution et sur laquelle devront être fondées toutes nos lois. Sinon, la loi sur l'immigration et ses règlements pourraient être modifiés au gré du Parlement.

Nous tentons maintenant de vous faire savoir que tout changement apporté aux lois sur l'immigration au Canada ne devrait et ne pourrait pas admettre des expulsions arbitraires.

[Texte]

Mr. Chrétien: But the immigration law is a law of Parliament that gave the administration some powers to administer the immigration policies of Canada, and among those powers there is the power to deport people who are illegally in Canada.

If someone does not comply with the framework under which he has been admitted into Canada, the conditions, the Minister has the authority to apply the law. If you think that it is arbitrary and so on, there is perhaps other procedures but what we say is this is the law that covers Canadian citizens and if we were to accept your amendment we might make it absolutely impossible to have a system of regulation in relation to immigration, and you have extended to the citizens of the world an invitation to just drop into Canada and when they have their two feet on the ground here they have acquired all sorts of rights, even if they have come against the law of the land.

It might be people who are judged by immigration officers as not acceptable because of a criminal record or because of espionage or because of other things like that. So we have an immigration law that covers those problems and what we are doing tonight, we are voting on the detention or imprisonment of anyone, but deportation is something else. Deportation is in relation to a law of Parliament.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Fraser, I know that you have some additional comments but I will invite you to conclude on the proposed motion. It is not your last opportunity to speak.

I have Mr. Robinson and the honourable Bryce Mackasey on my list.

Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

I would like to first of all clarify a statement the Minister made, I am sure I did not hear him correctly. I thought I heard the Minister say that this is a Charter of Rights for the Canadian citizen. Now, the Minister surely cannot be serious when he suggests this Charter of Rights just applies to Canadian citizens.

Mr. Chrétien: In relation to deportation.

Mr. Robinson: All right, he might clarify that because the Minister said, and I wrote it down, "This is a Charter of Rights for the Canadian citizen."

Mr. Chrétien: I am sorry, in relation to deportation.

Mr. Robinson: In relation to deportation.

Mr. Chrétien: Of course, a Canadian citizen, a landed immigrant and so on, the Charter would apply to him. That is "everyone", that is why the word is there.

Mr. Robinson: That is quite correct, Mr. Chairman.

I want to say that we fully support this proposed amendment by the Conservative Party and I think that with respect, Mr. Minister, through you, Mr. Chairman, that the Minister is distorting the intent and the effect of the amendment.

[Traduction]

M. Chrétien: La Loi sur l'immigration est une loi du Parlement qui a su doter l'administration des pouvoirs d'appliquer les politiques d'immigration au Canada. Parmi ces pouvoirs, il y a celui d'expulser les résidents illégaux du Canada.

Dans les cas de violation des conditions d'admission au pays, le ministre est autorisé à appliquer la loi. S'il s'agit là d'une mesure arbitraire, il existe peut-être d'autres recours. Cependant, si nous devons accepter l'amendement que vous proposez, il deviendrait peut-être impossible de réglementer en matière d'immigration. Votre amendement permettrait à tout le monde de venir visiter le Canada et, une fois les deux pieds sur sol canadien, ils auraient acquis toute une série de droits, même s'ils ont violé les lois du Canada.

L'expulsion est une mesure prise par les agents d'immigration ayant jugé que certaines personnes ne sont pas acceptables car elles ont un casier judiciaire ou qu'elles se sont adonnées à l'espionnage ou à d'autres activités semblables. Donc, la Loi sur l'immigration prévoit ces problèmes. Ce soir, nous votons sur la détention ou l'incarcération, mais l'expulsion est une autre chose. Elle existe en vertu d'une loi du Parlement.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Fraser, tout en sachant que vous avez des commentaires supplémentaires à ajouter, je vous inviterais néanmoins à conclure vos remarques sur la proposition. Vous aurez d'autres occasions pour prendre la parole.

Mr. Robinson et l'honorable Bryce Mackasey sont les prochains intervenants.

Monsieur Robinson.

M. Robinson: Merci monsieur le président.

D'abord, j'aimerais faire éclaircir une déclaration faite par le ministre. Je suis certain de l'avoir mal entendu. Je croyais l'avoir entendu dire que cette charte des droits est destinée aux citoyens canadiens. Or, le ministre ne parle certes pas sérieusement lorsqu'il dit que cette charte ne s'applique qu'aux citoyens canadiens.

M. Chrétien: En matière d'expulsion.

M. Robinson: D'accord. Il ferait bien de préciser sa déclaration, car j'ai bien noté par écrit que c'était une charte des droits destinée aux citoyens canadiens.

M. Chrétien: Je m'en excuse. Il s'agissait de l'expulsion.

M. Robinson: En matière d'expulsion.

M. Chrétien: Bien sûr. La charte s'applique certes aux citoyens canadiens, aux immigrants reçus et ainsi de suite. Elle s'applique à tout le monde, d'où la raison pour le mot «chacun».

M. Robinson: C'est tout à fait exact, monsieur le président.

Je voudrais dire que notre parti accorde son appui plein et entier à cet amendement proposé par le parti Conservateur. Monsieur le président, monsieur le ministre, sauf votre respect, je trouve que vous êtes en train de dénaturer l'intention et les conséquences éventuelles de l'amendement.

[Text]

All it states is that a person who is in Canada cannot be arbitrarily removed from Canada without some notion of fairness. Now, surely that is not an unreasonable request to make of this government, that there has to be a hearing before a person is removed from this country. That is all this particular motion asks for, Mr. Chairman.

Mr. Lapierre says Minister's discretion, that is exactly what we are afraid of, Mr. Chairman, that the Minister will have the discretion to pick and choose under the Immigration Act or some future immigration act because that is an ordinary statute, and that those persons who are in Canada should have the right, whether they are a citizen or not, not to be removed from Canada without the basic principles of fundamental justice applying.

That is all I understand Mr. Fraser to be suggesting, and surely it cannot be suggested that somehow this prevents the government from removing those persons who are undesirable in Canada, who have violated Canada's immigration laws. All it states is that if there is an allegation to that effect, that that allegation must be put to the person in question, they must be given an opportunity to rebut it in the course of an unbiased tribunal, and if at the conclusion of that process it is found they have violated the law or the procedures, then the process has not been arbitrary.

So, Mr. Chairman, that is the purpose of the amendment, that as I understand it is what we are attempting to achieve here and I would hope that the Minister, having had that clarification, would be prepared to accept the amendment.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

Honourable Bryce Mackasey.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, Mr. Robinson reminded me of what I wanted to remind everybody, that we are using the word "everyone" and not Canadian citizen. Certainly I do not think anybody conceives of a Canadian citizen being deported, so therefore we must be talking about someone else other than a Canadian citizen when we use the word "everyone", and that narrows it down to people with legitimate landed immigrant status, who for all intents and purposes should be considered as citizens but still have to wear for three years the terminology of landed immigrant, meaning landed immigrant status.

I would want to be sure from the Minister that I would give that person the same rights as a citizen not to be deported.

The other group, of course, that does not fit into the landed immigrant status or citizen, as I recall for the short period I was Minister, in those days represented at least 250,000 people by estimate who were in the country illegally, that were not landed immigrants, who were not citizens, they were people who came in simply by crossing borders, others came in quite legitimately as visitors and simply faded into the woodwork.

The procedure, as I recall, was indeed a court case and sometimes that case would go as many as eight years under the laws of the time through a series of appeals, but inevitably, when the courts were done and the decision was that that

[Translation]

Il y est stipulé simplement qu'une personne ne peut être expulsée arbitrairement du Canada sans tenir compte de la justice. Certes, il n'est pas déraisonnable de demander au gouvernement que la personne en question soit entendue avant d'être expulsée du pays. Voilà l'intention de cette motion, monsieur le président.

M. Lapierre parle de la discrétion du ministre. C'est précisément ce que nous craignons, monsieur le président. Nous craignons que le ministre aura la discrétion de choisir à son gré en vertu de la Loi sur l'immigration actuellement en vigueur ou de toute loi ultérieure en ce domaine car il s'agit de lois ordinaires. Les personnes au Canada devraient avoir le droit, qu'elles soient citoyens ou non, de ne pas être expulsées du Canada sans l'application des principes de la justice fondamentale.

Voilà la façon dont j'ai compris la proposition de M. Fraser. On ne pourrait certainement laisser entendre que cet amendement empêcherait le gouvernement d'expulser du Canada les indésirables, ceux qui auraient violé les lois sur l'immigration du Canada. En fait, l'amendement ne fait que prévoir une audience impartiale de toute personne accusée d'une infraction à la loi précitée pour qu'elle ait l'occasion de réfuter des allégations en ce sens. Si, à la suite du procès, il s'avère que l'accusé a enfreint la loi ou la jurisprudence, le procès n'aura pas été arbitraire.

Donc, monsieur le président, voilà l'intention de l'amendement. Du moins, c'est la façon dont je l'ai compris. Avec ces précisions, j'espère que le ministre sera prêt à l'accepter.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

L'honorable Bryce Mackasey.

M. Mackasey: Monsieur le président, M. Robinson m'a rappelé ce que je voulais signaler à tout le monde, à savoir, le fait que nous employons le terme «chacun» et non pas «citoyen canadien». On s'imagine mal l'expulsion d'un citoyen canadien. Donc, nous parlons forcément des personnes qui ne sont pas citoyens canadiens lorsque nous employons le terme «chacun». Ce terme vise les gens alliant le statut d'immigrant reçu qui, à toutes fins pratiques, devraient être considérés comme des citoyens mais qui doivent porter pendant trois ans l'étiquette d'immigrant reçu.

Je cherche du ministre l'assurance que ces personnes auraient les mêmes droits qu'un citoyen, c'est-à-dire, qu'elles ne seraient pas expulsées.

Bien entendu, un groupe de personnes qui ne sont ni immigrants reçus ni citoyens comprend, si je me rappelle correctement mes jours comme ministre, environ 250,000 personnes au minimum. Il s'agissait de résidents illégaux au pays qui n'étaient ni immigrants reçus ni citoyens; certains arrivaient simplement en traversant les frontières, d'autres arrivaient légalement comme visiteurs et disparaissaient dans la foule.

Si je ne m'abuse, il fallait les poursuivre en justice. Certains procès duraient jusqu'à huit ans en vertu des lois en vigueur à l'époque grâce au système d'appels. Toutefois, lorsque les tribunaux avaient pris leur décision et que cette décision

[Texte]

alien, if you like, had to be deported, the question quite often then was to find the person again; and really, when he was found, that person was rather hastily deported, I have forgotten the number of hours under the law, I must confess, but the deportation always came after a court procedure.

The problem came between the court procedure and the implementation of the deportation order when you could not find the person or persons, and the search would go on for many months in the big cities and suddenly, for one reason or another, the person who was illegally in the country would be found. Surely we are not suggesting that they must start the procedure all over again in the courts.

I do not know in my years as a Minister where we just came along and said: you are deported; it was always preceded by a court order or court procedure, enforceable when you found the person who, for all intents and persons, was a fugitive since he or she would remain in the country illegally, and understandably illegally.

The only point, Mr. Minister, I want to get very clear from the officers is that people with legal immigrant status, those are the ones that are concerned about it, have the same rights as a citizen insofar as protection against deportation.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable Bryce Mackasey.

Mr. Mackasey: I would like an answer to that.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would invite the honourable Minister of Justice to give an answer to that.

Mr. Chrétien: Mr. Mackasey, would you repeat the question, because—after all, I cannot ask someone to repeat a question?

Mr. Mackasey: Mr. Minister, there are citizens and there are people with legitimate landed status, immigrants, and cannot be citizens for three years. I am asking you do they have the same protection against deportation as a Canadian citizen has?

Mr. Chrétien: Yes.

Mr. Robinson: On a point of order, Mr. Chairman?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Robinson on a point of order.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I hesitate to interrupt here but I know the Minister would not want to inadvertently mislead the Committee. The Minister will know that the only protection which is granted in this particular area is under Clause 6(1), as I recall, and that protection, and his Deputy Minister will I am sure confirm, that that protection extends only to Canadian citizens. There is no other protection in this particular Charter of Rights that applies to landed immigrants, Mr. Mackasey, and certainly I share your concern and look forward to your amendment.

Mr. Mackasey: I still want the Minister's version rather than yours, Mr. Robinson. No insult intended, it is the Minister I want to hear.

Mr. Chrétien: I reply that you asked me a precise question if landed immigrants in Canada have the right to, his rights are

[Traduction]

prévoyait l'expulsion de l'étranger, il s'agissait très souvent de pouvoir trouver la personne en question. Après l'avoir trouvée, l'accusé était expulsé précipitamment dans l'espace de quelques heures, dont j'avoue avoir oublié le nombre exact. En tous les cas, l'expulsion suivait le procès immédiatement.

Le problème se posait après le procès et avant l'application de l'arrêté de l'expulsion alors qu'on ne pouvait pas trouver la ou les personnes accusées. La recherche pouvait durer plusieurs mois dans les grandes villes. Pour une raison ou une autre, la personne résidant illégalement au pays était trouvée soudainement. Nous ne proposons pas, je l'espère, que cette procédure juridique recommence.

A titre de ministre, je n'ai jamais connu de cas où on expulsait quelqu'un d'office. Il fallait toujours précéder l'expulsion d'un arrêté ou d'un procès en justice, mis en vigueur lorsque la personne a été trouvée. A toutes fins pratiques, cette personne était un hors-la-loi puisqu'elle résidait sciemment au pays illégalement.

Monsieur le ministre, je veux simplement que les fonctionnaires précisent que les immigrants reçus sont protégés au même titre que les citoyens contre l'expulsion, car ceux-là s'en préoccupent.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Bryce Mackasey.

M. Mackasey: J'aimerais que l'on me réponde.

Le coprésident (M. Joyal): J'invite l'honorable ministre de la Justice de répondre à la question.

M. Chrétien: Monsieur Mackasey, pourriez-vous poser la question? N'aies-je pas le droit de demande à ce que la question soit répétée?

M. Mackasey: Monsieur le ministre, au Canada il y a des citoyens et des immigrants reçu qui ne peuvent pas devenir citoyens avant trois ans. Je vous demande si ceux-ci sont protégés contre l'expulsion au même titre que les citoyens canadiens?

M. Chrétien: Oui.

M. Robinson: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Robinson, un rappel au Règlement.

M. Robinson: Monsieur le président, j'hésite à vous interrompre maintenant, mais je sais que le ministre ne voudrais pas induire le Comité en erreur par inadvertance. Le ministre sait que la seule protection accordée dans ce domaine existe en vertu de l'article 6(1), si je ne m'abuse. Cette protection, qui sera sans doute confirmée par le sous-ministre, ne s'applique qu'aux citoyens canadiens. Cette charte des droits ne prévoit aucune protection aux immigrants reçus, monsieur Mackasey, et je partage votre préoccupation là-dessus. J'attends votre amendement avec impatience.

M. Mackasey: Je veux toujours entendre l'interprétation du ministre au lieu de la vôtre, monsieur Robinson. Sauf votre respect, c'est le ministre que je veux entendre.

M. Chrétien: A votre question précise concernant les droits à la protection des immigrants reçus au Canada, je vous

[Text]

protected and they are protected, not under Clause 6(1) but under the Immigration Act.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Mackasey.

Hon. senator Asselin followed by the honourable Jake Epp.

Mr. Chrétien: They can get some protection under the laws of Canada, not under this Charter.

Mr. Robinson: Not under the Charter?

Mr. Chrétien: They are protected under the laws of Canada. We cannot write into the Charter all the laws of Canada. We have laws for immigration.

Mr. Fraser: They can be repealed tomorrow, Mr. Minister.

Mr. Chrétien: Of course, that is why we have Parliamentarians. We say that there are laws for immigration in Canada and they have rights under the Immigration Act, but we do not think that we should write the Immigration Act in the Canadian constitution, it is as simple as that.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Minister.

I would like to invite the honourable Senator Asselin.

Le sénateur Asselin: Monsieur le président, je n'ai pas eu de difficulté avec l'amendement de mon confrère monsieur Fraser mais je voudrais avoir des informations en ce qui regarde le texte de l'amendement principal.

Je m'adresse, évidemment, aux officiers du ministère ou au ministre.

Le concept arbitraire n'inclut pas l'illégalité. Il n'arrive pas souvent que dans le code pénal on emploie le mot 'arbitraire' lorsqu'il s'agit de décrire des choses illégales. On peut faire une arrestation sans mandat mais lorsqu'on va devant la Cour, on ne dit pas au juge, mon client a été arrêté arbitrairement, on dit, mon client a été arrêté illégalement en contravention de tel article du code pénal qui prévoit que quelqu'un doit être arrêté en certaines circonstances avec un mandat.

Pourquoi n'a-t-on pas pensé dans cet article-là d'ajouter le mot 'illégal'? Je pense que cela pourrait se marier au texte du code pénal que nous avons. C'est rare, dans le code pénal, qu'on décrive quelque chose d'illégal par le mot 'arbitraire'. On emploie le mot 'illégal', mais 'arbitraire', on ne le trouve pas très souvent.

M. Chrétien: Dans la première proposition, nous avons quelque chose comme cela et on nous a fait des reproches à l'effet que c'était trop limitatif. Monsieur Tassé va vous expliquer cela.

Le sénateur Asselin: Je voudrais avoir les deux mots, moi. Je pense que les deux mots seraient complémentaires.

M. Chrétien: Allez-y donc, monsieur Tassé.

M. Tassé: Dans le texte qui a d'abord été présenté au Comité, au Parlement, justement le critère qui avait été retenu ou proposé c'était un critère de légalité et plusieurs témoins devant ce Comité nous ont reproché que ce n'était pas suffisant, qu'il fallait aller au-delà de cela et permettre que le

[Translation]

réponds qu'ils sont protégés non pas en vertu du paragraphe 6(1), mais en vertu de la Loi sur l'immigration.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Mackasey.

L'honorable sénateur Asselin suivi de l'honorable Jake Epp.

M. Chrétien: Ils sont protégés en vertu des lois du Canada, non pas en vertu de la charte.

M. Robinson: Pas en vertu de la charte?

M. Chrétien: Ils sont protégés par les lois du Canada. Nous ne pouvons inscrire toutes les lois du Canada dans la charte. Des lois existent en matière d'immigration.

M. Fraser: On pourrait les abroger demain, monsieur le ministre.

M. Chrétien: Bien entendu. C'est la raison d'être des parlementaires. Des lois sur l'immigration existent et les immigrants reçus ont certains droits en vertu de la Loi sur l'immigration. Toutefois, nous ne croyons pas que la Loi sur l'immigration devrait être intégrée à la constitution canadienne et c'est tout.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur le ministre.

J'aimerais inviter l'honorable sénateur Asselin à prendre la parole.

Senator Asselin: Mr. Chairman, I had no difficulty with the amendment proposed by my colleague, Mr. Fraser, but I would like some information on the wording of the main amendments.

I am, of course, directing my question either to the officials of the department, or to the Minister.

The word "arbitrary" does not include illegality. It is not often that the word "arbitrary" is used in the criminal code to describe things which are illegal. Arrest without warrant can be made, but in court, the defendant does not say to the judge that his client was arrested arbitrarily. He says that his client was arrested illegally under a given section of the Criminal Code which states that somebody can only be arrested with a warrant under the prevailing circumstances.

Why was the word "illegal" not included in that section? That way, it would have corresponded to the wording of our criminal code where rarely is the word "arbitrary" associated with an illegal act. The word "illegal" is used, but not very often is "arbitrary" found.

Mr. Chrétien: Our wording was somewhat similar in the first proposal, but we were criticized because it was too restrictive. Mr. Tassé can elaborate on that.

Senator Asselin: I would like to see the two words included. Both of them would be complementary.

Mr. Chrétien: Go ahead, then, Mr. Tassé.

Mr. Tassé: In the version which was first presented to Parliament and to the committee, the criteria proposed was precisely the one of legality. Many witnesses appearing before the committee criticized that it was not enough, and that the wording would have to go further in order to allow the courts

[Texte]

tribunal puisse examiner la sagesse d'une législation possible qui pourrait peut-être être arbitraire. Une arrestation faite en vertu d'une loi qui est arbitraire pourrait être légale, mais ce que l'on nous disait c'est qu'en fait le critère qui devrait être retenu était le critère de l'arbitraire de façon justement . . .

Le sénateur Asselin: Il est arbitraire tant et aussi longtemps qu'il n'a pas été dénoncé comme tel par les tribunaux. Tant et aussi longtemps que les lois qui sont dans nos statuts ne sont pas des lois arbitraires, c'est l'exercice du droit qui est arbitraire.

M. Tassé: Si, sénateur Asselin, le critère qui était retenu ici en était un de légalité, ce ne serait pas possible pour le tribunal d'examiner la question de savoir si la loi elle-même est arbitraire. C'est pourquoi le critère d'arbitraire a été suggéré et que le gouvernement en fait l'a accepté comme en étant un qui allait plus loin que le critère de légalité qui avait d'abord été proposé et que plusieurs souhaitaient être retenu.

Le sénateur Asselin: Je ne voudrais pas enlever le mot 'arbitraire' mais je voudrais savoir si on ne devrait pas remettre le mot 'illégal' pour faire un complément à l'ensemble du concept que nous discutons.

M. Tassé: Sénateur Asselin, il me semble que c'est assez clair que si une personne est arrêtée illégalement elle va avoir le droit de s'adresser au tribunal et de faire casser la détention ou l'arrestation.

Le sénateur Asselin: Ce ne sera pas nécessairement arbitrairement. Ce ne sera pas nécessairement arbitrairement, monsieur Tassé.

M. Tassé: Dans votre hypothèse, sénateur Asselin, vous parlez d'une arrestation illégale et ce que je dis c'est que si l'arrestation est illégale, faite contrairement à une législation, c'est une arrestation qui pourra être cassée par le tribunal parce qu'elle est illégale.

Le sénateur Asselin: Ce n'est pas nécessairement arbitraire.

M. Tassé: Non.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Senator Asselin.

• 2120

The Honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Thank you, Mr. Chairman.

I would like to ask the Minister or the officers of the Crown this question. Can a Canadian be deported?

Mr. Chrétien: If you have considered Clause 6(1) he cannot be deported.

Mr. Epp: I am asking you about the present time. Can a Canadian citizen be deported at this time without the Charter?

Mr. Chrétien: Not under Canadian law. He cannot be deported under Canadian law.

Mr. Epp: A Canadian citizen cannot be deported?

Mr. Chrétien: The word "deportation" relates to a non-Canadian. On the other hand, if he were put in exile—and you

[Traduction]

to consider the wisdom of a piece of legislation which may, perhaps, be arbitrary. An arrest made under an arbitrary law would be legal, but we were told that it was the criteria of arbitrariness which should stand.

Senator Asselin: It is arbitrary as long as it has not been denounced by the courts. As long as the laws in our statutes are not arbitrary laws, it is the practice of law which is arbitrary.

Mr. Tassé: Senator Asselin, if the criteria here were one of legality, it would be impossible for the court to consider the question of whether or not the law itself is arbitrary. That is why the "arbitrary" criteria was suggested and why the government accepted it as one which went further than the criteria of legality, the one which was first proposed and supported by many.

Senator Asselin: I would not like to see the word "arbitrary" removed, but would like to know whether the word "illegal" should not be added to make this whole notion more complete.

Mr. Tassé: Senator Asselin, it appears to me quite clear that if a person is arrested illegally, he or she would have the right to go to court and to have the detention or arrest nullified.

Senator Asselin: It would not necessarily be arbitrary. It would not have to be arbitrary, Mr. Tassé.

Mr. Tassé: According to your hypothesis, Senator Asselin, the arrest would be illegal. What I am saying is that if the arrest were illegal, it were against the law, then it would be annulled by the courts for that very reason.

Senator Asselin: It is not necessarily arbitrary.

Mr. Tassé: No.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, sénateur Asselin.

L'honorable Jake Epp.

M. Epp: Merci, monsieur le président.

J'aimerais demander au ministre ou aux fonctionnaires de la Couronne si un Canadien peut être expulsé?

M. Chrétien: Vous auriez constaté au paragraphe 6(1) qu'il ne peut pas être expulsé.

M. Epp: Je vous pose la question dans le contexte actuel. Dans l'absence de cette Charte, peut-on à l'heure actuelle, expulser un citoyen canadien?

M. Chrétien: Non, pas en vertu de la loi canadienne. Aucune loi du Canada ne prévoit son expulsion.

M. Epp: On ne peut donc pas expulser un citoyen canadien?

M. Chrétien: Le mot «expulsion» touche les non-Canadiens. D'un autre côté, il se peut qu'on soit amené à exiler quelqu'un, mais s'il s'agit d'un citoyen canadien, il ne serait pas expulsé.

[Text]

know, we might be tempted sometimes, he would be a Canadian but he would not be deported.

Mr. Epp: Can a Canadian be exiled?

Mr. Chrétien: I think we could pass a law and say that "you have to go; I do not like you anymore." But he cannot be deported, because he is a Canadian citizen.

The word "deportation" implies you are not Canadian; but if you are a Canadian, we could, I guess, pass a law exiling you somewhere.

Mr. Epp: Mr. Minister, under the clauses as drafted by the government, would a person have recourse if a law were passed as you said quite cavalierly to exile that person, would he have recourse under that clause?

Mr. Chrétien: If the charter was passed he might attack the order of exile.

Mr. Epp: Surely, you are making a distinction between exile and voluntary withdrawal from the country, are you not? Surely, you are.

Mr. Tassé: Perhaps I might mention that we do not see Clause 6 as being an absolute right. I will give you an example of a situation where a citizen would, in effect lose his right to remain in the country; that would be by virtue of an order under the Extradition Act; if someone committed an offence in another country and he is sought in this country, he could be surrendered to the other country.

The same thing would apply in the case of countries belonging to the Commonwealth to which the Extradition Act does not apply, but the Fugitive Offenders Act does apply. In that situation a Canadian would not have the right to remain in the country by virtue of the offences he might have committed in another country and for which he is sought so that justice could be applied.

Mr. Epp: Mr. Tassé, I do not think that is really what we are dealing with. That is not arbitrary and under the Extradition Act there is a process to which the person is entitled before that extradition order can in fact be finalized.

What I am dealing with here is whether a Canadian citizen can be deported. The Minister says that he cannot be. Those of us who have done some work on the Immigration Act as well the Citizenship Act would find that is also verified there.

But I would like to know where do you, Mr. Minister, draw the distinction between a person, an alien coming into Canada, to one of our airports or highway admission points, and that person is seeking admission to the country; and that triggers a process, a special inquiry, known under the Immigration Act, as distinct from a person who is a resident in Canada, in other words, legally admitted, either on a visitor's visa or a worker's visa, a student's visa or a permanent resident: would you not have to distinguish when you are talking about deportation between those two classes of people?

Mr. Chrétien: I do not follow your point. I said that they are covered by the Immigration Act. There is a process there. But there are some Canadians who are admitted under a permit for a specific purpose.

[Translation]

M. Epp: Peut-on exiler un citoyen canadien?

M. Chrétien: Je crois qu'on pourrait adopter une loi pour bannir quelqu'un si on ne l'aimait plus. Toutefois, on ne pourrait pas l'expulser s'il était citoyen canadien.

Le mot «expulsion» suppose les non-Canadiens. Toutefois, on pourrait, j'imagine, adopter une loi pour exiler un Canadien.

M. Epp: Monsieur le ministre, en vertu des articles rédigés par le gouvernement, peut-on avoir un recours en justice si une loi était adoptée pour exiler une personne, comme cela? Aurait-elle un recours en vertu de cet article?

M. Chrétien: Si la Charte était adoptée, il pourrait se défendre contre l'arrêté d'exil.

M. Epp: Vous faites certainement la distinction entre ceux qui s'exilent volontairement et ceux qui sont bannis du pays, n'est-ce pas? Vous faites cette distinction, certainement.

M. Tassé: Je devrais peut-être vous signaler que nous n'interprétons pas l'article 6 comme prévoyant un droit absolu. Si un citoyen perdait le droit de rester au pays, il s'agirait d'un arrêté émis en vertu de la Loi sur l'extradition. Il se peut qu'une personne viole les lois d'un autre pays qui pourrait réclamer et obtenir son extradition.

On pourrait prendre les mêmes sanctions dans le cas des pays du Commonwealth non pas en vertu de la Loi sur l'extradition, mais de la Loi sur les criminels fugitifs. En vertu de cette loi-ci, un Canadien n'aurait pas le droit de rester au pays en vertu des actes criminels qu'il aurait commis dans un pays étranger et pour lesquels il doit être amené devant les tribunaux.

M. Epp: Monsieur Tassé, ce n'est pas l'objet de la discussion actuelle. Il ne s'agit pas d'accusations arbitraires. La Loi sur l'extradition prévoit le procès de la personne accusée avant que l'arrêté d'extradition ne soit définitif.

Nous parlons plutôt de l'expulsion d'un citoyen canadien. Le ministre nous dit que c'est impossible. Ceux d'entrer nous qui ont participé à la rédaction de la Loi sur l'immigration et de la Loi sur la citoyenneté savent qu'elles en font la preuve.

Toutefois, monsieur le ministre, j'aimerais savoir quelle distinction vous faites entre une personne, un étranger entrant au pays par l'un de nos aéroports ou des points d'accès routier, et la personne qui est résidente au Canada. Celle-là cherche à entrer au pays et doit subir une enquête spéciale menée en vertu de la Loi sur l'immigration. En d'autres termes, certains sont admis en vertu de la Loi, avec un visa de visiteur, de travail, d'étudiant ou de résident permanent. Maintenant, comment feriez-vous la distinction entre ces deux catégories de personne lorsqu'il s'agit de l'expulsion?

M. Chrétien: Je ne vous suis pas. Je vous ai dit que ces gens-là relèvent de la Loi sur l'immigration. Tout un processus y est prévu à leur égard. Cependant, certains Canadiens sont admis par permis pour des raisons bien précises.

[Texte]

You will remember in Winnipeg not too long ago the Leary Case that admitted on a permit to do something at the moment. He had to go back right after. The Minister has authority to revoke that permit and deport that person.

Mr. Epp: Excuse me, Mr. Minister, but Mr. Leary was not a Canadian nor had he ever been one. So let us keep it as the difference between Canadians and those who are coming into Canada as either alien or as permanent residents. There is a difference.

Mr. Chrétien: There is a difference.

Mr. Epp: I would like to find out from you this. Has there been in our history a deportation of Canadians for activities which were regarded as seditious, namely, at the time of the Winnipeg general strike in 1919 were Canadians deported at that time because of activities in Winnipeg, seeking the right to collective bargaining and the formation of unions?

Mr. Chrétien: Yes, but they were not deported. They were kicked out of Canada.

The word "deportation" in my mind relates to non-Canadians who are in Canada.

If we decided to send a Canadian abroad forcefully, he becomes an exile. He lives in exile. He has been kicked out of his own nation. That is why I am telling you that there cannot be a deportation of a Canadian; but a Canadian can be sent into exile.

Mr. Epp: Mr. Minister, could you ask one of your officers of the Crown whether there were those cases in 1919 in Winnipeg?

Mr. Chrétien: Well, I was not there. I am bound to confess I do not know about this incident.

Mr. Jordan will reply to that.

Mr. Jordan: I do not know about the facts of 1919; but certainly in the case of Japanese Canadians the Orders in Council were brought into operation denationalizing and authorizing their deportation as well. It was deportation because they had already been denationalized.

Mr. Epp: Thank you, sir, for making my case, because that was going to be the next example I was going to draw from. Because it did happen to Japanese Canadians who, in fact, were denationalized and then deported.

I am saying that without the word "deported" the same thing could happen to Japanese Canadians now, despite the Charter, if the word "deported" is not in, or to any other Canadian, if some future government chose to denationalize.

Mr. Chrétien: The legal advice I am receiving is that we could not take away the citizenship of a Canadian.

Mr. Epp: Could we denationalize Mr. Mackasey and send him to Ireland?

Mr. Chairman, I would ask the Officer of the Crown, in view of the questions to check this, and I would be willing to come back to this point before we adjourn at 10 o'clock or 10:30 p.m.

[Traduction]

Vous vous souviendrez, il n'y a pas longtemps, que Leary a été admis et qu'il a obtenu un permis l'autorisant d'aller à Winnipeg pour une raison précise. Il fallait qu'il retourne dans son pays immédiatement après. Le ministre a l'autorité d'annuler le permis et d'expulser la personne en question.

M. Epp: Excusez-moi, monsieur le ministre, mais M. Leary n'était pas Canadien et ne l'avait jamais été. Ainsi, limitons-nous à la distinction entre les Canadiens entrant au Canada comme étrangers et comme résidents permanents. Il y a quand même une différence.

M. Chrétien: Effectivement.

M. Epp: J'aimerais savoir si, dans l'histoire de notre pays, des Canadiens ont déjà été expulsés pour s'être livrés à des activités séditionnelles. Notamment, lors de la grève générale de Winnipeg, en 1919, a-t-on expulsé des Canadiens pour avoir demandé le droit à la négociation collective et à l'établissement de syndicats?

M. Chrétien: Oui, mais on ne les a pas expulsés. On les a bannis du Canada.

Le mot «expulsion», à mon sens, touche les non-Canadiens qui sont au pays.

Si nous envoyons par la force un Canadien à l'étranger, celui-ci devient un exilé. Il vit en exil. Il a été chassé de son propre pays. Voilà pourquoi je vous dis qu'un Canadien ne peut pas être expulsé; par contre, on peut l'envoyer en exil.

M. Epp: Monsieur le ministre, pouvez-vous demander à l'un des avocats de la Couronne s'il y a eu des cas semblables à Winnipeg en 1919?

M. Chrétien: Je n'étais pas là. Je suis obligé de vous avouer que j'ignore cet incident.

M. Jordan vous répondra.

M. Jordan: Je ne suis pas au courant des événements de 1919; mais il est certain que, dans le cas des Canado-Japonais, les décrets du Conseil les privaient de leur nationalité et autorisaient également leur déportations. Il s'agissait bien de déportation puisqu'on les avait déjà privés de leur nationalité.

M. Epp: Vous apportez de l'eau à mon moulin, monsieur, et je vous en remercie car j'allais justement prendre cet exemple. En effet, les Canado-Japonais ont bel et bien été privé de leur nationalité puis déporté.

Je prétends qu'à défaut d'insérer le mot «déporté» dans la charte, et malgré les droits que celle-ci garantit, la même chose pourrait arriver aujourd'hui aux Canado-Japonais ou à n'importe quel autre Canadien s'il arrivait qu'un gouvernement les prive de leur nationalité.

M. Chrétien: Les juristes me font savoir qu'il est aujourd'hui impossible de priver un Canadien de sa citoyenneté.

M. Epp: Pourrions-nous priver M. Mackasey de sa nationalité et l'expédier en Irlande?

Monsieur le président, je demanderai à l'avocat de la Couronne de bien vouloir le vérifier et je suis disposé à revenir sur ce point avant 10 h 00 ou 10 h 30, heure à laquelle nous leverons la séance.

[Text]

Mr. Chrétien: Mr. Jordan will give you an explanation. He is ready to reply.

Mr. Jordan: Mr. Chairman, on the question of the citizen, we read Clause 6 to mean that a citizen cannot be deprived of his citizenship, unless one can bring it under some special circumstances which would justify it under the first clause. I find difficulty, apart from the situation we discussed the other night of the person who has dual citizenship having to make the choice by the age of 28, where there would be justification for that.

Therefore, our view is that Clause 6 ensures that the citizen can never lose his citizenship.

Mr. Epp: I am sorry to disagree with you, because what happened to the Japanese-Canadians during World War II and the denationalization of those people went through and the lack of redress that is still part of their experience and heritage today, that there is nothing in the Charter—at least you have not convinced me to this moment that Japanese-Canadians then—and it could be Canadians of another extraction some-time in the future: if we want to protect Canadians against that kind of action, we should make sure today that in fact that guarantee is there for other Canadians.

The only way you're going to do that is to have "deportation" included as it relates to Canadians only. I appreciate the problems under the Immigration Act, but I am dealing with the rights of Canadians to remain.

Mr. Chrétien: The answer to that—the legal interpretation I am having—under Clause 6(1) if the Parliament of Canada were to pass legislation taking away the citizenship of some group of Canadians as has happened in the past, these citizens under this Charter would appeal.

An hon. Member: From where?

Mr. Chrétien: They would be citizens and they will challenge this act in front of the courts, and the court will see that their rights are protected in Clause 6(1). That is how I understand it.

But nothing can prevent a parliament from passing any law; but this Charter is protecting Canadians, Canadian citizens.

So I think they are protected and on the basis of the interpretation we put to this, we cannot see how a Canadian citizen could be deprived of his or her citizenship.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable David Crombie.

Mr. Crombie: Mr. Chairman, the Minister may be right. But my attention is directed to Clause 6(1). A moment ago I understood him to say that you cannot denationalize a citizen because he is a citizen. Does his right to remain in Canada flow from the fact that he is a citizen?

Clause 6(1) says every citizen of Canada has the right, and if he is no longer a citizen, then he does not have the right. It does not make sense.

[Translation]

M. Chrétien: M. Jordan vous donnera une explication. Il est prêt à répondre.

M. Jordan: Monsieur le président, l'article 6 signifie, pour nous, qu'un citoyen ne peut être privé de sa citoyenneté à moins de circonstances spéciales que l'article 1^{er} justifierait. En dehors du cas dont nous avons discuté l'autre soir, à savoir celui d'une personne qui aurait deux nationalités et qui devrait faire un choix avant l'âge de 28 ans, je vois mal comment cela se justifierait.

Par conséquent, nous estimons que l'article 6 garantit qu'un citoyen canadien ne peut jamais perdre sa citoyenneté.

M. Epp: Je suis navré d'être en désaccord avec vous sur ce point étant donné ce qui est arrivé aux Canado-Japonais durant la Seconde guerre mondiale puisqu'on les privés de leur nationalité et, à ce jour, rien n'a été fait pour redresser le tort qu'on leur a causé, un tort dont ils se souviennent encore aujourd'hui; la charte ne contient rien qui protège les Canado-Japonais... du moins, vous ne m'en avez pas convaincu... et des Canadiens d'une autre extraction pourraient éventuellement subir le même sort: si nous voulons protéger les Canadiens contre une action de cette nature, nous devons veiller aujourd'hui à ce que cette garantie soit explicite.

La seule solution consiste à insérer le mot «déportation» s'appliquant aux Canadiens seulement. Je comprends les problèmes que suscite la Loi sur l'immigration, mais il s'agit ici de droits inaliénables pour les Canadiens.

M. Chrétien: D'après l'interprétation des juristes... si, en vertu de l'article 6 (1), le Parlement du Canada adoptait une loi dépouillant un groupe de Canadiens de leur citoyenneté, comme cela s'est produit antérieurement, ces citoyens pourraient se pourvoir en appel en invoquant cette charte.

Une voix: D'où le feraient-ils?

M. Chrétien: Il s'agirait de citoyens qui contesteraient cette loi devant les tribunaux et ces tribunaux veilleraient à ce que leurs droits soient protégés aux termes de l'article 6(1), c'est ainsi que je l'entends.

Mais rien ne peut empêcher un Parlement d'adopter une loi quelconque; toutefois, cette charte protège les Canadiens, les citoyens canadiens.

J'estime qu'ils sont donc protégés et en foi de l'interprétation que nous donnons à cet article, nous ne voyons pas comment un citoyen canadien pourrait être privé de sa citoyenneté.

Le coprésident (M. Joyal): La parole est à l'honorable David Crombie.

M. Crombie: Le ministre a peut-être raison, monsieur le président. Mais mon attention se porte sur l'article 6(1). Si j'ai bien compris, il a dit tout à l'heure qu'on ne pouvait pas priver un citoyen de sa nationalité. De ce fait même, a-t-il le droit de rester au Canada?

L'article 6(1) stipule que tout citoyen du Canada a ce droit mais qu'à partir du moment où il perd sa citoyenneté, ce droit lui est enlevé. C'est illogique.

[Texte]

If you are a citizen, you do not have the right. You cannot argue that what keeps you from being a citizen is the right.

Mr. Chrétien: My argument is it would be illegal. We cannot pass such a law.

Mr. Crombie: How is that true?

Mr. Chrétien: Because if we were to pass such a law it would be against Clause 6(1).

Mr. Crombie: No, no, that is the point. If there was some other law which says that you cannot denationalize then I would accept your argument.

But your argument is that Clause 6(1) stops you from denationalizing, that cannot be true of the face of the language used, at least in English. Because in Clause 6(1) it says that every citizen has the right. You start with being a citizen and then you get the right. It does not hold you back from taking the citizenship away.

So, as soon as I denationalize you, then you no longer have the right to enter, remain or leave—you have the right to leave! But you do not have the right to enter or remain. That is clear.

You will need to change the language, I am sure.

Mr. Chrétien: Clause 6(1) gives rights to Canadian citizens. Suppose a parliament of Canada were to pass a law and say that Jean Chrétien or David Crombie are no longer Canadians. You say I could not go into court because I am no longer a Canadian citizen.

Mr. Crombie: That is right.

Mr. Chrétien: But it will be, in my judgment, illegal to pass such an act.

Mr. Crombie: Not by Clause 6(1). By Clause 6(1) it is illegal so long as you are a citizen, to deny you entry, or to remain, or to leave; but so long as you are no longer a citizen, then those rights no longer adhere to you.

You are not making it with this one!

Mr. Chrétien: It would be legislation which would not hold in from of the courts. You are saying he would no longer be a citizen to go before the courts; but I think we are more sophisticated than that.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I see Mr. Robinson raising his hand. But we have already adopted an agreement to a general consensus that each member would be allowed one intervention for three minutes.

I have already recognized you, Mr. Robinson.

Mr. Robinson: One supplementary question, Mr. Chairman, if I may.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I will have Senator Austin, before I invite you, Mr. Robinson, for that very short supplementary question. I think you will understand why, Mr. Robinson.

[Traduction]

Si vous n'êtes pas citoyen canadien, vous n'avez pas ce droit. Vous ne pouvez pas dire que ce droit est ce qui vous empêche d'être citoyen canadien.

M. Chrétien: Pour moi, ce serait illégal. Nous ne pouvons pas adopter de lois semblables.

M. Crombie: Et pourquoi donc?

M. Chrétien: Parce que si nous adoptions une loi semblable, ce serait contraire à l'article 6(1).

M. Crombie: Pas du tout. Voilà l'ennui. S'il existait une autre loi interdisant qu'on puisse priver quelqu'un de sa nationalité, je me plierais à votre argument.

Mais votre argument repose sur le fait que l'article 6(1) vous empêche de priver quelqu'un de sa nationalité, ce qui est faux si l'on s'en tient à la manière dont c'est formulé, du moins en anglais. En effet, l'article 6(1) dit que tout citoyen canadien a le droit de demeurer au Canada. Il faut d'abord être citoyen, moyennant quoi le droit de demeurer au Canada est accordé. Cela ne vous empêche pas de priver quelqu'un de sa citoyenneté.

Par conséquent, à partir du moment où quelqu'un est privé de sa nationalité, il n'a plus le droit d'entrer au Canada, d'y rester ou d'en sortir—you avez le droit d'en sortir! Mais vous n'avez pas le droit d'y entrer ni d'y rester. C'est clair.

Il va falloir que vous changiez cette formulation, j'en suis sûr.

M. Chrétien: L'article 6(1) donne des droits aux citoyens canadiens. Supposez que le Parlement du Canada adopte une loi et décrète que Jean Chrétien ou David Crombie ne sont plus Canadiens. Selon vous, je ne pourrais pas m'adresser à un tribunal puisque je ne suis plus citoyen canadien.

M. Crombie: Effectivement.

M. Chrétien: Mais, selon moi, il est illégal d'adopter une loi semblable.

M. Crombie: Pas en vertu de l'article 6(1). L'article 6(1) stipule qu'il est illégal de vous empêcher d'entrer au Canada, d'y rester ou d'en sortir tant et aussi longtemps que vous êtes citoyen canadien; mais à partir du moment où vous n'êtes plus citoyen canadien, ces droits ne s'appliquent plus à vous.

Avec cela, on ne s'en sort pas!

M. Chrétien: Une loi semblable ne tiendrait pas le coup devant les tribunaux. Vous dites que faute d'avoir la citoyenneté canadienne il est impossible de s'adresser aux tribunaux; mais je crois que nous sommes plus retors que cela.

Le coprésident (M. Joyal): Je vois M. Robinson qui lève la main. Cependant, nous nous sommes déjà entendus pour que chaque membre du comité ait droit à une intervention de trois minutes.

Je vous ai déjà donné la parole, monsieur Robinson.

M. Robinson: Permettez-moi de poser une question complémentaire, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Je donnerais la parole au sénateur Austin avant de vous autoriser, monsieur Robinson, à poser une très brève question complémentaire. Vous comprendrez mes raisons, monsieur Robinson.

[Text]

The Honourable Senator Austin.

Senator Austin: Mr. Minister, on the question we have been discussing, my understanding is that under Clause 1 these rights are guaranteed, rights to Canadian citizens are guaranteed; the only test for the removal of those rights are within the category of "subject only to such reasonable limits prescribed by law as can be demonstrably justified in a free and democratic society", so if I understand you correctly, if Parliament were seeking to enact a law depriving me of my citizenship, I would be entitled to ask the court to make that law meet these tests. Is that correct?

Mr. Chrétien: Yes.

Senator Austin: Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Senator Austin.

Mr. Robinson on a supplementary question.

Mr. Robinson: Mr. Minister, my question is this. The Minister will recall that this Committee turned down an amendment which would have stated that citizenship, once legally acquired shall be inalienable. If that right existed within the constitution, then there could be recourse to Clause 1 and the remedies section Clause 24.

But, Mr. Chairman, there is no clause in this Charter which states that once you get your citizenship it can be taken away.

I therefore ask you, Mr. Minister, through the Chairman, what is there to prevent the government of Canada from passing a simple law stating that the citizenship shall be taken away from X group.

What is there to prevent that law from passing and having a particular group stripped of their citizenship and finally exiling that group?

Mr. Chrétien: I have already explained that.

I said Parliament can pass such a law. The citizen who is deprived of his or her rights in those circumstances would then go before the courts and the tests of Clause 6(1) and Clause 1 would apply to that.

Mr. Robinson: Is that your legal advice; Mr. Minister?

• 2140

Mr. Chrétien: That is what Mr. Jordan and Mr. Tassé want to...

Mr. Robinson: I would like to hear that from the Deputy, if that is his advice to the Minister.

Mr. Tassé: I am not sure if what I am about to say will satisfy you, Mr. Robinson, but what I think might be relevant to your discussion here is that the word "citizen", in that section or indeed in other sections of the Charter is a word that will acquire a meaning of itself now and the courts will not necessarily be bound by what Parliament has said. I would think that if there were situations where Parliament were to give the very special meaning to the word citizen, addressing itself, its legislation, to a special category of citizens, change the normal meaning of citizen so as to deprive some people of

[Translation]

L'honorable sénateur Austin.

Le sénateur Austin: Dans le cadre de ce débat, monsieur le ministre, je pense que ces droits, c'est-à-dire les droits accordés aux citoyens canadiens, sont garantis par l'article 1; la seule condition qui entraînerait la suppression de ces droits tombe dans la catégorie des «seules réserves normalement acceptées dans une société libre et démocratique»; par conséquent, si je vous ai bien compris, au cas où le Parlement voudrait promulguer une loi qui me priverait de ma citoyenneté, je serais autorisé à demander aux tribunaux de faire en sorte que cette loi soit conforme à ces critères, n'est-ce pas?

M. Chrétien: Oui.

Le sénateur Austin: Merci.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup sénateur Austin.

Je donne la parole à M. Robinson pour une question complémentaire.

M. Robinson: Voici ma question, monsieur le ministre. Vous n'avez pas oublié que ce comité a repoussé un amendement stipulant qu'une fois la citoyenneté acquise légalement, cette citoyenneté serait inaliénable. Si ce droit existait dans la constitution, il serait possible d'invoquer l'article 1 de même que l'article 24.

Toutefois, monsieur le président, cette charte ne renferme aucun article garantissant que la citoyenneté ne peut vous être enlevée une fois que vous l'avez acquise.

Par l'intermédiaire du président, je vous demande donc, monsieur le ministre, ce qui peut empêcher le gouvernement du Canada d'adopter une simple loi stipulant qu'un groupe X sera privé de sa citoyenneté.

Ce texte renferme-t-il quoi que ce soit qui s'oppose à l'adoption d'une loi semblable, à ce qu'un groupe donné soit dépouillé de sa citoyenneté puis exilé?

M. Chrétien: Je vous l'ai déjà expliqué.

J'ai dit que le Parlement peut promulguer une loi semblable. Quiconque serait privé de ces droits en pareilles circonstances s'adresserait alors aux tribunaux, auquel cas les critères de l'article premier et de l'article 6(1) s'appliqueraient.

M. Robinson: Est-ce l'avis de vos juristes, monsieur le ministre?

M. Chrétien: C'est ce que Messrs Jordaon et Tassé veulent...

M. Robinson: J'aimerais entendre le sous-ministre me dire si ce sont ces conseils-là qu'il a donnés au ministre.

M. Tassé: Je ne sais trop si ce que je vais vous dire vous satisfera, monsieur Robinson. Il importe peut-être de préciser que dans cet article ou dans d'autres articles de la Charte, le mot «citoyens» aura une signification bien précise. Mais les tribunaux du pays ne seront pas nécessairement tenus par ce qu'aura dit le Parlement. C'est pourquoi je pense que si le Parlement donnait une signification spéciale au mot «citoyen», en limitant la portée de certains textes juridiques à une catégorie donnée de citoyens et en changeant la signification normalement donnée au mot afin de nier certains droits à un

[Texte]

their rights here, I think the court would look behind what Parliament has done.

In other words, the court would not be bound by the Parliamentary, the statute definition of citizen. They would look into the ordinary meaning of citizen.

An hon. Member: They could take away citizenship.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Honourable John Fraser, to conclude on the proposed motion. Mr. Fraser.

Mr. Fraser: Thank you, Mr. Chairman. For the edification of all members of the Committee and the Minister I want to read the definition of "arbitrary" from *Black's Law Dictionary*. Fifth Edition, and it reads as follows:

In an arbitrary manner as fixed or done capriciously or at pleasure without adequately determining principles; not founded in the nature of things; nonrational; not done or acting according to reason or judgment; depending on the will alone; absolutely; in power; capriciously; tyrannical; despotic.

Now the point is, Mr. Chairman, through you to the Minister, apart completely from the possibility of a Canadian being wrongly deported, we have in this country on a constant basis visitors, tourists, millions of them, landed immigrants, people who come in on special permits and foreign workers, and what we are saying is that they ought not to be arbitrarily deported, that if they are to be deported there should be reason. It should not be done capriciously or at pleasure; without adequate determining principles; not founded in the nature of things; nonrational or tyrannical or despotic. That is what arbitrary means.

All we are saying is that all throughout this Charter there are provisions to protect people who are not Canadians, who are part of our community for a temporary period of time, from arbitrarily being dealt with in terms of imprisonment and other things and all we are saying is that the Charter of Rights of Canada, we do not have to worry about provincial involvement here, this is completely a federal matter, ought to enshrine in it the right that any person in this country cannot be deported arbitrarily. I remind everybody that that means tyrannically, despotic, capricious, on a whim.

Surely to goodness that is not a right which is an unreasonable right to expect to be in a charter of rights, because deportation is more serious than temporary imprisonment and can cause a lot more grief to families and to individuals. The Minister says, well, we have an Immigration Act and a Citizenship Act. We do have an Immigration Act but that Immigration Act can be changed at any time by the House of Commons and the Senate and unless there is something in the Charter of Rights that says that that Immigration Act cannot be changed in such a way to give a minister or a government the right to act in a tyrannical or despotic or capricious way, in other words an arbitrary way, then people living here can be deported arbitrarily, I have to submit, through you, Mr.

[Traduction]

groupe de personnes, les tribunaux pourraient en décider autrement.

Autrement dit, les tribunaux ne seraient pas obligés d'adopter la définition établie par le Parlement. Ils pourraient opter pour la définition normale du mot «citoyen».

Une voix: Ils pourraient retirer la citoyenneté.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur John Fraser, je vous invite à conclure votre présentation de la motion.

M. Fraser: Merci, monsieur le président. Pour l'édification de tous les membres du comité ainsi que du ministre, j'aimerais vous donner la définition du mot «arbitraire» qui est donnée dans le dictionnaire juridique Black, cinquième édition:

Qui essaie arbitrairement, c'est-à-dire de façon capricieuse ou à la guise d'un individu, et qui n'est pas fondé sur des principes sous-jacents; qui n'est pas conforme à l'ordre naturel des choses; qui est irrationnel; qui n'est pas fait suivant un raisonnement ou un jugement; qui dépend de la volonté de quelqu'un; qui relève d'un pouvoir absolu, de caprices, d'un système tyrannique ou despotique.

Il existe, bien sûr, monsieur le président, la possibilité qu'un Canadien soit déporté injustement. Mais le Canada reçoit chaque année des millions de visiteurs, de touristes, d'immigrants reçus et d'autres personnes, qui viennent au pays munis de permis spéciaux ou à titre de travailleurs étrangers. Ce que nous disons c'est qu'il ne devrait pas être possible de déporter arbitrairement ces gens; il faudrait, pour le faire, être en mesure de fournir des preuves et des motifs suffisants. Il ne faudrait pas qu'une telle décision soit prise à cause d'un caprice ou tout simplement à la guise de quelqu'un, sans s'appuyer sur des principes sous-jacents ou sur l'ordre naturel des choses. Il ne faudrait pas non plus agir de façon irrationnelle, tyrannique ou despotique. C'est cela que signifie le mot «arbitraire».

Tout ce que nous disons c'est que la Charte est parsemée de dispositions qui ont pour objet de protéger les non-Canadiens, les personnes qui font partie de notre communauté pendant un certain temps, contre tout traitement arbitraire abusif, qu'il s'agisse de l'emprisonnement ou d'autre chose. Nous maintenons que la Charte des droits du Canada, qui ne relève que du fédéral, devrait interdire la déportation arbitraire de toute personne se trouvant sur le territoire. Je rappelle à tous que le mot «arbitraire» signifie tyrannique, despotique, capricieux, etc.

La déportation étant plus grave qu'une incarcération temporaire et étant susceptible de causer plus de chagrin aux familles et aux personnes concernées, nous pensons que c'est là une protection qu'il serait tout à fait raisonnable d'inclure dans une charte des droits et libertés. Le ministre répond qu'il existe une Loi sur l'immigration et une Loi sur la citoyenneté. Il existe en effet une Loi sur l'immigration, mais celle-ci peut être modifiée n'importe quand par la Chambre des communes et par le Sénat. A moins de stipuler dans la Charte des droits qu'il est interdit de modifier la Loi sur l'immigration de façon à donner à un ministre ou à un gouvernement le droit d'agir de façon tyrannique, despotique ou capricieuse, il sera toujours possible de déporter arbitrairement des personnes résidant au Canada.

[Text]

Chairman, and to members of the Committee, surely to goodness if you invite us to come here and discuss what we ought to put in a constitution and especially when we are dealing with a matter that is completely federal in scope, then to deny this additional safeguard to people living here who have to trust our system of justice I find it not only unseemly, it is almost unbelievable.

Mr. Chairman, I have to ask members of this Committee, all you have to do is read the definition of arbitrary, and if you are going to deny people living in this country protection against arbitrary action then what is the use of a charter of rights? What is the measure of our civility and what is the measure of our justice.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Fraser. I would like to call the vote on the proposed subamendment.

On a recorded vote, I would like to invite the Clerk of the Senate to call the vote in the usual manner.

Motion negatived: Yeas, 10; nays, 14.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to come back on the main amendment as moved by Mr. Irwin. Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I just have one question on the main amendment and whether the government has given any thought to the question as to whether this would have an impact on the present practice of lieutenant governors warrants and the detention in some cases for lengthy periods of time of persons in mental hospitals on lieutenant governors warrants. The Minister will be familiar with the case of Emmerson Bonar, for example.

Has there been any consideration given as to whether or not this would affect those warrants, and hopefully restrict their use.

Mr. Jordan: Mr. Chairman, yes, we have considered this, and that is another area where obviously the question of whether the arbitrariness factor enters into the procedures which are now followed.

Mr. Robinson: So you are saying that these particular warrants and their scope could be affected by this particular section.

Mr. Jordan: Yes, although we must remember that these very words are in the Canadian Bill of Rights now and there have been no cases successfully challenging that process at the moment.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Robinson. I see that the honourable members are ready for the vote.

Amendment agreed to.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like then to call a vote on Clause 9 as amended.

Clause 9 as amended agreed to.

On Clause 10—*Arrest or detention*.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like then to invite honourable members to take the two amendments that deal with Clause 10. The first one is an amendment identified by

[Translation]

Messieurs les coprésidents, membres du comité, si vous nous avez demandé de discuter de ce qui, d'après nous, devrait figurer dans la Constitution, et compte tenu du fait qu'il s'agit d'une question qui ne relève que des pouvoirs fédéraux, il me paraît tout à fait incroyable et impensable de vouloir nier cette protection supplémentaire aux gens qui vivent au Canada et qui doivent se fier à notre système judiciaire.

Monsieur le président, laissez-moi demander aux membres du comité de se reporter à la définition du mot arbitraire pour comprendre ce que je veux dire. Une charte des droits n'a aucun sens si vous comptez nier aux habitants du Canada une protection contre toute mesure arbitraire. Est-ce là une attitude civilisée et juste?

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Fraser. J'aimerais maintenant mettre aux voix le sous-amendement proposé.

Puisque nous allons procéder à un vote par appel nominal, je demanderai au greffier du Sénat de faire comme à l'habitude.

La motion est rejetée par 14 voix contre 10.

Le coprésident (M. Joyal): Revenons maintenant à la modification principale proposée par M. Irwin. Monsieur Robinson.

M. Robinson: Monsieur le président, j'ai une seule question à poser à ce sujet. J'aimerais savoir si le gouvernement s'est interrogé sur l'incidence que cela pourrait avoir sur les mandats des lieutenants-gouverneurs et sur les détentions, parfois prolongées, en hôpital psychiatrique, en vertu de mandats de lieutenants-gouverneurs. Le ministre est sans doute au courant de l'affaire Emmerson Bonar, par exemple.

A-t-on essayé de savoir si cela toucherait les pratiques relatives à ces mandats, et si, et c'est ce que j'espère, cela en limiterait l'application.

M. Jordan: Oui, monsieur le président, nous avons examiné la question. Il s'agit d'ailleurs d'un autre domaine où il est question de savoir si le facteur arbitraire doit ou non intervenir dans les dispositions établies.

M. Robinson: Cela signifie que cet article de la Charte pourrait effectivement avoir une incidence sur les mandats dont j'ai fait état, et sur leur portée, n'est-ce pas?

M. Jordan: Oui, mais il ne faut pas oublier que ces mots figurent déjà dans la Charte canadienne des droits et qu'il ne s'est encore produit aucun cas où l'on ait réussi à mettre en question la procédure employée.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Robinson. Je constate que les honorables députés sont prêts à voter.

La motion est adoptée.

Le coprésident (M. Joyal): Nous allons donc mettre aux voix l'article tel que modifié.

L'article 9, tel que modifié, est adopté.

Article 10—*Arrestation ou détention*.

Le coprésident (M. Joyal): J'invite maintenant les honorables députés à prendre leur exemplaire des deux modifications qui ont été proposées pour l'article 10. Tout d'abord, la page

[Texte]

the letters G-11, Clause 10, pages 4 and 5, it is a government amendment, and I would like in so doing to invite Mr. Irwin to move the amendment.

Mr. Irwin: Thank you, Mr. Chairman. I am pleased to move that Clause 10 of the proposed constitution act, 1980 be amended by striking out lines 38 and 39 on page 4 and lines 1 and 2 on page 5 and substituting the following:

(a) to be informed promptly of the reasons therefor;

(b) to retain and instruct counsel without delay and to be informed of that right; and

Je propose

Que l'article 10 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 41 à 43, page 4, et aux lignes 1 et 2, page 5, de ce qui suit:

«a) d'être informé dans les plus brefs délais des motifs de son arrestation ou de sa détention;

b) d'avoir recours sans délai à l'assistance d'un avocat et d'être informé de ce droit;»

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Irwin.

I see no speaker on the amendment. Are you ready for the vote?

Mr. Robinson, you had a question?

Mr. Robinson: Yes, Mr. Chairman, I had a question with respect to the amendment in clause 10(b):

to retain and instruct counsel without delay and to be informed of that right; and

I wonder whether you could clarify whether it is felt by the government that inherent, Mr. Minister, through you Mr. Chairman, inherent in that right to retain counsel even in the absence of funds.

In other words, I am sure you would recognize that without adequate funds that this right is a hollow right. Do you envisage this possibly being interpreted by the courts as including the right to legal aid in the case of serious offences, or would that have to be spelled out explicitly?

Mr. Chrétien: No. You have the right to retain and instruct counsel. That is the right he has. How to retain and compensate the counsel is to be decided by the person involved and his lawyer and there are some programs that are shared costs where, for certain categories of citizens because he cannot afford it, he receives legal aid from the provincial administration.

So the question of compensation, the legal adviser is not a matter of right. It is a question of a private citizen dealing in society with his own problem. Legal aid is a social measure that exists in Canada and is available under the criteria that are established by the Attorneys General of the provinces.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I will be elaborating on my concern in respect to that particular portion of Clause 10 when

[Traduction]

G-11, article 10, pages 4 et 5. Il s'agit d'une modification proposée par le gouvernement. Je demanderai à M. Irwin de présenter la motion.

M. Irwin: Merci, monsieur le président. Il est proposé que l'article 10 du projet de Loi constitutionnel de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 41 à 43, pages 4 et aux lignes 1 et 2, page 5, de ce qui suit:

a) d'être informé dans les plus brefs délais des motifs de son arrestation ou de sa détention;

b) d'avoir recours sans délai à l'assistance d'un avocat et d'être informé de ce droit.

I move

That Clause 10 of the proposed Constitution Act, 1980, be amended by striking out lines 38 and 39 on page 4 and lines 1 and 2 on page 5 and substituting the following:

(a) To be informed promptly of the reasons therefore;

(b) to retain and instruct counsel without delay and to be informed of that right.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Irwin.

Personne d'autre ne souhaite faire de commentaires? Êtes-vous prêts à voter?

Monsieur Robinson, vous aviez une question à poser?

M. Robinson: Oui, monsieur le président. J'aimerais poser une question au sujet de l'alinéa b) de l'article 10, qui se lit comme suit:

d'avoir recours sans délai à l'assistance d'un avocat, et d'être informé de ce droit.

Monsieur le ministre, j'aimerais savoir si le gouvernement est d'avis que ce droit d'avoir recours à l'assistance d'un avocat est un droit de nature, un droit inaliénable, même dans le cas d'insuffisance de moyens financiers.

Autrement dit, je crains que ce droit n'ait aucun sens pour une personne qui ne dispose pas d'un compte en banque assez rempli. Pensez-vous que les tribunaux interpréteraient cela comme étant le droit à l'aide juridique, dans le cas d'un délit grave, ou pensez-vous qu'il serait nécessaire d'expliquer cela de façon explicite dans la charte?

M. Chrétien: Non. Chacun a le droit d'avoir recours à l'assistance d'un avocat, et d'être informé de ce droit. C'est cela le droit qui est prévu. Pour ce qui est du paiement des services judiciaires, c'est à la personne concernée et à son avocat d'en décider. Il existe certains programmes de partage des coûts, en vertu desquels certains citoyens, parce qu'ils n'ont pas suffisamment de moyens, peuvent bénéficier d'une aide juridique provinciale.

La question de la rémunération des conseillers juridiques n'a donc rien à voir avec ce droit. C'est au citoyen qu'il revient de régler son propre problème. L'aide juridique est une mesure sociale qui existe au Canada et à laquelle on peut recourir conformément aux critères fixés par les procureurs généraux des provinces.

M. Robinson: Monsieur le président, j'expliquerai plus en détail mes préoccupations au sujet de cette partie de l'article

[Text]

I move an amendment on this subject, but I have another question and that is with respect to what has been called by some the right to remain silent and the right to be informed of that right.

The B.C. Civil Liberties Association, the Canadian Civil Liberties Association, and the Canadian Federation of Human Rights and Civil Liberties Association all called, Mr. Minister, through you, Mr. Chairman, for specific reference to the right to remain silent and not just from the moment from which a person is charged, but from the moment of arrest.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I am sorry to interrupt you, Mr. Robinson, but I see that you are now asking for questions more in relation to the amendment that honourable members will be asked to deal with after we have dealt with that first amendment, and that in my mind is very clear, and I see that the very question that you are asking is more in relation to paragraph (b) of your amendment, than on any of the sections of the proposed amendment at this point.

That is why I would like to invite you to direct your question more in relation with that amendment and not in the context of your amendment. You will have plenty of opportunities to question the Minister when your amendment will be called, and it is the next step that the Chair wants to take.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I am sorry, I was not clear on the fact that I could question the Minister extensively on my own amendment. There had been some concern expressed about that earlier, but if that is the understanding, that is fine.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): It is very easy. I have already said and interpreted the time allocation of each member, in answer to a previous question by Miss Campbell, that you have five minutes to introduce your amendment and if in so doing you prefer to question the Ministers or the officers of the department or ask questions of honourable members of this Committee, because of his experience or knowledge or interest, the Chair will certainly allow it; but at this point I think we should stick to the procedure that has received general consensus and remain on the amendment as moved by Mr. Irwin.

• 2155

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

I have one final question on the specific amendment as moved by Mr. Irwin, that is this:

Mr. Minister, perhaps you could clarify, or one of your officials, what remedy you might envisage being applied under Clause 24 of the proposed Charter of Rights if the right to be informed of one's right to retain and instruct counsel without delay were abrogated? What possible remedy might there be applied by the courts if that right were violated?

Mr. Chrétien: We say that the court has the discretion to apply the appropriate remedy. It is up to the court to decide, I am not a judge. We gave the rights to the person to apply to the court and the court can grant a remedy. What kind of remedy I do not know what it might be, it is up to the courts to

[Translation]

10 lorsque je proposerai une modification à cet effet. Mais j'aimerais poser une autre question au sujet d'un droit défini par certains comme étant le droit de garder le silence et d'être informé de ce droit.

La B.C. Civil Liberties Association, la Canadian Civil Liberties Association et la Fédération canadienne des associations des libertés civiles et des droits de l'homme ont toutes réclamé qu'on fasse tout particulièrement état dans la Charte du droit de garder le silence, et ce non pas à partir du moment de l'inculpation, mais dès l'arrestation.

Le coprésident (M. Joyal): Je m'excuse de vous interrompre, monsieur Robinson, mais je constate que vous posez maintenant des questions qui se rapportent davantage à la modification dont décideront les membres du Comité après avoir traité de la première modification. Il me paraît très clair que votre question se rapporte plus au paragraphe b) de votre modification qu'aux articles que la modification proposait.

Je vous demande par conséquent d'orienter votre question en fonction du texte de la modification dont il est question maintenant et non de la vôtre. Vous aurez amplement le temps de poser des questions au ministre lorsqu'on étudiera votre modification. C'est d'ailleurs ce que nous allons faire d'ici quelques instants.

M. Robinson: Monsieur le président, pardonnez-moi, mais je n'étais pas certain d'avoir le droit de poser des questions au ministre au sujet de ma propre modification. On s'était d'ailleurs posé des questions à ce sujet tout à l'heure. Mais si cela m'est permis, je n'y ai aucune objection.

Le coprésident (M. Joyal): C'est très simple. En réponse à une question posée par M^{lle} Campbell, j'ai dit que vous disposiez de cinq minutes pour présenter votre motion. Si, ce faisant, vous préférez poser des questions au ministre ou à ses collaborateurs, ou encore poser des questions aux membres du Comité, compte tenu de l'expérience, des connaissances et des intérêts que ces derniers peuvent avoir, nous vous le permettrons. Mais je pense qu'il conviendrait maintenant que nous nous en tenions à la procédure approuvée à l'unanimité et que nous traitions d'abord de la modification proposée par M. Irwin.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Alors, j'ai une dernière question à poser au sujet de la modification proposée par M. Irwin.

Le ministre, ou l'un de ses collaborateurs, pourrait-il me dire quel recours vous envisagez prévoir dans le cadre de l'article 24 du projet de Charte des droits en cas de suppression du droit d'être informé de ses droits et d'avoir recours sans délai à l'assistance d'un avocat? Si ce droit était violé, quelles mesures les tribunaux pourraient-ils prendre?

M. Chrétien: Ce que nous disons c'est que c'est aux tribunaux qu'il revient de décider des mesures appropriées. Je ne suis pas juge, et c'est aux juges des tribunaux de prendre les décisions. Nous accordons aux gens le droit d'avoir recours au tribunal et le tribunal peut prescrire telle ou telle voie. Mais je

[Texte]

decide. I do not want to speculate at this moment. We can come back on Clause 24, perhaps, but not now.

Mr. Robinson: Do you envisage that remedy including, for example, the right to have evidence which is obtained in violation of this right excluded?

Mr. Chrétien: It might be one of the remedies. It is up to the court to decide that the evidence has been gained against this, in spite of this provision in the constitution. They might decide, the judge might decide, that the evidence obtained that way is illegal.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

I understand that honourable members are ready for the vote.

Amendment agreed to.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The next amendment in relation to Clause 10 is an amendment moved by the New Democratic Party and it is the amendment identified N-13, Clause 10, page 5, and I would like to invite Mr. Robinson to move the amendment in the usual way.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

I would move that Clause 10 be amended by:

(a) striking out line 6 on page 5 and substituting the following:

lawful;

(d) if without sufficient means to pay for counsel and if the interests of justice so require, to be provided with counsel;

And, Mr. Chairman, if I might just at this point deal with that particular subparagraph as we have done previously, to read the French version.

Il est proposé:

Que l'article 10 du projet de loi constitutionnel de 1980 soit modifié par:

a) substitution à la ligne 5, page 5, de ce qui suit:

«cas échéant, sa libération;

d) d'avoir l'assistance d'un avocat s'il n'a pas de moyens suffisants et si l'intérêt de la justice l'exige;»

Mr. Chairman, I would so move, and in moving this particular amendment I would like to point out that if there was one amendment which was proposed to a particular section of the legal rights of the Charter, it is this: group after group appeared before this Committee asking us to recognize the principle that it is a hollow right to tell someone who has been charged with a serious criminal offence that they have the right to retain and instruct counsel, and they have the right to be informed of that right, but if they do not have any money

[Traduction]

ne sais pas de quoi il pourrait s'agir. C'est aux tribunaux de décider. Je n'aimerais pas préjuger de la situation. Nous pourrions peut-être revenir plus tard sur l'article 24 mais je ne suis pas en mesure de vous répondre tout de suite.

M. Robinson: Envisageriez-vous par exemple un droit en vertu duquel pourraient être exclus tous témoignages obtenus suite à la violation de ce droit?

M. Chrétien: Ce pourrait être l'un des moyens. Mais ce serait alors aux tribunaux de décider si oui ou non les témoignages recueillis l'ont été en violation de ce droit, malgré les dispositions prévues dans la Constitution. Il se peut très bien que le juge décide que les méthodes utilisées pour obtenir de tels témoignages étaient illégales.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

Je pense que les honorables membres du Comité sont maintenant prêts à voter.

L'amendement est adopté.

Le coprésident (M. Joyal): Passons maintenant à une modification à l'article 10 proposée par le Nouveau parti démocratique. Le texte de la motion se trouve à la page N-13, article 10, page 5. J'inviterais M. Robinson à proposer la motion de la façon habituelle.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Je propose que l'article 10 du projet de Loi constitutionnel de 1980 soit modifié par:

a) substitution, à la ligne 5 page 5 de ce qui suit:

cas échéant, sa libération;

d) d'avoir l'assistance d'un avocat s'il n'y a pas de moyens suffisants et si l'intérêt de la justice l'exige.

Monsieur le président, si vous me le permettez, afin de suivre la méthode utilisée jusqu'à présent, j'aimerais m'en tenir pour l'instant à cet alinéa et j'en lirai la version française.

It is moved:

That Clause 10 of the proposed Constitution Act, 1980, be amended by

(a) striking out line 6 on page 5 and substituting the following:

“lawful;

(d) if without sufficient means to pay for counsel and if the interests of justice so require, to be provided with counsel;”

Monsieur le président, voilà la motion que je voulais présenter. Je tiens à signaler au comité que s'il est un amendement à présenter à un article des Garanties juridiques c'est bien celui-ci. Les uns après les autres les groupes qui ont comparu devant le Comité nous ont demandé de reconnaître le principe suivant lequel le droit pour une personne inculpée d'un délit grave d'être informée dans les plus brefs délais de son droit au recours à un avocat n'a aucun sens pour ceux qui n'ont pas de moyens financiers suffisants. Dans pareils cas, la portée du

[Text]

then it is too bad, that is the end of the matter, because that is the effect of the Charter as it stands now.

The Minister might say: well, there are legal aid provisions in effect in the provinces and the territories, but I would point again to the Minister's own words and the explanatory notes to this proposed Charter and what the Minister has said is this:

However, with few and limited exceptions the rights and freedoms are not constitutionally guaranteed.

These are the vital words:

What protection has been legislated yesterday can be removed or limited by another enactment tomorrow.

Now, Mr. Minister, it is not good enough to say that this legislation which guarantees to those persons charged with serious offences the right to legal aid is the only protection they should have, for as a number of groups have said to us if this right is to mean anything at all it must include the right of the poor to have the assistance of counsel.

I would point, for example, to the brief of the British Columbia Civil Liberties Association who state in the interests of simple justice money should never be the determining factor when fundamental rights are at issue. If the rich or even moderately well off have the right to counsel as soon as they are arrested or detained, this right must extend to everyone. It is really still necessary to argue such a point, they say.

Or the Canadian Civil Liberties Association. What use is the right to hire a lawyer if you do not have the money to pay him?

Finally, Mr. Chairman, quoting from the Canadian Jewish Congress:

In the Committee's opinion it is intolerable to discriminate between rich and poor with respect to the right of an accused person to retain and instruct counsel.

Mr. Chairman, this fundamental right is recognized in the International Covenant on Federal and Political Rights in Article 14(3); it is recognized in the European Convention on Human Rights in Article 6; it is recognized very clearly as a fundamental principle and one without which, as I say, the right to counsel is a hollow right.

So, Mr. Chairman, I would strongly urge that the Minister accept this clause which is very much in line with the wording in the International Covenant on Civil and Political Rights, and I would like to just conclude by asking the Minister a couple of brief questions, Mr. Chairman, if I may.

The first question, Mr. Minister, is this: In view of the representations from group after group after group before this Committee, why has it been decided not to include this fundamental right in the Charter of Rights, and particularly why has it been felt that you are prepared to rely upon an ordinary statute of Parliament and provincial legislatures which can be swept away at any time?

[Translation]

droit s'arrête là, puisque c'est tout ce que prévoit la Charte à l'heure actuelle.

Le ministre dirait sans doute que les provinces et les territoires prévoient déjà une certaine forme d'aide juridique. Je porterais cependant à son attention les mots qu'il a lui-même prononcés et les notes explicatives qui nous ont été données. Voici ce qu'a dit le ministre:

A quelques rares exceptions, les droits et libertés ne sont pas garanties dans la Constitution.

Voici des mots les plus importants:

Toute protection adoptée aujourd'hui dans une loi peut être supprimée ou limitée demain par une autre.

Monsieur le président, je ne suis pas d'accord lorsque vous dites que ces articles garantissant aux personnes inculpées de délits graves le droit à l'aide juridique devraient être leur seule protection. Comme nous l'ont dit bon nombre de groupes qui ont comparu devant le Comité, ce droit n'a aucun sens si l'on ne fait pas état du droit des plus pauvres à l'aide juridique.

Je citerai en exemple le mémoire présenté par la *British Columbia Civil Liberties Association* qui dit que dans l'intérêt de la justice l'argent ne devrait jamais être le facteur déterminant lorsqu'il est question de droits fondamentaux. Si les riches ou même ceux qui n'ont qu'à peine assez d'argent ont le droit d'avoir recours à un avocat dès leur arrestation ou leur mise en détention, ce droit devrait être accordé à tous. Cette association a d'ailleurs demandé s'il était vraiment nécessaire de démontrer le bien fondé de leur prise de position.

L'Association canadienne des libertés civiles partage cette opinion. Comment recourir aux services d'un avocat si l'on ne dispose pas de l'argent nécessaire pour le payer?

Enfin, monsieur le président, j'aimerais lire une phrase tirée du rapport déposé par le Congrès juif canadien:

Le Comité est d'avis qu'il est intolérable de faire une distinction entre les riches et les pauvres pour ce qui est du droit pour une personne accusée de recourir à l'assistance d'un avocat.

Monsieur le président, ce droit fondamental est reconnu à l'article 14, paragraphe 3, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ainsi des droits de la personne. Il s'agit très clairement d'un principe fondamental sans lequel le droit d'avoir recours à l'assistance d'un avocat n'a aucun sens pour certaines catégories de la population.

C'est pourquoi, monsieur le président, j'exhorte le ministre à accepter cet article qui est conforme au Pacte international relatif aux droits civils et politiques. En conclusion, j'aimerais, si vous le permettez, poser quelques petites questions au ministre.

Ma première question est la suivante: compte tenu des communications faites devant le Comité par tout un tas de groupes, pourquoi a-t-on décidé de ne pas inclure ce droit fondamental dans la Charte? Pourquoi a-t-on choisi de se fier à des lois du Parlement et des assemblées provinciales qui peuvent être révoquées à tout moment?

[Texte]

M. Lapierre: Monsieur le président, si vous me le permettez, la position que nous avons prise, cela a été discuté, l'aide juridique, comme vous le savez, relève premièrement des provinces et toutes les provinces et territoires au Canada, avec une contribution financière fédérale, ont l'aide juridique actuellement.

Le problème qu'on retrouverait en insérant votre amendement proposé, ce serait de déterminer des critères d'admissibilité qui sont différents dans chaque province. Le sénateur Asselin doit être au courant des critères que nous avons au Québec qui sont certainement différents de ceux de l'Ontario et de ceux d'autres provinces.

On a l'impression qu'actuellement le système est assez bien servi par une législation ordinaire provinciale et on ne voit pas la nécessité d'inclure l'aide juridique dans la Constitution.

J'irais plus loin. Vous parliez tout à l'heure, monsieur Robinson, des obligations internationales que nous avons contractées. Je crois que par des mesures provinciales actuellement, nous remplissons très bien nos obligations internationales parce que nous donnons effectivement l'aide juridique aux citoyens défavorisés.

Quatrièmement, dans votre amendement, vous dites «si l'intérêt de la justice l'exige». A ce moment-là, on doit se rappeler que les cours ont le pouvoir inhérent d'ordonner qu'on attribue un avocat à un accusé si l'intérêt de la justice l'exige. Donc, on est déjà très bien couvert dans la pratique, et ce serait vraiment s'immiscer dans le domaine provincial si nous allions plus loin.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Robinson, I realize that you have . . .

Mr. Robinson: Just a final question, if I may, Mr. Chairman. I understand Mr. Lapierre is speaking on behalf of the government on this matter.

Mr. Lapierre, I would like to ask you this: You have stated that this is a provincial matter, largely within the provincial jurisdiction. Do you recognize that the provinces are already bound by the terms of the covenant to provide this service so this would not be imposing anything upon them which does not already exist and secondly, what remedy would you suggest to a poor accused person who is in a province that has decided, for whatever reason, financial reasons or otherwise, that they are not going to provide legal aid services? What would you suggest to that particular individual?

M. Lapierre: Je pense que c'est un cas hypothétique que vous me soumettez parce que la pratique veut que ce soit complètement différent. Vous n'avez pas à vous inquiéter. L'aide juridique fait partie maintenant de notre système de justice et on n'a pas besoin de s'inquiéter. Nos obligations sont bien remplies par des lois provinciales et je ne vois pas pourquoi on «s'enfermerait» dans les fleurs du tapis!

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

I would like to invite the honourable James McGrath followed by the honourable Senator Asselin.

[Traduction]

Mr. Lapierre: If I may, Mr. Chairman, the position which has been discussed is that legal aid, as you know, is basically a provincial responsibility; all Canadian provinces and territories now have legal aid, with a federal financial contribution.

The problem with entrenching your proposed amendment would be in determining the eligibility criteria which differ from province to province. Senator Asselin is no doubt aware of the criteria in Quebec, which are no doubt different from Ontario's and those of the other provinces.

We feel that at the present time the system is well enough provided for by ordinary provincial legislation, and we do not see the need to include legal aid in the constitution.

I would even go further. Earlier, Mr. Robinson, you spoke of our international obligations. I feel that the provincial measures in existence allow us to fulfill our international obligations quite well, since we do in fact provide legal aid to disadvantaged citizens.

Fourth, in your amendment, you say "if the interests of justice so require". In that case, we should remember that the courts have the inherent right to order that a lawyer be assigned to an accused if the interests of justice so require. So the situation is already well covered in practice, and to go any further would be to get involved in provincial jurisdiction.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Robinson, je sais que vous devez avoir . . .

M. Robinson: Si vous le permettez, monsieur le président, j'aurais une dernière question. Je crois comprendre que dans ce contexte M. Lapierre parle au nom du gouvernement.

Monsieur Lapierre, j'aimerais vous poser la question suivante: vous avez dit qu'il s'agit ici d'une question qui relève surtout de la compétence provinciale. Reconnaissez-vous le fait que les provinces sont déjà tenues par les conditions du Pacte de fournir ce service, ce qui veut dire qu'il ne s'agirait pas ici de leur imposer quelque chose qui ne leur est pas déjà imposé; et, deuxièmement, quel recours proposeriez-vous au pauvre accusé dans une province qui a décidé, pour une raison ou pour une autre, d'ordre financière ou autre, que les services d'aide juridique ne seront plus fournis? Que proposeriez-vous à cette personne?

Mr. Lapierre: I think that you are putting a hypothetical case, because in practice the situation would be completely different. You have nothing to worry about. Legal aid is now part of our legal system, and there is no need for concern. Our obligations are adequately met by provincial laws, and I do not see why we should spend our time tilting at windmills!

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

J'inviterais l'honorable James McGrath à prendre la parole, suivi de l'honorable Sénateur Asselin.

[Text]

Mr. McGrath: Well, Mr. Chairman, I would like to say a few words in support of the amendment for the very simple reason, whilst I heard Mr. Lapierre, and I appreciate that once again he purports to speak for the government and I hope that he will be supported this time by the Minister of Justice, but I think it has to be said that whilst legal aid is now a part of the system in terms of all provinces have legal aid, and indeed the federal government itself is involved in legal aid, that is a meaningless service if the average Canadian does not know of it, is not able to avail himself of it, and I suggest to you that without the right to counsel, if he cannot afford counsel then it is a meaningless right.

By spelling it out in the Charter we are signalling to law enforcement agencies that everyone has this right and, sure, you maintain that the courts will decide but there is a very important time when a person is incarcerated, from the time he is arrested until he is charged, and that is when he needs legal advice and that is when I believe it is necessary for us to provide within the Charter, in accordance with the terms of Mr. Robinson's amendment, that not only the right to counsel but the right to provide counsel in cases where a person is unable to afford it; simply it merely brings into the system something which is already now there anyway in terms of legal aid, in terms of the courts, ability to provide counsel through legal aid, why not provide it at this step which is a very important step?

Mr. Lapierre: Well, if I may add, Mr. Chairman, I think what worries me about the admissibility to legal aid, would you see the courts decide whether they can afford it, whether an individual can afford it or not? These criteria vary from jurisdiction to jurisdiction and I think it would be impractical and very difficult to leave the courts the power to enquire into financial circumstances of each case, to determine whether the criteria were fair and being fairly applied in each case.

Would you ask the court to do that?

Mr. McGrath: Well, not only would you be ensuring this as a right but you would be signalling to law enforcement agencies that whether or not a person can afford counsel should not be a factor in that person's right to have counsel at that stage of the proceedings, and that is the important stage, I submit to you, where a person should know exactly what his rights are in terms of the Charter, his legal rights in terms of the Charter that we are addressing ourselves to here this evening.

Mr. Lapierre: Well, I think you did not take my point.

Ce que je veux dire exactement c'est: qui a les moyens ou qui n'a pas les moyens. Vous voulez laisser cela aux cours.

Actuellement, les autorités provinciales s'en occupent très bien, on pense que ça va très bien.

[Translation]

M. McGrath: Et bien, monsieur le président, j'aimerais dire quelques mots à l'appui de cet amendement pour une raison très simple. J'ai écouté M. Lapierre, et je reconnais le fait qu'encore une fois il se fait le porte-parole du gouvernement; j'espère cette fois que le ministre de la Justice l'appuyera. Je crois toutefois qu'il faut dire que même si l'aide juridique fait maintenant partie du système par le fait que toutes les provinces l'offrent et que même le gouvernement fédéral y participe, cette aide ne sert à rien si le Canadien moyen n'en est pas informé, s'il ne peut pas s'en prévaloir; j'estime que le droit d'avoir un avocat, pour une personne qui n'en a pas les moyens suffisants, est un droit sans aucune signification s'il n'est pas complété ainsi.

En l'énonçant clairement dans la charte, nous signalons aux responsables de l'application de la Loi que tout le monde jouit de ce droit. Évidemment, selon vous les tribunaux prendront la décision, mais il y a une période très importante, lorsqu'une personne est incarcérée, entre son arrestation et son inculpation; c'est à ce moment-là qu'elle a besoin de conseils juridiques, et c'est pour cette période-là que je crois qu'il nous est nécessaire d'énoncer dans la charte, par l'amendement de M. Robinson, que l'on a non seulement le droit d'avoir un avocat mais qu'il existe également la possibilité de fournir un avocat aux personnes qui n'ont pas les moyens suffisants. Il s'agit tout simplement d'inscrire dans le système une chose qui existe déjà par l'entremise de l'aide juridique, par le fait que les tribunaux peuvent faire appel à l'aide juridique pour fournir un avocat. Donc pourquoi ne pas offrir cette aide pendant cette période très importante?

M. Lapierre: Eh bien, monsieur le président, si vous me le permettez, j'aimerais ajouter que ce qui m'inquiète dans cette question d'admissibilité à l'aide juridique, c'est de savoir si ce serait aux tribunaux de décider si un accusé a les moyens suffisants ou non d'engager un avocat? Les critères d'admissibilité varient d'une juridiction à l'autre; je crois qu'il ne serait pas pratique, il serait même très difficile de laisser aux tribunaux le pouvoir d'enquêter sur les moyens financiers dans chaque cas, de déterminer si les critères étaient justes et s'ils étaient appliqués justement dans chaque cas.

Demanderiez-vous aux tribunaux de faire cela?

M. McGrath: Eh bien, non seulement on garantirait ce droit, on signalerait aux magistrats que le fait qu'une personne puisse ou non engager un avocat ne devrait pas avoir d'incidence sur son droit à l'assistance d'un avocat à cette étape du processus; je soutiens que c'est l'étape importante, l'étape à laquelle un accusé devrait connaître exactement quels sont ses droits en vertu de la Charte, ses droits juridiques, qui font l'objet de notre discussion de ce soir.

M. Lapierre: Enfin, je ne crois pas que vous ayez saisi ce que je voulais dire.

What I am trying to say is that you want to allow the court to decide who has sufficient means and who does not.

At the present time, the provincial authorities are dealing with this very well; it is thought that the system is working very well.

[Texte]

L'amendement précise que l'accusé a droit à l'assistance d'un avocat s'il n'a pas les moyens suffisants, mais quelqu'un va devoir déterminer qui n'a pas les moyens suffisants. Peut-être que je n'ai pas les moyens suffisants aujourd'hui de me payer un avocat!

Mr. Chrétien: If I can interject, there is one aspect in the tradition in Canada. If a judge can order a lawyer to serve different accused, but now it is not applied any more because there is legal aid, but before there was legal aid, and I have been aware of cases where an accused would come in front of the judge and have no lawyer and the judge would turn to one of the lawyers and say you have to take that case, and it is the power inherent in the court and the judge will order that, and I have seen some guys who could not get out of it, who were shying away when they saw that type of development, trying to get out of the scope of the judge.

So these rights are inherent in the tradition here and now it is not used anymore because, as a matter of fact, the program of legal aid intervened and it is functioning well and I do not think that we can write every little administrative desire or goal we have into a Charter of Rights like that.

Mr. McGrath: I would like to ask the Minister . . .

The Joint Chairman (Mr. Joyal): That will be your last question.

Mr. McGrath: Do I have one question?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): That will be your last question.

Mr. McGrath: I just wanted to ask the Minister if a person is advised of his rights under this section and if he cannot afford counsel, well then, at that point in time surely he is entitled to be advised that there is legal aid which will provide him with counsel and that seems to me to be the thrust of what Mr. Robinson's amendment addresses.

Mr. Chrétien: In this system the guy has some rights and in terms of the administration they will say you are entitled to a lawyer.

Mr. McGrath: He says: I cannot afford it.

Mr. Chrétien: I do not know, we could perhaps give, an Attorney General can perhaps give direction to his police force to advise the person that there is a system of legal aid but we cannot put it into the Charter of Rights how administratively it should be done. We say you have the right to have a counsel, that is the main purpose of this amendment. How after that it is being implemented in the field, of course that is why we have Attorneys General in the provinces and it is not even my responsibility unless we decide to inscribe something in the Criminal Code in terms of a new procedure.

What we are giving is the right, the right to counsel, it is as a basic right. How to pay for counsel, it is either the individual or legal aid and it is not a matter of the Charter, it is a matter of operation after the person accused has been informed of his rights.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. McGrath.

[Traduction]

The amendment specifies the accused has the right to counsel, if he is without sufficient means to pay for it, but something will have to decide who does not have sufficient means. Perhaps today I do not have sufficient means to pay for counsel!

M. Chrétien: Si je peux intervenir, la tradition canadienne contient un élément intéressant. Un juge pouvait ordonner à un avocat de servir différents accusés; cela ne s'applique plus, car il y a maintenant l'aide juridique. Mais avant l'aide juridique, j'ai connu des cas où un accusé se présentait devant le juge sans avocat et le juge s'adressait à l'un des avocats pour lui dire qu'il était obligé d'accepter de défendre l'accusé. C'était un pouvoir des tribunaux. Et j'ai vu bien des avocats qui ont essayé d'échapper à tout cela, d'échapper à l'emprise des juges.

Ces droits sont donc inhérents à la tradition canadienne; on ne s'en sert plus, parce que le programme d'aide juridique a été mis en place et fonctionne très bien. Je ne crois pas qu'on puisse inscrire tous nos petits désirs ou objectifs administratifs dans une Charte des droits de ce genre.

M. McGrath: J'aimerais demander au ministre . . .

Le coprésident (M. Joyal): Ce sera votre dernière question.

M. McGrath: Puis-je poser une question?

Le coprésident (M. Joyal): Ce sera votre dernière question.

M. McGrath: On informe l'accusé de ses droits en vertu de cet article, et, s'il n'a pas les moyens suffisants pour retenir un avocat, il a alors très certainement le droit d'être informé du fait qu'il existe l'aide juridique qui lui fournira un avocat; cela semble être le sens de l'amendement de M. Robinson.

M. Chrétien: Dans ce système, l'accusé a certains droits, du point de vue administratif, il sera informé qu'il a le droit d'avoir recours à l'assistance d'un avocat.

M. McGrath: Et s'il dit: Je n'ai pas les moyens suffisants.

M. Chrétien: Je ne sais pas; nous pourrions peut-être nous arranger pour que les procureurs généraux fassent en sorte que la police informe l'accusé qu'il existe un système d'aide juridique. Mais nous ne pouvons pas préciser dans la Charte comment cela devrait être administré. Nous disons que tous ont le droit d'avoir recours à l'assistance d'un avocat, c'est le but premier de cet amendement. Pour ce qui est d'appliquer ce droit c'est justement la raison d'être des procureurs généraux dans les provinces; cela n'est même pas de ma responsabilité, à moins qu'on ne décide d'inscrire une nouvelle procédure dans le Code criminel.

Ce que nous faisons, c'est accorder le droit d'avoir recours à l'assistance d'un avocat; c'est un droit fondamental. Comment payer l'avocat, que ce soit la personne qui paie ou l'aide juridique, n'a rien à voir avec la Charte; c'est une question administrative qui entre en ligne de compte après que l'accusé a été informé de ses droits.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur McGrath.

[Text]

L'honorable sénateur Asselin, suivi de l'honorable David Crombie.

Le sénateur Asselin: Juste un mot seulement, monsieur le président.

Je pense bien que ce que veut l'amendement surtout ce serait d'institutionnaliser le droit à l'aide juridique. Je ne crois pas qu'on devrait entrer dans les détails à savoir qui a droit à l'aide juridique ou qui n'y a pas droit. Je ne sais pas mais je me demande si le gouvernement ou le ministre ou les représentants du gouvernement ne pourraient pas inclure dans cet article-là un droit fondamental pour quelqu'un qui n'a pas les moyens, d'avoir droit à l'aide juridique, sans entrer dans les détails de l'administration de l'aide juridique.

Vous savez ce qui est arrivé dernièrement au Québec. Les avocats à la défense sont allés en grève et pendant plusieurs mois il y a des accusés qui étaient innocents des accusations portées contre eux qui ont dû attendre qu'un avocat leur soit désigné, alors qu'on leur refusait de leur donner l'aide juridique justement à cause de cette grève-là.

S'il y avait un droit qui était reconnu dans cette charte-là, un droit à l'aide juridique, ça veut dire que cet accusé-là aurait pu se présenter devant un juge pour avoir une décision du tribunal qui lui aurait immédiatement affecté un avocat qui aurait plaidé sa cause et il se serait vu reconnaître innocent ou coupable sans délai.

C'est dans ce contexte-là que je verrais l'utilité d'inclure ce concept du droit à l'aide juridique.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, sénateur Asselin.

L'honorable David Crombie.

Mr. Crombie: Thank you, Mr. Chairman.

I thought it might be helpful if I was able to reveal to Mr. Lapierre and to the Minister that the jurisprudence on this particular point at least has matured in the United States and I was going through my handbook, *Citizens Handbook*, and it says here: finally the sixth amendment to the American Bill of Rights provides the right to the represented by counsel. For many years this was interpreted to mean only that the defendant had a right to be represented by a lawyer if the defendant could afford one. The Supreme Court has held, however, that the amendment imposes an affirmative obligation on the part of the federal and state governments to provide at public expense legal counsel for those who cannot afford it in order that their cases might be adequately represented to the court.

The Supreme Court has held that this right extends even to cases involving petty offences if there is a chance that a jail sentence might result. The indigent have been held to have such a right at any critical stage of the judicatory process which the court has confined to postindictment stages and trial-like situations.

In addition, indigents have been given the right to a free copy of their trial transcript for purposes of appeal for their conviction. Congress enacted the Criminal Justice Acts of 1964 and 1970 to implement this right to counsel by establishing a federal defender system to represent those defendants who could not afford legal counsel.

[Translation]

The honourable Senator Asselin, followed by David Crombie.

Senator Asselin: Just a few words, Mr. Chairman.

I believe that the main intent of the amendment is to institutionalize the right to legal aid. I do not think we should get into the details of who has the right to legal and who does not. I do not know, but I wonder if the government, the minister, or the representatives of the government could not include in that clause the basic right to legal aid for anyone who does not have sufficient means, without getting into the administrative details of legal aid.

You are aware of what happened recently in Quebec. Defence lawyers went on strike, and for several months people innocent of the charges made against them had to wait to have a lawyer assigned to them; legal aid was refused to them precisely because of that strike.

If the right to legal aid were recognized in the charter, it would mean that these accused persons could have gone before a judge to have a court decision immediately assigned them lawyers who would have pleaded their cases after which their innocence or guilt would have been recognized without delay.

It is in this context that I would consider it useful to include the concept of the right to legal aid.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Senator Asselin.

The honourable David Crombie.

M. Crombie: Merci, monsieur le président.

Je croyais pouvoir rendre service en révélant à M. Lapierre et au ministre qu'aux États-Unis la jurisprudence dans ce domaine au moins a beaucoup évolué. Je feuilletais mon manuel, le *Citizens Handbook*, et j'ai lu: enfin, le 6^e amendement à la charte des droits américains accorde le droit d'être représenté par un avocat. Pendant très longtemps, cela a voulu dire qu'un défendeur avait le droit d'être représenté par un avocat s'il pouvait le payer. La Cour Suprême, toutefois, a jugé que cet amendement impose au gouvernement fédéral et au gouvernement de chaque état de financer les frais de défense pour ceux qui ne peuvent se le permettre, de façon à ce que leur cas soit présenté au tribunal de façon adéquate.

La Cour Suprême a jugé que ce droit s'étend même au cas des délits mineurs s'il y a possibilité de peine de prison. On a jugé que les pauvres ont ce droit à tout moment important du processus judiciaire, défini par la Cour comme étant limité à la période après l'inculpation et aux situations du type procès.

De plus, les pauvres ont le droit de recevoir gratuitement la transcription de leur procès afin de faire appel de leur condamnation. Le Congrès a adopté les Criminal Justice Act de 1964 et de 1970 pour appliquer ce droit à l'assistance d'un avocat en établissant un système fédéral de dépense à l'intention des plus démunis.

[Texte]

I just thought it might be worth pointing out to the Minister that, at least in the Republic to the South which has had the Bill of Rights now for something like 160-odd years, they have at least seen the point that the right to counsel without the ability to afford one indeed is a hollow promise and if you mean something by it, then I think we ought to be able to put our support in giving those who are charged before the courts the ability to pay for a lawyer.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable David Crombie.

I would like to invite the honourable Senator Austin followed by Mr. Irwin.

Senator Austin: Mr. Chairman, I feel a little scooped by Mr. Crombie because I was going to speak about the office of the public defender in the jurisdiction in the United States, and to praise it a bit in that system. It has been a very effective system.

It came about, and Mr. Crombie put it quite correctly, as a result of the latterday court interpretation of the sixth amendment and it was imposed by judicial interpretation on both the federal and state governments.

It is certainly not an obligation that was accepted by the legislatures of those state governments and I think it argues, and perhaps Mr. Crombie intended this, incidentally, it argues for the kind of event and process we are now engaged in, that is establishing a code not necessarily with the approval of all of the provinces.

The difficulty that I have on the principle question is that our own legal system and our system of federal provincial relations in terms of representing the judicial interests of those who fall into the legal system and do not have means, we simply have not been able to establish a common *modus operandi*, an operating system with the provinces. We have a Law Reform Commission that has been trying to deal with the question; my own view is that there must surely come a time, I do not believe it is at this moment, but surely there is a time in the constitutional amendment process when this particular provision must be implemented by our successors in that process.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Senator Austin.

Monsieur Irwin.

Mr. Irwin: Mr. Chairman, many of us around this table have had some experience with the legal aid system, especially in Ontario, and we watched an evolution of a pay or do not pay system, a court appointed system or a voluntary legal aid system to the present system which is implemented in Ontario which is one of the finest in the world.

The problem that we are having is that each thing the government, the Liberal side of this table, is saying we are dealing and we are putting in this constitution, each thing becomes entrenched as the law and not just something subject to the Vancouver formula, which is mainly opting in; but the Opposition is saying put legal aid in, make it compulsory but

[Traduction]

Je croyais qu'il valait la peine de faire remarquer au ministre que, dans la république au sud du Canada ou une déclaration des droits est en vigueur depuis quelque 160 ans, le fait d'avoir le droit à l'assistance d'un avocat sans avoir la possibilité de payer ledit avocat ne constitue qu'une promesse vide. Si on veut que ce droit soit valable, je crois qu'il nous faut aider financièrement les accusés les plus démunis.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Crombie.

Je donnerai la parole à l'honorable sénateur Austin suivi de M. Irwin.

Le sénateur Austin: Monsieur le président, je crois que M. Crombie a plus ou moins volé mon intervention; j'allais parler de ce système américain, dont je voulais faire l'éloge. Il s'est montré très efficace.

M. Crombie a tout à fait raison de dire que cela découle de l'interprétation du 6^e amendement par la Cour Suprême; suite à cette interprétation le système a été imposé au gouvernement fédéral ainsi qu'aux gouvernements des états.

Certes, les assemblées législatives des états n'ont pas toutes accepté cela. M. Crombie voulait peut-être dire la même chose que moi, à savoir que cela va en sorte dans le même sens que le processus dans lequel nous sommes maintenant engagés, c'est-à-dire l'établissement d'un code sans nécessairement avoir l'approbation de toutes les provinces.

Le problème, s'agissant de principes, c'est que notre système juridique et notre système des relations fédérales-provinciales ne sont pas dotés d'un mécanisme commun, de défense des intérêts des plus démunis. Notre Commission de la réforme du droit essaie de régler la question; à mon avis, un moment viendra sûrement, je ne crois pas que ce soit maintenant, mais à un moment donné, une mesure dans ce sens devra être rajoutée par nos successeurs qui s'occupent du processus d'amendements constitutionnels.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, sénateur Austin.

Mr. Irwin.

M. Irwin: Monsieur le président, nombreux sont ceux qui, autour de cette table, ont eu affaire aux services de l'aide juridique, surtout en Ontario; on est passé d'un régime payant à un régime gratuit, d'un régime où les nominations sont faites par un tribunal à un régime bénévole pour aboutir finalement au régime actuellement en vigueur en Ontario et qui est l'un des meilleurs du monde.

Nous nous heurtons à un problème en ce sens que le gouvernement, c'est-à-dire la fraction libérale des membres réunis autour de cette table, veut insérer cela dans la constitution; dès lors, cela fait partie du droit au lieu de relever simplement de la formule de Vancouver qui permet l'option; l'opposition demande que l'aide juridique soit insérée et qu'elle

[Text]

the provinces will have the right to opt in and opt out, and that is the difficulty we are having.

We must consider each thing consequently not so much as a shopping list but as something that would be entrenched in the Charter and we are not prepared to force this on provinces at this stage who are not yet ready to come forward with a legal aid system.

If my friends across the way are saying entrench this and we will drop the Vancouver formula on these particular suggestions, then that is a completely different thing, but to stand up there and say I am in favour of all good things subject to what the premiers say, it is really nothing.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Irwin.

I would like to invite Mr. Robinson to conclude on the proposed amendment.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I have listened with interest both to the remarks of government members and also my friends on this side of the table and I must say that my concerns have been reinforced that it would almost be more frustrating to an accused person to have the right to be told that they have the right to counsel, but then to be frustrated and exercised in that right at some point in the future because they did not have the money to exercise that right. Better not to be informed at all.

Imagine yourself in the situation of being picked up for a serious criminal offence, being informed by the police: well, you have the right . . .

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Robinson, I think you have too much respect for the Chair to say to the Chair that the Chair will be caught in a criminal offence.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I was not referring to the Chair. I know the Chair is not ever engaged in criminal activity, it would be unparliamentary to suggest otherwise.

• 2220

Mr. Chairman, I am concerned that if this right which is proposed in the charter is to have any substance for the poor of this country who are charged with a serious criminal offence, if this is to be a charter for all people in Canada and not just for those who can afford to retain a lawyer, that we should live up to our commitments, the commitments we have under the International Covenant on Civil and Political Rights, and that we should entrench this right in the constitution.

It has been suggested that, well the judge can always appoint a lawyer; but, of course, that is purely discretionary and it is not good enough to rely on that.

It has also been suggested that the provinces have enacted certain legal aid schemes. Well, as the Minister himself has said, what protection has been legislated yesterday can be removed or eliminated by another enactment tomorrow.

We are writing a charter for the future, for decades possibly, Mr. Chairman. This right, if it is to mean anything to the poor, if there is to be any justice for the poor, it must be

[Translation]

soit obligatoire, mais les provinces auront le droit d'y adhérer ou non, et c'est là que pour nous réside la difficulté.

Nous devons être conséquents et ne pas considérer chaque élément comme faisant partie d'une liste d'achats mais comme une chose qui serait garantie par la Charte; or, nous refusons d'imposer un système d'aide juridique aux provinces qui, pour l'instant, ne sont pas prêtes à l'accepter.

Si mes amis, qui sont de l'autre bord, demandent que ce soit garanti par la Constitution et que, dans ce cas, nous abandonnions la formule de Vancouver, c'est tout à fait différent, mais il ne sert à rien de prétendre qu'on est en faveur de toutes ces bonnes choses sous réserve de ce que diront les premiers ministres des provinces.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Irwin.

J'invite M. Robinson à donner son avis sur le projet d'amendement.

M. Robinson: Monsieur le président, j'ai suivi avec intérêt aussi bien les remarques des membres de la majorité que celles de mes amis assis de ce côté de la table, et je dois dire que mes appréhensions s'en trouvent renforcées, car le fait de donner à l'accusé le droit d'être informé qu'il peut obtenir l'aide d'un avocat ne peut susciter chez lui qu'une frustration supplémentaire s'il n'a pas suffisamment d'argent pour exercer le droit de se faire assister. Mieux vaut ne pas être informé.

Imaginez qu'on vous arrête pour un délit grave, et que la police vous informe que vous avez le droit . . .

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Robinson, je crois que vous respectez trop le président pour lui dire qu'il pourrait être pris en flagrant délit.

M. Robinson: Ce n'est pas à vous que je songeais, monsieur le président. Je sais que le président ne se livre à aucune activité délictueuse et il serait contraire aux usages parlementaires de prétendre le contraire.

Si l'on veut que le droit proposé dans la charte ait une portée quelconque pour les pauvres de ce pays qui seraient accusés d'un grave délit criminel, si nous voulons que cette charte s'applique à tous les Canadiens et pas seulement à ceux qui ont les moyens de payer un avocat, alors nous devons être à la hauteur de nos engagements, ceux nous avons pris en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et nous devons inclure ce droit dans la Constitution.

On a été jusqu'à dire que le juge peut toujours désigner un avocat; mais, bien sûr, c'est purement discrétionnaire et on ne peut pas s'en remettre à cela.

On a également fait valoir que les provinces ont mis en place certains régimes d'aide juridique. Pourtant, comme le ministre lui-même l'a fait remarquer, la protection accordée hier par une loi peut être supprimée demain par une autre.

La charte que nous rédigeons est faite pour rester, elle est faite pour durer des dizaines d'années peut-être, monsieur le président. Si ce droit doit avoir un sens quelconque pour les

[Texte]

supplemented by the right to retain counsel and that is the purpose of this amendment, and it is for that reason that I would hope that all members of this Committee would support the proposal.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

I would like to call the vote.

An hon. Member: I would like a recorded vote, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes.

Amendment negatived: yeas, 9; nays, 13.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like then to invite the mover of the next amendment, Mr. Robinson, to move the next amendment in the usual way.

We are on the same page N-13, Clause 10, page 5.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

I would then move—subparagraph (b) on that page, that Clause 10 be amended by adding—and I assume that would be after paragraph (c) after the disposition—by adding after paragraph (c) the following:

(d) to protection against self-crimination from the moment of arrest and the right to be informed of that right.

En français. Il est proposé

Que l'article 10 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par

b) par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit:

«d) dès le moment de son arrestation, de ne pas s'incriminer et d'être informé de ce droit.»

Mr. Chairman, if I may, on this particular amendment, this amendment is proposed in response to representations made by a number of witnesses appearing before the Committee who recognized a very serious deficiency in the Charter as it was originally presented by the government.

That deficiency was that there was no right to protection from self-incrimination at any point in criminal proceedings. That included not only the point after charge and during trial, but also any time up until the point of charge.

Mr. Chairman, the right to protection from self-incrimination is one which is contained within the Canadian Bill of Rights and one which has been taken for granted by Canadians for many, many years.

The important purpose of this amendment is to extend that right not just to the point beyond the actual charge, but to make it very clear that that right extends from the moment of detention or arrest.

I would like to ask, before going any further, Mr. Chairman, whether my assumption is correct and that it is the intention of the government that protection from self-incrimination should apply from the moment of arrest or detention.

[Traduction]

pauvres, s'il doit y avoir une justice quelconque pour les pauvres, ce droit doit être assorti d'un autre droit, celui de se faire assister par un avocat, et tel est le but de cet amendement; c'est pour cette raison que tous les membres de ce comité, je l'espère, appuieront la proposition.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup monsieur Robinson.

Je voudrais que nous votions.

Une voix: Je souhaite que les résultats du vote soient enregistrés, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Oui.

L'amendement est repoussé par 13 voix contre neuf.

Le coprésident (M. Joyal): Je donne maintenant la parole à l'initiateur de l'amendement suivant, monsieur Robinson.

Nous sommes toujours à la page N-13, article 10, page 5 du projet de résolution.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Je propose donc que l'alinéa b) de l'article 10 soit modifié en ajoutant—après l'alinéa c) je suppose—la disposition suivante:

d) dès le moment de son arrestation, de ne pas s'incriminer et d'être informé de ce droit.

In French. It is moved

That Clause 10 of the proposed Constitution Act, 1980, be amended

(b) by adding after paragraph (c), the following:

(d) to protection against self-incrimination from the moment of arrest and the right to be informed of that right.

Monsieur le président, cet amendement fait suite aux instances présentées par plusieurs témoins qui ont comparu devant le Comité et qui ont décelé une très grave lacune dans le texte initial de la Charte présenté par le gouvernement.

Cette lacune consiste en ceci que les procédures au criminel ne prévoient aucune protection contre une auto-accusation. Cela vaut non seulement pour l'acte d'inculpation et le procès, mais également la période qui précède l'acte d'inculpation.

Monsieur le président, le droit d'être protégé contre l'auto-accusation est garanti par la Charte canadienne des droits et depuis de très nombreuses années bien des Canadiens le considéraient comme une chose allant de soi.

Le but majeur de cet amendement est de faire en sorte que ce droit ne s'applique pas seulement à ce qui suit l'acte d'inculpation mais également à la période qui suit l'arrestation ainsi que pendant la détention.

Avant d'aller plus loin, je voudrais savoir, monsieur le président, si j'ai raison de croire que le gouvernement a l'intention d'accorder cette protection contre l'auto-accusation à partir du moment de l'arrestation ou de la détention.

[Text]

Mr. E. G. Ewaschuk (Director of Criminal Law, Amendments Section, Department of Justice): Not in the constitutional form, Mr. Robinson.

In fact, what is intended is to reinforce the Bill of Rights in Clause 2(d) which talks about self-incrimination and has been interpreted in case law which says that self-incrimination deals with compulsion of testimony in court.

We propose to deal with that in Clause 11 and Clause 11(c).

The Supreme Court of Canada in a very scholarly view, reviewed the whole history of self-incrimination and determined that "self-incrimination" means not to be compelled to testify in a court proceeding.

Mr. Robinson: Would you not agree that Canadians at this point at least have the right under ordinary statute law interpretation to remain silent from the moment of arrest, or is there any protection of that nature accorded to Canadians?

Mr. Ewaschuk: Well, in they are arrested they are generally cautioned before they are interrogated. They are told that they do not have to say anything. They question whether or not there is a failure to caution is a consideration determining whether or not a confession is voluntary—that is taken from the *Boudreau* case of 1949, the Supreme Court of Canada.

Mr. Robinson: What is there in this Charter of Rights which would protect a person arrested from having a confession extracted from them before they were charged with a particular offence?

What is there in this particular Charter from being forced to give evidence against themselves before they are charged?

Mr. Ewaschuk: There is nothing in the Charter. There is just a long history in our common law, as interpreted by the Supreme Court of Canada and recently, again, in a case from British Columbia—the *Horvath* case; that has been extended and on the question of voluntariness, and so on, it is tougher and tougher to get the statements in. But that has been a very careful evolution through case law.

Mr. Robinson: Well, Mr. Chairman, this is precisely my concern and Mr. Ewaschuk has added to that concern which was expressed by the B.C. Civil Liberties Association, the Canadian Civil Liberties Association and other groups, and that is, that as it stands now, under the provisions of this Charter, a person who is arrested on a particular suspicion would have no right whatsoever to the protection from self-incrimination.

They could be subjected to compulsory process, to give evidence against themselves, to point out evidence wherever it might exist and they would not have the right to remain silent.

That right, as Mr. Ewaschuk has said, has been taken for granted for a long time and could be removed at any time.

The purpose of this amendment, Mr. Chairman, is to make it very clear that that fundamental right should be extended to all Canadians from the moment of arrest.

[Translation]

M. E. G. Ewaschuk, directeur, Droit pénal, section des modifications, ministère de la Justice): Pas dans la constitution, monsieur Robinson.

En fait, l'intention est de renforcer la Charte des droits dans l'article 2(d) qui parle d'auto-accusation et que la jurisprudence interprète comme une déposition faite par l'inculpé à son corps défendant.

Nous avons l'intention d'en parler dans l'article 11 et l'article 11(c).

La Cour suprême du Canada a étudié de manière très approfondie l'historique de l'auto-accusation et a jugé que "auto-accusation" signifie ne pas être obligé de témoigner lors d'un procès.

M. Robinson: Ne pensez-vous pas que, maintenant du moins, les Canadiens ont le droit de garder le silence à partir du moment de leur arrestation, en vertu de l'interprétation normale du droit, ou bien une protection de cette nature serait-elle accordée aux Canadiens?

M. Ewaschuk: S'ils sont arrêtés, ils sont généralement avertis avant d'être interrogé. On leur fait savoir qu'il n'est pas nécessaire de dire quoi que ce soit. La question de savoir si on a omis de les avertir détermine le caractère spontané des aveux—c'est le jugement prononcé par la Cour suprême du Canada dans l'affaire *Boudreau* de 1949.

M. Robinson: En quoi cette Charte des droits empêche-t-elle qu'on arrache des aveux à quelqu'un qui est arrêté, avant même d'être inculpé d'un délit quelconque?

En quoi cette Charte empêche-t-elle que les gens soient obligés de faire une déposition avant d'être inculpé?

M. Ewaschuk: Il n'y a rien dans la Charte. C'est uniquement une tradition de notre Common Law, selon l'interprétation de la Cour suprême du Canada et, récemment encore, dans l'affaire *Horvath* en Colombie-Britannique, en ce qui concerne la spontanéité, il est de plus en plus difficile d'obtenir des dépositions. Quoi qu'il en soit, c'est une évolution dont rend compte la jurisprudence.

M. Robinson: Voilà précisément ce qui m'inquiète, monsieur le président, et M. Ewaschuk vient d'ajouter aux préoccupations exprimées par l'Association des libertés civiles de Colombie-Britannique, l'Association canadienne des libertés civiles et bien d'autres groupes, à savoir qu'en vertu du texte actuel de cette Charte, quiconque est arrêté sur un soupçon n'est nullement assuré d'être protégé contre une auto-accusation.

On peut donc forcer les gens à témoigner contre eux-mêmes et à localiser les preuves là où elles peuvent exister sans avoir le droit de garder le silence.

Ce droit, comme l'a dit M. Ewaschuk, est une chose que, depuis longtemps, on considère comme allant de soi mais il pourrait être supprimé n'importe quand.

Le but de cet amendement, monsieur le président, est d'assurer sans ambiguïté ce droit fondamental à tous les Canadiens à partir du moment de l'arrestation.

[Texte]

I would like to quote from the Canadian Civil Liberties Association brief to explain why that is important.

They say that in a society where the government truly respects the dignity and integrity of its citizens, protection against self-incrimination or the right to remain silent is one of the cornerstones of criminal justice. In order to maintain a fair balance when the might of the state is focused on prosecuting a single individual, the justice system in a democratic society has demanded that the government seeking to punish the individual must produce the evidence against him by its own independent labours, rather than by the simple and often cruel expedient of compelling it from his own mouth.

So, Mr. Chairman, it is essential that this right, if it is to mean anything, must extend from the moment of arrest and not from the moment of charge.

That is the purpose of this particular amendment which, as I say, is supported by the B.C. Civil Liberties Association, the Canadian Federation of Human Rights and Civil Liberties Associations and the Canadian Civil Liberties Association, among other groups.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

Mr. Epp: I see it is 10:30 p.m.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The Chair observes that it is 10:30 p.m. and this meeting is adjourned until 3:30 tomorrow afternoon.

La séance est levée.

[Traduction]

je vais citer un extrait du mémoire présenté par l'Association canadienne des libertés civiles afin d'expliquer en quoi cela est important.

On dit que dans une société où le gouvernement respecte véritablement la dignité et l'intégrité de ses citoyens, la protection contre l'auto-accusation ou le droit de garder le silence, constituent l'une des pierres angulaires de la justice criminelle. Pour que soit maintenu un juste équilibre quand l'État tout puissant poursuit un individu, le système judiciaire d'une société démocratique exige que le gouvernement qui cherche à punir un individu produise des preuves contre lui, plutôt que de s'en tenir à la solution facile et souvent cruelle de les obtenir de l'inculpé lui-même.

Monsieur le président, il est essentiel que ce droit, pour qu'il ait quelque portée que ce soit, existe dès le moment de l'arrestation et non pas à partir du moment où une accusation est portée.

C'est le but de cet amendement qui est appuyé par l'Association des libertés civiles de la Colombie-Britannique, la Fédération canadienne des associations des libertés civiles et des droits de l'homme et l'Association canadienne pour les libertés civiles, notamment.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

M. Epp: Je constate qu'il est 22 h 30.

Le coprésident (M. Joyal): En effet, la séance est levée jusqu'à 15 h 30, demain après-midi.

The meeting is adjourned.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Quebec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacre-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of Justice:

Mr. Roger Tassé, Deputy Minister;
Dr. B. L. Strayer, Assistant Deputy Minister, Public Law;
Mr. Fred Jordan, Senior Counsel, Public Law;
Mr. E. G. Ewaschuk, Director, Criminal Law Amend-
ments Section.

Du ministère de la Justice:

M. Roger Tassé, sous-ministre;
M. B. L. Strayer, sous-ministre adjoint, Droit public;
M. Fred Jordan, conseiller principal, Droit public;
M. E. G. Ewaschuk, directeur, Section des modifications
au droit pénal.

SENATE
HOUSE OF COMMONS

Issue No. 47

Wednesday, January 28, 1981

Joint Chairmen:

Senator Harry Hays, P.C.
Serge Joyal, M.P.

SÉNAT
CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 47

Le mercredi 28 janvier 1981

Coprésidents:

Sénateur Harry Hays, c.p.
Serge Joyal, député

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Special Joint Committee of
the Senate and of
the House of Commons on the*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité mixte spécial
du Sénat et de
la Chambre des communes sur la*

Constitution of Canada

Constitution du Canada

RESPECTING:

The document entitled "Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada" published by the Government on October 2, 1980

CONCERNANT:

Le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980

APPEARING:

The Honourable Jean Chrétien,
Minister of Justice and Attorney
General of Canada

COMPARAÎT:

L'honorable Jean Chrétien,
ministre de la Justice et
procureur général du Canada

WITNESSES:

(See back cover)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981

SPECIAL JOINT COMMITTEE OF
THE SENATE AND OF THE HOUSE
OF COMMONS ON THE CONSTITUTION
OF CANADA

Joint Chairmen:

Senator Harry Hays, P.C.
Serge Joyal, M.P.

Representing the Senate:

Senators:

Asselin	Goldenberg
Austin	Lucier
Bird	

Representing the House of Commons:

Messrs.

Bockstael	Fraser
Corbin	Gimaïel
Crombie	Gingras
Epp	Hawkes

COMITÉ MIXTE SPÉCIAL DU SÉNAT
ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES
SUR LA CONSTITUTION DU CANADA

Coprésidents:

Sénateur Harry Hays, c.p.
Serge Joyal, député

Représentant le Sénat:

Les sénateurs:

Roblin	Tremblay
Rousseau	Wood—10

Représentant la Chambre des communes:

Messieurs

Irwin	Nystrom
Lapierre	Robinson (<i>Burnaby</i>)
McGrath	Tobin—15

(Quorum 12)

Les cogreffiers du Comité

Richard Prigent

Paul Bélisle

Joint Clerks of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b) of the House of Commons:

On Wednesday, January 28, 1981:

Mr. Gingras replaced Mr. Bockstael;
Mr. Hawkes replaced Mr. Beatty;
Mr. Gendron replaced Mr. Mackasey;
Mr. Marceau replaced Mr. Gendron;
Mr. Gimaïel replaced Miss Campbell (*South West Nova*);
Mr. Bockstael replaced Mr. Marceau.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement de la Chambre des communes:

Le mercredi 28 janvier 1981:

M. Gingras remplace M. Bockstael;
M. Hawkes remplace M. Beatty;
M. Gendron remplace M. Mackasey;
M. Marceau remplace M. Gendron;
M. Gimaïel remplace M^{lle} Campbell (*South West Nova*);
M. Bockstael remplace M. Marceau.

Pursuant to an order of the Senate adopted November 5, 1980:

Conformément à un ordre du Sénat adopté le 5 novembre 1980:

On Wednesday, January 28, 1981:

Le mercredi 28 janvier 1981:

Senator Goldenberg replaced Senator Lapointe;

Le sénateur Goldenberg remplace le sénateur Lapointe;

Senator Connolly replaced Senator Wood;

Le sénateur Connolly remplace le sénateur Wood;

Senator Bird replaced Senator Petten;

Le sénateur Bird remplace le sénateur Petten;

Senator Wood replaced Senator Connolly.

Le sénateur Wood remplace le sénateur Connolly.

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, JANUARY 28, 1981
(84)

[Text]

The Special Joint Committee on the Constitution of Canada met this day at 3:45 o'clock p.m., the Joint Chairman, Mr. Joyal, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Asselin, Austin, Connolly, Goldenberg, Hays, Lucier, Petten, Roblin, Rousseau and Tremblay.

Representing the House of Commons: Miss Campbell (*South West Nova*), Messrs. Corbin, Crombie, Epp, Fraser, Gendron, Gingras, Hawkes, Irwin, Joyal, Lapierre, Mackasey, Marceau, McGrath, Nystrom, Robinson (*Burnaby*), and Tobin.

Other Member present: Mr. Allmand.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Messrs. John McDonough and Hugh Finsten, Researchers.

Appearing: The Honourable Jean Chrétien, Minister of Justice and Attorney General of Canada.

Witnesses: From the Department of Justice: Mr. Roger Tassé, Deputy Minister, Dr. B. L. Strayer, Assistant Deputy Minister, Public Law and Mr. E. G. Ewaschuk, Director, Criminal Law Amendments Section.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the Senate dated November 3, 1980 and its Order of Reference from the House of Commons dated October 23, 1980, both relating to the document entitled "Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada" published by the Government on October 2, 1980. (*See Minutes of Proceedings, Thursday, November 6, 1980, Issue No. 1.*)

The Committee resumed consideration of the motion of Mr. Robinson (*Burnaby*),—That Clause 10 be amended by adding after paragraph (c) the following:

"(d) to protection against self-crimination from the moment of arrest and the right to be informed of that right."

Mr. Fraser moved,—That this Committee adjourn until those members of this Committee engaged in the debate in the House of Commons on a question of privilege arising from a breach of undertaking given by the government in this Committee is completed.

After debate, by unanimous consent, the motion was withdrawn.

The Committee resumed consideration of the motion of Mr. Robinson (*Burnaby*),—That Clause 10 be amended by adding after paragraph (c) the following:

"(d) to protection against self-crimination from the moment of arrest and the right to be informed of that right."

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 28 JANVIER 1981
(84)

[Traduction]

Le Comité mixte spécial sur la Constitution du Canada se réunit aujourd'hui à 15 h 45 sous la présidence de M. Joyal (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Asselin, Austin, Connolly, Goldenberg, Hays, Lucier, Petten, Roblin, Rousseau et Tremblay.

Représentant la Chambre des communes: M^{lle} Campbell (*South West Nova*), MM. Corbin, Crombie, Epp, Fraser, Gendron, Gingras, Hawkes, Irwin, Joyal, Lapierre, Mackasey, Marceau, McGrath, Nystrom, Robinson (*Burnaby*), et Tobin.

Autre député présent: M. Allmand.

Aussi présents: Du Service de recherches de la Bibliothèque du Parlement: MM. John McDonough et Hugh Finsten, chercheurs.

Comparaît: L'honorable Jean Chrétien, ministre de la Justice et Procureur général du Canada.

Témoins: Du ministère de la Justice: M. Roger Tassé, sous-ministre, M. B. L. Strayer, sous-ministre adjoint, Droit public et M. E. G. Ewaschuk, directeur, Section de la modification du droit pénal.

Le Comité reprend l'étude de l'Ordre de renvoi du Sénat, du 3 novembre 1980, et de l'Ordre de renvoi de la Chambre des communes du 23 octobre 1980, tous deux portant sur le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980. (*Voir procès-verbal du jeudi 6 novembre 1980, Fascicule n° 1.*)

Le Comité reprend l'étude de la motion de M. Robinson (*Burnaby*),—Que l'article 10 soit modifié par l'adjonction, après l'alinéa d), de ce qui suit:

"d) dès le moment de son arrestation, de ne pas s'incriminer et d'être informé de ce droit."

M. Fraser propose,—Que ce Comité s'ajourne jusqu'au retour des membres de ce Comité qui participent présentement au débat à la Chambre des communes sur une question de privilège découlant d'une promesse faite par le gouvernement devant ce Comité.

Après débat, du consentement unanime, la motion est retirée.

Le Comité reprend l'étude de la motion de M. Robinson (*Burnaby*),—Que l'article 10 soit modifié par l'adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit:

"d) dès le moment de son arrestation, de ne pas s'incriminer et d'être informé de ce droit."

After debate, the question being put on the amendment, it was negatived on the following show of hands: YEAS: 2; NAYS: 18.

Clause 10, as amended, carried.

On Clause 11 of the proposed Constitution Act, 1980

Mr. Irwin moved,—That the English version of Clause 11 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out line 7 on page 5 and substituting the following:

“11. Any person charged with an offence has”

After debate, the amendment was agreed to.

Mr. Irwin moved,—That Clause 11 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out lines 9 and 10 on page 5 and substituting the following:

“(a) to be informed without unreasonable delay of the specific offence;”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to on the following show of hands: YEAS: 21; NAYS: 2.

Mr. Irwin moved,—That Clause 11 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by

(a) adding immediately after line 11 on page 5 the following:

“(c) not to be compelled to be a witness in proceedings against that person in respect of the offence;” and

(b) relettering the subsequent paragraphs accordingly.

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Robinson (*Burnaby*) moved,—That Clause 11 be amended by adding at the end of the new paragraph (c) the following:

“or to confess guilt;”

After debate, the question being put on the amendment, it was negatived on the following show of hands: YEAS: 2; NAYS: 21.

At 6:05 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

EVENING SITTING

(85)

The Special Joint Committee on the Constitution of Canada met this day at 8:15 o'clock p.m., the Joint Chairman, Mr. Joyal, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Asselin, Austin, Bird, Goldenberg, Hays, Lucier, Roblin, Rousseau, Tremblay and Wood.

Representing the House of Commons: Messrs. Bockstael, Corbin, Crombie, Epp, Fraser, Gimaiel, Gingras, Hawkes, Irwin, Joyal, Lapierre, McGrath, Nystrom, Robinson (*Burnaby*), and Tobin.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Messrs. John McDonough and Hugh Finsten, Researchers.

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté par un vote à main levée par 18 voix contre 2.

L'article 10, modifié, est adopté.

Quant à l'article 11 du projet de Loi constitutionnelle de 1980,

M. Irwin propose,—Que la version anglaise de l'article 11 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifiée par substitution, à la ligne 7, page 5, de ce qui suit:

«11. Any person charged with an offence has»

Après débat, l'amendement est adopté.

M. Irwin propose,—Que l'article 11 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 7 et 8, page 5, de ce qui suit:

«a) d'être informé sans délai anormal de l'infraction précise qu'on lui reproche;»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté par un vote à main levée par 21 voix contre 2.

M. Irwin propose,—Que l'article 11 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par

a) adjonction, après la ligne 9, page 5, de ce qui suit:

«c) de ne pas être contraint de témoigner contre lui-même dans toute poursuite intentée contre lui pour l'infraction qu'on lui reproche;»

b) les changements de numéros d'alinéa qui en découlent.

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

M. Robinson (*Burnaby*) propose,—Que l'article 11 de la Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié en ajoutant à la fin du nouvel alinéa c) ce qui suit:

«ou d'avouer sa culpabilité;»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté par un vote à main levée par 21 voix contre 2.

A 18 h 05, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

SÉANCE DU SOIR

(85)

Le Comité mixte spécial sur la Constitution du Canada se réunit aujourd'hui à 20 h 15 sous la présidence de M. Joyal (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Asselin, Austin, Bird, Goldenberg, Hays, Lucier, Roblin, Rousseau, Tremblay et Wood.

Représentant la Chambre des communes: MM. Bockstael, Corbin, Crombie, Epp, Fraser, Gimaiel, Gingras, Hawkes, Irwin, Joyal, Lapierre, McGrath, Nystrom, Robinson (*Burnaby*), et Tobin.

Aussi présents: Du Service de recherches de la Bibliothèque du Parlement: MM. John McDonough et Hugh Finsten, chercheurs.

Appearing: The Honourable Jean Chrétien, Minister of Justice and Attorney General of Canada.

Witnesses: From the Department of Justice: Mr. Roger Tassé, Deputy Minister, Dr. B. L. Strayer, Assistant Deputy Minister, Public Law and Mr. E. G. Ewaschuck, Director, Criminal Law Amendments Section.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the Senate dated November 3, 1980 and its Order of Reference from the House of Commons dated October 23, 1980, both relating to the document entitled "Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada" published by the Government on October 2, 1980. (*See Minutes of Proceedings, Thursday, November 6, 1980, Issue No. 1.*)

The Committee resumed consideration of Clause 11 of the proposed Constitution Act, 1980.

Mr. Irwin moved,—That Clause 11 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out lines 16 to 18 on page 5 and substituting the following:

"(d) not to be denied reasonable bail without just cause;"

After debate, the amendment was agreed to.

Mr. Irwin moved,—That Clause 11 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by

(a) adding immediately after line 18 on page 5 the following:

"(e) except in the case of an offence under military law tried before a military tribunal, to the benefit of trial by jury where the maximum punishment for the offence is imprisonment for five years or a more severe punishment;" and

(b) relettering the subsequent paragraphs accordingly.

Mr. Robinson (*Burnaby*) moved,—That the proposed amendment to Clause 11 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out the words "five years" in the proposed new paragraph 11(e) and substituting the following:

"two years"

After debate, the subamendment was negatived on the following show of hands: YEAS: 1; NAYS: 19.

The question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Epp moved,—That Clause 11 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out lines 19 to 22 on page 5 and substituting the following:

"(e) not to be found guilty on account of any act or omission unless, at the time of the act or omission, it constituted an offence under Canadian or international law or was criminal according to the general principles of law recognized by the community of nations;"

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Corbin moved,—That Clause 11 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out lines 23 to 25 on page 5 and substituting the following:

"(f) if finally acquitted of the offence, not to be tried for it again and, if finally found guilty and punished for the offence, not to be tried or punished for it again; and"

Comparaît: L'honorable Jean Chrétien, ministre de la Justice et Procureur général du Canada.

Témoins: Du ministère de la Justice: M. Roger Tassé, sous-ministre, M. B. L. Strayer, sous-ministre adjoint, Droit public et M. E. G. Ewaschuck, directeur, Section de la modification du droit pénal.

Le Comité reprend l'étude de l'Ordre de renvoi du Sénat, du 3 novembre 1980, et de l'Ordre de renvoi de la Chambre des communes du 23 octobre 1980, tous deux portant sur le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980. (*Voir procès-verbal du jeudi 6 novembre 1980, Fascicule n° 1.*)

Le Comité reprend l'étude de l'article 11 du projet de Loi constitutionnelle de 1980,

M. Irwin propose,—Que l'article 11 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 15 à 19, de ce qui suit:

«d) de ne pas être privé sans juste cause d'une mise en liberté assortie d'un cautionnement raisonnable;»

Après débat, l'amendement est adopté.

M. Irwin propose,—Que l'article 11 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par:

a) adjonction, après la ligne 19, page 5, de ce qui suit:

«e) sauf s'il s'agit d'une infraction relevant de la justice militaire, de bénéficier d'un procès avec jury lorsque la peine maximale prévue pour l'infraction dont il est accusé est un emprisonnement de cinq ans ou une peine plus grave;»

b) les changements de numéros d'alinéa qui en découlent.

M. Robinson (*Burnaby*) propose,—Que le projet de modification de l'article 11 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux mots «cinq ans», de ce qui suit:

«deux ans».

Après débat, le sous-amendement est rejeté par un vote à main levée par 19 voix contre 1.

L'amendement, mis aux voix, est adopté.

M. Epp propose,—Que le projet de modification de l'article 11 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, à l'alinéa e), de ce qui suit:

«e) de ne pas être déclaré coupable en raison d'une action ou d'une omission qui, au moment où elle est survenue, ne constituait pas une infraction d'après le droit interne du Canada ou le droit international, et n'avait pas de caractère criminel d'après les principes généraux de droit reconnus par l'ensemble des nations.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

M. Corbin propose,—Que l'article 11 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 24 à 26, page 5, de ce qui suit:

«f) d'une part de ne pas être jugé de nouveau pour une infraction dont il a été définitivement acquitté, d'autre part

Mr. Robinson (*Burnaby*) moved,—That the proposed amendment to Clause 11 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out the words “found guilty and punished for the offence” in the amendment to paragraph 11(f) and substituting the following:

“found guilty of and punished for any act or omission constituting the offence;”

After debate, the question being put on the subamendment, it was negatived on the show of hands: YEAS: 1; NAYS: 19.

The question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Irwin moved,—That the English version of Clause 11 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out lines 26 to 30 on page 5 and substituting the following:

“(g) if found guilty of the offence and if the punishment for the offence has been varied between the time of commission and the time of sentencing, to the benefit of the lesser punishment.”

Mr. Robinson (*Burnaby*) moved—That the proposed amendment to Clause 11 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out the words “between the time of commission and the time of sentencing” in the amendment to paragraph 11(g) and substituting the following:

“after the time of commission;”

After debate, the question being put on the subamendment, it was negatived on the following show of hands: YEAS: 1; NAYS: 14.

The question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Robinson (*Burnaby*) moved,—That Clause 11 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by

(a) striking out the word “and” at the end of paragraph 11(f) on page 5 and adding immediately after line 30 on page 5 the following:

“(h) to be confronted with prosecution witnesses; and”;
and

(b) adding immediately thereafter the following paragraph:

“(i) to have compulsory process to obtain witnesses.”

After debate, the question being put on the amendment, it was negatived on the following show of hands: YEAS: 1; NAYS: 14.

Clause 11, as amended, carried.

On Clause 12 of the proposed Constitution Act, 1980

Mr. Robinson (*Burnaby*) moved,—That Clause 12 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out line 32 on page 5 and substituting the following:

“jected to any cruel, inhuman or degrading treatment or”

After debate, the question being put on the amendment, it was negatived on the show of hands: YEAS: 2; NAYS: 14.

Clause 12 carried.

On Clause 13 of the proposed Constitution Act, 1980

de ne pas être jugé ni puni de nouveau pour une infraction dont il a été définitivement trouvé coupable et puni;»

M. Robinson (*Burnaby*) propose,—Que le projet de modification de l'article 11 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux mots «ni puni de nouveau pour une infraction», de ce qui suit:

«ni puni de nouveau pour une action ou une omission constituant l'infraction;»

Après débat, le sous-amendement, mis aux voix, est rejeté par un vote à main levée par 19 voix contre 1.

L'amendement, mis aux voix, est adopté.

M. Irwin propose,—Que la version anglaise de l'article 11 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifiée par substitution, aux lignes 26 à 30, page 5, de ce qui suit:

«g) if found guilty of the offence and if the punishment for the offence has been varied between the time of commission and the time of sentencing, to the benefit of the lesser punishment.”

M. Robinson (*Burnaby*) propose,—Que l'alinéa 11g) de la version française du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, au membre de phrase «entre le moment de la perpétration de l'infraction et celui de la sentence», de ce qui suit:

«après le moment de la commission de l'infraction.»

Après débat, le sous-amendement, mis aux voix, est rejeté par un vote à main levée par 14 voix contre 1.

L'amendement, mis aux voix, est adopté.

M. Robinson (*Burnaby*) propose,—Que l'article 11 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par:

a) adjonction, après l'alinéa 11f), page 5, de ce qui suit:

«h) d'être confronté avec les témoins à charge;»

b) adjonction, après le nouvel alinéa précédent, de ce qui suit:

«i) d'obtenir la présence obligatoire de témoins.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté par un vote à main levée par 14 voix contre 1.

L'article 11, modifié, est adopté.

Au sujet de l'article 12 du projet de Loi constitutionnelle de 1980,

M. Robinson (*Burnaby*) propose,—Que l'article 12 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, à la ligne 33, de ce qui suit:

«tous traitements ou peines cruels, inhumains ou dégradants.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté par un vote à main levée par 14 voix contre 2.

L'article 12 est adopté.

Au sujet de l'article 13 du projet de Loi constitutionnelle de 1980,

Mr. Irwin moved,—That Clause 13 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out lines 34 to 39 on page 5 and substituting the following:

“13. A witness who testifies in any proceedings has the right not to have any incriminating evidence so given used to incriminate that witness in any other proceedings, except in a prosecution for perjury or for the giving of contradictory evidence.”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to on the following show of hands: YEAS: 14; NAYS: 6.

Clause 13, as amended, carried.

On Clause 14 of the proposed Constitution Act, 1980

Mr. Robinson (*Burnaby*) moved,—That Clause 14 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out lines 40 to 44 on page 5 and substituting the following:

“14. Every person has the right to the assistance of an interpreter in any proceedings before a court, tribunal, commission, board or other authority in which the person is involved or is a party or witness if the person does not understand or speak the language in which the proceedings are conducted, or is subject to a hearing impairment.”

After debate, the question being put on the amendment, it was negatived on the following show of hands: YEAS: 2; NAYS: 14.

Mr. McGrath moved,—That Clause 14 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out line 43 on page 5 and substituting the following:

“ed or who is deaf has the right to the assistance of an”.

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Clause 14, as amended, carried.

On Clause 15 of the proposed Constitution Act, 1980

Mr. Corbin moved,—That the heading preceding Clause 15 and subclause 15(1) of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out the heading immediately preceding line 1 and lines 1 to 5 on page 6 and substituting the following:

“Equality Rights

15. (1) Every individual is equal before and under the law and has the right to the equal protection and equal benefit of the law without discrimination and, in particular, without discrimination based on race, national or ethnic origin, colour, religion, sex or age.”

Mr. Robinson (*Burnaby*) moved,—That the proposed amendment to subclause 15(1) of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by

(a) striking out everything immediately following the words “Every individual is equal” and substituting the following:

“in, before and under the law and has the right to equal protection and equal benefit of the law, and to access to employment, accommodation and public services, without

M. Irwin propose,—Que l'article 13 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 34 à 39, page 5, de ce qui suit:

«13. Chacun a droit à ce qu'aucun témoignage incriminant qu'il donne ne soit utilisé pour l'incriminer dans d'autres procédures, sauf lors de poursuites pour parjure ou pour témoignages contradictoires.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté par un vote à main levée par 14 voix contre 6.

L'article 13, modifié, est adopté.

Au sujet de l'article 14 du projet de Loi constitutionnelle de 1980,

M. Robinson (*Burnaby*) propose,—Que l'article 14 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 40 à 43, de ce qui suit:

«14. Les personnes qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue dans laquelle se déroulent des procédures devant une instance judiciaire, quasi judiciaire, administrative ou autre, ont droit à l'assistance d'un interprète; les personnes atteintes de déficiences auditives ont également ce droit dans les mêmes circonstances.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté par un vote à main levée par 14 voix contre 2.

M. McGrath propose,—Que le projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, à l'article 14, de ce qui suit:

«14. La partie ou le témoin qui ne peuvent suivre les procédures, soit parce qu'ils ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue employée, soit parce qu'ils sont atteints de surdité, ont droit à l'assistance d'un interprète.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

L'article 14, modifié, est adopté.

Au sujet de l'article 15 du projet de Loi constitutionnelle de 1980,

M. Corbin propose,—Que le paragraphe 15(1) du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, à la rubrique qui précède la ligne 1, et aux lignes 1 à 5, page 6, de ce qui suit:

«Droits à l'égalité

15. (1) La Loi ne fait acception de personne et s'applique également à tous et tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi, indépendamment de toute discrimination, notamment des discriminations fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, le sexe ou l'âge.»

M. Robinson (*Burnaby*) propose,—Que le projet de modification du paragraphe 15(1) du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par:

a) substitution, à ce qui suit le membre de phrase «La Loi ne fait acception de personne», de ce qui suit:

« Tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi, ainsi qu'à l'accès aux emplois, au logement et aux services publics, indépendamment de

unreasonable distinction on grounds including sex, race, national or ethnic origin, colour, religion or age.”;

(b) adding to subclause 15(1) the following:

“physical or mental disability,”

(c) adding to subclause 15(1) the following:

“marital status,”;

(d) adding to subclause 15(1) the following:

“sexual orientation,”;

(e) adding to subclause 15(1) the following:

“political belief,”;

(f) adding to subclause 15(1) the following:

“lack of means.”; and

(g) moving the word “or” so that it appears immediately after the penultimate proscribed ground of discrimination.

Mr. Crombie moved,—That the proposed amendment to Clause 15 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out the words “or age” in subclause 15(1) thereof and substituting therefor the following words:

“age or mental or physical disability.”

The question being put on the subamendment of Mr. Crombie, it was agreed to.

After debate, on the subamendment of Mr. Robinson (*Burnaby*), at 10:26 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

toute distinction abusive fondée notamment sur le sexe, la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion ou l'âge.»

b) adjonction, au paragraphe 15(1), de ce qui suit:

« les déficiences physiques ou mentales,»

c) adjonction, au paragraphe 15(1), de ce qui suit:

«la situation familiale,»

d) adjonction, au paragraphe 15(1), de ce qui suit:

«l'inclination sexuelle,»

e) adjonction, au paragraphe 15(1), de ce qui suit:

«les croyances politiques,»

f) adjonction, au paragraphe 15(1), de ce qui suit:

«l'insuffisance de moyens»

g) insertion de la conjonction «ou» avant la dernière distinction discriminatoire énoncée au paragraphe 15(1) tel que modifié.

M. Crombie propose,—Que le projet de modification de l'article 15 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, à «ou l'âge», au paragraphe (1), de

« l'âge ou les déficiences mentales ou physiques.»

Le sous-amendement de M. Crombie, mis aux voix, est adopté.

Après débat sur le sous-amendement de M. Robinson (*Burnaby*), à 22 h 26, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Les cogreffiers du Comité

Richard Prigent

Paul Bélisle

Joint Clerks of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Wednesday, January 28, 1981

• 1546

[Text]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): May I invite the honourable members to take their seats.

On Clause 10—Arrest or detention.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): We resume consideration of Clause 10 of the proposed resolution on a motion introduced by Mr. Robinson that reads:

That Clause 10 be amended by adding after paragraph (c) the following:

(d) To protection against self-crimination from the moment of arrest and the right to be informed of that right.

Il serait proposé:

Que l'article 10 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par adjonction après l'alinéa c), de ce qui suit:

«d) dès le moment de son arrestation, de ne pas s'incriminer et d'être informé de ce droit.»

Honourable John Fraser.

Mr. Fraser: Point of order, Mr. Chairman. As some honourable members of this Committee know, there is a debate going on in the House of Commons at the moment which involves a question of privilege which has arisen out of this Committee and that question of privilege revolves around the commitment made by the Solicitor General as the Acting Minister of Justice, and that commitment, as honourable members know, is that an amendment on the part of the Conservative Party here to include property rights in the Charter of Rights would be accepted.

That commitment was changed, or broken, depending on how you want to look at it.

That matter is being debated in the House at the moment; the hon. James McGrath is presently debating and the hon. Jake Epp, who is our Chairman, is waiting to go on.

Mr. Chairman, I have to say that I am extremely reluctant that this Committee proceed without either our Chairman or one of our colleagues. I frankly think that the matter that is being debated in the House is of very grave importance to the conduct of Parliament and I, for one am not prepared, unless I am absolutely forced to, to go ahead with the proceedings this afternoon until that debate closes.

Mr. Chairman, I do not want to put you or your Joint Chairman in any position of personal difficulty, but I want to say that I am asking this Committee, and I am asking through you, Mr. Chairman, to agree that it ought not to proceed until the Chairman of our Committee can return and until the hon. James McGrath can return. In view of the fact that what is going on in the House of Commons involves something that has arisen out of this Committee and has risen out of an

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mercredi 28 janvier 1981

[Translation]

Le coprésident (M. Joyal): J'invite les députés à prendre place.

Article 10—Arrestation ou détention.

Le coprésident (M. Joyal): Nous reprenons l'étude de l'article 10 du projet de résolution et de la motion présentée par M. Robinson:

Il est proposé que l'article 10 soit modifié par adjonction après l'alinéa (c) de ce qui suit:

(d) Dès le moment de son arrestation, de ne pas s'incriminer et d'être informé de ce droit.

It is moved:

That Clause 10 be amended by adding after paragraph (c) the following:

“(d) to protection against self-incrimination from the moment of arrest and the right to be informed of that right.”

The Honourable John Fraser.

M. Fraser: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Certains membres du Comité savent qu'un débat se poursuit à la Chambre au sujet d'une question de privilège relative à ce Comité. Cette question de privilège a trait à la promesse faite par le solliciteur général, à titre de ministre de la Justice intérimaire, d'appuyer une modification du Parti conservateur visant à inclure le droit à la propriété dans la Charte des droits.

On a manqué à cet engagement ou on l'a modifié, tout dépend de la manière dont vous voyez les choses.

Cette question est en train d'être discutée à la Chambre. M. James McGrath a actuellement la parole et M. Jake Epp, notre président, le suivra.

Monsieur le président, j'aurais beaucoup de réticence à ce que le Comité poursuive ses travaux sans que notre président ou l'un de nos collègues n'y soient présents. A mon avis, la discussion en Chambre est extrêmement importante pour la ligne de conduite qu'adoptera le Parlement et, personnellement, je ne suis pas disposé, à moins qu'on m'y force, à reprendre le travaux de ce comité tant que le débat à la Chambre n'est pas terminé.

Monsieur le président, je ne veux pas vous placer ni votre coprésident, dans une situation difficile, mais je demande aux membres du Comité, par votre intermédiaire, d'accepter de ne pas siéger jusqu'au retour du président de notre Comité et de James McGrath. Puisque le débat en Chambre a trait à une question qui a été soulevée dans ce Comité, à savoir le non-respect d'une promesse du gouvernement, je ne crois pas que ma demande soit déraisonnable.

[Texte]

undertaking given by the government which was withdrawn, that, I do not think, is an unreasonable request.

I have to say, Mr. Chairman, through you to members of this committee, to continue at the moment when a matter of such importance to the concept of trust and goodwill that must prevail in the parliamentary process is taking place in the Chamber of the House of Commons would be wrong, and so far as I am concerned, Mr. Chairman, I do not think it proper that the committee proceed without our colleagues, and I do not think that the work of this committee is going to be that seriously affected by adjourning until our colleagues can join us.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable John Fraser. The Chair, for the very suggestion at this point that you are proposing, is in the hands of the honourable members of this committee, because so far as the Chair is concerned there is already an agenda that has been accepted by this committee yesterday, Wednesday, January 28, 1981, that this committee sit from 3.30 p.m. to 6 o'clock and you will remember very well that last Friday the Chair had to take a decision on the very same request from an honourable member of his party that the decision of the committee should be to continue the meeting.

Now the Chair has to decide on a decision to adjourn the meeting and I will only repeat what I said to the honourable Perrin Beatty to the very question that was put to the Chair yesterday, what procedure to be followed to either adjourn or postpone or extend a sitting of this committee, and there are two ways to do so.

The first one is if the Chair sees unanimous consent around the table, then it is easy to rule, all honourable members agreeing that the Chair has no other choice than to adjourn or to continue the sitting; and if there is no consensus then there is another way, which is to introduce a motion, a proper motion, and that motion might be debated. So at this point the Chair is ready certainly to hear the representative of the other party to see if there is a consensus, and if there is no consensus, then the Chair will have to invite you to move a motion.

Honourable Bryce Mackasey.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, there is indeed a debate in the House of Commons at the moment on a point of privilege raised, quite within his rights, by Mr. McGrath. However, it is rather wrong to think that every time there is a debate in the House of Commons, flowing out of something in a committee, that the committee must suspend its operations.

I would like to be listening to that debate, but my responsibility is here. No less than six members of the Conservative Party, despite the debate, are present. So it seems, much as I respect the contributions of Mr. Epp and Mr. McGrath and the input they have from that side of the table, certainly six members and two replacements can do adequate justice as we have many times in the past few weeks substituted for each other.

I realize that maybe Mr. Epp or Mr. McGrath may not be replaced, and I am not being sarcastic, because of their great knowledge of the subject, but it is rather naive and wrong to think that the committee must suspend as to such time as the House gets finished with that particular point of privilege, whether indeed there is one or not.

[Traduction]

J'estime, monsieur le président, qu'il serait anormal de poursuivre nos travaux alors qu'une question aussi vitale au maintien du climat de confiance et de bonne volonté qui doit régner ici est débattue à la Chambre des communes. Personnellement, monsieur le président, je ne trouve pas convenable que le Comité siège sans nos collègues et je ne crois pas non plus que cela nuira à notre travail si nous ajournons jusqu'à ce que nos collègues reviennent.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Fraser. Au sujet de votre suggestion, la décision est entre les mains des membres du Comité; la présidence estime qu'un ordre du jour a été accepté par le Comité hier, mercredi, le 28 janvier 1981, portant que le Comité siégera de 15 h 30 à 18 h 00. Vous vous souviendrez également que vendredi dernier, la présidence a dû prendre une décision sur une demande du même genre, présentée par son parti, et il a été décidé que le Comité poursuive ses travaux.

La présidence doit maintenant décider d'ajourner la séance et je ne peux pas répéter ce que j'ai déjà dit à M. Perrin Beatty lorsqu'il a posé cette question hier; il y a deux façons d'ajourner, de retarder ou de prolonger une séance du Comité.

La première, est d'obtenir le consentement unanime des députés; dans ce cas, tout le monde convient que la présidence n'a pas d'autre choix que d'ajourner ou de continuer la séance. S'il n'y a pas consensus, il faut présenter une motion en bonne et due forme et la débattre. Pour le moment, la présidence est disposée à entendre le représentant de l'autre parti pour voir s'il y a un consensus, sinon la présidence devra vous inviter à présenter une motion.

M. Bryce Mackasey.

M. Mackasey: Monsieur le président, c'est vrai qu'un débat se poursuit à la Chambre des communes sur une question de privilège qu'a soulevée M. McGrath, c'est son droit. Cependant, il est faux de prétendre que chaque fois qu'il y a un débat à la Chambre des communes, relatif à une question touchant le comité, le comité doit suspendre ses travaux.

J'aimerais aussi entendre ce débat, mais mon rôle est d'être ici. Pas moins de six membres du parti Conservateur sont ici présents, malgré la poursuite de ce débat en Chambre. Même si j'ai beaucoup de respect pour la contribution que peuvent apporter M. Epp et M. McGrath à ce comité, il est certain que six membres et deux remplacements peuvent leur rendre justice, comme nous l'avons fait plusieurs fois par le passé en nous remplaçant les uns les autres.

Peut-être M. Epp ou M. McGrath ne peuvent-ils pas être remplacés; je ne veux pas être sarcastique, je sais qu'ils connaissent très bien leur sujet; mais il serait naïf et faux de croire que le comité doivent suspendre ses travaux jusqu'à ce que la Chambre ait terminé de traiter de cette question de privilège.

[Text]

I think as common courtesy, we would not want to call a vote while the Opposition members were short a member; I think we should extend that courtesy; but I think by the same token we should proceed as scheduled and certainly all members and all parties have had an opportunity to keep their quorum up.

If the point of privilege in the House requires the attendance, and it could very well require the attendance of Mr. Epp and Mr. McGrath, fortunately there are methods and procedures available to replace them at this committee. I am not prepared as an individual to give my consent to any request that we terminate or suspend, either for a fixed period or indefinitely, the work of this committee. I think we must go on.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Honourable David Crombie.

Mr. Crombie: Mr. Chairman, I gather that Mr. Mackasey was speaking for the government side that there is no consensus, is that so?

Mr. Mackasey: I made it very clear I spoke for myself and I would imagine my vote is very important if you want unanimous consent.

Mr. Crombie: We should have denationalized him before. Mr. Chairman, I only asked that because you had asked the government side to speak. Mr. Mackasey was at great pains to indicate that he was speaking only for himself so quite obviously the government side did not accede to your request for an expression of their collective thought.

Before I continue my comments, my contribution, Mr. Chairman, I want to find out from Mr. Irwin or whoever speaks for the government, what their view is, and not merely Mr. Mackasey's.

M. Corbin: Monsieur le président, sur un rappel au Règlement.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable Corbin, sur un rappel au Règlement.

Mr. Corbin: Monsieur le président, sur ce Comité, c'est l'honorable Bryce Mackasey qui débat les questions de procédure et d'ordre en notre nom collectif, de ce côté.

Monsieur Mackasey a parlé pour les membres de ce Comité.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Corbin.

Monsieur Nystrom.

Mr. Nystrom: To save time, I think, Mr. Chairman, you have ruled that it takes unanimous consent. Obviously, we do not have that. I would then like to pick up an idea suggested by someone that we at least extend the courtesy to Mr. Epp and Mr. McGrath of not taking any votes on any clauses of this resolution until they return; perhaps start the debate, but not take any vote, if indeed your ruling is unanimous consent is needed to change the order.

• 1555

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I have no reason at this point, Mr. Nystrom, why I should change my ruling. The rules

[Translation]

Par simple courtoisie, nous ne voterons pas en l'absence d'un membre de l'Opposition; par ailleurs, je crois que nous devons procéder comme prévu; je suis sûr que tous les partis ont veillé à ce que le quorum soit conservé.

Si la question de privilège soulevée en Chambre exige la présence de MM. Epp et M. McGrath, il y a heureusement des méthodes et des procédures qui permettent de les remplacer ici au comité. Personnellement, je ne suis pas disposé à consentir à mettre fin ou à suspendre la discussion pour une période donnée ou indéfinie. Nous devons continuer.

Le coprésident (M. Joyal): M. David Crombie.

M. Crombie: Monsieur le président, je crois comprendre que M. Mackasey parle au nom des membres du gouvernement et qu'il n'y a pas consensus, n'est-ce pas?

M. Mackasey: J'ai dit très clairement que je parlais en mon nom personnel; je suppose que ma voix est très importante si vous voulez un consentement unanime.

M. Crombie: On aurait dû le dénationaliser plus tôt. Monsieur le président, je posais cette question puisque vous avez demandé aux membres de la majorité de prendre la parole. M. Mackasey s'est donné beaucoup de mal pour dire qu'il parlait en son nom personnel, par conséquent les membres du gouvernement refusent d'exprimer une opinion collective comme vous le leur avez demandé.

Avant de poursuivre monsieur le président, je voudrais que M. Irwin ou le porte-parole du gouvernement nous dise quelle est l'opinion de son parti, et pas seulement celle de M. Mackasey.

Mr. Corbin: Mr. Chairman, on a point of order.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Corbin, on a point of order.

Mr. Corbin: Mr. Chairman, Mr. Bryce Mackasey is our spokesman in any discussion on procedure issues.

Mr. Mackasey has spoken on behalf of the members of this side.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Corbin.

Mr. Nystrom.

M. Nystrom: Je voudrais gagner du temps, monsieur le président; vous avez décidé qu'il fallait le consentement unanime. Évidemment, ce n'est pas le cas. J'aimerais reprendre l'idée qui a été exprimée, pour que nous puissions au moins faire preuve de courtoisie envers M. Epp et M. McGrath et ne pas voter d'articles de cette résolution avant leur retour. Nous pouvons peut-être commencer la discussion, sans rien mettre aux voix, si vous estimez qu'il est nécessaire d'avoir le consentement unanime pour changer notre programme.

Le coprésident (M. Joyal): Je n'ai pas de raison pour le moment, monsieur Nystrom, de changer ma décision. Les

[Texte]

of procedure are very clear and I have no other choice, and I ask for your co-operation in that respect, I have no other choice but to apply the rules. I do not apply the rules to fit the Chair or to fit an hon. member, I have to apply the rules as the rules are.

Mr. Nystrom: I am sorry, Mr. Chairman, that is exactly what I meant. If indeed the rule is unanimous consent, then to save time let us . . .

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Or, as I said, and I suggest very humbly to the honourable John Fraser to introduce a motion, that would be another way of attempting to get a majority to share his views to adjourn at that point.

Honourable David Crombie.

Mr. Crombie: Thank you, Mr. Chairman.

The only reason I asked what the government's view was is because it was not clear to me that Mr. Mackasey was speaking for the government because he said he was not, and I did not know that Mr. Corbin did, so I was looking for some signal, at your request.

I would like to move, Mr. Chairman—well, let me correct that. Mr. Fraser has a comment he would like to make.

An hon. Member: Who speaks for the Conservative Party?

Mr. Crombie: Mr. Fraser, of course, speaks for the Conservative Party.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): So I will invite, then, the honourable John Fraser to move.

Mr. Fraser: Well, Mr. Chairman, I accept the invitation of my colleague to speak for the party. I hope that after I have spoken that I have the same enthusiastic support.

An hon. Member: You have ours anyway.

Mr. Fraser: I do not count on much support from the other side of the table, Mr. Chairman.

Mr. Chairman, I move that this committee adjourn until those members of this committee who are presently engaged in the debate in the House of Commons on the question of privilege arising from a breach of undertaking given by the Government in this committee is completed. Now, that is the motion, Mr. Chairman, and I understand from what you said that that motion is open to debate.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes, Honourable John Fraser, that motion is debatable because you have proposed a motion to adjourn and I understand from what you have just read that there is a condition and so far as there is a condition or there is a limitation on it I have to accept that there is a debate on the proposed motion.

Honourable David Crombie.

Mr. Crombie: Thank you, Mr. Chairman.

I am not sure there is going to be a great amount of difference in terms of the actual work of the committee between a motion from Mr. Fraser, the motion which I accept and hope the committee will, and the proposition that we extend the courtesy of no voting until we have a full complement of the traditional committee.

[Traduction]

règles de la procédure sont très claires; je n'ai pas d'autre choix, et je demande votre coopération pour les appliquer. Je ne les applique pas pour ma convenance ou pour celles d'un député; je dois les appliquer comme il faut.

M. Nystrom: Excusez-moi, monsieur le président, c'est exactement ce que je veux dire. Si le règlement exige le consentement unanime, pour gagner du temps . . .

Le coprésident (M. Joyal): Je le répète, je propose très humblement à M. Fraser de présenter une motion; ce serait une autre façon de tenter d'obtenir une majorité de députés en faveur de l'ajournement.

M. David Crombie.

M. Crombie: Merci monsieur le président.

La seule raison pour laquelle j'ai demandé l'opinion du gouvernement, c'est qu'il n'était pas très clair à mon avis si M. Mackasey parlait au nom du gouvernement; il a dit que ce n'était pas le cas et je ne savais pas si M. Corbin l'avait fait; par conséquent j'attendais un signal quelconque, à votre convenance.

Je voudrais proposer, monsieur le président . . . permettez-moi de me corriger. Monsieur Fraser voudrait faire une observation.

Une voix: Qui parle au nom du parti conservateur?

M. Crombie: M. Fraser, évidemment.

Le coprésident (M. Joyal): J'invite donc M. John Fraser à présenter la motion.

M. Fraser: Eh bien, monsieur le président, j'accepte l'invitation de mon collègue de parler au nom du parti. J'espère qu'après l'avoir fait, j'aurai le même appui enthousiaste.

Une voix: Vous avez le nôtre de toute façon.

M. Fraser: Je ne compte pas beaucoup sur l'appui des députés de la majorité, monsieur le président.

Monsieur le président, je propose que le Comité ajourne jusqu'à ce que les membres du Comité aient fini de participer au débat en cours à la Chambre des communes sur une question de privilège relative au non-respect d'une promesse faite par le gouvernement à ce Comité. Voilà ma motion, monsieur le président, et vous avez laissé entendre, je crois, qu'on pourrait en discuter.

Le coprésident (M. Joyal): Oui, monsieur Fraser. La motion peut faire l'objet d'un débat puisque vous avez proposé une motion d'ajournement. Je crois comprendre, lorsque vous l'avez lue, qu'elle comporte une condition ou une restriction; je dois donc accepter qu'elle soit débattue.

M. David Crombie.

M. Crombie: Merci, monsieur le président.

Je ne sais pas si, pour le travail du Comité, il y a une grande différence entre la motion qu'a présentée M. Fraser, et que j'appuie comme beaucoup d'autres j'espère, et la proposition consistant à faire preuve de courtoisie et à ne pas voter jusqu'à ce que le Comité traditionnel soit au complet.

[Text]

This is for a very good reason, Mr. Chairman. We are now into clause-by-clause, we are not hearing depositions, and it seems to me that the normal substitution that we have gone through, if there is a question of privilege in the House we would ordinarily accept that those particular members might not be here but there would be members representing the political parties. We are not now hearing depositions and testimony from witnesses, we are dealing with clause-by-clause and Mr. Epp and Mr. McGrath have been here throughout, they have contributions to make on the specific matters that are before us, the particular clauses. They not only would like to be here for the vote, but they would like to introduce amendments in relation to those votes.

It seems to me that is why Mr. Fraser's motion makes the most sense. Why do we not adjourn? The question of privilege is not going to take a very long time but if we adjourn we will at least allow Mr. Epp and Mr. McGrath to be able to make their own contribution to the matters before us as well as to vote.

Mr. Mackasey has indicated that we cannot every time there is a question of privilege in the House and I would agree with that, but we had one yesterday and it was not for very long and it was to be dealt with today. The matter before the House today as a question of privilege is a specific motion that requires that Mr. Epp and Mr. McGrath be there, and it seems to me it is not a question of every time.

This is an important item being dealt with by the House now, it affects both Mr. Epp and Mr. McGrath, which is why they were there. I might also add, Mr. Chairman, if you do not mind, Mr. Mackasey said that there are a number of people who are here from the House. I was of course a bit late because I was in the House, because the question of privilege involves specifically me, the undertaking was given to me by Mr. Lapierre and the Minister who at that time spoke for the government.

So I would like to have remained in the House but there was some concern on the part of Mr. Epp and Mr. McGrath that they were not sure exactly how the munificence of the government side would operate and that somehow we would just get moved over while they busy in the House defending their position and making their point of view on the question of privilege.

So, Mr. Chairman, I hope that the accord of the members opposite and the members of the New Democratic Party would operate so they would allow Mr. Epp and Mr. McGrath to deal with what is their first responsibility in relation to the question of privilege that involves this Committee, and after that is done we can come back and proceed.

I might say in particular that we are moving into Clause 11, and I know that Mr. Epp has some specific concerns with three of the motions which have been put out by Mr. Robinson and he wants to make a contribution on those.

Let me conclude by saying that if we accept at least a minimum normal courtesy, that you will at least allow them to vote if not make a contribution, then the best you are going to be able to do is get through one discussion on one amendment. So I am not so sure there is a big difference in practicality.

[Translation]

Je dis ceci pour une bonne raison, monsieur le président, nous en sommes à l'étude article par article de la résolution; nous n'entendons pas de délégations; il me semble donc, si une question de privilège est débattue en Chambre, que normalement nous accepterions que les membres concernés ne soient pas ici, mais qu'ils soient remplacés pour représenter les partis politiques. Il ne s'agit pas d'entendre des délégations ni des témoins; nous sommes en train d'étudier le projet de résolution article par article. Messieurs Epp et McGrath ont assisté au Comité depuis le début; ils ont apporté leur contribution sur différentes questions et différents articles. Non seulement ils voudraient être ici lors du vote de ces articles, mais ils voudraient aussi présenter des amendements à ces articles.

Voilà pourquoi, à mon avis, la motion de M. Fraser a beaucoup de sens. Pourquoi ne pas ajourner? La question de privilège ne doit pas durer très longtemps; si nous ajournons, nous permettrons au moins à M. Epp et M. McGrath d'apporter leur contribution à ces discussions et à ces votes.

M. Mackasey a souligné que nous ne pouvons pas procéder de la sorte chaque fois qu'il a une question de privilège soulevée en Chambre; je suis d'accord, mais nous en avons eue hier, elle n'a pas duré très longtemps, on devait s'en occuper aujourd'hui. La question de privilège débattue en Chambre aujourd'hui est une motion particulière qui exige que M. Epp et McGrath soient présents; il s'agit donc d'un cas spécial.

La question débattue en Chambre est très importante; elle intéresse à la fois MM. Epp et McGrath et c'est la raison pour laquelle ils y sont. J'ajouterai également ceci, monsieur le président, si vous me le permettez; M. Mackasey a dit qu'un certain nombre de députés de la Chambre sont ici présents; j'étais un peu en retard parce que j'y étais moi-même. La question de privilège me concerne plus précisément puisque cette promesse m'a été faite par M. Lapierre et le ministre qui, à ce moment-là, parlaient au nom du gouvernement.

J'aurais donc aimé demeurer en Chambre, mais MM. Epp et McGrath craignaient que, dans sa grande magnanimité, le gouvernement ne poursuive les travaux, alors que nos rangs seraient décimés pendant qu'ils étaient occupés à la Chambre à défendre leur position et à faire connaître leur point de vue sur cette question de privilège.

Par conséquent, monsieur le président, j'espère que l'accord des membres de la majorité et du Nouveau parti démocratique nous est acquis afin que nous permettions à MM. Epp et McGrath de s'acquitter de leur responsabilité sur cette question de privilège qui concerne le Comité. Dès que ce sera terminé, nous pourrons revenir et continuer nos travaux.

A ce propos, nous allons bientôt aborder l'article 11 et je sais que M. Epp s'intéresse particulièrement à trois des motions présentées par M. Robinson.

Permettez-moi de terminer en disant que, si nous acceptons au moins de faire preuve d'un minimum de courtoisie, c'est-à-dire si vous leur permettez de participer au vote mais pas de contribuer à la discussion vous ne pourrez guère discuter de plus d'un amendement. Je ne suis pas certain qu'il y ait une

[Texte]

There might be an enormous difference in trying to build some small bridges of co-operation.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable David Crombie.

Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman.

I have missed the last two days of debate, I have been in Toronto and Central Ontario speaking to Canadians from a region that is not my own and detecting an increasing and rather vociferous and rather strong degree of concern from Canadians of all walks of life, and while they might agree with the need for constitutional renewal, the concern they feel is related to the process that this Committee and the House of Commons is engaged in.

Members of the Committee may recall that in response to a question asked by one of our aboriginal groups, that Mr. Mackasey and myself . . .

M. Lapierre: Monsieur le président, sur un rappel au Règlement.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Lapierre, sur un rappel au Règlement.

M. Lapierre: Est-ce que la présidence pourrait juger si monsieur Hawkes s'adresse à la motion présentée devant nous? Je pense qu'il est en train de nous parler de ses voyages.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Well, Mr. Lapierre and Mr. Hawkes, with great respect, I was just consulting the rules of procedure during a debate on a motion to adjourn and I want to read you the recommended rules and the rule reads:

The Chair exhorts members participating in the debate on this motion to adhere as much as possible to the rule of relevance in this case.

And I understand we have a motion and the motion reads that this Committee adjourn until those members of this Committee engaged in the debate in the House of Commons on a question of privilege arising from breach of undertaking given by the government in this Committee have completed.

So I think that if the honourable member wants to have a contribution to our debate, he should restrict his intervention to the core of the proposed section and not deal generally with all aspects of the political context in which our previous work has taken place, with great respect for the honourable member.

Mr. Hawkes: I appreciate the admonition and I will attempt to stay very close to the terms of relevance.

It seems to me that members of this Committee sitting around the table at this point in time will vote yes for this motion or will vote no.

The essence of the motion really relates to the fact of whether or not we shall hear the thoughts and opinions of two members of this Committee who have attended well over 60 sessions in anticipation of the stage of clause-by-clause analysis.

We have been through a process, Mr. Chairman, where we have been denied time, denied expert testimony and now we

[Traduction]

grande différence sur le plan pratique. Par contre, il pourrait y en avoir une très grande si nous essayons d'instaurer un climat de collaboration.

Merci monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup monsieur Crombie.

Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président.

J'étais absent ces deux derniers jours car j'ai dû me rendre à Toronto et dans le centre de l'Ontario pour parler à des Canadiens d'une région qui n'est pas la mienne. J'ai cru déceler une profonde inquiétude chez des Canadiens de tous les milieux. Même s'ils sont d'accord sur le besoin de renouvellement de la constitution, ils sont très inquiets du processus adopté par le Comité et la Chambre des communes.

Les membres du Comité se souviendront que, en réponse à une question posée par un groupe autochtone, M. Mackasey et moi-même . . .

Mr. Lapierre: Mr. Chairman, on a point of order.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Lapierre, on a point of order.

Mr. Lapierre: Would the Chair rule if Mr. Hawkes stays on the proposed motion? I believe he is talking to us about his trips.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Lapierre, monsieur Hawkes, je viens de consulter les règles de procédure concernant un débat sur une motion d'ajournement et je vais vous lire le règlement recommandé:

La présidence exhorte les membres participants à un débat sur une motion d'adhérer autant que possible au règlement de la pertinence dans ce cas.

Si j'ai bien compris, nous avons une motion portant que le Comité ajourne jusqu'à ce que les membres du Comité engagés dans un débat à la Chambre des communes sur une question de privilège découlant du non-respect d'une promesse faite par le gouvernement au Comité puissent revenir.

Si le député veut apporter une contribution à ce débat, il doit limiter son intervention à la question essentielle proposée et non pas traiter en général du contexte politique dans lequel nos travaux se sont déroulés, avec tout le respect que je lui dois.

M. Hawkes: Je vous remercie de l'avertissement et je m'efforcerai de faire des remarques pertinentes.

Il me semble que les membres du Comité vont voter oui ou non à la motion.

Il s'agit de savoir si nous allons entendre l'opinion de deux membres du comité qui ont assisté à plus de 60 séances préparatoires à l'étape de l'analyse article par article.

Monsieur le président, nous avons progressivement dû réduire notre temps et refuser le témoignage de spécialistes et

[Text]

seek, those who would vote against this motion, essentially seek to deny all members of this Committee the wisdom which comes from the kind of study and attention which Mr. Epp and Mr. McGrath have given to the work of this Committee.

We will recall witness after witness spoke to us about the importance of the words, the commas, the paragraphs that will go into pre-eminent law, that will make all other laws of this nation of no force and effect if in fact they contravene those words.

It seems to me that, in that context, when we have such a limited range of advice, such a reduced time span in which to consider that advice, the denial of expert testimony, that we in fact are acting in an irresponsible manner when we go this one step further which is to deny ourselves the testimony that could come from two members on our side who, through their attendance at this Committee, and I think members would acknowledge the wisdom of their comments over time, to deny ourselves that wisdom in the process of clause by clause analysis is to deny in some sense our obligation as elected people to the House of Commons, but I think it is to deny, potentially deny the Canadian people a source of advice which should be a part of the public record. If we are engaged in a real process of search for a better set of words, then deny the Canadian people access to advice which they should have and which should be considered before we make decisions.

It is in that context, Mr. Chairman, that I make the strongest possible plea that the members opposite consider very, very carefully the principle that is involved on what on the surface, might appear to be a rather simple motion.

Are we to continue our practice of denying ourselves time for consideration, denying ourselves time to hear expert witnesses, now we are denying ourselves the opportunity to hear our own Committee members that have put themselves in a position to offer concrete and good advice.

That is what the vote, Mr. Chairman, is about.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Hawkes.

Le sénateur Asselin: Monsieur le président, question de privilège.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable sénateur Asselin, sur une question de privilège.

Le sénateur Asselin: Monsieur le président, même si c'est une motion qui a été présentée par un membre de mon parti, je ne pense pas que la présidence puisse nous forcer à discuter de cette motion-là si elle n'est pas dans les deux langues.

Alors, je vous demanderais, avant de continuer à discuter de cette motion, de faire traduire la motion afin que nous puissions avoir la traduction française.

Le coprésident (M. Joyal): Honorable sénateur Asselin, je vais certainement immédiatement m'assurer que les services de traduction qui sont à notre disposition comme Comité et qui ont été mis d'ailleurs à notre disposition à la demande même de la présidence puissent immédiatement faire en sorte que le texte de la proposition mise de l'avant par l'honorable John Fraser soit traduit dans les deux langues officielles du Canada.

[Translation]

à présent les adversaires de la motion s'efforcent de priver les membres du comité de l'expérience dont jouissent MM. Epp et McGrath qui ont étudié, pour le comité, cette question.

Bon nombre de témoins ont insisté sur l'importance du libellé, de la ponctuation, des alinéas caractérisant ce texte essentiel qui rendra inapplicable et vide de sens toutes les autres lois du pays si leur formulation ne coïncide pas avec le libellé du projet de constitution.

Dans cette optique, si nous ne pouvons nous fonder que sur des avis assez limités, qu'on nous refuse le recours à des spécialistes et qu'on rogne sur le temps consacré à notre étude, il me semble qu'il serait irresponsable de nous priver de la contribution de deux membres de notre parti qui sont absents momentanément. A cet égard, je pense que les membres reconnaissent le caractère avisé de cette contribution, dont il serait illogique de nous priver lors de l'analyse article par article; cela reviendrait à renoncer à nos obligations d'élus à la Chambre mais, plus grave encore, ce serait refuser aux Canadiens une opinion qui devrait être rendue publique. Si nous désirons véritablement améliorer le libellé, il ne faut pas refuser aux Canadiens le droit d'entendre leur opinion et d'en tenir compte avant de se prononcer.

Monsieur le président, voilà pourquoi je demande instantanément aux députés et sénateurs de la majorité de s'en tenir rigoureusement au principe et de ne pas s'imaginer que la motion est simple.

Allons-nous continuer à survoler les choses, à nous priver de l'avis de spécialistes et à nous passer de l'avis des membres du comité qui sont à même de nous fournir des conseils concrets et intéressants.

Voilà sur quoi, monsieur le président, il s'agit de se prononcer.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Hawkes.

Senator Asselin: Mr. Chairman, on a question of privilege.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The Honourable Senator Asselin on a question of privilege.

Senator Asselin: Mr. Chairman, even if it is a motion which has been put by a member of my party, I do not think that the Chair can force us into discussing this motion if it is not drafted in both languages.

Then, before proceeding with the debate, I would ask you to have the motion translated into French.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Senator Asselin, I will certainly ask immediately the translation services which have been put to our disposal as a committee, at the request of the Chair, to translate in to both official languages the text of the proposal put forward by John Fraser.

[Texte]

L'honorable sénateur Roblin.

Le sénateur Asselin: A ma question de privilège, monsieur le président, je pense que je n'ai pas eu la décision que j'avais espérée. Je dis que, moi, en tant que Canadien-français, et étant donné que j'appartiens à un pays bilingue, j'ai le droit d'exiger que cette proposition soit traduite en français avant qu'on en discute.

Le coprésident (M. Joyal): Je suis invité, honorable sénateur Asselin, à vous lire . . .

Senator Asselin: It is my case, I am pleading my own case!

Le coprésident (M. Joyal): Honorable sénateur Asselin, j'apporte une réponse à la question que vous avez posée. Si vous voulez bien avoir l'amabilité de m'écouter lorsque je vous fournis cette réponse, ça pourrait vous aider dans la poursuite de nos débats.

Le sénateur Asselin: Monsieur le président, je me suis toujours soumis à vos décisions, mais j'ai eu une intervention de mes amis d'en face et il a fallu que j'y réponde immédiatement.

Je me sou mets très humblement à votre décision.

Le coprésident (M. Joyal): Alors, voici. Je me permets de vous donner lecture de l'article 45 du règlement de la Chambre des communes qui reçoit application pour les travaux de notre Comité.

L'article 45, paragraphe (1) se lit comme suit:

Toute motion est présentée par écrit et appuyée avant de faire l'objet d'un débat ou d'une mise aux voix. Lorsque la motion est appuyée, l'orateur en donne lecture en anglais et en français, s'il connaît les deux langues. Si non, l'orateur donne lecture de la motion dans une langue et charge le greffier de la lire dans l'autre avant qu'elle ne soit mise en discussion.

Alors, voilà l'essence des droits qui se rapportent au privilège d'un honorable membre de la Chambre des communes ou du Sénat de requérir d'entendre les motions qui sont mises de l'avant dans l'une ou l'autre des langues officielles du Canada.

Par conséquent, comme l'honorable John Fraser a fait lecture de la motion en langue anglaise et que par la suite j'ai moi-même rappelé à l'un des honorables membres de ce Comité le contenu de cette motion dans la langue anglaise qui était d'ailleurs dans la langue même qu'utilisait cet honorable député, je veux bien me rendre à votre demande, au droit que vous avez en vertu de l'article 45, d'entendre lecture de cette motion en langue française et, comme il est stipulé dans le paragraphe (1), je puis vous en donner une traduction libre qui sera néanmoins exacte.

Le sénateur Asselin: Monsieur le président, pourrais-je vous rappeler, avant que vous n'en fassiez lecture en français, également les principes du bilinguisme des documents officiels au Parlement?

Le coprésident (M. Joyal): Oui.

Le sénateur Asselin: Tout document émanant du Parlement doit être soumis dans les deux langues officielles du pays, soit l'anglais et le français.

[Traduction]

Senator Roblin.

Senator Asselin: Mr. Chairman, I did not get the answer that I had hoped for to my question of privilege. As a French Canadian belonging to a bilingual country, I have the right to require that this proposal be translated into French before being debated.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I have been asked, Senator Asselin, to read you . . .

Le sénateur Asselin: Je plaide ma propre cause!

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I am trying to provide an answer to your question, Senator Asselin. If you would be so kind as to listen to me while I do so, it might be of help to us in our discussion.

Senator Asselin: I always bow to your decisions, Mr. Chairman, but I must respond to an intervention that was made by my friends opposite.

I very humbly bow to your decision.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Here it is. I will read you Standing Order 45 of the House of Commons, which is applicable to the work of our Committee.

Standing Order 45(1) reads as follows:

A. All motions shall be in writing, and seconded, before being debated or put from the Chair. When a motion is seconded, it shall be read in English and in French by Mr. Speaker, if he be familiar with both languages; if not, Mr. Speaker shall read the motion in one language and direct the Clerk at the Table to read it in the other before debate.

So this is the ruling with respect to the privilege of an honourable member of the House of Commons or the Senate to ask that motions be read in one or the other official language of Canada.

Since the Honourable John Fraser read the motion in English and I outlined the contents of that motion for one of the honourable members in English, which was in fact the language used by that honourable member, I am willing to agree to your request to have the motion read in French, since you have this right under Standing Order 45. I can thus give you a free but correct translation, as stated in paragraph 1 of the Standing Order.

Senator Asselin: Before you read it in French, Mr. Chairman, may I remind you of the principles of bilingualism that apply to official documents of Parliament?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes.

Senator Asselin: All parliamentary documents must be submitted in both official languages, that is, in English and in French.

[Text]

Le coprésident (M. Joyal): Dans le cas présent, honorable sénateur Asselin, il ne s'agit pas d'un document du gouvernement; il s'agit, à cette étape-ci, d'une proposition qui ne fait pas encore partie officiellement des documents du Parlement.

Lorsque la motion aura été votée et qu'elle fera partie du procès-verbal de notre réunion de ce jour, à ce moment-là, bien sûr, elle sera disponible dans les deux langues officielles mais à cette étape-ci je suis sous la gouverne du paragraphe (1) de l'article 45 qui dit textuellement, et je vous le relis:

Lorsque la motion est appuyée, l'orateur en donne lecture en anglais et en français, s'il connaît les deux langues. Si non, l'orateur donne lecture de la motion dans une langue et charge le greffier de la lire dans l'autre avant qu'elle ne soit mise en discussion.

Or, comme je prétends connaître les deux langues suffisamment pour vous lire la motion en langue française, l'ayant lue à deux reprises en langue anglaise, je puis la lire à deux reprises en langue française également.

Le sénateur Asselin: Permettez-moi de vous rappeler également, monsieur le président, qu'il y a un règlement qui dit qu'à la minute qu'un membre dépose devant un comité une motion, cette motion-là appartient au comité et qu'on ne peut pas la retirer sans le consentement du comité, et quand vous me dites que ce n'est pas un document officiel qui appartient au comité, je dis, moi, que la motion présentée par M. Fraser est une motion qui appartient maintenant au Comité et que M. Fraser ne pourrait pas la retirer sans le consentement du Comité.

Alors, je prétends que ce document est un document officiel et qu'il doit être transmis dans les deux langues.

Le coprésident (M. Joyal): Alors, voici. On me le soumet dans les deux langues et je vous lis le texte de l'autre langue officielle; je circulerai ce document par la suite.

Que ce Comité ajourne ses travaux jusqu'au retour des membres du Comité qui participent présentement à un débat à la Chambre des communes sur une question de privilège découlant d'une promesse faite par le gouvernement devant ce Comité.

Voilà le texte de la motion.

• 1605

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to invite the honourable Duff Roblin.

Senator Roblin: Thank you very much, Mr. Chairman.

I come from one of the Houses of this Parliament, which is singularly and fortunately unencumbered by many rules. So I do not feel I am an expert to interpret the rules of the Committee of the House of Commons under whose rules we are operating here to members who are gathered around the table.

In fact I will have to appeal to their common sense, and, I hope, their better judgment in connection with the matter rather than on a strict reference to the rules that may apply.

[Translation]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): In this case, Senator Asselin, it is not a government document. It is a proposal but it is not an official parliamentary document yet.

When the motion has been voted on and included in the record of today's proceedings, it will naturally be available in both official languages. But at this stage, I am subject to Standing Order 45(1) which I will read to you once again:

A. All motions shall be in writing, and seconded, before being debated or put from the Chair. When a motion is seconded, it shall be read in English and in French by Mr. Speaker, if he be familiar with both languages; if not, Mr. Speaker shall read the motion in one language and direct the Clerk at the Table to read it in the other, before debate.

Since I claim to know both languages well enough to read the motion in French and since I have read it twice in English, I can now read it twice in French only.

Senator Asselin: I would also remind you, Mr. Chairman, that there is a Standing Order which states that, once a member tables a motion before a committee, the motion belongs to the committee and cannot be withdrawn without its consent. You have said that it is not an official committee document yet, but I submit that the motion tabled by Mr. Fraser is now a committee document and that Mr. Fraser cannot withdraw it without the committee's consent.

I submit, then, that this is an official document and must be tabled in both languages.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Here it is; I have it in both languages and I will read you the text in the other language. I will have the document circulated later on.

That this committee adjourn its proceedings until the return of the committee members who are presently taking part in a debate in the House of Commons on a question of privilege arising from a breach of undertaking made by the government to this committee.

This is the text of the motion.

Le coprésident (M. Joyal): La parole est à l'honorable Duff Roblin.

Le sénateur Roblin: Merci beaucoup, monsieur le président.

Je viens de l'une des chambres qui a la chance de ne pas être assujettie à trop de règlements. Je ne m'estime donc pas suffisamment qualifié pour interpréter les règles du comité de la Chambre des communes auxquelles sont soumis les membres ici présents.

Je vais donc devoir faire appel à leur bon sens pour statuer sur cette question et je leur demanderai de ne pas trop s'en tenir aux règlements.

[Texte]

In the Senate we have a very happy regulation, in my opinion, that committees of the Senate do not sit when the Senate itself is not in session.

It is true that this rule is sometimes lifted when necessary; but it is the general rule in the Senate and for our purposes a good rule.

I know that the same circumstances do not prevail in the House of Commons and that other rules are necessary there.

But I want to examine the substance of the problem which has led to this discussion. The substance of the problem is that some members of this Committee are absent. We would normally think that that would be rather shallow grounds on which to recommend the suspension of the Committee's activities, because it happens all the time.

I think we have to examine the circumstances which have led to this absence. That is a question of privilege.

Now, the question of privilege might well have been dealt with in this body if the majority had seen fit to do so.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I am sorry to interrupt the honourable Senator Roblin. There is a point of order. Mr. Lapierre.

M. Lapierre: Monsieur le président, sur un rappel au Règlement.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Lapierre, sur un rappel au Règlement.

M. Lapierre: Je peux témoigner que le débat est fini à la Chambre des communes; donc, le sénateur Roblin va pouvoir ménager sa salive pour nos prochaines discussions. La motion n'est plus nécessaire à ce moment-ci.

Senator Roblin: That is good news. I am glad to hear. I will just continue with what I have had to say. I have not yet seen my honourable friends here yet.

But what I have to say is that they are absent because they have to defend . . .

An hon. Member: You are wasting the time of the committee!

An hon. Member: Call the motion!

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Order, please.

I would like to invite the honourable Senator Roblin to complete his intervention.

Senator Roblin: Thank you, Mr. Chairman.

They are absent because they have to defend a point of privilege.

In the House of Commons they would have appealed, in the first instance not to any partisan vote from members of the House in dealing with questions of privilege, but to the ruling of the Speaker, which is quite a different thing as I understand the matter.

In the committee no such protection is offered to members of minority groups on questions of privilege.

In committee there is no appeal to any impartial arbiter of any kind. We only have an appeal to a majority, and we know

[Traduction]

Nous avons, au Sénat, un règlement très avisé, à mon avis, qui veut que les séances des comités du Sénat ne coïncident pas avec celles du Sénat lui-même.

Il est vrai que cette règle peut, le cas échéant, ne pas être appliquée mais elle est toutefois d'application générale au Sénat et elle correspond bien à ce que nous demandons.

Je sais qu'à la Chambre, les conditions ne sont pas pareilles et que d'autres règlements ont dû être établis.

J'aimerais me pencher sur le fond du problème dont nous discutons aujourd'hui: certains membres du comité sont actuellement absents. On pourrait penser qu'ils ont des motifs superficiels ne justifiant pas que l'on recommande la suspension des activités du comité, car c'est souvent le cas.

A mon avis, nous devons tenir compte des circonstances les ayant poussés à s'absenter. Il s'agit d'une question de privilège.

Cette question de privilège aurait pu être traitée ici si la majorité l'avait jugé bon.

Le coprésident (M. Joyal): Désolé d'interrompre le sénateur Roblin, mais on invoque le Règlement, monsieur Lapierre.

Mr. Lapierre: Mr. Chairman, on a point of order.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Lapierre, on a point of order.

Mr. Lapierre: I can testify that they have finished with the debate at the House. Senator Roblin can thus save his breath for a later debate since the motion is no longer necessary at this point in time.

Sénateur Roblin: Voilà une bonne nouvelle que je suis heureux d'apprendre. Mais je vais poursuivre car je n'ai pas encore vu mes collègues franchir la porte.

S'ils sont absents, c'est parce qu'ils doivent dépendre . . .

Une voix: Vous gaspillez le temps du comité!

Une voix: Mettez la motion aux voix!

Le coprésident (M. Joyal): A l'ordre, s'il vous plaît.

Je vais demander au sénateur Roblin de conclure son intervention.

Le sénateur Roblin: Merci, monsieur le président.

Ils sont absents parce qu'ils doivent défendre une question de privilège.

A la Chambre, étant donné qu'il s'agit d'une question de privilège, on aurait demandé aux députés, non pas de se montrer partiaux, mais de s'en tenir à la décision de l'Orateur, ce qui est, si j'ai bien compris, tout à fait différent.

En comité, les représentants de groupes minoritaires ne bénéficient pas de cette même protection, pour ce qui a trait aux questions de privilège.

En effet, on n'y fait pas appel à un arbitre impartial. On se fonde sur la majorité et nous savons la décision qu'elle a rendue ici sur les questions de privilège.

[Text]

what that majority did on the question of privilege in the first instance here.

So the only recourse of the gentlemen who are absent is to go to the House of Commons where an appeal to an impartial arbiter does lie.

One can certainly regard it as a special circumstance which might justify their absence from this committee if they have to go to the House to exercise that right of privilege which was denied them here.

There is no way in which they could stay in this committee and defend their right. That was ruled out; they had to go to another forum, and if that other forum sits at the same time as we do, well that is a fact that they cannot control.

So you will understand that is why they are not here.

Now the question is: does it matter? Well, that is a question open to opinion. It may matter to some and it may not matter to others.

But I would suggest to members of the committee that the two persons concerned have been second to none in their zealous attendance of the proceedings of this body ever since it started. They have made an important study and important contributions to our work so far, and I would go so far as to say that there are few members of the committee who are better informed on the subject matter before us, on the representations that have been made or on the amendments which have been presented or the substantive discussions than those two gentlemen are.

Speaking for my part, I think it would be a loss to the committee and it would be doing a substantial injustice to the cause that we intend to serve here, namely the devising of the best possible constitution, that we should be deprived of the contribution of those two men for the reasons I have outlined.

They are not absent because of delinquency; they are not absent because they are careless of their duties; they are not absent because they have gone some place else out of whim.

They are absent for good and sufficient reason.

Now, if the majority of this committee had had the generosity and the good judgment and the common sense as well as the courtesy and consideration to have listened to the original plea made by one of my colleagues here, then this conversation between you and me, Mr. Chairman, would have been unnecessary.

It seems to me that we have done nothing less than our duty here in keeping the door open—if I may use that phrase—until the gentlemen I have referred to are able to resume their places around this table.

Now, I do not know whether they are here already. I am getting some encouraging noises from the people on the other side. Maybe they are.

I see one of them. I feel a lot better. I will feel twice as good when the next one comes.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, the honourable Senator Duff Roblin.

[Translation]

Le seul recours des absents est donc d'aller à la Chambre où ils peuvent se tourner vers un arbitre impartial.

On peut donc estimer, assurément, qu'il s'agit d'une circonstance particulière qui peut justifier leur absence puisqu'ils doivent se rendre à la Chambre pour exercer ce droit de privilège qu'ils se voient refuser ici.

Il ne leur était pas possible de rester au comité et de défendre leurs droits, puisqu'ils en étaient empêchés. Ils ont donc dû aller ailleurs, en l'occurrence à la Chambre, et si celle-ci siège en même temps que nous, ils n'y peuvent rien.

Vous comprendrez donc la raison de leur absence.

Il s'agit maintenant de savoir si cela est bien important. C'est une question d'opinion, certains diront que non, d'autres que oui.

Je ferai remarquer aux membres du comité que les deux absents, plus que quiconque, ont assisté avec beaucoup de zèle à nos séances, depuis le début de nos travaux. Ils ont rédigé une étude importante et ils ont grandement participé à nos travaux jusqu'à présent; j'irais même jusqu'à dire que peu d'entre nous sont mieux informés qu'eux sur le sujet ou sur les témoignages qui nous ont été présentés, les amendements dont nous avons été saisis ou le fond des discussions en général.

Personnellement, j'estime que ce serait une perte pour le comité; ce serait également faire peu de cas de la cause que nous voulons servir ici, c'est-à-dire rédiger la meilleure constitution possible, que de nous priver de la participation de nos deux collègues, pour les raisons que je vous ai évoquées.

S'ils sont absents, ce n'est pas par leur faute, par négligence de leurs obligations ou par caprice.

Ils ont des motifs tout à fait valables et suffisants.

A présent, si la majorité du comité s'était montrée généreuse, raisonnable et courtoise à l'égard de la demande présentée par l'un de mes collègues, notre dialogue, monsieur le président, aurait été inutile.

Il me semble que c'est bien la moindre des choses que de laisser la porte ouverte, si vous me permettez l'expression, jusqu'au retour de nos collègues.

J'ignore s'ils sont déjà arrivés, j'entends des bruits encourageants de l'autre côté, peut-être sont-ils déjà ici.

En voilà un, j'en suis fort aise. Je me sentirai beaucoup mieux lorsque l'autre sera là.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, sénateur Roblin.

[Texte]

If there are no more speakers, the Chair has no other choice but to call the vote on the motion or with the unanimous consent of the members to invite the mover of the motion.

The honourable Senator Tremblay.

L'honorable sénateur Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Monsieur le président, je m'en tiendrai à une ou deux remarques, la première portant sur le caractère vraiment exceptionnel de la circonstance de l'absence de nos collègues et le caractère vraiment très transitoire de la chose.

Puisque la moitié du problème est maintenant résolue, reste l'autre moitié et peut-être que compte tenu du fait que nos amis d'en face qui se proposaient, j'imagine, de voter contre la motion ont déjà devant eux la moitié de la solution, peut-être vont-ils appuyer la motion en pariant que l'autre moitié sera résolue dans un délai relativement bref.

Par ailleurs, j'insiste aussi à mon tour pour souligner qu'il s'agissait d'une circonstance exceptionnelle qui est liée à des actions qui ont eu lieu dans ce Comité même et qu'il n'y a point là un précédent qui pourrait compromettre les travaux de notre Comité dans l'avenir.

Je pense que la situation est suffisamment précise pour qu'on puisse difficilement prévoir d'autres situations semblables où une question analogue pourrait être opposée à celle que notre collègue, l'honorable Fraser, a soulevée, et je vois que si nos amis d'en face avaient accepté d'appuyer rapidement la motion qui est devant nous, le pari qu'ils auraient fait sur l'évolution des choses dans l'avenir immédiat aurait été gagné et, en même temps, ils auraient gagné l'avantage d'un geste courtois à l'endroit de deux membres importants de notre Comité.

Merci, monsieur le président.

Le sénateur Goldenberg: Nous n'aurions pas eu l'opportunité d'écouter votre discours!

Le coprésident (M. Joyal): Merci, honorable sénateur Tremblay.

• 1620

I would like then to dispose of the proposed motion and suggest very respectfully to the honourable John Fraser, if he can request the consent of the honourable members, that he can withdraw his motion.

Mr. Fraser: Mr. Chairman, in view of the fact that the debate which we have had has expressed the feelings of the Conservative members here, and of course has served the purpose for which the debate was commenced, and that was to wait until our colleagues could join us, I am very pleased to withdraw the motion.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The Chair does not see any objection from around the table so the motion is withdrawn.

I would like then to invite the honourable members to come back on the amendment moved by Mr. Robinson on Clause 10 of the proposed resolution, and yesterday when we adjourned our evening session I had on my list of speakers honourable

[Traduction]

S'il n'y a pas d'autres intervenants, il me reste à mettre la motion aux voix ou à passer la parole à l'auteur de la motion, avec le consentement unanime des membres du comité.

L'honorable sénateur Tremblay.

The Honourable Senator Tremblay.

Senator Tremblay: Mr. Chairman, I will limit myself to one or two comments, the first being the exceptional character of the absence of our two colleagues and also the very temporary aspect of the circumstances.

Because half of this problem is now resolved, the other half remains and maybe our friends on the other side wanted to vote against this motion, but as they have now before them half of the solution, maybe they will wish to support the motion guessing that the other half will be resolved in a very short term.

I would like to underline, on the other hand, that these circumstances are exceptional. They are tied to acts that have taken place in the Committee, but this is no precedent that might jeopardize the work of the Committee in the future.

This situation is clear enough and it will be hard to foresee others of a kind where a similar question could be opposed to the one our colleague, the Honourable Mr. Fraser, has raised. If our friends on the other side had agreed to support quickly the motion that we have before us, they would have won their guess on the evolution of the work in the Committee and, at the same time, they would have had an advantage because of their courtesy towards two important members of our Committee.

Thank you, Mr. Chairman.

Senator Goldenberg: We would not have had the opportunity to hear your speech.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Honourable Senator Tremblay.

Je voudrais maintenant disposer de la motion proposée et suggérer à l'honorable John Fraser de retirer sa motion avec le consentement des membres.

M. Fraser: Monsieur le président, étant donné que ce débat a donné l'occasion aux députés conservateurs de s'exprimer et qu'il a atteint son objectif, c'est-à-dire attendre que nos collègues nous rejoignent, je suis heureux de retirer la motion.

Le coprésident (M. Joyal): La présidente ne détecte aucune opposition autour de la table, par conséquent la motion est retirée.

Je vous invite maintenant à revenir à l'amendement proposé par M. Robinson concernant l'article 10 du projet de résolution. Lorsque nous avons ajourné hier soir, j'avais sur ma liste le nom de Perrin Beatty, mais il n'est pas là cet après-midi;

[Text]

Perrin Beatty, but I see that the honourable Beatty is not attending our afternoon session and before I invite Mr. Robinson to conclude on his proposed motion I would like to invite honourable John Fraser.

Mr. Fraser: Thank you very much, Mr. Chairman. I wonder if I could, through you, Mr. Chairman, ask some questions respecting the motion which reads:

to protection against self-crimination from the moment of arrest and the right to be informed of that right.

I wonder, Mr. Minister, if again through you, Mr. Chairman, I could ask you or the law officers of the Crown, there was some discussion of this last night but I think it is important to come back to it, I want to ask this, whether this particular amendment would in any way interfere with the present existing law with respect to the admissibility of a voluntary statement or the inadmissibility of an involuntary statement. Of course what I have in mind is that the general rule in criminal law is that if an accused makes a statement which is incriminatory that statement cannot be received in evidence in a court of law against the accused unless it is clear that that statement was given voluntarily; and voluntarily means in the absence of undue pressure, physical abuse, trickery or any other invitation to give that statement or any other circumstances that surround the giving of the statement which is considered in law to be unfair and to have exercised undue, wrongful or other influence on the accused which would, under the circumstances, put the incriminatory statement in doubt as to its validity with respect to its propriety and its use in being used in front of a jury or in front of a judge as evidence of the Crown leading to a conviction.

So I am wondering, Mr. Minister, if you could respond to that. You may feel that it is appropriate to call upon either of our distinguished law officers of the Crown to give us a little bit more understanding of exactly what the effect of this amendment would be.

Mr. E. G. Ewaschuk (Q.C., Director, Criminal Law Amendments Section, Department of Justice): Knowing, Mr. Fraser, that Mr. Robinson's amendment, with all due fairness to him, would affect the voluntariness rule, I think the onus would still be on the Crown, and I have argued two of these cases within the last year or year and a half in the Supreme Court of Canada myself, that it still would be the fear of prejudice, hope of advantage or, now, this oppressive test that they have condensed into the word voluntary. So I think that test would still be there.

Over and beyond that would be the question that if the police officer failed to inform the person of the right not to say anything at the time of the arrest and to be informed of that, if he failed in fact to give that to him as part of a caution, unlike the present law which says that that is an important factor to be considered into the determination of voluntariness, I would think that per se that would exclude the evidence. That would seem to be the consequence.

So I do not think in fact, again in all fairness to Mr. Robinson, that he is detracting from the voluntariness test. I think he is adding this one condition precedent to it, that you must be informed of that right to remain silent.

[Translation]

avant de donner la parole à M. Robinson pour qu'il termine la discussion sur sa motion, je donne la parole à M. John Fraser.

M. Fraser: Merci beaucoup monsieur le président. Si vous me le permettez, j'aimerais poser quelques questions concernant la motion qui se lit comme suit:

Dès le moment de son arrestation, de ne pas s'incriminer et d'être informé de ce droit.

Par votre intermédiaire, monsieur le président, je me demande si le ministre ou les conseillers juridiques de la couronne, même si on en a discuté hier soir, il est important d'y revenir, peuvent nous dire si cet amendement générerait en quoi que ce soit la loi existante quant à l'admissibilité d'une déclaration volontaire ou la non-admissibilité d'une déclaration volontaire ou la non-admissibilité d'une déclaration involontaire. Je me souviens évidemment que la règle générale, en droit criminel, c'est que si un inculpé fait une déclaration qui peut l'incriminer, cette déclaration ne peut servir de preuve devant le tribunal contre lui, à moins qu'il soit très clair que la déclaration a été obtenue volontairement. Ce terme «volontairement» signifie l'absence de pression indue, d'abus physique, de tricherie ou de toute autre invitation à faire une déclaration ou de toute circonstance qui entoure la déclaration qui pourrait être considérée par la loi comme étant injuste, si on avait exercé des pressions indues ou si on avait cherché à influencer l'inculpé. Dans ces circonstances, la déclaration incriminante serait mise en doute quant à sa validité, sa convenance et son utilisation devant un jury ou devant un juge comme preuve de la couronne pouvant donner lieu à une condamnation.

Pouvez-vous me répondre monsieur le ministre? Vous jugerez peut-être à propos de demander à nos distingués conseillers juridiques de la couronne d'apporter des précisions quant à l'effet que pourrait avoir cet amendement.

M. E. G. Ewaschuk (c.r., directeur, Section des modifications au droit pénal, ministère de la Justice): Sachant, monsieur Fraser, que l'amendement de M. Robinson, pour être juste envers lui, affecterait l'aspect volontaire de la chose, je crois qu'il reviendrait à la Couronne de décider. J'ai présenté un argument dans deux causes de ce genre au cours des 12 ou 18 derniers mois devant la Cour suprême du Canada portant que ce serait toujours la crainte du préjudice, l'espoir d'un avantage ou le test de pression que renfermerait ce mot «volontaire». Je crois donc que ce test demeure.

Il y aurait par ailleurs le problème de l'agent de police qui n'informe pas une personne de son droit de ne rien dire au moment de l'arrestation, qui manque à son devoir de l'avertir, contrairement à la loi actuelle qui stipule qu'il s'agit de facteur important à considérer lorsqu'il s'agit de déterminer si la déclaration est volontaire, je crois que cet amendement en soi ferait que la preuve serait exclue. Cela me semblerait la conséquence.

En toute justice envers M. Robinson, je ne crois pas qu'il veuille porter atteinte à ce test de l'aspect volontaire. Il ajoute à mon avis une condition, celle d'être informé du droit de demeurer silencieux.

[Texte]

Mr. Fraser: If all Mr. Robinson is doing is saying that before a confession can be received or an admission can be received which goes against the interest of the accused, that the accused must be informed of the right not to incriminate himself or herself, does this make any difference in the existing rule of law, and I am not now referring to the question of admissibility.

Can you help us in that regard?

Mr. Ewaschuk: I think it takes away from some of the flexibility, obviously. We entrench it and freeze it in this particular charter. What happened was, and I am not sure that Senator Asselin could not help us on this, but at one time in the thirties there was a case called *Gach* in the Supreme Court of Canada and the interpretation on that was that if there was a failure to caution it automatically resulted in exclusion; so for about 13 years thereafter if there was in fact no caution by the police upon arrest it automatically resulted in exclusion.

The difficulty was in determining if the officer had reasonable and probable grounds, if in fact it was an interrogation, and I think the Supreme Court of Canada considered that determining the difficulty of saying when, according to the judges' rules, you had enough evidence to say at that point you must caution. That difficult determination itself was determinative in their minds of saying, no, that was but one factor to consider as to whether or not the statement was voluntary, so they retrenched in the *Beaudreau* case in 1949 from that invariable rule that resulted in automatic exclusion. It seems, I guess, that the law works fairly well right now in that regard.

Mr. Fraser: Mr. Chairman, the point of my questioning is this, and I would ask all honourable members of the Committee to pay very close attention.

Having practiced in the criminal courts I am very aware of the necessity for not taking a confession or admission from a potential accused under wrongful conditions, so on that principle I do not need to be persuaded; but I am concerned about what this amendment would do to a situation where a police officer has to make a sudden arrest in the heat of the moment where there is a lot of activity going on, keeping in mind the fact that most police officers engaged in apprehending, especially, a dangerous criminal, are hardly going to have time to look up the rules of admissibility, the rules of evidence or the Charter of Rights.

What I am concerned about here is—picture the situation where a police officer arrests a person engaging in a crime, let us put it in the most extreme, a violent crime, or immediately after a violent crime that has not necessarily been witnessed by the police officer, and at the moment that the potential accused is physically apprehended and the police constable says you are under arrest, would this mean that any confession, any admission subsequent to that, no matter what the circumstances were, could not be admitted in evidence on the part of the Crown because of the amendment that Mr. Robinson is proposing?

Now, that becomes a very important . . .

[Traduction]

M. Fraser: Ce que fait M. Robinson, c'est déclarer qu'avant d'admettre une confession ou une admission qui irait à l'encontre des intérêts de l'inculpé, cet inculpé doit être informé du droit de ne pas s'incriminer; est-ce que cela change quelque chose dans la loi actuelle, sans parler de la question d'admissibilité?

Pouvez-vous nous aider à ce sujet?

M. Ewaschuk: Il est évident qu'il y aurait moins de souplesse puisqu'il s'agirait d'enchâsser ce droit dans cette charte. Voilà ce qui s'est passé, et le sénateur Asselin pourra peut-être nous aider; au cours des années 30, nous avons eu l'affaire *Gach* devant la Cour suprême du Canada. L'interprétation donnée est que si on avait manqué d'avertir la personne, automatiquement, il y avait exclusion. Par conséquent, pendant les 13 années qui ont suivi, si les policiers n'avertissaient pas au moment de l'arrestation, automatiquement, il y avait exclusion de la preuve.

Il était difficile de déterminer si l'agent de police avait des motifs raisonnables et vraisemblables, s'il s'agissait en fait d'une interrogation; je crois que la Cour suprême du Canada a tenu compte de la difficulté de déterminer dans quel cas, selon les juges, on a suffisamment de preuve pour dire qu'il faut donner cet avertissement à un certain moment. Cette difficulté a été déterminante dans leur esprit et ils ont décidé qu'il n'y avait qu'un facteur pour considérer si oui ou non la déclaration était volontaire; dans l'affaire *Beaudreau*, en 1949, ils se sont retranchés derrière ces règlements immuables, ce qui a donné suite à une exclusion automatique. Il semble que la loi fonctionne assez bien maintenant à cet égard.

M. Fraser: Monsieur le président, la raison pour laquelle je pose ces questions est la suivante, et je voudrais demander à tous les membres de porter attention.

J'ai exercé devant les cours de droit criminel et je sais qu'il ne faut pas obtenir de confession ou d'admission de l'inculpé éventuel dans des conditions préjudiciables. Par conséquent, je n'ai pas à être persuadé de ce principe; je suis inquiet toutefois de ce que cet amendement risque de provoquer dans une situation où un agent de police doit soudainement procéder à une arrestation, dans le feu de l'action, alors que beaucoup de choses se passent en même temps; n'oublions pas que la plupart des agents de police qui doivent appréhender un criminel dangereux n'ont pas vraiment le temps d'étudier les règlements de l'admissibilité, les règlements concernant la preuve ou la charte des droits.

Ce qui me préoccupe ici . . . Prenons par exemple le cas d'un agent de police qui arrête une personne en train de commettre un crime, allons à l'extrême, un crime violent qui n'a pas nécessairement été vu par l'agent de police. Le prétendu inculpé est physiquement appréhendé et le policier lui dit: vous êtes en état d'arrestation. Est-ce que cela signifierait que toute confession, toute admission subséquente, quelles que soient les circonstances, ne seraient pas admises comme preuve de la part de la Couronne suite à l'amendement que propose M. Robinson?

Cela devient une question très importante.

[Text]

Senator Connolly: If there was no warning.

Mr. Fraser: Senator Connolly very appropriately interjects and says, "If there was no warning." My point is that in the midst of attending a call that a crime of, say, physical violence has been or is being committed and the police constable grabs somebody who is moving away from the room where, let us assume, the crime has been committed, and grabs that person on the assumption that that person may very well be guilty or may very well certainly be involved in it and says, you are under arrest, and the person's response is, I did not know the gun was loaded, or he goes on to say, that fellow has had it coming to him for a long time, and there is no time under the circumstances for a police constable while he physically stops somebody to give a warning.

Would this mean that no statement whatsoever made by a potential accused at the time that the police arrived to do their public duty, to either stop a crime or to stop a crime from being continued or to stop those who may have committed the crime from escaping cannot be introduced as evidence?

Mr. Ewaschuk: I do not think that the courts would be quite that unreasonable. I think that may be one of the dangers, obviously. It would have to be given.

As you are probably well aware, the duty on arrest under Section 29 of the Criminal Code, has in a series of cases been circumscribed to the effect that when you are arresting somebody if that person takes flight, if that person becomes violent with you, then it is not feasible to give the reason for the arrest and they have discharged the police from having to give the reason for the arrest.

Whether or not they could as a matter of common law, so to speak, judge-made law, impose those reasonable conditions, I would think they probably could; but that may be one of the considerations in the need to entrench or the need not to entrench that particular right as it seems to work fairly well in practice.

I think I should add that in the United States constitution it says nothing about the right of self-incrimination in Article 5, in fact, it says there in Article 5, "nor shall be compelled in any criminal case to be a witness against himself".

That is in fact what the government will be proposing in Clause 11(c).

In the Charter of International Rights and such, that in Article 14 it talks there about,

In the determination of any criminal charge

That is the actual court proceedings, it says that the person shall be intitled to the following minimal guarantees and full equality not to be compelled to testify against himself, that means in those proceedings. So what we are saying is that the Americans have not gone that far, really. Some of the court cases have determined that, as you may be well aware, Miranda and Escobito and that may be one of the dangers of this, they say that you automatically have to give that warning failing which the evidence is automatically excluded.

So that was one of the considerations as I understand it of the government not proposing to put that into the constitution, rather to put in the minimal guarantee that the accused will

[Translation]

Le sénateur Connolly: S'il n'y a pas eu d'avertissement.

M. Fraser: Le sénateur Connolly a tout à fait raison de dire «s'il n'y avait pas d'avertissement». En effet, il se peut qu'en répondant à un appel, un constable empoigne une personne qui s'éloigne de la pièce d'où viendrait l'appel, en supposant que cette personne peut fort bien être coupable ou mêlée au crime en question, et si cette personne dit qu'elle ne savait pas que l'arme était chargé ou que c'est l'autre qui est à blâmer, le constable n'aurait peut-être pas le temps, étant donné les circonstances, de donner un avertissement.

Est-ce que cela veut dire qu'on ne pourrait pas accepter comme preuve les déclarations faites par un suspect au moment où la police arrive sur les lieux, pour empêcher un crime ou arrêter ceux qui ont commis un crime?

M. Ewaschuk: Je crois que les tribunaux seraient plus raisonnables que cela. C'est cependant un risque. Il faudrait donner un avertissement.

Vous savez probablement qu'on a déjà interprété l'article 29 du Code Criminel et qu'un agent qui arrête la personne qui cherchait à s'enfuir ou est devenue violente, n'est pas tenu de donner les raisons pour lesquelles il a procédé à l'arrestation.

Quant à savoir si la jurisprudence permettrait d'imposer ces conditions raisonnables, je pense que oui. Cependant, il convient d'en tenir compte en étudiant l'opportunité d'enchâsser ce droit dans la constitution, parce que la formule actuelle semble fonctionner assez bien.

J'ajouterai que la constitution américaine ne parle pas du tout des déclarations incriminantes. L'article 5 dit plutôt: «et ne sera pas forcé de témoigner contre lui-même dans une affaire criminelle».

C'est un fait ce que le gouvernement propose au paragraphe 11(c).

La charte des droits internationaux dit, à l'article 14,

En jugeant une affaire criminelle

Il s'agit ici du procès devant les tribunaux. La Charte stipule que chacun a droit aux garanties minimales suivantes et a le droit de ne pas être forcé de témoigner contre lui-même. Ce que nous voulons dire, c'est que les Américains ne sont pas allés si loin que ça. Les tribunaux ont même décidé, dans certains jugements comme Miranda et Escobito, qu'il faut toujours donner cet avertissement pour que les déclarations soient admises comme preuves.

C'est l'une des raisons pour lesquelles le gouvernement a proposé non pas d'inclure ce droit dans la constitution, mais bien d'inclure une garantie minimale selon laquelle un accusé

[Texte]

never be forced to testify against himself in a proceeding against him. That will be in Clause 11(c).

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable John Fraser. I want to remind you, and I think it is for the benefit of all the honourable members of this Committee, that we have already accepted that members of the Joint Committee shall be entitled to speak once only to any amendment or subamendment and for a maximum time of three minutes; and of course there is too the provision that questions or supplementary questions are allowed by the Chair at the discretion of the Chair. Honourable Senator Hays, our Joint Chairman, has just reminded me that you have spoken for more than eight minutes. I have to take into account that other members want to address themselves to that very clause.

Honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, I would like to ask the Minister whether he has had communications from the Canadian Association of Chiefs of Police regarding the legal rights that we are dealing with.

Hon. Jean Chrétien (Minister of Justice and Attorney General of Canada): Yes, they made a presentation here and they sent me a copy of a speech that was delivered yesterday, and I read some clippings in the press too, like probably you got.

Mr. Epp: Have you received their letter and accompanying press release dated January 27, 1981?

Mr. Chrétien: We have received it. I have not had time to read it.

Mr. Epp: In that letter of January 27, 1981, the Canadian Association of Chiefs of Police, and I cannot quote the whole matter but in their covering letter they say, among other things,

To say that the law enforcement agencies of this country are distressed and totally confused by these proposals barely describes our feelings.

They are addressing the government proposals.

Additionally on page 2 they say:

As matters are now progressing however we cannot, in all professional conscience, allow the latest proposals to the legal section of the Charter of Rights and Freedoms to pass without comment.

Again,

Despite this, we feel duty bound to stress that a grave error will be committed unless significant changes are made to certain sections of the proposed Constitution Act of 1980.

In another place they say,

will effectively emasculate the law enforcement community.

Lastly,

There is no doubt in our minds that the eventual losers in this will be the citizens of this country whom you and we serve.

[Traduction]

ne sera jamais forcé de témoigner contre lui-même lors de son propre procès. Il s'agit du paragraphe 11(c).

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Fraser. Pour la gouverne de tous les membres du Comité, je vous rappelle que nous avons déjà accepté de n'accorder la parole qu'une seule fois lorsqu'il s'agit d'un amendement ou sous-amendement, et ce pour un maximum de trois minutes. Je vous rappelle également la disposition selon laquelle les questions et les questions supplémentaires sont autorisées à la discrétion du président. L'honorable sénateur Hays, le coprésident, vient de me rappeler que vous avez parlé plus de huit minutes. Je dois tenir compte des autres membres du Comité qui voudraient parler de cet article.

Monsieur Jake Epp.

M. Epp: Monsieur le président, je voudrais demander au ministre si l'Association canadienne des chefs de police lui a écrit au sujet des garanties juridiques?

Hon. Jean Chrétien (ministre de la Justice et Procureur général du Canada): Oui, elle m'a envoyé un exposé ainsi qu'un exemplaire d'un discours qui a été prononcé hier. J'ai également lu certains articles de journaux, que vous avez probablement reçus également.

M. Epp: Avez-vous reçu sa lettre et le communiqué de presse qui l'accompagne, datée du 27 janvier 1981?

M. Chrétien: Nous les avons reçus. Je n'ai pas eu le temps de les lire.

M. Epp: Je ne vous lirai pas tout ce qu'elle nous a envoyé, mais dans sa lettre du 27 janvier 1981, l'Association canadienne des chefs de police dit entre autres:

Dire simplement que cet projet laisse les organismes policiers de ce pays dans la confusion et l'angoisse la plus totale suffit à peine à décrire nos sentiments.

L'Association veut ici parler du projet présenté par le gouvernement.

A la page 2, elle poursuit en disant:

En notre âme et conscience, nous ne pouvons, vu la façon dont se présentent les choses, passer sous silence les garanties juridiques proposées dans la charte des droits et libertés.

Et ensuite,

Nous nous estimons quand même tenus de souligner qu'un grave erreur sera commise si on n'apporte pas des changements importants à certains articles du projet de loi constitutionnel de 1980.

Ailleurs, ils disent:

Cela empêcherait les organismes policiers d'être efficaces.

Et enfin:

Il ne fait aucun doute pour nous que les citoyens de ce pays, que vous et nous servons, seront les perdants dans cette affaire.

[Text]

Now, one of their arguments is the matter of entrenchment, and I think we can put that matter aside, but the question that I want to ask you is this. When the chiefs of police appeared before the Committee they gave us a number of points of view which were listened to very carefully I think by all members of the Committee, but subsequent to the amendments that you tabled, Mr. Minister, they feel that the very points that they made, that the difficulties are now being further exacerbated by your amendments. What comment do you have to the Chiefs of Police?

Mr. Chrétien: I would like to make this comment that we have improved the Charter in the light of the discussion that occurred in front of this Committee and some of the new amendments that we have rejected was to meet some of those objections of the police at that time. I would like to remind the Committee that on all those clauses that we rejected because we have to listen to the chiefs of police, the progressive Conservative party voted for those propositions that were coming from the NDP.

• 1640

Mr. Epp: Are you saying, Mr. Minister, that the arguments put forward by the Chiefs of Police, that you reject them?

Mr. Chrétien: No, I say that they made some points and we have taken into account some of their representations. Many of the propositions that we have been debating for days now from Mr. Robinson are the type of propositions that the Chiefs of Police recommended we not accept.

I am a bit disappointed to see that you are always voting along with Mr. Robinson on virtually all his amendments that we have rejected, mainly, very often, in order to permit the police to be able to do their work.

So we have taken into account their objections. Not all of them because we did listen to the other people who made some recommendations, like the civil liberties groups and so on. Maybe you will pass the judgment on the series of amendments that I am rejecting one after the other coming from Mr. Robinson is because, among other things, it will even create further complications for the police. Mr. Robinson does not give a damn about it, it is quite evident, but . . .

Mr. Robinson: Point of order, Mr. Chairman, really. We should be dealing . . .

Mr. Chrétien: If I were to have a point of order every time something happened that does not please me . . .

Mr. Robinson: Stick to the facts.

Mr. Chrétien: Yes, but there are some unpleasant things like your colleague the other day accused me of having received these carvings from the Eskimos when I institute the—the Inuit Tapirisat did not exist, that the government of the territories was in Ottawa, move it to the north and so on. I can take it so get used to it.

I just say that is a fact and I read the reports and I am inviting the Chiefs of Police to watch the way the Tories are voting on the amendments coming into this committee.

[Translation]

Laissons la question de l'enchâssement de côté pour l'instant. Lorsque les chefs de police ont comparu devant le Comité, ils nous ont exposé un certain nombre de points de vue que tous les membres du Comité ont écouté attentivement. Cependant, ayant lu les amendements que vous avez déposés, monsieur le ministre, ils ont l'impression qu'on a pas tenu compte de leurs points de vue et que les difficultés qu'ils entrevoyaient sont encore exacerbées par vos amendements. Que pouvez-vous leur répondre?

M. Chrétien: Je répondrai que nous avons amélioré la charte en tenant compte des discussions qui ont eu lieu en Comité et que nous avons rejeté certains amendements en réponse aux objections formulées par les chefs de police. Je rappelle au Comité que ces articles, qui étaient présentés par le NPD et que nous avons rejetés parce que nous acceptons le point de vue des chefs de police, le parti progressiste conservateur les avait, lui, acceptés.

M. Epp: Voulez-vous dire que vous rejetez les arguments avancés par les chefs de police?

M. Chrétien: Non, j'ai dit que nous avons tenu compte de certains de leurs arguments. Nombre des amendements proposés par M. Robinson et dont nous discutons depuis des jours sont justement le genre d'amendements que les chefs de police recommandaient de ne pas accepter.

Je suis un peu déçu de voir que vous votez toujours pour les amendements de M. Robinson que nous avons surtout rejetés pour permettre aux forces policières de faire leur travail.

Nous avons donc tenu compte de leurs objections. Nous ne les avons pas toutes retenues parce que d'autres témoins avaient fait des recommandations également, les associations des libertés civiles et d'autres. J'ai rejeté toute une série d'amendements proposés par M. Robinson parce qu'ils allaient, entre autres choses, compliquer la tâche des forces policières. M. Robinson s'en fiche éperdument, c'est évident, mais . . .

M. Robinson: J'invoque le règlement, monsieur le président. Nous devrions nous occuper . . .

M. Chrétien: Si je devais invoquer le règlement chaque fois que quelque chose ne me plaît pas . . .

M. Robinson: Tenez-vous en au fait.

M. Chrétien: Oui, mais il est certaines choses déplaisantes. Ainsi, votre collègue m'a accusé, l'autre jour, d'avoir reçu des sculptures des Esquimaux, d'ignorer l'existence de l'Inuit Tapirisat, de centraliser le gouvernement des Territoires à Ottawa, et il a prétendu que je devrais le renvoyer dans le Nord, etc. J'ai bien dû m'y habituer, alors, faites pareil.

Je vous dis simplement qu'il s'agit d'un fait, je lis les rapports et j'invite les chefs de police à observer la manière dont les conservateurs votent sur les amendements présentés au Comité.

[Texte]

Mr. Epp: Mr. Minister, what I would like to get back to is this: there are a number of areas where I agree with you that we have to strengthen the hands of the police, I have no difficulty with that and you will see by our voting record that I have no doubt about that, there is no question, but the question I want to put to you is this:

The Chiefs of Police are addressing the honourable Jean Chrétien, not Mr. Robinson, with whom I disagree on many points . . .

Mr. Chrétien: You voted with him on many points.

Mr. Epp: May I finish, please? They are addressing you and your government, the government that you represent, and they have taken strong objection to your amendments, quite apart from Mr. Robinson or anyone else, that is what I would like you to address and respond to, that narrow point?

Mr. Chrétien: We have studied their representation, we have put the amendment in front of the committee and I do not see many of the amendments that I have put forward that were not accepted by all the members of this committee. All the amendments I have proposed so far have been accepted by all the members of the committee because they must have been good.

We have received the representation and we passed judgment, but all the amendments that we have put forward so far coming from the government have been approved by all the members of the committee. I do not know of any that have been voted against.

However, we have rejected a lot of the amendments coming from Mr. Robinson, some from you, but my amendments and the government amendments have been accepted by all the committee so I am quite pleased with it. It is because, probably, that I passed the right judgment on the representations of the police.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable Jake Epp.

I have no other speakers on my list, I would like to invite Mr. Robinson to conclude on the proposed motion.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, last day I indicated why it was we were proposing this particular motion, it was to entrench essentially the right to remain silent, which Mr. Ewaschuk has already indicated is part of Canadian jurisprudence and it goes beyond that and it seeks to ensure that this right is not a hollow right, that those persons who have this right are informed of that particular right.

Mr. Chairman, I will defend the position we have taken on the legal rights section and we will be continuing to take before the Canadian Association of Chiefs of Police.

The Canadian Association of Chiefs of Police back in 1959 or 1960, I would remind members of this Committee, fought against the Diefenbaker Bill of Rights. They said that there would be a crime wave if the Diefenbaker Bill of Rights were brought into existence and that it would tie the hands of the

[Traduction]

M. Epp: Monsieur le ministre, j'aimerais revenir à la question suivante: dans certains secteurs, je conviens avec vous qu'il faudrait renforcer la mainmise de la police; je ne remets pas cela en question et il vous suffit d'ailleurs de voir comment nous avons voté.

Toutefois, les chefs de police s'adressent à l'honorable Jean Chrétien et non pas à M. Robinson que je conteste à de nombreux égards . . .

M. Chrétien: Vous avez voté comme lui sur de nombreuses questions.

M. Epp: Laissez-moi terminer, s'il vous plaît. C'est à vous et au gouvernement que vous représentez qu'ils s'adressent, et ils se sont fermement opposés à vos amendements; cela n'a rien à voir avec M. Robinson ou quiconque, et j'aimerais que vous me répondiez précisément là-dessus.

M. Chrétien: Nous avons étudié leur demande et soumis l'amendement au Comité; et je constate que le Comité a rejeté très peu d'amendements que j'ai présentés. Ceux que j'ai soumis, jusqu'à présent, doivent bien être satisfaisants pour que tous les membres les acceptent.

Nous avons entendu les témoignages et nous sommes prononcés là-dessus, mais je vous signale que tous les amendements proposés par le gouvernement ont été approuvés par tous les membres du Comité, et je ne puis songer à un seul qui ait été rejeté.

Si nous avons, pour notre part, rejeté un grand nombre des amendements soumis par M. Robinson et certains des vôtres, les miens et ceux du gouvernement ont été acceptés par l'ensemble du Comité et j'en suis très heureux. Il faut donc bien que je ne me sois pas trompé pour ce qui est de la police.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Epp.

Je n'ai pas d'autres intervenants sur ma liste et je demanderai donc à M. Robinson de présenter ses conclusions sur la motion dont nous sommes saisis.

M. Robinson: Monsieur le président, l'autre jour, j'ai expliqué ce qui nous poussait à proposer la motion dont il est question: il s'agit, essentiellement, d'incorporer le droit à rester silencieux et, à cet égard, M. Ewaschuk nous a signalé que cela faisait partie de la jurisprudence canadienne; la mesure va bien au-delà et cherche à assurer que ce droit n'est pas vide de sens et que les personnes qui en bénéficient doivent être renseignées là-dessus.

Monsieur le président, je défendrai la position que nous avons adoptée à propos de l'article sur les droits juridiques et que nous maintiendrons devant l'Association canadienne des chefs de police.

Je rappellerai au Comité qu'en 1959 ou 1960 l'Association s'est opposée à la Charte des droits proposée par M. Diefenbaker, prétendant que son application déclencherait une vague de crimes et limiterait les pouvoirs de la police. Mais ce n'est pas la première fois que les parlementaires reçoivent de si sombres

[Text]

police of this country. Those kinds of dire warnings are not new to parliamentarians in this country, and of course there was no substance to them and, Mr. Chairman, I suggest, with respect to the Canadian Association of Chiefs of Police, there is no more substance to them today.

To suggest that because a person has the right to an interpreter or that the person has the fundamental right to trial by jury or the other rights that are enumerated here, that somehow there is going to be a threat to the criminal justice process in this country is implying that the only way the police of this country can obtain their evidence is by trampling on people's civil liberties, and we reject that, Mr. Chairman.

We suggest that if the police want to obtain their evidence in a legal and responsible manner, that none of the proposals before this Committee will in any way hamper them. It is only where they want to take short cuts with the civil liberties of Canadians that these particular proposals will hamper them, Mr. Chairman, and I am rather disappointed, to say the least, to see the Conservative party, or at least Mr. Epp, apparently jumping on the bandwagon of the Canadian Association of Chiefs of Police after yesterday and the day before they were supporting these very amendments which have been so bitterly attacked by the Canadian Association of Chiefs of Police.

They say, for example, that the right to be protected against arbitrary search and seizure is one which is going to lead to the downfall of Canadian society. Well, that right, Mr. Chairman, is one which was supported by each and every one of my colleagues on this side of the table.

So I hope, Mr. Chairman, they are not being unduly influenced by what I would suggest to be the rather extreme remarks of the Canadian Association of Chiefs of Police. I would hope, Mr. Chairman, that they could continue to look at these particular amendments and particular proposals on their merits.

Those merits are, quite simply, that the civil liberties of all Canadians deserve to be protected and particularly protected from abuse in times of perhaps extreme desire on the part of the police forces of this country to obtain evidence. We have seen too many examples in the past of the RCMP security service, for example, violating the law because of what they thought was right.

Mr. Chairman, this amendment would entrench one of those rights which Canadians take for granted and which should be entrenched in a civilized bill of rights.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

Amendment negatived.

Clause 10 as amended agreed to.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Before the Chair calls Clause 11, I would like to inform the honourable members that so far as the House will not be sitting tonight and we have agreed to have a session tonight, if some of the honourable members intend to be absent and want to be replaced I would invite you to do so at this point because the House not being in

[Translation]

avertissements qui, d'ailleurs n'étaient pas fondés, et, monsieur le président, je vous dirai qu'aujourd'hui que les arguments de l'Association ne le sont pas non plus.

On prétend qu'en accordant à une personne le droit à l'assistance d'un interprète ou à un procès devant un jury ou encore à la jouissance des droits énumérés, on menace ainsi le système judiciaire du Canada. Mais on sous-entend aussi que la seule manière dont les policiers pourront obtenir des preuves sera de fouler aux pieds les libertés civiles, et c'est un principe que nous rejetons, monsieur le président.

Nous estimons que si la police veut obtenir des preuves par des voies légales et fiables, aucune des propositions dont est saisi le Comité ne l'en empêchera. Par contre, si elle veut rogner sur les libertés civiles des Canadiens, elle aura du mal. Monsieur le président, je suis assez déçu, et c'est peu dire, de constater que le Parti conservateur ou du moins M. Epp, emboîte apparemment le pas à l'Association canadienne des chefs de police après avoir appuyé, hier et avant-hier, ces mêmes amendements si fortement critiqués par l'Association.

D'après eux, en accordant le droit à la protection contre les fouilles, les perquisitions et les saisies arbitraires, on signe le début de l'effondrement de la société canadienne. Or, monsieur le président, je vous signale qu'il s'agit là d'un droit qu'ont appuyé tous mes collègues de ce côté-ci.

J'espère donc qu'ils ne se sont pas laissés influencer par l'exposé, que je qualifierais d'extrémiste, de l'Association canadienne des chefs de police. J'espère, monsieur le président, qu'ils continueront à se prononcer sur la valeur intrinsèque des amendements et des propositions.

C'est bien simple, il faut protéger les libertés civiles de tous les canadiens, de tout abus commis par le corps policier qui veut, quelquefois, par tous les moyens, se procurer des preuves. Les services de sécurité de la GRC nous ont, dans le passé, donné trop d'exemples en enfreignant la loi pour des motifs qu'ils estimaient fondés.

Monsieur le président, nous constitutionnaliserions par cet amendement un droit que les Canadiens considèrent comme acquis et qui devrait être inséré dans une charte des droits dite «civilisée».

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

L'amendement est rejeté.

L'article 10, tel qu'amendé, est adopté.

Le coprésident (M. Joyal): Avant de passer à l'examen de l'article 11, je signale aux membres que la Chambre ne siégera pas ce soir; nous avons donc convenu de poursuivre nos travaux en soirée et si certains d'entre vous veulent s'absenter et être remplacés, je les prierai de le faire dès maintenant car, la Chambre ne siégeant pas ce soir, il serait impossible de vous

[Texte]

session tonight the usual procedure of being substituted by a colleague from the House would not be possible.

So far as we are voting tonight, the Chair felt it was appropriate to remind all honourable members to do so at an appropriate time so we will not be caught in the situation that we had last week where some of our colleagues were prevented from asking questions or participating in our debate.

Honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, I am glad you have given the Committee that caution, one that we were aware of. I am wondering whether there have been any discussions with members in the other place that if the Liberal party decides to go through with a plan to sit 25 hours in a 24 hour day, and that now has the support of the New Democratic Party, I notice, if that is to take place there might be a different regime as to the manner of placing honourable Senators on the Committee.

Has there been any discussion there?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Not that the Chair is aware of but I understand that honourable members have agreed to have a meeting of the Subcommittee on Agenda and Procedure tomorrow night and I am quite sure that before that meeting takes place the necessary information for substitution would have been considered, taking into account whether there is a session on Saturday, and of course neither the House nor the Senate are in session on Saturday, so then the appropriate procedure will have taken place before so that everything will be in order on that point.

However, to answer specifically your question, the answer is no.

Mr. Epp: Just to follow that up, I appreciate that but in view of the fact that honourable members of the other place at times leave Ottawa before the Subcommittee meeting is scheduled and the time for reporting, I am wondering if that information could not be given at least during the afternoon session so honourable senators could in fact make plans?

The Joint Chairman (Senator Hays): I might interject that Senators are used to working hard.

Mr. Epp: Mr. Chairman, I never doubted that.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Honourable Senator Austin.

Senator Austin: Mr. Chairman, in response to Mr. Epp's two points I would say that I am not aware of any particular difficulty which Senators will have in complying with sittings for Friday and evening, or on Saturday, or beginning on Monday morning if such should be the decision of this Committee on the advice of the steering committee.

On the point Mr. Epp made with respect to some form of agreement with the New Democratic Party with respect to future sittings, again I must say that I am not aware of that agreement but I am glad to have his news and information.

Mr. Epp: Mr. Chairman, just to allay Senator Austin's fears, all I am doing is reading the latest copy of CP Press.

Senator Austin: Is somebody quoted, Mr. Epp, in the story from the New Democratic Party as saying that?

[Traduction]

faire remplacer par un collègue de la Chambre, comme c'est le cas normalement.

Puisque nous en sommes à la mise aux voix, ce soir, il faut que je rappelle aux sénateurs et députés de le faire au moment approprié de manière à ne pas empêcher, comme la semaine dernière, certains de nos collègues de poser des questions ou de participer aux discussions.

Monsieur Epp.

M. Epp: Monsieur le président, je suis très heureux que vous ayez averti le Comité à ce sujet, même si nous le savions. J'aimerais savoir si l'on a déjà consulté les sénateurs, car si le Parti libéral décide, comme il l'a prévu, de siéger 25 heures par jour appuyé en cela, maintenant par le Nouveau parti démocratique, alors il s'agirait peut-être de modifier les tours d'interventions réservés aux sénateurs au Comité.

En a-t-on déjà discuté?

Le coprésident (M. Joyal): Je n'ai pas eu vent de la chose mais, sauf erreur, les membres du Comité ont convenu de tenir une réunion du sous-comité du programme et de la procédure demain soir, et je suis convaincu qu'avant la réunion en question, on aura tenu compte de tous les remplacements éventuels ou de la possibilité de siéger samedi. Bien sûr, la Chambre et le Sénat ne siégeront pas ce jour-là, et on aura donc fait tous les arrangements en conséquence.

Maintenant, pour répondre plus précisément à votre question, je vous dirai que non.

M. Epp: Je sais, mais j'enchaîne en ajoutant que les sénateurs quittent quelquefois Ottawa avant qu'on ait fixé la date de la réunion du sous-comité et le moment de rendre compte. Pourrait-on donner les renseignements nécessaires aux sénateurs, au moins pendant la séance de l'après-midi, de façon à leur permettre de planifier?

Le coprésident (sénateur Hays): Je vous signale que les sénateurs sont habitués à travailler dur.

M. Epp: Monsieur le président, je n'en ai jamais douté.

Le coprésident (M. Joyal): Le sénateur Austin.

Le sénateur Austin: Monsieur le président, pour répondre aux deux remarques de M. Epp, je ne pense pas que les sénateurs auront du mal à assister aux séances du vendredi et du soir, ou du samedi, ou encore du lundi matin, si le Comité en décide ainsi, sur l'avis du comité directeur.

M. Epp a déclaré qu'on s'était, d'une certaine manière, entendu avec les Néo-Démocrates pour les séances ultérieures; je ne le savais pas, mais je suis heureux de l'apprendre.

M. Epp: Monsieur le président, pour dissiper toute crainte du sénateur Austin, je me contente de lire le dernier communiqué de la Presse canadienne.

Le sénateur Austin: Monsieur Epp, cite-t-on les déclarations d'un représentant du Nouveau parti démocratique?

[Text]

Mr. Epp: Well, if you will just give me a little time, Mr. Chairman, I understand Mr. Nystrom is quoted:

I am willing to stay up all night if necessary towards the ends of the process to accomplish that

So the ally remains firm.

Senator Austin: Mr. Nystrom and I have not had a chance to talk in a bus.

Mr. Nystrom: We have not taken a bus for a long time.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Honourable Jake Epp.

Before I call the first motion on Clause 11 I just want to remind you very humbly that Mr. Nystrom is not yet a member of the other place.

Mr. McGrath: You will make it if you keep on going this way.

On Clause 11—Proceedings in criminal and penal matters.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would then like to invite on Clause 11(1), an amendment moved by the government party, and invite in so doing Mr. Ron Irwin.

Mr. Irwin: Thank you, Mr. Chairman.

This is a word amendment from "anyone" to "any person"...

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I am sorry to interrupt, Mr. Irwin. I will identify the amendment that we will be dealing with because honourable members will notice that there are more than nine amendments in relation to Clause 11, and in order to help everyone in the discussion around those amendments I will identify that we are dealing now with the amendment identified as G-11, Clause 11, page 5.

I will repeat: the amendment that we are dealing with now is the amendment number G-11, Clause 11, page 5.

Mr. Irwin: Thank you, Mr. Chairman.

As I indicated, this is a word amendment, "anyone" to "any person" in Clause 11. I would like to move on behalf of the government that the English version of Clause 11 of the proposed constitution act, 1980 be amended by striking out line 7 on page 5 and substituting the following:

Any person charged with an offence has
Il est proposé

Que la version anglaise de l'article 11 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, à la ligne 7, page 5, de ce qui suit: "11. Any person charged with an offence has".

Thank you, Mr. Chairman.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Irwin. Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I wonder if we could have some explanation of the purpose of this change in view of certain earlier discussions about distinctions between "everyone" and "every person", why it is now felt desirable to change

[Translation]

M. Epp: Si vous me donnez un instant pour le lire, monsieur le président, je crois bien qu'il s'agit de M. Nystrom:

Je suis disposé à rester debout toute la nuit, le cas échéant, pour mener à bien la tâche...

Leur allié reste donc ferme sur ses positions.

Le sénateur Austin: M. Nystrom et moi n'avons pas eu l'occasion d'en parler dans l'autobus.

M. Nystrom: Voilà longtemps que nous n'avons pas pris le bus.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Epp.

Avant de passer à l'examen de la première motion relative à l'article 11, je vous rappelle très humblement que M. Nystrom n'est pas encore sénateur.

M. McGrath: Vous le deviendrez si vous continuez comme ça.

Article 11—Affaires criminelles et pénales.

Le coprésident (M. Joyal): Passons à présent à l'article 11(1); il s'agit d'un amendement proposé par le parti au pouvoir; la parole est à M. Irwin.

M. Irwin: Merci, monsieur le président.

Il s'agit d'un amendement portant sur un seul mot et de changer «anyone»—«tout inculpé»—en «any person»—«toute personne»...

Le coprésident (M. Joyal): Désolé de vous interrompre, monsieur Irwin. Il faut que je précise de quel amendement il s'agit, car vous constaterez que l'article 11 en comporte plus de 9. Pour vous faciliter la tâche à tous, il s'agit de l'amendement G-11, article 11, page 5.

Je répète: Amendement G-11, article 11, page 5.

M. Irwin: Merci, monsieur le président.

Comme je vous l'ai dit, il ne porte que sur un seul mot et il s'agit de substituer «any person» «toute personne» à «anyone»—«tout inculpé», à l'article 11. Au nom du gouvernement, je propose que la version anglaise de l'article 11 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié, par substitution, à la ligne 7, page 5, de ce qui suit:

Toute personne inculpée à
Be it moved

That the English version of Clause 11 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out line 7 on page 5 and substituting the following: "11. Any person charged with an offence has".

Merci, monsieur le président.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Irwin. Mr. Robinson.

M. Robinson: Monsieur le président, j'aimerais avoir quelques éclaircissements sur le but de ce changement puisqu'on a déjà discuté de la distinction à établir entre «everyone»—«chacun» et «every person»—«toute personne». Pourquoi

[Texte]

from "anyone" to "any person" and whether in view of this seeing of the light on the part of the government members you might be prepared to reconsider your comments on "everyone" versus "every person."

Why is this change being proposed?

Mr. Irwin: Mr. Chairman, I knew that I would get Mr. Robinson on that particular point and I am surprised that he has not started referring to obscure Privy Council decisions of 1929 or 1930.

I will ask Mr. Tassé to respond to that question.

M. Chrétien: Monsieur le président, pour répondre à la question de M. Robinson, c'est seulement pour une question de présentation afin d'éviter de dire "il et/ou elle", en français, "he and/or she", en anglais.

C'est une question de rédaction, purement et simplement, et on pourrait ajouter... Roger...

Mr. Roger Tassé (Q.C., Deputy Minister, Department of Justice): Maybe I could add, Mr. Chairman, that also by adding Clause 11(c), which is a new subclause, we had a grammatical problem and we thought that in effect, if we were to use "person" throughout that it would be simpler and it would read better, and we would not have to use, as the Minister said, "he" or "she" in some of these sections.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Robinson. The Chair does not see any other speakers that want to intervene on the motion so do I see that the motion is carried?

Mr. McGrath: I just wanted to make the point that the question raised by Mr. Robinson should not be considered as opening the door in any way. The explanation makes eminent sense and we accept it.

Amendment agreed to.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to invite the honourable members to take the next amendment, it is the one numbered G-12, Clause 11(a), page 5, and that is an amendment moved by the government party and I would like to invite Mr. Irwin.

Mr. Irwin: Thank you, Mr. Chairman. I would be pleased to move that Clause 11 of the proposed constitution act, 1980 be amended by striking out lines 9 and 10 on page 5 and substituting the following:

(a) to be informed without unreasonable delay of the specific offence;

Mr. Chairman, just briefly, this now replaces the word "promptly" with "without unreasonable delay."

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Before I invite Mr. McGrath, I would like to invite Mr. Irwin to read the French text of the proposed amendment.

M. Irwin: Il est proposé

Que l'article 11 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 7 et 8, page 5, de ce qui suit:

[Traduction]

veut-on à présent remplacer «anyone»—«chacun» par «any person»—«toute personne», et maintenant que les membres du gouvernement ont eu leur lanterne éclairée, peut-être serait-on prêt à revenir sur ce qu'on a dit à propos de «everyone» «chacun» et de «every person» «toute personne».

Pourquoi propose-t-on ce changement?

M. Irwin: Monsieur le président, je savais que je pourrais attraper M. Robinson sur ce point et je suis étonné qu'il n'ait pas commencé à nous citer certaines décisions obscures prises par le Conseil privé en 1929 ou 1930.

Je demande à M. Tassé de bien vouloir répondre à cette question.

Mr. Chrétien: Mr. Chairman, to answer to Mr. Robinson's question, it is only a question of style, in order to avoid «il et/ou elle», in French or «he and/or she» in English.

It is purely and simply a matter of editing and we might add... Roger...

M. Roger Tassé (c.r., sous-ministre de la Justice): Je pourrais peut-être aussi ajouter, monsieur le président, que l'addition de l'article 11(c), qui est un nouveau paragraphe, nous posait un problème grammatical. Nous avons donc pensé qu'utiliser le terme «personne» partout simplifierait et améliorerait la lecture, ne nous obligeant pas à utiliser, comme le ministre l'a dit, «il» ou «elle» dans certains de ces articles.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Robinson. Je ne vois pas d'autres personnes voulant intervenir; dois-je en conclure que la motion est adoptée?

M. McGrath: Je voulais simplement dire que la question soulevée par M. Robinson ne devrait pas être considérée comme une ouverture. L'explication est tout à fait logique, et nous l'acceptons.

L'amendement est adopté.

Le coprésident (M. Joyal): J'invite les membres à passer à l'amendement suivant, qui porte le numéro G-12, article 11(a), page 5, proposé par le parti gouvernemental, et je donne donc la parole à M. Irwin.

M. Irwin: Merci, monsieur le président. Je suis heureux de proposer que l'article 11 du projet de loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 7 et 8, page 5, de ce qui suit:

(a) d'être informé sans délai anormal de l'infraction précise qu'on lui reproche.

Monsieur le président, il s'agit simplement du remplacement de «dans les plus brefs délais» par «sans délai anormal».

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Avant de donner la parole à M. McGrath, je demanderais à M. Irwin de lire la version française de cette modification.

Mr. Irwin: Moved:

That Clause 11 of the proposed Constitution Act, 1980, be amended by striking out lines 9 and 10 on page 5 and substituting the following:

[Text]

«a) d'être informé sans délai anormal de l'infraction précise qu'on lui reproche.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Irwin.

Honourable James McGrath.

Mr. McGrath: Yes, Mr. Chairman. I would like to have an explanation from the government as to why they would use the phrase "without unreasonable delay" as opposed to "promptly", because the whole word "reasonable" causes some concern as to what you mean by "reasonable" and hence what is meant by "unreasonable"? "Promptly" would be a much better word in terms of protecting rights.

Mr. Ewaschuk: Mr. McGrath, that is obviously so in the classic case where somebody is charged with murder or rape or robbery, but that is not what this section deals with.

This section deals with an offence, it deals with federal offences, it deals with provincial offences, and well over 90 per cent of those offences there is no arrest involved so the person is not there and he cannot be told promptly, meaning you have him there, and obviously that is the way it should be done if the person is there.

However, on the other hand, many of these cases there has to be an assessment so maybe documents are taken, its weights and measure, they go back, a decision is made and then they charge the person by laying an information. What they do in those cases then, is they summons the person. They often use the mails. Now, I think some of us know how slow the mails are and is that "promptly" in bringing that notice or informing the person of the specific offence, or where in fact they may have to serve that person, find that person?

So the question was to give more flexibility to deal with the more minor offences, the regulatory offences, summary conviction offences, rather the other; it was decided it would be preferable to use the words "without unreasonable delay" which gives more flexibility than the word "promptly".

• 1700

If we were dealing only with murders, rapes and such, where there was a detention for bail hearing, then the word "promptly" would have been the better word. But we are not dealing with that, but with all of the range of offences.

So that is the reason for moving to "without unreasonable delay".

Mr. Chrétien: And, Mr. Chairman, if I may, I would add that the Chiefs of Police would be happy with that.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable Mr. McGrath.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, it seems to me I remember raising this matter with the Police Chiefs when they were here.

The question is what is unreasonable to you would not seem unreasonable to me.

In other words, it is a question of interpretation, and that very flexibility in interpretation could be used to deny somebody the rights that they would be entitled to under this

[Translation]

(a) to be informed without unreasonable delay of the specific offence.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Irwin.

The Honourable James McGrath.

M. McGrath: Oui, monsieur le président. J'aimerais savoir pourquoi le gouvernement utilise dans la version anglaise l'expression «without a reasonable delay» par opposition à «promptly» alors que nous achoppons sur la définition de «reasonable... et par extension sur celle de «unreasonable»? «Promptly» est un terme beaucoup plus précis lorsqu'il s'agit de protection de droits.

M. Ewaschuk: Monsieur McGrath, c'est l'évidence même lorsqu'il s'agit d'une accusation de meurtre, de viol ou de vol, mais cet article ne couvre pas ce genre d'accusations.

Il porte sur les infractions fédérales et provinciales et dans plus de 90 p. 100 des cas, il n'y a pas arrestation, si bien que le contrevenant n'est pas présent et ne peut être informé «promptly» (dans les plus brefs délais), c'est-à-dire immédiatement, ce qui serait le cas s'il était présent.

En outre, la majorité de ces cas impliquent l'étude de documents et une décision suivie de l'ouverture d'une information. Le contrevenant fait alors l'objet d'une convocation. Très souvent, cela se fait par courrier. Or, certains d'entre nous connaissent la lenteur du courrier et informer le contrevenant de l'infraction précise ou même, le localiser, «promptly» (dans les plus brefs délais), peut poser un problème.

Il fallait donc introduire une certaine marge de souplesse pour les infractions mineures, les infractions de caractère réglementaire sur simple déclaration sommaire de culpabilité. Il a donc été décidé qu'il était préférable d'utiliser l'expression «without unreasonable delay» (sans délai anormal) laissant une plus grande marge de souplesse que le terme «promptly» (dans les plus brefs délais).

S'il s'agissait uniquement de meurtres, de viols, etc., où l'accusé attend qu'on détermine s'il sera libéré sous caution, il aurait mieux valu employer «promptly» (dans les meilleurs délais). Or, il ne s'agit pas uniquement d'infractions de ce genre, mais de toutes sortes d'infractions.

C'est pourquoi nous avons employé l'expression «without unreasonable delay» (sans délai anormal).

M. Chrétien: Et j'ajoute, monsieur le président, que les chefs de police en seront contents.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur McGrath.

M. McGrath: Je me souviens d'en avoir parlé aux chefs de police lorsqu'ils ont comparu devant le Comité.

Ma définition de ce qui est anormal ne correspond pas forcément à la vôtre.

C'est donc une question d'interprétation. On pourrait se servir de cette expression pour priver quelqu'un des droits qui

[Texte]

clause. That is what concerns me about the use of the word "reasonable".

Mr. Ewaschuk: Well, I think it would be reasonable in the circumstances. The police in their submission, as a matter of fact, wanted the expression "as soon as practicable". Some people there felt that perhaps that was too subjective to the person who may be serving the process and that it should be a determination by the judge.

The consequence, of course, if you say "promptly" may that the charge may be quashed or stayed if you do not notify the person promptly; so that this would give a little more flexibility—"without unreasonable delay" would be taking into account the circumstances of the charge and the particular facts involved.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. McGrath.

Mr. Nystrom, followed by the hon. Senator Tremblay, and then Mr. Robinson and the hon. John Fraser.

Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: Mr. Chairman, my question has already been answered.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Nystrom.

L'honorable sénateur Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Merci, monsieur le président.

J'avoue que je suis un peu gêné par l'expression «sans délai anormal» qui apparaît dans la version française. Ça s'oppose, j'imagine, à un délai normal.

La notion de délai normal ou anormal est un peu troublante, il me semble, parce qu'elle réfère à une norme. Comment la norme sera-t-elle définie? Je m'inquiète de la flexibilité précisément à cet égard. Peut-être l'intention était-elle valable de donner plus de souplesse mais j'aimerais avoir des commentaires qui me rassureraient sur l'extension de la définition de «normal» quand on parle de délai.

M. Chrétien: Les commentaires que je peux vous donner: ce sont les meilleurs mots qu'on a pu trouver. En avez-vous des meilleurs?

Le sénateur Tremblay: Pour l'instant, c'est négatif, mais est-ce que vous êtes d'accord que si on en trouve des meilleurs...?

M. Chrétien: Oui. Vous posez une question qui a l'allure mais, d'un autre côté, est-ce que vous avez d'autres mots? On est parfois limité par le sens des mots et c'est ce que les professionnels de la rédaction ont trouvé comme les meilleurs mots dans les circonstances.

Le sénateur Tremblay: Mais est-ce que l'expression que vous aviez dans la version qu'on nous a remise auparavant... Il y avait d'abord la version originale 'dans les meilleurs délais'; c'est une expression courante et j'imagine qu'il doit y avoir de la jurisprudence à cet égard. Elle a été remplacée, dans votre premier projet d'amendement qui nous a été transmis il y a quelque temps, par 'les plus brefs délais' et, là, nous sommes devant l'expression «sans délai anormal».

[Traduction]

lui reviennent en vertu de cet article. C'est l'emploi du mot «normal» qui m'inquiète.

M. Ewaschuk: L'interprétation dépendrait des circonstances. Les représentants de la police qui ont comparu devant le Comité voulaient qu'on emploie l'expression «as soon as practicable» (dès que possible). Certains députés estimaient que cette expression donnerait peut-être trop de pouvoirs à la personne qui signifie la citation et que la décision devrait être prise par un juge.

On peut toujours prétendre que, si la personne n'est pas prévenue dans les meilleurs délais, le chef d'accusation peut être retiré ou remis. Le libellé que nous proposons sera un peu plus souple; l'expression «sans délai anormal» permettrait de tenir compte des circonstances et des faits qui ont donné lieu à l'accusation.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur McGrath.

M. Nystrom, suivi du sénateur Tremblay, de M. Robinson et de M. John Fraser.

Monsieur Nystrom.

M. Nystrom: On a déjà répondu à ma question.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Nystrom.

The Honourable Senator Tremblay.

Senator Tremblay: Thank you, Mr. Chairman.

I admit that I am somewhat bothered by the use of the expression "sans délai anormal" in the French version.

I find this comparison between "délai normal" and "délai anormal" somewhat troublesome, because it refers to a standard. How is this standard defined? It is in fact the flexibility that worries me. It is perhaps valid to provide more flexibility, but I would like some reassurance on the definition of the word "normal".

Mr. Chrétien: All I can say to you is that this is the best expression we could find. Do you have anything better to suggest?

Senator Tremblay: Not at this time, but do you agree that something better should be found?

Mr. Chrétien: Yes. Your question is valid, but do you have anything better to suggest? We are sometimes limited by the meaning of words and this is the best the draftsman could come up with under the circumstances.

Senator Tremblay: Was the expression that you used in the earlier version... In the original version, the expression "dans les meilleurs délais" was used; it is a common expression and I imagine that there is jurisprudence on it. In your first draft amendment it was replaced by "les plus brefs délais" and now we are faced with the expression "sans délai anormal".

[Text]

«Meilleurs délais», «plus brefs délais» sont des expressions connues, en français en tout cas, tandis que l'expression «sans délai anormal» est une innovation linguistique, tout au moins.

Je comprends simplement l'évolution du langage au cours de ces trois étapes.

M. Tassé: L'obligation qui doit être imposée ou qui sera imposée par cette disposition en est une qui doit reconnaître une certaine souplesse. C'est la raison pour laquelle, en fait, en anglais on suggère de remplacer le mot «promptly» parce que ça suggère, le mot «promptly», que cette obligation de communiquer l'infraction précise que l'on reproche à l'inculpé soit faite immédiatement, tout de suite et, pour les raisons que monsieur Ewaschuk a données tantôt, lorsqu'on est rendu justement où une accusation a été déposée, nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire d'imposer ce type d'obligation aussi contraignante et, donc, on a pensé à incorporer ici le concept ou le critère de caractère raisonnable, en tout cas en anglais, le caractère raisonnable.

Le sénateur Tremblay: Non déraisonnable.

M. Tassé: Non déraisonnable. C'est une traduction libre. Que ce ne soit pas non déraisonnable.

Alors, comment traduire en français ce concept? C'est le plus près que l'on ait pu trouver et, en fait, on pense qu'en partant, justement, du concept de la normalité des choses, étant donné le type d'activités dont on parle, à savoir l'obligation de communiquer le caractère précis de l'information que l'on reproche, le tribunal en définitive, c'est certainement ce que l'on dit en anglais, et aussi en français, devra décider, dans les circonstances des affaires qui lui seront soumises où la question sera posée, est-ce que c'est normal que l'on procède, étant donné le besoin que cette obligation-là veut satisfaire, à savoir donner à l'accusé les précisions dont il a besoin pour pouvoir se défendre, dans les délais nécessaires, est-ce que l'on a procédé selon une norme que le tribunal accepte.

Alors, si vous avez, monsieur le sénateur Tremblay, des suggestions à faire quant à une meilleure façon d'articuler ce concept que l'on tente de circonscrire, on va certainement être heureux de vous écouter.

Le sénateur Tremblay: Si vous le permettez, je ferai la remarque suivante.

Ce que vous venez de nous décrire, à mon sens, était déjà très bien dit par l'expression «dans les meilleurs délais». C'est cela que ça veut dire «dans les meilleurs délais», c'est-à-dire aussi rapidement que possible, compte tenu des circonstances.

Par contre, vous me dites que l'expression «promptly» fait problème en anglais. Je préférerais que vous cherchiez un vocabulaire anglais pour traduire adéquatement l'expression qui convient, qui correspond à vos intentions et qu'on trouve dans le texte français.

M. Tassé: Sénateur Tremblay, l'expression «dans les meilleurs délais», on pensait que ce n'était pas suffisamment précis. «Dans les meilleurs délais», ça peut être aux calendes grecques. C'est laissé à celui qui se voit imposer l'obligation de décider. Il n'y a pas de caractère normatif dans cette expression-là.

Or, c'est la raison pour laquelle on a jugé bon de mettre de côté cette expression-là pour employer l'autre.

[Translation]

“Meilleurs délais”, and “plus brefs délais” are common French expressions, whereas “sans délai anormal” is an innovation, to say the least.

I can see from these three stages how language evolves.

Mr. Tassé: The obligation that will arise from this provision must be flexible to a certain degree. This is why it was suggested that the word “promptly” be replaced in the English version; if the word “promptly” is used, the person charged has to be informed of the offence or of information connected with it immediately. For the reasons that Mr. Ewaschuk gave earlier, we do not think it is necessary, once the charge has been laid, to impose this type of restriction. This is why we decided to use the criterion of reasonableness in the English version.

Senator Tremblay: Not unreasonable.

Mr. Tassé: Not unreasonable. It is a free translation. It should not be not unreasonable.

How do we translate this concept into French? We did the best we could. We thought that by referring to the way things are normally done, given the type of activities involved, the obligation to inform the accused of the specific nature of the offence, it is up to the court to decide, in both the English and the French version, whether it would be normal to proceed, given that this obligation has to be fulfilled and that the accused must be provided in good time with the specific information he needs to defend himself. The standard is set by the court.

If you can suggest a better way to articulate this concept, Senator Tremblay, we would be happy to listen to you.

Senator Tremblay: With your permission, I will make the following remark.

Insofar as I can see, what you have just described was adequately expressed by the words “dans les meilleurs délais”. “Dans les meilleurs délais” means just that: as quickly as possible under the circumstances.

You say, however, that the term “promptly” causes problems in English. I would rather you look for an English word that renders the meaning of the French term, which expresses your intent.

Mr. Tassé: We did not feel that “dans les meilleurs délais” was specific enough. “Dans les meilleurs délais” could mean putting it off indefinitely. It would be up to the person who is supposed to inform the accused. There is no standard involved.

That is why we decided to use another expression.

[Texte]

Le coprésident (M. Joyal): Merci, sénateur Tremblay.

M. Chrétien: De toute façon, il faut laisser un peu d'ouvrage aux avocats et aux juges aussi!

Le sénateur Tremblay: Si vous voulez créer de l'emploi, il y a bien d'autres moyens!

Le coprésident (M. Joyal): Merci, honorable sénateur Tremblay. Robinson, followed by the honourable John Fraser.

Mr. Robinson: Thank you very much, Mr. Chairman.

I must say I share the concern expressed by my Conservative colleagues with respect to the change from "promptly" "to without unreasonable delay".

I might also note that the honeymoon between the Conservative members and the Canadian Association of Chiefs of Police seems to have been rather short lived. The Chiefs of Police would be throwing their hands up in horror that their newly acquired allies have deserted them so quickly on what is so obviously a matter which is going to result in rampant crime in the streets.

Mr. Chairman, I think we should maintain the word "promptly". That word is the word which is used in Clause 10(a).

I would like to remind honourable members of this Committee—and I am sure that Mr. Ewaschuk and the Minister would agree—that this qualification of "promptly" is subject to the overriding test in Clause 1, as are all clauses in the Charter—of demonstrable justifiability. If it can be shown to be demonstrably justifiable that there is a problem in complying with this position of "promptly" then there is no difficulty: that Clause 1 limitation applies to this, and secondly, that the remedies clause in Clause 24 leaves a very wide discretion in the courts and one of the factors they can consider in coming up with the appropriate remedy would indeed be the kind of practical difficulty Mr. Ewaschuk has pointed to. I would oppose the amendment and join with my Conservative colleagues in doing so.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

The honourable John Fraser.

Mr. Chrétien: If I may say this, Clause 10(a) is when a person is detained. There is a big difference when the police is before the person concerned and when the person may be miles away. There is a big difference.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Minister.

The honourable John Fraser.

Mr. Fraser: Thank you, Mr. Chairman.

This may not be of very much assistance to the French translation.

Again, referring to *Black's Law Dictionary*, the word "prompt" is defined as "to act immediately; responding on the instant".

I do not have the advantage of seeing other definitions in Canadian cases as to how the word "prompt" has been

[Traduction]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Senator Tremblay.

Mr. Chrétien: In any case, we have to leave a little work for the lawyers and judges!

Senator Tremblay: There are other ways of creating employment!

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Senator Tremblay. Monsieur Robinson, suivi de monsieur John Fraser.

M. Robinson: Merci beaucoup, monsieur le président.

Je dois dire que je partage les préoccupations de mes collègues conservateurs en ce qui concerne le remplacement de l'expression «promptly» par «without unreasonable delay».

Je constate d'ailleurs que la lune de miel entre les Conservateurs et l'Association canadienne des chefs de police n'a pas duré longtemps. Les chefs de police seraient horrifiés d'apprendre que leurs nouveaux alliés les ont laissés tomber et qu'ils appuient une disposition qui va certainement amener une recrudescence du crime.

Je pense, monsieur le président, qu'il faut conserver le mot «promptly». C'est le mot qu'on emploie au paragraphe 10(a).

Je rappelle aux membres du Comité—et je suis certain que M. Ewaschuk et le ministre sont d'accord—que l'emploi du mot «promptly» est soumis, comme tous les articles de la Charte, à l'article premier, et qu'il doit donc être justifiable. Si l'on pouvait démontrer que l'application de cet article pose un problème, il n'y a pas de difficulté, car les restrictions prévues à l'article premier s'appliquent ici. Deuxièmement, les recours prévus à l'article 24 donnent beaucoup de latitude aux tribunaux, qui devraient tenir compte des problèmes soulevés par M. Ewaschuk. Je me joins à mes collègues conservateurs pour rejeter l'amendement.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

Monsieur John Fraser.

M. Chrétien: Le paragraphe 10(a) s'applique lorsqu'une personne est détenue. Il y a une différence énorme entre une personne qui est détenue par la police et une personne qui ne l'est pas.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur le ministre.

Monsieur John Fraser.

M. Fraser: Merci, monsieur le président.

Cela ne sera peut-être pas très utile pour la traduction française.

Pour en revenir au *Black's Law Dictionary*, on y définit le mot «promptly» comme suit: to act immediately; responding on the instant.

Je n'ai pas eu l'occasion de trouver d'autres définitions du mot «promptly» dans la jurisprudence canadienne. Je deman-

[Text]

defined. But I ask honourable members just to look at those words—"to act immediately, responding on the instant".

Now, interestingly enough, in the same law dictionary, "reasonable notice", which is what the government amendment is, is defined as "such notice or information of a fact as may fairly and properly be expected or required in the particular circumstances".

Now, that is open to different views, as to how much time ought to be required in each case.

I am a little concerned—and I am only speaking for myself here, unlike some of my colleagues on the Liberal side who do not introduce their comments with that caveat, so, I am I am looking at my very good friend, Mr. Lapierre—that if the general and accepted definition in law of "prompt" is consistent with the one in Black's Law Dictionary "to act immediately, responding on the instant", that could create some problems.

On the other hand, "reasonable notice"—and again, I am only referring to the English and not discussing how it may appear in French—"such notice or information of a fact as may fairly or properly be expected or required in the particular circumstances".

Having said that, and having pointed out that when we are dealing with words, we had better know what they mean, which makes the work of this Committee under the time constraints we are operating extremely difficult, and I do not think we are doing justice to the amendment.

In any event, what I would like to ask is this. The amendment is to Clause 11, and to Clause 11(a). It says that

Any person charged with an offence has the right

(a) to be informed without unreasonable delay of the specific offence

Now, I want to know what "specific offence" means. That certainly cannot be the charge; because it says "any person charged with an offence", which would imply they had already been charged. If a person is charged with breaking and entering, that is what they are charged with.

Then it goes on to say that they have the right to be informed promptly of the specific offence. Does that mean they have the right promptly to be informed that they have been charged with breaking and entering, or does this mean that they have the right promptly, or without unreasonable delay to be given the particulars of the offence?

In trying to help anyone who may be watching this, a charge is one thing. A charge of breaking and entering is the specific charge. It usually is accompanied by the statement that so and so did unlawfully on such and such a day and at such and such a place, break and enter.

But there are many other aspects which are called "particulars of the offence" which, of course, can be sought by defence counsel on application, which go far farther than that.

[Translation]

derais cependant aux membres du Comité de retenir ces mots to act immediately, responding on the instant.

Il est intéressant de noter que dans le même dictionnaire, on définit l'expression *reasonable notice*, utilisée dans l'amendement du gouvernement, en ces termes: *such notice or information of a fact as may fairly and properly be expected or required in the particular circumstances*.

Il peut y avoir différentes opinions du temps qui serait nécessaire dans chaque cas.

Cela m'inquiète un peu... et je parle en mon nom personnel, contrairement à certains de mes collègues du côté libéral qui ne font pas précéder leurs observations de cette mise en garde, et je m'adresse à mon très bon ami, M. Lapierre... parce que si la définition généralement acceptée en droit du mot «prompt» correspondait à celle qu'offre le dictionnaire Black, cela pourrait créer des problèmes.

D'autre part... et il ne s'agit toujours que de la version anglaise... l'expression anglaise *reasonable notice* est définie comme suit: *such notice or information of a fact as may fairly or properly be expected or required in the particular circumstances*.

Cela dit, je souligne qu'il faudrait savoir de quoi nous parlons lorsque nous employons ces termes, et cela rend notre tâche d'autant plus difficile compte tenu du temps qu'on nous a alloué, et je ne pense pas que nous puissions vraiment accorder toute l'attention voulue à cet amendement.

De toute façon, j'en viens à ma question. Cet amendement porte sur l'article 11 et, en particulier, sur le paragraphe a). Il stipule:

Tout inculqué a le droit:

a) d'être informé sans délai anormal de l'infraction précise qu'on lui reproche;

Je voudrais savoir ce qu'on entend par «infraction précise». Il ne peut certainement pas s'agir du chef d'accusation, puisque l'article dit «tout inculqué a le droit»; ce qui sous-entend que la personne a déjà été inculpée. Si une personne était accusée de vol avec effraction, c'est cela le chef d'accusation.

L'article stipule ensuite que la personne a le droit d'être informée dans les meilleurs délais de l'infraction précise qu'on lui reproche. Est-ce que cela veut dire qu'elle a le droit d'être informée, dans les meilleurs délais, du fait qu'elle a été accusée de vol avec effraction, ou qu'elle a le droit d'être informée, dans les meilleurs délais ou sans délai anormal, de tous les détails de cette infraction?

Pour la gouverne de ceux qui nous écoutent, je dirais que l'inculpation est une chose et que le chef d'accusation en est une autre. Si l'on accusait quelqu'un de vol avec effraction, cette dernière expression est le chef d'accusation. Il est habituellement accompagné d'une déclaration selon laquelle untel aurait illégalement tel jour pénétré par effraction à tel endroit.

Il y a, cependant, de nombreux autres aspects qui sont appelés «les circonstances d'une infraction» et que peut invoquer l'avocat de la défense. Cela va, alors, beaucoup plus loin.

[Texte]

I want to know whether Clause 11(a) is talking about the particulars of the offence, or just about the charge itself! If what this means is that you cannot be charged without being told that you are charged, then I follow you; but if it means that you can be charged and told of what you are charged and Clause 11(a) then means you must be promptly or without unreasonable delay given the particulars of the charge, then I want to know what this means.

I am not saying this to delay the proceedings of this Committee, I am just asking these questions because we are now dealing with very difficult concepts and we have to know what we are talking about, then this Committee is not doing its job. Somebody else will come along later, as I have said before, and say, "Why did not the Members of Parliament ask a few questions and find out what they were talking about?"

Mr. Ewaschuk: If we take the example of somebody shooting somebody—to go back to Clause 10(a) that everyone has the right.

Everyone has the right on arrest or detention to be informed promptly of the reasons therefor. So, the policeman puts the arm on the person and says, "I am arresting you for shooting so and so, for killing somebody". He has told him the reason, but he has not told him of the specific charge. Now that is step number one: "Promptly"—he has him there, and he can tell him promptly, assuming that he is not fighting back or there is no flight.

Then we go to the next clause—"Anyone charged", the way I interpret that is not that you are being told you are charged with murder, but it is in fact the laying of the information—Section 455.3 of the Criminal Code. You go in front of JP and you lay that information; that is charging somebody with an offence.

So we assume, then, that the police have in fact sworn to the murder information, and he is still there.

Well, in Mr. McGrath's earlier example, he is still in the cells, so it is not very difficult to walk down there. That is what Clause 11(a) assumes. You are going to tell him now not that he is being held on a homicide for killing somebody, but that you are charged with second degree murder or manslaughter or first degree murder—you have to go on and tell him that.

In the normal course of events, however, what will happen is that you will serve him with an appearance notice. There may be a summary conviction ticket or, in a great many of these situations, it is actually a summons.

You will inform the person that he would be charged on the laying of the information; in fact, if we are assuming in a summons situation he would not be informed until the summons were served on him through the mail or by personal service. Then he would be informed of the specific charge—careless driving, weights and measures, whatever type of offence it may be; but the process, the document that he would be served with would tell him of the specific charge.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Fraser.

I would like to invite the honourable Mr. Hawkes.

[Traduction]

Je veux savoir si le paragraphe 11a) voulait parler des circonstances de l'infraction ou du chef d'accusation lui-même. Si ce paragraphe signifie qu'on ne peut être inculpé sans avoir été informé du fait qu'on est accusé, d'accord. Cependant, si cela veut dire qu'on peut être inculpé et informé du fait, et qu'il faut ensuite, dans les meilleurs délais ou sans délai anormal, être informé des circonstances, alors je voudrais avoir des précisions.

Je ne le fais pas pour retarder le Comité, je pose ces questions parce que ce sont des concepts très complexes et qu'il faut que nous sachions de quoi nous parlons, sans quoi le Comité ne fait pas bien son travail. Quelqu'un pourrait, plus tard, m'imiter et demander pourquoi les membres du Parlement n'ont pas posé plus de questions afin de découvrir de quoi il s'agissait.

M. Ewaschuk: Prenons le cas de quelqu'un qui tire sur une autre personne, pour en revenir au paragraphe 10a).

Selon ce paragraphe, chacun a le droit, en cas d'arrestation ou de détention, d'être informé dans les meilleurs délais des motifs de son arrestation ou de sa détention. Le policier qui arrête quelqu'un dirait alors «Je vous arrête pour le meurtre d'untel». L'inculpé a ainsi été informé de la raison pour laquelle il a été arrêté, mais pas des détails du chef d'accusation. C'est la première étape. Le policier peut l'informer dans les meilleurs délais des motifs de son arrestation si la personne arrêtée ne se débat pas ou ne s'enfuit pas.

Nous passons ensuite à l'article suivant qui débute ainsi: «Tout inculpé a le droit . . . ». Selon moi, cela veut dire qu'on a déjà procédé à la mise en accusation conformément à l'article 455.3 du Code criminel. Le policier est allé voir un juge et a procédé à une mise en accusation en donnant tous les détails.

Cela veut dire que le policier a attesté la véracité des renseignements et qu'il est toujours sur les lieux.

Dans l'exemple fourni plus tôt par M. McGrath, l'inculpé est toujours détenu et il n'est donc pas très difficile d'aller le trouver. C'est ce que suppose la paragraphe 11(a). Le policier va l'informer non pas du fait qu'il est détenu pour avoir tué quelqu'un, mais du fait qu'il est inculpé de meurtre, d'homicide ou d'autre chose. Il faut l'en informer.

Normalement, on lui remet plutôt une citation à comparaître. Il peut même s'agir tout simplement d'une déclaration sommaire de culpabilité, auquel cas il s'agit plutôt d'une sommation.

Vous informez la personne en question qu'elle sera inculpée et, s'il s'agit d'une infraction avec sommation, on suppose qu'elle ne sera informée que lorsque la sommation lui aura été servie en main propre ou par le courrier. A ce moment-là, elle serait informée du chef d'accusation—conduite dangereuse, falsification de poids et mesures, etc. Cependant, c'est la sommation elle-même qui l'informerait du chef d'accusation comme telle.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Fraser.

Je donne la parole à M. Hawkes.

[Text]

Mr. Hawkes: Thank you very much, Mr. Chairman.

Just a quick question about your wording here. It seems to me that the most common offence committed in Canada would be a "no parking" offence which is usually a municipal by-law.

I wonder if the two choices you have given us in wording have any implications for the word "informed".

I am wondering—because the present system generally is to put a ticket on the windshield wiper; but if it has implications for the word "informed" so as to require the municipalities to mail out notices or to deliver notice in person, there would be significant budgetary implications for municipal and county governments.

I wonder if you have considered that and whether you can give us some advice on whether or not the wording would affect that kind of offence?

Mr. Ewaschuk: No.

There are two ways of looking at that, because in some of the provinces you are considered to be charged when the summary conviction ticket, or whatever you want to call it, is served on you.

Now, assuming, in fact, that the documents then become rolled up into one, so that you have the charge and then have the service by putting it on the windshield, so that they happen almost instantaneously: the concept here may be that you are not really charged in some provinces until it is confirmed by a Justice of the Peace who is willing to receive that.

But in most places, no; the actual filling out of the document, putting it on the windshield is both the charge, the laying of the information and the service as well, so that they happen instantaneously and there is no problem in that case.

Mr. Hawkes: What you are saying is that if this clause becomes law, no one will be able to argue successfully in court for a change of that system and that in fact the wording you are proposing protects the rights of municipalities to continue to engage in the system they have been using?

Mr. Ewaschuk: It may be argued, but in fact this would be a factual matter, that you did not receive the ticket, that the ticket was not on the windshield; you will get that in each and every case; whoever the Justice of the Peace or whoever may be sitting, it may be a provincial court judge, will make a determination as a fact whether or not it was put there.

So, no; the short answer is we are not concerned and we think that this will not affect the day to day situation—if we put something like "without unreasonable delay"; putting it on the windshield causes no problems even with the word "promptly". It is where you have to serve after the fact.

But one pragmatic concern really is whether or not, if some of these cases are stayed in court on the basis that they were not served promptly, whether or not the police would then return—and they do have the powers in many situations of arresting without a warrant, rather than using summonses which is the preferred route since the Bail Reform Act—they might, in fact, resort more to arrest without warrant. We hope we would not drive them into that, and by putting in the words

[Translation]

M. Hawkes: Merci beaucoup, monsieur le président.

Une courte question au sujet du libellé. Il me semble que l'infraction la plus courante au Canada est le stationnement interdit, en général régi par un règlement municipal.

Les deux libellés que vous nous avez proposés ont-ils des répercussions sur le mot «informé».

En ce moment, le policier glisse une contravention sous l'essuie-glace. Cependant, si le mot «informé» exige des municipalités qu'elles envoient des avis aux contrevenants, cela pourrait avoir de graves conséquences budgétaires pour les administrations municipales et de comté.

Y avez-vous songé? Pouvez-vous nous dire si votre libellé aurait des répercussions sur ce genre d'infraction?

M. Ewaschuk: Non.

On peut l'envisager de deux façons. Dans certaines provinces, la personne est censée être accusée dès qu'elle reçoit la contravention sur déclaration sommaire de culpabilité ou quelle que soit l'expression que vous voulez utiliser.

Supposons que le tout se fasse simultanément, la mise en accusation et l'information; il est possible, dans certaines provinces, que vous n'ayez pas vraiment été inculpé à moins que l'accusation n'ait été confirmée par un juge disposé à la reconnaître.

Cependant, dans la plupart des cas, le fait de placer une contravention sous l'essuie-glace constitue tout à la fois la mise en accusation et l'information, de sorte qu'il n'y a pas de problème.

M. Hawkes: Donc, si cet article est adopté, personne ne pourra demander qu'on change le système et le libellé que vous proposez protégera effectivement le droit des municipalités de continuer à recourir au système qu'elles ont toujours utilisé?

M. Ewaschuk: On pourrait toujours prétendre, mais ce serait alors une question de faits, que l'inculpé n'a pas reçu la contravention, que la contravention ne se trouvait pas sur le pare-brise. A ce moment-là, le juge ou quiconque siège au tribunal décidera si, de fait, la contravention avait été servie ou non.

Non. Nous ne croyons pas que l'emploi de l'expression «without unreasonable delay» (sans délai anormal), posera des problèmes. Le mot «promptly» (dans les plus brefs délais) ne pose pas de problème non plus, même s'il s'agit de donner une contravention. Le problème se pose lorsqu'il faut prévenir la personne après coup.

Il se peut que la cause soit remise parce que l'accusé n'a pas été prévenu dans les plus brefs délais. La police peut toujours arrêter quelqu'un sans mandat, plutôt que d'émettre une citation à comparaître, et c'est ce qu'on fait généralement depuis l'adoption de la Loi sur le réformé du cautionnement. En employant l'expression «sans délai anormal», au lieu de «dans les plus brefs délais», nous espérons donner plus de latitude pour que la police ne soit pas contrainte d'arrêter des personnes sans mandat.

[Texte]

"without unreasonable delay", I think that would give more flexibility to the system rather than the word "promptly".

• 1720

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Hawkes.

L'honorable sénateur Asselin.

Le sénateur Asselin: Juste quelques mots, monsieur le président.

J'aimerais avoir une information. Je me demande, lorsqu'on dit «d'être informé dans les plus brefs délais», si cela veut dire... Nous avons déjà dans le code pénal un délai; l'accusé doit être, comme vous l'avez dit tout à l'heure, cité devant un juge pour sa comparution.

Est-ce que «dans les plus brefs délais» veut dire sa comparution devant le tribunal ou bien simplement son arrestation... au cours de son arrestation de savoir immédiatement les raisons de son arrestation?

Mr. Ewaschuk: I think that is a very good question because we had a lot of argumentation. It seemed to me that what the international charters were really saying was that it is the right to be informed on first appearance in court that you had the right to be arraigned, you had the right to be told of the information. On the other hand, what this is designed to do is to tell you even before you get to court so that you may prepare for court. Some people assume that maybe when you go to court for the first time that you have to go on with your trial. I think that you and I know that that is not so. You are there many times before you are forced on for your trial.

The short answer is no, it is not intended merely to in fact put the duty on the court to inform you on your first appearance, your arraignment, to be arraigned, it is in fact to be told before you go to court what the specific offence is either by serving you with a summons, an appearance notice or however the process may be, or warrant, but you are to be told of the specific offence.

Le sénateur Asselin: Avec votre permission, monsieur le président.

Pour faire suite aux remarques du sénateur Tremblay, le droit d'être informé «sans délai anormal», on a affaires à deux négations, «sans délai anormal».

Est-ce que ce ne serait pas mieux rendre ce concept plus français en disant, au lieu de «sans délai anormal», «dans les meilleurs délais» ou «dans un délai raisonnable» parce que «sans délai anormal» va apporter des complications d'interprétation au tribunal. Cela va donner énormément d'arguments aux avocats qui voudront s'objecter du fait de l'arrestation. «Sans délai anormal», cela veut dire quoi? Dans les meilleurs délais? Le juge aura à décider si réellement l'information a été donnée dans les meilleurs délais ou dans un délai raisonnable.

Monsieur Tassé, est-ce que vous pourriez... ?

Réellement, je ne vois pas du français dans l'expression «sans délai anormal». Je n'ai jamais vu cela, moi, dans les livres de droit, «sans délai anormal». Je voudrais bien savoir si on

[Traduction]

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Hawkes.

The Honourable Senator Asselin.

Senator Asselin: Just a few words, Mr. Chairman.

Does the right to be informed promptly means... There is already a time limit in the Criminal Code; as you said earlier, the accused must be summoned to appear before the judge.

Does "promptly" refer to his appearance before the court or to his arrest? Does this mean that he has the right to be informed immediately of the reasons for his arrest?

M. Ewaschuk: C'est une excellente question et nous avons entendu beaucoup d'arguments là-dessus. Dans les chartes internationales, il s'agit du droit d'être informé, au moment de la première comparution, du droit de connaître les motifs de l'assignation en justice. L'article du projet de résolution, par contre, accorde le droit d'être prévenu avant de comparaître devant le tribunal, afin de pouvoir se préparer. D'aucuns pensent que, lorsqu'on comparaît devant le tribunal pour la première fois, le procès est déjà commencé. Vous savez aussi bien que moi que ce n'est pas le cas. On peut comparaître bien des fois avant de subir un procès.

La réponse est donc non. L'article ne vise pas seulement à obliger les tribunaux à vous informer, lorsque vous comparez devant le tribunal pour la première fois, de votre droit de connaître les motifs de votre assignation. En vertu de l'article, vous avez le droit d'être informé d'une infraction avant de comparaître devant le tribunal, au moyen d'une citation à comparaître ou d'un mandat.

Senator Asselin: With your permission, Mr. Chairman.

I would like to follow up on what Senator Tremblay said. The expression "sans délai anormal" (without unreasonable delay) contains a double negative.

Would it not be preferable to use the expression "dans les meilleurs délais" or "dans un délai raisonnable", because the use of the expression "sans délai anormal" could cause interpretation problems for the courts. It will give a lot of ammunition to lawyers who are contesting arrests. What exactly does "sans délai anormal" mean? As quickly as possible? The judge will have to decide if the information was provided as quickly as possible or within a reasonable time.

Mr. Tassé, could you... ?

I do not really think that "sans délai anormal" is a French expression. I have never seen it in any law book. I would like to know whether it is used in a criminal code; I personally have never seen it.

[Text]

peut voir cela dans le code pénal; pour ma part, je ne l'ai jamais vu.

M. Tassé: J'ai indiqué, monsieur le président, quel était mon sentiment personnel quant à l'expression «dans les meilleurs délais» par opposition à «sans délai anormal».

Je pense qu'à un moment donné ça devient une question de choix personnel. Je pense qu'il est important que les deux textes, anglais et français, tentent de capturer ou d'articuler le même concept ou la même notion.

En anglais, on parle de l'obligation qui est imposée «without unreasonable delay» et, pour cette raison, on pensait qu'on devrait utiliser la même forme, la même démarche.

Le sénateur Asselin: Mais ce n'est pas français «sans délai anormal». Ce n'est pas français «Dans les meilleurs délais», à mon sens, sonne mieux. Je demanderais l'aide des linguistes. Peut-être que le président pourrait nous aider.

M. Tassé: Les linguistes au ministère, moi, je n'en suis pas un, mais les linguistes au ministère de la Justice nous ont suggéré «sans délai anormal».

Je pense que la différence entre ces notions-là est assez mineure et, à un moment donné, c'est plutôt une question de préférence personnelle que de toute autre chose.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, sénateur Asselin.

J'ai déjà épuisé la liste des orateurs qui voulaient s'exprimer sur la proposition d'amendement. Je crois comprendre qu'il y a d'autres réserves qui peuvent être exprimées.

Je vais inviter pour un second tour l'honorable sénateur Tremblay mais je dois aviser les honorables membres que je suis quand même lié par la procédure que nous avons déjà adoptée.

L'honorable sénateur Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Monsieur le président, je sollicite vos directives.

Il me semble effectivement que «les meilleurs délais» en français n'est pas une traduction littérale de l'expression «without unreasonable delay» mais que c'est la véritable traduction, l'équivalent français de ce qui est visé, je pense, par l'expression «without unreasonable delay».

Alors, sans engager un second tour, la directive que je vous demande est la suivante. Est-ce que je peux proposer de modifier la version française seulement? Est-ce que ce serait un sous-amendement? Est-ce que cela peut se faire?

Le coprésident (M. Joyal): Dans le cas présent, il s'agirait simplement, monsieur l'honorable sénateur Tremblay, pour répondre à votre question, de conserver le texte français tel quel sans y ajouter ou sans y modifier quoi que ce soit, c'est-à-dire qu'il y aurait un amendement au texte anglais mais qu'il n'y en aurait pas au texte français. Il suffirait de faire ce que nous avons déjà fait dans un amendement antérieur, c'est-à-dire simplement de retirer de la proposition son correspondant français, ou vous pouvez simplement mettre de l'avant un sous-amendement en disant que le texte français demeure le même.

[Translation]

Mr. Tassé: I have already told you about how I feel about the expression “dans les meilleurs délais” as opposed to “sans délai anormal”.

After a certain point, it becomes a question of personal preference. I think that it is important that the French and English versions attempt to capture or articulate the same concept or notion.

In English, it has to be done “without unreasonable delay” and I think that we should go about it the same way.

Senator Asselin: But “sans délai anormal” is not French. It is simply not French! “Dans les meilleurs délais” sounds better to me. I would like to consult language experts. Maybe the Chairman could help us out.

Mr. Tassé: The experts from the Department of Justice, of which I am not one, suggested “sans délai anormal”.

I think that the difference between the two concepts is minimal and that it is a question of personal reference.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Senator Asselin.

There are no more names on my list. I understand that there are others who have reservations to express.

I will now turn the floor over to the hon. Senator Tremblay on the second round, but I would remind hon. members that I am bound by the procedure which we have agreed upon.

The hon. Senator Tremblay.

Senator Tremblay: I would like you to provide me with some guidelines.

I do not think that “les meilleurs délais” is a literal translation of the expression “without unreasonable delay”, but it is an accurate translation and it is the French equivalent of the expression “without unreasonable delay”.

Before beginning the second round, I would like you to tell me whether I can propose to amend the French version only. Would it be a subamendment? Can it be done?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): In this case, Senator Tremblay, it would simply mean leaving the French version as it is without adding or changing anything. In other words, the English version would be amended, but not the French. We could do what we did with the previous amendment, that is, simply withdraw the French part of the amendments, or you can table a subamendment stating that the French text will not be changed.

[Texte]

Le sénateur Tremblay: Pour retirer l'amendement français, il y a une possibilité, j'imagine, que le proposeur le retire lui-même.

Le coprésident (M. Joyal): C'est une des avenues à emprunter. L'autre serait que vous proposiez vous-même un sous-amendement à l'amendement principal, à savoir que l'amendement soit modifié en remplaçant les mots «sans délai anormal» par les mots «dans les meilleurs délais», c'est-à-dire un sous-amendement habituel.

Le sénateur Tremblay: Alors, par courtoisie, je suis disposé à ce que vous posiez la question au proposeur.

Le coprésident (M. Joyal): Je ne peux pas . . .

Le sénateur Tremblay: Non?

Le coprésident (M. Joyal): Vous pouvez, bien sûr, l'adresser au proposeur via la présidence mais je ne suis pas en mesure à ce moment-ci de me faire votre porte-parole immédiat puisque je n'ai pas, comme vous le savez, dans mon rôle à prendre position en faveur de l'un ou l'autre des amendements.

Si vous voulez bien adresser votre question à monsieur Irwin, je vais l'inviter à répondre.

Le sénateur Tremblay: Alors, je demande à monsieur Irwin s'il est disposé à retirer l'amendement à la version française de façon à revenir au texte initial de la version française où l'on trouve l'expression «les meilleurs délais».

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Irwin.

Mr. Irwin: Mr. Chairman, I do not profess to have any expertise on languages and I would appreciate it if this question would be addressed to Mr. Tassé or Mr. Chrétien. I just see Mr. Chrétien came back . . .

M. Chrétien: Monsieur le président, monsieur Tassé m'avise qu'on pourrait accepter un terme dans les . . .

Allez-y expliquez-le.

M. Tassé: En anglais, je pense qu'il n'y aurait aucune difficulté à accepter "within a reasonable time" au lieu de "without any unreasonable delay" et, en français, "dans un délai raisonnable".

Le sénateur Tremblay: Si vous me permettez une petite remarque, monsieur le président, "dans un délai raisonnable" me paraît moins convenir que "dans les meilleurs délais".

L'intention des remarques que je fais, évidemment, c'est de bonifier le texte, mais peut-être que ce n'est pas assez majeur pour tenir le Comité en suspens pendant trop longtemps.

M. Chrétien: On peut bien rester jusqu'à la Pâque si on continue de faire des suggestions.

Monsieur Tassé a fait une suggestion qui rencontre à mi-chemin les objections du sénateur Tremblay. On est toujours en plein milieu, nous, les Libéraux, entre les deux extrêmes! Je serais prêt à accepter la suggestion de monsieur Tassé.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur le ministre.

Monsieur Robinson, sur le même sujet.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, just a brief supplementary. I think that if we now go to "within a reasonable time" in the English version that we are probably weakening it even more. I

[Traduction]

Senator Tremblay: I imagine that the mover would have to withdraw the French version of the amendment himself.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): That is one possibility. The other is that you table a subamendment to the main amendment, proposing that it be amended by striking out the words «sans délai anormal» and replacing them with «dans les meilleurs délais», which is the usual procedure with a subamendment.

Senator Tremblay: Out of courtesy, I am inclined to let you leave it up to the mover.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I cannot . . .

Senator Tremblay: No?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): You can address the mover through the Chair, but I cannot speak directly on your behalf because, as you know, I am not allowed to take sides on an amendment.

If you wish to put your question to Mr. Irwin, I will ask him to answer.

Senator Tremblay: I would like to ask Mr. Irwin if he is prepared to withdraw the French version of the amendment and retain the original French version, which uses the expression «les meilleurs délais».

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Irwin.

Mr. Irwin: Étant donné que je ne suis pas linguiste, je préfère que M. Tassé ou M. Chrétien réponde à la question. Je vois que M. Chrétien vient de revenir.

Mr. Chrétien: Mr. Tassé advises me, Mr. Chairman, that we cannot accept the term . . .

Go ahead. Explain.

Mr. Tassé: In English, we would have no trouble accepting "within a reasonable time" instead of "without any unreasonable delay" and in French, «dans un délai raisonnable».

Senator Tremblay: Just one comment, Mr. Chairman. «Dans un délai raisonnable» seems to me to be less suitable than «dans les meilleurs délais».

I am trying to improve the text, but it may not be important enough to take so much of the committee's time.

Mr. Chrétien: If we keep making suggestions, we could be here until Easter.

Mr. Tassé has made a suggestion which meets Senator Tremblay's objections half way. We Liberals are always mid way between the two extremes! I would be willing to accept Mr. Tassé's suggestion.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Minister. Mr. Robinson, on the same point.

M. Robinson: Un bref commentaire, monsieur le président. L'adoption du libellé "within a reasonable time" dans la version anglaise, la minerait encore plus. Dans le paragraphe

[Text]

note that the words, for example, "within a reasonable time" are the precise words that are used with respect to the right to a trial "within a reasonable time" and to have the next clause using those same words. Without unreasonable delay strike me is being some sort of compromise. I would have preferred the word "promptly" to remain but I recognize the Minister is attempting to accommodate the Canadian Association of Chiefs of Police and is also not prepared to use the wording which the International Covenant on Civil and Political Rights used in Article 14(3)(a) which refers to the words "to be informed promptly and detail in a language which he understands of the nature and cause of the charge against him".

Those are the words which presently bind us, Mr. Minister, but if you wish to yield to the suggestions of the Chiefs of Police in this matter, certainly I will understand.

Mr. Chrétien: Mr. Chairman, I have said that we will accept the words proposed by Mr. Tassé, and "promptly" is not acceptable.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Lapierre.

M. Lapierre: Monsieur le président, des deux termes, monsieur Tassé, «dans un délai raisonnable» ou "within a reasonable time" or "delay", qu'est-ce que vous prenez?

M. Tassé: "Within a reasonable time".

M. Lapierre: "Time". Je pense que ces mots-là vont certainement faire plaisir non seulement aux chefs de police mais vont être un juste milieu, et je vois mon ami d'en face, la sénateur Asselin, qui me fait signe que ce serait acceptable pour lui aussi. La faculté de traduction du sénateur Tremblay, depuis qu'il a traduit "Canadian Nation" par le mot «Canada», je ne lui fais plus tellement confiance.

Le coprésident (M. Joyal): Je crois comprendre qu'il y a une suggestion pour modifier l'amendement tel que proposé.

Pour demeurer en accord avec notre procédure, je dois demander le consentement unanime pour modifier le contenu de l'amendement.

La proposition telle que formulée se lirait de la façon suivante:

To be informed within a reasonable time of the specific offence.

Et en français:

d'être informé dans un délai raisonnable de l'infraction précise qu'on lui reproche.

Comme il y a déjà un amendement déposé sur la table, la présidence n'est pas autorisée à en changer les termes à moins qu'il y ait consentement autour de la table. Alors, par conséquent, la question que j'adresse aux honorables membres du Comité à cette étape-ci: est-ce qu'il y a consentement pour la substitution des termes que je viens de lire?

Monsieur Robinson.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I certainly have no objection to substituting the French version "Dans un temps raisonnable" but to substitute "within a reasonable time" for the words "without unreasonable delay" removes the emphasis on delay. What we are saying here is that there cannot be any delay which is not reasonable. To go beyond that, to say that it

[Translation]

portant sur le droit de subir un procès, on emploie les mots "within a reasonable time" et il ne serait pas tellement souhaitable d'employer la même expression dans les deux articles. J'aurais préféré qu'on retienne le mot "promptly", mais je sais que le ministre essaie de s'arranger avec l'Association canadienne des chefs de police et qu'il n'est pas prêt à employer le libellé de l'alinéa 14(3)(a) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, où l'on parle du droit «d'être informé dans le plus bref délai, dans une langue qu'elle comprend de façon détaillée, de la nature et des motifs de l'accusation portée contre elle».

Voilà le libellé employé dans le Pacte international que nous avons signé. Mais je comprends que le ministre préfère se fier aux chefs de police.

M. Chrétien: Monsieur le président, j'ai dit que le mot "promptly" n'est pas acceptable, mais que nous accepterions le libellé proposé par M. Tassé.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Lapierre.

Mr. Lapierre: Of the two terms, Mr. Tassé, "dans un délai raisonnable" or "within a reasonable time" or "delay", which one have you chosen?

Mr. Tassé: "Within a reasonable time".

Mr. Lapierre: "Time". Not only will that make the Police Chiefs happy, but it is an acceptable compromise, and I see that my friend opposite, Senator Asselin, also finds it acceptable. Ever since Senator Tremblay translated "Canadian nation" by the word "Canada", I do not have much confidence in his ability to translate.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I gather that someone has suggested that the amendment be changed.

For procedural purposes, I have to have unanimous consent to change the content of the amendment.

The amendment would read as follows:

d'être informé dans un délai raisonnable de l'infraction précise qu'on lui reproche.

And in English:

To be informed within a reasonable time of the specific offence.

Since the amendment has already been tabled, the Chair cannot change its wording unless there is unanimous consent. So I would like to know whether I have the unanimous consent of the Committee to substitute the terms I have just read.

Mr. Robinson.

M. Robinson: Je ne m'oppose pas à ce qu'on emploie l'expression «dans un temps raisonnable» dans la version française, mais en remplaçant les mots «without reasonable delay» par «within a reasonable time», on perd la notion de retard. L'amendement stipule qu'il ne peut pas y avoir de retard qui ne soit pas normal. Il ne suffit pas de dire qu'il faut prévenir la

[Texte]

just has to be within a reasonable time, is too broad; so I would certainly be prepared to accept the French version but not the English version, Mr. Chairman.

Mr. Fraser: Mr. Chairman, I hope all honourable members will pay very close attention to the point that Mr. Robinson has raised in so far as the English text is concerned because "without unreasonable delay" is far better wording because it means that there cannot be a delay that is unreasonable. If you get to the question of debating about what is a reasonable length of time you can spin this thing out and the whole purpose of this amendment is to serve the notice as quickly as possible but within the bounds of reasonableness.

So the English amendment which is put in front of us as far as we are concerned is the one that ought to be there.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Merci, Mr. Fraser. So I see there is no consensus around the table to substitute "without unreasonable delay" for "within a reasonable time". I would like then to invite the members to come back on the original motion which is "to be informed without unreasonable delay of the specific offence." ... et en français:

d'être informé sans délai anormal de l'infraction précise qu'on lui reproche.

Le sénateur Asselin: Monsieur le président, j'avais compris que monsieur Lapierre, en prenant la parole tout à l'heure, exprimait les vues de la majorité.

Si, évidemment, la majorité veut retirer son amendement principal et substituer celui de monsieur Lapierre, on votera pour celui de monsieur Lapierre.

Le coprésident (M. Joyal): Je regrette, honorable sénateur Asselin. A cette étape-ci, la présidence n'a d'autre choix que de s'en tenir à l'amendement tel qu'il a été lu en anglais et en français par monsieur Irwin.

J'ai épuisé la liste d'orateurs qui voulaient parler au sujet de cet amendement. Par conséquent, je n'ai d'autre choix à ce moment-ci que d'inviter les honorables membres à exprimer leur intention de vote à ce sujet.

Amendment agreed to.

I would like to invite then the honourable members to take the next amendment that the Chair has been informed of the content which is the amendment numbered G-13, Clause 11, new paragraph after (b), page 5. It is an amendment moved by the government party. I would like to invite Mr. Irwin.

Mr. Irwin: Thank you, Mr. Chairman. This is a Clause that gives the right to a person not to be compelled to be called as a witness against oneself. I wish to move that Clause 11 of the proposed act 1980 be amended by (a) adding immediately after line 11 on page 5 the following: (c) not to be compelled to be a witness in proceedings against that person in respect of the offence; and (b) relettering the subsequent paragraphs accordingly.

Il est proposé

Que l'article 11 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par

a) adjonction, après la ligne 9, page 5, de ce qui suit:

[Traduction]

personne dans un délai normal. J'accepte que la version française soit modifiée, mais non la version anglaise.

M. Fraser: J'espère, monsieur le président, que les députés tiendront compte des observations de M. Robinson concernant la version anglaise, car l'expression «without unreasonable delay» est de loin préférable. Cela signifie qu'il ne peut pas y avoir de retard anormal. On peut parler longtemps de ce qui est normal, mais le but de l'amendement est d'assurer que la personne soit prévenue dans les plus brefs délais, c'est-à-dire dans un délai normal.

C'est donc la version anglaise qui doit être modifiée.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Fraser. Il n'est pas de consentement unanime pour remplacer "without unreasonable delay" par «within a reasonable time». Je vais donc inviter les membres du Comité à voter sur la motion originale; «to be informed without unreasonable delay of the specific offense».—and in French.

d'être informé sans délai anormal de l'infraction précise qu'on lui reproche.

Senator Asselin: I thought that Mr. Lapierre was speaking for the majority.

If the majority wants to withdraw the main amendment and table Mr. Lapierre's amendment, we would vote for Mr. Lapierre's amendment.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I am sorry, Senator Asselin. At this stage, the Chair must stick to the amendment that was read in English and in French by Mr. Irwin.

I have no more speakers on my list for this amendment, so I have no choice but to call the vote.

L'amendement est adopté.

J'invite les membres du Comité à prendre connaissance du prochain amendement, portant le numéro G-13. Il s'agit d'ajouter un nouveau paragraphe après le paragraphe (b) de l'article 11, à la page 5. Il s'agit d'un amendement du gouvernement. J'invite M. Irwin à le lire.

M. Irwin: Merci, monsieur le président. Cet article accorde le droit de ne pas être contraint de témoigner contre soi-même. Je propose que l'article 11 du projet de loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par a) adjonction après la ligne 9, page 5, de ce qui suit: c) de ne pas être contraint de témoigner contre lui-même dans toute poursuite intentée contre lui pour l'infraction qu'on lui reproche; b) les changements de numéros d'alinéa qui en découlent.

I move

that Clause 11 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by

(a) adding immediately after line 11 on page 5 the following:

[Text]

«c) de ne pas être contraint de témoigner contre lui-même dans toute poursuite intentée contre lui pour l'infraction qu'on lui reproche;»

b) les changements de numéros d'alinéa qui en découlent.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Irwin.

L'honorable sénateur Asselin.

Le sénateur Asselin: Monsieur le président, je voudrais avoir une information des aviseurs du ministère.

Évidemment, quelqu'un ne peut être forcé par le code criminel ou le code pénal de témoigner dans son procès contre lui-même mais est-ce que cela prévoit le cas d'un complice qui témoigne dans le procès de son complice et qui, par la suite, est accusé de la même offense? Est-ce que cela prévoit ce cas-là ou si la personne qui témoigne doit demander la protection de la cour?

• 1740

Mr. Ewaschuk: No, that will be in another clause. What this means is only when he is being tried does he have the right not to testify against himself. So that is only when his liberty is at stake during that trial.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Merci, Senator Asselin. I have no other speakers on my list. I see that members are ready for the vote.

Amendment agreed to.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to invite a mover of the next amendment, that is, an amendment moved by the New Democratic Party, and numbered N-14, Clause 11, new paragraph after (b), page 5.

Mr. Robinson to move the proposed amendment.

Mr. Robinson: Yes, Mr. Chairman.

This is a subamendment to the clause we have just passed. I am not sure whether we are dealing with it at the appropriate time, but in any event, I would move that the amendment to Clause 11, adding a new paragraph after paragraph (b) be amended by adding thereto the following words:

or to confess guilt;

En français, il est proposé

Que le projet de modification de la Loi constitutionnelle de 1980 portant adjonction d'un nouvel alinéa après l'alinéa b) soit modifié par adjonction du membre de phrase qui suit: «ou d'avouer sa culpabilité;»

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would suggest, Mr. Robinson, to make sure there is concordance between the paragraphs, it is a new paragraph after Clause 11(c); it is an amendment to the new paragraph that we have just adopted. The new paragraph that we have just adopted reads:

(c) not to be compelled to be a witness in proceedings against that person in respect of the offence;

[Translation]

(c) not to be compelled to be a witness in proceedings against that person in respect of the offence; and

(b) relettering the subsequent paragraphs accordingly.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Erwin.

Senator Asselin.

Senator Asselin: Mr. Chairman, I would like some information from the department officials.

No one can be forced under the Criminal Code to testify against himself, but does this cover the case of an accomplice who testifies against an accomplice and is subsequently charged with the same offence? Is this provided for, or does the witness have to ask for the court's protection?

M. Ewaschuk: Non, ce sera dans un autre article. Il s'agit là simplement de savoir si, lorsqu'il est jugé, il peut ne pas témoigner contre lui-même. Cela n'est que lorsque sa liberté est en jeu au cours du procès.

Le coprésident (M. Joyal): Thank you, Senator Asselin. Je n'ai pas d'autres noms sur ma liste. Le Comité semble prêt à voter.

L'amendement est adopté.

Le coprésident (M. Joyal): J'invite quelqu'un à proposer l'amendement suivant au nom du Nouveau parti démocratique, à savoir le numéro N-14, article 11, nouvel alinéa après b), page 5.

Monsieur Robinson, vous le proposez?

M. Robinson: Oui, monsieur le président.

Il s'agit d'un sous-amendement à l'article que nous venons d'adopter. Je ne suis pas sûr que ce soit le moment d'en parler, mais, de toute façon, je propose que le projet de modification de l'article 11 portant adjonction d'un nouvel alinéa après l'alinéa b) soit modifié par adjonction du membre de phrase qui suit:

ou d'avouer sa culpabilité;

It is moved:

That the amended to Clause 11 adding a new paragraph after paragraph (b) be amended by adding thereto the following words: "or to confess guilt;"

Le coprésident (M. Joyal): Il nous faut nous assurer, monsieur Robinson, que les alinéas concordent bien, puisqu'il s'agit d'un nouveau paragraphe après l'alinéa c) de l'article 11; c'est un amendement au nouvel alinéa que nous venons d'adopter. Je vous relis ce que nous venons d'adopter.

c) de ne pas être contraint de témoigner contre lui-même dans toute poursuite intentée contre lui pour l'infraction qu'on lui reproche;

[Texte]

And I understand that for concordance, we should substitute the letter (c) to paragraph (b).

Mr. Robinson: Mr. Chairman, the purpose of this . . .

An hon. Member: Where does this come in?

Mr. Robinson: Mr. Chairman, where this would come in, if you will just turn back to G-13, which is the clause we just passed, G-13 would be amended so that the words "or to confess guilt" would be added, so that it would read as follows:

(c) not to be compelled to be a witness in proceedings against that person in respect of the offence, or to confess guilt

The Joint Chairman (Mr. Joyal): That is why I suggested changing the letter (b) to the letter (c) in your proposed motion.

Mr. Robinson: Yes, Mr. Chairman, you are quite right.

Le coprésident (M. Joyal): Alors, il faudrait donc dans la version française substituer la lettre c) à l'alinéa b).

Donc, la version de l'amendement se lirait comme suit: il est proposé

Que le projet de modification de la Loi constitutionnelle de 1980 portant adjonction d'un nouvel alinéa après l'alinéa c) soit modifié par adjonction du membre de phrase qui suit: «ou d'avouer sa culpabilité».

Monsieur Robinson.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I would certainly hope that all members of this Committee would support this amendment which is merely bringing us into line with longstanding Canadian jurisprudence, and also directly in line with the provisions of Article 14(3)(g) of the International Covenant on Civil and Political Rights which reads:

not to be compelled to testify against himself or to confess guilt

Mr. Chairman, those words are omitted from the proposal which is presently before us, I doubt whether it was an oversight, but certainly this is a right which certainly cannot be denied exists, and which is a fundamental right in the Canadian criminal justice system, which should be included.

There have been a number of representations to include this right explicitly. Some might argue that it is implicit, but I suggest that if there is any ambiguity we should make it very clear that it is explicit.

For example, the Canadian Bar Association at page 16 of their brief, have stated:

That given the importance in Anglo-Canadian jurisprudence of the right to remain silent, we believe that Section 11 should include a provision guaranteeing an accused the right not to be compelled to testify against himself at his own trial, a right not protected by Clause 13, and the wording should be taken directly from Article 14(3)(g), which provides for the right "not to be compelled to testify against himself or to confess guilt".

[Traduction]

Or, je crois que par souci de concordance, il nous faudrait remplacer à cet alinéa la lettre b) par c).

M. Robinson: Monsieur le président, le but est ici . . .

Une voix: Où cela se trouve-t-il?

M. Robinson: Ma foi, si vous voulez bien revenir en arrière à G-13, qui est l'article que nous venons d'adopter, il s'agirait simplement de le modifier par adjonction du membre de phrase «ou d'avouer sa culpabilité», ce qui donnerait:

c) de ne pas être contraint de témoigner contre lui-même dans toute poursuite intentée contre lui pour l'infraction qu'on lui reproche, ou d'avouer sa culpabilité.

Le coprésident (M. Joyal): C'est pourquoi je suggérerais de changer dans votre proposition la lettre b) par la lettre c).

M. Robinson: En effet, monsieur le président, vous avez parfaitement raison.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Then we should in the French text substitute the letter (b) by the letter (c).

So the amended wording would read as follows:

It is moved that the amended to Clause 11 adding a new paragraph after paragraph (c) be amended by adding thereto the following words: "or to confess guilt;"

Mr. Robinson.

M. Robinson: Monsieur le président, j'espère évidemment que tous les membres du Comité appuieront cet amendement qui ne faut que reprendre une longue tradition de jurisprudence canadienne et qui permet que notre texte corresponde exactement aux dispositions de l'article 14(3)(g) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques que je me permets de citer:

. . . de ne pas être contraint de témoigner contre lui-même, ou d'avouer sa culpabilité.

Peut-être, monsieur le président, n'est-ce qu'un oubli, mais je juge ce membre de phrase extrêmement important, car il s'agit d'un droit qui, de toute évidence, existe et qui est même fondamental dans le droit criminel canadien.

Un certain nombre de représentations nous ont été faites à cet égard. Certains diront que ce droit est implicitement inclus, mais je crois que s'il peut y avoir un risque quelconque d'ambiguïté, il faut l'inclure de façon explicite.

L'Association du Barreau canadien, par exemple, déclarait à la page 16 de son mémoire:

Étant donné l'importance dans la jurisprudence anglo-canadienne du droit de demeurer silencieux, nous sommes d'avis que l'article 11 devrait inclure une disposition qui garantisse à un accusé le droit de ne pas être contraint de témoigner contre lui-même, à son propre procès, alors que l'article 13 ne protège pas ce droit, et que le libellé soit repris directement à l'article 14(3)(g), qui stipule le droit à «ne pas être contraint de témoigner contre lui, ou d'avouer sa culpabilité».

[Text]

So, Mr. Chairman, that, very shortly, is the reason for the amendment, it is an important right, it is a fundamental right which is not yet protected anywhere in this Charter and I would certainly suggest it is one which should be included, and is one which I hope will be supported by all members of the Committee.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

Honourable John Fraser.

Mr. Fraser: Well, Mr. Chairman, I am not going to quarrel with the thrust of Mr. Robinson's suggestion, but there is no way in the world, under the criminal jurisprudence of Canada that anybody can be compelled to confess guilt.

Now, I only say this because it is very easy to sit here for several days and extract from our criminal law no end of things that are protections to the accused and to witnesses, and I am quite prepared to go along with this, but I just wonder where this ends. Are we going to literally rewrite the whole of the criminal law and all the protections contained in there that Canadians have not only inherited from our British and common law jurisprudence, but that we have also achieved as a consequence of the evolution of our own law?

I just have to say, Mr. Chairman, that I could dream up an endless list of amendments if somebody said, "Draft a new Criminal Code," but that is not what we are doing.

Now, I am not going to vote against that because, of course, it is a right. I just want people to realize that there is no way in the world a court in Canada could get away with compelling somebody to confess guilt, and I have no objection to it being here, I suppose. I have got no objection to imposing in here the whole of the common law and all its protections and all the criminal law, if we want to sit here for a couple of years. I just wondered how far Mr. Robinson is going to go on this.

Of course, the Canadian Bar Association is going to say "put this in" and "put that in". If I was on the Committee, I would think of all kinds of things that ought to be there; but we will go along with this, but I am just saying to Mr. Robinson and to honourable members that there has got to be some kind of common sense in this thing because, if what Mr. Robinson is going to do is search the criminal law to find every right that exists and put it in by way of amendment, well then, maybe I should ask for an adjournment to go away for a couple of days to a law library and come back with my own version, because undoubtedly I could do it.

So, as I say, we will go along with this because of course, it is a right, but it should be clearly understood by everybody that it is a right and there is no way in the world that it can be taken away unless by the most extraordinary and draconian measures, and that applies to other rights so you get into the ground of how far we entrench in this constitution a vast array of rights and privileges which are already in law.

[Translation]

Voilà donc, en quelques mots, pourquoi nous présentons cet amendement; c'est un droit très important, un droit fondamental qui n'est encore protégé nulle part dans cette charte, et qui nous semble devoir être inclus, si bien que j'espère que nous obtiendrons l'appui de tous les membres du Comité.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

L'honorable John Fraser.

M. Fraser: je n'ai rien contre la suggestion de M. Robinson, mais rien n'a jamais, dans la jurisprudence criminelle canadienne, contraint quiconque d'avouer sa culpabilité.

Si je dis cela, c'est parce qu'il serait très facile d'éplucher pendant plusieurs jours notre Code criminel, pour en extraire toute une série de protections pour l'accusé et les témoins, si bien que je suis tout à fait disposé à sanctionner cela, mais je me demande si cela ne peut nous mener très loin. Allons-nous entièrement rédiger un nouveau Code criminel, qui reprenne toutes les protections qu'il contient, et que les Canadiens ont non seulement héritées de la jurisprudence britannique et du common law, mais également modelées au fur et à mesure de l'évolution de notre pays?

Il est bien évident que si quelqu'un demandait que l'on rédige un nouveau Code criminel, on pourrait pondre une liste interminable d'amendements, mais je ne pense pas que ce soit ce que nous fassions ici.

Je ne voterai donc pas contre cette proposition, car il va de soi que c'est un droit. Je veux simplement que l'on comprenne qu'il est impossible au Canada qu'un tribunal contraigne quelqu'un à avouer sa culpabilité, mais je ne fais aucune objection à ce que cela soit inscrit. Je ne verrai donc aucune objection à ce que l'on impose là-dedans tout le common law et toutes ses protections, ainsi que tout le Code criminel, si nous voulons y travailler environ deux ans. Je me demandais simplement jusqu'où voulait aller M. Robinson là-dessus.

Certes, l'Association du Barreau canadien va demander d'inclure ceci ou cela. Si je faisais partie du Comité, je voudrais que des tas de choses soient incluses, mais c'est d'accord, je précise simplement à M. Robinson et aux autres membres du Comité qu'il nous faut user de bon sens, car si M. Robinson à l'intention de fouiller le Code criminel pour trouver tous les droits qui sont inclus et pour les présenter sous forme d'amendements, peut-être pourrais-je alors demander qu'on ajourne, pour que je m'enferme quelques jours dans une bibliothèque juridique et que je vous présente ensuite ma propre version, car il ne fait aucun doute que je puisse le faire, moi aussi.

Je répète donc que nous accepterons, évidemment, cet amendement, c'est un droit; mais que tout le monde sache bien qu'il est impossible que ce droit soit nié, sauf si des mesures absolument extraordinaires et draconiennes venaient à être prises, et cela s'applique également à d'autres droits, si bien qu'il faut savoir dans quelle mesure nous voulons entériner dans cette constitution tout un éventail de droits et privilèges qui existent déjà dans notre droit.

[Texte]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Fraser.

I have the honourable Jake Epp on a point of order, and the honourable Minister of Justice.

Mr. Chrétien: I think I would like to make a statement at this time because it is quite important.

There are a series of those amendments in that clause and Mr. Fraser has just pointed out the problem, what the exercise is in the mind of Mr. Robinson is to write the Criminal Code in the Charter. This is not the name of the exercise, I do not go along.

It is clear that when you have a Charter it is the main rights of Canadians that are protected and there is a series of all sorts of legislation that is enacted after that, but if we have to accept every dream of a right that we have and confirmed in jurisprudence for generation and generation under the Criminal Code and someone wants to inscribe it in the Charter, it is no longer a Charter, it is a Criminal Code, and that is not the purpose of a Charter of Rights. It is to protect the basic rights of Canadians.

If we want to determine in the Charter of Rights the procedure of the criminal court in detail and so on, that is part of the Criminal Code.

Everyone is for motherhood, but the problem is that there is motherhood in some areas, and in other areas; here is this Charter of Rights, so when Mr. Fraser makes the argument that he goes along, I do not go along because it is our responsibility to respect the spirit of a Charter of Rights and the government has not asked the members of this Committee to rewrite the Criminal Code or to change it, that is not the role of the Committee; it is to establish a Bill of Rights and that is why I am saying that as we do not want to rewrite the Criminal Code, all the rest of the amendments are of the same nature, that any members of the Committee can dream up all sorts of things to put into the Charter and you look good, you look well informed and so on. You take the Criminal Code and translate it there.

There are how many clauses in the Criminal Code?

Mr. Ewaschuk: 700-odd.

Mr. Chrétien: 700. So we might have 700 clauses and look good.

An hon. Member: Some of them are fantasies.

Mr. Chrétien: Plus the ones that they invent. So that is good.

So I do think, I say on behalf of the government, I am for motherhood too, but it is the Charter of Rights we are writing, not the Criminal Code, and all the rest of those amendments on Clause 11 we cannot accept.

Mr. Epp: Point of order.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Minister, I am not sure that everyone around this table is for motherhood.

I would like to invite the honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Point of order.

[Traduction]

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Fraser.

L'honorable Jake Epp invoque le Règlement, et le ministre de la Justice a également demandé la parole.

M. Chrétien: J'aurais, en effet, quelque chose d'assez important à dire tout de suite.

Cet article fait l'objet de toute une série d'amendements, et M. Fraser a tout à fait raison lorsqu'il dit que M. Robinson semble vouloir inclure le Code criminel dans la charte. Ce n'est pas du tout cela l'objectif, je ne suis pas d'accord.

Il est bien évident que dans une charte, ce sont les principaux droits des Canadiens que l'on protège, et il y a tout un éventail de lois de tout ordre qui l'accompagnent, mais s'il nous faut accepter d'inclure dans cette charte jusqu'au moindre petit droit que confirme déjà la jurisprudence, depuis des générations, dans le Code criminel, il ne s'agira plus d'une charte, mais d'un Code criminel, et ce n'est pas du tout là l'objet d'une charte des droits. Il s'agit de protéger les droits fondamentaux des Canadiens.

Si nous voulons déterminer dans la charte des droits la procédure des tribunaux criminels dans ses moindres détails, cela fait partie du Code criminel.

Tout le monde veut enfanter quelque chose, mais ce n'est pas là le but de notre travail. Nous avons une charte des droits, et lorsque M. Fraser dit qu'il accepte ce genre d'amendement, je ne suis pas d'accord, car nous devons respecter l'esprit d'une charte des droits, et le gouvernement n'a pas demandé aux membres du Comité de récrire le Code criminel ni de le modifier, mais bien d'assumer un tout autre rôle; il s'agit de créer une charte des droits, et je vous préviens que nous ne voulons pas récrire le Code criminel et que, puisque tous les autres amendements sont de cette nature, il est bien évident que tous les membres du Comité pourraient imaginer des tas de choses à inclure dans la charte, cela fait bien, on a l'air de s'y connaître, mais il ne s'agit pas ici de traduire le Code criminel dans la charte.

Combien d'articles y a-t-il au Code criminel?

M. Ewaschuk: Environ 700.

M. Chrétien: Sept cents. On pourrait alors avoir 700 articles, cela ferait bien.

Une voix: Certains sont purement imaginaires.

M. Chrétien: Plus ceux que l'on invente, c'est vrai.

Bref, pour le gouvernement, il s'agit bien de créer quelque chose, mais c'est la charte des droits que l'on nous demande de rédiger, non pas le Code criminel, et nous ne pouvons donc accepter tous les autres amendements à l'article 11.

M. Epp: J'invoque le Règlement.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur le ministre, je ne suis pas certain que tout le monde autour de la table ait cet instinct de procréation.

Je donne maintenant la parole à M. Jake Epp.

M. Epp: J'invoque le Règlement.

[Text]

Thank you, Mr. Chairman, on a point of order. In fact I found out there were some people around this table who were not even in favour of God.

However, I want to raise a point of order at this stage because I think both Mr. Fraser and the Minister led into a matter that I wanted to raise and was seeking an opportune time to do so, and I agree with the Minister, while he and I might disagree on many issues I agree with the point that he just finished making.

It comes down to the very heart of what a Charter should be, and I think many of us have had great fears that if you do not write everything into the Charter, now suddenly you are going to have less rights than you had before, and the point that I wanted to make, Mr. Chairman, is this:

We are working under extreme difficulty and I will not give any assessment to the amendments, our voting will be the judge of that, but the difficulty we are having is this: when I take a look at the New Democratic Party amendments, and there is a myriad of them, and I am finding out that they are getting great support from the government, they had moved before we started this session 18 amendments, 17 of which had been rejected by the government.

Mr. McGrath: So much for the cozy arrangement.

Mr. Epp: And one the government had accepted where it was changing "media of information" to "media of communication". Both still are nebulous to me but I will accept that apparently it is better.

So I am just saying that what we try to do is bring forward a few substantive amendments where we thought we were in definite difference with the government, put it up front and we can judge it, but the question, the burden of what I am coming to, Mr. Chairman, is this:

We now have New Democratic Party amendments, as many as seven on one clause, namely Clause 11, and we have amendments now to Clause 14 but it is quite likely that if the arrangement still holds, and I see it getting frayed at times, but if the arrangement still holds into the weekend, that there is absolutely no way that we can prepare for New Democratic Party amendments that we will be looking at in subsequent sessions. We just do not have them, and if we are going to have seven amendments on a given clause it is just not a practical way to proceed.

No matter what our partisan stripe may be on this Committee, I think we generally agree on that point and the only way we can proceed is to have those amendments before us. I think they should put them forward in good faith . . .

Mr. Fraser: And give us reasonable notice.

Mr. Epp: Well, that is why I want them now.

Mr. Fraser: You mean promptly.

Mr. Epp: Without unreasonable delay. I would just urge our New Democratic Party colleagues to give us those amendments before this Committee arises from its evening session tonight?

[Translation]

Merci, monsieur le président. Je me suis d'ailleurs même aperçu que certains, autour de cette table, n'étaient même pas prêts à accepter Dieu.

J'invoque le Règlement, toutefois, parce que j'ai l'impression que tant M. Fraser que le ministre ont abordé un point que j'entendais soulever au moment opportun. Si je ne suis pas d'accord avec le ministre sur des tas de points, je dois par contre le rejoindre dans ses derniers propos.

Il faut en effet savoir exactement ce que doit être une charte, et nombre d'entre nous ont manifesté la crainte que si la charte ne contenait pas tout, on allait soudain se retrouver avec moins de droits qu'auparavant.

Or, notre travail est extrêmement difficile et je ne m'attarderai pas à évaluer les amendements—la façon dont nous voterons sera suffisamment éloquente—mais la difficulté est que lorsque j'examine la myriade d'amendements du Nouveau parti démocratique et le genre d'appui qu'il reçoit de la majorité, je constate qu'avant cette séance, sur 18 amendements, la majorité en a rejeté 17.

M. McGrath: Preuve de leur bonne entente.

M. Epp: Et celui qu'a accepté la majorité remplaçait «moyens d'information» par «moyens de communications». C'est tout aussi nébuleux pour moi, mais je veux accepter que la nouvelle formule soit supérieure.

Ce que nous essayons donc de faire, c'est d'apporter un certain nombre d'amendements importants où nous jugeons que nous différons vraiment d'opinion avec le gouvernement, afin que nous puissions vraiment en discuter et en juger. Alors, voilà maintenant le problème.

Les amendements du Nouveau parti démocratique, pas moins de sept à l'article 11, et nous passons maintenant à l'article 14, nous rendent le travail impossible. Même si l'entente semble quelquefois fragile, si elle survit à la fin de semaine, il nous est absolument impossible de nous préparer pour les amendements du Nouveau parti démocratique que nous devons étudier aux séances suivantes. On nous propose sept amendements pour un même article, mais nous ne les avons même pas, si bien que cela ne rime à rien.

Quelle que soit notre appartenance politique, je crois que nous sommes en général tous d'accord, au sein du Comité, sur le fait que la seule façon pour nous de procéder, c'est que les amendements nous soient communiqués. Je ne vois pas pourquoi ils ne nous les soumettraient pas en toute bonne foi . . .

M. Fraser: En nous donnant suffisamment de temps.

M. Epp: C'est justement pourquoi je les veux maintenant.

M. Fraser: Rapidement, vous voulez dire.

M. Epp: Sans retard indu. J'invite simplement instamment nos collègues néo-démocrates à nous fournir ces amendements avant que le Comité ne s'ajourne ce soir.

[Texte]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable David Crombie.

Mr. Crombie: Thank you, Mr. Chairman.

I do not know if you want to deal with the question of order, my remarks deal with the comments made by the Minister.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): It was a point of order as raised by honourable Jake Epp but I remind you very respectfully that we are now discussing and debating an amendment and the Chair will have to call a vote and the point of order as raised by honourable Jake Epp is something that the Chair would like to call but after we have completed at least a vote on the motion.

I think otherwise we open a new debate on another subject outside a debate which should, as I have already said to the honourable member, should be restricted to confessed guilt.

Mr. McGrath: Call the New Democratic Party, they will confess their guilt.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Before I invite Mr. Nystrom to confess guilt I think that we should decide if we are to entrench that into our constitution, and after that I think Mr. Nystrom is certainly willing to give information and answer the request as put by Mr. Epp, but before I do so I would like really to invite honourable members to remain on the amendment that we are discussing, which is, as I mentioned, amending a paragraph by adding a part to it which would read

or to confess guilt

ou D'avouer sa culpabilité.

If you want to address yourself to that question I will invite you to do so, Mr. Crombie.

Mr. Crombie: Thank you, Mr. Chairman. I was only offering the Chair the opportunity to deal with the point of order if it wished to at that time.

My comment really relates to the amendment proposed by the New Democratic Party and the comment made in consequence by the Minister.

For those of us who are not lawyers or not engaged in practice of law or been involved much in it, it is difficult when we hear debates between politicians who are in another time and place lawyers, because, if you will forgive us, most of us can engage in sort of medieval cant if we wish so that other people cannot understand us and those of us who are not lawyers do not seek to intrude, particularly when we are dealing narrowly with legal rights.

Mr. Irwin: Urban planners.

Mr. Crombie: We feel like urban planners. We feel a little more comfortable in nonlegal rights, perhaps, but I think this is a good example, even for lay people, to see that there are things which if you take too far ultimately defeat the purpose of what we are doing here.

My understanding of legal rights, and I am sure it is shared by most people, is that we have had legal rights for many, many years, decades, centuries. Indeed, it is only when rights are taken away that we ought to pay attention because basically we have entrenched in our time, our history, our tradition,

[Traduction]

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable David Crombie.

M. Crombie: Merci, monsieur le président.

Je ne sais pas si vous voulez d'abord répondre à M. Epp, mais je voulais, moi, répondre au ministre.

Le coprésident (M. Joyal): C'est M. Epp qui a en effet invoqué le Règlement, mais je vous rappelle, en toute déférence, que nous discutons actuellement d'un amendement que la présidence va devoir mettre aux voix, et que je préférerais revenir sur le rappel au Règlement après que nous aurons au moins voté.

Sinon, nous allons ouvrir un nouveau débat sur autre chose, alors que nous devrions ici nous limiter à l'aveu de culpabilité.

M. McGrath: Demandez au Nouveau parti démocratique, il va avouer sa culpabilité.

Le coprésident (M. Joyal): Avant d'inviter M. Nystrom à avouer sa culpabilité, je crois qu'il nous faut décider si nous voulons ou non inclure cela dans notre constitution, et je suis sûr qu'après, M. Nystrom répondra volontiers à la requête de M. Epp. Je vous prie donc instamment de bien vouloir vous en tenir à l'amendement dont nous débattons, qui vise, je le répète, à modifier un alinéa par l'adjonction du membre de phrase suivant:

ou d'avouer sa culpabilité

or to confess guilt.

Si vous voulez poursuivre là-dessus, je vous donne la parole, monsieur Crombie.

M. Crombie: Merci, monsieur le président. Je voulais simplement laisser la présidence régler ce rappel au Règlement tout de suite, si elle le voulait.

Pour ma part, je voulais en fait revenir sur l'amendement du Nouveau parti démocratique et sur le commentaire du ministre.

Pour ceux d'entre nous qui ne sont pas juristes, qui n'exercent pas le droit ou qui ne connaissent pas trop ce domaine, il est difficile d'entendre débattre des hommes politiques qui sont par ailleurs juristes, car, pardonnez-nous, la plupart d'entre nous pourrait parler un jargon particulier que les autres ne comprendraient pas. Ainsi, non-juristes, nous ne cherchons pas à participer à vos débats, surtout s'il s'agit précisément de garanties juridiques.

M. Irwin: Urbanistes.

M. Crombie: Nous raisonnons comme des urbanistes. Nous comprenons mieux ce qui est moins moins juridique, mais je crois que c'est un bon exemple; même pour les non-spécialistes, il y a des choses qui, trop poussées, finissent par aboutir à des fins opposées.

Pour moi, les garanties juridiques, et je ne suis certainement pas le seul de cet avis, nous les avons depuis des années, des décennies, des siècles. Ce n'est que lorsqu'on les nie qu'il nous faut prêter attention, car essentiellement, ces droits sont bien entérinés dans notre époque, notre histoire, notre tradition.

[Text]

those rights. That is why we get very wary when we see things added because we are concerned that they restrict, as opposed to expand, our freedoms and our liberties.

In this particular example, Mr. Chairman, in a nice little book called *The Constitution and What It Means Today*, it is not the same one, I have a quote from the other one but this is another one, it is called *The Constitution and What It Means Today*, it is the American Constitution, it says:

The source of the self incrimination clause . . .

the one we are dealing with right now:

The source of the self incrimination clause was from the maxim "that no man is bound to accuse himself"

Mr. Fraser: That was an English maxim.

Mr. Crombie: I have always admired your help, John. Mr. Chairman, I did not think it was Polish.

Then it goes on, Mr. Chairman, to quote it in Latin, which is even more complicated but it does . . .

An hon. Member: Read it.

Mr. Crombie: *Nemo tenetur prodere—ou Accusare—seipsum.*

An hon. Member: Now that is Latin.

Mr. Crombie: That is a more mature Latin. Italian. At any rate, the reason I was reciting that is of course that is the common law tradition, so that clearly it is implied in the common law tradition that no man is bound to accuse himself. He cannot be compelled to convict himself, he cannot be compelled by anyone to convict himself.

If that is not good enough, in the other book, the citizens guide, the American tradition, which has had the law for many, many years, says quite clearly that the right against self-incrimination is especially important when we consider the custodial interrogation, et cetera, et cetera. It says the right has been extended through the due process of law, the basic assumption underlying the self-incrimination clause is this one that no one is obliged to provide answers to questions tending to convict oneself of a crime.

Now, Mr. Chairman, from the American tradition, which has had it for about 160 odd years, from Latin to old English to the common law, it is clear that no one is forced to convict themselves.

I submit with great respect to Mr. Robinson that what he has got to say is redundant and, what is worse to me, is that the more that is added in, I am going to get very, very worried that we have to get it all in because if it is not there we do not have those rights, and that is the problem.

The more that is added in that is redundant, the scarier it gets to make clear what is fundamentally important to legal rights in this country. So I not only think it is redundant, I think it is dangerous.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable David Crombie.

Honourable Senator Goldenberg.

[Translation]

C'est pourquoi nous n'aimons pas voir ajouter autre chose, car il nous semble que cela va restreindre plutôt qu'élargir nos libertés.

Dans ce cas particulier, monsieur le président, un joli petit livre, intitulé: *The Constitution and What It Means Today* . . . ce n'est pas le même ici, j'ai également une citation de l'autre; il s'agit là de la constitution américaine, et je vous en lis un passage:

L'article touchant le témoignage contre soi-même vient . . .

et c'est exactement ce dont nous parlons ici:

L'article touchant le témoignage contre soi-même vient de la maxime «personne n'est tenu de s'accuser soi-même».

M. Fraser: C'était une maxime anglaise.

M. Crombie: J'ai toujours admiré ton aide, John. Je ne pensais pas en effet, monsieur le président, que c'était du polonais.

Plus loin, la citation est en latin, ce qui complique encore plus les choses . . .

Une voix: Lisez-la.

M. Crombie: *Nemo tenetur prodere—ou Accusare—seipsum.*

Une voix: C'est bien du latin.

M. Crombie: C'est un latin plus mûr. De l'italien. De toute façon, je citais cela parce que c'est la tradition du common Law; cela montre très clairement que le common Law reconnaît que personne n'est tenu de s'accuser soi-même. Il ne peut être contraint de s'accuser lui-même, il ne peut être contraint par personne de s'accuser lui-même.

Si cela ne suffit pas, dans l'autre livre, dans le guide des citoyens, la tradition américaine, qui suit depuis de très nombreuses années le droit, déclare très clairement que le droit de ne pas s'accuser soi-même est spécialement important lorsque nous considérons les interrogatoires de garde judiciaire, et cetera, et cetera. Il est dit que ce droit s'est dûment développé avec le droit, que le principe de base de cet article est que personne n'est obligé de répondre aux questions tendant à l'incriminer.

La tradition américaine, qui a quelque 160 ans, le latin, le vieil anglais et le common Law montrent sans l'ombre d'un doute que personne n'est contraint de s'accuser soi-même.

Je dirai en toute déférence envers M. Robinson que sa préoccupation est inutile et que, ce qui semble encore pire, plus on en ajoute, plus on essaiera de tout inclure, plus tout ce qui ne sera pas inclus aura tendance à disparaître.

Plus on ajoute, plus on se répète, plus il devient difficile de savoir exactement ce qui est fondamentalement important en matière de droit dans notre pays. Non seulement est-ce répétitif, c'est, à mon avis, très dangereux.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Crombie.

L'honorable sénateur Goldenberg.

[Texte]

Senator Goldenberg: Mr. Chairman, I just wanted to add a word. As a member of the Bar for more than 48 years, which is even longer than Mr. Robinson's membership in the British Columbia Bar, I just want to say that I agree entirely with what Mr. Fraser and the Minister have said and what Mr. Crombie, who should be a lawyer, has just expressed.

I think the amendment is completely unnecessary and I think it should be rejected. Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Merci, Senator Goldenberg.

Mr. Robinson to conclude.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I do want to conclude by making at least a brief reference to the comments of Mr. Fraser and the Minister with respect to the purpose of putting forward these amendments.

I understand the concern and I understand the impatience of my colleagues around this table, but it seems to me that we have certain obligations, not just to come up with a package which essentially contains fairly decent wording, but I think we have an obligation as members of this Committee to come up with a package which contains the best possible wording in this Charter of Rights.

Now, we are not talking about adding any major new rights, but what we are talking about is listening to witnesses which have appeared before us, listening carefully to their concerns, understanding that those witnesses reflect the concerns of many Canadians and that we as a Committee have a certain responsibility to reflect those concerns in the final wording.

That is all we are doing here, Mr. Chairman, and I reject the suggestion that somehow because we want to improve the wording, or to make clear the wording of some of these particular clauses, that we are wasting time or that we are doing anything that may be dangerous.

What we are talking about here is not adding any new rights; it is in reference to, for one thing, a document which has been considered fundamental by the community of nations and that is the International Covenant on Civil and Political Rights which, I submit, should guide this Committee in our deliberations.

It has been admitted by the Minister that that document is certainly of great persuasive value, and that, Mr. Chairman, and members of this Committee through you, Mr. Chairman, is why we are attempting to ensure that we have the best possible package for Canadians. That is the purpose of this amendment, quite simply, that while it may not be the case now that there is any suggestion that there can be a confession of guilt forced on a person, it may not always be that way and we are writing a Charter of Rights that may last for decades.

• 1800

Surely, we have a responsibility to those Canadians who are watching these proceedings and who would be affected by this. We have a responsibility to ensure that it is worded as carefully and as accurately as possible.

[Traduction]

Le sénateur Goldenberg: Je voulais simplement ajouter un mot. A titre de membre du Barreau depuis plus de 48 ans, donc, même depuis plus longtemps que M. Robinson n'est membre du Barreau de la Colombie-Britannique, je dois dire que je suis entièrement d'accord avec ce qu'ont dit M. Fraser, le ministre de M. Crombie, qui devrait être également juriste.

Cet amendement est tout à fait inutile et devrait être rejeté. Merci.

Le coprésident (M. Joyal): Thank you, Senator Goldenberg.

Monsieur Robinson, pour conclure.

M. Robinson: Monsieur le président, je veux conclure en revenant brièvement sur les observations de M. Fraser et du ministre quant à l'utilité de ces amendements.

Je comprends ce qui les gêne et je comprends l'impatience de mes collègues, mais il me semble que nous devons honorer certaines obligations, que nous ne pouvons nous contenter d'offrir quelque chose qui semble raisonnablement bien rédigé, qu'à titre de membres du Comité, il nous faut présenter un projet de charte des droits qui contienne le meilleur libellé possible.

Il ne s'agit pas d'ajouter de nouveaux droits importants, il s'agit simplement d'écouter ce que nous ont dit les témoins, d'écouter soigneusement les préoccupations qui les animent, de comprendre que ces témoins reflètent le sentiment de nombreux Canadiens et que nous devons nous-mêmes le refléter dans le texte final.

C'est tout ce que nous faisons ici, monsieur le président. Je ne puis accepter que l'on dise que le fait de vouloir améliorer le texte, le clarifier dans certains articles particuliers, soit une perte de temps ou soit en quelque sorte dangereux.

Il ne s'agit pas ici d'ajouter de nouveaux droits; il s'agit de se reporter à un document considéré comme fondamental par la communauté des nations, et c'est le Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui devrait guider notre Comité dans ses délibérations.

Le ministre a lui-même admis que ce document a une grande force de persuasion, et c'est pourquoi nous essayons de préparer, à l'intention des Canadiens, le meilleur texte possible. C'est là le but de cet amendement; c'est très simple, s'il n'est pas question du tout, peut-être, pour le moment, d'exiger que quelqu'un témoigne contre lui-même, ce ne sera pas forcément toujours ainsi, et nous rédigeons une charte des droits qui pourra durer des décennies.

Il est bien évident que nous devons être conscients de nos responsabilités vis-à-vis des Canadiens, qui suivent nos délibérations et qui seront touchés par le résultat qu'elles pourront avoir. Nous devons faire en sorte que le texte soit aussi précis et soigné que possible.

[Text]

That, Mr. Chairman, is the purpose of this amendment and the purpose of the other amendments we will be proposing.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

The honourable James McGrath.

Mr. McGrath: I have a question for Mr. Robinson. I appreciate—and we all appreciate—that we should reflect the evidence which was presented to the Committee and should be careful to ensure that we come up with the best possible package. I would like to re-echo that concern.

My question to Mr. Robinson very simply is this. Will he and his colleague agree with us that we should extend the time of this Committee so that we would have time to come up with the best possible package, because I would submit that we do not have that time, given the time constraints placed upon us by the House.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I am sorry, Mr. Robinson, but I cannot invite you to answer. The question is not strictly within the amendment we have to vote on at this point.

I would invite the honourable James McGrath to ask his question at another time.

So we will now deal with the vote on the amendment.

Amendment negated.

Mr. Epp: Mr. Chairman, I do not wish to press for any further indulgence from members of the Committee. I raised the point of order. I do not wish to see that point of order lost without discussion.

I would suggest that when we reconvene after the dinner hour that we look at the topic as the first order of business.

Mr. Irwin: Mr. Chairman, perhaps Mr. Nystrom and I could discuss the matter with him before 8 o'clock in the hope of resolving the matter without undue delay to the Committee.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much. The Chair will certainly call back the honourable member at 8 o'clock when it will be resuming its consideration of the proposed motion.

La séance est levée jusqu'à 8 heures ce soir.

EVENING SITTING

• 2015

The Joint Chairman (Mr. Joyal): May I request honourable members to take their seats so that we could resume consideration of the proposed resolution on Clause 11(d).

On that very clause, I would like honourable members to take the text of the proposed motion moved by the government party, and the motion is identified as G-14, Clause 11(d), page 5.

I would like to invite Mr. Irwin to move the said motion.

Mr. Irwin: Thank you very much, Mr. Chairman.

[Translation]

C'est pourquoi nous proposons cet amendement, et c'est pourquoi nous proposerons nos autres amendements.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

L'honorable James McGrath.

M. McGrath: Je voudrais poser une question à M. Robinson. Nous sommes tous d'accord sur le fait qu'il nous faut tenir compte des témoignages reçus par notre Comité et bien nous assurer de présenter finalement le meilleur projet possible. Cela ne fait aucun doute.

Voilà donc ma question à M. Robinson. Lui et ses collègues conviendront-ils avec nous qu'il nous faut prolonger le mandat du Comité, de sorte que nous ayons le temps de rédiger le meilleur texte possible, car, étant donné les limites que nous impose la Chambre, nous ne pourrions y parvenir.

Le coprésident (M. Joyal): Je suis désolé, monsieur Robinson, mais je ne puis vous inviter à répondre. La question ne porte pas simplement sur l'amendement que je dois mettre aux voix.

Je conseillerais à l'hon. James McGrath de poser sa question à un autre moment.

Nous votons maintenant sur l'amendement.

L'amendement est rejeté.

M. Epp: Monsieur le président, je ne voudrais pas solliciter davantage l'indulgence des membres du Comité, mais j'ai invoqué le Règlement, et je souhaiterais que l'on en discute.

Je suggère que lorsque nous reprendrons nos travaux, après dîner, nous réglions d'abord cette question.

M. Irwin: Monsieur le président, peut-être M. Nystrom et moi-même pourrions-nous discuter de la question avec lui avant 20 h 00 pour essayer de ne pas retarder indûment le Comité.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup. La présidence réinvitera certainement le député à prendre la parole lorsque nous reprendrons l'étude du projet de résolution, à 20 h 00.

The meeting is adjourned until 8:00 tonight.

SÉANCE DU SOIR

Le coprésident (M. Joyal): Puis-je demander aux membres du Comité de regagner leur place, pour que nous puissions reprendre l'étude de l'alinéa d) de l'article 11 du projet de résolution.

Je vous invitais donc à prendre le texte de l'amendement proposé par la majorité; il s'agit du numéro G-14, article 11 d), page 5.

J'invite monsieur Irwin à proposer cet amendement.

M. Irwin: Merci beaucoup, monsieur le président.

[Texte]

The amendment would apply the tests of "just cause" or onus on any denial of bail.

I would move that Clause 11 of the proposed constitution act, 1980 be amended by striking out lines 16 to 18 on page 5 and substituting the following:

(d) not to be denied reasonable bail without just cause;

En français. Il est proposé

Que l'article 11 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 15 à 20, de ce qui suit:

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would suggest that there is ...

Mr. Irwin: A typographical error?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes. It is 15 à 19 et non pas 15 à 20.

There is an error there.

Mr. Irwin: Merci, monsieur le président.

«d) de ne pas être privé sans juste cause d'une mise en liberté assortie d'un cautionnement raisonnable;»

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Merci, Mr. Irwin.

I do not see any speaker on the proposed amendment.

The honourable James McGrath.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, could the Minister explain the change, please?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Certainly May I call on the honourable the Minister of Justice to give the proper explanation under the amendment.

M. Chrétien: Voici, monsieur le président.

A plusieurs reprises, au cours des délibérations qui ont précédé l'étude clause par clause, plusieurs groupes qui sont venus devant nous ont trouvé que le texte que nous avions avant et qui parlait de «sauf pour des motifs fondés sur la loi et dans les conditions que celle-ci prévoit» trouvaient que le tout était beaucoup trop limitatif et ils ont souhaité que nous confirmions d'une façon plus explicite le droit des citoyens en la matière, et c'est pourquoi nous avons changé le langage pour les mots «sans juste cause».

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable James McGrath.

Mr. McGrath: That is a satisfactory explanation, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I see that honourable members are ready for the vote.

Amendment agreed to.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to invite honourable members to take the next amendment numbered G-15, Clause 11, new paragraph after Clause 11(d), page 5.

I would like to invite honourable members at the same time to have the next amendment, the one numbered N-15, Clause 11, new paragraph after Clause 11(d), page 5; that last one is an amendment moved by the New Democratic Party and is a subamendment to the main amendment.

[Traduction]

L'amendement introduit le principe de: «juste cause» pour toute privation de mise en liberté.

I move that Clause 11 of the proposed Constitution Act, 1980, be amended by striking out lines 16 to 18, on page 5, and substituting the following:

(d) not to be denied reasonable bail without just cause;

In French. It is moved

the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out lines 16 to 18 on page 5 and substituting the following:

Le coprésident (M. Joyal): Je crois qu'il y a ...

M. Irwin: Une erreur typographique?

Le coprésident (M. Joyal): Oui. C'est lignes 15 à 19 and not 15 à 20.

Il y a là une erreur.

Mr. Irwin: Thank you, Mr. Chairman.

d) de ne pas être privé sans juste cause d'une mise en liberté assortie d'un cautionnement raisonnable;

Le coprésident (M. Joyal): Thank you, monsieur Irwin.

Personne ne semble réclamer la parole à ce sujet.

L'honorable James McGrath.

M. McGrath: Monsieur le président, le ministre pourrait-il nous expliquer ces changements, s'il vous plaît?

Le coprésident (M. Joyal): Certainement. Puis-je demander à l'hon. ministre de la Justice de donner l'explication voulue?

Mr. Chrétien: Mr. Chairman.

On several occasions in the course of your proceedings before the clause by clause consideration, several groups have argued that the draft that we had before us and that only stated "except on grounds, and in accordance with procedures, established by law" was much more too restrictive and that we should ensure in a more explicit way this citizens' right. This is why we have changed the wording to "without just cause".

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable James McGrath.

M. McGrath: C'est une explication satisfaisante, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Je constate que les honorables membres sont prêts à passer au vote.

L'amendement est adopté.

Le coprésident (M. Joyal): J'invite les honorables membres à passer à l'amendement suivant, soit le numéro G-15, article 11; il s'agit d'un nouvel alinéa après l'alinéa 11 d), à la page 5.

En même temps, je demanderais aux honorables membres d'avoir en main l'amendement suivant, le numéro N-15, article 11, nouvel alinéa après l'alinéa 11 d), page 5; le dernier est un amendement proposé par le Nouveau parti démocratique, et il s'agit d'un sous-amendement à l'amendement principal.

[Text]

So I would like to invite honourable members to have both amendments at the same time.

I will repeat the identification. There are two amendments which I would like to invite honourable members to have: the one numbered G-15, Clause 11, new paragraph after 11(d), page 5, and the second is numbered N-15, Clause 11, new paragraph after 11(d), page 5, and the second one is a subamendment to the first one.

I would like to invite, first, Mr. Irwin to introduce and move the first amendment, and then I will invite Mr. Robinson to move and make the usual comments on the subamendment.

Mr. Irwin.

Mr. Irwin: Thank you very much, Mr. Chairman.

This amendment provides for trial by jury with certain exceptions set out.

I wish to move that Clause 11 of the proposed constitution act, 1980 be amended by (a) adding immediately after line 18 on page 5 the following:

(e) except in the case of an offence under military law tried before a military tribunal, to the benefit of trial by jury where the maximum punishment for the offence is imprisonment for five years or a more severe punishment;

(b) relettering the subsequent paragraph accordingly.

En français. Il est proposé

Que l'article 11 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par:

a) adjonction, après la ligne 19, page 5, de ce qui suit:

«e) sauf s'il s'agit d'une infraction relevant de la justice militaire, de bénéficier d'un procès avec jury lorsque la peine maximale prévue pour l'infraction dont il est accusé est un emprisonnement de cinq ans ou une peine plus grave;»

b) les changements de numéros d'alinéa qui en découlent.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you Mr. Irwin.

I would like to invite Mr. Robinson to move the subamendment.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, the subamendment reads as follows. I move that the proposed amendment to Clause 11 of the proposed constitution act, 1980 be amended by striking out the words "five years" in the proposed new Clause 11(e) and substituting the following:

Two years.

Et en français, il est proposé

Que le projet de modification de l'article 11 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux mots «cinq ans», de ce qui suit:

«deux ans».

[Translation]

Je demanderais donc aux honorables membres d'avoir les deux amendements en main.

Je répète. Il y a deux amendements que je vous demande d'avoir en main: le numéro G-15, article 11, nouvel alinéa après l'alinéa 11 d), page 5, et le deuxième est le numéro N-15, article 11, nouvel alinéa après l'alinéa 11 d), page 5. Le deuxième est un sous-amendement au premier.

Je demanderais d'abord à M. Irwin de présenter et de proposer le premier amendement, et ensuite, j'inviterais M. Robinson à proposer le sous-amendement et à faire les commentaires habituels.

Monsieur Irwin.

M. Irwin: Merci beaucoup, monsieur le président.

Cet amendement prévoit le procès avec jury, avec certaines exceptions.

Je propose que l'article 11 du projet de loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par: a) adjonction, après la ligne 19, page 5, de ce qui suit:

e) sauf s'il s'agit d'une infraction relevant de la justice militaire, de bénéficier d'un procès avec jury lorsque la peine maximale prévue pour l'infraction dont il est accusé est un emprisonnement de cinq ans ou une peine plus grave;

b) les changements de numéros d'alinéa qui en découlent.

In English: It is moved.

That Clause 11 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by

(a) adding immediately after line 18 on page 5 the following:

(e) except in the case of an offence under military law tried before a military tribunal, to the benefit of trial by jury where the maximum punishment for the offence is imprisonment for five years or a more severe punishment;

and (b) relettering the subsequent paragraphs accordingly.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Irwin.

J'inviterais M. Robinson à proposer le sous-amendement.

M. Robinson: Monsieur le président, le sous-amendement se lit comme suit. Je propose: Que le projet de modification de l'article 11 du projet de loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux mots «cinq ans», de ce qui suit:

«deux ans».

In English, it is proposed

That the proposed amendment to Clause 11 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out the words "five years" in the proposed new Clause 11(e) and substituting the following:

"two years".

[Texte]

Certainly, I welcome the proposal of the government to include in the proposed Charter of Rights the right to trial by jury. This is a fundamental right which Canadians have taken for granted for many years, and I appreciate the fact that the Minister has listened to the representations of a number of groups and individuals on this very important question.

It was, I think, recognized as early as Blackstone, in *Blackstone's Commentaries* that the fundamental importance of the right to trial by jury—and I would quote very briefly from *Blackstone's Commentaries*:

The trial by jury, or the country, per patriam, is also that trial by the peers of every Englishman, which, as the grand bulwark of his liberties, is secured to him by the great charter.

That is the Magna Carta.

And, Mr. Chairman, just another brief excerpt from the Law Reform Commission of Canada. That Commission referred to the trial by jury as a fundamental institution in Canadian jurisprudence, what they called the veritable rock of ages in our system of criminal justice in Canada.

So, Mr. Chairman, as I say I welcome the decision of the Government to include a specific reference to trial by jury in the proposal.

The amendment would extend the right to trial by jury which is referred to in the new Clause 11(e) to all offences to which a person is subjected to a period of imprisonment of two years or more as opposed to the present five years or more.

The purpose of this is to recognize the fundamental importance of this right to trial by an impartial jury of one's peers and to extend that right to offences for which an accused is subject to imprisonment for two years or more, recognizing that that kind of offence is one in which an accused should be given an opportunity to opt for trial by jury.

As I say, we welcome the proposed amendment, but would suggest that it go further and should apply to offences where imprisonment for two years or more is the penalty in question.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Robinson.

The honourable Jake Epp.

Mr. Epp: I would like to ask the Minister two questions: one, the amendment that the Minister has put forward—would that amendment in fact increase the number of cases which would go to the jury instead of the present practice?

Mr. Chrétien: No, I do not think so.

Mr. Ewaschuk: We do not have the numbers. But it could affect an increase in the volume in jury trials.

If you start viewing the indictable offences in the Criminal Code as a Jacob's ladder and go from the top of the ladder, then you have life imprisonment, then 14 years, 10 years, 5

[Traduction]

Je suis certainement heureux de voir que le gouvernement a inclus dans la charte des droits proposée le droit au procès par jury. C'est un droit fondamental que les Canadiens ont considéré comme étant un droit acquis pendant de nombreuses années, et j'apprécie le fait que le ministre ait écouté les nombreux groupes et personnes qui se sont exprimés sur cette question très importante.

Déjà à l'époque de Blackstone, on reconnaissait qu'il s'agissait d'un droit d'une importance fondamentale, et je veux citer brièvement les «Blackstone's Commentaries»:

Le procès devant jury, ou le pays, per patriam, par les pairs de chaque Anglais, tout comme le grand rempart de ses libertés, lui est aussi garanti par la grande Charte.

C'est ce que l'on appelle la Magna-Carta.

Monsieur le président, juste un autre bref extrait de la Commission canadienne sur la réforme du droit. La Commission parle du procès devant jury comme d'une institution fondamentale de la jurisprudence canadienne; elle l'appelle la véritable pierre angulaire de notre système de justice criminelle au Canada.

Donc, monsieur le président, je suis ravi de cette décision du gouvernement d'inclure dans les propositions constitutionnelles un renvoi précis au procès devant jury.

L'amendement élargirait le droit au procès devant jury mentionné dans le nouvel article 11 e) à toute infraction assujettissant une personne à une peine d'emprisonnement de deux ans ou plus, au lieu de cinq ans ou plus, comme c'est le cas.

Le but est de reconnaître l'importance fondamentale de ce droit au procès devant un jury impartial composé de ses pairs et d'étendre ce droit aux infractions où l'accusé risque une peine d'emprisonnement de deux ans ou plus, reconnaissant qu'il s'agit là du genre d'infraction où on devrait permettre à l'accusé de choisir d'être jugé devant un jury.

Je le répète, nous sommes heureux de cet amendement, mais nous suggérons qu'il aille plus loin et qu'il s'applique aux infractions dont la peine peut atteindre deux ans d'emprisonnement ou plus.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Robinson.

L'honorable Jake Epp.

M. Epp: J'aurais deux questions à poser au ministre: d'abord, par rapport à la pratique actuelle, est-ce que l'amendement qu'il a présenté provoquerait une augmentation du nombre de cas jugés devant jury?

M. Chrétien: Non, je ne le pense pas.

M. Ewaschuk: Nous n'avons pas de chiffres, mais cela pourrait possiblement augmenter le nombre de procès devant jury.

Si l'on prend le Code criminel et que l'on regarde les infractions passibles d'emprisonnement comme une échelle de Jacob, à partir du haut de l'échelle, vous avez l'emprisonne-

[Text]

years—and the most minimal type of indictable trial is the two year trial.

So, obviously, having practised in the courts, you know people do not go to jail automatically for two years for a two year offence. Breaking and entering a dwelling house is a life offence, and most young offenders almost invariably get probation for that.

It is the rare case where you go to jail for this type of minimal offence.

We have identified as far as the five year offence is concerned, the problems which would be created with that; for example, under the Combines Act, if you have a corporation that is involved in a combines; in 1976 the penalty was increased to five years; but the Combines Investigation Act itself says a corporate accused is not entitled to a jury trial. This, in fact, would call for the amendment of that act.

In Section 483 of the Criminal Code we have a bunch of offences some of which are theft, possession, false pretences, fraud under \$200 where the Crown goes by indictment and there is no jury trial and the top end is two years.

There are other offences—and I have a list here; keeping a common gaming house, betting house, various types of book-making, lotteries, games of chance, betting for a consideration, driving while suspended, where the Crown goes by indictment, fraud in relation to fares—those offences, then, traditionally there has been no right of jury trial, and the right to jury trial would be allowed for all those two year offences.

Our concern was not to overly inconvenience the courts. Jury trials are much slower, and civilians have to be brought in and they have to sit, and panels have to be selected.

A decision was made that it was reasonable for five years, that, given the fact that people, as we have said, do not go to jail that often for two year offences, that there you have more discharges than fines, that it really was not required in that type of case.

Mr. Epp: I appreciate, Mr. Chairman, that very complete answer.

Do I take it from you sir, then that the five years you feel even in that case there would be an increase in jury trials? Obviously, you do not have a reading as to how many; that there could or likely would be an added cost factor on the provincial treasury even with the five years. Is that correct?

Mr. Ewaschuk: It would be very marginal in the five year offences situation; there as a general rule—there is the odd exception—jury trials are provided for.

Mr. Epp: And the two years would obviously increase it substantially as well and plug up the system and you would have not only to spend more money on the system, but also to enlarge the system. Is that correct?

[Translation]

ment à vie, ensuite 14 ans, 10 ans, cinq ans et deux ans, lorsqu'il s'agit d'un procès pour une infraction des moins graves.

Indubitablement, ayant déjà plaidé devant les tribunaux, vous savez que les gens ne font pas automatiquement deux ans de prison pour une infraction passible d'une peine d'emprisonnement de deux ans. Par exemple, on prévoit une peine d'emprisonnement à vie pour pénétration par infraction dans un domicile, et la plupart des contrevenants s'en tirent presque invariablement avec une peine sous liberté surveillée.

Il est très rare que l'on aille en prison pour ce genre d'infraction mineure.

Nous avons identifié les problèmes qu'il pourrait y avoir pour ce qui est des infractions dont la peine prévue est de cinq ans; par exemple, aux termes de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions, si une société est impliquée dans une coalition,—en 1976, la peine a été augmentée à cinq ans,—la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions stipule que la société accusée n'a pas droit à un procès devant jury. Dans ce cas-là, il faudrait amender la loi.

A l'article 483 du Code criminel, nous avons tout un groupe de délits, dont certains sont le vol, la possession, les faux prétextes, les fraudes de moins de \$200, où la Couronne procède par voie d'inculpation; il n'y a aucun procès devant jury et l'emprisonnement maximum est de deux ans.

Il y a d'autres délits,—et j'en ai une liste là: tenir une maison de jeu, une maison de pari, divers types de bookmaking, loteries, jeux de hasard, parier sur des événements, conduites avec permis suspendu,—où la Couronne procède par voie de mise en accusation... fraudes en matière de tarif de transport, et ainsi de suite; traditionnellement, ces infractions n'avaient pas droit à un procès devant jury. Et maintenant, on aurait droit à un procès devant jury pour tous ces délits pour lesquels la peine d'emprisonnement est de deux ans.

Notre préoccupation était de ne pas créer un trop grand fardeau pour les tribunaux. Les procès devant jury sont plus lents, il faut amener des civils, faire un choix, il faut siéger.

Nous avons décidé qu'il était raisonnable d'appliquer cela dans le cas d'une peine de cinq ans, et, je le répète, étant donné que l'on n'emprisonne pas les gens lorsque la peine est de deux ans, il y a plus d'acquittements que d'amendes, alors, ce n'était vraiment pas nécessaire dans ce genre de cas.

M. Epp: Monsieur le président, j'apprécie cette réponse très complète.

D'après ce que vous avez dit, est-ce qu'il y aurait une augmentation des procès devant jury pour les peines de cinq ans? Évidemment, vous n'avez pas de chiffres; mais pour les peines de cinq ans, il est possible que cela entraîne des coûts additionnels pour les provinces, n'est-ce pas?

M. Ewaschuk: Ce serait très marginal pour les délits dont les peines sont de cinq ans; sauf rares exceptions, ces délits ouvrent généralement droit au procès devant jury.

M. Epp: Pour les peines de deux ans, il y aurait évidemment un accroissement important, ainsi qu'un engouement du système, et vous devriez non seulement y dépenser plus d'argent, mais également élargir le système, n'est-ce pas?

[Texte]

Mr. Ewaschuk: Yes.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Epp. I do not see any more speakers on that proposed amendment.

I would like to invite Mr. Robinson to conclude.

Mr. Robinson: Well, Mr. Chairman, the only argument we have heard against this is that it might tend to clog the court system and that it might cost a little more.

But we are talking about a fundamental right of Canadians. I would suggest that to extend that fundamental right in the case of offences to which an accused is subject to imprisonment for more than two years it is strictly an option; and Mr. Ewaschuk will agree that in many cases that option would be bypassed just as the option of trial by jury is bypassed now in the case of many other offences.

I do not propose to belabour the point, Mr. Chairman. I think it is a right which is so fundamental and important that it should be extended to the two years.

I would like to conclude by quoting from Sir Patrick Devlin on the fundamental importance of the jury.

Sir Patrick Devlin said, really pointing out that the jury is the citizen's ultimate protection against oppressive laws and oppressive enforcement of the law;

Every jury is a little parliament. The jury sense is the parliamentary sense. I cannot see the one dying and the other surviving. The first object of any tyrant in Whitehall would be to make Parliament truly subservient to his will and the next to overthrow and diminish trial by jury, for no tyrant can afford to leave the subject's freedom in the hands of 12 of his countrymen; so that trial by jury is more than an instrument of justice and more than one wheel of the constitution. It is the lamp that shows that freedom lives.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

Subamendment negated.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like, then, to invite honourable members to come back on the main amendment.

Amendment agreed to.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to invite honourable members to take the next amendment numbered G-16, Clause 11(e), page 5.

The Chair has been informed there has been another amendment, the one identified as CP-6, Clause 11(e), page 5.

In the opinion of the Chair, both amendments are of a similar nature. I would like to invite the honourable Jake Epp to move the amendment numbered CP-6, Clause 11(e), page 5.

Mr. Epp: Thank you very much, Mr. Chairman.

[Traduction]

M. Ewaschuk: En effet.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Epp. Je ne vois aucun autre intervenant pour l'amendement proposé.

J'inviterais M. Robinson à conclure.

M. Robinson: Eh bien, monsieur le président, le seul argument que nous avons entendu contre, c'est que cela pourrait bloquer le système des tribunaux et que les coûts pourraient être un peu plus élevés.

Mais il s'agit là d'un droit fondamental pour les Canadiens. Je prétends que le fait d'étendre ce droit fondamental aux délits passibles d'emprisonnement de plus de deux ans ne constitue strictement qu'une option. M. Ewaschuk reconnaîtra que dans beaucoup de cas, on ne se prévaut pas de cette option de procès devant jury, et que ce serait le cas.

Je ne veux pas insister là-dessus, monsieur le président. Je pense que c'est un droit tellement fondamental et important qu'il devrait s'appliquer aux peines de deux ans.

Je voudrais conclure en citant sir Patrick Devlin sur l'importance fondamentale du jury.

En soulignant que le jury était la protection ultime du citoyen contre des lois oppressives et des applications oppressives de la loi, sir Patrick Devlin a dit:

Chaque jury est un petit Parlement. Le sens du jury est un sens parlementaire. Je ne vois pas l'un mourir et l'autre survivre. Le premier objectif de tout tyran qui s'installerait à Whitehall serait d'asservir vraiment le Parlement à sa volonté et, ensuite, de rejeter et de diminuer les procès par jury, car aucun tyran ne pourrait se permettre de remettre la liberté de ses sujets entre les mains de douze de ses compatriotes; donc, le procès par jury est plus qu'un instrument de justice et plus qu'une roue de la constitution. C'est la lampe qui prouve que la liberté existe.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, beaucoup, monsieur Robinson.

Le sous-amendement est rejeté.

Le coprésident (M. Joyal): J'inviterais donc les honorables membres à revenir à l'amendement principal.

L'amendement est adopté.

Le coprésident (M. Joyal): Je demanderais aux honorables membres de passer à l'amendement suivant, le numéro G-16, article 11e), page 5.

On m'informe qu'il y a un autre amendement, le CP-6, article 11e), page 5.

Selon l'opinion du président, les deux amendements sont de même nature. J'invite l'honorable Jake Epp à proposer l'amendement numéroté CP-6, article 11e), page 5.

M. Epp: Merci beaucoup, monsieur le président.

[Text]

I would like to move that Clause 11 of the proposed constitution act, 1980 be amended by striking out lines 19 to 22 on page 5 and substituting the following:

(e) not to be found guilty on account of any act or omission unless, at the time of the act or omission, it constituted an offence under Canadian or international law or was criminal according to the general principles of law recognized by the community of nations;

I would like to ask Senator Tremblay to do it en français.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable sénateur Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Monsieur le président, il est proposé par mon collègue, monsieur Epp,

Que le projet de modification de l'article 11 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, à l'alinéa e), de ce qui suit:

«e) de ne pas être déclaré coupable en raison d'une action ou d'une omission qui, au moment où elle est survenue, ne constituait pas une infraction d'après le droit interne du Canada ou le droit international, et n'avait pas de caractère criminel d'après les principes généraux de droit reconnus par l'ensemble des nations.»

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, this amendment has been forward not by myself, but by my colleague, Mr. Crombie. He has done a lot of work on it, and I notice that the government has endorsed the position we have taken.

But I would ask, as a matter of courtesy to Mr. Crombie, who has another engagement whether we could stand the amendment for a few minutes, so that he could have an opportunity to put a few words on the record and we could then dispose of the amendment.

Mr. Chrétien: If I may say so, in order to save time, this motion was presented by the government too. We, too, support it, and we have our own amendment. As a matter of convenience, we would be happy to accept the amendment of Mr. Crombie. It is exactly the same as ours. I would dispose of it in that way. It would save time. We are ready to vote.

Mr. Epp: Mr. Chairman, I thank the Minister for his courtesy.

I would just like to point out that, for fear that we do not get a repeat of another week, I would like to speak to it just for a moment.

All of us have been concerned that our Bill of Rights would reflect not only Canadian practice and Canadian heritage, but as well our obligations to the international community and specifically as it relates to war criminals.

• 2035

I know the Jewish Students Association and the Canadian Jewish Congress have put forward amendments along these lines. I think it is a better reflection, not only on our Canadian traditions, but also on our obligations internationally and I commend, obviously, the amendment to all members.

[Translation]

Je propose qu'on modifie l'article 11 du projet de loi constitutionnelle de 1980 en retranchant les lignes 20 à 23, à la page 5, et en les remplaçant par ce qui suit:

(e) not to be found guilty on account of any act or omission unless, at the time of the act or omission, it constituted an offence under Canadian or international law or was criminal according to the general principles of law recognized by the community of nations;

Je demanderais au sénateur Tremblay de le lire en français.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The Honourable Senator Tremblay.

Senator Tremblay: Mr. Chairman, it is proposed by my colleague, Mr. Epp:

Que le projet de modification de l'article 11 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, à l'alinéa e), de ce qui suit:

«e) de ne pas être déclaré coupable en raison d'une action ou d'une omission qui, au moment où elle est survenue, ne constituait pas une infraction d'après le droit interne du Canada ou le droit international, et n'avait pas de caractère criminel d'après les principes généraux de droit reconnus par l'ensemble des nations.»

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable Jake Epp.

M. Epp: Monsieur le président, cet amendement n'est pas de moi, mais de mon collègue, M. Crombie. Il y a beaucoup travaillé et je remarque que le gouvernement a entériné la position que nous avons prise.

Par courtoisie envers M. Crombie, qui est pris ailleurs, je demanderai que l'on réserve l'amendement pendant quelques minutes, afin qu'il ait l'occasion de dire quelques mots, et ensuite, nous pourrions en disposer.

M. Chrétien: Si vous me le permettez, pour gagner du temps, je dirai que cette motion a aussi été présentée par le gouvernement. Nous l'appuyons également, et nous avons notre propre amendement. Par souci de commodité, nous serions heureux d'accepter l'amendement de M. Crombie. Il est exactement pareil au nôtre. Je le verrais de cette façon; cela nous ferait gagner du temps. Nous sommes prêts à voter.

M. Epp: Monsieur le président, je remercie le ministre pour sa courtoisie.

Je dirais simplement que, de crainte que ne se répète ce qui s'est passé au cours d'une autre semaine, je voudrais simplement dire quelques mots à ce sujet.

Tous, nous voulons que notre charte des droits reflète non seulement la tradition et le patrimoine canadiens, mais aussi nos obligations envers la communauté internationale, et surtout en ce qui a trait aux criminels de guerre.

L'Association des étudiants juifs et le Congrès juif canadien ont présenté des amendements en ce sens. Je pense que cela reflète davantage non seulement nos traditions canadiennes, mais aussi nos obligations internationales, et je recommande évidemment cet amendement à tous les membres.

[Texte]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable Jake Epp.

Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I just wanted to very briefly associate myself with the remarks of Mr. Epp and to indicate that we fully support this amendment, that we would certainly have moved a similar amendment ourselves had we not recognized that it was being proposed by the Conservative Party. We are pleased to endorse it and I do not think that I should let this opportunity go by without paying particular tribute to Mr. Ken Narvey who has attended, I think, virtually all sessions of this Committee and has in some cases, pestered and badgered and beleaguered members of the Committee and, I know, members of the Department on behalf of his constituency. He has done an outstanding job in reflecting the views of his constituency, of the Jewish Students Federation and ensuring that this Committee will recognize that Nazi war criminals must be brought to justice wherever they live, including in Canada. So we strongly support the amendment which is brought forward.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Robinson.

Mr. Irwin.

Mr. Irwin: So there is no misconception on this, Mr. Chairman, the clause does not prevent the prosecution of war criminals. By itself it does not do that. It does not stand in the way of the prosecution, but by itself it does not allow the prosecution. What it does is allow enabling legislation if the Parliament sees fit, so I think that should be clear.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Irwin.

I see that the honourable members are ready for the question.

Amendment agreed to.

I would like to invite then honourable members to take the next amendment, amendment related to Clause 11(f), and it is the amendment numbered G-17, Clause 11(f), page 5, and invite them at the very moment to take the next amendment, it is the subamendment to the main one, as we had dealt with previously. It is numbered N-16, Clause 11(f), page 5.

I would like first to invite Mr. Irwin to move, or Mr. Corbin.

Mr. Irwin: That is G-17?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes, G-17 is the main amendment, and the subamendment is numbered N-16.

Mr. Irwin: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Corbin will be handling that.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Corbin.

M. Corbin: Si j'ai bien compris, monsieur le président, vous avez appelé...

Le coprésident (M. Joyal): G-17.

M. Corbin: G-17.

Le coprésident (M. Joyal): G-17 et N-16.

M. Corbin: Monsieur le président, il est proposé

[Traduction]

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, honorable Jake Epp.

Monsieur Robinson.

M. Robinson: Monsieur le président, je veux brièvement m'associer aux commentaires de M. Epp en disant que nous appuyons pleinement cet amendement; nous en aurions certainement proposé un semblable si le parti conservateur ne l'avait pas fait. Nous sommes heureux de l'appuyer, et je ne voudrais pas laisser passer cette occasion sans rendre un hommage particulier à M. Ken Narvey, qui a participé à presque toutes les séances de ce Comité et qui, dans certains cas, a embêté, harcelé et importuné les membres du Comité, ainsi que les gens du ministère, au nom de sa circonscription. Il a fait un excellent travail en faisant valoir les points de vue de sa circonscription, de la Fédération des étudiants juifs, et en s'assurant que le Comité reconnaisse que les criminels de guerre nazis doivent être traduits en justice, peu importe où ils vivent, y compris le Canada. Alors, nous appuyons fortement l'amendement proposé.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Robinson.

Monsieur Irwin.

M. Irwin: Alors, monsieur le président, il n'y a aucun malentendu à ce sujet; l'article n'empêche pas la poursuite de criminels de guerre. Il ne fait pas cela en soi. Il n'est pas un obstacle à la poursuite, mais il ne la permet pas comme telle. Il permet des lois habilitantes, si le Parlement le juge nécessaire; je pense que cela devrait être clair.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Irwin.

Je vois que les honorables membres sont prêts pour le vote.

L'amendement est adopté.

J'invite les honorables membres à passer à l'amendement suivant, portant sur l'article 11f), et c'est l'amendement G-17, article 11f), page 5. Je leur demanderais en même temps de prendre l'amendement suivant, qui est un sous-amendement à l'amendement principal, comme nous l'avons fait précédemment. Il s'agit du numéro N-16, article 11f), page 5.

J'aimerais d'abord inviter M. Irwin, ou M. Corbin, à le proposer.

M. Irwin: C'est le G-17?

Le coprésident (M. Joyal): En effet, l'amendement principal G-17, et le sous-amendement est numéroté N-16.

M. Irwin: Merci, monsieur le président. M. Corbin s'en occupera.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Corbin.

Mr. Corbin: If I understood you well, Mr. Chairman, you have called...

The Joint Chairman (Mr. Joyal): G-17.

Mr. Corbin: G-17.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): G-17 and N-16.

Mr. Corbin: Mr. Chairman, it is proposed

[Text]

Que l'article 11 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 24 à 26, page 5, de ce qui suit:

«f) d'une part de ne pas être jugé de nouveau pour une infraction dont il a été définitivement acquitté, d'autre part de ne pas être jugé ni puni de nouveau pour une infraction dont il a été définitivement trouvé coupable et puni;»

Mr. Chairman, I move that Clause 11 of the proposed constitution act, 1980 be amended by striking out lines 23 to 25 on page 5 and substituting the following:

(f) if finally acquitted of the offence, not to be tried for it again and, if finally found guilty and punished for the offence, not to be tried or punished for it again; and

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Corbin.

Je voudrais inviter monsieur Robinson à proposer l'amendement en question de la manière habituelle.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

L'amendement est comme suit. Il est proposé

Que le projet de modification de l'article 11 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux mots «ni puni de nouveau pour une infraction», de ce qui suit:

«ni puni de nouveau pour une action ou une omission constituant l'infraction;»

In English, Mr. Chairman, it is moved:

That the proposed amendment to Clause 11 of the proposed constitution act, 1980 be amended by striking out the words "found guilty and punished for the offence" in the amendment to clause 11(f) and substituting the following:

found guilty of and punished for any act or omission constituting the offence;

Mr. Chairman, the purpose of this particular amendment is to reflect in the Charter the representations which have been made to us by a number of groups who are concerned that the development of the law in Canada be accurately reflected in dealing with this particular clause on the subject of what amounts to double jeopardy.

That law was, I guess, most recently enunciated in a definitive way in the Supreme Court of Canada decision in Kienapple. I would refer to the brief of the Canadian Jewish Congress in supporting this amendment:

The Committee is of the opinion that Clause 11(f) is far too narrow and that it offers no protection against double jeopardy for related offences or offences substantially the same as the principle offence. Nor does the clause prevent the Crown from unreasonably splitting the case.

The Committee accordingly recommends that the word "offence" in Clause 11(f) be replaced by the words "acts giving rise to an offence".

[Translation]

That Clause 11 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out lines 23 to 25 on page 5 and substituting the following:

(f) if finally acquitted of the offence, not to be tried for it again and, if finally found guilty and punished for the offence, not to be tried or punished for it again; and

Monsieur le président, je propose que l'article 11 du projet de loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 24 à 26, page 5, de ce qui suit:

f) d'une part de ne pas être jugé de nouveau pour une infraction dont il a été définitivement acquitté, d'autre part de ne pas être jugé ni puni de nouveau pour une infraction dont il a été définitivement trouvé coupable et puni;

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Corbin.

I would invite Mr. Robinson to propose the amendment in question in the usual manner.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

The amendment is as follows. It is proposed

That the proposed amendment to Clause 11 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out the words "found guilty and punished for the offence" in the amendment to Clause 11(f) and substituting the following:

found guilty of and punished for any act or omission constituting the offence;

En français, monsieur le président, il est proposé

Que le projet de modification de l'article 11 du projet de loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux mots «ni puni de nouveau pour une infraction», de ce qui suit:

«ni puni de nouveau pour une action ou une omission constituant l'infraction;»

Monsieur le président, le but de cet amendement, en particulier, est de refléter dans la charte les représentations qui nous ont été faites par certains groupes qui veulent que l'évolution du droit, au Canada, se reflète fidèlement dans cet article, qui renferme une notion de dualité de poursuite.

Je présume que cette loi a été énoncée de façon plus définitive, récemment, par la Cour suprême du Canada, dans sa décision sur l'affaire Kienapple. Je vous renvoie au mémoire du Congrès juif canadien, qui appuie cet amendement:

Le Comité pense que l'article 11(f) est trop étroit et qu'il n'offre aucune protection contre la dualité de poursuite pour des délits connexes ou des délits essentiellement semblables au délit principal. L'article n'empêche pas non plus la Couronne de diviser le cas de façon déraisonnable.

Conséquemment, le Comité recommande que le mot «infraction», à l'article 11(f), soit remplacé par les mots «actes pouvant être considérés comme une infraction».

[Texte]

Mr. Chairman, I believe that their argument is persuasive. I believe that this Charter should reflect the broader definition of the principle of double jeopardy which presently exists in Canadian law, and it is for that reason that the amendment is proposed.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Is the Minister present?

Mr. Ewaschuk: He has asked me to reply, Mr. Robinson.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would then invite the officer of the Department of Justice to reply.

Mr. Ewaschuk: In relation to the question of double jeopardy, the Supreme Court of Canada in the *Kienapple* case characterized it as *res judicata* and certainly not double jeopardy.

In that particular case, Mr. Kienapple had raped a 13-year old girl so he was sentenced to 10 years imprisonment for the rape, and the fact that the girl was under 14 then, he also had been charged and convicted with having sexual intercourse with a female under 14, what used to be called "carnal knowledge", and he was given a concurrent sentence of 10 years; so in effect he was not punished twice, but he was convicted twice.

It went to the Supreme Court of Canada and five to four in that judgment, the Chief Justice enunciated this doctrine of *res judicata* saying that where there was the same delict involved, which is in fact the sexual intercourse with the girl as well as being non-consensual, as well as the fact that she is under this particular age, then in fact he should not be convicted twice for the same act. That is the rule in *Kienapple*.

Now, I had the pleasure of arguing a case, again from British Columbia called *Sheppe*, and we punched out on the computer how many recorded cases there are in Canada since that time on what does *Kienapple* really mean. Suppose in fact, that man had, when he raped the girl, or the woman, he also had a knife and he wounded her and then he stole her purse, can you then in fact convict him of the rape, the wounding and the robbery?

The difficulty of application of this case had given rise at that particular point, some six months ago or so, of over 60 reported cases. I guess what we are saying is that it is a very difficult doctrine to apply, what does it really mean? Quite clearly, the Criminal Code right now says that once you are convicted or acquitted, you are acquitted or convicted of all included offences which are lesser offences and also greater offences because of certain stances of aggravation within that line.

So it is only where, in fact, in the rare case there may be a severance of counts or something justifying that, that you may be in jeopardy later on for another offence arising out of the same transaction but which, in fact, is not the same physical transaction.

I guess what we are saying is that it is a very fuzzy doctrine, hard to apply, and we do not see that in fact it is something that should be put in the Charter. It is certainly not in the

[Traduction]

Monsieur le président, je pense que l'argument est persuasif. Cette charte devrait refléter la définition plus large de la notion de double poursuite qui existe présentement dans la loi canadienne et c'est pour cette raison que la modification est proposée.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Robinson.

M. Robinson: Le ministre est-il là?

M. Ewaschuk: Il m'a demandé de répondre, monsieur Robinson.

Le coprésident (M. Joyal): J'inviterais donc le représentant du ministère de la Justice à répondre.

M. Ewaschuk: Dans l'affaire *Kienapple*, la Cour suprême du Canada a parlé de *res judicata* et certainement pas de double poursuite.

Dans cette affaire, M. Kienapple avait violé une fille de 13 ans et fut donc condamné à 10 ans d'emprisonnement pour viol; mais comme celle-ci avait moins de 14 ans, il fut également accusé et condamné pour avoir eu des rapports sexuels avec une femme de moins de 14 ans, ce que l'on appelait «connaissance charnelle» et on lui imposa une peine simultanée de 10 ans, il ne fut pas puni deux fois, mais il fut condamné deux fois.

A la Cour suprême du Canada, dans un jugement de 5 contre 4, le juge en chef a énoncé la doctrine de la chose jugée en disant que puisqu'il s'agissait du même délit, soit des rapports sexuels avec la fille, contre son gré, et alors qu'elle a moins de 14 ans, il ne devrait pas y avoir deux condamnations pour le même acte. C'est la décision dans l'affaire *Kienapple*.

J'ai eu le plaisir de défendre une cause, encore une fois en Colombie-Britannique, il s'agit de l'affaire *Sheppe*. Nous avons demandé à l'ordinateur de nous transmettre le nombre de causes enregistrées au Canada depuis sept ans afin de savoir ce que signifie réellement la décision *Kienapple*. Supposons que lorsque l'homme a violé la fille, il avait également un couteau, qu'il l'ait blessée et qu'il lui ait volé son sac à main. Pouvez-vous le condamner pour viol, blessures et vol?

Les difficultés d'application de cette décision se retrouvaient déjà dans une soixantaine de causes il y a six mois. Nous disons que c'est une motion très difficile à appliquer. Qu'est-ce que cela signifie en réalité? Le Code criminel stipule clairement que lorsque vous êtes condamnés ou acquittés, vous êtes condamnés ou acquittés de toutes les infractions en cause, qu'elles soient moindres ou plus graves, car il y a un certain degré d'aggravation.

Donc, c'est seulement dans un cas très rare où l'on peut séparer diverses accusations avec justification, que l'on peut être accusé plus tard d'une autre infraction découlant du même geste, sans qu'il s'agisse en fait du même geste physique.

En sommes nous disons que c'est une notion très floue, difficile à appliquer et nous ne croyons pas qu'il faille l'inclure dans la Charte des droits. Ce n'est certainement pas dans la

[Text]

American Charter. It is not in the Charter of the International Covenant. We do not see the need to put it in the Charter at this particular time. It is something evolving, fairly new, it is evolving, and until the courts have finally put it to rest as to what it exactly means, we do not know in fact what it exactly means.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you. I see that maybe Mr. Robinson wants to conclude on the proposed motion.

Mr. Hawkes?

Mr. Hawkes: May I just ask the Minister's officials, the wording is "guilty of and punished for" in both the original amendment and the proposed revision.

Does that wording and the past tense of the word "punished" in particular, does that imply that during the course of punishment that in fact a new trial can be ordered?

Does that really mean that the punishment must be concluded? Is that the intent of the government and is that what the words indicate?

Mr. Ewaschuk: No, the words "finally found guilty", we have come up again in 1972 with a new sentencing concept of discharges, so you may be found guilty, but there is no conviction registered, and you are given a discharge for records purposes. It helps the offender for certain "offences. So we have got away from the word offended". We have replaced it with "found guilty". That is one consideration.

The other consideration in relation to punishment, and again this dealt more with the question of the war criminals, was that there have been certain instances where war criminals have in fact been found guilty in European countries and have been sentenced *ex parte* or in *absentia* and have not discharged their punishment, so that is why we put the expression in there "finally found guilty and punished", so that if in fact, you had a war criminal here in Canada and if Canada had jurisdiction, assuming then that the war criminal had not been punished in the European country, then Canada would have jurisdiction to try that person and punish him here, because he had not been finally punished.

Mr. Hawkes: So the jeopardy continues until the punishment is complete. That is your intent and that is what says.

Mr. Ewaschuk: Where you are found guilty, but obviously, if you have been acquitted then you were in jeopardy and cannot be tried again.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Hawkes. The honourable John Fraser.

Mr. Fraser: Just so that ordinary people can understand this interesting exchange, let me try to put it in simple terms. Suppose an accused assaults and beats up his victim and also steals his wallet. Now, those are two offences, assault and theft. Would this provision mean that he could not be charged with assault and theft?

Mr. Ewaschuk: In that particular case, and you are picking a bad example...

[Translation]

charte américaine ni dans la Charte du pacte international. Nous ne voyons pas l'utilité de l'inclure dans la Charte maintenant. C'est une chose en évolution, assez récente, et d'ici à ce que les tribunaux aient finalement décidé de sa signification nous ne la connaissons pas.

Le coprésident (M. Joyal): Merci. Je vois que M. Robinson veut conclure sur la motion proposée.

Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: J'aurais une question à poser au représentant du ministre au sujet du libellé «coupable de et condamné pour» dans l'amendement original et dans la modification proposée.

Est-ce que ce libellé ainsi que la forme passée du mot «condamné» en particulier, n'implique pas qu'on peut ordonner un nouveau procès pendant que la peine est purgée?

Est-ce que cela signifie que la peine doit avoir été purgée jusqu'au bout? Est-ce l'intention du gouvernement et est-ce bien ce que les mots veulent dire?

M. Ewaschuk: Non. En 1972 nous avons trouvé un nouveau concept d'acquiescement pour les sentences, si bien que vous pouvez être déclaré coupable, mais il n'y a aucune condamnation d'enregistrée et vous êtes acquitté aux fins du dossier. Cela aide ceux qui ont commis certaines infractions. Donc nous avons laissé de côté le mot «condamné» pour le remplacer par «déclaré coupable».

En outre, pour ce qui est de la peine, et cela touche les criminels de guerre, dont certains ont été déclarés coupables dans des pays d'Europe et condamnés *ex parte* ou par défaut sans avoir purgé leur peine. Voilà pourquoi nous avons inclus l'expression «finalement déclaré coupable et puni». Supposons qu'il y ait au Canada un criminel de guerre qui n'aurait pas été puni en Europe, alors le Canada pourrait avoir la compétence de le juger et de le punir ici, car il n'a jamais été puni.

M. Hawkes: Donc le risque de poursuite existe jusqu'à ce que la peine soit purgée. C'est là votre intention et c'est ce qui est dit.

M. Ewaschuk: Lorsque vous êtes déclaré coupable, mais évidemment si vous avez été acquitté alors vous risquiez une double poursuite, vous ne pouvez être jugé à nouveau.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Hawkes. Monsieur John Fraser.

M. Fraser: Simplement afin que les gens ordinaires puissent comprendre cette discussion intéressante, je vais essayer de le dire en termes simples. Supposons qu'un accusé assaille et batte sa victime pour ensuite voler son portefeuille. Il y a deux infractions, voie de fait et vol. D'après cette disposition est-ce qu'il pourrait ne pas être accusé à la fois de voie de fait et de vol?

M. Ewaschuk: Dans ce cas-là, et vous choisissez un mauvais exemple...

[Texte]

Mr. Fraser: No, no, I am picking a good example.

Mr. Ewaschuk: I know where you are going because in Section 302 robbery is a compound offence comprised of an assault and a theft, so it is a theft where you have an assault; so in your particular example the charge would be robbery rather than one count of assault and one count of theft. You are put in jeopardy for both the assault and the theft aspect and you must be either convicted of robbery or, if not, convicted of assault or convicted of theft, or nothing, virtually, so that is all the same ladder.

Where Mr. Robinson's doctrine would come in, the rule against double conviction, would be virtually you have a course of conduct. There may be different offences but not directly related to the same transaction; and the difficulty, and I think I go back to my explanation that I used to use when I was teaching law school, that in fact it is where there is a robbery but there is a wounding at the same time and a rape, where you have different lines of definitional elements of those offences.

Now, is there one common delict in that case, and I think the Supreme Court of Canada would say no. There are cases saying, what about if a man is driving while impaired but he is also suspended. The gravamen of the offence is driving, and he is impaired, but he is suspended. They said Kienapple does not apply there. It is a very difficult doctrine to apply, really. I guess that is my point.

Mr. Fraser: Just again to clarify, suppose a group of people decide to break a safe that is contained inside enclosed quarters. They have conspired to rob the safe. One of them knocks over the night watchman and kills him. They of course all could be charged with murder, but then they go on and they also rob the safe.

Can they be charged for both robbery and murder?

Mr. Ewaschuk: They can be, but they cannot at this particular time by virtue of Section 519 of the Criminal Code be tried at the same time, and I think the Minister is considering whether or not we should in fact allow for the murder and the robbery to be tried in one offence as opposed to having separate trials.

Mr. Fraser: My time is running out but my difficulty is Mr. Robinson's amendment says:

found guilty of an punished for any act or omission constituting the offence;

I am puzzled as to whether, if a conviction was obtained for the theft and later the evidence was available to charge with the murder, the conviction of theft would mean, under Mr. Robinson's proposal, that he could not be charged subsequently with murder.

Mr. Ewaschuk: It could be. I do not think at this time the courts would in fact interpret it that way but it has, as I say, in numerous occasions involved, it has given rise to all kinds of complications. Before in fact it used to be construed as double punishment. In other words, you punished him for the more serious offence and then if he were convicted of the others you

[Traduction]

M. Fraser: Non, je choisis un bon exemple.

M. Ewaschuk: Je sais où vos voulez en venir car l'article 302 définit le vol qualifié comme un vol avec voie de fait. Dans votre exemple en particulier ce serait une accusation de vol qualifié plutôt qu'une accusation de voie de fait et une accusation de vol. Vous êtes susceptible de double poursuite pour voie de fait et vol et vous devez être condamné soit pour vol qualifié soit pour voie de fait ou vol, ou rien, virtuellement; tout est donc sur la même échelle.

Pour ce qui est de la règle contre les doubles condamnations, celle de M. Robinson, vous auriez vraiment une possibilité. Il pourrait y avoir des infractions différentes, sans être directement reliées au même acte et le problème, je reprends l'explication que je donnais quand j'enseignais le droit, c'est que lorsqu'il y a un vol qualifié, en même temps que blessure et viol, vous avez là différents éléments de définition pour ces infractions.

Dans un tel cas y a-t-il une infraction commune? Je pense que la Cour suprême du Canada dirait non. Prenons le cas d'une personne qui conduit en état d'ébriété alors qu'il est frappé d'une interdiction. La matière de l'infraction c'est la conduite, et il est en état d'ébriété et frappé d'une interdiction. On dit que Kienapple ne s'applique pas dans ce cas-là. C'est vraiment une motion très difficile à appliquer. Je présume que c'est là mon opinion.

M. Fraser: Simple précision: supposons qu'un groupe de personnes décident de percer un coffre-fort situé à l'intérieur d'une enceinte fermée. Ils ont conspiré pour voler le coffre. L'un d'eux frappe le gardien de nuit et le tue. Évidemment ils peuvent tous être accusés de meurtre, mais ils continuent et volent le coffre.

Peut-on les accuser à la fois de vol qualifié et de meurtre?

M. Ewaschuk: C'est possible, mais l'article 519 du Code criminel ne permet pas de les juger en même temps. Je pense que le ministre se demande si nous devrions permettre de les juger en même temps pour meurtre et vol qualifié au lieu de tenir des procès distincts.

M. Fraser: Le temps me manque, mais le problème c'est que l'amendement de M. Robinson dit:

déclaré coupable et puni pour tout acte ou omission constituant une infraction;

Je me demande ce qui arriverait si une personne était condamnée pour vol et que plus tard on trouvait des preuves permettant de l'accuser de meurtre. A ce moment-là, aux termes de la proposition de M. Robinson, on ne pourrait pas ultérieurement l'accuser de meurtre car il a été condamné pour vol.

M. Ewaschuk: C'est possible. Je ne pense pas qu'à l'heure actuelle les tribunaux l'interpréteraient de cette façon mais, je le répète, dans beaucoup de cas cela a donné lieu à toutes sortes de complications. En fait, autrefois on considérait que c'était une double sanction. Autrement dit, vous le punissiez pour l'infraction la plus grave et ensuite, s'il était condamné

[Text]

gave him concurrent time, so there was no problem in that application. That was the rule against double punishment, so called. It was converted into the rule against double conviction. That is when the interpretive problems started.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Fraser. Mr. Robinson, to conclude on the proposed motion.

Mr. Robinson: Yes, Mr. Chairman. I really do not have very much to add to my initial comments. As I say this was a concern which was expressed by a number of witnesses and one which I recognize and is an evolving concept in Canadian law, as Mr. Ewaschuk has pointed out, but I do believe it is a fundamental principle that just as the whole concept of fundamental justice is an entirely novel concept in Canadian law that we should also recognize that no Canadian should be subjected to punishment twice for essentially the same act and that the wording in Clause 11(f) as it stands now would not clearly proscribe that possibility.

It is for that reason, Mr. Chairman, that the amendment is proposed.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Robinson. I see that honourable members are ready for the vote.

Subamendment negatived.

I would like then to invite honourable members on the main amendment, the one proposed by Mr. Irwin.

Amend agreed to.

I would like then to invite honourable members to take the amendments dealing with Clause 11(g), the first amendment that I would like to invite honourable members to take is number G-18, Clause 11(g), page 5, and invite Mr. Irwin to move the amendment in the usual way.

• 2055

Mr. Irwin: Thank you, Mr. Chairman.

This amendment is self-explanatory. I wish to move that the English version of Clause 11 of the proposed Constitution act, 1980 be amended by striking out lines 26 to 30 on page 5 and substituting the following:

(g) if found guilty of the offence and if the punishment for the offence has been varied between the time of commission and the time of sentencing, to the benefit of the lesser punishment.

En français. Il est proposé

Que la version anglaise de l'article 11 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 26 à 30, page 5, de ce qui suit:

"(g) if found guilty of the offence and if the punishment for the offence has been varied between the time of commission and the time of sentencing, to the benefit of the lesser punishment."

Thank you, Mr. Chairman.

An hon. Member: Is that the French version?

[Translation]

pour les autres, vous lui donniez des peines purgées simultanément, de sorte que cela ne causait aucun problème pratique. C'était ce que l'on appelait la règle contre la double peine. On l'a changée en une règle contre la double condamnation. C'est à ce moment-là que les problèmes d'interprétation ont commencé.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Fraser. Monsieur Robinson va clore la discussion sur la motion proposée.

M. Robinson: Oui, monsieur le président. Je n'ai vraiment pas grand-chose à ajouter à mes premiers commentaires. Je le répète, cette préoccupation fut exprimée par de nombreux témoins et je reconnais que c'est un concept en évolution dans la loi canadienne, comme l'a indiqué M. Ewaschuk, mais je pense que c'est un principe fondamental qui, comme tout le concept de la justice fondamentale est entièrement nouveau dans le droit canadien. Nous devrions également reconnaître qu'aucun Canadien ne devrait être susceptible d'une double pénalité pour ce qui constitue essentiellement le même acte et dans son libellé actuel, l'article 11(f) n'élimine pas clairement cette possibilité.

C'est pour cette raison, monsieur le président, que l'on propose cette modification.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Robinson. Je vois que les membres sont prêts à voter.

La sous-modification est rejetée.

J'invite donc les membres à se prononcer sur la modification principale proposée par M. Irwin.

La modification est adoptée.

Je vous invite donc à prendre les modifications portant sur l'article 11(g); le premier est le numéro G-18, article 11(g), page 5, et je demanderais à M. Irwin de le proposer de la façon habituelle.

M. Irwin: Merci, monsieur le président.

Cette modification se passe d'explication. Je veux proposer que la version anglaise de l'article 11 du projet de loi constitutionnelle de 1980 soit modifiée par substitution, aux lignes 26 à 30, page 5, de ce qui suit:

(g) "If found guilty of the offence and if the punishment for the offence has been varied between the time of commission and the time of sentencing, to the benefit of the lesser punishment."

It is proposed

that the English version of Clause 11 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out lines 26 to 30 on page 5 and substituting the following:

(g) if found guilty of the offence and if the punishment for the offence has been varied between the time of commission and the time of sentencing, to the benefit of the lesser punishment.

Merci, monsieur président.

Une voix: Est-ce la version française?

[Texte]

Mr. Irwin: Je parle français avec un accent anglais.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I understand that it is only the English version that is involved in the amendment.

I realize, too, that there is a subamendment in the same context we dealt previously in relation with Clause 11(f) and I would like to invite Mr. Robinson to move the subamendment. The subamendment in numbered N-17, Clause 11(g), page 5.

I would like to invite honourable members to have both amendments at the same time.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

I move the following amendment to new Clause 11(g), that the proposed amendment to Clause 11 of the proposed constitution act, 1980 be amended by striking out the words "between the time of commission and the time of sentencing", in the amendment to Clause 11(g) and substituting the following:

after the time of commission;

Et en français, il est proposé

Que l'alinéa 11g) de la version française du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, au nombre de phrase «entre le moment de la perpétration de l'infraction et celui de la sentence», de ce qui suit:

«après le moment de la perpétration de l'infraction.»

Mr. Chairman, I think I would just like to read Clause 11(g) as it would read if amended as I am proposing. It would read:

(g) if found guilty of the offence and if the punishment for the offence has been varied after the time of commission . . . to the benefit of the lesser punishment.

Mr. Chairman, the purpose of this amendment, again which has been proposed by a number of witnesses appearing before the Committee, is the following:

Article 15 of the International Covenant on Civil and Political Rights very clearly states that if, and I am now reading from Article 15, if subsequent to the commission of the offence provision is made by law for the imposition of a lighter penalty, the offender shall benefit thereby.

Now, surely, Mr. Chairman, that is a fundamental principle which should be recognized in the Charter, that it should not just be the period of time between the time that a person is charged with an offence, or between the commission of offence, and the sentencing for that offence, that they are to be given the benefit of the lesser punishment; but if, while they are serving their sentence, for example, the Parliament decides there is a lesser penalty which is more appropriate for that particular offence, that they should be eligible for that lesser penalty.

As the clause is now worded, Mr. Chairman, that option would end the moment the person was sentenced. I would like to give you an example of how this would apply, Mr. Chairman, in the case of the seven year minimum for trafficking and importing of drugs. That is a sentence which has been held to be cruel and unusual punishment at a lower level and which has been condemned by the Canadian Bar Association and others.

[Traduction]

M. Irwin: I speak French with an English accent.

Le coprésident (M. Joyal): Je crois que l'amendement ne vise que le texte anglais.

Je crois qu'il y a une sous-modification comme pour l'article 11(f) et j'inviterais M. Robinson à le proposer. Il s'agit de la sous-modification N-17, article 11(g), page 5.

Je demanderais aux membres d'avoir les deux amendements en main en même temps.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Je propose que l'alinéa 11(g) du projet de loi constitutionnelle de 1980 soit modifié en remplaçant le membre de phrase «entre le moment de la perpétration de l'infraction et celui de la sentence», par ce qui suit:

«après le moment de la perpétration de l'infraction».

And in the other language it is proposed:

That the proposed amendment to Clause 11 of the proposed Constitution Act, 1980, be amended by striking out the words "between the time of the commission and the time of sentencing", in the amendment to Clause 11(g) and substituting the following:

"after the time of commission".

Monsieur le président, j'aimerais lire l'article 11g) tel qu'il serait modifié par mon amendement:

g) s'il est déclaré coupable de l'infraction et si la peine qui sanctionne l'infraction est modifiée après le moment de la perpétration . . . de bénéficier de la peine la moins sévère.

Monsieur le président, l'intention de cette modification, qui, je le répète, a été proposée par un certain nombre de témoins, est la suivante:

L'article 15 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques stipule très clairement que si, après la perpétration de l'infraction, une nouvelle loi vient imposer une peine moins sévère, l'accusé doit en bénéficier.

Monsieur le président, il s'agit certes d'un principe fondamental que la charte devrait reconnaître, à savoir que toute personne déclarée coupable d'une infraction ne devrait pas bénéficier de la peine la moins sévère seulement si celle-ci est modifiée entre le moment où la personne est accusée, ou entre le moment de la perpétration de l'infraction et celui de la sentence. En effet, si le Parlement décide qu'une peine moins sévère est plus appropriée, pendant que cette personne purge sa sentence, celle-ci devrait en bénéficier.

Dans son libellé actuel, cette option prendrait fin au moment où la personne reçoit sa sentence. J'aimerais vous donner un exemple de l'application de cet article, dans le cas de la peine minimale de 7 ans rattachée au trafic et à l'importation de drogue. Il s'agit d'une sentence qui a été qualifiée de peine cruelle et inhabituelle à un niveau inférieur et qui a été condamnée par l'Association du Barreau canadien et d'autres.

[Text]

If the Justice Department decides to reduce that sentence to a lower sentence, then surely those people who have been convicted and who are presently serving time should be given the benefit of that lesser sentence. That is the purpose, Mr. Chairman, of the amendment to extend that benefit across the board to those persons who are presently subject to a penalty which is more severe than that which Parliament in its wisdom has decided should be the case. It would bring us into conformity with the International Covenant and it would also, Mr. Chairman, recognize what I believe is an important principle and one that should be recognized in the Charter of Rights.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Robinson.

L'honorable sénateur Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Je m'en excuse, monsieur le président, mais c'est une question de langage de nouveau au sujet de l'expression «perpétration de l'infraction» dans la version française.

Il arrive souvent que ceux qui traduisent craignent d'utiliser des mots français qui sont trop semblables aux mots anglais de sorte que j'imagine que ceux qui ont traduit ont voulu éviter le mot «commission» pensant que le mot «commission» en français pourrait être un anglicisme.

Effectivement, en l'occurrence, je crois que c'est le mot juste de sorte que je suggère au proposeur de l'amendement de remplacer le mot «perpétration» par le mot «commission» puisqu'il me semble convenir exactement dans le contexte dont nous discutons.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I am certainly quite prepared to accept that amendment proposed by Senator Tremblay if that would more accurately reflect the intention.

Le coprésident (M. Joyal): C'est un ajustement.

L'honorable sénateur Asselin.

Le sénateur Asselin: Question d'information auprès des aviseurs du ministère.

Est-ce que l'amendement proposé par monsieur Robinson n'aurait pas pour effet de se substituer à une autre loi qui existe.

Parfois, quand quelqu'un est condamné, il est condamné pour un certain temps et s'il veut une remise de peine il doit s'adresser, en vertu de la loi des Libérations conditionnelles, pour avoir une remise de peine. Est-ce que ce ne serait pas plutôt une remise de peine que l'amendement proposé par monsieur Robinson?

Mr. Ewaschuk: Part of the problem is whether or not Mr. Robinson is in fact interpreting Article 15 of the International Covenant properly. I guess our difficulty in reading this section is that we feel it is ambiguous because it says "if subsequent to the commission of the offence", it does not say date of sentence, it does not say after the date of sentence, it just says if subsequent to the commission of the offence provision is made by law for the imposition of a lighter penalty, the offender shall benefit thereby.

Now, if you have totally discharged the offence, it was \$500 and they dropped the penalty down to \$100, three years later

[Translation]

Si le ministère de la Justice décide d'imposer une sentence moins sévère, il est sûr que les personnes qui ont été déclarées coupables et qui purgent déjà leur peine devraient bénéficier de cette sentence moins sévère. L'intention de notre amendement, monsieur le président, est donc d'étendre ce bénéfice à tous ceux auxquels on a imposé une peine plus sévère que celle que le Parlement décide, dans sa sagesse, d'imposer par la suite. On rendrait ainsi notre droit conforme au Pacte international et l'on reconnaîtrait également un principe important qui devrait être inscrit dans la charte des droits.

Le coprésident (M. Joyal): Merci monsieur Robinson.

The Honourable Senator Tremblay.

Senator Tremblay: Excuse me, Mr. Chairman, but I am referring again to the language used in the French version, the term "perpétration de l'infraction".

It often happens that translators are afraid to use French words resembling English ones. I imagine that the translators have tried to avoid the word "commission" thinking that it would not be the proper word in French.

But, I think this is indeed the proper word, so I suggest to the mover of the amendment to replace the word "perpétration" by the word "commission" since it seems to be the word to use in this context.

M. Robinson: Monsieur le président, je suis tout à fait disposé à accepter la modification proposée par le sénateur Tremblay s'il s'agit d'un terme plus approprié.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): It is an adjustment.

The Honourable Senator Asselin.

Senator Asselin: I would like some information from the department's advisers.

Would the proposed amendment not, in fact, replace an existing act.

When someone is convicted, he has to serve a specific sentence. To get remission of his sentence, he must apply under the Parole Act. Is the amendment proposed by Mr. Robinson not contemplating a remission of sentence?

M. Ewaschuk: Il faut se demander tout d'abord si M. Robinson interprète bien l'article 15 du Pacte international. D'après nous, il est assez ambigu car il stipule «si après la perpétration de l'infraction», sans faire mention de la date de la sentence. Il dit simplement que le condamné devra bénéficier de la peine la moins sévère, si une nouvelle loi en impose une après la perpétration de l'infraction.

Par exemple, si l'accusé devait payer une amende de \$500, et que celle-ci est ramenée à \$100 trois ans plus tard, fau-

[Texte]

do you have to give him back the \$400? There was some difficulty in that application. Even Mr. Robinson's example of the seven year minimum. Now, if the seven year minimum for importation of heroin is dropped but the life maximum is left, does that mean because the person got seven years just because the minimum is gone, the maximum remains more than seven years, must he perforce, even under Mr. Robinson's suggestion, get out?

The penalty in fact has not been lowered, the minimum has been lowered but the maximum is still more than seven years.

The problem is moreso, as Mr. Strayer just pointed out, what if he in fact has discharged those seven years in jail.

So I think our thinking in here was, yes, he should get the benefit of the lower penalty in that we do not want judges looking ahead and saying, well, the penalty is going down so I will give him more now, I will give him just the maximum. So anticipating this we felt that the only workable way was that he gets the benefit of the lower penalty between time of commission and time of sentence but not after the sentence.

Senator Asselin: Not after sentencing?

Mr. Ewaschuk: No.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable John Fraser followed by Mr. Hawkes.

Mr. Fraser: I do not want to labour this but what I am concerned about is this: suppose you have an offence, and I know it is complicated by minimum and maximum sentences, but again to simplify it, and I know law professors and lawyers never want to simplify anything, and it is more complicated when law professors become justice lawyers, but suppose you had an offence in which the penalty was 25 years imprisonment, and suppose in its wisdom felt that that was just not fair anymore but somebody has been charged, found guilty and sentenced to 25 years. Now, if 10 years later the Parliament says that that particular offence ought only to have a 10 year sentence. Now, that is after the sentencing and yet it seems to me contrary to the will of Parliament to continue the 25 year sentence at that point, and I think that is what Mr. Robinson is getting at.

Now, can we not find a way through this because I see a real problem there. You are going to tell me: well, you are picking a simple situation there.

Mr. Ewaschuk: In fact Parliament can deal with it. They are not precluded from dealing with it and they often do deal with it.

First of all, he has been sentenced to 25 years, he is eligible for parole after four so he probably will have made parole by 10, but if he is still in there, as I understand and I have seen some of these examples in the past, what is done is the Parole Board are given special powers and they are told to examine each and every case to see whether or not the person goes out at that particular time.

[Traduction]

drait-il rembourser \$400 au prévenu? L'application pose donc certaines difficultés, même pour l'exemple qu'a donné M. Robinson, la peine minimale de sept ans. Ainsi, si l'on abandonne la peine minimale de sept ans pour importation d'héroïne, mais que l'on conserve la peine maximale à perpétuité, est-ce que cela signifie que la personne ayant reçu sept ans devra être libérée parce que cette peine minimale a été supprimée, malgré que la peine maximale demeure?

En fait, la peine n'est pas moins sévère, on s'est contenté d'abaisser la peine minimale, mais la peine maximale demeure quand même supérieure à sept ans.

Le problème est encore pire, comme vient de le signaler M. Strayer, si le prévenu a déjà purgé sept ans de prison.

Nous avons donc pensé que l'accusé devait bénéficier de la peine la moins sévère pour éviter que les juges ne lui imposent la peine maximale parce qu'ils s'attendent à ce que la peine soit modifiée. La seule façon pratique d'aborder la question était donc de lui accorder le bénéfice de la peine la moins sévère entre le moment de la perpétration et le moment de la sentence, mais non après l'imposition de la sentence.

Le sénateur Asselin: Non pas après l'imposition de la sentence?

M. Ewaschuk: Non.

Le coprésident (M. Joyal): M. John Fraser suivi de M. Hawkes.

M. Fraser: Je ne veux pas m'étendre là-dessus, mais j'ai quand même quelques préoccupations. Supposons que quelqu'un commette une infraction, et je sais que les peines minimales et maximales posent certains problèmes, mais pour simplifier les choses, malgré que les professeurs de droits et les avocats ne souhaitent jamais le faire, et c'est encore plus compliqué quand les professeurs de droit deviennent avocats, mais supposons qu'une peine de 25 ans d'emprisonnement soit rattachée à une certaine infraction et qu'une personne ait été déclarée coupable et condamnée à 25 ans de prison. Supposons maintenant que le Parlement décide, 10 ans plus tard, que cette infraction ne devrait entraîner qu'une sentence de 10 ans. Cette décision est prise après l'imposition de la sentence, mais il me semble contraire à la volonté du Parlement que le prévenu soit tenu de terminer sa peine de 25 ans. Je crois que c'est à quoi veut en venir M. Robinson.

Ne peut-on pas trouver une solution à ce problème, car il me semble très grave. Vous allez me dire que j'ai choisi un exemple bien simple.

M. Ewaschuk: En fait, le Parlement peut trouver une solution. Rien ne l'empêche de le faire, et d'ailleurs il le fait souvent.

Tout d'abord, le prévenu condamné à 25 ans d'emprisonnement est admissible à une libération conditionnelle après quatre ans. Donc, 10 ans plus tard, il aura probablement déjà été libéré. Toutefois, s'il est toujours là, comme cela arrive parfois, et j'en ai vu des exemples, on peut octroyer des pouvoirs spéciaux à la Commission des libérations conditionnelles en lui demandant d'examiner chaque cas en particulier pour déterminer s'il y a lieu de libérer ou non le prévenu en question.

[Text]

So I am saying that Parliament can meet the particular situation given certain flexibilities in that, but if you say that after the sentence it is going to take place, first of all the person committed the offence at the time the penalty was such, but now that the penalty is lowered the judge imposes the penalty taking in view antecedents of the offender, what he did, giving him the benefit of the lower penalty.

Now, then you go to the third stage and he gets the benefit of still lower penalties after the fact, and in that case I say administratively the only way it can be handled is through the Parole Board.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Fraser.

Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Just a brief question for the officials.

If you have a situation where the sentence was five to ten years, and if we accepted Mr. Robinson's amendment and subsequently the penalty was changed from two to ten, administratively if someone was in jail serving, say, a five year sentence, what kind of procedure would be involved in them petitioning to have this sentence lowered to this new minimum? Would that be a cumbersome kind of problem?

Mr. Ewaschuk: Well, it would be reviewed by the Parole Board but we do not have those sentences in Canada, that is a California model where you would go in for a minimum of two up to ten and even California has rejected that in the last five years or so.

It is just a question, I think, we have to keep in mind the top end. Rarely does the person for a 10 year offence ever get close to 10 years, so he would only get the benefit of whatever the maximum would go down, the compression, so it is very rare where you would get a person—probably the worst offence, worst offender type where something has gone down from ten years to five years and five years later he would still be in jail for that offence, so we say it is so exceptional that in fact the Parole Board should look at those cases.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Hawkes. Mr. Robinson to conclude.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, just to conclude, I would just like to remind honourable members that the Parole Board's authority has been termed by at least one eminent Canadian jurist as being tyrannical, to say the least, and that to suggest that persons who are in our present system should be subjected to that particular authority and that particular discretion, I suggest, is a mistake, that there should be a reference, a specific explicit reference as there is in the covenant.

There is no ambiguity about that. Mr. Ewaschuk says: well, it is not clear whether they are referring to the time between the commission of the offence and the sentence. Well, there is no reference to any limitation on that so clearly they are referring to the time after the sentence, exactly as they say.

I would like to point out, Mr. Chairman, that Canada is presently being called before the United Nations Human Rights Committee on a complaint involving some 800 prison-

[Translation]

Le Parlement peut donc prendre des mesures à cet égard car il existe certaines possibilités. Si la peine a été modifiée après qu'une personne ait commis une infraction, le juge peut imposer la peine la moins sévère en tenant compte des antécédents de l'accusé.

Ensuite, la troisième étape, il peut profiter d'une autre remise de peine, mais du point de vue administratif, la seule façon de procéder est par l'entremise de la Commission des libérations conditionnelles.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Fraser.

Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: J'ai une brève question à poser aux fonctionnaires.

Supposons qu'une sentence de cinq à dix ans soit portée à deux à dix ans et que nous avons accepté la modification de M. Robinson. Si un prévenu était déjà en train de purger l'ancienne peine minimale de cinq ans, quelle procédure lui permettrait de faire abaisser sa sentence au niveau minimum? Serait-ce bien difficile?

M. Ewaschuk: Ce serait revu par la Commission des libérations conditionnelles, mais ce genre de sentence n'existe pas au Canada. C'est un exemple de la Californie où une sentence peut aller d'un minimum de deux ans jusqu'à dix ans, mais même cet État a rejeté ce concept au cours des cinq dernières années.

Ce qui importe de se rappeler c'est la peine maximale. Il est rare qu'une personne ayant commis une infraction pour laquelle une peine de dix ans est prévue purge vraiment ces dix années. Elle ne profiterait donc que de la compression du maximum. Il est très rare qu'une personne purge toujours sa sentence cinq ans plus tard, lorsque la peine est portée de dix ans à cinq ans. C'est pourquoi nous estimons que la Commission des libérations conditionnelles devrait en être chargée.

Le coprésident (M. Joyal): Merci monsieur Hawkes. Monsieur Robinson, pour conclure.

M. Robinson: Monsieur le président, en conclusion, j'aimerais rappeler aux députés qu'au moins un éminent juriste canadien a qualifié la Commission des libérations conditionnelles de tyrannique. On aurait donc tort de dire que quelques prévenus que ce soient devraient être soumis au pouvoir de cet organisme. Il faudrait mentionner ce principe de façon explicite, comme dans le Pacte.

Il n'y a aucune ambiguïté. M. Ewaschuk dit qu'on ne sait s'il fait allusion au moment entre la perpétration de l'infraction et la sentence. Il ne prévoit aucune restriction à cet égard; il est donc évident qu'il se rapporte au moment après la sentence.

Je signale que le comité des droits de la personne aux Nations Unies a justement été saisi d'une plainte à l'endroit du Canada venant de 800 détenus qui maintiennent que le

[Texte]

ers who are claiming that Canada violated this very provision of the International Covenant on Civil and Political Rights, that they are being detained far longer than they should be. So it is not an academic question, it is one which is very real, at least to some hundreds of prisoners in Canadian society, that complaint has been ruled admissible.

I suggest, Mr. Chairman, that the spirit of the covenant should be carried out and that this amendment should be supported to ensure that justice to all persons, not just persons who are between the moment of the commission of an offence and sentencing.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Robinson.

Subamendment negatived.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would then invite honourable members to come back on the main amendment.

Amendment agreed to.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to invite honourable members to take the next amendment, it is the amendment numbered N-18, Clause 11, new paragraph after 11(g), page 5. It is an amendment moved by the New Democratic Party, Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

This is the final amendment which we are proposing to Clause 11 of the proposed charter of rights and I would move as follows, the addition of the two following subsections.

I move that Clause 11 of the proposed constitution act, 1980, be amended by (a) striking out the word "and" at the end of paragraph 11(f) on page 5 and adding immediately after line 30 on page 5 the following:

(h) to be confronted with prosecution witnesses;

and (b) adding immediately thereafter the following paragraph:

(i) to have compulsory process to obtain witnesses

Mr. Chairman, I pause to suggest that we deal with both additions as one amendment if that is acceptable.

En français, il est proposé

Que l'article 11 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par:

a) adjonction, après l'alinéa 11f), page 5, de ce qui suit:

«h) d'être confronté avec les témoins à charge;»

b) adjonction, après le nouvel alinéa précédent, de ce qui suit:

«i) d'obtenir la présence obligatoire de témoins.»

Mr. Chairman, the purpose of the proposed two subclauses to Clause 11 is to make complete what I consider to be the fundamental rights of a person who is charged with a criminal offence. It is not good enough to suggest that a person has the right to be presumed innocent and the other rights which are contained, the right to trial by jury and so on, if in the course

[Traduction]

Canada a enfreint cette disposition du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qu'ils ont été détenus bien plus longtemps qu'ils auraient dû l'être. Il ne s'agit donc pas de suppositions, mais d'un problème concret, du moins pour des centaines de détenus dans notre société canadienne. Leur plainte a en effet été jugée admissible.

Je suggère, monsieur le président, qu'on respecte l'esprit du Pacte et qu'on appuie cet amendement afin d'assurer que tous seront traités avec justice, non pas seulement ceux qui se trouvent entre le moment de la perpétration de l'infraction et la sentence.

Le coprésident (M. Joyal): Merci monsieur Robinson.

La sous-modification est rejetée.

Le coprésident (M. Joyal): J'invite les députés à revenir à la modification principale.

La modification est adoptée.

Le coprésident (M. Joyal): J'invite les députés à passer à la modification suivante, le numéro N-18, à l'article 11, nouveau paragraphe 11(g), page 5. Il s'agit d'un amendement que propose le Nouveau parti démocratique. Monsieur Robinson.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Il s'agit du dernier amendement que nous proposons à l'article 11 du projet de charte des droits et je propose d'ajouter les deux paragraphes suivants.

Je propose que l'article 11 du projet de loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par: (a) adjonction, après l'alinéa 11(f), page 5, de ce qui suit:

(h) d'être confronté avec les témoins à charge;

(b) adjonction, après le nouvel alinéa précédent, de ce qui suit:

i) d'obtenir la présence obligatoire de témoins

Monsieur le président, je m'arrête ici pour proposer que nous traitions les deux ajouts comme un seul amendement, si vous êtes d'accord.

I repeat in the other language, it is moved

that Clause 11 of the proposed Constitution Act, 1980, be amended by

(a) striking out the word "and" at the end of paragraph 11(f) on page 5 and adding immediately after line 30 on page 5 the following:

(h) to be confronted with prosecution witnesses;

and (b) adding immediately thereafter the following paragraph:

(i) to have compulsory process to obtain witnesses

Monsieur le président, l'intention des deux alinéas que nous proposons d'ajouter à l'article 11 est de compléter la liste des droits fondamentaux dont devrait jouir d'après moi toute personne accusée d'une infraction criminelle. Il ne suffit pas de dire qu'une personne a le droit d'être présumée innocente, de bénéficier d'un procès avec jury, etc. si on lui refuse le droit

[Text]

of criminal proceedings that person does not have the right to bring witnesses before the court to present that person's case. Also the fundamental right to cross-examine the witnesses of the prosecution.

That, very simply speaking, is the purpose of this amendment, Mr. Chairman. Again, these rights are not just something which are taken out of the Criminal Code to impose the Criminal Code in the Charter of Rights. These are rights which if any rights could be considered fundamental within the criminal justice system, surely these must be considered fundamental. I would point to the fact, Mr. Chairman, that these are the rights and some of the only rights which are included not only in the United States Bill of Rights, in Article 6, but also in the International Covenant on Civil and Political Rights in Article 14 (3) but in addition they are included in the European Convention on Human Rights and the American Convention on Human Rights.

So these are fundamental human rights which, as I suggest, should be accorded to enable the other rights to be fully exercised. It is not good enough to say that these are contained within the Criminal Code or within various evidence acts because what is here today could possibly be taken away tomorrow and we are talking, as I say, about a charter which should stand the test of time, which should constitute a recognition of the basic principles which protect those persons who are accused of criminal offences.

That is the purpose of this particular proposed addition of Clause 11(h) and Clause 11(i), Mr. Chairman.

As I say, quite simply, how can a person possibly defend himself or herself against a criminal offence if they cannot subpoena witnesses to appear on their behalf and if they cannot adequately cross-examine the prosecution witnesses.

I invite Committee members to support this very important amendment.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Robinson.

Honourable John Fraser.

Mr. Fraser: I do not quarrel with the spirit of what Mr. Robinson is getting at, Mr. Minister, but through you to your officials, I have been in a number of criminal courts, both prosecuting and defending, and I cannot for the life of me think of any time when an accused or the accused's counsel has even been denied the right to cross-examine a Crown witness. It is fundamental to our law.

There may be cases that I am unaware of, but I have never seen that happen.

The second thing with respect to the second part of the amendment, to have compulsory process to obtain witnesses, there may be cases here where it has been difficult for an accused to find a witness, but those difficulties also lie with the Crown and I have never seen a court yet where the defence could identify a witness, where the defence does not have the right to subpoena those witnesses.

Now, I invite through you, Mr. Chairman, the law officers of the Crown to enlarge on my remarks, if they can. If I am incorrect, I want to know it.

[Translation]

d'obtenir la présence obligatoire de témoins en sa faveur. Elle devrait également avoir le droit fondamental d'être confrontée avec les témoins à charge.

Voici donc, en termes fort simples, l'intention de notre modification monsieur le président. Il ne s'agit pas uniquement de droits tirés du Code criminel, mais de droits qui devraient être considérés fondamentaux dans notre système de justice pénale. Je signale, monsieur le président, que ces droits sont parmi les seuls à être inscrits non seulement dans la déclaration des droits des États-Unis, à l'article 6, mais également dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques à l'article 14(3) ainsi que dans la convention européenne sur les droits de la personne et la convention américaine sur les droits de la personne.

Il faudrait donc qu'on accorde ces droits fondamentaux de la personne pour que d'autres droits puissent être exercés entièrement. Il ne suffit pas de dire qu'ils sont prévus au Code criminel ou dans différentes lois sur la preuve, car ceux-ci peuvent être modifiés du jour au lendemain. Nous discutons ici d'une charte qui devra subir l'épreuve du temps et qui devrait reconnaître les principes fondamentaux qui protègent les personnes accusées d'infraction criminelle.

C'est pourquoi nous proposons d'ajouter l'alinéa (h) et (i), monsieur le président.

Bien simplement, comment une personne peut-elle se défendre contre une accusation si elle ne peut convoquer des témoins en sa faveur et contre-interroger les témoins à charge?

J'invite les membres du Comité à appuyer cet amendement essentiel.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Robinson.

Monsieur John Fraser.

M. Fraser: Je ne disconviens pas de l'esprit dans lequel M. Robinson propose son amendement, monsieur le ministre, mais j'ai été aussi bien procureur de la Couronne qu'avocat de la défense, et il n'est jamais arrivé qu'un inculpé ou son avocat se soit vu refuser le droit de contre-interroger un témoin à charge. C'est un principe fondamental du droit canadien.

Il y a peut-être eu des cas que j'ignore, mais je n'en ai jamais été témoin.

Pour ce qui est de la deuxième partie de l'amendement, la présence obligatoire de témoins, il se peut qu'il ait été difficile pour un inculpé de trouver un témoin, mais les mêmes difficultés se posent à la Couronne. A ma connaissance, on n'a jamais refusé à un avocat de la défense ayant trouvé un témoin, le droit de le citer.

J'invite donc les conseillers juridiques de la Couronne à commenter mes observations s'ils le peuvent. Si je fais erreur, je voudrais bien qu'on me le dise.

[Texte]

I would also, if the rule permit, ask Mr. Robinson to give us more substantive reasons based on experience as to why it is necessary to put this into a charter of rights.

However, having said that, and if Mr. Robinson has a chance to do that and if it is permitted by the Committee, I invite him to do that, but I think I want to end on this point, that we are again being drawn into a process to which I objected before the dinner adjournment, and that is we are literally being asked to codify all the rights which we have and I do not honestly believe that it is possible to do it under these circumstances.

If Mr. Robinson and his party, the New Democratic Party, are prepared to withdraw their position that all of these proceedings have to be completed by February 6 and are prepared as a consequence of that to express that to the Prime Minister and get a lengthy extension, I am prepared to sit here for months and discuss an entrenched Criminal Code. Short of that, I just do not think that we can do it now.

Mr. Chrétien: I do not want to entrench the code. To amend that we will have to go through the amending formula.

Mr. Fraser: Mr. Minister, I know perfectly well what you do not want and what you do want. I am just pointing out to anybody who may have been able to maintain any attention to this very legal debate that what we are being asked to do by Mr. Robinson is literally impossible to do with judgment and with wisdom, and unless somebody can tell me that in our existing criminal law the two concerns that Mr. Robinson has expressed by these two amendments are not already addressed, then I would have to, under the circumstances, reject them at this time.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Fraser.
Honourable Jake Epp.

• 2115

Mr. Epp: Thank you very much, Mr. Chairman.

I would just like to ask the Minister if the NDP party's amendment were to be accepted, what would happen, for example, with business records? Would they be admissible in fraud cases in court, if the amendment should carry?

Mr. Chrétien: To make it simple, it would not carry.

Mr. Epp: Mr. Minister, I am with you.

Mr. Chrétien: It would not carry.

Mr. Epp: Mr. Minister, I would still like an answer.

Mr. McGrath: How can you anticipate how we will vote?

Mr. Ewaschuk: I have heard certain defence counsel and Crown counsel characterize documents as silent witnesses that cannot lie; but in law they are not considered witnesses, so I do not think this would have any effect.

Basically, what we are saying is that the international covenants in some countries, affidavit evidence comes forward and you do not have the right of cross-examination and confrontation.

[Traduction]

De plus, si le règlement le permet, je voudrais demander à M. Robinson qu'il justifie de façon concrète la nécessité d'inclure ces droits dans une Charte des droits.

Ceci dit, et si M. Robinson est autorisé à le faire, je l'écouterai volontiers, mais je tiens à signaler en dernier lieu que nous sommes encore une fois entraînés dans un processus auquel je me suis opposé avant la pause du souper. En effet, on nous demande ni plus ni moins que de codifier tous les droits qui existent et je suis fermement convaincu que c'est impossible dans les circonstances.

Si M. Robinson et son parti, le Nouveau parti démocratique, sont disposés à revenir sur leur position selon laquelle nos délibérations doivent prendre fin le 6 février et à en faire part au premier ministre afin d'obtenir une prolongation, je serai prêt pour ma part, à siéger ici pendant des mois pour discuter de l'enchâssement du Code criminel. Autrement, cela peut se faire.

M. Chrétien: Je ne vais pas enchâsser le Code. Pour le modifier il faudra trouver une formule d'amendement.

M. Fraser: Monsieur le ministre, je sais fort bien ce que vous voulez faire et ce que vous refusez de faire. Je signale simplement à quiconque a pu suivre ce débat fort juridique, que M. Robinson nous demande de faire l'impossible. Je me vois donc obliger de rejeter les deux modifications de M. Robinson à moins que quelqu'un puisse me prouver que notre droit criminel actuel n'offre pas déjà ce genre de protection.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Fraser.
Monsieur Jake Epp.

M. Epp: Merci, monsieur le président.

Je voudrais demander au ministre quel serait le statut, par exemple, des registres d'entreprises si l'amendement du NPD était accepté? Seraient-ils admissibles lors d'affaires de fraude?

M. Chrétien: C'est bien simple, il ne sera pas adopté.

M. Epp: Monsieur le ministre, je suis avec vous.

M. Chrétien: Il ne sera pas adopté.

M. Epp: Monsieur le ministre, j'aimerais avoir une réponse.

M. McGrath: Comment pourriez-vous préjuger de notre vote?

M. Ewaschuk: J'ai déjà entendu des avocats de la Couronne et des procureurs généraux qualifier les documents de témoins silencieux qui ne peuvent mentir. Toutefois, du point de vue juridique, ils ne sont pas considérés comme témoins, l'amendement n'aurait donc aucun effet sur cela.

Nous disons en substance que certains pactes internationaux permettent des témoignages sous serment sans accorder le droit de contre-interrogatoire et de confrontation.

[Text]

We have had that in 1791 in the United States where there was some doubt and that is why it was put there.

We have had it here since time immemorial, as they have had it in England now for 150 years.

There are no problems. As Mr. Fraser has pointed out, the odd judge may cut down prolix cross-examination and there might be some problem getting permission evidence out of a foreign jurisdiction, and you cannot justify or show how the witness is crucial.

There are very exceptional circumstances. It is fine criminal procedure, and the basic rights are there.

As was pointed out earlier, Clause 11(d) talks of a fair hearing. In Canadian courts you could not cut down on what constitutes a fair hearing. Clearly implicit in that is the right of confrontation and the right to have witnesses and such.

We say that the expression in Clause 11(d), a fair hearing, encompasses rights of confrontation and the right to have witnesses there.

Mr. Epp: Mr. Chairman, I know now why the Minister was confident. I agree with him.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Epp.

Mr. Robinson to conclude on the proposed amendment.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, to conclude, I find it rather interesting that the Minister would make that statement in the light of the heated statements made by members of the Committee on the other side that they were independent and listened to arguments, and that the Minister did not speak on their behalf.

The concerns which have been raised by Mr. Fraser and Mr. Epp I could understand. But I would like to point out to Mr. Fraser that there is a statute on our books called the War Measures Act and that pursuant to the provisions of the War Measures Act, not only academically or theoretically, but in practice these very rights have been abrogated.

I would point to that rather unfortunate episode in Canadian history known to some as the Gouzenko Affair, when those rights were abrogated. I would point to the Conservative government in the United Kingdom just recently passing a statute abrogating the fundamental right to habeas corpus, and I suppose someone around this table might say, "Why does Robinson want to make sure that habeas corpus is in there? Nobody is ever going to take that away!"

Well, the Conservative government in the United Kingdom just took away that right which was supposed to be fundamental.

So, Mr. Chairman, I would suggest that, again we are talking about rights which indeed Canadians may take for granted now; but in times of war or of insurrection we have seen that this government is all too ready to trample upon rights, and if they are not explicitly recognized in the Charter they might very well be ignored.

The purpose of this, Mr. Chairman, is to recognize these as they have been recognized in many international documents as being fundamental.

[Translation]

C'est ce qui est arrivé en 1791 aux États-Unis, et c'est pourquoi nous l'avons inclus.

Ce principe existe depuis des temps immémoriaux, et il existe depuis 150 ans en Angleterre.

Cela ne pose aucune difficulté. Comme l'a signalé M. Fraser, il se peut qu'un juge mette fin à un contre-interrogatoire confus et il est peut-être difficile d'obtenir une autorisation d'une juridiction étrangère si l'on ne peut démontrer la nécessité d'un témoignage.

Il s'agit là de circonstances exceptionnelles. C'est une excellente procédure au pénal et ces droits fondamentaux existent.

Comme nous l'avons signalé, l'article 11d) mentionne les procès équitables. Dans les tribunaux canadiens, on ne pourrait s'écarter de ce qui constitue un procès équitable et celui-ci englobe sans équivoque le droit de confrontation et le droit de citer des témoins.

Nous estimons donc que l'expression, procès équitable, à l'article 11d) englobe ces deux droits.

M. Epp: Monsieur le président, je comprends maintenant pourquoi le ministre était si sûr. Je suis d'accord avec lui.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Epp.

J'invite maintenant M. Robinson à conclure au sujet de l'amendement proposé.

M. Robinson: Monsieur le président, en conclusion, je trouve fort intéressant que le ministre fasse une telle déclaration étant donné que les membres du comité de l'autre côté ont passionnément maintenu qu'ils étaient indépendants, qu'ils écoutaient tous les arguments et que le ministre ne parlait pas en leur nom.

Je puis comprendre les préoccupations soulevées par M. Fraser et M. Epp. Je rappelle toutefois à M. Fraser que nos statuts comprennent la Loi sur les mesures de guerre et qu'aux termes de cette loi, ces mêmes droits ont été abrogés, non pas en théorie, mais en pratique.

Je rappelle que ces droits ont également été abrogés lors d'un épisode assez malheureux de l'histoire canadienne, que certains connaissent comme l'affaire Gouzenko. Je signale que le gouvernement conservateur du Royaume-Uni vient d'adopter une loi abrogeant le droit fondamental à l'habeas corpus. Je suppose qu'un membre du comité pourrait demander pourquoi Robinson veut s'assurer qu'on inscrive l'habeas corpus, vu que personne ne supprimera jamais ce droit!

Eh! bien, le gouvernement conservateur du Royaume-Uni vient de retirer ce droit qui était censé être fondamental.

Je souligne donc, monsieur le président, que nous parlons de droits que les Canadiens tiennent peut-être pour acquis à l'heure actuelle. Toutefois, nous avons pu constater qu'en temps de guerre ou d'insurrection, notre gouvernement n'hésite pas à retirer ces droits. S'ils ne sont pas explicitement reconnus dans la Charte, on peut fort bien en faire abstraction.

L'intention de notre amendement, monsieur le président, est de reconnaître qu'ils sont fondamentaux comme ils l'ont été dans de nombreux documents internationaux.

[Texte]

For this reason, Mr. Chairman, the amendment is being proposed.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

Amendment negatived.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): At this stage I should ask whether Clause 11 as amended should carry.

Clause 11 as amended agreed to.

On Clause 12—*Treatment or punishment.*

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to ask honourable members to take the amendment relating to the next clause of the proposed amendment, Clause 12. There is an amendment identified as N-19, Clause 12, page 5. It is an amendment proposed by the New Democratic Party.

I would like to invite Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I will move the amendment. But I would like to note that the Minister is indicating, perhaps, we should be moving to Clause 15.

I am as anxious as the Minister is to move to Clause 15 to see whether the representations which have been made on behalf of the handicapped in this country will be heeded, as I certainly hope will be the case. We will be hearing about that very shortly.

I think I had better move the amendment first.

I would move that Clause 12 of the proposed constitution act, 1980 be amended by striking out line 32 on page 5 and substituting the following:

jected to any cruel, inhuman or degrading treatment or

Et en français, il est proposé

Que l'article 12 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, à la ligne 33, de ce qui suit:

Cruauté «tous traitements ou peines cruels, inhumains ou dégradants.»

Mr. Chairman, once again, the purpose of this amendment is to recognize the very real concern expressed by many witnesses appearing before this Committee with the formulation of Clause 12 as presently worded.

I would like to draw to the attention of members of this Committee, Mr. Chairman, that as it now stands the Clause is worded "cruel and unusual punishment". What that means, according to the Supreme Court of Canada, is that any punishment is acceptable within the Canadian context, as long as it is not unusual. It does not matter how cruel it may be, or how inhuman or degrading, if it is not unusual, if it presently exists in Canadian jurisprudence, then it must be accepted and cannot be struck down.

The proposed amendment would bring the wording in the Charter into conformity with the wording in the International Covenant on Civil and Political Rights which deals specifically with a proscription of subjection to torture or to cruel, inhuman, or degrading treatment or punishment.

[Traduction]

C'est pour cette raison que nous proposons cette modification, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup monsieur Robinson.

La modification est rejetée.

Le coprésident (M. Joyal): Je vous demande maintenant si l'article 11 modifié est adopté.

L'article modifié est adopté.

Article 12—*Punition.*

Le coprésident (M. Joyal): Je demanderais aux membres de passer à l'amendement ayant trait à l'article suivant du projet de résolution, l'article 12. Il s'agit de l'amendement N-19, article 12, page 5, proposé par le Nouveau parti démocratique.

Je donne la parole à M. Robinson.

M. Robinson: Monsieur le président, je vais proposer l'amendement. Je signale toutefois que le Ministre semble indiquer que nous devrions passer à l'article 15.

Il me tarde autant que lui de passer à l'article 15 pour voir si l'on tiendra compte des interventions faites au nom des handicapés de notre pays, comme je l'espère certainement. Nous le saurons très bientôt.

Il vaudrait mieux que je suppose tout d'abord la modification.

Je propose que l'article 12 du projet de loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, à la ligne 33, de ce qui suit:

cruauté «tous traitements ou peines cruels, inhumains ou dégradants».

And in French, I move

That Clause 12 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out line 32, on page 5, and substituting the following:

jected to any cruel, inhuman or degrading treatment or

Monsieur le président, cet amendement vise à tenir compte des préoccupations exprimées à juste titre par de nombreux témoins à l'égard du libellé actuel de l'article 12.

Je signale aux membres du Comité que l'article stipule actuellement «peine cruelle et inusitée». Cela signifie, selon la Cour suprême du Canada, que toute peine est acceptable au Canada, pourvu qu'elle ne soit pas inusitée. Peu importe qu'elle soit cruelle, inhumaine ou dégradante, si elle n'est pas inusitée, si certaines causes de la jurisprudence canadienne en font acte, elle doit alors être acceptée.

L'amendement que nous proposons rendrait le libellé de la Charte conforme à celui du Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui interdit expressément de soumettre toute personne à la torture ou à des traitements ou peines cruels, inhumains ou dégradants.

[Text]

In addition, Mr. Chairman, it is not something new. It was proposed by the federal government itself in February 1979 to the First Ministers Conference which was held at that time.

I would also draw to the attention of honourable members of the Committee, through you, Mr. Chairman, that there were a number of organizations, including—and these are just a few of them—the Vancouver Peoples Law School, the B.C. Federation of Labour, the Canadian Bar Association, the Elizabeth Fry Society and others, which pointed out the anomaly if this is to remain in its present form.

I will refer to only one of those briefs, the Canadian Bar Association, the B.C. branch and the Alberta Civil Liberties Association: they were dealing with Clause 12. They said that this clause could not be left in its present form if it is to have any real significance.

According to the majority of the supreme court in *Regina versus Miller and Cockrell*, the term “cruel and unusual” is to be read conjunctively; in other words, the punishment has to be both cruel and unusual in order to have it declared a contravention of that right.

As the Canadian Bar Association points out such a test is almost impossible to meet. They recommend that, in order to ensure that the provision has real significance, that it be reformulated along the lines of Article 7(1) of the Covenant to which I have referred previously.

They finally conclude by saying that whatever formulation is chosen, however, it should not contain the word “unusual”.

So, Mr. Chairman, to conclude I believe we should bring this Clause into line with the provisions of the International Covenant on Civil and Political Rights; that we should broaden the possible scope of this protection from cruel, inhuman or degrading treatment or punishment in order that some of the more odious forms of punishment and treatment which presently exist in Canada and which are by no means unusual might possibly be dealt with by the courts.

I need only point, for example, to the abuse of the lieutenant governors' warrants. That is not unusual. Unfortunately and sadly, that is not unusual, and that could not be covered because of the fact that though it might be cruel, inhuman or degrading, it is not unusual.

Mr. Chairman, there is the treatment of prisoners held in solitary confinement. While there was a decision of the federal court at first instance that that constituted cruel and unusual treatment or punishment, it is very likely that, had that case been appealed—the government decided not to appeal it—it might very well have been overturned, because solitary confinement under what many regard as cruel and unusual circumstances, cruel and degrading circumstances, is sadly not unusual in Canadian society.

So, as I say, Mr. Chairman, the purpose of this amendment is to ensure that merely because a particular form of punishment or treatment is usual or has been going on in Canadian

[Translation]

De plus, monsieur le président, il ne s'agit pas d'un concept nouveau. Il a été proposé par le gouvernement fédéral lui-même à la Conférence des premiers ministres tenue en février 1979.

Je signale également aux membres du Comité, par votre entremise, monsieur le président, qu'un certain nombre d'organisations, notamment la Vancouver Peoples Law School, la Fédération du travail de la Colombie-Britannique, l'Association du Barreau canadien, la Société Elizabeth Fry et d'autres, ont souligné l'anomalie du libellé actuel.

Je mentionnerai uniquement les observations de l'Association du Barreau canadien, division de la Colombie-Britannique, et de l'Association des libertés civiles de l'Alberta, au sujet de l'article 12. Ils ont déclaré que, dans son libellé actuel, l'article n'avait aucune importance réelle.

Selon la décision rendue par la majorité des juges de la Cour suprême dans l'affaire *la Reine contre Miller et Cockrell*, les termes «cruels et inusités» ne peuvent être séparés. Autrement dit, la peine doit être aussi bien cruelle qu'inusitée pour représenter une infraction à ce droit.

Comme le signale l'Association du Barreau canadien, aucun cas ne peut satisfaire à ces conditions. Pour donner une importance réelle à cette disposition, elle recommande que son libellé soit modifié en s'inspirant de l'article 7(1) du Pacte que je viens de mentionner.

Elle conclut en disant que quel que soit le libellé choisi, le terme «inusité» de devrait pas s'y trouver.

Donc, monsieur le président, en conclusion, nous devrions rendre cet article conforme aux dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Nous devrions ainsi accroître la protection offerte contre tous traitements ou peines cruels, inhumains ou dégradants afin que les tribunaux puissent se pencher sur certaines des formes les plus odieuses de peines et de traitements qui existent à l'heure actuelle au Canada et qui ne sont pas du tout inusitées.

Il suffit de mentionner, par exemple, l'abus que l'on fait des mandats du lieutenant-gouverneur. Malheureusement, ce n'est pas inusité, et pour cette raison, même si un tel traitement est cruel, inhumain ou dégradant, il n'est pas interdit par la loi.

Monsieur le président, il y a également le cas des détenus placés en isolement. Bien que la Cour fédérale ait décrété en première instance que cela constituait un traitement ou une peine cruels et inusités, il est fort probable que si l'affaire avait été portée en appel, le gouvernement a toutefois décidé de ne pas se pourvoir, le jugement aurait fort bien pu être cassé car l'isolement cellulaire dans des circonstances considérées par beaucoup comme cruelles, inusitées et dégradantes, ne constituait malheureusement pas un fait inusité dans la société canadienne.

Comme je l'ai dit donc, monsieur le président, l'objectif du présent amendement vise à s'assurer que ce n'est pas simplement parce qu'une forme particulière de peine ou de traite-

[*Texte*]

society for some time, that it not be left out of the protection which is supposed to be accorded pursuant to Clause 12.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Robinson.

The honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Thank you, Mr. Chairman.

I find this amendment by the NDP passing strange.

I would like to ask the Minister or officials of the Crown, this. I understand there was a case in Alabama, not many years ago, when Judge Johnson ruled on the number of times towels had to be changed, because if they were not that was cruel and unusual punishment. Are you familiar with that situation?

Mr. Ewaschuk: I am not sure of that particular case. But we are aware of what this has caused in relation to the jail situation in the United States and the accommodation, and how they had to be changed.

Mr. Epp: Do you care to give us some examples?

Mr. Ewaschuk: Well, I am given to understand that in the case of certain holding cells, it has been decided in some states that you cannot be held before conviction with others and that the judge would go down and take a look and say. "No, this is not good enough for the prisoners. They had better have good accommodation. You put them up in a hotel or something different." It has obviously caused administrative problems.

But, that is not to say that we are not in fact following the very wording of the United States. It gives some flexibility, because Article 8 says "nor cruel and unusual punishments inflicted".

So basically, we are saying the same. This has in fact, been interpreted by the Supreme Court of Canada as well as in the McCann case where Mr. Justice Heald in the case of solitary confinement in the British Columbia setting, struck down that and said, "No, you cannot put this particular prisoner there".

Our concern is that if we widened it up we know less of its implications and what it means.

Right now, we know, dealing with the question of cruel and unusual treatment or punishment that the Supreme Court of Canada in the *Miller and Cockrell* case said that capital punishment may be imposed, notwithstanding those words.

If, in fact, the clause is widened then it may take away from Parliament the right to make that decision and to transfer it to the courts. So we felt it would be better just to stay with the very same words which have been interpreted in the Bill of Rights.

Mr. Epp: Mr. Chairman, I have one other area to question. I thank Mr. Ewaschuk for that answer.

I would like to make an extension to what you have just said. If conjugal visits are not instituted in every prison, I suppose one can argue that they could also be brought into being if this clause were to pass.

[*Traduction*]

ment est habituelle ou a cours au Canada depuis quelque temps qu'on ne l'exclura pas des dispositions de protection offerte par l'article 12.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Robinson.

Monsieur Epp.

M. Epp: Merci, monsieur le président.

Je trouve cette modification des néo-démocrates assez bizarre.

J'aimerais demander au ministre ou à ses conseillers ce qu'il en est. Je me suis laissé dire qu'il y avait eu une affaire en Alabama il y a quelques années à peine dans laquelle le juge Johnson s'était prononcé sur le nombre de fois qu'il fallait changer les serviettes, car cela risquait de constituer une peine cruelle et inusitée. Êtes-vous au courant de ce procès?

M. Ewaschuk: Je ne connais pas bien cette affaire en particulier. Par contre, nous sommes au courant de ce que cela a suscité dans les prisons aux États-Unis; il a fallu améliorer les installations.

M. Epp: Voulez-vous nous donner quelques exemples?

M. Ewaschuk: On m'a laissé entendre que dans le cas des cellules de détention préventive, certains États ont décidé qu'on ne peut incarcérer un prévenu avec les autres avant son procès car le juge va voir les cellules pour décider si elles conviennent aux prisonniers, puis recommande de mieux les loger, à l'hôtel par exemple. Évidemment, cela provoque des problèmes administratifs.

Toutefois, cela ne signifie pas qu'en fait nous ne suivons pas le même libellé utilisé aux États-Unis. Il y a un certain degré de souplesse puisque l'article 8 stipule «ni d'infliger de peines cruelles et inusitées».

Au fond, nous disons la même chose. En fait, la Cour suprême du Canada a interprété cette disposition tout comme dans l'affaire McCann lorsque le juge Heald dans une affaire portant sur l'isolement cellulaire en Colombie-Britannique a décrété que l'on ne pouvait pas incarcérer tel détenu là.

Nous craignons que si nous élargissons ces dispositions, nous ne pourrions pas en prévoir les répercussions et la signification.

À l'heure actuelle, nous savons, quant à la question d'une peine ou d'un traitement cruels et inusités, que la Cour suprême du Canada, dans l'affaire Miller and Cockrell, a décidé que la peine de mort pouvait être infligée nonobstant cette disposition.

Si en fait l'article devenait plus souple, il se pourrait fort bien que le Parlement perde, au profit des tribunaux, le droit de prendre cette décision. Nous avons donc pensé qu'il valait mieux s'en tenir au même libellé que celui de la déclaration des droits qui a déjà fait l'objet d'une interprétation.

M. Epp: Monsieur le président, il y a encore un autre sujet qui m'intéresse. Je remercie M. Ewaschuk de sa réponse.

J'aimerais pousser un peu plus loin ce que vous venez de dire. Si les visites conjugales ne sont pas instituées dans chaque prison, je suppose qu'on pourrait prétendre qu'à la suite de l'adoption de cet article, il faudra les instaurer partout.

[Text]

But I want to ask you, more importantly, this. We put forward an amendment at the time we came forward with our package of amendments, namely, the question of capital punishment and abortion—that they should not be dealt with in any way in the Charter of Rights, that it should be beyond the arms' length of the courts, so to speak.

I would like to ask the Minister whether he has had anyone study Clause 12 and whether any determination has been made as to whether Clause 12 could be interpreted by the courts either as saying that capital punishment is not cruel or unusual, or in fact that it is.

Is the clause neutral on the question of capital punishment?

Mr. Chrétien: The advice I am receiving is that this clause is neutral—the power to decide on capital punishment will remain the prerogative of Parliament.

Mr. Epp: If it is neutral—and I accept your word as being the best knowledge the Crown now has—does that not leave open the possibility that the courts could decide on either side of the case as I have presented it?

Mr. Chrétien: The Supreme Court has already decided. They would have to reverse themselves.

Mr. Epp: Would it not be possible for them to reverse themselves in view of the Charter now coming into effect?

Mr. Chrétien: No, we do not think that would cause them to change their minds and reverse themselves.

If we were to use the words proposed or change them, it could cause them to reverse themselves.

But if you use those words as exist in the Bill of Rights, the legal situation will remain the same.

Mr. Epp: On a philosophical basis, Mr. Minister, do you agree that the question of capital punishment should be left to parliamentarians?

Mr. Chrétien: Yes.

Mr. Epp: That being the case, have you had—and I am not trying to project ahead—any homework done on our proposed amendment, and have you any position on it at this time, or do you want to wait until it comes under the general headings?

Mr. Chrétien: We do not think your amendment is necessary.

Mr. Epp: We will present it at the appropriate time.

Mr. Chrétien: We will discuss the matter at the appropriate time, but you asked me a question.

Mr. Epp: I take it from you that you feel, one, that the matter is neutral and that the Supreme Court has judged on it and declared that it is not unusual or cruel punishment, and that your position is that it should be Parliament judging on these questions, rather than the courts. We will make those arguments at the time which is appropriate to move our amendment.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Epp.

[Translation]

Toutefois, j'aimerais vous poser une question encore plus importante. Nous avons présenté une modification en même temps que toutes les autres sur la question de la peine de mort et de l'avortement, disant qu'il ne devait pas en être question en aucune façon dans la Charte des droits, qu'il fallait en quelque sorte maintenir ces questions à l'abri des tribunaux.

J'aimerais demander au ministre s'il a demandé à quelqu'un d'étudier la question de savoir si l'article 12 pourrait être interprété par les tribunaux comme signifiant que la peine de mort est ou n'est pas une peine cruelle et inusitée.

L'effet de l'article est-il neutre sur la question de la peine de mort?

M. Chrétien: On me dit que l'effet de l'article est neutre—le pouvoir de se prononcer sur la peine de mort demeurera la prerogative du Parlement.

M. Epp: Si son effet est neutre—et j'accepte votre parole que c'est ce que croit la Couronne actuellement—ne serait-il pas possible que les tribunaux se prononcent dans un sens ou dans l'autre dans l'exemple que je vous ai donné?

M. Chrétien: La Cour Suprême s'est déjà prononcée. Il lui faudrait se contredire.

M. Epp: Cela ne serait-il pas possible à la lumière de la charte qui deviendra maintenant loi?

M. Chrétien: Non, nous ne croyons pas que cela pousserait les juges de la Cour Suprême à changer d'avis et à se prononcer dans le sens contraire.

Si nous reprenions le libellé proposé ou si nous le modifions, cela pourrait les pousser à renverser leur décision.

Toutefois, si nous nous en tenons au libellé qui existe déjà dans notre Déclaration des droits, alors la situation juridique demeurera constante.

M. Epp: Du point de vue philosophique, monsieur le ministre, êtes-vous d'avis qu'il faut laisser aux parlementaires la question de la peine de mort?

M. Chrétien: Oui.

M. Epp: Dans ce cas, avez-vous fait faire—et je n'essaie pas d'anticiper—une étude sur notre amendement proposé et avez-vous adopté une position à ce sujet ou voulez-vous attendre pour en discuter d'être rendu à cette question?

M. Chrétien: Nous ne croyons pas que votre amendement soit nécessaire.

M. Epp: Nous le présenterons au moment approprié.

M. Chrétien: Nous en discuterons le moment venu, mais vous m'avez posé la question.

M. Epp: J'en conclus donc que vous estimez, d'abord, que la question est neutre et que la Cour Suprême a déjà décrété qu'il ne s'agissait pas là d'une peine inusitée ou cruelle et que vous croyez que c'est au Parlement de juger de ces questions plutôt qu'aux tribunaux. Nous reprendrons ces arguments le moment venu lorsque nous proposerons notre amendement.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Epp.

[Texte]

The honourable John Fraser, followed by Mr. Hawkes.

Mr. Fraser: Thank you very much, Mr. Chairman. Have the words that Mr. Robinson uses, "cruel, inhuman or degrading treatment or punishment" been interpreted?

Have we any judicial interpretations of that?

Mr. Ewaschuk: No, not in Canada or in the United States, so far as I know. But, as I have stated, it says "nor cruel or unusual punishment".

What we are saying is that we are doing it on the basis of what we know—familiar territory. Now, there was—and I believe Mr. Tassé has it in front of him—some discussion of a wider formulation of the so-called Diefenbaker Bill of Rights, and the wider formulation as proposed by Mr. Robinson was rejected at that time.

Mr. Fraser: That may not necessarily be a reason to reject it now. My concern is what does it mean? Where is it taking us?

Mr. Ewaschuk: Obviously, if we put new words in there, the court will say, "Well, Parliament has decided", meaning you people, that some new meaning should be given to this clause. So they will look at it afresh, they will look at capital punishment—the question of capital punishment, if reinstated anew. They would not look at it in the light of Miller and Cockrell.

What we are saying is: Yes, there may be a new court sitting when it comes up the next time, but it is not probable, not likely that they will reverse themselves, given the same formulation.

But if you go to a new formulation, then it seems to be wide open for them, and it may be taken as an encouragement for them to strike it down.

• 2135

Mr. Fraser: What is bothering me is it seems to me that the moment you take an accused away from his or her family, and deprive them of liberty and put them into an institution and commit them to rules and regulations where they have no options but to do what they are told, that it is quite easy to call that "cruel" and "degrading", and even "inhuman".

The difficulty you get into here is almost any punishment could be called that.

Mr. Ewaschuk: That is why it is coupled with cruel and unusual, so you look at what type of punishment was there. Obviously, jails have existed for quite a long time; capital punishment has existed for a long time; so they said that was not cruel and unusual. On the other hand, this particular form of solitary detention in this area was held by the one judge to be cruel and unusual and maybe in that context, it was; so we have accepted that.

Mr. Fraser: But under those circumstances, and what you are saying is that courts have—like Lord Denning—taken the words and not necessarily reinterpreted them, but given an interpretation to the words which have fitted the particular

[Traduction]

M. John Fraser, suivi de M. Hawkes.

M. Fraser: Merci beaucoup, monsieur le président. Y a-t-il eu une interprétation de l'expression utilisée par M. Robinson «traitement ou peine cruelle, inhumain ou dégradant»?

Avons-nous une interprétation juridique de cette expression?

M. Ewaschuk: Non, pas au Canada ni aux États-Unis, à ma connaissance. Toutefois, comme je l'ai dit, il y est dit «contre tout traitement ou peine cruelle et inusitée».

En fait, nous nous en tenons à ce que nous savons, au terrain connu. Or il y a eu, je crois que M. Tassé a le texte devant lui, certaines discussions sur une formule élargie de ce qui se trouve dans la déclaration des droits de M. Diefenbaker, la même formule reprise aujourd'hui par M. Robinson, mais cela avait été rejeté à l'époque.

M. Fraser: Cela ne signifie pas nécessairement qu'il faille en faire de même aujourd'hui. Je veux savoir ce que cela signifie. Où cela nous mène-t-il?

M. Ewaschuk: Il est évident que si nous adoptons un nouveau libellé, les tribunaux diront, «le Parlement a décidé» c'est-à-dire vous, qu'il fallait donner un nouveau sens à cet article. Donc les tribunaux regarderont la chose d'un œil nouveau, ils examineront la peine de mort, la question de la peine de mort, si il y a une nouvelle formulation. Ils ne tiendront plus compte de la décision rendue dans l'affaire Miller et Cockrell.

Pour notre part, nous prétendons que bien sûr la prochaine fois qu'une affaire de ce genre se présente devant le tribunal, ce sera un nouveau tribunal, mais il n'est pas probable, si les dispositions sont les mêmes, qu'ils renversent leur première décision.

Toutefois, si nous adoptons un nouveau texte, les juges penseront que rien n'est tranché et pourront même se sentir encouragés à renverser le précédent.

M. Fraser: Ce qui m'ennuie, c'est qu'il me semble qu'à partir du moment où l'on éloigne un accusé de sa famille, qu'on le prive de liberté, qu'on l'incarcère et qu'on le soumet à un règlement qui ne lui offre aucune autre possibilité que de faire ce qu'on lui dit, il devient très facile de dire que voilà quelque chose de «cruel», et «dégradant», et même «inhumain».

Le problème c'est que presque toute peine peut être qualifiée ainsi.

M. Ewaschuk: C'est pourquoi nous avons ajouté cruel et inusité ce qui permet de voir si ce genre de peine existait déjà. Évidemment, il existe des prisons depuis longtemps; la peine de mort existe depuis longtemps, les tribunaux ont donc dit que ce n'était ni cruel ni inusité. D'autre part, un juge a décrété qu'une forme particulière d'isolement cellulaire était cruelle et inusitée et peut-être que dans ce cas, c'était vrai; nous avons donc accepté cette décision.

M. Fraser: Dans de telles circonstances, donc vous voulez dire que les tribunaux ont, tout comme Lord Denning, appliqué le texte sans nécessairement l'interpréter, adaptant les

[Text]

circumstances. It is your position that that is the way it should remain, at the moment?

Mr. Chrétien: I would like to read to you a section from Tarnopolsky, the Canadian Bill of Rights, his comment on page 238, where he said:

In the original draft, this clause refers to the imposition of torture, of cruel, inhuman or degrading treatment or punishment

Which was a direct copy of Article 4(2) of the Universal Declaration.

However, there was so much criticism of this phrase as being too vague, both by legal writers and by witnesses before and members of the Special Committee on the Bill of Rights, that it was decided to change the clause to its present wording. This brings it into line with the wording of the English and the American Bill of Rights.

I think, as my adviser told the Committee, we are on known grounds since now more than 10 years, there have been judgments of the court and we do not want to reopen it to new interpretation. We are satisfied with the status of law in that matter at this moment and we do not want to accept an amendment so that it could create a lot of uncertainty.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Fraser. Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman. I have a series of short questions, I think. You had the choice of "everyone" which is in the clause, but you could have put "any person", which you did in Clause 11. My previous understanding is that the word "everyone" would include artificial corporations. Is that the intent of the government to have the clause apply to artificial persons as well as human persons.

Mr. Ewaschuk: I guess in relation to the punishment, you cannot incarcerate a corporation. On the other hand, Mr. Basford did go public and I do not know if the Minister will be going public, but we had Bill C-51 where in fact he wanted to impose certain work orders and such, and compensation orders, against corporations in certain cases. I do not know how they would discharge that, but somebody would have to do that and the corporation would have to pay for it. So it would be very unusual, you are quite right, where that would apply to anybody other than a natural person, but since the word "everyone" is there, it would apply to corporations as well.

Mr. Hawkes: That word in conjunction with, not so much the word "punishment" as "treatment", when coupled with "unusual", we have got those three words in there. I guess some of the thoughts that were going through my head, I wondered if you had considered and what comments you might have, but there has been, I think, a trend in North America to unusual punishments in terms of sentencing. There have been courts which were establishing, related to aboriginal people and their cultures, which are handing out sentences which would be termed unusual relative to past practices. That is being done with a view that those treatments better fit the

[Translation]

dispositions à une circonstance particulière. Vous êtes d'avis que pour l'instant les choses devraient rester comme elles sont?

M. Chrétien: J'aimerais vous lire un extrait du *Canadian Bill of Rights* de Tarnopolsky, page 238 où l'auteur écrit:

Dans la version originale, il s'agit dans cet article de la torture infligée, du traitement ou d'une peine cruelle, inhumaine ou dégradante.

C'est copié directement sur l'article 4(2) de la Déclaration universelle.

Toutefois, cette phrase a été tellement accusée d'être trop vague, et par les auteurs juridiques et par les témoins qui ont comparu devant les membres du comité spécial sur la Déclaration des droits qu'il a été décidé d'adopter plutôt le libellé actuel. Ainsi le texte est conforme au libellé des chartes de droits anglaises et américaines.

Comme mon conseiller l'a dit au comité, je crois que nous sommes en terrain connu puisque, après plus de dix ans, nous avons les décrets des tribunaux, et nous ne voulons pas que cette disposition se prête à une nouvelle interprétation. Nous sommes heureux de l'état actuel de la loi en ce moment et nous ne voulons pas accepter un amendement qui pourrait engendrer beaucoup d'incertitude.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Fraser. Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président. J'ai une série de courtes questions. Vous avez choisi l'expression «chacun» mais vous auriez pu choisir «tout inculpé» comme à l'article 11. J'avais cru comprendre que l'expression «chacun» inclut des personnes morales. Le gouvernement veut-il que l'article s'applique à des personnes morales tout comme à des personnes humaines?

M. Ewaschuk: Quand il s'agit de punir, il est impossible d'incarcérer une société. D'autre part, M. Basford s'était prononcé en public, et je ne sais pas si le ministre en fera de même, mais dans le bill C-51, M. Basford voulait pouvoir imposer dans certains cas aux sociétés des ordres de réparation, des décrets d'indemnisation, etc. Je ne sais pas exactement comment une société pourrait s'acquitter de cette obligation, mais quelqu'un devrait faire le travail que paierait ensuite la société. Vous avez parfaitement raison donc, il serait assez rare que quelqu'un autre qu'une personne humaine soit visée par cette disposition mais puisqu'on y trouve le mot «chacun», les sociétés se trouveraient également visées.

M. Hawkes: Ce mot lié, pas tellement à «peine» mais plutôt à «traitement» et «inuité», nous donne trois mots lourds de sens. Je me demandais si vous avez réfléchi à la tendance qui se manifeste en Amérique du Nord et ce que vous pensez des peines inusitées imposées sous forme de sentence. Nous avons vu des tribunaux qui dans le cas d'autochtones et de leur culture ont prononcé des sentences qu'on pourrait appeler inusitées par rapport à ce qui s'est fait par le passé. On a agi de la sorte parce qu'on a jugé que de tels traitements étaient mieux adaptés à la culture de ces gens et pourraient avoir un effet positif pour la société, en ce sens qu'on prévoyait ainsi un taux moins élevé de récidivisme.

[Texte]

culture and would have a positive benefit for society in the fact that, supposedly, they would lead to less recidivism.

I am just wondering if your sets of words might make some of the unusual but positive treatments and punishments, potentially positive treatments and punishments, subject to court challenge that might be successful.

Are we creating difficulty here, or positive change?

Mr. Ewaschuk: In fact, I think it has been viewed in a positive light that they are beneficial to the jurisdiction, their native JPs and such, who sentence their own, their unusual task, you are quite right, but they have not been characterized as cruel. In fact, they have been accepted by the aboriginal peoples, so in that sense I do not think we are worried about it.

Mr. Hawkes: Have you carefully considered those aspects of these words? I would just like the government's assurance that they want it to apply to artificial people and that the combination of the word "unusual" and the word "treatment" as it appears in here, you have really considered it carefully and we are not asking for trouble on the positive side.

Mr. Ewaschuk: No, I do not see any problem, Mr. Hawkes, with the word "everyone" applying to a corporation, because if in fact some judge comes up with something cruel and unusual in relation to the corporation, why should it stand? What will probably happen is the Court of Appeal on a sentence will substitute a new sentence and the particular punishment will be struck down and it will be as simple as that.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Hawkes.

Mr. Robinson, to conclude on the proposed motion.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman. Just to conclude on this particular proposed amendment, I would like to quote from the report which Canada submitted on behalf of both the federal government and the provincial governments on this question. This report states:

In Canada torture and the imposition of cruel, inhuman or degrading punishment or treatment or practices contrary to the philosophy of Canadian criminal law

Mr. Chairman, if that is the case, and if we recognize that governments, both provincial and federal, are bound by the provisions of the International Covenant, that those provisions were accepted by Conservative provincial governments, indeed by all provincial governments as well as by the federal government, then we accept that no Canadian should be subjected to cruel, inhuman or degrading treatment or punishment.

I point out again that in February of 1979, the federal government at that time presumably advised by the same legal advisers, put forward the following as a proposal:

the right to protection against cruel or inhuman treatment or punishment

[Traduction]

Je ne demande simplement si cet ensemble d'expressions pourraient permettre de contester avec succès devant les tribunaux certains traitements et peines inusités mais positifs ou éventuellement positifs.

Créons-nous ainsi des difficultés ou s'agit-il d'un changement positif?

M. Ewaschuk: En fait, les sentences imposées sont inusitées, vous avez parfaitement raison, mais non cruelles et elles ont été jugées favorablement à la lumière des avantages pour la région par les juges autochtones qui imposent des sentences à leurs propres gens. En fait, ces ententes ont été acceptées par les autochtones et donc, en ce sens, nous n'avons pas à nous inquiéter.

M. Hawkes: Avez-vous étudié avec soin cet aspect de ces expressions? J'aimerais que le gouvernement m'assure qu'il veut que cette disposition s'applique aux personnes morales et que le jumelage du mot «inusité» et du mot «traitement» comme c'est le cas ici a fait l'objet d'un examen sérieux, que nous ne risquons pas de bloquer l'aspect positif.

M. Ewaschuk: Non, je n'envisage aucun problème, monsieur Hawkes, à cause du mot «chaucn» qui incluerait les sociétés, car s'il arrivait qu'un juge impose une sanction cruelle et inusitée à une société, pourquoi cette décision serait-elle maintenue? Fort probablement, la Cour d'appel imposerait une nouvelle sentence effaçant ainsi la peine première, c'est aussi simple que cela.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Hawkes.

Monsieur Robinson, le mot de la fin sur la motion proposée.

M. Robinson: Merci, monsieur le président. Pour mettre un dernier point à l'amendement proposé, j'aimerais vous citer un extrait du rapport que le Canada a présenté au nom et du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux sur cette question. On déclare dans le rapport:

Au Canada, la torture ainsi que l'imposition de peines, traitements ou des pratiques cruelles, inhumaines ou dégradantes sont contraires à la philosophie du droit criminel canadien

Monsieur le président, si c'est le cas, si nous admettons que les gouvernements, et provinciaux et fédéral, sont liés par les dispositions du Pacte international, que ces dispositions ont été acceptées par les gouvernements conservateurs provinciaux et en fait par tous les gouvernements provinciaux ainsi que par le gouvernement fédéral, alors nous devons reconnaître qu'aucun Canadien ne devrait être assujéti à un traitement ou une peine cruel, inhumain ou dégradant.

Je souligne encore une fois qu'au mois de février 1979, le gouvernement fédéral sur les conseils de ces mêmes conseillers juridiques, peut-on le supposer, présentait la proposition suivante:

le droit à la protection contre tout traitement ou peine cruel ou inhumain

[Text]

Mr. Chairman, I suggest that they were then recognizing that to be bound by the formulation of cruel and unusual was inappropriate and did not recognize that we did have certain obligations, we do have certain obligations internationally, that the narrow interpretation by the Supreme Court of Canada of those words was not in keeping with those obligations and it is in order to bring the Charter of Rights into compliance with the spirit of the Charter and to recognize the concerns expressed by many, many witnesses appearing before this Committee, that this amendment is being proposed.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Robinson.

Amendment negatived.

Clause 12 as amended agreed to.

On Clause 13—*Self-crimination*.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to invite the honourable members to take the next amendments, the amendment dealing with Clause 13. It is the amendment numbered C-19, Clause 13, page 5. It is a government amendment.

I would like to invite Mr. Irwin to move the amendment.

Mr. Irwin: Thank you, Mr. Chairman. There are two things involved in this amendment, first a gender clarification and secondly, an extension to cover voluntary as well as compelled witnesses.

I move that Clause 13 of the proposed constitution act, 1980 be amended by striking out lines 34 to 39 on page 5 and substituting the following:

Self-crimination

13. A witness who testifies in any proceedings has the right not to have any incriminating evidence so given used to incriminate that witness in any other proceedings, except in a prosecution for perjury or for the giving of contradictory evidence.

M. Corbin: En français monsieur le président, je propose

Que l'article 13 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 34 à 39, page 5, de ce qui suit:

«13. Chacun a droit à ce qu'aucun témoignage incriminant qu'il donne ne soit utilisé pour l'incriminer dans d'autres procédures, sauf lors de poursuites pour parjure ou pour témoignages contradictoires.»

Merci.

Le coprésident (M. Joyal): Sénateur Asselin.

Le sénateur Asselin: Monsieur le président, je voudrais savoir des officiers du ministère si cet article aura pour objet d'éliminer la responsabilité de celui qui témoigne de demander la protection de la cour.

Dans bien des cas, on demande à un client qui peut faire face à des offenses postérieures qu'il demande au tribunal la protection de la cour à la condition, évidemment, qu'il ne se parjure pas ou qu'il ne rende pas un faux témoignage.

[Translation]

Monsieur le président, je prétends que l'on reconnaissait alors que l'expression cruel et inusité ne convenait pas, ne reconnaissait pas que nous avons certaines obligations, des obligations internationales, que l'interprétation étroite de la Cour suprême du Canada de ces expressions ne se conformait pas à nos obligations; c'est afin de respecter dans la Charte des droits l'esprit de la Charte et de tenir compte des préoccupations exprimées par de nombreux témoins qui ont comparu devant notre comité que nous proposons cet amendement.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Robinson.

L'amendement est défait.

L'article 12 amendé est adopté.

L'article 13—Déclaration incriminante.

Le coprésident (M. Joyal): Je prierais les membres du comité de passer au prochain amendement, l'amendement portant sur l'article 13. Il s'agit de l'amendement G-19, article 13, page 5. Il s'agit d'un amendement gouvernemental.

J'aimerais inviter M. Irwin à proposer l'amendement.

M. Irwin: Merci, monsieur le président. Il s'agit d'un amendement à deux volets, d'abord une précision du genre et deuxièmement, un élargissement afin d'inclure les témoins volontaires ainsi que ceux qui sont sommés de comparaître.

Je propose que l'article 13 du projet de loi constitutionnel de 1980 soit modifié en substituant aux lignes 34 à 39, page 5, ce qui suit:

Déclaration incriminante

13. Chacun a droit à ce qu'aucun témoignage incriminant qu'il donne ne soit utilisé pour l'incriminer dans d'autres procédures, sauf lors de poursuites pour parjure ou pour témoignages contradictoires.

Mr. Corbin: Mr. Chairman, I move

That Clause 13 of the proposed Constitution Act (1980) be amended by striking out lines 34 to 39 on page 5 and substituting the following:

"13. A witness who testifies in any proceedings has the right not to have any incriminating evidence so given used to incriminate that witness in any other proceeding, except in a prosecution for perjury or for the giving of contradictory evidence."

Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Senator Asselin.

Senator Asselin: Mr. Chairman, I would like the officials from the department to tell me if this clause will eliminate the necessity for a witness to ask for the protection of the court.

In many cases, it is asked of a witness who might face future prosecution that he ask the court for its protection on the condition, of course, that he neither commit a perjury or give contradictory evidence.

[Texte]

Je voudrais savoir si cela va éliminer ce besoin qu'a l'accusé dans bien des cas de demander la protection de la cour.

Je voudrais savoir également, dans le texte français, lorsqu'on parle de témoignages contradictoires, s'il ne serait pas mieux de parler de faux témoignages?

Mr. Ewaschuk: Yes, in relation. This is proposed, the Law Reform Commission has recommended this. Certain judges have written in to us recommending it. Mr. Justice Lamer, in a case, Quebec Court of Appeal, before he went to the Supreme Court of Canada, called Côté, has recommended it to change basically what is section 5 now of the Canada Evidence Act. So the witness need not make this application. He would invoke the statute but some judges would say you have to ask in relation to each and every question.

This basically cuts that having to ask, announcing it to the court, the unsettled question that needs to be, in relation to each and every question, the person automatically gets it.

If you are testifying, your testimony then is frozen. It cannot be used against you except in relation to perjury or contradictory evidence.

Contradictory evidence in Section 124, was brought in in 1955 amendments, and basically that is the situation where you have two proceedings. He may have testified at the preliminary enquiry for the Crown, then he is testifying at trial, he says "black" at the preliminary, "white" at the trial, so you do not have to prove at which one he is lying, but nonetheless, you have to show that he intended to mislead the court at one or the other of those proceedings. It is basically you tender the transcript of evidence from both proceedings. That proves the case.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Merci, Sénateur Asselin. I see that honourable members are ready for the vote.

The honourable John Fraser.

Mr. Fraser: Something has always worried me about this contradictory, because if there is a contradiction between the preliminary enquiry and the trial, but it falls less than what the prosecution thinks can establish perjury, I have always been worried about this because a witness of low intelligence, a witness under considerable emotional strain or emotional difficulties, and I am not talking about the ordinary emotional difficulty that goes with anybody who is a witness or an accused, could make a relatively innocent contradictory statement. And I suppose there is some case law on that, but it has always bothered me; and I am just wondering why we want to entrench that in the constitution. I have always felt that that was a matter which we might well look at again in terms of legislation or the rulings of the court.

Mr. Ewaschuk: In that regard, I think clearly we consider it to be a species of perjury, given in a judicial proceedings, but there are some safeguards within Section 124 itself. The Crown has to prove, they have to satisfy the court beyond a reasonable doubt that the accused in giving evidence in either of the proceedings, intended to mislead, that is in one of those proceedings; and then unlike in perjury, it has to be material

[Traduction]

I would like to know if the accused will no longer have to ask the protection of the court.

I would also like to know in the French text when it is said (témoignages contradictoires) if it might not be better to speak of (faux témoignages)?

M. Ewaschuk: Oui. C'est sur la recommandation de la Commission de la réforme du droit que cet amendement est proposé. Certains juges nous ont écrit pour nous le recommander. M. le juge Lamer, dans l'affaire Côté à la Cour d'appel du Québec, avant qu'il n'aille à la Cour suprême du Canada, avait recommandé que soit modifiée cette disposition qui est la même qui figure à l'article 5 maintenant de la Loi sur la preuve au Canada. Ainsi le témoin n'a pas à faire cette demande. Pour l'instant, ce dernier peut invoquer la loi, mais certains juges prétendent qu'il doit demander cette protection à chaque question posée.

Grâce à cet amendement, il ne sera plus nécessaire de demander, de l'annoncer au tribunal, de le redire pour chaque question, la protection sera automatiquement accordée.

Si vous témoignez, votre témoignage est gelé. On ne pourra pas y recourir contre vous, sauf en cas de parjure ou de témoignages contradictoires.

L'article 124 sur les témoignages contradictoires existe depuis les amendements de 1955 et c'est pourquoi, en fait, il y a deux procédures. Un témoin peut avoir témoigné à l'enquête préliminaire pour la Couronne où il aurait dit «noir» et au procès dire «blanc» dans son témoignage; ainsi vous n'avez pas à prouver dans quel cas il mentait, il vous suffit de démontrer qu'il avait l'intention d'induire le tribunal en erreur à l'une ou à l'autre des instances. En fait, il vous suffit de présenter la transcription des témoignages des deux séances et la preuve est faite.

Le coprésident (M. Joyal): Thank you, senator Asselin. Je vois que les membres du comité sont prêts à passer aux voix.

Monsieur Fraser.

M. Fraser: Il y a un aspect des témoignages contradictoires qui m'a toujours préoccupé car s'il y a une contradiction entre l'enquête préliminaire et le procès, mais insuffisamment pour que la Couronne croie pouvoir démontrer qu'il y a eu parjure, je crains toujours qu'un témoin de faible intelligence, un témoin sous le coup d'un stress émotif ou souffrant de difficultés émotives, et je ne parle pas là d'émotion ordinairement associée avec le fait d'être témoin ou accusé, pourrait faire une déclaration contradictoire assez innocente. Je suppose qu'il y a des précédents à ce sujet, mais la chose m'a toujours préoccupé; je me demande pourquoi nous voulons enchaîner cette disposition dans la constitution. J'ai toujours pensé qu'il vaudrait peut-être mieux réexaminer les lois ou les décisions des tribunaux en la matière.

M. Ewaschuk: Dans ce cas, je crois que nous estimons qu'il s'agit d'une sorte de parjure fait au cours d'une procédure judiciaire, toutefois l'article 124 même contient certaines garanties. La Couronne doit démontrer, doit persuader le tribunal hors de tout doute raisonnable, que l'accusé en témoignant à l'une ou l'autre procédure avait l'intention d'induire en erreur, lors de l'audition de l'une des affaires; contrairement à

[Text]

evidence that where the inconsistency is, it is material to what must be proved, that is, Section 124(2), and then the further safeguard is there, and this is the reason why the charge is not laid very often, to require the consent of the Attorney General; so there are certain safeguards in that particular charge.

Mr. Fraser: But surely, the problem that we are facing here is akin to the problem that some of us have expressed when we start to add bits and pieces of the criminal law to the Charter of Rights.

What has happened here is that you are entrenching into the constitution a conviction for contradictory evidence and all the safeguards to what that means lies in the Criminal Code and is subject to amendment or to change.

Mr. Ewaschuk: As with the definition of perjury.

Mr. Fraser: That is true, but perjury is a pretty clear thing. We understand what that is, but contradictory evidence can be something far short of an intention to do wrong. My real concern here is what is the necessity of putting the words "or for the giving of contradictory evidence" into the Charter of Rights, because that is a punishment?

Surely the concept of rights is to establish rights, not punishment, and if you left those words off you would have a traditional thing we understand, perjury, certainly; but you would still be left with contradictory evidence in the Criminal Code with the safeguards that go with that concept of contradictory evidence; but here you are literally enshrining an offence and leaving it to the statute law to provide the protection.

• 2155

Mr. Ewaschuk: I guess I am missing your point, Mr. Fraser, because all I am saying is that what you have done, basically this section freezes that evidence, you cannot use it. So what this says is a witness does not have to claim the protection, you simply get up and you give your testimony and the testimony is black on one occasion, white on another occasion, it has to be with intent to mislead, it must be in a material particular, then you can use it in that charge. It does not necessarily convict you, you have to go and show that it is with intent to mislead, you have to show how it is a material particular, you have to prove it, but you can use it in that species of perjury, that is all it says.

It does not, then, just freeze this evidence, immunize that evidence.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Fraser.

Mr. Fraser: Just a minute, Mr. Chairman.

I am disturbed enough about this and have been for some years to caution the Committee about including the words "contradictory statements" in the Charter of Rights the way

[Translation]

ce qui se passe dans le cas d'une accusation de parjure, l'accusation doit porter sur des preuves matérielles relativement à ce qui doit être prouvé, c'est-à-dire à l'article 124(2) ce qui permet d'avoir cette autre garantie; c'est la raison d'ailleurs pour laquelle cette accusation n'est pas très souvent portée, car il le faut le consentement du procureur général; il existe donc certaines garanties.

M. Fraser: Toutefois le problème est encore une fois celui auquel nous faisons face lorsque nous voulons ajouter des petits morceaux du droit criminel à la Charte des droits.

Ce que vous voulez faire, c'est d'enchâsser dans la constitution la possibilité de trouver quelqu'un coupable de témoignage contradictoire alors que toutes les garanties qui s'y rattachent se trouvent dans le Code criminel qui est sujet à amendement ou modification.

M. Ewaschuk: Tout comme dans le cas de la définition de parjure.

M. Fraser: C'est exact, mais le parjure est une question assez claire. Nous comprenons de quoi il s'agit, mais le témoignage contradictoire peut n'avoir rien à voir avec l'intention de mal faire. Je me demande vraiment pourquoi il est nécessaire d'inclure les mots «ou pour témoignages contradictoires» dans la Charte des droits, car il s'agit là d'une peine.

Or, l'idée des droits, c'est l'idée de créer des droits, non pas des peines. Si vous n'incluez pas ces mots, nous aurons quelque chose de traditionnel que nous comprenons, le parjure; mais nous aurions toujours les dispositions sur les témoignages contradictoires dans le Code criminel avec des garanties rattachées à l'idée du témoignage contradictoire; ici finalement vous enchâssiez un délit et vous laissez le soin à la loi de fournir une protection.

M. Ewaschuk: Je crains que je ne comprends pas votre argument, monsieur Fraser, car tout ce que je dis c'est qu'à cause de cette disposition le témoignage sera gelé, on ne pourra pas y avoir recours. On dit simplement ici qu'un témoin n'a pas à réclamer cette protection, il lui suffit de se lever, de donner son témoignage, et si le témoignage dit noir dans un cas et blanc dans un autre, il faut que ce soit avec l'intention d'induire en erreur, il faut que ce soit sur des faits et alors vous pouvez vous en servir pour tenter des poursuites. Vous n'êtes pas nécessairement reconnu coupable pour autant, car la preuve doit être faite que vous aviez intention d'induire en erreur, il faut démontrer qu'il s'agissait d'un fait matériel; il faut quand même en faire la preuve, mais vous pouvez utiliser le témoignage dans ce cas particulier de parjure, c'est tout ce qui est prévu.

Ainsi, le témoignage n'est pas gelé, il n'est pas hors d'atteinte.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Fraser.

M. Fraser: Un instant, monsieur le président.

Je suis assez inquiet et je le suis depuis quelques années pour mettre le comité en garde et lui dire de ne pas inclure l'expression «témoignages contradictoires» dans la Charte des

[Texte]

they are doing. It is already in the Criminal law and the safeguards do not lie here with respect to that particular part.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Fraser. Amendment agreed to.

Clause 13 as amended agreed to.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would invite honourable members to take the next amendment related to Clause 14.

On Clause 14—*Interpreter*

The Joint Chairman (Mr. Joyal): There are two amendments in relation to Clause 14, the first one is the amendment identified N-20, Clause 14, page 5. It is an amendment moved by the New Democratic Party and I would like to invite Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, we are on N-20, are we?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I have already called the amendment identified as N-20, Clause 14, page 5.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

I would then move this amendment as follows, that Clause 14 of the proposed constitution act, 1980 be amended by striking out lines 40 to 44 on page 5 and substituting the following:

14. Every person has the right to the assistance of an interpreter in any proceedings before a court, tribunal, commission, board or other authority in which the person is involved or is a party or a witness if the person does not understand or speak the language in which the proceedings are conducted, or is subject to a hearing impairment.

Et en français, il est proposé

Que l'article 14 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 40 à 43, de ce qui suit:

«14. Les personnes qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue dans laquelle se déroulent des procédures devant une instance judiciaire, quasi-judiciaire, administrative ou autre, ont droit à l'assistance d'un interprète; les personnes atteintes de déficiences auditives ont également ce droit dans les mêmes circonstances.»

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Before I invite you to give an explanation, Mr. Robinson, the honourable James McGrath on a point of order.

Mr. McGrath: I am just wondering, Mr. Chairman, at first glance it would seem that our amendment, which is CP-7, Clause 14, page 5 should come first.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The only reason I have called the amendment proposed by the New Democratic Party, I refer to you the previous indication that the Chair would call in order the amendments, and so far as the New Democratic Party amendment deals with line 40 and your amendment deals with line 43, that is why I have to call according to the previous procedure, I have to call the New Democratic Party amendment first even though the Chair realizes that if the

[Traduction]

droits comme on se propose de le faire. C'est déjà prévu dans le Code criminel où on trouve également des dispositions protectrices. Il n'y a aucune protection ici.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Fraser.

L'amendement est adopté.

L'article 13, amendé, est adopté.

Le coprésident (M. Joyal): Je prierais peut-être maintenant les membres du comité de passer à l'amendement suivant qui porte sur l'article 14.

L'article 14—*Interprète*

Le coprésident (M. Joyal): Nous avons deux amendements qui portent sur l'article 14, le premier, N-20, article 14, page 5. Cet amendement est proposé par le Parti néo-démocrate et j'invite M. Robinson à le proposer.

M. Robinson: Monsieur le président, nous sommes rendus à N-20?

Le coprésident (M. Joyal): J'ai déjà annoncé l'amendement qui porte le numéro N-20, sur l'article 14, page 5.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Je propose donc l'amendement suivant: que l'article 14 du projet de loi constitutionnelle de 1980 soit modifié en remplaçant les lignes 40 à 43 par ce qui suit:

14. Les personnes qui ne comprennent pas ou qui ne parlent pas la langue dans laquelle se déroulent les procédures devant une instance judiciaire, quasi-judiciaire, administrative ou autre, ont droit à l'assistance d'un interprète; les personnes atteintes de déficiences auditives ont également ce droit dans les mêmes circonstances.

And in French it is proposed:

That Clause 14 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out lines 40 to 43 on page 5 and substituting the following:

14. Every person has the right to assistance of an interpreter in any proceedings before a court, tribunal, commission, board or other authority in which the person is involved or is a party or a witness if the person does not understand or speak the language in which the proceedings are conducted, or is subject to a hearing impairment.

Le coprésident (M. Joyal): Avant de vous inciter à nous donner une explication, monsieur Robinson, M. McGrath invoque le Règlement.

M. McGrath: A première vue, il semble que notre amendement, numéro CP-7, qui touche également l'article 14, page 5, devrait être étudié le premier.

Le coprésident (M. Joyal): Nous vous avons déjà indiqué que les présidents allaient mettre les amendements en délibération dans l'ordre et l'amendement proposé par le Nouveau Parti démocratique touche la ligne 40, tandis que le vôtre touche la ligne 43. Je dois m'en tenir à la procédure suivie jusqu'à maintenant et mettre l'amendement du Nouveau Parti démocratique en délibération tout d'abord même si je me rends compte que si l'amendement du Nouveau Parti démocratique

[Text]

New Democratic Party amendment is accepted by this Committee, the amendment identified CP-7 is already included in the previous amendment, but if the amendment by the New Democratic Party is not accepted that does not prevent you from moving the amendment identified as CP-7.

Mr. Chrétien: Mr. Chairman, for a matter of clarification, you gave the background of the discussion on Clause 14. We cannot accept the amendment of Mr. Robinson and I will explain why, but we can accept the amendment of the Conservative Party and so perhaps we should deal with the two and I can give the explanation to Mr. Robinson so that it will not—the intention is all the same but the way of drafting one is better than the drafting of the other, and the Robinson amendment, if I can use that term, the 150th amendment, it is too vague and could create all sorts of problems.

I am informed, for example . . .

Mr. Robinson: Mr. Chairman, on a point of order. Mr. Chairman, with great respect to the Minister, if I might have an opportunity to at least explain the amendment before it is shot down by the Minister. That is, I believe the normal procedure.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I will invite Mr. Robinson to present his amendment in the usual way.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

I know that the Minister still has an open mind on the subject and will be listening with great interest and will not be subject to any impairment involving hearing. It is one thing not to listen, Mr. Chairman, it is another thing to be subjected to a hearing impairment.

Mr. Chairman, the purpose of this amendment is to expand the protection presently accorded in Clause 14 to an interpreter, and it is not something which is unusual or vague or difficult to apply, as the Minister suggested, because with respect, Mr. Minister, through you, Mr. Chairman, the wording is taken precisely from the terms of Bill C-60.

Now, once again, Mr. Minister, I would have assumed that the same people who advised you on Bill C-60 would be advising you today and I am sure that they would not have wished to advise you at that time to accept something which was vague or impossible to interpret.

Mr. Chairman, it is not a question of vagueness, it is a question of scope. In Clause 14, as the amendment would read, we would be going beyond proceedings in which a person was a party or witness, but we would be going to proceedings in which a person was involved, to use the words of the proposed amendment, and we would also be expanding the words to deal with other authorities.

As I say, this is the proposal in Bill C-60, it was accepted by the MacGuigan-Lamontagne Committee, it was not considered by the government two years ago to be vague or difficult to interpret. I suggest that the amendment was reasonable and that it should be accepted. I would hope that it would be accepted by the government.

I would also say that I am pleased to hear that the government is prepared to accept the amendment with respect to

[Translation]

est adopté par le Comité, l'amendement portant le numéro CP-7 est d'office adopté. Cependant, si l'amendement du Nouveau Parti démocratique est rejeté, vous pourrez toujours proposer votre amendement.

M. Chrétien: Monsieur le président, vous avez donné un aperçu des discussions qui ont traité de l'article 14. Nous ne pouvons accepter l'amendement de M. Robinson et je vais vous expliquer pourquoi. Cependant, comme nous pouvons accepter l'amendement du Parti conservateur, nous devrions peut-être étudier les deux. L'intention est la même dans les deux amendements, mais il y en a un qui est mieux rédigé que l'autre. L'amendement de M. Robinson, le 150^e, si vous me permettez cette expression, est trop vague et créerait toutes sortes de problèmes.

On me dit que, par exemple, . . .

M. Robinson: Monsieur le président, j'invoque le règlement. Sauf tout le respect que je dois au ministre, j'aimerais avoir l'occasion d'expliquer mon amendement avant que le ministre ne le réfute. Je crois que c'est la procédure normale.

Le coprésident (M. Joyal): J'invite M. Robinson à nous présenter son amendement conformément à la procédure habituelle.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Je sais que le ministre n'a pas d'opinion toute faite à ce sujet et qu'il écoutera avec grand intérêt ce que j'ai à dire puisqu'il ne souffre pas d'incapacité auditive. Il y a toute une différence entre ne pas écouter et souffrir d'une incapacité auditive.

Monsieur le président, cet amendement veut étendre la protection offerte en ce moment par l'article 14 à d'autres catégories de personnes. Ce n'est pas inhabituel, vague ou difficile à appliquer comme le ministre l'a laissé entendre, surtout que ce libellé est tiré directement du projet de loi C-60.

Je suppose que ceux qui vous ont conseillé dans le cas du projet de loi C-60, vous conseillent encore aujourd'hui et je suis certain qu'ils ne vous auraient jamais conseillé à l'époque d'accepter quelque chose qui était vague ou difficile à interpréter.

Monsieur le président, il ne s'agit pas d'imprécisions, il s'agit de la portée de l'article. Selon notre amendement, l'article 14 ne s'appliquerait non seulement aux procédures où la personne en question est partie ou témoin, mais également aux procédures auxquelles la personne en question est mêlée, et nous ajouterions également une disposition touchant les autres autorités.

Comme je l'ai dit, c'est une disposition qui figure dans le projet de loi C-60 qui a été accepté par le comité MacGuigan-Lamontagne il y a deux ans et qui n'était alors pas considérée vague ou difficile à interpréter. J'estime que cet amendement était raisonnable et qu'il devrait être accepté. J'espère que le gouvernement l'acceptera.

J'ajoute que je suis heureux d'apprendre que le gouvernement est disposé à accepter l'amendement au sujet des défi-

[Texte]

deafness which is being proposed both by the Conservative Party and the New Democratic Party but I would hope that the government would recognize the desirability of expanding this in terms which it was presented in Bill C-60.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

Mr. Chrétien: I will ask my advisor to give the explanation but the fact that it was accepted in Bill C-60, the deputy minister is not the same, perhaps he is a judge now, so we have a different troop and to explain why we feel after reflection what is better.

Mr. Ewaschuk: Obviously in relation to the proceedings the administration of justice is conducted by a provincial authorities. The expression in which the person is involved means more than the party or the witness so you can have all kinds of interested parties come to court and this would in fact give them a constitutional right to have interpreters so they could understand the proceedings.

Now, oftentimes that is so. If it is a language problem, the interpreter is there, and there is translation that goes on and there is certain accommodation, but if you were to do that for everybody who came in, who is somehow involved, they may be in fact a relative or so who does not understand the language but they are not a witness, they are not the accused and such, it could have certain important ramifications for the administration of justice and I think that the position we take is that, yes, we are not opposed to that but we would let the provincial try to work that out rather than saying that they have to in fact do it.

We say the minimal, yes, it should be for the witness, it should be for the party, extended to the deaf, but that is as far as we are willing to go at this particular time.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much.

Mr. Robinson to conclude.

Mr. Robinson: Just a question, Mr. Chairman, if I may, to the officials or to the Minister.

Is it my understanding that Clause 14 as the government is proposing now would not cover the right to an interpreter of a person who is, let us say, arrested or detained; if they are being questioned, that they would not be protected by this right to an interpreter, that is my reading at least of Clause 14. Whereas, under the proposed amendment, because of the insertion of the words "or other authority" in which the person is involved, they would be protected in those circumstances?

Mr. Ewaschuk: Well, I kind of doubt that. When you are talking about proceedings before another authority, I doubt that you would get a court characterizing that as being police interrogating somebody.

You must keep in mind again, and we have gone over this before, that the Crown has to prove a statement as voluntary, so if you have two English policemen who were in fact interrogating somebody who did not understand English, it is very unlikely that the judge is going to find that that statement is voluntary.

[Traduction]

ciences auditives proposé par le Parti conservateur et le Nouveau parti démocratique. J'espère cependant qu'il reconnaîtra l'opportunité d'adopter le libellé qui a été tiré du projet de loi C-60.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

M. Chrétien: Je demanderais à mon conseiller de vous expliquer pourquoi cette disposition avait été adoptée dans le projet de loi C-60. Ce n'est peut-être plus le même sous-ministre, il est peut-être juge maintenant. Notre personnel est différent et nous allons vous expliquer pourquoi nous estimons, après réflexion, qu'il vaut mieux ne pas l'adopter maintenant.

M. Ewaschuk: Pour ce qui est des procédures, il est clair que l'administration de la justice relève des autorités provinciales. Si l'on parle des procédures auxquelles une personne est mêlée, on va beaucoup plus loin qu'en disant une partie ou un témoin lors de procédures. Toutes sortes de gens pourraient venir au tribunal et avoir un droit constitutionnel à l'assistance d'un interprète afin de pouvoir suivre les délibérations.

Cela arrive souvent. S'il s'agit d'un problème linguistique, l'interprète est là pour prêter assistance. Cependant, s'il fallait le faire pour quiconque entrerait dans la salle ou serait mêlé aux procédures d'une façon ou d'une autre, il pourrait s'agir d'un parent qui ne comprendrait pas la langue mais qui ne serait pas un témoin, cela pourrait avoir des répercussions importantes sur l'administration de la justice et c'est pourquoi nous nous opposons à cet amendement. Toutefois, nous laisserions les provinces prendre une décision en la matière, plutôt que de les obliger à le faire.

Nous disons qu'à tout le moins, une partie ou un témoin, et on peut étendre cela aux sourds, a droit à l'assistance d'un interprète, mais nous n'irons pas plus loin pour le moment.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup.

Monsieur Robinson, voulez-vous conclure?

M. Robinson: Monsieur le président, j'aurais une question à poser au ministre ou à ses fonctionnaires.

Selon moi, l'article 14 proposé par le gouvernement n'accorderait pas le droit à l'assistance d'un interprète à une personne qui aurait été arrêtée ou serait détenue pour être interrogée. C'est du moins ainsi que je comprends l'article 14. En vertu de l'amendement proposé, où l'on mentionne d'autres instances, ces personnes seraient protégées dans de telles circonstances.

M. Ewaschuk: J'en doute un peu. Vous parlez de procédures devant une instance judiciaire ou autre. Je doute fort qu'un tribunal étendrait cela aux interrogatoires par la police.

Il faut se rappeler que la Couronne doit prouver qu'une déclaration a été faite de façon volontaire. Si deux policiers anglais interrogent quelqu'un qui ne comprend pas l'anglais, il est fort peu probable que le juge estime que cette déclaration a été faite volontairement.

[Text]

So rather than say that the police have to have to bring in, anytime there is a question on whether or not somebody was being interrogated can understand English, they will do that as a matter of course if they want to get that statement in, but it would not be an absolute right in relation to proceedings because I just do not see that as being characterized as proceedings.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Robinson to conclude.

Mr. Robinson: Yes, Mr. Chairman.

Just to conclude, I would remind the Minister through you, Mr. Chairman, of the recent case in Toronto in which this very point was canvassed and raised in connection with an East Indian who was questioned under circumstances in which it was alleged that he did not understand the language in which he was being questioned.

I would also suggest that the words "other authority" have been interpreted by our courts to include circumstances in which a person is being questioned by the police, that the person is an authority figure, when we are dealing, for example, with confessions, and that is the way Canadian jurisprudence has interpreted those words.

I think, Mr. Chairman, with great respect to the present deputy minister, that the advice which was given in 1978 was very sound advice and I would suggest that this Committee should accept that advice.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Robinson.

Amendment negated.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like then to invite the motion identified as CP-7, Clause 14, page 5, the motion proposed by the Conservative Party to be moved and invite the Honourable James McGrath to so do.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, before I read the amendment there is a slight change. The amendment should read "ed or who is deaf" to make it conform technically with the page.

Mr. Chairman, the amendment is as follows, I move that Clause 14 of the proposed constitution act, 1980, be amended by striking out line 43 on page 5 and substituting the following:

ed or who is deaf has the right to the assistance of an"

I will ask my colleague, Senator Tremblay, if he will read it in français, s'il vous plaît.

Le sénateur Tremblay: A titre de suppléance parce que mon collègue pourrait très bien le faire lui-même.

Il est proposé

Que le projet de Loi constitutionnelle de 1981 ...

j'imagine,

[Translation]

Il n'est pas nécessaire d'obliger les policiers à fournir un interprète chaque fois qu'ils voudront interroger quelqu'un qui ne comprend pas l'anglais, parce qu'ils le feront tout naturellement s'ils veulent que la déclaration soit admissible. On ne peut cependant pas en faire un droit en ce qui a trait aux procédures, parce que selon moi, un interrogatoire n'est pas une procédure.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Robinson, voulez-vous conclure?

M. Robinson: Oui, monsieur le président.

Je rappelle au ministre un cas qui s'est présenté récemment à Toronto où l'on a justement soulevé cet argument. On a allégué qu'un Indien avait été interrogé dans une langue qu'il ne comprenait pas.

J'estime également que l'expression «instance judiciaire ou autres» a été interprétée par nos tribunaux comme incluant les cas où une personne est interrogée par la police, que le policier représente l'autorité lorsqu'il reçoit par exemple des aveux. C'est ainsi qu'on a interprété cette expression dans la jurisprudence canadienne.

Sauf tout le respect que je dois au sous-ministre, l'opinion qui avait été fournie au gouvernement en 1978 était tout à fait valable et devrait être acceptée par le comité.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Robinson.

L'amendement est rejeté.

Le coprésident (M. Joyal): J'invite maintenant M. McGrath à présenter la motion CP-7, article 14, page 5, proposée par le Parti conservateur.

M. McGrath: Monsieur le président, avant que je ne lise cette modification, je voudrais vous signaler un petit changement. Pour être techniquement conforme, cette modification devrait commencer par «ed or who is deaf».

Monsieur le président, l'amendement est le suivant: il est proposé que le projet de loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, à l'article 14, de ce qui suit:

14. La partie ou le témoin qui ne peuvent suivre les procédures, soit parce qu'ils ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue employée, soit parce qu'ils sont atteints de surdité, ont droit à l'assistance d'un interprète.

Je demanderais à mon collègue, le sénateur Tremblay, de le lire «in French» if you please.

Senator Tremblay: Just to please my colleague who could very well read it himself.

Moved

That Clause 14 of the proposed Constitution Act, 1981 ...

I imagine,

[Texte]

soit modifié par substitution . . .

Il faut continuer à dire 1980, n'est-ce pas? Merci, monsieur le président, de cette indication.

. . . soit modifié par substitution, à l'article 14, de ce qui suit:

«14. La partie ou le témoin qui ne peuvent suivre les procédures, soit parce qu'ils ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue employée, soit parce qu'ils sont atteints de surdité, ont droit à l'assistance d'un interprète.»

Le coprésident (M. Joyal): Merci, sénateur Tremblay.

Mr. McGrath, to propose the motion in the usual way?

Mr. McGrath: Thank you very much, Mr. Chairman.

I must be getting overtired or perhaps I must be developing a hearing impediment because I thought I hear the Minister say he was going to accept our amendment.

Mr. Chrétien: Yes. Yes.

Mr. McGrath: Well, Mr. Chairman, now that that fact has been so dramatically verified I expect any minute to ask the Minister to give consent to have the amendment withdrawn to be moved on a subsequent amendment. It would be more in keeping with the experience we have had here.

However, Mr. Chairman, this is a serious amendment and I am very, very encouraged by the fact that the government has seen fit to accept it because there are a number of people in this country who have a serious hearing handicap. Indeed, I stand to be corrected on this, but there are over 200,000 Canadians who are deaf or have a hearing disability to the point where they are clinically or legally deaf, and it is a serious problem because their handicap is not apparent and it becomes compounded when they are party to legal proceedings. That is why this amendment is so important.

It is not without interest to note that we are moving in the direction of recognizing the rights of these people, for example in broadcasting they have mechanical devices now in the public broadcasting system in the United States for the hard of hearing or the deaf. I understand that we are moving in that direction in Canada as well.

Mr. Chairman, I am gratified that the government has accepted our amendment and, as a matter of fact, I am speechless.

Mr. Crombie: Two good events on one motion. Two!

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I will not speak on behalf of the government, of course, honourable James McGrath, but you might wonder why the government has changed its mind about that and I told you last week that some see the light because they found their hearts and some change their mind because they hear the voices, and that is probably what happened in the present case.

An hon. Member: I am sure they heard footsteps.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I see that the honourable members are ready for the vote.

Amendment agreed to.

[Traduction]

be amended by striking out . . .

We should keep on saying 1980, should we not? Thank you, Mr. Chairman, for this clarification.

. . . be amended by striking out line 43 on page 5 and substituting the following:

"ed or who is deaf has the right to the assistance of an"

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Senator Tremblay.

Monsieur McGrath, voudriez-vous proposer la motion de la manière habituelle.

M. McGrath: Merci beaucoup, monsieur le président.

Je dois être de plus en plus fatigué ou avoir des problèmes auditifs car j'avais cru entendre le ministre dire qu'il allait accepter notre amendement.

M. Chrétien: Oui, oui.

M. McGrath: Monsieur le président, la démonstration ayant été faite d'une manière très spectaculaire, je m'attends toujours que le ministre demande que l'amendement soit retiré pour être reproposé par la suite. Ce serait tout à fait conforme à ce dont nous avons été témoins.

Cela dit, monsieur le président, est une modification importante et je suis très encouragé par le fait que le gouvernement ait considéré judicieux de l'accepter. Un grand nombre de nos concitoyens souffrent de surdité. Je peux me tromper, mais il y a plus de 200,000 Canadiens atteint de surdité ou ayant un handicap auditif tel que médicalement ou légalement ils sont sourds et c'est un grave problème, car ce handicap n'est pas apparent et est aggravé lorsqu'ils participent à une procédure juridique. C'est la raison pour laquelle cet amendement est si important.

Il n'est pas sans intérêt de remarquer que nous reconnaissons de plus en plus les droits de ces personnes. Par exemple, aux États-Unis, les chaînes de radio ont mis en place des appareils spéciaux pour les malentendants ou les sourds. Je crois comprendre que des efforts similaires sont faits également au Canada.

Monsieur le président, le gouvernement acceptant notre amendement, ma gratitude est telle que je reste sans voix.

M. Crombie: Une motion, deux succès. Deux!

Le coprésident (M. Joyal): Bien entendu, monsieur McGrath, je ne parlerai pas au nom du gouvernement mais vous pouvez vous demander pourquoi le gouvernement a changé d'avis. Je vous ai dit la semaine dernière que le cœur de certains leur faisait voir la lumière et que d'autres changent d'avis après avoir entendu des voix. C'est probablement ce qui s'est passé dans ce cas.

Une voix: Je suis sûr qu'ils ont entendu des pas.

Le coprésident (M. Joyal): Je vois que vous êtes prêts pour le vote.

L'amendement est adopté.

[Text]

Clause 14 as amended agreed to.

On Clause 15—*Equality before the law and equal protection of the law*.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I will invite, then, honourable members to take the amendments in relation to Clause 15. There are a certain number of amendments dealing with Clause 15, especially taking into account that very clause of the proposed motion has two subclauses, Clause 15(1) and Clause 15(2), and in order to deal with the two subclauses in order I would like to invite honourable members to take the amendment identified G-20, Clause 15(1) page 6.

There are two subamendments, to that amendment. The first subamendment that the Chair will invite honourable members to take is the one identified N-21, Clause 15(1), page 6, revised, that is the one with the word "revised" on it, and the next subamendment in relation to the same main amendment is the one identified as CP-8(1), Clause 15, page 6.

So it means that the first subamendment we will be dealing with is the last one that I have mentioned, CP-8(1), Clause 15, page 6, but before we deal with that second subamendment I would like to invite Mr. Irwin to move, or Monsieur Corbin, to move the one identified G-20, subclause 15(1), Page 6.

Monsieur Corbin.

M. Corbin: Merci, monsieur le président.

Or, je propose

Que le paragraphe 15(1) du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, à la rubrique qui précède la ligne 1, et aux lignes 1 à 5, page 6, de ce qui suit:

«Droits à l'égalité

15. (1) La Loi ne fait acception de personne et s'applique également à tous et tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi, indépendamment de toute discrimination, notamment des discriminations fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, le sexe ou l'âge.»

Mr. Chairman, I would like to move that the heading preceding Clause 15 and Clause 15(1) of the proposed constitution act, 1980, be amended by striking out the heading immediately preceding line 1 and lines 1 to 5 on page 6 and substituting the following:

"Equality Rights

15. (1) Every individual is equal before and under the law and has the right to the equal protection and equal benefit of the law without discrimination and in particular, without discrimination based on race, national or ethnic origin, colour, religion, sex or age."

Merci monsieur le président.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Merci, monsieur Corbin.

I would like to invite Mr. Robinson on behalf of the New Democratic Party to introduce the subamendment revised N-21, Clause 15(1), page 6.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

[Translation]

L'article 14, modifié, est adopté.

Article 15—*Egalité devant la loi et protection égale de la loi*.

Le coprésident (M. Joyal): J'invite les honorables membres à se référer aux amendements relatifs à l'article 15. Il y en a un certain nombre compte tenu du fait, en particulier, que cet article compte deux paragraphes et, pour respecter l'ordre, je vous invite à vous référer à l'amendement G-20, article 15(1), page 6.

Cet amendement comporte deux sous-amendements. Le premier sous-amendement que je vous invite à débattre est le N-21, article 15(1), page 6, révisé, il s'agit de celui portant la référence «révisé», et le sous-amendement suivant est le CP-8(1), article 15, page 6.

Nous allons donc commencer par le dernier, le CP-8(1), article 15, page 6, mais avant d'entamer le débat sur ce deuxième sous-amendement, j'inviterais M. Irwin ou M. Corbin, à proposer le G-20, paragraphe 15(1), page 6.

Mr. Corbin.

Mr. Corbin: Thank you, Mr. Chairman.

Moved

That the heading preceding Clause 15 and Clause 15(1) of the proposed Constitution Act, 1980, be amended by striking out the heading immediately preceding line 1 and lines 1 to 5 on page 6 and substituting the following:

Equality Rights.

15(1) Every individual is equal before and under the law and has the right to the equal protection and equal benefit of the law without discrimination and in particular, without discrimination based on race, national or ethnic origin, religion, sex or age.

Monsieur le président, je propose que le paragraphe 15(1) du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par la substitution, à la rubrique qui précède la ligne 1, et aux lignes 1 à 5, page 6 de ce qui suit:

«Droits à l'égalité»

15(1) La loi ne fait exception de personne et s'applique également à tous et tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi, indépendamment de toute discrimination, notamment des discriminations fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, le sexe ou l'âge.»

Thank you, Mr. Chairman.

Le coprésident (M. Joyal): Thank you, Mr. Corbin.

J'invite M. Robinson au nom du Nouveau parti démocratique à proposer le sous-amendement révisé N-21, article 15(1), page 6.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

[Texte]

I am very pleased to move the subamendment as follows . . .

Mr. Epp: Just a point of order, Mr. Chairman.

I must have misunderstood you. I take it now that you are going to ask for the New Democratic subamendment first and then call for our subamendment to the subamendment?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes. That is what I have already stated, Mr. Epp.

Mr. Epp: I did not understand it that way. I thought you asked for our subamendment to the amendment.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): No, that is not the way.

Go on, Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

The amendment is as follows, first of all in English, this is to the proposal of the government, I move that the proposed amendment to Clause 15(1) of the proposed constitution act 1980, be amended by (a) striking out everything immediately following the words "Every individual is equal" and substituting the following:

in, before and under the law and has the right to equal protection and equal benefit of the law, and to access to employment, accommodation and public services, without unreasonable distinction on grounds including sex, race, national or ethnic origin, colour, religion or age.

And then, Mr. Chairman, there are six additional subsections. The first is: (b) adding to Clause 15(1) the following: "physical or mental disability,"; (c) adding to Clause 15(1) the following: "marital status,"; (d) adding to Clause 15(1) the following: "sexual orientation,"; (e) adding to Clause 15(1) the following: "political belief,"; (f) adding to Clause 15(1) the following: "lack of means"; and (g) moving the word "or" so that it appears immediately after the penultimate proscribed ground of discrimination.

• 2215

Mr. Chairman, those are our proposed amendments to Clause 15(1) to recognize some very fundamental and important grounds of discrimination which are not recognized in the government's proposal.

In French, Mr. Chairman, if you would like me to read this in French.

Il est proposé

Que le projet de modification du paragraphe 15 (1) du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par:

a) substitution, à ce qui suit le membre de phrase «La loi ne fait exception de personne», de ce qui suit:

«Tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi, ainsi qu'à l'accès aux emplois, au logement et aux services publics, indépendamment de

[Traduction]

C'est avec plaisir que je propose le sous-amendement suivant . . .

M. Epp: Un simple rappel au Règlement, monsieur le président.

Je dois vous avoir mal compris. Je suppose que vous demandez aux néo-démocrates de présenter d'abord leur sous-amendement puis ce sera le tour de notre sous-amendement au sous-amendement?

Le coprésident (M. Joyal): Oui. C'est ce que j'ai déjà dit, monsieur Epp.

M. Epp: Je ne l'avais pas compris ainsi. Je pensais que vous nous aviez demandé de présenter notre sous-amendement à l'amendement.

Le coprésident (M. Joyal): Non.

Allez-y, monsieur Robinson.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

L'amendement est le suivant. Il est proposé que le projet de modification du paragraphe 15(1) du projet de loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par: (a) substitution, à ce qui suit le membre de phrase «la loi ne fait exception de personne», de ce qui suit:

«tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi, ainsi qu'à l'accès aux emplois, au logement et aux services publics, indépendamment de toute distinction abusive fondée notamment sur le sexe, la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion ou l'âge.»

Suivent alors, monsieur le président, 6 paragraphes supplémentaires. Le premier étant: (b) l'adjonction, au paragraphe 15(1), de ce qui suit «les déficiences physiques ou mentales,» (c) l'adjonction, au paragraphe 15(1), de ce qui suit: «la situation familiale», (d) l'adjonction, au paragraphe 15(1), de ce qui suit: «l'inclination sexuelle,» (e) l'adjonction, au paragraphe 15(1), de ce qui suit: «les croyances politiques,» (f) l'adjonction, au paragraphe 15(1), de ce qui suit: «l'insuffisance de moyens.» (g) l'insertion de la conjonction «or» avant la dernière distinction discriminatoire énoncée au paragraphe 15(1) tel que modifié.

Monsieur le président, ce sont les modifications que nous proposons à l'article 15(1) pour que certains des motifs très importants et très fondamentaux de discrimination non reconnus dans la proposition du gouvernement soient inclus.

Monsieur le président, si vous voulez, je vous répète le tout dans l'autre langue.

Moved

That the proposed amendment to Clause 15(1) of the proposed Constitution Act, 1980, be amended by:

(a) striking out everything immediately following the words "every individual is equal" and substituting the following:

In, before and under the law and has the right to equal protection and equal benefit of the law, and to access to employment, accommodation and public services, with-

[Text]

toute distinction abusive fondée notamment sur le sexe, la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion ou l'âge.»

b) adjonction, au paragraphe 15 (1), de ce qui suit:

«les déficiences physiques ou mentales,»

c) adjonction, au paragraphe 15 (1), de ce qui suit:

«la situation familiale,»

d) adjonction, au paragraphe 15 (1), de ce qui suit:

«l'inclination sexuelle,»

e) adjonction, au paragraphe 15 (1), de ce qui suit:

«les croyances politiques,»

f) adjonction, au paragraphe 15 (1), de ce qui suit:

«l'insuffisance de moyens.»

g) insertion de la conjonction «or» avant la dernière distinction discriminatoire énoncée au paragraphe 15 (1) tel que modifié.

Monsieur le président, je crois que cela doit être «ou» et non pas «or».

Mr. Chairman, again these are proposed additions and changes to Clause 15(1) and I am very pleased to note that the Conservative Party will also be proposing the addition of physical and mental disability, supporting our amendment on that particular subclause.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Robinson.

I would like to invite the honourable James McGrath to move the amendment on behalf of the Conservative Party.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, my colleague, Mr. Crombie will do so.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable David Crombie.

Mr. Crombie: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Chairman, dealing with Clause 15 and our amendment to it, which is numbered CP-8(1) on the sheet, I wish to move that the proposed amendment to Clause 15 of the proposed constitution act, 1980, be amended by striking out the words "or age" in Clause 15(1) thereof and substituting therefor the following words:

age or mental or physical disability.

En français, il est proposé

Que le projet de modification de l'article 15 du projet de loi constitutionnel de 1980 soit modifié par la substitution, à «ou l'âge», au paragraphe (1), de «, l'âge ou les déficiences mentales ou physiques.»

Mr. Chairman, speaking to the motion, my understanding is that the government is willing to accept our amendment.

Now, I am not sure we can continue to take this prosperity any longer!

However, on behalf of those groups, organizations and individuals who find themselves physically and mentally dis-

[Translation]

out unreasonable distinction on grounds including sex, race, national or ethnic origin, religion or age.

(b) adding to Clause 15(1) the following:

"physical or mental disability,";

(c) adding to Clause 15(1) the following:

"marital status,";

(d) adding to Clause 15(1) the following:

"sexual orientation,";

(e) adding to Clause 15(1) the following:

"political beliefs,";

(f) adding to Clause 15(1) the following:

"lack of means"; and

(g) moving the word "or" so that it appears immediately after the penultimate proscribed ground of discrimination.

Mr. Chairman, I think it should read "or" and not "ou".

Monsieur le président, je répète qu'il s'agit de propositions d'additions et de modifications à l'article 15(1) et je suis très heureux de constater que le Parti conservateur proposera également d'ajouter les déficiences physiques ou mentales, appuyant la modification que nous proposons pour ce paragraphe particulier.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Robinson.

J'invite maintenant l'honorable James McGrath à proposer l'amendement du Parti conservateur.

M. McGrath: Monsieur le président, mon collègue, M. Crombie, s'en chargera.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Crombie.

M. Crombie: Merci, monsieur le président.

Monsieur le président, notre amendement à l'article 15 portant le numéro CP-8(1) est le suivant. Il est proposé que le projet de modification de l'article 15 du projet de loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, à «ou l'âge», au paragraphe (1), de

l'âge ou les déficiences mentales ou physiques.

In the other language: Moved

That the proposed amendment to Clause 15 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out the words "or age" in Clause 15(1) thereof and substituting therefore the following words: age or mental or physical disability.

Monsieur le président, je crois que le gouvernement est prêt à accepter notre amendement.

Je ne suis pas certain que nous puissions supporter cette réussite plus longtemps!

Néanmoins, au nom de ces groupes, de ces organismes représentant des particuliers souffrant de déficiences mentales

[*Texte*]

abled in this country, I would like, on their behalf, since I am the spokesman on their behalf at this point, to offer my thanks to the government for their acceptance of the amendment.

Thank you very much.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, the honourable David Crombie.

Mr. Chrétien: But who told you that I have accepted the amendment. I have not yet spoken. I think it was a good put on.

Mr. Crombie: I have already spoken to Bob Kaplan and he has said it is okay!

Mr. Chrétien: If I can have five minutes I will call the Prime Minister.

It is with great pleasure that I accept the amendment on behalf of the Government.

I do not think we should debate it. There was a great deal of debate. I was very anxious that we should proceed tonight. They were preparing to have a big group tomorrow.

You can have lots of beer on my health.

Thank you for your good representation.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): So the amendment is carried, I should say wholeheartedly with unanimous consent.

Amendment agreed to.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like, then, to invite honourable members to come back to the first subamendment and to invite Mr. Robinson to introduce the amendment in the usual way.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

I certainly would like to express my sincere gratitude to the Minister for listening to the concerns of both the physically and mentally disabled.

I know the Minister will recognize that this is in many ways unprecedented and a historic occasion, because it is a right which has not yet been recognized in many international covenants and charters; I think the Minister and the government deserves full credit for accepting the recommendations of the subcommittee and of many other Canadians.

Certainly, I want to join with my colleague and friend, Mr. Crombie, in thanking you, Mr. Minister, for accepting this very important amendment.

Mr. Chrétien: I forgot to mention, with your permission, Mr. Chairman, that I think we should thank all the members of the special committee, presided over by Mr. David Smith, who has worked very hard indeed.

I would like to thank Mr. Smith and all members of the Committee who have worked all summer very hard on the problem.

We are entering a new field, and quite properly breaking good ground. I think we should be careful that we should not take it to the extent of opening the door to a list that would be meaningless. It is on the list as an amendment which will be accepted.

[*Traduction*]

ou physiques, j'aimerais, puisque je me fais en quelque sorte leur porte-parole, offrir mes remerciements au gouvernement d'accepter notre amendement.

Merci beaucoup.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Crombie.

M. Chrétien: Mais qui vous a dit que j'avais accepté. Je n'ai encore rien dit. Bien essayé!

M. Crombie: J'en ai déjà parlé à Bob Kaplan qui a donné son accord!

M. Chrétien: Si je peux avoir cinq minutes j'appellerai le premier ministre.

C'est avec grand plaisir que j'accepte cet amendement au nom du gouvernement.

Je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'en débattre. Cette question a déjà fait l'objet de nombreuses discussions. Je souhaite ardemment que nous en finissions ce soir. Ils se préparaient à faire venir un groupe important demain.

Vous pouvez boire à ma santé.

Merci pour cet excellent plaidoyer.

Le coprésident (M. Joyal): L'amendement est donc adopté, avec chaleur, à l'unanimité.

L'amendement est adopté.

Le coprésident (M. Joyal): J'invite maintenant les membres à revenir au premier sous-amendement et j'invite M. Robinson à faire sa présentation selon l'usage.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Je souhaite exprimer ma gratitude sincère au ministre d'avoir prêté une oreille bienveillante aux revendications des déficients mentaux et physiques.

Le ministre sait qu'à de nombreux égards il s'agit d'une occasion historique et sans précédent car c'est un droit qui n'a pas été encore reconnu dans nombre de conventions et de chartes internationales; le ministre et le gouvernement méritent d'être félicités pour avoir accepté les recommandations du sous-comité et de nombreux autres Canadiens.

Je désire me joindre à mon collègue et ami, M. Crombie, pour vous remercier, monsieur le ministre, d'avoir accepté cet amendement très important.

M. Chrétien: Avec votre permission, monsieur le président, j'ai oublié de dire que nous devrions remercier tous les membres du comité spécial présidé par M. David Smith qui a fait un travail énorme.

J'aimerais remercier M. Smith et tous les membres de son comité qui ont travaillé pendant tout l'été à ce problème.

Nous entrons dans un nouveau domaine et ces initiatives sont tout à fait justifiées. Nous devrions néanmoins faire attention à ne pas ouvrir la porte à toute une série de requêtes qui seraient sans signification. Cet amendement correspond à une de ces requêtes qui seront acceptées.

[Text]

Mr. Robinson: Once again, Mr. Chairman, I know that the Minister will listen carefully to the representations made on the amendment which we will be proposing, just as he has listened with care to the representations of the groups representing the physically and mentally disabled.

Mr. Chairman, I also cannot resist pointing out that this fundamental right to protection from discrimination on grounds of physical and mental disability is surely one which should be accorded to all Canadians right across Canada, in every province in Canada, and that no provincial government should be permitted to opt out of providing basic and fundamental rights and freedoms to the handicapped.

Mr. Chairman, perhaps my Conservative colleagues would pay particular attention to that point, that the effect of their proposed amending formula, would grant rights to the handicapped in some provinces and not to the handicapped in other provinces which chose to opt out.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Robinson, I regret to interrupt, but as I have already expressed on other occasions, I think you should address yourself to the content of the proposed amendment.

The amending formula will come later on in our discussions; but at this point we are dealing on a clause which does not have any reference to the amending formula as such.

I would invite you to restrict your remarks to the contents of the proposed amendment.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

I wonder if I could seek some guidance from the Chair, in that this is a rather substantive amendment and there are a number of major areas which will be touched upon in the course of the amendment and in that on each clause I will be proposing that they be voted upon separately, I wonder whether we might call it 10:30 p.m. and I might explain to you the purpose of the proposed amendment immediately upon starting tomorrow morning, rather than giving an explanation, then adjourning and having to explain again tomorrow morning?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The Chair is in the hands of honourable members of this Committee, and I would invite the honourable Jake Epp on the very suggestion as expressed by Mr. Robinson.

Mr. Epp: Mr. Chairman, I have no comment.

But I want to comment on his amendment.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I am sorry.

Mr. Corbin, I repeat that Mr. Robinson has invited honourable members to adjourn at this point instead of cutting him short.

That is agreed. It is 10:30 p.m. The meeting is adjourned until 9:30 tomorrow morning.

La séance est levée.

[Translation]

M. Robinson: Une fois de plus, monsieur le président, je sais que le ministre écoutera avec attention ce que nous dirons au sujet de l'amendement que nous proposerons tout comme il a écouté avec attention ce qu'avaient à dire les groupes représentant les handicapés physiques et mentaux.

Monsieur le président, je ne peux m'empêcher de signaler que ce droit fondamental à la protection contre la discrimination pour des raisons de déficience physique et mentale devrait être accordé à tous les Canadiens, dans toutes les provinces, et qu'aucun gouvernement provincial ne devrait être autorisé à ne pas protéger les handicapés par des droits et des libertés fondamentaux.

Monsieur le président, mes collègues conservateurs devraient peut-être réfléchir au fait que leur proposition de formule d'amendement accorderait des droits aux handicapés dans certaines provinces et non dans d'autres puisqu'elles auraient le choix.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Robinson, je regrette de vous interrompre, mais comme je l'ai déjà dit à plusieurs reprises, je vous demanderais de vous en tenir au contenu de l'amendement.

La formule d'amendement viendra plus tard dans nos discussions; mais pour le moment il s'agit d'un article qui n'a rien à voir avec la formule d'amendement en tant que telle.

Je vous invite donc à vous limiter au contenu de l'amendement.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

J'aimerais que la présidence m'éclaire de ses conseils. Il s'agit d'un amendement assez important touchant de nombreuses questions et j'envisage de proposer un vote distinct au fur et à mesure de la discussion. Nous pourrions peut-être lever la séance et je pourrais vous expliquer l'objet de cet amendement dès la reprise demain matin, plutôt que vous donner maintenant une explication, ajourner et devoir recommencer demain matin.

Le coprésident (M. Joyal): Nous sommes à la disposition des honorables membres de ce comité. J'invite monsieur Epp à nous dire ce qu'il pense de la proposition de M. Robinson.

M. Epp: Monsieur le président, je n'ai pas de commentaire à faire.

Cependant, j'aurais des commentaires à faire au sujet de son amendement.

Le coprésident (M. Joyal): Je m'excuse.

Monsieur Corbin, je répète que M. Robinson nous a invités à lever la séance pour qu'il n'y ait pas d'interruption dans le débat.

Nous sommes d'accord. Il est 22 h 30. La séance est levée jusqu'à demain matin 09 h 30.

The meeting is adjourned.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of Justice:

Mr. Roger Tassé, Deputy Minister;
Dr. B. L. Strayer, Assistant Deputy Minister, Public Law;
Mr. E. G. Ewaschuk, Director, Criminal Law Amendments
Section.

Du ministère de la Justice:

M. Roger Tassé, sous-ministre;
M. B. L. Strayer, sous-ministre adjoint, Droit public;
M. E. G. Ewaschuk, directeur, Section de la modification
du droit pénal.

SENATE
HOUSE OF COMMONS

Issue No. 48

Thursday, January 29, 1981

Joint Chairmen:

Senator Harry Hays, P.C.
Serge Joyal, M.P.

SÉNAT
CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 48

Le jeudi 29 janvier 1981

Coprésidents:

Sénateur Harry Hays, c.p.
Serge Joyal, député

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Special Joint Committee of
the Senate and of
the House of Commons on the*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité mixte spécial
du Sénat et de
la Chambre des communes sur la*

Constitution of Canada

Constitution du Canada

RESPECTING:

The document entitled "Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada" published by the Government on October 2, 1980

CONCERNANT:

Le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980

APPEARING:

The Honourable Jean Chrétien,
Minister of Justice and Attorney
General of Canada

COMPARAÎT:

L'honorable Jean Chrétien,
ministre de la Justice et
Procureur général du Canada

WITNESSES:

(See back cover)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981

SPECIAL JOINT COMMITTEE OF
THE SENATE AND OF THE HOUSE
OF COMMONS ON THE CONSTITUTION
OF CANADA

Joint Chairmen:

Senator Harry Hays, P.C.
Serge Joyal, M.P.

Representing the Senate:

Senators:

Asselin	Lapointe
Austin	Lucier
Donahoe	

Representing the House of Commons:

Messrs.

Beatty	Corbin
Bockstael	Crombie
Campbell (Miss)	Epp
(<i>South West Nova</i>)	Fraser

COMITÉ MIXTE SPÉCIAL DU SÉNAT
ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES
SUR LA CONSTITUTION DU CANADA

Coprésidents:

Sénateur Harry Hays, c.p.
Serge Joyal, député

Représentant le Sénat:

Les sénateurs:

Petten	Tremblay
Thériault	Wood—10

Représentant la Chambre des communes:

Messieurs

Gauthier	McGrath
Irwin	Nystrom
Lapierre	Robinson (<i>Burnaby</i>)—15
Mackasey	

(Quorum 12)

Les cogreffiers du Comité

Richard Prigent

Paul Bélisle

Joint Clerks of the Committee

Pursuant to S.O. 65(4)(b) of the House of Commons:

On Thursday, January 29, 1981:

Mr. King replaced Mr. Fraser;
Mr. Allmand replaced Mr. Gingras;
Mr. Mackasey replaced Mr. Allmand;
Mr. Munro (*Esquimalt-Saanich*) replaced Mr. Crombie;
Mr. Bossy replaced Mr. Gimaïel;
Mr. Manly replaced Mr. Nystrom;
Mr. Beatty replaced Mr. Hawkes;
Mr. Fraser replaced Mr. King;
Mr. Crombie replaced Mr. Munro (*Esquimalt-Saanich*);
Miss Campbell (*South West Nova*) replaced Mr. Bossy;
Mr. Nystrom replaced Mr. Robinson (*Burnaby*);
Mr. Hawkes replaced Mr. Beatty;
Mr. Robinson (*Burnaby*) replaced Mr. Manly;
Mr. Beatty replaced Mr. Hawkes;
Mr. Gauthier replaced Mr. Tobin.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement de la Chambre des communes:

Le jeudi 29 janvier 1981:

M. King remplace M. Fraser;
M. Allmand remplace M. Gingras;
M. Mackasey remplace M. Allmand;
M. Munro (*Esquimalt-Saanich*) remplace M. Crombie;
M. Bossy remplace M. Gimaïel;
M. Manly remplace M. Nystrom;
M. Beatty remplace M. Hawkes;
M. Fraser remplace M. King;
M. Crombie remplace M. Munro (*Esquimalt-Saanich*);
M^{lle} Campbell (*South West Nova*) remplace M. Bossy;
M. Nystrom remplace M. Robinson (*Burnaby*);
M. Hawkes remplace M. Beatty;
M. Robinson (*Burnaby*) remplace M. Manly;
M. Beatty remplace M. Hawkes;
M. Gauthier remplace M. Tobin.

Pursuant to an order of the Senate adopted November 5, 1980:

Conformément à un ordre du Sénat adopté le 5 novembre 1980:

On Thursday, January 29, 1981:

Senator Petten replaced Senator Bird;
Senator Connolly replaced Senator Wood;
Senator Wood replaced Senator Connolly;
Senator Lapointe replaced Senator Goldenberg;
Senator Donahoe replaced Senator Roblin;
Senator Thériault replaced Senator Rousseau.

Le jeudi 29 janvier 1981:

Le sénateur Petten remplace le sénateur Bird;
Le sénateur Connolly remplace le sénateur Wood;
Le sénateur Wood remplace le sénateur Connolly;
Le sénateur Lapointe remplace le sénateur Goldenberg;
Le sénateur Donahoe remplace le sénateur Roblin;
Le sénateur Thériault remplace le sénateur Rousseau.

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, JANUARY 29, 1981
(86)

[Text]

The Special Joint Committee on the Constitution of Canada met this day at 9:59 o'clock a.m., the Joint Chairman, Mr. Joyal, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Asselin, Austin, Connolly, Goldenberg, Hays, Lucier, Petten, Roblin, Rousseau and Tremblay.

Representing the House of Commons: Messrs. Allmand, Bockstael, Bossy, Corbin, Crombie, Epp, Gimaïel, Hawkes, Irwin, Joyal, King, Lapierre, Mackasey, McGrath, Munro (*Esquimalt-Saanich*), Nystrom, Robinson (*Burnaby*) and Tobin.

Other Member present: Mr. Fraser.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Messrs. John McDonough and Hugh Finsten, Researchers.

Appearing: The Honourable Jean Chrétien, Minister of Justice and Attorney General of Canada.

Witnesses: From the Department of Justice: Mr. Roger Tassé, Deputy Minister; Dr. B. L. Strayer, Assistant Deputy Minister, Public Law; and Mr. Fred Jordan, Senior Counsel, Public Law.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the Senate dated November 3, 1980 and its Order of Reference from the House of Commons dated October 23, 1980, both relating to the document entitled "Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada" published by the Government on October 2, 1980. (*See Minutes of Proceedings, Thursday, November 6, 1980, Issue No. 1.*)

The Committee resumed consideration of the motion of Mr. Corbin,—That the heading preceding Clause 15 and subclause 15(1) of the proposed *Constitution Act, 1980* be amended by striking out the heading immediately preceding line 1 and lines 1 to 5 on page 6 and substituting the following:

"Equality Rights"

15. (1) Every individual is equal before and under the law and has the right to the equal protection and equal benefit of the law without discrimination and, in particular, without discrimination based on race, national or ethnic origin, colour, religion, sex or age."

and of the motion of Mr. Robinson (*Burnaby*).—That the proposed amendment to subclause 15(1) of the proposed *Constitution Act, 1980* be amended by

(a) striking out everything immediately following the words "Every individual is equal" and substituting the following:

"in, before and under the law and has the right to equal protection and equal benefit of the law, and to access to employment, accommodation and public services, without

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 29 JANVIER 1981
(86)

[Traduction]

Le Comité mixte spécial sur la Constitution du Canada se réunit aujourd'hui à 9 h 59 sous la présidence de M. Joyal (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Asselin, Austin, Connolly, Goldenberg, Hays, Lucier, Petten, Roblin, Rousseau et Tremblay.

Représentant la Chambre de communes: MM. Allmand, Bockstael, Bossy, Corbin, Crombie, Epp, Gimaïel, Hawkes, Irwin, Joyal, King, Lapierre, Mackasey, McGrath, Munro (*Esquimalt-Saanich*), Nystrom, Robinson (*Burnaby*) et Tobin.

Autre député présent: M. Fraser.

Aussi présents: Du Service de recherches de la Bibliothèque du Parlement: MM. John McDonough et Hugh Finsten, chercheurs.

Comparaît: L'honorable Jean Chrétien, ministre de la Justice et Procureur général du Canada.

Témoins: Du ministère de la Justice: M. Roger Tassé, sous-ministre; M. B. L. Strayer, sous-ministre adjoint, Droit public; et M. Fred Jordan, conseiller principal, Droit public.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du Sénat du 3 novembre 1980 et de son Ordre de renvoi de la Chambre des communes du 23 octobre 1980, tous deux portant sur le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980. (*Voir procès-verbal du jeudi 6 novembre 1980 Fascicule n° 1.*)

Le Comité reprend l'étude de la motion de M. Corbin,—Que le paragraphe 15(1) du projet de *Loi constitutionnelle de 1980* soit modifié par substitution à la rubrique qui précède la ligne 1, et aux lignes 1 à 5, page 6, de ce qui suit:

«Droits à l'égalité

15. (1) La Loi ne fait acception de personne et s'applique également à tous et tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi, indépendamment de toute discrimination, notamment des discriminations fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur la religion, le sexe ou l'âge.»

et de la motion de M. Robinson (*Burnaby*).—Que le projet de modification du paragraphe 15(1) du projet de *Loi constitutionnelle de 1980* soit modifié par:

a) substitution, à ce qui suit le membre de phrase «La Loi ne fait acception de personne», de ce qui suit:

« Tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi, ainsi qu'à l'accès aux emplois, au logement et aux services publics, indépendamment de

unreasonable distinction on grounds including sex, race, national or ethnic origin, colour, religion or age.”;

(b) adding to subclause 15(1) the following:

“, physical or mental disability,”;

(c) adding to subclause 15(1) the following:

“marital status,”;

(d) adding to subclause 15(1) the following:

“sexual orientation,”;

(e) adding to subclause 15(1) the following:

“political belief,”;

(f) adding to subclause 15(1) the following:

“lack of means.”; and

(g) moving the word “or” so that it appears immediately after the penultimate proscribed ground of discrimination.

By unanimous consent, the subamendment of Mr. Robinson (*Burnaby*) was amended by deleting parts (b) and (f).

The question being put on part (a) of the subamendment of Mr. Robinson (*Burnaby*), it was negated on the following division:

YEAS:

Messrs.

Nystrom Robinson (*Burnaby*)—2

NAYS:

The Honourable Senators

Asselin	Lucier
Austin	Petten
Connolly	Rousseau
Goldenberg	Tremblay
Hays	

NAYS:

Messrs.

Bockstael	Lapierre
Corbin	Mackasey
Epp	McGrath
Gimaïel	Munro (<i>Esquimalt-Saanich</i>)
Hawkes	
Irwin	Tobin—21
King	

The question being put on part (c) of the subamendment of Mr. Robinson (*Burnaby*), it was negated on the following division:

toute distinction abusive fondée notamment sur le sexe, la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, ou l'âge.»

b) adjonction, au paragraphe 15(1), de ce qui suit:

«, les déficiences physiques ou mentales,»

c) adjonction, au paragraphe 15(1), de ce qui suit:

«la situation familiale,»

d) adjonction, au paragraphe 15(1), de ce qui suit:

«l'inclination sexuelle,»

e) adjonction, au paragraphe 15(1), de ce qui suit:

«les croyances politiques,»

f) adjonction, au paragraphe 15(1), de ce qui suit:

«l'insuffisance de moyens.»

g) insertion de la conjonction «or» avant la dernière distinction discriminatoire énoncée au paragraphe 15(1) tel que modifié.

Du consentement unanime, le sous-amendement de M. Robinson (*Burnaby*) est modifié en supprimant les parties b) et f).

La partie a) du sous-amendement de M. Robinson (*Burnaby*), mis aux voix, est rejetée sur division par 21 voix contre 2.

POUR:

MM.

Nystrom Robinson (*Burnaby*)—2

CONTRE:

Les honorables sénateurs

Asselin	Lucier
Austin	Petten
Connolly	Rousseau
Goldenberg	Tremblay
Hays	

CONTRE:

MM.

Bockstael	Lapierre
Corbin	Mackasey
Epp	McGrath
Gimaïel	Munro (<i>Esquimalt-Saanich</i>)
Hawkes	
Irwin	Tobin—21
King	

La partie c) du sous-amendement de M. Robinson (*Burnaby*), mis aux voix, est rejetée sur division par 22 voix contre 2:

YEAS:

Messrs.

Nystrom Robinson (*Burnaby*)—2

NAYS:

The Honourable Senators

Asselin	Lucier
Austin	Petten
Connolly	Roblin
Goldenberg	Rousseau
Hays	Tremblay

NAYS:

Messrs.

Bockstael	Lapierre
Corbin	Mackasey
Epp	McGrath
Gimaïel	Munro (<i>Esquimalt-Saanich</i>)
Hawkes	Tobin—22
Irwin	
King	

The question being put on part (d) of the subamendment of Mr. Robinson (*Burnaby*), it was negatived on the following division:

YEAS:

Messrs.

Nystrom Robinson (*Burnaby*)—2

NAYS:

The Honourable Senators

Asselin	Lucier
Austin	Petten
Connolly	Roblin
Goldenberg	Rousseau
Hays	Tremblay

NAYS:

Messrs.

Bockstael	Lapierre
Corbin	Mackasey
Epp	McGrath
Gimaïel	Munro (<i>Esquimalt-Saanich</i>)
Hawkes	Tobin—22
Irwin	
King	

The question being put on part (e) of the subamendment of Mr. Robinson (*Burnaby*), it was negatived on the following division:

POUR:

MM.

Nystrom Robinson (*Burnaby*)—2

CONTRE:

Les honorables sénateurs

Asselin	Lucier
Austin	Petten
Connolly	Roblin
Goldenberg	Rousseau
Hays	Tremblay

CONTRE:

MM.

Bockstael	Lapierre
Corbin	Mackasey
Epp	McGrath
Gimaïel	Munro (<i>Esquimalt-Saanich</i>)
Hawkes	Tobin—22
Irwin	
King	

La partie d) du sous-amendement de M. Robinson (*Burnaby*), mis aux voix, est rejetée sur division par 22 voix contre 2:

POUR:

MM.

Nystrom Robinson (*Burnaby*)—2

CONTRE:

Les honorables sénateurs

Asselin	Lucier
Austin	Petten
Connolly	Roblin
Goldenberg	Rousseau
Hays	Tremblay

NAYS:

Messrs.

Bockstael	Lapierre
Corbin	Mackasey
Epp	McGrath
Gimaïel	Munro (<i>Esquimalt-Saanich</i>)
Hawkes	Tobin—22
Irwin	
King	

La partie e) du sous-amendement de M. Robinson (*Burnaby*) mis aux voix, est rejetée sur division par 22 voix contre 2:

YEAS:

Messrs.

Nystrom Robinson (*Burnaby*)—2

NAYS:

The Honourable Senators

Asselin	Lucier
Austin	Petten
Connolly	Roblin
Goldenberg	Rousseau
Hays	Tremblay

NAYS:

Messrs.

Bockstael	Lapierre
Corbin	Mackasey
Epp	McGrath
Gimaïel	Munro (<i>Esquimalt-Saanich</i>)
Hawkes	Tobin—22
Irwin	
King	

The question being put on the amendment of Mr. Corbin, it was agreed to.

Mr. Irwin moved,—That Clause 15 of the proposed *Constitution Act, 1980* be amended by striking out lines 6 to 9 on page 6 and substituting the following:

“(2) Subsection (1) does not preclude any law, program or activity that has as its object the amelioration of conditions of disadvantaged individuals or groups including those that are disadvantaged because of race, national or ethnic origin, colour, religion, sex or age.”

Mr. Epp moved,—That the proposed amendment to clause 15 of the proposed *Constitution Act, 1980* be amended by striking out all that portion of subclause 15(2) following the words “preclude any” and substituting the following:

“statutory distinction that has as its object the amelioration of the condition of any class of persons.”

After debate, the question being put on the subamendment of Mr. Epp, it was negatived on the following show of hands: YEAS: 6; NAYS: 15.

Mr. Robinson (*Burnaby*) moved,—That Clause 10 be amended by

(a) striking out line 6 on page 5 and substituting the following:

“lawful;

(d) if without sufficient means to pay for counsel and if the interests of justice so require, to be provided with counsel;” and

(b) by adding after paragraph (d) the following:

“(e) to protection against self-crimination from the moment of arrest and the right to be informed of that right.”

After debate, the question being put on the subamendment of Mr. Robinson (*Burnaby*), it was negatived on the following show of hands: YEAS: 10; NAYS: 13.

POUR:

MM.

Nystrom Robinson (*Burnaby*)—2

CONTRE:

Les honorables sénateurs

Asselin	Lucier
Austin	Petten
Connolly	Roblin
Goldenberg	Rousseau
Hays	Tremblay

CONTRE:

MM.

Bockstael	Lapierre
Corbin	Mackasey
Epp	McGrath
Gimaïel	Munro (<i>Esquimalt-Saanich</i>)
Hawkes	Tobin—22
Irwin	
King	

L'amendement de M. Corbin, mis aux voix, est adopté.

M. Irwin propose,—Que l'article 15 du projet de *Loi constitutionnelle de 1980* soit modifié par substitution, aux lignes 6 à 9, page 6, de ce qui suit:

«(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'interdire les lois, programmes ou activités destinés à améliorer la situation d'individus ou de groupes défavorisés, notamment du fait de leur race, de leur origine nationale ou ethnique, de leur couleur, de leur religion, de leur sexe ou de leur âge.»

M. Epp propose,—Que le projet de modification de l'article 15 du projet de *Loi constitutionnelle de 1980* soit modifié par substitution, au passage qui suit le membre de phrase «n'a pas pour effet d'interdire», au paragraphe 15(2), de ce qui suit:

«les mesures législatives destinées à améliorer la situation de telle ou telle catégorie de personnes.»

Après débat, le sous-amendement de M. Epp, mis aux voix, est rejeté à main levée par 15 voix contre 6.

M. Robinson (*Burnaby*) propose,—Que l'article 10 du projet de *Loi constitutionnelle de 1980* soit modifié par

a) substitution, à la ligne 5, page 5, de ce qui suit:

«cas échéant, sa libération;

d) d'avoir l'assistance d'un avocat s'il n'a pas de moyens suffisants et si l'intérêt de la justice l'exige;»

b) par adjonction, après l'alinéa d), de ce qui suit:

«e) dès le moment de son arrestation, de ne pas s'incriminer et d'être informé de ce droit.»

Après débat, le sous-amendement de M. Robinson (*Burnaby*), mis aux voix, est rejeté à main levée par 13 voix contre 10.

Mr. Epp moved,—That Clause 15 of the proposed amendment of the *Constitution Act, 1980* be amended by striking out the word “age” in subclause 15(2) and substituting the following:

“age or mental or physical disability.”

After debate, the question being put on the subamendment of Mr. Epp, it was agreed to.

The question being put on Mr. Irwin's amendment, as amended, it was agreed to.

Mr. Manly moved,—That Clause 15 of the proposed *Constitution Act, 1980* be amended by adding immediately after line 9 on page 6 the following:

“(3) Subsection (1) shall not be interpreted so as to deny or limit the recognition of the aboriginal and treaty rights of the aboriginal peoples of Canada.”

The question being put on the amendment of Mr. Manly, it was negative on the following show of hands: YEAS: 2; NAYS: 18.

Clause 15, as amended, carried.

At 11:46 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

AFTERNOON SITTING (87)

The Special Joint Committee on the Constitution of Canada met this day at 3:44 o'clock p.m., the Joint Chairman, Mr. Joyal, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Asselin, Austin, Hays, Lapointe, Lucier, Petten, Roblin, Rousseau, Tremblay and Wood.

Representing the House of Commons: Messrs. Beatty, Bockstael, Miss Campbell (*South West Nova*), Messrs. Joyal, Lapierre, Mackasey, Manly, McGrath, Nystrom and Tobin.

Other Member present: Mr. Robinson (*Burnaby*).

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Messrs. Hugh Finsten and John McDonough, Researchers.

Appearing: The Honourable Jean Chrétien, Minister of Justice and Attorney General of Canada.

Witnesses: From the Department of Justice: Mr. Roger Tassé, Deputy Minister; Dr. B. L. Strayer, Assistant Deputy Minister, Public Law, and Mr. Fred Jordan, Senior Counsel, Public Law.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the Senate dated November 3, 1980 and its Order of Reference from the House of Commons dated October 23, 1980, both relating to the document entitled “Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada” published by the Government on October 2, 1980. (*See Minutes of Proceedings, Thursday, November 6, 1980, Issues No. 1.*)

The Chairman presented the Seventh Report of the Subcommittee on Agenda and Procedure which reads as follows:

A)—That the sitting hours of this Joint Committee be as follows:

M. Epp propose,—Que l'article 15 du projet de modification du projet de *Loi constitutionnelle de 1980* soit modifié par substitution, dans le paragraphe 15(2), au mot «âge», de ce qui suit:

«l'âge ou les déficiences mentales ou physiques.»

Après débat, le sous-amendement de M. Epp, mis aux voix, est adopté.

L'amendement modifié de M. Irwin, mis aux voix, est adopté.

M. Manly propose,—Que l'article 15 du projet de *Loi constitutionnelle de 1980* soit modifié, par adjonction, après la ligne 9, page 6, de ce qui suit:

«(3) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet de nier ou de restreindre la reconnaissance des droits ancestraux ou issus de traités des peuples autochtones du Canada.»

L'amendement de M. Manly, mis aux voix, est rejeté à main levée par 18 voix contre 2.

L'article 15, modifié est adopté.

A 11 h 46, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI (87)

Le Comité mixte spécial sur la Constitution du Canada se réunit aujourd'hui à 15 h 44 sous la présidence de M. Joyal, (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Asselin, Austin, Hays, Lapointe, Lucier, Petten, Roblin, Rousseau, Tremblay et Wood.

Représentant la Chambre des communes: MM. Beatty, Bockstael, M^{lle} Campbell (*South West Nova*), MM. Joyal, Lapierre, Mackasey, Manly, McGrath, Nystrom et Tobin.

Autre député présent: M. Robinson (*Burnaby*).

Aussi présents: Du Service de recherches de la Bibliothèque du Parlement: MM. Hugh Finsten et John McDonough, chercheurs.

Comparaît: L'honorable Jean Chrétien, ministre de la Justice et Procureur général du Canada.

Témoins: Du ministère de la Justice: M. Roger Tassé, sous-ministre; M. B. L. Strayer, sous-ministre adjoint, Droit public; et M. Fred Jordan, conseiller principal, Droit public.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du Sénat du 3 novembre 1980 et de son Ordre de renvoi de la Chambre des communes du 23 octobre 1980, tous deux portant sur le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980. (*Voir procès-verbal du jeudi 6 novembre 1980, Fascicule n° 1.*)

Le président présente le septième rapport du sous-comité du programme et de la procédure suivant:

A)—Que le calendrier des séances du Comité mixte soit le suivant:

Friday, January 30, 1981 9:30 a.m. to 12:30 p.m.
2:30 p.m. to 6:00 p.m.

Saturday, January 31, 1981 9:30 a.m. to 12:30 p.m.
2:30 p.m. to 6:00 p.m.

Monday, February 2, 1981 9:30 a.m. to 12:30 p.m.
3:30 p.m. to 6:00 p.m.
8:00 p.m. to 10:30 p.m.

le vendredi 30 janvier 1981 9 h 30 à 12 h 30
14 h 30 à 18 heures.

le samedi 31 janvier 1981 9 h 30 à 12 h 30
14 h 30 à 18 heures.

le lundi 2 février 1981 9 h 30 à 12 h 30
15 h 30 à 18 heures
20 heures à 22 h 30.

B)—That the Sub-committee on Agenda and Procedure meet on Monday, February 2, 1981 at 12:30 o'clock to evaluate progress.

After debate, Mr. McGrath moved,—That the Seventh Report of the Sub-committee on Agenda and Procedure be amended by adding the following recommendation.

—That the report of the Select Committee on Foreign Relations of the House of Commons of the United Kingdom, respecting certain constitutional questions arising out of the Joint Resolution now before this Committee, and now in the possession of the Canadian government, be tabled in this Committee.

After debate, the question being put on the amendment, it was negatived on the following division:

YEAS:

The Honourable Senators

Asselin Tremblay
Roblin

YEAS:

Messrs.

Beatty Fraser
Crombie McGrath
Epp Nystrom—9

NAYS:

The Honourable Senators

Austin Petten
Hays Rousseau
Lapointe Wood
Lucier

NAYS:

Messrs.

Bockstael Irwin
Campbell (Miss) Lapierre
(*South West Nova*) Mackasey
Corbin Tobin—14

The question being put on the Seventh Report of the Sub-committee on Agenda and Procedure, it was agreed to on the following division:

B)—Que le sous-comité du programme et de la procédure se réunisse à 12 h 30 le lundi 2 février 1981 pour faire le point.

Après débat, M. McGrath propose,—Que le septième rapport du sous-comité du programme et de la procédure soit modifié en ajoutant la recommandation suivante.

—Que le rapport du Select Committee on Foreign Relations de la Chambre des communes du Royaume-Uni concernant certaines questions constitutionnelles issues de la résolution conjointe faisant actuellement l'objet d'étude devant le Comité et qui est actuellement en la possession du gouvernement canadien, soit déposé au Comité.

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté sur division par 14 voix contre 9:

POUR:

Les honorables sénateurs

Asselin Tremblay
Roblin

POUR:

MM.

Beatty Fraser
Crombie McGrath
Epp Nystrom—9

CONTRE:

Les honorables sénateurs

Austin Petten
Hays Rousseau
Lapointe Wood
Lucier

CONTRE:

MM.

Bockstael Irwin
Campbell (M^{lle}) Lapierre
(*South West Nova*) Mackasey
Corbin Tobin—14

Le septième rapport du sous-comité du programme et de la procédure, mis aux voix, est adopté sur division par 15 voix contre 8:

YEAS:

The Honourable Senators

Austin	Petten
Hays	Rousseau
Lapointe	Wood
Lucier	

YEAS:

Messrs.

Bockstael	Lapierre
Campbell (Miss)	Mackasey
(<i>South West Nova</i>)	Nystrom
Corbin	Tobin—15
Irwin	

NAYS:

The Honourable Senators

Asselin	Tremblay
Roblin	

NAYS:

Messrs.

Beatty	Fraser
Crombie	McGrath—8
Epp	

On Clause 16 of the proposed Constitution Act, 1980

Mr. Corbin moved,—That clause 16 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by

(a) striking out line 11 on page 6 of the French version and substituting the following:

«langues officielles du Canada; ils ont un»

(b) by striking out lines 15 to 18 on page 6 and substituting the following:

“(2) English and French are the official languages of New Brunswick and have equality of status and equal rights and privileges as to their use in all institutions of the legislature and government of New Brunswick.

(3) Nothing in this Charter limits the authority of Parliament or a legislature to advance the equality of status or use of English and French.”

The question being put on the amendment, it was agreed to. Clause 16, as amended, carried.

On Clause 17 of the proposed Constitution Act, 1980

On motion of Mr. Corbin, it was agreed,—That Clause 17 of the proposed *Constitution Act, 1980* be amended by renumbering clause 17 on page 6 as subclause 17(1) and adding thereto the following subsection:

“(2) Everyone has the right to use English or French in any debates and other proceedings of the legislature of New Brunswick,”

Clause 17, as amended, carried.

On Clause 18 of the proposed Constitution Act, 1980

POUR:

Les honorables sénateurs

Austin	Petten
Hays	Rousseau
Lapointe	Wood
Lucier	

POUR:

MM.

Bockstael	Lapierre
Campbell (M ^{lle})	Mackasey
(<i>South West Nova</i>)	Nystrom
Corbin	Tobin—15
Irwin	

CONTRE:

Les honorables sénateurs

Asselin	Tremblay
Roblin	

CONTRE:

MM.

Beatty	Fraser
Crombie	McGrath—8
Epp	

Article 16 du projet de Loi constitutionnelle de 1980;

M. Corbin propose,—Que l'article 16 du projet de *Loi constitutionnelle de 1980* soit modifié par

a) substitution à la ligne 11 de la version française, page 6, de ce qui suit:

«langues officielles du Canada; ils ont un»

b) substitution, aux lignes 15 à 19, page 6, de ce qui suit:

«(2) Le français et l'anglais sont les langues officielles du Nouveau-Brunswick; ils ont un statut et des droits et privilèges égaux quant à leur usage dans les institutions de la Législature et du gouvernement du Nouveau-Brunswick.

(3) La présente charte ne limite pas le pouvoir du Parlement et des législatures de favoriser la progression vers l'égalité de statut ou d'usage du français et de l'anglais.»

L'amendement, mis aux voix, est adopté.

L'article 16, modifié est adopté.

Article 17 du projet de Loi constitutionnelle de 1980;

Sur motion de M. Corbin, il est convenu,—Que l'article 17 du projet de *Loi constitutionnelle de 1980* soit modifié par substitution, à son numéro d'article, page 6, du numéro de paragraphe 17(1) et par adjonction du paragraphe qui suit:

«(2) Chacun a le droit d'employer le français ou l'anglais dans les débats et travaux de la Législature du Nouveau-Brunswick.»

L'article 17 modifié est adopté.

Article 18 du projet de Loi constitutionnelle de 1980;

On motion of Mr. Corbin, it was agreed,—That Clause 18 of the proposed *Constitution Act, 1980* be amended by renumbering clause 18 on page 6 as subclause 18(1) and adding thereto the following subsection:

“(2) The statutes, records and journals of the legislature of New Brunswick shall be printed and published in English and French and both language versions are equally authoritative.”

Clause 18, as amended, carried.

On Clause 19 of the proposed *Constitution Act, 1980*

On motion of Mr. Corbin, it was agreed,—That Clause 19 of the proposed *Constitution Act, 1980* be amended by renumbering clause 19 on page 6 as subclause 19(1) and adding thereto the following subsection:

“(2) Either English or French may be used by any person in, or in any pleading in or process issuing from, any court of New Brunswick.”

Clause 19, as amended, carried.

On Clause 20 of the proposed *Constitution Act, 1980*

Mr. Corbin moved,—That Clause 20 of the proposed *Constitution Act, 1980* be amended by striking out lines 36 to 39 on page 6 and lines 1 to 3 on page 7 and substituting the following:

“same right with respect to any other office of any such institution where

(a) there is a significant demand for communications with and services from that office in such language; or

(b) due to the nature of the office, it is reasonable that communications with and services from the office be available in both English and French.

(2) Any member of the public in New Brunswick has the right to communicate with, and to receive available services from, any office of an institution of the legislature or government of New Brunswick in English or French.”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Clause 20, as amended, carried.

Mr. Crombie moved,—That the proposed *Constitution Act, 1980* be amended by

(a) adding thereto immediately after line 3 on page 7 the following:

“21. (1) The legislative assembly of each province to which subsection 16(2), 17(2), 18(2), 19(2) or 20(2) does not expressly apply may, by resolution, authorize the issuance by the Governor General of a proclamation under the Great Seal of Canada declaring that any of those provisions

(a) has application in the province; or

(b) has application in the province to the extent and under the conditions stated in the resolution.

Sur motion de M. Corbin, il est convenu,—Que l'article 18 du projet de *Loi constitutionnelle de 1980* soit modifié par substitution à son numéro d'article, page 6, du numéro de paragraphe 18(1) et par adjonction du paragraphe qui suit:

«(2) Les lois, les archives, les comptes rendus et les procès-verbaux de la Législature du Nouveau-Brunswick sont imprimés et publiés en français et en anglais, les deux versions des lois ayant également force de loi et celles des autres documents ayant même valeur.»

L'article 18 modifié est adopté.

Article 19 du projet de *Loi constitutionnelle de 1980*;

Sur motion de M. Corbin, il est convenu,—Que l'article 19 du projet de *Loi constitutionnelle de 1980* soit modifié par substitution, à son numéro d'article, page 6, du numéro de paragraphe 19(1) et par adjonction du paragraphe qui suit:

«(2) Chacun a le droit d'employer le français ou l'anglais dans toutes les affaires dont sont saisis les tribunaux du Nouveau-Brunswick et dans tous les actes de procédure qui en découlent.»

L'article 19 modifié est adopté.

Article 20 du projet de *Loi constitutionnelle de 1980*;

M. Corbin propose,—Que l'article 20 du projet de *Loi constitutionnelle de 1980* soit modifié par substitution, aux lignes 34 à 43, page 6, et aux lignes 1 et 2, page 7, de ce qui suit:

«20. (1) Le public a, au Canada, droit à l'emploi du français ou de l'anglais pour communiquer avec le siège ou l'administration centrale des institutions du Parlement ou du gouvernement du Canada ou pour en recevoir les services; il a le même droit à l'égard de tout autre bureau de ces institutions là où, selon le cas:

a) l'emploi du français ou de l'anglais fait l'objet d'une demande importante;

b) l'emploi du français et de l'anglais se justifie par la vocation du bureau.

(2) Le public a, au Nouveau-Brunswick, droit à l'emploi du français ou de l'anglais pour communiquer avec tout bureau des institutions de la Législature ou du gouvernement ou pour en recevoir les services.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

L'article 20, modifié est adopté.

M. Crombie propose,—Que le projet de *Loi constitutionnelle de 1980* soit modifié par:

a) adjonction, après la ligne 2, page 7, de ce qui suit:

«21. (1) L'assemblée législative d'une province non expressément visée par les paragraphes 16(2), 17(2), 18(2), 19(2) ou 20(2) a la faculté d'adopter une résolution autorisant le gouverneur général à déclarer, par proclamation sous le grand sceau du Canada, que tel de ces paragraphes:

a) ou bien s'applique à la province sans conditions;

b) ou bien s'applique à la province aux conditions précisées dans la résolution.

(2) Where the legislative assembly of a province authorizes the issuance of a proclamation declaring that a subsection referred to in subsection (1) has application in the province, the proclamation may be issued notwithstanding any other provision of this Act respecting the procedures for amending the Constitution of Canada and shall

(a) if the subsection is to apply in the province without any limitations or conditions, amend the subsection to include the province as a province named in the subsection; or

(b) if the subsection is to apply in the province to the extent or under conditions stated in the resolution authorizing the issue of the proclamation, subject to section 22 so apply in the province and, for all purposes, including the purpose of amendment, be deemed to be a provision of this Charter.”; and

(b) renumbering the subsequent clauses accordingly.

After debate, at 6:03 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

EVENING SITTING (88)

The Special Joint Committee on the Constitution of Canada met this day at 8:11 o'clock p.m., the Joint Chairman, Mr. Joyal, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Asselin, Austin, Donahoe, Hays, Lapointe, Lucier, Petten, Thériault, Tremblay and Wood.

Representing the House of Commons: Messrs. Beatty, Bockstael, Miss Campbell (*South West Nova*), Messrs. Corbin, Crombie, Epp, Fraser, Gauthier, Hawkes, Irwin, Joyal, Lapierre, Mackasey, McGrath, Nystrom, Robinson (*Burnaby*) and Tobin.

Other Members present: Messrs. Beatty, Blackburn, King and Munro (*Esquimalt-Saanich*).

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Messrs. John McDonough and Hugh Finsten, Researchers.

Appearing: The Honourable Jean Chrétien, Minister of Justice and Attorney General of Canada.

Witnesses: From the Department of Justice: Mr. Roger Tassé, Deputy Minister; Dr. B. L. Strayer, Assistant Deputy Minister, Public Law, and Mr. Fred Jordan, Senior Counsel, Public Law.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the Senate dated November 3, 1980 and its Order of Reference from the House of Commons dated October 23, 1980, both relating to the document entitled “Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada” published by the Government on October 2, 1980. (*See Minutes of Proceedings, Thursday, November 6, 1980, Issue No. 1.*)

The Committee resumed consideration of the motion of Mr. Crombie,—That the proposed *Constitution Act, 1980* be amended by

(a) adding thereto immediately after line 3 on page 7 the following:

(2) En conséquence de la résolution, la proclamation peut être prise indépendamment de toute autre disposition de la présente loi relative aux procédures de modification de la Constitution du Canada. Cette proclamation:

a) modifie le paragraphe en cause par insertion du nom de la province, s'il s'agit d'une application sans conditions;

b) est considérée à toutes fins utiles, notamment à des fins de modification, comme une disposition de la présente charte, s'il s'agit du cas visé à l'alinéa (1)b), et s'applique à la province, sous réserve de l'article 22, aux conditions précisées dans la résolution.»;

b) les changements de numéros d'article qui en découlent.

Après débat, à 18 h 03, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

SEANCE DU SOIR (88)

Le Comité mixte spécial sur la Constitution du Canada se réunit aujourd'hui à 20 h 11 sous la présidence de M. Joyal (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Asselin, Austin, Donahoe, Hays, Lapointe, Lucier, Petten, Thériault, Tremblay et Wood.

Représentant la Chambre des communes: MM. Beatty, Bockstael, M^{lle} Campbell (*South West Nova*), MM. Corbin, Crombie, Epp, Fraser, Gauthier, Hawkes, Irwin, Joyal, Lapierre, Mackasey, McGrath, Nystrom, Robinson (*Burnaby*) et Tobin.

Autres députés présents: MM. Beatty, Blackburn, King et Munro (*Esquimalt-Saanich*).

Aussi présents: Du Service de recherches de la Bibliothèque du Parlement: MM. John McDonough et Hugh Finsten, chercheurs.

Comparaît: L'honorable Jean Chrétien, ministre de la Justice et Procureur général du Canada.

Témoins: Du ministère de la Justice: M. Roger Tassé, sous-ministre; M. B. L. Strayer, sous-ministre adjoint, Droit public; et M. Fred Jordan, conseiller principal, Droit public.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du Sénat du 3 novembre 1980 et de son Ordre de renvoi de la Chambre des communes du 23 octobre 1980, tous deux portant sur le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980. (*Voir procès-verbal du jeudi 6 novembre 1980, Fascicule n° 1.*)

Le Comité reprend l'étude de la motion de M. Crombie, — Que le projet de *Loi constitutionnelle de 1980* soit modifié par:

a) adjonction, après la ligne 2, page 7, de ce qui suit:

“21. (1) The legislative assembly of each province to which subsection 16(2), 17(2) 18(2), 19(2) or 20(2) does not expressly apply may, by resolution, authorize the issuance by the Governor General of a proclamation under the Great Seal of Canada declaring that any of those provisions

(a) has application in the province; or

(b) has application in the province to the extent and under the conditions stated in the resolution.

(2) Where the legislative assembly of a province authorizes the issuance of a proclamation declaring that a subsection referred to in subsection (1) has application in the province, the proclamation may be issued notwithstanding any other provision of this Act respecting the procedures for amending the Constitution of Canada and shall

(a) if the subsection is to apply in the province without any limitations or conditions, amend the subsection to include the province as a province named in the subsection; or

(b) if the subsection is to apply in the province to the extent or under conditions stated in the resolution authorizing the issue of the proclamation, subject to section 22 so apply in the province and, for all purposes, including the purpose of amendment, be deemed to be a provision of this Charter.”; and

(b) renumbering the subsequent clauses accordingly.

The motion was allowed to stand.

Clauses 21 and 22 carried.

On Clause 23 of the proposed Constitution Act, 1980

Mr. Corbin moved,—That Clause 23 of the proposed *Constitution Act, 1980* be amended by striking out lines 16 to 42 on page 7 and substituting the following:

“23. (1) Citizens of Canada

(a) whose first language learned and still understood is that of the English or French linguistic minority population of the province in which they reside, or

(b) who have received their primary school instruction in Canada in English or French and reside in a province where the language in which they received that instruction is the language of the English or French linguistic minority population of the province,

have the right to have their children receive primary and secondary school instruction in that language in that province.

(2) Citizens of Canada of whom any child has received or is receiving primary or secondary school instruction in English or French in Canada, have the right to have all their children receive primary and secondary school instruction in the same language.

(3) The right of citizens of Canada under subsections (1) and (2) to have their children receive primary and secondary school instruction in the language of the English or French linguistic minority population of a province

(a) applies wherever in the province the number of children of citizens who have such a right is sufficient to warrant the provision to them out of public funds of minority language instruction; and

«21. (1) L'assemblée législative d'une province non expressément visée par les paragraphes 16(2), 17(2), 18(2), 19(2) ou 20(2) a la faculté d'adopter une résolution autorisant le gouverneur général à déclarer, par proclamation sous le grand sceau du Canada, que tel de ces paragraphes:

a) ou bien s'applique à la province sans conditions;

b) ou bien s'applique à la province aux conditions précisées dans la résolution.

(2) En conséquence de la résolution, la proclamation peut être prise indépendamment de toute autre disposition de la présente loi relative aux procédures de modification de la Constitution du Canada. Cette proclamation:

a) modifie le paragraphe en cause par insertion du nom de la province, s'il s'agit d'une application sans conditions;

b) est considérée à toutes fins utiles, notamment à des fins de modification, comme une disposition de la présente charte, s'il s'agit du cas visé à l'alinéa (1)b), et s'applique à la province, sous réserve de l'article 22, aux conditions précisées dans la résolution.»;

b) les changements de numéros d'article qui en découlent.

La motion est réservée.

Les articles 21 et 22 sont adoptés.

Article 23 du projet de Loi constitutionnelle de 1980;

M. Corbin propose,—Que l'article 23 du projet de *Loi constitutionnelle de 1980* soit modifié par substitution, aux lignes 16 à 39, page 7, de ce qui suit:

«23. (1) Les citoyens canadiens:

a) dont la première langue apprise et encore comprise est celle de la minorité linguistique française ou anglaise de la province où ils résident,

b) qui ont reçu leur instruction, au niveau primaire, en français ou en anglais au Canada et qui résident dans une province où la langue dans laquelle ils ont reçu cette instruction est celle de la minorité linguistique française ou anglaise de la province,

ont, dans l'un ou l'autre cas, le droit d'y faire instruire leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans cette langue.

(2) Les citoyens canadiens dont un enfant a reçu ou reçoit son instruction, au niveau primaire ou secondaire, en français ou en anglais au Canada ont le droit de faire instruire tous leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans la langue de cette instruction.

(3) Le droit reconnu aux citoyens canadiens par les paragraphes (1) et (2) de faire instruire leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans la langue de la minorité francophone ou anglophone d'une province:

a) s'exerce partout dans la province où le nombre des enfants des citoyens qui ont ce droit est suffisant pour justifier à leur endroit la prestation, sur les fonds publics de l'instruction dans la langue de la minorité;

(b) includes, where the number of those children so warrants, the right to have them receive that instruction in minority language educational facilities provided out of public funds."

Mr. Nystrom moved,—That the proposed amendment to Clause 23 of the proposed *Constitution Act, 1980* be amended by striking out everything immediately following the words "citizens of Canada" and substituting the following:

"in a province, who are members of the English speaking or French speaking minority population of that province, have a right to have their children receive their instruction in their minority language at the primary and secondary school levels wherever the number of children of such citizens resident in an area of the province is sufficient to warrant the provision out of public funds of minority language educational facilities in that area."

(2) In each province, the legislature may, consistent with the right guaranteed by subsection (1), enact provisions for defining the term "English speaking or French speaking minority population" and for determining whether the number of children of citizens of Canada who have a right guaranteed by subsection (1) resident in an area of the province is sufficient to warrant the provision out of public funds of minority language educational facilities in that area."

After debate, the question being put on the subamendment, it was negatived on the following division:

YEAS:

Messrs.

Robinson (<i>Burnaby</i>)	Nystrom—2
-----------------------------	-----------

NAYS:

The Honourable Senators

Asselin	Lucier
Austin	Petten
Donahoe	Thériault
Hays	Tremblay
Lapointe	Wood

NAYS:

Messrs.

Beatty	Fraser
Bockstael	Gauthier
Campbell (Miss)	Irwin
(<i>South West Nova</i>)	Lapierre
Corbin	Mackasey
Crombie	McGrath—22
Epp	

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to on the following division:

b) comprend, lorsque le nombre de ces enfants le justifie, le droit de les faire instruire dans des établissements d'enseignement de la minorité linguistique, financés sur les fonds publics.»

M. Nystrom propose,—Que le projet de modification de l'article 23 du projet de *Loi constitutionnelle de 1980* soit modifié par substitution, à cet article, de ce qui suit:

«Les citoyens canadiens qui appartiennent à la minorité francophone ou anglophone d'une province ont le droit de faire instruire leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans la langue de leur minorité en toute région de la province où le nombre d'enfants des citoyens de la même minorité qui y résident est suffisant pour y justifier la mise à la disposition de ces enfants, sur les fonds publics, d'établissements d'enseignement propres à la minorité linguistique.

(2) La législature d'une province peut, en conformité avec le droit garanti par le paragraphe (1), légiférer pour définir la notion de «minorité francophone ou anglophone» et pour déterminer si le nombre d'enfants justifie, dans une région donnée de la province, l'exercice de ce droit.»

Après débat, le sous-amendement, mis aux voix, est rejeté sur division par 22 voix contre 2:

POUR:

MM.

Robinson (<i>Burnaby</i>)	Nystrom—2
-----------------------------	-----------

CONTRE:

Les honorables sénateurs

Asselin	Lucier
Austin	Petten
Donahoe	Thériault
Hays	Tremblay
Lapointe	Wood

CONTRE:

MM.

Beatty	Fraser
Bockstael	Gauthier
Campbell (M ^{lle})	Irwin
(<i>South West Nova</i>)	Lapierre
Corbin	Mackasey
Crombie	McGrath—22
Epp	

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté sur division par 14 voix contre 10:

YEAS:

The Honourable Senators

Austin	Petten
Hays	Thériault
Lapointe	Wood
Lucier	

YEAS:

Messrs.

Bockstael	Gauthier
Campbell (Miss)	Irwin
(<i>South West Nova</i>)	Lapierre
Corbin	Mackasey—14

NAYS:

The Honourable Senators

Asselin	Tremblay
Donahoe	

NAYS:

Messrs.

Beatty	McGrath
Crombie	Nystrom
Epp	Robinson (<i>Burnaby</i>)—10
Fraser	

Clause 23, as amended, carried.

Mr. Irwin moved,—That the proposed *Constitution Act, 1980* be amended by adding immediately after line 42 on page 7 the following heading and section:

“Enforcement

24. (1) Anyone whose rights or freedoms as guaranteed by this Charter, have been infringed or denied may apply to a court of competent jurisdiction to obtain such remedy as the court considers appropriate and just in the circumstances.

(2) Where, in proceedings under subsection (1), a court concludes that evidence was obtained in a manner that infringed or denied any rights or freedoms guaranteed by this Charter, the evidence shall be excluded if it is established that, having regard to all the circumstances, the admission of it in the proceedings would bring the administration of justice into disrepute.”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Clauses 24, 25 and 26 were allowed to stand.

Mr. Irwin moved,—That the proposed *Constitution Act, 1980* be amended by

(a) adding immediately after line 10 on page 8 the following:

“26. This Charter shall be interpreted in a manner consistent with the presentation and enhancement of the multicultural heritage of Canadians.”; and

(b) renumbering the subsequent clauses accordingly.

CONTRE:

Les honorables sénateurs

Austin	Petten
Hays	Thériault
Lapointe	Wood
Lucier	

POUR:

MM.

Bockstael	Gauthier
Campbell (M ^{lle})	Irwin
(<i>South West Nova</i>)	Lapierre
Corbin	Mackasey—14

CONTRE:

Les honorables sénateurs

Asselin	Tremblay
Donahoe	

CONTRE:

MM.

Beatty	McGrath
Crombie	Nystrom
Epp	Robinson (<i>Burnaby</i>)—10
Fraser	

L'article 23 modifié est adopté.

M. Irwin propose,—Que le projet de *Loi constitutionnelle de 1980* soit modifié par adjonction, après la ligne 39, de la rubrique et du passage qui suivent:

«Recours

24. (1) Toute personne, victime de violation ou de négation des droits et libertés qui lui sont garantis par la présente charte, peut s'adresser à un tribunal compétent pour obtenir la réparation que le tribunal estime convenable et juste eu égard aux circonstances.

(2) Lorsque, dans une instance visée au paragraphe (1), le tribunal a conclu que des éléments de preuve ont été obtenus dans des conditions qui portent atteinte aux droits ou libertés garantis par la présente charte, ces éléments de preuve sont écartés s'il est établi, eu égard aux circonstances, que leur utilisation est susceptible de déconsidérer l'administration de la justice.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

Les articles 24, 25 et 26 sont réservés.

M. Irwin propose,—Que l'article 26 du projet de *Loi constitutionnelle de 1980* soit modifié par

a) adjonction, après la ligne 8, page 8, de ce qui suit:

«26. Toute interprétation de la présente charte doit concorder avec l'objectif de promouvoir le maintien et la valorisation du patrimoine multiculturel des Canadiens.»

b) les changements de numéros d'article qui en découlent.

Mr. Robinson (*Burnaby*) moved,—That the proposed amendment adding a new clause immediately following line 10 on page 8 of the proposed *Constitution Act, 1980* be amended by striking out everything immediately following the words “interpreted in a manner” and substituting the following:

“that

(a) is consistent with the preservation and enhancement of the multicultural heritage of Canadians; and

(b) ensures the distinct cultural, economic and linguistic identities of the aboriginal peoples of Canada.”

By unanimous consent, the amendment and the subamendment were allowed to stand.

Mr. McGrath moved,—That the proposed *Constitution Act, 1980* be amended by

(a) adding thereto immediately after line 15 on page 8 the following clause:

“27. No provision of this Charter affects or abrogates or derogates from section 17 of the Schedule to the *Newfoundland Act*.”; and

(b) renumbering the subsequent clauses accordingly.

Senator Petten moved,—That the proposed new clause following clause 26 of the proposed *Constitution Act, 1980* be amended by striking out everything immediately following the words “this Charter” and substituting the following:

“abrogates or derogates from any rights or privileges guaranteed by or under the Constitution of Canada, in respect of denominational, separate or dissentient schools.”

After debate, the question being put on the subamendment, it was agreed to.

The question being put on the amendment, as amended, it was agreed to.

At 10:40 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

M. Robinson (*Burnaby*) propose,—Que le projet de modification qui ajoute un nouvel article après la ligne 8, page 8, du projet de *Loi constitutionnelle de 1980* soit modifié par substitution, au nouvel article, de ce qui suit:

«26. Toute interprétation de la présente charte doit:

a) être compatible avec le maintien et la valorisation du patrimoine culturel des Canadiens;

b) garantir la spécificité culturelle, économique et linguistique des peuples autochtones du Canada.»

Du consentement unanime, l'amendement et le sous-amendement sont réservés.

M. McGrath propose,—Que le projet de *Loi constitutionnelle de 1980* soit modifié par:

a) adjonction, après la ligne 14, page 8, de ce qui suit:

«27. Les dispositions de la présente charte ne portent pas atteinte à l'article 17 de l'annexe de la *Loi sur Terre-Neuve*.»;

b) les changements de numéros d'article qui en découlent.

Le sénateur Petten propose,—Que le projet de modification du nouvel article qui suit l'article 26 du projet de *Loi constitutionnelle de 1980* soit modifié par substitution, au passage qui suit le membre de phrase «la présente charte», de ce qui suit:

«ne portent pas atteinte aux droits ou privilèges garantis en vertu de la Constitution du Canada concernant les écoles séparées et autres écoles confessionnelles.»

Après débat, le sous-amendement, mis aux voix, est adopté.

L'amendement modifié, mis aux voix, est adopté.

A 22 h 40, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Les cogreffiers du Comité

Richard Prigent

Paul Bélisle

Joint Clerks of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, January 29, 1981

• 1000

*[Texte]***The Joint Chairman (Mr. Joyal):** Order, please.

I understand that the honourable Minister of Justice will be absent for about five or ten minutes. He has advised the Chair that he will be here at around 10 o'clock and I see that he will be in at any moment at this point.

On Clause 15—*Equality before the law and equal protection of the law*.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to invite Mr. Robinson, on behalf of the NDP party, to move the subamendment that was left last night at our adjournment at 10.30.

Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I believe that I moved the N-21 yesterday in French and English. I did want to have an opportunity to question the Minister with respect to the proposed amendment. I do not know whether you would prefer that we delay or that I proceed. I am in your hands, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I understand that you moved the amendment last night and in the usual way you introduced the amendment. You gave explanations and arguments why that amendment and in which context the amendment is presented; and I am quite sure that while we are awaiting the Minister, who should be here at any moment, that you may have an opportunity to introduce the amendment in general terms.

Mr. Robinson: And also, Mr. Chairman, an opportunity to question the Minister on the proposed amendment.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Certainly.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

I should say, Mr. Chairman, just before starting, that there are two changes to the proposed amendment. Naturally, paragraph (b) should now be deleted in view of the fact that the government has accepted the amendment with respect to physical and mental disability and I would also ask honourable members to delete paragraph (f) and to change paragraph (g) to (f). That would remove the words "lack of means".

We will be proposing another amendment later in the proceedings dealing with the equalization provisions which will touch upon the matter of economic rights, and it is our view that it would more appropriately be dealt with at that time, rather than within the context of Clause 15.

So, we are now dealing with the amendment which would make the changes in the substantive portion of the paragraph and which would add three new grounds of proscribed discrimination: marital status, sexual orientation and political belief.

Mr. Chairman, then to explain the purpose...

Senator Tremblay: What page are you on?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Honourable Senator Tremblay, I would be grateful to you if you would address the Chair for such questions, and I know you were absent last

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 29 janvier 1981

*[Traduction]***Le coprésident (M. Joyal):** A l'ordre, s'il vous plaît.

L'honorable ministre de la Justice a avisé la présidence qu'il arriverait vers 10 heures si bien que nous pouvons l'attendre d'une minute à l'autre.

Article 15—*Égalité devant la loi et protection égale de la loi*.

Le coprésident (M. Joyal): J'inviterais M. Robinson à présenter, au nom du NPD, le sous-amendement qui restait hier soir lorsque nous avons ajourné à 22 h 30.

Monsieur Robinson.

M. Robinson: Monsieur le président, je crois avoir proposé hier N-21 en anglais et en français. J'aurais voulu pouvoir interroger le ministre sur l'amendement proposé et je ne sais pas si vous voulez que j'attende ou que je poursuive immédiatement.

Le coprésident (M. Joyal): Vous avez proposé l'amendement hier soir en le présentant de la façon habituelle. Vous en avez expliqué le pourquoi et le comment et le contexte dans lequel vous l'envisagiez; je suis certain que dans les quelques minutes qui nous restent avant l'arrivée du ministre, vous pourriez nous l'exposer dans ses grandes lignes.

M. Robinson: Vous me permettrez également, monsieur le président, d'interroger le ministre à ce sujet.

Le coprésident (M. Joyal): Certainement.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Avant tout, je précise qu'il s'agit de modifier en deux points l'amendement proposé. Évidemment, l'alinéa (b) doit maintenant être supprimé puisque le gouvernement a accepté l'amendement à propos des handicaps physiques et mentaux. Je demanderais également au Comité de supprimer l'alinéa (f) et de désigner l'alinéa (g) par la lettre (f). Cela supprimerait les termes «l'insuffisance de moyens».

Nous proposerons un autre amendement sur les dispositions touchant la péréquation et les droits économiques, mais nous pensons qu'il vaut mieux le faire plus tard que dans le contexte de l'article 15.

Nous en sommes donc maintenant à l'amendement qui modifierait la substance de l'alinéa et qui ajouterait trois motifs interdits de discrimination: la situation familiale, l'inclination sexuelle et les croyances politiques.

Monsieur le président, maintenant pour expliquer l'objet...

Le sénateur Tremblay: A quelle page en êtes-vous?

Le coprésident (M. Joyal): Sénateur Tremblay, je vous serais reconnaissant de vous adresser à la présidence lorsque vous posez ce genre de questions. Je sais que vous étiez absent

[Text]

night and we are now on the revised subamendment that is identified N-21, Clause 15(1), page 6. It is a subamendment to a main amendment that has already been introduced by the government party through Mr. Irwin.

Senator Connolly: Thank you, Mr. Chairman.

I was absent last night, but you will all be glad to know that I watched you very carefully on television. You performed very well.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Senator Connolly. Go ahead, Mr. Robinson. Senator Tremblay.

L'honorable sénateur Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Question de clarification, monsieur le président.

M. Robinson vient d'inscrire des changements dans sa proposition et je dois avouer que, par distraction ou autrement, je n'ai pas très bien saisi ce qu'il faisait.

Le coprésident (M. Joyal): Alors, je vais les répéter à votre intention et attention.

Le sénateur Tremblay: Bien. L'attention était là mais la compréhension n'a pas suivi.

Le coprésident (M. Joyal): Alors, voici, sénateur Tremblay.

Vous devez, à la suggestion de M. Robinson et avec l'accord de la présidence, retirer le paragraphe *b*) du sous-amendement, celui qui se lisait:

adding to Clause 15 (1) the following:

"physical or mental disability."

Comme vous le savez, nous avons déjà accepté d'un commun accord hier soir cette partie du sous-amendement.

De même, M. Robinson demande le consentement des honorables membres de ce Comité afin de retirer également ou de biffer le paragraphe *f*) . . .

Le sénateur Tremblay: "lack of means".

Le coprésident (M. Joyal): Exactement. M. Robinson mentionne qu'il aura un autre amendement éventuellement qui s'adressera à cet aspect de son sous-amendement et, enfin, de modifier le paragraphe *g*) qui devient le paragraphe *f*) puisqu'il a laissé tomber le paragraphe *f*) précédent.

Alors, il s'agit simplement de changer la lettre «g» par la lettre «f».

Le sénateur Tremblay: Si *b*) est tombé, alors, il va falloir changer autre chose.

Le coprésident (M. Joyal): Non. *b*) n'est pas tombé puisque nous l'avons déjà accepté antérieurement.

Le sénateur Tremblay: Très bien.

Le coprésident (M. Joyal): Comme vous le savez, nous avons déjà adopté une motion qui nous permet de renuméroter et réorganiser en ordre logique tous les amendements et les sous-amendements que nous avons adoptés antérieurement.

Le sénateur Tremblay: Je vous remercie, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Vous êtes bienvenu, sénateur Tremblay.

[Translation]

hier soir, mais nous en sommes arrivés au nouveau sous-amendement numéroté N-21, article 15(1), page 6. C'est un sous-amendement apporté à un amendement déjà proposé par M. Irwin représentant la majorité.

Le sénateur Connolly: Merci, monsieur le président.

J'étais absent hier soir, mais vous serez certainement heureux de savoir que je vous ai tous regardés très attentivement à la télévision. Vous faisiez cela très bien.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, sénateur Connolly. Allez-y, monsieur Robinson. Sénateur Tremblay.

The hon. Senator Tremblay.

Senator Tremblay: On a point of clarification, Mr. Chairman.

Mr. Robinson has just brought about some changes to his motion and I must confess that either through distraction or something else, I could not really understand what he was doing.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Then I will repeat it for your benefit.

Senator Tremblay: Well, I was attentive but I did not understand.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): So, here it is, Senator Tremblay.

Mr. Robinson is suggesting, with the agreement of the Chair, to delete paragraph (b) of the subamendment that read:

b) adjonction, au paragraphe 15(1), de ce qui suit:

«les déficiences physiques ou mentales».

As you know, last night we already unanimously agreed to this part of the subamendment.

As well, Mr. Robinson is asking hon. members of this committee to agree to delete paragraph (f) . . .

Senator Tremblay: «L'insuffisance de moyens».

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Exactly. Mr. Robinson suggests that there will be another amendment to deal with this part of the subamendment and, finally, he is asking to change paragraph (g) to paragraph (f) since he is dropping the previous paragraph (f).

So that it is only a matter of substituting the letter "f" for the letter "g".

Senator Tremblay: If (b) is dropped, we will have to change something else.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): No, (b) has not been dropped since we had previously agreed to it.

Senator Tremblay: Very well.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): As you know, we have already carried a motion that allows us to renumber and reorganize in a logical order all amendments and subamendments previously carried.

Senator Tremblay: I thank you very much, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): You are welcome, Senator Tremblay.

[Texte]

Monsieur Robinson, poursuivez.

Mr. Robinson, you can go on.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

If it is now at least clear what we are doing, I would like to explain the purpose of the proposed amendments.

There are a number of changes in the substantive paragraph, aside from adding the three new grounds of prohibited, unreasonable distinction. First of all, we have added the word "in" in response to a number of witnesses who appeared before us.

I recognize that the government amendment includes the word "under", but we want to make it very, very clear to the courts that we are dealing not only with the administration of the law, but also with the substance of the law, and by including the word "in" as well as the words "before" and "under", we believe that we are leaving no room for doubt with the courts.

The second major change to the government amendment, Mr. Chairman, is to include "access to employment, accommodation and public services", within the grounds which cannot be discriminated against, and that would be a recognition of a principle which was enunciated as early as 1972 by the Molgat-MacGuigan Committee following up on the Victoria Charter.

They said, and I would like to quote from their report;

A large area of the discrimination against all these groups of Canadians lies in the area of private morality and individual mores. To the extent that bills of rights provisions can give a focus to the spirit of tolerance and egalitarianism in our country, they can help to break down the barriers of ignorance and contempt which are the breeding grounds of discrimination

They go on to propose, Mr. Chairman,

These fundamental protections from discrimination apply not only within the framework of the laws, but also in these essential aspects of Canadian lives; namely, employment, accommodation and public services.

As they say:

The full control of discrimination practiced by private citizens would necessitate the supplementing of such constitutional provisions with ordinary legislation, both at federal and provincial levels.

We believe this should be extended to the private sector as well, in these key areas; and in these areas, Mr. Chairman, incidentally, often discrimination on some of the grounds referred to has been unfortunately significant.

The next major change in the substance, aside from the proposed additional grounds of discrimination, and Mr. Chairman, if I may just come back to that for a moment, I thought it was rather interesting that Mr. Irwin, in his questioning before this Committee of the Minister, assumed in his questioning that the particular grounds of discrimination included the private sector. The Committee will recall that Mr. Irwin asked the Minister whether this would not include protection

[Traduction]

Mr. Robinson, would you proceed?

Monsieur Robinson, allez-y.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Si l'on comprend bien maintenant ce que nous tentons de faire, je vais expliquer pourquoi nous proposons ces amendements.

Un certain nombre de modifications ont été apportées à l'alinéa essentiel outre l'adjonction de trois catégories de distinction abusive. Tout d'abord, nous avons ajouté dans le texte anglais la préposition «in», à la suggestion d'un certain nombre de témoins qui ont comparu devant nous.

Je sais que l'amendement du gouvernement comporte la préposition anglaise «under», mais nous voulons qu'il soit absolument clair pour les tribunaux qu'il ne s'agit pas simplement ici de l'administration de la Loi mais également de sa substance, et nous pensons qu'en incluant les prépositions «in», «before» et «under», nous ne laissons aucun doute aux tribunaux.

La deuxième modification importante apportée à l'amendement du gouvernement vise à inclure dans les domaines où la discrimination est interdite «l'accès aux emplois, aux logements et aux services publics». C'est reconnaître un principe déjà énoncé en 1972 par la commission Molgat-MacGuigan, à la suite de la charte de Victoria.

Ils déclaraient, et je cite leur rapport:

Une grande part de la discrimination exercée contre ces groupes de Canadiens touche la moralité privée et les mœurs individuelles. Dans la mesure où les dispositions contenues dans les chartes de droits peuvent faire ressortir l'esprit de tolérance et l'égalitarisme dans notre pays, elles peuvent aider à renverser les barrières d'ignorance et de mépris qui sont à l'origine de la discrimination.

Le rapport proposait ensuite, monsieur le président, que:

ces protections fondamentales contre la discrimination s'appliquent non seulement dans le cadre des lois, mais également dans les aspects essentiels de la vie canadienne, à savoir l'emploi, le logement et les services publics.

Puis:

Pour supprimer entièrement la discrimination dont sont coupables les citoyens, il faudrait ajouter de telles dispositions constitutionnelles à la législation ordinaire, tant à l'échelon fédéral qu'à l'échelon provincial.

Nous estimons que cela devrait également s'appliquer au secteur privé, dans les secteurs clés, car c'est souvent là que, malheureusement, la discrimination fondée sur les motifs dont on a parlé est assez flagrante.

La prochaine modification importante quant à la substance de l'article, outre les motifs supplémentaires de discrimination, me rappelle que M. Irwin, lorsqu'il interrogeait le ministre à ce sujet, semblait supposer que les motifs particuliers de discrimination incluaient le secteur privé. Le Comité se souviendra certainement que M. Irwin a demandé au ministre si cela n'inclurait pas la protection contre la discrimination dans la recherche d'un emploi et que le ministre a dû répondre négati-

[Text]

from discrimination in obtaining a job and so on, and it was necessary for the Minister to say no, as the provision is presently worded, that is not protected. It is precisely to recognize the concern expressed by Mr. Irwin and by other witnesses and by the Molgat-MacGuigan Committee that this amendment is being proposed.

The final area of concern relates to the wording, and to clarify what we are intending, we would change the word "discrimination" to the words "unreasonable distinction" and instead of using the words "in particular" we would use the word "including". This would recognize some of the concerns expressed by Senator Connolly, Miss Campbell and also a number of witnesses, that by using the words "in particular" we may not be clearly enunciating what the intent of the drafts people was. By using the word "distinction" we are making it very clear that we intend that we are not just dealing with a more narrow concept of discrimination which could be interpreted in a somewhat restrictive way.

Mr. Chairman, in addition, and we will be coming to Clause 15(2), there will a proposal that certain grounds can never constitute reasonable distinction and there can never be reasonable distinction on certain specified grounds.

The final area which I would like to touch upon in our proposed amendment is the addition of three new examples. This is all this is, Mr. Chairman, examples, because we are using the word "including". The list is not exhaustive, as the Minister himself has said. Those three examples of the kinds of unreasonable distinction which we believe should be precluded in a civilized society, in Canadian society, are marital status, sexual orientation and political belief.

Mr. Chairman, speaking briefly to each of those proscribed grounds, dealing first with the area of marital status, I would point out that the ground of marital status was recommended for inclusion by the MacGuigan-Lamontagne Committee which studied Bill C-60 in 1978. They did allude to certain possible difficulties and implementation, but it would be my submission that these difficulties of implementation should not prevent the protection from discrimination or unreasonable distinction on the grounds of marital status. There was very recently a case involving the Canadian Human Rights Commission in which they pointed to discrimination on the grounds of marital status in the income tax provisions and stated that that was inappropriate and, Mr. Chairman, we believe that this ground should be explicitly recognized in the proposed charter of rights.

The second which we propose be added is the ground of sexual orientation. This again, Mr. Chairman, was a ground which was proposed to be added by many witnesses appearing before the Committee, including the Canadian Human Rights Commissioner, Mr. Gordon Fairweather, speaking on behalf of his Commission. He stated, Mr. Chairman, that a list of the enumerated grounds which does not include marital status, physical or mental handicap, political belief and sexual orientation does not offer adequate protection. The addition of sexual orientation as a proscribed ground of discrimination was also proposed by, among others, the Canadian Human

[Translation]

vement pour ce qui est du libellé actuel. C'est justement pour remédier à la préoccupation de M. Irwin et d'autres témoins ainsi que de la commission Molgat-MacGuigan que nous proposons cet amendement.

Notre dernière modification porte sur le libellé, car nous voudrions clarifier l'intention et remplacer le mot «discrimination» par «distinction abusive» et plutôt que d'utiliser l'expression «en particulier» nous préférons «notamment». Cela devrait satisfaire le sénateur Connolly, M^{lle} Campbell ainsi qu'un certain nombre de témoins qui estimaient que l'expression «en particulier» n'énonce peut-être pas suffisamment clairement l'intention du législateur. En parlant de «distinction», nous précisons très clairement que nous ne voulons pas simplement empêcher un concept très étroit de discrimination, car le terme nous semble trop limitatif dans ses interprétations possibles.

Lorsque nous passerons à l'article 15(2), nous proposons en outre que certains motifs ne puissent jamais être invoqués comme distinction raisonnable et que jamais on ne pourra parler de distinction raisonnable dans des cas bien précis.

Le dernier point sur lequel j'aimerais revenir dans l'amendement que nous proposons est l'adjonction de trois nouveaux exemples. Il ne s'agit en effet, monsieur le président, que d'exemples, car nous disons bien «notamment». La liste n'est pas exhaustive comme l'a lui-même déclaré le ministre. Ces trois exemples de genre de distinction abusive nous semblent évidents dans une société civilisée, dans la société canadienne puisqu'il s'agit de la situation familiale, de l'inclination sexuelle et des croyances politiques.

Monsieur le président, pour ce qui est d'abord de la situation familiale, je signale que cela était recommandé par la commission MacGuigan-Lamontagne lors de l'étude du Bill C-60 en 1978. Elle a fait allusion à d'éventuelles difficultés d'application, mais je prétends que ces difficultés ne devraient pas nous empêcher d'interdire la discrimination ou la distinction abusive fondée sur la situation familiale. Tout récemment, la Commission canadienne des droits de la personne a déclaré que la Loi de l'impôt sur le revenu était coupable de discrimination fondée sur la situation familiale. C'est ainsi que nous jugeons que ce motif devrait être tout à fait explicite dans la charte des droits.

Nous proposons d'autre part d'ajouter l'inclination sexuelle comme l'ont préconisé de nombreux témoins qui ont comparu devant notre Comité, notamment le président de la Commission canadienne des droits de la personne, M. Gordon Fairweather. Il déclarait au nom de la Commission qu'il préside qu'une liste de motifs de discrimination interdits qui n'inclurait pas la situation familiale, les handicaps physiques ou mentaux, les croyances politiques et l'inclination sexuelle n'offrirait pas de protection suffisante. L'adjonction de l'inclination sexuelle fut proposée entre autres par la Commission canadienne des droits de la personne, l'Église unie du Canada, l'Association natio-

[Texte]

Rights Commission, the United Church of Canada, the National Association of Women and the Law, the Canadian Co-ordinating Council of Deafness, the B.C. Civil Liberties Association, the Canadian Association of Social Workers, the National Action Committee on the Status of Women, and a very significant group, the Canadian Teachers Federation.

Mr. Chairman, all of those groups proposed that we should follow the example of the Province of Quebec and recognize that in a civilized society, in today's society, that discrimination or unreasonable distinction on the grounds of sexual orientation should not be tolerated and should not be permitted. I would briefly draw the attention of the Committee to the remarks of the group which appeared before us representing the Canadian Coalition of Gays and Lesbians, and what they said was:

We are not suggesting that the majority does or does not endorse homosexuality as a way of life, but what we accept in a free society is the principle of supporting the rights of a minority, of tolerance, and that there is a difference between saying that someone has a right to do something and saying that it is the right thing for that person to do, and that the question of distinction on this particular ground is a human rights issue.

Mr. Chairman, to conclude on this particular point on this particular ground, I would just like to again quote from that brief on this subject and some of the invidious circumstances of not accepting what has already been accepted in Canadian law, the right to privacy which is being proposed to be extended by quoting again from that brief:

In the present circumstances, gay people are either vulnerable to discrimination or are forced to try to escape such oppression by concealing their sexual identity. Neither alternative can be countenanced in a democratic society. The first alternative offends the principle of minority rights; the second alternative is surely one of the most oppressive forms of discrimination, to pressure people into lives built around deception and lies.

Mr. Chairman, on that basis, I would urge Committee members to accept this as a proscribed ground of distinction.

The final ground that we recommend, Mr. Chairman, is adding the ground of political belief. This is a ground which is explicitly recognized in the International Covenant on Civil and Political Rights and is not at the present time recognized in the Canadian Human Rights Act but, Mr. Chairman, many groups appearing before us urge that this ground be included and I would support the inclusion of this. The Minister, at some point, asked are there any examples of discrimination on the basis of political belief. One need only point to the infamous Goyer blacklist, the list of some 21 civil servants who were clearly discriminated against on the basis of their political activities and their political beliefs.

Mr. Chairman, I would propose that these three grounds should be added as additional grounds of unreasonable distinction and that the other changes which are being proposed to strengthen this very fundamental clause of the proposed chart-

[Traduction]

nale des femmes et du droit, le Conseil canadien de coordination de la déficience auditive, l'Association des libertés civiles de Colombie-Britannique, l'Association canadienne des travailleurs sociaux, le Comité d'action nationale sur la situation de la femme et un groupe très important, la Fédération canadienne des enseignants.

Monsieur le président, tous ces groupes ont proposé que nous suivions l'exemple de la province de Québec et que nous reconnaissons que dans une société civilisée, dans la société moderne, la discrimination ou une distinction abusive fondée sur l'inclination sexuelle ne peut être tolérée ni ne devrait être permise. Je souhaite rapidement attirer l'attention du Comité sur les observations du groupe qui a comparu devant nous, la Coalition canadienne des homosexuels et des lesbiennes. Je cite:

Nous ne suggérons pas que la majorité endosse ou n'endosse pas l'homosexualité comme mode de vie, mais dans une société libre on accepte le principe des droits d'une minorité, le principe de tolérance. Or, il y a une différence entre dire que quelqu'un a le droit de faire quelque chose et de dire que quelqu'un fait quelque chose de bien. Cette distinction est une question de droits de la personne.

Monsieur le président, pour conclure sur ce point, je voudrais simplement citer à nouveau le mémoire à ce sujet à propos de certaines circonstances douteuses qui font qu'on n'accepte pas ce qui a déjà été accepté dans le droit canadien, à savoir le droit à la vie privée. Je cite un autre passage du mémoire:

Dans les circonstances actuelles, soit les homosexuels sont l'objet de discrimination, soit ils sont obligés d'essayer d'y échapper en cachant leur identité sexuelle. Ces deux options ne devraient pas exister dans une société démocratique. La première va à l'encontre du principe des droits des minorités; la deuxième est certainement l'une des pires formes d'oppression discriminatoire puisqu'elle oblige les gens à construire leur vie autour du mensonge et de l'illusion.

C'est pourquoi, monsieur le président, j'invite les membres du Comité à accepter qu'une telle distinction soit qualifiée d'abusives dans la Charte des droits.

En dernier lieu, nous recommandons d'ajouter les croyances politiques. C'est explicitement reconnu dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, mais pas dans la Loi canadienne sur les droits de la personne. Toutefois, de nombreux groupes ayant comparu devant nous ont demandé instamment de constitutionnaliser les croyances politiques. Le ministre a un jour demandé si on pouvait lui donner des exemples de discrimination fondée sur les croyances politiques. Qu'il suffise de se rappeler la liste noire Goyer, cette liste de quelque 21 fonctionnaires qui, très clairement, ont fait l'objet de discrimination pour cause d'activités et de croyances politiques.

Monsieur le président, je propose que ces trois éléments soient ajoutés comme motifs de distinction abusive et que les autres changements proposés pour renformer cet article tout à fait fondamental de la Charte des droits, cet article qui traite

[Text]

er of rights this clause dealing with equality rights. should receive the support, I would hope, of all members of the Committee.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Robinson. Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: On a point of order, Mr. Chairman.

There is a lot of new thoughts in this total subamendment. Are we going to vote on each set of words or are we going to vote on the total, and therefore, how should we discuss it?

• 1010

The Joint Chairman (Mr. Joyal): It is the understanding of the Chair that the subamendments have all been introduced as a package; but at the request of Mr. Robinson on behalf of the New Democratic Party there will be different votes for each of them. But in so far as they are all subamendments to the same Clause 15, it was Mr. Robinson's request that they should be introduced as a whole for better comprehension and discussion of the over-all amendments.

Mr. Hawkes: So, in order to facilitate the work of the Committee, could we discuss one set of ideas at a time?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes, certainly.

Do you have any questions or comments which you would like to put forward at this time?

Mr. Hawkes: Yes, I do. I do not need to have a priority position. I would be interested in this clause at some point.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The fact that you have been absent for two or three days, Mr. Hawkes, makes us feel that you should have priority at this point in the discussions on these amendments.

Mr. Hawkes: Well, perhaps I should start with the the last one—political belief. I do not know whether I am asking questions of the New Democratic Party or of the Minister of Justice who is not here.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I understand the honourable the Minister of Justice is in the audience. He will be joining us in a moment.

I am quite sure that you could put your questions.

Mr. Hawkes: May I ask the Minister of Justice or his officials this. In law how are you going to define "political belief"? What type of case law might apply to those words and what implications do you see for adding that as a specific subcategory to Clause 15?

Mr. Robinson: Mr. Chairman, on a point of order.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): On a point of order, Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I know that the Minister is very concerned about this particular amendment and recognizes the importance of it. Perhaps, before we hear questions from Committee members we might hear from the Minister at

[Translation]

des droits à l'égalité, soient appuyés par tous les membres du Comité.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Robinson. Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Tout ce sous-amendement comprend de nombreux éléments nouveaux. Allons-nous voter sur chaque série individuellement ou sur l'ensemble? Comment devons-nous aborder toute la question?

Le coprésident (M. Joyal): La présidence a cru comprendre que les sous-amendements ont été présentés comme un tout, mais à la demande de M. Robinson et du Nouveau parti démocratique, on votera sur chacun des sous-amendements individuellement. Néanmoins, puisqu'il s'agit dans tous les cas de sous-amendements au même article 15, M. Robinson a demandé qu'ils soient présentés ensemble pour en faciliter la compréhension et la discussion.

M. Hawkes: Ainsi, pour faciliter les travaux du Comité, pourrait-on discuter de chaque idée individuellement?

Le coprésident (M. Joyal): Certainement.

Avez-vous des questions et des commentaires à présenter pour le moment?

M. Hawkes: Oui, merci. Il n'est toutefois pas nécessaire de me donner la priorité. J'aimerais en effet, à un moment donné, dire quelques mots sur cet article.

Le coprésident (M. Joyal): Comme vous avez été absent pendant deux ou trois jours, nous avons l'impression que nous pouvons vous donner la priorité dans le débat sur ces amendements, monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Alors peut-être commencerai-je par le dernier, les croyances politiques. Je ne sais pas si mes questions s'adressent au Nouveau parti démocratique ou au ministre de la Justice qui n'est pas là.

Le coprésident (M. Joyal): Je crois toutefois que le ministre de la Justice se trouve dans l'auditoire et il devrait se joindre à nous dans quelques instants.

Je suis bien certain que vous pouvez poser vos questions.

M. Hawkes: Puis-je alors poser cette question au ministre ou à ses collaborateurs? Comment allez-vous définir «des croyances politiques» dans la loi? Quel genre de droit jurisprudentiel peut s'appliquer à ces termes et quelles implications envisagez-vous à l'adjonction de cette sous-catégorie particulière à l'article 15?

M. Robinson: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

Le coprésident (M. Joyal): Pour un rappel, monsieur Robinson.

M. Robinson: Monsieur le président, je sais que le ministre s'intéresse beaucoup à cet amendement particulier et qu'il en reconnaît l'importance. Peut-être qu'avant que nous n'entendions les questions des membres du Comité, le ministre pour-

[Texte]

least as to his initial response which might facilitate questioning.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes.

Hon. Jean Chrétien (Minister of Justice): There are two aspects to this matter. We do not want to have a long list there. It is a term which can create some problems. It has not been defined. It can create a great of problems. One immediately comes to mind: what if someone has strong Ku Klux Klan ideas? You can say it is a political belief; perhaps it is not a political belief; but they can try to put it in that category.

I think it is too vague a term and, in our judgment, could create some problems.

Because of the uncertainty we would rather not have it.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Does that answer your question, Mr. Hawkes?

Mr. Hawkes: Well, no.

Let me put the question another way.

There has been a great deal of controversy in the House of Commons in the last week or 10 days on the National Advisory Council on the Status of Women. Part of the controversy centred around the qualifications for appointment to the Council and whether or not the Council is independent.

There are some who assert that to belong to a particular party is one of the important characteristics which precede appointment to that Council and many institutions of government.

Now, if this phrase was put into the Constitution of Canada, so that you could not discriminate on the basis of political belief, would that in effect have implication for people's political activity and, therefore, subsequently their ability to be appointed to a lot of advisory bodies and councils.

Would that be removed as being possibly discriminatory?

Mr. Fred Jordan (Senior Counsel, Public Law, Department of Justice): On that particular question, I would prefer to stay away from the political aspect of the issue.

I do not know what the criteria are for selecting people for that Council. Those are matters determined by the Governor in Council in making appointments. There could be a number of factors which go into the selection of them. If one of them was political belief, the fact that one was chosen over another would not run foul of this as far as I can see.

Mr. Hawkes: What about in the area of national security where for appointment to very sensitive positions in government there is a considerable amount of checking done by the Crown in terms of security checks. Part of the information which might be gathered in that process might relate to political belief and in the current circumstances, a belief in political systems which are very different from democratic systems might be sufficient reason to exclude somebody from

[Traduction]

rait au moins nous donner sa réaction initiale pour faciliter nos travaux?

Le coprésident (M. Joyal): En effet.

L'honorable Jean Chrétien (ministre de la Justice): Il y a deux aspects à cette question. Nous ne voulons pas nous encombrer ici d'une longue liste. C'est une expression qui peut créer certains problèmes. Cela n'a pas été défini. Mais cela peut créer beaucoup de problèmes. Il y en a un qui vient immédiatement à l'esprit: que fait-on lorsque quelqu'un a des idées très arrêtées se rapprochant du Ku Klux Klan? Vous pouvez appeler cela une croyance politique; peut-être en n'est-ce pas une, mais on peut toujours essayer de l'inclure dans cette catégorie.

Je crois donc que l'expression est trop vague et qu'elle risque de poser certains problèmes.

Étant donné l'incertitude, nous préférierions ne pas l'ajouter.

Le coprésident (M. Joyal): Cela répond-il à votre question, monsieur Hawkes?

M. Hawkes: Ma foi, non.

Je vais reformuler ma question.

Il y a eu une grande controverse à la Chambre des communes au cours de la dernière semaine ou des 10 derniers jours à propos du Conseil consultatif national sur la situation de la femme. Une partie de cette controverse se centrait sur les qualifications nécessaires à une nomination au Conseil et sur l'indépendance de ce Conseil.

Certains prétendent qu'une des caractéristique importante qui peut aider à une nomination à ce Conseil, ainsi qu'à bien des organismes du gouvernement, est l'appartenance à un parti particulier.

Donc, si l'on introduisait ces termes dans la Constitution du Canada, si l'on interdisait la discrimination fondée sur les croyances politiques, cela pourrait-il avoir des implications sur l'activité politique des gens et donc sur leur chance d'être nommés à beaucoup d'organismes et de conseils consultatifs?

Supprimerait-on cela comme motif de discrimination possible?

M. Fred Jordan (conseiller juridique principal en droit public, ministère de la Justice): Pour cette question, je préférerais ne pas aborder l'aspect politique du problème.

Je ne sais pas quels sont les critères de sélection pour ce Conseil. Il s'agit de questions qui sont déterminées par le gouverneur en conseil lorsqu'il procède à des nominations. Il peut y avoir un certain nombre de facteurs qui entrent dans la sélection. Si l'un d'entre eux était les croyances politiques, je sais que le choix d'une personne plutôt qu'une autre ne représenterait pas une infraction, à mon avis.

M. Hawkes: Mais quand il s'agit de sécurité nationale ou pour certains postes très délicats de la Fonction publique, l'État procède à tout un tas de vérifications, de contrôles de sécurité. Une partie des renseignements qu'on peut ainsi réunir peut relever des croyances politiques et, dans les circonstances actuelles, croire à des régimes politiques très différents des régimes démocratiques pourrait être une raison suffisante pour

[Text]

holding a position where a lot of confidential information was passed.

If this clause were put into the Constitution of Canada, would that mean that we would lose under law the power for the government to decide that someone who was predisposed to the Russian perspective, for instance, might be excluded? Would that clause make such exclusion illegal?

Mr. Jordan: Mr. Chairman, it would depend upon the circumstances. One has always to refer back to Clause 1. You have to demonstrably justify the reason for making the distinction.

I am sure if this were an employment position in National Defence where you were handling military secrets and the person had political opinions which were associated with those of countries that we consider potential enemies in war or otherwise, that might be a demonstrably justifiable reason for an exception to the prohibition against discrimination on the ground of political belief.

But it would vary with the circumstances. You would not carry that all the way down the public service.

There are a great number of positions where political belief should not be a criterion of the job qualifications involved.

Mr. Hawkes: There are some people in the country who believe that the American system of changing at least a portion of the managers within government on the basis of political belief is something which, in the United States, happens subsequent to presidential elections.

Some people believe that that system might also be something that Canadians should consider at some length and might wish to adopt in whole or in part.

If this particular clause were added to the Charter, would it affect that kind of determination, if we wanted to move in that direction in the future, would this clause make that more difficult?

Mr. Jordan: Mr. Chairman, in response to the question, if the government of the day could demonstrably justify that having a political loyalty to the party in power was an essential requirement of that job position, then it may not be affected by this. On that one I would have great difficulty in trying to guess what the courts might say.

Mr. Hawkes: But the decision would then be made by five out of nine Supreme Court judges in the ultimate sense rather than the elected people?

Mr. Jordan: Yes; and the government would have to be able to show, if anyone wanted to challenge that basis of hiring, that what they were doing was demonstrably justifiable, given the functions that these public servants were performing.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Hawkes.

The honourable James McGrath.

Mr. McGrath: Not at this moment, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable Duff Roblin.

[Translation]

exclure la candidature de certains à un poste dont le titulaire a accès à de nombreux renseignements confidentiels.

Donc, si cet article était constitutionnalisé, le gouvernement perdrait-il également le pouvoir de décider que quelqu'un qui est sympathique à la perspective russe, par exemple, doit être exclu? Ce genre d'exclusion deviendrait-elle par là illégale?

M. Jordan: Monsieur le président, cela dépendrait des circonstances. Il faut toujours se reporter à l'article 1. Il faut que la justification d'une telle distinction puisse se démontrer.

Je suis persuadé que dans le cas d'un emploi à la Défense nationale, où l'employé ayant accès à des secrets militaires aurait des convictions politiques semblables à celles de pays que nous considérons comme étant des ennemis potentiels en cas de guerre, on pourrait justifier une exception aux dispositions protégeant contre la discrimination fondée sur les croyances politiques.

Toutefois, il faudrait tenir compte des circonstances. La situation ne serait pas la même pour l'ensemble de la Fonction publique.

Il y a un grand nombre de postes où les convictions politiques ne devraient pas être un critère d'admissibilité.

M. Hawkes: Dans le système américain, après les élections présidentielles, on remplace au moins certains cadres, et cela en raison de leurs convictions politiques.

Certains croient qu'au Canada on pourrait peut-être adopter un tel système, en tout ou en partie.

Si cet article était ajouté à la Charte, affecterait-il cette possibilité? Si nous voulions adopter un tel système à l'avenir, cet article rendrait-il les choses plus difficiles?

M. Jordan: Monsieur le président, si le gouvernement pouvait démontrer qu'il est justifiable que la loyauté envers le parti politique au pouvoir soit une condition d'admissibilité pour un poste donné, alors cet article pourrait n'avoir aucun effet. A ce sujet, j'aurais beaucoup de peine à prévoir ce que les tribunaux en penseraient.

M. Hawkes: Mais alors, la décision finale serait prise par cinq des neuf juges de la Cour suprême et non par les élus du peuple, n'est-ce pas?

M. Jordan: En effet, si quelqu'un voulait remettre en question ce critère d'admissibilité, le gouvernement devrait démontrer qu'il est justifiable, compte tenu des tâches que ces fonctionnaires devraient accomplir.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Hawkes.

Monsieur McGrath.

M. McGrath: Pas pour le moment, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Le sénateur Duff Roblin.

[Texte]

Senator Roblin: Mr. Chairman, I would just like to explore the question that Mr. Hawkes has opened up a little further. It is a matter of some concern to me that what is—and must essentially be and remain—a political judgment should become a question of judicial decision.

It seems to me that the question of whether or not the higher ranks of civil servants, for example, should be switched when the government changes really cannot have any legal application. It seems to me that is entirely a political judgment.

If that political judgment has to be circumscribed by a clause of this kind, it seems to me that it creates a situation which one might be quite about in terms of theory, but in terms of practical application in the administration of public affairs, particularly with the new administration coming in, it would be quite intolerable.

Now, is there any body of experience, to which we can turn in respect of this matter?

The United States Constitution, I take it, provides no clause similar to this “political belief” clause we have here, or if it does, there is certainly a very wide way around it.

So I wonder if you could throw any light on that aspect of the matter?

• 1020

Mr. Jordan: Mr. Chairman, as I understand the situation in the United States, this has been accomplished under their freedom of expression provision in the Bill of Rights.

With regard to the changes that do occur with changes of administration there, the courts have held this to be a valid exception to the right of freedom of expression in terms of the views you hold. Whether that is a good or bad approach . . .

Senator Roblin: Well, that really does not bear on my point because you are talking about freedom of expression as applied to the problem. Well, that is one matter.

However, when you specifically say political belief, that is something I think goes a little farther. Is there anything in the American system that corresponds to this political belief clause we have here?

Mr. Jordan: No, that expression does not appear in the United States Constitution.

Senator Roblin: Well, if we did have it in our constitution how do you suppose the expression would be interpreted, what does it mean?

I am sorry my friend John Fraser is not here because he has a very handy dictionary which explains many of these legal-political phrases so I cannot appeal to him, but it seems to me that where does political belief stop and bigotry begin, that whole area of the right of opinion and the rights of a person to express a view in the context of the society in which he lives is called political belief, I suppose, but would you go so far as to say that those folks who advocate the overthrow of our particular society are within the saving ambit of this clause political belief or not?

[Traduction]

Le sénateur Roblin: Monsieur le président, j'aimerais discuter un peu plus longuement de la question qu'a soulevée M. Hawkes. Ce qui me préoccupe, c'est que ce qui est et doit essentiellement demeurer une question de jugement politique puisse devenir une question de décision judiciaire.

Par exemple, il me semble n'y avoir aucune implication judiciaire dans le fait de décider si les hauts fonctionnaires doivent être remplacés lorsque les gouvernements changent. A mon avis, il s'agit uniquement d'une question de jugement politique.

Si la possibilité de porter un jugement politique doit être restreinte par un article de cette nature, je crois que cela créerait une situation peut-être acceptable en théorie, mais dans la pratique et dans l'administration des affaires publiques, ce serait plutôt intolérable.

Y a-t-il des antécédents que nous pourrions invoquer?

Sauf erreur, la Constitution américaine ne contient aucun article semblable à celui-ci sur les «convictions politiques»; s'il y en a un, il y a certainement moyen de le contourner.

Pourriez-vous nous donner plus de précisions sur cet aspect de la question?

M. Jordan: Monsieur le président, si je comprends bien la situation aux États-Unis, cela a été rendu possible grâce aux dispositions sur la liberté d'expression contenue dans leur déclaration des droits.

Quant aux changements qui accompagnent l'arrivée d'une nouvelle administration, les tribunaux ont jugé que les convictions personnelles constituent une exception justifiable au droit à la liberté d'expression. Qu'ils aient raison ou tort . . .

Le sénateur Roblin: Cela ne répond pas vraiment à ma question, puisque vous parlez de liberté d'expression par rapport à ce problème. C'est une question bien à part.

Toutefois, lorsqu'on parle précisément de convictions politiques, je crois qu'on va un peu plus loin. Y a-t-il un élément du système américain qui correspond exactement à cet article sur les convictions politiques?

M. Jordan: Non, cette expression n'apparaît pas dans la Constitution américaine.

Le sénateur Roblin: Si nous avions une telle disposition dans notre constitution, comment croyez-vous que cette expression serait interprétée? Que signifie-t-elle?

Je suis désolé que mon ami John Fraser ne soit pas ici, car il possède un dictionnaire très pratique qui explique plusieurs de ces phrases juridico-politiques; je ne puis donc faire appel à lui, mais on peut se demander où se situe la distinction entre les convictions politiques et le fanatisme. Le droit à l'opinion est le droit d'exprimer son avis sur la société dans laquelle nous vivons, voilà ce qu'on appelle les convictions politiques; toutefois, iriez-vous jusqu'à dire que les gens qui proposent le renversement de notre régime social seraient protégés par cet article sur les convictions politiques?

[Text]

Just how far does this expression take us and what improvement does it offer, perhaps this is argumentative, what improvement does it offer over our traditional way of doing things in which we do allow, I think, a very free and open expression of political opinion that is grounded by common-sense barriers as to how far one can go without trespassing on the public good?

Mr. Jordan: Mr. Chairman, I believe Senator Roblin has put his finger on the very problem we have with this and that is why it is not one of the items we felt was appropriately included in a list of grounds of nondiscrimination because, quite frankly, I cannot tell you what it means either.

The Minister mentioned one illustration at the outset. I do not know whether one could characterize the philosophies and views and policies of the Ku Klux Klan as being political beliefs, religious beliefs, I do not know what their foundation is but they certainly could fall into the realm of political beliefs, and that is white supremacy.

Perhaps another illustration I could give you is, you were talking about traditions in our Canadian society, what would be the impact of including this with regard to political parties and the people they hire to work for them? Would they be forced to hire those who held beliefs of other political parties? When it comes to choosing candidates in elections could you say no to someone who did not espouse the philosophy of the particular party in question, because you discriminate against him on the basis of his political beliefs?

I think it is a very dangerous area in which to venture.

Senator Roblin: Well, I liked your argument up to the last point, but on that point I think I could trust political parties safely to defend themselves from the intrusion of people who do not think the way they do.

Mr. Chrétien: It might be that someone who is excluded as a candidate in one area could have financial claims or what not against the party. You live through the problems of accepting or not accepting some certain candidate, it is a very difficult area.

Senator Roblin: Well, Mr. Minister, I can tell you that my experience has been, I found, and I learned this the hard way, that one can usually trust the good judgment of the nominating convention to choose a man that the party as a whole can adopt. Now, that is not always the case, particularly when people decide to become independent or to split from party views. I was an independent once myself so I understand that position.

However, I think it really does not deal with the main thrust of my concern here and that is the problem of definition is considerable and the advantages that we gain from it I think are rather slight. In theory I cannot object to it but I say to myself what advantage do we have by including this that we do not have under our present system, and I do not know how far you carry this business of being particular or identifying individually the various rights you want to protect. I myself prefer the broader approach to the problem confident that the

[Translation]

Jusqu'où va cette expression, et pour argumenter un peu, quelles améliorations cette disposition représentera-t-elle par rapport à notre attitude traditionnelle où, sauf erreur, nous permettons la libre expression des opinions politiques, mitigée par le bon sens et le respect du bien public?

M. Jordan: Monsieur le président, je crois que le sénateur Roblin a bien cerné le problème que cette disposition poserait, et c'est pourquoi nous n'avons pas voulu inclure cette précision dans la liste des motifs de discrimination; en toute franchise, je ne sais pas non plus ce que cela signifie exactement.

Le ministre a cité un exemple au début. Je ne sais pas si l'on peut considérer que les principes, les opinions et les politiques du Ku Klux Klan sont des convictions politiques ou des croyances religieuses; je ne connais pas cet organisme, mais on peut certainement croire qu'il a des convictions politiques, celles de la suprématie de la race blanche.

On pourrait peut-être donner un autre exemple. Vous parliez des traditions établies dans la société canadienne, et vous avez demandé quel serait l'effet de l'inclusion de cette disposition sur les partis politiques et sur leurs employés. Seraient-ils forcés d'engager des personnes dont les convictions seraient contraires à celles du parti? Au moment de choisir des candidats pour les élections, pourriez-vous refuser quelqu'un qui ne partage pas les principes du parti en cause? Ainsi, vous exerceriez contre cette personne une discrimination fondée sur les convictions politiques.

A mon avis, c'est est un domaine très dangereux.

Le sénateur Roblin: J'ai apprécié votre argumentation jusqu'à la dernière observation; à ce sujet, je crois pouvoir me fier aux partis politiques qui sauront bien se défendre contre l'intrusion de personnes ne partageant pas leurs convictions.

M. Chrétien: Il est bien possible que le candidat rejeté cherche à obtenir du parti une compensation financière quelconque. Vous avez connu les problèmes de l'acceptation ou du rejet de certains candidats, et vous savez que c'est une question très délicate.

Le sénateur Roblin: Monsieur le ministre, d'après mon expérience, durement acquise d'ailleurs, on peut généralement se fier au bon jugement de l'assemblée de désignation pour ce qui est de choisir un candidat que l'ensemble du parti peut accepter. Toutefois, ce n'est pas toujours le cas, particulièrement lorsqu'un candidat décide de devenir indépendant ou de se dissocier des opinions du parti. J'ai moi-même été indépendant et je comprends donc assez bien cette situation.

Cependant, cela ne calme pas ma principale préoccupation, à savoir que le problème que pose cette définition est considérable et les avantages que nous en retirerions sont plutôt minces. En théorie, je ne puis m'opposer à cette disposition, mais je me demande quels avantages nous en retirerions, que nous n'avons pas dans le cadre du système actuel. Je ne sais pas jusqu'où l'on pourrait aller dans cette définition précise de tous les droits qu'on pourrait vouloir protéger. Pour ma part, je préfère une approche plus générale, car j'ai confiance que

[*Texte*]

expression of public opinion either in politics or in the courts will keep us straight on these matters.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Senator Roblin.

Before I invite the next speaker I would like to remind the honourable members that we have already agreed to abide by a certain procedure and that certain procedure, I will remind you, is the following:

That the mover of any amendment or subamendment shall be entitled to a maximum of five minutes to present the amendment or subamendment;

Second, members of the Joint Committee shall be entitled to speak once only to any amendment or subamendment and for a maximum time of three minutes;

Third, the mover of any amendment or subamendment shall be entitled to a maximum of three minutes to conclude;

And fourth, members of the Committee shall be entitled to a question to the Minister on a clause with a supplementary question to be allowed at the discretion of the Chair.

I remind honourable members, and I would invite them to look to the Chair during their questioning, to get an indication of how much time is left to them. This is the procedure we followed in the past and that procedure has served us well. The Chair feels awkward in cutting off a member when he is pursuing a line of questioning, but we have now a more strict time allocation than in the past when we had more time for questioning witnesses, and at this time I would invite honourable members to abide by that general consensus that was expressed around the table at the beginning of the week, and I would be grateful if all honourable members would try their best to abide by this procedure.

The honourable James McGrath.

Mr. McGrath: I accept your admonition, Mr. Chairman, and I will try and abide by it.

Senator Roblin: If only we could move the witness up beside the Chairman then we would not have any problem, we would all be looking in the same direction, but thank you for your discretion, Mr. Chairman.

Mr. McGrath: I would like to ask the Minister one or two questions regarding this amendment, because there are many things in it that at first blush appeal but when you get into it you can see some of the problems, jurisdictional problems it creates.

For example, how do you ensure by constitutional amendment without seriously infringing on provincial jurisdiction access to employment?

Mr. Jordan: Mr. Chairman, in response to that, the clause as presented by the government addresses itself only to laws and relationships between the state and individuals, it does not attempt to deal with private relationships in such areas as employment, accommodation and public service. To the extent that those are provided by the government obviously they would be covered.

[*Traduction*]

l'opinion publique nous gardera dans le droit chemin, qu'elle se fasse sentir par des voix politiques ou judiciaires.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, sénateur Roblin.

Avant de céder la parole au prochain intervenant, je désire rappeler aux membres du Comité que nous avons déjà accepté de nous conformer à une certaine procédure qui est la suivante:

Que le proposeur d'un amendement ou d'un sous-amendement se voit accorder un maximum de cinq minutes pour présenter l'amendement ou le sous-amendement;

Les membres du Comité mixte ne seront autorisés à prendre la parole qu'une seule fois sur un amendement et cela pour un maximum de trois minutes.

Le proposeur de tout amendement ou sous-amendement se verra accorder un maximum de trois minutes pour conclure son argumentation.

Les membres du Comité auront le droit de poser une question au ministre au sujet d'un article, une question supplémentaire pouvant être accordée par le président.

Je rappelle aux membres du Comité qu'ils devraient consulter le président pendant leur période de questions pour savoir combien il leur reste de temps. C'est la procédure que nous avons adoptée et elle a été satisfaisante. Le président se sent mal à l'aise d'interrompre un intervenant au milieu d'une série de questions; auparavant, nous avions plus de temps pour poser des questions aux témoins, mais nous devons maintenant être plus stricts. J'invite les membres à respecter ce consensus général exprimé autour de cette table au début de la semaine. Je vous serais reconnaissant d'essayer de respecter cette procédure.

Monsieur James McGrath.

M. McGrath: J'accepte votre réprimande, monsieur le président, et je m'efforcerai de respecter cette procédure.

Le sénateur Roblin: Si nous pouvions rapprocher le témoin du président, il n'y aurait pas de problème et nous pourrions tous regarder dans la même direction. Quoi qu'il en soit, je vous remercie de vos largesses, monsieur le président.

M. McGrath: Je voudrais poser au ministre une ou deux questions au sujet de cet amendement; à première vue, il paraît intéressant, mais lorsqu'on l'examine d'un peu plus près, on distingue certains problèmes de juridiction qu'il pourrait poser.

Par exemple, comment peut-on, par un amendement constitutionnel, garantir l'accès à l'emploi sans s'ingérer sérieusement dans les juridictions provinciales?

M. Jordan: Monsieur le président, l'article présenté par le gouvernement ne touche que les lois et les relations entre l'État et les particuliers, sans chercher à aborder les domaines tels l'emploi, le logement et la Fonction publique. Évidemment, ces aspects seraient couverts dans la mesure où ils sont fournis par le gouvernement.

[Text]

However, the terms of the landlord refusing to rent his premises on one of the prohibited grounds of discrimination is amply covered by all the human rights codes which address themselves to the private areas of discrimination, and I can only say here that I think the whole of the Charter is addressing itself to the protection for individuals against acts by the state, and I would be very worried if we ended up with a Charter that mixed into that the domain of private infringement of liberties and freedoms. I think those are ones to be left to be dealt with by human rights codes.

Mr. McGrath: Well, it seems to me, Mr. Chairman, by way of brief comment, that what we are seeing here is an attempt similar to the one made by Mr. Robinson under the legal rights provisions of the Charter to include things that are already well covered by the Criminal Code, and now you are trying to address all social problems, and of course the Constitution was never meant to do that. You are getting into a very dangerous area when you attempt to do that.

Perhaps the Minister may want to comment on that.

Mr. Chrétien: That is exactly it. We said we want to establish the basic rights of Canadians in the Charter but there is still room for the legislature and so on. You cannot write all the social problems and possible solutions of the day into the constitution because society evolves and it might be that some change we do not see might be made by a provincial government, and they would not be able to enact anything because they would be caught in the constitutional problem and everything would become a constitutional problem subject to the complicated process of amending the constitution.

I do think we establish a framework but we have to leave the legislature with some authority and room to manoeuvre.

• 1035

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable James McGrath.

I would like to invite Mr. Robinson to conclude at this point. There are no more speakers on my list.

Mr. Hawkes: On a point of order, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: What is he concluding? I thought we were going to go at each of these ideas separately. Is he concluding the one on political belief, is that what he is concluding, or the total amendment?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): No, he is concluding on the whole of the subamendment and the Chair will call the vote separately.

Mr. Hawkes: Does that mean that for all of his new set of ideas then my total time, as a member of this Committee, to look at political beliefs, sexual orientation, material status and all the rest of the things, that I have three minutes to make my presentation?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Hawkes, with great deference, you have started your line of questioning by the last part of the subamendment and I understand that in all logic, if

[Translation]

Cependant, si un propriétaire refuse de louer en se fondant sur l'un des motifs interdits de discrimination, son cas est amplement couvert par toutes les déclarations des droits de l'homme qui traitent de la discrimination entre particuliers; à mon avis, dans le cas présent la Charte dans son ensemble porte sur la protection des particuliers contre les agissements de l'État. Je serais très inquiet d'une charte qui traiterait également des infractions privées aux libertés et aux droits. À mon avis, ces questions seraient mieux traitées par les déclarations des droits de l'homme.

M. McGrath: Brièvement, monsieur le président, il me semble qu'il s'agit ici d'une tentative semblable à celle de M. Robinson dans le cadre des dispositions sur les droits juridiques; ou voulait y inclure des éléments qui sont déjà bien couverts par le Code criminel, et maintenant vous essayez de régler tous les problèmes sociaux; évidemment, la constitution n'a jamais eu ce rôle. Vous vous aventurez sur un terrain très dangereux.

Le ministre voudrait peut-être dire ce qu'il en pense.

M. Chrétien: Vous avez tout à fait raison. Nous avons dit que nous voulions, dans la charte, établir les droits fondamentaux des Canadiens, mais il y a encore de la place pour des dispositions législatives, etc. On ne peut inscrire tous les problèmes sociaux et toutes les solutions possibles dans la Constitution, car la société évolue et il se pourrait que des changements aujourd'hui imprévisibles soient effectués par un gouvernement provincial qui ne pourrait rien faire en raison d'un problème constitutionnel; tout deviendrait un problème constitutionnel qui devrait être réglé par le processus compliqué de l'amendement de la Constitution.

Je pense que nous pouvons établir les grandes lignes de la structure, mais nous devons laisser au corps législatif une certaine autorité et une bonne marge de manoeuvre.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur James McGrath.

J'invite M. Robinson à conclure son argumentation. Je n'ai plus d'intervenant sur ma liste.

M. Hawkes: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: De quelle conclusion s'agit-il? Je croyais qu'on devait aborder chacune de ces idées individuellement. S'agit-il de la conclusion sur le principe des convictions politiques ou sur l'ensemble de l'amendement?

Le coprésident (M. Joyal): Non, il présentera sa conclusion sur l'ensemble du sous-amendement et la mise aux voix sera faite individuellement.

M. Hawkes: Cela signifie-t-il qu'à titre de membre de ce Comité, je n'aurai eu que trois minutes pour faire ma présentation sur tout cet ensemble de nouvelles idées, pour parler des convictions politiques, de l'inclination sexuelle, de la situation familiale et de tout le reste?

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Hawkes, avec tout le respect que je vous dois, votre première question portait sur la dernière partie du sous-amendement et, en toute logique, j'ai

[Texte]

you would have liked to question on some other section or parts of the subamendment, that you would have addressed your questions on marital status or sexual orientation or the interrogatory parts of the subamendment first, but the Chair understood that you started with the last part and that you had no more questions on the first part of it.

I am certainly in a position to use my discretion in allowing you additional questions, but as I said to you, that is one subamendment and the procedure that we have accepted, and it was at the very suggestion of your own party when we had the meeting of the Subcommittee on the Agenda, and it was endorsed by unanimity around the table, that it would be the procedure and we are dealing at this point with one subamendment with different votes.

I certainly want to be agreeable to you and give you an opportunity to question, but the Chair has to be bound by the rules, and I am using my discretion up to a point when I apply those rules.

Mr. Hawkes: In my original point of order, Mr. Chairman, I guess having been away for a couple of days I may have got it wrong, but I thought if we were going to vote on these issues separately, then we would have a discussion on them separately and the reason for starting with the last one was because I assumed it would be the first one voted on and then we would move to the next set of words.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): If you have any questions, I would invite you to ask them at this point in the context of the procedure and the time allocation that I have to abide by.

Mr. McGrath: On the same point of order for the help of my colleague who was away for a few days, we did agree today at our steering committee meeting to review the procedure and the concerns that Mr. Hawkes addresses are legitimate concerns. We are going to be meeting at 12 o'clock and certainly it is something that we can address at that time.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I invite you to ask further questions, Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Could I go back to the Minister of Justice then, with at least two short questions. He spoke to the difficulty of defining political belief. Could you give me the definition of religion? Do you feel that in law religion is clearly definable, and the illustration used by one of your officials a minute ago was that the beliefs of the Ku Klux Klan, it would be difficult to tell if they were political or religious, and I am wondering how we get out of that conundrum. You suggest that religion is difficult to define, just as political belief is.

Mr. Jordan: Mr. Chairman, I think the same problem does exist to some extent with regard to the definition of religion, but this is one that has been in bills of rights such as the United States Constitution and the Diefenbaker Bill of Rights for over 20 years now, and the sensing through the courts as to what constitutes a firmly held and recognized and acceptable religious belief is a little easier to handle than political belief. I am not saying that there is any definitive definition of a

[Traduction]

cru que si vous aviez voulu poser des questions sur d'autres parties du sous-amendement, vous auriez d'abord posé vos questions sur la situation familiale, l'inclination sexuelle ou les autres parties du sous-amendement. Toutefois, la présidence a compris que vous commenciez par la dernière partie et que vous n'aviez pas d'autres questions à poser sur les autres éléments.

Je suis libre de vous permettre de poser d'autres questions, mais comme je l'ai dit, telle est la procédure que nous avons adoptée en ce qui a trait aux sous-amendements; c'est votre propre parti qui en a fait la proposition lors de la réunion du comité directeur, proposition acceptée à l'unanimité. Il s'agit donc, ici, d'un sous-amendement avec plusieurs mises aux voix.

Je veux bien vous donner l'occasion de poser des questions, mais le président doit respecter les règlements et, dans une certaine mesure, j'utilise les pouvoirs qui me sont conférés pour appliquer ces règlements.

M. Hawkes: Monsieur le président, puisque j'ai été absent pendant quelques jours, j'ai peut-être mal compris, mais je croyais que nous allions avoir une mise aux voix individuelle pour chacune de ces questions, et si je commençais par la dernière disposition, c'est que j'ai présumé qu'elle serait la première à faire l'objet d'une mise aux voix; nous aurions ensuite passé à l'autre disposition.

Le coprésident (M. Joyal): Si vous avez des questions, je vous invite à les poser maintenant, en respectant la procédure et l'attribution du temps que je dois faire respecter.

M. McGrath: Sur la même question, je pourrais aider mon collègue qui a été absent pendant quelques jours en lui disant qu'aujourd'hui, lors de la réunion du comité directeur, nous avons décidé de revoir la procédure; ainsi, les préoccupations de M. Hawkes sont bien légitimes. Nous nous rencontrerons à midi et nous pourrions certainement aborder cette question.

Le coprésident (M. Joyal): Je vous invite à poser d'autres questions, monsieur Hawkes.

M. Hawkes: J'aurais alors au moins deux brèves questions à l'intention du ministre de la Justice. Il a parlé de la difficulté de définir la notion de convictions politiques. Pourriez-vous me définir ce qu'est la religion? Croyez-vous qu'aux termes de la loi, la religion soit clairement définissable? Il y a quelques instants, l'un de vos collaborateurs a utilisé l'exemple des croyances du Ku Klux Klan. Il serait difficile de dire s'il s'agit de convictions politiques ou religieuses, et je me demande comment nous pourrions nous tirer d'affaire. Vous dites que la religion est difficile à définir, tout comme les convictions politiques.

M. Jordan: Monsieur le président, je crois que dans une certaine mesure le même problème se pose pour ce qui est de la définition de la religion, mais cette définition se trouve dans les déclarations des droits comme la Constitution américaine et la Déclaration des droits de M. Diefenbaker, et cela depuis plus de vingt ans maintenant. Devant les tribunaux, il est un peu plus facile de déterminer ce qu'est une conviction religieuse ferme et reconnue, que de déterminer ce qu'est une conviction

[Text]

religious belief because that would be to mislead you. So there are problems there, too.

Mr. Hawkes: I think we are aware when provinces put in human rights codes, and we had some eloquent testimony from Premier Blakeney, that by putting in no discrimination on the basis of sex, he reminded us that the first case that came to his attention was a recently widowed woman who put an ad in the paper asking for a female boarder, and that that contravened the Human Rights Code.

In your explanation, I think to Senator Roblin, you indicated that the NDP amendment would start to intrude into the private sector and you made the comment that you would prefer that intrusion into private sector activity to be handled through human rights codes, rather than through the constitution. Could you elaborate on that kind of logic?

Mr. Jordan: Mr. Chairman, I think when I spoke about what is better handled through ordinary human rights legislation, be it provincial or federal, was the question of private relationships where one individual is discriminating against another as opposed to what the Charter is proposing to do, and that is to stop the state from enacting laws which are of a discriminatory manner or authorize discrimination or carry it out in acts through government agencies.

That was the point I was making there.

Mr. Hawkes: Are you making that point, because . . .

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I am sorry, Mr. Hawkes, but I have to remind you that you have asked the Chair to ask questions on other parts of the subamendments and you are coming back on the same part of the amendments, and I think I cannot allow that because, as I mentioned to you, at this point I am bound by the rules that we have already accepted. When I invited you to ask additional questions. I thought that you would address the Chair, or the witness or other members on other parts of the subamendments; on marital status or the interrogatory parts or on sexual orientation, but now I understand that you are still questioning on the last part, which is political belief and you have already spent ten minutes on that first round of questioning, because the very question that you have asked the witness is the distinction between religion and political belief or political ideas, and that I understood was in relation to political belief or the definition of political belief.

I would invite you to question, but on other parts of the proposal.

Senator Lucier: Mr. Chairman, on a point of order.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Senator Lucier, on a point of order.

Senator Lucier: Mr. Chairman, I am really impressed with Mr. Hawkes' wisdom, but it seems to me that I have been sitting here for a long time with, I think, a great amount of patience, more than I usually show, but it seems to me when you read out the rules and the rules say that Mr. Hawkes is

[Translation]

politique. Je ne dis pas qu'il existe une définition finale de la conviction religieuse, car je vous tromperais. Il y a donc des problèmes là aussi.

M. Hawkes: Nous savons que les provinces ont des difficultés parce qu'elles adoptent des codes des droits. Le premier ministre Blakeney nous en a donné un exemple; il parlait de l'inclusion de dispositions interdisant la discrimination fondée sur le sexe, et il nous a rappelé le premier cas qui a été porté à son attention: une femme récemment devenue veuve avait mis une annonce dans le journal, demandant un pensionnaire féminin; cette annonce ne respectait pas le code des droits de l'homme.

Dans votre explication au sénateur Roblin, je crois, vous avez dit que l'amendement du NPD constituerait une intrusion dans le secteur privé; vous avez dit préférer que cette intrusion soit faite par la voie de codes de droits, plutôt que par la constitution. Pourriez-vous expliciter votre raisonnement?

M. Jordan: Monsieur le président, j'ai dit qu'il valait mieux s'en remettre aux législations fédérales ou provinciales, régissant les droits de la personne, pour régler la question des relations privées, lorsqu'un particulier fait preuve de discrimination à l'égard d'un autre; c'était en contrepartie des effets de la charte, qui doit empêcher l'État d'adopter des lois discriminatoires ou qui permettent la discrimination par les organismes du gouvernement.

Voilà ce que j'essayais d'expliquer.

M. Hawkes: Dites-vous cela parce que . . .

Le coprésident (M. Joyal): Je suis désolé, monsieur Hawkes, mais je dois vous rappeler que vous avez demandé à la présidence de poser des questions sur d'autres parties des sous-amendements, et vous revenez maintenant à la même partie. Je crois ne pas pouvoir vous le permettre, car, comme je vous le disais, je dois maintenant respecter les règles que nous avons adoptées. Lorsque je vous ai invité à poser d'autres questions, j'ai cru que vous les adresseriez au président, aux témoins ou à d'autres membres sur d'autres parties des sous-amendements, comme la situation familiale, l'inclination sexuelle, etc., mais je crois que vous posez encore des questions sur la dernière partie, c'est-à-dire les convictions politiques. Vous avez déjà consacré dix minutes à cette question lors du premier tour, et vous avez demandé aux témoins de faire la distinction entre les croyances religieuses et les convictions politiques; si j'ai bien compris, votre dernière observation portait sur cette même question.

Je vous invite à poser des questions, mais sur les autres parties de la proposition.

Le sénateur Lucier: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

Le coprésident (M. Joyal): Le sénateur Lucier invoque le Règlement.

Le sénateur Lucier: Monsieur le président, la sagesse de M. Hawkes m'impressionne beaucoup, mais il me semble que je suis ici depuis longtemps et que j'ai fait preuve d'une grande patience, plus qu'à l'habitude. Vous avez lu le Règlement qui précise que M. Hawkes a droit à trois minutes; il a commencé

[Texte]

allowed three minutes, he started out the round with just under 10 minutes, you bent the rules again, for some reason that I do not understand, and allowed him to go on again; there must be an end to this somewhere. Surely, somewhere along the way we are going to decide that this thing has been discussed long enough, at least by Mr. Hawkes, and let us get on to following the rules, whatever they are; let us follow them to some degree and get on with the discussion.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Senator Lucier.

I have no other choice then, but to accede to the point of order of Senator Lucier and to invite you, with the same proviso as was expressed by honourable James McGrath, that that question will be discussed later on today at 12 o'clock at the meeting of the Subcommittee on the Agenda, and there we might decide to review the rules. But at this point I have to stick by the rules.

Mr. Hawkes, if you have any other questions in relation to other parts of the proposed motion, I would invite you to address them, but within the framework of the time allocation that we have already accepted.

Mr. Hawkes: Could we ask the Minister of Justice to tell us in law what the words "marital status" would mean, and what the words "sexual orientation" might mean?

Mr. Chrétien: I do not intend to give you the definitions of this and that. I have explained earlier that we are writing a Charter of Rights. We do not want to include everything in that. This is exactly the type of problem. You put 50 words there, 100 words there, and I have to give you a definition that I do not want to give you because I do not want to accept the amendment.

I am not here as a judge to determine what marital status means, what sexual orientation means. It is because of the problem of the definition of those words that we do not think they should be in the constitution. Do not ask me today to tell you what it is, because those concepts are difficult to interpret, to define and that is why we do not want them in the constitution. I am not going to venture to tell you what is sexual orientation. I am not interested; and I will not fall into that trap, because we do not want them for the reason that it is socially, and in terms of law, it is a very difficult area.

I am not going to take the responsibility of giving you a definition of those things because I do not want to have them in the constitution. When we are in Parliament discussing those things under a bill of rights of a Criminal Code, at that time I will have to give the legal opinion of what that means, but today, Mr. Chairman, with due respect, I do not want to comment on any of those words because I do not want them there and I do not want to say something here that later on when we will be in front of Parliament discussing those problems, they will quote back to me what I have said on the spur of the moment. That could be of great consequence.

So being a responsible Minister, I will not give you one comment on those words that I reject and I would ask my advisers to follow the same thing because I do think that

[Traduction]

avec un peu moins de 10 minutes, vous avez fait une entorse au Règlement une fois de plus, pour une raison qui m'échappe, et vous lui avez permis de poursuivre. Il doit y avoir une fin à cela. A un moment donné, il nous faudrait sûrement décider que la discussion a assez duré, du moins pour M. Hawkes, et nous devons respecter le Règlement, quel qu'il soit. Suivons donc le Règlement et poursuivons la discussion.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, sénateur Lucier.

Alors, je n'ai d'autre choix que de donner raison au sénateur Lucier et de vous accorder la parole en pensant à ce que disait M. James McGrath, à savoir que cette question sera discutée plus tard, à midi, lors de la réunion du comité directeur où nous déciderons peut-être de modifier les règlements. Pour l'instant, je dois m'en tenir à ces règlements.

Monsieur Hawkes, si vous avez d'autres questions relativement à d'autres parties de la motion proposée, je vous invite à les poser, tout en respectant les dispositions sur le temps de parole.

M. Hawkes: Le ministre peut-il nous dire ce que signifient, en vertu de la loi, les expressions «situation familiale» et de «inclination sexuelle»?

M. Chrétien: Je n'ai pas l'intention de vous donner la définition de ceci ou de cela. J'ai déjà expliqué que nous rédigeons une charte des droits. Nous ne voulons pas tout y inclure. Voilà le genre de problème qui se présente. Vous mettez 50 mots ici, 100 mots là, et je dois vous donner une définition que je ne veux pas vous donner parce que je ne veux pas accepter l'amendement.

Je ne suis pas ici pour juger de la signification des expressions «situation familiale» et «inclination sexuelle». C'est en raison de ce problème de définition que nous ne voulons pas que ces dispositions soient constitutionnalisées. Ne me posez pas ces questions aujourd'hui, car ces concepts sont difficiles à définir et à interpréter; c'est pourquoi nous ne voulons pas les inclure dans la constitution. Je ne m'aventurerai pas à vous dire ce qu'est l'inclination sexuelle. Je ne suis pas intéressé, je ne mordrai pas à l'hameçon, car nous ne voulons pas de ces dispositions qui sont socialement et juridiquement très délicates.

Je n'accepterai pas la responsabilité de vous donner une définition de ces notions, car je ne veux pas qu'on les trouve dans la constitution. Lorsque nous serons à la Chambre pour en discuter dans le cadre d'une déclaration des droits ou dans le cadre du Code criminel, alors je devrai vous donner une opinion juridique sur leur définition mais, pour l'instant, monsieur le président, en toute déférence, je ne veux rien dire à ce sujet, car je ne veux pas les voir dans la constitution et je ne voudrais pas dire ici quelque chose qui pourrait être cité ultérieurement. Les conséquences pourraient être graves.

Puisque je suis un ministre responsable, je ne dirai rien au sujet de cette proposition que je rejette et je demanderai à mes conseillers de faire de même car, à mon avis, nous ne sommes

[Text]

following this discussion, I am getting very worried that we are completely sidetracked because of the comments on meaning of words and this and that, and we are not here to debate that. They are too vague; we do not want to create a political debate on them at this time.

We have a Parliament to decide that in due course and I do think that from there on I cannot say anything and you could put the question but I will not reply to those questions.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, two points on a point of order that I would like to make arising from Mr. Hawkes' intervention and also the Minister's.

First, regarding the Minister's comments that he does not want to get involved in the amendment, that it goes beyond the scope of a charter of rights, I agree with him. I think we are going far too far, frankly. That is my personal view and I am not expressing it on behalf of my party; far too far in a charter of rights where we want to hang every barnacle and every eavestrough and every coat of paint on a charter of rights and at the end we do not even know what we have done. So that part I have no difficulty with.

Where I have some difficulty and I do not think possibly the Minister meant in the way I understood it, and that is that it is not our job here to look at words that are in the proposed resolution as to what their meaning might be. I think that is another question.

Mr. Chrétien: That is another question. That list of words that do not find their place, will not find their place in the constitution.

Mr. Epp: You were speaking about an amendment as opposed to a resolution.

Mr. Chrétien: No. I will reply within the framework of the resolution, but for example, I was speaking that now we are going to have an amendment on marital status. I do not want to debate it. I do not want it in the constitution, neither sexual orientation. If you want a debate, you introduce a bill in the House and we will debate it there.

Mr. Epp: Mr. Chairman, if I could just conclude.

If we are referring to this particular amendment, again I agree with the Minister and his views as to a charter; apart from whether it should be entrenched now or later, that is for another day. I do not think we should add all these matters to it and I believe we are ready for the vote on the amendment.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Epp.

Mr. Robinson, to conclude on the proposed subamendment.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

I do have just a couple of brief supplementary questions from the questions which have been asked. I did not have an opportunity to question the Minister earlier.

Mr. Chairman, my first question is with respect to the matter of the private sector. Would the Minister clarify his views. Do you believe that these grounds of unreasonable

[Translation]

pas ici pour discuter de la signification de tous ces mots, ce qui nous écarte de notre véritable responsabilité. Ces notions sont trop vagues, et nous ne voulons pas créer de débat politique à ce sujet maintenant.

Nous disposons d'un Parlement qui pourra décider de ces questions le moment venu, et je n'ajouterais donc rien de plus. Vous pouvez poser la question, mais je n'y répondrai pas.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Jake Epp.

M. Epp: Monsieur le président, voici deux observations relatives à un rappel au Règlement que je voudrais faire en réponse aux interventions de M. Hawkes et du ministre.

D'abord, je suis d'accord lorsque le ministre dit qu'il ne veut pas accepter un amendement qui dépasserait la portée normale d'une charte des droits. Franchement, je crois que nous allons beaucoup trop loin. C'est là mon opinion personnelle, et je ne parle pas au nom de mon parti; nous irions beaucoup trop loin dans la Charte des Droits si nous voulions régler chaque détail, pour finalement ne pas savoir ce que nous avons fait. Je n'ai donc aucun problème à ce chapitre.

Toutefois, il y a un autre problème, et je ne crois pas que le ministre ait pu dire ce que j'ai compris. Il aurait dit qu'il n'est pas de notre responsabilité d'analyser la signification possible de notions qui se trouvent dans le projet de résolution. Je pense que c'est là une autre question.

M. Chrétien: En effet. Les mots que je rejette ici n'auront pas de place dans la constitution.

M. Epp: Vous parliez d'un amendement, et non d'une résolution.

M. Chrétien: Non. Je vous répondrai en fonction de la résolution mais, par exemple, je disais que nous aurions un amendement sur la situation familiale. Je ne veux pas en discuter. Je n'en veux pas dans la constitution, pas plus que de l'inclination sexuelle. Si vous voulez en discuter, présentez un projet de loi à la Chambre, nous en parlerons là-bas.

M. Epp: Monsieur le président, permettez-moi de conclure.

Si nous parlons de cet amendement précis, je suis d'accord avec le ministre et avec son opinion quant à la charte; quant à savoir si cela devrait être constitutionnalisé maintenant ou plus tard, c'est une autre affaire. Je ne crois pas que nous devrions y ajouter tous ces éléments et je crois que nous sommes maintenant prêts à la mise aux voix.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Epp.

Monsieur Robinson, pour la conclusion sur le sous-amendement proposé.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Je voudrais poser quelques brèves questions supplémentaires découlant des questions précédentes. Je n'ai pas eu l'occasion d'interroger le ministre.

Monsieur le président, j'aborderai d'abord la question du secteur privé. Le ministre pourrait-il préciser ses propos? Croyez-vous que ces motifs de discrimination déraisonnable ne

[Texte]

distinction or discrimination should not be extended to the fundamental areas of employment, the right to a job, to housing and to public services, is that your position?

Mr. Jordan: Mr. Chairman, the government's position has already been expressed on this and I can simply confirm it, that the Charter of Rights, in this area equally it should be confined to relations between the state and individuals and not get into the area of relationships between individuals themselves.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, that of course means that in the private sector there could very well be discrimination on the basis of sex or race, but I will not pursue that point.

My second question arises from questions of the Conservative Party and also certain statements that the Minister made.

Mr. Minister, we are not talking about barnacles or eaves-troughs; we are talking about human beings. Would you respond, please, to the representations which have been made by the Canadian Human Rights Commissioner, by the United Church of Canada, by the Canadian Teachers Federation, the National Action Committee on the Status of Women, and many, many other organizations and individuals on why you are not prepared to include sexual orientation in the Canadian Charter of Rights.

Mr. Chrétien: We have explained that there other grounds of discrimination that will be defined by the courts. We wanted to have an enumeration of grounds and we do not think that it should be a list that can go on forever.

We do think that at this time we have given enough in this Charter for the protection of the right of the individual in front of the legislature and law that can be passed. In these areas evolving in the law, we do not want to get involved in making definitions at this time and that is why it is not there. There is still the Human Rights Commission and there is still the Human Rights Bill that are in front of Parliament here and in front of the legislature and these things will be debated there.

We have responded yes; we have received the briefs; we have prepared the answers of the resolution and we said we cannot include everything from the Criminal Code as it was under the other section earlier. Now we are going into the social field and we are reviewing all the social acts that have been passed over the last 15 or 20 years and we will be led into trying to enshrine them all, the virtue that has been expressed there, or to be translated into the Charter, and we do not. So that is the answer. We have looked into that and it is not appropriate at this time to enshrine it in the Canadian constitution, but those problems have to be dealt with in Parliament and through the legislature.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): That will be your final question and final intervention, Mr. Robinson. I am sorry, I will have to abide and apply the rules with the same kind of clarity that I have invited Mr. Hawkes earlier, and if I would not be so doing, the Chair would be unfair.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I quite understand it. I certainly agree.

[Traduction]

devraient pas s'appliquer au domaine fondamental de l'embauche, du droit à un emploi, au logement et aux services publics?

M. Jordan: Monsieur le président, la position du gouvernement à ce sujet est déjà connue, et je ne puis que confirmer que la Charte des droits ne devrait porter que sur les relations entre l'État et les particuliers, et non pas sur les relations entre les particuliers eux-mêmes.

M. Robinson: Monsieur le président, évidemment cela signifie que dans le secteur privé il pourrait y avoir discrimination fondée sur le sexe ou la race, mais je n'irai pas plus loin.

Deuxièmement, je voudrais avoir des détails sur certaines questions du Parti conservateur et également sur certaines observations du ministre.

Monsieur le ministre, nous ne parlons pas ici de détails; nous parlons d'être humains. Nous avons entendu de nombreux exposés, entre autres ceux du président de la Commission canadienne des droits de la personne, de l'Église unie du Canada, de la Fédération canadienne des enseignants, du Comité d'action nationale sur le statut de la femme et bien d'autres. Pouvez-vous dire à ces gens pourquoi vous n'êtes pas disposé à inclure l'inclination sexuelle de la Charte canadienne des droits?

M. Chrétien: Nous avons expliqué qu'il y a d'autres motifs de discrimination qui seront définis par les tribunaux. Nous voulions établir une liste de motifs, mais nous ne croyons pas que cette liste devrait être sans fin.

Nous pensons maintenant que cette charte assure la protection des droits des particuliers face aux tribunaux et face aux lois qui pourraient être adoptées. Nous ne voulons pas pour l'instant établir de définitions juridiques et c'est pourquoi nous nous abstenons. La Commission des droits de la personne et la Déclaration des droits de la personne existent toujours pour le Parlement et pour le Corps législatif, et ces questions pourront y être discutées.

Nous avons répondu que oui; nous avons reçu les mémoires; nous avons préparé les réponses et jugé que nous ne pouvions, comme dans l'autre article, inclure dans celui-ci tout ce que contient le Code criminel. Nous abordons maintenant le domaine social et nous analysons toutes les lois sociales adoptées depuis 15 ou 20 ans, pour essayer de les entériner toutes ou de les refléter toutes dans la charte. C'est donc ma réponse. Nous avons étudié la question et il ne semble pas opportun de consacrer cela dans la constitution, car ces problèmes doivent être réglés par le Parlement et les assemblées législatives.

Le coprésident (M. Joyal): Ce sera votre dernière question et votre dernière intervention, monsieur Robinson. Je suis désolé, mais il va me falloir appliquer les règles de la même façon que j'ai dû le faire avec M. Hawkes tout à l'heure, car si je n'agissais pas ainsi, je me montrerais injuste.

M. Robinson: Monsieur le président, je comprends très bien. Je suis tout à fait d'accord.

[Text]

My final question, Mr. Chairman, in view of the fact that I have made the grounds for this amendment, I believe, fairly clear earlier on is this: are you then suggesting that you may be prepared to move, as a government, to make reference to the grounds of marital status, sexual orientation and political belief in federal legislation?

Mr. Chrétien: We will be back in Parliament some day, I hope, and there will be some law and we will have laws on human rights, there are some propositions that are being proposed by the Commissioner, Mr. Fairweather and we are looking at a possibility of putting some amendments there and when we come to that law, if you want to ask those questions, if they are not there, I will tell you why they are not there. Of course the door is not closed. We still have our responsibilities in front of Parliament of Canada, but I do think that on the enshrining these problems or solutions into the constitution, it is no. But of course when we are in front of Parliament, I am not preoccupied a minute. You will be there and you will ask those questions, and I will show the same great patience that I have shown so far, and the progressive answers I have given so far.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson.

The Chair would like then to call the vote on the proposed subamendments and we will call separate votes on each of the clauses of the proposed subamendments.

I will call the vote on Paragraphs (a), (c), (d), and (e). Yes, Mr. Robinson, on the vote.

Mr. Robinson: I would ask for a recorded vote on each of these, please.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Certainly I would like to invite the Clerk of the Senate to call the vote in the usual way on paragraph (a) of the proposed subamendment as introduced by Mr. Robinson.

Amendment negated: yeas, 2; nays, 21.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like then to call the vote on paragraph (c) to the subamendment which is adding to Clause 15(1) the following: marital status. The Clerk of the Senate, please.

Amendment negated: yeas, 2; nays, 21.

• 1055

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to call the vote on paragraph (d) of the subamendment, reading:

adding to Clause 15(1) the following: sexual orientation,

Subamendment negated: yeas, 2; nays, 22.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to call the vote on paragraph (e) of the proposed subamendment reading,

adding to Clause 15(1) the following: political belief,

Subamendment negated: yeas, 2; nays, 22.

[Translation]

Étant donné que j'ai déjà expliqué très clairement, à mon avis, les raisons pour lesquelles nous proposons cet amendement, le gouvernement est-il prêt à proposer d'introduire les notions de situation familiale, d'inclination sexuelle et de croyances politiques dans la législation fédérale?

M. Chrétien: J'espère bien que nous présenterons à nouveau un jour au Parlement des lois sur les droits de la personne, conformément à certaines propositions du commissaire, M. Fairweather, et nous envisageons la possibilité d'apporter certains amendements. Lorsque nous en serons à cette loi, si vous voulez poser ces questions, si ces points ne sont pas contenus, je pourrais alors vous dire pourquoi. Il est évident que la porte n'est pas close. Nous restons responsables devant le Parlement canadien, mais je ne pense pas que l'enchâssement de ces problèmes, ou solutions, dans la constitution soit approprié. Il est évident que vous pourrez poser ces mêmes questions devant le Parlement et que je ferai preuve d'autant de patience que jusqu'ici et que vous obtiendrez de moi des réponses tout aussi progressistes que celles que je vous ai données jusqu'ici.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson.

La présidence souhaite maintenant mettre les sous-amendements proposés aux voix et le fera en présentant individuellement chaque article des sous-amendements en question.

Tout d'abord les alinéas a), c), d) et e). Oui, monsieur Robinson, à ce sujet.

M. Robinson: Je souhaiterais un vote nominal à chaque fois, s'il vous plaît.

Le coprésident (M. Joyal): Certainement. J'inviterais donc le greffier du Sénat à faire l'appel nominatif pour l'alinéa a) du sous-amendement proposé par M. Robinson.

L'amendement est rejeté par 21 voix contre 2.

Le coprésident (M. Joyal): Votons maintenant sur l'alinéa c) du sous-amendement, c'est-à-dire l'adjonction de «situation familiale» au paragraphe 1 de l'article 15. Le greffier du Sénat, s'il vous plaît.

L'amendement est rejeté par 21 voix contre 2.

Le coprésident (M. Joyal): Alinéa d) du sous-amendement, soit:

adjonction à l'article 15(1) du membre de phrase: inclinaison sexuelle,

Le sous-amendement est rejeté par 22 voix contre 2.

Le coprésident (M. Joyal): Je mets maintenant aux voix l'alinéa e) du sous-amendement proposé:

adjonction à l'article 15(1) du membre de phrase: croyances politiques,

Le sous-amendement est rejeté par 22 voix contre 2.

[Texte]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I will not call the vote on paragraph (f), taking into account the fact that paragraph (e) has been defeated.

I would like to invite honourable members to go back to the main amendment introduced by the government party and Mr. Irwin.

Mr. Epp: Mr. Chairman, does that conclude Clause 15(1)?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): No, I still have another amendment on Clause 15(1)—Clause 15(1); it is an amendment introduced by the NDP Party.

Mr. Epp: I would like to raise a point of order later.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to call the vote on the proposed amendment on Clause 15(1).

Amendment agreed to.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Mr. Chairman, I had some questions on the amendment. The clause is amended. But it is debatable. I would like to be included on the list when you come to that stage.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Certainly.

The next amendment is one moved by the NDP party, and identified N-22, Clause 15, new subclause after Clause 15(1), page 6.

Mr. Robinson: On a point of order, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, in view of the disposition of the previous amendment, I am perfectly prepared to withdraw this particular amendment.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Robinson. The Chair was about to advise you to do so.

I understand that the honourable Jake Epp has an amendment or a question in relation to Clause 15(1).

Mr. Epp: No, Mr. Chairman. It is not in relation to Clause 15(1). I just thought it would be an appropriate time to raise a point of order before you go to the next subclause.

You will recall that yesterday I raised a point of order in terms of the tabling of amendments.

While all of us understand around the table that all amendments and their final wording might not be available at this moment, yet in terms of the amendments which are to be moved and which parties intend to move, generally in their final form they should be available to us.

I raised that last day. Senator Austin and Mr. Nystrom and I had a very brief meeting which was inclusive, and I understand there have been additional discussions to which I was not party. That is fine. I am wondering what the state of the art is right now.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to invite the honourable Senator Austin, and the honourable Mr. Nystrom. Senator Austin.

[Traduction]

Le coprésident (M. Joyal): Étant donné que le sous-amendement touchant l'alinéa e) a été rejeté, je ne mettrai pas l'alinéa f) aux voix.

J'invite maintenant les membres du Comité à passer à l'amendement principal, proposé par la majorité et M. Irwin.

M. Epp: Cela conclut-il l'article 15(1)?

Le coprésident (M. Joyal): Non, il reste encore un autre amendement à l'article 15(1) proposé par le NPD.

M. Epp: J'invoquerai ensuite le Règlement.

Le coprésident (M. Joyal): Je mets donc aux voix l'amendement proposé à l'article 15(1).

L'amendement est adopté.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Je voulais poser quelques questions sur cet amendement. L'article est amendé. Il reste néanmoins débattable. J'aimerais donc que vous m'inscriviez sur votre liste.

Le coprésident (M. Joyal): Certainement.

L'amendement suivant est proposé par le NPD et intitulé N-22, article 15, nouveau paragraphe après 15(1), page 6.

M. Robinson: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Robinson.

M. Robinson: Monsieur le président, étant donné ce qu'il est advenu de l'amendement précédent, je suis tout à fait disposé à retirer celui-ci.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Robinson. La présidence allait vous conseiller justement de le faire.

Je crois que l'honorable Jake Epp aurait un amendement, ou une question à propos de l'article 15(1).

M. Epp: Non, monsieur le président. Ce n'est pas à ce propos. Je pensais simplement que ce serait le moment d'invoquer le Règlement, avant que vous ne passiez au paragraphe suivant.

Vous vous souviendrez qu'hier, j'ai posé la question du dépôt des amendements.

Si nous comprenons tous, ici, qu'il est possible que tous les amendements ne soient pas disponibles déjà dans leur forme finale, pour ceux qui doivent être proposés et que les partis entendent déposer, ils devraient nous être communiqués.

J'en ai déjà parlé l'autre jour. Nous avons eu une très brève réunion avec le sénateur Austin et M. Nystrom, et je crois qu'il y a eu d'autres discussions auxquelles je n'ai pas participé. Parfait; mais j'aimerais savoir où nous en sommes maintenant.

Le coprésident (M. Joyal): J'invite l'honorable sénateur Austin et M. Nystrom à vous répondre.

Sénateur Austin.

[Text]

Senator Austin: Mr. Chairman, I would prefer to leave the response to the point of order to the discussion of the steering committee which, it is now agreed, will be held at 12 o'clock noon today rather than to move into an extended discussion as to what an appropriate cut off date is.

I indicated last night that I agreed with Mr. Epp that we do need a cut-off time. As far as I can see, it is a question, Mr. Epp, of discussing the needs of the three parties in terms of that cut-off and then agreeing to a system and a time.

Mr. Epp: Mr. Chairman, the only difficulty with Senator Austin's comments, if I may respond to them, is that I believe we will be through with Clause 15 prior to 12 o'clock taking a look at the work ahead of us in the next hour.

I know the justice department has some difficulty in terms, even of our own amendments, which they have had for some length of time when I made them public—in terms of drafting or having them conform to what the clerks would like to see in terms of drafting. I want to be as forthcoming as I can.

It is for that reason, I think, this matter has to be discussed, and at least then we would have to hold the whole matter up after completing all the work relating to Clause 15, because Clause 16 and on are not before us in those final drafts, even though they have been made available for some time.

We do have a difficulty in the sense that they are not in our hands in the form in which they should be; we will need them to discuss the whole matter.

Senator Austin: Are you talking about your own amendments, Mr. Epp?

Mr. Epp: No, everyone's.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: Mr. Chairman, I think we are having some of the same things happen to some of our own amendments in terms of getting them properly drafted into legalese and translated or written in both official languages. As soon as that technical problem is resolved there would be no problem in making them available—certainly, the amendments in the next number of clauses—to honourable members.

But I think we should discuss the matter at the steering committee, as Mr. Austin has said.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to invite honourable members to move to the next amendment dealing with Clause 15(2). The first amendment that the Chair has been informed on Clause 15(2) is . . .

Mr. Epp: Excuse me, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes, Mr. Epp.

Mr. Epp: I am sorry to delay the work of the Committee but I do not believe that this matter has been resolved—at least not to my satisfaction certainly.

I would like to clear up the record that I have G-22 and on dealing with Clause 6 and which are government amendments. Our amendments should be available as well.

But there is another element to this, and that is while we have these amendments we do not even have the gist of

[Translation]

Le sénateur Austin: Monsieur le président, je préférerais que l'on reparle de cette question en comité directeur, puisque nous avons maintenant convenu de tenir une réunion à midi. Cela éviterait de se lancer dans une longue discussion sur le genre de délai à accepter.

J'ai dit hier soir que j'étais d'accord avec M. Epp sur le fait qu'il n'est pas nécessaire d'imposer une date limite. Pour autant que je sache, monsieur Epp, il s'agit de discuter des besoins des trois partis et de se mettre d'accord sur un système et une date.

M. Epp: Monsieur le président, la seule difficulté, si vous me permettez de répondre, c'est que je pense que nous aurons terminé l'article 15 avant midi, si je vois ce qui nous reste à faire.

Je sais que même nos propres amendements posent quelques difficultés au ministère de la Justice pour ce qui est de leur rédaction et des exigences des greffiers. Je ne demande qu'à collaborer.

C'est pourquoi je pense qu'il faut discuter de la question, afin que nous sachions au moins à quoi nous en tenir, une fois terminé l'article 15, car pour l'article 16 et les suivants, nous n'avons pas les textes définitifs, même s'ils sont disponibles déjà depuis un certain temps.

La difficulté, c'est que nous ne les avons pas entre nos mains dans la forme voulue et qu'il nous les faudrait pour discuter de toute cette question.

Le sénateur Austin: Parlez-vous de vos propres amendements, monsieur Epp?

M. Epp: Non, de tous.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Nystrom.

M. Nystrom: Monsieur le président, je crois que la même chose se passe dans le cas de nos amendements pour ce qui est de leur rédaction en termes juridiques et de leur traduction ou rédaction dans les deux langues officielles. Dès que ces questions techniques seront résolues, ils seront disponibles pour les membres, enfin, ceux qui portent sur les prochains articles.

J'estime toutefois qu'il faudra discuter de la question au comité directeur, comme l'a mentionné M. Austin.

Le coprésident (M. Joyal): J'aimerais maintenant que nous passions à la modification suivante, relative à l'article 15(2). Le premier amendement portant sur cet article qu'on ait porté à la connaissance du président est . . .

M. Epp: Excusez-moi, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Oui, monsieur Epp.

M. Epp: Je m'excuse de retarder le travail du Comité, mais, à mon avis, on n'a pas résolu cette question, du moins pas à ma satisfaction.

Je tiens à préciser que j'ai en main la modification G-22, ainsi que celle portant sur l'article 6, qui sont deux propositions du parti ministériel. Par conséquent, nos propres amendements devraient aussi être disponibles.

Il y a autre chose cependant; c'est qu'alors que nous détenons ces amendements, nous n'avons pas la moindre idée de ce

[Texte]

possible amendments from NDP on these clauses and how are we to relate to them?

Mr. Chrétien: May I offer some information to the Committee?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes, Mr. Minister.

Mr. Chrétien: I am informed that all the amendments up to Clause 40 will be ready in five minutes.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Minister.

Mr. McGrath: Why not let us adjourn after Clause 15.

Mr. Epp: Following Mr. McGrath's suggestion, Mr. Chairman, I think we should adjourn after Clause 15; after we have completed that, we can organize ourselves for the next session.

Mr. Chrétien: Let us finish with Clause 15(2) and then we could go to Clause 16—it would take two minutes.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, if I may . . .

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable James McGrath.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, we are disposed to make as much progress as we can. It is in that vein that my colleagues raise the point of order.

Perhaps after we have disposed of Clause 15, we not only want the amendments in our hands, but would like an opportunity both to study them and relate them to what we are doing. We are dealing with very serious questions here and that is why I suggested an adjournment.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The Chair is in full concurrence with the point of order as raised by Mr. Epp.

I have just asked our Clerk to give us the minutes of the meeting of the Subcommittee on Agenda and Procedure where there has been unanimous consent to inform the Chair of the amendments at least 24 hours before. You put the Chair in a position where the Chair has to make a ruling, and even though the Chair does not pronounce on each of those amendments, nevertheless the Chair has to study them.

You will understand that our Joint Chairman and myself cannot come to such meetings taking only those papers and putting them through the machine; we have to read them and make sure that there are no errors or that no corrections are needed; sometimes we have reservations, and Senator Tremblay has properly raised many points yesterday which were quite acceptable.

We find ourselves in a position where we do not have the feeling that we are doing the best work. As responsible members of this Committee we cannot accept that. For instance, this morning I noticed that I have received all the amendments on Clauses 16 to 23 from the government party. I understand that there is no amendment from the Official Opposition, from the Conservative Party; but Nystrom has announced that he would have another package of amendments.

[Traduction]

que le NPD proposera comme modifications à ces articles, et partant, comment en tenir compte?

M. Chrétien: Me permettez-vous de communiquer certains renseignements au Comité?

Le coprésident (M. Joyal): Oui, monsieur le ministre.

M. Chrétien: On m'informe que tous les amendements, jusqu'à l'article 40, seront disponibles d'ici cinq minutes.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur le ministre.

M. McGrath: Ne pouvons-nous pas lever la séance, une fois l'étude de l'article 15 terminée?

M. Epp: Monsieur le président, je crois aussi que nous devrions suspendre nos travaux après l'étude de l'article 15, comme l'a proposé M. McGrath. Nous pourrions alors planifier la séance suivante.

M. Chrétien: Terminons-en avec l'article 15(2), puis avec l'article 16, cela ne prendra que deux minutes.

M. McGrath: Monsieur le président, si vous le permettez . . .

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur McGrath.

M. McGrath: Monsieur le président, nous sommes désireux de faire avancer les travaux le plus possible. C'est dans cet esprit que mes collègues ont invoqué le Règlement.

Par conséquent, une fois que nous en aurons fini avec l'article 15, nous aimerions non seulement avoir les amendements en main, mais pouvoir en plus les étudier et les mettre en rapport avec nos travaux. Nous sommes saisis de questions extrêmement importantes ici, c'est pourquoi j'ai proposé que nous levions la séance.

Le coprésident (M. Joyal): Le président est entièrement d'accord avec l'intervention de M. Epp au sujet du Règlement.

Je viens de demander à notre greffier de nous donner le procès-verbal de la réunion du sous-comité du programme et de la procédure, où on a décidé, à l'unanimité, d'aviser le président de la présentation d'amendements au moins 24 heures d'avance. Votre démarche oblige le président à rendre une décision, et bien qu'elle ne doive pas porter sur chacune des modifications, auparavant, il est quand même nécessaire de les étudier.

Vous comprendrez sûrement que les deux coprésidents ne peuvent se contenter d'apporter les documents aux réunions, pour les soumettre à votre étude. Nous devons d'abord les lire et nous assurer qu'ils ne comportent pas d'erreurs à faire corriger. Parfois, nous avons certaines réserves, et à cet égard, le sénateur Tremblay, hier, a fait bon nombre d'observations fort justes là-dessus.

Dans la position actuelle, nous avons donc l'impression de ne pas travailler aussi bien que nous pourrions le faire. En tant que membres responsables de ce groupe, nous ne pouvons l'accepter. Ainsi, par exemple, ce matin, j'ai reçu tous les amendements relatifs aux articles compris entre 16 et 23, de la part du parti ministériel. Je crois savoir que l'opposition officielle, le parti conservateur, n'a pas l'intention de proposer d'amendements, mais M. Nystrom a annoncé qu'il nous en soumettrait une série.

[Text]

At this point, I am in a position where I cannot give any rulings. I have not had time to study.

I think, in all fairness to honourable members, the point you have raised has to be accepted, insisted upon and emphasized by the Chair.

I think Mr. Nystrom will understand it. Yesterday I did not call you back, Mr. Epp, on that very point of order, because I did not see Mr. Nystrom sitting at the proper time when I might have invited him to reply to your point of order.

At this point I think honourable members have to understand that we are in our final step of work and it is the most important step.

As Mr. Hawkes realized this morning we are at a stage where we should have talked about those amendments.

Mr. Hawkes was right in asking the question that he did ask this morning, because he did not have time to study them the previous hours. Otherwise, the Chair will be always faced with the same situation when we are dealing with clauses in relation to the referendum, in relation to the amending formula and all honourable members know that those questions are very technical and very complex and we need some time—caucuses among honourable members so that they would know if they are going to accept amendments.

We have had experience in the past days where some members had caucuses and need to have caucuses, because when they do not have a caucus or such an opportunity to meet they cannot come to the meeting and express views which are in accordance with, or in conformity with the line of policy that they want to pursue.

I think the Chair has to insist upon that, especially in view of the fact we are now in the real final step, and I know that everyone at this table is concerned at the fact that we have to report to the House; it would be unfair to the House if we are not in a position to report.

In order to report, or to give any judgment on what part of our work would be completed, I think we have to expend our best efforts so that we would put ourselves in a position so that we would be able to report and debate properly.

In saying so, I think I express the views of all honourable members.

Mr. Irwin: Mr. Chairman, if I may . . .

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Irwin.

Mr. Irwin: Mr. Chairman, might I suggest that when we finish Clause 15 that we deal with Clauses 16 to 20 dealing only with New Brunswick and not touch Clause 23 or any suggestions on Ontario which may come forward until after the lunch hour, if this is agreeable.

Some hon. Members: Agreed.

Mr. Epp: Mr. Chairman, might this be a solution for the Chair and all honourable members of this Committee, that we

[Translation]

Je ne suis donc pas en mesure de rendre une décision présentement, étant donné que je n'ai pas eu le temps d'étudier la question.

En toute justice, cependant, je précise que le président doit accepter et souligner le point que vous avez soulevé.

M. Nystrom le comprendra sûrement. Hier, monsieur Epp, je ne suis pas revenu sur ce rappel au Règlement de votre part, car M. Nystrom ne siégeait pas au moment où j'aurais pu lui demander de répondre à votre intervention.

Je crois que les députés doivent se rappeler que nous amorçons maintenant l'étape finale de notre travail, la plus importante.

Comme M. Hawkes l'a constaté ce matin, étant donné où nous sommes rendus, nous devrions avoir déjà discuté de ces amendements.

Il a donc eu raison de poser sa question, ce matin, car il n'avait pas eu le temps de les étudier au cours des heures précédentes. Faute de cet examen préalable, lorsqu'il sera question des articles portant sur le référendum, et la formule d'amendement, le président sera toujours aux prises avec cette même situation, car nous savons tous que ces questions sont très techniques et complexes. Nous devons donc prendre le temps de nous réunir en caucus, afin de décider d'appuyer ou non les modifications.

Or, ces derniers jours, certains députés ont dû se réunir en caucus, car, faute de cela, ils n'auraient pas su si les vues qu'ils exprimaient se conformaient à l'orientation souhaitée par leur parti.

Le président se doit d'insister là-dessus, particulièrement à la lumière du fait que nous en sommes au stade final. A cet égard, d'ailleurs, je n'ignore pas que tous sont préoccupés par l'obligation que nous avons de faire un rapport à la Chambre et sont conscients qu'il serait injuste de ne pas être en mesure de soumettre ce rapport.

Si nous voulons accomplir cela, ou du moins porter un jugement sur le travail déjà réalisé, nous devons déployer de sérieux efforts et délibérer convenablement.

Je crois que mes propos traduisent bien la pensée de tous les membres.

M. Irwin: Monsieur le président, si vous le permettez . . .

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Irwin.

M. Irwin: Monsieur le président, j'aimerais proposer que lorsque nous en aurons terminé avec l'article 15, nous passions ensuite aux articles 16 à 20 ne portant que sur le Nouveau-Brunswick, et n'abordions pas l'article 23 ni toute proposition qu'on pourrait faire au sujet de l'Ontario avant la pause du midi, si les autres y consentent.

Des voix: D'accord.

M. Epp: Monsieur le président, le président et tous les autres membres de notre Comité peuvent-ils accepter que nous termi-

[Texte]

conclude Clause 15 and then call an adjournment and go right into the steering committee.

Some hon. Members: Agreed.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I see there is agreement and consensus around the table to the suggestion as expressed by the honourable Jake Epp.

Mr. Irwin: Mr. Chairman, I would like to clearly state that I do not think that any amendments or suggestions coming forward on Ontario should interfere with our completion of the New Brunswick amendments first.

Mr. Epp: It is agreed to adjourn after Clause 15.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I think there was a suggestion put forward that after Clause 15 has been voted on, there will be adjournment and honourable members participating in the steering committee will meet, and the Chair will not entertain any other resolution, motion, question or political issue which will go beyond Clause 15.

Some hon. Members: Agreed.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): That is agreed.

I would like to invite honourable members to take the next amendments. There is the main amendment introduced by the government party identified as G-21, Clause 15(2), page 6. There are two subamendments in relation to that main amendment; there is one subamendment introduced by the Official Opposition identified as CP-8(2) Clause 15, page 6; and another subamendment, identified as N-23, Clause 15(3), page 6.

I would like to invite Mr. Irwin to introduce the government amendment, and then the Official Opposition and then the NDP party.

Mr. Irwin.

Mr. Irwin: Mr. Chairman, on behalf of the government, I wish to move that Clause 15 of the proposed constitution act, 1980 be amended by striking out lines 6 to 9 on page 6 and substituting the following:

(2) Subsection (1) does not preclude any law, program or activity that has as its object the amelioration of conditions of disadvantaged individuals or groups including those that are disadvantaged because of race, national or ethnic origine, religion, sex or age.

Il est proposé

Que l'article 15 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 6 à 9, page 6, de ce qui suit:

«(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet . . .

I think there is a misspelling here, Mr. Chairman, it should be a "d".

. . . d'interdire les lois, programmes ou activités destinés à améliorer la situation d'individus ou de groupes défavorisés, notamment du fait de leur race, de leur origine nationale ou ethnique, de leur couleur, de leur religion, de leur sexe ou de leur âge.»

Merci.

[Traduction]

nions l'étude de l'article 15, puis que nous levions la séance et tenions une réunion du comité directeur?

Des voix: D'accord.

Le coprésident (M. Joyal): Je remarque qu'on est d'accord au sujet de la proposition soumise par M. Jake Epp.

M. Irwin: Monsieur le président, je tiens à préciser que des modifications ou propositions relatives à l'Ontario, quelles qu'elles soient, ne doivent pas nous empêcher d'achever notre examen des amendements portant sur le Nouveau-Brunswick.

M. Epp: Nous convenons donc de lever la séance après l'étude de l'article 15.

Le coprésident (M. Joyal): Il semble donc qu'on propose de suspendre les travaux une fois que l'article 15 aura été soumis aux voix après quoi, il y aura réunion du comité directeur. Le président n'acceptera donc aucune autre résolution, proposition, question ou intervention de nature politique après l'adoption de l'article 15.

Des voix: D'accord.

Le coprésident (M. Joyal): Il en sera donc ainsi.

J'invite maintenant les membres à se reporter aux prochains amendements. Il s'agit de la principale modification présentée par le parti gouvernemental, la G-21, relative à l'article 15(2), à la page 6. Elle comporte deux sous-amendements; l'un, le CP-8(2), soumis par l'opposition officielle, et portant sur l'article 15, page 6; l'autre, le N-23, ayant trait à l'article 15(3), page 6.

J'invite M. Irwin à présenter l'amendement gouvernemental, et ensuite, je demanderai à l'opposition officielle et au parti néo-démocrate de présenter les leurs.

Monsieur Irwin.

M. Irwin: Monsieur le président, au nom du gouvernement, I wish to move that Clause 15 of the proposed constitution act, 1980 be amended by striking out lines 6 to 9 on page 6 and substituting the following:

(2) Subsection (1) does not preclude any law, program or activity that has as its object the amelioration of conditions of disadvantaged individuals or groups including those that are disadvantaged because of race, national or ethnic origin, religion, sex or age.

Il est proposé

Que l'article 15 du projet de loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 6 à 9, page 6, de ce qui suit:

«(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet . . .

Je crois qu'il y a ici une erreur de frappe, monsieur le président, le deuxième «t», dans interdire, devrait être un «d».

. . . d'interdire les lois, programmes ou activités destinés à améliorer la situation d'individus ou de groupes défavorisés, notamment du fait de leur race, de leur origine nationale ou ethnique, de leur couleur, de leur religion, de leur sexe ou de leur âge.»

Thank you

[Text]

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Irwin.

I would like now to invite the honourable Jake Epp to move the amendment on behalf of the Official Opposition.

Mr. Epp: Thank you very much, Mr. Chairman.

I would like to move CP-8 (2), Clause 15: that the proposed amendment to Clause 15 of the proposed constitution act, 1980 be amended by striking out all that portion of Subclause 15(2) following the words "preclude any" and substituting the following:

Statutory distinction that has as its object the amelioration of the condition of any class of persons,

Senator Tremblay will read en Français.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable sénateur Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Merci, monsieur le président.

Il est proposé

Que le projet de modification de l'article 15 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, au passage qui suit le membre de phrase «n'a pas pour effet d'interdire», au paragraphe 15(2), de ce qui suit:

«les mesures législatives destinées à améliorer la situation de telle ou telle catégorie de personnes.»

Le coprésident (M. Joyal): Merci, sénateur Tremblay.

• 1155

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Merci, Senator Tremblay.

I would like to invite Mr. Robinson on behalf of the New Democratic Party to move the next amendment identified N-23, Clause 15(3) page 6.

Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

I would move that the proposed amendment to Clause 15 of the proposed constitution act, 1980 be amended by striking out in the proposed Clause 15(2) everything following the words "conditions of disadvantaged" and substituting the following:

classes of individuals including those that are disadvantaged on the grounds specified in that subsection.

Et en français, il est proposé

Que le projet de modification de l'article 15 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, au passage qui suit le membre de phrase «à améliorer la situation», paragraphe 15(2), de ce qui suit:

«de catégories de personnes défavorisées notamment pour les motifs énoncés dans ce paragraphe.»

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Robinson.

I would like to invite Mr. Epp to introduce the amendment in the usual way.

Mr. Epp: Thank you, Mr. Chairman, I will be brief.

If you would read Clause 15(2) of the government, you will notice the word "disadvantaged". That word has, we think,

[Translation]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Irwin.

J'aimerais maintenant inviter M. Epp à proposer, au nom de l'opposition officielle, son amendement.

M. Epp: Merci beaucoup, monsieur le président.

I would like to move CP-8 (2), Clause 15: that the proposed amendment to Clause 15 of the proposed constitution act, 1980 be amended by striking out all that portion of Subclause 15(2) following the words "preclude any" and substituting the following:

statutory distinction that has as its object the amelioration of the condition of any class of persons.

Le sénateur Tremblay lira la version française.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Senator Tremblay.

Senator Tremblay: Thank you, Mr. Chairman.

Il est proposé

Que le projet de modification de l'article 15 du projet de loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, au passage qui suit le membre de phrase «n'a pas pour effet d'interdire», au paragraphe 15(2), de ce qui suit:

«les mesures législatives destinées à améliorer la situation de telle ou telle catégorie de personnes.»

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Senator Tremblay.

Le coprésident (M. Joyal): Thank you, sénateur Tremblay.

J'inviterais maintenant M. Robinson, au nom du parti néo-démocrate, à proposer l'amendement suivant, N-23, Article 15(3), page 6.

Monsieur Robinson.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

I would move that the proposed amendment to Clause 15 of the proposed constitution act, 1980 be amended by striking out in the proposed Clause 15(2) everything following the words "conditions of disadvantaged" and substituting the following:

classes of individuals including those that are disadvantaged on the grounds specified in that subsection.

Et en français, il est proposé

Que le projet de modification de l'article 15 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, au passage qui suit le membre de phrase «à améliorer la situation», paragraphe 15(2), de ce qui suit:

«des catégories de personnes défavorisées notamment pour les motifs énoncés dans ce paragraphe.»

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Robinson.

J'inviterais M. Epp à présenter son amendement de la façon habituelle.

M. Epp: Merci, monsieur le président, je serai bref.

Si on lit l'article 15(2) dans la version proposée par le gouvernement, on remarque le mot «défavorisés». Ce mot, à

[Texte]

unfortunate connotations and that the word would be better replaced with the distinction of "condition of any class of persons".

We think that the effect would be the same but it would put it into a positive framework in terms of the constitution rather than in a negative perspective and I believe also, Mr. Chairman, it should be noted that this wording or the sense of the wording was suggested by Mr. Fairweather as well as a number of other groups that appeared and supported the thrust of the clause but felt the word "disadvantaged" was one which could be better served with words such as "and any class of persons".

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Epp.

Mr. Hawkes: At some point is the government going to respond?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes, Mr. Hawkes. I see that the Honourable Minister of Justice is in the audience, but maybe some questions can be addressed to the officers of the department.

Mr. Epp: I could ask Mr. Nystrom in view of the seat he has taken maybe he would like to respond for the government.

Mr. Nystrom: Thank you very much, Mr. Epp.

Mr. Epp: What would be the answer?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Hawkes.

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman. I have two or three questions.

A week ago the government announced a program that would designate five or six communities in Canada that were hard hit by layoffs and they had special programs planned for those communities; one involved people 54 years of age and older who could take early retirement; another one was for people 45 years of age and over who could be eligible for a portable wage subsidy.

My question is: the wording proposed by our party versus the wording proposed by your party, what might the legal ramifications of those two separate wordings be for a program of what kind which is age based and related to five or six designated communities in Canada? Would there be any distinction whatsoever and, if so, what would those distinctions be?

Mr. Jordan: Mr. Chairman, I am not familiar with the details of this particular program but I presume that it is one authorized by law and therefore would come within the Conservative proposal for having the distinction based on the statutory rather than a more general basis as the government proposal would have it.

With regard to the age qualification, I do not know, since the proposal before us now does not relate back to the grounds of discrimination in subclause 1, I would wonder if the age factor would be able to be looked at under the amendment proposed here as opposed to the wording that the government

[Traduction]

notre avis, comporte une signification péjorative; donc, il conviendrait de le remplacer par la distinction «telle ou telle catégorie de personnes».

Le résultat serait le même, mais formulé en termes positifs, plutôt que d'offrir dans la constitution un aspect négatif; nous croyons également, monsieur le président, qu'il est à noter que cette expression, ou son sens, a été proposée par M. Fairweather, ainsi que par plusieurs autres groupes de témoins qui appuyaient l'article dans son ensemble, mais estimaient que le mot «défavorisés» gagnerait à être remplacé par une expression comme «telle ou telle catégorie de personnes».

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Epp.

M. Hawkes: Est-ce que le gouvernement aura la possibilité de répliquer?

Le coprésident (M. Joyal): Oui, monsieur Hawkes. Je constate que le ministre de la Justice est présent, mais peut-être voudra-t-on poser des questions à ses conseillers du ministère.

M. Epp: J'aimerais demander à M. Nystrom, vu l'endroit où il s'est assis, s'il désire répondre au nom du gouvernement.

M. Nystrom: Merci beaucoup, monsieur Epp.

M. Epp: Quelle est votre réponse?

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président. J'ai deux ou trois questions.

Il y a une semaine, le gouvernement a annoncé un programme dans le cadre duquel on désignerait cinq ou six localités, au Canada, durement frappées par des mises à pied, qui pourraient ainsi jouir de programmes spéciaux conçus à leur intention; un programme vise les personnes de 54 ans et plus qui pourraient ainsi prendre leur retraite par anticipation; l'un vise les personnes de 45 ans et plus qui pourraient être admissibles à une subvention transférable à la rémunération.

Voici donc ce que j'aimerais savoir de vous. Si l'on compare le libellé par votre parti à celui proposé par notre parti, quelles pourraient être les ramifications juridiques de ces deux libellés sur un programme de ce genre, fondé sur l'âge, et visant cinq ou six localités désignées au Canada? Y aurait-il la moindre différence, et dans l'affirmative, quelle serait-elle?

M. Jordan: Monsieur le président, je ne connais pas les détails de ce programme particulier, mais je présume que celui-ci serait autorisé par une loi et, par conséquent, entrerait dans la proposition conservatrice qui porte sur une distinction fondée sur des mesures législatives, plutôt que sur une base plus générale, comme le prévoit la proposition du gouvernement.

Quant aux critères qui portent sur l'âge, je ne sais pas, puisque la proposition dont nous sommes actuellement saisis ne renvoie pas aux causes de discrimination mentionnées à l'alinéa 1, je me demande si l'âge entrerait en ligne de compte en vertu de l'amendement proposé, plutôt qu'en vertu de celui du

[Text]

has put forward, where they related back to including the specific grounds in one.

Mr. Hawkes: Could I just check out what I think I heard you say, that the Conservative wording about the statutory distinction between any class of persons would mean that nobody could challenge the program, but that our wording would be strengthened if we repeated the grounds from the previous paragraph; but that if you leave it alone the way the government did the word disadvantaged might or might not be applicable in the situation?

Mr. Jordan: Well, Mr. Chairman, I guess the distinction I was making in the first case is that there are a number of so-called affirmative action programs, which this subclause is called in the jargon, which do not necessarily find a basis in law. This one, I do not know by what the device the government has authorized the expenditure of funds for this program, that is why I was saying that presumably it comes under some law authorizing it, which is the requirement of the amendment as proposed by your party.

Mr. Hawkes: The government's amendment says "law program or activity", our amendment says "statutory distinction".

One of the things that it seems to me to be important in whichever choice of words you use is that many decisions could be made by civil servants in government when you have "law, program or activity", that civil servants could make those decisions to discriminate on the basis of things that we find in Clause 15(1) without examination by parliament, and that if people found those distinctions to be offensive they would not be as challengeable in court using the government's wording of "law, program or activity". Whereas, if the wording proposed by our party on the basis of statutory distinction would imply that any distinction which was based on the ideas in Clause 15(1) would have to be debated in public prior to their utilization.

Am I correct in that kind of idea related to the choice of words?

Mr. Jordan: Mr. Chairman, I think the simple answer is yes, but perhaps I can give an illustration of the concern we have with limiting it in that way.

To take the universities, for example, they receive block funding from provincial governments without any conditions attached as to how they spend the money except for educational purposes within the university. They may decide, as some of the various faculties have, to mount affirmative action programs to encourage women to enter law school, native people to enter law school; these do not have any statutory authority in that when the Government of Ontario or Quebec or whichever made the appropriation; and these funds may be used for affirmative action programs.

I think it would be most unfortunate if those kind of programs were excluded simply because in each case parliament or the legislature did not sit down and put in clause

[Translation]

gouvernement, où il est question des motifs précis qui figurent à l'alinéa 1.

Mr. Hawkes: Puis-je vérifier pour savoir si j'ai bien compris ce que je crois que vous avez dit, c'est-à-dire que le libellé conservateur, qui parle de mesures législatives qui distinguent entre telle ou telle catégorie de personnes, a pour effet d'empêcher quiconque de contester le programme, alors que l'autre libellé aurait plus de poids si nous répétions les motifs énumérés à l'alinéa précédent; par contre, si le texte reste tel que proposé par le gouvernement, en gardant le mot «favorisés», il pourrait s'appliquer ou non à cette situation?

Mr. Jordan: Monsieur le président, si je fais une distinction, c'est qu'il existe nombre de programmes, appelés d'action affirmative, auxquels se réfère cet alinéa, qui ne sont pas nécessairement autorisés par une loi. Le programme dont vous parlez... je ne sais pas quel mécanisme le gouvernement a utilisé pour autoriser les crédits nécessaires, c'est pourquoi j'ai dit qu'on pouvait présumer que le programme était autorisé en vertu d'une loi répondant ainsi aux exigences prévues dans l'amendement que votre parti propose.

Mr. Hawkes: Dans l'amendement du gouvernement, il est dit «loi, programme ou activité», alors que notre amendement stipule «mesure législative».

Un des aspects importants à ne pas oublier, quel que soit le libellé adopté, c'est que nombre de décisions pourraient être prises par des fonctionnaires du gouvernement si l'on dit: «loi, programme ou activité», et ainsi, les fonctionnaires pourraient prendre des décisions portant sur la discrimination, conformément à ce qui est prévu à l'article 15(1), sans qu'il y ait examen par le Parlement. Dans un tel cas, si les citoyens trouvaient lieu de se plaindre de ces distinctions, il ne serait pas aussi facile de les contester devant les tribunaux en invoquant le libellé du gouvernement; «loi, programme ou activité». Par contre, le libellé proposé par notre parti, qui invoque des mesures législatives, signifie que toute distinction fondée sur les principes énumérés à l'article 15(1) devrait faire l'objet d'un débat public avant d'être invoquée.

Ai-je raison d'interpréter ainsi le choix du libellé?

Mr. Jordan: Monsieur le président, rapidement, oui, mais permettez-moi de vous donner un exemple qui explique pourquoi nous voulons ainsi limiter la chose.

Prenons le cas des universités; celles-ci reçoivent du financement global des gouvernements provinciaux, sans condition, sauf que l'argent doit être consacré à des fins éducatives, à l'université. Elles peuvent décider, comme certaines facultés l'ont fait, de mettre sur pied des programmes d'action affirmative pour encourager les femmes à faire leurs études de droit, ou les autochtones à faire leurs études de droit; ces programmes n'ont pas été prévus par une loi lorsque le gouvernement de l'Ontario, ou du Québec, etc., ont voté les crédits; ces crédits peuvent servir à financer des programmes d'action affirmative.

Il serait des plus malheureux que ce genre de programmes se trouvent exclus, tout simplement parce que dans chaque cas, le Parlement ou l'assemblée législative n'avait pas prévu d'inclure

[Texte]

saying: affirmative action programs can be undertaken in spending these funds.

I think you are aware of the way in which appropriations are voted by Parliament, the definition of the range of things which are encompassed by them are frequently not very elaborate.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Hawkes.

I see that honourable members are ready for the vote.

Subamendment negated.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like then to call the second subamendment, the one moved by the New Democratic Party, identified N-23-1 Clause 15(3), page 6 and invite Mr. Robinson to introduce the amendment in the usual way.

I repeat that the amendment is identified as N-23-1 Clause 15(3), page 6, and the Chair has been informed very appropriately by one of our observers that the Chair should give the title of each clause before we open the debate on one clause because the Chair has been informed that for Canadians who are watching our work it might be really a jungle of figures and words, and they will not now exactly what the honourable members are discussing. In the future the Chair, with the consent of honourable members, will identify each clause in reading in the proposed motion by the text that you will find in the margin so that the Canadian public could know at least generally the title or the main subject or object of our discussion.

So Mr. Robinson, if you want to go on with the next amendment dealing with affirmative action programs.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

The amendment would change the proposed Clause 15(2) as follows:

I move that the proposed amendment to Clause 15 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out in the proposed Clause 15(2) everything following the words "conditions of disadvantaged" and substituting the following:

classes of individuals including those that are disadvantaged on grounds specified in that subsection.

Mr. Chairman, en français, il est proposé

Que le projet de modification de l'article 15 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, au passage qui suit le membre de phrase «à améliorer la situation», paragraphe 15(2), de ce qui suit:

«de catégories de personnes défavorisées notamment pour les motifs énoncés dans ce paragraphe.»

Mr. Chairman, just speaking very briefly to this proposed amendment, the essential change in this from the government's proposal is that we would remove reference to individuals. It is our view and the view that was expressed by many witnesses appearing before this Committee, including the Canadian Human Rights Commission, that it is inappropriate to talk in the context of affirmative action plans about disadvantaged individuals, that what we are concerned with is disadvantaged

[Traduction]

un article prévoyant que des programmes d'action affirmative pouvaient être mis sur pied grâce à ces crédits.

Je crois que vous connaissez tous la façon dont le Parlement vote les crédits; très souvent, la gamme de ce qui est prévu n'est pas précisée d'une façon très détaillée.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Hawkes.

Je vois que les membres du Comité sont prêts à passer au vote.

Le sous-amendement est rejeté.

Le coprésident (M. Joyal): J'aimerais maintenant ouvrir le débat sur le deuxième sous-amendement, celui proposé par le parti néo-démocrate, N-23-1, article 15(3), page 6; j'invite M. Robinson à présenter l'amendement de la façon habituelle.

Je répète que l'amendement en question est le N-23-1, article 15(3), page 6. On vient de faire très judicieusement remarquer à la présidence que nous devrions donner le titre de chaque article avant d'ouvrir le débat, car, comme on vient de me le dire, les Canadiens à l'écoute pourraient se sentir perdus dans cette pléthore de chiffres et de mots, sans savoir exactement ce que les membres du Comité discutent. À l'avenir, la présidence, si les membres y consentent, identifiera chaque article en lisant le titre en marge de l'article ou de l'amendement proposé, de façon à ce que le public canadien puisse au moins savoir quel est le titre ou le sujet principal, ou l'objet du débat.

Monsieur Robinson, donc, si vous voulez bien nous parler de l'amendement suivant, qui porte sur les programmes d'actions affirmatives.

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

L'amendement modifierait ainsi le projet d'article 15(2):

I move that the proposed amendment to Clause 15 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out in the proposed Clause 15(2) everything following the words "conditions of disadvantaged" and substituting the following:

classes of individuals including those that are disadvantaged on grounds specified in that subsection.

Monsieur le président, en français, il est proposé:

Que le projet de modification de l'article 15 du projet de loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, au passage qui suit le membre de phrase «à améliorer la situation», paragraphe 15(2), de ce qui suit:

«de catégories de personnes défavorisées notamment pour les motifs énoncés dans ce paragraphe.»

Monsieur le président, disons très rapidement quelques mots au sujet de l'amendement proposé. La différence essentielle avec la proposition du gouvernement est que nous rayons le mot «individus». À notre avis et à celui de nombreux témoins qui ont comparu devant le présent Comité, y compris les représentants de la Commission canadienne des droits de la personne, il ne convient pas, dans le contexte des programmes d'action affirmative, de parler d'individus défavorisés; en fait,

[Text]

groups or classes of individuals and that there could be very serious problems in mitigation if we were to extend this concept, this very worthwhile concept of affirmative action to individuals.

One need only point to the *Bakke* decision in the United States as an example of some of the difficulties which may ensue.

Then the second change, Mr. Chairman, is simply to refer to the grounds specified in that subclause generally rather than specifically referring back, although in light of the defeat of the earlier amendment that portion of our proposed amendment is not of particular concern. The major concern to emphasize is to remove the reference to individuals from the affirmative action provisions and to make it very clear that we are talking about disadvantaged groups of Canadians.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Robinson.

I understand that honourable members are ready for the vote.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, could we have a response from the Minister?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes. The honourable Minister of Justice.

Mr. Chrétien: Yes, I will ask my advisor to . . .

Mr. Robinson: Mr. Chairman, perhaps if I ask a specific question of the Minister or his officials it might focus on the issue.

Mr. Minister, through you, Mr. Chairman, why was it felt desirable in your proposed Clause 15(2) in both the original and the revised versions to include references to individuals, disadvantaged individuals, as opposed to specifying disadvantaged groups when we are dealing with affirmative action?

Mr. Chrétien: It is related to the reason why we cannot accept your amendment and I will ask my advisor to reply.

Mr. Jordan: Mr. Chairman, I think the provision is in there out of an abundance of caution. I think one can think of the situation where the very small employer is hiring only one individual, he chooses one based on one of the prohibited grounds of discrimination.

One can arguably say, well, he is picking out of a class which has already been identified as one of those for affirmative action programs, but I would be very reluctant to have a court interpreting that as saying you are hiring one individual, he is a native, you do not fall within the category because it talks about classes of individuals on whose behalf the affirmative action is being taken.

[Translation]

ce qui nous intéresse, ce sont les groupes défavorisés ou les catégories d'individus qui le sont; nous risquons de très graves problèmes devant les tribunaux si nous étendons aux individus ce concept des plus justifiés, celui des programmes d'action affirmative.

Il suffit de regarder la décision *Bakke* pour trouver un exemple des difficultés qui peuvent s'ensuivre.

Le deuxième changement, monsieur le président, vise simplement à renvoyer aux motifs précisés à l'alinéa d'une façon générale plutôt que précise, bien qu'en vue du fait que l'amendement précédent a été défait, cette partie de notre amendement proposé n'est plus d'un grand intérêt. L'essentiel, je le souligne, c'est de retirer la référence aux individus des dispositions sur les programmes d'action affirmative et de préciser clairement que nous parlons de groupes défavorisés de Canadiens.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Robinson.

Si je comprends bien, les membres sont prêts à passer au vote.

M. McGrath: Monsieur le président, pouvons-nous savoir ce qu'en pense le ministre?

Le coprésident (M. Joyal): Oui. L'honorable ministre de la Justice.

M. Chrétien: Oui, je vais demander à mon conseiller de . . .

M. Robinson: Monsieur le président, si je posais une question précise au ministre, ou à ses collaborateurs, cela mettrait peut-être la question en perspective.

Monsieur le ministre, avec votre permission, monsieur le président, pourquoi a-t-il été jugé souhaitable, dans votre article proposé 15(2), et dans la version originale et dans la version révisée, d'inclure une référence aux individus, aux individus défavorisés, plutôt que de parler de groupes défavorisés, alors qu'il s'agit de programmes d'action affirmative?

M. Chrétien: La raison, justement, explique pourquoi nous ne pouvons pas accepter votre amendement, et je vais demander à mon conseiller de vous répondre.

M. Jordan: Monsieur le président, si la disposition y est, c'est par excès de prudence. Je pense par exemple au petit employeur qui n'embauche qu'un seul individu, qu'il choisit en se fondant sur les motifs de discrimination interdits.

On pourrait sans doute prétendre qu'il l'a choisi dans une catégorie qui avait déjà été identifiée comme pouvant jouir de programmes d'action affirmative, mais j'hésiterais énormément à laisser un tribunal interpréter cette disposition, puisqu'il pourrait décider que vous n'avez embauché qu'un seul individu, qu'il est un autochtone, mais que vous ne faites pas partie de la catégorie, puisqu'il y est question de catégories de personnes qui, seules, peuvent jouir de programmes d'action affirmative.

[Texte]

So I guess it is the lawyerly caution that we did not want to leave a situation where the court could strike down that kind of arrangement.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you.

I see honourable members are ready for the vote.
Subamendment negatived.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like then to invite the honourable members to take the next amendment, it is the subamendment identified CP-8(3), Clause 15(2), page 6, it is a subamendment moved by or on behalf of the Conservative Party and I would like to invite the honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, I move that Clause 15 of the proposed amendment of the Constitution Act, 1980, be amended by striking out the word "age" in Clause 15(2) and substituting the following:

age or mental or physical disability.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable sénateur Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Il est proposé

Que le projet de modification de l'article 15 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, dans le paragraphe 15(2), au mot «âge», de ce qui suit:

«l'âge ou les déficiences mentales ou physiques».

Mr. Epp: Mr. Chairman, speaking to the amendment, you will recall that the same amendment, the same wording was approved in Clause 15(1). We are moving it in Clause 15(2) to conform to what has already been agreed to in Clause 15(1).

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable Jake Epp.

May I request the attention of the honourable Minister of Justice to reply to the proposed subamendment as introduced by honourable Jake Epp?

Mr. Chrétien: He can reply for me.

Mr. Jordan: The answer is yes, Mr. Chrétien.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): So I suggest that all honourable members vote immediately.

Mr. Epp: Before we change our minds.

Subamendment agreed to.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to then come back on the main amendment, the one identified G-21, Clause 15(2), page 6, the amendment as introduced by Mr. Irwin.

Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, do you have N-23-1, which I believe should be dealt with before we proceed to the main amendment G-21?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): No, it is a new subclause, it should be Clause 15(3) and now we are dealing with Clause 15(2) and before I call the vote or invite honourable members to introduce any other amendments in relation to Clause 15 I have to complete this, get a debate on Clause 15(2), and seeing no other speakers on the proposed amendment I would like to

[Traduction]

C'est donc une précaution d'avocat que de vouloir éviter une situation qui permette à un tribunal d'interdire ce genre d'arrangement.

Le coprésident (M. Joyal): Merci.

Je constate que les membres sont prêts à passer au vote.

Le sous-amendement est rejeté.

Le coprésident (M. Joyal): J'aimerais maintenant inviter les membres à passer au sous-amendement suivant, le CP-8(3), article 15(2), page 6, sous-amendement proposé au nom du parti conservateur par M. Epp, à qui je cède la parole.

M. Epp: Monsieur le président, I move that Clause 15 of the proposed amendment of the Constitution Act, 1980, be amended by striking out the word "age" in Clause 15(2) and substituting the following:

age or mental or physical disability.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Senator Tremblay.

Senator Tremblay: Il est proposé

Que le projet de modification de l'article 15 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, dans le paragraphe 15(2), au mot «âge», de ce qui suit:

«l'âge ou les déficiences mentales ou physiques».

M. Epp: Monsieur le président, au sujet de cet amendement, vous vous rappellerez que le même amendement, d'un libellé semblable, a été adopté à l'égard de l'article 15(1). Nous le proposons donc à l'article 15(2), pour nous conformer à ce qui a déjà été convenu dans le cas de l'article 15(1).

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Epp.

Puis-je prier le ministre de la Justice de bien vouloir répondre à ce qui a été dit au sujet du sous-amendement proposé, tel que présenté par M. Epp?

M. Chrétien: Il peut répondre à ma place.

M. Jordan: La réponse est oui, monsieur Chrétien.

Le coprésident (M. Joyal): Je propose donc que nous votions immédiatement.

M. Epp: Avant que nous ne changions d'avis.

Le sous-amendement est adopté.

Le coprésident (M. Joyal): J'aimerais maintenant revenir à l'amendement principal, celui qui porte le numéro G-21, article 15(2), page 6, amendement présenté par M. Irwin.

Monsieur Robinson.

M. Robinson: Monsieur le président, avez-vous l'amendement N-23-1, dont nous devrions régler le sort avant de donner suite à l'amendement principal G-21?

Le coprésident (M. Joyal): Non, le sous-amendement dont vous parlez porte sur un nouvel alinéa, l'alinéa 3 de l'article 15, et comme nous en sommes maintenant à l'alinéa 2 de l'article 15, avant de passer au vote ou d'inviter les membres à présenter d'autres amendements à l'article 15, il nous faut terminer cette étape, le débat sur l'article 15(2). Puisqu'il n'y a

[Text]

then call the vote on the amendment as introduced on behalf of the government party.

Amendment agreed to.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like then to invite the honourable members to take the next amendment, it is an amendment identified as N-23-1, Clause 15(3), page 6. The purpose of this amendment is to add a new Clause 15(3) after Clause 15(1) and Clause 15(2).

I would like to invite Mr. Robinson to move and introduce the amendment in the usual way.

• 1135

Mr. Robinson: Mr. Chairman, Mr. Manly will be introducing this particular amendment.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Manly.

Mr. Manly: Thank you, Mr. Chairman.

I will move the clause in English and I will ask Mr. Robinson to do so in French.

I move that Clause 15 of the proposed constitution act, 1980 be amended by adding immediately after line 9 on page 6 the following:

(3) Clause 15(1) shall not be interpreted so as to deny or limit the recognition of the aboriginal and treaty rights of the aboriginal peoples of Canada.

M. Nystrom: En français, il est proposé

Que l'article 15 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié, par adjonction, après la ligne 9, page 6, de ce qui suit:

«(3) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet de nier ou de restreindre la reconnaissance des droits ancestraux ou issus de traités des peuples autochtones du Canada.»

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Manly.

Mr. Manly: Thank you, Mr. Chairman.

Clause 15(2) that we just passed makes provision for affirmative action programs for individuals and groups that are disadvantaged. Clause 15(3) would extend this and make provision for recognition of aboriginal and treaty rights for the aboriginal peoples. Some people might think that they are already covered by Subsection (2). We know that most aboriginal peoples are clearly disadvantaged in economic terms in our society, but Mr. Chairman, aboriginal people want to retain their identity as peoples but they do not always want to remain disadvantaged.

Our society does not want them to remain disadvantaged. We must have some provision so that we can recognize their rights without having to categorize them as disadvantaged people.

This subclause makes provision for programs that can recognize aboriginal people not as disadvantaged but as people who have a unique place in Canadian history and deserve a unique place in Canada's constitution; and I would like to ask the

[Translation]

aucun autre intervenant qui désire discuter l'amendement proposé, j'annonce le vote sur l'amendement, tel que présenté par le parti gouvernemental.

L'amendement est adopté.

Le coprésident (M. Joyal): Maintenant, j'inviterais les membres à passer à l'amendement suivant, l'amendement N-23-1, article 15(3), page 6. Cet amendement vise à ajouter un nouvel alinéa (3) à l'article 15, à la suite des alinéas (1) et (2).

J'aimerais demander à M. Robinson de proposer l'amendement et de nous le présenter de la façon habituelle.

M. Robinson: Monsieur le président, M. Manly nous présentera cet amendement particulier.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Manly.

M. Manly: Merci, monsieur le président.

Je vais proposer l'article en anglais et demander à M. Robinson de le faire en français.

I move that Clause 15 of the proposed constitution act, 1980 be amended by adding immediately after line 9 on page 6 the following:

(3) Clause 15(1) shall not be interpreted so as to deny or limit the recognition of the aboriginal and treaty rights of the aboriginal peoples of Canada.

M. Nystrom: En français, il est proposé

Que l'article 15 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié, par adjonction, après la ligne 9, page 6, de ce qui suit:

«(3) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet de nier ou de restreindre la reconnaissance des droits ancestraux ou issus de traités des peuples autochtones du Canada.»

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Manly.

M. Manly: Merci, monsieur le président.

L'article 15(2) que nous venons tout juste d'adopter prévoit l'existence de programmes d'action affirmative à l'intention d'individus ou de groupes d'individus défavorisés. L'article 15(3) prévoit un élargissement de cette disposition, afin de reconnaître les droits ancestraux et issus de traités des peuples autochtones. Certains pourraient penser que ces droits sont déjà garantis à l'alinéa (2). Nous savons que la plupart des autochtones sont clairement défavorisés sur le plan économique dans notre société, mais monsieur le président, les autochtones désirent maintenir leur identité en tant que peuples, tout en ne souhaitant pas rester défavorisés à tout jamais.

Notre société ne souhaite pas qu'ils demeurent défavorisés. Il nous faut donc disposer d'une disposition qui nous permette de reconnaître leurs droits, sans avoir à les classer comme personnes défavorisées.

Le présent alinéa, donc, prévoit des programmes qui reconnaîtront les autochtones non pas comme défavorisés, mais comme des personnes qui occupent une situation unique dans l'histoire du Canada et qui méritent une place privilégiée dans

[Texte]

Minister if he agrees with my argument and if he is willing to, in the spirit that he manifested earlier, accept the amendment.

Mr. Chrétien: I agree, not with the amendment, but with the comments made by the member. I do think that there are some technical reasons in terms of not to be repetitious as this problem is being dealt with in other sections, and I will ask Mr. Jordan to give the technical reasons.

Mr. Jordan: Mr. Chairman, I was somewhat unclear until I just heard the explanation of what the purpose of this amendment was.

Perhaps I can put it in these terms and see if it coincides with Mr. Manly's explanation. Presumably the intent of this amendment is to ensure that nondiscrimination on the basis of race will not be interpreted as denying the ability to recognize the rights of aboriginal people which are based on race. In other words, quite apart from disadvantage, that it will not deny rights which they may have, aboriginal, treaty or otherwise.

Mr. Manly: This is a presumption.

Mr. Jordan: Is that a correct understanding of your intention?

Mr. Manly: Our intention is that this should not apply to aboriginal rights which could be interpreted on the basis of race, yes.

Mr. Jordan: Our view is that the amendment is unnecessary, I think for two reasons. First of all, the constitution under Section 91.24 clearly recognizes that laws may be made for Indians and for Indian lands and therefore, laws that are passed to benefit Indians under that section are not going to be struck down as being discriminatory because the British North America Act has already made specific provisions for dealing with people on the basis of race.

Secondly, I think Clause 25 of the Charter as proposed by the government expressly provides that the charter of rights which includes the nondiscrimination based on race, does not deny the existence of aboriginal, treaty or other rights of the aboriginal people that may exist. So I have considerable difficulty in seeing why it is necessary to insert in this particular provision an assurance which appears both out of the constitution in Section 91.24 and in a later provision of the charter.

Mr. Manly: I suppose Mr. Chairman, that it is a question of paramountcy and there is some fear on the part of aboriginal peoples that Clause 15 could very definitely be used to deny them some of the recognition of their rights and that if the situation came before a court and Clause 15 of the Charter of Rights was put over against Section 91.24 of the present BNA Act, there is some uncertainty as to which would have paramountcy.

Mr. Jordan: I think perhaps, Mr. Chairman, Clause 52(1) deals with this and it talks about the Constitution of Canada being paramount and that includes the Charter and where

[Traduction]

la constitution du Canada; j'aimerais demander au ministre s'il accepte mon argument et s'il est disposé, comme il l'a laissé entendre précédemment, à accepter l'amendement.

M. Chrétien: Je suis d'accord, non pas avec l'amendement, mais avec les remarques du député. Je crois qu'il existe des raisons techniques, en ce sens que nous voulons éviter la répétition, puisque d'autres articles portent sur ce problème; je vais demander à M. Jordan de vous les expliquer.

M. Jordan: Monsieur le président, je n'avais pas très bien compris, jusqu'à ce que j'entende l'explication donnée quant à l'objectif visé par cet amendement.

Peut-être puis-je voir si ce que j'ai compris coïncide avec les explications de M. Manly. Je présume que cet amendement vise à s'assurer que la non-discrimination à cause de la race ne sera pas interprétée de façon à interdire la possibilité de reconnaître les droits des autochtones, qui leur sont accordés en raison de leur race. En d'autres termes, sans regarder leur situation de défavorisés, qu'on ne leur niera pas les droits qu'ils peuvent avoir comme autochtones, ou en vertu de traités, ou autrement.

M. Manly: C'est là une interprétation.

M. Jordan: Ai-je bien compris votre intention?

M. Manly: Nous voulons en effet que cette disposition ne vise pas les droits autochtones, qui peuvent être interprétés comme étant abordés en fonction de la race, oui.

M. Jordan: A notre avis, l'amendement est inutile, et ce, pour deux raisons. Tout d'abord, la constitution, à l'article 91.24, reconnaît clairement la possibilité d'adopter des lois à l'intention des Indiens, ou visant le territoire des Indiens, et par conséquent, les lois adoptées conformément à cet article, à l'avantage des Indiens, ne seront pas déboutées comme étant discriminatoires, puisque l'Acte de l'Amérique du Nord britannique contient déjà des dispositions précises qui portent sur les droits des gens en fonction de leur race.

Deuxièmement, je crois que l'article 25 de la charte, tel que proposé par le gouvernement, prévoit expressément que la charte, qui inclut des dispositions sur la non-discrimination en fonction de la race, ne nie pas l'existence des droits autochtones ou issus de traités, dont pourraient jouir les autochtones. J'ai donc beaucoup de mal à voir pourquoi il est nécessaire d'insérer dans cette disposition particulière une garantie qui figure déjà dans la constitution, à l'article 91.24, et dans une disposition subséquente de la charte.

M. Manly: Je suppose, monsieur le président, que c'est une question de préséance; les autochtones craignent qu'on puisse avoir recours à l'article 15 pour refuser de reconnaître certains de leurs droits et que si l'affaire était portée devant les tribunaux et qu'on accordait la préséance à l'article 15 de la charte des droits plutôt qu'à l'article 91.24 de l'Acte de l'Amérique du Nord actuel... enfin, il existe une certaine inquiétude quant à la question de savoir laquelle des deux dispositions l'emporterait.

M. Jordan: Je crois, monsieur le président, que l'article 52(1) porte peut-être sur cette question, puisqu'on y prévoit la préséance de la constitution du Canada, qui inclut la charte; si

[Text]

there are two provisions which would appear to be in conflict, the courts would have to read both of them to give them the meaning which they are intended to have. The one is intended to be able to pass laws that are for native peoples; but quite apart from that, I think the proposed Clause 25 is all comprehensive. It says, the statement of any rights in this, which includes the right not to be discriminated on the basis of race, shall not in any way be construed as denying the existence of rights that pertain to aboriginal peoples in relation to treaties, the Royal Proclamation and other relevant bases of claims.

Mr. Chrétien: Mr. Manly, I think there is a danger that when you write in a bill two or three sections that relate to the same problem, the courts do not read the proceedings of these meetings after the law is passed and very often they read the text and they ask why there are three or four different interpretations, and it is clarity for simplification and no danger that one text might be used against the other. It is better to concentrate our wishes to protect the rights of the aboriginal peoples of Canada to have certain rights not to be denied to them. It is better to concentrate that on the clause that affects them specifically, otherwise you always run the risk that the one clause might be played against the other, and we do think that this amendment is unnecessary and could create some problems. So, having doubts about it, it is better to clarify and there will be some amendments coming up later on on that issue which will clarify the situation about the aboriginal people of Canada, and I do not want to accept this amendment because there is danger of confusion. We agree that this should not deny the opportunity of the natives of Canada, the aboriginal peoples of Canada, to have a special recognition of their rights eventually and so on. It is for the reason given by Mr. Jordan and for the reason I gave you that we do not accept that, but the argument you made in relation to the aboriginal people, we concur. Even if we concur, we do not have to accept this amendment.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Manly.

Honourable James McGrath.

Mr. McGrath: Thank you very much, Mr. Chairman.

Very briefly, we accept the explanation of the government. We appreciate the concerns addressed by Mr. Manly in the amendment that he put forward, but we feel that it is unnecessary and indeed, as the Minister points out, if you put too much in there, it could weaken the rights that are already addressed in the constitution and for that reason we are going to vote against the amendment.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable James McGrath.

Mr. Manly, to conclude before the Chair calls the vote.

I see that honourable members are ready for the vote.

Amendment negated.

[Translation]

deux dispositions semblaient se contredire, les tribunaux devraient les lire toutes deux afin d'en tirer la signification qu'elles sont censées avoir. L'une vise à permettre l'adoption de lois à l'intention des autochtones; quoi qu'il en soit, je crois que l'article 25 proposé est exhaustif. On y affirme en effet que tout droit, y compris celui de ne pas faire l'objet de discrimination à cause de sa race, ne doit pas être interprété d'aucune façon comme niant l'existence de droits dont jouissent les autochtones en vertu de traités, d'une proclamation royale ou de tout autre document pertinent.

M. Chrétien: Monsieur Manly, je crois que lorsque l'on rajoute à un projet de loi deux ou trois dispositions qui portent sur le même problème, comme les tribunaux ne lisent pas les comptes rendus de nos délibérations après l'adoption de la loi, ceux-ci risquent très souvent de lire le texte et de se demander pourquoi on y trouve deux ou trois interprétations différentes; c'est donc pour des raisons de clarté, de simplification, et pour éviter tout risque qu'un texte serve, plutôt qu'un autre. Il vaut mieux, si nous désirons protéger les droits des peuples autochtones au Canada, nous assurer que certains droits ne leur seront pas retirés. Il vaut mieux tout mettre dans l'article qui les touche expressément, sinon vous courez toujours le risque de voir un article l'emporter sur l'autre; à notre avis, le présent amendement est inutile et pourrait même engendrer des problèmes. Puisque des doutes existent, il vaut mieux préciser, et nous présenterons plus tard quelques amendements sur cette question, afin de préciser la situation des autochtones au Canada, et c'est pourquoi je ne veux pas accepter votre amendement maintenant; cela risque d'engendrer la confusion. Nous convenons qu'il ne faut pas nier aux autochtones du Canada, aux peuples autochtones du Canada, la possibilité de voir leurs droits reconnus d'une façon spéciale. C'est donc pour les raisons que vous a expliquées M. Jordan, et que je vous ai expliquées, que nous ne l'acceptons pas, mais nous sommes d'accord avec l'argument que vous avez présenté, visant à protéger les autochtones. Toutefois, bien que nous en convenions, nous ne sommes pas forcés d'accepter cet amendement.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Manly.

Monsieur McGrath.

M. McGrath: Merci beaucoup, monsieur le président.

Très brièvement, nous acceptons l'explication du gouvernement. Nous comprenons à quelles préoccupations l'amendement présenté par M. Manly s'adresse, mais nous estimons qu'il est inutile, et comme l'a fait remarquer le ministre, si on en dit trop, nous pourrions diminuer les droits qui figurent déjà dans la constitution, et donc, nous allons voter contre l'amendement.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur McGrath.

Monsieur Manly, si vous voulez en terminer avant que je n'annonce le vote.

Je vois que les membres sont prêts à passer au vote.

L'amendement est rejeté.

[Texte]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): We then come back to the whole of Clause 15 dealing with non discrimination rights.

Clause 15 as amended agreed to.

Le coprésident (M. Joyal): D'accord.

According to our previous agreement, our meeting is adjourned until 3:30 p.m. I would invite all honourable members and representatives of the media and observers to leave the room so that the Subcommittee of the Agenda and Procedure might have their meeting as soon as possible.

La séance est levée jusqu'à 3 h 30 cet après-midi.

AFTERNOON SITTING

• 1545

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Order, please.

May I request the honourable members to take their seats around the table so that we can resume consideration of the proposed motion.

Before the Chair calls the next clause of the proposed motion, that is Clause 16, I would like on behalf of honourable Senator Hays, our Joint Chairman, to introduce and present the seventh report of the Subcommittee on Agenda and Procedure.

Your Subcommittee met on Thursday, January 29, 1981 and agreed to make the following recommendations:

(A) That the sitting hours of this Joint Committee be as follows:

Friday, January 30, 1981

9:30 a.m. to 12:30 p.m.

2:30 p.m. to 6 o'clock

Saturday, January 31, 1981

9:30 a.m. to 12:30 p.m.

2:30 p.m. to 6 o'clock

Monday, February 2, 1981

9:30 a.m. to 12:30 p.m.

3:30 p.m. to 6 o'clock

(B) That the Subcommittee on Agenda and Procedure meet on Monday, February 2, 1981 at 12 o'clock noon to evaluate progress.

Senator Austin.

Senator Austin: Mr. Chairman, there was one item left out of your report and that was the Monday evening sitting on February 2 from 8 o'clock to 10:30 p.m.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Senator Austin. I think it is agreed that we should make that amendment to the proposed report.

Honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, there have been additional discussions to the report before members of the Committee and I would suggest, to facilitate that matter, that Senator Austin possibly put that on the table and then I will respond.

[Traduction]

Le coprésident (M. Joyal): Nous reprenons donc l'article 15 dans son ensemble, qui porte sur les droits à la non-discrimination.

L'article 15, tel que modifié, est adopté.

Le coprésident (M. Joyal): Fine.

Conformément à notre entente, la séance est levée jusqu'à 15 h 30. J'aimerais prier tous les membres du Comité, les représentants de la presse et les observateurs à quitter la pièce, de façon à ce que le comité directeur puisse se réunir le plus rapidement possible.

The meeting is adjourned until 3:30 p.m.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Le coprésident (M. Joyal): La séance est ouverte.

Je demanderais aux membres du Comité de bien vouloir prendre place autour de la table, de façon à ce que nous puissions reprendre l'étude du projet de motion.

Avant de mettre à l'étude l'article suivant, l'article 16, permettez-moi au nom du sénateur Hays, notre président, de vous présenter le 7^e rapport du sous-comité du programme et de la procédure.

Votre sous-comité s'est réuni le jeudi 29 janvier 1981 et a convenu de faire les recommandations suivantes:

A) Que le calendrier des séances du Comité mixte soit le suivant:

Le vendredi 30 janvier 1981

9 h 30 à 12 h 30

14 h 30 à 18 heures

Le samedi 31 janvier 1981

9 h 30 à 12 h 30

14 h 30 à 18 heures

Le lundi 2 février 1981

9 h 30 à 12 h 30

15 h 30 à 18 heures

B) Que le sous-comité du programme et de la procédure se réunisse à 12 heures (midi), le lundi 2 février 1981, pour évaluer les progrès réalisés.

Sénateur Austin.

Le sénateur Austin: Monsieur le président, vous ne parlez pas, dans ce rapport, de la séance du lundi soir, 2 février, de 20 heures à 22 h 30.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, sénateur Austin. Je pense qu'il est convenu de faire cette modification au projet de rapport.

L'honorable Jake Epp.

M. Epp: Monsieur le président, plusieurs membres du Comité ont déjà discuté de cela et, pour faciliter les choses, je vous demanderais de bien vouloir permettre au sénateur Austin de présenter une motion à ce propos, et j'y répondrai.

[Text]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Senator Austin.

Senator Austin: Well, Mr. Chairman, I was of the impression that any additional matters would not be put on the table and that they would be stayed until 12:30 p.m. on Monday.

Mr. Epp: Well, Mr. Chairman, possibly what should be mentioned, then, is this. You have given the report and we are in agreement with the report, but I believe what is important to underscore, and I want to make sure that I have the import of the matter correct, and that is the purpose of evaluating progress at 12:30 p.m. on Monday, the government has its purposes and the Progressive Conservative Party has its purposes. I cannot express the purposes of the government, that is not my role, but I can on behalf of our party say this: that first of all, we do not, it is not in our view advisable to sit on Saturday, the two sessions, but we will accept those two sittings on Saturday and the condition that we have placed is that if progress is such by 12:30 p.m. Monday, that I will bring forward the request that I made to the Subcommittee, namely a request for an extension of this Committee's life by one week. We believe that is a reasonable approach, we believe we have demonstrated very clearly that the work of the Committee has been such that we have worked diligently at it.

We also have testimony, I will not go into that to take the time of the Committee now, but we have testimony both in the House and in the other place, in the Senate, whereby Government House Leaders committed themselves to the fact that if the case could be made that additional time would be needed, a reasonable extension of time, that that would be considered.

It is under those conditions, Mr. Chairman, that we accept the schedule up to Monday night with the assessment of progress to be made at 12.30 p.m.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable Jake Epp.

Honourable Senator Austin.

Senator Austin: Mr. Chairman, I do not want to join issue with Mr. Epp. He has his reasons and he stated his reasons to the Committee. All I would say for our part is that we are prepared to see what progress we make up until Monday at 12.30 p.m. and to keep open our thinking as to what may be required in the proceedings of the Committee next week.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Senator Austin.

So I see with that proviso as expressed by honourable Jake Epp, I understand that there is concurrency on the report.

Mr. Nystrom, do you want to address the . . .

Mr. Nystrom: No, I just wanted to confirm that.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Nystrom.

Honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, that being the case, I have another matter I would like to raise.

[Translation]

Le coprésident (M. Joyal): Sénateur Austin.

Le sénateur Austin: Monsieur le président, je croyais que nous ne discuterions de rien d'autre, que nous réserverions toutes les questions éventuelles jusqu'à 12 h 30, lundi.

M. Epp: Monsieur le président, vous venez de nous donner lecture du rapport, et nous l'appuyons, mais il importe de souligner, et je veux être certain de bien voir les choses correctement, que, s'agissant de l'évaluation des progrès réalisés à 12 h 30, lundi, le gouvernement a ses objectifs et le parti progressiste conservateur a les siens. Je ne puis exprimer ceux du gouvernement, tel n'est pas mon rôle, mais, au nom de notre parti, je puis vous dire que, tout d'abord, nous ne pensons pas qu'il soit bon de siéger samedi, à deux reprises, mais nous accepterons de le faire et, à ce propos, nous vous avons posé une condition, à savoir que, en fonction des progrès réalisés à 12 h 30, lundi, je présenterai la demande que j'ai faite au sous-comité, demande d'une prolongation d'une semaine des délibérations du Comité. Nous estimons que cette méthode est tout à fait raisonnable, nous avons démontré très clairement que nous avons agi avec beaucoup de diligence pendant l'ensemble de nos travaux, jusqu'à présent.

Par ailleurs, à la Chambre des communes comme au Sénat, les leaders du gouvernement se sont engagés à envisager une prolongation, si cela était nécessaire.

C'est dans ces conditions, monsieur le président, que nous acceptons le calendrier jusqu'à lundi soir, avec l'évaluation des progrès réalisés qui sera faite à 12 h 30 lundi.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Epp.

Sénateur Austin.

Le sénateur Austin: Monsieur le président, je ne voudrais pas m'engager dans un débat avec M. Epp. Il a ses raisons et il les a présentées au Comité. Quant à nous, nous sommes prêts à évaluer les progrès qui auront été réalisés jusqu'à 12 h 30 lundi et nous voulons garder toute latitude quant à ce qui sera nécessaire pour le Comité la semaine prochaine.

Monsieur le président, je vous remercie.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, sénateur Austin.

Par conséquent, sous réserve de la condition exprimée par M. Epp, je crois comprendre que l'on appuie le rapport.

Monsieur Nystrom, voulez-vous intervenir . . .

M. Nystrom: Non, je voulais simplement vous donner confirmation.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Nystrom.

Monsieur Epp.

M. Epp: Monsieur le président, j'aimerais soulever une autre question.

[Texte]

If one takes a look at the reference that gave life to this Committee, from the Government Order of October 2, 1980 which was passed in the House on October 2, here is one part of the reference to the Committee:

With such amendments as the Committee considers necessary shall be presented by both Houses of Parliament to Her Majesty the Queen; additionally, and to recommend in the report whether or not such an address and with such amendments should go forward.

Mr. Chairman, as you know, we have been stressing in this Committee that while there are parts of the proposed resolution that find favour with us in terms of intent, we disagree very thoroughly with the process and we feel that it is very seriously damaging the Canadian federal system.

That has been given even more scope by the report of the All Party Committee studying the constitution in Westminster, and in order for members of Parliament to make an assessment on whether that part of the reference can be answered fully and adequately, it is important, I believe, that this Committee has the opportunity to also study that report.

Therefore, I would move, seconded by the member for St. John's East, Mr. McGrath, that the report of the Select Committee on Foreign Relations of the House of Commons of the United Kingdom respecting certain constitutional questions arising out of the joint resolution now before this Committee, and now in the possession of the Canadian government, be tabled in this Committee.

At this very moment, Mr. Chairman, the access to information bill is being debated in the House of Commons. The government has committed itself to access of information, the government has a copy of this report, it is vital to the work of this Committee and therefore it is on that basis, that it is important that all members of the Committee study this report in order that we can more fully answer the question of whether or not we should recommend to our House and to the Senate that we should proceed along the path which the Prime Minister feels should be charted.

Thank you.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, I would like to ask a question: is that motion in order?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The Chair was in consultation with our Clerk because as of now we are on a clause-by-clause discussion and anything pertaining to other matters than the clause-by-clause basis should get at first sight unanimous consent around the table, and we are in consultation with the Clerk on that but I am ready to hear the views of honourable members on the admissibility of such a motion.

Honourable James McGrath.

Mr. McGrath: Yes, Mr. Chairman, precisely on the point of order which Mr. Mackasey has raised.

I say to you with respect that we are not technically on clause-by-clause, we are considering the report of the Steering Committee with regard to time allocation and how we dispense and dispose of the limited time we have left open to us.

[Traduction]

Permettez-moi de vous citer un extrait du mandat de notre Comité tiré du décret du gouvernement adopté le 2 octobre 1980 à la Chambre:

... et faire des recommandations dans son rapport quant à l'opportunité, pour les deux Chambres du Parlement, de présenter à Sa Majesté cette Adresse, modifiée, le cas échéant, par le Comité; en outre, et recommander dans le rapport si cette Adresse, modifiée, le cas échéant, devrait être présentée.

Monsieur le président, comme vous le savez, nous sommes certes favorables à certaines parties de la résolution, quant aux intentions, mais nous nous opposons fermement au processus adopté et nous estimons qu'il pourrait porter gravement atteinte au système fédéral canadien.

Ce fait est d'ailleurs souligné par le rapport du Comité de tous les partis qui étudie la constitution à Westminster et pour que les membres du Parlement puissent juger si cet aspect du mandat a été pleinement rempli, et de façon satisfaisante, nous estimons important que le Comité puisse aussi étudier le rapport auquel je viens de faire allusion.

Par conséquent, je propose, appuyé par le député de Saint-Jean-Est, M. McGrath, que le rapport du comité spécial des Affaires étrangères de la Chambre des communes du Royaume-Uni concernant certaines questions constitutionnelles découlant de la résolution conjointe dont notre Comité est saisi, et qui est actuellement en possession du gouvernement canadien, soit déposé devant notre Comité.

Monsieur le président, la Chambre des communes est actuellement en train d'étudier un projet de loi sur la liberté d'accès à l'information. Le gouvernement s'est engagé à favoriser l'accès à l'information, il a un exemplaire de ce rapport, ce rapport est essentiel pour les travaux de notre Comité et, pour cette raison, j'estime très important que tous les membres du Comité puissent l'étudier de façon à ce que nous puissions recommander à notre Chambre des communes et à notre Sénat de continuer, ou non, le long du chemin souhaité par le premier ministre.

Merci.

M. Mackasey: Monsieur le président, permettez-moi de poser une question: Cette motion est-elle recevable?

Le coprésident (M. Joyal): Je consultais notre greffier parce qu'il se trouve que nous sommes maintenant à l'étude article par article et pour débattre d'une question n'ayant pas trait à l'étude article par article, il faut d'abord qu'il y ait consentement unanime. Je suis donc en train de consulter le greffier mais je suis prêt à entendre les opinions des membres du comité concernant la recevabilité d'une telle motion.

L'honorable James McGrath.

M. McGrath: Oui, monsieur le président, permettez-moi d'intervenir à propos du rappel au règlement de M. Mackasey.

Du point de vue technique, nous n'en sommes pas à l'étude article par article, nous étudions le rapport du comité directeur concernant le calendrier des séances et l'utilisation du temps qu'il nous reste.

[Text]

You have not called the clauses and I submit to you that this amendment is moved in connection with the report of the steering committee on agenda and procedure.

In that respect, Mr. Chairman, I would submit to you and to the learned officers of the table that the amendment is in order.

Mr. Fraser: You have got to admit that is pretty good, Jack.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Well, I would then understand the proposed motion should be an amendment to the report?

Mr. McGrath: If technically that would satisfy the Chair.

Mr. Epp: That is acceptable.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): You raised yourself the technical issue, saying that the report has not yet been adopted and maybe we will get some light from the Minister of Justice that will prevent us from getting involved in a procedural issue.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, on the point you raised, I would then move that the seventh report of the Subcommittee on Agenda and Procedure be amended by adding thereto the following:

That the report of the Select Committee on Foreign Relations and the House of Commons of the United Kingdom respecting certain constitutional questions arising out of the joint resolution now before this Committee and now in the possession of the Canadian government be tabled in this Committee.

Mr. Chrétien: Mr. Chairman, I have to give an explanation that might clarify.

I cannot table something I do not have, so perhaps it will be useful for the Committee to know what the situation is, and I am willing to tell you the situation.

We do not have this report in Ottawa . . .

Mr. McGrath: On a point of order, Mr. Chairman.

Mr. Chrétien: If you do not want to have the truth, I will not tell it.

Mr. McGrath: Senator Austin has intervened, we are in a procedural discussion, I have moved an amendment to the seventh report. I do not think it is proper or indeed in order for the Minister to intervene at this time. He is not a member of the Committee, he is a witness.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Honourable Senator Austin.

Senator Austin: Mr. Chairman, on the point of order, I think the motion is clearly out of order because the matter was never considered at the Steering Committee and because it was not considered at the steering committee there is no possibility of it being included in a report of the steering committee.

Thank you, Mr. Chairman.

[Translation]

Vous n'avez encore mis aucun article en délibération et permettez-moi de vous faire remarquer que cet amendement est présenté dans le cadre de l'étude du rapport du sous-comité du programme et de la procédure.

Par conséquent, monsieur le président, permettez-moi de vous dire, ainsi qu'à vos érudits collaborateurs, que l'amendement est recevable.

M. Fraser: Admettez que ce n'est pas mal du tout, Jack.

Le coprésident (M. Joyal): Je dois donc comprendre que l'on a présente là un amendement au rapport?

M. McGrath: Si, du point de vue technique, cela vous donne satisfaction.

M. Epp: L'amendement est recevable.

Le coprésident (M. Joyal): C'est vous qui avez soulevé l'aspect technique de la question, vous avez dit que le rapport n'avait pas été encore adopté et peut-être le ministre de la justice pourrait-il nous éclairer de ses lumières, ce qui nous évitera de nous engager dans un débat quant à la procédure.

M. McGrath: Monsieur le président, puisqu'il en est ainsi, je propose que le septième rapport du sous-comité du programme et de la procédure soit modifié en ajoutant ce qui suit:

que le rapport du comité spécial des Affaires étrangères de la Chambre des Communes du Royaume-Uni concernant certaines questions constitutionnelles découlant de la résolution conjointe dont notre comité est actuellement saisi et que le gouvernement du Canada a actuellement en sa possession soit déposé devant notre comité.

M. Chrétien: Monsieur le président, il me faut donner une explication qui permettra d'éclaircir la situation.

Je ne puis déposer un document dont je ne dispose pas, et il sera certainement utile aux membres du comité de savoir quelle est la situation, et je suis prêt à vous dire ce qu'il en est.

Nous n'avons pas ce rapport à Ottawa . . .

M. McGrath: Monsieur le président, permettez-moi d'invoquer le règlement.

M. Chrétien: Si vous ne voulez pas que je vous dise la vérité, je ne vous la dirai pas.

M. McGrath: Le sénateur Austin a fait une intervention, nous étudions une question de procédure, j'ai présenté un amendement au septième rapport. Je ne pense pas qu'il convienne au ministre d'intervenir à ce moment-ci, ou même que son intervention soit conforme au règlement. Il n'est pas membre du comité, il est ici à titre de témoin.

Le coprésident (M. Joyal): Sénateur Austin.

Le sénateur Austin: Monsieur le président, à propos de ce rappel au règlement, je pense que la motion est totalement irrecevable parce que le comité directeur n'a jamais étudié ces questions et, de ce fait, il n'est pas possible d'en parler dans le rapport de ce même comité directeur.

Merci monsieur le président.

[Texte]

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, I would appreciate a ruling on my very simple question: is or is not the motion in order? If it is in order, then we will debate the motion; if it is out of order we can save a lot of time and surely the law clerks should be able to advise us on that point.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, on the point raised by Senator Austin may I just say that the report of the Steering Committee is not only debatable but is amendable.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): As I already pointed out to the honourable member, I have said at this point that if he wants to move a certain motion he has to move it as an amendment or an addition to a report, and in so far as we are still in the process of considering the report of the Subcommittee on Agenda and Procedure, an honourable member can put forward an amendment and that amendment will be discussed around the table and that is the very advice that the Clerk has just forwarded to me.

Mr. Bockstael: Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Bockstael.

Mr. Bockstael: On a point of clarification. I believe I heard you say that the seventh report had unanimous agreement, and then the honourable Mr. Epp came up; I have another point. I thought this was disposed of, you did not call for a vote but you said it has been unanimously consented to which to me was tantamount to it being adopted, period. Then the honourable Mr. Epp came up and said: I have another point, it is a different matter, it is not the report. It is another matter.

So I do not know how we can go back and dovetail it or piggyback it to the report.

Mr. Epp: Mr. Chairman, I do not think I used the words "the report".

Mr. McGrath: We are dealing with my amendment.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Up to now I think I have to answer the honourable Mr. Bockstael's point because I think it is in relation to the admissibility of the motion as moved by honourable James McGrath.

It is true that I was in the process of getting consent around the table and that is why I have addressed myself to Mr. Nystrom and get the concurrency of Mr. Nystrom, and when I was to revert to the representatives of the Conservative party Mr. Jake Epp said: I have another point on that aspect; and that is why I received that other point.

The first one was clear and settled to the satisfaction of all members around the table, but before he, on behalf of the Conservative Party, expressed his consent to the report he raised another point, and that is where the second point came out.

We are still on the amendment as proposed by Mr. McGrath.

[Traduction]

M. Mackasey: Monsieur le président, j'aimerais que vous preniez une décision à propos de la question toute simple que j'ai posée: cette motion est-elle ou n'est-elle pas recevable? Si elle est recevable, nous allons en débattre; si elle n'est pas recevable, peut-être pourrions-nous économiser beaucoup de temps et je pense que les greffiers pourraient certainement nous conseiller à ce propos.

M. McGrath: Monsieur le président, à propos de la question soulevée par le sénateur Austin, permettez-moi de faire remarquer que non seulement le rapport du comité directeur peut être débattu mais qu'en plus il peut être modifié.

Le coprésident (M. Joyal): Comme je l'ai déjà indiqué au membre, s'il veut présenter une motion, il faut que cela soit sous la forme d'un amendement ou d'une adjonction au rapport et comme nous en sommes encore à l'étude du rapport du sous-comité du programme et de la procédure, tout membre peut présenter un amendement, et l'amendement sera étudié; c'est ce que vient de me signaler le greffier.

M. Bockstael: Monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Bockstael.

M. Bockstael: J'aimerais obtenir un petit éclaircissement. J'ai cru vous entendre dire que le septième rapport avait été adopté à l'unanimité puis M. Epp est venu soulever une nouvelle question. Je pensais que nous en avions terminé, vous n'avez pas procédé à un vote mais vous avez déclaré que le rapport avait fait l'objet du consentement unanime et, pour moi, c'est comme s'il avait été adopté, un point c'est tout. M. Epp est ensuite venu soulever une autre question, une question n'ayant pas trait au rapport. Il s'agit de quelque chose d'autre.

Je me demande donc bien comment il serait possible de s'arranger pour inclure cela dans le rapport.

M. Epp: Monsieur le président, je ne pense pas avoir parlé «du rapport».

M. McGrath: Nous sommes en train d'étudier mon amendement.

Le coprésident (M. Joyal): Je pense devoir répondre à M. Bockstael parce que sa remarque concerne la recevabilité de la motion présentée par M. McGrath.

Certes, j'étais en train de vérifier s'il y avait consentement et c'est pourquoi je me suis adressé à M. Nystrom, qui a donné son appui, mais quand je me suis tourné à nouveau vers les représentants du parti Conservateur, M. Epp a déclaré qu'il avait une autre question à soulever à ce propos et c'est pourquoi je lui ai donné la parole.

Au début tout était clair, tout était réglé, tous les membres étaient satisfaits mais, avant de donner son consentement au nom du parti Conservateur, il a soulevé une autre question, et c'est ainsi que nous en sommes arrivés à la situation présente.

Nous sommes toujours en train d'étudier l'amendement proposé par M. McGrath.

[Text]

Mr. Beatty: Are you accepting interventions on the amendment, Mr. Chairman?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes, honourable Perrin Beatty.

Mr. Beatty: Mr. Chairman, the Minister, although I do not think it was in order for him to intervene at that point, indicated there would be difficulty in complying with the request of the Committee if they were to concur in the amendment proposed by my colleague Mr. McGrath.

In the Canadian Press dispatch which was made available to some members of Parliament earlier today, Mr. Kershaw, in an interview with the *Edmonton Journal*, indicated that copies of the report had been made available to the Canadian government, I believe over the course of the last few days.

Senator Austin: Mr. Chairman, on a point of order and with apologies to Mr. Beatty, I wonder whether Mr. Epp would be agreeable to the Minister making the statement he was prepared to make a few minutes ago for the sake of clarifying the question that has been raised by Mr. McGrath.

Thank you very much.

Mr. Epp: Mr. Chairman, on that request, that is acceptable to us with the caveat, of course, that we will continue to debate depending on the Minister's answer.

Mr. Beatty: Do I understand, Mr. Chairman, that if the Minister is to speak now, that it does not prevent me from concluding my remarks which were interrupted by Senator Austin?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Not at all.

Mr. Beatty: Thank you.

Mr. Chrétien: The situation is this: I am told that the Select Committee has delivered a copy of the report to the Canadian High Commissioner in London and she has received the report, and she has given a commitment to the members of the Committee and to the British Parliament that it will be under an embargo until 7 o'clock tomorrow morning.

So we do not have a copy, we do not have a physical copy, and if I had one I would be obliged to refuse to table it because our very respected ambassador, the High Commissioner in England, has given her word and the last thing I would want to do is to create an embarrassment for the ambassador who was named as ambassador to England not too long ago, and I do not want her, in committing such a mistake, that she would be forced to resign.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Honourable Perrin Beatty.

Mr. Beatty: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Chairman, I do not think anyone takes the Minister's intervention very seriously.

Let me indicate to the Committee that not just a copy was made available to the Canadian High Commissioner as stated by the Minister, in fact the Canadian Press report reads as follows:

[Translation]

M. Beatty: Monsieur le président, est-ce possible d'intervenir à propos de l'amendement?

Le coprésident (M. Joyal): Oui, monsieur Perrin Beatty.

M. Beatty: Monsieur le président, bien que je ne pense pas qu'il lui appartenait d'intervenir, le ministre a indiqué qu'il serait difficile d'accéder à la demande du Comité si nous adoptions l'amendement qu'a proposé mon collègue M. McGrath.

Selon un article de la Presse canadienne qui a été remis à certains députés aujourd'hui, M. Kershaw, dans le cadre d'une entrevue qu'il a accordée au *Edmonton Journal*, a indiqué que le gouvernement canadien avait reçu des exemplaires de ce rapport, ces derniers jours je crois.

Le sénateur Austin: Monsieur le président, permettez-moi d'invoquer le règlement, avec mes excuses à M. Beatty. J'aimerais savoir si M. Epp accepterait que le ministre fasse la déclaration qu'il allait faire il y a quelques instants, afin de nous donner quelques précisions sur la question soulevée par M. McGrath.

Merci beaucoup.

M. Epp: Monsieur le président, à propos de cette demande, nous pouvons accepter étant entendu, bien sûr, que nous poursuivrons le débat, selon la réponse qu'aura donné le ministre.

M. Beatty: Monsieur le président, j'espère que le fait que le ministre intervienne maintenant ne m'empêchera pas de conclure les remarques que je faisais et au cours desquelles le sénateur Austin m'a interrompu?

Le coprésident (M. Joyal): Pas du tout.

M. Beatty: Merci.

M. Chrétien: La situation est la suivante. J'ai appris que le comité spécial avait remis un exemplaire du rapport au Haut Commissaire canadien à Londres. Le Haut Commissaire a reçu le rapport et elle s'est engagée auprès des membres du Parlement britannique à ce que ce rapport soit sous embargo jusqu'à 7 heures demain matin.

Par conséquent, nous n'en avons pas d'exemplaire, et, quand bien même j'en aurais un, je serais contraint de refuser de le déposer parce que notre très respectée ambassadrice, le Haut-Commissaire en Grande-Bretagne, a donné sa parole et loin de moi l'idée de vouloir créer de l'embarras à notre ambassadrice en Angleterre, qui a récemment été nommée à ce poste, et, en commettant une telle erreur, je ne voudrais pas qu'elle soit contrainte à donner sa démission.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Perrin Beatty, vous avez la parole.

M. Beatty: Merci monsieur le président.

Monsieur le président, je ne pense pas que qui que ce soit prenne l'intervention du ministre très au sérieux.

Ce n'est pas un seul exemplaire qui a été remis au haut commissaire canadien, comme l'a déclaré le ministre, parce qu'en fait, l'article de la Presse canadienne déclare:

[Texte]

Kershaw said the Committee gave 26 copies of the report to the Canadian High Commission in London on Wednesday.

The Minister is quite correct in saying that the report will not be tabled in the House of Commons in Britain until tomorrow, but that will be done tomorrow.

There is time now, the report is in the possession of the Government of Canada, the embargo relates to the position of the Government of Canada, whether or not it leaves the hands of the Government of Canada. We are not asking that the Committee be given a copy of the report, Mr. Chairman, immediately, prior to the tabling of the report in the British House of Commons, but rather that the government which has in its hands today, with the High Commissioner in Westminster, has in its hands 26 copies of that report, should be taking action today to convey copies of those reports to Canada for release . . .

Mr. Chrétien: They are in the bag already.

Mr. Beatty: So they are on their way already. So then we understand, Mr. Chairman, that copies of the report are on their way to Canada and the government's obligation, then, if this amendment is accepted, would be to make the report available to the Committee upon tabling in the British House of Commons.

In other words, we are not asking that any embargo be broken. The Minister has already indicated the reports are on their way to Canada. The sole issue is once they are made available in Britain they should be officially brought to the attention of this Committee.

Mr. Chairman, I want to, in defence of Mr. McGrath's amendment that he has moved, refer us again to our responsibilities here as given to us in our Order of Reference. The House of Commons and Senate have charged us with the responsibility of deciding whether or not the government's constitutional package should go forward in any form, or whether it should go forward in an amended form, amended from the way it is today.

The preliminary reports which we have received indicate that the Kershaw Committee, an all party, Select Committee of the House of Commons, is recommending to the British government that the resolution which is before the Committee today should not be considered constitutionally acceptable by the British government, that they should not be obliged to act on it and that indeed their obligation, if anything, would be to turn down a request made by the government following a report of this Committee to amend Canada's constitution in Westminster in this way.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, a point of order. We do not have the report, we do not know what is in it . . .

Mr. Chrétien: When we have the report we will give it to you.

Mr. Mackasey: Mr. Beatty is stating what he presumes to be in the report.

Mr. Chrétien: Do not worry, you will have it.

[Traduction]

M. Kershaw a déclaré que le Comité avait remis 26 exemplaires du rapport à la Haute commission canadienne à Londres, mercredi.

Le ministre a tout à fait raison de dire que le rapport ne sera pas déposé à la Chambre des communes britannique avant demain, mais c'est bien demain qu'il sera déposé.

Le gouvernement du Canada a ce rapport en sa possession, l'embargo concerne la position du gouvernement du Canada à l'égard de ce rapport. Monsieur le président, nous ne demandons pas que le rapport soit déposé devant notre Comité immédiatement, avant même qu'il le soit devant la Chambre des communes britannique mais, comme le gouvernement l'a en sa possession, vu que le haut commissaire à Westminster en a reçu aujourd'hui 26 exemplaires, nous estimons que des mesures devraient être prises pour expédier les exemplaires de ce rapport vers le Canada afin qu'il soit publié . . .

M. Chrétien: Ils sont déjà dans le sac.

M. Beatty: Ils sont donc en route. Par conséquent, monsieur le président, si l'amendement est accepté, le gouvernement a l'obligation de mettre ce rapport à la disposition de notre Comité dès qu'il aura été déposé devant la Chambre des communes britannique.

Autrement dit, nous ne demandons pas que l'on lève cet embargo. Le ministre vient d'indiquer que les exemplaires de ce rapport étaient en route vers le Canada. Quand le rapport sera déposé en Grande-Bretagne, il devrait être porté officiellement à l'attention de notre Comité.

Monsieur le président, pour défendre l'amendement qu'a présenté M. McGrath, permettez-moi de faire à nouveau allusion aux responsabilités qui nous ont été conférées dans le cadre de notre mandat. La Chambre des communes et le Sénat nous ont chargé de la responsabilité de décider si les mesures constitutionnelles du gouvernement devraient ou non être présentées, dans leur état actuel ou avec modifications, à sa Majesté.

Selon ce que nous avons appris, le comité spécial de la Chambre des communes, le comité Kershaw où tous les partis sont représentés a recommandé au gouvernement britannique de ne pas accepter la résolution dont notre Comité est actuellement saisi, disant que cette résolution ne devrait pas être considérée acceptable sur le plan constitutionnel et que le gouvernement britannique ne devrait pas se sentir obligé de prendre des mesures à son égard. En fait, donc, ce comité recommande au gouvernement britannique de repousser la demande gouvernementale faisant suite à un rapport de notre Comité concernant la constitution canadienne à Westminster.

M. Mackasey: Monsieur le président, j'invoque le règlement. Nous n'avons pas le rapport, nous ne savons pas ce qu'il contient . . .

M. Chrétien: Quand nous aurons le rapport, nous vous le communiquerons.

M. Mackasey: M. Beatty parle de ce qu'il suppose figurer dans le rapport.

M. Chrétien: Ne vous inquiétez pas, vous l'aurez.

[Text]

Mr. Beatty: Mr. Chairman, Mr. Mackasey just made my point for me, he just made the point very directly, that the Committee does not have the report and should be entitled to see it. The Minister just said . . .

Mr. Mackasey: Point of order, Mr. Chairman, that is not what I said.

Mr. Chrétien: I will not have it translated.

Mr. Beatty: Fine. Mr. Chairman, if we could have order, if the interruptions from the other side can be held down for a short time?

Mr. Mackasey: On a point of order, I do not as a rule want to interrupt anyone and do not heckle and interrupt, I however have raised a point of order which is important to me in that Mr. Beatty, unintentionally, misrepresented what I said. I said very clearly that Mr. Beatty is telling the Committee what he considers to be in that report when neither he or anyone else has that report.

I did not say the report should be made available to the Committee, I did not say we should debate it, I am simply saying he is totally out of order in telling us what is in the report which he has never seen.

Mr. Beatty: Mr. Chairman, I am debating Mr. McGrath's amendment which is before the Committee and I am entitled to do that. If Mr. Mackasey is now saying it is his position that the Committee is not entitled to see the report, so be it.

The Minister has just said to the Committee, though, while Mr. Mackasey was interrupting, that he is prepared to make the report available to the Committee as soon as it is available here in Canada, and I would like to ask the Minister if I could, Mr. Chairman, if he could indicate that that is an undertaking made by the government, because we have had problems with undertakings from the government previously, is he making an undertaking on behalf of the government that that report will be tabled in this Committee immediately upon his receipt of the report if the Committee is sitting and it has been released in the British House of Commons?

Is that my understanding of the offer you made?

• 1605

Mr. Chrétien: No, I said that when I have a copy. It is going to be public tomorrow morning at 6 o'clock, our time. It has been delivered to an airport in London, and it will come.

I do not know when it will come and you will have it tomorrow and it will be public tomorrow. I do not have to make a great commitment. I do not have it, and I do not know, if it were to arrive at midnight tonight, do you want me to wake you up? I do not know. As soon as we have it, there is a few hours difference between now and that time; you will have it tomorrow, unless the plane crashes.

Mr. Beatty: Do not get your hopes up, Mr. Minister. It will likely get here.

Mr. Chairman, on the basis then of the Minister's undertaking that the substance of a motion moved by Mr. McGrath is acceptable to him—did the Minister not say . . .

[Translation]

M. Beatty: Monsieur le président, M. Mackasey est en train de présenter des arguments pour moi, il dit que le comité n'a pas le rapport et qu'il devrait pouvoir le consulter. Le ministre vient de déclarer . . .

M. Mackasey: Rappel au règlement, monsieur le président, ce n'est pas ce que j'ai dit.

M. Chrétien: Je ne le ferai pas traduire.

M. Beatty: Très bien. Monsieur le président, pourrions-nous avoir un peu de silence, j'aimerais que les membres de l'autre côté cessent de nous interrompre.

M. Mackasey: J'invoque le règlement. Je ne cherche pas à interrompre systématiquement qui que ce soit. J'ai invoqué le règlement à propos d'une question que j'estime importante en ce sens que, sans l'avoir fait intentionnellement, M. Beatty a relaté mes propos de façon erronée. J'ai dit très clairement que M. Beatty parlait de ce qu'il suppose figurer dans le rapport alors que personne n'a ce rapport, ni lui ni quiconque d'autre.

Je n'ai pas dit que le rapport devrait être remis au Comité, je n'ai pas dit que nous devrions en discuter, j'ai simplement dit qu'il n'avait absolument aucune raison de nous dire ce qui figurait dans un rapport qu'il n'a jamais vu.

M. Beatty: Monsieur le président, j'intervenais à propos de l'amendement de M. McGrath, dont le Comité est actuellement saisi et c'est mon droit. M. Mackasey déclare, qu'à son avis, le Comité n'a pas à voir ce rapport, très bien.

Cependant, avant que M. Mackasey nous interrompe, le ministre disait au Comité qu'il était prêt à nous remettre le rapport dès que celui-ci serait disponible ici et j'aimerais donc demander au ministre s'il prend là un engagement au nom du gouvernement parce qu'il se trouve que nous avons déjà dû faire face à des problèmes en ce qui concerne les engagements pris par le gouvernement. S'engage-t-il donc au nom du gouvernement, à ce que le rapport soit déposé devant notre Comité dès qu'il sera reçu ici, si le Comité siège et si le rapport a déjà été déposé à la Chambre des communes britannique?

Est-ce bien ainsi qu'il fallait comprendre l'offre que vous venez de faire.

M. Chrétien: Non, j'ai dit quand j'en aurais un exemplaire. Ce rapport sera rendu public demain matin, à 6 heures pour nous. Il a été livré à l'aéroport de Londres et il va arriver ici.

Je ne sais pas exactement quand il arrivera mais ce sera demain et il sera rendu public demain. Il ne m'est pas nécessaire de prendre un grand engagement à ce propos. Je n'ai pas encore le rapport et je ne sais pas exactement quand il arrivera, voulez-vous que j'aille vous réveiller si jamais il arrive à minuit ce soir? Je ne sais pas. Ce sera d'ici quelques heures, vous l'aurez demain, à moins que l'avion ne s'écrase.

M. Beatty: N'espérez pas trop monsieur le ministre, il arrivera bien ici.

Monsieur le président, selon l'engagement que le ministre a pris, il accepte la motion que M. McGrath a présentée . . . le ministre n'a-t-il pas dit . . .

[Texte]

Mr. MacKasey: On a point of order, Mr. Chairman. That is not what the Minister said.

He said he would deliver to us copies, that is all he said, and by that time the report will be public in every reputable newspaper, certainly the *Globe and Mail* and the *Gazette* tomorrow morning. That is all the Minister said, that he has no objection to making the report available to all Canadians, including members of the Committee.

Mr. Beatty: After Mr. Mackasey's third intervention, I would invite him to take a look at Mr. McGrath's amendment because that is exactly what he asks for. On those grounds, Mr. Chairman, I would ask that the motion be now put.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Honourable James McGrath on the motion.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, there are a couple of points that have been raised. The Minister claims that he does not have possession of the report. We realize that.

The motion asks for the report to be tabled in the Committee. It does not set a time.

I want, Mr. Chairman, to lay on the record some of the reasons why I feel it is necessary and germane to the proceedings of the Committee that we have the report tabled, not immediately, not within the hour, but within it becoming available to the Government of Canada in Ottawa. It is now in the possession of the Canadian High Commission in London. That means it is in the possession of the Government of Canada and the Government of Canada has a copy and when the embargo has been lifted, then the motion merely requires that the report be tabled with the Committee.

The reasons, Mr. Chairman, are Canadian Press today carries a story whereby the chairman of the Select Committee, Mr. Kershaw, in addition to indicating that 26 copies of the report had been tabled with the Canadian High Commission in London on Wednesday, went on to say this, that I quote from the Canadian Press report.

He said:

The Committee's main recommendation is that Britain must draw to the Canadian government's attention the Committee's finding and its supporting arguments about British constitutional obligations.

and I continue to quote:

Kershaw said one of the main reasons for the Committee's position is that the Statute of Westminster binds Britain as guardian both of federal and provincial interests, a point made by Alberta and other provincial governments. The Committee concluded that Trudeau does not need . . .

Anyway, Mr. Chairman, it is not legible. I am reading from a photostat of the Canadian Press report. I am prepared to file it

[Traduction]

M. Mackasey: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Ce n'est pas ce que le ministre a dit.

Tout ce qu'il a dit c'est qu'il nous en remettrait des exemplaires et, d'ici là, le rapport aura fait l'objet d'articles dans tous les grands journaux, certainement le *Globe and Mail* et la *Gazette* de demain matin. C'est tout ce que le ministre a dit. Il a dit qu'il n'avait pas d'objection à ce que le rapport soit mis à la disposition de tous les Canadiens, y compris les membres du Comité.

M. Beatty: Après cette troisième intervention de M. Mackasey, permettez-moi de l'inviter à jeter un coup d'œil à l'amendement de M. McGrath parce que c'est exactement ce qu'il demande. Pour cette raison, monsieur le président, j'aimerais vous demander de mettre la motion aux voix.

Le coprésident (M. Joyal): M. James McGrath souhaite intervenir au sujet de la motion.

M. McGrath: Monsieur le président, on a soulevé plusieurs questions. Le ministre prétend ne pas être en possession du rapport. Nous le savons.

La motion demande à ce que le rapport soit déposé devant le Comité. Nous ne disons pas à quel moment cela devra être fait.

Monsieur le président, aux fins du compte rendu, permettez-moi d'indiquer certaines des raisons pour lesquelles j'estime nécessaire et tout à fait approprié, dans le cadre de nos délibérations, que ce rapport soit déposé devant le Comité, non pas immédiatement, non pas dans l'heure qui suit, mais dès que le gouvernement du Canada, ici à Ottawa, l'aura reçu. À l'heure actuelle, ce rapport est en la possession de la Haute Commission canadienne à Londres. Cela veut dire qu'il est en la possession du gouvernement du Canada, le gouvernement du Canada en a un exemplaire et la motion demande simplement à ce que le rapport soit déposé devant le Comité une fois que l'embargo aura été levé.

Monsieur le président, parmi les raisons auxquelles je faisais précédemment allusion il se trouve que, aujourd'hui, la Presse canadienne a publié un article selon lequel M. Kershaw, le président du Comité spécial, déclare, après avoir indiqué que 26 exemplaires du rapport avaient été remis à la Haute Commission canadienne à Londres mercredi.

Je cite:

Selon la principale recommandation du Comité, la Grande-Bretagne devra attirer l'attention du gouvernement canadien sur les constatations du Comité et sur les arguments qu'il invoque à l'appui des obligations constitutionnelles de la Grande-Bretagne.

Et je continue:

M. Kershaw a déclaré que l'une des principales raisons de la position du Comité était que le Statut de Westminster fait de la Grande-Bretagne le gardien tant des intérêts fédéraux que des intérêts provinciaux, arguments qu'a fait valoir l'Alberta, et d'autres gouvernements provinciaux. Le Comité conclut que M. Trudeau n'a pas besoin . . .

De toute façon, monsieur le président, ce n'est pas lisible. Je n'ai ici qu'une photocopie de cet article de la Presse cana-

[Text]

with the Committee, but the main points of the report I read into the record.

Mr. Mackasey: Read it.

Mr. McGrath:

The Committee concluded that Trudeau does not need unanimous support from the provinces but must have backing from the great majority of them.

and that is not legible; that is why I did not read it.

Mr. Chairman, that argument which apparently forms the pith and substance of the recommendations of the Select Committee on Foreign Relations of the House of Commons of Westminster, in which they recommend that the Parliament of Canada not go ahead, that they refuse to proceed with the joint address, they cite the Statute of Westminster which is four square with the arguments presented to this Committee by a number of expert witnesses, including one witness who did not appear, the former Assistant Deputy Minister of Justice for Canada and now Emeritus Professor of Law at the University of Ottawa, Mr. Elmer A. Dreidger.

Mr. Dreidger makes exactly that point with respect to the provisions of the Statute of Westminster being binding on the British Parliament; and I submit to you, Mr. Chairman, that if you take a look at our Order of Reference, and it is important that this be restated, our Order of Reference states in part and I quote:

And to recommend in their report whether or not such an address with such amendments as the Committee considers necessary should be presented by both Houses of Parliament to her Majesty the Queen.

That is the crucial part of the Order of Reference of this Committee. The recommendations of the British Select Committee now on the public record as a consequence of an interview with the Chairman of the Committee speaks to this very question of legality. The Committee is claiming that under Section 7(1) of the Statute of Westminster, the Parliament of Great Britain does not have the authority to accept the proposals contained in the joint resolution before this Committee.

Therefore, Mr. Chairman, it follows that if that is the position of the Parliament of Westminster, then that imposes an obligation on this Committee that it recommend to the House of Commons and the Senate of Canada that we not proceed with the joint resolution, the joint address to her Majesty the Queen, regardless of any deliberations that have transpired here over the last few days and will transpire over the next few days. But I submit to you that immediately the report is in the possession of the Government of Canada in Ottawa and the embargo has been lifted by the British Parliament, then, Mr. Chairman, that report should be tabled with this Committee so that we can determine whether or not we should recommend, in accordance with the terms of the Order of Reference, whether or not the joint address should be transmitted to her Majesty the Queen.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. McGrath.

[Translation]

dienn. Je suis prêt à le déposer, mais je vous en ai lu les éléments essentiels.

M. Mackasey: Lisez-le.

M. McGrath:

Le Comité conclut que M. Trudeau n'a pas besoin de l'appui unanime des provinces mais qu'il doit être soutenu par la grande majorité d'entre-elles.

et ce n'est pas lisible; c'est pourquoi je ne l'ai pas lu.

Monsieur le président, c'est cet argument qui semble soutenir les recommandations du Comité spécial des Affaires étrangères de la Chambre des communes de Westminster. Il recommande que le Parlement du Canada ne présente pas cette adresse conjointe qu'il rejette, ci haut le statut de Westminster et souscrivant totalement aux arguments d'un certain nombre de spécialistes qui ont comparu devant notre comité, y compris un témoin n'ayant pas comparu, l'ancien sous-ministre adjoint de la Justice du Canada, maintenant professeur honoraire de droit à l'Université d'Ottawa, M. Elmer A. Dreidger.

M. Dreidger décalre justement que les dispositions du statut de Westminster sont contraignantes pour le Parlement britannique et, monsieur le président, permettez-moi de vous rappeler cet important extrait de notre mandat. Je cite:

Et faire des recommandations dans son rapport quant à l'opportunité, pour les deux Chambres du Parlement, de présenter à Sa Majesté cette adresse, modifiée, le cas échéant, par le comité.

Il s'agit là de la partie essentielle du mandat de notre comité. Les recommandations du Comité spécial du Parlement britannique, qui sont maintenant du domaine public du fait de l'interview qu'a donné le président de ce comité traitent justement de cette question de la légalité. Le Comité déclare que, au terme de l'article 7(1) du Statut de Westminster, le Parlement de la Grande-Bretagne n'a pas autorité pour accepter les propositions figurant dans la résolution conjointe dont notre comité est saisi.

Par conséquent, monsieur le président, si telle est la position du Parlement de Westminster, notre comité se trouve dans l'obligation de recommander à la Chambre des communes et au Sénat du Canada de ne pas présenter cette adresse à Sa Majesté la Reine, indépendamment des délibérations de ces derniers jours et des délibérations des jours à venir. J'estime cependant que dès que ce rapport sera en possession du gouvernement du Canada à Ottawa et dès que le Parlement britannique aura levé embargo, il devrait être déposé devant notre comité pour que nous puissions déterminer si oui ou non, conformément à notre mandat, nous devrions recommander que cette adresse conjointe soit présentée à Sa Majesté la Reine.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup monsieur McGrath.

[Texte]

I understand that honourable members are ready for the question.

An hon. Member: A recorded vote.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): A recorded vote. I would invite the Clerk of the Senate then to call the vote in the usual way.

Amendment negatived; yeas, 9; Nays, 14.

Mr. Epp: Mr. Chairman, if I could just speak, in view of that, I am sure you will now call the vote on the report. Notwithstanding the comments I made earlier, I believe that there has been a serious breach in terms of the government's own plan and access of information, and, that being the case, we will not support the report of the Subcommittee.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, if I may supplement what my colleague has said. In the normal course of events, the Report of the Subcommittee on Procedure and Organization would have gone through, under protest. We made it very clear in the steering committee that we objected to having to sit on Saturday; we objected to these hours. There is nothing changed in the report except that part of the report that was presented to us this morning has been amended to include only up until Monday.

On these grounds alone, we are justified in voting against the report; but further, Mr. Chairman, on the grounds that our amendment, which was a very serious amendment, which would have given this Committee an opportunity to have before it, in due course, within the next few days, the report of the British Select Committee on Foreign Relations, then I think we are perfectly justified in voting against the report.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: I intend to support the steering committee report, despite what happened to the amendment. I, of course, regret that the members across the way did not vote like I did in the amendment, as I believe in freedom of information; but I do want to say, Mr. Chairman, that I take the Minister's word. He has promised this Committee he will be making it available as soon as possible. So I do not think that should be any of our consideration whatsoever as to whether or not to vote yes or no on the steering committee report. He has given us his word. He tells us the bag of reports are in the airplane and he says he is going to pray the airplane does not crash, and he will deliver them. I just urge our fellow Committee members to approve the report and not throw the kershaw report in as a red herring on whether or not to vote yes or no to the Steering Committee report.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Nystrom. I see that honourable members are ready for the question.

An hon. Member: A recorded vote.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): All those in favour of the seventh report of the Subcommittee on agenda and procedure, please answer the call of the Clerk of the Senate and of the House of Commons.

Report agreed to: yeas, 15; nays, 8.

[Traduction]

Je crois comprendre que les membres sont prêts pour passer au vote.

Une voix: Que l'on procède à un vote par appel nominal.

Le coprésident (M. Joyal): Un vote par appel nominal. J'inviterai donc le greffier du Sénat à procéder de la façon habituelle.

L'amendement est rejeté: oui, 9; non, 14.

M. Epp: Monsieur le président, je suis certain que vous allez maintenant mettre le rapport aux voix. Indépendamment des remarques que j'ai faites précédemment, j'estime que le gouvernement est ainsi allé à l'encontre de ses propres intentions en matière de liberté d'accès à l'information et, par conséquent, nous n'appuierons pas le rapport du sous-comité.

M. McGrath: Monsieur le président, permettez-moi de faire quelques remarques qui viendront compléter celles de mon collègue. Normalement, le rapport du sous-comité du programme et de la procédure aurait été adopté, avec quelques protestations. Nous avons dit très clairement au comité directeur que nous n'étions pas d'accord pour que l'on siége samedi; nous avons fait objection. Rien n'a été changé dans le rapport, à l'exception de ce qui nous a été présenté ce matin et qui a été modifié pour couvrir la période jusqu'à lundi.

Pour ces seules raisons, nous avons des raisons de voter contre le rapport; en outre, monsieur le président, j'estime que nous avons parfaitement raison de voter contre le rapport vu que notre amendement, qui a été rejeté, amendement très important, aurait donné au comité la possibilité de recevoir, au moment opportun, au cours des prochains jours, le rapport du comité spécial des Relations étrangères de la Chambre des communes britannique.

Le coprésident (M. Joyal): M. Nystrom.

M. Nystrom: J'ai l'intention d'appuyer le rapport du comité directeur, malgré ce qui est arrivé à l'amendement. Je regrette évidemment que les membres de l'autre côté n'ait pas voté comme moi parce que je crois à la liberté de l'information. J'ajoute cependant que j'accepte la parole du ministre. Il a promis ce rapport au Comité le plus tôt possible. Je ne pense donc pas que nous devrions en tenir compte en votant sur l'adoption du rapport du comité directeur. Il nous a donné sa parole. Il nous a dit que les exemplaires du rapport étaient déjà dans l'avion et qu'il allait prier pour que l'avion ne s'écrase pas afin qu'il puisse nous les remettre. Je demande aux membres du Comité d'approuver ce rapport et de ne pas se lancer sur une fausse piste en discutant du rapport Kershaw parce que cela n'a rien à voir avec le rapport du comité directeur.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Nystrom.

Je vois que les membres du Comité sont prêts à passer au vote.

Une voix: Un vote enregistré.

Le coprésident (M. Joyal): Tous ceux qui sont en faveur du septième rapport du sous-comité du programme et de la procédure, veuillez répondre à l'appel du greffier du Sénat et de la Chambre des communes.

Le rapport est adopté par 15 voix contre 8.

[Text]

On Clause 16—Official languages of Canada.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would then invite honourable members to come back on Clause 16 of the proposed motion and invite them to take the amendment in relation to Clause 16. It is the amendment identified as number G-22, Clause 16, page 6. It is an amendment moved by the government party, and I would like to invite monsieur Corbin to present the amendment in the usual way.

M. Corbin: Je vous remercie, monsieur le président.

Je propose donc

Que l'article 16 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par

a) substitution, à la ligne 11 de la version française, page 6, de ce qui suit:

«langues officielles du Canada; ils ont un»

b) substitution, aux lignes 15 à 19, page 6, de ce qui suit:

«(2) Le français et l'anglais sont les langues officielles du Nouveau-Brunswick; ils ont un statut et des droits et privilèges égaux quant à leur usage dans les institutions de la Législature et du gouvernement du Nouveau-Brunswick.

(3) La présente charte ne limite pas le pouvoir du Parlement et des législatures de favoriser la progression vers l'égalité de statut ou d'usage du français et de l'anglais.

In English, Mr. Chairman, I would like to move that Clause 16 of the proposed constitution act, 1980 be amended by (a) striking out line 11 on page 6 of the French version and substituting the following:

langues officielles du Canada, ils ont un

(b) by striking out lines 15 to 18 on page 6 and substituting the following:

(2) English and French are the official languages of New Brunswick and have equality of status and equal rights and privileges as to their use in all institutions of the legislature and Government of New Brunswick.

(3) Nothing in this charter limits the authority of Parliament or a legislature to advance the equality of status or use of English and French.

Monsieur le président, je vous remercie et je voudrais ajouter qu'il me fait extrêmement plaisir de pouvoir proposer ces amendements qui font du français et de l'anglais langues officielles dans la province du Nouveau-Brunswick.

Je vous remercie.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Honourable David Crombie.

Mr. Crombie: Thank you, Mr. Chairman.

Perhaps some guidance from the Chair, if I could, initially, with respect to a question of order.

I have, Mr. Chairman, an amendment which I will be proposing on behalf of the Conservative party which is a new Clause 21 with respect to allowing provinces to opt in with respect to language rights. In our view that is made necessary

[Translation]

Article 16—Langues officielles du Canada.

Le coprésident (M. Joyal): J'invite les membres du Comité à revenir à l'article 16 et à l'amendement qui le touche. Il s'agit de l'amendement numéro G-22, article 16, page 6. Cet amendement est proposé par le gouvernement et je demande maintenant à M. Corbin de nous le présenter.

Mr. Corbin: Thank you, Mr. Chairman.

I move

that Clause 16 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by

(a) striking out line 11 of page 6 of the French version and substituting the following:

«langues officielles du Canada ils ont un»

(b) by striking out lines 15 to 18 on page 6 and substituting the following:

(2) English and French are the official languages of New Brunswick and have equality of status and equal rights and privileges as to their use in all institutions of the legislature and government of New Brunswick.

(3) Nothing in this charter limits the authority of Parliament or a legislature to advance the equality of status or use of English and French.

En français, monsieur le président, je propose que l'article 16 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par a) substitution, à la ligne 11 de la version française, page 6, de ce qui suit:

«langues officielles du Canada; ils ont un»

b) substitution, aux lignes 15 à 19, page 6, de ce qui suit:

«(2) Le français et l'anglais sont les langues officielles du Nouveau-Brunswick; ils ont un statut et des droits et privilèges égaux quant à leur usage dans les institutions de la Législature et du gouvernement du Nouveau-Brunswick.

(3) La présente charte ne limite pas le pouvoir du Parlement et des législatures de favoriser la progression vers l'égalité de statut ou d'usage du français et de l'anglais.»

Mr. Chairman, I thank you and I would like to add that I am very pleased to be able to move these amendments making French and English the official languages of the Province of New Brunswick.

Thank you.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur David Crombie.

M. Crombie: Merci, monsieur le président.

Si c'est possible, j'aimerais que le président m'éclaire au sujet du règlement.

Monsieur le président, j'aimerais présenter un amendement au nom du Parti conservateur. Il s'agit d'un nouvel article 21 laissant le choix aux provinces en matière de droits linguistiques. Cette mesure nous paraît nécessaire en raison de la

[Texte]

by the government's resolution which has the effect of having Clause 50(b) overpower the amending formula in Clause 43.

Now my difficulty with the order is that the amendment which I will be offering, and the comments that I would like to make, deal with Clauses 16, 17, 18, 19 and 20 and indeed, would not ordinarily come until I was able to move a new Clause 21. However, by the time I get to Clause 21, we will have dealt with the language policy.

So logic drives me to ask the Chair if it would be reasonable for me at least to be able to refer to the new Clause 21, which is an opting in opportunity for provinces without it being twice out of order. Is that a reasonable approach?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I think that, generally speaking, honourable members have been very co-operative to open discussions in favour of the possibility of standing some clause to go back on some other clause. At this point we are on Clause 16 and unless you give me more information about what you want, I am in a position to ask for the honourable members to stay on Clause 16, but I am in the hands of the Committee for that.

Honourable Bryce Mackasey.

Mr. Mackasey: I just want to make sure I have a copy of the amendment. I think we have. It has been circulated, thank you.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The Chair has not had it at this point. I am not in a position to . . .

Mr. Crombie: I just received a distribution of it, Mr. Chairman.

Mr. Epp: Mr. Chairman, maybe to help the Committee, if they would take a look at the original package I tabled on Tuesday last, it was then listed as Clause 29. It is listed now as Clause 21 because of the drafting, and I believe that might help.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The Chair does not have any problem in receiving that amendment and I fully consider that when we will be dealing with Clause 21 that you will be invited to move the proposed amendment, Mr. Crombie, and even though it does refer to some previous clauses of the proposed motion, if there is a change to be made because of a new amendment that would have been accepted in those previous clauses, I think you will be allowed to adjust them accordingly and there will not be any problem with that.

Mr. Epp: Could we have further guidance from you Mr. Chairman. Would it be advisable, after we have completed all phases of the Clauses 16 through 20, to stand them in order to facilitate Mr. Crombie's purpose at that time.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes, after we have dealt with all those clauses we could make that proviso if it does help in dealing with Clause 21, and I think at that point I will raise the issue with the honourable members of the Committee, and they will have an opportunity to express their views.

Mr. Epp: Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to draw attention then, to the honourable members, we are back on Clause 16 as proposed.

[Traduction]

résolution gouvernementale subordonnant l'article 43, la formule d'amendement, à l'article 50(b).

Si je me pose des questions au sujet du règlement c'est parce que la modification et les observations que j'aimerais faire, portent sur les articles 16, 17, 18, 19 et 20 et ne devraient donc être faites avant d'avoir proposé un nouvel article 21. Toutefois, lorsque nous arriverons à l'article 21, nous aurons déjà réglé la question de la politique linguistique.

Par souci de cohérence, j'aimerais donc savoir si je peux mentionner ce nouvel article 21, laissant le choix aux provinces en matière de droits linguistiques sans que cela soit considéré, deux fois, irrecevable. Puis-je procéder ainsi?

Le coprésident (M. Joyal): Je crois qu'en général, les membres se sont montrés très disposés à discuter de la possibilité de réserver l'étude de tel ou tel article pour revenir à un article antérieur. Nous sommes présentement rendus à l'article 16, et à moins que vous ne désiriez nous renseigner davantage, je suis en mesure de demander aux membres de réserver l'examen de l'article 16. Je m'en remets toutefois à la décision des membres.

Monsieur Bryce Mackasey.

M. Mackasey: Je veux seulement m'assurer d'avoir un exemplaire de l'amendement. Je crois que nous l'avons, oui. Il a été distribué, merci.

Le coprésident (M. Joyal): Le président lui ne l'a pas reçu. Je ne suis pas en mesure de . . .

M. Crombie: Je viens tout juste de le recevoir, monsieur le président.

M. Epp: Monsieur le président, jeter un coup d'œil sur l'ensemble que j'ai déposé mardi dernier aidera peut-être les membres du comité. Il s'agissait alors de l'article 29. Il s'agit maintenant de l'article 21 pour des raisons de logique. Cela devrait vous aider.

Le coprésident (M. Joyal): La réception de cette modification ne présente aucun problème à nos yeux. Lorsque nous serons à l'article 21, monsieur Crombie, nous vous inviterons à proposer l'amendement que vous avez mentionné et, bien qu'il se rapporte à des articles antérieurs, si un changement est nécessaire à cause d'amendements ayant été apportés à ces dits articles, il n'y aura pas de problème, nous vous autoriserions à le modifier en conséquence.

M. Epp: Monsieur le président, pourriez-vous nous éclairer. Une fois la question des articles 16 à 20 réglée, sera-t-il possible de réserver ces derniers afin de faciliter la tâche de M. Crombie?

Le coprésident (M. Joyal): Oui, une fois ces articles réglés, nous pourrions les réserver si cela facilite l'examen de l'article 21. Je vous saisisrai alors de cette question, et vous aurez la possibilité d'exprimer votre opinion.

M. Epp: Merci.

Le coprésident (M. Joyal): Cela dit, nous revenons donc à l'article 16.

[Text]

Mr. Epp: Mr. Chairman, one further word. As all members will notice, we are on a new section in the proposed resolution. It would be my request that in order to facilitate the work from Clause 16 to 20, because for all intents and purposes it is the same topic, the same heading, that you recognize, for that matter, a spokesman for all parties to introduce the manner in which they might approach the whole section, and I think that would in fact save time with the Committee, and we are ready to do that.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Epp, for your co-operation.

I would like to invite honourable David Crombie, and before you go on, I would, for the benefit of our viewers and listeners, inform them that Clauses 16 to 20 that we will be dealing with are entitled "Official Languages of Canada", "Les langues officielles du Canada", so that they know generally the subject of our discussion, because it is very technical for those of our listeners who do not have any copies of the documents that we are handling in such a debate.

Mr. Crombie.

Mr. Crombie: Thank you very much, Mr. Chairman, and I appreciate the lenience of the Chair and the opportunity given by members of the Committee to deal with all of the clauses.

I will not deal with the technical aspects of the motion. I will wait until that is properly placed as a new Clause 21. What I would like to do, in relation to that motion, Mr. Chairman, is to offer some general thoughts which I have found important and I think perhaps others have as well, when it comes to the question of language policy.

I think one of the tendencies we have, Mr. Chairman, in this country is to assume that when we deal with language policy of Canadians that somehow we are all alone and isolated and the world does not either have anything to say to us or pay any attention to what we say about language policy.

But I think we start off with a single fact, that in this space earth, in this world, there are approximately 2,500 languages, and there are only about 150 countries to go around to serve them all; any country's attempt to try to deal with more than one language within one geographical space is certainly paid attention to by other countries who have the same problem.

Many countries in the Western World have had to deal over the past 450 years of two, three or four languages.

Newly emerging countries in Asia and Africa have many tribal languages and dialects which have to be dealt with.

So the first point I would like to make is that we are dealing with something which is of world-wide significance, and how we deal with it is very, very important.

Over the years, Mr. Chairman, countries have sought to deal with more than one language in one country in a number of ways—territorially, where they have said in certain parts of the country there will be one kind of language and in another part of the country, another language. The best example of

[Translation]

M. Epp: Monsieur le président, encore un mot. Tous remarqueront sans doute qu'il s'agit d'un nouvel article dans le projet de résolution. Par conséquent, afin de faciliter l'examen des articles 16 à 20, puisqu'on y traite, en tout état de cause du même sujet, pouvez-vous reconnaître un porte-parole pour chaque parti? Ce dernier pourra indiquer comment son groupe perçoit l'ensemble de la question. A mon avis, cette façon de procéder nous épargnerait du temps et nous sommes tout à fait disposés à nous y conformer.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Epp, de la collaboration dont vous faites preuve.

Avant d'accorder la parole à M. David Crombie, à titre de renseignement à l'intention des téléspectateurs et auditeurs, les articles 16 à 20 dont nous allons discuter sont groupés sous la rubrique «les langues officielles du Canada», «Official Languages of Canada». Ils seront donc au courant du sujet de nos délibérations, ce qui s'impose peut-être étant donné la nature très technique de nos interventions pour ceux ne disposant pas des documents que nous avons en main.

Monsieur Crombie.

M. Crombie: Merci beaucoup, monsieur le président. J'apprécie l'indulgence dont on fait preuve à mon endroit ainsi que l'occasion qu'on m'accorde d'intervenir sur l'ensemble de ces articles.

Je ne m'attacherai pas aux aspects techniques de la motion. J'attendrai pour cela que le nouvel article 21 soit présenté. J'aimerais donc, monsieur le président, vous communiquer certaines observations générales me paraissant importantes au sujet de la politique linguistique. Je crois d'ailleurs que d'autres sont du même avis que moi.

Monsieur le président, lorsqu'il est question de la politique linguistique, nous avons parfois tendance dans notre pays à croire que nous sommes seuls et isolés et que le monde, soit n'a rien à nous en dire soit ne s'intéresse pas à la question.

Or, il y a d'abord un fait primordial, c'est que sur ce vaisseau planétaire, sur cette terre, il existe environ 2,500 langues et seulement environ 150 pays pour les accueillir. Par conséquent, chaque fois qu'un pays comptant plus d'une langue à l'intérieur de ses frontières se penche sur cette question, les autres pays connaissant la même situation suivent certainement attentivement ce qui se passe.

Au cours des 450 dernières années, bon nombre de pays occidentaux ont été confrontés à l'utilisation de 2, 3 ou 4 langues.

Les nouveaux pays d'Asie et d'Afrique doivent s'accommoder de nombre de langues tribales et de dialectes.

J'aimerais donc d'abord rappeler qu'il s'agit d'un problème mondial, et que, pas conséquent, la façon dont nous l'abordons est extrêmement importante.

Monsieur le président, au cours des années, certains pays se sont efforcés de tenir compte de la pluralité linguistique de diverses façons. Ainsi, il y a des politiques territoriales, en vertu desquelles on parle une langue dans certaines parties du pays et une autre dans les autres parties. La Belgique constitue

[Texte]

that would be Belgium, where territorial bilingualism is rigidly adhered to.

We also have personal opportunities with respect to more than one language in other countries. That is true in Switzerland as it is in Finland.

We have, as well, Mr. Chairman, institutional bilingualism in relation to certain services from government.

Most countries, Belgium, Switzerland, Finland, to use three examples, also have that kind of bilingualism.

One lesson which comes out of the world experience, Mr. Chairman, is that most countries attempt to solve it in relation to their own conditions. Indeed, that is what Canada has done. Canada, by and large, has organized its language rights and liberties in respect of Canadian traditions.

I do not have the time, Mr. Chairman—and I wish I had in some ways—and my good friend, Jim Fleming, when he puts on his advertising program, very often forgets that we are helped by a historical perspective. That is not in the commercials, as you know.

I think it is important to recognize that throughout the whole history of this country, we can pick language policy as the one trail you could pick through the three and a half centuries. I guess, that either English-speaking or French-speaking people have been here.

You can pick one or two which are very significant, Mr. Chairman: in 1774 there was the Quebec Act. It is important to remember that that act established, or if you like, re-established the rights of the French-speaking Canadians with respect to their religion and systems of laws. That was confirmed in 1791 and drowned in 1840.

In 1867 and subsequent years, we attempted to arrive at policies which would allow the survival of both languages so that both may coexist.

That long history netted out one other, in my view, at any rate, fundamental principle in this country and that is that we rejected two extremes: the extreme which says that all of Canada should be English-speaking; and we rejected the tradition which said that there should be an independent French-speaking state, north of the 49th parallel. I reject those two. There are some Canadians who do not, but I do and I think members of this Committee do as well.

I could go through the record and show. Mr. Chairman, how provinces in this country have done with respect to the use of both English and French. Again, I do not have the time for that.

It is unfortunate that I do not have the time, because looking at the province of Ontario—a province I know very well—people would be surprised to learn of the number of government services which are offered in both languages. Indeed, I shall not speak any further of institutional bilingualism of that nature as noted in Clause 16, nor with educational matters, because that is dealt with in Clause 23.

[Traduction]

le meilleur exemple de cette stricte adhésion au bilinguisme territorial.

D'autres pays comme la Suisse et la Finlande, offrent la possibilité personnelle de parler plus d'une langue.

Il y a aussi, monsieur le président, le bilinguisme institutionnel se rapportant à certains services gouvernementaux.

La plupart des pays, la Belgique, la Suisse, la Finlande, pour prendre trois exemples, ont également adopté cette forme de bilinguisme.

Monsieur le président, s'il est une leçon à tirer de cette expérience mondiale, c'est que la plupart de ces pays s'efforcent de régler leur problème dans le contexte qui leur est propre. C'est d'ailleurs ce qu'a fait le Canada où, en général, les droits et les libertés linguistiques sont organisés conformément aux traditions canadiennes.

Monsieur le président, je regrette de ne pas avoir le temps, mais mon bon ami Jim Fleming oublie souvent l'aide que peut nous apporter la perspective historique lorsqu'il échafaude ses programmes publicitaires. Vous n'ignorez pas que cette perspective est absente de ces messages publicitaires.

Il est important de reconnaître que l'une des pistes qu'on peut suivre tout au long des trois siècles et demi d'histoire de notre pays est celle de la politique linguistique. Cela doit correspondre à la présence soit du peuple anglophone, soit du peuple francophone.

On peut citer un ou deux événements significatifs de cette histoire linguistique, monsieur le président. L'Acte de Québec de 1774. Il est important de nous rappeler que cette loi établit alors, ou, si vous voulez, rétablit les droits des Canadiens-français concernant leur religion et leurs systèmes juridiques. Cet acte fut confirmé en 1791 puis sabordé en 1840.

En 1867 et au cours des années suivantes, nous avons tenté d'ébaucher des politiques permettant la survie des deux langues afin qu'elles puissent coexister.

Cette longue histoire a établi, à mes yeux, en tout cas, un principe fondamental, celui du rejet des deux extrêmes: le Canada totalement anglophone; et l'état francophone indépendant au nord du 49^{ième} parallèle. Je rejette ces deux extrêmes. Certains Canadiens ne les rejettent pas, moi, si, ainsi que les membres de ce Comité, je crois.

Je pourrais faire un récapitulatif historique, monsieur le président, et montrer comment les provinces de notre pays se sont comportées quant à l'usage de l'anglais et du français. Encore une fois, je n'ai pas assez de temps.

C'est malheureux car si l'on considère l'Ontario, par exemple, province que je connais fort bien, les gens seraient étonnés d'apprendre combien de services gouvernementaux y sont offerts dans les deux langues. Je ne parlerai toutefois pas davantage du bilinguisme institutionnel dont il est question à l'article 16, ni d'enseignement puisque c'est l'objet de l'article 23.

[Text]

We have by and large, adopted a Canadian pragmatic, practical way of offering services and educational facilities in both languages differently over a time in provinces.

What I would like to deal with, Mr. Chairman, is something which I consider to be not a major step forward, but can become so.

I want to deal very specifically with the question of what languages we use in the courts, and legislatures.

Mr. Chairman, the situation as it now stands today is that in the province of Manitoba both official languages have the right to be used in the courts and in the legislatures by virtue of Section 23 of the 1870 act.

In the province of Quebec, as a consequence of Section 133 of the British North America Act, both official languages have the right to be used.

In the province of New Brunswick, as a consequence of their own volition, both official languages have the right to be used.

In the province of Ontario, only one official language has the right to be used—English.

Had I been able to have more time, Mr. Chairman, I would go into an extremely long list explaining how the Province of Ontario, my home province, has done more in the past 10 years with respect to bilingual services than at any time in the history of the province.

Indeed, Mr. Chairman, when it comes to the question of the courts and the legislatures the province of Ontario has seen the need.

It should come as no surprise to people, though often it does, that one may speak French in the legislature of Ontario. Indeed, Mr. Chairman, in 1979 Ontario adopted the policy of having a bilingual situation with respect to the criminal courts anywhere in the province.

Also, in 1978 there was the adoption by provincial law of ten designated areas so that there would be bilingual services in French and English for those areas where there was a sufficient concentration of the language and now encompasses some 77 per cent of Franco-Ontarians.

I mentioned that because the problem that I see is that even though both French and English can be used in the courts and the legislature, the only right given is to the English language.

If I can put my problem succinctly, it is this in short: I can find no principle which allows me to accept the proposition that an English speaking Canadian should have the right to speak in the legislature of the Province of Quebec or plead in the courts of the Province of Quebec and a French speaking Ontarian should not have the same right. That is the nub of the problem.

I am one of those therefore, Mr. Chairman, who believes that the Province of Ontario should preach what it practices.

The Province of Ontario does offer that facility. It simply holds back the right. I think that is an in appropriate—indeed, and unjust—way for us to continue. There may well have been historical views which were acceptable to some in the past, but I do not think there is going to be any foundation for them in the future.

[Translation]

En général, au Canada, la prestation de services et l'enseignement dans les deux langues, s'est faite de manière pragmatique, empirique et de façon différente selon les provinces.

Monsieur le président, j'aimerais aborder une question qui, à mes yeux, n'est pas encore primordiale mais peut le devenir.

Plus précisément, j'aimerais aborder la question de la langue utilisée devant les tribunaux et dans les assemblées législatives.

Monsieur le président, à l'heure actuelle, au Manitoba, il est légal d'utiliser les deux langues officielles devant les tribunaux et dans l'Assemblée législative, cela en vertu de l'article 23 de la loi de 1870.

Au Québec, cela est possible en raison de l'article 133 de l'Acte de l'Amérique du nord britannique, d'après lequel on a le droit d'utiliser les deux langues officielles.

Quant au Nouveau-Brunswick, il a lui-même pris la décision de rendre légale l'utilisation des deux langues officielles.

En Ontario, il n'y a qu'une langue officielle ayant statut légal, l'anglais.

Monsieur le président, si j'avais pu disposer de plus de temps, j'aurais lu une liste extrêmement longue de mesures prises par ma province, l'Ontario et indiquant qu'elle a accordé davantage de services bilingues au cours des dix dernières années que jamais auparavant.

Monsieur le président, pour ce qui est de la langue à utiliser devant les tribunaux et dans les assemblées législatives, l'Ontario a vu le besoin.

Il n'est donc pas étonnant qu'on puisse parler français à l'Assemblée législative de l'Ontario, même si les gens en sont souvent étonnés. De fait, monsieur le président, en 1979, l'Ontario a adopté une politique de bilinguisme pour les tribunaux.

En 1978 également, ont été adoptées des lois provinciales créant dix régions désignées où seraient offerts des services bilingues, le nombre justifiant la décision. Ces régions servent maintenant environ 77 p. 100 de franco-ontariens.

Je le mentionne car même si l'on peut utiliser le français et l'anglais devant les tribunaux et à l'Assemblée législative, seul l'anglais a statut légal.

Pour résumer le problème, je dirai ceci. Je ne peux trouver aucun principe me permettant d'accepter qu'un Canadien anglais puisse jouir du droit de s'exprimer dans sa langue à l'Assemblée nationale du Québec ou celui de plaider en anglais devant les tribunaux de cette province sans accorder ce même droit à un franco-ontarien. C'est le cœur du problème.

Monsieur le président, je suis de ceux qui estiment que la province de l'Ontario doit appliquer ce qu'elle prêche.

En Ontario, cette possibilité existe, mais la province refuse de la consacrer. Il n'est plus de mesure de se comporter de la sorte, ni même juste. Il se peut que certaines données historiques aient paru acceptables à certains dans le passé. Demain, elles seront sans fondement.

[Texte]

I wish to conclude—because I know I have strained my five minutes—by looking at some of the reasons, for one moment, why there has been some difficulty in accepting that proposition.

First of all, there has been some suggestion that we ought to impose that right of French speaking Ontarians on the Province of Ontario.

As you know, Mr. Chairman, I am utterly opposed to that process—indeed to any kind of imposition, of any unilateral action, in fact. I think the history of the Province of Quebec and of Ontario—indeed of all the provinces of this country,—is such that at any time rights or lack of rights are imposed, then this country has suffered.

So that, firstly, I think it is important that I do not suggest—and I have never suggested, and I would oppose as I have every item in this constitutional proposal where there is unilateral action by the federal government to impose anything on a province.

Secondly, Mr. Chairman, there are some people who have suggested that, although it is only a small step, it is only symbolic, and it is not very important, that it is only a symbolic act; that symbols are not very important; that if you can already do it in the province of Ontario, why make a big issue out of it only for the sake of a symbol.

Well, Mr. Chairman, symbols are extremely important. I do not need to lecture or offer modest thoughts to members of this Committee to establish that symbols have been important to humankind since they have been around. Millions upon millions and billions of people have been organized on the basis of the symbol of the Cross.

People in this country have organized and gone to war and have died on the symbol of the Maple Leaf. Symbols are extremely important. We can no longer afford in this country a symbol which says that if you are French in Ontario you have a lower collar than English in Quebec. This is unacceptable in terms of any symbol I know of for unity in the future.

Certainly, Mr. Chairman, if there was one principle that the future must use, when it comes to the final step, after 350 years, of two peoples warring in the bosom of a single state—Lord Durham's phrase—the one principle is that of equality. There is no other principle which is acceptable. And I speak to that. Finally—and I hope not drawing too grand a sweep to it, although it is a small step, simply confirming what Ontario already does, and making it a right rather than a sufferance, I think it would have a bit of a breakthrough for us.

If you read the history of this country, as many of us have, we are struck by the imagination and the courage of early Canadians. I think we have suffered considerably in the past number of decades with an acute case of timidity, Mr. Chairman; we have tended not to want to deal with things and have attempted to solve our problems by avoiding them.

It seems to me that, if we intend to take the future, then the only way in which I know how we can do that is to make sure that we, first of all, deal with ourselves and find out who

[Traduction]

Je n'ignore pas avoir dépassé mes cinq minutes et je vais donc conclure en rappelant quelques-unes des raisons pour lesquelles cette proposition semble difficile à accepter.

Premièrement, certains ont parlé d'imposer les droits des franco-ontariens à l'Ontario.

Monsieur le président, vous n'ignorez pas que je m'oppose à toute imposition, à toute mesure unilatérale. L'histoire de la province de Québec et de l'Ontario, en fait, de toutes nos provinces, nous enseigne que notre pays a souffert à chaque fois que des droits ont été imposés ou refusés.

En conséquence, je n'ai jamais proposé, ni ne proposerai, de mesures unilatérales et je m'y opposerai comme je l'ai fait pour toutes les mesures unilatérales figurant dans ce projet de réforme constitutionnelle. Je m'oppose à toute mesure fédérale contraignant les provinces.

Deuxièmement, monsieur le président, d'autres par contre, soutiennent qu'il ne s'agit pas de grand chose, que c'est uniquement symbolique et assez peu important. Pour eux, les symboles ne sont pas extrêmement importants et si ces droits sont déjà officiellement respectés en Ontario, pourquoi en faire une montagne pour des raisons uniquement symboliques.

Monsieur le président, les symboles sont extrêmement importants. Je n'ai pas besoin de faire de sermon ni de rappeler modestement aux membres que les symboles ont toujours eu une grande importance pour les hommes. Des millions et des milliards ont organisé leur vie sur le symbole de la croix.

Des citoyens de notre pays se sont organisés et ont fait la guerre et sont morts pour le symbole de la feuille d'érable. Les symboles sont extrêmement importants. Or, nous ne pouvons conserver un symbole qui fait du francophone en Ontario, l'inférieur de l'anglophone au Québec. Une unité fondée sur ce symbole n'y résisterait pas.

Monsieur le président, s'il y a un principe auquel les générations futures devront se reporter, afin qu'après 350 ans de lutte de deux peuples au sein d'un même État, pour reprendre l'expression de Lord Durham, elles puissent franchir le pas, c'est bien celui de l'égalité. Il n'y en a pas d'autres d'acceptable. J'en suis convaincu. En dernier lieu, et sans en faire trop de cas, bien que cette simple confirmation de mesures déjà prises par l'Ontario soit un petit pas, elle pourra constituer un tournant important. En effet, il s'agira de consacrer un droit plutôt que de continuer à faire preuve de simple tolérance.

Si on lit l'histoire de notre pays, et bon nombre d'entre nous l'ont fait, on est frappé par l'imagination et le courage des premiers Canadiens. Il me semble que ces dernières décennies, nous avons souffert d'un grand excès de timidité, monsieur le président. Nous avons répugné à nous occuper de certaines choses, nous avons eu tendance à résoudre nos problèmes en les évitant.

Si nous voulons faire face à l'avenir, à mon avis, la seule façon de le faire est de nous assurer, premièrement, de nous occuper de nous-mêmes et de comprendre exactement qui nous

[Text]

exactly we are. For my money, Mr. Chairman, who we are—Canadians; we are Canadians and we come from many countries, speaking many languages and from many cultures, and we have organized ourselves as a political entity, as the rump of two empires, the French Empire and the British Empire.

Maybe, finally, if we admit and clearly understand that we may be able to tap the resources of this country.

Let me say, finally, that there are some people—and I have received a lot of advice this morning—who wish that I would let sleeping dogs lie and not raise the matter.

I am not one of those who believes you ought to rush in where angels fear, to tread; I have lived a public life where I understand the importance of the middle ground and compromise. I used to make my living doing that.

But I also know from personal experience that change does not come by itself. Although everyone I have talked to so far has said "David, I agree with you in substance, but . . .". It is the "but" that bother me. It is the "but" that holds the country back.

So, Mr. Chairman, when the motion comes forward, if it is a motion which deals with those sentiments, then it will be a motion which I will support if it is worded in relation to the sentiments I have offered.

Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Crombie.

Mr. Nystrom, followed by the honourable Bryce Mackasey.

Mr. Nystrom: Mr. Chairman, my first words are words to compliment and commend David Crombie for the remarks he has just made. They were very wise and very courageous remarks and I concur wholeheartedly with those remarks.

I think the question of languages is, perhaps, one of the most, if not the most, sensitive of issues in many countries around the world, certainly in Canada.

We, as Canadians, have spent more time on language debates, on misunderstandings and misconceptions of what the Official Languages Act means and of what bilingualism means, than on any issue in the last 20 or 30 years.

I was elected back in 1968 and shortly thereafter, we introduced in Parliament the Official Languages Act by the Prime Minister, and I am proud to say I was one of the members of Parliament who supported that act, and supported, again, a few years later the reaffirmation of that act in Parliament.

What David has just said to us is that the chief thing we have to be concerned with here is the whole question of equality.

Now, I do not really know as much as I should know about the province of Quebec; but what I do know about that province is that many Quebecois believe that their language is not really equal to the English language in Canada and many parts of this country.

I think if we want to make sure that French-Canadians Quebecois are really at home in Canada, we must have the

[Translation]

sommes. Quant à moi, monsieur le président, nous sommes Canadiens. Nous sommes Canadiens et nous venons de divers pays, aux cultures et aux langues différentes. Notre entité politique? Nous nous sommes les restes de deux empires, l'Empire français et l'Empire britannique.

Si nous finissons par l'admettre et le comprendre, nous pourrions peut-être valoriser les ressources de ce pays.

Pour terminer, je précise qu'on m'a prodigué beaucoup de conseils ce matin et que certains souhaitaient que je ne réveille pas ces vieilles histoires, que je n'en parle pas.

Je ne suis pas de ceux qui courent au danger tête baissée. Homme public, je comprends l'importance de la modération, du compromis. C'est ainsi que j'ai gagné ma vie.

Toutefois, mon expérience personnelle m'a aussi enseigné que les changements ne surviennent pas d'eux-mêmes. Même si tous mes interlocuteurs m'ont dit être d'accord en substance avec moi mais que, et caetera, c'est ce «mais» qui m'agace car c'est cela qui freine notre pays.

En conséquence, monsieur le président, lorsqu'on présentera une motion dans ce sens, une proposition contenant les sentiments que je viens d'exprimer, alors je l'appuierai.

Merci.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Crombie.

La parole est à M. Nystrom, suivi de M. Bryce Mackasey.

M. Nystrom: Monsieur le président, je tiens d'abord à féliciter et à louer M. Crombie pour son intervention. Il s'est exprimé avec beaucoup de sagesse et de courage et j'appuie entièrement ses propos.

Je crois que la question linguistique est peut-être, sinon le plus délicate, l'une des plus délicates auxquelles font face beaucoup de pays du monde, et certainement le Canada.

En tant que Canadiens, nous avons passé plus de temps à discuter de la question linguistique, à souffrir de malentendus et de fausses interprétations de la Loi sur les langues officielles et à définir le bilinguisme, que nous n'en avons consacré à toute autre question au cours des 20 ou 30 dernières années.

J'ai été élu en 1968 et peu de temps après, le premier ministre soumettait le projet de loi relatif aux langues officielles. Je suis fier de dire que j'ai fait partie de ceux qui l'ont appuyé. Je l'ai fait encore quelques années plus tard lorsqu'on a réaffirmé cette loi au Parlement.

Ce que M. Crombie vient de nous dire, c'est que ce dont il faut se préoccuper, c'est de la question de l'égalité.

Je ne suis pas aussi renseigné que je devrais l'être sur la province de Québec. Néanmoins, je sais que de nombreux Québécois estiment que leur langue ne se trouve pas sur un pied d'égalité avec l'anglais au Canada dans bon nombre de régions.

Si nous voulons être certains que les Canadiens français, les Québécois se sentent vraiment chez eux au Canada, nous

[Texte]

equality of the two languages, even if in some cases it is more, symbolism.

Now, David has referred to the fact that in Ontario one can speak French in the Legislature and there are now, of course, provisions where the French language can be used in the courts of Ontario. These are very important steps.

There is another very important step, which may be more symbolic than anything else, and that is to enshrine some of these rights in the constitution.

He has referred to the possibility that we may be having before this Committee a motion to that effect, and I only want to make one appeal to you. I do this because of a sensitivity of issue, because of the fact that it is so easy to misunderstand, so easy to distort, and because of some of my frustrations in the last few days over the way it has been misunderstood by some people and distorted by other—and I can only think of some open-line hosts who totally distort the issue and do not do this country a service in telling people what we mean by equality of language in Ontario and Quebec.

Because of that sensitivity, because of the potential explosiveness, and because of the fact we want to do something that is positive for francophones in this country outside of Quebec, particularly in Ontario because there are so many francophones in Ontario, that we should seek in this Committee, as Mr. Crombie has said, to come up with a motion which would be unanimous, if that is possible.

I know when you have 25 people on a Committee and dealing with an issue as sensitive as language with people from so many different regions of the country as we have here, that may be difficult.

But I, Mr. Chairman, do not think it is impossible. I think we can do it. I am hoping that we can do that, and that sometime before the end of these proceedings we could have an all party agreement and all member agreement, which is unanimous, and which will provide the wish and the hope that we can have the same services in the province of Ontario for the francophone as exists in the province of Quebec for the anglophones.

We said a long time ago that we intend to move a motion regarding this area but before we do that we hope that we can come to some kind of consensus, all of us, unanimously.

I just wanted to make those remarks and perhaps if we get into details on Clause 16 later on, ask one or two questions of the Minister about the details of the resolution before us today.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Nystrom.
Honourable Bryce Mackasey.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, I think the tone set by Mr. Crombie and my very close friend Lorne Nystrom is one that should prevail on all the sections because the fact remains that the French language and the French culture is one of the greatest protections we have in the country against assimilation from the United States. Its very existence as an official language which our government brought in, which Parliament

[Traduction]

devons établir l'égalité des deux langues, même si dans certains cas, cela se ramènera à un geste uniquement symbolique.

M. Crombie a mentionné qu'en Ontario, on peut s'exprimer en français à l'Assemblée législative et qu'il existe maintenant, bien entendu, des dispositions permettant son usage devant les tribunaux de cette province. Il s'agit d'initiatives très importantes.

Il y a cependant un autre pas important à franchir, qui sera peut-être plus symbolique qu'autre chose, il s'agit d'entériner certains de ces droits dans la constitution.

M. Crombie a mentionné la possibilité que notre comité puisse être saisi d'une motion à cet effet. Je m'adresse donc à vous. Je le fais parce qu'il s'agit d'un sujet très délicat, enclin aux malentendus, aux distortions, et parce que ces derniers jours, j'ai été irrité par les malentendus et les distortions de certains. Je n'ai qu'à songé à la façon dont certains hôtes d'émissions radiophoniques à ligne ouverte dénaturent tout à fait la question et partant, ne rendent pas service à notre pays en nous prêtant leur interprétation de l'égalité linguistique en Ontario et au Québec.

Par conséquent, en raison de la nature délicate de la question, de son côté explosif et parce que nous désirons prendre des mesures positives à l'intention des francophones de notre pays, de ceux qui se trouvent à l'extérieur du Québec, particulièrement en Ontario où ils sont si nombreux, ainsi que l'a proposé M. Crombie, nous devons présenter une motion, unanime, si possible.

Je n'ignore pas que cela peut être difficile lorsque 25 personnes siègent au sein d'un comité et débattent d'un sujet aussi difficile que la langue étant donné que nous provenons de régions aussi différentes.

Monsieur le président, cela ne signifie pas que ce soit impossible, je crois que nous pouvons réussir. Je l'espère du moins afin qu'avant la cessation de nos travaux, nous soyons tous d'accord, nous présentions une motion unanime permettant d'offrir les mêmes services aux francophones de l'Ontario que ceux dont bénéficient les anglophones du Québec.

Il y a longtemps, nous avons dit notre intention de proposer une telle motion mais auparavant, nous espérons que tous s'accorderont, qu'il y aura unanimité.

Je tenais simplement à faire ces observations et, si nous devons étudier l'article 16 de façon détaillée plus tard, à poser deux ou trois questions au ministre au sujet des dispositions de la résolution dont nous sommes saisis aujourd'hui.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Nystrom.
Monsieur Bryce Mackasey.

M. Mackasey: Monsieur le président, j'estime que l'attitude dont M. Crombie et mon bon ami M. Nystrom ont fait preuve devrait se retrouver à l'égard de toutes les questions se rapportant à ce projet car il demeure que la langue et la culture française sont l'une des plus grandes protections dont nous puissions jouir contre l'assimilation américaine. Son existence en tant que langue officielle à la suite d'une initiative de notre

[Text]

supported, that by itself has developed into one of the great forces against assimilation.

Mr. Crombie spoke with great emotion about French Canada and the contribution of its people. I am one of the beneficiaries, I repeat what I have often said, as Jim McGrath has said about his own province, I had the good fortune, Mr. Chairman and Mr. Minister, of growing up in la belle province and I have often said making the first speech in 1962 for a newcomer to politics in Shawinigan-Grand Mère to the English community because the candidate of the day, our present Minister of Justice, could not say good afternoon in English, and he was talking to the people who had the money to finance his campaign, incidentally.

I got lost on the way and arrived about 40 minutes late so I know the agony he went through and we often talk about it.

I suppose to live in Quebec as an English speaking Quebecer who loves the province and the people is almost a privilege because they have lived together, Mr. Crombie, a long time; the first Talbot was an Irishman from Dublin, as you know. That is going back many, many centuries. And we have developed in Quebec a love-hate relationship and I have often talked to René Lévesque about the problems of separation, what would they do in Quebec when there are so many hundreds of thousands of mixed marriages.

I think we all appreciate French Canada and French Quebecers, what they have contributed, and how many times in our history they have met the challenge of federalism and will in the future.

When we talk about separation, once again it is French Canada in the referendum that had to come forward and place the love of their country before their own misgivings and concern about preservation of their language and their culture.

Now, circumstances, Mr. Chairman, have been that I represent another beautiful part of the country, Lincoln, and I am not unaware of the sensitivities of the language clause, and Mr. Crombie and Lorne have talked about the need to extend to the French speaking Ontarians the right that the English speaking Quebecers have. I would have preferred that Mr. Crombie had said the English speaking Ontarians have, an equally valid comparison.

The English speaking Canadians and English speaking Quebecers are also proud of their language and their culture, and 95 per cent of them do not have any guilt complex about recent events, they cannot trace any time when they have practised discrimination. Certainly the railway workers in Verdun or Notre-Dame-de-Grâce represented by Warren Allmand or others are hardly in a position to discriminate, and the discrimination from the business community in Westmount was just as strong against an Irishman on James Street as it was against anybody else. We all know what it is.

[Translation]

gouvernement, laquelle a été appuyée par le parlement, en a fait l'une des forces les plus puissantes à s'opposer à l'assimilation.

M. Crombie s'est exprimé avec beaucoup d'émotion au sujet du Canada français et de la contribution de son peuple. Je suis l'un de ceux ayant bénéficié de cet apport. Je répète des propos que j'ai souvent tenus et que M. McGrath prononce lui au sujet de sa propre province, j'ai eu la chance, monsieur le président et monsieur le ministre, de grandir dans la belle province et je l'ai répété, prononçant le premier discours d'un nouveau venu à la politique en 1962, car le candidat de Shawinigan-Grand-Mère, notre actuel ministre de la Justice, à l'époque, ne savait même pas dire bonjour en anglais et il devait s'adresser aux anglophones en mesure de financer sa campagne.

Je me suis égaré en route et suis arrivé avec environ 40 minutes de retard; je sais quelle a été son agonie et nous en parlons souvent.

Je suppose que le fait de vivre au Québec en tant que Québécois anglophone qui aime la province et son peuple est quasiment un privilège car les deux groupes vivent ensemble depuis longtemps, monsieur Crombie. Le premier Talbot était un Irlandais de Dublin comme vous le savez sans doute. Or, cela remonte à des siècles. Par ailleurs, il s'est développé une relation d'amour et de haine au Québec et à cet égard, j'ai souvent parlé à René Lévesque des problèmes que présenterait la séparation. Que ferait-on dans cette province où il y a des centaines de milliers de mariages mixtes.

Je crois que nous nous rendons tous compte de la contribution apportée par le Canada français et les Québécois d'expression francophone à notre histoire. Nous savons tous combien de fois ils ont relevé le défi du fédéralisme et qu'ils sont prêts à le faire à l'avenir.

On parle de séparation, mais lors du référendum, le Canada français s'est prononcé en faveur du Canada et a placé l'amour de son pays avant les inquiétudes qu'il avait au sujet de sa langue et de sa culture.

Les circonstances font que je représente une autre région merveilleuse de notre pays, le Lincoln, et que je suis au courant des répercussions que peut avoir l'article sur les langues. M. Crombie et M. Lorne ont parlé de la nécessité d'accorder aux francophones de l'Ontario les mêmes droits qu'aux anglophones du Québec. J'aurais préféré que M. Crombie ait dit les mêmes droits qu'aux anglophones de l'Ontario, parce que la comparaison aurait été aussi valable.

Les Canadiens anglais et les Québécois anglais sont également fiers de leur langue et de leur culture et 95 p. 100 d'entre eux n'ont pas de complexe de culpabilité au sujet des récents événements. Ils ne peuvent se souvenir d'une seule instance où ils auraient été coupables de discrimination. Les cheminots de Verdun ou de Notre-Dame-de-Grâce représentés par Warren Allmand et d'autres ne sont certainement pas dans une position qui leur permettrait de faire de la discrimination envers qui que ce soit et celle qu'exerçait la communauté des affaires de Westmount visait tout autant les Irlandais de la rue Saint-Jacques que les autres. Nous savons tous ce qu'est la discrimination.

[Texte]

However, what we are talking about here, fundamentally, are the rights of French speaking Canadians in Ontario that exist under tolerance, not as part of a constitution, but in provincial legislation. Mr. Crombie is not suggesting, as he said, that we include in this Charter the extension of Section 133 to Ontario, I am not going to question whether that is consistent with his first argument of many weeks ago, it is unimportant. I know that he is tortured, in good faith, on the issue. I know he would like to do that, I know we would all like to do it and we are torn on one hand with our sense of what should be, and our concern of somehow creating the type of backlash in Ontario that would negate the ten years that Mr. Crombie talked about so eloquently and factually, the progress that has been made in that province.

I do not pretend, Mr. Chairman, to say much more other than the amendment that is before us to me is superfluous in the sense that the same thing—not superfluous in the sense that it does indicate good intentions, but superfluous in the sense any time Ontario wants to extend the right, not the Charter but in the constitution, to French speaking Canadians in the courts and the legislature, it can do so through Clause 43. Nobody can visualize the federal government and the Parliament refusing such a request if it came from the Province of Ontario.

So if some of us hold our options as to how we vote on the amendment, I would hope that it is not interpreted at the time, I know it would not be by Mr. Crombie, as against his instincts or that of Mr. Nystrom. My concern when we arrive there is whether or not—this is not superfluous, Mr. Chairman, I know that I have gone beyond my time but we have really moved a lot of clauses and I can only speak for myself again in suggesting, yes, Mr. Crombie, we share your sentiments but ironically we are not going quite as far as we should be.

There are two things I would like to see before I leave Parliament: that right to French speaking Canadians enshrined in the constitution, not only in Ontario but everywhere; and I would like to see freedom of choice brought back to the Province of Quebec so that new Canadians coming to that province have a choice to be educated in either language. They are both fundamental to me.

Thank you.

Le coprésident (M. Joyal): Je vous remercie, monsieur Mackasey.

Monsieur Corbin.

M. Corbin: Je vous remercie, monsieur le président.

Je voudrais tout simplement poser deux questions au ministre de la Justice pour tirer au clair ce qui, à mon avis, a été l'objet d'une bien mauvaise interprétation au Nouveau-Brunswick, suite à la présentation des amendements déposés par le ministre la semaine dernière.

Des journaux ont prétendu, en grandes manchettes évidemment, que le gouvernement fédéral, le Parlement fédéral si vous voulez, imposerait dorénavant le français dans les cours de justice du Nouveau-Brunswick et dans les autres institutions du gouvernement.

[Traduction]

Toutefois, il s'agit ici des droits des Canadiens français de l'Ontario qui ne sont pas reconnus dans la Constitution et sont simplement tolérés dans les lois provinciales. M. Crombie ne propose pas, comme il l'a dit, que nous imposions à l'Ontario l'application de l'article 133. Je ne mettrai pas en doute la logique de cette position, compte tenu de l'argument qu'il a avancé il y a quelques semaines, cela importe peu. Je sais qu'il est torturé par la question, en toute bonne foi. Je sais qu'il aimerait pouvoir le faire, je sais que nous aimerions tous pouvoir le faire et nous sommes déchirés entre le désir de faire ce qu'il faudrait faire et la crainte que cela n'entraîne une réaction en Ontario qui anéantirait les 10 années d'efforts dont M. Crombie a parlé avec tant d'éloquence.

Je n'ai pas l'intention de poursuivre plus longtemps, sauf pour dire que l'amendement présenté me semble superflu non pas parce qu'il indique de bonnes intentions, mais parce que si l'Ontario veut accorder ces droits aux Canadiens français dans les tribunaux et à l'Assemblée législative, elle peut le faire en invoquant l'article 43. Comment imaginer que le gouvernement fédéral et le Parlement refuseraient une telle demande si elle venait de la province de l'Ontario.

J'espère donc que l'on n'interprètera pas notre position dans cet amendement comme s'opposant à celle qu'ont adoptée MM. Crombie et Nystrom, je sais que M. Crombie ne le penserait pas de toute façon. Je sais que j'ai déjà pris beaucoup de temps, monsieur le président, mais nous avons tellement proposé d'amendements. De toute façon, je ne peux parler qu'en mon nom personnel en disant, oui monsieur Crombie, nous partageons vos sentiments à cet égard mais, ironiquement, nous n'allons pas aussi loin que nous devrions le faire.

Avant de quitter le Parlement, j'aimerais voir deux choses: que ce droit des Canadiens français, non seulement de l'Ontario, mais de partout au Canada, soient enchâssés dans la constitution, et que la liberté du choix soit réintégrée au Québec de sorte que les nouveaux Canadiens émigrant dans cette province puissent être instruits dans l'une ou l'autre des langues officielles. Ces deux choses sont fondamentales selon moi.

Merci.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Mackasey.

Mr. Corbin.

Mr. Corbin: Thank you, Mr. Chairman.

I would like to ask two questions to the Minister of Justice in order to clarify what to me has been mis-interpreted in New Brunswick after the minister filed his amendments last week.

Some newspapers alleged, in bold type of course, that the federal government, or the federal Parliament if you want, was going to impose French on the courts of justice in New Brunswick and in the other institutions of government.

[Text]

Monsieur le ministre, la question que je veux vous poser c'est, très simplement, est-ce que cet amendement est le résultat d'une décision unilatérale du gouvernement fédéral ou est-ce qu'il est présenté à la demande expresse du premier ministre de la province du Nouveau-Brunswick?

M. Chrétien: Dans le premier projet qu'on a soumis à ce Comité, les articles 16 à 20 ne s'appliquaient qu'au gouvernement canadien, au Parlement, aux institutions fédérales et c'est à la demande expresse de monsieur Hatfield que nous avons inscrit les amendements, les deuxième sections des articles 16 à 20 qui vont institutionnaliser le bilinguisme dans les cours et dans les autres institutions gouvernementales du Nouveau-Brunswick, à la demande expresse du premier ministre du Nouveau-Brunswick, monsieur Hatfield.

M. Corbin: Deuxième question, monsieur le président. La demande, vous venez de le souligner, a été faite par le premier ministre du gouvernement du Nouveau-Brunswick.

Dans votre opinion, est-il nécessaire que cette demande soit ratifiée, entérinée par l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick pour avoir toute sa valeur, toute la force de la loi?

M. Chrétien: Je crois que oui, et nous avons un engagement du premier ministre M. Hatfield à l'effet qu'aussitôt que l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick se réunira, il fera adopter par l'Assemblée législative une résolution pour supporter la position du gouvernement du Nouveau-Brunswick. Nous avons accepté cette assurance et c'est pourquoi, même si la résolution n'a pas été passée, que nous avons accepté la parole du premier ministre du Nouveau-Brunswick et nous avons inscrit dans les articles 16 à 20 l'engagement constitutionnel au bilinguisme dans la province du Nouveau-Brunswick.

Nous sommes assurés qu'il y aura un débat pour la ratifier à l'Assemblée et c'est pourquoi nous avons accepté, à cause de la période dans laquelle nous étions, de l'inscrire immédiatement pour ne pas avoir à faire un nouvel amendement plus tard à la Constitution canadienne.

En passant, monsieur Corbin, je voudrais expliquer à ce moment-ci pourquoi le gouvernement n'est pas prêt à accepter l'amendement de M. Crombie.

I will speak in English.

Mr. Crombie, we will not accept your amendment for the very reason, and it is related to the question of Mr. Corbin, we have looked into that and we were inclined to, we looked very sympathetically at that amendment, but in order to make sure that what you want, the new Clause 21, we have come to the conclusion that what is happening in New Brunswick, the example set by Premier Hatfield, had been done here, not only in New Brunswick but in front of all Canadians in a very courageous way, so if ever another province does that anywhere in Canada, if the circumstances prevail, with your amendment this could be a problem that will not attract the national attention because it will be passed in the legislature of that province and I do think that, according to the provision in the constitution today, in order to bind that province it will have to be approved by the Parliament of Canada at the same time.

[Translation]

Mr. Minister, my question is very simply as follows: does this amendment stem from a unilateral decision of the federal government or is it proposed at the express request of the Premier of the province of New Brunswick?

Mr. Chrétien: In the first draft submitted to the committee, Clauses 16 to 20 applied only to the Canadian government, to the Parliament, and to the federal institutions and it is at the express request of Mr. Hatfield that we submitted the amendments adding to Clauses 16 to 20 a second paragraph making bilingualism official in the courts and the other government institutions of New Brunswick. It was done at the specific request of the Premier of New Brunswick, Mr. Hatfield.

Mr. Corbin: My second question, Mr. Chairman. You have just said that the request was made by the Premier of the government of New Brunswick.

In your opinion, is it necessary for this request to be ratified, or approved by the Legislature of New Brunswick to be valid?

Mr. Chrétien: I think so and we have a commitment from Premier Hatfield to the effect that as soon as the Legislature of New Brunswick reconvenes, it will be asked to pass a resolution in support of the position adopted by the government of New Brunswick. We have accepted this commitment and that is why, even though the resolution has not yet been passed, we have accepted the request submitted by the Premier of New Brunswick and have added to Clauses 16 to 20 a constitutional commitment to bilingualism in the province of New Brunswick.

We were assured that there was going to be a debate in the Legislature to ratify this request and that is why we have accepted to include this section immediately so that we would not have later to propose another amendment to the Canadian constitution.

By the way, Mr. Corbin, I would like to explain why the government is not ready to accept the amendment proposed by Mr. Crombie.

Je vais parler en anglais.

Monsieur Crombie, nous n'acceptons pas votre amendement même si nous étions assez favorables après l'avoir étudié. Nous avons tenu compte de ce qui s'était produit au Nouveau-Brunswick et de l'exemple donné par le premier ministre Hatfield. Il a pris sa décision au vu et su de tous les Canadiens, de façon très courageuse et son exemple pourrait être suivi par d'autres provinces du Canada. Cependant, avec votre amendement, cela pourrait poser des problèmes. Un tel geste n'attirerait pas autant d'attention sur la scène nationale, parce qu'il relèverait de l'Assemblée législative provinciale. Selon la constitution actuelle, il faudrait que cela soit approuvé par le Parlement du Canada également.

[Texte]

So if there is ever another province who follow the example of Mr. Hatfield we will have to approve that in Parliament, I have no doubt it would pass very easily, but I want it to be approved by the Parliament of Canada at that time, too, so that all Canadians will know what is happening and it will be the fourth province; we have now Quebec, Manitoba and New Brunswick, if there is a fourth one it will be passed in that legislature and it will be passed in the House of Commons and the Senate. It will not be reversible.

We have the mechanism in the present amending formula for that, and this is why we do think on balance that we prefer to keep the present mechanism to amend the constitution in a way we call bilateral. If we want something that affects one province to be inscribed in the constitution or removed or changed, we need the consent of the national parliament and the provincial parliament or assembly. So we want the same mechanism to apply for whenever a province will want to do exactly as New Brunswick has done. It will be public not only in New Brunswick but in the face of all Canadians and that is why your Clause 21 is not, in our judgment, acceptable because it will not attract the necessary attention that I would like to have the day that Ontario or any other province decides to move.

Mr. Crombie: Mr. Chairman, on a point of order. I think there is a further question from Mr. Corbin.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes, on a point of order, Mr. Crombie.

Mr. Crombie: I had indicated at the outset of my own comments that I was not going to deal with the substance . . .

Mr. Chrétien: I wanted to clarify the position and I used the occasion of my reply to Mr. Corbin.

Mr. Crombie: No, I understand that, but I did not want the Committee to think that that was all there was to our understanding of why it was necessary to have a new Clause 21. I would at least like, before it is rejected, I would at least like the Committee to hear why, part of it being that you do not have to be a full blown New Brunswicker to get in; you could take a portion of it. The Province of Ontario would at least like to extend it to the courts or to the legislature.

New Brunswick is now more bilingual than the federal government. Our argument and the reason for our amendment, I do not want to get into the whole argument, but the reason for it is that if a province would like to be a little bit more, then it can do it; therefore I would like you to listen to those arguments . . .

Mr. Corbin: The Minister bootlegged that in there.

Mr. Crombie: I know he did and he is very good at it.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable David Crombie.

Before I call all the speakers I have on my list, and I can name them all: I have Senator Asselin, Senator Tremblay, I have Mr. Hawkes, I have honourable Jake Epp, Miss Campbell and many other speakers that want to speak on the proposed clause.

[Traduction]

Si une autre province décidait de suivre l'exemple donné par M. Hatfield, le Parlement serait obligé de l'approuver et je ne doute pas que cette approbation soit accordée très facilement, mais je veux que le Parlement du Canada soit tenu de l'approuver pour que tous les Canadiens sachent ce qui se passe. Ce serait la quatrième province à le faire. Nous avons maintenant le Québec, le Manitoba, et le Nouveau-Brunswick. Si une quatrième province décide d'adopter une telle loi, elle serait adoptée par l'Assemblée législative et par la Chambre des communes et le Sénat. La décision ne serait pas réversible.

La formule de modification actuelle contient les mécanismes nécessaires à cette fin et nous préférons les conserver pour modifier la constitution de façon bilatérale. Si nous voulons qu'une disposition touchant une province soit enchâssée dans la constitution, supprimée ou modifiée, il nous faut obtenir le consentement du Parlement national et des assemblées provinciales. Nous voulons utiliser le même mécanisme lorsqu'une province voudra suivre l'exemple du Nouveau-Brunswick. La chose serait rendue publique non seulement au Nouveau-Brunswick mais partout au Canada et c'est pourquoi votre article 21 n'est pas acceptable parce qu'il ne permettrait pas d'attirer assez d'attention sur le fait que l'Ontario ou une autre province a décidé d'adopter une loi en ce sens.

M. Crombie: Monsieur le président, j'invoque le règlement. Je pense que M. Corbin veut poser une autre question.

Le coprésident (M. Joyal): Oui, M. Crombie invoque le règlement.

M. Crombie: J'ai dit au début de mes observations que je n'allais pas parler de la substance . . .

M. Chrétien: Je voulais clarifier notre position et j'ai profité de l'occasion qui m'était fournie en répondant à la question de M. Corbin.

M. Crombie: Non, je comprends cela, mais je ne voulais pas que le Comité pense que c'est à cela que je limite la portée du nouvel article 21. Avant qu'il ne soit rejeté, je voudrais dire au Comité pourquoi nous l'avons proposé. C'est en partie parce que nous ne voulions pas qu'il soit nécessaire de faire tout ce que le Nouveau-Brunswick a fait. La province de l'Ontario aimerait adopter le bilinguisme pour les tribunaux ou l'Assemblée législative.

Le Nouveau-Brunswick est maintenant plus bilingue que le gouvernement fédéral. Si nous avons proposé cet amendement, et je ne vous donnerai pas tous les détails, c'est que si une province était disposée à en faire un peu plus, elle pourrait le faire. J'aimerais que vous écoutiez ces arguments . . .

M. Corbin: Le ministre a profité de l'occasion.

M. Crombie: Je le sais, c'est un de ses points forts.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Crombie.

Avant de donner la parole à ceux qui sont sur ma liste, c'est-à-dire le sénateur Asselin, le sénateur Tremblay, M. Hawkes, M. Epp, M^{lle} Campbell et de nombreux autres qui veulent prendre la parole à ce sujet.

[Text]

I have to remind honourable members that we have accepted some rules and those rules would allow a first intervention of five minutes and I would invite honourable members to stick within that five minutes so that we might go on with our work, and if it would not be too much bother, if you could look at the Chairman some time and we can indicate to you how much more you can go on with your intervention.

Honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, just on a point of order, I am not trying to get anything in and I will take my turn when you recognize me, but if I can have the attention of Mr. Mackasey just for a minute?

On the point that Mr. Mackasey made, that if the government would not accept our opting in and might feel that the better route is through their present Clause 43, and that that should not be regarded as a rejection, I want to simply say to Mr. Mackasey we feel that this clause is not related to those kinds of political arguments; we are not going to accept it in that way at all.

I will speak later but I want to make sure that that does not become part of the discussion.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, honourable Jake Epp.

I would like to invite honourable Senator Asselin.

Le sénateur Asselin: Monsieur le président, je pense que je manquerais à mes responsabilités comme citoyen de la province de Québec si je n'intervenais pas dans le présent débat qui, à mon avis, est un débat extrêmement important.

Nous étudions présentement la Charte des droits et l'objet fondamental de la présente charte, monsieur le président, c'est l'égalité des droits et des libertés, l'égalité des chances pour tous les citoyens dans leurs institutions parlementaires et juridiques. D'ailleurs, nous l'avons fait depuis plusieurs jours; nous avons accordé à certaines collectivités, à certains individus des droits qu'ils n'avaient pas auparavant et nous les avons enchâssés dans la présente charte que nous étudions.

Nous sommes ici également, monsieur le président, pour corriger les injustices qui ont été commises depuis de très nombreuses années.

Si nous regardons pendant quelques instants les faits, c'est qu'en Ontario, comme l'a si bien dit mon collègue monsieur Crombie, je le félicite de son intervention, nous avons en Ontario 600,000 Francophones qui luttent depuis des dizaines, des quinzaines et des vingtaines d'années pour faire reconnaître leurs droits en matière d'éducation et en matière linguistique.

Je ne rappellerai pas, évidemment, les luttes qui ont été faites par nos Francophones pour obtenir des écoles à Sturgeon Falls, à Cornwall, à Elliott Lake et même ils se battent encore actuellement à Ottawa-Carleton pour pouvoir avoir leur propre commission scolaire.

Je ne dis pas, monsieur le président, que le gouvernement de l'Ontario n'a pas progressé dans le sens de la reconnaissance aux Francophones de certains droits et je tiens à féliciter le gouvernement de l'Ontario d'avoir agi de cette façon. Mais, en

[Translation]

Je rappelle aux membres du Comité que nous avons adopté certaines règles qui les autorisent à faire une première intervention de cinq minutes et je les invite à s'en tenir à ces cinq minutes afin que nous puissions progresser. Si ce n'est pas trop vous demander, j'aimerais que vous regardiez le président de temps en temps pour qu'il puisse vous dire combien de temps il vous reste.

Monsieur Epp.

M. Epp: Monsieur le président, je voudrais faire un rappel au règlement. Je n'essaie pas de resquiller, je parlerai lorsque vous me donnerez la parole. Cependant, j'aimerais avoir l'attention de M. Mackasey un instant.

M. Mackasey a dit que si le gouvernement n'acceptait pas notre proposition et estimait qu'il valait mieux avoir recours à l'article 43, il ne fallait pas interpréter cela comme un rejet. Je dirai à M. Mackasey que pour nous, cet amendement n'a rien à voir avec des considérations politiques, nous n'allons pas accepter cette proposition.

Je prendrai la parole plus tard, mais je voulais tout simplement m'assurer que cela n'allait pas faire partie de la discussion.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Epp.

Je donne la parole au sénateur Asselin.

Senator Asselin: Mr. Chairman, I believe I would be derelict in my duty as a citizen of the Province of Quebec if I did not intervene in this debate which, in my opinion, is an extremely important one.

We are presently examining the Charter of Rights and the fundamental objective of this Charter, Mr. Chairman, is the equality of rights and freedoms, the equality of chances for all citizens before their Parliamentary and legal institutions. We have been doing this for the last few days; we have granted certain communities and certain individuals rights that they did not have before and we have entrenched them in this Charter we are now examining.

We are also here, Mr. Chairman, to correct the wrongs done for many years now.

If we look at the facts for a few moments, we have in Ontario, as my colleague, Mr. Crombie, said so well and I congratulate him for that intervention, 600,000 Francophones who have been fighting for dozens and scores of years to try to have their rights in the fields of education and language recognized.

I will not, of course, give you the specifics of all the battles our French-speaking compatriots had to go through to get their own schools in Sturgeon Falls, Cornwall, Elliott Lake, and they are fighting even now in Ottawa-Carleton to get their own school board.

I am not saying, Mr. Chairman, that the Ontario government has made no progress in recognizing certain rights for Francophones and I do want to congratulate the Government of Ontario for having acted in that manner. However, in 1981,

[Texte]

1981, j'ai l'impression que ce sont des demi-mesures et, comme Canadien-français, je ne peux pas accepter que des demi-mesures soient servies à 600,000 de mes compatriotes qui vivent en Ontario.

C'est peut-être pour moi un peu trop sentimental étant donné que je suis du Québec et que nous, comme monsieur Mackasey le dit souvent parce qu'il a vécu à l'Assemblée nationale du Québec, nous, nous reconnaissons pleinement les droits de la minorité anglophone au Québec.

Pour démontrer la satisfaction de cette minorité anglophone, j'ai ici une lettre ouverte, monsieur le président, qu'un groupe d'hommes d'affaires, d'avocats, de médecins, de commerçants ont fait parvenir aux trois chefs politiques de l'Ontario, les suppliant d'accepter l'imposition du bilinguisme au parlement de l'Ontario et également dans les institutions et dans les cours de justice de l'Ontario.

Cette lettre avait été envoyée sous le patronat de Council of Quebec Minorities.

Nous avons eu devant le Comité, monsieur le président, les Francophones qui sont venus nous dire tous leurs griefs, les difficultés qu'ils ont traversées et ils nous ont dit également, ils nous ont rappelé que c'est la seule chance qu'ils ont, sur le plan historique, de pouvoir faire reconnaître des droits qui leur ont toujours été refusés.

Monsieur le président, nous n'aurons pas la chance d'avoir une étude sur la Charte des droits d'ici plusieurs années. Or, on dira, évidemment, mon parti dit qu'il ne faut pas imposer des droits aux Provinces, qu'il faut laisser le choix aux Provinces de décider dans tel ou tel domaine. Le gouvernement nous dit, nous ne pouvons pas non plus imposer à l'Ontario qu'ils accordent aux 600,000 Francophones des droits qu'ils requièrent depuis fort longtemps parce que le premier ministre de l'Ontario refuse cette imposition-là. Évidemment, ce sera l'histoire qui jugera les actes des partis politiques en présence ici aujourd'hui.

J'avais l'intention, monsieur le président, de déposer des amendements pour que les Francophones de l'Ontario reçoivent enfin justice. J'en ai discuté avec les collègues de mon parti, j'ai fait un tour de table hier avec mes collègues du Parti Libéral et il semblerait que ces amendements que je déposerais n'auraient presque pas d'appui.

Évidemment, mes collègues d'en face me diront, mais déposez-les, on verra. Il faudrait que si semblables amendements étaient déposés devant le Comité, on arrive au moins à un consensus relatif afin que les partis politiques ne soient pas accusés de faire de la petite politique avec une question aussi importante.

Donc, nous n'imposerons pas le bilinguisme à l'Ontario à cause des raisons que je viens de vous dire. Quelles en seront les conséquences, monsieur le président?

Nous allons encore subir, nous, les Québécois et nous, les Francophones, l'image d'un groupe de Canadiens qui ne peuvent pas avoir en dehors du Québec des droits égaux devant la loi et devant les institutions parlementaires des provinces concernées.

[Traduction]

I get the distinct impression that these are half measures and, as a French Canadian, I cannot condone the fact that half measures only are being granted to 600,000 of my compatriots living in Ontario.

Perhaps all that is slightly too sentimental for me because I am from Quebec and that, as Mr. Mackasey has said so often because he has been a member of the National Assembly of Quebec, we recognize fully the rights of the English-speaking minority in Quebec.

Just to show the satisfaction of that English-speaking minority, I have here an open letter, Mr. Chairman, from a group of businessmen, lawyers, doctors, and others, that was sent to the three political leaders of Ontario begging them to accept the imposition of bilingualism in the Ontario legislature and its institutions as well as before the courts of justice of Ontario.

That letter was sent under the heading of the Council of Quebec Minorities.

We have had before this committee, Mr. Chairman, French-speaking people who have told us about all their grievances and the problems they have had to confront and they have also told us and reminded us that this is the only chance they have, historically speaking, to have granted to them those rights that they have always been refused.

Mr. Chairman, we will not have the opportunity to study a Charter of Rights for many years hence. It will be said, of course, that my party says that none of these rights should be imposed upon the provinces, that it must be left up to the provinces to decide in such or such an area. The government also says that we cannot impose upon Ontario that they grant their 600,000 French-speaking people those rights they have been requesting for so long because the Premier of Ontario refuses such an imposition. Of course, history will judge the acts of the political parties in presence here today.

Mr. Chairman, I did intend to table amendments which would help the French-speaking population of Ontario to finally see justice done. I have discussed those with the colleagues of my party, I consulted my colleagues from the Liberal party yesterday and it would seem that these amendments I would like to table would not garner immense support.

Of course, my colleagues on the other side will tell me to table them and we will then see. If such amendments were to be tabled before this committee, we would need at least a relative consensus so that no one could accuse the different political parties of playing politics with such an important question.

We will therefore not be imposing bilingualism upon Ontario for the reasons I have just stated. Now, what will the consequences of all that be, Mr. Chairman?

We Quebecers and French-speaking citizens of this country will still project the image of a group of Canadians who, outside of the Province of Quebec, do not have equal rights before the law and before the Parliamentary institutions of the different provinces concerned.

[Text]

Ce n'est pas que nous souffrons d'un complexe d'infériorité, parce que presque tous les Québécois, ou un grand nombre de Québécois peuvent parler assez l'anglais pour se faire comprendre, mais refuser aux enfants de nos compatriotes francophones de l'Ontario le droit d'avoir des écoles pour qu'ils puissent recevoir l'enseignement dans leur langue maternelle, je dis que c'est une injustice que les politiciens doivent immédiatement corriger.

Refuser également aux Francophones de pouvoir s'adresser dans leur langue devant les cours de justice, on a dit cet après-midi qu'on peut parler en français dans les cours de justice criminelles. Est-ce que le bilinguisme c'est seulement pour les criminels alors qu'on ne peut pas parler le français devant les tribunaux civils de l'Ontario? Ce n'est pas encore permis.

Monsieur le président, je suis presque tenté de citer le premier ministre du Nouveau-Brunswick, monsieur Hatfield, lorsqu'il disait devant ce Comité, que si le gouvernement fédéral ne pouvait garantir la protection des droits linguistiques des Francophones en Ontario, alors je crois que vous devez considérer très sérieusement d'éliminer la protection de l'anglais au Québec.

Si on ne veut pas l'imposer à l'Ontario, qu'on l'enlève au Québec. Qu'on l'enlève au Manitoba. On dira que ce sont des droits acquis mais je vous rappellerai que lorsque le Haut-Canada existait, l'Ontario était bilingue et que nous avons perdu ce droit en 1840 en faveur de l'Acte d'Union. Si des injustices ont été créées dans le temps, il est encore temps pour nous, parlementaires canadiens, de les rétablir.

Monsieur Hatfield disait encore, la décision d'imposer le bilinguisme au Québec mais pas en Ontario, ne fait que perpétuer une inégalité flagrante qui nuit à l'unité canadienne.

Nous sommes ici, chers collègues, pour bâtir, à la faveur de l'étude de cette charte, une unité canadienne plus cimentée, plus unie. Nous voulons réunir d'avantage les Canadiens sous une charte de droits et on nous refuserait de demander ou d'imposer au gouvernement de l'Ontario, comme on l'a fait dans d'autres provinces, le droit à la minorité francophone de pouvoir parler sa langue dans son parlement et devant les tribunaux et d'avoir des écoles.

M. Chrétien: Si je peux vous corriger...

Le sénateur Asselin: J'attends.

M. Chrétien: Je voudrais juste faire une remarque, avec votre permission, parce que je trouve très bien votre présentation. Cependant, vous référez très souvent aux écoles. Or, en vertu de 23, la question des écoles sera réglée, et il faut clarifier cela et le gouvernement de l'Ontario y souscrit entièrement.

Le sénateur Asselin: On en reparlera à 23, monsieur le ministre.

M. Chrétien: Non, non, mais ça crée l'impression... il faut faire la distinction entre les institutions et l'éducation. En vertu du projet que nous avons, et je crois que beaucoup de gens ne saisissent pas cet aspect-là, c'est que les droits à

[Translation]

It is not because we suffer from an inferiority complex, because almost all Quebecers or a great number of Quebecers can speak enough English to make themselves understood. But to refuse to the children of our French-speaking compatriotes in Ontario the right to schools so that they might be educated in their mother tongue, that is a crying injustice that the politicians should immediately remedy.

Refusing to French Canadians the right to address themselves to courts in their language... It was said this afternoon that we can speak French before courts of criminal justice. Is bilingualism for criminals only when one cannot speak French before the civil courts of Ontario? That is not yet allowed.

The Chairman, I am almost tempted to quote the Premier of New Brunswick, Mr. Hatfield, when he came before this committee and said that if the federal government could not guarantee the protection of language rights to francophones in Ontario then I believe that you should seriously consider doing away with the protection of English in Quebec.

If we do not want to impose anything upon Ontario, let us not impose anything in Quebec. Let it be taken away from Manitoba. It will be said that all these are acquired rights or vested interests but I must remind you that when Upper Canada existed, Ontario was bilingual and we lost that right in 1840 because of the Act of Union. If injustice was indeed created at that time, there is still time left for us, Canadian parliamentarians, to redress those injustices.

Mr. Hatfield also said that the decision to impose bilingualism on Quebec but not upon Ontario only served to perpetuate an act of flagrant injustice which is bad for Canadian unity.

We are here, dear colleagues, to examine this charter and, using that, build a more united Canada, a more tightly knit Canadian unity. We want to gather all Canadians under a charter of rights and we are being refused the possibility of asking or imposing upon the government of Ontario as it has been done for other provinces, the French-speaking minority's right to speak its own language in its own parliament, before its courts of justice and in its schools.

Mr. Chrétien: If I may correct you...

Senator Asselin: I am waiting.

Mr. Chrétien: I would just like to make a remark, with your permission, because I liked your presentation. However, you often refer to schools. Now, under clause 23, the question of schools will be settled and that must be clarified and the Ontario government is entirely in favour of that.

Senator Asselin: We will speak further of Clause 23, Mr. Minister.

Mr. Chrétien: No, not but that does leave the impression... a distinction must be made between the institutions and education. Under the project we have and I think that many have not understood that aspect of it, the educational rights of

[Texte]

l'éducation pour les Francophones hors Québec seront garantis par l'article 23.

Le sénateur Asselin: L'article 23, monsieur le ministre, dans mon esprit, ne va pas assez loin et je vous le dirai en temps et lieu.

M. Chrétien: C'est très important pour que les téléspectateurs n'aient pas une mauvaise impression.

Le sénateur Asselin: Est-ce que vous me permettez de terminer, monsieur le président?

Le coprésident (M. Joyal): Oui, je vous demanderais de terminer, monsieur Asselin, puisque votre temps est déjà largement épuisé.

Le sénateur Asselin: Alors, monsieur le président, je dis que si nous abdiquons nos responsabilités de corriger les injustices dont sont victimes présentement nos compatriotes francophones de l'Ontario, je vous dis que l'histoire va nous juger d'une façon très sévère, et je vous répète encore ceci, j'ai ici des amendements qui pourraient corriger la situation. Qu'on me laisse entendre et savoir qu'une majorité de ce Comité voterait en faveur de ces amendements, et, monsieur le président, je serais prêt à les déposer.

Je vous remercie.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, sénateur Asselin.

L'honorable sénateur Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Merci, monsieur le président.

Je serai bref en ce qui concerne les commentaires généraux quant à l'ensemble des dispositions que nous étudions en ce moment.

Je veux d'abord remercier mon collègue, monsieur Crombie, du geste qu'il a posé en faisant appel à sa Province pour qu'elle se joigne au reste des autres qui pourraient éventuellement se joindre ou qui sont déjà dans la situation décrite par les articles en question.

Je pense qu'une intervention de ce genre contribuera à atténuer, dans la perception des Québécois, un sentiment qui est très fort et auquel le sénateur Asselin a justement fait allusion.

Si nous ne suivions que ce sentiment, comme le sénateur Asselin l'a souligné, la réparation de l'injustice, comme il dit, prendrait la forme d'une imposition et nous pourrions proposer telle chose mais, en l'occurrence, il y a un autre principe qui est également en cause. C'est le principe de ce que j'appellerais l'autodétermination des Provinces dans une matière comme celle-là. C'est le principe que le ministre lui-même a développé à diverses reprises, le principe de la non-imposition, le principe que les Provinces doivent être libre d'opter pour les articles dont nous parlons. C'est dans cette perspective, d'ailleurs, que mon collègue monsieur Crombie a annoncé qu'il présenterait en temps et lieu la résolution de l'amendement que nous avons mise au point.

Le ministre, tout à l'heure, au titre d'une clarification, nous a dit qu'il n'accepterait pas cet amendement parce que l'utilisation de l'article 43, si je ne me trompe de numéro—je pense que c'est exact—l'article 43 qui permet d'amender la Constitu-

[Traduction]

French-speaking citizens outside of Quebec will be guaranteed by Clause 23.

Senator Asselin: Clause 23, Mr. Minister, in my mind, does not go far enough and I will tell you why in due course.

Mr. Chrétien: It is very important that the viewers are not left with the wrong impression.

Senator Asselin: Would you allow me to finish what I had to say, Mr. Chairman?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes, I would like you to finish, Mr. Asselin, since you have already gone far beyond your time.

Senator Asselin: In that case, Mr. Chairman, I say that if we do not assume our responsibilities and correct the injustices being perpetrated upon our French-speaking compatriots in Ontario, I say to you that history will judge us very harshly and I repeat once again that I have here amendments which could be of use to improve the situation. If it were to be indicated to me that a majority of this committee would vote in favour of those amendments, Mr. Chairman, then I would be quite happy to table them.

I thank you.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Senator Asselin.

The Honourable Senator Tremblay.

Senator Tremblay: Thank you, Mr. Chairman.

I will be brief with my general comments concerning the totality of the provisions we are now examining.

I would first like to thank my colleague, Mr. Crombie, for having said what he did in calling upon his province to join the others who might eventually opt for or who are already in the situation described by the clauses in question.

I think that kind of intervention will help soften, in the eyes of Quebecers, a feeling which is rather quite strong and which Senator Asselin alluded to a moment ago.

If we were to follow only that feeling, as Senator Asselin said, redressing that injustice would, as he pointed out, probably take the form of an imposition and we could propose such a thing but, in fact, there is another principle which is equally at stake here. It is the principle that I would call the self-determination of the provinces in such a matter. That is the principle the minister himself has developed several times, the principle of non-imposition, the principle that the provinces must be free to opt for the clauses we are talking about. It is keeping that perspective in mind that my colleague, Mr. Crombie, said that he would be tabling in due course the proposal of amendment that we have studied.

As a clarification, the minister told us before that he would not accept that amendment because, unless I am mistaken about the number, under Clause 43, the constitution can be amended through a resolution of the province in question and

[Text]

tion par une résolution de la province en cause et du Parlement, lorsque la matière de l'amendement en question n'affecte que cette Province, il nous a dit que le geste aurait plus d'éclat si la Province exerçait la liberté que nous lui reconnaissons, avec la permission du Parlement.

Il y a là, il me semble, une sorte de paradoxe. On insiste, d'une part, sur le principe, avec lequel je suis d'accord, de la liberté des Provinces, on impose l'approbation du Parlement pour qu'une Province exerce ladite liberté.

J'y reviens, c'est pour le moins paradoxal. Je n'irai pas plus loin à ce stade-ci parce que j'imagine que nous reprendrons l'analyse des choses au moment où nous discuterons précisément l'amendement que nous proposons qui ne requiert pas la permission du Parlement pour l'exercice d'une liberté que nous octroyons aux Provinces.

Je voulais, à ce stade-ci, souligner ce paradoxe évident dans ce que le ministre nous expliqué tout à l'heure.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur le sénateur Tremblay.

Monsieur Jean Lapierre, suivi de l'honorable Jake Epp.

Monsieur Lapierre.

M. Lapierre: Merci, monsieur le président.

Tout comme mes collègues, j'ai été très touché de l'intervention de monsieur Crombie, de monsieur Nystrom, de monsieur Mackasey, de monsieur Asselin et moins de celle du sénateur Tremblay.

Le sénateur crie au paradoxe et je pense que ce qu'il y a de plus paradoxal dans sa proposition, c'est qu'on dit que la charte ne devrait pas être imposée aux Provinces, qu'on est pour l'application de 133 et vu que ce serait une charte non imposée, non négociée, on veut faire la meilleure charte possible, mais on ne met pas 133 dedans.

C'est un paradoxe aussi, vous avouerez, sénateur Tremblay. En dehors de cela, je suis convaincu, comme le sénateur Asselin, qu'il faudrait évoluer vers une certaine progression. Je pense que le projet actuel amène une certaine progression pour un groupe de Francophones hors Québec au niveau de leurs droits et, plus particulièrement, de leur égalité fondamentale, parce que c'est cela dont il devrait être question. Au moins les Francophones du Nouveau-Brunswick, par la grandeur d'âme et, je pense, l'intelligence de leur premier ministre provincial qui est venu devant nous nous demander de se lier, pourront avoir enfin cette égalité fondamentale.

Tout comme le sénateur Asselin, je regrette qu'on ne puisse pas permettre aux 600,000 Franco-ontariens de bénéficié de ce même droit qui n'est certainement pas un privilège et, comme je le dis souvent, la politique étant l'art du possible et la perfection étant l'ennemi du bien, on ne pourra pas répondre entièrement aux attentes des nombreux groupes qui sont venus devant nous.

Il y a des raisons pratiques évidentes et c'est avec certainement beaucoup de regret que les Francophones qui siègent autour de ce Comité ne voient pas le moyen pratique de leur donner ces droits-là.

[Translation]

of Parliament when the substance of the said amendment affects only that province and he told us that such a move would have more repercussions if the province exercised that freedom that we do grant it with Parliament's permission.

It would seem to me there is a slight paradox there. On the one hand, you are insisting upon the principle, with which I am in agreement, of the freedom of the provinces but Parliament's approval must be obtained so that a province might exercise said freedom.

As I said, there is quite a paradox there. I will not go any further at this stage because I imagine that we will be analyzing all this when we discuss the specific amendment we are suggesting which does not require Parliament's permission for the exercise of a freedom that we are bestowing upon the provinces.

At this stage, I simply wanted to stress the clear paradox there was in what the minister said before.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Senator Tremblay.

Mr. Jean Lapierre followed by the honourable Jake Epp.

Mr. Lapierre.

Mr. Lapierre: Thank you, Mr. Chairman.

As were my colleagues, so was I very touched by the intervention of Messrs. Crombie, Nystrom, Mackasey, Asselin although rather less by Senator Tremblay's.

The Senator is crying paradox and I think the paradox in his proposal is that he says the charter should not be imposed upon the provinces, that we are in favour of applying 133 and since the charter would neither be imposed nor negotiated it should be as good a charter as possible but 133 should not be included.

You must admit that it is also a paradox, Senator Tremblay. Besides that, I am convinced, as is Senator Asselin, that we must evolve towards progress. I believe that the present project does bring certain progress for a group of French-speaking people outside of Quebec as far as their rights and more specifically their fundamental equality is concerned because that should be the point of the whole thing. At least, the francophones in New Brunswick will finally have access to that fundamental equality because of the greatness and the intelligence of their provincial premier who came before us and asked us to be bound.

I think, as Senator Asselin, that it is regrettable that we cannot do anything which would allow the 600,000 Franco-Ontarians to enjoy that same right which is certainly not a privilege and, as I often say, as politics are the art of the possible and as perfection is enemy of well enough, it will not be possible to answer the expectations of all those numerous groups who came before us.

There are queer practical reasons for that and it is certainly with much regret that the French-speaking members in this committee cannot find any clear practical way to give them those rights.

[Texte]

L'amendement proposé par mes collègues d'en face est, d'après moi, vraiment pas nécessaire.

Comme monsieur Mackasey l'a si bien expliqué, l'article 43 permettra facilement à n'importe quelle province de se lier aux prescriptions de l'article 133; elles pourront même aller plus loin que cela si elles le veulent.

Avec 34, si elles sont très pressées, on a dans les mesures transitoires à l'article 34 une provision qui peut permettre qu'une province se lie à ces dispositions.

J'étais un peu inquiet d'entendre le sénateur Asselin. Tout comme le ministre, on était inquiet d'entendre ce sénateur dire qu'on refusait aux Franco-ontariens le droit à l'éducation.

Je pense que quand on va arriver à l'article 23, on pourra se débattre plus en détails, mais certains de vos amis décrivent justement cet effort que nous faisons de reconnaître le droit à l'éducation dans la langue de la minorité partout au Canada, et cela s'applique non seulement aux Ontariens mais à toutes les minorités francophones à travers le Canada, où le nombre le justifie.

Tout à l'heure, sénateur Asselin, vous nous demandiez de corriger les injustices. Je pense que ça ne se fait pas, de corriger des injustices. On peut avoir un regard vers l'avenir beaucoup plus positif et ce regard vers l'avenir, peut-être que d'ici la fin des travaux de ce Comité nous aurons au moins franchi une étape historique. Je crois que c'est un défi pour tous les parlementaires qui siègent ici et certainement que les dispositions actuelles sont un grand pas en avant, que ce soit la reconnaissance de la loi sur les Langues officielles qui était au simple niveau d'un statut ordinaire et qui va devenir maintenant une réalité constitutionnelle. C'est une évolution historique dans les esprits parce que, il y a dix ans, je ne pense pas que les gens autour de cette table auraient pu s'entendre sur la reconnaissance des deux langues officielles au Canada.

Dix ans plus tard, les Canadiens-français réussissent ce coup de force, et cela n'a pas été motivé par des facteurs extérieurs, cela a été motivé de l'intérieur, et je pense que les Franco-phones de l'Ontario qui ont su si bien nous convaincre de leurs besoins ont ce feu sacré qui a animé beaucoup de Québécois à Ottawa et qui va certainement continuer d'animer beaucoup de nos délibérations.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Lapierre.

L'honorable Jake Epp, followed by Mr. Hawkes.

• 1720

Mr. Epp: Mr. Chairman, I want to direct just a few comments to the general theme that has been opened up. I think the first matter that must be mentioned and kept in perspective is the integrity of the federal system, and that is important.

Additionally, and I think I can say this, I think we have the collegiality around this Committee, that many members on both sides of the table have agonized over this question in a very sincere way; and tried to come up with not only maintaining principles of a federal state but also what they saw as equality.

[Traduction]

The amendment suggested by my colleagues across the floor is, in my opinion, not really necessary.

As Mr. Mackasey has said so clearly, Clause 43 makes it very easy for any province to choose to have the provisions of Clause 133 applied; the provinces could even go further than that if they wanted to.

With 34, if they are in a great rush, there are transitional steps there with a provision making it possible for a province to opt for those provisions.

I was slightly concerned by what Senator Asselin said. As was the case for the minister, we were concerned when we heard this Senator say that we were refusing educational rights to franco-Ontarians.

I think that when we get to Clause 23 we can debate this in greater detail, but some of your friends are quite opposed to this effort we are making to recognize educational rights in the language of the minority everywhere in Canada and that applies not only to Ontarians but also to all French-speaking minorities across Canada where numbers warrant.

You were asking us to redress injustice, Senator Asselin. I do not think one can redress injustice. We can look at the future much more positively and perhaps in looking at the future with a positive eye we will find, once this committee has finished its work, that we have taken an historical step. I think it is a challenge for all parliamentarians sitting here and surely the present provisions are a great step forward, even though we are perhaps only giving recognition to the Official Languages Act which was simply an ordinary statute before but which will now become constitutional reality. This is quite an evolution in mentalities, historically speaking, because I do not think that 10 years ago the people around this table could have agreed on the recognition of both official languages in Canada.

Now, 10 years later, French Canadians have managed to impose that concept, it was not motivated by external factors but rather by internal ones and I think that the French Ontarians, who have managed to convince us of their needs so eloquently, do have that inner fire which has motivated many Quebecers in Ottawa and will certainly be present still during our debates.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Lapierre.

The Hon. Jake Epp, suivi de M. Hawkes.

M. Epp: Monsieur le président, je veux tout simplement faire quelques commentaires dans le cadre du thème général que l'on vient de développer. La première chose qu'il ne faudrait pas oublier, tout en gardant la perspective, c'est l'intégrité du système fédéral et c'est très important.

De plus, je crois bien pouvoir le dire, il me semble que nous nous entendons ici pour dire que bien des gens des deux côtés de la table se sont penchés longuement sur cette question et de façon très sincère en essayant non seulement de garder les principes d'un État fédéral, mais aussi en essayant de sauvegarder l'égalité.

[Text]

I want to say especially to Mr. Mackasey that the reason we are suggesting we opt in is because we believe it is an easier method by which to achieve some of the goals, and as Mr. Crombie said, that symbols are important. We believe some of the symbols can be achieved as well at a time and in such a manner that they might in fact be used later on for additional steps, and as members will look ahead, they will notice that we do not approve of the interim amending formula as it is called.

It is for that reason that Clause 34, as far as we are concerned, cannot apply. So it is a matter of a total package when members opposite take a look at why we have proposed the procedure that we have.

Mr. Chairman, those of us who were around in 1973 when the Official Languages Act was reconfirmed; we were not here in 1969 as many members around this table were, for many of us that was a very difficult time; and I came from a province that is included under Section 133 by virtue of Section 23 of the Manitoba Act of 1870. In private discussions and in other discussions with friends around this table, the possibility has sometimes been raised, well if it does not work at this stage to include any province under Section 133, any province, should those provinces who are in fact included under Section 133, should they not have the opportunity then to be relieved of the responsibilities under that clause.

If I can speak just from a provincial perspective for a minute, obviously not speaking from a Quebec perspective but from a Manitoba perspective, as one who lives there and one who represents a riding that has the second largest number of French Canadians in any riding in Manitoba. The only one that has more is my friends, Mr. Bockstael, from St. Boniface. I would urge all members on both sides of this table not to even consider reopening that question for Manitoba. There are old scars there; there are old wounds there. I think for many of us, Mr. Bockstael on one hand and maybe I just to a small degree, and others have been trying to build bridges. Mr. Bockstael and I might disagree very strongly on a partisan basis but we do not disagree in terms of the need to build bridges between the different communities in Manitoba.

To open it in kind of a chess game, if you take my pawn, I am going to take yours approach on language for us in Manitoba, I would suggest that that would be very detrimental and I do not think either the province or the cause of Canadian unity would be served in any way.

So I want to say, if I can, Mr. Chairman, just from a personal point of view, that no matter how we approach these clauses, that an option not be considered, that if it cannot be extended to one province, that those who are in it, that it was imposed upon them and that they should then have the right to opt out. I think that is not in keeping with historical facts. Those historical facts, as I see them, back in 1864 and 1867 in fact was a guarantee for the Province of Quebec. It was also a request by the residents of Manitoba in 1869-1870 that a

[Translation]

Je veux dire, surtout à M. Mackasey, que nous proposons que les provinces puissent choisir parce que nous croyons que c'est là une façon plus facile de parvenir aux objectifs que nous nous fixons et, comme l'a dit M. Crombie, les symboles sont importants. Nous croyons pouvoir donner un certain symbole en temps et lieu et de telle façon que l'on pourra s'en mieux servir plus tard pour faire des pas additionnels et si vous nous donnez la peine d'essayer de prévoir un peu ce qui va se passer, vous verrez bien que nous n'approuverons pas de la soit-disant formule d'amendement intérimaire.

C'est pour cela qu'il devient impossible d'appliquer l'article 34, en ce qui nous concerne. Il s'agit donc d'une proposition globale que les gens de l'autre côté ont sous les yeux lorsqu'il s'agit d'étudier cette procédure que nous avançons.

Monsieur le président, certains d'entre nous qui étaient ici en 1973 quand la Loi sur les langues officielles a été reconfirmée n'étaient pas ici en 1969, contrairement à certaines autres personnes autour de cette table et pour bien des gens ce fut là une époque très difficile; je viens d'une province où l'article 133 s'applique en vertu de l'article 23 de l'Acte du Manitoba de 1870. En discussions privées et en entretiens avec des amis qui se trouvent ici autour de la table, on a souvent soulevé la possibilité suivante: s'il est impossible d'imposer à quelque province que ce soit le fameux article 133, ces provinces auxquelles l'article 133 s'applique aujourd'hui ne devraient-elles pas avoir l'occasion de se voir relever des responsabilités qu'elles ont en vertu de cet article?

Je voudrais parler un moment du point de vue provincial, évidemment pas le point de vue du Québec mais du Manitoba. Je vis dans cette province et je représente une circonscription qui est la seconde en importance quant au nombre de Canadiens-français qui y demeurent. L'autre circonscription qui en contient davantage est celle de mon ami, M. Bockstael de Saint-Boniface. Je supplie les membres des deux côtés de la table de ne même pas songer à rouvrir la question du Manitoba. Elle enferme de vieilles blessures, de vieilles cicatrices. Beaucoup d'entre nous, M. Bockstael d'une part et moi-même jusqu'à un certain point de même que d'autres, avons tenté d'établir des liens. M. Bockstael et moi-même sommes peut-être fortement en désaccord sur le plan politique, mais nous convenons du besoin de jeter des ponts entre diverses collectivités du Manitoba.

Si c'était un échiquier, si vous prenez un de mes pions, je vais prendre le vôtre, voilà votre approche linguistique pour nous au Manitoba. Je prétends que ce serait très mauvais et je ne crois pas que la province ou l'unité canadienne en profite de quelque façon.

Je veux donner mon point de vue personnel, si vous me le permettez, monsieur le président, quelle que soit la façon dont nous abordons les articles. Si un choix n'est pas étudié, s'il ne peut être offert à une province, les gens dans la province à qui on l'impose, devraient avoir le droit de se désengager. Si cette situation n'est pas conforme aux faits historiques, ceux-ci remontent à 1864 et 1867 et étaient en quelque sorte une garantie pour la province de Québec. Les résidents du Manitoba ont également demandé en 1869-1870 qu'un article sem-

[Texte]

similar clause be included in the Manitoba Act, which became known as Section 23.

I think if we take a look at the historical facts, the imposition as we use the word today in this context, is quite different in the context of 1870, and I just urge all members, Mr. Chairman, that that not be considered as an option.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, honourable Jake Epp. Mr. Hawkes.

• 1725

Mr. Hawkes: Thank you, Mr. Chairman. I notice that the Minister of Justice is caucusing with the New Democratic Party. My intervention requires a moment or two of his time. If there are other people on your list, I would be happy to move down in order.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would request, the honourable the Minister of Justice to sit for short period of time; Mr. Hawkes would like to address some questions to you. After Mr. Hawkes has completed his questions, the Chair would be in a position to call the vote.

Mr. Hawkes: Thank you very much, Mr. Chairman.

Mr. Minister, my concerns are related to Clause 16(3) as amended.

On January 21, I had an exchange with the Acting Minister of Justice about the government's intent in a policy sense in relation to the amendments which the government is proposing.

Subsequent to that exchange on January 21, I contacted several of the expert witnesses who have appeared before us and I would like to ask the Minister a couple of questions, and maybe make a suggestion to him.

But my original concern related to this clause. It was a concern which arose out of any clause which has the appearance of conferring rights upon a government and affirming those rights.

It is written that nothing in this Charter limits the authority of Parliament or a legislature to advance the equality of status or use of English or French.

Some of those experts I have contacted have said that it could be argued in court that this clause is a kind of dominant clause which might affect other individual or group rights contained in other clauses of the Charter, that the situation was not clear; and they wondered from the Acting Minister of Justice's testimony and from cases which have been argued before the Supreme Court, whether or not it was the intention of the government that nothing in Clauses 16 to 23 of this Charter would limit the authority—and the rest could be included.

I am just wondering whether or not your officials could look at that suggestion from some of the people—it did not go into the testimony—but they wondered whether or not, in reality, the government wanted to make sure that nothing else in the language rights clause could be construed by a court as limiting the authority, or whether it was the intent of the

[Traduction]

blable soit inclus dans la Loi sur le Manitoba qui est maintenant connue comme l'article 23.

En examinant les faits historiques, on voit que l'imposition avec la signification qu'on lui donne aujourd'hui dans ce contexte, est très différente du contexte de 1870. Je supplie tous les membres, monsieur le président, de ne pas retenir cette option.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Jake Epp. Monsieur Hawkes.

M. Hawkes: Merci, monsieur le président. Je remarque que le ministre de la Justice tient un petit caucus avec le Nouveau parti démocratique. Je n'ai besoin que d'une minute ou deux de son temps, si vous avez d'autres noms sur la liste, je veux bien prendre la parole plus tard.

Le coprésident (M. Joyal): Je demande à l'honorable ministre de la Justice de s'asseoir quelques instants; M. Hawkes désire vous poser des questions. Lorsque M. Hawkes aura terminé, la présidence mettra la modification aux voix.

M. Hawkes: Merci beaucoup, monsieur le président.

Monsieur le ministre, je m'inquiète de l'article 16(3) tel que modifié.

Le 21 janvier j'avais discuté avec le ministre de la Justice suppléant de l'intention du gouvernement, sur le plan politique, concernant les modifications que le gouvernement propose.

Suite à cette discussion du 21 janvier, j'ai communiqué avec plusieurs témoins experts qui ont comparu devant nous et je voudrais poser au ministre quelques questions et peut-être même lui faire une suggestion.

Je me soucie surtout de cet article. J'ai ce genre de préoccupation pour tout article qui en apparence accorde des droits à un gouvernement et confirme ces droits.

Il est écrit que rien dans cette Charte ne limite l'autorité du Parlement ou d'une législature d'offrir l'égalité de statut ou d'utilisation de l'anglais ou du français.

Les experts que j'ai consultés me disent que l'argument pourrait être présenté devant les tribunaux, que cet article est en quelque sorte un article dominateur qui pourrait toucher les droits d'autres particuliers ou groupes mentionnés dans d'autres articles de la Charte, que la situation n'est pas claire. Compte tenu du témoignage du ministre de la Justice suppléant et des causes qui ont été portées devant la Cour suprême, ils se demandent si c'est ou non l'intention du gouvernement que rien dans les articles 16 à 23 de cette Charte ne limite l'autorité—et ça tient compte du reste.

Vos haute fonctionnaires peuvent-ils ou non étudier cette suggestion—cela ne fait pas partie des témoignages—car ces gens se demandent si oui ou non le gouvernement voulait s'assurer que rien d'autre dans l'article des droits linguistiques ne pouvait être vu par un tribunal comme pouvant raffermir l'autorité, ou alors le gouvernement veut-il que rien dans la

[Text]

government in that nothing in the whole Charter from Clause 1 on through would limit the authority of a parliament or legislature.

Mr. Chrétien: I will check. I do not exactly know what you mean. Of course, when the Charter trenched it will limit the powers of the Parliament of Canada and the legislature to do certain things. This clause here is related to Clause 16. As I see it, it will not have an effect on other provisions in the Charter.

However, I will check that. But the short answer to your question is that we do not think so.

Mr. Hawkes: Would it not be advisable, then, would it not be better to stand this part of the clause until you have had an opportunity to consult precedent and consider the issue I am raising?

Mr. Chrétien: No. I am sure. But I think we can perhaps not vote on Subclause 3 of Clause 16 for the time being and vote on the two others and come back to that subclause after the adjournment at 8 o'clock tonight.

But the probability of a problem is so slim that I do not wish to delay the work of the Committee unnecessarily.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much. Mr. Hawkes.

Madame Campbell.

Miss Campbell: Mr. Chairman, I was originally on the list, but I took my name off. However, I do have a couple of questions for Mr. Crombie on his proposal, if I may.

I was very impressed by what he had to say, his proposal, being half Acadian and I am certainly sympathetic with your view.

But you are not asking us to impose it in this clause, but you are just allowing another way of allowing a province to opt in; it could be the court system, the legislature or anything else.

Have you communicated your views to Premier Davis that we should do this? That he should be opting in?

Mr. Crombie: Oh yes.

Miss Campbell: He is well aware that you are sort of in support of us wanting to act unilaterally?

Mr. Crombie: My position has clearly not been lost on him.

Miss Campbell: Are you also speaking for the national Leader of your party as well?

Mr. Crombie: The amendment I have placed has the support of the party. There can be no question about it. The amendment I proposed is from the Conservative Party.

Miss Campbell: But your views are very much stronger than the amendment.

Mr. Crombie: The amendment—of course I did not deal with it; if you are asking me a question on it. In our view . . .

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The question is certainly in relation to the proposed amendment. But I would like to

[Translation]

Charte, de l'article 1 à la fin, ne limite l'autorité d'un Parlement ou d'une législature?

M. Chrétien: Je vais vérifier. Je ne sais pas ce que vous voulez dire exactement. Il est évident que lorsque la charte sera enchâssée, elle limitera les pouvoirs du Parlement du Canada et des législatures de faire certaines choses. Cet article-ci a trait à l'article 16. Je l'interprète comme ne pouvant avoir d'effet sur les autres dispositions de la charte.

Cependant, je vais vérifier. Pour répondre réellement à votre question, je ne crois pas que ce soit le cas.

M. Hawkes: Ne serait-il pas recommandable, par conséquent, de réserver cette partie de l'article jusqu'à ce que nous ayons eu l'occasion de voir s'il y a eu des précédents et d'étudier la question que j'ai soulevée?

M. Chrétien: Non, et de cela je suis certain. Il vaudrait peut-être mieux ne pas voter le paragraphe 3 de l'article 16 pour le moment et prendre le vote sur les deux autres paragraphes pour revenir ensuite à ce paragraphe après l'ajournement à 20 h 00.

La probabilité que cette difficulté se pose est tellement mince que je ne voudrais pas retarder les travaux du Comité sans nécessité.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Hawkes.

Madame Campbell.

Mlle Campbell: Monsieur le président, j'étais sur la liste au début mais j'ai retiré mon nom. Je voudrais cependant, si vous me le permettez, poser quelques questions à M. Crombie sur sa proposition.

Je suis semi-acadienne et j'ai été très impressionnée par ce qu'il a dit dans sa proposition, je vois certainement d'un œil sympathique cette opinion.

Vous ne nous demandez pas toutefois d'imposer ceci dans cet article, mais c'est en quelque sorte une autre façon de permettre à une province de s'engager, ça pourrait se faire par le système juridique, la législature ou quelque chose d'autre.

Avez-vous laissé entendre au premier ministre Davis que nous devrions procéder ainsi? Qu'il devrait s'engager?

M. Crombie: Oh oui.

Mlle Campbell: Il sait donc que vous êtes, en quelque sorte, favorable à ce que nous agissions unilatéralement?

M. Crombie: Ma position ne lui a pas échappé.

Mlle Campbell: Parlez-vous au nom du leader national de votre parti également?

M. Crombie: L'amendement que j'ai proposé a l'appui du parti. Il n'y a aucun doute à ce sujet. Je le propose au nom du parti Conservateur.

Mlle Campbell: Vos opinions toutefois sont beaucoup plus fortes que l'amendement.

M. Crombie: Cet amendement, je ne m'en suis pas occupé, si vous me posez la question. A notre avis . . .

Le coprésident (M. Joyal): La question est certainement en rapport avec l'amendement proposé. Je vais certainement con-

[Texte]

keep the honourable member's name on the list and when dealing with the amendment in the usual way, I would certainly call the honourable member.

Miss Campbell: I thought we were dealing with it in a global way.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): It is a very global discussion, but the Chair was at the point of calling the vote on a specific clause at this point.

But, if you will accept my suggestion, Miss Campbell, you will be the first one on our list to intervene on the proposed amendment as was explained in general terms by the honourable David Crombie.

I think that is satisfactory to everybody.

I see honourable members are ready for the vote on the proposed amendment as read by M. Corbin.

Clause 16 as amended, agreed to.

On Clause 17—*Proceedings of Parliament*.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to invite honourable members to take the next amendment in relation to Clause 17. It is the amendment G-23.

Mr. Corbin.

Mr. Corbin: Thank you, Mr. Chairman.

I would like to move that Clause 17 of the proposed constitution act, 1980 be amended by renumbering Clause 17 on page 6 as Clause 17(1) and adding thereto the following subclause:

(2) Everyone has the right to use English or French in any debates and other proceedings of the Legislature of New Brunswick.

Monsieur le président, je propose

Que l'article 17 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, à son numéro d'article, page 6, du numéro de paragraphe 17 (1) et par adjonction du paragraphe qui suit:

"(2) Chacun a le droit d'employer le français ou l'anglais dans les débats et travaux de la Législature du Nouveau-Brunswick."

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Corbin.

I see that honourable members are ready for the question.

Amendment agreed to.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to come back to Clause 17. I see honourable members are ready for the question on Clause 17.

Clause 17 as amended agreed to.

On Clause 18—*Parliamentary statutes and records*.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to invite honourable members to take the next amendment relating to Clause 18, identified as G-24, Clause 18, page 6, and I would invite M. Corbin to move the proposed amendment.

M. Corbin: Merci, monsieur le président.

Je propose

[Traduction]

server le nom du député sur ma liste et lorsque nous en serons rendus à l'amendement, je lui donnerai certainement la parole.

Mlle Campbell: Je pensais que nous étions en train de l'étudier de façon globale.

Le coprésident (M. Joyal): C'est une discussion très générale, mais la présidence à ce moment-ci mettait au vote un article bien précis.

Si vous acceptez ma suggestion, mademoiselle Campbell, vous serez la première sur la liste à intervenir au sujet de l'amendement proposé, tel que l'a expliqué en termes généraux M. David Crombie.

Je crois que cela satisfait tout le monde.

Je vois que les membres sont prêts à voter sur l'amendement proposé tel que lu par M. Corbin.

L'article 16 modifié est adopté.

Article 17—Travaux du Parlement.

Le coprésident (M. Joyal): J'invite les membres du Comité à passer à l'amendement suivant qui a trait à l'article 17. Il s'agit de l'amendement G-23.

Monsieur Corbin.

M. Corbin: Merci, monsieur le président.

Il est proposé que l'article 17 du projet de loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, à son numéro d'article, page 6, du numéro de paragraphe 17(1) et par adjonction du paragraphe qui suit:

(2) Chacun a le droit d'employer le français ou l'anglais dans les débats et travaux de la législature du Nouveau-Brunswick.

Mr. Chairman, I move

That Clause 17 of the proposed Constitution Act, 1980, be amended by renumbering Clause 17 on page 6 as Sub-Clause 17(1) and adding thereto the following Sub-Clause:

"(2) everyone has the right to use English or French in any debates and other proceedings of the Legislature of New Brunswick,"

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Corbin.

Je vois que les honorables députés sont prêts à voter sur la proposition.

L'amendement est adopté.

Le coprésident (M. Joyal): J'aimerais revenir à l'article 17. Je vois que les honorables députés sont prêts à se prononcer sur cet article.

L'article 17 modifié est adopté.

L'article 18—Documents parlementaires.

Le coprésident (M. Joyal): J'invite les honorables députés à passer au prochain amendement proposé à l'article 18 que vous pouvez repérer par le numéro G-24, article 18, page 6. Je demanderais à M. Corbin de proposer cet amendement.

Mr. Corbin: Thank you, Mr. Chairman.

I move

[Text]

Que l'article 18 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution à son numéro d'article, page 6, du numéro de paragraphe 18(1) et par adjonction du paragraphe qui suit:

«(2) Les lois, les archives, les comptes rendus et les procès-verbaux de la Législature du Nouveau-Brunswick sont imprimés et publiés en français et en anglais, les deux versions des lois ayant également force de loi et celles des autres documents ayant même valeur.»

In English, Mr. Chairman, I would like to move that Clause 18 of the proposed constitution act, 1980, be amended by renumbering Clause 18 on page 6 as Clause 18(1) and adding thereto the following subclause:

(2) The statutes, records and journals of the Legislature of New Brunswick shall be printed and published in English and French and both language versions are equally authoritative.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Merci, monsieur Corbin.

Clause 18 as amended agreed to.

On Clause 19—*Proceedings in courts established by Parliament.*

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to invite honourable members to take the next amendment, identified as G-25, Clause 19, page 6, an amendment dealing with Clause 19 of the proposed motion and invite monsieur Corbin to present the amendment.

M. Corbin: Merci, monsieur le président.

Je propose

Que l'article 19 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, à son numéro d'article, page 6, du numéro de paragraphe 19(1) et par adjonction du paragraphe qui suit:

«(2) Chacun a le droit d'employer le français et l'anglais dans toutes les affaires dont sont saisis les tribunaux du Nouveau-Brunswick et dans tous les actes de procédure qui en découlent.»

Mr. chairman, I move that Clause 19 of the proposed constitution act, 1980 by renumbering Clause 19 on page 6 as Clause 19(1) and adding thereto, the following subclause:

(2) Either in English or French may be used by any person in or in any pleading in or process issuing from any court of New Brunswick.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you monsieur Corbin.

Clause 19 as amended agreed to.

On Clause 20—*Communications by public with federal instructions.*

[Translation]

That Clause 18 of the proposed Constitution Act, 1980, be amended by re-numbering Clause 18 on page 6 as Sub-Clause 18(1) and adding thereto the following Sub-clause:

“(2) the statutes, records and journals of the Legislature of New Brunswick shall be printed and published in English and French and both language versions are equally authoritative.”

Je vais maintenant lire en français, monsieur le président. Je propose que l'article 18 du projet de loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, à son numéro d'article, page 6, du numéro de paragraphe 18(1) et par adjonction du paragraphe qui suit:

(2) Les lois, les archives, les compte rendus et les procès-verbaux de la législature du Nouveau-Brunswick sont imprimés et publiés en français et en anglais, les deux versions des lois ayant également force de loi et celles des autres documents ayant même valeur.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Thank you, Mr. Corbin.

L'article 18 modifié est adopté.

L'article 19—Procédures devant les tribunaux établis par le Parlement.

Le coprésident (M. Joyal): J'aimerais inviter les députés à passer au prochain amendement portant le numéro G-25, article 19, page 6 qui porte sur l'article 19 du projet de résolution. J'invite M. Corbin à proposer l'amendement.

Mr. Corbin: Thank you, Mr. Chairman.

I move

That Clause 19 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by re-numbering Clause 19 on page 6 as Sub-Clause 19(1) and adding thereto the following Sub-Section:

“(2) either English or French may be used by any person in, or in any pleading in or process issuing from any court of New Brunswick.”

Monsieur le président, je propose que l'article 19 du projet de loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, son numéro d'article, page 6, du numéro du paragraphe 19(1) et par adjonction du paragraphe qui suit:

(2) chacun a le droit d'employer le français ou l'anglais dans toutes les affaires dont sont saisis les tribunaux du Nouveau-Brunswick et dans tous les actes de procédure qui en découlent.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Corbin.

L'article 19 modifié est adopté.

L'article 20—Communications entre les administrés et les institutions fédérales.

[Texte]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): In relation to Clause 20, the Chair has received two amendments, one introduced by the government party and the second introduced by the Official Opposition, the Conservative Party.

I would like to invite, first, the amendment introduced by the government party, and invite Mr. Corbin to present the amendment in the usual way.

M. Corbin: Merci, monsieur le président

Je propose

Que l'article 20 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 34 à 43, page 6, et aux lignes 1 et 2, page 7, de ce qui suit:

«20. (1) Le public a, au Canada, droit à l'emploi du français ou de l'anglais pour communiquer avec le siège ou l'administration centrale des institutions du Parlement ou du gouvernement du Canada ou pour en recevoir les services; il a le même droit à l'égard de tout autre bureau de ces institutions là où, selon le cas:

- a) l'emploi du français ou de l'anglais fait l'objet d'une demande importante;
- b) l'emploi du français et de l'anglais se justifie par la vocation du bureau.

(2) Le public a, au Nouveau-Brunswick, droit à l'emploi du français ou de l'anglais pour communiquer avec tout bureau des institutions de la Législature ou du gouvernement ou pour en recevoir les services.»

In English, I would like to move that Clause 20 of the proposed constitution act, 1980 be amended by striking out lines 36 to 39 on page 6 and lines 1 to 3 on page 7, and substituting the following:

same right with respect to any other office of any such institution where

- (a) there is a significant demand for communications with and services from that office in such language; or
- (b) Due to the nature of the office, it is reasonable that communications with and services from that office be available in both English and French.

(2) Any member of the public in New Brunswick has the right to communicate with, and to receive available services from, any office of an institution of the legislature or government of New Brunswick, in English or French.

Thank you, Mr. Chairman.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Corbin.

Est-ce qu'il y a des interventions sur l'amendement tel que présenté par monsieur Corbin?

Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: I just wanted to ask the Minister's officials a question or two on Clause 20.

[Traduction]

Le coprésident (M. Joyal): Le président a reçu deux amendements à l'article 20, l'un du parti du gouvernement et l'autre de l'Opposition officielle, c'est-à-dire le parti conservateur.

J'aimerais d'abord inviter M. Corbin à proposer l'amendement du parti gouvernemental.

Mr. Corbin: Thank you, Mr. Chairman.

I move

That Clause 20 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out lines 36 to 39 on page 6 and lines 1 to 3 on page 7 and substituting the following:

“same right with respect to any other office of any such institution where

- (a) there is a significant demand for communications with and services from that office in such language; or
- (b) due to the nature of the office, it is reasonable that communications with and services from that office be available in both English and French.

(2) any member of the public in New Brunswick has the right to communicate with, and to receive available services from, any office of an institution of the Legislature or government of New Brunswick in English or French.”

En français maintenant, je propose que l'article 20 du projet de loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 34 à 43, page 6, et aux lignes 1 et 2, page 7, de ce qui suit:

(20)(1) Le public a, au Canada, droit à l'emploi du français ou de l'anglais pour communiquer avec le siège ou l'administration centrale des institutions du Parlement ou du gouvernement du Canada ou pour en recevoir les services; il a le même droit à l'égard de tout autre bureau de ces institutions là où, selon le cas:

- a) l'emploi du français ou de l'anglais fait l'objet d'une demande importante;
- b) l'emploi du français et de l'anglais se justifie par la vocation du bureau.

(2) Le public a, au Nouveau-Brunswick, droit à l'emploi du français ou de l'anglais pour communiquer avec tout bureau des institutions de la législature ou du gouvernement ou pour en recevoir les services.

Merci, monsieur le président.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Corbin.

Is there any discussion on the amendment as moved by Mr. Corbin?

Monsieur Nystrom.

M. Nystrom: Je voulais poser quelques questions aux fonctionnaires du ministre au sujet de l'article 20.

[Text]

The wording here refers to "any head or central office of an institution of the Parliament or Government of Canada", in terms of bilingual services.

Can you explain a bit more what that means, "any head or central office"? Of course, "head office" is a head office, but does "central office" mean a regional office, or head office? Do the words mean the same thing?

Mr. Tassé: Well, we wanted to make sure that we covered all possible arrangements which may be made for the distribution of government services.

It could be a department like the Department of Veterans Affairs, which would be a head office of an institution of government.

But it could also cover the head office or central office of government agencies; it could be a board, a corporation.

In effect, I suppose we wanted to make sure here that we were not missing any central agency of government in a broad and general sense. That is why we have used these two words.

Mr. Nystrom: And in proposed Clause 21(a) as well, there are the words "significant demand". The reason I ask these questions is that we have always had controversy of what "where numbers warrant" means, and so on. I was wondering whether there is anything you would like to put on the record about that which may be helpful?

Would "significant demand" be ultimately decided by the courts?

Mr. Tassé: That is correct, Mr. Nystrom. If in the original Clause 20 as tabled in Parliament, that determination in the final analysis was to be made by Parliament.

But under this revised text, the court will ultimately decide these questions, whether there is in effect, a significant demand or not.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable Senator Roblin.

Senator Roblin: Mr. Chairman, might I be so bold as to ask a question about the French text, because I have a problem in understanding it.

In the English text for proposed Clause 21(a), the last words are "language or", so that (a) and (b) are in the position of "either or"; but when I look at the French text, I see the last words of proposed Clause 21(a) are "demande importante" and the "ou" is left out. Is that appropriate?

• 1745

Mr. Tassé: Senator Roblin, if you are working from the brochure that was distributed, there are words there that are missing compared with the amendment that is formally before this Committee and I think you are right. We have added words to make sure that in effect it is an alternative. It is either (a) or (b) and the words we have added are the following: "selon Le Cas!"

[Translation]

Le texte de cet article prévoit que l'on peut «communiquer avec le siège ou l'administration centrale des institutions du Parlement ou du gouvernement du Canada» dans la langue officielle de son choix.

Pouvez-vous préciser la phrase «le siège ou l'administration centrale»? Le sens de «siège» ne m'est pas inconnu, bien sûr; cependant, lorsqu'on parle d'administration centrale, veut-on dire un bureau régional ou le bureau principal? Est-ce que les deux expressions veulent dire la même chose?

M. Tassé: Nous voulions couvrir tous les aspects des services gouvernementaux qui sont offerts.

Par exemple, le ministère des Anciens combattants est le siège d'une institution du gouvernement.

Or, il pourrait également s'agir d'un siège ou administration centrale d'une agence du gouvernement, d'une commission ou d'une société, par exemple.

En fait, nous voulions englober toute agence centrale du gouvernement dans son sens le plus large. Voilà pourquoi nous avons choisi d'utiliser ces deux termes.

M. Nystrom: Au paragraphe 21(a) proposé, on parle d'une «demande importante». Mes questions à ce sujet sont provoquées par la controverse sur le sens de l'expression «où le nombre le justifie» et ainsi de suite. Pourriez-vous ajouter des commentaires qui seraient susceptibles de nous aider à mieux comprendre?

Est-ce que «demande importante» serait laissée à l'interprétation des tribunaux?

M. Tassé: C'est exact, monsieur Nystrom. En vertu du texte original de l'article 20 déposé en Chambre, la détermination de ce qu'est une «demande importante» devait relever du Parlement.

Maintenant, en vertu de cette reformulation, il incomberait aux tribunaux de se prononcer sur cette question.

Le coprésident (M. Joyal): Le sénateur Roblin.

Le sénateur Roblin: Monsieur le président, je me permets de poser une question sur la version française car j'ai quelques difficultés de compréhension.

Dans la version anglaise du paragraphe 21(a) proposé, les derniers mots sont «language or» ce qui veut dire que les paragraphes (a) et (b) prévoient un choix; toutefois, les derniers mots du texte français du paragraphe 21(a) proposé sont «demande importante» et on ne voit pas de «ou». Est-ce que le libellé est correct?

M. Tassé: Sénateur Roblin, certains mots qui figuraient dans la version qui paraissait dans la brochure distribuée ne figurent pas dans l'amendement dont le comité est actuellement saisi. Je crois que vous avez raison. Nous avons ajouté des mots pour garantir une alternative. Il s'agit de (a) ou (b) et les mots que nous avons ajoutés sont les suivants: «selon le cas».

[Texte]

Senator Roblin: You restore my confidence in my bilingual capacity.

M. Chrétien: Je voudrais vous féliciter, sénateur, c'est très impressionnant.

Le sénateur Roblin: Vous êtes très gentil, monsieur le ministre. Merci bien.

Le coprésident (M. Joyal): N'ayant pas d'autres questions ou interventions sur le projet d'amendement, je voudrais donc inviter les honorables membres du Comité à exprimer leur vote face à l'amendement proposé.

L'amendement est adopté.

Le coprésident (M. Joyal): Je voudrais donc revenir à l'article 20.

L'article 20 est adopté.

I would like then to invite honourable David Crombie to move the next amendment, the one identified CP-8.4, new Clause 21.

Je voudrais inviter l'honorable David Crombie à bien vouloir faire la présentation de l'amendement suivant et vraisemblablement inviter par la suite l'honorable sénateur Tremblay à nous en faire la lecture en français.

Honorable David Crombie.

Mr. Crombie: Thank you very much, Mr. Chairman. I will read the motion in English and Senator Tremblay will read it in French, that the proposed constitution act, 1980 be amended by adding thereto immediately after line 28 on page 7 the following:

Extension of application of certain language rights

21(1) the legislative assembly of each province to which Clauses 16(2), 17(2), 18(2), 19(2) or 20(2) does not expressly apply may, by resolution, authorize the issuance by the Governor General of a proclamation under the Great Seal of Canada declaring that any of those provisions

- (a) has application in the province, or
- (b) has application in the province to the extent and under the conditions stated in the resolution.

Effect of Proclamation

(2) Where the legislative assembly of a province authorizes the issuance of a proclamation declaring that a subsection referred to in subclause (1) has application in the province, the proclamation may be issued notwithstanding any other provision of this act respecting the procedures for amending the Constitution of Canada and shall

- (a) if the subclause is to apply in the province without any limitations or conditions, amend the subclause to include the province as a province named in the subclause; or
- (b) if the subclause is to apply in the province to the extent or under conditions stated in the resolution authorizing the issue of the proclamation, subject to Clause 22 so apply in the province and, for all purposes,

[Traduction]

Le sénateur Roblin: Vous venez de me redonner confiance dans ma compétence bilingue.

Mr. Chrétien: I would like to congratulate you, Senator. That is very impressive.

Senator Roblin: You are very kind, Mr. Minister. Thank you very much.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): If there are no further questions or comments on the proposed amendment, I would like to put the question.

The amendment is carried.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Now, I would like to come back to Clause 20.

Clause 20 is carried.

J'aimerais donc inviter M. David Crombie à proposer l'amendement qui suit que vous trouverez au numéro CP-8.4, une reformulation de l'article 20.

I would like to invite Mr. David Crombie to move the amendment and, subsequently, Senator Tremblay to read it in French.

Mr. David Crombie.

M. Crombie: Merci beaucoup, monsieur le président. Je vais lire la motion en anglais et le sénateur Tremblay en fera lecture en français. Il est proposé que le projet de loi constitutionnel de 1980 soit modifié par:

a) adjonction, après la ligne 2, page 7, de ce qui suit:

21.(1) L'assemblée législative d'une province non expressément visée par les paragraphes 16(2), 17(2), 18(2), 19(2) ou 20(2) a la faculté d'adopter une résolution autorisant le gouverneur général à déclarer, par proclamation sous le grand sceau du Canada, que tel de ces paragraphes:

- a) ou bien s'applique à la province sans conditions;
- b) ou bien s'applique à la province aux conditions précisées dans la résolution.

(2) En conséquence de la résolution, la proclamation peut être prise indépendamment de toute autre disposition de la présente loi relative aux procédures de modifications de la Constitution du Canada. Cette proclamation:

- a) modifie le paragraphe en cause par insertion du nom de la province, s'il s'agit d'une application sans conditions;
- b) est considérée à toutes fins utiles, notamment à des fins de modification, comme une disposition de la présente charte, s'il s'agit du cas visé à l'alinéa (1)b), et s'applique à la province, sous réserve de l'article 22, aux conditions précisées dans la résolution;

[Text]

including the purpose of amendment, be deemed to be a provision of this Charter.

Now, I will explain all that as best I can, Mr. Chairman, when we have heard from Senator Tremblay and I would like to thank him for his involvement.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable sénateur Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Merci, monsieur le président.

Il est proposé par monsieur Crombie

Que le projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par:

a) adjonction, après la ligne 2, page 7, de ce qui suit:

A ce point, je crois qu'il faut faire une correction dans le texte que j'ai sous les yeux.

Le numéro de l'article que j'ai sous les yeux, c'est le numéro 30 alors qu'il faudrait lire 21, je crois.

Donc, je lis le texte corrigé.

«21. (1) L'assemblée législative d'une province non expressément visée par les paragraphes 16(2), 17(2), 18(2), 19(2) ou 20(2) a la faculté d'adopter une résolution autorisant le gouverneur général à déclarer, par proclamation sous le grand sceau du Canada, que tel de ces paragraphes:

a) ou bien s'applique à la province sans conditions;

b) ou bien s'applique à la province aux conditions précisées dans la résolution.

(2) En conséquence de la résolution, la proclamation peut être prise indépendamment de toute autre disposition de la présente loi relative aux procédures de modification de la Constitution du Canada. Cette proclamation:

a) modifie le paragraphe en cause par insertion du nom de la province, s'il s'agit d'une application sans conditions;

b) est considérée à toutes fins utiles, notamment à des fins de modification, comme une disposition de la présente charte, s'il s'agit du cas visé à l'alinéa (1)b),

Vos remarques de tout à l'heure, monsieur le président, au sujet de nos auditeurs, s'appliquent vraiment à ce texte. Excusez la parenthèse.

et s'applique à la province, sous réserve de l'article 22, aux conditions précisées dans la résolution;

b) les changements de numéros d'article qui en découlent.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, honorable sénateur Tremblay.

[Translation]

(c) ...

Maintenant, quand le sénateur Tremblay l'aura lue, j'expliquerai l'amendement le mieux possible, monsieur le président. Je tiens à remercier le sénateur de sa contribution.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Senator Tremblay.

Senator Tremblay: Thank you, Mr. Chairman.

It has been moved by Mr. Crombie that,

That the proposed Constitution Act 1980, be amended by

(a) adding thereto immediately after line 28 on page 7 the following:

At this point, I think a correction must be made in the text I have here.

The number of the clause I have here is 30, and I believe it should read 21.

So, I will read the correct version.

21.(1) The legislative assembly of each province to which subsection 16(2), 17(2), 18(2), 19(2) or 20(2) does not expressly apply may, by resolution, authorize the issuance by the Governor General of a proclamation under the Great Seal of Canada declaring that any of those provisions:

(a) has application in the province; or

(b) has application in the province to the extent and under the conditions stated in the resolution.

(2) Where the legislative assembly of a province authorizes the issuance of a proclamation declaring that a subsection referred to in subsection (1), has application in the province, the proclamation may be issued notwithstanding any other provision of this Act respecting the procedures for amending the Constitution of Canada and shall

(a) if the subsection is to apply in the province without any limitations or conditions, amend the subsection to include the province as a province named in the subsection; or

(b) if the subsection is to apply in the province to the extent or under conditions stated in the resolution authorizing the issue of the proclamation, subject to section 22;

(c) ...

Mr. Chairman, your earlier remarks concerning our listeners really applied to this amendment. I apologize for the digression.

so apply in the province and, for all purposes, including the purpose of this amendment, be deemed to be a provision of this Charter.

(b) re-numbering the subsequent clauses accordingly.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Senator Tremblay.

[*Texte*]

L'honorable David Crombie, pour présenter le projet d'amendement avec les mots d'usage.

Mr. Crombie: Thank you very much, Mr. Chairman. Thank you, Senator.

Mr. Chairman, I would like to go over this fairly slowly so that we can all understand it.

Our concern here is not so much a political one as what we have considered to be a perhaps inadvertent situation created by other amendments.

The Minister's view, I gather the law officers of the Crown view as well, is that Clause 43 will allow a province to opt in with respect to language rights. That is what I understand it to be.

Mr. Tassé: Perhaps I should make things clear.

Senator Tremblay: All right.

Mr. Tassé: In respect of the language provisions of Section 133, a province could come in and bind itself by the procedure set out in Clause 43 in respect of Clause 16 to Clause 20. All the charter provisions are mentioned in Clause 50 and Clause 50 provides an amendment can be made only to the charter by way of an amendment on the Clause 41.

Mr. Crombie: And Clause 42.

Mr. Tassé: Or Clause 42.

Mr. Crombie: All right, that is right. That is a little presumptuous. Very good, Mr. Tassé.

Mr. Tassé: Thank you.

Mr. Crombie: There is the nub of our problem because if a province would like to opt in, here is our first problem, if a province would like to opt in to say, Clause 17, Clause 18 and Clause 19, Clause 17 for example, just to refresh your memory, Clause 17 deals with, and I will read it out,

Everyone has the right to use English or French in any debate in the legislature of a particular province.

Clause 19 deals with the Courts. If you wish to just go into, say, Clause 17 for the courts but they are not ready yet for the legislature, that is a problem because the assumption is that we could use, or the only way it can be done is through Clause 50(b). Clause 50(b) says an amendment to the constitution of Canada in relation to any of the following matters may be dealt with only in accordance with procedures prescribed by Clause 41 and Clause 42.

What that means is that you have to go through the whole amending process involving a whole bunch of other provinces and the Victoria Formula. Or whatever one we pick. Well, it is only by Clause 41 and Clause 42, and Clause 41 and Clause 42 list a very long procedure by which you amend just to get into Clause 17 or Clause 19, that is the first problem. Why go through all that just to get in one clause? And it is only affecting the province that wants it.

So our first point is that a particular province would like to say: yes, it shall be a right to use both official languages in a legislature, they should not have to go through the entire amending procedure involving all of the other provinces, which it needs to do under Clause 50(b).

[*Traduction*]

I will now recognize Mr. David Crombie to explain the amendment in the usual fashion.

M. Crombie: Merci beaucoup monsieur le président. Merci, monsieur le sénateur.

Monsieur le président, j'aimerais expliquer lentement pour que ce soit bien compris de tout le monde.

Notre intention ici n'est pas tellement politique. Cet amendement vise plutôt, à corriger une situation créée involontairement par d'autres amendements.

Si j'ai bien compris, le ministre et les conseillers juridiques de la Couronne croient que l'article 43 prévoit qu'une province peut choisir de modifier ses propres droits linguistiques. Voilà la façon dont je comprends les choses.

M. Tassé: Je devrais peut-être préciser.

Le sénateur Tremblay: D'accord.

M. Tassé: En vertu de l'article 43, une province pourrait s'engager à respecter les dispositions linguistiques de l'article 133 en acceptant de souscrire aux articles 16 et 20, inclusive-ment, de la résolution. Toutes les dispositions de la Charte sont énumérées à l'article 50, qui prévoit la modification de la Charte seulement selon la procédure visée à l'article 41.

M. Crombie: Et 42.

M. Tassé: Ou 42.

M. Crombie: D'accord. C'est une supposition. Je comprends, monsieur Tassé.

M. Tassé: Merci.

M. Crombie: Voilà le cœur du problème. Si la province voulait adhérer aux articles 17, 18 et 19, par exemple... pour vous rafraîchir la mémoire, je vais relire l'article 17.

Chacun a le droit d'employer le français ou l'anglais dans les débats et travaux de la législature d'une province.

L'article 9 porte sur les tribunaux. Si une province décide d'opter pour le bilinguisme dans les tribunaux mais non pas à la législature, le fait qu'il faut toujours invoquer le paragraphe 50(b) poserait un problème. L'article 50 stipule que toute modification de la constitution du Canada portant sur les questions suivantes se fera selon la procédure des articles 41 ou 42.

Ainsi, il faut passer par le processus d'amendements et impliquer plusieurs provinces dans le cadre de la formule de Victoria ou de celle que nous choisissons. Il faudrait donc, se livrer à une procédure d'amendements très longue en vertu des articles 41 et 42 pour simplement adhérer aux articles 17 ou 19. Pourquoi toute cette procédure pour un seul article qui ne touche que la province requérante?

Nous prétendons donc, que si une province voulait établir le droit d'employer les deux langues officielles à la législature, elle ne devrait pas être obligée de passer par tout le processus d'amendements et d'impliquer toutes les autres provinces comme l'exige l'article 50.

[Text]

That is our concern. What we would like to do, therefore, and that is why the first part of our recommendation is to give prior approval, allow a province through our amendment to say: when you are ready, you declare it, the thing is done. That is precisely what we did in Section 146 of the British North America Act with respect to Newfoundland 113 years ago. It was a good idea then, it is a good idea now.

It said when Newfoundland is ready it does not have to go through a whole rigamarole, it simply has to declare it because Section 146 was sitting there waiting for them to do it whenever they wanted to. That is what we would like to do with the ability of a province to opt in with respect to language rights if they want to, say, just pick Clause 17.

Now, another way to do it is for a province to get all the way into Section 133, then you can use the amending formula in Section 43, but if you do not want to get into all of Section 133, how do you just get a part of it? The fact of the matter is you cannot. That is the problem. The only way you can do it in Section 43 is to get all of Section 133.

What I would like to be able to do is to provide flexibility for a province to be able to get into a portion of Section 133, because every little bit counts, and it is difficult to do that, in fact impossible to do it through Clause 43.

Now, if I am wrong on that point my argument falls because the only way you can use Clause 43 to amend the constitution in order to bring in a language right, the only way you can do that is by taking in the whole of Section 133 of the British North America Act, and that to me seems first of all not giving sufficient flexibility to a province, and secondly, it seems that we ought to give prior approval so that when they are ready they can declare it without going through the rigamarole. That is the point of the amendment.

Senator Tremblay may wish to explain that in English.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I have already well understood it in French, Mr. Crombie.

Le sénateur Tremblay: Merci, monsieur le président.

Je ne veux pas répéter inutilement les choses mais je voudrais bien m'assurer que l'interprétation des formules d'amendement, en ce qui concerne 133 et en ce qui concerne une disposition de la charte, c'est bien comme mon collègue monsieur Crombie l'a mis en relief, c'est bien par 43 qu'une Province pourrait décider, avec la permission du Parlement, d'appliquer chez elle 133 mais que pour appliquer l'une quelconque des dispositions prévues aux articles 16 à 20, il faudra recourir, puisque ces articles font partie de la charte, à la procédure générale d'amendement, c'est-à-dire 41 ou 42, si le projet suit son cours. C'est bien exact?

M. Tassé: C'est juste, monsieur le président. En vertu de l'article 50 ou en raison de l'article 50.

Le sénateur Tremblay: C'est cela.

Alors, je pense que cela étant clairement acquis, le sens de notre amendement se dégage, de toute évidence, à deux égards. Premièrement, il permet une flexibilité qu'on ne trouve pas dans le projet tel qu'il est et, deuxièmement, je reviens sur ce que j'ai dit tout à l'heure, toute l'approche est fondée sur la

[Translation]

Nous nous en préoccupons. En conséquence, la première partie de notre recommandation vise à autoriser une province à adhérer à l'un des articles par simple déclaration. D'ailleurs l'article 146 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique a eu précisément le même effet pour Terre-Neuve il y a 113 ans. C'était une bonne idée à l'époque, et elle l'est toujours.

L'article 146 permettait à Terre-Neuve de faire partie de la Confédération quand elle le voulait sans passer par tout le processus. Or, nous voulons faire la même chose pour les provinces en leur permettant de s'engager à respecter les droits linguistiques si elles le veulent.

Maintenant, une province pourrait aussi adhérer à l'article 133 grâce à la formule d'amendements prévue à l'article 43. Toutefois, si on ne veut pas adhérer à toutes les dispositions de l'article 133, comment s'y prendre? La réponse est simplement que c'est impossible. Voilà le problème. La seule façon d'appliquer l'article 43 est d'adhérer entièrement à l'article 133.

Notre amendement vise à permettre à une province de choisir une partie de l'article 133. Après tout, toutes les parties comptent dans cette affaire. A l'heure actuelle, l'article 43 ne prévoit pas cette possibilité.

Maintenant, si j'ai tort, mon argument ne tient plus. Toutefois, je crois comprendre qu'il faut adhérer entièrement aux dispositions de l'article 133 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique pour amender la constitution grâce à l'article 43 et faire appliquer un droit linguistique. A mon sens, cette restriction fait preuve d'un manque de souplesse. Deuxièmement, il me semble qu'on devrait autoriser d'avance une province à s'imposer deux langues officielles sans passer par tout le processus. Voilà l'intention de l'amendement.

Le sénateur Tremblay voudra peut-être l'expliquer en anglais.

Le coprésident (M. Joyal): J'avais déjà bien saisi en français, monsieur Crombie.

Senator Tremblay: Thank you, Mr. Chairman.

I do not want to bring about any needless repetition, but I would just like to be sure of the interpretation of the formulae for amending Section 133 and any provisions of the Charter. My colleague, Mr. Crombie, brought out quite clearly that with the permission of Parliament, a province could decide under Clause 43 to apply Section 133 within its jurisdiction. However, before one of the provisions of Clauses 16 through 20 can apply, since they are part of the Charter, the general amending procedure must be used. That is, Clauses 41 or 42 if the proposed resolution is adopted. Is that correct?

Mr. Tassé: That is correct, Mr. Chairman. Under Clause 50.

Senator Tremblay: That is right.

So, now that that has been established, the two purposes of our amendment become quite clear. First, it would allow a flexibility which does not exist in the proposed resolution and, second, it is based on the freedom, on the self-determination of the provinces, to which I referred earlier. The minister also

[Texte]

liberté, l'autodétermination des Provinces. Le ministre nous l'a répété. Tout à l'heure il insistait pour dire qu'il faudrait quand même s'en tenir à 43. Alors, je n'étais pas sûr d'avoir bien lu auparavant mais je suis content de la correction que vous avez apportée; effectivement, ce n'est pas 43 qui s'applique. Cependant, présumant que c'était 43, il disait qu'il fallait donner plus d'éclat, donc que le Parlement devrait donner sa permission.

Déjà, j'aurais employé l'expression qu'il s'agissait d'une liberté protégée, si l'on peut dire, que nous octroyons aux Provinces. Maintenant que c'est devenu clair qu'il faudrait utiliser l'article 41 pour qu'une Province se joigne, cela devient une liberté plus que protégée, ça devient une liberté contrôlée par tous les autres alors que la chose qui est en cause c'est, d'une part, la décision de la Province d'appliquer chez elle l'une ou l'autre des dispositions de 16 à 20 et de les appliquer selon la situation qui la caractérise, soit en totalité, soit en partie.

Je pense que ce genre de flexibilité m'apparaît absolument essentiel dans la perspective dans laquelle nous nous situons. Les situations d'une région à l'autre sont évidemment différentes, les mentalités sont également différentes et elles évoluent dans le temps à des tempo qui sont divers.

Il me semble que notre formule d'amendement tient compte de tout cela et indique une claire orientation que ce qui est souhaité c'est que les Provinces se joignent mais qu'elles se joignent librement selon des modalités correspondant à leur situation sociologique.

Je comprendrais difficilement que par rapport à la rigidité de ce qui est implicite au projet principal, les articles 16 à 20 tels qu'ils ont été adoptés tout à l'heure, je comprendrais très difficilement que l'on n'accepte pas, en vertu même des objectifs visés, la plus grande flexibilité que notre proposition fournit.

Le projet, tel qu'il est, représente une sorte de frein à la poursuite des objectifs tandis que notre formule permet, au contraire, de s'acheminer non seulement plus rapidement mais selon des tempo qui tiennent compte des situations particulières de chaque Province.

Merci.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, honorable sénateur Tremblay.

L'honorable Jake Epp.

Mr. Epp: Thank you for recognizing me after 6 o'clock, Mr. Chairman. It would be my suggestion I think the matter has been well presented and possibly members can reflect over the dinner hour and we can then reconvene at that time.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I was going to suggest that we adjourn at this point because I am quite sure honourable members would like to think that over during the following hours.

La séance est levée jusqu'à 8 h 00 ce soir.

[Traduction]

mentioned it. Earlier, he insisted that Clause 43 be maintained. So, I was not sure that I had read correctly beforehand, but I am happy with the correction you have made. In fact, it is not Clause 43 which applies. If it were Clause 43, however, the minister stated that it needed pepping up and that Parliament should therefore have consented.

I would have said that it was a matter of extending a protected freedom to the provinces. Now that it is clear that a province binds itself through Clause 41, it is more than a protected freedom which is being granted, it is a freedom which is controlled by all the other provinces. It is really up to the province to decide whether to apply one of the provisions of Clauses 16 through 20, either in whole or in part, as it relates to the particular circumstances.

This type of flexibility is essential in my opinion given the context in which we live. Circumstances and mentalities vary, obviously, from one region to another and they evolve at their own pace.

Our amending formula takes all this into account and indicates clearly that it is our desire to see the provinces opt in, but that they do so freely according to the terms and conditions which are appropriate to their sociological context.

I have difficulty understanding the rigidity of the proposed resolution, of Clauses 16 through 20 as they have been carried and I would have some difficulty understanding why our amendment, which is much more flexible, would not be accepted.

As it stands, the proposed resolution is an obstacle to the objectives we wish to attain. On the other hand, our formula would allow things to move along more quickly, taking into account the fact that provinces evolve at their own pace in accordance with their particular situation.

Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Senator Tremblay.

Mr. Jake Epp.

M. Epp: Merci de m'avoir accordé la parole après 18 heures, monsieur le président. Je crois que l'amendement a été bien expliqué. Je propose que les membres du comité y réfléchissent durant l'heure du souper, après quoi nous pourrions reprendre le débat.

Le coprésident (M. Joyal): J'allais vous proposer de lever la séance; je suis convaincu que les honorables députés en profiteront pour y réfléchir.

The meeting is adjourned until 8 o'clock.

[Text]

EVENING SITTING

• 2000

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Order, please.

We are resuming consideration of the proposed motion on an amendment moved by the honourable David Crombie on behalf of the Conservative Party.

When we adjourned at 6 o'clock, I had a list of four speakers: the honourable Bryce Mackasey, Mr. Nystrom, the honourable John Fraser and Madam Campbell.

Le coprésident (M. Joyal): Alors, madame Campbell, avec tous mes hommages et mes respects, je vous invite à prendre la parole.

Miss Campbell: I am sorry, but the mover of the amendment is not here—Mr. Crombie, and I am just wondering if he is coming back. When I was cut off before, he had made quite an admirable statement which I was really impressed by as I am sure everybody on the Committee was as to the sense of direction that he felt the Province of Ontario should be going.

But I will direct my question at Senator Tremblay.

Les provisions de l'article 21, est-ce que cela donne seulement un «opting in», pas un «opting out»? Si on veut «opter out» il faut s'en reporter à l'article 43 ou 50.

Le coprésident (M. Joyal): Sénateur Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Merci, monsieur le président.

Ma compréhension de notre texte c'est que c'est un «opting in» purement et simplement.

Mlle Campbell: Pas d'«opting out».

Le sénateur Tremblay: Non.

Mlle Campbell: Comme cela, il faut suivre la formule de la résolution.

The sénateur Tremblay: Yes, if the . . .

Non, non, mais j'essaie de penser. C'est permis?

Mlle Campbell: Je sais, sénateur Tremblay, que vous n'avez proposé l'amendement mais . . .

Le sénateur Tremblay: Enfin, mon interprétation est la suivante. Une fois qu'une Province a choisi de se joindre par la formule que nous proposons, le sens de son option sera qu'elle s'ajoutera à celles qui seront déjà dans le système en question et que son nom s'inscrira parmi les autres comme un amendement à la Constitution.

Ça aura valeur d'amendement à la Constitution.

Par conséquent, pour amender la chose par la suite, elle sera, je pense, forcée de recourir à l'une ou l'autre des formules d'amendement parce que ça sera un amendement à la Constitution, il n'est pas prévu de le faire unilatéralement, à ce moment-là.

Je pense que c'est cela, le sens, à la réflexion.

Mlle Campbell: Vous n'avez pas mentionné aucun moyen de 'opting out'.

Le sénateur Tremblay: Mais il y en a un dans l'ensemble des formules d'amendement parce que ce sera considéré comme un

[Translation]

SÉANCE DU SOIR

Le coprésident (M. Joyal): A l'ordre, s'il vous plaît.

Nous reprenons l'étude du projet d'amendement proposé par M. David Crombie au nom du Parti conservateur.

A 18 heures, lors de l'ajournement, il me restait les noms de quatre intervenants: M. Bryce Mackasey, M. Nystrom, M. John Fraser et M^{me} Campbell.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): So, it is with greatest respect, Miss Campbell, that I give you the floor.

Mlle Campbell: Je suis désolé, mais le responsable de l'amendement est absent. Je me demande si M. Crombie va revenir? Après qu'on m'ait coupé la parole, il a fait au sujet de la province de l'Ontario une déclaration admirable qui m'a impressionnée, comme tous les autres membres du Comité, j'en suis sûr.

En attendant, je vais m'adresser au sénateur Tremblay.

Does Clause 21 provide for an opting-in as well as an opting-out? If a province wants to opt out, must it go through Sections 43 or 50?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Senator Tremblay.

Senator Tremblay: Thank you, Mr. Chairman.

As far as I understand the wording, the provisions only regard opting-in.

Miss Campbell: Not opting-out?

Senator Tremblay: No.

Miss Campbell: So, the formula provided for in the resolution must be used to opt out.

Sénateur Tremblay: Oui, si . . .

No, let me think. Is it allowed?

Miss Campbell: I know, Senator Tremblay, that you were not the mover of the amendment, but . . .

Senator Tremblay: Well, my interpretation is as follows. Once the province has decided to opt in, using the formula we have proposed, it would be added to the list of provinces already bound. Its name would appear along with those of the other provinces who have amended the constitution.

The opting in would be equivalent to amending the constitution.

Consequently, that province, in order to make another amendment, would have to use one of the amending formulae since it would no longer be allowed to make any changes unilaterally.

I think that is how the system would work.

Miss Campbell: You have not mentioned any ways of opting out.

Senator Tremblay: That is provided for in the amending formulae since opting out would be considered an amendment

[Texte]

amendement à la Constitution. Toute la Constitution peut être amendée par l'une ou l'autre des formules d'amendement qui convient.

M. Chrétien: Je voudrais faire une remarque, ici.

Évidemment, le principe 'opting in' c'est un principe qui est bien gentil mais ça implique, dans un certain sens aussi le principe de 'opting out' et tous nos travaux, sans le reconnaître à ce moment-ci, ça peut créer une certaine confusion et certaines anomalies dans notre Constitution parce que le principe d'avoir une charte, c'est justement que ça prend un mécanisme constitutionnel pour le changer à l'inverse si nécessaire et, compte tenu de l'objection que j'ai, en tous cas, pour répondre au sénateur Tremblay, c'est que lorsque vous prenez le système proposé par monsieur Crombie, cela peut se faire seulement dans une province. Mais très rapidement, ils voudront aussi. Ce n'est pas un changement à la Constitution de la Province que nous voulons, c'est un changement à la Constitution du Canada. Dans la Constitution, il y a certains aspects quant aux Provinces, qui peuvent être amendés seulement par les Provinces.

Alors, la journée où heureusement une autre Province voudra s'attacher, je crois que c'est s'attacher à la Constitution du Canada, que c'est d'enchâsser les droits linguistiques en vertu de 16 à 20 ou de 133 dans la Constitution du Canada.

C'est pourquoi nous insistons sur le fait que le débat devienne un débat non seulement provincial mais qu'il y ait aussi pour établir clairement la générosité de la province en question aux yeux des autres citoyens du Canada, qu'on puisse à ce moment-là le faire aussi par un amendement, c'est-à-dire que dans la formule d'amendement, avoir le consentement, pour amender la Constitution du Canada en la matière, du gouvernement fédéral.

L'objection qui a été soulevée au point de vue technique concernant la façon de s'attacher à la Constitution canadienne, évidemment, si on veut le faire pour 133, c'est différent que si on veut le faire pour la Charte des droits. C'est un nouveau concept, 16 et 20, qui n'existait pas avant.

On a beaucoup parlé de 133 mais je voudrais dire à ce moment-ci que les obligations constitutionnelles en matière de bilinguisme pour le Nouveau-Brunswick seront plus grandes que les obligations en matière de bilinguisme pour le Québec, en vertu de 133.

Alors, on a parlé beaucoup de 133 et de façon à ce que les Provinces aient le choix ou bien de prendre 133 tel que le Québec le connaît, ou 133 modifié, ou de pouvoir avoir aussi de 16 à 20, si c'est cela qu'ils veulent et en plus d'être dans la Constitution d'être dans la Charte des droits, de telle façon que la formule d'amendement future soit la même que la formule qui s'applique aux changements des droits.

Nous avons regardé ce problème-là pour rencontrer cette objection et je serais d'opinion qu'on pourrait probablement accepter un amendement plus tard quand nous arriverons à la formule d'amendement qui pourrait se lire un peu comme suit. Je vais la lire en français et je pourrai la lire en anglais mais comme on n'est pas rendu là, je voudrais en donner le contenu au Comité de telle façon que, et même le déposer même si on

[Traduction]

to the constitution. The entire constitution can be amended through one of the appropriate formulae.

Mr. Chrétien: I would like to make a remark at this point.

Obviously, the opting in principle is all very well, but it also involves opting out. All our efforts may, at some point, create some confusions and some irregularities in the constitution. The principle of a Charter resides partially in the fact that it can only be amended using a method provided for in the constitution. So, in answer to Senator Tremblay, my objection is that under Mr. Crombie's proposal, the changes could be made in only one province. But very soon, they will want to. We are not seeking a change to the constitution of the province, but a change to the constitution of Canada. In the constitution there are certain aspects dealing with the provinces that can only be amended by them.

So when one day, fortunately, another province joins, it will also be tied to the constitution of Canada, enshrining its linguistic rights under Sections 16 to 20 and to Sections 133 of the constitution of Canada.

That is why we insist that the debate be held not only provincially but, in order to clearly establish the generosity of the province in the eyes of other citizens of Canada, that an amendment also be made, using the amending formula, an amendment to the constitution of Canada with the consent of the federal government.

With respect to the technical objection concerning ties to the Canadian constitution, of course Section 133 would be different than under the Charter of Rights. Sections 16 to 20 promote a new concept which did not exist previously.

Section 133 has been discussed at length, but at this time, I want to point out that constitutional obligations with respect to bilingualism for New Brunswick will be greater than similar obligations for the Province of Quebec under Section 133.

If they so wish, provinces will have the choice to adhere to the principle under Section 133, as Quebec has done, or to a modified Section 133, and still have the choice in addition to be tied, to the constitution, through the Charter of Rights, through Sections 16 and 20, so that a future amending formula will be the same as the amendments to the Rights.

We have considered possibilities to overcome this objection, and I would think that probably we could accept an amendment to the amending formula clause, which might be as follows. I will read the text in French, and I can read it in English, but as we are not yet on that clause, I simply want to familiarize the committee. I can even table the amendment, so

[Text]

l'a fait durant l'heure du dîner, le Comité sache exactement vers quoi nous nous orientons. La motion serait la suivante:

Il est proposé que le projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par:

a) adjonction, après la ligne 27, page 13, de l'article suivant:

«Modifications concernant certains droits linguistiques.

44. Par dérogation à l'article 50, toute modification de la Constitution du Canada portant insertion du nom d'une province au paragraphe 16(2), 17(2), 18(2), 19(2) ou 20(2) peut être faite par proclamation du Gouverneur-général sous le grand sceau du Canada autorisé par des résolutions du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative de la province à laquelle la modification s'applique;

b) changement des numéros d'articles qui en découlent.

Alors, j'ai un texte, c'est la substance de ce que nous pourrions faire qui rencontrerait la possibilité de se lier à 16 à 20 mais toujours dans le contexte de la formule d'amendement, de telle façon que le tout pourrait se faire aussi bien d'abord par la Province mais par une approbation aussi du Parlement du Canada qui donnerait la notoriété publique nécessaire parce que dans le contexte dans lequel nous vivons à l'heure actuelle, s'il fallait qu'on ait ce problème-là ce soir, il n'y aurait aucune querelle au Parlement du Canada mais il serait utile, à mon sens, que les autres provinces, par l'intermédiaire des députés des autres provinces qui siègent au Parlement du Canada et qui parfois ont besoin de points de référence lorsqu'ils s'adressent à leurs électeurs ou aux gens de leur province, pourraient dire, voici, à l'occasion d'un débat à la Chambre ce que j'ai dit et j'ai appuyé cela alors que je vous représentais à Ottawa et j'ai applaudi la province x, y, z qui a montré la même générosité que le Nouveau-Brunswick vient de démontrer.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): That will be your last question, Madam Campbell.

Miss Campbell: Well, my question following goes to the Minister.

Mr. Fraser: On a point of order, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes, Mr. Fraser.

Mr. Fraser: I do not mean to interrupt my honourable friend. But, Mr. Chairman, I am left confused. We have been talking about an amendment which has been introduced by the Conservatives. In answer to my honourable friend's statement, the Minister has now come in and read out at least a draft of a proposed amendment or at least a proposal which the Minister is indicating may be put in front of us.

Well, at this point I have to ask, Mr. Chairman, where are we going? Because, having listened to the Minister for the last nearly 10 minutes, he has raised a lot more questions than he has answered as far as I am concerned.

I do not know where we get back to the Minister to talk about this.

[Translation]

that after the lunch hour, the committee will know exactly the direction that we are taking. The motion is as follows:

It is moved that the Constitution Act, 1980, be amended by:

(a) the addition after line 29, on page 13 of the following:

"amendments concerning certain language rights."

44. Notwithstanding the provisions of Section 50, any amendment to the constitution of Canada wherein the name of a province is inserted into Sub-section 16.2, 17.2, 18.2, 19.2 or 20.2, may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada where so authorized by resolutions of the Senate and the House of Commons and of the Legislative Assembly of each province to which the amendment applies;

(b) by re-numbering the sections following.

So there is a text of an amendment, which would allow opting in Sections 16 to 20, within the context of the amending formula. Amendments could be made first by the province, but also with the approval of the Parliament of Canada and provide the necessary publicity, because within the present context, should this problem arise tonight, Parliament would willingly approve, but in my opinion, it would be most helpful for the other provinces to approve through their federal members of Parliament. In speaking to their constituents or to the population of their province they could say: in a House debate in which I represented you, I congratulated province (x), (y) or (z) which showed the same generosity as the province of New Brunswick recently.

Le coprésident (M. Joyal): Ce sera votre dernière question, madame Campbell.

Mlle Campbell: Cette question s'adresse au ministre.

M. Fraser: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Oui, monsieur Fraser.

M. Fraser: Je ne veux pas interrompre mon honorable collègue, monsieur le président, mais je suis très confus. Voilà que nous discutons une modification proposée par les Conservateurs. En réponse à une déclaration de mon honorable collègue, le ministre nous lit maintenant un projet d'amendement qu'il déposera peut-être plus tard.

Je voudrais savoir, monsieur le président, où nous en sommes? Après avoir écouté le ministre durant près de dix minutes, il a posé plus de question qu'il a fait de réponses.

Comment voulez-vous que nous discussions avec le ministre.

[Texte]

My good friend, Coline Campbell—I do not know whether she is questioning us about our amendments or now whether she is going to be questioning the Minister about his amendments.

I would submit, with great respect, Mr. Chairman, that we look to you to sort of unravel this, because it seems to be getting a bit mixed up.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, honourable John Fraser.

Miss Campbell: On that point of order, Mr. Chairman, I would just say that it has been the understanding of this Committee since early this week that we can question the mover of any amendment, and that is what I was doing, except that the mover was not here and the Minister answered. I was just following up on the answer the Minister had given and also Senator Tremblay.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I am sorry, but it is still the responsibility of the Chair to give proper light to the honourable John Fraser who has just put a question to the Chairmen.

In answer to your question, Mr. Fraser, I would suggest to you the following. We are dealing with an amendment. That amendment has been dealt with in accordance with the rules of procedure that we have followed up to this point. At this point the Chair has repeatedly stated on different occasions that honourable members who address the Chair or the witness through the Chair, to that amendment or subamendment should confine their questions or comments to the amendments or the contents of the amendments.

I have heard the honourable the Minister of Justice say that at this point he would have difficulty in accepting that amendment on behalf of the government because he is thinking about something else.

But at this point if questions are put to the Minister on the content of the draft or proposal that he intends to move, or to one of his representatives around the table, the Chair will not allow this.

We are on an amendment that was well moved by the honourable David Crombie and explained later on by the honourable Senator Tremblay.

At this point I would invite honourable members to direct their intervention, questions and comments to the contents of the proposed amendment as moved by the honourable David Crombie. The Chair will not entertain any question or comment on the proposed draft as read by the honourable the Minister of Justice.

The honourable the Minister of Justice.

Mr. Chrétien: I would like to make a suggestion. I am impressed by the arguments of the honourable Mr. Crombie and I am trying to be helpful. Perhaps we can make a suggestion. I just preferred to do it for the reasons I have given, the way I want. Why do we not suspend the amendment, put it aside—if you want. My own view is that I would recommend to members of the Committee not to accept Mr. Crombie's amendment if you were to vote right away.

[Traduction]

Je ne sais vraiment plus si mon excellente amie, mademoiselle Campbell, nous questionne sur nos amendements ou si elle a décidé d'interroger le ministre sur les siens.

Monsieur le président, je vous invite instamment à mettre un peu d'ordre.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Fraser.

Mlle Campbell: Sur le même rappel au Règlement, monsieur le président, je croyais qu'au début de la semaine, le comité avait décidé de nous laisser poser des questions aux responsables des amendements. C'est ce que je fais, mais comme il n'est pas ici, le ministre a dû répondre. Je veux simplement éclaircir la réponse que le ministre nous a donnée, ainsi que celle du sénateur Tremblay.

Le coprésident (M. Joyal): Je regrette, mais le président tient à éclairer l'honorable John Fraser qui a posé une question aux présidents.

Monsieur Fraser, voici où nous en sommes. Nous discutons d'un amendement, selon les règles de procédure reconnues jusqu'à présent. A maintes reprises, j'ai répété que les députés qui questionnent le président ou le témoin sur tout amendement ou sous-amendement doivent s'en tenir à des questions ou commentaires qui portent sur ces amendements ou leur substance.

Le ministre de la Justice tient de déclarer que le gouvernement pourrait difficilement accepter cet amendement, car il a l'intention d'en proposer une autre.

Toutefois, je ne peux pour l'instant autoriser de questions au ministre ou à un de ses collègues sur le contenu de son projet d'amendement.

Nous discutons en ce moment un amendement proposé par l'honorable David Crombie, et commenté plus tard par l'honorable sénateur Tremblay conformément au Règlement.

Donc, je prie les honorables députés de bien vouloir s'en tenir à des questions ou à des commentaires sur le contenu de l'amendement proposé par l'honorable David Crombie. Je n'accepterai aucune question ou commentaire sur le projet d'amendement par l'honorable ministre de la Justice.

Monsieur le ministre de la Justice.

M. Chrétien: J'ai une suggestion. Les arguments de M. Crombie m'ont impressionné, et je voudrais aider à résoudre le problème. Je veux donc suggérer une solution pour les raisons que j'ai données. Pourquoi ne pas réserver cet amendement, car je devrais recommander aux membres du comité de ne pas accepter l'amendement de M. Crombie, si vous le mettiez aux voix immédiatement.

[Text]

But in the meantime it would give us time to compare the two and see what is the best. But if we were to vote on the Crombie amendment right away, then I think I would have to recommend to my group that they should vote against it; but in the spirit that I have something else to offer.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would certainly request the consent of the mover. L'honorable sénateur Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Sous réserve de l'accord du motionnaire, c'est exactement quelque chose de ce genre que j'allais suggérer pour sortir de la difficulté dans laquelle nous sommes peut-être du point de vue de la procédure, et de cela vous êtes le juge, monsieur le président, parce que je crois discerner dans ce que le ministre nous a communiqué, une volonté d'assouplir les choses et, quant à cet objectif, notre proposition allait manifestement dans la même direction mais je pense qu'il faut regarder de près les deux hypothèses de travail, si je puis dire, et le ministre nous offre de ne pas régler maintenant le sort de notre amendement mais de le considérer simultanément au moment où il sera en mesure d'inscrire sa propre proposition.

Dans ces conditions, je pense que nous pouvons faire une analyse beaucoup plus objective du mérite des deux manières de poursuivre un objectif qui semble commun.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, honorable sénateur Tremblay.

Do I see that Mr. Nystrom is sharing the views of the honourable Senator Tremblay and the views expressed by the honourable the Minister of Justice?

Madame Campbell, sur la même question.

Miss Campbell: On the same point of discussion, Mr. Chairman, I would like, at least when the mover of the amendment to Clause 21 comes back, the opportunity of putting one more question to him before the order goes.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I will keep your name on the list, Madam Campbell.

I see there is unanimous consent that we should stand the amendment at this point and come back later on in our discussion.

Amendment allowed to stand.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Well, we then move on Clause 21, and on Clause 21 the Chair has not been informed that there is any amendment in relation to that clause.

Clauses 21 and 22 agreed to.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to invite honourable members to move on Clause 23.

On Clause 23—*Language of instruction*

The Joint Chairman (Mr. Joyal): On Clause 23 there are a certain number of amendments. Those amendments would be dealt with in the following order. I would like first to call the amendment numbered G-27, Clause 23, page 7.

I would like to say for the benefit of our viewers that Clause 23 that we will be dealing with is entitled *Minority Language Educational Rights*. «Droits à l'instruction dans la langue de la minorité».

[Translation]

En attendant nous pourrions comparer les deux propositions et choisir la meilleure. Si on votait immédiatement sur la proposition de M. Crombie, je me verrais dans l'obligation de recommander à mon groupe de voter contre; étant donné que j'ai une solution de rechange.

Le coprésident (M. Joyal): Je devrais demander le consentement du responsable. Senator Tremblay.

Senator Tremblay: Subject to the mover's consent, that is exactly the sort of thing I was going to suggest in order to overcome this procedural problem, and it is now up to you, Mr. Chairman, since I note in the minister's statement, a desire to accommodate matters precisely as we had proposed. However, I believe that we should study both proposals closely. The minister wants to postpone the fate of our amendment; he wishes us to consider both proposals when he tables his own amendment.

I think, that in that way, we shall be able to analyze the merits of our seemingly common objective more objectively.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Senator Tremblay.

M. Nystrom semble partager les vues du sénateur Tremblay et celles du ministre de la Justice.

Miss Campbell, on the same point of order

Mlle Campbell: Sur la même question, monsieur le président, j'aurai quand même une question à poser au responsable de l'amendement à l'article 21 au moment où il reviendra.

Le coprésident (M. Joyal): Je garde donc votre nom sur ma liste, M^{lle} Campbell.

Il y a donc consentement unanime pour réserver l'article 21 et en discuter plus tard.

L'article 21, tel que proposé, est réservé.

Le coprésident (M. Joyal): Passons donc à l'article 21, sur lequel il ne semble y avoir aucun amendement.

L'article 21 et l'article 22 sont adoptés.

Le coprésident (M. Joyal): J'accepterai maintenant les amendements à l'article 23.

Article 23—Droits à l'instruction.

Le coprésident (M. Joyal): Il y a plusieurs amendements à l'article 23. Je les accepterai dans l'ordre suivant: d'abord, l'amendement codé G-27, article 23, page 7.

A titre de renseignement aux téléspectateurs, l'article 23 s'intitule: *Droits à l'instruction dans la langue de la minorité*. «minority language educational rights.»

[Texte]

Pour cet article 23, le premier amendement que nous avons à débattre est un amendement qui nous est présenté au nom du gouvernement et je voudrais inviter monsieur Corbin à bien vouloir nous en faire la présentation de la manière habituelle.

Monsieur Corbin.

M. Corbin: Merci, monsieur le président. Je voudrais proposer

Que l'article 23 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 16 à 39, page 7, de ce qui suit: 23.(1) Les citoyens canadiens:

a) dont la première langue apprise et encore comprise est celle de la minorité linguistique française ou anglaise de la province où ils résident,

b) qui ont reçu leur instruction, au niveau primaire, en français ou en anglais au Canada et qui résident dans une province où la langue dans laquelle ils ont reçu cette instruction est celle de la minorité linguistique française ou anglaise de la province, ont, dans l'un ou l'autre cas, le droit d'y faire instruire leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans cette langue.

(2) Les citoyens canadiens dont un enfant a reçu ou reçoit son instruction au niveau primaire ou secondaire, en français ou en anglais au Canada, ont le droit de faire instruire tous leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans la langue de cette instruction.

(3) Le droit reconnu aux citoyens canadiens par les paragraphes (1) et (2) de faire instruire leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans la langue de la minorité francophone ou anglophone d'une province:

a) s'exerce partout dans la province où le nombre des enfants des citoyens qui ont ce droit est suffisant pour justifier à leur endroit la prestation, sur les fonds publics, de l'instruction dans la langue de la minorité;

b) comprend, lorsque le nombre de ces enfants le justifie, le droit de les faire instruire dans des établissements d'enseignement de la minorité linguistique, financés sur les fonds publics».

I now go to the English text, Mr. Chairman, and I move that Clause 23 of the proposed constitution act 1980 be amended by striking out lines 16 to 42 on page 7 and substituting the following:

23. (1) Citizens of Canada

(a) whose first language learned and still understood is that of the English or French linguistic minority population of the province in which they reside, or

(b) who have received their primary school instruction in Canada in English or French and reside in a province where the language in which they received that instruction is the language of the English or French linguistic minority population of the province,

[Traduction]

With respect to this section, the first amendment is proposed by the government, and I would ask Mr. Corbin to present the amendment in the usual manner.

Mr. Corbin.

Mr. Corbin: Thank you, Mr. Chairman. I move

That Clause 23 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out lines 16 to 42 on page 7 and substituting the following:

23. (1) Citizens of Canada (a) whose first language learned and still understood is that of the English or French linguistic minority population of the province in which they reside, or,

(b) who have received their primary school instruction in Canada in English or French and reside in a province where the language in which they received that instruction is the language of the English or French linguistic minority population of the province, have the right to have their children receive primary and secondary school instruction in that language in that province. Continuity of language instruction.

(2) Citizens of Canada of whom any child has received or is receiving primary or secondary school instruction in English or French in Canada, have the right to have all their children receive primary and secondary school instruction in the same language. Application where numbers warrant.

(3) The right of citizens of Canada under subsections (1) and (2) to have their children receive primary and secondary school instruction in the language of the English or French linguistic minority population of a province

(a) applies wherever in the province the number of children of citizens who have such a right is sufficient to warrant the provision to them out of public funds of minority language instruction; and

(b) includes, where the number of those children so warrants, the right to have them receive that instruction in minority language education facilities provide out of public funds.

Voici le texte anglais, monsieur le président, et je propose que l'article 23 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution aux lignes 16 à 39, page 7, de ce qui suit:

«23. (1) Les citoyens canadiens:

a) dont la première langue apprise et encore comprise est celle de la minorité linguistique française ou anglaise de la province où ils résident,

b) qui ont reçu leur instruction, au niveau primaire, en français ou en anglais au Canada et qui résident dans une province où la langue dans laquelle ils ont reçu cette instruction est celle de la minorité linguistique française ou anglaise de la province,

[Text]

have the right to have their children receive primary and secondary school instruction in that language in that province.

(2) Citizens of Canada of whom any child has received or is receiving primary or secondary school instruction in English or French in Canada, have the right to have all their children receive primary and secondary school instruction in the same language.

(3) The right of citizens of Canada under subclause (1) and (2) to have their children receive primary and secondary school instruction in the language of the English or French linguistic minority population of a province

(a) applies wherever in the province the number of children of citizens who have such a right is sufficient to warrant the provision to them out of public funds of minority language instruction; and

(b) includes, where the number of those children so warrants, the right to have them receive that instruction in minority language educational facilities provided out of public funds.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Merci, monsieur Corbin.

I have received a communication of another amendment that will be considered a subamendment to the proposed amendment. It is identified N-28, Clause 23, page 7.

Nous avons été informés d'un autre amendement qui a pour numéro N-28, article 23, page 7, et c'est un sous-amendement qui est mis de l'avant par le Nouveau Parti Démocratique. Je voudrais inviter monsieur Nystrom à bien vouloir présenter l'amendement et faire les commentaires d'usage.

Monsieur Nystrom.

Mr. Nystrom: Merci, monsieur le président.

I move that the proposed amendment to Clause 23 of the proposed constitution act, 1980 be amended by striking out everything immediately following the words "citizens of Canada" and substituting the following:

In a province, who are members of the English speaking or French speaking minority population of that province, have a right to have their children receive their instruction in their minority language at the primary and secondary school levels wherever the number of children of such citizens resident in an area of the province is sufficient to warrant the provision out of public funds of minority language educational facilities in that area.

(2) In each province, the legislature may, consistent with the right guaranteed by subsection (1), enact provisions for defining the term "English speaking or French speaking minority population" and for determining whether the number of children of citizens of Canada who have a right guaranteed by subsection (1) resident in an area of the province is sufficient to warrant the provision out of public funds of minority language educational facilities in that area.

Monsieur le président, il est proposé

[Translation]

ont, dans l'un ou l'autre cas, le droit d'y faire instruire leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans cette langue.

(2) Les citoyens canadiens dont un enfant a reçu ou reçoit son instruction, au niveau primaire ou secondaire, en français ou en anglais au Canada ont le droit de faire instruire tous leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans la langue de cette instruction.

(3) Le droit reconnu aux citoyens canadiens par les paragraphes (1) et (2) de faire instruire leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans la langue de la minorité francophone ou anglophone d'une province:

a) s'exerce partout dans la province où le nombre des enfants des citoyens qui ont ce droit est suffisant pour justifier à leur endroit la prestation, sur les fonds publics, de l'instruction dans la langue de la minorité;

b) comprend, lorsque le nombre de ces enfants le justifie, le droit de les faire instruire dans des établissements d'enseignement de la minorité linguistique, financés sur les fonds publics.»

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Corbin.

On m'annonce qu'il y a un sous-amendement à l'amendement proposé. Il s'agit de l'amendement codé N-28, article 23, page 7.

You are informed that there is another amendment proposed by the New Democratic Party and identified as N-28, Clause 23, Page 7, which might be considered as a sub-amendment. I would ask Mr. Nystrom to propose the amendment, and to present his arguments in the usual manner.

Mr. Nystrom: Thank you, Mr. Chairman.

M. Nystrom: Thank you, Mr. Chairman.

Je propose que le projet de modification de l'article 23 du Projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, à cet article, de ce qui suit:

23(1) Les citoyens canadiens qui appartiennent à la minorité francophone ou anglophone d'une province ont le droit de faire instruire leurs enfants, au niveau primaire et secondaire, dans la langue de leur minorité en toute région de la province où le nombre d'enfants des citoyens de la même minorité qui y résident est suffisant pour justifier la mise à la disposition de ces enfants, sur les fonds publics, d'établissements d'enseignement propre à la minorité linguistique.

(2) La législature d'une province peut, en conformité avec les droits garantis par le paragraphe (1), légiférer pour définir la notion de «la minorité francophone ou anglophone» et pour déterminer si le nombre d'enfants justifie, dans une région donnée de la province, l'exercice de ce droit.

Mr. Chairman, it is moved that

[Texte]

Que le projet de modification de l'article 23 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, à cet article, de ce qui suit:

23. (1) Les citoyens canadiens qui appartiennent à la minorité francophone ou anglophone d'une province ont le droit de faire instruire leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans la langue de leur minorité en toute région de la province où le nombre d'enfants des citoyens de la même minorité qui y résident est suffisant pour y justifier la mise à la disposition de ces enfants, sur les fonds publics, d'établissements d'enseignement propres à la minorité linguistique.

(2) La législature d'une province peut, en conformité avec le droit garanti par le paragraphe (1), légiférer pour définir la notion de 'minorité francophone ou anglophone' et pour déterminer si le nombre d'enfants justifie, dans une région donnée de la province, l'exercice de ce droit.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Nystrom, as I said earlier, your subamendment will be considered first and I would invite you to introduce the amendment in the usual manner.

Mr. Fraser: Would you please try to explain what that means?

Mr. Nystrom: Thank you very much, Mr. Chairman.

The first question of me was a question put by John Fraser, what does it all mean?

First of all, we have had the Minister of Justice and the Prime Minister and some other members saying what we are doing in Clause 23 is what the premiers asked us to do in Montreal at the Premiers Conference in February of 1978, and what they will quote to us is the following, and I quote from the communiqué of the premier:

The Premiers reaffirm their intention to make their best efforts to provide education to their English or French-speaking minorities, and in order to ensure appropriate levels of services they also agreed to the following principles that should govern the availability as well as the accessibility to the services

Then they also quote, No. 1:

Each child of the French-speaking or English-speaking minority is entitled to an education in his or her language in the primary school or the secondary school in each province wherever numbers warrant

Now, they always say that this is the justification for Clause 23, that the premiers have asked for it, that the premiers are unanimous in saying that we should be implementing it and because of that they want to enshrine it in the constitution.

Now, as a number of members have pointed out, including Louis Duclos, the Liberal member from Montmorency, when he spoke before this Committee a couple of times, is that the

[Traduction]

the proposed amendment to Clause 23 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by striking out everything immediately following the words "citizens of Canada" and substituting the following:

In a province, who are members of the English-speaking or French-speaking minority population of that province, have a right to have their children receive their education in their minority language at the primary and the secondary school levels wherever the number of children of such citizens, resident in an area of a province is sufficient to warrant the provision out of public funds of minority language educational facilities in that area.

2. In each province, the legislature may, consistent with the right guaranteed by subsection (1), enact provisions for defining the term "English-speaking or French-speaking minority population" and for determining whether the number of children of citizens of Canada who have a right guaranteed by subsection (1) resident in an area of the province is sufficient to warrant the provision out of public funds of minority language educational facilities in that area.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Nystrom, comme je l'ai dit plus tôt, votre sous-amendement sera étudié d'abord; je vous demanderais de présenter votre argument selon la procédure habituelle.

M. Fraser: Pourriez-vous nous expliquer ce qu'il signifie?

M. Nystrom: Merci beaucoup, monsieur le président.

Il semble que la première question vienne de M. John Fraser qui demande ce que signifie l'amendement?

Tout d'abord, le ministre de la Justice, le premier ministre et d'autres députés affirment qu'avec l'article 23, nous faisons ce que les premiers ministres ont réclamé lors de la Conférence des premiers ministres à Montréal en février 1978. Ils s'appuient sur l'extrait suivant du communiqué des premiers ministres:

Les premiers ministres réaffirment leur intention de faire de leur mieux pour assurer une instruction à leurs minorités, anglophones ou francophones, et pour garantir des niveaux appropriés de services scolaires, ils acceptent les principes suivants quant à la disponibilité et l'accessibilité de ces services.

Ils citent ensuite le premier principe:

Tout enfant de la minorité anglophone ou francophone d'une province a le droit à une instruction dans sa langue au niveau primaire et secondaire dans chaque province où le nombre le justifie.

Voilà comment on justifie l'article 23: on prétend que ce sont les premiers ministres, unanimes sur l'application de ces principes, qui l'ont réclamé et que le gouvernement désire enchâsser ces droits dans la constitution.

Or, comme plusieurs députés, y compris Louis Duclos, le député libéral de Montmorency, l'ont fait remarquer, le ministre ne cite jamais le second principe. Le voici:

[Text]

Minister never quotes the second principle. The second principle is, and I quote:

It is understood due to exclusive jurisdiction of provincial governments in the field of education and due also to the wide cultural and demographic differences, that the implementation of the foregoing principle would be as defined by each province

And what we are doing in this amendment, Mr. Chairman, is to implement that principle as well which says that the provinces should have the right to determine what numbers warrant, and that the provinces should also have the right to determine what an English-speaking or French-speaking minority population is in their respective provinces.

Now, some people may say: well, does that not nullify the intent of what the government is trying to say in Clause 23? And I would argue, Mr. Chairman, that it does not, because we are saying that each provincial legislature may do this but consistent with the rights that are guaranteed in the subclause; in other words, the right that minorities are entitled to their schools.

So what we are saying here is that if the provincial government is unreasonable, for example, in a city, say, in Western Canada, in a city like Regina, I will use my own province, it has a few thousand francophones, there is certainly enough francophones there to warrant schools and if the province were to say: well, they do not warrant schools, we do not have enough even though there are several hundred children of school age, then of course the francophones in the province would have the right to appeal to the courts because they were not being treated reasonably.

So what we are saying here is that we have that protection, so if there is an unreasonable provincial government they have the right to appeal to the courts, but they do recognize, as the premiers unanimously recognized, that education does fall under the jurisdiction of the provinces and because of that they should have the majority of the say in determining what numbers warrant, determining what a minority is or what a minority is not, because if we do not insert an amendment like this, that will ultimately fall to the courts.

In some cases, as I said, where provinces are not being responsible, it may still go to the courts, but this in my opinion would give the provinces a much greater right.

It would also recognize, as the communiqué says, that we have many different cultures in our country, we have demographic differences in our country, and a certain number of people in some provinces might be a reasonable number to warrant facilities because people are living in little villages that are close together or farms that are small where you can organize a busing program that is very easily and very readily available.

However, that may not be the case in a place like the prairies where people live a long way apart, and what we are trying to say here is that we have to have a bit of flexibility, we have to recognize the reality of Canada, that provinces and regions are different.

[Translation]

Étant donné la compétence exclusive des gouvernements provinciaux en matière d'éducation, et les grandes différences culturelles et démographiques, il est entendu que l'application du principe précité doit être définie par chaque province.

Monsieur le président, notre amendement a pour objectif l'application de ce principe qui donne aux provinces le droit de déterminer quel est le nombre justifiable, et ce qui constitue dans les provinces respectives, une minorité anglophone ou francophone.

Certains demanderont: le principe n'invalide-t-il pas l'intention du gouvernement aux termes de l'article 23? A mon sens, non, monsieur le président, car chaque province doit exercer ce droit aux termes des droits garantis dans le sous-alinéa, c'est-à-dire le droit des minorités à leurs propres écoles.

Supposons par exemple une ville de l'Ouest, Regina, qui est dans ma propre province, où il y a quelques milliers de francophones, un nombre certainement qui justifie l'établissement d'écoles. Supposons que la province ne soit pas raisonnable et refuse ces écoles, sous prétexte que le nombre ne le justifie pas, même s'il y a plusieurs centaines d'enfants d'âge scolaire, les francophones de cette province pourraient faire appel devant les tribunaux de ce refus irraisonnable.

La protection est donc là, et devant un refus injustifié du gouvernement provincial, la minorité pourrait faire appel devant les tribunaux. Mais le libellé de notre amendement reconnaît aussi, comme l'ont fait unanimement les premiers ministres, la compétence des provinces en matière d'éducation, et donc, le droit de décider ce qui constitue un nombre justifiable, et ce qui constitue une minorité. Sans un tel amendement, les cours devraient ultimement en décider.

Dans certains cas où les provinces ne sont pas responsables, on aura peut-être recours aux tribunaux, mais à mon sens, ce libellé accorde un plus grand droit aux provinces.

Comme le précise le communiqué, on reconnaît ainsi les différentes cultures du pays, les différentes démographiques, et le fait qu'un certain nombre de la minorité dans certaines provinces pourrait constituer un nombre suffisant pour justifier l'établissement d'écoles, par exemple, là où les gens habitent dans de petits villages rapprochés les uns des autres, où des fermes regroupées dans une petite région où l'on peut facilement organiser un service d'autobus scolaire.

Toutefois, dans certaines régions, comme les Prairies où les gens peuvent vivre loin les uns des autres, on assure une certaine souplesse, car il faut voir la réalité du Canada, voir que les provinces et les régions sont différentes.

[Texte]

One other point, Mr. Chairman, since I see I have one minute to go, is that we took the wording out of the federal-provincial conference discussion paper entitled Revised Discussion Draft of September 3, 1980. Charter of Rights and Freedoms, the draft of the discussion that took place over at the Conference Centre. On page 8, in Section 22 on language and education they had almost the exact same wording as I am proposing today except when it came to defining English-speaking and French-speaking minorities.

In terms where numbers warrant, they had almost exactly the same wording as I am proposing in the amendment to this Committee tonight. I am sorry, my time has run out, Mr. Chairman, otherwise I would go on and elaborate a bit more.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Nystrom.

L'honorable sénateur Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Je parlerai plus tard. Gardez mon nom sur la liste.

Le coprésident (M. Joyal): Certainement.

L'honorable Bryce Mackasey.

Mr. Mackasey: Mr. Chairman, perhaps Lorne might bear with me just a little bit because it is the first time I have seen his amendment.

It seems to me that it restricts Clause 23(1). As a government proposal, Clause 23(1) is very specific, Mr. Chairman, in designating to some degree who should be considered English speaking or French speaking for educational reasons. It goes on to mention or attempt to define what is English speaking and what is French speaking based on the realities of this country as well, based on some of the things that have caused tensions in recent years. It is an attempt to prevent unintentional hardship, if you like, because in the government Clause 23(1) they make certain that someone who has received their primary school education in Canada in English or in French and resides in the province, et cetera, have the right to have their children receive primary or secondary school instruction in that language in that province.

Now, it seems to me that the New Democratic Party proposal turns the clock back in the sense that we are simply saying that the provinces will make up their mind, and the purpose of this constitution really is to protect Canadian citizens against provincial legislation and it can happen and has happened that it is restrictive and discriminatory against French speaking Canadians and English speaking Canadians, and I do not think the record of the provinces is such that we can trust them as is suggested in that amendment of the New Democratic Party.

I am not being negative here, I will accept Subclause (2) very well, but coming back to the first one, we are simply saying that who is to be considered English speaking or French speaking will be left to the provinces.

Well, our Clause 23(1) reflects the experience of one province. It reflects the difficulty of coming up with a formula that is fair and equitable when there is less than freedom of choice.

[Traduction]

Enfin, monsieur le président, puisqu'il me reste encore une minute, le libellé de notre amendement est presque identique à celui qui figurait dans le document de travail de la Conférence fédérale/provinciale du 3 septembre 1980 intitulé: Projet révisé de discussions sur la Charte des droits et libertés, discussions qui ont eu lieu au Centre des conférences. A l'article 22, qui traite de l'instruction et des langues, on retrouve presque exactement le libellé que je propose aujourd'hui, sauf pour la définition d'une minorité anglophone ou francophone.

Quant au nombre justifiant l'établissement d'écoles, le libellé de notre amendement est presque identique à celui de l'amendement du gouvernement ce soir. Voilà, monsieur le président, mon temps est écoulé, sinon je donnerai d'autres explications.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Nystrom.

Senator Tremblay.

Senator Tremblay: I will comment later, please leave my name on the list.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Certainly.

The honourable Bryce Mackasey.

M. Mackasey: Monsieur le président, je prie Lorne d'être patient, car c'est la première fois que je vois son amendement.

Il me semble qu'il limite les dispositions de l'article 23(1). L'article 23 proposé par le gouvernement est très précis, et définit dans une certaine mesure la qualité d'anglophone ou de francophone aux fins d'instruction. Il tâche aussi de définir ses qualités aux termes des réalités du pays, en se fondant sur les questions qui ont suscitées des tensions au cours des dernières années. Dans sa proposition, le gouvernement veut éviter toute privation involontaire, car à l'article 23(a) il garantit que toute personne ayant reçu une instruction aux écoles primaires du Canada en français ou en anglais et qui réside dans la province, etc., a le droit de faire instruire ses enfants au niveau primaire ou secondaire dans cette langue dans cette province.

A mon sens, la proposition du parti néo-démocrate est un retour en arrière puisqu'il permet aux provinces de décider. En effet, l'objectif de cette Constitution est de protéger les citoyens canadiens contre toute législation provinciale qui pourrait être ou qui est déjà contraignante et discriminatoire envers les canadiens francophones ou anglophones. Je ne crois pas que les provinces se soient montrées dignes de confiance jusqu'à présent comme le suggère le libellé de l'amendement du parti NPD.

Je ne regrette pas l'argument, j'accepte volontiers l'alinéa 2, mais dans la première partie de la proposition, on accorde aux provinces le droit de déterminer qui est francophone ou anglophone.

La proposition du gouvernement sur l'article 23 reflète l'expérience d'une province. Elle démontre combien difficile il est de trouver une formule juste et équitable lorsque la liberté

[Text]

The moment there is less than freedom of choice, somebody is left out of that freedom, for legitimate reasons, concerned reasons, I am not arguing that point, but it has led in Quebec, since I talked about Quebec, to a problem.

Families in Quebec, especially new Canadians whose child is not an English or French Canadian for no other reason had to go to an English school, suddenly want their children to go to a French school.

Now, what Clause 23(1) in our resolution attempts to make certain of is no province in its zeal or lack of zeal makes it impossible for an individual who is educated in one of those two languages, English or French, deny that person the right to have his or her child educated in that particular language; continuity. Or someone who has a child already in the French school system and wants the rest of the children in the French school system, and that is what I never did like about the St. Andrew Montreal proposal as I recall of the Premier's and what the New Democratic Party amendment would do would make it possible once again for the provinces to say to someone who considered themselves English speaking, because they are English speaking, or consider themselves French speaking because they are French speaking, because of language, because of culture, because of background, because of education, it makes it possible for a province to say, sorry, but our legislation is not designed that way, for all intents and purposes as far as the provincial legislation is concerned you are not French speaking but you are English speaking, or you are not English speaking but you are French speaking, and you are helpless because provincial legislation is so designed.

What this is doing is preventing a province from being that discriminatory or that precise about your language. It is giving the parents of children the freedom to select.

Now, total freedom, we are not committed around this table or Parliament to freedom of choice because Quebec fears freedom of choice, with reason to understand, but I am rather disappointed, frankly in the New Democratic Party...

The Joint Chairman (Mr. Joyal): That will be your last, Mr. Mackasey.

Mr. Mackasey: Fine, Mr. Chairman. I have just got to say that I cannot accept that amendment at all as an individual.

Thank you very much.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Mackasey. Hon. John Fraser.

Mr. Fraser: Thank you, Mr. Chairman.

I cannot help but comment on my friend Mr. Mackasey, who has of course espoused the principle of freedom of choice and I recognize that he has done that for many years and that has gone contrary to things that have happened in his former province, the Province of Quebec, but it cannot go without being noticed that the government is, interestingly enough, not prepared to unilaterally change that but then Mr. Mackasey comes along and says that the New Democratic Party provi-

[Translation]

de choix est limitée. Sans liberté de choix, quelqu'un doit souffrir, pour des raisons légitimes, bien sûr, mais ce manque de liberté a causé un problème au Québec, puisque j'en parle.

Certaines familles au Québec, surtout parmi les néo-Canadiens dont l'enfant n'est ni anglophone ni francophone, mais qui a fréquenté une école anglophone, veulent maintenant que leurs enfants fréquentent les écoles francophones.

Ce que prévoit l'article 23(1) de notre projet de résolution c'est assurer qu'aucune province, à cause de son zèle ou de son manque de zèle, ne puisse nier à une personne qui a été éduquée en anglais ou en français le droit de faire instruire ses enfants dans cette même langue. Cet article vise la continuité. Il s'appliquerait aussi à une famille où un des enfants va à l'école en français par exemple et qui aimerait que le reste de ses enfants aient la même scolarité. C'est d'ailleurs ce qui ne me plaisait pas dans la proposition St-André-Montréal. Aussi, si mes souvenirs sont exacts, la proposition du ministre et la modification présentée par le Nouveau parti démocratique rendraient de nouveau aux provinces le droit de dire à quelqu'un qui se considère comme étant anglophone parce qu'il parle anglais, ou qui se considère comme étant francophone parce qu'il parle français (à cause également des facteurs de langue, de culture, d'éducation): «nous regrettons beaucoup, mais les lois de notre province ne fonctionnent pas de cette façon. D'après nos lois, vous n'êtes pas considéré comme étant francophone mais plutôt anglophone, ou alors vous êtes considéré comme étant anglophone plutôt que francophone». Et la personne ainsi lésée n'aurait aucun recours puisque les lois des provinces s'appliqueraient.

Cet article empêcherait une province d'être discriminatoire et de jouer un rôle important sur le plan de la langue d'instruction. On donnerait ainsi aux parents la liberté de choisir la langue d'instruction de leurs enfants.

Ni le Parlement, ni les députés assis autour de notre table aujourd'hui, ne se sont engagés à garantir une liberté totale de choix. Le Québec, par exemple, craint ce principe de liberté de choix, ce que nous comprenons fort aisément. Mais je suis franchement déçu par le Nouveau parti démocratique...

Le coprésident (M. Joyal): Ce sera votre dernière question, monsieur Mackasey.

M. Mackasey: Très bien, monsieur le président. J'aimerais tout simplement dire qu'en tant qu'individu je ne peux accepter cette modification.

Merci beaucoup.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Mackasey. Monsieur Fraser, vous avez la parole.

M. Fraser: Merci, monsieur le président.

Je me dois de commenter ce qu'a dit mon ami, M. Mackasey, qui, cela est très clair, épouse le principe de la liberté de choix. Je sais d'ailleurs qu'il défend ce principe depuis bon nombre d'années, ce qui est parfois allé à l'encontre des décisions de son ancienne province, la province de Québec. Il importe cependant de signaler que le gouvernement n'est pas prêt à changer unilatéralement sa position. Mais voici que M. Mackasey critique l'amendement proposé par le Nouveau parti

[Texte]

sion which gives some flexibility to the provinces is thereby wrong and there is an inconsistency there which I suppose Mr. Mackasey can justify only on the fact that there is lack of agreement.

Mr. Mackasey: Well, John, not true. There is inconsistency in your position. Your position today is very inconsistent with the position that you took the other week on Section 133 when you lectured all of us for the lack of courage of our convictions.

My conviction is that this country needs freedom of choice, it is not practical and it is not possible politically, but at least what we have done is given Canadians of all persuasions, including new Canadians particularly, a maximum degree towards freedom of choice without having a totality on our hands and I just cannot understand . . .

Le coprésident (M. Joyal): Je m'excuse, monsieur Mackasey, de vous rappeler à l'ordre. Je suis qu'il a entrouvert la porte mais je suis quand même forcé de vous demander de vous en tenir, dans la mesure du possible, au règlement que nous avons déjà accepté.

Mr. Fraser: Mr. Chairman, I should not have opened the door even a tiny bit for Mr. Mackasey. I want to direct some questions to Mr. Nystrom.

I wonder if Mr. Nystrom can tell us why in subclause (2) of the amendment it says this:

(2) In each province, the legislature may

And I underline the word may;

consistent with the right guaranteed by subclause (1) enact provisions for defining the term English speaking or French speaking minority population.

I look at the French version of subclause (2) and it says:

La législature d'une province peut

Now I am not a linguist, as Mr. Tassé said the other night in great modesty, but I say it out of absolute, unabashed honesty but it looks to me as if one is "may" and the other is "can". What is not there is "shall" and if you leave it as permissive, the word "may" as permissive, do you not get into the position where the right that you assert in the first paragraph, that is the right to education in either language, does not take effect until and only if the province does what you say it may do "enact provisions for defining the term English speaking or French speaking minority population".

Here, to my friend Mr. Mackasey's great surprise, I am going to come back and say that the assertion he was making was right. I do make a note of the fact, Mr. Chairman, that it was a bit inconsistent, but his assertion was right, and I am wondering if Mr. Nystrom would tell us in the Committee why the word "may" has been used and whether or not we are in a position, with these two sections, that the right asserted in the first section is never going to take effect unless the province

[Traduction]

démocratique, qui donnerait une certaine souplesse et une marge de manœuvre aux provinces. Il semble y avoir divergence ici, une divergence que M. Mackasey ne pourra sans doute justifier qu'en invoquant le fait qu'il n'y ait pas eu d'accord là-dessus.

M. Mackasey: John, cela n'est pas vrai. C'est votre position qui est contradictoire. Votre prise de position d'aujourd'hui ne cadre pas du tout avec celle que vous aviez adoptée l'autre semaine, au sujet de l'article 133, lorsque vous nous avez fait un sermon sur notre manque de courage vis-à-vis nos convictions.

Je crois personnellement que le Canada doit appliquer le principe de liberté de choix, même si cela n'est pas pratique et même si cela s'avère impossible sur le plan politique. Ce que nous avons fait, c'est donner aux Canadiens, notamment à ceux qui viennent d'immigrer au pays, et quelles que soient leurs convictions religieuses, une liberté de choix maximale; et nous avons fait cela sans pour autant complètement lâcher prise, et j'ai du mal à comprendre . . .

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Excuse me, Mr. Mackasey, but I must call you to order. I know that he opened the door slightly, but I must ask you to observe the rules that we all have agreed upon.

M. Fraser: Monsieur le président, je n'aurais jamais dû entrouvrir la porte, ne serait-ce que très peu, pour M. Mackasey. J'aimerais maintenant poser certaines questions à M. Nystrom.

M. Nystrom pourrait-il nous dire pourquoi l'alinéa (2) de la modification se lit comme suit:

(2) In each province, the legislature may

Et je souligne le mot «may»

consistent with the right guaranteed by subsection (1), enact provisions for defining the term «English speaking or French speaking minority population.»

La version française dit, par contre:

La législature d'une province peut

Comme l'a dit si modestement M. Tassé l'autre jour, je ne suis pas linguiste, mais il me semble que dans un cas la législature «pourrait» et que dans l'autre cas «elle peut». L'utilisation du terme qui figure dans le texte ne signifie-t-il pas que le droit que vous affirmez dans le premier paragraphe, c'est-à-dire le droit à l'instruction dans la langue de son choix, n'entre en vigueur que si la province fait ce que vous dites qu'elle peut faire, c'est-à-dire «légiférer pour définir la notion de minorités francophones ou anglophones»?

Et maintenant, à la grande surprise de M. Mackasey, j'aimerais dire que l'affirmation qu'il a faite toute à l'heure était tout à fait exacte. Je reconnais, monsieur le président, que sa prise de position était peut-être un peu illogique, mais son affirmation était néanmoins correcte. M. Nystrom pourrait-il expliquer au Comité pourquoi on a opté pour le mot «may» pour le texte anglais. Compte tenu du libellé choisi, le drit qui figure dans la première partie ne pourrait-il être

[Text]

decides to do certain things. It is not a case of "shall", I have no objection to that, if it was "shall" then your proposition is that the province shall make the decision as to how it is done but if you say "may" then I have to point out as I read it the province does not have to do it; and I come back again, with great respect, to the French language and those who have been trying to teach me the French language, it seems to me that the word "pouvoir" is not permissive. I am just wondering if you can explain that.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, honourable John Fraser.

M. Nystrom: En réponse, monsieur le président, la personne qui a fait la traduction pour moi a dit que le mot «peut» est la même chose que le mot «may» en anglais. Je ne suis pas un expert, comme vous le savez, j'ai un accent qui est très «gros» en français mais my understanding is that they mean the same thing.

My understanding is that they mean the same thing. In terms of the word "may" nullifying what we are trying to get, I understand from legal advice that I have that it is permissive in terms of a legislature making those definitions but the first section says that the minorities have a right to have their children instructed in their own minority language, where the numbers of children warrant such instruction.

What Subclause (2) says is that in each province the legislature may, consistent with the right guaranteed above, in other words, minorities have a right to have their children educated in their language where numbers warrant; and a province may, in accordance and in consistency with that right, if they so wish, enact provisions themselves to make those determinations.

I want to say, Mr. Fraser, we took it out of the draft of the federal government this summer, and I will just read the relevant part. It says:

In each province, the legislature may, consistent with the right provided in Subclause (1)

Which is making those guarantees:

enact provisions for determining whether the number of children of citizens of Canada who are members of an English speaking or a French speaking minority in the province

It goes on. The reason for that of course, Mr. Chairman, is that the country is so diverse, that there is a different reality in each province, and we have had so many tensions over language, particularly in Quebec, in terms of testing of children and so on, that we want to allow as much flexibility as possible for the province but still it must be consistent with the principle.

Mr. Fraser: Mr. Chairman, one last question.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Very short, Mr. Fraser, because I have already invited Mr. Mackasey and Mr.

[Translation]

reconnu que si la province fait un certain nombre de choses? Si vous aviez utilisé le mot «shall» (devra), cela signifierait qu'il reviendrait à la province de décider de la façon de procéder. Mais si vous utilisez le mot «may», alors, d'après mon interprétation, la province n'est aucunement obligée de faire quoi que ce soit. D'après ce que m'ont dit les personnes qui essaient de m'apprendre le français, le verbe «pouvoir» ne dénote pas une permission. Pourriez-vous m'expliquer votre choix?

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur John Fraser.

Mr. Nystrom: Mr. Chairman, the person who translated the text for me told me that the word «peut» means the same thing as the word «may» in English. As you well know, I am not an expert on the matter and I have a very heavy accent in French.

Je pense que les deux mots signifient la même chose. Pour ce qui est de la question de savoir si le mot «may» vient annuler le résultat escompté, d'après mes conseillers juridiques, cela signifie qu'une assemblée législative pourrait légiférer ces définitions. Mais, la première partie de l'article, précise bien que les minorités ont le droit de faire éduquer leurs enfants dans leur propre langue minoritaire, là où le nombre des enfants justifie la mise sur pied d'un tel programme d'enseignement.

L'alinéa (2) de l'article précise que dans chaque province l'assemblée législative peut, en conformité avec le droit garanti par le paragraphe 1, légiférer pour définir la notion de minorité; autrement dit, les minorités ont le droit de faire instruire leurs enfants dans la langue de leur minorité si le nombre d'enfants est suffisant pour le justifier. Aussi, une province peut, en confirmation de ce droit, si elle le désire, légiférer elle-même pour définir la notion de minorité francophone ou anglophone.

Monsieur Fraser, j'aimerais vous signaler que nous avons tiré cela de l'ébauche présentée par le gouvernement fédéral l'été dernier. J'aimerais vous lire l'article en question:

Dans chaque province, l'assemblée législative peut, en conformité avec le droit garanti par le paragraphe 1

Qui crée donc ces garanties.

légiférer pour déterminer si le nombre d'enfants des citoyens canadiens qui sont membres d'une communauté minoritaire anglophone ou francophone dans la province...

Le texte continue. Monsieur le président, cela s'explique du fait que la situation est très différente d'une province à l'autre. Il existe tellement de problèmes et de tensions reliées à la question linguistique, notamment au Québec, que nous voulons prévoir un maximum de souplesse pour les provinces tout en restant fidèles aux principes énoncés.

M. Fraser: J'aimerais poser une dernière question, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Je vous demanderais d'être très bref, monsieur Fraser, car j'ai déjà invité MM. Mackasey et

[Texte]

Nystrom to be brief and I have to apply the same rule to everyone.

Mr. Fraser: Mr. Chairman, I will be very short. I am wondering if through you, Mr. Chairman, to the Minister, we could ask the advice of the law officers of the Crown and Mr. Tassé who has I believe at least some command of both languages, despite his modesty, and I can only end by, and this must come as a source of great amusement to my francophone friends, but I think that pouvoir as it is used may very well be may, but I think it should be shall and I would use the word devoir; and that is all I am saying.

Mr. Chrétien: I would like to clarify the point at this time and the Chairman was warning me at the end of the last session that I was commenting a bit too long sometimes, and the problem is we have debated this problem for a long time and we had a lot of questions. Basically this amendment is not acceptable to the government because in fact we have decided that we were to give the Canadian citizens some rights in education.

Francophones outside Quebec were to have exactly the same rights as the Canadian anglophones in Quebec and we are not taking if for the federal government, we are not taking anything away from the provinces, we are giving the rights to the citizens to have equal treatment across the land in terms of education. This will just revert back to that situation that effectively we are afraid that with that, for the so-called regional diversity and so on, the end result will be that the right will not be granted.

We had a text that we have debated for weeks here and I do think the time has come to vote.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The Honourable John Fraser, the Honourable Jake Epp followed by Mr. Robinson.

L'honorable sénateur Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Merci bien, monsieur le président.

En ce qui concerne l'amendement proposé par le Nouveau Parti Démocratique, je pense qu'en toute honnêteté il faut reconnaître qu'il manifeste un effort que je considère louable de respecter davantage ce que l'on a appelé le consensus de St. Andrews et de Montréal, mais ce n'est pas sur le contenu de l'amendement que je prendrai position. Je prendrai plutôt position sur le principe qu'en l'occurrence il s'agit manifestement d'un champ de compétence provinciale exclusive, celui de l'éducation.

Par rapport à l'éducation, la langue d'enseignement comporte une grande similarité.

Or, de la même façon que mon collègue M. Epp a déjà annoncé que nous allions proposer en temps et lieu que l'ensemble de la charte ne soit pas acheminé vers Londres à sa sortie du Parlement canadien mais vers les Provinces comme une proposition du Parlement canadien, d'un ordre de gouver-

[Traduction]

Nystrom à limiter au minimum leurs commentaires. La même règle doit s'appliquer à tous.

M. Fraser: Monsieur le président, je serai très bref. J'aimerais, monsieur le président, connaître l'avis des avocats de la Couronne et plus particulièrement de M. Tassé, qui, je le pense, se débrouille assez bien dans les deux langues. Il en conviendra j'en suis certain, malgré sa modestie. Ce que je vais dire va peut-être amuser mes amis francophones, mais je pense que l'emploi qui est fait dans le texte du verbe «pouvoir» correspond bien au mot «may» qui figure dans le texte anglais. Mais je pense pour ma part qu'en anglais on devrait parler de «shall», dont l'équivalent en français serait le verbe «devoir». Voilà tout ce que j'avais à dire.

M. Chrétien: J'aimerais éclaircir ce point. A la fin de la dernière session, le président m'a fait remarquer que mes commentaires étaient parfois un peu trop longs. Le problème ici c'est que nous discutons de cela depuis très longtemps et de très nombreuses questions ont été posées à ce sujet. En gros, donc, le gouvernement ne peut pas accepter cette modification parce que nous avons décidé que nous devons accorder certains droits en matière d'éducation aux citoyens canadiens.

Nous avions prévu que les Francophones hors Québec pourraient jouir des mêmes droits que les Anglophones vivant au Québec. Sur ce point, nous ne donnons aucun pouvoir supplémentaire au gouvernement fédéral, et nous ne retirons rien à la juridiction des provinces. Tout ce que nous voulons faire c'est donner à tous les citoyens le droit d'être traités de la même façon partout au pays, en matière d'éducation. Cela ramènera à la situation que nous craignons relativement à la diversité soi-disant régionale. Le résultat est que ce droit ne serait pas du tout accordé.

Nous avons discuté du texte de cet article pendant des semaines et des semaines, et je pense que le moment est venu de voter.

Le coprésident (M. Joyal): Figurent sur ma liste, après le Sénateur Tremblay, M. John Fraser, M. Jake Epp et M. Robinson.

Senator Tremblay, you have the floor.

Senator Tremblay: Thank you, Mr. Chairman.

As far as the amendment presented by the NDP is concerned, I quite honestly think that we must recognize that it represents quite a praiseworthy effort directed at respecting more what we had come to call the St. Andrews-Montreal consensus. But I do not wish to pronounce myself on the content of the amendment. I would, however, like to give my view on the underlying principle that comes into play here. It is quite clear to me that education is a field which belongs exclusively to the provincial authorities.

And, as the language of instruction is directly related to education, I believe it also comes under the provincial government.

Furthermore, as my colleague Mr. Epp announced earlier, we plan on moving a motion at the opportune time so that the whole of the Charter not be sent back to London once it has gone through Canadian Parliament, but to the provinces, as the Canadian Parliament's proposition. Therefore, so as to

[Text]

nement au Canada à l'autre ordre de gouvernement, c'est-à-dire les provinces, de la même façon, pour que les choses ne comportent aucune équivoque, je n'ai pas l'intention de m'interroger sur la qualité du contenu des deux propositions qui sont devant nous, ni l'amendement du gouvernement, ni l'amendement du NDP. Je veux simplement affirmer le principe que cette question...

M. Lapierre: Sur un rappel au Règlement, monsieur le président.

Si le sénateur Tremblay n'a pas l'intention de s'adresser ni aux amendements ni à rien du tout, je pense qu'il est hors d'ordre.

Le sénateur Tremblay: J'ai bien expliqué que je ne m'adressais pas à la qualité du contenu des amendements mais à leur signification institutionnelle dans le cas d'une fédération.

Le Parlement canadien n'est pas habilité à trancher une question de ce genre indépendamment des Provinces. C'est pourquoi, d'ailleurs quant au contenu, même les minorités qui sont venues devant nous ont manifesté des insatisfactions très réelles sur les insuffisances du texte même de la proposition du gouvernement et je pense qu'elles manifesteraient sans doute aussi des réticences sur le texte même de l'amendement du NDP.

Quelque soit la qualité des efforts qui se font ici pour résoudre un problème extrêmement complexe, extrêmement grave, ma position est que nous n'avons pas à trancher cela unilatéralement. Comme je crois soupçonner tout au moins que l'intention du gouvernement c'est d'agir unilatéralement, je veux manifester mon opposition catégorique à ce type d'action et, par conséquent, je voterai contre la proposition du NDP sans me prononcer sur le mérite interne de cette proposition de même que je me prononcerai en temps et lieu sur la proposition gouvernementale sans me prononcer sur la qualité de son contenu. Je considère qu'il s'agit là de deux documents de travail destinés à une négociation qui doit être tenue avec les Provinces parce qu'il s'agit là d'un champ de compétence provinciale exclusive.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, honorable sénateur Tremblay.

Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman.

I would just like to add a couple of words to the remarks of my colleague Mr. Nystrom in both responding to the question of John Fraser and also indicating why it is we are supporting this particular amendment.

First of all, with respect to the question asked by Mr. Fraser, I understand the purpose of his question but I think it should be very clearly understood that in a sense subclause (2) is an enabling provision; subclause 2 is an enabling provision and what it says essentially is that where a province decides it is permissive, where a province decides that it wishes to determine the definition of the English speaking or French speaking minority population, or to determine itself the definition of where numbers warrant, that we will respect the right of that province to make that determination. If for some

[Translation]

avoid any misunderstanding, I would like to make clear that I have no intention of questioning the quality of the content of the two proposals before us, i.e. the amendment moved by the government and the amendment presented by the NDP. I would simply like to affirm the principle according to which this matter...

Mr. Lapierre: On a point of order, Mr. Chairman.

If Senator Tremblay has no intention of discussing the amendments, or anything else, I think he should be called to order.

Senator Tremblay: I explained quite clearly that I was not referring to the quality of the content of the amendments but to their institutional meaning in the context of a federation.

The Parliament of Canada cannot make a decision on a matter such as this without taking into account the provinces. This is why even the minority groups that appeared before us showed true dissatisfaction concerning the government's proposal, saying it was insufficient, and I believe these same groups would also have certain reserves about the text of the amendment presented by the NDP.

However great may be the efforts made here in order to resolve such a complex and serious problem, I feel that we should not make a decision unilaterally. I suspect that the intention of the government is to act unilaterally, and I wish to show my categorical opposition to that. Consequently, I will vote against the NDP amendment without giving my opinion on its merits, in the same way as, when the occasion rises, I will say what I think of the government proposal without speaking to the quality of its content. I believe these two working documents should be dealt with in negotiations with the provinces because it is a matter that comes under exclusive provincial jurisdiction.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, honourable Senator Tremblay.

Monsieur Robinson

M. Robinson: Merci, monsieur le président.

J'aimerais tout simplement ajouter quelque chose aux remarques faites par mon collègue M. Nystrom et pour répondre à la question de M. Fraser et pour expliquer pourquoi nous appuyons cet amendement.

Je pense comprendre l'objet de la question de M. Fraser, mais je crois qu'il est important de comprendre que l'alinéa (2) de l'article constitue en quelque sorte une disposition habilitante. En tant que disposition habilitante, elle signifie, essentiellement, que si une province décide que quelque chose est facultatif ou si elle décide qu'elle veut elle-même définir les populations minoritaires anglophones ou francophones ou encore le nombre minimal d'enfants de cette minorité justifiant la création d'un programme, nous devons respecter le droit de la province d'établir ces définitions. Si pour une raison

[Texte]

reason the province chooses not to take advantage of this permissive subclause (2), then clearly we are back at the original position that the government has proposed, that the courts will determine where numbers warrant, and the courts will determine the question of the definition of English speaking or French speaking minority populations if there is any ambiguity.

So Mr. Chairman, as I say, it is a permissive provision, it respects the right of the provinces in this important area when we consider that in the area of education traditionally, we have been dealing directly in provincial jurisdiction. This represents an intrusion into that provincial jurisdiction to establish a principle which we accept and we support. But in accepting that principle, surely it is also desirable to respect the right of the provinces to have the final say on how that principle is to be implemented within that province.

As my colleague Mr. Nystrom has indicated, we have finally achieved in Quebec relative peace and harmony on the linguistic front. . . .

Mr. Mackasey: That is not true.

Mr. Robinson: We have achieved relative peace and harmony on the linguistic front through the provisions of Bill 101; one can dispute that, but I think no commentator at this point would disagree that we have come an awfully long way on the linguistic front. Now Mr. Mackasey, you will have your turn, you said you did not interrupt. Now I am just waiting. Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Robinson, I will invite you to address your comments on the very content of the amendment as moved by your party and not open other subject of discussion or debate. That has been the rule that I have requested the honourable members of this Committee to follow, and I would invite you to do so.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I will attempt to apply that rule and I want to say that I raised Bill 101 and it is partly because of respect for the decision of the legislature of the Province of Quebec that we wish to enact an amendment which was as close as possible to respecting the principles of Bill 101, at the same time recognizing the importance of this principle nationally.

I suggest Mr. Chairman, it would be inflammatory to return to the days of tests and determinations by the courts of these fundamental questions. And Mr. Chairman, I would like to conclude by coming back to a question which I raised earlier in these proceedings.

Last year some 40 per cent of the people of Quebec, overwhelmingly francophones, voted oui in the referendum. One of the purposes of this particular proposal, one of the reasons we are moving as quickly as we are in this matter, is to deal with the legitimate concerns of those people . . .

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I am sorry, Mr. Robinson, it is not the proper forum to make a speech. You have to address yourself to the content of the amendment as moved and I do not see any relation or any mention in this amend-

[Traduction]

ou une autre la province décide de ne pas profiter de cette disposition habilitante, alors nous pouvons recourir à la solution que le gouvernement avait proposée au départ suivant laquelle il reviendrait aux tribunaux de déterminer les nombres minimaux et de définir la notion de minorités francophone et anglophone en cas d'ambiguïté ou de problème.

Monsieur le président, comme je l'ai déjà dit, il s'agit d'une disposition habilitante qui respecte les droits des provinces dans ce domaine important qu'est celui de l'éducation qui relève traditionnellement des autorités provinciales. En optant pour le principe dont il est question, nous empiéterions sur un domaine qui relève exclusivement des provinces. Mais si nous allons de toute façon accepter ce principe, il serait souhaitable de respecter le droit des provinces d'avoir le dernier mot sur la mise en application du principe au sein de la province.

Comme l'a signalé mon collègue M. Nystrom, nous sommes enfin arrivés au Québec à une situation de paix et d'harmonie relatives sur le plan linguistique . . .

M. Mackasey: C'est faux.

M. Robinson: Nous en sommes arrivés à une situation de paix et d'harmonie sur le plan linguistique dans cette disposition prévue dans le Bill 101. Vous n'êtes peut-être pas d'accord avec tout ce que j'ai dit, mais personne ne saurait dire que j'ai tort de croire que nous avons fait des progrès énormes sur le plan linguistique. Monsieur Mackasey, votre tour viendra. Merci.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Robinson, je vous invite à nous faire part de vos commentaires relatifs au contenu de l'amendement présenté par votre parti et je vous demanderais de ne pas relancer le débat sur d'autres sujets. J'ai demandé à tous les membres du comité d'observer cette règle, et c'est pourquoi je vous l'impose également.

M. Robinson: Monsieur le président, je ferai tout mon possible pour ne pas aller à l'encontre de cette règle. J'aimerais qu'il soit bien clair que si j'ai soulevé la question du Bill 101 c'est en partie parce que je respecte la décision prise par l'assemblée législative du Québec. Nous proposons une modification qui se rapproche le plus possible des principes énoncés dans le Bill 101, et qui reconnaît en même temps l'importance du principe à l'échelle nationale.

Je pense, monsieur le président, qu'il serait dangereux de vouloir revenir en arrière et de permettre aux tribunaux de décider de ces questions fondamentales. J'aimerais conclure en revenant à une question qui a été posée plus tôt.

L'an dernier, environ 40 p. 100 du peuple québécois francophone pour la plupart, ont voté oui au référendum. L'un des objets de notre motion et l'une des raisons pour lesquelles nous aimerions que quelque chose soit fait très rapidement sur ce plan, c'est que nous aimerions répondre aux préoccupations légitimes de ce peuple . . .

Le coprésident (M. Joyal): Je regrette, monsieur Robinson, mais l'occasion ne se prête guère à un discours de ce genre. Vous devez vous en tenir au contenu de l'amendement proposé et je ne vois aucun rapport entre l'amendement et la question

[Text]

ment of the referendum issue. There will be other aspects of the proposed motion dealing with the referendum and I am quite sure that honourable members will have views to put forward on that occasion, but at this point I want to invite the honourable members to restrict themselves to the content of the proposed motion.

Mr. Robinson: Well, Mr. Chairman, with great respect, I would suggest that the way in which we respond to that referendum is linked with the contents of the constitutional proposal before us. But I will not belabour that point.

I will conclude then, Mr. Chairman, by repeating that we have in this particular proposal, recognized the principle but we are also attempting to respect the rights of the Province of Quebec in particular, to administer this principle in a way which will recognize the importance of linguistic minorities, but at the same time will not represent an intrusion, an undesirable intrusion into provincial jurisdiction in education.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you Mr. Robinson. Mr. Nystrom to conclude on the proposed motion.

I am sorry, Mr. Nystrom, before I invite you to conclude, I see on my list that I have Mr. Jean-Robert Gauthier qui voudrait prendre la parole également sur l'amendement tel que proposé.

M. Gauthier: Monsieur le président, je vous remercie.

J'aimerais tout d'abord vous dire que je suis consterné, absolument perplexe devant cette proposition du Parti Néo-Démocrate. Il me semble que ces gens-là qui se piquent d'être des grands experts auraient compris que de constitutionnaliser le tripatouillage.

And I will speak English, because I think what you are intending with this motion or this amendment is to constitutionalize gerrymandering and I cannot accept that you will constitutionalize gerrymandering in this country, because when you talk about areas of this country to be defined by provinces, when you say you have to reside in that area, sir, you have to be living in another world. Basically I will not make a speech because I think the amendments that the government is coming in with are much more comfortable to me. I just wanted to make that point Mr. Chairman that I just can not go for this.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Merci, monsieur Gauthier.

Monsieur Nystrom, pour conclure.

Mr. Nystrom: Well, perhaps we were too much influenced by the government's wording where they said in the original draft, in the area of the provinces, and the drafts over the summer that referred to areas, that I think Mr. Gauthier makes a very good point in terms of areas. I think that is another reason why we should respect provincial rights as much as possible in an area like education where it is now under the jurisdiction of the province, because an area in one province may be different than an area in another province and perhaps you have an excellent point in the Province of Ontario. As I said before, all the provinces are different. We have different demographics, we have different geography and

[Translation]

du référendum et je n'y vois aucune référence dans le texte de votre amendement. D'autres aspects du projet de résolution traitent du référendum et je suis certain que les honorables membres auront des avis à faire connaître lorsqu'il en sera question. Mais pour l'instant, je demanderais à tous les membres de s'en tenir au contenu des motions étudiées.

Mr. Robinson: Monsieur le président, avec tout le respect que je vous dois, je pense que la façon dont nous répondrons au référendum sera fonction du contenu du projet de résolution. Mais je ne vais pas insister trop là-dessus.

Je poursuivrai, monsieur le président, en répétant que nous avons, dans cette proposition, reconnu le principe. Mais nous aimerions également respecter tout particulièrement les droits du Québec d'administrer cette question de façon à reconnaître l'importance des minorités linguistiques. Mais nous ne voulons pas pour autant nous ingérer dans des questions qui, comme l'éducation, relève des provinces.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Robinson. Monsieur Nystrom, je vous demande de conclure la présentation de la motion de votre Parti.

Je regrette, monsieur Nystrom, mais je viens de m'apercevoir que M. Jean-Robert Gauthier aimerait poser une question. If you would like to say a few words about the proposed amendment.

Mr. Gauthier: Thank you, Mr. Chairman.

I would first of all like to tell you that I am utterly dismayed by the proposal made by the New Democratic Party. It seems to me that these people who seem to think they are great experts would have realized that this boils down to constitutionalizing gerrymandering.

Je vais parler en anglais. Je pense que ce que vous voulez faire avec la motion que vous proposez c'est constitutionnaliser le tripatouillage. Et je ne peux pas accepter que vous fassiez cela dans notre pays. Vous êtes complètement dans les choux lorsque vous parlez de la définition par les provinces de certaines régions du pays. Je ne vais pas faire de discours, mais je voulais tout simplement dire que les amendements proposés par le gouvernement me laissent beaucoup plus à l'aise que celui-ci. Monsieur le président, je ne puis pas accepter cela.

Le coprésident (M. Joyal): Thank you, Mr. Gauthier.

Mr. Nystrom, I would ask you to conclude.

M. Nystrom: Nous avons peut-être été trop influencés par le texte présenté par le gouvernement pour les différentes ébauches pendant l'été dans lesquelles on parlait de régions et de domaines etc. Le point soulevé par M. Gauthier est très intéressant. C'est peut-être là une raison de plus de respecter autant que possible les droits des provinces dans un domaine comme celui de l'éducation, qui relève d'elles. La situation peut être très différente d'une province à l'autre et cette remarque est peut-être encore plus pertinente en Ontario. Comme je l'ai déjà dit, les provinces sont toutes différentes, démographiquement, géographiquement etc. Nous disons ici, comme l'avait proposé le gouvernement en juillet dernier (et

[Texte]

all we are saying here is that a province if it wishes, like the government itself was proposing last July, they stated, and it was not jerrymandering at that time I suppose, a province may if it wishes, make the determination of where numbers warrant.

What are the reasons for it? The government said "We have to respect the communiqué of the premiers at St. Andrews; We have to respect the conference of the premiers in Montreal in February, 1978"; that is the argument they always use whenever they talk about Clause 23.

What I am saying is that if we are to respect that argument, then let us respect the total argument; because the first of the two principles is the one that is in Clause 23, but they say in their communiqué that it is understood due to the exclusive jurisdiction of provincial governments in the field of education and due to the wide cultural and demographic differences that the implementation of the foregoing principles will be defined by each province.

They wanted even more than we are willing to give them here.

They are able to do that. But if they are unreasonable of course, there is still an appeal to the courts. That gives you that extra protection. If we want to bring this country together, I think you have to realize that when we are intruding unilaterally into the exclusive provincial field, we have to make sure that we are not taking away all their power and all their influence.

In conclusion, Mr. Chairman, I want to say that the situation in Quebec is very relevant and the big controversy there has been language and primarily language as it concerns education.

I would not want to see that huge sore reopened, because one thing I have learned about Quebec in the last few years is that the population in general are fairly pleased with the situation now.

Today in Quebec the linguistic and educational climate is much more stable, and people are much more satisfied now than they were in the days of Bill 22 and Robert Bourassa, and I think a resolution like this makes sure you do not get into language testing, and I think this is the way we should go.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Nystrom. I would like to call the vote on the proposed subamendment.

An hon. Member: Mr. Chairman, may we have a recorded vote?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes.

Subamendment negatived: Yeas 2; Nays, 22.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to invite honourable members to come back to the main amendment, and on that very amendment, Mr. Bockstael would like to ask a question or make a comment.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Bockstael.

M. Bockstael: Merci, monsieur le président.

[Traduction]

on ne l'avait jamais accusé de vouloir faire du tripatouillage), qu'une province pourrait, si elle le désire, déterminer elle-même les chiffres minimaux justifiant la création de programmes d'enseignement.

Et pourquoi, demandez-vous? Le gouvernement a dit: «Nous devons respecter le communiqué des ministres préparé à St Andrews; nous devons respecter la conférence des premiers ministres provinciaux tenue à Montréal en février 1978.» Dès qu'il est question de l'article 23, voilà l'argument qu'on nous sert.

Ce que je dis c'est que si nous voulons respecter cet argument, alors acceptons-le dans son ensemble. L'article 23 correspond au premier principe des deux qui sont énoncés. Dans leur communiqué, les ministres ont dit que compte tenu de la juridiction exclusive des provinces en matière d'éducation ainsi que des énormes différences culturelles et démographiques, chacune des provinces devrait définir le système d'application de ces principes.

Elles voulaient plus que ce que nous sommes prêts à donner.

Elles peuvent faire cela. Mais si elles ne sont pas raisonnables alors on peut toujours avoir recours aux tribunaux. Il y a donc une protection supplémentaire. Mais si nous voulons unir le pays, nous devons nous rendre compte qu'en nous ingérant dans un domaine qui relève exclusivement des provinces, nous devons être certains de ne rien enlever à leur pouvoir ou à leur influence.

En conclusion, monsieur le président, je dirais que la situation québécoise est très pertinente puisque la grande préoccupation était la langue, notamment en matière d'enseignement.

Je ne voudrais pas rouvrir la plaie, mais si j'ai appris quelque chose au sujet du Québec ces dernières années c'est qu'en général la population est plutôt satisfaite de la situation actuelle.

Aujourd'hui le climat linguistique et éducatif au Québec est beaucoup plus stable et les gens sont plus satisfaits maintenant qu'ils l'étaient à l'époque de Robert Bourassa et du Bill 22. La résolution que nous proposons permet de contourner le problème des examens linguistiques, et c'est pourquoi je trouve cette solution intéressante.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Nystrom.

J'aimerais demander la mise aux voix de la sous-modification proposée.

Une voix: Monsieur le président, pourrait-on procéder à un vote par appel nominal?

Le coprésident (M. Joyal): Oui.

Le sous-amendement est rejeté par 22 voix contre 2.

Le coprésident (M. Joyal): Nous allons maintenant revenir à l'amendement principal. Je constate que M. Bockstael aimerait intervenir au sujet de cet amendement.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Bockstael.

Mr. Bockstael: Thank you, Mr. Chairman.

[Text]

J'ai quelques questions à adresser au ministre.

Monsieur le ministre, le président m'accorde trois minutes pour traiter de l'article 23 et des trois paragraphes qu'il contient.

Je vous remercie de l'occasion que vous m'avez donnée de vous faire part des inquiétudes des gens du Manitoba parce qu'il semblerait que cet article pourrait compliquer la situation au Manitoba et causer un revers aux gains qui ont été faits dans les 80 ans qui viennent de s'écouler.

Vous savez que de 1916 à 1970, c'était illégal d'avoir l'instruction complète en français au Manitoba. Donc, beaucoup de parents n'ont pas eu la chance de suivre des cours en français et je veux poser la première question suivante. Dans l'article 23, sous-paragraphes a), la première langue apprise, est-ce que c'est la langue apprise au foyer ou est-ce que c'est à l'école?

M. Chrétien: Au foyer.

M. Bockstael: Au foyer.

Puisque beaucoup de ces familles canadiennes-françaises ont été instruites dans les deux langues, est-ce qu'il sera nécessaire d'exiger des tests avant de permettre aux enfants d'être acceptés à l'école française?

M. Chrétien: Dans la question de la langue maternelle, c'est la langue qui a été apprise à la maison. Cela n'a aucun rapport avec le genre d'éducation qu'ils ont reçue.

M. Bockstael: Au Manitoba, ceux qui ne sont pas de la minorité française ont le droit, dans plusieurs des divisions scolaires, de suivre des cours d'immersion, c'est-à-dire que la majorité voudrait aussi apprendre le français. Il n'y a rien dans cet article qui leur donne ce droit-là et ceci pourrait être enlevé à la discrétion de la province. Est-ce qu'il y a quelque chose que l'on puisse faire?

M. Chrétien: Voici. Nous ne déterminons pas les droits à l'éducation de la majorité, nous parlons des droits à l'éducation de la minorité.

Évidemment, dans les provinces, et je suis heureux de le constater, au Canada il y a énormément d'Anglophones maintenant qui se servent des cours d'immersion et c'est très populaire au Manitoba, en Alberta, en Saskatchewan, en Colombie-Britannique, et là ce sont les programmes des gouvernements provinciaux qui prévalent. Ici, le but de notre charte est de protéger les droits des minorités. Alors, les programmes existants, les Provinces peuvent les continuer, elles sont invitées à les continuer, la charte n'a aucun effet sur les cours d'immersion.

M. Bockstael: Une dernière question, monsieur le président.

Lorsque vous avez rédigé les propositions sur la Constitution, on proposait d'enlever, suite à la demande de monsieur Yalden, le référence aux installations d'enseignement. C'était pour reconnaître que même s'il y avait seulement qu'un nombre très restreint de citoyens qui voulaient avoir l'enseignement en français, ils pourraient l'acquérir par d'autres médias, équipement technique ou téléviseurs.

Maintenant, je reconnais que ce soir dans l'amendement on revient à «établissements d'enseignement», ce qui accorderait

[Translation]

I would like to ask the minister a few questions.

Mr. Minister, I have three minutes at my disposal to discuss the three paragraphs contained in section 23.

I am grateful for the opportunity you have given me to explain to you some of the fears of the people of Manitoba. It seems this section would complicate the situation in Manitoba and cancel out all the progress that has been made in the last 80 years.

You are aware that from 1916 to 1970 it was illegal in Manitoba to receive one's entire education in French. Because of this, a great number of parents did not have the opportunity to go to school in French. This brings me to my first question. As far as Article 23, subsection (a) is concerned, is one's first language the language one learned at home or at school?

Mr. Chrétien: At home.

Mr. Bockstael: I see.

Since a good number of French Canadian families received their education in both official languages, would it be necessary to have their children pass tests in order that they be accepted into the French school system?

Mr. Chrétien: One's mother tongue is the language one learned at home. That has nothing to do with the type of education people have received.

Mr. Bockstael: Manitobans who do not belong to the francophone minority have the possibility, at least in certain school boards, to follow immersion courses. The majority therefore also want to learn French. But nothing in this section gives them that right and the province could therefore, at its discretion, eliminate that right completely. Could we not do something about that?

Mr. Chrétien: We are not determining education for the majority, but for the minorities.

The fact that many anglophones now take advantage of immersion courses which have become very popular in Manitoba, Alberta, Saskatchewan, British Columbia etc., pleases me immensely; and it is the provinces that run these programs. Here, in the charter, we aim to protect the rights of the minority. Therefore, the provinces may continue and as a matter of fact will be encouraged to continue offering the program they now have. The charter will have no effect whatsoever on immersion courses.

Mr. Bockstael: A last question, Mr. Chairman.

When you were drawing up the constitution resolution, following a request made by Mr. Yalden, we had talked about removing any mention of educational facilities. As far as I am concerned, that meant that even if there was a very limited number of people interested in being taught in French, they could have access to it by other means, such as technical equipment, televisions etc.

In the amendment we are now discussing, we have brought back in the matter of educational facilities, which would be

[Texte]

aux milieux où c'est nécessaire d'avoir des écoles séparées, au point de vue de la langue française. C'est convenu maintenant dans la charte. Est-ce que c'est une bonne interprétation?

M. Chrétien: Nous avons eu une longue discussion ici au Comité l'autre jour. Vous vous rappelez l'intervention du sénateur Tremblay sur les termes et le nouveau terme que nous avons choisi, il y avait un doute quant à son interprétation, alors, ce que nous avons fait ici c'est que nous avons retenu le terme «prestations», ce qui veut dire qu'il va permettre d'autres méthodes que d'avoir des écoles. On pourrait avoir la télévision, les cours par correspondance et ces choses-là, mais comme on voulait clarifier, parce qu'on prétendait, en employant ce terme, que les gouvernements provinciaux auraient pu refuser la construction de bâtisses, alors on a ajouté ce qu'il y avait avant, ce qui était, à notre sens, contenu dans le mot «prestations» et maintenant les deux sont couverts.

Alors, c'est une clarification qui n'était peut-être pas nécessaire, peut-être nécessaire, cela avait mené à des doutes dans l'esprit de certains observateurs. Alors, le droit à des établissements est là mais le droit à d'autres méthodes d'éducation en langue minoritaire se trouve là aussi.

M. Bockstael: Ça couvre les deux possibilités.

M. Chrétien: Ça couvre exactement les deux possibilités. Nous rencontrons l'objection de monsieur Yalden mais comme le terme que nous avons choisi créait une certaine confusion, nous avons ajouté le mot «établissements».

M. Bockstael: Merci.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Bockstael.

The honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, I would like to put a couple of questions to the Minister.

Is it correct to say, Mr. Minister, that there were provinces which corresponded or were in contact with you which could accept Clause 23(3) and feel that there are difficulties with your new Clause 23(3)?

Mr. Chrétien: There was some argument with some of the provinces about the terms we were selecting, yes.

Like any text, there is always some problem, but they were not of such a nature that we had to go back.

My reading of the situation is that they would have preferred the other text; but there was enough consultation. I know they would have preferred the other text, but they would be willing to live with this one.

Mr. Epp: Would you consider an amendment to your new amended Clause 23(3) to go back to your first amended Clause 23(3)?

Mr. Chrétien: Excuse me, but I did not quite follow you.

Mr. Epp: Would you consider changing your second amended Clause 23(3) and accept your first amended Clause 23(3)?

[Traduction]

granted to those areas where it is necessary to have separate schools because of language differences. That seems now accepted in the context of the charter. Is that a correct interpretation of the text?

Mr. Chrétien: We had a long discussion about this during a meeting the other day. You will recall the intervention made by Senator Tremblay on the different terms used in the text. There were a few problems with regard to the interpretation of the new term we had chosen so what we did here was use the word "services", which means that we could envisage other methods, and not only school programs. That would open the door to television, correspondence courses, et cetera. We thought, by using that term, that the provincial governments could have refused to construct the buildings, so we added what was there before. We think that is contained in the word "services". Therefore both aspects are covered by the text.

I do not know if this explanation was necessary or not, but it might serve to eliminate the doubts that certain observers might have. Therefore, the text guarantees the provision of educational facilities, i.e. buildings, and of other teaching methods in the minority language.

Mr. Bockstael: That covers both possibilities then.

Mr. Chrétien: Exactly. And this way, we respond to the objection made by Mr. Yalden. But the term we had chosen created a certain amount of confusion, and that is why we added the word facilities.

Mr. Bockstael: Thank you.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Bockstael.

La parole est maintenant à Jake Epp.

M. Epp: Monsieur le président, j'aimerais poser quelques questions au ministre.

Monsieur le ministre, avez-vous correspondu ou communiqué avec des provinces qui seraient prêtes à accepter l'article 23.3 ou qui pensent que ce nouvel article pose un certain nombre de problèmes?

M. Chrétien: Un certain nombre des provinces ne sont en effet pas d'accord avec le choix des termes que nous avons fait.

Comme cela se produit avec n'importe quel texte, il y a toujours des divergences d'opinions. Mais les objections que les provinces faisaient n'étaient pas assez importantes pour revenir là-dessus.

Je pense pour ma part que les provinces auraient préféré l'autre texte mais il y a eu suffisamment de consultations entre les deux paliers gouvernementaux. Je sais quelles auraient préféré un autre texte, mais elles accepteront celui-ci de toute façon.

M. Epp: Accepteriez-vous que l'on amende votre nouvel article 23.3 de telle façon qu'il redevienne comme il était auparavant?

M. Chrétien: Je n'ai pas très suivi.

M. Epp: Accepteriez-vous de faire remplacer votre deuxième article 23.3 modifié par le premier article 23.3 tel que modifié?

[Text]

Mr. Chrétien: Non.

Mr. Epp: That being the case, Mr. Minister, could you define for me what you believe the courts would decide to be educational facilities?

Mr. Chrétien: Sometimes when you talk in terms of education, there is a need for a school or classrooms, and so on, the court will look into the matter to see if the decision of the schoolboard or the provincial government is reasonable.

They would be able, according to other provisions in the Charter, to order some remedy if they feel it was not reasonable.

Of course, in French I used the word "prestation"—that is "provisions" in English—I think we wanted to meet the problem raised by Mr. Yalden about the new techniques which can be available, if it is too costly to have the facilities, and with the modern technology it would be easier and easier.

So I think, as I have said often, the courts will compare the situation and the lawyers will say, "Look, in the City of Shawinigan," my home town, "there is a very small anglophone minority and they have a Catholic high school and a protestant high school", and we have, you know 20 per cent unemployment in our district. So they can afford to do that. So it would be very difficult for, say, the City of London, Ontario, to say, "We cannot afford to do that" because per capita, it has the highest income in the land. It is as simple as that.

The courts will decide and it would be out of the political arena, where the matter is sometimes dealt with by some people who do not comprehend or do not want to comprehend.

I think we are redereing a great service to Canadians by taking some of these problems away from the political debate and allowing the matter to be debated, argued, coolly before the courts with precedents and so on.

It will serve the population, in my judgment very well.

Mr. Epp: Where does that leave the schoolboards which are elected by the people?

Mr. Chrétien: The schoolboards are under the provincial authorities and they are created by the provinces.

If the courts look into their actions and decide, well, they will determine what should be done.

Mr. Epp: They would be able to override the decisions of the schoolboards who are living within the education act of that province. Is that correct?

Mr. Chrétien: If the decision that is made is judged by the courts to be unreasonable, the constitutional rights of the citizen will prevail.

Mr. Epp: But you have answered my question directly, Mr. Minister.

[Translation]

M. Chrétien: Non.

M. Epp: Dans ce cas, pourriez-vous définir, monsieur le Ministre, quelle interprétation les tribunaux donneraient au mot «établissements d'enseignement»?

M. Chrétien: Suivant le cas, il serait peut-être nécessaire parfois de faire construire des écoles ou des classes etc. C'est aux tribunaux qu'il reviendra d'examiner la question pour voir si les décisions prises par les commissions scolaires ou par les gouvernements provinciaux sont raisonnables.

En vertu des dispositions prévues dans la Charte, les tribunaux pourraient recommander une autre marche à suivre s'ils estimaient que ces décisions n'étaient pas raisonnables.

Bien sûr, en français j'utilise le mot «prestations», ce qui correspond à «provisions» en anglais. Nous voulions régler le problème soulevé par M. Yalden au sujet des nouvelles techniques que l'on pourrait mettre en œuvre si les installations et la technologie modernes coûtaient trop cher.

Comme je l'ai déjà dit à maintes reprises, les tribunaux sont chargés de comparer la situation des différentes villes. Les avocats diront par exemple: «regardez la ville de Shawinigan (qui est ma ville natale) sa population compte une très petite minorité anglophone et la ville est dotée d'une école secondaire catholique et d'une école secondaire protestante». Et vous savez, le taux de chômage de notre région est de 20 p. 100. Et même à cela, on arrive à avoir deux écoles. Ce serait donc difficile pour, mettons la ville de London, en Ontario, de dire «nous n'avons pas les moyens de faire cela». Le revenu par tête d'habitant dans cette ville est le plus élevé du pays. C'est aussi simple que cela.

Ce sont les tribunaux qui en décideront; la question ne relèvera plus des autorités politiques, où parfois les gens qui sont chargés de régler les problèmes ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre la situation.

Je pense, pour ma part, que nous rendons service aux Canadiens en retirant la responsabilité pour un certain nombre de ces décisions des autorités politiques, pour permettre aux tribunaux d'en discuter calmement en mettant en œuvre leur expérience, les précédents, etc.

A mon avis, cela rendra beaucoup service à la population du pays.

M. Epp: Et qu'advient-il alors des commissions scolaires élues par le peuple?

M. Chrétien: Les commissions scolaires relèvent des autorités provinciales et sont créées par les provinces.

Si ce sont les tribunaux qui étudient la question, ils décideront quoi faire.

M. Epp: Les tribunaux pourraient annuler les décisions prises par les commissions scolaires qui doivent se plier à la Loi sur l'éducation en vigueur dans la province, n'est-ce pas?

M. Chrétien: Si les tribunaux jugent la décision prise comme étant déraisonnable, ce seront les droits constitutionnels du citoyen lésé qui auront la priorité.

M. Epp: Mais vous n'avez pas répondu à ma question, monsieur le ministre.

[Texte]

Mr. Chrétien: Do not ask me what will be the judgment of the court in one specific case.

Mr. Epp: I did not ask you that. I asked you what was the role of the school boards who work within the education acts of the respective provinces. They have a responsibility not only to the parents, but to taxpayers and rate payers of that region. What happens to their decision if it has been made under the terms of the school board at the education act of that province?

Mr. Chrétien: The school boards decision have to comply with the constitution of Canada. They know they have to comply with provincial legislation and they will comply with those provisions of the Canadian constitution.

They know, when looking at any particular problem, what is the provincial law and what is the constitutional obligation, and they will pass their judgment if their judgment is considered by the court as being not reasonable, the court will so rule.

Mr. Epp: Mr. Minister, according to the amendment you now have and which some provinces are, in fact, supporting generally speaking—supporting your general proposition—and objecting to this clause, and could have accepted your earlier amendments to Clause 23(3); what you are saying, for example, is that educational facilities mean that any community where English and French facilities are being housed under the same school roof, that, in fact a new school might have to be built—that is what you are saying.

What you are also saying by this provision—and I am not saying it will happen in 100 per cent of the cases, that it could happen; I think you will have to agree with that; also, what you are saying is that you are right in the heart of Clause 93 education rights and you are saying by a constitution amendment which you are imposing that the school boards are going to be forced to use public funds other than either their education acts call for or their rate payers call for.

What you are doing is driving local control right out of the hands of the local school boards.

Mr. Chrétien: When you speak purely about the right of education of the provinces in matters of education, well I gave you the example earlier. In the constitution, the residents of my home town, Shawinigan, if they are anglophones, they are entitled to two schools—one Catholic, one Protestant. That is in the constitution.

In Shawinigan we have a Catholic high school and Protestant high school. They have a constitutional right to keep their denominational school. It is in the constitution.

So if you think about it, the school board in Shawinigan has no choice. They have to respect the religious wishes of the citizen. There is a handful of Protestants in Shawinigan, and they have constitutional rights.

So, what we are doing now is that we are giving in the constitution, constitutional rights based upon the mother tongues of the citizens for the anglophones in Quebec who

[Traduction]

M. Chrétien: Ne me demandez pas quel jugement un tribunal rendra dans un cas donné.

M. Epp: Ce n'est pas cela que je vous ai demandé. Je voulais savoir quel est le rôle des commissions scolaires qui doivent observer les lois en matière d'éducation en vigueur dans les différentes provinces. Les commissions scolaires doivent rendre compte non seulement aux parents, mais également aux contribuables de la région. Qu'advient-il de leur décision si elle a été prise en fonction de la commission scolaire et non de la Loi sur l'éducation de la province?

M. Chrétien: Les décisions prises par les commissions scolaires devront être conformes à la constitution canadienne. Elles doivent déjà être conformes aux lois provinciales et elles devront correspondre aux dispositions de la constitution canadienne qui en traite.

Les commissions scolaires, lorsqu'elles étudient un problème donné, connaissent les lois provinciales et les obligations constitutionnelles. Si les tribunaux jugent leurs décisions déraisonnables, c'est leur problème.

M. Epp: Monsieur le ministre, certaines provinces appuient en général votre proposition et s'opposent à cet article, et auraient pu accepter les modifications précédentes apportées à l'article 23. Dites-vous, en vérité, que cette question d'établissement d'enseignement signifie que dans une communauté où l'enseignement en français et en anglais est donné par le même établissement qu'il faudrait envisager de construire une nouvelle école?

C'est en tout cas de cette façon que j'interprète le texte. Je ne dis pas que cela se produira dans tous les cas, mais c'est une possibilité. Vous êtes d'accord avec moi là-dessus j'en suis certain. Aussi, ne dites-vous pas dans l'article 23, sur les droits à l'instruction, qu'en vertu d'un amendement constitutionnel que vous imposez, les commissions scolaires seront obligées d'utiliser une plus importante part des deniers publics que ne l'auraient demandé les lois sur l'éducation ou les contribuables?

Ce que vous faites c'est arracher aux commissions scolaires le contrôle ou l'autorité qu'elles ont eue jusqu'à présent.

M. Chrétien: Pour ce qui est de l'autorité en matière d'éducation dans les provinces, je vous ai donné un exemple tout à l'heure. Les résidents de ma ville natale, Shawinigan, ont accès, s'ils sont anglophones, à deux écoles l'une catholique, l'autre protestante. Cela est prévu dans la constitution.

A Shawinigan, il y a une école secondaire catholique et une école secondaire protestante. Shawinigan peut, en vertu de la constitution, conserver son école confessionnelle.

En y réfléchissant, vous verrez que le conseil scolaire de Shawinigan n'a pas le choix. Le conseil doit respecter le désir des citoyens sur le plan religieux. A Shawinigan, il y a un groupe de protestants et ils ont des droits constitutionnels.

Donc, nous accordons aux anglophones du Québec des droits constitutionnels basés sur la langue maternelle, droits qu'ils ont eu pendant longtemps, même si l'on n'était pas obligé de les

[Text]

have had it for a long time, and even if they were not obliged to honour them—you know it was on a question of religion, not on a question of language; and we are giving exactly the same right that the francophones have outside of Quebec and anglophone will have in Quebec.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, the honourable Jake Epp.

I have many speakers on my list. I will certainly call all of them. But I would like first to remind honourable members that we are dealing with the amendment, and according to our rules of procedure each speaker is allowed three minutes. The Chair has tried to apply that rule with balance, but nevertheless would like to remind honourable members of it.

Mr. Robinson.

Mr. Robinson: No, Mr. Chairman, thank you.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: Mr. Chairman, I would like to ask the Minister some questions for clarification.

The concern about language tests has come up a number of times. I would like the Minister or perhaps his officials to perhaps give us a legal definition of what some of these things mean.

We are talking about citizens of Canada whose first language learnt or still understood is that of the English or French linguistic minority.

How do we determine what is the first language learnt or still understood?

Would there have to be a testing procedure, or would it differ from province to province, or will the courts make the decision?

Mr. Tassé: Mr. Nystrom, we are talking about the parents. The parents will have to show that the language they first learnt in Quebec, for example, was the English language, and in another province the French language before they can qualify for the right.

They will also have to show that this is a language that they still understand.

Now, I would think a school board or a provincial school authority could establish administrative presumptions which could facilitate the determination of people, and citizens would have that right.

In fact, it may well be that in practice the test which is provided for in (b) might operationally be a test that a province or board might wish to apply. In other words, they might be satisfied that a person who has received his primary school instruction in English or French would be qualified for the right, or a person who has lived in a certain part of Canada, either French or English, would qualify subject to the contrary being proven by the person.

Because, eventually if a citizen is happy with the decision made by the school authorities, that could be challenged. But we would think that in effect those cases where there would be challenge, the citizen would not be satisfied with the decision made after he has presented his case, would be few in number.

[Translation]

respecter comme vous savez, c'est une question de religion, pas de langue; nous leur accordons exactement le même droit qu'ont les francophones à l'extérieur du Québec.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Epp.

J'ai beaucoup de noms sur ma liste. Je donnerai certainement la parole à tous. Toutefois, je veux d'abord rappeler aux membres que nous débattons de l'amendement et selon nos règles de procédure, chaque membre a droit à trois minutes. La présidence a essayé de respecter un certain équilibre dans l'application de cette règle, mais néanmoins nous tenons à la rappeler aux membres.

Monsieur Robinson.

M. Robinson: Non, merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Nystrom.

M. Nystrom: Monsieur le président, j'aurais une question d'éclaircissement à poser au ministre.

A de nombreuses reprises on a soulevé la question des examens linguistiques. Je voudrais que le ministre ou ses fonctionnaires nous en donnent une définition juridique.

Il s'agit de citoyens canadiens dont la première langue apprise ou encore comprise est celle de la minorité francophone ou anglophone.

Comment déterminons-nous quelle est la première langue apprise ou encore comprise?

Y aurait-il des examens, est-ce que cela varierait d'une province à l'autre, ou est-ce que la décision reviendrait aux tribunaux?

M. Tassé: Monsieur Nystrom, cela s'adresse aux parents. Par exemple, au Québec, ils devront démontrer que la première langue apprise était l'anglais, ou le français s'ils habitent une autre province avant d'être admissibles à ce droit.

Ils devront aussi démontrer qu'ils comprennent toujours cette langue.

Je pense qu'un conseil scolaire ou les autorités scolaires provinciales pourraient établir une démarche administrative visant à faciliter cette procédure. Et les gens auraient ce droit.

En fait, il se peut très bien qu'une province ou un conseil scolaire décide d'appliquer le test stipulé à l'alinéa b). Autrement dit, le fait qu'une personne ait effectué ses études primaires en anglais ou en français pourrait être suffisant pour être admissibles à ce droit, ou une personne ayant vécu dans certaines régions du Canada, en français ou en anglais, à moins que la personne puisse établir le contraire.

Il est possible qu'un jour un citoyen insatisfait conteste la décision des autorités scolaires. Nous pensons qu'après que les gens auront eu l'occasion de présenter leur cas, il y en aura très peu qui seront insatisfaits de la décision et qui la contesteront.

[Texte]

Mr. Nystrom: So you can see there could be different regulations in different areas.

Mr. Tassé: Yes, Mr. Nystrom, in fact that is correct. The provinces will have to administer these tests.

These clauses only provide the broad parameters within which the rights have to be applied. The administration of these clauses would entirely be left, I would presume, to provincial legislation.

But the provincial legislation would have to be consistent and would have to give away to the tests that are specifically spelled out in the clause.

Mr. Nystrom: You are talking about tests and I recognize the difficulty of this.

Mr. Tassé: Perhaps I should use in that context criteria rather than test.

Mr. Nystrom: Do I have time for two more quick questions on this area, it is very complicated?

You said that what may happen is they go down to option B, which is parents who receive their primary school education in Canada, either in English or French. Again, there is a bit of a double standard there because you have always had a better English school system in Quebec then you have had a French school system outside of Quebec and yet many people outside of Quebec who are francophones have never had a chance to go to a French school, and indeed . . .

Mr. Chrétien: That is why we need the first test because some francophones outside of Quebec never had the opportunity to go to a French school because there was none but they were speaking French at home. So this is why we needed the two tests, because if we had the test only on the education they have received, that would mean the family, the father in French and kept his language but never went to a French school because there was none, would be forced to send his kids to English schools.

Mr. Nystrom: Back to the first wording again, Jean . . .

The Joint Chairman (Mr. Joyal): That will be your last question to the Minister of Justice.

Mr. Nystrom: Thank you very much, honourable Joint Chairman.

Back to the first test again, which is citizens of Canada whose first language learned and still understood, I see Albert Roy, and old friend of mine who is an MPP from Ontario here in the audience, he comes from Saskatchewan, and I know in Saskatchewan you have cases because the francophones are such a tiny minority where their first language learned is French but they no longer understand it. Then what happens?

Mr. Chrétien: If you do not speak the language anymore, it is perhaps the language you have learned but you have lost, so you will have a different tongue at that time. There is the term to employ, you have been assimilated, that is a very—you know language, strictly speaking.

[Traduction]

M. Nystrom: Donc, vous envisagez qu'il puisse y avoir des règlements différents dans différentes régions.

M. Tassé: En effet, monsieur Nystrom, c'est exact. Ces examens seront administrés par les provinces.

Ces articles ne font que définir les paramètres généraux à l'intérieur desquels ces droits sont applicables. Je présume que les provinces seront responsables de l'administration de ces articles.

Toutefois, les lois provinciales devront être logiques et tenir compte des critères spécifiés dans cet article.

M. Nystrom: Vous parlez de tests, je sais que cela cause des difficultés.

M. Tassé: Dans ce contexte, je ferais peut-être mieux de parler de critères plutôt que de tests.

M. Nystrom: Ai-je le temps de poser deux autres petites questions à ce sujet très compliqué?

Vous avez dit qu'ils pourraient avoir recours à l'option B, en ce qui a trait aux parents ayant reçu leur instruction au niveau primaire au Canada, en anglais ou en français. Là aussi, il y a deux poids, deux mesures, car le système scolaire anglais au Québec a toujours été meilleur que le système scolaire français à l'extérieur du Québec; beaucoup de francophones hors Québec n'ont jamais pu fréquenter une école française . . .

M. Chrétien: C'est pourquoi le premier critère est nécessaire, parce que certains francophones hors Québec n'ont jamais eu l'occasion de fréquenter une école française, car il n'en existait pas. Ils parlaient toutefois français à la maison. C'est pourquoi les deux critères étaient nécessaires. Si on n'avait que le critère relatif relatif à l'instruction reçue, dans une famille où le père est francophone et a gardé sa langue sans jamais avoir pu aller à une école française, puisqu'il n'y en avait pas, il serait obligé d'envoyer ses enfants à une école anglaise.

M. Nystrom: Pour en revenir encore au premier libellé, Jean . . .

Le coprésident (M. Joyal): Ce sera votre dernière question pour le ministre de la Justice.

M. Nystrom: Merci beaucoup, monsieur le coprésident.

Pour en revenir au premier critère, celui des citoyens canadiens dont la première langue apprise et encore comprise . . . Je vois dans l'assistance M. Albert Roy, un de mes amis depuis longtemps, qui est maintenant député à l'Assemblée législative de l'Ontario. Il vient de la Saskatchewan, et je sais qu'en Saskatchewan il y a des cas où les francophones forment une minorité tellement petite qu'ils ne comprennent plus le français, même si c'est leur première langue apprise. Qu'est-ce qui se passe dans un cas pareil?

M. Chrétien: Si vous ne parlez plus la langue, il s'agit peut-être d'une langue que vous avez apprise, mais perdue, et votre langue sera donc différente. On peut utiliser le mot «assimiler»; je l'utilise strictement dans le sens linguistique.

[Text]

Mr. Nystrom: But then your children are penalized because of the fact we did not have proper legislation for the parents?

Mr. Chrétien: Yes, it is just like I am a Catholic, if I become a Protestant my kids will be baptized in a different church. There is nothing I can do about it, they will be Protestant, that is all.

Mr. Nystrom: But eventually they can decide where they want to go.

Mr. Chrétien: Anyway, if they are Catholic or Protestant, they are always Chrétien.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Nystrom.

M. Gauthier.

M. Gauthier: J'aimerais dans les trois minutes qui me sont allouées d'abord commencer par féliciter le ministre d'avoir été aussi flexible et aussi «chrétien»! Je pense qu'il a reconnu les dangers que présentait le texte original pour nous de la minorité francophone hors Québec et je lui en suis très reconnaissant d'avoir éliminé les facteurs de «résidence» et de «région».

Comme vous le savez, monsieur le ministre, nous sommes toujours des gens très raisonnables. D'ailleurs, la charte des droits je pense bien, vous le savez comme moi, s'applique à la limite du raisonnable et j'aurais peut-être été capable de dire à monsieur Epp tantôt lorsqu'il demandait où en étaient les commissions scolaires, ou les comtés scolaires, comme on dit en Ontario, j'aurais pu lui rappeler une série d'expériences que nous avons eues avec ces conseils scolaires à partir d'Ottawa, Cornwall, Sturgeon Falls, Essex, Elliott Lake, Penetang, je peux donner la litanie, si vous voulez, et à chaque fois nous avions le nombre, monsieur le ministre, et à chaque fois on nous a fait beaucoup de problèmes.

Alors, je ne suis pas du tout impressionné par l'argument de monsieur Epp sur cette question, à savoir s'ils doivent se conformer à une constitution et si cela peut les déranger un peu. J'espère que le droit à l'éducation, tel qu'énoncé dans les amendements proposés ce soir, surtout que vous avez divisé la partie (3) de l'article 23, et je pense que c'était très sage, je vais le lire, vous me corrigerez si je le comprends mal, en a) on dit que j'ai droit à

l'instruction dans la langue de la minorité, là où le nombre le justifie

évidemment, et on a fait allusion tantôt à certains systèmes que monsieur Yalden aimerait bien qu'on prévoit, c'est-à-dire l'éducation par correspondance ou par les voies techniques, le câble, les satellites, la correspondance, et la deuxième partie, b), de l'article, c'est-à-dire l'alinéa (3), qui dit que lorsque le nombre de ces enfants le justifie, on a droit à l'instruction dans des établissements d'enseignement.

Je pense que c'est positif comme terminologie et je suis content de voir que c'est le langage qui a été utilisé.

Donc, monsieur le président, je n'ai pas plus à ajouter, c'est-à-dire que je vote avec beaucoup de joie sur cet amendement, et j'en remercie le ministre.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Gauthier..

L'honorable sénateur Asselin.

[Translation]

M. Nystrom: Mais à ce moment-là les enfants sont pénalisés parce que les lois de l'époque ne protégeaient pas les parents?

M. Chrétien: Oui; la même chose arriverait si moi, catholique, devenais protestant et faisais baptiser mes enfants dans une église différente; ils seraient protestants, point final.

M. Nystrom: Mais à un moment donné, ils peuvent eux-mêmes décider du choix de leur religion.

M. Chrétien: De toute façon, que mes enfants soient catholiques ou protestants, ils seront toujours chrétiens.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Nystrom.

Monsieur Gauthier.

Mr. Gauthier: In the three minutes allotted to me, I would first like to congratulate the minister on being so flexible and so "Christian"! I think he recognized the dangers inherent in the original text for those of us who belong to the French-speaking minority outside of Quebec; I am most grateful to him for eliminating the residence and area factors.

As you know, Mr. Minister, we are always quite reasonable people. In fact, I feel that a Charter of Rights goes to the limit of what is reasonable; you know that as well as I do. Perhaps earlier when Mr. Epp was wondering what the situation was with the school boards or, as we say in Ontario, the school districts, I could have reminded him of a series of experiences we have had with school boards in Ottawa, Cornwall, Sturgeon Falls, Essex, Elliott Lake, Penetang; I can go on and on, if you wish. Each time, Mr. Minister, we had sufficient numbers, and each time we ran into many problems.

So I am not at all impressed by Mr. Epp's argument as to whether they should have to conform to a Constitution and whether it could cause difficulties for them. I hope that the right to education, as expressed in the amendments proposed this evening, especially in your division of sub-clause (3) of Clause 23—I think this was a very wise move; I will read it to you, and you can correct me if I have misunderstood. In sub-clause (a), I have the right to

... education in the language of the minority where numbers warrant ...

obviously; earlier, certain alternative systems which Mr. Yalden would like to see provided, were mentioned, including correspondence schools or teaching by technical means, such as cable, satellite, correspondence, et cetera. Paragraph (b) of sub-clause (3) of the Clause says that where the numbers of those children so warrants, they have the right to instruction in educational facilities.

I think that this wording is quite positive, and I am glad to see that it has been used.

So, Mr. Chairman, I have nothing more to add; in other words, I would be most happy to vote on this amendment, and I would like to thank the minister for it.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Gauthier.

The honourable Senator Asselin.

[Texte]

Le sénateur Asselin: Monsieur le président, j'aurais une couple de remarques à faire au ministre, sous forme de questionnaire, peut-être.

Monsieur le ministre, l'article 23 a été intitulé «droit à l'instruction dans la langue de la minorité» et on parle également d'enseignement. Dans votre esprit à vous, l'instruction et l'enseignement, c'est du ressort des provinces?

M. Chrétien: Et ça le demeurera.

Le sénateur Asselin: En légiférant en vertu de l'article 23, est-ce que vous n'intervenez pas dans un champ exclusivement réservé aux provinces?

M. Chrétien: J'ai expliqué tantôt que la Constitution canadienne en matière d'éducation dit clairement que l'éducation est de compétence provinciale. Par contre, on a inscrit des droits fondamentaux en matière de religion qui limitent le champ de juridiction de la province en matière d'éducation en fonction des religions. Ce que nous faisons ici, nous donnons aux citoyens dans la Constitution des droits en fonction de la langue. Nous donnons aux Francophones hors Québec, enfin, les mêmes droits que la législature québécoise a toujours donnés aux anglophones au Québec, et je n'ai aucune difficulté avec cela. Vous allez dire que c'est un changement constitutionnel mais, pour faire des changements constitutionnels, il y a une méthode de prévue; ça prend une résolution de la Chambre des communes et du Sénat et ça doit être ratifié par le parlement de Londres.

Alors, il fallait protéger la minorité anglophone au Québec mais encore plus, enfin, donner des droits qui ne pourront pas être enlevés aux francophones hors Québec; enfin, ils les ont.

Je profite de l'occasion pour le dire parce que je crois que cela a été mal compris au Québec, ce que nous faisons. Je suis content d'entendre M. Gauthier le dire, qu'il a fait tant de luttes pour les francophones en Ontario et son ami M. Roy qui est député en Ontario et qui est originaire de la Saskatchewan...

Le sénateur Asselin: Sur un rappel au Règlement.

M. Chrétien: Non, non.

Le sénateur Asselin: Non, non. Je ne veux pas arrêter le ministre de parler mais je ne voudrais pas...

M. Chrétien: Je veux dire tout simplement...

Le sénateur Asselin: Je ne voudrais pas, monsieur le président, que les trois minutes qui me sont allouées me soient enlevées par une intervention du ministre.

Le coprésident (M. Joyal): Honorable sénateur Asselin, si vous voulez poursuivre.

Lorsque nous indiquons à un honorable membre que son temps est épuisé, nous tenons toujours compte, bien sûr, de la proportion du temps qui est utilisée dans la façon de poser la question et de la façon dont la réponse est rendue également.

Le sénateur Asselin: Alors, monsieur le ministre, ça ne vous gêne pas d'être intervenu, en vertu de cette charte-là, à plusieurs endroits, dans des droits réservés exclusivement aux provinces sans les avoir consultées? Vous n'êtes pas gêné un peu?

[Traduction]

Senator Asselin: Mr. Chairman, I have a couple of comments to make to the minister, perhaps in question form.

Mr. Minister, Clause 23 is entitled "Minority Language Educational Rights"; the word "instruction" is also used. In your opinion, are education and instruction under provincial authority?

Mr. Chrétien: And they will remain there.

Senator Asselin: By legislating the terms of Clause 23, are you not moving into an area reserved exclusively to the provinces?

Mr. Chrétien: I explained earlier that the Canadian Constitution states clearly that education is under provincial jurisdiction. At the same time, basic religious rights have been enshrined which limit the extent of provincial jurisdiction as far as confessional schools are concerned. What we are doing here is providing language rights to Canadian citizens through the Constitution. We are finally providing French speakers outside of Quebec with the same rights which the Quebec legislature has always given English speakers in Quebec; I do not see any problem with that. You may say that that is constitutional change, but constitutional change, but constitutional changes are always proved: they require a resolution from the House of Commons and the Senate, and must be ratified by the British Parliament.

So it was necessary to protect the English-speaking minority in Quebec, but even more necessary to finally give inalienable rights to French speakers outside of Quebec; finally, they will have them.

I have taken this opportunity to say the above because I think that what we are doing has been misunderstood in Quebec. I was pleased to hear Mr. Gauthier say that he had fought so hard for French speakers in Ontario as has his friend, Mr. Roy, M. P. P. in Ontario and native of Saskatchewan...

Senator Asselin: On a point of order.

Mr. Chrétien: No, no.

Senator Asselin: No, no. I do not want to stop the minister from talking, but I would not want...

Mr. Chrétien: I just want to say...

Senator Asselin: Mr. Chairman, I do not want the three minutes allotted to me to be used up by a statement from the minister.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Senator Asselin, if you wish to go ahead.

When we tell a member his time is up, we always take into account, of course, the amount of time used up in asking the question as well as the way in which it is answered.

Senator Asselin: So, Mr. Minister, it does not bother you at all to have intervened, through this charter, in several areas where the provinces have exclusive rights, without even consulting the provinces? Does that not bother you a little?

[Text]

M. Chrétien: Je crois, monsieur le sénateur, quand vous dites «sans les avoir consultées»...

Le sénateur Asselin: Sans leur consentement au moins.

M. Chrétien: Vous avez dit «consultées».

Le sénateur Asselin: J'ajoute «sans leur consentement».

M. Chrétien: On a passé l'été à les consulter.

Le sénateur Asselin: J'ajoute «sans leur consentement».

M. Chrétien: Ah! là, c'est autre chose.

Et on les aurait consultées encore 113 ans avant que certaines personnes donnent des droits, on les aurait consultées 113 autres années avant que les Francophones hors Québec puissent avoir les droits qu'ils vont avoir. Les Anglophones du Québec, ils les ont eus par la volonté de la population du Québec et non pas en fonction d'une obligation constitutionnelle. Maintenant, on donne l'égalité à tout le monde au Canada en matière d'éducation, aux Anglophones au Québec tout comme aux Francophones hors Québec.

Peut-être qu'on a pilé sur les pieds de quelques personnes mais quand je donne l'égalité à des citoyens dans une communauté comme la nôtre, dans un domaine aussi important et vital dans la nature même de mon pays qui est un pays où il y a deux langues officielles, eh bien, que voulez-vous, loin de m'excuser, je suis très content et très fier.

Le sénateur Asselin: Monsieur le ministre, est-ce que vous admettez que cet article-là amende en quelque sorte la Loi 101 du Québec?

M. Chrétien: Voici. Il y a un aspect de la Loi 101 qui sera affecté. La Loi 101 maintenant dit que lorsqu'un Anglophone arrive au Québec, un Canadien anglophone arrive au Québec, il n'a pas le droit d'aller à l'école anglaise; il peut obtenir la permission. Maintenant, un Canadien anglophone, avec cela, qui arrive au Québec aura le droit d'aller à l'école anglaise.

On n'a pas grands problèmes par les temps qui courent, ils sortent au lieu d'arriver au Québec!

Par contre, en échange, nous donnons aux 900,000 Franco-phones hors Québec enfin le droit à l'éducation en langue française.

Ce n'est pas un gros prix à payer pour le parlement du Québec de faire confirmer dans la Constitution ce que jusqu'à la Loi 101 les Anglophones avaient au Québec, en échange du droit définitif à l'instruction en langue française pour les Francophones hors Québec.

Le sénateur Asselin: Monsieur le ministre, si ces paroles-là avaient été prononcées cet après-midi lorsqu'on a discuté de la possibilité d'imposer le bilinguisme à la province d'Ontario, je vous suivrais peut-être dans votre dissertation, dans votre raisonnement. Votre raisonnement est complètement de travers pour deux raisons importantes qu'on a discutées. Vous n'avez pas voulu vous immiscer cet après-midi en ce qui concerne le bilinguisme pour la province d'Ontario et ce soir vous admettez que vous voulez vous immiscer dans un domaine réservé exclusivement aux provinces, c'est-à-dire l'éducation, vous affectez une loi provinciale qui est la Loi 101 du Québec.

[Translation]

Mr. Chrétien: I think, Mr. Senator, that when you say "without consulting them"...

Senator Asselin: At least, without their agreement.

Mr. Chrétien: You said "consulted".

Senator Asselin: And I add "without their agreement".

Mr. Chrétien: We spent the summer consulting them.

Senator Asselin: And I add "without their agreement".

Mr. Chrétien: Ah, that is entirely different.

We could have gone on consulting them for another 113 years before certain people would have granted those rights; we would have gone on consulting them for another 113 years before French speakers outside of Quebec would have been able to get the rights they are going to get. English speakers in Quebec were granted those rights through the will of the people of Quebec and not because of the constitutional obligation. Now everyone in Canada has equal educational rights, English speakers in Quebec as well as French speakers outside of Quebec.

We may have stepped on certain people's toes, but when I give equality to citizens in a country like ours, in an area as important and vital to the very nature of my country which is a country with two official languages, what can I say; far from apologizing, I am most pleased and most proud.

Senator Asselin: Mr. Minister, do you admit that to some extent, that clause amends Quebec's Bill 101?

Mr. Chrétien: Well, one aspect of Bill 101 will be affected. At the present time, Bill 101 says that when an English-speaker moves to Quebec, when an English-speaking Canadian moves to Quebec, he does not have the right to go to an English school; he can receive permission. With this clause, an English-speaking Canadian who now moves to Quebec will have the right to go to an English school.

Right now, this will not be much of a problem; instead of moving to Quebec, they are leaving!

At the same time, the tradeoff is that we are finally giving 900,000 French-speakers outside of Quebec the right to education in French.

I do not think that is a very high price for the Quebec legislature to pay in order to confirm in the constitution what English-speakers had in Quebec until 101, in exchange for the definitive right to French-language education for French-speakers outside of Quebec.

Senator Asselin: Mr. Minister, perhaps if you had said that this afternoon when we were discussing the possibility of imposing bilingualism on Ontario, I might be able to follow your statements, your reasoning. Your reasoning is totally backwards for two very important reasons which we have discussed. This afternoon, you did not want to get involved in bilingualism for Ontario, and this evening you admit that you do want to get involved in an area which is the exclusive domain of the provinces, education; you will be affecting a provincial law, Quebec's Bill 101.

[Texte]

Expliquez donc votre raisonnement.

M. Chrétien: Je dis que cela va affecter marginalement la Loi 101, une loi qui, à mon sens, est allée trop loin. En tout cas, je ne veux pas intervenir là-dessus. Je dis tout simplement ceci, c'est que vous parlez de deux choses différentes. Cet après-midi, vous avez dit, on ne donne rien, on refuse de faire quoi que ce soit concernant les provinces, l'Ontario. En Ontario, aujourd'hui, à partir d'aujourd'hui, on donne un droit constitutionnel à la langue française en matière d'éducation. Dans mon esprit, c'est cela qui est fondamental.

J'aurais aimé qu'en Ontario ou que dans les autres provinces, comme le souhaitait si éloquemment M. le député Crombie, on donne un statut constitutionnel au bilinguisme institutionnel en Ontario mais ne voulant pas aller trop loin, avec les réalités dans lesquelles nous vivons, nous avons choisi l'éducation. On ne peut pas tout faire en même temps et je crois que j'ai donné la balance du problème en fonction du Québec de constitutionnaliser ce que le Québec a fait jusqu'en 1976 et en échange, enfin, d'obtenir les droits linguistiques pour les Francophones hors Québec. Ceux de langue française au Canada devraient comprendre et particulièrement les gens du Québec qui, pendant des générations, ont fait des collectes dans nos villages pour aider les gens de Maillardville, de Sturgeon Falls et tout cela. Qu'on inscrive cela dans la Constitution aujourd'hui, vous ne savez pas à quel point je suis fier.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, sénateur Asselin.

L'honorable sénateur Tremblay.

Le sénateur Tremblay: Merci, monsieur le président.

Je ne veux pas me lancer dans le genre de rhétorique que le ministre vient d'utiliser, je voudrais simplement rectifier une affirmation qu'il a faite lorsqu'il a dit que les droits à l'enseignement dans sa langue sont déjà dans la Constitution, ou quelque chose de ce genre-là, en donnant comme exemple que les catholiques anglophones ont l'enseignement dans leur langue.

En tout cas, il y avait une équivoque, je voudrais qu'il n'y en ait pas. Ce n'était pas un droit du tout. Ce sont les écoles confessionnelles seulement qui sont actuellement protégées par la Constitution et je veux simplement dire que si les catholiques anglophones ont eu leur système d'enseignement, et je dis bien système d'enseignement parce qu'il était complet jusqu'à l'université, c'est simplement que le Québec a eu l'ouverture d'esprit de le faire.

J'ajouterais peut-être, cependant, une remarque. Vous disiez à un moment donné que ce sont les minorités que vous vouliez protéger, que les majorités, ce n'était pas cela, le problème. Il y a deux types de majorité dans ce pays. Il y a une majorité fragile au Québec qui est la majorité francophone et il y a la majorité moins fragile, anglophone, dans l'ensemble du pays.

Je me permets de souligner ce qui correspond à une préoccupation québécoise réelle et quoi que vous disiez en ce qui concerne les orientations que la Loi 22 avait amorcées, que la Loi 101 a poursuivies de façon plus déterminée, malgré certaines choses qu'on peut contester, la Loi 101, de façon globale,

[Traduction]

Please explain your reasoning.

Mr. Chrétien: I say that this will have a marginal effect on Bill 101, which in my opinion, went much too far. In any case, I do not want to get involved in that. I would just like to say that you are talking about two entirely different things. This afternoon you said that we are not giving anything, that we refuse to do anything about the provinces or Ontario. In Ontario, from today on, we will be providing a constitutional right to French-language education. In my mind, that is the fundamental issue.

As Mr. Crombie stated so eloquently, I would have liked to give institutional bilingualism constitutional status in Ontario or in the other provinces; given the realities of our situation, we did not want to go too far, and we chose education. We cannot do everything at once, and I think we balanced the Quebec problem somewhat by constitutionalizing what Quebec had done until 1976 as a tradeoff for finally achieving language rights for French-speakers outside of Quebec. Canadian French-speakers should understand, especially those in Quebec who for many generations paid taxes in their villages to help the people in Maillardville, Sturgeon Falls, etc. You do not know just how proud I am to have this enshrined in the constitution today.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Senator Asselin.

The hon. Senator Tremblay.

Senator Tremblay: Thank you, Mr. Chairman.

I do not want to get into rhetoric like the minister, I would just like to correct a statement he made: he said that the right to education in one's own language is already in the constitution, or something along those lines, quoting the example of English-speaking Catholics who have education in their own language.

In any case, the statement was equivocal, and I would like to correct it. This was not a right at all. Only separate schools are now protected by the constitution, and I would just like to say that if English-speaking Catholics have their educational system, and I am correctly calling it a system because it was complete up to the university level, it was simply because Quebec had the openmindedness to provide it.

I would, however, like to add a comment. At some point you said that you wanted to protect the minorities, that the majorities were not the problem. There are two types of majority in this country. There is the fragile majority in Quebec, the French-speaking majority, and the less fragile English-speaking majority in the country as a whole.

I would like to point out something that is of true concern to Quebecers; whatever you may say about the change of direction started by Bill 22 and pursued more vigorously by Bill 101, in spite of some things that may be debatable, generally speaking, Bill 101 was intended as a change in direction to make the French-speaking Quebec majority less fragile.

[Text]

visait à orienter les choses de façon à rendre moins fragile la majorité francophone québécoise.

Il me semble, monsieur le ministre, que les Québécois accepteraient peut-être mieux l'échange que vous leur proposez en imposant ce qui est contenu dans l'article 23 si de temps à autre vous sembliez sensible au fait que la majorité québécoise francophone est une majorité constamment menacée.

Vous ne seriez pas disposé à dire quelque chose dans ce sens-là ce soir pour équilibrer ce que vous avez dit tantôt?

M. Chrétien: Voici. C'est très facile de répondre. D'abord, pour répondre à la première objection que vous avez faite quand j'ai parlé de l'école anglaise catholique et de l'école anglaise protestante de chez moi, je ne faisais pas allusion à la langue, que l'école leur avait été donnée à cause de leur langue; elle leur avait été donnée à cause de la religion, et ce que je voulais dire à monsieur Epp c'est que les payeurs de taxes dans les petites localités comme Shawinigan, La Tuque, Sherbrooke et Drummondville sont obligés de payer pour ces écoles minoritaires-là. Certains peuvent dire que ça coûte cher. Il posait la question: qu'est-ce qui arrivera aux payeurs de taxes dans d'autres municipalités? Il ne leur arrivera pas plus et pas moins qu'il arrive au payeurs de taxes chez nous. C'est exactement le même problème. C'est une réalité avec laquelle il faut vivre, et les villes au Québec où il n'y a pas un Anglais, elles n'ont pas de «high school» et les villes où il y a des Anglais, elles ont des «high schools». Alors, c'est une réalité, et on ne se pose pas de questions chez nous, on paye pour. Cela fait partie des obligations qu'on a comme citoyens. Ça, ça règle la première partie de la question.

Quant à la minorité fragile au Québec, on pourrait avoir un long débat là-dessus. En général, les gens de mon parti, pas tous, ont été généralement favorables au libre choix. Là-dedans, l'article 23 est l'article qui est plus près qu'on pouvait imaginer pour rencontrer la Loi 101. J'irai plus loin. Les propositions en matière d'éducation du parti que je supporte au Québec, le parti de M. Ryan, va plus loin que ce que nous insistons pour avoir à ce moment-ci au Québec.

Je n'ai jamais cru que la langue des Francophones au Québec, que la culture française que j'ai, on aurait pu me l'imposer par loi. Je l'ai dans le ventre et je l'ai dans la tête, et je crois que la culture et la langue au Québec sont moins en danger qu'elles ne l'ont été dans le passé. S'il y a un problème linguistique au Québec, c'est à l'ouest de la rue St-Laurent à Montréal.

Des villes comme Brompton, Drummond, Stanstead, il n'y en a plus d'Anglais dans ces coins-là; il y en avait autrefois. C'étaient des communautés anglaises; il n'y en a plus.

Alors, le problème de la majorité fragile a été beaucoup exagéré au Québec et peut-être que le débat là-dessus a été très utile et peut-être qu'il nous donne aujourd'hui l'occasion, pour une fois, de donner la vraie égalité en matière d'éducation au Canada.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, sénateur Tremblay.

Honourable James McGrath.

[Translation]

It seems to me, Mr. Minister, that Quebecers might perhaps be better prepared to accept the trade-off you are proposing by imposing the contents of Clause 23 if you showed from time to time some awareness of the fact that the French-speaking Quebec majority is a majority under constant threat.

Would you be prepared to say something this evening along those lines to balance what you said earlier?

Mr. Chrétien: Well, that is very easy to answer. First, in answer to the first objection you made when I spoke of the English Catholic school and the English Protestant school in my area, I was not saying that they had been provided with their schools because of their language; they were given their schools because of religion. What I wanted to say to Mr. Epp was that the taxpayers in small places like Shawinigan, La Tuque, Sherbrooke and Drummondville have to pay for those minority schools. Some may say that it is expensive. He asked the following question: What will happen to taxpayers in other municipalities? Nothing more nor less will happen to them than happens to taxpayers in our areas. The problem is exactly the same. It is a fact which will have to be lived with; towns in Quebec with no English speakers will not have highschools, and towns where there are English speakers will have highschools. Those are the facts, and in our area we do not question them, we pay for the schools. It is part of the obligations we have as citizens. So that answers the first part the question.

As to the fragile minority in Quebec, we could go on and on about that. Generally speaking, most of the people in my party were generally in favour of free choice. In that context, Clause 23 was the closest we could come to an answer to Bill 101. I will go even further. The education proposals of the party which I support in Quebec, Mr. Ryan's party, go further than what we insist on having in Quebec at the present time.

I have never believed that the French language or the French culture in Quebec could have been imposed on me by law. I have it in my blood and in my mind, and I think that the culture and language of Quebec are in far less danger than in the past. If there is a language problem in Quebec, it exists to the west of St-Laurent Street in Montreal.

In towns like Brompton, Drummond, Stanstead there are no more English speakers; in the past, there were. These used to be English-speaking communities; there are no more English speakers.

So the problem of the fragile majority in Quebec has been greatly exaggerated; perhaps the discussion on that issue has been useful, and perhaps has finally provided us with the opportunity to give true equality in education to Canada.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Senator Tremblay.

L'honorable James McGrath.

[*Texte*]

Mr. McGrath: I want to make this comment, Mr. Chairman.

I have got great respect for the Minister but we are operating under pretty severe time constraints and the Chair has to be pretty vigilant in imposing the time constraints on all of us and I say to you with great respect that that same discipline should be imposed on the Minister. He has on a number of occasions tonight used up a considerable amount of time, in many instances repetition, and if the Minister continues like this then we are just not going to make the kind of progress that we had hoped we could make and I think, Mr. Chairman, that point has to be made because I think the Minister should discipline himself the way we have to.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable James McGrath.

The Minister has already stated previously this evening that I have informed him very respectfully and I have informed officers of his department too, that according to our balance and use of time, that sometimes the answer seems to be long, and he has been fair and honest enough to recognize it tonight and make sure that the intervention you have just made and the repetition of the same admonition that I have conveyed to him lastnight has been heard and I am quite sure that he will try to spend the best effort as all honourable members around this table have done and I am not looking to anyone in particular, but as all honourable members around this table have done and his behaviour would be exemplary for our next session.

Mr. Chrétien: Mr. Chairman, I will remain silent as much as I can, and I find a fantastic change in the attitude because some weeks ago I was not speaking enough. I have to be a witness for a couple of years if I had to listen. Now I will shut up with pleasure; let us vote.

Mr. McGrath: I am not going to let the Minister get away with that.

I heard the Minister say on the media today that no way was he going to allow the Committee to extend its time for a week. He said that today to the media.

Now, that is fine, he is entitled to that, he is the government, they have to manage the business of this House and this Committee and they have to take that responsibility, but what I am saying to the Minister is surely if he is going to impose that kind of closure on this Committee, then that imposes a special discipline on him to make his answers as precise and as concise as possible.

That is not to say that he has to remain silent, that is to say he should address the questions and try and cut down on the rhetoric.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, honourable James McGrath.

As I have no other speakers on my list at this point I would like to then invite honourable members to express their vote on the proposed amendment.

An Hon. Member: Recorded vote.

[*Traduction*]

M. McGrath: Monsieur le président, j'ai un commentaire à faire.

J'ai beaucoup de respect pour le ministre, mais nous fonctionnons avec des limites de temps plutôt sévères. Le président doit faire bien attention d'imposer les restrictions de temps à tout le monde; avec tout le respect que j'ai pour vous, j'aimerais vous dire que la même discipline devrait être imposée au ministre. A plusieurs reprises ce soir, il a utilisé beaucoup de temps, dans plusieurs cas avec des répétitions; si le ministre continue de la même façon, nous ne pourrons faire les progrès espérés. Je crois, monsieur le ministre, qu'il est nécessaire de le dire, car je crois que le ministre devrait se soumettre à la même discipline que nous.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, honorable James McGrath.

Le ministre a déjà dit ce soir que je l'ai informé très respectueusement, comme j'ai informé les hauts fonctionnaires de son ministère, que les réponses semblent parfois longues vu l'emploi du temps que nous nous sommes imposé. Il a été assez juste pour le reconnaître; vous pouvez être certain que ce que vous venez de dire ainsi que la remarque que je lui ai adressée hier soir ont été entendus. Je suis sûr qu'il essaiera de faire tout son possible, de même que tous les membres du Comité; je ne vise personne en particulier, mais de tous les membres du Comité; son comportement sera exemplaire au cours de notre prochaine réunion.

M. Chrétien: Monsieur le président, je me tairai autant que possible; pour moi c'est un changement d'attitude fantastique, car il y a quelques semaines on disait que je ne parlais pas assez. Pour tout entendre, il me faudrait être témoin pendant deux ans. Je me ferai maintenant un plaisir de me taire; passons au vote.

M. McGrath: Je ne me laisserai pas faire par le ministre de cette façon.

J'ai entendu le ministre dire aux médias aujourd'hui qu'il n'est pas question d'accorder au Comité un prolongement d'une semaine. C'est ce qu'il a dit aujourd'hui aux médias.

C'est son droit, c'est lui le gouvernement, et le gouvernement doit s'occuper du travail de la Chambre et du Comité. Il doit assumer cette responsabilité, mais j'ai dit au ministre que s'il impose la clôture au Comité, il se doit de répondre de façon aussi précise et concise que possible.

Cela ne veut pas dire qu'il doive se taire mais qu'il doit répondre aux questions sans faire de belles phrases.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur McGrath.

Comme je n'ai plus de noms sur ma liste, je crois mettre l'amendement proposé aux voix.

Une voix: Un vote nominal.

[Text]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): A recorded vote being requested I will invite the Clerk of Senate to call the vote in the usual way.

Amendment agreed to: Yeas, 14; Nays, 10.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like then to call Clause 23.

Clause 23 as amended agreed to.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would invite, then, honourable members to take the next amendment, it is an amendment numbered N-29, new clause after Clause 23, page 27. It is an amendment moved by the New Democratic Party and I would like to invite Mr. Robinson to move the proposed amendment.

Mr. Chrétien: Mr. Chairman, I do think this question of rights, I think that has to be postponed until the next session on native rights, with the permission of the Committee.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): So I understand that there is an agreement to stand Clause 24 and the amendment thereto until further agreement that that amendment be called.

Clause 24 allowed to stand.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like, then, to invite honourable members to move to the next amendment, which is an amendment numbered G-28, new Clause after Clause 23, page 7. It is an amendment moved on behalf of the government party and I would like Mr. Irwin to move the proposed amendment.

• 2200

Mr. Irwin: Thank you, Mr. Chairman. Before I get into the amendment there has been one change of words on the form that has been distributed. On the fourth last line of Subclause (2) the word "may" has been deleted and "shall" has been inserted at the request of the NDP, to which we have consented.

Mr. Fraser: Mr. Chairman, through you, could I please ask Mr. Irwin to repeat that.

Mr. Irwin: In subclause (2); the fourth last line, second word from "may" to "shall" which is probably better wording.

In other words, the net result is if there is a finding that it would bring justice into disrepute then the evidence shall be excluded rather than the permissive may.

Le coprésident (M. Joyal): Vous voulez faire la correction en langue française, monsieur Corbin?

M. Corbin: Je pourrai la faire au moment de la lecture, peut-être?

Le coprésident (M. Joyal): Très bien.

Mr. Irwin: Thank you, Mr. Chairman. I wish to propose that the Constitution Act 1980 be amended by adding immediately after line 22 on page 7 the following heading and section:

24.(1) Enforcement. Anyone whose rights or freedoms as guaranteed by this Charter, have been infringed or denied may apply to a court or competent jurisdiction to obtain such remedy as the court considers appropriate and just in the circumstances

[Translation]

Le coprésident (M. Joyal): Étant donné qu'on m'a demandé un vote nominal, j'inviterais le greffier du Sénat de passer au vote de la façon habituelle.

L'amendement est adopté par 14 voix contre 10.

Le coprésident (M. Joyal): Je mets en délibération l'article 23.

L'article 23 tel qu'amendé est adopté.

Le coprésident (M. Joyal): J'invite maintenant les membres du comité de passer à l'amendement numéro N-29, nouvel article qui suivra l'article 23 à la page 7. C'est un amendement proposé par le Nouveau Parti démocratique; j'invite M. Robinson à proposer l'amendement.

M. Chrétien: Monsieur le président, je pense qu'il faudrait remettre cette question jusqu'à la prochaine réunion consacrée aux droits des autochtones, si le Comité est d'accord.

Le coprésident (M. Joyal): Nous sommes donc d'accord pour réserver l'article 24 et l'amendement à cet article, jusqu'à une date ultérieure.

L'article 24 est réservé.

Le coprésident (M. Joyal): J'invite donc les députés à passer à l'amendement numéro G-28, du nouvel article qui suivra l'article 23 à la page 7. C'est un amendement proposé par le gouvernement, et je demanderais à M. Irwin de le proposer.

M. Irwin: Merci, monsieur le président. Avant de passer à l'amendement, il y a une correction à apporter au texte anglais qui vous a été distribué. A la quatrième ligne avant la fin du paragraphe (2) nous nous sommes entendus avec le NPD pour remplacer le mot «may» par le mot «shall».

M. Fraser: Monsieur le président, pourrais-je demander à M. Irwin de répéter.

M. Irwin: Au paragraphe (2), à la quatrième ligne avant la fin, le deuxième mot «may» deviendra «shall», ce libellé étant préférable.

Autrement dit, si on constate que ces éléments de preuve sont susceptibles de déconsidérer la justice, ils seront écartés et non pas «peuvent être» écartés.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Corbin, would you like to make the correction in the French text?

Mr. Corbin: Perhaps I could do so when it is read?

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Fine.

M. Irwin: Merci, monsieur le président. Je propose que le projet de loi constitutionnel de 1980 soit modifié, en anglais, par adjonction, après la ligne 22 de la page 7, de la rubrique et du passage qui suivent:

Enforcement 24. (1) Anyone whose rights or freedoms as guaranteed by this Charter have been infringed or denied may apply to a court or competent jurisdiction to obtain such remedy as the court considers appropriate and just in the circumstances;

[Texte]

(2) Where, in proceedings under subsection (1), a court concludes that evidence was obtained in a manner that infringed or denied any rights or freedoms guaranteed by this Charter, the evidence shall be excluded if it is established that, having regard to all the circumstances, the admission of it in the proceedings would bring the administration of justice into disrepute.

M. Corbin: Monsieur le président, je voudrais indiquer qu'il y a deux changements au texte de l'amendement proposé. Au paragraphe (2), le paragraphe où il est dit «au cas où», ces mots-là devraient être remplacés par le mot «lorsque» et cela se lirait donc:

«(2) lorsque dans une instance visée»

et, deuxièmement, au même paragraphe toujours, à la ligne 6, qui se lit:

«éléments de preuve peuvent être écartés»

changer les mots «peuvent être» par «sont» de sorte que la phrase se lirait:

«éléments de preuve sont écartés».

Si c'est clair et net, je vais donc proposer l'amendement en français.

Que le projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par adjonction, après la ligne 39, de la rubrique et du passage qui suivent:

«Recours 24.(1) Toute personne victime de violation ou de négation des droits et libertés qui lui sont garantis par la présente charte, peut s'adresser à un tribunal compétent pour obtenir la réparation que le tribunal estime convenable et juste, eu égard aux circonstances;»

(2) Lorsque, dans une instance visée au paragraphe (1), le tribunal a conclu que des éléments de preuves ont été obtenus dans des conditions qui portent atteinte aux droits ou libertés garantis par la présente charte, ces éléments de preuve sont écartés s'il est établi, eu égard aux circonstances, que leur utilisation est susceptible de déconsidérer l'administration de la justice».

Merci.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Corbin.

Je réalise qu'il y a un sous-amendement à cet amendement principal et que le sous-amendement porte le numéro suivant, N-30, new clause, following Clause 23, page 7.

N-30, new clause following Clause 23, page 7. That is the number of a subamendment in relation to the main amendment. It is a subamendment moved by the NDP party and I would like to invite Mr. Robinson. I will repeat the number of the subamendment to make clear that everybody has it, N-30, new clause following Clause 23, page 7. Mr. Robinson.

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman. In view of the fact that the government has agreed to accept our proposed change to revise proposed Clause 24 to change the original word may to shall and in view of the fact that the Minister has confirmed and I believe that he is right that under new Clause 24(1) there would clearly be jurisdiction in the court to award compensation, I am prepared to withdraw proposed amendment N-30.

[Traduction]

(2) Where, in proceedings under subsection (1), a court concludes that evidence was obtained in a manner that infringed or denied any rights or freedoms guaranteed by this Charter, the evidence shall be excluded if it is established that, having regard to all the circumstances, the admission of it in the proceedings would bring the administration of justice into disrepute.

Mr. Corbin: Mr. Chairman, I would like to point out that there are two changes to the French text of the proposed amendment. In subclause (2), the words "au cas où" should be replaced by the word "lorsque", and would read as follows:

(2) lorsque dans une instance visée

and in the same subclause, line 6, which reads:

éléments de preuve peuvent être écartés

the words "peuvent être" should be replaced by "sont" to read:

éléments de preuve sont écartés

If that is quite clear, I will move the amendment to the French text.

Que le projet de loi constitutionnel de 1980 soit modifié par adjonction, après la ligne 39, de la rubrique et du passage qui suivent:

Recours 24. (1) Toute personne victime de violation ou de négation des droits et libertés qui lui sont garantis par la présente charte, peut s'adresser à un tribunal compétent pour obtenir la réparation que le tribunal estime convenable et juste, eu égard aux circonstances;

(2) Lorsque, dans une instance visée au paragraphe (1), le tribunal a conclu que des éléments de preuves ont été obtenus dans des conditions qui portent atteinte aux droits ou libertés garantis par la présente charte, ces éléments de preuve sont écartés s'il est établi, eu égard aux circonstances, que leur utilisation est susceptible de déconsidérer l'administration de la justice.

Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Corbin.

I realize that there is a sub-amendment to this main amendment, number N-30, nouvel article suivant l'article 23 à la page 7.

C'est le numéro d'un sous-amendement relatif à l'amendement principal. Ce sous-amendement est proposé par le Parti NPD, et je donne la parole à M. Robinson. Je vais répéter le numéro du sous-amendement pour être sûr que tout le monde l'a; il s'agit du numéro N-30, nouvel article suivant l'article 23 à la page 7. Monsieur Robinson.

M. Robinson: Merci, monsieur le président. Étant donné que le gouvernement a accepté la modification que nous avons proposée à l'article 24 proposé en remplaçant le mot «may» par «shall», et vu que le ministre a confirmé, qu'en vertu du nouvel article 24(1) les tribunaux seraient habilités à attribuer des dédommagements, je suis prêt à retirer l'amendement N-30 proposé.

[Text]

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Robinson.

Nous revenons donc à l'amendement principal tel que présenté par monsieur Irwin.

Mr. Fraser: Mr. Chairman, through you, as the government knows the Conservative Party has also an amendment to this clause and that is on CP 10, Clause 26, page 8.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Fraser, I have it. Clause 25 allowed to stand.

On Clause 26—*Laws respecting evidence*.

Mr. Fraser: I wonder if my honourable colleagues have the amendment in front of them, and what I propose to do, Mr. Chairman, is to withdraw this amendment. I would ask your indulgence to explain why.

First of all this amendment which we filed was designed to remedy the mischief which we felt was in the original draft of the government and was to make sure that there would be the exclusion of evidence which would bring the administration of justice into disrepute.

Mr. Chairman and others will remember the concerns of witnesses that appeared in front of us in this regard.

I also want to point out that Mr. Irwin said that he wished and he just did this this moment to change the word "may" in the government amendment to "shall" and I point out, Mr. Chairman, that our amendment had already taken that into account and our amendment read:

Notwithstanding subclause (1) in any proceedings evidence shall be excluded if it is established that it was obtained under such circumstances that the use of it in the proceedings would tend to bring the administration of justice into disrepute.

Mr. Chairman, you will forgive me for indicating that I think that this is now the third time that our view has prevailed although, this case perhaps in not such formal terms. I am corrected by my Chairman. This is the fourth time after several months and we are of course absolutely ecstatic that all parties around the table have seen the wisdom of our representations.

Having said that, Mr. Chairman, I will withdraw the motion because the mischief we were trying to address has now been remedied and the word shall is in so it is now mandatory, and we are very pleased with what has happened.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Honourable John Fraser, if all parties agree suddenly to the same idea I think it is a new pentecostal.

Mr. McGrath: You notice the Minister is not here.

The Joint Chairman (Mr. Joya): So the Chair is very happy to see that all the virtues are now within the honourable members, and I am in a position of course to accept your suggestion.

Mr. Fraser: It may be a fear of purgatory, Mr. Chairman.

[Translation]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Robinson.

We will now come back to the main amendment proposed by Mr. Irwin.

M. Fraser: Monsieur le président, les députés du gouvernement savent que le parti conservateur présente également un amendement à cet article; c'est l'amendement numéro CP-10, article 26, page 8.

Le coprésident (M. Joyal): Je l'ai, monsieur Fraser. L'article 25 est réservé.

L'article 26—Droits sur la preuve.

M. Fraser: Je me demande si mes collègues ont cet amendement sous les yeux. Monsieur le président, j'ai l'intention de retirer cet amendement, pour les raisons suivantes.

Premièrement, nous avons déposé cet amendement afin de remédier aux dommages qu'aurait pu causer le texte original du gouvernement et pour garantir que toute preuve qui risquait de déconsidérer l'administration de la justice serait écartée.

Vous vous rappelez certaines préoccupations exprimées à cet égard par des témoins qui ont comparu devant nous.

Par ailleurs M. Irwin vient de remplacer le mot «may» dans le texte anglais de l'amendement du gouvernement par le mot «shall». Je vous signale, monsieur le président, que notre amendement avait déjà tenu compte de cela, et se lisait comme suit:

Nonobstant le paragraphe (1), doit être exclue dans toute instance, la preuve obtenue dans des circonstances telles que son admission risquerait de ternir l'image de l'administration de la justice.

Monsieur le président, cela fait maintenant trois fois que notre opinion a prévalu, bien que ce ne soit pas de façon aussi formelle cette fois-ci. On me signale que c'est la quatrième fois en quelques mois; évidemment, nous sommes absolument ravis que tous les partis représentés au comité se soient rangés à notre avis.

Ceci dit, monsieur le président, je vais retirer la motion, notre objectif étant atteint. Le mot «sont» faisant maintenant partie du texte, cela devient obligatoire; nous sommes très heureux de ce qui s'est passé.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Fraser, quand tous les partis se mettent soudain d'accord sur une même idée, c'est comme une nouvelle pentecôte.

M. McGrath: Vous remarquerez que le ministre n'est pas présent.

Le coprésident (M. Joyal): Je suis très heureux de constater que les députés possèdent maintenant toutes les vertus; évidemment, j'accepte votre proposition.

M. Fraser: C'est peut-être la peur du purgatoire, monsieur le président.

[Texte]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Robinson, yes, on the proposed amendment.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, in view of the fact that the representative of the government has not spoken on this, I just wanted to indicate perhaps, Mr. Chairman, prior to commenting briefly on the proposed amendment I would like to indicate that we have unconfirmed sources who stated to us that Mr. Epp and Mr. Austin were seen on a bus discussing these amendments and I note that their track record is better than ours, as Mr. Fraser has proudly pointed out, so I see that those discussions were apparently fruitful.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The honourable Jake Epp.

Mr. Epp: Mr. Chairman, I want to indicate if I was on a bus with Senator Austin only he would be aware of it, and secondly I want to point out to Mr. Robinson that when we move amendments we also work on success.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you. Madam Campbell.

Miss Campbell: Yes, Mr. Chairman, I have a number of questions on this. I am certainly in favour of the new Clause 24(1) and I do have a couple of questions that I would like to bring up to the officials while they are here.

It seems to me by using the term shall instead of may you are extending the tainted fruit doctrine. Is there anything that refutes that, or not? In other words, you are giving to the courts a narrowly defined interpretation of that.

Mr. E. G. Ewaschuk (Q.C., Director, Criminal Law Amendments Section Department of Justice): Yes, what in effect it means is that there may be an area where you have a constitutional violation which may be unreasonable in the sense that it is inadvertent, but there may not be something willfully reprehensible. On the other hand, you get to a certain level where it is in fact very willful and very reprehensible.

If you hit that level, the judge having considered, an example may be a police officer stole the gun because he just did not go down to get a search warrant, he broke in, he stole the gun, it was tested for ballistics and fingerprints and it turns out that in fact this is the murder weapon. Now, the judge will have to weigh all those circumstances, the fact of the conduct of the police officer, it may have been unreasonable but it may not have been willful. In my example it was willful, but it is a murder charge. He is going to take all those circumstances into consideration. If he comes to the conclusion that the admission of the evidence would bring the administration of justice into disrepute, considering the seriousness of the case, the seriousness of the breach by the police, the manner in which the evidence was obtained, then having made that determination, yes, the evidence must be excluded.

Miss Campbell: My other question is that this definitely looks very similar to the first clause of the Law Reform Commission report but they added a second clause because they were so concerned with the actual direction that the court should take in interpreting evidence, and you are probably well aware that they gave specific directions in determining whether evidence should be excluded under this clause: all the

[Traduction]

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Robinson, au sujet de l'amendement proposé.

M. Robinson: Monsieur le président, vu le fait que le représentant du gouvernement n'a pas parlé à ce sujet, je vous ferais remarquer que d'après des sources non confirmées, quelqu'un aurait vu M. Epp et M. Austin dans un autobus en train de discuter de ces amendements. Comme leurs résultats sont meilleurs que les nôtres ainsi que M. Fraser l'a signalé avec fierté, ces discussions semblent avoir porté fruit.

Le coprésident (M. Joyal): M. Jake Epp.

M. Epp: Monsieur le président, si j'étais dans un autobus avec le sénateur Austin, lui seul le saurait. Deuxièmement, je ferais remarquer à M. Robinson que lorsque nous proposons des amendements, nous veillons à ce qu'ils réussissent.

Le coprésident (M. Joyal): Merci. Madame Campbell.

Mlle Campbell: Monsieur le président, j'ai plusieurs questions à poser à ce sujet. Évidemment, j'appuie le nouvel article 24(1); j'ai toutefois des questions que je voudrais poser aux hauts fonctionnaires tant qu'ils sont parmi nous.

Il me semble qu'en remplaçant le mot «peuvent» par le mot «sont» vous perpétuez la doctrine du fruit corrompu. Est-ce qu'il y a quelque chose que réfute cela ou non? Autrement dit, vous donnez aux tribunaux une interprétation très étroite de cette notion.

M. E. G. Ewaschuk (conseiller de la Reine, directeur, section des modifications au droit pénal, ministère de la Justice): En fait, ce que cela veut dire, c'est qu'il peut y avoir une violation de la constitution qui n'est pas raisonnable, mais qui n'est pas voulue, où l'intention n'était pas de commettre une action répréhensible. Il existe par contre des actions volontaires et très répréhensibles.

A ce niveau-là, prenons l'exemple d'un agent de police qui a volé l'arme parce qu'il n'a pas obtenu un mandat de perquisition, il pénètre par infraction, il vole l'arme, sur laquelle on effectue des tests de balistique et sur laquelle on relève des empreintes digitales. On découvre en fait qu'il s'agit de l'arme du crime. Le juge devra tenir compte de toutes ces circonstances, de la conduite de l'agent de police, conduite peut-être déraisonnable mais non volontaire. Dans mon exemple c'était volontaire, mais il s'agissait d'une accusation de meurtre. Le juge tiendra compte de toutes ces circonstances. S'il en vient à la conclusion que l'admission de la preuve jetterait le discrédit sur l'administration de la justice, compte tenu de la gravité de l'accusation, de la gravité de l'écart de conduite du policier, de la façon dont la preuve fut obtenue, ayant établi tout cela, oui, la preuve doit être réfutée.

Mlle Campbell: Ma question suivante c'est que cela ressemble beaucoup au premier article du rapport de la Commission sur la réforme du droit, mais ils ont ajouté un deuxième article car ils étaient vraiment préoccupés par l'orientation que les tribunaux devraient adopter quant à l'interprétation de la preuve et vous savez probablement qu'ils ont donné des directives précises afin de déterminer si la preuve doit être rejetée

[Text]

circumstances surrounding the proceedings and the manner in which the evidence was obtained shall be considered, including the extent to which human dignity and social values were breached in obtaining the evidence, the seriousness of the case, the importance of the evidence, whether any harm to an accused or others was inflicted willfully or not and whether there were such circumstances justifying the actions, such as a situation of urgency requiring action to prevent the destruction or loss of evidence.

In other words, the way it seems to me would be more in line with what the Law Reform Commission was alluding to in that second paragraph for the direction of the court, but perhaps your explanation covers that.

My question, not having read the second clause of the Law Reform, and we are limited as to time, is does the reference in this Clause 24(2) to the Charter and the Rights and Freedoms extended in there, would that do you think go a long way in eliminating some of the concerns that were in that second clause of the Law Reform Commission.

Mr. Ewaschuk: I think that certainly they will be taken into consideration. They are there for reflection. They are academic writings as to what the administration of justice means at least as far as the admission of evidence, whether or not it would bring it into disrepute, and we have the celebrated *Wray* case in 1969 when the Supreme Court of Canada said that real evidence, if it is more than of tenuous value must be admitted notwithstanding that its submission would bring the administration of justice into disrepute.

So what this clause in effect is doing is taking the dissent in *Wray*, it was a 5-4 judgment, and would say no, in relation to constitutional violations if the court finds that the admission of the evidence, having regard to all of the circumstances, would bring the administration of justice into disrepute, then they shall exclude it.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Madam Campbell. Honourable Senator Austin.

Senator Austin: Mr. Chairman, one question of Mr. Ewaschuk, could you provide the Committee with a general definition of that test "bring the administration of justice into disrepute". Is there a general principle that you could articulate that would give us a dividing line?

Mr. Ewaschuk: Well, somebody told me today—I am on a task force to revise the rules of evidence—and Doctor Tellefson from the federal Department of Justice is the head of it and he says the test is as articulated by the former Justice Black in the United States that the admission of this evidence would make me vomit, it was obtained in such a reprehensible manner. I said to Doctor Tollefson, it might be a little tough writing that in, but that is the type of case, he is saying, where the conduct is very blameworthy, repugnant, very reprehensible, what the police did in the circumstances and therefore although, and this is the other argument, they being law breakers allow another lawbreaker, an accused, to go free, that once it has reached this certain level of reprehensibility it should be excluded.

[Translation]

aux termes de cet article: on tiendra compte de toutes les circonstances entourant les démarches et la façon dont la preuve a été obtenue, ainsi que la mesure dans laquelle on a enfreint la dignité humaine et les valeurs sociales pour obtenir la preuve, la gravité du cas, l'importance de la preuve, si, volontairement ou non, on a causé des torts à l'accusé ou à d'autres et si les circonstances justifiaient les mesures, comme une situation urgente où il fallait agir pour prévenir la destruction ou la perte de la preuve.

Autrement dit, cela me semble plus conforme aux directives que la Commission sur la réforme du droit adresse aux tribunaux au deuxième paragraphe, mais peut-être que votre explication couvre cela.

Le temps nous manque et je n'ai pas lu le deuxième article sur la réforme du droit. Au sujet du renvoi contenu à l'article 24(2) de la charte des droits et libertés, croyez-vous que l'élargissement de ces dispositions pourra apaiser en partie certaines inquiétudes relativement à l'article 2 de la Commission sur la réforme du droit.

M. Ewaschuk: Je pense qu'on en tiendra certainement compte, elles sont là pour cela. Il s'agit de textes académiques sur la signification de l'administration de la justice, du moins en ce qui touche l'admissibilité de la preuve, qu'elle jette ou non le discrédit. Nous avons la célèbre affaire *Wray* de 1969 dans lequel la Cour suprême du Canada a dit que la preuve réelle, si sa valeur est réelle, doit être admise bien que cela puisse jeter le discrédit sur l'administration de la justice.

En somme cet article règle la dissension dans l'affaire *Wray*, c'était un jugement cinq contre quatre. Au chapitre des infractions constitutionnelles, l'article dit non si les tribunaux découvrent que l'admissibilité de la preuve, compte tenu de toutes les circonstances, jetterait le discrédit sur l'administration de la justice, alors ils doivent la rejeter.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, madame Campbell. Sénateur Austin.

Le sénateur Austin: Monsieur le président, j'aurais une question à poser à M. Ewaschuk: pourriez-vous nous donner une définition générale de ce test: «jeter le discrédit sur l'administration de la justice». Pourriez-vous énoncer un principe général qui nous donnerait une ligne de démarcation?

M. Ewaschuk: Je fais partie d'un groupe de travail qui examine les règles de la preuve. Ce groupe est dirigé par M. Tollefson, du ministère de la Justice. Il me disait que le test tel qu'énoncé par l'ancien juge Black des États-Unis pour l'admissibilité de la preuve me ferait vomir, car elle avait été obtenue d'une manière tellement répréhensible. Je lui ai dit qu'il serait peut-être difficile de mettre cela par écrit, mais il y a des cas où la conduite des policiers est répréhensible, répugnante. Ce que les policiers ont fait dans ces circonstances est un autre aspect de la question, le fait qu'ils enfreignent la Loi permet à un autre contrevenant, à un accusé, d'être libéré. Lorsque cela atteint un certain niveau de gravité il faudrait rejeter la preuve.

[Texte]

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Senator Austin. I see that the honourable members are ready for the vote.

L'amendement est adopté.

Clause 26 allowed to stand.

On Clause 25—*Primacy of Charter*.

the Joint Chairman (Mr. Joyal): I would like to invite honourable members to take the amendment numbered G-31, a new clause after Clause 25, page 8.

I invite honourable members to do so, because the amendments numbered G-29, CP-9 and G-30, are in relation to Clause 24 of the proposed motion.

As honourable members have previously agreed that that clause should be stood until further advice from honourable members, and then those amendments will be called when you are dealing with Clause 24.

So that they will be considered at the proper time when we are dealing with Clause 24.

I would now like to invite honourable members to take the amendment G-31, a new clause after Clause 25, page 8.

I would like to repeat for the benefit of honourable members. The next amendment we will be dealing with is the amendment numbered G-31, a new clause after Clause 25, page 8.

Now, to this amendment, there is a subamendment numbered N-32, a new clause following Clause 25, page 8. It is an amendment introduced by the New Democratic Party.

I would like to invite honourable members to take G-31 and to ask Mr. Irwin to move the amendment in the usual way.

Mr. Irwin: Thank you very much, Mr. Chairman.

I am pleased to move that the proposed constitution act, 1980 be amended by (a) adding immediately after line 10 on page 8, the following:

26. This Charter shall be interpreted in a manner consistent with the preservation and enhancement of the multicultural heritage of Canadians,

and renumbering the subsequent clauses accordingly.

Mr. Corbin will read it in French.

M. Corbin: Monsieur le président, je propose

Que l'article 26 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par

(a) adjonction, après la ligne 8, page 8, de ce qui suit:

«26. Toute interprétation de la présente charte doit concorder avec l'objectif de promouvoir le maintien et la valorisation du patrimoine multiculturel des Canadiens».

(b) les changements de numéros d'article qui en découlent.

Merci.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Corbin.

[Traduction]

Le coprésident (M. Joyal): Merci, sénateur Austin. Je vois que vous êtes prêt pour le vote.

The amendment is carried.

L'article 26 est réservé.

Article 25—Primauté de la Charte

Le coprésident (M. Joyal): J'invite les membres à prendre l'amendement numéro G-31, un nouvel article après l'article 25, page 8.

Je vous demande de le faire, car les amendements G-29, CP-9 et G-30 portent sur l'article 24 de la motion proposée.

Comme vous avez déjà accepté de réserver cet article jusqu'au moment où vous décideriez de l'étudier, ces amendements seront mis en délibération lorsqu'on étudiera cet article.

Ils seront donc étudiés lorsque nous serons sur l'article 24.

J'invite maintenant les membres à prendre l'amendement G-31, un nouvel article après l'article 25 à la page 8.

Je répète à l'intention des membres. Le prochain amendement que nous étudierons sera le numéro G-31, un nouvel article après l'article 25 à la page 8.

Il y a aussi un sous-amendement, le numéro N-32, un nouvel article suivant l'article 25 à la page 8. C'est un amendement présenté par le Nouveau parti démocratique.

J'invite les membres à prendre le numéro G-31 et je demanderais à M. Irwin de présenter l'amendement de la façon habituelle.

M. Irwin: Merci beaucoup, monsieur le président.

J'ai l'honneur de proposer que l'article 26 du projet de loi constitutionnel de 1980 soit modifié par (a) adjonction, après la ligne 8, page 8, de ce qui suit:

26. Toute interprétation de la présente Charte doit concorder avec l'objectif de promouvoir le maintien et la valorisation du patrimoine multiculturel des Canadiens.

et les changements de numéros d'articles qui en découlent.

M. Corbin lira la version française.

Mr. Corbin: Mr. Chairman, I move

That Clause 26 of the proposed Constitution Act, 1980 be amended by

(a) adding immediately after line 10 on page 8, the following:

"26. This Charter shall be interpreted in a manner consistent with the preservation and enhancement of the multi-cultural heritage of Canadians.

(b) and re-numbering the subsequent clauses accordingly."

Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Corbin.

[Text]

Je voudrais inviter monsieur Robinson à présenter l'amendement au nom du Nouveau Parti Démocratique de la manière habituelle.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, in the light of our earlier decision to stand clauses pertaining to the particular treaty and aboriginal rights of native people, I would ask that this proposed amendment as well be stood at this time.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): If that is agreeable to honourable members, I will stand the proposed amendment and subamendment.

Subamendment allowed to stand.

Amendment allowed to stand.

Clause 25 allowed to stand.

On Clause 27—Application to territories and territorial authorities.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): The next amendments I would like to call are the amendments dealing with the Clause 27. It is the amendment numbered or identified as CP-11, new clause following Clause 26, page 8.

I have an amendment identified as G-32-1, a new clause following Clause 26, page 8.

I would like to invite the honourable James McGrath to move the proposed amendment, and then I would invite the honourable Senator Petten to move the next subamendment.

The honourable James McGrath.

Mr. McGrath: Thank you very much, Mr. Chairman.

Mr. Chairman, the amendment is as follows: I move that the proposed constitution act, 1980, be amended by (a) adding thereto, immediately after line 15 on page 8, the following clause:

Newfoundland Terms of Union

27. No provision of this Charter affects or abrogates or derogates from Section 17 of the Schedule to the Newfoundland Act.

and (a) renumbering the subsequent clauses accordingly.

Mr. Munro will read it in French.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur Munro.

M. Munro: Alors, en français, il est proposé

Que le projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par:

a) adjonction, après la ligne 14, page 8, de ce qui suit:

«27. Les dispositions de la présente charte ne portent pas atteinte à l'article 17 de l'annexe de la Loi sur Terre-Neuve.»

b) les changements de numéros d'article qui en découlent.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Munro.

I would like to invite the honourable Mr. Petten to move the amendment.

[Translation]

I would invite Mr. Robinson to present the New Democratic Party amendment in the usual manner.

M. Robinson: Monsieur le président, étant donné notre décision précédente de réserver les articles portant sur les droits aboriginaux et découlant des traités des autochtones, je demanderais que l'on reporte également l'amendement proposé.

Le coprésident (M. Joyal): Si les membres sont d'accord, je réserverai l'amendement et le sous-amendement proposés.

Sous-amendement réservé.

Amendement réservé.

Article 25 réservé.

Article 27—Application aux territoires

Le coprésident (M. Joyal): Les amendements que je vais mettre en délibération portent sur l'article 27. Il s'agit d'un amendement CP-11, un nouvel article à être inclus après l'article 26 à la page 8.

J'ai un amendement numéroté G-32-1, un nouvel article à être inclus après l'article 26 à la page 8.

J'inviterais M. James McGrath à soumettre l'amendement proposé et je demanderais ensuite au sénateur Petten de proposer le sous-amendement suivant.

M. James McGrath.

M. McGrath: Merci beaucoup, monsieur le président.

Monsieur le président, l'amendement se lit comme suit: Je propose que le projet de loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par (a) adjonction après la ligne 14, page 8, de ce qui suit:

27. Les dispositions de la présente Charte ne portent pas atteinte à l'article 17 de l'Annexe de la Loi sur Terre-Neuve.

et (b) les changements de numéro d'articles qui en découlent.

M. Munro lira la version française.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Mr. Munro.

Mr. Munro: The French version is as follows: It is proposed

That the proposed Constitution Act, 1980, be amended by:

(a) Adding thereto, immediately after line 15, on page 8, the following clause;

Newfoundland Terms of Union

27. No provision of this Charter affects or abrogates or derogates from Section 17 of the schedule to the Newfoundland Act.

(b) Renumbering the subsequent clauses accordingly.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Munro.

J'invite M. Petten à proposer l'autre amendement.

[Texte]

Senator Petten: Mr. Chairman, I move that the proposed amendment to the new clause following Clause 26 of the proposed Constitution act, 1980 be amended by striking out everything immediately following the words "this Charter" and substituting the following:

Abrogates or derogates from any rights or privileges guaranteed by or under the Constitution of Canada, in respect of denominational, separate or dissentient schools.

I would now ask my colleague to read the french version.

Le coprésident (M. Joyal): L'honorable sénateur Thériault.

Le sénateur Thériault: Je propose

Que le projet de modification du nouvel article qui suit l'article 26 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, au passage qui suit le membre de phrase «la présente charte», de ce qui suit:

«ne portent pas atteinte aux droits ou privilèges garantis en vertu de la Constitution du Canada concernant les écoles séparées et autres écoles confessionnelles.»

Le coprésident (M. Joyal): Merci, sénateur Thériault.

I call on Mr. Tobin to introduce the amendment in the usual way.

Mr. Tobin: Mr. Chairman, I understand we are going to deal with the amendment to the amendment first.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes.

Mr. Tobin: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Chairman, the government believes the rights of religious schools in the various provinces, including Newfoundland, will not be adversely affected by the Charter provisions.

However we want to leave no room for doubt on this issue as with the existing language rights dealt with in Clauses 21 and 22.

I might say at the outset that I and my colleagues support the amendment initially put by the Conservative Party with respect to denominational schools in Newfoundland.

It is our intention, however, to broaden this clause to include denominational schools, separate or dissentient schools in all provinces of Canada.

I might add that we would also provide rights to schools, to separate or denominational schools that exist in this country, but whose rights are not guaranteed under the constitution of Canada by virtue of having the words "guaranteed by" and the operative term is "under".

The Conservative amendment as it stands is too narrow, since it deals only with denominational school rights in Newfoundland. There are other provinces which equally have rights to separate or religious schools guaranteed by Section 93 of the British North America Act, and it's equivalent in the terms of union with other provinces.

Mr. Chairman, in addition there are religious schools authorized or recognized by law which are not covered by

[Traduction]

Le sénateur Petten: Monsieur le président, je propose que le projet de modification du nouvel article qui suit l'article 26 du projet de loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, au passage qui suit le membre de phrase «la présente Charte», de ce qui suit:

Ne porte pas atteinte aux droits ou privilèges garantis en vertu de la Constitution du Canada concernant les écoles séparées et autres écoles confessionnelles.

Je demanderais maintenant à mon collègue de lire la version française.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Senator Thériault.

Senator Thériault: I move

That the proposed amendment to the new clause following Clause 26 of the proposed Constitution Act 1980 be amended by striking out everything immediately following the words "this Charter" and substituting the following:

"Abrogates or derogates from any rights or privileges guaranteed by or under the Constitution of Canada, in respect of denominational, separate or dissentient schools.

The Joint Chairman (M. Joyal): Thank you, Senator Thériault.

Je demanderais à M. Tobin de présenter l'amendement de la façon habituelle.

M. Tobin: Monsieur le président, je crois comprendre que nous étudierons d'abord le sous-amendement à l'amendement.

Le coprésident (M. Joyal): En effet.

M. Tobin: Merci, monsieur le président.

Monsieur le président, le gouvernement estime que les dispositions de la Charte ne portent pas atteinte au droit des écoles confessionnelles des diverses provinces, dont Terre-Neuve.

Toutefois, à l'instar des articles 21 et 22 portant sur les droits linguistiques, nous voulons qu'il n'y ait aucun doute à ce sujet.

Au départ, je dirai que mes collègues et moi-même appuyons l'amendement présenté par le Parti conservateur visant les écoles confessionnelles à Terre-Neuve.

Toutefois, nous avons l'intention d'élargir cet article pour y inclure les écoles séparées et autres écoles confessionnelles de toutes les provinces du Canada.

J'ajouterai que nous accorderions également des droits aux écoles séparées et confessionnelles qui existent au pays, mais dont les droits ne sont pas garantis dans la Constitution par les mots «garantis par», le mot clé étant «aux termes de».

L'amendement conservateur est trop étroit, puisqu'il ne porte que sur le droit des écoles confessionnelles de Terre-Neuve. Il y a d'autres provinces dont le droit à avoir des écoles séparées ou confessionnelles est garanti par l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et c'est équivalent pour ce qui est de l'union avec d'autres provinces.

De plus il y a des écoles religieuses autorisées ou reconnues par la loi qui ne sont pas couvertes par les garanties constitu-

[Text]

constitutional guarantees, such as the Pentecostal schools in Newfoundland and no doubt there are others in other provinces of Canada.

In other provinces, while the religiously operated schools are not authorized by law, they do receive benefits by law, such as government provided text books and exemptions from property taxation. Consequently, if this issue is to be put beyond doubt with respect to any religious schools authorized by the constitution or by provincial law, there should be a provision in the charter which gives the same assurance to all such schools.

Mr. Chairman, I point out in the amendment we move, the words "abrogates or derogates from any rights or privileges guaranteed by or under the constitution of Canada"—"under" meaning under the authority of the constitution of Canada; and therefore any provincial statute or legislation which gives religious schools rights in the provinces would be protected from any challenge by the charter by the very nature of the fact that provincial legislation ultimately flows from the authority granted to the provinces in the constitution.

Mr. Chairman, I might say—and I join all my colleagues from Newfoundland from both parties on this Committee—that I am disappointed that we are not, in addition to this amendment, also making provision for guaranteeing the Pentecostal Assemblies of Newfoundland the same rights and privileges under the constitution as are enjoyed by other members of the Denominational Educational Committee in Newfoundland.

But I would like to point out for the benefit of the Pentecostal Assemblies of Newfoundland that the word "under" in our proposed amendment would have the effect of protecting them from any challenge by any group based on the Charter of Rights until such time as this government moves under Clause 34 to amend Term 17 of the Terms of Union of Newfoundland with Canada.

Mr. Chairman, I think that pretty well covers my intervention at this point. I might say, for the benefit of colleagues, that I have talked to the legal counsel of the Denominational Educational Committee of Newfoundland tonight and he has told me that this amendment is acceptable to the DEC as was the amendment initially proposed by Mr. McGrath. He understands that it broadens the scope of the amendment initially moved by the Conservative Party.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you, Mr. Tobin. The honourable James McGrath.

Mr. McGrath: Thank you very much, Mr. Chairman.

Mr. Chairman, very briefly, I first of all agree with what Mr. Tobin has said, that the amendment to the amendment is acceptable to the Denominational Educational Committees in Newfoundland. It broadens the scope of it, and indeed it is well worth recording here that we had representations from the Roman Catholic School Trustees and representations from the Roman Catholic Bishops of Ontario; and from the Protestant School Board of Greater Montreal, and there was one other—and they raised concerns about denominational or

[Translation]

tionnelles comme les écoles de la Pentecôte à Terre-Neuve et il y en a certainement dans d'autres provinces du Canada.

Dans d'autres provinces quoi que les écoles confessionnelles ne soient pas reconnues par la loi, elles reçoivent néanmoins des avantages, comme les livres fournis par le gouvernement et l'exemption de l'impôt foncier. Dès lors s'il faut lever tout doute quant à l'ensemble des écoles confessionnelles autorisées par la Constitution ou par le provincial, il devrait y avoir une disposition dans la charte donnant la même garantie à toutes ces écoles.

Monsieur le président, je souligne que dans l'amendement proposé les mots «ne portent pas atteinte aux droits ou privilèges garantis en vertu de la Constitution du Canada»—«en vertu de» signifie en vertu de l'autorité de la Constitution du Canada; donc tout statut ou loi provinciaux accordant des droits aux écoles confessionnelles des provinces serait protégés contre une remise en cause éventuelle par la charte, étant donné qu'en dernière analyse cette loi provinciale découle de l'autorité que la Constitution accorde aux provinces.

Monsieur le président, j'ajouterais, et je me joins en cela à tous mes collègues de Terre-Neuve des deux partis qui sont membres de ce comité—que je suis déçu, qu'en plus de cet amendement, il n'y ait aucune disposition garantissant aux «Pentecostal Assemblies» de Terre-Neuve les mêmes droits et privilèges que la Constitution garantit aux autres membres du comité de l'éducation confessionnelle de Terre-Neuve.

Mais je ferais remarquer à l'Église de la Pentecôte de Terre-Neuve que les mots «en vertu de» dans notre projet d'amendement auraient pour effet de la protéger de toute contestation fondée sur la charte des droits, tant que le gouvernement n'aura pas modifié l'article 17 des modalités d'union de Terre-Neuve avec le Canada aux termes de l'article 34.

Monsieur le président, je pense que c'est tout ce que j'ai à dire pour le moment. J'ajouterais, à l'intention de mes collègues, que j'en ai discuté avec le conseiller juridique du Comité de l'éducation confessionnelle de Terre-Neuve qui m'a dit que le Comité trouvait cet amendement acceptable de même que l'amendement initial proposé par M. McGrath. Il sait que cela élargi la portée de l'amendement initial proposé par le parti Conservateur.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Joyal): Merci, monsieur Tobin. Monsieur McGrath.

M. McGrath: Merci beaucoup, monsieur le président.

Monsieur le président, brièvement, je suis d'accord lorsque M. Tobin dit que l'amendement à l'amendement est considéré comme étant acceptable par comité de l'éducation confessionnelle de Terre-Neuve. En effet, il en élargit la portée. Il est bon de noter que nous avons eu des représentations des commissaires des écoles catholiques ainsi que des évêques de l'Église catholique de l'Ontario, également de la Commission scolaire protestante du grand Montréal. Ils se sont tous dits

[Texte]

separate school rights and the effect the Charter would have on them.

In that sense, Mr. Chairman, I want to say that I am glad that our representations and particularly the representations made to this Committee—the last witness that this Committee heard was the Denominational Educational Committees of Newfoundland—that the Committee heard them. The government obviously representations to protect—and I underline the words “to protect” or to reaffirm a right that we already had, that was already ours without question under the Terms of Union and, hence, the constitution of Canada.

We merely wanted that reaffirmed. Initially, the Denominational Educational Committees, representing all of the schools of Newfoundland, were concerned that the proposed amendment put forward by the Minister did not go far enough.

Consequently, we tried to address their concern by putting the amendment that I moved tonight, and now, of course that has been further amended by the government, which, of course, broadens the scope of the amendment.

I just would like to reiterate that the protection that Newfoundland has enjoyed for the past 30 years under Section 17 of the Terms of Union, Newfoundland will continue to enjoy; but we can draw some little consolation from the fact that we have extended that protection to other provinces as well, and I think that is worth noting.

I would like to say in conclusion, Mr. Chairman, that I would like naturally to thank the government for meeting the concerns of the Newfoundland Denominational Educational Committees and the government of Newfoundland and the members of the Committee.

I would like merely to record one caveat, that is that the Pentecostal Assemblies of Newfoundland, which, initially were not included under the protection of Term 17, because the Newfoundland government passed a resolution in the Legislature 10 years ago and the Parliament of Canada has not acted on that resolution in an address to the British Parliament to effect the necessary change to include the Pentecostal Assemblies in Term 17.

But I believe this matter can be addressed separately.

I am aware of the representations that have been made to the government by the Pentecostal Assemblies of Newfoundland. I want to support that representation in the very strongest terms, leaving no doubt whatsoever that the Pentecostal people of Newfoundland will enjoy the same constitutional protection that all the other denominations will now be able to continue to enjoy as a result of my amendment and the subamendment put forward by the government.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, the honourable James McGrath.

Mr. Tobin to conclude.

Mr. Tobin: Mr. Chairman, I would like simply to add a few words.

I want to say, again, on the question of amending Term 17 to extend the rights and privileges enjoyed by other denominations to the Pentecostal Assemblies of Newfoundland, this was

[Traduction]

préoccupés par les droits accordés aux écoles séparées ou confessionnelles et par l'effet que la charte aurait sur elles.

Dans ce sens, monsieur le président, je tiens à dire que je suis heureux que le comité ait entendu nos représentations et surtout celles du dernier groupe à paraître devant ce comité, le Comité de l'éducation confessionnelle de Terre-Neuve. Évidemment le gouvernement a entendu leurs représentations visant à protéger, et je souligne les mots «à protéger» ou à réaffirmer un droit que nous avons déjà sans aucun doute en vertu des modalités d'union et, donc, de la constitution du Canada.

Nous voulions simplement le réaffirmer. Au départ, le comité de l'éducation confessionnelle de Terre-Neuve, représentant toutes les écoles de Terre-Neuve, était préoccupé de ce que l'amendement présenté par le ministre n'allait pas assez loin.

Nous avons donc essayé de répondre à leur inquiétude en présentant l'amendement de ce soir lequel a été modifié davantage par le gouvernement, ce qui en élargi la portée.

Je tiens à réitérer que Terre-Neuve continuera à bénéficier de la protection dont elle jouit depuis trente ans en vertu de l'article 17 des modalités d'union, nous pouvons être fiers du fait que nous avons étendu cette protection à d'autres provinces, ce qui mérite d'être rappelé.

Pour conclure, monsieur le président, je tiens naturellement à remercier le gouvernement d'avoir tenu compte des préoccupations du comité de l'éducation confessionnelle, du gouvernement de Terre-Neuve et des membres du comité.

J'ai toutefois une réserve, concernant l'Église de la Pentecôte de Terre-Neuve laquelle au départ ne bénéficiait pas de la protection en vertu de l'article 17. Il y a dix ans le gouvernement de Terre-Neuve adoptait une résolution et le Parlement canadien n'a pas encore donné suite à cette résolution dans une adresse au Parlement britannique visant une modification pour inclure l'Église de la Pentecôte dans l'article 17.

Je pense que cette question pourra être réglée séparément.

Je suis au courant des représentations faites au gouvernement par l'Église de la Pentecôte de Terre-Neuve. J'appuie entièrement cette représentation afin qu'il n'y ait aucun doute que les fidèles de l'Église de la Pentecôte de Terre-Neuve bénéficieront de la même protection constitutionnelle que toutes les autres églises grâce à mon amendement et au sous-amendement présenté par le gouvernement.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur McGrath.

Monsieur Tobin, voulez-vous conclure.

M. Tobin: Monsieur le président, je voudrais simplement ajouter quelques mots.

Pour ce qui est de modifier l'article 17 afin d'accorder à l'Église de la Pentecôte de Terre-Neuve les mêmes droits et privilèges que les autres églises, c'est une initiative à laquelle

[Text]

an initiative that certainly members of this Committee from Newfoundland wanted to pursue at this time.

I am sure that Mr. McGrath supported that initiative and all members do.

However, the difficulty with it was that we were advised—and I say this certainly not looking for any argument at this point—but we were advised at this point by the Government of Newfoundland, by Premier Peckford, that that amendment should be pursued in a separate motion to the House of Commons; and so it is out of respect to his wishes at this time that we do not include the amendment to Term 17 in the patriation package.

I can say, however, that it certainly is my intention—and I understand and have an agreement from Justice that such an amendment be made as quickly as possible before patriation through Clause 34.

One last note of clarification. It is worth noting for the pentecostal assemblies of Newfoundland, that under the amendment to the amendment, the charter of rights cannot be used by virtue of the fact that the pentecostals have rights granted by the provincial legislature; the charter of rights cannot be used to challenge those rights. That is at least a stop-gap measure until the amendment to term 17 can be brought about.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Thank you very much, Mr. Tobin.

I understand that honourable members are ready for the question.

Subamendment agreed to.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): So, do I understand, the honourable James McGrath, that the other amendment, the first one at this point should be withdrawn with unanimous consent?

Mr. McGrath: Yes, Mr. Chairman. I thought that was implicit in my remarks.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Therefore the other amendment with unanimous consent is withdrawn.

Mr. McGrath: Mr. Chairman, there is a procedural point here.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes, Mr. McGrath.

Mr. McGrath: There is a procedural point here and a very important one, and it has been brought to my attention as well as the attention of the Chair by the Clerk. I cannot withdraw my amendment. That is the point. It has to remain.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): Yes, I understand because of the change in our numbering we will have to adopt the main amendment in order to make sure that our subamendment is of course attached to the main proposal.

Mr. McGrath: That is right.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): I will then call the vote on the main amendment, the one that has been introduced properly by the honourable James McGrath and numbered CP-11, new clause following Clause 26, page 8.

I will read it:

[Translation]

les députés de Terre-Neuve, membres du comité, tiennent effectivement.

Je suis sûr que M. McGrath et tous les membres sont d'accord.

Cependant le gouvernement de Terre-Neuve, notamment le premier ministre M. Peckford, nous a avisé que cet amendement devrait se faire par une motion distincte présentée à la Chambre des communes; c'est donc conformément à sa demande que nous n'avons pas inclut d'amendement à l'article 17 dans les propositions constitutionnelles.

Toutefois, le ministère de la Justice m'a assuré qu'un tel amendement sera présenté le plus tôt possible, avant le rapatriement, en vertu de l'article 34.

Un dernier éclaircissement. En ce qui concerne l'Église de la Pentecôte de Terre-Neuve, au terme de l'amendement à l'amendement, la charte des droits ne peut pas être invoquée pour contester les droits qu'ils ont, ces droits leur ayant été accordés par la province. Ceci permettra de combler cette lacune en attendant que l'article 17 soit modifié.

Le coprésident (M. Joyal): Merci beaucoup, monsieur Tobin.

Je vais mettre l'amendement aux voix.

L'amendement est adopté.

Le coprésident (M. Joyal): Monsieur McGrath, si j'ai bien compris, le premier amendement serait retiré sur consentement unanime?

M. McGrath: En effet, monsieur le président, c'est ce que j'avais voulu dire.

Le coprésident (M. Joyal): Donc, l'autre amendement est retiré sur consentement unanime.

M. McGrath: Monsieur le président, il y a un point de procédure.

Le coprésident (M. Joyal): Oui, monsieur McGrath.

M. McGrath: Le greffier nous signale une question de procédure très importante. Je ne peux pas retirer mon amendement, il devra donc rester.

Le coprésident (M. Joyal): En effet, étant donné les modifications apportées aux numéros, nous devons adopter l'amendement principal afin de nous assurer que le sous-amendement est joint à la proposition principale.

M. McGrath: En effet.

Le coprésident (M. Joyal): Je vais donc mettre l'amendement principal aux voix, celui qui a été présenté comme il se doit par M. McGrath et numéroté CP-11 et qui figurera après l'article 26 à la page 8.

Je vais le lire:

[Texte]

That the proposed constitution act 1980 be amended by

(a) adding thereto immediately after line 15 on page 8 the following clause: Newfoundland terms of union

27. No provision of this Charter affects or abrogates or derogates from Section 17 of the Schedule to the Newfoundland Act; and

(b) renumbering the subsequent clauses accordingly.

Mr. Tobin: Just a quick point of order, Mr. Chairman. I just want to understand the procedure properly. In order to have the package completed, the amendment and the amendment to the amendment, we now have to vote on the main amendment.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): That is what I have already stated.

Amendment, as amended, agreed to.

The Joint Chairman (Mr. Joyal): It being 10:30 p.m., the meeting is adjourned to 9:30 tomorrow morning.

La séance est levée jusqu'à 9 h 30 demain.

[Traduction]

Que le projet de loi constitutionnel de 1980 soit modifié par:

a) l'adjonction, après la ligne 14, page 8, de ce qui suit;

27. Les dispositions de la présente charte ne portent pas atteinte à l'article 17 de l'article de la loi sur Terre-Neuve.

b) les changements de numéros d'articles qui en découlent.

M. Tobin: Juste un rappel au Règlement, monsieur le président. Je veux bien comprendre la procédure. Pour que le tout soit complet il faut adopter l'amendement et le sous-amendement.

Le coprésident (M. Joyal): En effet, c'est ce que j'ai déjà dit.

Article 27 tel que modifié est adopté.

Le coprésident (M. Joyal): Il est 22 h 30 et la séance est levée jusqu'à 9 h 30 demain matin.

The meeting is adjourned till 9:30 tomorrow morning.



*If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of Justice:

Mr. Roger Tassé, Deputy Minister;
Dr. B. L. Strayer, Assistant Deputy Minister, Public Law;
Mr. Fred Jordan, Senior Counsel, Public Law.

Du ministère de la Justice:

M. Roger Tassé, sous-ministre;
M. B. L. Strayer, sous-ministre adjoint, Droit public;
M. Fred Jordan, conseiller principal, Droit public.

BINDING SECT. OCT 13 1983

